ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 25 mars 2019

à 13 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 21 mars 2019

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil municipal est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le lundi 25 mars 2019, à 13 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL MUNICIPAL

VERSION 2

Le lundi 25 mars 2019

à 13 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 25 mars 2019 ainsi que de l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 14 mars 2019.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 5.03, 7.15 à 7.19, 8.01, 8.02, 15.01 à 15.03, 20.16 à 20.21, 30.04, 41.05 à 41.10 ainsi que des articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.44) et 80.01 (30.03).

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI, que le document afférent à l'article 3.02 est maintenant accessible via ladite base de données et que l'article 80.01 (20.44) sera livré dès que possible.

Assemblée ordinaire du conseil municipal du lundi 25 mars 2019

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 25 février 2019

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

05.01 *Service du greffe*

Résolution CA19 29 0033 du conseil d'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro en appui à la demande de participation au mouvement croissant des villes intitulée « Une heure pour la terre 2019 »

05.02 *Service du greffe*

Résolution CA18 14 0385 du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Motion de la mairesse Giuliana Fumagalli relative au projet d'un centre de tri à la carrière Francon

05.03 *Service du greffe*

Résolution CA19 170070 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en appui à la demande de participation au mouvement croissant des villes intitulée « Une heure pour la terre 2019 »

06 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 28 février 2019

07.02 *Service du greffe*

Dépôt du rapport d'activités du trésorier pour l'exercice financier 2018 selon l'article 513 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*

07.03 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1194320001

Dépôt du rapport annuel 2018 du conseiller à l'éthique et à la déontologie des personnes élues et du personnel de cabinet de la Ville de Montréal

07.04 *Office de consultation publique de Montréal* - 1191079001

Dépôt du rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le projet de réaménagement de l'avenue McGill College

07.05 *Service de l'habitation* - 1190498001

Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2018

07.06 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1198257002

Dépôt du bilan annuel 2018 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval, en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable

07.07 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1195075001

Dépôt du bilan annuel consolidé 2018 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

07.08 *L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain* - 1197146001

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.09 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1191114001

Bilan annuel 2018 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)

07.10 *Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics* - 1187193003

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Sud-Ouest faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.11 *Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics* - 1187848008

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.12 *Montréal-Nord , Direction des travaux publics* - 1183602017

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.13 *Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics* - 1193571001

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.14 *Saint-Léonard , Direction des travaux publics* - 1187947005

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Saint-Léonard faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.15 *Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques* - 1191528001

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant de l'application du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

07.16 *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1197968002

Dépôt de l'avis et des recommandations du Conseil interculturel de Montréal intitulé « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle »

07.17 *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1195330001

Dépôt du rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

07.18 *Service du greffe*

Dépôt du bilan d'activités 2017-2018 de MAI (Montréal, arts interculturels), en vertu de la résolution CM13 1157

07.19 *Service du greffe*

Dépôt du rapport d'activités 2017-2018 de l'organisme Le Carrousel, compagnie de théâtre, en vertu de la résolution CM13 1157

08 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

08.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport et recommandations de la Commission de la sécurité publique intitulé : La sécurité des déplacements entre la maison et l'école

08.02 *Service du greffe*

Dépôt de commentaires et recommandations faisant suite au Rapport et recommandations de l'inspectrice générale concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (appel d'offres 5887)

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 *Service du greffe*

Montréal, communauté bleue - Déclaration visant à reconnaître le droit à l'eau et à l'assainissement

15.02 *Service du greffe*

Déclaration pour une Politique nationale d'aménagement du territoire et de l'urbanisme

15.03 *Service du greffe*

Déclaration pour commémorer le 25e anniversaire du génocide rwandais

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique* - 1183815004

Accorder un contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2019, pour une somme maximale de 205 690 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 247 000 $ équivalent aux recettes estimées

20.02 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1197271002

Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture, pour une période de 24 mois, d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 596 030,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17463 (1 soum.)

20.03 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1181027005

Approuver un projet d'acte par lequel le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île-de-Montréal cède sans frais à la Ville une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel, à l'ouest de la rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

20.04 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1187936011

Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour la réfection du terrain de balle au stade du parc Arthur-Therrien, dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 549 596,60 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6350 (3 soum.)

20.05 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1187231096

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour la reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et la reconstruction de la chaussée dans la rue Quesnel, de l'avenue Atwater à la rue Quesnel, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 756 974,35 $ taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 335801 (9 soum.)

20.06 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231003

Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc. pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019) - Dépense totale de 3 218 097,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441024 (8 soum.)

20.07 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231005

Autoriser une dépense additionnelle de 505 036,64 $, taxes incluses, pour compléter les travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat 314001 accordé à Talvi inc. (CM18 0808), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 083 472,81 $ à 3 588 509,45 $, taxes incluses

20.08 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1187231087

Autoriser une dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses, ainsi qu'un virement de 195 000 $, taxes incluses, provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences pour le paiement du boni de performance, le dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé et l'ajustement du prix du bitume, dans le cadre du contrat 336301 accordé à Environnement routier NRJ inc. (CM18 0477) pour les travaux de construction dans la rue Notre-Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, majorant ainsi le montant total du contrat de 8 339 793,08 $ à 8 667 417,86 $, taxes incluses

20.09 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1195110001

Accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc., GBi experts-conseils inc. et Projet paysage pour les travaux de réfection et la rénovation des bâtiments spécifiques dans le cadre du projet de réfection du musée de Lachine - Dépense totale de 815 770,55 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17297 (4 soum.)

20.10 *Service de l'Espace pour la vie* - 1190348002

Accorder un soutien financier de 750 000 $ à La Fondation Espace pour la vie afin de financer ses opérations pour les années 2019, 2020 et 2021 / Approuver un projet de convention à cet effet

20.11 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1187444001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec GLT + inc. pour les services en économie de la construction pour les projets de la Direction de la gestion de projets immobiliers (DGPI), pour une somme maximale de 866 404 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17198 (4 soum.)

20.12 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1196686001

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Biothermica Technologies inc., pour une période de 36 mois, pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 289 828,98 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17303 (1 soum.)

20.13 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1183286001

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et Pageau, Morel et associés inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve / Approuver un projet d'avenant 1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes (CM18 0360), majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $, taxes incluses

20.14 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1193205002

Résilier la convention intervenue entre l'Orchestre symphonique de Montréal et la Ville de Montréal (CM17 0137)

20.15 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1194069001

Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er juin 2019, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pieds carrés, à des fins administratives, pour un loyer total de 39 833,52 $, excluant les taxes - Le montant de la subvention représente une somme de 88 200 $

20.16 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1187231082

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Duroking construction (9200-2088 Québec inc.) pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 17 518 448,39 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 223802 (3 soum.)

20.17 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1187231084

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019) - Dépense totale de 8 821 384,82 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441022 (11 soum.)

20.18 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1196462002

Autoriser une dépense additionnelle de 18 228 125,56 $, taxes incluses, pour l'acquisition par voie d'expropriation de l'ensemble des immeubles prévus aux résolutions CM16 0598, CM16 0599, CM16 0600, CM16 0926, CM17 0740, à des fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre de la mise en œuvre des abords du site Outremont (projet MIL Montréal)

20.19 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1187936012

Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Qc inc.) pour la réfection du terrain de balle au parc des Roseraies, dans l'arrondissement d'Anjou - Dépense totale de 563 080 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6349 (7 soum.)

20.20 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1198132001

Accorder un contrat de services professionnels à Atelier Civiliti inc. pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine - Dépense totale de 786 745,51 $, taxes, variations de quantités, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17282 (1 soum.)

20.21 *Service de la culture* - 1191103001

Accorder un soutien financier non récurrent de 450 000 $ Montréal en Histoire pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

30 – Administration et finances

30.01 *Outremont , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1187596003

Retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal

30.02 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1196354001

Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

30.03 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1198219001

Déclarer le conseil de la Ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage, conformément à l'article 85.5 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Mention spéciale: En lien avec l'article 41.04

30.04 *Service du greffe* - 1197579004

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2019

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1197235002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 50 300 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration d'équipements sportifs

41.02 *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1190643002

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

41.03 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1197796004

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales

41.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1188219001

Avis de motion et dépôt - Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070)

Mention spéciale: En lien avec l'article 30.03

41.05 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité* - 1198142001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées

41.06 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1194368001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021

41.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1194368003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070)

41.08 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1196626001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 57 300 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont (« PDUES »)

41.09 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1197718001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020)

41.10 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1181097016

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier, aux abords des écoles

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1184386001

Adoption - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

42.02 *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1180003001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières

42.03 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction des sports* - 1197235001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

42.04 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1181081025

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements

42.05 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1181081023

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables

42.06 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1181081019

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer les travaux du projet de mise à niveau des postes de carburant

42.07 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1181081022

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

42.08 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1181179015

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

42.09 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1181179014

Adoption - Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés

42.10 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1181097015

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

42.11 *Service de l'Espace pour la vie* - 1190348001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du Service de l'Espace pour la vie (18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 36 350 000 $

43 – Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement et procédure nécessaire à cette fin

43.01 *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1196347003

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs

44 – Rapport de consultation publique / Adoption du règlement d'urbanisme

44.01 *Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine* - 1180511003

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en œuvre du PDUÉS Turcot

Mention spéciale: Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés par le conseil d'arrondissement le 11 février 2019

Assemblée de consultation publique tenue le 28 février 2019

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1192988001

Renouveler le mandat de la vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans

65 – Motion des conseillers

65.01 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle appuyant la mise à jour des études sur la santé respiratoire dans l'Est de Montréal et l'application des dispositions pénales relatives au non-respect des normes en vigueur

65.02 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle visant à modifier la *Loi sur les cités et villes* afin de responsabiliser les villes pour les bris de véhicules liés aux nids-de-poule

65.03 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle - motion non partisane pour assurer l'avenir de la Biosphère

65.04 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle visant à mandater la Vérificatrice générale de la Ville de Montréal de vérifier la stratégie et la mise en œuvre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles

65.05 *Service du greffe*

Motion de l'opposition officielle visant à modifier la date de l'assemblée ordinaire du conseil de Ville du 21 octobre au 28 octobre 2019

65.06 *Service du greffe*

Motion non partisane visant le partage des indicateurs stratégiques mensuels de la STM avec le conseil municipal et l'ensemble de la population

65.07 *Service du greffe*

Motion non partisane visant à défendre le droit des citoyens à participer au processus de prise de décisions en veillant à ce que les commissions permanentes du conseil municipal se conforment ou dépassent les exigences des règlements municipaux en matière d'assemblées publiques

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1190720001*

Accorder un contrat à Quantum Électrique inc. pour le remplacement des moteurs de deux compresseurs de biogaz et travaux connexes au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 596 237,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public ENV CESM 2018-02 (2 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.02 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1187362001*

Conclure deux ententes-cadres d'une durée de 60 mois, avec une option de prolongation de 24 mois, avec Globocam (Anjou) inc., pour la fourniture de pièces authentiques de marques Freightliner et Sterling, dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 18-17302 (1 soum.)

Compétence d'agglomération :	*Acte mixte*

20.03 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1191081001*

Accorder un contrat à Aréo-Feu ltée pour les travaux reliés à la réparation de deux bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 153 057,02 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.04 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1194922002*

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, avec Équipements Twin inc. pour la fourniture et l'installation sur demande de diverses bennes avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fournis par la Ville - Appel d'offres public 18-17318 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.05 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1193190001*

Exercer les deux options d'une année de prolongation, pour la fourniture de travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiment et aux bornes WiFi, dans le cadre des contrats accordés à Teltech Télécommunication inc. (CG16 0305) pour les lots 1 à 5 et à Telecon inc. (CG16 0177) pour le lot 6, pour la période du 20 mai 2019 au 19 mai 2021, pour les lots 1, 2, 3 et du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour les lots 4, 5, 6 et ce sans ajustements aux enveloppes budgétaires allouées

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.06 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs - 1197685001*

Conclure une entente-cadre d'une durée de 5 ans avec Confidentiel Déchiquetage de documents inc. pour les services de déchiquetage de documents confidentiels et de destruction de divers documents et supports - Appel d'offres public 18-16059 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.07 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1198034003*

Accorder un contrat à Équipements Twin inc. pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs, pour une somme maximale de 257 939,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17387 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.08 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1195942001*

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2019 au 30 avril 2020, pour une somme maximale de 668 702,19 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.09 *Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être - 1198269001*

Autoriser la prolongation, pour une période de douze mois, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, de l'entente-cadre avec Novem Distribution inc. (CE17 0180) pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau aqueduc, pour un montant estimé à 174 876,98 $, taxes incluses. Le montant octroyé de 390 306,78 $, taxes incluses, plus un montant pour ajustement de quantité de 58 546 $, taxes incluses, sera majoré jusqu'à concurrence de 623 729,76 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.10 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1182675003*

Autoriser la cession du contrat de Produits Chimiques CCC ltée à CCC Chemical Distribution inc. pour la fourniture et la livraison sur demande de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable (CG16 0521) / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.11 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1187231095*

Conclure une entente-cadre, pour une période de 3 ans, avec Construction Camara / 6724114 Canada inc. pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que de travaux civils préparatoires de mise aux normes des conduites pour le chemisage structural futur des conduites - Dépense totale de 5 248 245,96 $, taxes et incidences incluses / Appel d'offres public 322703 (5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.12 *Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1192645002*

Conclure des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, avec une option de prolongation pour une année additionnelle, avec Boivin et Gauvin inc. et Aréo-feu ltée pour la fourniture de bottes de protection pour le combat incendie, de marque Globe suprême et de marque Cosmas Titan, à l'usage des pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal - Appel d'offres public 18-17229 (2 soum., 1 seul conforme pour le lot 1 et 3 soum. pour le lot 2)

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.13 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1194087001*

Accorder un contrat à Les Entreprises Électriques L.M. inc. pour une somme maximale de 688 165,13 $, taxes et contingences incluses, pour le remplacement de moteurs des usines Dorval et Lachine (article 5) et un contrat à Gemitech inc. pour une somme maximale de 1 747 916,96 $, taxes et contingences incluses, pour l'inspection des équipements des usines, des stations de pompage et des réservoirs du secteur de l'ouest de la Ville (article 7) - Appel d'offres public 18-17231 (4 et 5 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.14 *Service de l'approvisionnement , Direction planification matérielles et logistique - 1185318002*

Conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, avec PTI Solutions Industrielles inc. pour la fourniture de machines distributrices industrielles - Appel d'offres public 18-16688 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.15 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1193190002*

Autoriser une dépense totale additionnelle de 283 865,76 $, taxes, contingences et variation de quantités incluses, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec la firme SC360 inc. (CE17 0007), majorant ainsi le montant total de chacun des contrats de 405 522,52 $ à 547 455,40 $, taxes, contingences et variation des quantités incluses

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.16 *Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1196794001*

Autoriser un soutien financier additionnel de 225 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CG18 0115), pour une période de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019, pour la poursuite de ses actions, majorant ainsi le montant total du soutien financier de 1 300 000 $ à 1 525 000 $ / Approuver un projet d'addenda à cet effet

Compétence d'agglomération : *Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.17 *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1188195001*

Accorder un contrat à Bau-Québec ltée pour le réaménagement des secteurs Jarry est et Boisé sud du parc Frédéric-Back - Dépense totale de 3 857 717,23 $, taxes, contingences, quantités variables et incidences incluses - Appel d'offres public 17-6991 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel*

20.18 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1193775001*

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour le projet « Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement de Saint-Léonard » - Dépense totale de 1 619 710,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10295 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.19 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1197526003*

Accorder un contrat à Mofax Électrique ltée pour l'exécution de travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, pour une somme maximale de 656 419,51 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP18115-167032-C (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.20 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1197526006*

Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 1 453 716,77 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public SP18057-160691-C (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.21 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1197526007*

Accorder un contrat à C.M.S. entrepreneurs généraux inc. pour la prolongation des services enfouis - Poste électrique 315 KV - Dépense totale de 2 563 964,46 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public DP18129-177070-C (4 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.22 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles - 1187684003*

Autoriser une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell ltd (CG16 0408), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 242 012,50 $ à 3 201 079,91 $, taxes incluses / Approuver un projet d'avenant no 1 à cet effet

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.23 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1180749002*

Autoriser une dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels pour la construction du nouvel immeuble à l'usine Atwater, dans le cadre du contrat accordé à MDA architectes inc., Bouthillette Parizeau inc. et Nicolet Chartrand Knoll ltée (CG13 0401), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,16 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de modification numéro 1 à cet effet

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.24 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1186310003*

Approuver un projet d'acte par lequel Sa Majesté la Reine du chef du Canada concède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans le collecteur De LaVérendrye, situé sous une partie du lot 1 260 141 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 4 841 761,18 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.25 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1184962009*

Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de logement social, d'un terrain constitué du lot 1 381 212 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tel que montré au plan L-18 Saint-Gabriel, situé du côté est de la rue Laprairie, entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion de 1 345 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition de cet immeuble

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.26 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1184386004*

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et de non-accès consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur trois lots situés sur la rue Jules-Helbronner, laquelle fait partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Compétence d'agglomération : *Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé*

20.27 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1180783003*

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert de madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke, une servitude d'utilités publiques pour le passage d'une conduite d'égout pluvial sur une partie de la propriété sise au 143, rue Dieppe, à Ville de Pointe-Claire, constitué d'une partie du lot 2 527 973 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 140 000 $, avec intérêt au taux de 5 %, à compter de la mise en demeure transmise à la Ville en date du 3 octobre 2018

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.28 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports - 1198070001*

Accorder un soutien totalisant 316 000 $ à Défi sportif AlterGo, soit un soutien financier de 60 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur de 256 000 $ pour la tenue de l'événement Défi sportif AlterGo 2019, dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale*

20.29 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1193931002*

Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération :	*Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

20.30 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1198260004*

Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CG18 0351) pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de 5 territoires, pour une période de 24 mois - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CG18 0406), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'Écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois

Compétence d'agglomération :	*Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.31 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1182357004*

Accorder un contrat de gré à gré à Rogers Communications Canada inc. pour la fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de trois ans, pour une somme maximale 1 809 091,92 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser des budgets additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour une somme de 133 849,87 $

Compétence d'agglomération :	*Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants*

20.32 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1185895003*

Accorder un contrat à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, dans l'arrondissement de LaSalle - Dépense totale de 587 846,16 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5982 (3 soum.) / Autoriser un virement de 536 783 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.33 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1197231022*

Accorder un contrat à 4042077 Canada inc. (De Sousa) pour divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2019, dans le cadre du projet Bonaventure - Dépense totale de 703 729,75 $, taxes, contingences et incluses - Appel d'offres public 214735 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1*

20.34 *Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1187540002*

Accorder un contrat de gré à gré à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation d'une programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives à la TOHU, au parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel, pour une somme maximale de 2 151 533,23 $, répartie de 2019 à 2022 / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 104 471,17 $ de compétence corporative du Service de la culture vers les dépenses contingentes en contrepartie de 104 471,17 $ de compétence d'agglomération des dépenses contingentes vers le Service de la culture pour 2019 / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 836,91 $ à compter de 2020, pour un montant de 7 689,81 $ à compter de 2021 et pour un montant de 11 625,79 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel*

20.35 *Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité - 1197297001*

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Fujitsu conseil (Canada) inc. pour des prestations de services en intelligence artificielle, pour une période de 2 ans, pour une somme maximale de 2 052 993,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16877 (6 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.36 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1197526005*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique - Dépense totale de 1 646 874,31 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17405 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.37 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1185951003*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à la firme WSP Canada inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en œuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation - Dépense totale de 4 255 540,94 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-16708 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

20.38 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1187231085*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 20 229 831,33 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 325301 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

20.39 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1183855006*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $, taxes incluses), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $, taxes incluses), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $, taxes incluses), Solmatech inc. (1 134 437,05 $, taxes incluses) et WSP Canada inc. (962 818,76 $, taxes incluses), totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 18-17192 (8 soum.)

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.40 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1187833008*

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres, d'une durée de 3 ans, avec Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soum.) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.41 *Service des technologies de l'information - 1187297003*

Conclure une entente de collaboration de gré à gré avec MILA - Institut québécois d'intelligence artificielle, organisme à but non lucratif, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 831 128 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin ainsi que le contrat de sous-location en annexe

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

20.42 *Service de l'habitation - 1190637001*

Accorder un soutien financier exceptionnel d'un montant maximum de 1 013 000 $ pour la réalisation du projet de logement social HFAQ Phase V de l'organisme Les Habitations de la Fondation des aveugles du Québec, dans le cadre du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

20.43 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1187540001*

Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 2 045 228 $, répartie de 2019 à 2022, à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation du plan d'action Cirque-Terre-Humain dans le cadre de sa mission / Approuver le projet de convention à cet effet / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 993,50 $ à compter de 2020, pour un montant de 8 051 $ à compter de 2021 et pour un montant de 12 173,50 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Cité des Arts du cirque*

20.44 *Service de l'habitation*

Approuver un projet d'entente tripartite pour 2019 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation, dans le cadre du programme d'AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal

30 – Administration et finances

30.01 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1192612001*

Adopter le Plan d'action Vision Zéro décès et blessé grave 2019-2021

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

30.02 *Service du développement économique - 1197586002*

Approuver le rapport annuel des actions et des projets réalisés en 2018 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022 grâce à l'aide financière de 150 M$ du gouvernement du Québec

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

30.03 *Service du greffe - 1197579005*

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2019

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1186945001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et de Dorval

Compétence d'agglomération : *Alimentation en eau et assainissement des eaux*

42.02 *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1180025003*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.03 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081026*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.04 *Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081021*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Compétence d'agglomération : *Acte mixte*

42.05 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1181179011*

Adoption - Règlement sur les subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables

Compétence d'agglomération : *Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise*

42.06 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1188212001*

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $

Compétence d'agglomération : *Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières*

42.07 *Société du Parc Jean-Drapeau - 1192837001*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau*

42.08 *Société du Parc Jean-Drapeau - 1192837002*

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du parc Jean-Drapeau

Compétence d'agglomération : *Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau*

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal - 1196213001*

Approuver le Règlement R-192 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 5 924 374 $ pour financer le projet « Véhicules d'atelier - phase 1 », pour un terme de 10 ans et approuver la modification du Programme d'immobilisations 2019-2028 de la Société de transport de Montréal

Compétence d'agglomération : *Transport collectif des personnes*

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Service de l'habitation - 1190640001*

Nomination de MM. Hubert M. Makwanda et M'Baye Diagne, à titre de membres du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour un mandat de trois ans et reconduction des mandats de Mme Sylvie Crispo et de M. Christian Champagne à titre de membres du conseil pour une période de trois ans

Compétence d'agglomération : *Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri*

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 25 février 2019
13 h

Séance tenue le lundi 25 février 2019
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Lionel Perez, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M.Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCE EN COURS DE SÉANCE :

M. Luc Ferrandez.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Benoit Dorais, Mme Chantal Rossi et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

Avant de déclarer la séance ouverte, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, souhaite reconnaitre que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Nous remercions la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé. Elle cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, pour le moment de recueillement.

La mairesse de Montréal prend la parole et indique aux membres du conseil qu'elle souhaite dédier le moment de recueillement à la mémoire de Mme Lucia Kowaluk décédée le 2 février 2019. La mairesse mentionne que Mme Kowaluk était une militante engagée dans diverses causes, dont celle du droit au logement et qu'elle a été l'une des instigatrices de la création de coopératives d'habitation dans le secteur de Milton Parc, la plus grande coopérative d'habitations au Canada. La mairesse offre ses plus sincères condoléances au conjoint de Mme Kowaluk ainsi qu'à sa famille. La présidente du conseil invite les membres à observer un moment de recueillement.

La présidente du conseil informe les membres de quelques petits changements au niveau de l'impression du papier pour l'environnement. La présidente indique que le Service du greffe a proposé de nouvelles initiatives et les a soumises à la Commission de la présidence du conseil qui les a adoptées à l'unanimité. L'une d'elles consiste à réduire l'impression de papier pour la période de questions du public.

En effet, à compter de cette assemblée, la présidente indique que la liste des citoyennes et citoyens inscrits à la période de questions du public sera transmise par voie électronique et que seules quelques copies papier seront disponibles, notamment pour les leaders, le greffier et la présidence du conseil.

La présidente du conseil poursuit son intervention et mentionne que les membres de la Commission de la présidence du conseil ont émis le souhait qu'un rappel soit effectué auprès des 7 membres du conseil qui reçoivent encore toute la documentation du conseil en format papier. Les membres recevront, à cet effet, un courriel les invitant à s'inscrire sur la liste de distribution électronique. La présidente du conseil précise que l'objectif visé est celui d'un conseil municipal à 100 % sans papier et numérique ce qui permettrait des économies considérables de papier. À titre d'exemple, une économie d'environ 100 000 pages par année pourrait être atteinte si les 7 membres du conseil renonçaient à recevoir les documents imprimés. La présidente invite donc les membres à emboîter le pas vers la révolution numérique.

La présidente du conseil informe les membres que l'hôtel de ville accueillera à nouveau le Festival Montréal Joue dans le cadre de l'événement La Nuit Blanche 2019. Ce festival sera à la croisée des chemins entre l'exposition interactive, l'arcade réinventée et le laboratoire en création. Elle indique que cette soirée électro-arcade sera composée de jeux rassembleurs, animée par la musique de DJ, des vidéos ludiques et du talent des créatrices et des créateurs montréalais pour la 16e édition de cet événement, le 2 mars 2019, à compter de 20 h.

La présidente du conseil lance un appel pour le recrutement de mentors pour la simulation parlementaire des femmes du conseil municipal Cité Elles Montréal. En effet, elle indique qu'il manque 6 mentors pour épauler les participantes lors des séances qui auront lieu les 29 et 30 mars 2019.

Au chapitre des célébrations internationales, la présidente du conseil signale les événements suivants : le 12 février 2019 « Journée internationale des enfants soldats »; le 21 février 2019 « Journée internationale des guides touristiques » et le 28 février 2019 « Journée mondiale sans Facebook ».

Pour terminer, la présidente du conseil souligne les anniversaires de naissance du mois de février des conseillères et conseillers M. Francesco Miele, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Nathalie Goulet, M. Benoit Dorais, Mme Marie-Josée Parent et M. Éric Alan Caldwell.

La présidente du conseil souhaite une excellente session à tous les membres.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Lionel Perez	Mme Valérie Plante	Comment l'Administration entend faire accepter les demandes de la Ville de Montréal auprès du gouvernement du Québec en lien avec le prochain budget provincial / Gains anticipés pour Montréal avec le nouveau pacte fiscal à venir
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante	Pourquoi poursuivre une stratégie pour la rétention des familles à Montréal étant donné l'exode de celles-ci qui va en augmentant / Stratégie efficace de l'Administration pour retenir les familles à Montréal

Question de	À	Objet
M. Marvin Rotrand	Mme Valérie Plante (Mme Laurence Lavigne Lalonde)	Mesures afin de palier sur le fait que plusieurs commissions permanentes du conseil n'ont pas tenu de séances publiques en 2018 / Tendance de l'Administration à nommer des conseillers d'arrondissement à la présidence de 3 de ces commissions – constat de l'Administration sur cette tendance
M. Giovanni Rapanà	Mme Valérie Plante (M. Éric Alan Caldwell)	Pétition déposée au gouvernement du Québec pour l'amélioration du transport en commun pour les citoyens de Rivière-des-Prairies – position de l'Administration à cet égard / Si l'Administration prévoit l'ajout d'une station de métro à Rivière-des-Prairies
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Étapes subséquentes dans le dossier de la firme MéliMax qui a été placée sur la liste noire des entreprises à rendement insatisfaisant / Révocation du contrat ou maintien de l'entente actuelle?
M. Dominic Perri	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Que l'Administration reconnaisse que la neige non ramassée en novembre et décembre 2018 est responsable des puisards bloqués et que l'achat des croques-glace n'est pas une solution viable à ce problème / Mesures à court terme et plan pour les années futures
Mme Christine Black	Mme Magda Popeanu	Bâtiments insalubres à Montréal – mesures ou systèmes qui seront mis en place pour mieux diriger les locataires qui veulent dénoncer les propriétaires récalcitrants / Mécanismes en amont des inspections afin d'éviter de telles situations

---

À 13 h 40,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de prolonger la période de questions des membres du conseil de 15 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Mme Mary Deros	Mme Valérie Plante (Mme Magda Popeanu)	Embauche d'employés issus de minorités visibles sur des postes précaires et remise en question des statistiques compilées par l'Administration / Mesures afin d'éviter que les personnes issues de minorités visibles ne soient prisonniers de cette précarité des postes à la Ville de Montréal

Question de	À	Objet
M. Dimitri (Jim) Beis	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Délais de réparation des équipements de déneigement par les ateliers du matériel roulant et impacts sur la qualité des services / Demande de rencontre avec tous les maires d'arrondissement et appel à la collaboration entre la Ville et les arrondissements
M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé)	Achat d'autobus hybrides et questionnement sur les économies réalisées – que la STM transmette les véritables données de consommation de ces autobus

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, informe le conseiller Alan DeSousa que l'expression « induire en erreur » figure sur la liste des mots antiparlementaires et lui demande de retirer ses propos. Le conseiller DeSousa la remplace par « est-ce que l'information fournie a été adéquate pour la prise de décision ».

M. Alan DeSousa	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé)	Données inexactes sur les économies d'achat de carburant pour ce type d'autobus

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, informe la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, que l'expression « être le perroquet d'un syndicat » figure sur la liste des mots antiparlementaires et lui demande de retirer ses propos. La mairesse la remplace par « le porte-voix ».

Le conseiller DeSousa soulève une question de privilège relativement à l'intervention de la mairesse de Montréal. La présidente du conseil ne reconnaît pas la question de privilège du conseiller DeSousa.

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, le président du conseil déclare la période de questions des conseillères et conseillers close à 13 h 57.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

CM19 0112

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 25 février 2019, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y retirant les articles 5.01 et 20.16 et en y ajoutant l'article 7.13.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CM19 0113

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 28 janvier 2019

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal tenue le 28 janvier 2019, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 19 février 2019 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente du conseil appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec*, pour la période du 1er au 31 janvier 2019.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif pour la période du 1er au 31 janvier 2019.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 31 janvier 2019.

Un débat s'engage.

CM19 0114

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa sixième année d'activités

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa sixième année d'activités, et le conseil en prend acte, et mandate la Commission permanente sur l'examen des contrats, de concert avec le Bureau de l'Inspectrice générale, afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082.

Un débat s'engage.

04.04 1197579001

CM19 0115

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa septième année d'activités

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats portant sur le bilan de sa septième année d'activités, et le conseil en prend acte, et mandate la Commission permanente sur l'examen des contrats, de concert avec le Bureau de l'Inspectrice générale, afin de revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082.

Un débat s'engage.

04.05 1197579002

CM19 0116

Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

04.06 1197579003

---

5 - Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissement

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt des résolutions de conseils d'arrondissements »

5.01 Résolution CA18 14 0385 du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Motion de la mairesse Giuliana Fumagalli relative au projet d'un centre de tri à la carrière Francon.

Retiré – Voir article 3.01.

---

6 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Par Mme Christine Gosselin

--- Réponse écrite à la question de Mme Chantal Rossi concernant les travaux de réfection du château Dufresne.

Par M. Éric Alan Caldwell

--- Dépôt, par M. Eric Alan Caldwell, d'un document qu'il s'était engagé à rendre accessible à tous les membres du conseil concernant les bornes de recharge pour véhicules électriques.

---

7 - Dépôt

La présidente du conseil appelle le point « Dépôt »

Le leader de la majorité dépose les documents suivants :

7.01 Dépôt du rapport de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 31 janvier 2019.

CM19 0117

Dépôt du rapport du greffier relatif à la formation des élu.es en éthique et en déontologie municipale à la suite de l'élection du 16 décembre 2018

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport du greffier relatif à la formation suivie par deux nouveaux élu.es du conseil municipal à la suite de l'élection partielle du 16 décembre 2018, et le conseil en prend acte.

07.02 1192904001

7.03 Dépôt du procès-verbal de correction pour la résolution CM18 1466.

CM19 0118

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.04 1187009002

CM19 0119

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Lachine faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Lachine faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.05 1197121001

CM19 0120

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.06 1196643001

CM19 0121

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de LaSalle faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de LaSalle faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.07 1192363004

CM19 0122

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Verdun faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Verdun faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.08 1196960001

CM19 0123

Dépôt du rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019, conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le rapport de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019, conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.09 1183983002

CM19 0124

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Ville-Marie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Ville-Marie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.10 1186071004

CM19 0125

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Saint-Laurent faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Saint-Laurent faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

07.11 1187220017

CM19 0126

Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire, et le conseil en prend acte.

07.12 1197573001

CM19 0127

Ajout - Dépôt du Rapport de recommandations concernant le processus de passation de contrat lié au nouveau complexe aquatique intérieur au Centre Rosemont (appels d'offres 16-15580 et 5846), conformément à l'article 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

Le leader de la majorité, M. François Limoges, dépose le Rapport de recommandations concernant le processus de passation de contrat lié au nouveau complexe aquatique intérieur au Centre Rosemont (appels d'offres 16-15580 et 5846), conformément à l'article 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, et le conseil en prend acte.

07.13 (Ajout)

À 14 h 21, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle mentionne que les membres de sa formation ont bien entendu que les articles 7.11 et 7.12 ont été appelés par le leader de la majorité, M. François Limoges mais ne croit pas avoir entendu le leader de la majorité appeler l'article 7.13.

Le leader de la majorité prend la parole et mentionne que les articles 7.11 à 7.13 ont été réunis. La leader de l'opposition officielle demande s'il est possible d'intervenir sur l'article 7.13. Le leader de la majorité indique, pour sa part, que la présidente du conseil a mentionné que ces points ont été déposés, et qu'à cette fin, il considère qu'il n'est pas possible d'intervenir mais il laisse le soin à la présidente du conseil de trancher sur cette question.

La présidente du conseil prend la parole et confirme que ces articles ont été réunis par le leader de la majorité et déposés. La leader de l'opposition officielle mentionne que ce dossier a été ajouté séance tenante et réitère sa demande à l'effet qu'un membre de sa formation puisse intervenir sur l'article 7.13. La présidente du conseil accepte la demande de la leader de l'opposition officielle et cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole et remercie la présidente du conseil et l'Administration pour leur indulgence.

Un débat s'engage.

CM19 0128

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Nouvelles avenues pour mettre en place des méthodes de dénonciation des inconduites sexuelles, des mesures de protection pour les victimes ainsi que des mesures de formation des personnes élues »

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, dépose le rapport et les recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Nouvelles avenues pour mettre en place des méthodes de dénonciation des inconduites sexuelles, des mesures de protection pour les victimes ainsi que des mesures de formation des personnes élues », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.01

CM19 0129

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Modification à apporter au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements (mise en oeuvre d'une réponse du comité exécutif) »

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, dépose le rapport et les recommandations de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Modification à apporter au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements (mise en œuvre d'une réponse du comité exécutif) », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.02

CM19 0130

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les activités des commissions permanentes : Bilan 2018 »

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, dépose le rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les activités des commissions permanentes : Bilan 2018 », et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.03

CM19 0131

Dépôt du rapport et des recommandations de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Les impacts du projet Royalmount »

Le conseiller Richard Ryan dépose le rapport et les recommandations de la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation intitulé « Les impacts du projet Royalmount », comprenant le rapport minoritaire de l'Association des municipalités de banlieue, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

08.04

À 15 h 29, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

À 15 h 31, le leader de la majorité, M. François Limoges, appelle le point 15.01 de l'ordre du jour afin de faire coïncider son étude avec la présence des invités au balcon et reporte à plus tard l'appel de l'article 11.01.

CM19 0132

Déclaration pour la reconnaissance de l'Année internationale des langues autochtones de l'UNESCO

Attendu que la Ville de Montréal reconnaît être sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontre et de diplomatie entre les peuples, et qu'elle remercie à chaque conseil la nation Kanien'kehá:ka (mohawk) pour son hospitalité sur ce territoire;

Attendu que 13 100 Montréalaises et Montréalais issus de l'autochtonie résidaient sur le territoire de la Ville de Montréal en 2016;

Attendu que les élus du conseil municipal de la Ville de Montréal ont adopté à l'unanimité le 21 août 2017 une résolution visant l'endossement de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;

Attendu que, pour citer l'UNESCO, « *Les langues sont essentielles dans les domaines de la protection des droits humains, la consolidation de la paix et du développement durable, en assurant la diversité culturelle et le dialogue interculturel*. » (https://fr.unesco.org/IY2019);

Attendu que la Ville de Montréal a entamé un processus de réconciliation avec les peuples autochtones, notamment en œuvrant à la réalisation d'une stratégie de Réconciliation avec les Peuples autochtones et en incluant le pin blanc au cœur des armoiries et du drapeau de la Ville;

Attendu que le processus de réconciliation place au cœur de ses priorités la célébration des langues et des cultures autochtones;

Attendu que l'UNESCO a déclaré l'année 2019, Année Internationale des Langues Autochtones;

Il est proposé conjointement par Mme Valérie Plante
M. Lionel Perez

appuyé par Mme Marie-Josée Parent
M. Marvin Rotrand
M. Benoit Langevin

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1 - célèbre en 2019 l'année internationale des langues autochtones et participe activement aux efforts de l'UNESCO pour favoriser le rayonnement, la sauvegarde et la pratique des langues autochtones à Montréal;

2 - procède à une première traduction de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* en Kanien'kéha, en collaboration avec la nation Kanien'kehà:ka (Mohawk);

3 - poursuive ses efforts de traduction de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* afin qu'à terme celle-ci soit traduite dans les langues autochtones des onze nations qui se trouvent sur le territoire aujourd'hui appelé Québec, notamment l'Abénaquis, l'Anishinabeg, l'Atikamekw, l'Iiyiyuu ayimuun (cri), l'Innu-aimun, l'Inuktitut, le Kanien'kéha, le Malécite, le Mi'kmawi'simk (Mi'kmaq), le Naskapi, et le Wendat.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, cède la parole à la conseillère Marie-Josée Parent.

La conseillère Parent prend la parole et souhaite la bienvenue aux invités et les remercie chaleureusement de leur présence. Elle poursuit et souligne la présence au balcon de Mme Marie-Ève Bordeleau, commissaire aux relations avec les peuples autochtones à la Ville de Montréal, de M. Philippe Meilleur et de Mme Carole Bérubé, respectivement directeur général de Montréal Autochtone et coordonnatrice du Programme des langues autochtones dudit organisme ainsi que Mme André-Yanne Parent, directrice principale des opérations et de la philanthropie pour les communautés inuites et des premières nations chez Fusion jeunesse. Elle poursuit et salue Mme Odile Joannette, directrice générale de Wapikoni mobile et Mme Lisa Koperqualuk, vice-présidente du Conseil Circumpolaire Inuit qui ne sont pas présentes.

La conseillère Parent souligne le travail effectué par les invités et par l'organisme Montréal Autochtone à l'échelle du pays afin de faire connaître la langue autochtone en plus d'enseigner neuf langues autochtones à des adultes et des enfants sur le territoire de l'Île de Montréal et les remercie pour tous les efforts consentis pour la mise sur pied de tels programmes d'enseignement. Elle poursuit et remercie l'organisme Fusion jeunesse qui dessert plus de 23 communautés autochtones en soutenant les jeunes dans la persévérance scolaire et en leur enseignant des savoirs ancestraux dans leur langue. Elle poursuit et souligne l'importance de la *Déclaration de l'Organisation des Nations Unies* (ONU) *sur les droits des peuples Autochtones* et procède à la lecture de l'article 13 sur l'importance d'une langue qui constitue l'âme d'un peuple et permet à une communauté d'exister en tant que nation et remercie les membres du conseil d'appuyer l'adoption de la présente déclaration. La conseillère Parent indique que la Ville de Montréal a entreprit le processus de réconciliation avec les peuples autochtones grâce à l'adoption de la déclaration de l'ONU et à des actions concrètes qui permettront de rétablir les droits des peuples autochtones. Elle termine en invitant la population à continuer de travailler le processus de réconciliation en participant aux différentes activités pour célébrer cette année de la reconnaissance des langues autochtones par l'UNESCO et remercie l'assemblée pour son appui.

Le vice-président du conseil remercie la conseillère Parent pour son intervention et cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, pour la présentation de la déclaration.

La mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, prend la parole pour remercier la conseillère Parent pour la belle introduction à la présentation de cette déclaration et précise aux membres du conseil que la déclaration est proposée conjointement avec le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Elle poursuit en faisant la lecture de la déclaration et en remerciant particulièrement Mme Marie-Ève Bordeleau, commissaire aux relations avec les peuples autochtones à la Ville de Montréal pour son travail exemplaire dans le processus de réconciliation.

Le vice-président du conseil remercie la mairesse de Montréal pour son intervention et cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle prend la parole pour remercier l'Administration d'avoir accepté de présenter cette déclaration au conseil municipal ainsi que la conseillère Parent pour sa collaboration à l'élaboration de la déclaration et souligne l'importance de poursuivre le travail du processus de réconciliation.

Le vice-président du conseil remercie le chef de l'opposition officielle pour son intervention et cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand prend la parole et souligne l'importance de ce processus de réconciliation qui constitue un exemple du respect de la Ville de Montréal envers toutes ses citoyennes et citoyens. Dans ce contexte, le conseiller Rotrand rappelle aux membres que la création et l'adoption de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* s'est faite en 2005 sous l'Administration de l'ancien maire Gérald Tremblay et il salue le travail de l'ancien maire Denis Coderre et de la mairesse Plante pour tout le chemin parcouru depuis. Il poursuit et dépose une copie d'une correspondance transmise à la mairesse de Montréal le 24 octobre 2018, dans laquelle il proposait la traduction de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* en langue mohawk et remercie la mairesse de Montréal et le chef de l'opposition officielle pour ce geste élégant.

Le vice-président du conseil remercie le conseiller Rotrand pour son intervention et cède la parole au conseiller Benoit Langevin.

Le conseiller Langevin prend la parole pour souligner l'importance de cette année de reconnaissance des langues autochtones et remercie l'Administration pour sa déclaration et sa volonté de traduire la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* en langue mohawk.

Le vice-président du conseil remercie le conseiller Langevin pour son intervention.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CM19 0133

Déclaration pour la Journée internationale des femmes

Attendu que la Journée internationale des femmes sera célébrée le 8 mars;

Attendu que la Journée internationale des femmes est une excellente occasion pour réfléchir ensemble aux moyens de faire progresser l'égalité des sexes et de favoriser l'autonomisation des femmes;

Attendu que, pour développer des politiques et des programmes qui permettent d'atteindre l'égalité et la parité, il est essentiel, et ce, dans une perspective intersectionnelle, que les instances qui les mettent en œuvre reflètent pleinement la société qu'elles sont censées représenter;

Attendu que des avancées ont pu être notées lors des dernières élections montréalaises avec un nombre record de 53 femmes élues à l'hôtel de ville de Montréal, ainsi qu'aux dernières élections provinciales, avec un nombre record de 52 femmes élues à l'Assemblée nationale du Québec;

Attendu qu'un nombre record de 120 femmes élues siègent présentement au Congrès américain;

Attendu que malgré ces statistiques encourageantes, la parité est toujours loin d'être atteinte dans de nombreuses sphères, incluant dans le monde municipal, et que beaucoup de chemin reste à faire pour assurer une réalité parité durable et vaincre les inégalités qui persistent;

Attendu que les gains, en la matière, demeurent fragiles, notamment devant la montée du populisme, du conservatisme et de l'intolérance raciale et religieuse dans le monde;

Attendu que les femmes sont toujours plus nombreuses à subir la violence, à vivre dans la pauvreté, à être monoparentales et à gagner un salaire inférieur malgré des compétences équivalentes, et que les femmes racisées, handicapées, autochtones ou issues de la communauté LGBTQ+ sont plus susceptibles de subir des discriminations;

Attendu que de nombreux gestes peuvent être posés afin de faire respecter les droits des femmes, autant au travail, que dans nos relations ou dans les endroits publics, et que les instances démocratiques décisionnelles ont un rôle essentiel et complémentaire à jouer;

Il est proposé par Mme Valérie Plante

appuyé par Mme Rosannie Filato
Mme Karine Boivin-Roy
Mme Patricia Lattanzio
Mme Mary Deros

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1 - souligne la Journée internationale des femmes, le 8 mars;

2 - continue à valoriser sans relâche les initiatives visant la parité;

3 - redouble d'ardeur pour favoriser les initiatives en matière, entre autres, de conciliation famille-travail, d'accessibilité et d'inclusion, ainsi que de soutien aux groupes de femmes sur son territoire.

Un débat s'engage.

Le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, cède respectivement la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, à la conseillère Sue Montgomery et au leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele.

La mairesse de Montréal, la leader de l'opposition officielle, la conseillère Montgomery et le leader adjoint de l'opposition officielle prennent tour à tour la parole pour souligner tout le travail accompli par les femmes au cours des dernières années sur les plans social, politique, économique, sportif et culturel.

À 16 h, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

La présidente du conseil remercie la mairesse de Montréal, la leader de l'opposition officielle, la conseillère Montgomery et le leader adjoint de l'opposition officielle pour leurs interventions.

Adopté à l'unanimité.

15.02

À 16 h 09,

Le leader de la majorité, M. François Limoges, appelle l'article 15.03 et le réunit avec l'article 46.01, afin de procéder à l'étude de ces points puisqu'ils sont en lien.

CM19 0134

Déclaration visant à affirmer le statut de Montréal en tant que l'une des principales villes de jazz en Amérique du Nord

Attendu que la musique jazz est l'une des formes d'expression artistique les plus importantes de l'ère contemporaine et l'ancêtre de nombreux styles musicaux populaires et savants actuels;

Attendu que l'éclosion du jazz à travers l'Amérique du Nord est indissociable du dynamisme culturel des communautés noires, incluant celles qui, depuis la fin du XIX^{e} siècle, ont forgé l'identité de la Petite-Bourgogne du Sud-Ouest, jadis surnommée la Harlem du Nord;

Attendu que des figures marquantes de la Petite-Bourgogne ont contribué à la réputation d'excellence du jazz de la métropole, notamment Daisy Peterson Sweeney, dont le nom a été attribué à un parc et une portion de rue de l'arrondissement du Sud-Ouest lors de la séance du comité exécutif du 6 février dernier.

Attendu qu'à la suite de la prohibition étasunienne des années 1920, de nombreux musiciens, en exode jusqu'à notre île, ont contribué à faire de Montréal une ville de musique et de plaisirs nocturnes, où le jazz régnait en maître dans les boîtes de nuit;

Attendu que Montréal a été le berceau de plusieurs grands noms de l'époque classique du jazz tels qu'Oscar Peterson et Oliver Jones;

Attendu que les musiciens montréalais n'ont jamais cessé de participer au renouvellement des formes du jazz grâce, entre autres, à des musiciens comme Joe Sealy et Reg Wilson;

Attendu que Montréal est, depuis près d'un siècle, la scène par excellence de prestations de première importance grâce à ses clubs de jazz légendaires, tels que le Rockhead's Paradise, le Bottom, le Latin Quarters, la Maison du Jazz et le Rising Sun, club fondé par Rouè-Doudou Boicel, formidable promoteur culturel ayant attiré ici des artistes de renom, comme Ray Charles, Dizzy Gillepsie ou Nina Simone;

Attendu que Montréal rayonne partout à travers le monde grâce au Festival international de Jazz de Montréal qui célèbre cette année son quarantième anniversaire;

Attendu que la Ville de Montréal souhaite mettre en œuvre des solutions pour pérenniser ses petites salles de spectacles et pour maintenir la diversité de ses lieux de diffusion musicale;

Il est proposé par Mme Christine Gosselin

appuyé par M. Craig Sauvé
M. Lionel Perez

Et résolu :

1 - que Montréal célèbre ses artistes qui, au cours des décennies, ont contribué à forger la réputation de la métropole en tant que carrefour musical international, en plus d'écrire l'histoire du jazz à l'échelle mondiale;

2 - que l'apport des communautés noires, ainsi que celui des autres communautés, s'inscrive dans notre compréhension de ce que signifie le patrimoine immatériel montréalais, dont le souvenir et l'importance doivent faire l'objet de projets de commémoration;

3 - que la Ville reconnaisse l'importance historique des salles de spectacles alternatives, dont la présence et la pérennisation sont essentielles à l'émergence de nouvelles pratiques et mouvements artistiques phares pour Montréal.

Un débat s'engage.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante.

La mairesse de Montréal prend la parole pour souhaiter la bienvenue à la belle délégation d'invités pour la présentation de cette déclaration et souligne la présence des personnes suivantes : M. Oliver Jones, M. Doudou Boicel, Mme Judith Sweeney, M. Charles Biddle Jr, M. Kenneth Hemmerick, M. Harry Turnball, M. Michael Farkas, Mme Audrey Miscioscia, M. François Martinek, M. Norman Marshall, Mme Louise Villeneuve, Mme Véronique Lemay ainsi que M. Alain Simard et les remercie pour leur présence et pour leur travail qui a contribué à aider la Ville à bien se positionner dans le domaine du jazz en Amérique du nord.

La présidente du conseil remercie la mairesse de Montréal pour son intervention et cède la parole à la conseillère Christine Gosselin.

La conseillère Gosselin prend la parole pour exprimer la fierté de la Ville de Montréal quant à sa position de tête en matière de jazz sur le continent nord-américain et souligne l'importance de cet apport artistique de la communauté noire qui, depuis le début du siècle, partage ce don, cette culture de la musique avec les Montréalaises et les Montréalais de toute origine et indique que cette déclaration constitue le remerciement de Montréal à toute la communauté pour ce don inestimable.

La présidente du conseil remercie la conseillère Gosselin pour son intervention et cède la parole au conseiller Josué Corvil.

Le conseiller Corvil prend la parole pour saluer la délégation présente au balcon pour la présentation de cette déclaration en ce mois de l'Histoire des Noirs. Il poursuit et explique la généalogie de la présence du jazz dans la métropole qui a débuté avec l'arrivée d'immigrants noirs qui ont toujours partagé leur amour pour cette musique avec leur ville d'adoption jusqu'à la naissance de ce festival, il y a 40 ans cette année, festival qui dépasse aujourd'hui toutes les frontières et qui a affiché dans ses spectacles les noms des plus grands artistes dans ce domaine. Le conseiller Corvil poursuit et souligne que l'histoire du jazz est intimement liée à l'ouverture et la tolérance qui a permis à la Ville de Montréal de se développer culturellement, et que tout cela serait impensable sans l'apport de la communauté noire à l'histoire de cette ville.

La présidente du conseil remercie le conseiller Corvil pour son intervention et cède la parole au conseiller Craig Sauvé.

Le conseiller Sauvé souligne l'importance de tous les grands événements reliés au jazz à Montréal et mentionne que plusieurs soirées dédiées au jazz ont eu lieu jadis dans le quartier de la Petite-Bourgogne où résidait Mme Daisy Peterson Sweeney, l'une de ses plus célèbres instigatrices. Le conseiller Sauvé remercie tous les invités présents au balcon.

La présidente du conseil remercie le conseiller Sauvé pour son intervention et cède la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez.

Le conseiller Perez souligne qu'il est important de reconnaître officiellement l'apport du jazz à Montréal même si ce fait est reconnu mondialement, ne serait-ce que pour exprimer de vive voix aux invités présents toute la fierté et l'honneur que les membres du conseil leur portent et toute la reconnaissance qu'ils ont pour leur immense contribution.

La présidente du conseil remercie le chef de l'opposition pour son intervention.

Adopté à l'unanimité.

15.03

CM19 0135

Nommer le parc Daisy-Peterson-Sweeney et renommer du même nom une partie de la rue De Lévis, dans l'arrondissement du Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0195;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de nommer « parc Daisy-Peterson-Sweeney », le parc situé à l'intersection des rues Charlevoix et Rufus-Rockhead, en bordure du canal de Lachine, et constitué du lot 1 574 007 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et renommer « rue Daisy-Peterson-Sweeney » la partie de la rue De Lévis située au sud-est de la rue Rufus-Rockhead faisant partie du même lot, dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

46.01 1184521018

Le leader de la majorité, M. François Limoges, rappelle l'article 11.01 qui avait été reporté.

---

11 - Dépôt de pétitions

Le vice-président du conseil appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucune pétition déposée.

À 16 h 28, le conseil procède à l'étude des points en orientation au conseil d'agglomération de l'ordre du jour.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.01) à 80.01 (20.05) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0136

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois, avec Impérial Traitement Industriel inc. (Veolia ES Canada Services industriels inc.), pour la fourniture sur demande de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, pour une somme maximale estimée à 515 641,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16597 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux;

2 - d'accorder à Impérial Traitement Industriel inc. (Véolia ES Canada Services industriels inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 515 641,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16597 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel.

3 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187157002
80.01 (20.01)

CM19 0137

Autoriser la prolongation, pour une période de 12 mois, de l'entente-cadre conclue avec Centre du travailleur FH inc. (CG16 0106), pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité, pour une somme estimée à 346 746,99 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant initial de l'entente-cadre de 1 040 240,97 $ à 1 386 987,96 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Centre du travailleur FH inc. (CG16 0106), pour une période de 12 mois, pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité pour les employés de la Ville, majorant ainsi le montant initial de l'entente-cadre de 1 040 240,97 $, taxes incluses, à 1 386 987,96 $, taxes incluses;

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et arrondissements utilisateurs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1186133004
80.01 (20.02)

CM19 0138

Autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc. (CG15 0139), majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 $ à 918 167,37 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc. (CG15 0139), fournisseur unique, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 $ à 918 167,37 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187833006
80.01 (20.03)

CM19 0139

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, avec Aréo-Feu ltée pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation;

2 - d'accorder à Aréo-Feu ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17267 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1192645001
80.01 (20.04)

CM19 0140

Accorder un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles, pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, pour une somme maximale de 1 880 754,16 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de contrat à cette fin

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver, conformément à la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et Bentley Systems inc., fournisseur unique, pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, pour couvrir les frais d'abonnements, les mises à jour et l'obtention des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 880 754,16 $, taxes incluses, conformément à son offre de service;

2 - d'autoriser le Directeur du Service des technologies de l'information à signer tout document relatif à cette entente, pour et au nom de la Ville;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. Marvin Rotrand
Tous les membres présents de l'opposition officielle

1185006001
80.01 (20.05)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.06) à 80.01 (20.10) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0141

Accorder un contrat à D.M. Valve et Contrôles inc. pour la fourniture de six débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17236 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder à D.M.Valve et Contrôles inc., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de deux débitmètres de conduites de 60 pouces de diamètre et quatre débitmètres des conduites de 48 pouces de diamètre pour la station de pompage McTavish, pour une période de 32 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 305 620,80 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17236 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'autoriser une dépense de 15 281,04 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'autoriser une dépense de 15 281,04 $**,** taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188148002
80.01 (20.06)

CM19 0142

Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 259 655,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17145 (2 soum., 1 non conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets;

2 - d'accorder à Distribution Glass Jet inc., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17145 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour 2020 et années subséquentes d'un montant net de taxes de 50 000 $ par année;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

1187855003
80.01 (20.07)

CM19 0143

Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 $ à l'École de créativité la Factry, en 2019 et 2020, pour soutenir la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles / Accorder un contrat de services professionnels pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 $ / Approuver deux projets de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 $ à l'École de créativité la Factry pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'approuver un projet de convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et l'École de créativité la Factry afin d'offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 $;

4 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1193931001
80.01 (20.08)

CM19 0144

Accorder un contrat à Ali Excavation inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la Ville de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 2 474 405,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10286 (5 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 2 474 405,76 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la Ville de Dollard-des-Ormeaux;

2 - d'accorder à Ali Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 979 524,58 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10286;

3 - d'autoriser une dépense de 197 952,49 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 296 928,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1183775003
80.01 (20.09)

CM19 0145

Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 433 572,68 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10285 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 433 572,68 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal;

2 - d'accorder à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 102 748,22 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10285;

3 - d'autoriser une dépense de 110 274,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 220 549,64 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1183775004
80.01 (20.10)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.11) à 80.01 (20.15) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0146

Accorder un contrat à L.A. Hébert ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 2 273 934,69 $, taxes, contingences, quantités variables et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6318 (4 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 1 756 742,35 $, taxes et incidences incluses, pour les travaux de sécurisation des falaises au parc Frédéric-Back;

2 - d'accorder à L.A. Hébert ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 723 974,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-6318;

3 - d'autoriser une dépense de 258 596,17 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 258 596,17 $, taxes incluses, à titre de variation de quantité;

5 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1188195002
80.01 (20.11)

CM19 0147

Autoriser une dépense additionnelle de 49 705,38 $, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, dans le cadre du contrat accordé à Saint-Denis Thompson inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 $ à 5 119 861,43 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 49 705,38 $, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, dans le cadre du contrat accordé à Saint-Denis Thompson inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration (0396) phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater, portant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 $ à 5 119 861,43 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1180333001
80.01 (20.12)

CM19 0148

Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 $, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354), majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 $ à 19 447 031,78 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 $, taxes incluses, afin de compléter l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est;

2 - d'accorder à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354) ce surplus contractuel, majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 $ à 19 447 031,78 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1187541004
80.01 (20.13)

CM19 0149

Autoriser le transfert d'un montant de 172 537,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal situé au 1441, rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 $ à 8 100 457,54 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser le transfert d'un montant de 172 537,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 $ à 8 100 457,54 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1190805001
80.01 (20.14)

CM19 0150

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 3 196 097,15 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 3 196 097,15 $, taxes incluses, comprenant les dépenses admissibles de 152 195,10 $, taxes incluses, pour la prestation de services de surveillance durant la réalisation de travaux de modernisation et de réfection de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds;

2 - d'accorder à Stantec experts-conseils ltée / Réal-Paul Architecte inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 043 902,05 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17314;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1196843001
80.01 (20.15)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.16) à 80.01 (20.20) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0151

Approuver un projet d'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le projet d'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019, entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal;

2 - d'autoriser la réception d'une contrepartie financière du gouvernement du Québec au montant de 4 685 635 $ pour l'année 2019 ;

3 - d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1183217001
80.01 (20.16)

CM19 0152

Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018 / Approuver un projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021 / Autoriser une dépense de 481 857,36 $, taxes incluses / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 $ selon les modalités décrites dans l'entente / Approuver les recommandations à ces fins

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver le rapport annuel 2017-2018 signé par la directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et les états financiers signés par le directeur du Service des finances et trésorier de la Ville, dans le cadre de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) dans la région de Montréal 2015-2018. Ces rapports présentent 261 312,12 $ de dépenses admissibles pour une aide financière totale de 195 984,09 $;

2 - d'approuver le projet d'entente de délégation entre le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et la Ville de Montréal concernant la gestion du PADF du MFFP dans la région de Montréal 2018-2021;

3 - d'autoriser Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal et présidente de l'agglomération de Montréal, à signer à titre de représentante de l'agglomération de Montréal, l'entente désignant la Ville de Montréal comme Délégataire.

4 - de mandater le SGPMRS de la Ville de Montréal à réaliser les suivis convenus dans l'entente;

5 - de désigner le directeur Gestion des parcs et biodiversité du SGPMRS comme représentant du Délégataire;

6 - d'autoriser le directeur Gestion des parcs et biodiversité du SGPMRS et le directeur du Service des finances et trésorier de la Ville à approuver et signer les documents de suivi exigés dans l'entente;

7 - d'autoriser la Ville de Montréal à recevoir une aide financière totale de 330 000 $ selon les modalités décrites au projet d'entente;

8 - d'autoriser une dépense d'un montant maximal de 481 857,36 $, taxes incluses, et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188144001
80.01 (20.17)

CM19 0153

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 $, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 $, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys, pour l'arrondissement de Ville-Marie;

2 - d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188207001
80.01 (20.18)

CM19 0154

Accorder un soutien financier de 68 500 $, plus taxes, et de 27 010 $, en nature, au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal / Approuver un projet d'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. (CG17 0274), majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 $ à 528 500 $, plus taxes

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 68 500 $, plus taxes, et de 27 010 $, en nature, au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal;

2 - d'approuver le projet d'addenda no 1 à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. (CG17 0274), majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 $ à 528 500 $, plus taxes;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1183983001
80.01 (20.19)

CM19 0155

Accorder un soutien financier, non récurrent, de 555 000 $ à l'organisme Esplanade, pour une durée de 3 ans (2019 à 2021), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 555 000 $ à l'organisme à but non lucratif Esplanade afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action pour une durée de 3 ans, soit du 1er mars 2019 au 31 décembre 2021;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1185008002
80.01 (20.20)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.21) à 80.01 (20.25) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0156

Accorder un soutien financier maximal de 250 000 $ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 250 000 $ à l'organisme à but non lucratif Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197952001
80.01 (20.21)

CM19 0157

Accorder un contrat à Neolect inc. pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques - Dépense totale de 773 592,27 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17090 (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de 709 126,25 $, taxes incluses, pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2 - d'accorder à Neolect inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 644 660,23 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17090;

3 - d'autoriser une dépense de 64 466,02 $ à titre de budget de contingences;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188097001
80.01 (20.22)

CM19 0158

Accorder un contrat à Procova inc. pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater, dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 1 853 075,07 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10283 (6 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense de totale de 1 853 075,07 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater;

2 - d'accorder à Procova inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 531 467 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10283;

3 - d'autoriser une dépenses de 229 720,05 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4 - d'autoriser une dépense de 91 888,02 $, à titre de budget d'incidences;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1197100001
80.01 (20.23)

CM19 0159

Autoriser la modification de la date de fin des travaux visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame, au 31 juillet 2019, dans le cadre de l'entente entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau (CE16 0483) / Approuver le projet d'avenant no 1 à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'approuver le projet d'avenant 1 à la convention initiale intervenue entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau (CG16 0483) visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame, afin de reporter la date limite d'exécution des travaux au 31 juillet 2019.

Adopté à l'unanimité.

1197862001
80.01 (20.24)

CM19 0160

Accorder un soutien financier de 450 000 $ à PME MTL Est de l'île pour le déploiement du projet « Synergie Montréal » sur le territoire de l'agglomération Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder un soutien financier de 450 000 $, à PME MTL Est de l'Île pour le déploiement du projet « Synergie Montréal » sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1188104001
80.01 (20.25)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

Article 80.01 (20.26)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à L'Arsenal / Thibault et associés pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds - Dépense totale de 10 394 089,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'accorder au seul soumissionnaire, L'Arsenal / Thibault et associés, ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 394 089,52 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17384 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

_____

Article 80.01 (20.27)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 175 445 919,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5913 (2 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 $, taxes au net, pour couvrir les années 2021 à 2026

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de totale 175 445 919,26 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent;

3 - d'accorder à SUEZ Canada Waste Services inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 173 772 729,67 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5913;

4 - d'autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement au budget de fonctionnement de 10 290 158,59 $, taxes au net, pour une période de 60 mois, tel qu'indiqué dans l'aspect financier au volet d'exploitation-entretien;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Article 80.01 (20.28)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10261 (1 soum.) / Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000 $, avant taxes, à compter de l'année 2022

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense totale de 44 843 751,25 $, taxes incluses, comprenant les contingences au montant de 5 798 707 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 387 000 $, taxes incluses, pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds;

3- d'accorder au seul soumissionnaire, Allen Entrepreneur Général inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 38 658 044,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10261;

4- d'autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000 $ avant taxes à compter de l'année 2022;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Article 80.01 (20.29)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV - Dépense totale de 4 878 454,19 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP18088-175057-C (2 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense totale de 4 878 454,19 $, taxes incluses, comprenant une somme de 748 552,67 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, une somme de 187 138,17 $, à titre de budget de variation de quantités ainsi qu'une somme de 200 000 $, à titre de budget d'incidences pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV;

3 - d'accorder à Les Excavations Lafontaine inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 742 763,36 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CP18088-175057-C ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Article 80.01 (20.30)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 $, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 18-17304 (3 soum.)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure deux ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal ;

3 - d'accorder les contrats par lesquels les firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales et les contrats inscrits à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17304:

Contrat	**Firme**	**Montant du contrat (taxes incluses)**
#1	*SNC-Lavalin inc.*	7 122 722,87 $
# 2	*Axor Experts-Conseils inc.*	8 490 064,43 $

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

À 17 h 02, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 25 février 2019
13 h

Séance tenue le lundi 25 février 2019, 19 h
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Effie Giannou, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, Mme Sue Montgomery, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M.Richard Ryan, M. Aref Salem, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. François William Croteau, M. Benoit Dorais, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rossi et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA PROPOSITION DE LA LEADER DE L'OPPOSITION OFFICIELLE, MME KARINE BOIVIN-ROY ET DU LEADER ADJOINT DE L'OPPOSITION OFFICIELLE, M. FRANCESCO MIELE À L'EFFET QUE LE CONSEIL SE TRANSFORME EN COMITÉ PLÉNIER, LE MARDI 26 FÉVRIER 2019, AFIN DE POURSUIVRE L'ÉTUDE DE L'ARTICLE 80.01 (20.27) :

M. François William Croteau, M. Benoit Dorais, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rossi et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR LA PROPOSITION DE LA LEADER DE L'OPPOSITION OFFICIELLE, MME KARINE BOIVIN-ROY ET DU LEADER ADJOINT DE L'OPPOSITION OFFICIELLE, M. FRANCESCO MIELE À L'EFFET QUE LE CONSEIL SE TRANSFORME EN COMITÉ PLÉNIER, LE MARDI 26 FÉVRIER 2019, AFIN DE POURSUIVRE L'ÉTUDE DE L'ARTICLE 80.01 (20.27) :

Mme Manon Barbe.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte. Avant de débuter avec la période de questions du public, elle souligne présence au balcon de Mme Evelyne Veschambre, mairesse de la Ville de Limeray, du département d'Indre-et-Loire dans la région du Centre-Val de Loire en France, accompagné de son conjoint Jacques et leur souhaite la bienvenue.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Pierre Pagé	M. Éric Alan Caldwell	Demande un moratoire sur le programme de mise à niveau de l'éclairage au DEL des lampadaires de rues et souhaite une consultation des citoyennes et citoyens dans ce dossier pour garantir la sécurité, la qualité de vie dans les quartiers et la bonne gestion des fonds publics **Dépôt de documents**
Mme Nicole Viau	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé)	Demande à l'Administration de considérer l'option de développer le terrain public dans le secteur du Havre en y construisant des logements communautaires et abordables / Souhaite une rencontre avec la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, et le président du comité exécutif, M. Benoit Dorais, pour discuter des possibilités à cet effet
M. Patrick Cary-Barnard	Mme Valérie Plante (M. Luc Ferrandez)	Suggère à l'Administration d'imposer une réserve foncière sur les terrains du secteur du bois d'Anjou afin de l'acquérir pour y construire un grand parc nature dans l'Est de Montréal
M. Luc Forget	M. Jean-François Parenteau	Déplore la piètre qualité du déneigement des débarcadères pour les personnes à mobilité réduite – demande qu'une attention particulière soit accordée à ces espaces lors du déneigement / Souhaite que la nouvelle Politique du déneigement puisse inclure la liste des endroits spécifiques à déneiger et qu'un échéancier soit fixé pour le déneigement de ces espaces
M. Dimitrios Metaxas	Mme Valérie Plante (M. Luc Ferrandez)	Déplore la signalisation unilingue française aux abords du chemin Camililen-Houde étant donné que le conducteur impliqué dans l'accident qui a causé la mort du cycliste lors d'un virage non autorisé était un touriste de la Californie – demande que la signalisation soit affichée dans les deux langues pour éviter d'autres accidents dans ce secteur
Mme Linda Gauthier	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Demande de réduire le temps d'attente pour le déneigement des débarcadères utilisés par les personnes à mobilité réduite dans la nouvelle Politique du déneigement afin de prioriser les accès le plus rapidement possible / Accessibilité aux arrêts d'autobus lors de chutes de neige pour les personnes à mobilité réduite

Question de	À	Objet
M. Khalil Abouahdelmajd	Mme Valérie Plante (M. Alex Norris)	Déplore la décision de l'Administration de refuser le port de caméras portatives par les policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) / Demande si la mairesse reviendra sur sa décision
M. Laurent Morissette	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry)	Favoriser l'inclusion en employabilité pour les personnes à mobilité réduite ou vivant avec un handicap – actions concrètes souhaitées
M. Jean-Pierre Szaraz	Mme Valérie Plante (M. Robert Beaudry) (M. Jean-François Parenteau)	La piètre qualité du déneigement des trottoirs cet hiver amène le citoyen à questionner la vision de l'Administration en ce qui a trait à la sécurité et le confort des piétons en autorisant l'élargissement des trottoirs de la rue Sainte-Catherine et du square Phillips dans le cadre des travaux de réfection / Garanties que les objectifs seront atteints en matière de déneigement
Mme Marie-Claire Mayeres	Mme Valérie Plante (M. Sylvain Ouellet)	Prendre des mesures immédiates en fiscalité pour protéger les citoyennes et les citoyens à faible revenu contre les hausses de taxes foncières à la suite du dépôt du nouveau rôle foncier – faire des représentations auprès du ministère des Finances du Québec afin d'élargir les programmes de subvention aux personnes âgées ainsi qu'auprès du ministère des Affaires municipales de l'Habitation du Québec pour évaluer la faisabilité d'un programme volontaire pour les propriétaires d'immeubles de 5 logements et moins en difficulté avec diverses mesures / Remercie l'Administration pour le mise en place d'un processus de consultation pré-budgétaire
Mme Marie Turcotte	M. Jean-François Parenteau	Demande l'ajout d'une clause spécifique de pénalité aux contrats de déneigement afin que les entrepreneurs puissent déneiger adéquatement les débarcadères utilisés par les personnes à mobilité réduite – consultation des usagers souhaitée afin d'améliorer ce service / Propose sa collaboration pour la rédaction de la clause dédiée aux entrepreneurs **Dépôt de document**
Mme Sonja Susnjar	Mme Valérie Plante (Mme Laurence Lavigne Lalonde)	État de la situation en ce qui concerne la volonté de l'Administration de revoir le droit d'initiative ou référendum / Demande de conserver cette démarche qui donne une voix aux citoyens et qui constitue le respect de la démocratie
Mme Carine Emmeline Lesling	Mme Valérie Plante (Mme Anne-Marie Sigouin)	Projet à Nous La Malting – sommes prévues au budget pour ce projet et mise en réserve du terrain / Participation de la Ville requise pour mener à bien ce projet
M. Yves Daoust	Mme Cathy Wong (M. François Limoges)	Le citoyen veut savoir si les prochaines séances de la Commission de la présidence du conseil seront webdiffusées / Publication des résultats de la consultation-sondage sur la satisfaction citoyenne souhaitée
M. Laurian Ionita	Mme Valérie Plante (Mme Rosanie Filato) (M. Francesco Miele)	Demande l'abolition de la consommation du cannabis sur le territoire de la Ville de Montréal / Si la Ville de Montréal prendra des actions afin d'interdire la consommation du cannabis sur le territoire montréalais

---

À 20 h 05,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Karine Boivin Roy

de prolonger la période de questions des citoyens de 30 minutes, conformément à l'article 53 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051).

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Question de	À	Objet
M. Éric Allen Jr	M. Jean-François Parenteau	Options étudiées par la Ville pour la construction d'un centre de tri dans l'Est de Montréal / Souhaite connaître les autres sites qui sont à l'étude
Mme Shannon Franssen	Mme Valérie Plante (Mme Anne-Marie Sigouin)	Projet à Nous La Malting – appui de la Ville demandé et si la Ville a l'intention de faire l'acquisition du terrain / Réitère la demande de soutien de la ville-centre
Mme Lynda Khelil	Mme Valérie Plante (Mme Nathalie Goulet)	Plan 2018-2021 en matière de profilage racial du SPVM – écoute de l'Administration afin d'améliorer le plan existant / Que le SPVM rende publiques les données brutes sur l'interpellation
M. Frederick Burrill	Mme Valérie Plante (Mme Anne-Marie Sigouin)	Projet à Nous La Malting – souhaite l'implication de la Ville afin que ce projet préserve sa vocation sociale et communautaire / Mesures afin d'empêcher les promoteurs privés d'acquérir le terrain
M. Jean Duval	Mme Valérie Plante (M. Alex Norris)	Conclusions du SPVM dans le dossier du port des caméras portatives par les policiers et rapport soumis aux membres du conseil municipal / Frais encourus dans la poursuite contre la mairesse et la Ville de Montréal dans le dossier de la Formule E vs le dossier des caméras portatives et dépenses encourues

---

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des citoyennes et des citoyens par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil* (06-051), la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 20 h 34. Elle remercie toutes les personnes qui se sont déplacées pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

À 20 h 35, le conseil reprend ses travaux.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges, pour la poursuite de l'ordre du jour.

Le leader de la majorité propose aux membres de suspendre le débat en cours sur les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) et d'appeler les articles 51.01 à 51.03 afin de faire coïncider l'étude de ces points avec la présence des invités au balcon. Il propose également de devancer l'étude de la motion inscrite à l'article 65.02 et par la suite de reprendre le débat sur les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30).

La proposition est agréée.

CM19 0161

Nominations de membres au conseil d'administration de l'organisme Les Arts et la Ville

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0187;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

1- de nommer Mme Marie-Josée Parent à titre de membre du conseil d'administration de l'organisme Les Arts et la Ville pour un mandat renouvelable de deux ans, en remplacement de Mme Christine Gosselin;

2- de nommer Mme Gina Tremblay à titre de membre du conseil d'administration de l'organisme Les Arts et la Ville pour un mandat renouvelable de deux ans, en remplacement de Mme Nathalie Maillé;

3- de remercier les membres sortants pour leur contribution au sein du conseil d'administration de l'organisme Les Arts et la Ville.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1188021003

CM19 0162

Nomination de membre au Conseil interculturel de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0186;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

Et résolu :

1- de nommer Mme Aranzazu Recalde à titre de membre au Conseil interculturel de Montréal pour un mandat de 3 ans, à compter de février 2019 se terminant en février 2022, en remplacement de Mme Coline Camier;

2- de remercier Mme Camier pour sa contribution au sein du Conseil interculturel de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1197968001

CM19 0163

Nomination de membre et renouvellement de mandat au Conseil jeunesse de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0249;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'approuver le renouvellement du mandat de Mme Xiya Ma, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un second mandat de 3 ans, se terminant en avril 2022;

2- de nommer M. Rizwan Ahmad Khan, à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un mandat de 3 ans, se terminant en mars 2022, en remplacement de Mme Rym El-Ouazzani;

3- de remercier Mme El-Ouazzani pour sa contribution au sein du Conseil jeunesse de Montréal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

51.03 1197181001

À 20 h 43, le leader de la majorité, M. François Limoges, appelle l'article 65.02, tel que convenu.

Article 65.02

Motion de l'opposition officielle pour garantir des déplacements sécuritaires et faciles pour tous pendant l'hiver et pour assurer l'accessibilité universelle

Attendu que la Ville de Montréal s'est dotée en 2011 d'une Politique municipale d'accessibilité universelle dans laquelle elle s'engageait, entre autres, à intégrer l'accessibilité universelle à toutes les étapes de décisions et de mise en oeuvre des diverses activités municipales;

Attendu que la Ville de Montréal a tenu une consultation publique en octobre et novembre 2018 portant sur son prochain *Plan d'action en accessibilité universelle 2019-2020*, qui sera dévoilé en mars 2019;

Attendu que plus de 218 000 Montréalais et Montréalaises présentent une incapacité liée à la mobilité et qu'en raison des tendances démographiques, ce nombre augmentera au cours des prochaines années;

Attendu que la Politique de déneigement de la Ville de Montréal stipule que :

> Pendant ou immédiatement après les opérations de déblaiement, la neige accumulée dans les zones de stationnement et les débarcadères pour personnes à mobilité réduite identifiés par de la signalisation permanente est dégagée de façon telle à permettre un accès facile et sécuritaire.

Attendu que selon les résultats d'un sondage mené entre décembre 2017 et février 2018 par l'organisme Ex Aequo, 53,75 % des répondants étaient très insatisfaits du déneigement du débarcadère qu'ils utilisent; que si l'on combine les deux niveaux d'insatisfaction, soit « Très insatisfait » et « Plutôt insatisfait », on obtient un taux d'insatisfaction de 70 % et que la majorité des répondants étaient critiques envers le déneigement des intersections et des bateaux-pavés;

Attendu que la Ville de Montréal est assujettie à *la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* et que l'article 61.3. de ladite loi prévoit que:

> Les ministères, les organismes publics et les municipalités tiennent compte dans leur processus d'approvisionnement lors de l'achat ou de la location de biens et de services, de leur accessibilité aux personnes handicapées;

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Benoit Langevin

1- que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater la Direction générale d'intégrer systématiquement dans les sommaires décisionnels attribuant des contrats de déneigement une section sur l'accessibilité universelle;

2- que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater la Direction générale de s'assurer que les normes d'accessibilité universelle soient clairement inscrites dans tous les nouveaux devis des contrats de déneigement;

3- que lesdites normes prévoient nécessairement, sans s'y limiter, l'obligation de déneiger les débarcadères pour personnes à mobilité réduite sur toute leur longueur en même temps que les trottoirs adjacents et jusqu'en bordure de rue, sans pousser la neige devant le débarcadère, de même que le déblaiement complet des bateaux-pavés, de manière à ce que le travail effectué garantisse des déplacements hivernaux sécuritaires et faciles pour tous, y compris les utilisateurs d'aides à la mobilité.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 20 h 45, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. Jean-François Parenteau

appuyé par M. François Limoges

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.02 :

- d'ajouter un « Attendu » avant le 1er « Attendu » qui se lit comme suit :

  « Attendu que l'accessibilité universelle est une très grande priorité en déneigement, tout comme les hôpitaux, les accès aux transports collectifs, les écoles et les grandes artères »;

- de remplacer le texte du 4e « Attendu » par le suivant :

  « Attendu que la Politique de déneigement de la Ville de Montréal adoptée en 2015 prévoit l'atteinte de normes minimales de service, en matière d'accessibilité universelle; et que les arrondissements ont la flexibilité d'offrir un service additionnel.
  La Politique stipule que :

  > Les rayons de trottoirs doivent être dégagés lors des opérations de déblaiement.
  > Pendant ou immédiatement après les opérations de déblaiement, la neige accumulée dans les zones de stationnement et les débarcadères pour personnes à mobilité réduite identifiés par de la signalisation permanente est dégagée de façon telle à permettre un accès facile et sécuritaire ».

- d'ajouter les 7e, 8e et 9e « Attendu » qui se lisent comme suit :

  « Attendu que le respect de la Politique de déneigement fait partie des obligations contractuelles des entrepreneurs en déneigement, et qu'en addition, des normes contractuelles spécifiques à l'accessibilité universelle en ce qui a trait au déblaiement des trottoirs et des débarcadères, à l'épandage des trottoirs ainsi qu'au dégagement complet des rayons et des intersections, sont intégrées aux devis avec les résultats attendus;

  Attendu que le Plan d'action en accessibilité universelle 2019-2020 prévoit déjà une révision et une bonification des normes de service en accessibilité universelle, à intégrer à la nouvelle Politique de déneigement à venir en 2019;

  Attendu que certains arrondissements, comme le Plateau-Mont-Royal et Ville-Marie, ont conclu des ententes avec des organismes pour offrir aux personnes à mobilité réduire un service bonifié et sur mesure; service apprécié qui pourrait facilement être étendu à l'ensemble des arrondissements ».

- de remplacer les 1er et 2e paragraphes du « Résolu » par les suivants :

  « que la nouvelle Politique du déneigement à venir en 2019 prévoit un rehaussement du niveau de service dans les normes d'accessibilité universelle afin d'assurer, en tout temps, la sécurité des déplacements pour les personnes à mobilité réduite en période hivernale, autant sur le domaine public que privé;

  que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater la Direction générale de s'assurer que les normes d'accessibilité universelle continuent d'être clairement inscrites dans tous les nouveaux devis des contrats de déneigement »;

- de retirer les mots « ...les dites normes prévoient nécessairement, sans s'y limiter...» au paragraphe 3 du « Résolu » et de les remplacer par les mots suivants : « qu'une attention particulière soit portée à l'application par les équipes internes et externes de déneigement de ces normes figurant aux contrats actuels et à venir, notamment,...».

À 20 h 56, la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, demande au vice-président du conseil, M. Sterling Downey, de suspendre les travaux afin de permettre à ses membres de prendre connaissance de la proposition de M. Parenteau et du leader de la majorité.

À 20 h 57, le vice-président du conseil suspend les travaux pour quelques minutes.

À 21 h 06, le conseil reprend ses travaux.

Le vice-président du conseil cède la parole au leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele.

Le leader adjoint de l'opposition officielle prend la parole et indique que sa formation politique souhaiterait obtenir un délai supplémentaire pour étudier la proposition de M. Parenteau et du leader de la majorité. Il propose de suspendre les travaux de nouveau ou de reporter l'étude de cette motion à une phase ultérieure.

Le leader de la majorité, M. François Limoges, indique qu'il y a consentement à l'effet de reporter l'étude de cette motion à une phase ultérieure et de poursuivre l'étude des articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30) de l'ordre du jour.

À 21 h 08, le conseil reporte l'étude de l'article 65.02 à une phase ultérieure.

À 21 h 09, le leader de la majorité, M. François Limoges, appelle les articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30), tel que convenu.

Article 80.01 (20.26) (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à L'Arsenal / Thibault et associés pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds - Dépense totale de 10 394 089,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

À 21 h 13, le conseil reprend l'étude de l'article 80.01 (20.27).

Article 80.01 (20.27) (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 175 445 919,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5913 (2 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 $, taxes au net, pour couvrir les années 2021 à 2026

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Alan DeSousa

d'apporter un amendement à l'article 80.01 (20.27) en y retirant les paragraphes 1 à 4 du « Résolu » en les remplaçant par le suivant :

« que le conseil municipal mandate la vérificatrice générale de faire enquête sur la gestion du projet du CTMO de Saint-Laurent et le projet des cinq centres de traitement des matières organiques afin de donner l'heure juste à la population montréalaise, tel que le prévoit l'article 107.12 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV) ».

_____

Un débat restreint s'engage sur la recevabilité de l'amendement.

_____

Après avoir pris en délibéré l'amendement des conseillers Miele et DeSousa, le vice-président du conseil, M. Sterling Downey, le juge irrecevable eu égard aux termes de l'article 84 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 80.01 (20.27).

_____

À 21 h 35, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par Mme Giuliana Fumagalli
M. Francesco Miele

de retourner ce dossier au comité exécutif pour plus ample étude, conformément à l'article 90 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et indique qu'il n'y a pas de consentement unanime sur la proposition de retour au comité exécutif.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

de procéder à un vote à main levée sur la proposition à l'effet de retourner l'article 80.01 (20.27) au comité exécutif pour plus ample étude.

La présidente du conseil met aux voix la proposition de retour au comité exécutif de l'article 80.01 (20.27) et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 23
Contre : 32

La présidente du conseil déclare la proposition à l'effet de retourner l'article 80.01 (20.27) au comité exécutif pour plus ample étude rejetée à la majorité des voix.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 80.01 (20.27).

_____

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Francesco Miele

de reporter à une phase ultérieure l'étude de l'article 80.01 (20.27), conformément au 2^{o} paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)* et de convoquer les services concernés en comité plénier, conformément à l'article 113 dudit règlement, le mardi 26 février 2019.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité indique que le conseiller Rotrand a formulé deux demandes différentes à l'intérieur d'une même proposition, à savoir, de reporter l'étude de ce dossier à une phase ultérieure et de convoquer les services concernés en comité plénier. Il demande au conseiller Rotrand de préciser ses intentions.

_____

Un débat restreint s'engage sur la recevabilité de la proposition du conseiller Rotrand.

_____

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Rotrand afin qu'il puisse reformuler sa proposition pour le bénéfice de l'assemblée.

Le conseiller Rotrand prend la parole et indique que sa proposition initiale était très claire, soit de reporter à une phase ultérieure l'étude de l'article 80.01 (20.27) et de convoquer les services concernés en comité plénier, le mardi 26 février 2019. Cependant, le conseiller Rotrand comprend, après un complément d'information donné par le greffier, qu'il ne peut jumeler deux demandes dans la même proposition. Il propose donc, de reporter l'étude de l'article 80.01 (20.27) à une phase ultérieure.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité indique qu'il n'y a pas de consentement unanime sur la proposition de report de l'article à une phase ultérieure.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

de procéder à un vote à main levée sur la proposition à l'effet de reporter l'étude de l'article 80.01 (20.27) à une phase ultérieure.

La présidente du conseil met aux voix la proposition à l'effet de reporter l'étude de l'article 80.01 (20.27) à une phase ultérieure et le conseil se partage comme suit :

En faveur : 23
Contre : 34

La présidente du conseil déclare la proposition à l'effet de reporter l'étude de l'article 80.01 (20.27) à une phase ultérieure rejetée à la majorité des voix.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 80.01 (20.27).

_____

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

que le conseil se transforme en comité plénier, le mardi 26 février 2019, afin de poursuivre l'étude de l'article 80.01 (20.27), conformément à l'article 113 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Sylvain Ouellet

de procéder à un vote à main levée sur la proposition à l'effet que le conseil se transforme en comité plénier, le mardi 26 février 2019, afin de poursuivre l'étude de l'article 80.01 (20.27).

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur la proposition à l'effet que le conseil se transforme en comité plénier, le mardi 26 février 2019, afin de poursuivre l'étude de l'article 80.01 (20.27).

Avant de procéder au vote enregistré, le conseiller Marvin Rotrand demande à la présidente du conseil de reconnaître son droit de parole puisqu'il était déjà inscrit au tableau et souhaite intervenir sur la motion de la leader de l'opposition officielle, Mme Boivin-Roy et du leader adjoint de l'opposition officielle, M. Miele. La présidente du conseil lui cède la parole.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil demande à la leader de l'opposition officielle d'indiquer qui présiderait le comité plénier et quelle en serait la durée maximale afin que la proposition soit complète et conforme, en vertu de l'article 113 dudit règlement.

La leader de l'opposition officielle désignerait le conseiller Michel Bissonnet, à titre de président, et le comité plénier aurait une durée maximale de 90 minutes.

La présidente du conseil fait un bref rappel, à savoir qu'un vote à main levée a été demandé par le leader de la majorité et que la leader de l'opposition officielle a demandé un vote enregistré. La présidente du conseil demande au greffier de procéder l'appel des voix.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Corvil, Langevin, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Deschamps, Zarac, Miranda, Hénault, Fumagalli, Rapanà et Rotrand (23)
Votent contre:	Mesdames et messieurs Plante, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Gosselin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Marinacci, Vodanovic, Thuillier, Lessard-Blais, Montgomery, Ryan, Sigouin, Watt, Tomlinson, Bourgeois, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau et Pauzé (34)
Ouverture des portes:	Le conseiller Luc Ferrandez entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté contre cette proposition.
Résultat:	En faveur : 23 Contre : 35

La présidente du conseil déclare la proposition à l'effet que le conseil se transforme en comité plénier, le mardi 26 février 2019, afin de poursuivre l'étude de l'article 80.01 (20.27) rejetée à la majorité des voix.

_____

Article 80.01 (20.28) (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10261 (1 soum.) / Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000 $, avant taxes, à compter de l'année 2022

Article 80.01 (20.29) (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV - Dépense totale de 4 878 454,19 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP18088-175057-C (2 soum.)

Le débat se poursuit.

Article 80.01 (20.30) (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 $, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 18-17304 (3 soum.)

Le débat se poursuit.

À 22 h 06, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, ajourne la séance jusqu'au mardi 26 février 2019, à 9 h 30.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal
du 25 février 2019
13 h

Séance tenue le mardi 26 février 2019, 9 h 30
Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Aref Salem, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Sterling Downey, M. Luc Ferrandez, Mme Effie Giannou, M. Peter McQueen et Mme Marie-Josée Parent.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Benoit Dorais, Mme Sue Montgomery, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rossi, M. Richard Ryan et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 80.01 (20.27) :

M. Benoit Dorais, Mme Sue Montgomery, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rossi, M. Richard Ryan et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 80.01 (20.27) :

Mme Manon Barbe.

AUTRES PRÉSENCES :

M. Serge Lamontagne, Directeur général
M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, invite les membres du conseil à observer un moment de recueillement.

Avant de déclarer la séance ouverte, la présidente du conseil informe les membres qu'un sondage portant sur leurs besoins en matière de conciliation famille-travail leur sera envoyé. La présidente du conseil mentionne que ce sondage s'inscrit dans la mise en œuvre des recommandations qui émanent de l'Avis du Conseil des Montréalaises sur la conciliation famille-travail des élus.es et que c'est le Bureau de la présidence du conseil qui coordonne sa mise en œuvre en collaboration avec les conseillères Suzie Miron et Laurence Lavigne Lalonde.

Par ailleurs, la présidente du conseil mentionne qu'un 2e sondage sera transmis aux secrétaires d'arrondissements afin de recenser les mesures en place et les bonnes pratiques en matière de conciliation famille-travail des élus.es et, également les services qui sont offerts dans les arrondissements pour encourager la participation citoyenne.

La présidente du conseil déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions du public ».

Les citoyennes et citoyens ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
M. Alain Desgagné	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Déneigement inadéquat de trottoirs et puisards obstrués

Le leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele, soulève une question de règlement indiquant que le conseiller Parenteau a interpellé un autre membre du conseil lors de son intervention, ce qui n'est pas permis.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, ne reconnaît pas la question de règlement du leader adjoint de l'opposition officielle et invite le prochain citoyen à poser sa question en salle du conseil.

M. Michel Labelle	M. Luc Ferrandez (M. Éric Alan Caldwell) (Mme Laurence Lavigne Lalonde)	Le citoyen souhaite soumettre au conseiller Ferrandez les documents obtenus via l'accès à l'information concernant le projet PP-2015-001 (Cap Saint-Jacques) dans l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro et il aimerait connaître les mesures qui seront prises par le Service des Grands parcs afin de s'assurer que la règlementation en vigueur sera respectée et que les intérêts des citoyens seront protégés / Réponse obtenue du contrôleur général de la Ville en date du 30 juin 2018 ne concorde pas avec les informations obtenues – soumettre à nouveau le dossier au contrôleur général à la suite des nouvelles informations disponibles **Dépôt de document confidentiel**

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyennes et des citoyens, la présidente du conseil déclare la période de questions du public close à 9 h 43. Elle remercie les personnes qui se sont déplacées pour faire état de leurs doléances aux membres du conseil.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole au conseiller Marvin Rotrand.

Le conseiller Rotrand soulève une question de règlement indiquant que M. Labelle a déposé des documents de nature confidentielle au personnel de la Ville et il comprend qu'en remettant ces documents cela constitue un dépôt formel et qu'ils deviennent automatiquement de nature publique et accessibles aux élus.es, notamment. Le conseiller Rotrand souhaite connaître de quelle manière les documents seront traités par le greffier de la Ville.

La présidente du conseil cède la parole au conseiller Éric Alan Caldwell.

Le conseiller Caldwell prend la parole et indique que le citoyen a déposé ces documents à l'intention du conseiller Ferrandez. Le conseiller demande à la présidente du conseil d'apporter des précisions quant à la nature des documents déposés et la façon dont ils seront traités.

La présidente du conseil fera les vérifications appropriées et reviendra avec une réponse au cours de l'assemblée.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente du conseil appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Les conseillères et conseillers ci-dessous formulent des questions aux membres du conseil indiqués en regard de leur nom :

Question de	À	Objet
Mme Karine Boivin-Roy	Mme Valérie Plante	Position de la Ville en ce qui a trait à la possibilité pour Montréal de se soustraire du projet de loi 2 qui resserre l'encadrement du cannabis en obtenant une dérogation auprès du gouvernement du Québec et se demande jusqu'à quel point l'entente Réflexe Montréal est encore une réalité avec le nouveau gouvernement / Advenant un refus, Montréal fera-t-elle fi du projet de loi 2?
M. Luis Miranda	Mme Valérie Plante (M. Jean-François Parenteau)	Volume (pourcentage) de la neige tombée le 18 novembre 2018 qui est restée au sol, qui a fondu, tout en prenant en considération la neige ramassée dernièrement / Rétablir les faits
M. Richard Deschamps	Mme Valérie Plante (M. Craig Sauvé)	Le conseiller Deschamps relate l'expérience vécue par un citoyen de l'arrondissement de LaSalle à la suite d'une attente de plus de 30 minutes de l'autobus du circuit 110 – réponse de l'Administration souhaitée

---

À 10 h,

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de prolonger la période de questions des membres de 7 minutes, conformément à l'article 57 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051).*

La proposition est agréée.

Question de	À	Objet
M. Marvin Rotrand	M. Jean-François Parenteau	Article 80.01 (20.27) de l'ordre du jour – clarifications demandées relativement à l'intervention du conseiller Parenteau dans les médias concernant les revenus sur la vente des produits de compost qui sera fabriqué dans cette usine / La Ville a-t-elle fait les vérifications appropriées avant d'accorder le contrat à la cie SUEZ Canada Waste Services étant donné qu'elle fait l'objet de poursuites aux États-Unis?

Question de	À	Objet
M. Francesco Miele	Mme Valérie Plante (Mme Rosanie Filato) (M. Sylvain Ouellet)	La Ville envisage-t-elle d'annuler l'appel d'offres valide jusqu'au 14 mars 2019 à la suite du dépôt d'un rapport du Bureau de l'inspecteur général concernant le complexe aquatique intérieur au Centre Rosemont / Réitère l'annulation de l'appel d'offres puisque le lien de confiance a été brisé

À l'expiration du délai imparti pour la période de questions des membres du conseil par le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, la présidente du conseil déclare la période de questions des conseillers close à 10 h 08.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, apporte des clarifications à la suite de la question posée par le conseiller Rotrand après la période de questions du public quant à la nature des documents déposés par M. Michael Labelle. La présidente du conseil indique que le fait de déposer un document au conseil municipal le rend public, mais, en ce qui a trait aux documents de M. Labelle, ce dernier a clairement mentionné qu'ils étaient destinés au conseiller Luc Ferrandez et, après vérifications des documents par le greffier, ces documents contiennent effectivement des informations personnelles et privées. De ce fait, la présidente du conseil accepte qu'ils demeurent de nature confidentielle.

Le conseiller Rotrand prend la parole et souhaite obtenir l'assurance que cette situation ne créera pas de précédent. La présidente du conseil confirme qu'elle fera preuve de vigilance.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité pour la suite de l'ordre du jour.

À 10 h 15, le conseil reprend ses travaux à la réunion des articles 80.01 (20.26) à 80.01 (20.30).

CM19 0164 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à L'Arsenal / Thibault et associés pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds - Dépense totale de 10 394 089,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

1194922001
80.01 (20.26)

À 10 h 16, le conseil reprend l'étude de l'article 80.01 (20.27).

CM19 0165 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 175 445 919,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5913 (2 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 $, taxes au net, pour couvrir les années 2021 à 2026

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Émilie Thuillier afin qu'elle exerce son droit de réplique.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Francesco Miele

de procéder à un vote enregistré sur l'article 80.01 (20.27), conformément à l'article 111 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

Vote en faveur : Mesdames et messieurs Plante, Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Gosselin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Marinacci, Vodanovic, Thuillier, Lessard-Blais, Sigouin, Watt, Tomlinson, Bourgeois, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Deschamps et Zarac (35)

Vote contre : Mesdames et messieurs Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Corvil, Langevin, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Miranda, Hénault, Fumagalli, Rapanà et Rotrand (21)

Ouverture des portes : Le conseiller Luc Ferrandez entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté en faveur de cette proposition.

Résultat : En faveur : 36
Contre : 21

La présidente du conseil déclare l'article 80.01 (20.27) adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

80.01 1185951002 (20.27)

CM19 0166 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10261 (1 soum.) / Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000 $, avant taxes, à compter de l'année 2022

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

1184474003
80.01 (20.28)

CM19 0167 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV - Dépense totale de 4 878 454,19 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP18088-175057-C (2 soum.)

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

1197526002
80.01 (20.29)

CM19 0168 (suite)

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 $, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 18-17304 (3 soum.)

Le débat se poursuit.

Adopté à l'unanimité.

1185249004
80.01 (20.30)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (20.31) à 80.01 (20.33) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0169

Autoriser une dépense additionnelle de 785 474,87 $, taxes incluses, afin d'exercer une première prolongation de contrat avec la firme K+S Sel Windsor ltée (CG16 0521), pour une période de douze mois, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 646 551,23 $ à 2 432 026,10 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 785 474,87 $, taxes incluses, afin d'exercer la première prolongation de contrat pour une période de douze mois, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, dans le cadre du contrat accordé à K+S Sel Windsor ltée (CG16 0521), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 646 551,23 $ à 2 432 026,10 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1198147001
80.01 (20.31)

CM19 0170

Autoriser une dépense additionnelle de 152 968,02 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation du contrat pour une période d'une année, soit du 21 mars 2019 au 20 mars 2020, pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Pneus SP inc. (CE16 0293 et CE18 0040), majorant ainsi le montant total du contrat de 444 196,26 $ à 597 164,28 $, taxes incluses

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 152 968,02 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation, pour une période d'un an, soit du 21 mars 2019 au 20 mars 2010, pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Pneus SP inc. (CE16 0293 et C18 0040), majorant ainsi le montant total du contrat de 444 196,26 $ à 597 164,28 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1198034004
80.01 (20.32)

CM19 0171

Accorder un contrat à Solotech inc. pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, pour une somme maximale de 1 182 997,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 (4 soum., 1 seul conforme)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Solotech inc., le contrat pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du Conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 182 997,32 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17351 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

1188113001
80.01 (20.33)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (30.01) et 80.01 (30.02) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0172

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000 $ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

1 - d'autoriser le Service de l'eau à présenter une demande de subvention dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités pour le projet intitulé: *Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion* ;

2 - que la Ville de Montréal s'engage à mener les activités suivantes, dans le cadre du projet proposé soumis au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités, afin d'améliorer son programme de gestion des actifs :

- constitution d'une base de données opérationnelles
- création de tableaux de bord de gestion des actifs
- élaboration et mise en oeuvre d'un plan d'action sur trois ans des activités d'entretien en fonction de l'état/risque/coûts

3 - d'autoriser la directrice du Service de l'eau à signer les documents de demande de subvention relatifs à ce programme, pour et au nom de la Ville;

4 - de consacrer 91 850 $ de son budget au financement des coûts associés à ce projet.

Adopté à l'unanimité.

1198257001
80.01 (30.01)

CM19 0173

Autoriser une appropriation de 345 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'autoriser une appropriation de 345 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du Service des infrastructures du réseau routier, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Direction	Division	Réserve de voirie locale	Réserve de voirie agglomération	Total
Gestion du portefeuille de projets	Grands projets	- $	125 000 $	125 000 $
	partenaires	- $	160 000 $	160 000 $
			60 000 $	60 000 $
	Complexe Turcot	- $		
	Ligne Bleue			
	Pont Samuel-De-Champlain			
Total		- $	345 000 $	**345 000 $**

Adopté à l'unanimité.

1193827001
80.01 (30.02)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 80.01 (42.01) et 80.01 (42.02) de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0174

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1182891004
80.01 (42.01)

CM19 0175

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

Après avoir informé le conseil municipal du sujet en titre devant faire l'objet de délibérations lors de la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 et avoir exposé la position à prendre ;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

que l'orientation du conseil municipal soit :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102) ».

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

1183251001
80.01 (42.02)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0176

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour le raccordement de 200 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques en 2019, dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour la somme maximale de 1 150 000 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0165;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, fournisseur exclusif, pour le raccordement électrique de 200 bornes de recharge sur rue pour véhicules électriques, dans le cadre des travaux d'installation de ces bornes, pour une somme maximale de 1 150 000 $, taxes incluses;

2- d'autoriser la directrice de la Direction des infrastructures à signer les lettres d'acceptation des travaux à cet effet pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1187231088

CM19 0177

Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans l'avenue Plaza, de la rue Monselet au boulevard Henri-Bourassa et dans l'avenue de Paris, de la rue Martial au boulevard Henri-Bourassa, dans l'arrondissement de Montréal-Nord - Dépense totale de 4 552 583,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 409410 (10 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0170;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 4 174 439,29 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans l'avenue Plaza, de la rue Monselet au boulevard Henri-Bourassa et dans l'avenue de Paris, de la rue Martial au boulevard Henri-Bourassa, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder aux Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 798 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 409410;

3- d'autoriser une dépense de 378 143,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1187231074

CM19 0178

Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré à l'organisme à but non lucratif « LIEU - Laboratoire d'Intégration de l'Écologie Urbaine » pour réaliser un projet de recherche scientifique d'une durée de 30 mois sur la performance de l'utilisation d'engrais verts dans les fosses de plantation et les terre-pleins dans les rues pour améliorer les sols et la croissance des arbres, dans le cadre de la mise en oeuvre de la phase 1 du projet de réfection du boulevard Laurentien et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, pour une somme maximale de 297 490,78 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0172;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel l'organisme à but non lucratif « LIEU - Laboratoire d'Intégration de l'Écologie Urbaine » s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser un projet de recherche scientifique d'une durée de 30 mois sur la performance de l'utilisation d'engrais verts dans les fosses de plantation et les terre-pleins dans les rues pour améliorer les sols et la croissance des arbres, pour une somme maximale de 297 490,78 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 12 décembre 2018 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1186745001

CM19 0179

Autoriser la cession de contrat de Tremblay et Tremblay S.E.N.C./Trame-Verte à 9262-0160 Québec inc./Trame-Verte et la Ville de Montréal, à titre d'intervenant, dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Tremblay et Tremblay S.E.N.C./Trame-Verte pour la surveillance d'arrosage, d'entretien et de suivi de la garantie des arbres (CM17 0454) / Approuver un projet de cession de contrat à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0173;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'autoriser la cession de contrat de Tremblay et Tremblay S.E.N.C./Trame-Verte à 9262-0160 Québec inc./Trame-Verte dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à Tremblay et Tremblay S.E.N.C./Trame-Verte (CM17 0454);

2- d'approuver le projet de cession de contrat entre les deux firmes, ci-haut mentionnées, auquel intervient la Ville de Montréal, selon les termes et conditions stipulés au projet de cession.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1188175001

CM19 0180

Approuver un projet de convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main d'oeuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2019, pour une somme maximale de 420 000 $, exempte de taxes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0175;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'approuver un projet de convention de partenariat entre le Service des stages de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal pour fournir la main-d'œuvre nécessaire à la campagne de dépistage des entrées de service en plomb pour l'année 2019, pour une somme maximale de 420 000 $, exempte de taxes;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1197271001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0181

Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture des bacs pour la collecte des résidus alimentaires, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 699 163 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17416 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0206;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'accorder à Orbis Canada Limited, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, le contrat pour la fourniture de bacs pour la collecte des résidus alimentaires, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 699 163 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17416 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1195308001

CM19 0182

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc. pour des travaux de voirie, dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont–La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019) - Dépense totale de 8 849 417,86 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441021 (9 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0212;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 8 079 361,69 $, taxes incluses, pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont–La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 700 561,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441021 ;

3 - d'autoriser une dépense de 770 056,17 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1187231079

CM19 0183

Accorder un contrat à Aquaréhab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0217;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense de 6 956 169,99 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2- d'accorder à Aquaréhab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 776 169,99 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441214;

3- d'autoriser une dépense de 677 617 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1187231083

CM19 0184

Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc. pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits, dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019) - Dépense totale de 9 363 833,79 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441023 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0220;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense de 8 565 576,17 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2 - d'accorder à Eurovia Québec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 982 576,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441023 ;

3 - d'autoriser une dépense de 798 257,62 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1187231094

CM19 0185

Accorder un contrat à Axe construction inc. pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0222;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense totale de 1 316 862,50 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au chalet du parc St-Georges situé au 13050, rue Prince Albert, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles;

2 - d'accorder à Axe construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 007 500 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5993;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1190652001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0186

Accorder un soutien financier non récurrent de 1 418 675 $ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi) pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0233;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 1 418 675 $ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi) pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019, dans le cadre du Plan de gestion de la forêt urbaine;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1188176001

CM19 0187

Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ au Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un virement budgétaire de 500 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale

La conseillère Caroline Bourgeois déclare son intérêt et s'abstient de participer aux délibérations et de voter.

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0238;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 $ à Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition dudit immeuble;

2 - d'autoriser à cet effet un virement budgétaire de 500 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2019 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

3 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1194970002

CM19 0188

Accorder un soutien financier de 200 000 $ à l'organisme Nuit blanche à Montréal inc. pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0241;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 200 000 $ à l'organisme Nuit blanche à Montréal inc. pour soutenir le financement des partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal;

2 - d'approuver un projet de protocole d'entente entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1191508001

CM19 0189

Accorder un soutien financier de 600 000 $ et un soutien technique estimé à 310 000 $ à Festival Montréal en Lumière inc. pour soutenir la 20e édition de Montréal en Lumière 2019 / Approuver un projet de convention de soutien financier et un projet de protocole de soutien technique à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0232;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 600 000 $ à Festival Montréal en lumière inc. pour soutenir la 20e édition du Festival Montréal en lumière 2019;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'approuver un projet de protocole de soutien technique avec Festival Montréal en lumières inc. estimé à 310 000 $ pour la tenue de cet événement, selon les termes et conditions stipulés au projet de protocole;

4- d'autoriser l'occupation du domaine public pour l'événement « Festival Montréal en lumière 2019 »;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1191508002

CM19 0190

Approuver un projet de protocole d'entente de soutien financier de 30 000 $ et de soutien technique estimé à 150 000 $ entre la Ville et *United Irish Societies of Montréal inc.* pour la présentation du défilé de la Saint-Patrick, pour les années 2019, 2020 et 2021

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0242;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 30 000 $ à l'organisme *United Irish societies of Montréal Inc.* pour la tenue du défilé de la Saint-Patrick pour les éditions 2019-2020 et 2021;

2 - d'approuver le projet de protocole d'entente - soutien financier et technique estimé à 150 000 $ pour le défilé de la Saint-Patrick pour les éditions 2019-2020 et 2021;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1197883002

Article 20.16

Approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est Les Cours Pointe-St-Charles inc. / Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN à être réalisé par Les Cours Pointe-St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué du lot 5 600 650 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, conformément au troisième addenda de l'accord de développement original

Retiré – Voir article 3.01

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.17 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0191

Accorder un contrat de services professionnels aux firmes Groupe Marchand Architecture & Design, Les Consultants S.M. inc., Delisle, Despaux et associés pour la construction de la patinoire extérieure réfrigérée au parc Lalancette, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Dépense totale de 746 712,32 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17134 (3 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0283;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense totale de 746 712,32 $, taxes incluses, pour les services professionnels de construction d'une patinoire extérieure réfrigérée au parc Lalancette, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, comprenant un montant de 86 899,54 $, taxes incluses, à titre de budget pour les contingences et un montant de 80 482,50 $, taxes incluses, à titre de budget pour les incidences;

2 - d'accorder aux firmes Groupe Marchand Architecture & Design, Les Consultants S.M. inc., Delisle, Despaux et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 579 330,28 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17134;

3 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1188091002

CM19 0192

Autoriser une dépense additionnelle de 3 161 812,50 $, taxes incluses, afin de compléter les travaux de rénovation du Biodôme, Migration 2.0, dans le cadre du contrat accordé à Groupe Unigesco inc. (CM18 0389), majorant ainsi le montant total du contrat de 24 635 600 $ à 27 797 412,50 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0296;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 3 161 812,50 $, taxes incluses, afin de compléter les travaux de rénovation du Biodôme, Migration 2.0, situé au 4777, rue Pierre-de-Coubertin dans le cadre du contrat accordé à Groupe Unigesco inc. (CM18 0389), majorant ainsi le montant total du contrat de 24 635 600 $ à 27 797 412,50 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 11 h 23, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1194362001

CM19 0193

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 449 758,13 $, taxes incluses, pour les services de surveillance accrue du chantier de construction du projet de rénovation du Biodôme, dans le cadre du contrat accordé à Kanva Architectures inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc., et NCK inc. (CM14 1121), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 268 323,12 $ à 3 718 081,25 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention de modification #3 à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0297;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 449 758,13 $, taxes incluses, pour les services professionnels de surveillance accrue du chantier de construction du projet de rénovation du Biodôme, situé au 4777 boulevard Pierre-de-Coubertin;

2 - d'approuver un projet de convention de modification # 3 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et les firmes Kanva Architectures inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L., Bouthillette Parizeau inc., et NCK inc. (CM14 1121), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 268 323,12 $ à 3 718 081,25 $, taxes incluses ;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1194362002

CM19 0194

Autoriser la prolongation du contrat avec Les Équipements Colpron inc. (CA16 290196) pour la location de trois tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement, pour une période de quatre mois et demi, compris entre le 1er août 2019 et le 1er août 2020, pour une somme maximale de 214 981,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 644 944,21 $ à 859 925,61 $, taxes incluses - Appel d'offres 16-15397

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0274;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de prolongation pour une durée de quatre mois et demi, soit du 1er août 2019 au 1er août 2020, prévue au contrat accordé à Les Équipements Colpron inc. (CA16 290196) pour la location de trois tracteurs utilitaires sur roues 4x4 avec des équipements de déneigement, et d'autoriser une dépense additionnelle de 214 981,40 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 644 944,21 $ à 859 925,61 $, taxes incluses;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1198034002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0195

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec les firmes FNX-INNOV inc., anciennement Les Consultants S.M. inc., (2 240 517,83 $, taxes incluses) et WSP Canada inc. (3 102 832,62 $, taxes incluses), pour une période de 24 mois, pour la conception, la coordination et la surveillance des travaux, dans le cadre de la réalisation de projets de modification des feux de circulation - Appel d'offres public 18-17101 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0285;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure 2 ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels pour la conception, la coordination et la surveillance des travaux, dans le cadre de la réalisation de projets de modification des feux de circulation;

3- d'accorder les contrats aux firmes ci-après désignées, ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17101;

Firme	**Montant maximal (taxes incluses)**
FNX-INNOV inc.	2 240 517,83 $
WSP Canada inc.	3 102 832,62 $

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de la mobilité et ce, au rythme des besoins à combler.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le conseiller Éric Alan Caldwell dépose une copie du jugement de la Cour supérieure confirmant que tous les contrats intervenus avec Les Consultants S.M. inc. seront désormais exécutés par FNX-Innov inc. à la suite de l'achat de Les Consultants S.M. inc. par FNX-Innov inc.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1182968018

_____

CM19 0196

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente de gré à gré, d'une durée de 32 mois, avec Lallemand inc. \ BIOFOREST pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin (fournisseur unique), pour une somme maximale de 9 656 175 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0272;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente, d'une durée de 32 mois, pour la fourniture sur demande de l'insecticide TreeAzin utilisé contre l'agrile du frêne;

3 - d'accorder, conformément aux dispositions de la loi, à Lallemand \ BIOFOREST un contrat de gré à gré à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 656 175 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 21 décembre 2018;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du règlement d'emprunt de compétence locale (17-072) Plan de gestion de la forêt urbaine, et ce au rythme des besoins à combler.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1186628001

CM19 0197

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Insituform Technologies Limited pour des travaux de réhabilitation des conduites d'égout secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 110 500 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441111 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0279;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'autoriser une dépense de 3 745 000 $, taxes incluses, pour des travaux de réhabilitation de conduites d'égout secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3- d'accorder à Insituform Technologies Limited, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 655 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441111;

4- d'autoriser une dépense de 365 500 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1187231071

CM19 0198

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à K.F. Construction inc. pour les travaux de construction du nouvel Insectarium de Montréal situé au 4581, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie - Dépense totale de 31 042 341,65 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5969 (7 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0281;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'accorder à K.F. Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de construction du nouveau bâtiment abritant l'Insectarium de Montréal situé au 4581, rue Sherbrooke Est, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 27 537 777,18 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public 5969;

3- d'autoriser une dépense de 2 753 777,72 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'autoriser une dépense de 750 786,75 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 11 h 47, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1187036001

CM19 0199

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Résilier l'entente de gestion en vigueur avec BIXI Montréal à compter du 1er janvier 2019 - Approuver le projet d'une nouvelle entente avec BIXI Montréal, organisme à but non lucratif, afin de lui confier la gestion du système de vélo en libre-service sur le territoire de la Ville de Montréal de façon rétroactive à compter du 1er janvier 2019, et ce, pour les dix prochaines années et autoriser une dépense de 46 011 581,96 $, taxes incluses, à cet effet - Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ pour 2019, en provenance du Service des infrastructures du réseau routier vers le Service de l'urbanisme et de la mobilité, avec un ajustement de la base budgétaire pour les années subséquentes - Autoriser un ajustement du budget 2019 des revenus et des dépenses de 2 734 488 $ pour financer la contribution via la renonciation aux revenus d'utilisation, avec un ajustement de la base budgétaire pour les années subséquentes

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0286;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de résilier l'entente de gestion en vigueur avec BIXI Montréal à compter du 1er janvier 2019;

3- d'approuver un nouveau projet d'entente de gestion entre la Ville de Montréal et BIXI Montréal, organisme à but non lucratif, afin de lui confier la gestion du système de vélo en libre-service sur le territoire de la Ville de Montréal à compter du 1er janvier 2019, et ce, pour les dix prochaines années et autoriser une dépense de 46 011 581,96 $, taxes incluses, à cet effet;

4- d'autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ pour 2019, en provenance du Service des infrastructures du réseau routier vers le Service de l'urbanisme et de la mobilité, avec un ajustement de la base budgétaire pour les années subséquentes;

5- d'autoriser un ajustement du budget 2019 des revenus et des dépenses de 2 734 488 $ pour financer la contribution via la renonciation aux revenus d'utilisation, avec un ajustement de la base budgétaire pour les années subséquentes tel qu'indiqué au sommaire décisionnel;

6- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1184368006

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0200

Approuver la programmation révisée des travaux d'infrastructures de compétence locale admissibles au programme de subventions de la Taxe sur l'essence - Contribution du Québec (TECQ 2014-2018) pour l'année 2018 et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2014 à 2018;

Attendu que la Ville de Montréal doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0182;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'attester que la Ville de Montréal :

- s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

- s'engage à être seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2014-2018;

- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux révisée jointe à la présente et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

- s'engage à réaliser le seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales fixé à 28 $ par habitant par année, soit un total de 140 $ par habitant pour l'ensemble des cinq années du programme;

- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;

- d'attester par la présente résolution que la programmation de travaux révisée jointe au dossier décisionnel comporte des coûts réalisés véridiques.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1198020001

CM19 0201

Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités (FCM) pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 - Dépense de 299 125,14 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0183;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités, pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020;

2- d'autoriser le paiement de la cotisation 2019-2020 à la Fédération canadienne des municipalités, au montant de 299 125,14 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1194784001

CM19 0202

Autoriser une appropriation de 300 000 $ de la réserve de voirie locale afin de financer en 2019 l'avant-projet définitif de la phase 3 du Quartier des gares au budget de fonctionnement du Service de l'urbanisme et de la mobilité

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 février 2019 par sa résolution CE19 0188;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'autoriser une appropriation de 300 000 $ de la réserve de la voirie locale afin de financer en 2019 l'avant-projet définitif de la phase 3 du Quartier des gares au budget de fonctionnement du Service de l'urbanisme et de la mobilité;

2- d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1180890003

CM19 0203

Offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans les 19 arrondissements auprès de l'organisme Ré:Sonne, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018 / Mandater le Service de la culture pour conclure une entente à cette fin avec l'organisme Ré:Sonne / Mandater le Service de la culture pour négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne au nom des 19 arrondissements pour le même objet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0247;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans les 19 arrondissements auprès de l'organisme Ré:Sonne, pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018;

2- de mandater le Service de la culture afin de conclure une entente avec l'organisme Ré:Sonne dont le montant sera payé à part égale par les arrondissements et, mandater le Service de la culture afin de négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne au nom des 19 arrondissements pour le même objet.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1196868001

CM19 0204

Abroger la résolution CM19 0082 / Approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool, de 3 h à 6 h, dans le cadre de l'événement la Nuit blanche, le 3 mars 2019

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 février 2019 par sa résolution CE19 0244;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'abroger la résolution CM19 0082;

2- d'approuver la liste modifiée des établissements commerciaux, identifiés dans le tableau ci-dessous, et autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool, le 3 mars 2019, de 3 h à 6 h, dans le cadre de l'événement « Nuit blanche », afin qu'elle concorde avec l'information inscrite à la Régie des courses, des alcools et des jeux (RACJ) :

Raison sociale	Adresse	Numéro de permis	Description local	Capacité
9362-7222 Québec inc.	1738 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	9864893004	1er étage	180
9209-0752 Québec inc.	403 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1N5	9202201003	1er étage	201
		9339003003	Sous-sol	181
9335-0130 Québec inc.	1567 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	9896879001	1er étage	54
		9896887001	Mezzanine	66
9099-6034 Québec inc.	1660 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	9491374001	1er étage	74
		9510520001	1er étage	70
		9652595001	2e étage	48
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1741 et 1749 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	9661505003	1er étage	151
9044-2682 Québec inc.	1627 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	9404682001	1er étage	92
9141-3757 Québec inc.	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	705335001	Sous-sol	155
		9603515005	Sous-sol	91
9141-3757 Québec inc.	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	705335001	Sous-sol	155
		9603515005	Sous-sol	91
9337-6614 Québec inc.	2031 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K8	9895582003	2e étage	188
2630-2240 Québec inc.	1649, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4	9772922002	1er étage	98
		9772930001	1er étage	80
9372-8624 Québec inc.	2040, rue St-Denis Montréal Québec H2X1E7	718585001	1er étage	175
9260-6169 Québec inc.	361, rue Émery, Montréal Québec H2X 1J2	9699745006	1er étage	37

Adopté à l'unanimité.

30.05 1187796009

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.06 et 30.07 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0205

Autoriser un virement budgétaire de 32 385 $, net de ristourne, pour l'année 2019 et autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire à partir de 2020 et les années subséquentes pour une somme de 32 385 $, net de ristourne, de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève vers le Service du matériel roulant et des ateliers pour la location d'une niveleuse pour la saison hivernale 2019 pour l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0305;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'autoriser un virement de 32 385 $, net de ristourne, de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève vers le Service du matériel roulant et des ateliers pour la location d'une niveleuse pour la saison hivernale 2019, pour l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève;

2- d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire à partir de 2020 et les années subséquentes;

3- d'imputer ces sommes conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1180253005

CM19 0206

Approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 février 2019 par sa résolution CE19 0312;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1181179015

CM19 0207

Avis de motion et dépôt - Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1184386001

CM19 0208

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1180003001

CM19 0209

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1197235001

CM19 0210

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1181081025

CM19 0211

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1181081023

CM19 0212

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer les travaux du projet de mise à niveau des postes de carburant

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer les travaux du projet de mise à niveau des postes de carburant », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1181081019

CM19 0213

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1181081022

CM19 0214

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.08 1181179015

CM19 0215

Avis de motion et dépôt - Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.09 1181179014

CM19 0216

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.10 1181097015

CM19 0217

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du Service de l'Espace pour la vie (18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 36 350 000 $

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du Service de l'Espace pour la vie (18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 36 350 000 $ », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.11 1190348001

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0218

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0086;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0086;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 janvier 2019, par sa résolution CE19 0034;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1182891003

Règlement 19-003

CM19 0219

Adoption - Règlement autorisant l'occupation, à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, du bâtiment situé sur le lot 3 746 517 du cadastre du Québec

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant l'occupation, à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, du bâtiment situé sur le lot 3 746 517 du cadastre du Québec à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0087;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation, à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, du bâtiment situé sur le lot 3 746 517 du cadastre du Québec » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0087;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 janvier 2019, par sa résolution CE19 0035;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation, à des fins d'hébergement de personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, du bâtiment situé sur le lot 3 746 517 du cadastre du Québec ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1180603013

Règlement 19-004

CM19 0220

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0088;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0088;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0108;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 33 339 000 $ pour le financement d'acquisitions immobilières stratégiques », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.03 1185950001

Règlement 19-005

CM19 0221

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0089;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0089;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0109;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer l'achat et l'installation d'équipements en lien avec l'implantation d'un système centralisé de préemption pour autobus et véhicules d'urgence », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.04 1182968001

Règlement 19-006

CM19 0222

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0090;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0090;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0110;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 18 000 000 $ afin de financer les acquisitions d'immeubles et les travaux visant le réaménagement des berges prévus au Plan de l'eau », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.05 1186620014

Règlement 19-007

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.06 à 42.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0223

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0091;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0091;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0111;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 34 000 000 $ pour le financement de travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1183690009

Règlement 19-008

CM19 0224

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue de Bleury

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue de Bleury à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0092;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue de Bleury » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0092;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0112;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 050 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue Bleury », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1181103006

Règlement 19-009

CM19 0225

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue Clark

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue Clark à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0093;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue Clark » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0093;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0113;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 5 500 000 $ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception des plans et devis ainsi que les travaux du projet de réaménagement de la rue Clark », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.08 1181103005

Règlement 19-010

CM19 0226

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0094;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0094;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0114;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 36 700 000 $ pour financer les travaux prévus au Programme de soutien à la mise aux normes des arénas municipaux », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.09 1187235006

Règlement 19-011

CM19 0227

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0095;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0095;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0115;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 75 000 000 $ pour le financement de travaux d'aménagement de rues sur le réseau local de la Ville de Montréal », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

42.10 1183690010

Règlement 19-012

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.11 et 42.12 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CM19 0228

Adoption - Règlement sur la politique de respect de la personne

Adoption - Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur la politique de respect de la personne à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0096;

Vu l'avis de motion donné du Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010) à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0096;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la politique de respect de la personne » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0096;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010) » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0096;

Vu l'avis public publié par le greffier le 12 février 2019, conformément à l'article 12 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c.E-15.1.0.1);

Attendu qu'une copie des règlements et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ces règlements sont détaillés aux règlements et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0098;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la Politique de respect de la personne »;

2- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement (18-010) ».

Adopté à l'unanimité.

42.11 1185019001

Règlement 19-013
Règlement 18-010-1

CM19 0229

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0097;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux » à l'assemblée du conseil municipal du 28 janvier 2019 par sa résolution CM19 0097;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au sommaire décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019, par sa résolution CE19 0116;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par Mme Magda Popeanu

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 000 000 $ afin de financer les travaux prévus au Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

42.12 1186620013

Règlement 19-014

À 12 h 12, le leader de la majorité, M. François Limoges, indique que l'étude des articles 65 se fera dans l'ordre incluant la reprise de l'étude de l'article 65.02 commencée à la séance du 25 février.

Article 65.01

Motion de l'opposition officielle proposant la gratuité des transports collectifs de la STM le lendemain d'une tempête de neige de 20 cm ou plus

Attendu que selon un sondage commandé par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) en 2015, 93 % des Québécois ont un permis de conduire et 91 % d'entre eux admettent que la conduite l'hiver est un problème de sécurité routière important;

Attendu que selon une analyse de *Montréal en statistiques* réalisée à partir des données de la SAAQ, le parc automobile sur l'agglomération de Montréal représentait 968 466 véhicules en 2017 et que ce nombre s'est accru de 1,64 % entre 2016 et 2017, soit la croissance la plus importante enregistrée depuis 2005;

Attendu que les statistiques délivrées par le Groupement des assureurs automobiles en 2015 indiquent qu'en moyenne, 30 % d'accidents supplémentaires sont répertoriés l'hiver;

Attendu que l'objectif de la Politique de déneigement de la Ville de Montréal est « *L'efficacité, la fluidité et la sécurité des déplacements des usagers circulant sur les voies publiques (piétons, utilisateurs de transport en commun, automobilistes et cyclistes), (…)* »;

Attendu que selon les données d'Environnement et Changement climatique Canada, pour les trois dernières saisons hivernales, soit entre décembre 2015 et mars 2018, il y a eu 6 tempêtes avec une accumulation de la neige au sol de 20 centimètres (cm) ou plus à Montréal, ce qui fait une moyenne de 2 grandes tempêtes de neige par hiver;

Attendu que la Ville de Montréal encourage déjà les automobilistes à utiliser les transports collectifs le lendemain de tempêtes de neige;

Attendu que la gratuité des transports collectifs peut créer un incitatif pour les automobilistes qui permettrait de diminuer l'utilisation de la voiture et donc de réduire la congestion et les risques d'accidents lorsque les conditions météorologiques sont dangereuses;

Il est proposé par M. Aref Salem

appuyé par M. Alan DeSousa

que le conseil municipal demande à l'Autorité régionale de transport métropolitain d'offrir la gratuité des services de transport collectif sur l'ensemble du réseau de la Société de transport de Montréal le lendemain d'une tempête de neige, lorsqu'il y a une accumulation de neige au sol de 20 cm ou plus.

Un débat s'engage.

Il est proposé par M. Craig Sauvé

appuyé par M. François Limoges

d'amender le « Résolu » afin qu'il se lise comme suit :

« Que le conseil municipal demande à la Communauté métropolitaine de Montréal de mandater sa commission du transport afin qu'elle étudie la pertinence d'offrir la gratuité des services de transport collectif sur l'ensemble du réseau de la Société de transport de Montréal le lendemain d'une tempête de neige, lorsqu'il y a une accumulation de neige au sol de 20 cm ou plus, et ce dans la perspective d'assurer une cohérence régionale ».

À 12 h 19, la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, demande à la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, de suspendre les travaux afin de permettre à ses membres de prendre connaissance de la proposition de M. Sauvé.

À 12 h 20, la présidente du conseil suspend les travaux pour quelques minutes.

À 12 h 23, le conseil reprend ses travaux.

Un débat restreint s'engage sur la recevabilité de l'amendement du conseiller Sauvé et du leader de la majorité, M. François Limoges.

Après avoir pris en délibéré l'amendement du conseiller Sauvé et du leader de la majorité, la présidente du conseil juge, en vertu de l'article 84 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, qu'il est recevable.

Un débat s'engage sur l'amendement du conseiller Sauvé et du leader de la majorité.

À 12 h 30, la présidente du conseil suspend les travaux jusqu'à 14 h.

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 25 février 2019 13 h

Séance tenue le mardi 26 février 2019, 14 h Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

M. Christian Arseneault, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, M. Michel Bissonnet, Mme Christine Black, Mme Karine Boivin-Roy, Mme Caroline Bourgeois, M. Éric Alan Caldwell, Mme Catherine Clément-Talbot, M. Josué Corvil, M. François William Croteau, Mme Suzanne Décarie, Mme Mary Deros, M. Richard Deschamps, M. Alan DeSousa, M. Sterling Downey, Mme Rosannie Filato, Mme Giuliana Fumagalli, Mme Marianne Giguère, Mme Christine Gosselin, Mme Nathalie Goulet, M. Richard Guay, Mme Andrée Hénault, M. Benoit Langevin, Mme Patricia Lattanzio, Mme Laurence Lavigne Lalonde, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, Mme Sophie Mauzerolle, M. Peter McQueen, M. Francesco Miele, M. Luis Miranda, Mme Suzie Miron, M. Jérôme Normand, M. Alex Norris, M. Sylvain Ouellet, Mme Marie-Josée Parent, M. Jean-François Parenteau, M. Hadrien Parizeau, M. Jocelyn Pauzé, M. Dominic Perri, Mme Magda Popeanu, M. Giovanni Rapanà, M. Marvin Rotrand, Mme Micheline Rouleau, M. Aref Salem, M. Craig Sauvé, Mme Anne-Marie Sigouin, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maja Vodanovic, Mme Stephanie Watt, Mme Cathy Wong et Mme Lise Zarac.

PRÉSENCES EN COURS DE SÉANCE :

M. Luc Ferrandez et Mme Effie Giannou.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Valérie Plante, M. Benoit Dorais, Mme Sue Montgomery, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rossi, M. Richard Ryan et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

Mme Manon Barbe.

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 65.02, TEL QU'AMENDÉ :

Mme Valérie Plante, M. Benoit Dorais, Mme Sue Montgomery, M. Lionel Perez, Mme Chantal Rossi, M. Richard Ryan et M. Abdelhaq Sari.

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* LORS DU VOTE ENREGISTRÉ SUR L'ARTICLE 65.02, TEL QU'AMENDÉ :

Mme Manon Barbe.

AUTRES PRÉSENCES :

M^{e} Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Chantal Benoit, Analyste-rédactrice
Mme Lynne Trépanier, Conseillère - Analyse et contrôle de gestion

---

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, déclare la séance ouverte.

À 14 h 02, le conseil reprend ses travaux.

CM19 0230 (suite)

Motion de l'opposition officielle proposant la gratuité des transports collectifs de la STM le lendemain d'une tempête de neige de 20 cm ou plus

---

Le débat se poursuit sur l'amendement du conseiller Sauvé et du leader de la majorité.

Le conseiller Aref Salem prend la parole et indique que sa formation politique accepte l'amendement proposé par le conseiller Sauvé et le leader de la majorité.

Le débat se poursuit sur l'article 65.01, tel qu'amendé.

La présidente du conseil met aux voix l'article 65.01, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.01

À 14 h 08, le conseil reprend l'étude de l'article 65.02.

CM19 0231 (suite)

Motion de l'opposition officielle pour garantir des déplacements sécuritaires et faciles pour tous pendant l'hiver et pour assurer l'accessibilité universelle

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, cède la parole à la leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy.

La leader de l'opposition officielle prend la parole et indique qu'après avoir étudié la proposition de M. Parenteau et du leader de la majorité, sa formation politique souhaite apporter des sous-amendements.

Il est proposé par Mme Karine Boivin-Roy

appuyé par M. Benoit Langevin

d'apporter les sous-amendements suivants à la proposition d'amendement du conseiller Parenteau et du leader de la majorité, M. François Limoges :

- de retirer dans le 1er « Attendu » les mots « est » et « très grande » et de les remplacer par les mots « doit être » afin qu'il se lise comme suit :

  « Attendu que l'accessibilité universelle doit être une priorité en déneigement, tout comme les hôpitaux, les accès aux transports collectifs, les écoles et les grandes artères ».

- de retirer dans le 4e « Attendu » la virgule après le mot «...service...» et le point virgule après le mot « ...universelle...»;

- de retirer le 8e « Attendu »;

- d'ajouter au 10e « Attendu » le nom de l'arrondissement suivant «...et Mercier–Hochelaga-Maisonneuve...» et de retirer les mots «...pourrait facilement être...» et de les remplacer par le mot «...sera...» afin que cet « Attendu » se lise comme suit :

  « Attendu que certains arrondissements, comme le Plateau-Mont-Royal, Ville-Marie et Mercier–Hochelaga-Maisonneuve ont conclu des ententes avec des organismes pour offrir aux personnes à mobilité réduite un service bonifié et sur mesure; service apprécié qui sera étendu à l'ensemble des arrondissements ».

- de retirer au paragraphe 2 du « Résolu » les mots «...continuent d'être...» et de les remplacer par le mot « soient » et d'ajouter immédiatement après les mots «...de déneigement » les mots « c'est à dire », et

- de retirer au paragraphe 3 du « Résolu » les mots « qu'une attention particulière soit portée à l'application par les équipes internes et externes de déneigement de ces normes figurant aux contrats actuels et à venir, notamment les dites normes prévoient nécessairement, sans s'y limiter...»

  et de jumeler les paragraphes 2 et 3 du « Résolu » afin que le tout se lise comme suit :

  « que le conseil municipal demande au comité exécutif de mandater la Direction générale de s'assurer que les normes d'accessibilité universelle soient clairement inscrites dans tous les nouveaux devis des contrats de déneigement, c'est-à-dire l'obligation de déneiger les débarcadères pour personnes à mobilité réduite sur toute leur longueur en même temps que les trottoirs adjacents et jusqu'en bordure de rue, sans pousser la neige devant le débarcadère, de même que le déblaiement complet des bateaux-pavés, de manière à ce que le travail effectué garantisse des déplacements hivernaux sécuritaires et faciles pour tous, y compris les utilisateurs d'aides à la mobilité ».

_____

Un débat s'engage sur les sous-amendements de la leader de l'opposition officielle et du conseiller Langevin.

_____

Le conseiller Parenteau prend la parole et propose aux membres de l'opposition officielle d'apporter un sous-sous-amendement à la proposition de sous-amendement de la leader de la majorité et du conseiller Langevin.

- de remplacer au 9e « Attendu » le mot « ...sera...» par les mots «...pourrait être étendu...» afin qu'il se lise comme suit :

  « Attendu que certains arrondissements, comme le Plateau-Mont-Royal, Ville-Marie et Mercier–Hochelaga-Maisonneuve ont conclu des ententes avec des organismes pour offrir aux personnes à mobilité réduite un service bonifié et sur mesure; service apprécié qui pourrait être étendu à l'ensemble des arrondissements ».

La proposition de sous-sous-amendement de M. Parenteau à la proposition de sous-amendement de la leader de l'opposition officielle est agréée et la proposition d'amendement, telle que sous-amendée est également agréée.

_____

Le débat se poursuit sur l'article 65.02, tel qu'amendé.

_____

Il est proposé par M. Luis Miranda

appuyé par Mme Andrée Hénault

de procéder à un vote enregistré sur l'article 65.02, tel qu'amendé.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mesdames et messieurs Popeanu, Ouellet, Goulet, Caldwell, Lavigne Lalonde, Beaudry, Filato, Croteau, Gosselin, Parenteau, Parizeau, Limoges, Mauzerolle, Sauvé, Miron, Giguère, Parent, Norris, Marinacci, Vodanovic, Thuillier, Lessard-Blais, Sigouin, Watt, Tomlinson, Bourgeois, Normand, Downey, McQueen, Arseneault, Rouleau, Pauzé, Boivin-Roy, Miele, Black, DeSousa, Giannou, Salem, Beis, Lattanzio, Deros, Corvil, Langevin, Décarie, Perri, Clément-Talbot, Guay, Bissonnet, Deschamps, Zarac, Fumagalli, Rapanà et Rotrand (53)

Votent contre:	Madame et Monsieur Miranda et Hénault (2)
Ouverture des portes:	Le conseiller Luc Ferrandez entre dans la salle des délibérations et déclare que s'il avait été présent au moment de ce vote il aurait voté en faveur de cette proposition.
Résultat:	En faveur : 54 Contre : 2

La présidente du conseil déclare l'article 65.02, tel qu'amendé adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.02

CM19 0232

Motion de l'opposition officielle appuyant la mise à jour des études sur la santé respiratoire dans l'Est de Montréal et l'application des dispositions pénales relatives au non-respect des normes en vigueur

Attendu qu'en 2018, un rapport rendu public soulignait que la compagnie CCR dépassait depuis longtemps et à de fortes quantités la norme permise d'émissions d'arsenic dans l'air de Montréal-Est, touchant ainsi une population qui, à l'ouest, s'étend jusqu'à l'autoroute 25;

Attendu que selon les données du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est de l'Île de Montréal, l'espérance de vie dans l'Est de Montréal est de 9 ans plus basse que dans l'Ouest de l'Île (2016);

Attendu qu'il est avéré par plusieurs études que les maladies respiratoires sont plus élevées dans l'Est de Montréal, principalement à Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est et Mercier-Est/Anjou, et ce particulièrement chez les enfants et les personnes âgées;

Attendu que les analyses de la qualité de l'air de l'Est de Montréal ont révélé de plus grandes concentrations de dioxyde de soufre (SO_2), d'ozone (O_3), de sulfure d'hydrogène (H_2S) et certains composés organiques volatils (COV) non polaires (notamment le benzène) qu'ailleurs à Montréal à cause de la forte zone industrielle dans le secteur;

Attendu que les principales études concernant la qualité de l'air et l'impact sur la santé respiratoire dans l'Est de Montréal sont :

- *Évaluation des excès de maladies respiratoires dans les secteurs de Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est et Mercier-Est/Anjou en 2004 (avec des données de 1995-2000, études sur les effets à court terme),*

- *Études sur la santé respiratoire des enfants montréalais de 6 ans à 12 ans en 2011 (étude sur l'effet à long terme du SO_2 sur les différents types d'asthme);*

Attendu que les maladies respiratoires chez les personnes âgées habitant l'Est de Montréal n'ont pas été étudiées depuis presque 15 ans;

Attendu qu'aucune des deux études n'analysait l'effet de la co-exposition simultanée ou non à diverses substances sur la santé respiratoire des résidents de l'Est de Montréal;

Attendu que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) s'est vu déléguer des pouvoirs de fixation des normes d'émission des substances dans l'air par le gouvernement du Québec;

Attendu que les normes de la CMM telles que présentées dans le *Règlement relatif à l'assainissement de l'air et remplaçant les règlements 44 et 44-1* (Règlement 90) sont parfois plus permissives que les normes du gouvernement du Québec;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par Mme Suzanne Décarie
Mme Karine Boivin-Roy

que la Ville de Montréal :

1- demande à la Direction de la santé publique de mettre à jour les études sur les maladies respiratoires dans l'Est de Montréal en intégrant :

   (a) la qualité de l'air et les émanations produites par les industries, notamment le dioxyde de soufre (SO_2), l'ozone (O_3), le sulfure d'hydrogène (H_2S) et certains composés organiques volatils (COV) et les particules acides;
   (b) la co-exposition comme variable d'analyse; et
   (c) le temps d'exposition des individus à ces substances;

2- demande à la CMM de mettre à jour les normes d'émissions des substances par les industries avec les soucis :

   (a) d'uniformiser les unités de mesure dans un esprit de simplification pour les citoyens; et
   (b) de tenir compte des nouvelles connaissances en matière d'impact sur la santé et sur l'environnement;

3- demande à la Direction de la santé publique d'évaluer le nombre de bornes de mesure de la qualité de l'air qu'il serait nécessaire d'ajouter à Montréal, et principalement dans l'Est de Montréal, pour avoir une mesure complète;

4- applique les dispositions pénales relatives au non-respect des normes en vigueur telles que définit dans l'article 9.01 du Règlement 90.

Un débat s'engage.

À 14 h 41, Mme Cathy Wong quitte le fauteuil présidentiel et cède sa place au vice-président du conseil, M. Sterling Downey.

Il est proposé par M. Jean-François Parenteau

appuyé par M. François Limoges

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.03 :

- de remplacer le 1er « Attendu » par le suivant :

  « Attendu le 21 août 2018, la Direction régionale de santé publique (DRSP) a produit un « Avis de santé publique sur les émissions atmosphériques de l'affinerie de cuivre CCR de Montréal-Est » présentant les résultats de la modélisation de la dispersion atmosphérique des émissions de l'affinerie de cuivre CCR de Montréal-Est de 2011 à 2018 et que cet avis mentionne des dépassements importants des normes d'arsenic dans l'air ambiant suscitant une inquiétude justifiée pour la population résidant autour de l'usine et dans les secteurs environnants »;

- d'ajouter deux « Attendu » entre le 1er et le 2e « Attendu » :

  « Attendu que les résultats présentés dans ce rapport montrent que la valeur maximale des concentrations moyennes d'arsenic pour une période d'un an modélisée à certains récepteurs résidentiels pour l'année 2018 peut atteindre jusqu'à deux fois la valeur limite prévue à l'annexe K du Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (MELCC) sur une zone résidentielle de 3,2 km2 s'étendant de la rue Sherbrooke au fleuve Saint-Laurent et du boul. Marien à l'autoroute 25, alors que celle-ci atteignait 4 fois la valeur limite pour le même critère pour l'année 2011. Les concentrations modélisées pour les périodes 1 h et 8 h représente un peu moins de 2 fois les normes pour l'arsenic du Règlement 2001-10 de la CMM (le Règlement 90 de la CUM) pour l'année 2018, alors que celles de 2011 représentent presque sept fois les normes du même règlement;

  Attendu que ce rapport indique que les dépassements observés représentent un risque très faible pour la population; la Direction régionale de santé publique (DRSP) considère toutefois que des actions concrètes doivent être mises en place afin que la population ne soit pas exposée de façon chronique à des concentrations plus élevées que la norme du MDDELCC et que les concentrations n'augmentent pas au fil du temps ».

- d'ajouter au 2e « Attendu » immédiatement après «...2016 » les mots «, et que plusieurs facteurs peuvent être en cause dont les habitudes de vie et les disparités socio-économqiues ».

- de retirer au 3e « Attendu » les mots «...plusieurs études...» et les remplacer par les mots «...les études mentionnées à l'alinéa 6...».

- de retirer le 4e « Attendu » et de le remplacer par le suivant :

  « Attendu que la Ville de Montréal suit les lignes directrices du programme de surveillance national de la pollution atmosphérique, et exploite à ce jour 15 stations sur son territoire ».

- d'ajouter un « Attendu » immédiatement après le 4e « Attendu » qui se lit comme suit :

  « Attendu que la Ville demeure impliquée dans la collecte de données suivant les recommandations de la DRSP, et que deux nouvelles stations de suivi de la qualité de l'air ambiant ont été implantées en milieu résidentiel, l'une à Tétreaultville et l'autre à Montréal-Est; et qu'une station de mesure a été remise en service sur le toit du Centre récréatif Édouard-Rivet ».

- d'ajouter un « Attendu » immédiatement après le 8e « Attendu » qui se lit comme suit :

  « Attendu que le Service de l'environnement, par l'entremise de sa Division de contrôle des rejets industriels et suivi du milieu aquatique a le mandat d'appliquer le Règlement 2001-10 de la CMM dans son ensemble, et que le rapport d'activité annuel produit pour le compte de la CMM montre que la Ville a effectué 13 nouvelles poursuites en 2017, en plus de celles déjà en cours ».

- de retirer le 9e « Attendu » et de le remplacer par le suivant :

  « Attendu que l'Administration, en collaboration avec les autres paliers de gouvernements, souhaite engager l'Est de Montréal dans une transition écologique soutenue, en mettant sur pied des incitatifs pour accélérer l'investissement durable et l'économie verte, réduire l'empreinte environnementale des entreprises, réhabiliter les terrains contaminés, en plus de miser sur la mobilité durable avec la relocalisation de la rue Notre-Dame et la volonté de développer un écoparc industriel au secteur de l'Assomption-Sud Longue Pointe ».

- d'ajouter au paragraphe 1 a) du « Résolu » immédiatement après le mot «...acides,» les mots « les particules fines PM2,5), les métaux, les sources de pollution suivantes, en plus des industries : transport, résidences, commerces et institutions ».

- de retirer le paragraphe 2 du « Résolu » et de le remplacer par le suivant :

  « Que la Ville de Montréal effectue une comparaison en collaboration avec le MELCC et la CMM des différentes approches règlementaires pour identifier les meilleures normes à maintenir et celles à ajuster pour assurer la protection de l'environnement, en tenant compte des nouvelles connaissances en matières d'impact sur la santé et sur l'environnement, et des particularités du contexte urbain de l'Agglomération de Montréal qui justifient la présence de normes spécifiquement adaptés aux réalités locales ».

- d'ajouter au paragraphe 3 du « Résolu » immédiatement après le mot «...publique,» les mots « si elle le juge requis, »

- d'ajouter au paragraphe 3 du « Résolu » immédiatement après le mot «.... complète» les mots « de la qualité de l'air en général et dans l'Est de Montréal; ».

- d'ajouter au début du paragraphe 4 du « Résolu » les mots « continue d'appliquer...».

Un débat restreint s'engage sur la recevabilité de l'amendement du conseiller Parenteau et du leader de la majorité, M. François Limoges.

Le conseiller Marvin Rotrand prend la parole et indique que ses privilèges à titre de membre du conseil ont été brimés puisqu'il n'a pas eu l'opportunité de prendre connaissance de l'amendement présenté par le conseiller Parenteau et le leader de la majorité. Il mentionne également que le texte de l'amendement change complètement celui proposé par l'opposition officielle ce qui va l'encontre du principe même d'un amendement. Le conseiller Rotrand remet en question le travail du leader de la majorité à cet égard.

Après avoir pris en délibéré l'amendement du conseiller Parenteau et du leader de la majorité, le vice-président du conseil juge, en vertu de l'article 84 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*, qu'il est recevable. Cependant, le vice-président du conseil souhaite une meilleure collaboration entre les formations politiques pour le futur.

À 14 h 57, le leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele, demande au vice-président du conseil de suspendre les travaux afin de permettre à ses membres de prendre connaissance de la proposition de M. Parenteau et du leader de la majorité.

À 14 h 58, le vice-président du conseil suspend les travaux pour quelques minutes.

À 15 h 08, le conseil reprend ses travaux.

Le vice-président du conseil cède la parole au leader adjoint de l'opposition officielle, M. Francesco Miele.

Le leader adjoint de l'opposition officielle prend la parole et mentionne qu'après discussions auprès de sa formation politique et en tenant compte de tous les changements proposés dont certains sont bénéfiques malgré d'autres qui constituent un recul par rapport à la proposition principale, que pour toutes ces raisons, l'opposition officielle souhaite retirer la présente motion et revenir ultérieurement avec un texte bonifié de part et d'autres.

Le vice-président du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité prend la parole et demande au leader adjoint de l'opposition officielle de préciser son intention à l'effet de retirer la motion ou de la reporter à la prochaine assemblée du conseil municipal.

Le leader adjoint de l'opposition officielle prend la parole et informe l'assemblée que si la motion est reportée à la prochaine assemblée, elle le sera sous sa forme actuelle et qu'il sera important de travailler en collaboration pour en arriver à un nouveau texte qui conviendra à tous les membres.

Le leader de la majorité prend la parole et propose un report de la motion actuelle à la prochaine assemblée du conseil municipal.

La proposition est agréée.

65.03

Article 65.04

Motion de l'opposition officielle pour traduire la Charte montréalaise des droits et responsabilités en Kanien'kéha (Mohawk)

La leader de l'opposition officielle, Mme Karine Boivin-Roy, avec le consentement unanime des membres du conseil présents, retire la motion conformément à l'article 88 du *Règlement sur la procédure et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

CM19 0233

Motion non partisane visant le partage des indicateurs stratégiques mensuels de la STM avec le conseil municipal et l'ensemble de la population

Attendu que le conseil municipal s'engage à offrir aux Montréalais un système de transport de classe mondiale et appuie les mesures permettant d'augmenter le niveau de service;

Attendu que, s'il était mieux informé, le conseil municipal serait en meilleure position pour évaluer les stratégies qu'il élabore afin de veiller au succès du système de transport en commun de l'agglomération;

Attendu que le conseil municipal prône l'amélioration des connaissances de la population sur le rendement de la Société de transport de Montréal (STM), qui exploite le système de transport en commun sur le territoire de l'agglomération, afin d'éclairer le débat public relatif aux choix que doit faire le conseil dans ses efforts pour accroître la part modale du transport en commun;

Attendu que la STM fournit tous les mois à son conseil d'administration un rapport mensuel résumant ses principaux indicateurs de rendement;

Attendu que ces indicateurs, qui comprennent des renseignements très divers comme la ponctualité des autobus, le nombre de passagers qui arrivent à destination à temps, le nombre d'interruptions de services de plus de 5 minutes du métro, etc. ne comprennent pas de renseignements nécessairement confidentiels;

Attendu qu'un récent débat entre un conseiller et un journaliste concernant certaines des statistiques comprises dans les indicateurs a suscité un important intérêt dans les médias et plusieurs commentaires de la population;

Attendu que le fait de recevoir les indicateurs stratégiques tous les mois aiderait le conseil municipal dans son travail courant;

Attendu que certains des indicateurs stratégiques sont déjà publiés sur le site Web de la STM;

Il est proposé par M. Marvin Rotrand

appuyé par M. Alan DeSousa

1- que le conseil municipal invite la STM à fournir ses indicateurs stratégiques mensuels afin qu'ils puissent être déposés chaque mois, lors des séances ordinaires du conseil municipal;

2- que la STM soit invitée à publier, tous les mois, tous ses indicateurs de rendement sur son site Web.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le conseiller Craig Sauvé dépose une copie d'un jugement du Tribunal administratif du travail (Division des services essentiels) en date du 19 février 2019 concernant la Société de transport de Montréal et le Syndicat du transport de Montréal (CSN).

À 15 h 30, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

_____

Le débat se poursuit.

_____

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Laurence Lavigne Lalonde.

La conseillère Laurence Lavigne Lalonde prend la parole pour soulever une question de privilège à l'égard des propos tenus par le conseiller Marvin Rotrand lors de son intervention. La conseillère Lavigne Lalonde mentionne que le conseiller Rotrand prête souvent des intentions aux membres de Projet Montréal, notamment sur le fait qu'il y aurait discorde au sein du caucus. Elle souhaite que les propos du conseiller Rotrand portent uniquement sur le sujet inscrit à l'ordre du jour.

La présidente du conseil invite le conseiller Rotrand de s'en tenir à la motion sous étude et lui cède la parole.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Le conseiller Marvin Rotrand propose, avec le consentement de l'appuyeur de la motion, le conseiller Alan DeSousa, de reporter la motion inscrite à l'article 65.05 à la prochaine assemblée du conseil municipal, en vertu du 2° paragraphe de l'article 80 du *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051)*.

La proposition est agréée.

65.05

_____

À 15 h 33, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente du conseil déclare l'assemblée levée.

_____

_____	_____
Cathy Wong	Yves Saindon
PRÉSIDENTE DU CONSEIL	GREFFIER DE LA VILLE

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante
MAIRESSE

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 MARS 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 28 FÉVRIER 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2019 AU 28 FÉVRIER 2019

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
DEMIX CONSTRUCTION	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1181009027	ACCORDER UN CONTRAT À DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC., POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE PLANAGE ET DE RESURFAÇAGE DES RUELLES DE LA RUE SAINT-HUBERT, ENTRE LES RUES SAINT-ZOTIQUE ET DE BELLECHASSE. DÉPENSE MAXIMALE DE 381 771,42 $, TAXES INCLUSES (TRAVAUX : 301 476,18 $ + VARIATIONS DES QUANTITÉS : 30 147,62 $ + CONTINGENCES : 30 147,62 $ + INCIDENCES : 20 000,00 $). APPEL D'OFFRES PUBLIC #403916 - 12 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES.	CE19 0219	2019-02-15	361 771,00 $
ISART DIGITAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1181608002	1. APPROUVER DEUX ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 12 000 $ (PLUS TAXES) SOIT 2 000 $ (PLUS TAXES) DE ISART DIGITAL AINSI QUE 10 000 $ (PLUS TAXES) DE ELECTRONIC ARTS. 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 12 000 $.	CE19 0228	2019-02-15	2 000,00 $
ELECTRONIC ARTS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1181608002	1. APPROUVER DEUX ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 12 000 $ (PLUS TAXES) SOIT 2 000 $ (PLUS TAXES) DE ISART DIGITAL AINSI QUE 10 000 $ (PLUS TAXES) DE ELECTRONIC ARTS. 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 12 000 $.	CE19 0228	2019-02-15	10 000,00 $
PAVAGES D'AMOUR INC.	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	1187231072	ACCORDER UN CONTRAT À PAVAGES D'AMOUR INC., POUR DES TRAVAUX DE VOIRIE DANS LE BOULEVARD DE PIERREFONDS, DU BOULEVARD DES SOURCES AU BOULEVARD GOUIN DANS L'ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO. DÉPENSE TOTALE DE 442 653,07 $ (CONTRAT: 364 684,60 $ + CONTINGENCES: 36 468,47 $ + INCIDENCES: 41 500,00 $), TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 284002 - 3 SOUMISSIONNAIRES	CE19 0214	2019-02-15	364 685,00 $
ASMODEE CANADA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	2 500,00 $
ILO307	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	1 500,00 $
MAXXUM 360 (LCI ÉDUCATION)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	3 750,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
NAD-UQAC	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	2 750,00 $
RANDOLPH PUB LUDIQUE INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	5 500,00 $
SQUARE ENIX MONTREAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	4 000,00 $
UBISOFT DIVERTISSEMENT INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DES BIBLIOTHÈQUES	1191608004	1. APPROUVER SEPT (7) ENTENTES DE COMMANDITE POUR LA TENUE DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE 2019 TOTALISANT 22 750 $ (PLUS TAXES). 2. AUTORISER LE DIRECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES, M. IVAN FILION, À SIGNER LESDITS PROTOCOLES D'ENTENTE POUR ET AU NOM DE LA VILLE DE MONTRÉAL. 3- AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES POUR UN MONTANT DE 22 750 $	CE19 0325	2019-02-28	2 750,00 $
IDÉESFX	100% AUTRE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1197661001	ACCORDER UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS AU COÛT DE 169 150 $ TX INCLUSES À LA FIRME IDÉESFX À COMPTER DE LA DATE DE SIGNATURE ET JUSQU'AU 31 MARS 2021 POUR LES SERVICES D'UN CONSEILLER EN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE ET GESTION DE PROJET POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN IMPORTANT PROJET DE SENSIBILISATION EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS AU MARCHÉ DE L'EMPLOI. APPEL D'OFFRES RPPS18-17419 (3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES)	CE19 0223	2019-02-15	169 150,00 $
J. RENÉ LAFOND INC.	100% VILLE	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1198034001	ACCORDER UN CONTRAT À J. RENÉ LAFOND INC. POUR LA FOURNITURE D'UNE PELLE SUR CHENILLES DE 8½ À 10 TONNES AVEC BALANCIER ET ACCESSOIRES POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 218 333,33 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17413 - (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE19 0322	2019-02-28	218 333,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 13

TOTAL : 2 588 384,00 $

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
28 MARS 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 28 FÉVRIER 2019

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2019 AU 28 FÉVRIER 2019

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	100% AGGLO	SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	DIRECTION SOLUTIONS D'AFFAIRES - SÉCURITÉ PUBLIQUE ET JUSTICE	1180206005	EXERCER LA DEUXIÈME OPTION DE PROLONGATION, ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 110 802,67 $, TAXES INCLUSES POUR L'ENTRETIEN DES SERVEURS HEWLETT-PACKARD (HP) DE L'ENVIRONNEMENT TECHNOLOGIQUE DU SYSTÈME DE RÉPARTITION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR (RAO) DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM), POUR UNE PÉRIODE D'UN AN SOIT DU 1ER MARS 2019 AU 29 FÉVRIER 2020 DANS LE CADRE DU CONTRAT À INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC. (CE17 0271), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 211 052,70 $ À 321 855,37 $, TAXES INCLUSES.	CE19 0205	2019-02-15	110 803,00 $
PLOMBERIE NOËL FRENETTE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS	1180652005	ACCORDER UN CONTRAT À PLOMBERIE NOËL FREDETTE INC. POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX CORRECTIFS AUX ENTRÉES D'EAU DE ONZE (11) CASERNES DE POMPIERS DE LA VILLE DE MONTRÉAL - DÉPENSE TOTALE DE 272 706,33$ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 5987 (2 SOUM.)	CE19 0169	2019-02-08	272 706,00 $
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DOUZE/CINQUANTE ET BLACK PROPERTY HOLDINGS L.P.	100% AGGLO	SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ	DIRECTION DE LA MOBILITÉ	1180890002	APPROUVER DEUX PROJETS D'ENTENTE DANS LE CADRE DU PROJET VMP-18-002 - QUARTIER DES GARES PHASE 2. UN PROJET D'ENTENTE ENTRE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DOUZE/CINQUANTE ET LA VILLE DE MONTRÉAL ET L'AUTRE ENTRE BLACK PROPERTY HOLDINGS L.P. ET LA VILLE DE MONTRÉAL, AFIN DE PERMETTRE LE REMBOURSEMENT À LA VILLE DES COÛTS DES TRAVAUX ADDITIONNELS EFFECTUÉS SUR LE DOMAINE PRIVÉ. AUTORISER, UN BUDGET DE FONCTIONNEMENT ADDITIONNEL DE REVENUS ET DÉPENSES DE 149 285 $ POUR LES TRAVAUX QUI SONT REMBOURSABLES PAR LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DOUZE/CINQUANTE ET UN BUDGET DE FONCTIONNEMENT ADDITIONNEL DE REVENUS ET DÉPENSES DE 21 770 $ POUR LES TRAVAUX QUI SONT REMBOURSABLES PAR BLACK PROPERTY HOLDINGS L.P. EN VERTU DES ENTENTES.	CE19 0174	2019-02-08	171 055,00 $
ALTERNATIVES	100% AGGLO	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	BUREAU MARKETING ET COMMUNICATIONS	1186157005	APPROUVER UN PROJET D'ENTENTE ENTRE ALTERNATIVES, RÉSEAU D'ACTION ET DE COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, ET LA VILLE DE MONTRÉAL RELATIVEMENT À LA PRÉSENTATION DE LA FÊTE DES SEMENCES AU PLANÉTARIUM RIO TINTO ALCAN, DU 16 AU 17 FÉVRIER 2019, ET DE DEUX JOURNÉES DU RENDEZ-VOUS DES AGRICULTURES URBAINES, AU JARDIN BOTANIQUE EN 2019 / AUTORISER UN BUDGET ADDITIONNEL DE REVENUS ET DE DÉPENSES DE 3 449,25 $, TAXES INCLUSES, ÉQUIVALENT À LA VALEUR DE L'ÉCHANGE DE SERVICES AVEC ALTERNATIVES.	CE19 0289	2019-02-20	3 449,00 $
EXCAVATION L.MARTEL INC.	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION AMÉNAGEMENT DES PARCS ET ESPACES PUBLICS	1188194004	OCTROYER UN CONTRAT DE SERVICES TECHNIQUES À EXCAVATION L. MARTEL INC. POUR LE BROYAGE DE COPEAUX DE BOIS AU PARC FRÉDÉRIC-BACK, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 151 824,49 $, INCLUANT LES TAXES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17035- DEUX (2) SOUMISSIONNAIRES - CONTRAT 18-6333 (LOT 3).	CE19 0268	2019-02-20	151 824,00 $
SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES	100% AGGLO	SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE	DIRECTION - TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES	1190515001	APPROUVER UN BAIL PAR LEQUEL LA VILLE LOUE À SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES, POUR UN TERME D'UN (1) AN, DU 1ER AVRIL 2019 JUSQU'AU 31 MARS 2020, UNE PARTIE DE TERRAIN SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, À L'ANGLE SUD-EST DU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES ET DE LA VOIE FERRÉE, PORTANT LE NUMÉRO DE LOT 2 515 576 DU CADASTRE DU QUÉBEC ET AYANT UNE SUPERFICIE APPROXIMATIVE DE 957 M², AFIN DE FAIRE DU COMPOSTAGE ET ORGANISER DES ACTIVITÉS PUBLIQUES POUR LES CITOYENS, ET CE, SANS CONTREPARTIE FINANCIÈRE POUR LE TERME, ET SELON LES CONDITIONS GÉNÉRALEMENT ÉTABLIES. LA SUBVENTION LOCATIVE POUR CE DOSSIER EST D'ENVIRON DE 5 300$ N/RÉF. : 31H12-005-0258-02 (2584-101)	CE19 0229	2019-02-15	5 150,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
QUEBEC LINGE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1193438001	AUTORISER LA PROLONGATION POUR UNE PÉRIODE DE DOUZE (12) MOIS, DU CONTRAT CONCLU AVEC LA COMPAGNIE QUÉBEC LINGE INC. POUR LA LOCATION, L'ENTRETIEN ET LA RÉPARATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL POUR LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE, SELON LES CLAUSES DE L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 15-14853. LE MONTANT ESTIMÉ POUR LA PÉRIODE DE PROLONGATION EST DE 92 750,00 $ (TAXES INCLUSES), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 278 222,17$ À 370 972,17 $ (TAXES INCLUSES).	CE19 0270	2019-02-20	92 750,00 $
ASPLUNDH CANADA ULC	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION GESTION DES PARCS ET BIODIVERSITÉ	1196620001	ACCORDER UN CONTRAT À L'ENTREPRISE ASPLUNDH CANADA ULC, POUR LES SERVICES DE COUPE DE JARDINAGE ACÉRICO-FORESTIER AU PARC-NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES, POUR LA SOMME DE 381 671,24 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17414 - 3 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES.	CE19 0211	2019-02-15	381 672,00 $
HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	1197334001	ACCORDER À HUDON DESBIENS ST-GERMAIN ENVIRONNEMENT INC. UN CONTRAT POUR DES SERVICES TECHNIQUES DE NETTOYAGE, DE GESTION ET DE DISPOSITION DE MATIÈRES RÉSIDUELLES AUX USINES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE CHARLES-J.-DES BAILLETS ET/OU ATWATER POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 156 463,82 $, TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17386 (2 SOUMISSIONNAIRES CONFORMES)	CE19 0323	2019-02-28	156 463,82 $
ESI TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1197526001	ACCORDER UN CONTRAT À ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC. POUR L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCOMMUNICATION POUR LE RÉSEAU DE PROCÉDÉ DE LA DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 394 433,02 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 18-17294 - 2 SOUMISSIONS CONFORMES.	CE19 0166	2019-02-08	394 433,00 $
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION	1197586001	APPROUVER UNE ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION DU QUÉBEC ET LA VILLE DE MONTRÉAL RELATIVE À LA RÉCEPTION D'UNE CONTRIBUTION MAXIMALE DE 25 000 $ APPLICABLE À L'ORGANISATION DU RDV ACCÉLÉRER MTL / AUTORISER UN BUDGET DE REVENU ADDITIONNEL ÉQUIVALENT À LA CONTRIBUTION ATTENDUE	CE19 0290	2019-02-20	25 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 11

TOTAL : 2 588 384,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 MARS 2019

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE VILLE

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 28 FÉVRIER 2019

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE VILLE
PÉRIODE DU 01 FÉVRIER 2019 AU 28 FÉVRIER 2019

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LA MISSION BON ACCUEIL	100% VILLE	SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER	DIRECTION GESTION DU PORTEFEUILLE DE PROJETS	1185233002	AUTORISER LE VERSEMENT D'UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE 1 900 $ À L'OBNL LA MISSION BON ACCUEIL POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES VULNÉRABLES DANS LE CADRE DE TRAVAUX PARTICULIERS RELIÉS AU PROJET TURCOT.	CE19 0178	2019-02-08	1 900,00 $
CONCERTATION FEMME	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1185970006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 125 420 $ À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2019, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018 - 2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 0326	2019-02-28	40 000,00 $
CARREFOUR DES FEMMES DE SAINT-LÉONARD	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1185970006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 125 420 $ À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2019, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018 - 2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 0326	2019-02-28	33 333,00 $
MAISON D'HAITI	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1185970006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 125 420 $ À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2019, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018 - 2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 0326	2019-02-28	10 000,00 $
FORUM JEUNESSE DE SAINT-MICHEL	100% VILLE	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DE L'INCLUSION SOCIALE	DIRECTION	1185970006	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 125 420 $ À QUATRE DIFFÉRENTS ORGANISMES, POUR L'ANNÉE 2019, POUR LE PROJET ET LE MONTANT INDIQUÉS EN REGARD DE CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ADMINISTRATIVE POUR L'ACCUEIL ET L'INTÉGRATION DES PERSONNES IMMIGRANTES CONCLUE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL (ENTENTE MIDI-VILLE 2018 - 2021) / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTIONS À CET EFFET	CE19 0326	2019-02-28	42 087,00 $
SYLVAIN ÉMARD DANSE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 30 000 $ À SYLVAIN ÉMARD DANSE POUR LA RÉALISATION D'UNE SÉRIE D'ATELIERS, LE PETIT CONTINENTAL, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL (MCC/VILLE) 2018-2021 /APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE19 0231	2019-02-15	30 000,00 $
ACCUEIL BONNEAU	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	20 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ACTION PRÉVENTION VERDUN	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	16 500,00 $
AFRIQUE AU FÉMININ	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	14 600,00 $
ARRONDISSEMENT DE LACHINE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	16 000,00 $
ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	3 219,00 $
ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE LOYOLA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	16 000,00 $
ASSO. QUÉBÉCOISE DE LA DÉFENCE DES DROITS DES PERSONNES RETRAITÉES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	6 000,00 $
CENTRE COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	13 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CENTRE COMMUNAUTAIRE RADISSON	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	20 000,00 $
CENTRE CULTUREL GEORGES-VANIER	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	18 000,00 $
CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE (CLÉ MONTRÉAL)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	17 635,00 $
CENTRE D'INTÉGRATION À LA VIE ACTIVE CIVA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	15 000,00 $
CENTRE RÉCRÉATIF CULTUREL ET SPORTIF ST-ZOTIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	3 525,00 $
CERCLE DES FERMIÈRES DE MONTRÉAL-NORD	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	3 525,00 $
CORPUSCULE DANSE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	14 140,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
CRÉATION ETC. (VUE SUR LA RELÈVE)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	11 000,00 $
ÉCOLE D'ART DE POINTE-SAINT-CHARLES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	8 700,00 $
ÉCOLE DE JOAILLERIE DE MONTRÉAL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	17 000,00 $
ÉVÉNEMENT PRIMA DANSE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	15 450,00 $
FORUM JEUNESSE DE SAINT-MICHEL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	19 810,00 $
GCC LA VIOLENCE !	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	12 500,00 $
HALTE LA RESSOURCES INC.	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	9 600,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
INNOVATION JEUNES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	9 000,00 $
L'HÔTE MAISON (MAISON DES JEUNES)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	12 142,00 $
L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC EXTENSION (PEYO)	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	10 000,00 $
LA GANG À RAMBROU	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	17 000,00 $
LA MAISON DES FAMILLES DE MERCIER-EST	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	9 000,00 $
LA MAISON DES GRANDS-PARENTS DE VILLERAY	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	6 050,00 $
LE MILIEU - COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ CRÉATIVE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	14 500,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
LES IMPATIENTS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	15 500,00 $
LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	18 000,00 $
MAISON DES JEUNES DU PLATEAU	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	16 645,00 $
MERCIER-OUEST QUARTIER EN SANTÉ	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	17 500,00 $
MISSIONS EXEKO	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	16 900,00 $
NAOS JEUNESSE: LA CRÉATIVITÉ EN ACTION !	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	7 900,00 $
OVERTURE WITH THE ARTS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	10 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
OXY-JEUNES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	14 000,00 $
RÊVANOUS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	4 267,00 $
SANS OUBLIER LE SOURIRE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	8 000,00 $
SERVICES DE LOISIRS SAINT-JACQUES	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	15 000,00 $
THÉÂTRE APHASIQUE	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1187840002	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 527 108 $ À 41 PROJETS D'ARRONDISSEMENTS, ORGANISMES DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES OU CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEUR : VERS UNE CITOYENNETÉ CULTURELLE DANS LES QUARTIERS 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0291	2019-02-20	14 500,00 $
SOCIÉTÉ D'ANIMATION DE LA PROMENADE BELLERIVE	100% VILLE	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION GESTION DES PARCS ET BIODIVERSITÉ	1193703001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 80 000 $, POUR L'ANNÉE 2019, À LA SOCIÉTÉ D'ANIMATION DE LA PROMENADE BELLERIVE AFIN DE SOUTENIR SA MISSION. APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE19 0237	2019-02-15	80 000,00 $
44 ORGANISMES CULTURELS	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1194407001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 750 200 $ À 44 ORGANISMES CULTURELS, POUR LE MONTANT INDIQUÉ À CHACUN D'EUX, DANS LE CADRE DU PROGRAMME MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA VILLE DE MONTRÉAL MCC/VILLE 2018-2021 (EDCM).	CE19 0230	2019-02-15	750 200,00 $
FONDATION QUÉBEC CINÉMA	100% VILLE	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION CINÉMA-FESTIVALS-ÉVÉNEMENTS	1197195003	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE CENT CINQUANTE MILLE DOLLARS (150 000 $) À L'ORGANISME FONDATION QUÉBEC CINÉMA, POUR SOUTENIR LA 37E ÉDITION DES RENDEZ-VOUS DU CINÉMA QUÉBÉCOIS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CETTE FIN.	CE19 0240	2019-02-15	150 000,00 $

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
MUSÉE DES ONDES EMILE BERLINER	50% VILLE 50% ARR	SERVICE DE LA CULTURE	DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL	1197233001	ACCORDER UN SOUTIEN DE 20 000$ PAR ANNÉE SUR CINQ ANS POUR UN MAXIMUM DE 100 000$ AU MUSÉE DES ONDES EMILE BERLINER POUR LE SOUTIEN À SON DÉVELOPPEMENT. APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET.	CE19 0295	2019-02-20	100 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 51

TOTAL : 2 770 183,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU
25 MARS 2019

DÉPÔT DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES
(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 28 FÉVRIER 2019

LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BLAKE CASSELS & GRAYDON	1326870	08 FÉVR. 2019	GUAY, PATRICE	Avocat dossier MCE 18-000036	Affaires juridiques	Affaires civiles	36 131,45 $	
COFORCE INC.	1330190	25 FÉVR. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Item: 375n266.v2. Répétition exacte: Chemises à dossier légal manille avec vision pleine longueur simple de 1 1/8", imprimé noir recto/verso. ff:(9.5 x 14.75") fo: (17 13/16 c 14.75") #16.10.710-9(09-2014). Voir l'annexe pour la soumission.	Affaires juridiques	Affaires civiles	8 293,17 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1329576	21 FÉVR. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Ordinateur portatif (Ultrabook) Affaires civiles.	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 308,73 $	1164102
LES EDITIONS YVON BLAIS INC	1329172	20 FÉVR. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	La référence Droit québécois - 24191 janvier à décembre 2019.	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 054,44 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1325783	05 FÉVR. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Facture Rogers #1976200462. Services cellulaires pour le compte 7-4907-1551 Services des affaires juridiques.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 025,67 $	1137408
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1327130	11 FÉVR. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Timbres et enveloppes - Affaires Civiles.	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 422,59 $	
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	1329166	20 FÉVR. 2019	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Accesazim. Frais code d'accès janvier 2019.	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 347,86 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	0000371858	14 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-002689	Affaires juridiques	Affaires civiles	11 459,12 $	
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	0000372734	26 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocat dossier;19-004469	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 994,77 $	
CUDDIHY INC.	3528	14 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-004330	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 291,36 $	
CUDDIHY INC.	3552	19 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 17-002933	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 548,05 $	
CUDDIHY INC.	3553	26 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-000930	Affaires juridiques	Affaires civiles	8 182,25 $	
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN SENCRL , S.R.L.	1295317	27 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-004382	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 276,15 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	32986	06 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 15-001130	Affaires juridiques	Affaires civiles	11 245,46 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	32997	06 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-004009	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 842,20 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	33221	06 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier; 18-002629	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 081,91 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	33224	12 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	AFfaires juridiques frais avocats dossier; 16-003203	Affaires juridiques	Affaires civiles	29 373,40 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	33236	08 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 12-004303	Affaires juridiques	Affaires civiles	1 900,80 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	33237	12 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	AFfaires juridiques frais avocats dossier; 11-001156	Affaires juridiques	Affaires civiles	25 985,98 $	
PFD NOTAIRES S.E.N.C.R.L.	19d108600171	27 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques- frais notaire dossier; 18-002267	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 272,91 $	
GLOBAL UPHOLSTERY CO. INC./GROUPE GLOBAL INC.	1325732	04 FÉVR. 2019	SIMINARO, LISA	Tables pour la bibliothèque de Cartierville - Réf. : Soumission 19-49a - VDM - 5900 de Salaberry	Ahuntsic - Cartierville	Bibliothèques	9 438,38 $	
INOLEC	1325317	01 FÉVR. 2019	THERRIEN-BENOIT, CHRISTOPHER	Shell cutter 3.5¨ footag, succion 2¨renvois 2¨(Outils pour aqueduc) - Réf. soumission 50090652-00.	Ahuntsic - Cartierville	Réseau de distribution de l'eau potable	2 515,62 $	
PEPINIERE ABBOTSFORD INC.	1330670	27 FÉVR. 2019	COTE, GILLES	Différents végétaux - Abies concolor, Acer, Amelanchier, Corylus, fagus, gingko.	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	29 338,76 $	
PEPINIERE DOMINIQUE SAVIO LTEE	1330601	27 FÉVR. 2019	PAQUIN, DOMINIQUE	Différents végétaux - Acer freemanii, amelanchier, cercidiphyllum, gingko, gleditsia, maackia, quercus, robinia.	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	18 177,27 $	
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	1330625	27 FÉVR. 2019	PAQUIN, DOMINIQUE	Différents végétaux - Malus, phellodendron, picea pungens, populus, quercus, salis alba, tilia.	Ahuntsic - Cartierville	Horticulture et arboriculture	17 048,93 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1329573	21 FÉVR. 2019	PAQUIN, DOMINIQUE	9562 avenue De châteaubriand - Remplacement conduite égout sanitaire. - Réf. soumission du 18 février 2019.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	5 233,63 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1328284	14 FÉVR. 2019	PAQUIN, DOMINIQUE	2890 rue Prieur Est- Travaux d'excavation pour la réparation d'un branchement d'égout.-En référence à la soumission 1887.	Ahuntsic - Cartierville	Réseaux d'égout	7 979,05 $	
GROUPE SDM INC	1323666	11 FÉVR. 2019	POIRIER, JENNIFER	ANJ - BCO - TP - 2019 - SERVICE DE DÉGLAÇAGE DES CONDUITS D'AQUEDUC	Anjou	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	
L'ILLUSION THEATRE DE MARIONNETTES	1327090	11 FÉVR. 2019	POIRIER, JENNIFER	ATELIERS INITIATION À LA DRAMATURGIE, JEU THÉÂTRAL ET RÉALISATION DE MARIONNETTES - PROGRAMME DE MÉDIATION	Anjou	Autres - activités culturelles	9 999,99 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1322294	28 FÉVR. 2019	BOISVERT, CHANTAL	ANJ - BCO - TP - 2019 - ACHAT PIÈCES AQUEDUC	Anjou	Réseaux d'égout	10 498,75 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AEROCHEM INC.	1327127	11 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	94,49 $	
AEROCHEM INC.	1327127	11 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 496,60 $	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1290916	12 FÉVR. 2019	BILODEAU, LUCY	COLBERT REAP-INV ENTENTE 1137513 PIECES EGOUT ET AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 482,69 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1325538	19 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur entente 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	186,35 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1325538	04 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de pièces d'aqueduc sur entente 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	20 652,47 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1327906	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	14 567,52 $	1129138
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1329692	22 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de boîtes de service sur entente 1137513 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	18 435,80 $	1137513
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1329904	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	ACHAT DE MANCHON,REPARATION POUR CLOCHE DE TUYAU - INVENTAIRE COLBERT	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 225,75 $	
ALFAGOMMA CANADA INC.	1328362	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	REAP INVENTAIRE DICKSON-GRATTOIR (SCRAPER) POUR SOUFFLEUSE EN CAOUTCHOUC, LARUE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 709,20 $	
ANNE-MARIE GILL	1330677	27 FÉVR. 2019	MURCIA VELASQUEZ, MARTHA PAOLA	Prestation de services techniques spécialisés dans le cadre du projet gestion vestimentaire intégré - Période de prestation du service: 18 février au 26 avril 2019	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	12 600,00 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1325170	01 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vêtements d'hiver - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 914,04 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1325488	06 FÉVR. 2019	GAGNE-TRINQUE, MALINE	REAPP COLBERT - BOTTINE SECURITÉ GRÉ A GRÉ	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	45 824,94 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1326677	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vêtements de travails divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 055,44 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1326813	08 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP ST-LÉONARD - SEMELLE FLEXIBLE,ANTI-DERAPANTE,FLEXIBLE JUSQU'A -40*C,SEMELLE FLEXIBLE,ANTI-DERAPANTE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 267,26 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1327356	12 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	GRE A GRE PANTALON CARGO ET DROIT POUR PALLIER AU MANQUE DE L'ENTENTE 1208740 AVEC SERIGRAPHIE VELLONE ENR.	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	29 678,95 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1329122	19 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vêtements de travail - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	8 960,69 $	
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1329122	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vêtements de travail - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	480,63 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	1329389	22 FÉVR. 2019	LESSARD, SIMON	REAPPROVISIONEMENT RADIATEUR RECONDITIONNER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 923,14 $	
ATTACHES ET RACCORDS AIMS	1328165	14 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de feuillard en acier - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	8 388,50 $	
BATTERIES DIXON INC.	1325806	05 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 002,56 $	
B.BOX	1329895	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de boîtes en carton - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Transport et entreposage	4 734,94 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1326303	06 FÉVR. 2019	ROY, LYNE	PNEU RECHAPÉ RÉAPPROVISIONNEMENT INVENTAIRE DICKSON	Approvisionnement	Matériel roulant	4 486,96 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1329622	21 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	REAPP DICKSON - CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	16 798,00 $	
BRODERIES MONTREAL	1325478	05 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT-ECUSSON,UNIFORME,PATROUILLE,SECURITE URBAINE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
BRODERIES MONTREAL	1325478	04 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	REAP INVENTAIRE ST-LAURENT-ECUSSON,UNIFORME,PATROUILLE,SECURITE URBAINE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 477,70 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1325548	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - GILET PLUIE ET POLAR	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	7 414,22 $	1109736
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1329698	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de vêtements de travail sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 375,38 $	
COMMUNICATIONS TREMBLAY-MENARD INC.	1323773	01 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - ETIQUETTE PLASTIQUE MULTI-USAGE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	22 047,37 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1323774	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - ENROBE BITUMINEUX A FROID	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 852,32 $	1315230
CONSTRUCTION DJL INC	1328166	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'enrobé bitumineux à froid sur entente 1315230 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	6 852,32 $	1315230
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1325812	06 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
CONTROLES VEHICULAIRES PROTEK INC.	1325812	05 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 278,65 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CUMMINS CANADA ULC	1326594	07 FÉVR. 2019	BILODEAU, LUCY	PIERREFONDS REAP INV MECANIQUE VIEUX BATI	Approvisionnement	Matériel roulant	3 510,28 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1326540	07 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - ELECTRICITE	Approvisionnement	Construction	894,75 $	1126009
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1326540	07 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - ELECTRICITE	Approvisionnement	Construction	1 221,86 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1327917	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de fils électrique sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	9 415,05 $	1126009
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1328796	18 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de portes fusibles - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	4 960,66 $	
EDIFICE COLBERT INC.	1330290	26 FÉVR. 2019	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Service d'entretien d'immeuble, retirer le tapis dans 3 bureaux et faire la préparation du ciment ainsi que la pose plinthe selon la soumission 13554. Plus les frais de gestion.	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	5 649,64 $	
ELECTROMEGA LTEE	1326709	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de brides d'alimentations - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	4 112,62 $	
ELECTROMEGA LTEE	1326709	12 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de brides d'alimentations - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	4 112,62 $	
EMBALLAGES JEAN CARTIER INC.	1326628	07 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-GANTS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 305,52 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	1330528	27 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PATIN CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 220,81 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1311707	06 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes diverses sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 862,59 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1325549	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - BOTTE, BOTTINE, SOULIER	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 254,08 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1326538	07 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - BOTTINE DE SÉCRURITE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 556,46 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1329038	19 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de vêtements de sécurité et travail sur entente 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	430,87 $	1143452
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1329038	19 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de vêtements de sécurité et travail sur entente 1305720 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	20 483,06 $	1305720
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1329699	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes et chaussures de sécurité sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	506,96 $	1143452
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1329699	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de bottes et chaussures de sécurité sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 568,52 $	1305720
EQUIPEMENT AMERIFOR INC.	1324254	05 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-CABLE ELECTRIQUE,TRANSMISSION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 309,62 $	
EQUIPEMENT AMERIFOR INC.	1324254	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-CABLE ELECTRIQUE,TRANSMISSION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 922,64 $	
EQUIPEMENT AMERIFOR INC.	1324254	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-CABLE ELECTRIQUE,TRANSMISSION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1325984	12 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-BOITIER,COMMANDE,RECONDITIONNE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 075,56 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1326134	06 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD MÉCANIQUE - CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	3 939,03 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1327177	11 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-BOMBARDIER	Approvisionnement	Matériel roulant	2 666,98 $	1158736
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1327514	15 FÉVR. 2019	BEZEAU, ANNA	REAPP LASALLE ET ENTENTE - MANCHON, DOUILLE, INTERRUPTEUR, COUPE PROTECTEUR ET AJUSTEUR CHENILLE HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 995,29 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1327514	13 FÉVR. 2019	BEZEAU, ANNA	REAPP LASALLE ET ENTENTE - MANCHON, DOUILLE, INTERRUPTEUR, COUPE PROTECTEUR ET AJUSTEUR CHENILLE HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	292,88 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1327514	12 FÉVR. 2019	BEZEAU, ANNA	REAPP LASALLE ET ENTENTE - MANCHON, DOUILLE, INTERRUPTEUR, COUPE PROTECTEUR ET AJUSTEUR CHENILLE HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	282,42 $	1158736
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1328950	19 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - ARBRE ARRIERE, PIGNON HYDRAUSTATIQUE,COURROIE,RESERVOIR,BOMBARDIER ENTENTE 1158736	Approvisionnement	Matériel roulant	6 214,74 $	1158736

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1328971	19 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD MÉCANIQUE - CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	4 688,95 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	1330403	26 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-	Approvisionnement	Matériel roulant	2 716,25 $	1158736
FONDERIE FONDALCO INC.	1322926	14 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-BANC AVEC DOSSIER	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	95 591,12 $	1226392
FONDERIE FONDALCO INC.	1330437	26 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	REAPP INVENTAIRE DICKSON-PATTE EN ALUMINIUM COULE, BANC PARC DU MONT-ROYAL, AVEC DOSSIER LONG	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 735,59 $	1226392
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1326710	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 166,63 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1326710	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	7 342,90 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1328151	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de tapes - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	3 719,17 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1328789	18 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	80,76 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1328789	18 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	8 093,49 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1328789	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	124,73 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1329487	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	453,17 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1329487	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 805,52 $	
FOURNITURES ELECTRIQUES FORD LTEE	1329487	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	757,09 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1320567	07 FÉVR. 2019	LECLERC, DENIS	Frais courrier	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	2 099,75 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1326965	08 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-COLLIER, FILTRE	Approvisionnement	Construction	76,85 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1326965	11 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-COLLIER, FILTRE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	11,02 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1326965	08 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-COLLIER, FILTRE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 462,34 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1308882	15 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, LUC	Commande de pneu récap pour inventaire	Approvisionnement	Matériel roulant	4 564,35 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1308882	12 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, LUC	Commande de pneu récap pour inventaire	Approvisionnement	Matériel roulant	635,47 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1322213	20 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	PNEUS NEUFS POUR FOND INVENTAIRE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 848,73 $	1114411
GOODYEAR CANADA INC.	1326491	07 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	3 481,22 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1329540	21 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON - PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	10 455,75 $	
GOODYEAR CANADA INC.	1330217	25 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	8 355,33 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1326711	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	3 055,14 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1326711	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	749,86 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1328798	18 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 628,00 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1329483	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Construction	2 032,51 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1329483	27 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Construction	291,34 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1329483	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Construction	402,40 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1329483	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat divers en électricité - Inventaire colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 267,73 $	
GROUPE TRIUM INC.	1329034	19 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de chandails polo sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 729,16 $	1220493
HAZMASTERS INC.	1327914	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de combinaisons jetables - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	907,09 $	1144639
HAZMASTERS INC.	1327914	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de combinaisons jetables - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	1 209,46 $	1144639
HORIZON PLASTICS INTERNATIONAL INC.	1326712	07 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de composteur - inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	2 004,30 $	
IPL INC.	1326718	07 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de bacs sur entente 1317213 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	74 379,37 $	1317213
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1325348	06 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP SAINT-LAURENT - PIECE REMPLACEMENT SALEUSE	Approvisionnement	Matériel roulant	431,36 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1325348	06 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP SAINT-LAURENT - PIECE REMPLACEMENT SALEUSE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	49,42 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1325348	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP SAINT-LAURENT - PIECE REMPLACEMENT SALEUSE	Approvisionnement	Matériel roulant	1 580,69 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1326023	05 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-FUSEE,DROITE,METAL,5 BOULON,CYLINDRE	Approvisionnement	Matériel roulant	5 053,99 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1328405	18 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-EPOKE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 320,71 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1328405	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-EPOKE	Approvisionnement	Matériel roulant	1 267,16 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1328405	21 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-EPOKE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,82 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	1328405	21 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-EPOKE	Approvisionnement	Matériel roulant	6,01 $	
KENWORTH MONTREAL	1300950	18 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	DICKSON / REAPPROV. (INVENTAIRE - CARTOUCHE BENDIX)	Approvisionnement	Matériel roulant	2 872,72 $	
KENWORTH MONTREAL	1325819	05 FÉVR. 2019	DESJARDINS, LOUISE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	4 038,48 $	
KENWORTH MONTREAL	1325819	06 FÉVR. 2019	DESJARDINS, LOUISE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	387,91 $	
KENWORTH MONTREAL	1325819	12 FÉVR. 2019	DESJARDINS, LOUISE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	122,96 $	
KENWORTH MONTREAL	1326630	07 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-RESERVOIR A AIR	Approvisionnement	Matériel roulant	2 237,49 $	
KENWORTH MONTREAL	1327149	11 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 926,11 $	
LALEMA INC.	1326013	05 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE ST-LAURENT-FONDANT,GLACE,ORGANIQUE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	5 465,40 $	
LALEMA INC.	1326166	06 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD - 44LB,FONDANT,GLACE,ORGANIQUE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	5 465,40 $	
LALEMA INC.	1327334	12 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP ANJOU - 44LB,FONDANT,GLACE,ORGANIQUE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 788,47 $	
LALEMA INC.	1328099	14 FÉVR. 2019	BILODEAU, LUCY	Pierrefonda reap inv FONDANT A GLACE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 732,70 $	
LALEMA INC.	1330418	26 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD - 44LB,FONDANT,GLACE,ORGANIQUE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 676,93 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1323779	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	115,49 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1323779	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 105,46 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1323779	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Outillage et machinerie	447,76 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1323779	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - QUINCAILLERIE	Approvisionnement	Construction	1 516,76 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1328219	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 006,87 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1328219	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	813,03 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1328219	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériaux de fabrication et usinage	130,39 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1328219	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'outillage et quincaillerie divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	130,31 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	603,12 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 299,41 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	626,72 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	26 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	157,48 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	641,01 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	948,19 $	
LE GROUPE J.S.V. INC	1329471	27 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de quincaillerie et outillage divers - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	81,73 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1326797	08 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Impression de formulaires sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 290,87 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES COMPTEURS LECOMTE LTEE	1325541	04 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - RACCORD POUR COMPTEUR D'EAU	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	27 343,15 $	1184954
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1253704	06 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	REAP-COLBERT CHANDAIL POMPIER -POUR ACHAT DU SURPLUS DE LIVRAISON	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	10 836,54 $	
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1253704	28 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	REAP-COLBERT CHANDAIL POMPIER -POUR ACHAT DU SURPLUS DE LIVRAISON	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	598,43 $	1245795
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1316808	26 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	REAPP COLBERT - TUQUE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 307,11 $	
LES INDUSTRIES WIPECO INC.	1329395	21 FÉVR. 2019	DESBIENS, JEAN-GUY	Ratine	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	47,24 $	
LES INDUSTRIES WIPECO INC.	1329395	21 FÉVR. 2019	DESBIENS, JEAN-GUY	Ratine	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 305,53 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1323787	14 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - PIQUET BRUT BOIS	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 585,85 $	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE	1327952	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de piquets à neige - Inventaire colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	15 722,93 $	
LINDE CANADA LIMITEE	1325550	07 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - GANTS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	128,08 $	1321906
LINDE CANADA LIMITEE	1325550	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - GANTS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	17 276,07 $	1321906
LINDE CANADA LIMITEE	1327916	14 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de gants sur entente 1321906 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	19 628,47 $	1321906
LINDE CANADA LIMITEE	1327916	21 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	Achat de gants sur entente 1321906 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 783,11 $	1321906
LINDE CANADA LIMITEE	1329700	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achats de gants divers sur entente 1321906 -Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	9 897,13 $	1321906
LUBEQUIP (MC)	1328374	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-DEBIMETRE,DISTRIBUTEUR ELECTRONIQUE,HUILE ET ANTIGEL EN VRAC	Approvisionnement	Matériel roulant	2 704,48 $	
LUBRI-EXPERT INC.	1329632	21 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	8 822,05 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1329901	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de tête de luminaire - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	5 091,89 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1327037	11 FÉVR. 2019	BILODEAU, LUCY	LACHINE REAP INV POTEAU DE SIGNALISATION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	3 230,99 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1328047	19 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP ST-LÉONARD - PANNEAU,STATIONNEMENT,INTERDIT,PANNEAU,CIRCULATION,LIMITE,VITESSE,ENSEIGNE,SIGNAL AVANCE,ZONE SCOLAIRE,	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 629,93 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1328047	15 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP ST-LÉONARD - PANNEAU,STATIONNEMENT,INTERDIT,PANNEAU,CIRCULATION,LIMITE,VITESSE,ENSEIGNE,SIGNAL AVANCE,ZONE SCOLAIRE,	Approvisionnement	Transport et entreposage	52,49 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1328047	14 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP ST-LÉONARD - PANNEAU,STATIONNEMENT,INTERDIT,PANNEAU,CIRCULATION,LIMITE,VITESSE,ENSEIGNE,SIGNAL AVANCE,ZONE SCOLAIRE,	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	1 369,02 $	
MECANIQUE INDUSTRIELLE HYDRAULEX INC.	1328375	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-VERIN DE PELLE ORIENTATION ET LEVAGE	Approvisionnement	Matériel roulant	3 123,38 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1325840	05 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	3 504,90 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1328074	14 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	2 628,68 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1328167	14 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	PNEUS NEUFS POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	6 371,69 $	1114428
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1330028	25 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	PNEUS NEUFS POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	11 623,63 $	1114428
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	1330494	27 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	PNEUS NEUF POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	8 867,71 $	1114428
NATIONAL ENERGY EQUIPMENT INC.	1326656	07 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PRODUITS POUR CARBURANT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	541,91 $	
NATIONAL ENERGY EQUIPMENT INC.	1326656	07 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PRODUITS POUR CARBURANT	Approvisionnement	Matériel roulant	477,69 $	
NATIONAL ENERGY EQUIPMENT INC.	1326656	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PRODUITS POUR CARBURANT	Approvisionnement	Outillage et machinerie	4 210,33 $	
NATIONAL ENERGY EQUIPMENT INC.	1326656	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PRODUITS POUR CARBURANT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	1330297	26 FÉVR. 2019	LAPLANTE, JEAN-MARC	FILTRE,ESSENCE*INCLUS CHARGE ENVIRONNEMENTALE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 541,52 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1325540	04 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - COMPTEUR D'EAU MAGNETIQUE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	41 858,52 $	1260249
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1325540	04 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP COLBERT - COMPTEUR D'EAU MAGNETIQUE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	41 532,05 $	1185029
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	1329544	21 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP COLBERT - COMPTEUR MAGNÉTIQUE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	41 532,05 $	1185029
ORANGE TRAFFIC INC	1329493	27 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de feu de circulation - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $	
ORANGE TRAFFIC INC	1329493	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de feu de circulation - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 255,26 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1323782	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PIECE MECANIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 646,69 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1323782	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PIECE MECANIQUE	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 890,85 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1323782	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PIECE MECANIQUE	Approvisionnement	Construction	1 616,39 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1327745	13 FÉVR. 2019	DESJARDINS, LOUISE	ANTIGEL MOTEUR POUR CAMIONS INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 729,67 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1328140	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-LAMPE, JAUGE, JOINT	Approvisionnement	Matériel roulant	154,33 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1328140	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-LAMPE, JAUGE, JOINT	Approvisionnement	Construction	187,93 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1328140	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-LAMPE, JAUGE, JOINT	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 968,10 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1329497	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de produits divers en mécanique - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	1 890,28 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	1329497	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de produits divers en mécanique - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Matériel roulant	1 788,99 $	
PNEUS METRO INC.	1330733	27 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP ST-LÉONARD - CHENILLE SOUPLE DE CAOUTCHOUC HD	Approvisionnement	Matériel roulant	6 719,20 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1328174	14 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEUS	Approvisionnement	Matériel roulant	3 536,19 $	
PNEUS METROPOLITAINS INC.	1328314	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-PNEU	Approvisionnement	Matériel roulant	3 536,19 $	
PRODUITS SANY	1323783	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PRODUITS ENTRETIEN	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	257,77 $	
PRODUITS SANY	1323783	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PRODUITS ENTRETIEN	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	5 291,37 $	
PRODUITS SANY	1325183	01 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat d'absorbant granulé - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	2 339,12 $	
PRODUITS SANY	1327910	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sacs à ordure sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Environnement et nature	3 911,83 $	1048199
PRODUITS SANY	1328947	19 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD - RECHARGE,VADROUILLE,SECHE,MOUCHOIRS,2 EPAISSEURS,BROSSE POUR CUVETTE	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 139,43 $	1048199
PRODUITS SANY	1329407	21 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD - BROSSE,CUVE,TOILETTE,NETTOYANT A FOUR, NETTOYANT DEGRAISSANT....	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 265,95 $	
PRODUITS SANY	1330393	26 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD - DISTRIBUTEUR,SIMPLE,PAPIER,HYGIENIQUE, RECHANGE DE VADROUILLE, EPONGE DE CELLULOSE...	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	2 795,70 $	1048199
PRODUITS SANY	1330393	27 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP MONTREAL-NORD - DISTRIBUTEUR,SIMPLE,PAPIER,HYGIENIQUE, RECHANGE DE VADROUILLE, EPONGE DE CELLULOSE...	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	48,50 $	
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1325238	01 FÉVR. 2019	BILODEAU, LUCY	LACHINE REAP INV CONTRE PLAQUE	Approvisionnement	Construction	2 511,30 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1323686	09 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	ACHAT HUILE TRANSMISSION SYNTHETIQUE EN VRAC	Approvisionnement	Matériel roulant	6 018,39 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1326395	07 FÉVR. 2019	CHARRON, DANIEL	FOND INVENTAIRE POUR CAMION INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	637,02 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1326395	06 FÉVR. 2019	CHARRON, DANIEL	FOND INVENTAIRE POUR CAMION INCENDIE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 687,92 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	1326888	08 FÉVR. 2019	OUIMET, GUY	ACHAT HUILE EN VRAC	Approvisionnement	Matériel roulant	3 065,84 $	
SEL WARWICK INC.	1325184	01 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sels de déglaçage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 519,70 $	
SEL WARWICK INC.	1325764	05 FÉVR. 2019	COUTURE, MICHEL	Commande urgente calcium inventaire	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	13 404,80 $	1253915
SEL WARWICK INC.	1325824	05 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de sels de déglaçage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 404,80 $	1253915
SEL WARWICK INC.	1327919	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de chlorure de calcium sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Énergie et produit chimique	13 404,80 $	1253915

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SEL WARWICK INC.	1328246	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	achat de sel de déglaçage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 498,70 $	
SEL WARWICK INC.	1328246	15 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	achat de sel de déglaçage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 795,31 $	
SEL WARWICK INC.	1328246	15 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	achat de sel de déglaçage - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	629,92 $	
SENTINEL CANADA	1330232	26 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-EPO LITHIUM	Approvisionnement	Matériel roulant	2 100,97 $	
SERIGRAPHIE VELLONE ENR.	1325547	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - PANTALON CARGO MARINE	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 246,73 $	1208740
SERVICE DE FREINS MONTREAL LTEE	1328344	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-FRENO	Approvisionnement	Matériel roulant	4 572,10 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	1327269	11 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de crampons - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 947,07 $	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1325542	07 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	267,09 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1325542	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 022,98 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1325542	07 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - AQUEDUC	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 906,28 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1327907	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1143933 et 1207964 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	748,73 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1327907	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1143933 et 1207964 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	12 052,64 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1327907	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'aqueduc sur ententes 1143933 et 1207964 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 225,15 $	1143933
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1328443	15 FÉVR. 2019	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP ANJOU - GRILLE,FONTE,ANTI-VELO,PUISARD,29 1/2" DIA ENTENTE 1277188	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	9 742,84 $	1277188
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1329693	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'égoût et aqueduc sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	2 330,05 $	1207964
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1329693	22 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces d'égoût et aqueduc sur entente - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	4 654,55 $	1143933
SYLVIE BERUBE	1330682	27 FÉVR. 2019	MURCIA VELASQUEZ, MARTHA PAOLA	Prestation de services techniques spécialisés dans le cadre du projet gestion vestimentaire intégré - Période de prestation du service: 18 février au 26 avril 2019	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	12 600,00 $	
SYSTEMES C.P.L. QUEBEC INC	1328381	22 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-MINUTERIE (TEMPORISATION),ALARME SONORE,12 VOLTS	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	21,00 $	
SYSTEMES C.P.L. QUEBEC INC	1328381	15 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-MINUTERIE (TEMPORISATION),ALARME SONORE,12 VOLTS	Approvisionnement	Matériel roulant	2 702,27 $	
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	1326642	07 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Outillage et machinerie	2 824,31 $	
TACEL LIMITEE	1327475	12 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat d'ens. de détecteur avec objectif grand angle sur entente 1296799 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	132 284,25 $	1296799
TECHNO FEU INC	1325558	04 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	7 133,07 $	
TECHNO FEU INC	1325558	06 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1326464	07 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	9 557,11 $	1325290
TECHNO FEU INC	1326464	12 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	36,75 $	
TECHNO FEU INC	1326464	12 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	414,14 $	1325290
TECHNO FEU INC	1326464	07 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	161,28 $	1325290
TECHNO FEU INC	1327168	11 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	10 993,11 $	
TECHNO FEU INC	1327168	14 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	188,85 $	
TECHNO FEU INC	1327168	14 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
TECHNO FEU INC	1328172	18 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	26,25 $	
TECHNO FEU INC	1328172	14 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	9 430,35 $	1325286
TECHNO FEU INC	1328214	14 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	175,36 $	1325290
TECHNO FEU INC	1328214	18 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1328214	14 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	4 174,76 $	
TECHNO FEU INC	1328214	18 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	414,14 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO FEU INC	1328857	25 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	240,51 $	
TECHNO FEU INC	1328857	19 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	460,99 $	1325286
TECHNO FEU INC	1328857	20 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1328857	19 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	7 324,75 $	
TECHNO FEU INC	1329538	23 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	7 208,79 $	
TECHNO FEU INC	1330128	25 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	6 242,34 $	
TECHNO FEU INC	1330128	26 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	15,75 $	
TECHNO FEU INC	1330128	25 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	415,18 $	
TENAQUIP LIMITED	1327911	21 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pelles, grattoirs, etc. sur entente 1239113 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	917,17 $	1239113
TENAQUIP LIMITED	1327911	14 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pelles, grattoirs, etc. sur entente 1239113 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Outillage et machinerie	1 567,50 $	1239113
TENCO INC.	1325991	11 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-AJUSTEUR,CHENILLE,HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	31,50 $	
TENCO INC.	1325991	05 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-AJUSTEUR,CHENILLE,HYDRAULIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	8 818,95 $	
TENCO INC.	1329611	21 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - DISQUE EPANDAGE, ENS/MIRE DE PELLE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 466,89 $	
TENCO INC.	1329611	22 FÉVR. 2019	JOLY, LINDA	REAPP DICKSON - DISQUE EPANDAGE, ENS/MIRE DE PELLE	Approvisionnement	Transport et entreposage	29,40 $	
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1324170	04 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Matériel roulant	3 307,11 $	
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	1324170	04 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	RÉAPP. MAGASIN VIAU - PIECES POUR CAMION	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	393,70 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1330760	27 FÉVR. 2019	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	FRAIS DE TRANSPORT	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	157,48 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	1330760	27 FÉVR. 2019	PAIEMENT-POIRIER, ROXANNE	LAME,AVANT,NIVELEUSE,7' LONG X 8" LARGE X 3/4"EPAIS,15 TROU, 5/8" DIA,CONIQUE	Approvisionnement	Matériel roulant	6 235,63 $	
TOTAL CANADA INC.	1326854	08 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-55KG,GRAISSE,EPO,LITHIUM	Approvisionnement	Matériel roulant	2 125,79 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1325630	04 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	APPEL DE LIVRAISON - MAGASIN VIAU	Approvisionnement	Construction	35,19 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1325630	04 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	APPEL DE LIVRAISON - MAGASIN VIAU	Approvisionnement	Matériel roulant	2 458,98 $	1231889
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1325630	04 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	APPEL DE LIVRAISON - MAGASIN VIAU	Approvisionnement	Matériel roulant	1 372,68 $	1231921
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1329243	20 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	APPEL DE LIVRAISON - MAGASIN VIAU	Approvisionnement	Matériel roulant	2 257,86 $	1231889
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1329243	20 FÉVR. 2019	COUTURE, DIANE	APPEL DE LIVRAISON - MAGASIN VIAU	Approvisionnement	Matériel roulant	1 007,23 $	1231915
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	1330404	26 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-GROTE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 514,60 $	1231915
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1323966	20 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	ANTIGEL EN VRAC ET LAVE-GLACE EN VRAC POUR L`ARRONDISSEMENT ET ANTIGEL EN VRAC POUR MADISON	Approvisionnement	Matériel roulant	5 498,88 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1325307	01 FÉVR. 2019	LEARY, GENEVIEVE	Achat de pièces mécaniques - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Construction	2 410,51 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1326663	07 FÉVR. 2019	LOISEAU, DEBORAH	RÉAP INVENTAIRE DICKSON-FILTRES	Approvisionnement	Matériel roulant	3 358,06 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1330631	27 FÉVR. 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP LASALLE - FILTRES VARIÉS ET NETTOYEUR	Approvisionnement	Matériel roulant	2 559,92 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1330631	27 FÉVR. 2019	BEZEAU, ANNA	RÉAPP LASALLE - FILTRES VARIÉS ET NETTOYEUR	Approvisionnement	Entretien et nettoyage	66,59 $	
VALMONT WEST COAST ENGINEERING	1325545	04 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP COLBERT - POTENCE	Approvisionnement	Travaux publics, aménagement extérieur	13 505,59 $	1224056
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	1328224	14 FÉVR. 2019	LABELLE, MARC-ANDRÉ	Achat de débitmètres sur entente 1319648 - Inventaire Colbert	Approvisionnement	Technologie et science	62 224,67 $	1319648
W. COTE ET FILS LTEE	1325376	01 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP SAINT-LAURENT - PIECE CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Matériel roulant	2 056,36 $	
W. COTE ET FILS LTEE	1325376	06 FÉVR. 2019	MOREL, STEPHANIE	REAPP SAINT-LAURENT - PIECE CHASSE-NEIGE	Approvisionnement	Administration, finances et approvisionnement	79,06 $	
IMMEUBLES CENTURIAN PEEL/METCALFE INC.	1325515	04 FÉVR. 2019	EGESBORG, PIERRE	BCO 2019 - Espaces de stationnement pour le Bureau de l'inspecteur général au 1550 Metcalfe	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	13 543,39 $	
MODULIS. CA INC.	1325520	04 FÉVR. 2019	EGESBORG, PIERRE	BCO 2019 - Service de téléphonie IP pour le Bureau de l'inspecteur général - AO BIG-2016-002	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	8 399,00 $	
ORISO SOLUTIONS INC.	1326817	08 FÉVR. 2019	EGESBORG, PIERRE	BCO 2019 - Hébergement en mode infonuagique de l'application SUPERTEXT (15 utilisateurs) - AO BIG-2017-001	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	13 937,08 $	
TELUS COMMUNICATIONS INC.	1325518	04 FÉVR. 2019	EGESBORG, PIERRE	BCO 2019 - Service de téléphonie cellulaire pour le Bureau de l'inspecteur général AO BIG-2016-001	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	20 997,50 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VIDEOTRON LTEE .	1326744	08 FÉVR. 2019	EGESBORG, PIERRE	BCO 2019 - Service Internet fixe pour le Bureau de l'inspecteur général au 1550 Metcalfe, bureau 1200 - Client 500000224 - Contrat CC18-1368-000	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	9 196,28 $	
VIDEOTRON LTEE .	1326811	08 FÉVR. 2019	EGESBORG, PIERRE	BCO 2019 - Service de télédistribution - Compte 75456343-001-8	Bureau de l'inspecteur général	Administration, finances et approvisionnement	14 173,31 $	
DIGITAL DAYS INC / L'ERE NUMERIQUE INC.	1276466	01 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-15 Appel d'offre 18-BVG04	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	21 442,65 $	
DOCUMENS TRADUCTION INC.	1327518	12 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2019-03	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	26 246,87 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327843	13 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	BCO 2019 - Service courrier BVG	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	3 590,57 $	
HEBERT MARSOLAIS INC.	1330131	25 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Contrat services professionnels BVG-SP-2019-01	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	7 874,06 $	
IROSOFT INC.	1327254	11 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-20	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	22 341,34 $	
MARIO VANDAL	1311929	11 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-26	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	23 832,16 $	
PETRIE RAYMOND S.E.N.C.R.L	1329618	21 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-24	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	5 905,55 $	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1327560	12 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Contrat Services professionnels BVG-SP-2019-02	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	52 493,75 $	
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L	1328765	18 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Contrat services professionnels BVG-SP-2019-04	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	10 858,33 $	
RICHTER S.E.N.C.R.L.	1311972	12 FÉVR. 2019	GALIPEAU, MICHELE	Services professionnels BVG-SP-2018-21	Bureau du vérificateur	Administration, finances et approvisionnement	33 071,06 $	
POTENTIEL PLUS PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL INC	1330316	26 FÉVR. 2019	PEPIN, JULIE	Appui à la sélection / secrétaire d'unité administrative. Conforme à la facture No. 236.	Commission de la fonction publique de Montréal	Gestion du personnel	3 044,64 $	
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1329514	21 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Bottes, couvre-chaussures et espadrilles (soumission 09086)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	19 243,92 $	
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1329448	21 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Couvercles c-17 "Conduits Montréal"	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	13 566,96 $	
GROUPE ABS INC.	1326282	06 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Contrôle qualitatif des matériaux pour les travaux de la CSEM selon l'offre de service 1678	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	334 968,74 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1261101	27 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Hydroexcavation 2018 - appel d'offres # 1667	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 513,49 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1326305	06 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Fourniture d'un équipe constituée de 2 hommes et d'un camion vacuum pour effectuer l'Hydro-excavation pour 2019	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	40 087,03 $	
GROUPE SOFTEX INC.	1327454	12 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Fournir une équipe constituée de deux hommes et un camion vacuum pour effectuer de l'air-excavation pour 2019	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	9 832,67 $	
G-TEK	1325312	01 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	C 1330 - Exécution des travaux généraux pour des projets mineurs	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	5 355 515,91 $	
HYDRO-QUEBEC	1325648	04 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Travaux de barricade - Sécurisation de puits d'accès	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	21 097,38 $	
HYDRO-QUEBEC	1328923	19 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Travaux concessions HQ (janvier 2019)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	19 604,83 $	
INFRAROUGE KELVIN INC.	1299519	19 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Thermographie 2018/2019- appel d'offres 1671	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	35 296,76 $	
LAURIN LAURIN (1991) INC.	1325318	01 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	C. 1320 - Construction de bases et raccordements à divers endroits à Montréal (mineur)	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 048 311,89 $	
LES ENTREPRISES RESO M L A INC.	1328137	14 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Rouleaux de cordes 1/4	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 385,50 $	
SOLMATECH INC.	1330656	27 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	caractérisation env. des sols dans le cadre des travaux de la CSEM : mandat 1677	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	188 311,33 $	
SPI SANTE SECURITE INC.	1328583	18 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Manteaux et pantalons imperméables de marque AGO #HV922 ET HP 923	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	9 696,08 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1327376	12 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	rangement suspendu - porte basculante en placage montée au mur - votre soum. # KS-0361	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 176,56 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1329210	20 FÉVR. 2019	WU, CANDY YU	Accessoires pour poste de travail employés - votre soumission KS-0365	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 449,28 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
144528 CANADA INC.	203394b1	12 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	15 778,61 $	
ASN COMPRESSION INC.	7827	05 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 082,93 $	
BATTAH - AVOCATS S.E.N.C.R.L.	5558	14 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Dépenses contingentes	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 500,65 $	
BELL CANADA	533763420190110	05 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 475,64 $	
BELL CANADA	533763420190213	27 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	4 271,96 $	
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	198266	05 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 833,45 $	
EXPPARTAGE	3618	04 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 288,02 $	
FEDERATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUEBEC	48598600465930011 90131	18 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	6 734,68 $	
GEOMAPS GIS	inv003504	06 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	12 605,98 $	
HYDRO-QUEBEC	29900003067419012 4	04 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 255,94 $	
INFO-EXCAVATION	6413	06 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	33 837,49 $	
JOBBOOM INC.	jbin27987	19 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 017,33 $	
LES INVESTISSEMENTS DALU INC.	1920	18 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Dépenses contingentes	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 843,51 $	
OPES SOFTWARE INC.	2001829	05 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 983,49 $	
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	9935322710190225	26 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 022,62 $	
ROGERS AT&T***	1976200529	06 FÉVR. 2019	LAUZON, GUYLAINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	3 528,72 $	
SIGNEL SERVICES INC	92220	14 FÉVR. 2019	BUREAU, KARINE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Commission des services électriques	Autres - Amén., urb. et développement	2 452,62 $	
BELUGA CONSTRUCTION INC.	1329200	20 FÉVR. 2019	LAHLOU, FEDWA-RYM	Site CSM- Location d'une excavatrice avec opérateur au taux de 165$ - Saison H18-19 Gré à gré.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	12 472,51 $	
CIMA + CONSTRUCTION INC.	1330692	27 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Site CSM Services professionnels d'ingénierie pour la préparation d'un avant-projet préliminaire pour la construction d'un quai à neige continu (Gré à gré)	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	21 942,39 $	
DANY TREMBLAY SOUDURE INC.	1326255	06 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Facture#200856 // Service de soudage à la chute à neige Butler, dans l'arrondissement Sud-Ouest (main d'¿uvre et matériaux).	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	2 034,66 $	
DIANE FRANK	1326908	08 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Services professionnels pour la réalisation d'évaluations de la dangerosité de chiens en vertu du règlement en vigueur à la Ville de Montréal pour 2019.	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	12 750,00 $	
EQUIPEMENT DE REHABILITATION ENVIRONNEMENTAL	1328124	14 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Achat d'équipements pour installation de capteurs environnementaux à mesure continue de la conductivité électrique dans des sites de dépôt à neige de la ville. - Service des infrastructures du réseau routier	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	9 915,14 $	
GRAPHISCAN MONTREAL INC.	1329134	20 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Carte de déversement de neige.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	3 720,76 $	
GRAVURE UNIQUE INC.	1326636	07 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Projet brigade de propreté - Casquette, devant rugide, sergé de coton haut de gamme, couleur rouge 06, broderie deux logos deux côtés (avant et arrière), broderie couleur blanche - UC034PF.	Concertation des arrondissements	Nettoyage et balayage des voies publiques	2 226,78 $	
GROUPE CONTANT INC.	1329041	19 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Site CSM - Location Souffleuse Haute puissance 800 HP avec opérateur au taux de 800 $ - Saison H18-19 Gré à gré.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	83 990,00 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	1330105	25 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Facture 18959 - Déglaçage chute à neige avec génératrice à dégeler les tuyaux rue Notre Dame unité 15 et 16 . TP Voirie	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	4 304,49 $	
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1330087	25 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Formation sur les clients difficiles ou agressifs pour les patrouilleurs de contrôle animalier - Honoraires professionnels formation.	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	8 745,46 $	
LOCATION KIROULE INC.	1330427	26 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Location /mois - Jeep Cherokee No d'unité 8529 - SCA.	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 097,65 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MP CANADA INC	1330398	26 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Formation - Utilisateur répulsif pour chiens agressifs.	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	2 929,14 $	
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.	1325137	01 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	Facture# QC-12619 // Site ANG - Services de gardiennage pour les lieux d'élimination de la neige - au taux de 22.00 $ - Enlever résidus Hiver 17-18 et pour mesurage des camions - gré à gré.	Concertation des arrondissements	Exploitation des sites de disposition de neige	3 233,62 $	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	1318994	27 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	BCO 2019 / Service de huissier de justice - No de client 15178	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	7 664,09 $	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	1318994	23 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	BCO 2019 / Service de huissier de justice - No de client 15178	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	1 784,79 $	
SERRURIERS AMHERST INC.	1329640	21 FÉVR. 2019	HAMEL, ANDRE	BCO-Service de serrurier pour 2019 -SCA	Concertation des arrondissements	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 498,75 $	
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1329635	21 FÉVR. 2019	BRISSON, GUYLAINE	Programme de stérilisation pour les chats et les chiens de ménages montréalais à faible revenu pour 2019.	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	100 000,00 $	
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1329820	22 FÉVR. 2019	BRISSON, GUYLAINE	Service de contrôle animalier lors de situation impliquant des chiens à risque, potentiellement dangereux et dangereux sur le territoire de la Ville de Montréal pour 2019	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	14 596,50 $	
SUZANNE LECOMTE	1328877	19 FÉVR. 2019	BISSONNETTE, JEAN-MARC	Services professionnels pour la réalisation d'évaluations de la dangerosité de chiens en vertu du règlement en vigueur à la Ville de Montréal pour 2019.	Concertation des arrondissements	Fourrière municipale et contrôle des animaux	7 055,16 $	
TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	1328300	15 FÉVR. 2019	ROUMAGERE, CHLOE	Secteur LAS-301 - Service de transport de la neige - Saison H18-19 (AO Entente)	Concertation des arrondissements	Déblaiement et chargement de la neige	132 092,62 $	
BAU-VAL CMM	1318080	06 FÉVR. 2019	MARTINEZ, DIEGO ANDRES	Service - Traitement/valorisation de matériaux de béton / asphalte pour CDN-NDG pour 2019.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	18 267,82 $	1317486
LABRADOR SOURCE	1320109	18 FÉVR. 2019	BOUTIN, PIERRE	4L D'eau embouteillée sur livraison ou cueillette BC ouvert - 2019 (Pour situation d'urgence)	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	8 680,05 $	1263989
LAFARGE CANADA INC	1317931	18 FÉVR. 2019	PLANTE, STÉPHANE	Fourniture de pierre concassée VM-2 pour 2019	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	14 740,24 $	1195735
LOCATION GUAY	1327260	11 FÉVR. 2019	HOOPER, CHANTAL	Location d'une pépine John Deere (310, 410) pour un total de 36 heures. Réf.: Jean-Philippe Gagnon	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	4 875,62 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1327163	11 FÉVR. 2019	BOUTIN, PIERRE	Travaux de remplacement de drains privé dans l'arr. CDN/NDG	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseaux d'égout	22 782,29 $	
P2K MONTREAL	1329330	20 FÉVR. 2019	HOOPER, CHANTAL	Réparation du regard via ajustement complet, cadre et couvercle ajustable (Regard) à l'intersection de Décarie et Maisonneuve. Réf.: Jean-Philippe Gagnon	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	5 185,33 $	
PHOTOSYNTHESE INC	1328257	14 FÉVR. 2019	CARRIER, RAYMOND	Bon de commande ouvert - création de texte, impression - Médiation	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Autres - activités culturelles	5 249,37 $	
RSR INC. ENVIRONNEMENT (GROUPE SECURITE PRO INC.)	1317595	08 FÉVR. 2019	HOOPER, CHANTAL	Service de dégel de conduites à l'eau chaude en urgence. Réf.: Chantal Hooper	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	9 131,29 $	
TRANSVRAC MONTREAL LAVAL INC.	1329786	22 FÉVR. 2019	PLANTE, STÉPHANE	Service de transport de terre pour 2019.	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	Réseau de distribution de l'eau potable	34 241,67 $	
ANDREA MARSOLAIS-ROY	1328292	15 FÉVR. 2019	TREMBLAY, GINA	La Roulotte - Conceptrice sonore	Culture	Autres - activités culturelles	3 838,34 $	
ANNE GOMBERT	1328007	14 FÉVR. 2019	PICHET, GENEVIEVE	Révision linguistique - Centre d'histoire	Culture	Autres - activités culturelles	2 104,50 $	
AXIOME CREATIVITE	1325656	04 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Recherche et rédaction (réunions)	Culture	Autres - activités culturelles	3 682,09 $	
CAMILLE LARIVEE	1325881	05 FÉVR. 2019	TREMBLAY, GINA	Services professionnels - Effectuer le commissariat d'un projet hors-les-murs en arts visuels qui sera diffusé à l'été 2019 dans cinq arrondissements	Culture	Autres - activités culturelles	9 500,00 $	
CLAUDE MILLETTE	1325297	01 FÉVR. 2019	PICARD, MICHELE	Restauration, transport et installation de l'¿uvre La Naissance. Voir BC 1237528 et 1252687	Culture	Autres - activités culturelles	4 619,45 $	
COMPUGEN INC.	1326612	07 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Compugen - Achat de 4 ordinateurs type "jeux" pour la bibliothèque de Pierrefonds	Culture	Bibliothèques	10 184,21 $	
CORPORATION DU THEATRE OUTREMONT	1328017	14 FÉVR. 2019	PICHET, GENEVIEVE	Travaux - Projets en francisation	Culture	Autres - activités culturelles	3 281,71 $	
ESPACE PROJET	1279148	15 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Espace Projet - OBLN - R.C.17-02.06.01.00-0049 - Gestionnaire de projet administratif - Soutenir le développement corporatif et grand public du projet CODE SOUVENIR MONTRÉAL (2018-2019).	Culture	Autres - activités culturelles	56 403,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ETIENNE COUILLARD	1327107	11 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Services professionnels en gestion de projet dans le cadre de la réalisation du projet de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	22 737,02 $	
LAURA GARRASSIN	1325688	04 FÉVR. 2019	PICARD, MICHELE	Services professionnels - procéder à l'inventaire des ¿uvres de la Collection municipale d'art	Culture	Autres - activités culturelles	19 950,00 $	
LELIA SFEIR	1325875	05 FÉVR. 2019	PICHET, GENEVIEVE	Services professionnels - Accompagner le réseau accès culture dans la planification et la réalisation d'activités de francisation à l'hiver-printemps 2019	Culture	Autres - activités culturelles	4 535,53 $	
MARIE-EVE TAILLEFER	1328879	19 FÉVR. 2019	TREMBLAY, GINA	Mise-à-jour éditoriale du site accesculture et du blogue accès culture	Culture	Autres - activités culturelles	5 236,25 $	
MECENAT CONSEIL INC.	1326604	07 FÉVR. 2019	PICARD, MICHELE	Service conseil en planification stratégique muséale pour l'étape de conception du MEM	Culture	Musées et centres d'exposition	22 677,30 $	
MURAL	1325725	05 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Services professionnels pour exécution d'¿uvre d'art (murale) sur la palissade de chantier de l'îlot Clark	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	29 862,64 $	
NANCY POLE	1328733	18 FÉVR. 2019	TREMBLAY, GINA	Service professionnels dans le carte du 9e rendez-vous du loisir culturel	Culture	Autres - activités culturelles	2 054,55 $	
PASCALE ST-ONGE	1325681	04 FÉVR. 2019	TREMBLAY, GINA	Services professionnels - Élaborer, coordonner et faire le suivi du projet-pilote - Réseau accès culture hiver-printemps 2019	Culture	Autres - activités culturelles	5 460,00 $	
SOCIETE D'HABITATION ET DE DEVELOPPEMENT DE MONTREAL (SHDM)	1303112	18 FÉVR. 2019	MARTIN, NATHALIE	Location de la salle De la Commune les 22 et 23 février 2019 pour le Festival Montréal Joue 2019	Culture	Bibliothèques	3 307,11 $	
VERONIQUE BEAUCHAMP	1327364	12 FÉVR. 2019	MARTIN, NATHALIE	Soutien à la coordination du programme de formation concertée 2019	Culture	Bibliothèques	9 196,90 $	
VERONIQUE RIOUX DESIGN INDUSTRIEL	1326262	06 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Services professionnels pour l'organisation d'un concours de design pour le mobilier urbain ludique du projet de l'îlot Clark	Culture	Autres - Activités récréatives	27 086,77 $	
ZEBULON PERRON + ASSOCIES INC.	1325237	01 FÉVR. 2019	LAVERDIERE, SUZANNE	Services professionnels en design intérieur dans le cadre du projet d'aménagement de l'esplanade Clark	Culture	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	90 997,92 $	
FEEDBOOKS	201901159173	01 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 098,27 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43094	01 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 476,02 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43095	01 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 057,96 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43169	08 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 058,30 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43172	08 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 616,14 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43178	08 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 735,67 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43213	11 FÉVR. 2019	KHELAFI, RACHID	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 714,15 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43272	18 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 983,16 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43273	18 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 223,29 $	
LA LIBRAIRIE DE VERDUN	43336	20 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 252,75 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	106128	18 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 264,28 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	106136	18 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 248,50 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	106154	18 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 210,77 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	106166	21 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 813,62 $	
LIBRAIRIE ASSELIN	106168	21 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 225,98 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	151031	05 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 441,98 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	151145	01 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 404,92 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	151250	08 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 166,61 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	151312	05 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 319,62 $	
LIBRAIRIE BERTRAND	151509	13 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 199,26 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LIBRAIRIE OLIVIERI ENG.	33995	06 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 210,85 $	
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	cw22067103	01 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 273,04 $	
LUDOVIC BONEY INC.	326	11 FÉVR. 2019	LAVIGNE, VALERIE	GDD 1177722002 - Maquette Rutherford	Culture	Autres - activités culturelles	4 199,50 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19017189	08 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	6 467,57 $	
OVERDRIVE INC.	05161co19030989	26 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 982,28 $	
OWEN MEDIA PARTNERS INC	40228	22 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	4 230,99 $	
PLANETE BD	1127	13 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	3 564,10 $	
PLANETE BD	1128	13 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 208,80 $	
PLANETE BD	1173	25 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	5 623,05 $	
QUEBEC CULTURE ET COMMERCE LTEE	fh1197	01 FÉVR. 2019	JURIE-JOLY, CAMILLE	Livres reçus dans les bibliothèques municipales	Culture	Bibliothèques	2 124,10 $	
TECHNOLOGIA FORMATION	1326521	25 FÉVR. 2019	MARLEAU, JACQUES	Formation «Mieux comprendre la gestion de projets agile» - Gestion des rentes, Bureau des régimes de retraite	Dépenses communes	Administration, finances et approvisionnement	577,43 $	
TECHNOLOGIA FORMATION	1326521	07 FÉVR. 2019	MARLEAU, JACQUES	Formation «Mieux comprendre la gestion de projets agile» - Gestion des rentes, Bureau des régimes de retraite	Dépenses communes	Administration, finances et approvisionnement	8 923,94 $	
GHD CONSULTANTS LTEE	3539621	06 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais consultations dossier; 17-003695	Dépenses communes	Autres - Administration générale	9 374,02 $	
HPDG ASSOCIES INC.	6908	27 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluation dossier; 13-001735	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 349,12 $	
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	33236	08 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais avocats dossier 12-004303	Dépenses communes	Autres - Administration générale	335,16 $	
PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIES INC.	75363	19 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais évaluateur dossier; 14-002646	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 149,14 $	
RICHTER GROUPE CONSEIL INC.	20403342	19 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais gestion dossier; 14-002910	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 968,53 $	
SERVICES RICOVA INC.	contrat1715972dec2018correction	18 FÉVR. 2019	ARION BARBU, SIMONA	correction imputation sur facture # contrat1715972dec2018; voir note dans trombone le 18/02/2019 sb	Dépenses communes	Autres - Administration générale	25 372,59 $	
SERVICES RICOVA INC.	contrat1715972nov2018correction	18 FÉVR. 2019	ARION BARBU, SIMONA	correction imputation sur facture # contrat1715972nov2018; voir note dans trombone le 18/02/2019 sb	Dépenses communes	Autres - Administration générale	25 372,59 $	
SOLUTIONS EPCC INC	201901	19 FÉVR. 2019	RONDEAU, RONALD	Affaires juridiques frais analyse dossier; 18-000147	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 602,82 $	
CDS INC.	clrg009957	19 FÉVR. 2019	GELINAS, ISABELLE	Honoraires pour service de confirmation de valeur inscrite	Dépenses financières	Autres frais de financement	2 243,58 $	
MOODY'S INVESTORS SERVICE***	g2051548000	13 FÉVR. 2019	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Frais annuel : 01/2019 -12/2019 Facture # CA19000080	Dépenses financières	Autres frais de financement	100 500,00 $	
PATRICK MARMEN	1327754	13 FÉVR. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Le mandat vise à documenter cinq exemples de concours international de projets principalement réalisés dont l¿échelle et l¿ampleur sont comparables aux travaux prévus pour la future place publique de l¿avenue McGill College.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 724,44 $	
VERONIQUE RIOUX DESIGN INDUSTRIEL	1311048	13 FÉVR. 2019	DOUCET, VERONIQUE	Partie 2-Véronique Rioux - Gestionnaire de projet administratif - soutien et accompagnement pour le déploiement du guide d'utilisation.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	9 448,87 $	
ANDRE THIBAULT	1327577	12 FÉVR. 2019	LAPOINTE, NORMAND	ANDRÉ THIBAULT - services professionnels / "Diagnostic du loisir municipal à Montréal: concertation des arrondissements et des partenaires clés".85h / honoraires = 13 000 $, séjour et déplacements = 2 300 $ et matériel divers = 800 $.	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	16 100,00 $	
ERIC LEONG	1296659	25 FÉVR. 2019	GUIDOIN, STEPHANE	Coordinateur du projet Défi des villes intelligentes - Gouvernance l'offre de service 10 septembre 2018. (420h / 75$ heure)/ Facture	Direction générale	Gestion de l'information	4 724,44 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327010	08 FÉVR. 2019	NORMANDIN, HENRI-PAUL	GLOBEX -BCO 2019- Frais de courrier externe-Bureau des relations internationales-compte 41100	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 099,74 $	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327010	08 FÉVR. 2019	NORMANDIN, HENRI-PAUL	GLOBEX -BCO 2019- Frais de courrier externe-Bureau des relations internationales-compte 41100	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	1 049,87 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327013	08 FÉVR. 2019	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	GLOBEX -BCO 2019- Frais de courrier externe-Bureau du Protocole et d'accueil-compte 41098	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	524,94 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327013	08 FÉVR. 2019	THERRIEN, MARIE-CLAUDE	GLOBEX -BCO 2019- Frais de courrier externe-Bureau du Protocole et d'accueil-compte 41098	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	2 099,74 $	1302177

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MAITRE & CHEF TRAITEURS INC	1325322	01 FÉVR. 2019	NORMANDIN, HENRI-PAUL	Maitre&Chef: frais traiteur lors échanges v¿ux 2019 du corps consulaire selon fact#25174	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	5 678,77 $	
FABRICE VIL	1329080	19 FÉVR. 2019	LADOUCEUR-GIRARD, MARIE-CHRISTINE	Contrat de service professionnel avec M. Fabrice Vil à titre d'animateur pour l'important événement de concertation stratégique Montréal inclusive au travail du 18 février 2019.	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	2 000,00 $	
FONDATION RESSOURCES JEUNESSE	1325925	05 FÉVR. 2019	LADOUCEUR-GIRARD, MARIE-CHRISTINE	Service - Diffusion d'un atelier sur la recherche d'emploi et une heure d'accompagnement individuel aux stagiaires du parrainage professionnel	Diversité et inclusion sociale	Autres - activités culturelles	4 500,00 $	
JEROME DESILETS	1330675	27 FÉVR. 2019	BLAIN, ERIC	2019 - Contrat de services techniques pour la réalisation des recherches pour notre section (sols contaminées) ainsi que des demandes d'accès à l'information	Environnement	Protection de l'environnement	2 031,00 $	
JR SERVICES SANITAIRES	1328569	18 FÉVR. 2019	SAINT-MLEUX, FREDERIC	2019 - Collecte des déchets le 28 décembre et le 04 janvier	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	17 847,88 $	
LABRE ET ASSOCIES, ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1326301	06 FÉVR. 2019	BLAIN, ERIC	Réalisation du plan d'implantation certifié du projet de PECPSC, situé au 125 rue Fernand-Séguin	Environnement	Protection de l'environnement	2 632,04 $	
USD GLOBAL INC.	1330762	27 FÉVR. 2019	URRA, PAULA	2019 - Fourniture de 60 bacs roulants noirs (déchets) pour l¿arrondissement Cote-des-Neiges-Notre-Dame de Grâce. l'adresse de livraison vous sera communiquée ultérieurement	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport	5 747,41 $	
9145-9115 QUEBEC INC.	1329834	22 FÉVR. 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	SP.PASS - Convention de services professionnels pour l'administration d'un contrat UDA de narration et l'enregistrement de la voix française pour la production "Passeport pour l'Univers".	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	12 310,00 $	
ACCES COMMUNICATIONS	1327412	12 FÉVR. 2019	BOISVERT, SUZANNE	RÉPÉTEUR UHF ET BATTERIES Janvier 2019 à Décembre 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 552,00 $	
ACE EXPERTS-CONSEILS INC	1328435	15 FÉVR. 2019	PARIS, YVES	Automatisation et intégration pour la programmation et la mise en service de l'automate principal de salle électrique 25 KV dans le cadre du projet de mise aux normes électrique du Biodôme (BI-00051).	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	45 442,10 $	
AMELIE GREGOIRE TAILLEFER	1328807	18 FÉVR. 2019	CHARPENTIER, ANNE	Services entomologiques pour la préparation de la collection entomologique des insectes nécrophages par le tri des insectes, le montage, l'étiquetage et l'identification tel que décris dans la proposition	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
ANGELINA BONDI	1331072	28 FÉVR. 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	ADM.TRAD - Service de traduction pour le Planétarium Rio Tinto Alcan (année 2019) *Remplacement de Neil Smith, ne pouvant compléter le mandat	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	9 000,00 $	
ANNA AMARI	1326555	07 FÉVR. 2019	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Contrat de gré à gré pour des services de graphisme afin de concevoir des outils promotionnels pour l'EPLV, pour l'année 2019.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	45 000,00 $	
ATELIER LABOUTIQUE	1327363	12 FÉVR. 2019	HALLE, ANDREE	Soumission: 1 fabrication d'une balançoire quadruple pour le parcours l'Odyssée des plantes, pour la programmation estivale 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	31 300,00 $	
BIOPRODUCTORES DE EL SALVADOR	1330742	27 FÉVR. 2019	KERR, NATASHA	Achat de papillons pour l'événement Papillons en liberté 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 586,50 $	
CALIBRAIR INC.	1327345	12 FÉVR. 2019	CHARPENTIER, ANNE	Équilibrage de l'air à la Maison de l'arbre - soumission 0158-01-25	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 000,00 $	
COGECO MEDIA INC.	1328646	18 FÉVR. 2019	LE NAY, ALBANE	Contrat #447793 : Publicités diffusées sur les ondes de Rythme FM du 19-02-25 au 19-03-03 et du 19-03-04 au 19-03-10 / Relâche scolaire 2019.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 750,00 $	
CONCEPTION ET REALISATION BOSCUS INC.	1326354	06 FÉVR. 2019	CHARPENTIER, ANNE	Encadrements suspendus pour l'événement Papillons en liberté - facture 1901-1836	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	8 039,31 $	
EQUIPE INDIGO EXPERTS CONSEILS INC.	1329075	19 FÉVR. 2019	BOUVRETTE, JEAN	Fournir des services en ingénierie afin de préparer des plans et devis et la surveillance des travaux correctifs à apporter à deux marais filtrants au Jardin botanique, tels que décrits dans votre soumission du 28 janvier 2019.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 980,00 $	
EQUIPEMENTS PLEIN AIR FOCUS	1329411	21 FÉVR. 2019	BERNIER, MARTINE	Vestes pour hommes	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 839,20 $	
FNX-INNOV INC.	1325852	05 FÉVR. 2019	PRONOVOST, RENE	Réaliser et fournir une étude géotechnique ainsi qu'une caractérisation environnementale de sols au Jardin botanique, tels que décrit dans votre soumission du 13 décembre 2018.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	19 814,50 $	
LA BOITE ROUGE VIF	1325463	04 FÉVR. 2019	LAURENCE, ETIENNE	Services professionnels - Constituer un comité de réflexion autochtone, tenir un atelier créatif et produire un rapport qui permettra de dresser un portrait créatif et culturel des orientations éducatives et muséologiques	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	19 860,00 $	
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1330757	27 FÉVR. 2019	CHARPENTIER, ANNE	Déménagement du projet Métamorphose de l'Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 449,12 $	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1330352	26 FÉVR. 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	EX.TMP / Soumission 170402 - Exposition Women With Impact : Évaluation des titres	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 085,00 $	
LE DEVOIR INC.	1325792	05 FÉVR. 2019	LE NAY, ALBANE	Annonce #330452 : Publicité à paraître dans Le Devoir le 2019-02-16, section cahiers spéciaux «Relâche scolaire».	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 900,00 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1325916	05 FÉVR. 2019	WONG, EMIKO	Mensualité - Location GRAND CARAVAN SXT DODGE 6	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 976,00 $	
MARC-ANDRE ROY	1326924	08 FÉVR. 2019	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Contrat de gré à gré pour des services de graphisme spécialisé en signalétique et matériel d'animation, pour l'année 2019	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	30 000,00 $	
MEDIAQMI INC.	1325802	05 FÉVR. 2019	LE NAY, ALBANE	Annonces - Publicités à paraître dans le Journal de Montréal	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 750,00 $	
MONTREAL FAMILIES	1325791	05 FÉVR. 2019	LE NAY, ALBANE	Publicités	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 085,00 $	
MP REPRODUCTIONS INC.	1327384	19 FÉVR. 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	AN.SCO - Tapis LEGO	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 588,50 $	
NATHALIE DESJARDINS	1325910	05 FÉVR. 2019	LE NAY, ALBANE	Services professionnels pour la mise à jour du répertoire «Curieux de nature» 2019-2020 pour Espace pour la vie	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 348,77 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1325801	05 FÉVR. 2019	LE NAY, ALBANE	Annonces à paraître dans La Montreal Gazette	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 562,50 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1328647	18 FÉVR. 2019	BRUNELLE, CHARLES-MATHIEU	Frais de cellulaires de 2018 pour les employés EPLV	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	27 625,04 $	1137408
STUDIO HARMONIE	1329826	22 FÉVR. 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	SP.PL9 - Convention de services professionnels pour le doublage en français, d'une partie du spectacle Planète 9	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 621,60 $	
TEKNION ROY ET BRETON INC.	1329521	21 FÉVR. 2019	HERNANDEZ, OLIVIER	AN-MAT - Tables flip-top avec roulette	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 788,20 $	854079
THE STEEL FIXTURE MANUFACTURING COMPANY	1329831	22 FÉVR. 2019	BOUVRETTE, JEAN	Acquisition de (25) cabinets métalliques afin d'augmenter les capacités d'entreposage des collections de référence naturalisées à l'Insectarium.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	42 973,88 $	
URGENCE / SOUDURE	1325941	05 FÉVR. 2019	LIMOGES, MARIE-CLAUDE	Fabrication de 3 tonnelles pour kiwi peint en noir lustré	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 680,00 $	
ABBOTT OF ENGLAND 1981 LIMITED	0672627e	20 FÉVR. 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 711,60 $	
ALLIANCE DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE DU QUEBEC	5255	19 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	Réf. #27 : Versement annuel du contrat de de signalisation d'équipements touristiques privés, 2e versement couvrant la période du 2019-02-19 au 2020-02-18 - Jardin Botanique.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	7 197,68 $	
A.T. STORRS LTD.	sip39760	05 FÉVR. 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium- Conditions de paiement modifiées-voir demande dans l'annexe-	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 552,08 $	
DAVID YOUNGSON ADMIN	in015877	18 FÉVR. 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 390,88 $	
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	138064	08 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	Réf. #66 : Dépliants camps de jours (10 000) et jardins jeunesse (8 000).	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 495,00 $	
INSTITUT DE RECHERCHE EN BIOLOGIE VEGETALE DE MONTREAL	001555	23 FÉVR. 2019	GAGNE, ANNIE	Service d'analyses de laboratoire	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
LES JARDINS DE L'ECOUMENE INC.	2581	28 FÉVR. 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	5 253,06 $	
MARIPOSARIO DEL BOSQUE NUEVO	700	08 FÉVR. 2019	KERR, NATASHA	Achats de papillons pour l'événements Papillons en liberté	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 000,00 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	se31126	15 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC #211432 : Câble 240V - 120 pieds, lance double en acier inox, buse savon veejet, joint rotatif, boyau de lavage, dévidoir, unité jet2532E-A 2500psi, etc.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 521,74 $	
NORTH AMERICAN COUNTRY HOME	00038269	05 FÉVR. 2019	VALIQUETTE, LUCILLE	Biodôme, Jardin botanique, Insectarium	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 862,65 $	
RONDEAUNET INC.	8902	19 FÉVR. 2019	BEDARD, LOUISE	BC-211444 nettoyage de chantier	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	6 600,00 $	
SOCIETE DES MUSEES QUEBECOIS	4889	08 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	Renouvellement d'adhésion annuelle des institutions scientifiques de la Ville de Montréal : Jardin Botanique, Planétarium, Insectarium et Biodôme.	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 000,87 $	
BELL MEDIA INC.	1329509	21 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Factures//Bell Media inc. - Placement média - Campagne déneigement (107.3FM)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 351,76 $	
BELL MEDIA RADIO G.P.	1329504	21 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Factures//Bell Media Radio GP - Placement média - Campagne déneigement hiver 2019.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 908,17 $	
BELL MEDIA RADIO G.P.	1329667	21 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Bell Media Radio GP - Placement média - Plan d'action acces. Universelle (correction au BC 1304836)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 569,57 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1326138	06 FÉVR. 2019	ROSAY, MELINA	Ordinateur - MacBook Pro (entente 1163361, item 6) pour l'équipe de montreal.ca (Guillaume Carrier-Turcotte.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 411,04 $	
DISTRIBUTIONS LG INC.	1330067	25 FÉVR. 2019	VIDAL, STEPHANIE	Distributions LG - Distribution de matériel d'information - Avis aux résidents Frédéric Back.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 070,35 $	
IMPRESSION MULTI-SOURCES	1327854	13 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Impression Multi-Sources - Impression - Matériel pour la collecte des résidus alimentaires	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 031,72 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1327251	11 FÉVR. 2019	ROSAY, MELINA	L'association de taxi diamond limité - Service de Taxi - Service des communications 2019.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	10 078,80 $	
LE DEVOIR INC.	1327391	12 FÉVR. 2019	HAMEL, NATHALIE	Le devoir - placement média d'avis public et d'avis d'appel d'offre selon l'entente 1072498 A/O 15-14549.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	20 997,50 $	
LE DEVOIR INC.	1327391	26 FÉVR. 2019	HAMEL, NATHALIE	Le devoir - placement média d'avis public et d'avis d'appel d'offre selon l'entente 1072498 A/O 15-14549.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	52 493,75 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1327024	11 FÉVR. 2019	VIDAL, STEPHANIE	L'Empreinte Imprimerie - Impression via PrintSys - Accroches portes projet "Eau" / Via PrintSys #5116.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	6 704,48 $	
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1328307	15 FÉVR. 2019	VIDAL, STEPHANIE	L'empreinte imprimerie - Impression - Programmation Montréal Joue 2019 (projet 21812)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 380,60 $	
L & L IMPRESSION	1325721	04 FÉVR. 2019	LUSSIER, VERONIQUE	L & L Impression - Impression matériel d'information - Projets d'infrastructure et d'aménagement - Projet SIRR - Réhabilitation.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 099,75 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1322704	07 FÉVR. 2019	LUSSIER, VERONIQUE	Martech - (PTI) Impression de cartes de localisation de commerces , panneaux et kit d'installation. - Projet Sainte-Catherine.	Expérience citoyenne et communications	Construction d'infrastructures de voirie	42 561,72 $	
MEDIAQMI INC.	1329536	21 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Media QMI - Placement média - Campagne déneigement hiver 2019	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	7 349,12 $	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1325200	01 FÉVR. 2019	LUSSIER, VERONIQUE	Factures # TN16621, TN 16464 // Medias Transcontinental S.E.N.C.- Placement média - Campagne Ordre de Montréal	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 768,54 $	
PELMOREX CANADA INC.	1329539	21 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Facture#INV005378 // Pelmorex Canada - Placement média - Campagne déneigement 2019.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	3 674,56 $	
POSTMEDIA NETWORK INC	1325535	04 FÉVR. 2019	HAMEL, NATHALIE	BCO 2019// PostMedia - Placement média d'avis public - Avis public obligatoire anglophone pour l'année 2019.(Factures #88739, #87447, #85997)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	157 481,25 $	
QUEBECOR MEDIA VENTES	1328001	14 FÉVR. 2019	VIDAL, STEPHANIE	Quebecor Media Ventes - Placement média - MTL trajet (correction au BC 1303251)	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	5 249,37 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1327256	11 FÉVR. 2019	ROSAY, MELINA	Rogers communications Canada inc - Téléphonie cellulaire - Service des communications pour la période 2019.01 à 2019.06//Demande d'achat liée au compte #737623728 Projection des besoins pour 6 mois basé sur la facture de 2018.12.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	15 748,12 $	
TARGET BROADCAST SALES INC.	1329655	21 FÉVR. 2019	TREMBLAY, LOUISE	Target Broadcast Sales Inc. - Placement média - Campagne déneigement hiver 2019	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 317,34 $	
VINCENT FORTIN	1330208	25 FÉVR. 2019	GRANDMAISON, BRIGITTE	Facture #5//1 décembre 18 au 31 décembre 19 Vincent Fortin	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 015,00 $	
VINCENT FORTIN	1330215	25 FÉVR. 2019	GRANDMAISON, BRIGITTE	Facture#6// Vincent Fortin janvier 2019.	Expérience citoyenne et communications	Rel. avec les citoyens et communications	2 455,00 $	
CORPORATION PEPCO ENERGIE	426484	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 058,50 $	
CORPORATION PEPCO ENERGIE	433282	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 373,06 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112045609	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 396,32 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112045610	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 093,81 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112047233	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 081,12 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112047234	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 684,48 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112051852	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 763,91 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112051853	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 952,87 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112051854	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 781,55 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112051855	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 707,45 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112051856	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 792,53 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112051857	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 810,44 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112054160	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 120,79 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENERGIE VALERO INC.	4112057199	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 581,17 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112057916	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 852,82 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112057917	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 288,31 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112057918	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 674,22 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112059151	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 001,75 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112059152	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 902,81 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112061588	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 850,38 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112061589	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 365,93 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112062511	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 593,95 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112062512	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 688,70 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112062514	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 540,60 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112062515	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 382,30 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112065087	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 595,90 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112066508	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 492,00 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112066943	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 085,47 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112066944	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 762,91 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112070225	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 371,98 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112070226	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 671,78 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112070227	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 968,89 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112070228	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 664,51 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112070229	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 432,09 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112072988	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 370,02 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112075120	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 326,37 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112075121	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 190,49 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112075122	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 395,71 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112075123	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 798,71 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112078437	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 401,33 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112078438	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 849,15 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112080229	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 400,21 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112080230	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 442,88 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112080231	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 977,82 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112080232	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 333,67 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENERGIE VALERO INC.	4112083801	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 759,50 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112083802	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 574,79 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112083803	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 355,84 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112083804	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 286,63 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112083805	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 298,80 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112085396	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 154,83 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112085397	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 571,65 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112087131	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 196,70 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112087132	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 187,83 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112087133	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 065,17 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112088592	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 099,06 $	
ENERGIE VALERO INC.	4112088593	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 086,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	22782248	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 828,76 $	
LES PETROLES PARKLAND	22782249	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 500,08 $	
LES PETROLES PARKLAND	22791235	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 758,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	22817041	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 219,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	22817045	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 100,43 $	
LES PETROLES PARKLAND	22817049	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 546,21 $	
LES PETROLES PARKLAND	22817053	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 486,97 $	
LES PETROLES PARKLAND	22916420	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 337,72 $	
LES PETROLES PARKLAND	22916421	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 335,64 $	
LES PETROLES PARKLAND	22916430	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 691,03 $	
LES PETROLES PARKLAND	22931199	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 993,57 $	
LES PETROLES PARKLAND	22931202	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 894,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	22931203	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	27 245,52 $	
LES PETROLES PARKLAND	22962624	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 657,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	22983111	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 910,73 $	
LES PETROLES PARKLAND	22983112	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 168,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	23001965	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 521,11 $	
LES PETROLES PARKLAND	23041455	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 950,47 $	
LES PETROLES PARKLAND	23053733	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 497,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080751	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 051,80 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	23080753	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 499,12 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080756	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	31 300,39 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080757	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 377,11 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080759	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 712,14 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080760	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 752,60 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080761	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 218,52 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080769	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 368,35 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080770	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	32 432,75 $	
LES PETROLES PARKLAND	23080771	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 150,67 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100000	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 658,52 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100001	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 096,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100002	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 134,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100007	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 259,18 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100008	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 460,54 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100009	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	22 187,84 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100023	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 768,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100024	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 110,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	23100026	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 931,73 $	
LES PETROLES PARKLAND	23118676	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 140,96 $	
LES PETROLES PARKLAND	23118682	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 663,92 $	
LES PETROLES PARKLAND	23118684	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 460,54 $	
LES PETROLES PARKLAND	23118685	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 911,23 $	
LES PETROLES PARKLAND	23118686	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	13 372,88 $	
LES PETROLES PARKLAND	23118690	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	44 579,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	23154190	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 697,61 $	
LES PETROLES PARKLAND	23154191	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 701,99 $	
LES PETROLES PARKLAND	23154201	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 982,45 $	
LES PETROLES PARKLAND	23154202	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 539,45 $	
LES PETROLES PARKLAND	23154208	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 784,46 $	
LES PETROLES PARKLAND	23169167	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	25 347,67 $	
LES PETROLES PARKLAND	23169178	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 616,45 $	
LES PETROLES PARKLAND	23169179	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 892,53 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	23196638	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 870,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196640	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 473,13 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196645	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 356,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196646	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 580,55 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196647	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 476,63 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196653	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 757,31 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196654	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 948,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	23196655	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	35 040,26 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221042	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 084,76 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221043	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	16 912,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221053	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 820,79 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221054	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 301,01 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221057	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 475,92 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221060	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 956,86 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221067	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 792,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221069	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 356,76 $	
LES PETROLES PARKLAND	23221071	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 416,54 $	
LES PETROLES PARKLAND	23251601	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 405,14 $	
LES PETROLES PARKLAND	23251602	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 392,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	23251605	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 803,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	23251607	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 562,07 $	
LES PETROLES PARKLAND	23251608	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 807,21 $	
LES PETROLES PARKLAND	23293830	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 033,29 $	
LES PETROLES PARKLAND	23293831	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 515,60 $	
LES PETROLES PARKLAND	23293837	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	19 166,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	23293838	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 377,56 $	
LES PETROLES PARKLAND	23293846	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	42 609,33 $	
LES PETROLES PARKLAND	23309892	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 595,16 $	
LES PETROLES PARKLAND	23309896	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 336,31 $	
LES PETROLES PARKLAND	23309901	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	42 099,14 $	
LES PETROLES PARKLAND	23309902	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 797,59 $	
LES PETROLES PARKLAND	23317790	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 696,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	23317792	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 927,04 $	
LES PETROLES PARKLAND	23317793	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 701,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	23317799	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	31 161,85 $	
LES PETROLES PARKLAND	23317800	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 494,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325696	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 608,11 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325697	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 182,67 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325699	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 985,41 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325702	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 857,43 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325703	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 744,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325704	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 035,33 $	
LES PETROLES PARKLAND	23325709	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 515,96 $	
LES PETROLES PARKLAND	23345347	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 742,12 $	
LES PETROLES PARKLAND	23345348	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 146,23 $	
LES PETROLES PARKLAND	23345358	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 293,05 $	
LES PETROLES PARKLAND	23345359	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 778,79 $	
LES PETROLES PARKLAND	23387264	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 840,25 $	
LES PETROLES PARKLAND	23387267	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 574,35 $	
LES PETROLES PARKLAND	23387292	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 492,51 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405736	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 774,76 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405747	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 393,00 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405750	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 355,49 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405751	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 369,56 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405758	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 147,79 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405759	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 283,45 $	
LES PETROLES PARKLAND	23405764	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 399,95 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466221	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	15 204,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466222	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	24 742,17 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466223	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 391,37 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466224	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 123,87 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466225	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 189,85 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466236	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	17 643,72 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466237	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 655,17 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	23466239	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 969,40 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466241	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 618,68 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466243	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 481,77 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466247	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 628,50 $	
LES PETROLES PARKLAND	23466255	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 166,63 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485368	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 123,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485369	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 665,68 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485370	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 783,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485373	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	9 525,72 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485374	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 432,02 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485375	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	3 734,37 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485380	19 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 627,82 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485385	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 766,62 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485386	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 804,11 $	
LES PETROLES PARKLAND	23485387	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 689,42 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533454	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 298,63 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533477	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	10 540,34 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533478	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 782,46 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533481	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 715,03 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533483	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	8 137,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533484	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 748,16 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533487	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	23 662,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533488	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 744,32 $	
LES PETROLES PARKLAND	23533495	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	26 237,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	23541594	21 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	2 313,70 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547117	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 072,84 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547120	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 194,14 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547121	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 106,10 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547124	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	29 546,21 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547125	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	21 090,04 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547131	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 982,99 $	
LES PETROLES PARKLAND	23547133	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	5 597,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PETROLES PARKLAND	23597342	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	12 842,38 $	
LES PETROLES PARKLAND	23597349	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 437,83 $	
LES PETROLES PARKLAND	23597350	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	18 001,84 $	
LES PETROLES PARKLAND	23597351	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	7 332,51 $	
LES PETROLES PARKLAND	23597353	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	30 516,06 $	
LES PETROLES PARKLAND	23597375	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 733,25 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633616	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	14 837,56 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633618	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	11 636,99 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633619	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	6 346,65 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633622	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	20 789,52 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633623	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	4 380,27 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633624	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	34 944,24 $	
LES PETROLES PARKLAND	23633635	28 FÉVR. 2019	Système CARBURANT	Facture pour livraison régulière	Facturation périodique à répartir	Général	28 506,73 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327936	14 FÉVR. 2019	HEBERT, ISABELLE	BCO pour livraison courrier interne Service des finances 2019	Finances	Administration, finances et approvisionnement	3 149,62 $	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1327936	14 FÉVR. 2019	HEBERT, ISABELLE	BCO pour livraison courrier interne Service des finances 2019	Finances	Administration, finances et approvisionnement	524,94 $	
MORNEAU SHEPELL LTD.	1325136	01 FÉVR. 2019	COURCHESNE, YVES	Services individuels (non taxable) - Fourniture deservices externes requis dans le cadre du Programme d¿aide aux employés	Finances	Administration, finances et approvisionnement	19 750,00 $	1310883
NEOPOST CANADA LIMITEE	1327851	13 FÉVR. 2019	CYR, RAOUL	Location - Appareil électronique - Plieuse-inséreuse Néopost DS63 - 2 stations - Terme de 36 mois (2016-2019) - Entretien et service sur place inclus - 1 041 $ par trimestre.	Finances	Administration, finances et approvisionnement	4 371,68 $	
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	1323455	21 FÉVR. 2019	HEBERT, ISABELLE	Services professionnels requis pour la signification de différents documents et l'exécution des brefs de saisie pour l'année 2018 pour le Service des Finances	Finances	Administration, finances et approvisionnement	36 745,62 $	
PITNEY WORKS	1318834	19 FÉVR. 2019	BLANCHARD, PIERRE	Recharge timbres postaux pour le no de compte 2538767	Finances	Administration, finances et approvisionnement	262 468,75 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	ensemblemontreal201852p	21 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	5 452,69 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	ensemblemontreal201854p	12 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 379,22 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	ensemblemontreal201858p	27 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	7 477,64 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	ensemblemontreal201901p	26 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	12 940,02 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20181231dp	20 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 392,78 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20181231elus5657	20 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	2 286,31 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20181231kbr	20 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	3 515,84 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl201901e	20 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	18 859,58 $	
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl20190206elus	06 FÉVR. 2019	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	24 795,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENSEMBLE POUR MONTREAL	rechercheelusensemblemtl201902e	27 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	6 638,82 $	
EQUIPE ANJOU MICHEL FOISY	versementfinalelec5nov17equipeanjou	25 FÉVR. 2019	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Greffe	6 608,39 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	allocationprojet20190205	05 FÉVR. 2019	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	27 520,45 $	
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal20190205	05 FÉVR. 2019	PLOUFFE, FRANCIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Finances	Conseil et soutien aux instances politiques	52 078,68 $	
4528221 CANADA INC.	1329888	26 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Achat de produit d'entretien pour Danick St-Aubin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	672,81 $	
4528221 CANADA INC.	1329888	22 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Achat de produit d'entretien pour Danick St-Aubin	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 356,48 $	
9364-8285 QUEBEC INC.	1327476	12 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - INSTALLATION DE L'ENTRÉE D'AIR DU CHAUFFE PISCINE - CENTRE SPORTIF DE LA PETITE-BOURGOGNE, 1825 RUE NOTRE-DAME O. - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 403,29 $	
ACIER BALCON CLOTURE ORNEMENTAL INC.	1327088	11 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Torres, Thays - Fabrication et installation de garde-corps autour de la piscine.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 296,63 $	
ACIER CHARRON LTEE	1326487	07 FÉVR. 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Fourniture et installation d'un anneau d'accrochage de type cirque pour la Bibliothèque Pierrefonds (3101) Incidences 13539	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	4 648,32 $	
ALAN NICHOLSON ET DAVID NICHOLSON	1308965	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3172 - PDQ no. 13	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 139,15 $	
ALAN NICHOLSON ET DAVID NICHOLSON	1308967	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement pour le bâtiment 3243 - PDQ no. 15	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 059,51 $	
ANCRAGES CANADIENS HEGEDUS LTEE.	1330224	26 FÉVR. 2019	DESJARLAIS, PIERRE	Corbeil, Eric - Ancrages	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 505,83 $	
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1329046	22 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	AMBROISE, NAOMIE Service de formation	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 430,00 $	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1325187	01 FÉVR. 2019	KAMIL, AZIZE	AAR. CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - APPEL DE SERVICE D'ENTRETIEN DU UV UVARAY 125 ET UVARAY 210 - CENTRE SPORTIF NOTRE DAME DE GRACE (BENNY), 6445 AVENUE DE MONKLAND - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 998,71 $	
ARTILUX INNOVATION INC.	1329658	21 FÉVR. 2019	SOULIERES, MICHEL	Offre de services en ingénierie électrique et éclairage EPLV Biodôme Remplacement de l'éclairage et des contrôles associées.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	38 502,00 $	
ASCENSEURS INNOVATEC INC.	1326644	07 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	TEM - Centre opérationnel Ouest (3686) - 2805, boul. Thimens - Soumission 100ES-4353 - Remplacement du contrôleur de la plate-forme pour handicapé #180 pour résoudre problématique du manque de redondances de sécurité - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 811,07 $	
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1328672	18 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Caserne 35 (0038) - 10827, rue Lajeunesse - Soumission 20060 - Ajout d'un aéroconvecteur dans le garage et d'un ventiloconvecteur dans l'escalier menant à la cuisine - 1 soumission	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 566,96 $	
BAULNE INC.	1330385	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien planifié pour les unités VCR au CTMO Ouest situé au 9091-9191, Henri-Bourassa ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 902,90 $	
BRODI SPECIALTY PRODUCTS LTD	1327682	13 FÉVR. 2019	KHARBOUCH, KHALID	ARR. VILLE-MARIE - PRODUIT POUR GRAISSE TRAP - PAVILLON DU LAC-AUX-CASTORS, 2000 CHEMIN REMEMBRANCE - KAMIL, AZIZE POUR KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 120,72 $	
CAJOLI 2011 INC	1330350	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Déneigement 2018-2019 (décembre 2018 et janvier 2019) pour l'Entrepôt Cour de service Sud-Ouest situé au 4000, rue St-Patrick	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 855,66 $	
CIMA+ S.E.N.C.	1327499	12 FÉVR. 2019	SOULIERES, MICHEL	Effectuer le contrôle du chantier de la rénovation de la salle de spectacle de la maison de culture Janine-sutto (8662) incidences 15358	Gestion et planification immobilière	Autres - activités culturelles	57 717,93 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1325461	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux d'électricité dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 229,64 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1328091	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 910,54 $	
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1330375	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 588,14 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1325331	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Remplacement du séparateur d'huile de l'assécheur d'air à la Caserne 66	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 551,21 $	
COFORCE INC.	1283919	14 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Service d'entretien ménager au 2269, rue Viau (MRA) pour la période du 1er juillet au 31 déc. 18	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 418,40 $	
COFORCE INC.	1325455	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Fournir et installer des tapis d'hiver au Centre Multi-Ethnique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 372,30 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COFORCE INC.	1328239	14 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Accorder un contrat de gré à gré à Coforce pour le service d'entretien ménager au 2269, rue Viau (MRA) pour la période du 1er janvier au 30juin 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	26 105,88 $	
COFORCE INC.	1328359	15 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	#3665 Service d'entretien pour le Bureau du Taxi de janvier à septembre 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 090,00 $	
COFORCE INC.	1328437	15 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	#3208 Service d'entretien sanitaire du 1800 ch. des Iroquois de janvier à avril 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 097,20 $	
COFORCE INC.	1330359	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Réparer murs du corridor devant le gym et repeindre à la Caserne 27 située au 5353, avenue Gatineau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 488,07 $	
COFORCE INC.	1330362	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux pour divers bâtiments (peinture et réparation mur, restauration portes et escalier, enlever toiles solaires et installer stores, ramassage salle mécanique)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 477,91 $	
COFORCE INC.	1330364	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Achat de tapis d'hiver supplémentaires pour le PDQ 9	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 071,53 $	
COMBUSTION EXPERT ENERGIE INC.	1329802	22 FÉVR. 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - CHAUFFAGE - TRAITEMENT D'EAU - CENTRE SPORTIF PIERRE-CHARBONNEAU, 2980 RUE VIAU - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 853,67 $	
COMPUGEN INC.	1329685	21 FÉVR. 2019	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de 40 moniteurs de 24 pouces DELL (inventaire informatique)	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 346,80 $	1163303
CONSTRUCTION MAP 2000	1328067	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Refaire puisard au garage du chef aux opérations et meuler plus ou moins 350 pi. ca. de plancher, fournir/installer nouveau plancher revêtement époxy avec granules anti-dérapantes à la Caserne 35	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 700,87 $	
CONSTRUCTION MAP 2000	1328078	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Refaire seuil de porte de garage à la Caserne 37	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 126,06 $	
CONSTRUCTION RAYTECH (2014) INC.	1330445	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Installer boîte de jonction et réparer porte de la fournaise pour qu'elle fermer correctement; réparer fuite sur système de chauffage, installer 2 valves avant le radiateur dans le garage, purger au Manoir MacDougall situé au 9095, Gouin o.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 104,65 $	
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	1326096	12 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	FLEURY, GASTON # en urgence pour divers batiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 687,71 $	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1328121	14 FÉVR. 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	I pad et accessoires pour Contre-maîtres des Services Techniques	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	8 779,00 $	
CORPORATION PEPCO ENERGIE	1330493	27 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Livraison de diesel coloré bas souffre ou mazout pour divers bâtiments - Entente 1092617	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 521,66 $	1092617
DAFCO FILTRATION GROUP CORPORATION	1329386	21 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	ARR. SUD-OUEST - FILTRES DIVERS NORMAL - REGION OUEST - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 492,63 $	
DATAGLOBE CANADA INC.	1329248	20 FÉVR. 2019	LEVESQUE, PIERRE	Entretien des systèmes d'alimentation sans coupure (UPS) de divers bâtiment de la Ville de Montréal pour l'année 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	29 403,11 $	
DECO-LAM INC.	1328694	18 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel, Simon - Divisio de toilette pour le compexe sportif Claude Robillard TEM 93176	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 737,55 $	
DEL INNOVATION DESIGN INC.	1326447	07 FÉVR. 2019	BOUVRETTE, JEAN	selon l'appel d'offres no. 18-17300, acquisition d'appareils d'éclairage (ensemble A - lot #4) dans le cadre du projet "Migration 2.0 du Biodôme"	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	14 475,00 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1329859	22 FÉVR. 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - CHAUFFAGE - PROPRESS - REGION OUEST - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 892,72 $	
DESCHENES & FILS LTEE	1329953	25 FÉVR. 2019	DESJARLAIS, PIERRE	OUEST - CHAUFFAGE - PROPRESS 2018 - REGION OUEST - SAUVE, STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 537,11 $	
DISTECH CHAUFFAGE, VENTILATION, AIR CLIMATISE INC.	1327225	11 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil, Eric - Outil d'assemblage "location" pour le 1400 Des Carrieres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 217,35 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1324586	01 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT, SYLVAIN- TEM 93165 Divers pièces électriques	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 622,20 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1325218	01 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT, SYLVAIN achats de pièces électrique pour l'inventaire des 5 arrondissements	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 029,21 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1325746	12 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	LARDIN, Regis achat Pièce électrique BAT.0450	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	236,01 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1325746	05 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	LARDIN, Regis achat Pièce électrique BAT.0450	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 103,95 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1326130	06 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	LARDIN, REGIS Matériel d'atelier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 117,92 $	
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1329390	21 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil, Eric - Matériaux électriques	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 649,78 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1325591	04 FÉVR. 2019	LALONDE, SOPHIE	Service de 10 séances de formation pour divers employés de la SGPI à l'hiver 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	23 102,27 $	
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1319024	28 FÉVR. 2019	BURGY, JOHANNE	TEM KHALID KHARBOUCH CONTRAT D'EXTERMINATION EDIFICE GASTON-MIRON	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 674,56 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENTREPRISES J.VEILLEUX & FILS INC.	1325616	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Usine de filtration Lachine (3837) - 2975, rue Remembrance - Travaux expertise et correction du parapet joint d'expansion au-dessus de la salle de traitement des eaux sur 24-32 pieds linéaires - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 742,89 $	
ENTREPRISES MICHELE & ANGELO CARDILLO LTEE	1308841	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0039 - Caserne 43	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 399,00 $	
ENTREPRISES MICHELE & ANGELO CARDILLO LTEE	1308950	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0098 - Maison de la culture Maisonneuve	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 399,00 $	
ENTREPRISES MICHELE & ANGELO CARDILLO LTEE	1308954	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0190 - Caserne no. 09	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 399,00 $	
ENTREPRISES MICHELE & ANGELO CARDILLO LTEE	1308957	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0191 - Caserne no. 29	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 559,10 $	
EQUIPEMENT DE THEATRE G.C.	1327947	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Inspection du système de levage de la salle de spectacles avec rapport à la Maison de la culture Maisonneuve	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 824,19 $	
EQUIPEMENT DE THEATRE G.C.	1330327	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Suite à l'inspection, remplacement de 10 câbles de levage et réparation de l'interrupteur à la Maison de la culture Maisonneuve	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 068,27 $	
ERNEST HOTTE INC.	1327938	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux d'étanchéité sur l'entrée vitrée et remplacement du seuil de porte au PDQ 31	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	16 693,01 $	
FILTRATION PLUS INC.	1325325	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien et inspection mensuels du système de filtration d'air de la salle de tir + visite supplémentaire pour le mois de novembre 2018 pour le CO Ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 346,97 $	
GESTION HYGIENE DU BATIMENT	1326640	07 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Accorder un contrat à Gestion Hygiène du Bâtiment pour la fourniture de service de conception de profils d'entretien et de devis technique et audits pour l'entretien sanitaire du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 212,71 $	
GESTION PFB	1297520	15 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	#0213 QG 4040 avenue du Parc. Construction d'un podium et travaux connexes. Soumission SO-00595	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	17 902,23 $	
GESTION PFB	1297520	12 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	#0213 QG 4040 avenue du Parc. Construction d'un podium et travaux connexes. Soumission SO-00595	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 922,23 $	
GESTION PFB	1327650	28 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	#3106 Caserne 55 Couper le plancher sur 10' pour le nouveau drain de la cave. Fournir et installer un casier en acier.	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 991,18 $	
GESTION PFB	1327658	12 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	#3330 Caserne 64 Fournir et installer un casier en métal de 24"x30"	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 964,00 $	
GESTION PFB	1328031	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Préparation des lieux (échafaudages, couvrir murs, planchers et porte d'entrée) pour réparer la rosace décorative de l'entrée du bâtiment à la Maison du Citoyen	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 995,63 $	
GESTION PFB	1330346	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Réparation tourniquet dans entrée principale; suite à un dégât d'eau, couper gypse endommagé, enlever laine isolante, assécher avec ventilateur et déshumidificateur, installer laine isolante, installer gypse, peinturer au QG SPVM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 594,72 $	
GESTION PFB	1330349	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Réparation du plafond en gypse et trou sur mur, tirer joints et peinture dans garage à la Caserne 50; fournir/inst. OG au plafond et peinturer dans l'entrée avec la rosace à la Maison du Citoyen	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 326,04 $	
GRISVERT INC.	1316164	04 FÉVR. 2019	DESJARDINS, SYLVIE	Atelier-conférence sur la mobilisation - 17 décembre 2018 lors du comité élargi des cadres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 214,62 $	
GROUPE ABS INC.	1326449	07 FÉVR. 2019	BOUVRETTE, JEAN	Contrôle qualitatif des matériaux et leur mise en ¿uvre. Dans le cadre du projet au restaurant du Jardin botanique de Montréal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 209,45 $	
GROUPE ABS INC.	1328000	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Effectuer une thermographie avant de faire corriger les déficiences observées sur le toit de l'Usine de filtration Des Baillets	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 119,73 $	
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA SENC	1322786	05 FÉVR. 2019	NGUYEN, DIANE	Services d'agents de sécurité - Conformités SEAO - Période du 1er janvier 2019....	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	66 766,07 $	
GROUPE NICKY	1308973	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0057 - Entrepôt SPVM (ex-poste 33)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 028,92 $	
GROUPE NICKY	1308977	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0757 - Chalet Jean-Paul II, PDQ no. 31 Ouest	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 643,09 $	
GROUPE NICKY	1309008	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3685 - Centre opérationnel Nord	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 692,96 $	
GROUPE NICKY	1309012	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3685 - Environnement	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 425,23 $	
GROUPE NICKY	1330187	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Déneigement pour les mois de novembre et décembre 2018 et pour janvier et février 2019 à la Bibliothèque Marc-Favreau	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 818,95 $	
GROUPE REAL JEAN	1330107	25 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	vezina, Luc - Pompe pour Aréna René Masson	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 979,02 $	
GROUPE SANI-TECH INC.	1328817	19 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - PARTITIONS DE TOILETTES ET QUINCAILLERIE - COMPLEXE GADBOIS, 5485 CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-PAUL - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 648,33 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1321434	15 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT, SYLVAIN # en urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	28 066,12 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE SANYVAN INC.	1327217	19 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	OUEST-LE SUD OUEST POMPER SEPARATEUR D'HUILE BÂTIMENT MOUDULAIRES COUR SERVICE PLOURDE PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 114,96 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1328605	27 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	St-Amour - Urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 054,69 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1328752	18 FÉVR. 2019	KAMIL, AZIZE	ARR. OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - CAMION PRESSION ET VACCUM POUR DEBOUCHER LIGNE PRINCIPALE ET VIDER FOSSE SANITAIRE - CENTRE SPORTIF CÔTE-DES-NEIGES, 4880 AVENUE VAN HORNE - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 063,25 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1330093	25 FÉVR. 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - CÔE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - POMPAGE ET DEBLOCAGE DES CARNIVEAUX - EDIFICE MADISON, C.S.M. MADISON, 2140 AVENUE MADISON - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 128,11 $	
GROUPE SANYVAN INC.	1330353	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Déboucher puisards pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 876,09 $	
GROUPE UNIGESCO INC.	1327290	11 FÉVR. 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Coffrage de bétonnage du trottoir de la forêt tropicale	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	9 265,96 $	
GUERTIN INC.	1327574	12 FÉVR. 2019	FORTIN, FRANCINE	Résiliation du projet de bail de l¿écurie et des enclos du 970 ch. de la Fresnière à St-Eustache - bâtiment 8780	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	16 000,00 $	
HONEYWELL LTEE	1325387	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux mécaniques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 768,45 $	
HONEYWELL LTEE	1328957	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	TEM - Centre Opérationnel Est (3687) - 7700, boul. Langelier - Soumission Opp-1953489-66970 - Remplacement de l'humidificateur au gaz - 2 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	18 920,47 $	
IMPRESSION MULTI-SOURCES	1312085	09 FÉVR. 2019	LALONDE, SOPHIE	Achat de signalétique d¿interdiction de fumer, vapoter et de cannabis pour 315 immeubles d¿agglomération et corporatifs - Jean Walsh	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 427,84 $	
JACOB ELECTRIQUE INC	1330373	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 283,69 $	
KLENZOID COMPAGNIE LIMITEE	1326063	05 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Échantillonnage legionella sur le site, soumission de l'échantillon, analyse, et gestion des données. Pour les arénas:- Marcelin Wilson- Michel Normandin- Ahuntsic- Garo	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	13 197,30 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1325315	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Réparation de portes de garage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 216,27 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1329274	20 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - REPARATION DE PORTES - PROJET CLAUDE POTVIN PORTE LAFLEUR - BÂTIMENTS MODULAIRES COUR SERVICE S.-O., 3552 RUE SAINT-PATRICK - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 368,44 $	
LAFLEUR & FILS INC.	1330141	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien préventif et réparations de portes de garage pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 781,74 $	
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	1306586	05 FÉVR. 2019	ROUILLARD, JOHANNE	CASTELLI, DOMENICO 2406	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 345,96 $	
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	1326872	08 FÉVR. 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Programmation des contrôleurs numérique DX du Biodôme de Montreal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	10 000,00 $	
LA SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	1326875	08 FÉVR. 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Entente d'entretien des logiciels METASYS du Biodôme de Montreal	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	18 021,00 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1325201	01 FÉVR. 2019	DESJARDINS, SYLVIE	BCO 2019 - Frais - Transport en taxi pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $	
LAURA GARRASSIN	1330135	25 FÉVR. 2019	SOULIERES, MICHEL	Services professionnels pour assurer la coordination du déménagement des ¿uvres d'art de la Collection municipale des locaux de l'hôtel de ville	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	13 713,90 $	
LE GROUPE MASTER INC.	1330661	27 FÉVR. 2019	RINFRET, SIMON	CORBEIL, ERIC BAT.0434	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 038,29 $	
LES CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	1311415	05 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA, LUC Bon d'urgence 4397	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 874,57 $	
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1325441	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Ajustement d'une cinquantaine de portes et réparation et installation d'une trappe d'accès au plafond à la salle d'exposition à la Maison de la culture Maisonneuve	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 355,82 $	
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1325445	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Reconstruction après sinistre : peinturer murs de locaux, réparer et peindre le plancher des toilettes hommes et femmes ainsi que local du concierge, réparation de plomberie au Pavillon de service du Marché Atwater situé au 1, St-Ambroise	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 217,91 $	
LES CONSTRUCTIONS SERBEC INC.	1330193	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Fournir/installer trappe d'accès de 30 X 30 au 2e étage et réparation d'un plancher flottant à la Maison de la culture Maisonneuve	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 658,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1321477	21 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	OUEST-CHAUFFAGE PROGRAMMEURS CENTRE DU PLATEAU SAUVÉ STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 510,82 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1326445	07 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil, Eric - Actuateurs et réfractometre	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 090,97 $	
LES CONTROLES ROGER HOGUES MTL INC	1329385	21 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil, Eric - Gasket	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 282,97 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309159	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0038 - Caserne no. 35	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 842,54 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309160	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0280 - Caserne no. 23	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 162,74 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309165	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 2463 - Centre sportif de la Petite-Bourgogne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 746,47 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309194	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Déneigement du bâtiment 0409 - Caserne no. 42	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 402,11 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309559	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3679 - Quartier Général du SPVM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 895,06 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309583	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3684 - Poste de Cavalerie du SPVM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 044,68 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309585	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3687 - Centre opérationnel Est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 364,88 $	
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	1309587	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3725 - M.A.Q. M.C.I.P. Interv. et circul. Sud	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 315,01 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1325347	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux sur génératrice et compresseur pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 942,96 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1327943	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Location d'une génératrice pour le Complexe Gadbois et installation d'un point de raccordement pour banc de charge au QG du SIM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 348,88 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1328416	15 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien des génératrices dans divers bâtiments SPVM - Lot #3 - pour l'année 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	26 992,28 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1330737	27 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Contrat pour le service d'entretien de compresseurs d'air industriels dans divers bâtiments Ville pour l'année 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	19 160,67 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1330743	27 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Contrat pour le service d'entretien de compresseurs d'air industriels dans divers bâtiments SPVM pour l'année 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 068,71 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	1330746	27 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Contrat pour le service d'entretien de compresseurs d'air industriels dans divers bâtiments SIM pour l'année 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 167,69 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308834	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0025 - Édifice du 200 Bellechasse	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 408,05 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308872	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0057 - Caserne no. 05	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 081,55 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308885	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0213 - Quartier Général du SIM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 127,39 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308892	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0407 - Château Dufresne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 428,89 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308909	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0891 - Pavillon Lafontaine	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 078,23 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308916	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 2405 - Centre Multi-Ethnique	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 970,78 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308927	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 2453 - Centre interculturel Strathearn	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 288,36 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308935	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3147 - Caserne no. 22	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 187,57 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308938	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3336 - Caserne no. 21	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 190,39 $	
LES ENTREPRISES MICHEL GAUTHIER	1308945	20 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 8608 - Caserne no. 19	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 227,86 $	
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1328033	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Déplacer mur accordéon et remplacer + ou - 50 tuiles de plafond suspendu à l'Édifice Albert-Dumouchel, remplacer une porte en acier avec vitre et carrelage français au Château Gohier	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 813,71 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES ENTREPRISES UNI-T O&M	1328990	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	TEM - Maison de fumée, Centre de formation des pompiers (0801) - 6700, rue Notre-Dame est - Soumission UC1538REV1 - Ajout d'un garde-corps sur les toits de la maison de fumée - 3 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 281,50 $	
LES ENTREPRISES VENTEC INC	1310422	19 FÉVR. 2019	LEVESQUE, PIERRE	Service de déneigement du bâtiment 0272 - Centre d'Histoire de Montréal	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 939,65 $	
LES ENTREPRISES VENTEC INC	1310427	19 FÉVR. 2019	LEVESQUE, PIERRE	Service de déneigement du bâtiment 8663 - Centre Oliver Jones	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 409,47 $	
LES EXCAVATIONS F. COUSINEAU INC.	1327995	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Déneigement pour janvier 2019 à la Caserne 53	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 493,45 $	
LES INDUSTRIES H.L. PLASTO LIMITEE	1324659	06 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	VEZINA, LUC # en urgence pour Louis	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 150,47 $	
LES INDUSTRIES H.L. PLASTO LIMITEE	1326723	08 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	ARR. SUD-OUEST - PEINTURE EPOXY SHOP - 6000 NOTRE DAME OUEST - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 194,24 $	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1308828	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 0795 - Centre Gabrielle-et-Marcel-Lapalme	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 979,05 $	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1309025	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 1106 - Édifice Shell	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 795,31 $	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1309028	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3178 - PDQ no. 39 et Relève 911	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 727,08 $	
LES PAVAGES DANCAR (2009) INC.	1309030	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3728 - Centre de formation (Carrière Demix)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 879,30 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1328461	15 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien de portes de garage pour divers bâtiments du SPVM pour l'année 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	14 558,61 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1328466	15 FÉVR. 2019	LEVESQUE, PIERRE	Entretien de portes de garage pour divers bâtiments Ville pour l'année 2019 - Lot #2 Est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	43 330,79 $	
LES PORTES J.P.R. INC.	1328467	15 FÉVR. 2019	LEVESQUE, PIERRE	Entretien de portes de garage pour divers bâtiments Ville pour l'année 2019 - Lot #3	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	42 714,85 $	
LES PRODUITS CHIMIQUES SIMCO INC.	1325470	07 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	ST-AMOUR, YANNICK # en urgence	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 794,63 $	
LES SYSTEMES DE PROTECTION CONTRE INCENDIE C.D. LTEE	1330179	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Remplacer 2 panneaux de sortie d'urgence au 3e étage, installer 6 retenues de portes magnétiques, programmation du nouveau relais par l'agent manufacturier; remplacer 29 ampoules brûlées des panneaux de sorties de secours au CO Nord	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 277,21 $	
LES VITRES TEINTEES M.G. LTEE	1323411	08 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	#0025 - 200 Bellechasse installation de pellicule givrée dans les fenêtres	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 047,26 $	
LUDEC ELECTRIQUE INC	1328027	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Réparation de gradateurs car partie de l'éclairage public ne s'éteint plus lors de spectacles au Théâtre Outremont	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 251,98 $	
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1329821	22 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT, SYLVAIN inventaire	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 312,95 $	
MICRAL KONIOS LABORATOIRE INC	1326569	07 FÉVR. 2019	DESJARDINS, SYLVIE	BCO 2019 - Service d'analyse (amiante)- environ 100 échantillons	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 706,08 $	
MINISTRE DES FINANCES	1325316	01 FÉVR. 2019	LALONDE, SOPHIE	BCO 2019 - Inspection des chaudières - Dossier 8111-2823	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 283,49 $	
MOTEURS ORLEANS (1993) LTEE	1329141	20 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil, Eric - Bearing assembly et accessoires	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 845,14 $	
MOUSSE ARCHITECTURE DE PAYSAGE	1327589	12 FÉVR. 2019	SHARIFIAN, JABIZ	Service consultatifs pour l'étude et la conception d'un projet d'aménagement ludique à la nouvelle bibliothèque Pierrefonds (3101) Incidences 13539	Gestion et planification immobilière	Bibliothèques	8 715,60 $	
MSK CANADA LTEE.	1327092	11 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Torres, Thays - Fourniture et installation de garde-corps 30' long sur le toit	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 034,15 $	
NEDCO	1328525	18 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	ARR. SUD-OUEST - CONNECTEURS CAPTIRE - 6000 NOTRE-DAME OUEST - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 226,98 $	
NEDCO	1328676	18 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot, Sylvain - fixture pour oeuvre d'art à l'entréepour la maison de la culture P.A.T	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 935,45 $	
NEDCO	1328848	19 FÉVR. 2019	DESROCHERS, ERIC	OUEST-LE PLATEAU MONT ROYAL AC 3C WIRAC9012 DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 249,15 $	
NEDCO	1329133	20 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel, Simon - Ajout de lumière pour répondre au nombre de lux (CENTRE AQUATIQUE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	22 232,98 $	
NEDCO	1330284	26 FÉVR. 2019	DESROCHERS, ERIC	OUEST - PLATEAU MONT-ROYAL - FILAGE - REGION OUEST - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 498,60 $	
PAYSAGEMENT JARDIN & VERDURE	1309956	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 1043 - Maison du Citoyen	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 903,82 $	
PAYSAGEMENT JARDIN & VERDURE	1309962	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 2996 - Caserne no. 32	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 544,22 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PAYSAGEMENT JARDIN & VERDURE	1309964	19 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Service de déneigement du bâtiment 3331 - Caserne no. 8	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 839,06 $	
PERFIX INC.	1330176	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Achat de casiers pour la Caserne 56	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 097,13 $	
PETER LE PEINTRE INC.	1325459	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de sablage et de peinture des cadres des fenêtres à l'intérieur du Centre Gabrielle-et-Marcel-Lapalme	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $	
PGVMEDIA	1325311	01 FÉVR. 2019	LALONDE, SOPHIE	BCO 2019 - Bulletin interne SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 078,75 $	
PLANCHER EUGENE GOYETTE	1329173	20 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Torres, Thays - Sablage et réparation des plancher en bois - Local squash et racquetball (complexe sportif Claude-Robillard)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 892,44 $	
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1325382	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 308,42 $	
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1327962	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 833,52 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1325430	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 981,22 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1327972	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 551,78 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1330188	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	16 924,58 $	
PLOMBERIE DENIS PARADIS INC	1330330	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de plomberie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 778,87 $	
PLOMBERIE ET CHAUFFAGE ALAIN DAIGLE INC.	1327993	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Vider et nettoyer le drain du garage d'entretien des véhicules à la Pépinière L'Assomption	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 774,31 $	
POLYGON CANADA INC.	1328158	14 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES, THAYS TEM.93175 POUR BAT.0560	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 713,24 $	
PRAENESTE TECHNOLOGIES	1329119	19 FÉVR. 2019	LALONDE, SOPHIE	Frais annuels de licence d'utilisation et services relativement au logiciel SPACE pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	43 036,58 $	
PRODUITS SANY	1330347	26 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Achat d'un extracteur à tapis EX-SC-716 - 7 Gal - Soumission 1644965	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 176,29 $	
PROTECTION INCENDIE VIKING INC.	1330173	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de protection incendie pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 980,60 $	
PROVO LTEE.	1325716	04 FÉVR. 2019	BRADETTE, LOUISE	Achat de câble - Demande de Richard Gagné	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 459,86 $	
PSI PROLEW INC	1327624	12 FÉVR. 2019	VERREAULT, DOMINIQUE	Pièces pour réparation de pompe du St-Laurent Marin	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	24 802,91 $	
REFRIGERATION G.E.S. INC.	1329085	19 FÉVR. 2019	KAMIL, AZIZE	ARR. OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - ABREVOIRS EN RFEMPLACEMENT - CENTRE SPORTIF NOTRE-DAME-DE-GRACE(BENNY), 6445 AVENUE DE MONKLAND - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 405,27 $	
REGIE DU BATIMENT DU QUEBEC, DIRECTION DES LICENCES	1330526	27 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Frais annuels et inspection - Transport vertical - Divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 409,41 $	
REGULVAR INC	1326678	07 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	BON COMMANDE 2019 POUR LUC BELLEVILLE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 498,75 $	
REGULVAR INC	1329177	20 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	OUEST-CHAUFFAGE VALVE BELIMO 3 VOIES CENTRE DU PLATEAU SAUVE STEPHANE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 366,42 $	
REGULVAR INC	1329951	25 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Castelli, Domenico - CO Nord - Laboratoire AC-6	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 391,62 $	
REGULVAR INC	1329952	25 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Castelli, Domenico - Pavillon Lafontaine - Réseau Bloc F 80100	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 537,13 $	
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITEE	1330157	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Retirer l'amiante du plafond de l'entrée principale côté ouest et reconstruction du plafond au Centre de formation des pompiers (requêtes 77-384485 et 01-385236)	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 320,26 $	
RONALD C. LISTER CANADA INC.	1327951	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de serrurerie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 282,43 $	
S.C.I. MONTREAL INC.	1329590	21 FÉVR. 2019	KHARBOUCH, KHALID	ARR. OUEST - VILLE-MARIE - CONTROLE VELOCITE - EDIFICE GOSFORD, COUR MUNICIPALE, 775 RUE GOSFORD - KHARBOUCH, KHALID	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 603,69 $	
SERVICE D'ENTRETIEN D'EDIFICES PERE ET FILS INC.	1327934	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien paysager pour juillet et août 2018 (fleurs et plates-bandes, pelouse) au Château Dufresne	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 064,75 $	
SERVICE D'ENTRETIEN MENAGER VIMONT INC.	1326589	07 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Octroyer un contrat de gré à gré à Service d'entretien ménager Vimont. pour services d'entretien sanitaire du 405, de l'Église pour une période de 37 semaines. 3 Soumissionnaires	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	33 937,21 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1325435	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 910,35 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1327991	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 912,87 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1330189	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 998,59 $	
SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.	1330335	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux électriques dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	9 642,03 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1327966	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Peinturer cuisine et corridor, remplacer les tuiles acoustiques au plafond et nettoyer les rails à la Caserne 23	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	12 021,07 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1328450	15 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	Services d'entretien sanitaire pour le 2260, rue Bennett de janvier à avril 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 498,75 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1328483	27 FÉVR. 2019	GUERIN, CAROLE	#8240 Service d'entretien sanitaire pour le 8491 et 8525, rue Ernest-Cormier du 1er janvier au 30 avril 2019	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	30 140,60 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1329763	22 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Suite à une inondation, fournir/livrer humidificateur et 4 ventilateurs de plancher pour la période du 05-11-18 au 14-12-18 à la Caserne 11 située au 1216, rue Ontario est; lavage des tapis au 2e étage à l'Édifice Albert-Dumouchel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 942,27 $	
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1329763	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Suite à une inondation, fournir/livrer humidificateur et 4 ventilateurs de plancher pour la période du 05-11-18 au 14-12-18 à la Caserne 11 située au 1216, rue Ontario est; lavage des tapis au 2e étage à l'Édifice Albert-Dumouchel	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	1 968,52 $	
SERVICES TOITURES HOGUE INC.	1330199	25 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Appels de service pour infiltration d'eau et travaux d'entretien et réparations préventives de toitures pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 965,91 $	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1327003	08 FÉVR. 2019	DESJARDINS, SYLVIE	Achat de 1 imprimante Sharp Modèle MX-4070N SELON ENTENTE 949660 - Projet HDV	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	2 337,59 $	949660
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1328994	19 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	TORRES, THAYS TEM 93164 1500 DES CARRIÈRES	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 939,65 $	
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1325197	01 FÉVR. 2019	DESJARDINS, SYLVIE	BCO 2019 - Frais - Transport en commun pour le SGPI	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 500,00 $	
SOLUTION RENOVATION DANY HOULE	1330368	26 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux généraux d'entretien dans le garage, libérer l'espace des nombreux objets encombrants à la Biblio. et Centre comm. CDN Nord	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 464,59 $	
SOLUTIONS P.F.T. INC.	1326409	07 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Trudel, Simon - Aménagement audio pour la cafétéria pour les réunion cols bleus TEM 93168	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 744,31 $	
SYSTEMES DE SUPPORT INFORMATIQUE R.L. INC.	1327931	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Contrat d'entretien préventif pour l'année 2019 (comprenant 1 entretien majeur et 1 entretien mineur sur 2 UPS Mitsubishi 9800AE-225kVA et du cabinet de charge critique) au 2580, boul. St-Joseph est	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 249,37 $	
TECHNICIEN DE GLACE INC	1327104	11 FÉVR. 2019	SHARIFIAN, JABIZ	CORPO - Fourniture et installation des pochoirs en tissus et le montage de glace pour le Centre Etienne Desmarteau (0560) Incidences 14975	Gestion et planification immobilière	Gestion install. - Arénas et patinoires	10 867,39 $	
TECHNO-CONTACT INC.	1328554	18 FÉVR. 2019	DESROCHERS, ERIC	ARR. PLATEAU MONT-ROYAL - LUMIÈRE EXTÉRIEURE - CENTRE DU PLATEAU, 2275 BOULEVARD SAINT-JOSEPH E. - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 516,55 $	
TELECOM U2B	1330524	27 FÉVR. 2019	BURGY, JOHANNE	OUEST - ADMINISTRATION - ÉTUIS POUR IPHONES 6S MODÈLES OTTERBOX DEFENDER - REGION OUEST - BURGY, JOHANNE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 408,43 $	
TOITURES LEON INC	1325624	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Poste de surpression (3655) - 495, avenue Michel-Jasmin, Dorval - Réfection de la surface entière de la section basse de la toiture - 3 soumissions	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	11 569,62 $	
TOITURES PME INC	1324516	25 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Potvin, Claude	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 123,38 $	
TOLBAZ INC.	1323275	07 FÉVR. 2019	BOUVRETTE, JEAN	Réalisation de travaux d'ozonation pressurisé pour le lac des castors au Biodôme Migration 2.0 (2402)	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 062,50 $	
TRADELCO INC.	1325253	01 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT, SYLVAIN achat pour bâtiment 0095 et 0761	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 673,64 $	
TRADELCO INC.	1326743	08 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Sylvain Chabot BAT.0095	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 623,43 $	
TRADELCO INC.	1326772	08 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	CHABOT, SYLVAIN pour inventaire	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 134,51 $	
TRADELCO INC.	1329067	19 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot, Sylvain - inventaire atelier 5 arrondissements	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	3 652,68 $	
TRADELCO INC.	1330609	27 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	Chabot, Sylvain - inventaire atelier 5 arrondissements da#20	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 060,83 $	
TRAPPEXPERT INC.	1327292	11 FÉVR. 2019	DESROCHERS, ERIC	TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - REMPLACEMENT COUVERCLE SANITAIRE - BAIN LEVESQUE, 955 RUE MARIE-ANNE E., - DESROCHERS, ERIC	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	4 199,50 $	
UNITED RENTALS DU CANADA	1321621	04 FÉVR. 2019	BUTEAU, FRANCOIS	LARDIN, REGIS BAT 0113	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 843,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VENTILABEC INC.	1325300	01 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux mécaniques pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 845,92 $	
VILLE DE L'ASSOMPTION	1327566	12 FÉVR. 2019	ROUILLARD, JOHANNE	Taxes municipales 2019 pour la Pépinière L'Assomption	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	67 018,80 $	
VITRERIE ARMAND	1327949	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Travaux de vitrerie dans divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	5 478,25 $	
VITRERIE CHAYER INC	1325434	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Remplacement des portes intérieures vitrées du café par une nouvelle paire de portes non isolées, série 2200 de Prévost (64" X 108", avec verre trempé 6 mm clair, quincaillerie tel que groupe entrée restaurant au Centre Strathearn	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	6 887,18 $	
VULCAIN ALARME, DIVISION DE B.W. TECHNOLOGIES	1325606	04 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien préventif des appareils de détection de gaz toxiques pour divers bâtiments pour l'année 2018	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	10 180,74 $	
VULCAIN ALARME, DIVISION DE B.W. TECHNOLOGIES	1327925	14 FÉVR. 2019	BOTERO, ANDRES	Entretien préventif des appareils de détection de gaz toxiques pour divers bâtiments	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	7 853,38 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1328787	18 FÉVR. 2019	PLOURDE, PATRICK	TRAVAUX D'ENTRETIEN MINEURS (TEM) - RACCORD ET CUVETTE - CHALET DU PARC CLIFFORD, 1820 AVENUE CLIFFORD - PLOURDE, PATRICK	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 779,81 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1329402	21 FÉVR. 2019	SAUVE, STEPHANE	Corbeil, Eric - Trappes de vapeur et tamis	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 303,16 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1330671	27 FÉVR. 2019	KAMIL, AZIZE	OUEST - CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRACE - RACCORD EN PVC - CENTRE COMMUNAUTAIRE N-D-G, 5311 CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-ANTOINE - KAMIL, AZIZE	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 278,81 $	
ACCES COMMUNICATIONS	314588ac	23 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211690 : Radio portatif cp200d (10x), chargeur multi pour radio émetteur (3x) + transport.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	6 800,00 $	
BMR MATCO RAVARY	6763533	07 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211675 : Contre plaqué standard et merisier russe.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	5 029,23 $	
BMR MATCO RAVARY	6765304	15 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211540 : 42 contreplaqués bc fir beau un côté 3/4.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 435,58 $	
CONSULTE-FAB	202175	08 FÉVR. 2019	DURAND, CATHERINE	BC 211609 / Feuille de lexan 1/4 blanc	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 739,50 $	
ÉCHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	62308	04 FÉVR. 2019	DURAND, CATHERINE	BC 211517 / Installation d'échafauds avec garde corps pour travaux de 24 pieds en hauteur - Serre 10	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 100,00 $	
INDUSTRIES JACQUES INC.	104400	15 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211248 : Fabrication de roues et mancon pour actuateurs en acier inox.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 031,00 $	
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	93073	15 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211689 : Pompe incendie Plad Split Case, modèle 4013 - Réusinage.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 856,00 $	
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	270009	15 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211588 : Fer "U", vis mec. tête ronde, écrou bride hex., écrou barre hex., potentiomètre et soufflerie 131pc.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 986,90 $	
LES INDUSTRIES HARNOIS INC	270111	07 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211652 : Crémaillère #101500 et pignon DGT LV7.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 506,50 $	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	51076220	07 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211519 : Location d'une nacelle articulée Z-30, 30 pied du 2019-01-10 au 2019-01-30.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 058,03 $	
MACHINERIE PLUS LTEE	122712	07 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211659 : Piles Milwaukee 18V, scie circulaire et aspirateur dorsal 3 en 1.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 229,87 $	
METAL M-PACT INC.	038980	08 FÉVR. 2019	DURAND, CATHERINE	BC 211587 / Tube carré en inox + acier plat inox + treilli soudé inox	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 514,00 $	
PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTEE	217	23 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211680 : Appareil de lavage Smartwasher SW-425 complet avec 5 chaudières de 19L de solution SW-4, 1 filtre FL-4 et 2 btes de filtres FL-4 supplémentaires.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 413,75 $	
TECHNO-CONTACT INC.	77796	23 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211573 : Ajout 3x 15A PP4J Machine à neige.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	3 855,00 $	
USI-POMPES INC.	8065	07 FÉVR. 2019	SCHOEB, AMELIE	BC# 211062 : joint labyrin. cot, pompe (line) et joint labyrin. 60940566 ingersol rand cot.	Gestion et planification immobilière	Musées et centres d'exposition	2 718,04 $	
AMNOR INDUSTRIES INC.	1326248	06 FÉVR. 2019	CORBEIL, JASMIN	18-6342-6343-i-002 - Excavation de trous à proximité de conduits souterrains existants - 4 soumissions	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	18 057,85 $	
CLUB DE JUDO METROPOLITAIN	1330132	25 FÉVR. 2019	ST-ARNAULT, SYLVIE	Projet : Centre-Jeunesse / Inscriptions activités physiques	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 555,00 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1328474	15 FÉVR. 2019	ANGERS, VERONIQUE	Achat d'un ordinateur pour Laurence Larose	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 880,96 $	
EYE-IN INC.	1321130	04 FÉVR. 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	Service Internet sans fil - Gestion du réseau Wi-Fi - Complexe sportif Claude-Robillard - Année 2019	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	3 149,62 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1321266	12 FÉVR. 2019	LUSSIER, MARIE-JOSEE	frais de courrier régulier et rapide pour l'année 2019 selon entente no.1302177.	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	524,94 $	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1321266	12 FÉVR. 2019	LUSSIER, MARIE-JOSEE	frais de courrier régulier et rapide pour l'année 2019 selon entente no.1302177.	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	1 900,27 $	1302177
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1326669	21 FÉVR. 2019	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	BC 2019- Frais de courrier Globex pour l'interne et l'externe.	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	314,96 $	
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1326669	20 FÉVR. 2019	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	BC 2019- Frais de courrier Globex pour l'interne et l'externe.	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	4 094,51 $	1302177
GROUPE PREVOST-FORTIN INC.	1329836	22 FÉVR. 2019	FRADETTE, JOHANNE	Service de repérage et de capture de coyotes (19-6360)	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	21 259,97 $	
GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT	1326529	07 FÉVR. 2019	DETOLLE, JEAN-PHILIPPE	Élaborer et mettre en ¿uvre des activités de sensibilisation et d'information des citoyens concernant la coexistence avec le coyote (19-1993)	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	83 630,00 $	
HYDRO-QUEBEC	1328452	15 FÉVR. 2019	CORBEIL, JASMIN	17-6057-i-003 Alimentation électrique du site du complexe sportif Marie-Victorin - gré à gré	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	12 808,32 $	
IMPACT SYNERGIE INC.	1325773	05 FÉVR. 2019	STORTINI, NATHALIE	Attacheur Fixion autonome (avec batterie), 9 000 à 12 000 attaches/jour	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	2 116,14 $	
IMPACT SYNERGIE INC.	1325773	05 FÉVR. 2019	STORTINI, NATHALIE	Attacheur Fixion autonome (avec batterie), 9 000 à 12 000 attaches/jour	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	529,03 $	
LANCO AMENAGEMENT INC.	1328535	18 FÉVR. 2019	BILODEAU BALATTI, STEVE	Travaux d'aménagement d'un sentier temporaire pédestre temporaire à l'entrée principale du parc Mainsonneuve (19-6351)	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	20 094,61 $	
LES CONSULTANTS S.M. INC.	1325970	05 FÉVR. 2019	DRAPEAU, MATHIEU	Services en environnement pour l'aménagement temporaire de la place des Arrimeurs 19-1998	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	29 065,79 $	1226921
LES ENTREPRISES ANDRE BARSALOU INC.	1326423	07 FÉVR. 2019	ST-ARNAULT, SYLVIE	Ouverture et fermetures des trappes de sable dans l'omnisports le 28 février et 1er mars 2019	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 624,68 $	
LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC	1310873	06 FÉVR. 2019	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Contrat de déneigement pour l'aréna Maurice-Richard pour une période de 2 ans de novembre 2018 à avril 2019 pour un montant total de 25 961.36$ taxe incluse.	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Arénas et patinoires	15 804,11 $	
LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC	1330401	26 FÉVR. 2019	LAGADEC, CHRISTINE	Service de déneigement des installations aquatiques qui feront l'objet de travaux de mise aux normes_LOT 2 - SECTEUR EST_19-6345	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	37 379,75 $	
MIRADA MEDIA INC.	1327207	11 FÉVR. 2019	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Accès et soutien Channel VIEW "OR" et WEB pour CSCR et Stade de Soccer pour l'année 2019	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 759,07 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	1328454	15 FÉVR. 2019	GAUDET, MARTIN	Service est accessoires de nettoyage pour la pépinière	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	4 022,44 $	
OPEN TEXT CORPORATION	1316114	05 FÉVR. 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Renouvellement des licences DM10 pour 2019-2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Horticulture et arboriculture	1 733,22 $	
OPEN TEXT CORPORATION	1316114	05 FÉVR. 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Renouvellement des licences DM10 pour 2019-2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Act. récréatives - Dir. et adm. - À répartir	58,26 $	
OPEN TEXT CORPORATION	1316114	05 FÉVR. 2019	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	Renouvellement des licences DM10 pour 2019-2020	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 648,51 $	
PAYSAGISTE SOLARCO INC.	1327636	12 FÉVR. 2019	GINCE, MARTIN	Transport et chargement de neige 1- semi-remorque et 3 essieux	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des parcs et terrains de jeux	5 585,33 $	
PRO ACTION TRANSPORT INC.	1330621	27 FÉVR. 2019	DULIEPRE, JEAN-FRANCOIS	Recouvrement de la piste d'athlétisme dans la salle omnisports du complexe sportif Claude-Robillard - Lundi 4 mars 2019 et lundi 11 mars 2019	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	5 236,25 $	
PRODUITS SANY	1323396	05 FÉVR. 2019	FRAPPIER, GENEVIEVE	produits d'entretien ménager - Soumission 1624046	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	2 799,13 $	
PRODUITS SANY	1326934	08 FÉVR. 2019	ST-ARNAULT, SYLVIE	Produits d'entretien ménagé pour le SSM	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	926,57 $	1048199
PRODUITS SANY	1326934	08 FÉVR. 2019	ST-ARNAULT, SYLVIE	Produits d'entretien ménagé pour le SSM	Grands parcs, mont Royal et sports	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	1 119,87 $	
PROMARK-TELECON INC.	1326243	06 FÉVR. 2019	CORBEIL, JASMIN	18-6342-6343-i-003 - Repérage, localisation et identification des utilités souterraines existantes (privées) - 4 soumissions	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	18 262,68 $	
SERVICES PAYSAGERS DOMINIQUE FILION	1330420	26 FÉVR. 2019	LAGADEC, CHRISTINE	Service de déneigement des installations aquatiques qui feront l'objet de travaux de mise aux normes - LOT 1 - SECTEUR OUEST_19-6345	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	44 189,23 $	
SITE INTEGRATION PLUS INC.	1326250	06 FÉVR. 2019	CORBEIL, JASMIN	18-6342-6343-i-001 - Réalisation de travaux électriques - démantèlement et remise en place équip élect fixés aux clôtures existantes - 4 soumissions	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	14 950,22 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	1326241	06 FÉVR. 2019	CORBEIL, JASMIN	18-6342-6343-i-004 - Accompagnement dans les travaux de mise aux normes et évaluation de la conformité des installations aquatiques ext. - 1 soumission	Grands parcs, mont Royal et sports	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	42 173,48 $	
SOCIETE LOGIQUE INC.	1326047	05 FÉVR. 2019	DRAPEAU, MATHIEU	Réalisation d'une évaluation des principes d'accessibilité universelle dans le cadre du projet d'aménagement de la place des Montréalaises (18-1987)	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	24 990,00 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1326601	07 FÉVR. 2019	DUPLANTIE, SYLVIA-ANNE	Renouvellement des licences AutoCAD pour 2019 à 2020 pour le SGPMRS	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	24 363,93 $	
LES DISTRIBUTIONS VALERIE PHILIP INC	1316837	01 FÉVR. 2019	BONNEAU, MARIE-EVE	Facture 181214 Paiement 75% à la signaturePaiement 25% à la livraison Épinglettes d'identification Hôtel de ville plaquées or 24k - finition argentée-nickel - finition cuivrée environ 3/4 de pouces avec aimant de qualité supérieur	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	3 460,06 $	
ROBERT ALEXIS TRAITEUR INC	1330642	27 FÉVR. 2019	MCSWEEN, BRIGITTE	Facture #074042 - Cocktail 15e anniversaire conseil consultatif - Cabinet de la Mairesse et du comité exécutif -	Greffe	Conseil et soutien aux instances politiques	2 727,57 $	
GROUPE ALTUS	1329554	21 FÉVR. 2019	CLOUTIER, MARIANNE	Achat de la publication biannuelle du groupe Altus Outil terrain pour une période de 2 ans à partir du 18 février 2019. Octroyer un contrat de services professionnels au Groupe Altus	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	19 212,71 $	
PITNEY WORKS	1328786	18 FÉVR. 2019	CLOUTIER, MARIANNE	Frais de poste pour le Service de l'habitation - 2019 (Pitney Works)	Habitation	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	4 199,50 $	
ARSENAULT LEMAY ARPENTEURS-GEOMETRES INC.	1325268	01 FÉVR. 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Projet QDS-Divers services en arpentage, dont la mise à jour du plan d¿arpentage requis pour la demande de permis du projet de l¿Ilot Clark, ARSENAULT LEMAY ARPENTEURS-GEOMETRES INC, gré à gré, DEM : Catherine Bernard-Montpetit	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	6 299,25 $	
AVEC PLAISIRS	1326195	06 FÉVR. 2019	AYLWIN, CHANTAL	BF AVEC PLAISIRS TRAITEURS - Service de traiteurs pour petit déjeuner de la Directrice des Infrastructures du 24 janvier 2019 (150 personnes). Tel que la facture 425368. Dem.: Geneviève Bellavance.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 493,18 $	
CANADIEN NATIONAL	1327405	12 FÉVR. 2019	PARENT, MARIE	Pour payer les factures # 91437294, # 91437295 et # 91437296 du Canadien National (Passage à Niveau Public) - Service des infrastructures du réseau routier	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 241,40 $	
CERIU	1327632	12 FÉVR. 2019	LAMONTAGNE, SERGE	Cotisation annuelle 2019 CERIU (50% Service de l'eau et 50% Service des infrastructures)	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	26 902,78 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1325618	04 FÉVR. 2019	BOULIANNE, MARTIN	Achat- Ordinateur portatif et accessoires - Service des infrastructures du réseau routier - # de dérogation R356441	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	41 253,69 $	1164102
HILTI CANADA LTEE	1329974	25 FÉVR. 2019	GAGNE, ALAIN	Achat d'un outil de carottage DD250 BS Complet et joint externe DD150 base d'aspirateur pour la réalisation d'essais en laboratoire - Service des infrastructures du réseau routier	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 327,11 $	
INSTITUT DU NOUVEAU MONDE	1328689	18 FÉVR. 2019	CHAMPAGNE, BENOIT	Projet Peel, René-Lévesque à Sherbrooke (lot C)-assistance à la conception et mise en ¿uvre du processus de consultation des parties prenantes, INM, DEM : Anjali Mishra, gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	64 817,18 $	
INTERGRAPH CANADA LTD	1326411	07 FÉVR. 2019	PARENT, MARIE	Achat - Maintenance de APOLLO ESSENTIALS. Du 1er Mars 2019 au 29 février 2020 - Service des infrastructures du réseau routier	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 650,45 $	
J.P. MORASSE INC.	1330356	26 FÉVR. 2019	BROUSSEAU, DANIEL	Achat - Produits de géodésie (Couvercles et hausses) - Service des infrastructures du réseau routier	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10 719,22 $	
L'ASSOCIATION DES ESTIMATEURS ET ECONOMISTES EN CONSTRUCTION DU QUEBEC	1326761	08 FÉVR. 2019	AYLWIN, CHANTAL	Programme de commandite congrès 2019 AEÉCQ. Niveau Platine. Demandeur: Béchir Bouzaidi, ing. chef de division	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 500,00 $	
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1326210	06 FÉVR. 2019	BOUZAIDI, MOHAMED BECHIR	BF - Frais de publication d'addenda via SEAO pour l'année 2019(montant prévisionnel) - Direction des infrastructures. Réf.: Béchir Bouzaidi	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	73 491,25 $	
MICHAEL A RICE	1329528	21 FÉVR. 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Projet Peel, commémoration Premières Nations-sélection et adaptation d¿histoires, Michael Rice, gré à gré.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 840,00 $	
MLC ASSOCIES INC.	1326578	07 FÉVR. 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Projet QDS-Ilot Clark, étude de capacité du mur Est au 85-95 rue Ste. Catherine Ouest, MLC Associés, gré à gré, DEM : François Hubert.	Infrastructures du réseau routier	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	14 698,25 $	
MOHAWK COUNCIL OF KAHNAWAKE	1329563	21 FÉVR. 2019	BOSSE, JEAN-PIERRE	Projet Peel, commémoration Premières Nations-création iconographique pour le mobilier commémoratif, gré à gré, Mohawk Council of Kahnawake.	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 270,00 $	
NEOLECT INC.	1330654	27 FÉVR. 2019	ROY, SYLVAIN	SO 334401 - 176861 - Appel d'offres public - Travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jean-Talon, du ch de la Côte-des-Neiges à la rue Frobisher. Dem.: Anne-Marie Perreault.	Infrastructures du réseau routier	Signalisation lumineuse	75 855,90 $	
NEOLECT INC.	1330654	27 FÉVR. 2019	ROY, SYLVAIN	SO 334401 - 176861 - Appel d'offres public - Travaux d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jean-Talon, du ch de la Côte-des-Neiges à la rue Frobisher. Dem.: Anne-Marie Perreault.	Infrastructures du réseau routier	Éclairage des rues	69 105,45 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PRECISION DESIGN & MACHINE	1330354	26 FÉVR. 2019	BROUSSEAU, DANIEL	Achat - Dispositif (SCIGN Mount) pour mettre à niveau nos bases GPS géodésiques permanentes situées à Laval, Longueuil et Pierrefonds - Service des infrastructures du réseau routier	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 351,38 $	
STRATEGIA CONSEIL INC.	1328741	18 FÉVR. 2019	AYLWIN, CHANTAL	Mandat Gré à Gré 35-001 - Estimation (mandat ouvert) pour établir des estimations de soumissions en période d'appels d'offres.	Infrastructures du réseau routier	Réseaux d'égout	3 957,72 $	
STRATEGIA CONSEIL INC.	1328741	18 FÉVR. 2019	AYLWIN, CHANTAL	Mandat Gré à Gré 35-001 - Estimation (mandat ouvert) pour établir des estimations de soumissions en période d'appels d'offres.	Infrastructures du réseau routier	Réseau de distribution de l'eau potable	11 121,70 $	
STRATEGIA CONSEIL INC.	1328741	18 FÉVR. 2019	AYLWIN, CHANTAL	Mandat Gré à Gré 35-001 - Estimation (mandat ouvert) pour établir des estimations de soumissions en période d'appels d'offres.	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	75 871,25 $	
ACI SECTION DU QUEBEC ET DE L'EST DE L'ONTARIO	18074insp	18 FÉVR. 2019	DE ROME, SUZANNE	Frais de Formation-Inspecteur de chantier pour 26 personnes : équipe Réalisation des travaux	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 189,02 $	
CEGEP DE SAINT-LAURENT	12310	08 FÉVR. 2019	DE ROME, SUZANNE	Frais de formation des préposés à l'aquduc (OPA) pour 5 employés	Infrastructures du réseau routier	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	7 349,12 $	
DASSYLOI	1327602	12 FÉVR. 2019	SAVARD, MARTIN	Réhabilitation d'un regard d'égout sur la 55e Avenue. Tel que soumission du 01-02-2019.	Lachine	Réseaux d'égout	11 128,67 $	
GROUPE SDM INC	1324604	25 FÉVR. 2019	ONOFRE, KETY	Prix forfaitaire à l¿acte pour dégel de conduite d'eau métallique - 2h30 heures et moins d¿interventions, soirs lundi au vendredi inclus, de 16 h 01 à 21h00 fins de semaine de 7h30 à 21h00. MODIFIÉ POUR AJOUTER LES LIGNES 3 ET 4.	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	4 768,06 $	
INOLEC	1328431	15 FÉVR. 2019	AMOUSSOU, EULOGE	Machine à percer avec les accessoires. Tel que soumission 50091161-00.	Lachine	Réseaux d'égout	3 352,25 $	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1326572	07 FÉVR. 2019	AMOUSSOU, EULOGE	Outil pour bouchon de verrouillage. Réf. C-OVBC-04. Rallonge avec joint d'impact. Réf. NOV-12/2. Station de porte cadenas (20) Réf. NOV-ST-20. Kit de 10 (1 série de 10 cadenas rouges. Réf. NOV10-83440. Tel que soumission N-51046.	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	3 448,38 $	
PLOMBERIE LAFLEUR INC.	1327666	12 FÉVR. 2019	AMOUSSOU, EULOGE	BCO-LAC-2019 Travaux de plomberie sur le réseau d'aqueduc et égout sur demande.	Lachine	Réseau de distribution de l'eau potable	3 149,62 $	
CANALISATIONS H2.EAU 2016 INC.	1326427	07 FÉVR. 2019	LAMBERT, LYNE	LAS BCO TP 2019 - Inspection télévisée de conduite d'égout principale (200mm à 900 mm) avec caméra à tête rotative	LaSalle	Réseaux d'égout	3 674,56 $	
9069-9232 QUEBEC INC.	PIR922167	18 FÉVR. 2019	LATOUR, REMI-PAUL	REPARER VEHICULE (FACT. # 027447)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 808,36 $	
9175-2998 QUEBEC INC	DIC923109	26 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	OUTILS POUR ATELIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 841,15 $	
ACCESSOIRES OUTILLAGE LIMITEE	SLT921403	12 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 882,44 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	LAS923334	26 FÉVR. 2019	LAPLANTE, JEAN-MARC	TOILE DE SOUDURE CONF#1344822335	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 216,02 $	
ACKLANDS - GRAINGER INC.	ROS919988	04 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	DIVERS MATÉRIEL POUR L' ATELIER DE L' U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 540,44 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	DIC914811	03 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	EXCÈDE MA DÉLÉGATION DE POUVOIR:APPROUVÉ PAR M.NORMAND CHRÉTIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 189,02 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	MAD919925	01 FÉVR. 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	10R8899R POMPE HEUI REBUILT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 138,74 $	
ADF DIESEL MONTREAL INC.	ROS921770	14 FÉVR. 2019	AUBIN, FREDERIC	8FRAIS DE TRANSPORT - URGENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 576,56 $	
AFI EXPERTISE INC.	1325959	05 FÉVR. 2019	THERRIEN, ELISE	Techniques avancées pour formateurs (5 employés). Mario Bergeron, Vincent Francoeur, Martin Chénard, Serge Côté, Christian Gaudet.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 356,98 $	
AIGUISAGE PIGEON INC.	CAR922321	23 FÉVR. 2019	AUDY, MICHEL	C1385683	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 519,70 $	
AMERIFOR ELECTRONIQUE INC.	SLT918738	04 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 597,82 $	
AREO-FEU LTEE	ROS921746	15 FÉVR. 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 094,74 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	CAR920473	12 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER SOUFFLEUSE DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	125,98 $	
ARMAND SIGNORI AUTO RADIATEUR INC.	CAR920473	07 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	PIÈCES POUR RÉPARER SOUFFLEUSE DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 921,80 $	
ASN COMPRESSION INC.	DIC922890	22 FÉVR. 2019	LEBRUN, ANDRÉ	REMPLACE DIC908744 PIECES POUR COMPRESSEUR SULLIVAN PALATEK	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 886,36 $	
ATTACHE CHATEAUGUAY INC	1328711	18 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Achat de 2 Pelles à neige Fisher HD2 7'6" Couleur Jaune - Installation sur Pickup Dodge2500 (2018) incluse - Manette au choix : Contrôle dans main inclus	Materiel roulant et ateliers	Déblaiement et chargement de la neige	17 427,92 $	
AUDREE PELLERIN, CPA	1326844	08 FÉVR. 2019	THERRIEN, ELISE	Concepteur et développeur de systèmes informatiques - Développement d'une base de données de formation consolidée.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 409,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BATTERIES DIXON INC.	1326700	07 FÉVR. 2019	HOGUE, ROBERT	EL4AGM / Réappro magasin batterie 94R AGM pour voiture (caravan) de police lettré.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 202,93 $	
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR920494	05 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O REPARATION POMPE HYDRAULIQUE ET FREIN DIFFERENTIELAVANT VOIR FCT#2013	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 574,32 $	
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR920640	07 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES DE RECHANGE BENCO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 270,29 $	
BENCO PIECES ET SERVICES	CAR922586	20 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O POUR REPARATION POMPE HYDRAULIQUE +250HRS ET PNEU VOIR FCT#2040	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 906,34 $	
BOULEVARD DODGE-CHRYSLER-JEEP (2000) INC.	SLT913787	27 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	V. 212-16417 RAM3500 2016 Reparation carrosserie	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 797,98 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1326698	07 FÉVR. 2019	HOGUE, ROBERT	Facture#6482798565 // Réappro magasin pour pneus de crevaison / Pneus pour voiture de police 245/55R18.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 796,86 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1326755	08 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	Réappro magasin pneus hiver pour crevaison.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 030,75 $	
BRIDGESTONE CANADA INC.	1329723	22 FÉVR. 2019	HOGUE, ROBERT	Réappro magasin Pneus pour voiture de police 225/60R16 pour crevaison.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 165,37 $	
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	ROS920981	07 FÉVR. 2019	BELANGER, BRUNO	TONE GENERATOR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 005,26 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	PIR917886	12 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	REPARER SYSTEME ECHAPPEMENT (FACT. # 83579)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 452,92 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	PIR920548	05 FÉVR. 2019	BOURRET, YANICK	APPEL DE SERVICE : MOTEUR STALL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 716,97 $	
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	PIR920548	23 FÉVR. 2019	BOURRET, YANICK	APPEL DE SERVICE : MOTEUR STALL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 074,81 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	CAR922573	20 FÉVR. 2019	AUDY, MICHEL	C1386674	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 211,68 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	DIC921659	13 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Réparation de PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 015,44 $	
CENTRE AGRICOLE J.L.D. INC.	PIR914198	02 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	ENTRETIEN ANNUEL (FACT. # D23963)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 079,34 $	
CERTIFLO INC.	CAR911480	20 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT POMPE COMPLETE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 791,31 $	
CERTIFLO INC.	DIC923545	27 FÉVR. 2019	RECTON, YAN	Remplacement du débitmètre qui a gelé en début d'hiver car la citerne n'a pas été vidée.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 442,62 $	
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	PIR918795	10 FÉVR. 2019	LATOUR, REMI-PAUL	LOT DE ELINGUE (SOUMISSION # SM-0118710)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 130,91 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	CAR921003	15 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	INSPECTION ANNUELLE + REPARATIONS SUITE A INSPECTION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 994,05 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	DIC918507	01 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	28C3Z-6K682-CARM TURBO COMPLE (KIT)(TC-16RM)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 911,87 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	NME922789	23 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	156-15678/Réparation accident avant gauche et droite 2ieme commande/Bracket airbag	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 176,73 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	ROS921395	12 FÉVR. 2019	LAROCHE, JENNIFER	TAPIS DE FORD ESCAPE POUR LE VEHICULE NEUF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 595,43 $	
CHARTRAND FORD (VENTES) INC.	ROS922341	19 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	PIECES DE CARROSSERIE POUR FORD E350 2009	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 987,91 $	
CHOTECH HYDRAULIQUE	DIC917122	17 FÉVR. 2019	ARCE, CRISTIAN	3 MOTEURS HYDRAULIQUES AVEC COUPLING ET ACC..	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 062,32 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	1327967	14 FÉVR. 2019	MASSE, PAUL	Facture#2019-67431 // Broyeurs à usage intense pour filtres à huile modèle Gray QO 10	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	4 760,33 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	MAD921418	12 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO CLIFFORD UNDERWOOD SELON FACTURE 2019-67433 POUR REPARATION DALLE DE BETON POUR VERIN HYDRAULIQUE SOUTERRAIN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	24 987,02 $	
CLIFFORD UNDERWOOD HYDRAULIQUE LTEE.	NME920350	05 FÉVR. 2019	ROY, ALAIN	Garage/Réparation de la fosse(installer rampes en métal)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 834,66 $	
COENCORP	1329394	21 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Factures#14039, 14002, 13991 // COENCORP - Terminaux défectueux et achat de pièces.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 506,67 $	
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1326763	08 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	Formation en entretien et diagnostic avancé de système d'air climatisé - 10 et 11 avril 2019 - Atelier Ville Marie.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 519,70 $	
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1327950	14 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	Formation en entretien et diagnostic avancé de système d'air climatisé - 15 et 16 avril 2019 - Atelier Ville Marie.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 519,70 $	
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1327958	14 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	Formation en entretien et diagnostic avancé de système d'air climatisé - à déterminer- Atelier Ville Marie.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 149,62 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1329143	20 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	FORMATION AUTO ÉLECTRIQUE - INTRODUCTION - MODULE 1 - GROUPE 2 - POUR 8 PARTICIPANTS DE SOIR LES 25-26-27 MARS 2019.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 716,55 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1330472	26 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	DIVERS PRODUITS INFORMATIQUE POUR LES BESOINS DE CADRES ET ANALYSTES DE LA DIVISION.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 576,49 $	1164102
CUMMINS CANADA ULC	CAR920943	07 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	REPARATION TROUBLE CHECK ENGINE ET FUITE D'HUILE IMPORTANTE VOIR FCT#001-74958	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 706,60 $	
CYCLO CHROME INC.	1326839	08 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	Facture# 2291, #2293 // Réparation et Entretien annuelle de 44 vélos de police.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 043,67 $	
CYCLO CHROME INC.	1326853	08 FÉVR. 2019	HOGUE, ROBERT	Facture#2294 // Réparation et Entretien annuelle de 38 vélos de police.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 105,46 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1306791	12 FÉVR. 2019	SAVAGE, CLAUDE	Location d'une nacelle diésel 60 pi articulée isolée avec boite de service pour RSMT, pour une période 3 mois débutant le 5 nov 2018, selon no réservation : 084700012229.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 608,97 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1329910	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Location d'un cube 12 pi pour le Sud-Ouest (unité # 040-19004), selon facture 6574048300 et facture 6574048482	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 223,64 $	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1329910	25 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Location d'un cube 12 pi pour le Sud-Ouest (unité # 040-19004), selon facture 6574048300 et facture 6574048482	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 111,82 $	
D M GOOS DIESEL INC	CAR923481	27 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O ENTRETIEN 2000 HRS+REPARATION FREIN DE STATIONEMENT+FUITE D'HUILE POMPE DE LA FAN ETC VOIR FCT#09161 AUTORISÉ PAR B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 788,79 $	
DRIVE PRODUCTS INC	CAR920625	06 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PTO ET SHATF DE PTO	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 909,20 $	
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	ROS921055	18 FÉVR. 2019	CHARRON, DANIEL	#PIC7962-16 (0462-201-16141), TERMINAUX FEMELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 040,78 $	
EMBRAYAGES BERNIER INC	CAR920592	08 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	PIECES POUR REPARER SOUFFLEUSE DE LA VOIRIE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 748,79 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	PIR920450	23 FÉVR. 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG LAMES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 183,83 $	
ENTREPRISE DESJARDINS & FONTAINE LTEE	ROS923249	26 FÉVR. 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 279,42 $	
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	LAS913145	06 FÉVR. 2019	LAPLANTE, JEAN-MARC	FAIRE REPARER COMPRESSEUR CHEZ COMAIRCO#S0065413	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 825,51 $	
EQUIPEMENT D'ACIER FEDERAL LTEE	1329132	20 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	LAS-BCR-TP2019/ 2S. SOUMISSION 65256 (RÉF. 64811) PTI OUTILS (68103) ACHAT ET INSTALLATION DE MOBILIER DE TRAVAIL ET D'ENTREPOSAGE POUR L'ATELIER LASALLE	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	14 878,74 $	
EQUIPEMENT INDUSTRIEL CHAMPION INC.	CAR920729	06 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	FORMATION E.I.C.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 824,19 $	
EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC.	PIR919310	06 FÉVR. 2019	BOURRET, YANICK	INSPECTION COLONNE LEVAGE CAMION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 188,42 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	AVM920149	04 FÉVR. 2019	OUIMET, GUY	0617601159 ESPACEUR POUR PENTURE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 198,64 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC920121	07 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	PIECES DE FREIN HUB ET HOSE HYDRAULIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 254,29 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC920529	05 FÉVR. 2019	DYOTTE, MATHIEU	PIECES BOMBARDIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 350,61 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC920983	11 FÉVR. 2019	POMPONI, GINO	114488800 CALIPER FREIN ASSY.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 547,73 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC922076	18 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	PIECES DE SUSPENTION BOMBARDIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 545,73 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	DIC923126	25 FÉVR. 2019	DYOTTE, MATHIEU	PIECES DE BOMBARDIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 102,37 $	
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	MAD921209	12 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	COMMANDE POUR RÉPARATION DE CHENILLETTE 513-13077	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 568,28 $	1158775
EQUIPEMENTS PLANNORD LTEE	VER922701	22 FÉVR. 2019	LAJEUNESSE, MARC	FACT:FL44840 / ROUE SOLIDE 602015200	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 371,21 $	
EQUIPEMENTS SIMARD	SLT921010	08 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	reparation	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 939,65 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1327681	14 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	396-16018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 131,41 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	1327681	20 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	396-16018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	663,51 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR920518	07 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES SABLEUR MICHEL GOHIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 502,60 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR921425	19 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	71173 CHAINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 528,09 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	CAR922050	18 FÉVR. 2019	JUTEAU, JACQUES	ACHAT DE PIECES MÉCANIQUE POUR L'ATELIER DE ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 697,24 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	DIC922770	21 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	REPARATION SYSTEME BRULEUR BENNE ASPHALTE CHAUFANTE *S-5068076*	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 878,79 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	PIR917261	03 FÉVR. 2019	BOURRET, YANICK	QUINCAILLERIE POUR RACK DE TOILE SUITE À UN ACCIDENT.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 840,75 $	
EQUIPEMENTS TWIN INC.	PIR920470	12 FÉVR. 2019	BOURRET, YANICK	CYLINDRE BENNE LEVÉE (GARANTI 2 ANS)+ FLOW DIVIDER 1/2 BOITE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 722,33 $	
EQUIPEMENT WAJAX	CAR922292	19 FÉVR. 2019	TROTTIER, LUC	PIN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 485,30 $	
E.R.C.D. INDUSTRIES INC.	1329702	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Fermeture ancien site de St-Michel, pompage des réservoirs de tous produits, selon facture 034290.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 785,34 $	
EXPROLINK INC.	1326549	07 FÉVR. 2019	SAVAGE, CLAUDE	Aspirateurs à déchets portatifs MADVAC61 - UADM : Plateau Mont-Royal.	Materiel roulant et ateliers	Autres - matières résiduelles	58 672,26 $	
FABRICATION S HOULE	DIC919813	19 FÉVR. 2019	LEBRUN, ANDRÉ	PIECES POUR SOUFFLEUR HOULE ATTACHEMENT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 261,68 $	
FINITION ULTRASPEC INC	ROS922763	21 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	ANODISATION DE PIECES POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 046,21 $	
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	1327110	11 FÉVR. 2019	TURGEON, FRANCOISE	24418A12/B12 : 2 Ford F-550 - UADM : Plateau Mont-Royal.	Materiel roulant et ateliers	Exploitation des parcs et terrains de jeux	93 767,30 $	
GENERAL BEARING SERVICE INC.	SLT920965	11 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 055,03 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	1327033	15 FÉVR. 2019	MAGNE, MELISSA	293-07586 324-00039	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 879,70 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ANJ920527	11 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	KIT DOC (INLET / OULET DPF) AVEC BRACKET AU FRAME ET SENSOR TEMPERATURE POUR VEHICULE 396-13039	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 801,97 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ANJ920527	19 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	KIT DOC (INLET / OULET DPF) AVEC BRACKET AU FRAME ET SENSOR TEMPERATURE POUR VEHICULE 396-13039	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	615,98 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ANJ922182	18 FÉVR. 2019	ROY, PATRICK	unité 396-13039 pièce d échappement et de refroidissement	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 753,83 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ANJ922742	21 FÉVR. 2019	ROY, PATRICK	unité 396-13039 , coolant egr	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 120,65 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ANJ922742	27 FÉVR. 2019	ROY, PATRICK	unité 396-13039 , coolant egr	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	41,99 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR919382	15 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	0A18-65616-000 PENTURE DU BAS DE PORTE COTE GAUCHE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 309,92 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR922109	18 FÉVR. 2019	TROTTIER, LUC	PIECES MECANIQUE POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 392,33 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR922793	26 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	CUM2888173 DOSER UREE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 168,15 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	CAR923589	27 FÉVR. 2019	JUTEAU, JACQUES	ACHAT DE PIECES MÉCANIQUE POUR L'ATELIER DE POINCARE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 078,80 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD917583	19 FÉVR. 2019	BLAIS, JEAN-ROBERT	0NGP/89503K V CLAMP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 913,42 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD922883	25 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, JOEL	03-37752-000 STRAP FUEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 102,81 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	MAD923012	27 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	COMMANDE DE CATALYSEUR COMPLET (TOUTES LES PIECES VIENNENT SÉPARÉMENT)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 859,22 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS920140	17 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	Achat turbo camion pompier flotte 349-07	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	907,62 $	
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS920140	02 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	Achat turbo camion pompier flotte 349-07	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 452,98 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD920500	05 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO GLOBOCAM MONTREAL SELON FACTURE 517258 POUR PROBLEME MANQUE DE PUISSANCE MOTEUR ET ENTRTIENS PREVENTIF	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 205,33 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD922443	20 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO GLOBOCAM MONTREAL SELON FACTURE 517521 POUR PROBLEME DE FILTRE A PARTICULE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 241,15 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD922492	20 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO GLOBOCAM MONTREAL SELON FACTURE 517671 POUR LOW POWER ET CHECK ENGINE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 352,83 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD923410	27 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO GLOBOCAM MONTREAL SELON FACTURE 517465 POUR REMPLACEMENT FILTRE A PARTICULE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 309,24 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	MAD923461	27 FÉVR. 2019	ITIM, SAÏD	PAYER FACTURE POUR TRAVAUX FAIT CHEZ GLOBOCAM POINTE-CLAIRE AU MONTANT DE $2280.71 AVANT TAXE.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 394,46 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR920035	05 FÉVR. 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG RAD. ET AUTRES COMPOSANTES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 275,43 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	PIR921000	08 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	2019 PFDS BCG SERV. EXT. REP. MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 469,26 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT921197	11 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 312,95 $	
GLOBOCAM (MONTREAL) INC.	SLT921623	13 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	service	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 493,56 $	
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	1328355	15 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Lampes d'éclairage - Atelier Anjou	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 296,96 $	
GROUPE CONTANT INC.	1329806	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	CONTANT - ARTICLE 31 (Lachine) Location à taux horaire d'une tête de souffleuse - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	20 787,52 $	
GROUPE CONTANT INC.	1329894	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Location à taux horaire d'un chargeur sur pneus muni d'une souffleuse sans opérateur (75 h garanties) du 1er nov. 2018 au 15 avril 2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	38 005,47 $	
GROUPE CONTANT INC.	1329912	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Location à taux horaire d'un chargeur sur pneus muni d'une souffleuse sans opérateur (75 h garanties) du 1er nov. 2018 au 15 avril 2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	38 005,47 $	
HEBDRAULIQUE INC.	CAR914393	05 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	FOURNIR + INSTALLATION D'UN BOYAU HYDRAULIQUE + DÉVIDOIR SUR UNE MACHINE DE L'AQUEDUC DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 509,06 $	
HEBDRAULIQUE INC.	DIC920886	07 FÉVR. 2019	DYOTTE, MATHIEU	FOURNITURE HYDRAULIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 096,74 $	
HEBDRAULIQUE INC.	DIC921366	12 FÉVR. 2019	TREMBLAY, MICHEL	FOURNIR B/C A HEBDRAULIQUE TEL QUE SOUMISSION S99-112862	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 229,70 $	
HEBDRAULIQUE INC.	MAD921300	11 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, JOEL	FOURNIR PO HEBDRAULIQUE POUR REAPPROVISIONNEMENT DE FITTING	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 360,50 $	
INSTA-MIX	1329175	20 FÉVR. 2019	SAVAGE, CLAUDE	Remorque de marque STEPP MFG Dompeur : Remorque avec benne chauffante extincteur 10 - Remonte Plaque vibrante électrique - Porte de chargement hydraulique - Frein hydraulique - Support pour outils - Plateforme (Soumission 481).	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	56 596,42 $	
J.A. LARUE INC	AVM923284	26 FÉVR. 2019	OUIMET, GUY	360179 BOITIER ENGRENAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 287,41 $	
J.A. LARUE INC	CAR921970	18 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT GEAR BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 222,53 $	
J.A. LARUE INC	MAD921058	08 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO POUR PAYER FACTURE CHEZ LARUE, POUR TRAVAUX DE HORS-SAISON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 528,25 $	
J.A. LARUE INC	SLT923211	26 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	pieces	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 595,14 $	
J.A. LARUE INC	VER919647	11 FÉVR. 2019	LEFEBVRE, RICHARD	UNITÉ 825-13009 PIÈCES DE DROP BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	61,88 $	
J.A. LARUE INC	VER919647	04 FÉVR. 2019	LEFEBVRE, RICHARD	UNITÉ 825-13009 PIÈCES DE DROP BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 381,19 $	
J.A. LARUE INC	VER919647	05 FÉVR. 2019	LEFEBVRE, RICHARD	UNITÉ 825-13009 PIÈCES DE DROP BOX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	98,37 $	
J.C. TRANSMISSION INC.	DIC916798	01 FÉVR. 2019	LEBRUN, ANDRÉ	REPARATION TRANSMISSION + REMORQUAGE FACTURE 021813	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 156,04 $	
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	SLT919946	06 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 002,83 $	
J. RENE LAFOND INC.	CAR920437	05 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	PIECES WACKER WL-30	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 302,07 $	
J. RENE LAFOND INC.	CAR923361	26 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O ENTRETIEN 1000 HEURES +REMPLACEMENT CABLE DE FREIN STATIONEMENT + TRANSPORT VOIR FCT#WO00029607	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 060,79 $	
J. RENE LAFOND INC.	PIR919036	07 FÉVR. 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG PNEU CLOUTE ET JANTE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 501,01 $	
KENWORTH MONTREAL	ROS922833	22 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	PIECE MOTEUR DE CAMION DE POMPIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 124,03 $	
LA CORPORATION BOSCH REXROTH CANADA	SLT920950	07 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 619,97 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	CAR921263	21 FÉVR. 2019	TROTTIER, LUC	PIECES MECANIQUE POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	41,99 $	
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	CAR921263	13 FÉVR. 2019	TROTTIER, LUC	PIECES MECANIQUE POUR REPARATION DE VEHICULE ET/OU APPAREIL - ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 611,57 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LANGE PATENAUDE EQUIPEMENT LTEE - KUBOTA MONTREAL	MAD922047	18 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	CABINE DE REMPLACEMENT POUR TRACTEUR 413-06404	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 968,57 $	
LANGEVIN & FOREST LTEE	CAR921114	11 FÉVR. 2019	PASCAL, RAOUL	DIVERS PIECES DE CEDRE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 835,16 $	
LE GROUPE GUY INC.	VER921760	22 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	UNITÉ 293-14093 (122)/ TURBOCHARGEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 874,88 $	
LE GROUPE TRESK INC.	1328451	15 FÉVR. 2019	MASSE, PAUL	Achat PTI 68103 - Table élévatrice mobile électrique - Atelier Menuiserie	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 741,90 $	
LE RELAIS CHEVROLET CADILLAC BUICK GMC LTEE	SLT919622	25 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 579,53 $	
LES CAMIONS INDUSTRIELS YALE MONTREAL LTEE	VER920616	06 FÉVR. 2019	LAJEUNESSE, MARC	FOURNIR PO YALE POUR REPARATION SYSTEME DE PROPANE FACTURE# N42552	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 476,10 $	
LES DISTRIBUTIONS LARCO	SLT921443	19 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	NUT POUR EPOKE 610-471	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 288,68 $	
LES DISTRIBUTIONS LARCO	SLT922039	19 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 414,82 $	
LES ENTREPRISES SIRNAY INC	LAS923359	26 FÉVR. 2019	LAPLANTE, JEAN-MARC	FABRICATION DE RINGS POUR CHARRUES MRA PAR LES ENTREPRISES SIRNAY INC.#20326	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 191,62 $	
LES EQUIPEMENTS C.M. INC	LAC918308	01 FÉVR. 2019	TOSKA, ERMIR	MOTEUR ARRIERE NE PART PAS,FACTURE CM11787 ,MONTANT AVANT TAX 2980.10 $	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 128,73 $	
LES EQUIPEMENTS COLPRON INC	LAS919668	04 FÉVR. 2019	BERUBE, TOMMY	LS11419 PIECE TRACTEUR MASSEY FURGUSUN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 745,16 $	
LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.	NME923443	27 FÉVR. 2019	ROY, ALAIN	MN-007648/Module de controle moteur	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 031,91 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1329246	20 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	2S. - SOUMISSION 332371 - PTI OUTILS (68103) - ETAGERES D'ENTREPOSAGE D'OUTILS POUR LES BESOINS DE L'ATELIER MECANIQUE ST-MICHEL.	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	8 007,45 $	
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE	1330747	27 FÉVR. 2019	MAGNE, MELISSA	CABINET INFORMATIQUE POUR ORDINATEUR MÉCANICIEN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 145,11 $	
LES PROS DU CAMION	ANJ920979	08 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	DIAGNOSTIQUE ET RÉPARATION D'UN PROBLÈME DE REGÉNÉRATION REF FACTURE: 50005441 / REPARATION FUITE D'ANTIGEL REF FACTURE 50005407	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 325,82 $	
LES RESSORTS LASALLE INC	LAC920108	01 FÉVR. 2019	TOSKA, ERMIR	FAIRE REPARER SUSPENSION CHEZ LASALLE SPRING ,MONTANT AVANT TAX 2166.98	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 275,06 $	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	ROS911820	18 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	LOCATION D'UN CAPTEUR DE FUMÉ POUR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 656,34 $	
LOCATION NATIONALE FOSS	1330464	26 FÉVR. 2019	HUARD, LUCIE	Divers factures - Frais de carburant et cartes d'essence (année 2019) - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	115 064,41 $	
LOCATION NATIONALE FOSS	1330466	26 FÉVR. 2019	HUARD, LUCIE	Divers factures - Frais de carburant et cartes d'essence SPVM - Année 2019 - Service du matériel roulant et des ateliers	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	377 229,55 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1329404	21 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	LOC SAUVAGEAU - Loc mensuelle récurrente et de dépannage de véhicules (année 2019)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	13 568,59 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1329704	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Factures#:m200205-09 , m200208-09// Location de véhicules pour Sud-Ouest	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 265,63 $	
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP RAM LTEE	DIC923557	27 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Fournir bon de commande pour la réparation de la carosserie suite a un accident.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 098,29 $	
MACHINERIES NORDTRAC LTEE	1328851	20 FÉVR. 2019	MAGNE, MELISSA	413-07507 drop box	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 467,20 $	
MACHINERIES NORDTRAC LTEE	DIC918902	27 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Réparations de pièces interne de la transmission(2e approbation car estimé a été modifié a la hausse).	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 408,95 $	
MACHINERIES NORDTRAC LTEE	DIC923555	27 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Fournir PO pour réparations multiple tel que fuite de carburant, fuite d'huile et travaux d'entretien.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 079,51 $	
MACPEK INC.	1328614	18 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	RÉF. : SOUMISSION 21130301-00 - SUPPORT BOITE DUMP-LOK DESSUS LARGE PAIRE	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	15 070,70 $	
MATECH B.T.A. INC.	DIC920545	07 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	FOURNIR PO POUR ACHAT D'UNE TRANSMISSION RECONDITIONNER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 128,66 $	
MECALECTRIQUE MB INC.	NME923565	27 FÉVR. 2019	ROY, ALAIN	217-11325/Réparé problème d'accélération (ECM)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 917,01 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MECANIQUE INDUSTRIELLE HYDRAULEX INC.	DIC920018	01 FÉVR. 2019	DYOTTE, MATHIEU	CYCLINDRE DE PELLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 500,28 $	
MECANIQUE INDUSTRIELLE HYDRAULEX INC.	DIC921435	19 FÉVR. 2019	DYOTTE, MATHIEU	CYLINDRE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 291,77 $	
MECANIQUE J. CLAIR INC.	AVM922304	21 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO POUR ESTIMATION 42195 J.CLAIR POUR LES PNEUS 2776.24 +TX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 993,45 $	
MECANO ALCA INC	CAR920901	07 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	PIÈCES MECANIQUE HIAB - REPARATION ATELIER CESM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 437,22 $	
MECANO ALCA INC	DEU35740	20 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	PIECES POUR PANIER DU BOOM TRUCK	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 071,70 $	
MERCEDES BENZ RIVE SUD	VER920618	06 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR PO MERCEDES RIVE SUD POUR REPARATION MULTIPLE FACT#259525	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 324,18 $	
METAUX ABSOLUS INC.	ROS921096	08 FÉVR. 2019	PASCAL, RAOUL	TUBE ET ACIER CORNIERE POUR TRAVAUX EFFETUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 806,68 $	
METAUX ABSOLUS INC.	ROS921098	08 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	TUBE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 776,40 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS920053	04 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	FEUILLE SATINÉ POUR DIVERS TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 218,39 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS920054	04 FÉVR. 2019	PASCAL, RAOUL	FEUILE D'ALUMINIUM POUR DIVERS TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 670,64 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS920773	07 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	TUBE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 445,16 $	
METAUX PROFUSION INC.	ROS920774	07 FÉVR. 2019	PASCAL, RAOUL	TUBULAIRE DIVERS POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR U.T.M.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 433,21 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC921895	15 FÉVR. 2019	TREMBLAY, MICHEL	FOURNIR PO AU FOURNISSEUR POUR ACHAT DE PNEUS	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 303,33 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	DIC923251	27 FÉVR. 2019	TREMBLAY, MICHEL	62023 PNEU LT 265 70 R 16	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 542,70 $	
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA INC.)	PIR922309	19 FÉVR. 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG PNEU 255/70R22.5	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 202,22 $	1114428
MOBIL-TECH	SLT914410	20 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 796,99 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	MAD923118	25 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	VOIR SOUMISSION # SWO-3397 TEL QUE DISCUTÉE AVEC STEPHANE BERGEVIN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 397,95 $	
MULTI-PRESSIONS L.C. INC.	ROS921802	14 FÉVR. 2019	ALTIMAS, JOHN-PATRICK	machine a pression pour garage Viau	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 242,78 $	
MULTI ROUTES INC.	1326425	07 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Réservoir Modèle V3000 Capacité de 11 356 litres avec Pompe submersible Modèle ST2037, Boyau Longueur 25 pi (7,60 m), Valve de remplissage, Support pour le boyau, Installation	Materiel roulant et ateliers	Déblaiement et chargement de la neige	9 442,58 $	
NATIONAL ENERGY EQUIPMENT INC.	DIC920512	08 FÉVR. 2019	TREMBLAY, MICHEL	OPW-7HK-5009NC NOZZLE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 415,30 $	
NEDCO	LAC921850	14 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR BON DE COMMANDE POUR CETTE SOUMISSION 8125830, MONTANT 6392 $ AVANT TAX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 710,80 $	
NEDCO	LAC923092	25 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FOURNIR P.O. POUR CETTE SOUMISSION S.V.P. 8129499 MONTANT AVANT TAX 7107.56 $	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 462,05 $	
NETTOYAGE DPF MONTREAL INC.	ANJ920464	23 FÉVR. 2019	THIBAULT, MAXIME	NETTOYAGE DPF REF 573	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 293,98 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	ANJ920033	11 FÉVR. 2019	THIBAULT, MAXIME	KIT POUR REFAIRE TETE DE MOTEUR JOHN DEERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 253,58 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	ANJ923393	26 FÉVR. 2019	THIBAULT, MAXIME	RÉPARATION RIDE ON SUR LOADER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 069,52 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM922204	19 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	ACHAT DE PIECE MOTEUR JOHNDEERE POUR APPAREIL 825-13125	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 064,91 $	1173362
NORTRAX QUEBEC INC.	AVM922434	19 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO FACTURE 236765 NORTRAX SUITE AUX REPARATIONS NON GARANTIES. OIL COOLER DIFFERENTIEL DEFONCE + POSE DU BACK UP ALARM.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 886,88 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC921626	13 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Réparations multiples suite a inspection.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 801,61 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	DIC921630	13 FÉVR. 2019	RECTON, YAN	Réparation du système EGR.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 719,47 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	PIR916686	12 FÉVR. 2019	LATOUR, REMI-PAUL	REPARATION DE 2 CYLINDRES HYDRAULIQUE (FACT. # 1139597)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 805,22 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NORTRAX QUEBEC INC.	PIR922534	20 FÉVR. 2019	LATOUR, REMI-PAUL	ENTRETIEN VEHICULE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 339,42 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	PIR922958	25 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	REPARER VEHICULE (BON DE REPARATION # 232690 FACT. # 1166661)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	14 671,30 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	SLT921620	13 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	service	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 074,23 $	
NORTRAX QUEBEC INC.	VER922945	22 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	FILTRE A PARTICULE ET GASKET ET CLAMP RE551148 SOUMISSION # 1148824	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 785,29 $	
PIECES D'AUTO JARRY LTEE	CAR922522	21 FÉVR. 2019	AUDY, MICHEL	C1386671 (COMMANDE DE PIÈCES DÉPOT DES CARRIÈRES)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 015,30 $	
PIECES D'AUTO ST-HENRI	MAD919469	01 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, JOEL	UNE PALETTE DE 4 LITRES ANTIGEL GLOBAL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 832,31 $	
PIECES D'AUTO ST-HENRI	MAD922875	25 FÉVR. 2019	BRISEBOIS, JOEL	OUTILS DE GARAGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 726,19 $	
PIE IX CHRYSLER	AVM921742	14 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	PAYER FACTURE #355457 @ PIE-IX CHRYSLER, AU MONTANT DE 9 152,33 $ + TAXES.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 608,80 $	
PIE IX CHRYSLER	CAR920047	20 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION TRANSMISSION D'UNE CAMIONNETTE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 493,51 $	
POMPAGE EXPRESS M.D. INC.	DIC922744	21 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	NETTOYAGE CANIVEAUX ET PUITS DE PONTS LEVANT EN URGENCE *032319* FACTURE 032319	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	9 311,29 $	
P.R. DISTRIBUTION INC.	1331037	28 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	BCO LAC 2018-2019 - quincaillerie pour véhicule	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 498,75 $	
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	CAR919635	13 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	SERVICE ENTRETIEN DE NEUTRALISATION DES REJETS AU EGOUT POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 246,21 $	
PRODUITS RE-PLAST INC.	CAR920689	06 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	MADRIER DE PASTIQUE POUR FAIT POUBELLE POUR LA MENUISERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 769,05 $	
QUEBEC LINGE CO	1258313	26 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	BCO-LAC 2018-2019 Nettoyage vestimentaire, QUÉBEC LINGE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	5 249,37 $	
RENOVATION R.A.M. INC	CAR921795	15 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	RÉNOVATION DU BUREAU DU GÉRANT D'ATELIER + INSTALLATION D'UNE DOUCHE OCULAIRE AU GARAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 409,55 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR919021	19 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	INSPECTION ANNUELLLE D'UN CAMION DE RECYCLAGE DE L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 321,66 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR920929	07 FÉVR. 2019	MICHAUD, LOUIS-PHILIPPE	FOURNIR P.O INSPECTION PEP ET LES REPARATION QUI S'EN SUIVENT VOIR FCT#F0161647 CAMION FREIGHTLINER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 641,54 $	
RESSORT IDEAL LTEE	CAR922589	20 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O INSPECTION PEP ET LES REPARATIONS QUI S'EN SUIVENT VOIR FCT#F0161955	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 250,96 $	
RESSORT IDEAL LTEE	DIC916368	08 FÉVR. 2019	TREMBLAY, MICHEL	REMPLACER 2 BUSHING DE SUSPENTION ARRIERE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 809,38 $	
RESSORT IDEAL LTEE	ROS921527	12 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	PO POUR REPARATION DE SUSPENSION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 752,42 $	
RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION	LAS920328	11 FÉVR. 2019	BERUBE, TOMMY	LS11456 VITRE PORTE CHARIOT ELEVATEUR DOOSAN	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 841,74 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	ANJ922764	25 FÉVR. 2019	THIBAULT, MAXIME	REMPLISSAGE HUILE ATF DEXTRON 3 / HUILE 10W30 CK4	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 816,76 $	
SAFETY-KLEEN CANADA INC.	CAR920206	04 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	COMMANDES D'HUILE EN VRAC 999 HENRIBOURASSA	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 889,57 $	
SERVICE LUBRICO INC.	1328396	15 FÉVR. 2019	MASSE, PAUL	Achat PTI 68103 - cabinet avec tablettes amovibles - Atelier Anjou	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	7 219,98 $	
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	CAR922636	27 FÉVR. 2019	TROTTIER, LUC	FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8,92 $	
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	CAR922636	21 FÉVR. 2019	TROTTIER, LUC	100 PIEDS (4 X 25 PIEDS) - BOYAU D'ECHAPPEMENT ORANGE 6" DEVIDOIRE - ACHAT D'UNE QUALITÉ SUPÉRIEUR PRODUIT UL-700 - INFORMATION DE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 826,26 $	
SILENCIEUX FEDERAL MUFFLER	SLT921473	25 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	ATELIER SERVICES EXTERNES REPARATION SILENCIEUX 275-07389	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 888,73 $	
SILENCIEUX QUALITE MUFFLERS INC.	AVM921306	15 FÉVR. 2019	OUIMET, GUY	CHANGER COLLECTEUR ÉCHAPPEMENT ET 2 CONVERTER SUR Y PIPE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,75 $	
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1318017	06 FÉVR. 2019	MASSE, PAUL	FRAIS ET SERVICES MENSUELS POUR CHRYSLER POUR LES MAGASINS SMRA 2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 964,53 $	
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1318018	06 FÉVR. 2019	MASSE, PAUL	FRAIS ET SERVICES MENSUELS POUR FORD POUR LES MAGASINS SMRA 2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	18 562,26 $	
SNAP-ON BUSINESS SOLUTIONS	1318022	06 FÉVR. 2019	MASSE, PAUL	FRAIS ET SERVICES MENSUELS POUR GMC POUR LES MAGASINS SMRA 2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	35 190,76 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SNAP ON DU CANADA LTEE	1329219	20 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	PTI OUTILS 68103 - (CABINET STYLE PARTS WASHER)	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	4 712,37 $	
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	1330380	26 FÉVR. 2019	HUARD, LUCIE	Renouvellement des immatriculations pour l'année 2019 - parc de véhicules (selon les documents joints de la SAAQ)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 221 504,20 $	
SOUDURE RENE THIBAULT INC.	DIC922791	21 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	BON DE COMMANDE POUR RETRAIT DE POUTRE D'ACIER	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 007,36 $	
STATE CHEMICALS LTD.	1330018	25 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Achat de (5) lave pièce (Mark XX 30 GL Delue +D20) avec installation et suivis.	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	6 682,19 $	
ST-LAURENT/SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC	SLT920536	11 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	REPARATION	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 894,99 $	
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	1329931	22 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Support technique-horodateur pour l'année 2019, selon facture 20064367	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 626,94 $	
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ANJ922739	22 FÉVR. 2019	THIBAULT, MAXIME	PIECE MOTEUR DE SOUFFLEUSE MERCEDES 525-05127 / 939045	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 840,37 $	
SYSTEMES DE PUISSANCE WAJAX	ANJ922739	25 FÉVR. 2019	THIBAULT, MAXIME	PIECE MOTEUR DE SOUFFLEUSE MERCEDES 525-05127 / 939045	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	720,22 $	
TECHNO FEU INC	ROS920261	04 FÉVR. 2019	AUBIN, FREDERIC	PIECES POUR REPARATIONS MECANIQUES (LUMIERES 240 V SOUS LE PANIER - ROSENBAUER)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 166,95 $	
TECHNO FEU INC	ROS920816	13 FÉVR. 2019	LESSARD, SIMON	MARCHE DE COIN GAUCHE ET DROIT CAMINO INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 142,70 $	
TECHNO FEU INC	ROS922430	19 FÉVR. 2019	GARNEAU, DOMINIC	REPARATIONS MECANQUES - ECHELLE POUR CAMION INCENDIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	11 125,42 $	
TENAQUIP LIMITED	1330318	26 FÉVR. 2019	SAVAGE, CLAUDE	Achat de détecteur Honeywell Gas AlertMicro5 # fab Dock2-2-1C1K-00-G et Sonomètre REED	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 790,66 $	
TENAQUIP LIMITED	ROS919975	06 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	COFFRE ETABLIE POUR LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 280,33 $	
TENCO INC.	DIC920141	09 FÉVR. 2019	FORTIN, RENE	0101-242 (REDUCTEUR INSIDE) 2 JOINT D'ETANCHEITE INTERIEUR ET EXTERIEUR	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 206,50 $	
TENCO INC.	DIC920141	18 FÉVR. 2019	FORTIN, RENE	1FRAIS DE TRANSPORT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	15,75 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR920084	25 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	FOURNIR P.O A TOROMONT POUR REMPLACEMENT BARRURURE DU SWING FRAME DU BACKO EN BRIS FACTURABLE VOIR FCT#6800616489 AUTORISÉ PAR B.ALLARD	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	12 197,11 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR920434	05 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	SERVICE EXTERNE POUR L'ATELIER DE ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	25 322,74 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR920909	07 FÉVR. 2019	PORTELANCE, RAYMOND	RÉPARATION DE LA RÉTROCAVEUSE LOUÉE À L'ARRONDISSEMENT ST-MICHEL	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 787,15 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	CAR922421	19 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	RÉPARATION FAIT PAR TOROMONT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 321,66 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	PIR912638	12 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	REPARER VEHICULE (FACT. # 9100611647)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 727,95 $	
TOROMONT CAT (QUEBEC)	PIR922919	22 FÉVR. 2019	MOCANU, SILVIU	2019 PFDS BCG SERV. EXT. REP. MANQUE DE PUISSANCE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 637,78 $	
TRACTION PIECES VEHICULES LOURDS	DIC919056	15 FÉVR. 2019	RECTON, YAN	Achat d'un PTO de remplacement. Erreur dans le numéro commandé,donc un PTO retourné et crédité.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 115,90 $	
TRANS ARTIK INC.	AVM922432	19 FÉVR. 2019	BRANCONNIER, SERGE	FOURNIR PO CIE TRANSARTIC POUR ESTIME 34917.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 771,80 $	
TRANS ARTIK INC.	SLD920045	05 FÉVR. 2019	MONGEON, JEAN-FREDERIC	SLD MÉCANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 154,95 $	
TRANSMISSION CR	DIC921662	27 FÉVR. 2019	RECTON, YAN	FOURNIR UN PO A CR TRANSMISSION POUR LE DIAGNOSTIQUE ET REPARATION DE LA TRANSMISSION QUI NE FONCTIONNE PLUS. FACTURE:026383	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 012,00 $	
TRANSMISSION MARIO INC	DIC921660	27 FÉVR. 2019	RECTON, YAN	Rebâtir/remplacement de transmission	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 423,44 $	
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	SLT921753	16 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	service	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	10 507,63 $	
TUBOQUIP	AVM921907	15 FÉVR. 2019	OUIMET, GUY	HAEGH781-8R500 BOYAU HYDRAULIQUE 1/2	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 396,99 $	
TUBOQUIP	ROS922612	20 FÉVR. 2019	BELANGER, BRUNO	TUYAU ET FITTING HYDRAULIQUE POUR GARAGE VIAU	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 394,66 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TUBOQUIP	SLT918726	16 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 884,47 $	
TUBOQUIP	SLT921470	21 FÉVR. 2019	MONTPETIT, SYLVAIN	PIECES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 687,49 $	
TUYAUX FLEXIBLES DU QUEBEC INC.	1251203	28 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	C/O 2018 FOURNITURE DE TUYAUX FLEXIBLES POUR VÉHICULES	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 099,74 $	
TVR TECHNOLOGIES INC.	1330562	27 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Plancher et 2 sièges pour Sprinter - UADM : SIM	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	8 734,96 $	
UAP INC.	ROS919977	06 FÉVR. 2019	BEAULIEU, DAMIEN	OUTIL DIVERS POUR NOUVEAU EMPLOYÉ A LA CARROSSERIE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 559,32 $	
ULINE CANADA CORP	CAR922189	18 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	ACHAT DE POUBELLE CONFORME POUR GARAGE ROSEMONT	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 497,84 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	1323966	20 FÉVR. 2019	CHRETIEN, NORMAND	ANTIGEL EN VRAC ET LAVE-GLACE EN VRAC POUR L`ARRONDISSEMENT ET ANTIGEL EN VRAC POUR MADISON	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	1 308,85 $	
UNI-SELECT QUEBEC INC.	DIC917101	01 FÉVR. 2019	LONGPRE, ERIC	Remplissage du réservoir d'huile a transmission automatique (valvoline max life synthétique)	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 891,83 $	
USINAGE BOZZINI INC.	DIC918918	01 FÉVR. 2019	LEBRUN, ANDRÉ	FABRICATION 8 KIT SUPPORT MANETTE SOUFLEUSEREF BL-416	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 446,21 $	
VICROC INC.	1330738	27 FÉVR. 2019	MAGNE, MELISSA	396-16018	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 776,48 $	
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	1323484	21 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	SIM -- Frais de consommation de carburant pour les véhicules de la caserne 78 (déc2018), selon facture 2018-000213	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 800,75 $	
VILLE DE MONTREAL-EST	1328728	18 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Facture #2019-000013 Consommation de carburant pour les véhicules du SIM pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2018.	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 342,77 $	
VINCENT ERGONOMIE INC.	1325788	05 FÉVR. 2019	SAINT-VIL, PHILIPPE	Service - Étude ergonomique	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	16 913,64 $	
W. COTE ET FILS LTEE	LAC923430	27 FÉVR. 2019	VEILLETTE, PATRICK	COMMANDE MULTIPLES DES LAMES ET LES BOULONS,SOUMISSION CC-028710,MONTANT 5810.50 $ AVANT TAX	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 100,30 $	
W. COTE ET FILS LTEE	SLD915931	01 FÉVR. 2019	IOANNONE, REMO	SLD-MECANIQUE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 661,43 $	
WURTH CANADA LTEE	1318399	16 FÉVR. 2019	GAUVREAU, ALAIN	B.C ANNUEL 2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 199,50 $	
ZONE TECHNOLOGIE ELECTRONIQUE INC.	CAR920364	05 FÉVR. 2019	LUSSIER, STEPHANIE	SIRC-FLUTE FLUTES ELECTRONIQUE ZONE	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 299,23 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	011893	14 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457508	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 037,47 $	
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	011899	20 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457694	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 236,28 $	
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	31014a	20 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457831	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 900,21 $	
EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC.	e6844	21 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457954	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 742,29 $	
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	008104	16 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457737	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 116,14 $	
LAPIERRE FINE MECANIQUE INC.	166333	27 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457995	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 025,07 $	
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	87794	20 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457830	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 704,00 $	
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	23618	14 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457510	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	2 460,36 $	
M.G. MARINE	1930	13 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457643	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	7 091,91 $	
M.G. MARINE	1931	28 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:458097	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	6 246,76 $	
PIE IX CHRYSLER	353987	02 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457246	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 528,42 $	
RADIATEUR PLUS	49502	09 FÉVR. 2019	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:457349	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	3 153,51 $	
ROGERS AT&T***	74911350219870905 80	28 FÉVR. 2019	GOULET, DIANE	Téléphonie cellulaires - fév2019	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et ateliers MRA - À répartir	4 229,51 $	
LAFARGE CANADA INC	1325392	04 FÉVR. 2019	VILLANDRE, SERGE	Pierre concassée selon entente 1195735. Commande voirie MHM 2019.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	70 691,23 $	1195735
LAFARGE CANADA INC	1325392	04 FÉVR. 2019	VILLANDRE, SERGE	Pierre concassée selon entente 1195735. Commande voirie MHM 2019.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	2 774,29 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
L'ECOLE ET LES ARTS	1328038	14 FÉVR. 2019	DUROCHER, CATHY	Médiation culturelle : Cinéma jumelant danse et inclusion.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Autres - activités culturelles	10 500,00 $	
RECY-BETON INC	1320616	07 FÉVR. 2019	VILLANDRE, SERGE	Service de valorisation de la pierre, roc, béton et asphalte. Commande ouverte pour la voirie MHM 2019. Selon entente 1317468.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	28 805,95 $	1317468
RENE JUILLET	1325398	01 FÉVR. 2019	MORISSETTE, PIERRE	Formation des opérateurs en eau potable.	Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	Réseau de distribution de l'eau potable	16 378,05 $	
CEGEP DE SAINT-LAURENT	1326187	06 FÉVR. 2019	VASSART, CLAIRE	DA 586708 -Formation OPA pour 4 Cols bleus dans le cadre du projet Maxim'eau.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	5 879,30 $	
CREUSAGE RL	1326641	07 FÉVR. 2019	TAILLEFER, FRANCINE	DA 586889 :Facture #7589. Pour travail d'hydro-excavation au 11068 rue Gariépy.	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 343,84 $	
GAINAGE PRS INC	1328594	18 FÉVR. 2019	VASSART, CLAIRE	DA 588395- Demande de soumission pour gainage du conduit d'égout pour le 10950 Gariépy.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	7 595,85 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1329516	21 FÉVR. 2019	VASSART, CLAIRE	DA 589275:Réparation de conduite d'égout pour le 11248 Av. Jules Dorion.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	10 131,29 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1328422	15 FÉVR. 2019	TAILLEFER, FRANCINE	DA 588464-1 scie à pavage pour la Section Aqueduc	Montréal-Nord	Réseau de distribution de l'eau potable	2 476,09 $	
LES ENTREPRISES DANIEL ROBERT INC	1326783	08 FÉVR. 2019	VASSART, CLAIRE	#DA 587287 : Fourniture et plantation d'arbres à Montréal-Nord - AO 19-17409.	Montréal-Nord	Horticulture et arboriculture	36 829,60 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1326204	06 FÉVR. 2019	VASSART, CLAIRE	DA 586525- Demande pour remplacement de la conduite d'égout au 5631 Maurice-Duplessis.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	16 404,30 $	
R. BENOIT CONSTRUCTION INC.	1327744	13 FÉVR. 2019	VASSART, CLAIRE	DA587932 :Demande URGENTE de réparation de conduite pour le 11486 rue Allard.	Montréal-Nord	Réseaux d'égout	12 640,49 $	
CITY OF HAMILTON-OMBI	1326699	14 FÉVR. 2019	CLOUTIER, SIMON	Frais - Adhésion et cotisation REM Canada 2019	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	28 450,00 $	
EVO GROUPE CONSEIL INC.	1327129	11 FÉVR. 2019	ROUSSEAU, CATHERINE	Formation en informatique - Entreprise Architect	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	4 194,25 $	
VINCENT BECHARD	1328240	14 FÉVR. 2019	ROUSSEAU, CATHERINE	Service informatique - modification macro chantier déneigement	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	3 000,00 $	
WSP CANADA INC.	1329772	22 FÉVR. 2019	CLOUTIER, SIMON	services de recherche d'informations techniques/administratives et de rédaction de devis techniques dans le cadre du chantier d'harmonisation des devis (domaine constructions nouvelles de conduites d'eau et d'égout) - 2019	Performance organisationnelle	Administration, finances et approvisionnement	22 738,19 $	
LES EQUIPEMENTS MARSHALL LTEE	1327008	08 FÉVR. 2019	SZABO, ANDREA	BC0 2019 - Achat et réparations de boyaux et fournitures diverses TPAE-0105	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1328656	18 FÉVR. 2019	SZABO, ANDREA	SESA-0102 Produit de cadenassage HORS ENTENTE.	Pierrefonds - Roxboro	Réseau de distribution de l'eau potable	3 540,76 $	
ACTION R-VAC INC.	1326033	05 FÉVR. 2019	MENARD, JEAN-SEBASTIEN	Demande de service d'urgence pour nettoyage de puisard selon soumission de prix du 5 Février 2019 (location camion combiné avec opérateur)	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	4 934,41 $	
ACTION R-VAC INC.	1327155	11 FÉVR. 2019	OUELLETTE, PASCAL	Service rendu pour travaux d'urgence (Hydro-excavation) selon Bon de travail # C-16178 du 9 Février 2019 et Facture # 10510 - indisponibilité de la Cie Veolia.	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	3 590,57 $	
EQUIPEMENTS PRO BETON	1326666	07 FÉVR. 2019	OUELLETTE, PASCAL	LAME DE SCIE 30" ET 36" PARCS ET AQUEDUC	Plateau Mont-Royal	Réseau de distribution de l'eau potable	2 880,86 $	
EQUIPEMENTS PRO BETON	1326666	07 FÉVR. 2019	OUELLETTE, PASCAL	LAME DE SCIE 30" ET 36" PARCS ET AQUEDUC	Plateau Mont-Royal	Horticulture et arboriculture	1 025,20 $	
GAINAGE PRS INC	1329902	22 FÉVR. 2019	OUELLETTE, PASCAL	Contrat de service pour les travaux requis pour la réhabilitation de l¿égout privé au 5133-5135 Des Érables. Selon soumission #40187	Plateau Mont-Royal	Réseaux d'égout	3 922,10 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1325281	01 FÉVR. 2019	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM fact #10272932 19janv2019	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	9 092,13 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1325282	01 FÉVR. 2019	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM - fact10272931 19 janv 2019	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	7 376,63 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1325678	04 FÉVR. 2019	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Opérations de déneigement - service d'agence de sécurité - application du règlement du stationnement SPVM fact# 10273288 19janv2019	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	7 782,68 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1325679	04 FÉVR. 2019	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - opérations de déneigement - service d'agence de sécurité - application du règlement du stationnement SPVM fact# 10273289	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	5 122,12 $	
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1329437	21 FÉVR. 2019	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 et 2 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM fact#10299358	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	25 216,35 $	C1091439
G4S SOLUTIONS DE SECURITE (CANADA) LTEE	1329439	21 FÉVR. 2019	SAUVAGEAU, SYLVAIN	Patrouilleur conformément au devis technique - Groupe 1 opérations réguliers - service d'agence de sécurité - application du règlement de stationnement SPVM fact 102990010	Police	Surv. de la réglementation du stationnement	3 619,70 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.	1327538	12 FÉVR. 2019	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Facture# 17287 // Grief 15-0716 - Auditions, délibéré, rédaction et déboursés.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 913,66 $	
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS	1326902	08 FÉVR. 2019	GAGNON, JEAN-YAN	FACTURE# 3058405 // Services professionnels rendus au 31 décembre 2018 - Coaching - Me Martin Charron	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 142,13 $	
CARLOS MARIANO LOPEZ	1328351	15 FÉVR. 2019	DUFOUR, BERNARD	Intervenant social en prévention	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 811,05 $	
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1329477	21 FÉVR. 2019	BEAUREGARD, GENEVIEVE	BCO// Service - Téléphonie cellulaire Année 2019 - Direction PARH.	Ressources humaines	Gestion du personnel	31 496,25 $	
CLINIQUE DE MEDECINE INDUSTRIELLE ET PREVENTIVE DU QUEBEC INC.	1330062	25 FÉVR. 2019	LAPOINTE, JOSEE	Examen médical pré-emploi (protocol no6) pour policier aspirant.	Ressources humaines	Gestion du personnel	55 118,44 $	1171870
CORRECTIONS RICHELIEU	1326059	05 FÉVR. 2019	LAPOINTE, JOSEE	Contrat de services professionnels avec Correction Richelieu pour la correction de copies d'examen de rédaction en français et en anglais (Tests en ligne - Tests de communication écrite) pour l'année 2019.	Ressources humaines	Gestion du personnel	13 696,99 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1326707	07 FÉVR. 2019	CORMIER, MELISSA	Acquisition de 4 tablettes pour fin d'utilisation dans le cadre des journées d'accueil des nouveaux employés.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 646,86 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1326707	14 FÉVR. 2019	CORMIER, MELISSA	Acquisition de 4 tablettes pour fin d'utilisation dans le cadre des journées d'accueil des nouveaux employés.	Ressources humaines	Gestion du personnel	1 411,71 $	1164102
C.P.U. DESIGN INC.	1329803	22 FÉVR. 2019	ROCHETTE, JEAN	Ordinateur portatif (Ultrabook)	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 154,36 $	1164102
EGAN VALENTINE	1329293	20 FÉVR. 2019	LAPOINTE, JOSEE	Contrat de services professionnels avec Egan Valentine pour service d'évaluation de la langue anglaise pour les postes le requérant pour l'année 2019.	Ressources humaines	Gestion du personnel	10 000,00 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1325216	01 FÉVR. 2019	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Facture: 21674 Expertise Neurosciences , Dr Marc-André Laliberté, psychiatre.	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 750,68 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1328653	18 FÉVR. 2019	LAURENDEAU, MARIKA	Factures#201694, #21723, #21728 // Expertise neurosciences, Dr Marc-André Laliberté, psychiatre facture: 201694 - faute de présence u rendez-vous.	Ressources humaines	Gestion du personnel	9 280,88 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1328668	18 FÉVR. 2019	LAURENDEAU, MARIKA	Expertise Neurosciences ' Dr Marc-André Laliberté, psychiatre Facture: #21700	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 569,57 $	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1329924	22 FÉVR. 2019	LAURENDEAU, MARIKA	Expertise Neurosciences, Dr Marc-André Laliberté, psychiatre facture: 21761	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 569,57 $	
JAGUAR MEDIA INC.	1328682	18 FÉVR. 2019	LEFRANCOIS, SIMON	Facture#FA19-36653 // Abonnement pour la publication d'offres d'emploi sur le site du Réseau d'Information Municipale du Québec pour l'année 2019.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 099,75 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1325583	04 FÉVR. 2019	GAGNON, JEAN-YAN	Taxi charge pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 099,75 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1326049	05 FÉVR. 2019	LAPOINTE, JOSEE	Frais de taxi pour la division gestion des compétences et formation du Service des ressources humaines pour l'année 2019.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 099,75 $	
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1329474	21 FÉVR. 2019	BEAUREGARD, GENEVIEVE	BCO-Frais - Taxi Diamond 2019 PARH.	Ressources humaines	Gestion du personnel	4 199,50 $	
LES SERVICES D'ARBITRAGE BERTHIER INC	1326378	06 FÉVR. 2019	DESJARDINS-SAEY, CAROLINE	Factures # AST/10432 cte.2, #ast.10523//Grief : 17-0853 - V/D AS/T/10523 / Journée d'audience du 5 février 2019.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 706,98 $	
LORANGER MARCOUX AVOCATS S.E.N.C.R.L.	1326897	08 FÉVR. 2019	GAGNON, JEAN-YAN	Services professionnels rendus pour formation, préparation et présentation - Facture 60443	Ressources humaines	Gestion du personnel	3 245,93 $	
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1329010	19 FÉVR. 2019	GREGOIRE, SOPHIE	Bon de commande ouvert pour la timbreuse de la Division de la paie pour 2019.	Ressources humaines	Administration, finances et approvisionnement	10 498,75 $	
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1325579	04 FÉVR. 2019	GAGNON, JEAN-YAN	Service - Téléphonie cellulaire pour l'année 2019 - Numéro de compte : 7-6348-4474.	Ressources humaines	Gestion du personnel	5 249,37 $	
TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.	1325343	01 FÉVR. 2019	PEDNEAULT, MARC-ANDRE	Facture#3035 // TotalMed Solutios Santé Inc. Dr Jean-Pierre Chartrand.	Ressources humaines	Gestion du personnel	2 729,67 $	
ACTION R-VAC INC.	1326005	05 FÉVR. 2019	BARBEAU, DANY	Octroi d'un contrat pour le service de curage d'égout avec opérateur dans l'Arrondissement RDP/PAT	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseaux d'égout	20 997,50 $	
ATERA ENVIRO INC.	1325596	06 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Offre de service - formation compagnonnage eau potable OPA pour Michel Cyr et Carl Benoît / tel que soumission de janvier 2019	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	4 274,80 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1325652	04 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Service d'un camion combiné le 16 août 2018 - Bon de travail 25013 - facture AB-70532	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 138,60 $	
CREUSAGE RL	1326308	06 FÉVR. 2019	BARBEAU, DANY	Octroi d'un contrat pour le service d'excavation par aspiration avec opérateur pour l'Arrondissement RDP/PAT	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DRAIN M.P.R.	1314735	08 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Dégel d'entrée d'eau machine à l'eau chaude	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	929,14 $	
DRAIN M.P.R.	1314735	13 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Dégel d'entrée d'eau machine à l'eau chaude	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	1 826,79 $	
DRAIN M.P.R.	1314735	14 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Dégel d'entrée d'eau machine à l'eau chaude	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	608,93 $	
DRAIN M.P.R.	1314735	26 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Dégel d'entrée d'eau machine à l'eau chaude	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	608,93 $	
LABRADOR SOURCE	1328934	20 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Bouteille d'eau pour le collège St-Jean-Vianney le 21 janvier 2019	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	4 485,11 $	
LES ENTREPRISES PRESQU'ILE INC	1320251	04 FÉVR. 2019	LAPOINTE, LOUIS	Bon de commande 2019 pour le service d'un 12 roues avec opérateur pour l'aqueduc	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	648,30 $	
LES ENTREPRISES PRESQU'ILE INC	1320251	13 FÉVR. 2019	LAPOINTE, LOUIS	Bon de commande 2019 pour le service d'un 12 roues avec opérateur pour l'aqueduc	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 955,39 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1326764	08 FÉVR. 2019	LAUZON, CHRISTIAN	Plaque d'aluminium et impression sérigraphie / tel que confirmation de prix du 06 février 2019	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	2 792,67 $	
NETTOYEUR D'EGOUT ET EXCAVATION PNEUMATIQUE SEMA	1326319	06 FÉVR. 2019	BARBEAU, DANY	Octroi d'un contrat pour le service de creusage pneumatique avec opérateur pour l'Arrondissement RDP/PAT	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	
SCIAGE MONTREAL INC.	1326327	06 FÉVR. 2019	BARBEAU, DANY	Octroi d'un contrat pour le service d'une scie à béton avec opérateur pour l'Arrondissement RDP/PAT	Rivières-des-Prairies - Pointes-aux-Trembles	Réseau de distribution de l'eau potable	20 997,50 $	
DRAIN M.P.R.	1327371	12 FÉVR. 2019	FOURNIER, MAXIME	Dégels à l'eau de chaude pour 6 adresses différentes sur le territoire de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie Aqueduc Voirie (G.S.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 385,86 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1325889	05 FÉVR. 2019	LAFOND, DANIEL	Travaux de réparation d'une section de la conduite d'égout au 6366, avenue Christophe-Colomb (2 soum.) - DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	14 960,71 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1326010	05 FÉVR. 2019	LAFOND, DANIEL	Travaux de réparation d'une section de la conduite d'égout au 6901, rue Fabre (3 soum.) - DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	12 441,02 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1326701	07 FÉVR. 2019	GAUDET, MARIE-PIERRE	Travaux de réparation d'une section de la conduite d'égout au 6887, 34e Avenue (2 soum.) - DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	12 231,04 $	
GDLC EXCAVATION INC.	1327692	13 FÉVR. 2019	LAFOND, DANIEL	Travaux de réparation d'une section de la conduite d'égout au 6545, rue Viau (3 soum.) - DTET RPP (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	13 805,85 $	
LES LAMES DIAMOND BACK CANADA INC.	1329185	20 FÉVR. 2019	FOURNIER, MAXIME	Achat de 2 lames Asphalte sur béton super premium pour la section aqueduc de la Voirie de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie tel que soumission 989914 (G.S.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 139,13 $	
SIGNALTECH M.L. INC.	1329409	21 FÉVR. 2019	FOURNIER, MAXIME	Achat de panneaux oranges T-075 (7h-19h) avec logo Petite-Patrie, de pieds de balise et de kits de fixation pour l'aqueduc de Rosemont La-Petite-Patrie tel que soumission en date du 20-02-2019 (G.S.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 664,58 $	
STELEM	1327758	13 FÉVR. 2019	FOURNIER, MAXIME	Achat de détecteurs magnétiques Schonstedt pour la Voirie de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie selon soumission !15932 (D.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 346,48 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1326682	07 FÉVR. 2019	GAUDET, MARIE-PIERRE	Travaux de réparation d'une section de la conduite d'égout au 5207, 6e Avenue (3 soum.) (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	11 128,66 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1328148	14 FÉVR. 2019	GAUDET, MARIE-PIERRE	Travaux de réparation d'une section de la conduite d'égout au 6621, 23e Avenue (4 soum.) (A.D.)	Rosemont- La Petite-Patrie	Réseaux d'égout	11 128,67 $	
BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	1326082	05 FÉVR. 2019	SIMON, DANIEL	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipement pour atelier pour enfants	Saint-Laurent	Bibliothèques	4 939,29 $	
CHEM ACTION INC.	1326435	07 FÉVR. 2019	BASTIEN, ISABELLE	SLT-TP AQUEDUC - Remplacement d'une pompe d'hypochlorite au réservoir Poirier	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	11 057,61 $	
ECOLE DE MUSIQUE NANTEL INC.	1326037	05 FÉVR. 2019	SIMON, DANIEL	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipements de musique	Saint-Laurent	Bibliothèques	5 242,03 $	
GOSSELIN PHOTO VIDEO INC	1326004	05 FÉVR. 2019	SIMON, DANIEL	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipement pour la photographie	Saint-Laurent	Bibliothèques	2 622,59 $	
LES COMPTEURS LECOMTE LTEE	1326705	14 FÉVR. 2019	SIMON, DANIEL	SLT-TP AQUEDUC - Compteurs d'eau selon entente cadre 1312291	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	6 715,32 $	1312291
L.L. LOZEAU LTEE.	1325985	07 FÉVR. 2019	BASTIEN, ISABELLE	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipement pour la pohotographie	Saint-Laurent	Bibliothèques	31,49 $	
L.L. LOZEAU LTEE.	1325985	05 FÉVR. 2019	BASTIEN, ISABELLE	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipement pour la pohotographie	Saint-Laurent	Bibliothèques	16 079,14 $	
LONG & MCQUADE LIMITED	1325894	05 FÉVR. 2019	BASTIEN, ISABELLE	SLT-BIBLIO. BOISE - Instrument de musique	Saint-Laurent	Bibliothèques	12 467,26 $	
LONG & MCQUADE LIMITED	1325894	20 FÉVR. 2019	BASTIEN, ISABELLE	SLT-BIBLIO. BOISE - Instrument de musique	Saint-Laurent	Bibliothèques	6,25 $	
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	1329577	21 FÉVR. 2019	SIMON, DANIEL	SLT-TP AQUEDUC - Divers équipements	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	4 354,88 $	
QUEBEC LINGE CO	1318476	01 FÉVR. 2019	SIMON, DANIEL	SLT- TP. AQUE/EGOUT - Commande annuelle pour vêtement (salopettes oranges) de la section Aqueduc-Égout pour l'année 2019	Saint-Laurent	Réseaux d'égout	3 989,52 $	
ROBOTSHOP INC.	1326088	05 FÉVR. 2019	ANDRE, JOELLE	SLT-BIBLIO. BOISE - Équipements pour Atelier	Saint-Laurent	Bibliothèques	3 338,47 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SEL WARWICK INC.	1325764	05 FÉVR. 2019	COUTURE, MICHEL	Commande urgente calcium inventaire	Saint-Laurent	Réseau de distribution de l'eau potable	419,95 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1328641	18 FÉVR. 2019	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 FOURNITURE D'ASPHALTE CHAUDE (CH-10 PG 58-28) POUR LA PÉRIODE HIVERNALE	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
FORTERRA CONDUITE SOUS PRESSION, INC.	1328708	18 FÉVR. 2019	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 SERVICE DE RÉPARATION DE CONDUITES À HAUTE PRESSION	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	21 915,09 $	
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1328620	18 FÉVR. 2019	BRUNET, SYLVIE A.	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 SERVICES DE RÉPARATION DE SCIE DE MARQUE HUSQVARNA	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	2 739,40 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1328731	18 FÉVR. 2019	BEAUDOIN, STEVE	SLD-BCO-DTP-VOIRIE ET AQUEDUC 2019 Services d'excavation avec opérateur, un marteau et un godet.	Saint-Léonard	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
ASTUS INC.	1326306	06 FÉVR. 2019	LOGE, HERVE	BC OUVERT 2019 - Frais de communication et de service pour 18 véhicules pour l'année 2019	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 779,55 $	
ASTUS INC.	1326306	06 FÉVR. 2019	LOGE, HERVE	BC OUVERT 2019 - Frais de communication et de service pour 18 véhicules pour l'année 2019	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	755,91 $	
ATERA ENVIRO INC.	1327081	11 FÉVR. 2019	PIROG, MACIEJ	Neuf (9) analyseurs de plomb Palintest SA-1100 - produit no. PT 430 - livraison incluse - soumission 20190204M du 4 février 2019	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	21 259,97 $	
AVEC PLAISIRS	1317818	01 FÉVR. 2019	MORISSETTE, CHANTAL	LIGNE SUPPLÉMENTAIRE - BC OUVERT 2019 - Service de traiteur pour les réunions - Direction du Service de l'eau	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	2 414,71 $	
BOIVIN & GAUVIN INC.	1326109	06 FÉVR. 2019	PERIARD, MICHEL	Sept (7) AKRON, 2 1/2 NH Flow test kit avec 0-160 PSI manomètre - article no. AFTK-LK -transport inclus - soumission 14427 du 31 janvier 2019	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	12 369,31 $	
BOUTY INC	1327268	11 FÉVR. 2019	DEVEAU, DOMINIQUE	15 chaises, 11 cylindre à changer pour la direction des réseaux d'eau, suite à la visite de l'ergonome.	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	5 774,63 $	
CERIU	1327632	12 FÉVR. 2019	LAMONTAGNE, SERGE	Cotisation annuelle 2019 CERIU (50% Service de l'eau et 50% Service des infrastructures)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	26 902,78 $	
ESPACE VERRE INC.	1329099	19 FÉVR. 2019	MORISSETTE, CHANTAL	Goutte de départ d'environ 3" de diamètre avec base cubique de 2.5" en aluminium. Boite cadeau noire comprise.	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	6 299,25 $	
KARIM FICHTALI	1326110	06 FÉVR. 2019	PIROG, MACIEJ	Contrat gré à gré pour la planification de la campagne de dépistage des entrées de service en plomb 2019 - offre de service du 31 janvier 2019	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	10 000,00 $	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1326207	06 FÉVR. 2019	LACROIX, REMI	BC ouvert 2019 - pour la location d'une fourgonnette T-150 Moyen ford 6 17-29844	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	11 548,62 $	
LYDIA SOKOLOFF CONSEIL INC.	1265945	12 FÉVR. 2019	PERIARD, MICHEL	Contrat services professionnels pour fournier les activités et les livrables de communication marketing en soutien en gestion du changement - Maxim'eau - DGSRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	22 703,55 $	
MOBILIERS ERGO PLUS INC.	1325301	01 FÉVR. 2019	DEVEAU, DOMINIQUE	17 Plaque de surface de coin et installation incluse	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	4 068,26 $	
MOUVEMENT QUÉBECOIS DE LA QUALITÉ	1329410	21 FÉVR. 2019	LARRIVEE, ALAIN	Service conseil dans l'élaboration d'un plan stratégique et d'un plan de déploiement	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	9 520,27 $	
NCL ENVIROTEK INC	1326115	06 FÉVR. 2019	NGO TCHA, HERMINE NICOLE	Belleville de Pierrefonds à Gouin Ouest (AQ:simon 165691)	Service de l'eau	Réseaux d'égout	4 480,86 $	
NCL ENVIROTEK INC	1326115	06 FÉVR. 2019	NGO TCHA, HERMINE NICOLE	Belleville de Pierrefonds à Gouin Ouest (AQ:simon 165691)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 721,40 $	
OLIVIER MONTULET	1264265	12 FÉVR. 2019	PERIARD, MICHEL	Contrat services professionnels pour réaliser la rédaction de contenus sur les coûts de formation en entretien des réseaux d'eau et rédiger les contenus de formation - Maxim'eau - DGSRE	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	22 828,33 $	
QUENCH BUGGY	1329862	22 FÉVR. 2019	MORISSETTE, CHANTAL	Achat d'une buvette mobile comme outil de promotion de la qualité de l'eau de Montréal et de sensibilisation sur son utilisation	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	52 125,00 $	
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES	1326111	06 FÉVR. 2019	LEMIRE, LUCIE	BC ouvert 2019 pour Postes Canada - Numéro de compte (client) 4012448	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	3 149,62 $	
TECHNOLOGIES DIREXYON INC.	1326119	06 FÉVR. 2019	HACHEY, NORMAND	Banques d'heures pour besoins de développement du logiciel (Année 2019)	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - A répartir	20 997,50 $	
YANN JEUDY	1328472	15 FÉVR. 2019	LACROIX, REMI	Service autres que professionnel pour paramétrer, suivre les dossiers institutionnels et des nouvelles constructions et assurer le contrôle qualité des bases de données de la section MCE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 000,00 $	
ALVARO LOPES	rmi00013954200013 95660003	02 FÉVR. 2019	Système RECLAM	ALVARO LOPES\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-000333, sur la liste de paiement 1902IC001 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 500,00 $	
DAVID FRANCIS JUCK	rmi00013763400013 78030005	02 FÉVR. 2019	Système RECLAM	DAVID FRANCIS JUCK\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006883, sur la liste de paiement 1901IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 991,18 $	
EBC INC._15	rmi00013906500012 49010004	09 FÉVR. 2019	Système RECLAM	EBC INC.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-008246, sur la liste de paiement 1902IC002 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 333,48 $	
ÉNERGIR S.E.C._3	rmi00013749400013 21470005	23 FÉVR. 2019	Système RECLAM	ÉNERGIR S.E.C.\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006751, sur la liste de paiement 1902IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 896,71 $	
FERNAND LECLERC	rmi00013903700013 90890004	23 FÉVR. 2019	Système RECLAM	FERNAND LECLERC\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-008221, sur la liste de paiement 1902IC004 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 512,00 $	
OI CHUN CHENG	rmi00013928700003 52110003	02 FÉVR. 2019	Système RECLAM	OI CHUN CHENG\Paiement d'une indemnité pour le dossier 19-000088, sur la liste de paiement 1901IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 891,90 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SYNDICAT DE COPROPIÉTÉ 416-418-420 RUE CHERRIER	rmi00013885500013 89220006	02 FÉVR. 2019	Système RECLAM	SYNDICAT DE COPROPIÉTÉ 416-418-420 RUE CHERRIER\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-008051, sur la liste de paiement 1901IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	2 663,96 $	
WAWANESA_31	rmi00013714300009 58900001	02 FÉVR. 2019	Système RECLAM	WAWANESA\Paiement d'une indemnité pour le dossier 18-006423, sur la liste de paiement 1901IC007 (CORPO)	Service des affaires juridiques	Autres - Administration générale	3 064,90 $	
CONSTRUCTION GFL INC.	1330246	26 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	REBUT BETON ASPHALTE 2019	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 099,75 $	
LAFARGE CANADA INC	1325647	04 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	FOURNITURE À LA DEMANDE EN REMBLAI 2019	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	6 023,66 $	1196643
LE GROUPE ADE MONTREAL INC	1325729	04 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	HYDRO-EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	2 169,30 $	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1328493	15 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	Bouchon de verrouillage compressible pour boite de vanne	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	2 509,20 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1325608	04 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	TRAVAUX - RÉPARATION PARTIELLE D'UN BRANCHEMENT EGOUT AU 4275 ST-JACQUES	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	22 819,03 $	
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.	1327941	14 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	HYDRO-EXCAVATION	Sud-Ouest	Réseaux d'égout	2 438,42 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1325939	05 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	Coude pour Aqueduc	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	5 022,24 $	
WOLSELEY CANADA INC.	1328499	15 FÉVR. 2019	FERREIRA, RUY PAULO	PIECES AQUEDUC	Sud-Ouest	Réseau de distribution de l'eau potable	7 629,60 $	
1026219 B.C. UNLIMITED LIABILITY COMPANY	1318335	06 FÉVR. 2019	PARENTEAU, LYNE	Cours d'anglais selon propositions fournis	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 829,97 $	
7/24 MARKETING INC.	1316103	23 FÉVR. 2019	PERRAS, SYLVAIN	Campagne de recrutement TI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	20 561,80 $	
ACADEMIE LINGUISTIQUE CHARLEMAGNE INC.	1330065	25 FÉVR. 2019	THIBAULT, JEAN-MARTIN	COURS D'ANGLAIS POUR 5 PERSONNES - 30 HRES COURS CHACUNE + FRAIS DE DOSSIER SELON DEVIS 10135	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 871,44 $	
ADVANCED NETWORK DEVICES INC.	1321868	08 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Renouvellement - Ekahau - Ess-Pro-Sup_R - Période du january 20th 2019 to january 19th 2020 - Quote Q-2626 & Q-2723	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 604,99 $	
BELL CANADA	1322866	08 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	BC ouvert - Ponts conférences 2019 pour l'ensemble de la Ville - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	18 897,75 $	1112406
BRUNEAU ELECTRIQUE INC.	1326734	08 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	FACTURE - MOBILISATION POUR TIRAGE ET INSTALLATION DE CONDUIT 4 POUCES POUR PROTEGER LES CÂBLES DE FIBRE OBTIQUE_INTERSECTION CAMILLIEN-HOUDE Travaux 129 - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 877,83 $	
CEGEP REGIONAL DE LANAUDIERE	1329837	22 FÉVR. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	Projet 72690 - Application mobile Espace pour la vie - services de création du contenu de l¿expérience en réalité augmentée associé aux espèces polaires - INÉDI (CEGEP REGIONAL DE LANAUDIERE) - STI	Technologies de l'information	Musées et centres d'exposition	6 299,25 $	
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1293378	14 FÉVR. 2019	TRUDEAU, ANDRE	70250-06 Intégration Paie Policiers - Par l'entremise du CSPQ, Oracle fournira jusqu¿à 80 heures sur place et 80 heures à distance pour nos services d¿évaluation de l¿architecture technique de la version 12 d¿Oracle EBusiness Suite (EBS) -	Technologies de l'information	Conseil et soutien aux instances politiques	28 270,66 $	
COFOMO INC.	1305954	08 FÉVR. 2019	THERRIEN, ANNIE	SERVICES DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS WEB/MOBILES - LOT # 1	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 637,57 $	
COGECO PEER 1 (CANADA) INC.	1330210	25 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Facture - Service Réseau Télécom pour Arrondissement Verdun - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	21 627,42 $	
COMPUGEN INC.	1327385	12 FÉVR. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	74561 ¿ Gestion de l¿évolution bureautique - Options pour 3 ordinateurs semi-robustes - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 069,50 $	
CONFORMIT	1327243	11 FÉVR. 2019	THERRIEN, SOPHIE	Renouvellement - Licences logicielles - Conformit (Procédures et Audits) - Période du 1er mars 2019 au 1er mars 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 732,31 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1325444	04 FÉVR. 2019	BEAULIEU, JEAN-SEBASTIEN	60110-06 Programme de sécurité et de continuité TI ¿ Acquisition d¿infrastructures technologiques de sécurité. Achat de clé RSA et licences - Service des technologies De l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	38 132,55 $	
C.P.U. DESIGN INC.	1327311	11 FÉVR. 2019	TRUDEAU, ANDRE	74561 ¿ Évolution du parc de postes de travail - Installation de l'équipement- Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 286,65 $	1164102
FRESHWORKS INC.	1301086	19 FÉVR. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	74250-05 - Freshworks Inc. - Solution pour combler les besoins des Billetterie et de bases de connaissances du SRH - GRÉ à GRÉ - Seul soumissionnaire Annie Thérrien - 2018-10-02 - DA - 569751	Technologies de l'information	Gestion du personnel	11 276,65 $	
GARTNER CANADA CO.	1327056	11 FÉVR. 2019	PERRAS, SYLVAIN	Services conseils spécialisés - IT News & Insight from Gartner du 01 avril 2019 au 31 mars 2020	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 250,41 $	
GOSECURE INC.	1327588	12 FÉVR. 2019	BEAULIEU, JEAN-SEBASTIEN	Renouvellement - NESSUS PRO - Période du 20 mars 2019 au 19 mars 2020 - Conformément à la soumission S8901	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 729,67 $	
IBM CANADA LTEE	1326740	08 FÉVR. 2019	MOCANU, GIANINA	BCO - Maintenance 2019 appareils Cisco - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	103 765,04 $	1252479

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1326852	08 FÉVR. 2019	MOCANU, GIANINA	Achat - Câblage et module enfichable compact - Aménagement 10351 Sherbrooke Est - SPVM - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 211,13 $	
KOREM LOGICIELS ET DONNEES GEOSPATIAUX INC.	1328187	14 FÉVR. 2019	MONET, PHILIPPE	69205 ¿ Rehaussement de la plateforme géomatique - Google Maps - Korem géospacial - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 993,90 $	
LA TOUCHE	1328115	14 FÉVR. 2019	THIBAULT, JEAN-MARTIN	Formation macOS - Soutien technique selon soumission 2019-09	Technologies de l'information	Gestion de l'information	27 296,75 $	
LES PARCOMETRES MACKAY	1326184	06 FÉVR. 2019	GRENIER, RICHARD	72660 - Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie - Service de développement et mise en place des API¿s entre le serveur de MacKay et le Sentinel pour le Biodôme et Jardin Botanique - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Rel. avec les citoyens et communications	4 724,44 $	
LIBEO INC.	1326177	06 FÉVR. 2019	GRENIER, RICHARD	70150 ¿ Remplacement du portail web de la Ville - Services de suivi personnalisé à mieux intégrer l¿approche de Design Sprint - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 477,75 $	
MOTOROLA SOLUTION CANADA INC.	1330554	27 FÉVR. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	68037-03-LTE public : Assistance à la démonstration KODIAK / VESTA au laboratoire de Gatineau comme convenu avec MOTOROLA. - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	22 631,95 $	
NOVOM INTERACTIVE INC.	1327523	12 FÉVR. 2019	MONET, PHILIPPE	72690 - Application mobile Espace pour la vie - Bibliothèques de gèolocalisation, Plateforme Web de config. Et Support - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Musées et centres d'exposition	66 142,12 $	
ORACLE CANADA ULC	1318677	28 FÉVR. 2019	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Contrat d'entretien et droits d'utilisation des licences serveurs - Oracle - Période du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2019 - No de services de soutien: 9374972 & 5713903	Technologies de l'information	Gestion de l'information	17 775,01 $	
ORACLE CANADA ULC	1318677	27 FÉVR. 2019	PAGE, MARTIN	Renouvellement - Contrat d'entretien et droits d'utilisation des licences serveurs - Oracle - Période du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2019 - No de services de soutien: 9374972 & 5713903	Technologies de l'information	Gestion de l'information	69 699,21 $	
ORACLE CANADA ULC	1327445	12 FÉVR. 2019	PAGE, MARTIN	Service technique - Admissibilité au soutien complet d'ORACLE pour la recertification des serveurs, conformément à la soumission CA-8113435	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 049,98 $	
RESEAU ACTION TI	1329643	23 FÉVR. 2019	PERRAS, SYLVAIN	CAMPAGNE DE RECRUTEMENT	Technologies de l'information	Gestion de l'information	26 246,87 $	
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	1330223	25 FÉVR. 2019	MOCANU, GIANINA	Rogers CCC pour le STI, BTM, ZAP, EPLV, Affaires Juridiques pour 2019 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	124 882,63 $	1146051
SC360 INC	1328159	14 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Achat - Régularisation Facture INV-1019447 de décembre 2018 (Lot1) - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	17 173,79 $	1188280
SC360 INC	1330421	26 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Facturation câblage janvier 2019 Lot 1 à 4 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	706,32 $	1188282
SC360 INC	1330421	26 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Facturation câblage janvier 2019 Lot 1 à 4 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	15 630,01 $	1188280
SC360 INC	1330421	26 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Facturation câblage janvier 2019 Lot 1 à 4 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 888,69 $	1188285
SC360 INC	1330421	26 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	Facturation câblage janvier 2019 Lot 1 à 4 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	5 465,17 $	1188284
SIMPLEVU INC.	1329336	20 FÉVR. 2019	MOCANU, GIANINA	Achat et instalattion - Projecteur salle 2140 - une commande faite de $3900 STI en 2018 - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 111,62 $	
TELECOM COLBA.NET INC.	1322856	08 FÉVR. 2019	NUNES, DEMIS	BC ouvert 2019 - Service Internet pour Wifi d'Espace pour La Vie - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 732,10 $	
VALTECH CANADA INC.	1323592	15 FÉVR. 2019	MONET, PHILIPPE	72690 - Application mobile Espace pour la vie - Acquisition des services de tests utilisateurs, à Valtech inc. - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Musées et centres d'exposition	26 101,99 $	
YVES LACOMBE-PHOTOGRAPHE	1327402	27 FÉVR. 2019	CHAPUT, CHRISTIAN	70500 ¿ Bureau de demain - Implantation de la Suite Google - Session de photos avec les employés - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 016,97 $	
ZOHO CORPORATION	1329135	20 FÉVR. 2019	MONET, PHILIPPE	60110-07 - ManageEngine Password Manager Pro Entreprise - Annual subscription fee for 5 administrators (unrestricted ressouces and users) - Quote ID : 100362 - Aziz CHOUKRALLAH - Service des technologies de l'information	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 233,33 $	
BRAC. BUREAU DE RECHERCHE, D'ANIMATION ET DE CONSULTATION	1329617	21 FÉVR. 2019	GAGNON, LUC	Accompagnement des travaux du groupe de réflexion en patrimoine 2019-2020 dans le cadre du Plan d'action en patrimoine adopté en 2017 et en vue de la création officielle du comité de mise en ¿uvre.	Urbanisme et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	18 057,85 $	
BRISK SYNERGIES TECH CORP	1327276	11 FÉVR. 2019	BESSETTE, HUGUES	A pilot projet for continuous video-based traffic analysis for traffic monitoring - Ref : SON THU LÊ	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	6 824,19 $	
CAROLINE DUBE	1315318	14 FÉVR. 2019	TESSIER, MONIQUE	Octroyer à Caroline Dubé le contrat de services professionnels pour la préparation d¿un support visuel pour ILLUSTRER les nouvelles dispositions de la modification du RÉGLEMENT sur la CONSTRUCTION et la TRANSFORMATION des bâtiments.	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	2 413,05 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE INTERNATIONAL UNISFERA	1330474	26 FÉVR. 2019	BESSETTE, HUGUES	Dossier de candidature Gala des Grands prix d¿excellence 2019 de l¿AQTR - Ref : François Thibodeau	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 249,37 $	
FABIEN COURNOYER	1325692	04 FÉVR. 2019	CADRIN, ISABELLE	Conseiller en planification stratégique - création de l'agence de mobilité durable (SUM)	Urbanisme et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien À répartir	30 000,00 $	
FNX-INNOV INC.	1326668	07 FÉVR. 2019	CARRIER, JEAN	Travaux de mise en plan pour la reconstruction de trottoirs et de bordures associés aux travaux de planage et de revêtement bitumineux des chaussées - PCPR-1-2019-CDN-NDG-19-GG-TP-010. Réf: Nicolas Bernier-Groleau	Urbanisme et mobilité	Construction d'infrastructures de voirie	3 269,46 $	
HILL+KNOWLTON STRATEGIES	1329979	25 FÉVR. 2019	GAGNON, LUC	Gré à gré pour réaliser l'animation, la médiation et la concertation requises dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'ensemble pour le site Louvain Est	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	82 861,38 $	
INNUTELECOM	1326518	07 FÉVR. 2019	VIBERT, SONIA	Contrat de Soutien technique et professionnel pour la traduction simultanée du comité de travail - archéologie autochtone du 6 février 2019	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	3 549,63 $	
MICRAL KONIOS LABORATOIRE INC	1329872	22 FÉVR. 2019	PILON, CHRISTIANE	Service professionnels pour expertise: Analyse de la présence d'amiante sur le revêtement de 5 structures. Structures 81-5172B,81-5175B, 81-5184, 81-5185 et 81-5192 . Btl: 19-INTERNE-0100`. Gré à gré.	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 078,75 $	
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	1330597	27 FÉVR. 2019	CARETTE, CLAUDE	Projet Remembrance/Côte-des-Neiges, mise à jour de l¿évaluation de la cote de valeur des arbres et l¿évaluation du potentiel de transplantation des arbres du secteur d¿intervention du projet, Nadeau foresterie urbaine, gré à gré, DEM : Jéré	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	22 729,79 $	
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1328888	19 FÉVR. 2019	BERNIER, LISE	Renouvellement d'abonnement AutoCAD Map 3D Licence commerciale utilisateurs multiples / Contrat : 110002041836 pour période du 04-02-2019au 03-02-2020	Urbanisme et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	4 692,94 $	
SYSTEMES URBAINS INC.	1328964	23 FÉVR. 2019	MORIN, ISABELLE	Systèmes urbains - Projet de remise en état du Plan lumière du Vieux-Montréal - Printemps-Été 2019	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	67 146,86 $	
TABLE DE CONCERTATION DES AINES DE L'ILE DE MONTREAL	1328932	19 FÉVR. 2019	FELTON, SYLVAIN	Facture #180108 ¿ OBNL Table concertation Ainés Mtl ¿ Participation aux rencontres CCAU 2018	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	3 200,00 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1327431	12 FÉVR. 2019	DORAIS, SYLVAIN	Facture AB-70534/AB-70746/AB-70784, Travaux de nettoyage d'égout et d'hydro-excavation. - Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	2 112,32 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1327431	12 FÉVR. 2019	DORAIS, SYLVAIN	Facture AB-70534/AB-70746/AB-70784, Travaux de nettoyage d'égout et d'hydro-excavation. - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	4 503,96 $	
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1330011	25 FÉVR. 2019	DORAIS, SYLVAIN	Facture AB-70900/70901/70904, Location d'un camion hydro-excavation les 5, 7 et 18 février 2019 pour l'Arrondissement Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	5 072,21 $	
BF-TECH INC.	1330594	27 FÉVR. 2019	DORAIS, SYLVAIN	Devis 2058, Huile pour BI, Aqua locator avec caisse et Graisse synthétique supérieure blanche -50C. - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	2 803,43 $	
INOLEC	1327582	12 FÉVR. 2019	DORAIS, SYLVAIN	Achat - souffleuse à traction chenille HOHSS724CTD DEm. ELECT. pour département aqueduc à Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	4 035,72 $	
LAFARGE CANADA INC	1327643	21 FÉVR. 2019	THIFFEAULT, MARTIN	BC ouvert pour achat asphalte pour l'Arrondissement Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	2 099,75 $	
LAFARGE CANADA INC	1327643	12 FÉVR. 2019	THIFFEAULT, MARTIN	BC ouvert pour achat asphalte pour l'Arrondissement Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	2 099,75 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	1327433	12 FÉVR. 2019	DORAIS, SYLVAIN	Factures 18926 et 18933, Service de déglaçage de conduit avec génératrice à dégeler les tuyaux au 7460 Champlain les 6 et 7 février 2019. - Verdun	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	2 939,65 $	
REAL HUOT INC.	1325762	05 FÉVR. 2019	DESBIENS, JEAN-GUY	Manchons pour cloche de tuyau	Verdun	Réseau de distribution de l'eau potable	3 400,20 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1320543	07 FÉVR. 2019	THIFFEAULT, MARTIN	Service - Travaux d'excavation pour la réparation d'une conduite d'égout devant le 1215 rue Leclair - Verdun	Verdun	Réseaux d'égout	10 288,77 $	
9175-2998 QUEBEC INC	1326231	06 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	ACHAT D'OUTILS POUR AQUEDUC POUR ALAIN LAVOIE	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 523,79 $	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1301618	18 FÉVR. 2019	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission sur entente 1197493 du 3 octobre 2018 - Estimation budgétaire - contrat de construction de saillies de trottoirs - Appel offre 16-15643-3-049 - TP Voirie	Ville-Marie	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	26 098,00 $	1197493
BAU-VAL CMM	1318458	01 FÉVR. 2019	DUFRESNE, ALAIN	2019 BC ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - Entente cadre 1317468 - Montant 25000$ - TP Aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	15 748,12 $	1317486
BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1326147	06 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	Facture AB70538 - Travaux d'hydro excavation effectués le 27 aout 2018. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 950,15 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1327665	12 FÉVR. 2019	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission du 11 février 2019. Travaux préparatoir en espace clos dans 4 conduites d'égout principale rue Olivier-Robert. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	8 267,77 $	
CLEAN WATER WORKS INC	1330756	27 FÉVR. 2019	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission du 23 janvier 2019. Travaux de réparation sans tranchée de conduites d'égout en brique sur la rue de Rouen entre l'avenue De Lorimier et avenue des Érables arr. Ville-Marie. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	22 572,31 $	
CONSTRUCTION DJL INC	1328267	14 FÉVR. 2019	ALI, SAMBA OUMAR	2019- Entente 1192437 - Fin de l'entente: 31 mars 2019. Enrobés bitumineux de type EC-5 et EC-10 - TP aqueduc arr. Ville-Marie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	65 092,25 $	1192437

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DASSYLOI	1325780	05 FÉVR. 2019	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission 18 janvier 2019. Réhabilitation des parois avec béton composite renforci aux fibres de verre. Projet réhabilitation regard V-M coins Papineau et René-Lévesque. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseaux d'égout	13 123,44 $	
DASSYLOI	1330761	27 FÉVR. 2019	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission du 13 février 2019. Travaux de réparation sans tranchée de conduites d'égout en brique sur la rue De Bleury. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseaux d'égout	14 378,04 $	
DIRECTDIAL.COM	1325572	04 FÉVR. 2019	BOUCHARD, MARYSE	Soumission 1901173089 - Matériel électronique bibliothèque Père-Ambroise	Ville-Marie	Bibliothèques	2 403,22 $	
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1328506	15 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	Facture P97527 - Frais pour la participation au cours: PER-975 Gestionnaire performant: Programme de développement de 6 jours non consécutifs à partir du 25 septembre 2019. Participant: Benoit Sauvé. - TP Voirie arr. Ville-Marie	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 485,05 $	
ENGLOBE CORP.	1327368	12 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	2019- BC Ouvert - Entente 1229286. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. Pour le traitement des sols caractérisés de type BC - TP aqueduc. arr. Ville-Marie.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	3 622,07 $	1229286
EQUIPEMENT NCN LTEE	1326370	06 FÉVR. 2019	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission C3568F. Pièces pour écran d'étayage speed shore. Raidisseurs télescopiques. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 228,38 $	
EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	1313563	01 FÉVR. 2019	ANDRIEU, CORINNE	Soumission du 9 novembre 2018 - Location d'une pelle hydraulique avec opérateur selon le devis du lundi à vendredi (130$/h) et le samedi et dimanche (130 $/h) - TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	11 721,85 $	
EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC.	1325805	05 FÉVR. 2019	CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES	Facture 3648 . Location de rétro caveuse pour le mois de janvier 2019. TP aqueduc.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	13 618,98 $	
GROUPE AKIFER INC.	1329469	21 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	2019- BC ouvert - Entente 1180914 CM17 01417 - Fin de l'entente : 26 mars 2020. Services d'échantillonnage des sols potentiellement contaminés, analyses et rapports. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	
GROUPE VAPRO	1329190	20 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	Soumission P19313 - Service de dégèlement de conduite vapeur. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	5 249,37 $	
JMV ENVIRONNEMENT INC.	1322257	01 FÉVR. 2019	ANDRIEU, CORINNE	Contrat gré à gré (1 soumis) - Location d'une pelle hydraulique avec opérateur, entretien et accessoires pour réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout et trottoirs dans l'arr. Ville-Marie. Montant total: 36 578.40$ avant taxes.	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	24 884,56 $	
J.P. GRIMARD MANUFACTURIER DE VALISES INC.	1326473	07 FÉVR. 2019	BOUCHARD, MARYSE	Soumission - caisses Pélican Storm	Ville-Marie	Bibliothèques	2 025,00 $	
LAVAGE TECHNI-PRO INC.	1326137	06 FÉVR. 2019	DUFRESNE, ALAIN	2019- BC ouvert pour Service - Déglaçage de conduite à la vapeur. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	10 498,75 $	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1326673	07 FÉVR. 2019	BOUCHARD, MARYSE	Soumission 360826 - matériel électronique - BPA	Ville-Marie	Bibliothèques	2 666,62 $	
MARTECH SIGNALISATION INC.	1325144	01 FÉVR. 2019	MARTHET, DOMINIQUE	Soumission du 30 janvier 2019. 150 ens. spéc 12" x 18" Coroplast 6mm orange avec quarts de ronds bois peinture blanc, plus transport. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	6 244,13 $	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1325531	04 FÉVR. 2019	DUFORT, ALAIN	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	32 073,68 $	1225134
SOLMATECH INC.	1329812	22 FÉVR. 2019	DUFORT, ALAIN	DDP (3 soum.) : Prélèvement et caractérisation environnementale des sols. Projet de réfection routière (Projet A) et de saillies de trottoirs (Projet B). Divers emplacements de l'arr. de Ville-Marie. N/D : OSE5076-19	Ville-Marie	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	17 465,00 $	
STELEM	1325817	05 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	ALEJANDRO, RESTREPO ACHAT DE DETECTEUR MAGNETIQUE ET CLE DE VANNE TÉLESCOPIQUE 0879	Ville-Marie	Réseaux d'égout	3 779,55 $	
STELEM	1327468	12 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	Réapprovisionnement du magasin _0879. Entente 17-15859	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	4 597,40 $	1222638
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1326199	06 FÉVR. 2019	BELLEVILLE, ERIC	JONATHAN LABONTÉ COMMANDE SPÉCIALE 0879	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	2 569,28 $	
UNIBETON	1321109	11 FÉVR. 2019	DUFORT, ALAIN	2019- Bc ouvert pour l'achat de béton pré mélangé pour les TP aqueduc arr. Ville-Marie. Entente cadre # 1196052. Fin de l'entente: 27 avril 2019. Quantité estimées pour l'année 2019	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	524,94 $	
UNIBETON	1321109	11 FÉVR. 2019	DUFORT, ALAIN	2019- Bc ouvert pour l'achat de béton pré mélangé pour les TP aqueduc arr. Ville-Marie. Entente cadre # 1196052. Fin de l'entente: 27 avril 2019. Quantité estimées pour l'année 2019	Ville-Marie	Réseau de distribution de l'eau potable	1 511,82 $	1196052
CREUSAGE RL	1328839	19 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location de creusage pneumatique avec opérateur	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 309,73 $	
GROUPE ADE	1326842	08 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Service de location de combiné avec opérateur	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	2 165,37 $	
LOCATION LORDBEC INC.	1327478	12 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	3 325,48 $	

VILLE DE MONTRÉAL – VILLE CENTRALE
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 28 FÉVRIER 2019

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
NETTOYEUR D'EGOUT ET EXCAVATION PNEUMATIQUE SEMA	1325619	04 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location de service de creusage pneumatique avec opérateur	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	1 748,04 $	
NETTOYEUR D'EGOUT ET EXCAVATION PNEUMATIQUE SEMA	1325619	26 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de location de service de creusage pneumatique avec opérateur	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	3 301,86 $	
RENE JUILLET	1326324	06 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Formation de compagnonnage OPA pour Francis Faucher, Julien Tardif et Jonathan Côté	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	3 874,04 $	
SCIAGE MONTREAL INC.	1328201	14 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	AQUEDUC - Service de dégel de tuyaux à l'eau chaude	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseau de distribution de l'eau potable	2 204,74 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1329051	19 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 8072-8074 rue Bordeaux	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 139,15 $	
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	1329496	21 FÉVR. 2019	GERVAIS, ROBERT	ÉGOUT - Branchement au 7983 Drolet	Villeray-St-Michel - Parc-Extension	Réseaux d'égout	7 349,12 $	
						Total =	**27 847 887,17 $**	

Article 5.01

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement		**Genuine Extract from the minutes of a Borough Council Sitting**
Séance ordinaire du lundi 11 février 2019 à 19 h	Résolution: CA19 29 0033	Regular sitting of Monday February 11, 2019 at 7 p.m.

UNE HEURE POUR LA TERRE 2019 - APPUI

Il est proposé par
la conseillère Louise Leroux
appuyé par
la conseillère Catherine Clément-Talbot

ET RÉSOLU

DE confirmer la participation de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro à l'événement « Une heure pour la Terre 2019 », qui se tiendra le 30 mars prochain de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerçants et les résidents de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

DE transmettre une copie de la résolution au conseil municipal, au conseil d'agglomération et aux autres conseils d'arrondissement de la Ville de Montréal pour les encourager à adopter à leur tour une résolution confirmant leur participation respective à l'événement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

EARTH HOUR 2019 - SUPPORT

It was moved by
Councillor Louise Leroux
seconded by
Councillor Catherine Clément-Talbot

AND RESOLVED

TO confirm the participation of the Borough of Pierrefonds-Roxboro in the event "Earth Hour 2019", which will take place on next March 30, from 8:30 p.m. to 9:30 p.m.;

TO invite businesses' owners and borough residents to become actively involved in this event;

TO forward a copy of the present resolution to the Municipal Council, to the Agglomeration Council and to the boroughs of Ville de Montréal to urge them to be next adopting a resolution confirming their respective participation to this event.

UNANIMOUSLY ADOPTED

15.01 1192155002

Dimitrios (Jim) BEIS
_____
Maire d'arrondissement
Mayor of the Borough

Suzanne CORBEIL
_____
Secrétaire d'arrondissement
Secretary of the Borough

Signée électroniquement le 12 février 2019

Article 5.02

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 décembre 2018	Résolution: CA18 14 0385

Motion de la mairesse Giuliana Fumagalli relative au projet d'un centre de tri à la carrière Francon

ATTENDU que les Michelois et les Micheloises subissent les désagréments de deux carrières depuis près de 150 ans;

ATTENDU que la carrière Miron devenue Centre de tri et d'élimination des déchets devenue Centre environnemental Saint-Michel reçoit des matières résiduelles des ménages, entreprises et institutions de toute la Ville de Montréal depuis plus d'un demi-siècle;

ATTENDU que la carrière Francon, devenue carrière Saint-Michel, reçoit les neiges usées de près de la moitié de toute la Ville de Montréal depuis près de 35 ans;

ATTENDU qu'aucun secteur de la Ville de Montréal n'a été traité aussi inéquitablement en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles;

ATTENDU que des équipements demeureront en opération au Centre environnemental Saint-Michel pendant encore plusieurs années;

ATTENDU que la mairesse d'arrondissement a fait savoir publiquement et privément son refus qu'une nouvelle installation de traitement des matières résiduelles soit construite dans le quartier;

ATTENDU que la carrière Saint-Michel recèle un potentiel de développement positif pour le quartier, potentiel illustré notamment par le projet Francon, *cœur de notre quartier* mis de l'avant par la table de concertation Vivre Saint-Michel en santé;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

1. que le conseil d'arrondissement s'oppose officiellement et fermement à la construction d'un nouveau centre de tri des matières récupérables d'une capacité annuelle de 100 000 tonnes dans l'ancienne carrière Francon;

2. que le conseil d'arrondissement mandate la direction de l'arrondissement pour qu'elle mette en œuvre toutes les façons possibles d'empêcher la réalisation de ce projet;

3. que copie de cette résolution soit acheminée à la mairesse de Montréal.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

de procéder à un vote nominal sur la motion déposée à l'article 10.08.

La secrétaire d'arrondissement appelle le vote.

VOTENT EN FAVEUR : Giuliana FUMAGALLI, Mary DEROS

VOTENT CONTRE : Sylvain OUELLET, Rosannie FILATO

Vu l'égalité des voix qui résulte du vote, conformément à l'article 20.1 de la Charte de la Ville de Montréal, le vote de la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli qui participe à cette égalité devient prépondérant, et l'article 10.08 est adopté,

et il est,

RÉSOLU

en conséquence.

10.08

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 décembre 2018

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Article 5.03

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 11 mars 2019	Résolution: CA19 170070

PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT - UNE HEURE POUR LA TERRE 2019

ATTENDU QUE le 30 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2019* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation);*

ATTENDU QUE cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières, ainsi que les appareils électriques et électroniques, pendant une heure;

ATTENDU QU'en 2018, plus de 18 000 monuments et enseignes réparties dans 188 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

De confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à l'événement *Une heure pour la Terre 2019*, événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 30 mars 2019 de 20 h 30 à 21 h 30.

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement.

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en confirmant leur participation respective à l'événement.

De transmettre une copie de la présente résolution à M^{e} Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal, pour dépôt au conseil municipal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1194570002

Geneviève REEVES

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 mars 2019

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, le 12 mars 2019

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

RAPPORT SUR L'ASSEMBLÉE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU jeudi 28 février 2019, à 17 h

Au CM du lundi 25 mars 2019, à 13 h

20.01	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Gestion immobilière et exploitation - 1187157002

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 24 mois, avec Impérial Traitement Industriel inc. (Veolia ES Canada Services industriels inc.), pour la fourniture sur demande de services de vidange de séparateurs d'huile des goulottes et bassins de captation de différents édifices municipaux, pour une somme maximale estimée à 515 641,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16597 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.02	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition - 1186133004

Autoriser la prolongation, pour une période de 12 mois, de l'entente-cadre conclue avec Centre du travailleur FH inc. (CG16 0106), pour la fourniture de vêtements de sécurité à haute visibilité, pour une somme estimée à 346 746,99 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant initial de l'entente-cadre de 1 040 240,97 $ à 1 386 987,96 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.03	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1187833006

Autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139), majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 $ à 918 167,37 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Adopté à l'unanimité.

20.04	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie - 1192645001

Conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, avec Aréo-Feu ltée pour l'acquisition de séchoirs portatifs pour habits de combat et les services d'entretien et de réparation - Appel d'offres public 18-17267 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.05	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire - 1185006001

Accorder un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles, pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, pour une somme maximale de 1 880 754,16 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de contrat à cette fin

Adopté à l'unanimité.

20.06	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1188148002

Accorder un contrat à D.M. Valve et Contrôles inc. pour la fourniture de six débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17236 (1 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.07	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1187855003

Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, pour une somme maximale de 259 655,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17145 (2 soum., 1 non conforme)

Adopté à l'unanimité.

20.08	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1193931001

Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 $ à l'École de créativité la Factry, en 2019 et 2020, pour soutenir la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles / Accorder un contrat de services professionnels pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du Service du développement économique, pour une somme maximale de 201 206,24 $ / Approuver deux projets de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.09	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1183775003

Accorder un contrat à Ali Excavation inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la Ville de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 2 474 405,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10286 (5 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.10	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1183775004

Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 433 572,68 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10285 (4 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.11	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1188195002

Accorder un contrat à L.A. Hébert ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back - Dépense totale de 2 273 934,69 $, taxes, contingences, quantités variables et incidences incluses - Appel d'offres public 18-6318 (4 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.12	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1180333001

Autoriser une dépense additionnelle de 49 705,38 $, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, dans le cadre du contrat accordé à Saint-Denis Thompson inc. (CG16 0497) pour les travaux de réfection de l'enveloppe de l'usine de filtration, phase 3, du complexe de production d'eau potable Atwater, dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 070 156,05 $ à 5 119 861,43 $, taxes incluses

Adopté à la majorité des voix.

20.13	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1187541004

Autoriser une dépense additionnelle de 505 159,79 $, taxes incluses, pour l'agrandissement et la rénovation d'un immeuble administratif situé au 10351, rue Sherbrooke Est, dans la Ville de Montréal-Est, dans le cadre du contrat accordé à Construction Socam ltée (CG17 0363 et CG18 0354), majorant ainsi le montant total du contrat de 18 941 871,99 $ à 19 447 031,78 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.14	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1190805001

Autoriser le transfert d'un montant de 172 537,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal situé au 1441, rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 $ à 8 100 457,54 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.15	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1196843001

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 3 196 097,15 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 (2 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.16	Service de l'environnement , Direction - 1183217001

Approuver un projet d'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal

Adopté à l'unanimité.

20.17	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188144001

Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018 / Approuver un projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021 / Autoriser une dépense de 481 857,36 $, taxes incluses / Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 $ selon les modalités décrites dans l'entente / Approuver les recommandations à ces fins

Adopté à l'unanimité.

20.18	Service de l'habitation , Direction - 1188207001

Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 496 160 $, provenant du fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour la réalisation du projet de logement social Amaryllis du groupe Sidalys

Adopté à l'unanimité.

20.19	Service de l'environnement , Direction - 1183983001

Accorder un soutien financier de 68 500 $, plus taxes, et de 27 010 $, en nature, au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal / Approuver un projet d'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. (CG17 0274), majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 $ à 528 500 $, plus taxes

Adopté à l'unanimité.

20.20	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1185008002

Accorder un soutien financier, non récurrent, de 555 000 $ à l'organisme Esplanade, pour une durée de 3 ans (2019 à 2021), afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.21	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1197952001

Accorder un soutien financier maximal de 250 000 $ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.22	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité - 1188097001

Accorder un contrat à Neolect inc. pour l'acquisition et l'installation de compteurs cyclistes et d'afficheurs dynamiques - Dépense totale de 773 592,27 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 18-17090 (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.23	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1197100001

Accorder un contrat à Procova inc. pour la construction d'un bâtiment de service pour la nouvelle prise d'eau de l'usine Atwater, dans l'arrondissement de Verdun - Dépense totale de 1 853 075,07 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10283 (6 soum.)

Adopté à la majorité des voix.

20.24	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1197862001

Autoriser la modification de la date de fin des travaux visant la reconstruction et le partage des coûts de la station de vidange de l'île Notre-Dame, au 31 juillet 2019, dans le cadre de l'entente entre la Ville de Montréal et la Société du parc Jean-Drapeau (CE16 0483) / Approuver le projet d'avenant no 1 à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.25	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1188104001

Accorder un soutien financier de 450 000 $ à PME MTL Est de l'île pour le déploiement du projet « Synergie Montréal » sur le territoire de l'agglomération Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet

Adopté à l'unanimité.

20.26	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1194922001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à L'Arsenal / Thibault et associés pour la fourniture de 5 camions échelles à plate-forme élévatrice, de configuration compacte, d'une portée verticale nominale minimale de 100 pieds - Dépense totale de 10 394 089,52 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 18-17384 (1 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.27	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1185951002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 175 445 919,26 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 5913 (2 soum.) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 $, taxes au net, pour couvrir les années 2021 à 2026

Adopté à la majorité des voix.

20.28	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1184474003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Allen Entrepreneur Général inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds - Dépense totale de 44 843 751,25 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10261 (1 soum.) / Autoriser un ajustement annuel récurrent à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable de 465 000 $, avant taxes, à compter de l'année 2022

Adopté à la majorité des voix.

20.29	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées - 1197526002

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Excavations Lafontaine inc. pour la réhabilitation du collecteur Saint-Laurent par technique de tubage PRV - Dépense totale de 4 878 454,19 $, taxes, contingences, incidences et variation de quantités incluses - Appel d'offres public CP18088-175057-C (2 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.30	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures - 1185249004

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec SNC-Lavalin inc. (contrat #1: 7 122 722,87 $, taxes incluses) et AXOR Experts-Conseils inc. (contrat #2: 8 490 064,43 $, taxes incluses) pour la gestion et la surveillance des travaux pour les programmes PCPR, PRCPR et PMIR sur le territoire de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 18-17304 (3 soum.)

Adopté à l'unanimité.

20.31	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198147001

Autoriser une dépense additionnelle de 785 474,87 $, taxes incluses, afin d'exercer une première prolongation de contrat avec la firme K+S Sel Windsor ltée (CG16 0521), pour une période de douze mois, soit du 4 mars 2019 au 3 mars 2020, pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 646 551,23 $ à 2 432 026,10 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.32	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1198034004

Autoriser une dépense additionnelle de 152 968,02 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation du contrat pour une période d'une année, soit du 21 mars 2019 au 20 mars 2020, pour les services d'entretien et de réparation d'une partie du parc de véhicules du Service de Police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Pneus SP inc. (CE16 0293 et CE18 0040), majorant ainsi le montant total du contrat de 444 196,26 $ à 597 164,28 $, taxes incluses

Adopté à l'unanimité.

20.33	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail - 1188113001

Accorder un contrat à Solotech inc. pour la fourniture, l'installation et la configuration d'équipements de captation vidéo pour la salle Peter-McGill et la salle du conseil municipal relocalisées à l'édifice Lucien-Saulnier, pour une somme maximale de 1 182 997,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17351 (4 soum., 1 seul conforme)

Adopté à l'unanimité.

30.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198257001

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000 $ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion

Adopté à l'unanimité.

30.02	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets - 1193827001

Autoriser une appropriation de 345 000 $ de la réserve de voirie d'agglomération afin de financer des études et autres travaux de voirie au budget de fonctionnement du service des infrastructures du réseau routier

Adopté à l'unanimité.

41.01	Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1186945001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et de Dorval

Traité.

41.02	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1180025003

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

Traité.

41.03	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1181081026

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant une emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements

Traité.

41.04	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction - 1181081021

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Traité.

41.05	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1181179011

Avis de motion et dépôt - Règlement sur les subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables

Traité.

41.06	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1188212001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $

Traité.

41.07	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1192837001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

Traité.

41.08	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction - 1192837002

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du parc Jean-Drapeau

Traité.

42.01	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction gestion du portefeuille de projets - 1182891004

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes au prolongement de la ligne bleue du métro

Adopté à l'unanimité.

42.02	Service de l'habitation , Direction - 1183251001

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (nouveau programme) (02-102)

Adopté à l'unanimité avec modification.

Article 7.02

VILLE DE MONTRÉAL

RAPPORT DU TRÉSORIER

RELATIF À LA
LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS
DANS LES MUNICIPALITÉS

POUR LA PÉRIODE

DU 1ER JANVIER 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2018

En vertu de l'article 513 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM), le trésorier doit, au plus tard le 1er avril de chaque année, déposer devant le conseil de la municipalité, un rapport de ses activités mentionnées au chapitre XIII de la loi, pour l'exercice financier précédent; une copie de ce rapport est transmise au Directeur général des élections.

Les activités du Directeur du Service des finances et trésorier, qui agissait comme trésorier aux fins de l'application de la loi électorale, se sont déroulées en 2018, comme suit :

1. Rapports de dépenses électorales de l'élection générale du 5 novembre 2017 et remboursement

8 des 8 partis politiques et 26 des 29 candidats indépendants autorisés ayant pris part à l'élection, avaient jusqu'au 5 février 2018 pour produire leur rapport de dépenses électorales et leur rapport financier (pour les candidats indépendants) (annexe 1).

3 candidats indépendants autorisés avaient remis leurs rapports en 2017.

1 candidat indépendant autorisé (CIA) n'a pas remis son rapport.

En vertu de l'article 475 de la LERM, le trésorier rembourse, sur le fonds général de la municipalité, un montant égal à 70 % des dépenses électorales admissibles, si un candidat a été élu ou a obtenu au moins 15 % des votes donnés lors de l'élection générale du 5 novembre 2017.

La vérification des dépenses électorales de l'élection générale de 2017 a été un travail important en 2018 et se poursuivra en 2019 en collaboration avec Élection Québec.

Une partie des remboursements des dépenses électorales pour cette élection générale ont été faits en 2018 (annexe 1).

2. Rapport financier annuel des partis politiques autorisés

2.1 Suite aux demandes formulées, tous les partis politiques autorisés au 31 décembre 2017 ont produit leur rapport financier pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017 et nous les ont transmis en 2018 (annexe 2).

2.2 Ces rapports furent vérifiés sommairement et une copie a été transmise au Directeur général des élections.

3. Remboursement des frais de vérification

Conformément aux articles 488 et 490 de *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, le trésorier a effectué huit remboursements relatifs aux frais de vérification du rapport financier annuel des partis qui en ont fait la réclamation (annexe 2). Ces remboursements totalisent 38 715,67 $.

4. Élection partielle du 16 décembre 2018

4.1 Dès le début de la période électorale, le trésorier a affiché la liste des agents officiels des partis politiques autorisés et des candidats indépendants et l'a tenue à jour à la réception des déclarations de nominations reçues jusqu'au 17 novembre 2018 (article 394).

4.2 Par le fait même, toutes les fois qu'un candidat indépendant déclarait sa candidature, nous lui transmettions un calendrier l'informant de la formation offerte en ligne par le DGEQ et en plus, nous lui fournissions via courriel de l'information additionnelle et des documents : guide de l'agent officiel du candidat indépendant autorisé (CIA), dates clés, reçus officiels (via la poste), etc.

4.3 4 candidats représentant 2 formations politiques autorisées, 2 candidats indépendants autorisés ont brigué les suffrages le 16 décembre 2018 pour les 2 postes ouverts, soit la mairie de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles ainsi qu'un poste de conseiller de ville de l'arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension (annexe 3).

4.4 Les partis, dont les candidats ont obtenu au moins 15 % des votes donnés ou qui ont été élus, deviennent éligibles au remboursement des dépenses électorales. De même, les candidats indépendants autorisés ayant obtenu 15 % des votes donnés ou ayant été élus auront droit au remboursement de leurs dépenses électorales jusqu'à concurrence de leur dette électorale plus leur contribution personnelle (annexe 3).

4.5 Conformément à l'article 474.1. de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, suite à l'élection du 16 décembre, les agents officiels d'un parti politique autorisé ou d'un candidat indépendant autorisé (CIA) pouvaient faire la demande d'une avance sur le versement du financement public complémentaire et sur le remboursement des dépenses électorales. Seulement un (1) parti politique en a fait la demande, soit Ensemble Montréal, mais en 2019 seulement.

4.6 Les 2 partis politiques autorisés et les 2 candidats indépendants autorisés, ayant pris part à l'élection, auront jusqu'au 18 mars 2019 pour produire leurs rapports de dépenses électorales.

5. Versement de l'allocation annuelle à des partis politiques autorisés

Conformément aux articles 449.1 à 449.3 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, tout au long de l'année, le trésorier a remboursé des dépenses d'allocation aux partis politiques autorisés qui en faisaient la réclamation mensuellement (annexe 4). Ces remboursements totalisent 746 935,74 $.

6. Autres activités

6.1 Au cours de l'année 2018, la formation politique « Équipe Denis Coderre pour Montréal » changeait sa dénomination pour « Ensemble Montréal ».

Le trésorier a pris connaissance des changements intervenus au sein des partis politiques existants au cours de l'année 2018 (annexe 5).

6.2 Formation des trésoriers à Versalys au bureau de Montréal, au mois de février 2018; 2 employés y ont participé. Cette rencontre avait pour objectifs :

6.2.1 Faire comprendre les règles applicables en matière de remboursement des dépenses électorales;

6.2.2 Présenter les outils de travail.

6.3 Les reçus officiels des partis politiques autorisés ont été transmis au trésorier de la municipalité et au DGE. Dans le cas où certains partis autorisés n'en avaient émis aucun, des courriels ou des lettres nous ont été transmis.

7. Rapport financier additionnel des candidats autorisés

Certains candidats indépendants autorisés avaient contracté une dette pour permettre de financer leurs dépenses électorales à l'élection générale du 5 novembre 2017 et avaient un rapport financier additionnel à produire au cours de la période couverte entre le 1er janvier au 31 décembre 2018 selon l'article 485 de la LERM. Aucun candidat n'a remis jusqu'à présent leur rapport qui est demandé pour le 1er avril de l'année suivante.

Directeur du Service des finances et trésorier

VILLE DE MONTRÉAL

PRODUCTION DES RAPPORTS DE DÉPENSES ÉLECTORALES DES PARTIS POLITIQUES
ET DES CANDIDATS INDÉPENDANTS AUTORISÉS

EXERCICE 2018
ÉLECTION GÉNÉRALE DU 5 NOVEMBRE 2017

DATE LIMITE DE PRODUCTION: 5 FÉVRIER 2018

Nom de chaque candidat (parti ou candidat indépendant autorisé)	Date de production	Limite de dépenses électorales[1]	Montant du remboursement maximum des dépenses électorales prévu	Dépenses effectuées selon RDE	Montant du remboursement maximum sur dépenses effectuées	Avance sur remboursement dépenses électorale/appariement (selon la loi)	Avance administrative (suite au courriel DGEQ)	Remboursement suite à la vérification dépenses électorales / appariement	Montant remboursé dans l'année 2018	Remboursement final
Coalition Montréal	30 janvier 2018	624 158,78 $	436 911,15 $	77 320,81 $	54 124,57 $	26 781,00 $	non	0,00 $	0,00 $	non
Équipe Anjou	2 février 2018	39 971,07 $	27 979,75 $	36 373,76 $	25 461,63 $	13 343,04 $	6 482,14 $	0,00 $	19 825,18 $	non
Équipe Barbe Team	5 février 2018	86 401,53 $	60 481,07 $	80 621,55 $	56 435,09 $	non	43 435,51 $	14 478,50 $	57 914,01 $	oui
Équipe Dauphin Lachine	5 février 2018	43 049,61 $	30 134,73 $	35 409,57 $	24 786,70 $	12 686,38 $	0,00 $	12 472,32 $	12 472,32 $	oui
Équipe Denis Coderre pour Montréal	7 février 2018	1 701 525,95 $	1 191 068,17 $	1 506 027,11 $	1 054 218,98 $	560 650,00 $	257 471,00 $	0,00 $	257 471,00 $	non
Plateau sans frontières	2 février 2018	24 666,00 $	17 266,20 $	11 202,11 $	7 841,48 $	n/a	3 838,00 $	0,00 $	3 838,00 $	non
Projet Montréal - Équipe Valérie Plante	6 février 2018	1 701 525,95 $	1 191 068,17 $	941 434,54 $	659 004,18 $	364 650,00 $	165 327,00 $	0,00 $	165 327,00 $	non
Vrai changement pour Montréal	31 janvier 2018	164 018,55 $	114 812,99 $	71 410,93 $	49 987,65 $	27 401,33 $	1 492,41 $	0,00 $	28 893,74 $	non
Alain Lanoue	1 février 2018	11 195,40 $	7 836,78 $	0,00 $	0,00 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Alexandre Lussier	19 janvier 2018	8 391,30 $	5 873,91 $	7 967,37 $	5 577,16 $	non	2 038,03 $	679,34 $	2 717,37 $	oui
Angeluz Valery Santillan Aguirre	5 février 2018	8 415,00 $	5 890,50 $	1 941,29 $	1 358,90 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Bernard Gurberg	1 février 2018	446 900,24 $	312 830,17 $	0,00 $	0,00 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Carolina Caruso	5 février 2018	9 894,60 $	6 926,22 $	6 506,99 $	4 554,89 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Céline Forget	24 janvier 2018	3 153,00 $	2 207,10 $	3 076,15 $	2 153,31 $	non	non	2 161,35 $	2 161,35 $	oui
Chantal Raymond	18 janvier 2018	3 079,50 $	2 155,65 $	2 803,59 $	1 962,51 $	non	1 530,83 $	338,10 $	1 868,93 $	oui
Élaine Bissonnette	25 janvier 2018	10 384,20 $	7 268,94 $	1 245,21 $	871,65 $	n/a	oui, mais refusée	0,00 $	0,00 $	non
Fabrice Ntompa Ilunga	5 février 2018	446 900,24 $	312 830,17 $	1 439,77 $	1 007,84 $	n/a	706,31 $	0,00 $	706,31 $	non
Frédéric Lecoq	11 décembre 2017	2 910,60 $	2 037,42 $	1 162,48 $	813,74 $	non	non	90,88 $	90,88 $	oui
Ghassan Baroudi	23 novembre 2017	3 138,60 $	2 197,02 $	1 288,88 $	902,22 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
GianPaolo Trani	22 février 2018	8 415,00 $	5 890,50 $	2 345,49 $	1 641,84 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Gilbert Thibodeau	1 février 2018	446 900,24 $	312 830,17 $	856,62 $	599,63 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Gilles Beaudry	30 janvier 2018	4 816,50 $	3 371,55 $	838,09 $	586,66 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Jamil Ahmad Gondal	22 novembre 2017	10 455,60 $	7 318,92 $	153,43 $	107,40 $	n/a	non	0,00 $	0,00 $	non
Jacqueline Gremaud	2 février 2018	3 028,20 $	2 119,74 $	3 026,31 $	2 118,42 $	non	558,23 $	0,00 $	558,23 $	non
Jeremy Searle	1 février 2018	8 415,00 $	5 890,50 $	985,68 $	689,98 $	n/a	non	0,00 $	0,00 $	non
Liyousa Kilani	5 février 2018	7 467,30 $	5 227,11 $	261,00 $	182,70 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Marie-Carmel Michel	6 février 2018	10 384,20 $	7 268,94 $	1 356,71 $	949,70 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Mario Bonenfant	1 février 2018	11 811,30 $	8 267,91 $	389,55 $	272,69 $	n/a	non	0,00 $	0,00 $	non
Michel Labelle	1 février 2018	8 726,40 $	6 108,48 $	8 329,29 $	5 830,50 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Mody Maka Barry	23 janvier 2018	9 894,60 $	6 926,22 $	1 791,02 $	1 253,71 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Nadia Ghalem	29 janvier 2018	4 554,00 $	3 187,80 $	524,29 $	367,00 $	n/a	n/a	n/a	0,00 $	aucun
Nickenson Aldonzar	31 janvier 2018	10 560,30 $	7 392,21 $	1 325,15 $	927,61 $	n/a	519,08 $	0,00 $	519,08 $	non
Philippe Tessier	22 décembre 2017	446 900,24 $	312 830,17 $	299,24 $	209,47 $	n/a	120,00 $	40,00 $	160,00 $	oui
Thomas Tsukalas	5 février 2018	11 051,10 $	7 735,77 $	143,13 $	100,19 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Tommaso Di Paola	Rapport non produit	25 382,43 $	17 767,70 $	Rapport non produit						
Tyler Lemco	30 janvier 2018	446 900,24 $	312 830,17 $	665,30 $	465,71 $	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

[1] Montant maximum des dépenses électorales permis par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

n/a: non admissible à un remboursement dépenses électorales (puisque le(s) candidat(s) n'a pas obtenu l'une des deux conditions (être élu ou obtenir au moins 15% des votes) mentionnées à LERM) ou revenus d'appariement.
Un candidat / parti politique autorisé peut avoir droit à un remboursement de l'appariement même s'il n'a pas droit au remboursement des dépenses électorales. Cette dépense est validée par le DGEQ selon l'analyse des reçus de contributions.

ANNEXE 2

VILLE DE MONTRÉAL
PRODUCTION DES RAPPORTS FINANCIERS ANNUELS DES PARTIS POLITIQUES AUTORISÉS
EXERCICE 2018

NOM DU PARTI POLITIQUE	RAPPORT FINANCIER			FRAIS DE VÉRIFICATION[1]		
	Représentant officiel	Date limite de production	Date de production	Montant des honoraires	Montant remboursé	Date du remboursement
Coalition Montréal	André Cordeau	2018-04-03	2018-04-03	9 959,71 $	5 600,00 $	2018-04-12
Plateau sans frontières	François Gauthier	2018-04-03	2018-04-03	5 024,41 $	5 024,41 $	2018-07-11
Projet Montréal - Équipe Valérie Plante	Carole Leroux	2018-04-03	2018-04-03	9 772,88 $	5 600,00 $	2018-04-27
Vrai changement pour Montréal	Frantzy Charles	2018-04-03	2018-04-03	6 438,60 $	5 600,00 $	2018-04-26
Équipe Anjou	Michel Foisy	2018-04-03	2018-04-03	6 323,63 $	5 600,00 $	2018-08-30
Équipe Barbe Team	Jean-François Strouvens	2018-04-03	2018-03-16	2 759,40 $	2 759,40 $	2018-09-21
Équipe Dauphin Lachine	Robert Desforges	2018-04-03	2018-03-18	2 931,86 $	2 931,86 $	2018-04-12
Équipe Denis Coderre pour Montréal / Ensemble Montréal	Robert Richard	2018-04-03	2018-04-03	7 990,76 $	5 600,00 $	2018-06-05

1: Selon l'article 490 de *La loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, le trésorier rembourse aux partis politiques autorisés, sur le fonds général de la municipalité, les frais de vérification (vérificateur indépendant) des rapports financiers, jusqu'à concurrence de 5 600,00 $.

Selon l'article 488 de *La loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, les partis politiques autorisés éligibles au remboursement doivent avoir recueilli des recettes supérieures à 5 000,00 $.

Avis public

ANNEXE 3

Montréal

Sommaire du rapport des dépenses électorales des partis politiques autorisés et des rapports des candidats indépendants autorisés

Élection partielle du 16 décembre 2018

	Partis politiques		Candidats indépendants	
	Ensemble Montréal	Projet Montréal - Équipe Valérie Plante	Candidat	Agent officiel
Agent officiel	Robert Richard	Carole Leroux		
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles				
Maire	Manuel Guedes	Caroline Bourgeois	Marius Minier	Marius Minier
Montant maximum[1]	40 766,58 $	40 766,58 $	40 766,58 $	
résultat	44,71%	47,99%	5,98%	
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension				
Conseiller de la ville St-Michel	Josué Corvil	Nadine Raymond	Réginald Pierre	Jean-Marie Latortue
Montant maximum[1]	8 417,10 $	8 417,10 $	8 417,10 $	
résultat	39,71%	32,51%	25,94%	

* Vous pouvez consulter les rapports des dépenses électorales auprès du site internet de la ville de Montréal au **http://ville.montreal.qc.ca**, à la section "Diffusion proactive".

** Veuillez noter que les partis politiques autorisés doivent déposer leur rapport financier **au plus tard le 1er avril de chaque année**.

Note 1: Montant maximum des dépenses électorales permis par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.*

ANNEXE 4

VILLE DE MONTRÉAL
VERSEMENT DE L'ALLOCATION ANNUELLE À DES PARTIS POLITIQUES AUTORISÉS
EXERCICE 2018

Parti politique autorisé	Montant total prévu	Montant versé en 2018
Plateau sans frontières	-	-
Équipe Anjou	12 354,49 $	0,00 $
Équipe Barbe Team	24 464,35 $	23 410,95 $
Vrai changement pour Montréal	14 222,67 $	7 958,41 $
Coalition Montréal	11 110,81 $	10 184,90 $
Projet Montréal - Équipe Valérie Plante	491 478,66 $	418 878,82 $
Ensemble Montréal	429 269,02 $	289 846,41 $
Équipe Dauphin Lachine	-	-
TOTAL	**982 900,00 $**	**750 279,49 $**

ANNEXE 5

VILLE DE MONTRÉAL
SITUATION DES PARTIS POLITIQUES AUTORISÉS EN 2018

	AU 1er JANVIER 2018	AU 31 DÉCEMBRE 2018
NOM DU PARTI	Coalition Montréal	Coalition Montréal
DATE D'AUTORISATION	30 août 2013	30 août 2013
CHEF DU PARTI	Marvin Rotrand	Marvin Rotrand
REPRÉSENTANT OFFICIEL	André Cordeau	André Cordeau
AGENT OFFICIEL	André Cordeau	André Cordeau
NOM DU PARTI	Plateau sans frontières	Plateau sans frontières
DATE D'AUTORISATION	30 septembre 2013	30 septembre 2013
CHEF DU PARTI	Michel Brûlé	Michel Brûlé
REPRÉSENTANT OFFICIEL	François Gauthier	François Gauthier
AGENT OFFICIEL	François Gauthier	François Gauthier
NOM DU PARTI	Projet Montréal - Équipe Valérie Plante	Projet Montréal - Équipe Valérie Plante
DATE D'AUTORISATION	28 mai 2004	28 mai 2004
CHEF DU PARTI	Valérie Plante	Valérie Plante
REPRÉSENTANT OFFICIEL	Carole Leroux	Carole Leroux
AGENT OFFICIEL	Carole Leroux	Carole Leroux
NOM DU PARTI	Vrai changement pour montréal	Vrai changement pour montréal
DATE D'AUTORISATION	4 septembre 2013	4 septembre 2013
CHEF DU PARTI	Justine Mcintyre	Justine Mcintyre
REPRÉSENTANT OFFICIEL	Frantzy Charles	Frantzy Charles
AGENT OFFICIEL	Frantzy Charles	Frantzy Charles
NOM DU PARTI	Équipe Anjou	Équipe Anjou
DATE D'AUTORISATION	14 août 2013	14 août 2013
CHEF DU PARTI	Luis Miranda	Luis Miranda
REPRÉSENTANT OFFICIEL	Michel Foisy	Michel Foisy
AGENT OFFICIEL	Michel Foisy	Michel Foisy
NOM DU PARTI	Équipe Barbe Team	Équipe Barbe Team
DATE D'AUTORISATION	7 août 2013	7 août 2013
CHEF DU PARTI	Manon Barbe	Manon Barbe
REPRÉSENTANT OFFICIEL	Jean-François Strouvens	Jean-François Strouvens
AGENT OFFICIEL	Jean-François Strouvens	Jean-François Strouvens
NOM DU PARTI	Équipe Dauphin Lachine	Équipe Dauphin Lachine
DATE D'AUTORISATION	22 juillet 2013	22 juillet 2013
CHEF DU PARTI	Claude Dauphin	Claude Dauphin
REPRÉSENTANT OFFICIEL	Robert Desforges	Robert Desforges
AGENT OFFICIEL	Robert Desforges	Robert Desforges
NOM DU PARTI	Équipe Denis Coderre pour Montréal	Ensemble Montréal
DATE D'AUTORISATION	23 mai 2013	23 mai 2013
CHEF DU PARTI	Lionel Perez	Lionel Perez
REPRÉSENTANT OFFICIEL	Robert Richard	Robert Richard
AGENT OFFICIEL	Robert Richard	Robert Richard

Changement du nom du parti politique le 11 janvier 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.03

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1194320001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance du rapport annuel 2018 de Me Marc Lalonde, conseiller à l'éthique et à la déontologie des personnes élues et du personnel de cabinet de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

- de prendre connaissance du *Rapport annuel 2018* de Me Marc Lalonde, conseiller à l'éthique et à la déontologie des personnes élues et du personnel de cabinet de la Ville de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 08:35

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194320001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance du rapport annuel 2018 de Me Marc Lalonde, conseiller à l'éthique et à la déontologie des personnes élues et du personnel de cabinet de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite d'une décision du conseil municipal, la Ville de Montréal s'est doté en 2010 d'un poste de conseiller à l'éthique dont le mandat est notamment de conseiller, orienter les élus en la matière. Dans l'exercice de ses fonctions, le conseiller doit produire un rapport annuel d'activités.
À son assemblée du 10 mai 2017, le conseil municipal désignait Me Marc Lalonde, avocat, pour agir à titre de conseiller à l'éthique auprès des élus et élues et pour les membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0293: Prendre connaissance du rapport annuel 2017 de Me Marc Lalonde, conseiller à l'éthique et à la déontologie des élu.es et du personnel de cabinet de la Ville de Montréal.
CM17 0561 : Accorder un contrat de services professionnels à Me Marc Lalonde de Bélanger Sauvé, s.e.n.c.r.l. pour des services en aide-conseil à l'éthique auprès des élues et élus ainsi que des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 63 466,20 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation 17-15725 (1 seul soumissionnaire conforme) / Approuver un projet de convention à cet effet.
DA16432001 : Approuver la grille d'évaluation pour le lancement d'un appel d'offres sur invitation pour la rétention de services professionnels en aide-conseil à l'éthique auprès des élu.e.s et des membres du personnel de cabinet de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Me Lalonde a déposé à la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, son rapport annuel 2018 qui tient compte des activités, des consultations, des avis et des formations offertes en 2018.
Les membres de la Commission de la présidence ont aussi pu rencontrer Me Lalonde a plusieurs reprises entre décembre 2018 et février 2019 afin de réviser le *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements* et présenter son rapport annuel.

Précisions que le conseiller à l'éthique est responsable d'offrir des formations aux personnes élues ainsi qu'aux membres du personnel de cabinet sur les questions d'éthique et de déontologie. Des formations ont eu lieu en février 2018 à cet effet.

JUSTIFICATION

La présidente du conseil de la Ville, Mme Cathy Wong, souhaite par transparence et reddition de compte, déposer le *rapport annuel 2018* aux membres du conseil de ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N.A.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent rapport est uniquement disponible en version numérique afin d'économiser le papier et l'encre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Renforcer la culture éthique et de transparence à la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le présent rapport sera versé sur le site Internet de la Ville : ville.montreal.qc.ca/presidenceduconseil

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

25 mars 2019 : dépôt au conseil de ville

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-02-15

Rapport annuel 2018 du conseiller à l'éthique et à la déontologie

Le conseiller à l'éthique et à la déontologie de la Ville de Montréal a pour mandat de promouvoir et de renforcer le comportement éthique des élus.



© Ville de Montréal – Portail officiel

Consultation par les membres du conseil

Il y a eu au total 46 consultations en matière d'éthique et de déontologie par ou pour des personnes membres du conseil municipal au cours de l'année 2018. Il s'agit du plus grand nombre de consultations en une seule année depuis la création du poste de conseiller à l'éthique et à la déontologie. Cela représente aussi une augmentation de 50 % par comparaison avec l'année 2017.

On peut certainement se réjouir du fait que de plus en plus de membres du conseil municipal n'hésitent pas à consulter le conseiller à l'éthique lorsqu'ils en ressentent le besoin.

Certaines personnes m'ont consulté à plus d'une reprise et la grande majorité a reçu des avis écrits. Certaines questions plus simples n'ont pas toujours fait l'objet d'un avis écrit, même si cette possibilité est généralement offerte lors de chaque consultation.

Il ressort de ces démarches que, comme par les années passées, les membres du conseil demeurent surtout préoccupés par des questions liées aux conflits d'intérêts et aux avantages qu'ils pourraient recevoir dans le cadre de leurs fonctions.

Cependant, de plus en plus de membres du conseil s'interrogent également sur les autres fonctions, emplois ou tâches qu'ils occupent ou qu'ils pourraient occuper en marge de leur charge officielle pour la Ville de Montréal.

Le tableau qui suit présente le nombre de consultations par année depuis la création du poste de conseiller à l'éthique.

CONSULTATIONS PAR LES MEMBRES DU CONSEIL (PAR ANNÉE)[1]	
2010	30
2011	17
2012	20
2013	22
2014	28
2015	20
2016	21
2017	31
2018	46

Consultation par les membres du personnel de cabinet

Depuis l'année 2017, les membres du personnel de cabinet peuvent également consulter le conseiller à l'éthique et à la déontologie de la Ville au sujet des règles déontologiques qui font partie de leurs conditions de travail[2].

Six avis avaient été préparés pour des membres du personnel de cabinet en 2017. Ce nombre est augmenté à 10 en 2018. Bien que ce phénomène puisse sembler marginal, il faut garder à l'esprit qu'une quarantaine membres du personnel de cabinet seulement travaillent à la Ville et dans les arrondissements.

Nous constatons que ces consultations ont surtout eu lieu à la suite des formations sur l'éthique et la déontologie qui ont été dispensées en février 2018, ce qui suggère que les membres du personnel de cabinet n'étaient pas suffisamment informés de l'existence de cette ressource et n'ont pas encore acquis le réflexe d'y faire appel.

CONSULTATIONS PAR LES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET (PAR ANNÉE)[3]	
2017	6
2018	10

Révision du code d'éthique

Le 19 février 2018, le conseil municipal a adopté une nouvelle version du *Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissements*[4], tel que l'exige la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*[5].

Nous constatons que les nouvelles règles, notamment, l'interdiction d'utiliser l'écusson, le blason, le drapeau, les armoiries et symboles graphiques de la Ville (art. 25) ainsi que l'obligation de favoriser le maintien d'un climat de travail harmonieux et respectueux et d'un milieu de travail sain et exempt de toute forme de harcèlement (art. 30), n'ont pas encore soulevé de question au conseiller à l'éthique relativement à leur application.

Communications

Outre les formations et les avis, le conseiller à l'éthique fait la promotion du comportement éthique par la publication d'un *Mot du conseiller à l'éthique et à la déontologie* qui est distribué périodiquement aux membres du conseil et au personnel de cabinet. Six publications ont été faites au cours de l'année 2018, dont trois ont été consacrées exclusivement au contenu du *Code d'éthique* révisé.

Pour joindre Me Marc Lalonde,
Conseiller à l'éthique et à la déontologie

ethique@belangersauve.com
t. (jour) 514 876.6251
t. (soir) 514 213.5404

Références

1 Les données pour les années 2010 à 2017 sont tirées du *Rapport annuel 2017 du conseiller à l'éthique et à la déontologie*.

2 *Conditions de travail des membres du personnel de cabinet*, Ville de Montréal, Service des ressources humaines, Direction de la rémunération globale et SIRH, décembre 2016.

3 Les données pour l'année 2017 sont tirées du *Rapport annuel 2017 du conseiller à l'éthique et à la déontologie*.

4 Règlement 18-010.

5 RLRQ, c. E-15.1.0.1.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.04

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1191079001

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le projet de réaménagement de l'avenue McGill College

Il est recommandé de recevoir le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le projet de réaménagement de l'avenue McGill College.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2019-02-12 17:58

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191079001**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le projet de réaménagement de l'avenue McGill College

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er août 2018, le comité exécutif confiait à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat d'assurer la tenue d'une démarche de consultation pour la conception du futur aménagement de l'avenue McGill College . La Ville souhaitait ainsi « *comprendre la relation des Montréalais avec l'espace actuel , définir les perspectives d'avenir* » et trouver réponse aux questions relatives aux divers aspects de l'aménagement de l'avenue (environnement, transport, mobilité, tourisme, culture, commerce de détail, animation et identité du lieu). Plus généralement, le comité exécutif souhaitait « *stimuler l'émergence d'une vision pour cet espace unique et prestigieux au centre-ville* ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1254 - 1er août 2018 - Décision du comité exécutif de donner le mandat à l'OCPM pour tenir une consultation sur la conception du futur aménagement de l'avenue McGill College.

DESCRIPTION

En avril 2018, la Ville de Montréal a annoncé son intention de transformer l'ensemble de l'avenue McGill College, entre les rues Cathcart et Sherbrooke Ouest, pour faire un vaste espace public au cœur du centre-ville. Ce réaménagement permettra de relier l'esplanade réaménagée de la Place Ville Marie à l'entrée principale de l'Université McGill. La Ville souhaite ainsi profiter de l'opportunité offerte par la mise en chantier de trois projets majeurs présentement à l'étape de planification ou de réalisation.

JUSTIFICATION

La Ville considère qu'il est opportun de transformer l'avenue McGill College afin de « *générer une nouvelle place publique unique et dynamique, lieu d'expression de la vitalité du centre-*

ville, d'accompagner cette grande avenue dans sa transition vers un nœud de transports clé du centre-ville et d'offrir une expérience et des vues uniques aux piétons dans ce secteur du centre-ville ». Dans sa présentation, le service municipal responsable du projet de l'avenue souligne que les accès aux stationnements du Centre Eaton et de la Place Ville Marie et l'accessibilité pour les services d'urgence sont les principales contraintes imposées à l'aménagement de l'avenue.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers n'ont pas été traités lors de la consultation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet d'aménagement de l'avenue McGill College va dans le sens de la promotion des transports actifs et de la réduction de l'utilisation de l'automobile.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bien que très peu de gens estiment spontanément la transformation nécessaire, l'objectif d'accorder plus de place à l'expérience des piétons sur l'avenue McGill College est en général accueilli avec beaucoup d'intérêt. Il faut souligner qu'il s'agit déjà d'un milieu de vie très fréquenté par les riverains, les personnes qui y travaillent, les étudiants et les touristes. Certaines réserves se sont toutefois exprimées quant à la capacité de faire de cette place un lieu vivant, fréquenté et offrant des expériences à échelle humaine, sans transformations importantes du cadre bâti.
Si l'effort de consulter les Montréalais en amont et le souci d'ajouter une dimension de contribution citoyenne au projet sont salués, l'absence d'études et d'éléments permettant de bien appréhender le projet ainsi que les nombreuses contraintes ou inconnues (maintien des accès à certains stationnements, coût et financement, échéancier de réalisation, coordination des travaux, notamment en ce qui a trait aux chantiers du REM et de la rue Sainte-Catherine Ouest) ont été perçues comme des lacunes. L'accueil favorable au projet, exprimé en termes généraux, ne débouche donc pas sur un endossement inconditionnel de tous les participants.

La commission constate que pour la majorité des participants, l'objectif premier du réaménagement devrait être d'offrir un milieu de vie de grande qualité approprié au quotidien de ses principaux usagers et qui met en évidence la singularité de l'avenue. Celle-ci comprend tant les grands consensus qui se sont construits au fil du temps que des éléments circonstanciels qui en régissent l'usage. Ce sont :

1. La préservation des vues et perspectives sur la montagne;
2. La conservation du caractère axial qui s'étend de la montagne au complexe de la Place Ville Marie et à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth;
3. La mise en valeur des éléments architecturaux modernes et postmodernes;
4. La reconnaissance de l'importance symbolique et historique de l'Université McGill;
5. Le maintien des installations et œuvres d'art public.

La commission recommande de conserver au futur aménagement le caractère d'avenue tout en confortant, lors de l'élaboration du projet, les différentes ambiances existantes sur l'espace public :

- ***un espace de séjour verdi et d'ambiance tranquille raccordé au campus de l'Université McGill;***
- ***un espace partagé entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest, connecté à la station du REM; et***
- ***un espace animé, en lien avec les commerces avoisinants et l'Esplanade de la Place Ville Marie.***

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'office émettra un communiqué de presse lorsque le rapport sera rendu public. Le rapport sera aussi déposé sur le site internet de l'Office et il sera expédié en copie électronique ou papier à tous ceux et celles qui en auront fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 21 février et déposé au conseil municipal du mois de mars.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OPCM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 514 872 2556



Rapport de consultation publique

RÉAMÉNAGEMENT DE L'AVENUE McGILL COLLEGE

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Le 7 février 2019


CABANE
PARC





OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

RÉAMÉNAGEMENT
DE L'AVENUE McGILL COLLEGE

Rapport de consultation publique

Le 7 février 2019

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : www.ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2019
ISBN 978-2-924750-53-7 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-54-4 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 7 février 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C6

Objet : Rapport de consultation publique sur le réaménagement de l'avenue McGill College

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) portant sur le réaménagement de l'avenue McGill College.

Cette démarche en amont nous a permis d'expérimenter de nouvelles façons de solliciter la contribution des citoyens. Ces dispositifs ont suscité une excellente participation d'acteurs sociaux et institutionnels, locaux ou métropolitains, de propriétaires et gestionnaires d'immeubles et de commerces riverains, ainsi que de personnes qui travaillent ou résident dans les secteurs avoisinants.

Près de 1 500 personnes ont été jointes grâce aux différentes activités proposées. C'est ainsi que la commission a reçu 32 contributions sous forme de mémoires écrits, dont plusieurs ont fait l'objet de présentation, ainsi qu'une intervention orale sans dépôt de mémoire. Près de 500 personnes ont contribué en ligne. Finalement, plus de 200 interceptions *in situ* ont permis de bénéficier des savoirs d'usage citoyens et ont fait l'objet des commentaires annotés par le personnel de l'Office.

Comme vous le constaterez à la lecture du rapport, le projet est accueilli assez favorablement. Certains participants ont néanmoins émis des réserves sur des aspects du projet et déploré l'absence d'études qui leur aurait permis d'avoir une contribution encore plus productive. Comme il s'agissait d'un travail d'amont, en plus d'émettre des souhaits pour le futur aménagement, les personnes jointes ont surtout identifié des enjeux importants et proposé des orientations pour guider les prochaines étapes.

L'Office rendra ce rapport public le 21 février 2019, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Le projet de réaménagement de l'avenue McGill College 3

1.1 La configuration de l'avenue 3

1.2 La règlementation 4

1.3 Le portrait des tronçons 5

1.4 La mobilité 6

1.5 L'échéancier du projet 7

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 9

2.1 L'accueil général 9

2.2 Le génie du lieu 10

2.3 La vocation et le rôle de l'avenue 12

2.3.1 Un lieu de commémoration d'une riche histoire 13

2.3.2 Une contribution souhaitée à la lutte aux effets des îlots de chaleur 14

2.3.3 Un havre de paix au cœur de la ville 14

2.3.4 Un lieu de rassemblement 15

2.3.5 Les usagers 16

2.3.6 Une expérience de déambulation 16

2.4 La mobilité 19

2.4.1 La place accordée aux piétons 19

2.4.2 La circulation cycliste 20

2.4.3 Les accès véhiculaires 22

2.4.4 Accès au REM, généralités 24

2.4.5 Le réseau de transport collectif 26

2.5 Les principes directeurs d'aménagement et d'insertion urbaine 26

2.5.1 La montagne 27

2.5.2 La Place Ville Marie 28

2.5.3 La ville intérieure 29
2.5.4 Le cadre bâti de l'avenue 29
2.5.5 Le réseau des espaces publics du centre-ville 30
2.5.6 Les rues Sainte-Catherine Ouest et Peel 31
2.6 Les considérations relatives à l'aménagement 32
2.6.1 Un espace continu ou segmenté 33
2.6.2 L'aménagement de surface 34
2.6.3 Gestion de l'eau 34
2.6.4 Le patrimoine 35
2.6.5 L'art 36
2.6.6 L'affichage 36
2.7 L'animation et la programmation 37
2.7.1 Les activités hivernales 38
2.7.2 Les ambiances lumineuses, nocturnes et sonores 39
2.7.3 L'animation du cadre bâti 39
2.7.4 Les commerces éphémères, temporaires et saisonniers 39
2.7.5 Les équipements et le mobilier 40
2.8 Les modalités de conception et de réalisation 41
2.8.1 Le mode d'attribution des mandats de conception et d'exécution 41
2.8.2 La dénomination de l'avenue 42
2.8.3 La coordination des chantiers 42
2.9 La gouvernance 44
2.9.1 La demande d'études complémentaires 46
3. Les constats et l'analyse de la commission 47
3.1 Le degré d'accueil et d'assentiment 48
3.2 La vision et la vocation du futur espace 48
3.3 Une avenue, trois ambiances 51
3.4 Une offre commerciale et un nœud de transport qui doivent se distinguer 54

3.5 Une place accrue accordée aux piétons, mais non exclusive 55
3.6 Transparence, perméabilité et séquences visuelles : trois principes d'aménagement importants 58
3.6.1 La transparence 59
3.6.2 La perméabilité 60
3.6.3 Les séquences visuelles 60
3.7 L'insertion urbaine 60
3.8 L'animation et la programmation 61
3.9 La gouvernance 63
Conclusion 69
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 71
Annexe 2 – La documentation 73
Annexe 3 – Les recommandations 77





Introduction

Le 1er août 2018, le comité exécutif confiait à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) le mandat d'assurer la tenue d'une démarche de consultation pour la conception du futur aménagement de l'avenue McGill College[1]. La Ville souhaitait ainsi « *comprendre la relation des Montréalais avec l'espace actuel*, *définir les perspectives d'avenir »* et trouver réponse aux questions relatives aux divers aspects de l'aménagement de l'avenue (environnement, transport, mobilité, tourisme, culture, commerce de détail, animation et identité du lieu). Plus généralement, le comité exécutif souhaitait « *stimuler l'émergence d'une vision pour cet espace unique et prestigieux au centre-ville*[2] »*.*

La documentation relative au projet a été rendue disponible sur le site Internet de l'OCPM le 11 septembre. La population riveraine a aussi été informée par la distribution de dépliants. Toutes les informations relatives aux communications et à la procédure de consultation sont disponibles en annexe du présent rapport.

La commission, formée de Madame Dominique Ollivier, présidente, de Madame Priscilla Ananian et de Monsieur Alain Duhamel, a tenu deux séances d'information : la première séance, le jeudi 4 octobre 2018, a permis la présentation du projet par le promoteur, suivie d'une période de questions, alors qu'une soirée complémentaire, *McGill College en projets*, tenue le 11 octobre 2018, a facilité la mise en contexte l'intervention envisagée. Les deux séances ont été tenues dans les locaux de l'Office de consultation publique de Montréal. Des ateliers d'information et de collecte d'opinions ont eu lieu entre le 10 et le 20 octobre sur l'avenue McGill College et dans le hall d'entrée des bâtiments riverains. Pendant la première semaine, un ensemble d'installations sur rue entre l'avenue De Maisonneuve Ouest et la rue Sherbrooke Ouest (maquette, installations temporaires de kiosques d'information et de détente, mobilier, équipements, affiches, etc.) a permis d'informer et de sensibiliser la population à la démarche de consultation. La seconde semaine a permis de recueillir les opinons des personnes travaillant à l'intérieur des immeubles bordant l'avenue. Dans ce contexte, près de 200 fiches d'opinions ont été complétées. Un questionnaire en ligne sur le site de l'OCPM et disponible sur les lieux de collecte a été rempli par 458 répondants. Les informations relatives au questionnaire en ligne et aux interceptions sont disponibles sur le site Internet de l'OCPM, à la rubrique 4.3 – sous le titre « *Synthèse des Résultats des interceptions et des questionnaires ligne* **».** Deux séances d'audition des opinions ont été tenues les 6 et 7 novembre 2018.

L'ensemble de la documentation reçue et produite dans le cadre de cet exercice est disponible sur le site web de l'Office à l'adresse suivante : http://ocpm.qc.ca/fr/mcgillcollege.

[1] Doc. 1.1, Sommaire décisionnel
[2] Doc. 1.1, Sommaire décisionnel

Le premier chapitre de ce rapport décrit la proposition de réaménagement de l'avenue McGill College. Le deuxième chapitre présente les opinions et les suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

1. Le projet de réaménagement de l'avenue McGill College

En avril 2018, la Ville de Montréal a annoncé son intention de transformer l'ensemble de l'avenue McGill College, entre les rues Cathcart et Sherbrooke Ouest, pour en faire un vaste espace public au cœur du centre-ville. Ce réaménagement permettra de relier l'esplanade réaménagée de la Place Ville Marie à l'entrée principale de l'Université McGill. La Ville souhaite ainsi profiter de l'opportunité offerte par la mise en chantier de trois projets majeurs présentement à l'étape de planification ou de réalisation afin de procéder au réaménagement de l'avenue.

Le premier de ces projets, en cours de réalisation, concerne l'implantation de la station McGill du Réseau express métropolitain (REM) au centre de l'avenue, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest. La Ville souhaite faire coïncider les travaux de réaménagement de l'avenue McGill College avec la fin des travaux du REM en 2022. Amorcé en 2018, le réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, sur plus de deux kilomètres, entre les rues De Bleury et Atwater, est le deuxième projet d'importance dans le secteur. Enfin, le projet privé Nouveau-Centre vise à transformer, dans un premier temps, l'Esplanade de la Place Ville Marie et à apporter des améliorations à l'offre commerciale de l'édifice. Ces transformations font suite aux améliorations apportées à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, situé immédiatement au sud du complexe de la Place Ville Marie. De plus, dans un deuxième moment, des transformations seront entreprises dans les deux complexes commerciaux situés sur l'avenue entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest (Centre Eaton et Montréal Trust).

Dans ce contexte, la Ville considère qu'il est opportun de transformer l'avenue McGill College afin de *« générer une nouvelle place publique unique et dynamique, lieu d'expression de la vitalité du centre-ville, d'accompagner cette grande avenue dans sa transition vers un nœud de transport clé du centre-ville et d'offrir une expérience et des vues uniques aux piétons dans ce secteur du centre-ville*[3] *».* Dans sa présentation[4], le service municipal responsable du projet de l'avenue souligne que les accès aux stationnements du Centre Eaton et de la Place Ville Marie et l'accessibilité pour les services d'urgence sont les principales contraintes imposées à l'aménagement de l'avenue.

1.1 La configuration de l'avenue

Entre les rues Cathcart et Sherbrooke, pour une longueur totale de 425 mètres, l'avenue est découpée en quatre tronçons de dimensions variables et couvre une superficie de plus de 12 000 mètres carrés, soit, selon les estimations fournies par la Ville, près de deux fois la superficie de la place des Festivals dans le Quartier des spectacles. Dans la continuité topographique du flanc sud de la montagne, l'avenue se caractérise par un dénivelé important sur une bonne partie de son parcours, la pente étant particulièrement perceptible à partir de l'intersection du boulevard De Maisonneuve Ouest. Le croisement des intersections découpe l'avenue en des plateaux distincts, offrant ainsi des perspectives différentes sur le mont Royal. Il convient de rappeler que ces vues

[3] Doc. 3.1, Projet de l'avenue McGill College, document de présentation, 31 août 2018
[4] Doc. 3.6, Présentation lors de la séance d'information du 4 octobre 2018

sur la montagne sont aujourd'hui protégées par la règlementation municipale. En effet, le site a fait l'objet de nombreuses études, analyses et débats depuis le milieu du siècle dernier. L'aménagement actuel du site, réalisé en 1989, est le résultat d'un grand débat public qui a permis de préserver les perspectives sur la montagne et les derniers bâtiments d'intérêt patrimonial.

L'avenue abrite aujourd'hui une importante concentration d'édifices parmi les plus prestigieux de la ville, tout en permettant l'accès aux principales galeries commerciales du centre-ville.

Globalement, l'avenue comprend deux voies de circulation automobile de chaque côté d'un terre-plein planté d'environ 3,2 mètres de largeur. La largeur de chaussée disponible de chaque côté du terre-plein est d'environ 6,8 mètres, pouvant atteindre 7 mètres à certains endroits. Avec des largeurs variant de 8 à 10 mètres de chaque côté de l'avenue, les trottoirs sont garnis d'une série continue de fosses d'arbres aménagées à 1,7 mètre de la bordure. Le mobilier urbain provient, pour l'essentiel, des aménagements réalisés dans le cadre de la promenade Fleuve-Montagne, à l'occasion des célébrations du 375^{e} anniversaire de la Ville : plateformes pour la détente, panneaux d'information et bornes altimétriques, de part et d'autre de l'avenue, sont venus s'ajouter aux lampadaires décoratifs de l'aménagement initial de 1989. Sur le domaine privé, les aménagements en bordure des édifices permettent d'accueillir des plantations, des fontaines et des œuvres d'art de formes et de dimensions diverses. Enfin, à l'extrémité nord de l'avenue, le monumental portail Roddick donne accès au campus de l'Université McGill.

Le cadre bâti de l'avenue McGill College se distingue par la diversité des formes, des hauteurs et des styles architecturaux, témoignant ainsi de l'évolution de la pensée urbaine et architecturale de la ville au cours du XX^{e} siècle. Aujourd'hui, la dizaine d'édifices et de gratte-ciels construits tout le long de l'avenue à partir des années quatre-vingt constitue encore la plus importante concentration de ce genre au centre-ville. Si ces bâtiments de style moderne ou post-moderne paraissent dominer le paysage architectural de l'avenue, la prise de conscience patrimoniale de la fin du dernier siècle a tout de même permis de préserver certains bâtiments plus anciens, l'édifice Confédération, la banque d'Épargne ou la maison Molson témoignant des périodes antérieures du développement de l'avenue. Enfin, soulignons que, depuis les débats des années quatre-vingt sur l'aménagement de l'avenue, le mode même d'implantation des bâtiments a été revu de manière à préserver les perspectives sur la montagne.

1.2 La règlementation

La règlementation d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie détermine deux secteurs d'usages sur l'avenue. La portion sud est apparentée aux usages de la rue Sainte-Catherine Ouest et permet, par conséquent, les établissements de services et de vente au détail et les industries légères propres au centre-ville (M.9C). À proximité du boulevard De Maisonneuve Ouest, les usages autorisés sont les commerces et les services de moyenne intensité (M.7C). La règlementation autorise, de plus, les usages résidentiels et les équipements collectifs et institutionnels dans les deux zones. Au nord de l'avenue, le campus de l'Université McGill fait partie de la famille des équipements collectifs et institutionnels.

Les hauteurs permises varient de 30 à 44 mètres, les surhauteurs autorisées permettant d'atteindre entre 65 et 120 mètres, avec des densités pouvant atteindre un indice de superficie de plancher de 12. Sur le plan de l'intégration architecturale et paysagère, l'avenue est comprise dans les unités de paysage nommées *« Centre-ville »* et *« Sainte-Catherine–Centre »*, celles-ci prescrivant des exigences relatives à l'animation sur rue (accès piétonniers, ouvertures multiples, etc.) et le mode d'implantation (alignement à la limite de l'emprise de la voie publique). Entre la Place Ville Marie et l'Université McGill, l'avenue est traversée par trois voies de circulations (la rue Sainte-Catherine Ouest, le boulevard De Maisonneuve Ouest et l'avenue du Président-Kennedy) définissant quatre tronçons de longueurs différentes.

1.3 Le portrait des tronçons

Le tronçon compris entre les rues Cathcart et Sainte-Catherine Ouest, d'une superficie de 1 915 mètres carrés, est le plus court et le plus animé de l'avenue. Il aboutit, au sud, à l'escalier menant à l'Esplanade de la Place Ville Marie et au stationnement du complexe. Bordé par deux immeubles de bureaux, dont les rez-de-chaussée abritent des restaurants et des terrasses, ce tronçon bénéficie, de plus, du croisement de l'offre commerciale la rue Sainte-Catherine Ouest pour offrir un grand achalandage piétonnier et une animation soutenue. La présence du stationnement intérieur de la Place Ville Marie permet d'expliquer que la circulation automobile y soit relativement importante à l'heure de pointe du matin. De chaque côté de l'avenue, les deux îlots accueillent un seul bâtiment. Ainsi, ce tronçon est bordé à l'ouest par la tour Rogers (1200, McGill College) d'une hauteur de 24 étages, construite en 1976. Ce bâtiment, dont une façade donne sur la rue Sainte-Catherine Ouest, comprend des basilaires occupés par des commerces. Sur le flanc est, l'édifice Confédération (1253, McGill College et 770, rue Sainte-Catherine Ouest), dont la construction de style néo-classique est complétée en 1928, est d'une hauteur de douze étages.

Le tronçon le plus long de l'avenue est compris entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest pour une superficie de 5 055 mètres carrés. Ce tronçon de l'avenue est bordé de chaque côté par deux immeubles de bureaux (à l'est, la tour McGill College; à l'ouest, la tour Bell Média) et deux grands centres commerciaux (à l'est, le Centre Eaton et la Place Montréal Trust à l'ouest). Quelques restaurants offrent des terrasses du côté est. Enfin, le Centre Eaton, situé au centre de l'îlot, comprend un stationnement souterrain (492 cases). Du côté est, à l'angle de la rue Sainte-Catherine Ouest, un bâtiment de trois étages de style Beaux-Arts constitue, avec l'édifice Confédération, un des seuls témoins des périodes antérieures au projet de modernisation de l'avenue amorcée à partir des années cinquante. Construit en 1931, le bâtiment est aujourd'hui occupé par un commerce de détail (1401, McGill College). La façade de la banque est intégrée à la Tour McGill College (1501, avenue McGill College), ce qui permet une transition entre le cadre bâti de la rue Sainte-Catherine Ouest et les édifices modernistes. Cet édifice de 35 étages est implanté en recul de l'avenue. Dernier bâtiment du tronçon, le complexe de dix étages du Centre Eaton de Montréal, complété en 1990, comprend le plus important centre commercial du centre-ville, avec près de deux cents boutiques et restaurants. Le Centre Eaton est l'objet d'importantes rénovations dans le cadre du projet Nouveau Centre. Quelques terrasses sont

offertes à l'avant du complexe. Du côté ouest, cette partie de l'avenue est totalement occupée par le complexe de la Place Montréal Trust (1801, avenue McGill College) inaugurée en 1988. Le bâtiment de 30 étages comprend un Mail commercial accessible à partir de l'avenue et des galeries souterraines.

La caractéristique la plus significative du tronçon compris entre le boulevard De Maisonneuve Ouest et l'avenue du Président-Kennedy est la présence de deux immeubles occupant l'ensemble des îlots est et ouest (1981 et 2000, avenue McGill College). Entre ces deux bâtiments de prestige, l'avenue offre une superficie de 2 455 mètres carrés. Les dégagements importants en façade avant des bâtiments permettent d'accueillir, sur le domaine privé, des aménagements abritant des œuvres d'art remarquables. Du côté ouest, les panneaux affichant des œuvres artistiques du Musée McCord complètent l'aménagement du domaine public. Du côté est de l'avenue, le complexe de la Tour BNP-Paribas (1981, avenue McGill College) comprend deux tours; une de 16 et une autre de 20 étages, complétées en 1983. Une placette formée en creux au seuil des bâtiments accueille depuis 1986 la sculpture *La Foule Illuminée*. Sur le flanc ouest, d'une hauteur de 23 étages, la tour de l'Industrielle-Vie a été achevée en 1986. Un ensemble de trois sculptures (*le banc du secret, « J'accuse », la danseuse*) orne la façade avant de l'édifice.

Le dernier tronçon de l'avenue se termine au portail Roddick, à l'entrée de l'Université McGill. Du côté ouest, des immeubles de grande hauteur font face à des bâtiments, dont la maison Molson de taille plus modeste. En façade avant, le site accueille une seule terrasse réservée à la restauration. Du côté est de l'avenue, l'îlot est entièrement occupé par la place Mercantile, située à l'angle de la rue Sherbrooke et qui date de 1983. À l'ouest, à l'intersection de l'avenue du Président-Kennedy, le complexe de la Maison Ultramar (2200, avenue McGill College) comporte une façade de six étages sur l'avenue. Achevé en 1989, le complexe jouxte la maison William Alexander Molson (892, rue Sherbrooke Ouest) construite en 1905. Ce dernier bâtiment, de pierre grise, témoigne de la présence de résidences luxueuses de l'avenue du début du siècle dernier.

1.4 La mobilité

L'avenue McGill College dispose de plusieurs équipements de transport collectif propres à son statut de pôle intermodal des déplacements de première importance. Accessible en plusieurs points à partir des galeries commerciales situées sur l'avenue, la station de métro McGill (ligne verte) est la deuxième station la plus achalandée du réseau de la Société de transport de Montréal après la station Berri-UQAM (plus de 11 millions d'entrées annuelles). Le réseau souterrain de Montréal (RESO) permet aussi de connecter l'avenue aux gares ferroviaires situées à proximité, au sud de la Place Ville Marie. De plus, le site est desservi par autobus (trajet d'autobus 15). Enfin, le tunnel du CN, localisé dans l'axe central de l'avenue, permettra au site d'accueillir, dès 2022, une station du Réseau express métropolitain. Selon les informations disponibles à ce jour, l'accès à la station fait encore l'objet de discussions entre la Ville et les autorités responsables du développement de ce nouvel équipement majeur de transport collectif.

Au chapitre de la circulation automobile, deux voies de circulation de chaque côté du terre-plein central (environ 7 mètres) permettent la circulation dans les deux sens. En attendant les résultats d'une nouvelle étude de circulation en cours de réalisation, des comptages effectués en 2009 ont permis d'établir que les débits moyens se situaient entre 6 000 et 10 000 véhicules/jour, les plus forts débits étant observés aux abords du stationnement du Centre Eaton.

Alors que la circulation de transit est peu importante, les stationnements du Centre Eaton (492 cases; 220 entrées/heure) et de la Place Ville Marie (900 cases; 290 entrées/heure) permettent d'expliquer une circulation plus intense aux abords de la rue Cathcart de l'avenue du Président-Kennedy et ce, plus particulièrement aux heures de pointe du matin et de l'après-midi. Soulignons que les accès à ce dernier stationnement seront réaménagés dans le cadre des travaux en cours à la Place Ville Marie. Le camionnage de transit est permis entre 7 et 19 heures, alors que les arrêts sont interdits en tout temps sur toute la longueur de l'avenue, à l'exception de la partie de l'avenue comprise entre les rues Cathcart et Sainte-Catherine Ouest. Deux postes de taxis sont accessibles à l'ouest de l'avenue, sur la rue Cathcart et sur l'avenue du Président-Kennedy.

Les principaux aménagements relatifs aux déplacements cyclistes sont la piste cyclable du boulevard De Maisonneuve Ouest (lien est-ouest), deux stations Bixi (dont une est implantée sur l'avenue McGill College et une autre sur le boulevard De Maisonneuve Ouest) et une vingtaine de supports à vélo.

Les dimensions des trottoirs favorisent les déplacements des piétons, ceux-ci étant particulièrement importants aux intersections des rues Sainte-Catherine Ouest et Cathcart, compte tenu de la concentration de commerces et de bureaux.

1.5 L'échéancier du projet

La Ville souhaite arrimer les travaux de réaménagement avec la fin des travaux du REM[5]. Dans ce contexte, le démarrage des travaux de réaménagement de l'avenue McGill College devrait avoir lieu au printemps 2022[6]. Les travaux préparatoires (planification, conception et programme) sont prévus se dérouler entre janvier et décembre 2019[7].

[5] Doc. 1.1, Sommaire décisionnel
[6] Doc. 5.1, Transcription de la séance d'informations du 4 octobre 2018, p. 9
[7] Doc. 3.6, Présentation lors de la séance d'information du 4 octobre 2018; doc. 3.1, Projet de l'avenue McGill College, document de présentation, 31 août 2018


SORTIE




Tokyo
Laundry

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Plus de 1000 personnes ont assisté ou participé aux séances d'information, aux activités tenues sur l'avenue et à l'intérieur des immeubles pendant une période de dix jours, et aux séances d'audition des opinions.

La commission a reçu 32 contributions écrites, dont 18 ont été présentées à l'occasion des séances d'audition des opinions des 6 et 7 novembre 2018, ainsi qu'une intervention orale sans dépôt de mémoire. De plus, 458 questionnaires et quelque 13 mini-mémoires ont été complétés sur le site Internet de l'Office de consultation publique de Montréal. Finalement, près de 200 interceptions *in situ* ont fait l'objet des commentaires annotés par le personnel de l'Office.

Les séances d'information ont été intégralement diffusées en vidéo sur Facebook et sur le site de l'OCPM et vues par plus de 647 personnes, en direct ou en différé, en plus des personnes présentes dans la salle.

Le présent chapitre propose une synthèse des opinions, des préoccupations et des suggestions exprimées par les participants.

2.1 L'accueil général

De manière générale, les participants accueillent favorablement le projet de conversion de l'avenue McGill College. Il s'agirait pour certains d'un projet qui a *« le potentiel de transformer cette partie du centre-ville, d'un geste marquant pour l'avenir de notre ville, d'un moment unique dans l'histoire de ce lieu »,* qui comporte une *« responsabilité civique d'importance*[8] *».* Il s'agit, pour l'Association des architectes paysagistes du Québec d'une occasion de « *créer une place de prestige qui marquera l'identité de Montréal*[9] *».* Pour le Conseil régional de l'environnement de Montréal, le projet de conversion permet de placer « *l'humain au cœur de l'aménagement du centre-ville*[10] *»*. Enfin, quelques participants rappellent le déficit d'espaces verts dans le centre-ville[11].

Certains appuis sont toutefois plus nuancés. Ainsi, le Conseil du patrimoine de Montréal remet en question « *la tendance au tabula rasa dans les aménagements paysagers et extérieurs (parcs, places et voies publiques). Les aménagements actuels de l'avenue McGill College ayant été réalisés il y a somme toute peu de temps, il se questionne par conséquent sur la nécessité de redessiner l'ensemble de la voie*[12] *».* Le Conseil du patrimoine de Montréal reconnaît cependant

[8] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 5
[9] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 18
[10] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 4
[11] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 4
[12] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 8

que des améliorations s'avèrent nécessaires, relativement aux dimensions des trottoirs, au confort de l'avenue, à l'animation et à la localisation des arbres.

Pour sa part, Destination centre-ville affiche un appui critique sur le projet de conversion d'une artère qui est « *déjà l'une des mieux aménagées de l'ensemble du centre-ville »;* pour cet organisme, *« d'autres projets de réaménagements pourraient être priorisés*[13] *».*

Parmi les opinions recueillies *in situ*, à l'occasion des activités tenues sur l'avenue, à peine huit participants sur 197 ont remis en question la pertinence du projet.

2.2 Le génie du lieu

Plusieurs participants ayant déposé des mémoires ont insisté sur la nature particulière, exceptionnelle, historique et symbolique du site de l'avenue McGill College. On a ainsi, à maintes reprises, fait ressortir le caractère prestigieux du lieu, tant par ses attributs géographiques que par ses caractéristiques identitaires[14].

Sa localisation privilégiée, au cœur du centre-ville de Montréal, en fait une importante porte d'entrée de la ville, compte tenu de la présence exceptionnelle des modes de transport collectif, un important nœud intermodal au cœur du centre-ville.

Ses nombreux accès à la « *ville intérieure, héritage de l'architecture moderne et* […] *un des symboles du Montréal moderne*[15] *»* contribuent à faire de l'avenue McGill College une « *véritable charnière urbaine*[16] *».* Pour d'autres, enfin, l'avenue McGill College constitue, du moins sur le plan symbolique, la principale porte d'entrée au mont Royal[17]. L'avenue se distingue aussi par la présence des activités économiques prestigieuses qu'elle abrite. Enfin, la vie culturelle et muséale du milieu d'insertion contribue à l'animation de l'avenue.

Le Conseil du patrimoine de Montréal résume bien l'importance de l'avenue McGill College; celle-ci représente *« l'hypercentre, le cœur et l'âme du centre-ville… Dans les années 1990, après des années de démolitions, elle a représenté la renaissance du centre-ville. Encore aujourd'hui, elle est l'épicentre économique de Montréal, un lieu de prestige, une vitrine du savoir-faire québécois et l'expression d'un milieu d'affaires stimulant*[18] *».*

[13] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 3
[14] Doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.7, Université McGill; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.12, Clément Demers; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[15] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 6
[16] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 5
[17] Doc. 6.8, Pierre Marcoux, p. 1
[18] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 6

C'est de manière explicite que de nombreux participants attribuent à la perspective sur le mont Royal et à ses institutions, le fait prépondérant du caractère prestigieux de l'avenue[19]. Ainsi, la préservation et la mise en valeur - depuis près de deux siècles - du cône de vision offert par l'aménagement et l'encadrement de l'avenue est venu renforcer, au travers la succession des aménagements, la « *ligne de force principale du projet original*[20] *».*

Au sud de l'avenue, la perspective offerte sur la Place Ville Marie et l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth, symboles de la renaissance et de la modernité de Montréal, vient compléter l'armature de base de l'avenue. C'est ainsi qu'un des propriétaires d'immeubles de l'avenue résume la « *signature »* de l'avenue McGill College : *« Véritable trait d'union entre deux ensembles iconiques de Montréal, l'université McGill et la Place Ville Marie, l'avenue agit à titre d'espace de représentation ente le Montréal institutionnel de prestige et le Montréal commercial animé et dynamique*[21]*. »*

Ces « *éléments identitaires de l'avenue*, *symboles forts de l'image de Montréal*[22] *»*, forment la base de ce que de nombreux participants ont appelé la personnalité propre de l'avenue, son ADN, voire même l'esprit et le génie du lieu[23]. Plus encore, ces caractéristiques rayonnent au-delà du site et contribuent à la définition et à l'ADN de la ville, à son image et à son rayonnement international[24].

Plusieurs participants ont fait remarquer que l'avenue a fait l'objet d'un « *projet continu d'aménagement initié il y a plus de 150 ans »* et formellement mis en œuvre « *progressivement à partir des années 1950*[25] *».* L'avenue, telle qu'on la connaît, a donc été construite sur une longue durée et est, rappelle l'Institut de développement urbain du Québec, l'« *héritage d'idées et de visions adaptées à la spécificité du lieu ».* Ainsi, l'aménagement actuel témoigne de *« l'évolution des consciences patrimoniales depuis les années 1960*[26] *».*

L'artère a donc une personnalité propre qu'il convient de respecter, de conserver et de mettre en valeur, s'inscrivant ainsi dans la continuité historique, « *au gré des projets réalisés et avortés* [27] *».* L'aménagement actuel, « *alliant classicisme et modernité, mariant calme et*

[19] Docs 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.7, Université McGill; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.12, Clément Demers; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.16, Kenny Harouche et Manon Wolfarth; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.22, Héritage Montréal

[20] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 10

[21] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 3

[22] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 4

[23] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.22, Héritage Montréal

[24] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 11

[25] Doc. 6.22, Héritage Montréal; doc. 6.25, Miguel Escobar

[26] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 4

[27] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 4

dynamisme[28] *»,* conçu pour l'essentiel à partir des années 1950 et mis en forme à partir des années 1980, présente ainsi, selon Héritage Montréal, les caractéristiques suivantes :

« - Une avenue élégante, large, présentant un bel alignement, une orientation longitudinale et une composition symétrique.
- De magnifiques percées visuelles sur le mont Royal et ses institutions.
- L'appartenance à un réseau d'espaces publics aux vocations distinctes et complémentaires [...].
- La présence marquée de végétation : appartenance à un axe composé d'une enfilade d'espaces publics verdis (coulée verte) descendant du mont Royal, en passant par le parc Rutherford et le campus de l'Université McGill.
- La diversité de la composition architecturale témoignant de styles et d'époques variés (Place Ville Marie, Confederation Building, BNP Paribas, etc.).
- Une vocation de place marchande, avec la Place Ville Marie, la Place Montréal Trust, le Centre Eaton, l'intersection avec la rue Sainte-Catherine.
- La présence d'art public[29] *».*

2.3 La vocation et le rôle de l'avenue

À la question proposée dans le questionnaire en ligne portant sur les besoins pouvant être comblés par le nouvel aménagement, les principales mentions concernent :

- le verdissement, 195 mentions ou 37,21 % des 524 réponses obtenues,
- le repos et la détente, 142 mentions ou 27,10 % des réponses,
- une attraction touristique, 63 mentions ou 12,02 % des réponses, et
- un lieu de rassemblement, avec 56 mentions pour 10,69 % des réponses.

Dans le même questionnaire, les principales mentions ayant trait à la vocation souhaitée sont, dans l'ordre :

- une aire de détente et de repos au cœur du centre-ville, avec plus de 204 réponses, soit 39,53 % des 494 réponses obtenues,
- un lieu de mise en valeur de la montagne, des vues et de l'architecture, 134 réponses pour 25,87 %,
- un lieu de passage vers les points de transport, 48 réponses ou 9,30 %,
- une destination touristique, 44 réponses, 8,53 %,
- un lieu de rassemblement, à égalité avec un musée « à ciel ouvert », avec chacun 33 réponses ou 6,40 % de l'ensemble.

[28] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 2
[29] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 2

2.3.1 Un lieu de commémoration d'une riche histoire

Plusieurs participants ayant déposé des mémoires ont suggéré que la vocation souhaitée de l'avenue McGill College fasse une référence explicite à la longue histoire du lieu [30]. Ces participants lient l'histoire du lieu à celle de la ville de Montréal, l'avenue agissant à titre de témoin de l'histoire de Montréal à diverses époques. Cette histoire du lieu est faite de nombreuses composantes. Ainsi, selon l'Association des architectes paysagistes du Québec, « *l'histoire, comme le paysage et la géographie des lieux, est une composante de la stratégie d'aménagement à élaborer*[31] *».*

Il y a d'abord l'histoire naturelle du site, remontant à la période de colonisation qui permettrait de faire référence à son état d'origine de forêt et sous-bois[32], à la présence de l'ancien ruisseau Burnside[33] et au patrimoine végétal du site[34]*.*

Les participants rappellent l'importance de mettre en valeur l'histoire du cadre bâti de l'avenue qui témoigne de l'histoire de Montréal et plus *« particulièrement de l'excellence en architecture de Montréal à différentes époques, avec la présence de la maison Molson, patrimoine victorien par excellence* [35] *»,* de la Place Ville Marie et de ses espaces commerciaux, « *monument moderniste*[36] », « *un des héritages de l'architecture moderne et est un des symboles du Montréal moderne* [37] *»* et de *« plusieurs tours à bureaux de prestige d'architecture moderne et postmoderne*[38] *».*

Enfin, doit être considéré comme composante identitaire du lieu, l'histoire des bâtiments institutionnels, commerciaux et résidentiels du milieu d'insertion, particulièrement celle de l'Université McGill. À cet effet, l'Université McGill rappelle que « *l'histoire de l'avenue est intimement liée à l'histoire de l'institution* [39] ». Il en va de même, ont souligné certains intervenants, de la proximité du musée McCord[40], du restaurant du 9e de l'ancien magasin Eaton et de la terrasse d'habitations de la rue Victoria[41].

[30] Doc. 6.1, Ghyslain Gagnon; doc. 6.7, Université McGill; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[31] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 5
[32] Doc. 6.1, Ghyslain Gagnon, p. 1
[33] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[34] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 8
[35] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 5
[36] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 5
[37] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 6
[38] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 5
[39] Doc. 6.7, Université McGill, p. 3
[40] Doc. 6.12, Clément Demers; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[41] Doc. 6.7, Université McGill, p. 4

2.3.2 Une contribution souhaitée à la lutte aux effets des îlots de chaleur

Certains intervenants ont fait ressortir l'importance de saisir l'occasion pour faire « *contrepoids à l'immense îlot de chaleur du centre-ville*[42] *»,* la lutte à ses effets en raison notamment du vieillissement de la population [43] devant même constituer un « *principe de base dans la conception des aménagements de la nouvelle place*[44] *».* Cette préoccupation est exprimée de diverses manières par plusieurs participants : « *un poumon d'air frais ou oasis en plein centre-ville*[45] *»,* « *havre de fraîcheur*[46] *»* et « *demande d'air frais*[47] *».* Ces expressions viennent connoter de manière importante le contenu de plusieurs propositions. Quelques organismes prennent ainsi appui sur la pénurie d'espaces verts dans l'arrondissement pour appuyer leurs recommandations[48]. Ainsi, Destination centre-ville fait remarquer que « *la pénurie d'espaces verts à proximité est réelle. Très peu de villes du calibre de Montréal, que ce soit au Canada, en Amérique, en Europe ou même en Chine, disposent de si peu d'espaces verts dans leur centre-ville*[49] *».*

2.3.3 Un havre de paix au cœur de la ville

Les participants sont nombreux à formuler la demande d'un lieu de détente, de repos ou de contemplation, un lieu où « *se détendre et rencontrer des gens à l'extérieur*[50] *».* Pour certains, le site peut devenir « *un havre de paix, un endroit de calme et de repos en plein milieu d'un centre-ville trépidant d'activités*[51] *»,* à l'abri de « *la fébrilité urbaine*[52] *», « forçant le ralentissement des cadences pour favoriser la détente*[53] *».*

Ce sont les activités bordant le site qui stimulent cette demande, comme l'affirme le Conseil régional de l'environnement de Montréal. Pour cet organisme, l'avenue « *peut jouer le rôle de transition douce entre l'effervescence de la rue Sainte-Catherine et le calme du campus McGill et, au-delà, du mont Royal*[54] *».*

[42] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 11
[43] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 11
[44] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 8
[45] Doc. 6.1, Ghyslain Gagnon, p. 2
[46] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 15
[47] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 3
[48] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 4; doc. 6.8, Pierre Marcoux; doc. 6.13, Table de quartier Peter-McGill
[49] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 4
[50] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.5, Tourisme Montréal, doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.30, Destination centre-ville; doc. 6.31, Mirta Romaniak
[51] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 3
[52] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 5
[53] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 12
[54] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 5

La vocation d'aires de repos et de détente, espace de relaxation pour s'asseoir, manger ou échanger, recueille la majorité des opinions recueillies dans les activités in situ avec plus de 50 mentions de ce type de vocation, parmi les quelque 91 opinions recueillies sur le thème de la vocation souhaitée. Les propositions d'une vocation de type parc ou espace vert où l'on séjourne et on se retrouve viennent en deuxième rang avec une dizaine de mentions.

2.3.4 Un lieu de rassemblement

Compte tenu de sa localisation centrale au cœur de Montréal et du quartier des affaires et du commerce et de sa fonction de centre intermodal de transport consolidé avec l'arrivée du REM, l'Institut de développement urbain du Québec, tout comme le Partenariat du Quartier des spectacles et l'Association des architectes paysagistes du Québec, ont mis l'accent sur l'importance de confirmer l'avenue comme point de convergence de la communauté montréalaise et du tourisme, de « *centre de gravité*[55] » et de « *lieu de rencontre identitaire*[56] » de Montréal. Dans ce contexte, la future avenue « *devrait être un lieu de convergence des citoyens, étudiants, travailleurs, résidents, touristes, un lieu humain que l'on habite et que l'on vit au quotidien, un environnement stimulant pour étudier et travailler*[57] *».*

« Lieu de prestige[58] *», « espace de représentation*[59] *», « vitrine culturelle*[60] *», « lieu de vitalité commerciale*[61] *», « place marchande*[62] *», « lieu chaleureux, festif et social*[63] *»* devant en somme *incarner « le concept de "work, live, play, learn"*[64] *»,* l'avenue possède tous les attributs permettant de lui conférer le statut d'une destination digne de ce nom pour toutes les clientèles – résidents, travailleurs, étudiants et touristes - fréquentant Montréal et son centre-ville. C'est ce qu'affirment tant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain que le Conseil du patrimoine de Montréal, le Conseil régional de l'environnement de Montréal et l'Institut de développement urbain du Québec. Dans les faits, selon Tourisme Montréal, il n'est pas question de penser les lieux comme une destination touristique, ce statut reposant essentiellement sur l'authenticité et la qualité de l'expérience et par le fort niveau d'appropriation citoyenne[65].

[55] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles
[56] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 5
[57] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 10
[58] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 6
[59] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 5
[60] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 10
[61] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 5
[62] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 2
[63] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 9
[64] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 10
[65] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 5

2.3.5 Les usagers

La grande majorité des participants, sur toutes les plateformes, ont exprimé la volonté d'un lieu ouvert à tous les groupes de la communauté montréalaise, avec un accent marqué pour les employés des immeubles riverains et les usagers des commerces du voisinage, tout en invitant les touristes et les gens de passage à partager l'expérience du site. Il revient à la Table de quartier Peter-McGill d'avoir exprimé les besoins de la population résidente du quartier pour un lieu de rencontre et de repos, tout en soulignant que la population de l'arrondissement est en croissance soutenue depuis quelques années et pourrait accueillir 50 000 nouveaux résidents par la mise en œuvre de la Stratégie centre-ville[66].

Selon l'Institut de développement urbain du Québec, *« le geste architectural devrait être exemplaire et éviter toute forme de flânage ou de rassemblements de gens qui pourraient entraver ou altérer l'image, le confort et la propreté de l'espace*[67] ». Pour leur part, le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec[68] et le Conseil régional de l'environnement de Montréal mettent de l'avant l'exigence du caractère inclusif du projet en proposant comme principe de base de l'aménagement les mesures appropriées d'accessibilité universelle. Dans le même ordre d'idées, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal fait valoir *« le droit de cité »* des personnes en situation d'itinérance et de tout autre public en difficulté afin d'*« éviter ou d'amoindrir l'exclusion ou le sentiment d'exclusion des personnes en situation d'itinérance »* dans le cadre du projet de réaménagement[69].

Les principaux groupes d'usagers identifiés dans les réponses au questionnaire en ligne complété pendant la période de consultation sont, dans l'ordre, les travailleurs (24,52 %), les citoyens en général (17,68 %), les promeneurs et les piétons (14,49%), les touristes (13,38 %) et les étudiants (6,21 %).

2.3.6 Une expérience de déambulation

Les concepts de promenade et de parcours sont proposés par un grand nombre de participants. Pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, « *l'avenue McGill College a une vocation mixte, à mi-chemin entre le lieu de déambulation et le lieu de passage*[70] *»,* alors que selon l'Institut de développement urbain du Québec, le nouvel espace public doit *« être un*

[66] Doc. 6.13, Table de quartier Peter-McGill, p. 3
[67] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 9
[68] Doc. 5.4, Transcription de la séance d'audition des opinions du 7 novembre 2018, p. 3
[69] Doc. 6.26, RAPSIM, p. 3
[70] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 5

espace de déambulation animé qui incite les gens à rester plus longtemps à l'extérieur, à consommer avant d'intégrer la ville intérieure[71] *».*

L'expérience de fréquentation de l'avenue emprunte, pour plusieurs, à l'idée de promenade et de déambulation[72]. Dans cette perspective, le réaménagement de l'avenue peut offrir « *un circuit de découverte*[73] *»*, « *un parcours continu d'une déambulation*[74] *», « lente et contemplative*[75] *».* L'avenue McGill College serait ainsi le lieu d'*« une promenade apaisante*[76] » vers les nombreux paysages naturels et construits de l'avenue. Il en est ainsi du parcours vers le mont Royal. Selon l'Association des architectes paysagistes du Québec, « c*ette déambulation permettra de prolonger l'exceptionnelle séquence de mises en scène paysagères offertes à l'intérieur du parc du Mont-Royal, une destination d'envergure internationale créée par Frederick Law Olmsted ».* Toujours selon l'Association des architectes paysagistes du Québec, la topographie et le découpage de l'avenue contribuent à la qualité de l'expérience de déambulation[77].

Pour plusieurs participants, la notion de parcours peut s'inscrire dans une dimension spatiale plus importante que la seule vue de la montagne[78]. Ainsi, selon le Conseil régional de l'environnement, le milieu d'insertion du projet prescrit une vision d'aménagement qui se situe au-delà de l'ensemble composé de la Place Ville Marie et de l'hôtel adjacent, pour inclure tout l'espace compris entre la montagne et le fleuve[79]. On fait ainsi explicitement référence à la promenade Fleuve-Montagne, en vue d'une intégration du projet d'aménagement de l'avenue dans ce parcours aménagé en 2015[80]. Déplorant l'absence de mention de la promenade Fleuve-Montagne dans les documents accompagnant la présentation de la Ville, le Conseil du patrimoine de Montréal rappelle que le « *parcours de la promenade urbaine Fleuve-Montagne emprunte l'avenue McGill College*[81] ». Pour d'autres, il y a lieu de consolider la promenade et de *« concevoir la nouvelle place publique comme un tronçon fort et structurant de la Promenade Fleuve-Montagne*[82] *»* et de *« concevoir des corridors de mobilité facilitant les différents parcours*[83] *»*. À cet égard, il est aussi proposé de concevoir une signalétique appropriée. L'intégration du projet à l'ensemble de la promenade Fleuve-Montagne devient, pour l'Institut de développement

[71] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 11
[72] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[73] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 6
[74] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 16
[75] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 13
[76] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 15
[77] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 12
[78] Doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain de Québec
[79] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 5
[80] Doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc.6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal
[81] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 17
[82] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 7
[83] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 7

urbain, un fait majeur du projet d'aménagement et de l'expérience souhaitée de déambulation, pour en constituer « *un point d'arrêt, un lieu de rencontre, un temps fort de la promenade fleuve-montagne*[84] *».*

Les mêmes idées de parcours et de déambulation sont aussi reprises, de manière plus étendue, par plusieurs intervenants. Ainsi, plusieurs soutiennent l'importance de l'arrimage du réaménagement de l'avenue avec les projets en cours sur les axes transversaux et les artères limitrophes, notamment la rue Sainte-Catherine Ouest, la rue McTavish ou le réaménagement de la rue Peel[85]. Pour l'Institut de développement urbain, le projet de réaménagement, comme une partie d'un parcours montréalais de découverte, permettrait de compléter l'armature des espaces publics du centre-ville[86].

L'opportunité offerte par le projet de réaménagement permet, selon Héritage Montréal, de revenir à cette véritable « *ligne de force* » du projet initial, comme axe de circulation et de promenade, confirmée par le statut d'avenue attribué au site[87]. Dans l'optique d'un parcours confortable, sécuritaire et agréable, quelques participants ont fait part de préoccupations visant à améliorer le confort, la sécurité et le caractère agréable de l'expérience piétonne[88]. Pour le Conseil du patrimoine de Montréal, citant l'étude de Jonathan Cha, « *Avenue McGill College. Étude de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère. Caractérisation identitaire de l'avenue McGill College, Montréal, Ville de Montréal, juin 2017* » la situation actuelle ne répond pas aux conditions idéales de promenade[89]*.*

Finalement, quelques intervenants ont cru nécessaire de clarifier l'intention de l'aménagement souhaité. Monsieur Miguel Escobar rappelle que l'aménagement actuel correspond à « *une typologie d'*"Avenue" », les aménagements étant conçus de manière à « *accentuer la double fonctionnalité de l'emprise de rue et à souligner le passé quand la rue n'avait que la moitié de sa largeur*[90] *».* D'autres ont cependant émis des observations différentes sur l'intention de départ de l'aménagement actuel. Ainsi, selon Monsieur Clément Demers, le concept initial proposait plutôt une grande place publique sur l'ensemble de l'avenue, sans « *avenue carrossable avec terre-plein entrecoupée de deux places publiques*[91] *».*

[84] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 5
[85] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[86] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 6
[87] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 3
[88] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.16, Kenny Harouche et Manon Wolfarth
[89] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 7
[90] Doc. 6.25.1, Miguel Escobar, p. 6
[91] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 2

2.4 La mobilité

Quelques intervenants ont fait ressortir l'offre exceptionnelle de transport collectif de l'avenue contribuant à faire du site « *un carrefour de la mobilité durable, une zone naturelle de convergence des Montréalais*[92] *» et « un élément focal des déplacements*[93] *».*

Ces qualités ont aussi été fortement soulignées par les activités tenues sur l'avenue, les différents thèmes reliés à la question de la mobilité ayant été abordés à plus de 279 reprises par les 197 répondants[94].

2.4.1 La place accordée aux piétons

De manière explicite, plusieurs participants mettent de l'avant la piétonisation de l'avenue McGill College. Pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, il convient de *« Faire de l'expérience piétonne le fondement de l'avenue McGill College, un lieu où le citoyen et le touriste retrouvent l'essence même de ce qu'est Montréal à travers l'aménagement, le mobilier urbain et la présence d'aires de repos et de contemplation de la fébrilité urbaine*[95] *».*

C'est pourquoi la Chambre de commerce du Montréal métropolitain dit encore *« … le réaménagement doit être pensé en fonction des piétons. Ce lieu doit devenir un milieu vivant qui attire citoyens et touristes, à l'image des grandes places urbaines du monde.* … [La] *piétonisation permettra de donner une nouvelle dimension à l'expérience du centre-ville*[96] *».*

L'Association des architectes paysagistes du Québec voit dans l'« *idée de métamorphoser McGill College et d'en dédier l'usage aux piétons dans un environnement largement végétalisé* [...], *un signal fort en faveur d'un centre-ville à échelle humaine*[97] *».*

La Table de quartier Peter-McGill formule, elle aussi, que *« la place soit entièrement piétonne avec un espace réservé aux cyclistes*[98] *»,* tout comme Monsieur Kenny Harouche et Madame Manon Wolfarth qui proposent qu'on y aménage *« une place publique exclusivement piétonne*[99] *».*

[92] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 7
[93] Doc. 16, Kenny Harouche et Madame Manon Wolfarth, p. 1
[94] Les répondants ont pu formuler plusieurs observations sur le thème de la mobilité : la circulation des différents modes, de leur cohabitation, des modalités de partage, etc.
[95] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 5
[96] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 7
[97] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 8
[98] Doc. 6.13, Table de quartier Peter-McGill, p. 5
[99] Doc. 6.16, Kenny Harouche et Manon Wolfarth, p. 1

Monsieur Clément Demers rappelle que l'idée d'une piétonisation complète de l'avenue a été formulée à plusieurs occasions dans le passé, notamment par des propositions formulées dès 1972 et reconfirmées par des propositions du Service de l'urbanisme à partir du milieu des années quatre-vingt. *« C'est donc la piétonisation complète de l'avenue McGill College en pans inclinés successifs, pour l'adapter à la pente naturelle de l'avenue, et avec des plantations d'arbres en bordure de la place qui avait initialement été imaginée par le Service de l'urbanisme*[100] *».*

Le Conseil du patrimoine de Montréal voit dans l'implantation de la gare du REM une « *opportunité de privilégier la place des piétons*[101] *»,* alors que d'autres intervenants offrent un appui nuancé à la piétonisation. Ainsi, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée suggèrent que la place comporte « *une part importante de piétonisation*[102] *».*

Toutefois, quelques participants ne voient pas la pertinence d'éliminer les voies de circulation automobile pour redonner entièrement le lieu aux piétons. Plaidant les difficultés de stationnement et la taille de la ville, monsieur Daniel Guérin s'oppose clairement à la fermeture de l'avenue[103]. Héritage Montréal s'appuie plutôt sur le statut du site pour s'opposer à la fermeture complète de l'avenue à la circulation automobile. C'est ainsi que l'organisme propose de préserver la vocation d'avenue, conçue comme « *voie urbaine, axe de circulation et de promenade*[104] », pendant que Monsieur Miguel Escobar propose de « c*onserver la grille de circulation actuelle tout en réaménageant la surface rue/trottoir*[105] *».*

Chez les participants aux activités *in situ*, 110 opinions concernent spécifiquement la place devant être accordée aux piétons. Alors que 14 participants disent s'opposer à une piétonisation intégrale ou partielle, 42 mentions sont explicitement favorables à une piétonisation complète et 44 participants émettent des nuances diverses à l'égard d'une voie partagée avec une prépondérance accordée à l'expérience piétonne.

2.4.2 La circulation cycliste

Quelques participants ont fait valoir que la réflexion sur le réaménagement est une opportunité d'augmenter la part des modes de transports actifs, et ce, plus particulièrement au centre-ville[106]. Vélo Québec résume ainsi ces propositions : *« force est de constater que le potentiel du vélo n'est pas encore assez exploité et c'est à quoi la nouvelle administration montréalaise entend*

[100] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 3
[101] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 9
[102] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée, p. 5
[103] Doc. 6.32, Daniel Querin
[104] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 3
[105] Doc. 6.25, Miguel Escobar, p. 6
[106] Doc. 6.6, Vélo Québec; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal

s'attaquer... « le réseau cyclable n'était pas suffisamment développé au centre-ville et d'autre part, le potentiel du vélo était sous-exploité d'une façon générale à Montréal[107] *».*

La même organisation fait valoir que la demande justifie la présence d'une piste cyclable. *« En 2015, Montréal comptait plus d'un million de cyclistes âgés de 3 à 74 ans, soit plus de la moitié de sa population. Chaque jour, à Montréal, en moyenne 116 000 déplacements s'effectuent à vélo. Sur la piste cyclable De Maisonneuve, à proximité de la rue Berri, on peut ainsi compter plus de 10 000 trajets à vélo certaines journées*[108] ».

Dans cette perspective, aux dires de certains participants, l'avenue McGill College, par sa situation au centre-ville et sa connexion à la piste cyclable du boulevard De Maisonneuve Ouest, est une destination de choix, accessible à vélo. Le projet d'une piste cyclable reçoit aussi l'appui de la Table de quartier Peter-McGill.

Proposant une tout autre perspective, Héritage Montréal suggère que le concept d'avenue serait difficilement conciliable avec la présence d'une piste cyclable : *« Il ne faut pas perdre cette véritable ligne de force en fragmentant et en congestionnant l'avenue de petits gestes pour répondre à la pièce et sans vue d'ensemble à toutes les demandes particulières que recevra assurément la Ville (telles que planter des arbres, mettre une piste cyclable, un marché public, etc.)*[109] *».*

Quelques interventions ont porté précisément sur les conditions d'implantation d'une piste cyclable sur l'avenue. Pour Tourisme Montréal, une piste bidirectionnelle du côté ouest de l'avenue, afin d'éviter les conflits avec les véhicules se dirigeant vers l'est, pour accéder au stationnement du Centre Eaton, serait « *la solution la plus réaliste*[110] *».* Monsieur Nicolas Zoghbi propose plutôt que la piste cyclable soit « *unidirectionnelle, au centre du nouvel aménagement* [111] *»*. Pour sa part, Madame Sonya Konsak souhaite qu'on puisse traverser l'avenue « *sans devoir débarquer*[112] *»* de son vélo.

Le mode d'aménagement de la piste fait l'objet d'une recommandation de Vélo Québec qui propose que l'avenue accueille une vraie rue partagée modulée *« en fonction de l'achalandage piéton et de l'heure de la journée*[113] *».* Le même type d'aménagement est avancé par Tourisme Montréal, ce dernier favorisant une « *voie cyclable délimitée par un marquage au sol »,* dans un concept d'aménagement de *« corridors de mobilité »,* tout en évitant de *trop « formaliser et*

[107] Doc. 6.6, Vélo Québec, p. 2
[108] Doc. 6.6, Vélo Québec, p. 1
[109] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 3
[110] Doc. 6.6, Vélo Québec, p. 4
[111] Doc. 6.29, Nicola Zoghbi, p. 2
[112] Doc. 6.11, Sonya Konzak
[113] Doc. 6.6, Vélo Québec, p. 2

hiérarchiser les circulations » et de mettre plutôt l'accent sur des mesures limitant la vitesse de la circulation routière[114].

Finalement, la Coalition Vélo de Montréal, tout comme Vélo Québec, demande qu'on tienne compte de l'offre insuffisante de stationnement pour vélos au centre-ville[115].

Soulignons que les activités *in situ* ont permis de recueillir, parmi les 197 répondants, 28 opinions favorables à l'implantation d'une piste cyclable, alors que 13 autres s'y opposent explicitement.

2.4.3 Les accès véhiculaires

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain fait remarquer que l'avenue est présentement sous-utilisée pour la circulation véhiculaire, compte tenu de sa capacité d'accueil. Le même organisme reconnaît cependant la nécessité d'accès sécurisés, par des couloirs balisés, pour accéder aux *« stationnements souterrains et accommoder* l*es services de livraison* [...] *durant des heures de très faible achalandage*[116] *».*

« Bien que la plupart des édifices de l'avenue jouissent d'aires de livraison sur les rues perpendiculaires, certaines exceptions demeurent, notamment sur le tronçon situé entre les rues Cathcart et Sainte-Catherine. Il faudrait donc, à l'instar de ce que l'on retrouve sur plusieurs grandes places urbaines, permettre un accès à des couloirs balisés à des heures de très faible achalandage[117] *».*

Cette question des accès véhiculaires a fait l'objet de nombreux commentaires et recommandations de la part des participants, plus particulièrement des propriétaires, gestionnaires et occupants d'immeubles de l'avenue et des organismes représentant l'univers commercial et immobilier.

Dans un premier temps, plusieurs sont venus plaider la nécessité de maintenir ces accès faciles aux différentes tours à bureaux. Pour l'Institut de développement urbain du Québec , ces enjeux de circulation et d'accessibilité demeurent une priorité pour les riverains[118]. C'est aussi ce que sont venus aussi plaider les représentants de Ivanhoé Cambridge et des Immeubles Polaris Canada Limitée[119].

[114] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 7
[115] Doc. 6.6, Vélo Québec; doc. 6.28, Coalition Vélo de Montréal
[116] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 9
[117] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 6
[118] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 12
[119] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée

Les préoccupations à l'égard de l'accessibilité véhiculaire sont multiples : accès aux entrées principales et aux halls, besoins de livraison par ces mêmes entrées principales et par les débarcadères, aires requises pour les taxis, accès pour les véhicules d'urgence. Monsieur Clément Demers rappelle que le concept mis en place dès les années quatre-vingt-dix résulte d'« *un compromis entre la vision proposée par le service d'urbanisme et les besoins et les contraintes mis de l'avant par les propriétaires*[120] *».* Ce compromis résulte d'une perception par les riverains d'« *un certain prestige »* et d'une « *valeur des adresses »* attribués aux bâtiments, par la possibilité d'un accès véhiculaire facile et direct aux différents bâtiments. Il en est ainsi notamment des accès aux corps diplomatiques présents sur l'avenue.

En regard du stationnement, ce sont principalement les accès aux stationnements souterrains du Centre Eaton, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest, et de la Place Ville Marie, à l'extrémité sud de l'avenue, qui sont au cœur des préoccupations des intervenants.

À propos de ce stationnement du Centre Eaton, Ivanhoé Cambridge souligne qu'une moyenne de 600 véhicules y accède quotidiennement[121].

Pour l'Association des architectes paysagistes du Québec, c'est l'accès au stationnement du Centre Eaton qui impose *« des contraintes importantes au réaménagement »,* elle se demande « *si la grande proximité du REM ne devrait pas induire une requalification majeure du bâtiment*[122] *»*.

Cette préoccupation à l'égard de la présence des deux stationnements ouvre la voie à des solutions hybrides d'aménagement. Monsieur Nicolas Zoghbi formule, en effet, la recommandation de maintenir les accès en direction nord aux voitures entre De Maisonneuve Ouest et Sainte-Catherine Ouest pour accéder au Centre Eaton, et un accès au stationnement de la Place Ville Marie par la rue Cathcart. Dans le même ordre d'idées, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain propose de maintenir des accès balisés permettant une circulation locale à certains moments de la journée, et ce, par une voie de circulation lente, balisée à partir du boulevard De Maisonneuve Ouest[123].

L'offre de stationnement serait toutefois insuffisante selon Destination centre-ville pour qui « *le centre-ville est un enfer pour les automobilistes »,* notamment à cause de la perte de nombreuses places de stationnement dans la dernière décennie. Ainsi, *« l'accès au centre-ville par automobile ne peut être remédié par le transfert modal vers les transports collectifs, l'expérience démontrant,* dit-il, *que les automobilistes ne changent pas de moyen de transport : ils changent de*

[120] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 3
[121] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 6
[122] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 16
[123] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 6

destination ». L'organisme conclut qu'il est nécessaire d'augmenter l'offre de stationnement et que le réaménagement souhaité est une occasion de construire des stationnements souterrains, sous l'avenue[124].

Près de 80 commentaires recueillis sur l'avenue ont trait à l'automobile, sous l'angle de la circulation ou du stationnement. Une douzaine de participants disent s'opposer à la fermeture de la rue aux fins de circulation, pendant qu'une quinzaine émettent l'idée de maintenir une voie de circulation dans chaque direction. Les préoccupations à l'égard des accès aux stationnements, des exigences de livraison et de situation d'urgence ou du transport par taxis sont rapportées par plus de 20 participants.

2.4.4 Accès au REM, généralités

Lors de leur présentation conjointe, Monsieur Kenny Harouche et Madame Manon Wolfarth plaident pour une « *visibilité forte »* de l'accès à la station du REM par l'implantation d'un édicule *« au niveau de la rue pour constituer un point focal et une porte d'entrée à la rue Ste-Catherine et à la ville souterraine ».* Selon eux, un tel édicule devrait « *se situer sur la rue »* et être de nature publique s'inspirant du modèle existant au square Victoria, « c*et édicule*, *à la signature visuelle unique »,* couronnerait « l'*aménagement de la place par l'usage d'une architecture marquée et distinctive* insérée *dans la monumentalité de l'axe et de la perspective sur le Mont-Royal »*[125].

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain émet cependant une observation de prudence à l'égard de l'accès à la station localisée au centre du projet, l'édicule devant s'intégrer au *« style de l'avenue*[126] *».* Monsieur Clément Demers plaide, pour sa part, pour un accès direct à partir de la place publique. Il s'oppose cependant à la construction d'un édicule hors terre, plaidant pour « *des entrées en dépression dans le sol comme celle de la station Square-Victoria ».* Il suggère toutefois qu'« *une autre solution consisterait à intégrer des entrées à la gare à même les bâtiments existants le long de l'avenue de façon à dégager le plus possible l'espace […] la qualité d'une future place publique sur l'avenue*[127] *».*

L'Association des architectes paysagistes du Québec prend appui sur une certaine tradition montréalaise en matière d'implantation des équipements de transport collectif qui favorise leur positionnement *« en bordure de rue, à même les bâtiments »* les édicules devant ainsi « *être dissimulés ou très discrets »* dans l'optique d'*« une intégration optimale de la place publique dans le contexte urbain ».* Pour eux, « *la solution à privilégier serait clairement de créer de telles entrées à même certains bâtiments longeant McGill College ».* Sur un plan plus technique, l'Association des architectes paysagistes du Québec souligne, par ailleurs, que « *la présence de*

[124] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 9
[125] Doc. 6.16, Kenny Harouche et Manon Wolfarth, p. 1
[126] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 7
[127] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 4

cette infrastructure majeure induit de fortes contraintes sur certains types d'aménagement », notamment en ce qui a trait aux possibilités de la présence de grands arbres bordant le site[128].

L'aménagement discret des accès à la station du REM est partagé par Héritage Montréal, ces accès devant « *possiblement »* être aménagés via les centres commerciaux. Si toutefois un édicule distinct devait être privilégié, Héritage Montréal souhaite qu'on respecte des critères de localisation et de design afin de préserver les vues d'intérêt, la circulation piétonne et assurer une contribution à l'enrichissement architectural[129].

Les questions budgétaires relatives à la construction d'un édicule « *exemplaire »* digne d'être qualifié de « *signature architecturale »* incitent l'Institut de développement urbain du Québec à formuler « *de sérieuses réserves sur la nécessité d'avoir un édicule de sortie du REM sur l'espace public*[130] *».*

D'autres intervenants[131] formulent un appui ferme à l'égard de l'accessibilité par les bâtiments existants : *« Toutefois, l'intervention sur l'avenue McGill College présente l'opportunité unique de mettre en scène cette vie sous le sol par le biais de percées visuelles et/ou puits de lumière. Cet apport de lumière naturelle au niveau souterrain permettrait non seulement d'accroître la qualité des passages, mais de pulser la dynamique de ces lieux souterrains jusqu'au niveau du sol de la nouvelle place publique*[132]*. »*

Finalement, le Conseil du patrimoine de Montréal adopte une position nuancée. Sur la base de plans préliminaires illustrant l'édicule du REM en plein centre du trottoir est, le Conseil du patrimoine de Montréal se demande si *« l'édicule pourrait être intégré dans un des bâtiments existants plutôt qu'isolément, compte tenu de maintenir l'intégrité et la valeur patrimoniale des bâtiments par le percement d'ouvertures ».* De toute manière, le Conseil du patrimoine de Montréal recommande que *« l'accès à l'édicule de la gare ait front sur l'avenue et ne donne pas directement dans une galerie souterraine*[133] *».*

Au-delà de ces considérations sur la localisation des accès à la station du REM, de nombreux participants évoquent la nécessité d'une conception intégrée des deux projets pour l'atteinte du plein potentiel de ces équipements[134]*.*

[128] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 16
[129] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 4
[130] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 9
[131] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[132] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 5
[133] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 5
[134] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 5

2.4.5 Le réseau de transport collectif

Tourisme Montréal et l'Institut de développement urbain du Québec portent une attention particulière à l'égard de la station de métro McGill en raison de son achalandage actuel et de son importance accrue par la connexion au réseau du REM. Pour l'Institut de développement urbain du Québec, le réaménagement de la station doit être planifié de façon prioritaire. Finalement, Monsieur Nicolas Zoghbi propose que le nouvel aménagement puisse offrir des conditions de circulation aux autobus de la STM, par une voie réservée en direction nord et aux autocars touristiques[135].

2.5 Les principes directeurs d'aménagement et d'insertion urbaine

Au-delà des considérations relatées ci-dessus à l'égard des caractéristiques et des composantes essentielles qui contribuent à former cet esprit des lieux propre à l'avenue McGill College, quelques participants ont fait valoir la nécessité de se prévaloir de principes directeurs lors de l'élaboration du projet d'aménagement.

L'Association des architectes paysagistes du Québec propose de s'inspirer des principes généraux établis par l'organisme Project for Public Space[136]. La même association formule de plus que le parti d'aménagement soit principalement axé *« sur le paysage, la géographie des lieux et l'histoire ainsi qu'en s'appuyant sur la créativité de nos concepteurs*[137] ».

L'épithète de signature est utilisée à quelques reprises pour qualifier les ambitions relatives à la qualité de l'aménagement, au cadre bâti et au design des équipements de l'avenue. Comme le suggère Tourisme Montréal, cette notion de signature devrait se décliner sur tous les aspects du nouvel aménagement, dont, au premier chef, l'appropriation de la place par le plus grand nombre : « s'*il est important que sa vocation première soit celle d'un milieu de vie de grande qualité approprié au quotidien par les Montréalais(es)… »* Pour Tourisme Montréal, il serait donc souhaitable que la nouvelle place signature vise à développer un milieu de vie véritablement fréquenté par la population montréalaise en y attirant d'abord et avant tout les riverains tels que les nombreux travailleurs et étudiants fréquentant quotidiennement le secteur. Pour y parvenir, la programmation architecturale et événementielle devrait y être adaptée et une signature expérientielle d'exception doit être recherchée. Une telle place constituerait un produit touristique signature de par son dynamisme et son authenticité[138].

[135] Doc. 6.29, Nicola Zoghbi, p. 2
[136] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 9. Les dix principes proposés par *Project for Public Space* sont l'identité forte de l'espace, son attractivité, sa flexibilité et son accessibilité, le confort des usagers, une gestion attentionnée et méticuleuse, la qualité de l'encadrement architectural et urbain, l'établissement de stratégies saisonnières, un rayonnement tentaculaire et la présence des fonds suffisants à court, moyen et long terme.
[137] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 4
[138] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 5

Quelques participants proposent de tenir compte de certains principes de base pour le nouvel aménagement : le Conseil régional de l'environnement de Montréal propose de « *faire de l'accessibilité universelle un principe de base des nouveaux aménagements »,* tout en plaidant que *« la lutte aux îlots de chaleur urbains »* doit constituer « *un principe de base dans la conception des aménagements de la nouvelle place publique, en toute cohérence avec l'état actuel des connaissances sur les changements climatiques et avec les objectifs de la Ville de Montréal concernant la résilience »*[139]*.* Dans son intervention, le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal fait du « *droit de cité », « dans le but d'éviter ou d'amoindrir l'exclusion ou le sentiment d'exclusion des personnes en situation d'itinérance*[140] » un des principes de base du projet de réaménagement[141].

Finalement, pour le Partenariat du Quartier des spectacles, la conception du site va au-delà de la seule dimension spatiale de l'aménagement. C'est pourquoi il est proposé que le projet fasse l'objet d'une *« approche intégrée d'aménagement, d'animation et de gestion de cet espace public*[142] *».*

2.5.1 La montagne

La consultation a permis d'observer un large consensus sur l'importance de la montagne dans le paysage de l'avenue McGill. La conservation et la mise en valeur de la vue sur le mont Royal sont, pour les participants, de la première importance dans la conception de l'aménagement de l'avenue. Le Conseil du patrimoine de Montréal indique même que ces préoccupations doivent primer dans les orientations d'aménagement[143].

Pour Héritage Montréal, l'avenue McGill College est « *le point de rencontre le plus réussi entre le mont Royal et le centre-ville »* et le « *maintien de cette vue exceptionnelle devrait être établi comme un critère premier d'évaluation et de recevabilité des propositions de design*[144] *».* Selon l'Association des architectes de paysage du Québec, « *cette perspective exceptionnelle »,* mise en forme « *par l'axe cérémonial* et *iconique de l'avenue »* constitue « *la ligne de force principale du projet original »* et le projet d'aménagement doit permettre de « prolonger l'exceptionnelle séquence de mises en scène paysagères offertes à l'intérieur du parc du Mont-Royal, une destination d'envergure internationale créée par Frederick Law Olmsted. L'avenue McGill

[139] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 8
[140] Doc. 6.26, RAPSIM, p. 1
[141] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 9
[142] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles, p. 10
[143] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 4
[144] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 3

College, dit l'organisme, doit à la fois constituer le point d'orgue et le point d'appel de cette promenade[145].

Cet objectif de mise en valeur de la montagne ne se limite évidemment pas à la seule perspective visuelle sur les éléments naturels du mont Royal. Cela concerne aussi l'ensemble du site comprenant le campus de l'Université McGill, l'avenue McTavish constituant « *le pôle d'accueil principal pour accéder au Mont-Royal*[146] *».* Les représentants de l'Université McGill ont fait ressortir que le campus de l'université qui « *partage avec l'avenue McGill le fait d'être toutes deux situés sur l'ancienne propriété de James McGill »* est aussi une composante essentielle du paysage de la montagne et forme avec l'avenue McGill College un ensemble urbain complet. Ces mêmes représentants ont souligné que plusieurs *« initiatives en cours à l'Université sont de nature à apporter un complément à la vision relative au nouvel aménagement de l'avenue McGill College » :* le Plan directeur du campus, le projet de revitalisation de l'ancien Hôpital Royal Victoria, et les activités prévues dans le cadre du bicentenaire de l'Université McGill en 2021. Dans ce contexte, les représentants émettent le souhait d'une « *réflexion globale en aménagement et en design urbain »* en vue d'un arrimage et d'« *une cohérence de la conception des deux projets*[147] *».*

Par ailleurs, l'Association des architectes paysagistes du Québec profite de la tribune offerte par le projet de réaménagement de l'avenue pour suggérer que la montagne soit inscrite au patrimoine de l'UNESCO.

La préservation des vues sur la montagne et sur ses équipements a fait l'objet du plus grand nombre de commentaires parmi les opinions recueillies *in situ* dans les questions relatives à l'insertion urbaine du projet.

2.5.2 La Place Ville Marie

Pour plusieurs intervenants, la Place Ville Marie joue un rôle similaire à celui de la montagne dans le paysage de l'avenue. Les travaux en cours sur l'esplanade de ce bâtiment emblématique à la qualité exceptionnelle[148] offrent l'opportunité de créer un ensemble harmonieux avec l'avenue et le campus de l'Université McGill. Par ces travaux, le futur escalier menant à l'esplanade réaménagée formera avec *« le majestueux portail Roddick des encadrements exceptionnels*[149] *»* renforçant le prestige de l'avenue. L'arrimage des deux repères symboliques est ainsi l'occasion d'une réflexion globale en aménagement et en design urbain[150]*.* Le projet de réaménagement de

[145] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 13
[146] Doc. 6.8, Pierre Marcoux
[147] Doc. 6.7, Université McGill, p. 8
[148] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 6
[149] Doc. 6.7, Université McGill, p. 4
[150] Doc. 6.7, Université McGill, p. 8

l'avenue est aussi l'occasion, selon le Conseil du patrimoine de Montréal de « *créer des liens conviviaux avec la Place Ville Marie et ses espaces commerciaux ».* À cet effet, l'organisme propose, dans un souci de « *porosité et transparence, de mettre en valeur la présence de la ville intérieure par des liens verticaux et horizontaux*[151] *».*

2.3.3 La ville intérieure

La cohabitation de l'avenue et de la ville intérieure a fait l'objet de nombreuses interventions. Il s'agit pour certains d'une occasion d'*« organiser une conversation entre les couches intérieures et extérieures »* et de *« mettre en scène la vie sous le sol par le biais de percées visuelles »* ou par des *« puits de lumière »* afin d'accroître « *l'apport de lumière naturelle au niveau souterrain »,* mais aussi de conjuguer l'animation de deux niveaux[152].

Le Conseil du patrimoine de Montréal et l'Institut de développement urbain du Québec soulignent, par ailleurs, « *la fragilité de la cohabitation des espaces extérieur et intérieur, eu égard aux occupations saisonnières et à la compétition entre les commerces des deux espaces*[153] *».* L'Institut de développement urbain du Québec propose à cet effet « *une réflexion particulière quant à l'occupation »* et au « *partage d'espaces publics tridimensionnels »*[154]*.* Sur cet aspect, le même Institut met de l'avant les orientations générales pour le réseau piétonnier intérieur montréalais proposées par l'ouvrage *Montréal et Toronto Villes intérieures*[155] (Boisvert, 2011). Dans la foulée, il est proposé d'élaborer une charte de l'aménagement de la ville intérieure portant notamment sur le type de partenariat public-privé et la participation financière des gouvernements.

2.5.4 Le cadre bâti de l'avenue

Le cadre bâti riverain de l'avenue a fait l'objet de nombreuses interventions[156]. Ces intervenants soulignent que le cadre bâti n'offre pas de véritable interaction avec l'espace public : le recul important des rez-de-chaussée, l'opacité des revêtements et la continuité brisée des ouvertures sont autant d'obstacles à la définition d'un ensemble urbain et à l'attraction et l'animation de l'espace public. Les préoccupations ont aussi trait à la relation entre l'espace construit et l'avenue, la règlementation et le financement.

[151] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 6
[152] Doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[153] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[154] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 8
[155] Boisvert, Michel : *Montréal et Toronto Villes intérieures,* Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2011
[156] Doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.22, Héritage Montréal

Dans un premier temps, l'Association des architectes de paysage du Québec relève que « *l'aménagement des interfaces entre l'espace public et le domaine privé sera un enjeu extrêmement délicat, probablement plus encore qu'il ne l'était à l'époque de la création de l'avenue McGill College, alors que la plupart des bâtiments actuels n'existaient pas*[157] *».* Le projet de réaménagement est donc l'occasion de repenser la relation entre la nouvelle place publique et les immeubles qui la bordent. On suggère par conséquent que la réussite du projet de réaménagement dépend en grande partie de la capacité de favoriser les échanges entre les espaces public et privé[158].

Quelques intervenants ayant déposé des mémoires ont émis des préoccupations à l'égard de la « *valorisation foncière »* favorisée par le grand nombre de projets en cours de planification et de réalisation, particulièrement par l'arrivée du REM sur l'avenue[159]. C'est pourquoi il conviendrait, selon l'Institut de développement urbain du Québec, de « *densifier le secteur de l'avenue et de ses abords immédiats afin de rendre cette infrastructure accessible au plus grand nombre et de maximiser les retombées de l'investissement public/parapublic.* Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée souhaite, pour sa part, l'autorisation d'une plus grande densité du cadre bâti afin d'augmenter l'offre de superficie locative autour du nouveau pôle intermodal de transport en commun[160] ».

Dans cette perspective, quelques intervenants proposent qu'en concordance à la modification récente du PMAD, on modifie le Plan d'urbanisme et le règlement d'urbanisme afin de mettre en place *« un encadrement règlementaire spécifique à l'avenue McGill College* [161] *».* Ces modifications règlementaires devraient aussi viser à accueillir des équipements tels que des terrasses de plus grandes dimensions et ouvertes pendant un plus grand nombre de saisons. Pour accompagner ces mesures, Tourisme Montréal propose de mettre sur pied un programme de subvention à la rénovation[162].

2.5.5 Le réseau des espaces publics du centre-ville

Parmi les intervenants ayant déposé un mémoire, nombreux ont été ceux qui proposent l'intégration du projet de l'avenue au réseau général des places publiques du centre-ville[163]. Dans le respect des personnalités propres à chaque lieu, cette intégration peut viser la mise en réseau et la complémentarité des espaces publics du centre-ville, dans le but d'offrir un « *parcours de*

[157] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 17
[158] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 8
[159] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[160] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée, p. 8
[161] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 15
[162] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 8
[163] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.22, Héritage Montréal

découverte des quartiers thématiques[164] » ou d'*« un parcours culturel proposant une offre diversifiée*[165] ».

C'est dans ce contexte qu'Héritage Montréal parle de l'appartenance du projet à un réseau d'espaces publics aux vocations distinctes et complémentaires. Pour ce faire, il met l'accent sur la définition d'« *une vision claire de la "mission" »,* pendant que l'Institut de développement urbain du Québec propose de « *bien définir l'intention derrière l'idée d'en faire une place publique de calibre international*[166] *».*

Si pour plusieurs intervenants[167], le réseau des espaces publics couvre l'ensemble des lieux publics du centre-ville, comprenant notamment pour Héritage Montréal, le square Dorchester, le Partenariat du Quartier des spectacles et l'Institut de développement urbain du Québec voient dans la nouvelle rue Sainte-Catherine Ouest l'axe majeur du parcours culturel, voire même l'épine dorsale de ce réseau.

2.5.6 Les rues Sainte-Catherine Ouest et Peel

Beaucoup font référence à la rue Sainte-Catherine Ouest dans la perspective d'un arrimage réussi de deux projets[168], et ce, plus particulièrement dans le traitement de l'intersection. Pour le Conseil régional de l'environnement de Montréal, le nouvel aménagement peut ainsi « *jouer le rôle de transition douce entre l'effervescence de la rue Sainte-Catherine et le calme du campus McGill et, au-delà, du mont Royal* [169] ». Pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, le sort de « *la rue Sainte-Catherine à titre de destination réputée emblématique de ce qu'est Montréal »* est lié au succès du « *réaménagement de McGill College*[170] *».*

Enfin, le Conseil du patrimoine de Montréal voit également dans le projet de l'avenue « *l'occasion de créer un arrimage avec le projet de réaménagement de la rue Peel*[171] ».

[164] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 6
[165] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles, p. 6
[166] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 7
[167] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.22, Héritage Montréal
[168] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[169] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 5
[170] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 5
[171] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 6

2.6 Les considérations relatives à l'aménagement

Les commentaires et les opinions sur les caractéristiques du site et sur les critères d'intégration urbaine dont il a été question plus haut ont amené certains participants à formuler des critères spécifiques de design. Il en va ainsi du caractère unique et original du nouvel aménagement. Le projet doit « *être unique et ancré dans son site* et *répondre aux problématiques et aux souhaits précis de l'avenue McGill College et de ses utilisateurs. Au final, il ne devrait pas être possible de reproduire cette place n'importe où ailleurs tellement elle sera ancrée dans son site et en réponse à celui-ci*[172]. » L'Association des architectes paysagistes du Québec affirme, dans ce même esprit, que « *tous les moyens requis pour atteindre un degré d'excellence des plus élevés grâce à une fine adaptation aux caractéristiques du site et à la cohérence stylistique globale qui augmentera le prestige intrinsèque du lieu*[173]*.* »

L'axialité de la composition de l'aménagement est avancée par Héritage Montréal afin d'en conserver l'orientation longitudinale et symétrique. Ce principe d'aménagement est aussi défendu par Destination centre-ville, l'Association des architectes paysagistes du Québec et le Conseil du patrimoine de Montréal.

Selon Monsieur Gregory Taillon, la qualité de l'aménagement est « *la première caractéristique d'une place d'envergure internationale. Il faut donc privilégier les gestes simples, intemporels et bien maîtrisés*[174] ». Le Conseil du patrimoine de Montréal suggère, à cet égard, d'« *éviter une surenchère d'identités ou d'objets, notamment au niveau du choix des matériaux et du mobilier urbain* ». Son aménagement, dit l'organisme, « *doit miser sur la sobriété* »[175]*.*

La pérennité est aussi un principe devant guider le nouvel aménagement, selon Héritage Montréal, suggérant ainsi de résister aux modes et de s'assurer d'un entretien pertinent.

Certaines préoccupations relatives au design ont trait au cadre bâti. Pour l'Institut de développement urbain du Québec, le projet doit « *créer un aménagement à hauteur du regard* [176] *»*, alors que pour l'Association des architectes paysagistes du Québec, « *l'ensoleillement qui perce entre les hauts bâtiments génère aussi des variations subtiles*[177] » qui doivent être pris en considération dans l'aménagement des lieux. Pour Héritage Montréal, un dégagement visuel permettrait la mise en valeur des entrées monumentales des bâtiments de la Place Ville Marie, de la Tour L'Industrielle-Vie et de la Tour BNP-Paribas. Enfin, l'aménagement des rampes d'accès de stationnement situées sur l'avenue doit s'inscrire en toute harmonie et continuité avec la vocation piétonnière du lieu, en utilisant les mêmes finis au sol.

[172] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 5
[173] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 20
[174] Doc. 6.21, Grégory Taillon, p. 3
[175] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 6
[176] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 11
[177] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 16

Finalement, on peut synthétiser les commentaires relatifs aux principes généraux de design en reprenant les termes d'Héritage Montréal qui résume sa conception de la composition de l'avenue par les termes suivants :

« - *Une avenue élégante, large, présentant un bel alignement, une orientation longitudinale et une composition symétrique;*
- *un aménagement classique et élégant dans l'esprit de ce qui a été réalisé dans les années 1980*[178]*.* »

2.6.1 Un espace continu ou segmenté

Le caractère continu ou segmenté de l'aménagement a fait l'objet de nombreuses observations aux orientations diverses. Héritage Montréal, le Conseil du patrimoine, l'Institut de développement urbain du Québec et le Conseil régional de l'environnement de Montréal sont d'avis que l'unité est une qualité essentielle de l'aménagement projeté. Pour Héritage Montréal, bien qu'il soit possible d'envisager *« des déclinaisons légèrement différentes selon les îlots »,* il importe de préserver « *une cohérence d'ensemble »*[179]*.* Le Conseil du patrimoine souhaite « *la conservation et la mise en valeur* de cet *axe formel majeur*[180] *»*, alors que, considérant que l'avenue est trop courte pour être segmentée, le Conseil régional de l'environnement s'oppose à la création de zones paysagères distinctes[181]. Enfin, l'Institut de développement urbain du Québec propose d'« *éviter une approche en quatre tronçons et d'opter pour une grande place en continu traversée de voies de circulation*[182]*.* »

L'Association des architectes paysagistes du Québec propose plutôt que « *tout en prônant une vision globale forte* et *structurante et un geste identitaire puissant et unificateur »,* l'aménagement puisse être modulé différemment selon les « *quatre grands îlots urbains* »*,* voire même à l'intérieur de chaque îlot selon les « *sous-espaces aux caractéristiques fort différentes les unes des autres* », en tenant compte de la dénivellation et des dimensions des différentes composantes[183].

La question de segmentation de l'avenue sous l'angle de la programmation est aussi abordée par deux autres participants. Cette configuration, selon le Partenariat du Quartier des spectacles*, « peut permettre une grande flexibilité dans la modulation, l'intégration et la concentration de l'offre culturelle dans l'espace public*[184] », alors que pour Tourisme Montréal *« il serait judicieux de tirer profit de cette situation de fait afin de s'adresser à un plus large public*[185] »*.*

[178] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 2
[179] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 3
[180] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[181] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 5
[182] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 12
[183] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 16
[184] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles, p. 9
[185] Doc. 6.5, Tourisme Montréal

2.6.2 L'aménagement de surface

Parmi les questions relatives à l'aménagement des lieux, la végétalisation - sous ses différents aspects - est le sujet recueillant le plus grand nombre de commentaires parmi les 197 participants aux activités sur l'avenue, avec plus d'une centaine de mentions. On y exprime une forte demande de verdissement par la présence d'arbres, de fleurs, de potagers urbains ou d'îlots de verdure.

Si on s'accorde généralement pour que le site soit « *largement végétalisé*[186] » ou « *le plus vert possible*[187] *»* afin de maintenir une « *ambiance végétale*[188] » pour contribuer à l'augmentation de la canopée[189], les opinions diffèrent sur l'ampleur de la végétalisation du site. Ainsi, Héritage Montréal plaide pour « *une vue nuancée dans le design et le rapport végétal/minéral selon chacun des quatre îlots de l'avenue »,* dans le cadre d'« *un axe composé d'une enfilade d'espaces publics verdis (coulée verte) descendant du mont Royal*[190] », alors que Monsieur Clément Demers propose « des plantations d'arbres de manière continue[191] » afin, plaide-t-il, de préserver les perspectives ouvertes sur la montagne. L'Association des architectes paysagistes du Québec prône la création *de « masses de végétaux* », tout en tenant compte des contraintes imposées par l'achalandage du site et de la présence des infrastructures souterraines[192].

Le choix des espèces a aussi fait l'objet de plusieurs commentaires[193], dont la diversité des plantations pour contribuer à la biodiversité du centre-ville, les fonctions utilitaires des espèces, la résilience et la survie à long terme du parc végétal, la taille, le gabarit et le déploiement, le privilège accordé aux espèces indigènes, sont autant de critères de sélection des éléments devant composer l'univers végétal du lieu.

2.6.3 Gestion de l'eau

Quelques participants ont émis des recommandations relatives à une gestion écologique de l'eau[194]. Pour atteindre les objectifs de réduction des effets de radiation thermique et de diminution de la pression sur les infrastructures publiques, il est proposé de miser sur la récupération et la gestion des eaux pluviales et de ruissellement et d'intégrer l'eau dans les aménagements. Parmi les moyens proposés, l'aménagement de sols perméables, de fossés

[186] Doc. 6.1, Ghyslain Gagnon; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec
[187] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 11; doc. 6.13, Table de quartier Peter-McGill
[188] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 2
[189] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 8
[190] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 3
[191] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 4
[192] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 21
[193] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal
[194] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec

végétalisés, de places inondables et de plans d'eau peuvent contribuer efficacement - de manière artistique ou ludique - à l'alimentation des fontaines, de jeux d'eau, de brumisateurs.

Dans le cadre des activités *in situ*, les quelque 40 références à la présence de l'eau dans le nouvel aménagement ont trait au rafraîchissement des lieux, tant pour des fins ludiques que pour l'embellissement du site. La présence de l'eau prend une grande diversité de formes - bassins, plans d'eaux, étang, jeux, etc. - avec une demande importante d'y retrouver une ou des fontaines (une vingtaine de mentions) et des abreuvoirs.

2.6.4 Le patrimoine

Plusieurs intervenants ont mentionné l'importance de préserver et de mettre en valeur les composantes patrimoniales du secteur de l'avenue McGill College[195]. Déplorant une certaine absence de préoccupation envers le patrimoine dans la documentation déposée, le Conseil du patrimoine de Montréal souhaite tout de même que « *le projet contribue, par son exemplarité, à faire avancer les nouvelles pratiques d'aménagement du domaine public au sein de la Ville*[196] ». Selon Monsieur Clément Demers, l'avenue constitue « *un témoin de l'excellence en architecture de Montréal à différentes époques »* évoquant ainsi la maison Molson, patrimoine victorien par excellence, et la Place Ville Marie, « *monument moderniste important*[197] ». L'importance du patrimoine architectural de la montagne est soulignée par le représentant de l'Université McGill, celui-ci rappelant que ce parc immobilier constitue la plus importante concentration de « *bâtiments patrimoniaux à l'extérieur des enceintes du Vieux-Montréal et du Vieux-Québec*[198] ».

Selon le Conseil du patrimoine de Montréal, les différentes composantes du patrimoine du site (nature, minéralogie, végétation, modes de transport) pourraient faire l'objet d'un rappel dans le futur aménagement. Une attention particulière est proposée par le même Conseil et par l'Association des architectes paysagistes du Québec à l'égard du ruisseau Burnside qui traversait le domaine de James McGill. Pour le Conseil du patrimoine de Montréal, la mise en valeur du patrimoine archéologique, nommément le site archéologique Dawson et le site d'intérêt constitué du flanc sud du mont Royal, devrait être analysée dans le cadre d'une étude de potentiel archéologique préalablement aux travaux de réaménagement.

[195] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.12, Clément Demers; doc. 6.7, Université McGill; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[196] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 8
[197] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 5
[198] Doc. 5.3, Transcription de la séance d'audition des opinions du 6 novembre 2018, p. 70

2.6.5 L'art

Pour plusieurs participants[199], l'art public doit être un principe de base du nouvel aménagement et être intégré dès l'étape de conception de l'aménagement, afin de poursuivre et accroître l'effort fait au cours des vingt dernières années et de renforcer le caractère artistique et culturel du lieu. C'est dans cette perspective que la Ville doit « *prévoir une stratégie de déploiement de l'art public dans le secteur, avec la présence d'œuvres d'art exceptionnelles*[200] » tout en y *« incluant des sites consacrés aux expositions d'art public éphémères*[201] *».*

Tourisme Montréal souligne à ce propos que « *l'art public constitue toujours une force pour la promotion d'une ville, puisque les œuvres emblématiques sont souvent les images les plus partagées sur les réseaux sociaux. L'expérience empirique de Tourisme Montréal a permis de faire ressortir le fait que l'art public était particulièrement adapté au mode déambulatoire des touristes ».* Le même organisme rappelle que « *La foule illuminée* » située sur l'esplanade du 1981 avenue McGill College est « *l'une des figures emblématiques de cette partie du centre-ville qui est parfois reprise dans des brochures touristiques* ». De plus, toujours selon Tourisme Montréal, *« l'art public permet de bonifier l'expérience d'un lieu pour tous, tout en favorisant son appropriation par les Montréalais(es)*[202] ».

Les principales activités artistiques relevées dans les activités tenues sur l'avenue ont trait, dans l'ordre, à la présence d'artistes et d'artisans (14 mentions), à la tenue d'expositions ou à la présentation de spectacles musicaux. La présence de pianos publics et de bibliothèques mobiles est aussi demandée par quelques participants.

2.6.6 L'affichage

Un intervenant a suggéré d'« *éviter les grands affichages commerciaux ou événementiels sur le site*[203] *»*, pendant qu'un autre souhaite qu'on « *limite l'affichage de panneaux*[204] ». Un troisième participant suggère qu'il « *serait intéressant de modifier les normes* » afin de « *retirer l'affichage en vitrine* » devant le nouvel espace public[205]*.*

[199] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.22, Héritage Montréal; doc. 6.30, Destination centre-ville
[200] Doc. 6.5, Tourisme Montréal
[201] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 8
[202] Doc. 6.5, Tourisme Montréal
[203] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 4
[204] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[205] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 8







2.7 L'animation et la programmation

On s'accorde généralement pour recommander que l'animation du site soit constante tout au long de l'année et ce, à divers moments de la journée. À titre d'exemple, l'Institut de développement urbain du Québec propose que la nouvelle place puisse être « *animée en tout temps, de jour comme de soir, en toute saison* ». En fait, dit l'Institut, « *la place doit être intéressante en tout temps, avec ou sans activité, être un lieu de vie où se créent des liens et pas seulement une place programmée. La programmation ne doit pas entraver la circulation et le mouvement qui devraient être des caractéristiques propres à la place McGill College*[206] *».* Comme l'Institut, un participant suggère d'« *éviter le piège de la sur-programmation*[207] *».*

Il serait possible, selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain d'offrir *« une animation soutenue, originale et complémentaire à l'offre du centre-ville »* et « *d'y planifier des événements ponctuels, récurrents ou non* [208] *».* Un autre intervenant recommande que la programmation de ces événements exclue la tenue de grands événements de rassemblement[209]*.*

La complémentarité des programmes des espaces publics du centre-ville est au cœur des préoccupations. Il s'agit, dit l'Institut de développement urbain du Québec de « d*évelopper un programme complémentaire aux autres places et d'éviter de dupliquer les fonctions ou homogénéiser les places publiques*[210] ». Plusieurs autres recommandent de ne pas reproduire les espaces publics du Quartier des spectacles ou, plus généralement, d'en faire un lieu événementiel[211]. Tout en mettant de l'avant la possibilité d'une occupation occasionnelle pour la tenue de grands événements de type spectacles, le Partenariat est aussi d'avis que, « *la future place McGill College, avec son emplacement et son rôle stratégiques au cœur du centre-ville, se prêtera difficilement à une programmation culturelle à forte intensité*[212] *».*

Plusieurs favorisent ainsi les types légers d'animation, par de petits événements, telle la prestation de petits groupes de musiciens ou de performances artistiques, la tenue d'expositions, la mise en valeur d'œuvres d'art et du patrimoine construit ou immatériel, des expositions menées par des institutions muséales ou académiques, pour encourager la création locale par des acteurs du milieu, ou encore des activités de sensibilisation aux grands enjeux sociaux comme

[206] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 10
[207] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 5
[208] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 8
[209] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée, p. 10
[210] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 11
[211] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.22, Héritage Montréal; doc. 6.30, Destination centre-ville
[212] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles, p. 4

la question des changements climatiques[213]. Enfin, la Table de quartier Peter-McGill rappelle que la programmation doit desservir les besoins des résidents du quartier. Monsieur Gregory Taillon résume ainsi la question de l'animation du projet : « *Ce sont les activités, les évènements et les manières de se l'approprier qui permettront de l'animer, la colorer et la personnaliser au fil des besoins, des saisons et des époques*[214] *»*.

2.7.1 Les activités hivernales

Un bon nombre d'intervenants a proposé une utilisation hivernale de la nouvelle avenue[215] afin d'en assurer une fréquentation continue et ainsi assumer « *pleinement notre nordicité*[216] *»*, tout en mettant à profit les « *connexions naturelles avec le mont Royal*[217] *».* Compte tenu de la longue période hivernale, un participant suggère même que la place soit conçue en fonction de l'hiver et non de l'été. Pour celui-ci, « *une simple "*adaptation*" à l'hiver ne suffit pas : l'espace doit être pensé en fonction de la saison la plus longue*[218] *».*

La période des fêtes de fin d'année est considérée par plusieurs comme un temps particulièrement animé sur l'avenue, tant pour les décorations, les illuminations et l'ambiance musicale que pour les célébrations qui y sont associées. L'implantation d'un marché de Noël et d'un grand sapin est notamment proposée pour continuer cette tradition vieille de plusieurs décennies.

Monsieur Pierre Marcoux propose, suivant l'exemple de quelques autres villes nordiques, de tenir, à certains moments propices de l'année, de grands événements populaires de ski de fond sur le site formé de la montagne, du campus universitaire et de la nouvelle avenue, le tout organisés par des promoteurs d'événements sportifs[219].

Parmi les opinions recueillies sur les lieux, les activités hivernales - sous les formes les plus diverses - sont l'objet de plus de 40 mentions. Sur le thème de l'hiver, l'installation d'une patinoire figure parmi la demande la plus importante (26 mentions), suivie de celle d'un marché de Noël ou de célébrations et d'installations pour les fêtes de fin d'année (8 mentions).

[213] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.1, Ghyslain Gagnon; doc. 6.13, Table de quartier Peter-McGill; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[214] Doc. 6.21, Grégory Taillon, p. 1
[215] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.8, Pierre Marcoux; doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal; doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.23, Daniel Chartier; doc. 6.30, Destination centre-ville; doc. 6.31, Mirta Romaniak
[216] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 5
[217] Doc. 6.19, Conseil régional de l'environnement de Montréal, p. 9
[218] Doc. 6.23, Daniel Chartier
[219] Doc. 6.8, Pierre Marcoux

2.7.2 Les ambiances lumineuses, nocturnes et sonores

Quelques personnes et organismes ont proposé que le futur aménagement soit complété par des interventions relatives à l'ambiance sonore et à l'illumination des lieux[220]. Jeux d'éclairage, effets lumineux et décors illuminés, dans le cadre d'une stratégie de mise en lumière conçue par des créateurs d'ici sont suggérées afin de créer *une « signature particulière* [221] » et favoriser l'animation et le dynamisme de la future avenue.

Les propositions d'illumination, d'éclairage d'ambiance ou d'un plan lumière, pour des fins de sécurité ou de mise en valeur du site, sont exprimées par un bon nombre de participants (une trentaine de mentions) à l'occasion des activités *in situ*.

2.7.3 L'animation du cadre bâti

Héritage Montréal propose de *« miser davantage sur l'animation du cadre bâti plutôt que sur celle de la rue*[222] ». Dans la même optique, le Conseil du patrimoine de Montréal souhaite qu'on encourage les commerces *« à caractère social afin de favoriser les échanges sociaux* [223] ». Plusieurs intervenants proposent d'autoriser des activités commerciales aux rez-de-chaussée des immeubles de l'avenue[224]. Les activités les plus souvent suggérées sont les terrasses, les cafés et les restaurants, sur la place publique ou dans les halls d'entrée des immeubles, vient ensuite l'animation de l'avenue par les vitrines commerciales.

Plus d'une trentaine de participants aux activités *in situ*, sur un total de 197, ont exprimé leurs demandes de terrasses et de cafés sur le domaine public ou sur le domaine privé.

2.7.4 Les commerces éphémères, temporaires et saisonniers

Deux participants ayant fait une présentation à la commission sont favorables à la présence de camions de bouffe de rue[225]. Tourisme Montréal suggère que la présence de ces équipements, comme celle de marchés publics, est *« essentielle pour assurer le dynamisme de la future place publique et ainsi développer son intérêt touristique*[226] ».

[220] Doc. 6.1, Ghyslain Gagnon; doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.30, Destination centre-ville
[221] Doc. 6.5, Tourisme Montréal
[222] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 4
[223] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal, p. 6
[224] Doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.30, Destination centre-ville
[225] Doc. 6.1, Ghyslain Gagnon; doc. 6.5, Tourisme Montréal
[226] Doc. 6.5, Tourisme Montréal, p. 6

Alors que Héritage Montréal propose d'*« éviter les camions de bouffe de rue*[227] *»* et que Destination centre-ville affirme que l'offre commerciale existante est suffisante[228], un gestionnaire d'immeubles de l'avenue suggère que si des activités commerciales devaient être autorisées, il serait important de ne pas concurrencer les commerces existants, mais plutôt de contribuer à *« la consolidation des synergies commerciales par une offre complémentaire*[229] ».

Une présentation aborde la question des artisans, suggérant des *« installations permettant aux artisans de vendre leurs créations aux citadins et aux touristes*[230] *».*

Plus de cent propositions recueillies sur l'avenue lors d'activités *in situ* ont trait à la demande d'une augmentation de l'offre alimentaire destinée principalement aux employés des immeubles riverains. Spécifiquement, la demande de kiosques de fruits et légumes, de marchés publics, de camions de bouffe sur rue ou de casse-croûte et de kiosques pour artistes ou artisans est reprise dans une cinquantaine d'opinions.

La question des produits artistiques et artisanaux disponibles sur la nouvelle avenue est spécifiquement abordée par une dizaine de participants.

2.7.5 Les équipements et le mobilier

Les participants ont formulé des recommandations les plus diverses sur les équipements et le mobilier souhaités, la plupart étant destinés à la fonction de détente, d'autres devant servir à la tenue d'événements culturels ou sportifs. Tous s'entendent, par ailleurs, pour proposer que le mobilier soit adapté à la période hivernale. Certains ont aussi émis des préoccupations relatives à un mobilier qui soit conçu pour un usage universel et soit destiné à tous les usagers. Finalement, quelques participants ont souligné qu'il convient d'éviter la surcharge ou l'encombrement du lieu, tant sur le plan physique que sur le plan visuel.

L'exigence de qualité du mobilier urbain et des équipements a été soulignée par plusieurs intervenants[231]. On suggère ainsi que le mobilier soit conforme au statut d'une métropole désignée Ville UNESCO de design, qui allierait l'art, la culture et le design[232], tout en procurant une vitrine exceptionnelle à la créativité locale[233]. Les mêmes préoccupations concernent aussi les installations temporaires ou les équipements nécessaires à la tenue des événements qui doivent être intégrés dès le début du processus de conception de la place afin d'en faciliter l'utilisation rapide et efficace.

[227] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 4
[228] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 5
[229] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée, p. 10
[230] Doc. 6.10, Claude Collin
[231] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.30, Destination centre-ville
[232] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 6
[233] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 10

Chez les participants aux activités *in situ*, les mentions les plus fréquentes ont trait au mobilier de détente et de repos : chaises, bancs et tables (67 mentions), à l'installation de terrasses (35), des sentiers de patinage ou des patinoires (26), des jeux et des mobiliers spécifiquement destinés aux enfants (21) et des toilettes publiques (13). Soulignons que ces répondants ont formulé plus de 260 recommandations pour l'ensemble des équipements souhaités.

2.8 Les modalités de conception et de réalisation

2.8.1 Le mode d'attribution des mandats de conception et d'exécution

La recherche de la plus grande qualité pour le projet d'aménagement amène quelques participants à formuler des recommandations à l'égard des standards souhaitables de conception et de réalisation. Il convient, selon l'Institut de développement urbain du Québec, d'« *exiger les standards de design et d'exécution les plus élevés afin d'aménager une place unique guidée par les meilleures pratiques* ». *« Il est primordial de toujours avoir une qualité d'exécution, de design et d'expérience avec des standards élevés. 90 % de l'argent investi dans un projet ne se voit pas, d'où l'importance de ne pas couper ou sacrifier les 10 % du budget qui créera de la valeur. Il s'agit d'un projet très complexe sur le plan technique qui nécessite des expertises variées, car toute la qualité reposera sur l'exécution. … Le projet de la place McGill College doit certes s'inscrire dans la continuité d'excellence qui caractérise la ville*[234]*. »*

La question du budget de construction est aussi abordée par les Immeubles Polaris pour qui les limitations imposées par la règle du moindre coût peuvent constituer une erreur fondamentale dans la création d'espaces publics de prestige. Cette règle du plus bas coût est aussi remise en question par d'autres intervenants, en vertu des économies faites au détriment des matériaux durables, générant des coûts importants d'opération et d'entretien. Dans le même ordre d'idées, Ivanhoé Cambridge trouve important de favoriser un contenu québécois majeur afin de célébrer les matériaux et le savoir-faire d'ici[235].

Des propositions alternatives à la règle du moindre coût sont formulées, notamment par Monsieur Grégory Taillon qui recommande une « *méthode de sélection uniquement qualitative*[236] »*,* par le moyen d'un concours de design dont chaque étape serait rémunérée. Le même type d'argument est avancé par l'Institut de développement urbain du Québec qui évoque un « *processus d'appel à projets et un contrôle de qualité rigoureux tant dans le contenu que dans la réalisation* ». Le même organisme formule aussi la proposition d'« *un concours international d'idées à une première étape de réflexion alimentée par un programme et un cahier technique*[237] ».

[234] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 12
[235] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 8
[236] Doc. 6.21, Grégory Taillon, p. 2
[237] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 11

Le contenu même de l'appel doit s'inscrire dans une perspective de développement durable, en tenant compte notamment de la réutilisation des composantes actuelles et de la durabilité et de l'entretien des aménagements et des équipements. Ainsi, la « *réutilisation afin de minimiser l'utilisation de nouveaux matériaux ou à* défaut *le recyclage des éléments de l'aménagement actuel, la réutilisation des végétaux en bonne santé*[238] », le choix de matériaux durables et sobres[239] et une allocation budgétaire pour son entretien de longue durée sous la forme d'un pourcentage du coût de construction[240], sont autant d'éléments pouvant être prescrits par le contenu des appels de propositions.

Enfin, l'Institut de développement urbain du Québec et le Partenariat du Quartier des spectacles proposent l'application de mesures de contrôle de qualité. De manière précise, le Partenariat du Quartier des spectacles propose d'établir des *« critères de performance à établir en matière… »* à l'égard des champs suivants : l'*aménagement physique des lieux; les infrastructures et les équipements; l'occupation du domaine public par des opérateurs privés; l'ambiance et la sécurité publique; la programmation et d'activités d'animation; la planification et la gestion des opérations*[241] *».*

2.8.2 La dénomination de l'avenue

Parmi ceux qui ont présenté un mémoire, deux intervenants ont formulé des recommandations à l'égard de la dénomination de l'avenue. Pour Monsieur Daniel Chartier, *« une place au nom symbolique et rassembleur pour tous les Montréalais est le gage* d'une plus large *appropriation*[242] *»,* conforme à son statut de place au centre de la ville. Pour sa part, l'Institut de développement urbain du Québec se demande si *« l'appellation "avenue McGill College" demeure pertinente »,* en formulant le souhait que dans l'éventualité d'un changement de nom, *il serait souhaitable de le soumettre aux consultations publiques*[243] *».*

2.8.3 La coordination des chantiers

Les impacts des nombreux chantiers en cours ou projetés sont l'objet de nombreuses préoccupations de la part de plusieurs participants[244]. Le confort des usagers, des employés et des occupants, les accès aux immeubles et les difficultés de circulation et de stationnement sont

[238] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[239] Doc. 6.21, Grégory Taillon, p. 3
[240] Doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, p. 7
[241] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles
[242] Doc. 6.23, Daniel Chartier
[243] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 2
[244] Doc. 6.12, Clément Demers; doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.30, Destination centre-ville; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec

au cœur de ces préoccupations. C'est pourquoi la Chambre de commerce du Montréal métropolitain propose d'« *établir un dialogue constructif en amont et en aval des travaux* » afin de mettre en place des mesures de mitigation et « *d'assurer une coordination des travaux efficiente et un respect des échéanciers particulièrement serrés*[245] *».*

Ce sont d'abord les impacts conjugués des travaux dans le secteur (rue Sainte-Catherine Ouest, REM, etc.) qui font l'objet de la plupart des remarques[246]. L'arrimage de ces travaux de l'avenue McGill College exige que la conception du nouvel aménagement puisse être faite rapidement. Plus précisément, en ce qui concerne les chantiers de l'avenue et du REM, Monsieur Clément Demers dit que « *la conception intégrée de ces deux projets représente une dimension clé pour réussir la relation entre eux et l'atteinte du plein potentiel pour chacun*[247] *».* Pour la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, cet arrimage des deux projets concerne autant la coordination des travaux, le maintien des accès, le respect des échéanciers et l'information[248]*.* Plus précisément, pour l'Institut de développement urbain du Québec, une stratégie de communication efficace entre les autorités et la communauté montréalaise, tant pour informer sur les travaux que pour promouvoir le secteur, apparaît cruciale durant toutes les années des travaux[249]. Dans le but d'une coordination optimale des chantiers, Ivanhoé Cambridge met de l'avant un calendrier sommaire et commun aux deux projets, de la conception à la livraison, au plus tard en 2022.

Au-delà de la coordination de ces deux projets publics, on mentionne aussi l'importance d'une planification harmonieuse avec les projets immobiliers privés[250]. Dans cette perspective, l'Institut de développement urbain du Québec propose l'élaboration d'un « *plan d'action concerté, sous la forme d'une matrice des grands projets »* dans le but de construire « *un processus structuré et une vision mobilisatrice et globale*[251] *».*

Parmi les mesures temporaires visant à atténuer les impacts des nombreux chantiers, les principales préoccupations concernent le maintien des terrasses commerciales existantes et la mise en place d'espaces de détente extérieurs destinés aux usagers et employés.

Finalement, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée font ressortir l'enjeu de l'impact foncier des travaux, la période des travaux correspondant, selon eux, à un « *gel effectif* » des travaux privés de construction au moment où l'actuelle « *effervescence immobilière* » constitue « *une fenêtre d'opportunité favorable aux propriétaires privés* » et peut, à terme, miner l'attractivité du centre-ville[252].

[245] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 7
[246] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.12, Clément Demers; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge
[247] Doc. 6.12, Clément Demers, p. 5
[248] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 7
[249] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[250] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée; doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[251] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[252] Doc. 6.14, Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée, p. 7

2.9 La gouvernance

La question de la gouvernance du projet a été soulevée par plusieurs intervenants. Pour plusieurs d'entre eux, cette question englobe une grande variété d'activités liées à la gestion du nouvel espace : la conception, l'aménagement, l'animation et la programmation des événements, l'entretien et le financement ont fait l'objet de recommandations, tout autant que l'identification des parties prenantes et le choix du modèle pertinent de gestion.

Les préoccupations à cet égard sont exprimées dans le but d'élaborer, selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, une « *vision rassembleuse* », par le moyen d'un *« dialogue constructif* »[253]. L'Association des architectes paysagistes du Québec propose, pour sa part, « *une approche collaborative* », allant de *« la conception du site à la gestion des actifs* »[254]. C'est dans cette perspective qu'Héritage Montréal propose que la « *participation citoyenne doit être un processus continu*[255] *».*

L'expérience du partenariat entre la Ville et les propriétaires riverains dont les aspects les plus importants concernaient la réalisation et le financement de l'entretien, est mentionné à maintes reprises, à titre d'exemple, et de *« facteur favorable*[256] *»* à l'exploration des modalités de collaboration des différentes parties prenantes concernées par la gestion du site réaménagé[257]. En vigueur pendant vingt ans, l'expérience du partenariat, rappelle Héritage Montréal, « *a servi de modèle pour le Quartier international de Montréal et pour le Quartier des spectacles*[258] *».* Destination centre-ville souligne que la participation du milieu s'est poursuivie par la contribution de son organisme à l'embellissement paysager, les illuminations hivernales et l'entretien du site par la mise en place d'une brigade de la propreté[259].

Dans ce contexte, plusieurs intervenants ont tenu à confirmer l'importance des propriétaires riverains dans la suite des événements[260]. Cette participation des propriétaires riverains est soulignée de manière particulière par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain qui dit qu'il est « *primordial que l'aménagement public soit planifié en concertation avec les propriétaires des espaces privés le long de l'avenue*[261] *».*

[253] Doc.6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 7
[254] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec, p. 19
[255] Doc. 6.22, Héritage Montréal
[256] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles
[257] Doc. 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge; doc. 6.22, Héritage Montréal; doc. 6.30, Destination centre-ville
[258] Doc. 6.22, Héritage Montréal
[259] Doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 8
[260] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.7, Université McGill; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge, doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec; doc. 6.22, Héritage Montréal
[261] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 7

L'identification des organismes considérés comme parties prenantes à différentes phases du développement du projet - la conception, la programmation, l'animation ou la gestion du site - couvre un large spectre d'intervenants : en sus des propriétaires riverains, les propositions incluent la Caisse de dépôt et placement du Québec, les commerçants du voisinage et nommément ceux de la rue Sainte-Catherine Ouest[262], les organismes du quartier[263], les organismes d'économie sociale et les organismes d'insertion[264], des représentants des skieurs[265], l'Université McGill[266], des représentants du milieu de la culture[267] ou le Conseil du patrimoine[268]. Soulignons aussi que plusieurs participants se proposent de participer à la suite des événements.

Le modèle de l'organisation devant prendre en charge la gestion du site a fait l'objet de quelques recommandations. Pendant que l'Association des architectes paysagistes du Québec propose la mise sur pied d'un « *comité directeur pluridisciplinaire* » regroupant « *des professionnels de tous les horizons*[269] *»,* plusieurs font référence aux organismes existants comme le Quartier international de Montréal ou le Partenariat du Quartier des spectacles afin de mettre leur expertise à contribution ou pour servir de modèle d'organisme de gestion[270]. C'est ainsi que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et Tourisme Montréal[271] proposent de faire appel à un organisme existant[272]. Afin de mettre en place « *une proposition audacieuse de gouvernance* »*,* l'Institut de développement urbain du Québec propose de poursuivre la réflexion par la production d'une étude des meilleurs modèles de gouvernance et d'une analyse d'un modèle d'organisme « *équivalent à celui d'un Business Improvement District* »[273]. Pour sa part, Héritage Montréal est d'avis que le comité-conseil des travaux de la rue Sainte-Catherine Ouest, du square Phillips et de l'avenue McGill College[274]pourrait se voir confier un rôle plus pérenne. Finalement, certains participants proposent que l'organisme responsable du site soit doté de budgets suffisants pour la gestion générale, l'animation et l'entretien[275].

[262] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 8; doc. 6.5, Tourisme Montréal
[263] Doc. 6.13, Table de quartier Peter-McGill, p. 6
[264] Doc. 6.26, RAPSIM
[265] Doc. 6.8, Pierre Marcoux, p. 4
[266] Doc. 6.5, Tourisme Montréal
[267] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[268] Doc. 6.22, Héritage Montréal
[269] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec
[270] Docs 6.3, Partenariat du Quartier des spectacles; doc. 6.5, Tourisme Montréal; doc. 6.15, Ivanhoé Cambridge
[271] Doc. 6.5, Tourisme Montréal
[272] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, p. 9; doc. 6.5, Tourisme Montréal
[273] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec, p. 8
[274] Doc. 6.22, Héritage Montréal, p. 5
[275] Doc. 6.4, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; doc. 6.30, Destination centre-ville, p. 8

2.9.1 La demande d'études complémentaires

Les présentations ont permis aux intervenants de formuler un certain nombre de demandes d'études complémentaires. Dans un souci de développement urbain durable, le Conseil du patrimoine de Montréal propose de réaliser « *une étude de la valeur patrimoniale des aménagements actuels* » afin de conserver les éléments pertinents[276]. Le même organisme recommande la réalisation, avant les travaux de réaménagement, d'une étude de potentiel archéologique en visant spécifiquement le site archéologique Dawson et le secteur d'intérêt archéologique du flanc sud du mont Royal.

L'Association des architectes paysagistes du Québec propose de procéder à une analyse des *« vues, des percées visuelles et des panoramas à mettre en valeur depuis et vers McGill College pour dicter les orientations d'aménagement*[277] *»,* alors que pour le Conseil du patrimoine de Montréal, il s'avère nécessaire de réaliser une étude sur les impacts de la croissance des différentes espèces d'arbres sur les vues offertes sur le mont Royal de même que sur leur capacité de survie[278].

Pour sa part, Monsieur Clément Demers croit nécessaire de procéder à des études de circulation afin d'évaluer les impacts de la piétonisation de l'avenue McGill College sur la circulation véhiculaire du secteur.

Aux fins de comparaison et d'inspiration, l'Institut de développement urbain du Québec croit pertinent d'étudier les meilleurs modèles de gouvernance[279].

Enfin, une dernière proposition d'étude est formulée par Tourisme Montréal afin d'analyser l'opportunité de subventions municipales à la rénovation du cadre bâti riverain, en vue d'un programme similaire au Programme réussir à Montréal (PRAMCommerce)[280].

[276] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[277] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec
[278] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal
[279] Doc. 6.20, Institut de développement urbain du Québec
[280] Doc. 6.5, Tourisme Montréal

3. Les constats et l'analyse de la commission

Profiter des travaux majeurs en cours pour doter le centre-ville d'un espace public renouvelé, unique et dynamique, lieu d'expression de la vitalité du centre-ville, telle est l'ambition qui a donné lieu à la présente consultation publique. Situé en amont de la décision publique, cet exercice se voulait une invitation ouverte à la communauté montréalaise à communiquer sa conception du futur aménagement en faisant valoir les enjeux et les préoccupations qui lui importent. La démarche imaginée par l'OCPM avait pour but de faire émerger de grandes orientations et des pistes d'aménagement pour ce que plusieurs ont appelé « l'avenue la plus prestigieuse de Montréal ». La commission souhaite souligner la richesse et la diversité des contributions qu'elle a recueillies.

La commission constate que la majorité des opinions exprimées saluent la volonté de la Ville de se doter d'un nouvel espace public. Toutefois, plusieurs ont souligné qu'il s'agissait déjà d'un des espaces les mieux aménagés du centre-ville. De façon générale, on estime qu'aucune intervention ne devrait se faire sans un certain nombre de considérants.

- D'abord, garder en mémoire l'importance de l'avenue comme adresse d'affaires prestigieuse qui regroupe des activités consulaires, diplomatiques et internationales, des grandes institutions bancaires, des firmes réputées d'avocats, de courtiers et des gens d'affaires de tous horizons. Cette considération vient de pair avec une signature visuelle forte et le maintien d'une certaine fluidité de déplacements, principalement pour le piéton.
- Ensuite, bien comprendre que les premiers utilisateurs de ces nouveaux espaces demeureront les travailleurs qui occupent les immeubles riverains et les résidents, nouveaux et anciens, des rues et quartiers avoisinants. Tout aménagement doit donc viser à améliorer aussi leur qualité de vie. À cet effet, il a été mentionné que le centre-ville manque cruellement d'espaces de repos, de verdure et de détente.
- Finalement, que l'avenue McGill College telle qu'on la connaît aujourd'hui a une histoire bien plus riche que ce qui en transparaît physiquement. Elle a fait l'objet de mobilisations citoyennes importantes pour asseoir sa vocation actuelle. Le futur aménagement se doit donc de refléter avec authenticité, vivacité et créativité, le « *génie du lieu* ».

Par ailleurs, les contraintes citées par la Ville, notamment celle de l'accès aux stationnements de la Place Ville Marie et du Centre Eaton, encadrent et limitent les possibilités d'usage et d'aménagement.

La commission a constaté que l'ensemble de ces considérations ont fait l'objet d'attentes variées de la part du large spectre de personnes et organismes qui se sont exprimés tout au long de l'exercice de consultation.

L'analyse de l'opinion publique effectuée par les commissaires et qui mène aux recommandations présentées dans ce chapitre tient donc compte, autant que faire se peut, des contraintes physiques du site, des échéanciers des chantiers en cours et de l'impact des décisions déjà prises ou annoncées, même si celles-ci sont parfois divergentes.

3.1 Le degré d'accueil et d'assentiment

Un premier constat général s'impose : bien que très peu de gens estiment spontanément la transformation nécessaire, l'objectif d'accorder plus de place à l'expérience des piétons sur l'avenue McGill College est en général accueilli avec beaucoup d'intérêt. Il faut souligner qu'il s'agit déjà d'un milieu de vie très fréquenté par les riverains, les personnes qui y travaillent, les étudiants et les touristes. Certaines réserves se sont toutefois exprimées quant à la capacité de faire de cette place un lieu vivant, fréquenté et offrant des expériences à échelle humaine, sans transformations importantes du cadre bâti. Ces questions seront abordées plus en détail à la section 3.6.

L'effort de consulter les Montréalais en amont et le souci d'ajouter une contribution citoyenne au projet ont été appréciés. Toutefois, à l'instar de plusieurs participants, la commission tient à souligner que certains préalables auraient été nécessaires pour que l'exercice soit pleinement productif. Ainsi ont été déplorées, entre autres, l'imprécision des orientations ainsi que l'absence d'études relatives à la circulation, aux coûts et au financement du projet. Ces informations auraient permis de pleinement appréhender le projet et de mieux orienter les propositions. L'accueil favorable exprimé en termes généraux ne débouche donc pas sur un endossement inconditionnel de tous les participants.

Les réserves exprimées touchent notamment aux thèmes suivants :

- la vocation de l'espace et sa complémentarité avec l'offre commerciale existante et la disponibilité d'espaces publics au centre-ville;
- la notion de place versus le maintien d'une avenue;
- la piétonisation complète de l'espace par rapport à la nécessité d'y conserver des déplacements véhiculaires;
- la place réservée aux autres modes de transports actifs et collectifs.

3.2 La vision et la vocation du futur espace

Lors de la conférence de presse du 26 avril 2018, la mairesse de Montréal mettait au jeu cette vision ambitieuse : « *Montréal sera reconnue pour cet espace d'envergure internationale qu'est la place McGill College, une expérience festive et chaleureuse, un espace à l'ambiance unique dont*

le point de rencontre avec la rue Sainte-Catherine constituera l'hyper centre de la métropole, le cœur et l'âme du centre-ville[281] ».

Les questions de vision et de vocation ont fait l'objet de points de vue contrastés, mais pas nécessairement opposés des divers participants. Il faut souligner qu'un bon nombre d'entre eux se sont inscrits dans une démarche de valorisation de cet espace jugé déjà de grande qualité plutôt que dans un positionnement face à l'énoncé d'intention politique.

La commission constate que pour la majorité des participants, l'objectif premier du réaménagement devrait être d'offrir un milieu de vie de grande qualité approprié au quotidien de ses principaux usagers et qui met en évidence la singularité de l'avenue. Celle-ci comprend tant les grands consensus qui se sont construits au fil du temps que des éléments circonstanciels qui en régissent l'usage. Ce sont :

1. La préservation des vues et perspectives sur la montagne;
2. La conservation du caractère axial qui s'étend de la montagne au complexe de la Place Ville Marie et à l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth;
3. La mise en valeur des éléments architecturaux modernes et postmodernes;
4. La reconnaissance de l'importance symbolique et historique de l'Université McGill;
5. Le maintien des installations et œuvres d'art public[282];
6. L'existence de nombreuses entrées vers le Montréal souterrain et ses galeries marchandes qui attire, été comme hiver, un grand nombre de touristes[283].

De plus, cet espace se situe au confluent d'infrastructures de transport importantes pour le centre-ville. Il abrite la seconde station de métro la plus achalandée de Montréal, qui risque de le devenir encore plus avec l'arrivée du REM qui accueillera quotidiennement de nombreux visiteurs en provenance notamment de l'aéroport international Pierre-Eliott-Trudeau. Il est également au cœur de la piste cyclable la plus achalandée[284] de Montréal. Le futur espace McGill devra donc prévoir une cohabitation harmonieuse des diverses catégories d'usagers en termes de mobilité, que leurs besoins soient fonctionnels ou de loisir.

La question de la vocation de ce futur espace est indissociable de celle de sa fréquentation. Pour la commission, il ne fait aucun doute qu'à cause de sa position stratégique et de sa situation de nœud de transport, ce sera un lieu de mixité sociale important. À cet effet, la commission fait siennes les remarques du Regroupement pour personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) qui rappelle que les espaces publics devraient constituer des symboles d'ouverture à tous et toutes, mais que plusieurs formes d'aménagement et de régulation de l'espace public

[281] Doc. 5.1, Transcription de la séance d'information du jeudi 4 octobre 2018, p. 9
[282] À titre d'exemples, les panneaux du Musée McCord auraient été vus par plus de 600 000 personnes en 2017. Tourisme Montréal identifie La Foule illuminée comme l'une des œuvres d'art les plus photographiées par les touristes.
[283] Tourisme Montréal indique que les touristes constituent plus de la moitié de la fréquentation des galeries marchandes de McGill en été et du quart en hiver.
[284] Estimée à 10 000 trajets par jour par Vélo-Québec.

peuvent créer certains phénomènes d'exclusion. Le nouvel espace public réaménagé doit, par conséquent, illustrer rigoureusement le droit de cité pour tous les types d'usagers et pour tous les groupes sociaux de la communauté montréalaise, en éliminant le plus possible les barrières à l'accessibilité.

Porte d'entrée du centre-ville pour les personnes en provenance de l'aéroport et des banlieues, importante croisée de réseaux viaires névralgiques comme le boulevard René-Lévesque Ouest et la rue Sherbrooke Ouest, premier point de contact avec le mont Royal, artère structurante du milieu des affaires, arrêt important des parcours de promenade tant est-ouest que nord-sud, l'avenue est appelée à devenir le pôle identitaire et le lieu de référence de la communauté montréalaise. Sa renommée internationale découlera autant de la qualité et de la fonctionnalité de son aménagement que de l'appropriation citoyenne qui en sera faite.

Recommandation # 1
La commission recommande que la nouvelle vocation de l'avenue McGill College soit de devenir la porte d'entrée symbolique du centre-ville de Montréal, un lieu de détente à l'ambiance distinctive afin de favoriser l'expérience déambulatoire, tout en réaffirmant son positionnement central par rapport aux réseaux des affaires, aux infrastructures de transport et aux espaces publics adjacents.

La réflexion sur l'identité de cet espace doit à la fois traduire l'esprit du lieu et évoquer le dynamisme et la spécificité montréalaise. Elle pourrait, par exemple, se situer au confluent des divers labels de Montréal : Ville UNESCO de design, ville de l'innovation, ville de savoir, métropole culturelle, ville riche en capital social, etc. À l'instar des participants, la commission est d'avis que le réaménagement de l'avenue McGill College est l'occasion d'unifier et de renforcer, par différents aspects, ces diverses identités.

La commission est aussi d'avis que le réaménagement est une opportunité de mettre en scène le caractère unique de l'avenue McGill College, sa dimension patrimoniale naturelle (mont Royal), matérielle (ensemble moderniste de Place Ville Marie) et immatérielle (lieu d'histoire).

La commission abonde également dans le sens de plusieurs intervenants qui ont insisté sur la nécessité d'articuler sa vocation en vue d'une plus grande cohérence de l'expérience des usagers. Pour eux, cet exercice doit être l'occasion de revitaliser et donner des fonctions mieux définies aussi aux axes transversaux (rue Cathcart, rue Sainte-Catherine Ouest, boulevard De Maisonneuve Ouest, avenue du Président-Kennedy, rue Sherbrooke Ouest) et aux îlots adjacents (allant de l'avenue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa). Ce tout constituant le milieu d'insertion naturel du futur espace.

3.3 Une avenue, trois ambiances

À l'instar de la plupart des intervenants s'étant exprimés lors de la consultation, la commission est d'avis que les vues sur le mont Royal, le caractère axial de l'avenue, tout comme la sobriété et le prestige qui l'ont caractérisée doivent être préservés et mis en valeur[285]. Les grands gestes de développement qui ont guidé l'aménagement de l'avenue au milieu des années 1980 ont toujours leur pertinence aujourd'hui[286]. À ce sujet, elle partage la vision d'Héritage Montréal qui rappelle la vocation d'avenue, conçue comme voie urbaine, axe de circulation et de promenade[287].

Recommandation # 2
La commission recommande de conserver au futur aménagement le caractère d'avenue tout en confortant, lors de l'élaboration du projet, les différentes ambiances existantes sur l'espace public :

- ✓ ***un espace de séjour verdi et d'ambiance tranquille raccordé au campus de l'Université McGill;***
- ✓ ***un espace partagé entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest, connecté à la station du REM; et***
- ✓ ***un espace animé, en lien avec les commerces avoisinants et l'Esplanade de la Place Ville Marie.***

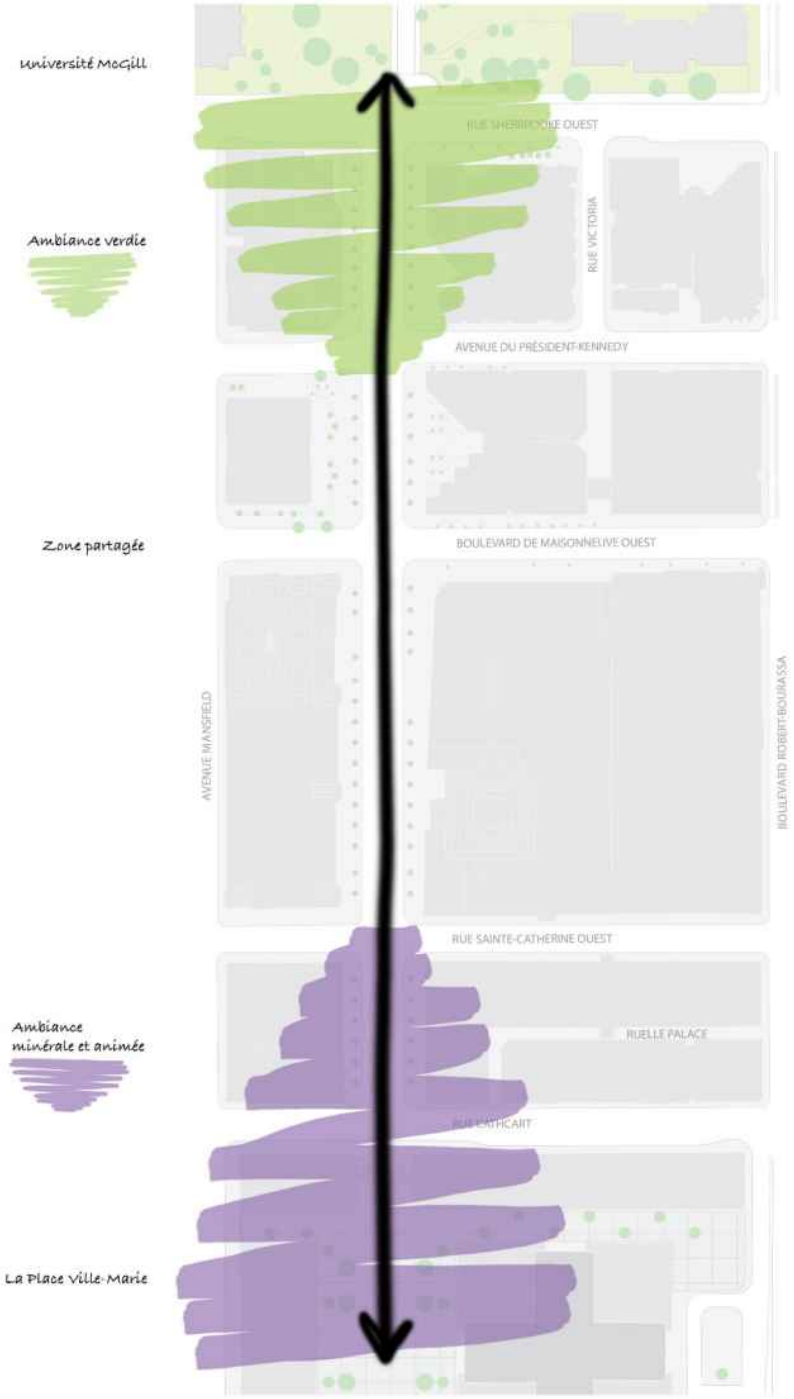
C'est pourquoi la commission propose que le design général de l'espace public soit celui d'une avenue marquée par trois ambiances (Figure 1).

[285] Ce principe directeur était déjà évoqué en 1984 en réaction au projet de Cadillac Fairview : ce concept est d'autant plus inacceptable que, depuis longtemps déjà, les édifices construits aux alentours respectent des normes qui devraient permettre de transformer l'avenue McGill College en une élégante artère s'étendant de la Place Ville Marie jusqu'au campus de l'université, avec vue imprenable sur la montagne. Encart paru dans Le Devoir, 5 juin 1984. Document de présentation, projet de l'avenue McGill College, p. 14

[286] La Ville et les propriétaires riverains de l'avenue McGill College ont convenu au milieu des années 80 de quatre principes directeurs : l'aménagement de l'avenue McGill College sera à caractère prestigieux compte tenu de sa localisation stratégique au cœur du quartier des affaires de Montréal; l'aménagement permettra une vue remarquable sur le mont Royal; l'aménagement sera pensé en fonction de la circulation piétonne tout en respectant les critères minimums de circulation recommandés par les deux parties; l'aménagement prévoira un volume de terrain souterrain suffisant pour permettre l'implantation éventuelle d'une gare intermodale.

[287] Doc. 6.22, Héritage Montréal

Figure 1. Schéma illustrant le principe directeur d'aménagement proposé à partir de l'exercice de consultation et des contraintes existantes



La cohabitation de ces usages caractérise le site et génère présentement des ambiances différenciées en fonction des paysages offerts, des équipements, du cadre bâti et de la programmation de leurs rez-de-chaussée de part et d'autre de l'avenue. Ces ambiances différenciées ne devraient pas pour autant dénaturer le caractère axial de la composition urbaine. Comme le souligne Héritage Montréal, bien qu'il soit possible d'envisager des déclinaisons légèrement différentes selon les îlots, il importe de préserver une cohérence d'ensemble[288].

Cependant, la commission note que les ensembles symboliques et iconiques de l'avenue - le mont Royal et l'Université McGill au nord et la Place Ville Marie/l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth au sud - contribuent relativement peu, présentement, à l'animation de l'espace public. Il est néanmoins probable que cette réalité évolue rapidement avec les projets d'aménagement du campus inférieur de l'Université McGill et de la nouvelle Esplanade de la Place Ville Marie. La commission constate également que les ambiances de l'avenue s'intensifient au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'îlot compris entre les rues Sainte-Catherine Ouest et Cathcart.

Finalement, la commission est convaincue que le milieu réel d'insertion du projet inclue certes, tous les îlots de l'avenue McGill College, mais aussi les îlots adjacents au sud jusqu'à la gare Centrale, au nord incluant le flanc sud du mont Royal, à l'ouest et à l'est de Mansfield à Robert-Bourassa. Ensemble, ce territoire constitue le milieu d'insertion le plus directement touché par les fonctions et par l'animation de l'avenue.

La différenciation des ambiances devrait se baser sur la programmation des rez-de-chaussée du cadre bâti et sur l'espace public, mais aussi sur la présence de végétation, d'équipements, de mobilier et d'eau. La commission est d'avis que l'aménagement de surface de l'avenue, tout comme le mobilier et les équipements, doivent s'harmoniser et contribuer à la signature du projet. Ainsi, bancs, luminaires, signalétique, affichages doivent faire l'objet d'un processus de design harmonisé qui adopte les principes du développement durable, avec une attention particulière pour l'entretien de ces équipements et à la pérennité des gestes architecturaux. La végétation, quant à elle, a un rôle important à jouer dans la définition des ambiances et dans le marquage de l'espace destiné en priorité au piéton, tout en offrant des lieux de convivialité.

La commission accueille favorablement les propositions d'adopter des principes écologiques dans l'aménagement paysager favorisant la perméabilité des sols et la rétention des eaux de pluie, surtout en fonction des particularités du relief de l'avenue. Comme le souligne l'Association des architectes paysagistes du Québec, une attention particulière devrait être accordée dans le choix des espèces végétales quant à la canopée, de façon à ne pas obstruer les vues vers le mont Royal, tout comme à la biodiversité afin de consolider un corridor écologique en continuité du mont Royal. Il est aussi proposé de porter une attention particulière aux essences d'arbres afin de marquer le dialogue avec le mont Royal. Enfin, l'emplacement des masses et parterres végétaux

[288] Doc. 6.22, Héritage Montréal

devrait être réfléchi en fonction des aires de séjour et de circulation piétonne à cause des impacts du piétinement sur l'entretien paysager.

Ainsi, afin de consolider le principe directeur du projet ressorti de l'exercice de consultation (Figure 1), il est proposé que des masses végétales plus denses soient aménagées sur la place située au nord de l'avenue afin de répondre aux besoins de verdure, tels qu'exprimés par les usagers. À titre d'exemple, ces masses végétales pourraient assurer les connexions potentielles avec les jardins du campus inférieur de l'Université McGill, puis se rétrécir sur les tronçons situés entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest de part et d'autre de l'avenue adoptant des plantations d'arbres continues[289]. Enfin, la végétation pourrait devenir plus ponctuelle (bacs à fleurs ou arbres en pot) sur la place située au sud de la composition. Cette place plus minéralisée devra assurer la continuité avec l'Esplanade de la Place Ville Marie.

Par ailleurs, l'art dans l'espace public, tout comme la mise en lumière, doivent également contribuer à différencier les trois ambiances de l'avenue à l'exemple de *La Foule illuminée* et des expositions de plein air organisées par le Musée McCord. La commission constate que l'art public est très présent sur le tronçon situé entre l'avenue Sherbrooke Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest, et que ce type d'installation devient inexistant au fur et à mesure qu'on s'approche de l'Esplanade de Place Ville Marie. La commission est d'avis que, conformément à la Politique québécoise d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement exigeant *« que 1 % du budget de construction d'un bâtiment ou d'aménagement d'un site public soit consacré à l'intégration d'une œuvre d'art* », il y a une occasion à saisir pour installer des œuvres d'art public permanentes ou éphémères en adéquation avec le type d'ambiance présent sur chaque tronçon de l'avenue. Un tel geste contribuera également à accroître le potentiel touristique et la renommée internationale de l'avenue.

3.4 Une offre commerciale et un nœud de transport qui doivent se distinguer

Parmi les différents modes de transport, le réseau de transport public et, plus particulièrement le REM, relieront le centre-ville de Montréal à l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau et à la Rive-Sud de Montréal. Avec ce nouveau lien, c'est l'accessibilité de deux importants pôles commerciaux régionaux qui sera assurée : d'une part, au centre-ville, le projet du Nouveau Centre (Ivanhoé Cambridge) et l'offre de la rue Sainte-Catherine Ouest et, d'autre part, les centres commerciaux du DIX30 en tête de réseau. Cette mobilité accrue exige que, conformément au deuxième objectif de la Stratégie centre-ville, le pôle du centre-ville, tout comme son offre de bureaux, se démarque des centres commerciaux de la banlieue.

L'arrivée du REM offre l'occasion de redéfinir la configuration de ce tronçon de l'avenue. D'ailleurs, un nouveau mix commercial est déjà prévu dans plusieurs projets annoncés. L'aménagement de ce tronçon et l'accès au REM devront aussi faire l'objet d'une signature unique.

[289] Doc. 6.12, Clément Demers

La commission est convaincue qu'une façon de singulariser et de distinguer ce pôle est de réfléchir au réaménagement de ce lieu phare de façon tridimensionnelle, prenant en compte le niveau de l'avenue à l'échelle humaine (à la hauteur des yeux), mais aussi le niveau souterrain (réseau de la ville intérieure) et le niveau aérien façonné par le flanc sud de la montagne et les façades du cadre bâti. Un aménagement de qualité, de prestige et durable doit être réalisé pour mettre en valeur le génie du lieu.

Recommandation # 3
La commission recommande un accès direct extérieur à partir du domaine public à la station du Réseau express métropolitain.

Élément clé de la vocation de nœud de transport du futur espace, la commission estime que le REM doit participer à cette mise en valeur et disposer d'un accès qui ne force pas les usagers à passer à travers des galeries marchandes. Pour libérer de l'espace aux abords de l'avenue, la commission suggère que les accès publics à la station soient aménagés en façade des bâtiments existants. Ces dispositifs, pouvant prendre la forme d'ascenseurs vitrés, devront assurer l'accessibilité universelle comme le rappelle l'organisme RAPLIQ[290], ce que ne permettent pas les escaliers.

De plus, l'aménagement de la connexion avec la station du REM sur la place publique est une opportunité de créer une fenêtre sur le Montréal souterrain qui peine à être identifié et valorisé à l'heure actuelle. Cette mise en scène de la ville intérieure peut se faire, comme cela a été suggéré en audience, par toute une panoplie de moyens que les concepteurs pourront proposer comme des puits de lumière ou des verrières.

3.5 Une place accrue accordée aux piétons, mais non exclusive

En raison du caractère axial de l'espace public McGill College qui diffère d'une place publique, et conformément aux vœux exprimés par plusieurs des participants à la consultation, la commission est d'avis qu'il faut consacrer dans le futur aménagement une place prioritaire aux piétons, sans pour autant piétonniser l'entièreté des tronçons. Ce faisant, on protège la desserte des édifices, les accès pour véhicules d'urgence et l'accessibilité aux stationnements existants.

Recommandation # 4
La commission recommande d'accorder une place prépondérante au piéton et d'assurer un partage harmonieux de l'avenue entre les différents usagers et modes de transport.

En lien avec la vocation de cet espace public, la commission est d'avis que le caractère d'entrée du centre-ville pour tous les usagers – Montréalais, touristes, résidents de la métropole -

[290] Doc. 6.27, RAPLIQ

consolidé grâce à l'offre exceptionnelle de transport collectif, doit être renforcé au bénéfice du piéton. La configuration axiale confère au site son caractère d'avenue reliant deux équipements symboliques du centre-ville : l'Université McGill au nord et la Place Ville Marie au sud. Par ailleurs, les accès au stationnement existant du Centre Eaton, tout comme la desserte des nombreuses institutions situées dans les tours à bureaux, exigent une modulation de la circulation automobile. Cette organisation de la circulation automobile devra se faire en fonction des tronçons de l'avenue, de leurs usages et pourrait éventuellement être ajustée en fonction du temps (jour-nuit; été-hiver; semaine-fin de semaine).

La commission propose, en conséquence, de prioriser les quatre interventions suivantes :

A) La piétonisation partielle de l'avenue avec la création de deux placettes aux extrémités du site

Pour ce faire, il faudrait rendre piéton le tronçon entre l'avenue Sherbrooke Ouest et l'avenue du Président-Kennedy d'une part, et le tronçon entre la rue Saint-Catherine Ouest et la rue Cathcart d'autre part. Ces deux tronçons aménagés en placettes deviendront des espaces de séjour connectés à l'Université McGill et à l'Esplanade de la Place Ville Marie. En lien avec la programmation du cadre bâti au niveau de l'avenue, la place située au nord devrait être un lieu verdoyant, calme en continuité avec les jardins du campus inférieur de l'Université McGill, alors que la place située au sud devrait être plus minéralisée et un lieu de rencontre et d'animation.

B) L'aménagement d'un espace partagé sur l'avenue

Il conviendrait de diminuer la circulation automobile autant que possible entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue du Président-Kennedy afin d'y aménager un espace partagé. Parmi les principes d'apaisement de la circulation, par exemple, le nombre de voies devrait passer de 4 à 2 [291]. Ceci pourrait être atteint en éliminant le terre-plein central et en déplaçant, par conséquent, l'alignement des arbres de chaque côté de l'avenue afin d'ouvrir les perspectives sur la montagne et sur la nouvelle Esplanade de la Place Ville Marie. L'espace des voies supprimées pourrait être récupéré de part et d'autre de l'avenue, accordant une plus grande place aux piétons, mais aussi aux arbres, au mobilier et aux équipements en général.

En lien avec le concept mis en œuvre au milieu des années 1980 et tenant compte du compromis évoqué dans certains mémoires quant au prestige et à la valeur des adresses d'une part, et à la vision portée à l'époque par le service d'urbanisme d'autre part, il semble important d'assurer la possibilité d'un accès véhiculaire aisé le long de l'avenue avec des zones de dépose-rapide.

[291] Selon l'étude réalisée sur l'accessibilité de Place Ville Marie, la circulation automobile est plutôt faible aux intersections des rues Cathcart et Sainte-Catherine Ouest avec l'avenue McGill College comparativement aux piétons (document de présentation, projet de l'avenue McGill College, page 25).

La circulation sur les voies transversales - avenue du Président-Kennedy, boulevard De Maisonneuve Ouest, rue Sainte-Catherine Ouest et rue Cathcart - demeure inchangée, tout en accordant une importance particulière à l'aménagement des intersections.

Finalement, malgré le fait que la plupart des immeubles comptent des accès de livraison sur des rues perpendiculaires au site, d'autres n'ont aucun choix que de se raccorder à l'avenue. Dans ces cas, la commission préconise des aménagements balisés conjugués à des heures de livraison où l'achalandage est très faible afin d'assurer la desserte fonctionnelle des bâtiments.

La commission a entendu la problématique du stationnement au centre-ville soulevée, entre autres, par Destination centre-ville[292], mais est d'avis que cette question doit être réglée à plus large échelle, l'avenue McGill College ne lui semblant pas être la meilleure localisation pour prévoir un nouveau stationnement au centre-ville. D'une part, les contraintes techniques présentes avec le tunnel du REM et d'autres infrastructures souterraines, conjuguées à la largeur restreinte de l'avenue, nous semblent compromettre la faisabilité de tout aménagement souterrain pour des cases de stationnement[293]. D'autre part, l'augmentation du nombre de cases de stationnement sous l'avenue augmenterait considérablement les flux de circulation automobile, alors que la majorité des personnes interceptées dans les immeubles riverains de l'avenue McGill College ont clairement exprimé leur volonté d'accorder plus de place aux piétons.

L'accès véhiculaire au stationnement existant du Centre Eaton peut être néanmoins maintenu, à condition de prévoir des couloirs balisés pour orienter les entrées et sorties de la circulation par la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard De Maisonneuve Ouest. Considérant la proximité au pôle de transport en commun et la vocation de l'avenue orientée vers un espace partagé et des places réservées prioritairement aux piétons, la commission suggère d'exclure toute autre possibilité de stationnement sur rue ou souterrain. Dans cette perspective, il serait plus réaliste d'envisager l'aménagement de stationnements incitatifs aux abords du centre-ville connectés au transport public.

Enfin, en fonction de la diversité des activités et de la programmation de l'espace partagé, la commission est d'avis qu'une modulation des espaces serait souhaitable, en préconisant des équipements comme des bollards à certaines intersections permettant d'étendre l'espace piéton à certaines occasions spéciales, tout en soulignant que la vocation de l'avenue n'est pas celle d'un lieu de grands rassemblements comme la place des Festivals au Quartier des spectacles.

C) Un traitement particulier des intersections

Dans ce contexte d'un espace public partagé, la commission attire l'attention des autorités municipales quant à la nécessité d'un traitement particulier dans l'aménagement des intersections afin d'assurer la sécurité et une certaine fluidité dans l'expérience de déambulation

[292] Doc. 6.30, Destination centre-ville
[293] Doc. 6.2, Milorad Bogetic

du piéton. Ce traitement devra être spécialement marqué aux intersections de l'avenue Sherbrooke Ouest et du boulevard De Maisonneuve Ouest en raison de l'achalandage automobile, mais aussi cycliste. Ceci est d'autant plus important que le principal lien est-ouest pour les cyclistes est assuré par la présence d'une piste cyclable aménagée sur l'avenue De Maisonneuve Ouest. Il serait utile et souhaitable d'explorer des précédents utilisés en matière d'aménagement des intersections comme le marquage au sol, la différenciation du revêtement, les éléments podotactiles, les faibles surélévations, afin de répondre aux principes d'accessibilité universelle dont l'importance a été rappelée par le RAPLIQ[294].

D) Une circulation cycliste partagée avec d'autres usagers

La commission est d'avis que la circulation cycliste doit être partagée avec les autres types de circulation et qu'une piste cyclable réservée nord-sud ne pourrait se justifier en fonction des priorités établies par la majorité des participants en lien avec la création d'un havre de paix, d'un lieu de séjour, de rencontre, verdoyant.

Toutefois, la commission a pris connaissance de l'augmentation importante prévue du nombre de stationnements vélo à la Place Ville Marie qui s'ajoute aux cases existantes au stationnement du Centre Eaton. Elle comprend que l'aménagement proposé ne rend pas optimale la connectivité entre ceux-ci et la piste cyclable du boulevard De Maisonneuve Ouest, mais évalue que les cyclistes pourront soit emprunter la rue Cathcart et remonter jusqu'au boulevard De Maisonneuve Ouest par l'avenue Robert Bourassa ou la rue Mansfield, soit partager l'espace avec les autres usagers entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue du Président-Kennedy. La commission rappelle que les mesures de mitigation de la circulation aux intersections devront prendre en compte également les cyclistes.

Enfin, dans la mesure où l'avenue McGill College a le potentiel de devenir un *pôle de mobilité*[295], il est important de penser à aménager des stationnements vélo sur les rues transversales de part et d'autre de l'avenue.

3.6 Transparence, perméabilité et séquences visuelles : trois principes d'aménagement importants

Recommandation # 5
La commission recommande que toute intervention sur l'avenue adopte des principes d'aménagement qui mettent en valeur le génie du lieu en matière de signature architecturale, artistique et urbanistique.

[294] Doc. 6.26, RAPSIM
[295] Un pôle de mobilité est un lieu stratégique de connexion au sein de la ville où se concentrent un ou plusieurs pôles générateurs de déplacements et qui offre aux utilisateurs plusieurs modes de transports alternatifs à l'auto solo source : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=8957,142842022&_dad=portal&_schema=PORTAL.

Considérant le caractère patrimonial du milieu d'insertion, tout comme le prestige de l'avenue actuelle, la commission est d'avis que toute intervention doit satisfaire des critères de qualité et de performance en matière d'architecture, d'aménagement, de design urbain et de développement durable.

Par conséquent, la commission propose un aménagement distinctif qui mette en valeur les éléments existants de l'avenue, dont le cadre bâti, tout en laissant place à l'innovation architecturale en ce qui a trait à l'espace public, au mobilier, aux équipements et aux plantations. Toutefois, la commission met les autorités municipales en garde quant à un parti urbanistique qui dénaturerait le génie du lieu. Quelles que soient les interventions réalisées, celles-ci devront contribuer à une signature unique comparativement à d'autres places de Montréal (place des Festivals, square Dorchester, place Jacques-Cartier, etc.) et à l'international, tout en respectant les caractéristiques fondamentales du milieu d'insertion, dont les perspectives vers la montagne et la nordicité.

Comme le propose l'Association des architectes paysagistes du Québec, la commission estime que la Ville devrait s'inspirer de principes de développement durable et principes d'aménagement éprouvés qui couvrent différents aspects du confort et de l'attractivité des espaces publics.

Par principes de développement durable on entend : créer des aires de fraîcheur pour lutter contre les îlots de chaleurs, l'utilisation de matériaux nobles pour assurer la durabilité du site, assurer la gestion des eaux de ruissellement et la gestion adéquate des déchets. Rappelons que la présence d'eau est considérée comme un élément important de l'identité montréalaise et a été largement souhaitée par les participants à la consultation.

La commission souligne en particulier trois principes d'aménagement importants qui devraient être respectés : la transparence, la perméabilité et les séquences visuelles[296].

3.6.1 La transparence

Pour la transparence, il s'agit de favoriser la transformation des façades des bâtiments, spécialement au niveau du rez-de-chaussée, de façon à ce que l'espace privé et l'espace public soient mieux connectés visuellement et que l'animation de ces deux espaces puisse être perçue de part et d'autre des façades du cadre bâti. De plus, la transparence devrait être un principe utilisé dans le mobilier et les équipements de façon à ne pas obstruer les vues et utilisé également pour offrir, lorsque possible, une fenêtre sur le Montréal souterrain.

[296] Ces trois principes d'aménagement sont en phase avec le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie qui préconise pour ces deux unités de paysage - Centre-ville - et – Sainte-Catherine-centre de l'animation sur rue, notamment avec des accès piétonniers et des ouvertures multiples, et l'implantation du bâtiment qui doit privilégier un alignement à la limite de l'emprise de la voie publique (document de présentation, projet de l'avenue McGill College, page 20).

3.6.2 La perméabilité

La perméabilité devrait également être un principe d'aménagement pour assurer des interfaces entre les espaces privés et les espaces publics, à l'instar de ce qui est proposé avec l'escalier monumental de l'Esplanade de la Place Ville Marie. Dans le même ordre d'idées, on pourrait repenser la frontière entre l'avenue McGill College et l'Université McGill.

Dans les cas où le cadre bâti est aligné comme sur le tronçon situé entre la rue Cathcart et l'avenue Sainte-Catherine Ouest, la perméabilité doit être assurée, par exemple, lors de l'installation des terrasses en été. Dans d'autres cas, plus présents sur le tronçon situé entre la rue Sainte-Catherine Ouest et l'avenue du Président-Kennedy, où le cadre bâti n'est pas aligné à la limite cadastrale, il s'agit de privilégier de nouveaux accès à l'intérieur des bâtiments quand l'occasion se présente. Lors d'éventuelles transformations du cadre bâti, la commission recommande à la Ville de veiller à leur qualité à la fois en matière de transparence et de perméabilité.

3.6.3 Les séquences visuelles

La commission propose que les séquences visuelles soient un principe d'aménagement structurant du projet et tiennent compte des différentes perspectives sur le mont Royal et la Place Ville Marie en fonction du dénivellement particulièrement prononcé situé entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest. Autrement dit, la topographie doit être prise en compte dans l'aménagement pour assurer le lien entre les différentes perspectives. Comme le rappelle à juste titre l'Association des architectes paysagistes du Québec [297], le projet d'aménagement doit permettre de prolonger l'exceptionnelle séquence de mises en scène paysagères offertes à l'intérieur du parc du Mont-Royal.

3.7 L'insertion urbaine

Recommandation # 6
La commission recommande de mettre en scène le paysage et les ensembles architecturaux qui encadrent l'avenue afin d'améliorer son insertion urbaine et affirmer ainsi son identité distinctive vis-à-vis des autres espaces publics du centre-ville.

La commission est d'avis que le réaménagement doit s'appuyer sur des paramètres d'insertion urbaine qui font de cette avenue un lieu unique à Montréal. Les principales perspectives de l'avenue à mettre en valeur sont, faut-il le rappeler, le mont Royal avec l'Université McGill et le Royal Victoria au nord et la Place Ville Marie et l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth au sud. La caractéristique particulière de cette avenue est le fait que ces ensembles soient désaxés. La commission est d'avis que les concepteurs doivent prendre cette caractéristique en considération et mettre en valeur le faisceau de perspectives modulé en fonction des variations du relief.

[297] Doc. 6.9, Association des architectes paysagistes du Québec

Comme le souligne Héritage Montréal, « *l'avenue McGill College est le point de rencontre le plus réussi entre le mont Royal et le centre-ville* ». À cet effet, le lien entre l'avenue McGill College et le mont Royal ne peut se restreindre aux perspectives. La commission est d'avis de saisir l'opportunité qu'offre la volonté d'ouverture exprimée par l'Université McGill pour étudier les connexions physiques entre l'avenue, le campus inférieur de l'université et la montagne. Une collaboration productive entre la Ville et l'université pourrait être conclue par le biais de divers programmes, à l'instar de ce qui a été fait dans la réfection de la place Pasteur.

À l'autre extrémité, l'ensemble formé par la Place Ville Marie et l'hôtel Fairmont Le Reine Elizabeth doivent également participer à la mise en valeur de l'avenue, d'autant plus que l'esplanade et le restaurant de l'hôtel offrent les meilleurs points de vue sur la montagne.

Bien que la montagne et la Place Ville Marie soient les principaux éléments symboliques et iconiques bordant l'avenue, il ne faut pas négliger les autres ensembles bâtis encadrant l'espace de part et d'autre de la rue. À cet effet, la réalisation d'un plan lumière comme l'ont suggéré les personnes interceptées, pourrait contribuer à l'harmonisation de l'ensemble et créer des ambiances nocturnes en phase avec la programmation de l'avenue.

La commission est d'avis que les projets en cours, tout comme le nouvel aménagement de l'avenue McGill College, constituent autant d'opportunités pour faire évoluer le cadre bâti actuel selon les principes d'aménagement évoqués précédemment : la transparence, la perméabilité et les séquences visuelles.

La commission constate que l'avenue McGill est située au croisement de la promenade Fleuve-Montagne et du réseau des espaces publics de la rue Sainte-Catherine allant du square Cabot au Jardins Gamelin – ayant chacune leur personnalité et leur mission. Ainsi, la commission est d'avis que le réaménagement de l'avenue McGill College est aussi une opportunité pour consolider la promenade Fleuve-Montagne dans l'axe nord-sud. Avec des aménagements favorables au piéton, l'avenue devrait être, comme le propose le Conseil du patrimoine de Montréal[298], le maillon central de cette promenade en se connectant au campus de l'Université McGill et à la rue McTavish.

De plus, l'avenue McGill College devrait également devenir le cœur du parcours culturel et commercial de la rue Sainte-Catherine Ouest.

3.8 L'animation et la programmation

Toutes les catégories d'usagers consultés s'accordent pour demander que l'animation du site soit constante tout au long de l'année et ce, à divers moments de la journée et de la semaine. Là

[298] Doc. 6.18, Conseil du patrimoine de Montréal

s'arrêtent les convergences. Selon qu'on y travaille, qu'on y réside ou qu'on y passe, le type d'animation proposé est très modulé. La plupart des participants rejettent pour plusieurs raisons la possibilité que cet espace serve de satellite au Quartier des spectacles ou serve de scène pour des événements à grand déploiement. Occupé la plupart du temps par les personnes qui y travaillent, celles-ci souhaitent que la programmation et l'animation soient complémentaires à ce qui se trouve déjà dans les lieux avoisinants. On souhaite trouver des espaces gratuits pour se détendre, manger son lunch, faire de l'exercice léger, se rencontrer, discuter, se changer les idées, respirer, etc.

Recommandation # 7
La commission recommande de privilégier une animation douce sur le futur espace en lien avec sa vocation d'espace de détente et de repos.

Les participants considèrent que le prestige de l'avenue McGill College ne se prête pas à une animation bruyante, intense et haute en couleur. En ce sens, des expositions éphémères, des spectacles acoustiques, de la danse, des kiosques d'alimentation abordable ou santé sont le type d'activités qui reçoivent le plus d'appui. Beaucoup ont pris en exemple les aménagements du 375^{e} de Montréal, qui prévoyaient des espaces de détente et mettaient l'accent sur l'art public, comme images phares de l'ambiance souhaitée pour le futur aménagement.

La commission estime que la proximité des grandes institutions culturelles muséales ou académiques rend naturel ce type d'animation, particulièrement pour le tronçon entre la rue Sherbrooke Ouest et l'avenue du Président-Kennedy. Il convient de concevoir l'animation de l'avenue McGill College en lien étroit avec l'ensemble du secteur.

Recommandation # 8
La commission recommande de privilégier les besoins des travailleurs riverains pour l'animation diurne et d'arrimer la programmation en dehors des heures de bureau avec des activités qui soutiennent et stimulent l'économie locale.

Les travailleurs riverains ont exprimé assez clairement leurs priorités en termes d'animation pour le futur espace. Lieu de détente et de convivialité, ils souhaitent tout de même avoir accès à une programmation éphémère culturelle et commerciale originale qui évoluerait au fil des saisons.

La commission a été également sensible au plaidoyer des artistes et artisans locaux qui souhaitent que le futur aménagement prévoie, surtout dans son intersection avec la rue Sainte-Catherine Ouest, des aménagements légers, dotés d'équipements pertinents pour que se poursuivent leurs activités. Considérant la précarité des revenus de ces petits artisans, mais aussi leur rôle social peu reconnu d'agent de renseignements des clientèles touristiques, d'ambassadeurs d'une certaine culture montréalaise, ainsi que l'achalandage que leur concentration peut amener, la commission est d'avis qu'une place, respectant leur capacité de payer, pourrait leur être faite.

Finalement, la commission accueille favorablement la préoccupation exprimée par les représentants des commerçants, pour qui le défi de l'animation de la place doit aussi leur permettre d'attirer de nouvelles clientèles en dehors des heures de bureau, moment où traditionnellement le centre-ville se vide.

Recommandation # 9
La commission recommande de concevoir l'aménagement et la programmation pour embrasser pleinement la nordicité de Montréal, créant de ce fait, une identité distinctive pour cet espace de cœur du centre-ville.

La commission a souvent entendu la question de la saisonnalité avec l'idée de ponctuer la programmation au rythme des saisons. Plusieurs suggestions d'activités hivernales allant des sentiers de patinage aux événements hebdomadaires de ski de fond durant les mois de janvier et février ont retenu l'attention de la commission. Ces événements pourraient être à l'hiver ce que les cyclovias[299] sont à l'été pour promouvoir une autre façon de s'approprier la ville. De plus, il a été évoqué que le tronçon entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sherbrooke Ouest serve d'entrée officielle au mont Royal en hiver. Ainsi, des terrasses quatre-saisons éphémères ou permanentes agissant un peu comme certains chalets de parc et une signalisation adéquate pourraient concrétiser l'accès au mont Royal par le métro et le centre-ville. Certains ont également fait valoir que ce serait un excellent lieu de rassemblement des familles durant le week-end. La commission est d'avis qu'il y a là des pistes originales à explorer dès la conception du futur espace.

3.9 La gouvernance

Plusieurs organisations ont abordé le thème de la gouvernance de l'avenue McGill College dans ses nouvelles attributions urbaines et souhaité que la Ville de Montréal convienne avec les parties prenantes d'un cadre de collaboration pour atteindre leurs objectifs communs, comme elle l'a fait en 1989 avec les propriétaires de l'avenue, et en 2004 avec les riverains du Quartier international de Montréal.

Rappelons qu'en 1989, l'Association des propriétaires de l'avenue McGill College et la Ville de Montréal ont scellé un accord[300] qui confirmait le plan d'aménagement de l'avenue, le plan horticole et l'échéancier de livraison, et déterminait le plan de financement des travaux d'embellissement. Ainsi, contre les engagements fermes de l'administration municipale à achever avant la fin de l'année le plan d'aménagement selon le design convenu, les propriétaires

[299] Les cyclovias sont des événements festifs et familiaux qui font la promotion des saines habitudes de vie en permettant aux piétons, cyclistes, patineurs et joggeurs d'occuper quelques kilomètres de rues transformées, pour l'occasion, en aires d'animation où on peut déambuler en toute sécurité et participer à plusieurs activités. Cette activité gagne en popularité à Montréal, et a été utilisée notamment durant le projet pilote de 2018 d'apaisement de la circulation sur le Chemin Camillien-Houde.
[300] Doc. 3.5, Entente entre la Ville de Montréal et l'Association des propriétaires de l'avenue McGill College, 30 octobre 1989

s'engageaient à verser une contribution de 500 000 $ au budget initial de construction et d'aménagement horticole et une contribution annuelle sous forme de taxes d'améliorations locales de 100 000 $ par année pendant 20 ans.

Ce premier accord public-privé, salué comme novateur et sans précédent dans l'histoire moderne de la ville, constituait le dernier acte d'une entente intervenue en 1986 entre la Ville et les propriétaires au sujet des orientations, des objectifs et de la signature distinctive du projet d'aménagement. La commission constate que l'avenue McGill College d'aujourd'hui y est demeurée fidèle.

En 2004, la Ville de Montréal et les propriétaires riverains du Quartier international de Montréal ont eu recours au même modèle de concertation. Le programme particulier d'urbanisme (PPU)[301] adopté en 2000 fait expressément référence à l'accord de l'avenue McGill College et aux expériences des BID (*Business Improvement District*) dans les villes américaines. La commission comprend que le BID est un territoire municipal défini dans lequel les places d'affaires et l'administration municipale se concertent dans le but de valoriser une rue, un voisinage ou un quartier en mettant en œuvre un plan d'interventions privées et publiques, un plan de services et un programme d'animation. Les BID sont habituellement administrés par une corporation sans but lucratif et sont financés par une taxe foncière ou une taxe d'affaires spécifique prélevée en sus des taxes municipales ordinaires.

L'accord du Quartier international confirme l'engagement des propriétaires riverains à l'égard du financement de l'entretien pendant 20 ans. Les propriétaires contribuent financièrement au budget initial de construction et aux coûts d'entretien (nettoyage des rues, collecte des ordures et entretien des parcs et places publiques tels le square Victoria et la place Jean-Paul-Riopelle).

Il doit être lu, lui aussi, comme la dernière pièce d'un partenariat stratégique d'une portée plus étendue et plus ambitieuse sur l'aménagement d'un quartier à vocation internationale intervenu entre la Ville de Montréal, l'Association des propriétaires riverains, la Caisse de dépôt et placement du Québec et les gouvernements du Québec et du Canada. Les signataires ont alors convenu de confier à une structure unique, la Société du Quartier international de Montréal, la gestion et la supervision des travaux de conception et de construction, en se conformant à des normes exigeantes pour atteindre leurs objectifs de pérennité et de durabilité, d'esthétique et de fonctionnalité, de qualité de l'exécution et du programme d'entretien.

Plusieurs organisations se réfèrent à ces modèles montréalais éprouvés de concertation publics-privés - d'autres rappellent aussi l'expérience du partenariat du Quartier des spectacles - pour définir les nouvelles attributions de l'avenue McGill College, tout en ne sacrifiant rien, bien au

[301] PPU du Quartier international de Montréal
ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_VMA_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PPU-QUARTIE R%20INTERNATIONAL.PDF

contraire, à l'exigence de maintenir dans toute intervention un haut niveau de qualité dans la conception de l'aménagement, dans le design, dans l'exécution puis dans l'entretien et même dans l'animation. Les recommandations d'Ivanhoé Cambridge, par exemple, en faveur d'un contenu québécois de qualité « *afin de célébrer les matériaux et le savoir-faire d'ici*[302] » font écho en des termes semblables aux mêmes préoccupations qui ont prévalu dans la mise en œuvre du plan du Quartier international de Montréal.

Pour plusieurs, le réaménagement de l'avenue McGill College ne peut donc se réaliser sans une étroite collaboration entre la Ville de Montréal et les parties prenantes. La commission note que la plupart ne définissent pas qui sont « *les parties prenantes* » : Héritage Montréal souhaite que la démarche collaborative municipale, institutionnelle et privée ne se confine pas aux seuls riverains; Tourisme Montréal se réfère aux acteurs du milieu tels les propriétaires, les commerçants, et l'Université McGill.

La commission croit que les parties prenantes et intéressées au réaménagement de l'avenue McGill College se trouvent non seulement parmi les riverains de l'avenue et leurs locataires corporatifs et commerciaux, mais aussi au sud, au nord et autour : l'Université McGill et son campus inférieur, la Place Ville Marie et son esplanade, les institutions et les occupants des rues voisines (avenue Mansfield, rue Victoria) tel le Musée McCord qui participe depuis plusieurs années à l'animation de l'avenue, lesquels ont un intérêt certain dans la vitalité de l'avenue McGill College. Ensemble, ils constituent le milieu d'insertion le plus directement touché par les fonctions et par l'animation de l'avenue.

La commission a entendu plusieurs propositions sur la gouvernance de l'avenue et en conclut qu'il y a une volonté générale de collaboration publique privée afin de bien cadrer l'avenue dans ses nouvelles attributions, en la plaçant sous la supervision d'un organisme où les parties prenantes et intéressées, d'une part, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie, d'autre part, se concerteront pour réaliser le projet conformément à leurs ambitions communes de qualité et dans les meilleures conditions de gouvernance publique et de pérennité.

Les modèles proposés, l'ampleur de leurs mandats et l'étendue de leur champ d'action varient beaucoup entre une instance consultative et un organisme maître d'œuvre. Héritage Montréal, par exemple, propose d'étendre le mandat du comité-conseil qui accompagne la Ville de Montréal dans ses projets de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest et du square Phillips. L'Institut de développement urbain du Québec invite la Ville de Montréal à utiliser les nouveaux pouvoirs dont elle dispose en matière de constitution d'OBNL à vocation publique et d'envisager la création d'un BID de l'avenue McGill College. Entre ces deux modèles bien différents dans leur nature comme dans leur mission, les propositions entendues se focalisent surtout sur la programmation, l'animation et l'entretien de l'avenue réaménagée.

[302] Doc. 6.15, Réflexions sur l'avenir de l'avenue McGill College à Montréal, Ivanhoé Cambridge, p. 8

La commission croit que la collaboration entre les parties prenantes et la Ville est essentielle à la réussite du projet et doit s'organiser tôt pour élaborer un modèle de gouvernance productif.

Recommandation # 10
Elle recommande à la Ville de Montréal d'instituer, dès en amont du projet de réaménagement, un comité de pilotage et d'orientation composé de représentants des parties prenantes dans le milieu d'insertion et chargé de trois mandats principaux : la validation d'un plan de réaménagement, la planification et la préparation du programme d'animation, et la définition d'une stratégie institutionnelle, financière et opérationnelle pour assurer la pérennité et l'entretien du futur espace.

1. Valider un plan de réaménagement en veillant à ce qu'il se conforme et traduise bien, voire renforce les ambitions d'urbanité, d'esthétisme et de fonctionnalité que les parties prenantes entretiennent pour cette avenue.

   Les parties prenantes et intéressées dans le milieu d'insertion et la Ville de Montréal doivent s'entendre sur l'aménagement physique et paysager de l'avenue McGill College dans ses nouvelles attributions urbaines. Elles doivent aussi s'entendre sur la séquence de la mise en œuvre, compte tenu des chantiers publics qui se déploient tout autour. Il est dans l'intérêt de tous qu'il y ait une instance représentative consacrée à la conception de la nouvelle avenue et à la réussite de sa réalisation.

2. Planifier et préparer l'avenir de l'avenue McGill College comme espace urbain vivant, fréquenté et animé toute l'année.

   Au-delà de la phase des chantiers de réaménagement, le comité de pilotage devra proposer un cadre, une programmation et un plan des usages multiples pour que l'avenue soit animée, fonctionnelle et efficace toute l'année, tout en demeurant accessible et sécuritaire pour tous ceux qui la fréquentent. Par exemple, les plans de circulation piétonne, cycliste et véhiculaire, la signalisation et les plages horaires réservées aux livraisons devraient être préparés et faire l'objet d'un consensus entre tous avant la mise en service de la nouvelle avenue.

3. Définir une stratégie institutionnelle, financière et opérationnelle en vue d'assurer la pérennité de l'identité particulière de l'avenue et son entretien.

   La commission croit que les parties prenantes, de concert avec la Ville de Montréal, doivent s'entendre au sujet de la permanence de leur comité de pilotage et donc, de sa forme, de son *modus operandi*, de ses politiques et de ses pratiques de gouvernance publique, y compris la reddition de compte.

   Elles doivent aussi convenir avec la Ville de Montréal, d'un plan financier agréé et consigné dans une entente semblable à celles de 1989-2009 (avenue McGill College) et de 2004-2024

(Quartier international) pouvant comporter un prélèvement fiscal et/ou, le cas échéant, un partage des recettes d'exploitation.


McGill Co
de l'avenue à la pla
On s'approprie
maquette gé
village éphe
Chass
A new public space for
McGill College
Québec
RJ6433W


CABANE
CAFÉ
McGill College


CABANE
CAFÉ
Murales de Julien Posture

CONCLUSION

Le cœur du centre-ville est en pleine revitalisation avec un ensemble de chantiers sur les domaines public et privé qui visent à donner un nouvel élan à ce quartier hautement symbolique pour Montréal. Profiter des travaux en cours pour doter le centre-ville d'un espace public réaménagé, unique et dynamique qui met en valeur les vues sur le mont Royal est un projet bien accueilli avec un potentiel structurant pour la Ville et la métropole.

La consultation publique qui vient de se dérouler montre bien que le futur espace, s'il respecte le génie du lieu, qu'il est bien réfléchi, planifié et coordonné avec les autres interventions des secteurs avoisinants, pourrait avoir dans des délais assez courts, des répercussions significatives sur le cadre de vie des personnes qui le fréquentent.

La consultation révèle aussi tout l'attachement des riverains et, plus largement, des Montréalais dans leur ensemble, à cet espace, à sa vocation et à son histoire. Les participants souhaitent que le réaménagement tienne compte des consensus historiques et reconduisent certains principes du dernier aménagement qui demeurent encore aujourd'hui d'actualité.

L'avenue McGill College est déjà un lieu de prestige pour le milieu des affaires et un nœud de transport très fréquenté. L'ajout du REM en fera sans aucun doute un pôle de mobilité multimodal important de la métropole.

Pour la commission, il ne fait aucun doute qu'il s'agit là d'une occasion unique de mettre en scène de façon tridimensionnelle le Montréal contemporain : la ville intérieure, la ville à l'échelle du piéton, et le paysage urbain. L'avenue est déjà le point de rencontre le plus réussi entre le centre-ville et la montagne. Situé entre deux ensembles iconiques, bordé par un cadre bâti déjà distinctif, le futur aménagement se doit de démontrer de façon exemplaire un nouveau mode d'appropriation de l'urbanité montréalaise en offrant un espace à intensité variée qui fait une large place au piéton et qui met en scène un faisceau de perspectives uniques.

La commission juge que les usages et les ambiances sont relativement déjà bien définis. En accentuant le caractère d'espace de repos et de détente de l'îlot jouxtant le campus inférieur de l'Université McGill, en réaffirmant la vocation animée de l'îlot bordé par les rues Cathcart et Sainte-Catherine Ouest, et en respectant le caractère axial de l'avenue pour les segments compris entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest, on réaffirme le caractère distinctif de ce lieu qui fait une large place au piéton et qui demeure néanmoins utilisable par une variété d'usagers.

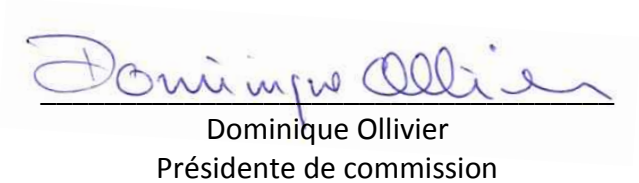
La commission invite la Ville à faire preuve à la fois d'exemplarité et d'audace pour piloter ce projet de réaménagement. Elle propose d'appuyer ses interventions sur trois principes d'aménagement qui mettent en valeur le génie du lieu en matière de signature architecturale, artistique et urbanistique : la transparence et la perméabilité du cadre bâti pour une ville à

échelle humaine et la mise en valeur des séquences visuelles reliant l'ensemble du mont Royal et la Place Ville Marie. Ceci permettrait des interactions originales et fonctionnelles entre le cadre bâti et le domaine public, entre les niveaux souterrains et la rue, entre la nature et le minéral. La présence importante d'art public éphémère ou permanent est aussi identifiée comme un élément à haute valeur ajoutée pour stimuler la fréquentation et la notoriété du futur espace.

Ceci résume bien l'appel entendu tout au long de la consultation : un espace distinctif, accessible à tous, polyvalent et qui est pensé d'abord pour le confort et le bien-être de ceux qui l'utilisent le plus : les riverains. Véritable métaphore de la douceur de vivre montréalaise, sa renommée internationale découlera autant de la qualité et de la fonctionnalité de son aménagement que de l'appropriation citoyenne qui en sera faite.

La commission veut également souligner la volonté de collaboration manifestée par tous les riverains et par plusieurs participants. Elle encourage l'administration municipale à en tirer parti pour développer dès maintenant un modèle de gouvernance collaborative auquel les parties prenantes adhéreront pleinement.

Fait à Montréal, le 7 février 2019.



Dominique Ollivier
Présidente de commission



Priscilla Ananian
Commissaire



Alain Duhamel
Commissaire









Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 1er août 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal confiait à l'Office de consultation publique le mandat de tenir une consultation publique sur la conception du futur aménagement de l'avenue McGill College, par le moyen d'activités d'interaction avec le public visant à établir les besoins, les attentes et les aspirations des citoyens pour cet espace public.

La consultation publique

L'Office rendait disponible sur son site Internet la documentation relative à la consultation publique le 11 septembre 2018.

Des dépliants ont été distribués au kiosque d'information du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest au square Philips, ainsi que dans des édifices résidentiels des alentours. Aussi, des courriels d'invitation aux différentes activités de la consultation ont été envoyés à près de 6 000 citoyens, institutions et organismes inscrits à la liste de diffusion de l'OCPM. Des publicités sur les réseaux sociaux de l'OCPM ainsi que des campagnes publicitaires sur Facebook ont également été placées à différents moments afin d'inciter les citoyens à participer en personne ou en ligne aux différentes activités de la consultation.

Les commissaires ont participé à une rencontre préparatoire avec les représentants de la Ville le 13 août 2018. La commission a également tenu deux séances d'audition des opinions les 6 et 7 novembre 2018, à la même adresse. Les séances d'information ont été intégralement diffusées en vidéo sur Facebook et sur le site Internet de l'Office et suivies par plus de 547personnes, en direct ou en différé, en plus des personnes présentes dans la salle.

La commission et son équipe
Dominique Ollivier, présidente de la commission
Priscilla Ananian, commissaire
Alain Duhamel, commissaire
Pierre Goyer, secrétaire-analyste

L'équipe de l'OCPM
Mathieu Bardin, analyste
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Hadrien Chénier-Marais, responsable de la mobilisation et de la participation en ligne
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, coordonnateur de démarches participatives
Laurent Maurice Lafontant, logistique et communications
Marc André Lapointe, analyste

Lizon Levesque, adjointe administrative
Denise Mumporeze, préposée à l'accueil
Anik Pouliot, directrice des communications
Olivier Rinfret, analyste
Joseph Tchinda-Kenfo, analyste
Akos Verboczy, secrétaire analyste
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation
Stéfanie Wells, secrétaire analyste
Mohamed-Ali Yanouri, analyste

Les porte-parole et les personnes-ressources
Christiane Rail, chef de section, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal
Ariane Quirion-Lamoureux, conseillère en aménagement, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal
Claude Carette, directeur, Service des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal
Guy Charbonneau, directeur, coordination des grands projets, Ville de Montréal
Katia Hédir, chargée de communication, Ville de Montréal
Noémie Lucas, développement économique, Ville de Montréal

Les participants aux séances d'information (par ordre d'inscription)

Séance d'information du 4 octobre 2018, 1550, rue Metcalfe
Christiane Rail
Ariane Quirion Lamoureux

Séance d'information du 11 octobre 2018, *McGill en projets,* 1550, rue Metcalfe
Dinu Bumbaru, directeur des politiques, Héritage Montréal
Sylvain Dubois, urbaniste, Enclume
Eve Renaud-Roy, designer urbain, Enclume
Claude Sirois, président, Centres commerciaux Ivanhoé Cambridge

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l'annexe 2 sous la rubrique 6.

Annexe 2 – La documentation

1. Procédure et objet du mandat
- 1.1 Sommaire décisionnel
- 1.2 Recommandation
- 1.3 Résolution

2. Démarche de consultation
- 2.1 Dépliant

3. Documentation déposée par la Ville de Montréal
- 3.1 Projet de l'avenue McGill College - Document de présentation - 31 août 2018 (English version)
- 3.2 Évolution architecturale urbaine et paysagère et caractérisation identitaire de l'avenue McGill College, Jonathan Cha, juin 2017
- 3.3 Objectifs d'aménagement, avenue McGill College, Provencher Roy, 13 avril 2018
- 3.4 Analyse de l'accessibilité à Place Ville Marie (extrait), SID LEE, WSP, septembre 2016
- 3.5 Entente entre la Ville et l'Association des propriétaires riverains de l'avenue McGill College, octobre 1989
- 3.6 Présentation lors de la séance d'information du 4 octobre 2018
- 3.7 Projets pertinents et inspirants – Enclume - Ville de Montréal, 11 octobre 2018

4. Travaux de la commission
- 4.1 Compte-rendu des préconsultations
- 4.2 Questions et demandes de la commission au Service des infrastructures, de la voirie et du transport - 22 octobre 2018
  - 4.2.1 Réponses de la Ville (SIVT) 1er novembre 2018
  - 4.2.2 Réponses de la Ville (SIVT), annexes, 1er novembre 2018

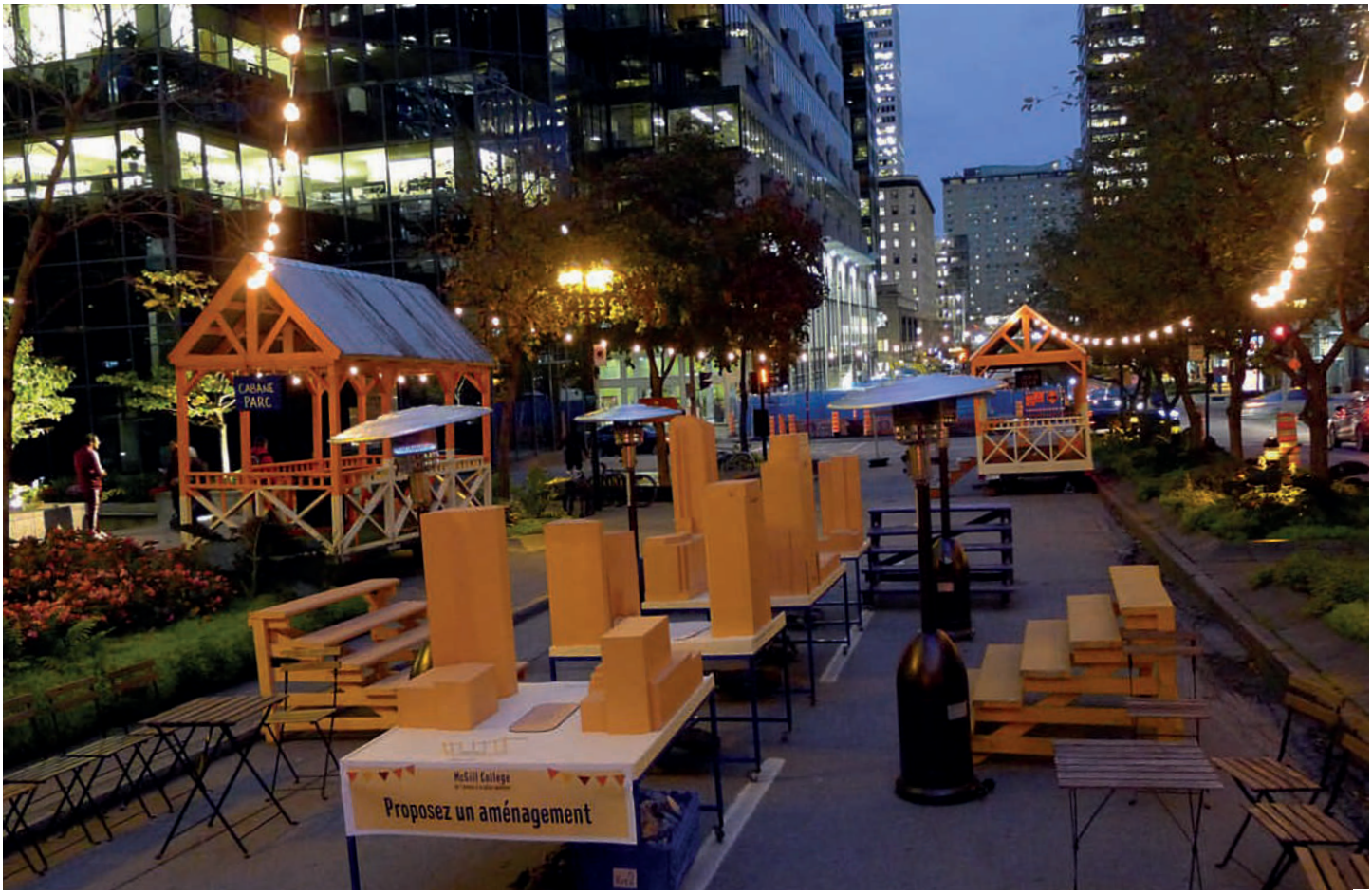
5. Transcription et webdiffusion
- 5.1 Transcription de la séance d'information du jeudi 4 octobre 2018
  - 5.1.1 Webdiffusion de la séance d'information du 4 octobre 2018
- 5.2 Webdiffusion de la soirée du 11 octobre 2018 – McGill College en projets
  - 5.2.1 McGill College projet urbain XIXe-XXIe - Dinu Bumbaru - Héritage Montréal
- 5.3 Transcription de la séance d'audition des opinions du 6 novembre 2018
- 5.4 Transcription de la séance d'audition des opinions du 7 novembre 2018

6. Opinions présentées à la commission
- 6.1 Ghyslain Gagnon
- 6.2 Milorad Bogetic
  - 6.2.1 Présentation
- 6.3 Partenariat du Quartier des spectacles
  - 6.3.1 Présentation

6.4 Chambre de commerce du Montréal métropolitain
6.5 Tourisme Montréal
6.6 Vélo Québec
6.7 Université McGill
6.8 Pierre Marcoux
6.8.1 Présentation
6.9 Association des architectes paysagistes du Québec
6.10 Claude Collin
6.11 Sonya Konzak
6.12 Clément Demers
6.13 Table de quartier Peter-McGill
6.14 Les Immeubles Polaris (Canada) Limitée
6.15 Ivanhoé Cambridge
6.16 Kenny Harouche et Manon Wolfarth
6.17 Francis Lapierre
6.17.1 Présentation
6.18 Conseil du patrimoine de Montréal
6.19 Conseil régional de l'environnement de Montréal
6.19.1 Présentation
6.20 Institut de développement urbain du Québec
6.21 Grégory Taillon
6.22 Héritage Montréal
6.23 Daniel Chartier
6.24 Les amis de la Montagne
6.24.1 Présentation
6.25 Miguel Escobar
6.25.1 Présentation
6.26 RAPSIM
6.27 RAPLIQ
6.28 Coalition Vélo de Montréal
6.29 Nicola Zoghbi
6.29.1 Présentation
6.30 Destination centre-ville
6.31 Mirta Romaniak
6.32 Daniel Querin

7. Opinions en ligne
7.1 Brian Babin
7.2 Pascal Bachand
7.3 Milorad Bogetic
7.4 Gary Michael Conrath
7.5 Nicole Demers
7.6 Claude Dumont
7.7 Jane Fiorentino

7.8 Antoine Fleitz
7.9 Beth Haarsma
7.10 Shawn Katz
7.11 Ivonna Koalsky
7.12 Lysanne Larose
7.13 Louise Lamarre Proulx
7.14 Claude Marchand
7.15 Khaled Murywed
7.16 Francois Nadeau
7.17 Denise Rochon
7.18 Sam Samson
7.19 Isabelle Simard
7.20 Judith Stewart
7.21 Eric Taylor


CABANE
PARC
McGill College
Proposez un aménagement





Annexe 3 – Recommandations

Recommandation # 1
La commission recommande que la nouvelle vocation de l'avenue McGill College soit de devenir la porte d'entrée symbolique du centre-ville de Montréal, un lieu de détente à l'ambiance distinctive afin de favoriser l'expérience déambulatoire, tout en réaffirmant son positionnement central par rapport aux réseaux des affaires, aux infrastructures de transport et aux espaces publics adjacents.

Recommandation # 2

La commission recommande de conserver au futur aménagement le caractère d'avenue tout en confortant, lors de l'élaboration du projet, les différentes ambiances existantes sur l'espace public :

- ✓ ***un espace de séjour verdi et d'ambiance tranquille raccordé au campus de l'Université McGill;***
- ✓ ***un espace partagé entre l'avenue du Président-Kennedy et la rue Sainte-Catherine Ouest, connecté à la station du REM; et***
- ✓ ***un espace animé, en lien avec les commerces avoisinants et l'Esplanade de la Place Ville Marie.***

Recommandation # 3
La commission recommande un accès direct extérieur à partir du domaine public à la station du Réseau express métropolitain.

Recommandation # 4
La commission recommande d'accorder une place prépondérante au piéton et d'assurer un partage harmonieux de l'avenue entre les différents usagers et modes de transport.

Recommandation # 5
La commission recommande que toute intervention sur l'avenue adopte des principes d'aménagement qui mettent en valeur le génie du lieu en matière de signature architecturale, artistique et urbanistique.

Recommandation # 6
La commission recommande de mettre en scène le paysage et les ensembles architecturaux qui encadrent l'avenue afin d'améliorer son insertion urbaine et affirmer ainsi son identité distinctive vis-à-vis des autres espaces publics du centre-ville.

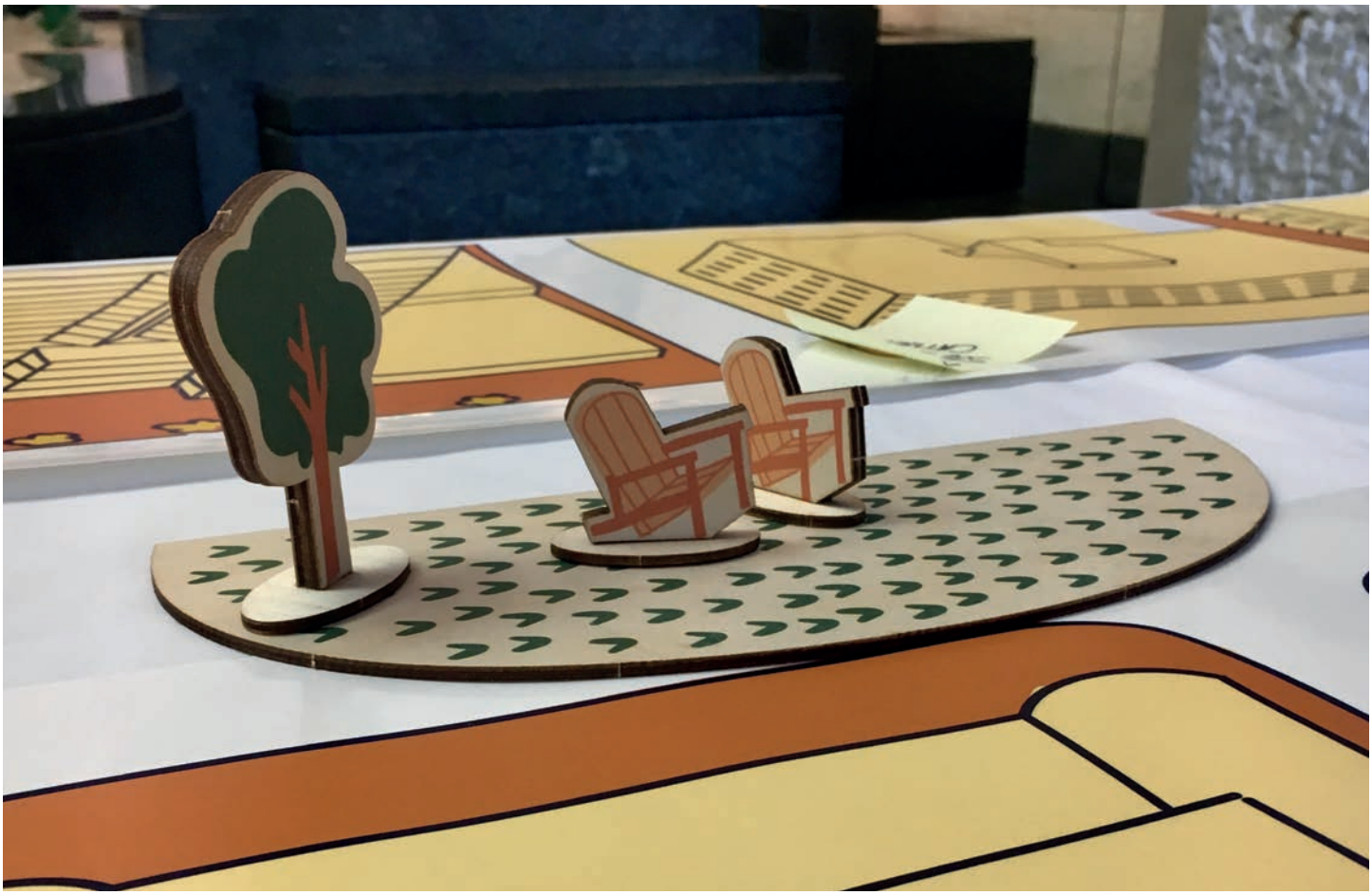
Recommandation # 7
La commission recommande de privilégier une animation douce sur le futur espace en lien avec sa vocation d'espace de détente et de repos.

Recommandation # 8
La commission recommande de privilégier les besoins des travailleurs riverains pour l'animation diurne et d'arrimer la programmation en dehors des heures de bureau avec des activités qui soutiennent et stimulent l'économie locale.

Recommandation # 9
La commission recommande de concevoir l'aménagement et la programmation pour embrasser pleinement la nordicité de Montréal, créant de ce fait, une identité distinctive pour cet espace de cœur du centre-ville.

Recommandation # 10
Elle recommande à la Ville de Montréal d'instituer, dès en amont du projet de réaménagement, un comité de pilotage et d'orientation composé de représentants des parties prenantes dans le milieu d'insertion et chargé de trois mandats principaux : la validation d'un plan de réaménagement, la planification et la préparation du programme d'animation, et la définition d'une stratégie institutionnelle, financière et opérationnelle pour assurer la pérennité et l'entretien du futur espace.





OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.05

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190498001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2018.

Il est recommandé :
de prendre acte du bilan sur le Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* en date du 31 décembre 2018.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-05 09:52

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190498001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2018.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, le comité exécutif adoptait la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* qui constitue l'un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme et des orientations de la Ville en matière d'habitation. Au moment de l'adoption de la Stratégie, le contexte juridique ne permettait pas d'exiger l'inclusion de logements abordables par voie réglementaire, ce qui a mené la Ville à adopter une approche incitative. Par ailleurs, le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* a introduit un nouveau pouvoir habilitant dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU). Les municipalités du Québec peuvent désormais : « (...) par règlement et conformément à des orientations définies à cette fin dans le plan d'urbanisme, assujettir la délivrance de tout permis pour la construction d'unités résidentielles à la conclusion d'une entente entre le demandeur et la municipalité en vue d'améliorer l'offre en matière de logement abordable, social ou familial ». La Ville a donc entrepris la modification du Plan d'urbanisme et l'élaboration d'un règlement sur l'offre de logement social, abordable et familial, qui lui permettront de se prévaloir de ce pouvoir. L'adoption de ce règlement est envisagée pour la fin de l'année 2019. Jusqu'à l'entrée en vigueur du règlement, la mise en oeuvre de la Stratégie d'inclusion se poursuit.

La Stratégie d'inclusion actuelle vise deux grands objectifs :

· Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins de citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives ;

· Le soutien de la production de logements abordables, en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires et en stimulant la production de logements (copropriétés ou locatifs) abordables.

Lors de son adoption, les cibles visées par la Stratégie étaient l'inclusion de 15 % de logements sociaux et communautaires et de 15 % de logements abordables privés dans le cadre de la réalisation de projets résidentiels de 200 logements et plus nécessitant une

modification réglementaire importante. Certains objectifs « familles » ont été ajoutés à la suite de l'adoption de la Politique familiale de Montréal en 2008. Depuis décembre 2015, la Stratégie vise des projets de 100 logements et plus nécessitant une modification réglementaire importante à l'usage , la hauteur ou la densité.

Dans le contexte particulier de projets où le promoteur et les autorités de la Ville et de l'arrondissement concerné conviennent qu'il n'est ni souhaitable ni pertinent d'inclure sur site des composantes de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés, ou encore lorsque l'identification de projets hors site s'avère difficile voire impossible, le recours à une contribution financière constitue alors le moyen pour le promoteur de se conformer à la Stratégie d'inclusion.

La création du Fonds permettant la gestion des contributions financières reçues des promoteurs a été autorisée par le comité exécutif le 14 mars 2012 par la résolution CE12 0338. Cette résolution permettait :

1- d'approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (« le Fonds »),* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles ;

2- de créer deux comptes de dépôt corporatifs dédiés à cet effet dont un pour le logement social et communautaire et un autre pour le logement abordable privé ou pour familles.

Les objets et principes de base de la Stratégie demeurent inchangés. Elle demeure de nature incitative et vise le développement de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés ainsi que le logement pour familles.

Plus d'une centaine d'ententes d'inclusion ont été conclues depuis le début de la Stratégie. En plus des projets de construction directement issus de ces ententes, les contributions financières obtenues dans ce cadre permettent de compléter le montage financier de projets sociaux et communautaires émergents : plusieurs projets actuellement en élaboration dans le cadre de la Stratégie 12 000 logements sociaux et abordables reposent sur des apports du Fonds de contribution à l'inclusion pour compléter le financement du programme AccèsLogis.

Lors de la création du Fonds, la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements des contributions reçues, des sommes affectées et de l'état général du fonds. Des bilans ont été présentés annuellement depuis 2012. Le présent sommaire vise donc à présenter un nouveau bilan en date du 31 décembre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0100 (2018-02-22) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2017.
CG17 0068 (2017-03-30) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.

CG16 0171 (2015-03-24) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2015.

CM15 1498 (2015-12-14) - Accepter que tous les promoteurs signataires d'ententes

comportant l'obligation de réaliser des logements abordables privés puissent se prévaloir, à leur choix, soit des critères tels que stipulés dans leur entente, soit de critères modifiés dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans le nouveaux projets résidentiels.

CE15 2254 (2015-12-09) - Adopter les modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CG15 0066 (2015-02-26) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2014.

CG14 0068 (2014-02-27) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2013.

CE13 0439 (2013-04-10) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2012.

CE12 0338 (2012-03-14) - Création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles.

CE05 1708 (2005-08-24) - Adoption de *la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

A. <u>Fonctionnement du Fonds de contribution</u>
<u>La dotation du Fonds</u>

Les contributions financières des promoteurs pour le *logement social et communautaire* , résultant d'ententes conclues par la Ville en vertu de la Stratégie d'inclusion, doivent être déposées dans le Fonds, y compris les contributions négociées en arrondissement en vertu de stratégies locales et pour des projets comportant moins de 100 logements depuis décembre 2015. Chaque contribution doit être accompagnée d'une lettre d'entente entre le promoteur et la Ville ou d'une lettre d'engagement du promoteur confirmant que la contribution est destinée aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires.

Les contributions pour le *logement privé abord able ou pour familles* prennent forme lors de l'encaissement par la Ville des lettres de garantie bancaire, fournies par les promoteurs dans le cadre d'accords de développement ou d'ententes d'inclusion pour la réalisation de logements privés abordables ou pour familles, dont les conditions n'ont pas été respectées.

Les contributions financières résultant d'ententes conclues avant la mise sur pied du Fonds ont également été déposées.

<u>L'utilisation du Fonds</u>

Les sommes versées au Fonds de contribution peuvent servir à deux fins :

1- au développement de logements sociaux et communautaires (en priorité pour l'achat d'immeubles spécifiquement requis pour le développement de nouveaux projets sociaux et

communautaires ou, en second lieu, pour compléter le montage financier de projets en élaboration);

2- au développement de logements privés abordables ou pour familles (pour l'achat d'immeubles destinés au développement de nouveaux logements privés abordables ou pour familles ou pour le financement de subventions pour des projets de logements abordables privés ou pour familles).

Chaque affectation de sommes provenant du Fonds fait l'objet d'un dossier décisionnel préparé par le Service de l'habitation. Ce dossier fait état des détails du projet auquel les sommes sont destinées. L'arrondissement d'où provient la contribution est invité à intervenir dans le dossier. Cette affectation est approuvée selon les règles de délégation en vigueur.

Le calcul du montant de la contribution pour les logements sociaux et communautaires

La méthode de calcul utilisée pour déterminer le montant de la contribution est basée sur la différence entre la valeur marchande (prédéterminée) par logement du terrain prêt à construire du secteur moins la capacité de payer des organismes (par logement) pour les projets sociaux subventionnés par les programmes AccèsLogis Québec et Montréal, programmes gouvernementaux dans le cadre duquel les logements sociaux et communautaires sont réalisés.

B. Bilan du Fonds de contribution au 31 décembre 2018

Logement social et communautaire

Le solde disponible pour ce volet se chiffrait à 11 256 147 $ au 31 décembre 2017.

Au cours de l'année 2018, dix-neuf contributions provenant de projets réalisés dans sept arrondissements (Ahuntsic-Cartierville, Le Sud-Ouest, Rosemont-La-Petite-Patrie, Saint-Léonard, Villeray-St-Michel-Parc-Extension, Verdun et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve) ont été reçues pour un total de 6 378 918 $.Le tableau présenté en pièce jointe détaille chacune de ces transactions.

Un seul déboursé au montant de 577 431 $ a été effectué. Il s'agissait du coût de l'acquisition d'un terrain situé dans l'arrondissement Le Sud-Ouest.

En date du 31 décembre 2018, le total du fonds était de 17 057 634 $.

Cependant, deux montants totalisant 420 000 $ sont réservés pour des projets situés dans les arrondissements Ville-Marie et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Logement abordable privé (et pour familles)

Une contribution de 400 000 $ a été faite en 2018 au profit de l'arrondissement du Sud-Ouest portant le solde total pour le logement abordable privé et pour familles à 1 140 000 $.

JUSTIFICATION

Lors de la création du Fonds de contribution, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer annuellement le comité exécutif et les arrondissements sur les contributions reçues, les sommes affectées et l'état général du Fonds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au 31 décembre 2018, le solde du Fonds de contribution pour le volet logement social et communautaire était exactement de 17 057 633,63 $; celui pour le volet logement abordable privé et familles, de 1 140 000 $. Le grand total était de 18 197 633,63 $.
Le Fonds ne rapporte pas d'intérêts étant donné le caractère transitoire des sommes qui y sont déposées et du fait qu'il n'a pas été créé par règlement. Ces comptes ne sont pas des réserves financières ni des fonds réservés. Légalement, aucun intérêt n'est calculé sur des comptes de dépôts.

Les deux comptes corporatifs liés au Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projet s résidentiels* sont sous la gouverne du Service des finances. Le Service de l'habitation tient à jour mensuellement un rapport détaillé (auxiliaire) pour chacun des deux comptes qui fait état de la dotation et de l'utilisation des fonds par arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La création d'un Fonds de contribution, comme instrument de mise en oeuvre de la Stratégie d'inclusion, s'inscrit dans l'orientation du Plan de développement durable visant à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels. Le Fonds permet d'accueillir les contributions qui seront ultérieurement utilisées afin de réaliser des logements sociaux et communautaires qui contribuent à réduire les inégalités sociales et assurer des milieux inclusifs, ainsi que des logements abordables privés dont l'un des objectifs est de réduire le solde migratoire entre Montréal et sa périphérie en retenant des jeunes ménages familiaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Fonds permet d'accepter et de disposer, en toute transparence, des contributions lorsque l'inclusion de logements abordables sur site ou hors site n'est pas possible.
Ces contributions constituent un élément essentiel pour compléter le montage financier de nombreux projets sociaux et communautaires actuellement en développement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le prochain bilan sera préparé en date du 31 décembre 2019.
Les étapes qui suivent concernent exclusivement la modification du Plan d'urbanisme et le projet de règlement sur l'offre de logement social, abordable et familial

- Avis de motion visant la modification du Plan d'urbanisme et le projet de règlement sur l'offre de logement social, abordable et familial : avril 2019.
- Consultations publiques menées par l'OCPM : mai et juin 2019.
- Adoption des modifications au Plan d'urbanisme et du règlement : novembre 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian BORYS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Isabelle LUSSIER
Chef de division

Tél : 514-872-7909
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2019-02-05

Service de l'habitation

Fonds de contribution à l'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

État de situation - 31 décembre 2018

	Ahuntsic-Cartierville	CDN-NDG	Le Sud-Ouest	Rosemont-La-Petite-Patrie	Ville-Marie	Villeray-St-Michel-Parc-Extension	Saint-Léonard	Verdun	Plateau Mont-Royal	Hochelaga-Maisonneuve	TOTAL
Volet Logement social et communautaire											
Solde au 31 décembre 2017	500 000 $	1 457 750 $	2 847 626 $	254 145 $	4 849 426 $	51 500 $	600 000 $	158 700 $	495 000 $	42 000 $	11 256 147 $
Contributions approuvées par CM/CG, versées en 2018 à un projet de logement social (montant déboursé)											
- 5233-5235, rue St-Ambroise	- $	- $	(577 431) $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(577 431 $)
Sous-total	- $	- $	(577 431) $	- $	0 $	- $	- $	- $	- $	- $	(577 431 $)
Contributions reçues en 2018											
- Henri B -10 765, rue Lajeunesse	154 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	154 000 $
- Innova - 9675, avenue Papineau	490 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	490 000 $
- Griffntown îlot Ste-Anne,bloc 4	- $	- $	777 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	777 000 $
- Griffntown îlot Ste-Anne,bloc 5	- $	- $	714 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	714 000 $
- 370, des Seigneurs	- $	- $	561 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	561 000 $
- Legado - rue Barré	- $	- $	63 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	63 000 $
- 1306, rue Basin	- $	- $	1 009 175 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	1 009 175 $
- Thermetco - 1999,rue William	- $	- $	765 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	765 000 $
- Motel Marquis - 6720 Sherbrooke est	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	126 500 $	126 500 $
- Elogia II	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	938 000 $	938 000 $
- Norampac	- $	- $	- $	55 343 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	55 343 $
- Solotech	- $	- $	- $	85 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	85 000 $
- 6724, rue Fabre	- $	- $	- $	70 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	70 000 $
- Cité Centrale, rue Jarry est	- $	- $	- $	- $	- $	- $	299 000 $	- $	- $	- $	299 000 $
- 3886-3892, rue de Verdun	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	4 600 $	- $	- $	4 600 $
- 5551, rue Wellington	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	73 600 $	- $	- $	73 600 $
- Coin rue de l'Église et boul. Lasalle	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	147 200 $	- $	- $	147 200 $
- 725-727, rue d'Argyle	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	34 500 $	- $	- $	34 500 $
- Knights Bridge	- $	- $	- $	- $	- $	12 000 $	- $	- $	- $	- $	12 000 $
Sous-total	644 000 $	- $	3 889 175 $	210 343 $	- $	12 000 $	299 000 $	259 900 $	- $	1 064 500 $	6 378 918 $
Solde au compte au 31 décembre 2018	**1 144 000 $**	**1 457 750 $**	**6 159 370 $**	**464 488 $**	**4 849 426 $**	**63 500 $**	**899 000 $**	**418 600 $**	**495 000 $**	**1 106 500 $**	**17 057 634 $**
Contributions réservées par CM/CG mais non encore versées											
- Coopérative d'habitation La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	- $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	- $	(220 000) $
- Coopérative d'habitation Gonthier (CG18 0556)	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	(200 000) $	(200 000) $
Sous-total	- $	- $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	(200 000) $	(420 000) $
Solde disponible au 31 décembre 2018	**1 144 000 $**	**1 457 750 $**	**6 159 370 $**	**464 488 $**	**4 629 426 $**	**63 500 $**	**899 000 $**	**418 600 $**	**495 000 $**	**906 500 $**	**16 637 634 $**
Volet Logement abordable privé et familles											
Solde au 31 décembre 2017	- $	- $	480 000 $	260 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	740 000 $
Contributions versées ou reçues durant l'année 2018											
- Les Bassins du Nouveau Havre	- $	- $	400 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	400 000 $
Solde au compte au 31 décembre 2018	**- $**	**- $**	**880 000 $**	**260 000 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**1 140 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190498001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1190498001 Bilan fonds logements abordables - 2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian BORYS
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5676

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514 868-3410
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier - Point de service développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.06

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1198257002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2018 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. La production d'un bilan annuel par réseau de distribution d'eau potable est exigée en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

Il est recommandé de:
1. prendre acte du bilan annuel de déposer le bilan annuel 2018 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

2. déposer le bilan au conseil d'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 21:17

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198257002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan annuel 2018 de la qualité de l'eau potable de 16 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.- Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. La production d'un bilan annuel par réseau de distribution d'eau potable est exigée en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable.

CONTENU

CONTEXTE

Relevant du Service de l'eau, la Direction de l'eau potable (DEP) assure l'alimentation en eau potable à l'ensemble de la population de l'agglomération de Montréal à partir de six (6) usines de production d'eau potable : Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval.
L'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable (RQEP) du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) demande au responsable d'un système de distribution d'eau de produire un bilan annuel de la qualité de l'eau produite à des fins de consommation humaine. Il doit être terminé avant le 31 mars de chaque année pour l'eau distribuée durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente. Le bilan présente un résumé de tous les résultats des analyses d'eau effectuées en vertu du RQEP et explique tous les dépassements de norme.

Un exemplaire de ce bilan doit être mis à la disposition du Ministre sur demande, conformément au RQEP. Le bilan doit être disponible aux utilisateurs des réseaux de distribution de l'eau potable de l'agglomération de Montréal dès qu'il aura été soumis et entériné par les instances. Le responsable du système de distribution doit également en fournir une copie aux utilisateurs, sur demande.

La Division d'expertise technique du Service de l'environnement de la Ville de Montréal a le mandat d'assister la DEP pour produire ces bilans pour quinze (15) réseaux de distribution municipaux et un (1) réseau de distribution touristique (le Jardin botanique de Montréal) dont elle assure le suivi réglementaire de la qualité de l'eau potable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0148 – 29 mars 2018 - Dépôt du bilan annuel 2017 de la qualité de l'eau potable relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe -Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval.

CG17 0038 - 23 février 2017 - Dépôt du bilan annuel 2016 de la qualité de l'eau potable relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe -Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval.

CG16 0173 - 24 mars 2016 - Dépôt du bilan annuel 2015 de la qualité de l'eau potable relativement aux usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe -Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à déposer, au conseil d'agglomération, le bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.
Les faits saillants de ce bilan se résument ainsi :

· Les résultats des analyses bactériologiques et de chimie organique effectuées sur les quinze mille six cent soixante-seize (15 676) échantillons prélevés n'ont présenté aucun dépassement des concentrations maximales acceptables (CMA) réglementaires.
· Les résultats des analyses en chimie inorganique démontrent que seul le plomb a occasionné des dépassements de la CMA, fixée à 0,010 mg/L. Ces dépassements ont été constatés pour les réseaux de distribution suivants :

- Réseau de Montréal (X0008084) : six (6) dépassements de la CMA sur cinquante-deux (52) échantillons prélevés ont été identifiés. La valeur moyenne de concentration de plomb pour ces dépassements a été de 0,0132 mg/L. La ville a démontré, dans le passé, que ces dépassements étaient causés par la présence d'entrées de service en plomb.
- Réseau de Montréal-Ouest (X0008889) : six (6) dépassements de la CMA sur vingt (20) échantillons prélevés ont été identifiés. La valeur moyenne de concentration de plomb pour ces dépassements a été de 0,0122 mg/L. Comme le réseau de Montréal-Ouest utilise la même eau que le réseau de Montréal, les dépassements de la CMA sont fort probablement causés par la présence d'entrées de service en plomb.

Dans le cas de dépassements de la norme du plomb, l'occupant a reçu une lettre avec le résultat de la teneur en plomb.

La Ville de Montréal poursuit son plan d'action qui vise à remplacer la partie publique des entrées de service en plomb d'ici 2027. En parallèle, la Ville de Montréal procède à une caractérisation de son réseau afin d'identifier l'ampleur de la problématique, ce qui implique de nombreux prélèvements à effectuer dans des secteurs potentiellement problématiques pour le plomb. Un dépliant sur le plomb a également été distribué aux propriétaires des résidences potentiellement touchées.

Certains lieux de prélèvement, dont la teneur en plomb dépassait la CMA au cours des années passées ont vu le nombre d'échantillons à prélever pour l'année 2018 doubler sur les réseaux de Senneville (X0008959), Dollard-des-Ormeaux, secteur desservi par Pierrefonds (X0008973), Sainte-Anne-De-Bellevue (X0008126) et le réseau de Montréal-Ouest (X0008889), comme recommandé dans le guide d'interprétation du plomb du MELCC.

Afin de faciliter l'accès à l'information pour tous les consommateurs de l'eau potable du réseau de l'agglomération, le Service de l'eau publie le bilan annuel de la qualité de l'eau potable sur le site Internet de la Ville. De plus, une synthèse des plaintes relatives à la qualité de l'eau (section facultative du bilan) est présentée dans le bilan 2018 ainsi que dans les rapports annuels de la qualité de l'eau produite par les six (6) usines d'eau potable. Plusieurs citoyens et industries consultent ces résultats.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal met en œuvre tous les efforts nécessaires pour répondre aux exigences du RQEP et fait preuve de transparence par la publication du bilan de la qualité de l'eau sur son site internet. Les citoyens pourront ainsi le consulter facilement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En facilitant l'accès à l'information à la population, ce bilan contribue à mettre la communauté au cœur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas donner suite à l'obligation réglementaire contrevient au RQEP et rend les Villes passibles d'une amende.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Outre la diffusion du bilan de l'eau 2018 sur le site Internet de la Ville de Montréal, le Service de l'expérience citoyenne et des communications n'a pas prévu d'autres opérations de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan au conseil d'agglomération : mars 2019
Publication : diffusion du bilan sur le site internet : au plus tard le 31 mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Laurent LAROCHE, Service de l'environnement
Katia HEDIR, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Dominique DEVEAU, Service de l'eau
Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève GÉLINAS
ingenieur(e)

Tél : 514 872-3993
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-28

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution : Baie d'Urfé

Numéro de l'installation de distribution : X0008953

Nombre de personnes desservies : 3890

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon le décret 2018

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Jacques DesOrmeaux, Directeur général
Ville de Baie-D'urfé
Tél. : 514-457-6047 Courrier électronique : jdesormeaux@baie-durfe.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique,
Service de l'environnement. Montréal
Tél. : 514-872-5737 Courrier électronique : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	12 X 8 = 96	100	0/ 100 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	12 X 8 = 96	100	0/ 100 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	24	24	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	24	24	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pointe-Claire.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides			
Autres substances organiques			

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l) Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	4	4	68.2

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-02-22	THM totaux	Lakeshore	≤ 80 µg/L	86.9	Communication au Ministère mais pas d'action prise puisque la moyenne cumulative de 4 trimestres consécutifs était inférieure à 80 µg/L

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante :
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Pointe-Claire se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Beaconsfield
Numéro de l'installation de distribution :	X0008948
Nombre de personnes desservies :	20075

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon le décret 2018

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Nathalie Libersan-Laniel, Greffière et directrice des affaires publiques.
Beaconsfield.
Tél. : 514-428-4400 poste 4421
Courrier électronique : nathalie.libersan-laniel@beaconsfield.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, chef de section Expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Numéro de téléphone : 514-872-5737
Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (Nombre par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	21 X 12 = 252	282	0 / 282= **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	21 X 12 = 252	282	0 / 282= **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	20	20	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	20	20	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pointe-Claire.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	0*	0	
Autres substances organiques	0*	0	

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pointe-Claire.

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	67.0

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-02-21	THM totaux	Beaurepaire	≤ 80 µg/L	82.4	Communication au Ministère mais pas d'action prise puisque la moyenne cumulative de 4 trimestres consécutifs était inférieure à 80 µg/L
2018-02-23	THM totaux	Elm	≤ 80 µg/L	80.9	

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Pointe-Claire se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l’eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l’eau potable.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Dollard-des-Ormeaux (Par Pierrefonds)
Numéro de l'installation de distribution :	X0008973
Nombre de personnes desservies :	47691

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/ +

Selon le décret 2018 et ville Dollard-Des-Ormeaux

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Jack Benzaquen, directeur général. Dollard-Des-Ormeaux
Tél. 514-684-8060 Courrier électronique : jbenzaquen@ddo.qc.ca

Anna Polito, directrice de l'aménagement urbain et de l'ingénierie.
Dollard-Des-Ormeaux
Tél. 514-684-0722 Courrier électronique : apolito@ddo.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Tél.: 514-872-5737 Courrier électronique : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{ombre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	48 X 12 = 576	603	2 / 603 = **0,33 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	48 X 12 = 576	603	0 / 603 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de Prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-05-16	Coliformes totaux *	Sonata	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence. Point vérifié sur une base hebdomadaire
2018-01-20	Coliformes totaux*	Spring Garden	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence. Point vérifié sur une base hebdomadaire

Légende : * : Bien que l'eau soit déclarée potable, les cas de présence de coliformes totaux doivent être déclarés à l'exploitant, au Ministère et à la Santé publique)

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	40	40	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	40	40	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pierrefonds.
** En 2016, il y a déjà eu un lieu de prélèvement dont la teneur en plomb dépassait la concentration maximale acceptable (CMA) pour le plomb. Pour 2017 et 2018, le nombre d'échantillons à prélever a été doublé, tel que recommandé dans le guide d'interprétation du plomb du Ministère http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/potable/plomb/guide-evaluation-intervention.htm

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	0*	0	
Autres substances organiques	0*	0	

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pierrefonds.

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	50.7

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :

Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.
Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable par l'usine de Pierrefonds se retrouve sous la rubrique **accès rapide**.



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Dollard-des-Ormeaux (par Pointe-Claire)
Numéro de l'installation de distribution :	X2146082
Nombre de personnes desservies :	3509

http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

et répartition de ce réseau selon Ville Dollard-Des-Ormeaux

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Jack Benzaquen, directeur général. Dollard-Des-Ormeaux
Tél. 514-684-8060 Courrier électronique : jbenzaquen@ddo.qc.ca

Anna Polito, Directrice de l'Aménagement urbain et de l'ingénierie. Dollard-Des-Ormeaux
Tél. 514-684-0722 Courrier électronique : apolito@ddo.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Nom : Laurent Laroche, C/s expertise technique, ville Montréal
Numéro de téléphone : 514-872-5737
Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{ombre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	101	0 / 101 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	101	0 / 101 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	5	5	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	5	5	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pointe-Claire.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides			
Autres substances organiques			

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	4	4	57.0

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Pointe-Claire se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable

Une plainte reçue a nécessité un échantillonnage et une analyse. La plainte portait sur le goût.

Les échantillons prélevés et testés ont démontré des résultats conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable, pour les paramètres analysés. Une lettre explicative fut envoyée au demandeur.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Cité de Dorval
Numéro de l'installation de distribution :	X0008923
Nombre de personnes desservies :	19763

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon le décret 2018

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Carl Minville, directeur général. Dorval
Tél. : 514-633-4050 Courrier électronique : cminville@ville.dorval.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Tél.: 514-872-5737 Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{ombre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	20 X 12 = 240	245	0 / 245 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	20 X 12 = 240	245	0 / 245 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	10	10	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	10	10	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	57.2

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Dorval se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Il y a deux (2) plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

Ces deux (2) plaintes furent pour l'esthétique de l'eau. Une plainte concernait la présence de particules dans l'eau et l'autre la présence d'un film à la surface de l'eau. Les particules observées semblaient provenir d'une rondelle d'étanchéité d'un robinet et aucun film n'a été perçu à la surface de l'eau. Dans les deux cas, tous les résultats d'analyses étaient conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable, pour les paramètres analysés.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Île de Dorval
Numéro de l'installation de distribution :	X0008902
Nombre de personnes desservies :	75
Source : Réseau saisonnier, réf. Île de Dorval	
Date de publication du bilan :	2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Gisèle Chapleau, mairesse. Île de Dorval
Courrier électronique : admin@liledorvalisland.ca.

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique, ville Montréal
Tél.: 514-872-5737
Courrier électronique: llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (Nombre par mois x 12)	Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Coliformes totaux	2 X 6 = 12	18	0 / 18 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	2 X 6 = 12	18	0 / 18 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	2	2	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	2	2	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites			
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Dorval.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	6	6	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides			
Autres substances organiques			

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	2	2	33.6

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Dorval se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse de l'eau potable.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Société de gestion Marie-Victorin / (Jardin botanique de Montréal)
Numéro de l'installation de distribution :	X2055668
Nombre de personnes desservies :	Réseau touristique
Date de publication du bilan :	2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Dominique Verreault, chef de section exploitation des bâtiments spécialisés
Téléphone : 514-872-9812 Courrier électronique : dverreault@ville.montreal.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique,
Service de l'environnement. Montréal
Téléphone : 514-872-5737 Courrier électronique : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	98	0 / 98 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	98	0 / 98 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	1	1	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	1	1	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0 *	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Montréal.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides			
Autres substances organiques			

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l) Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	1	4	50.5

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☒ Aucune analyse supplémentaire réalisée

8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Kirkland
Numéro de l'installation de distribution :	X0008946
Nombre de personnes desservies :	21044
http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/	
Selon décret 2018	
Date de publication du bilan :	2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Martine Musau, Greffière et directrice des affaires publiques.
Ville de Kirkland.
Tél. : 514-694-4100 poste 3167
Courrier électronique : mmusau@ville.kirkland.qc.ca

Martin Cuerrier, directeur des travaux publics
Tél. : 514-694-4111 poste 3412
Courrier électronique: mcuerrier@ville.kirkland.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Nom : Laurent Laroche, C/s expertise technique, ville Montréal
Numéro de téléphone : 514-872-5737
Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	22 X 12 = 264	282	0 / 282 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	22 X 12 = 264	282	0 / 282 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	24	24	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	24	24	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pointe-Claire.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	0*	0	
Autres substances organiques	0*	0	

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pointe-Claire.

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	63.3

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

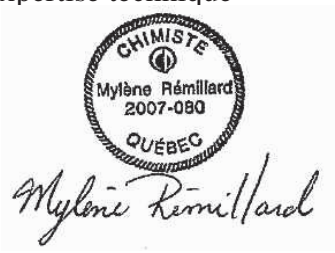
Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante :
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Pointe-Claire se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue qui a nécessité une analyse

Une (1) plainte, pour présence de particules blanches et irritation de la peau a nécessité une analyse de l'eau. Les résultats d'analyses démontraient des résultats normaux et conformes au règlement sur la qualité de l'eau potable.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution : Lachine

Numéro de l'installation de distribution : X0008089

Nombre de personnes desservies : 40155

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/ +

Selon le décret 2018 pour l'arrondissement de Lachine et la ville de Montréal

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

André Marsan, directeur
Direction de l'eau potable. Montréal
Téléphone 514-872-5090 Courriel : andremarsan@ville.montreal.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Téléphone : 514-872-5737 Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :
Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	44 X 12 = 528	607	0 / 607= **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	44 X 12 = 528	607	0 / 632= **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	20	20	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	20	20	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	4	4	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l) Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	69.5

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Paramètre en cause	Lieu de prélèvement (rue, avenue, boulevard)	Norme applicable	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2018-05-14	THM totaux	François-Lenoir	≤ 80 µg/L	82.8	Communication au Ministre mais pas d'action puisque la moyenne cumulative de 4 trimestres consécutifs était inférieure à 80 µg/L

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Acides halo acétiques	0	4	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	0	
Nitrites (exprimés en N)	0	0	
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	0	
Substances radioactives	0	0	

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, Chimiste.
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, Chimiste.
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Lachine se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

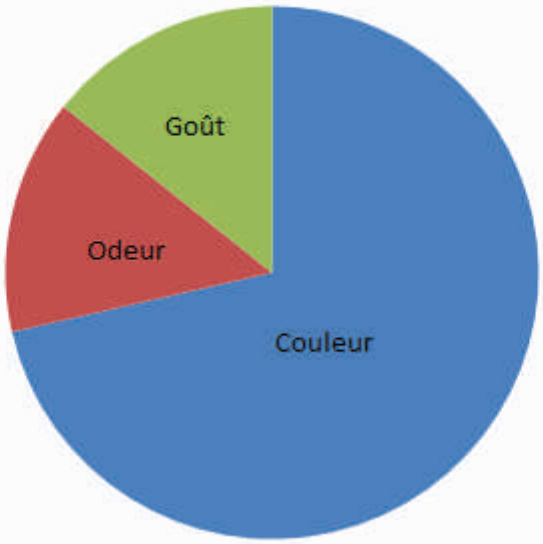
☐ Aucune plainte reçue

Il y a 7 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

Pour toutes les plaintes, les échantillons prélevés et testés furent conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable. Dans tous les cas, où un échantillonnage et une analyse furent réalisés, une lettre explicative fut envoyée au demandeur.

Sept (7) plaintes furent pour l'esthétique. Voici la répartition des plaintes de nature esthétique;

Graphique1: Répartition des plaintes pour le réseau de Lachine



Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Montréal
Numéro de l'installation de distribution :	X0008084
Nombre de personnes desservies :	1 644 526

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

selon le décret 2018 en excluant les arrondissements de Pierrefonds et d'Île-Bizard-Sainte-Geneviève ainsi que l'exclusion de la majeure partie de l'arrondissement de Lachine

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

André Marsan, directeur
Direction de l'eau potable, Service de l'eau. Montréal
Téléphone 514-872-5090 Courriel : andremarsan@ville.montreal.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Téléphone : 514-872-5737 Courriel : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	255 X 12 = 3060	3184	3/3184= **0.09 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	255 X 12 = 3060	3184	0/3184 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de Prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-01-25	Coliformes totaux *	Monk	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence. Point vérifié sur une base hebdomadaire
2018-02-05	Coliformes totaux *	Ch. Côte-Ste-Catherine	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence/100 ml.
2018-09-14	Coliformes totaux *	De la sucrerie	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence. Point vérifié sur une base hebdomadaire

Légende :

* : Bien que l'eau soit déclarée potable, les cas de présence de coliformes totaux doivent être déclarés à l'exploitant, au Ministère et à la Santé publique)

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	2	0
Arsenic	1	2	0
Baryum	1	2	0
Bore	1	2	0
Cadmium	1	2	0
Chrome	1	2	0
Cuivre	52	52	0
Cyanures	1	2	0
Fluorures	1	2	0
Nitrites + nitrates	4	8	0
Mercure	1	2	0
Plomb	52	52	6
Sélénium	1	2	0
Uranium	1	2	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	4	4	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Paramètre en cause	Lieu de prélèvement (rue, avenue, boulevard)	Norme applicable (mg/l)	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2018-07-03	Plomb	6766 29e Avenue, Montréal, QC H1T 3H6	≤0.010	0.0175	Voir note au bas du tableau
2018-07-03	Plomb	5259 Snowdon H3W 2G2	≤0.010	0.0105	
2018-07-06	Plomb	4272 Rue Fabre, Montréal, H2J 3T6	≤0.010	0.0159	
2018-07-11	Plomb	7148 Boul St-Laurent H2S 3E2	≤0.010	0.0107	
2018-07-13	Plomb	1612 Rue Leclair, Verdun, QC H4H 2M8	≤0.010	0.0146	
2018-07-19	Plomb	1080 Rue Valiquette ,Verdun, QC H4H 2E3	≤0.010	0.0102	

Note : Dans le cas des dépassements de norme du plomb, l'occupant a reçu une lettre avec le résultat de la teneur en plomb. En 2006, la Ville de Montréal a déposé un plan d'action dans lequel elle s'engage à remplacer la partie publique des entrées de service en plomb d'ici 2027. En parallèle, la Ville procède à une caractérisation de son réseau afin d'identifier l'ampleur de la problématique, ce qui résulte en de nombreux prélèvements dans des secteurs potentiellement problématiques pour le plomb

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

Paramètre	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable

Turbidité	12	24	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	32	48	56.8

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques	4	4	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	0	
Nitrites (exprimés en N)	0	0	
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	0	
Substances radioactives	0	0	

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature :_____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature :_____Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature :_____Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par les usines Atwater et Charles-J Des Baillets se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

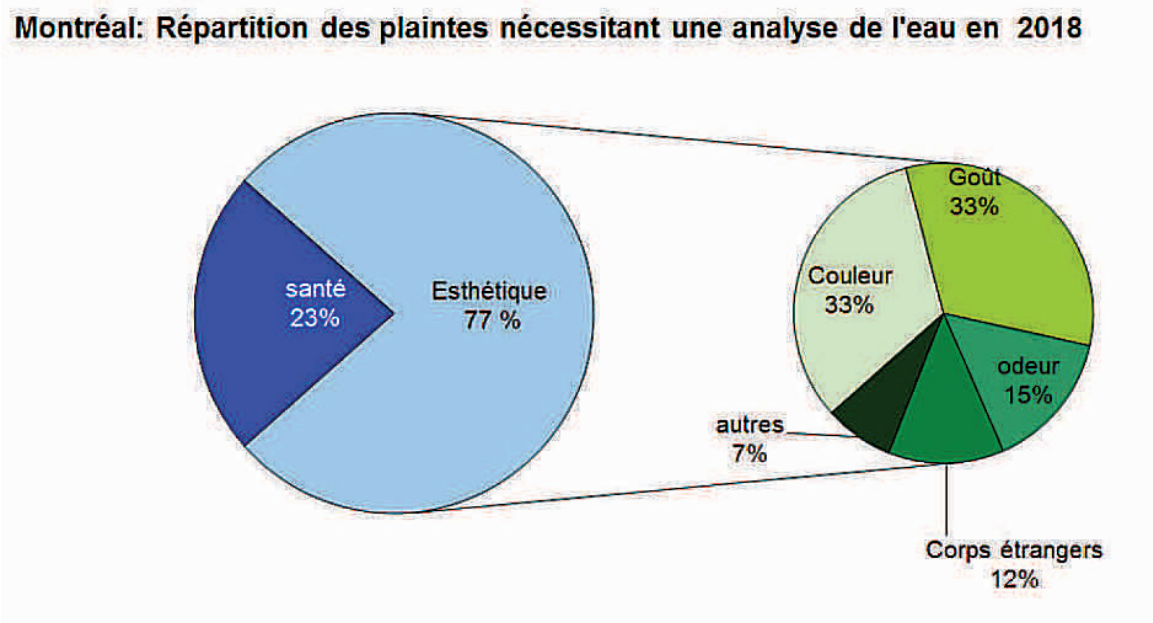
Il y a 52 plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

De ces plaintes, deux (2) ont nécessité une intervention de l'arrondissement correspondant au secteur pour corriger la situation. Pour ces cas, l'eau était cependant conforme à la règlementation sur la qualité de l'eau potable. La problématique était la présence d'une coloration jaune causée par le fer sous forme de rouille.

Pour toutes les autres plaintes, les échantillons prélevés et testés furent conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable, pour les paramètres analysés. Dans tous les cas, où un échantillonnage et une analyse furent réalisés, une lettre explicative fut envoyée au demandeur.

Voici la répartition des plaintes ;

Figure 1

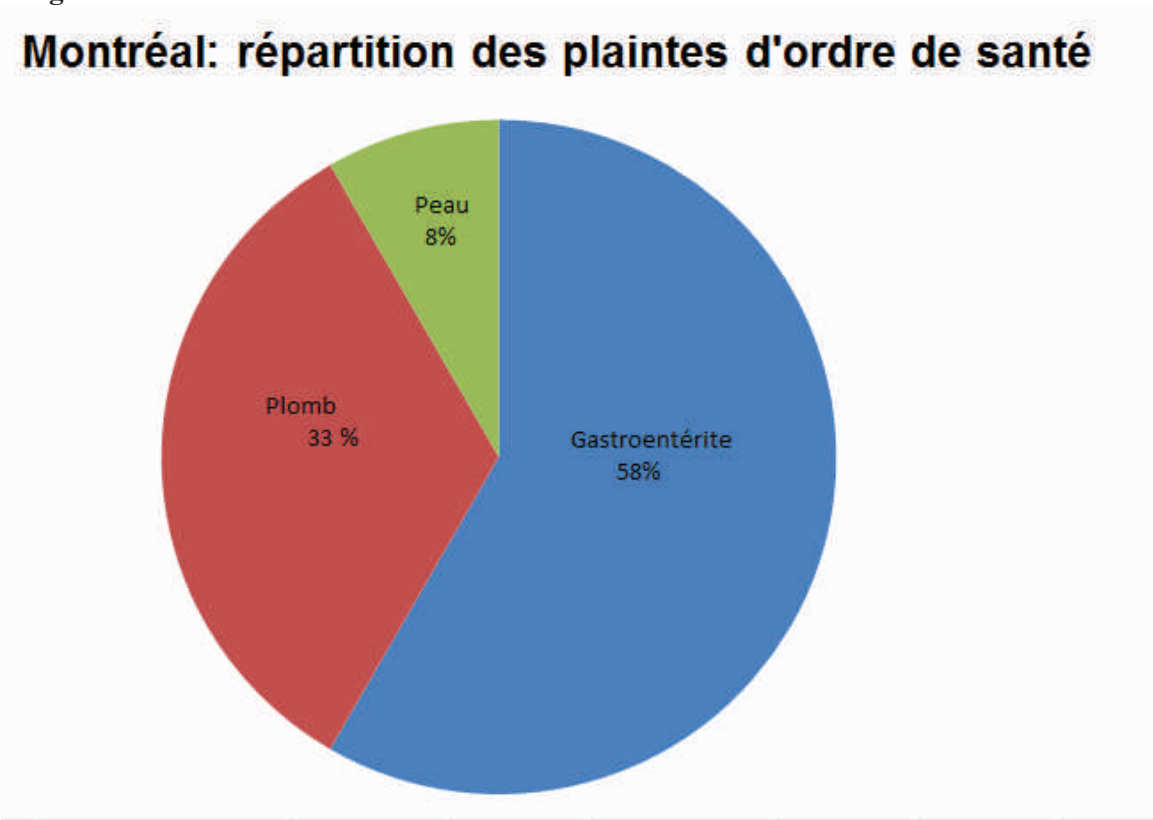


Majoritairement, les plaintes reçues furent d'ordre esthétique, soit 77 % de toutes les plaintes . Voici le détail de cette sous-catégorie de plainte :

- 33% pour la coloration jaune de l'eau causée par du fer sous forme de rouille
- 33 % majoritairement pour le goût de chlore
- 15 % majoritairement pour l'odeur de chlore
- 12 % pour la présence de corps étrangers tels des dépôts blanc ou gris causés par la dureté de l'eau et des particules de rouille
- 7 % étaient pour des caractéristiques physicochimiques tels le pH, la température de l'eau et la texture de l'eau

Pour la sous-catégorie santé, la répartition des plaintes était comme suit :

Figure 2



Dans tous les cas, pour cette sous-catégorie, les résultats d'analyses en bactériologie et en chimie étaient tous conformes à la réglementation sur la qualité de l'eau potable à l'exception du plomb. Pour ce paramètre il y a eu un cas de dépassement de norme sur le plomb. La problématique du plomb dans l'eau potable du réseau de Montréal est connue et un plan d'action est en cours pour changer toutes les entrées de service en plomb de la ville.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Montréal-Ouest
Numéro de l'installation de distribution :	X0008889
Nombre de personnes desservies :	5228

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/ + selon le décret 2018

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Rylan Wadsworth, Directeur travaux publics. Montréal-Ouest
Tél: 514-485-1004 Courrier électronique : rwadsworth@montreal-west.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique, ville Montréal
Tél. : : 514-872-5737 Courrier électronique: llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	99	1 / 99 = **1 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	99	0 / 99 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de Prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-01-24	Coliformes totaux *	Bedbrooke	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence. Point vérifié sur une base hebdomadaire.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	20	20	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	20	20	6
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Montréal.

** Comme il y avait eu des cas de dépassements de plomb en 2016, le nombre d'échantillons à prélever devait être doublé.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date de prélèvement	Paramètre en cause	Lieu de prélèvement (rue, avenue, boulevard)	Norme applicable (mg/L)	Résultat obtenu	Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation
2018-09-19	Plomb	205 Bedbrook, H4X 1S2	≤0.010	0.0110	
2018-09-19	Plomb	211 Bedbrook, H4X 1S2	≤0.010	0.0107	
2018-09-20	Plomb	62 Percival, H4X 1T7	≤0.010	0.0112	
2018-09-20	Plomb	88 Percival, H4X 1T7	≤0.010	0.0119	
2018-09-20	Plomb	137 Percival, H4X 1T7	≤0.010	0.0179	
2018-09-21	Plomb	161 Percival, H4X 1T7	≤0.010	0.0105	

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Note :

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	0*	0	
Autres substances organiques	0*	0	

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Montréal.

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	47.9

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

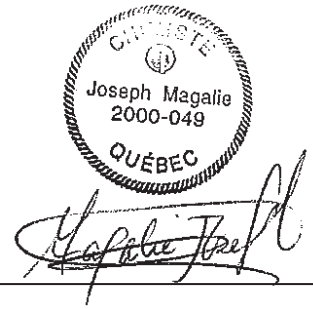
Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par les usines Atwater et Charles-J. desBaillets se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Pierrefonds -Roxboro
Numéro de l'installation de distribution :	X0009131
Nombre de personnes desservies :	90425

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon le décret 2018 pour les arrondissements de Pierrefonds et Île-Bizard-Sainte-Geneviève

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

André Marsan, directeur.
Direction de l'eau potable. Montréal
Tél.: 514-872-5090 Courrier électronique: andrémarsan@ville.montreal.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Tél. : 514-872-5737 Courrier électronique: llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{ombre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	91 X 12 = 1092	1120	3 / 1120= **0,27 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	91 X 12 = 1092	1120	0 / 1120 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de Prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-01-12	Coliformes totaux *	Boulevard Jacques Bizard	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence /100 ml. Point vérifié sur une base hebdomadaire. Les teneurs en chlore libre étaient excellentes
2018-05-08	Coliformes totaux *	Boulevard Jacques Bizard	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence /100 ml. Point vérifié sur une base hebdomadaire. Les teneurs en chlore libre étaient excellentes
2018-09-25	Coliformes totaux *	Boulevard Jacques Bizard	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence /100 ml. Point vérifié sur une base hebdomadaire. Les teneurs en chlore libre étaient excellentes

Légende : * : Bien que l'eau soit déclarée potable, les cas de présence de coliformes totaux doivent être déclarés à l'exploitant, au Ministère et à la Santé publique)

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	30	30	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	30	30	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	4	4	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	13	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	34.2

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques	0	4	0
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)	0	0	
Nitrites (exprimés en N)	0	0	
Autres pesticides *(préciser lesquels)*	0	0	
Substances radioactives	0	0	

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante ;
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds se retrouve sous la rubrique accès rapide.



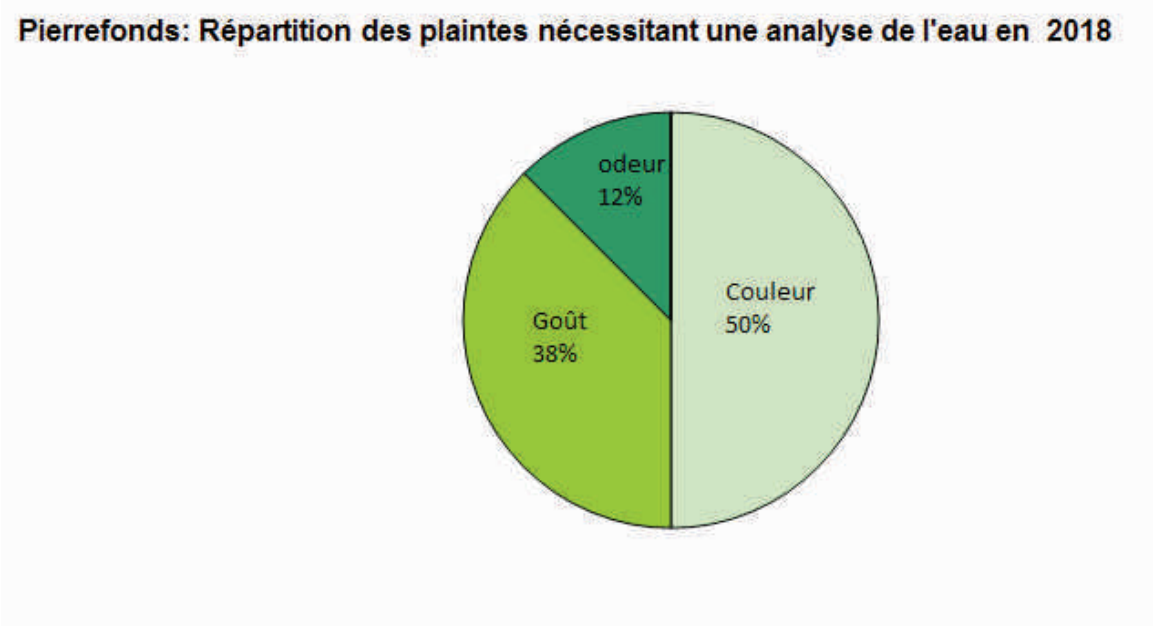
8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Il y a huit (8) plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

Toutes les plaintes étaient d'ordre esthétique et dans tous les cas, les résultats d'analyses obtenus étaient tous conformes au règlement sur la qualité de l'eau potable, pour les paramètres vérifiés. Voici la répartition;

Figure 1



Une (1) plainte pour la couleur a nécessité une intervention des travaux publics de l'arrondissement afin de corriger la problématique.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Pointe-Claire
Numéro de l'installation de distribution :	X0008942
Nombre de personnes desservies :	32611

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon décret 2018

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Jean-Denis Jacob, avocat. Ville de pointe-Claire.
Tél. 514-630-1228 poste 1582
Courrier électronique : jean-denis.jacob@pointe-claire.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Tél.: 514-872-5737 Courrier électronique : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{ombre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	33 X 12 = 396	496	0 / 496 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	33 X 12 = 396	496	0 / 496 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Antimoine	1	1	0
Arsenic	1	1	0
Baryum	1	1	0
Bore	1	1	0
Cadmium	1	1	0
Chrome	1	1	0
Cuivre	20	20	0
Cyanures	1	1	0
Fluorures	1	1	0
Nitrites + nitrates	4	4	0
Mercure	1	1	0
Plomb	20	20	0
Sélénium	1	1	0
Uranium	1	1	0
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	N/A	N/A	N/A
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Pesticides	4	4	0
Autres substances organiques	4	4	0

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	65.0

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée
Plusieurs paramètres ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante :
www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Pointe-Claire se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue qui a nécessité une demande d'analyse

Une (1) plainte reçue a nécessité une analyse pour vérifier la qualité de l'eau. Il s'agissait d'une demande relative à la coloration de l'eau. Les analyses effectuées ont révélés des résultats conformes.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Sainte-Anne-De-Bellevue
Numéro de l'installation de distribution :	X0008126
Nombre de personnes desservies :	5035
Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/	
Selon le décret 2018	
Date de publication du bilan :	2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Mariana Jakab, ingénieure en développement durable
Sainte-Anne-De-Bellevue
Tél. 514-457-6587. Courrier électronique: mjakab@sadb.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Tél.: 514-872-5737 Courrier électronique : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{ombre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	8 X 12 = 96	101	0 / 101 = **0 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	8 X 12 = 96	101	0 / 101 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☒ Aucun dépassement de norme

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	10	10	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	10	10	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pierrefonds.
** En 2016, il y a déjà eu un lieu de prélèvement dont la teneur en plomb dépassait la concentration maximale acceptable (CMA) pour le plomb. Pour 2017 et 2018, le nombre d'échantillons à prélever a été doublé, tel que recommandé dans le guide d'interprétation du plomb du Ministère http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/potable/plomb/guide-evaluation-intervention.htm

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides			
Autres substances organiques			

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	34.5

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique

Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable produite par l'usine de Pierrefonds se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Une (1) plainte a été reçue concernant une coloration de l'eau. Les résultats d'analyses ont démontré un respect de la réglementation sur la qualité de l'eau potable pour les paramètres analysés. Au moment de l'échantillonnage, il n'y avait plus de coloration de l'eau. La coloration était due à une longue inutilisation de l'eau dans la partie privée du réseau de distribution d'eau potable.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Senneville (aqueduc Phillips)
Numéro de l'installation de distribution :	X0008959
Nombre de personnes desservies :	964

Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/

Selon le décret de la population 2018

Date de publication du bilan : 2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Toby Thériault, Village de Senneville
Tél.: 514-457-6020
Courrier électronique : servicestechniques@villagesenneville.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique
Service de l'environnement. Montréal
Tél. : 514-872-5737 Courrier électronique : llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système

peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation ($N^{éré}$ par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	2 X 12 = 24	79	2 / 79 = **2,5 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	2 X 12 = 24	79	0 / 79 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de Prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-10-16	Coliformes totaux *	Rue Philips	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Il y a eu un dépassement de la norme d'avoir plus de 90 % sans coliformes totaux durant le mois. Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence /100 ml. Point vérifié sur une base hebdomadaire. Les teneurs en chlore libre étaient bonnes
2018-10-23	Coliformes totaux *	Rue Philips	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Il y a eu un dépassement de la norme d'avoir plus de 90 % sans coliformes totaux durant le mois. La configuration du point d'échantillonnage a été modifiée de façon à minimiser les risques de contamination par le robinet. Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence /100 m

Légende : * : Bien que l'eau soit déclarée potable, les cas de présence de coliformes totaux doivent être déclarés à l'exploitant, au Ministère et à la Santé publique)

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	10	10	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	10	10	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0 *	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Pierrefonds.
** En 2017, il y a déjà eu un lieu de prélèvement dont la teneur en plomb dépassait la concentration maximale acceptable (CMA) pour le plomb. Pour 2018 le nombre d'échantillons à prélever a été doublé, cela pour 2018 et aussi pour 2019, tel que recommandé dans le guide d'interprétation du plomb du Ministère http://www.environnement.gouv.qc.ca/eau/potable/plomb/guide-evaluation-intervention.htm

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*

☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides			
Autres substances organiques			

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	4	4	34.8

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides haloacétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date : 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph, chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard, chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés pour l'usine qui alimente ce réseau. Il s'agit de l'usine de Pierrefonds. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal au
http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel de l'eau potable par l'usine de Pierrefonds se retrouve sous la rubrique **accès rapide**



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☐ Aucune plainte reçue

Il y a quatre (4) plaintes reçues qui ont nécessité une démarche de la part de la division de l'expertise technique pour échantillonner et effectuer une analyse de l'eau afin de vérifier si la problématique provenait vraiment du réseau d'aqueduc.

Toutes les plaintes étaient d'ordre esthétique et dans tous les cas, les résultats d'analyses obtenus étaient tous conformes au règlement sur la qualité de l'eau potable, pour les paramètres vérifiés.

Les plaintes étaient toutes pour coloration jaune de l'eau. Dans tous les cas, la coloration a été constatée en laboratoire et une demande d'intervention des travaux publics a été effectuée.

Bilan annuel de la qualité de l'eau potable pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Nom de l'installation de distribution :	Ville Mont-Royal
Numéro de l'installation de distribution :	X0008092
Nombre de personnes desservies :	21 553
Source : http://www.mamrot.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/ + selon le décret 2018	
Date de publication du bilan :	2019-01-31

Nom du responsable légal de l'installation de distribution :

Isabelle tardif Directrice travaux publics. Ville Mont-Royal
Tél: 514-734-3039 Courrier électronique : isabel.tardif@ville.mont-royal.qc.ca

Personne à joindre pour obtenir plus de précisions sur le présent bilan :

Laurent Laroche, C/s expertise technique, ville Montréal
Tél. : : 514-872-5737 Courrier électronique: llaroche@ville.montreal.qc.ca

Rappel de l'exigence (article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable) :

« Le responsable d'un système de distribution ou d'un véhicule-citerne desservant plus de 20 personnes et au moins une résidence doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, avoir complété un bilan de la qualité de l'eau livrée à des fins de consommation humaine durant la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède. Ce bilan doit indiquer le nombre minimal d'échantillons dont le prélèvement est obligatoire en vertu des dispositions du présent règlement, le nombre d'échantillons prélevés pour chaque paramètre, ainsi que le nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité durant cette période. Ce bilan doit préciser pour chaque dépassement de normes observé, le paramètre en cause, le lieu visé, la concentration maximale autorisée, la concentration mesurée, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises par le responsable pour corriger la situation.

Ce bilan doit être conservé durant une période minimale de 5 ans par le responsable du système de distribution ou du véhicule-citerne et un exemplaire doit être tenu à la disposition du ministre sur demande. Le responsable doit aussi en fournir copie aux utilisateurs de cette eau, sur demande.

En outre, dans le cas où le système de distribution ou le véhicule-citerne relève d'une municipalité, un exemplaire du bilan doit aussi être affiché au bureau de la municipalité. Dans le cas où la municipalité dispose d'un bulletin d'information ou, le cas échéant, d'un site Internet, elle doit aussi publier dans ce bulletin d'information ou, le cas échéant, mettre en ligne sur ce site Internet, un avis qu'elle a dressé le bilan de qualité de l'eau potable prévu au présent article, en précisant l'endroit où les utilisateurs peuvent se le procurer. »

À noter :

Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs considère que le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 peut répondre à celle-ci de manière appropriée en utilisant le modèle présenté ici. Le responsable d'un système peut également choisir d'employer un modèle différent de celui présenté, dans la mesure où le document produit inclut minimalement les renseignements prévus aux sections qui suivent.

1. Analyses microbiologiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 11 et 12 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation (N^{bre} par mois x 12)	**Nombre total d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Coliformes totaux	22 X 12 = 264	290	1 / 290 = **0,3 %**
Coliformes fécaux ou *Escherichia coli*	22 X 12 = 264	290	0 / 290 = **0 %**

Précisions concernant les dépassements de normes microbiologiques :

☐ Aucun dépassement de norme

Date du prélèvement	**Paramètre en cause**	**Lieu de Prélèvement** (rue, avenue, boulevard)	**Norme applicable**	**Résultat obtenu**	**Mesure prise pour informer la population, le cas échéant, et corriger la situation**
2018-03-28	Coliformes totaux *	Chemin Canora	Absence / 100 ml dans 90 % des cas	Présence / 100 ml	Une reprise d'échantillon a été effectuée et il y avait absence. Point vérifié sur une base hebdomadaire.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée

(Articles 14, 14.1 et 15 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Antimoine	0*	0	
Arsenic	0*	0	
Baryum	0*	0	
Bore	0*	0	
Cadmium	0*	0	
Chrome	0*	0	
Cuivre	21	21	0
Cyanures	0*	0	
Fluorures	0*	0	
Nitrites + nitrates	0*	0	
Mercure	0*	0	
Plomb	21	21	0
Sélénium	0*	0	
Uranium	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est ozonée :			
Bromates	0*	0	
Paramètre dont l'analyse est requis seulement pour les réseaux dont l'eau est chloraminée :			
Chloramines	N/A	N/A	N/A
Paramètres dont l'analyse est requise seulement pour les réseaux dont l'eau est traitée au bioxyde de chlore :			
Chlorites	N/A	N/A	N/A
Chlorates	N/A	N/A	N/A

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Montréal.

2. Analyses des substances inorganiques réalisées sur l'eau distribuée (suite)

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances inorganiques :

☒ Aucun dépassement de norme

3. Analyses de la turbidité réalisées sur l'eau distribuée

(Article 21 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité	Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable
Turbidité	12	12	0

Note :

Précisions concernant les dépassements de normes pour la turbidité :

☒ Aucun dépassement de norme

4. Analyses des substances organiques réalisées sur l'eau distribuée

4.1 Substances organiques autres que les trihalométhanes

(Article 19 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau desservant 5 000 personnes ou moins)*
☐ Réduction des exigences de contrôle étant donné que l'historique montre des concentrations inférieures à 20 % de chaque norme applicable
(Exigence réduite : analyses trimestrielles un an sur trois)

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Pesticides	0*	0	
Autres substances organiques	0*	0	

Note : * Ces paramètres ont été analysés sur le réseau de Montréal.

4.2 Trihalométhanes

(Article 18 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☐ Exigence non applicable *(réseau non chloré)*

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Moyenne annuelle des résultats trimestriels (µg/l)** Norme : 80 µg/l
Trihalométhanes totaux	16	16	43.7

4.3 Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances organiques et les trihalométhanes

☒ Aucun dépassement de norme

5. Analyses dans l'eau distribuée de substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme de qualité à l'annexe 1 du Règlement sur la qualité de l'eau potable

(Article 42 du Règlement sur la qualité de l'eau potable)

☒ Aucune analyse réalisée sur ces paramètres

	Nombre minimal d'échantillons exigé par la réglementation	**Nombre d'échantillons analysés par un laboratoire accrédité**	**Nombre d'échantillons ayant présenté un dépassement de la norme applicable**
Acides halo acétiques			
Microcystines (exprimés en équivalent toxique de microcystine-LR)			
Nitrites (exprimés en N)			
Autres pesticides *(préciser lesquels)*			
Substances radioactives			

Précisions concernant les dépassements de normes pour les substances qui ne sont pas visées par une exigence de suivi obligatoire, mais qui sont le sujet d'une norme :

☒ Aucun dépassement de norme

6. Nom et signature de la personne ayant préparé le présent rapport

Signature : _____ Date 2019-01-30

Laurent Laroche, Mcb.A.
Chef de section
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-31

Magalie Joseph,
Chimiste
Expertise technique



Signature : _____ Date : 2019-01-30

Mylène Rémillard,
Chimiste
Expertise technique

----------Section facultative----------

À noter :
Le responsable d'un système de distribution visé par l'exigence de l'article 53.3 du Règlement sur la qualité de l'eau potable peut, dans le but de fournir un portrait complet de la situation à sa population, choisir de remplir également les deux sections qui suivent.

7. Autres analyses réalisées sur l'eau distribuée pour des paramètres de qualité qui ne sont pas visés par une norme

☐ Aucune analyse supplémentaire réalisée

Plusieurs paramètres supplémentaires ont été analysés. Ces paramètres servaient à assurer un suivi additionnel de la qualité de l'eau potable. Ces données sont intéressantes dans le sens qu'elles ajoutent des informations supplémentaires sur la qualité de l'eau potable et répondent à des demandes de citoyens. Par exemple la dureté de l'eau qui est souvent demandée pour l'ajustement des laveuses à vaisselle.

Comme la liste de ces paramètres est longue, le rapport annuel peut être consulté. Ce rapport fait un sommaire de tous les paramètres analysés, dans l'eau potable.

Voir «rapport annuel de la qualité de l'eau » mis sur le site WEB de la ville de Montréal auhttp://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6497,54201575&_dad=portal&_schema=PORTAL

Une façon rapide d'y accéder est d'utiliser l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/eaupotable. Une fois la fenêtre ouverte, le rapport annuel sur la qualité de l'eau potable pour le réseau de Montréal se retrouve sous la rubrique accès rapide



8. Plaintes relatives à la qualité de l'eau

☒ Aucune plainte reçue

Montréal
Division de l'expertise technique

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE DE DORVAL ET DISTRIBUÉE EN RÉSEAU (X0008923)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques physiques					
pH (unités)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	6,80	7,05	7,20
Turbidité (U.T.N.) [2]	≤1,0	≤5	0,13	0,21	0,33
Caractéristiques bactériologiques					
			MOYENNE ANNUELLE		
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100% ABS [8]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8]		
Caractéristiques chimiques organiques et inorganiques (mg/l)					
Antimoine (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00011	0,00011	0,00011
Aluminium (Al) **	<0.1	--	0,01910	0,08073	0,26400
Argent (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	0,00003
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00038	0,00038	0,00038
Baryum (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01870	0,01870	0,01870
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04300	0,043	0,043
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	14,60	22,09	30,00
Chrome total (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00008	0,00008	0,00008
Cobalt (Co) **	--	--	<0,00002	0,00005	0,00015
Cuivre (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,01990	0,01990	0,01990
Cyanures (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Fer (Fe) **	≤0.3 [1]	--	<0,00432	0,05852	0,28000
Fluorures (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,10	0,10	0,10
Magnésium (Mg) **	--	--	2,30	4,56	6,14
Manganèse (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00032	0,00428	0,01430
Mercure (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00041	0,00052	0,00093
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,19	0,23	0,31
Plomb (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00044	0,00044	0,00044
Potassium (K) **	--	--	0,67	1,05	1,25
Sélénium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	5,40	8,84	11,60
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00007	0,00007	0,00007
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	<0,00017	0,00094	0,00387

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarbe *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofurane *	90		70	0,20	N.D.
Composés organiques volatils (COVs)					
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthylène	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoéthane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzène	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroéthane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzène	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluène	-		-	0,06	N.D.
Benzène	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzène	-		-	0,06	N.D.
Bromochlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Bromoforme	-		Voir note 3	0,06	0,10
Bromodichlorométhane	-		Voir note 3	0,06	12,60
Bromométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzène	80	30 [1]	60	0,06	N.D.

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE DE DORVAL ET DISTRIBUÉE EN RÉSEAU (X0008923)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Chlorodibromométhane	-		Voir note 3	0,06	2,30
Chloroéthane	-		-	0,06	N.D.
Chloroforme	-		Voir note 3	0,06	65,50
Chlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorure de vinyle	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Dibromométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorométhane	50		50	0,06	N.D.
Diéthyléther	-		-	0,06	N.D.
Disulfure de carbone	-		-	0,06	N.D.
Éthylbenzène	140	1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiène	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzène	-		-	0,06	N.D.
MTBE (méthyl tert-butyl éther)	-	15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylène + p-Xylène + o-Xylène	90	200 [1]	-	0,06	N.D.
Naphtalène	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzène	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Styrène	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Tétrachloroéthylène	30		25	0,06	N.D.
Tétrachlorure de carbone	2		5	0,06	N.D.
Toluène	60	24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Trichloroéthylène	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Trihalométhanes totaux [6]	-		Voir note 3	0,24	73,20
Trihalométhanes totaux - Concentration moyenne annuelle	100		80 [3]	0,24	57,15

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés phénoliques					
2,3,4,6-Tétrachlorophénol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4-Dichlorophénol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophénol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophénol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)					
Benzo(a)pyrène *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Herbicides					
Atrazine et métabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Métribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.
Herbicides de type Chlorophénoxy carboxylique et Trichloroacétate					
2,4-D *	100		70	0,03 à 0,04	N.D.
Dicamba *	120		85	0,60	N.D.
Dinosèbe *	-		7	0,40	N.D.
Piclorame *	190		140	0,06	N.D.
Pesticides organochlorés					
Métolachlore *	50		35	0,20	N.D.
Méthoxychlore *	-		700	0,03	N.D.
Trifluraline *	45		35	0,20	N.D.
Pesticides organophosphorés					
Azinphos méthyle *	20		17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90		70	0,20	N.D.
Diazinon *	20		14	0,20	N.D.
Diméthoate *	20		14	0,20	N.D.
Diuron *	150		110	0,30	N.D.
Malathion *	190		140	0,20	N.D.
Parathion *	-		35	0,20	N.D.
Phorate *	2		1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1		0,5	0,20	N.D.
Autres					
Bromoxynil *	5		3,5	0,40	N.D.
Diclofop-méthyle *	9		7	0,20	N.D.
Diquat *	70		50	10,00	N.D.
Paraquat * (en dichlorures)	10		7	0,60	N.D.

* : Échantillon dans le réseau; analysé en sous-traitance.

** : Échantillon à la sortie de l'usine.

LDR : Limite de détection rapportée.

N.D. : Non détecté, plus bas que la limite de détection établie selon la méthode en vigueur.

D. : Détecté, mais non quantifiable.

Notes :

1 : Objectif de qualité esthétique ou organoleptique.

2 : La turbidité doit être ≤ 5 UTN (unités de turbidité néphélémétrique).

3 : La concentration moyenne des trihalométhanes totaux (chloroforme, bromodichlorométhane, chlorodibromométhane et bromoforme) calculée sur quatre trimestres consécutifs ne doit pas excéder 80 ug/L (ces mesures sont prises en extrémité de réseau).

4 : ABS = Absence. PRE= Présence

5 : Objectif de qualité pour la santé.

6 : Valeur maximale obtenue à un point d'échantillonnage.

7 : Concentration au centre du réseau de distribution. Lorsqu'échantillonné en présence de vieilles entrées de service d'eau construites avant 1970, les teneurs obtenues sont celles retrouvées plus bas.

8: La moyenne annuelle sert uniquement de référence. Il n'y a pas de norme reliée à une moyenne annuelle. Durant toute l'année, la moyenne mensuelle a été respectée

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Cuivre et plomb (mg/l)					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00170	0,00809	0,01830
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00016	0,00042
Île Dorval					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00289	0,00050	0,01450
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00008	0,00870	0,00091

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY LACHINE DRINKING WATER TREATMENT PLANT (X0008089)

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Physical Properties					
pH (units)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	6,80	7,08	7,30
Turbidity (N.T.U.) [2]	≤1,0	≤5	0,08	0,17	0,26
Biological Characteristics					
			ANNUAL AVERAGE		
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8]		
Inorganic and Organic Chemical Characteristics (mg/l)					
Antimony (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00011	0,00011	0,00011
Aluminum (Al) **	<0.1	--	0,00853	0,01444	0,02150
Silver (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	0,00003
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00040	0,00040	0,00040
Barium (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01810	0,01810	0,01810
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04700	0,04700	0,04700
Bromated (BrO_3) *	≤0.01	≤0.010	<0,0001	0,00073	0,00260
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	10,80	15,38	21,30
Chromium (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00009	0,00009	0,00009
Cobalt (Co) **	--	--	0,00002	0,00003	0,00004
Copper (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,01360	0,01360	0,01360
Cyanides (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Iron (Fe) **	≤0.3 [1]	--	<0,00432	<0,00432	0,00299
Fluorides (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,09	0,09	0,09
Magnesium (Mg) **	--	--	2,23	3,37	4,83
Manganese (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00512	0,00592	0,00701
Mercury (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00033	0,00039	0,00047
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,15	0,25	0,32
Lead (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00012	0,00012	0,00012
Potassium (K) **	--	--	0,69	0,94	1,14
Selenium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	9,53	15,97	22,10
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00002	0,00002	0,00002

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarb *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofuran *	90		70	0,20	N.D.
Volatile Organic Compounds (VOC)					
1,1,1,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethylene	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoethane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzene	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroethane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzene	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluene	-		-	0,06	N.D.
Benzene	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzene	-		-	0,06	N.D.
Bromochloromethane	-		-	0,06	N.D.
Bromoform	-		See Note 3	0,06	0,10
Bromodichloromethane	-		See Note 3	0,06	14,90
Bromomethane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzene	80	30 [1]	60	0,06	N.D.

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)				
Chlorodibromomethane	-	See Note 3	0,06	3,90
Chloroethane	-	-	0,06	N.D.
Chloroform	-	See Note 3	0,06	73,50
Chloromethane	-	-	0,06	N.D.
Vinyl chloride	2	2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroethylene	-	-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropene	-	-	0,06	N.D.
Dibromomethane	-	-	0,06	N.D.
Dichlorodifluoromethane	-	-	0,06	N.D.
Dichloromethane	50	50	0,06	N.D.
Diethylether	-	-	0,06	N.D.
Carbon disulfide	-	-	0,06	N.D.
Ethylbenzene	140 / 1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiene	-	-	0,06	N.D.
Isopropylbenzene	-	-	0,06	N.D.
MTBE(methyl tert-butyl ether)	- / 15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylene + p-Xylene + o-Xylene	90 / 20 [1]	-	0,06	N.D.
Naphthalene	-	-	0,06	N.D.
n-Butylbenzene	-	-	0,06	N.D.
n-Propylbenzene	-	-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzene	-	-	0,06	N.D.
Styrene	-	-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzene	-	-	0,06	N.D.
Tetrachloroethylene	10	25	0,06	N.D.
Carbon tetrachloride	2	5	0,06	N.D.
Toluene	60 / 24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroethylene	-	-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropene	-	-	0,06	N.D.
Trichloroethylene	5	5	0,06	N.D.
Trichlorofluoromethane	-	-	0,06	N.D.
Trihalomethanes (THM) (total) [6]	-	See Note 3	0,24	82,80
Trihalomethanes (THM) (total) – Annual mean concentration	100	80 [3]	0,24	69,45

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Phenolic Compounds					
2,3,4,6-Tetrachlorophenol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4 -Dichlorophenol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophenol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophenol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAH)					
Benzo(a)pyrene *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Triazine Herbicides					
Atrazine and metabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Metribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.
Chlorophenoxy Acid and Trichloroacetate Pesticides					
2,4-D *	100		70	0,03	N.D.
Dicamba *	120		85	0,60	N.D.
Dinoseb *	-		7	0,40	N.D.
Picloram *	190		140	0,06	N.D.
Organochlorine Pesticides					
Metolachlor *	50		35	0,20	N.D.
Methoxychlor *	-		700	0,03	N.D.
Trifluralin *	45		35	0,20	N.D.
Organophosphorus Pesticides					
Azinphos-methyl *	20		17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90		70	0,20	N.D.
Diazinon *	20		14	0,20	N.D.
Dimethoate *	20		14	0,20	N.D.
Diuron *	150		110	0,30	N.D.
Malathion *	190		140	0,20	N.D.
Parathion *	-		35	0,20	N.D.
Phorate *	2		1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1		0,5	0,20	N.D.
Others					
Bromoxynil *	5		3,5	0,40	N.D.
Methyl-Diclofop *	9		7	0,20	N.D.
Diquat *	70		50	10,00	N.D.
Paraquat *	10		7	0,60	N.D.
Haloacetic Acids *	80		60	3,00	29,60

* : Analyzed by an outside accredited laboratory.

** : At the exit of water treatment plant.

RDL: Reported Detection Limit.

N.D.: Not detected, lower than the detection limit method.

D.: Detected, but cannot determine quantity.

Notes:

1: Esthetical or organoleptic reasons.

2 : Turbidity must be equal or under 5 NTU (nephelometric turbidity units).

3 : The annual mean concentration of total THM (chloroform, bromodichloromethane, chlorodibromomethane and bromoform) calculated over four consecutive quarters must not exceed 80 µg/L (samples taken at the end of drinking water distribution network).

4 : ABS = Absence. PRE= presence

5 : Health reasons objectives.

6 : Maximum obtained for a sampling site.

7 : Lead and copper level at the center of water distribution network. When water samples are taken from old pipes (before 1970) results are shown below.

8 : There is no requirement for annual average. It is used only as a reference. For all year long, monthly average have been respected

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Copper and Lead (mg/l)					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00719	0,02456	0,06540
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00016	0,00147	0,00848

Montréal
Division de l'expertise technique

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE DE LACHINE ET DISTRIBUÉE EN RÉSEAU (X0008089)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques physiques					
pH (unités)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	6,80	7,08	7,30
Turbidité (U.T.N.) [2]	≤1,0	≤5	0,08	0,17	0,26
Caractéristiques bactériologiques					
			MOYENNE ANNUELLE		
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8]		
Caractéristiques chimiques organiques et inorganiques (mg/l)					
Antimoine (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00011	0,00011	0,00011
Aluminium (Al) **	<0.1	--	0,00853	0,01444	0,02150
Argent (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	0,00003
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00040	0,0004	0,0004
Baryum (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01810	0,01810	0,01810
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04700	0,05	0,05
Bromates (BrO_3) *	≤0.01	≤0.010	<0,0001	0,000725	0,0026
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	10,80	15,38	21,30
Chrome total (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00009	0,00009	0,00009
Cobalt (Co) **	--	--	0,00002	0,00003	0,00004
Cuivre (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,01360	0,01360	0,01360
Cyanures (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Fer (Fe) **	≤0.3 [1]	--	<0,00432	<0,00432	0,00299
Fluorures (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,08600	0,09	0,09
Magnésium (Mg) **	--	--	2,23	3,37	4,83
Manganèse (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00512	0,00592	0,00701
Mercure (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00033	0,00039	0,00047
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,15	0,25	0,32
Plomb (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00012	0,00012	0,00012
Potassium (K) **	--	--	0,69000	0,93600	1,14000
Sélénium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	9,53	15,97	22,10
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00002	0,00002	0,00002

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarbe *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofurane *	90		70	0,20	N.D.
Composés organiques volatils (COVs)					
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthylène	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoéthane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzène	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroéthane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzène	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluène	-		-	0,06	N.D.
Benzène	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzène	-		-	0,06	N.D.
Bromochlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Bromoforme	-		Voir note 3	0,06	0,10
Bromodichlorométhane	-		Voir note 3	0,06	14,90
Bromométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzène	80	30 [1]	60	0,06	N.D.

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE DE LACHINE ET DISTRIBUÉE EN RÉSEAU (X0008089)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Chlorodibromométhane	-		Voir note 3	0,06	3,90
Chloroéthane	-		-	0,06	N.D.
Chloroforme	-		Voir note 3	0,06	73,50
Chlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorure de vinyle	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Dibromométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorométhane	50		50	0,06	N.D.
Diéthyléther	-		-	0,06	N.D.
Disulfure de carbone	-		-	0,06	N.D.
Éthylbenzène	140	1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiène	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzène	-		-	0,06	N.D.
MTBE (méthyl tert-butyl éther)	-	15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylène + p-Xylène + o-Xylène	90	20 [1]	-	0,06	N.D.
Naphtalène	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzène	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Styrène	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Tétrachloroéthylène	10		25	0,06	N.D.
Tétrachlorure de carbone	2		5	0,06	N.D.
Toluène	60	24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Trichloroéthylène	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Trihalométhanes totaux [6]	-		Voir note 3	0,24	82,80
Trihalométhanes totaux - Concentration moyenne annuelle	100		80 [3]	0,24	69,45

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés phénoliques					
2,3,4,6-Tétrachlorophénol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4-Dichlorophénol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophénol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophénol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)					
Benzo(a)pyrène *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Herbicides					
Atrazine et métabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Métribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.
Herbicides de type Chlorophénoxy carboxylique et Trichloroacétate					
2,4-D *	100		70	0,03	N.D.
Dicamba *	120		85	0,60	N.D.
Dinosèbe *	-		7	0,40	N.D.
Piclorame *	190		140	0,06	N.D.
Pesticides organochlorés					
Métolachlore *	50		35	0,20	N.D.
Méthoxychlore *	-		700	0,03	N.D.
Trifluraline *	45		35	0,20	N.D.
Pesticides organophosphorés					
Azinphos méthyle *	20		17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90		70	0,20	N.D.
Diazinon *	20		14	0,20	N.D.
Diméthoate *	20		14	0,20	N.D.
Diuron *	150		110	0,30	N.D.
Malathion *	190		140	0,20	N.D.
Parathion *	-		35	0,20	N.D.
Phorate *	2		1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1		0,5	0,20	N.D.
Autres					
Bromoxynil *	5		3,5	0,40	N.D.
Diclofop-méthyle *	9		7	0,20	N.D.
Diquat *	70		50	10,00	N.D.
Paraquat * (en dichlorures)	10		7	0,60	N.D.
Acide haloacétiques *	80		60	3,00	29,60

* : Échantillon dans le réseau; analysé en sous-traitance.

** : Échantillon à la sortie de l'usine.

LDR : Limite de détection rapportée.

N.D. : Non détecté, plus bas que la limite de détection établie selon la méthode en vigueur.

D. : Détecté, mais non quantifiable.

Notes :

1 : Objectif de qualité esthétique ou organoleptique.

2 : La turbidité doit être ≤ 5 UTN (unités de turbidité néphélémétrique).

3 : La concentration moyenne des trihalométhanes totaux (chloroforme, bromodichlorométhane, chlorodibromométhane et bromoforme) calculée sur quatre trimestres consécutifs ne doit pas excéder 80 ug/L (ces mesures sont prises en extrémité de réseau).

4 : ABS = Absence. PRE= Présence

5 : Objectif de qualité pour la santé.

6 : Valeur maximale obtenue à un point d'échantillonnage.

7 : Concentration au centre du réseau de distribution. Lorsqu'échantillonné en présence de vieilles entrées de service d'eau construites avant 1970, les teneurs obtenues sont celles retrouvées plus bas.

8 : La moyenne annuelle sert uniquement de référence. Il n'y a pas de norme reliée à une moyenne annuelle. Durant toute l'année, la moyenne mensuelle a été respectée

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE		
			CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Cuivre et plomb (mg/l)					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00719	0,02456	0,06540
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00016	0,00147	0,00848

Montréal
Division de l'expertise technique

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR LES USINES ATWATER ET CHARLES-J.-DES-BAILLETS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE MONTRÉAL (X0008084), MONTRÉAL-OUEST (X0008899) ET VILLE MONT-ROYAL (X000892)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques physiques					
Conductivité (µS/cm) **	--	--	289	316	330
Couleur (U.C.V.) **	≤15 [1]	--	1	0,69	1,00
Indice d'agressivité **	--	--	11,3	12,2	12,6
Indice de Ryznar **	--	--	7,9	8,9	9,3
Indice de saturation de Langelier **	--	--	-0,72	-0,44	0,13
pH (unités)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	7,90	8,03	8,10
Solides fixes (mg/l) **		--	138	145	153
Solides totaux (mg/l) **	≤500 [1]	--	167	174	193
Température (°C) **	--	--	0,50	5,35	24,40
Turbidité (U.T.N.) [2]	≤1,0	≤5	0,14	0,17	0,24
Turbidité (U.T.N.) [2] - Montréal-Ouest			0,18	0,21	0,32
Turbidité (U.T.N.) [2] - Mont-Royal			0,14	0,22	0,39
Caractéristiques bactériologiques					
			MOYENNE ANNUELLE		
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,1% ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		
Réseau Montréal-Ouest					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99 % ABS [8 + 9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
Réseau Mont-Royal					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,7% ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR LES USINES ATWATER ET CHARLES-J.-DES-BAILLETS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE MONTRÉAL (X0008084), MONTRÉAL-OUEST (X0008899) ET VILLE MONT-ROYAL (X000892)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques chimiques organiques et inorganiques (mg/l)					
Antimoine (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00014	0,00014	0,00014
Alcalinité (éq. $CaCO_3$) **	--	--	87	93	96
Aluminium (Al) **	<0.1	--	0,00660	0,00953	0,01650
Argent (Ag) **	--	--	<0,00331	<0,00331	0,00004
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00073	0,00075	0,00077
Baryum (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,02090	0,02120	0,02150
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,03400	0,03450	0,03500
Bromates (BrO_3) *	≤0.01	≤0.010	<0,0001	0,00175	0,0036
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	30,70000	32,77500	34,90000
Carbone organique total **	--	--	1,42	1,88	2,48
Chlorures (Cl) **	≤250 [1]	--	23,62	26,78	29,74
Chrome total (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,0001	0,0001	0,0001
Cobalt (Co) **	--	--	0,00002	0,00002	0,00002
Cuivre (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,07930	0,08310	0,08690
Cyanures (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Dureté totale ($CaCO_3$) **	--	--	108	119	126
Fer (Fe) **	≤0.3 [1]	--	0,00149	0,00389	0,01000
Fluorures (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,12	0,12	0,12
Magnésium (Mg) **	--	--	6,89000	7,92375	8,57000
Manganèse (Mn) **	≤0.05 [1]	--	<0,00017	<0,00017	0,00033
Mercure (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00040	0,00046	0,00056
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,22	0,29	0,36
Plomb (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00	0,00	0,00
Potassium (K) **	--	--	1,36000	1,46875	1,61000
Sélénium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Silice (SiO_2) **	--	--	0,68	0,90	1,20
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	13,80000	14,88333	15,70000
Sulfates (SO_4) **	≤500 [1]	--	19,68	23,82	27,41
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00029	0,00029	0,00030
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	<0,00001	<0,00001	0,00095

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Carbamates				
Bendiocarbe *	-	27	0,2	N.D.
Carbaryl *	90	70	0,2	N.D.
Carbofurane *	90	70	0,2	N.D.
Composés organiques volatils (COVs)				
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	-	-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroéthane	-	-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	-	-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroéthane	-	-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthane	-	-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthylène	14	10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropène	-	-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzène	-	-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzène	-	-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzène	-	-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoéthane	-	-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzène	200 / 3[1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroéthane	5	5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzène	-	-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzène	-	-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzène	5 / 1[1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-	-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluène	-	-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluène	-	-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluène	-	-	0,06	N.D.
Benzène	5	0,5	0,06	N.D.
Bromobenzène	-	-	0,06	N.D.
Bromochlorométhane	-	-	0,06	N.D.
Bromoforme	-	Voir note 3	0,06	0,40
Bromoforme - Montréal-Ouest				0,40
Bromoforme - Mont-Royal				0,40
Bromodichlorométhane	-	Voir note 3	0,06	14,90
Bromodichlorométhane - Montréal-Ouest				14,40
Bromodichlorométhane - Mont-Royal				14,80
Bromométhane	-	-	0,06	N.D.

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Chlorobenzène	80	30[1]	60	0,06	N.D.
Chlorodibromométhane	-		Voir note 3	0,06	5,80
Chlorodibromométhane - Montréal-Ouest					6,00
Chlorodibromométhane - Mont-Royal					5,70
Chloroéthane	-		-	0,06	N.D.
Chloroforme	-		Voir note 3	0,06	55,30
Chloroforme - Montréal-Ouest					47,30
Chloroforme - Mont-royal					55,10
Chlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorure de vinyle	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Dibromométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorométhane	50		50	0,06	N.D.
Diéthyléther	-		-	0,06	N.D.
Disulfure de carbone	-		-	0,06	N.D.
Éthylbenzène	140	1,6[1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiène	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzène	-		-	0,06	N.D.
MTBE (méthyl tert-butyl éther)	-	15[1]	-	0,06	N.D.
m-Xylène + p-Xylène + o-Xylène	90	20[1]	-	0,06	N.D.
Naphtalène	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzène	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Styrène	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Tétrachloroéthylène	10		25	0,06	N.D.
Tétrachlorure de carbone	2		5	0,06	N.D.
Toluène	60	24[1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Trichloroéthylène	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Trihalométhanes totaux [6]	-		Voir note 3	0,24	66,90
Trihalométhanes totaux [6] - Montréal-Ouest					63,80
Trihalométhanes totaux [6] - Mont-Royal					72,30

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR LES USINES ATWATER ET CHARLES-J.-DES-BAILLETS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE MONTRÉAL (X0008084), MONTRÉAL-OUEST (X0008899) ET VILLE MONT-ROYAL (X000892)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Trihalométhanes totaux - Concentration moyenne annuelle	100		80[3]	0,24	56,75
Trihalométhanes totaux - Montréal-Ouest Concentration moyenne annuelle					47,93
Trihalométhanes totaux - Mont-Royal Concentration moyenne annuelle					43,68
Composés phénoliques					
2,3,4,6-Tétrachlorophénol *	100	1[1]	70	0,4	N.D.
2,4-Dichlorophénol *	900	0,3[1]	700	0,3	N.D.
2,4,6-Trichlorophénol *	5	2[1]	5	0,4	N.D.
Pentachlorophénol *	60	30[1]	42	0,4	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,0	N.D.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)					
Benzo(a)pyrène *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Herbicides					
Atrazine et métabolites *	5		3,5	0,3	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,2	N.D.
Métribuzine *	80		60	0,2	N.D.
Simazine *	10		9	0,2	N.D.
Herbicides de type Chlorophénoxy carboxylique et Trichloroacétate					
2,4-D *	100		70	0,0	N.D.
Dicamba *	120		85	0,6	N.D.
Dinosèbe *	-		7	0,4	N.D.
Piclorame *	190		140	0,1	N.D.
Pesticides organochlorés					
Métolachlore *	50		35	0,1	N.D.
Méthoxychlore *	-		700	0,1	N.D.
Trifluraline *	45		35	0,2	N.D.
Pesticides organophosphorés					
Azinphos méthyle *	20		17	0,3	N.D.
Chlorpyrifos *	90		70	0,2	N.D.
Diazinon *	20		14	0,2	N.D.
Diméthoate *	20		14	0,2	N.D.
Diuron *	150		110	0,3	N.D.
Malathion *	190		140	0,2	N.D.
Parathion *	-		35	0,2	N.D.
Phorate *	2		1,4	0,2	N.D.
Terbufos *	1		0,5	0,2	N.D.
Autres					
Bromoxynil *	5		3,5	0,4	N.D.
Diclofop-méthyle *	9		7	0,2	N.D.
Diquat *	70		50	10,0	N.D.
Paraquat * (en dichlorures)	10		7	0,6	N.D.
Acide haloacétiques *	80		60	3,0	35,20
Acide nitrilotriacétique	400		280	25,0	0,06

* : Échantillon dans le réseau; analysé en sous-traitance.

** : Échantillon à la sortie de l'usine.

LDR : Limite de détection rapportée.

N.D. : Non détecté, plus bas que la limite de détection établie selon la méthode en vigueur.

D. : Détecté, mais non quantifiable.

Notes :

1 : Objectif de qualité esthétique ou organoleptique.

2 : La turbidité doit être ≤ 5 UTN (unités de turbidité néphélémétrique).

3 : La concentration moyenne des trihalométhanes totaux (chloroforme, bromodichlorométhane, chlorodibromométhane et bromoforme) calculée sur quatre trimestres consécutifs ne doit pas excéder 80 ug/L (ces mesures sont prises en extrémité de réseau).

4 : ABS = Absence. PRE= Présence

5 : Objectif de qualité pour la santé.

6 : Valeur maximale obtenue à un point d'échantillonnage.

7 : Concentration au centre du réseau de distribution. Lorsqu'échantillonné en présence de vieilles entrées de service d'eau construites avant 1970, les teneurs obtenues sont celles retrouvées plus bas.

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Cuivre et plomb (mg/l)					
Réseau Montréal					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00341	0,02635	0,09370
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00010	0,00631	0,01750
Réseau Montréal-Ouest					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,02490	0,04164	0,07490
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00043	0,00555	0,01792
Réseau Mont-Royal					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,03170	0,06191	0,12400
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00007	0,00080	0,00621

8 : Pour des réseaux de moins de 21 000 habitants, sur une moyenne mensuelle, il faut moins d'un cas de présence de coliformess totaux par mois.Cette condition a été respectée en 2018.

9 : La moyenne annuelle sert uniquement de référence. Il n'y a pas de norme reliée à une moyenne annuelle. Durant toute l'année, la moyenne mensuelle a été respectée

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY ATWATER AND CHARLES-J. DES BAILLETS DRINKING WATER TREATMENT PLANTS AND DISTRIBUTED TO MONTRÉAL (X0008084),MONTREAL-WEST (X0008899) AND ROYAL-MOUNT (X0008092) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Physical Properties					
Conductivity (µS/cm) **	--	--	289	316	330
Color (T.C.U.) **	≤15 [1]	--	1,00	0,69	1,00
Agressivity Index **	--	--	11,3	12,2	12,6
Ryznar Index	--	--	7,9	8,9	9,3
Langelier's Saturation Index	--	--	-0,72	-0,44	0,13
pH (units)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	7,90	8,03	8,10
Solids (mg/l) **			138	145	153
Total Solids(mg/l) **			167	174	193
Temperature (°C) **			0,50	5,35	24,40
Turbidity (N.T.U.) [2]	≤1,0	≤5	0,14	0,17	0,24
Turbidity (N.T.U.) [2] - West Montreal			0,18	0,21	0,32
Turbidity (N.T.U.) [2] - Royal-Mount			0,14	0,22	0,39
Biological Characteristics					
			ANNUAL AVERAGE		
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99.1 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		
West Montreal Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99 % ABS [8+9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8+9]		
Royal-Mount Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,7 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY ATWATER AND CHARLES-J. DES BAILLETS DRINKING WATER TREATMENT PLANTS AND DISTRIBUTED TO MONTRÉAL (X0008084),MONTREAL-WEST (X0008899) AND ROYAL-MOUNT (X0008092) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Inorganic and Organic Chemical Characteristics (mg/l)					
Antimony (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00014	0,00014	0,00014
Alkalinity (eq. $CaCO_3$) **	--	--	87	93	96
Aluminum (Al) **	<0.1	--	0,00660	0,00953	0,01650
Silver (Ag) **	--	--	<0,00331	<0,00331	0,00004
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00073	0,00075	0,00077
Barium (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,02090	0,02120	0,02150
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,03	0,03	0,04
Bromated (BrO_3) *	≤0.01	≤0.010	<0,0001	0,00175	0,00360
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	30,70	32,78	34,90
Total Organic Carbon (TOC) **	--	--	1,42	1,88	2,48
Chlorides (Cl) **	≤250 [1]	--	23,62	26,78	29,74
Chromium (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00007	0,00007	0,00008
Cobalt (Co) **	--	--	0,00002	0,00002	0,00002
Copper (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,07930	0,08310	0,08690
Cyanides (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Total Hardness (eq. $CaCO_3$) **	--	--	108	119	126
Iron (Fe) **	≤0.3 [1]	--	0,00	0,00	0,01
Fluorides (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,12	0,12	0,12
Magnesium (Mg) **	--	--	6,89	7,92	8,57
Manganese (Mn) **	≤0.05 [1]	--	<0,00017	<0,00017	0,00033
Mercury (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00040	0,00046	0,00056
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,22	0,29	0,36
Lead (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00067	0,00071	0,00076
Potassium (K) **	--	--	1,36	1,47	1,61
Selenium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Silica (SiO_2) **	--	--	0,68	0,90	1,20
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	13,80	14,88	15,70
Sulfates (SO_4) **	≤500 [1]	--	19,68	23,82	27,41
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00029	0,00029	0,00030
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	<0,00001	<0,00001	0,00095

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarb *	-		27	0,2	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,2	0,00
Carbofuran *	90		70	0,2	0,00
Volatile Organic Compounds (VOC)					
1,1,1,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethylene	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoethane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzene	200	3[1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroethane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzene	5	1[1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluene	-		-	0,06	N.D.
Benzene	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzene	-		-	0,06	N.D.
Bromochloromethane	-		-	0,06	N.D.
Bromoform	-		Voir note 3	See Note 3	0,40
Bromoform - West Montreal					0,40
Bromoform - Royal-Mount					0,40
Bromodichloromethane	-		Voir note 3	See Note 3	14,90
Bromodichloromethane - West Montreal					14,40
Bromodichloromethane - Royal-Mount					14,80
Bromomethane	-		-	0,06	N.D.

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)					
Chlorobenzene	80	30[1]	60	0,06	N.D.
Chlorodibromomethane	-		Voir note 3	0,06	5,80
Chlorodibromomethane - West Montreal					6,00
Chlorodibromomethane - Royal-Mount					5,70
Chloroethane	-		-	0,06	N.D.
Chloroform	-		Voir note 3	0,06	55,30
Chloroform - West Montreal					47,30
Chloroform - Royal-Mount					55,10
Chloromethane	-		-	0,06	N.D.
Vinyl chloride	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroethylene	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
Dibromomethane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluoromethane	-		-	0,06	N.D.
Dichloromethane	50		50	0,06	N.D.
Diethylether	-		-	0,06	N.D.
Carbon disulfide	-		-	0,06	N.D.
Ethylbenzene	140	1,6[1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiene	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzene	-		-	0,06	N.D.
MTBE(methyl tert-butyl ether)	-	15[1]	-	0,06	N.D.
m-Xylene + p-Xylene + o-Xylene	90	20[1]	-	0,06	N.D.
Naphthalene	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzene	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
Styrene	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
Tetrachloroethylene	10		25	0,06	N.D.
Carbon tetrachloride	2		5	0,06	N.D.
Toluene	60	24[1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroethylene	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
Trichloroethylene	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluoromethane	-		-	0,06	N.D.
Trihalomethanes (THM) (total) [6]	-		Voir note 3	0,24	66,90
Trihalomethanes (THM) (total) [6] - West Montreal					63,80
Trihalomethanes (THM) (total) [6] - Royal-Mount					72,30

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)					
Trihalomethanes total – Annual mean concentration	100		80[3]	0,24	56,75
Trihalomethanes total-West Montreal–Annual mean concentration					47,93
Trihalomethanes total - Royal-Mount – Annual mean concentration					43,68
Phenolic Compounds					
2,3,4,6-Tetrachlorophenol *	100	1[1]	70	0,4	N.D.
2,4 -Dichlorophenol *	900	0,3[1]	700	0,3	N.D.
2,4,6-Trichlorophenol *	5	2[1]	5	0,4	N.D.
Pentachlorophenol *	60	30[1]	42	0,4	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10	N.D.
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAH)					
Benzo(a)pyrene *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Triazine Herbicides					
Atrazine and metabolites *	5		3,5	0,3	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,2	N.D.
Metribuzine *	80		60	0,2	N.D.
Simazine *	10		9	0,2	N.D.
Chlorophenoxy Acid and Trichloroacetate Pesticides					
2,4-D *	100		70	0,03	N.D.
Dicamba *	120		85	0,6	N.D.
Dinoseb *	-		7	0,4	N.D.
Picloram *	190		140	0,06	N.D.
Organochlorine Pesticides					
Metolachlor *	50		35	0,07	N.D.
Methoxychlor *	-		700	0,1	N.D.
Trifluralin *	45		35	0,2	N.D.
Organophosphorus Pesticides					
Azinphos-methyl *	20		17	0,3	N.D.
Chlorpyrifos *	90		70	0,2	N.D.
Diazinon *	20		14	0,2	N.D.
Dimethoate *	20		14	0,2	N.D.
Diuron *	150		110	0,3	N.D.
Malathion *	190		140	0,2	N.D.
Parathion *	-		35	0,2	N.D.
Phorate *	2		1,4	0,2	N.D.
Terbufos *	1		0,5	0,2	N.D.
Others					
Bromoxynil *	5		3,5	0,4	N.D.
Methyl-Diclofop *	9		7	0,2	N.D.
Diquat *	70		50	10	N.D.
Paraquat *	10		7	0,6	N.D.
Haloacetic acids *	80		60	3	35,20
Nitrilotriacetic acid	400		280	25	0,06

*: Analyzed by an outside accredited laboratory.

**: At the exit of water treatment plant.

RDL: Reported Detection Limit.

N.D.: Not detected, lower than the detection limit method.

D.: Detected, but cannot determine quantity.

Notes:

1: Esthetical or organoleptic reasons.

2 : Turbidity must be equal or under 5 NTU (nephelometric turbidity units).

3 : The annual mean concentration of total THM (chloroform, bromodichloromethane, chlorodibromomethane and bromoform) calculated over four consecutive quarters must not exceed 80 µg/L (samples taken at the end of drinking water distribution network).

4 : ABS = Absence. PRE= presence

5 : Health reasons objectives.

6 : Maximum obtained for a sampling site.

7 : Lead and copper level at the center of water distribution network. When water samples are taken from old pipes (before 1970) results are shown below.

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Copper and Lead (mg/l)					
Montreal Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00341	0,02635	0,09370
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00010	0,00631	0,01750
West Montreal Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,02490	0,04164	0,07490
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00043	0,00555	0,01792
Royal-Mount Network					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,03170	0,06191	0,12400
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00007	0,00080	0,00621

8 : When less than 21 water samples are taken over a period of 30 consecutive days, only one of these samples may have presence of total coliforms. It have been respected in 2018.

9 : There is no requirement for annual average. It is used only as a reference. For all year long, monthly average have been respected

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY PIERREFONDS DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD DES ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) AND SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Physical Properties					
pH (units)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	6,70	7,10	7,40
Turbidity (N.T.U.) [2] - Pierrefonds	≤1,0	≤5	0,15	0,23	0,34
Turbidity (N.T.U.)[2]- Dollard-des-Ormeaux			0,18	0,23	0,28
Turbidity (N.T.U.) [2] - Senneville			0,16	0,27	0,64
Turbidity (N.T.U.) [2] - Ste-Anne-de-Bellevue			0,14	0,19	0,25
Biological Characteristics					
			ANNUAL AVERAGE		
Pierrefonds-Roxboro Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,7 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		
Dollard-Des-Ormeaux Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,7 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		
Senneville Network (Phillips Aqueduct)					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	97,5 % ABS [9 + 10]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
Sainte-Anne-de-Bellevue Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY PIERREFONDS DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD DES ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) AND SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Inorganic and Organic Chemical Characteristics (mg/l)					
Antimony (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00004	0,00004	0,00004
Aluminum (Al) **	<0.1	--	0,03230	0,04761	0,06120
Silver (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00023	0,00023	0,00023
Barium (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01140	0,01140	0,01140
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04600	0,04600	0,04600
Bromated (BrO_3) *	≤0.01	≤0.010	<0,0001	0,00158	0,00600
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	13,30	16,65	26,50
Chromium (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00012	0,00012	0,00012
Cobalt (Co) **	--	--	0,00013	0,00041	0,00091
Copper (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,02670	0,02670	0,02670
Cyanides (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Iron (Fe) **	≤0.3 [1]	--	0,02	0,05	0,10
Fluorides (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,04	0,04	0,04
Magnesium (Mg) **	--	--	1,61	2,40	4,49
Manganese (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00265	0,00557	0,01180
Mercury (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00054	0,00089	0,00148
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,24	0,27	0,29
Lead (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00019	0,00019	0,00019
Potassium (K) **	--	--	0,64	0,77	1,08
Selenium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	3,24	5,87	11,00
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00002	0,00002	0,00002
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	0,00021	0,00084	0,00163

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY PIERREFONDS DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD DES ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) AND SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Carbamates				
Bendiocarb *	-	27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90	70	0,20	N.D.
Carbofuran *	90	70	0,20	N.D.
Volatile Organic Compounds (VOC)				
1,1,1,2-Tétrachloroethane	-	-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroethane	-	-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroethane	-	-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroethane	-	-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethane	-	-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethylene	14	10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropene	-	-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzene	-	-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzene	-	-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzene	-	-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoethane	-	-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzene	200 / 3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroethane	5	5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzene	-	-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzene	-	-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-	-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzene	5 / 1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-	-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluene	-	-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluene	-	-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluene	-	-	0,06	N.D.
Benzene	5	0,5	0,06	N.D.
Bromobenzene	-	-	0,06	N.D.
Bromochloromethane	-	-	0,06	N.D.
Bromoform - Pierrefonds	-	See Note 3	0,06	0,10
Bromoform - Dollard-des-Ormeaux				0,10
Bromoform - Senneville				N.D.
Bromoform - Ste-Anne-de-Bellevue				N.D.
Bromodichloromethane - Pierrefonds	-	See Note 3	0,06	6,40
Bromodichloromethane - Dollard-des-Ormeaux				7,20
Bromodichloromethane - Senneville				6,50
Bromodichloromethane - Ste-Anne-de-Bellevue				6,40

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY PIERREFONDS DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD DES ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) AND SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)					
Bromomethane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzene	80	30 [1]	60	0,06	N.D.
Chlorodibromomethane - Pierrefonds	-		See Note 3	0,06	1,80
Chlorodibromomethane - Dollard-des-Ormeaux					1,50
Chlorodibromomethane - Senneville					1,70
Chlorodibromomethane - Ste-Anne-de-Bellevue					1,20
Chloroethane	-		-	0,06	N.D.
Chloroform - Pierrefonds	-		See Note 3	0,06	47,20
Chloroform - Dollard-des-Ormeaux					56,50
Chloroform - Senneville					44,80
Chloroform - Ste-Anne-de-Bellevue					46,00
Chloromethane	-		-	0,06	N.D.
Vinyl chloride	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroethylene	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
Dibromomethane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluoromethane	-		-	0,06	N.D.
Dichloromethane	50		50	0,06	N.D.
Diethylether	-		-	0,06	N.D.
Carbon disulfide	-		-	0,06	N.D.
Ethylbenzene	140	1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiene	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzene	-		-	0,06	N.D.
MTBE(methyl tert-butyl ether)	-	15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylene + p-Xylene + o-Xylene	90	20 [1]	-	0,06	N.D.
Naphthalene	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzene	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY PIERREFONDS DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD DES ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) AND SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)					
Styrene	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
Tetrachloroethylene	10		25	0,06	N.D.
Carbon tetrachloride	2		5	0,06	N.D.
Toluene	60	24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroethylene	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
Trichloroethylene	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluoromethane	-		-	0,06	N.D.
Trihalomethanes (THM) (Total) [6] - Pierrefonds	-		See Note 3	0,24	54,20
Trihalomethanes (THM) (Total)[6]- Dollard-des-Ormeaux					64,50
Trihalomethanes (THM) (Total) [6] - Senneville					52,10
Trihalomethanes (THM) (Total)[6]- Ste-Anne-de-Bellevue					53,20
Trihalomethanes (THM) (total) - Pierrefonds Annual mean concentration	100		80 [3]	0,24	34,18
Trihalomethanes (THM) (total) - Dollard-des-Ormeaux Annual mean concentration					50,68
Trihalomethanes (THM) (total) - Senneville Annual mean concentration					34,83
Trihalomethanes (THM) (total) - Ste-Anne-de-Bellevue Annual mean concentration					34,50
Phenolic Compounds					
2,3,4,6-Tetrachlorophenol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4 -Dichlorophenol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophenol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophenol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAH)					
Benzo(a)pyrene *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Triazine Herbicides					
Atrazine and metabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Metribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY PIERREFONDS DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD DES ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) AND SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Chlorophenoxy Acid and Trichloroacetate Pesticides				
2,4-D *	100	70	0,03 à 0,04	N.D.
Dicamba *	120	85	0,60	N.D.
Dinoseb *	-	7	0,40	N.D.
Picloram *	190	140	0,06	N.D.
Organochlorine Pesticides				
Metolachlor *	50	35	0,20	N.D.
Methoxychlor *	-	700	0,03	N.D.
Trifluralin *	45	35	0,20	N.D.
Organophosphorus Pesticides				
Azinphos-methyl *	20	17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90	70	0,20	N.D.
Diazinon *	20	14	0,20	N.D.
Dimethoate *	20	14	0,20	N.D.
Diuron *	150	110	0,30	N.D.
Malathion *	190	140	0,20	N.D.
Parathion *	-	35	0,20	N.D.
Phorate *	2	1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1	0,5	0,20	N.D.
Others				
Bromoxynil *	5	3,5	0,40	N.D.
Methyl-Diclofop *	9	7	0,20	N.D.
Diquat *	70	50	10,00	N.D.
Paraquat *	10	7	0,60	N.D.
Haloacetic Acids *	80	60	3,00	29,60

*: Analyzed by an outside accredited laboratory.
**: At the exit of water treatment plant.
RDL: Reported Detection Limit.
N.D.: Not detected, lower than the detection limit method.
D.: Detected, but cannot determine quantity.

Notes:

1: Esthetical or organoleptic reasons.
2 : Turbidity must be equal or under 5 NTU (nephelometric turbidity units).
3 : The annual mean concentration of total THM (chloroform, bromodichloromethane, chlorodibromomethane and bromoform) calculated over four consecutive quarters must not exceed 80 µg/L (samples taken at the end of drinking water distribution network).
4 : ABS = Absence. PRE= presence
5 : Health reasons objectives.
6 : Maximum obtained for a sampling site.
7 : Lead and copper level at the center of water distribution network. When water samples are taken from old pipes (before 1970) results are shown below.

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Copper and Lead (mg/l)					
Pierrefonds-Roxboro Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00343	0,01966	0,03870
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00007	0,00025	0,00095
Dollard-Des-Ormeaux Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00608	0,01850	0,05190
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00028	0,00099
Senneville Network (Phillips Aqueduct)					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00666	0,01866	0,04980
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00006	0,00034	0,00095
Sainte-Anne-de-Bellevue Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00170	0,00944	0,01860
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00007	0,00022	0,00043

8 : When less than 21 water samples are taken over a period of 30 consecutive days, only one of these samples may have a presence of total coliforms. It have been respected in 2018
9 : There is no requirement for annual average. It is used only as a reference. For all year long, monthly average have been respected
10 : When less than 21 water samples are taken over a period of 30 consecutive days, only one of these samples may have a presence of total coliforms. It have not been respected for one monthe, in 2018. Despite that non respect, water was potable.

Montréal
Division de l'expertise technique

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE PIERREFONDS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) ET SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques physiques					
pH (unités)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	6,70	7,10	7,40
Turbidité (U.T.N.) [2] - Pierrefonds	≤1,0	≤5	0,15	0,23	0,34
Turbidité (U.T.N.)[2]- Dollard-des-Ormeaux			0,18	0,23	0,28
Turbidité (U.T.N.) [2] - Senneville			0,16	0,27	0,64
Turbidité (U.T.N.)[2]- Ste-Anne-de-Bellevue			0,14	0,19	0,25
Caractéristiques bactériologiques					
			MOYENNE ANNUELLE		
Réseau Pierrefonds-Roxboro					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,7 % ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		
Réseau Dollard-Des-Ormeaux					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	99,7 % ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		
Réseau Senneville (aqueduc Phillips)					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	97,5 % ABS [9 + 10]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
Réseau Sainte-Anne-de-Bellevue					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE PIERREFONDS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) ET SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques chimiques organiques et inorganiques (mg/l)					
Antimoine (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00004	0,00004	0,00004
Aluminium (Al) **	<0.1	--	0,03230	0,04761	0,06120
Argent (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00023	0,00023	0,00023
Baryum (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01140	0,01140	0,01140
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04600	0,04600	0,04600
Bromates (BrO_3) *	≤0.01	≤0.010	<0,0001	0,00158	0,006
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	13,30	16,65	26,50
Chrome total (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00012	0,00012	0,00012
Cobalt (Co) **	--	--	0,00013	0,00041	0,00091
Cuivre (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,02670	0,02670	0,02670
Cyanures (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Fer (Fe) **	≤0.3 [1]	--	0,02	0,05	0,10
Fluorures (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,04	0,04	0,04
Magnésium (Mg) **	--	--	1,61	2,40	4,49
Manganèse (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00265	0,00557	0,01180
Mercure (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00054	0,00089	0,00148
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,24	0,27	0,29
Plomb (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00019	0,00019	0,00019
Potassium (K) **	--	--	0,64	0,77	1,08
Sélénium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	3,24	5,87	11,00
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00002	0,00002	0,00002
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	0,00021	0,00084	0,00163

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE PIERREFONDS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) ET SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126)

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarbe *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofurane *	90		70	0,20	N.D.
Composés organiques volatils (COVs)					
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthylène	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoéthane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzène	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroéthane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzène	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluène	-		-	0,06	N.D.
Benzène	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzène	-		-	0,06	N.D.
Bromochlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Bromoforme - Pierrefonds	-		Voir note 3	0,06	0,10
Bromoforme - Dollard-des-Ormeaux					0,10
Bromoforme - Senneville					N.D.
Bromoforme - Ste-Anne-de-Bellevue					N.D.
Bromodichlorométhane - Pierrefonds	-		Voir note 3	0,06	6,40
Bromodichlorométhane - Dollard-des-Ormeaux					7,20
Bromodichlorométhane - Senneville					6,50
Bromodichlorométhane - Ste-Anne-de-Bellevue					6,40

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE PIERREFONDS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) ET SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Bromométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzène	80	30 [1]	60	0,06	N.D.
Chlorodibromométhane - Pierrefonds	-		Voir note 3	0,06	1,80
Chlorodibromométhane - Dollard-des-Ormeaux					1,50
Chlorodibromométhane - Senneville					1,70
Chlorodibromométhane - Ste-Anne-de-Bellevue					1,20
Chloroéthane	-		-	0,06	N.D.
Chloroforme - Pierrefonds	-		Voir note 3	0,06	47,20
Chloroforme - Dollard-des-Ormeaux					56,50
Chloroforme - Senneville					44,80
Chloroforme - Ste-Anne-de-Bellevue					46,00
Chlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorure de vinyle	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Dibromométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorométhane	50		50	0,06	N.D.
Diéthyléther	-		-	0,06	N.D.
Disulfure de carbone	-		-	0,06	N.D.
Éthylbenzène	140	1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiène	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzène	-		-	0,06	N.D.
MTBE (méthyl tert-butyl éther)	-	15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylène + p-Xylène + o-Xylène	90	20 [1]	-	0,06	N.D.
Naphtalène	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzène	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE PIERREFONDS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) ET SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Styrène	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Tétrachloroéthylène	10		25	0,06	N.D.
Tétrachlorure de carbone	2		5	0,06	N.D.
Toluène	60	24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Trichloroéthylène	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Trihalométhanes totaux [6] - Pierrefonds	-		Voir note 3	0,24	54,20
Trihalométhanes totaux [6] - Dollard-des-Ormeaux					64,50
Trihalométhanes totaux [6] - Senneville					52,10
Trihalométhanes totaux [6] - Ste-Anne-de-Bellevue					53,20
Trihalométhanes totaux - Pierrefonds Concentration moyenne annuelle	100		80 [3]	0,24	34,18
Trihalométhanes totaux - Dollard-des-Ormeaux Concentration moyenne annuelle					50,68
Trihalométhanes totaux - Senneville Concentration moyenne annuelle					34,83
Trihalométhanes totaux - Ste-Anne-de-Bellevue Concentration moyenne annuelle					34,50
Composés phénoliques					
2,3,4,6-Tétrachlorophénol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4-Dichlorophénol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophénol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophénol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)					
Benzo(a)pyrène *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Herbicides					
Atrazine et métabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Métribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE PIERREFONDS ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE PIERREFONDS/ROXBORO (X0009131), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X0008973), SENNEVILLE (X0008959) ET SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE (X0008126)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Herbicides de type Chlorophénoxy carboxylique et Trichloroacétate				
2,4-D *	100	70	0,03 à 0,04	N.D.
Dicamba *	120	85	0,60	N.D.
Dinosèbe *	-	7	0,40	N.D.
Piclorame *	190	140	0,06	N.D.
Pesticides organochlorés				
Métolachlore *	50	35	0,20	N.D.
Méthoxychlore *	-	700	0,03	N.D.
Trifluraline *	45	35	0,20	N.D.
Pesticides organophosphorés				
Azinphos méthyle *	20	17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90	70	0,20	N.D.
Diazinon *	20	14	0,20	N.D.
Diméthoate *	20	14	0,20	N.D.
Diuron *	150	110	0,30	N.D.
Malathion *	190	140	0,20	N.D.
Parathion *	-	35	0,20	N.D.
Phorate *	2	1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1	0,5	0,20	N.D.
Autres				
Bromoxynil *	5	3,5	0,40	N.D.
Diclofop-méthyle *	9	7	0,20	N.D.
Diquat *	70	50	10,00	N.D.
Paraquat * (en dichlorures)	10	7	0,60	N.D.
Acide haloacétiques *	80	60	3,00	29,60

* : Échantillon dans le réseau; analysé en sous-traitance.

** : Échantillon à la sortie de l'usine.

LDR : Limite de détection rapportée.

N.D. : Non détecté, plus bas que la limite de détection établie selon la méthode en vigueur.

D. : Détecté, mais non quantifiable.

Notes :

1 : Objectif de qualité esthétique ou organoleptique.

2 : La turbidité doit être ≤ 5 UTN (unités de turbidité néphélémétrique).

3 : La concentration moyenne des trihalométhanes totaux (chloroforme, bromodichlorométhane, chlorodibromométhane et bromoforme) calculée sur quatre trimestres consécutifs ne doit pas excéder 80 ug/L (ces mesures sont prises en extrémité de réseau).

4 : ABS = Absence. PRE= Présence

5 : Objectif de qualité pour la santé.

6 : Valeur maximale obtenue à un point d'échantillonnage.

7 : Concentration au centre du réseau de distribution. Lorsqu'échantillonné en présence de vieilles entrées de service d'eau construites avant 1970, les teneurs obtenues sont celles retrouvées plus bas.

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Cuivre et plomb (mg/l)					
Réseau Pierrefonds-Roxboro					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00343	0,01966	0,03870
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00007	0,00025	0,00095
Réseau Dollard-Des-Ormeaux					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00608	0,01850	0,05190
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00028	0,00099
Réseau Senneville (aqueduc Phillips)					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00666	0,01866	0,04980
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00006	0,00034	0,00095
Réseau Sainte-Anne-de-Bellevue					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00170	0,00944	0,01860
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00007	0,00022	0,00043

8 : Pour des réseaux de moins de 21000 habitants, sur une moyenne mensuelle, il faut moins d'un cas de présence de coliformes totaux par mois. Cette condition a été respectée en 2018

9 : La moyenne annuelle sert uniquement de référence. Il n'y a pas de norme reliée à une moyenne annuelle. Durant toute l'année, la moyenne mensuelle a été respectée

10 : Pour des réseaux de moins de 21000 habitants, sur une moyenne mensuelle, il faut moins d'un cas de présence de coliformes totaux par mois. Cette condition n'a pas été respectée pour un des 12 mois, en 2018. Malgré ce non respect, l'eau est demeurée potable

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY POINTE-CLAIRE DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD DES ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) AND BAIE D'URFÉE (X0008953) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Physical Properties					
pH (units)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	7,10	7,35	7,50
Turbidity (N.T.U.) [2] - Pointe-Claire	≤1,0	≤5	0,19	0,24	0,43
Turbidity (N.T.U.)[2]- Dollard-des-Ormeaux			0,17	0,37	1,09
Turbidity (N.T.U.) [2] - Beaconsfiled			0,15	0,20	0,30
Turbidity (N.T.U.) [2] - Kirkland			0,21	0,38	1,04
Turbidity (N.T.U.) [2] - Baie d'Urfée			0,13	0,17	0,25
Biological Characteristics					
			ANNUAL AVERAGE		
Pointe-Claire Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		
Dollard-Des-Ormeaux Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 ABS [8 + 9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
Beaconsfield Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		
Kirkland Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [9]		
Baie d'Urfée Network					
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY POINTE-CLAIRE DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD DES ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) AND BAIE D'URFÉE (X0008953) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Inorganic and Organic Chemical Characteristics (mg/l)					
Antimony (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00010	0,00010	0,00010
Aluminum (Al) **	<0.1	--	0,03160	0,06287	0,21200
Silver (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	0,00004
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00038	0,00038	0,00038
Barium (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01450	0,01450	0,01450
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04600	0,04600	0,04600
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	15,80	21,94	30,10
Chromium (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00010	0,00010	0,00010
Cobalt (Co) **	--	--	<0,00002	0,00003	0,00004
Copper (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00689	0,00689	0,00689
Cyanides (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Iron (Fe) **	≤0.3 [1]	--	0,01	0,01	0,02
Fluorides (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,26	0,26	0,26
Magnesium (Mg) **	--	--	1,98	3,27	5,26
Manganese (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00140	0,00395	0,00649
Mercury (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00039	0,00048	0,00055
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,17	0,22	0,27
Lead (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00016	0,00016	0,00016
Potassium (K) **	--	--	0,66	0,87	1,13
Selenium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	4,34	6,91	11,00
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00003	0,00003	0,00003
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	<0,00017	0,00046	0,00100

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY POINTE-CLAIRE DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD DES ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) AND BAIE D'URFÉE (X0008953) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarb *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofuran *	90		70	0,20	N.D.
Volatile Organic Compounds (VOC)					
1,1,1,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethylene	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoethane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzene	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroethane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzene	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluene	-		-	0,06	N.D.
Benzene	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzene	-		-	0,06	N.D.
Bromochloromethane	-		-	0,06	N.D.
Bromoform - Pointe-Claire	-		See Note 3	0,06	N.D.
Bromoform - Dollard-des-Ormeaux				0,06	N.D.
Bromoform - Beaconsfield				0,06	N.D.
Bromoform - Kirkland				0,06	N.D.
Bromoform - Baie d'Urfée				0,06	N.D.
Bromodichloromethane - Pointe-Claire	-		See Note 3	0,06	13,30
Bromodichloromethane - Dollard-des-Ormeaux				0,06	10,20
Bromodichloromethane - Beaconsfield				0,06	13,00
Bromodichloromethane - Kirkland				0,06	11,30
Bromodichloromethane - Baie d'Urfée				0,06	10,70

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY POINTE-CLAIRE DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD DES ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) AND BAIE D'URFÉE (X0008953) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)					
Bromomethane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzene	80	30 [1]	60	0,06	N.D.
Chlorodibromomethane - Pointe-Claire	-		See Note 3	0,06	2,30
Chlorodibromomethane - Dollard-des-Ormeaux				0,06	1,40
Chlorodibromomethane - Beaconsfield				0,06	2,10
Chlorodibromomethane - Kirkland				0,06	1,60
Chlorodibromomethane - Baie d'Urfée				0,06	1,30
Chloroethane	-		-	0,06	N.D.
Chloroform - Pointe-Claire	-		See Note 3	0,06	64,40
Chloroform - Dollard-des-Ormeaux				0,06	57,00
Chloroform - Beaconsfield				0,06	74,90
Chloroform - Kirkland				0,06	69,70
Chloroform - Baie d'Urfée				0,06	79,40
Chloromethane	-		-	0,06	N.D.
Vinyl chloride	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroethylene	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
Dibromomethane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluoromethane	-		-	0,06	N.D.
Dichloromethane	50		50	0,06	N.D.
Diethylether	-		-	0,06	N.D.
Carbon disulfide	-		-	0,06	N.D.
Ethylbenzene	140	1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiene	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzene	-		-	0,06	N.D.
MTBE(methyl tert-butyl ether)	-	15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylene + p-Xylene + o-Xylene	90	20 [1]	-	0,06	N.D.
Naphthalene	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzene	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
Styrene	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzene	-		-	0,06	N.D.
Tetrachloroethylene	10		25	0,06	N.D.
Carbon tetrachloride	2		5	0,06	N.D.
Toluene	60	24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroethylene	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
Trichloroethylene	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluoromethane	-		-	0,06	N.D.

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY POINTE-CLAIRE DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD DES ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) AND BAIE D'URFÉE (X0008953) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)					
Trihalomethanes (THM) (Total) [6] - Pointe-Claire	-		See Note 3	0,24	71,60
Trihalomethanes (THM) (Total)[6]- Dollard-des-Ormeaux				0,24	64,10
Trihalomethanes (THM) (Total) [6] - Beaconsfield				0,24	82,40
Trihalomethanes (THM) (Total) [6] - Kirkland				0,24	76,60
Trihalomethanes (THM) (Total) [6] - Baie d'Urfée				0,24	86,90
Trihalomethanes (THM) (total) - Pointe-Claire Annual mean concentration	100		80 [3]	0,24	65,00
Trihalomethanes (THM) (total) - Dollard-des-Ormeaux Annual mean concentration				0,24	57,00
Trihalomethanes (THM) (total) - Beaconsfield Annual mean concentration				0,24	67,00
Trihalomethanes (THM) (total) - Kirkland Annual mean concentration				0,24	63,28
Trihalomethanes (THM) (total) - Baie d'Urfée Annual mean concentration				0,24	68,18
Phenolic Compounds					
2,3,4,6-Tetrachlorophenol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4 -Dichlorophenol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophenol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophenol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAH)					
Benzo(a)pyrene *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Triazine Herbicides					
Atrazine and metabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Metribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY POINTE-CLAIRE DRINKING WATER TREATMENT PLANT AND DISTRIBUTED TO POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD DES ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) AND BAIE D'URFÉE (X0008953) WATER DISTRIBUTION NETWORKS

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Chlorophenoxy Acid and Trichloroacetate Pesticides				
2,4-D *	100	70	0,03	N.D.
Dicamba *	120	85	0,60	N.D.
Dinoseb *	-	7	0,40	N.D.
Picloram *	190	140	0,06	N.D.
Organochlorine Pesticides				
Metolachlor *	50	35	0,20	N.D.
Methoxychlor *	-	700	0,03	N.D.
Trifluralin *	45	35	0,20	N.D.
Organophosphorus Pesticides				
Azinphos-methyl *	20	17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90	70	0,20	N.D.
Diazinon *	20	14	0,20	N.D.
Dimethoate *	20	14	0,20	N.D.
Diuron *	150	110	0,30	N.D.
Malathion *	190	140	0,20	N.D.
Parathion *	-	35	0,20	N.D.
Phorate *	2	1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1	0,5	0,20	N.D.
Others				
Bromoxynil *	5	3,5	0,40	N.D.
Methyl-Diclofop *	9	7	0,20	N.D.
Diquat *	70	50	10,00	N.D.
Paraquat *	10	7	0,60	N.D.

*: Analyzed by an outside accredited laboratory.
**: At the exit of water treatment plant.
RDL: Reported Detection Limit.
N.D.: Not detected, lower than the detection limit method.
D.: Detected, but cannot determine quantity.

Notes:

1: Esthetical or organoleptic reasons.
2 : Turbidity must be equal or under 5 NTU (nephelometric turbidity units).
3 : The annual mean concentration of total THM (chloroform, bromodichloromethane, chlorodibromomethane and bromoform) calculated over four consecutive quarters must not exceed 80 µg/L (samples taken at the end of drinking water distribution network).
4 : ABS = Absence. PRE= presence
5 : Health reasons objectives.
6 : Maximum obtained for a sampling site.
7 : Lead and copper level at the center of water distribution network. When water samples are taken from old pipes (before 1970) results are shown below.

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Copper and Lead (mg/l)					
Pointe-Claire Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00263	0,01099	0,01900
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00005	0,00025	0,00101
Dollard-Des-Ormeaux Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00704	0,01043	0,01750
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00006	0,00038	0,00090
Beaconsfield Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00492	0,00990	0,02920
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00014	0,00030
Krikland Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00418	0,01416	0,07400
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00018	0,00063
Baie d'Urfée Network					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00377	0,00386	0,03720
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00006	0,00005	0,00050

8 : When less than 21 water samples are taken over a period of 30 consecutive days, only one of these samples may have presence of total coliforms. It have been respected in 2018
9 : There is no requirement for annual average. It is used only as a reference. For all year long, monthly average have been respected

Montréal
Division de l'expertise technique

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE POINTE-CLAIRE ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) ET BAIE D'URFÉE (X0008953)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques physiques					
pH (unités)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	7,10	7,35	7,50
Turbidité (U.T.N.) [2] - Pointe-Claire	≤1,0	≤5	0,19	0,24	0,43
Turbidité (U.T.N.)[2]- Dollard-des-Ormeaux			0,17	0,37	1,09
Turbidité (U.T.N.) [2] - Beaconsfield			0,15	0,20	0,30
Turbidité (U.T.N.) [2] - Kirkland			0,21	0,38	1,04
Turbidité (U.T.N.) [2] - Baie d'Urfée			0,13	0,17	0,25
Caractéristiques bactériologiques					
			MOYENNE ANNUELLE		
Réseau Pointe-Claire					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		
Réseau Dollard-Des-Ormeaux					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
Réseau Beaconsfield					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		
Réseau Kirkland					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [9]		
Réseau Baie d'Urfée					
Coliformes totaux (PRE ou ABS/100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		
E. coli (PRE ou ABS/100ml)	ABS [4]	<1 ou ABS [4]	100 % ABS [8 + 9]		

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Caractéristiques chimiques organiques et inorganiques (mg/l)					
Antimoine (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00010	0,00010	0,00010
Aluminium (Al) **	<0.1	--	0,03160	0,06287	0,21200
Argent (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	0,00004
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00038	0,00038	0,00038
Baryum (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01450	0,01450	0,01450
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,04600	0,04600	0,04600
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	15,80	21,94	30,10
Chrome total (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00010	0,00010	0,00010
Cobalt (Co) **	--	--	<0,00002	0,00003	0,00004
Cuivre (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00689	0,00689	0,00689
Cyanures (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Fer (Fe) **	≤0.3 [1]	--	0,01	0,01	0,02
Fluorures (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,26	0,26	0,26
Magnésium (Mg) **	--	--	1,98	3,27	5,26
Manganèse (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00140	0,00395	0,00649
Mercure (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00039	0,00048	0,00055
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,17	0,22	0,27
Plomb (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00016	0,00016	0,00016
Potassium (K) **	--	--	0,66	0,87	1,13
Sélénium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	4,34	6,91	11,00
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00003	0,00003	0,00003
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	<0,00017	0,00046	0,00100

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE POINTE-CLAIRE ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) ET BAIE D'URFÉE (X0008953)

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarbe *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofurane *	90		70	0,20	N.D.
Composés organiques volatils (COVs)					
1,1,1,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroéthylène	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoéthane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzène	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroéthane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzène	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzène	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluène	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluène	-		-	0,06	N.D.
Benzène	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzène	-		-	0,06	N.D.
Bromochlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Bromoforme - Pointe-Claire	-		Voir note 3	0,06	N.D.
Bromoforme - Dollard-des-Ormeaux				0,06	N.D.
Bromoforme - Beaconsfield				0,06	N.D.
Bromoforme - Kirkland				0,06	N.D.
Bromoforme - Baie d'Urfée				0,06	N.D.
Bromodichlorométhane - Pointe-Claire	-		Voir note 3	0,06	13,30
Bromodichlorométhane - Dollard-des-Ormeaux				0,06	10,20
Bromodichlorométhane - Beaconsfield				0,06	13,00
Bromodichlorométhane - Kirkland				0,06	11,30
Bromodichlorométhane - Baie d'Urfée				0,06	10,70

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE POINTE-CLAIRE ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) ET BAIE D'URFÉE (X0008953)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Bromométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzène	80	30 [1]	60	0,06	N.D.
Chlorodibromométhane - Pointe-Claire	-		Voir note 3	0,06	2,30
Chlorodibromométhane - Dollard-des-Ormeaux				0,06	1,40
Chlorodibromométhane - Beaconsfield				0,06	2,10
Chlorodibromométhane - Kirkland				0,06	1,60
Chlorodibromométhane - Baie d'Urfée				0,06	1,30
Chloroéthane	-		-	0,06	N.D.
Chloroforme - Pointe-Claire	-		Voir note 3	0,06	64,40
Chloroforme - Dollard-des-Ormeaux				0,06	57,00
Chloroforme - Beaconsfield				0,06	74,90
Chloroforme - Kirkland				0,06	69,70
Chloroforme - Baie d'Urfée				0,06	79,40
Chlorométhane	-		-	0,06	N.D.
Chlorure de vinyle	2		2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Dibromométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorodifluorométhane	-		-	0,06	N.D.
Dichlorométhane	50		50	0,06	N.D.
Diéthyléther	-		-	0,06	N.D.
Disulfure de carbone	-		-	0,06	N.D.
Éthylbenzène	140	1,6 [1]	-	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiène	-		-	0,06	N.D.
Isopropylbenzène	-		-	0,06	N.D.
MTBE (méthyl tert-butyl éther)	-	15 [1]	-	0,06	N.D.
m-Xylène + p-Xylène + o-Xylène	90	20 [1]	-	0,06	N.D.
Naphtalène	-		-	0,06	N.D.
n-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
n-Propylbenzène	-		-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Styrène	-		-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzène	-		-	0,06	N.D.
Tétrachloroéthylène	10		25	0,06	N.D.
Tétrachlorure de carbone	2		5	0,06	N.D.
Toluène	60	24 [1]	-	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroéthylène	-		-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropène	-		-	0,06	N.D.
Trichloroéthylène	5		5	0,06	N.D.
Trichlorofluorométhane	-		-	0,06	N.D.

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE POINTE-CLAIRE ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) ET BAIE D'URFÉE (X0008953)

2018

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L		RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Composés organiques volatils (COVs)					
Trihalométhanes totaux [6] - Pointe-Claire	-		Voir note 3	0,24	71,60
Trihalométhanes totaux[6]- Dollard-des-Ormeaux				0,24	64,10
Trihalométhanes totaux [6] - Beaconsfield				0,24	82,40
Trihalométhanes totaux [6] - Kirkland				0,24	76,60
Trihalométhanes totaux [6] - Baie d'Urfée				0,24	86,90
Trihalométhanes totaux - Pointe-Claire Concentration moyenne annuelle	100		80 [3]	0,24	65,00
Trihalométhanes totaux - Dollard-des-Ormeaux Concentration moyenne annuelle				0,24	57,00
Trihalométhanes totaux - Beaconsfield Concentration moyenne annuelle				0,24	67,00
Trihalométhanes totaux - Kirkland Concentration moyenne annuelle				0,24	63,28
Trihalométhanes totaux - Baie d'Urfée Concentration moyenne annuelle				0,24	68,18
Composés phénoliques					
2,3,4,6-Tétrachlorophénol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4-Dichlorophénol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophénol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophénol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)					
Benzo(a)pyrène *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Herbicides					
Atrazine et métabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Métribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.

QUALITÉ DE L'EAU POTABLE PRODUITE PAR L'USINE POINTE-CLAIRE ET DISTRIBUÉE AUX RÉSEAUX DE POINTE-CLAIRE (X0008942), DOLLARD-DES-ORMEAUX (X2146082), BEACONSFIELD (X0008948), KIRKLAND (X0008946) ET BAIE D'URFÉE (X0008953)

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017) Concentration maximale µg/L	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40) Concentration maximale µg/L	LDR (µg/L)	EAU POTABLE MAXIMUM MESURÉ (µg/L)
Herbicides de type Chlorophénoxy carboxylique et Trichloroacétate				
2,4-D *	100	70	0,03	N.D.
Dicamba *	120	85	0,60	N.D.
Dinosèbe *	-	7	0,40	N.D.
Piclorame *	190	140	0,06	N.D.
Pesticides organochlorés				
Métolachlore *	50	35	0,20	N.D.
Méthoxychlore *	-	700	0,03	N.D.
Trifluraline *	45	35	0,20	N.D.
Pesticides organophosphorés				
Azinphos méthyle *	20	17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90	70	0,20	N.D.
Diazinon *	20	14	0,20	N.D.
Diméthoate *	20	14	0,20	N.D.
Diuron *	150	110	0,30	N.D.
Malathion *	190	140	0,20	N.D.
Parathion *	-	35	0,20	N.D.
Phorate *	2	1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1	0,5	0,20	N.D.
Autres				
Bromoxynil *	5	3,5	0,40	N.D.
Diclofop-méthyle *	9	7	0,20	N.D.
Diquat *	70	50	10,00	N.D.
Paraquat * (en dichlorures)	10	7	0,60	N.D.

* : Échantillon dans le réseau; analysé en sous-traitance.

** : Échantillon à la sortie de l'usine.

LDR : Limite de détection rapportée.

N.D. : Non détecté, plus bas que la limite de détection établie selon la méthode en vigueur.

D. : Détecté, mais non quantifiable.

Notes :

1 : Objectif de qualité esthétique ou organoleptique.

2 : La turbidité doit être ≤ 5 UTN (unités de turbidité néphélémétrique).

3 : La concentration moyenne des trihalométhanes totaux (chloroforme, bromodichlorométhane, chlorodibromométhane et bromoforme) calculée sur quatre trimestres consécutifs ne doit pas excéder 80 ug/L (ces mesures sont prises en extrémité de réseau).

4 : ABS = Absence. PRE= Présence

5 : Objectif de qualité pour la santé.

6 : Valeur maximale obtenue à un point d'échantillonnage.

7 : Concentration au centre du réseau de distribution. Lorsqu'échantillonné en présence de vieilles entrées de service d'eau construites avant 1970, les teneurs obtenues sont celles retrouvées plus bas.

PARAMÈTRES	RECOMMANDATIONS SANTÉ CANADA (2017)	RÈGLEMENT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE (Q-2, R-40)	EAU POTABLE CONCENTRATION		
			MIN.	MOYENNE	MAX.
Cuivre et plomb (mg/l)					
Réseau Pointe-Claire					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00263	0,01099	0,01900
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00005	0,00025	0,00101
Réseau Dollard-Des-Ormeaux					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00704	0,01043	0,01750
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00006	0,00038	0,00090
Réseau Beaconsfield					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00492	0,00990	0,02920
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00014	0,00030
Réseau Kirkland					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00418	0,01416	0,07400
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00018	0,00063
Réseau Baie d'Urfée					
Cuivre (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00377	0,00386	0,03720
Plomb (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00006	0,00005	0,00050

8 : Pour des réseaux de moins de 21 000 habitants, sur une moyenne mensuelle, il faut moins d'un cas de présence de coliformess totaux par mois.Cette condition a été respectée en 2018.

9 : La moyenne annuelle sert uniquement de référence. Il n'y a pas de norme reliée à une moyenne annuelle. Durant toute l'année, la moyenne mensuelle a été respectée

Montréal
Division de l'expertise technique

MUNICIPAL DRINKING WATER PRODUCED BY DORVAL DRINKING WATER TREATMENT PLANT(X0008923)

2018

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Physical Properties					
pH (units)	7,0-10,5 [5]	6,5 - 8,5	6,80	7,05	7,20
Turbidity (N.T.U.) [2]	≤1,0	≤5	0,13	0,21	0,33
Biological Characteristics					
			ANNUAL AVERAGE		
Total coliforms (C.F.U./100ml)	>90% ABS [4]	>90% ABS [4]	100 % ABS [8]		
E. coli (C.F.U./100ml)	ABS [4]	<1 or ABS [4]	100 % ABS [8]		
Inorganic and Organic Chemical Characteristics (mg/l)					
Antimony (Sb)	≤0.006	≤0.006	0,00011	0,00011	0,00011
Aluminum (Al) **	<0.1	--	0,01910	0,08073	0,26400
Silver (Ag) **	--	--	<0,00003	<0,00003	0,00003
Arsenic (As)	≤0.010	≤0.010	0,00038	0,00038	0,00038
Barium (Ba)	≤1.0	≤1.0	0,01870	0,01870	0,01870
Bore (B)	≤5	≤5.0	0,043	0,043	0,043
Cadmium (Cd)	≤0.005	≤0.005	<0,00004	<0,00004	<0,00004
Calcium (Ca) **	--	--	14,600	22,090	30,000
Chromium (Cr)	≤0.05	≤0.050	0,00008	0,00008	0,00008
Cobalt (Co) **	--	--	<0,00002	0,00005	0,00015
Copper (Cu) [7]	≤1.0 [1]	≤1.0	0,01990	0,01990	0,01990
Cyanides (CN^-)	≤0.2	≤0.20	<0,004	<0,004	<0,004
Iron (Fe) **	≤0.3 [1]	--	<0,00432	0,059	0,280
Fluorides (F^-)	≤1.5	≤1.50	0,103	0,103	0,103
Magnesium (Mg) **	--	--	2,30	4,56	6,14
Manganese (Mn) **	≤0.05 [1]	--	0,00032	0,00428	0,01430
Mercury (Hg)	≤0.001	≤0.001	<0,00003	<0,00003	<0,00003
Nickel (Ni) **	--	--	0,00041	0,00052	0,00093
Nitrites (NO_2-N) + nitrates (NO_3-N)	≤1 + ≤10	≤10.0	0,19	0,23	0,31
Lead (Pb) [7]	≤0.010	≤0.010	0,00044	0,00044	0,00044
Potassium (K) **	--	--	0,67	1,05	1,25
Selenium (Se)	≤0.05	≤0.010	<0,00021	<0,00021	<0,00021
Sodium (Na) **	≤200 [1]	--	5,40	8,84	11,60
Uranium (U)	≤0.02	≤0.020	0,00007	0,00007	0,00007
Zinc (Zn) **	≤5.0 [1]	--	<0,00017	0,00094	0,00387

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Carbamates					
Bendiocarb *	-		27	0,20	N.D.
Carbaryl *	90		70	0,20	N.D.
Carbofuran *	90		70	0,20	N.D.
Volatile Organic Compounds (VOC)					
1,1,1,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,1-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2,2-Tétrachloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1,2-Trichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethane	-		-	0,06	N.D.
1,1-Dichloroethylene	14		10	0,06	N.D.
1,1-Dichloropropene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,3-Trichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Trichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2,4-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromo-3-chloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dibromoethane	-		-	0,06	N.D.
1,2-Dichlorobenzene	200	3 [1]	150	0,06	N.D.
1,2-Dichloroethane	5		5	0,06	N.D.
1,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,3,5-Triméthylbenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichlorobenzene	-		-	0,06	N.D.
1,3-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
1,4-Dichlorobenzene	5	1 [1]	5	0,06	N.D.
2,2-Dichloropropane	-		-	0,06	N.D.
2-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Chlorotoluene	-		-	0,06	N.D.
4-Isopropyltoluene	-		-	0,06	N.D.
Benzene	5		0,5	0,06	N.D.
Bromobenzene	-		-	0,06	N.D.
Bromochloromethane	-		-	0,06	N.D.
Bromoform	-		See Note 3	0,06	0,10
Bromodichloromethane	-		See Note 3	0,06	12,60
Bromomethane	-		-	0,06	N.D.
Chlorobenzene	80	30 [1]	60	0,06	N.D.

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Volatile Organic Compounds (VOC)				
Chlorodibromomethane	-	See Note 3	0,06	2,30
Chloroethane	-	-	0,06	N.D.
Chloroform	-	See Note 3	0,06	65,50
Chloromethane	-	-	0,06	N.D.
Vinyl chloride	2	2	0,06	N.D.
cis-1,2-Dichloroethylene	-	-	0,06	N.D.
cis-1,3-Dichloropropene	-	-	0,06	N.D.
Dibromomethane	-	-	0,06	N.D.
Dichlorodifluoromethane	-	-	0,06	N.D.
Dichloromethane	50	50	0,06	N.D.
Diethylether	-	-	0,06	N.D.
Carbon disulfide	-	-	0,06	N.D.
Ethylbenzene	140	1,6 [1]	0,06	N.D.
Hexachlorobutadiene	-	-	0,06	N.D.
Isopropylbenzene	-	-	0,06	N.D.
MTBE(methyl tert-butyl ether)	-	15 [1]	0,06	N.D.
m-Xylene + p-Xylene + o-Xylene	90	200 [1]	0,06	N.D.
Naphthalene	-	-	0,06	N.D.
n-Butylbenzene	-	-	0,06	N.D.
n-Propylbenzene	-	-	0,06	N.D.
sec-Butylbenzene	-	-	0,06	N.D.
Styrene	-	-	0,06	N.D.
tert-Butylbenzene	-	-	0,06	N.D.
Tetrachloroethylene	30	25	0,06	N.D.
Carbon tetrachloride	2	5	0,06	N.D.
Toluene	60	24 [1]	0,06	N.D.
trans-1,2-Dichloroethylene	-	-	0,06	N.D.
trans-1,3-Dichloropropene	-	-	0,06	N.D.
Trichloroethylene	5	5	0,06	N.D.
Trichlorofluoromethane	-	-	0,06	N.D.
Trihalomethanes (THM) (total) [6]	-	See Note 3	0,24	73,20
Trihalomethanes (THM) (total) – Annual mean concentration	100	80 [3]	0,24	57,15

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017) Maximum concentration µg/L		QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40) Maximum concentration µg/L	RDL (µg/L)	DRINKING WATER MAXIMUM DETECTED (µg/L)
Phenolic Compounds					
2,3,4,6-Tetrachlorophenol *	100	1 [1]	70	0,40	N.D.
2,4 -Dichlorophenol *	900	0,3 [1]	700	0,30	N.D.
2,4,6-Trichlorophenol *	5	2 [1]	5	0,40	N.D.
Pentachlorophenol *	60	30 [1]	42	0,40	N.D.
Glyphosate					
Glyphosate *	280		210	10,00	N.D.
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAH)					
Benzo(a)pyrene *	0,04		0,01	0,003	N.D.
Triazine Herbicides					
Atrazine and metabolites *	5		3,5	0,30	N.D.
Cyanazine *	-		9	0,20	N.D.
Metribuzine *	80		60	0,20	N.D.
Simazine *	10		9	0,20	N.D.
Chlorophenoxy Acid and Trichloroacetate Pesticides					
2,4-D *	100		70	0,03 à 0,04	N.D.
Dicamba *	120		85	0,60	N.D.
Dinoseb *	-		7	0,40	N.D.
Picloram *	190		140	0,06	N.D.
Organochlorine Pesticides					
Metolachlor *	50		35	0,20	N.D.
Methoxychlor *	-		700	0,03	N.D.
Trifluralin *	45		35	0,20	N.D.
Organophosphorus Pesticides					
Azinphos-methyl *	20		17	0,30	N.D.
Chlorpyrifos *	90		70	0,20	N.D.
Diazinon *	20		14	0,20	N.D.
Dimethoate *	20		14	0,20	N.D.
Diuron *	150		110	0,30	N.D.
Malathion *	190		140	0,20	N.D.
Parathion *	-		35	0,20	N.D.
Phorate *	2		1,4	0,20	N.D.
Terbufos *	1		0,5	0,20	N.D.
Others					
Bromoxynil *	5		3,5	0,40	N.D.
Methyl-Diclofop *	9		7	0,20	N.D.
Diquat *	70		50	10,00	N.D.
Paraquat *	10		7	0,60	N.D.

* : Analyzed by an outside accredited laboratory.

** : At the exit of water treatment plant.

RDL: Reported Detection Limit.

N.D.: Not detected, lower than the detection limit method.

D.: Detected, but cannot determine quantity.

Notes:

1: Esthetical or organoleptic reasons.

2 : Turbidity must be equal or under 5 NTU (nephelometric turbidity units).

3 : The annual mean concentration of total THM (chloroform, bromodichloromethane, chlorodibromomethane and bromoform) calculated over four consecutive quarters must not exceed 80 µg/L (samples taken at the end of drinking water distribution network).

4 : ABS = Absence. PRE= presence

5 : Health reasons objectives.

6 : Maximum obtained for a sampling site.

7 : Lead and copper level at the center of water distribution network. When water samples are taken from old pipes (before 1970) results are shown below.

8: There is no requirement for annual average. It is used only as a reference. For all year long, monthly average have been respected

PARAMETERS	HEALTH CANADA RECOMMENDATIONS (2017)	QUEBEC REGULATION DRINKING WATER QUALITY (Q-2,r.40)	DRINKING WATER CONCENTRATION		
			MIN.	AVE.	MAX.
Copper and Lead (mg/l)					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00170	0,00809	0,01830
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00003	0,00016	0,00042
Island Dorval					
Copper (Cu)	≤1.0 [1]	≤1.0	0,00289	0,00050	0,01450
Lead (Pb)	≤0.010	≤0.010	0,00008	0,00870	0,00091

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.07

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1195075001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel consolidé 2018 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé de:
1. prendre acte du bilan annuel consolidé 2018 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

2. déposer le bilan au conseil d'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 21:04

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195075001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel consolidé 2018 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002) (ci-après nommé «le règlement»), le comité technique doit présenter à la fin de chaque année un bilan annuel consolidé faisant état de l'ensemble des activités d'entretien déléguées conformément aux exigences de l'article 4 du règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0149 - 29 mars 2018 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2017 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG17 0069 - 30 mars 2017 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2016 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG16 0172 - 24 mars 2016 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2015 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG15 0132 - 26 mars 2015 - Dépôt du bilan annuel consolidé 2014 faisant état des activités d'entretien déléguées d'aqueduc et d'égout en vertu du règlement de délégation RCG 05-002.
CG05 0020 - 19 décembre 2005 - Adoption du règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées.

DESCRIPTION

Bilan des activités
Au cours de l'année 2018, le comité technique s'est réuni quatre fois et ses principales activités ont été les suivantes :

1. Nominations au sein du comité

· En prévision du départ à la retraite de monsieur Daniel Turcot, chef de division à la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, un poste devait être comblé à titre de membre représentant de la Ville de Montréal. Statuant sur la nécessité de maintenir un représentant de la Direction de l'eau potable au sein du Comité, monsieur André Marsan, directeur de la production de l'eau potable, a proposé au conseil d'agglomération au nom du Service de l'eau la candidature de monsieur Jean-François Dubuc, chef de division des projets du réseau principal à la Direction de l'eau potable, afin d'assurer le remplacement de monsieur Turcot;

· Suite au départ à la retraite de monsieur Daniel Verner, chef à la division de l'Ingénierie de la Ville de Mont-Royal, un poste devait être comblé à titre de membre représentant des villes liées. Sur recommandation des directeurs généraux des villes liées, les membres du comité technique ont proposé au conseil d'agglomération la candidature de monsieur Patrice Langlois, directeur adjoint à la Gestion du territoire de la Ville de Pointe-Claire, afin d'assurer le remplacement de monsieur Verner.

2. Adoption de la révision 5 de la *«Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération»* (annexe D)

Le Fonds de l'eau, par son budget dédié à l'agglomération, rembourse aux villes liées les coûts d'entretien et de réparation des infrastructures déléguées du réseau principal d'aqueduc et d'égout, dont les coûts pour les équipements et véhicules utilisés. Dans le but d'uniformiser les tarifs des équipements et véhicules facturés à l'agglomération dans la réalisation des travaux délégués, le conseil d'agglomération adoptait, en 2012, la « *Grille tarifaire des équipements et véhicules d'agglomération* » en tant qu'*Annexe D* du règlement de délégation RCG 05-002*.*

Il est nécessaire de modifier annuellement l'annexe D du règlement de délégation RCG 05-002 afin de refléter les usages et les prix du marché. La révision 5 de la grille, telle qu'adoptée par le conseil d'agglomération le 26 avril 2018, tient compte de l'indexation de l'IPC de la région de Montréal de l'année 2017.

3. Autres activités:

a) Dans le but de formaliser de la position du comité technique quant à l'application de l'article 1.1.2 du *Guide d'entretien* du Règlement de délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout (annexe C, RCG 05-002), la note administrative suivante a été transmise en 2018:

· Responsabilité des conduites de dérivation

b) Positionnement du comité en ce qui concerne toute conduite surdimensionnée visant à fournir une capacité locale de rétention, avec mise à jour, en 2019, du document *Guide de critères pour déterminer le réseau principal d'aqueduc et d'égout*

c) Établissement d'un programme d'entretien préventif: projet pilote de détection de fuites en temps réel en cours avec révision prévue, en 2019, du *Guide d'entretien* (annexe C) afin de refléter la réalité opérationnelle souhaitée

Le bilan permet d'illustrer les faits saillants résultant de la délégation en vertu du règlement.

Coûts des activités déléguées

Les activités déléguées de réparation et d'entretien sur les réseaux principaux d'aqueduc et d'égout ont généré, en 2018, 66 demandes de remboursement se répartissant ainsi:

· 24 réclamations pour des travaux concernant les 19 bris répertoriés sur le réseau principal d'aqueduc;
· 25 réclamations pour d'autres réparations et travaux d'entretien standard sur des équipements et des composantes du réseau principal d'aqueduc;
· 5 réclamations pour des bris et travaux d'entretien standard sur le réseau principal d'égout;
· 12 réclamations rejetées (délai de facturation expiré selon le règlement ou encore l'ouvrage concerné n'étant pas de la responsabilité de l'agglomération).

Un montant de 720 426 $ a été imputé à l'exercice financier 2018 pour des réclamations de 2018 et un montant de 252 288 $ a été imputé à l'exercice financier 2018 pour des réclamations de 2017.

Ces demandes de remboursement totalisent un montant de 972 714 $ au bilan financier 2018.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 4 du règlement RCG 05-002.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier est nécessaire afin d'être en conformité avec la réglementation en vigueur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yves BRISSON, Service des finances
Marleen SIDNEY, Service des finances
Christianne CYRENNE, LaSalle
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Patrice LANGEVIN, Service de l'eau
Ava L. COUCH, Ville de Mont-Royal
Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 27 février 2019
Marleen SIDNEY, 27 février 2019
Alain DUFRESNE, 27 février 2019
Yves BRISSON, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

Tél : 514-280-0179
Télécop. : 514-872-3587

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-28

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2018 EN VERTU DU RÈGLEMENT DE DÉLÉGATION-SUBDÉLÉGATION (RCG 05-002, 05-090)

100 RÉPARATIONS DES FUITES ET BRIS SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

NOMBRE DE BRIS AVEC DÉTAILS:	24	
NOMBRE DE BRIS AVEC DÉTAILS À VENIR:	0	
NOMBRE TOTAL DE BRIS:	24	

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	PORTION ARROND/VILLE LIÉE	PORTION MRA
TOTAL:	640 143 $	639 892 $	538 231 $	101 661 $

200 RÉPARATIONS DES ÉQUIPEMENTS ET DES COMPOSANTES DU RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	PORTION ARROND/VILLE LIÉE	PORTION MRA
70 320 $	70 303 $	60 931 $	9 371 $

300 RÉPARATIONS DES BRIS DU RÉSEAU PRINCIPAL D'ÉGOUT

DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	PORTION ARROND/VILLE LIÉE	PORTION MRA
69 593 $	69 593 $	69 593 $	0 $

500 TRAVAUX D'ENTRETIEN STANDARD RÉALISÉS SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL D'AQUEDUC

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	PORTION ARROND/VILLE LIÉE	PORTION MRA
TOTAL:	171 971 $	171 356 $	134 608 $	36 748 $

600 TRAVAUX D'ENTRETIEN STANDARD RÉALISÉS SUR LE RÉSEAU PRINCIPAL D'ÉGOUT

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	PORTION ARROND/VILLE LIÉE	PORTION MRA
TOTAL:	21 609 $	21 571 $	21 571 $	0 $

700 CAS PARTICULIERS AQUEDUC ET ÉGOUT

	DEMANDES DE REMBOURSEMENT	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	PORTION ARROND/VILLE LIÉE	PORTION MRA
TOTAL:	0 $	0 $	0 $	0 $

	RÉCLAMATIONS TOTALES	RÉCLAMATIONS REMBOURSÉES	EN ATTENTE DE REMBOURSEMENT	DOSSIERS 2017	DOSSIERS 2018
TOTAL DES ACTIVITÉS D'ENTRETIEN:	973 635 $	972 714 $	0 $	252 288 $	720 426 $

Bilan des activités réalisées en 2018 en vertu du règlement de délégation-subdélégation (RCG 05-002, 05-090)

Arrondissement/Municipalité	Provenance	Réclamations 2017	Réclamations 2018	Dossier 2017	Dossier 2018	En attente de remboursement	Commentaires
Ahuntsic-Cartierville	Arrondissement Montréal	0 $					
Anjou	Arrondissement Montréal	0 $	23 259 $	23 259 $			
Baie-D'Urfé	Ville liée	0 $	11 643 $		11 643 $		
Beaconsfield	Ville liée	3 822 $	21 517 $	7 948 $	13 569 $		
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Arrondissement Montréal	0 $					
Côte-Saint-Luc	Ville liée	0 $					
Dollard-Des-Ormeaux	Ville liée	0 $	13 592 $		13 592 $		
Dorval	Ville liée	47 528 $	14 878 $		14 878 $		
Hampstead	Ville liée	0 $					
Kirkland	Ville liée	12 539 $					
Lachine	Arrondissement Montréal	45 480 $					
LaSalle	Arrondissement Montréal	141 372 $	66 230 $	12 480 $	53 751 $		
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Arrondissement Montréal	0 $					
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Arrondissement Montréal	0 $					
Montréal-Est	Ville liée	45 396 $	54 643 $		54 643 $		
Montréal-Nord	Arrondissement Montréal	0 $					
Montréal-Ouest	Ville liée	0 $					
Mont-Royal	Ville liée	49 409 $	32 479 $		32 479 $		
Outremont	Arrondissement Montréal	0 $					
Pierrefonds-Roxboro	Arrondissement Montréal	0 $					
Plateau-Mont-Royal	Arrondissement Montréal	18 362 $	55 794 $		55 794 $		
Pointe-Claire	Ville liée	9 927 $	2 891 $		2 891 $		
Rivières-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Arrondissement Montréal	7 872 $	13 879 $		13 879 $		
Rosemont-La Petite-Patrie	Arrondissement Montréal	0 $					
Sainte-Anne-de-Bellevue	Ville liée	0 $	26 050 $		26 050 $		
Saint-Laurent	Arrondissement Montréal	150 369 $	127 027 $	13 958 $	113 069 $		
Saint-Léonard	Arrondissement Montréal	3 549 $	4 398 $	1 261 $	3 137 $		
Senneville	Ville liée	0 $					
Sud-Ouest	Arrondissement Montréal	141 562 $	95 773 $		95 773 $		
Verdun	Arrondissement Montréal	0 $	69 593 $		69 593 $		
Ville-Marie	Arrondissement Montréal	43 075 $	251 393 $	193 382 $	58 012 $		
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extention	Arrondissement Montréal	0 $					
Westmount	Ville liée	13 437 $	87 673 $		87 673 $		
	TOTAL	**733 700 $**	**972 714 $**	**252 288 $**	**720 426 $**	**0 $**	

CUMULATIF	Arrondissement Montréal	551 642 $	707 347 $	244 340 $	463 007 $	0 $
	Ville liée	182 058 $	265 367 $	7 948 $	257 419 $	0 $
	Grand Total:	**733 700 $**	**972 714 $**	**252 288 $**	**720 426 $**	**0 $**

Réclamations 2017	**252 288 $**
Réclamations 2018	**720 426 $**
Total demande de réclamations	**972 714 $**

Réclamations déjà remboursés	**972 714 $**
Réclamation à payer	**0 $**
Réclamations imputés en 2017	**972 714 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.08

2019/03/25 13:00

(1)

Dossier # : 1197146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Attendu le règlement sur les pesticides adopté par le conseil de la Ville de Montréal (04-041);
Attendu que chaque arrondissement doit déposer un bilan de l'application dudit règlement,

Il est recommandé au conseil municipal:

Que le conseil de l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève approuve le bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides;

Que ledit bilan soit transmis pour dépôt au conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-07 09:47

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.08

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Attendu que le règlement sur les pesticides adopté par le conseil de la Ville de Montréal.
Attendu que chaque arrondissement doit déposer un bilan de l'application dudit règlement.

Il est recommandé:

Que le conseil de l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève approuve le bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides.

Que ledit bilan soit transmis pour dépôt au conseil municipal de la Ville de Montréal.

Signé par Daniel LE PAPE **Le** 2019-02-28 14:48

Signataire : Daniel LE PAPE

_____

directeur(trice) d'arr. (arr.> 60 000)
L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Bureau du directeur d'arrondissement

L'Île-Bizard Sainte-Geneviève Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 mars 2019	Résolution: CA19 28 087

Dépôt du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Attendu le Règlement sur les pesticides adopté par le conseil de la Ville de Montréal (04-041);

Attendu que chaque arrondissement doit déposer un bilan annuel de l'application dudit règlement.

Il est proposé par Robert SAMOSZEWSKI

appuyé par Christian LAROCQUE

Et résolu :

Que le conseil d'arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève approuve le bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides.

Que ledit bilan soit transmis pour dépôt au conseil municipal de la Ville de Montréal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

60.02 1197146001

Edwige NOZA
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 6 mars 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1197146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Edwige NOZA
Secrétaire recherchiste

Tél : 514.620.6941
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197146001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a adopté en 2004 un règlement sur l'utilisation des pesticides. Dans le cadre de ce règlement, les arrondissements sont tenus de déposer un bilan de l'état de l'application de ce règlement à l'égard de leur territoire.
Le présent dossier est pour le dépôt au conseil d'arrondissement du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève, pour son approbation et sa transmission au conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1180541003 – CA18 28 057 adoptée le 5 février 2018 par le conseil d'arrondissement - Dépôt du bilan 2017 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement dépose au conseil municipal son bilan annuel 2018 sur l'utilisation des pesticides.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI, intitulée Application du règlement, et plus particulièrement à l'article 32, du règlement relatif à l'utilisation des pesticides qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan prévu à la séance du conseil municipal du 15 avril 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Trevor LANE
Contremaître Horticulture et Parcs

Tél : 514-620-6784
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-22

Pierre Yves MORIN
directeur travaux publics

Tél : 514-620-6779
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197146001

Unité administrative responsable :	Arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève , Direction des travaux publics_ingénierie et aménagement urbain , Direction , Section des projets
Objet :	Dépôt du bilan 2018 de l'application du règlement relatif aux pesticides dans l'arrondissement L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève



Bilan_applic_pesticides_2018_IBSG.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Trevor LANE
Contremaître Horticulture et Parcs

Tél : 514-620-6784
Télécop. : 000-0000



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement : Ile-Bizard-Sainte-Geneviève

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **10**

Gestion des demandes de citoyens **12**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Terrains de golf et de boulingrin **23**

Exploitations agricoles et horticoles **26**

Lutte intégrée **29**

Conclusion **34**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **35**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une person ne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et à la suite de l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

En 2018, le règlement 04-041 sur l'application des pesticides sur le territoire de l'arrondissement était en application, mais n'a pas été pleinement assuré. L'application du règlement relève des unités de la direction travaux publics, ingénierie et aménagement urbain.

Il est à noter que l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève ne fait aucun achat et ne fait aucun usage de pesticides commerciaux (classe 3). En 2018, l'arrondissement n'a fait aucun achat de pesticide domestique (classe 5) et n'a fait aucun usage de pesticide domestique sauf pour des problèmes reliés à la santé humaine et à l'éradication de nid de guêpes.

Le seul usage de pesticide à l'arrondissement Ile-Bizard Sainte-Geneviève en 2018 était relié à la lutte intégrée contre l'agrile du frêne. Un nombre important de frênes publics et privés ont été traités avec le pesticide TREEAZIN.

La grande majorité des requêtes des citoyens reçus aux travaux publics étaient reliées à la subvention pour le traitement contre l'agrile du frêne.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	30 000 $ accordés à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA07280044	2007-02-05	Dépôt du bilan annuel	
CA08280048	2008-02-04	Dépôt du bilan annuel	
CA09280038	2009-02-02	Dépôt du bilan annuel	
CA10280049	2010-02-08	Dépôt du bilan annuel	
CA11280048	2011-02-07	Dépôt du bilan annuel	
CA12280040	2012-01-16	Dépôt du bilan annuel	
CA13280049	2013-02-04	Dépôt du bilan annuel	
CA14280049	2014-02-03	Dépôt du bilan annuel	
CA15280028	2015-02-02	Dépôt du bilan annuel	
CA16280105	2016-04-04	Dépôt du bilan annuel	
CA1728 0037	2017-02-06	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2016
CA1828057	2018-02-05	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2017

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Le dossier des pesticides est géré par la direction travaux publics, ingénierie et aménagement urbain. La responsabilité relève de l'unité parcs et horticulture, de la division de l'aménagement urbain ainsi que de l'unité sécurité publique.

L'unité parcs et horticulture s'occupe de faire un suivi auprès des exploitants de terrain de golf et des exploitants de terre horticole et agricole. Également, elle répond aux requêtes des citoyens et effectue des visites de jour s'il y a des plaintes sur l'utilisation de pesticides. En 2018, il n'y a pas eu d'inspecteur ou agent technique en horticulture/arboriculture. Le contremaitre parc et horticulture répond aux requêtes des citoyens reliés à la lutte intégrée de l'agrile du frêne et élabore le bilan sur l'utilisation des pesticides. La sécurité publique s'occupe de traiter toutes les plaintes des citoyens le soir. Enfin, la division de l'urbanisme s'occupe de donner des constats d'infraction.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation		
Formation		
Lutte intégrée		
Salaires (RH)	2 500.00 $	Contremaitre et jardinière en charge
Budget global	**2 500.00 $**	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Contremaitre	1	Répondre aux requêtes des citoyens
Jardinière	1	Répondre aux questions des citoyens
Contremaitre	1	Transmission lettres et rédaction du bilan annuel
Total	3	

Commentaires et recommandations

Il est à noter que l'arrondissement Ile Bizard-Sainte-Geneviève ne fait aucun achat et ne fait aucun usage de pesticide commercial (classe 3). L'arrondissement ne fait aucun usage de pesticides domestiques (classe 5). Sauf pour des problèmes de santé humaine.

Aucune demande des citoyens n'a été reçue par la direction travaux publics, ingénierie et aménagement urbain pour l'utilisation de pesticide temporaire. De jour, il n'a pas de sécurité publique pour assurer l'application du règlement sur l'application des pesticides ou pour traiter les plaintes des citoyens.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Lettres aux terrains de golf	Obtenir registre	2
Lettres aux exploitants agricoles	Obtenir registre	2
Kiosque information journée horticole	Alternatives écologiques	400

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Le samedi 19 mai 2018, l'arrondissement a tenu la journée horticole permettant de rejoindre un nombre important de citoyens pour fournir de l'information sur les bonnes pratiques horticoles et les alternatives aux pesticides. Lors de cet évènement, les citoyens pouvaient découvrir des gestes pour obtenir une belle pelouse en santé sans avoir recours aux engrais et pesticide, de découvrir les pesticides à faible impact et avoir des solutions aux problèmes horticoles les plus com muns. Un deuxième kiosque était sur place pour répondre aux questions des citoyens à propos de l'agrile du frêne. Les horticultrices de l'arrondissement étaient aussi sur place et ont pu informer certains citoyens des moyens de lutte les plus écoresponsables, surtout pour le contrôle de l'herbe à puce et des vers blancs.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Les requêtes et demandes d'information des citoyens sont reçues principalement par le service d'appels du 311 et au bureau du contremaitre parc et horticulture. Également, certains citoyens se présentent au bureau des travaux publics pour effectuer une demande officielle.

Parfois, les jardinières et le contremaitre parc et horticulture lors de leurs travaux quotidiens à l'extérieur, sont interpellés pour répondre à différentes questions des citoyens. La majorité des demandes des citoyens sont en lien avec le dossier de la lutte intégrée contre l'agrile du frêne.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	Environ 40	0	Information concernant l'efficacité des traitements et sur le programme de subvention
Guêpes	0	3	Enlever un nid de guêpes dans un parc
Vers blancs	1		Options de traitement contre vers blancs
Renouée japonaise	1	0	Options de traitement
Scarabée japonais	2	0	Options de traitement

Commentaires et recommandations

En 2018, il a eu très peu de demandes d'information des citoyens concernant l'application des pesticides et aucune demande pour un permis d'application de pesticide n'a été reçue.

La grande majorité des appels des citoyens reçus par le 311 et le contremaitre parc et horticulture était reliée au programme de subvention pour les traitements contre l'agrile du frêne. C'est un dossier qui va devenir de plus en plus important dans les prochaines années à cause de la propagation de l'agrile du frêne à l'arrondissement.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides et lutte intégrée	Ville de Montréal	2018-03-22	3
Table des responsables des pesticides	Ville de Montréal	2018-11-22	1

Commentaires et recommandations

Il y a deux jardinières à l'arrondissement qui sont formées pour appliquer des pesticides et leurs cartes d'applicateurs sont à renouveler en 2019.

Une troisième jardinière a suivi la formation applicateur de pesticide et elle est en attente de sa carte d'applicateur.

Un quatrième jardinier est intéressé à suivre la formation applicateur de pesticide en 2019.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

En 2018, l'arrondissement n'a reçu aucune demande de permis d'utilisation des pesticides et n'a pas reçu de plainte de citoyen pour l'application de pesticide. Aucune visite ou inspection n'a été effectuée en 2018.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué

Commentaires et recommandations

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés				
	Sous-total			
Permis refusés				
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Aucune demande de permis temporaire pour l'utilisation des pesticides n'a été reçue en 2018.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total

Commentaires et recommandations

Aucune autorisation spéciale d’utilisation de pesticides n’a été donnée aux citoyens en 2018.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2016	0	0	0
2017	0	0	0
2018	0	0	0
Total	0	0	0

Commentaires et recommandations

L'arrondissement reçoit très peu de demandes des citoyens. D'ailleurs en 2018, l'arrondissement n'a reçu aucune demande d'application de pesticides.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

L'arrondissement n'a constaté aucune infraction au règlement sur l'utilisation de pesticide en 2018.

Des avis écrits ont été envoyés aux deux terrains de golf et aux deux exploitants de terre agricole qui n'avait pas transmis les documents d'utilisation de pesticide avant la date exigée par le règlement.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2018	2017	2016
Nombre d'avis écrits	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2018

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations

Terrains de golf et de boulingrin

Mise en contexte

L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée sous certaines conditions prévues à la section V du Règlement. Ces conditions concernent l'entreposage des pesticides et l'affichage à respecter après l'épandage d'un pesticide. Elles visent également les registres d'utilisations de pesticides de ses exploitants ainsi qu'un état d'avan cement du plan de réduction des pesticides selon les dispositions du Code de gestion des pesticides.

Afin de se conformer à l'article 73 du Code de gestion des pesticides, les propriétaires ou les exploitants d'un terrain de golf qui appliquent ou font ap pliquer un pesticide doivent transmettre tous les trois ans un plan de réduction des pesticides au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, depuis le 3 avril 2006. Ces plans doivent con tenir les données sur les quantités de pesticides utilisés, les objectifs de réduction par catégorie de pesticides (fongicides, insecticides, herbicides, etc.), y compris les moyens mis en œuvre pour les atteindre, ainsi que les mesures prises en vue de ré duire la migration des pesticides hors du site. De plus, chaque plan doit être signé par un agronome, membre de l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ).

The Royal Montréal Golf Club
25 South Ridge road
L'Ile Bizard, Québec
H9E 1B3

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	non	
Lieu d'entreposage	Non vérifié	
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Non vérifié	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	oui	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	oui	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	non	

Club de Golf St-Raphael
1111 Montée de l'Église
L'Ile Bizard, Québec
H9C 1H2

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	non	
Lieu d'entreposage	Non vérifié	
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Non vérifié	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	non	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	non	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	non	

Golf Elm Ridge Country Club
851 rue Cherrier
L'Ile Bizard, Québec
H9E 1C3

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	non	
Lieu d'entreposage	Non vérifié	
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Non vérifié	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	non	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	non	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	non	

Commentaires et recommandations

Au moment de la production du présent document, seulement le club de golf Royal Montréal a fourni son registre d'utilisation de pesticides.

Aucun club de golf n'a fourni les déclarations écr ites prévues dans l'article 9 indiquant les pesticides dont ils prévoyaient faire usage en 2019.

Aucun club de golf n'a soumis de rapport de progression du plan de réduction prévu à l'article 14.

Un avis a été envoyé au club de golf St Raphael et au club de golf Elm Ridge, le 13 décembre 2018, demandant de fournir à l'arrondissement les documents requis pour la production du bilan annuel.

Exploitations agricoles et horticoles

Mise en contexte

L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée sous certaines conditions prévues à la section VI du Règlement. Ces conditions concernent l'entreposage des pesticides et l'affichage à respecter après l'épandage d'un pesticide. Elles visent également les registres d'utilisations de pesticides de ces exploitants.

Ferme Bord-du-Lac
1530 chemin Bord-du-Lac
L'Ile Bizard, Québec

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	non	
Lieu d'entreposage	non	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	non	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	non	

Les Jardins Claude Théoret
1600 chemin Bord-du-Lac
L'Ile Bizard, Québec

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	non	
Lieu d'entreposage	non	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	non	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	non	

Nom de l’exploitant
Adresse
Description

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Choix	
Lieu d’entreposage	Choix	
Conditions d’application (section VIII du Règlement)	Choix	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l’arrondissement	Choix	

Nom de l’exploitant
Adresse
Description

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Choix	
Lieu d’entreposage	Choix	
Conditions d’application (section VIII du Règlement)	Choix	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l’arrondissement	Choix	

Nom de l’exploitant
Adresse
Description

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Choix	
Lieu d’entreposage	Choix	
Conditions d’application (section VIII du Règlement)	Choix	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l’arrondissement	Choix	

Nom de l'exploitant
Adresse
Description

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Choix	
Lieu d'entreposage	Choix	
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	Choix	
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	Choix	

Commentaires et recommandations

Au moment de la production du présent document, les deux (2) exploitants agricoles n'avaient pas fourni le registre d'utilisation des pesticides prévu dans l'article 18, ni les déclarations écrites prévues dans l'article 16 indiquant les pesticides dont ils prévoyaient faire l'usage au cours de l'année 2019.

L'arrondissement a envoyé un avis aux deux (20 exploitants agricoles, le 13 décembre 2018, leur demandant de fournir à l'arrondissement les documents requis pour la production du bilan.

Lutte intégrée

Mise en contexte

En 2018, l'arrondissement a eu quelque problème phytosanitaire, mai s la majorité des problèmes ont été réglés avec des alternatives aux pesticides.

Pour les demandes reliées à la renouée japonaise et aux scarabées japonais, l'enlèvement manuel a été effectué et aucun pesticide n'a été appliqué. L'arrondissement a appliqué des pesticides seulement pour combattre des problèmes de santé humaine, spécifiquement pour enlever les nids de guêpes dans certains parcs.

Pour la lutte intégrée, le dossier le plus important à L'Île -Bizard-Sainte-Geneviève est l'avancement de l'agrile du frêne dans les arbres publics et les arbres privés. Il a eu un nombre important d'arbres publics et privés qui ont été traités en 2018.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Injection TREEAZIN	SGPVMR	juin-aout	143	22.840 litres
Injection TREEAZIN	résidents	juin-aout	478	105,455 litres

Nids de Guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Enlèvement de nids	Travaux publics	Juin-sept	3	

Rénouée japonaise

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Enlèvement mécanique	Travaux publics	juin-sept	1	

Herbe à puce

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Placer pancarte ATTENTION	Travaux publics	juin-sept		

Nerprun

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)

Scarabée japonaise

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Enlèvement manuel	jardiniers	juin-aout		

Commentaires et recommandations

En 2018, seulement trois interventions ont été requises où la santé humaine était affectée. Le traitement utilisé consistait à enlever trois (3) nids de guêpes dans des parcs à proximité des aires de jeux.

En 2019, l'agrile du frêne sera le dossier le plus significatif en termes de ressources matérielles et humaines. L'avancement de l'agrile du frêne sur le territoire de l'arrondis sement va avoir un impact élevé sur les frênes publics et privés. Ce dossier, qui continuera de progresser dans les prochaines années, nécessitera de plus en plus de temps et de ressources pour bien le gérer.

Conclusion

En 2018, L'arrondissement n'a reçu aucune demande de permis d'utilisation de pesticides des citoyens et l'arrondissement n'a fait aucun achat ni aucun usage de pesticides commerciaux (classe 3). À l'exception des nids de guêpes, l'arrondissement ne fait aucun usage de pesticide domestique (classe 5).

Les demandes des citoyens sont traitées par les unités de la direction travaux publics, ingénierie et aménagement urbain. La majorité des demandes des citoyens étaient reliées au traitement de l'agrile du frêne et il a eu 478 frênes privés qui ont été traités avec le TREEAZIN en 2018. En complément, 143 frênes publics ont été traités.

Aucune contravention, avis écrit ou poursuite judiciaire n'a été émis aux citoyens en 2018. Des avis ont été envoyés aux deux terrains de golf et aux deux exploitants agricoles leur demandant de fournir leur registre des utilisations de pesticides a l'arrondissement comme prévu dans le règlement.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANSPESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de L'Île-Bizard Sainte-Geneviève
Direction travaux publics, ingénierie et aménagement urbain
Division de parc et horticulture

Auteur (s)

Trevor Lane

ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.09

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1191114001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2018.

Il est recommandé de:
Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique pour l'année 2018.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-07 15:26

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191114001**
Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil municipal de Montréal a adopté le 26 avril 2004 le règlement relatif à l'usage des pesticides (#04-041) qui bannit l'usage des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ce règlement s'applique aussi bien dans les espaces publics que sur les terrains privés. Une exception prévoit toutefois l'usage des pesticides aux fins de protection des végétaux des collections du Jardin botanique de Montréal. Le règlement (art. 22) stipule cependant qu'un bilan de l'utilisation des pesticides dans cette institution doit être présenté au Conseil municipal tous les ans.
En lien avec sa mission, le service de l'Espace pour la vie, qui réunit le Jardin botanique, le Biodôme, l'Insectarium et le Planétarium Rio Tinto Alcan de Montréal, a adopté une politique interne visant à « préserver la diversité et la beauté des collections botaniques contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des pesticides ». Ceci se traduit dans une démarche stratégique visant à favoriser la lutte intégrée (approche globale axée sur la prévention, le dépistage, un suivi rigoureux et une combinaison de mesures dans laquelle l'emploi de produits chimiques est limité à son strict minimum), la lutte biologique (méthode de lutte contre un ravageur au moyen de prédateurs naturels ou de parasitoïdes comme, par exemple, l'utilisation de coccinelles prédatrices contre le puceron) et la formation des employés.

Le Jardin botanique dépose ici son bilan d'utilisation des pesticides pour l'année 2018 dans ses jardins extérieurs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0430 (2018-04-23) Bilan annuel 2018 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1181114001)
CM17 0208 (2017-03-27) Bilan annuel 2016 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1171114002)
CM16 0384 (2016-04-22) Bilan annuel 2015 du Jardin botanique de Montréal faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) (#1161114001)

DESCRIPTION

La superficie du Jardin botanique est de 75 hectares. Ce musée à ciel ouvert abrite des collections horticoles prestigieuses. Sur une base annuelle, l'équipe du Jardin botanique doit faire face à environ 75 bio-agresseurs importants dans les jardins extérieurs. Elle doit également être en mesure d'intervenir contre le développement de certaines plantes vivaces indésirables envahissantes qui menacent l'intégrité des collections.
En 2011, le Jardin botanique a adopté une démarche stratégique dont une des actions est l'application des principes de la lutte intégrée. Pratiquée selon les règles de l'art, la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative les quantités de pesticides utilisées et elle permet de sélectionner des produits moins toxiques pour la santé humaine et l'environnement. L'emploi des pesticides de synthèse est réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux pour la santé des gens et le respect de l'environnement ont été épuisés.

Ainsi, le Jardin botanique favorise, autant que possible, les solutions alternatives écologiques en terme de lutte contre les ravageurs. Ce domaine étant en constante évolution, plusieurs essais sont réalisés annuellement pour parfaire les connaissances et mettre au point des méthodes en lutte biologique et en lutte intégrée. En plus des innovations adoptées en 2017, nous avons réalisé les améliorations suivantes à nos stratégies phytosanitaires en 2018:

- De nouveaux bio-pesticides ont été mis à l'essai dans la Roseraie.
- L'intégration de trois nouveaux insectes à la liste de ravageurs dépistés à l'aide de phéromones, soit la mouche de la pomme, la cécidomyie du chou-fleur et la teigne du poireau.
- L'utilisation du site www.agrometeo.org qui met à la disposition des producteurs agricoles des modèles permettant de prévoir le développement de plusieurs ravageurs agricoles en fonction des données météo par région au Québec.
- La réduction complète des traitements pour l'yponomeute du fusain, un ravageur annuel récurrent maintenant contrôlé physiquement par l'élimination des nids tôt en saison.
- L'arrêt des traitements contre la lieuse de l'hydrangée, un ravageur qui demandait des traitements annuels dans le jardin japonais. Après des observations, il a été déterminé que les dommages occasionnés par le ravageur n'avaient pas d'incidence sur la floraison finale dans les plantations en fin d'été.

· Le contrôle de la galéruque de la viorne dans la collection de l'arboretum sans application de pesticide par le dépistage fréquent pendant la période cruciale et par l'élimination physique des jeunes larves.

Dans un contexte où l'intégrité des collections, dont la richesse est inestimable, doit être préservée, même s'il devient de plus en plus difficile de diminuer notre utilisation de pesticides déjà très restreinte, nous avons réussi à maintenir notre niveau d'utilisation des pesticides (moins 60 % en 2017 et 2018 par rapport à 2015 et 2016).

Aussi, pour accroître encore notre performance à ce niveau, nous travaillons à développer davantage la lutte biologique en continuant nos recherches pour remplacer les produits les plus toxiques par des produits à faible impact et innover dans nos approches culturales. Par ailleurs, aucun produit de la classe des néonicotinoïdes n'est plus utilisé dans les jardins extérieurs depuis plusieurs années années.

Tel que prévu, nous avons consolidé les progrès importants de réduction du nombre d'interventions impliquant des produits phytosanitaires de toutes catégories et avons réussi à réduire la quantité totale de bouillie utilisée dans les jardins. Il convient toutefois de mentionner que le choix d'utiliser des produits moins dommageables pour l'environnement et la santé humaine entraîne une augmentation du nombre de traitements pour l'obtention d'un même résultat, et de ce fait, une augmentation du nombre d'interventions humaines.

Nous poursuivons également l’expérimentation et l’utilisation de méthodes de contrôles alternatives telles que l’introduction d’auxiliaires (contrôle biologique), l’utilisation accrue de pièges (phéromones ou physiques), de même que l’utilisation de programmes de modélisation des insectes et de maladies disponibles pour les ravageurs avec un impact agricole.

JUSTIFICATION

Le contenu du présent rapport répond aux exigences du règlement (art. 22) qui fait référence à l'article 73 du Code de gestion des pesticides décrivant les éléments d'un tel rapport.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La stratégie d'utilisation des pesticides au Jardin botanique contribue à répondre aux défis du Plan Montréal durable 2016-2020, notamment par l'adoption de pratiques exemplaires de développement durable (lutte biologique, lutte intégrée), ceci dans une perspective de verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources (priorité d'intervention #2).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En lien avec le Règlement sur l'utilisation des pesticides, la stratégie spécifique du Jardin botanique permet de réduire l'impact négatif sur l'environnement et la santé humaine, tout en permettant de préserver les prestigieuses collections de l'institution.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LIMOGES
Chef de division de l'horticulture du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1406
Télécop. : 514 872-1402

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

René PRONOVOST
Directeur du Jardin botanique

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2019-03-06

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191114001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de la production horticulture et collections
Objet :	Recevoir et prendre connaissance du rapport faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) au Jardin botanique de Montréal pour l'année 2018.



Bilan des pesticides 2018.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude LIMOGES
Chef de division de l'horticulture du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1406
Télécop. : 514 872-1402



Larve de coccinelle agissant en tant que prédateur sur un des arbres du Jardin botanique de Montréal

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

dans les jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal

ESPACE POUR LA VIE

Bilan 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION..... 3

2. POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES D'*ESPACE POUR LA VIE* 3

2.1 LA LUTTE INTÉGRÉE 4
2.2 INNOVATIONS EN LUTTE INTÉGRÉE ET BIOLOGIQUE EN 2018..... 5

3. BILAN DE L'UTILISATION DES PESTICIDES 2018..... 7

4. IDENTIFICATION DE NOUVEAUX RAVAGEURS EN 2018 13

5. NÉONICOTINOÏDES..... 13

6. PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2019..... 14

ANNEXE I CODE DE GESTION DES PESTICIDES DU QUÉBEC – ANNEXE I 16
ANNEXE II CODE DE GESTION DES PESTICIDES DU QUÉBEC – ANNEXE II..... 17
ANNEXE III STRATÉGIES DE CONTRÔLE 18
ANNEXE IV POLITIQUE SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES
DE L'*ESPACE POUR LA VIE* DE MONTRÉAL 21

1. Introduction

La Ville de Montréal a adopté le 26 avril 2004 le règlement relatif à l'usage des pesticides (#04-041) qui encadre l'usage des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ce règlement s'applique aussi bien aux espaces publics qu'aux terrains privés. Une exception prévoit toutefois l'usage des pesticides aux fins de protection des végétaux qui composent les collections d'Espace pour la vie, particulièrement au Jardin botanique de Montréal. Notons par contre qu'aucune exception n'est permise dans ces institutions quant au traitement des pelouses contre les mauvaises herbes. Le règlement précise aussi qu'un bilan de l'utilisation des pesticides dans ces institutions doit être présenté annuellement au Conseil de Ville.

Selon ces exigences, le présent rapport présente la stratégie d'intervention phytosanitaire des jardins extérieurs du Jardin botanique de Montréal en lien avec la *Politique sur l'utilisation des pesticides d'Espace pour la vie*, dont entre autres, le bilan concernant l'utilisation des pesticides dans les jardins extérieurs pour l'année 2018.

2. Politique sur l'utilisation des pesticides à *Espace pour la vie*

Depuis plusieurs années, l'impact des pesticides sur la santé humaine et l'environnement préoccupe les intervenants de nos institutions (Jardin botanique, Biodôme, Insectarium et Planétarium). Cette préoccupation s'est accrue en raison d'une sensibilisation plus grande des utilisateurs d'espaces verts publics ainsi que par l'entrée en vigueur du Code de gestion des pesticides du gouvernement du Québec en 2003. Au même moment, soit en mai 2003, la direction d'Espace pour la Vie adoptait une Politique sur l'utilisation des pesticides qui avait comme objectif de soutenir la « *mission d'Espace pour la vie en préservant la diversité et la beauté de ses collections botaniques contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes, tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des produits antiparasitaires communément appelés pesticides* ». Cette Politique (Annexe IV) a été révisée en 2011 pour actualiser nos interventions dans chaque institution muséale et elle a été adoptée par la direction du Jardin botanique le 1er juin 2011. Une démarche stratégique a été identifiée incluant les points suivants :

- L'application des principes de la lutte intégrée
- La production de bilans annuels d'utilisation des pesticides dans les jardins extérieurs
- La recherche et l'expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative
- La formation continue des employés



Piège à insectes dans Malus au Jardin botanique de Montréal

2.1 La lutte intégrée

Plusieurs stratégies ont été développées au cours des années afin de réduire l'usage des pesticides de synthèse ou chimiques tout en poursuivant les activités de protection des plantes. Après plusieurs années de maîtrise technique, le Jardin botanique de Montréal a pu adopter la lutte intégrée, applicable autant dans les serres d'exposition et de production que dans les jardins extérieurs.

La lutte intégrée est une approche stratégique de la phytoprotection qui vise la décroissance de la population d'un organisme nuisible (bio-agresseur) en dessous d'un certain seuil de tolérance, cela avec un minimum d'impact sur l'environnement et sur la santé humaine. Dans son sens le plus strict, cette méthode comprend les étapes suivantes :

1) Appliquer les diverses méthodes de prévention (choix de végétaux plus tolérants aux bio-agresseurs et régie de culture appropriée);
2) Identifier les ennemis et les alliés;
3) Dépister et évaluer l'état de la situation;
4) Utiliser des seuils d'intervention;
5) Adapter l'écosystème;
6) Combiner les méthodes de luttes (physiques, biologiques, chimiques, etc.), les pratiquer au bon endroit et au bon moment;
7) Évaluer l'efficacité des actions (suivi) ainsi que les données recueillies et réévaluer la situation.

Le concept de la lutte intégrée existe depuis plus de 30 ans et il est appliqué au sein des jardins extérieurs du Jardin botanique depuis 1997. Pratiquée selon les règles de l'art, la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative les quantités de pesticides utilisées et elle permet de sélectionner des produits moins toxiques pour la santé humaine et l'environnement. En effet, le processus décisionnel exige que l'emploi des pesticides de synthèse soit réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux pour la santé des gens et le respect de l'environnement ont été épuisés.

La mise en place de seuils d'interventions est une caractéristique importante de la lutte intégrée. Chez les producteurs agricoles, ces seuils sont, bien entendu, de nature économique et certaines pertes peuvent alors être tolérées. Cependant, dans une institution comme le Jardin botanique, ces seuils doivent permettre prioritairement la conservation de tous les végétaux des collections et leur assurer un aspect esthétique acceptable pour le visiteur. L'identification d'un seuil d'intervention est déterminée en fonction du degré d'infestation du bio-agresseur et de l'état de santé de la plante. Cet exercice est réalisé pour chaque bio-agresseur par le responsable en phytoprotection et l'horticulteur responsable de chaque jardin.

La lutte intégrée rejoint donc parfaitement l'objectif de la Politique sur l'utilisation des pesticides d'*Espace pour la vie* qui est de réduire l'usage des pesticides les plus nocifs pour la santé humaine et pour l'environnement, tout en conservant l'intégrité physique et esthétique des végétaux. De plus, cet objectif concorde avec l'objectif de réduction contenu au règlement municipal.

2.2 Innovations en lutte intégrée et biologique en 2018

Voici quelques-unes des initiatives qui ont été réalisées en 2018 pour améliorer les pratiques phytosanitaires au Jardin botanique :

- Stratégie de la roseraie 2018. Essai des nouveaux bio-pesticides
  Les bio-pesticides Fracture et Regalia Maxx pour le contrôle de la tache noire du rosier ont été testés en cours d'année 2018. Les ingrédients actifs de ces deux fongicides sont des extraits de plantes (*Reynoutria sachalinensis* et *Lupinus*). Dans le cas de *Regalia*, l'agent actif est un stimulant des défenses naturelles des plantes et n'a pas d'effet direct sur l'organisme cible (champignon). Ces deux produits ont été comparés à un programme de pulvérisation basé sur les bio-pesticides Cueva (cuivre) et Milstop (bicarbonate de potassium). Nos résultats ont montré que les deux nouveaux produits n'offraient pas un aussi bon contrôle de la maladie. Ils pourraient toutefois s'insérer dans une rotation à l'avenir afin de diminuer la pression d'utilisation du cuivre.

- Intégration de nouveaux insectes à la liste de ravageurs dépistés à l'aide de phéromones
  - Mouche de la pomme
  - Cécidomyie du chou-fleur
  - Teigne du poireau

- En 2018, nous avons utilisé le site www.agrometeo.org qui met à la disposition des producteurs agricoles des modèles permettant de prévoir le développement de plusieurs ravageurs agricoles en fonction des données météo par région au Québec. Il est ainsi possible de mieux cibler les pulvérisations. Les modèles pour les ravageurs suivants ont été utilisés : piéride du chou, carpocapse de la pomme, mouche de la pomme, teigne du poireau, oïdium des cucurbitacées et oïdium de la vigne.

- Réduction complète des traitements pour l'yponomeute du fusain, un ravageur annuel récurrent. Contrôle de l'insecte par méthode physique uniquement par l'élimination des nids tôt en saison.

- La lieuse de l'hydrangée est un ravageur qui demandait des traitements annuels dans le jardin japonais. Nous avons comparé le traitement traditionnel à une absence de traitement et déterminé avec l'horticulteur que les dommages occasionnés par le ravageur n'avaient pas d'incidence sur la floraison finale dans les plantations en fin d'été. Il ne serait donc pas nécessaire de traiter pour cet insecte.

- La galéruque de la viorne est responsable de défoliations importantes sur les viornes. Nous avons réussi en 2018 à contrôler ce ravageur dans la collection de l'arboretum sans application de pesticide par un dépistage suivi dans la période cruciale et par l'élimination physique des jeunes larves.

Innovations 2017 reconduites en 2018

- Utilisation nouvelle de nématodes pour le contrôle du perceur de l'iris. Le degré de contrôle dans la zone traitée avec les nématodes a été aussi bon que dans la zone traitée avec un insecticide. Nous allons réduire la zone traitée avec insecticide en 2018 et établir une zone témoin non traitée afin d'établir la pression réelle du ravageur, un insecte difficile à dépister. Les nématodes sont aussi utilisés pour le contrôle du scarabée japonais et du charançon de la vigne. Toutefois, dans le cas du contrôle du scarabée japonais, nos essais 2017 et 2018 ne nous permettent pas de conclure à une efficacité des traitements. Particulièrement en 2018, le dépistage post-traitement a démontré une efficacité nulle des nématodes, malgré des efforts pour appliquer toutes les mesures d'irrigation recommandées au moment des traitements.

- Utilisation de deux espèces de guêpes parasitoïdes (*Trichogramma sp*.) pour le contrôle de trois ravageurs importants dans le jardin des plantes économiques : le carpocapse de la pomme, la piéride du chou et la teigne du poireau. Un contrôle adéquat a été obtenu en jumelant ces introductions à l'utilisation d'un bio-pesticide à base de *Bacillus thuringiensis* (bactérie). Cette stratégie a permis l'élimination complète de l'utilisation du pesticide Orthene (Acephate), un organo-phosphate.

- Utilisation de pièges à phéromones permettant un meilleur dépistage de plusieurs ravageurs et de mieux cibler les interventions. Ravageurs dépistés à l'aide de ces pièges :
    - Carpocapse de la pomme
    - Tordeuse à bande oblique (pommier)
    - Sésie du lilas
    - Scarabée japonais



Piège à phéromone, sésie du lilas dans Syringa

Larve de sésie du lilas dans Syringa

- Utilisation du logiciel de modélisation RIMPRO permettant de prévoir les infestations de feu bactérien dans les rosacées et de réduire les interventions, ce qui a permis une diminution de 65 % de l'utilisation des pesticides utilisés contre cette maladie.
    - Pesticides utilisés pour le feu bactérien en 2016 : 1 760 litres (bio-pesticide)
    - Pesticides utilisés en 2017 : 810 litres (bio-pesticide)
    - Pesticides utilisés en 2018 : 625 litres (bio-pesticide)

3. Bilan de l'utilisation des pesticides 2018

Les pesticides utilisés dans le cadre des opérations des jardins extérieurs peuvent être divisés en trois catégories afin de clarifier la lecture des bilans :

1. Les pesticides **autorisés** selon la réglementation de la Ville de Montréal. Essentiellement les produits de l'annexe II de la réglementation provinciale auxquels on ajoute les bio-pesticides (Voir Annexe II). Ces produits peuvent être utilisés par tous les citoyens sans demande de permis.

2. Les pesticides utilisés en vertu de l'**exception** accordée à Espace pour la Vie pour le maintien de l'intégrité de ses collections. Essentiellement, les produits que peuvent utiliser les producteurs agricoles et horticoles.

3. Les pesticides de **l'annexe I** de la réglementation provinciale et les pesticides de la famille des organo-phosphates et des carbamates. (Voir Annexe I).

Les pesticides **autorisés** sont les produits que nous désirons utiliser prioritairement dans la mesure où ils permettent un contrôle adéquat des ravageurs. Les pesticides faisant l'objet de l'**exception** accordée à Espace pour la Vie seront utilisés lorsqu'ils sont jugés les seuls permettant un contrôle adéquat des ravageurs. Enfin, les produits du dernier groupe (**annexe 1**) sont les produits dont nous visons à éliminer l'utilisation le plus rapidement possible.

Objectifs 2018

Voici les objectifs que nous nous étions fixés durant la planification de la saison 2018 :

- Rencontrer chacun des horticulteurs spécialisés afin d'établir avec eux une stratégie de contrôle pour les ravageurs principaux. Un document a été rédigé à partir de ces discussions et a été annexé au présent document. (Voir Annexe III).

- Réduire le nombre d'interventions phytosanitaires impliquant des pesticides en privilégiant le dépistage, le suivi de l'efficacité des traitements et des interventions plus ciblées.

- Réduire la quantité totale de bouillie de pesticides (toutes catégories confondues) et augmenter la proportion de l'utilisation des produits autorisés.

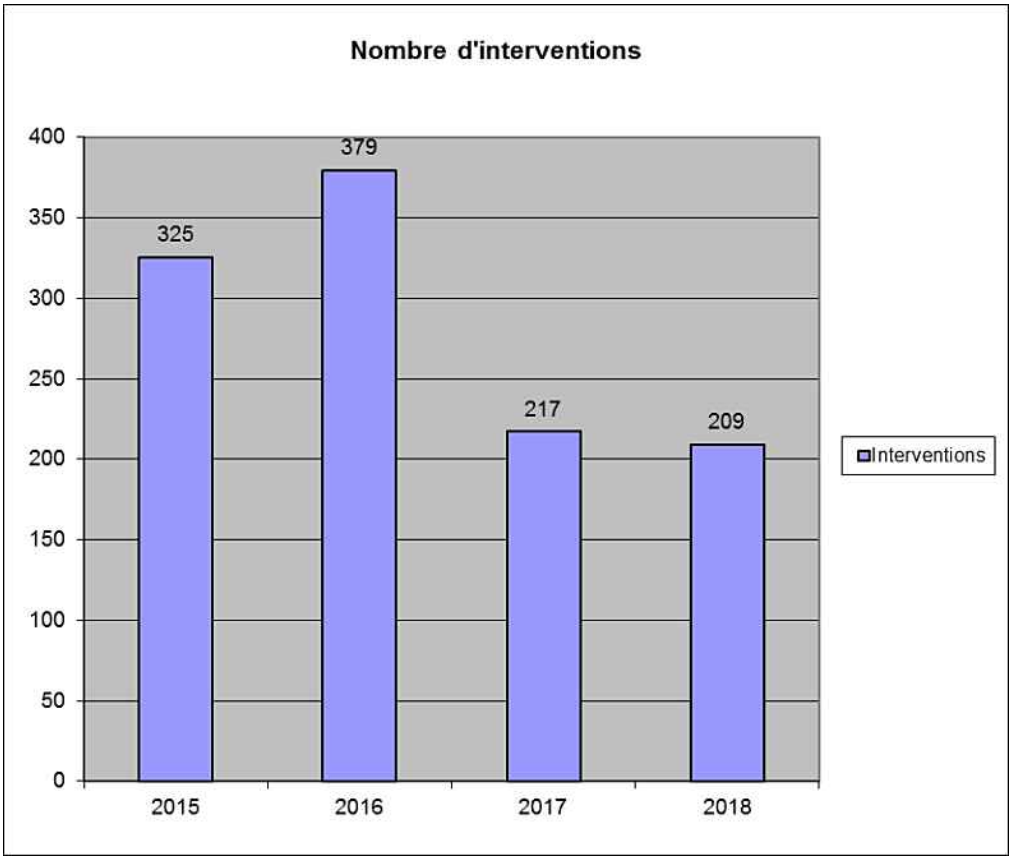
- Éliminer l'utilisation des pesticides de l'annexe I et des pesticides des familles organo-phosphates et carbamates.

- Réduire ou éliminer l'utilisation de pesticides pour le contrôle de trois ravageurs récurrents : Yponomeute du fusain, Galéruque de la viorne, Lieuse de l'hydrangée.

Bilan 2018

Réduction des interventions

Le graphique suivant illustre la réduction du nombre d'interventions phytosanitaires avec pesticide réalisées en 2018 en comparaison avec les trois années précédentes :



Utilisation totale de pesticides

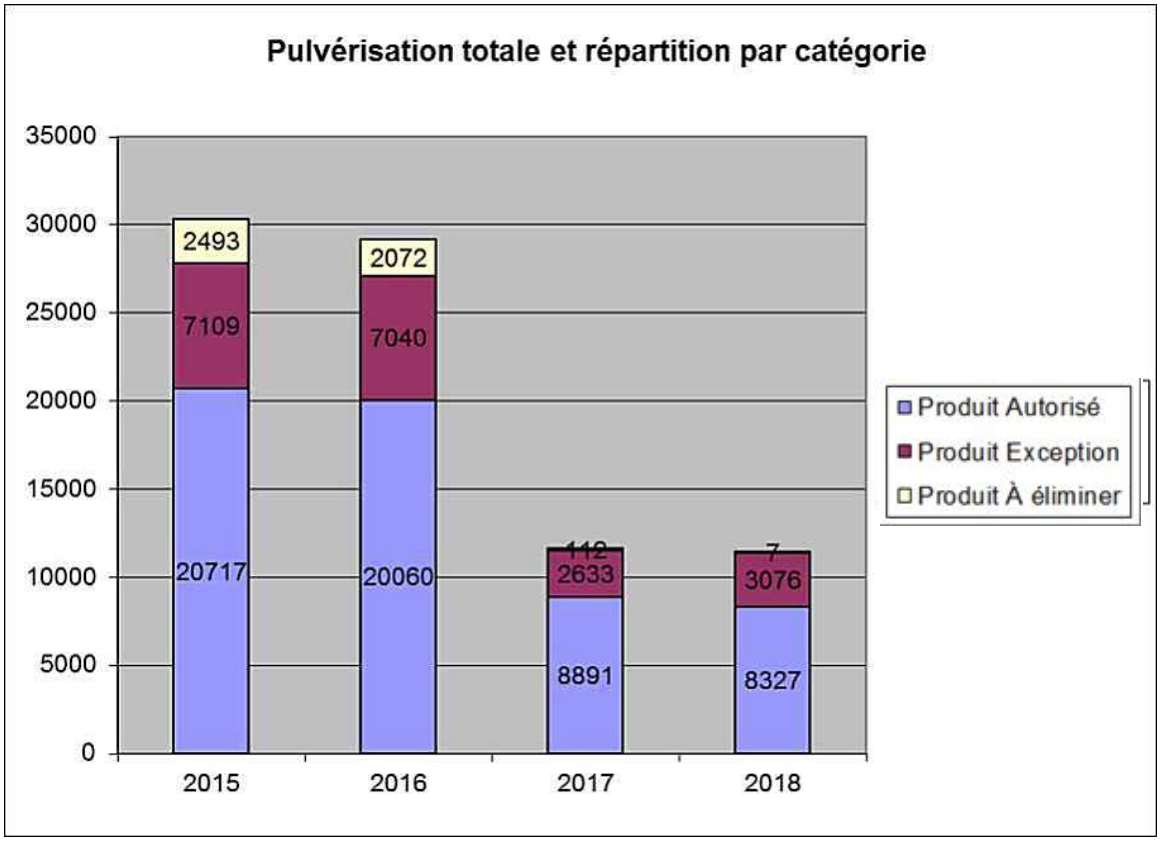
Le tableau et le graphique suivant montrent la quantité totale de bouillies de pesticides utilisés dans les quatre dernières années dans les jardins extérieurs du Jardin botanique et la répartition selon les trois catégories de produits décrites dans l'introduction soit : les produits autorisés, les produits utilisés en vertu de l'exception et les produits de l'annexe 1 (en élimination).

On remarque une diminution importante de l'ordre de 60 % dans les quantités d'épandage en 2017 et 2018 par rapport à 2016 et 2015. La proportion d'utilisation des produits autorisés demeure très élevée durant les quatre années rapportées (70 %), mais la quantité de produits en élimination a fortement diminué en 2017, ne représentant plus que **1 %** des quantités totales de bouillies et ont été pratiquement éliminés en 2018 avec moins de 0,1% des quantités totales de bouillies.

Bien qu'il soit difficile de comparer les utilisations d'une année à l'autre en raison de la variation dans la présence des ravageurs, nous croyons que la diminution observée en 2017 et 2018 relève plus d'un changement de stratégie que de facteurs externes et cette tendance devrait se maintenir dans les années à venir.

De plus, il faut mentionner que le maintien du total de litres entre les saisons 2017 et 2018 cache en réalité des diminutions dans plusieurs secteurs qui sont balancées par une augmentation marquée des pulvérisations dans la roseraie en 2018 et que nous expliquerons dans la section « utilisation par jardin ».

	Litres	**Litres**		**Litres**		**Litres**	
	Total	**Autorisé**	**%**	**Exception**	**%**	**À éliminer**	**%**
2015	30 319	20 717	68	7 109	23	2 493	8
2016	29 172	20 060	69	7 040	24	2 072	7
2017	11 636	8 891	76	2 633	23	112	1
2018	11 409	8 327	73	3 076	27	7	<0,1%



Types de produits utilisés en 2018 par catégorie

Nous présentons dans cette section une liste exhaustive des produits utilisés en 2018 en les présentant par leur usage et selon les catégories décrites en introduction. Il convient de souligner certains points :

- Le fongicide Arbotect est utilisé dans le cadre de la lutte contre la maladie hollandaise de l'orme, une affectation grave chez l'orme d'Amérique et pour laquelle il n'existe pas beaucoup d'alternatives. La méthode d'injection dans les troncs rend le traitement très sécuritaire du point de vue de la santé humaine de même qu'environnemental.
- L'utilisation des herbicides Glyphos et Credit Xtreme se fait principalement dans le cadre d'un programme de lutte aux plantes exotiques envahissantes (ficaire, dompte-venin, nerprun), une préoccupation importante au Jardin botanique.
- L'insecticide Kontos a été utilisé dans le cadre de la lutte à la cécidomyie du rosier qui occasionne des dégâts importants dans la roseraie. L'utilisation de ce produit permet d'éviter l'utilisation de l'Orthène, un organo-phosphate dont nous voulons éliminer l'usage.



Injection d'Arbotect dans Ulmus

Fongicides	Litres de bouillie	Catégorie
Cueva	2 895	Autorisé
Milsop	1 165	Autorisé
Fracture	1 050	Autorisé
Arbotect 20 S	885	Exception
Pristine	150	Exception
Regalia Maxx	98	Autorisé
Compass	89	Exception
Palladium	50	Exception
Rootshield	23	Autorisé
Bouillie soufrée	15	Autorisé
Senator	7	À éliminer
Total		

Insecticides	Litres de bouillie	Catégorie
Success	1 043	Autorisé
Dipel	875	Autorisé
Kontos	602	Exception
Huile horticole	408	Autorisé
Beleaf	267	Exception
Surround	80	Autorisé
Pyganic	80	Autorisé
Pounce	70	Exception
Treeazin	52	Autorisé
End All	29	Autorisé
Trounce	10	Autorisé
Avid	3	Exception
Total		

Herbicides	Litres de bouillie	Catégorie
Glyphos	634	Exception
Vinaigre	320	Autorisé
Fiesta	160	Autorisé
Credit Extreme	125	Exception
Axxe	120	Autorisé
Total		

Utilisation de pesticides par jardin

Le tableau suivant indique la quantité totale de produits utilisée par jardin (en litres de bouillie) et en fonction des catégories décrites dans l'introduction. Tout comme en 2017, on remarque que les trois jardins suivants, Arboretum, Roseraie et Jardin des plantes utiles sont responsables d'un peu plus de 70 % des épandages de produits.

On remarque une augmentation marquée des pulvérisations dans la Roseraie. Cela s'explique par la constatation que le niveau de contrôle obtenu en 2017 a été jugé insuffisant. Nous avions décidé en 2017 de ne pas contrôler la cécidomyie du rosier et les pertes ont été importantes. En 2018, nous avons utilisé l'insecticide Kontos (2 pulvérisations) et obtenu un contrôle excellent. De plus, en 2017, une année particulièrement pluvieuse, il a été difficile de protéger adéquatement les rosiers de la tache noire, qui a occasionné des défoliations importantes. L'été 2018 a été moins pluvieux et il a été plus facile d'effectuer les pulvérisations et la protection du feuillage nécessaire avant les pluies. Le contrôle a été bien meilleur qu'en 2017.

Au niveau de l'Arboretum, une part importante des produits utilisés en vertu de l'exception s'explique par le contrôle de la maladie hollandaise de l'orme et le contrôle des plantes exotiques envahissantes, tel que mentionné précédemment.

Dans le jardin des plantes utiles, on observe une diminution importante des pulvérisations qui s'explique par l'utilisation de programmes de modélisation des ravageurs et du dépistage des insectes par les pièges à phéromones.

	Quantité de bouillie (litres)				
Site	**Autorisé**	**Exception**	**À éliminer**	**Total 2018**	**Total 2017**
Roseraie	3 560	550		4 110	2 800
Arboretum	1 193	1165		2 358	3 238
Jardin Plantes Utiles	1 299	273		1 572	2 241
Ombrière	393	205		598	231
Fruticetum	385	15		400	231
Jardin Éricacées	240	115		355	445
Jardin japonais	266	70		336	145
Jardin Ruisseau Fleuri	180	80	7	267	380
Jardin Jeunes	205	16		221	257
Jardin Sous-bois	27	126		153	60
SS19	87	64		151	36
SLD 8-12	70	60		130	115
Tente Fuji		120		120	150
Jardin Annuelles	90	6		96	613
Multiplication	1	91		92	121
Jardin Premières-Nations	63			63	22
SLD 12	60			60	
Jardin Vivaces	50			50	120
Héros de la forêt	50			50	60
Jardin Nouveautés	10	30		40	78
EXPO 10	20	15		35	20
Jardin alpin	20	11		31	80
Jardin des plantes médicinales	20	5		25	20
Cour de la Biodiversité		20		20	30
Montréal de France	10			10	20
Jardin chinois	3			3	12

	Quantité de bouillie (litres)				
Site	**Autorisé**	**Exception**	**À éliminer**	**Total 2018**	**Total 2017**
SLD 11		15		15	
SS03	15			15	
C-JB1	1	8		9	0
SS16		10		10	
Pépinière Expo 6	10			10	111
SS20		5		5	
Cours des sens		3		3	
Total général	**8 328**	**3 078**	**7**	**11 413**	**11 636**

4. Identification de nouveaux ravageurs en 2018

Le Jardin botanique fait régulièrement appel aux services du Laboratoire de diagnostic en phytoprotection du MAPAQ pour l'identification de problèmes nouveaux. Ces diagnostics permettent de mieux cibler les traitements. Voici une liste des nouveaux organismes rencontrés en 2018 et qui ont fait l'objet d'une identification par les experts du laboratoire.

- *Colletotrichum gloeosporioides,* agent responsable de l'anthracnose sur *Catalpa*
- *Carulaspis juniperi,* cochenille infestant *Thuja occidentalis*
- Confirmation de la souche *Ophiostoma novo-ulmi* comme agent responsable de la mortalité d'un Orme d'Amérique
- Isolation de deux champignons phytopathogènes, *Phoma fungicola* et *Diplodia mutila* à partir de chancres sur *Fraxinus pensylvanica* dépérissants. Dommages de l'agrile du frêne non décelés.
- *Melittia cucurbitae,* perceur de la courge, ravageur nouvellement établi au Québec et trouvé au Jardin botanique dans nos cultures de courges.

5. Néonicotinoïdes

En conformité avec le règlement municipal sur l'utilisation des pesticides, aucun pesticide de la classe des néonicotinoïdes n'a été utilisé dans les opérations des jardins extérieurs en 2018.

6. Perspectives pour l’année 2019

Nous maintenons en 2019 les objectifs de réduire le nombre d’interventions et la quantité totale de produits phytosanitaires utilisés au Jardin botanique. Toutefois, après des progrès significatifs réalisés en 2017 par rapport à 2016, les progrès entre 2017 et 2018 ont été mineurs. Cela s’explique par une stratégie qui demeure dans ses grandes lignes, la même.

Puisque trois jardins sont responsables de 70 % des épandages, une réduction de l’utilisation des produits passe par des changements à la stratégie de contrôle dans ces jardins.

La Roseraie offre un potentiel de réduction à long terme par l’utilisation de cultivars résistants à la tache noire et à la cécidomyie. Les variétés existent, mais le remplacement des variétés présentées en collection implique un travail qui doit s’échelonner sur plusieurs années et sur lequel nous proposons de mettre l’emphase.

Dans l’Arboretum, le traitement des ormes, la lutte aux plantes exotiques envahissantes, la prévention du feu bactérien et de la brûlure des pousses du pin laissent peu de place à une réduction des produits à partir du moment où la décision de contrôler est prise. Nous expérimenterons toutefois avec un brûleur au gaz pour le contrôle des plantes envahissantes, une avenue qui pourrait contribuer à la réduction de l’utilisation d’herbicides.

La culture des pommiers, des choux, des cucurbitacées et des alliacées comptent pour la majorité des produits phytosanitaires utilisés dans les jardins économiques. Ce sont des cultures difficiles à ce point de vue. Le cas des pommiers est particulier, car le Jardin botanique compte une large collection de pommetiers non traités qui occasionnent une forte pression des ravageurs dans les pommiers cultivés. Nous utilisons au maximum les outils disponibles pour rationaliser les traitements, mais les ravageurs de ces cultures sont récurrents et toujours présents au Québec.

ANNEXES

Annexe I

Source : Code de gestion des pesticides du Québec – Annexe I

Ingrédients actifs interdits sur les surfaces gazonnées de certains lieux (Annexe I du Code de gestion des pesticides)	
Catégories de pesticides	**Ingrédients actifs**
Insecticides	Carbaryl Dicofol Malathion
Fongicides	Bénomyl Captane Chlorothalonil Iprodione Quintozène Thiophanate-méthyl
Herbicides	2,4-D, sels de sodium 2,4-D, esters 2,4-D, formes acides 2,4-D, sels d'amine Chlorthal diméthyl MCPA, esters MCPA, sels d'amine MCPA, sels de potassium ou de sodium Mécoprop, formes acides Mécoprop, sels d'amine Mécoprop, sels de potassium ou de sodium

Annexe II

Source : Code de gestion des pesticides du Québec – Annexe II

Ingrédients actifs autorisés* à l'intérieur et à l'extérieur des établissements régis par la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance et des établissements dispensant de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire ou secondaire *(*Annexe II du Code de gestion des pesticides)	
Catégories de pesticides	**Ingrédients actifs**
Insecticides	Acétamipride Acide borique Borax Dioxyde de silicium (terre diatomée) Méthoprène Octaborate disodique tétrahydrate Phosphate ferrique Savon insecticide Spinosad
Fongicides	Soufre Sulfure de calcium ou polysulfure de calcium
Herbicides	Acide acétique Mélange d'acides caprique et pélargonique Savon herbicide
* Les biopesticides homologués comme tels par l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) s'ajoutent à cette liste.	

Annexe III

Stratégie d'intervention pour quelques ravageurs touchant plusieurs jardins

Voici une mise à jour d'un document été envoyé en 2017. Des notes ont été ajoutées au sujet de deux ravageurs présents dans plusieurs jardins, le petit yponomeute du fusain et la chrysomèle de la viorne.

Petit yponomeute du fusain (*Euonymus*) (*Yponomeuta cagnella*)

Les chenilles de ce petit papillon se nourrissent en groupe et forment des tentes sur *Euonymus*. La stratégie recommandée est de couper les nids lorsqu'ils apparaissent au début du mois de juin. Lorsque les nids sont coupés tôt en saison, les dommages sur l'arbuste sont presque nuls et permettent d'éviter une pulvérisation.

Chrysomèle (ou Galéruque) de la viorne (*Pyrrhalta viburni*)

La larve de ce coléoptère se développe sur les feuilles de la viorne et peut rapidement défolier un arbuste au complet sans intervention. Les œufs sont présents sur les branches avant le débourrement de l'arbuste et peuvent être coupés au mois d'avril pour éviter l'infestation. Des photos des masses d'œufs sont disponibles sur le site d'Agri-réseau :

https://www.agrireseau.net/documents/96548/pepinieres-ornementales-fiche-technique-galeruque-de-la-viorne

Il est possible aussi de tailler les branches lorsque les premiers symptômes de broutage apparaissent au printemps. Ces interventions seules en principe peuvent permettre d'éviter une pulvérisation.

Cochenille du Magnolia (*Neolecanium cornuparvum*)

Tous les Magnolias pour lesquels le dépistage aura révélé la présence de cochenille seront traités à l'aide d'huile horticole. Toute présence de l'insecte dans les jardins devrait être signalée à l'équipe de phytoprotection qui s'assurera de procéder à un dépistage. La fenêtre préférée pour le traitement est avant floraison lorsque la température est supérieure à 15 degrés C mais plusieurs autres fenêtres d'intervention sont possibles durant la saison soit : après la floraison lorsque le feuillage est bien développé (mi-juin à fin juillet) ; septembre à mi-octobre si la température est supérieure à 15 degrés C. Les traitements d'été pourront être faits en ajoutant le produit Kontos (spirotétramate) qui a un effet systémique et agit surtout sur les stades larvaires de l'insecte.

Cochenille des aiguilles du pin (*Chionaspis pinifoliae*)

Tous les Pins pour lesquels le dépistage aura révélé la présence de cette cochenille seront traités à l'aide d'huile horticole. Toute présence de l'insecte dans les jardins devrait être signalée à l'équipe de phytoprotection. Étant donné qu'il s'agit d'un insecte relativement facile à dépister et causant un dommage mineur à moins d'une grosse infestation, les résultats du dépistage fait par l'équipe du jardin seront utilisés pour décider de traiter. La fenêtre de traitement idéale pour cette cochenille se situe durant les deux premières semaines de juillet. La fenêtre de dormance n'est pas utile, car les œufs sont présents et protégés sous la carapace des adultes durant l'hiver. Il est préférable de ne pas tailler les branches affectées, car cela permet de bien localiser les infestations et de pouvoir cibler les traitements. Il n'est pas toujours nécessaire de pulvériser l'arbre au complet, car le déplacement de la cochenille est lent sur l'hôte.

Brûlure bactérienne des Rosacées (*Erwinia amylovora*)
(*Malus, Pyrus, Sorbus, Amelanchier, Crataegus, Cotoneaster, Pyracantha, Chaenomeles*)

La bactérie responsable de la brûlure des Rosacées hiverne au niveau des chancres issus des infections de l'année précédente. Le suintement des chancres au printemps attire les insectes qui transportent la bactérie sur les fleurs, ce qui constitue la principale porte d'entrée des nouvelles infections de l'année. Les symptômes apparaissent quelques semaines après la floraison des plantes.

Il est important de signaler à l'équipe de phytoprotection tous symptômes se développant dans les jardins après la floraison. Il est aussi important de tailler les branches affectées le plus rapidement possible environ 30 cm sous la portion affectée, lorsque possible. Il faut tailler par temps chaud et sec et il n'est pas nécessaire de désinfecter les outils de taille entre chaque coupe et entre chaque plante si les coupes sont faites dans du bois sain. Il est préférable de disposer des branches, mais la bactérie meurt rapidement dans une branche séparée de l'arbre.

Toutes les plantes jugées sensibles dans la fenêtre du débourrement jusqu'à la floraison seront traitées avec le produit Cueva, une forme de cuivre jugée sécuritaire pour l'applicateur et les personnes exposées ainsi que pour l'environnement. Il est aussi possible d'arroser avec d'autres formulations de cuivre. À noter qu'une pulvérisation de cuivre à cette période aura aussi un effet sur la protection contre la tavelure sur *Malus*.

Tavelure du pommier (*Venturia inaequalis*)

L'importance de la tavelure du pommier varie sensiblement d'une saison à l'autre. À noter qu'il n'y a eu aucun traitement pour la tavelure en 2016. C'est une maladie importante pour les producteurs fruitiers, mais son importance en horticulture ornementale est principalement esthétique et suggère une certaine tolérance.

L'année 2017 a été très favorable au développement de la tavelure en raison des fortes pluies. Il y aura donc beaucoup d'inoculum en début de saison et une forte pression si le printemps est encore pluvieux. Des traitements pour les spécimens importants seront à prendre en considération.

Pucerons

Pour tous les problèmes de pucerons, l'approche préconisée est la patience, en premier lieu. Les pucerons ont beaucoup d'ennemis naturels présents dans les jardins : Hyménoptères, Cécidomyies, Syrphidés, Coléoptères (coccinelles). Faire au moins l'observation pour la présence des ennemis naturels avant de penser à une intervention. Observer l'évolution du problème.

Si une intervention s'avère nécessaire pour des raisons esthétiques majeures ou de survie des plantes, l'utilisation préférentielle des produits suivants est préconisée : Beleaf (flonicamide), Endeavor (pymétrozine), Kontos (spirotetramate, pas durant la floraison). Beleaf et Endeavor sont particulièrement compatibles avec la présence des prédateurs naturels et sont d'usage sécuritaire. Ils sont systémiques et permettent de régler les problèmes de pucerons sur une période prolongée lorsque ceux-ci sont difficiles à atteindre par contact direct.

L'utilisation du savon sauf lorsque les pucerons sont très exposés n'est pas préconisée. L'utilisation du savon nécessite souvent plus d'une pulvérisation et a un effet sur les prédateurs naturels.

Enrouleuse (lieuse) de l'hydrangée (*Exartema ferriferanum*)

La recommandation pour ce ravageur est de ne pas traiter. Les dommages sont principalement esthétiques, ne menacent pas la survie de la plante et n'ont finalement pas tant d'effet sur la floraison globale. Il n'y a qu'une génération par année. L'utilisation du B.T. est délicate, car l'insecte s'enroule rapidement à l'abri du feuillage.

Blanc, oïdium

Les infestations d'oïdium surviennent surtout en fin de saison lorsque l'été est sec et chaud, mais elles ont généralement peu d'effet sur la survie des plantes. Il y a cependant des cas où il est nécessaire d'intervenir pour des raisons esthétiques et de vigueur des plantes. Le bicarbonate de potassium ou l'huile de dormance ont un effet direct sur le blanc (car le champignon pousse à la surface du feuillage), mais ne protègent pas le nouveau feuillage et sont sensibles au lessivage, nécessitant de multiples pulvérisations.

Si un traitement s'avère vraiment nécessaire, l'utilisation de fongicides systémiques à impact réduit assurant une protection de plus longue durée est préconisée, tels Compass, Heritage Maxx, Pristine ou Funginex.

Il existe aussi de nombreux bio-pesticides avec un effet sur le blanc, mais leur utilisation demande aussi des pulvérisations répétées.

Scarabée japonais (*Popillia japonica*)

Il semble y avoir un consensus sur le fait que la méthode de piégeage telle que pratiquée jusqu'à maintenant dans le Jardin botanique ne semble pas donner les résultats escomptés. Il est suggéré de diminuer le nombre de stations d'appâts et de les enlever complètement des zones sensibles pour les amener plutôt vers les zones où ils ne feront pas de dommages importants. La zone ciblée serait la surface gazonnée de l'Arboretum où sont situés plusieurs grands arbres faisant partie de la diète des adultes, sachant aussi que les adultes pondent dans les surfaces gazonnées. L'idée est de les attirer loin des zones sensibles que sont la Roseraie et les autres jardins près de l'entrée.

L'épandage de nématodes effectué au printemps et en fin d'été 2017 n'a pas donné d'excellents résultats selon les dépistages effectués. Il n'y aura pas de traitement au printemps et des traitements en fin d'été dans certaines zones en fonction des dépistages seront essayés à nouveau. Les traitements devront être accompagnés de périodes d'irrigation importante afin de faire pénétrer les nématodes.

La collecte manuelle demeure une façon de diminuer les populations d'adultes, mais il serait possible aussi de se munir de petits pulvérisateurs manuels et d'utiliser Trounce ou End-all (savon et pyréthrine) en pulvérisation locale dirigée directement sur les adultes. Ces deux produits sont d'usage domestique en petite quantité et n'entrent donc pas dans la réglementation sur l'utilisation des pesticides. Leur utilisation dans ce contexte n'exige pas de permis d'applicateur et ne demande pas la fermeture de la zone traitée.

Stéphane Labelle
4 avril 2018

ANNEXE IV

Politique sur l'utilisation des pesticides

d'*Espace pour la vie* de Montréal



Roseraie du Jardin botanique de Montréal – Programme de lutte intégrée reconnu internationalement
(Crédit photo : Rock Rollin)

Jardin botanique de Montréal
Juin 2011

Comité de rédaction

André Benoit, contremaître des collections vivantes – végétaux - jardins extérieurs
Conrad Bertrand, contremaître des collections vivantes - végétaux- serres
Marie-Michèle Bouchard, horticultrice en phytoprotection - serres
Régent Harvey, horticulteur en phytoprotection - jardins extérieurs
Stéphane Labelle, agent de conservation des collections végétales et phytoprotection
Sylvie Perron, chef de section - jardins extérieurs
Marc St-Arnaud, botaniste - phytopathologie

Table des matières

1. Date d'entrée en vigueur 24

2. Préambule..…….. 24

3. Objectif de la politique 25

4. Énoncé de la politique 25

5. Champ d'application 25

6. Définitions 25

7. Application 25

7.1 Application de la lutte intégrée 26

7.2 Bilan et plan de réduction de l'utilisation des pesticides 26

7.3 Expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative……..... 27

7.4 Formation des employés 27

8. Révision 27

9. Références 28

Annexe A - Glossaire 29

Annexe B- Bilan d'utilisation des pesticides 31

1. Date d'entrée en vigueur

Le 1er juin 2011

2. Préambule

Depuis plus d'une décennie, l'usage des pesticides en milieu urbain préoccupe beaucoup les citoyens. Les municipalités et les gouvernements ont donc mis en place des règlements restreignant considérablement leur utilisation. Dès 2003, les Muséums nature de Montréal (maintenant *Espace pour la vie*), un complexe muséal dédié à la nature regroupant le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Planétarium, ont adopté une première politique sur l'utilisation des pesticides. Un an plus tard, la Ville de Montréal a mis en vigueur son Règlement sur l'utilisation des pesticides (règlement 04-041). En 2010, *Espace pour la vie* s'est doté d'une Charte d'engagement en développement durable. Ces changements administratifs ainsi que l'atteinte de réductions importantes dans l'utilisation des pesticides rendent nécessaire la mise à jour de la politique instaurée en 2003

Restreindre l'utilisation des pesticides les plus toxiques dans *Espace pour la vie* ne peut se faire sans évaluer à la fois l'impact sur les végétaux qui y sont cultivés et le message que désirent promouvoir ces institutions. En effet, leur mission de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche afin d'accompagner l'humain pour mieux vivre la nature nécessite non seulement des végétaux en bonne condition, mais également l'adoption d'une stratégie phytosanitaire respectueuse de l'environnement.

Le contrôle des ravageurs et des agents pathogènes dans ces institutions n'est pas facile, car le regroupement de végétaux en collections ou sur des aires de production favorise leur prolifération. De plus, la grande diversité des plantes qui y sont cultivées génère par le fait même des problèmes phytosanitaires très diversifiés. Depuis de nombreuses années, plusieurs démarches afin de réduire l'usage des pesticides de synthèse les plus toxiques ont été développées avec succès au Biodôme et au Jardin botanique.

La Politique sur l'utilisation des pesticides prescrit l'application de moyens pour consolider les acquis et assurer le développement de nouvelles approches phytosanitaires à la fois respectueuses de l'environnement et de la santé humaine tout en étant garantes de végétaux de qualité. Elle permet d'accroître la transparence et la connaissance des programmes de phytoprotection auprès des travailleurs, des élus municipaux et du public, d'améliorer la participation des employés à ces programmes et de mieux contrôler certains organismes nuisibles d'importance. Elle permet également de satisfaire aux exigences prévues au règlement relatif à l'utilisation des pesticides que la Ville de Montréal a mis en vigueur en 2004.

3. Objectif de la politique

Soutenir la mission d'*Espace pour la vie* en préservant la diversité et la qualité de ses collections végétales contre les atteintes des organismes nuisibles aux plantes tout en protégeant l'environnement et la santé humaine par une utilisation rationnelle des produits antiparasitaires (pesticides).

4. Énoncé de la politique

Minimiser l'utilisation des pesticides les plus nocifs pour l'environnement et pour la santé humaine d'*Espace pour la vie* en privilégiant tous les moyens alternatifs de contrôle des organismes nuisibles aux plantes, tout en conservant l'intégrité physique et esthétique de nos collections.

5. Champ d'application

La présente politique s'applique aux quatre établissements muséaux composant *Espace pour la vie*, soit le Jardin botanique, l'Insectarium, le Biodôme et le Planétarium.

6. Définitions

Voir l'annexe A

7. Application

Au fil des années, chaque institution a développé ses propres approches de phytoprotection compte tenu des contraintes particulières à chacune d'elles. Bien qu'il soit illusoire de vouloir uniformiser les technicités de la protection des plantes à tous ces endroits, la démarche stratégique doit inclure les points suivants :

1- L'application de la lutte intégrée
2- La production de bilans et d'un plan de réduction de l'utilisation des pesticides
3- L'expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative
4- La formation des employés

7.1 Application de la lutte intégrée

La lutte intégrée est une approche stratégique de phytoprotection qui vise l'abaissement de la population d'un organisme nuisible au-dessous d'un certain seuil de tolérance, cela avec un minimum d'impact sur l'environnement et la santé humaine. Dans son sens le plus strict, cette méthode comprend les étapes suivantes :

1) Prioriser les moyens de prévention

2) Identifier alliés et ennemis

3) Dépister et évaluer l'état de la situation

4) Utiliser des seuils d'intervention

5) Adapter l'écosystème

6) Combiner les méthodes de lutte (physique, biologique, chimique, etc.), en privilégiant les approches les moins nocives pour l'environnement et la santé humaine.

7) Évaluer l'efficacité des actions ainsi que les données recueillies et réévaluer la situation

Lorsqu'elle est pratiquée selon les «règles de l'art», la lutte intégrée contribue à réduire de façon significative les quantités de pesticides utilisées et la toxicité des produits sélectionnés. En effet, le processus décisionnel exige que l'emploi des pesticides les plus toxiques soit réservé en tout dernier recours, lorsque tous les autres moyens plus respectueux de l'environnement ont été épuisés. L'utilisation d'agents de lutte biologique accroît considérablement la performance de la lutte intégrée là où l'environnement le permet.

La mise en place de seuils d'intervention est une caractéristique de la lutte intégrée. Chez les producteurs agricoles, ces seuils sont bien entendu de nature économique et certaines pertes peuvent alors être tolérées. Toutefois, dans une institution muséale comme la nôtre, ces seuils doivent permettre la conservation de tous les végétaux de collection et leur assurer un aspect esthétique acceptable pour les visiteurs.

La lutte intégrée rejoint donc parfaitement l'objectif de la présente politique qui est de minimiser l'usage des pesticides les plus nocifs pour l'environnement et pour la santé humaine tout en conservant l'intégrité physique et esthétique des végétaux.

7.2 Bilan et plan de réduction de l'utilisation des pesticides

7.2.1 Avant le 31 janvier de chaque année, chaque responsable de la protection des plantes déposera au niveau de son institution un bilan de l'utilisation des pesticides au cours de l'année écoulée (Annexe B).

7.2.2 Une copie du bilan des pesticides appliqués dans les aires extérieures du Jardin botanique et de l'Insectarium devra être déposée au Conseil de ville avant le 28 février de chaque année (Règlement sur l'utilisation des pesticides, article 23).

7.2.3 Avec 2005 comme année de référence, un plan de réduction de l'utilisation des pesticides dans les aires extérieures du Jardin botanique et de l'Insectarium devra être déposé au Conseil de ville tous les trois ans (Règlement sur l'utilisation des pesticides, article 22).

7.3 Expérimentation de nouveaux moyens de lutte alternative

Minimiser l'usage des pesticides les plus toxiques nécessite l'expérimentation de nouveaux moyens de lutte plus respectueux de l'environnement. Le milieu de la recherche ainsi que l'industrie livrent sans cesse de nouvelles informations ou de nouveaux produits qui ne demandent qu'à être mis à profit pour améliorer la performance des moyens de contrôle.

Les responsables de la phytoprotection d'*Espace pour la vie* s'engagent à exploiter toutes ces nouveautés afin d'expérimenter des stratégies phytosanitaires offrant un meilleur contrôle des ravageurs tout en minimisant l'impact sur l'environnement et la santé humaine.

7.4 Formation des employés

L'efficacité de la lutte intégrée repose en premier lieu sur la capacité de tous les intervenants, jardiniers et horticulteurs, à reconnaître rapidement les problèmes phytosanitaires ainsi que les conditions environnementales et culturales prédisposant à leur apparition. Éviter qu'un problème ne survienne ou encore intervenir avant qu'il ne soit trop répandu est un des facteurs clés pour la réussite d'un programme de lutte intégrée.

L'expertise au sein d'*Espace pour la vie* est déjà disponible et des séances de formation seront initiées au besoin.

8. Révision

La présente politique sera révisée en 2018.

9. Références

Ressources imprimées

- Gouvernement du Québec, 1995. Loi sur les pesticides, L.R.Q., chapitre P-9.3. Éditeur officiel du Québec. 33 p.
- Limoges, M-C. et M. Fecteau, 2002. Document d'orientation sur les politiques de lutte intégrée au Jardin botanique de Montréal. IQDHO. 90 p.
- Samuel, O., L. St-Laurent, P. Dumas, E. Langlois et G. Gingras, 2002. Pesticides en milieu serricole, Caractéristique de l'exposition des travailleurs et évaluation des délais de réentrée. IRSST. 79 p.
- Ville de Montréal, Direction des institutions scientifiques (Muséums), 2002. Plan stratégique de développement (rapport final). Le Groupe DBSF. 206 p.
- Ville de Montréal, Muséums nature de Montréal, 2010. Charte d'engagement en développement durable des Muséums nature de Montréal, 1p.

Ressources en ligne
Tous les sites mentionnés ont été consultés une dernière fois le 20 avril 2011.

- **Gouvernement du Canada, 2006. Loi sur les produits antiparasitaires, 60 p. http://laws-lois.justice.gc.ca/PDF/P-9.01.pdf**
- Gouvernement du Québec, 2003, Code de gestion des pesticides. Loi sur les pesticides, (L.R.Q., c. P-9.3, a. 101, 104, 105, 105.1, 106, 107 et 109) http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=3&file=/P_9_3/P9_3R0_01.HTM
- **Pennsylvania Integrated Pest Management Program, 2005. Greenhouse IPM Manual with an Emphasis on Biocontrols, 108 p.** http://extension.psu.edu/ipm/resources/pestproblemsolver/manuals/greenhousemanual/greenhousepdf/at_download/file
- Pennsylvania State University et Pennsylvania Department of Agriculture, 2003. Pest Management Standards for PA. http://paipm.cas.psu.edu/EQIP.html
- SAgE pesticides. http://www.sagepesticides.qc.ca/
- Santé Canada. Pesticides et lutte antiparasitaire http://www.hc-sc.gc.ca/cps-spc/pest/index-fra.php
- Ville de Montréal, Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041, modifié par 04-041-1).12p. http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/url/page/enviro_fr/rep_pesticides/rep_reglementation/coll_reglementation

ANNEXE A

Glossaire

Agent de lutte biologique :
Auxiliaire, antagoniste, compétiteur ou autre entité biologique capable de se reproduire, utilisé dans la lutte contre les organismes nuisibles.

Agent antiparasitaire microbien (déf. ARLA) :
Micro-organisme (bactérie, algue, champignon, protozoaire, virus, mycoplasme ou rickettsie ainsi que des organismes apparentés) et tout métabolite connexe auquel les effets antiparasitaires sont attribuables (voir pesticide microbien).

Agent pathogène :
Micro-organisme qui provoque une maladie.

Antagoniste :
Organisme (le plus souvent pathogène) qui n'occasionne pas de dégâts importants aux végétaux, mais dont la présence protège ses hôtes des dégâts d'autres organismes nuisibles.

Auxiliaire :
Organisme qui vit aux dépens d'un autre organisme et qui peut contribuer à limiter la population de son hôte, incluant les parasitoïdes, les parasites, les prédateurs et les organismes pathogènes.

DL50 :
La DL50 représente la dose (en mg d'i.a./kg de poids) administrée à un groupe expérimental (généralement un groupe de rats) et qui engendre la mort de 50 % de ce groupe. Plus la DL50 est élevée, moins le produit est toxique.

Ingrédient actif (i.a.) ou matière active (m.a.) :
Partie efficiente d'un pesticide chimique ou biologique utilisé dans la lutte contre un agent pathogène ou un parasite. Sont exclus les solvants, les diluants, les émulsifiants ou les composants qui ne sont pas eux-mêmes les principaux responsables de l'effet antiparasitaire du produit.

Lutte biologique :
Stratégie de lutte contre les organismes nuisibles faisant appel aux auxiliaires, antagonistes ou compétiteurs et autres entités biologiques aptes à se reproduire.

Lutte chimique :
La lutte chimique consiste à contrôler les ravageurs et les maladies des plantes à l'aide de pesticides de synthèse.

Lutte intégrée :
La lutte intégrée ou gestion intégrée des ennemis des cultures est une méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Les principes de lutte biologique et de lutte chimique sont inclus dans la lutte intégrée.

Organisme :
Entité biologique capable de se reproduire ou de se multiplier : animaux vertébrés ou invertébrés, végétaux et micro-organismes.

Organisme nuisible :
Toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal, ou d'agent pathogène microbien, nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux.

Parasite :
Organisme qui vit aux dépens d'un hôte, ne causant pas la mort de ce dernier. En protection phytosanitaire, le terme «parasite » est souvent utilisé pour désigner les ennemis des cultures (ravageurs ou agents pathogènes).

Parasitoïde :
Arthropode parasite seulement aux stades immatures, qui détruit son hôte au cours de son développement et qui vit à l'état libre lorsqu'il est adulte.

Pesticide (déf. Loi sur les pesticides du Québec) :
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin.

Pesticide de synthèse :
Pesticide produit au moyen d'une synthèse chimique.

Pesticide microbien (déf. ARLA) :
Pesticide dont la matière active est un agent antiparasitaire microbien.

Phytoprotection :
Processus qui vise à comprendre les interactions entre les plantes et leurs ennemis naturels et à développer les approches de lutte aux organismes nuisibles.

Phytosanitaire :
Qui a trait à la santé des végétaux ainsi qu'aux traitements requis pour les maintenir en santé.

Prédateur :
Auxiliaire qui s'empare d'autres organismes animaux et s'en nourrit, et qui en tue plus d'un au cours de sa vie.

Ravageur :
Vertébré ou invertébré (incluant les insectes et les acariens) nuisible aux cultures.

SAgE pesticides:
SAgE pesticides est un outil d'information sur les risques pour la Santé et l'Environnement ainsi que sur les usages agricoles pour une gestion rationnelle et sécuritaire des pesticides au Québec.
http://www.sagepesticides.qc.ca

Toxicité aigüe :
L'intoxication aiguë se manifeste généralement immédiatement ou peu de temps (quelques minutes, heures ou jours) après une exposition unique ou de courte durée à un pesticide.

Toxicité chronique :
L'intoxication chronique survient normalement à la suite de l'absorption répétée pendant plusieurs jours, plusieurs mois et même plusieurs années, de faibles doses de pesticides qui peuvent s'accumuler dans l'organisme. Elle peut être aussi le résultat d'intoxications aiguës répétées.

ANNEXE B

Bilan d'utilisation des pesticides

Afin d'uniformiser la présentation du bilan d'utilisation des pesticides déposé auprès de leur institution par chaque responsable de la protection des plantes, il importe donc d'adopter ces deux conventions :

1. Classification des pesticides

Pour fins de comparaison, les pesticides sont groupés selon la classification du niveau de toxicité aiguë des matières actives tel qu'élaboré par SAgE pesticides (Tableau 1). Cette échelle est basée principalement sur les valeurs de la DL50.

Bien que cette classification ne tienne pas compte de toutes les formes de toxicité, il sera toutefois possible de considérer la toxicité chronique pour l'humain ainsi que d'autres facteurs de risques environnementaux afin de justifier l'utilisation ou la non-utilisation de certains produits antiparasitaires.

Tableau 1: Critères d'attribution des symboles de risques pour la toxicité aiguë

Critères de toxicité aiguë	**Symbole attribué sur la base de la gravité de l'effet**				
	 **(risque extrêmement élevé)**	 **(risque élevé)**	 **(risque modéré)**	 **(risque léger)**	 **(risque faible)**
	Valeur de l'indicateur				
DL_{50} orale (mg/kg)	≤ 5	> 5-50	> 50-300	> 300-2000	> 2000
DL_{50} cutanée (mg/kg)	≤ 50	> 50-200	> 200-1000	> 1000-2000	> 2000
CL_{50} inhalation (mg/l)	≤ 0,05	> 0,05- 0,5	> 0,5-1	> 1-5	> 5
Irritation cutanée		Sévèrement à extrêmement	Modérément	Légèrement	Très peu ou pas
Irritation oculaire		Sévèrement à extrêmement	Modérément	Légèrement	Très peu ou pas
Sensibilisation		Oui	Possible		Non

Réf. http://www.sagepesticides.qc.ca/Infos/SignificationSymbole.aspx

2. Calcul de l’indice de pression moyen

Cet indice représente le rapport entre la quantité totale d'ingrédients actifs appliqués (kg) divisée par la superficie d’espaces traités (en hectare). Il donne un portrait relativement réaliste de la pression sur la santé attribuable aux pesticides. Il permet également la comparaison entre les différentes superficies traitées.

Pour les fins de la présente politique, l’indice de pression moyen sera calculé pour les cinq niveaux de toxicité aiguë définis par SAgE pesticides.

Présentation des résultats

Afin de simplifier la présentation des résultats, les sites d’interventions phytosanitaires sont ainsi regroupés :

- les serres d’exposition du Jardin botanique
- les serres de services du Jardin botanique et de l’Insectarium
- les jardins extérieurs du Jardin botanique et de l’Insectarium
- les écosystèmes du Biodôme
- les serres de services du Biodôme

Pour chacun de ces regroupements, les responsables de la protection des plantes présenteront les informations suivantes :

- Les quantités totales d’ingrédients actifs (i.a.) de chaque pesticide appliqué pendant l’année. Ces valeurs seront regroupées selon leur classe de toxicité et exprimées sous la forme d’un tableau.

- L'indice de pression moyen pour chacune des catégories de toxicité. Afin de relativiser ces moyennes, les superficies couvertes en hectare seront indiquées.

- L’évaluation de l’atteinte des objectifs de réduction sera faite à partir des quantités totales de matière active de chacune des catégories de toxicité utilisées dans chacun des regroupements en comparaison avec les années passées. Les superficies couvertes avec les agents de lutte biologique et les quantités de pesticides microbiens utilisés pourront servir à mettre en relief les résultats.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.10

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187193003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides.

De déposer au conseil municipal le bilan 2018 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-28 11:00

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 11 février 2019	Résolution: CA19 22 0038

Dépôt du bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides (dossier 1187193003)

Il est proposé par Alain Vaillancourt

appuyé par Sophie Thiébaut

ET RÉSOLU :

De déposer au conseil municipal le bilan 2018 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1187193003

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Benoit TURENNE
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 14 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1187193003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoit TURENNE
Secrétaire-recherchiste

Tél : 514 872-1950
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.10

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187193003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides.

De déposer au conseil municipal le bilan 2018 sur l'utilisation des pesticides sur le territoire de l'arrondissement, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Babak HERISCHI **Le** 2019-01-29 11:30

Signataire : Babak HERISCHI

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187193003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du bilan annuel 2018 de l'arrondissement du Sud-Ouest sur l'utilisation des pesticides.

CONTENU

CONTEXTE

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations des pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens. La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), doivent se faire dans le respect de la Loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.
Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15220030; 13 janvier 2015; Dépôt du bilan annuel 2014; Dossier no: 1144876004.
CA15220270; 7 juillet 2015; Autorisation de dépense maximale de 315 000.00$ pour l'achat d'insecticide Tree Azin et l'entretien du matériel d'injection pour la période de 2015 à 2017 auprès du fournisseur unique, la firme BioForest Technologies inc.; Dossier no: 1154876002.
CM16 0162 ; 22 février 2016; Dépôt du bilan annuel 2015; Dossier no: 1157192001.
CM17 0103; 20 février 2017; Dépôt du bilan annuel 2016; Dossier no: 1177193001.
CM18 0283; 26 mars 2018; Dépôt du bilan annuel 2017; Dossier no: 1187193001.

DESCRIPTION

L'application du Règlement sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest vise à s'assurer de l'utilisation raisonnée des pesticides tout en optimisant la satisfaction du citoyen dans les limites de nos moyens et effectifs. Les agents techniques en horticulture et

arboriculture sont appelés à intervenir sur quatre volets soit:
1- L'analyse des demandes de permis d'application temporaire de pesticides déposées au BAM.
2- Le suivi des populations du puceron du tilleul et du psylle du micocoulier et la coordination des opérations avec le contremaître responsable de l'horticulture afin d'intervenir au meilleur moment pour le contrôle des insectes.
3- L'analyse des demandes de service portant sur l'extermination de fourmis charpentières et de nids de guêpes sur le domaine public et la gestion du contrat triennal d'extermination.
4- La gestion des interventions sur la population de frênes de l'arrondissement de façon à amorcer un changement progressif de la composition de la forêt urbaine tout en amortissant la perte de services écologiques et en conservant le contrôle des opérations arboricoles.

JUSTIFICATION

Tel qu'exigé par le Règlement 04-041, au dernier paragraphe de l'article 32, le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer au conseil municipal, un rapport faisant état de l'application de ce Règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Aucun

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucun

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie ARCAND
Agente technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-5286
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

François GOSSELIN
c/s Planification de l'entretien

Tél : 514-872-8317
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude DUBOIS
directeur(trice) - travaux publics en arrondissement
Tél :
Approuvé le : 2019-01-23



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement Le Sud-Ouest

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **9**

Personnel dédié à l'application du règlement **10**

Activités de communication et de sensibilisation **12**

Gestion des demandes de citoyens **13**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **14**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **15**

Évolution des demandes de permis **15**

Infractions et poursuites judiciaires **16**

Lutte intégrée **17**

Conclusion **18**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **19**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

L'application du Règlement sur le territoire de l'arrondissement Le Sud-Ouest vise à s'assurer de l'utilisation raisonnée des pesticides tout en optimisant la satisfaction du citoyen dans les limites de nos moyens et effectifs.

Les agents techniques en horticulture et arboriculture sont appelés à intervenir sur quatre volets soit:

1- L'analyse des demandes de permis d'application temporaire de pesticides déposées au BAM.

2- Le suivi des populations du puceron du tilleul et du psylle du micocoulier et la coordination des opérations avec le contremaître responsable de l'horticulture afin d'intervenir au meilleur moment pour le contrôle des insectes.

3- L'analyse des demandes de service portant sur l'extermination de fourmis charpentières et de nids de guêpes sur le domaine public et la gestion du contrat triennal d'extermination.

4- La gestion des interventions sur la population de frênes de l'arrondissement de façon à amorcer un changement progressif de la composition de la forêt urbaine tout en amortissant la perte de services écologiques et en conservant le contrôle des opérations arboricoles.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	26/04/2004	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	05/05/2004	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	20 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue.
CM06 0855	11/12/2006	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire.
CM15 0686	25/05/2015	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides.
CM16 0144	25/01/2016	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire.
CM15 0690	25/05/2015	Délégation de l'application aux arrondissements	Dossiers nos: 1146620009 et 1146620016. Adoption du règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL (suite)			
CE17 0789	10/05/2017	Modification du règlement 15-040	Modification de l'annexe A du règlement qui identifie les zones à risque.
ARRONDISSEMENT			
CA04220139	04/05/2004		Ordonnance en vertu de laquelle le Règlement 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides tel que défini au dossier 1020696005 est applicable à compter du 15 mai 2004. Dossier no: 1041137008.
CA05220152	03/05/2005	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Ordonnance permettant au directeur des Travaux publics ou au chef de division de la Division parcs ou à son remplaçant, d'autoriser l'usage de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, conformément à l'article 27.6 du règlement 04-041. Dossier no: 1052636003.
CA09220076	03/03/2009	Dépôt du bilan annuel	Dossier no : 1094955001.
CA11220026	01/02/2011	Dépôt du bilan annuel	Dossier no: 1114201001.
CA12220050	07/02/2012	Dépôt du bilan annuel	Dossier no: 1124876001.
CA13220469	03/12/2013	Dépôt du bilan annuel	Dossier no: 1134876001.
CA14220239	26/05/2014	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation d'une affectation budgétaire de 1 436 000 $ pour les 4 prochaines années, destinée à financer les activités et les travaux liés à la gestion de l'agrile du frêne pour les arbres publics pour les années 2014 à 2017. Dossier no: 1144876002.
CA14220057	04/02/2014	Dépôt du bilan annuel	Dossier no: 1134876002.
CA15220030	13/01/2015	Dépôt du bilan annuel	Dossier no: 1144876004.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
ARRONDISSEMENT (suite)			
CA15220270	07/07/2015	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation de dépense maximale de 315 000$ pour l'achat d'insecticide Tree Azin et l'achat et l'entretien du matériel d'injection pour la période de 2015 à 2017 auprès du fournisseur unique, la firme BioForest Technologies inc. Dossier no: 1154876002.
CA16220027	12/01/2016	Dépôt du bilan annuel	Dossier no: 1157192001.
CA17220035	07/02/2017	Dépôt du bilan annuel	Dossier no : 1177193001
CM180283	26/03/2018	Dépôt du Bilan annuel	Dossier no : 1187193001

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Suite à la décentralisation des services d'extermination; un contrat de services triennal (6 octobre 2015 - 31 décembre 2018) au montant de 58 770,00$ a été conclu avec Extermination Inspex à la suite d'un appel d'offres sur invitation.

La division des ressources immobilières s'occupe de gérer la portion du contrat qui couvre les traitements à l'intérieur des bâtiments (punaises de lit, souris etc.).

La division de la voirie gère la portion touchant la dératisation dans les puisards.

La division des parcs et de l'horticulture gère les exterminations sur le domaine public (fourmis charpentières et guêpes).

Les principales dépenses de la division des parcs et de l'horticulture sont ventilées ainsi:

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	2896.64$	Salaires agents techniques + matériel
Formation	354.69$	Salaires agent technique.
Lutte intégrée	21 770.24$	Salaires du personnel col bleu, frais d'utilisation de véhicules et achat de matériel pour les opérations de contrôle phytosanitaire, convention de services, contrat d'extermination.
Salaires (RH)	25 896.13$	Salaires du personnel col blanc pour l'application du règlement.
Budget global	**50 917.70$**	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Secrétaire	1	Traitement des DDS reliées au contrat de cueillette de branches.
Inspecteur (horticulture)	1	Traitement des DDS reliées à l'identification de maladies et insectes.
Agent technique	2	Traitement des DDS touchant l'extermination (pucerons, psylles, guêpes, fourmis charpentières); analyse des demandes de permis temporaire d'application de pesticides; gestion du contrat d'extermination, dépistage, préparation du bilan annuel.
Agent technique	10	Gestion de l'agrile du frêne.
Contremaître	1	Traitement des DDS touchant la collecte de branches - agrile du frêne.
Total	**15**	

Commentaires et recommandations

COMMUNICATION ET SENSIBILISATION:

Installation d'un ruban bannière sur une partie des frênes traités au Tree Azin comme moyen d'information sur l'existence d'un plan d'action dans la lutte à l'agrile du frêne à l'arrondissement et comme moyen de sensibilisation auprès des propriétaires de frênes privés pour le traitement de leur arbre(s).
- Installation par un col bleu (162C): 7 jours x 9 h/j x 27.97$/h = 1762.11$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : col bleu 33.607% = 592.19$
- Camionnette 212: 63 heures x 7$/h = 441.00$
TOTAL: 2795.30$

Installation de bannières sur les 15 arbres munis d'un dispositif de contrôle de l'agrile du frêne par le champignon *Beauveria bassiana*.
- Agent technique en horticulture et arboriculture: 2 h x 39.4410$/h = 78.88$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : col blanc 28.47% = 22.46$
TOTAL : 101.34$

FORMATION: Participation au Comité municipal sur les pesticides et la lutte intégrée, 22 mars 2018.

- Agent technique en horticulture et arboriculture: 7 h x 39.4410$/h = 276.09 $
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : col blanc 28.47% = 78.60$
TOTAL: 354.69$

LUTTE INTÉGRÉE: AUCUNE OPÉRATION À L'INTERNE EN 2018

Convention de services avec la firme GDG Environnement Ltée pour un projet expérimental de contrôle biologique de l'agrile du frêne (15 arbres du parc Angrignon) à l'aide du champignon *Beauveria bassiana*.
TOTAL : 12 228$ + tx = 14 059.14$

Contrat d'extermination:
10 - traitements de fourmis charpentières: 1500.00$
34 - traitements de nid de guêpes: 5100.00$
TOTAL : 6600.00$ + tx = 7590.00$

Achat de pesticides (transport inclus) :
10 litres de Landscape Oil (No. Homologation 28124) : 105.30$ + tx = 121.10$

SALAIRES:

Traitement des requêtes (362) de collecte de branches - agrile - contrat privé (mai à novembre):
- Secrétaire : 15 minutes/jour x 5 jours/semaine x 26 semaines = 32.5 heures x 30,00$/h = 975.00$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : 28.47% = 277.58$
- Contremaître d'arboriculture 15 minutes/jour x 4 jours/semaine x 26 semaines = 26h x 38.5746$/h = 1002.94$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : contremaître 29.033% = 291.18$
TOTAL : 2546.70$

Traitement des requêtes de collecte de branches en dehors de la période prévue au contrat:
- Contremaître d'arboriculture 15 minutes/jour x 2 jours/semaine x 21 semaines = 10.5h x 38.5746$/h = 405.03$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne : contremaître 29.033% = 117.59$
TOTAL : 522.62$

Traitement des requêtes:
- Inspectrice en arboriculture : 5 jour x 7 h/j x 34.3709$/h = 1202.98$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne: col blanc 28.47% = 342.49$
TOTAL : 1545.47$

Gestion du dossier pesticides et montage du bilan annuel:
(Traitement des requêtes, préparation des routes de traitement phytosanitaire, mise à jour de documents, gestion du contrat triennal d'extermination, mise à jour des registres).
- Agent technique en horticulture et arboriculture: 5 jour x 7 h/j x 39.4410$/h = 2760.87$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne: col blanc 28.47% = 786.02$
TOTAL : 3546.89$

Gestion de l'agrile du frêne :
- Agent technique en horticulture et arboriculture: 10 semaines x 35 h/s x 39.4410$/h = 13 804.35$
- Calcul des bénéfices marginaux pour facturation interne: col blanc 28.47% = 3930.10$
TOTAL : 17 734.45$

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
ARRONDISSEMENT/PARCS		
Campagne d'information sur l'agrile du frêne: installation d'un ruban bannière dans une partie des frênes traités au Tree Azin.	Aviser les citoyens de l'existence d'un plan d'action contre l'AGF à l'arrondissement et inciter les propriétaires de frêne(s) à faire traiter leur(s) arbre(s).	20 000
Dépliants mis à la disposition du citoyen à l'accueil (non comptabilisé).	Sensibiliser à la réglementation en vigueur, à l'entretien ménager et au jardinage écologique, à l'entretien écologique de la pelouse, à l'utilisation de pesticides à faible impact, lutte à l'agrile du frêne.	n.d.
ÉCOQUARTIER	N.D.	N.D.

Commentaires et recommandations

L'arrondissement relaie les communications issues du Central sur les médias sociaux.

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Les demandes de citoyens sont acheminées via le bureau accès Montréal et la ligne téléphonique 311. Ce n'est qu'exceptionnellement que des demandes de citoyens nous parviennent par d'autres canaux de communication.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	14	0	Identification de la propriété de l'arbre, demande d'information générale, étude des demandes de permis d'abattage.
Collecte de branches - Agrile	362	0	Contrat de collecte de branches privées (lutte à l'AGF).
Pucerons	0	21	Demande d'éradication-traitement pesticide.
Fourmis	0	13	Demande d'éradication-traitement pesticide.
Guêpes	0	48	Demande d'éradication-traitement pesticide.
Arbres et arbustes	0	12	Demande concernant la prolifération de chenilles.

Commentaires et recommandations

Le contrat d'extermination arrive à échéance. Il est nécessaire d'aller en appel d'offre pour continuer à offrir le service d'éradication des fourmis charpentières et des guêpes ainsi que la relocalisation de la faune (moufettes, ratons laveurs) en 2019.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides	Service de l'environnement / Ville	22 mars 2018	1

Commentaires et recommandations

Rien à signaler.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

1- Les demandes de permis temporaire d'application de pesticides sont acheminées au BAM par les citoyens/entreprises.

2- Le BAM fait le lien avec l'agent technique en horticulture et arboriculture de la division des parcs et de l'horticulture qui analyse le dossier. Celui-ci vérifie si la demande respecte la réglementation en vigueur. Une inspection peut avoir lieu dans le cadre de l'analyse de la demande et suite à l'octroi du permis temporaire. L'agent technique valide la conformité (ou non) et retourne le formulaire au BAM.

3- Le BAM accorde le cas échéant le permis temporaire d'application au requérant.

Commentaires et recommandations

Aucune demande de permis temporaire d'application de pesticide en 2018 ni aucune inspection.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpes	0	10	10

Commentaires et recommandations

Ces autorisations ont été transmises au cocontractant sous contrat d’extermination avec l’arrondissement pour des cas de nids de guêpes en zone sensible (près d’aires de jeu à l’intérieur de parcs).

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l’évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2016	2	0	2
2017	0	0	0
2018	0	0	0
Total	2	0	2

Commentaires et recommandations

Aucune demande en 2017 et 2018.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Commentaires et recommandations

Aucune infraction ni poursuite judiciaire ces trois dernières années.

Lutte intégrée

Mise en contexte

Les principaux problèmes phytosanitaires de l'arrondissement et les actions qui ont étés entreprises en lutte intégrée pour y remédier sont décrits dans les tableaux ci-dessous.

AGRILE DU FRÊNE

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités (si applicable)
Injection de Tree Azin (No Hom. 30559)	Bio-Contrôle arboricole inc. Encadré par SGPVMR	Juin-août	1878 arbres	333,945 litres
Injection de Tree Azin (No Hom. 30559)	Frênes privés, SGPVMR	Juin-août	102 arbres	18,12 litres
Dispositif expérimental d'autocontamination au *Beauveria bassiana* isolat CFL-A	GDG Environnement, encadré par l'ARLA	Juin-août	15 arbres	30 pochettes FraxiProtec de 50 g

FOURMIS CHARPENTIÈRES

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités (si applicable)
Extermination - NIBAN (No Hom.26565).	Extermination Inspex	Mai-juillet	10 Nids	50 g

GUÊPES

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités (si applicable)
Extermination - TROUNCE (No Hom. 20564).	Extermination Inspex	juillet-août	9 Nids	18 litres
Extermination - KNOCK DOWN (No Hom. 31411)	Extermination Inspex	Août-septembre	25 Nids	5 kg

Commentaires et recommandations

Aucun projet de lutte intégrée n'a été réalisé par la division des parcs et de l'horticulture ni par le Service de l'Environnement sur le territoire de l'arrondissement Le Sud-Ouest en 2018.

Le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal a procédé à l'injection de frênes au Tree Azin à l'intérieur de l'arrondissement via un contrat avec l'entrepreneur Bio-Contrôle arboricole inc.

Les frênes privés ont étés traités dans l'arrondissement grâce au programme de subvention de la Ville.

Conclusion

Notre équipe se tient au courant des menaces potentielles afin de réagir rapidement et efficacement.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement Le Sud-Ouest
Direction des travaux publics
Division Bureau de projets

Auteur (s)
Nathalie Arcand
Agente technique en horticulture et arboriculture

19 décembre 2018

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Le Sud-Ouest

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Bio-contrôle Arboricole inc.

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
31.08.2018	Tout le domaine public de l'arrondissement		1878 Fraxinus	Agrile du frêne (Agrilus planipennis)	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	3	333,95 L

Total firme: 1

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Le Sud-Ouest

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Extermination Inspex Inc.

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
17.05.2018	Egan			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Galt			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
20.06.2018	Galt			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Galt			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Jolicoeur			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Lacroix			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Raudot			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Dumas			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
	Hamilton			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g
27.07.2018	d'Aragon			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Niban appât granuleux C (26565)	3	5,00 g

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Le Sud-Ouest

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Extermination Inspex Inc.
Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
20.07.2018	St-Patrick			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
23.07.2018	Workman			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
27.07.2018	Laporte			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
	Lamont			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
28.07.2018	Lacroix			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
07.08.2018	Métro Lionel Groulx			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
09.08.2018	Wellington			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
	Champigny			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
	Eadie			Guêpe (Dolichovespula)	Safer's trounce insecticide cour et jardin concentré (20564)	5	2,00 L
10.08.2018	Parc de la Stelco			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	400,00 g
	Parc Ignace Bourget			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	Laporte			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
27.08.2018	Parc Ignace Bourget			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	400,00 g
28.08.2018	Parc Angrignon			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	400,00 g
29.08.2018	Station métro Lionel Groulx			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
30.08.2018	Parc de la Vérendrye			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	Parc Angrignon			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	400,00 g
31.08.2018	Hamilton			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
04.09.2018	Parc de la Vérendrye			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
05.09.2018	du Couvent			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	de Monts			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	Jogues			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
06.09.2018	Delisle			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
11.09.2018	Delisle			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	Parc Angrignon			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	Parc Angrignon			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	400,00 g

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Le Sud-Ouest

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Extermination Inspex Inc.

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
12.09.2018	Dumas			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
13.09.2018	Richardson			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g
	Laurendeau			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down mousse destructrice de guêpes et de frelons (31411)	5	200,00 g

Total firme: 39

Total région : 40

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.11

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187848008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du Bilan annuel 2018, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Il est recommandé de transmettre au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-21 10:38

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 11 février 2019	Résolution: CA19 09 0031

Déposer et transmettre au conseil municipal, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le bilan 2018 pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Il est proposé par la mairesse Émilie Thuillier

appuyé par la conseillère Nathalie Goulet

et résolu

D'accuser réception et de transmettre au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

60.01 1187848008

Émilie THUILLIER
_____
Mairesse d'arrondissement

Chantal CHÂTEAUVERT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 20 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.11

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187848008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du Bilan annuel 2018, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), du bilan sur l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cariterville ;

- Transmettre ce rapport au conseil municipal.

Signé par Dominique PAQUIN **Le** 2019-01-10 08:08

Signataire : Dominique PAQUIN

Directeur
Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1187848008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du Bilan annuel 2018, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique PAQUIN
Directeur

--
Tél :
Télécop. : --

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187848008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville , Direction des travaux publics , Division des parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du Bilan annuel 2018, conformément au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 avril 2004, le conseil municipal de la Ville a adopté le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) et le 7 mai suivant, le conseil d'arrondissement a adopté des ordonnances prévues à la section IX, article 21 de ce règlement.
En vertu du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le conseil de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville doit déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA04 090184
Résolution CA04 090217
Ordonnance numéro OCA04 023
Résolution CA05 090056
Résolution CA06 090377
Résolution CA07 090031
Résolution CA08 090048
Résolution CA09 090053
Résolution CA10 090025
Résolution CA11 090072
Résolution CA12 090029
Résolution CA13 090031
Résolution CA14 090043
Résolution CA15 090036
Résolution CA16 090070
Résolution CA17 090030
Résolution CA18 090031

DESCRIPTION

Le conseil d'arrondissement dépose au conseil municipal son bilan annuel 2018 sur l'utilisation des pesticides.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (04-041), qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire avant le 28 février de chaque année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le *Règlement sur l'utilisation des pesticides* vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan prévu à la séance du conseil municipal du 25 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-12-21

Christiane DUPONT
Inspecteur(trice) en horticulture

Tél : 514 868-5921
Télécop. : 514 872-9633

Dominique PAQUIN
Directeur

Tél : 514.868.4481
Télécop. :



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **10**

Personnel dédié à l'application du règlement **11**

Activités de communication et de sensibilisation **12**

Gestion des demandes de citoyens **14**

Formation des employés **15**

Inspections sur les pesticides **16**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **17**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **18**

Évolution des demandes de permis **19**

Infractions et poursuites judiciaires **20**

Lutte intégrée **22**

Conclusion **26**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **27**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les inspecteurs en horticulture et arboriculture et les agents techniques de la Division des parcs et des installations sont responsables de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides. Les demandes de permis d'utilisation temporaire de pesticides, les signalements d'infraction au règlement, les demandes d'extermination de nids de guêpes et les demandes phytosanitaires sont enregistrés par le BAM et pris en charge par les inspecteurs en horticulture et arboriculture. Les inspecteurs échantillonnent les micocouliers pour vérifier le stade de développement des larves des psylles afin de déterminer le moment opportun pour les traitements au savon. Ils font de l'échantillonnage sur les tilleuls infestés par des pucerons pour vérifier si le seuil d'intervention est atteint pour faire des traitements au savon. Les inspecteurs sont responsables des échantillonnages pour tous les problèmes phytosanitaires de l'arrondissement afin de déterminer quel est le traitement approprié si nécessaire. Pour toutes les demandes d'extermination de nids de guêpes sur le domaine public, les inspecteurs vont valider si le nid est actif et l'extermination est ensuite confiée à une entreprise privée (Groupe Surprenant). Les agents techniques sont en support technique. Les traitements au TreeAzin contre l'agrile du frêne sont effectués à l'aide d'un contrat géré par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) et l'arrondissement agit en support technique. L'entretien des terrains sportifs étant de la responsabilité du contremaître celui-ci s'occupe des traitements contre les mauvaises herbes. Au besoin, les inspecteurs en horticulture et arboriculture, ainsi que les agents techniques, peuvent agir en soutien au contremaître pour la sélection des produits autorisés à être utilisé.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	30 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA04090184	2004-05-03	Retrait d'une exception	Centre sportif Claude-Robillard
OCA04023	2004-06-07	Date d'application du règlement	Ordonnance relative à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
CA04090217	2004-06-07	Date d'application du règlement	
CA04090189	2004-06-07	Retrait d'une exception	Centre sportif Claude-Robillard
CA05090056	2005-02-07	2005-02-07	Réception du bilan 2004 et dépôt au conseil municipal
CA05090253	2005-06-06	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Autorisation en cas d'urgence pour la santé humaine (directeur, chef de division, inspecteur et agent technique)
CA06090040	2006-02-06	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2005 et dépôt au conseil municipal

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CA07090031	2007-02-05	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2006 et dépôt au conseil municipal
CA08090048	2008-02-04	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2007 et dépôt au conseil municipal
CA09090053	2009-02-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2008 et dépôt au conseil municipal
CA10090025	2010-02-03	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2009 et dépôt au conseil municipal
CA11090072	2011-03-07	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2010 et dépôt au conseil municipal
CA12090029	2012-02-06	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2011 et dépôt au conseil municipal
CA13090031	2013-02-11	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2012 et dépôt au conseil municipal
CA14090043	2014-02-10	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2013 et dépôt au conseil municipal
CA15090036	2015-02-09	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2014 et dépôt au conseil municipal
CA16090070	2016-03-14	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2015 et dépôt au conseil municipal

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CA17090030	2017-02-13	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2016 et dépôt au conseil municipal
CA18090031	2018-02-12	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan 2017 et dépôt au conseil municipal

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

De mai à novembre, 1 jardinier, détenteur d'un certificat d'application de pesticides, a consacré 33 jrs/homme (12 396,91 $) à la lutte intégrée: pulvérisation de BT pour réduire les populations de livrée des forêts et de spongieuse; pose et enlèvement de pièges collants (267) pour les psylles du micocoulier; pose et enlèvement de pièges pour réduire les populations de scarabées japonais; utilisation d'Adios pour éradiquer l'herbe à la puce; utilisation du produit Top Gun de Safer et de Fiesta contre les mauvaises herbes sur les terrains de baseball et soccer; application de terre diatomée pour éliminer les fourmis charpentières. Un jardinier chauffeur a été assigné 25 jrs/homme (9 027,49 $) pour ces différents travaux. Durant cette même période, 2 inspecteurs en horticulture et arboriculture ont travaillé pour un total de 21 jrs/homme (6 323,01 $) en support technique pour l'élaboration du contrat de service d'extermination d'insectes nuisibles et de rongeurs; au dépistage, à la prescription et au suivi des traitements phytosanitaires; à la validation de la présence de nids de guêpes; à la vérification d'utilisation illégale de pesticide; au traitement de demandes de permis d'application de pesticides; en support technique pour l'acquisition d'un nouveau cabanon pour l'entreposage des pesticides; à la rédaction du rapport annuel. Un agent technique principal a consacré 3 jrs/homme (1 190,69 $) en support technique pour le contrat d'extermination, pour l'application du règlement sur le permis d'application temporaire de pesticides, pour le contrôle de plantes envahissantes, pour l'acquisition du cabanon d'entreposage des pesticides et la rédaction du rapport annuel. De plus, la présence de l'agrile du frêne a mobilisé 1 inspecteur en horticulture et arboriculture pour un total de 10 hrs/homme (441,40 $) en support technique et 1 agent de bureau pour un total de 35 hrs/homme (907,07$) à la compilation des données.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation		Page internet de l'arrondissement-médias sociaux (Tweeter)-Infolettre, ateliers, kiosques, articles et affiches
Formation	419,66	Comité municipal sur les pesticides, IQDHO
Contrat (services techniques)	9435,17	Désherbage piste d'avertissement terrain de baseball, extermination nid de guêpes, dératisation
Lutte intégrée	5623,94	Achats: pesticides, produits biologiques, pièges collants psylles, bac de rétention, balance, vêtements
Salaires (RH)	30 286,57	Lutte intégrée-agrile
Budget global	45 765,34	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Jardinier pesticides chef d'équipe	8.17	Applicateur pesticides
Jardinier chauffeur	6.25	Chauffeur
Inspecteur horticulture arboriculture	4.09	Inspection-échantillonnage-demande de travail
Agent technique	0.60	Support technique
Total	19.11	

Commentaires et recommandations

Suite à un appel d'offres lancé en 2015, pour une demande de service d'extermination d'insectes nuisibles et de rongeurs, c'est le Groupe Surprenant qui fait depuis l'extermination des nids de guêpes et des rats dans l'arrondissement. En 2018, il y eu 28 nids de traités (2551,20 $).

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
6 ateliers tenus à la bibliothèque d'Ahuntsic sur divers sujets liés aux bonnes pratiques horticoles : - À la découverte de l'agriculture urbaine partie 1 - La pelouse écologique - Permaculture 101 - Mythes et légendes horticoles - À la découverte de l'agriculture urbaine partie 2 - le jardinage simple et facile	Sensibilisation et information	
Kiosques au Parcours Gouin, sujet traités : - Fleurs comestibles - Alternatives aux pesticides - Lutte aux espèces envahissantes - Agriculture urbaine: découverte (2 kiosques) - La permaculture (2 kiosques) - Pelouse alternative : écologique et fleurie - Le compostage domestique: de l'assiette au jardin	Sensibilisation et information	
Articles: - Démarrer son potager - Quelques insectes et un jardin - Les insectes: alliés au jardin - Le paillis: comment et pourquoi l'utiliser - Mais que faire de toutes ces feuilles mortes?	Sensibilisation et information	

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Affiches de sensibilisation dans les jardins communautaires - L'altise - L'arrosage - La chrysomèle - La coccinelle - Le paillis - Le puceron - Le scarabée japonais	Sensibilisation et information	
Deux boutiques de vente de l'organisme Ville en vert mandataire du programme éco-quartier et gestionnaire des jardins communautaires	Vente et sensibilisation des citoyens aux bienfaits pour la santé et pour l'environnement d'une utilisation de produits écologiques	
Site internet de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville – page dédiée à l'agrile et hyperlien dans l'Infolettre du 23 février 2018	Information sur des abattages de frênes infestés par l'agrile sur une propriété d'Hydro-Québec	
Site internet de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville – page dédiée à l'agrile et hyperlien dans l'Infolettre du 13 juillet 2018	Sensibilisation et information	
Le bulletin d'Ahuntsic-Cartierville, Vol. 15, No 1, page 11	Information sur les certificats d'autorisation d'abattage requis pour abattre les frênes privés et ceux à traiter	
Médias sociaux - publication d'un message sur Tweeter	Information sur la subvention pour le traitement au TreeAzin	

Commentaires et recommandations

Notre partenaire, Ville en vert, mandataire du programme Éco-quartier effectue, tout au long de l'année, des actions d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formation aux citoyens de l'arrondissement concernant la protection de l'environnement et l'importance d'adopter des pratiques éco responsables.

Indirectement, ces activités favorisent la mise en place de pratiques respectueuses de l'environnement, favorise la lutte intégrée et l'utilisation de produits écologiques.

De plus, Ville en vert gère les jardins communautaires sur le territoire de l'arrondissement et plusieurs actions de sensibilisation auprès des jardiniers et jardinières ont été réalisées pendant toute la saison d'ouverture des jardins communautaires.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Nous recevons les demandes des citoyens par le biais du 311 (GDT - gestion des demandes de travail). Quelques demandes d'extermination de nids de guêpes proviennent également d'employés municipaux ou d'organismes de l'arrondissement.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Agrile du frêne	300	42	Demandes de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre privé-demandes d'inspection-demandes d'information
Arbres	1	19	Spongieuse-livrée des forêts
Faune		1	Castor
Fourmis		7	Fourmis charpentières (extermination)
Guêpes		35	Demandes d'extermination
Herbe à la puce	1	2	Danger pour la santé publique
Mauvaises herbes		46	Herbes hautes (parcs et buttes)
Pesticides	2		Signalement d'utilisation de pesticides (gazon)
Psylles		2	Insectes au stade adulte présents dans les maisons
Pucerons		18	Miellée
Insectes divers		7	

Commentaires et recommandations

Ce printemps encore les populations de livrée des forêts et de spongieuse ont été tellement importantes que nous avons donc dû traiter au BT.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides	Ville de Montréal	2018-03-22	2
Formation pour l'application de pesticides en horticulture ornementale	IQDHO	2018-04-18 2018-04-19	1
Table des inspecteurs sur les pesticides	Ville de Montréal	2018-05-02	1
Table des inspecteurs sur les pesticides	Ville de Montréal	2018-09-26	1
Table des inspecteurs sur les pesticides	Ville de Montréal	2018-11-22	1

Commentaires et recommandations

Il est important que la Direction de l'environnement et du développement durable de la Ville de Montréal poursuive sa mission d'offrir des formations sur les pesticides aux employés des arrondissements.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Le Bureau accès Montréal reçoit les demandes de permis temporaires d'utilisation de pesticides (GDC). Elles sont prises en charge (GDT) par les inspecteurs en horticulture et arboriculture de la Division des parcs et des installations de l'arrondissement. Ceux-ci réalisent l'inspection puis acceptent ou refusent la demande de permis; si la décision est positive, le BAM remet le permis avec l'ensemble des documents d'information et encaisse le montant exigible pour l'émission du permis.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Demandes de citoyens	3

Commentaires et recommandations

2 inspections ont été effectuées suite à des dénonciations d'utilisation illégale de pesticides sur des terrains privés. Aucune infraction n'a été constatée.

Demandes de permis temporaire d’utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation	1		1
	Sous-total	1		1
Permis refusés				
	Sous-total			0

Commentaires et recommandations

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
			0

Commentaires et recommandations

Aucune demande d'autorisation spéciale n'a été reçue au cours de l'année 2018.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2016	0	1	1
2017	0	0	0
2018	1	0	1
Total	1	1	2

Commentaires et recommandations

Depuis plusieurs années déjà, nous recevons très peu de demande de permis d'utilisation de pesticide. Et pourtant, il est indéniable que plusieurs citoyens dans l'arrondissement utilisent des pesticides sans permis lorsqu'on regarde l'aspect de certains parterres gazonnés. Davantage d'effort devrait être consenti aux campagnes de sensibilisation sur l'importance d'un environnement sans pesticides et au respect de la réglementation en vigueur.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune infraction n'a été constatée sur le territoire de l'arrondissement en 2018.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2018	2017	2016
Nombre d'avis écrits	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2018

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations

Lutte intégrée

Mise en contexte

En mai, un inspecteur en horticulture et arboriculture de l'arrondissement a échantillonné les nymphes des psylles du micocoulier pour connaître leur stade de développement et ainsi traiter au moment opportun. Cette année, les populations étaient basses, il n'y a donc pas eu de traitement au savon. À l'automne, 267 pièges collants ont été installés pour capturer l'insecte à son stade adulte. À la fin de mai et au début juin, les inspecteurs en horticulture et arboriculture ont fait un suivi des populations de la livrée des forêts et de la spongieuse, celles-ci étant élevées une défoliation importante était à craindre; nous avons donc fait un traitement au BT sur 129 arbres en rues et en parcs et 2 traitements sur les 600 arbres de la jauge. De juin à septembre, les inspecteurs en horticulture et arboriculture ont suivi les populations des pucerons du tilleul et du catalpa. Cette année, la température aidant (pluie abondante au bon moment) aucun arbre n'a atteint le seuil d'intervention. Aucun traitement au savon Safer n'a donc été fait.

L'extermination des 28 nids de guêpes a été confiée à l'externe (Groupe Surprenant) (2 551,20$). Les inspecteurs ont consacré un total de 25,5 hrs/homme à la validation de la présence de nids actifs et à la gestion des demandes. Les nids ont été exterminés rapidement dans un délai de 24-48 hrs à la satisfaction de tous.

En ce qui concerne l'entretien des terrains sportifs, le contremaître responsable a décidé d'utiliser du Top Gun de Safer (16 litres) au détriment des traitements faits avec l'Aquacide. Du Fiesta a aussi été utilisé pour contrer les mauvaises herbes sur certains terrains sportifs. Un contrat a également été octroyé à la compagnie Entrepreneurs paysagistes Strathmore pour le désherbage mécanique de la piste d'avertissement du terrain de balle no 1 du parc Henri-Julien (5 281,53 $).

Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) chapeaute le plan d'action de lutte contre l'agrile du frêne. Dans un but de conservation des frênes, une inspection de tous les frênes de l'arrondissement a été faite par un inspecteur en horticulture et arboriculture du SGPVMR afin de déterminer les arbres à abattre et ceux à traiter au TreeAzin en 2018. 1635 arbres de rues et 531 arbres de parcs ont été traités (contrat géré par le SGPVMR). 1 inspecteur en horticulture et arboriculture de l'arrondissement a consacré un total de 10 hrs/homme (441,40 $) pour faire le suivi et 1 agent de bureau a travaillé 35 hrs/homme (907,07 $) à la saisies des données.

Psylles du micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Dépistage des nymphes (printemps)	Arrondissement	mai	5	
Piègeage des adultes avec Tanglefoot (automne)	Arrondissement	septembre novembre	267 arbres	

Livrée des forêts - Spongieuse

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Suivi des populations	Arrondissement	mai-juin	19	
Traitement au BT	Arrondissement	juin	129 arbres de rues et de parcs - 600 arbres en jauge (2 traitements)	875 g

Puceron du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Suivi des populations	Arrondissement	juin-septembre	18	

Puceron du Catalpa

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Suivi des populations	Arrondissement	juin-septembre	3	

Scarabée Japonais

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Pose de pièges	Arrondissement	juillet-août	5	10 pièges

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Caractérisation des frênes	SGPVMR	mars-juin		
Traitement par injection (TreeAzin)	SGPVMR	juillet	2166 arbres	444,46 litres
Abattage des arbres infestés et dépérissants	Arrondissement	janvier à décembre	338 arbres	
Traitement par injection (TreeAzin) frênes privés	SGPVMR	juillet-août	2285 arbres	

Maladie hollandaise de l'orme

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Détection et abattage des arbres atteints de la maladie	Arrondissement	juin-octobre	11 arbres	

Herbe à la puce - Mauvaises herbes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Fiesta (Mauvaises herbes)	Arrondissement	juin	2	32 litres
Traitement avec de l'Adios (Herbe à la puce)	Arrondissement	juillet-août	6	4320 g
Top Gun de Safer (Mauvaises herbes)	Arrondissement	juin	3	48 litres

Guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Extermination (Guêpes) avec Knockdown professionnel KD130P	Arrondissement	juillet à septembre	26	905 g

Commentaires et recommandations

Bien que le dossier de l'agrile continue à mobiliser beaucoup de temps (abattages, plantations de remplacement et suivis), il ne faut pas délaisser les autres activités phytosanitaires.

Une réflexion est à faire quant au coût élevé et à l'usage de certains pesticides à faible impact utilisés ponctuellement versus l'utilisation de l'Aquacide.

Pour une seconde année consécutive, nous avons dû traiter au BT plusieurs arbres afin de réduire les populations de livrée des forêts et de spongieuse. Il est important de rester vigilant et de poursuivre les activités de dépistage pour traiter au moment opportun, si nécessaire, pour garder la forêt urbaine en santé.

Conclusion

La Division des parcs et des installations effectue une gestion serrée de l'utilisation des pesticides utilisés dans le cadre de ses opérations d'entretien.

Le plan de lutte contre l'agrile du frêne est appuyé sur une stratégie de conservation où chacun des frênes injectés au TreeAzin a été préalablement inspecté pour valider la pertinence de le traiter. Les infestations ponctuelles de pucerons du tilleul, de pucerons du catalpa, de psylles du micocoulier, de livrée des forêts et de spongieuse ont également été inspectées pour vérifier si les seuils d'intervention étaient atteints avant de faire des traitements sur les arbres. Lorsque requis, seuls des pesticides à très faible impact ont été utilisés, soit du BT et du Tanglefoot.

Pour solutionner les problèmes de mauvaises herbes sur les terrains sportifs, cette année encore des pesticides à faible impact (Fiesta et Top Gun) ont été utilisés plutôt que de faire des traitements à l'aide de l'Aquacide. D'autre part, l'essai de désherbage mécanique donné à contrat n'a pas été concluant. Une réflexion s'impose pour réévaluer les méthodes d'entretien des terrains sportifs avec surface gazonnée naturelle pour déterminer si celles mises de l'avant cette année seront celles à privilégier les prochaines années.

Afin de se conformer à la réglementation en vigueur, l'arrondissement a décidé d'investir dans l'achat et l'aménagement d'un nouveau d'un cabanon à pesticides qui répondra aux normes actuelles.

Finalement, le niveau très faible de demandes de permis d'application de pesticides reçues depuis 3 ans et les changements apportés au Code de gestion des pesticides qui seront effectifs l'an prochain, militent en la tenue d'une nouvelle campagne de sensibilisation et d'information sur la réglementation en vigueur.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Direction des travaux publics
Division des parcs et des installations

Auteur
Christiane Dupont
Inspecteur en horticulture et arboriculture

21 décembre 2018

ville.montreal.qc.ca

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2018

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits autorisés	
4	Herbicide biologique	A.D.I.O.S. (30940)	*Chlorure de sodium*	*4 313,95 g*
2	Herbicide biologique	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	*Acides gras*	*2 880,00 ml*
3	Herbicide chimique	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	*Fer (FeHEDTA)*	*2 126,40 ml*
11	Insecticide biologique	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	*B.T. var. Kurstaki*	*0,00 g*
7	Insecticide biologique	Insect Stop (21039)	*Dioxyde de silicium*	*691,45 g*

Total : 27

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2018

Firme: Entrepreneur Paysagistes Strathmore 1997 LT

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits autorisés	
2	Insecticide chimique	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	*Azadirachtine*	*22 519,00 ml*

Total firme : 2

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2018

Firme: Yves Surprenant Inc.

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits d'exception	
1	Insecticide chimique	Green way appât en gel pour fourmis et blattes (30375)	*Octaborate tétrahydrate de disodium*	*2,52 g*
26	Insecticide chimique	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	*d-phénotrine*	*1,13 g*
			Tétraméthrine	*1,81 g*
1	Rodenticide	Contrac blox tue les rats et les souris (22239)	*bromadiolone*	*0,02 g*

Total firme : 28

Total Général: 30

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantité appliquée*	*Applicateur*	*No de certificat*
25.05.2018	Jauge Cartierville		600 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	125,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
29.05.2018	Parc Henri-Julien		16 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	125,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	Jauge Cartierville		600 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	125,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
30.05.2018	Christophe-Colomb		23 Quercus rubra	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	93,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	Parc Maurice Richard		8 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	32,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
31.05.2018	Parc Henri-Julien		31 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	125,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
06.06.2018	Legendre		11 Quercus rubra	Livrée d'amérique (Malacosoma americanum)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	30,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	De Bretonvilliers		1 Tilia americana	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	3,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	Louvain est		10 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	27,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
07.06.2018	Boisé de Saint-Sulpice		10 Divers	Livrée des forêts (Malacosoma disstria)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	65,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	Place Saint-Germain		3 Quercus rubra	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	200,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
12.06.2018	Général-Giraud		19 Tilia cordata	Spongieuse (Lymantria dispar)	Dipel 2X DF insecticide biologique pâte granulée (26508)	3	125,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
13.06.2018	Parc Ahuntsic			Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8,00 L	MARTEL, LOUIS	401512687
19.06.2018	Parc Ahuntsic			Toutes mauvaises herbes	Herbicide concentré TOP GUN de Safer (29343)	3	8,00 L	MARTEL, LOUIS	401512687
	Place Saint-Germain		3 Quercus rubra	Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	200,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
21.06.2018	Parc Ahuntsic			Toutes mauvaises herbes	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	16,00 L	MARTEL, LOUIS	401512687
	Parc Gabriel-Lalemant			Toutes mauvaises herbes	Fiesta herbicide pour mauvaises herbes de pelouse (29535)	3	16,00 L	MARTEL, LOUIS	401512687
27.06.2018	10252 d'Iberville			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	100,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	9935 Lille			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	100,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
11.07.2018	Esplanade-Louvain	10 M2		Herbes à la puce	A.D.I.O.S. (30940)	3	2 160,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
	9000 Saint-Urbain			Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	75,00 g	MARTEL, LOUIS	401512687
19.07.2018	Meilleur Port-Royal-Sauvé	2 M2		Herbes à la puce	A.D.I.O.S. (30940)	3	90,00 g	COTE EVE	401521736
	Sauvé tolhurst-Jeanne-Mance	10.5 M2		Herbes à la puce	A.D.I.O.S. (30940)	3	270,00 g	COTE EVE	401521736
	Esplanade sud Louvain	48 M2		Toutes mauvaises herbes	A.D.I.O.S. (30940)	3	1 800,00 g	COTE EVE	401521736
30.07.2018	2340 Capitaine Bernier	4 M2		Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	49,00 g	COTE EVE	401521736
14.08.2018	2225 Nicholas Perrot	1 M2		Fourmis charpentière (Camponotus herculeanus)	Insect Stop (21039)	3	35,00 g	COTE EVE	401521736

Total région : 26

Montréal
1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Entrepreneur Paysagistes Strathmore 1997 LTÉE

Produits autorisés

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
31.08.2018	Domaine public de l'arrondissement		2283 Fraxinus	Agrile du frêne (Agrilus planipennis)	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	3	444,46 L
	Parc-nature de l'Ile-de-la-Visitation		48 Fraxinus	Agrile du frêne (Agrilus planipennis)	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	3	5,92 L

Total firme: 2

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Yves Surprenant Inc.
Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
19.04.2018	999 Henri-Bourassa ouest (clos de voirie)			Rat	Contrac blox tue les rats et les souris (22239)	3	330,00 g
	999 Henri-Bourassa ouest (clos de voirie)			Fourmis (Formica)	Green way appât en gel pour fourmis et blattes (30375)	3	42,00 g
13.07.2018	Parc Victor Barbeau			Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	30,00 g
16.07.2018	Parc Marcelin Wilson			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	Parc de la Merci			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	10880 Durham			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
20.07.2018	9900 Bruchési			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
25.07.2018	11833 Joseph Casavant			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
27.07.2018	8969 Basile Routhier			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	1738 Jacques Lemaistre			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	11727 Laforest			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	Parc Jean Martucci			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
31.07.2018	Parc des Hirondelles			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	Parc de Mésy			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	Parc Gabriel-Lalemant			Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
02.08.2018	11221 Joseph Casavant			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	12076 James Morrice			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
03.08.2018	10285 Larose			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	1985 Louisbourg			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	8776 Marcel-Cadieux			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	Brousseau			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
15.08.2018	11777 Philippe-Hébert			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
29.08.2018	Parc Rosanne Laflamme			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
31.08.2018	Parc de Bordeaux			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
10.09.2018	10165 Cartier			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Ahuntsic - Cartierville

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Firme : Yves Surprenant Inc.

Produits d'exception

Date de l'application	*Site des zones traitées*	*Superficie traitée*	*Objet du traitement*	*Raison de l'application*	*Nom commercial du produit (Homologation)*	*Classe*	*Quantitée appliquée*
10.09.2018	11803 Zotique-Racicot			Guêpe poliste (Polistes fuscata)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
	6801 Léon Trépanier			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g
12.09.2018	11015 Tolhurst			Guêpe (Dolichovespula)	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	5	35,00 g

Total firme: 28

Total région : 30

RAPPORT D'UTILISATION DE PESTICIDES CHIMIQUES OU BIOLOGIQUES POUR INTERVENTIONS EN MILIEU NATUREL ET EXTERMINATION DANS LES BÂTIMENTS ET REGISTRES D'INTERVENTIONS

Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

2018

Rédigé par Sylvie Comtois, biologiste - conseillère en planification
Direction Gestion des parcs et biodiversité
Division Biodiversité urbaine
- Responsable du dossier pesticides pour le réseau des parcs-nature -
scomtois@ville.montreal.qc.ca

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

Montréal

INTERVENTIONS

TYPES D'INTERVENTIONS

- **Guêpes**

Encore cette année, des interventions ont dû être faites pour contrer des problèmes de guêpes afin d'assurer la sécurité des usagers et des employés, dans les espaces extérieurs des parcs. Il s'agit en fait d'un problème récurrent qui demande d'intervenir dans les zones où le public et les employés ont accès. Il est à noter que les nids de guêpes en milieu naturel ne sont pas traités s'ils sont en dehors de la portée des visiteurs et des employés.

SOMMAIRE DES PROBLÈMES ET LEUR LOCALISATION DANS CHACUN DES PARCS-NATURE

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Régie interne espaces extérieurs	Bois-de-Liesse	Guêpes	Secteur de la Péninsule
	Bois-de-Saraguay	Aucune intervention	
	Île-de-la-Visitation	Guêpes	Maison du Meunier Barrage Simon-Sicard

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Régie interne espaces intérieurs	Bois-de-Liesse	Aucune intervention	
	Bois-de-Saraguay	Aucune intervention	
	Île-de-la-Visitation	Aucune intervention	

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Travaux à contrat espaces extérieurs	Bois-de-Liesse	Aucune intervention	
	Bois-de-Saraguay	Aucune intervention	
	Île-de-la-Visitation	Aucune intervention	

	PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LOCALISATION
Travaux à contrat espaces intérieurs	Bois-de-Liesse	Aucune intervention	
	Bois-de-Saraguay	Aucune intervention	
	Île-de-la-Visitation	Aucune intervention	

PRODUITS UTILISÉS

Nous tentons d'utiliser des produits à faible impact pour l'environnement et pour la santé humaine. Par contre, pour les problèmes de guêpes, jusqu'à maintenant nous n'avons pas trouvé de produits à faible impact efficaces et d'application sécuritaire pour les employés. Toutefois, il s'agit de produits de classe 5 vendus en vente libre. Soulignons toutefois qu'un produit de classe 4 a été utilisé pour intervention par contrat externe.

PROBLÈMES	PRODUITS	RÉGIE INTERNE	CONTRAT EXTERNE
Guêpes	Wilson One-Shot guêpes et frelons	x	
	Wasp-B-Gon	x	

QUANTITÉ DE PRODUITS UTILISÉS

Quantité de chacun des produits par parc-nature

PARCS-NATURE	PROBLÈMES	LIEUX	PRODUITS	QUANTITÉ
Bois-de-Liesse	Guêpes	Espaces extérieurs	Wasp-B-Gon	800 g
Bois-de-Saraguay	Aucune intervention			
Île-de-la-Visitation	Guêpes	Espaces extérieurs	Wilson One-Shot guêpes et frelons	1 000 g

REGISTRES D'INTERVENTIONS EN RÉGIE INTERNE
POUR LES ESPACES EXTÉRIEURS
2018

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
25 août 2018	Secteur de la Péninsule		Guêpes (nid)	Wasp-B-Gon	Pyréthrine 0,050 % N-Octyl Bicloheptene Dicarboximide 0,250 % Perméthrine 0,200 %	32142	Insecticide classe 5	400 g	Protection des visiteurs, des employés et des groupes
26 août 2018	Secteur de la Péninsule		Guêpes (nid)	Wasp-B-Gon	Pyréthrine 0,050 % N-Octyl Bicloheptene Dicarboximide 0,250 % Perméthrine 0,200 %	32142	Insecticide classe 5	400 g	Protection des visiteurs, des employés et des groupes

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : aucune intervention en 2018.

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes
3 juillet 2018	Maison du Meunier	Escalier Entrée de service	Guêpes (nid)	Wilson One-Shot guêpes et frelons	Tétraméthrine 0,200 % D-phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide classe 5	400 g	Protection des employés
2 août 2018	Barrage Simon-Sicard	Rampe	Guêpes (nid)	Wilson One Shot guêpes et frelons	Tétraméthrine 0,200 % D-phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide classe 5	400 g	Protection des employés et des visiteurs
9 août 2018	Barrage Simon-Sicard	Passerelles Près des bancs et des escaliers Rampe	Guêpes (nid)	Wilson One Shot guêpes et frelons	Tétraméthrine 0,200 % D-phénothrine 0,125 %	30192	Insecticide classe 5	200 g	Protection des employés et des visiteurs

REGISTRES D'INTERVENTIONS POUR LES TRAVAUX À CONTRAT
POUR LES ESPACES EXTÉRIEURS
2018

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes	Nom applicateur et no certificat

Note : aucune intervention en 2018.

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes	Nom applicateur et no certificat

Note : aucune intervention en 2018.

Parc-nature de l'Île-de-la Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes	Nom applicateur et no certificat

Note : Aucune intervention en 2018.

REGISTRES D'INTERVENTIONS EN RÉGIE INTERNE
POUR LES ESPACES INTÉRIEURS
2018

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2018.

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2018.

Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux en régie interne / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes

Note : Aucune intervention en 2018.

REGISTRES D'INTERVENTIONS POUR LES TRAVAUX À CONTRAT POUR LES ESPACES INTÉRIEURS
2018

COMPILATION DES INTERVENTIONS EFFECTUÉES POUR LES PARCS-NATURE DU SECTEUR EST :

Parc-nature du Bois-de-Liesse
Parc-nature du Bois-de-Saraguay
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
Parc-nature du Ruisseau-De Montigny
Parc-nature du Bois-d'Anjou
Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies

Parc-nature du Bois-de-Liesse

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes	Nom applicateur et no certificat

Note : Aucune intervention en 2018.

Parc-nature du Bois-de-Saraguay

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Javier Castineira, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces intérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes	Nom applicateur et no certificat

Note : Aucune intervention en 2018.

Parc-nature de l'Île-de-la Visitation

Nom du responsable de ce dossier pour le parc-nature : Benoit Davignon, chargé d'entretien
Nom du responsable du dossier pesticides et de la rédaction du rapport annuel pour les parcs-nature : Sylvie Comtois, bio – conseillère en planification

Registre d'intervention pour les travaux à contrat / espaces extérieurs

Date	Site	Localisation	Problème	Produit Nom commercial	Agent actif	No enrg produit	Type de produit et Classe	Quantité du produit (sans dilution) L ou g	Notes	Nom applicateur et no certificat

Note : Aucune intervention en 2018.

A :	56- Ahuntsic-Cartierville, Direction des arrondissements, Direction des services,
Cc :	Michèle GIROUX/MONTREAL@MONTREAL,
Cci :	
Objet :	Tr : Remplacement de la directrice d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Délégation des pouvoirs du 14 janvier 2019 au 16 février 2019
De :	Lucia BENFEITO/MONTREAL - Vendredi 2019-01-11 11:02

De :	Michèle GIROUX/MONTREAL
A :	Dominique PAQUIN/MONTREAL@MONTREAL, Gilles CÔTÉ/MONTREAL@MONTREAL, Lisa SIMINARO/MONTREAL@MONTREAL, Jocelyn GAUTHIER/MONTREAL@MONTREAL, Jean-François CIRCÉ/MONTREAL@MONTREAL
Cc :	Lucia BENFEITO/MONTREAL@MONTREAL
Date :	2019-01-11 10:45
Objet :	Remplacement de la directrice d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville - Délégation des pouvoirs du 14 janvier 2019 au 16 février 2019

Conformément à l'article 25 de l'annexe 1-C du chapitre 56 des lois de 2000, je désigne:

- Dominique Paquin, directeur - travaux publics, pour me remplacer du 14 janvier 2019 au 18 janvier 2019 inclusivement;
- Lisa Siminaro, directrice - performance, greffe et services administratifs, pour me remplacer du 19 janvier 2019 au 1er février 2019 inclusivement;
- Dominique Paquin, directeur - travaux publics, pour me remplacer du 2 février 2019 au 16 février 2019 inclusivement.

dans l'exercice de mes fonctions de Directrice d'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,

Michèle Giroux
Directrice d'arrondissement
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.12

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1183602017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est recommandé :

QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-20 11:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 18 février 2019	Résolution: CA19 10 089

Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est proposé par M. Jean Marc Poirier

appuyé par M. Abdelhaq Sari

Et résolu :

QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Adopté à l'unanimité.

60.01 1183602017

Christine BLACK
_____
Mairesse d'arrondissement

Marie Marthe PAPINEAU
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 19 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.12

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1183602017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Il est recommandé :

QUE soit déposé au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal -Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

Signé par Rachel LAPERRIÈRE **Le** 2019-02-06 19:40

Signataire : Rachel LAPERRIÈRE

Directrice de l'arrondissement Montréal-Nord
Montréal-Nord , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1183602017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Sophie BERGERON
agent(e) de recherche

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183602017**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Montréal-Nord , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal, ainsi que l'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement à cet effet, impose l'obligation de présenter un bilan annuel faisant état de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides.
Ce bilan permet au conseil d'arrondissement d'être informé concernant l'utilisation des pesticides sur le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 10 338 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2015 sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) de l'arrondissement de Montréal-Nord.
CA17 10 067 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

CA18 10 062 Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2017 de l'arrondissement de Montréal-Nord sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).

DESCRIPTION

Le bilan de l'Arrondissement 2018 est préparé à l'intention du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord et comprend les demandes d'autorisation pour le traitement des nids de guêpes, les demandes de renseignements des citoyens, les demandes de permis temporaire d'application de pesticides et le suivi des inspections réalisées sur le territoire.
Le bilan comprend les traitements des frênes publics et privés effectués par le service des grands parcs et du verdissement.
Il est important de noter que nous n'utilisons pas d'herbicides dans nos parcs et espaces verts.

JUSTIFICATION

Il est prévu à la section XI intitulée « Application du règlement » et, plus particulièrement à l'article 32 du règlement sur l'utilisation des pesticides, qu'une fois le règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement dépose, avant le 31 mars de chaque année, un

rapport au conseil municipal faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal (04-041) vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.
De plus la présence de ce règlement nous oblige à concevoir nos aménagements avec un choix de plantes plus résistantes aux insectes et maladies et contribue ainsi à réduire nos coûts d'entretien.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du bilan annuel 2018 au Comité exécutif de mars et à la séance de mars du conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric THIFAULT
Chef de Division - soutien technique

Tél : 514-328-4000 poste 4103
Télécop. : 514 328-4287

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Gilbert BÉDARD
Directeur

Tél : 514 328-4000 (4105)
Télécop. : 514 328-4287



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Montréal-Nord

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines ..... Erreur ! Signet non défini.

Personnel dédié à l'application du règlement **8**

Activités de communication et de sensibilisation **9**

Gestion des demandes de citoyens **10**

Formation des employés **11**

Inspections sur les pesticides **12**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **13**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides ..... Erreur ! Signet non défini.

Évolution des demandes de permis ..... Erreur ! Signet non défini.

Infractions et poursuites judiciaires **15**

Lutte intégrée **16**

Conclusion **18**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **19**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

En ce qui concerne la sensibilisation auprès des citoyens de l'arrondissement de Montréal-Nord, il y a des dépliants disponibles au bureau d'accès Montréal relatif à l'application des pesticides et de la lutte intégrée.

Concernant les applications de produits anti parasitaires effectués sur le domaine public (fleurs, guêpes, agrile du frêne) les données sont compilées par le contremaître horticole ainsi que par l'agent technique horticole de l'arrondissement de Montréal-Nord ainsi qu'avec l'aide des grands parcs de la Ville de Montréal (agrile du frêne pour ce dernier).
En général, les mesures anti parasitaires sont effectuées en régie en ce qui concerne les fleurs, les vivaces ou végétation autre que les arbres.
Pour le contrôle des nids de guêpes et de l'agrile du frêne, elles sont effectuées par des entrepreneurs.
L'objectif était donc pour l'année 2018 de continuer à répondre aux demandes des citoyens concernant le contrôle des nids de guêpes dans certains arbres et de faire traiter les frênes selon la réglementation en vigueur.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	15 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA 1167367004	2016-12-05	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Conformément au paragraphe 6 de l'article 27 du règlement 04-041.

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

Durant l'année 2018, il y avait un chef à la division des parcs, un contremaître à l'horticulture, un contremaître à l'arboriculture, un contremaître aux parcs et un agent technique à l'horticulture.

Les demandes concernant le domaine public sont traitées par la division des parcs (Direction des travaux publics) tandis que les demandes privées sont traitées par le service des permis à la Direction de l'urbanisme. Par contre, en ce qui concerne l'agrile les frênes situés sur les terrains privés, le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal en est en charge.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	300,00 $	Collecte des résidus de branches de frênes
Formation	600,00 $	Inspection des arbres en milieu urbain
Lutte intégrée	0,00 $	
Salaires (RH)	4 200,00 $	Un agent technique à l'horticulture
Budget global	5 100,00 $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	5	Inventaire des frênes à faire traiter au Triazin et communication avec le service des grands parcs.
Total	5	

Commentaires et recommandations

Si des plaintes sont logées à l’arrondissement, un agent technique en horticulture et arboriculture peut faire le suivi.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Publication dans INFONORD	Résidus des branches de frênes	45000

Commentaires et recommandations

Concernant le service des communications de l'arrondissement de Montréal-Nord, il n'y a eu aucun frais de communication de l'arrondissement se rapportant aux pesticides, ni au traitement contre l'agrile du frêne. Cette dernière communication a été assumée par la Ville de Montréal par le biais d'un envoi postal aux propriétaires concernés.

Il serait souhaitable de reprendre les communications concernant l'agrile du frêne à cet effet pour l'année 2019.

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Il n'y a pas de données détaillées qui ont été compilées pour l'année 2018 pouvant se rapporter au règlement sur l'utilisation des pesticides à la division des permis-gestion du territoire .

En ce qui concerne les plaintes sur le domaine public (parcs, horticulture et arboriculture), les appels sont compilés selon les items suivant: agrile du frêne, maladie ou insectes se rapportant aux arbres, arbres divers puis horticulture divers. Donc les guêpes ou les fourmis ne sont pas répertoriées distinctement lors des appels.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes		0	Nids de guêpes dans les arbres
Choix			

Commentaires et recommandations

Nous n'avons pas reçu de demandes de nids de guêpes sur le domaine public cette année contrairement à l'année 2017 où nous en avions reçues 9.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Comité municipal sur les pesticides et la lutte intégré.	Ville de Montréal	2018-03-22	1
Inspection des arbres en milieu urbain	Micheline Lévesque, Solutions alternatives environnement	2018-04-18	1
Table des responsables du dossier des pesticides	Ville de Montréal	2018-05-01	1
Table des responsables du dossier des pesticides	Ville de Montréal	2018-09-02	1
Table des responsables du dossier des pesticides	Ville de Montréal	2018-11-03	1

Commentaires et recommandations

Concernant la formation "Inspection des arbres en milieu urbain" : Elle s'inscrit dans une démarche liée aux principes de développement durable et de la mise en œuvre de pratiques respectueuses de l'environnement.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Les citoyens ou entrepreneurs qui désirent un permis d'application de pesticide doivent s'adresser à la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

Commentaires et recommandations

Pour des situations ou des plaintes logées à l'arrondissement concernant l'utilisation de pesticide, des recours en inspection sont nécessaires. Par contre, dans la situation actuelle un agent technique en horticulture et arboriculture peut s'occuper du suivi.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Infestation	0	0	0
	Fourmis charpentières	0	0	0
	Sous-total	0	0	0
Permis refusés				
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

Il n'y a pas eu de demande à cet effet pour l'année 2018.

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides

Cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpe		Parcs ou espaces publics	0

Commentaires et recommandations

Pas de traitement à cet effet pour l'année 2018

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2016	0	3	3
2017	0	0	0
2018	0	0	0
Total	0		

Commentaires et recommandations

Aucune demande de permis durant l'année 2018.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Il n'y a pas eu d'avis d'infraction émis en regard à ce règlement durant l'année 2018.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Commentaires et recommandations

Il n'y a pas eu d'avis ni de constat d'infraction émis depuis l'année 2008 par rapport à ce règlement.

Lutte intégrée

Mise en contexte

Afin de contrer l'infestation de l'agrile du frêne, avec la collaboration du Service des grands parcs de la Ville de Montréal, des injections de capsules de Triazin ont été effectuées durant les mois de juillet et d'août 2018 sur les arbres du domaine public par l'entremise d'un entrepreneur ainsi que sur les terrains privés selon le règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal.

Les relevés des frênes et le mesurage de leur circonférence au tronc ont été effectués par l'agent technique horticole et arboricole de l'arrondissement et certains autres frênes par un inspecteur horticole et arboricole relevant du service des grands parcs.

L'inventaire des arbres privés ainsi que la décision d'entreprendre les traitements contre l'agrile du frêne sur les arbres privés relève des inspecteurs du service des grands parcs.

Nom du problème phytosanitaire

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Agrile du frêne (domaine public)	Services des grands parcs et du verdissement	juillet-août 2018	373	69,235 litres de TreeAzin pour 13847 cm
Agile du frêne (terrains privés)	Services des grands parcs et du verdissement et propriétaires	juillet-août 2018	34	8,440 litres de TreeAzin pour 1688 cm

Commentaires et recommandations

Durant l'année 2018, il n'y a pas eu de traitement contre les nids de guêpes contrairement à quatre traitements contre les nids de guêpes en 2017 sur les arbres situés sur le domaine public effectué par la compagnie mandatée par la ville, Maheu extermination . Cette année, il n'y a donc pas eu de traitement dans les zones sensibles.

Pour limiter la propagation de l'agrile du frêne, 373 frênes publics ont été traités en 2018 contrairement à 248 en 2017.
Les traitements au Triazin sont efficaces pour une durée de deux ans, de là, la différence entre l'année 2017 et 2018. Il devrait donc y avoir plus ou moins 248 traitements en 2019 et plus ou moins 373 en 2020.
Un frêne non traité est voué à mourir, donc l'importance de poursuivre les traitements afin de préserver notre canopée. L'efficacité des traitements effectués au Triazin est à plus de 90% de succès pour notre arrondissement.

Conclusion

Dans l’ensemble, sur le domaine public il y a très peu d’utilisation de pesticides dans l’arrondissement de Montréal-Nord. Ils sont limités dans le contrôle de l’agrile du frêne.

Pour les requêtes d’utilisation des pesticides sur le domaine privé, notre agent technique en horticulture et arboriculture sera dépêché sur les lieux.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Montréal-Nord
Direction des travaux publics…
Division des parcs, horticulture et arboriculture…

Auteur (s)
Pierre Hébert
Agent technique à l' horticulture et à l' arboricole

ville.montreal.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.13

2019/03/25 13:00

(1)

Dossier # : 1193571001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.V.M. 04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-20 11:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 février 2019	Résolution: CA19 170039

DÉPÔT - BILAN SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

Mme Sue Montgomery dépose le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

60.02 1193571001

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.13

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1193571001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

IL EST RECOMMANDÉ DE :
Déposer le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-01-31 09:02

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1193571001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

514-872-9390
Tél :
Télécop. : 514-872-1670

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193571001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déposer le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'adoption du Règlement numéro 04-041 relatif à l'utilisation des pesticides, le conseil d'arrondissement doit déposer un rapport annuel faisant état de l'application de ladite réglementation à l'égard de son territoire.
Ce rapport doit être déposé au Conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170048	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2017.
CA17 170077	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2016.
CA16 170056	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2015.
CA15 170041	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2014.
CA14 170059	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2013.
CA13 170050	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2012.
CA12 170245	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2011.
CA10 170432	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2010.

CA10 170068	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2009.
CA09 170177	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2008.
CA08 170168	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2007.
CA06 170382	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2006.
CA06 170052	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2005.
CA05 170063	Recevoir le bilan sur l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides R.V.M.04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2004.
CA05 170199	Édicter une ordonnance pour que le chef de division de la Division des parcs et des installations de la Direction des travaux publics soit la personne désignée pour permettre l'utilisation des pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles, dans le cadre de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041).
CA04 170163	Édicter une ordonnance en vertu du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides pour permettre l'application de ce Règlement à l'égard du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le bilan sur l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides dresse un portrait de l'utilisation des pesticides pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Ce bilan a été réalisé à partir d'une compilation de données.

JUSTIFICATION

Il est donc demandé au conseil d'arrondissement de prendre connaissance du bilan et de déposer ce bilan annuel au conseil municipal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Règlement sur l'utilisation des pesticides vise une protection accrue de l'environnement en contribuant à la préservation des ressources naturelles, à la conservation des milieux naturels et à la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **8**

Personnel dédié à l'application du règlement **9**

Activités de communication et de sensibilisation **10**

Gestion des demandes de citoyens **12**

Formation des employés **14**

Inspections sur les pesticides **15**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **15**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **16**

Évolution des demandes de permis **16**

Infractions et poursuites judiciaires **17**

Lutte intégrée **18**

Conclusion **22**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **23**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les orientations et les objectifs de l'arrondissement Côte-des-neiges-Notre-Dame-de-Grâce sont dirigés vers une réduction progressive de tout usage de pesticides et de biopesticides.

Nous visons à contrôler les problèmes d'ordre phytosanitaire par des méthodes de lutte mécaniques mais également par une augmentation de la biodiversité, principalement par l'implantation de végétaux insectifuges et de végétaux hôtes de populations d'insectes prédateurs.

La sensibilisation du grand public sur les alternatives aux pesticides ainsi que sur les bienfaits d'un écosystème diversifié et équilibré est également une priorité de l'arrondissement afin d'atteindre ces objectifs. La connaissance des problématiques et la tolérance envers les insectes nuisibles par le grand public contribue grandement à la réduction de demandes générées concernant le traitement et l'abattage d'arbre.

Un inspecteur en horticulture et arboriculture est responsable du dossier des pesticides. Cependant, tous les membres de l'équipe contribuent à développer, proposer et mettre en œuvre des projets de lutte intégrée. La collaboration entre les différents quarts de métiers est un gage de succès à l'atteinte de ces objectifs.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	X $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA18 170048	2018-02-12	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2017
CA17 170077	2017-03-06	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2016
CA16 170056	2016-03-21	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2015
CA15 170041	2015-02-13	Dépôt du bilan annuel	Bilan 2014
CA14 170439	2014-01-12	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	Sommaire 1141371007 - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la propreté (RCA08 17155).

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

La responsabilité du dossier des pesticides est chapeautée par la Division des parcs. Un Inspecteur en horticulture et arboriculture est mandaté au dossier des pesticides et a pour responsabilité de voir à l'application du règlement, à l'étude des demandes visant la recommandation des permis d'utilisation de pesticides, à la demande et au contrôle des services rendus par un exterminateur de l'externe. En arrondissement, un agent technique en horticulture et arboriculture et un inspecteur en horticulture et arboriculture collaborent avec cet inspecteur, principalement en ce qui concerne le dossier de l'Agrile du frêne et lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets de lutte intégrée.

En 2018, l'inspecteur mandaté aux pesticides a consacré environ 30 % de son temps sur une période d'environ 45 semaines. L'autre inspecteur a consacré environ 10 % de son temps sur une période d'environ 2 semaines. L'agent technique a consacré environ 25 % de son temps sur une période d'environ 25 semaines. Les salaires des inspecteurs et de l'agent technique sont estimés à 21 623 $.

Le travail de contremaître a été requis pour planifier et superviser les opérations de lutte intégrée exécutées par les employés manuels. Le nombre d'heures travaillées est évalué à 40 heures et le salaire à environ 1 600 $.

Le travail de jardiniers a été requis pour la pulvérisation de jets d'eau sur des tilleuls, la distribution de plantes offertes aux citoyens en lien avec le projet de lutte aux pucerons du tilleul, l'installation de pièges collants contre le psylle du micocoulier et le traitement d'herbe à la puce. Le total d'heures travaillées est estimé à 45 et le salaire environ 1 350 $.

Le travail des élagueurs a été requis pour l'installation de pièges répulsifs contre les guêpes en hauteur. Le nombre d'heures travaillées est environ de 36.5 et le salaire est d'environ 1 095 $.

Nous avons ajouté 35 % à la somme des salaires investis afin de couvrir les frais des avantages sociaux.
Le montant total approximatif est donc de 34 652 $.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	875$	Distribution de lettres et dépliants aux citoyens visés par le projet de lutte intégrée des pucerons du tilleul, et impression d'une affiche pour le contrôle du Nerprun
Formation	685$	Système d'application des règlements sur les pesticides, inspecteur pesticides
Lutte intégrée	39 500$	Achat de pièges répulsifs, de végétaux et location d'une nacelle. Repérage et arrachage d'herbe à poux.
Salaires (RH)	34 652$	Agent technique horticulture, inspecteur pesticides, inspecteur horticulture, contremaîtres horticulture, jardiniers, élagueurs
Budget global	75 712$	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Agent technique	6.25	Collaboration avec le Service des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont-Royal (SGPVMR) sur les différentes actions à entreprendre pour la lutte à l'agrile du frêne, participation au comité sur la modification du règlement 15-040, planification et supervision des opérations du projet de lutte aux pucerons du tilleul.
Inspecteur (pesticides)	15	Rédaction du bilan annuel, recommandation de délivrance de permis d'utilisation de pesticides, inspection et demandes d'exterminations pour nids de guêpes, développement de projets de lutte intégrée, dépistage de punaise

		marbrée, participation aux différentes tables et comités municipaux et régionaux sur les pesticides.
Inspecteur (horticulture)	0.5	Participation aux différentes tables et comités municipaux et régionaux sur les pesticides, identification des tilleuls à traiter.
Total	21.75	

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Avis aux citoyens pucerons du tilleul	Cet avis avait pour objectif d'informer le citoyen que l'arbre public en façade de leur demeure faisait l'objet d'interventions de lutte intégrée contre le puceron du tilleul	225
2 Publications Facebook contrôle du nerprun	Informer les citoyens de la tenue d'interventions de contrôle du Nerprun cathartique dans le boisé Mackenzie-King	170 000

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

L’objectif visé pour 2018 était d’améliorer et d’augmenter les activités de communication et de sensibilisation auprès des citoyens.

Quelques rencontres et échanges entre les divisions des Communications et des Parcs ont eues lieux afin de déterminer les outils, moyens, fréquences et informations à diffuser.

La sensibilisation sur les pollinisateurs, incluant les guêpes, les différentes actions entreprises par la Ville et à entreprendre par les citoyens visant la lutte à la propagation de l’agrile du frêne, les espèces exotiques envahissantes ou nuisibles telles que l’herbe à poux ont été ciblées. La diffusion de l’information pourra se faire par le biais des réseaux sociaux et dans le journal Le Citoyen.

Il a également été convenu que certains sujets, tel que l’importance de la biodiversité, des bonnes pratiques horticoles et arboricoles feraient l’objet de chroniques dont la fréquence sera établie en fonction des besoins ou pour traiter de problématiques ponctuelles.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

En 2018, 210 demandes de services ont été générées pour l'activité "Maladies ou insectes-Arbre", 33 pour l'activité "Extermination à l'extérieur", 4 demandes sous l'activité Gazon-mauvaises herbes concernant l'herbe à poux et 26 demandes pour "Agrile du frêne-Divers".

Les demandes d'extermination pour des nids situés à plus de 6 mètres de hauteur dans un arbre public, sur des propriétés privées, ou tard en automne ont été refusées. Au total, 17 nids ont été exterminés par une compagnie privée.

Pour les 4 demandes concernant l'herbe à poux, une a été refusée car situé sur le domaine privé. Deux des trois requêtes restantes étaient situées sur des sites qui ont fait l'objet de réfection de rue et de trottoir, dont les nouvelles fosses ont été aménagées ou remplies de paillis à l'automne 2018.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes	0	31	GDD
Guêpes de sable	0	2	GDD
Psylle du micocoulier	0	1	GDD
Fourmis	0	7	GDD
Pucerons	0	12	GDD
Agrile du frêne	12	19	GDD
Herbe à poux	1	3	GDD
Punaise marbrée	1	0	GDD
Livrée des Forêts		2	GDD
Dépérissement et maladies fongiques		185	GDD

Commentaires et recommandations

Les problématiques sont parfois enregistrées sous de mauvaises activités, ce qui engendre certaines différences entre les données extraites et la réalité. Par exemple, certaines problématiques en lien avec l'agrile du frêne ont été enregistrées sous l'activité Maladies et insectes.

Suite à l'initiative citoyenne en 2017 concernant le contrôle de l'herbe à poux dans l'arrondissement, certaines recommandations ont été soumises à la Direction. La Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) a ensuite amorcée une démarche visant l'éradication de l'herbe à poux dans l'arrondissement. Entre le 1er juillet et la mi-octobre, des équipes ont fait du repérage et de l'arrachage sur les terrains municipaux et para-municipaux en priorité (parcs, places et placettes, carrés d'arbres, terre-pleins, terrain gazonnés; appartenant à la Ville de Montréal, à l'Office municipal d'habitation de Montréal ou à la Société des Transports de Montréal), ainsi que sur certains terrains institutionnels et privés lorsque leur degré de fréquentation citoyenne et/ou d'infestation l'exigeait. Au total, 485 507 tiges d'herbe à poux ont été arrachées manuellement. Le budget total alloué au projet par l'arrondissement a été de 35 000$. Les recommandations établies par la SOCENV seront analysées pour être intégrées à nos opérations lorsque possible. http://socenv.ca/?lang=fr&paged=2



Formation des employés

Mise en contexte

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Système d'application des règlements sur les pesticides, inspecteur pesticides	SAE	1 et 8 Mai 2018	1
Table des pesticides	Ville de Montréal	22 novembre 2018	1
Table des pesticides	Ville de Montréal	26 septembre 2018	1
Table des pesticides	Ville de Montréal	2 mai 2018	1
Comité municipal sur les pesticides et la lutte intégrée	Ville de Montréal	22 mars 2018	2

Commentaires et recommandations

La formation sur l'application des règlements sur les pesticides pourrait être suivie par tous les inspecteurs en horticulture et arboriculture de l'arrondissement. Les outils qui y sont donnés sont utiles non seulement pour l'application des règlements sur les pesticides mais peuvent être utilisé dans l'application d'autres règlements municipaux.

Nous recommandons également la formation des employés cols bleus à l'identification des végétaux nuisibles tels que l'herbe à poux, pour renforcer les interventions de contrôles ou d'éradication de celles-ci.

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

La structure administrative et opérationnelle qui assure le suivi des inspections et des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides fonctionne ainsi ;
Les citoyens font des demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides par le biais de Bureau Accès Montréal. Les agents de bureaux transmettent ensuite ces demandes à l'inspecteur en horticulture responsable du dossier des pesticides. Suite à l'analyse de la demande et inspection terrain au besoin, l'inspecteur autorise ou non l'émission du permis.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
N/A	0

Commentaires et recommandations

Aucune inspection n'a été réalisée en 2018. Aucune demande de permis d'utilisation de pesticides n'a été reçue.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	N/A	0	0	0
	Sous-total	0	0	0
Permis refusés	N/A	0	0	0
	Sous-total	0	0	0

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
N/A			

Commentaires et recommandations

Aucune autorisation spéciale n’a été émise.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l’évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2016	1	2	3
2017	0	1	1
2018	0	0	0
Total	1	3	4

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Aucune infraction ni poursuite pour 2018

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2018	2017	2016
Nombre d'avis écrits	0	2	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0

Lutte intégrée

Mise en contexte

En 2018, outre les problèmes récurrents dont le puceron du tilleul, le psylle du micocoulier et l'agrile du frêne, l'arrondissement est également intervenu au niveau de l'herbe à poux, de l'herbe à puce, de la punaise marbrée et du nerprun cathartique.

Agrile du frêne
Les actions de contrôle visant l'agrile du frêne sont gérées par le SGPVMR. Les frênes qualifiés pour un traitement ont reçu des injections de TreeAzin. Ces opérations ont été confiées en sous-traitance. Au total, 932 frênes publics ont été traités et la quantité de TreeAzin utilisée s'élève à 183.13 litres (no. 30559).

Pucerons du tilleul
L'arrondissement a poursuivi sa lutte contre le puceron du tilleul. Cette intervention consiste essentiellement à contrôler les populations de pucerons à un niveau où les inconvénients sont tolérables pour les citoyens. Sur certaines sections des rues Marlowe, Northcliffe, Beaconsfield et Bedford, un jet d'eau a été pulvérisé sur la cime des arbres ciblés une fois au mois de juillet.
Différentes variétés de vivaces ont été distribuées gratuitement aux résidants des rues identifiées lors d'une journée de distribution afin d'attirer certains insectes prédateurs du puceron.

Psylle du micocoulier
Des pièges collants bleus ont été installés sur huit micocouliers sur la rue de La Peltrie, durant les mois de Septembre et Octobre.

Herbe à poux
Entre le 1er juillet et la mi-octobre, des équipes déployées par la SOCENV ont fait du repérage et de l'arrachage sur les terrains municipaux et para-municipaux ainsi que sur certains terrains institutionnels et privés. 485 507 tiges d'herbe à poux ont été arrachées manuellement.

Herbe à la puce
Une talle d'herbe à la puce a été traitée une seule fois avec l'herbicide A.D.I.O.S. dont la matière active est le chlorure de sodium. Les résultats ont été satisfaisants et ce produit pourra être utilisé pour d'autres interventions de contrôle de l'herbe à la puce.

Guêpes

Afin de réduire les utilisations de pesticides en zone sensible, des pièges répulsifs contre les guêpes ont été installés dans les parcs et certains espaces verts de l'Arrondissement.

Punaise marbrée



De Juin à Octobre, l'arrondissement a participé au projet de dépistage hebdomadaire de la punaise marbrée, un nouvel insecte ravageur exotique originaire d'Asie. Cet insecte polyphage peut causer des dommages à plus de 300 espèces de végétaux, dont une grande diversité de culture ou elle est établie. Elle peut également représenter une nuisance en milieu urbain en s'introduisant dans les bâtiments chauffés à l'automne pour passer l'hiver.

Ce projet est coordonné par l'équipe de lutte intégrée du Service de l'environnement de la Ville de Montréal, en collaboration au réseau national de surveillance de la punaise marbrée au Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), et de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA).

Deux sites ont été sélectionnés, soit dans la cour de voirie au 6960 Av. de Darlington et au jardin communautaire Châteaufort, derrière le 6200 Darlington. Aucune capture de l'insecte n'a été faite lors du dépistage. Par contre, quelques signalements spontanés ont été rapportés par des citoyens montréalais en 2017 et 2018 sur le territoire de l'arrondissement.

Nerprun cathartique

Le nerprun cathartique est une plante envahissante présente dans le boisé du parc Mackenzie-King. Il forme une couverture dense en périphérie du boisé en bordure des rues Westbury et de la Côte Ste-Catherine et se propage vers l'intérieur du boisé en contribuant à la disparition des plantes indigènes. Mme Claire Vasseur, citoyenne de l'arrondissement et biologiste à Espace pour la vie, ainsi que Les Amis de la Montagne, ont coordonnés cinq journées de coupe de tiges de nerprun aidé de bénévoles. Des plantations de végétaux indigènes seront plantées en 2019 pour réduire la reprise du nerprun. Un plan d'intervention sur 4 ans est prévu pour éradiquer le nerprun.



Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Injection de TreeAzin sur des arbres publics	SGPVMR	Juillet	932	183.13 L

Puceron du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Pulvérisation de jet d'eau	Frédérik Gendron	Juillet, août, septembre	3	209 arbres

Psylle du Micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Installation de pièges collants bleus aux troncs	Véronique Gauthier	Fin août à fin octobre	1	8 arbres

Herbe à la puce

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Pulvérisation d'A.D.I.O.S. sur le feuillage	Véronique Gauthier	23-08-2018	1	340 gr.

Guêpes

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Installation de pièges répulsifs	Véronique Gauthier	Juillet-août	1	27

Nerprun cathartique

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Coupe des tiges	Frédérik Gendron	Juillet à octobre	5	Plus de 3340 tiges

Punaise marbrée

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Dépistage	Service de l'Environnement	Juin à octobre	22	

Commentaires et recommandations

Les dons de végétaux et la pulvérisation de jet d'eau contre le puceron du tilleul, jumelés à des travaux d'élagage devraient être plus étendus selon les sites d'infestations dans tout l'arrondissement.

Conclusion

En 2018, les interventions impliquant l'utilisation de pesticides se limitent au contrôle de l'agrile du frêne, à l'extermination de nids de guêpes ainsi qu'à l'herbe à la puce.

La poursuite des actions entreprises sur le contrôle de l'herbe à poux et du nerprun est recommandée puisque plusieurs années d'efforts sont nécessaires à l'obtention de résultats satisfaisants.

Les activités de communication et de sensibilisation envers les citoyens doivent être plus nombreuses et fréquentes.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Direction des travaux publics
Division Voirie et Parcs

Auteur (s)
Véronique Gauthier

18 janvier 2019

Montréal

801, rue Brennan, 8e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4
no. de permis: P550960

Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Arrondissement: CDN-NDG **Année:** 2018

Date de l'application	Site des zones traitées	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, etc.)	Superficie, quantité ou volume traité	Raison de l'application (problème)	Nom commercial du produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat	Signature (ou intiales)
23-08-2018	6960 Darlington	Herbe à puce	4.5 m²	Santé	A.D.I.O.S.	30940	3	540gr	Daniel Holmes	40167360	Daniel Holmes

Interventions de dératisation externe- CDN-NDG 2018

No GDC (Nom du fichier transmis)	No civique Localisation	Date de l'application	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	raison	Nom produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat
	2140 MADISON	2018-11-20	INTÉRIEUR	RATS	BRIGAND SB	33117	3	20 g	Donald Beaupré	552884
	2140 MADISON	2018-01-17	INTÉRIEUR	RATS	FIRST STRIKE	29503	3	40 g	Donald Beaupré	552884
	2140 MADISON	2018-05-22	INTÉRIEUR	FOURMIS	DRAGNET	24175	3	1 L	Donald Beaupré	552884
	6960 Darlington	2018-02-01	INTÉRIEUR	SOURIS	DITRAC	22134	3	150 gr.	R. Lemelin	C-450054
	6960 Darlington	2018-01-01	INTÉRIEUR	SOURIS	DITRAC	22134	3	150 gr.	R. Lemelin	C-450054

Interventions extermination Groupe Maheu- CDN-NDG 2018

No GDC (Nom du fichier transmis)	No civique Localisation	Date de l'application	Objet du traitement (pelouses, arbres, surfaces pavées, banc, corniches, etc.)	Nbr de nids	Nom produit	Numéro d'homologation	Classe (1 à 5)	Quantité appliquée	Applicateur	no. de certificat
18-287878	5150, avenue Saint-Ignatius	2018-09-11	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	150 gr.	Carl Lizotte	C700636
18-261224	6150, avenue de Monkland	2018-08-25	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	250 gr.	Jonathan Champagne	C453416
18-258072	5685, avenue McLynn	2018-08-20	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	800 gr.	Edison Montoya	401536235
18-254713	4069, avenue de Vendôme	2018-08-20	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	400 gr.	Edison Montoya	401536235
18-246098	6800, rue Sherbrooke Ouest	2018-08-01	Corniche	2	Knock down pulvérisateur à pression…	30965	4	250 gr.	David Asselin Côté	C853525
18-292227	Victoria, coin Van Horne	2018-09-19	Arbre	1	Knock down pulvérisateur à pression…	30965	4	200 gr.	Carl Lizotte	C700636
18-283254	4405, avenue Isabella	2018-09-11	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	200 gr.	Carl Lizotte	C700636
18-275522	3465, avenue Benny	2018-09-06	Rampe	1	L'exterminator poudre insecticide	23352	4	300 gr.	Sylvain Daigneault	C453343
18-270484	2210, avenue de Hampton	2018-09-19	Arbre	1	Knock down pulvérisateur à pression… L'exterminator poudre insecticide	30965 23352	4	325 gr. 70gr.	Sylvain Daigneault	C453343
18-265937	Côte-Sainte-Catherine, coin L	2018-08-18	Feux de circulation	1	Knock down pulvérisateur à pression…	30965	4	200 gr.	David Asselin Côté	C853525
18-254790	4596, avenue de Hampton	2018-08-20	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	400 gr.	Edison Montoya	401536235
INTERNE	5707 Côte-Saint-Antoine	2018-08-20	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	400 gr.	Edison Montoya	401536235
18-271233	3025 Bedford opposé	2018-09-07	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	400 gr.	Carl Lizotte	C06700636
INTERNE	4687 Carlton	2018-09-07	Arbre	1	Konk Destructeur de frelons et guêpes	31112	4	500 gr.	Carl Lizotte	C06700636
INTERNE	Jardin communautaire, Botrel coin NDG	2018-08-10	Sol	1	L'exterminator poudre insecticide	23352	4	100 gr.	Sylvain Daigneault	C453343
INTERNE	Centre sportif, 4880 Van Horn	2018-07-31	Arbuste	1	Knock down pulvérisateur à pression…	30965	4	400 gr.	Carl Lizotte	C700636

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.14

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187947005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des travaux publics , Division des parcs et des espaces verts
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement concernant l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-05 08:28

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mars 2019	Résolution: CA19 13 0061

DÉPOSER AU CONSEIL DE LA VILLE LE BILAN ANNUEL 2018 RELATIF À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES (04-041) SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD.

Il est proposé par Dominic Perri

appuyé par Mario Battista

et résolu :

De déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement concernant l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

60.04 1187947005

Guylaine CHAMPOUX

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 mars 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1187947005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des travaux publics , Division des parcs et des espaces verts
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine CHAMPOUX
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 328-8500 poste 5529

Télécop. : 514 328-8479

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.14

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187947005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des travaux publics , Division des parcs et des espaces verts
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement concernant l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

Signé par Steve BEAUDOIN **Le** 2019-01-24 09:31

Signataire : Steve BEAUDOIN

Directeur d'arrondissement
Saint-Léonard , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187947005**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Léonard , Direction des travaux publics , Division des parcs et des espaces verts
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Déposer au conseil de la ville le bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis l'adoption par le conseil de la Ville de Montréal le 27 avril 2004 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) et de l'Ordonnance en vertu du Règlement sur l'utilisation des pesticides (Règlement numéro 04-041) adoptée en vertu de l'article 27 dudit règlement par le conseil d'arrondissement le 3 mai 2004 visant l'application du règlement sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, l'arrondissement doit déposer chaque année un rapport d'activités sur les actions menées sur son territoire en lien avec l'application de cette réglementation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution numéro CA17 13 0035 en date du 5 février 2018 (1183128002) - Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2017 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

- Résolution numéro CA17 13 0028 en date du 6 février 2017 (1173128002) - Déposer au conseil municipal le bilan annuel 2016 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard.

- Résolution numéro CA04 13 0158 en date du 3 mai 2004 (1043022006) - Adoption d'une ordonnance en vertu du Règlement sur l'utilisation des pesticides de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le Bilan annuel 2018 relatif à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard fait état des différentes actions

réalisées par l'arrondissement au cours de l'année 2018 en lien avec cette réglementation. Ce bilan contient également le rapport des interventions effectuées sur le domaine public par les employés de la division des édifices, des équipements et des parcs.
En 2018, les interventions au ''Tree azin'' pour les frênes se sont poursuivies à l'arrondissement, grâce au soutien du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal de la Ville de Montréal (SGPVMR). À ce jour, l'arrondissement a reçu les rapports de déqualifications par le SGPVMR. Les déqualifications ont mené à l'abattage de 190 arbres au cours de l'année 2018.

De son côté, le SGPVMR a traité environ 550 frênes pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement. Toutes ces interventions ont été effectuées dans le cadre du Plan de lutte montréalais visant à contrôler les population de l'insecte adopté par la Ville de Montréal.

Outre l'agrile du frêne, l'arrondissement poursuit ses pratiques de lutte biologique contre les acariens (les tétranyques et les fausses mites), insectes (les thrips et les pucerons) et les maladies (pythium) dans sa serre de production.

Les interventions en lien avec les demandes de permis d'application de pesticide et les appels logés au Bureau Accès Montréal (BAM) sont détaillées dans le bilan annuel.

Ces initiatives s'inscrivent dans la volonté de l'arrondissement de créer un milieu de vie saine et de qualité pour ses résidents.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 32 du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil de la ville faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces actions s'inscrivent en concordance avec le plan *Montréal Durable 2016-2020,* notamment avec les orientations visant à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels et l'amélioration de la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Article 32 du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (04-041).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

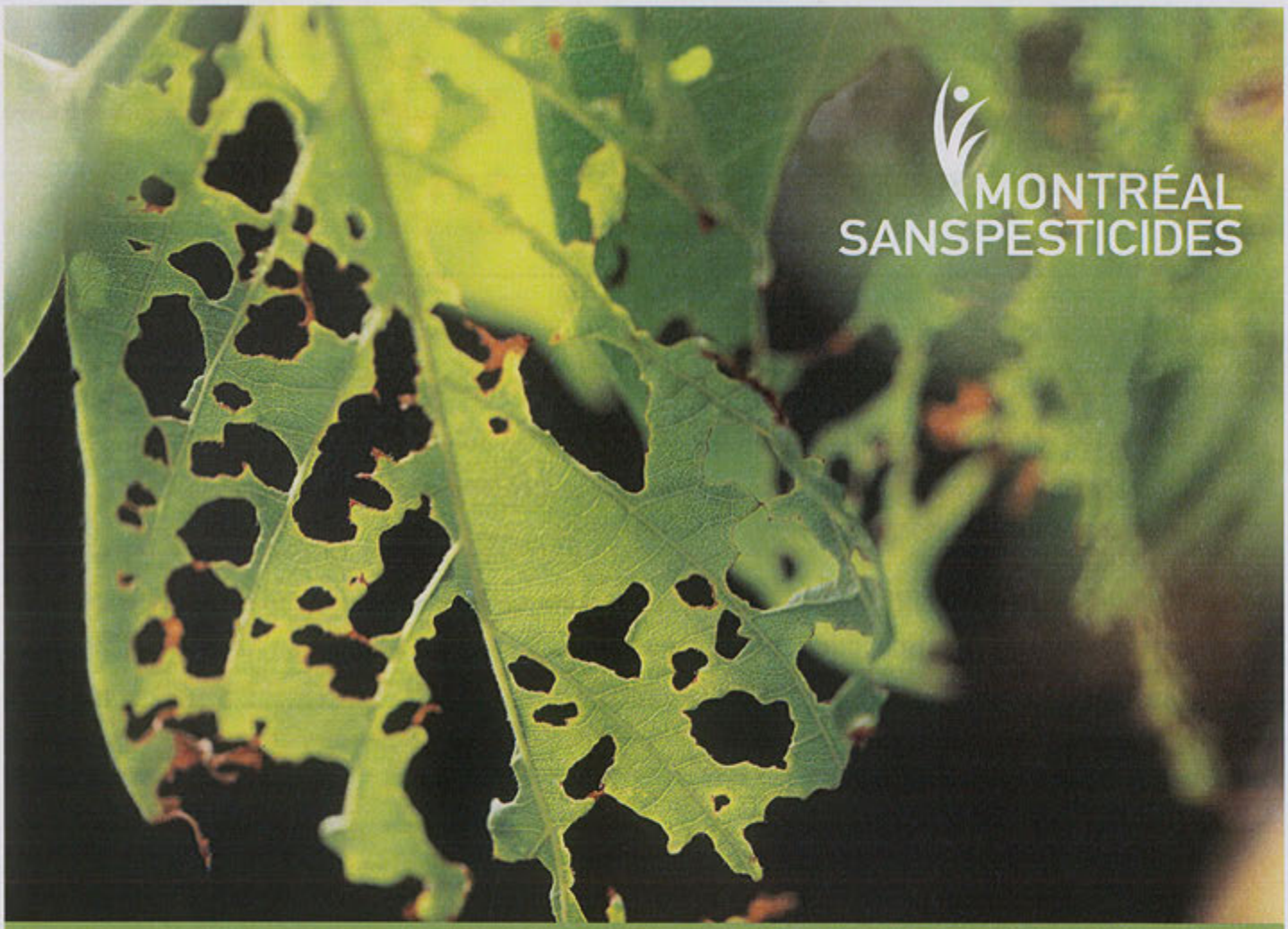
Parties prenantes

Nicolas DEDOVIC, Service de l'environnement

Lecture :

Nicolas DEDOVIC, 18 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-12-18
Jean LACASSE agent technique en arboriculture et horticulture		Dominic POITRAS Directeur des travaux publics	
Tél :	514 328-8500, poste 8374	**Tél :**	514 328-8500, poste 8345
Télécop. :		**Télécop. :**	514 328-8388



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal

Table des matières

Lexique 3

Introduction 5

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement 6

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines 8

Personnel dédié à l'application du règlement 9

Activités de communication et de sensibilisation 10

Gestion des demandes de citoyens 12

Formation des employés 14

Inspections sur les pesticides 16

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides 17

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides 18

Évolution des demandes de permis 19

Infractions et poursuites judiciaires 20

Lutte intégrée 23

Conclusion 28

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique 29

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes
Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides
Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible
Terrains particuliers où, à moins de certaines exceptions prévues par le Règlement, seuls les produits considérés comme des biopesticides, l'huile minérale, l'azadirachtine ainsi que les ingrédients actifs de l'annexe II du Code de gestion des pesticides. Ces zones comprennent des garderies, des écoles, des établissements de santé, des lieux de culte, des résidences pour personnes âgées, des aires de jeux et des terrains sportifs des parcs municipaux. Le conseil d'arrondissement, peut également par un pouvoir d'ordonnance, déterminer que certains parcs, cimetières et jardins communautaires soient considérés comme des zones sensibles. Pour l'ensemble de ces terrains, la zone sensible comprend une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Introduction

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

Les personnes responsables de l'application du règlement sur l'application des pesticides sont les agents techniques en arboriculture et en horticulture. En 2018, les interventions phytosanitaires ont été ciblées sur la lutte intégrée. Les méthodes alternatives, telles que la taille, le bassinage ainsi que l'utilisation d'organismes utiles (auxiliaires de culture) ont été préconisées par l'équipe des cols bleus affectée à l'entretien des végétaux de l'arrondissement.

Également, différentes actions ont été prises afin de sensibiliser le grand public lors des évènements municipaux. En effet, lors de la tenue de la "Fête du Citoyen" en septembre 2018, des intervenants de l'écoquartier ont tenu des kiosques d'informations afin de répondre et de sensibiliser les citoyens de St-Léonard. De plus, différents fascicules et panflets informatifs étaient à la disposition des citoyens afin de diffuser l'information dans leur voisinage et auprès de leurs parents et amis.

Finalement, l'arrondissement de St-Léonard a réalisé la distribution de compost municipal ainsi que la distribution gratuite de plantes annuelles. L'objectif premier de ces initiatives était d'offrir aux citoyens une alternative écologique pour les rebus verts (compostage) ainsi que de valoriser un jardinage sain et de promulguer des alternatives aux pesticides.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	X $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
ARRONDISSEMENT			
CA18 13 0035	2018-02-05	Dépôt du bilan annuel	bilan 2017
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	
		Choix	

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

En ce qui concerne le mode de fonctionnement de l'arrondissement de St-Léonard par rapport au dossier des pesticides, la responsabilité conjointe revient à la division des parcs pour l'inspection des cas litigieux. L'émission des permis est sous la responsabilité de la division de l'urbanisme, plus précisement à la section de la qualité du milieu.

Finalement, similairement à 2017, la lutte aux parasites dans les serres et dans les espaces verts de l'arrondissement de St-Léonard est contrôlée grâce à l'introduction d'auxiliaires de culture. Les introductions sont réalisées de manière préventive en début de saison et de manière curative lors des infestations par l'équipe en horticulture. De plus, l'arrondissement bénéficie de l'expertise conseil et de service de dépistage d'un spécialiste de l'IQDHO (Institut Québécois de Développement en Horticulture Ornementale).

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation		
Formation		
Lutte intégrée	3 000,00 $	insectes utiles, dépistage, conseil
Salaires (RH)	15 000,00 $	conférences, travaux, expertise
Budget global	18000	

Personnel dédié à l'application du règlement

Titre d'emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Jardinier	6	dépistage et introduction des insectes utiles, taille(s) préventive(s)/ curative(s)
Agent technique	2	inspections et expertise
Agent de communication	4	réception des appels
Choix		
Total	12	

Commentaires et recommandations

Similaire à l'année 2017, en ce qui concerne le personnel dédié à l'application du règlement sur les pesticides en arrondissement pour la portion publique, les horticultrices/ jardiniers, les élagueurs, les agents techniques en arboriculture/ horticulture, les agents de communication remplissent des mandats bien distincts.

Les horticultrices/ jardiniers, de par leurs différentes tâches, interviennent directement dans la lutte intégrée. En effet, ce sont les horticultrices/ jardiniers qui introduisent les organismes utiles dans les serres de St-Léonard. Également, beaucoup de travail de prévention est fait sur le terrain en préconisant la taille et le bassinage lorsque les végétaux sont infestés.

Les agents techniques, de leur côté, assurent un suivi et effectuent des inspections en lien avec l'usage des pesticides sur le territoire public et privé de l'arrondissement. Les inspections sont faites de manière sporadique et visent à intervenir dans les cas de litige envers le règlement. En 2017, des lettres d'avertissements ainsi que des constats d'infraction ont été remis à des contrevenants ayant agit de façon illégale sur le territoire de l'arrondissement de St-Léonard.
Finalement, en ce qui concerne les agents de communication, ils sont les premiers répondants lorsque les citoyens communiquent avec les instances administratives de la ville pour toutes questions/ interrogations relatives aux pesticides.

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Don de fleurs annuelles citoyens	sensibilisation	0
Fête du citoyen	éducation/ sensibilisation	0
Sites internets/ journaux	sensibilisation	0

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Commentaires et recommandations

Tel que mentionné précédemment, différentes actions ont été prises afin de sensibiliser le grand public lors des évènements municipaux. En effet, lors de la tenue du "Don d'annuelles" en mai 2018 et de la "Fête du Citoyen" en septembre 2018, des intervenants de l'écoquartier ont tenu des kiosques d'informations afin de répondre et de sensibiliser les citoyens de St-Léonard. Ces fêtes représentent de belles occasions de rejoindre un public plus large. La "Fête du Citoyen" représente également une fête de quartier qui facilite et favorise la cohésion sociale dans le milieu de vie. La portée est de grande envergure et permet à l'arrondissement de présenter aux citoyens les différents services qui leur sont offerts. C'est donc une occasion toute désignée pour la division des édifices, des équipements et des parcs d'échanger avec les citoyens des différentes pratiques préconisées par l'arrondissement en matière d'horticulture/ arboriculture. Cependant, il est difficile de comptabiliser le nombre de citoyens ayant été sensibilisés lors de cet évènement. Également, poursuivant son mandat de sensibilisation, les employés de l'écoquartier ont effectué des inspections dans les cours privées en lien avec l'agrile du frêne. Plus précisément, les employés de l'écoquartier ont distribué des fascicules de renseignements et informé les citoyens des mesures à prendre relative au règlement pour l'agrile du frêne.
Finalement, l'arrondissement a bénéficié de la campagne de sensibilisation de la ville centre à la lutte contre l'agrile du frêne "Déjouons l'Agrile". Sites internets, envois postaux, bandes vertes installées par le service des grands parcs sur les arbres (frênes) en conservation et couvertures journalistiques ont aidé à la propagation de l'information. La portée de cette campagne est également de grande envergure.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

En ce qui concerne la gestion des demandes des citoyens en lien avec le règlement des pesticides. La majorité des demandes d'arrondissements en lien avec les pesticides étaient des demandes concernant les nids de guêpes. En effet, selon les statistiques obtenues de la part des agents de communication de l'arrondissement (311), environ une trentaines d'appels ont été logés en 2018 pour des problèmes de nids de guêpes dans les arbres municipaux situés en bordure de rue et en bordure des propriétés privées. Dans la plupart des cas répertoriés et afin d'assurer la sécurité des citoyens de St-Léonard, les nids de guêpes ont été détruits. Concernant les actions prisent par l'arrondissement, la problématique des nids de guêpes sera discuter plus en détails dans une des sections suivantes du présent bilan.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Guêpes		28	GDC/ DDS
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

La prise en charge des demandes des citoyens est effectuée par les employés du service de communication. En relation avec la nature de la demande, la gestion de ces dernières est ensuite assurée par l'équipe d'horticulture/ arboriculture ainsi que par les agents techniques en arboriculture et horticulture ou encore par le contremaître des parcs. La communication avec les citoyens est parfois effectuée directement sur le terrain lors des interventions, par téléphone ou encore, des accroches-portes sont laissés dans les boîtes aux lettres des demandeurs de services afin de les informer des procédures et travaux à venir.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

Tel que mentionné précédemment ainsi que dans le bilan 2017, en ce qui concerne le mode de fonctionnement de l'arrondissement de St-Léonard par rapport au dossier des pesticides, la responsabilité revient à la division des parcs pour l'inspection des cas litigieux.

L'émission des permis est sous la responsabilité de la division de l'urbanisme et plus précisément la section de la qualité du milieu.

En effet, lorsqu'un citoyen désire utiliser un pesticide, il doit faire la demande en personne au bureau de communication de l'arrondissement. La demande est ensuite assignée à la division parcs et espaces verts et est traitée comme une demande de service (DDS). Suite à l'inspection d'un des agents techniques en arboriculture/ horticulture, la DDS est dirigée vers le département de l'urbanisme pour l'octroie du permis. C'est la personne responsable de la qualité du milieu qui est mandatée pour émettre le permis en question.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	
Choix	

Commentaires et recommandations

En 2018, aucune demande de permis n'a été effectuée au bureau des communications de l'arrondissement.

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Choix			
	Choix			
	Sous-total			
Permis refusés	Choix			
	Choix			
	Sous-total			

Commentaires et recommandations

En ce qui concerne les demandes de permis temporaire pour l'utilisation de pesticides, le résultat est le même qu'en 2017. C'est-à-dire, aucune demande n'a été fait en lien avec l'utilisation temporaire de pesticides.

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides

Cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpe	28		15
Choix			
Choix			

Commentaires et recommandations

Pour les cas de nids de guêpes, vingt-huit (28) demandes ont été logées au service du 311 et quinze (15) cas ont dû nécessiter l'intervention d'une entreprise spécialisée dans les services d'extermination. Ces retraits sont accordés suite à une inspection visuelle des lieux et le danger qui est relié est évalué selon la situation du nid à détruire. Si ce dernier est jugé sécuritaire de par sa situation dans les arbres publics, aucune action n'est entreprise. Également, en 2018, les interventions concernant les exterminations de souris et de rats ont été répertoriés dans le registre des pesticides 2018. Au total, seize (16) interventions à l'aide d'apâts mous ont dû être effectués dans certains locaux de l'arrondissement. Le détails des produits utilisés ainsi que les quantités de pesticides se retrouvent en annexe 1.
En 2018, la compagnie d'extermination embauchée par l'arrondissement a également utilisé des moyens physiques, tels que les trappes à souris pour réduire la population de rongueurs. Quatres (4) cas ont nécessités l'utilisation de cette méthode.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2016			
2017			
2018			
Total			

Commentaires et recommandations

La situation concernant l'évolution des demandes de permis n'a pas changé depuis plusieurs années dans l'arrondissement. En effet, selon le bilan 2016, 9 demandes ont été enregistrées depuis 2006. En 2015, une seule demande a été reçue. Cette dernière a été refusée, car elle était non justifiée.

Tel que stipulé en 2017, il serait souhaitable d'augmenter les ressources afin d'effectuer une surveillance accrue des compagnies d'entretien de pelouse et une plus grande sensibilisation des citoyens, en rappelant la réglementation et en les informant sur les produits utilisés sur leur terrain.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

Dans les cas litigieux concernant l'utilisation illégale de pesticides sur le territoire léonardois, la première étape consiste à envoyer une lettre enregistrée au propriétaire du terrain sur lequel le méfait a été fait. En effet, l'imputabilité du méfait revient au propriétaire des lieux, car dans la plupart des cas, il représente le demandeur de service. La lettre se veut être informative dans le but de sensibiliser les citoyens sur l'existence du règlement concernant les pesticides.

Selon l'inspection des lieux effectuée par un agent technique en horticulture et arboriculture et selon la sévérité de la situation, l'expertise ainsi qu'un rapport d'un spécialiste en matières de pesticides peuvent être solicités.

Deux cas de figures existent, le premier étant un avertissement par écrit (tel que mentionné précédemment) et le deuxième un constat d'infraction. Ces deux cas sont justifiés selon leur gravité respective et les impacts qu'ils ont sur la qualité du milieu de vie. Lorsqu'il y a émission d'un constat, la première étape consiste en la lettre enregistrée qui informe le contrevenant qu'il est sous infraction. La deuxième étape consiste en la production du constat, incluant le rapport de l'expert en pesticide.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2018	2017	2016
Nombre d'avis écrits			
Nombre de constats d'infraction			
Nombre de constats non contestés et payés			
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale			
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)			
Amendes totales ($)			

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2018

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende

Commentaires et recommandations

Pour l'année 2018, aucun cas n'a été répertorié.

Lutte intégrée

Mise en contexte

En ce qui concerne la lutte intégrée en arrondissement, plusieurs actions concrètes ont été posées en 2018. Les principaux problèmes phytosanitaires de l'arrondissement de St-Léonard se décrivent ainsi:
- Agriles du frêne;
- Tétranyques à deux points;
- Thrips des fleurs/ tabac;
- Pucerons;
- Pythium;
- Fausse tétranyque (Brevipalpus californicus)

Dans le cas de l'agrile du frêne pour 2018, plusieurs arbres publics ont été traités au TreeAzin. En effet, grâce au soutient de la Direction des Grands Parcs, du Verdissement et du Mont Royal de la Ville de Montréal (SGPVMR), 103.865 ltes ont été injectés, soit 551 arbres traités. Également, en collaboration avec les services de la ville centre, plusieurs frênes publics situés sur le territoire de l'arrondissement seront abattus en 2018. Cette opération est pertinente dans un contexte où le retrait d'arbres infestés pourra permettre la conservation des autres arbres, suite au passage de l'agrile du frêne sur le territoire du grand Montréal.

Cette année, du côté privé, 22 frênes ont été traités par leur propriétaire, suite à la réception des lettres de la ville centre. Tous les frênes ont été traités par des entreprises mandatées pour la cause et ont ainsi pu bénéficier de la subvention au traitement TreeAzin.

En ce qui concerne les problématiques de ravageurs/ organismes nuisibles dans les serres, l'équipe d'horticulture a réalisé des introductions d'auxiliaires de culture tout au long de l'année. La période des introductions a débuté en janvier et s'est échelonnée jusqu'en décembre. Une période creuse a eu lieu au courant de l'été puisque le nombre de végétaux présents dans les serres ne justifiait pas d'introduction massive. Cependant, les populations d'insectes utiles ont été maintenues en conservant des paramètres de culture favorisant leur survie. Également, tel que mentionné précédemment dans le présent rapport, les introductions ont été effectuées de façon préventive et de façon curative.

En ce qui concerne les espaces verts et les parcs, des actions mécaniques ont été préconisés tout au long de l'année par l'équipe d'horticulture. En ce sens, taille préventive et nettoyage des végétaux à l'eau (bassinage) ont été faits afin d'assurer leur conservation.

Agriles du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Tree azin	SGPVMR	19-07-2018	551	103 865 ltes
Tree azin	citoyens	juillet/août 2018	22	3855 ltes
Abattage (frênes)	St-Léonard	2018	189	n/a

Tétranyques à deux points

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Amblyseius swirkii	St-Léonard	fév-mars-avril-mai	5	125 000
Neoseilus fallacis	St-Léonard	nov	1	2000
Phytoseuilus persimilis	St-Léonard	janvier-nov	3	6000

Thrips des fleurs/ tabac

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Amblyseius cucumeris	St-Léonard	janvier	1	20 000
Amblyseius swirkii	St-Léonard	fév-mars-avril-mai	5	125 000

Pucerons

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Aphidius colemani	St-Léonard	janvier-fév	7	3000
Aphidius ervi	St-Léonard	mars	1	750

Pythium

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Rootshield granulé	St-Léonard	mars-avril-mai	5	1800 g

Brevipalpus californicus

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Phytoseuilus persimilis	St-Léonard	janvier	1	2000
Neoseiulus fallacis	St-Léonard	janvier-fév-nov	4	9500
Amblyseius andersonii	St-Léonard	fév	1	250

Commentaires et recommandations

Insérer votre texte ici

Conclusion

En conclusion,

il est possible d'affirmer que l'arrondissement de St-Léonard a continué d'améliorer l'ensemble global du dossier des pesticides. En effet, les stratégies mises en place pour le contrôle de l'agrile du frêne sur le territoire léonardois sont efficaces. Le nombre d'arbres publics traités a connu une augmentation comparativement à 2017. En effet, cela s'explique par le fait que tous les frênes du territoire on reçu leur traitement au tree azin en 2015 et 2016, 2018 représentant une nouvelle séquence de traitement massif. Cela signifie également qu'une plus grande proportion d'arbres publics pourront possiblement être conservés dans les années futures, malgré les déqualifications et abattages promulgués en hausse. De plus, les interventions de la ville centre auprès des citoyens de l'arrondissement sur la question des frênes privés est encourageante. Cela signifie que les efforts de sensibilisation auprès des propriétaires de frênes privés portent fruit. En effet, 22 frênes privés ont été traités en 2018 contre 10 en 2017.

Également, en ce qui concerne les applications de pesticides dans les serres de l'arrondissement, un seul traitement au Botaniguard a été complété en 2018. De plus, aucun achat de pesticides n'a été effectué par l'arrondissement, mis à part le rootshield en granule (un agent biologique) acheté en 2017 et conservé pour 2018. Le biofongicide a été utilisé pour la prévention de certaines maladies fongiques du sol dans les cutlures d'annuelles produites en serre. En ce qui concerne le contrôle et la prévention des organismes ravageurs dans les serres, l'utilisation conjointe de méthodes culturales et d'auxiliaires de culture a été favorisée. Ces dernières sont donc plus respectueuses de l'environnement et des travailleurs et s'intègre parfaitement dans un règlement sur les pesticides qui vise une utilisation plus rationnelle des matières toxiques et dangereuses. Un nouvel insecte a été détecté dans les serres de Saint-Léonard. Ce dernier a été identifié par le service conseil de l'IQDHO.

Finalement, le travail de sensibilisation auprès des citoyens et des compagnies oeuvrant sur le territoire de l'arrondissement demeure un objectif à long terme. Les actions entreprises par l'arrondissement, en collaboration avec les différents intervenants de la ville de Montréal, démontrent que le dossier des pesticides est en constante évolution à St-Léonard.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Saint-Léonard
Direction des Travaux Publics
Division des Édifices, des Équipements et des Parcs

Auteur (s)
Jean Lacasse
Agent technique en arboriculture et horticulture

17 décembre 2018

ville.montreal.qc.ca

ANNEXE 1

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: 401559839

Arrondissement Saint-Léonard
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2018

Firme: Entrepreneur Paysagistes Strathmore 1997 LT

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits autorisés	
1	Insecticide chimique	TreeAzin Insecticide Systémique (30559)	Azadirachtine	*5 193,50 ml*

Total firme : 1

Montréal

1555, rue Carrie-Derick, 2ème Étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: 401559839

Arrondissement Saint-Léonard
Bilan cumulatif des interventions phytosanitaires
Année 2018

Firme: R.M.B. Extermination inc.

Nombre de traitements	Type de produit	Nom commercial du produit (Homologation)	Nom de l'ingrédient actif	Quantité totale de matière active
			Produits d'exception	
1	Insecticide chimique	Appât à fourmis Maxforce Quantum (30513)	*Imidaclopride*	*0,01 g*
9	Insecticide chimique	Dragnet FT insecticide émulsionnable concentré (24175)	*Perméthrine*	*234,24 ml*
5	Insecticide chimique	Knock down professionnel pulvérisateur à pression pour tuer (31042)	*d-phénotrine* *Tétraméthrine*	*1,34 g* *2,15 g*
1	Insecticide chimique	Knock Down professionnel pulvérisateur pour tuer les guêpes (28505)	*Resméthrine*	*0,44 g*
15	Rodenticide	Firststrike appât mou (29503)	*Difethialone*	*0,04 g*

Total firme : 31

Total Général: 32

Montréal

1555, Rue Carrie-Derick, 2eme étage
Montréal H3C 6W2
N° de permis: **401559839**

Arrondissement Saint-Léonard
Registre d'utilisation des pesticides des classes 1 à 5
Bilan détaillé des interventions phytosanitaires

Année 2018

Produits autorisés

Date de l'application	Site des zones traitées	Superficie traitée	Objet du traitement	Raison de l'application	Nom commercial du produit (Homologation)	Classe	Quantité appliquée	Applicateur	No de certificat
07.02.2018	6025 boul. Métropolitain Est			Thrips	Botanigard ES (29320)	3	1,25 g	CHAMBERLAND PATRICIA	401513883
06.03.2018	6025 boul. Métropolitain Est			Rhizoctones (Rhizoctonia Spp.) Fonte du semis (Pythium)	Granulés biofongicide Rootshield (27116)	3	400,00 g	CHAMBERLAND PATRICIA	401513883
12.03.2018	6025 boul. Métropolitain Est			Fonte du semis (Pythium) Rhizoctones (Rhizoctonia Spp.)	Granulés biofongicide Rootshield (27116)	3	200,00 g	CHAMBERLAND PATRICIA	401513883
28.03.2018	6025 boul. Métropolitain Est			Rhizoctones (Rhizoctonia Spp.) Fonte du semis (Pythium)	Granulés biofongicide Rootshield (27116)	3	400,00 g	CHAMBERLAND PATRICIA	401513883
16.04.2018	6025 boul. Métropolitain Est			Fonte du semis (Pythium) Rhizoctones (Rhizoctonia Spp.)	Granulés biofongicide Rootshield (27116)	3	400,00 g	CHAMBERLAND PATRICIA	401513883
01.05.2018	6025 boul. Métropolitain Est			Rhizoctones (Rhizoctonia Spp.) Fonte du semis (Pythium)	Granulés biofongicide Rootshield (27116)	3	400,00 g	CHAMBERLAND PATRICIA	401513883

Total région : 6

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 07.15

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1191528001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2018 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

Il est recommandé au conseil municipal :
De déposer le bilan annuel 2018 de l'arrondissement relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides numéro 04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-14 15:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Rivière-des-Prairies
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 12 mars 2019	Résolution: CA19 30 03 0079

AUTORISER - DÉPÔT DU BILAN ANNUEL 2018 DU RÈGLEMENT RELATIF À L'UTILISATION DES PESTICIDES

Il est proposé par monsieur le conseiller Giovanni Rapanà

appuyé par monsieur le conseiller Gilles Déziel

et unanimement résolu :

De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides numéro 04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

ADOPTÉ

70.02 1191528001

Charles-Hervé AKA
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 14 mars 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1191528001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2018 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

CONTENU

CONTEXTE

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BOISVERT
Secrétaire- recherchiste

Tél : 514 868-4317
Télécop. : 514 868-4312

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.15

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1191528001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2018 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

Il est recommandé :
De déposer au conseil municipal le bilan annuel 2018 de l'arrondissement relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides numéro 04-041 pour le territoire de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

Signé par Dany BARBEAU **Le** 2019-02-21 10:23

Signataire : Dany BARBEAU

_____

Directrice d'arrondissement
Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191528001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction du développement du territoire et études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2018 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides.

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement 04-041 (Règlement relatif à l'usage des pesticides) adopté en 2004, comporte à l'article 32, le paragraphe 2, la disposition suivante : « Une fois le présent règlement devenu applicable, le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil faisant état de l'application de ce règlement à l'égard de son territoire ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0167 Autoriser le dépôt du bilan annuel 2017 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041) à l'égard de son territoire.

CM17 0210 Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

CM16 0166 Autoriser le dépôt du bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire

DESCRIPTION

Voir le bilan annuel 2018 dans la section « pièces jointes ».

JUSTIFICATION

Le bilan qui est déposé fait état des démarches et réalisations accomplies dans l'arrondissement en 2018 dans le cadre de l'application de ce règlement. Il définit également l'usage des pesticides répertorié sur notre territoire et contribue par le fait même au développement durable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En contrôlant l'usage des pesticides sur notre territoire, la Ville s'assure d'une protection accrue de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascale LÉGER
Chef de section - Conception de parcs

Tél : 514 872-2175
Télécop. : 514 868-4287

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Martin COUTU
Directeur

Tél : 514 868-4330
Télécop. : 514 868-4340



Bilan annuel 2018

relatif à l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) et de la lutte intégrée

Arrondissement de Rivière des Prairies / Pointe aux Trembles

Montréal

Table des matières

Lexique **3**

Introduction **5**

Orientation et objectifs de l'arrondissement 5

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement **6**

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) 6

Ressources budgétaires et humaines **9**

Personnel dédié à l'application du règlement **10**

Activités de communication et de sensibilisation **12**

Gestion des demandes de citoyens **14**

Formation des employés **16**

Inspections sur les pesticides **17**

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides **18**

Autorisations spéciales d'utilisations de pesticides **19**

Évolution des demandes de permis **20**

Infractions et poursuites judiciaires **21**

Terrains de golf et de boulingrin **23**

Lutte intégrée **26**

Conclusion **29**

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique **30**

Lexique

Autorisations spéciales
Pouvoir d'ordonnance d'un conseil d'arrondissement permettant de nommer une personne, qui, malgré les interdictions prévues au règlement, peut, en cas de situation exceptionnelle, permettre l'utilisation de pesticides dans tous les cas d'urgence et de danger pour la santé humaine, y compris dans les zones sensibles.

Biopesticide
(entomologie) Pesticide fabriqué à partir d'organismes vivants.
(Santé Canada) Micro-organismes trouvés à l'état naturel ou génétiquement modifiés (agents microbiens); phéromones; ainsi que les pesticides, à l'inclusion des composés biochimiques, qui ont été acceptés et homologués à titre de biopesticides par l'U.S. EPA.

Corporation
Au sens du Règlement, une personne morale, une société, une entreprise, etc. Elle est de droit public ou privé, avec ou sans but lucratif.

Espèce envahissante
Une espèce exotique dont l'introduction ou la propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Infestation
(tout espace extérieur) Présence d'herbes nuisibles, insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, qui, peu importe l'étendue, crée une menace à la sécurité, à la santé humaine, à la survie des arbres et arbustes ou à la vie animale.
(surfaces gazonnées et plate-bande) Présence d'insectes, moisissures ou autres agents nuisibles, à l'exception d'herbes nuisibles, sur plus de 50 % de l'espace délimité par une pelouse ou sur plus de 5 mètres carrés de l'espace délimité par une plate-bande.

Insecte ravageur
(zoologie) Insecte nuisible qui endommage gravement ou détruit une culture, une récolte ou un aménagement.

Lutte intégrée
Méthode décisionnelle qui a recours à toutes les techniques nécessaires pour réduire les populations d'organismes nuisibles de façon efficace et économique, tout en respectant l'environnement. Celle-ci consiste à combiner divers moyens d'interventions physiques, biologiques et chimiques en dernier recours. Elle est axée sur la prévention – que ce soit par le dépistage des organismes indésirables ou par des pratiques d'entretien favorisant la bonne santé des végétaux. Le succès de la lutte intégrée dépend donc d'une bonne connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

Néonicotinoïdes

Pesticides qui sont employés en tant qu'insecticides pour lutter contre différents types d'insectes. Ce sont des pesticides systémiques qui, une fois appliqués, se distribuent dans toutes les parties de la plante, rendant cette dernière toxique pour les insectes, notamment les abeilles. Toute utilisation de pesticides de la famille des néonicotinoïdes est dorénavant interdite à l'extérieur des bâtiments. Les pesticides du groupe des néonicotinoïdes qui sont actuellement homologués au Canada sont à base de cinq matières actives soit l'acétamipride, la clothianidine, l'imidaclopride, le thiaclopride et le thiaméthoxame.

Pesticides

Toute substance, matière ou micro-organisme destiné à contrôler, détruire, amoindrir, attirer ou repousser directement ou indirectement un organisme nuisible, nocif ou gênant pour l'être humain, la faune, la végétation, les récoltes ou les autres biens, ou destiné à servir de régulateur de croissance de la végétation, à l'exclusion d'un médicament ou d'un vaccin, au sens de la Loi sur les pesticides.

Zone sensible

Les centres de la petite enfance, garderies, halte-garderies, jardins d'enfants ou services de garde en milieu familial régis par la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (RLRQ, chapitre C-8.2); les établissements dispensant de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement de niveau primaire ou secondaire régis par la Loi sur l'instruction publique (RLRQ, chapitre I-13.3) ou par la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1); les établissements dispensant de l'enseignement collégial régis par la Loi sur l'enseignement privé (RLRQ, chapitre E-9.1) ou par la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (RLRQ, chapitre C-29); les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1 à 10 de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (RLRQ, chapitre E-14.1); les établissements de santé et de services sociaux régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (RLRQ, chapitre S-4.2); les lieux de culte, les résidences pour personnes âgées, les aires de jeux des parcs municipaux, les terrains sportifs des parcs municipaux utilisés par les enfants de moins de 14 ans, les parcs municipaux visés par une ordonnance adoptée en vertu du paragraphe 1□ du premier alinéa de l'article 27, les parcs municipaux visés par une ordonnance adoptée en vertu du deuxième alinéa de l'article 27, ainsi qu'une bande de 5 m de large au-delà de la limite de chacun de ces terrains.

Au terme d'une importante démarche de concertation, et suite à l'adoption du Code de gestion des pesticides par le gouvernement du Québec en 2003, la Ville s'est dotée d'une réglementation sur l'utilisation des pesticides en 2004. Les objectifs de cette réglementation sont de réduire les utilisations de pesticides à Montréal et d'implanter des pratiques de gestion de lutte intégrée sur les terrains municipaux afin de contribuer à l'amélioration de la qualité du milieu de vie des citoyens.

La présence de pesticides dans l'environnement et l'exposition à ces produits, même à de faibles doses, peuvent avoir des effets sur la santé des personnes. Dans le contexte des changements climatiques, où l'usage des pesticides peut s'accentuer en raison de la présence plus importante d'insectes nuisibles et de nouvelles maladies, le développement de solutions de rechange aux pesticides selon une approche en lutte intégrée devient essentiel. De plus, les interventions municipales faites à l'aide de pesticides, en plus de respecter le Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), doivent se faire dans le respect de la loi fédérale sur les produits antiparasitaires (LPA) ainsi que des règlements découlant de la loi sur les pesticides du Québec.

Le bilan annuel de l'application du règlement sur l'utilisation des pesticides et de la lutte intégrée est une exigence réglementaire (04-041, a. 32; 04-041-2, a. 5) par laquelle le conseil d'arrondissement doit, avant le 31 mars de chaque année, déposer un rapport au conseil municipal faisant état de l'application du Règlement à l'égard de son territoire.

Orientation et objectifs de l'arrondissement

L'arrondissement de Rivière des Prairies / Pointe aux Trembles s'appuie sur les orientations de la Loi sur les pesticides et applique le règlement municipal sur leurs utilisations. Le Règlement sur l'utilisation des pesticides et la Loi sur les pesticides ont pour but de minimiser l'impact des pesticides sur l'environnement et de les utiliser en dernier recours.

Différentes résolutions ont été adoptées par le conseil d'arrondissement pour la promotion du développement durable. À l'aide de son plan local 2013-2015, l'arrondissement s'engage à renforcer la gestion écologique des espaces verts et à outiller les citoyens à agir en matière de protection de l'environnement dans son plan d'action en développement social 2014-2018.

L'arrondissement préconise une approche de lutte intégrée en ayant connaissance de l'écosystème local et des facteurs à l'origine de la prolifération des organismes indésirables.

L'objectif principal est de poursuivre les démarches quand à l'adoption de méthodes alternatives telles que les contrôles culturales, physiques, mécaniques et biologiques avant l'utilisation de pesticides même à faible impact. La sensibilisation des citoyens de notre arrondissement vise à faire valoir ces mêmes méthodes.

Historique – résolutions du Conseil d'arrondissement

Résolutions adoptées à ce jour par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041)

Mise en contexte

L'historique regroupe toutes les décisions prises par le conseil d'arrondissement relativement à l'application du Règlement sur l'utilisation des pesticides. Les résolutions visent l'adoption du bilan annuel sur les pesticides ainsi que les pouvoirs d'ordonnance de l'arrondissement (article 27). Un conseil d'arrondissement peut, par l'adoption d'une ordonnance : déterminer certains espaces en tant que zone sensible; limiter ou retirer certaines exceptions prévues au Règlement; limiter l'application de ces exceptions; réduire la période de validité du permis; imposer des conditions d'application de pesticides plus sévères et autoriser une personne à agir de manière exceptionnelle en situation d'urgence.

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
VILLE DE MONTRÉAL			
CM04 0316	2004-04-26	Adoption du règlement sur l'utilisation des pesticides	
CE04 0867	2004-05-05	Virement de crédits en vertu de l'adoption du règlement relatif à l'utilisation des pesticides	30 000 $ accordé à l'arrondissement pour l'application du Règlement et 3000 $ pour les besoins relatifs à la formation continue
CM06 0855	2006-12-11	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-1)	Pouvoir d'ordonnance pour ajouter certaines zones sensibles sur le territoire
CM15 0686	2015-05-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-2)	Ajout de l'azadirachtine parmi la liste des matières actives de pesticides ne nécessitant pas de permis temporaire d'utilisation de pesticides

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
CM16 0144	2016-01-25	Modifications au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041-3)	Interdiction complète des pesticides faisant partie de la famille des néonicotinoïdes sur le territoire
CM16 0166	2016-02-22	Bilan annuel 2015 de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles faisant état de l'application du Règlement sur les pesticides (04-041) à l'égard de son territoire	
CM17 0210	2017-03-27	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2016 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides	
CM18 0167	2018-02-19	Autoriser le dépôt du bilan annuel 2017 du Règlement relatif à l'utilisation des pesticides	
ARRONDISSEMENT			
1184281002	2018-02-06	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2017 et dépôt au conseil municipal.
1172726002	2017-03-27	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2016 et dépôt au conseil municipal.
1630020038	2016-02-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2015 et dépôt au conseil municipal.
1151163001	2015-02-23	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2014 et dépôt au conseil municipal
1140443001	2014-02-24	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2013 et dépôt au conseil municipal
1130443001	2013-07-03	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2012 et dépôt au

No de la résolution	Date (JJ/MM/AAAA)	Objet de la décision	Note complémentaire
			conseil municipal.
1230020043	2012-07-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2011 et dépôt au conseil municipal.
1130020040	2011-01-02	Dépôt du bilan annuel	Réception du bilan de l'année 2010 et dépôt au conseil municipal.
0511050146	2005-03-05	Autorisation exceptionnelle en situation d'urgence	
0411050139	2004-04-26	Conditions d'applications plus sévères	

Ressources budgétaires et humaines

Mode de fonctionnement

La responsabilité du dossier des pesticides revient à la Division de l'ingénierie, section conception des parcs. L'inspecteur en horticulture et arboriculture est principalement chargé d'inspecter les sites où l'application de pesticide est demandée, de mettre en application le règlement de la Loi sur les pesticides et d'autoriser ou non le permis demandé.

La Division de l'horticulture et des parcs est chargée de la mise en œuvre des opérations liées à la lutte intégrée. Deux contremaitres, les jardiniers et les élagueurs consacrent leurs efforts à l'application du règlement et participent aux différents projets en collaboration avec l'inspecteur en horticulture et arboriculture et l'agent technique en horticulture et arboriculture.

Le Bureau accès Montréal (BAM) est responsable de l'émission des permis sur l'utilisation de pesticides et fournit les renseignements utiles aux citoyens tels que les procédures à suivre pour bénéficier d'une subvention pour l'abattage lorsque les citoyens s'engagent à remplacer les frênes privés abattus ou les procédures à suivre pour traitement des frênes privés.

Postes budgétaires	Montant ($) (estimé)	Détails/description
Communication et sensibilisation	N/D	Bureau accès Montréal Diffusion de la campagne sur la lutte à l'agrile du frêne
Lutte intégrée	451 293,06 $	Actions de l'arrondissement en lien avec la lutte intégrée
Budget global	**451 293.06** $	

Personnel dédié à l’application du règlement

Titre d’emploi	Nombre de semaines de travail (estimé)	Description des tâches rattachées au mandat des pesticides et de la lutte intégrée
Inspecteurs en horticulture et en arboriculture	15	Rédaction du bilan annuel sur les pesticides Tenir le registre des pesticides Accorder ou refuser des demandes de permis d'application de pesticides suite à l'inspection des sites visés Inspection et émission des demandes de traitement des nids de guêpe Inspection des frênes privés afin de cibler la présence d'agrile et permettre l'abattage d'arbre ayant plus de 30% de dépérissement.
Agent de communication social	N/D	Réception des demandes de permis Information aux citoyens Orienter et assister les citoyens au niveau demandes de subvention d’abattage.
Contremaîtres horticulture et parcs	42	Superviser les opérations en lien avec la lutte intégrée et l’agrile du frêne
Élagueurs Jardiniers	22 20	Abattage et essouchage des frênes Désherbage manuel des plates-bandes et pose du paillis Traitement des pucerons au jet d'eau.

Préposé à l'entretien des parcs		Identification des sites de l'herbe à puce et pose d'affichettes Désherbage thermique en bordure de rue, bord de clôture et dans les carrés de sable des parcs. Fauchage de la fragmite
Total	99	

Commentaires et recommandations

Différentes ressources de l'arrondissement travaillent de concert et sont nécessaires au succès des opérations liées à la lutte intégrée.

Chaque département contribue de manière efficace à promouvoir la lutte intégrée et l'utilisation rationnelle de pesticides dans l'arrondissement.

- Contremaîtres horticulture et parc : 1470 heures à la planification et à la supervision des travaux en lien à la lutte intégrée totalisant un montant de 69 957.30$
- Inspecteurs : 1050 h totalisant un montant de 34 650 $
- Élagueurs : 1584 heures à l'abattage et l'essouchage des frênes totalisants un montant de 49 325.76$
- Jardiniers : 10 080 heures aux différentes opérations liées à la lutte intégrée totalisant un montant de 297 360$

Activités de communication et de sensibilisation

Mise en contexte

Expliquer dans quel cadre vos activités de communication et de sensibilisation sont en lien avec le dossier des pesticides.[1] Les activités de communication peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence de presse, un article à l'intérieur d'un bulletin ou d'un journal d'arrondissement, une publicité, un message sur un babillard électronique, etc. Les activités de sensibilisation peuvent comprendre, à titre d'exemple, une conférence ou un atelier d'information, un kiosque lors d'une fête de quartier, etc. Veuillez préciser le nom de l'activité ainsi qu'une brève description, l'objectif de sensibilisation de cette activité et le nombre estimé de citoyens rejoints.

Activités réalisées en 2018

Activité et description	Objectif	Nombre de citoyens rejoints (estimation)
Bouton Info-citoyen / site Web de l'arrondissement	Lien vers le programme d'aide financière pour réduire les frais d'abattage et de remplacement d'un frêne sur le domaine privé ainsi que les frais de traitement.	Bouton en ligne sur le site web lors de la période estivale.
Résidus alimentaires / Compost 9 mai 2018 / 14 mai 2018 / 21 juin 2018 / 9 octobre / 25 octobre 2018	Partage de la campagne du central pour parler de la collecte	14 000 citoyens suivent la page Facebook de l'arrondissement
Chronique de l'arrondissement dans 2 journaux locaux 18 avril 2018 / 15 mai 2018	Distribution de compost Consultation Politique en agriculture urbaine Sondage Agriculture urbaine Campagne Un arbre pour mon quartier	Distribué à tous les résidents de l'arrondissement
Infolettre Mai 2018 Juillet 2018 Octobre 2018	Événement horticole Un arbre pour mon quartier Texte concernant le Règlement 15-040 obligeant un propriétaire à faire traiter un frêne sain sur son terrain jusqu'au 31 août. Distribution du compost	Envoyée à 1500 citoyens 2000 abonnés à infolettre
Affichage dynamique dans les installations Mai 2018 Août 2018 Septembre 2018	Arbre pour mon quartier Agrile du frêne	Diffusion continue dans toutes les installations municipales de

[1] La liste des outils de communication accessibles à tous les citoyens de Montréal est présentée à l'annexe I du bilan.

Octobre 2018		l'arrondissement
Dépliants disponibles dans les deux bureaux accès Montréal de l'arrondissement	Information concernant l'atténuation des impacts de l'agrile du frêne	En continu
Communiqué de presse / Résidus verts 18 avril 2018	Information sur la manière de se débarrasser des branches de frênes	N/D
Événement horticole	Rencontre sur le jardinage écologique	300
Séances d'information	Rencontres dans les jardins communautaires	130
Info-lettre de l'ECO-PAP sur le jardinage	Aux membres du programme	214
Jardin collectif par l'ECO-PAP		

Commentaires et recommandations

Plusieurs outils mis en place par l'arrondissement sont à la disposition des citoyens afin de les sensibiliser aux nombreux enjeux environnementaux.

En plus des réseaux sociaux, l'arrondissement a offert des affichages dynamiques sur téléviseurs dans certaines installations municipales affichant le texte concernant le Règlement 15-040 et des dépliants sont disponibles en tout temps dans les bureaux Accès Montréal afin de rejoindre le plus de citoyens possible.

En collaboration avec l'Éco-quartier Pointe-aux-Prairies, l'arrondissement offre une multitude d'activités organisées en lien avec la lutte intégrée. Le but étant de faire connaitre des méthodes alternatives et d'adopter de bonnes pratiques culturales. Parmi ces activités, on compte la distribution de compost, les zones libres d'agriculture urbaine, des conférences, des activités de jardinage familial et de la formation en milieu scolaire.

Gestion des demandes de citoyens

Provenance des demandes

Les demandes de service liées avec la lutte intégrée ou les pesticides proviennent de plusieurs endroits :

-Demande de gestion de travail / GDT

-Gestion des demandes de citoyen / GDC

-Bureau accès Montréal / BAM

-Conseil d'arrondissement / CA

Les demandes peuvent aussi nous parvenir par le greffe, les élus municipaux, les entreprises privées, la Division de l'Urbanisme de l'arrondissement ou le Service des Grands Parcs.

Nature des demandes

Nature	Nombre Demandes domaine privé	Nombre Demandes domaine public	Type de demandes
Pesticide	10		Demande de permis pour le contrôle de la végétation
Agrile du frêne	141	106	Toutes demandes confondues
Guêpes	0	24	Extermination des nids
Psylle du micocoulier	0	2	Signalement de la présence du psylle
Chenille à tente estivale	0	86	Signalement de la présence de chenille

Commentaires et recommandations

De nombreuses demandes nous ont été acheminées concernant la chenille à tente estivale. Bien que peu dommageable pour l'arbre, nous avons dû intervenir afin les déloger a l'aide d'un jet d'eau et à l'aide d'un aspirateur pour la collecte des chenilles.

Les demandes concernant l'agrile du frêne étaient variées. Les citoyens demandaient de l'information sur les traitements, les demandes de permis d'abattage ou l'identification du frêne privé ou public.

Formation des employés

Mise en contexte

Description des formations suivies dans le but de rester à jour dans le dossier des pesticides et de la lutte intégrée. La formation peut prendre la forme, à titre d'exemple, d'un webinaire, d'un atelier, un cours à distance, une participation à un colloque, congrès qui comprend des conférences sur les pesticides ou la lutte intégrée, de tables de discussion, etc. Si l'activité de formation est organisée à l'interne (Ex. Service de l'environnement, Service des grands parcs, Espace pour la vie), vous devez simplement indiquer Ville de Montréal dans la case appropriée.

Titre de la formation	Formateur/Organisateur	Date	Nombre de participants
Table des responsables sur les pesticides	Ville de Montréal / Service de l'environnement	02-05-2018 02-09-2018	2
Comité régional sur l'agrile du frêne	Ville de Montréal / Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal	13-06-2018	2
Formation sur l'application de pesticides	Ville de Montréal	2018	2

Commentaires et recommandations

L'arrondissement participe à différentes rencontres liées à la lutte intégrée et l'utilisation responsable des pesticides afin de rester à jour et mettre en application le Règlement sur les pesticides.

Ces rencontres visent plusieurs ressources de notre arrondissement.

-Inspecteurs en horticulture et arboriculture

-Contremaîtres

-Jardiniers

Inspections sur les pesticides

Structure administrative

La structure administrative qui assure le suivi du dossier des pesticides est la Division de l'Ingénierie, section conception de parcs.

L'inspecteur en horticulture et arboriculture est la ressource chargée de l'inspection des sites visés et de l'autorisation des permis.

Le Bureau accès Montréal (BAM) est la structure qui les octroie.

Inspections

Type d'inspections	Nombre d'effectué
Visite des sites pour demande de permis temporaire	2

Commentaires et recommandations

Les différents sites visités avaient le même objectif quand à la raison de l'application de pesticides.

-Contrôle de la végétation pour des raisons de sécurité.

-Contrôle de la végétation pour des raisons de santé publique

Demandes de permis temporaire d'utilisation de pesticides

Permis octroyés ou refusés	Raison	Personne physique	Personne morale	Total
Permis octroyés	Pour des raisons de sécurité		2	6
	Pour santé publique		2	2
	Sous-total			8
Permis refusés	Demandes de traitement injustifié	2		2
	Sous-total			2

Commentaires et recommandations

Deux permis ont été accordés pour des raisons de sécurité avec renouvellement de traitement à 3 occasions chacun pour un total de six permis.

Deux permis ont été accordés pour des raisons de santé publique afin de traiter l'herbe à la puce.

Une demande a été refusée pour le contrôle des coccinelles.

Une demande a été refusée car le seuil d'infestation de vers blanc n'a pas été démontré.

Autorisations spéciales d’utilisations de pesticides

Cas d’urgence et de danger pour la santé humaine, notamment dans les zones sensibles.

Raison	Citoyens	Corporations	Total
Nids de guêpes	24	Groupe Maheu	19

Commentaires et recommandations

Sur 24 demandes d’extermination de nid de guêpes, 19 ont été complétées par le Groupe Maheu.

Cinq demandes non pas été traitées soit pour cause d’une demande déjà émise pour le même nid de guêpe ou bien un nid de guêpe non-localisé ou inactif.

Évolution des demandes de permis

Mise en contexte

Il est recommandé de suivre l'évolution des demandes de permis sur une période de 3 ans.

Évolution des demandes de permis de (3 ans)

Année	Permis octroyés	Permis refusés	Total
2015	11	1	12
2016	6	1	7
2017	6	1	7
2018	8	2	10
Total	31	5	36

Commentaires et recommandations

L'arrondissement poursuit le travail de sensibilisation auprès des citoyens sur l'application du Règlement municipal sur l'utilisation des pesticides ainsi que l'utilisation de méthode alternative afin d'utiliser les pesticides uniquement dans les cas exceptionnels ou en dernier recours.

Infractions et poursuites judiciaires

Mise en contexte

Lorsque l'arrondissement constate une infraction au Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041), diverses mesures peuvent être faites auprès d'un contrevenant, principalement sous la forme d'un constat d'infraction ou d'un avis écrit. Les infractions constatées concernent généralement le non-respect de l'article 3 du Règlement : en ayant utilisé ou appliqué, ou même en ayant toléré ou permis l'utilisation des pesticides à l'extérieur des bâtiments. Ces infractions peuvent également viser, de manière générale, les conditions d'applications de pesticides ou le non-respect des exigences spécifiées pour les exploitants de terrains de golf ou de terrains visant la production agricole ou horticole

L'inspecteur en horticulture et en arboriculture est responsable de l'émission et de la signature des constats d'infractions.

Il est la personne ressource dans le cadre de dossiers soumis à la cour municipal.

Les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires si une utilisation de pesticides non conforme est effectuée à l'extérieur des bâtiments. Ces poursuites peuvent mener à des amendes allant de 100 $ à 4 000 $. Les condamnations et les amendes perçues chaque année incluent certaines infractions commises lors d'années antérieures et réglées durant l'année en cours. De même, elles excluent certaines infractions commises pendant l'année courante, mais non réglées pendant cette année.

Suivi des infractions et poursuites judiciaires

Année	2018	2017	2016	2015
Nombre d'avis écrits	0	0	0	0
Nombre de constats d'infraction	0	0	0	0
Nombre de constats non contestés et payés	0	0	0	0
Nombre de chefs d'accusation déposés devant la cour municipale	0	0	0	0
Nombre de contrevenants condamnés (infractions contestées et jugées)	0	0	0	0
Amendes totales ($)	0	0	0	0

Liste des personnes morales reconnues coupables en 2018

Nom et adresse du contrevenant	Infraction	Lieu de l'infraction	Date/Amende
N/A			

Commentaires et recommandations

Aucun cas d'utilisation illégale de pesticides n'a été rapporté pour l'année 2018.

Terrains de golf et de boulingrin

Mise en contexte

L'utilisation de pesticides, autres que les néonicotinoïdes, est autorisée sous certaines conditions prévues à la section V du Règlement. Ces conditions concernent l'entreposage des pesticides et l'affichage à respecter après l'épandage d'un pesticide. Elles visent également les registres d'utilisations de pesticides de ces exploitants ainsi qu'un état d'avancement du plan de réduction des pesticides selon les dispositions du Code de gestion des pesticides.

Afin de se conformer à l'article 73 du Code de gestion des pesticides, les propriétaires ou les exploitants d'un terrain de golf qui appliquent ou font appliquer un pesticide doivent transmettre tous les trois ans un plan de réduction des pesticides au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, depuis le 3 avril 2006. Ces plans doivent contenir les données sur les quantités de pesticides utilisés, les objectifs de réduction par catégorie de pesticides (fongicides, insecticides, herbicides, etc.), y compris les moyens mis en œuvre pour les atteindre, ainsi que les mesures prises en vue de réduire la migration des pesticides hors du site. De plus, chaque plan doit être signé par un agronome, membre de l'Ordre des agronomes du Québec (OAQ).

Club de Golf de l'île de Montréal
3700, rue Damien Gauthier
Montréal, Québec
H1A 5S2

Exigence réglementaire	Degré de conformité	Note complémentaire
Déclaration écrite – entreposage des pesticides	Conforme	Le consultant recommande que l'emplacement soit conforme aux **articles 5** et **18** du code de gestion des pesticides et de mettre tout en œuvre pour s'y conformer
Lieu d'entreposage	Conforme	Le consultant recommande d'entreposer les pesticides selon les directives dans le Code de gestion des pesticides.
Écriteaux à chaque entrée des terrains suite à l'épandage d'un pesticide	Non vérifié	Le consultant recommande la mise en place d'affichettes conformes aux exigences du Code de gestion des pesticides et du Règlement municipal.
Conditions d'application (section VIII du Règlement)	Non vérifié	Le consultant recommande de ne pas laver les équipements d'entretien près d'un cours d'eau.
Copie du registre des utilisations de pesticides transmis à l'arrondissement	Conforme	
État d'avancement du plan de réduction du terrain de golf	En progression	Élaboration d'un modèle de suivi en cour par le Service de l'Environnement.

Code de gestion des pesticides
http://www.mddep.gouv.qc.ca/pesticides/permis/code-gestion/index.htm

Article 5 -Tout pesticide doit être entreposé dans un lieu où les conditions ambiantes, notamment la température, l'humidité ou les précipitations ne sont pas susceptibles d'altérer le pesticide, son contenant ou son étiquette. Il doit également être entreposé de manière à ne pas laisser son contenu se répandre dans l'environnement.

Article 18 -Le titulaire d'un permis de catégorie A ou de sous-catégorie B1, C4, C5 ou D4 qui entrepose un pesticide de classe 1, 2 ou 3 non préparé ou non dilué doit l'entreposer dans un lieu doté d'un aménagement de rétention. Il en est de même pour quiconque entrepose une quantité égale ou supérieure à 100 litres ou 100 kg de pesticides de classe 1, 2 ou 3 non préparés ou non dilués, pour une période supérieure à 15 jours consécutifs

Commentaires et recommandations

Basé sur les renseignements qui lui ont été fournis, le consultant mandaté pour l'entretien du terrain de golf de l'île de Montréal doit faire une déclaration dans laquelle il atteste que les données du bilan des applications sont en conformité avec la Loi sur les pesticides (L.R.Q. c.P-9.3) en vigueur au Québec et que toutes les dispositions régissant l'Ordre des Agronomes du Québec (OAQ) ont été respectées lors de la rédaction du document.

Une visite du local d'entreposage à eu lieu en 2018 et des corrections ont été apportées suite à nos recommandations.

- Retour d'un produit prohibé - MERRIT - au fournisseur.
- Réparation du système de ventilation.
- Changement de tablette en bois par tablette en métal.

Lutte intégrée

Mise en contexte

L'arrondissement de Rivière des Prairies / Pointe aux Trembles préconise des méthodes alternatives comme le contrôle physique et mécaniques visant à réduire l'utilisation de pesticides.

-L'utilisation d'un jet d'eau afin de déloger les chenilles à tente et l'utilisation d'un aspirateur pour la collecte de chenilles à tente.

-L'utilisation d'un jet d'eau afin de déloger les pucerons lanigères dans les aulnes.

-L'utilisation d'un désherbeur thermique afin d'éradiquer la mauvaise herbe en bordure de rue ou de clôture et dans les carrés de sable des parcs.

-La pose des pièges collant afin d'y capturer les psylles du micocoulier adultes lors de leur période d'activité soit au printemps et à l'automne.

-Le rabattage au sol de la renouée japonaise et du phragmite avant la floraison afin de limiter la propagation dans certains secteurs.

La lutte à l'agrile du frêne est un enjeu important auquel fait face l'arrondissement.

-2267 frênes publics ont été traités au TreeAzin par le Service des Grands-Parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

- 1398 frênes privés ont été ciblés à être traités sur notre territoire par le Service des Grands-Parcs, du verdissement et du Mont-Royal.

-L'abattage de 113 frênes et l'essouchage de 81 frênes afin de d'éliminer les foyers d'infestation sur le domaine public.

-L'abattage de frênes dans nos parcs a eu lieu cette année et se poursuit afin de sécuriser les lieux publics.

-La demande de 141 permis pour l'abattage de frênes privés afin d'éliminer les foyers d'infestation avec la mise en place d'un programme d'aide financière dans le but d'inciter les citoyens à agir et de remplacer le nombre élevé d'arbres abattus.

Agrile du frêne

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Traitement des frênes publics TreeAzin # 30559	Service des Grands-Parcs, du verdissement et du Mont-Royal	Juin - août	2267	382.32 litres
Traitement des frênes privés TreeAzin # 30559	Service des Grands-Parcs, du verdissement et du Mont-Royal	Juin - août	1398	N/D
Inspection des demandes de permis d'abattage de frêne privé	Arrondissement RDP/PAT	Juin-décembre	141	
Abattage des frênes Domaine public	Arrondissement RDP/PAT	Janvier- avril Juin-décembre	113	
Essouchage des frênes Domaine public	Arrondissement RDP/PAT	Avril-octobre	81	

Pucerons du tilleul

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Dépistages	Arrondissement	Juin-août	10	

Chenille à tente estivale

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Déloger les chenilles /Jet d'eau Aspirateur / Collecte des chenilles	Arrondissement	Mai-juin	86	

Psylle du micocoulier

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Pose de piège collant	Arrondissement	Juin	2	

Puceron lanigère

Action	Responsable	Période d'intervention (ex. : mai-juin)	Nombre d'interventions	Quantités/ Unités (si applicable)
Déloger les pucerons /Jet d'eau	Arrondissement	Juillet	5	

Commentaires et recommandation

Des dépistages ponctuels ont eu lieu lors de la saison estivale afin de pouvoir intervenir rapidement en cas d'infestation.

Aucune autre intervention n'a été nécessaire pour les pucerons.

Conclusion

L'arrondissement Rivière-des-Prairies / Pointe-aux-Trembles compte de nombreux espaces verts. Que l'on parle d'arbres de rues, de plates-bandes, de parcs ou de boisés, ces espaces contribuent à la qualité de vie de chacun. L'optimisation de leurs conditions de croissance et l'utilisation de solutions respectueuses face à l'environnement permet de prévenir plusieurs problèmes.

L'arrondissement continue ses efforts afin d'améliorer les méthodes d'intervention et privilégie la lutte intégrée afin de limiter la présence et la prolifération des ravageurs en adoptant des méthodes de contrôles culturales, physiques et mécaniques.

La sensibilisation auprès des citoyens ainsi qu'auprès des employés de la Ville de Montréal est prioritaire. Cette approche permet d'offrir de l'information sur les nombreux avantages de la végétation en ville. De plus, cette sensibilisation a pour but de rendre chacun plus tolérant face aux différentes problématiques causées par des insectes ravageurs ou plantes indésirables tout en leur offrant des alternatives efficaces à l'utilisation de pesticides.

Annexe 1 : Principaux outils de communication sur les pesticides et le jardinage écologique

	Outil de sensibilisation	Descriptif
MONTRÉAL SANS PESTICIDES	ville.montreal.qc.ca/pesticides	Site de référence pour connaître la réglementation en vigueur ainsi que les produits autorisés ou interdits; l'adoption de bonnes pratiques de jardinage sans pesticides; la lutte intégrée et la lutte biologique en particulier.
	Guide Maison propre et Jardin vert	Guide d'entretien ménager et de jardinage écologique destiné au grand public.
	Montréal sans pesticides	Résumé du règlement sur l'utilisation des pesticides. Aide le citoyen à mieux comprendre le règlement qui a été adopté en avril 2004. - Retrait de l'exception visant le contrôle des araignées.
	Guide d'entretien écologique de la pelouse	Feuillet d'information nécessaire pour aider le citoyen à obtenir une belle pelouse sans l'aide de produits chimiques.
	Pesticides à faible impact	Dépliant portant spécifiquement sur la connaissance des pesticides à faible impact, sur les ingrédients actifs, les modes d'application et les mises en garde.
Banque d'info 311	- Règlement sur l'utilisation des pesticides (R.V.M. 04-041) - Lutte biologique agrile - Puceron - Pucerons du tilleul - Psylle du micocoulier - Guêpes fouisseuses (de sable)	Fiches d'informations sur la réglementation en vigueur relativement aux pesticides, des projets en lutte intégrée menés par le Service de l'environnement (lutte biologique contre le puceron du tilleul, lutte biologique contre l'agrile du frêne) ainsi que des informations pratiques sur les problèmes causés par certains insectes (guêpes fouisseuses, puceron, psylle du micocoulier).

Arrondissement de Rivière des Prairies / Pointe aux Trembles
Direction du développement du Territoire et des Études Techniques
Division de l'ingénierie

Auteur (s)
Caroline Scheffer

Janvier 2018

ville.montreal.qc.ca

Applications des pesticides en 2018 sur le terrain de golf Île de Montréal					
Date	**Lieu**	**Produit**	**Homologation**	**Quantité**	**Superficie pi^2**
17 avril	V	Rovral	24379	40 L	120,000
16	V	Acelepryn	28980	1,3 L	160,000
16	V	Disarm	31857	1 L	165,000
17	V	Acelepryn	28980	1,5 L	185,000
17	V	Disarm	31857	1,2 L	188,000
19	D	Acelepryn	28980	1,89 L	100,000
23	D	Chlorothalonil	32030	14	160,000
23	D	Civitas	29825	40 L	160,000
24	V	Chlorothalonil	32030	17 L	200,000
11 juin	V	Heritage	28393	5 L	150,000
11	V	T-NEX	30683	0,35 L	150,000
11	V	Disarm	31857	1,5 L	188,000
11	V	T-NEX	30683	0,5 L	188,000
19	A	Cadence	27496	5,5 kg	1176,000
19	A	T-NEX	30683	2,2 L	1176,000
25	DA	Banner	27003	12 L	958,000
25	DA	T-NEX	30683	3 L	958,000
26	D	Premis	28387	2 L	110,000
27	V	Chlorothalonil	32030	36 L	343,000
3 juillet	V	Disarm	31857	2 L	190,000
3	V	T-NEX	30683	0,5 L	190,000
3	V	Insignia	32247	4 L	188,000
5	A	Chlorothalonil	32030	56 L	958,000
5	A	Premis	28387	12,8 L	958,000
13	V	Chlorothalonil	32030	4 L	165,000
14	V	Subdue	27055	1 L	25,000
15	V	Insignia	32247	3 L	165,000
19	V	Chlorothalonil	32030	21 L	188,000
19	V	T-NEX	30683	0,5 L	188,000
19	V	Trilogy	29870	30 L	353,000
19	V	T-NEX	30683	0,35 L	165,000
23	V	Insignia	32247	2,5 L	165,000
24	V	Insignia	32247	4 L	188,000
27	DA	Insignia	32247	8 L	1226,000
27	DA	Premis	28387	12,8 L	1226,000
27	DA	T-NEX	30683	3,8 L	1226,000
7 août	A	Premis	28387	8 L	2134,000
7	A	T-NEX	30683	0,6 L	2134,000
9	V	Velista	30334	3 L	165,000
14	DA	Acelepryn	28980	2,5 L	350,000
21	V	Chlorothalonil	32030	18 L	165,000
21	V	T-NEX	30683	0,25 L	165,000
22	V	Premis	28387	5 L	188,000
22	V	T-NEX	30683	0,35 L	188,000

27	A	Premis	28387	21 L	958,000
27	A	Insignia	32247	4 L	958,000
28	A	Kabuto	31759	16 L	1176,000
29	V	Premis	28387	3 L	165,000
29	V	T-NEX	30683	0,3 L	165,000
29	V	Insignia	32247	4 L	188,000
29	V	T-NEX	30683	0,4 L	188,000
4 sept	V	Chlorothalonil	32030	14 L	165,000
4	V	Velista	30334	3,5L	188,000
16	A	Cadence	27496	5,5 kg	1176,000
17	A	Kabuto	31759	12 L	958,000
15 oct	V	Instrata	28861	56 L	343,000
9 nov	A	Instrata II A	32712	60 L	1000,000
9 nov	A	Instrata II B	32711	4 L	1000,000
9	D	Premis	28387	7,4 L	240,000
9	D	Insignia	32247	5 L	240,000
11	A	Premis	28387	31 L	1000,000
11	A	Insignia	32247	20 L	1000,000
12	V	Interface	31906	60 L	343,000
12	V	Chlorothalonil	32030	45 L	343,000

Abréviations : V= verts, D= départs, A= allées.

Applicateurs :

Nom	Guillaume Pelletier	Pierre Dufort
Adresse	4925, Rue Taillon Montréal QC H1K 4J7	1819, Rue des Vents Ste-Julie QC J3E 1L2
Téléphone	514-444-3121	514-209-8149
Certificat	401 574 483	C 760 946
Expiration	9 mars 2022	25 juin 2019

Abdo Badra
Agronome-conseil pour Technique Gazon inc.
En charge du plan de réduction des pesticides dudit terrain de golf.

xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.16

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1197968002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

Il est recommandé :
de prendre connaissance de l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-03-01 13:14

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197968002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Fondé en 2003, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) est une instance consultative de la Ville de Montréal responsable de conseiller l'administration municipale sur les enjeux et les questions relatives aux relations interculturelles. Il compte quinze membres bénévoles, dont un président et deux vice-présidents représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents.
Afin d'assurer la prise en compte des préoccupations et des enjeux touchants les diverses communautés ethnoculturelles dans l'élaboration des politiques municipales, le CIM est appelé à rédiger divers travaux répondant aux besoins de ces communautés.

Au cours des dernières années, le CIM a participé activement à la réalisation d'avis, dont « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous : Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » (2018), un « Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016 » (2017), un avis sur le « Portrait médiatique de l'intégration économique des immigrants dans la métropole » (2014), un « Avis sur le programme d'accès à l'égalité en emploi de la Ville de Montréal » (2011) et plusieurs projets sur des sujets tels que l'égalité en emploi, l'inclusion sociale, la gestion municipale des lieux de cultes minoritaires et le plan de développement de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0928 – 20 août 2018 – Prendre connaissance de l'avis " Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous : Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale " et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal (1187968003).
CM02 0137 – 25 mars 2002 – Adoption du règlement sur la constitution du Conseil interculturel de Montréal (1020960001).

DESCRIPTION

Cet avis émane de l'initiative des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM) et donne suite aux réflexions entamées à l'été 2017 sur l'importance pour Montréal de se doter d'une politique interculturelle.
Afin de répondre aux défis posés dans un contexte de diversification croissante et constante de la population montréalaise, l'avis *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle* recommande d'entamer une démarche exhaustive consacrée aux relations interculturelles. Nous proposons l'élaboration d'une politique interculturelle qui s'appuie sur trois piliers essentiels – la reconnaissance, l'égalité et les interactions – ainsi que sur l'élaboration d'un principe interculturel à enchâsser dans la *Charte montréalaise des droits et des responsabilités* . L'ensemble de cette stratégie normative vise à assurer une prise en charge collective, c'est-à-dire de manière démocratique et interculturelle, des enjeux liés aux relations interculturelles dans la cité.

Pour le CIM, une politique interculturelle permettrait de doter la Ville de Montréal d'une vision englobante et audacieuse qui viendrait appuyer le travail des services en matière de relations interculturelles.Une politique interculturelle pourrait être vue comme un legs pour Montréal en mettant de l'avant une approche où la diversité ne serait plus « à gérer », mais où cette dernière devient l'outil principal à travers lequel les enjeux liés à la diversité sont gérés.

Le CIM propose ainsi six recommandations permettant une formalisation adéquate d'une perspective interculturelle pleinement adaptée au contexte montréalais. Ces six recommandations assureront une formalisation exhaustive d'un principe interculturel, renforcée par des efforts normatifs et administratifs cohérents et coordonnés en la matière, formant ainsi une stratégie interculturelle structurante et intégrée.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de son mandat, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de la ville ou du comité exécutif, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles ou sur toute question relative aux relations interculturelles dans le domaine de compétences municipales et soumet des recommandations au conseil de la ville et au comité exécutif.
C'est donc à l'initiative des membres du CIM que le présent avis sur la mise en oeuvre d'une politique interculturelle a été réalisé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés à la réalisation de cet avis ont entièrement été assumés par le budget de fonctionnement annuel du Conseil interculturel de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'équité sociale étant une dimension du développement durable, les activités menées par le Conseil ainsi que ses publications sont des actions qui visent à favoriser à la fois le rapprochement interculturel et un mieux vivre-ensemble.
De plus, le présent avis est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé, certifié FSC, avec Écologo). Le nombre de copies est de 100 en français et de 50 en anglais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion sur l'importance d'une stratégie globale et intégrée en matière de relations interculturelles et peuvent orienter concrètement les actions de la Ville de Montréal aussi bien en ce qui a trait à l'harmonisation des pratiques qu'à une prise en compte exhaustive des enjeux liés aux relations interculturelles, un sujet d'une actualité et d'un intérêt certain.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite du dépôt de l'avis au conseil municipal, le document fera l'objet d'un lancement public, sera imprimé en français et en anglais, rendu disponible sur le site Internet du Conseil interculturel de Montréal et sera envoyé aux partenaires de la Ville et du CIM qui sont concernés par le sujet abordé. Une tournée auprès des organismes communautaires et des institutions d'enseignement supérieur est également prévue pour faire connaître l'avis du CIM dans divers milieux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt à la séance du conseil municipal du 25 mars 2019, lancement public prévu pour le mardi 16 avril 2019 et envoi des recommandations par le CIM aux services municipaux concernés.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cet avis a été produit en conformité avec le Règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (02-044-modifié).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Claude HAINCE
Secrétaire-recherchiste

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514-868-4490
Télécop. :

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-02-28



Conseil interculturel de Montréal

Montréal, cité interculturelle

Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle

Montréal

Avis adopté lors de l'assemblée des membres du 6 février 2019.

Membres du CIM

Moussa Sène, président
Sabine Monpierre, 1re v.-p.
François Fournier, 2e v.-p.
Wafa Al-Hamed
Rafael Benitez
Frédéric Dejean
Cécile Deschamps
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Stendolph Ismael
Marie-Christine Jeanty
Juste Rajaonson
Aranzazu Recalde
Angela Sierra
Despina Sourias

Membres du comité avis et recherche

Rafael Benitez
Frédéric Dejean
François Fournier
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Sabine Monpierre
Juste Rajaonson
Moussa Sène
Despina Sourias

Coordination
Marie-Claude Haince

Stagiaire en recherche
Xania Labrèche

Recherche et rédaction
Phillip Rousseau

Assistant de recherche
David Carpentier

Collaboration
Coline Camier, membre du CIM (2015-2019)
Orly Nahmias, membre du CIM (2012-2018)
Romy Schlegel, membre du CIM (2015-2018)
Marie-Aline Vadius, membre du CIM (2012-2016), présidente du CIM (2016-2018)

Secrétariat
Christine De Kinder

Révision linguistique
Edith Sans Cartier

Traduction
Phillip Rousseau

Graphisme et mise en page
Francis Therrien

Dépôt légal
978-2-7647-1673-1 – imprimé français
978-2-7647-1674-8 – PDF français

Conseil interculturel de Montréal
1550 rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
Courriel : cim@ville.montreal.qc.ca
Site web : ville.montreal.qc.ca/cim

Montréal, cité interculturelle

Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle

Préface

Avec la diversification de l'espace urbain montréalais et les prises de conscience quant aux effets de la discrimination, on peut avoir l'impression se trouver devant une impasse : comment faire pour garantir le droit de cité aux différentes personnes et aux visions du monde qu'elles portent sans tomber dans la fragmentation identitaire des « vies parallèles »? Quelle est la meilleure façon de rendre justice à cette réalité plurielle sans perdre de vue le besoin de créer un sentiment d'appartenance à quelque chose qui va au-delà de nos différences?

Ce n'est pas la première fois que la Ville de Montréal, située au carrefour de plusieurs rencontres historiques entre les peuples – Autochtones et Européens, Anglais et Français, Québécois et immigrants –, doit faire face à la musique de la diversité. Pour les villes comme Montréal qui ont une longue histoire liée à la pluralité et qui se sont mobilisées à travers le temps des générations pour permettre aux citoyen.ne.s de *bien vivre ensemble*, cette situation représente une occasion de renouvellement et de renouveau.

Premièrement, il est important de rappeler la différence entre la *réalité interculturelle* (les interactions entre personnes d'origines diverses) et une *approche interculturelle* (une orientation pluraliste qui vise la promotion des interactions constructives entre les groupes). Cet aspect fondamental de l'interculturel – pourtant pas compliqué à comprendre – est souvent gommé des discussions sur l'interculturel. On tombe facilement dans la crainte que l'interculturel, à ne pas confondre avec l'interculturalisme, puisse être une invention politique pour répondre à des besoins politiques. Selon mon expérience, ce n'est pas le cas. Pour moi, le désir de promouvoir l'interculturel vient d'en bas, de la part des personnes qui vivent et qui travaillent dans la diversité au quotidien.

Du point de vue de la pensée interculturelle, il ne faut surtout pas faire l'erreur de penser l'interculturel comme étant exclusivement « le problème des immigrant.e.s ». Réduire l'interculturel aux personnes immigrantes ou à un simple « problème d'immigration », c'est reproduire le racisme latent qui a engendré les pires horreurs dans l'histoire de la quête de la modernité : « Eux ils ont la culture et nous, nous avons la raison ». L'interculturel ne fait pas référence à un groupe précis ou à une population particulière (comme le suggère le modèle du développement social), mais plutôt aux dynamiques entre les groupes sur un territoire donné ou contesté, comme nous le rappellent les revendications des communautés autochtones. *L'interculturel est un phénomène transversal qui doit être traité de façon transversale*.

Le Conseil interculturel de Montréal (CIM), l'une des principales instances chargées de défendre l'interculturel dans l'espace public au Québec, travaille depuis au moins 2006 à sensibiliser la Ville de Montréal à l'importance d'établir des orientations claires et des balises concrètes afin de guider les politiques publiques dans l'encadrement des relations entre les citoyen.ne.s de toutes origines. Pas moins de huit documents du CIM ont fait le constat que la Ville ne s'est toujours pas dotée d'un instrument, ni à l'externe ni à l'interne. D'ailleurs, plusieurs recherches récentes démontrent que l'articulation des politiques publiques ont un effet positif sur la perception des citoyen.ne.s. D'autres recherches démontrent quant à elles que le manque

d'orientations claires peut contribuer à l'épuisement des professionnel.le.s et des employé.e.s. En ce sens, il ne s'agit pas seulement d'une question de volonté politique, c'est aussi une question d'intérêt public.

En 2010-2011, le CIM a participé au Symposium sur l'interculturalisme qui a contribué à la reconnaissance de la Ville de Montréal comme cité interculturelle par le Conseil de l'Europe. La position de privilège qui a été donnée à Montréal dans l'Index du Conseil de l'Europe (la 5e à l'échelle mondiale!) a certainement créé des attentes sein de l'appareil municipal et dans la société civile. Dans le cadre de plusieurs événements publics, non seulement pour le Symposium en 2011, mais aussi au Forum international sur les villes interculturelles en 2014, le CIM a pris la parole pour expliquer pourquoi la Ville devait se doter d'une politique interculturelle.

Le CIM avait vu juste sur cette question. Comment être un leader mondial dans la promotion des relations interculturelles sans avoir de politique ou de cadre de référence pour orienter l'action municipale en la matière? Quel est le message envoyé par la Ville par rapport aux relations interculturelles?

Ceux et celles qui cherchent des références sur le statut de Montréal comme ville interculturelle vont rester sur leur faim en feuilletant les documents officiels de la Ville. Pourtant, les universités de Montréal et d'ailleurs en parlent, le Conseil de l'Europe en parle aussi. Le CIM insiste là-dessus depuis presque 15 ans. On peut ainsi se poser la question suivante : pourquoi alors rien n'est-il fait à ce chapitre? Quels enjeux politiques ou stratégiques expliquent le silence radio à ce sujet? Ce constat est d'autant plus étonnant que la Ville mène des actions dans le domaine interculturel depuis plus de 25 ans, comme l'avis du CIM en fait état, et que l'interculturel fait partie de la structure interne de la Ville depuis presque aussi longtemps.

Le gouvernement du Québec a pris position en faveur de l'interculturalisme et bon nombre de municipalités québécoises s'inspirent de cette position pour orienter et innover dans des programmes de cohésion sociale et d'inclusion (à ce sujet, voir les travaux du *Réseau des municipalités en immigration et en relations interculturelles*). Cependant, le Québec n'a toujours pas de loi ou de politique officielle à cet égard. Comme nous l'avons vu dans plusieurs cas à l'étranger (pensons aux cas de Mexico ou de Barcelone), lorsque les villes s'engagent à mettre de l'avant l'interculturel, les États peuvent emboîter le pas. C'est une chance unique qui se présente, et si la Ville n'agit pas, elle risque de manquer le bateau.

La conjoncture actuelle de l'interculturel représente une occasion importante pour la Ville d'assumer son expertise dans le domaine et de se positionner officiellement comme leader à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Le mouvement des villes interculturelles est par ailleurs en croissance : le réseau compte aujourd'hui plus de 125 villes membres à travers le monde et une dizaine de réseaux de villes interculturelles nationales, dont le Québec. Montréal est très présente dans les activités et les initiatives de ce genre, mais sans une position claire de la Ville, c'est impossible de reconnaître les efforts individuels et collectifs engagés au nom de l'interculturel.

Je suis ravi de voir la publication de cet avis et je ne suis pas le seul. Différents acteurs du milieu (organismes et intervenant.e.s communautaires, professionnel.le.s dans les secteurs de l'éducation et la santé, chercheur.e.s de différents champs d'expertise et citoyen.ne.s) expriment souvent le désir d'approfondir l'action interculturelle au sein de la Ville, mais ils se demandent comment faire, avec quel langage et pour quelle finalité. Tous ces gens demandent que la Ville joue un rôle de leadership pour protéger et promouvoir les relations interculturelles.

En publiant cet avis, le CIM pose un geste concret pour documenter l'expertise de la Ville en matière des relations interculturelles, un dossier qui concerne toutes les formes de diversité composant la Ville et non pas seulement les personnes immigrantes. Cet avis est exemplaire dans son étendue, mais aussi dans la profondeur de son analyse. Il s'agit, à ma connaissance, du document le plus complet publié jusqu'à présent sur les conditions et la nécessité d'encadrer l'interculturel en vue d'améliorer les relations entre les citoyen.ne.s d'identités et d'origines diverses.

De plus, avec une série de recommandations novatrices et bien documentées, le CIM trace un chemin clair pour que la Ville de Montréal assume sa responsabilité en faisant coïncider les pratiques et les discours. Avec cet avis, le CIM met des mots sur des préoccupations réelles afin de jeter les bases d'une nouvelle ère dans notre façon de concevoir, à la base, les conditions de la rencontre.

Bob W. White
Université de Montréal

Synthèse

Contexte

La Ville de Montréal témoigne d'un processus d'urbanisation complexe, marqué par une diversification sans cesse grandissante. L'importance des présences autochtone, francophone, anglophone, comme les vagues d'immigration successives, l'entrée d'un nombre toujours croissant de travailleuses et travailleurs temporaires et les vastes cohortes d'étudiantes et étudiants étrangers transforment inéluctablement le paysage montréalais. Ces tendances démographiques confirment par ailleurs que la diversité linguistique, religieuse et culturelle est et restera la règle pour Montréal, et non pas une situation exceptionnelle ou temporaire à surmonter.

Afin de répondre aux défis posés par un tel contexte, l'avis Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle recommande d'entamer une démarche exhaustive consacrée aux relations interculturelles. Le Conseil interculturel de Montréal (CIM) propose l'élaboration d'une politique interculturelle qui s'appuie sur trois piliers essentiels – la reconnaissance, l'égalité et les interactions – ainsi que sur l'élaboration d'un principe interculturel à enchâsser dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*. L'ensemble de cette stratégie normative vise à assurer une prise en charge collective, c'est-à-dire démocratique et interculturelle, des enjeux liés aux relations interculturelles dans la cité.

S'appuyant sur le fait que Montréal est d'ores et déjà un milieu pluraliste dynamique, les pages qui suivent argumentent qu'une véritable perspective interculturelle à la Ville de Montréal ne peut pas s'articuler autour d'une majorité homogène qui s'approprie le devoir de gérer une minorité diversifiée. Notre avis suggère plutôt une approche axée sur le principe selon lequel la diversité ethnoculturelle montréalaise n'est pas seulement un domaine « à gérer »; il vise à faire de ce principe l'outil démocratique principal par lequel s'opérera désormais la gestion des relations interculturelles.

Les avantages d'une politique interculturelle

Dans un contexte de diversification ethnoculturelle comme celui de la ville de Montréal, les enjeux liés aux relations interculturelles se déploient dans une panoplie de secteurs. Le racisme, la discrimination, le manque de représentativité, notamment, sont des problématiques exposées tour à tour lorsqu'il est question de l'accès à l'emploi ou au logement, de la participation citoyenne, de la représentativité dans les médias et les arts, etc.

Devant la complexité multidimensionnelle de ces divers enjeux, le CIM est d'avis que seule une politique interculturelle assurerait une attention transversale, pérenne et cohérente permettant de bien cartographier les problématiques et d'instaurer les mécanismes nécessaires à l'établissement de réponses adéquates. Une politique interculturelle est en effet la clé d'une mobilisation et d'une concertation sans précédent de plusieurs actrices et acteurs municipaux autour de ces enjeux et, idéalement, de l'attribution des ressources humaines et financières nécessaires au suivi administratif transversal subséquent. C'est en ce sens que le CIM propose dans les pages qui suivent

de procéder à la formalisation cohérente et effective d'une perspective interculturelle générale, bien ancrée dans l'histoire même de la vie démocratique et plurielle de Montréal.

Montréal n'a pas à se concevoir comme l'exception au Québec, mais devrait plutôt se poser en modèle. En établissant une véritable politique interculturelle capable de dégager des modes de solidarité et d'action communs, il s'agirait de combler l'écart entre le caractère inclusif visé par la Ville de Montréal à travers ses textes normatifs et l'exclusion de plusieurs pans de la population qui font face à des barrières malheureusement trop récurrentes, voire systémiques. Le CIM considère qu'une politique interculturelle doit et peut servir précisément à colmater le clivage entre les efforts consacrés à contrer le racisme et les discriminations, et une stratégie axée sur les rapprochements interculturels. Une politique interculturelle permettrait ainsi de solidifier le statut de la Ville de Montréal en tant que voix incontournable dans la défense de l'apport de sa diversité au sein des forums provinciaux, fédéraux et internationaux auxquels elle est appelée à participer.

Bref, une politique interculturelle permettrait de doter la Ville de Montréal d'une vision englobante et audacieuse qui viendrait appuyer le travail des services en matière de relations interculturelles. Une politique interculturelle pourrait être vue comme un legs pour Montréal en mettant de l'avant une approche où la diversité ne serait plus « à gérer », mais où cette dernière devient l'outil principal à travers lequel les enjeux liés à la diversité sont gérés.

Les recommandations

Les six recommandations qui suivent cherchent à tracer la voie d'une formalisation adéquate d'une perspective interculturelle exhaustive et pleinement adaptée au contexte montréalais, tant historique que contemporain. Renforcée par des efforts normatifs et administratifs cohérents et coordonnés en la matière, celle-ci permettrait de former une stratégie interculturelle structurante et intégrée. Ces recommandations se trouvent dans l'encadré ci-contre.

Par ces recommandations, le CIM invite donc la Ville de Montréal à revoir l'importance accordée à la dimension interculturelle dans la cité afin d'asseoir une véritable perspective intégrée et transversale. Une telle démarche doit promouvoir, développer et consolider les vecteurs de relations interculturelles en tenant compte tant des relations de l'ensemble des citoyen.ne.s entre eux, que des relations entre citoyen.ne.s et l'ensemble des instances de la Ville.

Montréal n'est pas devenue inclusive par pur enchantement, mais notamment à travers les revendications répétées pour plus d'égalité et de reconnaissance de la part de la diversité ethnoculturelle qui compose la ville. Ce fait mérite d'être souligné, car il implique que les relations interculturelles sont absolument fondamentales dans le développement des aspirations de la ville de Montréal et de son identité. Il importe donc qu'on leur accorde toute l'attention nécessaire.

1. **Que la Ville enchâsse un principe interculturel dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités;**
2. **Que la Ville poursuive et consolide ses efforts en matière de relations interculturelles à travers l'élaboration d'une politique interculturelle qui découle de l'adoption du principe interculturel;**
3. **Que la Ville appuie les démarches en vue de l'élaboration d'un cadre de gestion et de référence pour les fonctionnaires municipaux qui s'arrime à la politique interculturelle;**
4. **Que la Ville mandate une instance et alloue les ressources humaines et financières nécessaires afin de coordonner l'ensemble du chantier interculturel à venir et d'assurer, par la suite, un suivi et une évaluation conséquente des démarches de la Ville de Montréal en matière de relations interculturelles;**
5. **Que la Ville de Montréal mène une consultation publique inclusive et participative sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle;**
6. **Que la Ville, dans toutes ses initiatives réglementaires et administratives, anticipe les effets potentiels sur les personnes issues de la diversité et qu'elle insère une clause d'impact diversité dans ses sommaires décisionnels.**

Table des matières

Préface iv
Synthèse vi
Mot du président 2
Mandat du Conseil interculturel de Montréal 3
Introduction 4
Pour aller de l'avant 4
Démarche 6
1. Vers un principe interculturel 8
1.1. Montréal, cité interculturelle? 8
1.2. Enchâsser un principe interculturel dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* 13
1.3. Trois piliers pour une politique interculturelle : reconnaissance, égalité, interactions 15
1.3.1. La reconnaissance de la diversité 16
1.3.2. L'égalité et les droits de tous 16
1.3.3. Les interactions productives 17
2. Mise en œuvre d'une politique interculturelle 19
2.1. Vers une politique interculturelle 21
2.1.1. Politique de développement social 21
2.1.2. Montréal inclusive 23
2.1.3. Une politique interculturelle : au-delà des initiatives en place 24
2.2. Élaboration d'un cadre de référence 27
2.3. Mandater une instance conséquente pour assurer la mise en œuvre d'une politique interculturelle 29
2.4. Consultation publique sur une politique interculturelle et sa mise en œuvre 32
2.5. La mise en place d'une clause d'impact diversité 35
Conclusion 36
Remerciements 39
Bibliographie 40
Annexes 46

Mot du président

Au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), j'ai le plaisir de déposer l'avis intitulé *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle*.

Depuis 2006, le CIM met régulièrement en exergue l'importance pour l'administration montréalaise de se doter d'une véritable politique interculturelle afin de moderniser son approche et d'orienter ses actions en matière de diversité.

Le présent avis s'inscrit dans la même veine; plus encore, il propose une feuille de route pour s'attaquer aux enjeux pressants liés au mandat du CIM. Parmi les étapes entourant la mise en œuvre d'une politique interculturelle : l'enchâssement d'un principe interculturel dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*; la création d'une instance assurant l'intégration et la coordination des problématiques interculturelles; l'appui au développement d'un cadre de gestion et de référence en matière interculturelle; et une consultation publique sur la politique interculturelle pour alimenter un plan d'action à court, moyen et long terme.

L'objectif recherché est systémique. La proposition d'un tel chantier vise en effet à consolider la qualité du vivre-ensemble et la promotion du bien commun à Montréal, en fournissant aux élu.e.s et aux décideuses et décideurs municipaux une vision et des outils pour assurer une cohérence optimale de leurs interventions.

Le CIM estime que l'enjeu des relations interculturelles à Montréal mérite une attention toute particulière de la part de l'administration. L'adoption d'un cadre d'intervention qui puisse permettre de traiter les angles morts et de trouver des solutions aux iniquités structurelles et sociales lui permettrait d'être proactive plutôt que simplement réactive. Une telle prise de position décisive de l'administration positionnerait la métropole comme un véritable chef de file en la matière au Québec et l'aiderait à assurer son leadership au sein du réseau des cités interculturelles du Conseil de l'Europe, dont elle est membre depuis 2011.

En adoptant la démarche proposée par le CIM, les élu.e.s de la Ville enverront un message d'inclusion fort et clair à l'ensemble des citoyennes et des citoyens de notre belle cité.

Bonne lecture!

Moussa Sène
Président du CIM

Mandat du Conseil interculturel de Montréal

Le règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (02-044-modifié) encadre le fonctionnement et les activités du Conseil. En vertu de ce règlement, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) :

- « Conseille et donne son avis au conseil de la ville et au comité exécutif sur les services et les politiques municipales à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des membres des communautés culturelles à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la ville;
- Il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de ville ou du comité exécutif, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés culturelles ou sur toute question relative aux relations interculturelles dans le domaine de compétences municipales et soumet ses recommandations au conseil de la ville et au comité exécutif;
- Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles;
- Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions ».

Dans le cadre de ce mandat, le CIM réalise des travaux de recherche dans le but d'identifier et d'éclairer certains enjeux peu étudiés afin d'attirer l'attention des autorités sur leur importance et de proposer des pistes d'action en harmonie avec les prérogatives de la Ville. Le présent avis en faveur d'une politique interculturelle pour Montréal et ayant pour titre *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle* s'inscrit dans le cadre de cette mission générale.

Conseil interculturel de Montréal
1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 868-5809
Courriel : cim@ville.montreal.qc.ca
Site Web : ville.montreal.qc.ca/cim

Introduction

Pour aller de l'avant

Le statut de « cité interculturelle » a été conféré à Montréal en 2011 par le Conseil de l'Europe[1]. Le succès de la candidature montréalaise s'appuyait largement sur la longue expérience de l'administration municipale en matière de développement de stratégies et de compétences interculturelles. Dès son adhésion au réseau international des cités interculturelles, Montréal a fait très bonne figure en prenant la cinquième position de l'index interculturel du programme sur un total de 40 villes inscrites. Malgré l'entrée réussie et remarquée de la Ville dans ce réseau, le rapport du Conseil de l'Europe a souligné d'emblée l'importance de franchir un pas supplémentaire :

> « La stratégie "idéale" des cités interculturelles exigerait des autorités municipales qu'elles fassent une déclaration officielle énonçant clairement leur engagement actif envers des principes interculturels, ainsi que leur détermination à coopter dans cette perspective d'autres acteurs clés de la ville » (Conseil de l'Europe 2011:3).

Comme l'a déjà suggéré à maintes reprises le Conseil interculturel de Montréal (CIM)[2], une telle invitation à formaliser l'engagement montréalais en la matière ne devrait pas rester lettre morte[3]. Une série de rapports d'activités, d'avis et de mémoires du CIM (2006, 2009, 2010, 2011, 2013, 2014, 2017, 2018) défendent tour à tour l'importance des apports d'une véritable politique interculturelle et de l'élaboration d'un cadre de référence et de gestion pour l'administration municipale.

Le texte qui suit cherche à développer cette ligne argumentative, bien établie au sein du CIM à travers ses divers efforts et recommandations. En ce sens, le CIM ne peut que se réjouir que le projet de politique interculturelle ait été évoqué récemment par Mme Mylande Pierre, présidente de la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations (Cambron-Goulet 2018). Il tient notamment à offrir son soutien au Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), qui a montré une ouverture afin de « redéfinir l'intervention municipale en matière de relations interculturelles et de gestion de la diversité ethnoculturelle » (Ville de Montréal 2018a:28) ainsi qu'une volonté de mettre en place un cadre de référence en matière interculturelle permettant d'établir un langage commun pour l'ensemble des employé.e.s de la Ville. Le dévoilement récent de *Montréal inclusive. L'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, c'est l'affaire de tous!* (Ville de Montréal 2018b), premier plan d'action de la Ville

1 Le programme « Cités interculturelles » du Conseil de l'Europe a pour objectif de mettre de l'avant un prisme interculturel à travers lequel une ville membre peut analyser et évaluer ses propres politiques et initiatives en matière de gestion de la diversité culturelle. En plus de promouvoir la mise en place de stratégies interculturelles globales pour les villes au sein de son réseau, le programme s'assure périodiquement de partager les meilleures pratiques existantes en la matière.

2 Consulter plus particulièrement Conseil interculturel de Montréal (2013:39).

3 Dans un texte consacré à l'histoire des démarches interculturelles à la Ville de Montréal, Martha Massana et Gilles Rioux lancent une invitation similaire. Ils soulignent que la reconnaissance du Conseil de l'Europe risque d'augmenter les attentes en vue d'une expansion du cadre normatif et administratif en la matière (Massana et Rioux 2018:308).

en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, vient également combler un vide important au sein de l'administration montréalaise autour des multiples enjeux liés aux relations interculturelles. En appui à ces diverses initiatives, le présent avis propose une stratégie élargie afin d'établir les relations interculturelles comme priorité structurante et durable. Le CIM présente une contribution à la fois normative et opératoire en vue de l'avancement d'un chantier interculturel qui s'appuie sur les récentes initiatives à la Ville de Montréal en matière de gestion de la diversité.

Le CIM invite ainsi la Ville à se servir de la reconnaissance internationale du Conseil de l'Europe comme tremplin afin d'approfondir la portée de son cadre normatif. Nous suggérons d'abord qu'elle souligne un peu plus formellement son titre de « cité interculturelle » en adoptant un principe interculturel au sein de sa propre *Charte montréalaise des droits et responsabilités* (Ville de Montréal 2017a). Nous proposons également qu'elle s'engage à élaborer une politique interculturelle qui viendrait donner chair à ce principe et le mettrait en œuvre de manière coordonnée. Cette double étape décisive permettrait à la Ville d'épouser pleinement la dimension interculturelle de sa vie démocratique et des institutions qui en découlent, tout en confirmant sa responsabilité et son imputabilité en la matière. Elle permettrait aussi, par le fait même, de reconnaître l'importance historique de la métropole au Québec, tant sur les plans intellectuel, social et administratif que dans la conceptualisation et la mise en pratique de perspectives et d'approches interculturelles.

Montréal, une *démocratie interculturelle*? Sans évidemment s'y réduire, la vie politique montréalaise se déploie déjà en grande partie à travers le tissu complexe et diversifié des relations interculturelles. L'étendue de la diversité ethnoculturelle à Montréal ne fera d'ailleurs qu'augmenter et se complexifier au cours des prochaines décennies. En ce sens, non seulement la Ville doit continuellement reconnaître l'importance des enjeux liés aux relations interculturelles (leur nature changeante), mais elle doit aussi accentuer, promouvoir et développer la dimension à la fois démocratique et interculturelle de leur prise en charge.

La première section de cet avis a pour objectif de jeter les bases de l'établissement d'un principe interculturel dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*. L'adoption d'un tel principe dans la charte mène à deux conséquences principales :

- La confirmation concrète et formelle des relations interculturelles comme responsabilité prioritaire de la Ville et des résidents et résidentes de Montréal;
- L'obligation de reconnaître, d'identifier et de tenter de résoudre de manière démocratique et interculturelle les enjeux ciblés.

Or, une telle mise en application, qui implique de cerner et de détailler les divers défis liés aux relations interculturelles et les modalités de leur prise en charge, doit s'établir à travers un signal fort qui répond adéquatement à l'exigence démocratique et interculturelle que le principe avance. Les étapes qui suivent sont ainsi cruciales afin de bien soutenir et consolider tant la légitimité que la pérennité des outils normatifs et administratifs. Dans cette optique, le CIM propose une démarche suffisamment exhaustive pour assurer la pleine mise en œuvre d'un grand chantier interculturel, en cinq étapes :

1. Élaborer une politique interculturelle, c'est-à-dire établir les grandes orientations à même d'assurer une attention à la fois exhaustive et soutenue aux enjeux ciblés;
2. Mettre en œuvre un cadre de référence en matière interculturelle pour les employé.e.s de la Ville de Montréal;
3. Mandater une instance administrative conséquente et pérenne avec les ressources humaines et budgétaires nécessaires;
4. Lancer une consultation publique inclusive et générale concernant la mise en œuvre d'une politique interculturelle;
5. Établir une clause d'impact diversité afin de bien inscrire la sensibilité interculturelle dans l'ensemble des sommaires décisionnels.

Plus généralement, une telle initiative permettrait de bien cartographier l'ensemble des enjeux liés aux relations interculturelles et de convenir des modalités susceptibles de répondre aux défis soulevés par la diversité de la population montréalaise.

Ainsi, le CIM propose six recommandations qui assureront la formalisation d'un principe interculturel. Renforcé par des efforts normatifs et administratifs cohérents et coordonnés, celui-ci

permettrait d'établir une stratégie interculturelle structurante et intégrée. Ces recommandations sont les suivantes :

1. **Que la Ville enchâsse un principe interculturel dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités;**
2. **Que la Ville poursuive et consolide ses efforts en matière de relations interculturelles à travers l'élaboration d'une politique interculturelle qui découle de l'adoption du principe interculturel;**
3. **Que la Ville appuie les démarches en vue de l'élaboration d'un cadre de gestion et de référence pour les fonctionnaires municipaux qui s'arrime à la politique interculturelle;**
4. **Que la Ville mandate une instance et alloue les ressources humaines et financières nécessaires afin de coordonner l'ensemble du chantier interculturel à venir et d'assurer, par la suite, un suivi et une évaluation conséquente des démarches de la Ville de Montréal en matière de relations interculturelles;**
5. **Que la Ville de Montréal mène une consultation publique inclusive et participative sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle;**
6. **Que la Ville, dans toutes ses initiatives réglementaires et administratives, anticipe les effets potentiels sur les personnes issues de la diversité et qu'elle insère une clause d'impact diversité dans ses sommaires décisionnels.**

Par ces recommandations, le CIM invite donc la Ville de Montréal à revoir l'importance accordée à la dimension interculturelle dans la cité afin d'asseoir une véritable perspective intégrée et transversale. Une telle démarche doit promouvoir, développer et consolider les vecteurs de relations interculturelles en tenant compte tant des relations de l'ensemble des citoyen.ne.s entre eux, que des relations entre citoyen.ne.s et l'ensemble des instances de la Ville.

Démarche

Cet avis s'inscrit dans un contexte où l'on note un certain engouement international autour des perspectives interculturelles, depuis près d'une quinzaine d'années (UNESCO et Conseil de l'Europe, notamment). Cet enthousiasme semble avoir atteint la Ville de Montréal au moment même où, nous le verrons sous peu, ses propres démarches en la matière étaient marquées par le recours fréquent à une série d'autres termes (*cosmopolitisme, vivre-ensemble, inclusion*). S'ajoutent à ce contexte la résurgence de l'intérêt au Québec pour l'interculturalisme, notamment depuis la commission Bouchard-Taylor (2007-2008), et, plus récemment, quelques avancées timides dans l'action gouvernementale provinciale, notamment à travers l'adoption d'une nouvelle politique d'immigration pour le Québec en 2016[4]. Rien n'assure cependant que ces avancées seront davantage promues ou développées à la suite du changement de gouvernement provincial à l'automne 2018.

Dans un tel contexte, la Ville de Montréal peut et doit être proactive en accentuant la forte tradition interculturelle qui la caractérise. Rappelons que celle-ci déborde largement les acquis administratifs et s'inscrit dans un long parcours au sein de la société civile et du monde universitaire[5]. La Ville pourrait ainsi se doter des outils nécessaires pour défricher des avenues prometteuses et consolider son leadership au niveau municipal, national et international.

Le présent avis s'appuie sur une recherche documentaire variée – incluant des articles scientifiques, des articles de presse, de la littérature grise (rapports gouvernementaux, textes normatifs, etc.) – et sur des entretiens avec diverses personnes au sein de l'administration municipale et à l'extérieur de celle-ci, notamment dans les milieux universitaires. Cette double démarche avait pour objectif de mieux saisir et synthétiser certains des principaux enjeux, les défis à venir et les options plausibles pour aller de l'avant, tant sur le plan normatif que sur le plan administratif. Le CIM souhaite ainsi promouvoir un grand chantier interculturel à travers les six recommandations mentionnées précédemment. Ce chantier assurerait la formalisation cohérente et effective d'une perspective interculturelle générale, bien ancrée dans l'histoire même de la vie démocratique et plurielle de Montréal.

4 Consulter notamment MIDI (2017 et 2015).

5 Il importe de souligner que l'histoire des perspectives interculturelles à Montréal est beaucoup plus large que la simple appropriation du concept d'interculturalisme par la Ville de Montréal dans les années 1980, comme l'illustrent notamment Pierre Anctil (2014), Danielle Gratton (2014) et Joseph J. Lévy (2014). Sur son ancrage historique au Québec, voir Charles Taylor (2012).

Définition de l'interculturel selon le Conseil interculturel de Montréal

Le terme *interculturel* est utilisé de différentes façons en contexte urbain. Pour sa part, le CIM s'appuie sur la définition utilisée par le Conseil de l'Europe pour identifier les « cités interculturelles ». L'interculturel qualifie les rapports entre les groupes de personnes de cultures différentes dans un territoire donné (par exemple, des points communs, des interactions, des échanges, des relations, etc.). L'interculturel se distingue du multiculturel (coexistence ou juxtaposition des cultures minoritaires par rapport à la culture majoritaire) en introduisant une notion de réciprocité et d'interactions.

Pour le CIM, la défense et la promotion du bien commun incluent la défense et la promotion des droits des minorités, de toutes les minorités. Ainsi, une perspective interculturelle encourage les interactions entre les personnes, tout en s'efforçant de réduire les impacts des rapports de pouvoir qui traversent la société.

Dans le présent avis, l'expression *politique interculturelle* ne désigne pas seulement une politique dont l'objet serait les relations interculturelles : elle souligne le fait que la Ville doit se doter d'une politique proactive et transversale en matière de relations interculturelles.

L'*interculturel* est de plus en plus utilisé comme substantif pour désigner les relations interculturelles telles qu'elles se déploient dans la société (c'est-à-dire l'interculturalité)[6]. Dans les pages qui suivent, nous allons privilégier l'utilisation de l'adjectif *interculturel* accompagné des noms précisant de quoi il s'agit, que ce soit un chantier, un principe, une stratégie, une démarche, une perspective, une approche ou une relation interculturelle. L'ensemble de cette nomenclature précise s'il s'agit de la reconnaissance même de l'interculturel (comme substantif, c'est-à-dire l'interculturalité) ou d'une manière de l'appréhender (approche, perspective, etc.).

6 Voir Bob White *et al.* (2014:14).

1. Vers un principe interculturel

1.1. Montréal, cité interculturelle?

À la Ville de Montréal, c'est sous les traits d'une perspective « interculturelle » que les premiers efforts de rapprochements avec la diversité ethnoculturelle montréalaise ont été déployés, dans les années 1980. À l'époque, la présence de vagues d'immigration récentes confirmait les limites organisationnelles d'un modèle traditionnel trop rigide, découlant de la compartimentalisation religieuse et linguistique des « deux solitudes » – francophone et anglophone (Massana et Rioux 2018:283). Un virage s'imposait dans la manière de concevoir la ville elle-même, qui ne pouvait plus se réduire à certains clivages historiques, présents depuis la fondation de cette dernière[7]. Un coup d'œil au tableau des actions faites par les administrations municipales successives[8] (voir ci-contre) suffit pour saisir les problématiques principales.

Cette liste partielle montre que les objectifs sont assez constants tout au long de cette évolution administrative :

- promouvoir l'égalité des chances;
- lutter contre la discrimination et le racisme;
- assurer une meilleure représentativité et reconnaissance de la diversité;
- offrir du soutien aux nouveaux arrivants;
- assurer l'intégration en emploi;
- contrer les inégalités sociales;
- contrer la marginalisation et la précarité, etc.[9].

L'éventail des réalisations, des interventions, des programmes et des formations est trop large pour être détaillé ici, mais il est bien documenté tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'administration[10]. Notons qu'une perspective interculturelle a fait l'objet d'une certaine consolidation à travers l'adoption du principe de l'interculturalisme au tournant du millénaire (Ville de Montréal 2000) : « la Ville de Montréal adopte le principe de l'interculturalisme qui encourage le rapprochement et les échanges entre les diverses cultures qui font l'identité montréalaise et qui contribuent à la richesse du développement social, culturel et économique de Montréal » (Ville de Montréal 2000:17). Plus de dix ans plus tard, en 2011, la métropole devenait la deuxième ville américaine reconnue internationalement à titre de « cité interculturelle » dans le programme du Conseil de l'Europe[11].

7 Le tournant interculturel des années 1980 était davantage axé sur la ligne de tension historique entre francophones et anglophones. On remarquera ici que les efforts de rapprochements interculturels ne semblaient malheureusement pas inclure les Premières Nations.

8 Nous n'indiquons ici que quelques-unes des actions les plus marquantes selon le CIM. Consulter Ville de Montréal (2011) pour la liste exhaustive des actions de la Ville en matière de relations interculturelles jusqu'en 2011.

9 En plus des initiatives montréalaises, les arrondissements de Saint-Laurent (2000) et de Verdun (2008) se sont dotés de politiques de gestion de la diversité (ils demeurent les seuls arrondissements à l'avoir fait à ce jour) : respectivement, la *Politique interculturelle de Ville Saint-Laurent* (2000) et la *Politique de la gestion de la diversité ethnoculturelle de l'arrondissement de Verdun* (2008).

10 Voir notamment Aude-Claire Fourot (2013), Martha Massana et Gilles Rioux (2018:282) et Ville de Montréal (2000, 2011).

11 Les municipalités canadiennes tendent à revendiquer leur compétence en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle et d'accueil des nouveaux arrivants à partir des années 1980-1990 (Poirier 2005), suivant de près une

Tableau 1. Les acquis municipaux en matière interculturelle

Année	Actions de la Ville en matière de relations interculturelles
1989	*Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale*
1988	Bureau d'accueil des nouveaux immigrants
2016	Bureau d'intégration des nouveaux arrivants (BINAM)
1990	Comité consultatif sur les relations interculturelles et interraciales (CCRIIM)
1990	Comité aviseur sur les relations interculturelles de Montréal (CARIM)
2003	Conseil interculturel de Montréal (CIM)
1989	*Programme d'accès à l'égalité en emploi pour les communautés culturelles*
2006	*Programme de parrainage professionnel*
1992	*Proclamation du mois de février comme le Mois de l'Histoire des Noirs*
2000	Adoption du principe de l'*interculturalisme*
2011	Montréal devient deuxième ville américaine reconnue internationalement à titre de « cité interculturelle » dans le programme du même nom du Conseil de l'Europe
2004	*Déclaration de Montréal pour la diversité culturelle et l'inclusion*
2015	*Déclaration de Montréal sur le Vivre-ensemble*
2018	Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) (et intégration du BINAM au SDIS)
2018	*Montréal inclusive. L'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, c'est l'affaire de tous!*

prise en charge similaire sur le plan provincial au Canada (Paquet 2016). Cette prise en charge municipale des divers enjeux liés aux relations interculturelles et à l'accueil des nouveaux arrivants s'inscrit dans un contexte plus large d'affirmation de l'importance du palier municipal comme gouvernance urbaine ou gouvernement de proximité (Labelle *et al.* 1996, Jouve 2003, Praznik et Shields 2018). Au Québec, la publication du *Livre blanc municipal. L'avenir a un lieu* (UMQ 2012) par l'Union des municipalités du Québec (UMQ) est un exemple saillant des revendications grandissantes des municipalités québécoises pour plus d'autonomie et de responsabilités. Le projet de loi 122, *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (2016), ainsi qu'une entente spécifique à Montréal, le projet de loi 121, la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (2016), marquent par ailleurs ce tournant « municipal » dans la province. Le gouvernement du Québec reconnaît désormais les villes comme gouvernements de proximité, leur conférant ainsi une certaine autonomie, mise de l'avant notamment à travers la plus récente politique d'immigration du gouvernement provincial. Le contexte québécois a par ailleurs été marqué par l'abolition en 2016 d'un palier régional établi depuis 2003 – avec ses enveloppes budgétaires et ententes spécifiques : les conférences régionales des élus (CRÉ). Au profit d'une logique de mobilisation régionale, on assiste depuis à une « remunicipalisation » graduelle (Mévellec et al. 2017); remunicipalisation néanmoins ambiguë, dans la mesure où, bien que les municipalités soient reconnues officiellement comme des gouvernements de proximité par le gouvernement du Québec, cette reconnaissance ne s'accompagne pas nécessairement de moyens financiers supplémentaires. Voir l'annexe 1 pour un aperçu des efforts municipaux récents en matière de gestion de la diversité culturelle.

L'*interculturalisme* est donc la dénomination qui a été retenue par la Ville de Montréal. Cependant, sa mise en place à partir des années 1980 et son officialisation subséquente en 2000, par l'adoption du principe du même nom, visaient à assurer la présence institutionnelle d'une sensibilité aux enjeux spécifiques liés à la diversité ethnoculturelle montréalaise, plutôt que de représenter une orientation formelle et détaillée. Par ailleurs, la propension à regrouper l'ensemble des interventions de la Ville sous un modèle interculturel unifié est forte, mais relève davantage d'une lecture rétrospective. Le document de mise en candidature de la Ville de Montréal pour le programme des cités interculturelles du Conseil de l'Europe en est un exemple éloquent (Ville de Montréal 2011). L'ensemble des initiatives de l'administration montréalaise depuis plus de vingt ans y est présenté, en quelque sorte, comme étant le résultat d'une perspective interculturelle bien établie. Or, cette perspective interculturelle circulait davantage comme prescription générale que comme cadre formalisé. Une attention plus soutenue à la trajectoire de la Ville en la matière permet d'entrevoir certaines oscillations quant aux concepts utilisés, qui suggèrent qu'une perspective interculturelle n'est pas toujours privilégiée ni même mise de l'avant aujourd'hui. Si l'on constate un mouvement explicite vers l'interculturalisme à partir des années 1980, on note également que plusieurs actions subséquentes s'y réfèrent peu ou même pas du tout. Ainsi, d'autres concepts se sont imposés au gré des efforts normatifs de la Ville : *cosmopolitisme, vivre-ensemble, inclusion*, etc.

Cette absence du terme en tant que tel peut paraître anodine dans la mesure où le champ d'intervention qui relèverait d'une approche interculturelle est tout de même couvert par une constellation de concepts similaires. Or, l'absence de toute référence directe à l'interculturalisme ou aux relations interculturelles dans des textes normatifs aussi centraux que la *Déclaration pour la diversité culturelle* (2004), la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* (2006), la *Déclaration sur le vivre-ensemble* (2015) et la *Politique de développement social* (2017) s'ajoute à une érosion graduelle de sa place au sein de la structure organisationnelle de la Ville depuis le début du nouveau millénaire.

Si le Conseil interculturel de Montréal (CIM) perdure depuis 2003, la reconnaissance explicite de l'importance de la dimension interculturelle tend à s'étioler sur le plan administratif et dans les cercles décisionnels. On notait récemment, par exemple, que les effectifs réservés à l'interculturel avaient diminué et que « les affaires interculturelles ne représentent qu'une petite section au sein de la Direction de la diversité sociale » (Germain 2013:31). La création du Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) comme la transformation du Service du développement social et des sports (SDSS) en Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) – lequel a tout récemment intégré le BINAM en son sein (2018) – témoignent certes d'une réelle volonté de prendre en charge les enjeux liés aux relations interculturelles et même d'une volonté d'agir de façon transversale, ce qui est souhaitable. Cependant, ces développements récents à la Ville de Montréal n'impliquent pas, pour l'instant du moins, l'attribution de ressources financières et humaines importantes, sauf en ce qui concerne l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants[12]. De tels efforts ne vont certainement pas à l'encontre des idéaux portés par les perspectives interculturelles, bien au contraire, mais l'interculturalisme ne semble pas s'inscrire comme une orientation englobante pour faire face aux défis liés aux relations interculturelles, qui semblent revenir aujourd'hui davantage au développement social et à l'inclusion.

En ce sens, bien que Montréal soit reconnue comme cité interculturelle, elle tarde à se reconnaître elle-même comme telle, c'est-à-dire à officialiser ce statut de manière structurante et intégrée. Si l'héritage en la matière est riche et foisonnant, la portée paraît toujours quelque peu limitée. On remarque certainement une volonté constante d'agir sur des enjeux touchant la diversité ethnoculturelle montréalaise : égalité des droits, accès à l'emploi, lutte à la précarité, aux discriminations et au racisme, participation citoyenne, représentativité, etc. Cependant, le champ d'intervention reste soumis aux aléas des ressources limitées offertes par le gouvernement provincial, des changements administratifs à la Ville et du travail en silo découlant des structures administratives. Par le fait même, l'imputabilité des élu.e.s en la matière demeure inévitablement limitée, comme l'illustre l'attention plus ou moins soutenue portée aux relations interculturelles à l'hôtel de ville depuis les années 2000.

12 Cet accent mis sur les nouveaux arrivants est en lien direct avec un financement accordé par le MIDI. Voir la section 2.1 à ce sujet.

Le contexte est donc propice à ce que la Ville de Montréal se positionne stratégiquement comme chef de file en matière de politique interculturelle au Québec. Ainsi, sa cohérence interne en serait grandement améliorée et la Ville serait davantage en mesure de défendre sur la scène provinciale à la fois la nature interculturelle de sa démocratie et la valeur ajoutée que celle-ci a représenté et représente toujours pour le Québec en entier. En effet, Montréal n'a pas à se concevoir comme l'exception au Québec, mais devrait plutôt se poser en modèle. Le CIM suggère donc dans les prochaines sections un modèle interculturel basé sur la gestion démocratique de la diversité *par* la diversité. L'affirmation conséquente de la nature démocratique et interculturelle de la prise en charge des enjeux liés aux relations interculturelles doit également s'inscrire dans une perspective antiraciste[13].

13 Il est à noter que Montréal fait partie de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination (CCMCRD) et de la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR), promue par l'UNESCO. Les villes au cœur de ces réseaux cherchent à améliorer leurs politiques de lutte au racisme, aux discriminations et à l'exclusion.

Recommandation 1

Considérant que Montréal doit prendre toute la mesure de la nature interculturelle de la cité et de la diversité qui la caractérise et confirmer sa responsabilité envers les enjeux liés aux relations interculturelles;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville enchâsse un principe interculturel dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*.

1.2 Enchâsser un principe interculturel dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités

L'interculturalisme semble plutôt résilient malgré les soubresauts des débats publics et les critiques formulées à son endroit[14]. Sa persistance historique dans le contexte montréalais comme sa présence accrue dans la sphère publique et gouvernementale, notamment depuis la commission Bouchard-Taylor (2007-2008), confirment sinon un consensus à son sujet, du moins une présence dans l'espace public québécois :

> « Le désir de considérer l'inclusion à partir d'une approche interculturelle est exprimé par une diversité d'acteurs, d'organismes et d'institutions du Québec qui se trouvent coincés entre deux modèles d'inclusion – le multiculturalisme canadien et l'interculturalisme québécois – et ils revendiquent non seulement des orientations plus claires, mais aussi des outils pour la mise en place et pour l'évaluation de cette approche » (White *et al.* 2014:20).

Comme le soulignait récemment Francine Saillant, Joseph J. Lévy et Alfredo Ramirez-Villagra (2017), un éthos interculturel semble par ailleurs déjà bien intégré dans le contexte montréalais, bien au-delà des initiatives de l'administration municipale. On note à la fois une adhésion aux perspectives interculturelles et une appropriation de celles-ci au sein des organismes communautaires montréalais :

> « D'après nos données empiriques, à Montréal, une ville qui a adhéré au groupe des cités interculturelles dans le monde, les perspectives interculturelles, les droits et la reconnaissance ne se retrouvent pas seulement dans les documents gouvernementaux, en tant que discours opportunistes "dans l'air du temps", mais aussi comme principes de lutte bien assimilés qui font partie de la fibre de sa société civile et de sa composante ethnoculturelle diversifiée » (Saillant *et al.* 2017:173).

Les auteurs ajoutent par ailleurs que c'est en référence constante à la justice sociale que s'établissent surtout ces perspectives interculturelles : « [c'est] l'une des aspirations les plus notables dans les discours des leaders interviewés [...] sans que leurs propos [...] soient pour autant alignés verticalement sur les théoriciens de l'interculturalisme à la québécoise ou à l'international » (Saillant *et al.* 2017:174).

Ces observations nous paraissent cruciales pour deux raisons principales. D'abord, de telles remarques présentent la cité montréalaise comme un terreau fertile pour les perspectives interculturelles, au-delà du rapport entre l'administration municipale et les citoyens[15]. Ensuite, considérer les perspectives interculturelles à travers un prisme de justice sociale implique, d'une part, de défendre et d'établir l'égalité des droits de tous et, d'autre part, d'envisager des formes de solidarité collective pour y arriver.

On peut ainsi voir émerger un principe interculturel minimal qui servira de base pour l'ensemble de la démarche. Dans le contexte pluraliste et démocratique de Montréal, est interculturel ce qui cherche à établir des formes de solidarité collective pour s'attaquer aux enjeux liés à la défense de l'égalité de tous (et

14 Pour une vue générale de ces débats, voir notamment Labelle et al. (2007), Rocher et Labelle (2010) et Rocher et White (2014). Certains soulignent qu'il n'y a pas de consensus autour de l'interculturalisme au Québec (Rocher et White 2014:27), alors que d'autres perçoivent au contraire un large consensus qui justifierait une formalisation conséquente (MIDI 2015:x). Rocher et White (2014) présentent quatre perspectives critiques sur l'interculturalisme (moniste, pluraliste, différentialiste et interactionniste). Celles-ci peuvent être résumées en deux catégories principales : 1) celles qui présupposent que l'interculturalisme ne peut aller ou ne va pas assez loin sur le plan de la reconnaissance du projet national québécois (Beauchemin 2010:2); et 2) celles qui considèrent, pour diverses raisons, que l'interculturalisme met trop de l'avant le projet national québécois, au détriment de la diversité ethnoculturelle (Salé, 2007, 2010). La vitalité des perspectives interculturelles se remarque également sur le plan international : prenant d'abord les traits du dialogue interculturel, les efforts découlent notamment du grand chantier normatif sur la diversité culturelle à l'UNESCO (2002, 2010, 2018) et du programme des cités interculturelles du Conseil de l'Europe – d'ailleurs responsable d'un *Livre blanc sur le dialogue interculturel* qui cherchait à en consolider les principes (Conseil de l'Europe 2008). Bien au-delà du contexte québécois, donc (Bouchard 2012), les perspectives interculturelles se forgent désormais une voie institutionnelle de plus en plus grande dans le contexte européen (Cantle 2012, Wood 2010, Wood et Landry 2008, Zappata-Barrero 2017).

15 Il est également nécessaire de souligner la tradition intellectuelle bien ancrée autour du concept dans le contexte montréalais (Gratton 2014, Lévy 2014). À Montréal, faut-il le rappeler, les perspectives interculturelles émergent et résultent précisément de *rencontres interculturelles* (Frozzini 2014).

donc à la reconnaissance des apports et des besoins des populations marginalisées). Un tel principe interculturel s'appuyant sur la justice sociale en contexte pluriel présente par ailleurs une compatibilité particulière avec la perspective promue par la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* (2006). Pourtant, on ne retrouve dans ce document aucune mention ni des relations interculturelles ni d'une perspective ou approche interculturelle propre à la Ville de Montréal[16].

Entrée en vigueur le 1er janvier 2006, la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* (CMDR) est un règlement municipal qui engage « les élues et les élus de la ville, son personnel, ses sociétés paramunicipales et les sociétés contrôlées par la Ville dans une démarche destinée à la promotion et à la protection de la citoyenneté inclusive » (Ville de Montréal 2017a:5). Le préambule sert d'ailleurs à ancrer l'ensemble des articles dans les droits fondamentaux internationaux et nationaux (par exemple, la *Déclaration des droits de l'homme* et les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés). De plus, le texte fait désormais figure de charte constitutive de la Ville de Montréal, où les droits, les responsabilités et les engagements sont déclinés sous sept thèmes principaux :

- vie démocratique;
- vie économique et sociale;
- vie culturelle;
- loisir, activité physique et sport;
- environnement et développement durable;
- sécurité;
- services municipaux.

Fait notable, l'article 42 inclut un mécanisme de révision au sein même du texte :

> « Dans les quatre années suivant l'entrée en vigueur de la présente Charte, et périodiquement par la suite, la Ville de Montréal procédera dans le cadre d'une consultation publique, à l'évaluation de l'efficacité, de la pertinence et de la couverture des droits et des responsabilités énoncées dans la Charte ainsi qu'à celle des processus de suivi, d'enquête et de plainte qu'elle prévoit[17] » (Ville de Montréal 2017a:24).

La CMDR découle du Sommet de Montréal (2002), qui a mené notamment à la proposition d'un document juridique inspiré de la *Charte européenne des droits de l'homme dans la ville* (2000) pour Montréal. Le premier article de ce texte européen, intitulé *Droit à la ville*, stipule par ailleurs que « [la] Ville est un espace collectif appartenant à tous les habitants qui ont le droit d'y trouver les conditions de leur épanouissement politique, social et environnemental tout en y assumant leurs devoirs de solidarité » (Cités et Gouvernements Locaux Unis 2000:28). Comme le souligne Lucie Lamarche (2008:8), l'avenue du « droit à la ville » a été quelque peu mise de côté à Montréal au profit de la promotion de l'exercice des droits de la personne dans l'enceinte municipale et des engagements de la Ville en la matière[18]. On retrouve néanmoins dans le troisième article de la CMDR des préceptes similaires à sa source d'inspiration européenne. Plus important, ceux-ci sont surtout hautement compatibles avec la perspective interculturelle telle que présentée précédemment chez les organismes communautaires montréalais, mais sans qu'ils soient envisagés comme tels :

> « Le respect, la justice et l'équité sont des valeurs desquelles découle une volonté collective de renforcer et de consolider Montréal en tant que ville démocratique, solidaire et inclusive » (Ville de Montréal 2017a:8).

De l'avis du CIM, on trouve ici un point d'ancrage essentiel qui permettrait une première formalisation de la métropole comme cité interculturelle et la reconnaissance nécessaire de l'importance des relations interculturelles pour Montréal. Si l'inclusion et la solidarité sont les objectifs visés, il manque néanmoins la reconnaissance de la nature interculturelle de la vie démocratique et d'un principe afférent, capable de tenir pleinement compte de la diversification culturelle, linguistique et religieuse de la cité

16 La Ville y affirme pourtant la nature cosmopolite de Montréal. Or, comme le soulignait le philosophe Will Kymlicka (2003:159), le concept manque parfois de nuances. Kymlicka propose donc une distinction nécessaire entre les perspectives interculturelles locales et les perspectives interculturelles cosmopolites, en précisant qu'être tourné vers le monde n'assure ni un intérêt pour son voisin immédiat ni des contacts avec ce dernier. En ce sens, il manque parfois au cosmopolitisme un principe interculturel qui assurerait son ancrage dans les relations concrètes entre concitoyens et concitoyennes.

17 La troisième édition (2017) indique d'ailleurs que la charte a fait l'objet de révisions et de reformulations en 2011.

18 On remarquera l'absence de toute référence à la sphère culturelle dans le premier article du texte européen.

montréalaise. Un nouvel article subséquent pourrait donc stipuler que :

La Ville de Montréal reconnaît la part interculturelle de sa vie citoyenne et la nécessité de prendre en charge de manière démocratique, interculturelle et structurante les enjeux liés à sa nature plurielle.

Un ajout au préambule permettrait également de consolider la place et la portée d'un principe interculturel dans ce qui est devenu le cadre normatif constitutif de la Ville :

Attendu que l'adhésion de la Ville de Montréal au programme des cités interculturelles du Conseil de l'Europe lui confère la responsabilité de promouvoir, de consolider et de développer des relations interculturelles constructives à travers une stratégie interculturelle globale.

L'enchâssement du statut de cité interculturelle dans la charte de 2006 offrirait un élément central à une démarche globale et structurante. Il assurerait d'abord que la Ville de Montréal se reconnaisse pleinement à titre de cité interculturelle à travers sa charte constitutive, confirmant ainsi sa prise en charge effective des enjeux, sa responsabilité et son imputabilité en la matière[19]. Un tel amendement garantirait aussi une pérennité et une transversalité accrue à l'enjeu, qui s'inscrirait dans les sept volets principaux du texte et s'ancrerait dans les droits fondamentaux déjà exposés dans la charte. Finalement, une telle démarche permettrait d'asseoir une perspective interculturelle qui accentue l'aspiration à la justice ou à la solidarité sociale à travers des échanges démocratiques et interculturels.

Pour toutes ces raisons, le CIM estime que cette première reconnaissance normative devrait servir d'assise en vue de l'élaboration d'une politique interculturelle structurante qui en détaillerait davantage les grandes orientations.

19 Comme le souligne Lucie Lamarche : « Dans la foulée des débats entourant l'élaboration du droit d'initiative des citoyens, on constate l'effet structurant de la Charte montréalaise des citoyens. Ainsi, un Règlement qui produirait de l'exclusion sociale ou qui exclurait de son champ d'application des droits protégés par la Charte ferait l'objet d'un avis défavorable » (Lamarche 2008:9). « De plus, la Charte montréalaise prévoit à son article 29 que cette dernière constitue une norme minimale au sens de la Charte constitutive de la Ville de Montréal, ce qui a pour effet d'interdire aux arrondissements de ne pas en tenir compte » (Lamarche 2008:10).

1.3 Trois piliers pour une politique interculturelle : reconnaissance, égalité, interactions

Avant de se pencher sur la mise en œuvre du principe interculturel, il importe d'étoffer la perspective générale qui le sous-tend. Comme le note Bob White, trois éléments servent de socle à toute perspective interculturelle : la reconnaissance de la diversité, l'égalité de tous et les interactions productives[20] (White 2016:55). Sur le plan des politiques publiques, une approche interculturelle devrait donc se baser sur ces trois principes conducteurs[21].

Si, minimalement, une perspective interculturelle renvoie à une manière de percevoir et d'agir dans un contexte social de diversité culturelle (ou plus précisément de diversification culturelle)[22], une telle perspective s'efforce :

- De reconnaître et de souligner les apports positifs – passés, présents et futurs – de la diversification sociale;
- De reconnaître et de surmonter les effets négatifs des rapports de force dans le tissu social;
- D'insuffler une certaine vitalité au sein de la société à travers des interactions interculturelles productives.

20 Nous préférons ici l'expression interactions productives à celle d'interactions positives que met de l'avant Bob White dans son texte. Il s'agit simplement de faire un peu plus de place aux débats qui, bien qu'ils puissent a priori paraître « négatifs », puisqu'ils expriment des différends réels, s'avèrent finalement tout à fait productifs et pédagogiques, en permettant notamment de nuancer les points de vue.

21 Il n'est d'ailleurs pas anodin qu'une des politiques interculturelles les plus reconnues au niveau international – le plan interculturalité de Barcelone (Ajuntament de Barcelona 2010) – se base précisément sur les trois mêmes préceptes : la reconnaissance, l'égalité et les interactions. La ville de Bilbao lui a emboîté le pas sur des bases similaires en 2017, avec un plan municipal pour la citoyenneté et la diversité élaboré à partir des éléments suivants : les droits fondamentaux et l'égalité; le respect et la reconnaissance de la diversité; la participation et l'interaction; la communauté et le voisinage (Conseil de l'Europe 2017:18-19).

22 Il va sans dire qu'au Québec l'usage et la défense du français comme langue commune sont généralement présentés à titre d'éléments constitutifs des approches interculturelles, qu'elles soient gouvernementales ou non.

1.3.1 La reconnaissance de la diversité

Reconnaître les apports économiques, politiques, sociaux et culturels – passés et présents – de l'ensemble de la diversité montréalaise est un élément central de toute perspective pluraliste, multiculturelle ou interculturelle. Si une telle reconnaissance est essentielle à la constitution d'un patrimoine et d'espaces publics partagés, il s'agit évidemment d'un processus, et non pas d'un fait acquis. Les rapports de force passés et présents doivent constamment être mis sous la loupe afin que soient minimisés leurs impacts négatifs sur les groupes et les individus marginalisés, racisés et au statut précaire. Une telle vigilance implique d'établir des mécanismes de suivi précis et efficaces, à même de prendre acte des obstacles à la reconnaissance, à l'égalité et aux interactions. Il s'agit également de reconnaître la dimension sociohistorique de l'exclusion en abordant ces obstacles de manière systémique (CDPDJ 2015:3) :

> « Le racisme fait partie de l'histoire du Québec et du Canada. En plus de l'esclavage des Noirs et des Autochtones qui a eu cours en Nouvelle-France, au Canada, des dispositions législatives discriminatoires fondées sur la race, l'origine ethnique ou nationale, la religion et la langue étaient en vigueur jusqu'en 1967 à l'endroit des immigrants. À titre d'exemple, les personnes d'origine juive, chinoise et japonaise ont été victimes d'un racisme institutionnalisé jusqu'à la seconde moitié du 20e siècle » (CDPDJ 2015:4).

Assumer le passé colonial et esclavagiste ainsi que la persistance de certaines formes de racisme et de discrimination devrait être un des objectifs centraux de toute stratégie interculturelle. Pour la Ville de Montréal, il s'agirait de reconnaître et de mieux documenter l'existence de ces enjeux afin de bien lier leurs dimensions historiques et contemporaines. Une telle reconnaissance demande une vigilance constante de la sphère publique dans l'ensemble des champs sociaux afin de combler et de mettre à l'épreuve les manquements, les angles morts et les préjugés, qu'ils soient explicites ou implicites, et de les comprendre. Il s'agit ainsi pour Montréal d'admettre l'existence même des problématiques liées aux relations interculturelles et de mettre de l'avant une approche dont la base est résolument antiraciste.

1.3.2. L'égalité et les droits de tous

Une telle reconnaissance s'appuie évidemment sur des droits fondamentaux, inscrits dans les chartes nationales et internationales sur lesquelles se fonde formellement l'égalité des citoyen. Dans la perspective du CIM, l'antiracisme et les droits humains sont des piliers de l'interculturel, découlant de l'égalité. Le CIM porte ainsi une attention particulière à la condition et à la vulnérabilité particulières des minorités racisées – incluant les minorités visibles et les Autochtones, que ce soit dans leurs relations avec la Ville et ses institutions ou avec les citoyen.ne.s non racisés. Cette vigilance du CIM contre l'exclusion se manifeste notamment par la promotion d'actions et de politiques destinées à contrecarrer les discours et les situations qui affectent l'égalité de traitement et la qualité de vie de personnes sur la base de leur racialisation[23].

Une politique interculturelle ne peut évidemment être élaborée qu'à partir des principes des droits humains et de la reconnaissance du droit à la non-discrimination tels qu'édictés notamment dans les articles 10 et 43 de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne* (1975) :

> « Art. 10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit. »
>
> « Art. 43. Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe. »

Si l'article 10 insiste sur le droit à la non-discrimination, seul l'article 43 de la charte québécoise porte précisément sur la diversité ethnoculturelle. Des études démontrent par ailleurs l'importance et les bienfaits des phénomènes que l'article cherche à protéger. Il suffit de rappeler, par exemple, les bénéfices générés

23 Sur la question des processus de racialisation, consulter Didier Fassin et Éric Fassin (2006) et Achille Mbembe (2013).

par les lieux de culte. Loin d'être de simples espaces de repli sur soi, ces lieux favorisent plutôt l'intégration et la participation des nouveaux arrivants (Germain *et al.* 1995, Grafmeyer 1999, Isin et Siemiatycki 1999, Meintel 2015, Taylor 2012). En effet, c'est « une très mauvaise compréhension des dynamiques de l'immigration, dans les pays de tradition libérale, de prétendre que le maintien des traditions et les contacts dans les communautés ne favorisent pas l'intégration » (Frozzini 2014:57). L'article 43 formule donc un droit essentiel sur lequel doivent s'appuyer les efforts en matière interculturelle, mais sa logique demeure néanmoins restrictive, comme le souligne Pierre Bosset :

> « Façon bien réductrice, on en conviendra, de concevoir la culture et surtout les rapports culturels, un peu comme si ceux-ci ne pouvaient se vivre qu'à l'intérieur d'un même groupe (minoritaire de surcroît), c'est-à-dire sans interaction avec l'extérieur – donc en vase clos » (Bosset, à paraître).

C'est précisément ce vide que cherche à combler une approche interculturelle à travers une plus grande attention portée aux interactions productives, mais sans renier l'apport essentiel de la reconnaissance et des droits.

1.3.3 Les interactions productives

Sur le plan de la gouvernance, la responsabilité d'une politique intégrée consacrée aux interactions interculturelles s'ajoute donc comme troisième élément à la nécessité de reconnaître les apports passés et présents et de protéger les droits de la diversité ethnoculturelle.

> « Les villes interculturelles font plus que simplement reconnaître la diversité à travers les festivals et les événements publics spécifiques à la culture ; cette reconnaissance de la diversité est une condition nécessaire à l'interculturalisme, mais elle n'est pas suffisante. Ces villes reconnaissent que, en dépit de leurs convictions fortes concernant l'égalité des citoyens, les immigrants et les minorités visibles sont souvent victimes de discrimination systémique, et elles tentent de mettre en place des programmes pour éliminer ou du moins réduire les effets de cette discrimination. Mais les cités interculturelles réalisent également que ces deux principes – la diversité et l'égalité – ne suffisent pas à garantir pleinement la cohésion sociale, de sorte qu'elles tentent de créer les conditions propices à de nouvelles formes d'appartenance ou de terrains d'entente. Elles tentent de passer d'un modèle de coexistence pacifique à un modèle permettant des interactions durables entre les groupes. [...] [Ces] trois éléments – la reconnaissance de la diversité, la lutte contre la discrimination et la nécessité du dialogue – peuvent être considérés comme les piliers fondamentaux de la planification et de l'évaluation des cadres politiques interculturels » (White 2018:28, notre traduction).

Une approche interculturelle suppose donc que des relations interculturelles productives autour de projets communs peuvent servir à minimiser les tensions sociales, mais aussi à enrichir la vie sociale de l'ensemble des individus et des groupes en présence. Elle sert également d'outil de reconnaissance et d'échange concernant les conditions de vie de chacun et chacune :

> « De telles interactions contribuent notamment à rendre visibles à chacun.e les formes d'injustice et d'exclusion qui accablent certaines minorités alors que l'absence d'interaction rendrait ces expériences invisibles aux yeux des citoyen.ne.s pleinement intégré.e.s et des groupes ethnoculturels dominants. Puisque de telles interactions se produisent à l'échelle locale, dans des aires géographiques régulées et mises en place par les villes, les gouvernements municipaux peuvent grandement inhiber ou favoriser de telles interactions. Cette idée est au cœur de l'idéal de la ville interculturelle » (Boucher 2016:67).

Ainsi, une telle mise en commun vise à développer des référents et des modes d'appartenance qui vont au-delà des identités ethniques, linguistiques, religieuses, etc., sans évidemment chercher à délégitimer leur présence, par ailleurs protégée par le droit. L'approche interculturelle accentue l'importance des interactions afin de réduire les discriminations en encourageant à aller à la rencontre de l'Autre plutôt que de s'en remettre à une méfiance généralisée en guise d'a priori. Par l'action concrète, elle permet de montrer que la reconnaissance et les tentatives de résolution des enjeux liés aux relations interculturelles ne mènent pas à l'effritement ou au fractionnement social, mais servent précisément à consolider et à favoriser les conditions de possibilité d'interactions productives.

Rappelons que ce ne sont pas tant des « cultures » qui se rencontrent et se confrontent que des collectifs, des individus, des intérêts, des besoins, des

demandes, des projets, des pratiques, etc. Il faut donc prendre au sérieux l'*inter*, c'est-à-dire promouvoir, consolider et développer des lieux, des mécanismes, des espaces d'échanges et de collaborations où les citoyen.ne.s peuvent prendre acte des enjeux liés aux relations interculturelles et tenter de les dénouer. Une perspective *inter*culturelle accentue et travaille les zones d'échange, de médiation, de transit et de mobilité sociale, tant sur le plan matériel que sur le plan symbolique. Cela passe par des interventions dans des domaines très concrets, d'ailleurs : l'employabilité, le zonage, les espaces publics, les assemblées, le patrimoine, le milieu artistique, le milieu associatif, etc.

Une perspective interculturelle citoyenne cherche donc surtout à assurer une veille et une reconnaissance constante des enjeux liés aux relations interculturelles, et à y répondre de manière interculturelle[24]. Comme le suggère Zapato-Barrero (2017:11), il s'agit moins de trouver des solutions au problème de la diversité que de répondre à des problématiques par la diversité, et de s'en servir comme moteur de développement social.

Précédemment, nous avons vu que la Ville de Montréal a posé les relations interculturelles comme fondatrices de l'identité montréalaise en adoptant, en 2000, le principe de l'interculturalisme. L'interculturalisme, rappelons-le, « encourage le rapprochement et les échanges entre *les diverses cultures qui font l'identité montréalaise* » (Ville de Montréal 2000:17, nous soulignons). Un tel principe conférait d'ailleurs à la métropole un statut tout à fait particulier au Québec, où l'interculturalisme se résume davantage à un mode de gestion de la diversité plutôt qu'à une dimension intrinsèque de l'identité[25].

Le principe interculturel que nous proposons permet de combler cet écart en formalisant la place qui revient aux relations interculturelles au cœur de l'identité montréalaise, d'une part, et en jetant les bases d'une gestion démocratique et interculturelle *de la diversité, par la diversité*, d'autre part. En ce sens, il assure de ne pas limiter les relations interculturelles à une simple logique gestionnaire ni à un « problème » à gérer par la seule majorité[26].

24 Toutefois, si la participation citoyenne et la démocratie interculturelle incarnent ici l'idéal type des relations interculturelles, elles ne devraient pas prendre toute la place, au détriment d'efforts moins politisés. En effet, les multiples exemples quotidiens de cosmopolitisme informel (Radice et Germain 2006) sont tout aussi importants. Des formes d'interactions quotidiennes parfois banales permettent après tout de consolider les conditions de possibilité d'un engagement plus formel dans la vie de quartier. Une telle perspective permettrait de conserver le pragmatisme traditionnel de la Ville de Montréal – son adhocratie (Germain et Alain 2006) –, sans mettre de côté une certaine formalisation, notamment pour assurer l'imputabilité de l'administration montréalaise en la matière. Il s'agirait donc, en quelque sorte, de centraliser une certaine sensibilité à la dimension interculturelle tout en gardant une grande flexibilité sur le plan des moyens.

25 Dans sa plus récente *Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion* (2015), le gouvernement du Québec affirmait que l'interculturalisme « constitue l'approche québécoise du vivre-ensemble en contexte de diversité ethnoculturelle qui commande la continuité et la vitalité du caractère distinct et francophone du Québec ainsi que la reconnaissance et la valorisation de la diversité ethnoculturelle » (MIDI 2015:15). Bien qu'une telle définition soit sujette à des remaniements, elle demeure importante dans la mesure où elle fait partie du cadre politique par lequel les ententes entre le gouvernement du Québec et les municipalités sont établies, notamment à travers le programme *Mobilisation-Diversité*. Voir les détails du programme en ligne : https://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/partenaires/programmes-integration/mobilisation-diversite/index.html.

26 À titre d'exemple, soulignons que le repli sur soi n'est pas un problème qui concerne les seules minorités ethnoculturelles. La majorité est tout aussi susceptible se replier sur elle-même, ce qui peut avoir des effets tout aussi nocifs pour l'ensemble de la société.

2. Mise en œuvre d'une politique interculturelle

Mettre en œuvre une politique interculturelle s'appuyant sur le principe interculturel présuppose qu'il importe de confronter les problématiques liées à la reconnaissance, à l'égalité et aux interactions de manière démocratique et interculturelle. L'adoption d'un tel principe dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* mène à deux conséquences principales :

- La confirmation concrète et formelle des relations interculturelles comme responsabilité prioritaire de la Ville et des résidents et résidentes de Montréal;
- L'obligation de reconnaître, d'identifier et de tenter de résoudre de manière démocratique et interculturelle les enjeux ciblés.

Or, une telle mise en application, qui implique de cerner et de détailler les divers défis liés aux relations interculturelles et les modalités de leur prise en charge, doit s'établir à travers un signal fort qui répond adéquatement à l'exigence démocratique et interculturelle que le principe avance. Les étapes qui suivent sont ainsi cruciales afin de bien soutenir et consolider tant la légitimité que la pérennité des outils normatifs et administratifs. Dans cette optique, le CIM propose une démarche suffisamment exhaustive pour assurer la pleine mise en œuvre d'un grand chantier interculturel, en cinq étapes :

1. Élaborer une politique interculturelle, c'est-à-dire établir les grandes orientations à même d'assurer une attention à la fois exhaustive et soutenue aux enjeux ciblés;
2. Mettre en œuvre un cadre de référence en matière interculturelle pour les employé.e.s de la Ville de Montréal;
3. Constituer une instance administrative conséquente et pérenne avec les ressources humaines et budgétaires nécessaires, afin de mettre en place :
   - Une gestion coordonnée des grandes orientations ciblées par la politique;
   - Un dispositif administratif capable d'assurer une vue d'ensemble transversale des enjeux tels qu'ils se déploient dans la cité et au sein des diverses instances de la Ville;
   - Une évaluation plus systématique des efforts de l'ensemble des instances municipales en matière de relations interculturelles (et tenant compte des bonnes pratiques d'ici et d'ailleurs);
   - Des indicateurs robustes permettant de mieux suivre les difficultés ou obstacles dans la cité et dans le rapport des citoyen.ne.s aux instances de la Ville;
   - Une documentation approfondie et partagée publiquement de même que des données probantes, afin de s'assurer que les politiques publiques s'appuient sur ces dernières et d'encourager la recherche à l'interne, mais aussi à l'externe;
4. Lancer une consultation publique inclusive et générale concernant la mise en œuvre du chantier interculturel;
5. Établir une clause d'impact diversité afin d'assurer de bien inscrire la sensibilité interculturelle déployée dans l'avis à l'ensemble des sommaires décisionnels.

Dans son ensemble, une telle initiative permettrait de bien cartographier l'ensemble des enjeux liés aux relations interculturelles et de convenir des modalités susceptibles de répondre aux défis soulevés par la population montréalaise.

Recommandation 2

Considérant que la Politique de développement social *n'assure pas une attention suffisante à tous les enjeux liés aux relations interculturelles et que le plan d'action* Montréal inclusive. L'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, c'est l'affaire de tous! *concentre son attention principalement sur les nouveaux arrivants;*

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville poursuive et consolide ses efforts en matière de relations interculturelles à travers l'élaboration d'une politique interculturelle qui découle de l'adoption du principe interculturel.

2.1 Vers une politique interculturelle

À l'heure actuelle, aucune instance à la Ville de Montréal n'assure une vue d'ensemble des enjeux liés aux relations interculturelles, tant dans la cité en général que dans le rapport des résident.e.s aux instances de la Ville, ni ne les documente de manière systématique et transversale. Le rôle de porter une attention spécifique à plusieurs des enjeux passe d'abord et avant tout par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), partagé entre la Division des relations interculturelles et de la lutte aux discriminations et le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal (BINAM).

Ces instances sont par ailleurs chargées de mettre en œuvre la *Politique de développement social* (Ville de Montréal 2017b), adoptée récemment à la Ville de Montréal, et le plan d'action pour les nouveaux arrivants *Montréal inclusive. L'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, c'est l'affaire de tous!* (Ville de Montréal 2018b), qui découle de la politique de 2017. Dans leur état actuel, ces instruments administratifs et stratégiques détaillent les orientations et les initiatives centrales pour la Ville de Montréal en matière de gestion de la diversité ethnoculturelle et des enjeux liés aux relations interculturelles.

Le résultat d'une telle structure organisationnelle est que, sur le plan administratif, les relations interculturelles se situent désormais entre une perspective très large et une attention plus spécifique. D'une part, l'approche de la *Politique de développement social* ne porte pas d'attention particulière aux relations interculturelles, mais insiste sur l'inclusion de l'ensemble de la diversité montréalaise. D'autre part, *Montréal inclusive* focalise ses efforts et ses moyens plus spécialement sur les nouveaux arrivants, à l'aide des fonds prévus dans sa nouvelle entente avec le gouvernement du Québec[27]. Aucune de ces deux initiatives ne met de l'avant une perspective interculturelle intégrée comme celle présentée dans le présent avis.

2.1.1 Politique de développement social

La *Politique de développement social* (2017) de la Ville de Montréal se veut à la fois structurante et englobante. Son armature découle directement des articles 1 et 2 de la *Charte montréalaise des droits et responsabilités* de 2006. Le premier article stipule que le territoire municipal est un espace de vie « où doivent être promues la dignité et l'intégrité de l'être humain, la tolérance, la paix, l'inclusion ainsi que l'égalité entre toutes les citoyennes et tous les citoyens » (Ville de Montréal 2017b:6). Le deuxième souligne que la dignité ne sera sauvegardée qu'à travers une lutte constante et collective contre la pauvreté et toutes formes de discrimination, dont celles fondées sur « l'origine ethnique ou nationale, la couleur, l'âge, la condition sociale, l'état civil, la langue, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou le handicap » (Ville de Montréal 2017b:6). Le but du développement social est d'offrir les conditions optimales pour assurer l'épanouissement du plein potentiel des citoyen.ne.s et le progrès collectif qui en émane[28] (Ville de Montréal 2017b:13).

Le cadre de la *Politique de développement social* ratisse donc très large et tend à s'inscrire comme orientation stratégique englobante, dans laquelle s'insèreraient l'ensemble des enjeux liés à la diversité montréalaise. L'absence des relations interculturelles dans la politique, qui sont pourtant au cœur de l'identité montréalaise selon le principe adopté en 2000, peut paraître a priori cohérente, dans la mesure où la politique assure implicitement qu'elle tient compte des enjeux liés à l'ensemble des différences (diversité ethnoculturelle, religieuse, linguistique, relative à l'identité et à l'expression de genre, à l'orientation sexuelle, au sexe, au handicap). En d'autres termes, la *Politique de développement social* semble se soucier de ne pas privilégier certaines différences au détriment d'autres.

27 La somme de 12 millions de dollars a récemment été accordée à la Ville de Montréal par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) dans le cadre de son programme *Mobilisation-Diversité* (PMD) – somme à laquelle la Ville de Montréal a ajouté le même montant, comme le veut le PMD, pour un total de 24 millions réparti sur trois ans, de 2018 à 2021 : « Cette somme vise à *faciliter l'intégration des personnes immigrantes dans la métropole québécoise* et à soutenir la réalisation d'actions structurantes pour Montréal et d'initiatives dans les arrondissements, en collaboration avec des partenaires communautaires et divers acteurs du milieu » (nous soulignons). De cette entente découle le récent plan d'action de la Ville de Montréal en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants, *Montréal inclusive* (2018b). Voir MIDI (2018).

28 Pour une vue d'ensemble du déploiement international du concept de développement social, voir Jane Jenson (2010), James Midgley (2013) et James Midgley et Manohar Pawar (2017).

Le concept-clé utilisé ici est l'*inclusion*. Son usage vise précisément à rendre la politique plus inclusive que les perspectives pluralistes traditionnelles en matière de différences culturelles, ethniques, religieuses ou linguistiques : le multi- ou l'interculturalisme. Le concept d'inclusion peut paraître avantageux, dans la mesure où il permet de contourner les débats sociétaux parfois houleux entourant le multi- et l'interculturalisme.

Or, en se projetant de la sorte au-delà des seuls enjeux liés aux différences culturelles, la Ville fait le pari qu'un tel degré d'embrassement ne mènera pas à la négligence de certaines facettes des relations interculturelles – notamment lorsque vient le temps d'accorder des ressources humaines et budgétaires. On peut se demander si cette orientation sera en mesure de tenir compte adéquatement des nombreux champs d'intervention potentiels en matière de relations interculturelles.

Le tableau qui suit dresse une liste non exhaustive des champs d'action possibles d'une politique interculturelle. Il a simplement pour but d'illustrer l'ampleur potentielle des secteurs à investir (dont plusieurs font déjà l'objet, il importe de le mentionner, d'une attention soutenue de la part de la Ville de Montréal). En lien avec l'approche proposée dans la première partie de cet avis, il donne des exemples de domaines où des problématiques liées à la reconnaissance, à l'égalité et aux formes d'interactions sont susceptibles d'être soumises à une tentative de résolution démocratique et interculturelle. Il va sans dire que chacun de ces secteurs, tout comme l'évaluation des initiatives municipales qui les concernent, devrait être soumis à la discussion lors d'une consultation publique, ce

Tableau 2. Les champs d'action d'une politique interculturelle

Principes d'accessibilité	Champs d'intervention
Accès aux droits	• *Lutte à la discrimination et au racisme (formes de discrimination directes et indirectes, racisme systémique, profilage racial, etc.)* • *Accommodements raisonnables* • *Villes sanctuaires* • *Élargissement du droit de vote à l'ensemble des résident.e.s*
Accès à des conditions de vie adéquates	• *Emploi* • *Logement* • *Santé* • *Sécurité* • *Francisation* • *Mixité sociale* • *Mobilité* • *Entrepreneuriat*
Accès à l'espace citoyen et aux liens sociaux	• *Liens sociaux* • *Participation citoyenne* • *Partis politiques* • *Milieux associatifs / organismes communautaires*
Accès à la représentation	• *Activités culturelles* • *Patrimoine* • *Histoire* • *Médias* • *Arts*
Accès à la Ville	• *Évaluation des démarches* • *Collaborations et partenariats* • *Emplois à la Ville* • *Services* • *Contrats*
Accès à l'information	• *Collecte et diffusion des données par la Ville* • *Terminologie concernant la diversité ethnoculturelle* • *Formations, lexique et cadre de référence pour les employé.e.s de la Ville*

qui permettrait de bien circonscrire non seulement les champs, mais aussi les manières de les aborder, et de répondre du même coup à l'exigence démocratique du principe interculturel.

Tous ces exemples sont présentés dans le tableau de la page précédente en lien avec des principes d'accessibilité. Cela nous paraît cohérent avec les objectifs d'inclusion de la Ville tels qu'ils sont exposés notamment à travers la *Politique de développement social* (2017) et le plan d'action *Montréal inclusive* (2018b). Évidemment, une vision plus large de la démocratie interculturelle, telle que celle mise de l'avant par notre principe interculturel, en appelle à une volonté d'élargir la participation générale des populations racisées, minorisées ou marginalisées, et donc présuppose l'élargissement de l'accessibilité à la reconnaissance, aux droits et aux interactions[29].

Selon le CIM, la complexité multidimensionnelle du dossier, qui est bien illustrée dans le tableau ci-dessus, s'insère mal dans une politique aussi large que la *Politique de développement social* (2017). Les ressources financières et humaines nous paraissent également insuffisantes et ne semblent pas assurer la pérennité des démarches à long terme. Il importe donc d'établir un mécanisme de vigilance, tant normatif qu'administratif, plus spécialement consacré aux relations interculturelles[30]. La seule reconnaissance d'un principe interculturel dans la charte montréalaise n'est tout simplement pas en mesure d'atteindre cet objectif.

2.1.2. Montréal inclusive

Le récent plan d'action pour l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, *Montréal inclusive* (2018b), comporte plusieurs avancées significatives, mais est néanmoins limité par sa spécificité devant l'ampleur des enjeux listés dans la partie précédente. Le CIM comprend que la concentration sur les nouveaux arrivants dans plusieurs domaines pourrait être élargie afin de s'arrimer à la *Politique de développement social*, notamment. Il saisit aussi l'importance de l'objectif visé, c'est-à-dire établir un cadre effectif pour accompagner un pan de la population très vulnérable, les nouveaux arrivants, tant sur le plan de l'emploi que sur ceux du logement, de l'accès aux services et de l'élargissement de leurs droits qui assurent leur sécurité en territoire montréalais (Leloup *et al.* 2016). Au moment d'écrire ces lignes, il est impossible d'évaluer la portée et l'efficacité de ces mesures, mais le CIM salue plusieurs des initiatives proposées ou mises de l'avant dans le plan d'action *Montréal inclusive* (2018b), qui couvrent d'ailleurs de nombreux enjeux-clés liés aux relations interculturelles.

Les cinq indicateurs proposés (Ville de Montréal 2018b:10) pour mesurer l'efficacité des actions du plan nous paraissent cependant très restreints pour penser l'ensemble des problématiques liées aux relations interculturelles. Si l'évaluation des mesures favorisant l'accès aux services des personnes à statut précaire, la réduction de l'écart entre les taux de chômage et l'amélioration de l'accès au logement sont des indicateurs bienvenus et nécessaires, le pourcentage de la population montréalaise sensibilisée à la question de la diversité et de l'inclusion est un indicateur à la portée particulièrement limitée. Bien qu'il permette d'illustrer un certain consensus concernant la valorisation de la diversité, il n'indique pas qui valorise quoi ou même comment. La valorisation de la diversité n'est d'ailleurs pas garante de l'absence de formes plus insidieuses et historiques de discrimination systémique et indirecte ou même d'une prolifération des inégalités, comme le suggèrent de nombreuses recherches (Ahmed 2012, Benn Michaels 2006, Breidenbach et Nyiri 2009, McKey 2002). Il importerait donc d'établir un portrait beaucoup plus nuancé de la valorisation de la diversité incluant, par exemple, ce qui dans la diversité est valorisé et comment, ainsi que la manière dont cette valorisation s'accompagne parfois de certaines formes de préjugés implicites.

Tenir compte seulement de la satisfaction accrue des immigrant.e.s concernant les services qui leur sont offerts est aussi problématique. Bien que le mécanisme soit tout à fait pertinent pour évaluer l'adaptation des services aux nouveaux arrivants, il ne nous dira rien sur les autres services à la population qui devraient également s'adapter aux minorités montréalaises. Si la diversité et l'inclusion sont posées comme priorité organisationnelle, comme le veut l'axe 1, « Faire de Montréal une ville exemplaire » (Ville de Montréal 2018b:14), les

29 Les principes d'accessibilité et les champs d'intervention sont ceux déterminés par le CIM dans le cadre de cet avis.

30 Sur l'apport d'une stratégie intégrée en matière interculturelle, voir Anne-Linde Joki, Alexander Wolffhardt et Thomas Huddleston (2017).

indicateurs devraient déjà être fortement augmentés pour être davantage inclusifs, un élément essentiel d'une « culture forte d'évaluation ». L'attention tournée vers les nouveaux arrivants demeure donc une facette fondamentale, certes, mais néanmoins restrictive de la façon de penser la problématique des relations interculturelles à la Ville de Montréal.

2.1.3. Une politique interculturelle : au-delà des initiatives en place

Dans leur forme actuelle, les outils normatifs et administratifs sont ainsi, un peu paradoxalement, à la fois trop larges et trop spécifiques: trop larges au sens où l'on se demande comment une équipe aussi petite que celle de la Division des relations interculturelles et de la lutte aux discriminations, ou même celle du SDIS, peut prendre en charge la complexité et le caractère multidimensionnel des enjeux liés aux relations interculturelles; trop spécifiques au sens où, malgré les avancées bien réelles amenées par le plan d'action *Montréal inclusive*, la structure même du BINAM, axé sur la mise sur pied de projets spécifiques et ponctuels, n'assure pas suffisamment la pérennité des actions ni une attention étendue aux enjeux, en se consacrant principalement aux nouveaux arrivants. L'idée ici n'est pas de critiquer le travail du tout nouveau SDIS dans son ensemble, mais de souligner les limites qui découlent des ressources humaines et financières restreintes. Structurellement, le SDIS ne peut tout simplement pas assurer une vue d'ensemble ni un examen minutieux des enjeux.

Le CIM craint particulièrement que la production d'une « stratégie municipale de relations interculturelles ayant fait l'objet de consultations auprès des partenaires et des arrondissements » (Ville de Montréal 2018b:16) ne soit pas pleinement comprise dans sa dimension transversale et multidimensionnelle. Si la Ville souhaite faire de la diversité une priorité organisationnelle, comme elle le suggère dans ce même document (Ville de Montréal 2018b:14), elle doit se donner les moyens pour le faire.

Dans le cadre d'un mémoire présenté lors de la consultation publique entourant la Politique de développement culturel de la Ville de Montréal, *Diversité artistique Montréal* (DAM) ciblait bien un enjeu de fond qui est rarement pris en charge de façon suffisante, soit le manque de données concernant les formes de discrimination telles qu'elles se déploient dans un ensemble de secteurs :

> « L'une des tendances lourdes que la nouvelle politique ne peut ignorer est certainement la gronde, la fatigue et l'insatisfaction d'un bassin d'artistes diplômé-e-s et ayant fait leurs preuves ici et ailleurs qui, en raison de leur statut migratoire, de leur couleur de peau, de leur accent ou de leur patronyme, souffrent d'un traitement différencié et parviennent difficilement à intégrer les institutions et réseaux artistiques de Montréal qui tendent encore en 2017, il faut l'avouer, à favoriser un groupe d'individus, et ce malgré les quelques programmes et prix pour ladite diversité » (Diversité artistique Montréal 2017:7).

DAM souligne ici un élément essentiel en notant le manque de données empiriques sur la représentativité de la diversité : l'absence d'une « attention particulière portée aux problématiques en lien avec cette question rendent incertain et incomplet le solide bilan de réalisations (68 actions du plan 2007-2017) qui est avancé dans le présent projet de politique culturelle » (Diversité artistique Montréal 2017:7). C'est dans cette optique que DAM (2018) publiait récemment un rapport sur le racisme systémique dans les milieux artistiques et médiatiques, qui suggère d'ailleurs que ces tendances sont trop répandues.

C'est le même constat du côté du Laboratoire de recherche en relations interculturelles (LABRRI) qui, dans le cadre d'une consultation publique consacrée à la nouvelle politique d'immigration du gouvernement du Québec, élargissait la portée de l'enjeu du manque de données :

> « Nous savons que certains types d'interactions en contexte pluriethnique sont plus problématiques et plus fréquents que d'autres; mais nous n'avons pas d'outils pour mesurer ni la fréquence de ces phénomènes ni leurs conséquences pour les individus ou pour la société. Ceci veut dire que beaucoup de ressources publiques et humaines sont investies dans des solutions sans que les véritables sources du problème [...] aient été analysées. Nous savons, par exemple, que la discrimination systématique empêche beaucoup de minorités ethniques et visibles de percer dans le marché [de l']emploi, mais il nous manque des données sur les obstacles rencontrés après l'embauche afin de savoir si ces dynamiques se retrouvent dans plusieurs secteurs » (White *et al.* 2014:18).

C'est en ce sens que nous suggérons la tenue d'une consultation publique prenant en compte l'apport des perspectives de la diversité ethnoculturelle montréalaise, ainsi que la mise en place de mécanismes durables qui assureraient des échanges fructueux permettant de documenter constamment tant les aspects positifs que les aspects négatifs des relations interculturelles. En effet, qui connaît mieux la discrimination – les formes multiples et subtiles qu'elle peut prendre – que celles et ceux qui en ont subi les contrecoups? Un chantier consacré à l'établissement d'une politique interculturelle permettrait d'établir une véritable cartographie des enjeux liés aux relations interculturelles et de leur teneur. Or, à ce jour, aucun mécanisme à la Ville n'existe pour assurer l'écoute, la reconnaissance et une prise en compte transversale plus systématique des perspectives de la diversité ethnoculturelle montréalaise.

Des indicateurs en matière de chômage et d'accès au logement existent bel et bien, mais les logiques discriminatoires directes ou indirectes tout comme les problématiques liées à la représentation pourraient être davantage mis en lumière. Ceci permettrait, comme le suggère le LABRRI, de mieux appréhender les enjeux, mais aussi d'en arriver à des solutions innovantes.

Le CIM propose donc la mise en place d'une politique interculturelle qui comblerait l'écart entre le trop large et le trop spécifique. Celle-ci viendrait s'établir comme paramètre normatif et administratif, et permettrait d'assurer une vigilance constante et, surtout, de documenter des formes de discrimination sous-examinées. C'est la reconnaissance de la dimension fondamentale des relations interculturelles dans l'identité montréalaise, mais aussi la complexité des défis et l'étendue des enjeux qui appellent un traitement plus précis que la *Politique du développement social* et plus général que le plan d'action du BINAM, consacré surtout aux nouveaux arrivants.

C'est pour cette raison que le CIM privilégie une politique interculturelle axée sur la reconnaissance interculturelle commune des enjeux et des moyens pour les régler. Une politique interculturelle permettrait de mettre en œuvre le principe interculturel, une fois celui-ci enchâssé dans la *Charte montréalaise des droits et responsabilités*, et d'établir un mécanisme de vigilance, de reconnaissance et de prise en charge de l'ensemble des enjeux. Elle contribuerait à concrétiser et à prioriser un champ d'action transversal (ce qui par le fait même élargirait son champ d'application) et à systématiser les démarches autour des enjeux liés aux relations interculturelles dans l'ensemble des sphères (politique, économique, sociale, culturelle, etc.), notamment les situations qui fragilisent ces relations. Devant une telle complexité des phénomènes, il est nécessaire de mieux répertorier et évaluer les problématiques comme les tentatives de résolution.

Le pari d'une perspective interculturelle davantage formalisée est d'autant plus pertinent aujourd'hui que les visées assimilationnistes qui circulent abondamment dans la sphère publique sont peu adaptées face à l'engrenage démographique réel déjà en cours. Il devrait d'ailleurs revenir à la Ville de Montréal de le rappeler à l'ensemble du Québec, puisqu'elle demeure l'incarnation par excellence des dynamiques et des transformations qui en découlent.

Endosser réellement le fait que les relations interculturelles sont au cœur de l'identité montréalaise, c'est donc tenir pleinement compte de leur apport politique, qui va bien au-delà des seules problématiques d'inclusion et d'intégration, aussi importantes soient-elles (pensons à la vulnérabilité des nouveaux arrivants, qui est bien documentée). C'est aussi reconnaître l'importance d'inclure la majorité dans une dynamique interculturelle à laquelle elle est parfois réfractaire à participer.

Recommandation 3

Considérant que la mise en œuvre du principe interculturel doit également s'appuyer sur des pratiques et procédures concertées;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville appuie les démarches en vue de l'élaboration d'un cadre de gestion et de référence pour les fonctionnaires municipaux qui s'arrime à la politique interculturelle.

2.2. Élaboration d'un cadre de référence

Depuis son rapport d'activité 2007, le CIM recommande l'élaboration d'un cadre de gestion et de référence en matière de relations interculturelles. Il a d'ailleurs offert sa collaboration pour la production d'un tel cadre, un mandat donné au SDSS en 2014; un comité de travail constitué de représentants du SDSS et du CIM ainsi que de chercheur.e.s du LABRRI a été mis sur pied pour encadrer le processus. Les pages précédentes cherchent précisément à le démontrer, un cadre de référence sans politique n'aiderait pas à consolider davantage l'interculturel comme champ d'action publique intégrée à la Ville de Montréal. L'occasion est donc bonne d'ouvrir un chantier qui permettrait une approche coordonnée et intégrée allant d'un enchâssement dans la charte montréalaise à la mise en œuvre d'une politique interculturelle, en passant par l'élaboration d'un cadre de référence.

Un cadre de référence est d'abord et avant tout un outil administratif qui sert à bien orienter la prestation de services et le travail des fonctionnaires dans la gestion de la diversité. L'objectif principal du travail d'élaboration d'un cadre de référence est de développer des orientations claires afin de soutenir et de rendre plus cohérente l'action interculturelle de la Ville et des arrondissements; il nous paraît donc pertinent que ce travail s'appuie sur les grands principes et orientations qui découleront de la politique interculturelle et de la consultation publique. Cela dit, un cadre de référence répond également aux demandes des employé.e.s de la Ville et des partenaires face à la diversification montréalaise, et peut permettre de rassurer les fonctionnaires en clarifiant leur rôle, les objectifs visés et les manières de procéder.

Notons certaines lacunes relevées par le LABRRI au cours du projet piloté par le SDSS en 2014 : notamment l'absence d'un cadre de référence et d'analyse commun pour identifier les problématiques; la difficulté à identifier les enjeux les plus importants et à documenter l'expertise; et l'absence de ressources et d'outils pour le développement de compétences interculturelles communes, ou de grille d'analyse pour parler des problématiques transversales (LABRRI 2016:14). La Ville de Montréal a certes développé une expertise reconnue internationalement, mais ses orientations demeurent parfois nébuleuses et, nous l'avons vu, certains aspects plus problématiques des relations interculturelles semblent parfois évacués au profit d'autres aspects, vu la structure du cadre administratif. De plus, sans politique ni cadre de référence, l'expertise et la mémoire institutionnelle risquent de disparaître au fil du temps. Le CIM souhaite donc réitérer son appui et son soutien au développement d'un cadre de référence en matière interculturelle, mais suggère que le projet soit inclus dans une démarche plus ciblée, c'est-à-dire un projet de politique interculturelle, afin d'assurer la cohérence de l'entreprise. Les étapes suggérées jusqu'ici pour la mise en œuvre d'un grand chantier interculturel – consultation publique, élaboration d'une politique interculturelle, d'un plan d'action et d'un cadre de référence – nous paraissent à même de répondre aux besoins et aux ambitions de la Ville de Montréal.

Recommandation 4

Considérant que le SDIS s'occupe de mettre en application la Politique de développement social *et que le mandat du BINAM s'articule principalement autour de projets liés aux nouveaux arrivants;*

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville mandate une instance et alloue les ressources humaines et financières nécessaires afin de coordonner l'ensemble du chantier interculturel à venir et d'assurer, par la suite, un suivi et une évaluation conséquente des démarches de la Ville de Montréal en matière interculturelle.

2.3. Mandater une instance conséquente pour assurer la mise en œuvre d'une politique interculturelle

Les organes existants qui pourraient avoir le mandat de mettre en œuvre une politique interculturelle occupent à la Ville un rang qui laisse supposer qu'une vue d'ensemble des enjeux mentionnés n'est pas prioritaire et ne saurait être optimale (voir l'annexe 2). La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CDSDM), une instance de consultation publique où siègent des élu.e.s, peut produire des rapports sur des enjeux touchant la qualité de vie de la population montréalaise, mais n'assure aucunement la mise en œuvre des directives proposées. Le BINAM, pour sa part, se concentre sur l'intégration des nouveaux arrivants. L'intégration récente du BINAM dans le nouveau Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), qui comprend une Division des relations interculturelles et luttes aux discriminations, est une avancée certaine par rapport à l'ancien Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), mais les ressources humaines et financières supplémentaires n'ont pas nécessairement accompagné ces transformations. De plus, relevant de la Direction générale adjointe à la qualité de vie, le SDIS n'est pas suffisamment habilité à sensibiliser les autres directions générales aux problématiques liées à la diversité ethnoculturelle grandissante de Montréal (CIM 2018:22).

Le CIM affirmait ainsi récemment, dans son avis sur la participation citoyenne des personnes issues de la diversité, que :

> « [la Ville] ne bénéficie pas d'une structuration cohérente correspondant à ses aspirations et permettant de penser l'interculturel, comme l'atteste[nt] l'absence de coordination entre les services administratifs, les initiatives éparses et celles des organismes communautaires qui ne sont pas toujours au diapason de celles de la Ville » (CIM 2018:10).

En ce sens, le CIM soulignait, avant la transformation du SDSS en SDIS, que :

> « [le] fait qu'au chapitre de la fonction publique le SDSS et le BINAM relèvent tous les deux de la Direction générale adjointe à la qualité de vie indique qu'aucune autorité hiérarchique supérieure n'est habilitée ou a le mandat d'inculquer aux autres directions générales adjointes le souci d'agir en tenant compte de la diversité. Cette problématique revêt un caractère décisif puisqu'une corrélation existe entre l'importance accordée à l'enjeu de la diversité au sein d'une administration et la position hiérarchique du service en étant responsable. Positionné stratégiquement, ce service peut donc plus aisément coordonner l'action municipale et diffuser une vision cohérente, en témoignant notamment d'une plus ample légitimité pour le faire. Toutefois, sans pour autant procéder à un remaniement drastique de l'organisation municipale, la création d'une Direction générale adjointe à la diversité montréalaise *permettrait à la Ville de préciser et d'améliorer la qualité de son action en la matière. Des initiatives spécifiques et globales peuvent être mises en œuvre par les autorités montréalaises pour faire de la diversité une priorité authentique et adéquatement traitée en regard de sa prépondérance croissante en milieu urbain* » (CIM 2018:22, nous soulignons).

Or, si la Ville a quelque peu pallié le problème de coordination en insérant le BINAM au sein du SDIS, le problème de l'influence de ce service demeure entier. La Ville demeure donc insuffisamment outillée pour faire face de façon transversale et structurante aux défis que peut entraîner la diversification citoyenne. En ce sens, elle ne peut défendre convenablement son caractère inclusif ou même les droits fondamentaux de l'ensemble des citoyennes et citoyens de Montréal.

L'administration est donc plus ou moins bien outillée pour faire face à la complexité du dossier, qui va bien au-delà des indicateurs économiques traditionnels et souffre d'un manque de données en ce qui concerne la dimension sociale des enjeux. Le problème ne concerne pas tant la qualité des services offerts que la structure administrative, alors que les relations interculturelles ne sont pas suffisamment mises de l'avant comme solution transversale.

Sur le plan institutionnel, la prise en compte de l'ensemble des enjeux liés aux relations interculturelles est donc limitée et appelle une institutionnalisation à la fois novatrice et intégrée. Cette dernière pourrait assurer une collaboration entre les divers paliers municipaux et mobiliser l'ensemble des acteurs dans l'élaboration d'un document de travail identifiant les grandes orientations d'un projet de politique interculturelle. Celle-ci pourrait conduire à porter une attention plus soutenue et

systématique aux différentes formes de discrimination en instaurant certains mécanismes de diagnostic : produire des rapports périodiques sur la situation montréalaise, développer des indicateurs afin d'évaluer l'état de la situation, offrir une revue plus systématique des pratiques administratives, encourager l'adoption d'une perspective interculturelle dans l'administration et de la part des partenaires institutionnels, etc.

Il importe de mettre en place un organe administratif capable de coordonner et de consolider la cohérence de la Ville autour des grandes orientations qui découleront de la consultation publique, afin d'établir une politique interculturelle. Une approche coordonnée permettrait par ailleurs de maximiser les ressources, qui sont limitées. La nouvelle unité administrative devrait être en mesure de mobiliser l'ensemble des acteurs et partenaires autour des principes de la vie démocratique et interculturelle montréalaise, en vue d'un plan d'action exhaustif définissant des objectifs clairs et partagés à court, moyen et long terme, afin de pérenniser, mais aussi de renouveler constamment les efforts à travers des démarches consultatives.

Répertorier de manière plus systématique des initiatives interculturelles porteuses d'ici et d'ailleurs permettrait aussi de faire de Montréal une voix incontournable dans la défense de la diversité et du principe interculturel dans les divers forums provinciaux, fédéraux et internationaux auxquels la Ville est appelée à participer. Plus que d'établir des balises, il s'agit d'opérer une sensibilisation qui affecte autant l'ensemble des processus décisionnels au sein des divers corps municipaux que les citoyennes et citoyens (Service fédéral public de Belgique 2010:10).

Le CIM voit d'ailleurs d'un bon œil la récente nomination d'une commissaire aux affaires autochtones à la Ville de Montréal, mandatée pour développer une stratégie de réconciliation et mettre en place une formation à l'attention des employé.e.s. Une nomination similaire[31], axée cette fois sur les enjeux liés aux relations interculturelles ou à la diversité ethnoculturelle, pourrait également s'inscrire dans la stratégie interculturelle mise de l'avant par le CIM.

31 Notons qu'à l'automne 2018 les membres de la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations ont pour leur part recommandé à la Ville de Montréal de se doter d'un commissaire-inspecteur (Gervais 2018).

Recommandation 5

Considérant le rôle crucial des mécanismes démocratiques dans l'identification d'orientations politiques pouvant répondre pleinement aux besoins de la population et l'adoption dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités d'un principe interculturel;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville de Montréal mène une consultation publique inclusive et participative sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle.

2.4. Consultation publique sur une politique interculturelle et sa mise en œuvre

Afin de présenter à l'ensemble de la population montréalaise le principe interculturel et l'importance de sa mise en œuvre dans le cadre d'une politique interculturelle, et afin d'assurer la détermination collective des champs d'intervention à couvrir et des modalités de sa mise en application, le CIM recommande à la Ville de Montréal de mener une consultation publique inclusive et participative sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle[32]. Comme le principe interculturel proposé s'arrime à la démocratie montréalaise, il importe de partir sur des bases exemplaires en matière de démocratie interculturelle.

Soulignons que le Conseil de l'Europe rappelait, dans l'évaluation de la Ville de Montréal pour son adhésion au programme des cités interculturelles, que les actions en faveur de la représentation et de la prise de décision démocratiques – la participation publique – étaient une dimension cruciale afin d'aller de l'avant : « C'est peut-être par les actions qu'elles mènent en faveur de la représentation et de la prise de décision démocratiques que les villes ont le plus de chance[s] de renforcer leur caractère interculturel » (Conseil de l'Europe 2011:19). Par ailleurs, le CIM a soulevé récemment une situation pour le moins préoccupante en ce qui concerne le manque de représentativité de la diversité ethnoculturelle au sein de l'administration et des partis politiques (CIM 2018:19); l'occasion serait donc bonne pour la Ville d'afficher pleinement sa volonté d'entendre ses résident.e.s en ce qui concerne ses expériences sur le plan des relations interculturelles, qu'elles soient positives ou négatives. Une telle démarche offrirait à la Ville un aperçu de la nature et de la teneur des enjeux à partir desquels elle pourrait mieux cibler les champs d'intervention.

Pour la tenue d'une consultation publique sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle, le conseil municipal ou le comité exécutif de la Ville de Montréal peuvent mandater soit la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CDSDM), soit l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), à leur discrétion : en effet, l'objet d'une telle consultation n'est pas *de jure* réservé à l'OCPM[33].

Cependant, le CIM suggère que ce soit la CDSDM qui ait la charge de mener les consultations sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle. D'une part, elle a une plus grande disponibilité, vu le nombre de requêtes reçues par l'OCPM[34]. D'autre part, une telle option a l'avantage d'assurer la participation active des élu.e.s de Montréal dans ce processus et la disponibilité des ressources dont ils disposent au sein de l'administration municipale. Cette avenue permettrait d'inclure dans la consultation une diversité de dispositifs de participation (UMQ 2017) et de faire correspondre la démarche au contexte particulier dans lequel elle s'insère.

Par ailleurs, une consultation publique sur la mise en œuvre d'une politique interculturelle nécessiterait de prendre en compte les multiples barrières à la participation des personnes issues de la diversité et leurs modalités particulières de participation à la vie publique, comme nous le recommandions récemment (CIM 2018)[35]. Une telle consultation devrait incarner l'idée même de la démocratie interculturelle, comme nous l'avons suggéré dans les pages précédentes. Il

32 Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) définit la participation publique comme « l'ensemble des processus et activités permettant à l'organisme municipal ou régional d'intégrer les préoccupations, les besoins et les valeurs de la collectivité dans sa prise de décision. Le terme "participation" s'applique donc à l'éventail complet des méthodes par lesquelles le public peut prendre part aux décisions qui le concernent » (MAMOT 2013). À ce titre, la Loi sur la reconnaissance des municipalités comme gouvernements de proximité de 2017 atteste la fonction essentielle pour la démocratie de l'échelle municipale, et abonde dans le même sens que la Politique de consultation et de participation publique de la Ville de Montréal (2005). Cette dernière reconnaît la complémentarité des mécanismes de démocratie participative et des mécanismes de démocratie représentative, et définit les trois piliers de ceux-ci comme étant l'information, la consultation et la participation.

33 Selon l'article 93 de la charte de la Ville de Montréal, les projets urbanistiques publics doivent impérativement passer par une consultation publique de l'OCPM. Dans ce cas-ci, le mandat pourrait revenir à une autre instance.

34 Le 29 août 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal a d'ailleurs confié à l'OCPM le mandat de préparer et de tenir une consultation publique sur le racisme et la discrimination systémique, dont les résultats devraient être, selon le CIM, pris en considération dans l'élaboration d'une politique interculturelle.

35 Voir également Annick Germain et Mary Sweeney (2002) sur l'enjeu de la participation citoyenne, et OCPM (2017).

s'agirait donc d'utiliser une variété de dispositifs de participation (OCPM 2017) afin de faciliter la contribution du plus grand nombre et, plus particulièrement, de celles et ceux qui se font rarement entendre dans le cadre institutionnel. Il nous semble que l'ensemble des démarches de participation – assemblées publiques, comité consultatif, groupes de discussion, forum ouvert, questionnaires et sondages (UMQ 2017:17-18) – mènerait à une bonne identification et à une juste délimitation des objectifs liés à la mise en œuvre d'une politique interculturelle.

Un exemple éloquent en la matière se trouve dans les démarches qui ont mené au plan interculturel de Barcelone (Ajuntament de Barcelona 2010:12-14). Au-delà du conseil de ville, des comités de travail au sein des organes administratifs et des experts consultés, la Ville de Barcelone a cherché à déployer un processus de consultation inclusif permettant de sonder un grand nombre d'élu.e.s, de fonctionnaires et de représentant.e.s des divers milieux, mais surtout sa population. Dans le but de faire participer le plus de gens possible, la capitale de la Catalogne a offert sur le web deux questionnaires très simples pour prendre le pouls des employé.e.s de la Ville et de l'ensemble de la population. Cinq questions ont permis d'obtenir des indications quant à la valorisation réelle de la diversité ethnoculturelle à Barcelone, aux obstacles et aux facilitateurs des interactions interculturelles selon les citoyennes et citoyens, aux grands principes qui devraient être partagés par l'ensemble de la population, ainsi qu'aux espaces et aux interactions interculturelles quotidiennes susceptibles de servir de modèles pour la suite des choses. Le site web qui servait à relayer les questions a également été utilisé pour archiver la documentation pertinente et la mettre à la disposition de la population. L'objectif était donc d'aller chercher des points de vue multiples et représentatifs : de la fonction publique, de la population et des milieux concernés (associatif, culturel, religieux, scolaire, etc.). La Ville de Montréal devrait s'inspirer de cet exemple d'exercice démocratique et interculturel afin d'établir sur des bases solides ses propres initiatives en matière interculturelle.

Selon le CIM, la démarche devrait également proposer l'élaboration d'une politique interculturelle, qui seule serait en mesure d'assurer la pleine reconnaissance et la prise en charge de la nature complexe et multidimensionnelle des nombreux enjeux liés aux relations interculturelles.

Recommandation 6

Considérant que les enjeux touchant la diversité montréalaise doivent être une préoccupation de premier ordre pour l'ensemble des services et instances de la Ville;

Le Conseil interculturel de Montréal recommande que la Ville, dans toutes ses initiatives réglementaires et administratives, anticipe les effets potentiels sur les personnes issues de la diversité et qu'elle insère une clause d'impact diversité dans ses sommaires décisionnels.

2.5. La mise en place d'une clause d'impact diversité

Le CIM rappelait récemment (2018) l'importance d'intégrer un « réflexe diversité » comme mécanisme inhérent au processus décisionnel de la Ville de Montréal. Une telle démarche serait à l'image des « clauses d'impact jeunesse », portées sur la scène politique québécoise par plusieurs regroupements de la société civile, comme l'organisme Force jeunesse. Le CIM accueille très favorablement la volonté de mettre en chantier une démarche similaire en guise de rapprochement avec les Premières Nations[36], ainsi que la récente initiative d'intégrer une analyse différenciée (projet-pilote ADS+) qui tienne compte des besoins des groupes vulnérables et cherche à prévenir en amont les discriminations :

> « Afin de prendre en compte les besoins des groupes vulnérables, sous-représentés ou pouvant faire l'objet d'exclusion, la Ville de Montréal vise à intégrer à terme une analyse différenciée visant à prévenir les discriminations systémiques dans toutes ses politiques, programmes et services. D'ici là, trois services municipaux et deux arrondissements participeront à un projet pilote visant son application dans ses processus décisionnels » (Ville de Montréal 2018d)[37].

Ces efforts s'inscrivent directement dans la logique de la démarche interculturelle présentée jusqu'ici :

> « Une clause concernant les groupes sous-représentés trouve aussi écho chez Kristen Intemann (2009), *qui explique sa pertinence par le principe de justice sociale*. La logique voulant qu'un enjeu particulier soit priorisé par la Ville en l'institutionnalisant et en l'inscrivant à l'intérieur du processus décisionnel n'est pas nouvelle à Montréal : tous les sommaires décisionnels produits par la Ville incluent une clause administrative de développement durable, de sorte que soient évalués les effets de chaque décision sur celui-ci » (CIM 2018:22, nous soulignons).

L'établissement formel d'un tel dispositif administratif viendrait, en quelque sorte, consolider la transversalité de l'approche interculturelle en conduisant à porter une attention plus soutenue aux réalités des groupes qui demeurent sous-représentés dans les instances décisionnelles de la Ville. Il s'agirait de bien mesurer les impacts en amont, en joignant aux initiatives de la Ville un court énoncé attestant d'une réflexion qui ne néglige pas l'impact de ces décisions tant sur la diversité ethnoculturelle que sur les relations interculturelles.

36 Dans le cadre du tout premier Sommet des Premières Nations et des municipalités sur la réconciliation, la mairesse de Montréal affirmait : « En tant que gouvernements de proximité, les villes ont un rôle de plus en plus important à jouer au niveau de la gouvernance locale, une responsabilité qui s'incarne dans les relations et les partenariats territoriaux. La Ville de Montréal assume ce leadership et pose un nouveau jalon dans le processus historique de réconciliation avec les peuples autochtones. Ce Sommet historique témoigne de la volonté de Montréal de devenir une véritable métropole de réconciliation, alors que nous sommes à mettre en œuvre un changement de paradigme pour intégrer un "réflexe autochtone" aux politiques et plans d'action de la Ville. Nous voyons la réconciliation comme une démarche nécessaire vers une société plus équitable et inclusive. Le respect de la différence et de la dignité de chacun sont essentiels [sic] à l'expression et à la valorisation de la diversité de la métropole » (Ville de Montréal 2018c).

37 Voir en ligne Ville de Montréal (2018d).

Conclusion

Bien au-delà des initiatives administratives, l'histoire des relations interculturelles à Montréal s'est déployée au gré des grands bouleversements internationaux. À l'impact des colonisations française et anglaise sur les populations autochtones, qui ont marqué la fondation de la ville, ont succédé d'importantes vagues d'immigration : majoritairement européennes d'abord, puis plus représentatives des populations diversifiées des autres continents à la suite de la Seconde Guerre mondiale (Hawkins 1988, Kelley et Trebilcock 2010, Knowles 2016, Piché et Larocque 2007). À ces vagues migratoires s'ajoutent aujourd'hui autour de 35 000 nouveaux arrivants par année à Montréal : « Parmi les personnes immigrantes admises de 2006 à 2015 qui étaient présentes au Québec en janvier 2017, 73,9 % résidaient dans la région métropolitaine de Montréal » (MIDI 2017:18). Si l'on s'en tient aux nouveaux arrivants (première génération) et aux enfants des vagues migratoires assez récentes (deuxième génération), on calcule que 56 % de la population de Montréal a un lien direct avec l'immigration internationale (Ville de Montréal 2015:4). La population née en dehors du Canada forme plus du tiers de la composition démographique de l'île de Montréal (MIDI 2014) et se déploie dans l'ensemble des arrondissements montréalais, riches en diversité ethnoculturelle[38].

La diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse ne se réduit évidemment pas aux nouveaux arrivants. L'importance des présences francophone, anglophone et autochtone, comme les diverses vagues d'immigration du XX[e] siècle, l'entrée de plus en plus importante de travailleuses et travailleurs temporaires et le grand nombre d'étudiantes et étudiants étrangers ont marqué l'histoire de la ville et vont continuer de le faire. Cette diversité tend toutefois aujourd'hui à se complexifier, transformant inéluctablement le paysage montréalais. Statistique Canada projetait récemment une hausse de la proportion des immigrants au sein de la région métropolitaine de Montréal (RMR) : de 22,7 % en 2011, elle devrait atteindre entre 28,4 % et 34,2 % en 2036. Or, cette hausse se décline sous les traits d'une diversification toujours plus prononcée :

> « À la fin de la période de projection, entre 28,9 % et 30,3 % des immigrants de Montréal seraient originaires d'Afrique, entre 29,6 % et 30,3 % d'Asie, entre 21,2 % et 22,2 % des Amériques et entre 17,5 % et 19,8 % d'Europe.
>
> En 2036, la proportion de personnes n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle atteindrait entre 30,6 % et 34,5 % (23,2 % en 2011), celle de personnes de religions non chrétiennes entre 15,4 % et 19,3 % (10,6 % en 2011), et celle de personnes appartenant à un groupe de minorités visibles parmi la population âgée de 15 à 64 ans entre 37,5 % et 42,0 % (20,5 % en 2011) » (Morency et al. 2017)[39].

L'exercice de projection démolinguistique auquel se sont livrés Marc Termote, Frédéric Payeur et Normand Thibault (2011) détaille aussi les tendances démographiques lourdes, notamment la hausse marquée

38 La Ville de Montréal fait des efforts notables afin d'éviter les enclaves mono-ethniques et de promouvoir la mixité sociale (Boucher 2016, Germain *et al.* 1995, Radice 2010, Ville de Montréal 2011).

39 Voir également l'annexe 3.

du poids démolinguistique des allophones[40], et ce, au détriment autant des francophones que des anglophones. Or, il est important de souligner, à grands traits, que le déclin du poids relatif des francophones sur l'île de Montréal ne résulte pas simplement de l'immigration internationale : il relève en grande partie de la sous-fécondité et de l'étalement urbain des francophones[41] (Termote *et al.* 2011:117-118). Comme le soulignent les auteurs, ces comportements « macros » expliquent que la présence des allophones sur le territoire montréalais ne peut pas être vue comme un phénomène temporaire. Déjà, entre 1971 et 2006, leur poids démolinguistique est passé de 11 % à 21 % sur l'île de Montréal (Termote *et al.* 2011:119).

> « On peut sans doute concevoir que, théoriquement, tout immigrant allophone finira par abandonner sa langue maternelle tierce (et si ce n'est lui, ce sont ses descendants). Mais on semble oublier que ce processus prend du temps, beaucoup de temps. Et pendant tout le temps qui s'écoule entre l'arrivée de l'immigrant de langue tierce et son assimilation à l'un ou l'autre des deux autres groupes linguistiques, pendant tout le temps que prend cette mobilité linguistique, tous les phénomènes démographiques continuent à se manifester : de nouveaux immigrants allophones arrivent » (Termote *et al.* 2011:119).

L'ensemble de ces tendances démographiques semblent donc le confirmer : les diversités linguistique, religieuse[42] et culturelle sont et seront la règle et non pas une simple exception temporaire à surmonter. Ces dynamiques sont, comme le rappelait la Ville, le « moteur principal de la croissance démographique » (Ville de Montréal 2015:1), sans laquelle Montréal connaîtrait un déficit démographique annuel moyen de 22 000 habitants.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, cette dimension du vivre-ensemble ne peut plus se réduire à un problème d'intégration qui viserait des minorités accueillies par une majorité. En effet, la perspective interculturelle ébauchée dans la première section suggère qu'une véritable cité interculturelle montréalaise ne peut s'articuler autour d'une majorité qui s'approprie le devoir de gérer une minorité diversifiée.

Il faut donc partir d'une tout autre prémisse : Montréal est d'ores et déjà un milieu pluraliste dynamique, qui cherche à établir certains paramètres pour se gouverner de manière interculturelle et démocratique. En effet, cette diversité grandissante – ou super-diversité (Vertovec 2007) – nous invite à réitérer l'importance de la part interculturelle de la vie démocratique montréalaise. Dans un contexte où certaines vulnérabilités semblent vives, il importe surtout de dégager des modes de solidarité et d'action communs pour combler les écarts entre le caractère inclusif visé par la Ville de Montréal à travers ses textes normatifs et la réalité de plusieurs pans de la population qui font face à des barrières malheureusement trop récurrentes, voire systémiques.

La politique interculturelle proposée par le CIM permet d'ouvrir à une approche particulière où la diversité montréalaise est moins un problème « à gérer » que l'outil principal à travers lequel les enjeux liés à la diversité sont gérés. Bien que le gouvernement du Québec ait montré au cours des dernières années une ouverture timide à la mise en place d'une politique interculturelle pour la province (MIDI 2015, Secrétariat aux relations canadiennes 2017), cette ouverture pourrait tout aussi bien se refermer, à la suite des élections de l'automne 2018. Afin d'éviter de reproduire l'oscillation persistante qui marque depuis trop longtemps les divers paliers gouvernementaux, la Ville de Montréal devrait établir son propre cadre structurant capable de promouvoir, de consolider et de développer des relations interculturelles, et d'en défendre une prise en charge à la fois démocratique et interculturelle.

Sur les plans économique, politique, social et culturel, Montréal a été et est encore un point de connexion internationale fondamental pour le Québec. L'histoire internationale se lit à travers l'ensemble des flux migratoires sur son territoire. La ville, après tout, est d'abord le fruit d'un processus d'urbanisation complexe, issu d'une histoire singulière (son processus de localisation), elle est intégrée dans les multiples flux

40 Le groupe des allophones consiste ici en un amalgame de groupes linguistique hétérogènes et changeants.

41 Termote *et al.* (2011) évoquent le déclin du poids relatif des francophones à Montréal, mais leur définition des « francophones » se résume aux personnes de langue maternelle française, alors que nous estimons qu'elle devrait aussi inclure les personnes qui parlent le français à la maison.

42 Selon les statistiques de la Ville de Montréal (2015:4), 65 % de la population se déclare chrétienne, 18 % sans appartenance religieuse, 9 % musulmane, 4 % juive, 2 % bouddhiste, 1,5 % hindoue et 0,5 % autre.

et réseaux régionaux, nationaux et internationaux qui assurent d'ailleurs son dynamisme. Au-delà des projections statistiques, un fait demeure : les processus démographiques complexes, déjà bien entamés, nécessitent une prise en charge proactive capable de tenir compte et de bien cerner les enjeux présents ou à venir. C'est pourquoi cet avis s'est attaché à démontrer l'importance d'établir une stratégie interculturelle intégrée, à travers l'adoption d'un principe et d'une politique interculturelle notamment, qui permettrait de mieux les appréhender.

L'interculturalisme, en tant que dynamique au cœur de l'identité montréalaise et mode de gestion des enjeux liés à la diversité, tend parfois à mettre de l'avant le sentiment de vulnérabilité de la majorité aux dépens de celui éprouvé par les minorités. Le danger ici est donc de minimiser les discriminations que le modèle peut lui-même induire par le rappel constant du statut minoritaire ou précaire de l'identité nationale québécoise, dans un contexte canadien et nord-américain majoritairement anglophone. L'argument nous paraît justifié, et une certaine vigilance est de mise afin d'assurer une attention constante aux usages et aux effets des discours normatifs établis. Certains suggèrent par ailleurs une séparation claire entre, d'une part, une véritable politique consacrée à contrer le racisme et les discriminations et, d'autre part, une politique axée sur les rapprochements interculturels (Eid et Labelle 2013). Nous considérons plutôt qu'une politique interculturelle peut et doit servir d'abord à colmater ce clivage, en étant à la fois antiraciste et interculturelle. L'idée de démocratie interculturelle vise précisément à s'assurer de prendre en compte les voix peu représentées dans la sphère publique, d'entendre et légitimer leurs revendications, et de les étudier à titre de projet commun.

Récemment reconnue comme le « creuset des relations interculturelles » au Québec, la Ville de Montréal pourrait ainsi véritablement prendre en charge sa responsabilité en matière de relations interculturelles et citoyennes, comme l'indique la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (MAMOT 2017). Les six recommandations émises dans cet avis cherchent précisément à tracer une voie potentielle pour la formalisation adéquate d'une perspective interculturelle pleinement adaptée au contexte montréalais, tant historique que contemporain.

Il s'agit donc d'opérer ici un virage similaire à celui orchestré au sein de la Ville de Montréal il y a plus de trente ans, c'est-à-dire de remettre au cœur de la cité montréalaise une démarche interculturelle structurée et englobante. Plus que d'encourager les rapprochements et les échanges entre les diverses cultures, comme le suggèrent la plupart des recours à l'interculturalisme au Québec, il importerait désormais d'affirmer haut et fort une volonté ferme d'affronter collectivement les enjeux qui émergent des relations interculturelles, en tenant compte notamment des positions différenciées des citoyennes et citoyens montréalais et des rapports de force qui les sous-tendent.

Il faut le rappeler : Montréal n'est pas devenue inclusive par pur enchantement. Ce souci s'est notamment imposé à travers les multiples revendications des populations racisées et minorisées et les mobilisations politiques interculturelles qui en ont découlé. Ce fait mérite d'être souligné, car il implique que les relations interculturelles sont absolument fondamentales au développement des aspirations de la ville et de son identité, pas simplement sur le plan économique ou culturel, mais aussi sur les plans social et politique. Les personnes racisées ou minorisées participent constamment à améliorer la cité, d'une multitude de manières, et elles le font notamment en relevant les multiples préjugés qui parsèment l'ensemble des sphères de la société. En ce sens, elles contribuent largement à assurer la cohésion sociale en mettant en lumière les inégalités et les obstacles qui bloquent l'accessibilité aux différentes ressources qui devraient revenir à l'ensemble des citoyennes et citoyens.

Remerciements

Le Conseil interculturel de Montréal (CIM) tient à remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cet avis. Il salue vivement l'implication d'Anne Martin, qui a initié ce chantier de réflexion dès l'été 2017 et qui a assuré la coordination d'une table ronde en novembre 2017 regroupant plusieurs intervenants et intervenantes des milieux interculturels. Nous remercions les organismes suivants d'avoir répondu à notre appel : l'Association des Camerounais du Canada (ACC), l'Accueil liaison pour arrivants (ALPA), le Centre Africa, le Centre d'orientation paralégale et social pour immigrants (COPSI), le Centre social d'aide aux immigrants (CSAI), la Maison de l'Afrique, le Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement (ROMEL), Diversité artistique Montréal (DAM), le Service d'éducation et d'intégration interculturelle de Montréal (SEIM), les services d'accueil et d'intégration des immigrants Hirondelle, le Centre Yves-Thériault ainsi que la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), qui a accueilli la table ronde dans ses locaux.

Nous désirons également souligner la contribution des universitaires Pierre Bosset et Bob White, qui nous ont accompagnés dans notre réflexion lors de la production de cet avis. Nous tenons aussi à remercier Myrlande Pierre et la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations pour leur appui à nos travaux et à cet avis en particulier.

Un tel travail n'aurait pu se faire sans une étroite collaboration avec le chercheur Phillip Rousseau, qui a su mettre de l'avant les aspirations des membres du CIM et les formuler avec justesse. Nous le remercions chaleureusement. Nous souhaitons aussi mettre en lumière la contribution de David Carpentier, qui a assisté le chercheur dans son travail et que nous remercions.

La collaboration importante de plusieurs personnes œuvrant dans diverses instances de la Ville a également permis de mener à terme ce projet. Nous remercions :

Alain Lavoie
Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Mehdi Mokhtar Lekehal
Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Mariem Fafin
Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Marie-Christine Ladouceur-Girard
Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)

Jessica Lagacé-Banville
Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)

Véronique Lamontagne
Bureau des relations internationales (BRI)

Marie-Eve Bonneau
Bureau de la présidence du conseil

Élisabeth Rivest
Commissions permanentes du conseil, Service du greffe

Jean Therrien
Bureau des relations gouvernementales et municipales

Bibliographie

Ahmed, S., 2012. *On Being Included. Racism and Diversity in Institutional Life*. Durham : Duke University Press.

Anctil, P., 2014. « Le Congrès juif canadien et la promotion de l'éducation interculturelle (1947-1975) », dans L'interculturel au Québec, L. Emongo et B.W. White, dir. Pp. 117-136. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Ajuntament de Barcelona, 2010. *Pla Barcelona Interculturalitat / Barcelona Interculturality Plan*, Barcelona City Council, Document électronique : http://www.cdpdj.qc.ca/Publications/memoire_PL_77_Loi_Immigration.pdf, consulté le 20 août 2018.

Beauchemin, J., 2010. « Accueillir sans renoncer à soi-même », *Journal Le Devoir*, Montréal, Document électronique : https://www.ledevoir.com/opinion/idees/281502/au-sujet-de-l-interculturalisme-accueillir-sans-renoncer-a-soi-meme, consulté le 20 août 2018.

Benn Michaels, W., 2006. *The Trouble with Diversity: How We Learned to Love Identity and Ignore Inequality*. New York : Picador Books.

Bosset, P. à paraître « Les droits culturels au secours de l'interculturalisme québécois », dans *Explorer le social. Au passé et au présent, du biologique au symbolique*, G. Nootens, dir. Québec : Presses de l'Université Laval.

Bouchard, G., 2012. *L'interculturalisme : un point de vue québécois*. Montréal : Boréal.

Boucher, F., 2016. « Le multiculturalisme dans la ville : aménagement de l'espace urbain et intégration sociale ». *Les ateliers de l'éthique*, 11(1) : 55-79.

Breidenbach, J. et P. Nyiri, 2009. *Seeing Culture Everywhere. From Genocide to Consumer Habits*. Washington : University of Washington Press.

Cambron-Goulet, D., 2018. « Montréal crée une table sur la diversité », *Journal Métro*, Document électronique : http://journalmetro.com/actualites/montreal/1462169/montreal-cree-une-table-sur-la-diversite/, consulté le 20 août 2018.

Cantle, T., 2012. *Interculturalism: The New Era of Cohesion and Diversity*. New York : Palgrave Macmillan.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 2015. *Mémoire à la Commission des relations avec les citoyens de l'Assemblée nationale sur le document intitulé Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion*, Document électronique : http://www.cdpdj.qc.ca/Publications/memoire_PL_77_Loi_Immigration.pdf, consulté le 20 août 2018.

Conseil interculturel de Montréal, 2018. *Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous. Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale*. Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2017. *Avis sur le profilage racial, dix ans après 2006-2016*. Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2014. *Avis sur le plan de développement de Montréal et les relations interculturelles. Pour une gestion de la diversité ethnoculturelle et religieuse.* Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2013. *Réflexion sur le projet de la Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes encadrant les demandes d'accommodements.* Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2011. *Avis sur le programme d'accès à l'égalité en emploi de la Ville de Montréal : Les obstacles au recrutement, à l'intégration et à la promotion des minorités visibles et des minorités ethniques.* Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2010. *Mémoire sur la révision du rôle et des responsabilités des commissions permanentes du Conseil.* Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2009. *Avis sur la gestion municipale des lieux de cultes minoritaires. Cohabitation urbaine et usages des lieux de cultes minoritaires. Dynamisme social dans la gestion municipale.* Montréal : Ville de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2006. *Commentaires et propositions sur le document de consultation intitulé Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination.* Montréal : Ville de Montréal.

Cités et Gouvernements Locaux Unis (UCLG), 2000. *Charte européenne des droits d'homme dans la ville*, Document électronique : https://www.uclg-cisdp.org/sites/default/files/CISDP%20Carta%20Europea%20Sencera_baixa_2.pdf, consulté le 20 août 2018.

Conseil de l'Europe, 2017. *Compilation d'exemples de bonnes pratiques issus des Cités interculturelles (ICC)*, Document électronique : https://rm.coe.int/compilation-d-exemples-de-bonnes-pratiques-issus-des-cites-intercultur/16807b6b96, consulté le 25 août 2018.

Conseil de l'Europe, 2011. « Montreal: Results of the Intercultural Cities Index », Document électronique : https://rm.coe.int/16802ff6d3, consulté le 5 août 2018.

Conseil de l'Europe, 2008. *Livre blanc sur le dialogue interculturel*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.

Diversité Artistique Montréal, 2018. *Pour un processus d'équité culturelle.* Rapport de la consultation sur le racisme systémique dans le milieu des arts, de la culture et des médias à Montréal. Montréal : Diversité artistique Montréal.

Diversité Artistique Montréal, 2017. *Politique de développement culturel de la Ville de Montréal*. Mémoire de Diversité artistique Montréal (DAM). Montréal : Diversité artistique Montréal.

Eid, P. et M. Labelle, 2013. « Vers une politique québécoise antiraciste », *Relations*, 763, Document électronique : http://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/vers-une-politique-quebecoise-antiraciste/, consulté le 21 août 2018.

Fassin, D. et É. Fassin, dir., 2006. *De la question sociale à la question raciale? Repenser la société française*. Paris : La Découverte.

Fourot, A.-C., 2013. *L'intégration des immigrants : cinquante ans d'action publique locale*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Frozzini, J., 2014. « L'interculturalisme selon Bouchard », dans L'interculturel au Québec, L. Emongo et B.W. White, dir. Pp. 91-113. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Germain, A., 2013. « Une ville inclusive est-elle une ville sans exclusion? Ou quand la diversité vivifie… ou fatigue », dans *Le développement d'institutions inclusives en contexte de diversité : Recherche, formation, partenariat*, M. McAndrew, M. Potvin et C. Borri-Anadon, dir. Pp. 27-42. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Germain, A. et M. Alain, 2006. « La gestion de la diversité ethnoculturelle à l'épreuve de la métropole ou les vertus de l'adhocratisme montréalais », dans *Les métropoles au défi de la diversité ethnoculturelle culturelle*, B. Jouve et A.-G. Gagnon, dir. Pp 245-262, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Germain, A. et M. Sweeney, 2002. *La participation des organismes s'occupant d'immigrants et/ou de communautés culturelles aux instances de concertation de quartier*, Rapport de recherche préparé pour la Ville de Montréal. Montréal : Institut national de la recherche Scientifique, Centre – Urbanisation, Culture, Société.

Germain, A., dir., avec la collaboration de J. Archambault, B. Blanc, J. Charbonneau, F. Dansereau, D. Rose, 1995.*Cohabitation interethnique et vie de quartier*, Numéro spéciale d'Études et recherches, 12. Québec : Direction des communications et ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Gervais, L.-M., 2018. « Montréal devrait se doter d'un inspecteur à la diversité », *Le Devoir*, Document électronique : https://www.ledevoir.com/societe/540289/montreal-devrait-avoir-son-inspecteur-a-la-diversite, consulté le 2 novembre 2018.

Gouvernement du Québec, 1975. *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*. Québec : Gouvernement du Québec.

Gratton, D., 2014. « Le destin d'une terminologie : de l'interculturel à l'interculturalisme », dans *L'interculturel au Québec : rencontres historiques et enjeux politiques*, L. Emongo et B.W. White, dir. Pp. 173-190. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Grafmeyer, Y., 1999. « La coexistence en milieu urbain : échanges, conflits, transactions ». *Recherches sociologiques*, (I) : 157-176.

Hawkins, F., 1988. *Public Policy and Public Concern*. Montréal-Kingston : McGill-Queen's University Press.

Homsy, M. et S. Scarfone, 2016. *Plus diplômés, mais sans emploi. Comparer Montréal, le paradoxe de l'immigration*. Montréal : Institut du Québec.

Isin, E. F. et M. Siemiatycki, 1999. « Fate and Faith: Claiming Urban Citizenship in Immigrant Toronto ». *CERIS Working Paper Series*, (1) : 1-30.

Jenson, J., 2010. *Defining and Measuring Social Cohesion*. London : Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development.

Joki, A.-L., A. Wolffhardt et T. Huddleston, 2017. « How the Intercultural integration approach leads to a better quality of life in diverse cities », Conseil de l'Europe et Migration Policy Group, Document électronique : https://rm.coe.int/intercultural-to-the-core-how-the-intercultural-cities-index-can-be-be/168076631b, consulté le 22 août 2018.

Jouve, B., 2003. *La gouvernance urbaine en question*. Paris : Elsevier.

Kelley, N. et M.J. Trebilcock, 2010. *The Making of a Mosaic. A History of Canadian Immigration Policy*. Toronto : University of Toronto Press.

Knowles, V., 2016. *Strangers at our Gates. Canadian Immigration and Immigration Policy 1540-2007*. 4e édition. Toronto : Dundurn Press.

Kymlicka, W., 2003. « Multicultural States and Intercultural Citizens ». *Theory and Research in Education*, 1(2) : 147-169.

Labelle, M., A.-M. Field et J.-C. Icart, 2007. « Le concept d'interculturalisme en contexte québécois : généalogie d'un néologisme ». Rapport, Montréal : Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC).

Laboratoire de recherche en relations interculturelles (LABRRI), 2016. *Rapport d'activités de la première phase (2012-2015)*. Montréal : Université de Montréal.

Lamarche, L., 2008. « Le droit à la ville Made in Québec : un exercice de gouvernance marquée par le pragmatisme? Le cas de Montréal ». *Revue Gouvernance*, 5(1) : 1-15.

Leloup, X., F. Desrochers et D. Rose, 2016. *Les travailleurs pauvres dans la RMR de Montréal Profil statistique et distribution spatiale*. Montréal : Centraide et Institut national de la recherche scientifique.

Lévy, J.J., 2014. « Quelques figures marquantes des débuts de l'interculturel au Québec », dans *L'interculturel au Québec : rencontres historiques et enjeux politiques*, L. Emongo et B.W. White, dir. Pp 157-171. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), 2017. *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec*. Québec : Gouvernement du Québec.

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), 2013. « En quoi consiste la participation publique? », *Municipalité durable*, Document électronique : https://www.mamot.gouv.qc.ca/municipalite-durable/entreprendre-une-demarche/participation-publique/, consulté le 15 août 2018.

Massana, M. et G. Rioux, 2018. « The Case of Montreal: Intercultural City 'avant la lettre'? », dans *Intercultural Cities. Policy and Practice for a New Era*, B.W. White, dir. Pp. 281-313. Londres et New York : Palgrave Macmillan.

Mbembe, A., 2013. *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte.

McKey, E., 2002. *The House of Difference: Cultural Politics and National Identity in Canada*. Toronto : University of Toronto Press.

Meintel, D., 2015. « La religion et le vivre-ensemble. Au-delà de la laïcité », dans *Pluralité et vivre*-ensemble, F. Saillant, dir. Pp. 175-192. Québec : Presses de l'Université Laval.

Mévellec, A., G. Chiasson et Y. Fournis, 2017. « De "créatures du gouvernement" à "gouvernements de proximité" **: la trajectoire sinueuse** des municipalités québécoises ». *Revue française d'administration publique*, 2(162) : 339-352.

Midgley, J., 2013. *Social Development: Theory and Practice*. New York : Sage Publishing.

Midgley, J. et M. Pawar, eds., 2017. *Future Directions in Social Development*. New York : Palgrave Macmillan.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), 2018. « Le gouvernement du Québec annonce une entente avec la Ville de Montréal pour l'inclusion des personnes immigrantes », Document électronique : http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/presse/communiques/com20180323.html, consulté le 25 août 2018.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), 2015. *Ensemble, nous sommes le Québec. Politique québécoise en matière d'immigration, d'inclusion et de participation*, Document électronique : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/politiques/PO_ensemble_quebec_MIDI.pdf, consulté le 25 août 2018.

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 2014. *Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion : recueil de statistiques sur l'immigration et la diversité au Québec*, Document électronique : http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/dossiers/STA_ImmigrDiversite_Politique.pdf, consulté le 25 août 2018.

Morency, J.-D., É. Caron-Malenfant, et S. MacIsaac, 2017. « Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036 », *Statistiques Canada*, Document en ligne : https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-551-x/91-551-x2017001-fra.htm, consulté le 20 août 2018.

Office de consultation publique de Montréal (OCPM), 2017. *Participation sans exclusion : rétrospective des 15 ans de l'OCPM*. Montréal : Éditions de l'OCMP.

Paquet, M., 2016. *La fédéralisation de l'immigration au Canada*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Piché, V. et D. Larocque, 2007. *L'immigration au Québec*. Rapport, Montréal : Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC).

Poirier, C., 2005. *La gestion de la diversité ethnoculturelle ou l'émergence d'un champ de recherche : genèse et perspectives*. Montréal : Institut national de la recherche scientifique – Centre Urbanisation, Culture et Société.

Praznik, J. et J. Shields, 2018. *City of Toronto's Role in Immigration and Settlement*. Toronto : Ryerson University.

Radice, M., 2010. Everyday cosmopolitan place making: multiethnic commercial streets in Montreal neighbourhoods. *Thèse de doctorat en études urbaines, Montréal :* Université du Québec et Institut national de la recherche scientifique.

Radice, M. et A. Germain, 2006. « Cosmopolitanism by default: Public sociability in Montreal », dans *Cosmopolitan Urbanism*, J. Binnie, J. Holloway, C. Young, et S. Millington, dir. Pp. 112-129. Londres et New York : Routledge.

Rocher, F. et B.W. White, 2014. *L'interculturalisme québécois dans le contexte du multiculturalisme canadien*, Institut de recherche en politique publique (IRPP), 49, Document électronique : https://on-irpp.org/2y4D8JU, consulté le 10 septembre 2018.

Rocher, F. et M. Labelle, 2010. « L'interculturalisme comme modèle d'aménagement de la diversité : compréhension et incompréhension dans l'espace public québécois », dans *La Diversité québécoise en débat. Bouchard, Taylor et les autres*, B. Gagnon, dir. Pp. 179-203. Montréal : Québec Amérique.

Saillant, F., J.J. Lévy et A. Ramirez-Villagra, 2017. « Perspectives interculturelles, droits et reconnaissance à Montréal ». *Anthropologie et Sociétés*, 41(3) : 155-179.

Salée, D., 2010. « Penser l'aménagement de la diversité ethnoculturelle au Québec ». *Politique et sociétés*, 29(1) : 151-180.

Salée, D., 2007. « The Quebec State and the Management of Ethnocultural Diversity: Perspectives on an Ambiguous Record », dans *Belonging in Canada? Diversity, Recognition and Shared Citizenship*, K. Banting, T.J. Courchene et F. L. Seidle, dir. Pp. 105-142. Montréal : Institut de recherches en politiques publiques.

Secrétariat aux affaires intergrouvernementales canadiennes, 2017. *Québécois, notre façon d'être canadiens. Politique d'affirmation du Québec et de relations canadiennes*, Document électronique : http://www.saic.gouv.qc.ca/documents/relations-canadiennes/politique-affirmation-synthese.pdf, consulté le 25 août 2018.

Service public fédéral de Belgique, 2010. Élaborer une politique publique de diversité : guide méthodologique, DG Développement de l'Organisation et du Personnel, Document électronique : https://fedweb.belgium.be/sites/default/files/downloads/broch_po_diversite_guide_methodologique_fr.pdf, consulté le 22 août 2018.

Taylor, C., 2012. « Interculturalism or Multiculturalism? ». *Philosophy and Social Criticism*, 38(4-5) : 413-424.

Termote, M., F. Payeur et N. Thibault, 2011. *Perspectives démolinguistiques du Québec et de la région de Montréal (2006-2056)*. Québec : Gouvernement du Québec.

Union des municipalités du Québec (UMQ), 2017. *Cadre de référence de la participation publique*. Montréal : Union des municipalités du Québec et Institut du Nouveau Monde.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 2018. *Enquête de l'UNESCO sur le dialogue interculturel 2017*. Paris : UNESCO.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 2010. *Rapport mondial de l'UNESCO. Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*. Paris : UNESCO.

Vertovec, S., 2007. « Super-diversity and its implications ». *Ethnic and Racial Studies*, 30(6) : 1024-1054.

Ville de Gatineau, 2017. *Stratégie de la Ville de Gatineau en matière d'immigration, de diversité culturelle et d'inclusion*. Gatineau : Ville de Gatineau.

Ville de Gatineau, 2008. *Politique en matière de diversité culturelle*. Gatineau : Ville de Gatineau.

Ville de Laval, 2017. *Plan d'action régional en matière d'immigration, de diversité culturelle et d'inclusion 2017-2019*. Laval : Ville de Laval.

Ville de Longueuil, 2015. *Plan d'action pour contrer le racisme et la discrimination 2015-2017*. Longueuil : Ville de Longueuil.

Ville de Montréal, 2018a. *Budget 2019 et Programme triennal d'immobilisations 2019-2021*, Service de la diversité et de l'inclusion sociale. Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Montréal, 2018b. *Plan d'action 2018-2021*, *Montréal inclusive. L'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, c'est l'affaire de tous!* Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Montréal, 2018c. « Les Premières Nations et les municipalités du Québec livrent un plaidoyer fort pour la réconciliation », Document électronique : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&t_dad=portal&t_schema=PORTAL&tid=30570, consultée le 10 septembre 2018.

Ville de Montréal, 2018d. « Projet pilote de l'intégration de l'ADS+ – La Ville de Montréal revoit son processus décisionnel pour prévenir les discriminations systémiques », Document électronique : https://www.newswire.ca/fr/news-releases/projet-pilote-de-lintegration-de-lads---la-ville-de-montreal-revoit-son-processus-decisionnel-pour-prevenir-les-discriminations-systemiques-700604462.html, consulté le 30 novembre 2018.

Ville de Montréal, 2017a. *Charte montréalaise des droits et responsabilités*, 3e édition, Document électronique : https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/charte_mtl_fr/media/documents/charte_montrealaise_francais.pdf, consulté le 5 août 2018.

Ville de Montréal, 2017b. *Montréal de tous les possibles! Politique développement social*, Document électronique : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/politique_de_developpement_social_lr.pdf, consulté le 5 août 2018.

Ville de Montréal, 2015. *Mémoire de la Ville de Montréal*, préparé en collaboration avec le Conseil interculturel de Montréal et présenté dans le cadre des consultations sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2017-2019, Montréal.

Ville de Montréal, 2011. *Montréal : Ville interculturelle. Présentation générale des actions de la Ville de Montréal en relations interculturelles à l'intention du Conseil de l'Europe*, Document électronique : http://www.aimf.asso.fr/IMG/pdf/montreal_cite_interculturelle_pdf_2012320_114949.pdf, consulté le 5 août 2018.

Ville de Montréal, 2000. *Construire ensemble : Orientations 2000-2001-2002 : Relations interculturelles et Plan triennal 2000-2001-2002 : Interventions en relations interculturelles*. Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Saguenay, 2012. *Politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes*. Saguenay : Ville de Saguenay.

Ville de Shawinigan, 2013. *Politique favorisant l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes*. Shawinigan : Ville de Shawinigan.

Ville de Sherbrooke, 2017. *Plan d'action en immigration 2018-2019*. Sherbrooke : Ville de Sherbrooke.

Ville de Sherbrooke, 2004. *Politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes*. Sherbrooke : Ville de Sherbrooke.

Ville de Trois-Rivières, 2014. *Politique d'accueil, d'intégration et de rétention des nouveaux arrivants*. Trois-Rivières : Ville de Trois-Rivières.

Wood, P., dir., 2010. *Intercultural Cities: Towards a Model for Intercultural Integration. Insights from the Intercultural Cities Programme*, Action of the Council of Europe and the European Commission. Strasbourg : Council of Europe Publishing.

Wood, P. et C. Landry, 2008. *The Intercultural City. Planning for Diversity Advantage*. Londres : Earthscan.

White, B.W., 2018. « What is an Intercultural City and How does it Work? », dans *Intercultural Cities. Policy and Practice for a New Era*, Bob W. White, dir. Pp. 21-54. Londres et New York : Macmillan.

White, B.W., 2016. « Le vivre-ensemble comme scénario de l'interculturel au Québec », dans *Pluralité et vivre-ensemble*, F. Saillant, dir. Pp. 39-62. Québec : Presses de l'Université Laval.

White, B.W., D. Gratton et F. Rocher, 2014. *Les conditions de l'inclusion en contexte interculturel.* Mémoire présenté à la Commission des relations avec les citoyens. Montréal : Laboratoire de recherche en relations interculturelles.

Zapata-Barrero, R., 2017. « Interculturalism in the post-multicultural debate: a defence ». *Comparative Migration Studies*, 5(1) : 14.

Annexes

Annexe 1

Au Québec, plusieurs municipalités ont déjà jeté les bases d'une approche structurée en revendiquant tant leur compétence que leurs besoins et leurs responsabilités en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants et de gestion des relations interculturelles. Le tableau suivant présente certains efforts municipaux récents ou marquants en matière de gestion de la diversité et d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

L'action municipale au Québec en matière de gestion de la diversité culturelle

Ville Année(s)	Politique
Sherbrooke 2004 et 2018	*Politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes* *Plan d'action en immigration 2018-2019*
Gatineau 2008 et 2017	*Politique en matière de diversité culturelle* *Stratégie de la Ville de Gatineau en matière d'immigration, de diversité culturelle et d'inclusion*
Saguenay 2012	*Politique d'accueil et d'intégration des personnes immigrantes*
Shawinigan 2013	*Politique favorisant l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes*
Trois-Rivières 2014	*Politique d'accueil, d'intégration et de rétention des nouveaux arrivants*
Longueuil 2015	*Plan d'action pour contrer le racisme et la discrimination 2015-2017*
Laval 2017	*Plan d'action régional en matière d'immigration, de diversité culturelle et d'inclusion 2017-2019*
Montréal 2018	*Montréal inclusive. L'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, c'est l'affaire de tous!*

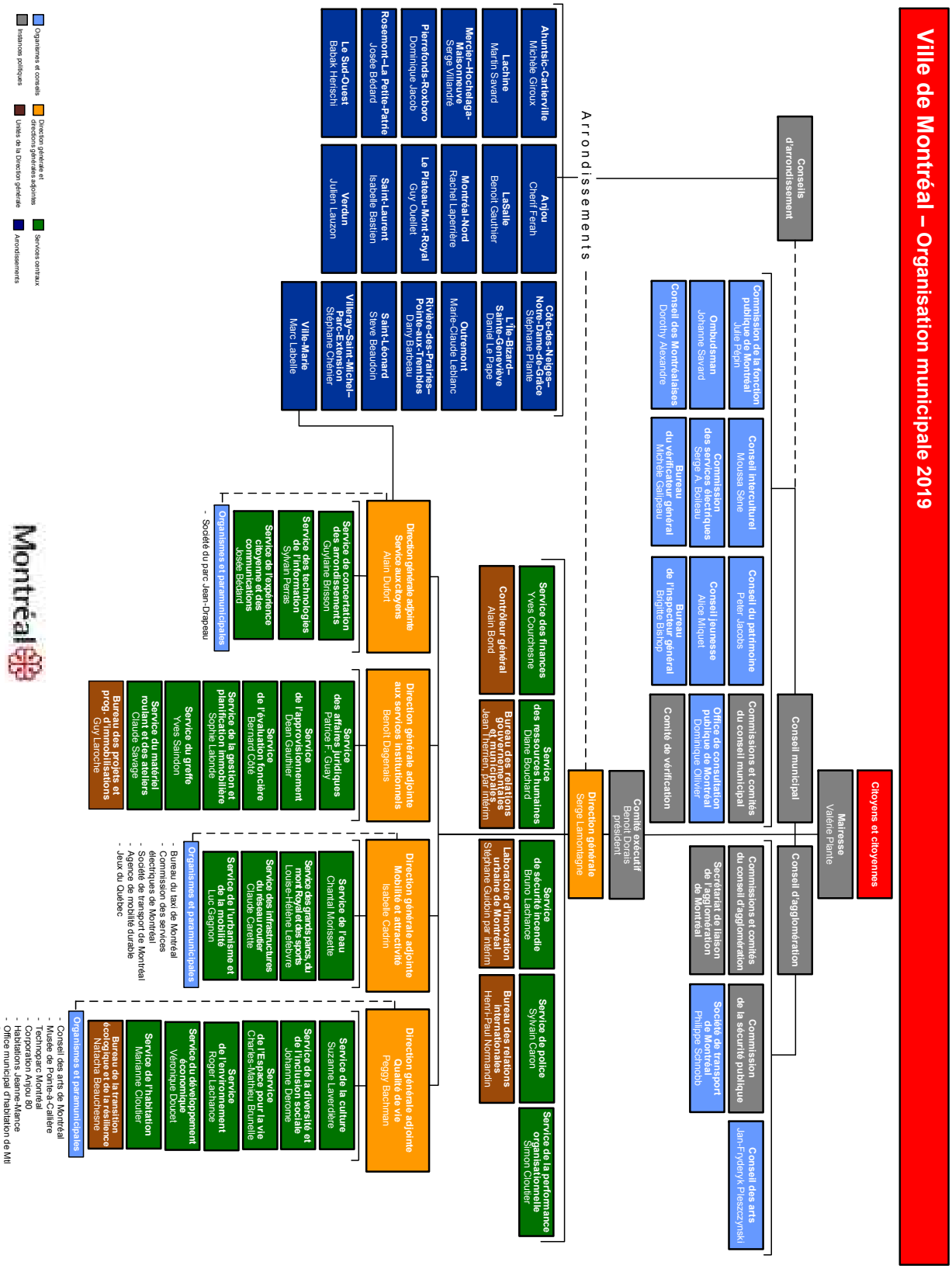
Les enjeux couverts par ces politiques ou plans d'action peuvent être regroupés en quatre points focaux :

Portrait des champs d'action de l'action municipale au Québec[43]

Faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants.
Lutter contre le racisme et la discrimination, et promouvoir l'apport de l'immigration et de la diversité.
Développer et mieux coordonner des partenariats ainsi que des modes de concertation autour des enjeux liés à l'immigration et aux relations interculturelles.
Favoriser le rapprochement interculturel et la cohésion sociale.

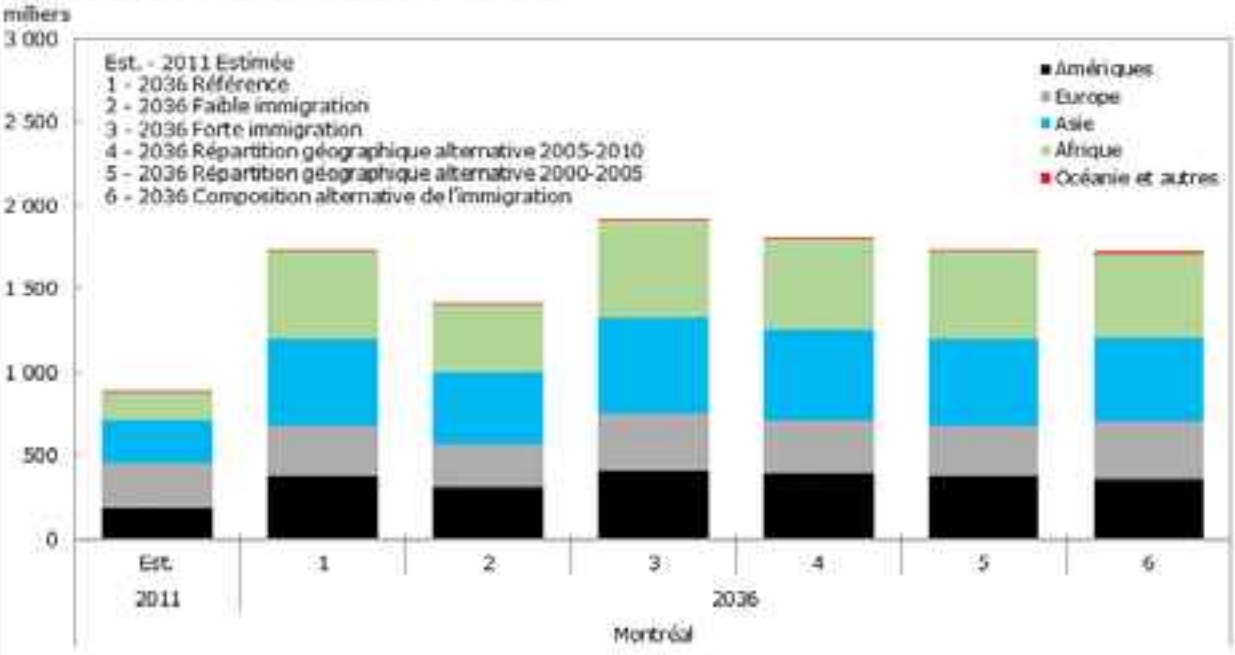
43 Cette catégorisation s'appuie sur les politiques et plans d'action récents en matière d'immigration et de relations interculturelles de Gatineau (2017, 2008), de Laval (2017), de Longueuil (2015), de Saguenay (2012), de Sherbrooke (2017) et de Trois-Rivières (2014).

Annexe 2


Ville de Montréal – Organisation municipale 2019
Citoyens et citoyennes
Mairesse
Valérie Plante
Conseil municipal
Conseil d'agglomération
Conseils d'arrondissement
Arrondissements
Comité exécutif
Benoit Dorais
président
Direction générale
Serge Lamontagne
Commission de la fonction publique de Montréal
Julie Pépin
Ombudsman
Johanne Savard
Conseil des Montréalaises
Dorothy Alexandre
Conseil interculturel
Moussa Sène
Commission des services électriques
Serge A. Boileau
Bureau du vérificateur général
Michèle Galipeau
Conseil du patrimoine
Peter Jacobs
Conseil jeunesse
Alice Miquet
Bureau de l'inspecteur général
Brigitte Bishop
Commissions et comités du conseil municipal
Office de consultation publique de Montréal
Dominique Ollivier
Comité de vérification
Commissions et comités du conseil d'agglomération
Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal
Commission de la sécurité publique
Société de transport de Montréal
Philippe Schnobb
Conseil des arts
Jan-Fryderyk Pleszczynski
Service des finances
Yves Courchesne
Contrôleur général
Alain Bond
Service des ressources humaines
Diane Bouchard
Bureau des relations gouvernementales et municipales
Jean Thériault, par intérim
Service de sécurité incendie
Bruno Lachance
Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal
Stéphane Guidon par intérim
Service de police
Sylvain Caron
Bureau des relations internationales
Henri-Paul Normandin
Service de la performance organisationnelle
Simon Clouter
Ahuntsic-Cartierville
Michèle Giroux
Lachine
Martin Savard
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Serge Villeneuve
Pierrefonds-Roxboro
Dominique Jacob
Rosemont–La Petite-Patrie
Josée Bédard
Le Sud-Ouest
Babak Hierschi
Anjou
Cherif Ferah
LaSalle
Benoit Gauthier
Montréal-Nord
Rachel Laperrière
La Plateau-Mont-Royal
Guy Ouellet
Saint-Laurent
Isabelle Bastien
Verdun
Julien Lauzon
Ville-Marie
Marc Labelle
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Stéphane Plante
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
Daniel Le Pape
Outremont
Marie-Claude Leblanc
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
Dany Barbeau
Saint-Léonard
Steve Beaudoin
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Stéphane Crénier
Direction générale adjointe
Service aux citoyens
Alain Dufort
Service de concertation des arrondissements
Guylaine Brisson
Service des technologies de l'information
Sylvain Perras
Service de l'expérience citoyenne et des communications
Josée Bédard
Organismes et paramunicipales
- Société du parc Jean-Drapeau
Direction générale adjointe
Services institutionnels
Benoît Dagenais
Service des affaires juridiques
Patrice F. Guay
Service de l'approvisionnement
Jean Gauthier
Service de l'évaluation foncière
Bernard Côté
Service de la gestion et planification immobilière
Sophie Lalonde
Service du greffe
Yves Saindon
Service du matériel roulant et des ateliers
Claude Savage
Bureau des projets et prog. d'immobilisations
Guy Laroche
Direction générale adjointe
Mobilité et attractivité
Isabelle Cadrin
Service de l'eau
Chantal Morissette
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Louise-Hélène Lefebvre
Service des infrastructures du réseau routier
Claude Carette
Service de l'urbanisme et de la mobilité
Luc Gagnon
Organismes et paramunicipales
- Bureau du taxi de Montréal
- Commission des services électriques de Montréal
- Société de transport de Montréal
- Agence de mobilité durable
- Jeux du Québec
Direction générale adjointe
Qualité de vie
Peggy Bachman
Service de la culture
Suzanne Lavertière
Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Johanne Derome
Service de l'Espace pour la vie
Charles-Mathieu Brunelle
Service de l'environnement
Roger Lachance
Service du développement économique
Véronique Doucet
Service de l'habitation
Marianne Clouter
Bureau de la transition écologique et de la résilience
Natacha Beauchesne
Organismes et paramunicipales
- Conseil des arts de Montréal
- Musée de Pointe-à-Callière
- Technoparc Montréal
- Corporation Anjou 80
- Habitations Jeanne-Mance
- Office municipal d'habitation de Mtl
- Société d'habitation et de développement de Montréal
Organismes et conseils
Instances politiques
Direction générale et directions générales adjointes
Unités de la Direction générale
Services centraux
Arrondissements
15 février 2019

Annexe 3

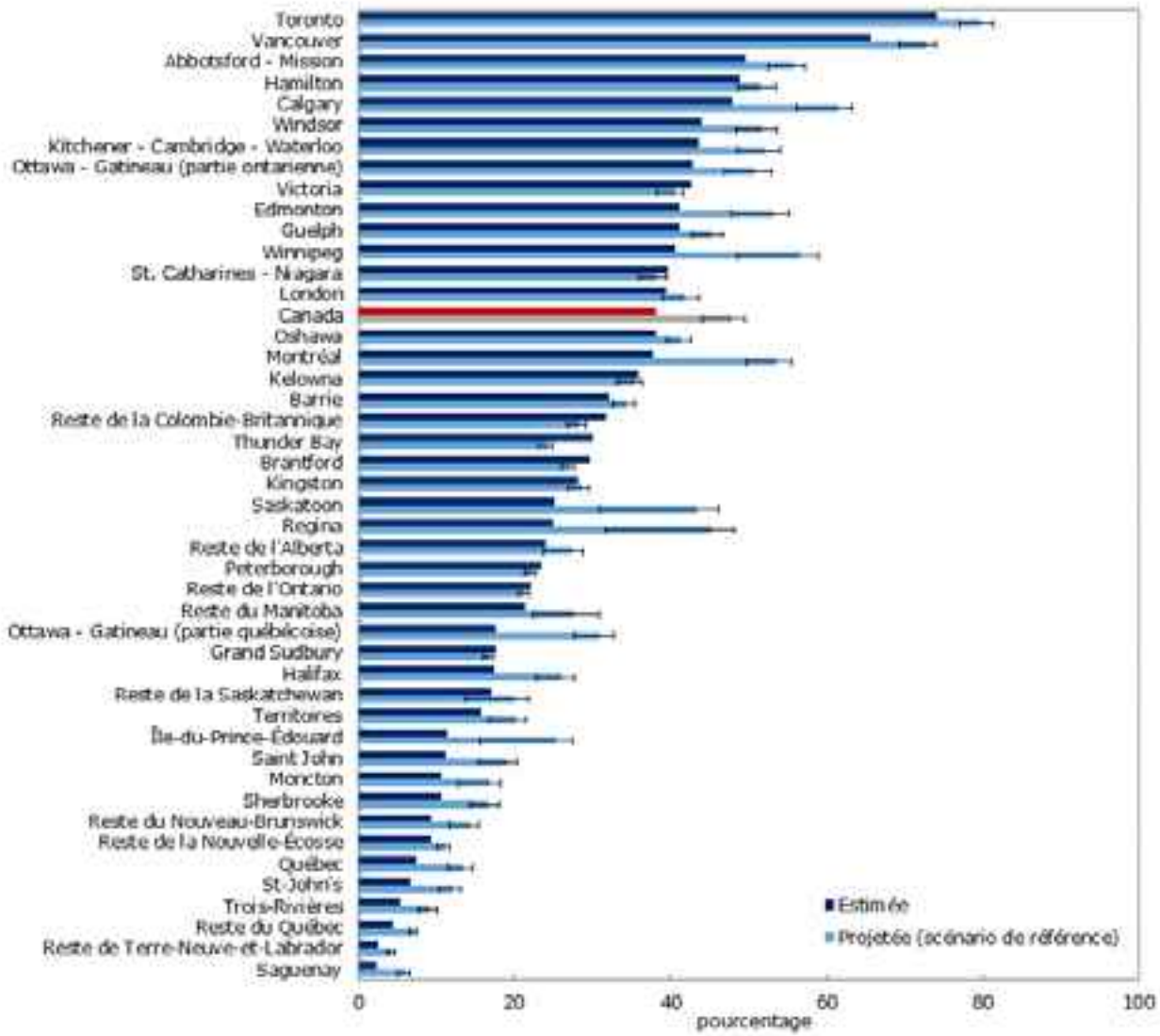
Figure 23a
Population immigrante selon le continent de naissance et le lieu de résidence, Québec, 2011 (estimée) et 2036 (projetée selon six scénarios) - Montréal



Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 (ajustée) et Demosim 2017.

Annexe 3 (suite)

Figure 11
Proportion d'immigrants et de personnes de deuxième génération combinées selon le lieu de résidence, Canada, 2011 (estimée) et 2036 (projetée selon six scénarios)



Note : Le symbole |—| indique l'intervalle entre les valeurs minimale et maximale projetées par l'ensemble des scénarios considérés.
Sources : Statistique Canada, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 (ajustée) et Demosim 2017.



Conseil interculutrel de Montréal

ville.montreal.qc.ca/cim

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 07.17

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1195330001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

Il est recommandé:
de déposer le rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-03-12 19:01

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195330001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018

CONTENU

CONTEXTE

Au plus tard le 31 mars de chaque année, la présidence du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal doit faire rapport au conseil municipal et au conseil d'agglomération de ses activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0567 (25 octobre 2018) - Nomination de Madame Suzanne Bourque à titre de membre indépendante du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal
CG18 0516 (20 septembre 2018) - Approuver le renouvellement du mandat de Madame Lisa Baillargeon à titre de membre indépendante du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal et procéder à sa désignation à titre de présidente de ce comité.

CG18 0393 (21 juin 2018) - Nomination de Monsieur Yves Gauthier à titre de membre indépendant du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal, en remplacement de Monsieur Joseph Nammour, et le désigner comme vice-président.

CG18 0150 (29 mars 2018) - Dépôt du rapport annuel d'activités du comité de vérification élargi de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

CG17 0574 (14 décembre 2017) - Nommer Madame Laurence Lavigne Lalonde et Messieurs Pierre Lessard-Blais et Alan DeSousa, au sein du comité de vérification élargi ainsi que Monsieur Edgar Rouleau, maire de la Cité de Dorval, et Madame Christina M. Smith, mairesse de la Ville de Westmount, représentant les municipalités reconstituées, le tout conformément à l'article 107.17 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19).

DESCRIPTION

Le dépôt du rapport annuel par le comité de vérification élargi constitue son obligation de rendre compte au conseil municipal et au conseil d'agglomération de ses activités annuelles comme requis par sa Charte.

JUSTIFICATION

Conformément à la Charte du comité de vérification élargi, le président du comité doit faire rapport au conseil municipal et au conseil d'agglomération sur toutes questions liées aux compétences de l'un ou l'autre des conseils au plus tard le 31 mars de chaque année.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt au conseil municipal - 25 mars 2019
Dépôt au conseil d'agglomération - 28 mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Conseiller en analyse

Tél : 514 872 8326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-11

Jean-François MILOT
Chef de division soutien aux instances

Tél : 514 872-2392
Télécop. : 514 872-1937

RAPPORT ANNUEL

DU COMITÉ DE VÉRIFICATION
AU COMITÉ EXÉCUTIF

ANNÉE FINANCIÈRE 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. Nom et titre des membres du comité de vérification 3

2. Mandat général du comité de vérification 3

3. Mandats ou objectifs spécifiques au cours de l'année..... 4

4. Bilan des activités..... 4

5. Indicateurs de suivi utilisés pour l'accomplissement du mandat..... 8

6. Perspectives ou priorités d'action pour la prochaine année financière..... 8

7. Recommandations 9

8. Conclusion..... 12

1. NOM ET TITRE DES MEMBRES DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Membres indépendants
Mme Lisa Baillargeon, présidente
M. Joseph Nammour, vice-président (janvier à mai 2018)
M. Yves Gauthier, vice-président (à partir de juin 2018)
Mme Suzanne Bourque (à partir d'octobre 2018)

Membres élus
Mme Laurence Lavigne-Lalonde, membre
M. Pierre Lessard-Blais, membre
M. Edgar Rouleau, membre
Mme Christina M. Smith, membre
M. Alan DeSousa, membre

M. Fredy Alzate, secrétaire

2. MANDAT GÉNÉRAL DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Vu l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) et la charte du comité de vérification, le mandat est multiple (*à noter que la charte est présentement en révision et que certains éléments sont sujets à changement) :

- le comité de vérification (ci-après « Comité ») est l'intermédiaire entre les vérificateurs, général et externe, et les conseils;
- préalablement au dépôt de tout rapport aux conseils ou à la mairesse, y compris leurs rapports ayant trait à la vérification des états financiers de la Ville de Montréal, les vérificateurs, général et externe, peuvent faire rapport au Comité;
- le Comité surveille l'intégralité de l'information financière de la Ville de Montréal et de sa communication;
- la fonction de la vérification interne relève du Comité dans la mesure prévue au chapitre V de la charte actuelle.

Autres responsabilités :

- le Comité s'assure de l'établissement, par la Direction générale, d'un processus continu

de gestion des risques et de sa capacité à repérer et à évaluer l'incidence et la probabilité des risques d'affaires y compris les risques de non-conformité aux lois et règlements applicables à la Ville de Montréal;

- le Comité s'assure de la définition, par la Direction générale, des responsabilités et des obligations quant aux objectifs et aux risques afin que les autorités municipales responsables puissent agir;

- le Comité s'assure de l'établissement, par la Direction générale, d'un système efficace de contrôles internes, incluant la surveillance de l'environnement de contrôle et les discussions afférentes avec la Direction générale et les vérificateurs, général et externe;

- le Comité exerce tout autre mandat spécial que pourraient lui confier les conseils.

En outre des autres pouvoirs qui peuvent lui être confiés, le Comité formule au conseil d'agglomération (ci-après : « CG ») des avis sur les demandes, les constatations et les recommandations du Vérificateur général concernant l'agglomération. Il informe également le Vérificateur général des intérêts et des préoccupations du CG sur sa vérification des comptes et des affaires de la municipalité centrale.

3. MANDATS OU OBJECTIFS SPÉCIFIQUES AU COURS DE L'ANNÉE

- Plan de gestion des risques (voir section 4.3);
- Révision de la charte.

4. BILAN DES ACTIVITÉS

4.1 Nombre de réunions du Comité et taux de participation des membres

Nombre de rencontres : 8

Taux de participation moyen : 82 %

Observations :

- Une nette amélioration par rapport à 2017;
- Petit bémol, il y avait toujours la crainte de ne pas atteindre le quorum malgré les confirmations.

MEMBRE	PRÉSENCE
Mme Lisa Baillargeon	8
M. Joseph Nammour	3/3
M. Yves Gauthier	3/3
Mme Suzanne Bourque	2/2
Mme Laurence Lavigne-Lalonde*	4
M. Pierre Lessard-Blais	7
Mme Christina M. Smith	6
M. Alan DeSousa	8
M. Edgar Rouleau	2

*Les absences de Mme Lavigne-Lalonde sont liées à son congé de maternité.

4.2 Travaux réalisés pour s'assurer d'une utilisation optimale des ressources de l'établissement

- l'examen du plan budgétaire pour l'exercice financier 2018;
- le suivi du budget et des résultats pour l'exercice financier 2018;
- la recommandation du dépôt du rapport des états financiers pour l'exercice financier 2017;
- le suivi des recommandations du Bureau du vérificateur général (ci-après : « BVG ») et de l'auditeur externe pour l'exercice financier 2017;
- l'approbation du plan d'audit 2019 des états financiers consolidés;
- la première phase du plan de gestion des risques, soit la cartographie des risques par service, fut continuée en collaboration avec M. Éric-Christopher Desnoyers, anciennement rattaché au Bureau du contrôleur général (ci-après : « BCG ») et responsable de la gouvernance à l'époque, certains services furent ajoutés;
- le suivi et les questions des travaux réalisés par le BCG :
    - M^{e} Alain Bond, contrôleur général, a présenté le bilan de ses activités d'audits internes réalisés en 2018 et a fourni en regard de chacune de ces missions d'audit, ses commentaires et observations. Finalement, il a présenté son plan d'audit interne prévu pour l'exercice 2019 et a répondu avec toute transparence aux questions posées par le Comité.
- une formation sur le sujet, reconnaître et prévenir les manquements à l'intégrité a été donnée en février 2018 aux membres du Comité par le Bureau de l'inspecteur général (ci-après : « BIG »). Tous les participants furent grandement satisfaits de cette formation qui les a encore plus éclairés sur leur rôle et sur la détection et la prévention de ces manquements ;

- nous avons accueilli deux nouveaux membres indépendants au sein du Comité suite au départ de M. Nammour et de l'autorisation d'ajouter un membre indépendant au Comité. Ainsi, M. Yves Gauthier a joint le Comité en juin 2018 à titre de vice-président alors que Mme Suzanne Bourque s'est jointe au Comité en octobre 2018.

4.3 Le rapport du vérificateur externe, du BVG et du BIG

Suivant la remarque du rapport pour l'année 2017, nous pouvons affirmer que la collaboration avec la nouvelle Vérificatrice générale est très étroite et satisfaisante. À titre de présidente, j'ai été informée sur une base régulière de l'avancement des travaux du BVG et du contenu du rapport annuel avant sa publication. Il en a été de même pour certains sujets qui pouvaient être plus préoccupants.

Nous aimerions, pour l'année 2019 et les suivantes, être en communication plus soutenue avec le BIG afin de partager avec les membres du Comité certaines préoccupations ainsi que les résultats de certains travaux. Nous prenons ainsi l'occasion de la nomination de Mme Brigitte Bishop comme Inspectrice générale, pour réitérer cette demande.

4.4 Travaux réalisés au regard de la gestion des risques pour la conduite des affaires de l'établissement

Le projet relatif au plan de gestion des risques a débuté en novembre 2016. Pour récapituler :

Dans un premier temps, il y a eu révision d'un document produit en 2012 par l'équipe de M^{e} Bond, très bon document d'ailleurs, qui identifiait les 20 risques et sous-risques majeurs pour la Ville de Montréal.

En plus de rencontrer M. Alain Marcoux, le directeur général de la Ville de Montréal à l'époque, afin de lui présenter le projet, des rencontres, accompagnées de M^{e} Bond, ont eu lieu avec les directeurs de plusieurs départements/services au cours de l'année 2017 afin de réaliser la cartographie des risques de leurs services en ayant comme point de départ le document qui avait été réalisé en 2012. Monsieur Desnoyers a réalisé plusieurs ateliers avec les directeurs de service et certains membres de leur équipe afin de réaliser la cartographie des risques liés à leur secteur.

Ainsi, les services ont pu identifier des risques dont ils auront la responsabilité de faire le rapport dans le tableau de bord lié à la gestion des risques. Ils seront donc « propriétaires » de ces risques. Toutes les unités ont été très coopératives et sont très enthousiastes envers le projet.

Un modèle embryonnaire d'un tableau de bord leur a également été présenté avec

lequel ils devront travailler éventuellement pour indiquer le suivi, soit mensuellement, trimestriellement ou annuellement en fonction du risque et des données possibles à générer.

Depuis la fin du mois de décembre 2016, nous avons travaillé en étroite collaboration avec M. Desnoyers qui a réalisé le document de travail pour que les responsables de service puissent identifier et faire le suivi de leurs risques. Les services devaient en principe compléter le fichier pour la fin mars 2017, mais l'exercice s'est avéré plus long que prévu, car des ateliers supplémentaires ont été nécessaires afin de mieux compléter l'exercice de la cartographie des risques. Monsieur Desnoyers a donc réalisé des ateliers de travail jusqu'en août 2018, car en plus des ateliers supplémentaires, le Service de l'eau ainsi que le Service de police de la Ville de Montréal (ci-après : « SPVM ») furent ajoutés à la demande de la nouvelle Direction générale. Enfin, une autre personne prendra le relai en 2019 dans ce dossier. Suivant l'embauche d'une personne supplémentaire au BCG, cette personne sera responsable du dossier de gestion des risques.

Tous les responsables de service auront été rencontrés. Plusieurs ateliers furent réalisés pour accompagner les services dans l'identification de leur risque et du plan de mitigation. C'est donc un fichier de cartographie qui sera envoyé aux « propriétaires » de risques afin de dégager les 50 plus grands risques de la Ville de Montréal desquels seront extraits les 15 à 20 risques majeurs.

Rappelons que, finalement, l'objectif du projet est que les directeurs présentent un aperçu des risques et leur gestion des risques aux membres du Comité afin que le Comité puisse fournir des recommandations. Nous prévoyons recevoir les directeurs responsables de risques au Comité au moins une fois par année.

En conclusion, suites aux décisions qui ont été prises par la Direction générale, un délai s'est ajouté quant à la mise en place du tableau de bord. Par contre, la prise en charge du dossier par la Direction générale est tout à fait appropriée et nous voulons souligner cette excellente décision. Rappelons que le Comité se doit d'avoir des outils pour suivre les risques, mais il est de la responsabilité de la Direction générale de fournir ces outils et d'en assurer la mise en place.

4.5 Travaux réalisés au regard d'activités susceptibles de nuire à la bonne situation financière de l'établissement et qui ont été portées à la connaissance du Comité

Il a été constaté que plusieurs des recommandations du BVG datant des années 2015 et 2016 ne sont toujours pas réglées. Le BVG nous a indiqué qu'à l'époque les plans d'action des unités d'affaires devaient être soumis, pour approbation, à la Direction générale, et que ces unités devaient suivre les priorités indiquées par cette dernière. Malgré que des échéanciers sont fournis avec les plans d'action, et que ces échéanciers

sont mis à jour annuellement dans un fichier corporatif, il faut souligner le manque d'engagement sérieux de la Direction générale et de chaque service concerné par la recommandation et le plan d'action ainsi que le manque de pression dirigée par le directeur général, M. Marcoux, pour rendre imputables les directeurs de service et les gestionnaires concernés. Monsieur Serge Lamontagne, directeur général de la Ville de Montréal depuis juillet 2018 (ci-après : « DG ») est d'ailleurs conscient et concerné par cette situation, tel qu'il nous l'a souligné en réunion du Comité.

Il a également été constaté qu'il y a des unités d'affaires dont la réalisation des recommandations dépasse les délais de 20 mois, ce qui constitue un risque important pour la Ville de Montréal du point de vue financier et de sa réputation.

Par ailleurs, à ce chapitre, il faut préciser que le BVG n'a pas la responsabilité de faire le suivi des recommandations. Il faut que la Direction générale en soit imputable auprès des conseils. Considérant cette situation, le Comité demandera à certains responsables de plans d'action de venir présenter leurs suivis le cas échéant.

4.6 Travaux réalisés avec le vérificateur externe et le BVG

Plusieurs éléments ont été amenés à l'attention du Comité. Certains travaux ont attiré l'attention plus que d'autres, dont le cas du terrain de l'Hippodrome acquis par la Ville de Montréal de même que les frais reliés à la Formule électrique. Les questions relatives à ces dossiers furent discutées en séance et le président du comité exécutif fut informé de nos questions et préoccupations.

Projets et Programmes

Une fois de plus, nous constatons que les grands projets de plus de 10 M$ font l'objet de suivis, mais que ceux qui sont situés entre 1 M$ et 9 M$ demeurent difficilement traçables. Le gestionnaire de projet est difficilement identifiable lorsque nous posons la question pour laquelle nous avons comme réponse « *qu'il y a tellement de projets de cette envergure qu'il serait difficile de tout suivre* ». C'est une réponse insatisfaisante et qui témoigne du manque d'imputabilité liée aux projets. Nous posons ainsi la question à savoir « *qu'arrive-t-il si plusieurs projets sous les 10 M$ accusent des dépassements de coûts?* » Le total pourrait s'avérer très élevé, mais ce suivi n'est pas vraiment fait, il est fondu dans un grand total. Nous avions donc cette même question dans le rapport de 2016 que nous réitérons pour celui de 2017, car rien ne semble avoir été adressé sur ce point.

4.7 Autres travaux réalisés à la demande du conseil municipal ou d'agglomération

S/O

5. PERSPECTIVES OU PRIORITÉS D'ACTION POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019

- l'analyse du budget 2020;
- la recommandation du dépôt du budget;
- l'analyse des états financiers;
- la recommandation du dépôt du rapport des états financiers;
- l'approbation du plan d'audit;
- le suivi des indicateurs et atteinte des cibles (présentation des directeurs de service, le cas échéant, au comité de vérification);
- le suivi des recommandations du BVG et des auditeurs externes;
- le suivi des activités du BCG;
- la poursuite de la mise en place du plan de gestion des risques;
- le suivi des principaux risques identifiés;
- finalisation de la révision de la charte : La charte, mise à jour pour la dernière fois en 2010, doit être revue afin de se conformer aux changements qui sont survenus depuis, comme l'article 24 concernant le suivi des activités du contrôleur ainsi que le nombre de membres indépendants;
- l'élaboration et la mise en place d'outils pour l'autoévaluation des membres du Comité et pour l'évaluation du Comité afin de se conformer aux bonnes pratiques de gouvernance (ce qui suivra la révision de la charte);
- la possibilité de mandats spéciaux au BVG;
- la formation donnée par la vérificatrice générale, Mme Leclerc, sur le rapport préélectoral (1er mars 2019).
- et la formation donnée par Deloitte sur le régime de retraite (1er mars 2019).

6. RECOMMANDATIONS, LE CAS ÉCHÉANT, VISANT

6.1 L'utilisation optimale des ressources de l'établissement

- Le plan de gestion de main-d'œuvre, aidant à maximiser les ressources et à rendre l'organisation plus efficiente et efficace, devrait être amené à l'attention du Comité. En ce sens, une analyse comparative des pratiques de dotation de 7 municipalités et organisations publiques a été réalisée par HEC et présentée au Comité. L'une des recommandations importantes pour le Comité, la « révision périodiquement les descriptions de postes » afin de mettre à jour les profils de compétences pour

s'adapter aux changements technologiques, démographiques et organisationnels auxquels font face les organisations. Les descriptions de postes devraient être revues à échéances régulières. Nous attendons la suite;

- des documents de suivis précis et/ou rapports sur le plan de rémunération devraient être présentés de manière systématique au Comité. Nous croyons que cet élément est crucial et, actuellement, nous n'avons aucun outil pour évaluer les décisions prises en regard de la rémunération de la performance;

- le rapport de suivi des directeurs, faisant suite aux recommandations du BVG et de Deloitte, devrait être présenté au Comité. Nous savons que le tout est en train de se mettre en place avec le DG et nous devrions avoir un suivi dès le mois de mars 2019.

6.2 La gestion des risques et le suivi des recommandations pour la conduite des affaires de l'établissement

Le Contrôleur général, M^{e} Bond, nous avait rapporté la difficulté pour son équipe de vérifier les contrôles mis en place par manque de temps et de personnel. Même s'il a été décidé par la Direction générale d'octroyer une ressource supplémentaire au BCG, le Comité considère que cela ne règlera qu'une partie du problème, car cette nouvelle embauche sera dédiée à de nouvelles tâches et non à la vérification des contrôles. Cette personne, qui devrait prendre poste au début du mois de mars 2019, aura pour mandat principal le plan de gestion des risques ainsi que le suivi des recommandations du BVG. À cet effet, le DG prend en charge, suite à notre recommandation de rencontrer les directions dont les délais de suivis des recommandations du BVG sont notables, de rencontrer et de convoquer lui-même, le cas échéant, les directions de service que le Comité désirera rencontrer pour approfondir certaines questions.

La mise en place du plan de gestion de risques suit son cours. La prochaine étape, avec la nouvelle personne responsable au BCG, sera la consultation auprès des directeurs de service, responsables de risques, pour déterminer les 50 plus grands risques pour la Ville de Montréal.

En lien avec le plan de gestion des risques, le DG nous a indiqué qu'il veut amener ce plan encore plus loin et doter la Ville de Montréal d'un plan stratégique. Les membres du Comité approuvent cette nouvelle approche importante pour la bonne conduite des affaires de la ville.

6.3 Le rapport préélectoral

Au cours de l'année 2018, il a été question d'un rapport préélectoral. Le BVG a indiqué à ce sujet que son bureau serait prêt, le cas échéant. Les ressources seraient suffisantes pour se pencher sur l'examen d'un rapport préélectoral afin d'évaluer la situation financière de la municipalité, avant la tenue de la prochaine élection générale.

Pour ce faire, les étapes requises seraient plutôt que le Conseil :

- exprime d'abord la volonté qu'il y ait un rapport préélectoral vérifié avant la prochaine élection municipale;
- donne au comité de vérification, conformément à l'article 26 de la charte, un mandat spécial pour proposer aux instances les paramètres des mandats requis en vue de la confection et de la vérification d'un tel rapport;

Par la suite, le comité de vérification pourrait mandater un sous-comité qu'il mettrait en place pour lui faire une proposition qu'il pourrait, par la suite, incorporer à sa propre recommandation.

Le Comité a demandé une formation spécifique en ce qui a trait aux grandes lignes du rapport préélectoral afin d'y être familier advenant que ce rapport soit demandé. À noter qu'aucune décision n'a été prise par le comité exécutif et le conseil à ce sujet en date de la rédaction du rapport annuel du Comité. Nous sommes en attente de la suite.

6.4 Les contrôles internes

Suivi des projets

Nous réitérons notre remarque de l'an dernier que, malgré le Programme triennal d'immobilisation (PTI), un suivi plus serré des projets TI, au même titre que les grands projets de 10 M$ et plus, devrait être présent. Afin de suivre adéquatement les risques liés à ces projets, le Comité souhaiterait obtenir le tableau de suivi.

Uniformité des processus

Non réglé : Le contrôleur avait apporté à l'attention du Comité l'an dernier un manque d'uniformité entre les processus des arrondissements et ceux de la Ville de Montréal. Plus précisément, les 9 anciens arrondissements semblent similaires, mais les anciennes villes maintenant devenues des arrondissements diffèrent tant dans le processus d'attribution des contrats que dans l'attribution de postes (les descriptifs de tâches, pour un même poste, ne sont pas harmonisés). Pour le bien de base comparative dans un principe d'amélioration continue et pour l'efficacité, ces processus devraient être

uniformes. Cela n'enlève en rien à la décision qui revient à l'arrondissement.

6.5 Communication avec le conseil

Le Comité recommande qu'il y ait plus d'échanges avec le conseil municipal et le comité exécutif concernant leurs préoccupations.

De même, il serait approprié que le Comité soit informé des nouvelles importantes avant que celles-ci sortent dans les médias. Souvent, nous apprenons encore le tout par le biais des médias, malheureusement.

Le Comité réitère sa demande que la présidente du Comité puisse présenter elle-même son rapport annuel auprès du conseil municipal.

6.6 Éléments de gouvernance

Présence au Comité et rémunération

La présence des membres s'est améliorée en deuxième partie de l'année. En 2019, le Comité désire mettre en place une grille d'évaluation de la performance du Comité et ainsi miser sur des pistes d'amélioration. Notons, également, que la rémunération des élus sur les comités sera revue en 2019.

Imputabilité

À continuer en 2019 : Une sensibilisation à la notion d'imputabilité devrait également être visée tant au Comité que dans l'organisation. Plusieurs directeurs nous ont fait mention de cette lacune au sein des équipes. Proposition : Avec l'accord du DG, les différents responsables de la Ville de Montréal seront invités à venir présenter au Comité leurs rapports annuels ainsi que leurs suivis des recommandations.

Nouveaux membres du Comité

Suivant la demande faite en début d'année 2018 à la Direction générale, un membre indépendant a été ajouté au Comité. Madame Suzanne Bourque FCPA, FCA s'est donc jointe au Comité en octobre 2018. Le poste de vice-président laissé vacant par M. Nammour au printemps 2018 suite à son changement d'emploi, fut comblé par la nomination de M. Yves Gauthier, FCPA, FCA.

Loi 155 : Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec, volet vérificateur général

En vertu de cette loi, le BVG n'a plus l'obligation de vérifier des états financiers de la Ville de Montréal. Considérant l'importance de la Ville de Montréal, le BVG maintiendra ce mandat. Toutefois, certains organismes ne seront plus vérifiés par le BVG mais par des auditeurs externes. Dans ce réaménagement des tâches d'audit à réaliser, le BVG continuera ses travaux à l'égard de la Société de transport de Montréal, la corporation d'habitation Jeanne-Mance (CHJM), la Société du parc Jean-Drapeau, de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), Bixi et certains autres organismes.

Cette loi traite également des compétences des membres de Comité notamment en matière de compréhension de l'information financière et de gouvernance. Ainsi, il serait important de revoir les profils et les compétences des membres du Comité.

Frais des auditeurs externes suite aux changements liés à la loi 155

La loi 155 a entraîné malheureusement des frais supplémentaires des auditeurs externes d'un montant élevé. L'information a été soumise au Comité tardivement, limitant ainsi les discussions et les mesures à prendre par les membres. Lors de la mise à jour de la charte du Comité, des modifications seront proposées à l'effet que tout ajout aux contrats des auditeurs externes devra être soumis pour approbation avant les travaux.

6.7 Autres

Budget du Comité d'audit

Actuellement, il n'existe aucun budget officiel pour le Comité pour différente formation ou requête. L'importance pour les membres du Comité de demeurer indépendants et de bien exercer son travail de surveillance soulève l'enjeu lié à la nécessité d'avoir accès à des fonds pour des mandats spéciaux. Bien que le Comité ait toujours eu l'accord du DG ou du comité exécutif pour obtenir ces sommes, il serait préférable de dédier en début d'année un budget pour les travaux du Comité.

Des discussions ont été entamées avec le DG concernant ce point et, pour l'année 2019, ce sera le *statu quo*.

8. CONCLUSION

Le Comité est satisfait, dans son ensemble, des résultats et du déroulement des activités au cours de l'année 2018. La présidente est également satisfaite des travaux du Comité et des

améliorations apportées par la Direction générale et les équipes de gestion au courant de l'année 2018.

Lisa Baillargeon Ph.D., MBA, CPA, CMA
Présidente
Comité de vérification de la Ville de Montréal

Article 7.18

mai

(Montréal, arts interculturels)

BILAN D'ACTIVITÉS 2017 / 2018

Contexte

Qui sommes-nous? En 1990, le *Regroupement pour le développement des pratiques artistiques interculturelles,* un organisme indépendant à but non lucratif, a été fondé par la *Table de concertation sur le dialogue entre les cultures.* En 1998, le *Regroupement* a fait l'acquisition d'un emplacement pour le MAI, pourvu d'un théâtre, d'une galerie, d'un espace café/salle de réunion et de deux studios de répétition. Avec l'aide de la Ville de Montréal, le MAI a officiellement ouvert ses portes en mai 1999. En 2005, le MAI a inauguré son programme d'accompagnement axé sur la création et le développement professionnel des artistes autochtones et autres artistes issus de la diversité culturelle. Depuis, le MAI a élargi la portée de son programme pour inclure les artistes handicapés, les artistes sourds, les artistes plus âgés et les artistes issus de minorités linguistiques et des communautés *LGBTQAA2S+*.

Le MAI n'est ni une institution ni un centre dirigé par les artistes. On parle souvent du MAI comme d'une *étrange bête* en raison de son modus operandi pluridimensionnel et de la particularité de son mandat. Il s'agit d'un présentateur inclusif, pluriculturel et pluridisciplinaire offrant un programme d'accompagnement axé sur les artistes qui en sera à sa 13e année en 2018 (par l'entremise duquel le MAI agit à titre de partenaire de production tacite) et de l'instigateur d'un échange communautaire annuel et d'un programme de développement des publics appelé *Public Plus*.

Le MAI défend et soutien le développement, la création, la présentation et la promotion des arts interculturels (arts hybrides issus d'un amalgame de formes, de genres, de styles, de disciplines et de langues) destinés à des publics variés. Il propose des programmes qui stimulent le dialogue au sujet des arts interculturels, intergénérationnels, interdisciplinaires et de thèmes connexes, le tout en encourageant les échanges communautaires et interculturels qui transcendent *le sexe, la race, la classe, la capacité, l'orientation sexuelle, la religion, l'âge, la langue ou d'autres identités sectaires,* identifiées ou anonymes. En d'autres mots, le MAI est un espace où les dualités et pluralités ne font qu'un. Ultimement, le MAI aspire à ce que sa programmation et ses activités de développement des publics et d'échange communautaire favorisent l'inclusion et offrent une perspective différente du « nous ». Il souhaite être le chez-soi des artistes pour qui la communion des cultures s'avère essentielle.

L'année 2019 marquera le 20e anniversaire du MAI. Depuis sa création en 1999, l'organisme a accueilli plus de 2 400 artistes, présenté quelque 90 expositions (toutes formes d'arts visuels), tenu près de 595 productions d'arts de la scène (avec plus de 5 800 performances individuelles) en théâtre, danse, musique et arts interdisciplinaires et reçu quelque 190 000 spectateurs. Le MAI voit ce jalon non pas comme le point

culminant de son histoire, mais plutôt comme la poursuite de son évolution. Pour l'avenir, le MAI visualise sa trajectoire de pionnier en matière d'arts spécifiques et interculturels et compte suivre les démarches futures des artistes, réagir à leurs idées et inviter le public à les accompagner dans leurs explorations. Malgré ses deux décennies d'existence, le MAI, se targue d'être un organisme en constante évolution et largement ouvert à la réflexion, au changement et au renouveau.

Le MAI sait se démarquer, et son mandat est empreint novateur. L'organisme a su se tailler une solide réputation en tant que présentateur, mentor et centre axé sur le dialogue et les échanges sur la diversité culturelle et raciale, les formes hybrides et convergentes. Le MAI agit comme un véritable leader en encourageant le dialogue permanent, non seulement sur les pratiques artistiques interculturelles, mais aussi sur l'essence même de l'art et les conditions qui favorisent sa croissance et son auto-renouvèlement.

Alors que nous approchons de notre 25e anniversaire, soutenu par un nouveau plan stratégique qui sera mis en place d'ici le printemps 2019, le MAI s'est renforcé grâce à des étapes franchies, non pas vécu comme le point culminant de notre histoire, mais plutôt comme l'ultime phase de notre évolution continue. En se penchant vers l'avenir, nous allons suivre les propositions futures des artistes, en répondant à leurs idées et en invitant le public à participer à nos explorations. Il est maintenant temps que le MAI cesse de devoir se défendre, ou de se justifier. Il est à présent temps que le MAI s'appuie simplement par son histoire de plus de 20 ans).

MAI cultive l'art / MAI grows artists.

De l'accessibilité culturelle :
Les cultures autochtones, artistes racisé.e.s / l'inclusion et l'équité

Le mandat du MAI se traduit par une véritable manifestation de la diversité. Qui mieux est, la diversité est inhérente à son mandat.

Le mandat du MAI est de développer, de présenter et de promouvoir les pratiques et les arts interculturels par l'entremise de sa programmation, de ses activités de développement des publics et de son programme d'accompagnement axé sur la carrière et la création. Il s'agit d'un espace où dualités et pluralités ne font qu'un (hybridité, transculturation, etc.), où les artistes mal desservis et sous-représentés ont leur place. Le MAI travaille à lever les obstacles systémiques auxquels sont confrontés les groupes d'artistes en ce qui a trait à l'âge, à la culture, au handicap, à l'ethnicité, au genre, à la langue, à la sexualité et à la région. Depuis sa fondation en 1999, le MAI a toujours accueilli les artistes dont les approches transcendent les *disciplines, pratiques, formes binaires et définitions définies* et il adhère aux pratiques d'inclusion et d'équité prônées par le Bureau de l'équité du Conseil des arts du Canada. Son mandat est façonné de sorte à inclure les artistes autochtones, les artistes originaires d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, ceux issus d'un patrimoine racial mixte, les artistes sourds, handicapés et issus des minorités de langue officielle, en plus des communautés *LGBTQAA2S+*.

Le paysage culturel montréalais, québécois et canadien évolue constamment, et il va sans dire que le MAI doit suivre la cadence. Pour imaginer l'avenir et la façon de mieux s'y adapter à mesure qu'il devient présent, le MAI doit faire preuve de perspicacité, de curiosité et d'ouverture; l'objectif ultime étant que sa programmation et ses activités de développement des publics et d'échange communautaire continuent, avec une volonté inébranlable, de favoriser l'inclusion, d'offrir une perspective différente du « nous » et d'être le chez-soi des artistes pour qui la communion des cultures s'avère essentielle. Selon nous, la diversité n'est pas une affaire de prescription ou de quota : il s'agit plutôt de communauté que de public, de processus et de production que de programmation. On peut bien se targuer de faire preuve d'ouverture, mais il s'agit avant tout de préserver l'autonomie dans ces espaces créés pour renforcer la visibilité.

Près de 100 % des artistes programmés ou des artistes qui participent au programme d'accompagnement du MAI sont autochtones, issus de la diversité raciale ou culturelle, ont un handicap ou sont sourds. Environ 50 % de ces artistes sont issus d'une minorité de langue officielle (anglophones/allophones) et entre 10 et 15 % font partie d'une communauté *LGBTQAA2S+*. Tous nos documents de marketing et d'information sont bilingues, et le mot du directeur présenté dans notre programmation annuelle est présenté en mohawk, en français, en anglais, en espagnol, en chinois et en arabe.

Mot de la direction

2017/2018

Pour la 19e saison du MAI, il avait été décidé de ne pas produire une brochure traditionnelle de saison, mais plutôt de réaliser et diffuser un simple dépliant portant les titres des œuvres et noms des artistes présentés avec les dates associées. C'était peut-être un pari risqué et pourtant, cela nous a permis d'économiser près de 10 000 $ qui ont pu être investis ailleurs dans le budget des communications.

NB - Une version plus complète et détaillée était cependant disponible en parallèle sous une allure équivalente aux traditionnels programmes des saisons précédents, mais en format numérique, consultable directement sur notre site Web.

Pour les saisons à venir, le type de brochure et/ou de dépliant à émettre chaque saison sera décidé sur la base des compositions qui détermineront l'essence de chaque prochaine saison. Nous sommes conscients qu'il s'agit en premier lieu d'une mesure d'économie de coûts; elle devrait être mise en place spécifiquement selon le moment où elle pourrait être nécessaire.

Une autre décision quelque peu liée à la brochure de saison est que j'ai choisi, en tant que directeur, de ne pas rédiger un *mot du directeur* pour 2017/2018. Ce n'est pas parce que je n'avais rien à dire (j'ai toujours quelque chose à dire), mais je sentais plutôt le besoin de prendre le temps de me questionner et de reconsidérer le bassin vers qui je m'adressais; ce qui m'a alors mené vers une impasse.

Ce qui a précipité ce malaise, c'est qu'au cours de la dernière année, on m'a demandé de prendre la parole à de nombreuses conférences et festivals sur la question de la diversité (mais jamais de manière étonnante d'élaborer le thème connexe de l'excellence artistique en la matière). À la fin de chaque engagement, j'ai remarqué que je devenais de plus en plus frustré par le fait qu'à chaque fois je me rendais compte que discussions engendrées ne pouvaient dépasser la base simplifiée de la thématique basique face à un auditoire blanc aux regards vides : frustré par leur manque complet d'ouverture d'esprit, un manque complet de compréhension des principes fondamentaux et des défis en jeu.

En fin de compte, cette frustration a commencé à se manifester dans les présentations qui ont été faites. À un moment donné, un collègue présent a fait remarquer que la plupart du temps, un conférencier commence doucement et travaille vers une sorte de crescendo. Dans mon cas, a-t-il commenté, il n'y avait pas de crescendo et il semblait que j'étais prêt pour une bataille. Ce n'est pas exactement ainsi que je voulais me représenter en tant que directeur du MAI ni comme une personne dont la mission et la responsabilité étaient de fournir des informations et d'engager le dialogue. J'ai alors pris

du recul. Et quand on me l'a demandé de nouveau d'intervenir, j'ai commencé à céder ma place à d'autres personnes qui me semblaient plus qualifiées pour intervenir sur la thématique et/ou méritaient de mieux parler de diversité, notamment des artistes racisé-es, des personnes en situation d'handicap, celles appartenant à une communauté autochtone ou à la communauté sourde. Mon dernier engagement personnel était avec Danse sur les routes avec qui je m'étais engagé à animer un atelier de 6 heures sur la langue de la diversité en décembre 2017, suivi d'une collaboration à la production d'un guide pour ses membres sur la façon de s'engager dans le pluriculturalisme. Depuis cet atelier et pour l'instant, mon défi consiste à reconsidérer le langage utilisé pour discuter de la diversité, un langage qui ne place pas l'autre à l'extérieur d'un centre préexistant. Mes paroles reviendront, mais je dois m'assurer qu'à ce moment-là, ce seront les bonnes pour être entendues et comprises pour participer à faire changer les chose dans le bon sens.

Bilan Général

Saison 2017-2018 :

La saison 2017/2018 se décrit peut-être mieux comme si on la considérait ayant évolué dans une zone de turbulence sismique. La stabilité en matière de financement allait dans toutes sortes de directions certaines bénéfiques, d'autres moins bénéfiques.

Au MAI, nous ne tenons rien pour acquis. Nous savons que, comme toute organisation, nous ne sommes jamais à l'abri des coupures Lorsque le retrait de subvention est décidé, c'est parce que l'organisation a été jugée délinquante pour une raison ou une autre. En outre, il est habituel que l'organisme touché en soit informé avec un préavis raisonnable – ordinairement, après l'annonce de diminution de soutien, la réduction de financement se réalise par étapes progressive sur une période de deux ou trois ans. En outre. C'est une pratique courante : transparence et mise en place d'une politique et d'un protocole complets.

Ce n'est absolument pas le cas du MAI qui a dû faire face à un retrait drastique et sans préavis d'un partie importante de son financement traditionnel et sans motif équitable
La première secousse, si vous le voulez bien recevoir le terme, s'est produite juste avant le début du nouvel exercice financier avec l'annonce que le financement du programme de mentorat long terme du MAI allait être réduit de 10 % (à la fois par Ville de Montréal et aussi le ministère de la Culture et des Communications).

À un moment donné au cours de la saison, un collègue m'a demandé si, en tant que directeur, j'avais un bon cœur, un cœur solide? La question peut effectivement se poser de manière raisonnable, dans la mesure où la saison, en ce qui a trait à gestion de l'équilibre du financement, cela se rapprocher beaucoup plus à un parcours de montagnes russes des plus complexes incluant des virages serrés, des pentes abruptes et parfois des inversions. Ainsi en juin 2017, quelques jours seulement avant le début de notre nouvel exercice financier, le MAI a été avisé que son Programme d'accompagnement serait réduit de 15 000 $ (10 % du financement total de ce programme) avec effet immédiat. Le défi a consisté à ajuster un budget déjà établi et approuvé par le Conseil d'administration et à réduire de 15 000 $ un programme (axé sur le développement, l'accès et l'intégration des artistes sous-représentés ou mal desservis, dont plusieurs nouvellement immigrés au Québec) avec le moins d'impact sur les artistes. Le MAI a dû agir rapidement, pour ne pas envisager d'accumuler un déficit de 15,000$ à la fin de la saison.

C'est le budget du showcase multidisciplinaire annuel du MAI (Eclectik) qui a été coupé de 23 000 $ initial à 8 000 $. L'édition déjà imaginée pour 2017/2018 a dû être fortement allégée.

Le MAI a consacré une importante énergie en terme humain et en temps pour organiser une levée de fonds et s'est soldée par une rentrée de 4 000 $ de plus pour Eclectik 2018 (*Agés et Déjantés*), Événement qui devait souligner le point culminant d'un focus sur les artistes âgés, développé progressivement depuis trois ans de la part de notre organisation. Malheureusement, du fait de l'importance de la coupure, cette 11e édition d'Éclectik aura été la dernière.

La deuxième secousse est survenue à l'automne 2018, directement de la Ville de Montréal (cette baisse aura un impact sur la saison 2018/2019.

Il a été annoncé que son financement long terme (pour les opérations) devait être réduit de 25 % (soit un montant total de - 49 800 $ sur 200 000 $) avec comme seul motif invoqué la rémunération d'un agent de sécurité, récemment installé au Centre Strathearn, où est situé le MAI (l'immeuble appartenant à la Ville).

Cette décision (cette baisse aura un impact sur la saison 2018/2019) nous a mis dans une situation vraiment délicate avec comme conséquence une fragilisation de la structure et possible précarité en matière de stabilité d'emploi. Cependant, à force de rencontres et de nombreux appels téléphoniques, avec l'appui de la présidente du conseil d'administration Rhodnie Désir et d'Élisabeth Robichaud, la secrétaire, nous avons réussi à sécuriser notre position - en concrétisant une entente avec le Conseil des arts de Montréal pour compenser le montant total des fonds perdus - 50 200 $; Je voudrais souligner qu'auparavant, le MAI ne pouvait obtenir de financement du CAM puisque la Ville de Montréal le finançait). Le MAI a donc réussi à obtenir 50,000$ du CAM et ainsi, la stabilité financière a été rétablie. Bien que vraiment reconnaissant pour cette solution, cela signifie dans un contexte plus large, que le MAI doit multiplier ses demandes de subventions pour fonctionner avec un budget stationnaire, et compléter d'autres rapports et, plus important encore, doit conjuguer avec de nouvelles contraintes pour respecter un plan d'action et/ou plan culturel supplémentaire. Le MAI reçoit actuellement des fonds de six organismes différents, dont le Conseil des arts du Canada, la Ville de Montréal, le Conseil des arts et des lettres du Québec, le ministère de la Culture et des Communications, Patrimoine du Canada et le Conseil des arts de Montréal. Chaque organisme a son propre mandat et un plan culturel qui l'accompagne. Est-il réaliste pour une organisation d'arriver à satisfaire 6 missions différentes sans sacrifier les siennes, sans être tiraillée dans 6 directions différentes en essayant de satisfaire chacun des différents plans d'action? Ce qui serait peut-être plus viable serait certainement de trouver un moyen de consolider le financement provenant du Québec et de Montréal. À suivre.

En ce qui concerne la programmation : 2016-2017 a été une énorme saison avec un nombre record de productions. La saison 2017-2018 a été programmée spécifiquement pour être plus légère malgré un nombre record d'artistes qui ont reçu des appuis (financiers et autres) pour développer et présenter des œuvres au MAI en dehors de la programmation régulière du MAI - ceci en raison de revenus supplémentaires dus à une augmentation du financement par le Conseil des Arts. Ces fonds ont été immédiatement investis dans l'activité artistique.

- une refonte complète du site Web du MAI en mettant l'accent sur la clarté et sur un processus de navigation plus facile (cette nouvelle mouture a été lancée en même temps que l'ouverture officielle de saison 2018-2019 du MAI, le 15 août 2018 ;
- et un remodelage intégral, un repositionnement et une nouvelle image des programmes du MAI affiliés à l'engagement public et artistique. Cela a nécessité une analyse approfondie des programmes et des activités existants et leur classification sous le simple titre *Complices*. Parallèlement à ce changement d'image, une brochure compacte a été publiée énonçant clairement chacun de ces programmes et leur mission attachée (Alliance - anciennement connue sous le nom de programme de mentorat, La Ruche - résidences de création/recherche artistique payées et Public +).

Programmation 2017-18

Le profil de la programmation fut le suivant :

- Quatre (5) événements en arts visuels et dix (14) en arts de la scène ont été présentés au MAI. En arts de la scène : sept (12) achats de spectacles, et deux (2) co-diffusions. Dont trois (2) spectacles de théâtre (en français) ; quatre (4) en danse ; quatre (4) en musique et deux (2) en arts multidisciplinaires incluant 7 premières mondiale et 9 résidences de recherche et création. Notables étaient des partenariats avec la FTA (Laura Kramer) et avec Danse Danse (Dancers of Damelahamid).

En plus, le MAI a constitué des partenariats (appuis qui incluaient l'utilisation de la galerie ou du théâtre, de l'équipement, le partage des ressources humaines (personnel technique et de la billetterie, du bar/café, ainsi que la promotion et avec les artistes / organises gardant 100% du billetterie) avec Festival Latin Arte, Festival Accès Asie, Festival Alterité, Playshed Theatre, Studio 303, Théâtre La Chapelle, Kym Dominique Ferguson, Mohsen El Gharbi, Sonia Bustos, Eduardo Ruiz Vergara, Jamila St. Joseph, collectif Night Truc, et Katey Wattam, Toutes ces diffusions, co-diffusions et partenariats

étaient enrichis d'une série d'activités de sensibilisation dédiées au public (Série Public +).

En ce qui concerne l'implication du MAI dans le réseautage et l'engagement communautaire (avec une optique de promotion du pluralisme culturel et en faveur des artistes racisés et des cultures autochtones), les partenaires ont été : ***PRIM*** **(Productions Réalisations Indépendantes de Montréal), RQC (Regroupement du conte au Québec), Black Theatre Workshop, Festival Latin Arte, Festival Accès Asie, Parcours Danse (DSR), Reseau Accès Culture, Danse Cité, Festival Alterité, Université Concordia (*L'université autrement : dans les cafés*), DAM, Université McGill (Social Equity and Diversity Department), Québec Drama Federation, COCo (Le centre des organismes communautaires), Fierté Montréal, Collectif XL, Festival TransAmérique, Danse Danse, Innovations en concert, Ex-Aequo, L'autre Montréal** et **100lux –** les partenariats sont essentiels pour favoriser l'accès et la participation des citoyennes et des citoyens à la vie culturelle et susciter le développement des communications étant donné que chaque partenariat rejoint une ou plusieurs communautés différentes.

Ce fut donc une année pleine de défis, mais une année réussie avec une belle programmation et des actions concrètes pour la reconnaissance et le développement professionnel et artistique en abordant la fausse représentation et la sous-représentation du pluralisme culturel sur les scènes canadiennes et dans les galeries canadiennes.

Les points suivants vous donneront une meilleure idée de toutes les activités que nous avons réalisées au cours de la saison 2017-2018, de même que nos réalisations et les difficultés encourues.

- **ARTS VISUELS (taux d'assistance saison 2017-2018 : 144%)**

5 événements en arts visuels ont été diffusés, incluant 4 expositions dans lesquels figurent des artistes principalement de Montréal (***La forêt noire*** d'Anna Jane McIntyre, ***Ägés et Déjantés*** de Graziella Malagoni et Ralph Maingrette, ***earth.sea.sky constellations for my relations*** d'Hannah Claus et ***Phantom Stills and Vibration*** de Lara Kramer), mais aussi de Calgary et de Vancouver (***A paradigm of fusion*** de Tomoyo Ihaya et Shyra de Souza. Une série de 7 performances ont également été présentées dans le cadre de ***Phantom Stills and Vibrations***. Ce dernier projet a constitué un élément important pour la visibilité du MAI parce qu'il a été présenté en association avec le Festival TransAmériques.

La forêt noire
Anna Jane McIntyre (Montréal)
14 septembre – 14 octobre 2017

Dans *La forêt noire*, **Anna Jane McIntyre** propose une installation multimédia qui examine la mémoire et la nature humaine par l'intermédiaire d'un environnement sonore abstrait, d'une obscure forêt d'arbres imprimés et d'une cabane de chasse tout simplement surnaturelle. L'artiste invite le visiteur à errer dans ce décor enténébré sur fond de récits incomplets, de secrets, d'hommages, de croisées symboliques et de songes culturels.

Les œuvres de **McIntyre** explorent les façons dont les individus se perçoivent, créent leur identité, maintiennent et font évoluer ces définitions à travers les comportements. Un véritable amalgame évolutif et visuel des cultures et coutumes britanniques, trinidadiennes et canadiennes.

***Résultat** : Anna Jane McIntyre est une artiste qui a bénéficié d'un accompagnement au cours de la saison 2014/2015 pour un soutien basé sur des projets et orienté vers son développement professionnel en tant qu'artiste. Elle s'était également adressée au MAI à plusieurs reprises pour une exposition. Bien qu'elle soit régulièrement présélectionnée, le consensus général était que ses propositions manquaient de clarté et laissaient trop de questions sans réponse. En fin de compte, cela donnait l'impression qu'elle essayait de faire trop de choses à la fois en allant dans toutes sortes de directions différentes. Il en était ainsi, jusqu'à ce qu'elle propose **La forêt noire**, une installation immersive qui imite l'acte de marcher dans une forêt et qui touchait aussi bien la dimension*

personnelle que politique par son ascendance trinidadienne. À l'aide de multiples supports médias, McIntyre évoque à travers la vue, l'ouïe et l'odorat des perspectives qui amènent le spectateur dans un voyage à la fois pédagogique et expérientiel. Un exemple parfait de convergence achevée de tous les éléments dans une période particulière de la carrière d'un artiste, qui donne lieu à un jalon.

**** La forêt noire a été sélectionnée par CAM en tournée pour 2019.***

Taux d'assistance : 80 % (exposition)
Pour les expositions, le taux d'assistance est basé sur une moyenne de 500 spectateurs par exposition, (moyenne basée sur l'assistance des 3 dernières années).

_____

A Paradigm of Fusion

Tomoyo Ihaya (Vancouver) **+ Shyra De Souza** (Calgary)

26 octobre – 25 novembre 2017

Deux corpus d'œuvres où les artistes y vont d'un dialogue vivant, empathique et poignant autour des notions d'exil et de protestation tout en remettant en question notre relation avec la culture de production de masse.

Dans *Eyes Water Fire*, **Tomoyo Ihaya** propose vidéos, installation en techniques mixtes et dessins à petite et grande échelles qui font écho au réconfort qu'elle apporte depuis longtemps aux miséreux réfugiés tibétains installés dans le nord de l'Inde. Native du Japon et vivant maintenant à Vancouver, Ihaya possède une maîtrise en beaux-arts (gravure) de l'Université de l'Alberta. Depuis 2005, elle a visité l'Inde plus d'une douzaine de fois et y a noué des amitiés sincères avec plusieurs membres des communautés tibétaines en exil.

Avec *Bliss Points*, sorte d'épine dorsale où fusionnent de vieux objets restaurés, l'artiste interdisciplinaire **Shyra De Souza** soumet en quelque sorte le spectateur à sa stratégie d'exacerbation mimétique. Installée à Calgary, De Souza a présenté ses oeuvres en sols canadien, américain et européen. En 2016, le centre Oboro situé à Montréal a présenté *Vestigial Manoeuvres*, une installation de grande envergure entièrement composée d'objets trouvés dans les boutiques d'occasion locales.

Résultat : *Ces deux artistes ont postulé au MAI séparément avec des propositions aussi différentes que le jour et la nuit - l'un sculpteur travaillant avec de la porcelaine et l'autre travaillant avec l'impression et du dessin. Pour une raison inconnue, la tentation était grande d'exposer ces deux artistes ensemble - sans savoir si le résultat final donnerait une proposition discordante ou bien complémentaire. Notre intuition était juste et l'exposition intitulée A Paradigm of Fusion (un titre qui suggérait lui-même le processus de deux pratiques artistiques différentes) a été l'une des expositions les mieux reçues présentées par le MAI ces dernières années.*

Taux d'assistance : 85 %

_____

Éclectik 2018 / Âgés et déjantés

Graziella Malagoni (Montréal) **et Ralph Maingrette** (Montréal)

19 au 27 janvier 2018

L'artiste plus âgé brille de mille feux au MAI avec **Éclectik 2018**, qui s'inspire d'*Older & Reckless*, une série de performances chorégraphiques célébrant la danse mature, produite par le MOonhORsE Dance Theatre de Toronto. *Âgés et déjantés* met en vedette des artistes de 55 ans et plus de la diversité, sensibilise le spectateur aux défis actuels et nouveaux avec lesquels doivent composer les artistes plus âgés et aborde une multitude d'enjeux comme le langage employé pour discuter de la vieillesse et la pertinence ou redondance générationnelle relative à l'art.

L'initiative se révèle foncièrement perpétuelle ; il s'agit d'un moyen de résister, de conserver ou de retrouver sa visibilité. Une véritable célébration en soi.

Résultat : *Graziella et Ralph ont tous deux bénéficié du programme d'accompagnement et d'une variété de services connexes. Tous deux sont des artistes seniors, Graziella ayant eu sa première exposition à l'âge de 76 ans et Ralph approchant l'âge de 60 ans. Écletick a été l'occasion idéale d'offrir un espace à ces deux artistes marquant leur accompagnement au MAI et offrant une plateforme de visibilité qui n'aurait pu être offerte dans aucune galerie à Montréal. La juxtaposition d'un ensemble d'œuvres individuelles, dont la sérigraphie, la sculpture et le dessin, a donné un air de syncope et de complicité. Des œuvres matures réalisées par des artistes d'âge mûr qui méritaient d'être mis de l'avant non pas en raison de leur âge, mais en raison de la vitalité et de l'esthétique de leur pratique artistique.*

Taux d'assistance : 84 %

_____

earth. sea. sky. constellations for my relations

Hannah Claus **(Montréal)**

15 février – 17 mars 2018

Dans cette exposition, Hannah Claus met en relief la relation entre divers éléments qui façonnent notre univers. L'installation « chant pour l'eau », un voile imposant et complexe composé de fils et d'images numériques, reproduit les formes d'onde d'un chant mi'kmaq. Union entre voix, eau et chant, cette oeuvre est inspirée par les principes intrinsèques des *kahion:ni*, ou ceintures wampum, dans lesquelles s'amalgament la mer et le ciel.

Artiste visuelle d'origines anglaise et *kanien'kehà:ka* (mohawk) habitant *Tiohtià:ke* (Montréal), Hannah Claus utilise dans ses installations différents processus et matériaux pour aborder les thèmes de la mémoire et de la transformation d'une perspective autochtone.

Résultat : *Il n'y a peut-être pas de meilleure façon de décrire cette exposition que de dire qu'il y a un pouvoir énorme dans la simplicité.* Claus utilise l'installation pour créer des environnements sensoriels qui parlent de mémoire et de transformation et à partir de sa double identité, Mohawk de Tyendinaga (Ontario) et canadienne d'ascendance européenne. Centrée sur le "chant pour l'eau", cette installation intégrait également de nouvelles œuvres basées sur le rôle des peuples autochtones comme les gardiens des terres et des eaux, et en particulier sur les femmes autochtones et leur rôle particulier à travers l'histoire. À la fois poétique, à la fois politique à travers un politisme imprégné de spiritualité et de positivité.

Taux d'assistance : 84 %

_____

Phantom stills & vibrations
Lara Kramer (Montréal)
10 mai - 10 juin 2018

L'oeuvre de **Lara Kramer** met en contraste les relations brutales qu'entretiennent les peuples autochtones et la société coloniale. Dans le cadre de cette performance et installation, Kramer plonge le spectateur dans la réalité de l'ancienne Pelican Lake Indian Residential School où ont étudié trois générations de sa famille. Produite en collaboration avec Stefán Petersen, *Phantom…* explore les contrecoups résiduels des pensionnats et le traumatisme qui imprègne notre paysage.

Lara Kramer est une chorégraphe et artiste multidisciplinaire ojie-crie. Ses travaux ont été encensés par la critique, y compris *Native Girl Syndrome*, oeuvre traitant et de la victimisation des femmes autochtones et des séquelles laissées par le génocide culturel.

Résultat *: Le MAI a collaboré avec Lara Kramer à plusieurs reprises au cours des dernières années à diverses fonctions- à titre de présentatrice et, plus récemment, à titre de conservatrice de l'avant-dernière exposition* Éclectik (Welcome to Indian Country)*. Il n'y a eu absolument aucune hésitation lorsque Lara s'est adressée au MAI au sujet de sa toute dernière création qu'elle voulait positionner comme une exposition (incluant une série de performances placées dans l'installation). Toute notion de risque a été mise de côté au profit de l'artiste et de sa pratique artistique. Lara est une artiste importante pour aborder les questions propres aux communautés autochtones et pour parler du génocide culturel. De plus, ce projet devait être présenté en association avec la FTA qui diffusait une autre nouvelle création de Lara, intitulée* Windigo*, avec l'idée que les deux*

organisations s'associaient dans un esprit de promotion du travail de Lara Kramer, chaque production étant indépendante l'une de l'autre. Le partenariat n'a cependant pas été exempt de controverse, la FTA ayant publié un communiqué de presse dans lequel elle déclarait à tort qu'elle diffusait la première mondiale de Phantom stills and vibrations *plutôt que celle de* Windigo*. L'erreur est passée inaperçue par le personnel de communication du MAI pour des raisons qui restent obscures et ce n'est qu'avec l'intervention du directeur que la situation a été rectifiée et dont la gravité a été soulignée. D'une part, le travail lui-même était remarquable, la performance fascinante et intense. Le partenariat a cependant été décevant et a conduit le MAI à être très vigilant à l'avenir lorsqu'il décide de s'associer à une " machine " - ce qui fut également le cas lors d'une association avec Danse Danse.*

Taux d'assistance : 82 %
Volet performance : 95%

_____

- **ARTS DE LA SCÈNE (taux d'assistance saison 2017-2018 : 83%)**

Voilà un survol de la programmation 2017-2018 en arts de la scène, incluant 59 représentations en danse, musique, théâtre et les arts interdisciplinaires :

DANSE (4 spectacles)

En Alerte
Taoufiq Izeddiou – Anania Danses (Marrakech)
27 + 28 octobre 2017

Dans *En alerte*, oeuvre du chorégraphe marocain Taoufiq Izeddiou, la parole accapare la scène autant que le corps. Accompagné par deux musiciens (Maalam Jawad et Mathieu Gaborit), le chorégraphe fait résonner la poésie arabe contemporaine. Cette performance prend son souffle dans les mots puissants du poème *Madîh al Zill al-'Alî* (Éloge de l'ombre haute) de Mahmoud Darwich, une réflexion sur les questions existentielles écrites par le poète palestinien lors du siège de Beyrouth en 1982.

Porté par sa présence scénique singulière, le travail de Taoufiq Izeddiou se veut un cheminement spirituel au cœur même des troubles du monde actuel.

En collaboration avec le *Festival Altérité, pas à pas.*

***Résultat** : « En alerte », œuvre du chorégraphe marocain Taoufiq Izeddiou a marqué le premier partenariat du MAI avec le Festival Altérité, et avec l'artiste proposé au MAI par Amine Azadi, directeur d'Altérité. Malgré le partenariat avec le Festival Altérité, les*

représentations n'ont pas été complètes et la réaction du public mitigée; ce serait un mensonge que de dire que nous, au MAI, n'avons pas été légèrement déçus par cette présentation - l'artiste semblait fatigué (car au terme d'une assez longue tournée mondiale) et le groupe, comme nous avons pu le constater, souffrait de conflits internes. Cette lassitude s'est manifestée sur scène. Malgré cette léthargie, Taoufiq reste un artiste important du monde arabe et il est toujours rafraîchissant de voir sur scène un danseur qui détone et pousse plus loin l'idée de ce à quoi un danseur devrait ressembler (Taoufiq étant assez large en termes de poids),... une triste rareté dans le monde de la danse contemporaine. Parfois, tout ce qui représente moins de 100 % de l'énergie d'une personne lors d'un spectacle peut faire une énorme différence dans la façon dont une œuvre est reçue. Taoufiq était à son mieux à 65 %. Dommage

Taux d'assistance : 72 %

_____

Flicker

Dancers of Damelahamid (Vancouver)

14 - 18 novembre 2017

Pièce innovante de danse multimédia, **Flicker** révèle l'univers mystique de la danse de masques des régions côtières. Alors que la lumière scintille, Flicker – référence au pic-bois – met en scène les moments où l'espace et le temps se confondent, où les danseurs masqués s'aventurent dans le monde spirituel de leurs ancêtres. Chorégraphie signée Margaret Grenier, cette 7e production se veut un trait d'union entre les traditions des Premières Nations et des formes plus actuelles.

Compagnie de danse autochtone de la Colombie-Britannique, Dancers of Damelahamid produit le festival annuel, *Coastal First Nations Dance Festival* depuis 2008. Les pièces du répertoire de la compagnie ont été présentées sur la scène nationale et internationale.

***Résultat** : Les danseurs de Damelahamid basés en Colombie-Britannique ont été approchés pour la première fois par le MAI à la fin de 2016 pour présenter* Flicker *dans le cadre de sa saison 2017/2018 (et qui fera également une tournée à travers le Québec dans le cadre d'un effort orchestré par DSR et Made in BC). Danse Danse est intervenue après avoir entendu parler de l'intérêt du MAI, offrant de co-diffuser le travail avec le MAI. À cette époque, l'idée était encore de diffuser la pièce dans l'espace du MAI et de faire en sorte que la production soit présentée sur une période de 5 à 6 jours avec la possibilité de matinées pendant la journée pour le jeune public. Cependant, une fois que Danse Danse a commencé à jauger la capacité du MAI en termes de places, le nombre de billets potentiels qui pouvaient être vendus et le profit global par rapport au cachet, ils ont suggéré de présenter l'œuvre à Cinquième Salle (PDA). Attiré par le potentiel de visibilité, le MAI a accepté. Rétrospectivement, ce n'a peut-être pas été la meilleure des*

décisions, car la pièce a perdu dans son intimité cruciale au cours du déroulement global de l'œuvre (basée sur la narration et le récit - propulsée par la parole et le mouvement). La production a fait l'objet de plaintes non seulement à Montréal, mais partout au Québec - des plaintes concernant les cérémonies d'ouverture (à Montréal) de Kevin Deer, un aîné mohawk anglophone, qui ne s'est pas exprimé en français, des plaintes concernant la voix Hors Champs de la pièce en langue de la nation Gitksan qui n'était traduite en français , et finalement que la pièce n'était pas suffisamment contemporaine; les diffuseurs présents et le public n'arrivant pas à comprendre pourquoi elle n'était pas simplement décrite comme traditionnelle, avec la logique que si elle semble traditionnelle, alors elle doit l'être; alors qu'en fait le mandat de la compagnie est très clair : Proposer une approche contemporaine des formes et concepts traditionnels. L'ensemble de la production et de la tournée aurait pu bénéficier d'une campagne plus large de développement public et de méditation culturelle pour une sensibilisation du public (incluant les diffuseurs). Le partenariat global avec Danse Danse était professionnel et bien organisé, bien qu'à la fin du processus, le MAI s'est interrogé sur son gain de visibilité par l'expérience ou si elle avait été avalée une fois de plus par une grosse machine.
Taux d'assistance : 84 %

La Pileuse
Sarah Elola (Montréal)
24 – 26 novembre 2017

La Pileuse est une plongée aux sources mêmes de la danse et du rythme. Cet art d'entrer en communion avec les éléments au lieu de leur résister, de ne pas les subir ni les dominer ; cet art du recommencement qui magnifie même les corvées, c'est de celui-ci que *La Pileuse* s'inspire, et ce, en puisant dans une mine de mouvements, de sons et de réflexions philosophiques pour ultimement proposer une rencontre intime avec la femme africaine.

Performeuse plurielle originaire du Burkina Faso, **Elola** a teinté ses 15 premières années d'une vie africaine kaléidoscopique, à la fois rurale et urbaine, traditionnelle et contemporaine.

***Résultat** : Mes premiers mots une fois que Sarah avait terminé sa performance ont été de dire comment est-elle encore debout ? Il s'agit de la première chorégraphie intégrale de Sarah soutenue par un accompagnement jumelé (CAM / le MAI). C'était une pièce d'une grande physicalité dans laquelle le corps de la danseuse s'immobilisait rarement. L'énergie distribuée par l'artiste a continué à construire tout au long de la pièce un texte accompagné d'un texte parlé en Mossi (la langue la plus parlée au Burkina Faso). Le vocabulaire, la performance, le rythme incessant, la musique et l'éclairage ont contribué*

à rendre cette œuvre inoubliable et, comme l'affirmait le critique du Devoir, « un artiste à surveiller ». Avec cette première pièce extraordinaire, elle a attiré l'attention de beaucoup.

Taux d'assistance : 84 %

La Pileuse a été sélectionnée par le CAM en tournée pour 2019 et sera diffusée à Tangente dans le cadre de son édition 2019/2020, mais dans une version revue et corrigée - une condition de Tangente pour l'artiste.

_____

minor matter
Ligia Lewis (Berlin)
2 + 3 mars 2018

Avec *minor matter*, l'illustre danseuse et chorégraphe dominicaine **Ligia Lewis** propose une troublante constellation de métaphores portant sur la négritude au fil du temps. La pièce conjugue représentations historiques et iconiques de la danse populaire, et culmine en une mise à nue – tant des corps que de la scène. Ce sont les danseurs Jonathan Gonzalez et Tiran Willemse qui se joignent à Lewis, dans cette œuvre où se déploie une palette de musique d'époque et de genre.

Campée dans un décor où la couleur rouge désarçonne le spectateur, *minor matter* repousse les limites du questionnement de l'artiste sur le corps marqué par la société. Il s'agit de la deuxième oeuvre scénique d'une trilogie amorcée en 2015 avec *Sorrow Swag*.

***Résultat** : Ligia Lewis, résidant à Berlin, travaille sur une trilogie d'œuvres dont* Minor Matter *qui est la deuxième pièce de son courant opus. Cette œuvre était en réponse à la pièce entamée comme une réplique à Black Lives Matter, qui a finalement évolué vers une pratique physique impliquant des questions d'esthétique et d'incarnation et qui questionne l'expression du pouvoir à travers le corps, le langage et la convention théâtrale pour finalement créer de nouvelles images pour les corps noirs qui sont également célébrés. Comment laisser une marque ou une trace à travers une optique de politique identitaire? Une pièce essentielle, ne serait-ce que pour le fait qu'il est rare de voir des corps noirs sur les scènes montréalaises.*

Le spectacle a été diffusé en association avec Love-in de Toronto avec qui le MAI a pu collaborer sur le plan des prix des billets d'avion afin de réduire les coûts. La seule plainte - un membre du public qui n'avait pas été en mesure d'assister au spectacle a écrit pour dire combien il était triste que la pièce ne soit jouée que pendant seulement deux soirs - la réalité étant que souvent le coût d'une représentation supplémentaire pèse beaucoup

plus lourd que le revenu possible généré par l'ajout d'une supplémentaire, car le MAI dispose d'un espace théâtre offrant une capacité de siège limitée, ce qui empêche souvent ce choix d'option.

Taux d'assistance : 103 %

_____

THÉÂTRE *(2 spectacles)*

Rendez-vous with Home
Black Theatre Workshop (Montréal)
7 – 11 mars 2018

Dans *Rendez-vous with Home* Josephine et Suzette sont envoyées à Haïti pour inhumer leur père. Se souvenant à peine de cette figure paternelle, Josephine est anxieuse. Suzette, qui n'a pour sa part jamais connu l'homme, ne voit qu'en cette mission un voyage toutes dépenses payées. Combinant tradition orale, danses haïtiennes et humour, ce périple excède les attentes des deux soeurs en imprimant en elles une nouvelle sensibilité et en varlopant les clichés.

Mise en scène par Dayane Ntibarikure, écrite et jouée par Djennie Laguerre, actrice et dramaturge torontoise née à Haïti, *Rendez-vous with Home* est présentée par Black Theatre Workshop, la plus vieille compagnie de théâtre noir du Canada.

Résultat *:* Rendez-vous with Home *présenté pour la première fois au MAI en 2013, a marqué une autre collaboration avec Black Theatre Workshop. Sélectionné pour la tournée scolaire de 2018 du Black Theatre Workshop, le MAI a servi de base aux représentations nocturnes et à la tournée scolaire. Alternativement présenté en versions française et anglaise lors de son déploiement au MAI. Une œuvre solide qui a résisté à l'épreuve du temps.*
Taux d'assistance : 84 %

_____

Bâtardes
Jade et Chloé Barshee – Théâtre Everest (Montréal)
20 – 24 mars 2018

Nées d'un père tibétain et d'une mère québécoise, Chloé et Jade Barshee composent une touchante oeuvre d'autofiction en quête de leur propre identité. Conjuguant anecdotes, monologues poétiques, archives vidéographiques, *Bâtardes* vous plonge dans un univers théâtral où le réel et l'imaginaire se confondent.

Théâtre Everest est une compagnie théâtrale, mais avant tout, un projet familial des soeurs Barshee : Chloé, Fanny et Jade. Leur pratique théâtrale s'inscrit dans le contexte social tel qu'il est aujourd'hui : un Québec contemporain dans lequel différentes réalités culturelles cohabitent et s'entrecroisent.

Résultat : Bâtardes*, une autre pièce soutenue par le programme d'accompagnement du MAI a été extrêmement bien accueillie. Les critiques ont été très positives, un public en bonne inclination, et une œuvre extrêmement bien conçue et produite. Le MAI ne sait jamais à quoi s'attendre lorsqu'il présente des pièces de théâtre francophones d'artistes racialisés. Le plus souvent, elles passent inaperçues aux yeux d'une communauté qui a tendance à ne choisir que des compagnies de théâtre francophones établies - c'est du moins, ce que l'on ressent au MAI. La réaction de la communauté théâtrale anglophone est complètement différente et apprécie les productions théâtrales indépendantes présentées à l'extérieur des grands centres (Segal, Centaur).*

Le Théâtre Everest est certes une jeune compagnie et c'est leur première œuvre d'envergure, mais le vent tourne dans leur direction - je ne pense pas que nous ayons fini d'entendre parler d'eux, à condition bien sûr que cette compagnie soit reconnue au sein de sa communauté et qu'elle reçoive tout le soutien qu'elle mérite des bailleurs de fonds et autres institutions du théâtre à Montréal.

Taux d'assistance : 92 %
**** Bâtardes a été sélectionnée par CAM en tournée pour 2019 et sera en représentation également à Waterloo (Ontario) en 2019.***

_____

MUSIQUE *(5 spectacles)*

Tu ne te retourneras pas
Chittakone Baccam (Montréal)
3 + 4 novembre 2017

Sous le nom de scène de Hazy Montagne Mystique, **Chittakone Baccam** livre des performances surprenantes et plonge l'auditeur dans des ambiances lunaires, méditatives et bruitistes. Avec *Tu ne te retourneras pas*, l'artiste sonore explore ses racines laotiennes et la pratique expérimentale qu'il a développées au Québec. À la faveur de distorsions, transformations et échantillonnages, la performance audiovisuelle puise dans les archives familiales : cassettes enregistrées par ses grands-parents et compilations de musique traditionnelle molam.

Cofondateur de l'étiquette J*eunesse cosmique* Baccam est très actif sur la scène musicale expérimentale avec plus d'une centaine de productions.

***Résultat** : Chittakone (artiste-son ayant bénéficié d'un accompagnement au cours de la saison 2016/2017) compose une musique d'ambiance mettant l'accent sur le ton et l'atmosphère plutôt que sur les structures ou les rythmes musicaux traditionnels. Une forme de musique instrumentale lente (les paroles sont extrêmement rares) qui utilise des motifs sonores répétitifs, mais doux et apaisants pour modifier l'espace et évoquer une atmosphère, un visuel ou une qualité. Elle est à bien des égards l'antithèse de la musique pop et n'a rien de commercial. Chittakone compose des partitions sonores pour des œuvres de danse comme pour la vidéo et le cinéma. Ce n'est certainement pas un style qui s'adapte facilement aux performances en direct ni apprécié de tous, et le plus grand défi était peut-être de trouver le meilleur moyen de présenter un tel style de musique. Rétrospectivement, une configuration de concert typique (théâtre proscenium) n'était peut-être pas la meilleure configuration pour cette diffusion. Les ventes de billets ont été léthargiques, ce qui est malheureux, car le " concert " présenté était professionnel, magnifiquement produit et original.*
Taux d'assistance : 60 %

_____

Plateaux : Voyage du Rio de la Plata à l'Altiplano, frontières d'Amérique latine
Wapiti + Émilie Girard-Charest + Andrés Salas (Montréal)
2 + 3 février 2018

Plateaux : Voyage du Rio de la Plata à l'Altiplano… est une invitation à découvrir des musiques contemporaines issues d'Argentine et de Bolivie. De Buenos Aires à La Paz, un répertoire qui prend racine dans l'histoire de ces pays d'Amérique du Sud marquée par les dictatures et par l'héritage des peuples natifs. Un périple musical interprété par trois instrumentistes : le duo Wapiti – Geneviève Liboiron (violon) et Daniel Áñez Garcia (piano) – et Émilie Girard-Charest (violoncelle) ; un concert déambulatoire jalonné d'installations vidéographiques signées Andrés Salas.

Wapiti s'est produit notamment au *Centro Nacional de las Artes* à Mexico et, à Montréal, au festival *Montréal/ Nouvelles Musiques* de la Société de Musique Contemporaine du Québec (SMCQ).

***Résultat** : Voyage du Rio de la Plata à l'Altiplano, frontières d'Amérique latine *était le deuxième concert de Wapiti (Geneviève Liboiron et Daniel Áñez Garcia) présenté par le MAI. Comme la performance de Chittakone Baccam, Wapiti présente une forme de musique (musique contemporaine) qui s'adresse à un public de niche, dédié, mais peu nombreux. Et pourtant, il est important de diffuser les efforts de ces artistes, ne serait-ce que pour contrer les idées préconçues selon lesquelles les artistes de la diversité ne jouent que de la musique traditionnelle ou de la musique du monde.*

Daniel Áñez Garcia, chef de file de ce projet, a approché le MAI quelque temps à l'avance avec l'idée d'utiliser de multiples espaces au sein du MAI - la galerie aussi bien que le

théâtre ayant conçu un concert ambulatoire dans sa nature. Il savait aussi qu'il voulait travailler avec l'artiste vidéo Andrés Salas pour rehausser la production avec la vidéo et les composants d'installation. La pièce a été présentée le long de trois stations - une dans le théâtre et deux dans la galerie, chacune occupée par un compositeur distinct. L'effet était tout à fait stupéfiant et, quels que soient les goûts musicaux, on ne pouvait nier la virtuosité des musiciens impliqués. Le MAI a été très heureux (et surpris) de l'assistance générale, et de la chance d'avoir pu collaborer avec la jeune ***Innovations en concert****, qui a contribué financièrement (directement auprès des artistes) et qui a aidé à promouvoir le spectacle.*

Taux d'assistance : 90 %

Rainbow Twilight
Elysia Crampton (Sacramento)
23 février 2018

La musique d'**Elysia Crampton** constitue le point central d'une myriade d'influences exprimant la complexité de l'évolution aymara. Étayant opinions politiques radicales et *queer*, son travail confère aux notions contemporaines de résistance du peuple aymara un univers sonore : un projet de « coévolution », puisant dans toutes les nuances que Donna Haraway attribua à cette expression par l'intermédiaire de Che Gossett, emblématique partisan de l'abolition des prisons.

Composé en l'honneur de la révolutionnaire Bartolina Sisa, son album *Demon City* a été qualifié « d'oeuvre magistrale » par le Rolling Stone, et le Pitchfork l'a inclus dans sa liste des 20 meilleurs albums de musique expérimentale de l'année 2016.

Résultat *: Artiste trans autochtone originaire du Pérou, Elysia Crampton est maintenant installée à la périphérie de Los Angeles. Elysia Crampton est un peu une star de l'electronica avec une assiette de fans dévoués venus du monde entier. Malgré un contrat stipulant que le spectacle ne devait pas durer moins de 45 minutes, Crampton a joué pendant 25 minutes et a passé le reste du temps à distribuer des fleurs et à se mêler à ses admirateurs. Le MAI a envoyé un courriel pour s'excuser de la brièveté du concert et s'est fait dire dans un certain nombre de « posts » en retour de : « laisser Elysia tranquille ». LE MAI a payé 50 % du contrat négocié en considérant que le contrat n'avait pas été respecté.*

Taux d'assistance : 95 %

Dynasty
Hua Li (Montréal)
13 avril 2018

Créée par Hua Li (alias Peggy Hogan), *Dynasty* est une expérience multimédia vivante qui accompagne son premier album studio du même nom. Appuyée par des projections vidéo de Tyler Reekie, *Dynasty* évoque le parcours de Hua Li et aborde des thèmes comme les amours mensongères, la dynamique du pouvoir au sein des relations familiales.

Pour exprimer pleinement sa féminité, sa sexualité et ses opinions politiques, Hogan s'est affublée du nom de guerre Hua Li en réaction aux pressions que subissent les femmes de l'univers du jazz de se modeler aux rôles traditionnels genrés. Réputée pour son hip-hop féministe, l'artiste a signé le *mixtape The Bound Feat* (2013) et l'album *Za Zhong* (2015).

Résultat : *Dynasty était un concert de musique professionnel, raffiné et possédant les plus hautes valeurs de production : fusion électro, hip-hop/trap, sons d'atmosphères, projections visuelles dynamiques et sujets variés entremêlant le politique et le personnel dans une perspective féministe. Il est rare de voir une jeune artiste s'attaquer à une première production majeure avec une telle confiance et d'avoir une vision très claire de la direction qu'elle veut prendre. Hua Li est intéressée à obtenir un succès commercial, en particulier en essayant de percer le marché américain avec une concentration sur les villes de New York et Los Angeles. Elle comprend très bien le fonctionnement de l'industrie et s'est entourée d'une solide équipe de collaborateurs artistiques ainsi que d'une équipe de marketing intelligente pour l'aider à y parvenir. D'un jour à l'autre, je m'attends à entendre dire qu'elle a fait exactement cela - une percée.*

Taux d'assistance : 99%

Elle's Black Space Mission: An Afrodiasporic Odyssey
Ellise Barbara (Montreal)
20 + 21 avril 2018

Ellise Barbara (Elle) souhaite créer un « espace noir » dénudé de toute racialisation physique ou mentale. Tandis que ses œuvres précédentes fusionnent synthé, pop, R&B et funk, sa nouvelle formation, appelé à juste titre *Black Space*, met uniquement en vedette des musiciens de descendance africaine subsaharienne. *Black Space* nous ramène à l'époque de l'afrofuturisme, un mouvement enclenché par Sun Ra dans les années 1950 mêlant culture noire et thèmes futuristes ou de science-fiction.

La musique de Barbara puise dans son expérience *queer* de transgenre de couleur. Depuis huit ans, elle compose, enregistre et se produit en tournée. Elle signe plusieurs albums originaux, dont *Sexe Machin / Sex Machine* (Fixture Records).

***Résultat** : Elle est une compositrice et chanteuse Noire Trans que le MAI a découverte à La Chapelle, dans une œuvre du PME. Dès qu'on lui a offert un spectacle au MAI, elle a su qu'elle voulait présenter autre chose qu'un simple concert de musique et c'est ainsi qu'est née **Elle's Black Space Mission: An Afrodiasporic Odyssey**. Ce qu'elle savait, c'est qu'elle voulait créer une œuvre performative, multidisciplinaire et guidée par un thème (en l'occurrence l'afrofuturisme, une esthétique culturelle qui combine science-fiction, histoire et fantaisie pour explorer l'expérience africaine diasporique et qui vise à relier ceux de la diaspora noire à leur héritage oublié africain). Plusieurs fois au MAI, nous avons rencontré des artistes aux grandes idées, mais pas toujours avec une infrastructure ni des fonds suffisants pour soutenir la réalisation de leur œuvre. Cela met un stress à la fois sur l'artiste principal, ses collaborateurs et sur l'équipe du MAI. Les artistes sont attirés par le terme multidisciplinarité et se sentent obligés d'ajouter autant de disciplines que possible au lieu d'en choisir moins et de travailler avec eux d'une manière gérable. Heureusement, ici, tous les éléments se sont réunis, la diffusion de la pièce a été largement couverte dans les médias et les deux soirées ont été jouées **à guichet fermé** (et au-delà). Le rêve d'Elle était d'être soutenue par le programme d'accompagnement du MAI et a été, nous en sommes convaincus, une expérience d'apprentissage précieuse pour elle en ce qui concerne ses projets futurs et les éléments nécessaires pour envelopper pleinement des visions à plus grande échelle. Elle travaille maintenant avec un agent pour faire tourner cette oeuvre aux États-Unis.*

Taux d'assistance : 105%

INTERDISCIPLINAIRE *(2 spectacles)*

Room 2048
Hong Kong Exile (Vancouver)
6 + 7 octobre 2017

Créée par la compagnie multidisciplinaire Hong Kong Exile, *Room 2048* superpose lumière numérique, brouillard et musique pop pompeuse dans un examen des réalités sociopolitiques de la diaspora cantonaise. Perte, nostalgie et désir ; le projet nous rappelle les œuvres marquantes du cinéaste hongkongais Wong Kar Wai.

Hong Kong Exile détonne par son esthétique numérique criarde et saisissante, son sarcasme et son penchant pour la politique culturelle. Le titre fait référence à l'année 2048, année où Hong Kong rejoindra le giron de la Chine continentale. *Room 2048* fait office de suite spirituelle à la production *NINEEIGHT* présentée en 2014 par la compagnie.

***Résultat** : La réaction du public à cette pièce de la compagnie Hong Kong Exile s'est polarisée en deux catégories marquées - ceux qui ont adoré la pièce et ceux qui ne l'ont pas aimée. Il ne semblait pas y avoir de terrain d'entente. Très stylistique avec une esthétique de film noir (et basé principalement sur le film « **2046 »**, un drame romantique de Hong Kong écrit en 2004 et réalisé par Won Kar-wai). Une œuvre interdisciplinaire en partie théâtrale, en partie dansante et en partie multimédia. L'utilisation de l'imagerie visuelle (projections) était extraordinaire et d'une parfaite précision. C'est le type de pièce (hautement technologique) qui se développe à grande échelle à Vancouver et beaucoup moins à Montréal, surtout auprès des petites compagnies. Malgré la réaction mitigée du public, il n'en reste pas moins que cette production cristallise un temps fort de la saison en ce qui concerne la forme, la proposition (on traite de la prise de contrôle complète de Hong Kong par la Chine en 2048), et les performances individuelles de 2 danseurs sont incroyablement exécutées.*

Taux d'assistance : 99%

_____

the aisha of is
Aisha Sasha John (Toronto)
27 + 28 avril 2018

Chorégraphe, interprète, membre du collectif WIVES, **Aisha Sasha John** est une créatrice engagée et prolifique. Proposé en première mondiale en 2017, au prestigieux Whitney Museum of American Art, le solo *The Aisha of Oz* est présenté en ces termes par sa conceptrice : « *Je ne sais pas comment exprimer physiquement la colère. (…) Une performance de feu. D'eau et de feu. Et de terre.* »

Rituel alchimique et extatique qui fait de l'interprète le vaisseau des mots, du mouvement et du souffle, *The Aisha of Oz* transmute le sentiment de rage pour mieux le transformer en lumière, en ouverture. John est également l'auteure des recueils de poésie *I have to live* et de *THOU*.

***Résultat** : Poésie, mouvement et arts médiatiques sont les trois principaux éléments de cette nouvelle création présentée d'abord à New York, puis retravaillée pour sa première montréalaise, après avoir bénéficié de deux résidences au MAI. Elle a depuis été présentée à Toronto. C'était une œuvre considérée par beaucoup comme difficile, certains membres de l'auditoire ayant l'impression que l'interprète était agressif et pourtant désengagé. D'autres membres de l'auditoire ont cependant pensé que c'était le meilleur spectacle de la saison précisément parce que l'interprète était présent et a tenté de réorienter un dialogue avec les membres de l'auditoire et de déconstruire la relation entre eux et l'interprète. En tout cas, Aisha Sasha John est une poète, danseuse et chorégraphe incroyablement forte, dont les œuvres sont dépouillées de leurs habituelles conventions de beauté et politesse - spontanées et apparemment non répétées - et*

surtout, un acte d'attention profonde au soi physique, au positionnement du corps noir dans le monde et sur la scène.
Un défi du meilleur genre.

Taux d'assistance : 82%

_____

MULTIDISCIPLINAIRE *: Événement annuel*

Éclectik 2018
Âgés et déjantés
19 + 20 janvier 2018

L'artiste plus âgé brille de mille feux au MAI avec **Éclectik 2018**, qui s'inspire d'*Older & Reckless*, une série de performances chorégraphiques célébrant la danse mature, produite par le MOonhORsE Dance Theatre de Toronto. *Âgés et déjantés* met en vedette des artistes de 55 ans et plus de la diversité, sensibilise le spectateur aux défis actuels et nouveaux avec lesquels doivent composer les artistes plus âgés et aborde une multitude d'enjeux comme le langage employé pour discuter de la vieillesse et la pertinence ou redondance générationnelle relative à l'art.

L'initiative se révèle foncièrement perpétuelle ; il s'agit d'un moyen de résister, de conserver ou de retrouver sa visibilité. Une véritable célébration en soi.

***Résultat** : Âgés et déjantés a été conçu pour honorer les artistes de 55 ans et plus, pratiquant dans toutes les disciplines. Les artistes Janet Lumb, Heather Mah, David Rose, Jacqueline Van de Geer, Mikio Owaki, Yvon Dubé et Shahrzad Arshadi (ainsi que les artistes visuels Ralph Maingrette et Grazielle Malagoni) étaient présents.*
Deux de ces artistes, Heather Mah et David Rose, n'avaient pas joué ou créé depuis des années et ont été tirés d'une sorte de semi-retraite.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le volet Âgés et déjantés comportait à la fois un volet en arts visuels et un volet en arts de la scène. L'exposition a connu un grand succès en ce qui concerne l'œuvre des deux artistes qui ont cohabité de façon symbiotique et dont les œuvres se sont complétées (voir plus haut).
Cependant, la section des arts de la scène a souffert d'une inégalité et d'une difficulté à créer un rythme cohérent d'une œuvre à l'autre, principalement en raison du mélange des disciplines, des styles et des niveaux de pertinence (certaines œuvres ne se prêtent simplement pas à un format qui va vers une présentation en style cabaret).

De plus, le budget d'Éclectik a été considérablement réduit (d'un peu moins de 50 %). Cette baisse a influé dans une certaine mesure sur le nombre d'artistes qui pouvaient être engagés et sur la valeur globale des productions finales. Est-ce que cela restera dans l'histoire comme le meilleur Éclectik de tous les temps ? Probablement pas. Fera-t-elle date dans l'histoire pour son dévouement envers les artistes plus âgés ? Définitivement. Et bien sûr pour le fait qu'il s'agissait de la dernière d'une initiative annuelle qui est née il y a plus de dix ans.

Taux d'assistance : 101%

_____

CRÉATIONS EN RÉSIDENCE - *La Ruche (2 spectacles)*

wrk n prgrss
PlayShed (Montréal)
8 + 9 décembre 2017

Vitrine multidisciplinaire offrant aux jeunes créateurs une tribune d'expression, *WRK N PRGRSS* regroupera une douzaine de propositions scéniques. Projecteurs sur le processus de création, performances expérimentales, peinture en direct et exploration de rituels, un showcase remuant signé par PlayShed, une compagnie réputée pour son théâtre désinhibé. En 2015, PlayShed s'est illustré avec la représentation de *Cock* – une comédie noire de Mike Bartlett portant sur la confusion sexuelle –, un succès critique et public sans précédent pour cette première production théâtrale !

Fondée par les artistes Birdie Gregor, Jimmy Blais et Olivier Lamarche, cette compagnie se distingue pour traiter de sujets hors-norme dans une perspective humaniste.

***Résultat** : L'objectif de La Ruche ne sous-tend aucun résultat attendu. Les artistes sont libres de faire ce qu'ils souhaitent avec leur temps et avec l'espace (en l'occurrence le théâtre du MAI, ou un autre espace si disponible). Aucune obligation au chapitre de ce qu'il y a à produire ou à présenter. Carte blanche. Liberté totale*

PLayshed a bénéficié d'une résidence de longue durée en studio et d'un accès aux espaces du théâtre et du café pour réaliser ce projet - l'idée étant d'offrir des ateliers aux jeunes créateurs afin créer de nouvelles pièces et de leur offrir une plateforme pour présenter ces œuvres. Le mélange des disciplines et des styles de présentation (de la fabrication de meubles à de la peinture vivante, en passant par la musique, le théâtre et la danse, ainsi que leur disposition au sein des deux espaces était problématique et laissait une vision peu claire de l'organisation générale de l'événement. Le taux de fréquentation a été très faible, une expérience ambulatoire très décevante.

Taux d'assistance : 38 %

_____

El Silencio de las Cosas Presentes
Eduardo Ruiz Vergara (Montréal)
6 + 7 avril 2018

Danse performative axée sur le partage polysensoriel de l'intime, *El Silencio de las Cosas Presentes* apporte une réflexion sur la sensation haptique et la douleur. Corps traversés par ses histoires personnelles et ses mémoires, déplacement de la perception et étrangeté corporelle modulent le corps des interprètes – **Eduardo Ruiz Vergara**, Sophie Levasseur et Marie Mougeolle. Appuyée par un paysage sonore immersif – Nathan Giroux – *El Silencio…* évoque un chant polyphonique à la fois déconcertant et familier.

Chorégraphe, interprète et enseignant, Ruiz Vergara signe une vingtaine de créations depuis 2001. Son projet doctoral à l'UQAM porte sur la « poétique corporelle et le monde du sensible ».

***Résultat** : Eduardo Ruiz Vergara est un artiste avec lequel le MAI a collaboré à de nombreuses reprises, la première fois lors de la saison 2014-2015 où le MAI a présenté Yeux de Céres, créé en collaboration avec Ilya Krouglikov. Il s'agissait de ses débuts à Montréal après avoir récemment immigré de Bogota.*

Eduardo a utilisé La Ruche comme plateforme pour produire et présenter sa thèse de maîtrise à l'UQUAM. C'était un événement qui s'est déroulé sur trois heures et qui a mélangé rituel et danse avec l'idée que les membres du public pouvaient aller et venir tout au long du déroulement de la pièce. Une utilisation exceptionnelle de l'espace, une compréhension rarissime de l'art durable comme forme, une vision singulière et un jugement sûr dans le choix de ses collaborateurs du domaine des créatifs.

Taux d'assistance : 79 %.

** El Silencio de las Cosas Presentes a été sélectionné par Danse Cité pour faire partie de sa saison 2018/2019 (sera présenté à La Chapelle).*

C) CENTRE DE DÉVELOPPEMENT

- **Accompagnement et mentorat**

Il est impossible de souligner la contribution qu'apporte le MAI aux arts sans d'abord parler de son programme d'accompagnement. Le programme est probablement le seul

du genre au Canada et passe souvent inaperçu lorsqu'on parle du MAI en tant qu'entité. Mis sur pied en 2005, ce programme était au départ conçu pour aider les artistes nouvellement arrivés à Montréal à s'intégrer à la communauté artistique, à naviguer à travers les systèmes auxquels ils n'étaient pas forcément familiarisés. Au fil du temps, ce programme s'est quelque peu transformé, conservant toutefois ses principes fondamentaux : agir comme complice et favoriser le développement de carrière et de projets.

En 2017-2018, le Programme d'accompagnement a reçu 10.5% de demandes de moins (80), comparé à l'année précédente, notamment en raison des changements survenus au sein du poste durant la période de l'appel à projets. La réception de 177 dossiers au cours des deux dernières saisons démontre encore une fois l'importance du Programme pour le milieu artistique montréalais et plus spécifiquement pour les artistes de la diversité.

En tout, pour l'année 2017-2018 le MAI a accompagné 10 artistes à moyen et à long terme. Parmi ces artistes, 5 ont reçu un appui à long terme et 5 ont reçu un appui à moyen terme. À ce jour, 6 artistes ont terminé leur accompagnement. Les dossiers restants seront complétés entre l'automne 2018 et l'hiver 2019.

Demandes de soutien reçues : 73
Artistes sélectionnés (long et moyen terme) : 10
Artistes sélectionnés (appuis ponctuels) : 18
Parmi ceux-ci :

Long terme – Audrey-Anne Bouchard (arts interdisciplinaires, pratiques des artistes handicapé-es)
Long terme – Daphne Boyer (arts visuels)
Long terme – Elle / Ellise Barbara (musique)

Long terme – Luca Patuelli (danse)
Long terme – Stella Jetté (musique)
Long terme – Hadi Jamali (arts visuels)

Moyen terme – Théâtre Everest (théâtre)
Moyen terme – Katey Wattam (théâtre)
Moyen terme – Ligia Borges (théâtre)
Moyen terme – Gabriel Dharmoo (arts interdisciplinaires)

Le MAI a choisi d'accompagner 8 artistes avec des appuis ponctuels en 2017-2018. La réception d'une bourse du Conseil des arts du Canada en janvier 2018 nous a permis d'accueillir 6 autres artistes, totalisant 14 appuis ponctuels.

Graziela Malagoni (arts visuels)
Mounia Chadi (théâtre)
wyïsya (arts interdisciplinaires)
Alexandra Templier (musique)
Philippe Battikha (nouveau média, arts sonores)
Chelsea Chen (danse)
Black Theatre Workshop (théâtre)
Sibyl Graham (danse)
Maritza Grégoire (arts interdisciplinaires)
Azalia Kaviani (arts visuels, pratiques des artistes handicapé-es)
Citlali Trevino (danse)
Be Heintzman Hope (danse, arts interdisciplinaires)
Kym Dominique Ferguson (spoken word, théâtre)
Hanako Hoshimi-Caines (danse)

Le programme d'accompagnement constitue l'un des premiers mécanismes par lequel le MAI exerce un impact direct sur les plans individuel, organisationnel et communautaire. C'est dans cette optique que le MAI peut véritablement agir en tant que leader, définir des stratégies, prendre des mesures spécifiques ou proposer des services concrets de sorte à étendre son influence, à se positionner comme un terreau fertile pour la recherche et la réflexion et comme un endroit propice au dialogue et à la création de liens, à accroître la sensibilisation, à renforcer l'appréciation des arts interculturels et à stimuler les gestes et les changements positifs.

Ces efforts visent tous à exercer un impact sur les artistes individuels, sur leurs pratiques artistiques et sur leur développement professionnel, et à générer des retombées pour le public, les organismes culturels et la collectivité, et ce, sur plusieurs plans. Plus précisément, ce soutien, ce partage des ressources et cette mise à disposition d'un endroit destiné aux artistes et aux activités artistiques et communautaires profitent aussi au MAI, à son dynamisme, à sa viabilité et à sa position au sein du milieu culturel montréalais.

Cette année, et pour la sixième fois, nous avons offert le toujours très populaire *Atelier d'écriture de demande de subvention Vivacité*, séance pratique qui fournit aux artistes des conseils en matière de rédaction et de formulation de demandes et de présentations de matériel de soutien approprié.

Le MAI est de plus rentré dans sa quatrième année de partenariat avec le CAM (Conseil des arts de Montréal), partenariat qui offre des services supplémentaires aux danseurs sélectionnés par l'intermédiaire du programme de service d'accompagnement du MAI. Ces services comprennent 100 heures dans les studios du CAM, 60 heures avec un œil extérieur, et une contribution pouvant aller jusqu'à 5 000 $ pour les coûts de production. Le récipiendaire de la bonification du CAM de l'année 2017/2018 est l'artiste **Luca Lazylegz Patuelli.**

De plus, le MAI a intégré son partenariat de longue date avec PRIM dans ce programme et le RCQ (Regroupement du conte au Québec) en tant que troisième partenaire et a récemment ajouté Black Theatre Workshop (programme de mentorat et leur Industry showcase) en tant que quatrième partenaire de cet ensemble. Dans le cadre de son Plan d'action pour le programme d'accompagnement, le MAI a identifié d'autres organisations avec lesquelles les partenariats seraient importants - notamment la galerie articule, Festival ZH, OFFTA, et Playwrights » Workshop Montréal (PWM).

Il est également important de souligner l'accent particulier sur les artistes plus âgés de la diversité qui a débuté en 2014/2015 (*L'Autre Relève*) et qui a continué jusqu'au 2016/2017 a culminé en 2017 avec Éclectik (âgés et déjantés).

- **Appui/Résidences**

Nous avons continué à offrir des résidences de court et long terme à plusieurs artistes diffusés tout au long de la saison. Au cours de la saison 2017-2018, 7 artistes/compagnies présentés dans le cadre des arts de la scène se sont vus accorder des résidences dans le théâtre (environ 5 à 10 jours chacune) De plus, les artistes présentés dans le cadre du spectacle Éclectik 2017 ont également obtenu une résidence (court terme) pour créer leur pièce.

Il y a eu au total en résidence 54 artistes/compagnies (studios) à qui ont été attribués des blocs de 35 à 90 heures au total en 2017/2018 pour la recherche, la création et les répétitions culminant à un total de 1883 heures et une valeur estimée de 41 000 $. Les résidences en studios ont été sélectionnées sur une période continue tout au long de chaque saison, comme le sont les commandites offertes à des organismes qui souhaitent utiliser les espaces du café ou de la galerie gratuitement ou à un tarif réduit pour leur projet.

Nous avons également fourni deux résidences (**La Ruche**) de 2 semaines chaque à Playshed Theatre et à Eduardo Ruiz Vergaro qui ont utilisé le temps et l'espace comme laboratoire pour développer de nouvelles pièces.

En outre, les résidences ont été offertes tout au long de la saison dans les studios avec pour objectif spécifique d'aider les artistes dans leurs processus de création et de production, en particulier les artistes et les compagnies sans soutien financier important. Au cours de la période 2017-2018, 53 artistes ont reçu des résidences en studio pour un total de 1883 heures. Dix autres artistes, compagnies et organismes (festivals) ont été accueillis par le MAI et diffusés au MAI (en dehors de sa programmation régulière) et ont alors reçu un soutien technique, administratif et en production, ainsi qu'un accès au guichet du MAI. Ils ont également reçu 100 % de leurs recettes au guichet. Il s'agit du Festival Latin Arte, du Festival Accès Asie, du Festival Alterité, de Mohsen El Gharbi, de Jamila St. Joseph, de MoonCow Productions, du

Collectif Night Truc, de Sonia Bustos, de Kym Dominque Ferguson et du Black Theatre Workshop.

D) PARTENAIRES

- **LES ARRONDISSEMENTS**

2017/2018 a été une année importante pour le développement d'un partenariat avec Accès Culture dans le but précis de créer une « vie après la mort » des œuvres créées au MAI et d'assurer la visibilité des artistes engagés dans le MAI, en s'assurant avant tout que des diffuseurs assistent aux présentations des artistes de Montréal diffusées au MAI, en créant des liens avec les diffuseurs individuels, en reliant des artistes spécifiques à ces diffuseurs et en s'assurant une vie pour l'œuvre après la première. Une idée actuellement à l'étude est d'organiser chaque année un 5 à 7 au MAI réunissant des artistes engagés par le biais du MAI et les diffuseurs du réseau Accès Culture, partie réseautage/partie session d'information. Plus tard, il serait avantageux d'ajouter des diffuseurs des régions via Danse sur les routes et pour cette opportunité, le MAI examinerait la possibilité de faire une demande de subvention pour le programme du Conseil des arts du Canada : Innovation et développement du secteur/Appuyer la pratique artistique.

Une autre possibilité serait que le MAI sollicite les différents arrondissements qui ont un appel à projets, en particulier pour des pièces ou des projets qui sont destinés à des espaces publics. Le MAI a toujours rêvé de diffuser une version extérieure d'Éclectik dans un parc, dans une rue ou même dans une ruelle. Malgré le fait qu'Éclectik n'existe plus, il reste de la place pour la poursuite de cette idée, sous une forme ou une autre, mais dans le contexte d'une plateforme de visibilité pour les artistes encadrés ou diffusé par le MAI. L'appel de l'arrondissement Plateau Montréal (avec lequel deux membres de l'équipe du MAI sont déjà impliqués par l'implication de deux comités différents) a manifesté un intérêt particulier.

Dans le cadre du CAM en tournée, aucune tournée n'a été active durant la saison 2017-2018, mais quatre demandes ont été soumises en octobre 2017. Il s'agissait de Ricardo Lamour (musique/rap), Mafane (conte), Claudia Bernal (installation/performance) et Claudia Chan Tak (danse).

Sur les 4, seule Claudia Chan Tak a reçu une réponse négative. Le projet de Claudia Bernal a été reporté à l'année suivante, la candidature de Ricardo Lamour fut jugée irrecevable et mise en attente jusqu'à ce que le CAM révise ses critères pour inclure la chanson (par ex. le rap), alors que Mafane a obtenu une tournée à la fin de l'été 2018.

Cinq artistes ayant été diffusés au MAI pendant la saison 2017/2018 ou soutenus par le programme d'accompagnement soumettront leur candidature pour l'édition 2018/2019 de CAM en tournée. Il s'agit de Théâtre Everest, Ricardo Lamour (maintenant admissible), Sarah Elola (danse), Chittakone Baccam (musique) et Anna Jane McIntyre (installation).

- **Nos paires**

Nous avons continué de développer des partenariats avec divers organismes pour assurer une meilleure visibilité des activités diffusées au MAI, pour rejoindre un public plus large ou une clientèle communautaire spécifique et de *favoriser l'accès et la participation des citoyennes et des citoyens à la vie culturelle et de susciter le développement des communications*.

En ce qui concerne l'implication du MAI dans le réseautage et l'engagement communautaire (avec une optique de promotion du pluralisme culturel et en faveur des artistes racisés et des cultures autochtones), les partenaires pour la saison 2017-2018 furent les suivants :

PRIM **(Productions Réalisations Indépendantes de Montréal), RQC (Regroupement du conte au Québec), Black Theatre Workshop, Festival Latin Arte, Festival Accès Asie, Parcours Danse (DSR), Reseau Accès Culture, Danse Cité, Festival Alterité, Université Concordia (*L'université autrement : dans les cafés*), DAM, Université McGill (Social Equity and Diversity Department), Québec Drama Federation, COCo (Le centre des organismes communautaires), Fierté Montréal, Collectif XL, Festival TransAmérique, Danse Danse, Innovations en concert, Ex-Aequo, L'autre Montréal** et **100lux –** les partenariats sont essentiels pour favoriser l'accès et la participation des citoyennes et des citoyens à la vie culturelle et susciter le développement des communications étant donné que chaque partenariat rejoint une ou plusieurs communautés différentes. Ces partenariats ainsi que leurs incidences s'avèrent essentiels ; chacun d'entre eux étant étroitement lié à une ou plusieurs communautés.

E) BILAN PROMOTIONNEL ET D'ÉLARGISSEMENTS DU PUBLIC

Comme le MAI est un diffuseur pluridisciplinaire, pluriculturel, le public est déjà très mixte. À tout le moins, l'objectif du MAI est de maintenir cette diversification, et bien sûr de la diversifier davantage.

Au cours des 8 dernières années, le MAI a apporté un certain nombre de changements manifeste en ce qui concerne les stratégies de communication, de mise en marché et de développement, mais le changement le plus significatif apporté (et le plus récent) concernait le montant des fonds alloués au marketing (et en particulier à la visibilité) - la raison étant que toute campagne marketing devait être partagée entre 2 axes : un qui avait à cœur le mandat du MAI et l'autre la programmation.

Au cours des trois dernières années, le budget global des communications a presque doublé, passant de 72,230$ à 135,505$. C'est un objectif à long terme pour le MAI, sachant que la visibilité s'accompagne d'un prix… et d'un prix assez élevé. Après des années à se demander pourquoi le MAI était resté dans l'ombre pour tant de membres potentiels de l'auditoire, il est devenu clair que le budget des communications devait être augmenté, si l'on voulait avoir un impact. En conséquence, la portée et l'ampleur de ce que nous pouvions envisager sont devenues une réalité et non plus un objectif éphémère.

L'autre changement important a été la restructuration du poste de coordonnateur des communications en un poste de responsable de tous les aspects des stratégies de communication du MAI en matière de marketing, de publicité et de relations publiques. Quelqu'un qui devait être capable d'établir une marque d'entreprise et de maintenir l'image de la marque dans les secteurs privé et public, et surtout de créer des stratégies de communication. Au fil des ans, le poste de coordonnateur a été dépouillé de

nombreuses responsabilités, notamment celles qui touchaient les médias sociaux, parce que certaines tâches importantes n'étaient pas accomplies... L'ancienne coordinatrice (Christine Roy) s'est presque entièrement concentrée sur les relations publiques au détriment des autres aspects plus importants.

En fin de compte, le MAI a restructuré/renommé le poste en « chef des communications », gérant à la fois les structures d'accueil déjà en place, mais aussi tout en menant une vision et une reconnaissance des besoins spécifiques du MAI en termes de visibilité et de la manière de satisfaire ces besoins. Le MAI d'il y a 8 ans n'est certainement plus le MAI d'aujourd'hui, comme la manière dont les communications sont conduites aujourd'hui. Les deux ont considérablement évolué.

Sur l'aspect des communications, il est primordial que le MAI reste vigilant, observe et reste à niveau sur la reconnaissance des tendances qui affecteront la façon dont une organisation peut rendre publique et disséminer ses informations (dans diverses langues et à l'intérieur des diverses communautés culturelles). Le MAI a expérimenté de nombreux procédés au cours des 6 années passées. Les résultats font non seulement augmenter les taux d'audience, mais génère aussi d'intérêt des médias pour l'organisation, un intérêt qui reste activement engagé.

- **Public Plus 17/18**

En matière **d'élargissement du public et d'activités de relations publiques**, le MAI a poursuivi sa série d'activités ***Public +,*** offertes en tandem avec les performances et les expositions et dont l'objectif est de tisser des liens entre les artistes et les différents publics. Cette série comprenait des ateliers, des discussions en groupe, des visionnements, des lectures publiques, des conférences, des matinées familiales, des discussions post-présentation avec les artistes, des répétitions publiques et des séances de rétroaction liées au processus créatif des œuvres en cours.

Public +, une série d'activités offertes par le MAI parallèlement à ses expositions et spectacles, se veut une manière d'aborder l'inconcevable, d'éclairer notre compréhension et d'articuler nos opinions. Essentiellement, la série a été créée pour stimuler la réflexion et tisser des liens entre les artistes et le public au moyen d'échanges et de dialogues.

Public Plus a été une série entièrement investie par ce mandat. Dans le but de créer des liens entre les artistes et le public, le MAI a proposé cette dynamique série d'activités qui a mis de l'avant expositions et performances. On y retrouvait notamment des activités élaborées en collaboration avec des partenaires et dont l'objectif était de soutenir les projets des artistes accompagnés par le MAI ou les projets d'artistes indépendants qui cadraient avec la mission de l'organisme. Public Plus a tenté de creuser des idées, de s'interroger sur les enjeux soulevés par les événements d'actualité

qui se produisaient à l'échelle mondiale et par ceux qui émanaient directement de la société dans toute son universalité, de susciter discussions et débats, de sensibiliser le monde et de provoquer des changements sur le plan social. Au menu : discussions post-performance avec animateurs invités, ateliers, visites de studios et d'artistes, clinique de rédaction de demandes de subvention annuelle du MAI, tables rondes, conversations, sessions d'information et occasions de réseautage (un partenariat majeur pour 2017-2018 a été L'université autrement : dans les cafés - Université Concordia avec laquelle le MAI a collaboré à 5 occasions distinctes).

Public Plus a servi de lieu d'échange et de moyen d'examiner une liste infinie de préoccupations sociales, politiques et culturelles. Voilà une occasion de partager, d'interagir, de débattre et de discuter. Public Plus nous a permis, en cette quinzième année du XXI^{e} siècle, de saisir le sens de la vie, lequel nécessitait toujours un brin de réflexion.

La série ***Public Plus,*** qui a grossi exponentiellement et qui est devenue une partie importante de la programmation, ne peut plus simplement se définir comme une niche d'activités connexes à une exposition ou un spectacle. Elle a su créer un autre niveau de programmation complémentaire, qui a pris de plus en plus d'importance en ce qui concerne le développement du public. Il est passionnant de voir que cette série s'est développée autant, une réalité qui a aidé une fois de plus le MAI à se distinguer d'autres diffuseurs basés à Montréal.

En plus des activités régulières, visant à tisser des liens, l'édition 2017-2018 de **Public Plus** s'est penchée sur des thématiques précises et sur différents aspects qui s'y rapportaient. L'exploration s'est faite dans le cadre d'une gamme de forums dont l'objectif a été de lutter contre la marginalisation en plus d'offrir un espace aux « marginalisés ».

Ainsi, en plus des activités régulières diffusées dans le cadre de sa saison 2017-2018 comme les discussions d'après-spectacle, les ateliers et les visites guidées d'expositions, le MAI a présenté (non planifié) une importante conférence sur l'appropriation culturelle (avec son partenaire COCo (Le centre des organismes communautaires). Pour faire une très longue histoire courte - COCo a contacté le MAI au sujet d'une œuvre qui était diffusée dans le cadre d'une collecte de fonds de Dance Cité, soutenue par le MAI (SOUK) et qui devait être diffusée dans les bureaux de COCo (l'essence de la collecte de fonds étant de placer les pièces à diffuser à l'intérieur de l'édifice Stathearn). Le spectacle mettait en scène deux artistes blancs, le visage peint en blanc, avec des lèvres rouges, portant des perruques de style « Geisha », l'un portant une fausse robe traditionnelle de l'Asie orientale (« Yellow face »'). Un acteur a fait semblant d'être muet et l'autre artiste a « interprété » le scénario dans une langue inventée imitant le japonais. La pièce s'est terminée par la mise en scène d'un suicide hara-kiri après que la

femme muette ait été abandonnée par son amant. La pièce a été jugée offensante. L'une des critiques formulées à l'égard de cette performance était qu'elle utilisait une appropriation culturelle - l'appropriation culturelle implique des personnes appartenant à un groupe dominant qui exploitent des éléments culturels de groupes moins privilégiés, en déformant généralement leur signification et leur importance. Cependant, ce n'est là qu'un aspect des raisons pour lesquelles nous avons trouvé cette performance troublante. Elle a également joué un rôle dans un système plus large de violence raciale à l'égard des peuples d'Asie de l'Est, et plus particulièrement des femmes d'Asie de l'Est, qui ont été dénigrées et ridiculisées.

Après discussion entre le Mai et COCo, il a été décidé que COCo retirerait la diffusion de la performance de son espace de bureau, et le MAI a fait savoir à Danse Cité qu'elle ne permettrait pas que cette pièce soit diffusée dans un espace associé au MAI (café, galerie, théâtre, etc.). Le conseil d'administration du MAI a également réagi à la controverse générale en publiant un communiqué de presse sur le refus de soutenir toute pratique usant d'une appropriation culturelle sous toutes ses formes. Par la suite, il a également été décidé que le MAI organiserait une conférence sur le sujet lui-même - prenant la direction et comblant un vide qu'aucune autre organisation ne semblait disposée à combler.

À la mi-novembre, a donc été organisé, avec l'appui de COCo, un panel bilingue sur l'appropriation culturelle et autres formes de racisme systémique dans les arts et la culture. Le panel était « complet » des semaines à l'avance, et nous avons donc organisé une diffusion vidéo en direct de l'événement. Cette vidéo a maintenant été visionnée plus de 9 000 fois et contient de puissantes présentations du Dr Philip Howard (Ph.D., professeur adjoint, Éducation sociale, Université McGill), Guy Sioui Durand (Huron-Wendat - sociologue, critique d'art et conservateur), Marilou Craft (consultant en dramaturgie, auteur et travailleur culturel), Kama La Mackerel (conteuse, animatrice en arts communautaires et artiste multidisciplinaire) et Angie Cheng (artiste et chorégraphe). La discussion a été animée par Rhodnie Désir (chorégraphe, médiateur culturel et président du conseil d'administration du MAI), avec un mot d'ouverture de Parker Mah (COCo).

F) BILAN ADMINISTRATIF

- **Équipe**

Liste du personnel 2017-2018 au 31 juillet 2018
Michael Toppings, Directeur artistique et général
Philip Richard-Authier, Directeur technique
Claudia Parent, Coordonnatrice des productions
Pablo Rodriguez, Responsable du programme d'accompagnement
Sarah Munero, Coordonnatrice des activités
Christine Roy, Coordonnatrice des communications (fin du mandat)
Richard Houle, Assistant directeur technique
Bassirou Mjbodi, Comptable
Briauna James (Coordinatrice La Foire, contrat)

Quatre stagiaires se sont joints au MAI durant la saison 2017-2018 (en communications et production). L'un de ces stagiaires, Jean Grünewald, a aidé le MAI à lancer sa première collecte de fonds en financement participatif. Sa connaissance de la planification et de l'exécution fut essentielle.

En ce qui concerne l'équipe, deux changements méritent d'être soulignés. Grâce à l'augmentation du financement du Conseil des Arts du Canada, le MAI a pu créer un nouveau poste directement lié à l'accueil et au service à la clientèle. Ce poste (***Responsable de l'accueil, billetterie, et des studios***) a été créé dans le but d'éliminer l'obligation d'embaucher et de remplacer un préposé à la billetterie tous les six mois grâce à une subvention d'Emploi Québec, ce qui nécessitait une formation constante des nouveaux contrats aidés (soit dit en passant, le MAI a décidé de continuer à collaborer avec Emploi Québec en embauchant deux fois par année une personne pour l'aider au guichet ainsi qu'aux médias sociaux).

Pour la majeure partie de la saison, l'équipe du MAI est restée stable, mais, comme mentionné précédemment, 1 départ notable s'est produit vers la fin de saison : Christine Roy, coordinatrice des communications a quitté son poste après 7 ans au MAI. Il s'agissait d'un changement difficile, mais sain avec l'objectif d'avoir maintenant en place quelqu'un qui non seulement coordonnerait les communications, mais qui apporterait également une vision pour améliorer la visibilité du MAI et ainsi que le développement des auditoires.

Le MAI pourrait aisément utiliser deux à trois autres employés - développement public, communications (assistant) et administration. Ces besoins ont été pris en compte et le MAI tentera d'obtenir du financement supplémentaire pour au moins deux postes à temps partiel une fois qu'il aura présenté une nouvelle demande au Conseil des arts du Canada à l'automne 2019 (essentiellement, le MAI n'a aucun autre organisme de

financement vers qui se tourner pour ce type de besoin, avant de pouvoir se tourner sérieusement vers le financement privé, direction réellement ajustée comme un objectif clé et essentiel, et une fois que le statut de bienfaisance sera obtenu au palier fédéral). Les deux positions mentionnées ci-dessus sont critiques, le soutien à Pablo Rodriguez qui s'occupe actuellement de Complices, qui comprend la série Public +, dans laquelle se trouve la majeure partie des activités de médiation culturelle. En ce qui concerne l'administration, le MAI n'a actuellement aucun soutien administratif en place et le directeur assume toutes ces responsabilités, l'objectif étant d'avoir un jour au moins un codirecteur général en place, dont l'objectif ferait partie du plan de relève à venir.

En préparation de l'AGA du MAI et de la saison 2018/2019, plusieurs membres du conseil ont annoncé qu'ils quitteraient le conseil pour diverses raisons (sabbatique professionnelle, nouveaux projets, manque de temps, fin du mandat, etc.). Il s'agit notamment de.. : Lynne Cooper, Janet Lumb, Élisabeth Robichaud, Mike Payette et Eldicilei Ribeiro da Silva.

Il s'agit de pertes importantes, surtout dans le cas de Janet Lumb, qui était membre du conseil d'administration depuis 2003. Cependant, le conseil d'administration s'est engagé à recruter de nouveaux membres pour participer à l'AGA 2018. Il s'agit de Mabel Gonzalez, Michael Simkin, Manuel Mathieu et Himmat Shinhat. Au moment de l'AGA de 2018, deux autres membres restaient à identifier. Cet exercice se fera au cours du premier semestre 2019, avec la possibilité de lancer un appel aux 2 membres restants dont les profils correspondent le mieux au MAI et à ses besoins spécifiques en ce moment.

Gestion – Objectifs 2017/2018

Conseil d'administration et travail corporatif

- Commencer le travail sur un nouveau plan stratégique. À ce jour, un comité a été créé, comprenant Himmat Shinhat (secrétaire), Mabel Gonzalez (trésorier), Manuel Mathieu (administrateur) et le directeur général Michael Toppings. Jusqu'ici, MAI a parlé avec deux consultants potentiels, tous deux extrêmement occupés. Nous sommes déterminés à prendre notre temps non seulement pour choisir le bon consultant pour nous assister dans cet exercice, mais également pour réfléchir correctement aux objectifs futurs et à notre positionnement global au sein de la communauté artistique de Montréal, du Québec et du Canada. La date limite absolue est le 1er août 2019 (si cela prend aussi longtemps). Le MAI prendra le temps nécessaire pour trouver le partenaire idéal pour aider l'organisation à concevoir un plan d'analyse clairement articulé, applicable, et pertinent des années 2019 à au moins 2023.

- Le conseil d'administration a amorcé le processus d'élaboration d'une trousse d'outils à l'intention des futurs membres du CA comprenant une entente (qui décrira les règlements administratifs propres du CA, la durée du mandat, le nombre de réunions par année, absences consécutives, etc.). Cette trousse contient également un code d'éthique, une clause de confidentialité et un énoncé de valeurs qui représente le conseil dans son ensemble.

- Le plan de succession des 2 cadres de l'organisme - le directeur général et artistique, et le directeur technique : Les deux plans de relève demeurent à l'état d'ébauche, bien que celui concernant le directeur général et artistique soit beaucoup plus complexe et nécessitera beaucoup de réflexion. Les questions actuellement à l'étude sont de savoir si ces deux rôles distincts devraient être séparés, si le rôle de directeur artistique devrait être basé sur un nouveau modèle de *leadership*, par exemple (on entend beaucoup parler de la notion de *squatting* où la direction artistique est assurée à court terme en alternance tous les 2 ou 3 ans. Pour que cela se produise, il faut toutefois qu'une infrastructure extrêmement solide soit en place pour assurer stabilité et des transitions relativement harmonieuses d'un engagement à l'autre (ce qui souligne également l'importance de séparer le rôle de directeur général de celui artistique).

- Le plan concernant le directeur technique prévoit suffisamment de temps entre l'avis de départ et l'embauche d'un nouveau directeur pour assurer une transition en douceur. L'autre considération est d'avoir une échelle de salaire compétitive qui attirera des candidats avec de l'expérience (nous estimons cet élément quasi accompli ou très proche d'être finalisé).

- Le nouveau site Web a été dévoilé le 15 août dans le cadre du lancement de la programmation 2018/2019 du MAI. Le processus (avec la participation du Conseil) s'est déroulé sans trop de difficultés et, bien qu'il ait couté un peu plus cher que prévu, c'est exactement ce que nous avions escompté - une navigation cohérente, des catégories clairement divisées, une convivialité accrue et un contenu pertinent. Nous croyons qu'il s'agit de la combinaison parfaite de l'imagerie visuelle et du contenu basé sur l'information.

- La planification du 20e anniversaire du MAI comme un compte à rebours jusqu'à son 25e en 2024 - à ce jour, une activité est prévue pour mai 2019 pour coïncider avec la clôture de la série de spectacles *Prendre Place*.

- Le statut d'organisme de bienfaisance a été officiellement demandé et le MAI attend maintenant d'être informé de la décision (attendue début du printemps 2019). Cela aura et doit avoir un impact sur la manière dont le MAI aborde la question du financement privé.

- Contribuer à un réaménagement de la structure actuelle du personnel devant être mise en œuvre avant la fin de 2018 (y compris une refonte continue des niveaux actuels de salariat). Grâce à l'augmentation du financement du Conseil des Arts du Canada, le MAI a été en mesure d'augmenter les salaires de tous les employés et d'ajouter un nouveau poste (***Responsable de l'accueil, billetterie, et des studios***). Le MAI a également été en mesure d'identifier trois secteurs qui demeurent mal desservis- le développement public et la médiation culturelle, l'administration et les communications.

.

F) BILAN BUDGÉTAIRE

- **Revenus**

L'année a pu se qualifier de positive en termes de revenus, en particulier pour les revenus autonomes qui incluent les locations (café, théâtre, studios) et la billetterie, avec une augmentation globale de 25 %. Notre objectif était de continuer à augmenter les revenus autonomes, avec l'objectif de récolter un minimum de 150 000 $. Nous avons maintenant dépassé cet objectif (ayant atteint 178 176 $ pour la saison 2017/2018). Il est temps de se fixer un nouvel objectif.

- **Revenus des subventions**

- Subvention d'inter-arts du Conseil des Arts du Canada : 315 000 $
- Le protocole avec la Ville de Montréal : 200 000 $
- MCCQ/Ville de Montréal pour l'accompagnement et le mentorat : 135 000 $
- Maintien de la subvention annuelle du Patrimoine canadien – Présentation des arts Canada : 30 000 $;
- Subvention annuelle du Conseil des arts et des lettres du Québec – 61 269 $
- Continuation des partenariats avec Emploi Québec/poste d'assistant technique : 7 621 $

Subventions aux projets :

- Conseil des arts du Canada : 11 500 $
- Conseil des arts et des lettres du Québec : 16 887 $
- Conseil des arts de Montréal : 50 000 $

- **Revenus autonomes**
- Spectacles : 51 487 $
- Location des locaux : 68 611 $
- Exploitation du bar/café : 15 550 $
- Échanges de services (commandites) : 27 894 $
- Donations et autres revenus : 14 632 $

- **Dépenses**

Le MAI a terminé sa saison 2017-2018 avec un surplus de 46 588 $ dû en partie au fait qu'elle a reçu du financement du Conseil des Arts du Canada à mi-parcours de sa saison - avec une augmentation substantielle. En raison du calendrier, un certain nombre de projets prévus pour 2017-2018 ont été reportés à 2018-2019. Malgré l'injection de fonds dans les résidences de création, le soutien accru à la programmation auxiliaire, le nouveau site Web, l'achat d'équipement pour les productions théâtrales, etc. Cependant, le MAI avait décidé de travailler avec une nouvelle vérificatrice pour sa

saison 2017-2018 (HHL, S.E.N.C.), ce qui s'est finalement avéré positif puisque cette dernière a remarqué un certain nombre d'irrégularités qualifiées de négligence et de paresse de la part du dernier vérificateur, et qui ont finalement affecté les résultats généraux des états financiers (2018). Le surplus accumulé s'élève maintenant à 92 689 $ et environ la moitié de cette somme est réinvesti dans la programmation artistique du MAI de 2018-2019.

De solides résultats concrets et durables. Étapes qui demandent d'être mieux identifiées, conçues, développées et implantées pas à pas avec des buts critiques et réalistes ainsi que soigneusement déterminés.

G) ORIENTATIONS 2018 – 2019*/et l'avenir*

- **Mises, défies et enjeux**

La saison 2018-2019 marque le 20e anniversaire du MAI (avril 2019) : c'est une grande saison - comme 2016-2017, et contrairement à 2017-2018 (qui était beaucoup plus mince). 32 productions (incluant des expositions, des spectacles et un certain nombre de projets spéciaux) sont prévues. Elle a été conçue pour marquer le 20e anniversaire du MAI (la programmation comme outil de *marketing*) et parce que le MAI disposait d'un excédent de fonds grâce au financement du Conseil des Arts du Canada, reçu à la mi-saison précédente. On y retrouve un beau mélange d'artistes provenant de Montréal, Toronto, Vancouver, Los Angeles, New York, Philadelphie, Londres, Paris, Mexico et Vienne.

La programmation est et continuera d'être déterminée par le biais de différents processus : les artistes et les compagnies sélectionnés dans le cadre de l'appel de projets annuel du MAI, les artistes et les compagnies avec qui le MAI a entamé un dialogue au fil du temps, les artistes dont les recherches et la création sont soutenues par le MAI (comme ceux qui ont participé au programme d'accompagnement), les artistes ou les compagnies en tournée programmés en partenariat avec d'autres diffuseurs de la province ou du pays et finalement les artistes et les compagnies invités par la direction. Il importe de noter que le MAI dispose de peu de fonds alloués à la prospection. Des efforts sont certes déployés pour s'informer au sujet de ce qui se fait à l'extérieur de Montréal, mais la réalité fait en sorte que la recherche et la prospection représentent en grande partie une expérience par procuration. Néanmoins, la recherche d'artistes potentiels est devenue une partie essentielle du processus de programmation, à l'instar des consultations menées avec d'autres présentateurs des quatre coins du monde et dont les mandats s'apparentent au nôtre. Une fois la programmation en place, on tente de trouver un fil conducteur (thématique, sujet) pour préparer notre série Public + (qui est maintenant, en raison d'un changement d'image de marque, l'une des six composantes des programmes d'engagement artistique et public du MAI qui s'inscrivent dans la catégorie des *Complices*).

Le thème de la saison 2018/2019 s'articule autour de la citation *Jusqu'où s'étend ton amour* ? qui se veut un défi pour le public et la communauté artistique de suivre tout engagement envers les pratiques inclusives en assistant aux spectacles d'artistes racisé-es et autochtones... en disant : *il faut que les actions doivent suivre les paroles*. Un impératif déguisé dans une chanson des Bee Gees.

PROGRAMMATION 2018/2019

- **ARTS VISUELS**

Khadija Baker (Montréal)
Birds Crossing Borders
13 septembre – 13 octobre

Naghmeh Sharifi (Montréal)
To Live As An Organ Within Oneself
17 novembre – 15 décembre

Zoe Chan/Commissaire (Vancouver)
Artistes/Tonia Di Risio + Kirsten Leenaars + Caroline Monnet + Alana Riley + Karen Tam
Le je et le nous
31 janvier – 2 mars
(en partenariat avec Vidéographe)

Marigold Santos (Montréal)
MALAGINTO
23 mars – 20 avril

Hea Kim (Montréal)
Vomiting Flowers
30 mai – 29 juin

_____

- **ARTS DE LA SCÈNE**

DANSE (7 spectacles)

Zab Maboungou, Compagnie Nyata Nyata (Montréal)
Affaires Internes/Wamunzo
23 – 24 novembre
D.B. Clarke
17 au 21 septembre
En association avec Université Concordia

Arash and Aryo Khakpour/The Biting School (Vancouver)
Cain & Abel
7 – 8 décembre

Alexandra Spicey Landé (Montréal)
In-Ward
16 – 20 janvier
Résidence I : 27 au 31 août
Résidence II : 7 – 11 janvier

Luca Patuelli & Roya the Destroyer (Montréal/Melbourne)
RoyaLazyness
8 – 10 février
Résidence : 28 janvier – 1er février
Conférence - *Et si on réimaginait le monde*

Naishi Wang (Toronto)
Taking Breath
15, 16 février

Angie Cheng, Winnie Ho et Chi Long (Montréal)
Seeds cast afar from our roots
2 – 4 mai
Résidence : 22 – 26 avril

Hanako Hoshimi-Caines, Elisa Harkins & Zoe Poluch (Montréal, Vienne)
Radio III
6 – 8 juin
Résidence : 27 – 31 mai

_____

THÉÂTRE (4 spectacles)

Teesri Duniya Theatre (Montréal)
Birthmark
31 octobre – 18 novembre

Sophie Gee (Montréal)
Lévriers
29 novembre - 2 décembre
Résidence : 19 – 23 novembre

Ulfet Sevdi (Montréal)
Numbers increase as we count
27, 28 février & 1, 2 mars
Résidence : 18 – 22 février

Scapegoat Theatre (Montréal)
Yev
14 – 24 mars
Résidence : 4 -8 mars

MUSIQUE (2 spectacles)

Mich Cota (Montréal)
Wàsakozi
24, 25, 26 janvier

Madame Ghandi (Los Angeles)
The Future Is Female
29, 30 mars

SPOKEN WORD (2 spectacles)

Donna-Michelle St. Bernard/(Toronto)
The Sound of The Beast
1 – 14 octobre
En association avec **Black Theatre Workshop**

Mitchelous Touchie (Vancouver) et invitées
The Mixolos Mitchtape Live at Mai
5 avril

INTERDISCIPLINAIRE (11 spectacles)

Blackartempowerment (un concept de Rhodnie Désir)
12 au 27 avril

Jaamil Olawale Kosoko (New York)
Séancers

Malik Naashad Sharpe (London)
$elfie$

Kapwani Kiwanga (Paris)
AFROGALACTICA: A brief history of the future

Jumatatu Poe (New York)
Terrestrial

Selina Thompson
Race Cards

Prendre Place/Taking place Performance Series
15-18 mai

Tania El Khoury
As Far As My Fingertips Take me

Santiago Tamayo Soler
Exilium

Yunuen Rhi
Neuter ality

Noemi Lakmaier
Undress/Re-Dress

Keijaun Thomas
My Last American Dollar: Round 1. Tricking and Flipping Coins: Making Dollars Hit, Round 2. Black Angels in the Infield: Dripping Faggot Sweat, Round 3. Whatchu Gonna Do: Marvelous like Marva

Carlos Maria Romera
Muy Serio

Bryan Campbell
MARVELOUS

CRÉATIONS EN RÉSIDENCE/rémunéré - La Ruche (4 productions)

Ulfet Sevdi (Montréal)
Théâtre
Numbers increase as we count

Angie Cheng, Winnie Ho et Chi Long (Montréal)
Interdisciplinaire
Seeds cast afar from our roots

Hanako Hoshimi-Caines, Elisa Harkins & Zoe Poluch (Montréal, Vienne, Miami)
Danse
Radio III

Jumatatu Poe (New York)
Interdisciplinaire
Terrestrial

Parmi les artistes programmés, trois d'entre eux bénéficient actuellement du programme d'accompagnement du MAI : Mich Cota, Luca 'Lazylegz' Patuelli et Hanako Hoshimi-Caines tandis que quatre artistes ont déjà bénéficié d'un soutien antérieur via le même programme (Khadija Baker, Sophie Gee, Alexandra Spicey Landé et Naghmeh Sharifi).

Dix des artistes et compagnies présentés en 2018-2019 seront accueillis en résidence au MAI avant leur première. Il s'agit de *Zab Maboungou/Compagnie Nyata Nyata, Sophie Gee, Alexandra « Spicey » Landé, Mich Cota, Luca « Lazylegz » Patuelli et Roya the Destroya), Ülfet Sevdi, Scapegoat Theatre, jumatatu m. poe* (international co-production)*, Angie Cheng, Winnie Ho* et *Chi Long et Hanako Hoshimi-Caines, Zoë Poluch* et *Elisa Harkins.*

Une résidence donne généralement un accès sans frais à un espace, à une équipe technique et à de l'équipement, et ce, 35 heures par semaine pour un maximum de 2 semaines.

Le MAI accueillera en outre quatre projets à l'occasion d'un projet intitulé La Ruche – sorte de résidence/laboratoire à long terme inaugurée en 2014 et conçue pour développer des projets de recherche novateurs visant à tester les limites et découvrir des façons créatives de partager des connaissances avec différents publics et collaborateurs. Il est important de noter que ces résidences sont maintenant rémunérées - (9 000 $ pour chaque production), ce qui positionne finalement le MAI comme coproducteur. En 2017/2018, nous avons invité les artistes *Ülfet Sevdi, Scapegoat Theatre, jumatatu m. poe (coproduction internationale), Angie Cheng, Winnie Ho, Chi Long et Hanako Hoshimi-Caines, Zoë Poluch, Elisa Harkins.*

_____

ENGAGEMENT PUBLIC ET ARTISTIQUE/COMPLICES

Enfin, sur le plan des efforts de développement des publics et en plus de présenter des discussions post-performance pour chaque œuvre à l'affiche et d'animer des visites guidées des expositions, et des ateliers, le MAI ira de l'avant avec trois projets importants :

- ***La Foire*** - La saison 2018/2019 s'amorcera avec un projet pilote : essentiellement un marché ou une vitrine semblable à celui de Cinars ou de Rideau, destiné aux artistes sous-représentés et conçu dans une optique d'inclusion. Cette initiative a reçu le soutien financier du Bureau de l'équité (par l'intermédiaire du programme Cultivate). L'idée est de créer un marché faisant la promotion des productions de danse, de théâtre, de musique et d'arts multidisciplinaires et des œuvres visuelles d'artistes aux pratiques interculturelles et mettant en vedette les artistes autochtones, les artistes canadiens d'origine africaine, asiatique, moyen-orientale, latino-américaine ou issus d'un patrimoine racial mixte et les artistes sourds ou handicapés. Ce rassemblement tiendra lieu de vitrine sur les arts de la diversité et de lieu de rencontre unique pour les artistes, les présentateurs, les producteurs, les agents pour ne nommer que ceux-là. Le calendrier provisoire des évènements comprendrait des présentations dans une variété de disciplines : danse, théâtre, arts visuels et multidisciplinaires et musique. *La Foire* serait un environnement propice aux négociations entre producteurs et présentateurs et aux discussions et échanges entre artistes, le tout sur fond d'ateliers, de conférences, de séances de présentation de projets, de performances et d'expositions. L'objectif est de promouvoir les compagnies et artistes* montréalais issus de la diversité raciale et culturelle et – point le plus important – de fournir aux artistes de disciplines variées toute l'information nécessaire en matière de *marketing* : autopromotion, développement de tournée, etc. Pour ce projet, le MAI souhaiterait entre autres collaborer avec le Réseau Accès Culture, Danse sur les routes du Québec, DAM, pour ne nommer que trois des partenaires potentiels.

- **Et si on réinventait le monde ? Un forum sur les pratiques des artistes sourds et handicapés** (du 4 au 10 février, présenter en lien avec *Creatures* de Luca Lazylegz Patuelli et Roya the Destroya)) se veut une étude des approches les plus radicales en matière de représentation du handicap mises de l'avant par les artistes contemporains. Par l'entremise de spectacles, d'ateliers et de discussions, participants et spectateurs amorceront des dialogues créatifs tout en laissant place aux enjeux relatifs aux pratiques artistiques des personnes sourdes, en situation d'handicap ou aux prises avec des problèmes de santé mentale. *Qui étaient précisément les gens imaginés par John Lennon lors de l'écriture des paroles de « 'imagine all the people »' en 1971, au plus creux de la guerre du Vietnam. Son message de paix était certes louable, mais en ce 21e siècle, des généralisations aussi*

larges, telles que « les gens », ne peuvent plus passer sans un examen approfondi et un questionnement. Qui exactement est imaginé, qui est inclus, qui a accès et qui prend les décisions ?

Artistes, chorégraphes, auteurs et militants Audrey-Anne Bouchard, France Geoffroy, Véro Leduc et Luca Lazylegz Patuelli partagent leurs expériences vécues. Modératrice : Salima Punjani.

- Mis sur pied par Rhodnie Désir, ***BlackArtenPowerement* : *: I see, I speak, I move*** est un événement qui met en relief les enjeux relatifs à l'engagement social, les mouvements de résistance et de défense des droits civils et les réalités auxquelles se trouvent confrontées les communautés noires de Montréal. Pendant trois jours, les artistes, chercheurs, universitaires, commissaires et coordonnateurs s'entretiendront sur de nombreux sujets comme la *contemporanéité,* les *barrières systémiques,* le racisme, la décolonisation, etc. dans une optique de coercition et d'élévation des dialogues. Au menu : performances, discussions, ateliers et laboratoires.

Il y aura aussi un atelier tout au long de la saison avec l'artiste Kay Noele qui proposera des ateliers de création de cartes sur textile qui s'inspireront de quatre des cinq expositions en arts visuels présentées au MAI.

Finalement, la saison 2018/2019 marquera aussi la seconde édition de *Prendre Place*, une série performative mise au point comme moyen de faire le pont entre la programmation du MAI au chapitre des arts visuels et de la scène et ses espaces subséquents. À l'heure actuelle, les artistes que nous prévoyons présenter à l'occasion de cette deuxième édition sont Carlos Maria Romero, Yunuen Rhi, Kejaun Thomas, Bryan Campbell, Noemi Lakmaier, Santiago Tamayo Soler, et Tania El Khoury.

La programmation pour 2019/2020 est en cours de finalisation. Comme 2017-2018 elle sera plus dépouillée, ce qui semble être le modèle qui a émergé au cours des trois dernières années - une saison substantielle et expansive suivie d'une saison qui est plus épurée et concise, avant un nouveau cycle plus riche la première année.
Au final, la programmation prévue pour le prochain cycle de trois ans et jusqu'à la 25e anniversaire en 2024 s'arrime directement avec le mandat du MAI : elle définit ce dernier et lui permet de se démarquer des autres – une organisation interculturelle, pluriculturelle, pluridisciplinaire, axée sur l'équité, l'inclusion, la communauté, la diversité de pensée et les modernités alternatives.

_____

H) CONCLUSION

La constance joue un facteur principal dans la capacité du MAI à entreprendre les activités qu'il a proposées. Sa santé financière est bonne et son organisation bien gérée. Le personnel est resté stable au cours des dernières années comme son Conseil d'administration. Le niveau des frais administratifs est gardé bas. La plus grande partie du financement est consacrée au paiement des coûts artistiques adaptés pour de la présentation, les communications et aux programmes de mentorat. Le MAI possède une connaissance propre de ses forces et faiblesses organisationnelles et c'est elle qui le propulse vers le renouvellement et la croissance. En gros, nous sommes satisfaits des réalisations de cette saison avec l'objectif de toujours faire mieux les années suivantes.

Avec un historique de 20 ans, le MAI reste distinct, avec son mandat novateur. Il a réussi à obtenir une solide réputation comme diffuseur, comme mentor et comme espace de dialogue et d'échange au sujet de la diversité culturelle. Il continue à développer cette réputation sur un niveau local, régional, national et international.

La détermination, la résilience, la passion pour le mandat et la mission, ainsi que la croyance en une trajectoire assignée ou un chemin critique, peuvent obliger de parcourir un très long chemin, mais cela finit par produire des résultats sains et durables.

Nous, au MAI, sommes très conscients du fait que nulle part ailleurs au Canada une organisation comme la nôtre n'existe. Ce qui vient avec cette conscience est une grande responsabilité, mais aussi beaucoup de fierté. Le MAI a passé trop de temps au fil des ans à faire ses preuves, surtout ici à Montréal et au Québec. Aujourd'hui, le temps et l'énergie sont mieux dépensés pour les artistes eux-mêmes et pour créer des liens précieux et indélébiles avec la communauté envers laquelle le MAI s'est engagé.

Michael Toppings
Directeur général / artistique
janvier 2019

le Carrousel
COMPAGNIE DE THÉÂTRE

Article 7.19

Rapport d'activités 2017-2018

Le Carrousel, compagnie de théâtre

44e saison

Historique

L'approche singulière du Carrousel s'est principalement manifestée par la richesse et la rigueur de l'écriture de Suzanne Lebeau et par la facture résolument contemporaine des mises en scène de Gervais Gaudreault. Soutenus par un travail de recherche qui repousse les limites et les frontières, les cofondateurs ont déployé assidûment leur passion à la mise en place d'un répertoire d'œuvres originales considérées, au Québec et de par le monde, comme des repères majeurs dans l'histoire du théâtre jeune public.

Cette vision de l'enfance et de l'art est défendue par la metteure en scène Marie-Eve Huot qui, depuis septembre 2016, exerce la fonction de codirectrice artistique aux côtés Gervais Gaudreault, après avoir été accueillie en résidence avec sa compagnie le Théâtre Ébouriffé en 2009. De son côté, et après plus de quarante ans de travail en direction des jeunes publics, Suzanne Lebeau entreprenait en 2013 une recherche doctorale à l'UQÀM et préparait progressivement son retrait de la compagnie. Si elle conserve son statut de membre fondateur et siège au conseil d'administration, elle agit dorénavant à titre d'artiste associée au Carrousel. Cette transmission à la direction artistique est une fenêtre ouverte sur l'avenir tout en étant garante d'une tradition à enrichir dans une perspective de continuité et d'évolution.

En janvier 2015, le CALQ profitait des célébrations entourant les 40 ans du Carrousel pour remettre à Suzanne Lebeau une Bourse de carrière soulignant son apport exceptionnel à son art. Au printemps 2016, elle recevait le Prix du Gouverneur général pour les arts du spectacle : Prix de la réalisation artistique — catégorie Théâtre. Traduites en 26 langues, ses pièces sont publiées et jouées à travers le monde.

Gervais Gaudreault, par son approche métaphorique de l'espace scénique et son travail d'évocation sensible, a façonné la signature du Carrousel. Dans cette lignée, le travail de mise en scène de Marie-Eve Huot a été salué en 2013, alors qu'elle recevait le Prix LOJIQ/RIDEAU Francophonie pour la qualité, la pertinence et la justesse de son travail. Se détournant de la nostalgie souvent associée au monde de l'enfance, elle cherche à développer des langages scéniques contemporains en écho à la parole de l'auteur.

Le Carrousel bénéficie d'une équipe permanente stable, composée de cinq personnes à temps plein, une personne à temps partiel et deux directeurs artistiques. S'y ajoutent chaque année une quarantaine de collaborateurs. Notre équipe défend non seulement les projets de la compagnie, mais aussi ceux du Cube, centre international de recherche et de création en théâtre pour l'enfance et la jeunesse.

Le Cube, une utopie imaginée conjointement par Le Clou et Le Carrousel, s'est donné la mission de « Favoriser l'évolution, l'enrichissement et le développement de la création et de la pratique théâtrale destinée à l'enfance et à la jeunesse aux niveaux local, national et international, en plus d'assurer aux artistes les conditions favorables à la pratique de leur art ». D'ici l'ouverture du lieu, actuellement prévue au cours de l'année 2020-2021, le Carrousel consacre une part importante de ses énergies dans la maîtrise d'œuvre du projet d'immobilisation tout en contribuant avec Le Clou au développement du Cube comme organisme au service du milieu jeune public. Depuis 2015, le Cube en préfiguration offre des résidences de recherche et de création, des activités de formation et de perfectionnement en partenariat avec différentes structures oeuvrant en théâtre pour l'enfance et la jeunesse sur la scène nationale et internationale.

D'hier à aujourd'hui, Le Carrousel s'est toujours impliqué dans son milieu et a été partie prenante de nombreux projets pour l'avancement de cette pratique, en cofondant en 1984 la Maison Théâtre, en participant à la fondation du CQT en 1983, à celle de TUEJ en 1986 et, depuis 2008, en s'investissant dans le développement d'un Centre international de recherche et de création en théâtre pour l'enfance et la jeunesse.

Les activités de la saison 2017-2018

1. Trois spectacles en diffusion à travers le monde

Trois spectacles du répertoire ont circulé dans sept pays (Canada, France, Espagne, Royaume-Uni, Brésil, Japon, Argentine) pour un total de 77 représentations, de septembre 2017 à août 2018.

Trois petites sœurs – Création 2016

Trois petites sœurs est une création de la compagnie de théâtre Le Carrousel, accueillie en résidence au Théâtre de la Ville (Longueuil) et à la Maison Théâtre (Montréal). Trois petites sœurs a reçu l'Aide à la création du Centre national du Théâtre (France). Créé en novembre 2016 à la Maison Théâtre (Montréal), il a ensuite été présenté en première française au festival La Tête dans les nuages au Théâtre d'Angoulême, Scène nationale (France) en mars 2017.

Alice, la cadette d'une famille de trois enfants, n'ira pas à l'école le jour de la rentrée, elle qui en rêvait depuis que l'aînée avait eu son premier sac d'école. Deux ans après l'annonce d'une maladie, elle s'éteindra paisiblement, entourée par l'amour de ses parents et de ses deux sœurs, mais ne sera jamais oubliée.

L'œuvre dramatique de Suzanne Lebeau

Reconnue internationalement comme l'une des chefs de file de la dramaturgie pour jeunes publics, l'auteure nous offre ici un texte poignant, d'une troublante vérité et toujours empli d'une sérénité tendre redonnant espoir en la vie qui continue. L'auteure a partagé son texte à des groupes d'enfants qui l'ont reçu avec une ouverture et une lucidité ressemblant à ce qu'expriment les sœurs d'Alice dans la pièce. Les enfants ont été sensibles au fait que cette histoire leur parlait surtout de la vie et d'une famille où ils pouvaient se reconnaître.

Pour Suzanne Lebeau, la mort d'un enfant est un territoire intemporel qui rejoint les deux publics, adultes et enfants, avec la même intensité. La mort inévitable, universelle, irréversible nous touche tous, mais la mort d'un enfant semble inacceptable et, pour les parents, insupportable, difficile à vivre, à accepter. Or, l'enfant peut partir simplement, sereinement, dès qu'il a la certitude qu'il ne fait pas de peine à ses parents. Avec Trois petites sœurs, Suzanne Lebeau propose d'accepter la mort sans jamais oublier la disparue : « Il faut du temps, beaucoup de temps pour trouver les bons mots et les bons silences ».

La mise en scène de Gervais Gaudreault

La voix est au centre du projet de mise en scène : chant-récit ou récit-chant porté par ces corps qui parlent, corps sonores qui racontent l'histoire d'Alice. Une famille sur le plateau, des corps qui vont, qui viennent dans un espace vide, chorégraphie des corps avec ces solos, ces duos, ces trios. Cinq voix parfois à l'unisson, chorégraphie des divers plans sonores.

Alice surgit, présence parfois silencieuse, sa manière d'habiter l'espace indique une autre temporalité. Habiter l'espace par le son, faire entendre ces voix, faire entendre la narration née dans l'instant, union indissoluble du son et de la pensée qui interroge les territoires de l'intime. Une voix du dedans pour faire entendre, faire résonner l'indicible.

Comment marquer la présence, comment signifier l'absence : imaginons en ouverture la grande soeur et la petite faisant tourner une corde à danser, Alice au centre, saute, saute et interrompt brusquement le mouvement de la corde, le fil du temps, pour nous raconter. Imaginons à la toute fin, le père et la mère faisant tourner, tourner cette même corde dans un appel à la résilience, imaginons les soeurs d'Alice s'y engageant dans un appel à la vie qui continue.

Il n'y a pas d'espace ici pour le pathos, l'apitoiement, nous recherchons la lumière pour cette famille, ce choeur, tour à tour divisé ou réuni, à la recherche d'une paix sereine, d'un apaisement.

Gretel et Hansel – Création 2013

L'arrivée de Hansel dans la vie de Gretel en a bouleversé l'équilibre. Ce petit frère dérange tout. Lorsque leurs parents les abandonnent en forêt et qu'ils finissent chez la sorcière, la tentation est forte de le pousser dans le four avec leur geôlière et de s'en débarrasser à tout jamais…

Le texte plonge ses racines dans la tradition du conte la plus pure, celle que les enfants adorent et dont ils ont besoin : les enfants perdus, placés dans un contexte hostile et qui font preuve de courage et d'imagination, des enfants livrés aux forces du mal (la sorcière ayant tous les avantages : l'âge, l'expérience, les pouvoirs de sa fonction…). Ces archétypes font des contes des trésors d'une sagesse vitale, aussi précieux aujourd'hui qu'il y a des siècles. Ils permettent d'intérioriser les pulsions du bien et du mal qui nous bouleversent tant parce qu'elles échappent à notre contrôle.

Gretel et Hansel, le titre même le dit, est une relecture. Gretel est la plus vieille, la grande sœur à qui on demande de comprendre et d'être raisonnable. La naissance du «petit frère» porte déjà en germe le choix existentiel devant lequel Gretel va se trouver… au moment de choisir si elle délivre ou non Hansel… Cette 24e création du Carrousel est conte et modernité, parle aux enfants de ce qu'ils vivent de manière aussi intense que secrète, parle aux adultes qui réactualisent tous les jours les relations à leurs frères et sœurs.

Dès sa création à Montréal, le spectacle fut salué par la critique et le milieu. Depuis, que ce soit au Québec ou en Europe, l'accueil qu'a réservé le grand public comme les professionnels fut toujours chaleureux. La direction d'acteur, la rigueur et le minimalisme de la proposition scénique furent souvent soulignés : les deux protagonistes, à la fois personnages et conteurs, portent sur eux tous les éléments du récit, manipulant des éléments du décor choisis pour leur pouvoir d'évocation et leur force métaphorique.

Les programmateurs ont exprimé leur enthousiasme tant par ce nouveau texte de Suzanne Lebeau qui parle aux enfants de leurs désirs les plus intenses et les plus secrets que par la forme trouvée par Gervais Gaudreault et ses concepteurs pour le mettre en espace. En juillet 2018, Gervais Gaudreault était appelé à recréer le spectacle avec une équipe de comédiens japonais à l'instigation du KAAT Theatre, situé à Yocohama, désireux de faire connaître cette œuvre à ses publics et d'en orchestrer la diffusion un peu partout sur le territoire.

Des pieds et des mains – Création 2016

Des pieds et des mains dénonce la faillite de la poésie au profit du commerce. Le texte pose un regard ludique sur les différences physiques, en lien avec les iniquités et les déséquilibres sociaux. La pièce ouvre une brèche, offre une possibilité d'étonnement et d'émotion, propose aux enfants une réflexion sur la complexité de la vie, sur sa diversité, plonge l'enfant dans l'imaginaire, et stimule l'attention par sa douce folie tout en ouvrant subtilement une zone de réflexion, rejoignant l'intime et le social.

C'est la poésie pure, l'élan du cœur, le don de soi que Marie-Eve Huot a d'abord voulu raconter… en réaction au divertissement, au commerce et à la rentabilité. Puis les questions ont fusé de toutes parts. Comment mettre en scène cette histoire sans queue ni tête ? Comment raconter le destin fabuleux de cet Homme sans bras, de cette Sourde oreille, de Cet Autre, qui se croit normal et à qui tout serait dû ? Se détournant de la nostalgie souvent associée à l'enfance, la metteure en scène s'est mise en danger pour mieux réinventer son vocabulaire scénique et raconter cette fable étrange… qui nous raconte, nous, êtres humains si complexes et combien contradictoires.

Les enfants qui assistent au spectacle parcourent en amont de la représentation une exposition de photographies réalisée par Nicolas Lévesque qui met en lumière les thèmes de Des pieds et des mains. Avec cette incursion dans l'univers de la photographie, la metteure en scène Marie-Eve Huot souhaite mettre les enfants en contact

avec des esthétiques et des langages artistiques différents, leur permettant ainsi de découvrir comment une même thématique peut engendrer d'autres objets artistiques et les faire dialoguer entre eux.

2. Bilan de la diffusion pour la Saison 2017-2018

44e SAISON - RÉEL 2017-2018	
Trois petites sœurs Québec France	TOURNÉE 7 11
Gretel et Hansel UK Espagne Brésil Japon Argentine	TOURNÉE 4 4 5 12 4
Des pieds et des mains Maison Théâtre Québec	TOURNÉE 17 13
TOTAL DE REPRÉSENTATIONS	77

3. Les activités des codirecteurs artistiques et de l'artiste associée

Les cofondateurs du Carrousel, Suzanne Lebeau et Gervais Gaudreault, sont régulièrement invités à partager leur expertise sous la forme de conférences, d'ateliers ou de classes de maître. C'est à titre de codirectrice du Carrousel et de metteure en scène que Marie-Ève Huot est de plus en plus sollicitée pour prendre la parole et représenter la compagnie dans différentes contextes professionnels.

La saison 2017-2018 a donné lieu à plus d'une quinzaine d'interventions, principalement au Québec et en France, mais également au Brésil, au Mexique, en Argentine et en Espagne, en Corée, au Japon et en Nouvelle-Calédonie.

Mois/année	Nom de l'événement	Type d'activité	Artiste clé	Autres collaborateurs clés	Public cible	Détails/Commentaires
01/10/2017	Festival Paidéia	Table ronde	Suzanne Lebeau	Aglaia Pusch et Amauri Falseti, directeurs du festival Paidéia	Professionnels des arts	En compagnie de Gabriel Limaverde, philosophe et spécialiste de l'éducation, et de Gabriela Romeu, journaliste spécialiste de l'enfance, sur le thème du rôle du théâtre pour les enfants.
07/10/2017	Festival Internacional Intercâmbio de Linguagens, Rio de Janeiro	Lecture	Suzanne Lebeau et Gervais Gaudreault	Karen Acioly, directrice artistique du FIL	Artistes brésiliens	Lecture de la traduction en portugais du texte Trois petites sœurs.
23/10/2017	Conseil québécois du Théâtre	Représentation	Marie-Eve Huot	Brigitte Haentjens et David Lavoie, coprésidents du CQT.	Milieu artistique québécois	Membre élue au CA du Conseil québécois du théâtre. (CQT)
22/11/2017	Remise du prix du gestionnaire culturel HEC Montréal	Conférence	Marie-Eve Huot	Louise Allaire, lauréate du prix	Professionnels québécois	« Les meilleures façons de mettre en relation les arts et les jeunes publics ».
janv.-18	BIS de Nantes, France 2017	Table-ronde	Marie-Eve Huot		Professionnels français	Communication sur le thème de la mobilité internationale des jeunes professionnels du spectacle.

févr.-18	Festival À pas contés de Dijon	Table ronde	Suzanne Lebeau	Sandrine Cambon, co-programmatrice de l'ABC de Dijon (France)	Professionnels internationaux	« La question du drame et du tragique dans le théâtre jeune public », en compagnie de la psychopédagogue Françoise Ballay et du metteur en scène Christian Duchange
21/02/2018	Festival Soy, Buenos Aires, Argentine	Conférence	Suzanne Lebeau	Juan Garff, agent de programmation pour le festival Soy	Professionnels	« L'auteur qui écrit pour enfants peut-il échapper à la double autorité de l'auteur devant le public et de l'adulte devant l'enfant?»
21/02/2018	Rosario, Argentine	Conférence et Atelier	Suzanne Lebeau et Gervais Gaudreault	Beatriz Ventura, agente des affaires publiques pour l'Ambassade du Canada en Argentine	Professionnels	Suzanne Lebeau a donné une conférence sur l'écriture théâtrale pour les jeunes publics et Gervais Gaudreault, un atelier sur la voix dans la composition d'un personnage enfant.
09/04/2018	l'Instituto Nacional de Bellas Artes, Mexico - Mexique	Formation	Suzanne Lebeau		Étudiants	Communication, dans le cadre des premières classes du diplôme, sur l'écriture dramatique en direction des jeunes publics.
avr.-18	Cube, Montréal	Classe de maître	Gervais Gaudreault		Acteurs québécois	« Jouer l'enfance ou faire l'enfant? Une question de point de vue ». 12 acteurs professionnels ont participé à cette classe de maître d'une vingtaine d'heures sur le jeu théâtral en direction des jeunes publics.
09/05/2018	Rencontre professionnelle au Festival Petits Bonheurs	Table ronde	Suzanne Lebeau	Marie-Eve Huot	Professionnels	« L'exigence artistique dans la création pour les tout-petits ». Chaque panéliste disposait de 25 minutes pour développer sa pensée.
18-20/07/2018	Journées JALEO, Valence, Espagne	Formation	Suzanne Lebeau		Professionnels internationaux	Suzanne Lebeau était l'une des conférencières internationales invitées

						aux IV Jornadas de animación a la lectura, escritura y observación (JALEO'2018).
juil.-18	Korea International Summer Festival	Conférence	Suzanne Lebeau	Sookhee Kim, présidente ASSITEJ Corée	Professionnels internationaux	« Écrire pour enfants : une conquête de la liberté », dans le cadre de la 26e édition de l'International Summer Festival, sous l'égide de ASSITEJ Corée du Sud.
18-août	Kanagawa Art Center, Yokohama, Japon	Conférence	Suzanne Lebeau	Hiromi, Ishii	Professionnels internationaux	Le KAAT a invité l'auteure à rencontrer artistes et publics lors d'un échange sur l'évolution de son écriture et les particularités du travail du Carrousel.
18-août	Théâtre de L'Île, Nouméa, Nouvelle-Calédonie	Conférence + Formation	Suzanne Lebeau	Marcela Pizarro, actrice	Professionnels internationaux	« L'écriture pour les jeunes, entre censure et autocensure, une conquête de la liberté: liberté de voir et liberté de dire ». Par la suite, l'auteure a donné une formation d'une semaine sur l'écriture jeune public à des artistes locaux.

4. Les activités de médiation

Le Carrousel entretient avec son public des liens solides depuis plus de 40 ans. De nombreux théâtre lui proposent d'organiser des activités de médiation en direction du public, en aval ou en amont de la représentation.

30/09/2017	Sesc Santo Amaro / Sesc Araraquara	Bord de scène	Suzanne Lebeau	Ariane Cuminale, agente de diffusion au Brésil / Daniel Hanai, directeur général Sesc Araraquara	Tout public	La conférence initialement prévue s'est transformée en rencontre avec l'auteure.
29/10/2017	Maison Théâtre	Causerie d'artistes	Marie-Eve Huot et l'équipe de Des pieds et des mains	Maison Théâtre	Public familial à partir de 6 ans	Rencontres en bord de scène à l'issue des représentations de Des pieds et des mains.
29/10/2017	Maison Théatre	Atelier Parents-Enfants	Marie-Eve Huot et l'équipe de Des pieds et des mains	Maison Théâtre	Familles inscrites à l'activité	Un petit groupe de parents et enfants a pu rencontrer les artistes du spectacle, visiter les coulisses du théâtre et avoir une discussion autour de l'exposition photos qui accompagne le spectacle.
nov.-17	Ateliers philosophiques	Atelier	Équipe de Trois petites sœurs	Louise Martin, directrice du Théâtre du Vieux Terrebonne	Public scolaire à partir de 8 ans	Ces ateliers privilégient une rencontre entre les enfants, les adultes qui les entourent sur l'art théâtral, tout en favorisant un temps de réflexion et de discussion autour des thèmes abordés dans le spectacle (famille, maladie, mort, deuil, résilience, la vie après).
janv.-18	L'Échiquier de Pouzauges	Atelier	Gervais Gaudreault	Viviane Guégan-Caglia, directrice de L'Échiquier de Pouzauges (France)	Une classe en contexte scolaire	Rencontre dans une école vendéenne avec des élèves qui venaient voir Trois petites sœurs.

févr.-18	Festival À pas contés	Atelier	Gervais Gaudreault, Émilie Lévesque	Sandrine Cambon, programmatrice de l'ABC de Dijon (France)	Professeurs français	Entretien avec des enseignants, dans le cadre du programme Collège au théâtre, un dispositif départemental en faveur des collégiens (jeunes de 11 à 15 ans), sur les territoires qu'un metteur en scène parcourt sur les chemins de la création. Partage par une comédienne de Trois petites sœurs de l'expertise du Carrousel en matière de « causeries philosophiques ».
8/02/2018	Théâtre La Colonne de Miramas	Atelier	Simon Rousseau, Gervais Gaudreault	Céline Girard, Responsable de médiation culturelle Théâtre La Colonne / Scènes et cinés	Lycéens	Animation de deux causeries philosophiques par un des comédiens de Trois petites sœurs. Rencontre du metteur en scène avec une classe d'un lycée professionnel.
10/02/2018	Théâtre La Colonne de Miramas	Bord de scène	Gervais Gaudreault et l'équipe de Trois petites sœurs	Dolores Fernandez, directrice du Théâtre La Colonne	Public familial à partir de 8 ans	La représentation a fait l'objet d'un bord de scène très émouvant, étant donné la présence des membres d'une association de parents vivant le deuil d'un enfant.
23/03/2018	Côté Scène Sherbrooke	Atelier	Fanny Oberti	Liette Ruel, professeure à l'école du Soleil-Levant de Sherbrooke	Enfants de 8 à 12 ans	Animation de quatre ateliers philosophiques, dont deux à des classes d'enfants autistes sur les thématiques du spectacle (différences physiques, inégalités économiques, don de soi, altruisme).
11-12/04/2018	Théâtre du Vieux Terrebonne	Ateliers	L'équipe de Des pieds et des mains	Rollande Vachon, responsable de la programmation jeune public au Théâtre du Vieux Terrebonne	Public scolaire de 6 à 12 ans	Ateliers avec des groupes d'enfants selon la méthode philosophique développée en Europe.

5. Les activités du Cube en préfiguration

L'engagement du Cube envers la communauté artistique s'est traduit par les activités du *Cube en préfiguration*, dont ses résidences offertes à des artistes indépendants et à des compagnies qui développent des projets destinés aux jeunes publics.

Résidences

Dix résidences ont été offertes par Le Cube en 2017-2018, cinq au volet enfance, quatre au volet adolescence et une en partenariat avec le CALQ et La Chartreuse (France). 38 dossiers de candidatures ont été reçus.

- Marie-Eve Lefebvre et Sara Marchand – *Récit d'une chaussure* – volet enfance

Durée de la résidence : 93 heures
Soutien reçu : local de répétition, accompagnement mise en scène, deux bancs d'essai.

- Martin Boileau – *Papa?* – volet enfance

Durée de la résidence : 29 heures
Soutien reçu : local de répétition, soutien mise en scène

- Théâtre des Petites Âmes – *MAPA* – volet enfance (petite-enfance)

Durée de la résidence : 80 heures
Soutien reçu : local de répétition

- La Fille Du Laitier – *TONG un opéra sur le bout de la langue* – volet enfance

Durée de la résidence : 72 heures
Soutien reçu : local de répétition, atelier de décor + outils, soutien technique (éclairage + montage décor), banc d'essai.

- Théâtre À l'Envers – *MÔ-Namour* – volet enfance

Durée de la résidence : 111 heures
Soutien reçu : local de répétition, soutien diffusion, soutien technique (technique de tournée), soutien conception, soutien dramaturgique (écriture).

- Jacqueline van de Geer – *MERZ!* – volet adolescence

Durée de la résidence : 102 heures
Soutien reçu : local de répétition, soutien technique, soutien dramaturgique, formation sur le théâtre d'objets, banc d'essai

- Simon Landry-Désy – *Jusqu'où ?* – volet adolescence

Durée de la résidence : 46 heures
Soutien reçu : local de répétition, accueil dans une école secondaire pour une recherche avec des élèves, banc d'essai.

- Théâtre de l'Avant-Pays – *Fils de quoi? – volet adolescence*

Durée de la résidence : 92 heures
Soutien reçu : local de répétition, soutien technique

- Le Dôme – créations théâtrales – *Guide d'éducation sexuelle pour le nouveau millénaire* – volet adolescence

Durée de la résidence : 48 heures
Soutien reçu : local de répétition, soutien technique, accompagnement avec un sexologue, banc d'essai, table ronde avec 30 élèves de secondaire 4

- Michel Bellier – résidence d'écriture

Durée de la résidence : 2 mois
Soutien reçu : coordination du séjour à Montréal, soutien artistique, coordination de rencontres avec le milieu théâtral, lecture publique.

Stages, séminaires et classes de maître

Séminaire de réflexion sur la création pour la toute petite enfance (en partenariat avec le festival Petits bonheurs
Le séminaire était destiné aux artistes professionnels qui ont déjà une démarche orientée vers les tout-petits. Il a été animé par la philosophe Natalie Fletcher, la psychologue Pascale Mignon (France) et l'autrice Suzanne Lebeau. Les sept participants ont assisté à des spectacles, ont participé à des échanges et à des ateliers théoriques. Au terme de ces trois jours, une table ronde était offerte afin d'ouvrir la réflexion à l'ensemble du milieu.

Stage de jeu pour acteurs d'ici et d'ailleurs avec Julie Vincent
Julie Vincent, comédienne et codirectrice générale et artistique de Singulier Pluriel, a offert un stage de jeu dans le but de faire découvrir la dramaturgie jeune public aux comédiens.nes de la diversité. Le Cube souhaitait favoriser leur intégration par le biais de cette activité qui a culminé avec une présentation publique. L'activité ne s'adressait pas seulement aux comédiens de la diversité : des acteurs nés au Québec y ont aussi participé. Le stage, d'une durée de 30 heures, est devenu ainsi un espace de rencontre et de réseautage. Douze comédiens ont participé au stage et une quarantaine de personnes ont participé à la présentation publique.

Jouer l'enfance ou faire l'enfant? Une question de point de vue avec Gervais Gaudreault
Accompagnés par Gervais Gaudreault, les acteurs ont été conviés à découvrir comment jouer l'enfance sans faire l'enfant, sans démontrer ou bêtifier. Par leur imaginaire, ils ont été amenés à déclencher des états d'enfance, en favorisant un jeu subtil plutôt que caricatural. Le stage était d'une durée de 21 heures et a été offert à onze comédiens.

Autres activités

Le 1er juin des écritures théâtrales jeunesse
Cet événement annuel international, une initiative de Scènes d'Enfance – ASSITEJ France, a comme objectif de faire connaître les nombreux visages de l'écriture pour le jeune public, en plus de favoriser de nouvelles collaborations et le travail en réseau. Une quarantaine d'acteurs du milieu ont participé à cette activité présentée au Clou.

Rencontres Buissonnières

L'objectif de cette activité se déroulant sur une demi-journée était de favoriser le maillage entre les compagnies de théâtre enfance jeunesse et les auteurs membres du CEAD. En mai 2018, les participants ont pu discuter de leurs désirs de création, favorisant ainsi la reconnaissance d'affinités et, éventuellement, des collaborations artistiques. Une quarantaine de personnes ont assisté à l'évènement à la Maison Théâtre.

Article 8.01

Commission de la sécurité publique

Étude publique

La sécurité des déplacements entre la maison et l'école

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

Rapport déposé au conseil municipal
le 25 mars 2019
et au conseil d'agglomération
le 28 mars 2019

Commissions permanentes Montréal

LA COMMISSION DE LA SECURITE PUBLIQUE

PRESIDENT

M. Alex Norris
Conseiller de la Ville
Arrondissement Le Plateau – Mont-Royal

VICE-PRESIDENTS

M. Philippe Roy
Maire
Ville de Mont-Royal

M. Abdelhaq Sari
Conseiller de la Ville
Arrondissement Montréal-Nord

MEMBRES

M. John Belvedere
Maire
Ville de Pointe-Claire

Mme Josefina Blanco
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement Le Plateau – Mont-Royal

Mme Michèle Flannery
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Lachine

M. Luc Gagnon
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement de Verdun

Mme Julie-Pascale Provost
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de Lachine

Me Jacques Mercier
Représentant du Gouvernement du Québec

Montréal, le 25 mars 2019

Madame Cathy Wong
Présidente du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Présidente,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission permanente de la sécurité publique, le rapport et les recommandations sur l'étude publique du document intitulé *La sécurité des déplacements entre la maison et l'école*.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, nos salutations distinguées.

_____ _____

Alex Norris
Président

Julie Demers
Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **1**

1. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE **1**

1.1 Communications annonçant la tenue de la consultation publique 1
1.2 Déroulement de l'étude publique 1
1.3 Adoption des recommandations 2

2. PRÉSENTATION DU DOCUMENT DE CONSULTATION **3**

3. RECOMMANDATIONS **4**

4. REMERCIEMENTS **8**

ANNEXE 1 : MOTION CM18 1052 ..... **9**

ANNEXE 2 : LISTES DES PERSONNES-RESSOURCES DE LA VILLE DE MONTREAL **13**

ANNEXE 3 : LISTE DES PARTICIPANTS A LA CONSULTATION PUBLIQUE **14**

ANNEXE 4 : RAPPORT MINORITAIRE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE **15**

INTRODUCTION

Le 20 août 2018, le conseil de ville confiait le mandat de tenir une consultation publique au sujet de la sécurité des déplacements entre la maison et l'école à la Commission de la sécurité publique (CM18 1052).

Le présent rapport décrit d'abord le déroulement de la consultation publique, incluant les communications et les outils déployés pour obtenir une variété d'opinions citoyennes. Il propose ensuite une brève synthèse de la présentation effectuée par le SPVM au sujet de la sécurité des déplacements entre la maison et l'école. La troisième partie présente intégralement les considérants et les recommandations adoptées publiquement par la Commission, le 12 mars 2019.

En Annexe, outre la résolution du conseil d'agglomération (**Annexe 1**), se trouve la liste du personnel ressource en appui aux commissions pour ce mandat (**Annexe 2**), la liste des personnes ayant pris la parole à chaque assemblée publique (**Annexe 3**) et le rapport minoritaire déposé par M. Abdelhaq Sari **(Annexe 4**).

1. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE

1.1 Communications annonçant la tenue de la consultation publique

Des avis publics précisant l'horaire et les modalités de participation sont parus le 7 février 2019, dans deux quotidiens montréalais, l'un francophone et l'autre anglophone. Les assemblées ont aussi été annoncées au moyen d'un affichage dans les bureaux Accès Montréal, les bureaux d'arrondissement et sur le portail de la Ville de Montréal. De plus, une invitation a été expédiée par courrier électronique à plus de 300 abonnés des commissions permanentes susceptibles d'être intéressés par le sujet.

Un communiqué a également été transmis à tous les médias nationaux et locaux. Enfin, l'information a été relayée sur les réseaux sociaux par le biais des comptes *Twitter* et *Facebook* de la Ville de Montréal et ceux de plusieurs commissaires. Les informations sur la consultation ont aussi été affichées sur le site Internet de la Ville de Montréal.

1.2 Déroulement de l'étude publique

L'assemblée publique s'est déroulée le 21 février 2019. Les représentants du Service de police de la Ville de Montréal ont procédé à une présentation sur la sécurité des déplacements entre la maison et l'école intitulée *Les brigadiers scolaires*.

Une soixantaine de personnes étaient présentes à cette assemblée, en plus des représentants des divers services impliqués. D'ailleurs, la Commission tient à remercier pour leur soutien et leur expertise les représentants du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

La présentation PowerPoint du SPVM fait l'objet d'une synthèse au chapitre 2 du présent rapport. Elle est aussi disponible en version intégrale sur le site des commissions permanentes, à l'adresse suivante : http://ville.montreal.qc.ca/commissions.

Une vingtaine d'opinions ont été exprimées à la Commission de la sécurité publique. La

majorité a fait l'objet d'une présentation orale. Le seul document reçu d'un participant à la consultation publique a été versé sur le site des commissions dans les jours suivant sa réception. Il peut être consulté à la même adresse.

Les commissaires se sont ensuite réunis à huis clos à une reprise pour analyser les opinions en vue de préparer les recommandations. La grande qualité des opinions et du mémoire présentés a permis d'avoir des échanges riches et des discussions en profondeur sur ce sujet.

1.3 Adoption des recommandations

Enfin, la Commission a publiquement adopté ses recommandations à la majorité le 12 mars 2019. Ces recommandations, fruit du travail de 9 commissaires, élus de Montréal ou des villes liées et du représentant du gouvernement, constituent le cœur du présent rapport et sont reproduites intégralement au chapitre 3.

M. Abdelaq Sari a déposé un rapport minoritaire à la même occasion. Ce rapport minoritaire est joint au présent document en **Annexe 4**.

L'**Annexe 3** du présent rapport liste les personnes ayant pris la parole lors de l'une ou l'autre de ces séances publiques.

2. PRÉSENTATION DU DOCUMENT DE CONSULTATION

Le document *Les brigadiers scolaires* a été préparé par le Service de police de la Ville de Montréal.

Il fait état des différents moyens d'assurer la sécurité des écoliers, mais traite plus spécifiquement de la présence, de la répartition et du rôle des brigadiers scolaires aux traverses scolaires.

Il se décline en 7 parties :

- Contexte
- Processus d'analyse des demandes
- Méthodologie d'évaluation des traverses
- Priorisation des traverses
- Processus de révision des traverses
- Les prochaines années : statistiques, données démographiques et brigadiers
- Conclusion

Le document du SPVM peut être consulté dans son entièreté sur le site des commissions permanentes à l'adresse : http://ville.montreal.qc.ca/commissions.

3. RECOMMANDATIONS

Le présent chapitre reprend intégralement le document contenant les 15 recommandations adoptées à la majorité lors de l'assemblée publique du 12 mars 2019.

1. Contexte

Le 20 août 2018, le conseil de ville confiait le mandat de tenir une consultation publique au sujet de la sécurité des déplacements entre la maison et l'école à la Commission de la sécurité publique, dont la question des brigadiers scolaires (CM18 1052).

La Commission de la sécurité publique tient à remercier le SPVM pour sa collaboration et toutes les personnes qui ont contribué à alimenter sa réflexion.

2. Recommandations

Attendu que la Ville de Montréal s'est engagée à promouvoir la marche et le vélo comme moyens de transport dans le but de réduire la congestion routière et la pollution atmosphérique, mais aussi d'améliorer la santé des citoyens en augmentant leur niveau d'activité physique;

Attendu que les brigadiers scolaires constituent un élément essentiel parmi les mesures requises pour assurer la sécurité des écoliers dans leurs déplacements entre la maison et l'école;

Attendu que de nombreux autres types de mesures et initiatives – dont l'élargissement de trottoirs, l'aménagement de saillies de trottoir, l'implantation de panneaux d'arrêt et de feux de circulation aux intersections, la construction de dos d'âne dans les rues locales et aux entrées de ruelles, l'implantation de terre-pleins au milieu de rues larges et achalandées, le renouvellement régulier du marquage de traverses piétonnières, l'identification de corridors scolaires, la réduction de la vitesse maximale aux abords des écoles ainsi que les «trottibus» qui permettent aux écoliers de marcher en groupe à l'école accompagnés par des adultes – contribuent à améliorer la sécurité des élèves lors de leurs déplacements entre la maison et l'école;

Attendu que la Ville de Montréal a récemment annoncé des programmes visant à améliorer les aménagements des rues et des trottoirs aux abords des écoles pour accroître le niveau de sécurité des élèves dans leurs déplacements quotidiens;

Attendu la croissance constante du nombre de véhicules sur le territoire montréalais;[1]

[1]VILLE DE MONTRÉAL. « Nombre de véhicules en circulation », [en ligne], http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6897,67889677&_dad=portal&_schema=PORTAL (page consultée le 2019-09-22)

Attendu la croissance de la population scolaire anticipée par les commissions scolaires sur le territoire montréalais au cours des prochaines années;[2]

Attendu que l'usage des transports actifs contribue à réduire le nombre de véhicules aux abords des écoles et donc les risques encourus par les écoliers lors de leurs déplacements;

Attendu le nombre d'enfants d'âge scolaire blessés chaque année sur le territoire montréalais;[3]

Attendu la dangerosité particulière des véhicules lourds à l'égard des piétons et des cyclistes;[4]

La commission formule les recommandations suivantes à l'Administration :

Bonifier le partage des informations et des expertises

R-1 Demander au SPVM qu'il communique annuellement avec les arrondissements et les villes liées les informations suivantes :

- Les intersections surveillées par des brigadiers;
- Le niveau de dangerosité des intersections du corridor scolaire, selon les observations du SPVM (indice de risque);
- Le nombre et la nature des demandes de brigadiers reçues par le poste de quartier;
- Les raisons justifiant ses décisions d'attribuer ou non des brigadiers scolaires ; et

Que le SPVM garde un historique des demandes de brigadiers faites aux postes de quartier.

R-2 Demander au SPVM de clarifier et communiquer la procédure pour effectuer une demande formelle de brigadiers scolaires aux arrondissements, aux villes liées, aux commissions scolaires et aux organismes dédiés à la sécurité des piétons et des cyclistes.

R-3 Inviter les commissions scolaires, les arrondissements, les villes liées et le SPVM à bonifier leurs communications avec les parents des élèves des écoles primaires concernant les corridors scolaires en vigueur et les procédures prévues pour les modifier.

R-4 Produire annuellement des cartes détaillées des corridors scolaires et les rendre facilement accessibles à la population.

---

[2] SPVM. « Les brigadiers scolaires », présentation du SPVM à l'intention de la Commission de la sécurité publique, [en ligne], p.12 http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/DOC_BRIGADIERS_20190214.PDF (page consultée le 2019-09-22)

[3] Entre 1999 et 2008, 1799 piétons et 1972 cyclistes entre 5-17 ans ont été blessés lors d'un accident de la route à Montréal et ont bénéficié d'une intervention ambulancière. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. « Rapport du directeur de santé publique 2011 : Les inégalités sociales de santé à Montréal - Le chemin parcouru », [en ligne], https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/DRSP/Directeur/Rapports/Rapport_ISS-2011.pdf (page consultée le 2019-09-22)

[4] VILLE DE MONTRÉAL. « La cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain », [en ligne], http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PRESENTATION_SIVT1_20170321.PDF (page consultée le 2019-09-22)

R-5 Lors du processus d'analyse des demandes de brigadiers, inviter le SPVM à collaborer davantage avec des partenaires (services centraux, chercheurs) qui possèdent une expertise et/ou des données en matière de sécurité routière.

R-6 Inviter le SPVM à évaluer la possibilité d'utiliser d'autres ressources que des policiers pour effectuer le décompte des enfants lors de l'évaluation d'une demande de brigadier scolaire.

Affiner et moderniser les critères d'analyse de risque des intersections

R-7 Demander au SPVM de travailler en étroite collaboration avec les experts en santé publique lors de la révision des critères d'analyse (méthodologie d'évaluation des traverses) justifiant l'attribution de brigadiers scolaires à des intersections.

R-8 Demander au SPVM de prendre notamment en compte le type de véhicules dans son analyse de risque aux intersections du corridor scolaire (camions).

R-9 Demander au SPVM de prendre également en compte la complexité des interactions entre les usagers de la route (présence simultanée de traverses piétons, de pistes et bandes cyclables et de feux de circulation) dans leur analyse de risque.

Encourager la mise en place d'autres mesures pour rendre plus sécuritaires les déplacements des élèves entre la maison et l'école

R-10 Encourager les arrondissements à se prévaloir des programmes mis en place par l'administration municipale – dont le programme « Vision Zéro - Programme de sécurisation aux abords des écoles » et le « Programme d'aménagement des rues » – visant à améliorer la sécurité des élèves par le biais d'améliorations des aménagements physiques des rues.

R-11 Encourager les arrondissements et les villes liées à limiter la circulation de véhicules municipaux lourds aux heures d'arrivées et de départs des élèves (cueillette des ordures, déneigement, livraison, etc.)

R-12 Encourager les initiatives locales qui favorisent les déplacements actifs et sécuritaires, par exemple, les trottibus et les programmes de formation visant l'utilisation sécuritaire du vélo par les enfants.

Les brigadiers scolaires

R-13 Revoir le budget attribué à l'embauche de brigadiers scolaires afin de répondre aux besoins identifiés une fois que les critères et le processus d'attribution auront été modernisés.

R-14 Examiner la possibilité de fournir le service de brigadiers scolaires lors des journées pédagogiques et d'en adapter les modalités au besoin.

R-15 Ajuster au besoin l'offre de services des brigadiers scolaires aux horaires de tous les établissements scolaires à proximité.

****

Les recommandations ont été adoptées à la majorité lors de l'assemblée publique du 12 mars 2019.

4. REMERCIEMENTS

La Commission de la sécurité publique est reconnaissante envers les personnes et organismes qui ont accepté son invitation à participer à cette consultation publique en vue de trouver des pistes de solution pour améliorer la sécurité des déplacements entre la maison et l'école.

La Commission de la sécurité publique a été impressionnée par la qualité des informations et des opinions fournies par les participants.

Conformément à la réglementation sur les commissions permanentes, le présent document peut être consulté sur Internet, à l'adresse www.ville.montreal.qc.ca/commissions de même qu'à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation au Service du greffe, bureau R-134 de l'hôtel de ville.

Annexe 1 : Motion CM18 1052

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 20 août 2018 Séance tenue le 21 août 2018	Résolution: CM18 1052

Motion de l'opposition officielle pour sécuriser les déplacements entre la maison et l'école en mettant fin aux quotas de brigadiers scolaires à Montréal

Attendu que la Ville de Montréal souhaite convaincre ses résidents d'adopter les transports actifs, et qu'un premier pas est de modifier les habitudes de déplacements domicile-école-travail;

Attendu que la marche ou le vélo, pour aller à l'école et en revenir, constitue une façon simple et facile de faire bouger les jeunes et ainsi prévenir des dangers de la sédentarité et des problèmes de santé qui y sont associés;

Attendu que 32 % des enfants optent pour le transport actif, la marche ou le vélo, pour se rendre à leur école;

Attendu qu'entre les années 2013 et 2017, 140 enfants âgés de 5 à 12 ans ont été blessés par un véhicule motorisé, à Montréal, lors de leur déplacement entre la maison et l'école;

Attendu que le nombre d'écoliers n'a pas cessé d'augmenter depuis les 10 dernières années, et que la Commission scolaire de Montréal (CSDM) estime que d'ici 5 ans, c'est minimalement 15 nouvelles écoles qui devront être bâties;

Attendu que l'insécurité routière est l'une des principales raisons invoquées par les parents pour choisir l'automobile comme mode de déplacement de leurs enfants entre la maison et l'école;

Attendu que même le long d'un trajet sécuritaire, les jeunes enfants, à cause de leur nature imprévisible et de leur inexpérience, doivent être supervisés par des adultes responsables tels des parents ou des brigadiers scolaires;

Attendu que le nombre de brigadiers, chargés de la surveillance des traverses aux intersections afin d'assurer la sécurité et la prévention d'accident, est limité à 521 depuis plus de 10 ans;

Attendu qu'actuellement le processus pour ajouter un brigadier à une intersection, demande d'en retirer un ailleurs;

Attendu que la présence de brigadiers aux intersections très fréquentées par les voitures est un des facteurs ayant le plus d'impact sur le sentiment de sécurité des enfants et de leurs parents;

Attendu que la CSDM recommandait dans son mémoire présenté dans le cadre de la Consultation publique sur la sécurité routière par la SAAQ, de modifier le nombre de brigadiers scolaires en fonction des besoins en tenant compte de l'augmentation du nombre d'élèves;

Il est proposé par M. Benoit Langevin

appuyé par M. Lionel Perez

1 - que la Ville de Montréal, en collaboration avec le service de police de Montréal, consulte les commissions scolaires établies sur le territoire de Montréal et les arrondissements pour identifier les besoins réels de brigadiers scolaires;

2 - que la Ville de Montréal modifie ses pratiques pour mettre fin au quota de brigadiers scolaires et détermine les ajouts en fonction des besoins exprimés par ses partenaires.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 16 h 47, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, reprend le fauteuil présidentiel.

La présidente du conseil cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Avant de proposer un amendement, le leader de la majorité souhaite intervenir afin de parler d'éthique de travail en la matière. Il remet en cause certaines pratiques et échanges dans le cours des discussions avec l'opposition officielle.

La présidente du conseil, Mme Cathy Wong, demande au leader de la majorité de retirer le mot « menti » qui est antiparlementaire. Ce dernier s'exécute.

Le chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, soulève une question de privilège à la suite des propos tenus par le leader de la majorité car, de son point de vue, ils portent atteinte à son intégrité et à celle de son directeur de cabinet.

La présidente du conseil reconnaît la question de privilège du chef de l'opposition officielle et indique que ce genre de discussions devrait se faire en amont et non dans la salle du conseil. Elle rappelle l'importance de la collaboration du chef de l'opposition officielle, du leader de la majorité ainsi que des chefs de cabinet dans le futur, et cède la parole au leader de la majorité afin qu'il puisse rectifier certains de ses propos.

Le leader de la majorité indique qu'il rencontrera le chef de l'opposition officielle dans les plus brefs délais afin de clarifier la situation et il admet que cette discussion aurait dû se faire en privé.

À 16 h 58, la présidente du conseil, Mme Cathy Wong, suspend les travaux jusqu'à 19 h.

À 19 h 01, le conseil reprend ses travaux à l'article 65.03.

Le leader de la majorité procède à un point d'information et mentionne qu'il a rencontré le chef de l'opposition officielle pendant la pause de 17 h. Il affirme que cette rencontre fût chaleureuse et que les discussions se sont déroulées sur une base plus sereine. M. Limoges indique que le lien de confiance a été rétabli envers les équipes respectives.

La présidente du conseil remercie le leader de la majorité et le chef de l'opposition officielle.

La présidente du conseil cède la parole à la conseillère Nathalie Goulet pour la poursuite des travaux.

_____

Le débat se poursuit.

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Nathalie Goulet

d'apporter les amendements suivants à l'article 65.03 :

1- de retirer, dans le titre de la motion, les mots « en mettant fin aux quotas de » et de les remplacer par le mots « en revoyant les pratiques entourant les »;

2- d'ajouter un 12e « Attendu » qui se lit comme suit :

« Attendu qu'aucun document d'une instance décisionnelle de la Ville de Montréal, de l'Agglomération ou de la défunte Communauté urbaine de Montréal, ni de document administratif, imposant un quota officiel de brigadiers scolaires sur le territoire n'a été trouvé à la suite d'une recherche exhaustive du Service du greffe et du SPVM »;

3- de remplacer les 2 « RÉSOLU » par les suivants :

« Que le conseil municipal mandate la Commission de la sécurité publique de tenir une séance publique sur l'amélioration des pratiques relatives à la sécurisation des déplacements entre la maison et l'école, incluant la question de l'augmentation du nombre de brigadiers scolaires, en collaboration avec le SPVM, les commissions scolaires, et les arrondissements et villes liées; »

« Que la Ville de Montréal révise ses pratiques en matière de brigadiers scolaires et détermine les ajouts, le cas échéant, en fonction des besoins exprimés lors de l'exercice ».

_____

Un débat s'engage sur l'amendement du leader de la majorité et de la conseillère Goulet.

_____

Il est proposé par M. Lionel Perez

appuyé par M. Nathalie Goulet

d'apporter un sous-amendement à l'amendement du leader de la majorité et de la conseillère Goulet en ajoutant, à la fin du 1er paragraphe du « RÉSOLU », la phrase suivante :

« que ledit rapport soit déposé au conseil municipal d'ici le 31 janvier 2019 ».

Le leader de la majorité, M. François Limoges, propose de suspendre les travaux pour quelques minutes afin de discuter du sous-amendement à l'étude avec le président de la Commission de la sécurité publique.

À 19 h 10, la présidente du conseil suspend les travaux.

À 19 h 11, le conseil reprend ses travaux.

La présidente du conseil cède la parole au chef de l'opposition officielle.

Le chef de l'opposition officielle informe les membres qu'un accord est intervenu pour fixer un échéancier pour le dépôt d'un rapport par la Commission de la sécurité publique d'ici le conseil municipal du mois de mars 2019 au lieu du 31 janvier 2019 proposé initialement. Il se lirait donc ainsi : « que ledit rapport soit déposé au conseil municipal au plus tard lors de son assemblée du mois de mars 2019 ».

La présidente du conseil déclare le sous-amendement, tel que modifié, du chef de l'opposition officielle et de la conseillère Goulet adopté à l'unanimité.

_____

Le débat se poursuit sur l'amendement, tel que sous-amendé, du leader de la majorité, M. François Limoges, et de la conseillère Goulet.

_____

La présidente du conseil déclare l'amendement, tel que sous-amendé, adopté à l'unanimité et cède la parole au chef de l'opposition officielle afin qu'il exerce son droit de réplique.

La présidente du conseil met aux voix l'article 65.03, tel qu'amendé et le déclare adopté à l'unanimité, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

65.03
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 29 août 2018

Annexe 2 : Liste des personnes-ressources de la Ville de Montréal

Responsables politiques :

M. Alex Norris, conseiller associé à la sécurité publique au comité exécutif et responsable de la sécurité publique

Mme Nathalie Goulet, membre du comité exécutif, responsable de la sécurité publique

Mme Marianne Giguère, conseillère associée du comité exécutif responsable du développement durable et des transports actifs

Personnes-ressources du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :

Mme Natalia Shuster, Inspecteur-Chef – Service de soutien aux opérations

M. Sylvain Dubois, Commandant – Section de la sécurité routière

Mme Isabelle Joly, conseillère en planification – Cabinet du Directeur et relations avec les élus

Annexe 3 : Liste des participants à la consultation publique

Liste des intervenants à l'assemblée publique de présentation du dossier, le 21 février 2019

M. Michael Johnson, citoyen

Mme Maëlle Plouganou, Centre d'écologie urbaine de Montréal

Mme Marie-Soleil Cloutier, IRNS – Centre Urbanisation, culture et société

M. Claude Blais, Syndicat des brigadiers

Mme Manon Gosselin, Syndicat des brigadiers

Mme Louise Sanquartier, Syndicat des brigadiers

Mme Chantal Labrèche, Syndicat des brigadiers

M. Jean-Pierre Lussier, citoyen

M. Antonio Colizza, citoyen

Mme Catherine Harel-Bourbon, Présidente de la Commission scolaire de Montréal

Mme Magali Bébronne, Vélo Québec

M. Julien Bourque, organisme GRAME

Mme Micheline Goudreau, citoyenne

Mme Claudie Reids, citoyenne

Mme Marianne Giguère, Conseillère associée au développement durable et aux transports actifs

M. Sylvain Ouellet, conseiller de la Ville – arrondissement Villeray – Saint-Michel-Parc – Extension et vice-président du comité exécutif

M. Benoit Langevin, conseiller de la Ville – arrondissement Pierrefonds – Roxboro

Mme Stéphanie Watt, conseillère de la Ville – arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie

Mme Patricia Lattanzio, conseillère de la Ville – arrondissement Saint-Léonard

Mme Nathalie Goulet, responsable de la sécurité publique au Comité exécutif de la Ville de Montréal

Liste des intervenants à l'assemblée publique d'adoption des recommandations du 12 mars 2019

M. Benoit Langevin, conseiller de la Ville – arrondissement Pierrefonds – Roxboro

Annexe 4 : Rapport minoritaire de l'opposition officielle

La sécurité des déplacements entre la maison et l'école

Rapport minoritaire de l'Opposition officielle déposé à la Commission de la sécurité publique

Le 12 mars 2019

Introduction

Lors de la séance du conseil municipal du 20 août 2018, les élus d'Ensemble Montréal ont déposé une motion demandant que la Ville de Montréal revoit ses pratiques entourant l'embauche de brigadiers scolaires et qu'elle augmente leur nombre en fonction des besoins exprimés par les différents partenaires (commissions scolaires, arrondissements, etc.).

Il faut savoir que le nombre de brigadiers scolaires à Montréal n'a pas augmenté depuis plus de 20 ans, malgré les nouveaux besoins entraînés par l'augmentation du nombre d'écoles et d'écoliers et malgré les demandes répétées des commissions scolaires et des élus locaux.

Il y avait donc dans la motion adoptée au conseil municipal un engagement à augmenter le nombre de brigadiers scolaires sur l'île de Montréal et un engagement concret à réviser les pratiques de la Ville de Montréal, et donc du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), de qui relève la décision d'embaucher les brigadiers.

Malgré ces deux objectifs bien précis, la séance de la Commission de la sécurité publique chargée d'étudier la sécurité des déplacements entre la maison et l'école a plutôt servi à « noyer le poisson », reléguant la question du nombre insuffisant de brigadiers scolaires à la toute fin des recommandations, tout en laissant au seul SPVM le soin de revoir les critères d'analyse justifiant l'attribution (ou non) de brigadiers scolaires à des intersections.

1. La question du manque de brigadiers évacuée des recommandations

À lire les recommandations de la Commission de la sécurité publique, on a l'impression que tout a été fait afin de minimiser le rôle des brigadiers scolaires pour assurer la sécurité des déplacements de enfants.

Dans le troisième attendu, par exemple, on prend même la peine de faire une longue énumération des « nombreux autres types de mesures et initiatives qui contribuent à améliorer la sécurité des élèves lors de leurs déplacements entre la maison et l'école » : saillies de trottoirs, panneaux d'arrêt, dos d'âne, marquage des traverses, réduction de la vitesse aux abords des écoles, etc.

De même, dans les recommandations, on parle d'« encourager la mise en place d'autres mesures pour rendre plus sécuritaires les déplacements des élèves entre la maison et l'école ».

Les recommandations touchant véritablement à l'enjeu des brigadiers scolaires sont inscrites complètement à la fin du document (R-13, R-14 et R-15). Elles sont pour le moins timides, quand on considère que la motion adoptée au conseil municipal en août 2018 prenait l'engagement d'augmenter leur nombre.

Ainsi, la recommandation est maintenant de « revoir le budget attribué à l'embauche des brigadiers scolaires afin de répondre aux besoins identifiés une fois que les critères et le processus d'attribution auront été modernisés ».

Or, c'est le SPVM qui demeure responsable de cette « modernisation ». Et il est très clair dans son document de présentation que le SPVM n'entend pas se plier si facilement aux demandes pour des brigadiers scolaires supplémentaires. On peut y lire :

> *« La hausse du nombre d'élèves n'est pas nécessairement proportionnelle à une hausse du nombre de brigadiers scolaires. »*

Les besoins sont pourtant connus depuis longtemps. Par exemple, dans son mémoire présenté lors de la consultation publique, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) dit souhaiter une hausse de 22 % du nombre de brigadiers sur son territoire, en lien avec l'augmentation de sa clientèle au cours des 10 dernières années.

Cependant il n'y a aucune recommandation ni engagement visant à augmenter le nombre de brigadiers scolaires dans le rapport de la Commission de la sécurité publique. Aucun engagement non plus à offrir le service des brigadiers durant les journées pédagogiques, une autre demande unanime du milieu scolaire.

2. Le SPVM est toujours roi et maître en ce qui concerne l'embauche des brigadiers scolaires

On laisse encore aux policiers le soin d'établir les critères – même révisés – d'attribution des brigadiers, sachant que le SPVM a refusé durant des années les demandes en provenance des différentes écoles, commissions scolaires ou élus locaux, notamment pour des raisons budgétaires.

Cette « révision des critères » se fera uniquement avec les experts en santé publique, sans prendre en compte l'avis des commissions scolaires, des directeurs d'écoles ou des comités de parents. À l'intention de ces groupes, on demande seulement au SPVM de « bonifier le partage des informations et des expertises ».

Ainsi, au lendemain de la révision des critères d'attribution, les Montréalais pourraient se retrouver avec exactement le même nombre de brigadiers scolaires dans les rues de la ville, car rien n'empêchera le SPVM de procéder comme il a toujours procédé, c'est-à-dire retirer un brigadier scolaire d'une intersection pour le placer à une autre.

Conclusion

Les recommandations de la Commission de la sécurité publiques ne respectent pas le mandat original tel que décrit dans la motion de l'Opposition officielle déposée en août 2018 et qui demandait une augmentation du nombre de brigadiers scolaires.

Non seulement la nécessité – on pourrait dire l'urgence – de répondre au besoin de nouveaux brigadiers est absente de la liste de recommandations, mais on conserve sensiblement le même processus pour la sélection et l'attribution de brigadiers scolaires, un processus dirigé entièrement par le SPVM, à qui on laisse carte blanche.

Après le retrait des cadets des chantiers de construction, le refus des caméras portatives et l'achat massif de pistolets Taser, l'administration Plante poursuit dans sa politique de ne pas vouloir déplaire au SPVM, au mépris des demandes répétées des divers intervenants en faveur de la sécurité des enfants.

Ensemble Montréal est clairement déçu du résultat de cet exercice et n'appuie pas les recommandations de la Commission.

Abdelhaq Sari
Vice-président de la Commission de la sécurité publique

Montréal

Article 8.02

Commission permanente sur l'inspecteur général

Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspectrice générale concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (appel d'offres 5887)

Rapport déposé au conseil municipal
le 25 mars 2019

Rapport déposé au conseil d'agglomération
le 28 mars 2019

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission permanente sur l'inspecteur général

Présidente

Mme Manon Barbe
Arrondissement de LaSalle

Vice-présidents

M. Michel Gibson
Ville de Kirkland

Mme Patricia R. Lattanzio
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Marie-Andrée Mauger
Arrondissement de Verdun

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte des Neiges – Notre-Dame-Grâce

M. Alan DeSousa
Arrondissement de Saint-Laurent

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Nathalie Pierre-Antoine
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Yves Sarault
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Alain Vaillancourt
Arrondissement Le Sud-Ouest

Mme Maeva Vilain
Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Montréal, le 25 mars 2019

Mme Valérie Plante
Mairesse de Montréal
Membres des conseils municipal et d'agglomération
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément aux règlements 14-013 et RCG 14-014, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal et au conseil d'agglomération ses commentaires et recommandations faisant suite au dépôt par l'inspecteur général du rapport intitulé *Rapport de recommandations concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (appel d'offres 5887).*

Nous vous prions d'agréer, Madame la mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Manon Barbe
Présidente

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

MISE EN CONTEXTE

Le 28 janvier 2019, le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a rendu public un rapport portant sur l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (appel d'offres 5887). En vertu de l'article 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, l'inspectrice générale a le pouvoir d'adresser, en tout temps, au conseil municipal de la Ville de Montréal, tout rapport faisant état de constats et de recommandations méritant d'être portés à son attention.

L'inspectrice générale, Me Brigitte Bishop a présenté ses conclusions à la Commission le 27 février 2019.

Le même jour, les membres de la Commission ont échangé avec l'inspectrice générale et convenu par la suite de leurs conclusions et recommandations.

L'AGRANDISSEMENT ET LE RÉAMÉNAGEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE DE PIERREFONDS

Le Bureau de l'inspecteur général (BIG) a mené une enquête à la suite de la réception d'une dénonciation à l'effet que l'entreprise Les Constructions Lavacon Inc. exigerait un escompte à ses sous-traitants lors de l'exécution des directives de changement dans le cadre des travaux d'agrandissement et réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds.

Trente sous-traitants ont travaillé sur ce projet. Le BIG a rencontré dix de ces sous-traitants. L'enquête a révélé que Les Constructions Lavacon Inc. a conclu avec chacun de ces dix sous-traitants une entente par laquelle ils s'engageaient à lui remettre un escompte de 5 à 15 % de la valeur de leurs travaux pour chaque directive de changement. Le paiement des escomptes était fait de façon identique pour tous les sous-traitants. Lorsqu'une directive de changement était émise, les sous-traitants envoyaient leur estimation à Lavacon qui la présentait ensuite aux responsables du projet à la Ville. Une fois la soumission acceptée, Lavacon envoyait le bon de commande au sous-traitant coupé d'un montant correspondant à l'escompte inclus dans l'entente. Après avoir effectué les travaux, le sous-traitant envoyait sa facture pour un montant identique à celui inscrit sur le bon de commande.

À aucun moment, les responsables du projet pour la Ville de Montréal n'ont été mis au courant d'une telle entente et il leur aurait été impossible d'en connaître l'existence puisque les sous-traitants relevaient de la responsabilité de l'entrepreneur général. Le système mis en place par Lavacon lui permettait ainsi de ne pas payer la véritable valeur des travaux exécutés par les sous-entrepreneurs tout en demandant le plein paiement à la Ville de Montréal.

L'enquête démontre également que, pour chacun des sous-traitants rencontrés, ces ententes ont été conclues peu après l'octroi du contrat à Lavacon par la Ville de Montréal et ont été en vigueur pendant la durée des travaux de la bibliothèque. Les

témoignages recueillis par le BIG montrent que cette entente a été imposée aux sous-traitants, même à ceux qui ont refusé de signer l'entente à cet effet avec Lavacon.

Quatre sous-traitants ont confirmé au BIG avoir haussé les prix de leur estimation lors des directives de changement pour compenser l'escompte devant être consenti à Lavacon. Ceux-ci ont expliqué qu'ils augmentaient le prix de leur estimation du même montant que ce qui devait être consenti à Lavacon pour les escomptes.

D'un point de vue contractuel, l'inspectrice générale conclut que la Ville de Montréal n'a pas payé le juste prix qu'elle aurait dû payer pour les travaux des sous-traitants lors des directives de changement en raison des ententes. Les actions de l'entrepreneur ont causé une augmentation des coûts pour la Ville de Montréal lors des demandes de changement. Tel qu'expliqué par un sous-traitant, l'imposition de ces escomptes a fait en sorte que presque tout son profit était perdu en raison de l'escompte qu'il devait remettre à l'entrepreneur général. Ces pertes étaient impossibles à absorber pour son entreprise, le forçant ainsi à hausser le prix de ses soumissions.

Enfin, en ayant ces ententes avec les sous-traitants, l'entreprise Lavacon n'a pas respecté son obligation d'agir au mieux des intérêts de son client.

L'inspectrice générale est donc d'avis que les actes de Lavacon constituent une manœuvre frauduleuse en vertu du Règlement de gestion contractuelle durant la gestion du contrat et recommande que l'entreprise soit inscrite au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle pour une période de cinq ans.

L'ANALYSE DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Les membres de la Commission ont apprécié les explications de l'inspectrice générale sur le système mis en place par Lavacon et reconnaissent que l'entreprise a procédé à des manœuvres frauduleuses. Même si les sommes en cause ne sont pas astronomiques, les membres de la Commission jugent que la recommandation de l'inspectrice générale d'inscrire Lavacon au Registre des personnes inadmissibles aux contrats et sous-contrats pour une période de cinq ans est appropriée. De même, la Commission est d'avis que la Ville devrait travailler à récupérer les sommes en cause, compte tenu, entre autres, que Lavacon avait des obligations envers la Ville, dont celle de respecter le Règlement de gestion contractuelle.

Les membres de la Commission ont bien compris que, de façon générale, la Ville transige avec l'entrepreneur adjudicataire qui, pour sa part, est en lien direct avec ses sous-traitants. Pour les commissaires, il faudrait faire en sorte que la Ville puisse avoir un lien plus direct avec les sous-traitants.

Des membres ont aussi soulevé l'hypothèse que les sous-traitants avaient peut-être accepté l'entente «particulière» avec Lavacon par méconnaissance des règles.

Les membres ont aussi soulevé la question des estimations réalisées par des firmes externes pour des projets de cette nature. Pour la Commission, il y a là une perte

d’expertise à l’interne et de possibles situations de conflits d’intérêt. Il en va de même quand la Ville confie la surveillance des chantiers à l’externe. Il est possible que les firmes effectuant ce travail ne représentent pas toujours les intérêts de la Ville.

Pour la Commission, ce dossier montre bien qu’il y aurait lieu d’améliorer certaines pratiques, notamment en ce qui a trait aux directives de changement aux sous-traitants (les «extras»). Il faudrait que la Ville puisse avoir accès facilement et à sa demande à tous les renseignements à ce sujet.

La Commission est aussi d’avis que le présent rapport du BIG, comme l’ensemble de ses rapports, devrait être rendu facilement accessible à toutes les unités d’affaires de la Ville pour faire en sorte que les situations irrégulières constatées par le Bureau de l’inspecteur général ne se répètent pas dans d’autres dossiers similaires.

LES RECOMMANDATIONS

La Commission remercie l’inspectrice générale, Me Brigitte Bishop, et les membres de son équipe.

CONSIDÉRANT les constats de l’inspectrice générale sur les manœuvres frauduleuses de Les Constructions Lavacon Inc.,

R-1
La Commission appuie la recommandation de l’inspectrice générale à l’effet que l’entreprise Les Constructions Lavacon Inc. soit inscrite au Registre des personnes inadmissibles aux contrats et sous-contrats en vertu du Règlement de gestion contractuelle pour une période de cinq ans.

R-2
Que la Ville évalue les recours possibles visant la récupération éventuelle des montants perçus en trop par l’entrepreneur ainsi que les frais relatifs aux démarches de recouvrement.

CONSIDÉRANT la nécessité pour la Ville d’améliorer les pratiques en ce qui a trait à la gestion des directives de changement~~,~~

R-3
Que la Ville de Montréal modifie, d’ici juin 2019, son formulaire de directive de changement afin d’y mentionner que la Ville peut, à sa demande, accéder aux détails de la facturation entre l’entreprise adjudicataire et ses sous-traitants, et que copie du formulaire de directive de changement soit transmis par la Ville à la liste des sous-traitants de l’adjudicataire.

CONSIDÉRANT l'importance pour les responsables des services municipaux d'éviter la répétition de situations ayant fait l'objet de rapports du Bureau de l'inspecteur général,

R-4
Que la direction générale de la Ville transmette au moment de leur publication les rapports du Bureau de l'inspecteur général aux directions d'arrondissements et de services.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Article 15.01

Montréal, communauté bleue
Déclaration visant à reconnaître le droit à l'eau et à l'assainissement

Attendu que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 28 juillet 2010 une résolution reconnaissant le droit à l'eau et aux services d'assainissement;

Attendu que le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a adopté le 23 septembre 2011 une résolution sur le droit à l'eau potable et aux services d'assainissement, demandant aux gouvernements d'agir concrètement en se dotant de plans d'action, en mettant en place des mécanismes de surveillance et de reddition de comptes et en assurant l'accès à des services abordables à toute leur population;

Attendu que le 22 décembre 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré le 22 mars comme étant la Journée mondiale de l'eau, dont l'objectif est d'attirer l'attention sur l'importance de l'eau et de promouvoir la gestion durable des ressources en eau douce;

Attendu qu'à travers le monde, près de 750 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, que quatre milliards font face à une grave pénurie d'eau et que 2,5 milliards n'ont pas accès à des services d'assainissement adéquats;

Attendu que le Guide alimentaire canadien 2019 précise que l'eau doit être la boisson privilégiée et qu'en conséquence l'eau potable doit être accessible à toutes et à tous;

Attendu qu'au Canada, un nombre disproportionné de communautés autochtones n'ont pas accès à l'eau potable et aux services d'assainissement;

Attendu que la pollution par le plastique constitue une menace pour la préservation de l'eau douce et salée, et que de nombreuses actions doivent être entreprises pour l'endiguer;

Attendu que la Ville de Montréal s'est engagée à bannir les bouteilles d'eau de plastique à usage unique dans les bâtiments municipaux et à élaborer une stratégie de réduction à la source du plastique dans le cadre de la révision de son Plan directeur de gestion des matières résiduelles;

Attendu que la reconnaissance du droit à l'eau et aux services d'assainissement, de même que l'engagement de la municipalité à conserver la gestion de l'eau sous l'autorité municipale sont des conditions requises pour que la Ville de Montréal puisse obtenir le titre de « communauté bleue »;

Il est proposé par Sylvain Ouellet, vice-président du comité exécutif responsable de l'eau, des infrastructures et de la Commission des services électriques et appuyé par Suzie Miron, **conseillère à la condition féminine, aux infrastructures et à l'eau**

Et résolu :

Que la Ville de Montréal reconnaisse et affirme que le droit à l'eau et aux services d'assainissement est un droit de la personne;

Que la Ville de Montréal réaffirme sa ferme volonté de conserver la gestion de l'eau sous l'autorité municipale, soit la production de l'eau potable, son réseau de distribution et le traitement des eaux usées et son engagement à se doter d'un plan de financement de ses infrastructures dans une perspective de développement durable et d'équité intergénérationnelle;

Que la Ville de Montréal demande aux gouvernements fédéral et provincial d'enchâsser le droit à l'eau et aux services d'assainissement dans leurs lois respectives et demande au gouvernement fédéral de se doter d'un plan national d'action en vue de faire respecter le droit à l'eau et aux services d'assainissement.

Montréal

Déclaration
Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Article 15.02

Déclaration pour une Politique nationale d'aménagement du territoire et de l'urbanisme

Attendu que l'action gouvernementale en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme a un impact environnemental, social et économique majeur pour l'ensemble de la société montréalaise et québécoise;

Attendu que l'aménagement des milieux de vie et la gestion économe du territoire reposent à la fois sur les actions de l'État et sur celles des instances municipales, sans oublier les citoyennes et citoyens;

Attendu que l'atteinte de plusieurs objectifs nationaux, en matière de protection du territoire et des activités agricoles, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation de pétrole, de développement des transports collectifs, de revitalisation des collectivités, de santé publique, de mise en valeur du patrimoine et des paysages, de protection de la biodiversité, entre autres, dépend d'une plus grande cohérence entre les orientations et les actions de l'État et celles des instances municipales;

Attendu qu'il est donc fondamental et urgent de réunir, dans un même texte ayant statut de Politique nationale, une vision d'ensemble assortie de principes fondamentaux en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme qui puisse assurer la coordination de l'ensemble des lois, politiques et interventions de l'État et des instances municipales;

Attendu que l'Alliance ARIANE regroupe des organisations et experts réunis dans une vision commune afin que l'aménagement du territoire et l'urbanisme soient une priorité au Québec;

Il est proposé par Éric Alan Caldwell, membre du comité exécutif, responsable de l'urbanisme, du transport et de l'Office de consultation publique de Montréal et appuyé par Craig Sauvé, conseiller associé à la mobilité et aux services aux citoyens

Et résolu :

Que Montréal signe la déclaration de principe de l'Alliance ARIANE et appuie la proposition que le gouvernement du Québec se dote d'une Politique nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;

Qu'une copie de la présente résolution soit acheminée à l'Alliance ARIANE et au premier ministre du Québec, monsieur François Legault.

Déclaration
Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Article 15.03

Déclaration pour commémorer le 25e anniversaire du génocide rwandais

Attendu que l'Organisation des Nations Unies a déclaré, en 2004, la journée du 7 avril « Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 », tout en rappelant que des Hutus et d'autres personnes s'étant opposées au génocide ont également été tués;

Attendu que Montréal est une des villes où résident de nombreux survivants du génocide rwandais et une communauté rwandaise très dynamique et engagée;

Attendu que les victimes de génocides comptent sur chacune et chacun d'entre nous pour éveiller la conscience sur ces crimes contre l'humanité et sur les moyens de les prévenir dans le futur;

Attendu que notre métropole a toujours soutenu des valeurs fondamentales d'ouverture à la diversité et à l'inclusion, jouant ainsi un rôle important dans la promotion des droits de la personne;

Attendu que Montréal se fait un devoir de mémoire et se veut une ville qui lutte contre toute forme de discrimination, de préjugé et de violence;

Attendu que l'administration municipale s'est engagée en 1989 par la « Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale » à mener des actions, sur son territoire, afin de prévenir et de combattre la discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion, l'origine ethnique ou nationale ainsi qu'à promouvoir des relations interculturelles dans le respect et la compréhension;

Attendu qu'en 2005, une motion a été présentée et qu'en 2012, une résolution du Conseil a été approuvée pour rappeler aux Montréalaises et Montréalais que le 7 avril est reconnu comme une journée de réflexion sur le génocide rwandais;

Attendu que la Déclaration (CM12 0258) à l'occasion de la commémoration du génocide rwandais a souligné que « le 7 avril est reconnu comme étant la "Journée de réflexion sur le génocide de 1994 au Rwanda" par solidarité envers les survivantes et survivants de ce génocide et à l'endroit de tout le peuple rwandais »;

Attendu que la Ville a déjà collaboré aux 10e, 15e et 20e cérémonies de commémoration du génocide perpétré au Rwanda;

Il est proposé par Magda Popeanu, conseillère de la Ville du district de Côte-des-Neiges et appuyé par Valérie Plante, mairesse de Montréal

Et résolu :

Que la Ville de Montréal, à l'occasion du 25e anniversaire, rappelle aux Montréalaises et Montréalais que le 7 avril est reconnu comme étant la « Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 » par devoir de mémoire pour le respect des droits de la personne;

Que la Ville de Montréal témoigne de sa solidarité envers les survivantes et survivants au génocide et à l'endroit de tout le peuple rwandais.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1183815004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2019, pour une somme maximale de 205 690 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 247 000 $ équivalent aux recettes estimées.

Il est recommandé :
1 - d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville de Montréal et la Société des Amis du Biodôme, pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour une somme maximale de 205 690 $, taxes incluses, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'autoriser un budget additionnel de dépenses de 247 000 $ et un budget additionnel de revenus de 247 000 $, équivalent aux recettes estimées des camps de jour;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-01 08:11

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183815004**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2019, pour une somme maximale de 205 690 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 247 000 $ équivalent aux recettes estimées.

CONTENU

CONTEXTE

Les camps de jour à Espace pour la vie jouissent d'une belle notoriété, sont très recherchés par les parents et appréciés des quelque 760 enfants qui les fréquentent chaque année. Les séjours proposés au Biodôme et au Jardin botanique/Insectarium, sur les thématiques en lien avec les plantes, les insectes, les animaux, l'écologie, en font d'excellents programmes de rapprochement avec la nature et de développement de culture scientifique.
En 2018, pour mieux répondre aux besoins de la clientèle, pour permettre une optimisation des coûts ainsi qu'une organisation du travail plus efficiente, Espace pour la vie a revu la gestion des camps de jour, et ce, en maintenant la qualité reconnue et appréciée de ce programme. Les principales améliorations sont :

- L'ajout d'une nouvelle formule de camps, d'une durée d'une semaine, à la formule de camps de deux 2 semaines actuelle, offrant par conséquent une nouvelle option pour les parents et permettant d'accueillir un plus grand nombre d'enfants.
- Un guichet unique pour les parents, afin de faciliter les inscriptions, ce qui impliquait une collaboration avec une seule société amie, plutôt que deux (et ce, tout en conservant des thématiques associées aux 4 institutions).

Jusqu'en 2017, les camps de jour du Jardin botanique / Insectarium étaient gérés, du point de vue administratif, par les Amis du Jardin botanique. Ceux du Biodôme / Planétarium l'étaient par les Amis du Biodôme. Les contenus (développement des programmes, animation scientifique), dans les deux cas, ont toujours été sous la responsabilité d'Espace pour la vie, qui possède l'expertise pour ce faire. En 2018, un appel de propositions pour la gestion administrative des camps de jour Espace pour la vie a été fait auprès des deux organismes sans but lucratif jusqu'alors impliqués dans les camps de jour, soit les Amis du Jardin botanique et les Amis du Biodôme. Les deux ont déposé une proposition, laquelle a été évaluée selon les critères qui avaient été transmis. À la suite de ce processus, Espace pour la vie a confié le mandat à la Société des Amis du Biodôme. L'évaluation de cette première expérience ayant été positive, Espace pour la vie souhaite reconduire cette entente pour 2019, selon les mêmes termes.

À noter: malgré la fermeture du Biodôme pour les travaux du projet Migration, une offre adaptée, de qualité, mettant en valeur l'écologie et certaines collections du Biodôme, sera proposée dans les locaux du Planétarium. Compte tenu de cette fermeture, 648 enfants pourront être accueillis au total cette année. À la réouverture, en 2019, une offre complète, avec augmentation des places disponibles, sera de retour.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0226 - 19 février 2018: Accorder un contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2018, pour une somme maximale de 205 690 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 248 600 $ équivalent aux recettes estimées (1173815004)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à octroyer, de gré à gré, un contrat de service à la Société des Amis du Biodôme de Montréal, un organisme sans but lucratif, pour la gestion administrative et financière du camps de jour Espace pour la vie, selon les termes de l'entente à approuver :

- Espace pour la vie détermine l'offre (thèmes, programmes, durée, nombre de séjours), la tarification, et assure la coordination générale des camps, de même que toutes les activités scientifiques qui s'y déroulent (animation scientifique);
- La Société des Amis du Biodôme s'engage à assurer la gestion administrative et financière du camp de jour (notamment à percevoir les revenus d'inscription et à les remettre à la Ville à la fin du mandat), à engager des moniteurs pour encadrer les groupes et à offrir, opérer et animer un service de garde.

JUSTIFICATION

La mission des sociétés amies est d'appuyer Espace pour la vie par la diffusion d'informations sur la nature et l'offre d'activités éducatives ou encore par des contributions aux projets des 4 musées.
Depuis 2012, la Société des Amis du Biodôme administre les camps de jour au Biodôme. Au fil des ans, elle a démontré sa capacité à gérer les ressources humaines et financières de façon efficiente.

Cette entente permet à Espace pour la vie de maintenir une activité signifiante et enrichissante, qui favorise la découverte de la nature pour les jeunes montréalais.

En 2019, les revenus provenant des inscriptions aux camps de jour et au service de garde, perçus par la Société des Amis du Biodôme, sont estimés à 247 000$. Ces revenus seront remis à la Ville au terme du mandat. Cette prévision est basée sur les données réelles de 2018.

Le montant du contrat à la Société des Amis du Biodôme est de 178 900$, plus taxes (205 690 $ avec taxes).

La différence entre le montant du contrat à la Société des Amis du Biodôme et les recettes d'inscription, estimée à 68 100 $, permettra à Espace pour la vie d'absorber une partie des coûts générés par les camps de jour (coordination, animateurs scientifiques).

Le coût net des camps de jour, pour la Ville, est estimé à 151 900$, ce qui est comparable avec l'année 2018 mais moins élevé que ce que coûtaient les camps avant le changement

de modèle (172 000 $ en 2015, par exemple). Pour les prochaines années, à compter de la réouverture du Biodôme, on estime que le coût sera encore moins élevé, considérant l'augmentation du nombre de places et l'augmentation de nombre de séjours d'une semaine.

REVENUS	**AMIS**	**VILLE**
Inscriptions au camp de jour (estimation)		226 000 $
Inscriptions service de garde (estimation)		21 000 $
Entente de service- Ville et Amis du Biodome	178 900 $	
Subventions (estimation)	25 000 $	
Surplus camp 2018 injecté en 2019	9 225 $	
TOTAL	**213 125 $**	**247 000 $**
DÉPENSES		
Salaires et charges soc	140 225 $	220 000 $
Autres familles	52 900 $	
Frais d'administration	20 000 $	
Entente de service Ville et Amis du Biodome		178 900 $
TOTAL	**213 125 $**	**398 900 $**
Revenus vs dépenses	***- $***	***(151 900) $***

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire pour assumer les dépenses de ce dossier non couvertes par les revenus, soit 151 900 $, est prévu au service de l'Espace pour la vie. Conséquemment, ces dépenses ne comportent aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Par ailleurs, un budget additionnel de dépenses de 247 000 $ et un budget de revenus de 247 000 $, équivalent aux recettes estimées des camps de jour, sont requis.

Ce montant additionnel permettra de couvrir le contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour (178 900 $ avant taxes) ainsi que différentes dépenses de fonctionnement relatives à la coordination et l'animation scientifique du camp de jour par Espace pour la vie, notamment pour des ressources humaines auxiliaires (68 100 $).

Sur le plan budgétaire, si le montant des recettes d'inscription est atteint, ce budget additionnel de dépenses n'aura aucune incidence sur le cadre financier de la Ville, compte tenu des budgets additionnels équivalents de revenus et de dépenses. Ce montant devra par conséquent être transféré au budget de fonctionnement du Service de l'Espace pour la vie.

Les dépenses en lien avec ce dossier seront assumées à 100 % par la Ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son contenu résolument axé sur les savoirs en lien avec la biodiversité, le camp de jour permet de favoriser une conscience environnementale, de développer un esprit critique et une culture scientifique, pour un plus grand engagement chez les participants à améliorer la protection de la biodiversité, des milieux naturels et des espaces verts.
Le camp de jour participe au programme "Camp de jour zéro déchets" de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans la collaboration des sociétés amies, Espace pour la vie ne peut pas offrir le programme des camps de jour. La collaboration permet de maintenir à meilleur coût des activités signifiantes et enrichissantes, qui favorisent la découverte de la nature par les jeunes montréalais.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier. Une campagne de promotion sera mise en place pour faire connaître le programme à la clientèle cible (les familles qui inscrivent leurs enfants dans les camps).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars: Début des inscriptions, début du processus d'embauche du personnel
Juin : Début des camp de jour
Fin août : Fin des camps de jour

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine BERNIER
Chef de division

Tél : 514-872-1421
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

René PRONOVOST
Directeur du Jardin botanique de Montréal

Tél : 514 872-1452
Télécop. : 514 872-1455

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2019-02-28

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU BIODÔME**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 4777, avenue Pierre-de Coubertin, Montréal, Québec, H1V 1B3**,** agissant et représentée aux présentes par madame Amélie Sénécal, directrice**,** dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 13505 3700 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 101545 2613 TQ 0001

(ci-après nommée le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant appuie la mission d'Espace pour la vie (ci-après « EPLV ») par la diffusion d'information scientifique sur la nature et par la valorisation de ses collections, en participant à ses activités éducatives et à l'organisation d'événements spéciaux sur les sites d'EPLV;

ATTENDU QUE les relations qu'entretient le Contractant avec EPLV comportent des échanges de services ainsi que des contributions financières aux projets d'EPLV;

ATTENDU QUE le Contractant a manifesté le désir de contribuer et de participer activement à la réalisation des camps de jour à EPLV et a déposé une offre de service en ce sens à la Ville;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour la réalisation de ses camps de jour à EPLV, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : L'appel d'offres pour la réalisation du

	Camp de jour Espace pour la vie, en date du 24 octobre 2017, décrivant la prestation de service attendue du Contractant.
1.2 « **Annexe 2** » :	L'offre de service du Contractant en date du 2 novembre 2017.
1.3 « **Annexe 3** » :	Budget camp de jour 2019.
1.4 « **Responsable** » :	Le Directeur du Service Espace pour la vie de la Ville ou son représentant dûment autorisé.
1.5 « **Unité administrative** » :	Le Service Espace pour la vie de la Ville de Montréal.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3 ci-jointes, à assurer la gestion administrative et financière du Camp de jour EPLV, à accompagner les groupes d'enfants pour soutenir les animateurs des institutions scientifiques d'EPLV et à offrir, opérer et animer un service de garde, en collaboration avec les équipes en place d'EPLV.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet à la date de la dernière signature et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services, mais au plus tard le 30 novembre 2019, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 déterminer la tarification des camps de jour et du service de garde;

5.5 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention;

5.6 mettre gratuitement à la disposition du Contractant le lieu et les équipements nécessaires à l'exécution des services et la Ville pourra, en tout temps, sans avis, y accéder;

5.7 respecter le budget de dépenses autres familles identifié au budget présenté à l'Annexe 3.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention et doit procéder aux achats et aux locations requises et assurer la rémunération et le suivi administratif du personnel qu'il met à la disposition de la Ville selon les critères et besoins identifiés aux Annexes 1 et 2;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et les autres frais relatifs à l'exécution des services, sauf les frais mentionnés expressément aux Annexes 1, 2 et 3;

6.4 soumettre à la ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 transmettre au Responsable, sur demande, une liste du personnel affecté aux diverses activités du Contractant dans le cadre de la présente convention et l'informer de toute modification ultérieure qui y serait apportée;

6.11 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.12 agir en accord avec les hauts standards d'excellence et d'éthique qui prévalent dans ce genre d'activités, de façon que ne soient pas entachés le caractère d'administration publique de la Ville et son image de prestige;

6.13 remettre à la Ville la totalité des recettes perçues lors des inscriptions au camp de jour et au service de garde, par le Contractant, le 28 septembre 2018 et soumettre à la Ville un état de compte détaillé des revenus de la Ville perçus par le Contractant aux fins du camp de jour et du service de garde. Un bilan des coûts finaux pour la tenue des camps de jour et du service de garde sera remis à la Ville au plus tard le 30 novembre 2019.

6.14 Toute subvention ou commandite reçue par le Contractant pour l'exécution des services prévus à la présente convention lui appartient et ne doit pas être comptabilisée dans les Revenus

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **deux cent cinq mille six cent quatre-vingt dix dollars (205 690 $)** couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :

8.2.1 une somme de **cent deux mille huit cent quarante-cinq dollars (102 845 $**) à la signature de la présente convention par la Ville;

8.2.2 une somme de **quatre-vingt-deux mille deux cent soixante-seize dollars (82 276 $**) le 16 juillet 2019

8.2.3 une somme de **vingt mille cinq cent soixante-neuf dollars (20 569 $**) à la remise du bilan final, au plus tard le 30 novembre

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas-échéant.

8.3 Pour le paiement des honoraires, le Contractant devra présenter à la Ville une facture comportant toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ, le cas échéant, et elles sont payables par la Ville aux dates mentionnées ci-dessus.

8.4 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.5 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme totale des honoraires prévue à l'article 8 de la présente convention.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre un état de compte détaillé, comme prévu à l'article 6.5 de la présente convention, faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de tel état de compte.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources humaines, financières et matérielles pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 4777, avenue Pierre-de Coubertin, Montréal, Québec, H1V 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20 ,

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 20 ,

LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU BIODÔME

Par : _____
Amélie Sénécal, directrice

Cette convention a été approuvée par le , le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

L’appel d’offres pour la réalisation du Camp de jour Espace pour la vie, en date du 24 octobre 2017, décrivant la prestation de service attendue du Contractant

ANNEXE 2

L’offre de service du Contractant en date du 2 novembre 2017.

ANNEXE 3

Budget camp de jour 2019.

Voir pièces jointes

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183815004

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Jardin Botanique , Division de l'animation et des programmes publics
Objet :	Accorder un contrat à la Société des Amis du Biodôme pour la gestion administrative et financière des camps de jour Espace pour la vie, incluant le service de garde, pour la saison 2019, pour une somme maximale de 205 690 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 247 000 $ équivalent aux recettes estimées.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1183815004 Contrat à SABM - camps de jour.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.02

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 596 030,40 $ taxes incluses. Appel d'offres public no 19-17463 - Un soumissionnaire.

Il est recommandé :
1- d'accorder au seul soumissionnaire **Atera Enviro inc.,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, pour une période de 24 mois, le contrat pour la fourniture d'électrodes, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 596 030,40$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17463 ;

2- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 20:58

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197271002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 596 030,40 $ taxes incluses. Appel d'offres public no 19-17463 - Un soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

La Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs a reçu du conseil municipal, en février 2013, le mandat d'évaluer la portée de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées, des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais* d'émettre, par la suite, des recommandations sur les modifications possibles audit règlement (CM13 0161). La Commission a formulé six recommandations concernant les entrées de service en plomb et la relance du plan d'action établi en 2007. Celles-ci ont été approuvées par le Comité exécutif en septembre 2015.

Parmi les recommandations, la poursuite des campagnes annuelles de dépistage ayant pour objectif de réaliser 6 000 analyses et 5 000 remplacements par année a été approuvée. L'optimisation des méthodes de travail a permis de réaliser près de 9 000 dépistages en 2018 et de fixer l'objectif en 2019 et 2020 à 10 000 dépistages.

Durant un total de 25 semaines, des équipes d'étudiants sillonnent les rues de la Ville de Montréal pour réaliser des analyses permettant de déterminer la présence d'entrée de service en plomb. Ces analyses permettent par la suite de procéder, si requis, au remplacement des entrées de service en plomb sur le domaine public.

L'analyse se fait chez les citoyens au moyen d'un appareil portatif Palintest SA-1100 dans lequel les électrodes nécessaires aux analyses de plomb sont insérées. Deux tests sont effectués à chaque adresse visitée. Pour les besoins des campagnes de dépistage de 2019 et 2020, le Service de l'eau doit se doter d'une quantité suffisante d'électrodes pour atteindre ses objectifs de dépistage.

Un appel d'offres public a été publié le 16 janvier 2019 sur le site SEAO et dans le journal *Le Devoir* . L'ouverture des soumissions a eu lieu le 19 février 2019. La période de validité des soumissions est de 180 jours.

Trois (3) addendas ont été émis en période de soumission.

Numéro d'addenda	Description
Addenda 1	Retrait des clauses 10.30.04 et 10.24.03 du document contrat.
Addenda 2	Réponses à des questions de dates de livraisons.
Addenda 3	Réponses à des questions de dates de livraisons.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 17 0851 - 31 mai 2017 - Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 307 903,05 $ taxes incluses. Appel d'offres public #17 -16056 - 1 soumissionnaire
CM15 1033 - 21 septembre 2015 - Dépôt de la réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais* .

CE15 1722 - 16 septembre 2015 - Réponse du comité exécutif au rapport de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs portant sur l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais* .

CE15 0103 - 14 janvier 2015 - Prendre acte du rapport et des recommandations de la Commission permanente sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs concernant l'étude de l'article 89.13 du *Règlement C-1.1 sur la canalisation de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales et des préjudices causés aux propriétaires montréalais* .

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit l'achat de 4 800 boites de 10 électrodes de type PT-435 nécessaires à l'utilisation de l'appareil portatif Palintest SA-1100.

JUSTIFICATION

Analyse de la soumission et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services)
Il y a eu deux (2) preneurs de cahier des charges.

Un (1) des deux (2) preneurs du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente un taux de réponse de cinquante pour cent (50 %).

Le faible nombre de soumissions reçues peut s'expliquer par le fait que le fabricant des électrodes est situé en Europe. La même situation a été observée lors des appels d'offres publics lancés en 2017 où une seule soumission avait été déposée.

La firme Distribution ASI explique ne pas avoir déposé de soumission en raison de problèmes logistiques. La firme tente de régulariser la situation afin de pouvoir répondre à ce type d'appel d'offres dans le futur.

À la suite de l'analyse technique de l'offre, nous recommandons l'octroi du contrat à Atera Enviro inc.

Il est à noter que la Ville de Montréal a octroyé un contrat gré à gré de 86 921,10$ le 27 février 2019 avec ce même adjudicataire pour le même produit. Cet octroi a été réalisé en respect avec le *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* . Les délais de livraison du produit du présent contrat étant de 3 mois et demi suite à l'émission du bon de commande, nous avons évalué que nous serions en rupture de stock pour quelques semaines. Ce contrat gré à gré vient assurer la continuité de l'approvisionnement des électrodes lors de la campagne de dépistage.

Analyse de la soumission :

Soumission conforme	Coût de base (taxes incluses)	Autre (préciser) (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Atera Enviro inc.	596 030.40 $	0 $	596 030.40 $
Dernière estimation réalisée	607 068.00 $	0 $	607 068.00 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			596 030.40 $ 0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			0 $ 0 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			(11 037.60) $ (1.8) %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0 $ 0 %

L'adjudicataire n'est pas dans l'obligation de détenir une licence valide de la Régie du Bâtiment du Québec.

L'adjudicataire ne se retrouve pas sur la liste RENA.

L'adjudicataire ne s'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

En vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, l'appel d'offres du présent sommaire décisionnel n'est pas visé par l'obligation de fournir une autorisation de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts de ces travaux seront assumés à même le budget de fonctionnement de la Direction des réseaux d'eau, et les détails de ceux-ci sont présentés dans l'intervention du Service des finances.
Des montants nets de 272 127, 60$ pour 2019 et de 272 127, 60$ pour 2020 seront imputés au budget de fonctionnement pour un total net de 544 255.20 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal s'est dotée en 2011 de la Stratégie montréalaise de l'eau qui comprend des objectifs de sécurité publique, de gestion responsable des actifs et de développement durable.
Le projet de dépistage des entrées de service en plomb contribue à cette stratégie et améliore la qualité de l'eau potable qui est distribuée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le contrat ne serait pas octroyé, il sera difficile pour la Ville de réaliser sa campagne de dépistage d'entrées de service en plomb en 2019 et de réaliser son objectif de dépistage établi pour 2019.
Ultimement, cela compromettrait l'atteinte de l'objectif d'éliminer toutes les entrées de service en plomb sur le domaine public d'ici 2026.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Mars 2019

Mai 2019 : Début de la saison de dépistage des entrées de service en plomb
Juillet 2019 : Réception de 2 400 boites d'électrodes (1ère partie)
Octobre 2019 : Fin de la saison de dépistage des entrées de service en plomb

Avril 2020 : Réception de 2 400 boites d'électrodes (2e partie)
Mai 2020 : Début de la saison de dépistage des entrées de service en plomb
Octobre 2020 : Fin de la saison de dépistage des entrées de service en plomb

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Étienne LANGLOIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémi LACROIX
Chef de section intervention

Tél : 514 872-3973
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Michel PÉRIARD
chef de division - expertise d'entretien

Tél : 514-868-7758
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 596 030,40 $ taxes incluses. Appel d'offres public no 19-17463 - Un soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17463 pv.pdf 19-17463_DetCah.pdf 19-17463_Intervention.pdf 19-17463_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Étienne LANGLOIS
Agent d'approvisionnement niv. II
Division Acquisition,
Division Acquisition de biens et services
Tél : 514-872-2988

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Richard DAGENAIS
Chef de section app. strat. en biens

Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17463

No du GDD : 1197271002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture d'électrodes PT-435 pour analyses de plomb avec l'appareil Palintests SA-1100

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 1 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 1 - 2019

Ouverture faite le : 19 - 2 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 6 - 2 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 8 - 2019

Date d'échéance révisée : 18 - 8 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atera Enviro Inc.	596 030,40	√	

Information additionnelle

La firme Distribution ASI n'ayant pas déposés de soumission pour des raisons de logistique.

Préparé par : Étienne Langlois

Le 27 - 2 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17463

Agent d'approvisionnement
Étienne Langlois

Conformité	Oui

					Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Atera Enviro inc.						
	LOT1	Électrodes PT-435 pour analyses de plomb avec l'appareil Palintests SA-1100	0	Électrodes PT-435 pour analyses de plomb avec l'appareil Palintests SA-1100	518 400,00 $	596 030,40 $
Total (Atera Enviro inc.)					**518 400,00 $**	**596 030,40 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17463
Numéro de référence : 1226669
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture d'électrodes PT-435 pour analyses de plomb avec l'appareil Palintests SA-1100

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Atera Enviro Inc. 952, Rouville Repentigny, QC, J5Y 2N4	Monsieur Pascal Picotte Téléphone : 514 592-4626 Télécopieur :	**Commande : (1529839)** 2019-01-16 12 h **Transmission :** 2019-01-16 12 h	3052344 - 19-17463_Add1 2019-01-24 9 h 14 - Courriel 3055213 - 19-17463_Add2 2019-01-29 14 h 56 - Courriel 3060273 - 19-17463_Add3 2019-02-06 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Distributions ASI 755 boul. Cure-Boivin 100 Boisbriand, QC, J7G2J2	Madame Valérie Longpré Téléphone : 450 433-0047 Télécopieur : 450 433-3924	**Commande : (1530835)** 2019-01-18 8 h 39 **Transmission :** 2019-01-18 8 h 39	3052344 - 19-17463_Add1 2019-01-24 9 h 14 - Courriel 3055213 - 19-17463_Add2 2019-01-29 14 h 56 - Courriel 3060273 - 19-17463_Add3 2019-02-06 10 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197271002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Direction
Objet :	Accorder un contrat à Atera Enviro inc. pour la fourniture d'électrodes pour analyse avec l'appareil Palintest SA-1100 pour une période de vingt-quatre (24) mois pour le dépistage des entrées de service en plomb sur le territoire de la Ville de Montréal - Dépense totale de 596 030,40 $ taxes incluses. Appel d'offres public no 19-17463 - Un soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197271002_Info_Comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Bruno LAGACÉ
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5391
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.03

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181027005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île-de-Montréal cède sans frais à la Ville une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel, à l'ouest de la rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie. N/Réf. : 31H12-005-1471-05

Il est recommandé :
d'approuver un projet d'acte par lequel le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île-de-Montréal cede à la Ville de Montréal une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier sur une portion d'un immeuble situé au 3095, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, représentée par une partie du lot 3 636 033 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et ce, à titre gratuit, le tout substantiellement conforme au projet d'acte joint, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-03-02 13:33

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181027005**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île-de-Montréal cède sans frais à la Ville une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel, à l'ouest de la rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie. N/Réf. : 31H12-005-1471-05

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie (l'« Arrondissement ») a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), afin de négocier l'acquisition d'une servitude réelle et perpétuelle de passage, relativement à une partie d'un immeuble appartenant au Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale (le « CSSS ») situé au 3095, rue Sherbrooke Est, dans l'Arrondissement. Cette servitude est requise pour permettre de régulariser un passage pour piétons aménagé entre les rues Sherbrooke Est et Rachel, à l'ouest de la rue Saint-Germain. Cet immeuble est connu et désigné comme étant le lot 3 636 033 du cadastre du Québec. L'assiette concernée par cette servitude est d'une superficie approximative de 1 100 m², telle que présentée sur les plans A, B, C et P ci-joints (l'« Assiette »).
Le 25 février 2015, le CSSS, étant propriétaire de l'immeuble où est située l'assiette, a signé un engagement à consentir une telle servitude à la Ville, à titre gratuit. Le 1er avril 2015, le CSSS a été fusionné au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île de Montréal (le « CIUSS»).

Ce lien piétonnier a été réalisé afin de permettre aux citoyens du quartier d'éviter de faire un détour pour accéder de part et d'autre aux rues Sherbrooke Est et Rachel, ce qui facilite l'accès au métro.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver un projet d'acte de servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier consentie à titre gratuit par le CIUSS en faveur de la Ville. Les conditions de cette servitude sont prévues dans le projet d'acte qui fait l'objet des présentes. Un plan montrant les aménagements prévus est déposé dans les pièces jointes.

La Ville sera responsable de l'entretien et de la réparation du passage pour piétons aménagé dans l'Assiette.

JUSTIFICATION

Cette servitude permettra de faciliter le déplacement des piétons du secteur entre les rues Sherbrooke Est et Rachel, notamment pour accéder au métro.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur marchande de la servitude accordée à la Ville fut estimée à 195 000 $ en février 2014. Celle-ci est consentie à titre gratuit. Par ailleurs, les aménagements ont été réalisés par l'Arrondissement, à ses frais.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet améliorera la qualité du milieu de vie des résidents du quartier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La servitude permettra de régulariser le sentier pour piétons aménagé dans l'Assiette.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Arrondissement déterminera les opérations de communication appropriées, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'acte de servitude en 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre DUBOIS, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Pierre DUBOIS, 18 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roger GRONDINES
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-2042
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-13

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions

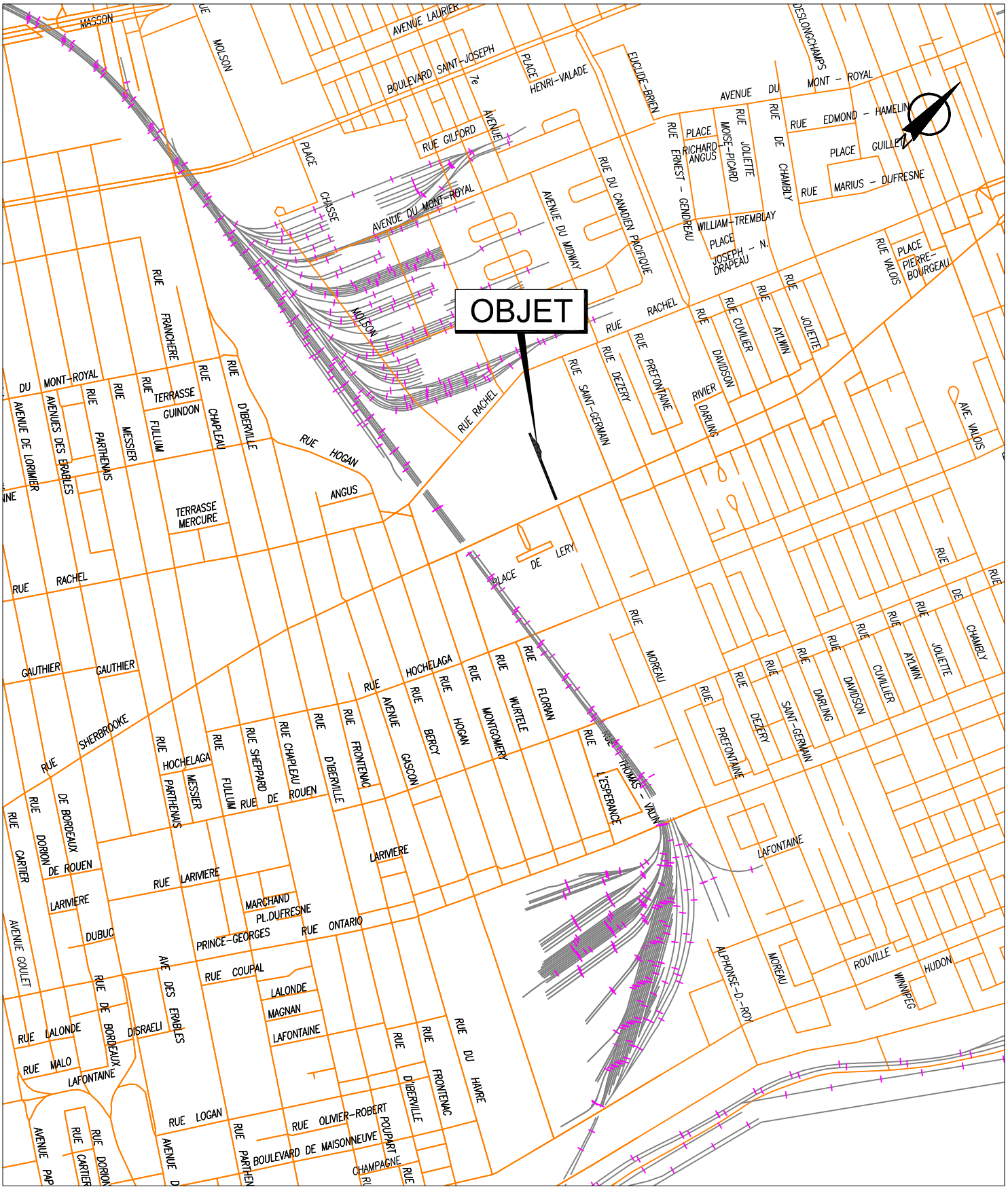
Tél : 514-872-0070
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-28

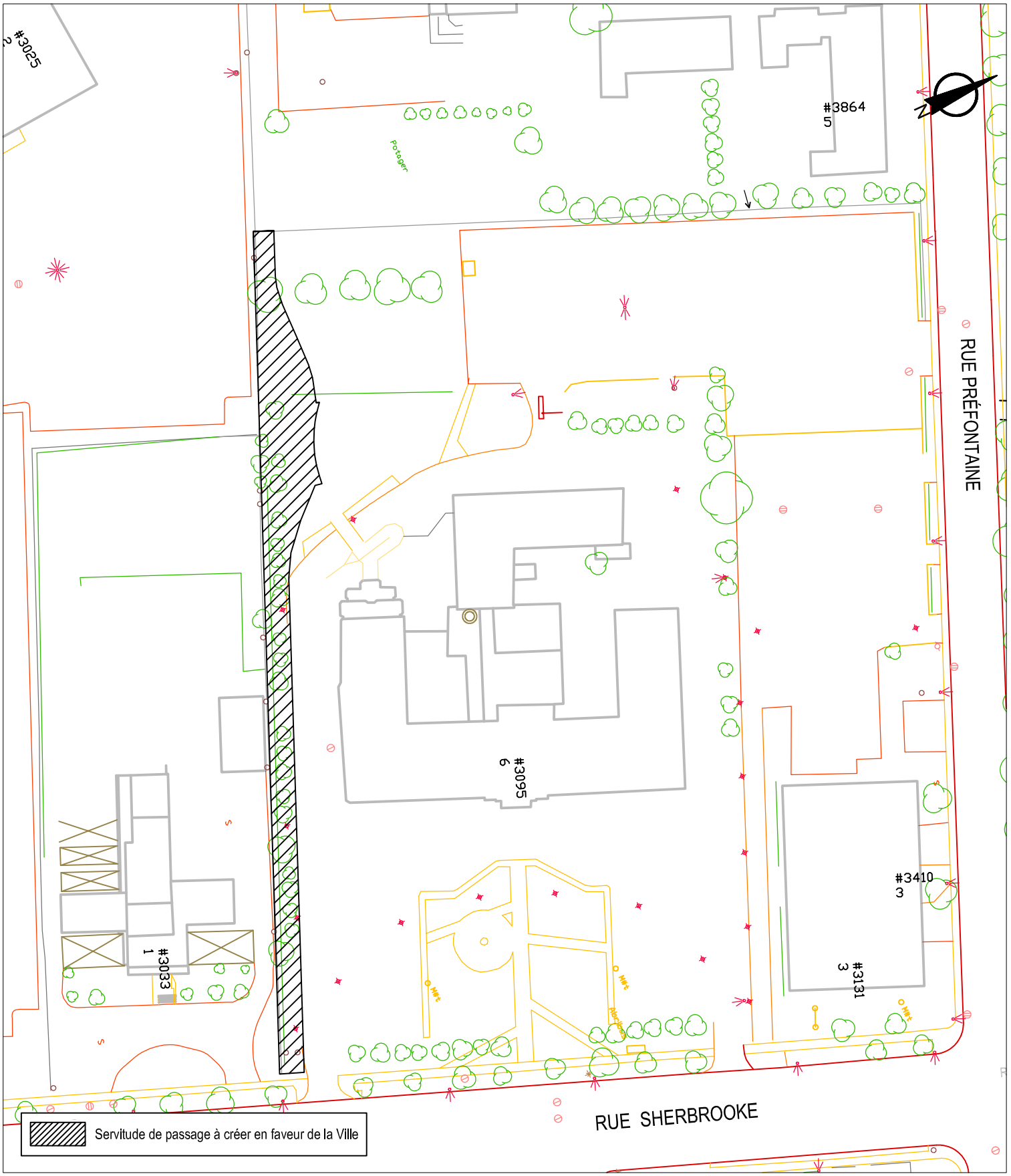


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan A : plan de localisation
Dossier : 31H12-005-1471-05
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 01-12-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

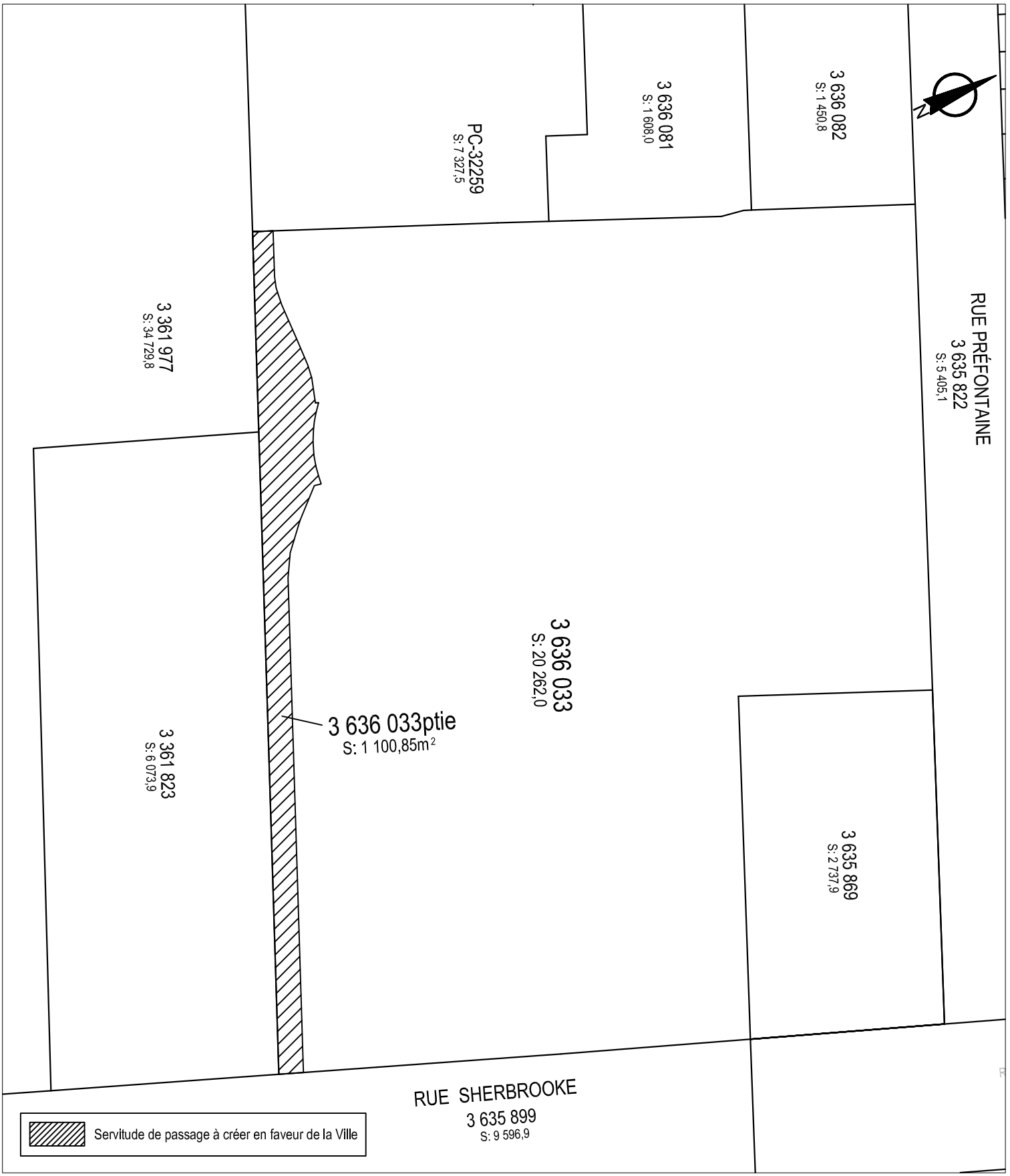


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan B : plan de l'utilisation du sol
Dossier : 31H12-005-1471-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1000
Date : 01-12-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

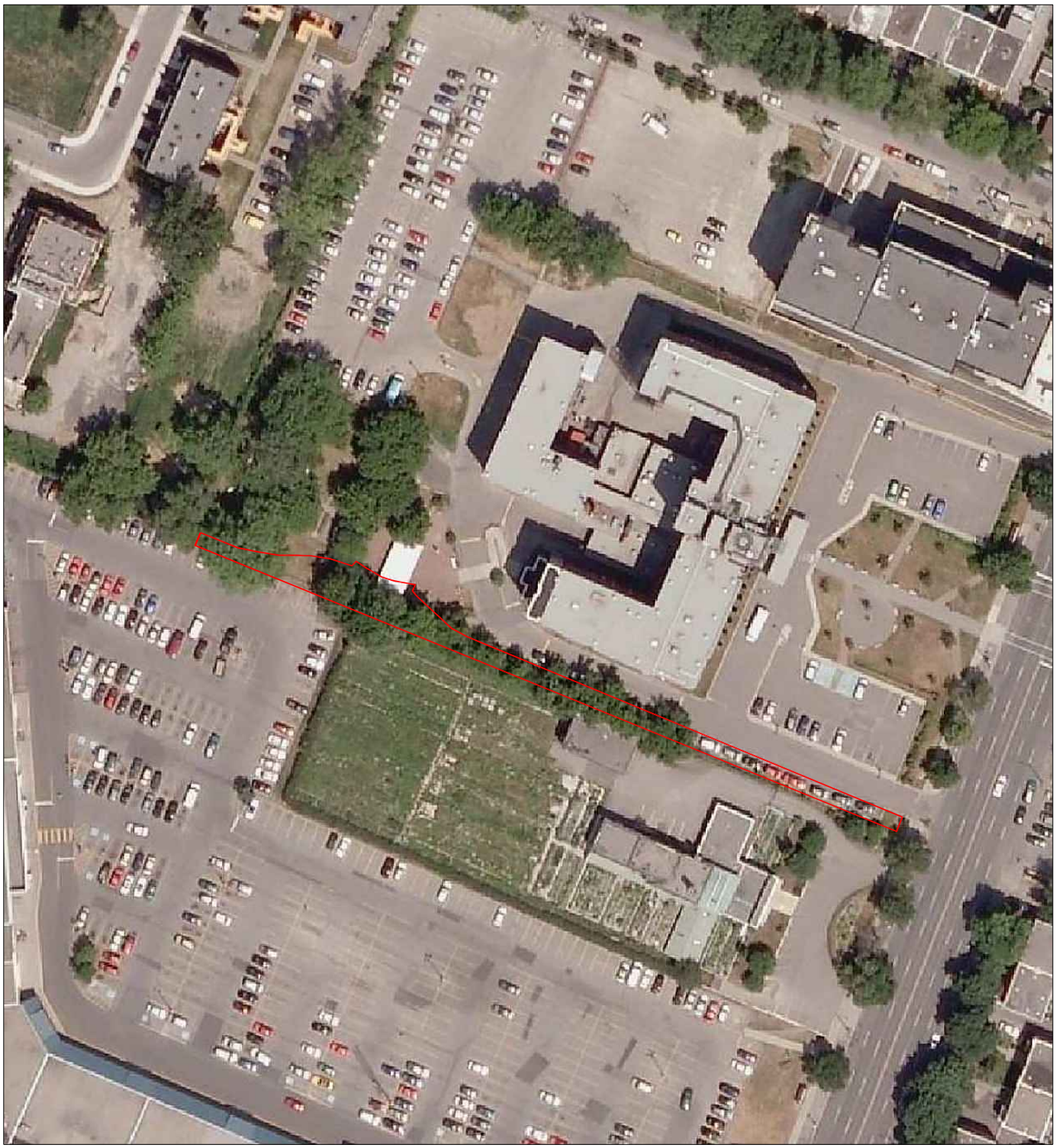


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-1471-05
Dessinateur : CL
Échelle : 1:1000
Date : 01-12-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



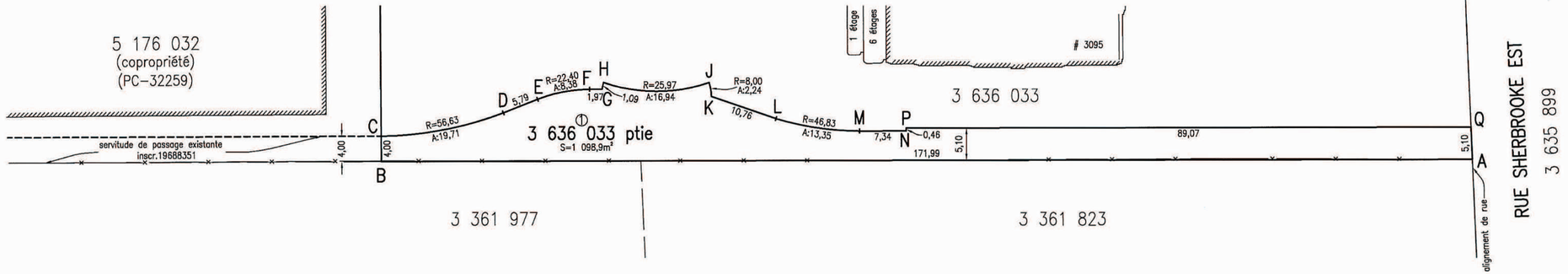
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-1471-05
Dessinateur : CL
Échelle : -
Date : 01-12-14

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP25452



SEGMENT	AZIMUTH	DISTANCE	STATUT
A–B	293°13'25"	171,99	DROITE
B–C	22°56'00"	4,00	DROITE
C–D	102°33'43"	19,61	CORDE
D–E	91°46'47"	5,79	DROITE
E–F	102°30'04"	8,34	CORDE
F–G	113°13'18"	1,97	DROITE
G–H	36°10'06"	1,09	DROITE
H–J	113°21'51"	16,65	CORDE
J–K	194°16'38"	2,23	CORDE
K–L	132°14'17"	10,76	DROITE
L–M	121°43'24"	13,31	CORDE
M–N	113°13'26"	7,34	DROITE
N–P	23°16'13"	0,46	DROITE
P–Q	113°13'25"	89,07	DROITE
Q–A	200°57'35"	5,10	DROITE

COORDONNÉES SCOPQ, NAD 83 (FUSEAU 8)
FACTEUR ÉCHELLE: 0,9999

NUMÉRO	Y (NORD)	X (EST)
A	5044678,524	300245,664
B	5044746,332	300087,638
C	5044750,016	300089,197
D	5044745,752	300108,332
E	5044745,572	300114,122
F	5044743,768	300122,258
G	5044742,992	300124,066
H	5044743,871	300124,709
J	5044737,271	300139,987
K	5044735,111	300139,437
L	5044727,878	300147,404
M	5044720,880	300158,723
N	5044717,986	300165,469
P	5044718,407	300165,650
Q	5044683,291	300247,490

LÉGENDE

A: : arc
—×— : clôture
inscr. : inscription

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500
0 5 mètres
Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 3 636 033

EMPLACEMENT:

Un bien–fonds situé à l'ouest de la
RUE SHERBROOKE EST
et au sud–ouest de la
RUE PRÉFONTAINE

FINS DU DOCUMENT:

SERVITUDE

NOTE: 1– Le bien–fonds à être grevé d'une servitude de passage est indiqué par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA (article 1).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 29 septembre 2015

COPIE / ORIGINAL

Préparé par: JOHANNE RANGERS
Arpenteure–géomètre

Minute Nº 1062 Sceau 2018-10-04

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12–005–1471 (31H12–010–0736) Dessin:N.Simard

Arpenteur–géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21842 (Greffe commun des arpenteurs(es)–géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur–géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rosemont–La Petite–Patrie

PLAN Nº S–44 HOCHELAGA

21842D.DWG

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 3 636 033
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

Ce bien-fonds à être grevé d'une servitude de passage, situé à l'ouest de la rue Sherbrooke Est et au sud-ouest de la rue Préfontaine est délimité par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA (article 1) sur le plan S-44 Hochelaga préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 29 septembre 2015.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description technique correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Une partie du lot TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-SIX MILLE TRENTE-TROIS (3 636 033 ptie), dudit cadastre :

de figure irrégulière;

DANIEL BROUSSEAU 1784 ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers l'est par le lot 3 635 899 faisant partie de la rue Sherbrooke Est;
- Vers le sud-ouest par les lots 3 361 823 et 3 361 977;
- Vers le nord-ouest par le lot 5 176 032 (copropriété);
- Vers le nord, le nord-est, le nord-ouest, le nord-est, l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord-est par une autre partie du lot 3 636 033;

/2

MESURANT :

- Vers le sud-ouest, en partant du point A, cent soixante et onze mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (171,99 m) selon un azimut de 293°13'25" jusqu'au point B;
- Vers le nord-ouest, quatre mètres (4,00 m) du point B selon un azimut de 22°56'00" jusqu'au point C;
- Vers le nord, dix-neuf mètres et soixante et onze centièmes (19,71 m) le long d'un arc de cercle de cinquante-six mètres et soixante-trois centièmes (56,63 m) de rayon du point C selon un azimut de 102°33'43" selon la corde mesurant dix-neuf mètres et soixante et un centièmes (19,61 m) jusqu'au point D, cinq mètres et soixante-dix-neuf centièmes (5,79 m) du point D selon un azimut de 91°46'47" jusqu'au point E et huit mètres et trente-huit centièmes (8,38 m) le long d'un arc de cercle de vingt-deux mètres et quarante centièmes (22,40 m) de rayon du point E selon un azimut de 102°30'04" selon la corde mesurant huit mètres et trente-quatre centièmes (8,34 m) jusqu'au point F;
- Vers le nord-est, un mètre et quatre-vingt-dix-sept centièmes (1,97 m) du point F selon un azimut de 113°13'18" jusqu'au point G;
- Vers le nord-ouest, un mètre et neuf centièmes (1,09 m) du point G selon un azimut de 36°10'06" jusqu'au point H;
- Vers le nord-est, seize mètres et quatre-vingt-quatorze centièmes (16,94 m) le long d'un arc de cercle de vingt-cinq mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (25,97 m) de rayon du point H selon un azimut de 113°21'51" selon la corde mesurant seize mètres et soixante-cinq centièmes (16,65 m) jusqu'au point J;
- Vers l'est, deux mètres et vingt-quatre centièmes (2,24 m) le long d'un arc de cercle de huit mètres (8,00 m) de rayon

/3

du point J selon un azimut de 194°16'38" selon la corde mesurant deux mètres et vingt-trois centièmes (2,23 m) jusqu'au point K;

- Vers le nord-est, dix mètres et soixante-seize centièmes (10,76 m) du point K selon un azimut de 132°14'17" jusqu'au point L, treize mètres et trente-cinq centièmes (13,35 m), le long d'un arc de cercle de quarante-six mètres et quatre-vingt-trois centièmes (46,83 m) de rayon du point L selon un azimut de 132°14'17" selon la corde de treize mètres et trente et un centièmes (13,31 m) jusqu'au point M et sept mètres et trente-quatre centièmes (7,34 m) du point M selon un azimut de 113°13'26" jusqu'au point N;
- Vers le nord-ouest, quarante-six centièmes de mètre (0,46 m) du point N selon un azimut de 23°16'23" jusqu'au point P;
- Vers le nord-est, quatre-vingt-neuf mètres et sept centièmes (89,07 m) du point P selon un azimut de 113°13'25" jusqu'au point Q;
- Vers l'est, cinq mètres et dix centièmes (5,10 m) du point Q selon un azimut de 200°57'35" jusqu'au point A;

contenant en superficie mille quatre-vingt-dix-huit mètres carrés et neuf dixièmes (1 098,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point A se situe à l'intersection des limites cadastrales des lots 3 636 033, 3 361 823 et 3 635 899 faisant partie de la rue Sherbrooke Est.

/4

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le vingt-neuvième jour du mois de septembre de l'an deux mille quinze sous le numéro 1062 de mes minutes au dossier 21842 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

JOHANNE RANGERS
Arpenteure-géomètre

/cc

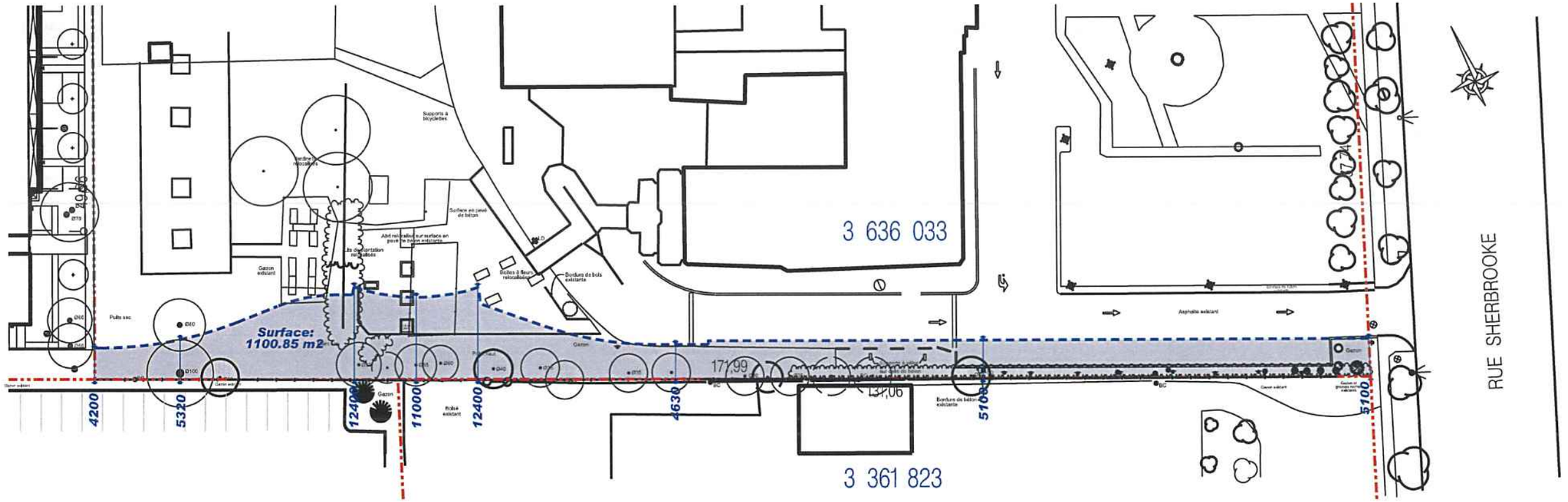
Dossier : 21842

Copie conforme à l'original
Montréal, le _____

_____
Arpenteur-géomètre

DANIEL BROUSSEAU
1784
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

2018-10-04



PASSAGE PRÉFONTAINE

ENGAGEMENT À CONSENTIR UNE SERVITUDE DE PASSAGE

CHSLD LUCILLE-TEASDALE, établissement public en vertu de la *Loi sur les services de santé et services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2), autrefois connu sous la dénomination sociale de CENTRE HOSPITALIER PASTEUR, ayant son siège au 3905, rue Sherbrooke Est, ville de Montréal, province de Québec, agissant et représenté aux présentes par _____, _____, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____, et dont une copie demeure annexée aux présentes, à l'annexe A.

ci-après désigné le « **Cédant** »

Lequel promet d'accorder une servitude réelle et perpétuelle de passage à la Ville de Montréal, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.Q. 2000, c.56), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, aux conditions ci-dessous énoncées, concernant l'immeuble décrit au paragraphe 2.1 des présentes.

ci-après désignée la« **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont ci-après désignés collectivement les « **Parties** ».

1. PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de l'Immeuble Ville décrit au paragraphe 2.2 ci-après;

ATTENDU QUE la Ville requiert du Cédant l'établissement d'une servitude réelle et perpétuelle de passage sur une partie de l'Immeuble Cédant, décrit au paragraphe 2.1 des présentes, pour des fins de lien piétonnier entre les rues Rachel Est et Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie;

ATTENDU QUE le Cédant s'engage à établir, pour les besoins de la Ville, une servitude réelle et perpétuelle pour des fins de passage public en faveur de la Ville, sur une partie de l'Immeuble Cédant décrit au paragraphe 2.1 des présentes, soit sur l'Assiette détaillée au paragraphe 2.3 ci-après;

ATTENDU QUE le Cédant a reçu une copie de la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

2. DÉFINITIONS

2.1 **Immeuble Cédant** : Désigne un immeuble appartenant au Cédant (fonds servant), constitué du lot 3 636 033 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au nord de la rue Sherbrooke Est et à l'est de la rue Préfontaine, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie;

2.2 **Immeuble Ville** : Désigne un Immeuble appartenant à la Ville (fonds dominant), constitué du lot 3 635 899 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, représentant une partie de la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue Préfontaine, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie;

2.3 **Assiette** : Désigne l'assiette de la servitude qui fait l'objet de la présente promesse, située sur l'Immeuble Cédant, tel que montrée à titre indicatif par un ombragé sur le plan ci-joint, à l'annexe B;

jugements qui pourraient être rendus contre lui en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence du Cédant ou de toute autre propriétaire subséquent ou à toute personne à qui le Cédant a permis d'utiliser le passage ou, si les dommages découlent de l'utilisation du passage par ces mêmes personnes.

3.5 Assurance

Le Cédant convient de souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et celle de la Ville découlant de la présente servitude de passage et accordant une protection d'une somme minimale d'un million de dollars (1 000 000 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par quiconque. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remis à la Ville sans délais.

3.6 Inexécution des obligations

Dans le cas où le Représentant de la Ville transmettrait un avis écrit au Cédant relativement à l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes et si le Cédant ne remédie pas à ce défaut :

3.6.1 dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ou ;

3.6.2 dans le délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis;

si, en raison de la nature de cette inexécution, la Ville est susceptible de subir une perte ou un dommage, la Ville pourra, sans autre avis au Cédant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le Cédant devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

3.7 Ouvrages et installations

La Ville demeurera propriétaire des ouvrages et installations faits à l'intérieur des limites de l'Assiette. En cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, la Ville pourra délaisser ou abandonner les ouvrages ou construction s'y rapportant, dans l'état du moment.

4. PRIX

La servitude pour fins de passage public, en faveur de la Ville, sera consentie sans considération monétaire par le Cédant.

5. VÉRIFICATIONS DILIGENTES PAR LA VILLE

5.1 Titres

Le Cédant devra être propriétaire de l'Immeuble Cédant et fournir à la Ville un bon titre de propriété, libre de tous les droits réels et autres charges. Advenant le cas où il existe des droits réels ou autres charges, le Cédant devra faire les démarches requises auprès des tiers concernés afin qu'ils interviennent au projet d'acte de servitude, le cas échéant.

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)

9. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le Cédant reconnaît que la politique de gestion contractuelle de la Ville (la « **Politique** ») s'applique à l'acte résultant de la présente promesse, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, le Cédant déclare et atteste solennellement :

9.1 qu'il a pris connaissance de la Politique, dont une copie est joint à l'annexe C;

9.2 qu'il comprend les termes et la portée de la Politique;

9.3 que si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la soumission de la promesse, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au code de déontologie des lobbyistes et aux avis du commissaire au lobbyisme.

10. ATTESTATIONS

Le Cédant fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

10.1 il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ., c. I-3);

10.2 il prend les engagements souscrits aux termes des présentes, étant pleinement informé du fait que pendant la durée de validité de la présente promesse prévue à l'article 12 des présentes, il est le seul à y être lié et que la présente ne pourra produire d'effets à l'égard de la Ville tant que l'instance décisionnelle de cette dernière n'aura pas approuvé le projet d'acte de servitude donnant suite à la présente promesse;

10.3 les délais mentionnés dans la présente promesse sont de rigueur et sont calculés de la façon suivante :

10.3.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est, à moins qu'il s'agisse d'un jour non juridique tel que ce terme est défini à l'article 6 du *Code de procédure civile du Québec*;

10.3.2 les jours non juridiques sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non juridique, celle-ci est reportée au premier jour juridique suivant;

10.3.3 si la promesse fait référence à une date spécifique qui est un jour non juridique, l'échéance est reportée au premier jour juridique suivant cette date.

10.4 État civil et régime matrimonial (si applicable)

11. ENTENTE COMPLÈTE

L'acte de servitude constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente promesse.

12. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse constitue un engagement unilatéral et irrévocable du Cédant jusqu'à 23 heures 59, le 31 décembre 2015. À défaut par l'instance décisionnelle de la Ville

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE A

RÉSOLUTION DU CÉDANT

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)

ANNEXE C

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)

Mandat 13-0080-T

CHSLD Lucille-Teasdale

PROJET DE RECOMMANDATION

Il est recommandé :

D'autoriser _____ à signer une promesse de cession ainsi que tout document requis, notamment un acte de servitude, par lequel le CHSLD Lucille-Teasdale accorde, sans contrepartie monétaire, une servitude réelle et perpétuelle de passage, en faveur de la Ville, sur une parcelle de terrain située au nord de la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue Préfontaine, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie, composé d'une partie du lot 3 636 033 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel qu'illustré approximativement au plan joint et selon les termes et conditions stipulés à la promesse de cession

ENGAGEMENT À CONSENTIR UNE SERVITUDE DE PASSAGE

CSSS LUCILLE-TEASDALE, établissement public en vertu de la *Loi sur les services de santé et services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2), autrefois connu sous la dénomination sociale de CENTRE HOSPITALIER PASTEUR, ayant son siège au 3905, rue Sherbrooke Est, ville de Montréal, province de Québec, agissant et représenté aux présentes par monsieur Daniel Corbeil, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 17 février 2015, et dont une copie demeure annexée aux présentes, à l'annexe A.

ci-après désigné le « **Cédant** »

Lequel promet d'accorder une servitude réelle et perpétuelle de passage à la Ville de Montréal, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.Q. 2000, c.56), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, aux conditions ci-dessous énoncées, concernant l'immeuble décrit au paragraphe 2.1 des présentes.

ci-après désignée la« **Ville** »

Le Cédant et la Ville sont ci-après désignés collectivement les « **Parties** ».

1. PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire de l'Immeuble Ville décrit au paragraphe 2.2 ci-après;

ATTENDU QUE la Ville requiert du Cédant l'établissement d'une servitude réelle et perpétuelle de passage sur une partie de l'Immeuble Cédant, décrit au paragraphe 2.1 des présentes, pour des fins de lien piétonnier entre les rues Rachel Est et Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie;

ATTENDU QUE le Cédant s'engage à établir, pour les besoins de la Ville, une servitude réelle et perpétuelle pour des fins de passage public en faveur de la Ville, sur une partie de l'Immeuble Cédant décrit au paragraphe 2.1 des présentes, soit sur l'Assiette détaillée au paragraphe 2.3 ci-après;

ATTENDU QUE le Cédant a reçu une copie de la Politique de gestion contractuelle adoptée par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*.

2. DÉFINITIONS

2.1 **Immeuble Cédant** : Désigne un immeuble appartenant au Cédant (fonds servant), constitué du lot 3 636 033 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au nord de la rue Sherbrooke Est et à l'est de la rue Préfontaine, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie;

2.2 **Immeuble Ville** : Désigne un Immeuble appartenant à la Ville (fonds dominant), constitué du lot 3 635 899 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, représentant une partie de la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue Préfontaine, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie;

2.3 **Assiette** : Désigne l'assiette de la servitude qui fait l'objet de la présente promesse, située sur l'Immeuble Cédant, tel que montrée à titre indicatif par un ombragé sur le plan ci-joint, à l'annexe B;

2.4 Représentant de la Ville :

Suzie Desmarais, conseillère en immobilier – Chef d'équipe
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, Notre-Dame Est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 872-6292
Télécopieur : 514 872-8350
Courriel : suzie.desmarais@ville.montreal.qc.ca

3. CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DE LA SERVITUDE

Le Cédant s'engage à accorder, en faveur de l'Immeuble Ville, une servitude comprenant les droits réels et perpétuels de passage à pied afin de permettre l'aménagement d'un lien piétonnier entre les rues Rachel Est et Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont – La-Petite-Patrie, dont l'Assiette est représentée approximativement par un ombragé au plan joint à la présente promesse, à l'annexe B.

La présente servitude sera établie aux conditions suivantes.

3.1 Aménagement, entretien et réparation

Le Cédant convient que la Ville pourra aménager, entretenir, maintenir et exploiter un passage sur l'Immeuble Cédant.

L'aménagement du passage, incluant l'aménagement paysager, les travaux d'entretien (incluant notamment le déneigement, l'épandage d'abrasifs, la coupe, l'émondage et l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant) et les réparations de l'Immeuble Cédant seront à la charge exclusive de la Ville.

3.2 Réparations urgentes

Le Cédant convient de rembourser à la Ville toutes les dépenses raisonnables encourus par celle-ci en cas de réparations urgentes et nécessaires exécutés par la Ville ou ses mandataires sur l'Immeuble Cédant pour la conservation ou l'exercice du présent droit de passage, à la condition que la Ville ait préalablement informé le Cédant que tels travaux seront exécutés, le tout sous réserve des autres droits de la Ville.

3.3 Servitude de non-stationnement et de non-construction

La présente servitude inclut également une servitude de non-stationnement et de non-construction prohibant tout ouvrage, construction ou plantation incompatible avec l'exercice du présent droit de passage public sur l'Immeuble Cédant. À cet égard, le Cédant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher quelque obstruction que ce soit de l'Assiette afin de permettre la libre circulation des personnes sur celui-ci, en tout temps.

3.4 Responsabilité et indemnisation

La Ville assumera la responsabilité de tous dommages ou accidents qui pourraient résulter de l'utilisation ou l'existence du passage aménagé dans l'Assiette, soit ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit à l'Immeuble Cédant ou aux biens publics ou privés, incluant les ouvrages installés aux fins de l'exercice de ce passage ou soit aux personnes qui l'utilisent, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*. À cet égard, la Ville s'engage à tenir le Cédant indemne, prendre ses faits et cause et le défendre contre toutes réclamations, actions, condamnations ou tous

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
OE	2015/02/25

jugements qui pourraient être rendus contre lui en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence du Cédant ou de toute autre propriétaire subséquent ou à toute personne à qui le Cédant a permis d'utiliser le passage ou, si les dommages découlent de l'utilisation du passage par ces mêmes personnes.

3.5 Assurance

Le Cédant convient de souscrire et maintenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et celle de la Ville découlant de la présente servitude de passage et accordant une protection d'une somme minimale d'un million de dollars (1 000 000 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par quiconque. Cette police contiendra un avenant à l'effet qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé à la Ville et une copie de cette police ainsi que la preuve de renouvellement devront être remis à la Ville sans délais.

3.6 Inexécution des obligations

Dans le cas où le Représentant de la Ville transmettrait un avis écrit au Cédant relativement à l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu des présentes et si le Cédant ne remédie pas à ce défaut :

3.6.1 dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit ou ;

3.6.2 dans le délai moindre indiqué par la Ville dans cet avis;

si, en raison de la nature de cette inexécution, la Ville est susceptible de subir une perte ou un dommage, la Ville pourra, sans autre avis au Cédant, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut et, sans restreindre les recours de la Ville, le Cédant devra assumer tous les frais engagés par la Ville pour remédier à ce défaut.

3.7 Ouvrages et installations

La Ville demeurera propriétaire des ouvrages et installations faits à l'intérieur des limites de l'Assiette. En cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, la Ville pourra délaisser ou abandonner les ouvrages ou construction s'y rapportant, dans l'état du moment.

4. PRIX

La servitude pour fins de passage public, en faveur de la Ville, sera consentie sans considération monétaire par le Cédant.

5. VÉRIFICATIONS DILIGENTES PAR LA VILLE

5.1 Titres

Le Cédant devra être propriétaire de l'Immeuble Cédant et fournir à la Ville un bon titre de propriété, libre de tous les droits réels et autres charges. Advenant le cas où il existe des droits réels ou autres charges, le Cédant devra faire les démarches requises auprès des tiers concernés afin qu'ils interviennent au projet d'acte de servitude, le cas échéant.

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
	25/02/2015

5.2 Étude des caractéristiques géotechniques et environnementales des sols de l'Immeuble Cédant

Dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de la signature de la présente promesse par le Cédant, ce dernier autorise la Ville à faire effectuer, si la Ville le juge à propos, des forages et prélèvements nécessaires sur l'Immeuble Cédant, à ses frais et sous son entière responsabilité, afin de pouvoir obtenir une étude sur les caractéristiques géotechniques et environnementales des sols de l'Assiette, les résultats de cette dernière devant être conformes avec la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDE LCC) pour une utilisation à des fins publiques.

Si les résultats de telle étude démontrent qu'il y a une incompatibilité entre la qualité des sols et l'usage projeté de l'Assiette, la Ville se réserve un délai additionnel de dix (10) jours suivant l'expiration du délai de quatre-vingt-dix (90) jours prévu ci-dessus pour aviser le Cédant, par écrit, de sa décision de se retirer de sa demande sans encourir du Cédant quelque recours que ce soit. De plus, la Ville aura l'obligation de remettre l'Immeuble Cédant dans son en état initial.

6. DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN

La description technique et le plan illustrant l'Assiette seront préparés par les arpenteurs-géomètres de la Ville, aux frais de cette dernière.

7. ACTE DE SERVITUDE

L'acte de servitude sera rédigé par le notaire choisi par la Ville et reçu devant lui. Les frais administratifs pour cet acte ainsi que le coût des copies et de la publication seront aux frais de la Ville.

Cet acte devra contenir les clauses usuelles pour ce type de transaction et le libellé devra être acceptable par les Parties.

Si le Cédant fait défaut de signer l'acte de servitude dans les quinze (15) jours suivant un avis envoyé au Cédant par le Représentant de la Ville à l'effet que toutes les autorisations municipales requises ont été données, pourvu que la Ville ne soit pas elle-même en défaut, la présente promesse de servitude pourra devenir nulle et de nul effet, au choix de la Ville, sans possibilité de recours ni indemnité pour le Cédant.

8. CESSION DE DROITS

Si le Cédant désire vendre l'Immeuble Cédant avant la signature et la publication de l'acte de servitude, il s'oblige à informer tout acquéreur éventuel de l'existence de la présente promesse afin que ce nouvel acquéreur en respecte les termes et conditions et que l'acte de transfert prévoit le respect des obligations du Cédant prévues aux présentes par le nouvel acquéreur. De plus, le Cédant s'engage également à informer le Représentant de la Ville de toute modification des droits qu'il détient dans l'Immeuble Cédant.

La Ville pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu de la présente servitude à toutes entreprises de services publics.

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
JR	2015-02-23

9. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le Cédant reconnaît que la politique de gestion contractuelle de la Ville (la « **Politique** ») s'applique à l'acte résultant de la présente promesse, sous réserve des adaptations nécessaires. À cet égard, le Cédant déclare et atteste solennellement :

9.1 qu'il a pris connaissance de la Politique, dont une copie est joint à l'annexe C;

9.2 qu'il comprend les termes et la portée de la Politique;

9.3 que si des communications d'influence ont eu lieu à l'occasion de la soumission de la promesse, elles l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au code de déontologie des lobbyistes et aux avis du commissaire au lobbyisme.

10. ATTESTATIONS

Le Cédant fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

10.1 il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ., c. I-3);

10.2 il prend les engagements souscrits aux termes des présentes, étant pleinement informé du fait que pendant la durée de validité de la présente promesse prévue à l'article 12 des présentes, il est le seul à y être lié et que la présente ne pourra produire d'effets à l'égard de la Ville tant que l'instance décisionnelle de cette dernière n'aura pas approuvé le projet d'acte de servitude donnant suite à la présente promesse;

10.3 les délais mentionnés dans la présente promesse sont de rigueur et sont calculés de la façon suivante :

10.3.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est, à moins qu'il s'agisse d'un jour non juridique tel que ce terme est défini à l'article 6 du *Code de procédure civile du Québec*;

10.3.2 les jours non juridiques sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non juridique, celle-ci est reportée au premier jour juridique suivant;

10.3.3 si la promesse fait référence à une date spécifique qui est un jour non juridique, l'échéance est reportée au premier jour juridique suivant cette date.

10.4 État civil et régime matrimonial (si applicable)

11. ENTENTE COMPLÈTE

L'acte de servitude constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente promesse.

12. VALIDITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse constitue un engagement unilatéral et irrévocable du Cédant jusqu'à 23 heures 59, le 31 décembre 2015. À défaut par l'instance décisionnelle de la Ville

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2015/02/25

d'approuver le projet d'acte de servitude donnant suite à la présente promesse dans ce délai, la présente promesse deviendra nulle et non avenue, sans aucune possibilité de recours de la part du Cédant ou de la Ville.

13. DÉCLARATION DU CÉDANT

Le Cédant reconnaît que le présent engagement, bien qu'il ait été préparé suivant la forme et la lettre généralement utilisée par la Ville, constitue son engagement unilatéral libre et éclairé et qu'il n'en résulte aucune obligation, de quelque nature que se soit, pour la Ville.

De plus, le Cédant déclare bien comprendre la portée de cet engagement unilatéral et avoir pu consulter les conseillers qu'il jugeait à propos, notamment ses conseillers juridiques, le cas échéant, et ce, préalablement à la signature des présentes.

14. SIGNATURE

Le Cédant a signé le présent engagement en deux exemplaires après l'avoir lu et accepté, à Montréal, ce _____

_____

Par: Daniel Corbeil
Directeur général
CSSS Lucille-Teasdale

N/Réf. : 31H12-005-1471-05

Pièces jointes :
- Résolution du Cédant autorisant la signature de la présente promesse
- Plan montrant l'Assiette
- Politique de gestion contractuelle de la Ville

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2015/02/25

ANNEXE A

RÉSOLUTION DU CÉDANT

EXTRAIT du procès-verbal de la 89ième séance du **CONSEIL D'ADMINISTRATION** du CSSS Lucille-Teasdale, 2909, rue Rachel Est, Montréal (Québec) H1W 0A9 tenue le 17 février 2015 à 19 h

Cette demande fait suite à la séance du conseil d'administration du 12 novembre 2013 et à la présentation par les délégués de la Ville de Montréal lors de la séance du 22 avril 2014 concernant ce projet d'aménagement d'un sentier piétonnier au Centre d'hébergement J.-Henri Charbonneau. Ce sentier pédestre relie la rue Sherbrooke à la rue Rachel, à l'ouest du terrain du Centre J.-Henri Charbonneau.

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SUR PROPOSITION DÛMENT APPUYÉE,
IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

15-89-1012 **D'ENTÉRINER** la recommandation du comité de vérification et **D'AUTORISER** monsieur Daniel Corbeil, directeur général à signer une promesse de cession ainsi que tout document requis, notamment un acte de servitude, par lequel le CSSS Lucille-Teasdale accorde, sans contrepartie monétaire, une servitude réelle et perpétuelle de passage, en faveur de la Ville de Montréal, sur une parcelle de terrain située au nord de la rue Sherbrooke Est, à l'ouest de la rue Préfontaine, dans l'arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, composé d'une partie du lot 3 636 033 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel qu'illustré approximativement au plan joint et selon les termes et conditions stipulés à la promesse de cession.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le secrétaire du conseil d'administration,

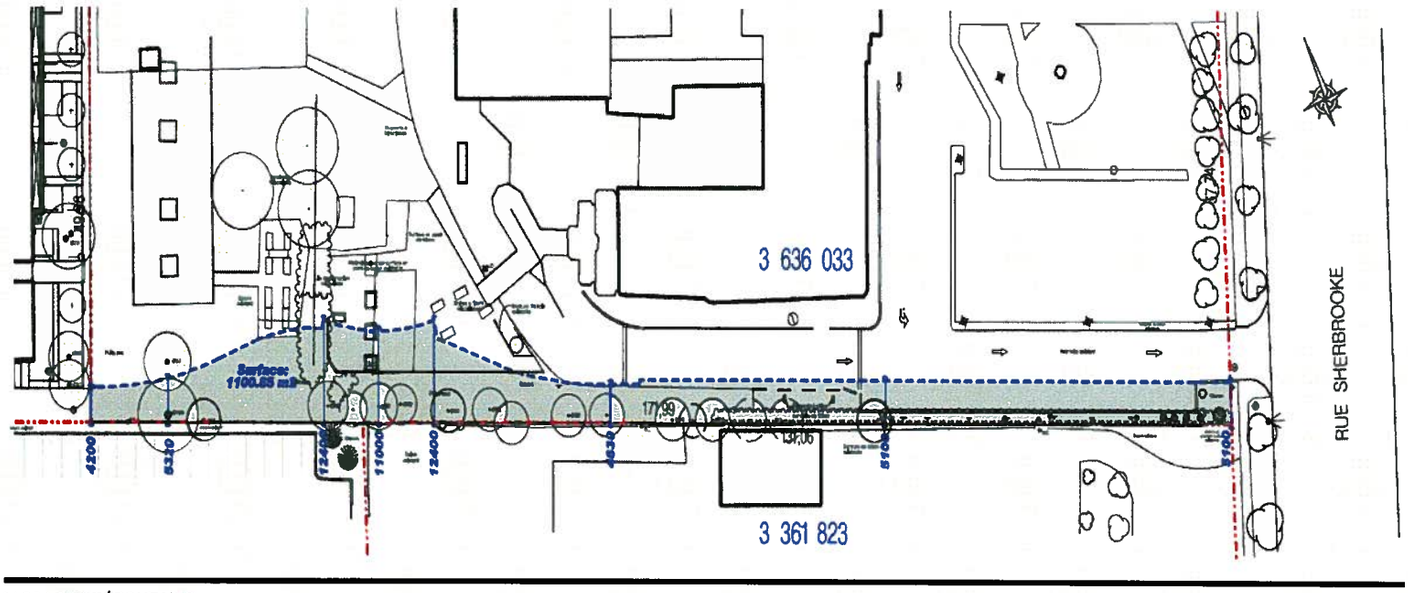
Daniel Corbeil
Directeur général

Montréal, le 18 février 2015

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2015/02/25

ANNEXE B

PLAN MONTRANT APPROXIMATIVEMENT L'ASSIETTE



PASSAGE PRÉFONTAINE

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
OC	2025/02/25

ANNEXE C

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

INITIALES DU CÉDANT	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2025/02/25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181027005

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île-de-Montréal cède sans frais à la Ville une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier entre la rue Sherbrooke Est et la rue Rachel, à l'ouest de la rue Saint-Germain, dans l'arrondissement de Rosemont - La Petite-Patrie. N/Réf. : 31H12-005-1471-05

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet d'acte de servitude donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation de Me Lynda Bernard, notaire à l'effet que son client, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, approuve ce projet d'acte.

Au moment de compléter notre intervention nous n'avons pas reçu la confirmation écrite à l'effet que le ministre de la Santé et des services sociaux approuve la version finale ci-jointe telle quelle. Il est donc possible que des modifications de forme ou d'autres modifications mineures soient nécessaires. L'approbation de l'acte substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridique de la Ville, permettra ainsi au notaire instrumentant de la Ville d'apporter ces modifications mineures sans requérir une nouvelle décision des instances municipales.

Cet acte de servitude relève de la compétence du conseil municipal, la valeur de ladite servitude étant supérieure à 150 000$.

N/D 15-001275

FICHIERS JOINTS

2019-02-28 - Servitude de passage piétonnier CB.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Caroline BOILEAU
notaire

Tél : 514-872-6423

Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

1151368006
15-001275

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF
Le

DEVANT **M^e^ Caroline Boileau**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT:

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'EST-DE-l'ÎLE-DE-MONTRÉAL, personne morale légalement constituée le premier (1er) avril deux mille quinze (2015), résultant de la fusion du Centre de santé et de services sociaux Lucille-Teasdale et d'autres établissements, conformément à la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, c. O-7.2), maintenant régie par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, c. S-4.2), ayant son siège au 5415, boulevard de l'Assomption, à Montréal, province de Québec, H1T 2M4, agissant et représentée par

dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution de son conseil d'administration tenue le

deux mille dix-huit (2018) et dont copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Cédant** »

ET :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ c. C-11.4) (ci-après la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003) et dont copie demeure annexée à la minute 3 599 de la notaire soussignée, conformément à la *Loi sur le notariat* (RLRQ, chapitre N-3); et

b) de la résolution numéro CM , adoptée par le conseil municipal à sa séance du , copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence de la notaire soussignée.

Ci-après nommée le « **Cessionnaire** »

Le Cédant et le Cessionnaire sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DE LA SERVITUDE DE PASSAGE PUBLIC PIÉTONNIER QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, LES PARTIES DÉCLARENT :

ATTENDU que la Ville désire aménager un sentier piétonnier public qui permettrait aux citoyens du quartier de passer de la rue Rachel à la rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, sans avoir à faire un long détour pour ce faire.

ATTENDU qu'un tel lien piétonnier public faciliterait l'accès au Réseau du métro et pourrait même en augmenter l'usage.

ATTENDU que le Cédant n'a pas d'objection à l'établissement d'une telle servitude sur sa propriété et, qu'à cette fin, il a obtenu, conformément aux dispositions de la Loi susdite et à celles prévues au 2e alinéa de l'article 46 de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux, notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, chapitre O-7.2), l'autorisation du ministre de la Santé et des Services sociaux, agissant à la fois en sa qualité de ministre de la Santé et des Services sociaux et comme ministre à qui le Conseil du trésor a délégué une partie de ses pouvoirs relativement à l'autorisation du Conseil du trésor prévue à l'article 260 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, aux termes d'une décision du conseil du trésor (C.T. 187151 du 9 mai 1995) publiée à (1995) 127, Gazette Officielle du Québec, partie 2, numéro 22, à la page 2303, tel qu'il appert d'une autorisation ministérielle en date du

portant le numéro , et dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant du Cédant avec et en présence de la notaire soussignée.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ÉTABLISSEMENT DE LA SERVITUDE DE PASSAGE PUBLIC PIÉTONNIER

Le Cédant crée, par les présentes, une servitude réelle et perpétuelle de passage public piétonnier sur la lisière de terrain ci-après identifiée comme Fonds servant en faveur de la propriété du Cessionnaire ci-après identifiée comme Fonds dominant, et ce, afin que les citoyens du quartier puissent passer de la rue Rachel à la rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, sans avoir à faire un détour et que l'accès au Réseau du métro soit facilité.

FONDS SERVANT

La servitude de passage public piétonnier s'exercera sur l'emplacement suivant, savoir :

DÉSIGNATION

Une lisière de terrain située à l'ouest de la rue Sherbrooke Est et au sud-ouest de la rue Préfontaine, à Montréal, arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, province de Québec, constituée d'une partie du lot **TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-SIX MILLE TRENTE-TROIS (3 636 033 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière;

Bornée vers l'est par le lot 3 635 899 faisant partie de la rue Sherbrooke Est, vers le sud-ouest par les lots 3 361 823 et 3 361 977, vers le nord-ouest par le lot 5 176 032 (copropriété) et vers le nord, le nord-est, le nord-ouest, le nord-est, l'est, le nord-est, le nord-ouest et le nord-est par une autre partie du lot 3 636 033;

Mesurant, vers le sud-ouest, en partant du point A, cent soixante et onze mètres et quatre-vingt-dix-neuf centièmes (171,99 m) selon un azimut de 293°13'25'' jusqu'au point B, vers le nord-ouest, quatre mètres (4,00 m) du point B selon un azimut de 22°56'00'' jusqu'au point C, vers le nord, dix-neuf mètres et soixante et onze centièmes (19,71 m) le long d'un arc de cercle de cinquante-six mètres et soixante-trois centièmes (56,63 m) de rayon du point C selon un azimut de 102°33'43'' selon la corde mesurant dix-neuf mètres et soixante et un centièmes (19,61 m) jusqu'au point D, cinq mètres et soixante-dix-neuf centièmes (5,79 m) du point D selon un azimut de 91°46'47'' jusqu'au point E et huit mètres et trente-huit centièmes (8,38 m) le long d'un arc de cercle de vingt-deux mètres et quarante centièmes (22,40 m) de rayon du point E selon un azimut de 102°30'04'' selon la corde mesurant huit mètres et trente-quatre centièmes (8,34 m) jusqu'au point F, vers le nord-est, un mètre et quatre-vingt-dix-sept centièmes (1,97 m) du point F selon un azimut de 113°13'18'' jusqu'au point G, vers le nord-ouest, un mètre et neuf centièmes (1,09 m) du point G selon un azimut de 36°10'06'' jusqu'au point H, vers le nord-est, seize mètres et quatre-vingt-quatorze centièmes (16,94 m) le long d'un arc de cercle de vingt-cinq mètres et

quatre-vingt-dix-sept centièmes (25,97 m) de rayon du point H selon un azimut de 113°21’51’’ selon la corde mesurant seize mètres et soixante-cinq centièmes (16,65 m) jusqu’au point J, vers l’est, deux mètres et vingt-quatre centièmes (2,24 m) le long d’un arc de cercle de huit mètres (8,00 m) de rayon du point J selon un azimut de 194°16’38’’ selon la corde mesurant deux mètres et vingt-trois centièmes (2,23 m) jusqu’au point K, vers le nord-est, dix mètres et soixante-seize centièmes (10,76 m) du point K selon un azimut de 132°14’17’’ jusqu’au point L, treize mètres et trente-cinq centièmes (13,35 m), le long d’un arc de cercle de quarante-six mètres et quatre-vingt-trois centièmes (46,83 m) de rayon du point L selon un azimut de 132°14’17’’ selon la corde de treize mètres et trente et un centièmes (13,31 m) jusqu’au point M et sept mètres et trente-quatre centièmes (7,34 m) du point M selon un azimut de 113°13’26’’ jusqu’au point N, vers le nord-ouest, quarante-six centièmes de mètre (0,46 m) du point N selon un azimut de 23°16’23’’ jusqu’au point P, vers le nord-est, quatre-vingt-neuf mètres et sept centièmes (89,07 m) du point P selon un azimut de 113°13’25’’ jusqu’au point Q, et, vers l’est, cinq mètres et dix centièmes (5,10 m) du point Q selon un azimut de 200°57’35’’ jusqu’au point A;

Contenant en superficie mille quatre-vingt-dix-huit mètres carrés et neuf dixièmes (1 098,9 m²).

RATTACHEMENT

Le point A se situe à l’intersection des limites cadastrales des lots 3 636 033, 3 361 823 et 3 635 899 faisant partie de la rue Sherbrooke Est.

Ci-après nommée le « **Fonds servant** »

Cette partie de lot est délimitée par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA sur le plan S-44 Hochelaga préparé par Johanne Rangers, arpenteure-géomètre, le vingt-neuf (29) septembre deux mille quinze (2015), sous le numéro 1 062 de ses minutes (dossier 21 842), dont copie est annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties avec et en présence de la notaire soussignée.

MODE D’ACQUISITION DU FONDS SERVANT

Le Cédant a acquis cet immeuble, aux termes d’un acte de vente par SA MAJESTÉ LA REINE ELIZABETH II reçu par M^{e} Philippe Roberge, notaire, le seize (16) octobre mil neuf cent soixante-quatorze (1974), sous le numéro 17 723 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt et un (21) octobre mil neuf cent soixante-quatorze (1974), sous le numéro 2 557 512.

FONDS DOMINANT

Le fonds dominant de cette servitude est constitué d'une partie de la rue Sherbrooke, soit celle correspondant au lot **TROIS MILLIONS SIX CENT TRENTE-CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (3 635 899)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé le « **Fonds dominant** »

MODE D'ACQUISITION DU FONDS DOMINANT

Le Cessionnaire est propriétaire du Fonds dominant pour l'avoir acquis aux termes des actes suivants :

a) acte de vente par Augustin Robert, Olivier Robert et Antoine A. Trottier reçu par M^{e} Onésime Marin, notaire, le onze (11) juin mil huit cent quatre-vingt-six (1886), sous le numéro 7 768 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le douze (12) juin mil huit cent quatre-vingt-six (1886), sous le numéro 19 906.

b) acte de vente par Margaret Eadie, Albert J. Brown et Albert Pancrase Lesperance, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de la succession d'Henry Hogan reçu par M^{e} Robert A. Dunton, notaire, le treize (13) juillet mil neuf cent six (1906), sous le numéro 25 090 de ses minutes, publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le premier (1er) août mil neuf cent six (1906), sous le numéro 124 938.

FINS ET CONDITIONS D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

La présente servitude est ainsi établie aux fins suivantes :

a) Permettre en tout temps au public de circuler à pieds sur le Fonds servant.

La circulation en véhicule sur le Fonds servant est réservée au Cessionnaire, leurs employés, agents, préposés, consultants ou entrepreneurs pour l'exercice de la servitude avec tous les droits inhérents.

b) L'aménagement du passage public piétonnier, incluant l'aménagement paysager et les équipements et accessoires nécessaires ou utiles audit passage piétonnier (dont notamment des bancs et des lampadaires), les travaux d'entretien (incluant notamment le déneigement, l'épandage d'abrasifs, la coupe, l'émondage et l'enlèvement de tout arbre, arbuste et de toute branche et racine, le cas échéant) et toutes les réparations sans exception du Fonds servant seront à la charge exclusive du Cessionnaire.

c) Le coût des dépenses encourues pour l'exercice et la conservation du présent droit de passage sera à la charge exclusive du Cessionnaire.

d) La présente servitude inclut également une servitude de non-stationnement et de non-construction prohibant tout ouvrage, construction ou plantation incompatible avec l'exercice du présent droit de passage public sur le Fonds servant. À cet égard, le Cédant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher quelque obstruction que ce soit du Fonds servant, afin de permettre la libre circulation des personnes sur celui-ci en tout temps.

e) Le Cessionnaire assumera la responsabilité de tout dommage ou accident qui pourrait résulter de l'utilisation ou l'existence du passage aménagé sur le Fonds servant, soit ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, agents, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit à l'immeuble du Cédant, soit aux biens publics ou privés, incluant les ouvrages installés aux fins de l'exercice de ce passage ou soit aux personnes qui l'utilisent, le tout conformément aux article 1457 et suivants du *Code civil du Québec*. À cet égard, le Cessionnaire s'engage à tenir le Cédant indemne, prendre ses fait et cause et le défendre contre toute réclamation, action, condamnation ou tout jugement qui pourrait être rendu contre lui en capital, frais et intérêts, sauf s'il y a faute ou négligence du Cédant.

f) Dans le cas où une partie transmettrait un avis écrit à l'autre partie de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par cette partie en vertu des présentes et si elle ne remédie pas à ce défaut :

(i) dans les dix (10) jours à compter de la réception de cet avis écrit; ou

(ii) dans le délai moindre indiqué par la partie donnant l'avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, elle est susceptible de subir une perte ou un dommage;

la partie donnant l'avis pourra, sans autre avis à l'autre partie, prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce défaut le tout sans restreindre les recours des parties, notamment mais non limitativement, le remboursement de tous les frais engagés par la partie donnant l'avis pour remédier à ce défaut. Notamment, le Cédant pourra accéder au Fonds servant en véhicule pour remédier à tout défaut d'entretien ou de réparation du Fonds servant.

g) Le Cessionnaire demeurera propriétaire des ouvrages et installations faits à l'intérieur des limites du Fonds servant. En cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, le Cessionnaire pourra délaisser ou abandonner les ouvrages ou constructions s'y rapportant, dans l'état du moment si le Cédant les accepte. À défaut d'acceptation de la part du Cédant, le Cessionnaire

devra remettre le Fonds servant dans l'état où il se trouvait avant l'établissement de la servitude.

h) La présente servitude de passage ne pourra être rachetée par le Cédant, avant l'expiration d'un délai de trente (30) ans, à compter de la date des présentes.

i) Les honoraires, frais et copies des présentes, dont une (1) copie certifiée conforme pour le Cédant, sont à la charge du Cessionnaire.

CONSIDÉRATION

La présente servitude est consentie sans contrepartie de quelque nature que ce soit.

TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.) RELATIVES À LA SERVITUDE

Si la servitude créée aux termes des présentes est taxable selon les dispositions de la *Loi concernant la taxe d'accise fédérale* (L.R. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec (RLRQ chapitre T-0.1)*, le Cessionnaire effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

Les numéros d'inscription du Cessionnaire, aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

Le silence d'une partie ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toute entente précédente relativement à la présente servitude.

ÉLECTION DE DOMICILE

Le Cédant fait élection de domicile au numéro 5415, boulevard de l'Assomption, à Montréal, province de Québec, H1T 2M4.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit sa nouvelle adresse au Cessionnaire, le Cédant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

Le Cessionnaire fait élection de domicile à la Division du greffe de la Direction des relations des citoyens, des services administratifs et du greffe de l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, sise au 5650, rue D'Iberville, 2^{e} étage, à Montréal, province de Québec, H2G 2B3.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit sa nouvelle adresse au Cédant, le Cessionnaire fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DU CESSIONNAIRE

Le Cédant reconnaît que le Cessionnaire a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle, conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il en a remis une copie au Cédant.

Le Cessionnaire a remis une copie au Cédant. Toutefois, la remise d'une telle copie ne peut être, en aucun temps, interprété

comme un assujettissement à ce règlement, ayant lui-même adopté une politique d'approvisionnement.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

Les Parties déclarent à la notaire avoir pris connaissance du présent acte et avoir exempté cette dernière d'en donner lecture, puis les Parties signent en présence de la notaire soussignée.

CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'EST-DE-l'ÎLE-DE-MONTRÉAL

_____

Par :

VILLE DE MONTRÉAL

_____

Par :

_____

Me Caroline BOILEAU, notaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.04

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187936011

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour la réfection du terrain de balle au stade du parc Arthur-Therrien, dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 549 596,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public (18-6350) - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. D'autoriser une dépense de 549 596,60 $, taxes incluses, pour la réfection du terrain de balle du stade au parc Arthur-Therrien, comprenant les contingences et tous les frais incidents, le cas échéant;

2. D'accorder à Lanco Aménagement inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 457 997,16 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 18-6350;
3. D'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-25 11:47

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187936011**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour la réfection du terrain de balle au stade du parc Arthur-Therrien, dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 549 596,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public (18-6350) - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Afin de maintenir le réseau des terrains de balle municipaux en bon état et d'assurer une offre de service de qualité aux citoyens, le comité exécutif (CE) a adopté, le 21 janvier 2015, le dossier *Programme de réfection des terrains de balle de Montréal (Programme).* Ce Programme a pour objectif de réaliser, en collaboration avec les arrondissements concernés, des projets de mise aux normes et d'amélioration fonctionnelle des terrains de balle.
Dans le cadre du *Programme ,* et plus particulièrement dans le présent dossier, la Ville de Montréal doit octroyer un contrat pour la réfection du terrain de balle situé au stade du parc Arthur-Therrien dans l'arrondissement de Verdun.

Le processus suivi dans le présent cas est celui d'un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres public n^{o} 18-6350 a débuté le 21 janvier 2019 et s'est terminé 22 jours plus tard, soit le 12 février 2019. Les soumissions ont été ouvertes le 12 février 2019, à 13 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur les sites Internet de la Ville et du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres.

Aucun addenda n'a été produit.

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 12 juin 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1269586 - 27 avril 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Conception paysage inc. pour élaborer les plans, le cahier des charges, le suivi et la surveillance de chantier pour la réfection des terrains de balle au parc Arthur-Therrien dans l'arrondissement de Verdun, pour une somme maximale de 55 780,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (n^{o} 18-16607 - LOT 4) - (3 soumissionnaires).
CM17 0494 – 25 avril 2017 – Adoption autorisant un emprunt de 13 400 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection des terrains de balle.

CM15 0546 - 27 avril 2015 - Offrir aux arrondissements concernés, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les services professionnels du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du *Programme de réfection des terrains de balle de Montréal.*

CE15 0109 - 21 janvier 2015 - Adopter le *Programme de réfection des terrains de balle de Montréal.* Autoriser un virement budgétaire de 11 000 000 $ en provenance du PTI 2015-2017 de la Direction générale vers le PTI 2015-2017 du Service de la diversité sociale et des sports.

CM14 1123 - 24 novembre 2014 - Adopter la *Politique du sport et de l'activité physique* ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réfection du terrain de balle situé au stade du parc Arthur-Therrien dans l'arrondissement de Verdun. De façon générale, les travaux comprennent :
- La réfection du champ intérieur (remplacement de la surface de jeu et du système de drainage);
- La réfection de la piste d'avertissement;
- La réfection du champs extérieur (correction des dépressions et remplacement de la surface gazonnée);
- La mise en place d'équipements sportifs et de mobilier (buts, marbre, plaque de lanceur);
- La réfection de la cage des frappeurs.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à 15 %, soit 68 699,57 $, taxes incluses.

Les frais incidents représentent 5 % du total du contrat, soit 22 899,86 $, taxes incluses. Ce montant comprend des frais affectés aux catégories suivantes :
- Contrôle qualitatif;
- Gestion des sols contaminés (prélèvement, caractérisation, suivi, etc.).

Accessibles à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de six entrepreneurs et autres. De ce nombre, cinq preneurs du cahier des charges sont des entrepreneurs généraux et un preneur est une firme de consultants en architecture de paysage. Trois d'entre eux ont déposé des soumissions conformes.

Les preneurs du cahier des charges sont :

A. Entrepreneurs généraux :
- Aménagements Sud-Ouest;
- Gestion S. Forget inc.;

- Lanco Aménagement inc.;
- Les Pavages et Terrassements St-Bruno inc.;
- Terrassement Multi-Paysages.

B. Autres :
- NIP Paysage architectes paysagistes inc.

JUSTIFICATION

Sur la totalité des cinq entrepreneurs généraux, preneurs du cahier des charges, trois ont déposé des soumissions conformes. Cela représente 60 % des entrepreneurs généraux, preneurs des documents d'appel d'offres, ayant déposé une soumission et 40 % n'ayant pas déposé de soumission.
Puisqu'aucun avis de désistement n'a été déposé, les raisons pour lesquelles certains entrepreneurs généraux n'ont pas soumissionné sont inconnues.

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incl.)
Lanco Aménagement inc.	457 997,16 $
Aménagements Sud-Ouest inc.	517 749,67 $
Terrassement Multi-Paysages	578 784,96 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	551 092,42 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	518 177,27 $ 13,14 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	120 787,80 $ 26,37 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 93 095,26 $ -16,89 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	59 752,51 $ 13,05 %

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont inférieurs de 16,89 % à l'estimation réalisée à l’externe (Conception paysage inc.). La différence de prix peut être attribuable à la période de sollicitation du marché qui était favorable à une plus forte concurrence. De plus, dans le cas présent, le plus bas soumissionnaire conforme possède de l'expérience dans la réalisation de ce type de projet et a présenté des prix compétitifs.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). L’adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville.* Son numéro de licence RBQ est le 2567-0340-87.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce contrat s'élevant à la somme de 549 596,60 $, taxes incluses, est réparti comme suit :
Travaux prévus au stade du parc Arthur-Therrien, arrondissement de Verdun :
- Un montant de 457 997,16 $ pour les travaux;
- Un montant de 68 699,57 $ pour les contingences de construction;
- Un montant de 22 899,86 $ pour les incidences.

Le montant total de 501 854,95 $ (net de ristourne) sera financé via le règlement d'emprunt de compétence locale n^{o} 17-051 – « *Programme de réfection des terrains de balle* ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection du terrain de balle s'inscrivent en lien avec certaines des priorités d'intervention du plan de développement durable *Montréal durable 2016-2020* soit :
- assurer la pérennité des ressources;
- assurer l'accès à des quartiers durables à échelle humaine et en santé.

De plus, ce projet vient en appui au *Plan d'action baseball 2015-2025* comportant les trois volets suivants : le développement de la pratique du baseball, l'offre d'infrastructures et la promotion du baseball par l'accueil d'événements. La mise aux normes et l'amélioration fonctionnelle du terrain de balle contribueront à l'augmentation de la fréquentation des équipements et à la pratique sportive, tout en favorisant la sécurité et le confort des usagers.

Les travaux de réfection du terrain de balle seront entrepris en conformité avec le *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains - Loi sur la qualité de l'environnement* ainsi que le *Règlement sur la gestion des eaux pluviales de la Ville de Montréal et du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi du contrat d'exécution doit être complété dans les meilleurs délais afin de ne pas retarder la réfection du terrain de balle identifiée au présent dossier. Sans intervention, la dégradation des installations existantes se poursuivra, contribuant à l'augmentation des coûts d'entretien et des travaux de réfection.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mars 2019
Octroi du contrat au conseil municipal : 25 mars 2019
Début des travaux : août 2019
Date visée pour la fin des travaux : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christine LAGADEC, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Marlène M GAGNON, Verdun
Martin THIFFEAULT, Verdun
Luc DENIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Marc-Antoine DIONNE, Verdun

Lecture :

Marlène M GAGNON, 20 février 2019
Christine LAGADEC, 20 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe AFFLECK
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-7062
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-07-20

Jasmin CORBEIL
Chef de division - Réalisation des projets

Tél : 514-872-8751
Télécop. : 872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514 872-0945

Le 14 février 2019

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456

de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des parcs métropolitains, pour me remplacer du 18 au 22 février 2019 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice, Direction - Aménagement des parcs et des espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

J'ai signé,

Sylvia-Anne Duplantie
Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics
Tél : 514-872-5638

Approuvé le : 2019-02-22

Approuvé le : 2019-02-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187936011

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , -
Objet :	Accorder un contrat à Lanco Aménagement inc. pour la réfection du terrain de balle au stade du parc Arthur-Therrien, dans l'arrondissement de Verdun. Dépense totale de 549 596,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public (18-6350) - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187936011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

François FABIEN
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.05

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187231096

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour la reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et la reconstruction de la chaussée dans la rue Quesnel, de l'avenue Atwater à la rue Quesnel dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 756 974,35 $ (contrat: 554 522,13 $ + contingences: 55 452,22 $ + incidences: 147 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 335801 - 9 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 701 522,13 $, taxes incluses pour la reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et la reconstruction de la chaussée dans la rue Quesnel, de l'avenue Atwater à la rue Quesnel dans l'arrondissement du Sud-Ouest., comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Sanexen services environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 554 522,13 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 335801 ;

3. d'autoriser une dépense de 55 452,22 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-01 12:17

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231096**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour la reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et la reconstruction de la chaussée dans la rue Quesnel, de l'avenue Atwater à la rue Quesnel dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 756 974,35 $ (contrat: 554 522,13 $ + contingences: 55 452,22 $ + incidences: 147 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 335801 - 9 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire (installées en 1925) et la conduite d'eau (installée en 1891) de la rue Quesnel ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ce tronçon n'a pas été retenu dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de

Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

La Direction des réseaux d'eau et la Direction de la mobilité ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux de reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et la reconstruction de la chaussée dans la rue Quesnel, de l'avenue Atwater à la rue Quesnel, auront lieu dans l'arrondissement du Sud-Ouest sur une distance d'environ 80 mètres. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de 80 mètres d'égout unitaire de 450 mm de diamètre, justifiée par la mauvaise condition structurale (CIS=5);
- la reconstruction de 72 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre, justifiée par le mauvais état structural,;
- la reconstruction de la chaussée (± 410 m. ca.);
- la reconstruction des trottoirs et construction de saillie (± 135 mètres carrés).

Les plan de localisation et des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 55 452,22 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, surveillance environnementale, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de chloration des conduites d'eau ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

L'ÉÉC a procédé à l’analyse des neuf (9) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. L'étalement des prix reçu est régulier. Un écart favorable de 44,7 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission. Cet écart se situe principalement dans les articles de conduites à poser et dans l'article de maintien de la mobilité et de la sécurité routière. Le marché pour les contrats de cette ampleur est très concurrentiel. De plus, l'ÉÉC estime que le plus bas soumissionnaire a été très agressif afin d'obtenir un premier contrat pour la saison des travaux. L'estimation de l'ÉÉC est très proche de la moyenne des prix reçus (5,5 %). Il est normal d'obtenir des prix plus compétitifs pour certain projets selon l'envergure des travaux et le secteur de ces derniers.

En considérant ces informations et dans ce contexte, l'ÉÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale à faire autoriser par les instances est de 756 974,35 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 554 522,13 $, des contingences de 55 452,22 $ et des incidences de 147 000 $.
Cette dépense est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

- 89,97 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 681 035,02 $, taxes incluses ;
- 10,03 % au PTI de la Direction de la mobilité du SUM pour un montant de 75 939,33 $, taxes incluses.

Cette dépense entièrement assumée par la Ville centrale représente un coût net de 691 218,47 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- # 18-071 « Programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout » pour un montant de 621 875,75 $, cette dépense pourrait faire l'objet d'une subvention dans le cadre du programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) ;
- # 16-010 « Programme de réfection des rues locales »pour un montant de 69 342,72 $.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l’eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'égout.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 24 mai 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée par le Service des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : juillet 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Amel - Ext YALAOUI, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Sandra PICARD, Le Sud-Ouest
Nicole GRANIERO, Le Sud-Ouest

Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Roger KANYINDA, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 27 février 2019
Isabelle BESSETTE, 25 février 2019
Sandra PICARD, 22 février 2019
Roger KANYINDA, 22 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Charles GRONDIN
Ingénieur

Tél : 514 872-0328
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-03-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION PRELIMINAIRE

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 335801 — No du GDD : 1187231096

Titre de l'appel d'offres : Reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et de chaussée, dans la rue Quesnel, de la rue Atwater à la rue Quesnel.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 12 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 15 - 1 - 2019

Ouverture faite le : 24 - 1 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
14 - 1 - 2019	La date d'ouverture de la soumission a été reportée du 15 au 24 janvier 2019 et le tableau qui indique le prix de référence retenu pour le calcul de l'ajustement selon la classe de performance du bitume utilisé lors des travaux.	N/A

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16 — Nbre de soumissions reçues : 9 — % de réponses : 56

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
Sanexen Services Environnementaux inc.	554 522.13
Les Entreprises Canbec Construction inc.	809 690.28
Les Pavages D'Amour inc.	821 760.82
Les Entreprises Cogenex inc.	898 081.22
Ali Excavation inc.	947 871.15
Cojalac inc.	1 007 787.77
Construction Bau-Val inc.	1 087 000.00
Super Excavation inc.	1 136 409.45
Talvi inc.	1 264 331.04
Estimation **interne**	1 002 780.28

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-44.7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **46.0%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** — **NON** **X**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

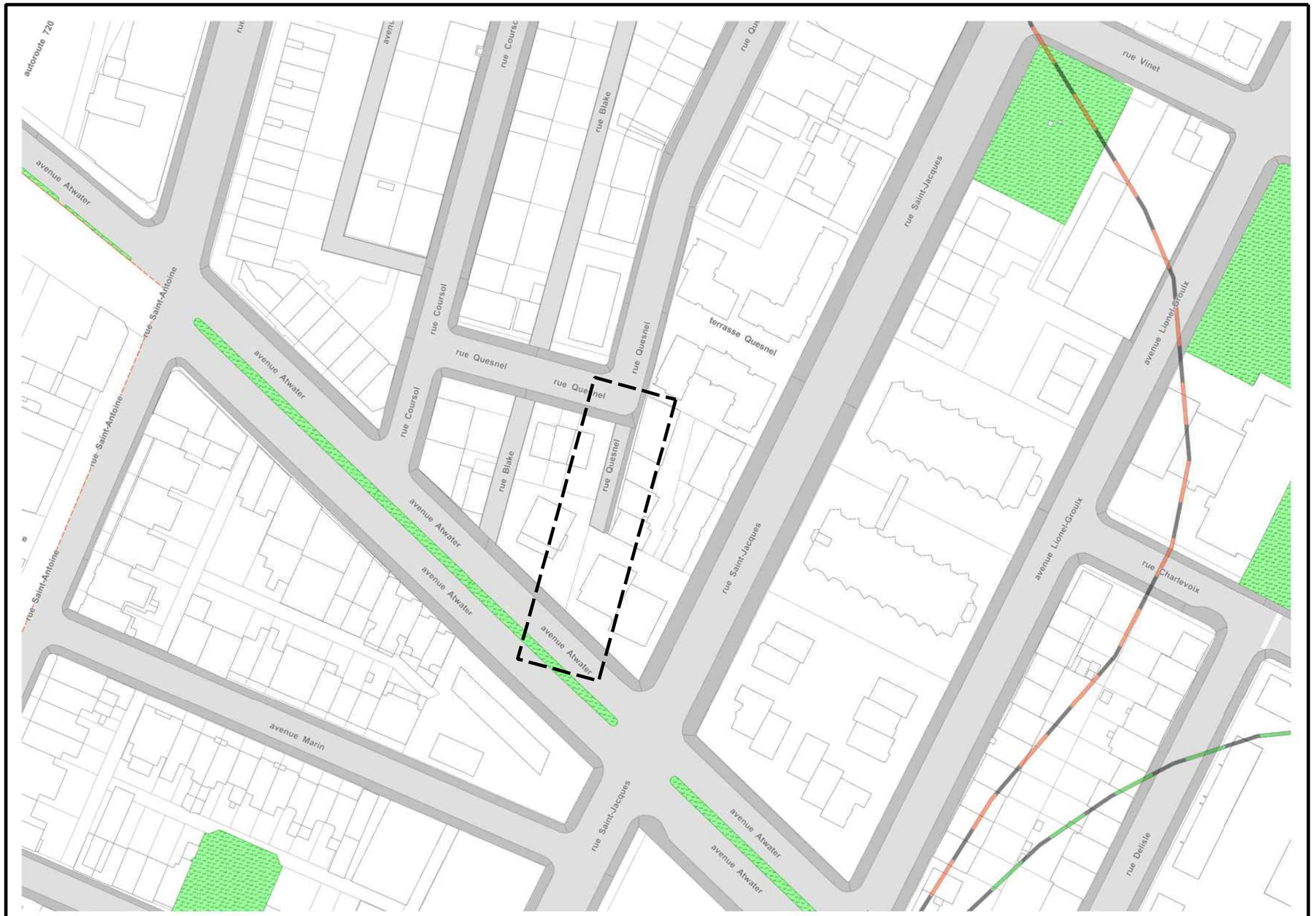
Nom du soumissionnaire : Sanexen Services Environnementaux inc.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 554 522.13

Montant des contingences ($) : 55 452.22

Montant des incidences ($) : 147 000.00

Date prévue de début des travaux : 1 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 26 - 7 - 2019



Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET:
RUE QUESNEL
DE L'AVENUE ATWATER À L'AVENUE QUESNEL

NATURE DES TRAVAUX:
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU ET DE VOIRIE

TITRE DU PLAN:
PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

SOUMISSION :
335801

ARRONDISSEMENT :
LE SUD-OUEST

PRÉPARÉ PAR :
Jérémie Dufort, AG. TECH.

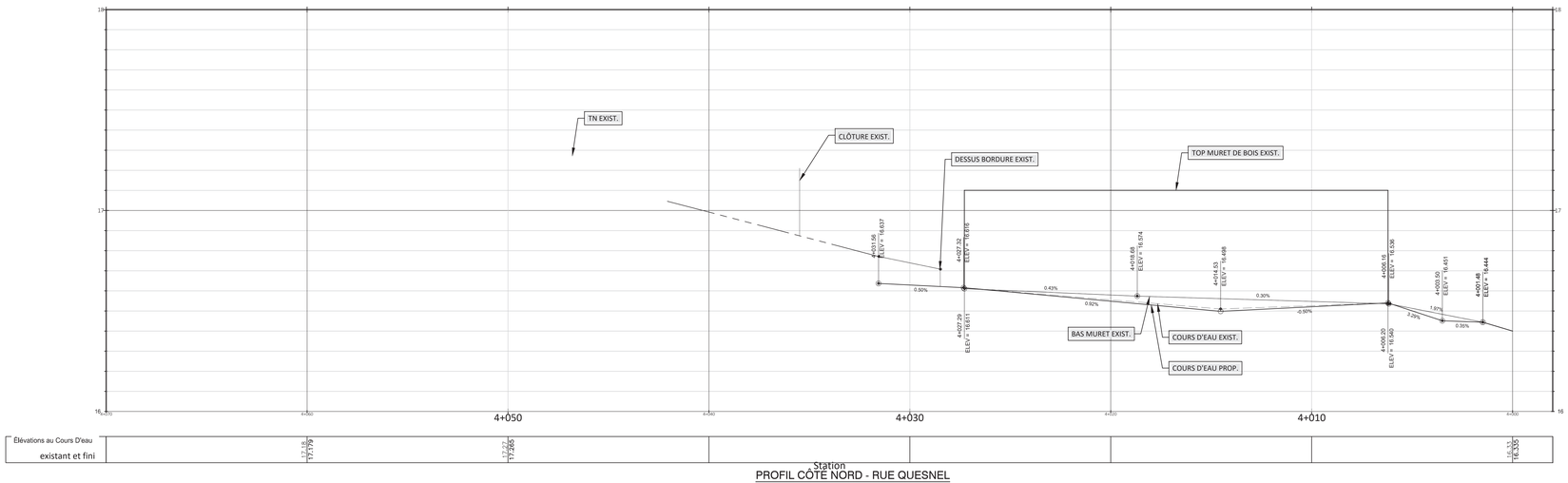
APPROUVÉ PAR :
Charles Grondin, ING.

DATE :
18 Février 2019

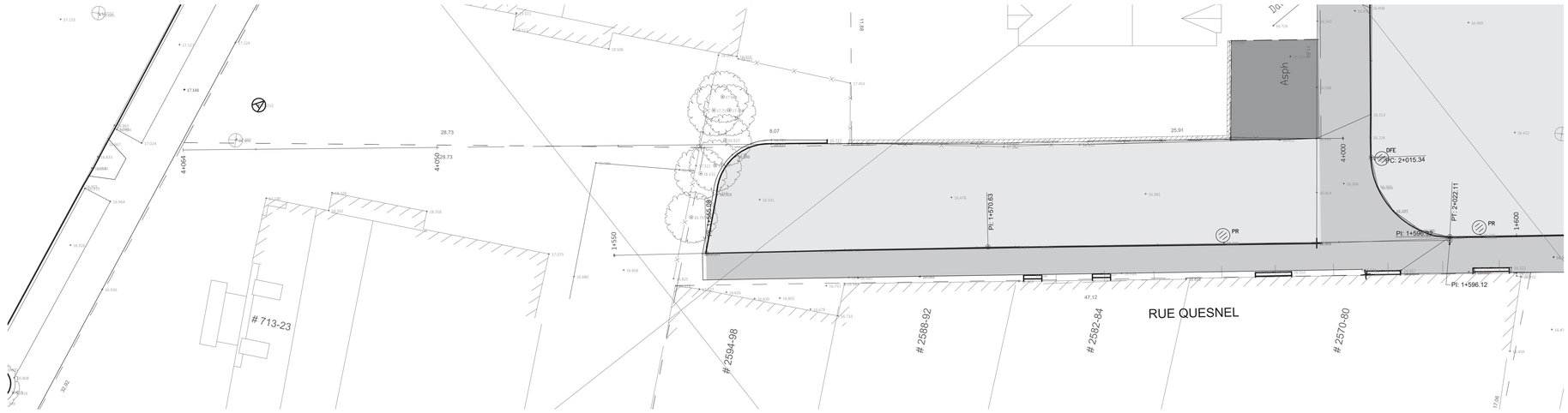
ÉCHELLE :
AUCUNE

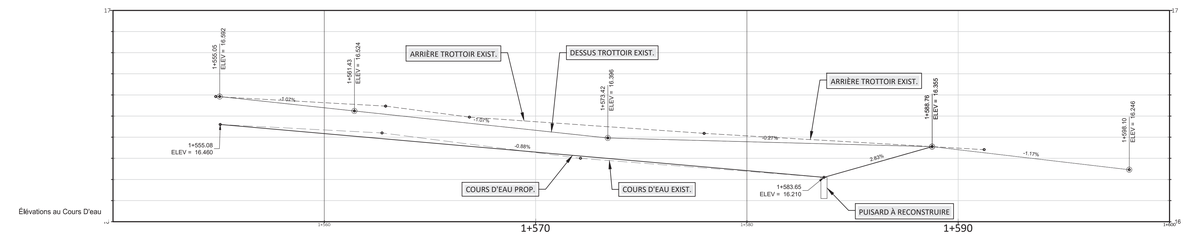
Boul. Saint-Laurent (Montréal)

338301-Plan localisation.dgn 2019-02-18 13:42:18 “CHEMIN=S:\13_Infrastructure\30 Partage DCRT\Jérémie Dufort\Localisation GDD\”



PROFIL CÔTE NORD - RUE QUESNEL





Élévations au centre existant et fini							
		16.540		16.424		16.380	

PROFIL CÔTÉ SUD - RUE QUESNEL

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
BV = BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
BC = BOUCHE À CLÉ
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= ESCALIER
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD AQUEDUC PRINCIPAL
= REGARD AQUEDUC SECONDAIRE
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= RÉVERBÈRE
= VANNE BORNE-FONTAINE
= VANNE DE GICLEUR
= VOÛTE TRANSFO. HQ
= VOÛTE TRANSFO. HQ ANCIENNE
= AQUEDUC
= BOISÉ
= CLÔTURE
= CONDUITE DE GAZ
= CONDUIT(S) ÉLECTRIQUE(S)
= CONDUIT(S) TÉLÉCOMMUNICATION(S)
= ÉGOUT COMBINÉ
= ÉGOUT PLUVIAL
= ÉGOUT SANITAIRE
= FOSSÉ
= HAIE
= LIMITE CADASTRALE
= MURET
= PROFIL DU ROC
= SURFACE DU TERRAIN
= TALUS
ÉCRAN DRAINANT

TROTTOIR MONOLITHE À RECONSTRUIRE SELON MV-245
RECONSTRUCTION DE LA RUELLE SELON MV-242
RPH = RAMPE POUR HANDICAPÉ À RECONSTRUIRE SELON DN-7301 INCLUANT PLAQUES PODOTACTILES

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S) :

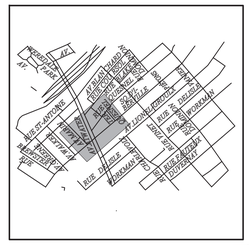
PLAN(S) DE RÉFÉRENCE
PLAN(S) DE LA GÉOMATIQUE : XXX
PLAN(S) ET PROFIL(S) : XXX
PLAN(S) EGOUT(S) : XXX
PLAN(S) AQUEDUC(S) : XXX

UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)
INFO-EXCAVATION:
BELL : XXX
C.S.E.M. : XXX
GAZ MÉTRO : XXX
HYDRO-QUEBEC : XXX
S.T.M. : XXX
VIDÉOTRON : XXX
AUTRE(S) : XXX

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 60KM047
RUE ST-ANTOINE O. / AVENUE ATWATER
ALTITUDE: 20,705 m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Plan de localisation



Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
3. L'AQUEDUC SECONDAIRE EXISTANT EST EN FONTE GRISE.
4. L'AQUEDUC SECONDAIRE PROPOSÉ EST EN FONTE DUCTILE CLASSE 350
5. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.
6. LA DISTANCE HORIZONTALE PAROI À PAROI ENTRE LA CONDUITE D'EAU ET UN REGARD D'ÉGOUT DOIT ÊTRE DE 300 mm MIN.
7. LA DISTANCE HORIZONTALE PAROI À PAROI ENTRE LA CONDUITE D'EAU ET UNE CONDUITE D'ÉGOUT DOIT ÊTRE DE 600 mm MIN.
8. EN PLUS DES COLLETS DE RETENUE, DES BUTÉES EN BÉTON DE 1.0m cu DOIVENT ÊTRE INSTALLÉES DERRIÈRE CHAQUE ACCESSOIRE (COUDE, TÉ, BOUCHON, ETC.) DE LA CONDUITE D'EAU PROPOSÉE.

Légende - symbologie graphique

N° : XXX — Forage

Éléments proposés :

NE ..... nouveau puisard
PR ..... puisard à remplacer
A+N ..... ajustable à niveler
C+C ..... cadre et couvercle à changer
T+G ..... tête et grille à changer
TBV+C ..... tête de boîte de vanne à changer
TBV-N ..... tête de boîte de vanne à niveler
NIV. ..... à niveler
DFE ..... structure à désaffecter (égout)
DFA ..... structure à désaffecter (aqueduc)
..... conduite à abandonner
..... structure à enlever

Borne-fontaine
Boîte de service
Boîte de vanne
Chambre de vanne secondaire (numérotation; CV-XX / MV-XXX-X; N° de croquis voir devis)
Puisard de rue
Puisard dalot
Puisard de trottoir
Regard d'égout circulaire (RP: regard pluvial; RS: regard sanitaire; RU: regard unitaire; numérotation; RX-XX / MV-XXXX; N° de croquis voir devis)
Regard d'égout rectangulaire (RP: regard pluvial; RS: regard sanitaire; RU: regard unitaire; numérotation; RX-XX / MV-XXXX; N° de croquis voir devis)
Sens d'écoulement

Émission(s)

Em.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
000	2018-11-30	ÉMIS POUR APPEL D'OFFRES	S.B.	K.M.

Étude(s) hydraulique(s)

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude : Prénom Nom, ing. aaaa-mm-jj
Étude : Prénom Nom, ing. aaaa-mm-jj

DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude : Prénom Nom, ing. aaaa-mm-jj

DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude : Prénom Nom, ing. aaaa-mm-jj

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et du transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

exp.
LES SERVICES EXP Inc.
t : +1.514.931.1080 | f : +1.514.935.1645
1001, Boul. De Maisonneuve Ouest, Bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

Intervenants

Relevé de terrain : Prénom Nom — aaaa-mm-jj
Dessiné par : Caroline Quesnel — 2018-10-04
Préparé par : Samir Benhlel, ing., jr — 2018-10-04
Responsable du projet (ville de Montréal) : Charles Grondin, ing.
Responsable du projet (consultant) : Khaled Mouchaorab, ing., Ph.D.
Égout Aqueduc

Ingénieur(e) :
Khaled Mouchaorab, ing., Ph.D.

Sceau de l'ingénieur(e) : Khaled Mouchaorab, 136813, Québec, Ingénieur — 2018-12-03
Original signé le :

PROJET :

RUE QUESNEL
DE L'AVENUE ATWATER À LA RUE QUESNEL

ARRONDISSEMENT(S) : LE SUD-OUEST (21)

NATURE DES TRAVAUX :
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU ET DE VOIRIE

TITRE DU PLAN :
ALIGNEMENTS ET NIVEAUX
PLAN ET PROFILS

(SI) DIMENSIONS EN MILLIMÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE
Échelle : 1:100 / 1:10
5 2.5 0 5 10 (mètre)

Plan no :	Feuillet :	Émission :	Soumission :
3358-NIV-01/01	01	000	335801

Cartouche révisé le : 2015-11-13

Montréal

SOUMISSION 335801 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Quesnel
Rue Quesnel entre la rue Blake et la Terrasse Quesnel et avenue Atwater à la hauteur des travaux	Les travaux sont répartis en deux (2) phases et une phase préparatoire distinctes au cahier M. **Délai** : 84 jours – début au printemps 2019 **PHASE 0 (préparatoire) :** Installation du réseau d'eau temporaire sur la rue Quesnel entre la Terrasse Quesnel et la rue Blake; **Horaire de travail** : Lundi à vendredi 7h à 19h **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur est autorisé à - Maintenir en tout temps une voie de circulation en direction ouest sur la rue Quesnel entre la Terrasse Quesnel et la rue Blake; **PHASE 1** : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de reconstruction de chaussée et de trottoir sur la rue Quesnel. **Horaire de travail rue Quesnel :** Lundi à vendredi de 7h à 19h **Horaire de travail avenue Atwater :** Lundi à vendredi de 9h30 à 16h **Maintien de la circulation :** L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Quesnel entre les rues Vinet et Blake avec maintien de la circulation locale seulement avec aménagement à double sens; - Fermer complètement la portion en cul-de-sac de la rue Quesnel; - Entraver partiellement la chaussée du côté est de l'avenue Atwater avec le maintien de deux (2) voies de circulation en direction nord de la largeur existante; - Entraver un seul trottoir à la fois sur la rue Quesnel; - Maintenir un accès piétonnier aux résidences situées dans la portion en cul-de-sac; **PHASE 2** : Travaux de pavage de la couche de surface sur la rue Quesnel entre la Terrasse Quesnel et l'avenue Atwater **Horaire de travail rue Quesnel :** Lundi à vendredi de 7h à 19h **Horaire de travail avenue Atwater :** Lundi à vendredi de 9h30 à 16h **Maintien de la circulation** : L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Quesnel entre la rue Vinet et Blake, incluant le cul-de-sac, avec maintien de la circulation locale seulement; - Entraver partiellement la chaussée du côté est de l'avenue Atwater avec le maintien de deux (2) voies de circulation en direction nord de la largeur existante. **PHASES 1 et 2** : - L'Entrepreneur n'est pas autorisé à entraver les voies en direction sud sur l'avenue Atwater; - L'Entrepreneur doit abaisser la vitesse à 40km/h au niveau des travaux sur l'avenue Atwater; - L'Entrepreneur doit prévoir la relocalisation du stationnement sur rue réservé aux résidents SRRR.

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Quesnel
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, au maintien de l'accessibilité universelle et à la protection des travailleurs et des usagers de la route. - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au Cahier M.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 335801
Numéro de référence : 1220476
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et de chaussée, dans la rue Quesnel, de la rue Atwater à la rue Quesnel

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1521585)** 2018-12-13 11 h 24 **Transmission :** 2018-12-13 11 h 37	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1525490)** 2019-01-07 8 h 38 **Transmission :** 2019-01-07 8 h 50	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1520082)** 2018-12-10 8 h 28 **Transmission :** 2018-12-10 8 h 31	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1520372)** 2018-12-10 13 h 47 **Transmission :** 2018-12-10 15 h 17	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1521423)** 2018-12-13 8 h 39 **Transmission :** 2018-12-13 8 h 45	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1520231)** 2018-12-10 10 h 42 **Transmission :** 2018-12-10 10 h 42	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Alexandre Massicotte Téléphone : 514 216-4311 Télécopieur :	**Commande : (1522114)** 2018-12-14 13 h 38 **Transmission :** 2018-12-14 13 h 38	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1520765)** 2018-12-11 12 h 04 **Transmission :** 2018-12-11 12 h 44	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1520155)** 2018-12-10 9 h 35 **Transmission :** 2018-12-10 9 h 35	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavages D'Amour Inc. 1635 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R6 http://pavagesdamour.com	Madame Viviana Mejia Téléphone : 514 631-4570 Télécopieur : 514 631-6002	**Commande : (1520609)** 2018-12-11 9 h 02 **Transmission :** 2018-12-11 9 h 04	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel

			3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1524246)** 2018-12-20 16 h 28 **Transmission :** 2018-12-20 16 h 33	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1520614)** 2018-12-11 9 h 08 **Transmission :** 2018-12-11 9 h 10	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1520117)** 2018-12-10 9 h 05 **Transmission :** 2018-12-10 9 h 29	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 12 h 55 - Télécopie 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 14 h 38 - Télécopie 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Talvi Inc, 3980, boul.Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Frédéric Pouliot Téléphone : 450 934-2000 Télécopieur :	**Commande : (1520829)** 2018-12-11 13 h 49 **Transmission :** 2018-12-11 13 h 49	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1520181)** 2018-12-10 9 h 57 **Transmission :** 2018-12-10 11 h 31	3046585 - 335801_Addenda #1_Incluant un report de date 2019-01-14 10 h 28 - Courriel 3046589 - 335801_Formulaire de soumission (devis) 2019-01-14 10 h 50 - Courriel 3046590 - 335801_Formulaire de soumission (bordereau) 2019-01-14 10 h 50 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Ville de Westmount 1 BETHUNE WESTMOUNT, QC, H3Z 2L2 http://www.westmount.org	Madame Elisa Gaetano Téléphone : 514 989-5313 Télécopieur : 514 989-5488	**Commande : (1525198)** 2019-01-03 15 h 16 **Transmission :** 2019-01-03 15 h 16	Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2019 Tous droits réservés

OK

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 avril 2017

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2017-CPSM-1021694
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231096

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour la reconstruction de conduite d'égout unitaire, de conduite d'eau secondaire, de trottoirs et de bordures, là où requis et la reconstruction de la chaussée dans la rue Quesnel, de l'avenue Atwater à la rue Quesnel dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 756 974,35 $ (contrat: 554 522,13 $ + contingences: 55 452,22 $ + incidences: 147 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 335801 - 9 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187231096 SUM.xls Info_comptable_DRE 1187231096.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-responsable de l'intervention
Jorge Palma Gonzalez
Préposé au budget
Tél. 514 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Julie LAPOINTE
Conseillère budgetaire
Tél : 514-872-1025

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.06

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197231003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 3 218 097,11 $ (contrat: 2 815 451,92 $ + contingences: 281 545,19 $ + incidences: 121 100,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441024 - 8 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 2 936 551,92 $, taxes incluses pour des travaux de voirie dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Eurovia Québec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 815 451,92 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441024 ;

3. d'autoriser une dépense de 281 545,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-01 12:13

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 3 218 097,11 $ (contrat: 2 815 451,92 $ + contingences: 281 545,19 $ + incidences: 121 100,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441024 - 8 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 115 M$ pour l'année 2019 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussée par planage et revêtement (PRCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine[1], le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction de la mobilité soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.

Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons. Dans l'éventualité où des

trottoirs nécessitant des interventions n'aient pas déjà fait l'objet de travaux correctifs par l'arrondissement, le SUM financera le coût de ces travaux par le biais de son PTI. Une provision pourra alors être ajoutée aux contrats de réparations mineures de trottoirs (RMT) de l'arrondissement. Dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR et PRCPR 2019 leur a été transmise en février 2018 de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Le dernier bilan de condition du réseau routier de la Ville de Montréal, réalisé à la suite de l'auscultation de l'ensemble des chaussées en 2015, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer rapidement le niveau de service des chaussées, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

Les besoins identifiés étant d'une grande ampleur, la remise à niveau d'une portion importante du réseau routier s'étalera sur plusieurs années. Un nouveau programme a été élaboré afin de pallier au déficit des conditions de la chaussée à très court terme. Ce programme portant le nom de Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement (PRCPR) vise à prolonger la durée de vie des chaussées d'environ 3 à 5 ans, en attente d'une reconstruction des infrastructures. Les interventions se limitent donc à des travaux de planage et de pose d'un nouveau revêtement bitumineux, sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

La sélection des projets est effectuée par la Division de la gestion d'actifs à la Direction de la mobilité du SUM, alors que la gestion et la réalisation des programmes sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction de la mobilité a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0078 - 30 mars 2017 - Conclure une entente-cadre de services professionnels avec la firme SNC-Lavalin inc. pour une période de soixante (60) mois, pour la gestion et la surveillance des travaux du programme complémentaire de planage et revêtement ainsi que dans le domaine des infrastructures municipales du Service des infrastructures de la voirie et des transports, pour une somme maximale de 4 254 063,50 $, taxes incluses / Appel d'offres public 16-15683 (5 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin. (1177577001).

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de planage et revêtement bitumineux dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 6 kilomètres dont ± 5 km de PCPR et ±1 km de PRCPR.

Une liste de rues ainsi qu'une carte de l'arrondissement se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 281 545,19 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

L'ÉÉC a procédé à l’analyse des huit (8) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. L'étalement des prix reçu est régulier. Un écart favorable de 11,6 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission. Cet écart est réparti uniformément sur tous les articles de la soumission et peut s'expliquer par un marché actif et concurrentiel dans le domaine du planage et du pavage. De plus, l'estimation de l'ÉÉC est très proche de la moyenne des prix reçus (-2,2 %). Il est normal d'obtenir des prix plus compétitifs pour certain projets selon l'envergure des travaux et le secteur de ces derniers. De plus, les entrepreneurs tentent de remplir leur carnet de commande en ce début de saison.

En considérant ces informations et dans ce contexte, l'ÉÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 3 218 097,11 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 2 815 451,92 $, des contingences de 281 545,19 $ et des incidences de 121 100,00 $.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 2 938

551,60 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- 15-019 « Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 2 574 586,57 $ et une proportion de 87,61 %,
- 17-007 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel »pour un montant de 363 965,03 $ et une proportion de 12,39 %.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 12 juin 2019, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux du PCPR-PRCPR 2019 sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble du programme.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : juillet 2019
Fin des travaux : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Denis ALLARD, Service des infrastructures du réseau routier
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Corinne ANDRIEU, Ville-Marie
Louis-François MONET, Ville-Marie
Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Isabelle BESSETTE, 21 février 2019
Alain DUFRESNE, 21 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YOUCEF
Ingénieur

Tél : 514.872.0782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-03-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 441024 — No du GDD : 1197231003

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019).

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 14 - 1 - 2019 — Ouverture originalement prévue le : 7 - 2 - 2019

Ouverture faite le : 12 - 2 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 28 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
24 - 1 - 2019	Les modifications ont été apportées: -Au cahier des charges(Ajustement des quantités des Art, 47,48,50,51 58 et 67 du formulaire de soumission et changement de la date de début des travaux); -Au cahier V: Retrait d'un tronçon de rue à la page V-5. -Au cahier M: Ajout et retrait de certaines recommandations - Révision de la liste des plans à cause du retrait d'un tronçon de rue.	(42 000,00)
25 - 1 - 2019	Les modifications ont été apportées au cahier des charges au formulaire de soumission (correction de la date de parution et le report de la d'ouverture)	
1 - 2 - 2019	Les modifications ont été apportées: -Au cahier des charges(Ajustement des quantités des Art, 47,48,50,51 58 et 67 du formulaire de soumission); -Au cahier V: Ajout d'un tronçon de rue à la page V-5, -Au cahier M: Ajout de certaines recommandations - Révision de la liste des plans à cause de l'ajout d'un tronçon de rue,	42 000,00
8 - 2 - 2019	Publication du tableau des questions et réponses traitées, aucun changement n'a été porté aux documents,	

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 8 — % de réponses : 80

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 12 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	2 815 451,92
PAVAGES METROPOLITAIN INC.	2 846 062,96
LES PAVAGES CEKA INC.	2 940 117,70
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	2 957 084,22
DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.	3 029 571,93
4042077 CANADA INC. AMENAGEMENT DE SOUSSA	3 183 399,06
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	3 267 000,00
CONSTRUCTION VIATEK INC.	3 878 324,05
Estimation **interne**	3 183 743,08

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **-11,6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse **1,1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMF	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 815 451,92

Montant des contingences ($) : 281 545,19

Montant des incidences ($) : 121 100,00

Date prévue de début des travaux : 15 - 7 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 15 - 10 - 2019

Soumission: **441024** (exp)

Liste des rues : arrondissement ***Ville-Marie*** (+/- 6,00 Km)

PCPR *(+/- 5 Km)*

1. C-7434 : AVENUE CEDAR DU CHEMIN DAULAC À L'AVENUE CEDAR
2. C-7443 : RUE SAINT-HUBERT DE LA RUE SAINTE-CATHERINE EST AU BOULEVARD DE MAISONNEUVE EST
3. C-7444 : RUE JEANNE-MANCE DE LA RUE DE LA GAUCHETIERE AU BOULEVARD RENE-LEVESQUE
4. C-7445-1 : RUE DE LA MONTAGNE DU BOULEVARD RENE-LEVESQUE À LA LIMITE NORD
5. C-7445-2 : RUE DE LA MONTAGNE DU BOULEVARD RENE-LEVESQUE À LA LIMITE NORD
6. C-7446 : RUE CRESCENT DE LA RUE SAINTE-CATHERINE À LA RUE SHERBROOKE
7. C-7517 : AVENUE DU PARC À L'INTERSECTION DE L'AVENUE DES PINS
8. C-7521 : RUE DRUMMOND DE LA RUE SHERBROOKE À LA PLACE MOUNTAIN
9. C-7522 : RUE DRUMMOND DU BOULEVARD RENE-LEVESQUE À LA RUE SAINTE-CATHERINE
10. C-7523 : AVENUE DU PORT DU PONT JACQUES-CARTIER À L'AVENUE DU PORT
11. C-7525 : RUE GAUVIN DE LA RUE SAINT-JACQUES À LA RUE SAINT-ANTOINE
12. C-7526 : RUE MACKAY DU BOULEVARD RENE-LEVESQUE À LA RUE SHERBROOKE
13. C-7527 : RUE NOTRE-DAME EST DE LA RUE PANET À L'AVENUE PAPINEAU
14. C-7529 : RUE SAINT-DOMINIQUE DE L'AVENUE VIGER EST AU BOULEVARD RENE-LEVESQUE EST
15. C-7530 : RUE SAINT-DOMINIQUE DU BOULEVARD RENE-LEVESQUE À LA RUE DE BOISBRIAND
16. C-7568 : RUE SAINT-URBAIN DE LA RUE ONTARIO À LA RUE SHERBROOKE

PRCPR : (+/- 1,00 Km)

1. C-7449 : RUE CLARK DU BOULEVARD RENE-LEVESQUE À LA RUE SAINTE-CATHERINE
2. C-7451 : AVENUE SANGUINET DU BOULEVARD DE MAISONNEUVE À LA RUE ONTARIO
3. C-7452 : AVENUE DE LORIMIER DE LA RUE LOGAN AU PONT JACQUES-CARTIER
4. C-7454 : RUE SAINT-FRANCOIS-XAVIER DE LA PLACE D'YOUVILLE À LA RUE SAINT-PAUL
5. C-7457 : RUE LA FONTAINE DE L'AVENUE MALO AU PONT JACQUES-CARTIER



RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
-	LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAIL	PCPR - PRCPR	PL-VO-C-0000
1	AVENUE CEDAR DU CHEMIN DAULAC À L'AVENUE CEDAR	PCPR	PL-VO-C-7434
2	RUE SAINT-HUBERT DE LA RUE SAINTE-CATHERINE EST AU BOULEVARD DE MAISONNEUVE EST	PCPR	PL-VO-C-7443
3	RUE JEANNE-MANCE DE LA RUE DE LA GAUCHETIÈRE AU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST	PCPR	PL-VO-C-7444
4	RUE DE LA MONTAGNE DU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST À LA LIMITE NORD	PCPR	PL-VO-C-7445
5	RUE CRESCENT DE LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST À LA RUE SHERBROOKE OUEST	PCPR	PL-VO-C-7446
6	AVENUE DU PARC À L'INTERSECTION DE L'AVENUE DES PINS	PCPR	PL-VO-C-7517
7	RUE DRUMMOND DE LA RUE SHERBROOKE OUEST À LA PLACE MOUNTAIN	PCPR	PL-VO-C-7521
8	RUE DRUMMOND DU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST À LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST	PCPR	PL-VO-C-7522
9	AVENUE DU PORT DU PONT JACQUES-CARTIER À L'AVENUE DU PORT	PCPR	PL-VO-C-7523
10	RUE GAUVIN DE LA RUE SAINT-JACQUES À LA RUE SAINT-ANTOINE OUEST	PCPR	PL-VO-C-7525
11	RUE MACKAY DU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST À LA RUE SHERBROOKE OUEST	PCPR	PL-VO-C-7526
12	RUE NOTRE-DAME EST DE LA RUE PANET À L'AVENUE PAPINEAU	PCPR	PL-VO-C-7527
13	RUE SAINT-DOMINIQUE DE L'AVENUE VIGER EST AU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE EST	PCPR	PL-VO-C-7529
14	RUE SAINT-DOMINIQUE DU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE EST À LA RUE DE BOISBRIAND	PCPR	PL-VO-C-7530
15	RUE SAINT-URBAIN DE LA RUE ONTARIO OUEST À LA RUE SHERBROOKE OUEST	PCPR	PL-VO-C-7568
16	RUE CLARK DU BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST À LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST	PRCPR	PL-VO-C-7449
17	AVENUE SANGUINET DU BOULEVARD DE MAISONNEUVE EST À LA RUE ONTARIO EST	PRCPR	PL-VO-C-7451
18	AVENUE DE LORIMIER DE LA RUE LOGAN AU PONT JACQUES-CARTIER	PRCPR	PL-VO-C-7452
19	RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER DE LA PLACE D'YOUVILLE À LA RUE SAINT-PAUL OUEST	PRCPR	PL-VO-C-7454
20	RUE LA FONTAINE DE L'AVENUE MALO AU PONT JACQUES-CARTIER	PRCPR	PL-VO-C-7457

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES:

- PLANAGE À ANGLE DU REVÊTEMENT BITUMINEUX SUR LES DEUX RIVES DE LA CHAUSSÉE SUR UNE LARGEUR DE 2 MÈTRES ET SUR UNE ÉPAISSEUR À ANGLE DE 50 À 0mm;
- BALAYAGE DE LA SURFACE PLEINE LARGEUR, DE FAÇON À ENLEVER LES RÉSIDUS ET LES EXCÈS DE POUSSIÈRES DE PLANAGE;
- **À LA DEMANDE DU SURVEILLANT**, POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/M²;
- **À LA DEMANDE DU SURVEILLANT**, RÉPARATION DES DÉFAUTS DANS LA SURFACE PLANÉE ET CELLE NON PLANÉE, TELS QUE LES NIDS-DE-POULE, FISSURES DE SÉVÉRITÉ MAJEURE, AFFAISSEMENTS, ETC. AVEC UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE FAÇON À OBTENIR UNE SURFACE UNIFORME ET ASSURER UN MEILLEUR COMPORTEMENT POST-TRAVAUX DE L'ENROBÉ DE SURFACE. LES ÉPAISSEURS DE POSE RECOMMENDÉES DEVRONT ÊTRE RESPECTÉES ET DES ÉQUIPEMENTS DE COMPACTAGE ADAPTÉS À LA GRANDEUR DES RÉPARATIONS DEVRONT ÊTRE EMPLOYÉS;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/m;
- POSE D'UNE COUCHE DE SURFACE DE 50 mm D'ÉPAISSEUR, D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG,X, (X CORRESPOND À 64H-28 POUR LES RUES LOCALES, 64E-28 POUR LES RUES COLLECTRICES ET ARTÈRES, 64E-28 THRD POUR LES RUES COLLECTRICES OU ARTÈRES AVEC VOIE RÉSERVÉE POUR AUTOBUS)

COUPE TYPE - PRCPR 2019
ÉCHELLE: AUCUNE

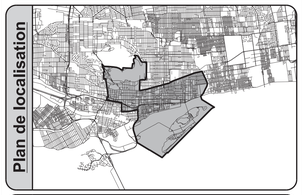
L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QU'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:

LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation



Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Références

Plan d'arpentage:	-
Plan EGA:	-
Plan BC:	-
Plan géométrie:	-

Légende

	Puisard de rue		Regard chambre H.Q.
	Puisard dalot		Regard chambre d'égout
	Grille carrée		Regard chambre de Bell
	Puisard de trottoir		Borne-fontaine
★	Repère géodésique	★	Boîte de vanne
★	Vanne de gaz		Vanne d'aqueduc
	Regard chambre d'aqueduc	P	Manchon de parcomètre
	Regard chambre de la CSEM	OM	Manchon
		OB	Bollard
★	Symbole de forage	OBS	Puits d'observation
★	Base à briser et à reconstruire au même emplacement	F.C.	Fin de courbe
★	Base à construire		Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle)
★	Base existante		Chambre de transformateur
★	Base à briser ou à enlever		Chambre de transformateur (Hydro-Québec)

* Symbole grossi pour plus de clarté.

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet:

DFE	Égout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir
PR	Puisard à remplacer	PE	Puisard à enlever

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Égout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
		A+N	Ajustable à niveler
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TBV+N	Tête de boîte de vanne à niveler		

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés
AR	À niv. avec anneau de rehaussement		

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
000	2018-12-21	ÉMIS POUR APPEL D'OFFRES	C.O.

Montréal

Service des infrastructures
du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Élaboré par: -	Logo	-
Émilie Bilodeau, dess.	Logo	2018-11
Charles O'Neil, ing., M. Sc. A.	Logo	2018-11
Préparé par: Éric Bélanger, ing.	Logo	

Visite

Sceau de l'ingénieur(e):

INGÉNIEUR(E) Eric Bélanger 118047 PROFESSIONNEL(LE)

Original signé le: 2018-12-20

Projet:

PCPR - PRCPR 2019

Arrondissement(s): **Ville-Marie (20)**

Nature des travaux:

TRAVAUX DE VOIRIE DANS L'ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE (PCPR - PRCPR 2019)

Titre du plan:

LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAIL

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200

0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
441024	PL-VO-C-0000	1/1	000	N/A

Montréal

Soumission 441024 – Travaux de voirie dans l'arrondissement Ville-Marie (PCPR et PRCPR 2019)

Principe de gestion de la mobilité

Secteur	Mesures de mitigation
C-7434 Avenue Cedar du chemin Daulac à l'avenue Cedar	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi 7h à 19h. Réalisation prévue Été 2019 (École).
C-7443 Rue Saint-Hubert de la rue Sainte-Catherine Est au boulevard de Maisonneuve Est	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage - Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage - Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019.
C-7444 Rue Jeanne-Mance de la rue de la Gauchetière au boulevard René-Lévesque	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Samedi 8h à 19h et Dimanche 9h à 19h. Réalisation prévue Automne 2019.
C-7445 Rue de la Montagne du boulevard René-Lévesque à la limite nord	**Travaux de planage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée, sauf entre René-Lévesque et Sherbrooke (fermeture de la direction nord seulement avec maintien de la direction sud. **Travaux de pavage :** Fermeture complète. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019 (après 1er octobre).
C-7446 Rue Crescent de la rue Sainte-Catherine à la rue Sherbrooke	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019 (après 1er octobre).
C-7517 Avenue du Parc à l'intersection de l'avenue des Pins	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète. **Horaire de travail :** Dimanche au Jeudi 22h à 5h.
C-7521 Rue Drummond de la rue Sherbrooke à la Place Mountain	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 9h30 à 19h.
C-7522 Rue Drummond du boulevard René-Lévesque à la rue Sainte-Catherine	**Travaux de planage:** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 9h30 à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019 (après 1er octobre).
C-7523 Avenue du Port du Pont Jacques-Cartier à l'avenue du Port	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète. **Horaire de travail :** Lundi au Dimanche 0h à 23h59. Réalisation prévue Automne 2019. Coordination avec La Ronde)
C-7525 Rue Gauvin de la rue Saint-Jacques à la rue Saint-Antoine	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète. **Horaire de travail :** Lundi au Dimanche 0h à 23h59.
C-7526 Rue Mackay du boulevard René-Lévesque à la rue Sherbrooke	**Travaux de planage:** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019 (après 1er octobre).
C-7527 Rue Notre-Dame Est de la rue Panet à l'avenue Papineau	**Travaux de planage et pavage :** Entrave partielle avec maintien d'une voie de circulation. Fermeture de la sortie 7 de l'A-720 Est requise. **Horaire de travail :** Dimanche au jeudi 22h à 5h, Jeudi au vendredi 22h30 à 5h, Vendredi au samedi 23h à 6h30, Samedi au dimanche 23h à 7h.
C-7529 Rue Saint-Dominique de l'avenue Viger Est au boulevard René-Lévesque Est	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h.
C-7530 Rue Saint-Dominique du boulevard René-Lévesque à la rue de Boisbriand	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h.

Secteur	Mesures de mitigation
C-7568 Rue Saint-Urbain de la rue Ontario à la rue Sherbrooke	**Travaux de planage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation cycliste seulement. **Travaux de pavage :** Fermeture complète avec détour cycliste. **Horaire de travail :** Planage Samedi 8h à 19h, Dimanche 9h à 19h. Pavage Dimanche au jeudi 22h à 5h, Jeudi au vendredi 22h30 à 5h, Vendredi au samedi 23h à 6h30, Samedi au dimanche 23h à 7h. Réalisation prévue Automne 2019.
C-7449 Rue Clark du boulevard René-Lévesque à la rue Sainte-Catherine (PRCPR)	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019.
C-7451 Rue Sanguinet du boulevard de Maisonneuve à la rue Ontario (PRCPR)	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Planage Lundi au vendredi 7h à 19h. Pavage Dimanche au Jeudi 21h à 5h. Réalisation prévue Automne 2019.
C-7452 Avenue de Lorimier de la rue Logan au Pont-Jacques-Cartier (PRCPR)	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage : Dimanche au jeudi 22h à 5h, Jeudi au vendredi 22h30 à 5h, Vendredi au samedi 23h à 6h30, Samedi au dimanche 23h à 7h. Coordination avec PJCCI.
C-7454 Rue Saint-François-Xavier de la place d'Youville à la rue Saint-Paul (PRCPR)	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h. Réalisation prévue Automne 2019.
C-7457 Rue La Fontaine de l'avenue Malo au pont Jacques-Cartier (PRCPR)	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée. **Horaire de travail :** Planage : Dimanche au jeudi 22h à 5h, Jeudi au vendredi 22h30 à 5h, Vendredi au samedi 23h à 6h30, Samedi au dimanche 23h à 7h. Coordination avec PJCCI.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7; - Délimitation des voies en contresens à l'aide de repères visuels de type T-RV-10, si requis; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles; - Accommodation et maintien en tout temps d'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 février 2015

EUROVIA QUEBEC GRANDS PROJETS INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, RUE AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006568
N° de client : 3000206134

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC GP, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUEBEC GRANDS PROJETS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

2.1 b

Le 28 septembre 2017

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
1550, AMPÈRE
200
BOUCHERVILLE QC J4B 7L4

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000230492
N° de demande :	1731535319
N° de confirmation de paiement :	000223386397

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

2.2

Nouvelle recherche

Fiche de l'entreprise

Nom : EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
Adresse du siège social : 1550, RUE AMPÈRE, BUR 200, BOUCHERVILLE, QC, J4B 7L4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000230492
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169491884

Autres noms d'affaires

- EUROVIA QC C
- EUROVIA QC CONST.
- EUROVIA QC CONSTRUCTION
- EUROVIA QUÉBEC CONST.
- EUROVIA TECH
- EUROVIA TECHNOLOGIES
- EUROVIA, DIVISION TECHNOLOGIES

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 441024
Numéro de référence : 1227491
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1528460)** 2019-01-14 11 h 44 **Transmission :** 2019-01-14 15 h 58	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 19 h 13 - Messagerie 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 13 h 38 - Messagerie 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Madame Annie Bailey Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (1529046)** 2019-01-15 10 h 14 **Transmission :** 2019-01-15 14 h 42	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 19 h 12 - Messagerie 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel

			3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 13 h 37 - Messagerie 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1528263)** 2019-01-14 9 h 35 **Transmission :** 2019-01-14 10 h 15	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 18 h 41 - Courriel 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 9 h 53 - Courriel 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1529700)** 2019-01-16 10 h 02 **Transmission :** 2019-01-16 17 h 31	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 19 h 14 - Messagerie

			3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 13 h 39 - Messagerie 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1529030)** 2019-01-15 10 h 01 **Transmission :** 2019-01-15 10 h 01	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 18 h 41 - Courriel 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 9 h 53 - Courriel 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1531002)** 2019-01-18 10 h 39 **Transmission :** 2019-01-18 10 h 39	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement

			3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 18 h 41 - Courriel 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 9 h 53 - Courriel 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1530129)** 2019-01-17 1 h 22 **Transmission :** 2019-01-17 1 h 22	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 19 h 12 - Messagerie 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 13 h 37 - Messagerie 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (1528477)** 2019-01-14 11 h 58 **Transmission :** 2019-01-14 11 h 58	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 22 - Télécopie 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 58 - Télécopie

			3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 19 h 14 - Messagerie 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 33 - Télécopie 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 54 - Télécopie 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Télécopie 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 39 - Télécopie 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 13 h 37 - Messagerie 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 33 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca	Madame Nancy Galipeau Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :	**Commande : (1530596)** 2019-01-17 14 h 13 **Transmission :** 2019-01-17 14 h 13	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 18 h 41 - Courriel 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 9 h 53 - Courriel 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles	Monsieur Matthieu Perruche Téléphone : 514 695-	**Commande : (1530524)** 2019-01-17 13 h 25	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel

Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca	3395 Télécopieur : 514 695-2316	**Transmission :** 2019-01-17 16 h 32	3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 18 h 41 - Courriel 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 07 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 9 h 53 - Courriel 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1528204)** 2019-01-14 8 h 49 **Transmission :** 2019-01-14 8 h 49	3052732 - 441024_Addenda #1 2019-01-24 18 h 21 - Courriel 3052734 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-24 18 h 24 - Courriel 3052735 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-24 18 h 24 - Téléchargement 3052737 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #1 2019-01-24 18 h 41 - Courriel 3053611 - 441024_Addenda #2_Incluant un report de date 2019-01-26 10 h 32 - Courriel 3053613 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-25 17 h 53 - Courriel 3053614 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-25 17 h 53 - Téléchargement 3057733 - 441024_Addenda #3 2019-02-01 13 h 07 - Courriel 3057737 - 441024_Formulaires de soumission (devis) 2019-02-01 13 h 08 - Courriel 3057738 - 441024_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-02-01 13 h 08 - Téléchargement 3057739 - 441024_PL_VO_C-0000-1_1_ADDENDA #3 2019-02-04 9 h 53 - Courriel 3062247 - 441024_Addenda #4 2019-02-08 14 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division gestion des projets et économie de la construction
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans l'arrondissement de Ville-Marie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 3 218 097,11 $ (contrat: 2 815 451,92 $ + contingences: 281 545,19 $ + incidences: 121 100,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441024 - 8 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197231003 - Eurovia Québec construction inc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2563
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.07

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 505 036,64 $, taxes incluses pour compléter les travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat 314001 accordé à Talvi inc., CM18 0808, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 083 472,81$ à 3 588 509,45 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 505 036,64 $, taxes incluses, pour compléter les travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat accordé à Talvi inc., CM18 0808, majorant ainsi le montant total du contrat de3 083 472,81 $ à 3 588 509,45 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-02 15:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231005**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 505 036,64 $, taxes incluses pour compléter les travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat 314001 accordé à Talvi inc., CM18 0808, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 083 472,81$ à 3 588 509,45 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau et la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) ont planifié, pour réalisation en 2018 des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie, incluant des travaux sur le réseau de Bell, dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve dans l'arrondissement de Plateau-Mont-Royal. À cet effet, un contrat a été accordé à Talvi inc. par le conseil municipal du 19 juin 2018 au montant de 3 083 472,81 $, taxes incluses, comprenant un montant de 2 808 378,80 $ pour les travaux et un montant de 275 094,01 $ pour les contingences. De plus, un montant de 292 000,00 $ taxes incluses a été autorisé pour les dépenses incidentes (CM 18 0808).
Sans s'y limiter, les travaux du contrat comprennent entre autres :

- la reconstruction de 305 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 300 mm et 750 mm;
- la reconstruction de 335 mètres de conduite d'eau secondaire de diamètre variant entre 100 mm et 300 mm;
- la reconstruction complète de la chaussée;
- la reconstruction complète des trottoirs;
- des travaux de mise à niveau du réseau de Bell Canada.

Le délai contractuel du projet est de cent trente (130) jours calendrier. Les travaux ont commencé le 15 août 2018. Le degré d'avancement des travaux est actuellement de 40 %. Les travaux devaient se terminer vers la fin du mois de novembre 2018.

Il était prévu que les travaux débutent par l'installation du regard unitaire RU-01 dans

l’intersection la rue Jeanne-Mance et la rue Villeneuve. Depuis le commencement des travaux, deux contraintes sont survenues :
1. Lors des travaux d'excavation pour l'installation du regard d'égout unitaire (RU-01), l’entrepreneur a constaté la présence d'une section de conduite d'égout en pente à l'endroit prévu du regard proposé RU-01. Suite à cette contrainte, les raccordements prévus au regard d'égout, dans l'axe de la rue Villeneuve (Est-Ouest), n'ont pu être réalisés selon les spécifications prévus aux plans de construction. Un dénivelé d’environ deux (2) mètres entre les conduites existantes a été relevé au terrain.
2. D’un autre côté, selon le plan de construction, la conduite d’égout existante 600x900mm diam., située au nord de la rue Jeanne-Mance, était raccordée en courbe vers l’est de la rue Villeneuve avec la conduite d’égout existante 600x900mm dim. à ± 4-5 mètres du RU-01. Cependant, lors du dégagement dans l’intersection, il a été constaté que cette conduite était localisée presque sur l’endroit défini au plan pour l’installation du RU-01.

Pour cette raison, des changements ont donc été apportés aux travaux par de la Division de conception du Service des infrastructures du réseau routier.

De plus, en raison des conditions sévères d’hiver depuis le mois de novembre 2018 et compte tenu du retard des travaux dans l’intersection de la rue Jeanne-Mance et la rue Villeneuve, le chantier a été fermé en novembre 2018, sans terminer la totalité des travaux prévus au contrat, ce qui a entraîné des coûts supplémentaires tel que le pavage temporaire, le raccordement des entrée de services non complétés, la démobilisation de chantier, entre autres. Les travaux du contrat seront repris après la période du dégel au printemps 2019.

Suite à l'évaluation des coûts pour la modification de la configuration du réseau d'égout 600 x 900 mm. de diam. situé à l'intersection de la rue Jeanne-Mance et la rue Villeneuve, ainsi que les coûts additionnels à cause de la fermeture de chantier pour les conditions d’hiver 2018 et la reprise des travaux au printemps 2019, la Division de la réalisation des travaux de la Direction des infrastructures a rapidement constaté que les fonds dans l'enveloppe des contingences du projet seraient insuffisants d'où la préparation du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0808 - 19 juin 2018 - Accorder un contrat à Talvi inc., pour des travaux d’égouts, de conduites d’eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l’avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 3 318 034,08 $ (contrat: 3 083 472,81 $ et incidences: 292 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 314001 - 6 soumissionnaires (1187231034).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à majorer le contrat de 505 036,64 $, taxes incluses pour réaliser les travaux et les activités en lien avec la modification de la configuration du réseau d'égout 600 x 900 mm. de diam. situé à l'intersection de la rue Jeanne-Mance et la rue Villeneuve, la fermeture du chantier en 2018 et la réouverture en 2019. Le tout permettra par la suite, de terminer les autres travaux du contrat.
Suite aux directives transmises, le 12 septembre 2018, par de la Division de conception de la Ville de Montréal, les changements suivants ont été apportés aux travaux pour la nouvelle configuration du réseau d’égout :

a) Au nord du regard proposé RU-01, un raccordement de la conduite d'égout existante 600x900mm de diam. au regard proposé a été demandé. Les travaux de percement du regard, l'ajout d'une section de conduite d'égout en TBA de 750mm diam. et l'ajout de deux collets de béton pour le raccordement avec le RU-01 ont été réalisés.
b) À l'ouest du regard RU-01, un raccordement de la conduite d'égout existante

600x900mm de diam. avec le RU-01 a été demandé. Les travaux d'installation d'une longueur supplémentaire de conduite d'égout ont été installés afin de respecter la pente demandée et ainsi raccorder la section d'égout au regard RU-01. L'ajout d'un collet en béton additionnel a été demandé afin de conserver l'étanchéité au joint de la conduite lors du changement de pente.
c) À l'est du regard RU-01, un raccordement de la conduite d'égout existante 600x900mm diam. avec le RU-01 a été demandé (selon plans).

Les coûts supplémentaires pour les travaux reliés à la nouvelle configuration sont de 149 467,50$, taxes incluses.

Étant donné que les travaux devaient être terminés en 2018, les coûts de démobilisation 2018 et de mobilisation 2019 du chantier n'étaient pas prévus au contrat. Ces frais supplémentaires estimés à 411 242,03 $, taxes incluses comprennent les activités suivantes :

- le pavage temporaire dans la rue Jeanne-Mance pour la mettre en service durant l'hiver,
- la mise en service du réseau d'aqueduc existant pour 2018 - 2019,
- le raccordement de l'égout existant à la nouvelle conduite pour 2018 - 2019,
- la pose du pavage temporaire dans les sections de trottoirs ouverts pour la mise en service 2018 - 2019,
- la disposition de la neige présente durant le mois de novembre 2018,
- la mobilisation du chantier en 2019,
- la mobilisation, la mise en service et les tests de l'aqueduc temporaire en 2019,
- les tests de qualité d'égout et d'aqueduc,
- la mobilisation supplémentaire des équipes de pavage et de la signalisation en 2019.

Également, suite à l'augmentation du prix du bitume, un montant évalué à 22 995,00 $, taxes incluses doit être prévu pour le pavage final du projet.

Une modification du délai contractuel est prévue. Il est d'environ de 8 semaines.

Aucune autre majoration ne sera demandée en lien au présent contrat.

JUSTIFICATION

Considérant que l'échéancier du projet débutait par les travaux d'excavation dans l'intersection de la rue Jeanne-Mance et la rue Villeneuve, et ainsi que la mise hors fonction du réseau existant d'aqueduc sur la rue Jeanne-Mance, la Direction des infrastructures a cru pertinent de ne pas suspendre les travaux avant d'obtenir la décision des instances vu qu'une entrave importante était présente affectant directement les riverains et les usagers de la route. De plus et vu que les riverains n'étaient plus raccorder au réseau existant d'aqueduc sur la rue Jeanne-Mance et qu'un réseau temporaire maintenait le service en eau, il s'est avéré judicieux de procéder aux travaux prévus afin que les riverains ne subissent de préjudice en coupures en eau.
Cette nouvelle configuration du réseau d'égout a causé un impact direct sur le cheminement critique du projet, créant ainsi un retard aux travaux d'égout et aqueduc prévus sur la rue Jeanne-Mance.

Une analyse approfondie de la disponibilité des enveloppes autorisées a été effectuée, dont le détail se trouve en pièce jointe du présent dossier.

À ce jour, il est constaté qu'aucune économie n'est à prévoir dans l'enveloppe des travaux, car les sommes disponibles doivent être conservées pour compléter les travaux du contrat. Les besoins estimés dans l'enveloppe des contingences s'élèvent à 780 130,65 $, taxes

incluses. Considérant le budget initial de cette enveloppe de 275 094,01 $, le déficit à combler est de 505 036,64$, d'où la présente demande de majoration.

À noter aussi qu'il est nécessaire de conserver les sommes disponibles dans l'enveloppe des incidences pour terminer les travaux du contrat en 2019.

La Direction des infrastructures est d'avis que la modification des travaux au contrat initial n'en change pas la nature et s'avère accessoire à celui-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense additionnelle estimée pour compléter les travaux non prévus du projet est de 505 036,64 $, taxes incluses. Cette majoration représente une augmentation d'environ 16.38 % de la valeur initiale du contrat, incluant les contingences.

En effet, la valeur du contrat initial de 3 083 472,81 $ est majorée à 3 588 509,45 $, taxes incluses.

À noter aussi que l'enveloppe des contingences du contrat prévue initialement à 275 094,01 $, taxes incluses (10% du coût des travaux) passe à 780 130,65 $, taxes incluses, soit 27,78% du coût initial des travaux.

La dépense additionnelle de 505 036,64 $, taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 461 165,77 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, financé par le règlement d'emprunt #17-083.

Le détail des informations financières se trouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la majoration du contrat est reportée à une date ultérieure, le chantier demeurera inachevé jusqu'à la décision des instances et pénalisera ainsi les résidents.

De plus, si la majoration est refusée, le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents afin de compléter les travaux inachevés du contrat.

L'entrepreneur, Talvi inc., pourrait également réclamer à la Ville un montant à titre de dommages-intérêts équivalent à 5 % du coût des travaux inachevés, en vertu de l'article 4.5.2.2 des Clauses administratives générales de la Ville de Montréal (exécution des travaux - version 30-05-2017).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a déjà été préparée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux du contrat : août 2018
Fin des travaux initialement prévus : novembre 2018
Arrêt des travaux pour la période hivernale : novembre 2018
Majoration du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Reprise des travaux : mai 2019
Fin des travaux : juillet 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Chey HUAMANI
Ingénieur

Tél : 514 872-7737
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE

C/d Expertise et soutien technique, en remplacement de la directrice de direction
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2019-03-01

Directeur

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-03-01

Augmentation de la valeur du contrat # 314001 - Travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

GDD # 1197231005

Taxes incluses

	CONTRAT TALVI inc.		Incidences	GRAND TOTAL
	Travaux	Contingences		
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1187231034)	**2 808 378.80 $**	**275 094.01 $**	**292 000.00 $**	**3 375 472.81 $**
Sous-projet BELL (payée par Bell)	**57 438.73 $**		**- $**	**57 438.73 $**
Total Ville - Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1187231034)	**2 750 940.07 $**	**275 094.01 $**	**292 000.00 $**	**3 318 034.08 $**
Travaux payés à ce jour	958 475.00 $	17 179.61 $		**975 654.61 $**
Travaux engagés à ce jour:				
Modification de la configuration du réseau d'égout 600 x 900 mm. de diam. situé à l'intersection de la rue Jeanne-Mance et la rue Villeneuve		149 467.50 $		**149 467.50 $**
Fermeture du chantier en 2018		200 143.36 $		**200 143.36 $**
Incidences payées et engagés			165 979.26 $	**165 979.26 $**
Total (payé+engagé+imprevus) Ville	**958 475.00 $**	**366 790.48 $**	**165 979.26 $**	**1 491 244.74 $**
Montant disponible pour les travaux et incidences à ce jour :	**1 792 465.07 $**	**(91 696.47) $**	**126 020.74 $**	**1 826 789.34 $**
Coûts supplémentaires pour la réouverture du chantier en 2019		**211 098.66 $**		**211 098.66 $**
Travaux à venir:				
Reconstruction d'une conduite d'eau dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal Ouest à la rue Villeneuve Ouest	**368 643.91 $**	**36 864.39 $**		**405 508.30 $**
Reconstruction de conduites d'égout unitaire dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal Ouest à la rue Villeneuve Ouest	**878 735.44 $**	**87 873.54 $**		**966 608.98 $**
Réfection de la chaussée et des trottoirs dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal Ouest à la rue Villeneuve Ouest	**545 085.72 $**	**54 508.57 $**		**599 594.29 $**
Ajustement du prix du bitume 2019		22 995.00 $		**22 995.00 $**
Incidences à venir			126 020.74 $	**126 020.74 $**
Total estimé des travaux et incidences	**2 750 940.07 $**	**780 130.65 $**	**292 000.00 $**	**3 823 070.72 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**(0.00) $**	**(505 036.64) $**	**- $**	**(505 036.64) $**
Augmentation du contrat à faire autoriser (à imputer au sous-projet à venir)				**505 036.64 $**

	Avant majoration	Majoration	Après majoration	% d'augmentation du contrat
Travaux	2 808 378.80 $	0.00 $	2 808 378.80 $	
Contingences	275 094.01 $	505 036.64 $	780 130.65 $	
Total	**3 083 472.81 $**	**505 036.64 $**	**3 588 509.45 $**	**16.38%**
Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat	***10.00%***		***27.78%***	

Incidences autorisées reliées au contrat #314001

	Budget autorisé (montants taxes incluses)	À ce jour - dépensés	À ce jour - Engagés	Disponibilité à ce jour	Dépenses à venir	Disponibilité à transférer (montants taxes incluses)	Commentaires
Utilités publiques	90 000.00 $	7 979.26 $	0.00 $	82 020.74 $	52 020.74 $	30 000.00 $	BC 1268316 - LCO Conssultants
Surveillance environnementale	120 000.00 $	27 573.02 $	68 426.98 $	24 000.00 $	24 000.00 $	- $	BC 1289021 et 1289021 - Groupe ABS inc.
Laboratoire, Contrôle qualitatif	67 000.00 $	30 633.68 $	31 366.32 $	5 000.00 $	35 000.00 $	(30 000.00) $	BC 1286725 - Englobe corp.
Gestion des impacts	10 000.00 $	0.00 $	0.00 $	10 000.00 $	10 000.00 $	- $	
Chloration des conduites d'aqueduc	5 000.00 $	0.00 $	0.00 $	5 000.00 $	5 000.00 $	- $	
	292 000.00 $	**66 185.96 $**	**99 793.30 $**	**126 020.74 $**	**126 020.74 $**	**0.00 $**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231005

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 505 036,64 $, taxes incluses pour compléter les travaux d'égouts, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Jeanne-Mance, de l'avenue du Mont-Royal à la rue Villeneuve dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, dans le cadre du contrat 314001 accordé à Talvi inc., CM18 0808, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 083 472,81$ à 3 588 509,45 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1197231005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Julie LAPOINTE
Conseillère budgetaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.08

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187231087

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses, ainsi qu'un virement de 195 000,00 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences pour le paiement du boni de performance, le dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé et l'ajustement du prix du bitume dans le cadre du contrat 336301 accordé à Environnement routier NRJ inc., CM18 0477, pour travaux de construction dans la rue Notre-Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, majorant ainsi le montant total du contrat de 8 339 793,08 $ à 8 667 417,86 $, taxes incluses.

Il est recommandé
1. autoriser une dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses et un virement de 195 000,00 $ taxes incluses provenant de l'enveloppe des dépenses incidentes vers l'enveloppe des contingences pour le paiement du boni de performance, le dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé et l'ajustement du prix du bitume dans le cadre du contrat 336301 accordé à Environnement routier NRJ inc., CM18 0477, pour des travaux de construction dans la rue Notre Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière, majorant ainsi le montant total du contrat de 8 339 793,08 $ à 8 667 417,86 $, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-04 10:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231087**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses, ainsi qu'un virement de 195 000,00 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences pour le paiement du boni de performance, le dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé et l'ajustement du prix du bitume dans le cadre du contrat 336301 accordé à Environnement routier NRJ inc., CM18 0477, pour travaux de construction dans la rue Notre-Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, majorant ainsi le montant total du contrat de 8 339 793,08 $ à 8 667 417,86 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le service de l'eau et la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) ont planifié, pour réalisation en 2018, des travaux de réhabilitation de conduites d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation, incluant des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), dans la rue Notre-Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. À cet effet, un contrat a été accordé à Environnement routier NRJ inc. par le conseil municipal du 23 avril 2018 au montant de 8 339 793,08 $, taxes incluses, comprenant un montant de 7 549 781,57 $ pour les travaux et un montant de 790 011,51 $ pour les contingences. De plus, un montant de 1 018 293,99 $, taxes incluses a été autorisé pour les dépenses incidentes.
Sans s'y limiter, les travaux du contrat comprenaient entre autres :

· Planage et pose d'un nouveau revêtement;
· Reconstruction des trottoirs et des bordures (côté sud seulement);
· Réhabilitation de conduite d'eau;
· Reconstruction du système d'éclairage;
· Mise aux normes de feux de circulation;
· Reconstruction des bases, des massifs et des puits du réseau de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

Le délai contractuel du projet est de cent quatre vingt (180) jours de calendrier. Les travaux ont débuté le 14 mai 2018 et sont présentement terminés.

Après une compilation des dépenses reliées aux travaux du contrat et aux contingences, la Division de la réalisation des travaux de la Direction des infrastructures a constaté que les fonds dans l'enveloppe des contingences du projet sont insuffisants pour payer tous les montants dus à l'entrepreneur, d'où la préparation du présent dossier.

Certains projets d'envergures incluent un boni de performance dans les documents d'appel d'offres. St-Denis (soumission no. 302201) est un exemple ou le boni de performance a été accordé à l'entrepreneur, selon les exigences du contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0477 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Environnement routier NRJ inc., pour des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Notre Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière, dans l'arrondissement de Mercier –Hochelaga-Maisonneuve. Dépense totale de 9 358 087,07 $ (contrat: 8 339 793,08 $ + incidences: 1 018 293,99 $), taxes incluses. Appel d'offres public 336301 - 3 soumissionnaires (1187231004).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à majorer le contrat de 327 624,78 $, taxes incluses pour les paiements du boni de performance, du dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé et de l'ajustement du prix du bitume.
Les travaux et les coûts qui expliquent ce déficit dans l'enveloppe des contingences sont les suivants :

1) Le boni de performance de 120 723,75 $, taxes incluses
Une analyse du délai contractuel a été effectuée pour l'ensemble du contrat. Cette analyse démontre que l'entrepreneur a complété l'ensemble des ouvrages en 136 jours calendriers sur les 180 jours contractuels. Cette différence est supérieure à 30 jours lui accordant le boni maximal applicable de 30 jours.

2) Le dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé (EME-10) de 99 209,63 $, taxes incluses
Une analyse du dépassement de quantités de l'article suivant du bordereau : « Enrobé bitumineux à module élevé » a été effectuée. Cette augmentation s'explique par une sous-estimation des quantités en conception due à une sous-évaluation de la densité réelle de l'enrobé bitumineux à module élevé (EME-10). Ce dépassement de quantités est donc recevable et doit être payé à l'entrepreneur.

3) L'augmentation du prix du bitume de 131 777,62 $, taxes incluses
Une analyse de l'augmentation du prix du bitume a été effectuée pour la reconstruction de la chaussée sur la rue Notre-Dame. Cette augmentation est applicable pour les deux couches de pavage prévues au contrat. Le prix du bitume ayant augmenté pendant l'année 2018, cela nécessite de payer la valeur de l'indexation du prix du bitume à l'entrepreneur conformément aux clauses contractuelles.

Aucune autre majoration ne sera demandée en lien avec le présent contrat.

JUSTIFICATION

Normalement, les dépenses des trois événements énumérés dans cette présente majoration au contrat auraient dû être assumées par les contingences au contrat. Par contre, plusieurs dépassements de quantités au bordereau des prix font en sorte que la somme disponible pour les contingences est insuffisante. Voici quelques items du bordereau des prix pour lesquels il y a eu des dépassements importants de quantités :

- Puits d'excavation pour les travaux de réhabilitation de l'aqueduc,
- Réparation de la dalle de béton de type 1,
- Réparation de la dalle de béton de type 2,
- Nivellement des cadres de puisards,
- Bordure de béton,
- Reconstruction de conduits de la CSEM,
- Reconstruction de puits d'accès de la CSEM.

Dépenses additionnelles requises au projet :

1) Boni de performance :

Dans le cahier des clauses administratives spéciales (CCAS), l'article 6 mentionne qu'un boni est prévu dans le cas où les travaux sont terminés avant le délai d'exécution. Le montant du boni est de 3 500 $ par jour, jusqu'à concurrence d'un montant total de 105 000 $, avant taxes pour l'ensemble du contrat, soit l'équivalent de trente (30) jours de calendrier. Dans ce cahier des charges, il est mentionné qu'un item « Boni » est inclus au bordereau de soumission cependant, aucun article n'est présent à cet effet dans le bordereau de soumission.

Au cahier des charges, présent dans les documents d'appel d'offres, le délai contractuel pour l'exécution des travaux est de cent quatre vingt (180) jours calendrier (incluant les congés fériés et les vacances de la construction). Les travaux ont débuté le 14 mai 2018 et se sont terminés le 15 octobre 2018 entraînant un délai de réalisation de cent trente six (136) jours calendrier, en incluant les jours accordés pour la réalisation des travaux suivants :

- Reconstruction du PA #6896 (ajout au contrat) : 3 jours
- Reconstruction du PA #6914 (ajout au contrat) : 3 jours
- Perte de temps suite aux mauvaises informations de la Ville quant à l'emplacement du RP-01 pour les travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc ainsi qu'à la présence de conduites qui n'étaient pas présentes aux plans. De plus, 10,5 puits d'accès supplémentaires ont dû être effectués suite à plusieurs imprévus. (Accordés) : 10 jours
- Augmentation de la quantité de têtes de puisard ajustables à remplacer par des têtes conventionnelles pour le côté nord de la rue Notre-Dame. (Accordés) : 3 jours

Total de jours accordés au délai contractuel = 19 jours

À la lumière de cette analyse, la Ville se doit d'accorder à Environnement routier NRJ inc. un boni d'une valeur de 120 723,75 $, taxes incluses.

La surveillance des travaux a été faite adéquatement, tant pour les travaux de la Ville que ceux de la CSEM. Les travaux réalisés respectent les exigences des documents contractuels.

2) Dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé (EME-10)

Au bordereau de soumission, une quantité de 5 050 tonnes est prévue pour la fourniture et pose de l'EME-10 (60 mm d'épaisseur). Cette quantité théorique a été calculée en fonction

d’une superficie de 35 350 m² et d'une densité de 2.38 t.m/m³ pour une compacité de 93% comme suit :

Quantité bordereau de soumission du pavage EME-10 (t.m.) : 35 350 m² x 0.060 x 2.38 t.m./m³ = ± 5 050 t.m.

En réalisation, la superficie mesurée est de 34 100 m². Cependant, une quantité de 5 589.30 t.m. a été mise en place. Ceci s'explique par le fait que la densité de l'enrobé utilisé en conception ne représente pas la densité réelle du mélange. La densité de l'enrobé EME-10 installée au chantier est de 2.649 t.m./m³ pour une compacité de 93 % (densité compacté à 93 % calculée selon la valeur de la densité maximale de 2.849 t.m./m³). De plus, les rapports de Solmatech, firme en charge du contrôle de la qualité, mentionne que la densité des différents échantillons varie entre 2.821 t.m./m³ à 2.852 t.m./m³.

À la lumière de cette analyse, pour une quantité de 5 589.30 t.m., une somme totale de 99 209,63 $, taxes incluses doit être accordée à l'entrepreneur.

3) Augmentation du prix du bitume

Au bordereau de soumission, aucun article n'était prévu pour l'augmentation du prix du bitume même si ce dernier était prévu au contrat. Étant donné les hausses importantes du prix du bitume (PG 64-34) entre la période de réalisation des travaux de pavage (juillet et septembre 2018) et la date de l'ouverture de la soumission (31 janvier 2018), une somme de 131 777,62 $, taxes incluses doit être accordée à l'entrepreneur.

Les trois événements énumérés ci-haut ne changent pas la nature du contrat et s'avèrent accessoires à celui-ci.

Considérant que les travaux du chantier sont terminés à ce jour, il est connu que la disponibilité de l'enveloppe des travaux est de 611 620,39 $, taxes incluses et que le déficit de l'enveloppe des contingences est de 939 245,17 $, taxes incluses, le tout nécessitant donc une majoration du contrat de 327 624,78 $, taxes incluses. Pour financer cette majoration, étant donné l'économie à prévoir dans l’enveloppe des incidences de 195 000,00 $, taxes incluses, un virement des crédits disponibles en provenance de cette enveloppe vers l’enveloppe des contingences doit être autorisé, avec une dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses à faire autoriser.

L'analyse effectuée de la disponibilité des enveloppes autorisées se trouve en pièce jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration demandée de 327 624,78 $, taxes incluses comprend une dépense additionnelle de seulement 132 624,78 $, taxes incluses considérant le virement de 195 000,00 $, taxes incluses provenant de l’enveloppe des dépenses incidentes vers celle des travaux contingents.
Cette majoration globale de 327 624,78 $, représente une augmentation d'environ 3,93 % de la valeur initiale du contrat. En effet, la valeur du contrat initial de 8 339 793,08 $, est majorée à 8 667 417,86 $, taxes incluses.

À noter cependant que l'enveloppe des contingences du contrat prévue initialement à 790 011,51 $, taxes incluses (10,46 % du coût des travaux) passe à 1 729 256,68 $ (incluant les dépassements des quantités), soit 22,90 % du coût initial des travaux.

Le virement de 195 000,00 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences du contrat sera imputé dans le PTI de la Direction de la mobilité «Programme de réfection routière».

La dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 121 104,10 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, financé par le règlement d'emprunt # 17-046, à être imputé dans le même projet SIMON.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux du contrat : mai 2018
Fin des travaux du contrat : octobre 2018
Majoration du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Paiement des travaux contingents suite à la majoration de l'enveloppe : avril 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sergio SOLLAZZO
ingenieur(e)

Tél : 514-872-6398
Télécop. : 514-868-6123

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Martin BOULIANNE
Chef de division

Tél : 514 872-9552
Télécop. : 514 872-6123

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique, en remplacement de la directrice de direction
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2019-03-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-03-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231087

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 132 624,78 $, taxes incluses, ainsi qu'un virement de 195 000,00 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences pour le paiement du boni de performance, le dépassement de quantités de la couche de surface de l'enrobé à module élevé et l'ajustement du prix du bitume dans le cadre du contrat 336301 accordé à Environnement routier NRJ inc., CM18 0477, pour travaux de construction dans la rue Notre-Dame, de la rue Frontenac à l'avenue Bourbonnière, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, majorant ainsi le montant total du contrat de 8 339 793,08 $ à 8 667 417,86 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

SUM 1187231087.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514-868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de Section
Tél : 514-872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.09

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1195110001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat a Riopel Dion St-Martin inc., l'équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, et qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, dans le cadre du projet de réfection du Musée de Lachine, pour une somme maximale de 815 770,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17297) et selon les termes et conditions stipulés au contrat.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de services professionnels à Riopel Dion St-Martin inc., l'équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, et qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 647 436,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17297) et selon les termes et conditions stipulés au contrat;

2. d'autoriser une dépense de 129 487,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 38 846,22 $, taxes incluses à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville Centre.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 09:27

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195110001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat a Riopel Dion St-Martin inc., l'équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, et qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, dans le cadre du projet de réfection du Musée de Lachine, pour une somme maximale de 815 770,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17297) et selon les termes et conditions stipulés au contrat.

CONTENU

CONTEXTE

Fondé en 1948, deux ans après que la Ville se fût portée acquéreur de la Maison Le Ber-Le Moyne, le Musée de Lachine a pour mission de conserver, étudier et mettre en valeur le patrimoine archéologique et historique de Lachine.
Situé dans l'arrondissement de Lachine, en bordure du fleuve Saint-Laurent et à dix kilomètres du centre-ville de Montréal, il regroupe le site patrimonial Le Ber-Le Moyne et une collection archéologique classée, des bâtiments du 17^{e} siècle ainsi qu'un jardin de sculptures contemporaines d'envergure. En plus de son exposition permanente à caractère historique, le Musée de Lachine présente annuellement une exposition conçue à partir des œuvres de sa collection.

Le projet consiste à effectuer des travaux de réfection et de rénovation sur des bâtiments spécifiques du Musée de Lachine afin d'en préserver la valeur, en plus de les rendre fonctionnels, sécuritaires et accueillants pour les utilisateurs. Les travaux en question concernent plus particulièrement la Maison Le Ber-Le Moyne ainsi que le Pavillon Benoît-Verdickt.

L'appel d'offres public, publié dans le Devoir le 19 novembre 2018, a offert aux soumissionnaires un délai de 53 jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le site de SÉAO et déposer leur soumission. Les soumissions sont valides pour une période de 180 jours à partir de la date de dépôt des soumissions le 10 janvier 2019 (jusqu'au 10 juillet 2019).

3 addenda ont été émis:

Addenda 1 : Réponses aux questions des soumissionnaires
Addenda 2 : Report de la date d'ouverture des soumissions au 10 janvier 2019
Addenda 3 : Réponses aux questions des soumissionnaires

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Suite à l'appel d'offres public, le présent dossier vise à octroyer un contrat à l'équipe composée de firmes externes pour l'exécution de services professionnels afin de réaliser les livrables suivants :

- Programmation;
- Relevés;
- Estimations;
- Études préparatoires;
- Plans et devis;
- Appel d'offres public;
- Surveillance des travaux;
- Plans de fin de projet.

L'Équipe adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en **architecture**, en génie **électromécanique** (climatisation, ventilation, chauffage, plomberie, protection incendie, alarme intrusion, simulation énergétiques, mise en service, système électrique, système détecteur et avertisseur d'incendie, l'électronique, les contrôles, le cablage informatique, la téléphonie IP, etc.), en **structure** ainsi qu'en **civil** pour les phases de conception et de construction (incluant, entre autres, mais sans s'y restreindre, les services lors des appels d'offres pour construction, des chantiers, des périodes de garanties, de l'exécution des documents de fin de projet, etc.).

Tout au long de leur prestation, les firmes seront encadrées par les professionnels du SGPI.

JUSTIFICATION

Il y a eu 11 preneurs de cahier des charges et 4 soumissionnaires. Un arrondissement de la Ville de Montréal et la Ville d'Amos ont commandé les documents d'appels d'offres ainsi que des firmes d'ingénierie. Parmi les preneurs de cahier des charges n'ayant pas soumissionné, certains n'avaient pas l'expertise requise.
La firme Atelier Urban Face inc. n'a pas obtenu le pointage intérimaire nécessaire à l'ouverture de son enveloppe et, par conséquent, a été déclarée non conforme.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Taxes	Total
Riopel Dion St-Martin inc.	75,3	1,94	563 111,06 $	84 325,88 $	647 436,94 $
Affleck de la Riva Architecte	74,7	1,88	576 500,00 $	86 330,88 $	662 830,88 $
dma Architectess s.e.n.c.r.l	78,5	1,83	609 460,00 $	91 266,64 $	700 726,64 $
Dernière estimation réalisée			500 000 $	74 875,00 $	574 875,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					72 561,94 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					12,62 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*					15 393,94 $

Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	2,38 %

Les membres du comité de sélection, tenu le 23 janvier 2019, recommandent de retenir l'offre de l'équipe formée par les firmes Riopel Dion St-Martin inc., GBi experts-conseils inc. et Projet paysage pour la réalisation du projet du Musée de Lachine. Ces derniers ont obtenu le plus haut pointage final, selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

Les firmes adjudicataires du présent contrat possèdent leur attestation de l'AMF. Celle de Riopel Dion St-Martin inc. a été renouvelée le 15 octobre 2018, GBi experts-conseils inc. a renouvelé la sienne le 24 juillet 2018. Projet paysage inc. a reçu son autorisation le 3 août 2017. Les autorisations sont valides pour 3 ans à partir de la date de délivrance.

De plus, ces trois firmes ne sont pas inscrites au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne sont pas inscrites sur la liste des personnes non admissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 815 770,55 $. Ce montant inclut les contingences de 20 % (129 487,39 $ taxes incluses, qui permettront de répondre aux imprévus en cours de projet) et les incidences de 5 % (38 846,22 $ taxes incluses qui serviront à couvrir les coûts engendrés par des services de laboratoire, d'archéologie ou autres services qui pourraient être réalisés par des tiers en cours de réalisation des projets).
Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

La dépense est prévue au PTI 2019-2021 du Service de la gestion et de la planification immobilière.

La dépense se répartit de la manière suivante : 25 % en 2019, 50 % en 2020 et 25 % en 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Selon les critères LEED, le projet ne peut obtenir de certification mais sera réalisé en intégrant les principes de développement durable lorsque possible. Il respectera aussi les directives écologiques de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi du contrat devra être complété dans les meilleurs délais afin de mettre en place les meilleures conditions de mise en oeuvre du projet. Tout retard dans le processus pourrait entraîner le non-respect des échéanciers prévus et reporter le projet d'une année puisque le SGPI souhaite éviter la réalisation de travaux lors des périodes de grand achalandage du Musée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication devra être réalisé en collaboration avec les communications de l'arrondissement de Lachine afin de tenir les citoyens informés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 25 mars 2019
Début des plans et devis: 1 avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique GAZO, Lachine

Lecture :

Dominique GAZO, 18 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique LEBLANC LANDRY
Gestionnaire immobilier

Tél : (514) 872-2703
Télécop. : (514) 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-15

Isabelle BONNEAU
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-7853
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-28

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Projet : 18-17297
Description : Services professionnels en architecture et ingénierie

				Tps 5,0%		Tvq 9,975%		Total
Contrat:	Travaux forfaitaires	%	$					
	Prix forfaitaire	0,0%	390 311,06					
		0,0%	172 800,00					
		0,0%						
		0,0%						
	Admin et profits	0,0%	0,00					
	Divers - Autres trav.	0,0%						
	Sous-total :	100,0%	563 111,06	28 155,55		56 170,33		647 436,94
	Contingences	20,0%	112 622,21	5 631,11		11 234,07		129 487,39
	Total - Contrat :		675 733,27	33 786,66		67 404,39		776 924,33
Incidences:	Dépenses générales							
	Dépenses spécifiques							
	Total - Incidences :	5,0%	33 786,66	1 689,33		3 370,22		38 846,22
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		709 519,94	35 476,00		70 774,61		815 770,55
Ristournes:	Tps 100,00%			35 476,00				35 476,00
	Tvq 50,0%					35 387,31		35 387,31
	Coût après rist. (Montant à emprunter)							744 907,24

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1195110001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat a Riopel Dion St-Martin inc., l'équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, et qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, dans le cadre du projet de réfection du Musée de Lachine, pour une somme maximale de 815 770,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17297) et selon les termes et conditions stipulés au contrat.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17297 int. d'octroi.pdf 18-17297 tableau.pdf SEAO _ Liste des commandes.pdf

18-17297 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17297 — No du GDD : 1195110001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de conception pour la réfection de la maison Le Ber-Le Moyne et du pavillon Benoît-Verdickt au musée de Lachine.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 20 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 10 - 1 - 2019

Date du comité de sélection : 31 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 20 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 36,36

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Atelier Urban Face Inc.	Pas obtenu note intérimaire suffisante

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 7 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 9 - 7 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
DMA architectes s.e.n.c.r.l.	700 726,64 $		
Riopel Dion St-Martin Inc.	647 436,94 $	X	
Affleck de la Riva architectes	662 830,88 $		

Information additionnelle

Des sept preneurs n'ayant pas déposé d'offre, deux étaient des villes, un une firme d'ingénierie qui ne pouvait déposer puisqu'un architecte coordonnateur était requis et une mentionne un carnet de commandes complet. Nous n'avons pas de réponse des trois restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 4 - 2 - 2019

18-17297 - Services professionnels de conception pour la réfection de la maison Le Ber-Le Moyne et du pavillon Benoît-Verdickt au Musée de Lachine

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise des firmes dans des projets semblables 20%	Qualification et expertise du personnel affecté au mandat 20%	Qualification et expertise du chargé de projet 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
DMA Architectes s.e.n.c.r.l.	4,33	7,00	10,83	17,67	15,67	23,00	78,5	700 726,64 $	1,83	3
Atelier Urban Face Inc.	3,67	6,33	9,67	13,67	13,33	18,67	65,3			Non conforme
Riopel Dion St-Martin Inc.	4,17	7,00	11,50	16,00	14,67	22,00	75,3	647 436,94 $	1,94	1
Affleck de la Riva Architectes	3,67	7,00	10,33	15,00	15,33	23,33	74,7	662 830,88 $	1,88	2
0							-		-	

Comité	
Date	jeudi 31-01-2019
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17297

Numéro de référence : 1215113

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Services professionnels de conception pour la réfection de la maison Le-Ber-Le Moyne et du pavillon Benoît-Verdickt au Musée de Lachine

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Affleck de la Riva architectes 1450 City Councillors Suite 230 Montréal, QC, H3A 2E6 http://www.affleckdelariva.com	Monsieur Richard de la Riva Téléphone : 514 861-0133 Télécopieur : 514 861-5776	**Commande : (1515308)** 2018-11-23 16 h 16 **Transmission :** 2018-11-23 16 h 16	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Atelier Urban Face inc. 220 avenue des Pins 6 Montréal, QC, H2W 1R9	Madame Sylvie Perrault Téléphone : 514 931-9168 Télécopieur :	**Commande : (1514026)** 2018-11-21 9 h 30 **Transmission :** 2018-11-21 9 h 30	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3

			2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CGA Architectes inc 5605 rue De Gaspé, Suite 502 Montréal, QC, H2T 2A4	Monsieur Alexandre Brisson Téléphone : 514 277-7876 Télécopieur : 514 277-1876	**Commande : (1514655)** 2018-11-22 11 h 43 **Transmission :** 2018-11-22 11 h 43	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
D.F.S. Inc. 400 de Maisonneuve Blvd. West Suite 1250 Montréal, QC, H3A 1L4	Monsieur Daniel Durand Téléphone : 514 879-1708 Télécopieur : 514 879-1708	**Commande : (1516131)** 2018-11-27 10 h 40 **Transmission :** 2018-11-27 10 h 40	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
DMA architectes s.e.n.c.r.l. 204-655 rue Desnoyers Montréal, QC, H4C 3E1 http://www.dmaarchitectes.com	Madame Carine Lobo Téléphone : 514 288-4251 Télécopieur :	**Commande : (1515609)** 2018-11-26 10 h 48 **Transmission :** 2018-11-26 10 h 48	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

			Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1513665)** 2018-11-20 11 h 55 **Transmission :** 2018-11-20 11 h 55	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Massicotte Dignard Taillefer Patenaude, atelier d'architecture inc. 925, rue du Caryer, local 301 Beauharnois, QC, J6N0S6 http://atelierdarchitecture.ca/	Madame Christelle Casavant-Provost Téléphone : 450 377-5665 Télécopieur :	**Commande : (1514458)** 2018-11-22 8 h 13 **Transmission :** 2018-11-22 8 h 13	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Riopel & Associés 777, rue de la Commune Ouest bureau 400 Montréal, QC, H3C 1Y1 http://www.riopel-associes.com	Madame Sylvie St-Martin Téléphone : 514 521-2138 Télécopieur : 514 521-2139	**Commande : (1519436)** 2018-12-06 11 h 15 **Transmission :** 2018-12-06 11 h 15	3034071 - 18-17297 2018-12-06 11 h 15 - Téléchargement 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 12 - Télécopie 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 14 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
St-Gelais Montminy architectes 468, rue St-Jean, Bureau 300 Montréal, QC, H2Y2S1	Madame Vanessa Côté-Courtemanche	**Commande : (1514751)** 2018-11-22 14	3034071 - 18-17297 2018-12-04 14 h 59 - Courriel

http://www.stgm.net	Téléphone : 514 274-8410 Télécopieur :	h 18 **Transmission :** 2018-11-22 14 h 18	3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2018-12-18 9 h 11 - Courriel 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2018-12-20 14 h 13 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville d'Amos. 182, 1er rue Est Amos, QC, J9T 2G1 http://www.ville.amos.qc.ca	Madame Claudyne Maurice. Téléphone : 819 732-3254 Télécopieur : 819 727-9792	**Commande : (1514482)** 2018-11-22 8 h 41 **Transmission :** 2018-11-22 8 h 41	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Montréal - Arrondissement Lasalle 275 rue Notre-Dame Est Montréal, QC, H2Y 1C6	Madame Geneviève Faubert Téléphone : 514 367-6000 Télécopieur :	**Commande : (1526277)** 2019-01-08 12 h 18 **Transmission :** 2019-01-08 12 h 18	3034071 - 18-17297 2019-01-08 12 h 18 - Téléchargement 3039761 - 18-17297 Addenda 2 report de date 2019-01-08 12 h 18 - Téléchargement 3041232 - 18-17297 Addenda 3 2019-01-08 12 h 18 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec

Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers
Conditions d'utilisation
Polices supportées

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195110001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat a Riopel Dion St-Martin inc., l'équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, et qui s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, dans le cadre du projet de réfection du Musée de Lachine, pour une somme maximale de 815 770,55 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (18-17297) et selon les termes et conditions stipulés au contrat.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1195110001 - Musée de Lachine.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-22

Dominique BALLO
conseillère budgétaire
Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.10

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190348002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 750 000 $ à La Fondation Espace pour la vie afin de financer ses opérations pour les années 2019, 2020 et 2021 et approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 750 000 $ à La Fondation Espace pour la vie afin de financer ses opérations pour les années 2019, 2020 et 2021 ;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier pour une période de trois ans, se terminant le 31 décembre 2021;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-04 11:51

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190348002**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 750 000 $ à La Fondation Espace pour la vie afin de financer ses opérations pour les années 2019, 2020 et 2021 et approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

La Fondation Espace pour la vie est une fondation publique qui a pour mission de recueillir des fonds auprès des corporations, des organismes publics ou privés et du grand public, et de les administrer pour soutenir le développement d'Espace pour la vie et les missions culturelles, sociales, éducatives et scientifiques de ses musées, afin de les faire rayonner sur les plans local, national et international. Dans cette perspective, elle participe au financement de différents projets du service de l'Espace pour la vie.
Depuis sa création, ce sont quelque 10,0 M$ que la Fondation a recueilli auprès de donateurs, par le biais de campagnes et l'organisation d'événements bénéfices. Elle a ainsi significativement contribué à la mission, aux projets et au rayonnement d'Espace pour la vie. Soulignons notamment sa participation à la construction du Planétarium Rio Tinto Alcan, alors qu'elle était allée chercher auprès de la compagnie un financement significatif et décisif pour la mise en œuvre du projet.

Parmi les réalisations de la Fondation Espace pour la vie, on compte aussi le sentier Kéroul au Jardin botanique, parcours spécialement aménagé pour les visiteurs à mobilité réduite; l'installation des nouveaux outils d'interprétation de l'Arboretum au Jardin botanique; son soutien aux camps de jours et aux Jardins-jeunes d'Espace pour la vie, dans le but de permettre à des enfants des quartiers défavorisés ou ayant des besoins spéciaux de participer aux activités; un soutien à la programmation de la Maison de l'arbre Frédéric-Back; un soutien aux programmes Mon Jardin et Biodiversité dans mon quartier; la participation à la réalisation de la première station du Parcours des phytotechnologies, etc.

Jusqu'en 2014, la Fondation finançait ses opérations par des activités bénéfices et le prélèvement d'un frais d'administration sur certains fonds recueillis. Cependant, plusieurs grands donateurs ne souhaitaient pas qu'un frais d'administration soit prélevé sur leurs dons dédiés, ce qui mettait à risque le financement des opérations de la Fondation.

Afin de palier à cet enjeu, en 2015, pour une année test, la Ville de Montréal a décidé de soutenir la Fondation Espace pour la vie à hauteur de 250 000 $ pour le financement de ses opérations afin qu'elle puisse se concentrer sur sa mission dans des conditions optimales, notamment en mettant en œuvre une campagne de dons majeurs et/ou des campagnes spécifiques en faveur des projets et activités du Service de l'Espace pour la vie, tels qu'approuvés par la Ville de Montréal.

Au regard des résultats de cette année test, en mai 2016, le conseil municipal décidait de pérenniser ce financement et accordait un soutien de 750 000 $ à la Fondation Espace pour la vie pour le financement de ses opérations entre 2016 et 2018, soit:

- 250 000 $ en 2016
- 250 000 $ en 2017
- 250 000 $ en 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0602 - Accorder un soutien financier de 750 000 $ à la Fondation Espace pour la vie pour le financement de ses opérations en 2016, 2017 et 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet (1160348001)
CM15 0177 (24 février 2015) Accorder une contribution de 250 000 $ à la Fondation Espace pour la vie pour le financement de ses opérations en 2015 / Approuver un projet de convention à cet effet (1140348001)

DESCRIPTION

Le service de l'Espace pour la vie recommande de reconduire la subvention de 250 000 $ par an, pendant 3 ans (2019-2020-2021), à la Fondation Espace pour la vie, pour un total de 750 000 $.
Grâce à ce financement, la Fondation pourra se concentrer sur la collecte de fonds pour les projets d'Espace pour la vie. Notamment, les projets liés à l'éducation suscitent l'enthousiasme des donateurs. Ainsi, financement de sorties scolaires, éducation citoyenne, recherche participative et inclusion des peuples autochtones seront au coeur des démarches de la Fondation.

Le versement de la contribution, chaque année, est conditionnel à la transmission, dans les 60 jours suivant la fin de son année financière, d'une reddition de compte détaillée de l'année terminée, à la satisfaction de la Ville.

JUSTIFICATION

Les résultats obtenus par la Fondation durant la période 2016-2018 sont positifs. Elle a ainsi amassé une somme de 1,5 M$ pour les activités du service de l'Espace pour la vie. La recherche et sa mise en valeur (notamment les phytotechnologies) ainsi que l'éducation et la sensibilisation des visiteurs aux grands projets du complexe muséal ont été au cœur du financement des donateurs de la Fondation dont la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman, RBC Banque Royale, la Fondation J. Armand Bombardier, l'Association minière du Québec, la Fondation Écho, la Fondation TD des Amis de l'environnement, Maheu Maheu et Monarques Gold.
Par ailleurs, la Fondation a rempli toutes ses obligations contractuelles, et ce dans un esprit d'étroite collaboration, en transmettant rigoureusement à la Ville ses états financiers vérifiés et son rapport annuel, conformément aux termes de l'entente. Elle a également rencontré le Contrôleur général de la Ville afin de s'assurer que toutes ses démarches auprès de donateurs étaient conformes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour 2019, le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 250 000 $, est prévu au Service de l'Espace pour la vie. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Les montants de 250 000 $ pour 2020 et 250 000 $ pour 2021 devront être confirmés lors de la confection des budgets 2020 et 2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Plusieurs projets d'Espace pour la vie ne pourraient pas être mis en oeuvre sans la contribution de la Fondation Espace pour la vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue dans le cadre de l'approbation de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'entente: mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Géraldine JACQUART
Conseillère en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Isabelle CADRIN
Directrice générale adjointe

Tél : 514 872-1442
Télécop. :

Tél : 514.872.2498
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Isabelle CADRIN
Directrice générale adjointe
Tél : 514.872.2498
Approuvé le : 2019-03-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190348002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier de 750 000 $ à La Fondation Espace pour la vie afin de financer ses opérations pour les années 2019, 2020 et 2021 et approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme, la convention à intervenir entre la Ville de Montréal et la Fondation espace pour la vie.

FICHIERS JOINTS

V-finale FEPLV - Subvention 2019-2021.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-15

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION ESPACE POUR LA VIE**, personne morale sans but lucratif, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, agissant et représentée par monsieur Pierre B. Meunier, président du conseil, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 89742 6334 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1020202030 DQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 897426334 RR0001

Ci-après appelée l'« **Fondation** »

La Fondation et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la mission de la Fondation est de contribuer financièrement au développement d'Espace pour la vie et aux missions scientifiques, éducatives, culturelles, sociales et artistiques de ses quatre institutions : le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique et le Planétarium Rio Tinto Alcan;

ATTENDU QUE la Fondation sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager la Fondation à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Fondation a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à la Fondation;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : la mission de la Fondation pour la réalisation de laquelle la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de la Fondation, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service de l'Espace pour la vie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à la Fondation afin que cette dernière puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA FONDATION

En considération des sommes versées par la Ville, la Fondation s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 28 février de l'année suivant une période terminée et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre de la même année pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de la Fondation pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de la Fondation, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, la Fondation accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les six mois de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à la Fondation au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à la Fondation au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil

d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de la Fondation ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de la Fondation et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de la Fondation;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. La Fondation s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par la Fondation de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de sept cent cinquante mille dollars (750 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019 :

5.2.1.1 une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans les 30 jours suivant la signature de la présente Convention;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans les 30 jours suivant la réception de la Reddition de compte 2019;

5.2.3 Pour l'année 2021 :

5.2.3.1 une somme maximale de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) dans les 30 jours suivant la réception de la Reddition de compte 2020;

Chaque versement est conditionnel à ce que la Fondation ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par la Fondation de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

La Fondation ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 La Fondation doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 La Fondation doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

La Fondation doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec la Fondation.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si la Fondation n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si la Fondation fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de la Fondation passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par la Fondation pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si la Fondation perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit la Fondation du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que la Fondation n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, la Fondation refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à la Fondation cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à la Fondation.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par la Fondation, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 La Fondation convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention en vertu de l'article 8.1 qui précède.

8.3 En cas de résilitation en vertu de l'article 8.1 qui précède, toute somme non versée à la Fondation cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 La Fondation doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par la Fondation ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 La Fondation s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. La Fondation doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

La Fondation concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux rapports et redditions comptes remis par la Fondation à la Ville en lien avec le Projet réalisé par la Fondation, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 La Fondation déclare et garantit :

12.1.1 qu'elle a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'elle détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de la Fondation

La Fondation n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

La Fondation ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Fondation

La Fondation fait élection de domicile au 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Fondation fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4101, rue Sherbrooke Est, Montréal, Québec, H1X 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

FONDATION ESPACE POUR LA VIE

Par : _____
Pierre B. Meunier, président

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CM19…….).

ANNEXE 1

PROJET

L'impact d'une fondation qui travaille exclusivement au profit de la Ville de Montréal

La Fondation Espace pour la vie est enregistrée auprès de l'Agence du revenu du Canada à titre de fondation publique. Ses administrateurs mettent à profit leur vision, leur savoir-faire et leurs réseaux pour développer Espace pour la vie, un des joyaux de la Ville de Montréal.

Nos valeurs sont fondées sur le respect de la biodiversité et l'appréciation des sciences pour rapprocher les gens de la nature. Nous visons la collaboration, l'intégrité, l'équité et l'écoute active d'une équipe engagée, ainsi qu'une gestion responsable, transparente et rigoureuse des fonds confiés par nos partenaires et donateurs.

Nous croyons qu'Espace pour la vie, le plus grand complexe en sciences naturelles au Canada, aidera Montréal à faire avancer la cause de l'environnement au même titre que le font d'autres métropoles comme Los Angeles, New York et Chicago.

C'est pourquoi nous sollicitons des fonds auprès de corporations, de fondations et de philanthropes qui souhaitent faire une différence en investissant dans un projet d'Espace pour la vie. Nous facilitons aussi de grands partenariats financiers auprès des gouvernements du Québec et du Canada.

La Fondation a versé au fil des ans plus de huit millions de dollars à la Ville de Montréal au profit des quatre grands musées qui forment Espace pour la vie : le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique et le Planétarium Rio Tinto Alcan. De 2014 à 2018, la Fondation a eu un rendement de 2,5 : 1, c'est-à-dire que la Fondation a contribué 2,5 fois plus de fonds à la Ville de Montréal qu'elle n'a reçu en subventions opérationnelles de la Ville.

Il est à noter que le financement de l'environnement, bien qu'un enjeu majeur, demeure complexe et méconnu.

En poursuivant sa mission et en s'associant à d'autres partenaires, la Fondation Espace pour la vie continue à sensibiliser les dirigeants d'entreprises, les philanthropes, les citoyens ainsi que les élus de tous les paliers gouvernementaux à l'importance de la mission d'Espace pour la vie et des bienfaits d'investir dans les projets environnementaux.

Les grandes orientations de la Fondation : Les dons majeurs et les dons planifiés

Les dons majeurs et les dons planifiés offrent le meilleur rapport résultats-coûts en collecte de fonds. Notre sollicitation auprès des entreprises, des fondations et des philanthropes est actuellement axée sur les dons majeurs. La Fondation présente aux donateurs potentiels des projets diversifiés qui répondent aux besoins d'Espace pour la vie et qui visent principalement l'éducation, la recherche et l'action citoyenne.

Par ailleurs, les dons planifiés reflètent les désirs et les objectifs philanthropiques d'un donateur au profit d'une œuvre de bienfaisance, tout en tenant compte de sa réalité personnelle, familiale et fiscale. Les dons planifiés prennent différentes formes, qui permettent d'avoir un impact concret et durable, immédiat ou futur. À titre d'exemple :

1. Les dons immédiats
    - Le don d'une somme d'argent
    - Le don de titres admissibles (actions, obligations et autres titres)
    - Le don de biens immobiliers et d'autres dons en nature
    - Le don au moyen de l'assurance vie (valeur de rachat)

2. Les dons futurs ou différés
    - Le don testamentaire
    - Le don d'assurance vie (capital décès)

L'opportunité d'augmenter le nombre de dons planifiés au profit des quatre musées d'Espace pour la vie est indéniable. La Fondation obtient actuellement, sans sollicitation, quelques dons planifiés en espèce, en nature et de valeurs mobilières, ainsi que des legs testamentaires. Pourtant, les statistiques démontrent qu'un programme structuré de dons planifiés récolterait en moyenne des réponses positives d'un pourcent du bassin visé. Comme il y a plus de deux millions de visiteurs et environ 30 000 amis chez Espace pour la vie, le potentiel pour ce programme est énorme. La Fondation développera donc, à compter de 2019, une stratégie de dons planifiés pour l'ensemble des visiteurs d'Espace pour la vie et des amis de ses quatre musées.

L'art de remercier et de fidéliser les donateurs

L'apport philanthropique d'un individu ou d'une corporation est relatif et seuls les donateurs peuvent définir le niveau de leur générosité. Dans ce contexte, c'est le geste de donner qui est reconnu et qui inspire toute communication servant à remercier les donateurs.

En 2016, la Fondation a développé, conjointement avec la Ville, un programme qui vise à assurer la mise en place de pratiques de reconnaissance et de fidélisation envers tous les donateurs qui contribuent à la mission et au rayonnement d'Espace pour la vie. Elle vise aussi à faciliter la mobilisation des ressources pour créer des outils et des véhicules de reconnaissance et de fidélisation à la hauteur des attentes des donateurs afin de les encourager à financer les projets d'Espace pour la vie et, éventuellement, à faire des dons plus importants.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190348002

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Accorder un soutien financier de 750 000 $ à La Fondation Espace pour la vie afin de financer ses opérations pour les années 2019, 2020 et 2021 et approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1190348002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Laura VALCOURT
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.11

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187444001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme GLT + inc., pour les services professionnels en économie de la construction, pour les projets de la Direction de la gestion de projets immobiliers, pour une somme maximale de 866 404,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17198 (4 soumissionnaires).

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense totale de 866 404 $, contingences et taxes incluses, pour les services professionnels en économie de la construction, pour les missions d'estimation des projets de la Direction de la gestion de projets immobiliers;

2. de conclure une entente-cadre par laquelle GLT + inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 866 404 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public (#18-17198);

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 10:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187444001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme GLT + inc., pour les services professionnels en économie de la construction, pour les projets de la Direction de la gestion de projets immobiliers, pour une somme maximale de 866 404,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17198 (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 1800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs : administratif, culturel, communautaire, sportif, protection et sécurité, industriel, etc. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) exploite, entretient et assure le maintien d'actif et le développement de ce parc immobilier.
La Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) réalisera dans les prochaines années plusieurs projets d'envergure pour doter la Ville de Montréal des bâtiments et équipements municipaux nécessaires à l'atteinte de son objectif premier : répondre aux attentes et besoins des citoyens.

Afin d'identifier de façon juste le budget de ces projets et d'en assurer un meilleur contrôle, la Ville de Montréal souhaite confier les missions d'estimation à des firmes spécialisées en économie de la construction.

Un appel d'offres public (#18-17198) a été lancé en date du 8 août 2018. Cet appel d'offres a été annoncé et diffusé sur le site Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Les soumissions ont été déposées le 11 septembre 2018. Le processus d'appel d'offres a été assumé par le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Durée initiale de l'appel d'offres	33 jours calendrier
Durée finale	33 jours calendrier
Soumission valide jusqu'au	10 avril 2019*

*Le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale a accepté de prolonger son offre jusqu'au 10 avril 2019 (date de validité initiale: 10 mars 2019).

Des addenda ont été émis pendant la période d'appel d'offres et n'ont eu aucune répercussion sur l'estimation des coûts.

	Date	Contenu de l'addenda
1	30 août 2018	Rappel sur la présentation des soumissions, la durée de validité des taux horaires, les certifications acceptées - Validation du processus de lancement des mandats par projet.

2	4 septembre 2018	Rappel sur la présentation des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM17 0160 du 20 février 2017 Accorder un contrat à la firme GLT + inc. pour les services professionnels en économie de la construction, pour les projets du Programme RAC, pour une somme maximale de 1 102 610,25 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer une entente-cadre à la firme GLT + inc. pour les services professionnels spécialisés en estimation de coûts de construction, dans le cadre de projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers. Il s'agit d'une entente-cadre d'une durée de (5) cinq.
L'adjudicataire aura un rôle de consultant auprès de la Ville. Lors de la mise en oeuvre des projets immobiliers municipaux, ses recommandations permettront à la Ville d'orienter au mieux ses décisions dans le respect du budget et des enjeux.

Dans le cadre de sa mission, GLT+ inc prendra en considération les différents enjeux auxquels la Ville est confrontée dans ses projets et qui pourraient avoir un impact sur le budget de projet, dont notamment :

- Contraintes de site (contexte géo-environnemental, matières préoccupantes, caractéristiques patrimoniales, archéologie, etc.);
- Complexité des systèmes et équipements en lien avec la fonction des bâtiments;
- Mode contractuel non conventionnel (conception construction, concours, etc.);
- Intégration des politiques municipales (développement durable, design, accessibilité universelle, etc.);
- Etc.

GLT+ Inc. interviendra lors des différentes phases des projets (Démarrage, Planification, Exécution de la conception et des travaux, clôture). Il pourrait notamment réaliser les mandats suivants :

- Estimer et comparer, aux différentes phases du projet, le coût de construction en fonction de différents scénarios (sites, matériaux, procédés, planifications, fournisseurs, budgets);
- Estimer les coûts de construction prévisionnels lors des appels d'offres;
- Analyser les estimations des professionnels;
- Analyser les offres financières des entrepreneurs (appel d'offres, demande de changement, etc.);
- Proposer une optimisation permettant de réaliser des économies sans changer la nature du projet, ses objectifs et enjeux;
- Participer à des ateliers de Conception intégrée ou des comités techniques;
- Animer des ateliers d'analyse de la valeur;
- Etc.

Les services de base seront rémunérés selon la méthode à taux horaire.
Tout au long de la prestation, la firme sera encadrée par les professionnels du Service de la gestion et planification immobilière (SGPI).

JUSTIFICATION

Le comité de sélection recommande de retenir les services de la firme GLT + inc. qui a obtenu le plus haut pointage après la deuxième étape, selon les critères d'évaluation

préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.
Quatre (4) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres.
Quatre (4) soumissions ont été déposées et ont été analysées selon la grille d'évaluation préautorisée du Service de l'approvisionnement.
Le comité de sélection s'est réuni le 25 septembre 2018 à 13h30.

Analyse de l'enveloppe A - Offre qualitative : deux (2) des quatre (4) soumissions ont obtenu un pointage au -delà du pointage minimal (70%) requis.
Analyse de l'enveloppe B - Offre financière : l'offre du plus bas soumissionnaire a obtenu le meilleur pointage final et est inférieure de 2,08% à l'estimation du SGPI (-18 363,12 $ taxes incluses). Cette estimation du SGPI (884 767,12 $ taxes incluses) était basée sur les dernières offres reçues pour des services professionnels similaires et des projets de même nature et ampleur.
L'écart du montant soumissionné entre la firme ayant obtenu la meilleure note finale et celle ayant obtenu la deuxième meilleure note finale s'élève à 52%. Cet écart s'explique par des taux horaires plus élevés dans la soumission de la firme ayant obtenu la deuxième meilleure note finale (coordonnateur: + 30% et estimateurs: + 58%).

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
GLT + inc.	71,83	1,41	866 404,00 $		866 404,00 $
Macogep inc.	76,67	0,96	1 320 386,70 $		1 320 386,70 $
Dernière estimation réalisée			884 767,12 $		884 767,12 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					- 18 363,12 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					- 2,08 %
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 e meilleure note finale – adjudicataire)*					453 982,70 $
Écart entre la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 e meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					+ 52,40 %

L'entreprise n'est pas inscrite sur la liste des entreprises non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Elle n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Ces vérifications ont été faites par les responsables de la Direction de l'approvisionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'enveloppe budgétaire maximale des honoraires est de 866 404,00$ (taxes incluses). L'exécution de la mission de GLT+ inc. sera répartie sur plusieurs mandats. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues et selon la provenance des budgets déjà affectés aux projets identifiés par chacun des requérants ou exécutants. Les crédits peuvent provenir du PTI ou du budget de fonctionnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers s'inscrivent dans les orientations de la politique de développement durable pour les édifices de la Ville de

Montréal. Ainsi, la conception, la construction, la rénovation, la démolition et l'exploitation des bâtiments municipaux seront réalisées de manière à réduire les impacts environnementaux et à donner aux occupants et utilisateurs des immeubles municipaux un environnement sain et sécuritaire. Une attention particulière sera portée à la réduction des gaz à effet de serre. Par ailleurs, la plupart des projets visent une certification LEED.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente-cadre de services professionnels doit être octroyée dans les meilleurs délais de façon à ne pas retarder l'échéancier de réalisation des projets et permettre l'accompagnement par un économiste de la construction dès la phase de conception des projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opérations de communication. Elles seront plutôt associées à chacun des projets lors de leur élaboration, en fonction des besoins spécifiques de chaque projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de services professionnels	Mars 2019
Fin du contrat de services professionnels	Mars 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement : ; Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert Normandeau)

Parties prenantes

Jabiz SHARIFIAN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Françoise TURGEON, Service des finances
Marie-Hélène LESSARD, Service de la gestion et de la planification immobilière
Isabelle BONNEAU, Direction générale
Jean BOUVRETTE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jean CAPPELLI, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Françoise TURGEON, 1er février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cécile TERRASSON
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-3718
Télécop. : 514-872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-31

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-8702
Télécop. : 514-872-2222

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-08

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 15 février 2019

Monsieur Jérôme Tremblay
Vice-président
GLT + inc.
550, chemin de Chambly, bureau 100
Longueuil (Qc) Canada J4H3L8

Courriel: jerome.tremblay@glt.ca

Objet : **Prolongation de la durée validité de soumission**
Appel d'offres n° 18-17198
TITRE : ENTENTE CADRE POUR SERVICES EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 10 avril 2019.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 20 février 2019.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : oui

Signature Date 2019-02-15

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Robert Normandeau
Agent d'approvisionnement II
Courriel: robert.normandeau@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 868-3709

LN86Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1187444001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme GLT + inc., pour les services professionnels en économie de la construction, pour les projets de la Direction de la gestion de projets immobiliers, pour une somme maximale de 866 404,00$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17198 (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17198 PV.pdf 18-17198 Preneurs.pdf 18-17198 tableau.pdf 18-17198 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Richard DAGENAIS
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17198 — No du GDD : 1187444001

Titre de l'appel d'offres : ENTENTE CADRE POUR SERVICES EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 8 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 11 - 9 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 9 - 2018

Date du comité de sélection : 25 - 9 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 4 - 9 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Consultants Legico-CHP Inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%
WSP CANADA INC.	Pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs — Date d'échéance initiale : 10 - 3 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 10 - 3 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
GLT + Inc.	866 404,00 $	√	
Macogep inc.	1 320 386,70 $		

Information additionnelle

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas déposé de soumission nous indique que deux preneurs n'offrent pas les services requis et qu'un preneur préfère soumissionner sur les plans et devis des projets.

Préparé par : Robert Normandeau — Le 31 - 1 - 2019

18-17198 - ENTENTE CADRE POUR SERVICES EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Approche proposée 20%	Capacité de production et échéancier 25%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Consultants Legico-CHP Inc.	3,00	14,67	12,67	14,67	22,67	67,67			Non conforme
GLT + inc.	2,83	17,00	14,67	13,00	24,33	71,83	866 404,00 $	**1,41**	**1**
Macogep inc.	3,33	14,33	20,67	13,67	24,67	76,67	1 320 386,70 $	**0,96**	**2**
WSP CANADA INC.	4,17	18,67	15,00	13,67	17,33	68,83			Non conforme
						-		-	

Comité	
Date	25-09-2018
Heure	13 h 30
Lieu	255 Boul. Crémazie , bureau 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17198
Numéro de référence : 1189377
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : ENTENTE CADRE POUR SERVICES EN ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1477142)** 2018-08-09 7 h 10 **Transmission :** 2018-08-09 7 h 10	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ernst & Young Montréal LLP 900, de Maisonneuve Ouest Bureau 2300 Montréal, QC, H3A 0A8 http://www.ey.com/CA/en/Home	Madame Norma Gaudio Téléphone : 514 879-8166 Télécopieur :	**Commande : (1477329)** 2018-08-09 10 h 23 **Transmission :** 2018-08-09 10 h 23	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca	Madame Anne Boivin Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur : 450 679-7141	**Commande : (1477430)** 2018-08-09 12 h 51 **Transmission :** 2018-08-09 12 h 51	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
JLL valuation 1 place ville Marie suite 3838 Montréal, QC, H3B4M6	Monsieur Ben Lipowitz Téléphone : 514 836-8656 Télécopieur :	**Commande : (1477236)** 2018-08-09 9 h 08 **Transmission :** 2018-08-09 9 h 08	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Monsieur daniel paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1480521)** 2018-08-17 8 h 45 **Transmission :** 2018-08-17 8 h 45	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1477182)** 2018-08-09 8 h 11 **Transmission :** 2018-08-09 8 h 11	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1478109)** 2018-08-10 16 h 07 **Transmission :** 2018-08-10 16 h 07	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 56 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1476952)** 2018-08-08 14 h 03 **Transmission :** 2018-08-08 14 h 03	2993126 - 18-17198 addenda 1 2018-08-30 10 h 59 - Courriel 2994678 - 18-17198 addenda 2 2018-09-04 13 h 55 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.12

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1196686001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Biothermica Technologies inc. pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal pour une période de 36 mois ou une somme maximale de 289 828,98 $ taxes incluses / Appel d'offres public no 18-17303 - quatre (4) détenteurs du cahier des charges - un soumissionnaire.

Il est recommandé :
1- de conclure une entente-cadre par laquelle la seule firme soumissionnaire Biothermica Technologies inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 289 828,98 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17303;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-21 16:09

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196686001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Biothermica Technologies inc. pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal pour une période de 36 mois ou une somme maximale de 289 828,98 $ taxes incluses / Appel d'offres public no 18-17303 - quatre (4) détenteurs du cahier des charges - un soumissionnaire.

CONTENU

CONTEXTE

En raison des besoins du Service de l'environnement, des services professionnels pour réaliser et interpréter des relevés de méthane dans le cadre de travaux de suivis de divers terrains situés sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface doivent être réalisés avec l'aide de ressources spécialisées.
Il est à noter que la Ville réalise des relevés de méthane au Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) à l'aide de ressources internes. Toutefois, la Ville de Montréal ne dispose pas d'un nombre suffisant de ressources internes ayant les qualifications nécessaires pour effectuer ces types de mandats additionnels, lorsque requis.

Un appel d'offres pour l'acquisition de services professionnels, afin de retenir une firme, a été lancé le 19 novembre 2018 sur le SEAO par la Direction de l'approvisionnement. Lors de l'ouverture des soumissions le 20 décembre 2018, un soumissionnaire a présenté une soumission. Ceci a laissé un délai de trente (30) jours au soumissionnaire afin de présenter sa candidature. Le délai de validité est de 180 jours à la suite du dépôt de la soumission; aucune prolongation n'est nécessaire puisque la période est en vigueur.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un seul addenda a été émis en date du 6 décembre 2018. Il n'y a pas eu de demande d'autorisation d'aller en appel d'offres, celui-ci ayant été réalisé avec l'utilisation d'une grille préapprouvée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA176686001 – 26 octobre 2017 - Conclure une entente de services professionnels en ingénierie pour des études de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville, avec la firme Biothermica Technologies inc. pour une somme totale de 72 422,75$ incluant toutes les taxes. Appel d'offres sur invitation no 17-16173. Cinq invités, deux soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cette fin.
DA166686002 – 4 octobre 2016 - Conclure une entente-cadre de services professionnels

pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville, avec la firme Biothermica Technologies inc. pour une somme totale de 92 664,10$ incluant toutes les taxes. Appel d'offres sur invitation no 16-15368. Quatre invités, un soumissionnaire / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- La réalisation de relevés de méthane;
- L'interprétation de relevés de méthane;
- La compilation des données obtenues;
- La rédaction de rapports d'étude incluant le détail de la méthodologie;
- La rédaction de plans et devis pour des travaux d'installation de mesures de mitigation;
- La surveillance de la mise en place des mesures de mitigation;
- La vérification des plans de santé et sécurité lors de travaux exécutés dans un environnement pouvant émettre des biogaz;
- L'élaboration de programmes de surveillance du méthane.

Le mode de rémunération de ces services professionnels sera à taux horaire et à taux unitaire selon les taux présentés au bordereau de l'adjudicataire. Le contrat sera octroyé pour un maximum de trois (3) ans à partir de la date de l'autorisation d'octroi ou lorsque le montant redevable aura atteint la somme maximale dudit contrat.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de cet appel d'offres, il y a eu quatre (4) détenteurs du cahier des charges et un seul soumissionnaire. Il y a donc 25 % des preneurs de cahier des charges qui ont déposé une soumission.
Des trois (3) autres firmes détentrices du cahier des charges, seulement deux (2) ont bien voulu répondre en retournant le formulaire de non-participation à l'appel d'offres. L'un des détenteurs a indiqué que les honoraires et dépenses de déplacement non facturables pour les travaux et pour les réunions de coordination étaient une des raisons de leur non-participation. Leur seconde raison indiquait qu'il considérait que les délais de réalisation sont très courts à partir du moment où la Ville requiert le service. Ces délais sont généralement les mêmes que pour les appels d'offres de services professionnels et ces délais n'ont jamais soulevé de problèmes. Et finalement, l'appel d'offres mentionnait de présenter une liste de clients (incluant la Ville) ayant bénéficié de réalisations similaires dans les cinq (5) dernières années et un des refus d'un détenteur du cahier des charges était à l'effet qu'aucun mandat pour la Ville n'avait été réalisé depuis cinq (5) ans. Un addenda a été émis pour préciser que la liste des clients doit inclure la Ville de Montréal si et seulement si des projets ont été réalisés avec celle-ci pour les services professionnels demandés. Il n'était pas obligatoire d'avoir la Ville de Montréal comme client dans cette liste. Malgré l'addenda, ce détenteur du cahier des charges n'a pas déposé de soumission.

Une seule proposition technique a donc été évaluée par le comité de sélection. Au terme de l'évaluation, cette proposition a obtenu une note supérieure à la note de passage de 70 %.

Après l'analyse de la soumission par le Service de l'approvisionnement, le comité de sélection recommande d'octroyer un contrat de services professionnels de 289 828,98 $ toutes taxes incluses à la firme Biothermica Technologies inc.

Le tableau suivant résume les notes obtenues lors de l'évaluation de la soumission conforme

par le comité de sélection :

CONTRAT - 289 828,98

Soumission conforme	Note intérimaire	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (taxes incluses)
Biothermica Technologies inc.	89,7	4,82	289 828,98 $	N/A	289 828,98 $
Dernière estimation réalisée			344 929,60 $	N/A	344 929,60 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) (l'adjudicataire - estimation)					-55 100,62 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) ((l'adjudicataire - estimation) / estimation) X 100%					-16,0%
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale - adjudicataire)					S/O
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) X 100%					S/O

Pour ce contrat, les dernières estimations ont été préparées à partir de la moyenne des taux soumis par les adjudicataires pour des contrats de services professionnels de même nature octroyés en 2016 et en 2017 ainsi qu'à partir des taux indiqués dans le « Guide de rémunération 2018 » publié par l'Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG).

La soumission présente un écart de 16 % inférieur à la dernière estimation réalisée. La principale variation observée est reliée aux taux unitaires des professionnels. L'effet d'un budget global trois (3) fois plus élevé que celui des précédents appels d'offres ainsi que de la durée du contrat supérieure à ce qui était prévu dans les contrats comparatifs expliquent la majeure partie de cette variation à l'avantage de la Ville.

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles). Pour ce type de contrat, aucune attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en matière de contrats publics n'est nécessaire puisque le montant du contrat de prestation de services qui leur sera attribué est inférieur à 1 M$.

Le présent dossier est conforme aux politiques et directives du Service de l'approvisionnement pour un appel d'offres public, et il respecte la Politique de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme du contrat s'élève à 289 828,98 $ taxes incluses, soit un maximum de 100 000$ (taxes incluses) pour 2019, 100 000 $ (taxes incluses) pour 2020 et 89 828,98 $ (taxes incluses) pour 2021. Les crédits requis pour l'année 2019, 2020 et 2021 sont prévus au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire des services professionnels de la Division soutien technique, infrastructures, CESM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans l'objectif du bien-être des citoyens, la Ville s'assure que le milieu est sécuritaire en effectuant des relevés de méthane dans les secteurs concernés par la présence d'anciennes carrières et de dépôts de surface, le tout dans le respect des recommandations de la Direction régionale de santé publique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur serait que les campagnes de relevés de méthane des secteurs situés sur ou à proximité des anciennes carrières et dépôts de surface ne soient pas réalisées et que la Ville ne puisse pas poser les actions préventives chez les citoyens ou dans ses infrastructures au moment opportun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : mars 2019
Exécution des travaux : mars 2019 à mars 2022
Début : 25 mars 2019
Fin : 24 mars 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Luu Lan LE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Melanie LAJOIE, Service de police de Montréal

Lecture :

Melanie LAJOIE, 4 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-01-31
Véronique BRISSETTE	Éric BLAIN	

Ingénieure

Tél : 514-280-4322
Télécop. : 514-280-6667

C/d sout technique infrastructures CESM

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1196686001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Biothermica Technologies inc. pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal pour une période de 36 mois ou une somme maximale de 289 828,98 $ taxes incluses / Appel d'offres public no 18-17303 - quatre (4) détenteurs du cahier des charges - un soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17303 PV.pdf18-17303 SEAO _ Liste des commandes.pdf

18-17303 Tableau des résultats Global Final.pdf18-17303 Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17303 — No du GDD : 1196686001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 20 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 20 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 23 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 6 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : 18 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Biothermica Technologies Inc.	289 828,98	√	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme : Biothermica Technologies Inc., ayant obtenu le plus haut pointage. Des trois (3) autres firmes détentrices du cahier des charges, certaines n'avaient pas la capacité ou le temps disponible pour soumissionner. Une des firmes a déclaré que son expertise n'était pas à jour dans le domaine.

Préparé par : Eddy Dutelly — Le 23 - 1 - 2019

18-17303 - Services professionnels pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Biothermica Technologies Inc.	4,00	9,33	26,67	19,00	14,33	16,33	89,7	289 828,98 $	4,82	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité

Date	mercredi 23-01-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement : 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17303

Numéro de référence : 1214776

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Services professionnels pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Biothermica Technologies Inc 426 rue Sherbrooke est Montréal, QC, H2L 1J6 http://www.biothermica.com/	Monsieur Daniel Lagos Téléphone : 514 488-3881 Télécopieur : 514 488-3125	**Commande : (1523681)** 2018-12-19 14 h 26 **Transmission :** 2018-12-19 14 h 26	3035317 - 18-17303 Addenda no. 1 : Question et Réponse 2018-12-19 14 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1001, rue Sherbrooke Est, burau 600 Montréal, QC, H2L 1L3 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1514143)** 2018-11-21 11 h 07 **Transmission :** 2018-11-21 11 h 07	3035317 - 18-17303 Addenda no. 1 : Question et Réponse 2018-12-06 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hudon Desbiens St-Germain Environnement inc. 640 St-Paul Ouest Bureau 100 Montréal, QC, H3C 1L9 http://www.hdsenv.com	Monsieur Jean-Paul Ballot Téléphone : 514 398-0553 Télécopieur : 514 398-0554	**Commande : (1513249)** 2018-11-19 14 h 27 **Transmission :** 2018-11-19 14 h 27	3035317 - 18-17303 Addenda no. 1 : Question et Réponse 2018-12-06 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec)	Madame Martine	**Commande : (1513324)**	3035317 - 18-17303 Addenda no. 1 : Question et Réponse

1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	2018-11-19 15 h 35 **Transmission :** 2018-11-19 15 h 35	2018-12-06 15 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196686001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme Biothermica Technologies inc. pour la réalisation et l'interprétation de relevés de méthane requis pour des travaux de suivis sur divers terrains sur ou à proximité d'anciennes carrières ou dépôts de surface situés sur le territoire de la Ville de Montréal pour une période de 36 mois ou une somme maximale de 289 828,98 $ taxes incluses / Appel d'offres public no 18-17303 - quatre (4) détenteurs du cahier des charges - un soumissionnaire.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1196686001_V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 280-006

Co-auteur :
Jean-François Ballard
514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-04

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-6052

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.13

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1183286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve. Approuver le projet d'addenda no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $ taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve;
2. d'approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc.**(CM18 0360**), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $ taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 08:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183286001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve. Approuver le projet d'addenda no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve s'inscrit dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC) en lien avec la « Politique de développement culturel de Montréal ».

Le 19 octobre 2016, le Comité exécutif a autorisé la poursuite du projet de la bibliothèque Maisonneuve et le lancement d'un concours d'architecture pluridisciplinaire pour la rénovation et l'agrandissement de cette dernière; le coût du projet était alors estimé à 23,2 M$ (classe D).

Suite au concours d'architecture pluridisciplinaire, le conseil municipal (CM18 0360), sur la recommandation du jury, a octroyé le contrat à ÉVOQ architecture, NCK et PMA.en collaboration avec Civiliti, au montant maximal de 2 515 653,00$, taxes incluses, pour la réalisation des plans et devis, le suivi en chantier et le suivi des garanties jusqu'à la réception définitive.

Le mandat initial des professionnels était basé sur une valeur estimée des travaux, établi par la Ville selon les informations disponibles lors du lancement du Concours. Le budget cible établi devait permettre de tripler la superficie de la bibliothèque actuelle, rénover le bâtiment actuel d'intérêt patrimonial et aménager des espaces publics extérieurs.

Une expertise détaillée de l'état de la maçonnerie de pierre, complétée en juillet 2018, a démontré une dégradation importante de la pierre et de la sous-structure des murs. L'importance des travaux requis de réfection de la maçonnerie et de consolidation structurale dépassant grandement celle présumée au départ, un ajustement du budget cible et, par conséquent, des honoraires s'avèrent nécessaires.

Le dossier de modification de la portée des travaux et les coûts et impacts associés ont été présentés au CCPE en décembre 2018, et ont fait l'objet d'une demande de révision du mandat d'exécution au CE du 16 janvier 2019.

L'équipe de conception ayant été retenue par voie de Concours et le niveau d'avancement des plans d'exécution à 80 %, il apparaît opportun de poursuivre le projet avec l'équipe Lauréate en amendant leur contrat initial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

SMCE198074005 - 16 janvier 2019: Approbation du mandat d'exécution pour le projet de la bibliothèque Maisonneuve/ Programme RAC
CM18 0360 - 26 mars 2018: Accorder un contrat de services professionnels à ÉVOQ architecture inc., NCK inc. et Pageau Morel et associés inc. pour la conception et la réalisation du projet d'agrandissement et de rénovation de la bibliothèque Maisonneuve - Dépense totale de 2 827 637,66 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet

CA16 27 0328 - 5 juillet 2016: 1) Approuver la poursuite du projet au coût de 23 260 696 $ 2) Entériner le budget de fonctionnement et la majoration approximative de 532 000 $ à compter de 2020 et pour la première année à 607 000 $ 3) Approuver le PTI de l'arrondissement pour la période 2017-2019 relié au projet, pour un montant de 750 000 $ comprenant l'achat de 15 000 documents.

CE16 0861 - 25 mai 2016 : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction RAC des bibliothèques.

CE13 1578 - 2 octobre 2013 : Autoriser dans le cadre du Programme RAC dès 2013, le démarrage de la phase de planification du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CG12 0471 - 20 décembre 2012 : Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CA12 27 002 - 7 février 2012 : Autoriser le dépôt d'une demande d'inscription dans le cadre du Programme RAC pour le projet de mise aux normes de la bibliothèque Maisonneuve.

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur :

- L'approbation d'une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc.

- L'approbation du projet d'addenda 1 à la convention de services professionnels, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $ taxes et contingences incluses.

L'augmentation significative des travaux requis pour la réhabilitation de la Bibliothèque Maisonneuve requiert de revoir les honoraires prévus lors de l'octroi du contrat en mars 2018.

Le contrat initial prévoyait des honoraires calculés sur la base des taux du décret provincial en vigueur et sur une valeur de travaux cible, dictée par la Ville. Les professionnels proposent de compléter les services professionnels en conception et suivi au chantier avec une nouvelle offre forfaitaire au montant de 611 504 $ taxes incluses. Une provision supplémentaire de 57 488 $ pour couvrir l'ajustement des honoraires sur la valeur des avenants en chantier est prévue, pour une augmentation totale de 668 992 $.

JUSTIFICATION

La bibliothèque Maisonneuve, située au 4120 Ontario Est, occupe l'ancien Hôtel de Ville de Maisonneuve. L'édifice, construit en 1912, est considéré comme un bâtiment d'intérêt patrimonial (voir « Énoncé d'intérêt patrimonial » en pièce jointe). Le bâtiment a conservé plusieurs caractéristiques architecturales originales, mais plusieurs éléments ont été dissimulés et/ou endommagés au fil des rénovations. L'enveloppe du bâtiment requiert des interventions pour préserver l'actif et compenser le déficit d'entretien.
L'audit de 2016 avait permis d'identifier certains éléments à corriger lors de la rénovation. Ces éléments avaient alors été ajoutés au programme fonctionnel et technique pour la réalisation du projet.

Les expertises sur la maçonnerie complétées en 2018 ont révélé une accélération de la dégradation de l'enveloppe du bâtiment, nécessitant des travaux de plus grande ampleur que ceux prévus initialement. Ces travaux impliquent le remplacement ou la stabilisation d'un plus grand nombre de pierres, mais aussi la consolidation de la sous-structure.

Travaux supplémentaires prévus à titre d'exemple :

- Démantèlement du parapet et des murs jusqu'au linteau des fenêtres du 2^{e} étage.
- Augmentation des travaux de restauration des murs et des ornements en pierre calcaire (couronnement, corniche, balustrade et frise) nécessitant le remplacement de plusieurs unités de maçonnerie quand la stabilisation n'est plus possible.
- Reconstruction de l'escalier extérieur de l'entrée principale plutôt qu'une réparation.
- Travaux de renforcement structural (sous-structure des murs de pierre, parapet et toit, etc.).

Non seulement le montant alloué pour la réhabilitation de l'enveloppe requiert d'être ajusté, mais aussi l'effort et l'expertise pour apporter des corrections à la fois durables et respectueuses de ce bâtiment d'intérêt.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la dépense totale à autoriser est de 668 992 $ taxes incluses (voir pièce jointe - Estimation honoraires addenda 1v3). Cette dépense a été prise en compte dans le mandat d'exécution SMCE198074005.
Le montant de la dépense totale net à autoriser de 610 878,87 $ après ristourne de la TPS (100 %) et de la TVQ (50 %) est prévu au PTI du Service de la culture. Dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, le projet bibliothèque est

admissible à une subvention de 40 % par le ministère de la Culture et des Communications.

Le budget initial réservé pour les honoraires était de 2 515 653 $ taxes et contingences incluses, basé sur un coût cible des travaux établi lors du Concours d'architecture.

Le montant révisé de ce budget s'élève à 3 184 645 $ taxes et contingences incluses, basé sur un coût de travaux supérieur pour inclure la valeur des travaux estimés pour le maintien d'actif.

La majoration du budget d'honoraires représente une hausse de 27 % (668 992 / 2 515 653).

Consulter l'intervention du Service des finances pour les imputations budgétaires et les provenances de crédits du projet.

Le présent sommaire ne prévoit aucun virement du budget des incidences vers le contrat.

Prévision de décaissement

2019	2020	2021	TOTAL
380 000	180 000	108 992	668 992

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les honoraires professionnels comprennent les services requis pour l'atteinte d'une certification LEED Argent pour le projet.
Un projet qui se veut exemplaire en terme d'économie d'énergie. Le projet vise à maintenir la consommation énergétique à son niveau actuel malgré la superficie triplée.

Respecte les objectifs du PACC2020 (Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du Québec) et le plan d'action de la Ville en matière de réduction des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une dégradation accélérée de l'enveloppe du bâtiment suite à l'arrêt du projet de rénovation et agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Finalisation des plans et devis suite à l'aménagement du contrat :	juillet - août 2019
Appel d'offre de construction et octroi :	août - décembre 2019
Travaux :	janvier 2020 - juin 2021
Ouverture de la Bibliothèque	septembre - octobre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie HARBEC, Service de la culture
Patricia PLANTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Patricia PLANTE, 21 février 2019
Amélie HARBEC, 21 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Myrith YASSA
Gestionnaire immobilier

Tél : 280-4156
Télécop. : 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 872 8702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-03-04

HÔTEL DE VILLE DE LA CITÉ DE MAISONNEUVE (bibliothèque Maisonneuve)

4120, rue Ontario Est (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

ÉNONCÉ DE L'INTÉRET PATRIMONIAL

Témoin symbolique des grandes ambitions d'une ville industrielle, l'hôtel de ville de la Cité de Maisonneuve est un édifice incontournable de l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve. Son intérêt patrimonial exceptionnel repose sur de nombreuses valeurs étroitement inter reliées soit ses valeurs historique, symbolique, sociale, architecturale et paysagère.
Œuvre majeure de l'architecte de renom Louis-Joseph Cajetan Dufort, cet édifice Beaux-Arts illustre de façon éloquente le projet de la Cité de Maisonneuve de se doter d'édifices institutionnels prestigieux érigés selon les préceptes du mouvement urbanistique et architectural City Beautiful.

Occupé depuis 1981 par la bibliothèque Maisonneuve, ce bâtiment constitue un des éléments remarquables du quartier et se démarque des anciennes industries et des autres constructions du secteur par son caractère formel et monumental. Sa prestance, accentuée par la présence d'un vaste parterre végétal constituant un des rares espaces verts du secteur, est sans contredit un point de repère dominant dans le paysage.

Enfin, son intérêt repose sur son appartenance et sa contribution essentielle à l'ensemble institutionnel de l'ancienne municipalité de Maisonneuve qui regroupe plusieurs édifices de grande qualité implantés sur la rue Ontario et le boulevard Morgan selon des intentions urbanistiques influencées par le mouvement City Beautiful.



Hôtel de ville de la Cité de Maisonneuve (Source : Ville de Montréal, mai 2015)


(Source : Bing 2015)


(Source : Ville de Montréal, mai 2015)

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA CITÉ DE MAISONNEUVE (bibliothèque Maisonneuve)
4120, rue Ontario Est (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

DÉSIGNATION PATRIMONIALE

Désignation au Plan d'urbanisme : Bâtiment situé dans un secteur de valeur exceptionnelle
Statut en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel : Aucun
Désignation patrimoniale fédérale : Aucune
Autre désignation : Propriété municipale d'intérêt patrimonial

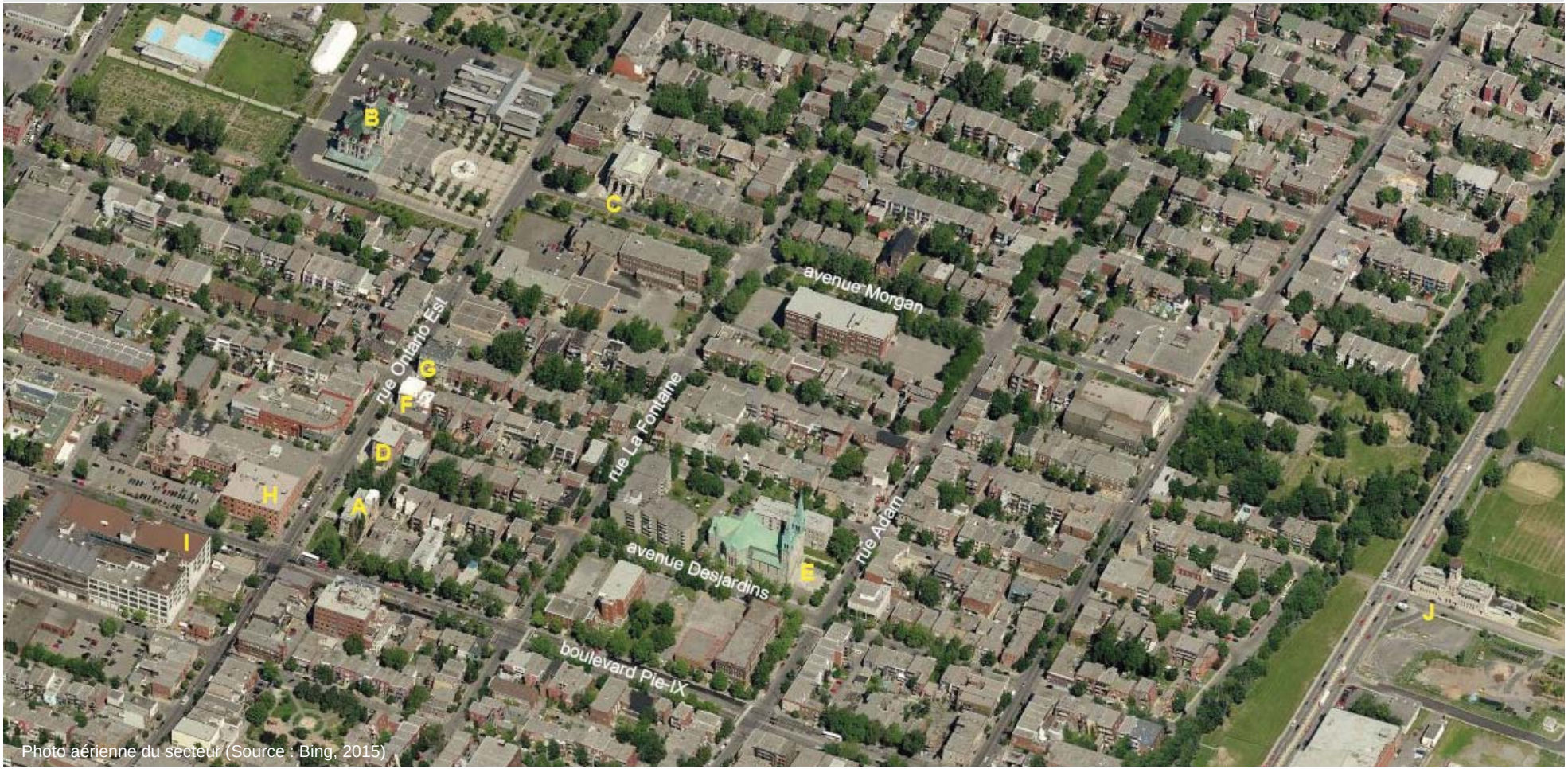


Photo aérienne du secteur (Source : Bing, 2015)

A	Hôtel de ville de la Cité de Maisonneuve, actuellement la bibliothèque Maisonneuve (1910-1911), 4120, rue Ontario Est	E	Église Très-Saint-Nom-de-Jésus (1903-1906), 4215, rue Adam
B	Marché Maisonneuve (1914), 4375, rue Ontario Est	F	Banque de Toronto (1911), 4240, rue Ontario Est
C	Bain Maisonneuve (1916), 1875-1877, avenue Morgan	G	Banque Molson (1911), 4250, rue Ontario Est
D	Caserne no 2 de la Cité de Maisonneuve, actuellement la Maison de la culture de Maisonneuve (1906-1907), 4200, rue Ontario Est	H	Usine Watson Foster & Co. (1896-1897), 4115, rue Ontario Est
		I	Usine American Can Co. (1917-1918), 2030-2032, boulevard Pie-IX
		J	Caserne no.1 (Letourneux) (1915), 4300, rue Notre-Dame Est

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

1821-1825	Octroi de concessions sur la Côte Saint-Martin.
1737	Inauguration du chemin du Roy entre Montréal et Québec.
1830	Inauguration du port de Montréal
1867	Érection canonique de la paroisse catholique de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge-d'Hochelaga par détachement de celle de Notre-Dame.
1870	Constitution de la municipalité d'Hochelaga.
1874	Tracé du boulevard Pie-IX sur le plan du cadastre. Alphonse Desjardins donnera les terrains en 1884.
1883	Fondation de la ville de Maisonneuve.
1888	Érection canonique de la paroisse du Très-Saint-Nom-de-Jésus par détachement de celle de la Nativité-de-la-Sainte-Vierge-d'Hochelaga (devient la paroisse Saint-Nom-de-Jésus en 2000 suite à des fusions de paroisses).
1890	Tracé de l'avenue Desjardins.
Après 1890	Prolongement de la rue Ontario Est sur le territoire de Maisonneuve.
1906-1907	Construction de la caserne no 2 de la Cité de Maisonneuve.
1910-1911	Construction de l'hôtel de ville de Maisonneuve (inaugurée en 1912).
1912	La municipalité acquiert un terrain de 204 hectares pour en faire le parc Maisonneuve, une zone de loisirs et de sports.
1912-1916	Construction du bain Maisonneuve, du marché Maisonneuve et du poste de pompier et de police no.1 (Letourneux).
1913	Occupation du sous-sol de l'hôtel de ville par le Laboratoire de stérilisation et pasteurisation du lait. Tracé de l'avenue Morgan.
1918	Annexion de la Ville de Maisonneuve à la Ville de Montréal.
1921-1925	Occupation de l'hôtel de ville par l'école Saint-Nom-de-Jésus.
1926	Début de l'occupation de l'hôtel de ville par l'Institut du radium (affilié à l'Université de Montréal).
1931	Création du Jardin botanique de Montréal (situé au nord-ouest de l'ensemble institutionnel de Maisonneuve).
1967	Fermeture de l'Institut du radium. L'immeuble est occupé par des bureaux municipaux.
1981	Inauguration de la bibliothèque Maisonneuve et de la Maison de la culture de Maisonneuve, logées dans l'ancien hôtel de ville.
2005	Déménagement de la Maison de la culture de Maisonneuve dans l'ancienne caserne no 2.



Ville de Maisonneuve dans The Commercial Magazine, 1916 (Source : Archives de la Ville de Montréal)


Photographie, Le boulevard Morgan en direction du marché, Maisonneuve (Montréal), QC, 1916, Wm. Notman & Son. Plaque sèche à la gélatine, 20 x 25 cm (Source : Musée McCord)



Carte postale montrant l'hôtel de ville de Maisonneuve, date inconnue (Source : BAnQ)

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA CITÉ DE MAISONNEUVE (bibliothèque Maisonneuve)
4120, rue Ontario Est (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

VALEUR HISTORIQUE, SYMBOLIQUE ET SOCIALE



Ville de Maisonneuve dans The Commercial Magazine (détail), 1916 (Source : Archives de la Ville de Montréal)


Le nouvel hôtel de ville de Maisonneuve, Journal La Patrie, 1911 (Source : BAnQ)


Armoiries de la Cité de Maisonneuve en mosaïque dans le hall du bâtiment (Source : Ville de Montréal, mai 2015)

La valeur historique, symbolique et sociale de l'hôtel de ville de la Cité de Maisonneuve repose sur :

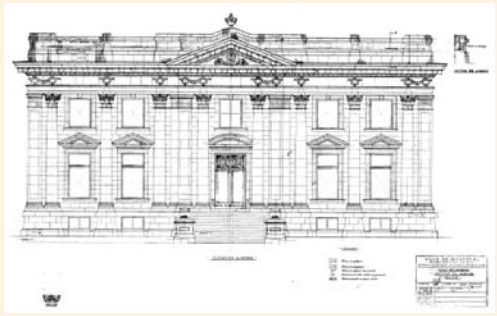
- son témoignage éloquent du projet de la Cité de Maisonneuve, ville industrielle aux grandes ambitions qui souhaitait se doter d'édifices institutionnels prestigieux érigés selon les préceptes du mouvement urbanistique et architectural City Beautiful;
- son importance symbolique, à titre d'hôtel de ville, dans l'histoire de la Cité de Maisonneuve et de la ville de Montréal qui a connu un développement remarquable à l'époque dû notamment aux nombreuses annexions;
- son association avec des personnages importants dans l'histoire de la Cité de Maisonneuve, artisans de cet ambitieux projet, soit Alexandre Michaud, maire de Maisonneuve de 1909 à 1915, Marius Dufresne, ingénieur et architecte de la municipalité, et Oscar Dufresne, échevin et responsable du comité des finances pendant les mandats du maire Michaud;
- son association avec des institutions marquantes qui ont occupé le bâtiment, notamment le Laboratoire de stérilisation et pasteurisation du lait, l'Institut du radium, et plus récemment la Maison de la culture (la première à Montréal) et la bibliothèque de Maisonneuve;
- la pérennité de sa vocation publique à travers le temps malgré les changements d'usage (politique, éducation, santé, culture), ce lieu étant dédié aux services aux citoyens et à la communauté depuis sa construction;
- son illustration de la volonté d'émancipation économique des canadiennes français et du projet de créer une cité industrielle prospère offrant une qualité de vie à sa population ouvrière.

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- La localisation de l'hôtel de ville, au cœur de l'ancienne cité industrielle de Maisonneuve, à l'angle d'axes majeurs de la trame urbaine, soit le boulevard Pie-IX et la rue Ontario
- Son implantation sur le site, les dégagements avant et latéraux, l'allée menant à l'entrée et l'escalier, éléments contribuant à la monumentalité du bâtiment
- Son architecture prestigieuse et élaborée d'esprit Beaux-Arts reflétant bien à sa vocation d'origine (siège du pouvoir politique de la cité)
- La présence d'éléments ornementaux (armoiries sur le fronton en pierre et le plancher du hall) et mobiliers (les fauteuils d'échevins) témoignant de sa fonction d'origine d'hôtel de ville
- Les caractéristiques qu'il partage avec les immeubles institutionnels de l'ancienne cité de Maisonneuve et qui contribuent encore aujourd'hui à la lisibilité de l'ensemble institutionnel de la Cité de Maisonneuve, notamment sa position stratégique sur un axe majeur et son caractère monumental

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA CITÉ DE MAISONNEUVE (bibliothèque Maisonneuve)
4120, rue Ontario Est (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

VALEUR ARCHITECTURALE ET ARTISTIQUE



Élévation principale lors d'un relevé, 1947 (Source : Ville de Montréal)



L'entrée principale (Source : Ville de Montréal, mai 2015)



Détail du couronnement (Source : Ville de Montréal, mai 2015)

La valeur architecturale et artistique de l'hôtel de ville de la Cité de Maisonneuve repose sur :

- la monumentalité et la qualité de sa composition formelle représentative de l'architecture Beaux-Arts;
- la qualité des matériaux et des détails architecturaux qui contribue à sa prestance;
- l'importance de son architecte, Louis-Joseph Cajetan Dufort, qui a réalisé plusieurs immeubles résidentiels, industriels et institutionnels à Montréal. L'hôtel de ville de Maisonneuve constitue une de ses œuvres majeures.

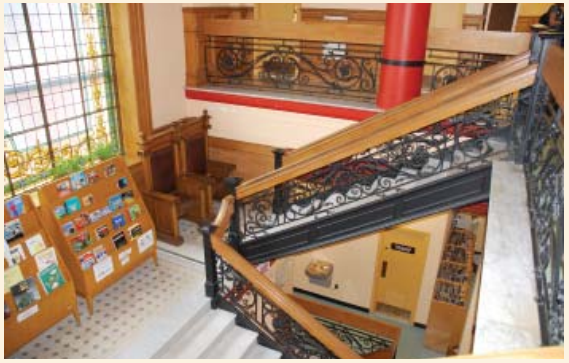
ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- Son implantation sur le site en tête d'îlot et les dégagements avant et latéraux mettant en valeur les trois façades monumentales (avant et latérales)
- Son gabarit et sa volumétrie
- La composition architecturale Beaux-Arts de ses façades avant et latérales en pierre ayant conservé leur intégrité et leurs caractéristiques typiques de ce style, notamment :
  - une symétrie rigoureuse
  - une composition tripartite classique (soubassement massif et sobre, corps principal rythmé par des pilastres et des colonnes à chapiteau composite, couronnement comprenant une frise et une corniche surmontées d'une balustrade)
  - une entrée monumentale soulignée par un portique en avancée à fronton triangulaire (orné des armoiries de Maisonneuve) et un escalier monumental
  - le rythme, la disposition et la forme de ses ouvertures
  - ses détails ornementaux classiques
  - son imposante porte principale en bronze

VALEUR ARCHITECTURALE ET ARTISTIQUE (suite)



Escalier monumental donnant accès à l'étage (Source : Ville de Montréal, mai 2015)



Palier de l'escalier et garde-corps d'origine (Source : Ville de Montréal, mai 2015)



Verrière du plafond (Source : Ville de Montréal, mai 2015)

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- Les caractéristiques intérieures d'origine reflétant le même esprit classique, notamment :
  - la symétrie générale du plan et la position centrale de l'entrée et de l'escalier
  - l'escalier monumental en marbre et fonte se déployant en deux volées au niveau du palier
  - les verrières colorées et finement ornées au plafond et au-dessus du palier de l'escalier
  - le revêtement de mosaïque du plancher du *piano nobile* intégrant les armoiries de Maisonneuve
  - les garde-corps d'origine de l'escalier

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA CITÉ DE MAISONNEUVE (bibliothèque Maisonneuve)
4120, rue Ontario Est (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

VALEUR PAYSAGÈRE URBAINE



Façade et parterre de l'ancien hôtel de ville
(Source : Ville de Montréal, mai 2015)



L'ancienne usine Watson Foster & Co, dont le caractère industriel contraste avec la monumentalité de l'ancien hôtel de ville (Source : Ville de Montréal, mai 2015)



Une partie de l'ensemble institutionnel de Maisonneuve : le boulevard Morgan, le marché et le bain
(Source : Bing 2015)

La valeur paysagère urbaine de l'hôtel de ville de la Cité de Maisonneuve repose sur :

- sa forte présence au cœur du quartier, celui-ci étant un point de repère dominant dans le paysage;
- son caractère formel, monumental et institutionnel, qui se démarque du cadre environnant composé notamment d'anciennes industries qu'il côtoie;
- la présence d'un vaste parterre gazonné devant les façades avant et latérales qui accentue la prestance de l'immeuble tout en constituant un des rares espaces verts de ce secteur;
- son appartenance et sa contribution essentielle à l'ensemble institutionnel de l'ancienne municipalité de Maisonneuve. Celui-ci regroupe plusieurs édifices de grande qualité implantés sur la rue Ontario et le boulevard Morgan selon des intentions urbanistiques influencées par le mouvement City Beautiful, toujours perceptibles.

ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES

- La localisation du site au cœur du quartier, à l'angle de deux axes majeurs (rue Ontario et boulevard Pie-IX)
- L'implantation du bâtiment en recul de la rue, tel un monument déposé sur son terrain, et offrant des dégagements avant et latéraux mettant en valeur le bâtiment
- Les vastes espaces gazonnés du site, le muret de pierre d'origine qui le ceinture et la présence d'un alignement de chênes deltoïdes le long de la place Ernest-Gaudreau
- L'allée centrale menant à l'escalier et l'entrée monumentale, cette progression accentuant le caractère prestigieux du bâtiment
- Le gabarit et la volumétrie du bâtiment
- Sa composition architecturale Beaux-Arts qui se démarque de celle des immeubles avoisinants anciennement à vocation industrielle
- Les caractéristiques qu'il partage avec les immeubles institutionnels de l'ancienne cité de Maisonneuve et qui contribuent encore aujourd'hui à la lisibilité de l'ensemble institutionnel de la Cité de Maisonneuve, notamment sa position stratégique sur un axe majeur et son caractère monumental

ÉNONCÉ DE L'INTÉRÊT PATRIMONIAL DE L'HÔTEL DE VILLE DE LA CITÉ DE MAISONNEUVE (bibliothèque Maisonneuve)
4120, rue Ontario Est (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve)

DÉMARCHE

Cet énoncé répond à une demande faite par le Service de la gestion et de la planification immobilière et l'Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve à la Division du patrimoine de la Direction de l'urbanisme pour l'évaluation de l'intérêt patrimonial de ce site en collaboration avec l'Arrondissement et le Service de la culture.

Il se base sur la consultation d'une documentation portant sur le site, sur les expertises et expériences des participants au groupe de travail et sur une série d'observations et de constats découlant de la visite des lieux effectuée le 26 mai 2015.

RÉFÉRENCES

LAFONTAINE & SOUCY ARCHITECTES, *Étude préalable à l'évaluation de l'intérêt patrimonial du 4120, rue Ontario Est.* Montréal, avril 2015.

GROUPE DE TRAVAIL

Claude-May Ambroise, architecte-planification, Ville de Montréal, Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Sylvie Burelle, chef de section bibliothèque, Ville de Montréal, Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Réjean Charbonneau, directeur général, Atelier d'histoire de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Sophie Charlebois, architecte, Ville de Montréal, Service de la culture, Division des quartiers culturels

Sylvain Decoste, conseiller en aménagement, Ville de Montréal, Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

Benoit Faucher, architecte, Ville de Montréal, Direction de l'urbanisme, Division du patrimoine

Pierre Forcier, gestionnaire immobilier, Ville de Montréal, Service de la gestion et de la planification immobilière

Luce Lafontaine, architecte, Lafontaine et Soucy

Jennifer Ouellet, conseillère en aménagement, Ville de Montréal, Direction de l'urbanisme, Division du patrimoine

Myrith Yassa, gestionnaire immobilier, Ville de Montréal, Service de la gestion et de la planification immobilière

RÉDACTEUR

Jennifer Ouellet, conseillère en aménagement, Ville de Montréal, Direction de l'urbanisme, Division du patrimoine

Montréal

Service de la plannification
et de la gestion immobilière

SOMMAIRE DES HONORAIRES
ÉVOQ

RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT DE LA BIBLIOTHÈQUE MAISONNEUVE
Arrondissement Hochelaga- Mercier-Maisonneuve
14/02/2018
Avenant 1- contrat 15304- services professionnels

	CONTRAT INITIAL Equipe Lauréate	AVENANT 1		TOTAL	S-TOTAL (TTI)
HONORAIRES PROFESSIONNELS	Évoq/PMA/NCK/Civiliti mars 2018	Février 2019			
A Services professionnels de base	969 964 $	531 859 $		1 501 822 $	1 726 720,40 $
Architecture	594 205 $	476 781,00		1 070 985,82	
Mécanique électricité	224 899 $	28 677,00		253 576,00	
Structure et civil	150 860 $	26 400,00		177 260,00	
B Services professionnels supplémentaires prévus:	868 036 $	0 $		868 036 $	998 024,39 $
C Services supplémentaires nons prévus	350 000 $	50 000,00		400 000 $	459 900 $
Services professionnels (toutes disciplines) sur budget de contingences de construction (enveloppe)	200 000 $	50 000,00		250 000 $	287 437,50 $
Provision	150 000 $				
TOTAL HONORAIRES PROFESSIONNELS	2 188 000 $	581 859 $		2 769 858 $	
TPS 5%	109 400 $	29 092,93		138 492,92	
TVQ 9,98%	218 253 $	58 040,40		276 293,38	
TOTAL HONORAIRES PROFESSIONNELS (avec taxes)	2 515 653 $	668 992,00		3 184 644,79	
TOTAUX ARRONDIS (taxes incluses)		668 992		3 184 645	
TOTAUX (net de ristournes)		610 878,87		2 908 005,18	

PRÉVISION DÉCAISSEMENT				
Antérieur	2019	2020	2021	Total
536 000 $	445 000 $	340 000 $	180 822 $	1 501 822 $
427 000 $	180 000 $	211 000 $	50 036 $	868 036 $
71 000 $	120 000 $	100 000 $	109 000 $	400 000 $
1 073 000 $	816 000 $	647 750 $	364 000 $	2 769 858 $
1 189 000 $	**866 500 $**	**750 000 $**	**380 000 $**	**3 184 645 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve. Approuver le projet d'addenda no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

Avenant_1mars2019.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Marie-Andrée SIMARD
Notaire et chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 MAI 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

AVENANT 1
modifiant la CONVENTION de services professionnels (contrat # 15304)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836.

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉVOQ ARCHITECTURE INC.** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1435, rue St-Alexandre, bureau 1000, Montréal, Québec, H3A 2G4, agissant et représentée par M. Georges Drolet, dûment autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 12 décembre 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 789605128
N° d'inscription T.V.Q. : 1223460590

ci- après appelée l'« **Architecte** », « **Architecte répondant** » ou le « **Coordonnateur** »

ET : **NCK INC.,** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1200, avenue McGill College, bureau 1200, Montréal, QC, H3B 4G7, agissant et représentée par M.Jacques Chartrand, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 6 décembre 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 82719 1206
N° d'inscription T.V.Q. : 1217127145

Ci-après appelée l' « **Ingénieur en structure et en civil** »

ET : **PAGEAU MOREL ET ASSOCIÉS INC.** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 210, boul. Crémazie Ouest, bureau 110, Montréal, QC, H2P 1C6, agissant et représentée par M. Jacques de Grâce, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 6 décembre 2017;

N° d'inscription T.P.S. : 104048343
N° d'inscription T.V.Q. : 1000497963

Ci-après appelée l' « **Ingénieur en mécanique-électricité** »

Les Ingénieurs étant collectivement appelés l' « **Ingénieur** »
Les parties étant collectivement appelées le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CM18 0360 du 26 mars 2018, la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après, la « **Convention initiale** ») avec le Contractant ;

ATTENDU QUE les honoraires pour les services de base du Contractant ne peuvent, en vertu de la Convention initiale, excéder la somme maximale de UN MILLION CENT QUINZE MILLE DEUX CENT SEIZE DOLLARS ET ONZE CENTS **(1 115 216,11 $)**, incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), déduction faite des honoraires versés au Lauréat pour sa Prestation lors du Concours;

ATTENDU QUE cette limite doit être augmentée afin d'assurer la réalisation complète du projet, notamment en raison de l'importance des travaux de maçonnerie et des travaux de maintien d'actifs d'éléments patrimoniaux qui doivent être réalisés pour assurer la pérennité du bâtiment;

CONSIDÉRANT le Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. L'article 1.1.4 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

1.1.4 « Projet » :

Projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve, tel que prévu aux plans, devis et cahier des charges préparés conformément à la présente convention, incluant également les travaux liés au maintien d'actifs d'éléments patrimoniaux.

2. L'article 1.1.6 de la convention initiale est modifié :

a) par le remplacement, au premier alinéa, des termes « 12 802 882 $ » par les termes « 23 657 400 $ »;

b) par l'ajout, suivant le paragraphe k), des paragraphes suivants :

l) la réfection des trottoirs de la rue Ontario et Pie-IX;
m) la réfection de la place Ernest Gendreau.

3. L'article 5.1 de la Convention initiale est modifié :

a) par le remplacement, au premier alinéa, des termes « un million cent quinze mille deux cent seize et onze (**1 115 216,11 $**) » par les termes « **UN MILLION SEPT CENT VINGT-SIX MILLE SEPT CENT DIX-NEUF DOLLARS ET SOIXANTE-QUATRE CENTS (1 726 719,64 $)** »;

b) par le remplacement du 4e alinéa par le suivant :

« - Pour **les services supplémentaires non prévus découlant des Avenants au Marché** un montant maximal de deux cent quatre-vingt-sept mille quatre cent trente-sept dollars et cinquante cents (**287 437,50 $**) »

4. Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le _____ 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le _____ 2019

ÉVOQ ARCHITECTURE INC.

Par : _____
Georges Drolet, architecte

Le _____ 2019

PAGEAU MOREL ET ASSOCIÉS INC.

Par : _____
M. Jacques de Grâce, ingénieur

Le _____ 2019

NCK INC.

Par : _____
Jacques Chartrand, ingénieur

Cette convention a été approuvée par la résolution CM19_____.

Contrat : 15304

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et PMA inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve. Approuver le projet d'addenda no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1183286001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

François FABIEN
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.14

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1193205002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier la convention entre l'Orchestre symphonique de Montréal et la Ville de Montréal (CM17 0137).

Il est recommandé de :
1. résilier la convention entre l'Orchestre symphonique de Montréal et la Ville de Montréal (CM17 0137).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-01 16:17

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193205002**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Résilier la convention entre l'Orchestre symphonique de Montréal et la Ville de Montréal (CM17 0137).

CONTENU

CONTEXTE

Une entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Orchestre symphonique de Montréal a été approuvée par le Conseil municipal le 20 février 2017 (CM17 0137), accordant un soutien annuel de 100 000 $ à l'organisme pour une période de cinq ans de 2017 à 2021. De même, chaque année, la Ville accorde un soutien financier de 40 000 $ à l'Orchestre symphonique de Montréal pour la tenue d'un concert d'été dans un parc.
Le 7 novembre dernier, il a été convenu avec le Conseil des arts de Montréal que les activités liées aux dossiers de l'Orchestre symphonique de Montréal feraient désormais partie du portefeuille de projets soutenus par le Conseil des arts de Montréal à compter de 2019. L'entente avec l'Orchestre symphonique de Montréal se poursuivra selon les mêmes termes, mais les trois versements annuels de 100 000 $ prévus en 2019, 2020 et 2021 seront dorénavant versés à l'organisme par le Conseil des arts de Montréal, de même que le soutien annuel de 40 000 $ pour la tenue d'un concert d'été.

Une vérification est en cours auprès des services juridiques pour déterminer si une entente tripartite entre l'Orchestre symphonique de Montréal, le Conseil des arts et la Ville de Montréal sera requise puisque le Service de la culture reste impliqué dans les activités offertes par l'Orchestre, notamment en ce qui a trait à la logistique entourant la tenue d'un concert d'été dans un parc. Les trois parties sont présentement en discussion pour déterminer les modalités de cette prochaine entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0137 - 20 février 2017 : Accorder un soutien financier annuel de 100 000 $, pour une période de cinq ans, pour un total de 500 000 $ à l'Orchestre symphonique de Montréal pour favoriser l'accès à la culture et le rayonnement international de Montréal métropole culturelle / Approuver le projet de convention à cet effet.
CE18 0817 - 16 mai 2018 : Accorder un soutien financier de 40 000 $ à l'Orchestre symphonique de Montréal pour la présentation d'un concert d'été au parc Jarry le 10 juillet 2018.

DESCRIPTION

Le présent dossier consiste à adopter une résolution pour résilier la convention par laquelle la Ville offrait un soutien financier à l'Orchestre symphonique de Montréal pour des activités visant à favoriser l'accès à la culture et le rayonnement international de Montréal métropole

culturelle. L'entente, qui avait été approuvée le 20 février 2017 (CM17 0137), devait se terminer le 30 septembre 2021.

JUSTIFICATION

Le Service de la culture et le Conseil des arts de Montréal travaillent en complémentarité à une répartition des dossiers selon leurs orientations propres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contributions annuelles de 100 000 $ pour les activités réalisées en 2017 et 2018 ont été versées par la Ville à l'organisme.
Les contributions annuelles de 100 000 $ pour les activités réalisées en 2019, 2020 et 2021 seront versées par le Conseil des arts de Montréal.
Le montant annuel de 100 000 $ n'est donc plus prévu au budget du Service de la culture.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

27 février 2019: Rencontre avec l'Orchestre symphonique de Montréal et remise de la lettre de résiliation.
25 mars 2019 : présentation du dossier au conseil municipal et envoi de la copie de la résolution à l'organisme pour confirmer la résiliation.
Fév-mars 2019: accompagnement des services juridiques pour vérifier si la préparation d'une entente tripartite entre le Conseil des arts de Montréal, la Ville de Montréal et l'Orchestre symphonique de Montréal est requise.
18 avril 2019 : s'il y a lieu, présentation d'une entente tripartite au conseil d'agglomération pour approbation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Odile MELANÇON
Commissaire au developpement culturel

Tél : 514 872-6295
Télécop. : 514 872-0981

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Geneviève PICHET
Directrice, Développement culturel

Tél : 514-872-1156
Télécop. : 514 872-0981

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice, Développement culturel
Tél : 514 872-1156
Approuvé le : 2019-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.15

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1194069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er juin 2019, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pi², à des fins administratives, pour un loyer total de 39 833,52 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 88 200 $. (Bâtiment 2453)

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er juin 2019, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 39 833,52 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation de bail;

2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-30 17:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194069001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er juin 2019, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pi², à des fins administratives, pour un loyer total de 39 833,52 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 88 200 $. (Bâtiment 2453)

CONTENU

CONTEXTE

Situé au 3680, rue Jeanne-Mance, le Centre Strathearn est un immeuble utilisé à des fins socioculturelles. Il abrite plusieurs organismes tels que, Montréal arts interculturels, Regroupement Québécois de la danse, Les Productions M.E. de l'art, Diversité artistique Montréal et bien d'autres.
Depuis plusieurs années, la Ville loue à l'organisme Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM) les locaux 319, 323 et 341, d'une superficie totale de 2 561,16 pieds carrés, pour des fins administratives. L'ACEM est un organisme sans but lucratif qui a pour mission de lutter contre la pauvreté et l'exclusion par une approche centrée sur le crédit communautaire.

En novembre dernier, le Service de la Diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a fait la demande au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour prolonger l'occupation de l'ACEM dans ces locaux au Centre Strathearn.

Par conséquent, le présent sommaire vise à faire approuver auprès des autorités compétentes un projet de bail en faveur de l'ACEM, pour une durée de 2 ans, débutant le 1er juin 2019 et se terminant le 31 mai 2021, afin de permettre à cette dernière de poursuivre sa mission auprès des citoyens et citoyennes de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0584 - 16 MAI 2016 - Approbation de la prolongation de bail pour l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour 3 ans, du 1er juin 2016, pour les locaux 319, 323 et 341, au 3e étage du 3680, rue Jeanne-Mance. Superficie totale de 2 561,16 pi², moyennant un loyer de 55 504,15 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail.
CM14 0808 - 18 août 2014 - approuver la prolongation du bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 26 mois , à compter

du 1er avril 2014, un local d'une superficie de 404 pi², situé au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 7 074,78 $, excluant les taxes.

DB134069006 - le 29 novembre 2013 - approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 5 mois, à compter
du 1er novembre 2013, le local 341, situé au 3e étage, de l'immeuble situé au 3680, rue Jeanne-Mance, à des fins administratives, moyennant un loyer total de 2 896,43 $.

CM13 0439 - 27 mai 2013 - Approuver le projet de convention de prolongation par laquelle la Ville loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM), pour une durée de 3 ans, à compter du 1er juin 2013, des locaux d'une superficie de 159 m², situé au 3680, rue Jeanne-Mance, pour des fins administratives, moyennant un loyer total de 43 162,34 $, taxe sur les produits et services (TPS) incluse.

CM10 0695 - le 21 septembre 2010 - approuver la prolongation du bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire de Montréal, deux locaux (319 et 323) situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter du 1er juin 2010 pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer total de 37 618.86$, plus les taxes applicables.

CM07 0488 - le 27 août 2007 - approuver le renouvellement du bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire de Montréal, deux locaux (319 et 323) situés au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter
du 1er juin 2007 pour une durée de 3 ans, moyennant un loyer annuel de 10 290$ pour la première année.

CM04 0536 - le 23 août 2004 - approuver un projet de bail par lequel la Ville Montréal loue, à l'Association communautaire de Montréal, deux locaux (319 et 323) situés au 3680, rue Jeanne-Mance, à compter
du 1er juin 2004 pour une durée de 3 ans.

CO01 01576 - le 19 juin 2001 - approbation de l'acquisition par la Ville du Centre Strathearn.

DESCRIPTION

Le présent sommaire recommande d'approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'ACEM, pour une période de 2 ans, à compter du 1er juin 2019, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pi², à des fins administratives, moyennant un loyer total de 39 833,52 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de prolongation de bail.
Le locataire a la responsabilité de veiller à l'aménagement et à l'entretien ménager du local, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécanique, électrique et de plomberie.

JUSTIFICATION

Le SGPI est en accord avec l'occupation de l'organisme au Centre Strathearn puisque ses activités ne causent aucun préjudice aux activités de l'ensemble des occupants et que les locaux ne sont pas requis pour des fins municipales.
De plus selon le SDIS, l'ACEM est un guichet unique outillé pour capter le potentiel entrepreneurial et professionnel des personnes exclues par les sources de financement traditionnelles. Le soutien financier et l'accompagnement personnalisé permettent

d'améliorer l'intégration socioprofessionnelle des professionnels immigrants à Montréal. En plus d'assurer à ces personnes l'amélioration de leur employabilité, le soutien financier proposé favorisera des retombées socio-économiques pour Montréal.

Pour la clientèle immigrante, le coût de la reconnaissance des compétences représente une barrière importante à son intégration au marché du travail. De plus, la démarche de reconnaissance risque d'être plus longue et plus coûteuse lorsque le temps écoulé depuis la dernière expérience de travail dans le pays d'origine est de plus de deux ans. Pour répondre à ce besoin, l'ACEM a mis en œuvre le projet « Objectif Reconnaissance (OR) » permettant d'accorder du microcrédit aux professionnels immigrants formés à l'étranger. Le microcrédit sert à défrayer les coûts associés à la reconnaissance des acquis académiques et professionnels auprès des ordres professionnels et des métiers réglementés (incluant la traduction des documents, les frais d'étude de dossier et les frais des cours de mise à niveau des compétences). Le projet a ciblé 350 personnes qui ont été recrutées par référencement par les organismes communautaires, les organismes œuvrant en employabilité, les institutions d'éducation, les ordres professionnels et les regroupements de métiers réglementés. De 2016 à 2017, la Ville de Montréal a soutenu le projet « Objectif Reconnaissance (OR) » de l'ACEM à hauteur de 70 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette est répartie de la façon suivante :

	Loyer antérieur	**2019 (7 mois)**	**2020**	**2021 (5 mois)**	**Total**
Superficie (pi²)	2 561,16 pi²	2 561,16 pi²	2 561,16 pi²	2 561,16 pi²	2 561,16 pi²
Recette avant taxes	**19 050,88 $**	**11 446,40 $**	**19 965,82 $**	**8 421,30 $**	**39 833,52 $**
TPS (5 %)	952,54 $	572,32 $	998,29 $	421,07 $	1 991,68 $
TVQ (9,975 %)	1 900,33 $	1 141,78 $	1 991,59 $	840,02 $	3 973,39 $
Recette totale incluant les taxes	21 903,75 $	13 160,50 $	22 955,70 $	9 682,39 $	45 798,59 $
Taux unitaire annuel ($/pi²)	7,44 $	7,66 $	7,80 $	7,89 $	7,78 $

Ce revenu de 39 833,52 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SGPI à compter du 1er juin 2019 au 31 mai 2021.

Le taux de location annuel moyen pour la durée du terme est de 7,78 $ le pied carré.

Le taux de location annuel marchand pour ce local est d'environ 25 $ le pied carré.

Le montant total de subvention pour cette occupation est d'environ 88 200 $. La subvention est établie de la façon suivante : (25 $/pi² - 7,78 $/pi²) x 2 561.16 pi² x 2 ans = 88 206,35 $

Pour l'année 2019, la dépense prévue par la Ville en frais d'exploitation pour ces locaux (électricité, entretien courant et sécurité) est d'environ 22 373,02 $**.**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à ce dossier obligerait l'organisme à se trouver d'autres locaux afin de poursuivre sa mission et priverait la Ville d'encaisser la recette.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CM: mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mourad BENZIDANE, Direction générale
Ernesto DELGADO BADILLO, Service de la gestion et de la planification immobilière
Sylvain LEBLANC, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Ernesto DELGADO BADILLO, 11 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-872-0324
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-10

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-01-14

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-01-15

CONVENTION DE PROLONGATION DE BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 ;

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTREAL personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 319, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Indu Krishnamurthy, directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'elles le déclarent.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT À LA CONVENTION DE PROLONGATION QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTREAL, a signé avec la Ville de Montréal un Bail (ci-après appelée le « Bail ») le 16 mai 2016 concernant un local ayant une superficie locative de deux mille cinq cent soixante et un virgule quinze pieds carrés (2 561,15 pi²), pour les locaux 319, 323 et 341 situés dans l'édifice sis au 3680 Jeanne-Mance, Montréal (Québec) H2X 2K5, pour un terme de trois (3) ans, commençant le 1er juin 2016 et se terminant le 31 mai 2019;

ATTENDU que la Ville et le Locataire ont convenu de prolonger le Bail pour un terme supplémentaire de deux (2) ans.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

INITIALES	
Locateur	Locataire
	JK

2.0 Durée

La présente convention de prolongation de bail est consentie pour un terme de deux (2) ans, commençant le premier (1er) juin deux mille dix-neuf (2019) et se terminant le trente et un (31) mai deux mille vingt et un (2021).

3.0 Loyer

Pour la période du 1er juin 2019 au 31 mai 2020, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant de dix-neuf mille six cent vingt-deux dollars et quarante cents (19 622,40 $), par des versements mensuels égaux et consécutifs de mille six cent trente-cinq dollars et vingt cents (1 635,20 $) auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juin 2020 au 31 mai 2021, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant de vingt mille deux cent onze dollars et douze cents (20 211,12 $), par des versements mensuels égaux et consécutifs de mille six cent quatre-vingt-quatre dollars et vingt-six cents (1 684,26$) auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

4.0 Intégration des termes du Bail

Sous réserve des dispositions et engagements spécifiquement convenus dans cette convention de prolongation, tous les autres engagements, conditions et stipulations du Bail, s'appliqueront mutatis mutandis aux Lieux loués et entre les parties quant aux Lieux loués.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé les présentes en double exemplaire, à Montréal, province de Québec, comme suit :

Le : 9 janvier 2019

ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTREAL

par : Indu Krishnamurthy
Indu Krishnamurthy

Le : _____ 2019

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Yves Saindon

INITIALES	
Locateur	Locataire

Montréal
Service du greffe
275, rue Notre-Dame Est
Bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 872-3142 - Télécopieur : 872-5655

Le 26 mai 2016

Madame Anne Kettenbeil
Directrice générale
ACEM
3680, rue Jeanne-Mance
Bureau 319
Montréal (Québec) H2X 2K5

OBJET : Bail entre l'Association communautaire d'emprunt de Montréal (ACEM) et la Ville de Montréal

Résolution CM16 0584 – 16 mai 2016

Madame,

Vous trouverez ci-joint le bail susmentionné dûment signé ainsi qu'une copie certifiée conforme de la résolution du conseil municipal ci-haut décrite et de la résolution CM03 0836.

Espérant le tout conforme, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Le greffier de la Ville,

Yves Saindon, avocat

YS/jc

p. j.

BAIL

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des résolutions suivantes :

a) la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-deux (22) octobre deux mille trois (2003); et

b) la résolution numéro CM16 0584, adoptée par le conseil municipale à sa séance du 16 Mai 2016;

ci-après nommée le "Locateur"

ET :

ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTREAL personne morale constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, ayant son siège au 3680, rue Jeanne-Mance, local 319, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, agissant et représentée par madame Anne Kettenbeil, directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution du conseil d'administration.

ci-après nommée le "Locataire"

Locataire	Locateur
AK	JG

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

1.0 LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, les locaux, 319, 323 et 341 situés au 3ième étage de l'édifice portant le numéro 3680, rue Jeanne-Mance, à Montréal, province de Québec, H2X 2K5, ci-après appelé les Lieux Loués, le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes.(Annexe A)

2.0 SUPERFICIE

Les Lieux Loués ont une superficie locative de deux mille cinq cent soixante et un virgule seize pieds carrés (2 561,16 pi²).

3.0 DURÉE

3.1 Ce bail est consenti pour un terme de trois (3) mois commençant le 1er juin 2016 et se terminant le trente et un (31) mai 2019.

3.2 Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe 3.3 ci-après, ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-devant stipulée en 3.1 et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En conséquence, une pénalité de deux cent dollars (200 $) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date stipulée de fin de bail.

Locataire	Locateur

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

4.1 donner libre accès au Local aux employés de la Bénéficiaire ainsi qu'au public, aux heures ainsi qu'aux conditions stipulées à l'annexe B ;

4.2 chauffer et maintenir en tout temps dans les lieux loués une température convenable aux besoins du Locataire;

4.3 fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux Loués selon les besoins du Locataire.

5.0 OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

5.1 prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement;

5.2 n'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de bureau, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable;

5.3 respecter les jours et heures d'ouverture mentionnés en

4.1. Pour tenir des activités en dehors de ces jours et heures, le Locataire devra obtenir au préalable l'autorisation du responsable des Lieux Loués désigné par le Locateur;

5.4 voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des Lieux Loués; il fera toute réparation locative due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie;

5.5 tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants;

5.6 souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente location, une police d'assurance-responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée de la présente location, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une

telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au numéro 303, rue Notre-Dame Est, 3e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur;

5.7 se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation;

5.8 assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal;

5.9 ne point céder ses droits dans le présent bail, ni prêter, ni sous-louer les Lieux Loués, en tout ou en partie, sans le consentement exprès ou écrit du Locateur, lequel ne pourra refuser ce consentement sans un motif sérieux;

5.10 aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux Loués ou à chacun de leurs accessoires;

5.11 fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'extérieur de l'immeuble, une maquette de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Locateur;

5.12 n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur;

5.13 permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'édifice ou d'entrer dans les Lieux Loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable;

5.14 permettre, pendant les trois (3) mois qui précèdent la fin du bail ou de son renouvellement, que les Lieux Loués soient visités, en tout temps durant les heures de bureau, par ceux qui désirent les louer et permettre, en tout temps pendant la durée du bail ou de son renouvellement, à tout acheteur éventuel de visiter les Lieux Loués;

5.15 remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.16 Respecter les règlements d'immeuble inclus à l'annexe B

6.0 <u>LOYER</u>

6.1 Pour la période du 1er juin 2016 au 31 mai 2017, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant de dix-sept mille neuf cent cinquante-sept dollars et vingt-six cents (17 957,26 $), par des versements mensuels égaux et consécutifs de mille quatre cent quatre-vingt-seize dollars et quarante-quatre cents (1 496,44 $) auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juin 2017 au 31 mai 2018, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant de dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-seize dollars (18 496,00 $), par des versements mensuels égaux et consécutifs de mille cinq cent quarante et un dollars et trente-trois cents (1 541,33 $) auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

Pour la période du 1er juin 2018 au 31 mai 2019, le Locataire s'engage à payer au Locateur, à titre de loyer, un montant de dix-neuf mille cinquante dollars et quatre-vingt-huit cents (19 050,88 $), par des versements mensuels égaux et consécutifs de mille cinq cent quatre-vingt-sept dollars et cinquante-sept cents (1 587,57 $) auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ si applicable.

6.2 Tout versement de loyer mensuel est payable d'avance le premier jour de chaque mois, sans demande préalable et sans aucune réduction, compensation ni déduction.

6.3 Tout versement de loyer mensuel non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance.

7.0 DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

7.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, l'édifice ou les Lieux Loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis du Locateur les Lieux Loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux Loués.

7.2 S'il décide de ne pas procéder aux réparations, il en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux Loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer du Locataire tous dommages lui résultant de tel événement.

7.3 S'il décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux Loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux Loués. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

8.0 RÉSILIATION

8.1 Nonobstant le terme fixé pour la durée du présent bail, chacune des parties pourra y mettre fin en tout temps en signifiant à

l'autre partie un préavis écrit de soixante (60) jours à cet effet.

9.0 RELOCALISATION

9.1 Le Locateur pourra, au cours de la présente location, reprendre possession des Lieux Loués et relocaliser le Locataire dans d'autres lieux comparables, sur avis de quatre-vingt-dix (90) jours, en indiquant l'endroit où il se propose de relocaliser le Locataire. Toutes les clauses et conditions de la présente location s'appliqueront au nouveau local, à moins de convention contraire entre les parties. Le Locateur devra établir un calendrier de relocalisation. Cette relocalisation ne devra, toutefois, se faire qu'une fois que le nouveau local aura été proprement aménagé pour usage immédiat.

9.2 Le Locateur s'engage à défrayer le coût des déménageurs, de l'aménagement des nouveaux lieux, des branchements des lignes de télécommunication et du système d'alarme, le cas échéant. Toutes autres dépenses reliées à cette relocalisation seront aux frais du Locataire.

9.3 Toutefois, si le Locataire juge qu'une telle relocalisation ne lui est pas favorable, il pourra alors, sans dommage ni compensation, résilier le présent bail de plein droit en avisant le Locateur par écrit.

10.0 USAGE DU TABAC

10.1 Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute

personne se trouvant dans ces lieux.

11.0 FORCE MAJEURE

11.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

12.0 AVIS

12.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

- Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL

Direction des stratégies et transactions immobilières

303, rue Notre Dame Est, 2ème étage

Montréal, Québec, H2Y 3Y8

Télécopieur : (514) 872-8350

Locataire	Locateur

- Pour le Locataire :

ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE D'EMPRUNT DE MONTREAL

3680, rue Jeanne-Mance, local 319

Montréal,Québec, H2X 2K5,

Télécopieur : (514) 843-6832

12.2 Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

12.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

13.0 ÉLECTION DE DOMICILE

13.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relativement au bail, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la

Locataire	Locateur

loi.

14.0 CONVENTION COMPLÈTE

14.1 Le présent bail contient tous les droits et toutes les obligations des parties à l'égard des Lieux Loués, il annule toute autre entente écrite ou verbale entre les parties pour ces Lieux Loués.

14.2 À moins que les présentes n'en prévoient autrement, aucune modification ou addition au présent bail ne liera les parties à moins qu'elle ne soit faite par écrit et signée par chacune d'elles.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le 26e jour du mois de Mai 2016

Le Locateur

par : _____

Yves Saindon

Le 6e jour du mois de Avril 2016

Le Locataire

par : Anne Kettenbeil

Anne Kettenbeil

Ce bail a été approuvé
le 16 Mai 2016
(Résolution CM16 0584)

Locataire	Locateur
AK	2.6.

Annexe B

Règlements d'immeuble

Règlements d'immeuble Centre Strathearn

- Les heures d'ouverture
    - Les heures d'ouverture du Centre Strathearn sont de 8 h à 18 h,
    - Les portes extérieures seront barrées de 18h à 8h,
    - Les personnes désirant avoir accès au Centre après les heures d'ouvertures doivent avoir leur clé et garder les portes (extérieures, des suites et locaux) verrouillées.
    - Si des activités ont lieu après 18h00, le locataire doit assurer une présence dans le hall d'entrée pour le contrôle des accès. Les portes doivent être verrouillées à nouveau lorsque l'activité débute.

- Gestion des clefs :
    - La Ville peut fournir une clé supplémentaire à chaque occupant qui en fera la demande. Des frais de 75 $ seront exigés pour chaque clé supplémentaire ou chaque clé perdue. Des délais de livraison important des clés sécurisés sont à prévoir.

- Horaires d'activités atypiques
    - Les locataires ayant des activités planifiées en dehors des heures d'ouverture (8h00 à 18h00) doivent fournir leur programmation de l'année deux mois avant la fin de l'année courante (31 octobre).
    - La programmation révisée et les calendriers d'évènements doivent être fournis au moins un mois à l'avance.
    - Des frais pourront être exigés par la Ville pour toutes modifications devant être apportées aux systèmes de contrôles automatiques des accès et à la mobilisation de personnel suite à des modifications à l'horaire. La Ville ne peut se porter responsable des délais nécessaires pour effectuer ces modifications.

- Sous-Location d'espace
    - La présente section s'applique lorsque la sous-location est permise par la Ville.
    - Nonobstant les dispositions du bail à cet effet, lorsque des espaces sont sous-loués (à la journée ou autres courtes périodes) par un organisme, un représentant de l'organisme Sous-Locateur doit être présent sur place pendant toutes la durée de la sous-location.

- Gestion des déchets :
    - Chaque occupant doit faire la gestion de ses déchets à l'intérieur de ses locaux et en aucun temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.
    - Chaque occupant est responsable de son recyclage et doit lui-même évacué de son local les éléments à recycler à l'endroit déterminé par la Ville et en aucun

temps il doit encombrer les espaces communs tels les corridors et les cages d'escaliers.

- Chaque occupant doit respecter les heures de collectes municipales et assumer les frais de contravention en cas de non-respect associés à la réglementation.

- Pendant les heures d'ouverture du Centra Strathearn, les locataires peuvent rapporter toute situation de sécurité constatée (présence d'itinérant , etc.) au service 911. Aucune intervention directe ne doit être effectuée par les occupants.

Modification aux règlements

- La Ville pourra apporter tout changement requis aux règlements d'immeuble sans préavis et les communiquer aux occupants.

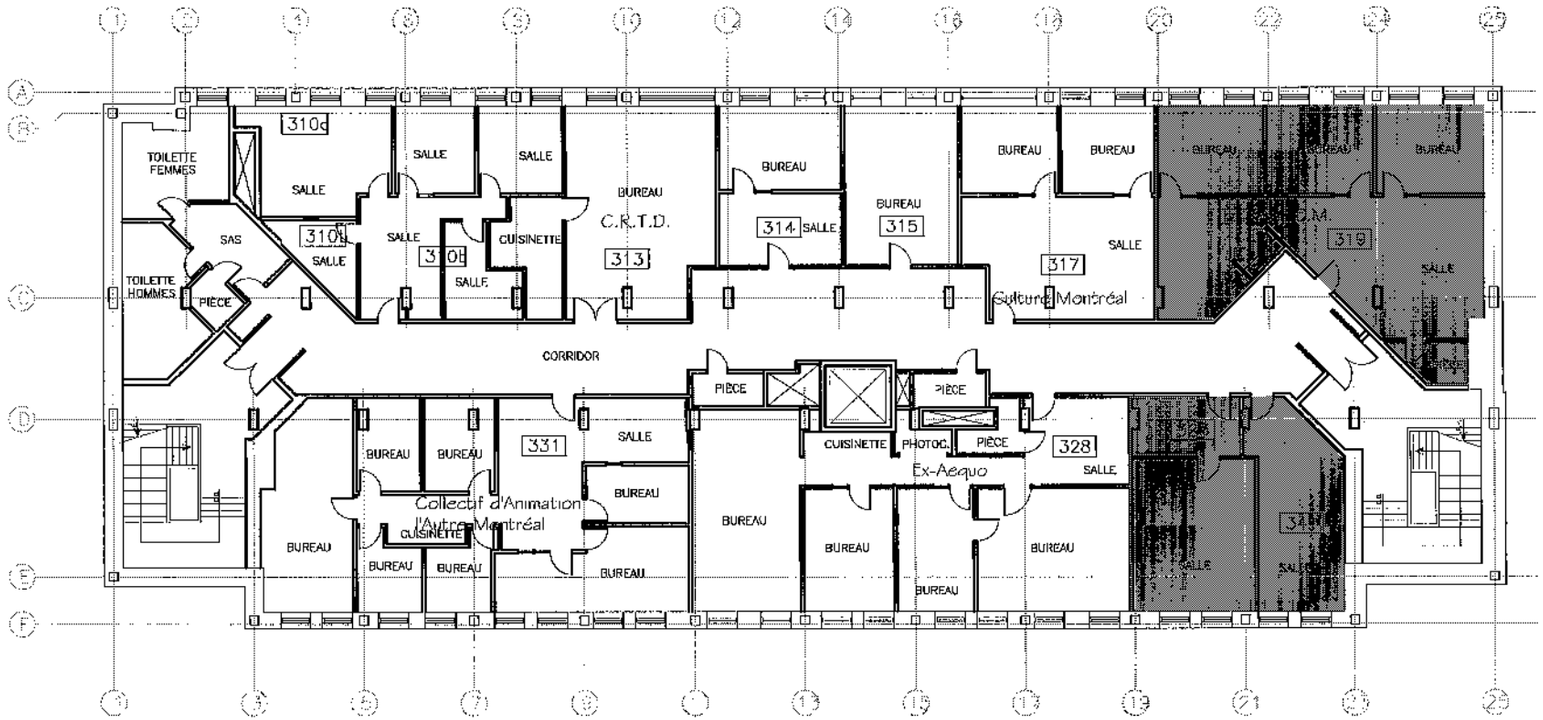


TABLEAU SUPERFICIES LOCATIVES.	
LOCAL #319 :	1569.48 pi2
LOCAL #323 :	589.00 pi2
LOCAL #341 :	402.68 pi2
TOTAL DES LOCAUX :	2561.16 pi2

CENTRE INTERCULTUREL STRATHEARN

3680 Rue Jeanne-Mance

ANNEXE "A"

PLAN DU 3e ÉTAGE

30/03/2016

AL 26

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 16 mai 2016 Séance tenue le 16 mai 2016	Résolution: CM16 0584

Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, à des fins administratives, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2016, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pieds carrés, pour un loyer total de 55 504,15 $, excluant les taxes - Subvention estimée à 98 195 $ pour toute la durée du bail

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 27 avril 2016 par sa résolution CE16 0670;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - d'approuver un projet bail par lequel la Ville de Montréal loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, à des fins administratives, pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2016, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pieds carrés, moyennant un loyer total de 55 504,15 $, excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

2 - d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1164069002
/pl

Denis CODERRE
Maire

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil municipal

Montréal

Assemblée du 27 octobre 2003

Séance(s) tenue(s) le(s) 28 octobre 2003

Numéro de la résolution CM03 0836

Article 30.010 **Remplacement de la résolution CM02 0079 - Signature de documents par la greffière**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 22 octobre 2003, par sa résolution CE03 2225,

Il est

Proposé par la conseillère Dida Berku
Appuyé par le conseiller Richard Deschamps

Et résolu :

1- d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi;

2- de remplacer en conséquence la résolution CM02 0079 du conseil en date du 25 mars 2002.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

Jacqueline Leduc
Greffière

(certifié conforme)

GREFFIÈRE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194069001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le projet de prolongation de bail par lequel la Ville loue à l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, pour une période de 2 ans, à compter du 1er juin 2019, les locaux 319, 323 et 341, situés au 3e étage de l'immeuble sis au 3680, rue Jeanne-Mance, d'une superficie totale de 2 561,16 pi², à des fins administratives, pour un loyer total de 39 833,52 $, excluant les taxes. Le montant de la subvention représente une somme de 88 200 $. (Bâtiment 2453)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1194069001 - Bail ACEM 3680 Jeanne-Mance.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-11

Dominique BALLO
conseiller budgétaire
Tél : 514 872-7344
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.16

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1187231082

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 16 048 903,47 $, taxes incluses pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 13 758 944,22 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 223802 ;

3. d'autoriser une dépense de 1 469 544,92 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-26 11:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231082**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la volonté de l'arrondissement Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension d'investir dans des interventions locales d'améliorations urbaines du quartier Villeray, le réaménagement de la rue Jarry Est s'inscrit comme une réalisation de premier plan pour ce tronçon commercial vital au sein de l'arrondissement, afin de répondre aux besoins d'apaisement de la circulation et aux objectifs d'amélioration de l'espace public. Ce projet vise à consolider la vie de quartier et à dynamiser la vie commerciale en favorisant la convivialité de la rue et en renouvelant le caractère urbain de ce secteur.
Le présent projet est la deuxième phase du réaménagement de la rue Jarry Est et vise le tronçon de rue situé entre les rues Boyer et Garnier. La troisième phase est planifiée dans la programmation 0-5 ans du BIC (Bureau d'Intégration et de Coordination). La première phase a été réalisée de la rue Saint-Denis à la rue Boyer suite à l'octroi du contrat de l'appel d'offres public 223801 (CM160773).

Ce projet permettra un nouveau partage de l'espace public de la rue Jarry par l'élargissement des trottoirs, une diminution des voies de circulation, l'ajout de fosses d'arbres, l'amélioration de la sécurité aux intersections, la mise en place d'un nouvel éclairage de rue et d'un nouveau mobilier urbain. De plus, des saillies seront aménagées sur les rues transversales. Le projet retenu a fait l'objet d'une coordination étroite avec les services techniques de l'arrondissement et d'une présentation publique en assemblée devant les citoyens et les commerçants.

L'éclairage de rue sera adapté à la nouvelle géométrie pour assurer la sécurité des automobilistes et des piétons, améliorer le niveau d'éclairage actuel et remplacer les actifs

qui ont atteint leur durée de vie utile. Le nouveau réseau d'éclairage sera doté de la technologie au DEL.

De plus, la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau intègre des travaux de reconstruction de la conduite d'eau secondaire, de la reconstruction et de la réhabilitation de quelques tronçons de conduite d'égout unitaire. Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal. Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

La Direction de la mobilité et la Direction des réseaux d'eau ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM 16 0773 - 21 juin 2016 Accorder un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans les rues Jarry et Saint-Dominique dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 13 052 160,71 $ (contrat: 11 052 000,00 $ et des incidences: 2 140 482,48 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223801 - 6 soumissionnaires. Accorder un contrat de gré à gré à Gaz Métro, dans le cadre du réaménagement de la rue Jarry, pour le déplacement de conduites pour la somme maximale de 132 685,37 $ taxes incluses - fournisseur exclusif (1167231028)

DESCRIPTION

Les travaux intégrés d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension auront lieu sur une distance d'environ 725 mètres. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de 240 mètres d'égouts unitaires de diamètre variant entre 450 mm et 1050 mm;
- la reconstruction de 955 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre;
- la réhabilitation structurale d'une conduite d'égout de 750 mm de diamètre sur une distance de 155 mètres linéaires;
- la reconstruction d'environ 12 530 mètres carrés de structure de chaussée;
- la reconstruction d'environ 4500 mètres carrés de trottoirs monolithes, boulevard et structural;
- la fourniture et mise en place de 1240 mètres linéaires de bordure de granite de 150 mm;
- la construction de saillies et de nouvelles fosses d'arbres;
- des travaux de mise à niveau du réseau de la Commission des services électriques de Montréal "CSEM" en vue de l'enfouissement du réseau électrique existant.

De plus des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada sur la rue Jarry. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les coûts et le temps reliés à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé « Travaux de Bell Canada ». Le montant total de ce sous-projet est de 285 391,73 $, taxes incluses, soit 2,07 % du coût total du contrat. Ces travaux seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel, pour sa portion des travaux réalisés, jusqu'à un

montant maximum de 150 589,43 $, taxes incluses sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Le plan de localisation ainsi que les plans des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 469 544,92 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat (à l'exception des travaux d'éclairage, de signalisation lumineuse et des travaux de la CSEM qui sont à 15 %).

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, d'horticulture, de chloration des conduites d'eau existantes, de mobiliers urbains, de gestion des impacts, de signalisation écrite, de frais de raccordement (CSEM, HQ, Rosemont), d'achat de mobilier pour feux de circulation ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3-b du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. À défaut de respecter ce délai, l'Entrepreneur sera pénalisé de 7000$ par jour (calendrier) de retard. Cette pénalité est sans plafond. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Sur dix-huit (18) preneurs du cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission et quinze (15) n’en ont pas déposé, soit une proportion respective de 17 % et 83 %. Parmi les quinze (15) qui n’en ont pas déposé :

- sept (7) firmes sont connues comme étant sous-traitants;
- une (1) firme a répondu que le délai de soumission était insuffisant;
- une (1) firme a répondu que son carnet de commandes était complet;
- une (1) firme a répondu qu'elle manquait de temps;
- une (1) firme a répondu qu'elle avait de la difficulté à trouver des sous-traitants;
- une (1) firme est une entreprise d'estimation;
- trois (3) firmes n'ont pas mentionné leur désistement.

L'estimation de soumission de la firme Legico-CHP inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de

l'appel d'offres.

L'ÉÉC a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 7.7 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission. La totalité de cet écart se retrouve dans les cinq (5) articles suivants:

Le revêtement en béton armé du trottoir structural;
Les passerelles transversales DS-05;
La conduite d'eau en fonte ductile de 200 mm en dehors de la tranchée de l'égout;
La conduite d'eau temporaire;
Les puisards de rue avec tête ajustable.

L'écart situé dans l'article de passerelles peut être expliqué par une différence entre les prix obtenus par l'équipe d'estimation et ceux obtenus par l'entrepreneur de la part des sous traitants. En ce qui concerne l'écart de prix de la conduite d'eau temporaire, il peut être justifié par la stratégie de l'entrepreneur d'inclure la majorité de ses frais généraux dans les articles globaux.

En considérant ces informations et dans ce contexte, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le contrat comporte une dépense de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale à faire autoriser par les instances est de 17 518 448,39 $, taxes incluses, comprenant :

- un contrat à Duroking construction / 9200 2088 Québec inc. pour un montant de 13 758 944,22 $, taxes incluses;
- moins les travaux de Bell Canada pour un montant de 150 589,43 $ taxes incluses, lesquels sont directement payés à l'entrepreneur par Bell Canada;
- plus des contingences de 1 469 544,92 $;
- plus des incidences de 2 440 548,68 $, taxes incluses.

Cette dépense est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

- 58,56 % au PTI de la Direction de la mobilité du SUM pour un montant de 10 258 114,45 $, taxes incluses;
- 26,41 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 4 626 038,42 $, taxes incluses;
- 13,82 % au PTI de la CSEM (contrat # 1502) pour un montant de 2 420 736,26 $, taxes incluses;
- 1,22 % au PTI de la DERA pour un montant de 213 559,26 $, taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 15 943 081,82 $, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- # 17-011 pour un montant de 9 367 025,79 $
- # 18-071 pour un montant de 4 224 189,69 $
- # 18-058 pour un montant de 195 008,06 $
- # 18-053 pour un montant de 2 156 858,28 $

Le projet pourrait faire l'objet d'une subvention dans le cadre du programme de la TECQ.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 5 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Accroître le verdissement du cadre bâti »
Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau et d'égout. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 avril 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : Mars 2019
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvain FELTON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Serge A BOILEAU, Commission des services électriques
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Lahcen ZAGHLOUL, Service de l'eau

Lecture :

Isabelle BESSETTE, 21 février 2019
Serge A BOILEAU, 20 février 2019
Lahcen ZAGHLOUL, 20 février 2019
Sylvain FELTON, 20 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adiaratou KANTE
ingenieur(e)

Tél : 514-872-2195
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-19

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2019-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-02-25

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 223802 — No du GDD : 1187231082

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 11 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 18 - 12 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
26 - 11 - 2018	Modifications dans le cahier des charges, aux plans de voirie et ajouts d'inspections CCTV	-
30 - 11 - 2018	Ajout de dalle de béton aux arrêts d'autobus, modification de l'article protection des arbres existants et report de date d'ouverture des soumissions	250 000,00
6 - 12 - 2018	Modification apporté au texte du bordereau de soumission (sous-projet mobilité)	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 17

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 17 - 4 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUÉBEC INC.	13 758 944,22
ROXBORO EXCAVATION INC.	15 880 906,66
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	16 427 000,00

Estimation	**externe**	12 779 835,23

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **7,7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **15,4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** x — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

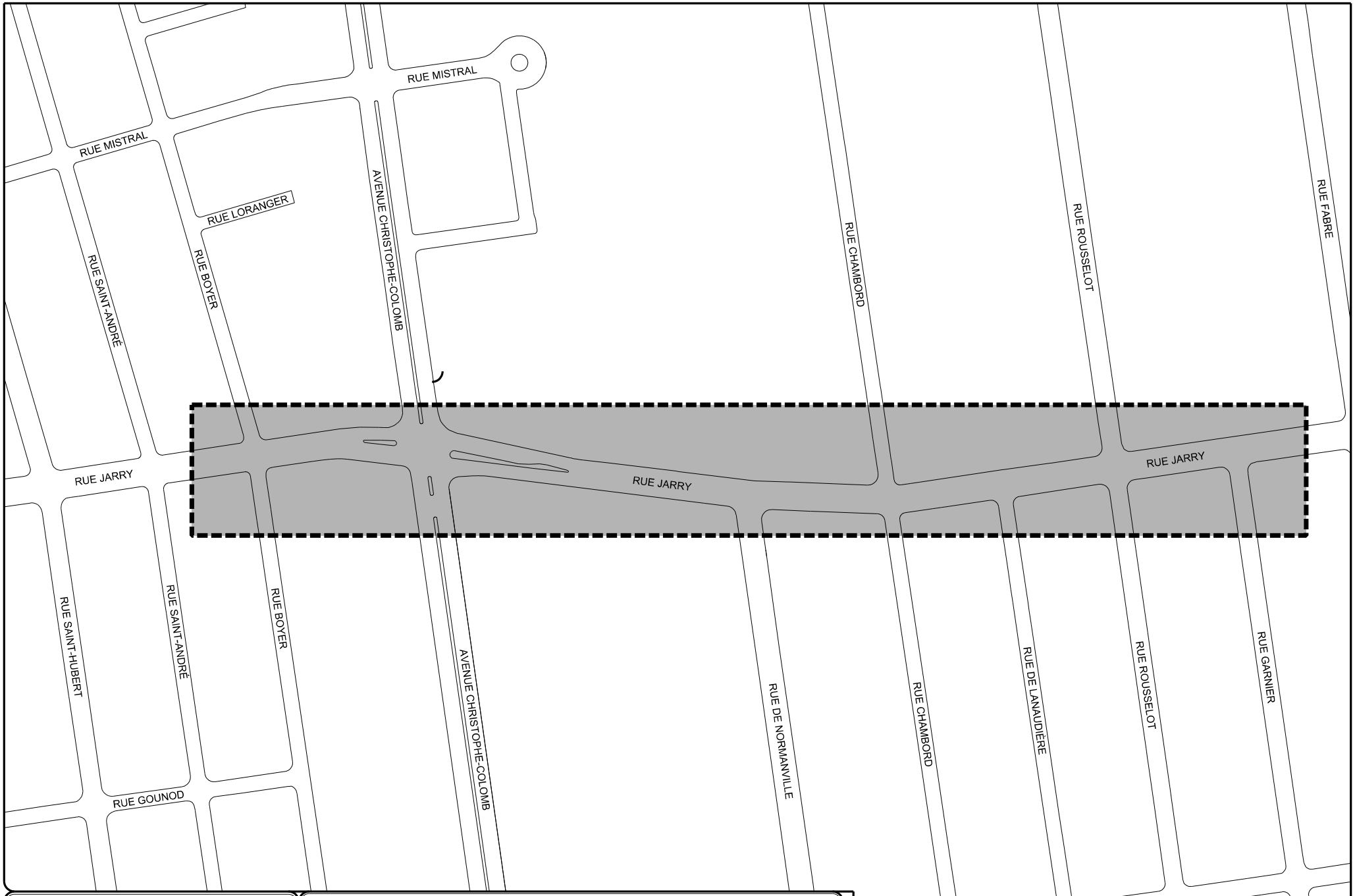
Nom du soumissionnaire : DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUÉBEC INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 13 758 944,22

Montant des contingences ($) : 1 469 544,92

Montant des incidences ($) : 2 440 548,68

Date prévue de début des travaux : 13 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 7 - 11 - 2020



Montréal


Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

RUE JARRY
DE LA RUE BOYER À LA RUE GARNIER

PLAN DE LOCALISATION
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION

SOUMISSION :	DRM :	ARRONDISSEMENT :
223802	2238	VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION

PRÉPARÉ PAR : TOMMY CARRIER, dess.	DATE : Octobre 2018
APPROUVÉ PAR : YVON GAUTHIER, ing.	ÉCHELLE : 1:3000
	No PLAN: 223802 - JARRY.dgn



POUR CONTINUITÉE VOIR PLAN C-6218 (2 de 3)

DÉTAIL D'UN ÉCRAN DRAINANT
ÉCHELLE= Aucune

COUPE B-B
ÉCHELLE= Aucune

FONDATION DE CHAUSSÉE EN PIERRE OU EN BÉTON
FONDATION EN PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 150 mm D'ÉPAISSEUR
SOL NON-REMANIÉ
FONDATION EN PIERRE CONCASSÉE DE TYPE VM-4 DE 150 mm D'ÉPAISSEUR

COUPE A-A
ÉCHELLE= Aucune

DÉTAIL 1 / C-6218
ÉCHELLE= Aucune

FA FOSSE DE PLANTATION SANS ARBRE DE TYPE " A "

LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :

- FA — FOSSE DE PLANTATION SANS ARBRE DE TYPE " A ", VOIR DÉTAIL 1
- FB — FOSSE DE PLANTATION AVEC ARBRE DE TYPE " B ", VOIR DÉTAIL 2
- FC — FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE DE TYPE " C ", VOIR ANNEXE 4 DU DEVIS TECHNIQUES VOIRIE
- FD — FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE AVEC GRILLE DE TYPE " D ", VOIR ANNEXE 4 DU DEVIS TECHNIQUES VOIRIE

LÉGENDE DES TROTTOIRS PROPOSÉS :

- TROTTOIR DE TYPE " BOULEVARD "
- TROTTOIR STRUCTURAL

NOTES :

1) TOUS LES NOUVEAUX CADRES, COUVERCLES ET GRILLES DE CHAMBRES DE VANNE, BOÎTES DE VANNE, REGARDS ET PUISARDS, DE MÊME QUE LES EXISTANTS DOIVENT ÊTRE NIVELÉS AU NIVEAU DE LA COUCHE DE BASE (2019-2020) ET DE LA COUCHE DE SURFACE (2020).

2) LA STRUCTURE DE CHAUSSÉE DES RUES TRANSVERSALES EST RIGIDE. À L'EXCEPTION DE LA RUE DE NORMMANVILLE ET LE CÔTÉ SUD DE L'AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER TOUS LES RACCORDEMENTS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS TECHNIQUE - VOIRIE.

3) SAUF OÙ AUTREMENT INDIQUÉ AU PLAN, TOUS LES AMÉNAGEMENTS EN ARRIÈRE-TROTTOIR DOIVENT ÊTRE RECONSTRUITS TELS QU'EXISTANTS. PRENDRE NOTE QUE LES MATÉRIAUX DES CONDITIONS EXISTANTES SONT INDIQUÉS EN PETITS CARACTÈRES.

4) PRENDRE NOTE QUE DES PLAQUES PODOTACTILES DOIVENT ÊTRE INSTALLÉES DANS LES RAMPES POUR PERSONNES HANDICAPÉS (RPH) ET CE, SELON LE DÉTAIL DN-7301. SAUF OÙ AUTREMENT INDIQUÉ AU PLAN, LE NOMBRE DE PLAQUES PAR RPH EST 2.

5) POUR CONNAÎTRE LA PROFONDEUR DE L'ÉGOUT POUR LE RACCORDEMENT DES DRAINS DE PUISARDS ET POUR LE MURAGE DES DRAINS EXISTANTS À L'ÉGOUT, DE MÊME QUE POUR CONNAÎTRE LE POSITIONNEMENT APPROXIMATIF DES DIFFÉRENTS SERVICES D'UTILITÉS PUBLIQUES, L'ENTREPRENEUR PEUT SE RÉFÉRER AUX PLANS 223802_PL_EGA (F1 à F5)

6) SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, LES ARBRES EXISTANTS SE TROUVANT À L'INTÉRIEUR DES OUVERTURES DES FOSSES DE PLANTATION DOIVENT ÊTRE CONSERVÉS.

TECHNIQUES

RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DE LA RUE JARRY

- PRÉPARATION DU LIT
- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GÉO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ ;
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500 mm D'ÉPAISSEUR. (POSÉ EN DEUX COUCHES DE 250 mm) ;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200 mm D'ÉPAISSEUR. ;
- COUCHE DE BASE : GB-20, 2B, 2, PG64E -28 DE 90 mm D'ÉPAIS. ;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE DE TYPE ÉMULSION DE BITUME AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m²;
- COUCHE INTERMEDIAIRE : ESG-14, 2B, 2, PG 64E -28 DE 60mm D'ÉPAISSEUR:
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE DE TYPE ÉMULSION DE BITUME AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m²;
- COUCHE DE SURFACE : ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T (Jnr 3,2 0,15 kPa -1) DE 60 mm D'ÉPAISSEUR

Références

N°. de plan:	Description:
1141-02-02-GE-01	RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE JARRY EST ENTRE LA RUE SAINT-DENIS ET LA RUE GARNIER
223802_PL_Jarry	RELEVÉ DE TERRAIN
180008-PUISARD	PUISARDS PROPOSÉS
223802-Jarry-100%	PLAN ÉGOUT ET AQUEDUC
223802-PL-BC-01-001	BASES ET CONDUITS

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Puisard
T + C ....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ....tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer
TBV + N .... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C .... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- * Repère géodésique
- * Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- * Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- M— Manchon
- F.C.— Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- * Symbole grossi pour clarté
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237
ÉNERGIR 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686
HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ÉCR.) (9 ANCIENS ARROND.) 514 872-6594
RESPONS. PARC : - 514 -
RESPONS. ARR. : - 514 -

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD83
REPÈRE GÉODÉSIQUE: 61KM089
LOCALISATION : JARRY EST / CHAMBORD
ALTITUDE : 51,464m

ORIENTATION :
N — Boul. Saint-Laurent (Montréal) — N Géographique

Plan de localisation



Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018 / 11 / 02	Émis pour appel d'offres	C.Q.	A.K.

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: Alain Gascon ag. tech.	2017 / 04 / 03	Voirie
Dessiné par: Patrick Collas, dess.	2017 / 04 / 18	
Préparé par: Caroline Quenneville ag. tech.	2017 / 04 / 18	
Ingénieur(e): Adiaratou Kante , ing.	Sceau de l'ingénieur(e): Adiaratou Kanté 2018-11-07 Original signé le:	

Projet: **Rue Jarry**
De la rue Boyer à la rue de Garnier
Arrondissement(s): Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension


Nature des travaux: Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation

Titre du plan: Construction et de trottoirs, de bordures, de saillies et reconstruction de chaussée dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 : 200

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-6218	1/2	000	223802	6



LÉGENDE DES FOSSES DE PLANTATIONS :

- F_A FOSSE DE PLANTATION SANS ARBRE DE TYPE " A ", VOIR DÉTAIL 1
- F_B FOSSE DE PLANTATION AVEC ARBRE DE TYPE " B ", VOIR DÉTAIL 2
- F_C FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE DE TYPE " C ", VOIR ANNEXE 4 DU DEVIS TECHNIQUES VOIRIE
- F_D FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE AVEC GRILLE DE TYPE " D ", VOIR ANNEXE 4 DU DEVIS TECHNIQUES VOIRIE

LÉGENDE DES TROTTOIRS PROPOSÉS :

- TROTTOIR DE TYPE " MONOLITHE "
- TROTTOIR DE TYPE " BOULEVARD "
- TROTTOIR STRUCTURAL

NOTES :

1) TOUS LES NOUVEAUX CADRES, COUVERCLES ET GRILLES DE CHAMBRES DE VANNE, BOÎTES DE VANNE, REGARDS ET PUISARDS, DE MÊME QUE LES EXISTANTS DOIVENT ÊTRE NIVELÉS AU NIVEAU DE LA COUCHE DE BASE (2019-2020) ET DE LA COUCHE DE SURFACE (2020).

2) LA STRUCTURE DE CHAUSSÉE DES RUES TRANSVERSALES EST RIGIDE. À L'EXCEPTION DE LA RUE DE NORMMANVILLE ET LE CÔTÉ SUD DE L'AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER TOUS LES RACCORDEMENTS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS TECHNIQUE - VOIRIE.

3) SAUF OÙ AUTREMENT INDIQUÉ AU PLAN, TOUS LES AMÉNAGEMENTS EN ARRIÈRE-TROTTOIR DOIVENT ÊTRE RECONSTRUITS TELS QU'EXISTANTS. PRENDRE NOTE QUE LES MATÉRIAUX DES CONDITIONS EXISTANTES SONT INDIQUÉS EN PETITS CARACTÈRES.

4) PRENDRE NOTE QUE DES PLAQUES PODOTACTILES DOIVENT ÊTRE INSTALLÉES DANS LES RAMPES POUR PERSONNES HANDICAPÉS (RPH) ET CE, SELON LE DÉTAIL DN-7301. SAUF OÙ AUTREMENT INDIQUÉ AU PLAN, LE NOMBRE DE PLAQUES PAR RPH EST 2.

5) POUR CONNAÎTRE LA PROFONDEUR DE L'ÉGOUT POUR LE RACCORDEMENT DES DRAINS DE PUISARDS ET POUR LE MURAGE DES DRAINS EXISTANTS À L'ÉGOUT, DE MÊME QUE POUR CONNAÎTRE LE POSITIONNEMENT APPROXIMATIF DES DIFFÉRENTS SERVICES D'UTILITÉS PUBLIQUES, L'ENTREPRENEUR PEUT SE RÉFÉRER AUX PLANS 223802_PL_EGA (F1 à F5)

6) SAUF INDICATIONS CONTRAIRES, LES ARBRES EXISTANTS SE TROUVANT À L'INTÉRIEUR DES OUVERTURES DES FOSSES DE PLANTATION DOIVENT ÊTRE CONSERVÉS.

TECHNIQUES

RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DE LA RUE JARRY

- PRÉPARATION DU LIT
- MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GÉO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ ;
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 500 mm D'ÉPAISSEUR. (POSÉ EN DEUX COUCHES DE 250 mm) ;
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200 mm D'ÉPAISSEUR. ;
- COUCHE DE BASE : GB-20, 2B, 2, PG64E -28 DE 90 mm D'ÉPAIS. ;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE DE TYPE ÉMULSION DE BITUME AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m²;
- COUCHE INTERMEDIAIRE : ESG-14, 2B, 2, PG 64E -28 DE 60mm D'ÉPAISSEUR:
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE DE TYPE ÉMULSION DE BITUME AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m²;
- COUCHE DE SURFACE : ESG-10, 1A, 1, PG 64E -28T (Jnr 3,2 0,15 kPa -1) DE 60 mm D'ÉPAISSEUR

Références

N°. de plan:	Description:
1141-02-02-GE-01	RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE JARRY EST ENTRE LA RUE SAINT-DENIS ET LA RUE GARNIER
223802_PL_Jarry	RELEVÉ DE TERRAIN
180008-PUISARD	PUISARDS PROPOSÉS
223802-Jarry-100%	PLAN ÉGOUT ET AQUEDUC
223802-PL-BC-01-001	BASES ET CONDUITS

Plan de localisation



Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Puisard
T + C ....tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ....tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N .... ajustable à niveler
A + C .... ajustable à changer
TBV + N .... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C .... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- Symbole grossi pour clarté
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)

Responsables

BELL : 514 870-1237
C.S.E.M. : 514 868-3686
CIRCULATION : (MARQ.+SIGN. ÉCL.) (9 ANCIENS ARR.) 514 872-6594
ÉNERGIR 514 598-3419
HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118
RESPONS. PARC : - 514 -
RESPONS. ARR. : - 514 -

LES COORDONNÉES SONT POSÉES SELON LE SYSTÈME : NAD83
REPÈRE GÉODÉSIQUE: 61KM089
LOCALISATION : JARRY EST / CHAMBORD
ALTITUDE : 51,464m

ORIENTATION : N Géographique, Boul. Saint-Laurent (Montréal)

Émission

N°	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018 / 11 / 02	Émis pour appel d'offres	C.Q.	A.K.

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

Intervenants

Relevé au terrain: **Alain Gascon ag. tech.** **2017 / 04 / 03** Voirie
Dessiné par: **Patrick Collas, dess.** **2018 / 04 / 18**
Préparé par: **Caroline Quenneville ag. tech.** **2018 / 04 / 18**
Ingénieur(e): **Adiaratou Kante , ing.**
Sceau de l'ingénieur(e): Ingénieure - Engineer, Adiaratou Kanté, 501810, Québec, ing.
2018-11-07
Original signé le:

Projet: **Rue Jarry**
De la rue Boyer à la rue de Garnier
Arrondissement(s): **Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension**
Nature des travaux: **Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation**
Titre du plan: **Construction de trottoirs, de bordures, de saillies et reconstruction de chaussée dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier**
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE
Échelle: 1 : 200 (0 1,25 2,5 5,0 7,5 10,0 (mètres))

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-6218	2/2	000	223802	7

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 18 janvier 2019

Monsieur Fréderic Boucher
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier

Soumission : 223802

Monsieur,

Dans le cadre des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- Reconstruction de massifs ;
- Travaux sur un puits d'accès ;
- Travaux de cheminée.

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Construction N.R.C Inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à **285 391,73 $ (taxes incluses)**. À cet effet, vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé. La Ville de Montréal assume 47% du coût des travaux. Le montant des travaux payé par Bell Canada est évalué alors à **165 648,37 $ (incluant 10 % de contingences et les taxes).** Ce montant comprend la portion des travaux payés par Bell soit un montant de 150 589,43 $ représentant 53% du coût des travaux additionné d'un montant de 15 058,94 $ qui représente l'enveloppe des contingences soit 10 % du coût.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

...2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Adiaratou Kanté, chargée de projet au 514-872-2195.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 25 janvier 2019 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 1187231082.

J'ai signé le 21 janvier 2019, à Montréal.

Frederic Boucher
Nom du signataire (en lettres moulées)

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 223802

c. c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
Mme Adiaratou Kanté, chargée de projet, division de la conception des travaux

223802 – Rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier

Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier.

Secteur	Mesures de mitigation
Rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier	- Le devis de maintien de circulation et de gestion des impacts pour ces travaux a été conçu en tenant compte de l'importance de ce tronçon de la rue Jarry comme axe d'accès à l'autoroute 40 et la route 119, l'avenue Papineau. Dans ce secteur, la rue Jarry est avec les voies de service de l'autoroute 40 les axes municipaux Est-Ouest les plus importants. - La rue Jarry, entre Boyer et Garnier compte trois (3) voies par direction, dont une (1) voie de stationnement et deux (2) voies de circulation. - Voici un résumé succinct des interventions et du maintien de circulation : <u>Phase A : travaux du côté Sud:</u> o Rue Jarry, de Boyer à Christophe-Colomb : deux (2) voies toujours disponibles durant les travaux, dont une (1) voie dans chaque direction; o Avenue Christophe-Colomb, à l'intersection de la rue Jarry : deux (2) voies toujours disponibles, dont une (1) voie par direction; o Rue Jarry, de Christophe-Colomb à Garnier : une voie en direction Ouest. <u>Phase B : travaux du côté Nord:</u> o Rue Jarry, de Boyer à Christophe-Colomb : deux (2) voies toujours disponibles durant les travaux, dont une (1) voie dans chaque direction; o Avenue Christophe-Colomb, à l'intersection de la rue Jarry : deux (2) voies toujours disponibles, dont une (1) voie par direction; o Rue Jarry, de Christophe-Colomb à Garnier : deux (2) voies toujours disponibles durant les travaux, dont une (1) voie dans chaque direction. <u>Phase C : revêtement final:</u> o Fermeture complète par tronçon, avec détour sur le réseau artériel. Travaux à réaliser en fin de semaine. - Pendant toute la durée des travaux, les accès aux propriétés, entreprises et commerces du secteur seront maintenus. Des exigences sont prévues pour le maintien, l'aménagement et la sécurisation des passages piétonniers. - Des signaleurs sont prévus pour sécuriser les mouvements des machineries et des camions de livraison de chantier en interaction avec la circulation piétonne et la circulation automobile. De même, lors de la fermeture complète pour le revêtement final, des signaleurs seront présents pour faciliter la circulation locale, l'accès aux bâtiments dans les tronçons en travaux. - Une attention particulière sera accordée à la communication: deux (2) panneaux à messages variables mobiles (PMVM), et des panneaux d'information seront utilisés pour orienter les usagers vers des chemins alternatifs et les informer en temps réel des conditions de circulation, des changements de configuration de la signalisation, etc. - Le non respect des exigences de maintien de circulation et de gestion des impacts donne lieu à une retenue permanente au contrat à titre de dommage-intérêt liquidée à l'avance, d'un montant établi selon le type et la gravité de l'infraction.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En plus des communications usuelles, des panneaux d'information seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidants seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation.

Préparé par : Pierre Wickir Joint, ing, M.Sc.A.
Division de la réalisation des travaux
Direction des infrastructures, Ville de Montréal

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

2_1

Le 25 mai 2018

9200-2088 QUÉBEC INC.
A/S MADAME JOCELYNE DUROCHER
370, LARRY-BALL
SAINT-JÉRÔME (QC) J5L 2P6

N° de décision : 2018-CPSM-1033206
N° de client : 3000149027

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CONSTRUCTION DUROKING et DUROKING CONSTRUCTION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 9200-2088 QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 octobre 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Sonia Richard
Coordonnatrice
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

En vertu de la subdélégation de pouvoir du 22 mai 2018

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 223802
Numéro de référence : 1213542
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bordures Polycor Inc 76 rue Saint-Paul, Suite 100 Québec, QC, G1K 3V9 http://www.polycor.com NEQ : 1143280379	Madame Lizanne Bélanger Téléphone : 418 906-6819 Télécopieur :	**Commande : (1512911)** 2018-11-19 9 h 11 **Transmission :** 2018-11-19 9 h 11	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 47 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 55 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 27 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1511007)** 2018-11-13 8 h 29 **Transmission :** 2018-11-13 8 h 29	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 48 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 55 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1511299)** 2018-11-13 13 h 38 **Transmission :** 2018-11-13 14 h 22	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 46 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 53 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel

				3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 26 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1511076)** 2018-11-13 9 h 36 **Transmission :** 2018-11-13 9 h 36	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 40 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 51 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-

				06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1512631)** 2018-11-16 13 h 45 **Transmission :** 2018-11-16 14 h 57	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 41 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 52 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 24 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1512050)** 2018-11-15 9 h 32 **Transmission :** 2018-11-15 9 h 57	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement

				3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 50 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 57 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 29 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1510986)** 2018-11-13 7 h 54 **Transmission :** 2018-11-13 7 h 56	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 50 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 57 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 28 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement

				3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1510656)** 2018-11-12 10 h 52 **Transmission :** 2018-11-12 10 h 52	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 41 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 52 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est	Madame Line Proulx Téléphone	**Commande : (1511321)** 2018-11-13 14 h 03	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel

	Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	: 450 431-7887 Télécopieur :	**Transmission :** 2018-11-13 14 h 22	3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 47 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 54 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 26 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1511269)** 2018-11-13 13 h 02 **Transmission :** 2018-11-13 13 h 02	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 49 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 56 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel

				3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1511203)** 2018-11-13 11 h 27 **Transmission :** 2018-11-13 11 h 27	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 46 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 54 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Monsieur daniel paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1510670)** 2018-11-12 11 h 04 **Transmission :** 2018-11-12 16 h 59	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 51 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 50 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 28 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1516920)** 2018-11-29 6 h 53 **Transmission :** 2018-11-29 7 h 04	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-29 6 h 53 - Téléchargement 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-29 6 h 53 - Téléchargement 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-29 6 h 53 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-29 6 h 53 - Téléchargement

				3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-29 6 h 53 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1511113)** 2018-11-13 10 h 06 **Transmission :** 2018-11-13 10 h 06	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 40 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 51 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel

				3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1510461)** 2018-11-12 8 h 05 **Transmission :** 2018-11-12 8 h 18	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 42 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 53 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 25 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur	**Commande : (1514814)** 2018-11-22 15 h 19 **Transmission :** 2018-11-22 15 h 19	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-

		: 514 631-1055		26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 39 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 50 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1510515)** 2018-11-12 8 h 57 **Transmission :** 2018-11-12 10 h 01	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 21 - Télécopie 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 37 - Télécopie 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 49 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 56 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 17 - Télécopie 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 14 h 27 - Messagerie 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-

				30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 53 - Télécopie 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 40 - Télécopie 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 11 h 15 - Télécopie 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1510784)** 2018-11-12 14 h 01 **Transmission :** 2018-11-12 14 h 01	3030142 - 223802_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 19 - Courriel 3030145 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (devis) 2018-11-26 15 h 36 - Courriel 3030146 - 223802_FR_Soumission_R01_2018-11-26_AD (bordereau) 2018-11-26 15 h 36 - Téléchargement 3030152 - 223802_PL_AD 01_2018-11-26 2018-11-26 16 h 45 - Messagerie 3030160 - 223802_CCTV Rhéabilitation 2018-11-28 14 h 53 - Messagerie 3032901 - 223802_AD 02_avec report ouverture_2018-11-30 2018-11-30 16 h 16 - Courriel 3032903 - C-6218-002 2018-12-03 13 h 05 - Courriel 3032904 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (devis) 2018-11-30 16 h 18 - Courriel 3032905 - 223802_FR_Soumission_R02_2018-11-30_AD (bordereau) 2018-11-30 16 h 18 - Téléchargement 3035075 - 223802_AD_03_2018-12-06 2018-12-06 10 h 39 - Courriel 3035077 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-06 10 h 40 - Courriel 3035078 - 223802_FR_Soumission_R03_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-06 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1187231082

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1502 Intervention et Répartition des coûts- GDD1187231082 v4_CSE.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231082

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1187231082.xlsx

1187231082 SUM.xls

1502 Intervention et Répartition des coûts- GDD1187231082 v4.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-auteur :
Jean-François Ballard
514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-868-1025

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.16

2019/03/25 13:00

(2)

Dossier # : 1187231082

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

Rapport- mandat SMCE187231082.pdf

Dossier # :1187231082

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 25 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187231082

Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Vice-présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187231082
Accorder un contrat à Duroking construction / 9200-2088 Québec inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Jarry, de la rue Boyer à la rue Garnier dans l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension. Dépense totale de 17 518 448,39 $ (contrat: 13 758 944,22 $, contingences: 1 469 544,92 $, incidences: 2 440 548,68 $), taxes incluses. Appel d'offres public 223802 - 3 soumissionnaires.

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Ils ont bien compris que l'écart de 7,7 % entre le prix de la plus basse soumission et l'estimation portait essentiellement sur cinq articles : revêtement en béton armé du trottoir structural, passerelles transversales, conduite d'eau en fonte, conduite d'eau temporaire et puisards de rue à tête ajustable.

Les membres ont apprécié les explications précises données par le Service sur ces écarts.

La Commission a d'ailleurs invité le Service à ajouter au sommaire décisionnel, dans la section «Justification», le texte sur l'explication des écarts qui lui a été présenté lors de la séance de travail.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs

interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187231082 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.17

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1187231084

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 821 384,82 $ (contrat: 7 676 713,47 $ + contingences: 767 671,35 $ + incidences: 377 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 8 053 713,47 $, taxes incluses pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 676 713,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441022 ;

3. d'autoriser une dépense de 767 671,35 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-28 17:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231084**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 821 384,82 $ (contrat: 7 676 713,47 $ + contingences: 767 671,35 $ + incidences: 377 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 115 M$ pour l'année 2019 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussées par planage et revêtement (PRCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine[1], le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction de la mobilité du SUM soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.
Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons. Dans l'éventualité où des trottoirs nécessitant des interventions n'aient pas déjà fait l'objet de travaux correctifs par l'arrondissement, le SUM financera le coût de ces travaux par le biais de son PTI. Une

provision pourra alors être ajoutée aux contrats de réparations mineures de trottoirs (RMT) de l'arrondissement. Dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR et PRCPR 2019 leur a été transmise en février 2018 de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Le dernier bilan de condition du réseau routier de la Ville de Montréal, réalisé à la suite de l'auscultation de l'ensemble des chaussées en 2015, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer rapidement le niveau de service des chaussées, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

Les besoins identifiés étant d'une grande ampleur, la remise à niveau d'une portion importante du réseau routier s'étalera sur plusieurs années. Un nouveau programme a été élaboré afin de pallier au déficit des conditions de la chaussée à très court terme. Ce programme portant le nom de Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement (PRCPR) vise à prolonger la durée de vie des chaussées d'environ 3 à 5 ans, en attente d'une reconstruction des infrastructures. Les interventions se limitent donc à des travaux de planage et de pose d'un nouveau revêtement bitumineux, sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

La sélection des projets est effectuée par la Direction de la mobilité du SUM, alors que la gestion et la réalisation des programmes sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR).

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction de la mobilité a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management,* avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de planage et revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 18 kilomètres dont 13 km de PCPR et 5 km de PRCPR.
Une liste de rues ainsi qu'une carte regroupant les deux arrondissements se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 767 671,35 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC).

Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

L'ÉÉC a procédé à l’analyse des onze (11) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. L'étalement des prix reçu est régulier. Un écart favorable à la Ville de 20,6 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission. Cet écart est réparti uniformément sur tous les articles de la soumission et peut s'expliquer par un marché actif et concurrentiel dans le domaine du planage et du pavage.

Il est normal d'obtenir des prix plus compétitifs pour certains projets selon l'envergure des travaux et le secteur de ces derniers. De plus, les entrepreneurs tentent de remplir leur carnet de commande en ce début de saison. En considérant ces informations et dans ce contexte, l'ÉÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à une des conditions préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le montant du contrat est supérieur à 2 000 000$ et a un écart de plus de 20 % avec le montant de l'estimation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 8 821 384,82 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 7 676 713,47 $, des contingences de 767 671,35 $ et des incidences de 377 000,00 $.
Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 8 055 100,12 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- #17-074 « Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 6 326 273,77 $ et une proportion de 78,54 %,
- #17-007 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 1 728 826,35 $ et une proportion de 21,46 %.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 19 avril 2019, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux des deux (2) programmes (PCPR et PRCPR 2019) sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble des programmes.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mars 2019
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Denis ALLARD, Service des infrastructures du réseau routier
Robert MALEK, Lachine
Farid CHABOUNI, LaSalle
Martin SAVARD, Lachine
Benoit G GAUTHIER, LaSalle

Lecture :

Denis ALLARD, 25 janvier 2019
Robert MALEK, 21 janvier 2019
Jean CARRIER, 18 janvier 2019
Farid CHABOUNI, 18 janvier 2019
Isabelle BESSETTE, 18 janvier 2019
Martin SAVARD, 18 janvier 2019
Benoit G GAUTHIER, 18 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YOUCEF
Ingénieur

Tél : 514.872.0782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-16

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-01-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-01-28

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION VERSION PRELIMINAIRE

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 441022 — No du GDD : 1187231084

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 11 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 20 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 20 - 12 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
12 - 12 - 2018	Les modifications ont été apportées au cahier des charges(changement du délais de réalisation, ajustement du tableau de performance du bitume et ajout de l'article"Liste des appareils"), au formulaire de soumission (certaines quantités ont été revues à la baisse à cause de la supression de certains tronçons de rues), au cahier V, au cahier M et aux plans	(800 000,00)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15 — Nbre de soumissions reçues : 11 — % de réponses : 73

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 19 - 4 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
Demix Construction, une division de CRH Canada inc.	7 676 713,47
Meloche, Division de Sintra inc.	7 849 304,16
Eurovia Québec Construction inc.	8 030 439,93
Roxboro Excavation inc.	8 445 825,96
Construction Bau-Val inc.	8 447 000,00
4042077 Canada inc. (De Sousa)	8 489 890,82
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	8 628 804,36
Pavages Métropolitain inc.	8 767 353,14
Construction Viatek inc.	9 339 594,59
Ali Excavation inc.	10 560 320,86
Les Pavages Ultra inc.	10 647 708,14
Estimation — **externe**	9 664 601,55

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-20,6%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **2,2%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : Demix Construction, une division de CRH Canada inc.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 7 676 713,47

Montant des contingences ($) : 767 671,35

Montant des incidences ($) : 377 000,00

Date prévue de début des travaux : 5 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 15 - 10 - 2019

SOUMISSION :441022

I)- Liste des rues : Arrondissement de LaSalle : (10 Km)

PCPR : (7 Km)

C-7218 : AVENUE DUPRAS DE LA RUE JEANNETTE À LA RUE SAINT-PATRICK
C-7219 : RUE DALMANY DE L'AVENUE STIRLING À L'AVENUE HIGHLANDS
C-7220 : BOULEVARD LASALLE DE L'AVENUE LAFLEUR À L'AVENUE BÉLANGER
C-7221 : AVENUE ORCHARD DU BOULEVARD LASALLE À LA RUE CENTRALE
C-7223 : BOULEVARD LASALLE DE LA 68ÈME AVENUE À LA 75ÈME AVENUE
C-7224 : BOULEVARD SHEVCHENKO DE LA RUE BOUVIER AU BOULEVARD NEWMAN
C-7225 : RUE CORDNER DE LA RUE LAPIERRE À LA RUE SENKUS
C-7227 : RUE CENTRALE DE LA 75ÈME AVENUE À LA 90ÈME AVENUE
C-7228 : RUE CENTRALE, DE LA 31ÈME AVENUE À LA 43ÈME AVENUE
C-7229 : RUE CENTRALE DE LA 5ÈME AVENUE À LA 3ÈME AVENUE
C-7230 : RUE BROADWAY DE LA 8ÈME AVENUE À LA 6ÈME AVENUE
C-7559 : BOULEVARD LASALLE, DE LA 80ÈME AVENUE À LA TERRASSE GREENFELD

PRCPR : (3 Km)

C-7327 : RUE JEAN-MILOT DE LA RUE DES OBLATS À LA RUE BERGEVIN
C-7328 : RUE JEAN-MILOT DU BOULEVARD NEWMAN À LA RUE LOUISFORTIER
C-7329 : RUE QUINLAN DE LA RUE WANKLYN À LA RUE JEAN-MILOT
C-7330 : RUE TRUDEAU DE LA RUE JEAN-MILOT À LA RUE CLÉMENT
C-7331 : AVENUE LABATT DE LA RUE AIRLIE AU BOULEVARD NEWMAN
C-7332 : RUE GEORGE DU BOULEVARD BISHOP-POWER À LA 9ÈME AVENUE
C-7333 : RUE CENTRALE, DE LA 12ÈME AVENUE AU BOULEVARD BISHOPPOWER

II)- Liste des rues : Arrondissement de Lachine: (8 Km)

PCPR: (6 Km)

C-7233 : 55ÈME AVENUE DE LA RUE SHERBROOKE À LA 55ÈME AVENUE
C-7234 : RUE SAINT-ANTOINE DE LA PLACE D'ACCEUIL À LA 23ÈME AVENUE
C-7235 : 24ÈME AVENUE DE LA RUE SAINT-ANTOINE À LA 25ÈME AVENUE
C-7236 : RUE SAINT-ANTOINE DE LA 20ÈME AVENUE À LA 19ÈME AVENUE
C-7237 : 14ÈME AVENUE DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE DUFF COURT
C-7238 : RUE SHERBROOKE DE LA 14ÈME AVENUE À LA 10ÈME AVENUE
C-7239 : 10ÈME AVENUE DE LA RUE SAINT-ANTOINE À LA RUE PROVOST
C-7240 : RUE PROVOST DE LA 6ÈME AVENUE À LA 3ÈME AVENUE
C-7241 : RUE SAINT-ANTOINE DE LA 9ÈME AVENUE À LA 1ÈRE AVENUE
C-7242 : RUE JOSEPH-DUBREUIL, DE LA RUE JOSEPH-DUBREUIL À LA 32ÈME AVENUE
C-7243 : RUE LOUIS-A.-AMOS DE LA 32ÈME AVENUE À LA RUE ONÉSIMEGAGNON
C-7244: RUE LOUIS-A.-AMOS DE LA RUE COURVAL À LA 23ÈME AVENUE
C-7245 : 46ÈME AVENUE DE LA RUE HORMIDAS-DESLAURIERS À LA RUE FRANÇOIS CUSSON
C-7562 : RUE DUFF COURT DE LA RUE DUFF COURT À LA 14ÈME AVENUE

PRCPR: (2 Km)

C-7318 : 18ÈME AVENUE DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH À LA RUE PICHÉ
C-7319 : RUE PICHÉ DE LA 19ÈME AVENUE À LA 18ÈME AVENUE
C-7320 : RUE WILLIAM MACDONALD DE LA 6ÈME AVENUE À LA 1ÈRE AVENUE
C-7321 : CHEMIN DU MUSÉE DE LA RUE LYETTE AU CHEMIN DU CANAL
C-7322 : AVENUE MILTON DE LA PROMENADE DE RONALD À LA RUE DES ÉRABLES
C-7323 : RUE DES ÉRABLES DE L'AVENUE ÉMILE-POMINVILLE À L'AVENUE HILLCREST
C-7324 : AVENUE SAINT-PIERRE DE LA RUE SAINT-PATRICK À LA RUE CAMILLE
C-7325 : 23ÈME AVENUE DE LA RUE LOUIS-A.-AMOS À LA RUE ALPHONSEGARIÉPY

RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
-	LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAILS	PCPR + PRCPR	C-0000
1	AVENUE DUPRAS DE LA LA RUE JEANNETTE À RUE SAINT-PATRICK	PCPR	C-7218
2	RUE DALMANY DE L'AVENUE STIRLING À L'AVENUE HIGHLANDS	PCPR	C-7219
3	BOULEVARD LASALLE DE L'AVENUE LAFLEUR À L'AVENUE BÉLANGER	PCPR	C-7220
4	AVENUE ORCHARD DU BOULEVARD LASALLE À LA RUE CENTRALE	PCPR	C-7221
5	BOULEVARD LASALLE DE LA 68ÈME AVENUE À LA 75ÈME AVENUE	PCPR	C-7223
6	BOULEVARD SHEVCHENKO DE LA RUE BOUVIER AU BOULEVARD NEWMAN	PCPR	C-7224
7	RUE CORDNER DE LA RUE LAPIERRE À LA RUE SENKUS	PCPR	C-7225
8	RUE CENTRALE DE LA 75ÈME AVENUE À LA 90ÈME AVENUE	PCPR	C-7227
9	RUE CENTRALE DE LA 31ÈME AVENUE À LA 43ÈME AVENUE	PCPR	C-7228
10	RUE CENTRALE DE LA 5ÈME AVENUE À LA 3ÈME AVENUE	PCPR	C-7229
11	RUE BROADWAY DE LA 8ÈME AVENUE À LA 6ÈME AVENUE	PCPR	C-7230
12	BOULEVARD LASALLE DE LA 80ÈME AVENUE À LA TERRASSE GREENFELD	PCPR	C-7559
13	55ÈME AVENUE DE LA RUE SHERBROOKE À LA 55ÈME AVENUE	PCPR	C-7233
14	RUE SAINT-ANTOINE DE LA PLACE D'ACCUEIL À LA 23ÈME AVENUE	PCPR	C-7234
15	24ÈME AVENUE DE LA RUE SAINT-ANTOINE À 25ÈME AVENUE	PCPR	C-7235
16	RUE SAINT-ANTOINE DE LA 20ÈME AVENUE À LA 19ÈME AVENUE	PCPR	C-7236
17	14ÈME AVENUE DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE DUFF COURT	PCPR	C-7237
18	RUE SHERBROOKE DE LA 14ÈME AVENUE À LA 10ÈME AVENUE	PCPR	C-7238
19	10ÈME AVENUE DE LA RUE SAINT-ANTOINE À LA RUE PROVOST	PCPR	C-7239
20	RUE PROVOST DE LA 6ÈME AVENUE À LA 3ÈME AVENUE	PCPR	C-7240
21	RUE SAINT-ANTOINE DE LA 9ÈME AVENUE À LA 1ÈRE AVENUE	PCPR	C-7241
22	RUE JOSEPH-DUBREUIL DE LA RUE JOSEPH-DUBREUIL À LA 32ÈME AVENUE	PCPR	C-7242
23	RUE LOUIS-A.-AMOS DE LA 32ÈME AVENUE À LA RUE ONÉSIME-GAGNON	PCPR	C-7243
24	RUE LOUIS-A.-AMOS DE LA RUE COURVAL À LA 23ÈME AVENUE	PCPR	C-7244
25	46ÈME AVENUE DE LA RUE HORMIDAS-DESLAURIERS À LA RUE FRANÇOIS-CUSSON	PCPR	C-7245
26	RUE DUFF COURT DE LA RUE DUFF COURT À LA 14ÈME AVENUE	PCPR	C-7562
27	23ÈME AVENUE DE LA RUE LOUIS-A.-AMOS À LA RUE ALPHONSE-GARIÉPY	PRCPR	C-7325
28	18ÈME AVENUE DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH À LA RUE PICHÉ	PRCPR	C-7318
29	RUE PICHÉ DE LA 19ÈME AVENUE À LA 18ÈME AVENUE	PRCPR	C-7319
30	RUE WILLIAM-MACDONALD DE LA 6ÈME AVENUE À LA 1ÈRE AVENUE	PRCPR	C-7320
31	CHEMIN DU MUSÉE DE LA RUE LYETTE AU CHEMIN DU CANAL	PRCPR	C-7321
32	AVENUE MILTON DE LA PROMENADE DE RONALD À LA RUE DES ERABLES	PRCPR	C-7322
33	RUE DES ERABLES DE L'AVENUE ÉMILE-POMINVILLE À L'AVENUE HILLCREST	PRCPR	C-7323
34	AVENUE SAINT-PIERRE DE LA RUE SAINT-PATRICK À LA RUE RICHMOND	PRCPR	C-7324
35	AVENUE LABATT DE LA RUE AIRLIE AU BOULEVARD NEWMAN	PRCPR	C-7331
36	RUE JEAN-MILOT DE LA RUE DES OBLATS À LA RUE BERGEVIN	PRCPR	C-7327
37	RUE JEAN-MILOT DU BOULEVARD NEWMAN À LA RUE LOUIS-FORTIER	PRCPR	C-7328
38	RUE QUINLAN DE LA RUE WANKLYN À LA RUE JEAN-MILOT	PRCPR	C-7329
39	RUE TRUDEAU DE LA RUE JEAN-MILOT À LA RUE CLÉMENT	PRCPR	C-7330
40	RUE GEORGE DU BOULEVARD BISHOP-POWER À LA 9ÈME AVENUE	PRCPR	C-7332
41	RUE CENTRALE DE LA12ÈME AVENUE AU BOULEVARD BISHOP-POWER	PRCPR	C-7333



SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES:

- PLANAGE À ANGLE DU REVÊTEMENT BITUMINEUX SUR LES DEUX RIVES DE LA CHAUSSÉE SUR UNE LARGEUR DE 2 MÈTRES ET SUR UNE ÉPAISSEUR À ANGLE DE 50 À 0mm;
- BALAYAGE DE LA SURFACE PLEINE LARGEUR, DE FAÇON À ENLEVER LES RÉSIDUS ET LES EXCÈS DE POUSSIÈRES DE PLANAGE;
- **À LA DEMANDE DU SURVEILLANT**, POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/m²;
- RÉPARATION DES DÉFAUTS DANS LA SURFACE PLANÉE ET CELLE NON PLANÉE, TELS QUE LES NIDS-DE-POULE, FISSURES DE SÉVÉRITÉ MAJEURE, AFFAISSEMENTS, ETC. AVEC UN ENROBÉ DE TYPE EC-10, 3B, 2, PG 58S-28 DE FAÇON À OBTENIR UNE SURFACE UNIFORME ET ASSURER UN MEILLEUR COMPORTEMENT POST-TRAVAUX DE L'ENROBÉ DE SURFACE. LES ÉPAISSEURS DE POSE RECOMMENDÉES DEVRONT ÊTRE RESPECTÉES ET DES ÉQUIPEMENTS DE COMPACTAGE ADAPTÉS À LA GRANDEUR DES RÉPARATIONS DEVRONT ÊTRE EMPLOYÉS;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/m²;
- POSE D'UNE COUCHE DE SURFACE DE 50 mm D'ÉPAISSEUR, D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG X. (X CORRESPOND À 64H-28 POUR LES RUES LOCALES, 64E-28 POUR LES RUES COLLECTRICES ET ARTÈRES, 64E-28 THRD POUR LES RUES COLLECTRICES OU ARTÈRES AVEC VOIE RÉSERVÉE POUR AUTOBUS)

COUPE TYPE - PRCPR 2019

ÉCHELLE: AUCUNE

Ingénieur(e): Khaled Mouchaorab, Ing. Ph.D.

Sceau de l'ingénieur(e): Original signé le: 2018-11-12

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transport
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Projet: **PCPR - PRCPR 2019**

Arrondissement(s): **LASALLE ET LACHINE**

Nature des travaux: **TRAVAUX DE VOIRIE DANS LES ARRONDISSEMENTS LASALLE ET LACHINE (PCPR - PRCPR 2019)**

Titre du plan: **LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAIL**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: AUCUNE

N° de plan:	Feuillet:	Émission:	Soumission:	Page:
C-0000	1	000	441022	N/A

Montréal

Soumission 441022 – Travaux de voirie dans les arrondissements Lachine et LaSalle (PCPR 2019)

Principe de gestion de la mobilité

Secteur	Mesures de mitigation
C-7218 **Avenue Dupras,** De la rue Jeannette à la rue Saint-Patrick	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7219 **Rue Dalmany,** De l'avenue Stirling à l'avenue Highlands	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7220, C-7223 **Boulevard LaSalle,** De l'avenue Bélanger à l'avenue Lafleur & De la 68e avenue à la 75e avenue	**Travaux de planage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec détour. Horaire de travail : Lundi au vendredi, de 9h30 à 19h (direction est) et de 7h30 à 15h30 (direction ouest). **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. Horaire de travail : 7 jours sur 7, de 21h à 5h ainsi que le samedi, de 8h à 19h et le dimanche, de 9h à 19h (C-7223 seulement).
C-7221 **Avenue Orchard,** Du boulevard LaSalle à la rue Centrale	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7224 **Boulevard Shevchenko,** Du boulevard Newman à la rue Bouvier	**Travaux de planage et de pavage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec mise en place d'un contresens. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019.
C-7225 **Rue Cordner,** De la rue Lapierre à la rue Senkus	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. Coordination à prévoir avec KPH Turcot. **Horaire de travail :** Dimanche au jeudi, de 21h à 5h, jeudi au vendredi, de 22h à 5h, vendredi à samedi, de 22h à 6h et samedi à dimanche, de 22h à 7h.
C-7227 et C-7228 **Rue Centrale,** De la 75e avenue à la 90e avenue et De la 43e avenue à la 31e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h (Planage) et 7 jours sur 7, de 21h à 5h (Pavage). Période de réalisation vacances scolaires, été 2019.
C-7229 **Rue Centrale,** De la 3e avenue à la 5e	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019.
C-7230 **Rue Broadway,** De la 6e avenue à la 8e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h. 21h à 5h (Pavage).
C-7559 **Boulevard LaSalle,** De la 80e avenue à la terrasse Greenfeld	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète une direction à la fois. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h30 à 15h30 (direction ouest) et de 9h30 à 19h (direction est).
C-7233 **55e Avenue,** De la rue Sherbrooke à la 56e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète une direction à la fois avec mise en place d'un contresens avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h (direction nord) et de 9h30 à 19h (direction sud).
C-7234 **Rue Saint-Antoine,** De la 32e avenue à la 23e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h.

Secteur	Mesures de mitigation
C-7235 **24e avenue,** De la rue Saint-Antoine à la 25e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h.
C-7236 **Rue Saint-Antoine,** De la 20e avenue à la 19e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019.
C-7237 **14e Avenue,** De la rue Sherbrooke à la rue Duff Court	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Rues Sherbrooke et 14e. Lundi au vendredi, 9h30 à 21h et rue Duff Court Lundi au vendredi, 18h30 à 21h.
C-7238 **Rue Sherbrooke,** De la 14e Avenue à la 10e Avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h.
C-7239 **10e Avenue,** De la rue Saint-Antoine à la rue Provost	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h.
C-7240 **Rue Provost,** De la 6e avenue à la 3e avenue	**Travaux de planage :** Fermeture complète une direction à la fois. Horaire de travail : lundi au vendredi, de 7h à 15h30 (direction ouest) et de 9h30 à 19h (direction est). **Travaux de pavage :** Fermeture complète. Horaire de travail : 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7241 **Rue Saint-Antoine,** De la 9e avenue à la 1re avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h.
C-7242 **Rue Joseph-Dubreuil,** De la limite ouest à la 32e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7243 et C-7244 **Rue Louis-A.-Amos,** De la 32e avenue à la rue Onésime Gagnon De la rue Courval à la 23e avenue	
C-7245 **46e avenue,** De la rue Hormidas-Deslauriers à la rue François-Cusson	
C-7562, **Rue Duff Court,** De la 14e avenue à la rue Duff Court	**Travaux de planage :** Fermeture complète une direction à la fois avec de maintien de la circulation locale. Horaire de travail : lundi au vendredi, de 7h à 19h. **Travaux de pavage :** Fermeture complète. Horaire de travail : Lundi au vendredi, 7h à 19h.
C-7325 **23e avenue,** De la rue Louis-A.-Amos à la rue Alphonse Gariépy	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7318 **18e avenue,** Du boulevard Saint-Joseph à la rue Piché	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Samedi, de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.
C-7319 **Rue Piché,** De la 18e avenue à la 19e avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h, samedi, de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.

Secteur	Mesures de mitigation
C-7320 **Rue William-Macdonald,** De la 6e à la 1re avenue	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, 7h à 19h.
C-7321 **Chemin du Musée,** De la rue Lyette au chemin du Canal	**Travaux de planage :** Entrave partielle avec le maintien d'une voie. Horaire de travail : Lundi au vendredi, de 9h30 à 19h. Période de réalisation printemps, automne 2019. **Travaux de pavage :** Fermeture complète. Horaire de travail : Lundi au vendredi, 9h à 15h30.
C-7322 **Avenue Milton,** De la rue des Érables à la promenade Ronald C-7323 **Rue des Érables,** De l'avenue Hillcrest à l'avenue Émilie-Pominville	**Travaux de planage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec maintien de la circulation locale seulement. Horaire de travail : Samedi 8h à 19h et dimanche 9h à 19h. **Travaux de pavage :** Fermeture complète d'une direction à la fois. Horaire de travail : 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7324 **Avenue Saint-Pierre,** De la rue Saint-Patrick à la rue Richmond	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec détour sur l'avenue Saint-Pierre. Mise en place d'une circulation à contresens sur l'avenue Notre-Dame. Coordination à prévoir avec KPH Turcot. **Horaire de travail :** Dimanche au jeudi, de 22h à 5h, jeudi au vendredi, de 22h30 à 5h, vendredi au samedi, de 23h à 6h30, samedi au dimanche, de 23h à 7h.
C-7331 **Avenue Labatt,** De la rue Airlie au boulevard Newman	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7327 **Rue Jean-Milot,** De la rue des Oblats à la rue Bergevin	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. Mise en place d'une circulation à double-sens sur la rue des Oblats. **Horaire de travail :** Dimanche au jeudi, de 22h à 5h, jeudi au vendredi, de 22h30 à 5h, vendredi au samedi, de 23h à 6h30, samedi au dimanche, de 23h à 7h.
C-7328 **Rue Jean-Milot,** Du boulevard Newman à la rue Louis-Fortier	**Travaux de planage :** Fermeture complète d'une direction à la fois avec détours de maintien de la circulation locale sur les rues perpendiculaires. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée avec détours avec maintien de la circulation locale sur les rues perpendiculaires. Horaire de travail : 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7329 **Rue Quinlan,** De la rue Wanklyn à la rue Jean-Milot	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. **Horaire de travail :** 7 jours sur 7, de 21h à 5h.
C-7330 **Rue Trudeau,** De la rue Jean-Milot à la rue Clément	**Travaux de planage et pavage :** Fermeture complète avec maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7332 **Rue Georges,** Du boulevard bishop-Power à la 9e avenue	**Travaux de planage :** Entrave partielle un côté à la fois sur la rue Georges, fermeture complète une direction à la fois sur le boulevard Bishop-Power. Horaire de travail : Lundi au vendredi, 7h à 19h. 9h30 à 15h30 pour le boulevard Bishop-Power. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée sur la rue George, fermeture complète d'une direction à la fois sur le boulevard Bishop-Power. Horaire de travail : Lundi au vendredi, 7h à 19h et 9h30 à 15h30 pour le boulevard Bishop-Power.
C-7333 **Rue Centrale,** De la 12e avenue au boulevard Bishop-Power	**Travaux de planage :** Entrave partielle d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. **Travaux de pavage :** Fermeture complète de la chaussée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h.

Secteur	Mesures de mitigation
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Les travaux sont prévus d'être réalisés en 2019; - L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7; - Délimitation des voies en contresens à l'aide de repères visuels de type T-RV-10; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles - Accommodation et maintien en tout temps d'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 25 août 2015

GROUPE CRH CANADA INC.
À l'ATTENTION DE MADAME JENNIFER GOOD
2300, AVE STEELES W
4TH FLOOR
CONCORD (ON) L4K 5X6

N° de client : 2700000931
N° de référence : 1530780009

Objet : Changement de nom de HOLCIM (CANADA) INC. à GROUPE CRH CANADA INC.

Madame,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise **HOLCIM (CANADA) INC** au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant **GROUPE CRH CANADA INC.** Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1164634611 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise **HOLCIM (CANADA) INC** autorisée le 28 mai 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Sandra au 1 877 525-0337, poste 4867.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0065

Québec, le 28 mai 2013

Holcim (Canada) inc.
À l'attention de : Madame Jennifer Good
435, rue Jean-Neveu
Longueuil (Québec) J4G 2P9

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Holcim (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0065 n° d'identification de l'Autorité : 2700000931

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CIMENT ST-LAURENT
- DEMIX AGRÉGATS
- DEMIX AGRÉGATS A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX AGRÉGATS UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON
- DEMIX BÉTON A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION
- DEMIX CONSTRUCTION A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX SERVICES
- GEOCYCLE
- GÉOCYCLE
- HOLCIM
- HOLCIM CANADA
- ST-LAURENCE CEMENT

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Holcim (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

4-1
Soi 6

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 23 février 2016

GROUPE CRH CANADA INC.
2300, AVE STEELES W
4TH FLOOR
CONCORD ON L4K 5X6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000931
N° de demande :	1530900179
N° de confirmation de paiement :	000182738785

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 441022
Numéro de référence : 1214911
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1513230)** 2018-11-19 14 h 04 **Transmission :** 2018-11-19 20 h 08	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 13 h 38 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 38 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1513315)** 2018-11-19 15 h 30 **Transmission :** 2018-11-19 20 h 11	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 24 - Messagerie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 39 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (1514449)** 2018-11-22 7 h 52 **Transmission :** 2018-11-22 8 h 04	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 21 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 47 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1513080)** 2018-11-19 11 h 19 **Transmission :** 2018-11-19 14 h 39	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 21 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel

			3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1514325)** 2018-11-21 15 h 25 **Transmission :** 2018-11-21 15 h 26	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 55 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 40 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction inc. - Agence Chenail 104, boul. St-Rémi c.p. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur :	**Commande : (1513738)** 2018-11-20 13 h 40 **Transmission :** 2018-11-20 13 h 40	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 25 - Messagerie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 40 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1513471)** 2018-11-20 8 h 41 **Transmission :** 2018-11-20 8 h 41	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 25 - Messagerie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1514700)** 2018-11-22 13 h 32 **Transmission :** 2018-11-22 13 h 32	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 52 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 47 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 20 - Télécopie 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (1513073)** 2018-11-19 11 h 13 **Transmission :** 2018-11-19 11 h 13	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 55 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 39 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 20 - Télécopie

			3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1513780)** 2018-11-20 14 h 24 **Transmission :** 2018-11-20 14 h 24	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 21 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca	Madame Nancy Galipeau Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :	**Commande : (1513937)** 2018-11-21 7 h 58 **Transmission :** 2018-11-21 8 h 06	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 24 - Messagerie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavage Ultra Inc. 378 boul Saint-Jean-Baptiste Mercier, QC, J6R 2L2 http://www.pavageultra.com	Monsieur Jean-Philippe Dagenais Téléphone : 450 691-6828 Télécopieur : 450 691-0151	**Commande : (1520496)** 2018-12-10 16 h 25 **Transmission :** 2018-12-10 16 h 25	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 21 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1513582)** 2018-11-20 10 h 29 **Transmission :** 2018-11-20 10 h 29	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 15 h 30 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1513178)** 2018-11-19 13 h 13 **Transmission :** 2018-11-19 13 h 13	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 21 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 21 - Courriel 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel

			3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sintra (Région Montérégie / Rive-Sud) 7 rang St-Régis Sud Saint-Isidore (Montérégie), QC, J0L2A0	Madame Ana Fernandes Téléphone : 450 638-0172 Télécopieur : 450 638-2909	**Commande : (1513702)** 2018-11-20 13 h 04 **Transmission :** 2018-11-20 13 h 44	3037569 - 441022_Addenda #1 2018-12-12 12 h 21 - Télécopie 3037572 - 441022_Plans_Addenda 1 2018-12-12 12 h 39 - Messagerie 3037573 - 441022_Formulaires de soumission (devis) 2018-12-12 12 h 19 - Courriel 3037574 - 441022_Formulaires de soumission (bordereau) 2018-12-12 12 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231084

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 821 384,82 $ (contrat: 7 676 713,47 $ + contingences: 767 671,35 $ + incidences: 377 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187231084 info Comptable SUM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste

Tél : (514) 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-28

Josée BÉLANGER

Conseillère budgetaire
Tél : (514) 872-3238
Division : conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CM : 20.17

2019/03/25 13:00

(2)

Dossier # : 1187231084

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 821 384,82 $ (contrat: 7 676 713,47 $ + contingences: 767 671,35 $ + incidences: 377 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires

Rapport- mandat SMCE187231084.pdf

Dossier # :1187231084

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidente

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 25 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187231084

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 821 384,82 $ (contrat: 7 676 713,47 $ + contingences: 767 671,35 $ + incidences: 377 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Vice-présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187231084
Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements de LaSalle et de Lachine (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 821 384,82 $ (contrat: 7 676 713,47 $ + contingences: 767 671,35 $ + incidences: 377 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441022 - 11 soumissionnaires.

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont constaté avec bonheur que onze soumissions ont été reçues pour cet appel d'offres. Le Service a expliqué que la période de l'appel d'offres y était sans doute pour quelque chose, les entrepreneurs cherchant à remplir leurs carnets de commandes en début de saison. Il faut aussi reconnaître qu'il est habituel de recevoir plusieurs soumissions pour ce type de travaux à la portée de plusieurs entrepreneurs généraux.

Les membres ont bien compris que les prix soumis, inférieurs dans neuf cas sur onze à l'estimation, témoignaient du caractère actif et concurrentiel du marché dans les domaines du planage et du pavage.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs

interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187231084 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.18

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1196462002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 18 228 125,56 $ incluant les taxes, pour l'acquisition par voie d'expropriation de l'ensemble des immeubles prévus aux résolutions CM16 0598, CM16 0599, CM16 0600, CM16 0926, CM17 0740 à des fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre de la mise en œuvre des abords du site Outremont (projet MIL Montréal) N/Réf. : 31H12-005-0962-05

Il est recommandé :
D'autoriser une dépense additionnelle de 18 228 125,56 $ pour l'ensemble des acquisitions prévues aux résolutions CM16 0600, CM16 0598, CM16 0599, CM17 0740, CM16 0926, incluant une provision d'estimation de taxes de 10% calculée sur l'indemnité principale.

Cette somme additionnelle prévue à la présente résolution bonifie les montants déjà approuvés dans les résolutions suivantes :

le point 5 de la résolution CM16 0600 qui autorise une dépense de 1 635 290 $, taxes incluses pour l'acquisition d'une partie du lot 1 350 843 du cadastre du Québec;

le point 5 de la résolution CM16 0599 qui autorise une dépense de 777 000 $, taxes incluses pour l'acquisition d'une partie du lot 1 350 842 du cadastre du Québec;

le point 5 de la résolution CM16 0598 qui autorise une dépense de 862 320 $, taxes incluses pour l'acquisition d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec;

le point 5 de la résolution CM 16 0926 qui autorise une dépense de 2 644 425 $, taxes incluses, pour l'acquisition d'une partie du lot 1 868 713 du cadastre du Québec;

le point 1 de la résolution CM17 0740 qui autorise une dépense totale de 1 140 839,44 $, taxes incluses pour l'acquisition du lot 6 032 109 du cadastre du Québec;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-03-18 09:10

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196462002**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 18 228 125,56 $ incluant les taxes, pour l'acquisition par voie d'expropriation de l'ensemble des immeubles prévus aux résolutions CM16 0598, CM16 0599, CM16 0600, CM16 0926, CM17 0740 à des fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre de la mise en œuvre des abords du site Outremont (projet MIL Montréal) N/Réf. : 31H12-005-0962-05

CONTENU

CONTEXTE

Nouvellement appelé « MIL Montréal », le site Outremont et ses abords est aujourd'hui l'un des projets urbains d'envergure pour lequel la Ville et l'Université de Montréal, mais également les gouvernements du Québec et du Canada, consentent d'importants engagements financiers pour améliorer la qualité du cadre de vie et l'attractivité de ce territoire.
Dans la volonté de requalifier l'ancien secteur industriel au pourtour du nouveau campus MIL de l'Université de Montréal (le « site Outremont ») et de retisser des liens entre ces quartiers fragmentés par la présence ferroviaire, la Ville a mis en place, au printemps 2012, une démarche de planification du territoire élargi menant à l'adoption en 2013 du Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau (le « PDUES »).

Ce plan propose des interventions qui visent notamment à revitaliser le secteur industriel et les vieux quartiers résidentiels avoisinant le site Outremont. L'élaboration du PDUES a également fait l'objet d'une démarche de planification participative à laquelle la population et l'ensemble des parties prenantes se sont associés afin d'identifier les vocations à privilégier dans les secteurs visés.

Le site intègre notamment le nouveau campus MIL de l'Université de Montréal, dont l'ouverture des premiers pavillons est prévue en septembre 2019.

Le territoire du PDUES, alors identifié comme « les abords », couvrent une partie des arrondissements de Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension (secteurs Beaumont, De Castelnau et Parc), de Rosemont – La Petite-Patrie (secteurs Atlantic et Marconi-Alexandra), du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont, et jouxtent la Ville de Mont-Royal. Ils s'étendent sur 80 hectares. La planification détaillée des abords résulte de la volonté municipale d'intégrer ces territoires industriels au redéveloppement de l'ancienne gare de triage.

Suivant l'adoption du PDUES, la Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité, en collaboration avec les arrondissements et les services concernés, a engagé en 2016 la phase de mise en oeuvre des abords.

Un règlement d'emprunt (15-058) de 35 M$ a été adopté en 2015 pour amorcer la mise en œuvre des interventions prévues dans le PDUES. Ce règlement vise à financer les travaux d'aménagement, de démolition, de décontamination, d'infrastructures ainsi que les acquisitions d'immeubles, les honoraires professionnels pour des services de toutes natures et toutes autres dépenses incidentes et imprévues.

Ce règlement d'emprunt doit servir, entre autres, pour faire l'acquisition requise afin de réaliser le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux (l'«Axe Central ») entre les avenues Durocher et du Parc.

Pour poursuivre les interventions municipales annoncées et répondre aux engagements de la Ville, il est nécessaire d'acquérir plusieurs immeubles, appartenant à M. Elias Rombotis et Mme Alexandra Katopodis-Rombotis, Les entreprises Giuseppe Di Maria et Fils inc., Investissements Plaza Vanpark inc.et Kanva Placements inc. (collectivement le «Propriétaire»), situés dans les arrondissements d'Outremont et de Rosemont – La Petite-Patrie, constitué d'une partie de l'ancien lot 2 203 544 du cadastre du Québec, maintenant connu et désigné comme étant les lots 6 032 108 et 6 032 109 du cadastre du Québec, d'une partie du lot 1 350 842 du cadastre du Québec, maintenant connu et désigné comme étant le lot 6 002 095 du cadastre du Québec, d'une partie de l'ancien lot 1 868 713 du cadastre du Québec, maintenant connu et désigné comme étant le lot 6 037 060 du cadastre du Québec et d'une partie de l'ancien lot 1 350 843 du cadastre du Québec, maintenant connu et désigné comme étant le lot 6 034 618 du cadastre du Québec (collectivement l'«Immeuble»).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0740 - 12 juin 2017 (dossier 1171195002) - Autoriser une dépense de 1 140 839,44 $, taxes incluses, dans le cadre de l'expropriation de l'immeuble situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, constitué du lot 6 032 109 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement d'Outremont, aux fins d'aménagement d'une rue.
CM16 0926 – 22 août 2016 (dossier 1161195010) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé du côté est de la rue Hutchison et au nord de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, constitué d'une partie du lot 1 868 713 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM16 0598 – 16 mai 2016 (dossier 1161195009) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM16 0599 – 16 mai 2016 (dossier 1161195007) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 842 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM16 0600 – 16 mai 2016 (dossier 1161195008) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au sud-ouest de la rue Hutchison et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 843 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM15 0684 – 25 mai 2015 (dossier 1155950001) – Adopter le règlement intitulé «

Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales dans le cadre du projet de Développement des abords du Campus Outremont (« PDUES ») ».

CM15 0557 - 27 avril 2015 (dossier 1155950001) – Adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales dans le cadre du projet de Développement des abords du site Outremont".

CM13 1019 – 23 septembre 2013 (dossier 1130442001) – Adopter, avec changements, le Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau / Adopter, avec changements, un règlement intégrant diverses modifications au Plan d'urbanisme pour tenir compte du PDUES.

CM13 0062 – 28 janvier 2013 (dossier 1123794001) – Adopter le projet de Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau (PDUES) / Adopter un projet de règlement intégrant diverses modifications au Plan d'urbanisme pour tenir compte du PDUES / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de PDUES et les modifications au Plan d'urbanisme / Mandater le Service de la mise en valeur du territoire, le Service des finances et la Direction des stratégies et transactions immobilières pour élaborer la stratégie immobilière et financière préalable à la mise en œuvre du PDUES.

DESCRIPTION

Au courant de l'année 2016, la Ville a décrété l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation de l'Immeuble aux fins de prolongement de l'Axe Central jusqu'à l'avenue du Parc.
L'élaboration du budget lors de la décision de décréter l'expropriation de l'Immeuble a été réalisée en novembre 2015, basée sur une utilisation commerciale. Le secteur environnant permet maintenant l'usage habitation et les activités de nature scientifique, en lien avec le futur campus MIL. Ces changements ont créé une pression sur le marché immobilier et une augmentation importante des valeurs des immeubles du secteur.

De plus, le Service des affaires juridiques («SAJ»), lequel est mandaté pour réaliser les procédures d'expropriation, a pu cheminer dans le dossier et obtenir beaucoup plus de précisions sur chacun des locataires, leurs conditions actuelles d'occupation, leurs installations de même que leurs démarches préliminaires pour leur relocalisation, comme prévu dans la Loi sur l'expropriation (la «Loi»). Ces précisions, non prévues initialement, ont eu un effet sur l'augmentation de l'indemnité accessoire (dommages).

Les principes généraux, en matière d'expropriation, disent que la partie expropriante est tenue de verser à la partie locataire une indemnité lui permettant de relocaliser ses activités en les perturbant le moins possible. Les dommages généralement indemnisés sont les frais de déménagement et de publicité, les améliorations locatives, le différentiel de loyer, les troubles et ennuis, les pertes de revenus et/ou d'achalandage ainsi que les frais d'experts.

Par ailleurs, en vertu de l'article 65 de la Loi, qui stipule qu'*à la suite de l'expropriation partielle d'un immeuble, l'expropriant ou l'exproprié peut, sur requête, demander au Tribunal d'ordonner l'expropriation totale ou partielle de la partie restante si cette partie ne peut plus être convenablement utilisée en tout ou en partis* , une des parties expropriées a saisi le Tribunal d'une requête amendée, demandant au Tribunal d'ordonner à la Ville de procéder à l'expropriation totale de l'ancien lot 2 203 544 du cadastre du Québec.

Comme cette requête amendée, présentée par le procureur d'une des parties expropriées, a

été accueillie par le Tribunal, ce dernier a ordonné à la Ville d'acquérir une superficie plus grande. Cette superficie est passée donc de 462 m² qui était initialement prévue à 872 m².

Une jurisprudence claire et bien établie existe en matière d'expropriation à l'effet que le Tribunal pour établir la valeur d'un immeuble tient compte de l'évolution du marché, même postérieur à l'expropriation.

«En matière d'expropriation, où le Tribunal recherche une indemnité au propriétaire, compte tenu que ce dernier est dépossédé au moment où il ne veut pas nécessairement vendre, le Tribunal est d'opinion que le propriétaire doit bénéficier de la reprise du marché immobilier.

En ce faisant, le Tribunal suit les enseignements de la Chambre de l'expropriation, où le juge Nichols écrivait : "… rien ne pressait l'exproprié de vendre à l'époque et qu'il était en position d'attendre que le marché se redresse et la Chambre lui donne raison sur ce point".

Ce qui permet donc au Tribunal de procéder à l'analyse du marché postérieur à la "date d'évaluation".» (Gatineau (Ville) c. Douvilar inc., 2004 CanLII 60229 (QC TAQ) .

En conséquence, conformément aux principes jurisprudentiels reconnus, de même qu'aux informations obtenues à la suite de l'expropriation, les budgets ont été revus à la hausse.

Bien qu'il soit impossible pour le moment de déterminer exactement les fonds requis jusqu'à la fin du versement des indemnités finales, le SAJ requiert un budget additionnel pour finaliser le processus d'expropriation de l'Immeuble.

Considérant ces faits, une mise à jour du coût potentiel d'acquisition, dans un contexte d'expropriation, a été réalisée par la Division des analyses immobilières du Service de la gestion et de la planification immobilière («SGPI»).

Ce coût potentiel d'acquisition revisé est estimé à 25 288 000 $, taxes incluses, soit 18 228 125,56 $ de plus que les 7 059 874,44 $ déjà approuvés par les instances.

JUSTIFICATION

Des avis d'expropriation ainsi que des avis de transfert ont été signifiés au Propriétaire, afin d'acquérir l'Immeuble, identifié aux plans ci-joints.
Lesdits avis ont été publiés au courant des années 2016-2018.

La procédure d'expropriation prévoit le déboursé des sommes selon 2 étapes, soit le versement des indemnités provisionnelles puis le paiement des indemnités finales.

Selon la Loi, avant de pouvoir prendre possession de l'Immeuble, la Ville doit permettre la relocalisation des locataires, négocier ou avoir fait fixer par le Tribunal l'indemnité provisionnelle pour le propriétaire et pour le locataire, verser l'indemnité provisionnelle et finalement signifier l'avis de transfert de propriété.

Ainsi, pour être en mesure de prendre possession de l'Immeuble exproprié, conformément à la Loi, la Ville a versé au Propriétaire l'indemnité provisionnelle, à l'exception de l'acquisition concernant Investissements Plaza Vanpark inc.

Il est à noter que la Ville a pris possession de l'ensemble des immeubles et elle est déjà propriétaire (à l'exception de l'immeuble appartenant à Vanpark) à partir de la date d'inscription des avis de transfert au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

Comme des négociations seront entamées incessamment par le SAJ, pour le règlement des

indemnités finales, des crédits additionnels sont requis pour la continuité du processus d'expropriation de l'Immeuble.

Il est important de préciser que l'indemnité immobilière représente seulement une partie du montant additionnel demandé. L'autre partie du montant demandé est constitué de différents postes de dommages non anticipés ou anticipés de façon conservatrice, notamment dû à l'impossibilité d'avoir ce type d'informations lorsque les budgets initiaux ont été votés.

Par conséquent, la Direction des transactions immobilières, conjointement avec le SAJ et le Service de l'urbanisme et de la mobilité (le "SUM") recommande l'octroi de fonds additionnels pour finaliser l'expropriation de l'Immeuble destiné au prolongement de l'Axe Central jusqu'à l'avenue du Parc pour les motifs suivants :

- Le prolongement de l'Axe Central vers l'est constitue une action structurante pour la requalification et le réaménagement de ce secteur stratégique de Montréal. Il permettra d'affirmer de façon marquée l'intégration du futur quartier universitaire à son milieu. De plus, par son envergure et sa qualité, l'Axe Central offrira aux propriétés riveraines un plus grand potentiel de mise en valeur et contribuera au développement d'une figure urbaine plus cohérente pour l'ensemble du secteur Atlantic;

- Les études en cours, notamment en matière de déplacements et en matière de design urbain, s'appuient sur le projet de poursuivre le lien physique jusqu'à l'avenue du Parc;

- L'aménagement et le prolongement de l'Axe Central jusqu'à l'avenue du Parc permettra ainsi de décloisonner les quartiers et d'améliorer la mobilité au sein du territoire, contribuant ainsi au développement d'une figure urbaine plus cohérente.

Considérant tous ces aspects, il est impératif d'obtenir les crédits nécessaires pour finaliser la procédure d'expropriation en cours et d'acquérir l'Immeuble.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total révisé du coût potentiel d'expropriation de l'Immeuble, selon la Division des analyses immobilières du SGPI, est de 25 288 000 $, incluant les taxes, plutôt que de 7 059 874,44 $ initialement prévu et approuvé.

Ce coût potentiel d'acquisition inclut les frais d'achat, les dommages potentiels, les honoraires d'experts et autres, mais exclut les montants associés à toute restauration des sols. Il n'équivaut pas à la valeur marchande de l'Immeuble, ni à la valeur au propriétaire, ni à une fourchette maximale de la valeur pour une acquisition de gré à gré, ni à l'indemnité d'expropriation.

Il ne peut donc être utilisé à une fin autre que budgétaire.

Donc le coût additionnel requis de 18 228 125,56$ toutes taxes comprises sera assumé comme suit:
® **le service des finances certifie un montant maximal de 18 228 125,56 taxes incluses qui sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence locale 15-058 « Interventions municipales dans le cadre du projet de Développement des abords du Campus Outremont le PDUES** ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Le détail du financement de ce budget additionnel d'acquisition est présenté à l'intervention du service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet MIL Montréal a été désigné comme le premier projet phare d'aménagement durable dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal durable 2016-2020).
Le prolongement de l'Axe Central vers l'avenue du Parc contribuera à assurer une meilleure qualité de vie pour les citoyens du secteur en réduisant la circulation sur les rues locales, notamment dans les zones où l'usage résidentiel est autorisé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut de donner suite à cette recommandation, la Ville ne pourra pas finaliser la procédure d'expropriation en cours et faire les acquisitions requises pour réaliser le prolongement de l'Axe Central ce qui retardera les travaux déjà prévus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 20 mars 2019;
Conseil municipal : 25 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cassandre LOUIS, Service des affaires juridiques
Jean-François LUSIGNAN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Marion DEMARE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Daniel LAFOND, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Louis-Henri BOURQUE, 4 février 2019
Cassandre LOUIS, 31 janvier 2019
Marion DEMARE, 31 janvier 2019
Jean-François LUSIGNAN, 31 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel GRECESCU
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7185
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-15

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-03-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-03-15

Montréal

Secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau

Plan de développement urbain, économique et social (PDUES)

Septembre 2013



Service de la mise en valeur du territoire

Secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau

Plan de développement urbain, économique et social (PDUES)

Septembre 2013

Avant-propos /

Mot de M. Laurent Blanchard et de M. Alain Tassé





Le Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau (PDUES) marque l'aboutissement d'une démarche de planification annoncée dans le Plan d'urbanisme en 2004. Fruit d'un vaste processus de planification participative avec les acteurs du milieu ainsi que d'une étroite collaboration entre la ville centrale et les arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, de Rosemont–La Petite-Patrie, du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont, le PDUES intègre de façon novatrice les dimensions urbaines, économiques et sociales du développement et de l'aménagement. Il constitue désormais le document de référence qui guidera la transformation des secteurs industriels anciens situés aux abords de l'ancienne gare de triage Outremont, laquelle sera progressivement transformée en quartier universitaire et résidentiel au cours de la prochaine décennie.

En confirmant, d'entrée de jeu, la vocation économique d'une grande partie du territoire, le PDUES pose un geste concret en faveur du maintien des secteurs d'emplois du centre de Montréal. Par ailleurs, il assure le développement de secteurs mixtes qui prennent en compte les aspirations et les préoccupations exprimées par la population des milieux avoisinants. Il propose également des interventions qui permettront de retisser des liens entre les quartiers tout en célébrant leur diversité et en améliorant la qualité de vie des communautés qui y vivent.

La consultation menée par l'Office de consultation publique de Montréal, au printemps 2013, a été l'occasion de constater l'adhésion des diverses parties prenantes à la vision et aux orientations du PDUES. Elle a également permis de recueillir des commentaires qui ont mené à une bonification du document, notamment par l'introduction d'une cible de développement de logements sociaux et communautaires.

L'esprit de collaboration et de concertation qui a présidé à l'élaboration du PDUES devrait animer sa mise en œuvre et contribuer à son succès, et ce, pour le bénéfice de toutes les parties prenantes.

Laurent Blanchard

Maire de Montréal

Alain Tassé

Membre du comité exécutif, responsable du développement économique et de l'urbanisme

Table des matières /

1. Mise en contexte 1
   - 1.1 Localisation du territoire 4
   - 1.2 Un territoire fragmenté en mutation 7
2. Énoncé de vision 9
3. Orientations de développement et d'aménagement 11
   - 3.1 Affirmer la vocation économique du territoire 11
   - 3.2 Soutenir la consolidation de milieux mixtes et diversifiés 14
   - 3.3 Contribuer à la qualité du paysage urbain et améliorer le cadre de vie 18
   - 3.4 Décloisonner les quartiers et améliorer la mobilité au sein du territoire 22
4. Stratégie d'intervention 26
   - 4.1 Aménagement du domaine public et des espaces libres 26
   - 4.2 Diversité économique et soutien aux créateurs 44
   - 4.3 Qualité de l'habitat et soutien aux communautés 48
   - 4.4 Mesures d'encadrement du développement immobilier 52
5. Mise en œuvre et suivi du PDUES 64
   - 5.1 Planification et programmation des interventions prioritaires 64
   - 5.2 Collaborations et initiatives des partenaires 66
   - 5.3 Mécanismes de suivi du PDUES 68



1 / Mise en contexte

Le Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau (PDUES) a été élaboré par la Ville de Montréal avec la collaboration des arrondissements concernés en concertation avec les acteurs locaux et les citoyens. Il s'appuie sur une vision concertée du devenir du territoire définie dans le cadre d'une démarche ouverte et inclusive.

Le PDUES s'inscrit dans le cadre de la planification détaillée du secteur des abords des voies du Canadien Pacifique (CP), annoncée par le Plan d'urbanisme adopté en 2004. Il donne suite à l'engagement de la Ville de réaliser une planification détaillée pour un territoire englobant divers secteurs au pourtour de l'ancien triage Outremont après l'adoption, en février 2011, du règlement autorisant sa conversion en quartier universitaire et résidentiel.

S'inscrivant dans une approche de développement durable, le PDUES fait état des intentions de la Ville à l'égard de ce territoire et propose des orientations et une stratégie concrète d'intervention en matière d'aménagement urbain et de développement économique, social et culturel, laquelle inclut des modifications au plan et à la réglementation d'urbanisme. Le PDUES s'appuie entre autres sur la vision et les principes énoncés dans le projet de Plan de développement de Montréal dont l'adoption est prévue en 2014.

Le PDUES propose un positionnement économique du territoire en tant que « carrefour de la création » accompagné de mesures pour le concrétiser. Par ailleurs, il propose diverses interventions pour améliorer l'espace public et assurer une mixité de population, dont l'acquisition de terrains aux fins de parc et pour la réalisation de logements sociaux et communautaires. Dans une perspective adaptée aux besoins de la communauté, il propose également la mise en place d'un mécanisme financier destiné à soutenir des projets de développement social initiés par et pour le milieu.

De plus, le PDUES soutient des actions à portée économique et sociale dont la prise en charge fera l'objet de collaborations par des partenaires publics et institutionnels engagés dans le développement du territoire et l'aide à la communauté.

Enfin, il prévoit un mécanisme de suivi de la mise en œuvre des actions et, surtout, la création d'un espace de collaboration propice au développement de nouvelles initiatives dans les années à venir.

Une démarche participative



1 /



2 /

Les citoyens ainsi que des représentants de divers organismes et entreprises intéressés ont pu prendre une part active dans la réflexion sur l'avenir du territoire dans le cadre d'une vaste et innovante démarche de planification participative. Le succès de cette initiative constitue un vibrant plaidoyer pour son intégration dans les pratiques de la Ville.

À l'invitation de la Ville, les Montréalais ont pu partager leurs expériences, leurs préoccupations et leurs idées sur un forum de discussion en ligne ainsi qu'à l'occasion de quatre rencontres de quartier.

1 / Visite guidée organisée dans le cadre de l'Opération avenue du Parc.
2 / Rencontre de quartier dans l'arrondissement d'Outremont.
3 / Forum public du 29 octobre 2012.

De plus, deux ateliers regroupant une diversité d'acteurs clés, notamment du milieu associatif, ainsi que des représentants des instances municipales, de l'Université de Montréal et du CP ont été organisés. Les participants ont pu s'exprimer sur la vision d'avenir du territoire lors du premier atelier, tandis que le second leur fournissait l'occasion de proposer des initiatives pour soutenir le type de développement souhaité. Cet événement s'est conclu par un forum public.



3/

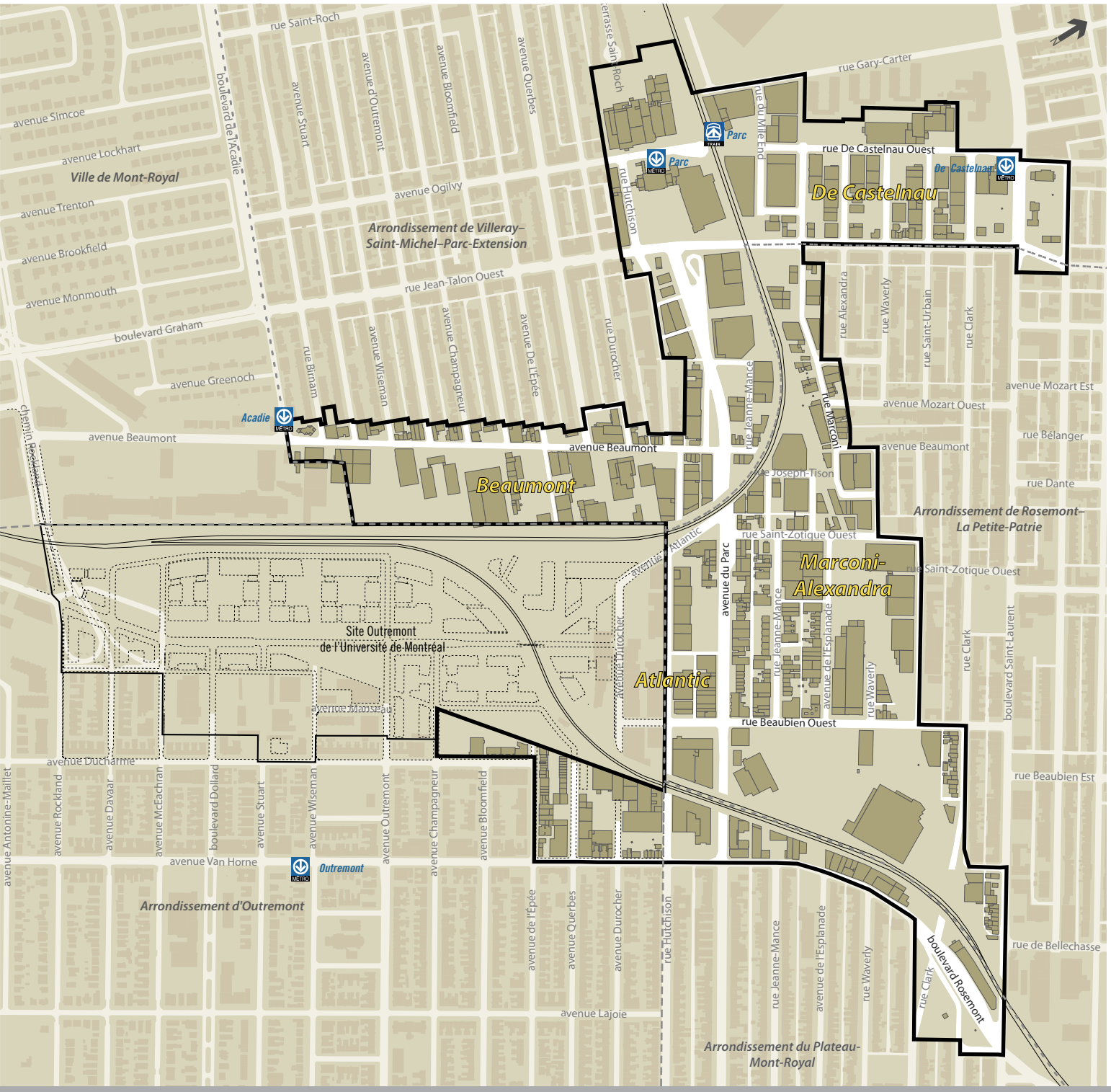
En marge de cette démarche, un atelier d'urbanisme citoyen, intitulé « Opération Avenue du Parc », a été mis sur pied à l'initiative du milieu avec le soutien de la Ville. Cet atelier a permis à des groupes formés de citoyens, de représentants d'organismes communautaires et d'entreprises du secteur de développer des propositions pour solutionner divers enjeux liés à l'aménagement de cet axe névralgique qui traverse l'ensemble du territoire.

Le PDUES a fait l'objet d'une consultation par l'Office de consultation publique de Montréal au printemps 2013.

1.1/
Localisation du territoire

Le territoire d'intervention du PDUES se situe de part et d'autre de l'avenue du Parc et voisine un ancien triage ferroviaire qui accueillera le futur site Outremont de l'Université de Montréal. D'une superficie de 0,8 km^2, il se compose de plusieurs secteurs à vocation industrielle et commerciale, soit le secteur Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, les secteurs Atlantic et Marconi-Alexandra, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, la frange nord du quartier Mile-End, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, ainsi qu'un secteur de l'arrondissement d'Outremont.

Ce territoire compte actuellement relativement peu de résidents, mais il est situé à la frange de quartiers populeux ayant une identité bien affirmée. Ces quartiers, où vivent les communautés qui sont directement interpelées par l'avenir du territoire, sont particulièrement considérés en ce qui a trait aux aspects sociaux du PDUES. Celui-ci a notamment pour but d'en faire les premiers bénéficiaires du développement et des aménagements qui s'annoncent dans leur voisinage immédiat et, à cette fin, il ouvre la voie à des interventions sociales au sein même de ces quartiers.


rue Saint-Roch
avenue Simcoe
avenue Lockhart
Ville de Mont-Royal
avenue Trenton
avenue Brookfield
avenue Monmouth
boulevard Graham
avenue Greenock
boulevard de l'Acadie
avenue Stuart
avenue d'Outremont
avenue Bloomfield
avenue Querbes
avenue Ogilvy
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
rue Jean-Talon Ouest
avenue Champagneur
avenue De l'Épée
rue Durocher
rue Birnam
avenue Wiseman
Acadie
avenue Beaumont
chemin Bates
Beaumont
terrasse Saint-Roch
rue Gary-Carter
rue du Mile End
Parc
rue De Castelnau Ouest
De Castelnau
rue Hutchison
rue Alexandra
rue Waverly
rue Saint-Urbain
rue Clark
avenue Mozart Est
avenue Mozart Ouest
rue Jeanne-Mance
rue Marconi
rue Joseph-Tison
rue Bélanger
rue Dante
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
rue Saint-Zotique Ouest
avenue du Parc
avenue Atlantic
Marconi-Alexandra
Site Outremont de l'Université de Montréal
avenue Durocher
Atlantic
avenue de l'Esplanade
boulevard Saint-Laurent
avenue Mozart
rue Beaubien Ouest
avenue Dutcharme
avenue Antonine-Maillet
avenue Rockland
avenue Davaar
avenue McEachran
boulevard Dollard
avenue Van Horne
Outremont
Arrondissement d'Outremont
rue Beaubien Est
rue de Bellechasse
boulevard Rosemont
avenue Lajoie
Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

1/ Tunnel du boulevard Saint-Laurent, à la hauteur de l'avenue Van Horne, peu après son inauguration vers 1911.
Source : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

2/ Place publique face à l'ancienne gare Jean-Talon.

3/ Vue vers le sud à partir du viaduc ferroviaire surplombant l'avenue du Parc, à la hauteur de l'avenue Van Horne.



1/



2/

1.2/
Un territoire fragmenté en mutation


3/

Le territoire, fragmenté et en partie enclavé, s'est construit en lien étroit avec le développement du réseau ferroviaire et des activités manufacturières et de distribution. Les divers quartiers qui le bordent se sont consolidés au rythme de l'expansion de la ville vers le nord qui a été facilitée par la mise en service du tramway, les vagues successives d'immigration et la concentration d'industries le long des voies ferrées.

Les grandes tendances qui ont affecté l'évolution récente de l'industrie manufacturière ont considérablement affaibli plusieurs entreprises du secteur. Malgré ce déclin, le territoire reste un foyer important de l'activité économique à Montréal, dont les manufactures et les entreprises de construction, de transport et de distribution constituent toujours les principaux employeurs.

Les multiples projets résidentiels de construction récente dans les milieux adjacents et l'émergence de nouvelles entreprises annoncent un regain de vitalité et d'intérêt pour le territoire, mais aussi sa mutation. Plusieurs bâtiments industriels ont été transformés en copropriétés résidentielles dans les zones à vocation mixte. D'autres abritent maintenant des entreprises dans les domaines de la création, du design et des technologies de l'information. L'édification d'un quartier universitaire et résidentiel sur le site acquis par l'Université de Montréal contribuera certainement à cet essor.

La fragmentation du territoire s'incarne également sur les plans identitaire et social. Il se partage ainsi entre le quartier Parc-Extension, le plus dense et le plus cosmopolite de Montréal, le secteur Marconi-Alexandra, adjacent à la Petite-Italie et désigné par certains en tant que « Mile-Ex » ou « Quartier des architectes », le Mile-End dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et, enfin, la partie nord de l'arrondissement d'Outremont. La diversité est une des grandes richesses de ces quartiers aux réalités sociales contrastées.

L'aménagement physique du territoire, dont plusieurs composantes sont dignes d'intérêt, est largement lacunaire quant à sa convivialité pour ceux qui y vivent, qui y travaillent ou qui s'y déplacent. La discontinuité des rues, la forte circulation sur certains axes routiers, le manque d'espaces verts et de parcours piétons conviviaux ainsi que la cohabitation, parfois conflictuelle, entre les différentes activités sont des aspects à améliorer dans la perspective d'un développement urbain, économique et social cohérent.


1/



2/

1/ Vue vers l'ouest du site Outremont de l'Université de Montréal, à partir de la place publique.
Crédit : Groupe IBI – CHBA / Provencher Roy + Associés Architectes / Université de Montréal

2/ Édifice de l'entreprise Samuelsohn, sur l'avenue du Parc.

3/ Rue Jeanne-Mance, dans le secteur Marconi-Alexandra.

2 / Énoncé de vision





3/

La vision est d'abord l'expression de la volonté commune de la Ville de Montréal, ses arrondissements et leurs partenaires communautaires, institutionnels et privés d'unir leurs compétences et d'agir de concert pour accompagner la transformation du territoire.

Elle consiste à faire de ce territoire un milieu dynamique, ouvert et éclectique, où se côtoient travailleurs, créateurs et résidants. Ce milieu, étroitement lié aux quartiers avoisinants et au site Outremont de l'Université de Montréal, se distingue par l'originalité et la diversité de son cadre bâti ainsi que par ses qualités environnementales et paysagères.

Dans cet esprit, le PDUES vise à ouvrir la voie à :

- la consolidation d'une activité économique dynamique couvrant un vaste éventail d'emplois allant des secteurs traditionnels à ceux de la nouvelle économie;
- une saine mixité des fonctions et à une meilleure intégration avec les quartiers voisins;
- une contribution sensible des créateurs à l'animation et au cadre urbain;
- une utilisation responsable de l'espace et des ressources sur les plans social et écologique;
- une plus grande ouverture sur les quartiers voisins et un environnement favorable aux modes de transport actif et collectif;
- un apport positif de la venue de l'Université de Montréal à la vie urbaine, économique et sociale.


1/


2/


3/


4/


5/

1/ Édifices à bureaux de l'avenue du Parc.

2/ Implantée sur l'avenue Hutchison, l'entreprise Moment Factory se spécialise dans la conception et la production d'environnements multimédias.
Crédit : Moment Factory

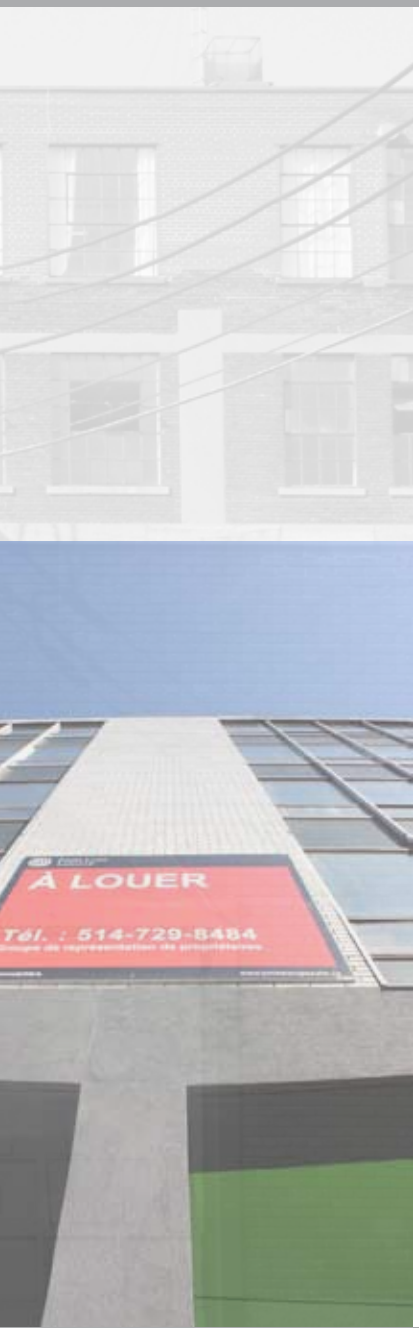
3/ Fabricant de meubles Kastella, rue Waverly.

4/ Crédit : Moment Factory

5/ Édifice à bureaux de l'avenue Beaumont.

Orientations de développement et d'aménagement

3 /



3.1/ Affirmer la vocation économique du territoire

Le PDUES vise à confirmer la prépondérance de la vocation économique du territoire pour les années à venir. De plus, il vise à favoriser l'intensification et la diversification des activités dans le cadre d'une vision du développement économique visant à le positionner en tant que « carrefour de la création ».

Une économie à la croisée des chemins

La situation géographique du territoire, au centre de l'île de Montréal et au croisement d'infrastructures de transport majeures, est nettement un avantage en ce qui a trait à son développement économique. Cependant, les changements dans l'environnement économique des dernières années, et en particulier les effets de la mondialisation, ont eu des impacts profonds sur la structure d'emploi. L'industrie manufacturière, axée sur la fabrication de produits textiles et agroalimentaires, a ainsi connu un net recul au profit d'activités du secteur tertiaire.

Le territoire traverse une période décisive pour la transformation de son économie. Une nouvelle gamme d'entreprises, notamment dans les secteurs des technologies de l'information, y a désormais une présence significative. Le déclin du secteur manufacturier semble se résorber et les entreprises toujours en activité sont relativement dynamiques. L'aménagement, au cours des années à venir, d'un quartier universitaire sur le site de l'ancien triage Outremont représente aussi une occasion d'accroître son attrait.

Dans ce contexte, la Ville a entrepris, avec les arrondissements, les centres locaux de développement (CLD) et les corporations de développement économique et communautaire (CDEC), une réflexion sur l'avenir économique du territoire. Alimentée par une étude[1] faisant le point sur les lacunes et les atouts de ce dernier, cette réflexion a permis de convenir d'un positionnement économique à privilégier pour sa requalification.

[1] Raymond Chabot Grant Thornton. Étude du potentiel économique des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau (2012).

Un avenir axé sur la création

Le positionnement économique favorise l'attraction et la rétention d'activités dans des domaines ciblés pour leur potentiel de croissance et la correspondance qui existe entre leurs besoins et les caractéristiques clés du territoire. Ces activités ont en commun d'être associées à différentes dimensions de la création.

La création a une connotation culturelle et artistique qui évoque, entre autres, la conception et la réalisation d'œuvres originales. Plusieurs activités émergentes sur le territoire s'apparentent à cette dimension de la création et, au-delà de leur aspect purement économique, contribuent à l'identité des secteurs où elles se concentrent. Elles incluent les arts visuels, la musique, les arts numériques, les communications graphiques, le design et l'architecture.

La création est aussi synonyme d'innovation, d'invention, et peut être assimilée aux sciences et à la planification. Les services en technologies de l'information et des communications (TIC), de même que certains sous-secteurs des sciences de la vie et des technologies de la santé en sont des exemples. De telles activités sont également présentes sur le territoire, notamment dans l'axe de l'avenue du Parc avec le Centre national d'animation et de design (NAD), le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) et l'École d'orthophonie et d'audiologie de l'Université de Montréal.

Enfin, la création réfère au fait de mettre au monde ou de produire. Elle évoque ainsi l'héritage manufacturier du territoire et la volonté de le renouveler en misant sur les perspectives actuelles en matière de fabrication spécialisée et d'artisanat. Il s'agit, une fois de plus, d'activités déjà présentes sur le territoire qui touchent, entre autres, la fabrication légère dans des créneaux spécialisés, de même que le prototypage et la fabrication par procédés additifs (impression 3D).



1/



2/

La mobilisation des forces autour d'une vision partagée

La promotion des activités créatives viendra appuyer la transition vers des activités économiques plus prometteuses tout en tenant compte des besoins du milieu en termes d'emplois.

La Ville entend également promouvoir, auprès de l'agglomération, le soutien aux entreprises d'économie sociale qui, par les valeurs de coopération qu'elles véhiculent, contribuent, au-delà de leur apport économique, à consolider et à solidariser les communautés.

Le positionnement économique vise, à partir d'une direction claire et d'objectifs bien affirmés, une mobilisation et un alignement des efforts consacrés au développement économique du territoire par tous les acteurs concernés. Il bénéficiera de la mise en œuvre des autres composantes de la vision d'aménagement et de développement du territoire dont il contribuera, avec elles, à affirmer l'identité.

1/ Le studio d'enregistrement Breakglass est établi sur la rue Clark depuis 2005.
Crédit : Breakglass Studios

2/ Crédit : Moment Factory

3.2/
Soutenir la consolidation de milieux mixtes et diversifiés

Le PDUES, tout en confirmant la vocation économique de la plus grande partie du territoire, favorise une mixité d'activités économiques et de logements pour vitaliser certains secteurs et recomposer des milieux plus étroitement liés aux quartiers avoisinants.



La mixité et la diversité : des vecteurs de vitalité

Une saine mixité entre les activités économiques et résidentielles sera favorisée afin de dynamiser certains secteurs en misant sur leur synergie. Les gestes ayant une influence sur l'évolution de ces secteurs seront guidés par la préoccupation d'en faire des environnements animés, verts, propices aux modes de locomotion douce et au sein desquels les activités et l'offre résidentielle seront diversifiées.

Dans l'esprit de la création d'un quartier culturel, les activités susceptibles de soutenir la vitalité de ces milieux ou encore de nature à cimenter la communauté y seront notamment privilégiées. Parallèlement, le renforcement de la vocation résidentielle contribuera à en faire des milieux animés, attrayants et correspondant davantage à l'environnement recherché par les entreprises créatives et de la nouvelle économie. Au-delà des fonctions de création, de production et de diffusion artistique, le développement d'un quartier culturel passera par la mise en valeur et l'intégration des éléments patrimoniaux, architecturaux, environnementaux, naturels, ethnoculturels et commerciaux.

L'instauration de milieux viables et agréables implique la disponibilité, tant pour la population que pour les travailleurs, d'une gamme d'activités complémentaires, notamment de commerces de proximité et de services de restauration, ainsi que d'espaces verts. À cet égard, la Ville et les arrondissements assureront la mise en place de conditions propres à soutenir leur présence au sein même de ces milieux et à en faciliter l'accès.



1/



2/



3/



4/

1/ Performance audio-visuelle à la galerie Eastern Bloc.
Festival Sight & Sound 2012
Artiste : Philip Stearns

2/ Terrasse du bar Alexandraplatz, sur la rue de l'Esplanade.
Crédit : À la mode Montréal

3/ Salle de spectacle Il Motore, sur la rue Jean-Talon.
Crédit : Jérôme Suard / Nighlife.ca

4/ Voisinage de logements et de lieux d'emplois,
dans le secteur Marconi-Alexandra.


1/


2/


3/

Les abords des grands axes

Les principaux axes routiers du secteur, la rue Beaubien, la rue Jean-Talon et, plus particulièrement, l'avenue du Parc accueillent tous, à des degrés divers, une certaine forme de mixité urbaine. Ils jouent ainsi un rôle fondamental dans l'organisation des milieux qu'ils traversent dont le PDUES souhaite la mise en exergue.

En plus d'accommoder la circulation de transit, ces axes sont des lieux de destination et font office de pivot entre les zones dédiées à l'emploi et les milieux de vie des secteurs avoisinants. Ils constituent donc des espaces privilégiés pour établir une transition harmonieuse entre ces derniers.

La diversification des activités aux abords des axes devrait être encouragée par des dispositions permettant aux commerces de proximité et de destination de côtoyer des bureaux, des industries légères ou culturelles ainsi que des résidences. Dans le cas spécifique de l'avenue du Parc, cette diversification s'inscrit parmi d'autres efforts de valorisation visant à rapprocher les secteurs du territoire.

Les secteurs De Castelnau et Marconi-Alexandra

Les secteurs De Castelnau et Marconi-Alexandra sont ciblés pour accueillir, consolider et développer des voisinages mixtes dans la perspective d'un remaillage du tissu urbain et social avec les milieux de vie avoisinants dans les années à venir.

En ce qui concerne le secteur De Castelnau, la fonction résidentielle est actuellement peu présente et se limite à quelques bâtiments isolés en situation de droits acquis. La proximité des stations de métro De Castelnau et Parc, d'une gare de train de banlieue, du parc Jarry et du marché Jean-Talon justifie la volonté d'y accueillir davantage de ménages et également, grâce à une intensification des activités, de travailleurs.

L'évolution de ce secteur, anonyme et aux rues peu conviviales, devrait permettre, par des mécanismes appropriés, de le doter d'une identité qui lui fait actuellement défaut, de préserver une part significative de lieux d'emplois et d'accueillir des ménages de tailles et de revenus variés. Cette diversité vise en particulier la mixité sociale à travers une offre résidentielle équilibrée.

Dans le cas du secteur Marconi-Alexandra, où la place dédiée à l'emploi restera prépondérante, le défi consistera surtout à améliorer la cohabitation entre la fonction résidentielle et les lieux d'emplois. En effet, l'équilibre particulier entre ces activités fait la singularité de ce secteur au cachet industriel et hétéroclite et, en assurant sa fréquentation tant par des travailleurs que par des résidants, contribue à son animation tout au long de la journée.

Le PDUES vise la préservation de ces attributs, à partir desquels l'identité du secteur pourra continuer de se construire, et à susciter un développement marqué par la diversité des usages, de l'architecture ainsi que des typologies.



4 /

1 / L'avenue du Parc, au nord de l'avenue Beaumont.

2 / L'atelier de réparation de guitares Broken Headstock, sur l'avenue du Parc, au niveau de la rue Beaubien. Crédit : Véronique Janosy (veronique.janosy@gmail.com)

3 / Le Café l'Artère, une jeune coopérative de solidarité implantée sur l'avenue du Parc depuis 2011.

4 / Le restaurant Mile-Ex, sur la rue Jeanne-Mance, un nouveau lieu de rencontre pour les travailleurs et les résidants du secteur Marconi-Alexandra.

3.3/
Contribuer à la qualité du paysage urbain et améliorer le cadre de vie



À travers l'amélioration du cadre de vie et les interventions sur le paysage urbain, le PDUES vise à favoriser l'expression de la vitalité sociale et culturelle du territoire tout en répondant aux besoins spécifiques des gens qui y habitent, y travaillent et y œuvrent.

À ces fins, il prend appui sur la mise en valeur des éléments identitaires du paysage industriel et ferroviaire, la qualité du traitement des espaces publics et l'aménagement des espaces libres de tenure privée.

Les éléments identitaires du paysage

À l'exception de quelques édifices dont la valeur patrimoniale est reconnue[2], les témoins bâtis de l'histoire du territoire ponctuent le paysage sans réellement le définir. Ces constructions, souvent modestes, forment un ensemble éclectique et discontinu, façonné par les exigences fonctionnelles de l'industrie manufacturière et du transport des marchandises. Elles sont les derniers vestiges d'une puissante machine de production qui a été démantelée presque sans bruit à l'arrière-scène du spectacle de la grande ville.

Leur conservation et leur mise en valeur nécessitent une approche sensible qui, au-delà de la valeur architecturale et historique de chacun des bâtiments, tient compte de leur importance comme éléments constitutifs d'un ensemble et comme clés de lecture du paysage particulier de ces anciens secteurs industriels.

La valorisation de ces éléments du patrimoine passe par l'établissement de critères pour encadrer les projets de recyclage et les nouvelles constructions afin qu'ils s'insèrent en complémentarité, de façon originale et distinctive, au cadre bâti existant. Elle nécessite également leur mise en scène grâce à des interventions sensibles d'amélioration du domaine public.

Enfin, la mise en valeur du paysage identitaire passe par l'intégration d'art public et par une réappropriation des ouvrages d'art ferroviaires – comme supports d'expression artistique et citoyenne par exemple – afin que ces « barrières » deviennent de remarquables éléments de composition, révélateurs à la fois de l'histoire et des nouvelles identités du territoire.

[2] 7255, rue Hutchison (Gare Jean-Talon); 400, avenue Atlantic (Atlantic Tower Inc.); 6201, avenue du Parc (Édifice Bovril); 6300-6306, avenue du Parc (Ronalds Company Ltd.); 250, rue Saint-Zotique Ouest (Ministère de la Foi en Jésus-Christ / Livingstone Presbyterian Church); 35, avenue Van Horne Ouest (St. Lawrence Warehousing Co.).





1/

1/ Œuvre au pochoir réalisée par l'artiste Roadworth, à l'entrée de l'un des viaducs ferroviaires de l'avenue du Parc.

L'aménagement des espaces libres

L'identité du territoire doit également s'affirmer à travers les qualités des espaces non bâtis.

L'environnement actuel des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont et De Castelnau a été grandement déterminé par les besoins en espace de l'activité industrielle et par l'enchevêtrement, au cœur du territoire, de corridors ferroviaires et d'importants flux véhiculaires. Aménagés sans grand souci de convivialité, les espaces résiduels dédiés aux piétons forment une trame peu lisible et discontinue qui complique certains parcours et contribuent au sentiment d'inconfort des piétons.

De plus, le manque de plantation le long de certains axes et la rareté des espaces verts participent à la formation d'îlots de chaleur, à la dégradation du paysage et au manque de desserte en équipements pour les travailleurs du territoire et les nombreux résidants des quartiers limitrophes. Le territoire du PDUES présente un indice de canopée[3] très faible (environ 7 %), près de trois fois inférieur à l'indice de l'agglomération montréalaise. En vue d'améliorer la qualité du milieu, des efforts importants devront être déployés pour augmenter le couvert arborescent, et cela, tant sur le domaine public que sur les terrains privés.



1/

[3] La canopée (ou couvert arborescent) est le rapport entre la sommation des projections au sol de chaque couronne d'arbre ou groupe d'arbres de plus de 3 mètres de hauteur et la superficie totale d'un territoire.



Le PDUES propose l'aménagement et la mise en réseau, à des fins publiques, de certains de ces espaces sous-utilisés afin d'en faire les maillons d'une véritable trame verte. L'élaboration de cette dernière s'articulera autour d'éléments structurants du paysage – l'avenue du Parc, les viaducs ferroviaires, le parc Jarry, l'ancienne emprise du CP – auxquels viendront se greffer de nouveaux parcs, des rues et ruelles plantées, des passages piétons et des voies cyclistes.

Chaque intervention sur le domaine public participera ainsi à la composition progressive d'un paysage urbain plus convivial, ponctué de lieux de passage et d'espaces de socialisation dotés d'une valeur d'usage et identitaire forte pour les résidents, les étudiants et les travailleurs du secteur.

Étant donné que le tiers de la superficie du territoire se compose d'espaces libres de tenure privée, l'amélioration du cadre de vie passe nécessairement par le déploiement de stratégies visant à accroître leur couvert végétal et à favoriser, dans une certaine mesure, leur appropriation publique. À cette fin, le PDUES préconise une utilisation plus efficace et flexible des espaces sous-utilisés, qui pourraient, par exemple, accueillir des événements ponctuels, des œuvres éphémères ou des projets d'agriculture urbaine, et ainsi contribuer, à court terme, à la vitalité du milieu.

1 / La ruelle verte Alexandra / Marconi, au sud de la rue Jean-Talon, a été réalisée en 2011.

3.4/
Décloisonner les quartiers et améliorer la mobilité au sein du territoire

Le PDUES cherche à ouvrir le territoire sur les quartiers avoisinants et préconise un aménagement et un développement accordant nettement la priorité aux modes de locomotion douce (marche et vélo) et aux transports collectifs, et ce, tant pour les déplacements à l'intérieur du territoire que pour ceux le reliant au reste de la ville.


1/


2/

1 / La réalisation de murales et la plantation de plantes grimpantes figurent au nombre des interventions qui pourraient contribuer à embellir la structure des viaducs ferroviaires.

2 / Passage sous le viaduc ferroviaire de l'avenue du Parc, entre la rue Beaubien Ouest et l'avenue Van Horne.



Le franchissement des infrastructures ferroviaires

Les couloirs obscurs sous les ponts ferroviaires et le viaduc Van Horne sont des points de passage obligés et peu engageants pour franchir les voies du CP qui fractionnent le territoire. Plusieurs brèches dans les clôtures protégeant ces voies témoignent de liens manquants pour compléter des parcours que les piétons effectuent manifestement sur une base régulière.

La multiplication des cheminements formels communiquant de part et d'autre des voies de chemin de fer, notamment par l'aménagement de nouveaux liens vers le site Outremont de l'Université de Montréal, de même que l'amélioration des passages existants (entretien, éclairage, animation, embellissement, réaménagement) sont des objectifs poursuivis afin d'unifier le territoire et de resserrer ses liens avec les milieux avoisinants.

En complément, la Ville souhaite aménager de nouveaux passages à niveaux qui permettraient de franchir en toute sécurité le corridor ferroviaire CP.

L'instauration d'un environnement plus favorable aux modes de locomotion douce

Le territoire a hérité d'un réseau artériel conçu pour assurer une circulation fluide des biens et des véhicules avec peu d'égards pour la qualité du milieu riverain et l'environnement dans lequel les individus doivent évoluer.

Les interventions envisagées sur les principales voies de circulation visent principalement à rompre avec cette situation, qui s'apparente à un dysfonctionnement du réseau artériel, afin d'offrir aux piétons des conditions de déplacement sécuritaires, confortables et efficaces aux abords de ces axes qui continueront à accueillir des volumes de circulation importants.

Par ailleurs, l'aménagement du domaine public, la répartition des activités et l'encadrement des nouvelles constructions devraient être guidés par le souci de créer, au fil des interventions, un réseau de rues locales offrant une ambiance généralement propice à la marche.

Ainsi, l'espace piéton, généreux et à l'écart de la circulation, devrait être planté d'arbres, bien éclairé et offrir ponctuellement l'occasion d'une halte. Les activités seront fortement présentes dans certaines rues, qu'elles animeront durant une bonne partie de la journée, et, de manière plus sporadique, au cœur des milieux de vie. Enfin, les bâtiments contribueront eux aussi, par leur respect de l'échelle humaine, le rythme de leurs façades et leur interaction avec le domaine public, à l'édification d'un milieu accordant une place enviable au piéton.

L'établissement d'un réseau cyclable

La Ville mettra en place l'ossature d'un réseau cyclable, connecté au réseau panmontréalais et desservant tous les secteurs du PDUES ainsi que les grands équipements, qui pourra par la suite se ramifier à travers les rues locales. L'efficacité de ce réseau pourra compter sur un bon arrimage aux infrastructures de transport collectif et sur la disponibilité d'équipements (supports à vélo, stations Bixi) aux endroits stratégiques (gare, stations de métro, pavillons universitaires, etc.) pour accommoder les usagers réguliers ou occasionnels du vélo.



1/

La valorisation du voisinage de la gare et des stations de métro

L'aménagement et le développement urbains tiendront davantage compte de la présence de la gare Parc et des stations de métro Acadie, Parc et De Castelnau. Ainsi, les espaces qui leur sont adjacents seront valorisés et leur accès à partir de toutes les directions sera facilité. Dans la même veine, les divers modes de déplacement seront mis en réseau, principalement en consolidant un pôle de transport multimodal aux abords de la gare Parc.

L'avenue du Parc

Les transformations que connaîtra l'avenue du Parc dans les prochaines années joueront un rôle de premier plan dans l'amélioration de la mobilité et le rapprochement des secteurs puisqu'il s'agit du lieu où se cristallisent les enjeux de déplacement et de transport du territoire. En raison de sa situation et de sa vocation particulière, l'avenue du Parc constitue l'axe où la Ville entend intervenir en priorité.

1 / Le bâtiment de l'ancienne gare Parc est au cœur d'un pôle majeur de transport collectif, desservi par le train de banlieue, le métro ainsi que par plusieurs lignes d'autobus.

2 / Train à la gare Parc, la plus importante station de la ligne Blainville-Saint-Jérôme.

3 / Quai de la gare Parc.



2/



3/

Stratégie d'intervention

4 /

4.1/ Aménagement du domaine public et des espaces libres

La vision du PDUES pour l'aménagement du domaine public et des espaces libres souscrit aux valeurs et aux principes du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015, de la Politique de l'arbre et du Plan d'action canopée 2012-2021, qui vise à faire passer de 20 à 25 % le couvert arborescent sur l'île de Montréal[4]. De plus, elle s'inscrit en accord avec le concept des Promenades urbaines de Montréal, qui propose de « régénérer la ville en alliant biodiversité et urbanité à travers des parcours piétonniers d'infrastructures vertes au cœur des secteurs densément peuplés, afin d'améliorer le cadre de vie des Montréalais ». Enfin, les interventions proposées s'inscrivent dans l'esprit du Plan de transport et de la Charte du piéton de Montréal : elles visent à affirmer la primauté du piéton et à redonner à l'espace public son rôle de lieu de rencontre, d'échange et d'expression.

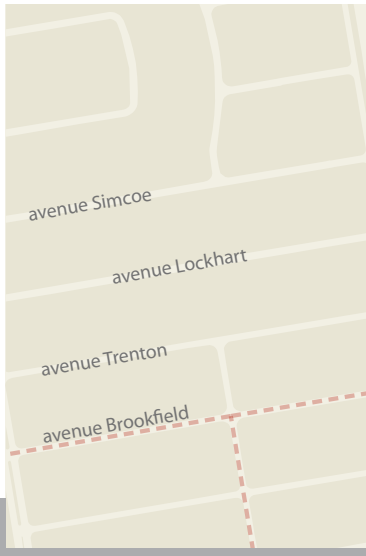
Le manque d'espaces publics, de parcs et de lieux de socialisation dans le territoire est un enjeu crucial auquel le PDUES entend répondre, d'une part, en tirant profit de propriétés municipales occupées par des stationnements et, d'autre part, par l'acquisition de terrains vacants pour l'aménagement d'espaces publics. De plus, pour pallier la rareté des terrains disponibles, la Ville souhaite négocier des ententes afin de mettre à contribution certaines propriétés privées pour l'animation et le verdissement des quartiers. Par le réaménagement de certaines rues, la création de nouveaux liens structurants, l'amélioration du réseau cyclable et l'ajout de nouveaux parcs, le PDUES sous-tend un meilleur partage de l'emprise publique entre ses divers usagers, l'utilisation de modes de transport durable, le désenclavement et le verdissement du territoire ainsi qu'une gestion plus efficace et naturelle des eaux de pluie.

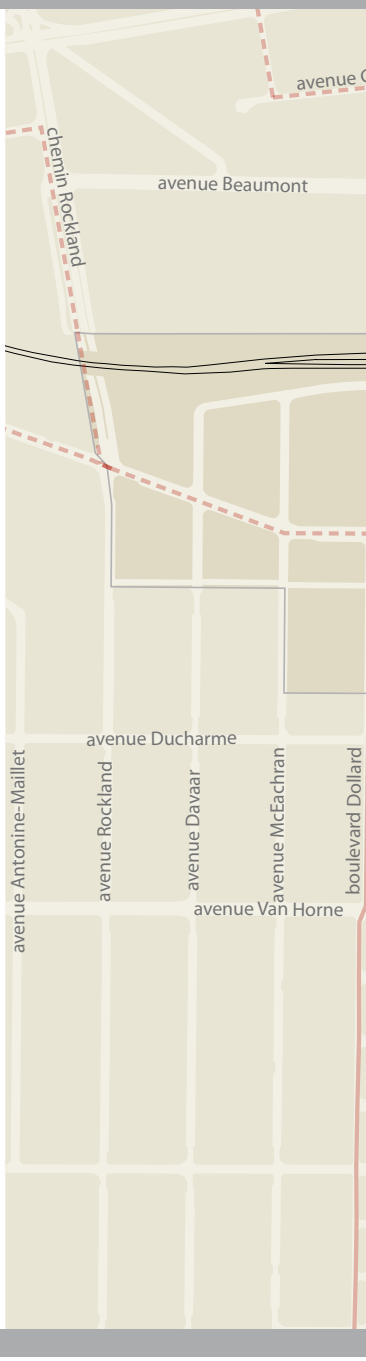




4 Le Plan canopée 2012-2021 fixe comme objectif d'agglomération la plantation de 120 000 arbres sur le domaine public et de 180 000 arbres sur les propriétés privées et institutionnelles.

Interventions structurantes





1/ Nouveau parc de voisinage au sud du quartier Parc-Extension

2/ Parc dans l'ancienne emprise ferroviaire

3/ Nouveaux espaces publics en bordure de l'avenue du Parc

4/ Espace public à réaménager en front de la rue Jean-Talon

5/ Entente sur l'utilisation et le verdissement du stationnement

6/ Espaces privés aménagés, d'accès public

7/ Prolongement de l'axe est-ouest jusqu'à l'avenue du Parc

8/ Prolongement de rue et traverse à niveau dans l'axe Ogilvy – De Castelnau

9/ Traverse à niveau dans l'axe de l'avenue De L'Épée

10/ Liens piétons à négocier vers le parc Jarry

11/ Passage à négocier entre l'avenue de l'Esplanade et la rue Marconi

Espace public

Réaménagement de rue

Lien projeté

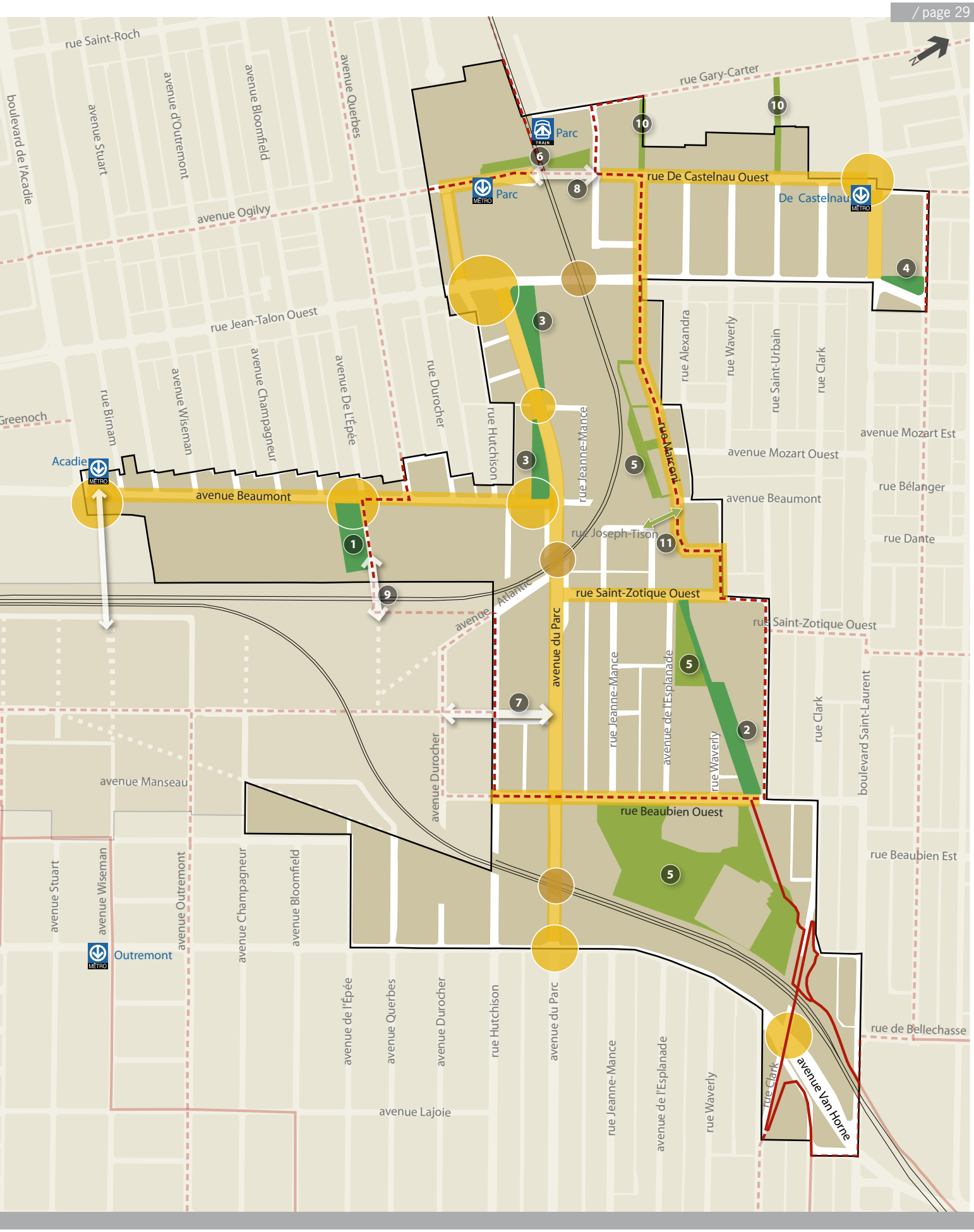
Sécurisation et embellissement du passage inférieur

Ententes prioritaires sur le verdissement et l'utilisation des terrains privés

Voie cyclable existante

Voie cyclable projetée

Réaménagement d'intersection


rue Saint-Roch
avenue Stuart
avenue d'Outremont
avenue Bloomfield
avenue Querbes
boulevard de l'Acadie
rue Gary-Carter
Parc
Parc
rue De Castelnau Ouest
De Castelnau
avenue Ogilvy
rue Jean-Talon Ouest
rue Alexandra
rue Waverly
rue Saint-Urbain
rue Clark
avenue Mozart Est
avenue Mozart Ouest
rue Bélanger
rue Dante
avenue Champagneur
avenue De L'Épée
rue Durocher
rue Hutchison
rue Jeanne-Mance
rue Marconi
rue Joseph-Tison
avenue Beaumont
Acadie
rue Birnam
avenue Wiseman
Greenoch
avenue Atlantic
rue Saint-Zotique Ouest
avenue du Parc
avenue de l'Esplanade
rue Beaubien Ouest
rue Beaubien Est
boulevard Saint-Laurent
avenue Manseau
avenue Lajoie
Outremont
rue de Bellechasse
avenue Van Horne

Nouveaux espaces publics



Parc De L'Épée

L'acquisition de l'un des rares terrains vacants de la partie sud du quartier Parc-Extension permettra d'offrir un nouveau lieu de détente et de récréation aux nombreuses familles de ce secteur. Desservi par un lien de transport actif franchissant les voies ferroviaires à niveau dans l'axe de l'avenue De L'Épée, ce nouveau parc de plus de 4000 m^2 constituera un lieu d'appropriation pour la communauté et une nouvelle porte d'entrée pour le quartier. Il permettra en outre de rehausser la qualité du paysage en bordure de l'avenue Beaumont.


1/


2/

1 / Le terrain vacant sur lequel la Ville propose d'aménager un parc, vu vers l'avenue Beaumont.

2 / Vue du terrain, à partir de l'avenue Beaumont.

3/ Exemple d'aménagements rendus possibles par l'appropriation publique d'une partie de l'ancienne emprise ferroviaire.

Parc de l'ancienne emprise ferroviaire du Canadien Pacifique (CP)

Dans le secteur Marconi-Alexandra, l'aménagement d'un parc dans l'ancienne emprise ferroviaire du CP, entre les rues Beaubien et Saint-Zotique, permettra d'offrir aux travailleurs et aux résidents un lieu de détente et de loisir privilégié. Cette intervention contribuera à l'embellissement du secteur, à la lutte aux îlots de chaleur et à l'amélioration de la qualité du milieu de vie. En vue de faciliter l'accès à cet espace, les interfaces avec les propriétés riveraines pourront faire l'objet d'aménagements concertés.





3 /



Espaces publics de l'avenue du Parc

En rive de l'avenue du Parc, la réappropriation d'aires de stationnement permettra l'aménagement de deux nouveaux espaces publics qui deviendront des lieux de halte et de rencontre privilégiés pour les nombreux travailleurs et étudiants du secteur. Au niveau de l'avenue Beaumont, face au bâtiment de l'entreprise Samuelsohn, un espace public de 1800 m^2 pourrait être aménagé à la place de la vingtaine de places de stationnement actuelles.


1/


2/

1 / Vue vers le sud de l'avenue du Parc, près de l'avenue Beaumont.

2 / Exemples d'aménagements rendus possibles par la réappropriation des aires de stationnement.



3/

Au nord, près de la rue Jean-Talon, les étudiants et travailleurs qui fréquentent quotidiennement cette portion de l'avenue du Parc pourraient profiter d'une place publique de 3000 m^2. En plus de contribuer au verdissement du secteur, ces nouveaux lieux de halte permettraient d'améliorer de façon marquée l'image et la convivialité de l'artère, pour tous ses usagers.



4/

3/ Vue vers le nord de l'avenue du Parc, près de la rue Jean-Talon.

4 / Exemples d'aménagements rendus possibles par la réappropriation des aires de stationnement.

Contribution du domaine privé à l'animation et au verdissement du territoire

Encadrement réglementaire

Dans la foulée du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015, la Ville entreprend actuellement la révision de différents règlements et encadrements normatifs en vue notamment de réduire l'empreinte écologique des bâtiments (méthode de construction de toits verts, usage de l'eau potable, ruissellement des eaux pluviales, etc.). De plus, dans le cadre de la révision du Plan d'urbanisme, certaines dispositions relatives au verdissement et à la réduction des îlots de chaleur pourront faire l'objet de normes et de critères applicables à l'ensemble du territoire montréalais.

Depuis peu, les règlements d'urbanisme des arrondissements de Rosemont–La Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension intègrent plusieurs mesures visant à lutter contre les îlots de chaleur urbains et à favoriser une percolation accrue des eaux de pluie dans le sol. Ces mesures portent principalement sur le verdissement des terrains et des aires de stationnement, le choix des matériaux de revêtement pour les grandes surfaces minéralisées et l'aménagement de toitures énergétiques. Les arrondissements du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont sont en voie de bonifier leurs réglementations respectives dans le même sens.



1 /



Dans le cas du territoire du PDUES, qui est aux prises avec une importante problématique d'îlots de chaleur, ces règlements comportent plusieurs dispositions particulièrement pertinentes, dont :

- le verdissement d'au moins 20 % de la superficie du terrain pour les nouveaux projets de construction ou d'agrandissement;
- la végétalisation obligatoire des cours avant;
- l'utilisation de matériaux de revêtement écoénergétiques pour les aires de stationnement (béton gris, gravier, dalles de couleur pâle, pavé alvéolé, etc.);
- le verdissement de 15 % des aires de stationnement et la plantation d'un arbre par 250 m^2 de superficie.

De plus, le PDUES propose, à l'égard des projets réalisés dans les secteurs De Castelnau et Beaumont, des mécanismes d'évaluation intégrant notamment des critères relatifs à leurs impacts environnementaux ainsi qu'au verdissement et à l'aménagement des espaces extérieurs qui seraient complémentaires aux dispositions prévues par la réglementation. Dans le même esprit, l'intégration de considérations écologiques, telles que le verdissement ou l'écoulement des eaux de pluie, est considérée en tant que condition d'admissibilité des demandes dans le cadre de la refonte de certains programmes.



2 /

1 / Mur végétal dans le secteur de la rue Saint-Zotique Ouest.

2 / Aménagements paysagers dans la cour d'une propriété de la rue Marconi.

Ententes sur le verdissement et l'utilisation des terrains

La plupart des bâtiments commerciaux et industriels sont bordés d'aires de stationnement grandement sollicitées pendant les heures régulières de travail, mais désertées le soir et la fin de semaine. Le PDUES suggère de tirer profit du potentiel énorme de ces vastes espaces sous-utilisés en facilitant leur appropriation par la communauté. À cette fin, les arrondissements pourront favoriser une utilisation plus flexible de ces lieux – qui pourraient, par exemple, accueillir des événements culturels ou des marchés publics – en complément de l'usage stationnement.

Dans le même esprit, le PDUES suggère de faciliter l'utilisation temporaire des terrains vacants ou sous-utilisés en soutenant la réalisation, à court terme, de projets visant à animer et à verdir ces espaces. Les propriétés résiduelles ou en attente de développement pourraient notamment accueillir des fêtes de quartier ou des événements culturels, devenir des parcs éphémères ou des jardins collectifs, le temps de quelques récoltes.

De plus, dans le cadre des négociations relatives à certains nouveaux projets, la Ville pourra inciter les propriétaires à aménager des places d'accès public en bordure de rue.

Enfin, la Ville soutient les projets de ruelles vertes et encourage les initiatives de verdissement et de culture vivrière dans les marges des terrains bâtis comme moyens de réduire les îlots de chaleur du territoire.



1 /

1 / En 2011, l'organisme VRAC-Envrionnement procédait à la plantation d'arbres indigènes, d'arbustes et de vignes sur le domaine privé des entreprises de l'avenue Beaumont, dans le cadre d'un projet de verdissement financés par divers partenaires gouvernementaux et institutionnels.



1 /



2 /

1 / Illustration du potentiel d'animation et d'appropriation des aires de stationnement le soir et les fins de semaine, en dehors des heures régulières de travail.

2 / Vue vers le nord d'une partie de l'ancienne emprise du CP, aujourd'hui occupée par un stationnement privé.

Création de liens et aménagement de rues

Prolongement de l'axe est-ouest





Au nord de la rue Beaubien, la connexion entre le quartier universitaire et les secteurs Atlantic et Marconi-Alexandra sera améliorée grâce au prolongement du futur axe est-ouest jusqu'à l'avenue du Parc. Cette intervention permettra notamment de structurer le redéveloppement immobilier du secteur Atlantic et de réduire la circulation dans les rues locales nord-sud, et contribuera à la revitalisation commerciale et au verdissement du secteur.

1 / Vue du futur viaduc ferroviaire et de l'axe est-ouest qui, par son prolongement jusqu'à l'avenue du Parc, reliera le quartier universitaire aux secteurs environnants.
Crédit : Groupe SMi + Urban Soland / Ville de Montréal



2 /



1 /



Lien Ogilvy – De Castelnau

Dans la portion nord du territoire, les déplacements et les liens entre les quartiers seront grandement facilités par l'aménagement d'un lien routier à caractère local permettant de franchir les voies ferroviaires à niveau dans le prolongement de l'avenue Ogilvy. Cette intervention marquera le coup d'envoi d'une réorganisation plus globale des abords de l'ancienne gare Jean-Talon, notamment en ce qui concerne la circulation des autobus, les accès aux propriétés riveraines et l'aménagement des abords de la gare et de la station de métro Parc. Elle sera aussi l'occasion de parfaire la requalification du domaine public dans l'avenue Ogilvy et les rues De Castelnau et Hutchison, afin d'accroître leur confort et leur convivialité.

Aménagé de façon à marquer la priorité des piétons et des cyclistes et à décourager la circulation automobile de transit, ce nouveau lien permettra de connecter les lieux d'emplois actuels et futurs du secteur De Castelnau au pôle de transport collectif de l'avenue du Parc et d'offrir aux résidents de la partie sud de Parc-Extension et aux usagers du pôle intermodal un meilleur accès au stade Uniprix et au parc Jarry.

1 / Vue vers l'est du secteur de la gare Parc.

2 / Vue de l'aménagement du secteur de la gare Parc suite à la création d'un lien routier local dans l'axe des rues Ogilvy et De Castelnau.

Traverse De L'Épée



Dans l'axe de l'avenue De L'Épée, l'aménagement d'une traverse à niveau permettra aux piétons et aux cyclistes de franchir les voies ferrées et contribuera au désenclavement du quartier Parc-Extension.

Ce lien de transport actif vers le site Outremont longera un nouveau parc, une localisation privilégiée sur les plans de la convivialité, de l'animation et de la sécurité. De plus, au sud des voies ferrées, l'application de critères d'aménagement permettra d'assurer un encadrement convivial et sécuritaire de l'ensemble du parcours.

Le lien De l'Épée s'ajoute au passage qui sera aménagé par l'Université de Montréal entre le futur campus et l'avenue Beaumont et la station de métro Acadie.

1 / Vue de l'avenue De L'Épée au sud de l'avenue Beaumont.

2 / Proposition de réaménagement en vue de faciliter les déplacements piétons et cyclistes entre le quartier Parc-Extension et le futur quartier universitaire.


1 /


2 /

Passages à négocier

Toujours dans la perspective d'améliorer la perméabilité du territoire et la qualité du milieu, la Ville prévoit négocier des ententes pour la création de passages d'accès public sur certains terrains privés. Les liens à créer en priorité visent, d'une part, à faciliter l'accès au parc Jarry (numéro 10 sur le plan de la page 29) et, d'autre part, à connecter les parties est et ouest du secteur Marconi-Alexandra (numéro 11).



1 /

Consolidation du réseau cyclable

Les déplacements à vélo seront grandement facilités par l'ajout de nouveaux aménagements et leur intégration au réseau cyclable existant. Dès 2013, le réaménagement d'une partie du boulevard Saint-Laurent permettra aux cyclistes de profiter d'une piste à double sens sous le viaduc ferroviaire, entre les rues de l'Arcade et de Bellechasse.

De plus, la Ville évaluera la faisabilité d'aménager des voies cyclables dans les rues Saint-Urbain, Marconi et du Mile End, en vue de faciliter les déplacements nord-sud. Celles-ci permettront de relier le parc Jarry à la piste cyclable qui se termine actuellement à la rue Beaubien. Le réseau intégrera également les rues Beaubien et Saint-Zotique, améliorant ainsi l'accès au site Outremont pour les cyclistes en provenance de l'est. Dans la partie sud de Parc-Extension, un nouveau lien cyclable sur les avenues Querbes et De L'Épée permettra de relier le quartier à l'arrondissement d'Outremont, par l'entremise d'un franchissement à niveau des voies ferrées.

Enfin, un projet de véloroute longeant l'emprise ferroviaire du CP, comme annoncé dans le Plan de transport, est toujours à l'étude par la Direction des transports de la Ville de Montréal.

1 / La discontinuité du réseau cyclable complique les déplacements à vélo. Vue de l'intersection des avenues De L'Épée et Beaumont.



Avenue du Parc

Le réaménagement de l'avenue du Parc, au nord de l'avenue Van Horne, permettra d'offrir de meilleures conditions de déplacement aux piétons et participera à la revitalisation de cet axe majeur du territoire.

Cette intervention, en arrimage avec la création d'un nouveau lien dans l'axe de l'avenue Ogilvy et de la rue De Castelnau Ouest, s'inscrira dans une stratégie d'intervention intégrée de sécurisation et d'embellissement des abords du pôle intermodal de l'ancienne gare Jean-Talon.

Les choix d'aménagement seront guidés par le souci d'atteindre un meilleur partage de l'emprise entre ses divers usagers, notamment par un élargissement des trottoirs et une sécurisation des carrefours par lesquels l'avenue vient s'ancrer aux quartiers qu'elle dessert.

De plus, l'embellissement des viaducs, par un éclairage architectural et l'intégration d'art public par exemple, contribuera à la qualité paysagère et à la convivialité des parcours nord-sud.

Autres aménagements de rues

Plusieurs rues figurent au nombre des axes qui feront l'objet de réaménagements en priorité, notamment dans le but d'accroître leur couvert végétal et le confort des parcours piétonniers et cyclables. De plus, la sécurité des déplacements sera améliorée grâce au réaménagement des principales intersections du territoire.

À titre d'exemple, la rue Marconi réaménagée offrira un parcours privilégié de découverte du secteur, à pied comme à vélo. Le domaine public généreusement planté contribuera à créer des îlots de fraîcheur et améliorera l'infiltration naturelle des eaux de pluie, tout en offrant aux piétons un espace de déambulation confortable ainsi que des lieux de halte et de détente pour les travailleurs riverains.



1/







1 / Vue vers le nord de la rue Marconi, près de la rue Jean-Talon.

2 / Aperçu du potentiel de verdissement de l'emprise de la rue Marconi.

4.2/
Diversité économique et soutien aux créateurs

La stratégie de diversification économique et de soutien aux créateurs vise à insuffler un nouveau dynamisme à l'activité économique, mais également à favoriser son renouvellement dans l'optique d'un positionnement en tant que « carrefour de la création ».

À cette fin, elle fait appel aux dimensions urbanistiques, économiques et sociales du PDUES pour appuyer les efforts des acteurs qui participent, à divers niveaux, au développement économique du territoire.

Le rôle de la Ville est celui d'un accompagnateur et d'un facilitateur pour les entreprises, les propriétaires ou les groupes qui s'investissent dans le développement du territoire. Le succès du positionnement économique est ainsi largement tributaire de sa prise en charge par toutes les entités concernées.





1/



Un cadre réglementaire et un cadre urbain adéquats

Le cadre réglementaire proposé par le PDUES a notamment pour but d'affirmer la vocation des espaces industriels et commerciaux grâce à une affectation du sol leur accordant une pleine reconnaissance et une protection accrue.

Il permet ainsi de contrer la pression exercée par l'effervescence du marché résidentiel sur ces espaces et favorise la préservation de locaux commerciaux ou industriels relativement abordables au bénéfice, notamment, d'activités créatives dont la venue est souhaitée.

En accord avec la Stratégie de développement économique 2011-2017 de la Ville de Montréal et les PALÉE des CLD-CDEC concernés, le PDUES propose également diverses interventions sur le cadre urbain qui viendront accroître l'attractivité du territoire aux yeux des agents économiques dont l'intervention est requise, soit les entreprises génératrices d'emplois à long terme et les propriétaires et promoteurs immobiliers.

Un programme pour accompagner la transformation de la structure industrielle

Le déclin de l'industrie manufacturière a laissé dans son sillage des bâtiments vétustes qui requièrent une mise à niveau afin d'accueillir les nouvelles activités ciblées par le positionnement économique, et même celles, comme la fabrication, qui sont amenées à se renouveler et à adapter leurs lieux de production en conséquence.

Le programme réussir@Montréal – Industrie (PR@M-Industrie), arrivé à échéance le 31 décembre 2012, offrait des subventions pour la réalisation de travaux relatifs à des bâtiments industriels. Les résultats de son évaluation en cours, qui tiendront compte, notamment, des besoins identifiés dans le cadre de planifications territoriales, permettront de dégager les avenues à considérer pour sa refonte éventuelle.

La portée du programme pourrait ainsi être restreinte à des secteurs ciblés, tel le territoire du PDUES, afin d'agir comme levier financier et d'accélérer la mise en œuvre des projets priorisés. Dans cette veine, les modalités d'application d'un PR@M-Industrie renouvelé pourraient également tenir compte du positionnement économique des secteurs ciblés et même proposer des éléments d'intégration d'aménagements comme le verdissement en tant que critère d'admissibilité des projets.

1 / Fabricant de meubles Kastella, rue Waverly.

Le développement de mesures de soutien à l'économie sociale et à la culture

Les entreprises d'économie sociale sont des entreprises à statut coopératif, associatif ou mutualiste produisant des biens et services qui sont adaptés aux besoins des communautés, favorisent leur cohésion sociale et contribuent à leur qualité de vie. Elles sont, par leur démarche et leur mode de fonctionnement, des lieux de prise en charge collective et de participation citoyenne.

L'économie sociale s'inscrit dans la perspective d'un développement durable dont elle intègre, par la portée de certaines initiatives, la dimension environnementale. Elle est également la voie privilégiée pour la mise en œuvre de plusieurs projets culturels immobiliers de nature collective qui, à ce titre, contribuent de manière appréciable à la vie sociale et communautaire.

Pleinement consciente de leur apport au dynamisme et à la qualité des milieux de vie, la Ville souhaite soutenir les entreprises de cette nature et, dans le cas des entreprises culturelles, leurs artisans.

Ce soutien devrait notamment prendre la forme de mesures d'aide financière pour appuyer le développement des entreprises culturelles ou d'économie sociale, ou encore pour faciliter la construction ou la rénovation de bâtiments par celles-ci. Cette aide pourrait s'inscrire dans les programmes, mesures ou politiques de la Ville existants, éventuellement optimisés pour tenir compte des besoins et des particularités des entreprises collectives et culturelles. Elle pourrait également être enchâssée dans un programme spécifique.

Par ailleurs, le soutien aux ateliers d'artistes a fait l'objet d'un rapport d'étude du comité de pilotage de Montréal, métropole culturelle. Ce comité regroupe des représentants de Culture Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, des gouvernements fédéral et provincial et de la Ville de Montréal.

L'implication des parties prenantes

La concrétisation du positionnement économique du territoire en tant que « carrefour de la création » repose pour une bonne part sur l'adhésion des parties prenantes et leur participation à sa mise en œuvre dans le cadre de leurs activités. Elle doit également tabler sur l'établissement de partenariats clés, notamment avec l'Université de Montréal ainsi qu'avec divers organismes, entreprises et propriétaires privés, institutions et agences gouvernementales actifs sur le territoire.





3/



2/

1 / Bâtiments industriels du nord d'Outremont, aujourd'hui occupés par des artisans et des entreprises de création.

2 / Installation interactive à la galerie Eastern Bloc.
Exposition : Import/Export
Artiste : Craig Fahner

3 / Bureaux de l'entreprise Moment Factory, sur l'avenue Hutchison, dans l'arrondissement d'Outremont.

1/

4.3/
Qualité de l'habitat et soutien aux communautés

Les mesures visant l'amélioration de la qualité de l'habitat et le soutien aux communautés intègrent les enjeux liés au développement du territoire et à la dynamique sociale des quartiers avoisinants.

En dehors des programmes et actions de la Ville portant spécifiquement sur l'habitation, elles ouvrent la voie à une approche permettant de prendre en compte la nature et la multiplicité des enjeux sociaux ainsi que des initiatives visant à y répondre.

Un mécanisme de soutien aux initiatives du milieu

Le développement social revêt plusieurs formes et couvre des thématiques liées à l'aménagement telles que l'accès à des espaces verts ou à des infrastructures de transport collectif ainsi que d'autres, plus complexes, telles que le décrochage scolaire, la sécurité alimentaire ou les relations interculturelles.

Les enjeux sociaux varient en fonction de la réalité économique, sociale et culturelle propre à chaque milieu et de sa dynamique. Les projets de développement social doivent être en mesure de s'adapter à la transformation de ces milieux et accompagner leur évolution.

Par ailleurs, le processus de prise en charge de ces projets par les communautés concernées constitue en lui-même une contribution significative au développement social. Il est donc fondamental que ces projets émanent des communautés et soient menés à bien par celles-ci.

Dans cet esprit, les acteurs du milieu seront invités, dans le cadre d'une expérience-pilote, à soumettre des projets à portée sociale priorisant les besoins des populations du territoire d'intervention du PDUES et des quartiers avoisinants. Les problématiques touchées pourraient, par exemple, concerner l'intégration des nouveaux arrivants, en particulier celle des femmes immigrantes, les services requis par les parents et les familles ou encore les besoins de la population vieillissante.

Un jury, composé de représentants de la ville centrale, des arrondissements et d'autres partenaires, recommandera, à partir d'une évaluation fondée sur des balises et des critères précis, des propositions dont la mise en œuvre pourra bénéficier d'un soutien financier.

La première phase de cette expérience-pilote, d'une durée de 3 ans, devrait être dotée d'un budget annuel de 300 000 $ assumé entièrement par la Ville. Au terme de cette première phase, le mécanisme fera l'objet d'un bilan et son financement ultérieur sera, le cas échéant, partagé avec d'autres bailleurs de fonds.


1/


2/

La diversification de l'offre résidentielle

Le territoire jouxte l'un des quartiers les plus densément peuplés et les plus pauvres au pays où les besoins en logements sociaux et communautaires sont criants. Une proportion considérable de ses ménages dispose de ressources inférieures au seuil de revenu de besoins impérieux pour vivre et se loger.

La production résidentielle privée est, à l'échelle du PDUES et des quartiers avoisinants, relativement homogène. Les habitations de construction récente comprennent pour la plupart des unités de petite et de moyenne taille, surtout des copropriétés divises (condos), comportant 1 ou 2 chambres.

Malgré le fait qu'une portion de ces habitations soit offerte à un coût considéré comme abordable, elles ne correspondent ni aux besoins ni à la capacité de payer d'une partie importante de la communauté et, en particulier, des familles. À cet égard, le ministre responsable de la métropole annonçait récemment la constitution d'un comité de pilotage chargé d'identifier les stratégies et les mesures les plus efficaces pour inciter les familles ayant de jeunes enfants à s'établir sur l'île de Montréal ou à y demeurer.


3/

1 / Projets résidentiels de l'avenue Hutchison, dans le quartier Parc-Extension.

2 / Promenade sur l'avenue Beaumont, en bordure du futur parc De L'Épée.

3 / Résidantes du quartier Parc-Extension. Crédit : Miville Tremblay

Le logement social et communautaire

L'ampleur des besoins, la singularité du milieu et la portée très particulière du PDUES sont des aspects qui justifient le recours à des mesures d'exception pour assurer non seulement la diversification de l'offre résidentielle, mais également une certaine mixité sociale. En outre, le territoire et les quartiers avoisinants ne comportent que très peu de sites susceptibles d'accueillir des projets assujettis à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

La Ville cible la réalisation de 225 logements sociaux et communautaires. Pour atteindre cet objectif, elle aura recours à plusieurs outils, dont l'acquisition de terrain dans le périmètre du PDUES, l'allocation de subventions à des projets d'achat-rénovation ou de construction (ceci dans le cadre du programme québécois AccèsLogis) et l'application de la Stratégie d'inclusion. Certaines innovations pourraient être favorisées, notamment le montage de projets d'habitation «multi-sites», plus aptes à se développer sur les petites parcelles disponibles dans ce secteur. L'accueil et le financement des projets se feront sur un horizon de 4 ans.

Par ailleurs, une approche permettant d'assurer la prise en compte, lors de l'évaluation d'un projet, de sa contribution à la diversification de l'offre résidentielle devrait être mise en place. Cette approche, applicable uniquement au secteur De Castelnau, serait une bonification de la procédure des Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI).

La Ville continuera, au niveau de l'agglomération et dans les limites des programmes gouvernementaux disponibles, à soutenir la réalisation de logements sociaux et communautaires dans le cadre de sa programmation régulière ainsi que par l'entremise de la Stratégie d'inclusion qui s'applique aux projets de 200 logements et plus.

La réalisation de logements abordables privés et le soutien à l'accession à la propriété

Les négociations menées dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion sont également l'un des moyens par lesquels la Ville travaillera au développement d'un parc résidentiel comportant une certaine proportion de logements abordables privés.

Par ailleurs, la Ville entend poursuivre ses efforts pour répondre aux besoins des jeunes familles. Actuellement, elle le fait au moyen de son programme d'accession à la propriété qui soutient l'acquisition d'unités résidentielles neuves ou encore de duplex ou triplex existants à prix abordable.

Le soutien à la qualité des logements

Les habitations des quartiers bordant le PDUES ont été pour la plupart construites il y a plus d'une cinquantaine d'années. Le maintien en bon état de ce parc de logements nécessite des travaux auxquels les propriétaires ne sont pas toujours en mesure de faire face.

La négligence ou le manque d'entretien donnent lieu, dans les cas extrêmes, à des situations où des ménages occupent des logements dont l'état représente un risque pour la santé. De telles situations sont malheureusement présentes sur le territoire.





L'aide à la rénovation

La Ville offre aux propriétaires une aide financière à la rénovation résidentielle, notamment au moyen de ses programmes Rénovation résidentielle majeure et Rénovation à la carte, qu'elle finance conjointement avec la Société d'habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du programme Rénovation Québec (PRQ). Cette aide est disponible pour des secteurs désignés, dont les quartiers Parc-Extension et Petite-Patrie.

L'amélioration de la salubrité

En 2007, la Ville s'est dotée d'un plan d'action pour soutenir les arrondissements dans l'application de la réglementation sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements.

Dans le cadre d'une entente intervenue récemment avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, une équipe spécialisée réalisera, à la demande de l'arrondissement, des inspections dans les secteurs davantage affectés par la problématique des logements insalubres, dont une partie significative se trouve dans le quartier Parc-Extension.

Le mandat général de cette équipe est de procéder à l'inspection des logements et des bâtiments présentant des problèmes aigus de salubrité identifiés de concert avec les arrondissements.

4.4/
Mesures d'encadrement du développement immobilier





Paramètres réglementaires

Le PDUES propose la prépondérance de la vocation économique du territoire en consacrant l'affectation de « secteur d'emplois » de 39 ha de terrains, soit la moitié de sa superficie, desquels la fonction résidentielle est exclue d'emblée.

La plus grande partie restante du territoire, soit 37 ha, se compose de secteurs d'affectation « mixte » où, en plus de la fonction résidentielle, les activités commerciales et industrielles légères sont également autorisées.

Essentiellement présente dans les arrondissements d'Outremont et du Plateau-Mont-Royal, l'affectation résidentielle n'occupe que 2,8 ha. La portion résiduelle du territoire correspond aux emprises ferroviaires.

Les secteurs situés dans le voisinage immédiat des voies du CP sont pour la plupart exclusivement dédiés à l'emploi. Les secteurs mixtes occupent le pourtour du territoire et assurent ainsi la transition avec les milieux de vie des quartiers avoisinants.

1 / Projets résidentiels récents sur la Saint-Urbain, dans le secteur Marconi-Alexandra, immédiatement à l'est de la limite du territoire d'intervention du PDUES.

2 / Exemple de cohabitation entre la production artisanale et la fonction résidentielle, sur la rue Jeanne-Mance.



2/

L'affectation mixte qui concerne une partie du secteur Marconi-Alexandra et le secteur De Castelnau s'accompagne d'une série de mesures visant à y consolider, à y accueillir et à y développer des voisinages véritablement mixtes dans la perspective d'un remaillage du tissu urbain et social avec les milieux de vie avoisinants.

Les hauteurs et les densités de construction ont pour leur part été relevées sur une grande partie du territoire afin, notamment, de favoriser le renouvellement des activités commerciales ou industrielles peu intensives par des activités s'accordant davantage avec le positionnement économique et les orientations du PDUES.

L'accroissement des hauteurs et des densités répond également à la préoccupation de permettre un encadrement adéquat des grandes voies de communication, qui jouent un rôle structurant à l'échelle du territoire et qui le relient au reste de la ville, ainsi qu'à la volonté de valoriser les infrastructures de transport collectif présentes sur le territoire.

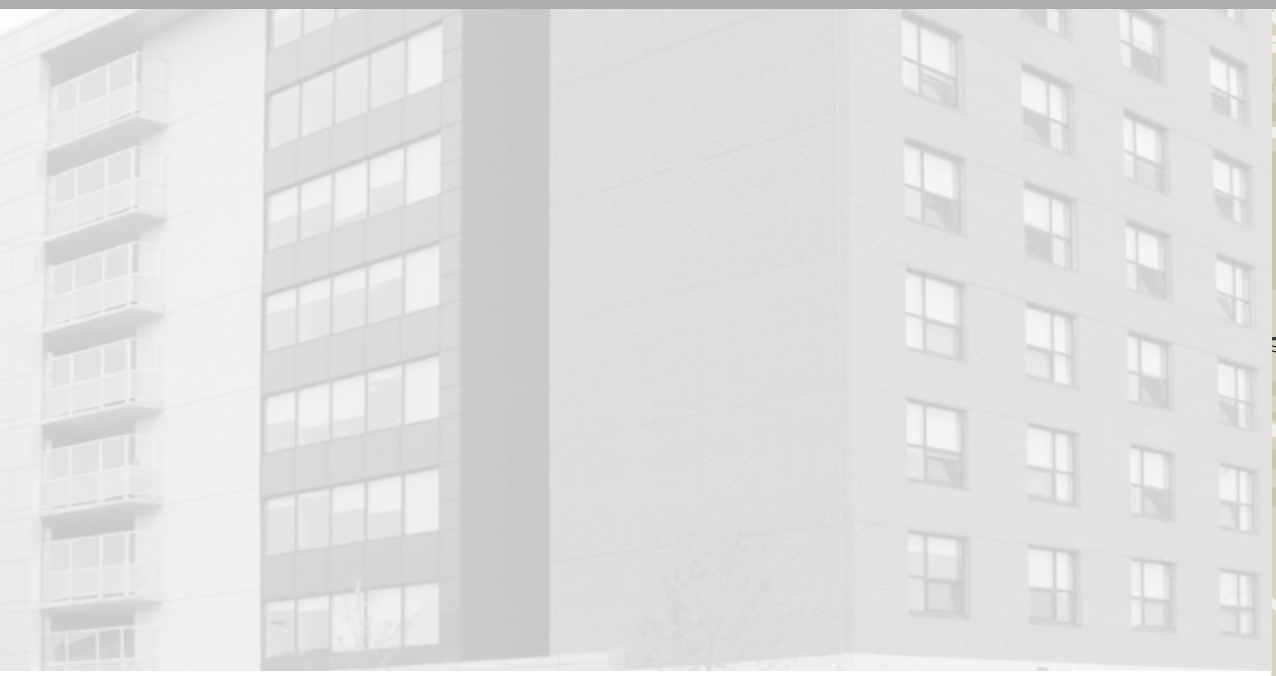
Par ailleurs, les paramètres de hauteur et de densité tiennent compte de la forme et de la nature des milieux établis ainsi que des caractéristiques prévues pour le cadre bâti dans le cadre de la requalification du triage Outremont. Ils permettront ainsi d'assurer une transition harmonieuse avec les milieux avoisinants.

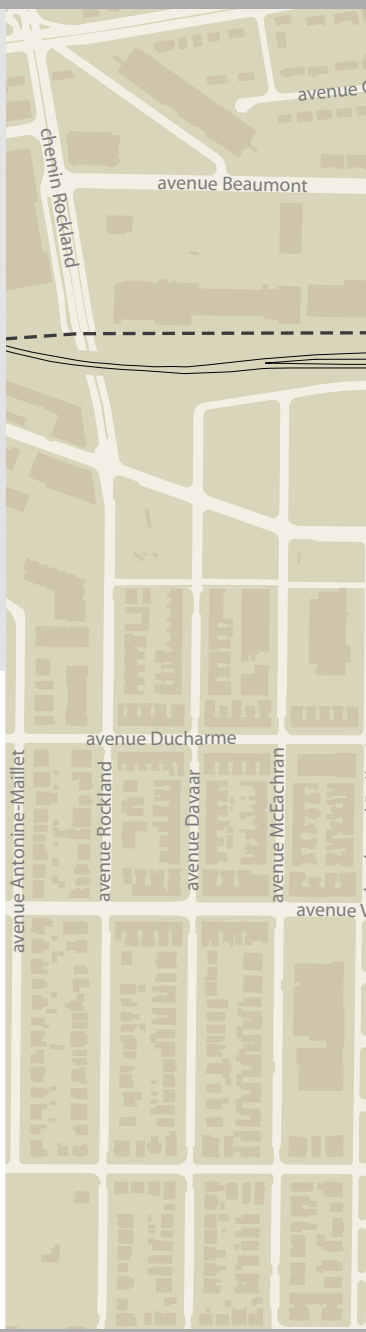
Les paramètres d'affectation, de hauteur et de densité combinés visent enfin à stimuler la constitution d'un milieu mixte, dynamique et tirant fortement profit de la présence du métro et de la gare de train de banlieue Parc dans le secteur De Castelnau.

À long terme, ces paramètres représentent, en considérant la requalification de plusieurs sites et bâtiments sous-utilisés, un potentiel de développement immobilier totalisant plus de 90 000 m^2 dédiés à des activités commerciales, industrielles ou de bureau et la construction d'environ 1 500 unités résidentielles.

Densités et hauteurs proposées





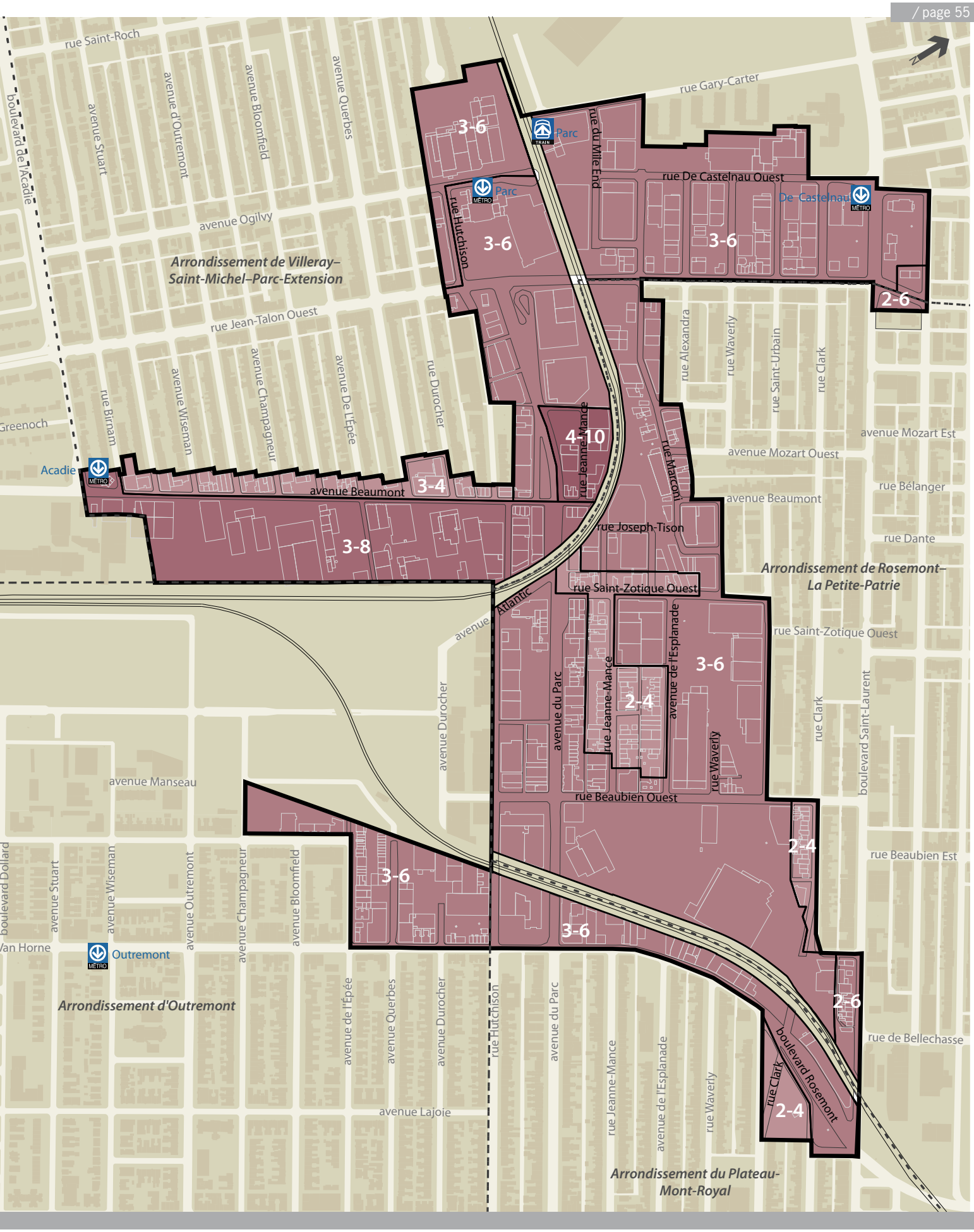


Densité

Faible ← → Forte

0-0

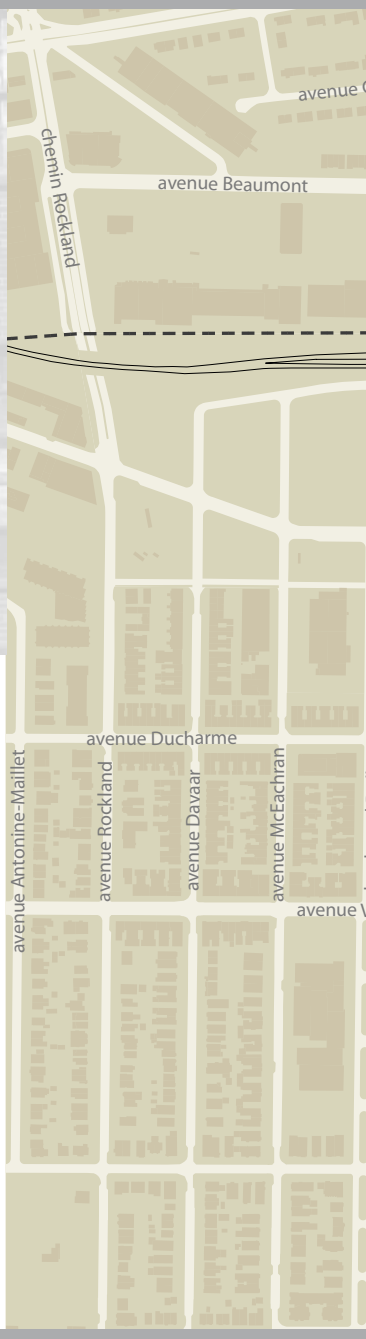
Nombre d'étages autorisé (minimum-maximum)


rue Saint-Roch
avenue Stuart
avenue d'Outremont
avenue Bloomfield
avenue Querbes
boulevard de l'Acadie
avenue Ogilvy
rue Gary-Carter
rue du Mile End
Parc
Parc
rue Hutchison
rue De Castelnau Ouest
De Castelnau
3-6
3-6
3-6
2-6
Arrondissement de Villeray–
Saint-Michel–Parc-Extension
rue Jean-Talon Ouest
rue Alexandra
rue Waverly
rue Saint-Urbain
rue Clark
avenue Mozart Est
avenue Mozart Ouest
rue Bélanger
rue Birnam
avenue Wiseman
avenue Champagneur
avenue De L'Épée
rue Durocher
Greenoch
Acadie
4-10
rue Jeanne-Mance
rue Marconi
avenue Beaumont
3-4
avenue Beaumont
3-8
rue Joseph-Tison
rue Dante
Arrondissement de Rosemont–
La Petite-Patrie
rue Saint-Zotique Ouest
Atlantic
avenue
rue Saint-Zotique Ouest
avenue du Parc
rue Jeanne-Mance
avenue de l'Esplanade
3-6
2-4
rue Waverly
rue Clark
boulevard Saint-Laurent
avenue Durocher
avenue Manseau
rue Beaubien Ouest
2-4
rue Beaubien Est
3-6
3-6
boulevard Dollard
avenue Stuart
avenue Wiseman
avenue Outremont
avenue Champagneur
avenue Bloomfield
Van Horne
Outremont
Arrondissement d'Outremont
avenue de l'Épée
avenue Querbes
avenue Durocher
rue Hutchison
avenue du Parc
rue Jeanne-Mance
avenue de l'Esplanade
rue Waverly
2-6
rue de Bellechasse
boulevard Rosemont
rue Clark
2-4
avenue Lajoie
Arrondissement du Plateau-
Mont-Royal

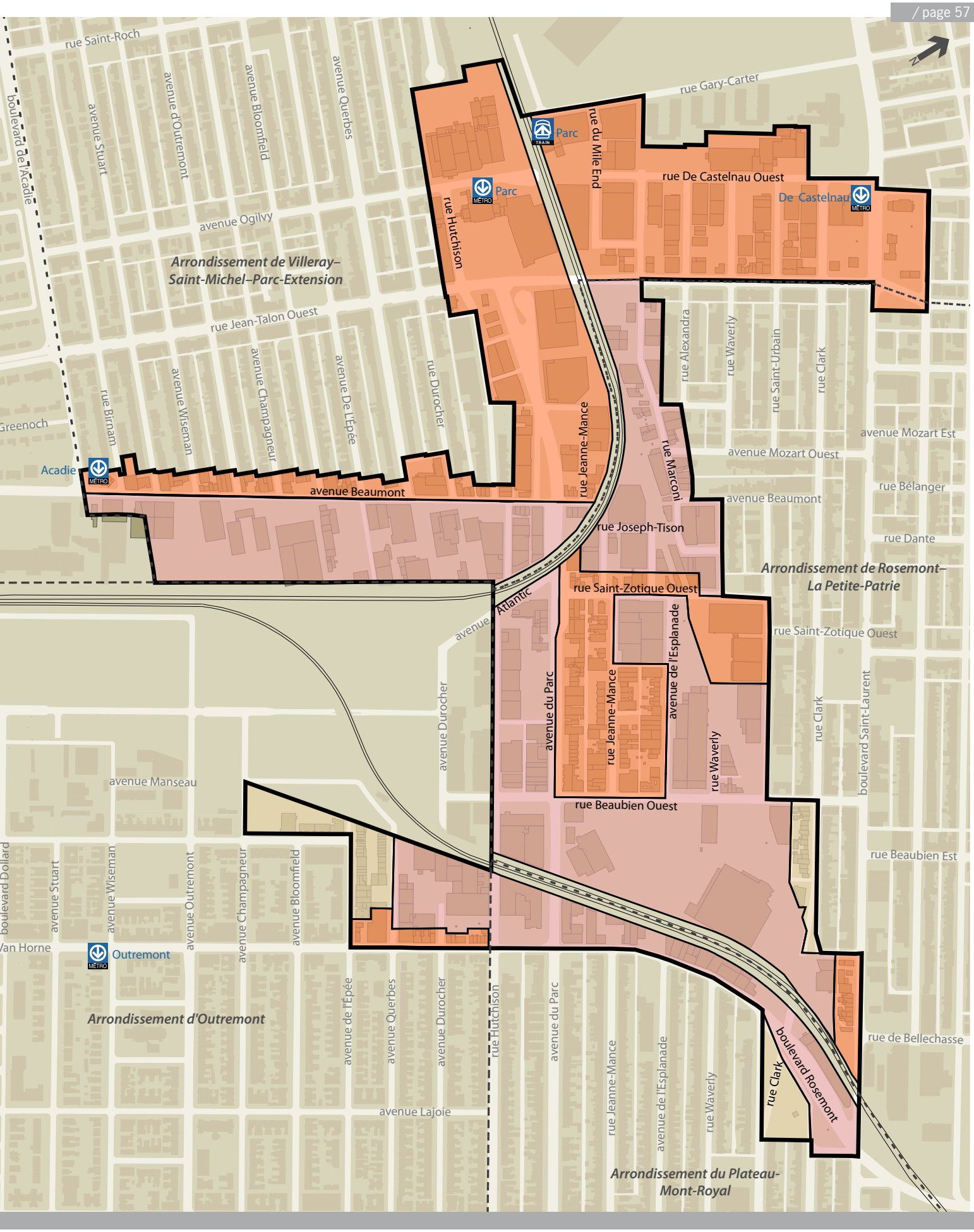
L'affectation du sol proposée







Secteur résidentiel
Secteur mixte
Secteur d'emplois


rue Saint-Roch
avenue Stuart
avenue d'Outremont
avenue Bloomfield
avenue Querbes
boulevard de l'Acadie
avenue Ogilvy
Arrondissement de Villeray–
Saint-Michel–Parc-Extension
rue Jean-Talon Ouest
rue Birnam
avenue Wiseman
avenue Champagneur
avenue De L'Épée
rue Durocher
Greenoch
Acadie
MÉTRO
avenue Beaumont
rue Gary-Carter
Parc
TRAIN
Parc
MÉTRO
rue du Mile End
rue Hutchison
rue De Castelnau Ouest
De Castelnau
MÉTRO
rue Jeanne-Mance
rue Alexandra
rue Waverly
rue Saint-Urbain
rue Clark
avenue Mozart Est
avenue Mozart Ouest
rue Bélanger
avenue Beaumont
rue Joseph-Tison
rue Dante
rue Marconi
Arrondissement de Rosemont–
La Petite-Patrie
rue Saint-Zotique Ouest
Atlantic
avenue
rue Saint-Zotique Ouest
avenue du Parc
rue Jeanne-Mance
avenue de l'Esplanade
rue Waverly
rue Clark
boulevard Saint-Laurent
avenue Durocher
avenue Manseau
rue Beaubien Ouest
rue Beaubien Est
boulevard Dollard
avenue Stuart
avenue Wiseman
avenue Outremont
avenue Champagneur
avenue Bloomfield
Van Horne
Outremont
MÉTRO
Arrondissement d'Outremont
avenue de l'Épée
avenue Querbes
avenue Durocher
rue Hutchison
avenue du Parc
rue Jeanne-Mance
avenue de l'Esplanade
rue Waverly
rue Clark
boulevard Rosemont
rue de Bellechasse
avenue Lajoie
Arrondissement du Plateau-
Mont-Royal

Principes de composition urbaine

Les principes de composition urbaine fournissent des indications générales pour la modulation plus fine des paramètres réglementaires et identifient certains aspects que le développement immobilier devrait respecter.

L'énoncé de ces principes vise à s'assurer que l'encadrement des projets concourt, en cohérence avec l'aménagement du domaine public, au caractère souhaité pour les différentes composantes du territoire.

Modulation des hauteurs et des densités

Les hauteurs et les densités de construction prescrites par la réglementation d'urbanisme devraient être modulées de manière à affirmer l'importance et le caractère structurant des grandes voies de communication par un cadre bâti conséquent.

Ces voies, dont l'avenue du Parc, la rue Beaubien Ouest et la rue Jean-Talon Ouest, pourront accueillir des bâtiments de gabarit et de hauteur généralement plus importants que les milieux qui leur sont adjacents.

Les hauteurs et les densités de construction seront également plus fortes dans le voisinage de la gare de train de banlieue Parc et des stations de métro De Castelnau, Parc et Acadie afin de valoriser leurs abords et de favoriser leur utilisation.

Enfin, les hauteurs autorisées pourront aussi être plus importantes là où le dégagement offert par l'emprise de la voie publique, le lotissement ou la marge de recul avant le permettent sans contribuer à la création d'un espace inconfortable pour le piéton, notamment du côté sud de l'avenue Beaumont ou encore au nord de la rue De Castelnau.



1/

Mesures particulières à certaines activités

Afin, d'une part, d'assurer la présence de commerces et de services complémentaires aux milieux de vie avoisinants et, d'autre part, de favoriser la création de corridors de déplacement animés et attrayants pour les piétons, la réglementation d'urbanisme devrait exiger l'occupation commerciale du rez-de-chaussée en bordure des axes suivants :

- la rue Beaubien Ouest, à l'est de l'avenue du Parc;
- la rue Jean-Talon Ouest;
- le boulevard Saint-Laurent;
- l'avenue du Parc dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

Par ailleurs, les activités de gros et d'entreposage ainsi que les commerces lourds devraient être exclus d'une grande partie du territoire, et ce, afin de favoriser le renouvellement progressif des activités économiques en faveur d'activités plus intensives et la réduction du camionnage.

Toutefois, les usages spécifiques « marchandise en gros » et « serre commerciale » pourraient être autorisés dans les secteurs d'emplois.

Enfin, les arrondissements pourraient définir, dans leur réglementation, une nouvelle catégorie d'usages regroupant certaines activités industrielles légères et les activités préconisées par le positionnement économique. Cette catégorie pourrait notamment inclure des activités liées à la diffusion culturelle. Les dispositions des règlements d'urbanisme devraient également permettre d'assurer une saine cohabitation des usages dans les secteurs à vocation mixte.



1 / Exemple de mixité d'usages et de composition urbaine : la rue Molière, à l'est du secteur.

Critères d'évaluation des projets

Gestion des projets résidentiels dans le secteur De Castelnau

Malgré le fait qu'une affectation « secteur mixte » s'applique à l'ensemble du secteur De Castelnau, la fonction résidentielle ne devrait pas y être autorisée de plein droit par la réglementation. Par conséquent, dans ce secteur, tout projet résidentiel devrait être assujetti à la procédure des Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI). Cette approche vise à permettre un encadrement plus serré de ces projets et la prise en compte d'enjeux sociaux et économiques liés à leur insertion dans le milieu. Par ailleurs, la procédure d'approbation d'un PPCMOI inclut un mécanisme de consultation et favorise ainsi une validation publique des projets.

De plus, les aspects concernant l'implantation et l'architecture de tous les projets proposés pour ce secteur, incluant les projets résidentiels, devraient être évalués à partir d'objectifs et de critères établis dans le cadre d'un règlement additionnel sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

Le nouveau réglement sur les PPCMOI dont l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension se dotera pour encadrer le développement de la fonction résidentielle dans le secteur De Castelnau, devrait formuler des critères à l'égard des thématiques suivantes :

- le maintien d'une proportion significative d'espaces dédiés au commerce, à l'industrie ou aux bureaux à l'échelle du secteur;
- la difficulté, dans le cas du recyclage d'un bâtiment, de maintenir un usage commercial, industriel ou de bureaux;
- la cohabitation avec les usages existants et les nuisances potentielles pour les futurs occupants;
- la contribution du projet à la diversification de l'offre résidentielle à l'échelle du secteur;
- la diversité des unités offertes à même le projet dont, notamment, l'intégration de logements répondants aux besoins des familles.

Règlement sur les PIIA du secteur De Castelnau

En plus de la procédure des PPCMOI, applicable notamment aux projets résidentiels, toute demande concernant la construction ou la modification d'un bâtiment situé dans le secteur De Castelnau devrait faire l'objet d'une évaluation qualitative basée sur des objectifs et des critères établis dans le cadre d'un règlement sur les PIIA.

Cette démarche vise à s'assurer que chaque bâtiment contribue, par son implantation, son architecture, l'aménagement de ses accès et celui de ses espaces libres à la création d'un milieu cohérent avec les orientations d'aménagement et de développement du PDUES.

À cette fin, le règlement sur les PIIA aurait notamment pour objectif la mise en place de conditions favorables à la marche et la valorisation de la rue De Castelnau en tant que rue d'ambiance desservant le secteur. Il ferait état de dispositions abordant, entre autres, les thématiques suivantes :

- la contribution de l'implantation du bâtiment à la définition de la rue et de l'îlot;
- l'interaction entre le bâtiment et le domaine public, en particulier au niveau du rez-de-chaussée;
- le rythme et l'articulation des façades et leur aptitude à rompre la monotonie;
- la participation du projet, lorsqu'applicable, à l'encadrement, à l'animation et à l'ambiance de la rue De Castelnau;
- la sensibilité du projet à l'égard des bâtiments d'intérêt patrimonial et au caractère du milieu;
- la facture architecturale des bâtiments;
- le verdissement et l'aménagement des espaces extérieurs;
- les aspects fonctionnels du projet, notamment en ce qui a trait au stationnement et à la localisation des accès.



Règlement sur les PIIA du secteur Beaumont

Toute demande concernant la construction ou la modification d'un bâtiment situé dans le secteur Beaumont, qui correspond au secteur situé au sud de l'avenue Beaumont à l'ouest de l'avenue du Parc, devra faire l'objet d'une évaluation qualitative basée sur des objectifs et des critères établis dans le cadre d'un règlement sur les PIIA.

Ce règlement sur les PIIA aura notamment pour objectifs d'assurer une transition harmonieuse entre le site Outremont et les milieux de vie situés au nord de l'avenue Beaumont et de contribuer au verdissement et à un encadrement à échelle humaine de celle-ci. Il fera état de dispositions abordant, entre autres, les thématiques suivantes :

- la modulation des hauteurs et des volumes permettant d'assurer un encadrement à échelle humaine de l'avenue Beaumont;
- la contribution du projet au verdissement de l'avenue Beaumont, notamment par son implantation et l'aménagement paysager de la cour avant;
- le cas échéant, la qualité de l'aménagement des passages vers le site Outremont, sur les plans de la sécurité, de leur attrait et de leur encadrement, qu'il s'agisse de passages extérieurs ou intérieurs;
- la contribution à l'encadrement d'une voie publique menant vers le site Outremont;
- la facture architecturale des bâtiments;
- le verdissement et l'aménagement des espaces extérieurs;
- les aspects fonctionnels du projet, notamment en ce qui a trait au stationnement et à la localisation des accès.



1/



2/

Règlement sur les PIIA applicable au secteur Marconi-Alexandra

Le cadre bâti du secteur Marconi-Alexandra se singularise par son éclectisme, l'audace et l'originalité dont font preuve certains bâtiments de construction récente et son caractère industriel. Il s'agit d'aspects qui, au fil des projets, participent de manière tangible à le définir et à affirmer sa spécificité.

La réglementation d'urbanisme intègre des dispositions sur les PIIA qui favorisent l'exploration architecturale au sein de ce secteur où la notion d'intégration architecturale prend une signification très particulière. Ainsi, l'aspect des nouvelles constructions ou les modifications apportées à un bâtiment existant font l'objet d'une évaluation qualitative plutôt que basée sur le strict respect de normes.

L'architecture des projets réalisés dans ce secteur bénéficie ainsi d'une souplesse qui, plus qu'ailleurs, laisse place à la créativité. Leur évaluation se fonde sur des objectifs qui sont de favoriser une architecture de qualité ainsi qu'une bonne intégration des bâtiments au secteur environnant et l'animation des rues commerciales. Elle intègre également des critères relatifs aux caractéristiques architecturales des projets, à leur implantation et à leur volumétrie.

1/ Constructions résidentielles récentes dont l'architecture s'inspire du caractère industriel du secteur Marconi-Alexandra.

2/ Détail d'un ancien bâtiment industriel de la rue Jeanne-Mance, converti en résidence.

Mise en œuvre et suivi du PDUES

5 /

5.1/ Planification et programmation des interventions prioritaires

La stratégie d'intervention décline les différentes mesures que la Ville entend mettre en place pour soutenir un développement urbain, économique et social cohérent. Des actions prioritaires devront être initiées rapidement afin d'ancrer la vision et de soutenir la mobilisation du milieu et des partenaires.

Ainsi, l'adoption, dans la foulée du PDUES, de nouvelles mesures d'encadrement du développement immobilier viendra assurer des conditions propices à l'insertion harmonieuse des projets immobiliers. Ces mesures seront introduites par des modifications au plan d'urbanisme et l'enchâssement de certaines dispositions dans la réglementation d'urbanisme. La révision des programmes de soutien à l'entrepreneuriat, en relation avec le positionnement économique du territoire, favorisera pour sa part l'accueil de nouvelles entreprises et la diversification économique au profit, notamment, des activités créatives, culturelles et d'économie sociale.

La Ville devrait également établir les modalités du mécanisme de soutien financier pour les initiatives à portée sociale, dont les conditions d'admissibilité ainsi que les critères d'évaluation. Éventuellement dotée d'un budget annuel de 300 000 $ à compter de l'année 2014, cette expérience-pilote serait suivie d'une démarche visant à diversifier son financement de manière à assurer sa pérennité au-delà de sa phase initiale d'une durée de 3 ans.

De plus, la Ville devrait compléter la procédure en vue de l'acquisition d'un terrain pour la réalisation de logements sociaux et communautaires. Cette acquisition stratégique atteste de l'importance que la Ville accorde à la diversification de l'offre résidentielle et à la mixité sociale.



En matière d'aménagement du domaine public, des investissements majeurs seront programmés au cours des prochaines années pour la réalisation d'interventions structurantes.

Les interventions d'aménagement prioritaires sont :

- le prolongement de l'axe est-ouest jusqu'à l'avenue du Parc;
- l'aménagement d'un parc aux abords de l'avenue De L'Épée;
- l'aménagement d'un parc dans l'ancienne emprise ferroviaire du CP;
- l'aménagement du lien routier local Ogilvy – De Castelnau;
- le réaménagement de l'emprise de l'avenue du Parc, incluant la création de deux nouveaux espaces publics.

L'acquisition des terrains requis et la planification détaillée de ces interventions sur le domaine public se poursuivra dans la foulée de l'adoption du PDUES. Les scénarios d'aménagement de l'avenue du Parc et des futurs espaces publics seront évalués en collaboration avec des représentants du milieu. La Ville entend aussi poursuivre ses échanges avec le CP sur les modalités d'aménagement des deux traverses à niveau nécessaires au désenclavement des quartiers.

La Ville identifiera les sources de financement requises pour la réalisation des différentes formes d'intervention prévues au PDUES. Un groupe de travail, composé des représentants municipaux issus de la ville centrale et des arrondissements concernés, assurera la coordination des activités entourant la mise en œuvre des différentes interventions municipales.

5.2/
Les collaborations et les initiatives des partenaires

La mise en œuvre du PDUES se réalisera dans le cadre d'une démarche ouverte et collaborative avec les acteurs du milieu partageant un intérêt dans le développement du territoire. Cette approche interpelle les institutions, les organismes et les entreprises du milieu afin qu'ils concourent à sa concrétisation.

Ainsi, en complément de la stratégie d'intervention municipale, le PDUES sous-tend la mise en place de collaborations d'envergure et de portée diversifiées. À ce titre, l'Université de Montréal ainsi que les CDEC et CLD, qui ont été étroitement associés à la démarche d'élaboration du PDUES, constituent des partenaires de premier plan pour sa mise en œuvre.



1/

L'intégration dans la communauté du projet de l'Université de Montréal

L'Université de Montréal et la Ville projettent la création d'un quartier universitaire et résidentiel sur le site de l'ancien triage Outremont qui, en plus de répondre aux besoins de l'Université, contribuera à requalifier un secteur désaffecté au centre de la ville. L'identité de ce nouveau site universitaire et son appropriation par la communauté sont au cœur du projet de vision que l'Université se propose de consolider de concert avec le milieu.

À cet égard, l'Université de Montréal organisera une nouvelle séance d'information publique à l'automne 2013 afin de faire le point sur l'évolution du projet avec les populations riveraines. Des activités d'échanges et de concertation se poursuivront et s'intensifieront à l'approche de l'ouverture des premiers pavillons. De plus, l'Université de Montréal invitera prochainement la population à commenter les grandes orientations qui se dégagent des travaux de réflexion menés auprès des instances internes et externes.

Inscrivant le développement durable au cœur de sa vision, l'Université intègrera à son projet des mesures pour répondre à des problématiques écologiques, économiques, sociales et culturelles et pour optimiser les retombées positives sur les communautés environnantes. La mise en place de



ces mesures s'arrimera au contexte et à la séquence de développement du projet dont la réalisation s'échelonnera sur plusieurs années.

Le plan d'intégration pourrait couvrir des thèmes aussi diversifiés que, par exemple, la cohabitation durant le chantier, la gestion écologique des espaces libres, la mise en place et l'animation d'un lieu d'information et d'échange avec la communauté, l'offre de services et de locaux pour différentes clientèles ou diverses activités, le maillage avec des institutions ou des entreprises pour le développement économique et social des secteurs limitrophes, etc.

La portée des plans d'action locaux pour l'économie et l'emploi (PALÉE)

Le positionnement économique proposé dans le cadre du PDUES a été défini en étroite collaboration avec les partenaires du développement économique local actifs dans les arrondissements concernés, soit la CDEC Centre-Nord, la CDEC Rosemont–Petite-Patrie, la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal et le CLD Les 3 Monts. La participation de ces intervenants à l'élaboration du positionnement économique a mis en relief la réflexion toute récente entourant l'actualisation de leurs PALÉE respectifs.

1 / Vue du futur viaduc ferroviaire et de l'axe est-ouest qui, par son prolongement jusqu'à l'avenue du Parc, reliera le quartier universitaire aux secteurs environnants.
Crédit : Groupe SMi + Urban Soland / Ville de Montréal

La portée des PALÉE recouvre plusieurs axes dont, au premier chef, les interventions relatives au développement de l'entrepreneuriat privé et collectif et à la valorisation de la main-d'œuvre. Ces organismes mettent aussi de l'avant des actions visant l'amélioration des milieux de vie et de travail ainsi que la mise en valeur du territoire au bénéfice de la communauté. Ils appuient ainsi le développement de projets urbains porteurs comportant des dimensions économiques, sociales et communautaires et favorisant la mixité sociale et fonctionnelle.

Les PALÉE de ces partenaires font écho aux enjeux de mise en valeur du site Outremont de l'Université de Montréal pour leur communauté, notamment en affirmant l'intérêt de la démarche de planification détaillée initiée dans les quartiers voisins de l'ancien triage. Par exemple, le PALÉE de la CDEC Rosemont–Petite-Patrie, actualisé en 2012, intègre des objectifs territoriaux et des mesures qui sont en accord avec le positionnement économique et urbain du PDUES.

Les CDEC et le CLD agissent sur la concertation des acteurs socioéconomiques qui animent leur communauté afin qu'ils développent des projets porteurs et rassembleurs. Leur adhésion à la vision du PDUES, qui se traduit notamment par l'intégration cohérente des orientations des PALÉE sur le territoire, ainsi que leur rôle mobilisateur auprès du milieu en font des partenaires de premier plan qui contribuent de manière concrète à la mise en œuvre du PDUES.

5.3/
Mécanismes de suivi du PDUES



1 / L'ancienne gare Jean-Talon, conçue par l'architecte Colin Drewitt et inaugurée en 1931, constitue un repère important dans le paysage du secteur.



La Ville de Montréal, ses arrondissements et plusieurs partenaires communautaires, institutionnels et privés ont affirmé leur volonté d'unir leurs compétences et d'agir de concert pour accompagner la transformation du territoire. Afin d'orchestrer cette volonté et de soutenir la synergie entre les partenaires et leur implication dans la réalisation du PDUES, la Ville propose de mettre en place un comité de suivi dans la foulée de son adoption.

Ce comité réunira les principales parties prenantes impliquées dans le développement urbain, économique et social du territoire. Ces parties prenantes sont, notamment, la ville centrale et les arrondissements, les CDEC-CLD, l'Université de Montréal, la Direction de la santé publique, la Ville de Mont-Royal, le Canadien Pacifique, la Société de transport de Montréal et des représentants du milieu.

En plus de ce rôle de liaison et de monitoring des actions des divers partenaires, le travail au sein de ce comité devrait susciter de nouvelles initiatives à la lumière de l'évolution du milieu, de l'incubation de nouveaux projets et de la transformation progressive du territoire. Des partenariats clés pourraient ainsi émerger de cet espace de collaboration. À titre d'exemple, les CDEC pourraient identifier des collaborations avec l'Université de Montréal en matière de démarrage d'entreprises, de prêt de locaux et de services.

Enfin, la Ville de Montréal assurera la poursuite du dialogue avec les citoyens et la communauté locale en prévoyant une interaction avec le milieu pour demeurer à l'écoute de ses besoins et faire état de l'avancement de la mise en œuvre du PDUES.



TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Section des affaires immobilières
En matière d'expropriation

Date : 22 FEV. 2017

Référence neutre : 2017 QCTAQ 02332

Dossier : SAI-M-250528-1607

Devant le juge administratif :

GUY GAGNON

VILLE DE MONTRÉAL
Partie expropriante

c.

ÉLIAS RAMBOTIS
ALEXANDRA KATOPODIS RAMBOTIS
Parties expropriées

et

167061 CANADA INC
et
CARROSSERIE ROMBOTIS TUNING INC
Parties locataires

241C4A9303

DÉCISION INCIDENTE

Requête en expropriation totale (art.65 L.E.)

[1] Le Tribunal est saisi d'une requête amendée présentée par le procureur des parties expropriées, conformément à l'article 65 de la *loi sur l'expropriation*[1], demandant au Tribunal d'ordonner à la partie expropriante de procéder à l'expropriation totale du lot 2 203 544 au motif que la partie du lot non expropriée ne peut plus être convenablement utilisée en tout ou en partie.

[2] La partie expropriante, Ville de Montréal a signifié le 28 juillet 2016 aux parties expropriées, l'avis d'expropriation d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel qu'il appert au dossier du Tribunal.

[3] Cet avis d'expropriation fut publié au Bureau de la publicité des droits le 1er août 2016, sous le numéro 22 519 063, le tout tel qu'il appert au dossier du Tribunal.

[4] Les procédures d'expropriation initiées par la partie expropriante avaient pour fins l'aménagement d'une rue.

[5] Tel qu'il appert au dossier du Tribunal, l'immeuble des parties expropriées possède une superficie totale de 872,7 m^2.

[6] La partie de l'immeuble ayant fait l'objet de la présente expropriation possède une superficie de 462,3 m^2, laissant un résidu de 410,4 m^2.

[7] Deux locataires occupent les lieux expropriés, soit la compagnie 167061 Canada inc. (CANADA) et la compagnie Carrosserie Rombotis Tuning inc. (CARROSSERIE).

[8] CANADA, détenue par Élias Rombotis, exploite dans l'immeuble exproprié un commerce de voitures d'occasion à titre de locataire-occupante, alors que CARROSSERIE, détenue par Élias Rombotis et Michael Rombotis, exploite dans l'immeuble exproprié un commerce de garage, carrosserie et mécanique à titre de locataire-occupante.

[9] En raison de cette expropriation, le résidu non exproprié, d'une superficie de 410,4 m^2, n'est plus suffisant pour permettre aux parties expropriées de poursuivre convenablement leurs activités sur ce site.

[1] RLRQ, c. E-24.

[10] Les parties expropriées n'ont donc d'autre choix que de demander au Tribunal d'ordonner l'expropriation totale de l'ensemble du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de leur permettre de déplacer leurs activités vers un autre emplacement d'une superficie suffisante.

[11] La partie expropriante consent à la présente requête amendée en expropriation totale, tel qu'en fait foi le courriel du procureur de la partie expropriante daté du 8 février 2017, dont copie est versée au dossier du Tribunal.

[12] Les parties consentent à ce que le Tribunal procède sur dossier en conformité avec l'article 100 de la *Loi sur la justice administrative.*

[13] Il est dans l'intérêt de la justice en général et des parties que la présente requête amendée soit accueillie, et ce, en autorisant la partie expropriante à exproprier l'ensemble du lot 2 203 544 du cadastre du Québec.

[14] Vu les allégués de la requête amendée et la non-contestation de la partie expropriante, il y a lieu de faire droit à la présente requête.

PAR CES MOTIFS, le Tribunal :

ACCUEILLE la requête amendée des parties expropriées;

ORDONNE à la partie expropriante de procéder à l'expropriation totale du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 872,7 m^2, tel que démontré à la description technique jointe à l'avis d'expropriation.

LE TOUT sans frais de justice, la présente requête n'étant pas contestée.

GUY GAGNON, j.a.t.a.q.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
MONTRÉAL LE
22 FEV. 2017
pour
Secrétaire du Tribunal

Gagnier, Guay, Biron
Me Cassandre Louis
Procureure de la partie expropriante

Spiegel Sohmer Inc.
Me Robert Caron
Procureur de la partie expropriée

C4A832D19E

TRIBUNAL ADMINISTRATIF du Québec

Montréal, le 22 février 2017

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 134
Montréal QC H2Y 1C6

No dossier TAQ : SAI-M-250528-1607

Ville de Montréal, partie expropriante c.
Élias Rambotis,
Alexandra Katopodis Rambotis, partie expropriée

TRANSMISSION D'UNE DÉCISION SUR REQUÊTE INCIDENTE

Vous trouverez ci-joint copie certifiée conforme de la décision rendue par le Tribunal administratif du Québec dans le dossier mentionné en titre.

Pour toute communication avec le Tribunal, veuillez vous référer aux coordonnées apparaissant en bas de page ainsi qu'au numéro de dossier TAQ ci-dessus.

La Secrétaire du Tribunal

Section des affaires immobilières
500, boul. René-Lévesque Ouest, 21e étage, Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : (514) 873-7154 1-800-567-0278 Télécopieur : (514) 873-8288 www.taq.gouv.qc.ca

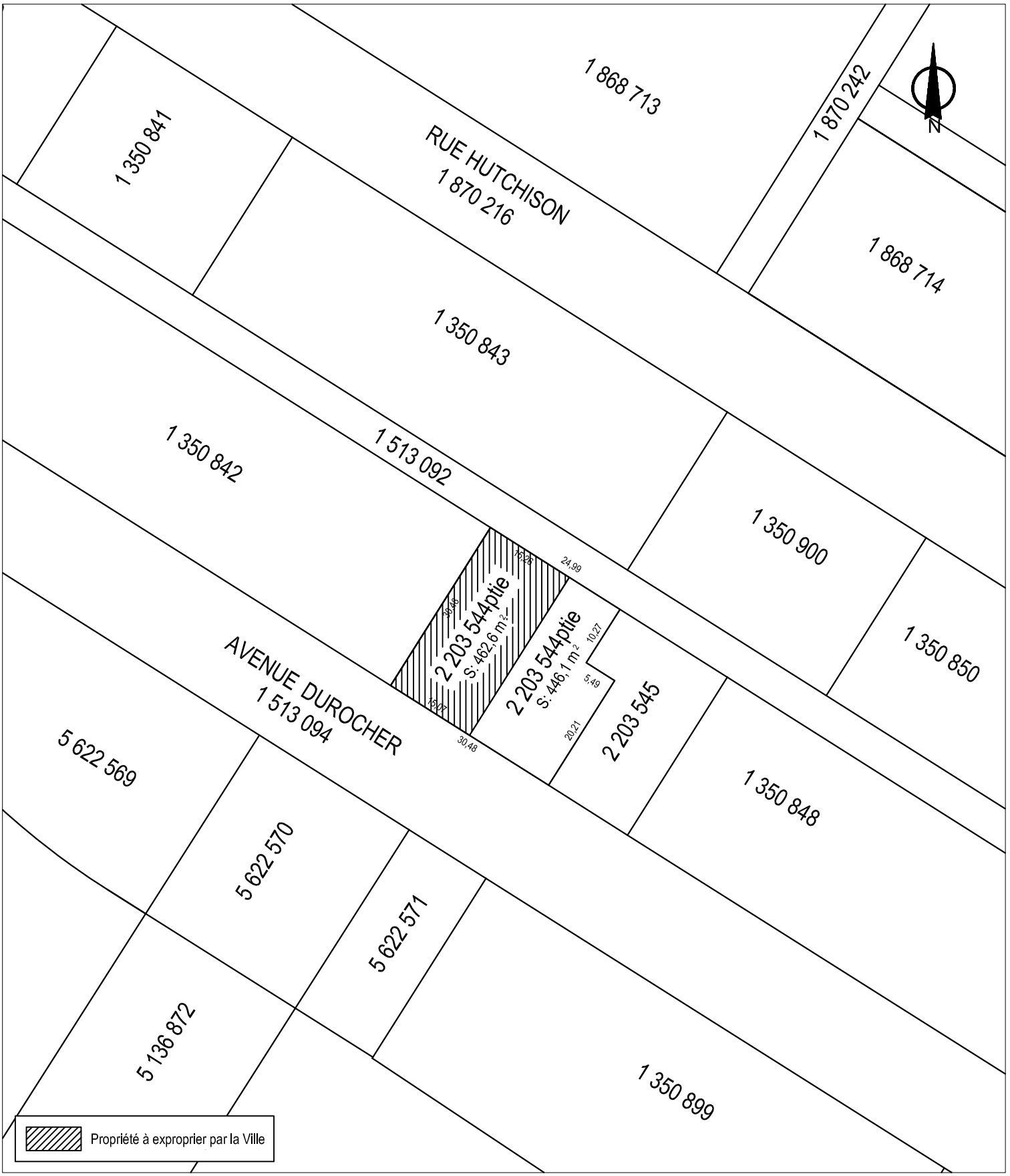


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Outremont
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 10-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

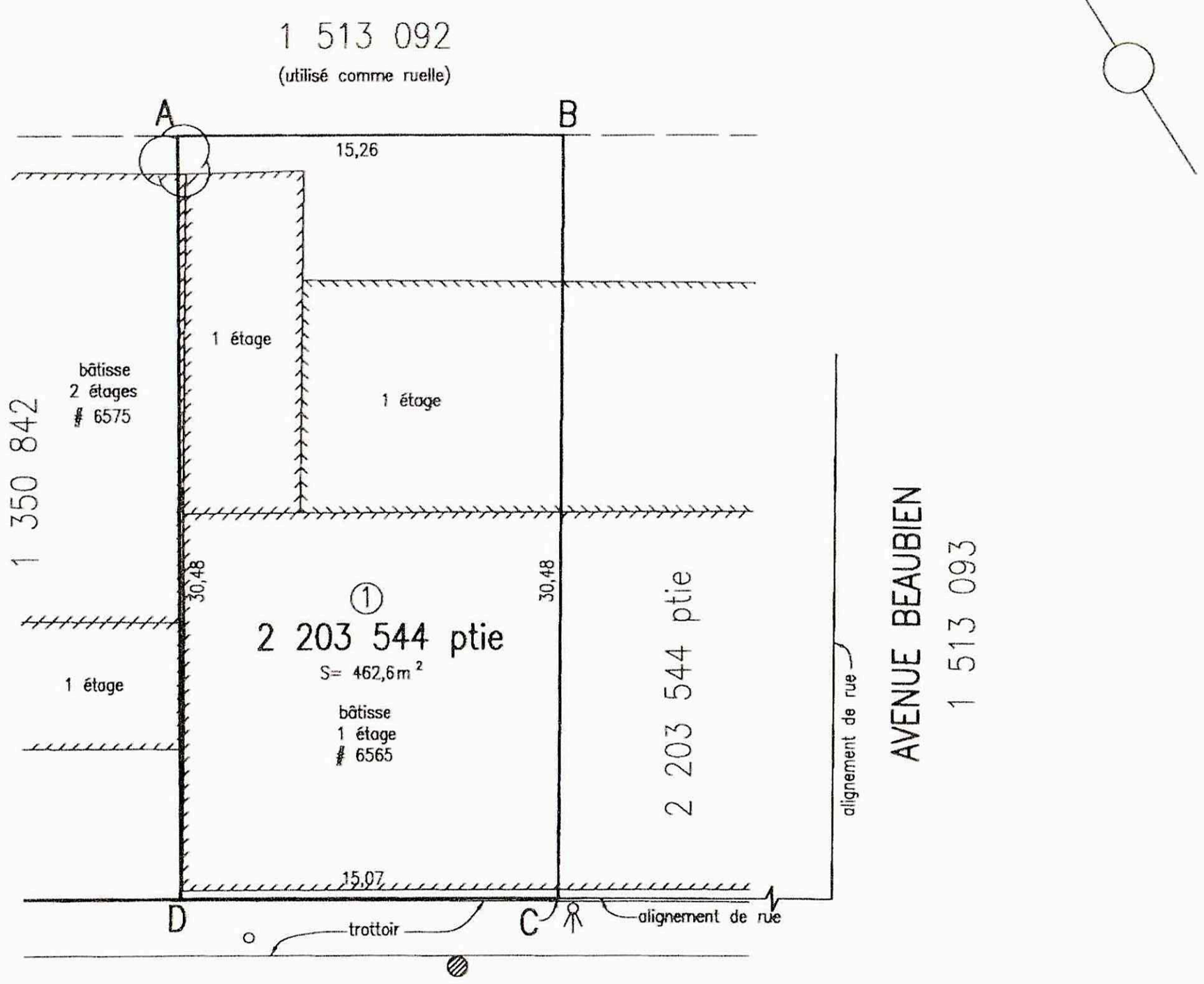
Outremont
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 16-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP8639

96/173



LÉGENDE

: arbre

: lampadaire

: puisard

: poteau

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 2 203 544

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de
l'AVENUE DUROCHER
et au nord-ouest de
l'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

AVIS DE RÉSERVE

NOTES: 1- Le bien-fonds faisant l'objet de l'avis de réserve est identifié par les lettres ABCDA (item 1).

2- Les mesures et superficies indiquées au plan sont fournies à titre informatif. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.

3- Certains éléments topographiques de ce plan ont été produits à partir des données numériques de la cartographie réalisée à l'aide de photographies aériennes (avril 2009).

4- Ce plan n'est produit que pour illustrer le lot faisant l'objet d'un avis de réserve.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 19 juin 2012

Préparé par:
BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2860 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-010-0531 Dessin: N.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21070-2 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

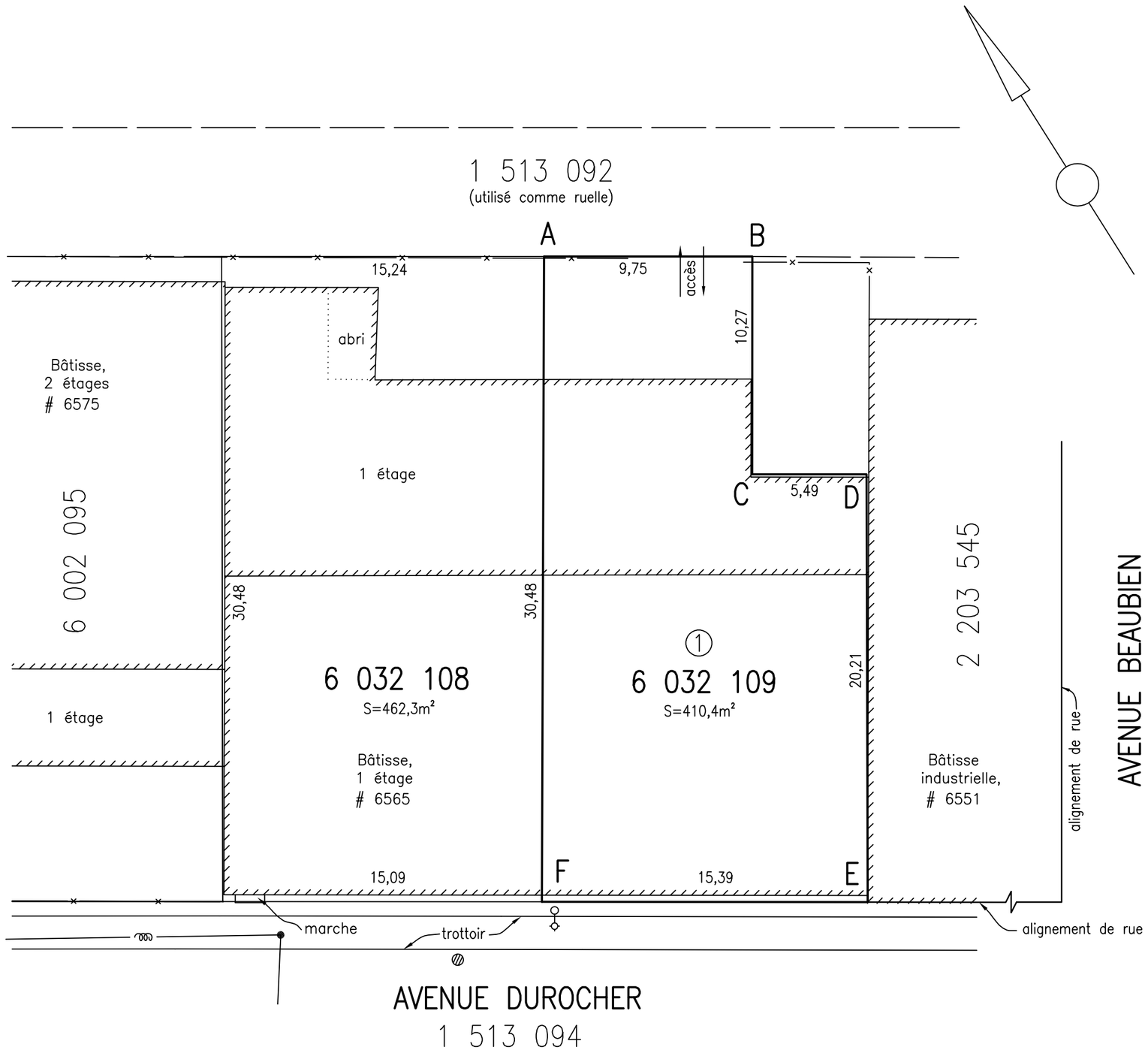
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº D-8 OUTREMONT

21070-2CD.DWG



LÉGENDE

- clôture
- lampadaire
- puisard
- poteau
- hauban
- fils aériens

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Le lot 6 032 109

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de
l'AVENUE DUROCHER
et au nord-ouest de
l'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION POUR FINS DE RÉSERVE FONCIÈRE.

NOTES: 1- Le bien-fonds à être exproprié est délimité par les lettres ABCDEFA (item 1).

2- Le relevé terrain a été effectué les 3 et 28 juin 2012, le 4 juillet 2012 ainsi que les 23 et 31 mars 2016.

3- Le lot 6 032 109 est la propriété d'ELIAS ROMBOTIS et ALEXANDRA KATOPODIS-ROMBOTIS en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 5 259 567 et de l'avis cadastral publié sous le numéro 5 259 568.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 17 mars 2017

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

Préparé par: _____
BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2966 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-0962 (31H12-010-0531) Dessin:N.Simard

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21070-21 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº D-15 OUTREMONT

21070-21D.DWG

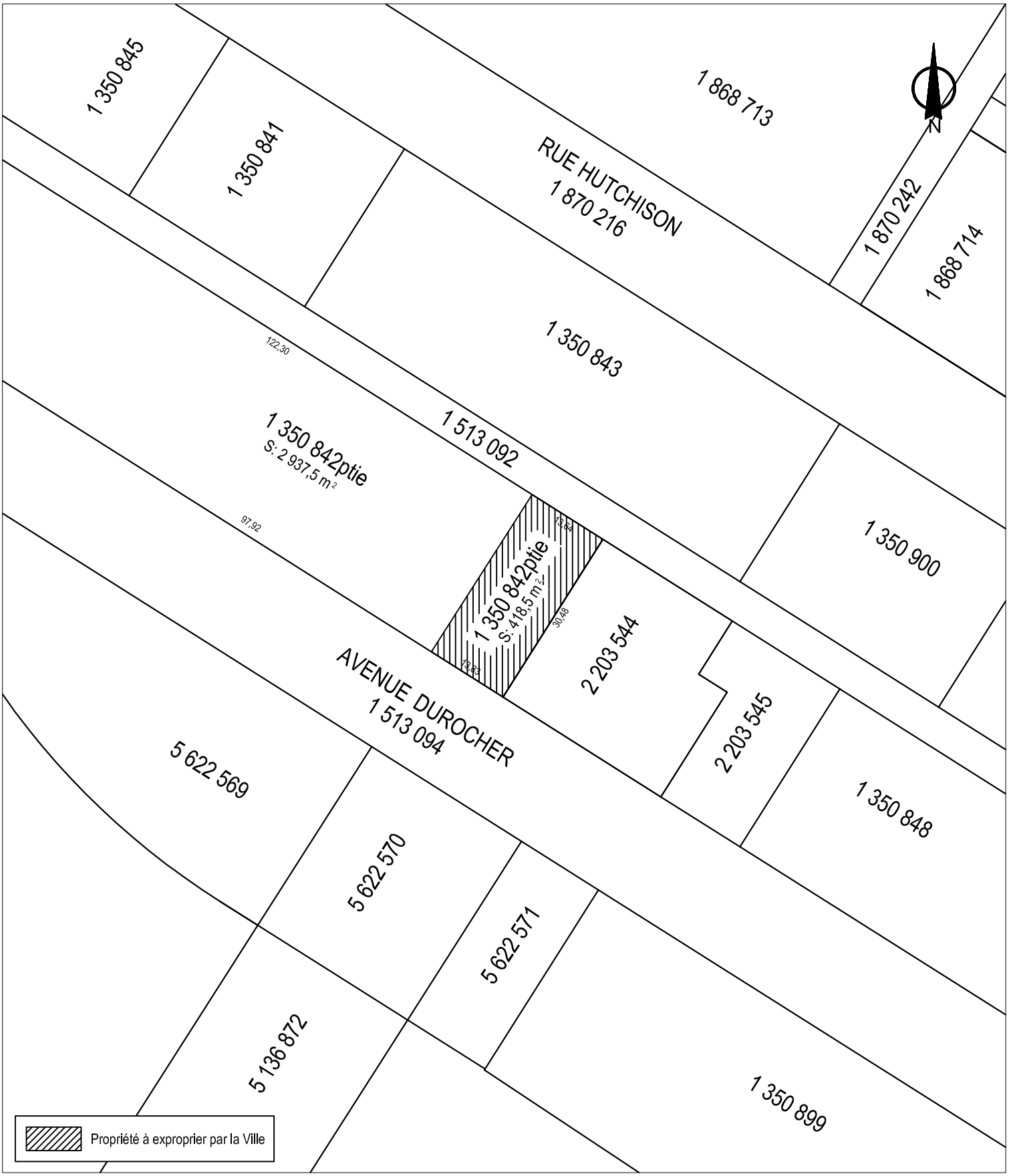


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Outremont
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 16-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

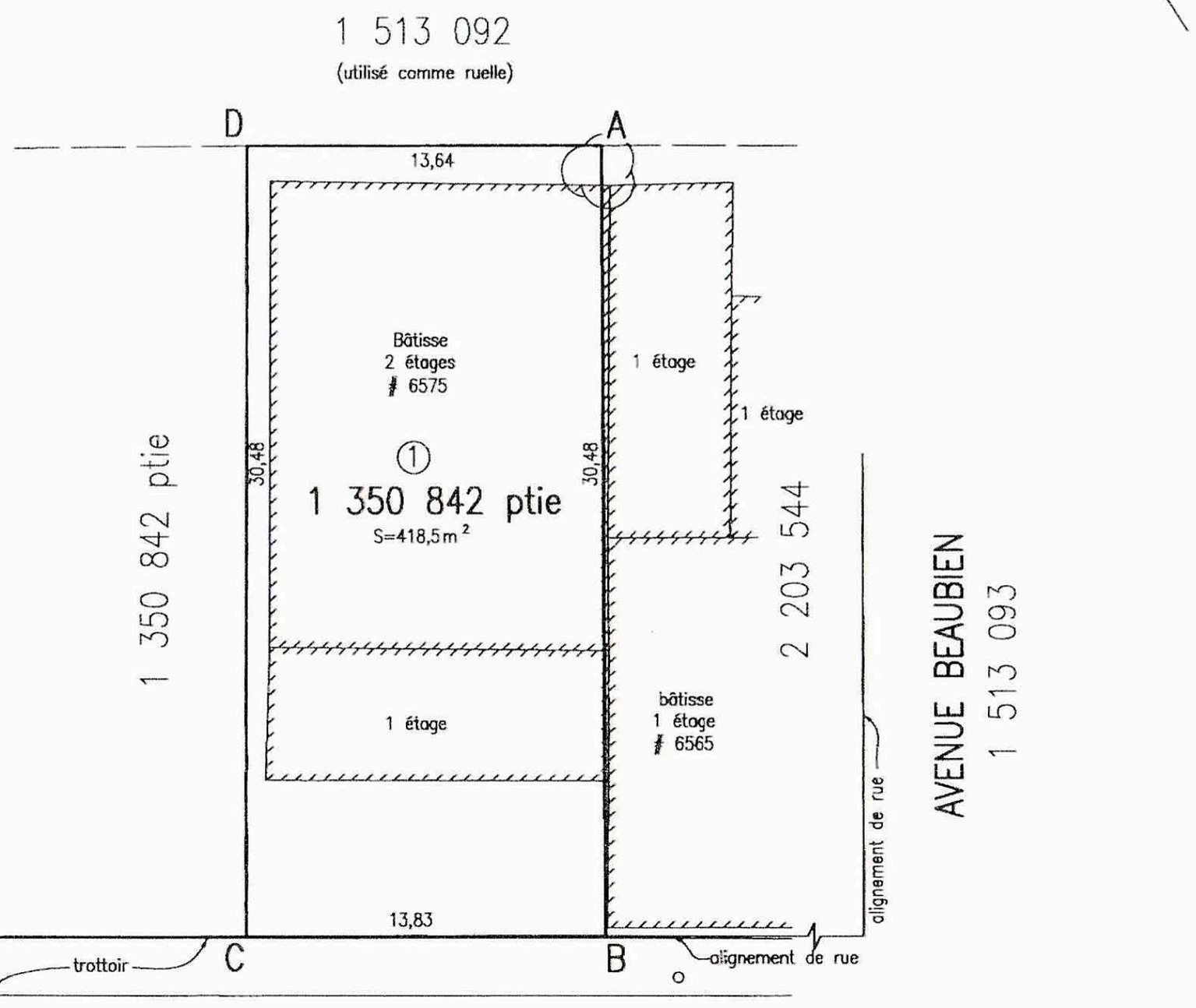
Outremont
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 17-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

100/173

AP8638



LÉGENDE

: arbre

o : poteau

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 350 842

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de
l'AVENUE DUROCHER
et au nord-ouest de
l'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

AVIS DE RÉSERVE

NOTES: 1- Le bien-fonds faisant l'objet de l'avis de réserve est identifié par les lettres ABCDA (item 1).

2- Les mesures et superficies indiquées au plan sont fournies à titre informatif. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.

3- Certains éléments topographiques de ce plan ont été produits à partir des données numériques de la cartographie réalisée à l'aide de photographies aériennes (avril 2009).

4- Ce plan n'est produit que pour illustrer le lot faisant l'objet d'un avis de réserve.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 19 juin 2012

Préparé par: _____
BENOIT DERMINE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2859 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-010-0531 Dessin: N.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: _____

DOSSIER Nº 21070-2 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: _____

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº D-7 OUTREMONT

21070-2B0.DGC

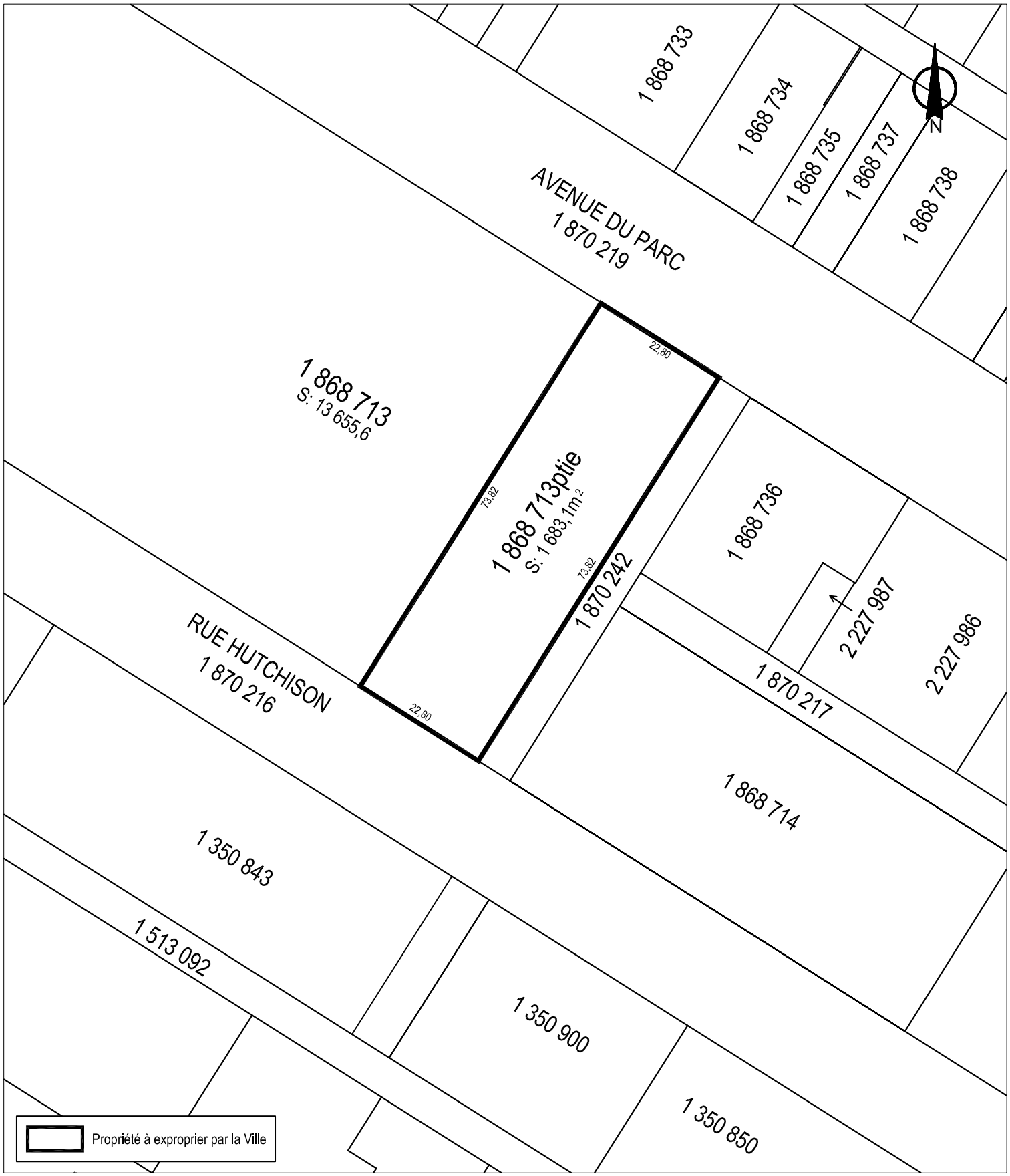


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 31-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



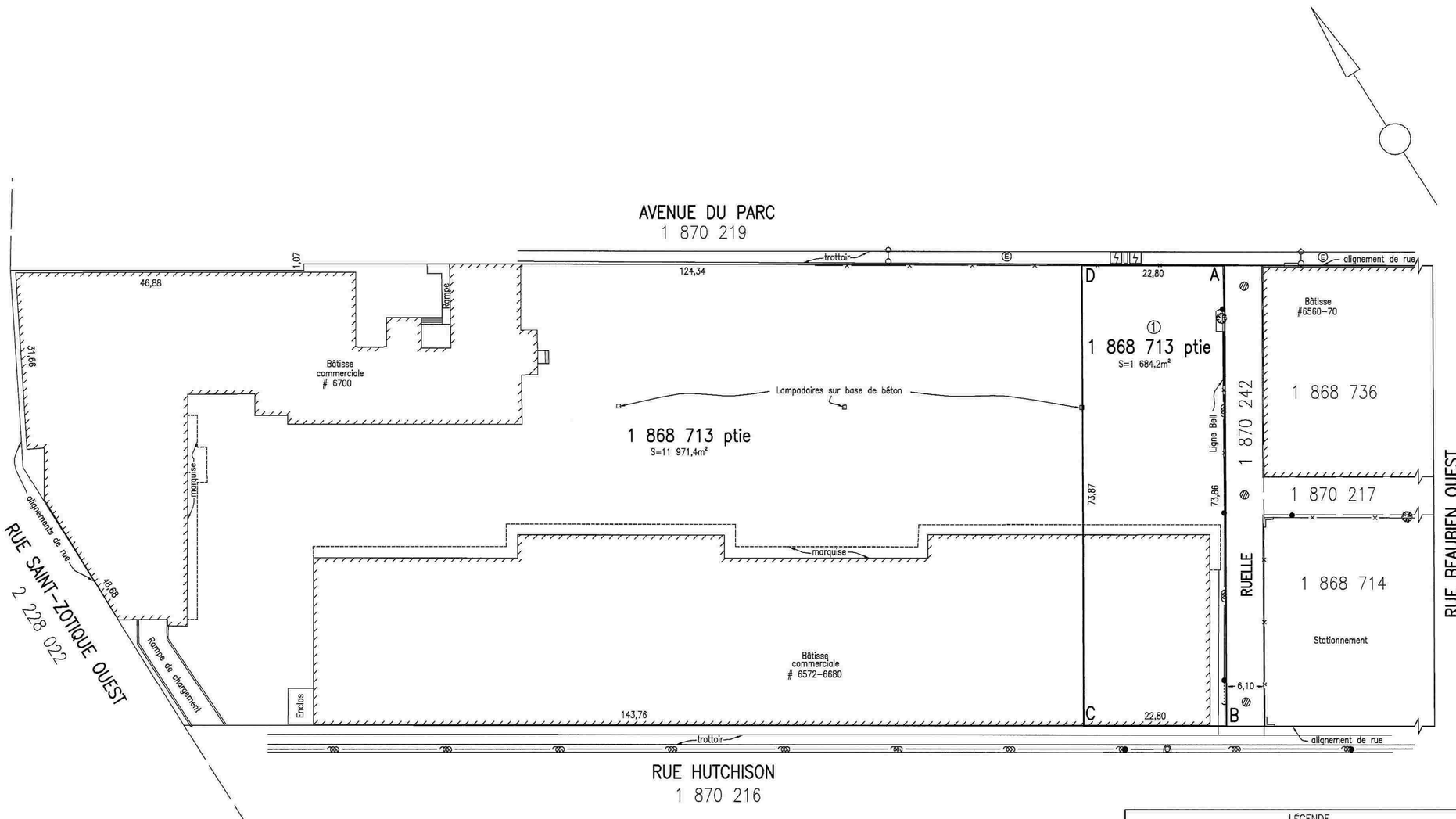
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 30-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP25522



LÉGENDE

- : clôture
- : lampadaire
- : puisard
- : poteau
- : hauban
- : fils aériens
- : Grille voûte électrique
- : Arbre
- : Regard de chambre électrique souterraine

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 868 713

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest de l'AVENUE DU PARC et au nord-ouest de la RUE BEAUBIEN OUEST

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION POUR FINS D'AMÉNAGER UNE RUE.

NOTES:
1- Le bien-fonds à être exproprié est délimité par les lettres ABCDA (item 1).
2- Le relevé terrain a été effectué le 28 juin 2012, le 3 juillet 2012 ainsi que les 23, 24 et 30 mars 2016.
3- Les dimensions et les superficies indiquées sur ce plan sont celles mesurées.
4- Le lot 1 868 713 devra faire l'objet d'une correction cadastrale.
3- Le lot 1 868 713 est la propriété de "VANPARK PLAZA INVESTMENTS INC." en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 17 229 596.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 6 juin 2016

Préparé par: BENOIT DERMINE, Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL

Montréal, le _____

_____ Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2947 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-0962 (31H12-010-0531)
31H12-005-1062 (31H12-010-0531) Dessin: E.Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Michel Jean Villeneuve

DOSSIER Nº 21070-12 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

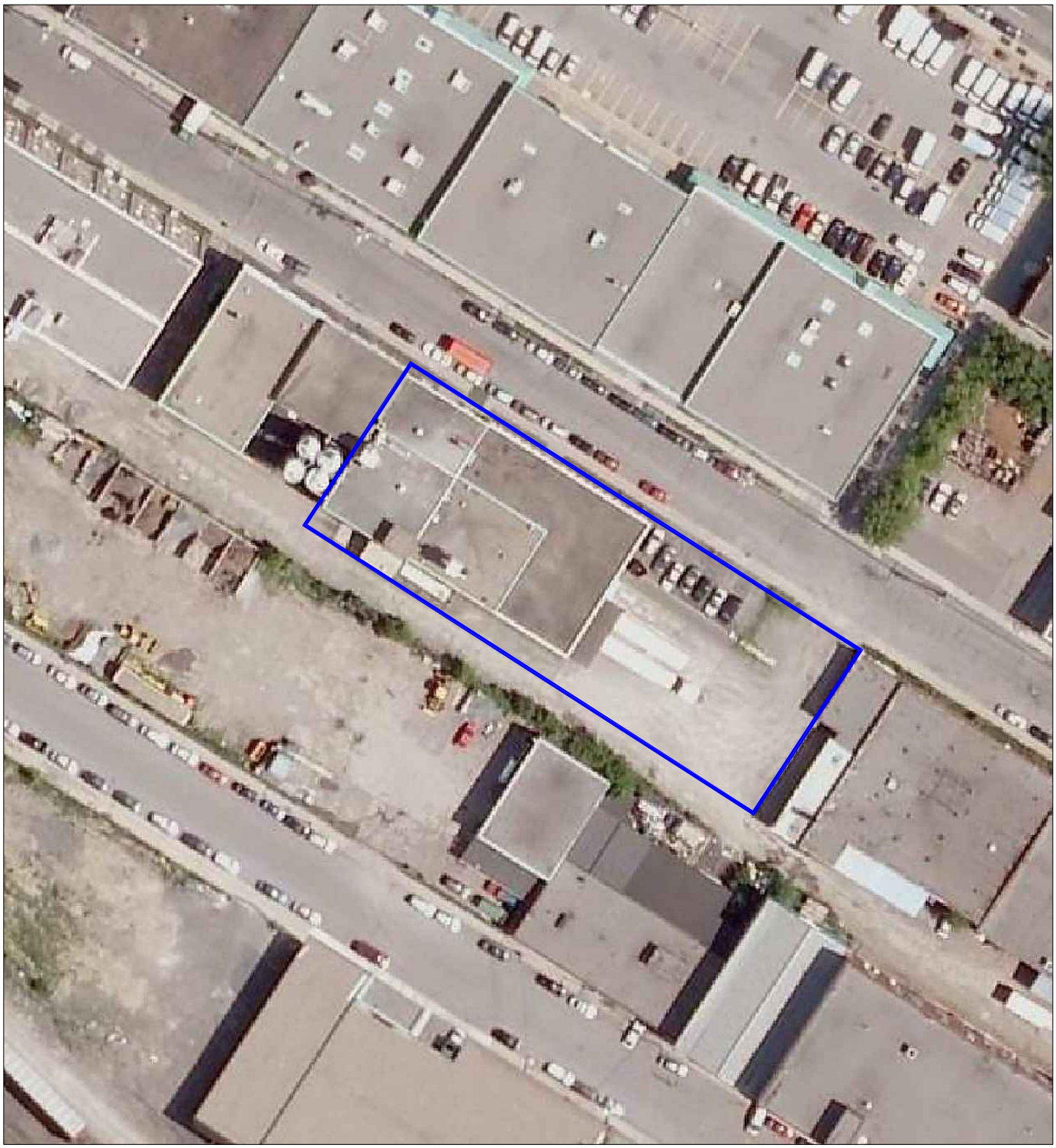
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: Yan Langevin

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rosemont – La Petite-Patrie

PLAN Nº P-116 LAURIER

21070-12D.DWG

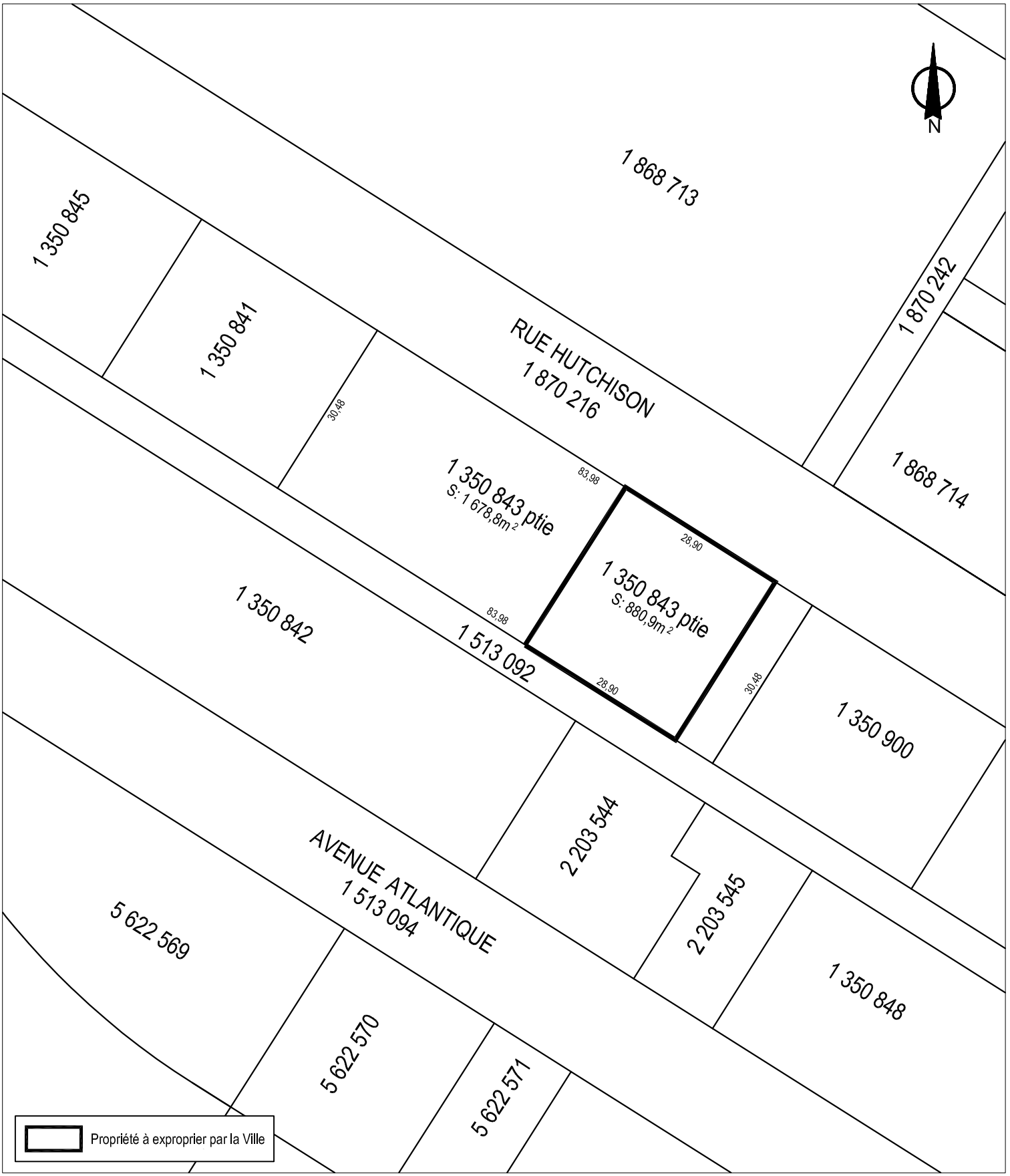


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Outremont
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : -
Date : 26-02-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

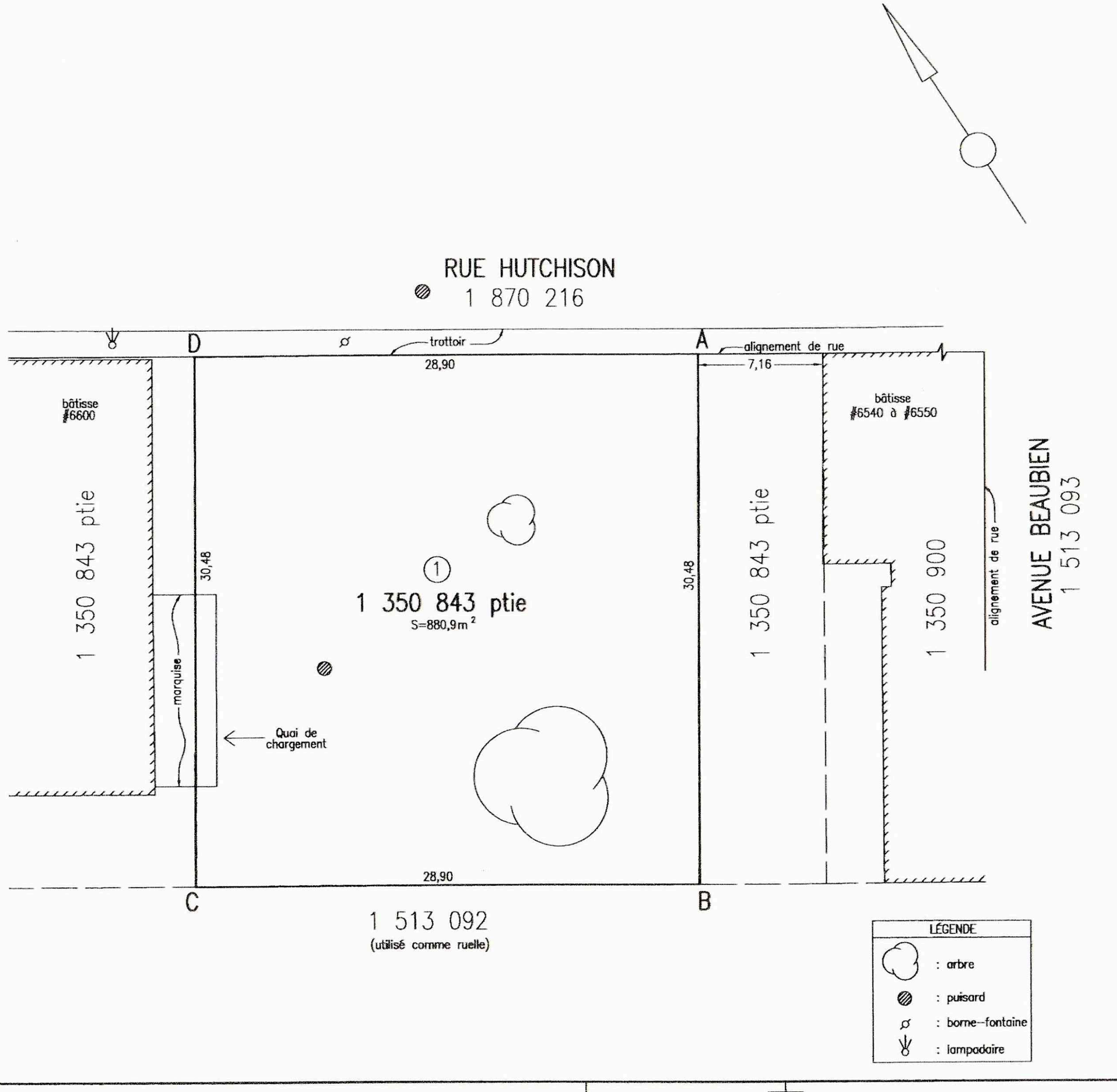
Outremont
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H12-005-0962-05
Production : CL
Échelle : 1:800
Date : 15-03-16

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

AP8721

106/173



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 350 843

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest de la
RUE HUTCHISON
et au nord-ouest de
l'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

AVIS DE RÉSERVE

NOTES: 1- Le bien-fonds faisant l'objet de l'avis de réserve est identifié par les lettres ABCDA (item 1).

2- Les mesures et superficies indiquées au plan sont fournies à titre informatif. Elles sont issues de celles apparaissant au cadastre du Québec et sont sujettes à un arpentage complet avant une éventuelle acquisition.

3- Certains éléments topographiques de ce plan ont été produits à partir des données numériques de la cartographie réalisée à l'aide de photographies aériennes (avril 2009).

4- Ce plan n'est produit que pour illustrer le lot faisant l'objet d'un avis de réserve.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 19 juin 2012

Préparé par: _____
BENOIT DERMINE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2858 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-010-0531 Dessin: N.S.

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: _____

DOSSIER Nº 21070-2 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, transport et environnement

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: _____

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº H-1 OUTREMONT

21070-2A0.DWG

Numéro inscription :	22 519 063	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2016-08-01 13:00		

Registre des mentions

2016 · 08- 01 13:00
Heure : minute

22 519 063

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: SAI-M-250528-1607

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

Plan D-13 Outremont
Article 1

Partie expropriante

c.

ÉLIAS RAMBOTIS, domicilié et résidant au 6565, avenue Durocher, Montréal (Québec) H2V 3Z4;

-et-

ALEXANDRA KATOPODIS RAMBOTIS, domiciliée et résidant au 6565, avenue Durocher, Montréal (Québec) H2V 3Z4;

Partie expropriée

AVIS D'EXPROPRIATION

---

1. Par résolution de son conseil municipal portant le numéro CM16 0598, la Ville de Montréal a, le 16 mai 2016, décrété l'expropriation d'une PARTIE du lot DEUX MILLION DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544) ci-après décrite, du cadastre du Québec,

circonscription foncière de Montréal, municipalité de Montréal, arrondissement Outremont, dont vous êtes propriétaire :

"1.- La partie du lot DEUX MILLION DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544 ptie), dudit cadastre;

de figure quadrilatérale;

BORNÉE COMME SUIT :

Vers le nord-est par le lot 1 513 092 utilisé comme étant une ruelle ;

Vers le sud-est par la partie résiduelle du lot 2 203 544;

Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;

Vers le nord-ouest par le lot 1 350 842.

MESURANT :

Vers le nord-est, quinze mètres et vingt-quatre centièmes (15,24 m);

Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);

Vers le sud-ouest, quinze mètres et neuf centièmes (15,09 m);

Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie quatre cent soixante-deux mètres carrés et trois dixièmes (462,3 m^2)."

2. L'immeuble exproprié est requis par l'expropriante aux fins d'aménagement d'une rue;

3. Vous devez déclarer à l'expropriante, par écrit, dans un délai de quinze (15) jours de la signification du présent avis, les noms et adresses de vos locataires, la nature, la date, la durée et le

loyer de chaque bail ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux;

4. Vous devez également, dans les quinze (15) jours de la signification du présent avis d'expropriation, produire une comparution au Tribunal administratif du Québec, section des affaires immobilières; vous pouvez aussi, dans les trente (30) jours de la signification du présent avis d'expropriation, contester, devant la Cour supérieure, le droit de l'expropriante de procéder à cette expropriation;

5. L'expropriante vous prie de prendre connaissance du texte suivant contenu à l'Annexe I de la Loi sur l'expropriation:

"Annexe I

ANNEXE I

1. Il est très important que vous fassiez parvenir, par écrit, à l'expropriante, dans les 15 jours de la réception du présent document, les noms et les adresses de tous vos locataires, la nature, la date, la durée et le montant du loyer de chaque bail.

2. Si des personnes occupent des lieux qui vous appartiennent sans détenir de bail, vous devez aussi fournir leurs noms et leurs adresses et indiquer les conditions auxquelles elles occupent les lieux.

3. De plus, à partir de maintenant, vous devez aviser tout nouveau locataire ou toute autre personne qui désire occuper des lieux qui vous appartiennent que des procédures d'expropriation ont été entreprises contre votre propriété.

4. À défaut de vous conformer à ces obligations, vous vous exposez à être poursuivi en justice si un locataire ou un occupant subit des dommages. "

POUR CES MOTIFS, l'expropriante demande à l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, d'inscrire le présent avis d'expropriation sur l'immeuble mentionné au paragraphe 1 du présent avis.

MONTRÉAL, le 25 juillet 2016

DAGENAIS, GAGNIER, BIRON
Procureurs de l'expropriante

Par: _____
CASSANDRE LOUIS, avocate

Larissa Sirima
TÉMOIN

Karima Hamza
TÉMOIN

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussignée, LARISSA SIRIMA, secrétaire, ayant élu domicile au 775, rue Gosford, 4e étage, dans les cité et district de Montréal, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis l'un des témoins mentionnés à l'Avis d'expropriation ci-dessus;

2. Le présent Avis d'expropriation a été signé par Me Cassandre Louis pour Dagenais, Gagnier, Biron, les avocats de la Ville de Montréal, en ma présence et en présence de l'autre témoin;

3. Ladite Cassandre Louis est habile à pratiquer et l'autre témoin et moi-même sommes majeures et capables.

ET J'AI SIGNÉ:

LARISSA SIRIMA

DÉCLARÉ solennellement devant moi,
à Montréal, ce 25 juillet 2016

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
FLAVIA SALAJAN #168 627
POUR LE QUÉBEC

Commissaire à l'assermentation
pour le district de Québec

SRL huissiers de justice Inc.
Saulnier Robillard Lortie

CANADA - PROVINCE DE QUEBEC

NO.: **SAIM2505281607**
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC

VILLE DE MONTREAL
PARTIE EXPROPRIANTE
ELIAS RAMBOTIS ET AL
PARTIE EXPROPRIEE

Mes Dagenais, Gagnier, Biron, avocats *
*ME CASSANDRE LOUIS
V.D.: 16-000784

Date présent. :

Personne Ress.: CAROLE CHARRON MARJOLAINE SIMARD
Notre dossier : 3991211-01 AG

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Saint-Laurent, Montréal (514-878-3143) certifie sous mon serment d'office que:

LE 28ième jour de juillet 2016 à 10:10 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, la COPIE CERTIFIEE CONFORME de l'acte de procédure suivant AVIS D'EXPROPRIATION, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN à:

ELIAS RAMBOTIS
6565 AVENUE DUROCHER, MONTREAL

EN LAISSANT SOUS PLI CACHETE ADRESSE AU DESTINATAIRE, A SON LIEU DE TRAVAIL, CONFORMEMENT A L'ART. 124 C.P.C., EN PARLANT A UNE PERSONNE RAISONNABLE QUI EN A LA GARDE, LAQUELLE S'ETANT NOMMEE COMME ETANT M.MIKE RAMBOTIS.

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de la signification.

Montréal, ce 28ième jour de juillet 2016

MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE

Frais taxables

SIGNIFICATION	9.00
Routes 008km	11.92
TPS:	1.05
TVQ:	2.09
SOUS-TOTAL:	24.06

Frais extra-judiciaires

TPS:	
TVQ:	
SOUS-TOTAL:	

Honoraires	20.92
Déboursé(s)	
Sous-total	20.92
TPS(836365403)	1.05
TVQ(1217079124)	2.09
Total	24.06

Saulnier Robillard Lortie Inc., 407, boulevard Saint-Laurent, bureau 700, Montréal (Québec), H2Y 2Y5
Tél.: (514) 878-3143 Téléc.: (514) 954-9981 Site: www.huissier.qc.ca Courriel: info@huissier.qc.ca
Bureau de Laval: 249, Boul. Ste-Rose, bureau 109, Laval (Québec), H7L 1L8, Tél.: (450) 662-0955

ORIGINAL

SRL huissiers de justice Inc.
Saulnier Robillard Lortie

CANADA - PROVINCE DE QUEBEC

NO.: **SAIM2505281607**
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC

VILLE DE MONTREAL
PARTIE EXPROPRIANTE
ELIAS RAMBOTIS ET AL
PARTIE EXPROPRIEE

Mes Dagenais, Gagnier, Biron, avocats *
*ME CASSANDRE LOUIS
V.D.: 16-000784

Date présent. :

Personne Ress.: CAROLE CHARRON MARJOLAINE SIMARD
Notre dossier : 3991211-02 MS 19

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Saint-Laurent, Montréal (514-878-3143) certifie sous mon serment d'office que:

LE 28ième jour de juillet 2016 à 10:10 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, la COPIE CERTIFIEE CONFORME de l'acte de procédure suivant AVIS D'EXPROPRIATION, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN à:

ALEXANDRA KATOPODIS RAMBOTIS
6565 AVENUE DUROCHER, MONTREAL

EN LAISSANT SOUS PLI CACHETE ADRESSE AU DESTINATAIRE, A SON LIEU DE TRAVAIL, CONFORMEMENT A L'ART. 124 C.P.C., EN PARLANT A UNE PERSONNE RAISONNABLE QUI EN A LA GARDE, LAQUELLE S'ETANT NOMMEE COMME ETANT M.MIKE RAMBOTIS.

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de la signification.

Montréal, ce 28ième jour de juillet 2016

MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE

Frais taxables

SIGNIFICATION	9.00
TPS:	.45
TVQ:	.90
SOUS-TOTAL:	10.35

Frais extra-judiciaires

TPS:	
TVQ:	
SOUS-TOTAL:	

Honoraires	9.00
Déboursé(s)	
Sous-total	9.00
TPS(836365403)	.45
TVQ(1217079124)	.90
Total	10.35

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 16 mai 2016 Séance tenue le 16 mai 2016	Résolution: CM16 0598

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, aux fins d'aménagement d'une rue

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mai 2016 par sa résolution CE16 0803;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain situé au nord-est de la rue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et d'une superficie approximative de 462,6 mètres carrés, appartenant à M. Elias Rambotis et Mme Alexandra Katopodis-Rambotis, aux fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre du prolongement de l'axe est-ouest entre la rue Hutchison et l'avenue du Parc;

2 - de mandater la Division de la géomatique de procéder à l'identification cadastrale distincte de ladite partie de lot dont la Ville entend devenir propriétaire;

3 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant;

4 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

5 - d'autoriser une dépense de 862 320 $, taxes incluses, pour cette acquisition;

6 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1161195009
/pl

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Denis CODERRE

Maire

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	UNE PARTIE DU LOT 2 203 544
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	OUTREMONT

Ce bien-fonds, devant être éventuellement exproprié aux fins d'aménager une rue, est situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, est délimité par les lettres ABCDA sur le plan D-13 Outremont préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 12 avril 2016 dont copie accompagne la présente description technique.

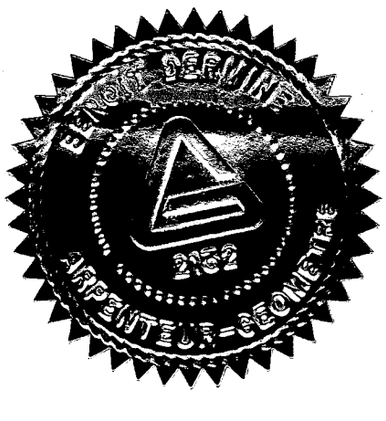
La partie de lot est décrite comme suit et le numéro d'item inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- La partie du lot DEUX MILLIONS DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544 ptie) dudit cadastre;

de figure quadrilatérale ;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est par le lot 1 513 092 utilisé comme étant une ruelle;
- Vers le sud-est par la partie résiduelle du lot 2 203 544;
- Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;
- Vers le nord-ouest par le lot 1 350 842.



/2

MESURANT :

- Vers le nord-est, quinze mètres et vingt-quatre centièmes (15,24 m);
- Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);
- Vers le sud-ouest, quinze mètres et neuf centièmes (15,09 m);
- Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie quatre cent soixante-deux mètres carrés et trois dixièmes (462,3 m²).

L'intersection des limites nord-ouest et nord-est de cette partie de lot (point D) est l'encoignure est du lot 1 350 842.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le douzième jour du mois d'avril de l'an deux mille seize sous le numéro 2943 de mes minutes au dossier 21070-15 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

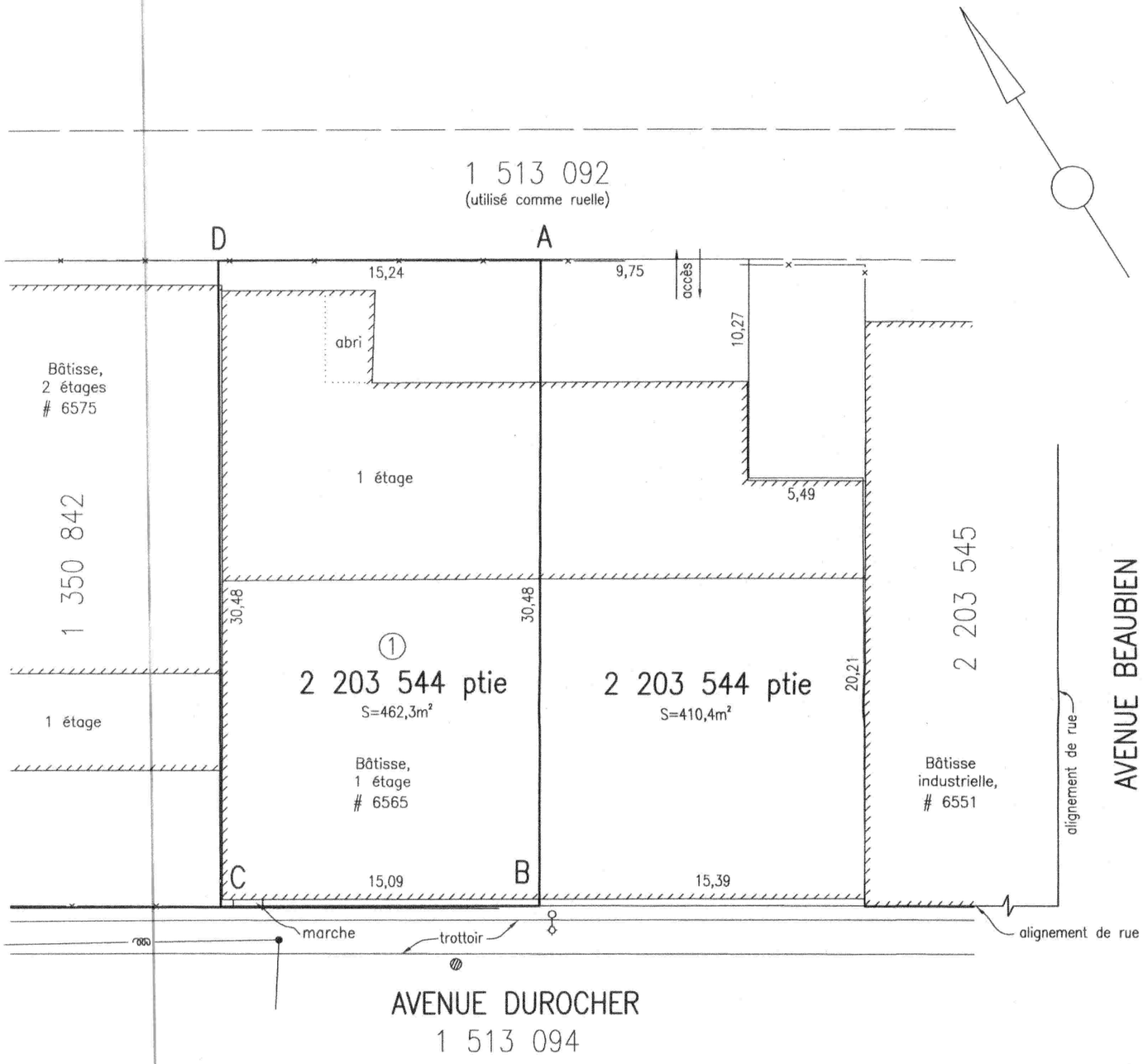
BD/
Dossier : 21070-15
Copie conforme à l'original
Montréal, le 20/04/16

Arpenteur(e)-géomètre

Numéro inscription : 22 519 063 DHM de présentation : 2016-08-01 13:00

CF MTL 22 519 063

AP25494



LÉGENDE

——×——	: clôture
	: lampadaire
	: puisard
	: poteau
←	: hauban
——ᔓ——	: fils aériens

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 2 203 544

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de
l'AVENUE DUROCHER
et au nord-ouest de
l'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION POUR FINS D'AMÉNAGER UNE RUE.

NOTES: 1- Le bien-fonds à être exproprié est délimité par les lettres ABCDA (item 1).

2- Le relevé terrain a été effectué les 3 et 28 juin 2012, le 4 juillet 2012 ainsi que les 23 et 31 mars 2016.

3- Le lot 2 203 544 est la propriété d'ELIAS ROMBOTIS et ALEXANDRA KATOPODIS-RAMBOTIS en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 5 259 567 et de l'avis cadastral publié sous le numéro 5 259 568.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 12 avril 2016

Préparé par: BENOIT DERMINE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 20 avril 16
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2943 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-0962 (31H12-010-0531) Dessin: E.Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21070-15 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº D-13 OUTREMONT

21070-15D.DWG

Reproduction du nom des signataires du document numéro 22 519 063 et du document joint

Nom du signataire du document 22 519 063

Aucune signature

Nom du signataire du document joint 001

Aucune signature

Énergie et Ressources naturelles
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2016-08-01 à 13:00 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal
sous le numéro 22 519 063.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Avis	
Forme :	Sous seing privé	
Nature générale :	Avis d'expropriation	
Nom des parties :	Expropriant	VILLE DE MONTRÉAL
	Exproprié	ALEXANDRA KATOPODIS RAMBOTIS
		ÉLIAS RAMBOTIS

Numéro inscription :	23 000 713	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2017-04-11 15:08		

Registre des mentions

2017 -04- 11 15:08
Heure : minute

23 000 713

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: SAI-M-250528-1607

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

Plan D-13 Outremont
Article 1

Partie expropriante

c.

ÉLIAS ROMBOTIS, domicilié et résidant au 6565, avenue Durocher, Montréal (Québec) H2V 3Z4;

-et-

ALEXANDRA KATOPODIS ROMBOTIS, domiciliée et résidant au 6565, avenue Durocher, Montréal (Québec) H2V 3Z4;

Partie expropriée

AVIS D'EXPROPRIATION MODIFIÉ

---

1. Par résolution de son conseil municipal portant le numéro CM16 0598, la Ville de Montréal a, le 16 mai 2016, décrété l'expropriation d'une PARTIE du lot DEUX MILLIONS DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544) ci-après décrite, du cadastre du Québec,

circonscription foncière de Montréal, municipalité de Montréal, arrondissement Outremont, dont vous êtes propriétaires :

"1.- La partie du lot DEUX MILLIONS DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544 ptie), dudit cadastre;

de figure quadrilatérale;

BORNÉE COMME SUIT :

Vers le nord-est par le lot 1 513 092 utilisé comme étant une ruelle ;

Vers le sud-est par la partie résiduelle du lot 2 203 544;

Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;

Vers le nord-ouest par le lot 1 350 842.

MESURANT :

Vers le nord-est, quinze mètres et vingt-quatre centièmes (15,24 m);

Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);

Vers le sud-ouest, quinze mètres et neuf centièmes (15,09 m);

Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie quatre cent soixante-deux mètres carrés et trois dixièmes (462,3 m^2)."

2. L'immeuble exproprié est requis par l'expropriante aux fins d'aménagement d'une rue;

2a. Ledit immeuble est maintenant connu et désigné comme étant le lot SIX MILLIONS TRENTE-DEUX MILLE CENT HUIT (6 032 108) du cadastre du Québec, tel qu'il appert du plan qui fut déposé au

Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 9 février 2017;

2b. Par décision rendue le 22 février 2017, le Tribunal administratif du Québec ordonne à la partie expropriante de procéder à l'expropriation totale du lot DEUX MILLIONS DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 872,7 m^2, tel que démontrer à la description technique jointe à l'avis d'expropriation;

2c. La seconde partie du lot DEUX MILLIONS DEUX CENT TROIS MILLE CINQ CENT QUARANTE-QUATRE (2 203 544) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal est maintenant connu et désigné comme étant le lot SIX MILLIONS TRENTE-DEUX MILLE CENT NEUF (6 032 109) du cadastre du Québec, tel qu'il appert du plan qui fut déposé au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 9 février 2017 et ci-après décrit, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, municipalité de Montréal, arrondissement Outremont :

"1.- Le lot SIX MILLIONS TRENTE-DEUX MILLE CENT NEUF (6 032 109), dudit cadastre;

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

Vers le nord-est par le lot 1 513 092 utilisé comme étant une ruelle ;

Vers le sud-est par le lot 2 203 545;

Ver le nord-est par le lot 2 203 545;

Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;

Vers le nord-ouest par le lot 6 032 108.

MESURANT :

Vers le nord-est, neuf mètres et soixante-quinze centièmes (9,75 m);

Vers le sud-est, dix mètres et vingt-sept centièmes (10,27 m);

Vers le nord-est, cinq mètres et quarante-neuf centièmes (5,49 m);

Vers le sud-est, vingt mètres et vingt et un centièmes (20,21 m);

Vers le sud-ouest, quinze mètres et trente-neuf centièmes (15,39 m);

Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);

contenant en superficie quatre cent dix mètres carrés et quatre dixièmes (410,4 m^2)."

3. Vous devez déclarer à l'expropriante, par écrit, dans un délai de quinze (15) jours de la signification du présent avis, les noms et adresses de vos locataires, la nature, la date, la durée et le loyer de chaque bail ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux;

4. Vous devez également, dans les quinze (15) jours de la signification du présent avis d'expropriation, produire une comparution au Tribunal administratif du Québec, section des affaires immobilières; vous pouvez aussi, dans les trente (30) jours de la signification du présent avis d'expropriation, contester, devant la Cour supérieure, le droit de l'expropriante de procéder à cette expropriation;

5. L'expropriante vous prie de prendre connaissance du texte suivant contenu à l'Annexe I de la Loi sur l'expropriation:

" **ANNEXE I**

1. Il est très important que vous fassiez parvenir, par écrit, à l'expropriante, dans les 15 jours de la réception du présent document, les noms et les adresses de tous vos locataires, la nature, la date, la durée et le montant du loyer de chaque bail.

2. Si des personnes occupent des lieux qui vous appartiennent sans détenir de bail, vous devez aussi fournir leurs noms et leurs adresses et indiquer les conditions auxquelles elles occupent les lieux.

3. De plus, à partir de maintenant, vous devez aviser tout nouveau locataire ou toute autre personne qui désire occuper des lieux qui vous appartiennent que des procédures d'expropriation ont été entreprises contre votre propriété.

4. À défaut de vous conformer à ces obligations, vous vous exposez à être poursuivi en justice si un locataire ou un occupant subit des dommages. "

POUR CES MOTIFS, l'expropriante demande à l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, d'inscrire le présent avis d'expropriation sur l'immeuble mentionné au paragraphe 1 et 2c du présent avis.

MONTRÉAL, le 7 avril 2017

GAGNIER GUAY BIRON
Procureurs de l'expropriante

Par: _____
CASSANDRE LOUIS, avocate

Larissa Sirima
TÉMOIN

Karima Hamza
TÉMOIN

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussignée, LARISSA SIRIMA, adjointe juridique, ayant élu domicile au 775, rue Gosford, 4e étage, dans les cité et district de Montréal, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis l'un des témoins mentionnés à l'Avis d'expropriation ci-dessus;

2. Le présent Avis d'expropriation a été signé par Me Cassandre Louis pour Gagnier Guay Biron, les avocats de la Ville de Montréal, en ma présence et en présence de l'autre témoin;

3. Ladite Cassandre Louis est habile à pratiquer et l'autre témoin et moi-même sommes majeurs et capables.

ET J'AI SIGNÉ:

Larissa Sirima
LARISSA SIRIMA

DÉCLARÉ solennellement devant moi,
à Montréal, ce 7 avril 2017

Commissaire à l'assermentation
pour le district de Québec

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
LISE KOUAMO
#208 503
POUR LE QUÉBEC

CANADA, PROVINCE DE QUEBEC

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
CAUSE : SAI-M-250528-1607

VILLE DE MONTREAL
Partie Expropriante

ELIAS RAMBOTIS ET AL
Partie expropriée

KILOMETRE(S)	11,92 $
SIGNIFICATION	9,00 $
SOUS-TOTAL	20,92 $
TPS	1,05 $
TVQ	2,09 $
TOTAL	24,06 $

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), **VERONIQUE BEAUPRE**, **Huissier de justice** du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Boul Saint-Laurent #700, MONTREAL, QC, CANADA, H2Y 2Y5, certifie sous mon serment d'office que:

Le 10 avril 2017 à 9:50 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, LA COPIE CERTIFIÉE CONFORME de l'acte de procédure suivant **AVIS D'EXPROPRIATION MODIFIE, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN** à:

ELIAS RAMBOTIS
6565 AV DUROCHER, MONTREAL, QC, CANADA, H2V 3Z4

EN LAISSANT ENTRE LES MAINS D'UNE PERSONNE QUI PARAÎT APTE À LE RECEVOIR LAQUELLE S'ÉTANT NOMMÉE COMME ÉTANT MIKE ROMBOTIS .

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de signification.

Distance autorisée: 8 kilomètre(s) Distance nécessairement parcourue: 8 kilomètre(s)
DISTANCE FACTURÉE: 8 kilomètre(s)

MONTREAL, ce 10 avril 2017

Véronique Beaupre

VERONIQUE BEAUPRE, Huissier de justice
Permis # 1047

MES GAGNIER, GUAY, BIRON, AVOCATS (C212308)

Inv. : 44462-1-1-1
(H E621) E628 0 CCH E0410 I0410-10:55
CAROLE CHARRON SI

a/s : *ME C. LOUIS
v/d : 16-000784

Saulnier Robillard Lortie huissiers de justice Inc.
407 Boul Saint-Laurent # 700
MONTREAL, QC, CA, H2Y 2Y5
Tél. : (514) 878-3143 Fax : (514) 954-9981
T.P.S. : RT0001836365403 T.V.Q. : TQ00011217079124

CANADA, PROVINCE DE QUEBEC

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
CAUSE : SAI-M-250528-1607

VILLE DE MONTREAL
Partie Expropriante

ELIAS RAMBOTIS ET AL
Partie expropriée

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), **VERONIQUE BEAUPRE, Huissier de justice** du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Boul Saint-Laurent #700, MONTREAL, QC, CANADA, H2Y 2Y5, certifie sous mon serment d'office que:

Le 10 avril 2017 à 9:50 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, LA COPIE CERTIFIÉE CONFORME de l'acte de procédure suivant **AVIS D'EXPROPRIATION MODIFIE, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN** à:

ALEXANDRA KATOPODIS RAMBOTIS
6565 AV DUROCHER, MONTREAL, QC, CANADA, H2V 3Z4

EN LAISSANT ENTRE LES MAINS D'UNE PERSONNE QUI PARAÎT APTE À LE RECEVOIR LAQUELLE S'ÉTANT NOMMÉE COMME ÉTANT MIKE ROMBOTIS .

SIGNIFICATION	9,00 $
SOUS-TOTAL	9,00 $
TPS	0,45 $
TVQ	0,90 $
TOTAL	10,35 $

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de signification.

MONTREAL, ce 10 avril 2017

Veronique Beaupre

VERONIQUE BEAUPRE, Huissier de justice
Permis # 1047

MES GAGNIER, GUAY, BIRON, AVOCATS (C212308)

Inv. : 44462-1-2-1
(H E621) E628 0 CCH E0410 I0410-11:23
CAROLE CHARRON SI

a/s : *ME C. LOUIS
v/d : 16-000784

Saulnier Robillard Lortie huissiers de justice Inc.
407 Boul Saint-Laurent # 700
MONTREAL, QC, CA, H2Y 2Y5
Tél. : (514) 878-3143 Fax : (514) 954-9981
T.P.S. : RT0001836365403 T.V.Q. : TQ00011217079124

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

Section des affaires immobilières

En matière d'expropriation

Date : 22 FEV. 2017

Référence neutre : 2017 QCTAQ 02332

Dossier : SAI-M-250528-1607

Devant le juge administratif :

GUY GAGNON

VILLE DE MONTRÉAL
Partie expropriante

c.

ÉLIAS RAMBOTIS
ALEXANDRA KATOPODIS RAMBOTIS
Parties expropriées

et

167061 CANADA INC
et
CARROSSERIE ROMBOTIS TUNING INC
Parties locataires

241C4A9303

DÉCISION INCIDENTE

Requête en expropriation totale (art.65 L.E.)

[1] Le Tribunal est saisi d'une requête amendée présentée par le procureur des parties expropriées, conformément à l'article 65 de la *loi sur l'expropriation*[1], demandant au Tribunal d'ordonner à la partie expropriante de procéder à l'expropriation totale du lot 2 203 544 au motif que la partie du lot non expropriée ne peut plus être convenablement utilisée en tout ou en partie.

[2] La partie expropriante, Ville de Montréal a signifié le 28 juillet 2016 aux parties expropriées, l'avis d'expropriation d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout tel qu'il appert au dossier du Tribunal.

[3] Cet avis d'expropriation fut publié au Bureau de la publicité des droits le 1er août 2016, sous le numéro 22 519 063, le tout tel qu'il appert au dossier du Tribunal.

[4] Les procédures d'expropriation initiées par la partie expropriante avaient pour fins l'aménagement d'une rue.

[5] Tel qu'il appert au dossier du Tribunal, l'immeuble des parties expropriées possède une superficie totale de 872,7 m^2.

[6] La partie de l'immeuble ayant fait l'objet de la présente expropriation possède une superficie de 462,3 m^2, laissant un résidu de 410,4 m^2.

[7] Deux locataires occupent les lieux expropriés, soit la compagnie 167061 Canada inc. (CANADA) et la compagnie Carrosserie Rombotis Tuning inc. (CARROSSERIE).

[8] CANADA, détenue par Élias Rombotis, exploite dans l'immeuble exproprié un commerce de voitures d'occasion à titre de locataire-occupante, alors que CARROSSERIE, détenue par Élias Rombotis et Michael Rombotis, exploite dans l'immeuble exproprié un commerce de garage, carrosserie et mécanique à titre de locataire-occupante.

[9] En raison de cette expropriation, le résidu non exproprié, d'une superficie de 410,4 m^2, n'est plus suffisant pour permettre aux parties expropriées de poursuivre convenablement leurs activités sur ce site.

---

[1] RLRQ, c. E-24.

211654BFEB

[10] Les parties expropriées n'ont donc d'autre choix que de demander au Tribunal d'ordonner l'expropriation totale de l'ensemble du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de leur permettre de déplacer leurs activités vers un autre emplacement d'une superficie suffisante.

[11] La partie expropriante consent à la présente requête amendée en expropriation totale, tel qu'en fait foi le courriel du procureur de la partie expropriante daté du 8 février 2017, dont copie est versée au dossier du Tribunal.

[12] Les parties consentent à ce que le Tribunal procède sur dossier en conformité avec l'article 100 de la *Loi sur la justice administrative*.

[13] Il est dans l'intérêt de la justice en général et des parties que la présente requête amendée soit accueillie, et ce, en autorisant la partie expropriante à exproprier l'ensemble du lot 2 203 544 du cadastre du Québec.

[14] Vu les allégués de la requête amendée et la non-contestation de la partie expropriante, il y a lieu de faire droit à la présente requête.

PAR CES MOTIFS, le Tribunal :

ACCUEILLE la requête amendée des parties expropriées;

ORDONNE à la partie expropriante de procéder à l'expropriation totale du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 872,7 m^2, tel que démontré à la description technique jointe à l'avis d'expropriation.

LE TOUT sans frais de justice, la présente requête n'étant pas contestée.

GUY GAGNON, j.a.t.a.q.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
MONTRÉAL LE
22 FEV. 2017
pour
Secrétaire du Tribunal

Gagnier, Guay, Biron
Me Cassandre Louis
Procureure de la partie expropriante

Spiegel Sohmer Inc.
Me Robert Caron
Procureur de la partie expropriée

C4A832D19E

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	DU QUÉBEC
LOT(S)	:	LE LOT 6 032 109
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	OUTREMONT

Ce bien-fonds, devant être éventuellement exproprié aux fins de réserve foncière, est situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, est identifié par les lettres ABCDEFA (item 1) sur le plan D-15 Outremont préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 17 mars 2017 dont copie accompagne la présente description technique.

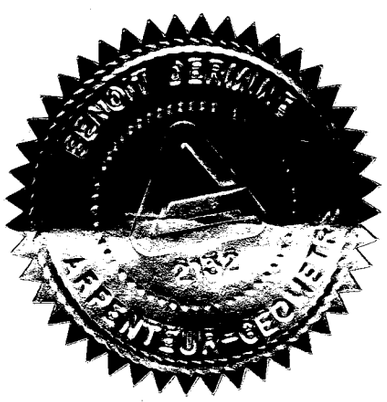
Le lot est décrit comme suit et le numéro d'item inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1 - Le lot SIX MILLIONS TRENTE-DEUX MILLE CENT NEUF (6 032 109) dudit cadastre :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est par le lot 1 513 092, utilisé comme étant une ruelle;
- Vers le sud-est par le lot 2 203 545;
- Vers le nord-est par le lot 2 203 545;
- Vers le sud-est par le lot 2 203 545;
- Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;
- Vers le nord-ouest par le lot 6 032 108.



/2

MESURANT :

- Vers le nord-est, neuf mètres et soixante-quinze centièmes (9,75 m);
- Vers le sud-est, dix mètres et vingt-sept centièmes (10,27 m);
- Vers le nord-est, cinq mètres et quarante-neuf centièmes (5,49 m);
- Vers le sud-est, vingt mètres et vingt et un centièmes (20,21 m);
- Vers le sud-ouest, quinze mètres et trente-neuf centièmes (15,39 m);
- Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);

contenant en superficie quatre cent dix mètres carrés et quatre dixièmes (410,4 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le dix-septième jour du mois de mars de l'an deux mille dix-sept sous le numéro 2966 de mes minutes au dossier 21070-21 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

BD/
Dossier : 21070-21
Copie conforme à l'original
Montréal, le 23/03/17

Arpenteur(e)-géomètre

Énergie et Ressources naturelles Québec

Transmission de documents joints non numérisables

Direction générale du Registre foncier

Centre d'archivage du Registre foncier
Service de numérisation des documents hors normes
350, rue de Copenhague, local 130
Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec)
G3A 2H3

Bureau de la publicité des droits de : MONTREAL

Numéro d'inscription du document principal : 23 000 713

Nombre de documents joints : 1

Note :Plan non numérisable.

20 x 14 pouces

Expédié par : _____ No de tél. : _____

Date d'expédition : _____

Note : Veuillez conserver une photocopie de ce formulaire et la réquisition jusqu'au retour des documents expédiés par le **Centre d'archivage du Registre foncier**.

Reproduction du nom des signataires du document numéro 23 000 713 et du document joint

Nom du signataire du document 23 000 713

Aucune signature

Nom du signataire du document joint 001

Aucune signature

Énergie et Ressources naturelles
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2017-04-11 à 15:08 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal
sous le numéro 23 000 713.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Avis	
Forme :	Sous seing privé	
Nature générale :	Avis d'expropriation	
Nom des parties :	Expropriant	VILLE DE MONTRÉAL
	Exproprié	ALEXANDRA KATOPODIS ROMBOTIS
		ÉLIAS ROMBOTIS

Numéro inscription :	22 519 064	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2016-08-01 13:00		

Registre des mentions

2016-08-01 13:00
Heure : minute

22 519 064

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
NO: SAI-M-250480-1607 Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

Plan D-12 Outremont
Article 1

Partie expropriante

c.

LES ENTREPRISES GIUSEPPE DIMARIA & FILS INC., compagnie constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 6575, avenue Durocher, Montréal, province de Québec, H2V 3Z4

Partie expropriée

AVIS D'EXPROPRIATION

---

1. Par résolution de son conseil municipal portant le numéro CM16 0599, la Ville de Montréal a, le 16 mai 2016, décrété l'expropriation d'une PARTIE du lot UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-DEUX (1 350 842) ci-après décrite, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, municipalité de Montréal, arrondissement Outremont, dont vous êtes propriétaire :

"1.- Une partie du lot UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-DEUX (1 350 842 ptie), dudit cadastre;

de figure quadrilatérale;

BORNÉE COMME SUIT :

Vers le nord-est par le lot 1 513 092 utilisé comme étant une ruelle ;

Vers le sud-est par le lot 2 203 544;

Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;

Vers le nord-ouest par la partie résiduelle du lot 1 350 842.

MESURANT :

Vers le nord-est, treize mètres et soixante-six centièmes (13,66 m);

Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);

Vers le sud-ouest, treize mètres et quatre-vingt-un centièmes (13,81 m);

Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie quatre cent dix-huit mètres carrés et huit dixièmes (418,8 m^2)."

2. L'immeuble exproprié est requis par l'expropriante aux fins d'aménagement d'une rue;

3. Vous devez déclarer à l'expropriante, par écrit, dans un délai de quinze (15) jours de la signification du présent avis, les noms et adresses de vos locataires, la nature, la date, la durée et le loyer de chaque bail ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux;

4. Vous devez également, dans les quinze (15) jours de la signification du présent avis d'expropriation, produire une comparution au Tribunal administratif du Québec, section des affaires immobilières; vous pouvez aussi, dans les trente (30) jours de la signification du présent avis d'expropriation, contester, devant la Cour supérieure, le droit de l'expropriante de procéder à cette expropriation;

5. L'expropriante vous prie de prendre connaissance du texte suivant contenu à l'Annexe I de la Loi sur l'expropriation:

" **ANNEXE I**

1. Il est très important que vous fassiez parvenir, par écrit, à l'expropriante, dans les 15 jours de la réception du présent document, les noms et les adresses de tous vos locataires, la nature, la date, la durée et le montant du loyer de chaque bail.

2. Si des personnes occupent des lieux qui vous appartiennent sans détenir de bail, vous devez aussi fournir leurs noms et leurs adresses et indiquer les conditions auxquelles elles occupent les lieux.

3. De plus, à partir de maintenant, vous devez aviser tout nouveau locataire ou toute autre personne qui désire occuper des lieux qui vous appartiennent que des procédures d'expropriation ont été entreprises contre votre propriété.

4. À défaut de vous conformer à ces obligations, vous vous exposez à être poursuivi en justice si un locataire ou un occupant subit des dommages. "

POUR CES MOTIFS, l'expropriante demande à l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, d'inscrire le présent avis d'expropriation sur l'immeuble mentionné au paragraphe 1 du présent avis.

MONTRÉAL, le 22 juillet 2016

DAGENAIS, GAGNIER, BIRON
Procureurs de l'expropriante

Par: _____
LOUISE BOUTIN, avocate

_____
TÉMOIN

_____
TÉMOIN

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussignée, LARISSA SIRIMA, secrétaire, ayant élu domicile au 775, rue Gosford, 4e étage, dans les cité et district de Montréal, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis l'un des témoins mentionnés à l'Avis d'expropriation ci-dessus;

2. Le présent Avis d'expropriation a été signé par Me Louise Boutin pour Dagenais, Gagnier, Biron, les avocats de la Ville de Montréal, en ma présence et en présence de l'autre témoin;

3. Ladite Louise Boutin est habile à pratiquer et l'autre témoin et moi-même sommes majeures et capables.

ET J'AI SIGNÉ:

LARISSA SIRIMA

DÉCLARÉ solennellement devant moi,
à Montréal, ce 22 juillet 2016

Commissaire à l'assermentation
pour le district de Québec

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
JULIE GÉLINAS
#206 888
POUR LE QUÉBEC

SRL huissiers de justice Inc.
Saulnier Robillard Lortie

CANADA - PROVINCE DE QUEBEC

NO.: **SAIM2504801607**
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC

VILLE DE MONTREAL
PARTIE EXPROPRIANTE
LES ENTREPRISES GIUSEPPE DIMARIA & FILS INC.
PARTIE EXPROPRIEE

Mes Dagenais, Gagnier, Biron, avocats *
*ME LOUISE BOUTIN
V.D.: 16-000777

Date présent. :

Personne Ress.: CAROLE CHARRON MARJOLAINE SIMARD
Notre dossier : 3995400-01 AG

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Saint-Laurent, Montréal (514-878-3143) certifie sous mon serment d'office que:

LE 26ième jour de juillet 2016 à 12:15 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, L'ORIGINAL de l'acte de procédure suivant AVIS D'EXPROPRIATION, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN à:

LES ENTREPRISES GIUSEPPE DIMARIA & FILS INC.
6575 AVENUE DUROCHER, MONTREAL

EN LAISSANT A SON ETABLISSEMENT D'ENTREPRISE, EN M'ADRESSANT A UNE PERSONNE RAISONNABLE QUI EN A LA GARDE, LAQUELLE S'ÉTANT NOMMEE COMME ETANT L'UN DES DIRIGEANTS, SOIT M.GAETAN DIMARIA.

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de la signification.

Montréal, ce 26ième jour de juillet 2016

MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE

Frais taxables

SIGNIFICATION	9.00
Routes 008km	11.92
TPS:	1.05
TVQ:	2.09
SOUS-TOTAL:	24.06

Frais extra-judiciaires

Honoraires	20.92
Déboursé(s)	
Sous-total	20.92
TPS(836365403)	1.05
TVQ(1217079124)	2.09
Total	24.06

TPS:
TVQ:
SOUS-TOTAL:

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 16 mai 2016 Séance tenue le 16 mai 2016	Résolution: CM16 0599

Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 842 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, aux fins d'aménagement d'une rue

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mai 2016 par sa résolution CE16 0804;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 842 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et d'une superficie approximative de 418,5 mètres carrés, appartenant à Les entreprises Giuseppe Di Maria et Fils inc., aux fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre du prolongement de l'axe est-ouest entre la rue Hutchison et l'avenue du Parc;

2 - de mandater la Division de la géomatique afin de procéder à l'identification cadastrale distincte de ladite partie de lot dont la Ville entend devenir propriétaire;

3 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de la Division de la géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant;

4 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

5 - d'autoriser une dépense de 777 000 $, taxes incluses pour cette acquisition;

6 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1161195007
/pl

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Denis CODERRE

Maire

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT(S)	:	UNE PARTIE DU LOT 1 350 842
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	OUTREMONT

Ce bien-fonds, devant être éventuellement exproprié aux fins d'aménager une rue, est situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, est délimité par les lettres ABCDA sur le plan D-12 Outremont préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 11 avril 2016 dont copie accompagne la présente description technique.

La partie de lot est décrite comme suit et le numéro d'item inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- La partie du lot UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-DEUX (1 350 842 ptie) dudit cadastre;

de figure quadrilatérale ;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est par le lot 1 513 092 utilisé comme étant une ruelle;
- Vers le sud-est par le lot 2 203 544;
- Vers le sud-ouest par le lot 1 513 094, faisant partie de l'avenue Durocher;
- Vers le nord-ouest par la partie résiduelle du lot 1 350 842.

/2

MESURANT :

- Vers le nord-est, treize mètres et soixante-six centièmes (13,66 m);
- Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);
- Vers le sud-ouest, treize mètres et quatre-vingt-un centièmes (13,81 m);
- Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie quatre cent dix-huit mètres carrés et huit dixièmes (418,8 m²).

L'intersection des limites nord-est et sud-est de cette partie de lot (point A) est l'encoignure nord du lot 2 203 544.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le onzième jour du mois d'avril de l'an deux mille seize sous le numéro 2942 de mes minutes au dossier 21070-14 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

BD/
Dossier : 21070-14

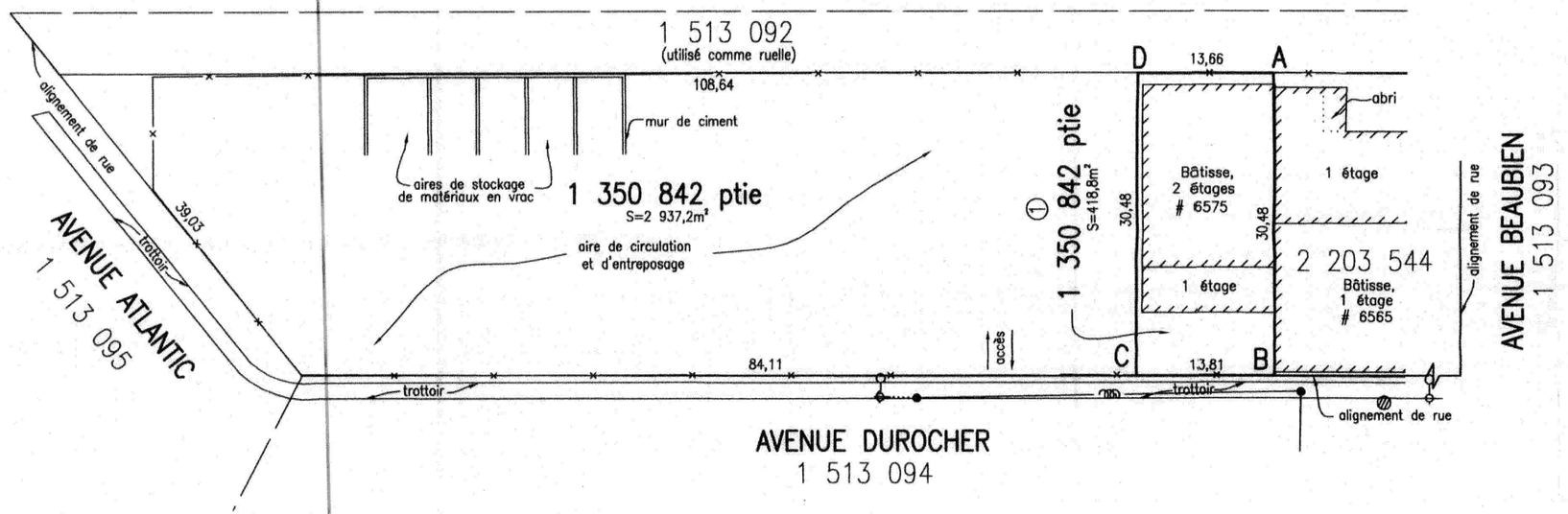
Copie conforme à l'original
Montréal, le 20/04/16

Arpenteur(e)-géomètre

Numéro inscription : 22 519 064 DHM de présentation : 2016-08-01 13:00

CF MtL 22519064

AP25497



LÉGENDE

- : clôture
- : lampadaire
- : puisard
- : poteau
- : hauban
- : fils aériens

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 350 842

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-est de
l'AVENUE DUROCHER
et au nord-ouest de
l'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION POUR FINS D'AMÉNAGER UNE RUE.

NOTES: 1- Le bien-fonds à être exproprié est délimité par les lettres ABCDA (item 1).

2- Le relevé terrain a été effectué les 3 et 28 juin 2012, le 4 juillet 2012 ainsi que les 23 et 31 mars 2016.

3- Le lot 1 350 842 est la propriété de "LES ENTREPRISES GIUSEPPE DIMARIA ET FILS INC." en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 4 758 569.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 11 avril 2016

Préparé par: _____
BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 2016-04-11
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2942 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-0962 (31H12-010-0531) Dessin: E.Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: _____

DOSSIER Nº 21070-14 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: _____

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº D-12 OUTREMONT

21070-14D.DWG

Reproduction du nom des signataires du document numéro 22 519 064 et du document joint

Nom du signataire du document 22 519 064

Aucune signature

Nom du signataire du document joint 001

Aucune signature

Énergie et Ressources naturelles Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2016-08-01 à 13:00 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal
sous le numéro 22 519 064.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Avis	
Forme :	Sous seing privé	
Nature générale :	Avis d'expropriation	
Nom des parties :	Expropriant	VILLE DE MONTRÉAL
	Exproprié	LES ENTREPRISES GIUSEPPE DIMARIA & FILS INC.

2016 -09- 15 15:46
Heure : minute

22 613 683

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: SAI-H-251882-1609

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

Tribunal administratif du Québec
Reçu no : 32128
La somme de : 204.30
Date : 2016-09-07
Par : C.B.

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

Partie expropriante

Plan P-116 Laurier
Article 1

c.

Reçu à Montréal
07 SEP. 2016 C.B.
Tribunal administratif du Québec

INVESTISSEMENTS PLAZA VANPARK INC., compagnie constituée en vertu de la Loi québécoise sur les compagnies, ayant son siège social au 7077, avenue du Parc, bureau 600, Montréal, province de Québec, H3N 1X7

Partie expropriée

AVIS D'EXPROPRIATION

---

1. Par résolution de son conseil municipal portant le numéro CM16 0926, la Ville de Montréal a, le 23 août 2016, décrété l'expropriation d'une PARTIE du lot UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SEPT CENT TREIZE (1 868 713) ci-après décrite, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, municipalité de Montréal, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, dont vous êtes propriétaire :

"1.- Une partie du lot UN MILLION HUIT CENT SOIXANTE-HUIT MILLE SEPT CENT TREIZE (1 868 713 ptie), dudit cadastre;

de figure quadrilatérale;

BORNÉE COMME SUIT :

Vers le nord-est par le lot 1 870 219, faisant partie de l'avenue du Parc;

Vers le sud-est par le lot 1 870 242, étant une ruelle;

Vers le sud-ouest par le lot 1 870 216, faisant partie de la rue Hutchison;

Vers le nord-ouest par la partie résiduelle du lot 1 868 713.

MESURANT :

Vers le nord-est, vingt-deux mètres et quatre-vingt centièmes (22,80 m);

Vers le sud-est, soixante-treize mètres et quatre-vingt-six centièmes (73,86 m);

Vers le sud-ouest, vingt-deux mètres et quatre-vingt centièmes (22,80 m);

Vers le nord-ouest, soixante-treize mètres et quatre-vingt-sept centièmes (73,87 m).

Contenant en superficie mille six cent quatre-vingt-quatre mètres carrés et deux dixièmes (1 684,2 m^2)."

2. L'immeuble exproprié est requis par l'expropriante aux fins d'aménagement d'une rue;

3. Vous devez déclarer à l'expropriante, par écrit, dans un délai de quinze (15) jours de la signification du présent avis, les noms et adresses de vos locataires, la nature, la date, la durée et le loyer de chaque bail ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux;

4. Vous devez également, dans les quinze (15) jours de la signification du présent avis d'expropriation, produire une comparution au Tribunal administratif du Québec, section des affaires immobilières; vous pouvez aussi, dans les trente (30) jours de la signification du présent avis d'expropriation, contester, devant la Cour supérieure, le droit de l'expropriante de procéder à cette expropriation;

5. L'expropriante vous prie de prendre connaissance du texte suivant contenu à l'Annexe I de la Loi sur l'expropriation:

" **ANNEXE I**

1. Il est très important que vous fassiez parvenir, par écrit, à l'expropriante, dans les 15 jours de la réception du présent document, les noms et les adresses de tous vos locataires, la nature, la date, la durée et le montant du loyer de chaque bail.

2. Si des personnes occupent des lieux qui vous appartiennent sans détenir de bail, vous devez aussi fournir leurs noms et leurs adresses et indiquer les conditions auxquelles elles occupent les lieux.

3. De plus, à partir de maintenant, vous devez aviser tout nouveau locataire ou toute autre personne qui désire occuper des lieux qui vous appartiennent que des procédures d'expropriation ont été entreprises contre votre propriété.

4. À défaut de vous conformer à ces obligations, vous vous exposez à être poursuivi en justice si un locataire ou un occupant subit des dommages. "

POUR CES MOTIFS, l'expropriante demande à l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, d'inscrire le présent avis d'expropriation sur l'immeuble mentionné au paragraphe 1 du présent avis.

MONTRÉAL, le 6 septembre 2016

DAGENAIS, GAGNIER, BIRON
Procureurs de l'expropriante

Par: _____
CASSANDRE LOUIS, avocate

Larissa Sirima
TÉMOIN

Mélissa Bouchez
TÉMOIN

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussignée, LARISSA SIRIMA, secrétaire, ayant élu domicile au 775, rue Gosford, 4e étage, dans les cité et district de Montréal, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis l'un des témoins mentionnés à l'Avis d'expropriation ci-dessus;

2. Le présent Avis d'expropriation a été signé par Me Cassandre Louis pour Dagenais, Gagnier, Biron, les avocats de la Ville de Montréal, en ma présence et en présence de l'autre témoin;

3. Ladite Cassandre Louis est habile à pratiquer et l'autre témoin et moi-même sommes majeures et capables.

ET J'AI SIGNÉ:

Larissa Sirima

LARISSA SIRIMA

DÉCLARÉ solennellement devant moi,
à Montréal, ce 6 septembre 2016

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
FLAVIA SALAJAN #168 627
POUR LE QUÉBEC

Commissaire à l'assermentation
pour le district de Québec

SRL huissiers de justice Inc.
Saulnier Robillard Lortie

CANADA - PROVINCE DE QUEBEC

NO.: **SAIM2518821609**
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC

VILLE DE MONTREAL
PARTIE EXPROPRIANTE
INVESTISSEMENTS PLAZA VANPARK INC.
PARTIE EXPROPRIEE

Mes Dagenais, Gagnier, Biron, avocats *
*ME CASSANDRE LOUIS
V.D.: 16-000944

Date présent. :

Personne Ress.: CAROLE CHARRON MARJOLAINE SIMARD
Notre dossier : 3999351-01 MS 16

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Saint-Laurent, Montréal (514-878-3143) certifie sous mon serment d'office que:

LE 9ième jour de septembre 2016 à 12:55 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, la COPIE CERTIFIEE CONFORME de l'acte de procédure suivant AVIS D'EXPROPRIATION, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN à:

INVESTISSEMENTS PLAZA VANPARK INC.
7077 AVENUE DU PARC, BUREAU 600, MONTREAL

EN LAISSANT A SON ETABLISSEMENT D'ENTREPRISE, EN M'ADRESSANT A UNE PERSONNE RAISONNABLE QUI EN A LA GARDE ET QUI PARAIT ETRE EN MESURE DE LA REMETTRE A UN DIRIGEANT, A UN ADMINISTRATEUR OU A L'UN DE SES AGENTS, LAQUELLE S'ETANT NOMMEE COMME ETANT MME DROVER.

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de la signification.

Montréal, ce 9ième jour de septembre 2016

MARIO SANTE, HUISSIER DE JUSTICE

Frais taxables

SIGNIFICATION	9.00
Routes 010km	14.90
TPS:	1.20
TVQ:	2.39
SOUS-TOTAL:	27.49

Frais extra-judiciaires

Honoraires	23.90
Déboursé(s)	
Sous-total	23.90
TPS(836365403)	1.20
TVQ(1217079124)	2.39
Total	27.49

TPS:
TVQ:
SOUS-TOTAL:

Numéro inscription :	22 519 065	**Circ. foncière :**	Montréal
DHM de présentation :	2016-08-01 13:00		

Registre des mentions

2016-08-01 13:00
Heure : minute

22 519 065

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

NO: SAI-M-250526-1607

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
Section des affaires immobilières
Division de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6 ;

Plan H-2 Outremont
Article 1

Partie expropriante

c.

KANVA PLACEMENTS INC., compagnie constituée en vertu de la Loi québécoise sur les sociétés par actions, ayant son siège social au 103-4060, boul. Saint-Laurent, Montréal, province de Québec, H2W 1Y9

Partie expropriée

AVIS D'EXPROPRIATION

---

1. Par résolution de son conseil municipal portant le numéro CM16 0600, la Ville de Montréal a, le 16 mai 2016, décrété l'expropriation d'une PARTIE du lot UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-TROIS (1 350 843) ci-après décrite, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, municipalité de Montréal, arrondissement Outremont, dont vous êtes propriétaire :

"1.- Une partie du lot UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-TROIS (1 350 843 ptie), dudit cadastre;

de figure quadrilatérale;

BORNÉE COMME SUIT :

Vers le nord-est par le lot 1 870 216, faisant partie de la rue Hutchison;

Vers le sud-est par une partie du lot 1 350 843;

Vers le sud-ouest par le lot 1 513 092, utilisé comme étant une ruelle;

Vers le nord-ouest par une autre partie du lot 1 350 843.

MESURANT :

Vers le nord-est, vingt-huit mètres et quatre-vingt-dix centièmes (28,90 m);

Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);

Vers le sud-ouest, vingt-huit mètres et quatre-vingt-dix centièmes (28,90 m);

Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie huit cent quatre-vingt mètres carrés et neuf dixièmes (880,9 m^2)."

2. L'immeuble exproprié est requis par l'expropriante aux fins d'aménagement d'une rue;

3. Vous devez déclarer à l'expropriante, par écrit, dans un délai de quinze (15) jours de la signification du présent avis, les noms et adresses de vos locataires, la nature, la date, la durée et le loyer de chaque bail ainsi que les noms et adresses des occupants de bonne foi et les conditions auxquelles ils occupent les lieux;

4. Vous devez également, dans les quinze (15) jours de la signification du présent avis d'expropriation, produire une comparution au Tribunal administratif du Québec, section des affaires immobilières; vous pouvez aussi, dans les trente (30) jours de la signification du présent avis d'expropriation, contester, devant la Cour supérieure, le droit de l'expropriante de procéder à cette expropriation;

5. L'expropriante vous prie de prendre connaissance du texte suivant contenu à l'Annexe I de la Loi sur l'expropriation:

" **ANNEXE I**

1. Il est très important que vous fassiez parvenir, par écrit, à l'expropriante, dans les 15 jours de la réception du présent document, les noms et les adresses de tous vos locataires, la nature, la date, la durée et le montant du loyer de chaque bail.

2. Si des personnes occupent des lieux qui vous appartiennent sans détenir de bail, vous devez aussi fournir leurs noms et leurs adresses et indiquer les conditions auxquelles elles occupent les lieux.

3. De plus, à partir de maintenant, vous devez aviser tout nouveau locataire ou toute autre personne qui désire occuper des lieux qui vous appartiennent que des procédures d'expropriation ont été entreprises contre votre propriété.

4. À défaut de vous conformer à ces obligations, vous vous exposez à être poursuivi en justice si un locataire ou un occupant subit des dommages. "

POUR CES MOTIFS, l'expropriante demande à l'Officier du Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, d'inscrire le présent avis d'expropriation sur l'immeuble mentionné au paragraphe 1 du présent avis.

MONTRÉAL, le 25 juillet 2016

DAGENAIS, GAGNIER, BIRON
Procureurs de l'expropriante

Par: _____
CASSANDRE LOUIS, avocate

_____
TÉMOIN

_____
TÉMOIN

DÉCLARATION SOLENNELLE

Je soussignée, LARISSA SIRIMA, secrétaire, ayant élu domicile au 775, rue Gosford, 4e étage, dans les cité et district de Montréal, déclare solennellement ce qui suit:

1. Je suis l'un des témoins mentionnés à l'Avis d'expropriation ci-dessus;

2. Le présent Avis d'expropriation a été signé par Me Cassandre Louis pour Dagenais, Gagnier, Biron, les avocats de la Ville de Montréal, en ma présence et en présence de l'autre témoin;

3. Ladite Cassandre Louis est habile à pratiquer et l'autre témoin et moi-même sommes majeures et capables.

ET J'AI SIGNÉ:

Larissa Sirima

LARISSA SIRIMA

DÉCLARÉ solennellement devant moi,
à Montréal, ce 25 juillet 2016

COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION
FLAVIA SALAJAN #168 627
POUR LE QUÉBEC

Commissaire à l'assermentation
pour le district de Québec

SRL huissiers de justice Inc.
Saulnier Robillard Lortie

CANADA - PROVINCE DE QUEBEC

NO.: **SAIM2505261607**
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC

VILLE DE MONTREAL
PARTIE EXPROPRIANTE
KANVA PLACEMENTS INC.
PARTIE EXPROPRIEE

Mes Dagenais, Gagnier, Biron, avocats *
*ME CASSANDRE LOUIS
V.D.: 16-000656

Date présent. :

Personne Ress.: CAROLE CHARRON MARJOLAINE SIMARD
Notre dossier : 3999506-01 SG 10

- RAPPORT DE SIGNIFICATION -

Je, soussigné(e), SIMON GOSSELIN, HUISSIER DE JUSTICE du Québec, ayant un bureau d'affaires au 407 Saint-Laurent, Montréal (514-878-3143) certifie sous mon serment d'office que:

LE 27ième jour de juillet 2016 à 11:47 heures

J'ai signifié, à l'intention de son destinataire, la COPIE CERTIFIEE CONFORME de l'acte de procédure suivant AVIS D'EXPROPRIATION, DECLARATION SOLENNELLE, DESCRIPTION TECHNIQUE ET PLAN à:

KANVA PLACEMENTS INC.
4060 BOULEVARD ST-LAURENT, BUREAU 103, MONTREAL

EN LAISSANT A SON ETABLISSEMENT D'ENTREPRISE, EN M'ADRESSANT A UNE PERSONNE RAISONNABLE QUI EN A LA GARDE ET QUI PARAIT ETRE EN MESURE DE LA REMETTRE A UN DIRIGEANT, A UN ADMINISTRATEUR OU A L'UN DE SES AGENTS, LAQUELLE S'ETANT NOMMEE COMME ETANT FRANCE MOREAU.

J'ai noté sous ma signature, au verso de l'acte de procédure, la date et l'heure de la signification.

Montréal, ce 27ième jour de juillet 2016

SIMON GOSSELIN, HUISSIER DE JUSTICE

Frais taxables

SIGNIFICATION	9.00
Routes 004km	5.96
TPS:	.75
TVQ:	1.49
SOUS-TOTAL:	17.20

Frais extra-judiciaires

Honoraires	14.96
Déboursé(s)	
Sous-total	14.96
TPS(836365403)	.75
TVQ(1217079124)	1.49
Total	17.20

TPS:
TVQ:
SOUS-TOTAL:

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 16 mai 2016 Séance tenue le 16 mai 2016	Résolution: CM16 0600

Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au sud-ouest de la rue Hutchison et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 843 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, aux fins d'aménagement d'une rue

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mai 2016 par sa résolution CE16 0805;

Il est proposé par M. Francesco Miele

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

1 - de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain situé au sud-ouest de la rue Hutchison et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 843 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et d'une superficie approximative de 880,9 mètres carrés, appartenant à Kanva Placements inc., aux fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre du prolongement de l'axe est-ouest entre la rue Hutchison et l'avenue du Parc;

2 - de mandater la Division de la géomatique de procéder à l'identification cadastrale distincte de ladite partie de lot dont la Ville entend devenir propriétaire;

3 - d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et le chef de division de la géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant;

4 - de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

5 - d'autoriser une dépense de 1 635 290 $, taxes incluses pour cette acquisition;

6 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1161195008
/pl

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Denis CODERRE

Maire

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	DU QUÉBEC
LOT(S)	:	UNE PARTIE DU LOT 1 350 843
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	OUTREMONT

Ce bien-fonds, devant être éventuellement exproprié aux fins d'aménager une rue, situé au sud-ouest de la rue Hutchison et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, est identifié par les lettres ABCDA (item 1) sur le plan H-2 Outremont préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 11 mai 2016 dont copie accompagne la présente description technique.

La partie de lot est décrite comme suit et le numéro d'item inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1 - Une partie du lot UN MILLION TROIS CENT CINQUANTE MILLE HUIT CENT QUARANTE-TROIS (1 350 843 ptie) dudit cadastre :

de figure quadrilatérale;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est par le lot 1 870 216, faisant partie de la rue Hutchison;
- Vers le sud-est par une partie du lot 1 350 843;
- Vers le sud-ouest par le lot 1 513 092, utilisé comme étant une ruelle;
- Vers le nord-ouest par une autre partie du lot 1 350 843.

MESURANT :

- Vers le nord-est, vingt-huit mètres et quatre-vingt-dix centièmes (28,90 m);

/2

- Vers le sud-est, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m);
- Vers le sud-ouest, vingt-huit mètres et quatre-vingt-dix centièmes (28,90 m);
- Vers le nord-ouest, trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m).

contenant en superficie huit cent quatre-vingt mètres carrés et neuf dixièmes (880,9 m²).

L'intersection des limites nord-est et sud-est de cette partie de lot (point A) se situe à une distance de sept mètres et treize centièmes (7,13 m) de l'encoignure nord du lot 1 350 900. Cette distance est mesurée le long de la limite nord-est du lot 1 350 843 dans une direction sud-est.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le onzième jour du mois de mai de l'an deux mille seize sous le numéro 2946 de mes minutes au dossier 21070-13 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

BENOÎT DERMINE
Arpenteur-géomètre

BD/

Dossier : 21070-13

Copie conforme à l'original
Montréal, le 13 Mai '16

Arpenteur(e)-géomètre

Numéro inscription : 22 519 065 DHM de présentation : 2016-08-01 13:00

AP25509

CFMTL 22 519 065

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 350 843

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au sud-ouest de la
RUE HUTCHISON
et au nord-ouest de
L'AVENUE BEAUBIEN

FINS DU DOCUMENT:

EXPROPRIATION POUR FINS D'AMÉNAGER UNE RUE

NOTES: 1- Le bien-fonds à être exproprié est délimité par les lettres ABCDA (item 1).

2- Le relevé terrain a été effectué les 3 et 28 juin 2012 ainsi que le 23 mars 2016.

3- Les dimensions et la superficie indiquées sur ce plan sont celles mesurées.

4- Le lot 1 350 843 devra faire l'objet d'une correction cadastrale.

5- Le lot 1 350 843 est la propriété de "KANVA PLACEMENTS INC." en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 20 357 334.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 11 mai 2016

Préparé par: BENOIT DERMINE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 13 Mai '16
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 2946 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-0962 (31H12-010-0531) Dessin:E. Egyed

Arpenteur-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER Nº 21070-13 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

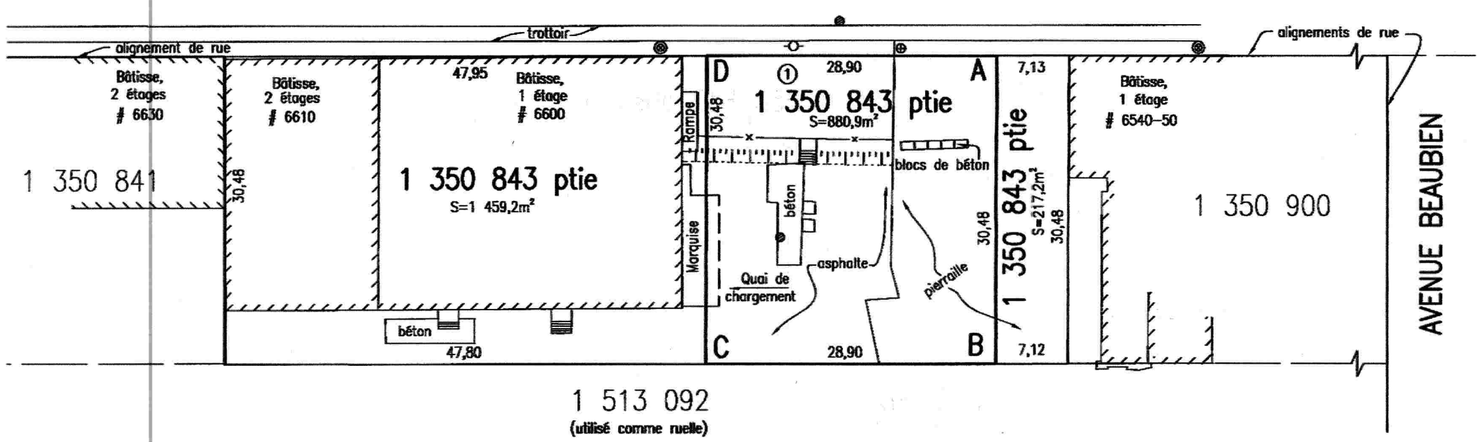
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Outremont

PLAN Nº H-2 OUTREMONT

RUE HUTCHISON
1 870 216



LÉGENDE

-o-	: Borne-fontaine
⊛	: Lampadaire promenade
⊘	: Puisard circulaire
⊕	: Petit panneau de signalisation
×——×	: Clôture en bois
	: Bas de talus

21070-13D.DWG

Reproduction du nom des signataires du document numéro 22 519 065 et du document joint

Nom du signataire du document 22 519 065

Aucune signature

Nom du signataire du document joint 001

Aucune signature

Énergie et Ressources naturelles
Québec

ÉTAT CERTIFIÉ D'INSCRIPTION
DE DROIT
AU REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC

Je certifie que la réquisition présentée le 2016-08-01 à 13:00 a été inscrite au Livre foncier de la circonscription foncière de Montréal
sous le numéro 22 519 065.

Identification de la réquisition

Mode de présentation :	Avis	
Forme :	Sous seing privé	
Nature générale :	Avis d'expropriation	
Nom des parties :	Expropriant	VILLE DE MONTRÉAL
	Exproprié	KANVA PLACEMENTS INC.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196462002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 18 228 125,56 $ incluant les taxes, pour l'acquisition par voie d'expropriation de l'ensemble des immeubles prévus aux résolutions CM16 0598, CM16 0599, CM16 0600, CM16 0926, CM17 0740 à des fins d'aménagement d'une rue, dans le cadre de la mise en œuvre des abords du site Outremont (projet MIL Montréal) N/Réf. : 31H12-005-0962-05

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1196462002 - Certification de fonds VF2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-15

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél : 514-872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.19

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1187936012

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Qc inc.) pour la réfection du terrain de balle au parc des Roseraies, dans l'arrondissement d'Anjou. Dépense totale de 563 080,00 $, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6349) - (7 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Techniparc (9032-2454 Qc Inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réfection du terrain de balle situé au parc des Roseraies, dans l'arrondissement d'Anjou, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 450 464,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n^{o} 18-6349;
2. d'autoriser un montant de 67 569,60 $ à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser un montant de 45 046,40 $ à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 09:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187936012**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Qc inc.) pour la réfection du terrain de balle au parc des Roseraies, dans l'arrondissement d'Anjou. Dépense totale de 563 080,00 $, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6349) - (7 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Afin de maintenir le réseau des terrains de balle municipaux en bon état et d'assurer une offre de service de qualité aux citoyens, le comité exécutif (CE) a adopté, le 21 janvier 2015, le dossier *Programme de réfection des terrains de balle de Montréal (Programme).* Ce Programme a pour objectif de réaliser, en collaboration avec les arrondissements concernés, des projets de mise aux normes et d'amélioration fonctionnelle des terrains de balle.
Dans le cadre du *Programme,* et plus particulièrement dans le présent dossier, la Ville de Montréal doit octroyer un contrat pour la réfection du terrain de balle situé au parc des Roseraies dans l'arrondissement d'Anjou.

Le processus suivi dans le présent cas est celui d'un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L'appel d'offres public n^{o} 18-6349 a débuté le 21 janvier 2019 et s'est terminé 22 jours plus tard, soit le 12 février 2019. Les soumissions ont été ouvertes le 12 février 2019, à 13 h 30. L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée et sur les sites Internet de la Ville et du SÉAO durant toute la période de l'appel d'offres.

Aucun addenda n'a été produit.

Selon les termes des clauses administratives particulières incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 12 juin 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1269586 - 27 avril 2018 – Accorder un contrat de services professionnels à la firme Conception paysage inc. pour élaborer les plans, le cahier des charges, le suivi et la surveillance de chantier pour la réfection des terrains de balle aux parcs des Roseraies et de Peterborough dans l'arrondissement d'Anjou, pour une somme maximale de 55 780,69 $, taxes incluses - Appel d'offres public (n° 18-16607 - LOT 3) - (3 soumissionnaires).
CM17 0494 – 25 avril 2017 – Adoption autorisant un emprunt de 13 400 000 $ pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la réfection des terrains de balle.

CM15 0546 - 27 avril 2015 – Offrir aux arrondissements concernés, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les services professionnels du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour faire la gestion globale et réaliser les projets d'aménagement du *Programme de réfection des terrains de balle de Montréal.*

CE15 0109 - 21 janvier 2015 – Adopter le *Programme de réfection des terrains de balle de Montréal.* Autoriser un virement budgétaire de 11 000 000 $ en provenance du PTI 2015-2017 de la Direction générale vers le PTI 2015-2017 du Service de la diversité sociale et des sports.

CM14 1123 - 24 novembre 2014 – Adopter la *Politique du sport et de l'activité physique,* ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi du contrat pour la réfection du terrain de balle situé au parc des Roseraies dans l'arrondissement d'Anjou. De façon générale, les travaux comprennent :
- La réfection du champ intérieur (remplacement de la surface de jeu et du système de drainage);
- Le remplacement de la surface gazonnée du champ extérieur;
- La mise en place d'équipements sportifs et de mobilier (buts, marbre, plaque de lanceur);
- Le remplacement des clôtures en périphérie du terrain;
- Le remplacement d'un arrêt-balle;
- La réfection de la piste d'avertissement.

Le pourcentage de contingences inscrit au bordereau de soumission a été fixé à 15 %, soit 67 569,60 $, taxes incluses.

Les frais incidents représentent 10 % du total du contrat, soit 45 046,40 $, taxes incluses. Ce montant comprend des frais affectés à la catégorie « contrôle qualitatif ».

Accessibles à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les documents ont été pris par un total de dix entrepreneurs et autres. De ce nombre, neuf preneurs du cahier des charges sont des entrepreneurs généraux et un preneur est une firme de consultants en architecture de paysage. Sept d'entre eux ont déposé des soumissions conformes.

Les preneurs du cahier des charges sont :

A. Entrepreneurs généraux :
- Aménagements Sud-Ouest;
- Excavation ESM inc.;
- Gestion S. Forget inc.;
- Lanco Aménagement inc.;
- Les Entreprises Bucaro inc.;
- Les Pavages et Terrassements St-Bruno inc.;

- Salvex inc.;
- Techniparc (9032-2454 Qc inc.);
- Terrassement Multi-Paysages.

B. Autres :
- NIP Paysage architectes paysagistes inc.

JUSTIFICATION

Sur la totalité des neuf entrepreneurs généraux, preneurs du cahier des charges, sept ont déposé des soumissions conformes. Cela représente 77,78 % des entrepreneurs généraux, preneurs des documents d'appel d'offres, ayant déposé une soumission et 22,22 % n'ayant pas déposé de soumission.
Puisqu'aucun avis de désistement n'a été déposé, les raisons pour lesquelles certains entrepreneurs généraux n'ont pas soumissionné sont inconnues.

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incl.)
- Techniparc (9032-2454 Qc inc.)	450 464,00 $
- Terrassement Multi-Paysages	520 481,02 $
- Lanco Aménagement inc.	556 479,00 $
- Salvex inc.	557 628,75 $
- Aménagements Sud-Ouest	582 503,59 $
- Excavation ESM inc.	595 662,17 $*
- Les Pavages et Terrassements St-Bruno inc.	723 485,94 $*
Dernière estimation réalisée à l'externe	608 685,12 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	569 529,21 $ 26,43 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	273 021,94 $ 60,61 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-158 221,12 $ -25,99 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	70 017,02 $ 15,54 %

** Montants corrigés par la Ville à la suite de la vérification du bordereau de soumission.*

Les prix déposés par le plus bas soumissionnaire sont inférieurs de 25,99 % à l'estimation réalisée à l'externe (Conception paysage inc.). La différence de prix peut être attribuable à la période de sollicitation du marché qui était favorable à une plus forte concurrence. De plus, dans le cas présent, le plus bas soumissionnaire conforme possède de l'expérience

dans la réalisation de ce type de projet et a présenté des prix très compétitifs.

Les validations requises ont été faites, selon lesquelles l'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la *Politique de gestion contractuelle de la Ville.* Son numéro de licence RBQ est le 8279-7242-21.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce contrat s'élevant à la somme de 563 080,00 $, taxes incluses, est réparti comme suit :
Travaux prévus au parc des Roseraies, arrondissement d'Anjou :
- Un montant de 450 464,00 $ pour les travaux;
- Un montant de 67 569,60 $ pour les contingences de construction;
- Un montant de 45 046,40 $ pour les incidences.

Le montant de 514 167,09 $ (net de ristourne) sera financé via le règlement d'emprunt de compétence locale n^{o} 17-051 – « Programme de réfection des terrains de balle ».

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réfection du terrain de balle s'inscrivent en lien avec certaines des priorités d'intervention du plan de développement durable *Montréal durable 2016-2020* soit :
- assurer la pérennité des ressources;
- assurer l'accès à des quartiers durables à échelle humaine et en santé.

De plus, ce projet vient en appui au *Plan d'action baseball 2015-2025* comportant les trois volets suivants : le développement de la pratique du baseball, l'offre d'infrastructures et la promotion du baseball par l'accueil d'événements. La mise aux normes et l'amélioration fonctionnelle du terrain de balle contribueront à l'augmentation de la fréquentation des équipements et à la pratique sportive, tout en favorisant la sécurité et le confort des usagers.

Les travaux de réfection du terrain de balle seront entrepris en conformité avec le *Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains - Loi sur la qualité de l'environnement* ainsi que le *Règlement sur la gestion des eaux pluviales de la Ville de Montréal et du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi du contrat d'exécution doit être complété dans les meilleurs délais afin de ne pas retarder la réfection du terrain de balle identifiée au présent dossier. Sans intervention, la dégradation des installations existantes se poursuivra, contribuant à l'augmentation des coûts d'entretien et des travaux de réfection.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mars 2019
Octroi du contrat au conseil municipal : 25 mars 2019
Début des travaux : août 2019
Date visée pour la fin des travaux : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christine LAGADEC, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Josée MONDOU, Anjou
Luc DENIS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Josée MONDOU, 22 février 2019
Christine LAGADEC, 14 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe AFFLECK
Architecte paysagiste

Tél : 514 872-7062
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-07-20

Jasmin CORBEIL
Chef de division - Réalisation des projets

Tél : 514-872-8751
Télécop. : 872-1416

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél :	514 872-0945	**Tél :**	514.872.1456

Le 14 février 2019

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des parcs métropolitains, pour me remplacer du 18 au 22 février 2019 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice, Direction - Aménagement des parcs et des espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

J'ai signé,

Sylvia-Anne Duplantie
Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics
Tél : 514-872-5638

Approuvé le :	2019-02-22	**Approuvé le :**	2019-02-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187936012

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , -
Objet :	Accorder un contrat à Techniparc (9032-2454 Qc inc.) pour la réfection du terrain de balle au parc des Roseraies, dans l'arrondissement d'Anjou. Dépense totale de 563 080,00 $, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6349) - (7 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187936012.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

François FABIEN
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.20

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1198132001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Atelier Civiliti inc. pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine pour une somme maximale de 786 745,51 $, taxes incluses. - Appel d'offres public (18-17282) - (1 seul soumissionnaire).

Il est recommandé :

1. D'autoriser une dépense maximale de 786 745,51$, taxes incluses, pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine, comprenant tous les frais incidents;

2. D'accorder un contrat de services professionnels à la firme Atelier Civiliti inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine, pour une somme de 542 583,12 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17282 et selon les termes et conditions stipulés au contrat;

3. D'autoriser une dépense de 81 387,46 $, taxes incluses, à titre de variations de quantité;

4. D'autoriser une dépense de 108 516,62 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

5. D'autoriser une dépense de 54 258,31 $, taxes incluses, à titre de budget des incidences;

6. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-02 15:32

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198132001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Atelier Civiliti inc. pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine pour une somme maximale de 786 745,51 $, taxes incluses. - Appel d'offres public (18-17282) - (1 seul soumissionnaire).

CONTENU

CONTEXTE

Cette fontaine inaugurée le 21 octobre 1929 a été acquise par la Ville de Montréal de la compagnie *General Electric (GE)* afin de souligner le 50^{e} anniversaire de l'invention de la lampe incandescente. Au fil du temps, différentes interventions ont réglé certaines défectuosités, mais l'ensemble des composantes sont à la fin de leur vie utile.
De plus, outre les problèmes de fonctionnement de la fontaine, plusieurs aspects liés à la conception des équipements rendent plus complexe l'entretien autant de la fontaine que de l'édicule technique. Le nombre d'équipements et la disposition de ceux-ci dans un bâtiment de service aussi exigu causent des problèmes d'opération. Par ailleurs, le projet de reconstruction du théâtre de Verdure, qui est en cours de planification et qui devrait être réalisé en 2020, prévoit démolir l'édicule vu son état de vétusté. L'opportunité d'en construire un nouveau dans un emplacement stratégique et fonctionnel se présente.

Le processus suivi dans le présent cas est un appel d'offres public qui a débuté le 5 décembre 2018 et s'est terminé 55 jours plus tard, soit le 29 janvier 2019. Les soumissions ont été ouvertes le 29 janvier 2019 à 13 h 30 et la rencontre du comité de sélection a eu lieu le 14 février 2019 à 13 h 30. L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir la première journée, sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO.ca durant toute la période de l'appel d'offres.

Trois addenda ont été émis. Le premier addenda, émis le 8 février 2019, visait des précisions sur l'article 1.0615 " Regroupement de personnes " du document Régie. Le deuxième addenda, émis le 11 janvier 2019, visait des précisions sur la nature et les engagements contractuels du regroupement. Le troisième addenda, émis le 15 janvier 2019, visait des précisions sur le mode de facturation du regroupement. Les questions et les

réponses des trois addenda n'ont pas eu d'impact sur les prix. Les trois addenda ont été publiés sur SÉAO dans les délais prescrits.

Selon les termes de la section I - *Instructions aux soumissionnaires* incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 180 jours suivant la date d'ouverture. Elles sont donc valides jusqu'au 28 juillet 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1375 - 19 novembre 2018 - Adopter le Plan directeur du parc La Fontaine

DESCRIPTION

Le mandat de services professionnels consiste à réaliser l'avant-projet, les documents d'exécution (plans et cahier des charges) pour un appel d'offres public et la surveillance des travaux du projet *Réhabilitation de la fontaine lumineuse du parc La Fontaine.* Le projet comprend la restauration de la vasque, le changement de toutes les composantes électromécaniques, la construction d'un nouvel édicule technique incluant les raccordements de services et l'intégration des spécifications techniques du projet de mise en valeur hivernale de la fontaine qui s'élabore en parallèle.
Les objectifs du projet sont de :

- Respecter l'effet spectaculaire et la dynamique des jets et jeux de lumière d'origine;
- Améliorer la fonctionnalité des lieux tout en développant des aménagements adaptés aux usages actuels;
- Créer des aménagements et des installations permettant un entretien et une gestion des opérations efficients.

Ouvert à toutes les firmes répondant aux termes des clauses administratives, le cahier des charges a été pris par un total de neuf preneurs. De ce nombre, quatre sont des firmes pouvant déposer une offre de service. Une seule firme a déposé une offre de service et celle -ci a été jugée conforme par le comité de sélection.

Pour la réalisation de ce mandat, le mode de rémunération est à taux horaire par catégorie d'employés.

JUSTIFICATION

Actuellement, les responsables de l'entretien de ce grand parc urbain estiment que la fontaine fonctionne à seulement 40 % de sa capacité. Son fonctionnement est précaire et risque de s'arrêter définitivement à tout moment. De plus, l'édicule de service est vétuste et exigu. En plus de causer des problèmes d'opération, le manque d'ergonomie est propice aux blessures. Son statut emblématique et sa valeur patrimoniale exigent une mise à niveau afin d'assurer son fonctionnement.
Dans le présent dossier, une seule firme a déposé une offre de service sur une possibilité de quatre, soit une proportion de 25 %. La Ville a indiqué des exigences particulières, notamment dans la composition, dans l'expertise spécifique et dans l'expérience professionnelle des membres de l'équipe de travail. Ce mandat doit s'échelonner sur une période de deux ans, afin de couvrir l'ensemble des services professionnels requis.

La soumission reçue a été évaluée et a obtenu le pointage intérimaire nécessaire en fonction des critères de sélection identifiés dans les documents d'appel d'offres. La firme Civiliti a été retenue pour recommandation par le comité de sélection.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (taxes incluses)	Variation de quantités (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Incidences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Civiliti	84,40	2,48	542 583,12 $	81 387,46 $	108 516,62 $	54 258,31 $	786 745,51$
Dernière estimation réalisée à l'interne			695 663,15 $	104 349,47 $	139 132,63 $	69 566,31 $	1 008 711,56 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*							- 221 966,05 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*							- 22 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*							s. o.
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*							s. o.

Les prix déposés par l'adjudicataire recommandé sont inférieurs de 22 % à la dernière estimation réalisée à l'interne. L'écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation réalisée à l'interne se justifie par une surévaluation des taux horaires des spécialistes identifiés à l'appel d'offres.

Le montant des honoraires professionnels, de base, est de 542 583,12 $, taxes incluses. À ce montant, s'ajoutent :

- un montant de 81 387,46 $, taxes incluses, pour des variations de quantité;
- un montant de 108 516,62 $, taxes incluses, pour des frais contingents.

Ainsi, le montant total des honoraires professionnels accordés à Civiliti est de 732 487,20 $, taxes incluses. Le montant dédié aux variations de quantité peut permettre une variation d'au plus 15 % d'éléments, à prix unitaire, prévus au contrat de services professionnels. Dans le présent dossier, le montant associé aux variations de quantité est la possibilité de bonifier le nombre d'heures alloué, par discipline, au contrat. De plus, le montant dédié aux frais contingents peut permettre à la Civiliti d'avoir recours aux services de soutien technique complémentaires auxquels l'adjudicataire pourrait avoir recours à l'extérieur de son mandat initial, tels que l'engagement d'experts consultants dans un domaine bien précis.

Aussi, un montant de 54 258,31 $, dédié aux frais incidents, inclut les services de soutien technique complémentaires, auxquels la Ville pourrait avoir recours, tels que des impacts et des imprévus des projets réalisés en parallèle, la mise en valeur hivernale de la fontaine et la reconstruction du théâtre de Verdure.

Les validations requises ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie des listes des entreprises à licences restreintes.

Les soumissions ont été analysées par le comité de sélection le 14 février 2019 et les informations sont détaillées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat est de 786 745,51 $, taxes incluses, et sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 718 403,52 $, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 16-057 - « Travaux Aménagement Parcs ». Ce montant provient du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de réhabilitation de la fontaine lumineuse du parc La Fontaine s'inscrit en respect du Plan corporatif de Montréal en développement durable et du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020. Le projet contribuera aux principes de développement durable suivants :
Une collectivité au coeur du développement durable
- La participation et la concertation : la fontaine lumineuse a été identifiée comme l'emblème le plus important du parc La Fontaine lors des consultations citoyennes tenues dans le cadre du Plan directeur. Sa conservation répond à un souhait prioritaire des citoyens.

Une meilleure qualité de vie
- La protection du patrimoine : la fontaine lumineuse, bien qu'elle soit dépourvue d'un statut officiel, contribue au rayonnement du parc La Fontaine qui est identifié au plan d'urbanisme comme une composante d'un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle;
- La cohésion sociale et la solidarité : des centaines de personnes viennent se détendre sur les pelouses du parc et contempler le spectacle de la fontaine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux doivent être réalisés en parallèle de la reconstruction du théâtre de Verdure afin de restreindre l'absence d'eau dans le bassin supérieur du parc pour une seule saison, soit l'été 2020. Le report du projet exigerait de priver la clientèle du bassin supérieur du parc La Fontaine pour une période de deux (2) ans et prolongerait les chantiers dans ce secteur du parc. De plus, il retarderait la mise en oeuvre du plan d'action décrit au Plan directeur du parc, adopté à l'automne 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 20 mars 2019
Octroi du contrat, par le conseil municipal : 25 mars 2019
Début du contrat : avril 2019
Date visée pour la fin du contrat : été 2021
Publication SÉAO : été 2022 - libération du solde

Calendrier des travaux de réhabilitation
Octroi du contrat pour l'exécution des travaux, par le conseil municipal : hiver 2020
Début des travaux : printemps 2020
Date visée pour la fin des travaux : été 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Élisa RODRIGUEZ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Ève CARLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Michael TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal
Lyne OLIVIER, Le Plateau-Mont-Royal
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal
Diego ROBAYO, Service de l'eau
Chantal MORISSETTE, Service de l'eau
Luc GOSSELIN, Le Plateau-Mont-Royal
Sonia VIBERT, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean LABERGE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Michael TREMBLAY, 20 février 2019
Lyne OLIVIER, 19 février 2019
Guy OUELLET, 19 février 2019
Luc GOSSELIN, 19 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise L BLANCHET
Architecte paysagiste | Division de l'aménagement des parcs urbains et espaces publics

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-19

Steve BILODEAU BALATTI
Chef de division | Division de l'aménagement des parcs-nature et espaces riverains

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne M. Steve Bilodeau-Balatti, chef de division de la Division de l'aménagement des parcs-nature et espaces riverains, pour me remplacer du 18 au 22 février 2019 inclusivement, dans

mes fonctions de chef de division - Aménagement des parcs urbains et espaces publics, de la Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics, du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé,
Mathieu Drapeau, chef de division

Tél : 514 868-4605
Télécop. :

Tél : 514 872-6472
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514 872-0945

Le 14 février 2019

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des parcs métropolitains, pour me remplacer du 18 au 22 février 2019 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice, Direction - Aménagement des parcs et des espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

J'ai signé,

Sylvia-Anne Duplantie
Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics
Tél : 514-872-5638

Approuvé le : 2019-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur - Gestion des parcs et biodiversité

Tél : 514 872-1712

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Jean-Philippe Détolle, directeur - Direction gestion des parcs et biodiversités, pour me remplacer le 1er mars 2019 dans l'exercice de mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.
Et j'ai signé :

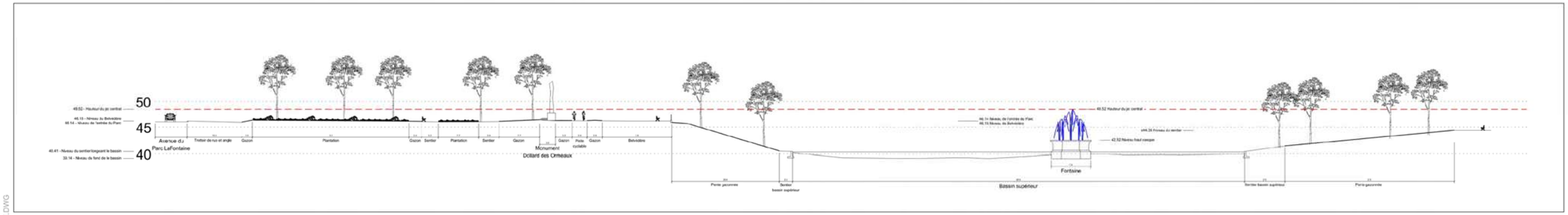
Louise-Hélène Lefebvre
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

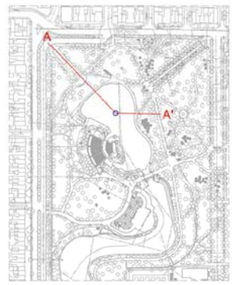
Approuvé le : 2019-03-01



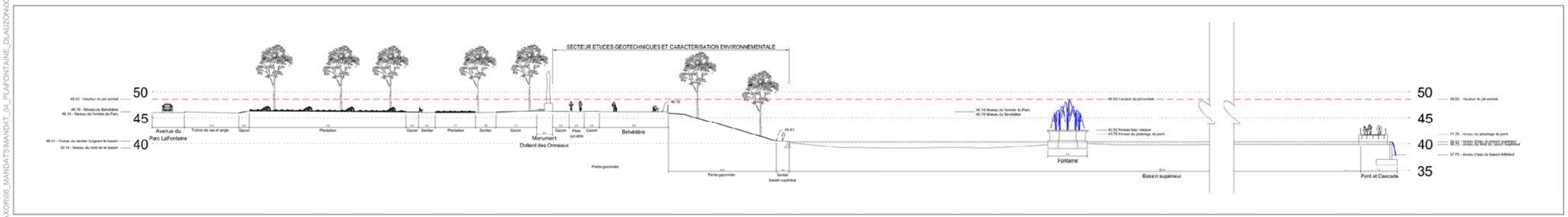
LAN DE LOCALISATION DE LA FONTAINE LUMINEUSE

Secteur d'intervention



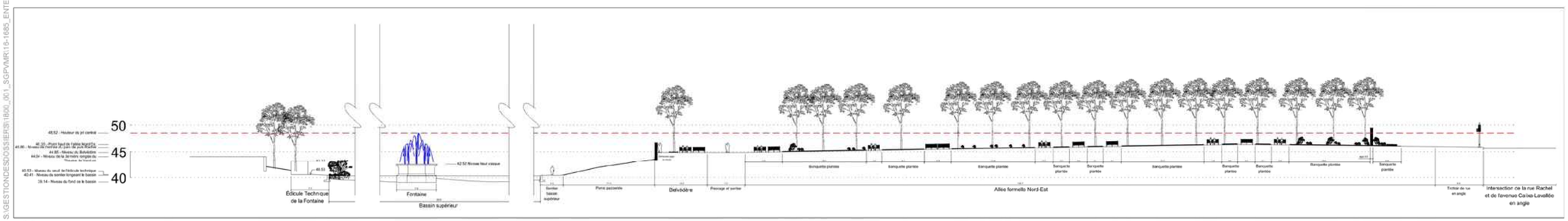


01 COUPE A-A'
Echelle : 1:400





02 COUPE B-B"
Echelle : 1:400





03 COUPE C-C'
Echelle : 1:400

S:\GESTION\CES\OS\SIEP\SI1800_05\1_SGPVMR\18-1685_ENTENTECADRE_GÉNIE\09_MANDATS\18-1685-1_AXOR\06_MANDATS\MANDAT_04_PLAFONTAINE_DLAUZON\00_ DONNÉES DE BASE\COUPE\I006\1_FONTAINE_COUPE.DWG

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198132001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Atelier Civiliti inc. pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine pour une somme maximale de 786 745,51 $, taxes incluses. - Appel d'offres public (18-17282) - (1 seul soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17282 Intervention.pdf
18-17282 Tableau Final.pdf
18-17282 DET-CAT.pdf
18-17282 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Élisa RODRIGUEZ
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-5506

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de Section
Tél : 514-872-5149
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17282 — No du GDD : 1198132001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et construction d'un édicule technique au parc La Fontaine

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 12 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 29 - 1 - 2019

Ouverture faite le : 29 - 1 - 2019

Date du comité de sélection : 14 - 2 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 15 - 1 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 54 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 11,11

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 7 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 7 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Atelier civiliti inc	542 583,12	√	

Information additionnelle

Nous avons envoyé le formulaire de non participation aux 8 firmes qui ont acheté le document d'appel d'offres. Au moment de l'intervention 5 firmes avaient répondu, voici les raisons: (1) dit qu'elle ne rencontrait pas les spécifications techniques, (2) firmes avaient d'autres engagements ailleurs, (1) le soumissionnaire a déposé comme sous traitant d'Atelier Civiliti et (1) a répondu que les réponses fournies par addenda à ses questions ne répondaient pas à ses attentes.

Préparé par : Elisa Rodriguez — Le 19 - 2 - 2019

18-17282 - SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉHABILITATION DE LA FONTAINE LUMINEUSE ET LA CONSTRUCTION D'UN ÉDICULE TECHNIQUE

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Civiliti	4,00	13,00	16,00	25,80	25,60	84,40	542 583,12 $	**2,48**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	jeudi 14 février
Heure	1h30
Lieu	255 boul. Crémazie, 4e étage/salle Sollicitation

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Elisa Rodriguez

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17282
Numéro de référence : 1219358
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Architecture EVOQ inc. 1435 rue St-Alexandre Suite 1000 Montréal, QC, H3A 2G4 NEQ : 1171481071	Monsieur Mathieu Filion Téléphone : 514 393-9490 Télécopieur :	**Commande : (1519145)** 2018-12-05 14 h 59 **Transmission :** 2018-12-05 14 h 59	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
architecture pour tous 307 Guizot Est Montréal, QC, H2P1M5 NEQ : 1171456073	Monsieur Vincenzo Stagnitta Téléphone : 438 290-1091 Télécopieur :	**Commande : (1523976)** 2018-12-20 10 h 21 **Transmission :** 2018-12-20 10 h 21	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com NEQ : 1168297498	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1519324)** 2018-12-06 9 h **Transmission :** 2018-12-06 9 h	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	BC2 Groupe Conseil inc. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal, QC, H2Y3V4 http://www.groupebc2.com NEQ : 1166369067	Monsieur Olivier Collins Téléphone : 514 507-3600 Télécopieur : 514 507-3601	**Commande : (1519649)** 2018-12-06 16 h 27 **Transmission :** 2018-12-06 16 h 27	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Civiliti 5778 rue St-Andre Montréal, QC, H2S2K1 http://www.civiliti.com NEQ : 1170643176	Monsieur Peter Soland Téléphone : 514 402-9353 Télécopieur : 514 402-9353	**Commande : (1522892)** 2018-12-18 9 h 13 **Transmission :** 2018-12-18 9 h 13	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 NEQ : 1174002437	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981	**Commande : (1519645)** 2018-12-06 16 h 22 **Transmission :**	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282

		Télécopieur : 450 651-9542	2018-12-06 16 h 22	Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1519345)** 2018-12-06 9 h 28 **Transmission :** 2018-12-06 9 h 28	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	NIPPAYSAGE architectes paysagistes 6889 boul. St-Laurent suite 3 Montréal, QC, H2S3C9 NEQ : 1168854603	Madame Mélanie Mignault Téléphone : 514 272-6626 Télécopieur :	**Commande : (1520413)** 2018-12-10 14 h 39 **Transmission :** 2018-12-10 14 h 39	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WAA Montréal inc. 55e Avnue du Mont-Royal Ouest, Bureau#805 Montréal, QC, H2T 2S6 NEQ : 1169669554	Madame Carolyne Thibeault Téléphone : 514 939-2106 Télécopieur :	**Commande : (1520118)** 2018-12-10 9 h 06 **Transmission :** 2018-12-10 9 h 06	3044072 - 18-17282 Addenda 1 2019-01-08 9 h 49 - Courriel 3045920 - 18-17282 Addenda 2 2019-01-11 9 h 44 - Courriel 3047358 - Addenda 3 2019-01-15 13 h 43 - Courriel Mode privilégié (devis) :

Courrier électronique
Mode privilégié (plan) :
Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198132001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs urbains et espaces publics
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels à Atelier Civiliti inc. pour la réhabilitation de la fontaine lumineuse et la construction d'un édicule technique au parc La Fontaine pour une somme maximale de 786 745,51 $, taxes incluses. - Appel d'offres public (18-17282) - (1 seul soumissionnaire).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1198132001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

François FABIEN
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 20.21

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1191103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention visant à accorder un soutien financier non récurrent, au montant de 450 000 $, à l'organisme Montréal en Histoires pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2019.

Il est recommandé :

- d'accorder un soutien financier non récurrent de 450 000 $ à l'organisme Montréal en Histoires pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2019;
- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et Montréal en Histoires;
- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-01 15:04

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191103001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de convention visant à accorder un soutien financier non récurrent, au montant de 450 000 $, à l'organisme Montréal en Histoires pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Montréal en Histoires est un organisme à but non lucratif mis sur pied autour d'un projet commun: développer et réaliser différents projets afin de permettre aux Montréalais, aux visiteurs et aux touristes de découvrir, d'explorer et de célébrer l'histoire de la métropole.

Montréal en Histoires a produit Cité Mémoire, une œuvre des créateurs multidisciplinaires Michel Lemieux et Victor Pilon, en collaboration avec le dramaturge Michel Marc Bouchard. Le parcours multimédia mis en place permet une activité urbaine et interactive de déambulation nocturne conviant ainsi les Montréalais et les touristes à découvrir l'histoire de Montréal de façon créative.
.
Depuis le 17 mai 2016, à la grandeur du Vieux-Montréal, cette oeuvre plonge l'auditoire au coeur de l'histoire de Montréal. L'oeuvre est projetée sur 47 surfaces (murs, murs aveugles, sol, arbres) par 89 projecteurs. Par le biais de 23 tableaux qui se déploient en images, en paroles et en musique, elle convie les spectateurs à une rencontre avec des personnages connus ou inconnus, témoins de la richesse et de la complexité de Montréal à travers le temps. Cette oeuvre permet de ranimer le passé de la métropole à la grandeur du Vieux-Montréal.

L'application mobile *Montréal en Histoires* permet également l'accès à plus d'une cinquantaine d'interventions historiques se déclinant sous la forme de points d'intérêt (description audio-visuelle de bâtiments et de personnages historiques) ou de quatorze expériences de réalité augmentée permettant de découvrir des lieux, des événements et des personnages qui ont marqué la métropole tout en déambulant dans les rues et les ruelles.

Par ailleurs, afin de documenter l'attrait de Cité Mémoire, l'organisme Montréal en Histoires a commandé une étude à la Chaire de tourisme Transat de l'ESG-UQAM pour établir un

portrait de la clientèle et de l'achalandage de l'événement suite à son lancement dans le cadre des festivités du 375è anniversaire de Montréal. Cette étude s'est échelonnée sur une année, du mois de juin 2017 au mois de mai 2018. Les conclusions du rapport confirment que Cité Mémoire représente une valeur ajoutée à la scène touristique montréalaise, contribuant ainsi à son dynamisme et à son attractivité. L'étude révèle notamment les éléments suivants :

- 40% des visiteurs de Cité Mémoire proviennent de l'extérieur de Montréal;
- les femmes représentent près de 65% des visiteurs;
- le niveau de satisfaction à l'égard de l'événement est élevé, particulièrement chez les jeunes de 18 à 34 ans;
- les dépenses touristiques estimées des 115 000 visiteurs engagés, toute provenance confondue, en une année, s'élèvent à 55 M$ au total;
- l'événement se démarque des attraits similaires par le fait que ses installations sont permanentes ainsi que par la multitude de points de contact avec les visiteurs.

L'organisme Montréal en Histoire demande une contribution financière à la Ville pour assurer les frais d'entretien et d'opération de l'événement Cité Mémoires en 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0224 - 21 juin 2012 - Approuver la programmation supplémentaire de projets liés au protocole d'entente de 140 M$ par l'Ajout du projet de la phase 2 Montréal en histoires.
CM12 0547 - 18 juin 2012 - Accorder un soutien financier de 400 000 $ à Montréal en Histoires pour la Phase 2 du projet « Cité Mémoire » dans le cadre de l'entente « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » avec le gouvernement du Québec / Approuver un projet de convention à cette fin.

CM13 0989 - 23 septembre 2013 - Accorder une aide financière de 5 M$ dans le cadre de l'entente « Imaginer-Réaliser Montréal 2025 » avec le gouvernement du Québec à l'organisme Montréal en histoires pour les phases 3 et 4 du projet Cité mémoire / Approuver un projet de convention à cette fin.
CM14 1014 - 27 octobre 2014 - Accorder une aide financière de 6 M$ dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal avec le ministère de la Culture et des Communications à l'organisme Montréal en histoires pour les phases 3 et 4 du projet Cité mémoire.

CM17 0596 - 15 mai 2017 - Accorder un soutien financier de 450 000 $ à Montréal en Histoires afin de supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2017 / Autoriser un virement budgétaire de 450 000 $ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM18 0379 - 26 mars 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent de 450 000 $ à Montréal en Histoires pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2018 / Autoriser un virement budgétaire de 450 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le budget du Service de la culture / Approuver un projet de convention à cet effet

DESCRIPTION

L'organisme Montréal en Histoire demande une contribution financière à la Ville pour assurer les frais d'entretien et d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2019.

Les fonds demandés à la Ville de Montréal seront consacrés en totalité à Cité Mémoire, pour son bon fonctionnement, sa mise à jour et l'entretien des installations. La contribution de la Ville, au montant
de 450 000 $, représente 25 % du budget total requis pour l'opération annuelle de Cité Mémoire qui s'élève à 1 750 000 $.

Cet événement extérieur d'envergure nécessite un entretien rigoureux et une constante mise à jour de ses installations pour un fonctionnement optimal.

La contribution financière servira aux dépenses d'entretien des 23 tableaux incluant quatre nouveaux tableaux dévoilés le 10 mai 2017 à l'occasion du 375e de la Ville de Montréal et plus précisément aux
activités suivantes :

- Achat d'équipements et entretien des projecteurs vidéo : 330 000 $
- Salaires des ressources humaines pour l'opération des projections : 80 000 $
- Salaires des agents d'accueil sur les sites de projection : 40 000 $

Selon la saison et la journée, les agents d'accueil seront entre 2 (hiver) et 8 (été) par soir. Ils seront situés dans les sites de projection les plus achalandés : Champs-de-Mars, Place Jacques-Cartier, coin des rues Saint-Laurent et Saint-Paul, ruelle Saint-Dizier, Place d'Armes.

Les principales responsabilités des agents d'accueil sont comme suit :

- Assurer la bonne fluidité du public sur les différents lieux de projection en dirigeant, en facilitant et en encadrant la circulation;
- Accueillir, informer et solliciter le public en faisant la promotion de Cité Mémoire et en expliquant le fonctionnement de l'application mobile en français et en anglais;
- Effectuer des sondages auprès du public, au besoin;
- Aborder le public par un volet pédagogique en lui fournissant des informations historiques;
- Distribuer les dépliants contenant les informations sur le fonctionnement de l'application et les étapes pour son téléchargement;
- Faire un suivi rigoureux auprès de la coordonnatrice des agents d'accueil en rapportant les problématiques rencontrées sur le parcours de Cité Mémoire;
- Valider visuellement le bon fonctionnement des bornes de signalisation situées sur le parcours;
- Répondre aux demandes d'information de la clientèle touristique en la référant au bon endroit;
- Faire quelques tâches manuelles (retirer des collants, assurer la propreté du local commun, etc.);
- Animer des visites de Cité Mémoire, selon les besoins.

L'analyse des états financiers de l'organisme révèle que les fonds de la contribution de la Ville pour 2018 ont été utilisés aux fins prévus.

L'organisme ne dispose pas de fonds propres lui permettant de poursuivre l'opération de l'événement Cité Mémoire sans la contribution de la Ville.

JUSTIFICATION

Cité Mémoire se classe déjà dans la catégorie des œuvres de haut calibre et contribue au rayonnement international de Montréal. Elle témoigne non seulement de la richesse de l'histoire de Montréal mais aussi de la créativité et de l'originalité de ses artistes et de l'audace de ses promoteurs. Sa présentation contribue au développement culturel, social, économique du Vieux-Montréal et au positionnement de Montréal comme ville à l'avant-garde au niveau multimédia. C'est un projet innovateur, un nouveau concept d'animation urbaine qui intéresse et «enchante» les Montréalais et les visiteurs. En termes de développement touristique, ce projet se positionne déjà comme un produit d'appel de niveau international qui attire les touristes et favorise leur rétention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 450 000 $, sera financé par le budget de fonctionnement. Pour l'année 2019, une somme non récurrente de 450 000 $ est prévue à cet effet dans le budget du Service de la culture.
Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

Voici les contributions financières qui ont été accordées par la Ville de Montréal à l'organisme Montréal en Histoires au cours des cinq dernières années :

	2014	2015	2016	2017	2018
Ville centre	2 200 000$	300 000$	300 000$	450 000$	450 000$
Arrondissement Ville-Marie	30 000$	30 000$	30 000$	30 000$	Entente triennale de financement terminée en 2017

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4è pilier du développement durable.
Par ailleurs, le projet Cité Mémoire répond directement aux critères suivants du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise* dans la section «Une meilleure qualité de vie» :
- Protection et diffusion du patrimoine et de l'histoire
- Diversité et dynamisme culturel

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'œuvre Cité-Mémoire est l'un des événements phares développés aux cours des dernières années à Montréal. L'ajout de 4 nouveaux tableaux en 2017, dont celui du Champ de Mars à une échelle grandiose, a permis de compléter ce parcours unique dans le Vieux-Montréal. La contribution financière de la Ville permettra d'assurer la tenue de l'événement en 2019 et de faire en sorte que celui-ci soit diffusé à la hauteur des attentes et de la réputation de Montréal, ville de créateurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en concertation avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc LABELLE, Ville-Marie

Lecture :

Marc LABELLE, 1er mars 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane RICCI
Adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles

Tél : 514 868-5929
Télécop. : 514 872-5588

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-28

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M. Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MONTRÉAL EN HISTOIRE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 401 – 420, rue McGill, Montréal, Québec, H2Y 2G1, agissant et représentée par M. Georges Coulombe, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 854667797RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1211684247TQ0002
N° d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite développer et réaliser divers projets afin de permettre aux Montréalais, aux visiteurs et aux touristes de découvrir, d'explorer et de célébrer l'histoire de la métropole;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté *le Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie dudit règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant autorisé.

2.7 « Unité administrative » : le Service de la Culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet ;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration et comité de suivi

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus aux règlements généraux de l'Organisme;

4.7 **Responsabilité**

4.7.3 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.4 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trois cent mille dollars (300 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cent cinquante mille dollars (150 000 $), au plus tard le 1er septembre 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 401 – 420, rue McGill, Montréal, Québec, H2Y 2G1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Prince, 5^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le 20e jour de janvier 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
M Yves Saindon, greffier

Le 20e jour de janvier 2019

MONTRÉAL EN HISTOIRE

Par : _____
George Coulombe, président

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CM .....).

ANNEXE 1

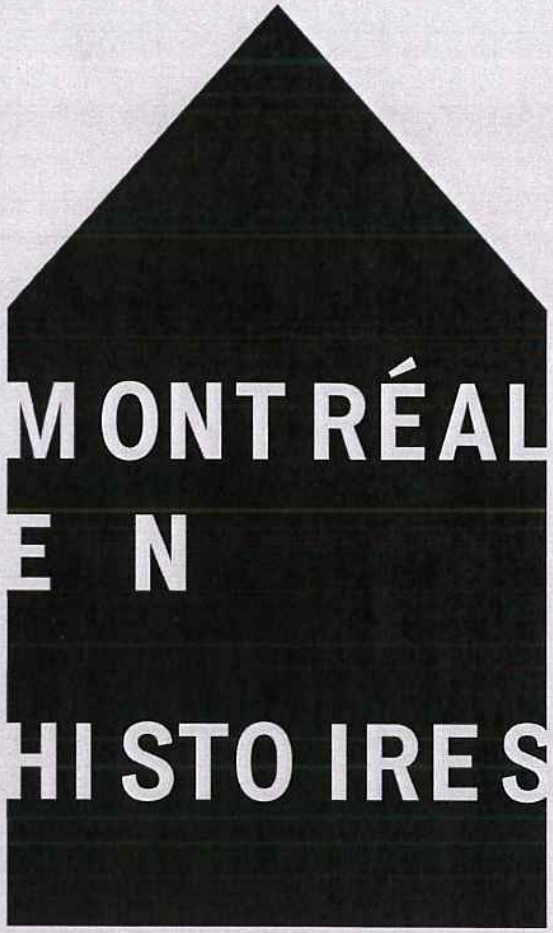

MONTRÉAL
EN
HISTOIRES

table des matières

Montréal en Histoires 2
Cité Mémoire 3
L'Application mobile 4
La Plateforme éducative et le Site Web 6
Prix et distinctions 8
Revue de presse 9
Lettres d'appui 12
Budget 23
Contact 24

Montréal en Histoires

des projets <u>par</u> et <u>pour</u> les montréalais!

Montréal en Histoires est un organisme à but non lucratif mis sur pied par d'importants leaders de Montréal réunis autour d'un objectif commun : développer et réaliser divers projets afin de permettre aux Montréalais, aux visiteurs et aux touristes de découvrir, d'explorer et de célébrer l'histoire de la métropole. L'organisme met de l'avant des valeurs de plaisir et de découverte, mais aussi de compétence et de rigueur. Il a à cœur l'accessibilité de ses projets et le partage du savoir, de la culture et de pans d'histoire de la mémoire collective.

L'action de l'organisme se décline principalement en trois axes, soit l'œuvre *Cité Mémoire*, une application mobile et une plateforme éducative numérique.

Par la présente, **Montréal en Histoires** demande à la Ville de Montréal un soutien récurrent de 450 000 $ par année pour trois ans (2019-2020-2021) afin d'assurer la pérennité du projet *Cité Mémoire* dans le Vieux-Montréal et au centre-ville.

Cette aide financière contribuera à;

Faire perdurer, pour les Montréalais, l'accès gratuit et démocratique, dans l'espace public et dans la sphère numérique, à de vastes pans de leur histoire et à une œuvre artistique de projections qui n'a aucun équivalent sur la scène internationale.

Maintenir, pour la Ville, un produit d'appel offert en 4 langues et à l'année, qui génère d'importantes retombées culturelles, sociales, économiques et touristiques.

Assurer la pérennité de la plus grande vitrine technologique et artistique de Montréal et du Québec, qui incarne dans l'espace public le statut de ville numérique créative de la Métropole et de ville intelligente.

Supporter un organisme qui désire pousser encore plus loin l'exploration et la mise en valeur du patrimoine collectif montréalais, notamment par le développement du parcours centre- ville et l'exploration d'autres opportunités au sein des arrondissements.

Cité Mémoire

Cité Mémoire est une création originale de Michel Lemieux, Victor Pilon et Michel Marc Bouchard. Librement inspirée de l'histoire de Montréal, *Cité Mémoire* convie les spectateurs à la rencontre d'une multitude de personnages témoins de l'évolution de la ville à travers le temps. Elle est le plus grand parcours de projections extérieures au monde. Vingt-cinq tableaux se déploient en images, en paroles et en musique, animés d'un souffle tantôt ludique, tantôt poétique. D'un bout à l'autre du Vieux-Montréal et maintenant à l'Hôtel Le Reine Elizabeth, l'œuvre émerge à même les murs qui nous entourent, le sol que nous foulons et les arbres qui bercent notre présent.

Cité Mémoire met donc en valeur l'histoire de Montréal, mais elle met également en valeur le patrimoine bâti de la ville en s'affichant sur les murs du quartier historique et en mettant en lumière l'architecture patrimoniale. *Cité Mémoire* permet de comprendre la ville à travers des fragments d'histoire qui l'ont forgée. *Cité Mémoire* marque l'imaginaire par son unicité et ses airs de grandeur.

- 23 tableaux de projection extérieure faisant du Vieux-Montréal le lieu d'accueil du plus grand parcours de projections au monde.
- 180 minutes de vidéos projetées tous les soirs en quatre langues.
- Un écran de 5 000 mètres carrés pour le Grand tableau du Champ-de-Mars.
- Près de deux millions de personnes ont vu les tableaux de *Cité Mémoire* dans le Vieux-Montréal.
- Une œuvre signée par 3 grands artistes montréalais reconnus sur la scène internationale, soit Michel Lemieux, Victor Pilon et Michel Marc Bouchard.
- Un taux de satisfaction de plus de 90 % des visiteurs.
- Un désir de renouveler l'expérience pour plus de 80 % des visiteurs.

Une application mobile

L'application mobile **Montréal en Histoires** est gratuite et propose des parcours techno-historiques à vivre en tout temps et de façon autonome. Avec plus de cent-vingt interventions en points d'intérêt et en expériences en réalité augmentée, l'application permet de découvrir des lieux, des évènements et des personnages qui ont marqué la métropole en déambulant dans les rues et ruelles. Connu pour un public de tous âges, le contenu de l'application est disponible en quatre langues (français, anglais, espagnol et mandarin et il est accessible douze mois par année, contribuant à créer une pérennité de l'offre.

L'application mobile **Montréal en Histoires** est l'outil essentiel pour profiter pleinement de l'expérience *Cité Mémoire*. Avec l'application mobile, il est possible de se guider via la carte interactive, de déclencher les tableaux *Cité Mémoire*, de vivre des expériences en réalité augmentée, de consulter les points d'intérêt et dorénavant, d'expérimenter le monde de la réalité virtuelle.

- Près de 200 000 téléchargements de l'application mobile **Montréal en Histoires**.
- Plus de 120 expériences dans l'application mobile de Montréal en Histoires dont 80 points d'intérêt, et 30 capsules en réalité augmentée.
- 6 parcours thématiques mettant en valeur des aspects incontournables de l'histoire de Montréal.
- Une expérience de déambulation urbaine proposée en 4 langues : français, anglais, espagnol et mandarin.
- Un accès gratuit à du contenu historique à l'année.

Un volet éducatif

La plateforme éducative propose Jouez avec l'histoire qui s'adresse au grand public et Zone scolaire destinée aux professeurs d'histoire du secondaire et à leurs élèves.

Jouez avec l'Histoire

Accessible et gratuit, Jouez avec l'histoire propose le Défi Montréal en Histoires qui permet aux utilisateurs de tester leurs connaissances en répondant au grand jeu-questionnaire. De plus, l'espace Jouez avec l'histoire permet de découvrir Montréal en 375 temps grâce à 375 archives.

zone scolaire

Cette section pédagogique consiste à proposer gratuitement aux professeurs d'histoire du Québec et à leurs élèves des situations d'apprentissage sur l'histoire de Montréal.

Rallye scolaire techno-historique

Véritable incitatif à découvrir le Vieux-Montréal, le rallye a été bâti pour des jeunes du secondaire. Les élèves se promènent, sur un parcours déterminé, en quête de réponses aux questions qui leur sont posées. Les réponses se trouvent soit sur les bâtiments, soit sur l'application mobile gratuite Montréal en Histoires. Au cours de leur promenade, ils croisent des animateurs qui leur racontent des anecdotes historiques.

Un volet éducatif

Médiathèque

Une banque de capsules vidéo dynamiques dans lesquelles le public tente de répondre aux questions du professeur d'histoire Martin Landry.

- Plus de 50 groupes scolaires ont fait le rallye scolaire techno-historique.
- Plus de 40 capsules historiques conçues et animées par le professeur d'histoire Martin Landry.
- Un outil éducatif d'une grande richesse, disponible en continu.
- Le site internet de Montréal en Histoires: des jeux, des découvertes et des archives pour tout apprendre sur Montréal.

Montréal en Histoires et ses projets incarnent le statut de Montréal comme ville créative numérique.

L'œuvre *Cité Mémoire* est une vitrine artistique et technologique à ciel ouvert du savoir-faire numérique et de la créativité montréalaise.

Accessible en tout temps et à l'année, *Cité Mémoire*, le parcours (l'application mobile et la plateforme éducative démocratisent l'accès à la culture et à l'histoire.

Plus de 2 millions de personnes ont pu expérimenter *Cité Mémoire* dans l'espace public depuis 2016.

Cité Mémoire a servi à l'accueil de plus de 20 missions étrangères de provenances aussi diverses que la Chine, le Japon, la France, les États-Unis, le Mexique et la Belgique.

Plus de 800 Montréalais ont participé à la réalisation des projets de **Montréal en Histoires**.

375 visages de Montréalais sont projetés chaque soir sur les arbres du bassin Bonsecours du Vieux-Montréal.

Nos projets sont de véritables portes d'entrée numériques sur l'ADN de notre histoire et leur qualité a été maintes fois reconnue.

Prix et distinctions

Prix coup d'Éclat! 2015 : Lauréat du prix Nouveau produit ou activité originale – Attraction ou corporation touristique et d'une bourse d'une valeur de 25 000 $ de la part de Québecor Média à la suite du vote des invités au gala.

communication arts 2015 design and advertising competition & applied arts design awards : Prix remis à Paprika pour le programme d'identité de Montréal en Histoires.

Boomerang 2015 : Nomination pour le prix Créativité technologique.

Grands prix du tourisme canadien : *Cité Mémoire*, finaliste du Prix national pour le tourisme culturel présenté par Parcs Canada.

Grands Prix de la commandite infopresse 2016 : Montréal en Histoires est le lauréat du Grand Prix activation – domaine des arts et de la culture pour son activation avec BMO Groupe financier.

Prix coup d'Éclat! 2016 : Lauréat du prix Nouveau produit ou activité originale – Attraction ou corporation touristique.

Boomerang 2016 : Lauréat du prix « Environnement interactif non-commercial », du « prix Surprise » pour la direction artistique et du Grand Prix Boomerang 2016.

nuMiX 2016 : Finaliste dans la catégorie « Production culturelle – production muséale ».

ulysse 2017 : Lauréat dans la catégorie « Innovation ».

Grands Prix de la commandite infopresse 2017 : Lauréat du « Grand Prix de la meilleure activation – domaine des arts et de la culture» pour son activation avec Molson Coors pour le parcours John Molson.

Prix excellence tourisme 2017 : Lauréat dans la catégorie « Innovation en développement de l'offre, mention attractions touristiques ».

Prix distinction 2018 : Lauréat du prix « Innovation » (présenté par Aéroport de Montréal), pour l'œuvre *Cité Mémoire* dans le Vieux-Montréal.

« La présence de ces projections transforme littéralement le quartier du Vieux-Montréal. Projetées sur de grands murs, dont certains donnent sur des stationnements hideux, les projections ajoutent une poésie certaine à ce quartier qui en a bien besoin. »

- Mario Girard, la Presse, 18 mai 2016

http://www.lapresse.ca/arts/201605/18/01-4982778-cite-memoire-le-vieux-montreal-prend-vie.php

Un parcours urbain unique

PARTAGEZ SUR FACEBOOK PARTAGEZ SUR TWITTER AUTRES



VANESSA GUIMOND

Il aura fallu cinq années de travail acharné pour mettre sur pied *Cité mémoire*, un projet grandiose qui illuminera le Vieux-Montréal dix mois par an, jusqu'en 2019. Cette œuvre, pertinente tant au niveau artistique, culturel, historique que technologique, vous en mettra plein les yeux... et les oreilles.

« Cette œuvre, pertinente tant au niveau artistique, culturel, historique que technologique, vous en mettra plein les yeux... et les oreilles. »

- Vanessa Guimond, le Journal de Montréal, 22 mai 2016

http://www.journaldemontreal.com/2016/05/22/un-parcours-urbain-unique

« À Montréal, avec Cité Mémoire, le passé sort des murs, ruisselle sur les sols, jaillit des ruelles. Les rivières indiennes coulent sur les pavés. Les gratte-ciels défoncent le ciel d'été. Le monde réel est repoétisé. Hier ne déserte plus la rue. Un nouveau langage s'invente. L'émotion gagne. »

- Alexandre Jardin

Publié le 14 juin 2018 à 09h18 | Mis à jour le 14 juin 2018 à 09h18

Cité Mémoire transposée à Paris



Depuis trois ans, les tableaux de Cité Mémoire illuminent certains lieux de Montréal.
PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

« Les concepteurs québécois de Cité Mémoire, cette allégorie historique en plusieurs tableaux projetés dans le Vieux-Montréal, transportent leur créativité et leur savoir-faire à Paris. »

- Mario Girard, la Presse, 14 juin 2018

http://www.lapresse.ca/arts/arts-visuels/201806/14/01-5185746-cite-memoire-transposee-a-paris.php

Cité Mémoire : une rencontre touchante entre l'art et l'histoire

Publié le 14/05/2018 à 00:15

je fais mtl

PAR JE FAIS MTL

SUIVEZ-NOUS

J'aime Suivre



« L'équipe derrière Cité Mémoire peut se targuer de faire rayonner Montréal et ses talents un peu partout sur la planète. En effet, la créativité des gens d'ici a attiré l'attention de grandes villes comme Paris et Chicago, qui songent maintenant à élaborer des projets similaires. »

- Je fais Mtl, les affaires, 14 mai 2018

https://www.lesaffaires.com/dossiers-partenaires/dix-projets-coups-de-coeur-qui-font-montreal/cite-memoire-une-rencontre-touchante-entre-art-et-histoire/602572

ICI grand montréal

DE RÉGIONS

ACCUEIL ARTS

Cité Mémoire, un hommage tout en émotion pour Montréal

Publié le mercredi 18 mai 2016 à 17 h 00
Mis à jour le 18 mai 2016 à 19 h 40



« La poésie de l'œuvre émerveillera sans aucun doute chacun des visiteurs. »

- valérie-Micaela Bain, ici radio-canada, 18 mai 2016

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/782324/cite-memoire-multimedia-vieux-port-montreal

« Montréal en Histoires a conçu des bornes de réalités virtuelles innovantes et uniques; une première en Amérique du Nord! »

- l'initiative, 16 août 2017

https://linitiative.ca/montral-en-histoires-innove-encore/

« Cité Mémoire : L'émerveillement continu au Fairmont»
« Dans la salle Agora, les visiteurs pourront admirer deux œuvres d'une esthétique époustouflante »

- Échos Montréal, 20 octobre 2017

http://echosmontreal.com/cite-memoire-lemerveillement-continu-fairmont/

« Dans tout l'hôtel, les designers ont décidé de mettre en valeur environ 70 œuvres d'art, conçues par des artistes d'ici, en imaginant un parcours artistique. L'art numérique sera même à l'honneur à travers une projection de Montréal en histoires. »

- Journal Metro, 31 août 2017

http://journalmetro.com/actualites/montreal/1191267/lhotel-fairmount-le-reine-elizabeth-souvre-vers-la-ville/

revUe de presse

1170 PEEL, BUREAU 800, MONTREAL (QUEBEC) H3B 4P2 T 514 878 5200 F 514 878 5299

Budget

CITÉ MÉMOIRE 2019-2020-2021

Revenus

Ville de Montréal	450 000,00 $
Mamot-Firm	500 000,00 $
Tourisme Montréal	100 000,00 $
Sdc centre-ville	50 000,00 $
SDc vieux-Montréal	30 000,00 $
Bmo	400 000,00 $
autres commandites	100 000,00 $
Revenus autonomes	120 000,00 $
total	**1 750 000,00 $**

Dépenses

salaires-ressources humaines	500 000,00 $
Bureau	280 000,00 $
Producteur délégué	182 500,00 $
Application Mobile	20 000,00 $
site Web	5 000,00 $
Promo et mise en marché	222 500,00 $
Électricité	150 000,00 $
changement lampes & entretien	320 000,00 $
signalétique-entretien	10 000,00 $
communications	10 000,00 $
contingences	50 000,00 $
total	**1 750 000,00 $**



Montréal en Histoires 420
rue McGill, bur 401
Montréal, Qc
H2Y 2G1
t 514 666 1861

Martin Laviolette
Directeur général
c 514 994 0125
514 666 1861 #212
mlaviolette@montrealenhistoires.com

Georges Fournier
Directeur administratif
c 514 561-3321
gfournier@montrealenhistoires.com

Martin BundocK
Chargé de projets
514 949 8079
514 666 1861 #225
mbundock@montrealenhistoires.com

MONTRÉAL EN HISTOIRES

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION RÉGULIÈRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE MONTRÉAL EN HISTOIRES TENUE LE 17 DÉCEMBRE 2018 À 17h00

5 : Demande de financement à la Ville de Montréal pour les opérations de Cité Mémoire 2019

Il est résolu à l'unanimité d'autoriser Georges Coulombe, président du conseil d'administration à signer tous documents et représenter la corporation Montréal en Histoires concernant la demande de financement pour les opérations de Cité Mémoire pour l'année 2019 au montant de 450 000$ qui a été déposée au Service de la Culture de la Ville de Montréal dans le courant de l'automne 2018.

Proposé par Pierre Lalande
Appuyé par Philippe Turp

Copie certifiée conforme
Le 18 février 2019

Guy Banville
Administrateur

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous** ».

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191103001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver un projet de convention visant à accorder un soutien financier non récurrent, au montant de 450 000 $, à l'organisme Montréal en Histoires pour supporter les coûts d'opération de l'événement Cité Mémoire en 2019.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1191103001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget

Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Francine LEBOEUF
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-Chef d'équipe
Tél : 514 872-0985
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 30.01

2019/03/25 13:00

(1)

Dossier # : 1187596003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal

CONSIDÉRANT la résolution CA15 16 0188 où l'arrondissement a donné son accord de principe pour que le lot 1 351 629 soit réservé en vue d'une vente ultérieure à la Coopérative de solidarité Le Suroit pour la réalisation de logements sociaux et communautaires;
CONSIDÉRANT les résolutions CA15 16 0188 et CA15 16 0369 demandant au conseil municipal d'autoriser le versement d'une partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est et nord-ouest, dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc linéaire de type passage public;

CONSIDÉRANT la résolution CA16 16 0322 qui édictait les conditions pour l'étude du projet de la Coopérative Le Suroit;

CONSIDÉRANT la résolution CA18 16 004 qui mandatait l'administration à définir un nouveau projet sur la totalité du terrain de la Ville;

CONSIDÉRANT que la Coopérative de solidarité Le Suroit a déposé en novembre 2018 un projet de 48 logements comprenant une cour arrière d'une profondeur entre 7,69 et 8,16 m de profondeur et constituée d'une bande verte le long de la ligne arrière. ;

CONSIDÉRANT que le projet respecte les conditions énoncées dans les résolutions CA16 16 0322 et CA18 16 004**;**

Je recommande :

DE DEMANDER AU CONSEIL MUNICIPAL de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-08 15:52

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Outremont
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 février 2019	Résolution: CA19 16 0062

DEMANDER AU CONSEIL MUNICIPAL DE RETIRER LA PARTIE DU LOT 1 351 629 DU CADASTRE DU QUÉBEC, D'UNE LARGEUR DE 8,50 MÈTRES LE LONG DE SES LIMITES NORD-EST, DU REGISTRE DU DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE MONTRÉAL

CONSIDÉRANT la résolution CA15 16 0188 où l'arrondissement a donné son accord de principe pour que le lot 1 351 629 soit réservé en vue d'une vente ultérieure à la Coopérative de solidarité Le Suroit pour la réalisation de logements sociaux et communautaires;

CONSIDÉRANT les résolutions CA15 16 0188 et CA15 16 0369 demandant au conseil municipal d'autoriser le versement d'une partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est et nord-ouest, dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc linéaire de type passage public;

CONSIDÉRANT la résolution CA16 16 0322 qui édictait les conditions pour l'étude du projet de la Coopérative Le Suroit;

CONSIDÉRANT la résolution CA18 16 004 qui mandatait l'administration à définir un nouveau projet sur la totalité du terrain de la Ville;

CONSIDÉRANT QUE la Coopérative de solidarité Le Suroit a déposé en novembre 2018 un projet de 48 logements comprenant une cour arrière d'une profondeur entre 7,69 et 8,16 m de profondeur et constituée d'une bande verte le long de la ligne arrière. ;

CONSIDÉRANT QUE le projet respecte les conditions énoncées dans les résolutions CA16 16 0322 et CA18 16 004;

Il est proposé par Mindy Pollak

appuyé par Fanny Magini

DE DEMANDER AU CONSEIL MUNICIPAL de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal.

VOTE

VOTENT EN FAVEUR:	Philipe Tomlinson, Valérie Patreau, Fanny Magini, Mindy Pollak
VOTE CONTRE:	Jean-Marc Corbeil

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ.

47.05 1187596003

Philipe TOMLINSON
_____
Maire de l'arrondissement

Marie-France PAQUET
_____
Secrétaire de l'arrondissement

Signée électroniquement le 7 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1187596003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel vise à retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal.
Le 20 décembre 2016, à la demande du conseil d'arrondissement d'Outremont, le conseil municipal avait autorisé le versement de cette partie de lot dans le domaine public de la Ville de Montréal, à des fins de passage public.

Le 15 janvier 2018, le conseil d'arrondissement d'Outremont adoptait une résolution mandatant l'administration à "définir un nouveau projet [de logements sociaux et communautaires] sur la totalité du terrain de la Ville, incluant le nouveau cadastre de 8,5 mètres".

La Coopérative de solidarité Le Suroit a déposé en novembre 2018 une demande de permis afin de construire un bâtiment de 48 logements sociaux et communautaires sur l'ensemble du lot 1 351 629 (955, avenue Outremont).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François LUSIGNAN
conseiller(ere) en amenagement

514 872-1594
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1187596003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal

CONSIDÉRANT la résolution CA15 16 0188 où l'arrondissement a donné son accord de principe pour que le lot 1 351 629 soit réservé en vue d'une vente ultérieure à la Coopérative de solidarité Le Suroit pour la réalisation de logements sociaux et communautaires;
CONSIDÉRANT les résolutions CA15 16 0188 et CA15 16 0369 demandant au conseil municipal d'autoriser le versement d'une partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est et nord-ouest, dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc linéaire de type passage public;

CONSIDÉRANT la résolution CA16 16 0322 qui édictait les conditions pour l'étude du projet de la Coopérative Le Suroit;

CONSIDÉRANT la résolution CA18 16 004 qui mandatait l'administration à définir un nouveau projet sur la totalité du terrain de la Ville;

CONSIDÉRANT que la Coopérative de solidarité Le Suroit a déposé en novembre 2018 un projet de 48 logements comprenant une cour arrière d'une profondeur entre 7,69 et 8,16 m de profondeur et constituée d'une bande verte le long de la ligne arrière. ;

CONSIDÉRANT que le projet respecte les conditions énoncées dans les résolutions CA16 16 0322 et CA18 16 004**;**

Je recommande :

DE DEMANDER AU CONSEIL MUNICIPAL de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal.

Signé par	Marie-Claude LEBLANC	**Le**	2019-01-31 08:43

Signataire : Marie-Claude LEBLANC

_____

Directrice d'arrondissement
Outremont , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187596003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil municipal de retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le 20 décembre 2016, à la demande du conseil d'arrondissement d'Outremont, le conseil municipal autorisait le versement dans le domaine public de la Ville de Montréal, à des fins de passage public, une partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est.
Le 15 janvier 2018, le conseil d'arrondissement d'Outremont adoptait une résolution mandatant l'administration à "définir un nouveau projet [de logements sociaux et communautaires] sur la totalité du terrain de la Ville, incluant le nouveau cadastre de 8,5 mètres".

La Coopérative de solidarité Le Suroit a déposé en novembre 2018 une demande de permis afin de construire un bâtiment de 48 logements sociaux et communautaires sur le lot 1 351 629 (955, avenue Outremont).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 16 0113 [3 mars 2014] : Demander à l'administration de procéder à l'aménagement d'un espace vert entre les avenues Outremont et Champagneur (en arrière du 950 Champagneur) qui irait rejoindre le futur parc linéaire.
CA15 16 0188 [1 juin 2015] : Demander au conseil municipal d'autoriser le versement d'une partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est et nord-ouest, dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc linéaire de type passage public.

CA15 16 0369 [2 novembre 2015] : Demander au conseil municipal d'autoriser le versement d'une partie du lot 1 351 629 dans le domaine public de la Ville de Montréal à des fins de parc linéaire de type passage public.

CA16 16 0332 [6 septembre 2016] : Conditions pour l'étude du projet révisé de la Coopérative de solidatité Le Suroit.

CM16 1456 [20 décembre 2016] : Autoriser le versement dans le domaine public de la Ville de Montréal, à des fins de passage public, une partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, dans l'arrondissement d'Outremont.

CE17 0385 [9 février 2017] : Engagement à recommander aux instances décisionnelles compétentes de la Ville, la vente d'un terrain municipal situé à l'angle des avenues Manseau et Outremont, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 646 mètres carrés, en faveur de la Coopérative de solidarité Le Suroît de Montréal, pour la réalisation d'un projet de logements sociaux et communautaires, le tout sous réserve du respect de toutes les exigences prescrites par le programme AccèsLogis et de la Politique de vente des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires de la Ville.

CA18 16 004 [15 janvier 2018] : Donner un mandat à l'administration de procéder avec les nouvelles orientations suivantes soit : "définir un nouveau projet sur la totalité du terrain de la Ville, incluant le nouveau cadastre de 8,5 mètres". Déposer à un prochain conseil un sommaire décisionnel afin de donner suite à cette nouvelle orientation.

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à retirer la partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec, d'une largeur de 8,50 mètres le long de ses limites nord-est, du registre du domaine public de la Ville de Montréal.
Le projet déposé par la Coopérative de solidarité Le Suroit comprend une cour arrière d'une profondeur entre 7,69 et 8,16 m de profondeur et constituée d'une bande verte le long de la ligne arrière.

L'ensemble du lot 1 351 629 sera ensuite vendu par la Ville de Montréal à l'organisme.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) est favorable au retrait de cette partie du lot 1 351 629 du cadastre du Québec du registre du domaine public de la Ville de Montréal en considérant:
Ø Qu'une demande de permis a été déposée pour la réalisation d'un projet de logements sociaux et communautaires sur la totalité du terrain;
Ø Que la profondeur de la cour arrière a été bonifiée et comprend une bande verte le long de la ligne arrière;
Ø Que ce projet respecte la résolution CA18 16 004.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Non applicable.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de logements sociaux et communautaires se trouve à l'intérieur du site Outremont et ses abords (maintenant appelé "MIL Montréal"), le premier projet retenu comme « projet

phare d’aménagement » dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (*Montréal durable 2016-2020*).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption d'une résolution par le conseil municipal : 25 mars 2019
- Vente par la Ville de Montréal du lot 1 351 629 à la Coopérative de solidarité Le Suroit : automne 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 24 janvier 2019
Isabelle LUSSIER, 17 janvier 2019
Daniel BROUSSEAU, 17 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François LUSIGNAN
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-14

René GIRARD
Directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine

Tél : 514-872-1594
Télécop. :

Tél : 514 495-6235
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

René GIRARD
Directeur de l'aménagement urbain et du patrimoine
Tél : 514 495-6235
Approuvé le : 2019-01-31

Système d'information géographique et spatiale

Bande de 8,5 mètres

Lot 1 351 629

5 273 842
S: 4 782,3

5 273 843
S: 431,4

5 273 841
voie Non-nommée
S: 1 626,7

5 828 991
S: 990,5

5 828 992

P1_35349

P1_35273

P3_35350

P5_40261

1 351 629
S: 2 204,9

1 351 625
S: 2 002

1 351 779
S: 741,2

1 351 778
S: 188,7

1 351 777
S: 188,7

1 351 776
S: 188,0

1 351 775
S: 180,2

1 513 070

1 355 040
S: 1 254,4

#960

#1265-71

#1277-81

#1283-87

#1289-93

#1295-99

#1350-54

#1356-60

#1362-66

#1368-72

#1376-80

PC-03097

avenue Ducharme

avenue Champagneur

avenue Manseau

avenue Outremont

JMap

0 5 10 15 m

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.02

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1196354001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Planification des investissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville.

Il est recommandé:

- d'accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-06 11:27

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196354001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Planification des investissements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accepter, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des réseaux d'eau (DRE) poursuit, via son programme d'intervention dans les réseaux, sa stratégie de gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ces interventions contribuent à améliorer les infrastructures collectives, et ce, afin d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués au maintien des réseaux d'eau témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer le service offert aux citoyens en offrant une eau potable de qualité irréprochable assurant ainsi la sécurité de la ressource et par le fait même, la santé et la qualité de vie des citoyens.
Le dernier bilan de condition des réseaux d'eau de la Ville de Montréal, réalisé dans le cadre du plan d'intervention des réseaux d'eau potable, d'égouts et de voirie 2016, montre une proportion importante des réseaux d'eau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer le niveau de service offert par ces réseaux, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

L'apport des arrondissements dans la mise en œuvre des travaux requis est donc souhaitable afin d'accroître le niveau de réalisation des projets et contribuer à la résorption du déficit d'investissement accumulé. Le présent dossier porte sur l'acceptation des offres de service émanant d'un conseil d'arrondissement de prendre en charge la réalisation d'un projet de renouvellement des conduites d'aqueduc et/ou d'égouts des réseaux secondaires de la Ville, et ce, pour une réalisation des travaux durant la période de 2019-2021. La période de trois ans exigée tient compte du fait que plusieurs projets s'échelonnent sur une période de plus d'un an en raison d'autorisations requises pour exécuter les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0523 - 24 avril 2018 - Accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

DESCRIPTION

La prise en charge de la réalisation d'un projet par un arrondissement peut comprendre la conception du projet, la sollicitation des marchés, l'octroi de contrat ainsi que la réalisation et la surveillance des travaux. Le Service de l'eau conserve la responsabilité d'autoriser la conception ou la réalisation des réseaux proposés et d'assurer le financement de ces projets incluant le coût des services professionnels externes.
Le processus se détaille ainsi:

- en premier lieu, le conseil d'arrondissement devra offrir au conseil de la Ville de prendre en charge la réalisation des projets qu'il propose sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, tel que spécifié à l'article 85 de la Charte :

> **85.** Le conseil de la ville peut, aux conditions qu'il détermine, fournir à un conseil d'arrondissement un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil de la ville prend effet à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services.
> Un conseil d'arrondissement peut, aux conditions qu'il détermine, fournir au conseil de la ville un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil d'arrondissement prend effet à compter de l'adoption par le conseil de la ville d'une résolution acceptant la fourniture de services.

- en second lieu, l'arrondissement devra obligatoirement obtenir de la direction de la DRE, l'autorisation de procéder aux appels d'offres. Cette exigence est requise de façon à permettre à la ville centre d'exercer son droit de regard sur les projets visés, de témoigner de l'accord du Service de l'eau quant aux travaux proposés et de préciser toutes les conditions et exigences de la ville centre en lien avec la réalisation du projet par l'arrondissement. Les conditions établies par le Service de l'eau en lien avec la réalisation des dits projets devront obligatoirement être respectées par l'arrondissement.

Finalement, l'arrondissement devra procéder avec un sommaire décisionnel d'octroi de contrat de réalisation des projets dans lequel il devra inclure le Service de l'eau comme partie prenante et le Service des finances pour l'imputation des dépenses.

Les conditions et exigences de la ville centre comprennent les modalités suivantes :

- la coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- l'arrondissement s'assurera d'obtenir l'approbation par le Service de l'eau des plans et devis réalisés;
- l'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- l'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement du projet, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- l'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé du projet et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire;
- l'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les

crédits;
- l'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement de manière à permettre la reddition de compte exigée dans le cadre des programmes de subvention.

En réponse à l'offre de l'arrondissement et afin de rendre la prise en charge des projets possible, le Service de l'eau devra collaborer et fournir le support nécessaire à la réalisation des projets.

JUSTIFICATION

Les réseaux d'eau de la Ville de Montréal affichent une condition avancée de dégradation et la contribution des arrondissements est souhaitable pour accroître le taux de réalisation des travaux et atteindre les objectifs de résorption du déficit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux visant à améliorer la condition des réseaux d'eau secondaires, le coût des services professionnels externes et des travaux sont entièrement assumés par la ville centre. Les budgets requis à cet effet sont prévus au PTI 2019-2021 du Service de l'eau. Les coûts de main-d'oeuvre interne et autres dépenses accessoires hors des contrats sont assumés par les arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision favorable permettra aux arrondissements de contribuer à l'amélioration de la condition des réseaux d'eau secondaires et optimisera l'efficacité de notre stratégie de résorption du déficit par l'intégration des travaux d'eau et ceux de voirie déjà prise en charge par les arrondissements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil municipal : Mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Normand HACHEY
Chef de division

Tél : 514 872-3495
Télécop. : 514 872-7273

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

Normand HACHEY
Chef de division

Tél : 514 872-3495
Télécop. : 514 872-7273

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-02-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.03

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1198219001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage

Il est recommandé de :
Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre -service sans ancrage.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-04 10:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198219001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage

CONTENU

CONTEXTE

Les services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (VNILSSA) se développent de plus en plus dans différentes villes à travers le monde. Ces services proposent d'utiliser un vélo ou une trottinette, avec ou sans assistance électrique, pour effectuer un trajet, généralement tarifé à la minute ou à la demi-heure, puis de le stationner sur le domaine public sans ancrage ou en utilisant un support à vélo lorsque le véhicule est muni d'un dispositif d'attache intégré.
Plusieurs fournisseurs ont signifié leur intention d'implanter un tel service à Montréal dès le printemps 2019.

Pour l'instant, la circulation des trottinettes électriques comme celles utilisées pour les services de VNILSSA est interdite sur les chemins publics. Toutefois, le ministre des Transports a signifié son intention de prendre un arrêté ministériel au printemps 2019 afin d'autoriser leur circulation dans le cadre d'un projet-pilote.

L'administration municipale a défini trois principes directeurs pour répondre à l'arrivée de ces nouveaux services de mobilité :
1. Assurer une place pour ces nouveaux services dans l'offre de transports montréalaise;
2. Régir l'occupation du domaine public de manière à éviter son encombrement;
3. Responsabiliser les exploitants pour la gestion de leur parc de véhicules.

Considérant qu'un nouvel arrêté du ministre des Transports permettra dès le printemps 2019 la circulation des trottinettes électriques sur les chemins publics dans le cadre d'un projet pilote sur les services de VNILSSA; considérant l'intérêt déclaré de plusieurs fournisseurs de déployer un parc de trottinettes et de vélos en libre-service sans ancrage sur le territoire de Montréal au printemps 2019; et considérant que l'administration municipale veut soutenir les nouvelles formes de mobilité tout en évitant l'encombrement du domaine public, le présent sommaire a pour but de recommander l'adoption d'une résolution déclarant, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage. Cette déclaration de compétence permettra au conseil de la ville d'adopter le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés

en libre-service sans ancrage.

Pour régir ces nouveaux services de mobilité, 4 étapes sont donc nécessaires:
1. Une déclaration de compétence du conseil de la ville quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de VNILSSA (présent sommaire);
2. Un Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (dossier décisionnel 1188219001);
3. Un Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (dossier décisionnel 1188219001);
4. Une résolution du conseil de la ville acceptant l'offre du conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la délivrance des permis d'exploitation d'un service de VNILSSA (dossier décisionnel 1198219002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Considérant l'arrivée prochaine de nouveaux services de mobilité sur le territoire de Montréal, il est proposé que le conseil de la ville se déclare compétent quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage.
Cette déclaration de compétence nécessite ensuite l'adoption du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage. Ce règlement contient des dispositions relatives aux conditions d'exploitation d'un tel service et au stationnement des véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (dossier décisionnel 1188219001).

À court terme, il est recommandé que la délivrance des permis d'exploitation soit assurée par le Bureau Accès Montréal de l'arrondissement de Ville-Marie (sommaire 1198219002). À moyen terme (3 ans), il est recommandé que le conseil de la ville confie la délivrance des permis d'exploitation à la nouvelle Agence de mobilité durable.

JUSTIFICATION

Il est recommandé de déclarer le conseil de la ville compétent quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage jusqu'au 15 avril 2021 de manière à permettre le déploiement, le suivi et l'évaluation des services de VNILSSA, puis d'adapter la réglementation en conséquence.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les revenus générés par l'émission de permis d'exploitation serviront à couvrir les dépenses engagées par le Bureau Accès Montréal de l'arrondissement Ville-Marie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La déclaration de compétence vise à mettre en place le cadre réglementaire approprié pour favoriser la progression et l'utilisation des services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage. Le développement de ces services contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre en diminuant l'utilisation de la voiture personnelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il s'avère important de déclarer le conseil de la ville compétent quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de VNILSSA afin d'encadrer de façon appropriée ces nouveaux services de mobilité. Si le conseil de ville ne se déclare pas compétent en la matière, ces nouveaux services de mobilité ne pourront pas se déployer de façon uniforme et cohérente sur le domaine public. Considérant qu'aucun règlement d'arrondissement ne vient régir l'occupation du domaine public aux fins d'exploitation d'un service de VNILSSA, les risques d'encombrement de ce dernier sont élevés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée en collaboration avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications dans le cadre de l'adoption du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil de la ville du 25 mars 2019 :

- Résolution déclarant, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- Avis de motion pour le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- Avis de motion pour le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

Conseil de la ville du 15 avril 2019:

- Adoption du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019);
- Résolution acceptant l'offre du conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec de prendre en charge la délivrance des permis d'exploitation d'un service de véhicule non immatriculé en libre-service sans ancrage.

Publication des règlements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain DUFORT, Direction générale
Corinne ANDRIEU, Ville-Marie
Nathalie ARÈS, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Marc LABELLE, Ville-Marie
Isabelle ROUGIER, Ville-Marie

Lecture :

Isabelle ROUGIER, 28 février 2019
Nathalie ARÈS, 28 février 2019
Corinne ANDRIEU, 26 février 2019
Alain DUFORT, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic BOUCHARD
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-6145
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-03-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198219001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Déclarer, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), puisqu'il en va de l'intérêt général de la ville, le conseil de la ville peut se déclarer compétent quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage.

Puisque la résolution propose une déclaration de compétence pour une période n'excédant pas deux ans, la résolution doit être approuvée à la majorité absolue des voix des membres du conseil.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Annie GERBEAU
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transaction financière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 30.04

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1197579004

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2019

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2019 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Diagnostic du loisir public montréalais;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) (mandat du conseil municipal à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation de tenir une consultation publique conformément à l'article 125 de la LAU);

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Élaboration d'une Politique de reconnaissance des organismes communautaires à Montréal;

- Suivi de l'étude sur la gestion de la diversité religieuse;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Étude du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal;

- Lutte contre les changements climatiques, bonnes pratiques et outils d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES);

- Interdiction des bouteilles d'eau de plastique à usage unique à la Ville de Montréal et élaboration d'une Stratégie de réduction du plastique sur le territoire de la métropole (CM18 0709).

- Motion de l'opposition officielle de l'interdiction du chauffage au mazout à Montréal (CM18 1177);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

- De concert avec le BIG, revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115);

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018;

- Programme triennal d'immobilisations 2020-2022;

- Consultations prébudgétaires 2020;

- Budgets de fonctionnement 2020;

- Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634);

- Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290);

Commission sur l'inspecteur général

- Étude des rapports de l'inspecteur général;

Commission de la présidence du conseil

- Période de question du public au conseil municipal ;

- Scrutin préférentiel ontarien de 2018 et relation entre le taux de participation aux élections municipales québécoises et le choix d'un autre jour de vote que le dimanche (CM18 0557);

- Interdire les applaudissements lors de la période de questions des élus et des citoyens au conseil municipal de Montréal / article 46 et attribution des droits de paroles (CM18 1395).

Commission sur le transport et les travaux publics

- Facteurs facilitant et freins à la diminution de l'utilisation et de la possession de véhicules personnels à Montréal.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-03-19 09:47

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197579004**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2019

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 2 du Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), les commissions permanentes doivent, chaque année, dresser un programme d'activités qu'elles présentent au conseil municipal pour approbation.
Le programme d'activités de chaque commission pour l'année 2019 est présenté à la rubrique *Description* .

Il est utile de préciser qu'outre les sujets de consultation publique mentionnés, des mandats ponctuels déjà donnés par les instances décisionnelles ont été intégrés dans la programmation et ce, afin d'illustrer plus fidèlement la charge de travail actuelle des différentes commissions permanentes. D'autres sujets peuvent également être abordés dans le cadre de séances de travail en cours d'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2019 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Diagnostic du loisir public montréalais;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l’évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l’économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) (mandat du conseil municipal à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation de tenir une consultation publique conformément à l'article 125 de la LAU);

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Élaboration d'une Politique de reconnaissance des organismes communautaires à Montréal;

- Suivi de l'étude sur la gestion de la diversité religieuse;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Étude du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal;

- Lutte contre les changements climatiques, bonnes pratiques et outils d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES);

- Interdiction des bouteilles d'eau de plastique à usage unique à la Ville de Montréal et élaboration d'une Stratégie de réduction du plastique sur le territoire de la métropole (CM18 0709).

- Motion de l'opposition officielle de l'interdiction du chauffage au mazout à Montréal (CM18 1177);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

- De concert avec le BIG, revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115);

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018;

- Programme triennal d'immobilisations 2020-2022;

- Consultations prébudgétaires 2020;

- Budgets de fonctionnement 2020;

- Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634);

- Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290);

Commission sur l'inspecteur général

- Étude des rapports de l’inspecteur général;

Commission de la présidence du conseil

- Période de question du public au conseil municipal ;

- Scrutin préférentiel ontarien de 2018 et relation entre le taux de participation aux élections municipales québécoises et le choix d’un autre jour de vote que le dimanche (CM18 0557);

- Interdire les applaudissements lors de la période de questions des élus et des citoyens au conseil municipal de Montréal / article 46 et attribution des droits de paroles (CM18 1395).

Commission sur le transport et les travaux publics

- Facteurs facilitant et freins à la diminution de l'utilisation et de la possession de véhicules personnels à Montréal.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sujets inscrits au programme d'activités sont diffusés, en prévision de chaque consultation publique, sur le site Internet des commissions permanentes à l'adresse suivante: ville.montreal.qc.ca/commissions ainsi que via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkrim AIT ABDAIM
Secrétaire de direction

Tél : 514-872 3007
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-18

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-03-19

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197235002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 300 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs.

Il est recommandé :
1. D'adopter le règlement autorisant un emprunt de 50 300 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 09:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197235002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 300 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs.

CONTENU

CONTEXTE

Le 24 novembre 2014, la Ville a adopté sa Politique du sport et de l'activité physique. La Ville doit plus que jamais développer l'offre de services à la population montréalaise en sport et en activité physique et rendre ses installations sportives sécuritaires, efficientes et attrayantes pour les usagers. Ainsi, plusieurs projets sont prévus au PTI 2019-2021 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) pour l'amélioration des équipements sportifs.
Parmi eux la construction d'un nouveau bâtiment pour le centre récréatif Gadbois (CRG), situé sur le territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest et l'aménagement d'un terrain extérieur de soccer-football synthétique au Complexe sportif Marie-Victorin (CSMV), situé à cheval sur les territoires des arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

1. Le CRG : Équipement sportif qui figure parmi les plus importants centres sportifs de Montréal avec une superficie de 20 608 m^2, construit par phase de 1960 à 1980. Sa vocation locale et supra locale lui permet d'accueillir les résidents du Sud-Ouest ainsi que l'ensemble des Montréalaises et Montréalais.

La reconstruction de l'échangeur Turcot a plusieurs incidences sur le paysage de l'arrondissement du Sud-Ouest. La Ville de Montréal a pris le parti de profiter de cette occasion pour revoir le réaménagement du pôle Gadbois autour du CRG. Les défis sont nombreux, mais à terme, le projet du pôle Gadbois créera un aménagement urbain de grande qualité, consolidant ainsi l'attrait du CRG.

Dans ce contexte, la modernisation du CRG est une condition sine qua none de réussite du projet, maintes fois mentionnée lors de la consultation publique pour le Plan de développement urbain, économique et social (PDUES 2016-2018) pour la revitalisation des quartiers autour de l'échangeur Turcot. Par conséquent, la Ville a engagé en 2018 une

réflexion sur la faisabilité de plusieurs scénarios visant la modernisation du CRG, allant de la rénovation majeure à une éventuelle reconstruction partielle sur le site.

2. Le CSMV: En 2010, un centre sportif a été construit sur un terrain appartenant au Collège d'enseignement général et professionnel Marie-Victorin, situé au 7000, boulevard Maurice-Duplessis, dans les arrondissements de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles. Le centre comprend notamment des terrains de soccer intérieurs, un gymnase double, des salles polyvalentes, un centre d'entraînement, un comptoir restaurant et une boutique d'article de sports.

En 2016, la Ville fait l'acquisition de tous les droits détenus relatifs à ce centre et un droit d'usufruit d'une durée de 30 ans sur des terrains extérieurs. Lors de cette entente d'usufruit, la Ville de Montréal s'est engagée à aménager un terrain extérieur de soccer-football en revêtement synthétique éclairé au CSMV. Cet aménagement doit être complété au plus tard le 31 décembre 2019. Les travaux liés à l'infrastructure du terrain sont en cours de réalisation et ceux-ci sont financés via le règlement d'emprunt 17-050. Un appel d'offres pour l'installation du revêtement synthétique sera lancé sous peu. Les travaux seront finalisés à la fin de l'été, ce qui permettra à la Ville de respecter l'échéance du 31 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403	28 novembre 2018	Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)
CM18 0839	18 juin 2018	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 6 400 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal (17-050) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 7 950 000 $.
CM17 0493	25 avril 2017	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 6 400 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs relevant de la compétence du conseil de la Ville de Montréal.
CM16 1076	26 septembre 2016	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquiert du Centre d'activités physiques et communautaires de l'Est (CAPCE) les droits détenus dans une emphytéose, pour la somme de 18 500 000 $ et obtenir un droit d'usufruit en faveur de la Ville pour une durée de 30 années.
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014.

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un projet de règlement d'emprunt de 50 300 000 $ afin de financer des travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs.

JUSTIFICATION

1. CRG: En raison du degré de vétusté, des travaux majeurs sont nécessaires afin de :

- Assurer une cohérence entre l'aménagement du pôle Gadbois, la mise aux normes des arénas et les aménagements intérieurs du CRG et renforcer l'intégration entre les trois projets;
- Mettre définitivement un frein au vieillissement des installations du CRG;
- Offrir des lieux sécuritaires, fonctionnels, conformes aux règlements et politiques en vigueur et universellement accessibles;
- Répondre adéquatement aux besoins des clientèles récréatives, sportives et compétitives;
- Permettre aux citoyens d'accéder à un lieu attrayant de pratique sportive, adéquatement équipé et stimulant.

2. CSMV : L'aménagement d'un terrain synthétique est une des conditions de la Ville associée à l'usufruit consenti à la Ville par le Cégep Marie-Victorin pour l'ensemble des terrains extérieurs. Les vérifications diligentes réalisées dans le cadre de l'acquisition du Complexe Marie-Victorin par la Ville, ont permis de constater que des travaux de mise aux normes étaient nécessaires.

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SGPMRS d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de ces projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre des projets susmentionnés et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2019-2021, l'adoption d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 50 300 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
Le budget accordé aux projets de développement d'installations sportives se chiffre à 67 500 000 $, toutefois la somme de 2 200 000 $ consentie pour les années 2019 et 2020 au PTI 2018-2020 est déjà incluse au règlement d'emprunt 17-050. Un règlement distinct sera adopté pour les autres projets prévus au PTI 2019-2021.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2019-2021:

Budget autorisé	2019	2020	2021
38370 Projets de développement d'installations sportives	19 640 000 $	22 860 000 $	25 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation des projets identifiés aura un impact positif sur la qualité et l'attractivité de ces deux équipements sportifs, lesquels sont parmi les plus achalandés de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le conseil municipal : 25 mars 2019

- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 15 avril 2019
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : mai - juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-18

Christine LAGADEC
C/d orientations, événements, équipements, pratique sportive

Tél : 514-872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc DENIS
Directeur des sports
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2019-02-21

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514-872-1456
Approuvé le : 2019-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197235002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 300 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1197235002 - Développement d'équipements sportifs VF.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 50 300 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX DE RÉFECTION ET D'AMÉLIORATION D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 50 300 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration d'équipements sportifs tels que le Complexe récréatif Gadbois et le terrain sportif extérieur du Complexe sportif Marie-Victorin.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1197235002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197235002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 300 000 $ pour le financement de travaux de réfection et d'amélioration des équipements sportifs.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187235002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances
Conseil et soutien financier - Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.02

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190643002

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de mettre en oeuvre la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27).

Il est proposé:
D'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de mettre en oeuvre la Loi favorisant la surveillances des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-22 15:10

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190643002**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division du droit public et de la législation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de mettre en oeuvre la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27).

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er décembre 2017, le gouvernement du Québec adoptait la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27) (Loi). Notamment, cette Loi institue l'Autorité des marchés publics chargée de surveiller l'ensemble des contrats des organismes publics, incluant les organismes municipaux et d'appliquer les dispositions de la Loi sur les contrats des organismes publics concernant l'inadmissibilité aux contrats publics, l'autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public ou d'un sous-contrat public et les rapports de rendement des contractants relativement à l'exécution d'un contrat. Pour la Ville de Montréal, c'est le Bureau de l'Inspecteur général qui exercera la majeure partie des pouvoirs confiés à l'Autorité eu égard à l'examen de la conformité du processus d'adjudication, d'attribution ou d'exécution d'un contrat.
Les contrats visés par cette Loi sont les contrats pour l'exécution de travaux ou pour la fourniture d'assurance de matériel, de matériaux ou de services comportant une dépense égale ou supérieure au seuil minimal de demande publique de soumissions. À ce jour, ce seuil minimal est établi au montant de 101 100 $.

Cette Loi vient également introduire de nouveaux articles dans la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19) qui impliquent des changements dans les pratiques en matière de sollicitation des marchés. Elle oblige les municipalités à publier un avis d'intention avant de conclure certains contrats de gré à gré et à se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes qui sont formulées dans le cadre de l'adjudication ou de l'attribution d'un contrat. À cet effet, la Ville de Montréal doit, d'ici le 25 mai 2019, se doter d'une telle procédure lui permettant de recevoir et de traiter de façon équitable les plaintes formulées.

La Loi fait donc référence à deux personnes ayant un rôle-clé: le dirigeant et la personne responsable des plaintes. La personne responsable des plaintes est celle qui sera désignée par la municipalité pour recevoir et traiter les plaintes et adopter la procédure en conséquence. À la Ville de Montréal, il est souhaité qu'il y ait qu'une procédure unique et que le seul responsable soit le contrôleur général. À noter que cette désignation ne fait pas l'objet du présent dossier.

Le présent sommaire décisionnel vise la deuxième personne clé prévue dans la Loi, soit le dirigeant, dont le rôle est notamment de recevoir du Bureau de l'Inspecteur général les recommandations de ce dernier concernant le processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, l'exécution d'un contrat ou la gestion contractuelle de l'organisme. Or, en vertu de l'article 33 de la Loi, le dirigeant, lorsqu'il est question d'un organisme municipal, correspond au conseil de celui-ci. Ainsi, à la Ville de Montréal, il y a un dirigeant par instance. Toutefois, il est possible pour chaque conseil de déléguer tout ou partie des fonctions qui lui sont dévolues au comité exécutif ou au directeur général ou, à défaut, à l'employé occupant les plus hautes fonctions de l'organisme.

Ainsi, pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat relevant de la compétence du conseil de la ville, il est recommandé d'adopter un règlement prévoyant la délégation au comité exécutif de toutes les fonctions qui, selon la Loi, sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal. Suivant cette délégation au comité exécutif, ce dernier verra à déléguer, via le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004), ces mêmes fonctions au directeur général. Cette délégation du comité exécutif au directeur général fait l'objet d'un autre sommaire décisionnel (1190643003). À noter que la disposition offrant la possibilité de déléguer la fonction de dirigeant au directeur général est en vigueur depuis le 1er décembre 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter un règlement déléguant au comité exécutif les pouvoirs dévolus au dirigeant par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27), et ce, pour assurer une meilleure fluidité dans le déroulement des mécanismes qui y sont prévus.

JUSTIFICATION

Compte tenu du fait qu'il est possible que les nouveaux mécanismes prévus par la Loi fassent en sorte que les instances municipales soient plus fréquemment interpellées par le Bureau de l'Inspecteur général, l'adoption de ce règlement est nécessaire pour assurer une meilleure fluidité dans le déroulement des opérations. Notamment, l'Inspecteur général pourrait avoir à s'adresser au dirigeant pour convenir d'une période plus longue pour lui permettre d'analyser une plainte, comme le prévoit la Loi. S'il était nécessaire de saisir le conseil de la ville pour obtenir cet accord, le processus contractuel alors en cours serait considérablement retardé.
À cette fin, il est proposé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de mettre en oeuvre la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27). Il est recommandé que ce règlement soit en vigueur au moment où les dispositions concernant le mécanisme de traitement des plaintes entrera en vigueur, soit le 25 mai 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette délégation n'a aucun impact quant à l'imputation des dépenses liées à l'exercice des activités qui y sont liées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les fonctions dévolues par la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27) au dirigeant de l'organisme municipal devront être exercées par le conseil de la ville pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat relevant de sa compétence dans la mesure où aucun règlement de délégation n'est adopté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement et publication du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain BOND, Direction générale
Dean GAUTHIER, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Alain BOND, 22 février 2019
Dean GAUTHIER, 21 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne GÉNÉREUX
Avocat(e) 1

Tél : 514-872-8594
Télécop. : 514 872-1675

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division du Droit contractuel

Tél : 514 872-8323
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2019-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2019-02-22

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AU COMITÉ EXÉCUTIF (03-009)

Vu l'article 33 de la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27);

Vu l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du ....., le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 18°, du paragraphe suivant :

« 19° l'exercice des fonctions qui, selon la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27), sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal à l'égard de tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat. ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 1190643002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.03

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197796004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2019 (remises 2018) des subventions totales non récurrentes de 1 101 115 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 122 346 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

Il est recommandé au comité exécutif :
1- de réserver une somme de 122 346 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement.

Il est recommandé au conseil municipal:

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser des subventions totales non récurrentes de 1 101 115 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-01 15:13

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197796004**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2019 (remises 2018) des subventions totales non récurrentes de 1 101 115 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 122 346 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 décembre 2010, à la suite de l'augmentation des tarifs des parcomètres dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et après des discussions avec les représentants des sociétés de développement commercial (SDC) de ce territoire, l'Administration a proposé de mettre en place un fonds visant essentiellement à permettre le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de cette décision. La proposition vise tout particulièrement les parcomètres sur le réseau artériel qui, de l'avis même des représentants des commerçants, devraient être au même tarif que sur le réseau local pour plus de cohérence considérant que les rues s'entrecroisent.
Conséquemment, le 21 mars 2012, le comité exécutif approuvait la création du fonds de dynamisation des rues commerciales (le « Fonds ») . Cette décision implique que les revenus nets supplémentaires générés à la suite à l'augmentation des tarifs sur le réseau artériel sont versés dans ce fonds servant à la vitalité économique des SDC et des regroupements de gens d'affaires de l'arrondissement.

Le Fonds est subdivisé en trois volets :

· Volet I - Soutien aux SDC
· Volet II - Aménagement du domaine public
· Volet III - Besoins complémentaires

Les sommes sont d'abord versées à la Ville de Montréal par la Société en commandite Stationnement de Montréal, organisme responsable de la perception et de la gestion des parcomètres pour la Ville de Montréal. À chaque début d'année, le calcul de la somme disponible est effectué par le Service des finances sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente.

Par la suite, une partie des revenus générés de l'année précédente par les parcomètres du réseau artériel peut être versée aux SDC et aux associations de commerçants de

l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

En effet, en vertu de l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), un conseil municipal peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux SDC des subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la SDC prévus à leur budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement. Depuis 2012, suite à une modification réglementaire, le conseil municipal de Montréal est en mesure de verser des subventions financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales aux organismes concernés.

Aussi, depuis 2014, en vertu de l'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal assume la gestion du volet III (Besoins complémentaires), soit la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants.

Quant au volet II (Aménagement du domaine public) il n'est pas financé afin de maximiser les sommes disponibles pour les volets I et III destinés aux interventions directes des SDC et des associations de commerçants.

Le Service du développement économique a été mandaté pour assumer la gestion du Fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

Le présent dossier vise à autoriser la répartition des sommes recueillies durant l'année 2018 soit :

- à adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales »;
- à réserver la somme associée au volet III et à autoriser son virement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0858 - 18 juin 2018 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2018 - remises de 2017).
CE18 0928 : 23 mai 2018 - Réserver une somme de 136 489 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement.

CM17 1050 - 21 août 2017 Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2017 - remises de 2016).

CE17 0952 - 31 mai 2017 - Réserver une somme de 103 173 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2017 - remises de 2016).

CM16 0478 - 18 avril 2016 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les

subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2016 - remises de 2015).

CE16 0336 - 2 mars 2016 - Réserver une somme de 159 317 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2016 - remises de 2015).

CM15 0575 - 28 avril 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2015 - remises de 2014).

CE15 0493 - 18 mars 2015 - Réserver une somme de 169 032 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2015 - remises de 2014).

CE14 0971 - 11 juin 2014 - Approbation d'un projet d'ordonnance modifiant le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales - Réserver une somme de 58 738 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (2014 - remises 2013).

CM14 0183 - 24 février 2014 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2014 - remises 2013).

CM13 0662 - 4 juillet 2013 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2013 - remises 2012).

CM12 0405 - 14 mai 2012 - Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) » et du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2012 - remises 2011).

CE12 0394 - 21 mars 2012 - Approbation de la création du Fonds de dynamisation des rues commerciales pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et des règles de gestion s'y rattachant / Mandat à la DUDE pour assumer la gestion de ce fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

DESCRIPTION

À chaque début d'année, le Service des finances est en mesure de préciser le montant disponible dans le Fonds sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Pour l'année 2019, une somme totale de 1 223 461 $ est disponible. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ».
Dans le cadre du volet I, le règlement faisant l’objet du présent dossier permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC de 1 101 115 $ (90 % de l'enveloppe) alors que

pour le volet III, un virement de 122 346 $ (10 % de l'enveloppe) à l'arrondissement servira à la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants sur ses différentes rues commerciales.

Les règles propres au Fonds ainsi que les modalités de reddition de compte ont été approuvées par la comité exécutif dans sa décision du 21 mars 2012.

JUSTIFICATION

La mise en place du Fonds permet de contribuer à la vitalité économique des rues commerciales traditionnelles par l'entremise des SDC et des associations volontaires de commerçants dans le contexte d'une augmentation des tarifs des parcomètres. Il permet de créer des conditions plus propices aux affaires par des interventions qui favoriseraient un environnement plus compétitif (accessibilité, expérience des clientèles, mise en valeur commerciale, appartenance au milieu, etc.); il favorise le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de l'augmentation du tarif des parcomètres sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal; il s'inscrit dans une perspective municipale plus globale favorisant la formule SDC.
Aussi, en participant à l'amélioration des pratiques et à la performance des SDC et des associations volontaires de commerçants, la Ville favorise du même coup le développement d'une offre commerciale complète qui contribue à la vitalité et au rayonnement de Montréal.

Finalement, le versement des subventions demeure conditionnel au respect des exigences documentaires de reddition de compte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La constitution du Fonds s'appuie sur les **revenus nets** supplémentaires puisqu'il faut soustraire du total les coûts marginaux associés à la croissance des revenus découlant de la modification des tarifs (par exemple, les coûts récurrents reliés notamment à la collecte et au comptage ainsi qu'à l'utilisation de cartes de crédit et des coûts ponctuels engendrés, entre autres, par la programmation des bornes et parcomètres, par la pose de nouvelles étiquettes de tarifs, etc.).
La somme disponible pour le volet I « Soutien aux SDC » est de 1 101 115 $. La répartition entre les SDC est effectuée selon le nombre de membres et le budget des cotisations obligatoires adopté par ces derniers (poids égal à chaque critère). Une règle d'allocation maximale du Fonds limite le montant de la subvention au montant des cotisations obligatoires des membres à leur SDC. La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante :

- Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal : 424 833$
- Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent : 445 476 $
- Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 165 303 $
- Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal : 66 503 $

La somme disponible pour le volet III « Besoins complémentaires » est de 122 346 $ et doit être réservée pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en prévision du transfert de cette somme à cet arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au cœur des quartiers, la Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, un élément important au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts envisagés sont les suivants :
· pouvoir d'attraction accru par le renforcement concurrentiel des secteurs commerciaux ciblés;
· attraction et fidélisation de la clientèle;
· contribution à une plus grande prise en charge par les commerçants de leur développement au sein des SDC et des associations volontaires.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2019 Avis de motion (Volet I)

- Avril 2019 Adoption du règlement (Volet I)
- Avril 2019 Virement de la portion de 10 % à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (Volet III)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Nathalie ARÈS, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie ARÈS, 26 février 2019
Luc GUILBAUD-FORTIN, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-02-27

FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Répartir les sommes entre les SDC et réserver un montant à l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
Année 2019 (remise 2018)

Enveloppe totale année courante : 1 223 461 $

Volet I – Soutien aux SDC – 1 101 115 $ (90 % de l'enveloppe)

Organisme	**Nombre de cotisants facturés**	**Budget de cotisation**	**Somme à verser pour l'année 2019 (4)**
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	485 (1)	797 900$ (2)	424 833 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	676 (1)	650 000 $ (2)	445 476 $
SDC Pignons rue Saint-Denis	286 (1)	202 000 $ (2)	165 303$
SDC Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal	109 (1)	84 872 $ (2)	65 503 $
			1 101 115 $

(1) Source : Service des finances, Suivi budgétaire des SDC – Exercice 2018 (Web Focus)
(2) Selon répartition, poids égal 50 % - 50 % nombre de cotisants facturés / budget de cotisation. SDC Carrefour du Plateau-Mont-Royal (39 %), SDC du boulevard Saint-Laurent (40 %), SDC Pignons rue Saint-Denis (15 %), SDC Laurier Ouest – PMR (6 %).

Volet III – Besoins complémentaires – 122 346 $ (10 % de l'enveloppe)

Arrondissement	Somme à réserver et transférer à l'arrondissement pour l'année 2019
Plateau-Mont-Royal	122 346 $

GDD1197796004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197796004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2019 (remises 2018) des subventions totales non récurrentes de 1 101 115 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 122 346 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1197796004 - Subventions SDC Fonds dynamisation 2019.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514 872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Annie GERBEAU
Avocate et Chef de division
Tél : 514 872-3093
Division : Droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1° Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 424 833 $;

2° Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 445 476 $;

3° Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 165 303 $

4° Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau Mont-Royal : 66 503 $.

_____

GDD1197796004

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197796004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2019 (remises 2018) des subventions totales non récurrentes de 1 101 115 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 122 346 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197796004-Fonds de dynamisation des artères comm.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Isabelle FORTIER
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.04

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1188219001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage» et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019)»

Il est recommandé :
conditionnellement à l'adoption d'une résolution déclarant, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage :

- d'adopter le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-04 10:22

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1188219001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage» et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019)»

CONTENU

CONTEXTE

Les services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (VNILSSA) se développent de plus en plus dans différentes villes à travers le monde. Ces services proposent d'utiliser un vélo ou une trottinette, avec ou sans assistance électrique, pour effectuer un trajet, généralement tarifé à la minute ou à la demi-heure, puis de le stationner sur le domaine public sans ancrage ou en utilisant un support à vélo lorsque le véhicule est muni d'un dispositif d'attache intégré.
Plusieurs fournisseurs ont signifié leur intention d'implanter un tel service à Montréal dès le printemps 2019.

Pour l'instant, la circulation des trottinettes électriques comme celles utilisées pour les services de VNILSSA est interdite sur les chemins publics. Toutefois, le ministre des Transports a signifié son intention de prendre un arrêté ministériel au printemps 2019 afin d'autoriser leur circulation dans le cadre d'un projet-pilote.

L'administration municipale a défini trois principes directeurs pour répondre à l'arrivée de ces nouveaux services de mobilité :
1. Assurer une place pour ces nouveaux services dans l'offre de mobilité montréalaise;
2. Régir l'occupation du domaine public de manière à éviter son encombrement;
3. Responsabiliser les exploitants pour la gestion de leur parc de véhicules.

Dans ce contexte, le présent dossier a pour but de recommander l'adoption de deux règlements :
- le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

L'adoption de ces règlements est conditionnelle à l'adoption d'une résolution déclarant,

conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (dossier 1198219001). À cet effet, le dossier décisionnel 1198219001 est soumis aux instances parallèlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1539 - Le 17 décembre 2018 - Adopter le règlement intitulé «Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019)» - (18-070).

DESCRIPTION

Le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage vient régir de la façon suivante ces nouveaux services de mobilité :

- Il institue un régime de permis d'exploitation:

- La période de validité du permis sera d'abord du 22 avril 2019 au 15 novembre 2019;
- Le comité exécutif peut modifier par ordonnance la période de validité du permis;
- Le comité exécutif peut, par ordonnance, contingenter le nombre de permis d'exploitation délivrés;
- L'autorité compétente peut suspendre ou révoquer un permis d'exploitation si l'une des conditions de délivrance ou d'exploitation du permis n'est pas respectée;
- Un régime pénal prévoit une infraction pour quiconque contrevient aux dispositions du Règlement;
- L'exploitant doit transmettre à l'autorité compétente les données relatives au service de VNILSSA qu'il offre et à l'occupation du domaine public qui en découle. La liste des données exigées se trouve à l'annexe C du Règlement et peut être modifiée par ordonnance du comité exécutif;
- Le Bureau Accès Montréal de l'arrondissement de Ville-Marie prendra en charge la délivrance des permis d'exploitation (dossier 1198219002).

- Il identifie les règles relatives au stationnement des VNILSSA. Le Règlement prévoit 3 options de stationnement :

1. Sur la chaussée, dans les zones de dégagement de 5 mètres d'une intersection identifiées à l'annexe A du Règlement;
- L'annexe A peut être modifiée par ordonnance du comité exécutif et sur demande du conseil d'arrondissement;
- Présentement, l'annexe A autorise uniquement le stationnement des VNILSSA dans certaines zones de dégagement identifiées par l'arrondissement de Ville-Marie.

2. Dans une aire dédiée à cette fin (ex.: pôle de mobilité) et identifiée à l'annexe A du Règlement;
- L'annexe A peut être modifiée par ordonnance du conseil exécutif et sur demande du conseil d'arrondissement;
- Présentement, aucune aire dédiée n'est identifiée à l'annexe A.

3. Sur un support à vélos public situé dans le territoire identifié à l'annexe B du Règlement - certains modèles de vélos sont munis d'un dispositif d'attache intégré permettant d'utiliser un support à vélo;
- L'annexe B peut être modifiée par ordonnance du comité exécutif;
- L'annexe B autorise présentement le stationnement des VNILSSA sur les supports à vélos publics dans les 19 arrondissements.

- Il définit les responsabilités de l'exploitant, notamment:

- Déplacer tout véhicule qui a fait l'objet d'un signalement;
- Informer la clientèle des règles de conduite et de stationnement;
- Détenir une police d'assurance en responsabilité civile des entreprises, accordant une protection pour dommages corporels et matériels.

Le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs prévoit les tarifs suivants :

1º pour l'étude d'une demande de permis :	576 $
2º pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'exploitation et le droit d'occuper le domaine public, selon la période de validité déterminée par ordonnance du comité exécutif :	
a) pour la tranche de 1 à 250 véhicules du même type en service	15 000 $
b) pour la tranche de 251 à 500 véhicules du même type en service	7 500 $
c) pour chaque tranche supplémentaire d'un maximum de 250 véhicules du même type en service qui excède 500 véhicules du même type en service	5 000 $

JUSTIFICATION

L'administration municipale souhaite assurer un meilleur accès aux nouveaux modes de transport à faible empreinte carbone et garantir leur déploiement à Montréal, en intégrant les VNILSSA dans l'offre de services de transports montréalaise. En adoptant le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage, la Ville poursuit son objectif de réduire la dépendance à l'automobile en proposant une nouvelle solution de mobilité.
Aussi, dans le cadre de la mise en place du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage, la Ville doit modifier le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) afin d'y insérer les tarifs relatifs à l'étude d'une demande de permis et à la délivrance ou au renouvellement d'un permis d'exploitation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications apportées au Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) permettent d'absorber les dépenses en lien avec les services de VNILSSA et de générer de nouveaux revenus pouvant financer l'aménagement d'aires de stationnement dédiées aux VNILSSA ou à l'installation de supports à vélos.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption du règlement favorise le développement harmonieux des services de VNILSSA, ce qui contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre en diminuant l'utilisation de la voiture personnelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville de Montréal souhaite encourager l'utilisation des modes autres que la voiture personnelle. L'arrivée des VNILSSA assure une offre complémentaire aux transports collectifs, tout en diminuant la pression de l'automobile.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera mise en place en collaboration avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil de la ville du 25 mars 2019 :

- Résolution déclarant, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, le conseil de la ville compétent, jusqu'au 15 avril 2021, quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- Avis de motion pour le Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- Avis de motion pour le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019).

Conseil de la ville du 15 avril 2019:

- Adoption du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage;
- Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019);
- Résolution acceptant l'offre du conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, de prendre en charge la délivrance des permis d'exploitation d'un service de véhicule non immatriculé en libre-service sans ancrage.

Publication des règlements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Corinne ANDRIEU, Ville-Marie
Alain DUFORT, Direction générale
Nathalie ARÈS, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Marc LABELLE, Ville-Marie
Isabelle ROUGIER, Ville-Marie

Lecture :

Marc LABELLE, 1er mars 2019
Isabelle ROUGIER, 28 février 2019
Nathalie ARÈS, 28 février 2019
Corinne ANDRIEU, 26 février 2019
Alain DUFORT, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic BOUCHARD
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-6145
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-03-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1188219001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adopter le règlement intitulé «Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage» et le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019)»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint les deux projets de règlements.

FICHIERS JOINTS

Règl. Service véhicules non immatriculés sans ancrage.doc

Règl. mod. Règlement sur les tarifs 2019 (18-070).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-04

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT RELATIF AUX SERVICES DE VÉHICULES NON IMMATRICULÉS EN LIBRE-SERVICE SANS ANCRAGE

Vu les articles 4, 6 et 10 (2°) de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 369 et 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la résolution CMXX XXXX *(insérer ici le numéro de résolution)* par laquelle le conseil de la ville se déclare compétent jusqu'au 15 avril 2021 *(ajuster suivant la décision du conseil de la ville)* quant à l'occupation du domaine public à des fins d'exploitation d'un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage.

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots et les expressions suivants signifient :

« aire de stationnement dédiée aux véhicules » : partie du domaine public identifiée à l'annexe A du présent règlement où il est permis à un véhicule non immatriculé en libre-service sans ancrage de stationner, à l'exception des zones de dégagement et des supports à vélo;

« autorité compétente » : le directeur du Service de l'urbanisme et de la mobilité, son représentant autorisé ou tout fonctionnaire ou employé responsable de l'application du présent règlement;

« domaine public » : les rues, ruelles, parcs, squares et places publiques, y compris la chaussée, les trottoirs et les voies cyclables;

« exploitant » : la personne physique ou morale, ou son représentant, qui exploite un service de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage aux fins duquel il bénéficie d'un permis d'exploitation;

« occupation » : le fait pour un véhicule non immatriculé en libre-service sans ancrage d'être laissé sur le domaine public ou fixé à un support à vélo public;

« trottinette électrique » : une trottinette munie d'un moteur électrique autorisée par le Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), notamment par arrêté ministériel;

« vélo électrique » : une bicyclette assistée au sens du Code de la sécurité routière;

« véhicule » : signifie un véhicule non immatriculé en libre-service sans ancrage, soit un vélo, un vélo électrique, une trottinette électrique ou tout autre moyen de transport non motorisé ou mû par un moteur électrique de moins de 500 watts muni d'un dispositif de verrouillage lui permettant d'être stationné sans ancrage et mis à la disposition du public dans le cadre de l'exploitation d'un service offrant d'utiliser, moyennant un paiement, un tel véhicule;

« zone de dégagement » : espace correspondant aux premiers 5 mètres de la bordure d'une chaussée d'une intersection calculée à partir de la fin du rayon de courbure, tel qu'identifié à l'annexe A du présent règlement.

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement s'applique à l'exploitation d'un service de véhicules et à l'occupation du domaine public à cette fin sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

SECTION III
PERMIS ET AUTORISATION D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC

SOUS-SECTION 1
AUTORISATION ET PERMIS

3. L'exploitation d'un service de véhicules est interdite sans l'obtention d'un permis à cet effet.

La délivrance d'un permis d'exploitation par l'autorité compétente confère à l'exploitant l'autorisation d'occuper le domaine public à cette fin, et ce, aux endroits déterminés par les annexes A et B du présent règlement.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier les annexes A et B. L'annexe A peut être modifiée sur demande du conseil d'arrondissement.

SOUS-SECTION 2
DEMANDE DE PERMIS ET CONDITIONS DE DÉLIVRANCE

4. Le comité exécutif peut déterminer par ordonnance le nombre maximal de permis d'exploitation délivrés par la Ville.

5. La demande de permis exigé en vertu de l'article 3 doit être faite à l'aide du formulaire fourni par la Ville dûment rempli et signé et être accompagnée :

1° d'une copie du document attestant que le requérant détient une police d'assurance en responsabilité civile des entreprises, accordant une protection pour dommages corporels et matériels d'un montant minimum de 5 000 000 $ par événement, délivrée par une compagnie d'assurances autorisée à faire affaire au Québec et couvrant toute la période de validité du permis selon l'article 8 du présent règlement et mentionnant la Ville de Montréal comme co-assurée;

2° dans le cas où la demande de permis est effectuée par un mandataire, d'une résolution du conseil d'administration, le cas échéant, ou d'une procuration du propriétaire l'autorisant à agir à cette fin;

3° du paiement du montant fixé au règlement annuel sur les tarifs pour l'étude de la demande;

4° d'une copie des documents d'incorporation de l'entreprise;

5° d'un document présentant les mesures mises en place par l'exploitant pour informer et sensibiliser sa clientèle relativement aux règles de conduite et de stationnement des véhicules ainsi que des règles de sécurité conformément aux articles 13 et 21 du présent règlement;

6° d'un document présentant les mesures de contrôle et de sanction mises en place par l'exploitant pour assurer le respect des règles de conduite et de stationnement par sa clientèle.

6. Le permis d'exploitation est délivré au requérant si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° le requérant fournit tous les renseignements et documents mentionnés à l'article 5;

2° le requérant acquitte le montant fixé au règlement annuel sur les tarifs;

3° le requérant dépose une lettre de garantie bancaire irrévocable en faveur de la Ville, émise par une institution financière, d'un montant correspondant à 50 $ pour chaque véhicule de son parc, ou toute autre lettre de garantie jugée acceptable par la Ville, et ce, afin de couvrir les frais engagés par cette dernière en cas de défaut du requérant d'exécuter ses obligations en vertu du présent règlement. Cette lettre de garantie doit couvrir toute la période de validité déterminée à l'article 8 du présent règlement ainsi que l'année suivant la fin de cette période de validité.

L'exploitant qui ajoute des véhicules à son parc, par rapport au nombre indiqué dans le formulaire de demande de permis soumis conformément à l'article 5, doit acquitter préalablement les frais exigés au paragraphe 2° du premier alinéa, le cas échéant. De plus,

l'autorité compétente peut exiger de l'exploitant le dépôt d'une nouvelle lettre de garantie bancaire afin de couvrir l'ensemble des véhicules de son parc lorsque celui-ci est augmenté au cours d'une même période de validité.

Le retrait d'un ou de plusieurs véhicules par l'exploitant ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis d'exploitation.

7. Le permis d'exploitation est renouvelé à l'exploitant, pour chaque période de validité déterminée selon l'article 8 du présent règlement, si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1° l'exploitant fournit le formulaire dûment rempli et signé mentionné à l'article 5;

2° l'exploitant acquitte le montant fixé au règlement annuel sur les tarifs pour la prochaine période de validité;

3° l'exploitant dépose la lettre de garantie bancaire mentionnée au paragraphe 3° de l'article 6.

SOUS-SECTION 3
VALIDITÉ ET CADUCITÉ D'UN PERMIS

8. La période de validité du permis d'exploitation est du 22 avril au 15 novembre de chaque année, sauf si autrement déterminé par ordonnance du comité exécutif.

9. Un permis d'exploitation ne peut être vendu, loué ou transféré.

10. Après en avoir avisé l'exploitant par écrit, l'autorité compétente peut suspendre ou révoquer un permis d'exploitation dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° l'une des conditions de délivrance ou d'exploitation du permis n'est pas respectée;

2° le permis a été accordé par erreur ou sur la foi de renseignements inexacts;

3° l'exploitant a cessé ses activités de services de véhicules.

La suspension ou la révocation d'un permis conformément au premier alinéa ne donne droit à aucun remboursement des droits de délivrance du permis.

SECTION IV
CONDITIONS D'EXPLOITATION

SOUS-SECTION 1
SÉCURITÉ

11. Chaque véhicule de l'exploitant doit répondre aux normes établies par le Code de la sécurité routière et à tout règlement ou arrêté pris en application de ce dernier.

12. Chaque véhicule de l'exploitant doit être muni d'un mécanisme de verrouillage ou d'un équipement de technologie intelligente pour prévenir le vol, ainsi que d'un dispositif de localisation GPS en temps réel apposé en permanence.

13. L'exploitant doit informer sa clientèle des lois et règlements applicables aux véhicules, notamment le Code de la sécurité routière.

14. L'exploitant doit s'assurer que chaque véhicule est en état de marche, sécuritaire, bien entretenu et propre. L'exploitant doit retirer du domaine public les véhicules en mauvais état de marche ou non sécuritaires.

À défaut par l'exploitant de retirer les véhicules conformément au premier alinéa, la Ville peut les retirer sans délai, aux frais de l'exploitant, à la suite d'un avis verbal donné par l'autorité compétente conformément à l'article 26 du présent règlement.

15. L'autorité compétente peut, en tout temps, effectuer une inspection des installations et équipements de l'exploitant afin de s'assurer de la conformité de ces derniers au présent règlement et exiger de l'exploitant qu'il lui fournisse tout document pertinent à l'application du présent règlement.

Il est interdit d'empêcher, d'entraver ou de nuire de quelque manière que ce soit à l'inspection visée au premier alinéa ainsi que de refuser ou de négliger de se conformer à une demande qui est formulée par l'autorité compétente.

SOUS-SECTION 2
ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

16. L'exploitant doit maintenir en vigueur pour toute la durée de validité de son permis d'exploitation la couverture d'assurance responsabilité civile exigée pour l'obtention de celui-ci.

17. L'exploitant est responsable de tout dommage aux biens ou aux personnes résultant de l'occupation du domaine public ou résultant de l'utilisation d'un véhicule non sécuritaire, mal entretenu ou en mauvais état de marche par sa clientèle, prend fait et cause pour la Ville et la tient indemne dans toute réclamation pour de tels dommages.

SOUS-SECTION 3
PARC DE VÉHICULES

18. L'exploitant doit s'assurer que chaque véhicule de son parc indique, de manière claire et visible :

1° un numéro d'identification unique;

2° le logo de la compagnie de l'exploitant et son adresse. Aucune autre publicité ou logo n'est permis sur le véhicule;

3° le numéro de téléphone sans frais à composer, en tout temps, et l'adresse Internet ou courriel pour signaler notamment les véhicules qui ne sont pas stationnés conformément aux articles 19 et 20 du présent règlement et pour toute question de sécurité ou de nuisance publique.

SOUS-SECTION 4
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

19. Chaque véhicule doit être stationné en position debout dans l'un ou l'autre des endroits mentionnés aux annexes A et B du présent règlement.

Dans une zone de dégagement, chaque véhicule doit être stationné perpendiculairement à la rue, contre la bordure du trottoir et doit pouvoir tenir verticalement sans appui sur un autre support.

Un véhicule ne doit pas faire obstruction à la circulation, notamment des piétons et des personnes à mobilité réduite, et doit être situé à une distance d'au moins 1 mètre d'un bateau de trottoir.

20. Un maximum de 4 véhicules peut être stationné dans une même zone de dégagement.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier le nombre de véhicules autorisé à se stationner dans une même zone de dégagement et déterminer le nombre de véhicules autorisé à se stationner sur un même support à vélo.

21. L'exploitant doit informer sa clientèle sur la façon de stationner les véhicules conformément aux articles 19 et 20.

22. À la suite d'un signalement à l'effet qu'un véhicule n'est pas stationné conformément aux articles 19 et 20, l'exploitant doit déplacer ce véhicule dans les délais suivants :

1° dans les 2 heures suivants la réception du signalement, lorsque celui-ci est donné entre 6 h et 18 h en semaine, sauf les jours fériés;

2° dans les 10 heures suivants la réception du signalement dans les autres cas.

Malgré le premier alinéa, lorsque le signalement est formulé par l'autorité compétente, l'exploitant doit, dans les 2 heures suivants la demande, déplacer le véhicule.

Les frais d'enlèvement et d'entreposage engagés en application du présent article sont aux frais de l'exploitant.

23. La Ville peut, sans préavis, déplacer et retirer les véhicules du domaine public en cas d'urgence aux frais de l'exploitant.

SOUS-SECTION 5
OPÉRATION ET PARTAGE DES DONNÉES

24. L'exploitant doit avoir un centre d'opérations doté de personnel dans la Ville de Montréal.

25. L'exploitant doit fournir un service en français et rendre disponible une application mobile en français. L'application mobile doit également permettre de localiser les véhicules.

26. L'exploitant doit fournir à l'autorité compétente les coordonnées de la personne qui peut être jointe en tout temps afin de répondre à toute demande ou signalement en application du présent règlement.

27. L'exploitant doit transmettre à l'autorité compétente les données exigibles mentionnées à l'annexe C du présent règlement relatives au service de véhicules et à l'occupation du domaine public à cette fin.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier la liste des données exigibles mentionnées à l'annexe C.

SECTION V
DISPOSITIONS PÉNALES

28. Commet une infraction quiconque :

1° fait une fausse déclaration pour l'obtention d'un permis ou dans un document prescrit par le présent règlement;

2° modifie l'information présentée dans le cadre d'une demande de permis;

3° contrevient à une disposition du présent règlement.

29. Quiconque commet une infraction au présent règlement est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $ à 300 $;
b) pour une première récidive, d'une amende de 300 $ à 500 $;
c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 500 $ à 1 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 600 $;
b) pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 1 000 $;
c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $.

ANNEXE A
ZONES DE DÉGAGEMENT ET AIRES DE STATIONNEMENT DÉDIÉES AUX VÉHICULES

ANNEXE B
SUPPORTS À VÉLO PUBLIC

ANNEXE C
DONNÉES EXIGÉES

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD : 1188219001

ANNEXE A
ZONES DE DÉGAGEMENT ET AIRES DE STATIONNEMENT
DÉDIÉES AUX VÉHICULES

1. Zones de dégagement pour le territoire de l'arrondissement Ville-Marie :

#	RUE	INTERSECTION	ZONE	ZONE	ZONE	ZONE
1	Guy	Maisonneuve	Sud-Ouest			
2	Guy	Lincoln	Nord-Ouest			
3	Mackay	Ste-Catherine	Nord-Est	Nord-Ouest		
4	Bishop	René-Lévesque	Nord-Est			
5	Bishop	Maisonneuve	Nord-Ouest			
6	Bishop	Sherbrooke	Sud-Ouest			
7	Crescent	Maisonneuve	Nord-Est	Nord-Ouest		
8	Crescent	Ste-Catherine	Sud-Ouest	Nord-Est		
9	Drummond	Ste-Catherine	Sud-Est	Sud-Ouest	Nord-Ouest	
10	Ste-Catherine	Drummond	Sud-Est	Sud-Ouest	Nord-Est	Nord-Ouest
11	Drummond	Maisonneuve	Nord-Est	Nord-Ouest		
12	Stanley	Sherbrooke	Sud-Ouest			
13	Stanley	Maisonneuve	Sud-Est	Sud-Ouest	Nord-Ouest	
14	Stanley	Ste-Catherine	Nord-Est			
15	Ste-Catherine	Stanley	Nord-Est			
16	Cypress	Stanley	Nord-Est			
17	Peel	Ste-Catherine	Sud-Ouest			
18	Metcalfe	Ste-Catherine	Sud-Est	Sud-Ouest		
19	Mansfield	Ste-Catherine	Sud-Est	Sud-Ouest		
20	Mansfield	Maisonneuve	Sud-Est			
21	Mansfield	Sherbrooke	Sud-Ouest			
22	Président-Kennedy	Union	Sud-Est	Sud-Ouest		
23	Union	Président-Kennedy	Nord-Est			
24	Président-Kennedy	City-Councillors	Sud-Est	Sud-Ouest		
25	City-Councillors	Maisonneuve	Nord-Ouest			
26	Jeanne-Mance	René-Lévesque	Sud-Est			
27	St-Urbain	Sherbrooke	Sud-Est			
28	St-Urbain	Evans	Sud-Est			
29	St-Urbain	Président-Kennedy	Nord-Est			
30	Ste-Catherine	St-Laurent	Nord-Est	Nord-Ouest		
31	Ste-Catherine	Ste-Dominique	Nord-Ouest			
32	Berger	Ste-Catherine	Sud-Est			
33	Boisbriand	Hôtel-de-Ville	Sud-Est			
34	Sanguinet	Ste-Catherine	Nors-Est	Nord-Ouest		
35	Sanguinet	Savignac	Sud-Est			
36	Ste-Elizabeth	Ste-Catherine	Sud-Ouest			
37	Ste-Catherine	St-Denis	Sud-Ouest	Nord-Est	Nord-Ouest	
38	Ste-Catherine	Berri	Sud-Ouest			
39	Maisonneuve	Sanguinet	Nord-Est	Nord-Ouest		
40	Sanguinet	Maisonneuve	Nord-Ouest			

41	Sanguinet	Ontario	Sud-Est			
42	Ontario	Sanguinet	Nord-Est			
43	St-Denis	Emery	Nord-Est			

ANNEXE B
SUPPORTS À VÉLO PUBLIC

1. Territoire ou partie de territoire où le stationnement des véhicules est autorisé sur les supports à vélo public :

1° Ahuntsic-Cartierville
2° Anjou
3° Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
4° Lachine
5° LaSalle
6° Le Plateau-Mont-Royal
7° Le Sud-Ouest
8° L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
9° Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
10° Montréal-Nord
11° Outremont
12° Pierrefonds-Roxboro
13° Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
14° Rosemont–La Petite-Patrie
15° Saint-Laurent
16° Saint-Léonard
17° Verdun
18° Ville-Marie
19° Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

ANNEXE C
DONNÉES EXIGÉES

1 - Rapport d'activités : origine et destination

	Nom du champ	Description du champ
Identification	Identifiant de la compagnie	Nom de la compagnie
	Identifiant unique du voyage	Numéro du trajet
	Identifiant unique du véhicule	Numéro du véhicule
	Type de véhicule	Trottinette, vélo, avec ou sans assistance électrique, etc.
	Identifiant unique de l'usager	Numéro du client
Temps	Date de départ	Jour, mois, année
	Heure de départ	Heure, minute, seconde
	Date d'arrivée	Jour, mois, année
	Heure d'arrivée	Heure, minute, seconde
Localisation	Lieu départ	Coordonnée en longitude
		Coordonnée en latitude
	Lieu d'arrivée	Coordonnée en longitude
		Coordonnée en latitude
	Distance	Distance parcourue en mètres

2 - Rapport d'activités : points de cheminement *(waypoint)*

	Nom du champ	Description du champ	Explication du champ
Identification	Identifiant unique du voyage	Numéro du trajet	Ces données d'identification permettent d'associer ces données aux autres rapports.
	Identifiant unique du véhicule	Numéro du véhicule	
Temps	Date	Jour, mois, année	(JJ:MM:AA)
	Heure	Heure, minute, seconde	(HH:MM:SS)
Point de cheminement	Localisation des différents points de cheminement	Coordonnée en Longitude	En combinant les différents points d'emplacement, cela va permettre d'afficher les différents trajets parcourus.
		Coordonnée en Latitude	

3 - Rapport d'incidents

	Nom du champ	Description du champ
Identification	Nom de la compagnie	
	Identification de la date (jour, mois, année)	
Données	Taille du parc par type de véhicule	
	Nombre total de véhicules opérationnels	Nombre de véhicules fonctionnels qui circulent sur le réseau
Incident	Identifiant unique du voyage	
	Localisation de l'incident	Coordonnée en longitude
		Coordonnée en latitude
	Description de l'accident	
	Raison de l'accident	
	Dommages matériels et corporels déclarés	
	Plaintes	Description de la plainte reçue, stationnement illégal, etc.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2019) (18-070)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070) est modifié par l'insertion, l'insertion, après l'article 14, de l'article suivant :

« **14.1.** Aux fins du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (*insérer ici le numéro du règlement à la suite de son adoption*), il sera perçu :

1º pour l'étude d'une demande de permis :	576,00 $
2º pour la délivrance ou le renouvellement d'un permis d'exploitation et le droit d'occuper le domaine public, selon la période de validité déterminée par ordonnance du comité exécutif :	
a) pour la tranche de 1 à 250 véhicules du même type en service	15 000,00 $
b) pour la tranche de 251 à 500 véhicules du même type en service	7 500,00 $
c) pour chaque tranche supplémentaire d'un maximum de 250 véhicules du même type en service qui excède 500 véhicules du même type en service	5 000, 00$

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier le présent article, aux fins de fixer tout tarif dont le paiement est exigé en vertu du Règlement relatif aux services de véhicules non immatriculés en libre-service sans ancrage (*insérer ici le numéro du règlement à la suite de son adoption*) ou d'une ordonnance prise en vertu de ce règlement.

Les tarifs prévus au paragraphe 2° du premier alinéa sont ajustés au prorata du nombre de mois non encore écoulés de la période de validité du permis au jour de la demande de délivrance ou du renouvellement du permis ou au jour de la demande d'ajout de véhicules par l'exploitant au cours d'une même période de validité du permis.

GDD : 1188219001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.05

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1198142001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées

Il est recommandé :

1. d'adopter le « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-02 15:35

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198142001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées

CONTENU

CONTEXTE

Le *Règlement sur la subvention relative* au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063) est entré en vigueur le 1er juin 2015. Ce programme de subvention, géré entièrement par le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS), vise à inciter les propriétaires privés à se conformer au *Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal* (15-040) en les aidant financièrement à assumer les frais de traitement des frênes sains sur leurs propriétés. Cela permet de maintenir la canopée des frênes privés tout en permettant de ralentir la mortalité des frênes montréalais qui ne sont pas protégés sur les domaines public et privé.
En 2018, les dépenses de gestion (462 785 $) représentaient 42 % des dépenses du programme relatif au traitement des frênes privés (1 110 257 $). Pour la même année, la Ville de Montréal a donc dépensé 0,71 $ pour chaque dollar de subvention octroyé par ce programme. Les chiffres du programme pour 2017 présentaient des ratios à peine moins élevés et tout semble indiquer que 2019 ne ferait pas exception si le programme était reconduit sans modifications. Ce constat a incité le SGPMRS à évaluer la possibilité d'augmenter la performance du programme.

Les dépenses importantes de gestion de ce programme sont principalement liées à la complexité de sa mise en œuvre. En effet, le programme sollicite énormément les ressources internes du SGPMRS, soit huit employés permanents et neuf stagiaires impliqués à différents niveaux dans son fonctionnement en 2018. Il faut rappeler que les subventions octroyées dans le cadre de ce programme ne sont pas remises directement aux citoyens par la Ville, mais sous la forme d'un rabais, consenti par les entrepreneurs participants au programme, sur leur facture de traitement. Les entrepreneurs doivent ensuite se faire rembourser, par la Ville, les rabais qu'ils ont consentis aux propriétaires privés. Avant de les rembourser, le SGPMRS doit s'assurer que les critères d'admissibilité du programme ont été respectés et que les frênes ont été traités de façon conforme. Cette articulation du programme génère des processus administratifs très fastidieux qui accaparent le personnel

du SGPMRS.

Le SGPMRS propose donc de simplifier la mise en œuvre du programme. Cette façon de faire comporterait de nombreux avantages en plus de diminuer de façon importante les dépenses de gestion du programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0852 - 19 juin 2018 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risques (15-063).
CM17 1051 - 22 août 2017 - Adopter le Règlement sur la subvention relative à l'abattage de frênes et à leur remplacement.

CE17 0789 - 10 mai 2017 - Modifier l'annexe A du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal, qui identifie les zones à risque.

CE16 1406 - 24 août 2016 - Adopter la résolution autorisant certaines personnes à délivrer des constats d'infraction et à certifier conformes des copies de rapport d'infraction pour la Ville de Montréal sur le territoire de la Ville de Montréal.

CE16 0757 - 4 mai 2016 - Modifier l'annexe A du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal, qui identifie les zones à risque.

CM16 0482 - 18 avril 2016 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040).

CM16 0483 - 18 avril 2016 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque.

CM15 0830 - 15 juin 2015 - Adoption - 1- Adopter le « Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées comprises dans des zones à risque ». 2- Autoriser un virement budgétaire de 1 000 000 $ en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal pour 2015. 3- Ajuster annuellement la base budgétaire.

CM15 0690 - 25 mai 2015 - Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal. Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la ville aux conseils d'arrondissement (02-002).

CM15 0543 - 28 avril 2015 - Dans le contexte de l’adoption du Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l’agrile du frêne, de déclarer le conseil de la ville compétent en matière d’abattage d’arbres lorsqu’il s’agit de frênes.

DESCRIPTION

Ajout des frênes privés au contrat d'injection de frênes publics
Il est proposé que les subventions soient dorénavant offertes aux propriétaires privés sous forme de travaux de traitement de leurs frênes sans aucun frais en ajoutant les frênes privés aux contrats de traitement des frênes publics. La surveillance des traitements des frênes privés serait réalisée en même temps que le traitement des frênes publics, c'est-à-dire durant leur exécution dans le cadre des contrats de surveillance de ces travaux.

Les propriétaires de frênes privés qui souhaiteraient faire traiter leur frêne n'auraient qu'à remplir un formulaire de consentement accessible sur le site Internet de la Ville et le transmettre au SGPMRS. Les frênes privés associés seraient ensuite visités par nos équipes, en même temps que les frênes publics des mêmes secteurs, pour s'assurer de leur conformité à recevoir un traitement. Les frênes privés conformes seraient simplement ajoutés aux listes de traitements à faire par secteur des contractants de la Ville. Une bonne connaissance de l'inventaire actuel complémenté de visites sur le terrain permettra au SGPMRS d'estimer les quantités de frênes privés traitables sur le territoire montréalais en 2019 afin de les ajouter aux appels d'offres prévus pour les contrats de traitement des frênes publics.

Développement d'un formulaire de demande en ligne par la STI
Afin de pouvoir ajouter rapidement les frênes privés qui pourraient s'ajouter ponctuellement aux traitements prévus au cours de l'été, il sera demandé à la STI de développer un formulaire de demande en ligne lié à une base de données comme ils en ont déjà créé un pour le programme de subvention relatif à l'abattage et au remplacement des frênes privés. Comme il s'agit des mêmes propriétaires privés, une partie du travail réalisé pour ce dernier formulaire de demande pourrait servir de base à la création du nouveau.

JUSTIFICATION

Réduction des dépenses de gestion du programme
Le nouveau mode de fonctionnement du programme simplifierait considérablement la gestion du programme en éliminant le suivi d'innombrables factures ainsi que les visites ponctuelles sur le terrain qui leur sont associées, nécessaires pour vérifier les traitements réalisés par les entrepreneurs dans le mode de fonctionnement actuel. En effet, le SGPMRS estime que les dépenses de gestion du programme seraient réduites de 62 % pour atteindre un peu moins de 178 000 $ pour des dépenses totales incluant le montant pour les subventions d'un peu plus de 800 000 $ pour 2019. Le ratio dollar dépensé par dollar octroyé serait alors réduit de plus de la moitié pour atteindre 0,28 $. Le personnel attitré uniquement au programme pourrait donc être alloué à d'autres dossiers, notamment à la mise en œuvre du programme de subvention relatif à l'abattage et au remplacement des frênes privés qui est appelé à prendre de l'ampleur, à la réalisation de travaux d'inventaire, à l'accompagnement des propriétaires de lots boisés et à l'application du Règlement relatif au contrôle de l'agrile du frêne sur le territoire de Montréal (15-040).

Augmentation de l'aide financière aux propriétaires de frênes et du rendement de la subvention offerte
En plus de réduire les dépenses de gestion du programme, les changements proposés permettraient d'augmenter de façon importante l'aide financière offerte aux propriétaires privés pour le traitement de leurs frênes. En effet, le programme actuel offre 4 $ par cm de diamètre des frênes privés traités, soit l'équivalent de 66 % des frais de traitement qui sont facturés par les entrepreneurs de traitements. Les propriétaires privés doivent donc débourser 34 % des frais et les taxes sur la totalité de leur facture dans le programme actuel. Ils doivent également débourser plusieurs frais cachés, non éligibles à la subvention, tels que des frais de déplacement ou d'évaluation de leur frêne qui leur sont facturés par les entrepreneurs. Ces derniers frais peuvent fréquemment dépasser une centaine de dollars. L'ajout des frênes privés aux contrats de traitements des frênes publics éliminerait donc tous ces frais pour les citoyens à moindre coût que le programme actuel pour la Ville, soit environ 3 $/cm de diamètre, tout en offrant un meilleur rendement avec 100 % du traitement couvert pour les propriétaires privés.

Protection de l'image de la Ville
Le mode de fonctionnement actuel du programme met parfois à mal l'image de la Ville. Bien que les entrepreneurs qui participent au programme ne soient pas sous contrat avec la Ville,

cette distinction n’est pas perçue par les citoyens. Les mauvaises pratiques de certains entrepreneurs peuvent donc parfois entacher l’image de l’administration municipale. Quelques entrepreneurs ont d’ailleurs été rencontrés par le SGPMRS pour des plaintes reçues à leur égard par le personnel des arrondissements ou par des citoyens. Les changements proposés au programme élimineraient en grande partie ce problème.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer que les modifications proposées au programme ne génèrent pas un dépassement de l'enveloppe annuelle prévue de 1 M$ pour le total des subventions accordées, une analyse de différents scénarios a été réalisée à partir des résultats du programme des années passées, de la connaissance de l'inventaire des frênes privés et de la situation d'infestation à Montréal. Cette analyse est donc basée sur les faits et les hypothèses suivantes :

· le traitement des frênes privés est exigé une fois au deux ans sur l'ensemble du territoire montréalais depuis l'été 2017 (Règlement 15-040) ;
· en 2018 le SGPMRS a reçu près de 700 demandes de moins qu'en 2017 pour le programme. Toutefois, le montant total des subventions octroyées en 2018 est très près de celui de l'année 2017;
· l'année 2017 est l'année où le plus grand nombre de demandes ont été reçues et également l'année où le plus grand nombre de frênes ont été traités;
· les frênes qui n'ont pas été traités en 2016 ou 2017 ont très peu de chance d'être conformes pour recevoir un traitement en 2019 en raison de l’évolution de l’infestation d'agrile;
· le programme proposé ne subventionnera pas les frênes qui ont été subventionnés pour un traitement durant l'année précédente;

Le SGPVMR est donc d’avis que les demandes de subvention pour les prochaines années proviendront surtout des frênes qui ont été traités en 2017 et 2018. Comme le traitement des frênes privés est exigé une fois au deux ans par le Règlement relatif au contrôle de l'agrile du frêne (15-040), le SGPMRS considère que la demande maximale pour le programme proposé ne dépassera pas celle reçue en 2017. Considérant que le programme proposé coûtera en travaux de traitement environ le même montant qu'en 2017 (environ 3 $/cm de diamètre), le montant maximal en subventions accordées devrait également être le même qu'en 2017. Comme il est déjà prévu, les surplus de cette enveloppe seront transférés au programme de subvention relatif à l'abattage et au remplacement des frênes privés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption de ce règlement aura pour effet de préserver et d'accroître la canopée conformément au Plan Montréal Durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'adoption des changements proposés, une partie des propriétaires pourraient décider de ne pas faire traiter leurs frênes ce qui induira leur perte éventuelle et de façon plus rapide dans les arrondissements fortement infestés par l'agrile. La Ville souhaite convaincre une partie des propriétaires privés de maintenir leurs frênes par des traitements, car ces arbres contribuent de façon non négligeable à la canopée de leur arrondissement. La perte rapide de ces frênes pourrait réduire sensiblement l'accroissement de l'indice de canopée de la Ville. Il est également souhaitable de maintenir ces arbres de façon à remplacer leur canopée graduellement par de nouvelles plantations, sans quoi des impacts environnementaux pourraient survenir tels que l'augmentation de certains îlots de chaleur, des changements de paysage importants, une diminution de la qualité de l'air près de

certains axes routiers pour ne citer que ces exemples.
Sans l'adoption des changements proposés, l'agrile du frêne pourrait causer une mortalité plus rapide des frênes qui ne sont pas protégés par des traitements sur le territoire de la Ville. En effet, bien que la majorité des frênes publics des rues et des parcs locaux de la Ville sont sur un programme bisannuel de traitement, une partie importante de frênes publics ne sont pas traités dans les zones boisées et les grands parcs. Les frênes situés en milieux boisés ne sont généralement pas traités en raison de leur grand nombre, qui représenteraient des dépenses de traitement importantes, et la présence d'arbres d'espèces compagnes qui peuvent combler leur perte facilement. Les frênes privés bordant ces zones pourraient donc subir davantage de pression des populations de l'agrile d'ici à ce que les frênes des milieux boisés disparaissent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ces changements du programme de subvention devront être diffusés largement pour que les propriétaires privés, qui sont maintenant familiarisés avec le fonctionnement du programme actuel, adoptent le nouveau fonctionnement du programme le plus rapidement possible en nous transmettant leur consentement. Toutefois, la simplicité de fonctionnement du nouveau programme devrait être relativement facile à promouvoir. L'objectif est qu'un maximum de frênes privés soit ajouté aux listes de traitements des contractants dès le début de l'année par souci d'efficacité.
Les changements réglementaires proposés seront donc pris en compte dans le plan de communication 2019 actuellement en préparation par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du règlement : 25 mars 2019

- Adoption du règlement de délégation : 15 avril 2019
- Mise en vigueur des changements réglementaires : 22 avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce dossier est conforme aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie MCSWEEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Luc L LANDRY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Luc L LANDRY, 30 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anthony DANIEL
Conseiller en planification

Tél : 514-872-0051
Télécop. : 514-872-9818

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Daniel BÉDARD
Chef de division

Tél : 514 872-1642
Télécop. : 514-872-9818

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur

Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur, Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Jean-Philippe Détolle, directeur - Direction gestion des parcs et biodiversités, pour me remplacer le 1er mars 2019 dans l'exercice de mes fonctions de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

Et j'ai signé :

Louise-Hélène Lefebvre
Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2019-03-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198142001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les modifications au document suivant:

FICHIERS JOINTS

version_finalev2.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie MCSWEEN
avocate
Tél : 514-872-4783

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Annie GERBEAU
Chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit Public

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
15-063

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION RELATIVE AU TRAITEMENT DES FRÊNES SITUÉS SUR DES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

Vu l'article 92 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu le Règlement relatif à la lutte contre la propagation de l'agrile du frêne sur le territoire de la Ville de Montréal (15-040);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur la subvention relative au traitement des frênes situés sur des propriétés privées (15-063) est remplacé par le texte suivant :

« **1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« autorité compétente » : le directeur du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ou son représentant autorisé;

« frêne inaccessible » : un frêne qui est inaccessible pour réaliser les travaux de traitement en raison d'un obstacle;

« frêne non admissible à une subvention » : un frêne qui répond à l'une ou l'autre des situations suivantes:

1° frêne dont le diamètre du tronc ou, dans le cas d'un frêne à troncs multiples, le diamètre de chacun des troncs, mesuré à 1,40 m du niveau du sol, est inférieur à 15 centimètres;

2° frêne dont 30 % ou plus de la cime est dépérissante;

3° frêne qui présente une ou plusieurs blessures importantes risquant de réduire sa longévité;

4° frêne qui présente une déficience structurale affectant sa solidité;

5° frêne qui est affecté par une maladie ou un organisme ravageur de façon irréversible;

6° frêne situé dans une zone boisée, sauf si ce frêne a déjà bénéficié dans le passé d'un traitement subventionné par la Ville de Montréal;

7° frêne situé à moins de 3 mètres de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau conformément au Code de gestion des pesticides (RLRQ, chapitre P-9.3, r. 1);

8° frêne qui présente un risque important pour la sécurité des personnes;

9° frêne qui fait l'objet d'un avis d'abattage délivré par l'autorité compétente;

10° frêne pour lequel un certificat d'autorisation d'abattage a été délivré.

« pesticide » : un pesticide homologué au Canada contre l'agrile du frêne en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires (L.C. 2002, chapitre 28) et dont l'ingrédient actif est l'azadirachtine;

« propriété privée » : une unité d'évaluation qui comporte un terrain ou un groupe de terrains inscrite au rôle d'évaluation foncière de la Ville de Montréal ainsi qu'un terrain ou un groupe de terrains qui constitue une partie commune d'un immeuble détenu en copropriété divise et qui est compris dans chacune des unités d'évaluation inscrites au nom des copropriétaires de cet immeuble;

« propriétaire » : la ou les personnes au nom desquelles est inscrite la propriété privée au rôle d'évaluation foncière de la Ville de Montréal ou le syndicat des copropriétaires dans le cas d'une propriété privée détenue en copropriété divise;

« travaux » : le traitement d'un frêne ou de plusieurs frênes effectué par une entreprise de services arboricoles, mandatée par la Ville de Montréal, à l'aide de pesticides de façon conforme aux exigences des lois et des règlements applicables;

« zone boisée » : terrain ou partie d'un terrain qui est garni d'arbres et dont les strates herbacées, arbustives et la régénération arborescente ne sont pas coupées sur une base régulière. ».

2. L'article 3 de ce règlement est modifié par le remplacement, au premier alinéa, des mots « Le présent règlement ne s'applique pas à des travaux effectués sur un frêne situé sur une propriété privée inscrite » par « Aucune subvention ne peut être accordée pour le traitement de frênes situés sur une propriété privée inscrite au rôle d'évaluation foncière de la Ville de Montréal ».

3. L'article 4 de ce règlement est remplacé par le texte suivant :

« **4.** Une subvention sous forme de travaux est octroyée au propriétaire d'une propriété privée qui en effectue la demande conformément au présent règlement.

Toutefois, malgré le premier alinéa, aucune subvention n'est octroyée au propriétaire pour un frêne qui a bénéficié d'une subvention de la Ville de Montréal, en travaux ou en argent, au courant de l'année civile où la demande est effectuée ou de l'année civile qui la précède.».

4. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « pour des travaux effectués avant le 1er juin ou après le 31 août » par les mots « pour des frênes non admissibles à une subvention ».

5. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « lorsque le coût des travaux effectués dépasse 6,00 $ par centimètre de diamètre de tronc, mesuré à 1,40 m du niveau du sol » par les mots « pour un frêne inaccessible au moment du passage des équipes chargées d'évaluer l'état du frêne ou de réaliser les travaux de traitement conformément au présent règlement ».

6. L'article 8 de ce règlement est remplacé par l'article suivant :

« **8.** Le propriétaire qui souhaite obtenir une subvention sous la forme de travaux pour le traitement de ses frênes admissibles doit remplir les conditions prévues à l'article 9. ».

7. Les articles 9 et 10 de ce règlement sont remplacés par les articles suivants :

« **9.** Le propriétaire, qui souhaite obtenir une subvention sous forme de travaux, doit compléter une demande à cet effet, en ligne, au plus tard le 31 juillet de l'année au cours de laquelle il souhaite que les travaux soient effectués.

Cette demande est complétée en remplissant, en ligne, à l'adresse « ville.montreal.qc.ca/agrile », le formulaire de demande, qui comprend la déclaration de consentement prévue à l'annexe A du présent règlement.

Le propriétaire doit acquiescer au contenu de la déclaration de consentement et les champs suivants du formulaire doivent obligatoirement être complétés :

1° les nom, prénom, adresse complète et numéro de téléphone du propriétaire ou des propriétaires du terrain privé où les travaux sont demandés;
2° le nombre de frênes pour lesquels les travaux sont demandés;

Dans le cas où une personne morale effectue la demande (ex. : compagnie ou syndicat de copropriété), celle-ci doit être accompagnée d'une résolution du conseil d'administration autorisant une personne désignée à la faire et à acquiescer au contenu de la déclaration de consentement au nom de celle-ci.

10. Le propriétaire qui est dans l'impossibilité de compléter le formulaire en ligne peut transmettre sa demande, en format papier, avec les informations prévues au 3e alinéa de l'article 9, la déclaration prévue à l'annexe A signée ainsi que, le cas échéant, les documents prévus au dernier alinéa de l'article 9, aux soins du chef de la division de la Forêt urbaine du Service des grands Parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal à l'adresse suivante :

801, rue Brennan, 4e étage,
Montréal (Québec)

H3C OG4 ».

8. Les articles 11 à 14 et 18 de ce règlement sont abrogés.

9. L'article 16 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « le montant maximum du coût des travaux par centimètre de diamètre de tronc d'un frêne, mesuré à 1,40 mètre du niveau du sol ainsi que le montant maximal de la subvention » par « la date prévue à l'article 9 du présent règlement, l'adresse et le destinataire prévus à l'article 10 ainsi que remplacer ou modifier le texte prévu à l'annexe A du présent règlement ».

10. L'annexe B de ce règlement est abrogée et l'annexe A de ce règlement est remplacée par l'annexe A du présent règlement.

ANNEXE A
DÉCLARATION DE CONSENTEMENT DU PROPRIÉTAIRE

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXX.

GDD : 1198142001

ANNEXE A

Déclaration de consentement du propriétaire

Je, soussigné(e), _____ (nom du(des) propriétaire(s) ou du représentant du syndicat de copropriétaires) consens à ce que tout représentant autorisé à cette fin par la Ville effectue les travaux de traitement du (des) frêne(s) admissibles sur ma propriété située au _____ (adresse) à Montréal, entre le 1er juin et le 15 septembre de l'année en cours et identifie, à l'aide de peinture, les frênes qui auront été traités.

Je comprends que le traitement des frênes de ma propriété par la Ville de Montréal ne constitue pas une garantie quant à leur survie ni à leur état de santé futur. Je comprends également que la Ville de Montréal n'assume aucune responsabilité en cas de mortalité ou de dépérissement du (des) frêne(s) à la suite du (des) traitement(s).

Je renonce à tout recours à l'encontre de la Ville de Montréal ou de ses représentants, à moins d'une faute lourde de la part de ceux-ci, pour tout dommage causé à ma propriété, dans le cadre des activités de traitement.

J'ai l'autorisation de tous les propriétaires de l'immeuble à présenter la présente demande au nom de tous les propriétaires et à consentir à son contenu.

Fait à Montréal, le …….(date)

_____
(Signature)

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.06

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1194368001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021

Il est recommandé:
D'adopter le règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 09:10

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194368001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021

CONTENU

CONTEXTE

L'année 2018 marque la dixième saison du système de vélo en libre-service BIXI avec un nouveau record de plus de 5,3 millions de déplacements enregistrés. Il s'agit d'une hausse de 11,3% par rapport à la saison 2017.
Depuis son lancement à Montréal il y a dix ans, 1,3 million d'utilisateurs du BIXI ont effectué plus de 38 millions de déplacements, ce qui se traduit par quelque 110 millions de kilomètres parcourus à vélo. Fier de ce succès, BIXI Montréal entend poursuivre ses activités au cours des prochaines années tout en cherchant à améliorer sans cesse son offre de services à partir d'un modèle d'affaires renouvelé et mieux adapté au contexte montréalais alors que les modes de transport actif deviennent plus populaires que jamais.

Rappelons que depuis 2014 l'OBNL BIXI Montréal assure l'exploitation et la gestion pour le compte de la Ville de Montréal du système de vélo en libre-service BIXI. Les obligations de BIXI Montréal sont consignées dans une nouvelle entente de gestion dont le terme est de 10 ans et qui doit être approuvée prochainement par les instances. C'est dans ce contexte que BIXI Montréal souhaite mettre de l'avant un nouveau modèle d'affaires, plus équitable, qui tient compte d'une expansion du système sur le territoire de Montréal et de ses arrondissements. L'objectif étant de s'assurer que le service de vélo en libre-service BIXI soit déployé au cours des prochaines années dans les 19 arrondissements.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisation 2019-2021, des investissements sont prévus pour l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation du système de vélos en libre-service BIXI pour les anées 2019, 2020 et 2021.

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter un règlement d'emprunt afin de permettre de financer ces investissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 (28 novembre 2018) : Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale).

CM16 1475 (20 décembre 2016) : Adopter le règlement intitulé «Règlement autorisant un

emprunt de 7 500 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements permettant une optimisation du système de vélo en libre-service BIXI pour les années 2017, 2018 et 2019».

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter un règlement d'emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de pièces et d'équipements requis pour l'optimisation et l'expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021.
Ce règlement d'emprunt comprend les frais de livraison, les frais d'installation et toutes autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

Ce règlement d'emprunt permettra notamment d'acquérir les équipements suivants:
-Vélos;
-Terminaux solaires;
-Panneaux solaires;
-Points d'ancrage;
-Pavés techniques;
-Panneaux publicitaires;
-Points d'ancrage intelligents;
-Câbles.

JUSTIFICATION

L'optimisation du système de vélo en libre-service BIXI au cours des prochaines années est essentielle pour permettre à BIXI Montréal de continuer d'offrir un service de qualité à tous les utilisateurs et à étendre le service dans d'autres arrondissements de la Ville de Montréal. La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant l'acquisition des biens et des équipements d'actifs requis.

Ainsi, on pourra:
-consolider le réseau actuel et ainsi répondre plus efficacement aux besoins de la clientèle, et ce, à moindre coût;
-répondre à une demande croissante et assurer un service de meilleure qualité dans le réseau;
-accroître le ratio bollards / vélos, ce qui contribuerait à améliorer l'offre de service auprès des utilisateurs;
-desservir de nouveaux arrondissements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet suivant, prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Projet	2019	2020	2021	Total
28040 - Développement et optimiation du système de vélo en libre-service BIXI	5 300	6 800	2 900	15 000

Les achats financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans, conformément à la politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'optimisation du système de vélos en libre-service BIXI est en accord avec les orientations du Plan Montréal durable 2016-2020.
Le service BIXI s'inscrit dans les orientations de la Ville de Montréal pour accroître la part des transports durables et l'usage du vélo comme mode de déplacement actif. Par ailleurs, il est largement démontré que l'utilisation de la bicyclette contribue à une diminution des GES et à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet d'optimisation et d'expansion du système de vélo en libre-service BIXI, tel que présenté, aura des impacts majeurs notamment au niveau de l'offre de services auprès de la clientèle.
Si le règlement d'emprunt n'est pas adopté ou si son adoption est retardée, l'optimisation et l'expansion du système seront compromises et les impacts se feront sentir auprès des utilisateurs qui sont de plus en plus nombreux à adhérer au système de vélos en libre-service BIXI et à solliciter l'extension du service dans des quartiers périphériques.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Au besoin, une stratégie de communication pourra être convenue avec le service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-25 février : Adoption par le conseil municipal : Adoption d'une nouvelle entente
-25 mars 2019 : Adoption d'un avis de motion par le Conseil municipal
-15 avril 2019 : Adoption du règlement d'emprunt par le Conseil municipal
-Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement
-Été 2019 : Conclusion des ententes avec les fournisseurs
-Automne 2019 : Acquisition progressive des équipements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-06

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194368001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1194368001 - Équipements Bixi-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-07

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 15 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE BIENS ET D'ÉQUIPEMENTS D'ACTIFS PERMETTANT UNE OPTIMISATION ET UNE EXPANSION DU SYSTÈME DE VÉLOS EN LIBRE-SERVICE BIXI POUR LES ANNÉES 2019, 2020 ET 2021

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisation prévues au programme triennal d'immobilisation de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 15 000 000 $ est autorisé pour financer l'acquisition de biens et d'équipement d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021.

2. Cet emprunt comprend les frais de livraison, les frais d'installation et toutes autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1194368001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194368001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ afin de financer l'acquisition de biens et d'équipements d'actifs permettant une optimisation et une expansion du système de vélos en libre-service BIXI pour les années 2019, 2020 et 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 28040 GDD 1194368001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste

Tél : (514) 868-8787

Co-Auteur Maria Bardina
Conseiller(ere) budgetaire

(514) 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Mathieu PERRIER

Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél :
(514) 242-3789

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.07

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1194368003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070) afin de retirer de la section V - Vélos en libre service BIXI l'abonnement d'une durée de 90 jours.

Il est recommandé:
D'adopter un règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070) afin de retirer de la section V - Vélos en libre service BIXI l'abonnement d'une durée de 90 jours.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-26 17:29

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194368003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070) afin de retirer de la section V - Vélos en libre service BIXI l'abonnement d'une durée de 90 jours.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis son lancement à Montréal il y a dix ans, 1,3 million d'utilisateurs du BIXI ont effectué plus de 38 millions de déplacements, ce qui se traduit par quelque 110 millions de kilomètres parcourus à vélo. Fier de ce succès, BIXI Montréal entend poursuivre ses activités au cours des prochaines années tout en cherchant à améliorer sans cesse son offre de services à partir d'un modèle d'affaires renouvelé et mieux adapté au contexte montréalais alors que les modes de transport actif deviennent plus populaires que jamais. L'année 2018 marque un nouveau record de plus de 5,3 millions de déplacements enregistrés. Il s'agit d'une hausse de 11,3% par rapport à la saison 2017. L'année BIXI aura également été soulignée par de nombreuses activités comme le lancement de saison sous le signe du dixième anniversaire, l'introduction des lasers light, les tests de vélos électriques ainsi que plusieurs collaborations avec divers organismes.

En 2019, l'expansion du service dans 5 nouveaux arrondissements et l'introduction de 1 000 nouveaux vélos et 60 stations supplémentaires auront un impact sur les activités opérationnelles et les finances du service. Afin de déterminer la grille tarifaire 2019, BIXI Montréal a analysé les résultats de chaque produit en tenant compte de l'expansion du territoire desservi, de l'augmentation du nombre de vélos et des nouvelles alliances et partenariats développés en 2018.

Ainsi, dans le but de continuer à offrir un service de qualité et de permettre aux différentes catégories d'utilisateurs de bénéficier de tarifs adaptés aux besoins de la clientèle, avantageux et compétitifs, une modification à la grille tarifaire 2019 est proposée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1539 (18 décembre 2018) : Adopter le règlement sur les tarifs (exercice financier 2019);

DESCRIPTION

La modification à apporter à la section V (Vélo en libre service BIXI) du règlement est la suivante:
- Retirer l'abonnement d'une durée de 90 jours au tarif de 59,00$

JUSTIFICATION

Dans le but de simplifier son offre tarifaire et de poursuivre sa stratégie de promotion des abonnements mensuels et annuels, BIXI Montréal souhaite le retrait de l'abonnement 90 jours de la grille de tarification.
Les nombreuses promotions offertes pour les abonnements annuels au cours de la saison rendent ce type de produit désuet et peu avantageux. D'ailleurs, BIXI Montréal semblait être le seul opérateur à offrir ce tarif en Amérique du Nord.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption de cette modification réglementaire et la modification apportée à la grille tarifaire de BIXI MONTRÉAL n'ont aucune incidence budgétaire pour la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le service BIXI s'inscrit dans les orientations de la Ville de Montréal pour accroître la part des transports durables et l'usage du vélo comme mode de déplacement actif. Par ailleurs, il est largement démontré que l'utilisation de la bicyclette contribue à une diminution des GES et à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le retrait de cette tarification permettra à BIXI Montréal de simplifier son offre tarifaire et de miser plutôt sur sa stratégie de promotion des abonnements mensuels et annuels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 25 mars: Avis de motion par le Conseil municipal
- 15 avril: Adoption par le Conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-07

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194368003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division fonctionnalité des transports
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070) afin de retirer de la section V - Vélos en libre service BIXI l'abonnement d'une durée de 90 jours.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1194368003 Règl. mod. Règl tarifs Bixi 20190208-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-08

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2019) (18-070)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 57 du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019) (18-070) est modifié par la suppression du paragraphe 2°.

_____

GDD : 1194368003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.08

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1196626001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 300 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont (« PDUES ») » (projet MIL Montréal).

Il est recommandé d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 300 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont (« PDUES ») » (projet MIL Montréal).

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-04 10:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196626001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 300 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont (« PDUES ») » (projet MIL Montréal).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du site Outremont et ses abords, nouvellement nommé MIL Montréal, vise le réaménagement de ce territoire en un nouveau milieu de vie mixte, durable, et axé sur les transports collectif et actif. Ce projet est composé de deux secteurs, soit le site Outremont et ses abords (voir carte en pièce jointe).
Le site Outremont correspond spécifiquement au réaménagement de l'ancienne gare de triage du Canadien Pacifique (CP) et s'étend sur 38 hectares. Le site intègre notamment le nouveau campus MIL de l'Université de Montréal (UdeM), dont l'ouverture des premiers pavillons est prévue en septembre 2019. Le site a déjà fait l'objet d'un règlement d'emprunt pour la réalisation des travaux (règlement d'emprunt 11-006). Les abords couvrent une partie des arrondissements de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (secteurs Beaumont, De Castelnau et Parc), de Rosemont–La Petite-Patrie (secteurs Atlantic et Marconi-Alexandra), du Plateau-Mont-Royal et d'Outremont, et jouxtent la ville de Mont-Royal. Ils s'étendent sur 80 hectares. La planification détaillée des abords résulte de la volonté municipale d'intégrer ces territoires industriels au redéveloppement de l'ancienne gare de triage.

La planification des abords
Les abords du site Outremont, bien que présentant un caractère plutôt déstructuré, offrent une occasion de revitalisation intéressante permettant de stimuler les retombées économiques et sociales, et d'accompagner la transformation de ces anciens secteurs industriels pour améliorer la qualité de vie des communautés qui y vivent. Suivant l'adoption, en 2013, du Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau, la Direction de l'urbanisme du Service de l'urbanisme et de la mobilité, en collaboration avec les arrondissements et les services concernés, a engagé en 2016 la phase de mise en œuvre des abords.

Les orientations de développement et d'aménagement prévues dans le PDUES visent à :

- affirmer la vocation économique du territoire;
- soutenir la consolidation de milieux mixtes et diversifiés;
- contribuer à la qualité du paysage urbain et améliorer le cadre de vie;
- décloisonner les quartiers et améliorer la mobilité au sein du territoire.

Plus concrètement, les interventions d'aménagement du domaine public visées par la Ville peuvent être regroupées selon trois types :

- la création de liens entre les quartiers;
- le réaménagement de certains tronçons de rues et de certaines intersections;
- la création et l'aménagement d'espaces publics.

Ces interventions sont représentées dans les cartes extraites du PDUES en pièces jointes.

Règlement d'emprunt pour les abords

Un premier règlement d'emprunt (15-058) de 35 M$ a été adopté en 2015 pour amorcer la mise en œuvre des interventions prévues dans le PDUES. Ce règlement visait à financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public, de démolition, de décontamination, d'infrastructures ainsi que les acquisitions d'immeubles ou de terrains, les honoraires professionnels pour des services de toute nature et toutes autres dépenses incidentes et imprévues. Il devait servir essentiellement à mettre en œuvre les trois interventions prioritaires suivantes :

- le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie-Roux jusqu'à l'avenue du Parc;
- l'aménagement d'un parc dans le secteur Beaumont;
- l'aménagement d'un parc dans le secteur Marconi-Alexandra.

Toutes ces interventions requéraient des acquisitions de terrains, alors évaluées à environ la moitié de la somme de 35 M$ du règlement d'emprunt (règlement 15-058). Cette évaluation avait été réalisée au meilleur de la connaissance de l'évaluateur, compte tenu du peu d'information existante et du faible nombre de transactions dans le secteur. Depuis, le marché a grandement évolué et fait augmenter significativement la valeur des terrains de l'ensemble du secteur. La mise à jour du coût potentiel des acquisitions représente maintenant près de la totalité du règlement d'emprunt 15-058. Pour poursuivre les interventions municipales annoncées et répondre aux engagements de la Ville, il est nécessaire d'adopter un règlement d'emprunt supplémentaire de 57,3 M$. Précisons que les interventions prévues en 2019, 2020 et 2021 sont inscrites dans la programmation du PTI 2019-2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19-0054 – 28 janvier 2019 (dossier 1181009025) – Accorder un contrat à Loiselle inc. dans le cadre du projet MIL Montréal dans l'arrondissement d'Outremont, pour les travaux de démolition et de réhabilitation des sols dans le prolongement de l'avenue Thérèse-Lavoie -Roux entre l'avenue Durocher et l'avenue Hutchison pour un montant de 984 026,08 $ (incluant les taxes) à la suite de l'appel d'offres public 420411 (8 soumissionnaires conformes). Dépense totale de 1 305 908,11 $, incluant les taxes (travaux : 984 026,08 $ + variations des quantités : 147 603,91 $ + contingences : 147 603,91 $ + incidences : 26 674,20 $)
CM18 1403 - 28 novembre 2018 (dossier 1183843016) - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

CM18 1359 – 19 novembre 2018 (dossier 1181009021) – Accorder deux contrats à Les services EXP inc., pour une somme maximale de 2 375 096,06 $, taxes incluses (contrat 1), et AXOR experts conseils inc., pour une somme maximale de 1 862 365,05 $, taxes incluses (contrat 2), pour des services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public, architecture et éclairage pour la production des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement du site Outremont et de ses abords - Appels d'offres public 18-16728 (3 soum. par contrat).

CM18 1005 – 20 août 2018 (dossier 1186626001) – Demander à Hydro-Québec de procéder à la conception des travaux d'enfouissement du réseau câblé aérien longeant l'avenue De L'Épée, entre les voies ferrées du Canadien Pacifique et l'avenue Beaumont - Dépense totale de 69 000 $, taxes incluses.

CG18 0188 – 29 mars 2018 (dossier 1181009002) – Accorder un contrat à Charex inc. dans le cadre du projet du site Outremont dans l'arrondissement d'Outremont, pour la réalisation des travaux d'aménagement sur les avenues Wiseman, Outremont, McEachran, du Manoir et Dollard, le chemin Bates et l'Axe central du projet, incluant les travaux d'égout, d'aqueduc, de voirie, de massifs électriques, d'éclairage et d'aménagement paysager. Dépense totale de 15 675 921,71 $, taxes incluses (travaux : 13 536 787,06 $ + contingences : 1 462 295,30 $ + incidences : 676 839,35 $). Appel d'offres public 221711 - 6 soumissionnaires.

CM16 0926 – 22 août 2016 (dossier 1161195010) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé du côté est de la rue Hutchison et au nord de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, constitué d'une partie du lot 1 868 713 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM16 0598 – 16 mai 2016 (dossier 1161195009) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 2 203 544 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM16 0599 – 16 mai 2016 (dossier 1161195007) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au nord-est de l'avenue Durocher et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 842 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CM16 0600 – 16 mai 2016 (dossier 1161195008) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé au sud-ouest de la rue Hutchison et au nord-ouest de l'avenue Beaubien, dans l'arrondissement d'Outremont, constitué d'une partie du lot 1 350 843 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'une rue.

CA16 140043 – 8 mars 2016 (dossier 1161195003) – Décréter l'acquisition, par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'un terrain situé à l'intersection des avenues De L'Épée et Beaumont, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué du lot 5 197 969 du cadastre du Québec, aux fins d'aménagement d'un nouveau parc.

CM15 0684 – 25 mai 2015 (dossier 1155950001) – Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 35 000 000 $ pour le financement d'interventions municipales dans le cadre du projet de Développement des abords du Campus Outremont (« PDUES ») ».

CM13 1019 – 23 septembre 2013 (dossier 1130442001) – Adopter, avec changements, le Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau / Adopter, avec changements, un règlement intégrant diverses modifications au Plan d'urbanisme pour tenir compte du PDUES.

CM13 0062 – 28 janvier 2013 (dossier 1123794001) – Adopter le projet de Plan de développement urbain, économique et social des secteurs Marconi-Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelnau (PDUES) / Adopter un projet de règlement intégrant diverses modifications au Plan d'urbanisme pour tenir compte du PDUES / Mandater l'Office de consultation publique de Montréal pour assurer la tenue de la consultation publique portant sur le projet de PDUES et les modifications au Plan d'urbanisme / Mandater le Service de la mise en valeur du territoire, le Service des finances et la Direction des stratégies et transactions immobilières pour élaborer la stratégie immobilière et financière préalable à la mise en œuvre du PDUES.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 57,3 M$ pour poursuivre la mise en œuvre du projet MIL Montréal et financer les interventions municipales prévues dans le PDUES (2013). Le montant de 57,3 M$ provient d'une estimation réalisée en 2017 dans le cadre de l'adoption du dossier d'approbation de projet (DAP C - passage de la planification à l'exécution). L'estimation a été réalisée en collaboration avec les services et arrondissements impliqués dans le projet. Ce règlement d'emprunt permettra de réaliser les interventions prévues dans une première phase de mise en œuvre pouvant s'échelonner jusqu'en 2022.
Sans s'y restreindre, ce nouveau règlement d'emprunt servira à financer les interventions suivantes :

- Les acquisitions de terrains nécessaires;
- Les travaux de démolition et de décontamination;
- Les travaux d'infrastructures souterraines, incluant l'enfouissement de fils électriques (sous réserve de l'inscription des tronçons à la programmation d'enfouissement des réseaux);
- Les travaux de réaménagement du domaine public;
- L'intégration de l'art public;
- Les honoraires professionnels pour des services de toute nature, et toutes autres dépenses incidentes et imprévues en lien avec ce qui précède.

JUSTIFICATION

Ce règlement d'emprunt servira à réaliser les interventions municipales nécessaires au redéveloppement des abords du site Outremont. Il correspond aux projections en immobilisations planifiées, telles que présentées au comité corporatif de gestion des projets d'envergure (CCGPE) le 7 avril 2017, au comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) le 8 mai 2017 et au comité exécutif (CE) le 23 août 2017, où le mandat d'exécution a été octroyé. La Direction générale a approuvé le mandat d'exécution à la fin août 2017 et recommandé l'adoption du nouveau règlement d'emprunt de 57,3 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses liées aux interventions prévues dans les abords du site Outremont, inscrites à la programmation du PTI 2019-2021 et financées par ce règlement d'emprunt, seront entièrement assumées par la ville centre.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

Conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvées par le conseil municipal (résolution CM07 0841), la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Il est à noter que ce règlement d'emprunt ne couvre pas toutes les interventions prévues au PDUES. Conséquemment, les actions à prioriser seront déterminées par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, en collaboration avec les services centraux et les arrondissements concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Projet phare d'aménagement durable
Le projet MIL Montréal a été désigné comme le premier projet phare d'aménagement durable dans le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal durable 2016-2020). Quatre priorités d'intervention sont indiquées dans ce plan :
· Réduire les émissions de GES et la dépendance aux énergies fossiles;
· Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources;
· Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé;
· Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable.

Cette désignation vise à encourager l'innovation et l'adoption de pratiques exemplaires tout au long du projet, et à rendre visibles les engagements de l'administration municipale en matière de développement durable.

Certification LEED pour l'aménagement des quartiers (LEED-AQ)
Par ailleurs, une partie du site Outremont vise l'accréditation LEED pour l'aménagement des quartiers (LEED-AQ), démarche portée en collaboration avec l'Université de Montréal. Le stade 2 de l'accréditation a été obtenu en février 2016 (niveau Or). À ce titre, la Ville de Montréal s'attend à ce que l'ensemble des acteurs intervenant dans la conception et la réalisation des projets hors du périmètre LEED-AQ défini s'inspirent ou reprennent les critères visés pour participer à la mise en œuvre du premier projet phare d'aménagement durable de la collectivité montréalaise.

Vision Zéro
Sous peu, la Ville de Montréal va se doter d'un plan d'action Vision Zéro. Cette approche a pour but de réduire au maximum les décès et blessures graves dans les rues de Montréal en agissant sur l'ensemble des composantes du système de circulation routière pour garantir la sécurité de tous les usagers de la route : piétons, cyclistes, conducteurs et passagers. Elle nécessite aussi la collaboration de toutes les parties prenantes afin que les solutions d'aménagement proposées soient portées par tous. Le projet MIL Montréal intègre déjà les meilleures pratiques en aménagement afin de s'arrimer au plan d'action Vision Zéro.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent règlement d'emprunt est nécessaire pour mettre en œuvre les interventions prévues dans le PDUES, notamment, dès 2019, la conception et l'aménagement des nouveaux parcs Dickie-Moore et des Gorilles. Par la suite, ce règlement permettra de financer le réaménagement et la sécurisation des rues et intersections.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication sera adopté fin janvier 2019 par le Service de l'expérience citoyenne et des communications pour l'ensemble du grand projet MIL Montréal (site Outremont et ses abords).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 13 mars 2019;

- Avis de motion au conseil municipal : 25 mars 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil municipal : 15 avril 2019;
- Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stephane CHÉNIER, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Guy OUELLET, Le Plateau-Mont-Royal
Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie
Marie-Claude LEBLANC, Outremont
Pierre SAINTE-MARIE, Service des infrastructures du réseau routier
Sylvain FELTON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Claude CARETTE, Service des infrastructures du réseau routier
Cassandre LOUIS, Service des affaires juridiques
Suzie DESMARAIS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Daniel GRECESCU, Service de la gestion et de la planification immobilière
Valérie G GAGNON, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Suzie DESMARAIS, 28 janvier 2019
Cassandre LOUIS, 28 janvier 2019
Guy OUELLET, 25 janvier 2019
Marie-Claude LEBLANC, 24 janvier 2019
Daniel GRECESCU, 24 janvier 2019
Claude CARETTE, 23 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume LARMOR
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-7638
Télécop. : 514 872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Louis-Henri BOURQUE
Chef de division - Projets urbains

Tél : 514.872.5985
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-02-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

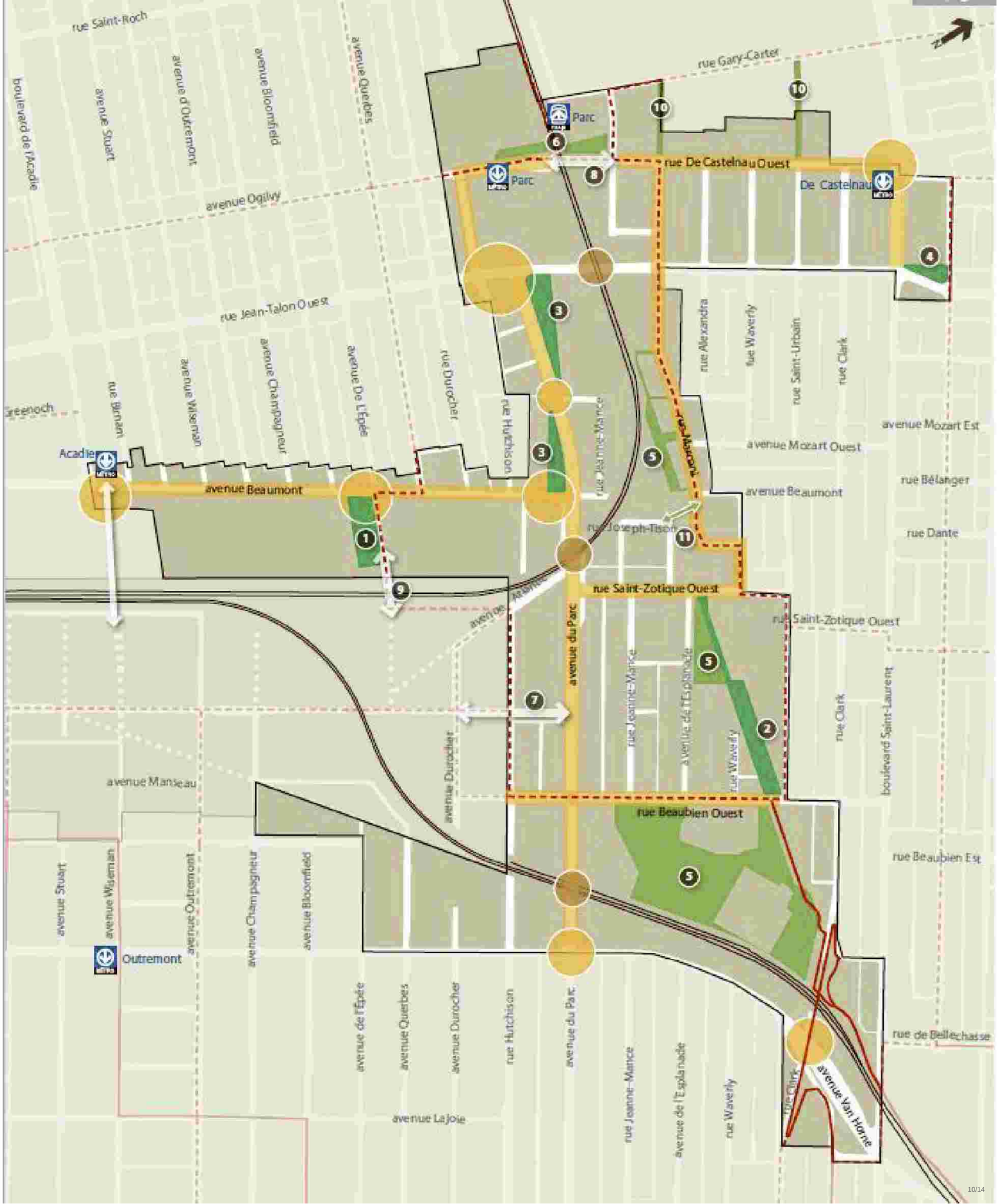
Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-02-04



Secteur 1 : site Outremont

Secteur 2 : abords

1/ Nouveau parc de voisinage au sud du quartier Parc-Extension
2/ Parc dans l'ancienne emprise ferroviaire
3/ Nouveaux espaces publics en bordure de l'avenue du Parc
4/ Espace public à réaménager en front de la rue Jean-Talon
5/ Entente sur l'utilisation et le verdissement du stationnement
6/ Espaces privés aménagés, d'accès public
7/ Prolongement de l'axe est-ouest jusqu'à l'avenue du Parc
8/ Prolongement de rue et traverse à niveau dans l'axe Ogilvy – De Castelnau
9/ Traverse à niveau dans l'axe de l'avenue De L'Épée
10/ Liens piétons à négocier vers le parc Jarry
11/ Passage à négocier entre l'avenue de l'Esplanade et la rue Marconi





Territoire du PDUES

Parcs existants

Plantations existantes
(territoire du PDUES)

Nouveaux parcs

Ententes sur l'utilisation et
le verdissement des terrains privés

Nouvelles plantations à réaliser en priorité
(territoire du PDUES)

Nouvelles plantations

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1196626001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 300 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont (« PDUES ») » (projet MIL Montréal).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1196626001- Projet abords du site Outremont PDUES.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 57 300 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE LA RÉALISATION D'INTERVENTIONS MUNICIPALES DANS LES ABORDS DU SITE OUTREMONT (« PDUES »)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 57 300 000 $ est autorisé pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont dans le cadre du PDUES, incluant notamment des travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public, de démolition, de décontamination, d'infrastructures et l'acquisition d'immeubles ou de terrains.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1196626001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196626001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Projets urbains
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 57 300 000 $ pour le financement de la réalisation d'interventions municipales dans les abords du site Outremont (« PDUES ») » (projet MIL Montréal).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 39003 - 1196626001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : 514-868-8754

Co-auteur: Josée Bélanger
Conseillère Budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
514-872-3238

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-28

Mathieu PERRIER
Chef de division - conseil et soutien financier
Tél : 514-868-3410

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.09

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1197718001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

Il est recommandé :
d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-04 09:54

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197718001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est compétente pour régir le stationnement des véhicules sur son territoire, tout comme elle peut déterminer le montant des amendes en fonction des infractions commises en vertu des dispositions réglementaires prévues à cet effet. Le pouvoir de réglementation du stationnement est partagé entre le conseil de la ville, sur le réseau artériel, et les conseils d'arrondissement, sur le réseau local.
En mars 2018, le conseil de la ville s'est déclaré compétent en matière de réglementation du stationnement sur le réseau local pour une période de deux ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (CM18 0395), afin de réviser les montants des amendes pour les infractions relatives au stationnement sur le territoire de Montréal (inchangés depuis 2009, sauf quelques exceptions) et d'adopter une nouvelle grille d'amendes uniforme sur l'ensemble du réseau de voirie. Un nouveau règlement intitulé « Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules » (18-020) a été adopté à cet effet en avril 2018 (CM18 0543).

L'objectif du présent sommaire consiste à modifier le règlement 18-020 en recommandant une majoration du montant des amendes pour les infractions générales, ainsi que les infractions liées au stationnement ou l'immobilisation d'un véhicule dans une zone d'arrêt interdit située dans une voie réservée afin de contribuer à renforcer leur effet dissuasif et d'investir en mobilité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0543 - 23 avril 2018 : Adopter le règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules, sur le réseau municipal (local et artériel).
CM18 0395 - 26 mars 2018 : Déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de

Montréal, métropole du Québec, le conseil de ville compétent, pour une période de deux ans, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau local de voirie.

CM09 0879 - 21 septembre 2009 : Adopter un règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules.

CM09 0679 - 24 août 2009 : Déclarer le conseil de ville compétent, pour une période de deux ans, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, afin de fixer le montant des amendes pour des infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules sur le réseau local de voirie.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) afin de:

- majorer de 1 $ le montant des amendes pour les infractions générales en matière de stationnement, faisant passer celles-ci de 49 $ à 50 $;
- majorer de 129 $ le montant des amendes pour les infractions liées au stationnement ou l'immobilisation d'un véhicule dans une zone d'arrêt interdit située dans une voie réservée, faisant passer celles-ci de 100 $ à 229 $;

Le tableau ci-dessous présente les scénarios actuel et projeté relativement aux amendes et frais associés à ces infractions. Il est à noter que les frais de greffe sont déterminés par le Gouvernement du Québec.

Infraction	ACTUEL			PROJETÉ		
	Amende	Frais de greffe	Total	Amende	Frais de greffe	Total
Stationnement interdit (général)	49 $	13 $	62 $	50 $	28 $	78 $
Stationnement ou immobilisation d'un véhicule dans une zone d'arrêt interdit située dans une voie réservée	100 $	50 $	150 $	229 $	73 $	302 $

Des ajustements devront être apportés aux systèmes de la Cour municipale et du SPVM préalablement à l'entrée en vigueur du règlement, afin d'y intégrer cette modification.

JUSTIFICATION

En augmentant le tarif des amendes, la Ville de Montréal vise à modifier les comportements délinquants et problématiques des automobilistes, afin de renforcer la sécurité de tous les usagers sur le réseau, en cohérence avec le plan d'action Vision Zéro.
L'effet dissuasif des amendes en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules est essentiel afin de remédier aux multiples irritants persistants découlant du non-respect de la réglementation en vigueur. Ces irritants comprennent :

- l'entrave à la sécurité des usagers (obstruction du champ de vision, obstruction du passage des véhicules d'entretien, etc.);
- l'entrave aux activités d'entretien, notamment le nettoyage de la voirie;
- la violation de la priorité et des droits des autres usagers (occupation d'aires de stationnement et d'arrêt réservées (personnes handicapées,

résidents, livreurs, véhicules d'urgence, etc.) ou de voies ou espaces réservés (piétons, transport collectif et voies cyclables);
- l'entrave à la fluidité de la circulation (immobilisation ou stationnement en double file, obstruction de voies de circulation, d'accès ou d'intersections, obstruction de voies de dégagement en période de pointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour l'exercice de 2016, qui constitue une année normale en termes de distribution des constats d'infraction, près de 1,1 million de constats ont été émis par les agents de stationnement, générant des revenus estimés à 59 M$, soit 44 M$ provenant des amendes, versés à la Ville de Montréal, et 15 M$ pour les frais de greffe (déterminés par le Gouvernement du Québec), versés à titre de revenu d'agglomération. La très grande majorité des constats distribués l'ont été pour des infractions à la réglementation municipale, pour défaut de paiement dans une place contrôlée par une borne, pour stationnement dans un endroit interdit par la signalisation ou dans un espace réservé aux résidents, ou encore pour l'immobilisation d'un véhicule dans un endroit où la signalisation l'interdit, autre que dans une voie réservée.
Selon une estimation du Service des finances, en considérant une hypothèse du maintien du volume d'infractions tel qu'observé en 2016, la nouvelle réglementation proposée pourrait se traduire par une hausse des revenus de l'ordre de 10,9 M$ par rapport à ce qui avait été anticipé en 2018. Ce montant pourrait toutefois être moindre, compte tenu des changements de comportement visés pour les automobilistes grâce à ces mesures.

Les sommes supplémentaires perçues par les amendes liés à ces infractions permettront d'augmenter l'investissement dans diverses mesures de mobilité destinées à améliorer les déplacements des citoyens montréalais, notamment le Réseau Express Vélo (REV) et les mesures prévues au plan d'action Vison Zéro.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La révision du montant des amendes pour les infractions en matière de stationnement et d'immobilisation des véhicules contribuera à renforcer leur effet dissuasif et ainsi à promouvoir une utilisation des véhicules et du stationnement sur le domaine public cohérente avec les objectifs de mobilité durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce règlement permettra à la Ville de Montréal d'atténuer les irritants découlant du stationnement illégal en plus d'appuyer les orientations de la Politique de stationnement voulant faire du stationnement un outil de gestion stratégique répondant aux orientations municipales en matière de mobilité durable, d'aménagement du territoire et de développement économique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera développée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Conseil municipal du 25 mars 2019 : avis de motion du projet de règlement
- Conseil municipal du 15 avril 2019 : adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ghislain OUIMET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice DOR, Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale
Philippe MESSINA, Service des affaires juridiques , Direction des poursuites pénales et criminelles
Celine D'AOUST, Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Sylvain SAUVAGEAU, Service de police de Montréal , Direction des opérations

Lecture :

Sylvain SAUVAGEAU, 19 février 2019
Celine D'AOUST, 19 février 2019
Patrice DOR, 18 février 2019
Philippe MESSINA, 18 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine THÉBERGE-BARRETTE
Ingénieure

Tél : 514-868-5732
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

Pascal LACASSE
Chef de division

Tél : 514-872-4192
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-03-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197718001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Vous trouverez ci joint le règlement sous étude

FICHIERS JOINTS

2019-03-14 Règlement modifiant.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislain OUIMET
Avocat
Tél : 514 872-0267

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-15

Véronique BELPAIRE
Avocate, Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Service des affaires juridiques, division du droit public et de la législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT FIXANT LE MONTANT DES AMENDES À L'ÉGARD DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE STATIONNEMENT OU D'IMMOBILISATION DES VÉHICULES (18-020)

Vu la compétence du conseil de la Ville sur le réseau de voirie artérielle;

Vu la résolution CM18 0395 à l'effet que le conseil de la ville se déclare compétent pour une période de deux ans afin de déterminer le montant de l'amende à imposer à quiconque stationne ou immobilise son véhicule contrairement à toutes normes réglementaires applicables sur le réseau de voirie locale;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement fixant le montant des amendes à l'égard des infractions en matière de stationnement ou d'immobilisation des véhicules (18-020) est modifié par le remplacement du montant de « 49$ » par le montant de « 50$ ».

2. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement du montant de « 100$ » par le montant de « 229$ ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX.

GDD 1197718001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 41.10

2019/03/25
13:00

(2)

Dossier # : 1181097016

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 13:57

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181097016**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, des investissements sont prévus pour la sécurisation des abords des écoles relevant de la compétence du conseil municipal.
Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt de 25 000 000 $ afin de permettre de financer ces investissements de 2019 à 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 25 M$ afin de financer pour les années 2019 à 2021, le programme ci-dessous qui fait partie du programme triennal d'immobilisations 2019-2021.

Projet	2019	2020	2021	Total
59071 – Vision Zéro - Programme de sécurisation aux abords des écoles	5 000 000 $	10 000 000 $	10 000 000 $	25 000 000 $

Cet emprunt comprend le coût d'acquisition d'équipements, les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant, en accord avec l'approche « Vision Zéro » pour éliminer à la source les collisions routières mortelles et les blessures graves, à sécuriser le déplacement des écoliers aux abords des écoles par diverses mesures telles que l'élargissement et la construction d'avancées de trottoirs ainsi qu'à la modification de la signalisation, du marquage de rue, des feux de circulation et de l'éclairage de rue. Lorsque nécessaire, la réalisation des travaux dans le réseau artériel sera déléguée aux arrondissements.

Les objectifs du Programme :

Encourager les déplacements actifs des jeunes de 5 à 17 ans vers l'école par les actions suivantes :

- Améliorer la sécurité des jeunes aux abords des écoles primaires et secondaires de la Ville de Montréal par des interventions physiques complémentaires à celles menées par les autres partenaires de la Vision Zéro.
- Soutenir l'implantation d'aménagements permanents sur les rues bordant les écoles afin :
    - d'assurer le respect des limites de vitesse et de réduire la circulation de transit;
    - de réduire les risques de collisions aux intersections;
    - d'assurer l'accessibilité universelle;
    - de contribuer à rendre le quartier plus convivial et le recours à la marche plus confortable par le verdissement des aménagements et la ludification des parcours.
- Appliquer les nouveaux standards de qualité et meilleures solutions d'ingénierie des transports et d'aménagements développés par la Ville.
- Évaluer les mesures et aménagements pour assurer l'atteinte des objectifs du programme et rehausser les standards de qualité de la Ville.
- Diffuser les pratiques innovantes pour renforcer le savoir-faire local.

Les types d'aménagements :

Approche de financement du programme visant la réalisation des projets d'aménagement permanents suivants sur les rues bordant les écoles:

- Construction ou élargissement de trottoirs incluant une zone tampon entre le corridor de marche et la chaussée;
- Implantation d'avancées de trottoirs;
- Révision de la largeur des voies de circulation en surlargeur pour assurer un meilleur partage de l'espace public;
- Implantation d'un débarcadère aux entrées de l'école;
- Réaménagement géométrique de la rue.

Les lieux d'intervention :

Rues (tronçons et intersections) du réseau artériel administratif de voirie (RAAV) relevant de la compétence du conseil municipal, bordant les écoles primaires et secondaires de la Ville de Montréal reconnues par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Les critères de sélection des projets :

Offres de services transmises avant le 1er mars 2019 (article 85) pour des interventions sur le RAAV à l'été 2019.
Pour les années suivantes, des critères plus détaillés sont en développement, dans l'esprit d'assurer une bonne équité entre les arrondissements.
En ce sens, pour l'édition 2020 de ce programme, un appel à projet à tous les arrondissements est prévu de juin à septembre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2019 à 2021, servira au financement de Vision Zéro - Programme de sécurisation aux abords des écoles - 59071, prévu au programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal – volet ville centrale.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de modifier l'aménagement de certaines rues afin de contribuer à une meilleure qualité de vie par l'augmentation du verdissement et l'aménagement de quartiers durables et urbains centrés sur les déplacements actifs et collectifs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-disponibilité du règlement d'emprunt pourrait retarder la réalisation de travaux de sécurisation aux abords des écoles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du présent règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au CM : 25 mars 2019
Adoption par le CM : 15 avril 2019
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation
Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement
Octroi des contrats: 2019 à 2021
Réalisation des travaux de sécurisation aux abords des écoles: 2019 à 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéfan GALOPIN
Ingenieur

Tél : 514 872-3481
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Sylvain FELTON
Chef de division

Tél : 514 872-7593
Télécop. : 514-872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181097016

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1181097016 - Sécurisation aux abords des écoles-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-17

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE TRAVAUX DE SÉCURISATION SUR LE RÉSEAU ROUTIER, AUX ABORDS DES ÉCOLES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 25 000 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier, aux abords des écoles.

2. Cet emprunt comprend le coût d'acquisition d'équipements, les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1181097016

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181097016

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ pour le financement de travaux de sécurisation sur le réseau routier aux abords des écoles

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 59071 GDD 1181097016.xlsDélégation de M. Perrier 19 dec 2018.eml

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787

Co- Auteur
Maria Bardina

Conseiller(ere) budgetaire

(514) 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél :
(514) 872-2059

Division : conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1184386001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-4464-05 Mandat: 17-0154-T

Il est recommandé :

1. d'adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15^{e} Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains » visant la ruelle constituée des lots 6 188 709 à 6 188 735 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et dont l'emprise est délimitée par les lettres ABCDEFGHJKA, le tout, tels qu'identifiés au plan G-161 Rivière-des-Prairies, préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur-géomètre, en date du 14 février 2018, sous le numéro 358 de ses minutes, dossier 22570 ci-après le «Plan».

2. créer une servitude d'utilités publiques aux fins de télécommunication et de distribution d'énergie sur les lots 6 188 723 à 6 188 734 du cadastre du Québec, délimitée par les lettres BNMLB, sur le Plan.

3. créer une servitude de passage piétonnier contre les lots 6 188 710 ptie et 6 188 711 ptie du cadastre du Québec, en faveur des lots 6 188 711 et 6 188 712 du cadastre du Québec, délimitée par les lettres VPQRSTV, sur le Plan.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-25 09:30

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184386001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-4464-05 Mandat: 17-0154-T

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») a reçu une demande de l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles pour régulariser l'occupation du domaine public par des empiètements dans la ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15^{e} Avenue, connue et désignée comme étant les lots 6 188 709 à 6 188 735 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et anciennement connue sous le lot 1 058 923 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal (ci-après la « Ruelle »).
La Ruelle est délimitée par les lettres ABCDEFGHJKA sur le plan G-161 Rivière-des-Prairies préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur – géomètre, le 14 février 2018 sous le numéro 358 de ses minutes, dossier 22570 (ci-après le « Plan »).

L'arrondissement a sécurisé cette partie de l'avenue Fernand-Gauthier qui est commerciale et ceinturée par des garderies, dépanneurs, restaurants de quartier et une école primaire. L'arrondissement ayant adopté un plan d'aménagement plus sécuritaire, la proposition prévoyait également de conserver une partie de la Ruelle à des fins de parc, telle que montrée par une trame ombragée en vert sur les plans B et C ci-joints. Les travaux sur l'avenue Fernand-Gauthier consistaient en une reconstruction complète et une mise aux normes de la chaussée, des trottoirs, de l'éclairage et l'ajout de végétaux. Le but étant de réorganiser les aires de stationnement, de créer une zone tampon entre les aires de stationnement et la rue, ainsi que de verdir la partie de la ruelle conservée par la Ville à des fins de parc.

Par ce réaménagement, l'arrondissement a suggéré au SGPI de céder la Ruelle aux propriétaires riverains afin de régler les empiètements exercés par ces derniers en excluant la partie conservée à des fins de parc.

De plus, on note la présence de trois (3) bâtiments en contiguïté. Les propriétaires de ces immeubles ont été rencontrés afin de leur expliquer le projet d'embellissement de l'avenue Fernand-Gauthier et obtenir leur accord pour la cession officielle de la Ruelle compte tenu du fait qu'ils sont parties prenantes à ce projet de réfection qui se réalisait plus

spécifiquement en front de leurs immeubles. Tous trois (3) ont répondu favorablement.

L'analyse de cette demande révèle que la Ruelle montrée, à titre indicatif, par un liséré rouge sur le plan P annexé, est entièrement occupée par l'ensemble des propriétaires riverains (27).

Les démarches nécessaires ont été entamées en vue de procéder à la cession de la Ruelle, aux propriétaires des lots riverains, tels qu'identifiés au Plan. Plus des deux tiers des propriétaires riverains en nombre ont signé une requête à cet effet, représentant plus des deux tiers du front des terrains longeant cette ruelle. Après compilation, deux (2) propriétaires concernés n'ont pas répondu et un (1) seul a répondu négativement.

Une action est requise pour permettre la fermeture, comme domaine public, des lots susmentionnés et identifiés au Plan, afin de les transférer aux propriétaires riverains en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

La Ville de Montréal est propriétaire de la Ruelle aux termes d'un avis au registrateur de Montréal suivant l'article 610a de la Charte reçu devant M^{e} Normand Latreille, notaire, le 29 novembre 1977, sous le numéro 2929 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 13 décembre 1977.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Adopter un règlement de fermeture de ruelle et transférer aux propriétaires riverains les lots 6 188 709 à 6 188 735 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Créer une servitude d'utilités publiques aux fins de télécommunications et de distribution d'énergie sur les lots 6 188 723 à 6 188 734 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'emprise est délimitée par les lettres BNMLB sur le Plan.

Créer une servitude de passage piétonnier d'une largeur de 1,1 mètre contre les lots 6 188 710 ptie et 6 188 711 ptie du cadastre du Québec, en faveur des lots 6 188 711 et 6 188 712 du cadastre du Québec dont l'emprise est délimitée par les lettres VPQRSTV sur le Plan. La largeur de l'emprise de la servitude correspond à la largeur exigée par un passage à pied et est suffisante en cas d'urgence.

L’arrondissement a confirmé que les bâtiments construits en contiguïté, soit les lots 6 188 710, 6 188 711 et 6 188 712 du cadastre du Québec, demeureront conformes à la réglementation municipale et provinciale eu égard à la création de la servitude de passage piétonnier susmentionnée.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'adoption du présent règlement pour les motifs suivants :

· Il n'est pas dans l'intérêt de la Ville de conserver cette ruelle non ouverte à la circulation, puisqu'elle n'est pas essentielle à l'accessibilité et à la desserte arrière des bâtiments riverains.

· Cette transaction permettra à la Ville de percevoir des taxes foncières sur les lots ainsi cédés.

· L'ensemble des intervenants municipaux est favorable à ce transfert. Il y a lieu que les autorités municipales procèdent à l'approbation du transfert de ruelle aux propriétaires riverains, conformément à l'encadrement numéro C-OG-GPI-D-17-002 « Cession de ruelles aux propriétaires riverains - Modalités et conditions », en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément au Programme d'acquisition de ruelles non requises par la Ville, le transfert aux propriétaires riverains se fait gratuitement, en vertu des dispositions des articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis d'adoption de ce règlement de fermeture, aux fins de transfert aux riverains, doit être signifié par le greffier de la Ville à chacun des propriétaires des immeubles riverains et doit être publié dans un quotidien distribué dans la Ville.
Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dès l'entrée en vigueur de ce règlement, le Service des affaires juridiques de la Direction générale adjointe aux services institutionnels de la Ville de Montréal en publie une copie dûment certifiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nissa KARA FRECHET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel DESHAIES, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Daniel GIRARD, Service de sécurité incendie de Montréal
Carl BEAULIEU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Carl BEAULIEU, 5 décembre 2018
Daniel BROUSSEAU, 14 juin 2018
Daniel DESHAIES, 13 juin 2018
Daniel GIRARD, 12 juin 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-05

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

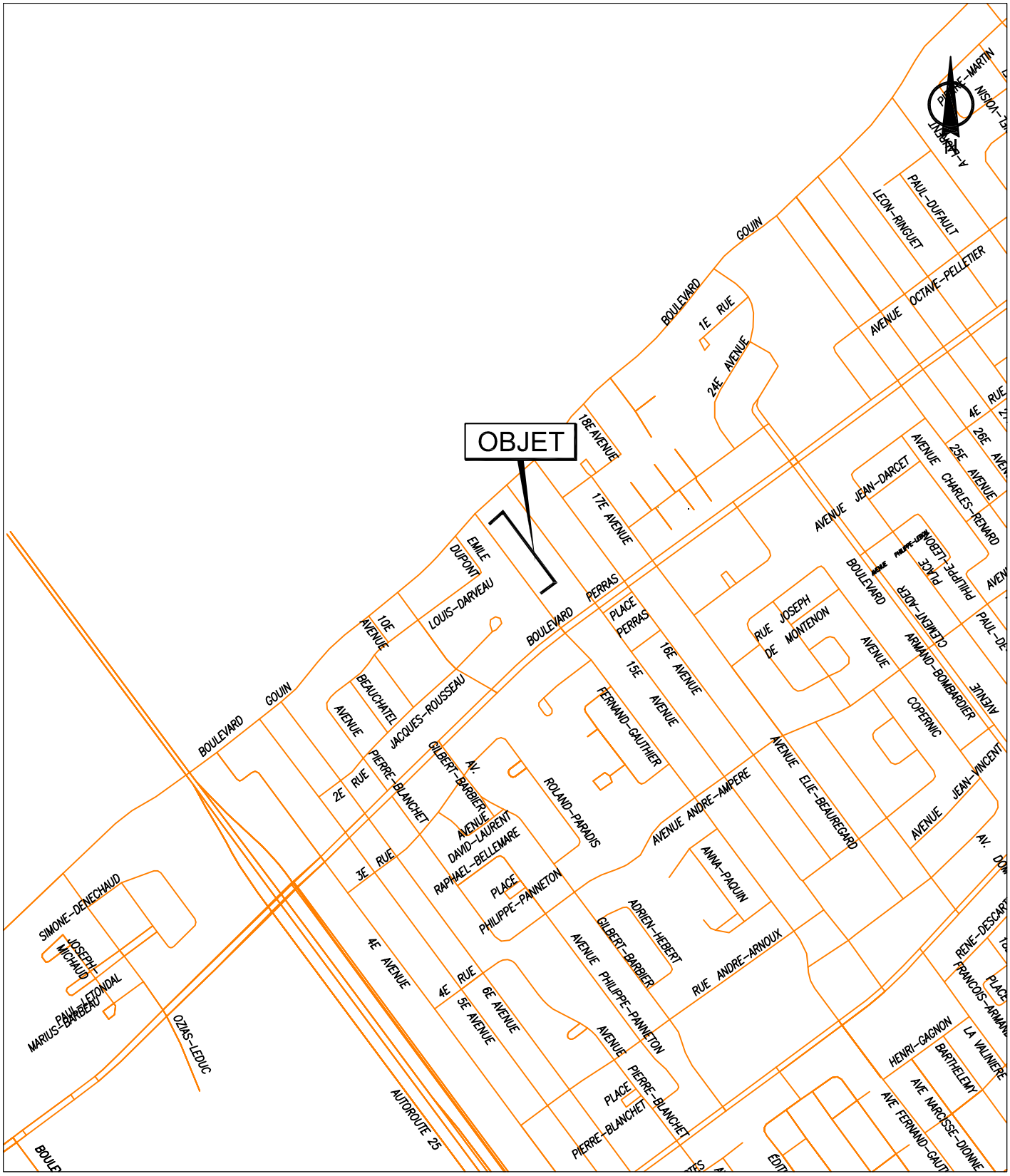
Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-01-25



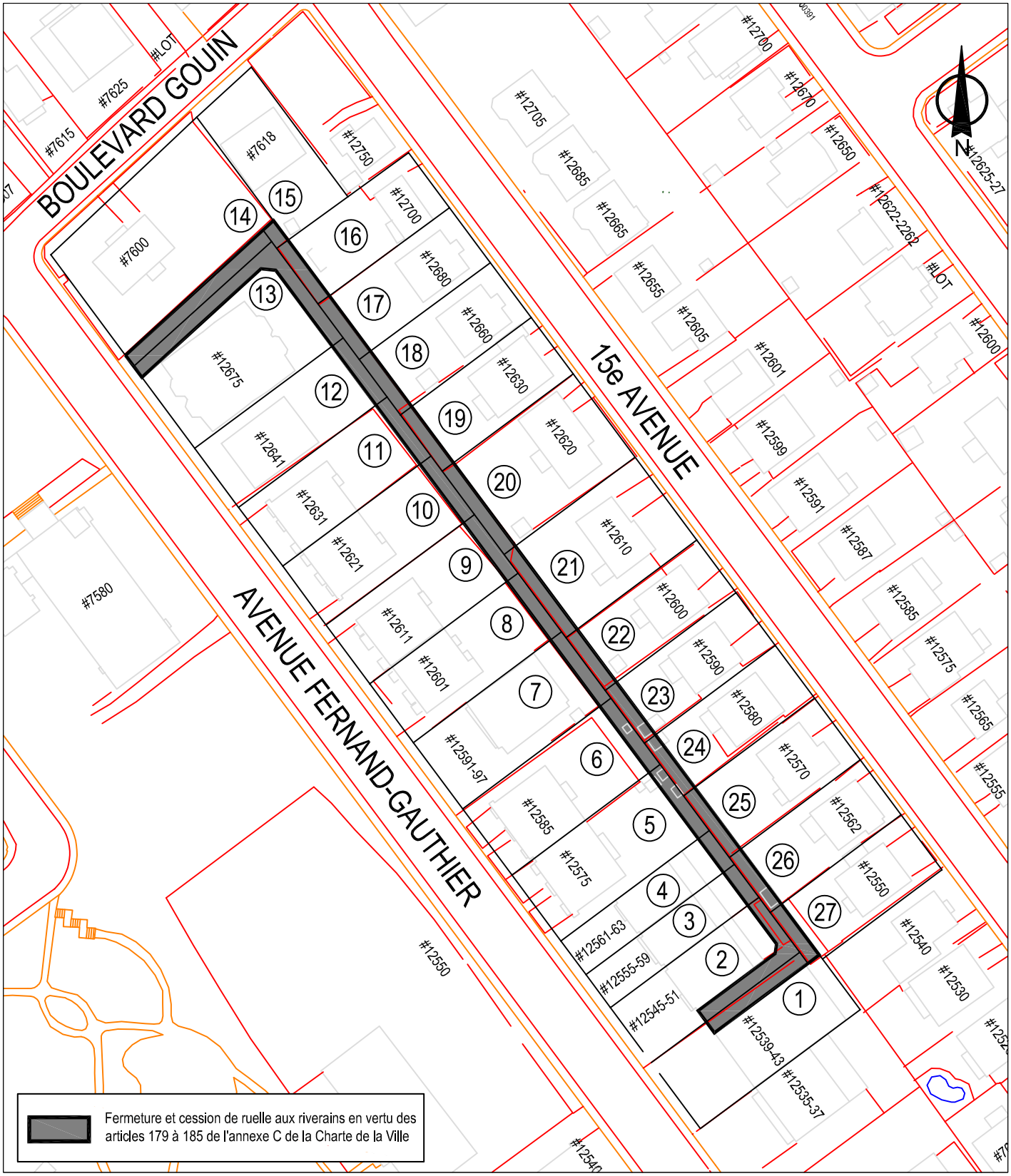
SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-4464-05
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 28-06-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

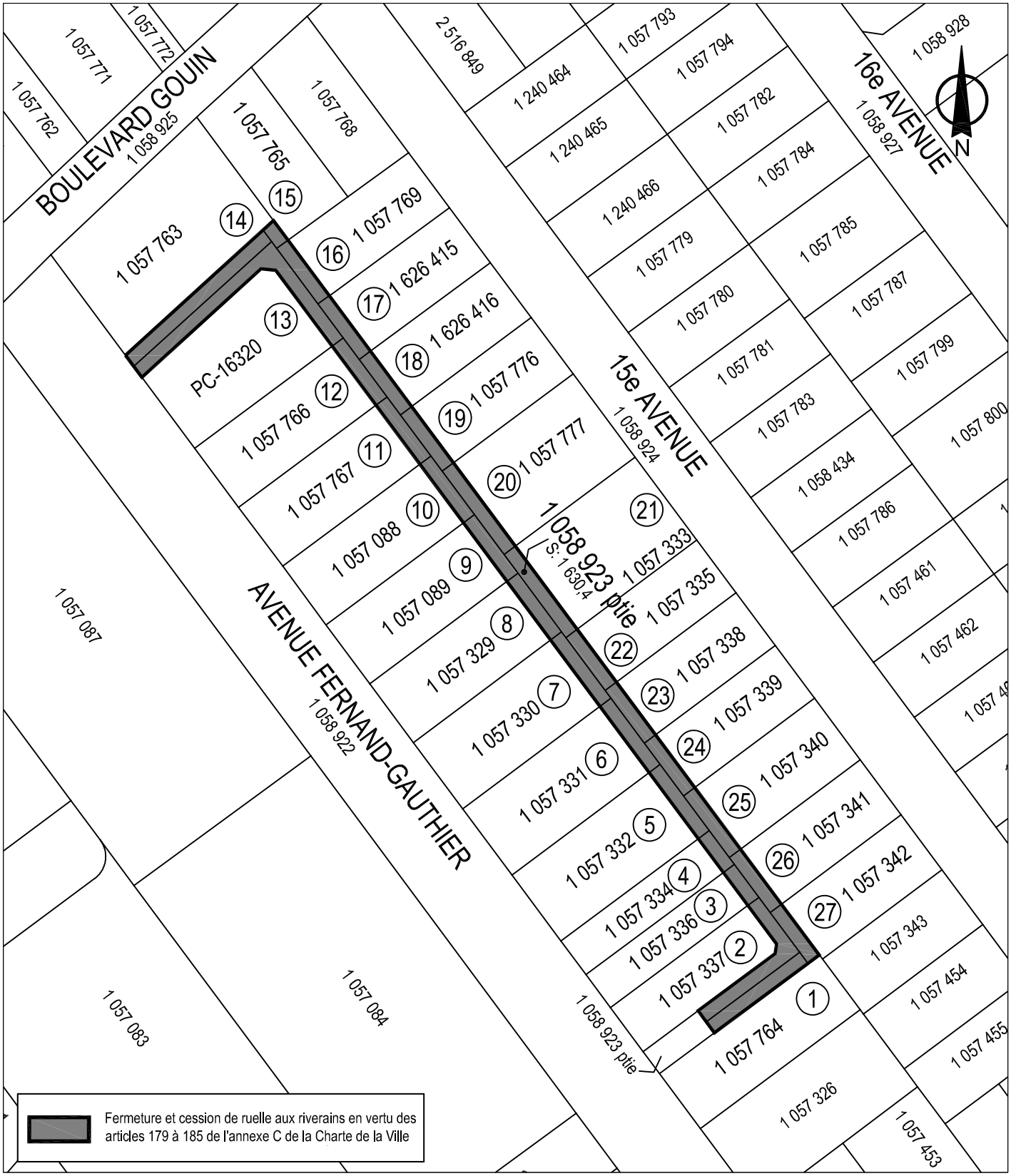


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan B: plan de l'utilisation du sol
Dossier: 31H12-005-4464-05
Dessinateur: JR
Échelle: 1:1200
Date: 06-10-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

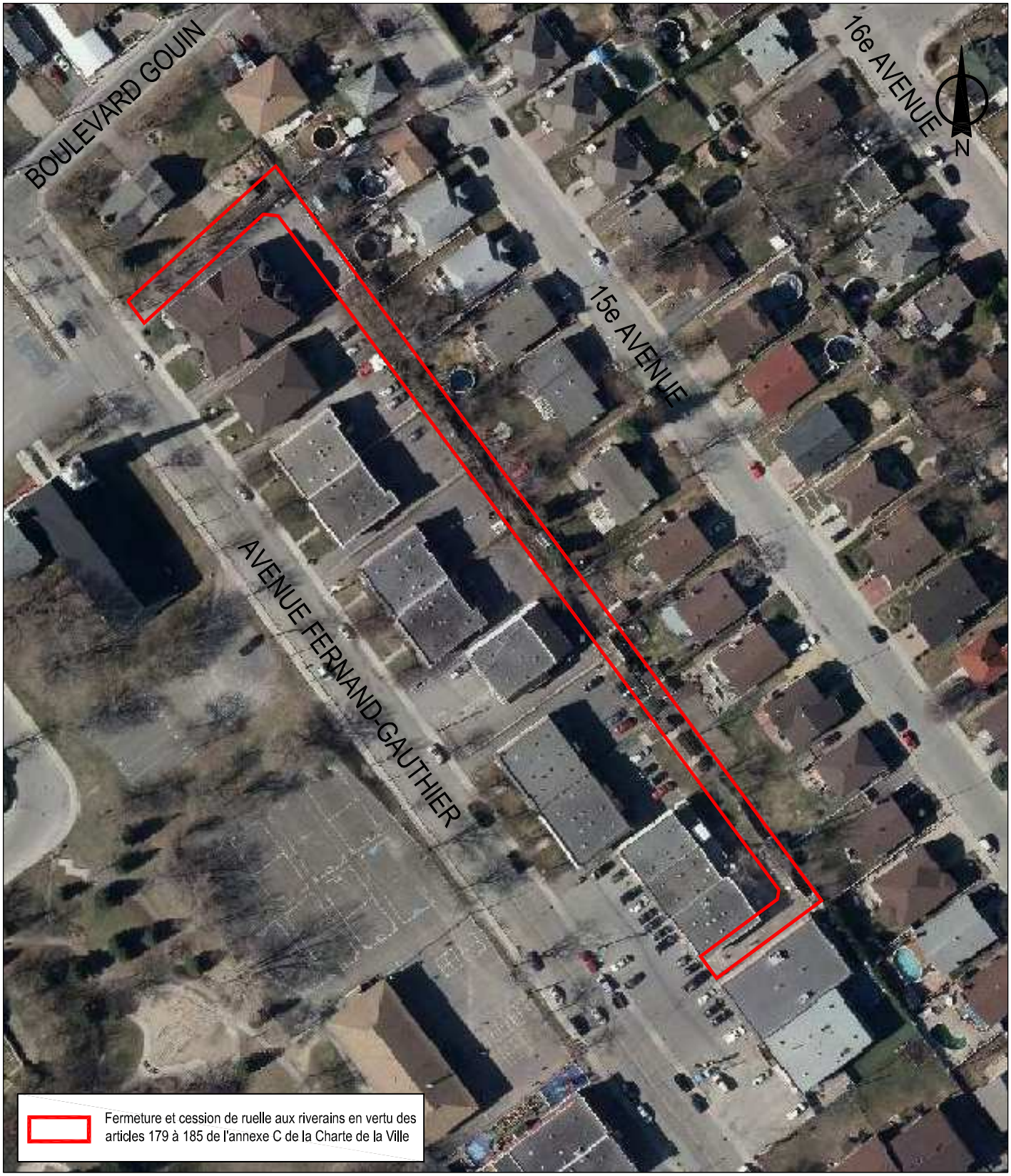


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan C: plan de cadastre
Dossier: 31H12-005-4464-05
Dessinateur: JR
Échelle: 1:1200
Date: 06-10-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan P: photo aérienne
Dossier: 31H12-005-4464-05
Dessinateur: JR
Échelle: 1:1200
Date: 06-10-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

AP25774

15E AVENUE (R.-D.-P.)
1 058 924

1 057 768 | 1 057 769 | 1 626 415 | 1 626 416 | 1 057 776 | 1 057 777 | 1 057 333 | 1 057 335 | 1 057 338 | 1 057 339 | 1 057 340 | 1 057 341 | 1 057 342 | 1 057 343

1 057 765

6 188 723 | 6 188 724 | 6 188 725 | 6 188 726 | 6 188 727 | 6 188 728 | 6 188 729 | 6 188 730 | 6 188 731 | 6 188 732 | 6 188 733 | 6 188 734 | 6 188 735

6 188 722 | 6 188 721 | 6 188 720 | 6 188 719 | 6 188 718 | 6 188 717 | 6 188 716 | 6 188 715 | 6 188 714 | 6 188 713 | 6 188 712 | 6 188 711 | 6 188 710 | 6 188 709

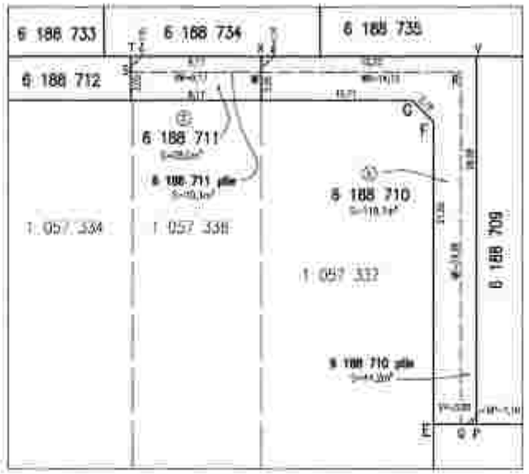
1 057 763 | PC-16220 | 1 057 766 | 1 057 767 | 1 057 088 | 1 057 089 | 1 057 329 | 1 057 330 | 1 057 331 | 1 057 332 | 1 057 334 | 1 057 336 | 1 057 337 | 1 057 764 | 1 057 326

6 162 950

BOULEVARD GOUIN EST
055 050 1

AVENUE FERNAND-GAUTHIER
1 058 922

AGRANDISSEMENT
échelle 1:250



B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle 1:500

0 5 10 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international (SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

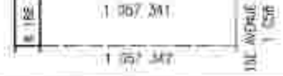
LOT(S)

Les lots 6 188 709, 6 188 710, 6 188 711, 6 188 712, 6 188 713, 6 188 714, 6 188 715, 6 188 716, 6 188 717, 6 188 718, 6 188 719, 6 188 720, 6 188 721, 6 188 722, 6 188 723, 6 188 724, 6 188 725, 6 188 726, 6 188 727, 6 188 728, 6 188 729, 6 188 730, 6 188 731, 6 188 732, 6 188 733, 6 188 734 et 6 188 735

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au sud-est du BOULEVARD GOUIN EST
entre :
L'AVENUE FERNAND-GAUTHIER
et la
15E AVENUE (R.-D.-P.)

Le remembrement d'un lot, anciennement partie d'une ruelle à une propriété riveraine est indiqué comme suit:



FINS DU DOCUMENT:

TRANSFERT DE RUELLE AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS en vertu des articles 179 à 185 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal.

NOTES :
1- Les lettres ABCDEFGHIJKLMN délimitent le lot(s) indiqué le transfert de ruelle
2- Les biens-fonds identifiés par les lettres DNMLB devront être grevés d'une servitude à des fins de télécommunications et de distribution d'énergie.
3- Le biens-fonds identifiés par les lettres WVSRSW devra être grevé d'une servitude de passage en faveur des lots 6 188 711 et 6 188 712.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du greffier de la ville concernée.

Montréal, le 14 février 2018

Préparé par: GABRIEL BÉLISLE DUPUIS, Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
Arpenteur(s)-géomètre

Minute N° 3585 Dossier

Références: Une description technique accompagne ce plan

Feuille(s) cartographique(s) 31H12-005-4664, 31H12-005-4564 (31H12-010-2232, 31H12-010-2332) Dossier: M-0292

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: _____

DOSSIER N° 22570 Visite comme tel arpenteur(s)-géomètre de la Ville

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville: _____

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

PLAN N° G-161 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée de l'ancien lot 1 058 923 du cadastre du Québec, et située au sud-est du boul. Gouin Est entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-4464-05 MANDAT : 17-0154-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
1	Madame Rosa Gentile Monsieur Giuseppe Gatto 12072, Place Pierre-Blanchet Montréal (Québec) H1E 3P2	1 057 764	1 058 923	78,7	855443-00	12539 à 12543, avenue Fernand-Gauthier Montréal (Québec) H1E 3P2	32,19	**OUI**
2	Madame Maria Teresa Di Pietro Di Primio Monsieur Antonio Di Primio 5530, Lafourcade, Saint-Léonard (QC) H1R 1M5	1 057 337	1 058 923	116,7	855443-05	12545 à 12551, avenue Fernand- Saint-Léonard (QC) H1R 1M5	37,43	**OUI**
3	Madame Simone Frémont Monsieur Robert Marsan 8466, boul Gouin Est Montréal (Québec) H1E 1C1	1 057 336	1 058 923	28,0	855443-10	12555 à 12559, avenue Fernand- Montréal (Québec) H1E 1C1	9,17	**OUI**
4	Madame Maria Sorella-Del Zoppo 5855, boul. Robert Saint-Léonard (Québec) H1P 1M7	1 057 334	1 058 923	28,0	855443-15	12561 à 12563, avenue Fernand- Saint-Léonard (Québec) H1P 1M7	9,17	**OUI**
5	Monsieur Angelo Scala 11957, Ave. Monty # 5 Montréal-Nord (Québec) H1G 5Z2	1 057 332	1 058 923	56,0	855443-20	12575, avenue Fernand-Gauthier Montréal-Nord (Québec) H1G 5Z2	18,35	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée de l'ancien lot 1 058 923 du cadastre du Québec, et située au sud-est du boul. Gouin Est entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-4464-05 MANDAT : 17-0154-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
6	Madame Eleni Kostoulia Monsieur Nikolaos Sotirakos 3600, rue Fénélon # 5 Montréal (QC) H2A 1M8	1 057 331	1 058 923	56,0	855443-30	12585, avenue Fernand-Gauthier Montréal (QC) H2A 1M8	18,35	**Pas de réponse**
7	Alliance Chrétienne et Missionnaire au Québec 12591, avenue Fernand-Gauthier Montréal (Qc) H1E 2X2 A/S M. Neslim Edouard	1 057 330	1 058 923	56,0	855443-40	12591 à 12597, avenue Fernand- Montréal (Qc) H1E 2X2	18,35	**OUI**
8	Madame Raffaella Femia Monsieur Roberto Bastone 11825, Ave. Paul-Émile-Lamarche Montréal (QC) H1C 4G8	1 057 329	1 058 923	49,7	855443-50	12601, avenue Fernand-Gauthier Montréal (QC) H1C 4G8	16,31	**OUI**
9	Madame Paola Riccio Monsieur Wazir Ali 7836, avenue Salomon-Marion Montréal (QC) H1E 6C1	1 057 089	1 058 923	49,7	855443-60	12611, avenue Fernand-Gauthier Montréal (QC) H1E 6C1	16,31	**OUI**
10	Monsieur Charles Alepins 6100, avenue Goncourt Anjou (Québec) H1K 3X4	1 057 088	1 058 923	49,7	855443-70	12621, avenue Fernand-Gauthier Anjou (Québec) H1K 3X4	16,31	**OUI**
11	Madame Lucia Masciotra Monsieur Angelo Del Papa 7365, Raphaël-Bellemarre Montréal (QC) H1E 3L7	1 057 767	1 058 923	49,8	855443-75	12631, avenue Fernand-Gauthier Montréal (QC) H1E 3L7	16,34	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée de l'ancien lot 1 058 923 du cadastre du Québec, et située au sud-est du boul. Gouin Est entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-4464-05 MANDAT : 17-0154-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
12	Madame Nadia Di Maio 4425, Place Denis-Papin Saint-Léonard (Québec) H1R 3R2	1 057 766	1 058 923	49,9	855443-85	12641, avenue Fernand-Gauthier Saint-Léonard (Québec) H1R 3R2	16,35	**Pas de réponse**
13	Syndicat de copropriété du 12675, avenue Fernand-Gauthier 12675, avenue Fernand-Gauthier # 302 Montréal (QC) H1E 2X2 A/S Mme Anna Di Ge	3302189 et al	1 058 923	200,8	855444-11 et al	12675, avenue Fernand-Gauthier Montréal (QC) H1E 2X2	60,21	**OUI**
14	Madame Yvette Lemoine Joyal 7600, boul. Gouin Est Montréal (QC) H1E 1A9	1 057 763	1 058 923	123,2	891758-10	7600, boul. Gouin Est Montréal (QC) H1E 1A9	44,42	**OUI**
15	Madame Johanne Tavarozi Monsieur Filippo Tomasino 7618, boul. Gouin Est Montréal (QC) H1E 1A9	1 057 765	1 058 923	16,9	891757-10	7618, boul. Gouin Est Montréal (QC) H1E 1A9	5,50	**OUI**
16	Madame Domenica Roda Monsieur Eduardo Roda 12700, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 769	1 058 923	46,8	855472-00	12700, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	15,33	**OUI**
17	Madame Jeannine Jean Pierre Monsieur Jean Dumerjean 12680, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 626 415	1 058 923	46,8	855473-10	12680, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	15,33	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée de l'ancien lot 1 058 923 du cadastre du Québec, et située au sud-est du boul. Gouin Est entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-4464-05 MANDAT : 17-0154-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
18	Madame Rosanna Sorrentino 12660, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 626 416	1 058 923	46,8	855473-05	12660, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	15,33	**OUI**
19	Madame Suzel Bourdeau Monsieur Yvon Goulet 12630, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 776	1 058 923	46,8	855475-00	12630, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	15,33	**OUI**
20	Madame Adelina Macri Monsieur Antonio Amato 12620, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 777	1 058 923	70,2	855476-00	12620, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	23,00	**OUI**
21	Monsieur Mario Chiarullo 12610, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 333	1 058 923	70,2	855479-00	12610, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	23,00	**OUI**
22	Madame Angela Sarrcco-Tozzi Monsieur Pietro Tozzi 12600, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 335	1 058 923	44,9	855480-00	12600, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	14,72	**OUI**
23	Madame Francesca Zarelli Monsieur Antonio Spadafora 12590, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 338	1 058 923	44,9	855481-00	12590, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	14,72	**OUI**

COMPILATION DE LA PÉTITION EN VUE D'UNE FERMETURE DE RUELLE
AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES RIVERAINS
Ruelle constituée de l'ancien lot 1 058 923 du cadastre du Québec, et située au sud-est du boul. Gouin Est entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue
DOSSIER : 31H12-005-4464-05 MANDAT : 17-0154-T

N^{os}	Nom et adresse des propriétaires	Lot propriété	Lot transféré	Superficie acquise en (m²)	Numéro compte de taxes	Adresse de la propriété	Mesure en front (m)	Vote
24	Madame Angella Russo Monsieur Emanuele Giacomo 12580, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 339	1 058 923	44,9	855482-00	12580, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	14,70	**OUI**
25	Madame Giovanna Russo 12570, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 340	1 058 923	52,3	855483-00	12570, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	17,17	**OUI**
26	Madame Rose-Marie-Cleo Darbouze Monsieur Franck Fortune 12562, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 341	1 058 923	46,8	855484-00	12562, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	15,33	**Refus**
27	Madame Marie Rita Sainvil Monsieur Emmanuel Faustin 12550, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	1 057 342	1 058 923	43,2	855485-10	12550, 15e Avenue Montréal (QC) H1E 1S9	14,16	**OUI**
				1613,70			532,88	

Nombre total de propriétaires:	**27**
Nombre minimum de signatures requises (66,6 %) :	**18**

Total des votes favorables obtenus (88,9 %)	**24**
Total mesure en front	**532,88 m**
Front requis 66.6%	**354,90 m**
Dimension du front obtenu	**482,85 m**
Superficie totale à transférer	**1613,70 m²**

Note: La dernière compilation des noms des propriétaires a été effectuée en septembre 2017

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1184386001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement sur la fermeture d'une ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, aux fins de transfert aux propriétaires riverains ». N/Réf. : 31H12-005-4464-05 Mandat: 17-0154-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Veuillez trouver ci-joint le projet de règlement à soumettre aux instances municipales pour approbation.

N/D 18-002162

FICHIERS JOINTS

Règlement-1.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nissa KARA FRECHET
Notaire
Tél : (514) 872-0138

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Nissa KARA FRECHET
Notaire
Tél : 514 872-0138
Division : Droit Notarial -Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
1 -

RÈGLEMENT SUR LA FERMETURE D'UNE RUELLE SITUÉE AU SUD-EST DU BOULEVARD GOUIN EST, ENTRE L'AVENUE FERNAND-GAUTHIER ET LA 15E AVENUE, DANS L'ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES, AUX FINS DE TRANSFERT AUX PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

VU les articles 179 à 185 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal décrète :

1. La ruelle située au sud-est du boulevard Gouin Est, entre l'avenue Fernand-Gauthier et la 15e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, formée des lots 6 188 709, 6 188 710, 6 188 711, 6 188 712, 6 188 713, 6 188 714, 6 188 715, 6 188 716, 6 188 717, 6 188 718, 6 188 719, 6 188 720, 6 188 721, 6 188 722, 6 188 723, 6 188 724, 6 188 725, 6 188 726, 6 188 727, 6 188 728, 6 188 729, 6 188 730, 6 188 731, 6 188 732, 6 188 733, 6 188 734 et 6 188 735, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et délimitée par les lettres ABCDEFGHJKA sur le plan G-161 RIVIÈRE-DES-PRAIRIES, est fermée.

2. Les lots riverains de la ruelle sont les suivants : 1 057 764, 1 057 337, 1 057 336, 1 057 334, 1 057 332, 1 057 331, 1 057 330, 1 057 329, 1 057 089, 1 057 088, 1 057 767, 1 057 766, 3 302 189 partie commune du PC-16320, 1 057 763, 1 057 765, 1 057 769, 1 626 415, 1 626 416, 1 057 776, 1 057 777, 1 057 333, 1 057 335, 1 057 338, 1 057 339, 1 057 340, 1 057 341 et 1 057 342 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

3. Les lots mentionnés à l'article 1 sont remembrés avec les lots mentionnés à l'article 2, conformément au plan G-161 RIVIERE-DES-PRAIRIES, préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur-géomètre, le 14 février 2018, sous le numéro 358 de ses minutes (dossier : 22570), dont copie est jointe en Annexe.

4. Lorsqu'un lot riverain auquel une partie de la ruelle est remembrée appartient à plus d'un propriétaire, tel lot remembré est transféré aux propriétaires de ce lot riverain dans la mesure de leurs intérêts respectifs dans ce lot.

5. Une partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 6 188 723, 6 188 724, 6 188 725, 6 188 726, 6 188 727, 6 188 728, 6 188 729, 6 188 730, 6 188 731, 6 188 732, 6 188 733 et 6 188 734 et délimitée par les lettres BNMLB sur le plan G-161 RIVIERE-DES-PRAIRIES, est grevée d'une servitude d'utilités publiques pour fins de télécommunications et de distribution d'énergie y compris la pose, l'installation et

l'entretien des conduits, poteaux, fils et autres accessoires nécessaires aux opérations des entreprises d'utilités publiques.

6. La Ville est propriétaire de la ruelle formée des lots susmentionnés, aux termes d'un avis au registrateur en vertu de l'article 610a de la Charte, reçu par Me Normand Latreille, notaire, le 29 novembre 1977, sous le numéro 2929 de ses minutes et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 13 décembre 1977, sous le numéro 2 836 892.

7. Afin de respecter en tout temps la réglementation provinciale et municipale en matière de sécurité incendie, et, plus particulièrement, afin que chacun des lots riverains mentionnés au paragraphe 2 demeure conforme à la réglementation provinciale et municipale, quant à ses issues de secours, la partie de l'emprise de cette ruelle, composée des lots 6 188 710 ptie et 6 188 711 ptie du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, et délimitée par les lettres VPQRSTV sur le plan G-161 RIVIERE-DES-PRAIRIES (ci-après le « fonds servant »), est grevée d'une servitude réelle et perpétuelle de passage uniquement à pied et en cas d'urgence en faveur des lots 6 188 711 et 6 188 712 du cadastre du Québec (ci-après le « fonds dominant »). Laquelle servitude de passage doit être libre de toute construction, clôture ou autre obstacle et devra être maintenue en tout temps, en bon état de propreté, d'entretien et d'accessibilité par les propriétaires du fonds servant. Néanmoins, l'installation d'une clôture est permise à la condition qu'une porte d'une largeur minimale de 760 millimètres y soit ajoutée dans l'assiette de la servitude et que celle-ci n'empêche pas l'accès à la voie publique en cas d'urgence. Compte tenu de ce qui précède, il est interdit de mettre un cadenas sur la porte de la clôture. Si cette porte est tenue barrée contre l'intrusion, il doit être possible de sortir de la cour et d'accéder à la voie publique sans l'utilisation d'une clé ou d'un instrument quelconque.

8. La présente servitude est rendue nécessaire afin de permettre aux occupants du fonds dominant de se diriger à pied vers la voie publique « Avenue Fernand-Gauthier » à partir de leur cour arrière conformément au *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments de la Ville de Montréa*l (n°11-018), et au *Code de construction du Québec* auquel il réfère, et ce, afin de maintenir la conformité des bâtiments construits sur les lots riverains ci-dessus mentionnés, à la suite du transfert de toute partie de la ruelle publique située à l'arrière de ces bâtiments aux propriétaires riverains.

9. La présente servitude ne pourra être rachetée avant trente (30) ans ni être modifiée ou annulée sans le consentement préalable de la Ville de Montréal.

10. Le propriétaire des lots riverains auxquels cette ruelle grevée de telles servitudes de passage et d'utilités publiques est remembrée, ne peut rien faire qui tende à diminuer l'exercice de ces servitudes ou à les rendre moins commode et devra, le cas échéant, sur demande de tout propriétaire d'un fonds dominant ou de toute entreprise d'utilités publiques, déplacer toute construction et tout bien s'y trouvant à ses entiers frais.

ANNEXE
PLAN G-161 RIVIERE-DES-PRAIRIES, PREPARE PAR GABRIEL BELEC DUPUIS, ARPENTEUR-GEOMETRE, LE 14 FEVRIER 2018, SOUS LE NUMERO 358 DE SES MINUTES (DOSSIER : 22570).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.02

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1180003001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

Il est recommandé :

1. d'approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 08:41

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180003001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

CONTENU

CONTEXTE

Lors de sa séance du 5 décembre 2007, le comité exécutif (CE07 1967) a confirmé la mise en place de son Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques publiques (Programme RAC). Ce Programme s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel que la Ville a conclu avec la ministre de la Culture, des Communications (MCC).
Le 20 décembre 2016, un règlement d'emprunt *(règlement 16-071)* de 50 M$ a été approuvé par le conseil municipal (CM16 1474).

La présente demande de règlement d'emprunt de 25 M$ porte sur le financement des travaux de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques inscrites au carnet de projets du Programme RAC dans le cadre de l'axe 3 de l'Entente MCC-Ville sur le développement culturel de Montréal.

Par ce règlement d'emprunt seront, entre autres, financés les projets de la bibliothèque Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1323 - 8 août 2018 : 1 -Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente; 2- Mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme.
CM16 1474 - 20 décembre 2016 : Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt 50 000 000 $ afin de financer les travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et l'achat de collections initiales , sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CE16 1763 - 8 novembre 2016 : 1-Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque L'Octogone, dans l'arrondissement de LaSalle, au coût de 24 394 382 $, taxes

incluses (23 333 526 $ au net); 2-Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque L'Octogone à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et l'Occupation du territoire (MAMOT), la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que toutes autres dépenses connexes; 3-Autoriser les crédits, pour une somme maximale de 513 938 $, taxes incluses, pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque L'Octogone; 4-Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre du concours pour et au nom de la Ville.

CE16 1668 - 19 octobre 2016 : 1- Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve au coût de 23 260 696 $, taxes incluses, (soit 21 240 116 $ au net); 2-Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), la rémunération des finalistes et membres du jury et toutes autres dépenses connexes; 3-Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve; 4 - Autoriser les crédits pour un montant maximal de 514 000 $, taxes incluses, pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve;5 - Imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE16 0861 - 25 mai 2016 : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques.

CM11 0516 - 21 juin 2011 : Adopter, dans le cadre du programme PTI 2012-2015, un projet de règlement d'emprunt autorisant le financement de 60 000 000 $ pour la réalisation de travaux d'amélioration locatives, d'agrandissement, de construction,

d'aménagement de bibliothèques et d'achat de collections initiales.

CM08 0686 - 25 août 2008 : Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 $ afin de financer les travaux d'améliorations locatives, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et d'achat de collections
initiales, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements".

CE07 1967 - 05 décembre 2007 : Confirmer la mise en place du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC).

DESCRIPTION

En accord avec la Politique de développement culturel 2017-2022, le Service de la culture souhaite, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière ainsi qu'avec les arrondissements concernés, procéder à la rénovation, à l'agrandissement des bibliothèques suivantes : Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et à la construction de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie).

JUSTIFICATION

Le Programme RAC des bibliothèques permet l'attribution de crédits pour la rénovation, l'agrandissement ou la construction de bibliothèques, de même qu'à l'acquisition et au traitement de collections premières, dans le cas de l'ajout de nouvelles bibliothèques dans

le réseau. Par ces investissements, la Ville maintient en bon état ses actifs immobiliers et assure la pérennité de son réseau de bibliothèques publiques.
Ce Programme permet à tous les arrondissements de déployer une offre de services de qualité en matière de bibliothèque. Il vise aussi à une équité dans l'ensemble du réseau, afin que toute personne qui fréquente nos installations puisse y retrouver une offre de services de qualité normée.

De plus, la modernisation de notre réseau de bibliothèques est une composante essentielle dans un processus d'autoformation de la population, d'amélioration de la littératie numérique, de formation continue de la main-d'œuvre et de lutte contre l'exclusion sociale.

Les nouvelles bibliothèques sont aussi des outils mis à la disposition des intervenants locaux pour faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, ainsi que la médiation culturelle auprès des clientèles fragiles.

Les projets présentés dans le cadre du Programme RAC des bibliothèques doivent, sur le plan environnemental, viser une certification LEED ou les objectifs de cette certification.

Montréal ayant été reconnue « Ville UNESCO de design », et en conformité avec les objectifs de la Ville en cette matière, la majorité des projets feront l'objet d'un concours d'architecture pluridisciplinaire ou de toutes autres mesures contribuant à la qualité du projet ainsi qu'à l'enrichissement du paysage architectural et urbain de la métropole.

Chaque projet devra intégrer une œuvre d'art à l'architecture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 36610 — Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques prévu à la programmation du PTI 2019-2021 . La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bonification de la lecture, augmentation du nombre d'abonnés et consolidation du réseau des bibliothèques publiques de la Ville de Montréal.

- Mise à la disposition d'équipements accueillants, modernes et ouverts sur leur milieu auprès de la population montréalaise.
- Participation accrue du réseau des bibliothèques publiques à l'effort collectif pour faire de Montréal une ville de lecture, de savoir et d'innovation.
- Par le biais de concours d'architecture pour les nouveaux équipements, contribution au rayonnement de Montréal comme ville de création et de design.
- Équité entre les arrondissements ainsi que dans l'ensemble du réseau des bibliothèques publiques de Montréal.
- Amélioration qualitative et quantitative des services de proximité.
- Consolidation des quartiers culturels en arrondissements.

- Acquisition et/ou maintien des actifs immobiliers de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les projets visés par ce règlement d'emprunt sont inscrits au calendrier des projets approuvés par le CE le 25 mai 2016 (CE16 0861). Les deux projets de bibliothèque l'Octogone et Maisonneuve sont en phase des plans et devis et le début des travaux est prévu en 2019-2020. Le projet Peter McGill est en phase d'avant projet et la préparation du PFT devrait être entamée en 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle *Politique de développement culturel 2017-2022* . Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- la contribution au développement d'une communauté inclusive et engagée en renouvelant l'expérience de la bibliothèque du 21^{e} siècle pour les citoyens et en continuant d'offrir aux usagers une expérience de haute qualité;
- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté ».

Il s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

Les parties prenantes au dossier approuvent le présent sommaire ainsi que les recommandations qui en découlent.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jabiz SHARIFIAN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Frédéric STÉBEN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Alain LAVOIE, LaSalle
Patricia PLANTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Daniel SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Daniel SAVARD, 28 janvier 2019
Patricia PLANTE, 25 janvier 2019
Jabiz SHARIFIAN, 25 janvier 2019
Maryse BOUCHARD, 21 décembre 2018
Alain LAVOIE, 21 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabeur KEBAIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-6601
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Amélie HARBEC
Chef de division RAC

Tél : 514.872.3160
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-01-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180003001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1180003001 - Bibliothèques-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉNOVATION, D'AGRANDISSEMENT, DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT DE BIBLIOTHÈQUES AINSI QUE L'ACHAT DE COLLECTIONS PREMIÈRES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 25 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1180003001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180003001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement ai GDD 1180003001 Approbation MAMH.xlsm.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan -

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.03

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1197235001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

Il est recommandé :
1. D'adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 15:31

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197235001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée de différents outils de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités physiques et de sports tels que :

- Le Plan d'intervention aquatique de Montréal adopté par le conseil municipal en avril 2013;
- La Politique du sport et de l'activité physique adoptée par le conseil municipal en novembre 2014.

Par ailleurs, nous constatons que le réseau montréalais des installations aquatiques accuse un vieillissement important et que l'aménagement de plusieurs de celles-ci n'est pas complètement ajusté aux pratiques récréatives et sportives contemporaines et aux besoins de certaines clientèles. Des investissements en rénovation sont indispensables pour maintenir et améliorer l'offre de services aux Montréalais et rendre les installations sportives municipales sécuritaires, efficientes et attrayantes pour les usagers.

Le budget PTI 2019-2021 consacré au Programme permettra notamment de poursuivre la mise aux normes des pataugeoires de type empli-vide qui n'ont pas de système de filtration ainsi que les travaux de rénovation de deux piscines de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI) lesquelles bénéficieront d'un soutien financier de la Ville de 4 200 000 $ afin de poursuivre leur offre de service aux résidents du quartier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403	28 novembre 2018	Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

CM18 0849	18 juin 2018	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 $ pour le versement d'une contribution financière à la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île afin de financer des travaux de mise aux normes de la piscine Henri-Bourassa et de la piscine Calixa-Lavallée
CM18 0703	28 mai 2018	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques
CM16 1642	12 octobre 2016	Adopter le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes pour la période 2017-2019
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014
CM13 0340	23 avril 2013	Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt d'une valeur de 9 000 000 $ pour le financement du Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes, un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques. Ce Programme est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS).

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations aquatiques. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. Sans ce programme, les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la réfection et à la mise aux normes de leurs installations. La Ville peut cependant les aider à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien.
La mise en vigueur du règlement d’emprunt permettra au SGPMRS d’obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux de mise aux normes d’installations aquatiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme aquatique de Montréal - volet mise aux normes et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2019-2021, l'adoption d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 9 000 000 $ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.
Le PTI 2019-2021 accordé au Programme se chiffre à 32 200 000 $, toutefois la somme de 23 200 000 $ consentie pour les années 2019 et 2020 au PTI 2018-2020 est déjà incluse aux règlements d'emprunt 18-023 et 18-033.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2019-2021:

Budget autorisé	2019	2020	2021
38380 Programme de mise aux normes - équipements aquatiques	14 700 000 $	10 500 000 $	7 000 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement de ce programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques municipales permettra de maintenir et/ou améliorer l'offre en sports et activités physiques aux Montréalais. La fermeture d'installations sportives en raison de leur désuétude pourrait ainsi être évitée notamment pour les pataugeoires de type empli-vide.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le conseil municipal : 25 février 2019

- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 25 mars 2019
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : avril - mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-21

Christine LAGADEC
C/d orientations, événements, équipements, pratique sportive

Tél : 514-872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur des sports
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2019-01-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514-872-1456
Approuvé le : 2019-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197235001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1197235001 - Installations aquatiques-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-28

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 9 000 000 $ POUR FINANCER LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR LA MISE AUX NORMES D'INSTALLATIONS AQUATIQUES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 9 000 000 $ est autorisé pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1197235001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197235001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 $ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1187235001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances
Conseil et soutien financier - Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.04

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181081025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-01 15:47

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081025**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules et d'équipements tels que têtes de souffleuse, tondeuses, aspirateurs de feuilles et etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - Le 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - Le 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 46 200 000 $ comprenant les années 2019 (28 200 000 $) et 2020 (18 000 000 $) du PTI actuel afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Projet de remplacement de véhicules et d'équipements pour : 46 200 000 $ (no 68102)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement

de véhicules et d'équipements rendus désuets ou non fonctionnels. La Ville possède un parc de 7 400 véhicules et équipements d'une valeur globale de 571 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'analyse du bureau des projets et programmes d'immobilisations sur la stratégie d'investissement pour le maintien du parc de véhicules et équipements à Montréal, un budget annuel moyen de 46 M$ doit être prévu.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les remplacements de véhicules et équipements font l'objet d'analyses écoénergétiques afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. De plus, les véhicules et équipements 100 % électriques sont priorisés lors des remplacements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les investissements pour le remplacement des véhicules et équipements permettent de maintenir des services sécuritaires et efficaces aux citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181081025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1181081025 - Remplacement véhicules et équipements - ville_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 46 200 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 46 200 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181081025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181081025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181081025 Rég. emprunt Remplacement de véhicules et équipement.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.05

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181081023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 14:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081023**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables.

Dans les programmes de remplacement des véhicules (68102) avec règlement d'emprunt de 30 M$, nous remplaçons plusieurs véhicules et équipements à combustion par des véhicules 100 % électriques.
Ex. : véhicules sous-compacts 4 portes par des Nissan Leaf 100 % électriques. Des surfaceuses à glace à gaz propane par des surfaceuses 100 % électriques.

Au programme 68106 (produits écoresponsables) avec règlement d'emprunt de 1,6 M$, nous participons et encourageons les nouveaux véhicules et produits 100 % électriques.
Ex. : aspirateurs de trottoirs (Madvac) 100 % électriques (nous avons supporté la firme pour le développement et les essais). Un nouveau tracteur 100 % électrique sera disponible dans quelques mois. La firme Nodressa modifie des fourgons à combustion pour les rendre 100 % électriques, la Ville fera l'essai cette année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - Le 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - Le 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables - Ville centre pour : 1 600 000 $ (no 68106)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des acquisitions prévues en 2019. Ce programme 68106 est prévu au PTI 2019-2021 pour l'acquisition de nouveaux véhicules et équipements avec de nouvelles technologies émergentes afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. Les firmes telles que EFFENCO, ÉCOTUNED , MADVAC, NORDRESA, etc. sont très impliquées dans ce programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68106 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce programme est essentiellement prévu pour l'acquisition de produits prototypes ou de nouvelles technologies émergentes écoénergiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville s'est engagée à réduire de 30 % les gaz à effet de serre d'ici 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181081023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1181081023 - Programme intégration véhicules et équip écoresponsables-ville_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 600 000 $ AFIN DE FINANCER LE PROGRAMME D'INTÉGRATION DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS ÉCORESPONSABLES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 600 000 $ est autorisé afin de financer le d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181081023

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181081023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 $ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181081023 Rég. emprunt intégration des équi. écoresponsable corpo..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.06

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181081019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

Il est recommandé :
Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 14:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081019**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le projet de mise à niveau des postes de carburants, notamment le remplacement des réservoirs ainsi que les systèmes de surveillance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - 28 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 800 000 $ pour les années 2019, 2020 et 2021. Le solde des règlements d'emprunt en décembre 2018 pour ce projet était de 1 531 000 $. La planification 2019 à 2021 est de 2 325 000 $ moins le solde des règlements d'emprunt, une demande de 800 000 $ est requise.

Le programme à financer est :

- Projet de mise à niveau des postes de carburants pour : 800 000 $ (no 68097)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la mise à niveau des postes de carburants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68097 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les normes environnementales obligent la Ville à se conformer à plusieurs aspects (contrôle des fuites, inspection de conformité, historique des interventions, etc.)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise hors service d'un poste de carburant a des conséquences importantes sur les activités journalières des arrondissements et services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181081019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML- 1181081019 - Projet de mise à niveau des postes de carburant.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DU PROJET DE MISE À NIVEAU DES POSTES DE CARBURANT

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 800 000 $ est autorisé afin de financer les travaux du projet de mise à niveau des postes de carburant, notamment le remplacement des réservoirs et des systèmes automatisés de surveillance.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181081019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181081019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 $ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181081019 Rég. emprunt MISE À NIVEAU DES POSTES DE CARBURANT.xlsx

---

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.07

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181081022

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-01 15:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081022**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Ville centre pour : 1 000 000 $ (no 68103)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers

spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé et sécurité et d'efficacité de travail.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme 68103 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.
Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Cette dépense concerne l'acquisition équipements pour es ateliers du SMRA. Comme le SMRA est une unité de soutien, les dépenses capitalisables sont réparties selon une clé de répartition établie en début d'exercice. La répartition 2019 est de 50,1% pour l'Agglomération et de 49,9% pour le local. L'emplacement des points de service n'a donc pas d'impact sur le taux de répartition.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus écoresponsables possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien des véhicules et des ateliers spécialisés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Liste des équipements mécaniques et spécialisés
• Appareils de levage (vérins à colonne)
• Plates-formes de levage
• Soudeuses
• Machines à laver
• Équipements de réfection d’air climatisé
• Équipements d’aspiration
• Machines à découpage numérique « CNC »
• Projecteurs pour l’hôtel de ville et événements
• Systèmes de lubrification
• Etc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181081022

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML- 1181081022 - Remplacement équip mécaniques et spécialisés - ville_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181081022

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181081022

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181081022 Rég. emprunt remp. équip. mécan. spéc..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.08

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181179015

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal / Adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de lui permettre de conclure une entente visant l'approbation d'une aide financière de plus de 150 000 $ pour la réhabilitation de terrains contaminés

Il est recommandé :
1. d'approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal;

2. d'adopter le règlement modifiant le règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoir au comité exécutif (03-009).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:56

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181179015**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal / Adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de lui permettre de conclure une entente visant l'approbation d'une aide financière de plus de 150 000 $ pour la réhabilitation de terrains contaminés

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, la Ville de Montréal et la Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ont conclut une entente visant l'octroi d'un montant de 75 M $ à la Ville de Montréal en vue de mettre en œuvre un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols et/ou les eaux souterraines qui sont situés sur son territoire (ci-après, l' « Entente »). Elle permet à la Ville de réhabiliter des terrains situés sur son territoire autant pour les terrains lui appartenant que les terrains non municipaux. L'annexe 1 de l'Entente constitue le cadre normatif à l'intérieur duquel un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols peut être mis en oeuvre.

En vertu de l'article 92 de la «Loi sur les compétences municipales» toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme de réhabilitation de l'environnement et accorder une subvention pour des travaux relatifs à un immeuble conforme à ce programme.

Les types de projets potentiellement admissibles ont donc été répartis dans deux catégories distinctes avec des actions spécifiques à entreprendre pour chacune d'elles :

1. Les projets privés (industriel, commercial, résidentiel et institutionnel) font l'objet d'un projet de règlement. Cette démarche spécifique fait l'objet d'un dossier décisionnel distinct (1181179014).
2. Les projets municipaux et d'organismes municipaux font l'objet d'un programme de soutien financier mis en oeuvre par le biais directive adoptée par le conseil municipal dans le cadre du présent dossier décisionnel.

Le présent dossier décisionnel concerne donc de façon spécifique la mise en place d'une directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés pour les projets municipaux et d'organismes municipaux ainsi qu'une délégation au comité exécutif

visant à l'autoriser, dans le cadre spécifique de la mise en œuvre de l'Entente, de conclure une entente visant l'approbation d'une aide financière de plus de 150 000 $ pour la réhabilitation de terrains contaminés. Ce pouvoir sera ensuite délégué à la directrice du Service du développement économique par une modification au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004). Cette dernière étape fait l'objet d'un dossier décisionnel distinct (dossier 1191179001).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0525 (24 avril 2018) : Autoriser, en 2018, un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention de 75 M$ de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.
CE18 0489 (28 mars 2018) : Approuver un projet d'entente avec la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Les objectifs du programme sont de:

- réhabiliter des terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville;
- favoriser l'utilisation de technologies de traitement éprouvées pour la décontamination des sols, plus spécifiquement le traitement *in situ* ;
- favoriser le traitement des sols excavés en vue d'être valorisés.

Le programme permet de supporter financièrement les services municipaux, les arrondissements, mais aussi des organismes municipaux tels que la Société de transport de Montréal ou la Société d'habitation et de développement de Montréal en vue de réhabiliter des terrains et ce, sous la forme d'un soutien financier accordé une fois les travaux exécutés pouvant représenter de 15% à 70 % des dépenses admissibles des projets, selon le type de technologie de décontamination reconnu par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et qui est retenu par le requérant.

Par exemple :

- Le transport et l'élimination hors site fera l'objet d'une aide financière de 15 % du coût des travaux;
- Le traitement sur site ou le transport à un site de valorisation fera l'objet d'une aide financière de 50 % du coût des travaux;
- Le traitement in situ fera l'objet d'une aide financière de 70 % du coût des travaux.

Dans tous les cas, l'addition du soutien financier municipal et des aides fédérales et provinciales ne pourront dépasser 75% des dépenses admissibles des projets de décontamination. De plus aucun plafond d'aide financière n'est imposé, sauf pour les anciens lieux d'élimination de matières résiduelles où les coûts admissibles ne peuvent dépasser 500 000 $.

Les projets municipaux et d'organismes municipaux ne seront pas assujettis à une obligation de construire sur les terrains visés, ce qui permettra, entre autres, d'aménager des parcs et des places publiques ou encore de mettre sur le marché des terrains propres dans nos parcs industriels ou en vue de la réalisation de projets de logements sociaux et du

réseau de l’éducation.

La période pendant laquelle il sera possible de déposer une demande d’admissibilité prendra fin le 31 décembre 2023. Les travaux de réhabilitation devront être réalisés dans un délai maximum de 60 mois à compter de leur date d’admissibilité. Un délai supplémentaire de 24 mois, avec pièces justificatives valables, pourra être accordé dans le cas d'une décontamination in situ.

JUSTIFICATION

Le programme proposé s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en développement économique du territoire « *Bâtir Montréal* », approuvé par le comité exécutif le 27 juin dernier. Plus spécifiquement, le programme proposé contribue à assurer l'arrimage et la cohérence des orientations de développement économique à celles de l'aménagement et du développement des infrastructures.
Le programme offrira un outil financier pour stimuler des investissements futurs sur des terrains municipaux et d'organismes municipaux aux prises avec des problèmes de contamination dépassant les seuils minimaux, qu'elle soit sévère ou structurelle. Il permettra également de réaliser des projets d'investissement en réhabilitant des terrains en offrant une aide financière. Il constituera également un levier financier pour le développement économique sur le territoire de Montréal afin de favoriser notamment la consolidation de son tissu urbain.

Les modifications aux Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoir au comité exécutif (03-009) et au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) déléguant à la directrice du Service du développement économique le pouvoir de conclure une entente visant l’approbation d’une aide financière exclusivement dans le cadre du programme de soutien financier provenant de l’entente entre la Ville de Montréal et la ministre du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et ce, conformément à la directive du conseil municipal présentée dans le cadre du présent dossier décisionnel, permettront de simplifier le processus d'approbation de l'aide financière à verser aux arrondissements, services municipaux et organismes municipaux.

Cette responsabilité sera entièrement assumée par la ville centre puisque l'entente lie la Ville et la Ministre pour mettre en œuvre un programme visant à réhabiliter des terrains situés sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'entente entre la Ville de Montréal et la Ministre du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte aux Changements Climatiques visant l’octroi d’un montant total de 75 M $ à la Ville de Montréal pour les années 2018 à 2022, prévoyant la possibilité de prolongation de l’entente pour une période d’un an à deux reprises, couvrira la totalité du financement nécessaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme proposé répond à une des actions du Plan Montréal durable 2016-2020, soit la mise en place d'un programme de décontamination des sols.
La décontamination des terrains permet de réduire la pollution du sol et de purifier les eaux de ruissellement en plus d’influer favorablement, dans certains cas, la réduction des problématiques reliées aux îlots de chaleurs.

Le déploiement du programme contribuera significativement à la réhabilitation des sols et à

l'implantation de diverses mesures visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal, le règlement modifiant le règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoir au comité exécutif (03-009) et le règlement modifiant le règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) aura pour effet de ne pas mettre en application le programme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter de mars 2019 : Début de la réception des demandes d'admissibilité au programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clarisse SAINT-HILAIRE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jules CHAMBERLAND-LAJOIE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Camille BÉGIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Nathalie ARÈS, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Nathalie ARÈS, 11 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-02-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181179015

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal / Adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de lui permettre de conclure une entente visant l'approbation d'une aide financière de plus de 150 000 $ pour la réhabilitation de terrains contaminés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièces jointes

FICHIERS JOINTS

Directives_04-02-2019_FINAL.doc
Annexe C-v2.pdf
Règ. modifiant le Règ .03-009 Délégation du CM au CE_V2_01-02-2019.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate

Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-04

Véronique BELPAIRE
Avocate et Chef de la division de droit public et législation
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

DIRECTIVE RELATIVE AU SOUTIEN FINANCIER POUR LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS MUNICIPAUX OU D'UN ORGANISME MUNICIPAL

SECTION I
OBJET

1. La présente directive vise à établir les critères applicables à la réhabilitation de terrains contaminés appartenant à un organisme municipal aux fins de l'obtention d'un soutien financier provenant du montant reçu par la Ville conformément à l'entente entre la Ville de Montréal et la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques concernant l'octroi d'un montant maximal de 75 000 000 $ à la Ville de Montréal au cours de l'exercice financier 2017-2018 pour la réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville de Montréal (CE18 0489).

SECTION II
DÉFINITIONS

2. Dans la présente directive, les mots suivants signifient :

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entente » : l'entente entre la Ville de Montréal et la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques concernant l'octroi d'un montant maximal de 75 000 000 $ à la Ville de Montréal au cours de l'exercice financier 2017-2018 pour la réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville de Montréal approuvée par le comité exécutif (CE18 0489);

« guide d'intervention » : le document intitulé Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains (juillet 2016) publié par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

« matériaux sec » : matières qui proviennent de travaux de démolition d'immeuble, de route ou d'autre structure, notamment la pierre et toute pièce de béton, de maçonnerie ou de pavage;

« ministère » : ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

« ministre » : ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatique ou son représentant autorisé;

« organisme municipal » : la Ville de Montréal, la Communauté métropolitaine de Montréal ou une personne morale ou un organisme dont le conseil d'administration comprend une majorité de membres nommés par la Ville de Montréal ou dont le financement provient, pour plus de la moitié, de la Ville de Montréal;

« terrain contaminé » : une étendue de terre non submergée, formée d'un ou de plusieurs lots cadastraux appartenant au même propriétaire, contaminée au-delà des valeurs limites réglementaires ou des critères définis aux annexes 2 et 7 du Guide d'intervention et comprenant tant le sol que l'eau de surface et l'eau souterraine et les matières résiduelles qui s'y trouvent, quelles que soient la nature et l'origine de la contamination;

« travaux de chantier » : travaux énumérés à l'article 4 de l'annexe B de la présente directive;

« valeurs limites réglementaire » : valeurs indiquées aux annexes I et II du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r. 37), relativement aux contaminants qui y sont énumérés.

SECTION II
APPLICATION

3. Sous réserve du respect des exigences prévues à la présente directive, les travaux décrits à l'annexe B visant la réhabilitation d'un terrain contaminé peuvent bénéficier d'un soutien financier provenant du financement reçu par la Ville dans le cadre de l'entente.

4. Les terrains décrits ci-dessous ne peuvent bénéficier du soutien financier provenant de l'entente :

1° un terrain contaminé:

a) dont le propriétaire, antérieurement à la date du dépôt de la demande, a émis, déposé, dégagé ou rejeté, en tout ou en partie, un contaminant visé par l'article 1 du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r.37) ou en a permis l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet;

b) qui, depuis le 1er janvier 2015, a été la propriété, loué par ou sous la garde de celui qui a émis, déposé, dégagé ou rejeté, en tout ou en partie, un contaminant visé par l'article 1 du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r.37), ou en a permis l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet;

2° un terrain contaminé où se déroulaient, le ou après le 24 avril 1997, des activités d'enfouissement, d'entreposage, de collecte, de tri et de conditionnement, de transfert et de traitement, tels les aires d'accumulation de résidus miniers, les

dépôts de déchets de fabriques de pâtes et papiers, les dépôts de matériaux secs, les lieux d'enfouissement et les centres de stockage ou de traitement de sols, d'eau, de déchets et de matières dangereuses.

5. Le soutien financier provenant de l'entente ne peut bénéficier à des travaux de chantier qui ont débuté avant la date à laquelle la demande de soutier financier est déclarée admissible en vertu de l'article 8 ou qui ont été réalisés après le délai dont dispose l'organisme municipal en vertu de l'article 9.

SECTION III
CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

6. Pour bénéficier du soutien financier provenant de l'entente, les travaux de chantier envisagés doivent :

1° respecter les lois et les règlements en vigueur au Québec, notamment la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, chapitre P-41.1) et la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (RLRQ, chapitre Q-2, r.35), ainsi que le Guide d'intervention;

2° prévoir la réhabilitation complète du terrain contaminé;

3° prévoir l'utilisation d'un système de traçabilité approuvé par le ministre permettant de suivre tout déplacement de sols contaminés à l'extérieur du terrain d'origine;

4° favoriser le traitement *in situ* lors des travaux de réhabilitation, à moins qu'il ne soit démontré au directeur que cette technique ne puisse être utilisée, notamment selon un rapport technique préparé par un expert dans le domaine;

5° lorsque le traitement *in situ* ne peut être réalisé, favoriser le traitement des sols excavés en vue d'être valorisés à moins qu'il soit démontré au directeur, sur la base d'un avis rédigé par un expert dans le domaine, qu'il n'est pas possible de le faire.

SECTION IV
DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

7. L'organisme municipal qui souhaite bénéficier du soutien financier provenant de l'entente doit en faire la demande au directeur en remplissant le formulaire fourni par le Service du développement économique à cette fin et y joindre les documents suivants :

1° un document établissant que l'organisme municipal est propriétaire du terrain visé par la demande telle l'inscription au registre foncier, ou une offre d'achat acceptée;

2° s'il s'agit d'un organisme municipal autre que la Ville de Montréal, un document établissant le mandat de toute personne qui, conformément aux articles 2 et 3 de l'annexe A, agit en son nom;

3° les études de caractérisation environnementales phase I et II attestées par un expert habilité par le ministre et disponibles au moment du dépôt de la demande;

4° si les travaux sont assujettis à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), la demande d'approbation d'un plan de réhabilitation ou de la déclaration de conformité disponibles au moment du dépôt de la demande;

5° les devis, le cahier des charges et les documents d'appel d'offres disponibles au moment du dépôt de la demande;

6° le cas échéant, un rapport technique préparé par un expert dans le domaine qui démontre que le traitement *in situ* lors des travaux de réhabilitation ne peut être réalisé;

7° le cas échéant, un avis d'un expert dans le domaine qui démontre que la valorisation des sols ayant été traités ne peut être réalisée;

8° la grille remplie des coûts prévus des travaux admissibles jointe à l'annexe C de la présente directive;

9° le cas échéant, les plans d'implantation ou une description détaillée de la construction qui sera érigée après la réalisation des travaux admissibles;

10° si des travaux prévus au paragraphe 7° de l'article 10 sont prévus, une preuve démontrant qu'il n'existe pas de technologie autorisée par le ministre;

11° si la demande est présentée au directeur par une unité de la Ville de Montréal, l'information relative au règlement d'emprunt et au numéro de projet ou de sous-projet au Plan triennal d'immobilisation;

12° si la demande est celle d'un organisme municipal autre que la Ville de Montréal, une lettre d'engagement par laquelle cet organisme:

a) s'engage à respecter la présente directive;

b) reconnaît que toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude ou refus de fournir de l'information complémentaire aux fins de l'application de la présente directive entraîne l'annulation du soutien financier prévu à celle-ci et, le cas échéant, accepte de rembourser celle-ci dans les 60 jours suivant un avis écrit transmis par le directeur à cet effet;

c) accepte que le refus de laisser le directeur ou son représentant autorisé pénétrer sur la propriété visée par la demande, de même qu'examiner et prendre en photos toute propriété immobilière et mobilière aux fins de la présente directive entraîne la perte du droit au soutien financier prévu à la présente directive et une obligation de rembourser toute aide déjà versée dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

Le directeur peut exiger de l'organisme municipal toute information complémentaire nécessaire pour permettre l'étude de la demande de soutien financier.

SECTION V
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

8. Lorsque les formalités prévues à l'article 7 sont remplies et que l'étude de la demande permet d'établir que les travaux de réhabilitation prévus et le terrain sur lequel ils seront exécutés satisfont aux exigences du présent document, le directeur déclare la demande de soutien financier admissible; dans le cas contraire, la demande est refusée.

Le directeur informe le requérant, par écrit, de l'admissibilité ou de la non-admissibilité de sa demande.

Si la demande est admissible, cet avis indique la date de l'admissibilité et le montant maximal du soutien financier, estimé en fonction des articles 10, 11 et 17 du présent document et des sections VII et VIII de l'annexe B.

9. Les travaux de réhabilitation doivent être réalisés dans un délai maximum de 60 mois à compter de la date d'admissibilité de la demande fixée en vertu de l'article 7.

Malgré le premier alinéa, dans le cas où le traitement *in situ* est utilisé lors des travaux de réhabilitation, le directeur peut, sur demande du requérant, accorder un délai supplémentaire maximal de 24 mois pour compléter la réalisation des travaux admissibles, à condition que le délai supplémentaire soit attribuable à des éléments hors du contrôle du requérant.

L'organisme municipal doit en faire la demande au directeur avant la fin des travaux admissibles en fournissant les documents et informations suivants :

1° un bilan de l'état du terrain et de l'avancement des travaux au moment de la demande de révision;

2° une explication écrite des éléments hors du contrôle de l'organisme municipal ayant empêché l'atteinte des objectifs de traitement dans le délai prévu;

3° un plan correctif avec un échéancier pour atteindre les objectifs de traitement fixés par les autorisations ou approbations délivrées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou, le cas échéant, par le Guide d'intervention;

4° les études de caractérisation complémentaire;

5° le type de technologie qui sera utilisée pour la réhabilitation;

6° les documents définissant les objectifs de traitement fixés par les autorisations ou approbations délivrées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou, le cas échéant, par le Guide d'intervention.

Le directeur informe le requérant, par écrit, si sa demande de délai supplémentaire est accordée ou refusée et, le cas échéant, quel est le délai supplémentaire accordé.

SECTION VI
MONTANT DU SOUTIEN FINANCIER POUR LES TRAVAUX ADMISSIBLES

10. Le montant du soutien financier qui peut être versé par terrain contaminé correspond à la somme des coûts pour la réalisation des travaux admissibles selon les pourcentages suivants :

1° 70 % du coût des travaux admissibles pour le traitement *in situ* à l'aide de technologies éprouvées et autorisées par le ministre :

a) des sols contaminés et des matériaux mélangés aux sols contaminés ;

b) de l'eau souterraine;

2° 70 % des frais exigés par le système de traçabilité pour suivre le déplacement des sols contaminés;

3° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport et le traitement sur le site ou hors site à l'aide de technologies éprouvées et autorisées par le ministre :

a) des sols contaminés et des matériaux mélangés aux sols contaminés;

b) de l'eau souterraine;

4° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport des sols ayant été traités vers un site de valorisation autorisé par le ministre ;

5° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport des sols contaminés excavés jusqu'au site de valorisation dans la mesure où il vise uniquement des sols respectant les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires;

6° 30 % du coût des travaux admissibles pour le recyclage, la réutilisation ou la valorisation des sols contaminés. Les options de recyclage, de réutilisation ou de valorisation doivent être reconnues par le ministre ;

7° 30 % du coût des travaux admissibles pour le transport et l'élimination hors site des sols contaminés présentant une contamination en métaux ne respectant pas les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires et pour laquelle il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le ministre;

8° 15 % du coût des travaux admissibles pour le transport et l'élimination hors site des sols contaminés présentant une contamination ne respectant pas les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires ;

9° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport et la valorisation des matières résiduelles excavées du terrain et ségrégées, lorsque mélangées aux sols contaminés, dans la mesure où l'option de valorisation respecte le Guide d'intervention. Les options de valorisation subventionnées excluent le recours à des matières résiduelles comme matériau de recouvrement journalier dans un lieu d'enfouissement assujetti au Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 19) ;

10° 30 % du coût des travaux admissibles pour le transport et l'élimination des matières résiduelles excavées du terrain et ségrégées, lorsque mélangées aux sols contaminés;

11° 70 % du coût des services professionnels lorsque le coût des travaux de chantier est de 30 000 $ et moins ;

12° 50% du coût des services professionnels lorsque le coût des travaux de chantier est supérieur à 30 000 $;

13° 50 % du coût des autres travaux admissibles décrits aux articles 4, 5, 7 et 8 de l'annexe B.

11. Aux fins de l'établissement du montant maximal du soutien financier, un montant visant à couvrir les travaux contingents de chantier pour pallier aux variations de quantités et aux imprévus en cours de chantier est additionné au montant estimé en vertu de l'article 8 en phase d'admissibilité.

Le montant pour les travaux contingents de chantier équivaut à :

1° 20 % du montant estimé du soutien financier, lorsqu'il est de 250 000 $ ou moins;

2° 15 % du montant estimé du soutien financier, lorsqu'il est de plus de 250 000 $, jusqu'à 500 000 $;

3° 10 % du montant estimé du soutien financier lorsqu'il est de plus de 500 000 $.

12. Le directeur peut, à la demande du requérant, procéder à une révision du montant maximal du soutien financier estimé par le directeur en vertu de l'article 8 s'il y a une augmentation des coûts liés aux travaux admissibles découlant d'un facteur imprévisible, notamment la découverte d'une contamination fortuite ou la modification du traitement appliqué.

L'organisme municipal doit en faire la demande avant la fin des travaux de chantier en remplissant le formulaire fourni par le Service du développement économique à cette fin et y joindre les documents suivants :

1° un avis technique préparé par un expert dans le domaine précisant les raisons de l'augmentation des coûts;

2° la grille des coûts prévus des travaux admissibles jointe a l'annexe C du présent document révisée en fonction de l'information indiquée dans l'avis technique mentionné au premier paragraphe.

Le directeur informe le requérant, par écrit, si sa demande de révision du montant est accordée ou refusée et, le cas échéant, quel est le montant estimé révisé.

SECTION VII
MODALITÉS DE VERSEMENT DU SOUTIEN FINANCIER

13. Lorsque les travaux sont terminés dans les délais fixés à l'article 9, l'organisme municipal doit, pour que le soutien financier lui soit versé, transmettre au directeur :

1° tous les documents d'appel d'offres, incluant les plans et devis, addendas, et soumissions reçus suite à l'appel d'offres, incluant les montants détaillés soumis;

2° le cas échéant, le curriculum vitae du mandataire démontrant qu'il possède les 5 années d'expérience requises en vertu de l'article 2 de l'annexe A;

3° le cas échéant, une déclaration assermentée signée par le mandataire et le propriétaire stipulant qu'ils n'ont pas de liens entre eux et qu'ils n'ont pas d'intérêt en commun;

4° le cas échéant, les plans de réhabilitation acceptés par le ministre, l'autorisation du ministre en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou la déclaration de conformité transmise en vertu de cette loi;

5° les rapports de caractérisation et de réalisation des travaux de réhabilitation attestés par un expert habilité par le ministère, incluant notamment les bordereaux

des matières gérées hors site et les rapports du système de traçabilité des sols contaminés;

6° les factures, reçus et autres pièces justificatives démontrant le coût réel des travaux admissibles ainsi que la preuve de leur acquittement;

7° le curriculum vitae du chargé de projet de la firme de consultants spécialisés démontrant qu'il possède les 10 années d'expérience requises en vertu de l'article 9 de l'annexe A;

8° des photographies du panneau de chantier installé sur le terrain visé;

9° les plans et profils de construction de tout bâtiment et de tout aménagement du terrain suivant les travaux de chantier.

14. L'organisme municipal qui ne soumet pas les documents requis en vertu de l'article 13 au plus tard 66 mois après la date de l'avis transmis en vertu de l'article 8 est déchu de son droit d'obtenir le soutien financier demandé dans le cadre de la présente directive, à moins qu'une prolongation de délai ait été accordée par le directeur en vertu de l'article 9, auquel cas ce délai supplémentaire s'ajoute au délai de 66 mois prévu au présent article.

15. Le montant du soutien financier qui peut être versé est déterminé sur la base des factures, reçus et autres pièces justificatives reçus en vertu de l'article 13 et conformément aux conditions prévues à l'article 10 et aux sections VII et VIII de l'annexe B.

Lorsque l'organisme municipal s'est conformé à l'article 13, le directeur, après avoir constaté que les travaux ont été exécutés conformément aux exigences de la présente directive, approuve le versement du soutien financier et informe l'organisme municipal du montant du soutien financier au moyen d'un avis écrit.

Dans le cas contraire, le soutien financier n'est pas versé et le directeur en informe l'organisme municipal au moyen d'un avis écrit précisant les non-conformités.

16. À la suite de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 15, le soutien financier est versé.

17. Malgré l'article 15, le soutien financier accordé en vertu de la présente directive cumulé à tout autre aide gouvernementale ne peut dépasser 75 % du coût total des travaux admissibles. Le cumul des aides gouvernementales inclut le financement émanant du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec et de leurs ministères ou mandataires.

SECTION VIII
FIN DU SOUTIEN FINANCIER

18. Aucune demande de soutien financier en vertu du présent document n'est admissible à compter de la première des dates suivantes :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés à la réhabilitation des terrains sont épuisés;

2° la date déterminée par le conseil de la ville;

3° le 1er janvier 2024.

ANNEXE A
CONDITIONS DE RÉALISATION DES TRAVAUX ADMISSIBLES À UN SOUTIEN FINANCIER

ANNEXE B
CADRE NORMATIF APPLICABLES AUX TRAVAUX ET AUX COÛTS ADMISSIBLES

ANNEXE C
DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU DES TRAVAUX ADMISSIBLES

GDD : 1181179015

ANNEXE A

CONDITIONS DE RÉALISATION DES TRAVAUX ADMISSIBLES À UN SOUTIEN FINANCIER

1. Aux fins de la présente annexe, l'organisme municipal ou son mandataire dûment autorisé est considéré comme le responsable de toutes les étapes du projet.

2. Le cas échéant, le mandataire doit posséder au moins cinq ans d'expérience dans la gestion de projet en lien avec la réhabilitation de terrains.

3. Le cas échéant, le mandataire et l'organisme municipal doivent signer une déclaration assermentée stipulant qu'ils n'ont pas de liens entre eux et qu'ils n'ont pas d'intérêt en commun.

4. Le responsable doit gérer les travaux de réhabilitation. Il prépare notamment les plans et les devis, lance les appels d'offres, accorde les contrats, assure le montage financier et vérifie la conformité des travaux.

5. Le responsable doit accorder tous les contrats relatifs aux travaux de chantier selon les modalités suivantes :

1° adjuger les contrats selon les dispositions législatives et réglementaires applicables aux municipalités en matière adjudication de contrats, notamment celles relatives à l'inadmissibilité aux contrats due à l'inscription du soumissionnaire au RENA;

2° un appel d'offre doit viser exclusivement les travaux de réhabilitation au sens du Guide d'intervention et non les travaux réalisés pour le projet de construction en général, le cas échéant;

3° le plus bas soumissionnaire conforme aux exigences de l'appel d'offres et des conditions mentionnées dans le présent article doit être retenu par le responsable;

4° un contractant ou sous-traitant retenu par le responsable pour exécuter des travaux de chantier ne doit pas être inscrit au RENA pour une infraction prévue à l'annexe 1 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1) au moment de la signature du contrat ou sous-contrat;

5° si un contractant ou sous-contractant retenu pour exécuter des travaux admissibles est inscrit au RENA après la signature du contrat le liant au responsable, celui-ci doit en aviser immédiatement le ministre et le directeur;

6° les entreprises liées ou affiliées à la firme rendant les services professionnels pour préparer et surveiller les travaux de chantier ne peuvent être retenues ou sollicitées directement pour l'exécution des travaux de chantier.

6. Les coûts des travaux de chantier, y compris ceux réalisés dans le cadre d'un contrat forfaitaire, doivent être détaillés en fonction des catégories indiquées à l'annexe C de la présente directive. Pour chacun des coûts admissibles, des soumissions et des factures détaillées et justifiant chacun des éléments doivent être déposées.

7. Le responsable doit obtenir les autorisations exigées par les lois et les règlements en vigueur.

8. Le responsable doit s'assurer de la qualité des services professionnels, des travaux de chantier et des travaux de suivi après réhabilitation.

9. Le responsable doit engager une firme de consultants spécialisés dont le chargé de projet possède un minimum de 10 années d'expérience dans le domaine des sols contaminés en ce qui concerne les activités de surveillance environnementale des travaux de chantier.

10. Un panneau de chantier utilisant le gabarit fourni par le Service du développement économique doit être installé et maintenu sur le terrain visé à un endroit approprié.

ANNEXE B

CADRE NORMATIF APPLICABLES AUX TRAVAUX ET AUX COÛTS ADMISSIBLES

SECTION I
TRAVAUX ADMISSIBLES

1. Les travaux mentionnés aux articles 2 à 8 de la présente annexe sont considérés des travaux admissibles au sens de la présente directive.

Aux fins de la présente directive, les coûts qui y sont prévus doivent être calculés en incluant toutes taxes nettes payées à leur égard.

SECTION II
SERVICES PROFESSIONNELS

2. Sont admissibles les services professionnels nécessaires pour préparer et surveiller les travaux de chantier, notamment :

1° l'évaluation du potentiel archéologique et la réalisation des inventaires et des fouilles archéologiques;

2° l'arpentage, les relevés, la préparation des plans, des devis et des cahiers des charges ainsi que des documents d'appels d'offres pour réaliser les travaux de chantier;

3° la coordination, la surveillance des travaux de chantier et la préparation des rapports de réhabilitation ;

4° la préparation de rapports de nature environnementale telles que les modélisations hydrogéologiques, les essais de traitabilité, les essais pilotes de traitement *in situ*, les études d'évaluation des risques toxicologiques et écotoxicologiques;

5° la caractérisation des sols, des matières enfouies et des eaux avant les travaux de chantier.

3. L'évaluation du potentiel archéologique et la réalisation des inventaires et des fouilles archéologiques mentionnées au paragraphe 1° de l'article 2 doivent être expressément nécessaires et recommandées par le ministre en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications afin que les travaux de chantier soient exécutés.

SECTION III
TRAVAUX DE CHANTIER

4. Sont admissibles et sont considérés comme des travaux de chantier au sens de la présente directive les travaux énumérés ci-après :

1° le traitement *in situ* des sols et de l'eau souterraine;

2° le traitement sur le site ou dans un autre lieu autorisé des sols excavés et des eaux récupérées;

3° le recours à un système de traçabilité des mouvements de sols contaminés;

4° le transport de sols contaminés et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés ne respectant pas les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires avant excavation et respectant les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires après traitement, en vue de leur réemploi, de leur recyclage ou de leur valorisation;

5° l'excavation de sols contaminés et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés qui ont dû être excavés uniquement pour la réhabilitation en vertu du Guide d'intervention ou de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), leur transport vers des sites autorisés de traitement ou d'enfouissement, leur traitement ou leur enfouissement dans ces lieux ainsi que leur remplacement par des matériaux conformes aux exigences du ministère et la mise en place de tels matériaux conformes;

6° la mise en pile, le tamisage et la ségrégation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés;

7° l'excavation, le transport, la valorisation, le réemploi, le recyclage et l'élimination des matières résiduelles présentes dans le terrain;

8° lorsqu'ils sont excavés pour la réalisation d'une construction, le transport dans un lieu autorisé, à l'exception des lieux d'enfouissement, des sols excavés contaminés sous les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires et leur traitement, le cas échéant;

9° les mesures consistant à confiner la contamination et à limiter l'exposition aux contaminants ainsi que les mesures de contrôle et de suivi environnemental qui en découlent pour la durée des travaux de réhabilitation;

10° les mesures de mitigation des biogaz;

11° l'installation de puits d'observation de l'eau souterraine;

12° le transport hors site de l'eau contaminée ne respectant pas les critères du ministère prévus au Guide d'intervention et les normes prévues au Règlement 2008-47 sur l'assainissement des eaux usées;

13° le pompage et le traitement de l'eau (surface, ruissellement, souterraine) se trouvant en fond d'excavation pour la durée du projet de réhabilitation;

14° l'enlèvement de l'équipement souterrain d'entreposage et le transport de produits pétroliers ou d'autres matières dangereuses sauf s'ils font l'objet d'une obligation d'enlèvement en vertu du Code de sécurité (RLRQ, chapitre B-1.1, r.3) ou, pour la période ne faisant pas l'objet d'une obligation en vertu du Règlement sur les matières dangereuses (RLRQ, chapitre Q-2, r. 32), d'une ordonnance du ministre ou d'un tribunal;

15° le démantèlement de toute construction se trouvant au niveau du sol ou enfouie dans le sol et devant être enlevée pour atteindre les sols contaminés et, le cas échéant, leur remise en place;

16° les analyses chimiques réalisées en laboratoire pour la surveillance et le contrôle des travaux ainsi que le prélèvement des échantillons nécessaires.

5. Lorsque des travaux admissibles sont réalisés par une compagnie d'utilité publique mais payés par le requérant, ce dernier peut être remboursé s'il démontre avoir acquitté le coût de ces travaux.

6. Les travaux de chantier doivent être réalisés conformément :

1° aux plans et devis prévus aux documents d'appel d'offres;

2° au Guide de caractérisation des terrains (2003) du ministère.

SECTION IV
TRAVAUX DE SUIVI APRÈS RÉHABILITATION

7. Pour une durée d'un an après la date de fin des travaux de réhabilitation, sont admissibles les travaux et les services professionnels affectés à des travaux de suivi après réhabilitation acceptés par le ministre.

SECTION V
FRAIS AFFÉRENTS

8. Sont admissibles les travaux relatifs aux panneaux de chantier exigés en vertu du présent document et installés sur les lieux des travaux.

SECTION VI
TRAVAUX ET COÛTS NON ADMISSIBLES

9. Ne sont pas admissibles les travaux énumérés ci-après :

1° les travaux liés à la démolition d'une construction hors sol, en tout ou en partie, érigée sur un terrain contaminé;

2° les travaux liés à la manipulation et à la gestion de déchets, de résidus miniers, de matières résiduelles et de matières dangereuses trouvés en surface;

3° les travaux, à l'extérieur du Québec, liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés;

4° la mobilisation ou la démobilisation de l'équipement;

5° l'acquisition de terrains et autres intérêts connexes tel que servitudes, droits de passage et autres;

6° les honoraires des conseillers juridiques;

7° les travaux liés à l'élimination de matières résiduelles hors sol;

8° les travaux liés à l'excavation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés en raison d'une construction;

9° les travaux liés au transport des sols propres en raison d'une construction;

10° les travaux requis pour se conformer à une ordonnance du ministre ou d'un tribunal;

11° les frais de financement permanent et temporaire;

12° la mise en place de végétation et de toits ou de murs verts;

13° les frais exigés pour les demandes d'autorisation, notamment les autorisations du ministre, les demandes de permis ou les frais exigés par une loi, un règlement ou une ordonnance.

SECTION VII
MONTANT MAXIMAL DU SOUTIEN FINANCIER

10. Les travaux admissibles sont remboursés sur la base de leur coût réel, sous réserve des articles 11 à 13 de la présente annexe.

11. Lorsque les travaux admissibles sont liés à un projet visé par l'article 65 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, Q-2), le coût des travaux admissibles pouvant être considéré pour les travaux d'excavation, de transport et d'élimination des matières résiduelles, des sols et autres matériaux les recouvrant ainsi que l'acquisition des matériaux de remblayage et leur mise en place ne peut excéder 500 000 $ par lieu d'élimination.

12. Pour les travaux admissibles de 30 000 $ et moins, le montant maximal du soutien financier versé pour les services professionnels est d'un montant équivalant à 70 % du coût des travaux de chantier admissibles.

13. Pour les travaux admissibles supérieurs à 30 000 $, le montant maximal du soutier financier versé pour les services professionnels est d'un montant équivalant à la somme de chacune des tranches suivantes :

1° 50 % du coût des travaux de chantier admissibles jusqu'à 30 000 $;
2° 30 % du coût des travaux de chantier admissibles entre 30 000 $ et 100 000 $;
3° 15 % du coût des travaux de chantier admissibles au-dessus de 100 000 $.

SECTION VIII
TAUX UNITAIRES MAXIMAUX ADMISSIBLES

14. Le coût des travaux de chantier ci-dessous est établi sur la base des quantités et des taux unitaires, jusqu'à concurrence des taux maximaux établis dans la grille suivante, avant les taxes applicables (TPS et TVQ) :

Travaux*	**Coûts unitaires maximum admissible**
Excavation des sols contaminés, des matières résiduelles ou des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés, et chargement	14,00 $/m³
Mise en piles temporaire pour caractérisation	9,00 $/ tonne
Transport et élimination ou valorisation des sols AB	30,00 $/ tonne
Transport et élimination, traitement ou valorisation des sols BC	
Sans COV	38,00 $/ tonne
Avec COV	45,00 $/ tonne
Transport et élimination ou traitement des sols > C	
Organique (COV, HP C10-C50, HAP de type pétrogénique**)	80,00 $/ tonne
Métaux, HAP de type pyrogénique ou contamination mixte	80,00 $/ tonne

Transport et traitement des sols >RESC Organique (COV, HP C10-C50, HAP d'origine de type pétrogénique **)	90,00 $/ tonne
Transport et élimination ou traitement des sols > RESC Métaux, HAP d'origine de type pyrogénique ou contamination mixte	100,00 $/ tonne
Transport et élimination ou valorisation des matériaux secs excavés du terrain	32,00 $/tonne
Transport et élimination ou valorisation des matières résiduelles ou des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés, sans la redevance prévue au Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles	90,00 $/tonne
Transport et traitement hors site de l'eau souterraine contaminée	0,50 $/litre
Remblayage avec des matériaux réutilisables	11,00 $/tonne
Remblayage avec des matériaux d'emprunt	20,00 $/tonne
Frais exigés par le système de traçabilité pour suivre le déplacement des sols contaminés	1,00 $/tonne

*L'indication de sols AB, BC ou >C fait référence aux niveaux de contamination définis au Guide d'intervention. L'indication > RESC désigne tout sols correspondant aux définitions données à l'article 4 du Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés.

** acénaphtène, acénaphtylène, anthracène, diméthylnaphtalène, méthylnaphtalène, naphtalène, phénanthène, triméthylnaphtalène.

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU DES TRAVAUX ADMISSIBLES

A	TRAVAUX DE CHANTIER	Quantités	Unités	Prix unitaire	Sous-total
1.	**EXCAVATION ET REMBLAYAGE**				
1.2	Excavation de sols contaminés et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés et leur chargement		m^3		- $
1.3	Mise en pile, tamisage et ségrégation des sols et autres matières contaminées		t		- $
1.4	Remblayage avec des matériaux réutilisables		m^3		- $
1.5	Remblayage avec des matériaux d'emprunt		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour l'excavation et le remblayage				**- $**
2.	**VOLUMES DE SOLS À TRAITER**				
2.1	Traitement *in situ* des sols et des matériaux mélangés aux sols contaminés		m^3		- $
	Traitement sur le site des sols et des matériaux mélangés aux sols contaminés (ex-situ):				
2.2	Sols B-C		t		- $
2.3	Sols >C et <RESC		t		- $
2.4	Sols > RESC		t		- $
	Traitement par enlèvement dans un centre de traitement autorisé des sols et des autres matériaux mélangés aux sols contaminés et transport des sols vers ce centre:				
2.6	Sols B-C		t		- $
2.7	Sols >C et <RESC		t		- $
2.8	Sols > RESC		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour le traitement des sols contaminés et des matériaux mélangés aux sols contaminés et leur transport				**- $**
3.	**VOLUMES DE SOLS ET DE MATIÈRES RÉSIDUELLES À VALORISER**				
	Transport des sols ayant été traités vers un site de valorisation autorisé:				
3.1	Sols A-B		t		- $
3.2	Sols B-C		t		- $
	Valorisation dans un site autorisé des sols ayant été traités :				
3.3	Sols A-B		t		- $
3.4	Sols B-C		t		- $
	Transport des sols contaminés non-traités vers un site de valorisation dans un site de valorisation autorisé :				
3.5	Sols A-B		t		- $
3.6	Sols B-C		t		- $
	Valorisation dans un site autorisé des sols contaminés non-traités :				
3.7	Sols A-B		t		- $
3.8	Sols B-C		t		- $
3.9	Valorisation des matières résiduelles ségrégées et leur transport		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour la valorisation et le transport avec des options reconnues par la ministre				**- $**

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU DES TRAVAUX ADMISSIBLES

4.	**VOLUMES DE SOLS ET DE MATIÈRES RÉSIDUELLES À ÉLIMINER**				
	Élimination des sols contaminés en métaux pour lesquels il n'existe pas de technologies de traitement autorisées et leur transport vers le lieu d'élimination:				
4.1	Sols B-C		t		- $
4.2	Sols >C et <RESC		t		- $
4.3	Sols > RESC		t		- $
	Élimination des sols contaminés et leur transport vers le lieu d'élimination:				
4.4	Sols B-C		t		- $
4.5	Sols >C et <RESC		t		- $
4.6	Sols > RESC		t		- $
4.7	Élimination des matières résiduelles ségrégées et leur transport		t		- $
4.8	Élimination des matériaux secs et leur transport		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour l'élimination et le transport vers les sites d'élimination				**- $**
5.	**GESTION DE L'EAU**				
5.1	Traitement *in situ* de l'eau souterraine contaminée				- $
5.2	Traitement sur place ou hors site de l'eau contaminée				- $
5.3	Pompage de l'eau contaminée sur le site				- $
5.4	Gestion de l'eau respectant les critères d'usage (pompage)				- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour la gestion de l'eau contaminée				**- $**
6.	**AUTRES COÛTS DE CHANTIER ADMISSIBLES**				
	Frais exigés par le système de traçabilité				
6.1	Sols A-B		t		- $
6.2	Sols B-C		t		- $
6.3	Sols >C et <RESC		t		- $
6.4	Sols > RESC		t		- $
6.5	Matières résiduelles		t		- $
6.6	Installation de puits d'observation de l'eau souterraine				
6.7	Enlèvement d'équipements souterrains et transport de produits pétroliers ou autres matières dangereuses				
6.8	Mesures d'atténuation et de confinement de la contamination. Spécifiez :				
6.9	Mesures de contrôle et de suivi environnemental pour la durée des travaux de réhabilitation (incluant soutènement). Spécifiez:				
6.10	Démantèlement de constructions se trouvant au niveau du sol ou enfouies et devant être enlevées pour atteindre les sols contaminés.				
6.11	Remise en place des constructions ayant dû être démantelées pour atteindre la contamination				
6.12	Réalisation de différentes phases des travaux admissibles par des organismes d'utilité publique. Spécifiez:				
6.13	Prélèvement et analyses chimiques d'échantillons réalisées pour la surveillance et le contrôle des travaux de chantier				

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU
DES TRAVAUX ADMISSIBLES

	Autres coûts reliés aux travaux de chantier				**- $**
	Total des travaux de chantier				**- $**

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU
DES TRAVAUX ADMISSIBLES

B	SERVICES PROFESSIONNELS				
1.	Évaluation du potentiel archéologique (inventaires et fouilles)				
2.	Caractérisation des sols, des matières enfouies et des eaux souterraines avant les travaux de réhabilitation				
3.	Arpentage, relevés, préparation des plans, des devis et des cahiers des charges, des documents d'appels d'offres				
4.	Coordination et surveillance des projets, rédaction de rapports et autres activités analogues				
5.	Autres honoraires professionnels et dépenses, spécifiez :				
	Total des services professionnels				**- $**

C	TRAVAUX DE SUIVI APRÈS RÉHABILITATION (1 an suivant la fin des travaux de réhabilitation)				
1.	Suivi de la qualité de l'eau souterraine				
2.	Suivi des biogaz				
3.	Autres honoraires professionnels et dépenses, spécifiez :				
	Total des travaux de suivi après réhabilitation				**- $**

D	FRAIS AFFÉRENTS				
1.	Panneau de chantier				
	Total des frais afférents				**- $**

	TOTAL DES TRAVAUX	- $

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
03-009-9

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AU COMITÉ EXÉCUTIF (03-009)

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du , le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) est modifié par l'ajout, au premier alinéa de son article 1, du paragraphe suivant :

« 21° le pouvoir de conclure une entente visant l'approbation d'une aide financière de plus de 150 000 $ dans le cadre du programme de soutien financier provenant de l'entente entre la Ville de Montréal et la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques approuvée par le comité exécutif (CE18 0489). ».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXX.

GDD : 1181179015

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181179015

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Approuver la directive relative au soutien financier pour la réhabilitation de terrains contaminés municipaux ou d'un organisme municipal / Adopter un Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (03-009) afin de lui permettre de conclure une entente visant l'approbation d'une aide financière de plus de 150 000 $ pour la réhabilitation de terrains contaminés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181179015- Certification de fonds -.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Isabelle FORTIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.09

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181179014

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés

Il est recommandé:
d'adopter le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-09 17:32

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181179014**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, la Ville de Montréal et la Ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ont conclut une entente visant l'octroi d'un montant de 75 M $ à la Ville de Montréal en vue de mettre en œuvre un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols et/ou les eaux souterraines qui sont situés sur son territoire. Elle permet à la Ville de réhabiliter des terrains situés sur son territoire autant pour les terrains lui appartenant que les terrains non municipaux.
L'annexe 1 de cette entente constitue le cadre normatif à l'intérieur duquel un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols peut être mis en oeuvre.

En vertu de l'article 92 de la «Loi sur les compétences municipales» toute municipalité locale peut, par règlement, adopter un programme de réhabilitation de l'environnement et accorder une subvention pour des travaux relatifs à un immeuble conforme à ce programme.

Les types de projets potentiellement admissibles ont donc été répartis dans deux catégories distinctes avec des actions spécifiques à entreprendre pour chacune d'elles :

1. Les projets municipaux et d'organismes municipaux feront l'objet de l'adoption de conditions d'admissibilité, d'approbation d'aide financière et de délégation de décisions à recommander au conseil municipal. Cette démarche spécifique fait l'objet d'un dossier décisionnel distinct (11811790115).
2. Les projets privés (industriel, commercial, résidentiel et institutionnel) font l'objet d'un projet de règlement dans le cadre du présent dossier décisionnel.

Le présent dossier décisionnel concerne donc de façon spécifique la mise en place des modalités du programme pour les demandes de subventions de projets privés, soit le règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés, qui doit être adopté par le conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0565 (25 octobre 2018) : Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) ».
CM18 0525 (24 avril 2018) : Autoriser, en 2018, un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention de 75 M$ de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.

CE18 0489 (28 mars 2018) : Approuver un projet d'entente avec la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Les objectifs du programme sont de:

- réhabiliter des terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville;
- favoriser l'utilisation de technologies de traitement éprouvées pour la décontamination des sols, plus spécifiquement le traitement *in situ* ;
- favoriser le traitement des sols excavés en vue d'être valorisés.

Le Programme permet à la Ville de supporter financièrement la réhabilitation de terrains privés situés sur son territoire, et ce, sous la forme de subventions pouvant représenter de 15% à 70 % des dépenses admissibles des projets, selon le type de technologie de décontamination reconnu par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et qui est retenu par le requérant.

Par exemple :

- Le transport et l'élimination hors site fera l'objet d'une subvention de 15 % du coût des travaux;
- Le traitement sur site ou le transport à un site de valorisation fera l'objet d'une subvention de 50 % du coût des travaux;
- Le traitement in situ fera l'objet d'une subvention de 70 % du coût des travaux.

Dans tous les cas, l'addition de la subvention municipale et des aides fédérales et provinciales ne pourront dépasser 75% des dépenses admissibles des projets de décontamination. De plus, aucun plafond d'aide financière n'est imposé, sauf pour les anciens lieux d'élimination de matières résiduelles où les coûts admissibles ne peuvent dépasser 500 000 $. Bien qu'aucun plafond d'aide financière ne soit imposé, le coût des travaux de chantier admissibles est établi sur la base de quantités et de taux unitaires jusqu'à concurrence de taux maximaux établis à l'article 14 de l'annexe B du règlement.

Une construction à vocation résidentielle, industrielle, commerciale ou institutionnelle conforme à la réglementation d'urbanisme en vigueur devra être prévue et réalisée sur les terrains exclusivement utilisés à des fins de stationnement ou lorsque le bâtiment qui y est érigé aura été démoli suite à l'entrée en vigueur du règlement.

Toute construction comportant une partie résidentielle devra par ailleurs soit faire l'objet d'une subvention en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102), être visé par la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal ou faire l'objet

d’une accréditation Accès Condos de la Société d’habitation et de développement de Montréal.

La période pendant laquelle il sera possible de déposer une demande d’admissibilité prendra fin le 31 décembre 2023. Les travaux de réhabilitation devront être réalisés dans un délai maximum de 60 mois à compter de leur date d’admissibilité. Un délai supplémentaire de 24 mois, avec pièces justificatives valables, pourra être accordé dans le cas d'une décontamination in situ.

JUSTIFICATION

Le programme proposé s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en développement économique du territoire « *Bâtir Montréal* », approuvé par le comité exécutif le 27 juin dernier. Plus spécifiquement, le programme proposé contribue à assurer l'arrimage et la cohérence des orientations de développement économique à celles de l'aménagement et du développement des infrastructures.
Le programme offrira un outil financier pour stimuler des investissements futurs sur des terrains privés aux prises avec des problèmes de contamination dépassant les seuils minimaux, qu'elle soit sévère ou structurelle. Il permettra d'offrir une aide financière à leur propriétaire afin de réaliser des projets d'investissement en réhabilitant ces terrains. Il constituera également un levier financier pour le développement économique sur le territoire de Montréal afin de favoriser notamment la consolidation de son tissu urbain.

Cette responsabilité sera entièrement assumée par la ville centre puisqu'il ne s'agit pas d'une aide à l'entreprise au sens du Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'entente entre la Ville de Montréal et la Ministre du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte aux Changements Climatiques visant l’octroi d’un montant total de 75 M $ à la Ville de Montréal pour les années 2018 à 2022, prévoyant la possibilité de prolongation de l’entente pour une période d’un an à deux reprises, couvrira la totalité du financement nécessaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme proposé répond à une des actions du Plan Montréal durable 2016-2020, soit la mise en place d'un programme de décontamination des sols.
La décontamination des terrains permet de réduire la pollution du sol et de purifier les eaux de ruissellement en plus d’influer favorablement, dans certains cas, la réduction des problématiques reliées aux îlots de chaleurs.

Le déploiement du programme contribuera significativement à la réhabilitation des sols et à l'implantation de diverses mesures visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À compter de mars 2019 : Début de la réception des demandes d'admissibilité au programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clarisse SAINT-HILAIRE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jules CHAMBERLAND-LAJOIE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Camille BÉGIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Nathalie ARÈS, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Camille BÉGIN, 19 décembre 2018
Nathalie ARÈS, 11 décembre 2018
Karine BÉLISLE, 11 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-11

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-01-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181179014

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièces jointes.

FICHIERS JOINTS

Projet Règlement Subvention_04-02-2019_FINAL.doc

Annexe C-v2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate

Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Véronique BELPAIRE
Avocate et Chef de la division de droit public et législation
Tél : 514 872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-XXX

RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS RELATIF À LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS

Vu les articles 4, 19 et 92 de la Loi sur les compétences municipales, (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu l'entente entre la Ville de Montréal et la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques concernant l'octroi d'un montant maximal de 75 000 000 $ à la Ville de Montréal au cours de l'exercice financier 2017-2018 pour la réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville de Montréal (CE18 0489);

À l'assemblée 2018, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« guide d'intervention » : le document intitulé Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains (juillet 2016) publié par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

« matériaux sec » : matières qui proviennent de travaux de démolition d'immeuble, de route ou d'autre structure, notamment la pierre et toute pièce de béton, de maçonnerie ou de pavage;

« ministère » : ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;

« ministre » : ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatique ou son représentant autorisé;

« organisme municipal » : la Ville de Montréal, la Communauté métropolitaine de Montréal ou une personne morale ou un organisme dont le conseil d'administration comprend une majorité de membres nommés par la Ville de Montréal ou dont le financement provient, pour plus de la moitié, de la Ville de Montréal;

« RENA » : Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics tenu en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

« terrain contaminé » : une étendue de terre non submergée, formée d'un ou de plusieurs lots cadastraux appartenant au même propriétaire, contaminée au-delà des valeurs limites réglementaires ou des critères définis aux annexes 2 et 7 du Guide d'intervention et comprenant tant le sol que l'eau de surface et l'eau souterraine et les matières résiduelles qui s'y trouvent, quelles que soient la nature et l'origine de la contamination;

« travaux de chantier » : travaux énumérés à l'article 4 de l'annexe B du présent règlement;

« valeurs limites réglementaire » : valeurs indiquées aux annexes I et II du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r. 37), relativement aux contaminants qui y sont énumérés.

SECTION II
APPLICATION

2. Le présent règlement vise la mise en place d'un programme de subventions pour la réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville de Montréal.

3. Sous réserve du respect des exigences prévues au présent règlement, sont des travaux admissibles au programme les travaux décrits à l'annexe B visant la réhabilitation d'un terrain contaminé.

4. Le présent règlement ne s'applique pas :

1° à un terrain contaminé appartenant à un organisme municipal;

2° à un terrain contaminé:

a) dont le propriétaire, antérieurement à la date du dépôt de la demande, a émis, déposé, dégagé ou rejeté, en tout ou en partie, un contaminant visé par l'article 1 du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r.37) ou en a permis l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet;
b) qui, depuis le 1er janvier 2015, a été la propriété, loué par ou sous la garde de celui qui a émis, déposé, dégagé ou rejeté, en tout ou en partie, un contaminant visé par l'article 1 du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (RLRQ, chapitre Q-2, r.37), ou en a permis l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet;

3° à un terrain contaminé où se déroulaient, le ou après le 24 avril 1997, des activités d'enfouissement, d'entreposage, de collecte, de tri et de conditionnement, de transfert et de traitement, tels les aires d'accumulation de résidus miniers, les

dépôts de déchets de fabriques de pâtes et papiers, les dépôts de matériaux secs, les lieux d'enfouissement et les centres de stockage ou de traitement de sols, d'eau, de déchets et de matières dangereuses;

4° à un terrain contaminé dont le propriétaire est inscrit au RENA;

5° à des travaux admissibles bénéficiant d'une autre subvention municipale.

5. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux de chantier qui ont débuté avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 8 ou qui ont été réalisés après le délai dont dispose le requérant en vertu de l'article 9.

SECTION III
CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

6. Pour être admissibles aux subventions prévues au présent règlement, les travaux de chantier visés par la demande doivent :

1° respecter les lois et les règlements en vigueur au Québec, notamment la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (RLRQ, chapitre P-41.1) et la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (RLRQ, chapitre Q-2, r.35), ainsi que le Guide d'intervention;

2° prévoir la réhabilitation complète du terrain contaminé;

3° prévoir l'utilisation d'un système de traçabilité approuvé par le ministre permettant de suivre tout déplacement de sols contaminés à l'extérieur du terrain d'origine;

4° favoriser le traitement *in situ* lors des travaux de réhabilitation, à moins qu'il ne soit démontré au directeur que cette technique ne puisse être utilisée, notamment selon un rapport technique préparé par un expert dans le domaine;

5° lorsque le traitement *in situ* ne peut être réalisé, favoriser le traitement des sols excavés en vue d'être valorisés à moins qu'il soit démontré au directeur, sur la base d'un avis rédigé par un expert dans le domaine, qu'il n'est pas possible de le faire;

6° être suivis de la construction d'un bâtiment à vocation résidentielle, industrielle, commerciale ou institutionnelle conforme à la règlementation d'urbanisme en vigueur, lorsque le terrain visé par les travaux :

a) est exclusivement occupé à des fins de stationnement à la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

b) est occupé par un bâtiment qui doit être démoli ou qui a été démoli après la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

7° lorsqu'ils sont préalables à un projet de construction d'un nouveau bâtiment qui comporte une partie résidentielle, ce dernier doit respecter une des conditions suivantes :

a) faire l'objet d'une subvention de base en vertu du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102);

b) être visé par la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal et avoir rempli tout engagement pris en vertu de cette dernière envers la Ville;

c) faire l'objet d'une entente avec la Société d'habitation et de développement de Montréal relative à un projet accrédité Accès Condos et autorisée par résolution du comité exécutif de la Ville de Montréal.

SECTION IV
DEMANDE DE SUBVENTION

7. Le requérant d'une subvention prévue à l'article 2 doit en faire la demande en remplissant le formulaire fourni par la Ville à cette fin et y joindre les documents suivants :

1° un document établissant qu'il est le propriétaire du terrain visé par la demande telle l'inscription au registre foncier, ou une offre d'achat signée;

2° le cas échéant, un document établissant le mandat de toute personne qui, conformément aux articles 2 et 3 de l'annexe A, agit en son nom;

3° les études de caractérisation environnementales phase I et II attestées par un expert habilité par le ministre et disponibles au moment du dépôt de la demande;

4° si les travaux sont assujettis à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), la demande d'approbation d'un plan de réhabilitation ou de la déclaration de conformité disponibles au moment du dépôt de la demande;

5° les devis, le cahier des charges et les documents d'appel d'offres disponibles au moment du dépôt de la demande;

6° le cas échéant, un rapport technique préparé par un expert dans le domaine qui démontre que le traitement *in situ* lors des travaux de réhabilitation ne peut être réalisé;

7° le cas échéant, un avis d'un expert dans le domaine qui démontre que la valorisation des sols ayant été traités ne peut être réalisée;

8° la grille remplie des coûts prévus des travaux admissibles jointe à l'annexe C du présent règlement;

9° le cas échéant, les plans d'implantation ou une description détaillée de la construction qui sera érigée après la réalisation des travaux admissibles;

10° si des travaux prévus au paragraphe 7° de l'article 10 sont prévus, une preuve démontrant qu'il n'existe pas de technologie autorisée par le ministre;

11° si un projet visé au paragraphe 7° de l'article 6 est prévu sur le terrain visé par les travaux de chantier, un des documents suivants :

a) l'avis établissant l'approbation préliminaire d'une demande de subvention émise en vertu de l'article 7 du Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102);

b) le document faisant état de l'engagement pris en faveur de la Ville en conformité avec la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal;

c) une lettre d'un représentant autorisé de la Société d'habitation et de développement de Montréal indiquant qu'une demande d'accréditation Accès Condos a été déposée.

Le directeur peut exiger du requérant toute information complémentaire nécessaire pour permettre l'étude de la demande de subvention.

SECTION V
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE

8. Lorsque les formalités prévues à l'article 7 sont remplies et que l'étude de la demande permet d'établir que les travaux de réhabilitation prévus et le terrain sur lequel ils seront exécutés satisfont aux exigences du présent règlement, le directeur déclare la demande de subvention admissible; dans le cas contraire, la demande est refusée.

Le directeur informe le requérant, par écrit, de l'admissibilité ou de la non-admissibilité de sa demande.

Si la demande est admissible, cet avis indique la date de l'admissibilité et le montant maximal de la subvention, estimé en fonction des articles 10, 11 et 17 du présent règlement et des sections VII et VIII de l'annexe B.

9. Les travaux de réhabilitation doivent être réalisés dans un délai maximum de 60 mois à compter de la date d'admissibilité de la demande fixée en vertu de l'article 8.

Malgré le premier alinéa, dans le cas où le traitement *in situ* est utilisé lors des travaux de réhabilitation, le directeur peut, sur demande du requérant, accorder un délai supplémentaire maximal de 24 mois pour compléter la réalisation des travaux admissibles, à condition que le délai supplémentaire soit attribuable à des éléments hors du contrôle du requérant.

Le requérant doit en faire la demande au directeur avant la fin des travaux admissibles en fournissant les documents et informations suivants :

1° un bilan de l'état du terrain et de l'avancement des travaux au moment de la demande de révision;

2° une explication écrite des éléments hors du contrôle du requérant ayant empêché l'atteinte des objectifs de traitement dans le délai prévu;

3° un plan correctif avec un échéancier pour atteindre les objectifs de traitement fixés par les autorisations ou approbations délivrées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou, le cas échéant, par le Guide d'intervention;

4° les études de caractérisation complémentaire;

5° le type de technologie qui sera utilisée pour la réhabilitation;

6° les documents définissant les objectifs de traitement fixés par les autorisations ou approbations délivrées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou, le cas échéant, par le Guide d'intervention.

SECTION VI
MONTANT DE LA SUBVENTION POUR LES TRAVAUX ADMISSIBLES

10. Le montant de subvention qui peut être versé par terrain contaminé correspond à la somme des coûts pour la réalisation des travaux admissibles selon les pourcentages suivants :

1° 70 % du coût des travaux admissibles pour le traitement *in situ* à l'aide de technologies éprouvées et autorisées par le ministre :

a) des sols contaminés et des matériaux mélangés aux sols contaminés ;

b) de l'eau souterraine;

2° 70 % des frais exigés par le système de traçabilité pour suivre le déplacement des sols contaminés;

3° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport et le traitement sur le site ou hors site à l'aide de technologies éprouvées et autorisées par le ministre :

a) des sols contaminés et des matériaux mélangés aux sols contaminés;

b) de l'eau souterraine;

4° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport des sols ayant été traités vers un site de valorisation autorisé par le ministre ;

5° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport des sols contaminés excavés jusqu'au site de valorisation dans la mesure où il vise uniquement des sols respectant les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires;

6° 30 % du coût des travaux admissibles pour le recyclage, la réutilisation ou la valorisation des sols contaminés. Les options de recyclage, de réutilisation ou de valorisation doivent être reconnues par le ministre ;

7° 30 % du coût des travaux admissibles pour le transport et l'élimination hors site des sols contaminés présentant une contamination en métaux ne respectant pas les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires et pour laquelle il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le ministre;

8° 15 % du coût des travaux admissibles pour le transport et l'élimination hors site des sols contaminés présentant une contamination ne respectant pas les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires ;

9° 50 % du coût des travaux admissibles pour le transport et la valorisation des matières résiduelles excavées du terrain et ségrégées, lorsque mélangées aux sols contaminés, dans la mesure où l'option de valorisation respecte le Guide d'intervention. Les options de valorisation subventionnées excluent le recours à des matières résiduelles comme matériau de recouvrement journaliser dans lieu d'enfouissement assujetti au Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (RLRQ, chapitre Q-2, r. 19) ;

10° 30 % du coût des travaux admissibles pour le transport et l'élimination des matières résiduelles excavées du terrain et ségrégées, lorsque mélangées aux sols contaminés;

11° 70 % du coût des services professionnels lorsque le coût des travaux de chantier est de 30 000 $ et moins ;

12° 50% du coût des services professionnels lorsque le coût des travaux de chantier est supérieur à 30 000 $;

13° 50 % du coût des autres travaux admissibles décrits aux articles 4, 5, 7 et 8 de l'annexe B.

11. Aux fins de l'établissement du montant maximal de subvention, un montant visant à couvrir les travaux contingents de chantier pour pallier aux variations de quantités et aux imprévus en cours de chantier est additionné au montant estimé en vertu de l'article 8 en phase d'admissibilité.

Le montant pour les travaux contingents de chantier équivaut à :

1° 20 % du montant estimé de la subvention, lorsqu'il est de 250 000 $ ou moins;

2° 15 % du montant estimé de la subvention, lorsqu'il est de plus de 250 000 $, jusqu'à 500 000 $;

3° 10 % du montant estimé de la subvention lorsqu'il est de plus de 500 000 $.

12. Le directeur peut, à la demande du requérant, procéder à une révision du montant maximal de la subvention estimé par le directeur en vertu de l'article 8 s'il y a une augmentation des coûts liés aux travaux admissibles découlant d'un facteur imprévisible, notamment la découverte d'une contamination fortuite ou la modification du traitement appliqué.

Le requérant doit en faire la demande avant la fin des travaux de chantier en remplissant le formulaire fourni par la Ville à cette fin et y joindre les documents suivants :

1° un avis technique préparé par un expert dans le domaine précisant les raisons de l'augmentation des coûts;

2° la grille des coûts prévus des travaux admissibles jointe a l'annexe C du présent règlement révisée en fonction de l'information indiquée dans l'avis technique mentionné au premier paragraphe.

SECTION VII
MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

13. Lorsque les travaux sont terminés dans les délais fixés à l'article 9, le requérant doit, pour que la subvention prévue au règlement lui soit versée, transmettre au directeur :

1° tous les documents d'appel d'offres, incluant les plans et devis, addendas, et soumissions reçus suite à l'appel d'offres, incluant les montants détaillés soumis, selon les exigences de l'article 5 de l'annexe A ;

2° lorsqu'un appel d'offres public est requis en vertu de l'article 5 de l'annexe A, une déclaration assermentée attestant de l'ouverture des soumissions en présence de deux témoins, autres que les soumissionnaires, à l'endroit prévu, à la date et l'heure limites fixées dans l'appel d'offres;

3° le cas échéant, le curriculum vitae du mandataire démontrant qu'il possède les 5 années d'expérience requises en vertu de l'article 2 de l'annexe A;

4° le cas échéant, une déclaration assermentée signée par le mandataire et le propriétaire stipulant qu'ils n'ont pas de liens entre eux et qu'ils n'ont pas d'intérêt en commun;

5° le cas échéant, les plans de réhabilitation acceptés par le ministre, l'autorisation du ministre en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2) ou la déclaration de conformité transmise en vertu de cette loi;

6° les rapports de caractérisation et de réalisation des travaux de réhabilitation attestés par un expert habilité par le ministère, incluant notamment les bordereaux des matières gérées hors site et les rapports du système de traçabilité des sols contaminés;

7° les factures, reçus et autres pièces justificatives démontrant le coût réel des travaux des travaux admissibles ainsi que la preuve de leur acquittement;

8° le curriculum vitae du chargé de projet de la firme de consultants spécialisés démontrant qu'il possède les 10 années d'expérience requises en vertu de l'article 9 de l'annexe A;

9° des photographies du panneau de chantier installé sur le terrain visé;

10° une photocopie du RENA démontrant qu'aucun contractant ou sous-contractant exécutant des travaux de chantier n'y est pas listé au jour de la signature du contrat ou du sous-contrat, le tout conformément aux exigences du paragraphe 9° de l'article 5 de l'annexe A;

11° les plans et profils de construction de tout bâtiment et de tout aménagement du terrain suivant les travaux de chantier.

Lorsque la construction d'un bâtiment est prévue sur le terrain visé par les travaux de chantier conformément aux paragraphes 6° et 7° de l'article 6, les documents suivants sont également requis :

1° une copie de tout permis autorisant les travaux de construction du bâtiment;

2° une attestation de la fin des travaux du bâtiment signée par une personne habilitée à ce faire par la loi.

14. Si le requérant ne soumet pas les documents requis en vertu de l'article 13 au plus tard 66 mois après la date de l'avis transmis en vertu de l'article 8, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement, à moins :

1° que le seul document manquant soit l'attestation de la fin des travaux du bâtiment requise en vertu du deuxième alinéa de l'article 13;

2° qu'une prolongation de délai ait été accordée par le directeur en vertu de l'article 9, auquel cas ce délai supplémentaire s'ajoute au délai de 66 mois prévu au présent article.

15. Le montant de la subvention qui peut être versé est déterminé sur la base des factures, reçus et autres pièces justificatives reçus en vertu de l'article 13, conformément aux conditions prévues à l'article 10 et aux sections VII et VIII de l'annexe B.

Lorsqu'un propriétaire s'est conformé à l'article 13, le directeur, après avoir constaté que les travaux ont été exécutés conformément aux exigences du présent règlement, approuve le versement de la subvention et informe le requérant du montant de la subvention au moyen d'un avis écrit.

Lorsque le projet est visé par le paragraphe 7° de l'article 6, le directeur doit s'assurer que les conditions d'admissibilité ont été respectées.

Dans le cas contraire, la subvention n'est pas versée et le directeur en informe également le requérant au moyen d'un avis écrit précisant les non-conformités.

16. À la suite de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 15, la subvention est versée.

17. Malgré l'article 15, la subvention accordée en vertu du présent règlement cumulée à tout autre aide gouvernementale ne peut dépasser 75 % du coût total des travaux admissibles. Le cumul des aides gouvernementales inclut le financement émanant du gouvernement du Canada ou du gouvernement du Québec et de leurs ministères ou mandataires.

SECTION VIII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

18. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude ou refus de fournir de l'information complémentaire aux fins de l'application du présent règlement entraîne l'annulation de toute subvention prévue à celui-ci. Dans un tel cas, un propriétaire ne peut présenter aucune autre demande de subvention en vertu du présent règlement.

Le cas échéant, toute subvention versée en application du présent règlement doit être remboursée au comptant à la Ville dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

19. Sur présentation d'une pièce d'identité, le directeur ou son représentant autorisé peut, aux fins de l'application du présent règlement, visiter, examiner et prendre en photos toute propriété immobilière et mobilière.

Toute personne doit permettre au directeur ou son représentant autorisé de pénétrer sur une propriété immobilière sans nuire à l'exécution de ses fonctions.

Le défaut de respecter le présent article entraîne la perte du droit à la subvention prévue au présent règlement. Si la subvention est déjà versée, l'entreprise doit la rembourser dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

20. Lorsqu'un terrain pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 8 change de propriétaire avant que les travaux de réhabilitation soient débutés, le nouveau propriétaire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire précédent, s'il exécute les travaux conformément au règlement.

SECTION IX
ORDONNANCES

21. Le comité exécutif de la Ville peut, par ordonnance :

1° modifier ou supprimer la définition de l'expression « Guide d'intervention » prévue à l'article 1;

2° modifier la liste des conditions prévues au paragraphe 7° de l'article 6;

3° modifier la liste des documents qui doivent être joints à la demande de subvention prévue à l'article 7;

4° établir ou modifier tout coût minimal de réalisation requis pour les travaux admissibles;

5° établir un montant de subvention maximal;

6° modifier les pourcentages prévus aux articles 10 et 11;

7° déterminer la date de fin du programme de subvention prévu au présent règlement;

8° modifier les taux unitaire maximum prévus à l'annexe B du présent règlement;

9° modifier la grille jointe en annexe C au présent règlement;

10° modifier les conditions relatives aux conditions d'appel d'offres prévues à l'article 5 de l'annexe A du présent règlement;

11° modifier les exigences relatives aux rapports de caractérisation et de réhabilitation à fournir en vertu des articles 7 et 14 du présent règlement.

SECTION X
DURÉE DU PROGRAMME

22. Aucune demande de subvention en vertu du présent règlement n'est admissible à compter de la première des dates suivantes :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date déterminée par ordonnance du comité exécutif selon le paragraphe 7° de l'article 21 du présent règlement;

3° le 1er janvier 2024.

ANNEXE A
CONDITIONS DE RÉALISATION DES TRAVAUX ADMISSIBLES AUX FINS DU RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS RELATIF À LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS

ANNEXE B
CADRE NORMATIF DÉFINISSANT LES TRAVAUX ADMISSIBLES AUX FINS DU RÈGLEMENT

ANNEXE C
DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU DES TRAVAUX ADMISSIBLES

ANNEXE A

CONDITIONS DE RÉALISATION DES TRAVAUX ADMISSIBLES AUX FINS DU RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS RELATIF À LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS

1. Aux fins de la présente annexe, le propriétaire du terrain ou son mandataire dûment autorisé est considéré comme le responsable de toutes les étapes du projet.

2. Le cas échéant, le mandataire doit posséder au moins cinq ans d'expérience dans la gestion de projet en lien avec la réhabilitation de terrains.

3. Le cas échéant, le mandataire et le propriétaire doivent signer une déclaration assermentée stipulant qu'ils n'ont pas de liens entre eux et qu'ils n'ont pas d'intérêt en commun.

4. Le responsable doit gérer les travaux de réhabilitation. Il prépare notamment les plans et les devis, lance les appels d'offres, accorde les contrats, assure le montage financier et vérifie la conformité des travaux.

5. Le responsable doit accorder tous les contrats relatifs aux travaux de chantier selon les modalités suivantes :

1° procéder à un appel d'offres sur invitation écrite pour les travaux de chantier totalisant moins de 100 000 $ auprès d'au moins trois fournisseurs compétents et solvables;

2° procéder à un appel d'offres public au moyen d'un avis publié dans un quotidien du Québec et un hebdomadaire local pour les travaux de chantier totalisant 100 000 $ et plus;

3° tout appel d'offres doit permettre à tout contractant d'obtenir les informations suivantes :

a) une description complète de l'objet du contrat;

b) la nature et le montant des garanties de soumission et d'exécution exigées, le cas échéant;

c) l'ensemble des conditions auxquelles le contractant doit se conformer;

d) un bordereau des taux unitaires à compléter indiquant la description des tâches à exécuter et la quantité estimée des sols et des eaux à traiter;

e) l'endroit prévu ainsi que la date et l'heure limite fixées pour la réception de sa soumission;

f) la date, l'heure et le lieu de l'ouverture des soumissions;

g) les règles qui seront suivies dans l'analyse des offres, notamment les exigences et critères qui seront utilisés pour évaluer les offres;

h) la période de validité des offres;

i) la mention qu'il se peut qu'aucune offre reçue ne soit retenue;

4° le responsable doit exiger que le contractant ou sous-traitant ayant un établissement au Québec transmette avec sa soumission une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, nommée « Attestation de Revenu Québec », et ce, comme prévu dans la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1). Cette attestation ne doit pas avoir été délivrée plus de 90 jours avant la date fixée pour la présentation des offres ni après cette date. Par conséquent, une attestation délivrée postérieurement à cette date et à l'heure limite ne doit pas être acceptée.

5° le délai de réception des offres ne doit pas être inférieur à 15 jours;

6° un appel d'offre doit viser exclusivement les travaux de réhabilitation au sens du Guide d'intervention et non les travaux réalisés pour le projet de construction en général, le cas échéant;

7° un appel d'offre public doit faire l'objet d'une ouverture publique et l'ouverture des soumissions se fait en présence de deux témoins à l'endroit prévu, à la date et à l'heure limites fixées dans l'appel d'offres;

8° le plus bas soumissionnaire conforme aux exigences de l'appel d'offres et des conditions mentionnées dans le présent article doit être retenu par le responsable;

9° un contractant ou sous-traitant retenu par le responsable pour exécuter des travaux de chantier ne doit pas être inscrit au RENA pour une infraction prévue à l'annexe 1 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1) au moment de la signature du contrat ou sous-contrat;

10° si un contractant ou sous-contractant retenu pour exécuter des travaux admissibles est inscrit au RENA après la signature du contrat le liant au responsable, celui-ci doit en aviser immédiatement le ministre et le directeur;

11° les entreprises liées ou affiliées au propriétaire ne peuvent être retenues ou sollicitées directement pour l'exécution des travaux de chantier, ni les entreprises

liées ou affiliées à la firme rendant les services professionnels pour préparer et surveiller les travaux de chantier.

6. Les coûts des travaux de chantier, y compris ceux réalisés dans le cadre d'un contrat forfaitaire, doivent être détaillés en fonction des catégories indiquées à l'annexe C du présent règlement. Pour chacun des coûts admissibles, des soumissions et des factures détaillées et justifiées élément par élément doivent être déposées.

7. Le responsable doit obtenir les autorisations exigées par les lois et les règlements en vigueur.

8. Le responsable doit s'assurer de la qualité des services professionnels, des travaux de chantier et des travaux de suivi après réhabilitation.

9. Le responsable doit engager une firme de consultants spécialisés dont le chargé de projet possède un minimum de 10 années d'expérience dans le domaine des sols contaminés en ce qui concerne les activités de surveillance environnementale des travaux de chantier.

10. Un surveillant de chantier engagé par le propriétaire doit être présent en tout temps lors des travaux de chantier.

11. Un panneau de chantier utilisant le gabarit fourni par la Ville doit être installé et maintenu sur le terrain visé à un endroit approprié.

ANNEXE B

CADRE NORMATIF DÉFINISSANT LES TRAVAUX ADMISSIBLES

SECTION I
TRAVAUX ADMISSIBLES

1. Les travaux mentionnés aux articles 2 à 8 de la présente annexe sont considérés des travaux admissibles au sens du présent règlement.

Aux fins du présent règlement, les coûts qui y sont prévus doivent être calculés avant les taxes.

SECTION II
SERVICES PROFESSIONNELS

2. Sont admissibles les services professionnels nécessaires pour préparer et surveiller les travaux de chantier, notamment :

1° l'évaluation du potentiel archéologique et la réalisation des inventaires et des fouilles archéologiques;

2° l'arpentage, les relevés, la préparation des plans, des devis et des cahiers des charges ainsi que des documents d'appels d'offres pour réaliser les travaux de chantier;

3° la coordination, la surveillance des travaux de chantier et la préparation des rapports de réhabilitation ;

4° la préparation de rapports de nature environnementale telles que les modélisations hydrogéologiques, les essais de traitabilité, les essais pilotes de traitement *in situ*, les études d'évaluation des risques toxicologiques et écotoxicologiques;

5° la caractérisation des sols, des matières enfouies et des eaux avant les travaux de chantier.

3. L'évaluation du potentiel archéologique et la réalisation des inventaires et des fouilles archéologiques mentionnées au paragraphe 1° de l'article 2 doivent être expressément nécessaires et recommandées par le ministre en collaboration avec le ministère de la Culture et des Communications afin que les travaux de chantier soient exécutés.

SECTION III

TRAVAUX DE CHANTIER

4. Sont admissibles et sont considérés comme des travaux de chantier au sens du présent règlement les travaux énumérés ci-après :

1° le traitement *in situ* des sols et de l'eau souterraine;

2° le traitement sur le site ou dans un autre lieu autorisé des sols excavés et des eaux récupérées;

3° le recours à un système de traçabilité des mouvements de sols contaminés;

4° le transport de sols contaminés et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés ne respectant pas les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires avant excavation et respectant les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires après traitement, en vue de leur réemploi, de leur recyclage ou de leur valorisation;

5° l'excavation de sols contaminés et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés qui ont dû être excavés uniquement pour la réhabilitation en vertu du Guide d'intervention ou de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), leur transport vers des sites autorisés de traitement ou d'enfouissement, leur traitement ou leur enfouissement dans ces lieux ainsi que leur remplacement par des matériaux conformes aux exigences du ministère et la mise en place de tels matériaux conformes;

6° la mise en pile, le tamisage et la ségrégation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés;

7° l'excavation, le transport, la valorisation, le réemploi, le recyclage et l'élimination des matières résiduelles présentes dans le terrain;

8° lorsqu'ils sont excavés pour la réalisation d'une construction, le transport dans un lieu autorisé, à l'exception des lieux d'enfouissement, des sols excavés contaminés sous les critères d'usage ou les valeurs limites réglementaires et leur traitement, le cas échéant,

9° les mesures consistant à confiner la contamination et à limiter l'exposition aux contaminants ainsi que les mesures de contrôle et de suivi environnemental qui en découlent pour la durée des travaux de réhabilitation;

10° les mesures de mitigation des biogaz;

11° l'installation de puits d'observation de l'eau souterraine;

12° le transport hors site de l'eau contaminée ne respectant pas les critères du ministère prévus au Guide d'intervention et les normes prévues au Règlement 2008-47 sur l'assainissement des eaux usées;

13° le pompage et le traitement de l'eau (surface, ruissellement, souterraine) se trouvant en fond d'excavation pour la durée du projet de réhabilitation;

14° l'enlèvement de l'équipement souterrain d'entreposage et le transport de produits pétroliers ou d'autres matières dangereuses sauf s'ils font l'objet d'une obligation d'enlèvement en vertu du Code de sécurité (RLRQ, chapitre B-1.1, r.3) ou, pour la période ne faisant pas l'objet d'une obligation en vertu du Règlement sur les matières dangereuses (RLRQ, chapitre Q-2, r. 32), d'une ordonnance du ministre ou d'un tribunal.

15° le démantèlement de toute construction se trouvant au niveau du sol ou enfouie dans le sol et devant être enlevée pour atteindre les sols contaminés et, le cas échéant, leur remise en place;

16° les analyses chimiques réalisées en laboratoire pour la surveillance et le contrôle des travaux ainsi que le prélèvement des échantillons nécessaires.

5. Lorsque des travaux admissibles sont réalisés par une compagnie d'utilité publique mais payés par le requérant, ce dernier peut être remboursé s'il démontre avoir acquitté le coût de ces travaux.

6. Les travaux de chantier doivent être réalisés conformément :

1° aux plans et devis prévus aux documents d'appel d'offres;

2° au Guide de caractérisation des terrains (2003) du ministère.

SECTION IV
TRAVAUX DE SUIVI APRÈS RÉHABILITATION

7. Pour une durée d'un an après la date de fin des travaux de réhabilitation, sont admissibles les travaux et les services professionnels affectés à des travaux de suivi après réhabilitation acceptés par le ministre.

SECTION V
FRAIS AFFÉRENTS

8. Sont admissibles les travaux relatifs aux panneaux de chantier exigés en vertu du présent règlement et installés sur les lieux des travaux.

SECTION VI
TRAVAUX ET COÛTS NON ADMISSIBLES

9. Ne sont pas admissibles les travaux énumérés ci-après :

1° les travaux liés à la démolition d'une construction hors sol, en tout ou en partie, érigée sur un terrain contaminé;

2° les travaux liés à la manipulation et à la gestion de déchets, de résidus miniers, de matières résiduelles et de matières dangereuses trouvés en surface;

3° les travaux, à l'extérieur du Québec, liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés;

4° la mobilisation ou la démobilisation de l'équipement;

5° l'acquisition de terrains et autres intérêts connexes tel que servitudes, droits de passage et autres;

6° les honoraires des conseillers juridiques;

7° les travaux liés à l'élimination de matières résiduelles hors sol;

8° les travaux liés à l'excavation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés en raison d'une construction;

9° les travaux liés au transport des sols propres en raison d'une construction;

10° les travaux requis pour se conformer à une ordonnance du ministre ou d'un tribunal;

11° les frais de financement permanent et temporaire;

12° la mise en place de végétation et de toits ou de murs verts;

13° les frais exigés pour les demandes d'autorisation, notamment les autorisations du ministre, les demandes de permis de la Ville ou les frais exigés par une loi, un règlement ou une ordonnance.

SECTION VII
MONTANT MAXIMAL DE SUBVENTION

10. Les travaux admissibles sont remboursés sur la base de leur coût réel, sous réserve des articles 11 à 13 de la présente annexe.

11. Lorsque les travaux admissibles sont liés à un projet visé par l'article 65 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, Q-2), le coût des travaux admissibles pouvant être considéré pour les travaux d'excavation, de transport et d'élimination des matières résiduelles, des sols et autres matériaux les recouvrant ainsi que l'acquisition des matériaux de remblayage et leur mise en place ne peut excéder 500 000 $ par lieu d'élimination.

12. Pour les travaux admissibles de 30 000 $ et moins, le montant maximal de la subvention versée pour les services professionnels est d'un montant équivalant à 70 % du coût des travaux de chantier admissibles.

13. Pour les travaux admissibles supérieurs à 30 000 $, le montant maximal de la subvention versée pour les services professionnels est d'un montant équivalant à la somme de chacune des tranches suivantes :

1° 50 % du coût des travaux de chantier admissibles jusqu'à 30 000 $;
2° 30 % du coût des travaux de chantier admissibles entre 30 000 $ et 100 000 $;
3° 15 % du coût des travaux de chantier admissibles au-dessus de 100 000 $.

SECTION VIII
TAUX UNITAIRES MAXIMAUX ADMISSIBLES

14. Le coût des travaux de chantier ci-dessous est établi sur la base des quantités et des taux unitaires, jusqu'à concurrence des taux maximaux établis dans la grille suivante, avant les taxes applicables (TPS et TVQ) :

Travaux*	**Coûts unitaires maximum admissible**
Excavation des sols contaminés, des matières résiduelles ou des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés, et chargement	14,00 $/m³
Mise en piles temporaire pour caractérisation	9,00 $/ tonne
Transport et élimination ou valorisation des sols AB	30,00 $/ tonne
Transport et élimination, traitement ou valorisation des sols BC	
Sans COV	38,00 $/ tonne
Avec COV	45,00 $/ tonne
Transport et élimination ou traitement des sols > C	
Organique (COV, HP C10-C50, HAP de type pétrogénique**)	80,00 $/ tonne
Métaux, HAP de type pyrogénique ou contamination mixte	80,00 $/ tonne

Transport et traitement des sols >RESC Organique (COV, HP C10-C50, HAP d'origine de type pétrogénique **)	90,00 $/ tonne
Transport et élimination ou traitement des sols > RESC Métaux, HAP d'origine de type pyrogénique ou contamination mixte	100,00 $/ tonne
Transport et élimination ou valorisation des matériaux secs excavés du terrain	32,00 $/tonne
Transport et élimination ou valorisation des matières résiduelles ou des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés, sans la redevance prévue au Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles	90,00 $/tonne
Transport et traitement hors site de l'eau souterraine contaminée	0,50 $/litre
Remblayage avec des matériaux réutilisables	11,00 $/tonne
Remblayage avec des matériaux d'emprunt	20,00 $/tonne
Frais exigés par le système de traçabilité pour suivre le déplacement des sols contaminés	1,00 $/tonne

*L'indication de sols AB, BC ou >C fait référence aux niveaux de contamination définis au Guide d'intervention. L'indication > RESC désigne tout sols correspondant aux définitions données à l'article 4 du Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés.

** acénaphtène, acénaphtylène, anthracène, diméthylnaphtalène, méthylnaphtalène, naphtalène, phénanthène, triméthylnaphtalène.

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU DES TRAVAUX ADMISSIBLES

A	TRAVAUX DE CHANTIER	Quantités	Unités	Prix unitaire	Sous-total
1.	**EXCAVATION ET REMBLAYAGE**				
1.2	Excavation de sols contaminés et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés et leur chargement		m^3		- $
1.3	Mise en pile, tamisage et ségrégation des sols et autres matières contaminées		t		- $
1.4	Remblayage avec des matériaux réutilisables		m^3		- $
1.5	Remblayage avec des matériaux d'emprunt		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour l'excavation et le remblayage				**- $**
2.	**VOLUMES DE SOLS À TRAITER**				
2.1	Traitement *in situ* des sols et des matériaux mélangés aux sols contaminés		m^3		- $
	Traitement sur le site des sols et des matériaux mélangés aux sols contaminés (ex-situ):				
2.2	Sols B-C		t		- $
2.3	Sols >C et <RESC		t		- $
2.4	Sols > RESC		t		- $
	Traitement par enlèvement dans un centre de traitement autorisé des sols et des autres matériaux mélangés aux sols contaminés et transport des sols vers ce centre:				
2.6	Sols B-C		t		- $
2.7	Sols >C et <RESC		t		- $
2.8	Sols > RESC		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour le traitement des sols contaminés et des matériaux mélangés aux sols contaminés et leur transport				**- $**
3.	**VOLUMES DE SOLS ET DE MATIÈRES RÉSIDUELLES À VALORISER**				
	Transport des sols ayant été traités vers un site de valorisation autorisé:				
3.1	Sols A-B		t		- $
3.2	Sols B-C		t		- $
	Valorisation dans un site autorisé des sols ayant été traités :				
3.3	Sols A-B		t		- $
3.4	Sols B-C		t		- $
	Transport des sols contaminés non-traités vers un site de valorisation dans un site de valorisation autorisé :				
3.5	Sols A-B		t		- $
3.6	Sols B-C		t		- $
	Valorisation dans un site autorisé des sols contaminés non-traités :				
3.7	Sols A-B		t		- $
3.8	Sols B-C		t		- $
3.9	Valorisation des matières résiduelles ségrégées et leur transport		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour la valorisation et le transport avec des options reconnues par la ministre				**- $**

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU DES TRAVAUX ADMISSIBLES

4.	**VOLUMES DE SOLS ET DE MATIÈRES RÉSIDUELLES À ÉLIMINER**				
	Élimination des sols contaminés en métaux pour lesquels il n'existe pas de technologies de traitement autorisées et leur transport vers le lieu d'élimination:				
4.1	Sols B-C		t		- $
4.2	Sols >C et <RESC		t		- $
4.3	Sols > RESC		t		- $
	Élimination des sols contaminés et leur transport vers le lieu d'élimination:				
4.4	Sols B-C		t		- $
4.5	Sols >C et <RESC		t		- $
4.6	Sols > RESC		t		- $
4.7	Élimination des matières résiduelles ségrégées et leur transport		t		- $
4.8	Élimination des matériaux secs et leur transport		t		- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour l'élimination et le transport vers les sites d'élimination				**- $**
5.	**GESTION DE L'EAU**				
5.1	Traitement *in situ* de l'eau souterraine contaminée				- $
5.2	Traitement sur place ou hors site de l'eau contaminée				- $
5.3	Pompage de l'eau contaminée sur le site				- $
5.4	Gestion de l'eau respectant les critères d'usage (pompage)				- $
	Coûts reliés aux travaux de chantier pour la gestion de l'eau contaminée				**- $**
6.	**AUTRES COÛTS DE CHANTIER ADMISSIBLES**				
	Frais exigés par le système de traçabilité				
6.1	Sols A-B		t		- $
6.2	Sols B-C		t		- $
6.3	Sols >C et <RESC		t		- $
6.4	Sols > RESC		t		- $
6.5	Matières résiduelles		t		- $
6.6	Installation de puits d'observation de l'eau souterraine				
6.7	Enlèvement d'équipements souterrains et transport de produits pétroliers ou autres matières dangereuses				
6.8	Mesures d'atténuation et de confinement de la contamination. Spécifiez :				
6.9	Mesures de contrôle et de suivi environnemental pour la durée des travaux de réhabilitation (incluant soutènement). Spécifiez:				
6.10	Démantèlement de constructions se trouvant au niveau du sol ou enfouies et devant être enlevées pour atteindre les sols contaminés.				
6.11	Remise en place des constructions ayant dû être démantelées pour atteindre la contamination				
6.12	Réalisation de différentes phases des travaux admissibles par des organismes d'utilité publique. Spécifiez:				
6.13	Prélèvement et analyses chimiques d'échantillons réalisées pour la surveillance et le contrôle des travaux de chantier				

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU
DES TRAVAUX ADMISSIBLES

	Autres coûts reliés aux travaux de chantier				**- $**
	Total des travaux de chantier				**- $**

ANNEXE C

DOCUMENT ÉTABLISSANT LE COÛT PRÉVU
DES TRAVAUX ADMISSIBLES

B	SERVICES PROFESSIONNELS				
1.	Évaluation du potentiel archéologique (inventaires et fouilles)				
2.	Caractérisation des sols, des matières enfouies et des eaux souterraines avant les travaux de réhabilitation				
3.	Arpentage, relevés, préparation des plans, des devis et des cahiers des charges, des documents d'appels d'offres				
4.	Coordination et surveillance des projets, rédaction de rapports et autres activités analogues				
5.	Autres honoraires professionnels et dépenses, spécifiez :				
	Total des services professionnels				**- $**

C	TRAVAUX DE SUIVI APRÈS RÉHABILITATION (1 an suivant la fin des travaux de réhabilitation)				
1.	Suivi de la qualité de l'eau souterraine				
2.	Suivi des biogaz				
3.	Autres honoraires professionnels et dépenses, spécifiez :				
	Total des travaux de suivi après réhabilitation				**- $**

D	FRAIS AFFÉRENTS				
1.	Panneau de chantier				
	Total des frais afférents				**- $**

	TOTAL DES TRAVAUX	- $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181179014

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation de terrains contaminés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181179014- Certification de fonds -.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Isabelle FORTIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.10

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1181097015

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-05 23:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181097015**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, des investissements sont prévus pour reconstruire la chaussée et réaménager les rues relevant de la compétence du conseil municipal.
Le Service de l'urbanisme et de la mobilité doit faire adopter un règlement d'emprunt afin de pouvoir financer ces investissements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter un règlement d'emprunt de 312 500 000 $ afin de financer, pour les années 2019 à 2021, le programme ci-dessous qui fait partie du programme triennal d'immobilisations 2019-2021.

Projet	2019	2020	2021	Total
59070 – Programme d'aménagement des rues	100 000 000 $	105 500 000 $	107 000 000 $	312 500 000 $

Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au service de l'urbanisme et de la mobilité d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant à profiter des réfections des réseaux d'égout et d'aqueduc pour reconstruire la chaussée et aménager complètement des rues situées dans le Réseau Artériel Administratif de la Ville de Montréal (RAAV).
Les investissements alloués à la protection du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville à améliorer le confort, la sécurité des usagers de la route, l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens. Un réseau routier en bonne condition réduit la prolifération des nids-de-poule en période hivernale et les efforts d'entretien non planifiés. Ces investissements atténuent la problématique de la dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées par l'application des meilleures techniques d'intervention et de réaménagement de l'espace public.

Ces investissements permettent:
- d'améliorer la sécurité routière par la mise en oeuvre de l'approche « Vision Zéro » afin d'éliminer à la source les facteurs contribuant aux collisions routières mortelles et les blessures graves en aménageant différemment les rues;
- d'augmenter le verdissement pour améliorer la qualité de l'air et réduire les ilots de chaleur et optimiser la gestion des eaux de ruissellement;
- d'améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur le réseau routier;
- d'augmenter la part des modes de transports actifs (piétons et vélos) et collectifs;
- d'augmenter l'attrait de la Ville et le plaisir d'y vivre et faire des affaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt qui couvre les années 2019 et 2021, servira au financement du programme d'aménagement des rues - 59070, prévu au programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal – volet ville centrale.
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de modifier l'aménagement de certaines rues afin de contribuer à:
- une collectivité au cœur du développement durable par l'aménagement de mesures visant à améliorer l'accessibilité universelle dans les rues,
- une protection accrue de l'environnement par la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages,
- une meilleure qualité de vie par l'augmentation du verdissement et l'aménagement de quartiers durables et urbains centrés sur les déplacements actifs et collectifs.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non-disponibilité du règlement d'emprunt pourrait retarder la réalisation des travaux de réfection routière et d'aménagement des rues.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à l'adoption du présent règlement d'emprunt.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion au CM : 25 février 2019
Adoption par le CM : 25 mars 2019
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement
Octroi des contrats: 2019 à 2021
Réalisation des travaux d'aménagement des rues: 2019 à 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-12-14
Stéfan GALOPIN Ingénieur		Sylvain FELTON Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514 872-3481	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-7593 514-872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION	**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**
Valérie G GAGNON	Luc GAGNON

Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-01-31

Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-02-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181097015

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1181097015 - Aménagement de rues réseau artériel -VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-18

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 312 500 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX PRÉVUS AU PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT DES RUES DU RÉSEAU ARTÉRIEL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 312 500 000 $ est autorisé afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181097015

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181097015

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division transport et mobilité
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 312 500 000 $ afin de financer les travaux prévus au programme d'aménagement des rues du réseau artériel de la Ville de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 59070 GDD 1181097015.xlsDélégation de M. Perrier 19 dec 2018.eml

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787
Co- Auteur

Maria Bardina

Conseiller(ere) budgetaire

(514) 872-2563

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél :
(514) 872-2059

Division : conseil et soutien financiers

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 42.11

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1190348001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du service de l'Espace pour la vie" (Règlement 18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt de 27 000 000 $ à 36 350 000 $.

Il est recommandé:
1. de modifier le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du Service de l'Espace pour la vie » afin d'augmenter le montant de l'emprunt de 27 000 000 $ à 36 350 000 $, sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-13 11:31

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190348001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du service de l'Espace pour la vie" (Règlement 18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt de 27 000 000 $ à 36 350 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

En août 2018, le conseil municipal adoptait un règlement d'emprunt de 27 000 000 $ pour les travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium.
Or, suite à l'appel d'offres pour travaux, le budget global de ce projet a été réévalué à 36 350 000 $ avant taxes
.
Ainsi, si ce règlement d'emprunt de 27 000 000 $ permet de couvrir le contrat à l'entrepreneur général et les contingences de construction, de 26 346 210 $ avant taxes, ainsi que certaines incidences, de 653 000 $ avant taxes (contrat à être approuvé au conseil municipal de février), il ne permet pas de couvrir les autres projections de dépenses liées au projet (muséologie, provision globale de projet, autres incidences), qui feront l'objet de contrats distincts.

Aussi, il est nécessaire d'augmenter de 9 350 000 $ le règlement d'emprunt existant de 27 000 000 $ pour couvrir l'ensemble des besoins du projet, pour un total de 36 350 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 - 1041 (21 août 2018) - adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet métamorphose de l'Insectarium, du Service de l'Espace pour la vie », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (1180348005).

DESCRIPTION

L'augmentation du règlement d'emprunt permettra de couvrir la balance des coûts liés au projet Métamorphose de l'Insectarium, notamment la muséologie, les provisions globales de projet et certains contrats incidents.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du Plan d'affaires d'Espace pour la vie mis de l'avant dès 2009, l'Insectarium de Montréal a fait l'objet d'une réflexion quant aux besoins de maintien d'actifs et de développement nécessaires afin d'assurer la pérennité des activités de cette institution. Construit en 1989, le bâtiment actuel de l'Insectarium comporte plusieurs enjeux fonctionnels, dont le maintien des conditions de température et d'humidité aux normes muséales. Bien que des travaux de maintien d'actifs aient eu lieu à travers les années, ce bâtiment comporte plusieurs enjeux de santé et de sécurité pour les collections d'insectes et les usagers causés par des infiltrations chroniques.
De plus, les opérations sont fractionnées sur plusieurs sites dans le Jardin botanique, ce qui n'est pas optimal pour les opérations et la gestion des ressources. Conséquemment, l'Insectarium doit moderniser ses installations et rassembler ses opérations sous un seul établissement.

Le projet vise la construction d'un nouvel Insectarium et prévoit le regroupement de l'ensemble de ses activités dans un même bâtiment. Il a pour objectif de transformer l'expérience de visite de l'Insectarium, améliorer les services aux visiteurs et augmenter la fréquentation et les revenus d'Espace pour la vie. Le nouvel Insectarium sera un musée unique en son genre en Amérique du Nord par sa construction innovatrice et par ses expériences uniques de visite.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt de 36 350 000 $ servira au financement du projet Métamorphose de l'Insectarium.
La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Métamorphose de l'Insectarium est arrimée aux priorités d'action de l'administration municipale identifiées dans le plan Montréal durable 2016-2020, notamment:

- Augmenter le nombre de bâtiments durables à Montréal
- Préserver la patrimoine et promouvoir la culture
- Rayonner ici et à l'international

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'augmentation de ce règlement d'emprunt, le service de l'Espace pour la vie n'aura pas la capacité de faire face aux imprévus et d'octroyer les contrats à venir pour compléter la Métamorphose de l'Insectarium, notamment le contrat de muséologie.
La Métamorphose de l'Insectarium est un des projets du plan de développement d'Espace pour la vie. Ce renouvellement du musée vise à donner un nouvel élan aux fréquentations et aux revenus afférents.

Il vise par ailleurs à renforcer la réalisation de la mission du musée ; à sensibiliser un plus large public à la science et aux enjeux auxquels est confrontée notre planète.

Enfin, ce projet permettra d'accroître le rayonnement local, national et international de l'Insectarium, d'Espace pour la vie et de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera élaborée en vue de la fermeture de l'Insectarium pour travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2019: fermeture de l'Insectarium pour travaux

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Géraldine JACQUART
Conseillère en planification

Tél : 514 872-1442
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Anne CHARPENTIER
Chef de l'insectarium

Tél : 514 872-3543
Télécop. : 514 872-0662

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2019-02-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190348001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du service de l'Espace pour la vie" (Règlement 18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt de 27 000 000 $ à 36 350 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1190348001 - Règl modif Règl 18-043 Insectarium-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-13

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 27 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX PRÉVUS DANS LE CADRE DU PROJET MÉTAMORPHOSE DE L'INSECTARIUM, DU SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE (18-043) AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À 36 350 000 $

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet métamorphose de l'Insectarium, du Service de l'Espace pour la vie (18-043) est modifié par le remplacement de « 27 000 000 $ » par « 36 350 000 $ ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 27 000 000 $ » par « 36 350 000 $ ».

_____

GDD1190348001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190348001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Direction
Objet :	Modifier le règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 27 000 000 $ pour le financement des travaux prévus dans le cadre du projet Métamorphose de l'Insectarium, du service de l'Espace pour la vie" (Règlement 18-043) afin d'augmenter le montant de l'emprunt de 27 000 000 $ à 36 350 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement ai GDD 1190348001 Approbation MAMH.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 43.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1196347003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs

D'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-28 13:40

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 43.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1196347003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs

D'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs.

Signé par Claude DUBOIS **Le** 2019-02-26 08:05

Signataire : Claude DUBOIS

directeur(trice) - travaux publics en arrondissement
Le Sud-Ouest , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196347003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) a été initiée, afin de préciser l'information relative au « 757, rue Des Seigneurs (Bain Hushion) », qui est identifié parmi les « édifices publics », de la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest. En parallèle de celle-ci, une demande d'autorisation d'un projet en vertu du 4e paragraphe de l'article 89 de la Charte de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) vise à encadrer la démolition partielle du bâtiment existant, la construction et l'occupation d'un nouveau bâtiment pour une clientèle ayant besoin d'aide (dossier 1196347004).

Cette modification au Plan d'urbanisme n'entraînera aucune obligation de concordance des différents règlements de l'arrondissement.

Le Conseil municipal peut adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme conformément aux articles 109 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le projet vise la reconversion du bain Hushion en immeuble destiné à loger des personnes ayant besoin d'aide. Le projet comprend la démolition partielle du bâtiment, en conservant uniquement la façade, qui sera restaurée. Le projet comporte 4 étages et 23 logements, ainsi que des espaces communs et une cour intérieure.
L'opportunité du projet de remplacement est plus amplement expliquée dans le dossier du règlement en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal (dossier 1196347004).

La modification du Plan d'urbanisme vise à spécifier, dans la liste des immeubles d'intérêt hors secteur de valeur exceptionnelle, que le bâtiment visé est nommé « ancien Bain Hushion » et non plus « Bain Hushion », anciennement un édifice public.

JUSTIFICATION

Il est pertinent de spécifier que le bâtiment visé constitue l'ancien Bain Hushion. En effet, la façade du bâtiment existant est conservée et la volumétrie de celui-ci, réinterprétée. Ainsi, il reste des traces de cet édifice public, bien qu'il n'ait plus la même vocation.

Avis du Comité consultatif d'urbanisme :
Lors de la séance du 5 juillet 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a rendu un avis favorable à l'égard de la demande de modification du Plan d'urbanisme.

En commentaire, le comité souhaite que soit améliorée l'intégration du nouveau volume arrière du bâtiment, autant en ce qui a trait au volume avant que pour sa localisation dans les îlots Saint-Martin.

Avis du comité mixte :
Le comité mixte a émis deux avis préliminaires et un avis final, respectivement le 31 mai 2018, le 19 juillet 2018 et le 21 novembre 2018, dont voici le résumé :

Le comité mixte est fort satisfait du chemin qui a été parcouru depuis la première présentation du projet. Il est conscient qu'il s'agit d'un défi de taille et il apprécie que les architectes aient pris en considération ses commentaires. Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger émettent par conséquent un avis favorable au projet de transformation du bain Hushion, assorti des recommandations suivantes:

Recommandations à l'intention de la Ville de Montréal:

- *Dédier à ce projet une part importante des fonds réservés à la réalisation de projets de logement social et communautaire comportant une dimension patrimoniale;*
- *Mener une réflexion approfondie concernant le façadisme comme pratique de conservation du patrimoine;*
- *Développer une vision d'aménagement des espaces extérieurs de l'îlot Saint-Martin;*

Recommandation à l'intention des concepteurs:

- *Améliorer la vue depuis la cour intérieure vers l'est (sur le stationnement);*
- *Planter également des arbres de grand calibre sur la propriété;*
- *Prévoir davantage de mesures de gestion des eaux de pluie;*
- *Penser à la saison hivernale dans l'aménagement des espaces extérieurs;*
- *Installer des fenêtres sur la façade sud, donnant sur la terrasse Elgin (mur aveugle);*
- *Maximiser la fenestration du bâtiment sur la cour intérieure ainsi que sur la rue des Seigneurs*
- *Atténuer les contrastes des couleurs des matériaux (noir/blanc);*
- *S'assurer de la durabilité des matériaux prévus (céramique extérieure).*

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permet d'offrir des logements à des personnes en situation de précarité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 mars 2019 :Résolution du Comité exécutif
25 mars 2019 : Avis de motion et adoption du projet de règlement par le Conseil municipal
3 avril 2019 : Résolution du Comité exécutif
15 avril 2019 :Adoption du règlement par le Conseil municipal
Mai 2019 : Certificat de conformité et entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurence BOISVERT-BILODEAU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-7398
Télécop. : .

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-19

Julie NADON
Chef de division

Tél : 514 868-5037
Télécop. : 514 872-1945

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PARÉ
Chef de division - Permis et inspections
Tél : 514 872 2959
Approuvé le : 2019-02-25

Montréal

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER
Suite à leur assemblée du 9 novembre 2018
Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Ancien bain Hushion - Conversion en logement social
757, rue des Seigneurs

AC18-SO-03

Localisation :	757, rue des Seigneurs Arrondissement Le Sud-Ouest
Reconnaissance municipale :	Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle inscrit au Plan d'urbanisme
Reconnaissance provinciale :	Aucune
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après, le comité mixte) émettent un avis à l'Arrondissement Le Sud-Ouest considérant la valeur patrimoniale du bâtiment et puisque le projet prévoit une modification au Plan d'urbanisme.

HISTORIQUE ET DESCRIPTION DES LIEUX

Le bain Hushion a été construit en 1914 pour la Ville de Montréal dans le quartier Saint-Joseph (anciennement la ville de Sainte-Cunégonde, annexée à Montréal en 1905), selon les plans de l'architecte Alphonse Piché, qui avait également conçu l'hôtel de ville de Sainte-Cunégonde en 1904. Alors que la plupart des logements de ce quartier ouvrier étaient dépourvus d'eau chaude et de baignoire, la construction du bain Hushion visait à répondre aux besoins de salubrité. Comme d'autres bains publics de l'époque, il combine alors une piscine et plusieurs installations reliées aux fonctions hygiéniques, tels des douches et des bains privés.

Le bâtiment a connu d'importantes rénovations en 1958 et en 1969. Au cours des années 1960, l'îlot Saint-Martin, dont fait partie le bain Hushion, est massivement démoli pour être reconverti et accueillir des logements de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM). Le bâtiment a conservé sa fonction de bain public jusqu'à ce qu'il soit ravagé par un incendie en 1988, entraînant sa fermeture définitive. Vacant depuis cette date, il s'est par conséquent grandement détérioré. Plusieurs projets de réhabilitation ont été proposés, sans qu'aucun ne se soit concrétisé.

Situé en plein cœur de l'îlot Saint-Martin, le bain Hushion, ayant front sur la rue des Seigneurs, est bordé à l'arrière (façade est) par la terrasse Elgin et sur sa façade nord par un espace utilisé en partie comme passage pour les pompiers. Il est aujourd'hui situé dans le quartier de la Petite-Bourgogne.

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et
Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cjv
ville.montreal.qc.ca/cpm





Bain Hushion (source : Google Cartes)

DESCRIPTION ET CONTEXTE DU PROJET

Le projet vise la conversion de l'ancien bain Hushion en logement social pour le Foyer des femmes autochtones de Montréal, afin de le transformer en une maison d'hébergement temporaire pour des femmes en difficulté et leurs enfants. Il est prévu de réaliser le projet par l'adoption d'un règlement en vertu de l'article 89.4 de la Charte de la Ville de Montréal[1]. La réalisation du projet nécessite une modification au Plan d'urbanisme concernant la « Liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle » dans laquelle le bain public est inscrit. Il y restera inscrit dans la catégorie « Les édifices publics », mais son nom sera changé de « Bain Hushion » à « Ancien bain Hushion ».

Lors de la première présentation du projet au comité mixte le 11 mai 2018, l'Arrondissement avait souhaité discuter des enjeux relatifs à l'état du bâtiment et à la modification au Plan d'urbanisme et avait présenté trois options d'interventions. La première prévoyait la démolition de l'entièreté du bâtiment à l'exception de la façade, qui serait conservée et flanquée d'un nouveau corps de bâtiment. La seconde différait de la précédente par la reconstruction de la façade à l'identique plutôt que sa conservation. Enfin, la troisième option prévoyait la démolition complète du bâtiment et l'évocation de sa façade par impression de son empreinte sur le verre du mur rideau d'une nouvelle façade principale. Dans son avis préliminaire en date du 31 mai 2018 (AC18-SO-01), le comité mixte avait affirmé que, bien qu'il fût en accord avec la pertinence du programme, il n'avait pu se positionner sur les options proposées considérant l'absence d'études patrimoniales et urbaines et d'une analyse poussée concernant toutes les possibilités de conservation ou de remplacement du bâtiment à l'étude.

[1] La procédure prévue à de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal vise l'autorisation d'un projet d'envergure ou de nature exceptionnelle dérogeant à la règlementation d'urbanisme de l'arrondissement. Elle s'applique à la réalisation d'un projet relatif (alinéa 4° :) à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec. (Source : *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (C-11.4), 2000, c. 56, ann. I; 2017, c. 16, a. 1).

Le projet a par la suite été retravaillé en tenant compte de l'avis préliminaire du comité mixte, de l'étude patrimoniale et de l'étude de l'état de la maçonnerie. La seconde version, présentée le 6 juillet 2018, prévoyait la conservation du volume avant du bâtiment et de sa façade principale et l'ajout d'un nouveau volume à l'arrière, revêtu de clin horizontal blanc entrecoupé d'une série de reliefs verticaux revêtus de cèdre. Un troisième volume était prévu entre la partie ancienne et la nouvelle : du côté nord, il était constitué de balcons revêtus d'un grillage au motif « organique » de couleur verte et, du côté sud, il abritait la cage d'escalier. Une structure contemporaine en acier, adossée à ce volume, évoquait l'ancienne cheminée de briques rouges dont la démolition était prévue. Il était envisagé d'aménager une terrasse sur le toit de la partie avant de l'ancien bain Hushion plutôt que de créer une cour intérieure, tel que présenté précédemment. Il était également prévu de réaliser un aménagement extérieur dans le passage prévu pour l'accès aux pompiers. Dans son avis émis en date du 19 juillet 2018, le comité mixte a appuyé l'aspect programmatique du projet et affirmé souhaiter qu'il se réalise. Toutefois, jugeant qu'il restait un nombre important d'éléments à travailler et à préciser, il a émis un second avis préliminaire. Notamment, malgré la réalisation d'une brève étude historique et du contexte urbain, il a jugé que le projet ne tenait pas suffisamment compte de son contexte, notamment concernant la volumétrie et la densité de l'îlot. Il a également jugé que le lien avec la terrasse Elgin et les espaces extérieurs de l'îlot devaient être mieux développés, de manière à respecter les intentions d'aménagement de l'îlot Saint-Martin, qui reposaient sur un concept où les bâtiments étaient orientés autour d'espaces publics. Quant aux espaces extérieurs, il a recommandé d'augmenter la présence des végétaux pour diminuer l'effet d'îlot de chaleur. Concernant l'approche de conservation, le comité mixte avait perçu que les concepteurs tentaient de faire un projet de conservation tout en proposant un geste architectural distinct. Il a affirmé que le projet gagnerait à utiliser une architecture plus sobre en réduisant le nombre de matériaux et de couleurs utilisés. Il a recommandé de s'inspirer de la volumétrie arrière du bain Hushion afin de mieux respecter la valeur patrimoniale de l'édifice. Le comité mixte a jugé que l'application de motifs inspirés des éléments de la culture des Premières Nations pouvait paraître maladroite et ne faisait pas suffisamment état d'une prise en compte des besoins des femmes autochtones dans l'aménagement de lieux adaptés à leur mode de vie. Il a recommandé qu'une réflexion approfondie soit faite à ce niveau et que le développement du projet en tienne compte. Enfin, le comité mixte a également réitéré que la Ville de Montréal devait aider financièrement à la réalisation du projet pour compenser son apparente négligence dans l'entretien de son bâtiment. Il a encouragé les concepteurs à retravailler le projet et à le lui présenter à nouveau.

La dernière version du projet, qui fait l'objet du présent avis, comporte maintenant 23 logements, une salle communautaire et des bureaux. La façade et le volume avant de l'ancien bain Hushion sont conservés et flanqués d'un nouveau volume de quatre étages qui encadre la façade du côté nord et présente une largeur réduite à l'arrière. Il est segmenté de manière à créer une terrasse ouverte du côté nord et une cour intérieure du côté sud. La volumétrie arrière de l'ancien bain public est évoquée par la création d'un volume similaire en brique rouge, alors que les autres parties du nouvel ajout sont revêtues de panneaux métalliques blanc crème, modulés de deux largeurs différentes afin de créer un rythme. En façade, une baie vitrée correspondant à l'escalier intérieur crée une rupture entre la partie ancienne et la nouvelle, revêtue de claustras de cèdre naturel et de cèdre carbonisé. Les portes principales de l'ancien bain Hushion sont conservées comme entrée principale. La cour intérieure comprend deux niveaux reliés par un escalier : une terrasse en continuité de la salle commune et une aire gazonnée plus basse, qui pourra être cultivée en jardin par les résidentes du centre d'hébergement. Le dégagement extérieur se poursuit sous la porte-cochère, ouverte vers la terrasse Elgin, et compte une place de stationnement. La céramique vernissée prévue pour certains murs de la cour vise à rappeler l'intérieur du bain d'origine. À l'arrière du bâtiment se trouve une aire gazonnée libre agrémentée

d'arbres de petit gabarit. Du côté nord, une placette en pavé perméable comportant du mobilier de bois est prévue devant l'entrée secondaire (entrée de service).

ENJEUX ET ANALYSE DU PROJET

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après, le comité mixte) ont reçu les représentants de l'Arrondissement du Sud-Ouest, du Service de la mise en valeur du territoire, de l'organisme Bâtir son quartier, ainsi que les architectes mandatés pour la conception du projet lors de sa réunion du 9 novembre 2018. Le comité mixte les remercie pour leur présence et leur présentation. Il formule dans les paragraphes suivants ses commentaires sur la dernière version du projet de transformation du bain Hushion.

D'emblée, le comité mixte est très satisfait de l'évolution du projet depuis la première présentation en juillet 2018. Il perçoit que celui-ci s'est grandement amélioré et a gagné en cohérence et en sagesse. Le comité mixte est conscient du grand défi que représente ce projet, qui doit conjuguer la conservation de la façade et l'intégration de l'agrandissement au cadre bâti, les besoins de l'organisme Native Women's Shelter et la question de la viabilité financière du projet. Il félicite les architectes pour leur travail.

Le comité mixte se réjouit par ailleurs d'apprendre que, dans le nouveau budget 2019 qui vient d'être adopté par l'administration municipale, des sommes supplémentaires sont prévues pour soutenir les projets de logement social et communautaire comportant une dimension patrimoniale. Néanmoins, en l'absence de garanties spécifiques liant le présent projet, il rappelle à la Ville sa responsabilité touchant l'état actuel du bâtiment et demande à ce qu'elle réserve les sommes nécessaires à la réussite du projet de transformation du bain Hushion.

Recours au façadisme

Le comité mixte comprend qu'en raison du mauvais état du bain Hushion, on ne puisse conserver que sa façade et une partie du volume avant. Cela dit, bien qu'il ne remette pas en question ce cas précis, il désire saisir l'occasion pour interpeller la Ville sur la récurrence de plus en plus grande du recours au façadisme comme pratique de conservation du patrimoine. Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger sont tous deux témoins de nombreux projets récents ou en cours qui font usage de cette pratique. Il importe de se questionner à ce sujet. Est-ce que le façadisme est réellement une façon appropriée de conserver et de mettre en valeur le patrimoine? Est-ce une pratique que nous souhaitons encourager? Le comité mixte recommande par conséquent à la Ville de mener une réflexion approfondie sur cette question et de préparer des lignes directrices.

Espaces extérieurs et gestion des eaux

Le comité mixte voit d'un bon œil les aménagements extérieurs proposés. Il apprécie notamment que la cour intérieure soit située en continuité avec la salle commune, de même que le fait qu'il y ait une mixité d'espaces extérieurs privés et ouverts. Les femmes pourront ainsi bénéficier d'une certaine progression dans le caractère des espaces extérieurs avec la cour intérieure fermée, la terrasse latérale du côté nord, l'espace gazonné libre situé à l'arrière, qui est ouvert sur la terrasse Elgin, puis le parc situé en face. Le comité aurait toutefois souhaité qu'on lui présente comment les espaces extérieurs du bain Hushion s'arriment à ceux de l'îlot Saint-Martin. Comme il l'avait formulé dans ses avis précédents, il

est d'avis que le lien avec la terrasse Elgin pourrait être davantage développé. Il croit d'ailleurs que ce projet est l'occasion pour la Ville de développer une vision de l'aménagement des espaces extérieurs de l'ensemble de l'îlot Saint-Martin et l'encourage à produire un plan directeur d'aménagement pour ces espaces.

Concernant la cour intérieure, le comité constate que les personnes qui s'assoiront dans l'escalier auront une vue directe sur le stationnement. Le comité encourage les concepteurs à améliorer cet aspect, par exemple par l'intégration d'un mur végétal.

Le comité mixte apprécie qu'une aire gazonnée libre soit prévue à des fins de jardinage pour les futures résidentes du refuge. Il suggère d'intégrer un endroit pour ranger les outils de jardinage.

Bien qu'il apprécie l'intention de planter des arbres de petit gabarit, le comité mixte invite les concepteurs à verdir davantage le pourtour du bâtiment en plantant des arbres de gros calibre. L'augmentation de la canopée permettra de créer des zones de fraîcheur et de diminuer l'effet d'îlot de chaleur.

Le comité croit que le projet bénéficierait à prendre davantage en considération la gestion des eaux pluviales. Un des espaces gazonnés pourrait-il être transformé en bassin de rétention?

Enfin, le comité souhaite que les espaces extérieurs soient conçus en prenant en compte la saison hivernale.

Volumétrie, mur aveugle et fenestration

Bien que le comité mixte comprenne les raisons ayant mené à ce choix, il ne peut que regretter la disparition de la cheminée de briques rouges, élément emblématique dans le secteur. Toutefois, il apprécie grandement le fait que les architectes aient prévu un volume arrière en brique rouge, qui reprend à la fois le matériau et la volumétrie d'origine du bain Hushion, créant un rappel qui est très bien intégré à l'immeuble. Ainsi, malgré l'agrandissement de la volumétrie totale du bâtiment, l'esprit du bâtiment d'origine est toujours perceptible. Le comité mixte apprécie également que les architectes aient conservé l'idée d'une brèche qui sépare la partie ancienne de la nouvelle section du bâtiment. Il voit également d'un bon œil la nouvelle articulation de la volumétrie, qui règle la question du mur aveugle de la version précédente du projet et fournit plus de ventilation et de luminosité aux logements. Bien qu'il reste une portion de mur aveugle dans le projet actuel, celle-ci paraît mieux intégrée. Le comité encourage tout de même les concepteurs à alléger davantage sa présence. Puisque le mur aveugle donne sur un espace public, il pourrait être traité comme une façade publique.

Le comité mixte recommande également de maximiser la fenestration en fonction de l'ensoleillement, tant du côté de la cour intérieure que sur la façade du nouveau volume donnant sur la rue des Seigneurs (ce qui aurait de plus l'avantage d'ouvrir la vue sur le parc pour les résidentes).

Matériaux

Le comité mixte apprécie que les concepteurs aient réduit l'utilisation de matériaux différents par rapport à la version présentée en juillet 2018. Il est d'avis que cela pourrait même être davantage simplifié. Il recommande d'améliorer l'intégration du bâtiment dans son contexte en atténuant les contrastes par l'utilisation, pour le revêtement métallique, d'une couleur plus neutre.

Également, le comité mixte encourage les concepteurs à s'assurer de la durabilité des matériaux prévus. Il se questionne entre autres le choix de la céramique extérieure qui peut s'avèrer difficile d'installation pour en assurer la pérennité.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte est fort satisfait du chemin qui a été parcouru depuis la première présentation du projet. Il est conscient qu'il s'agit d'un défi de taille et il apprécie que les architectes aient pris en considération ses commentaires. Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger émettent par conséquent un avis favorable au projet de transformation du bain Hushion, assorti des recommandations suivantes:

Recommandations à l'intention de la Ville de Montréal:

- Dédier à ce projet une part importante des fonds réservés à la réalisation de projets de logement social et communautaire comportant une dimension patrimoniale;
- Mener une réflexion approfondie concernant le façadisme comme pratique de conservation du patrimoine;
- Développer une vision d'aménagement des espaces extérieurs de l'îlot Saint-Martin;

Recommandation à l'intention des concepteurs:

- Améliorer la vue depuis la cour intérieure vers l'est (sur le stationnement);
- Planter également des arbres de grand calibre sur la propriété;
- Prévoir davantage de mesures de gestion des eaux de pluie;
- Penser à la saison hivernale dans l'aménagement des espaces extérieurs;
- Installer des fenêtres sur la façade sud, donnant sur la terrasse Elgin (mur aveugle);
- Maximiser la fenestration du bâtiment sur la cour intérieure ainsi que sur la rue des Seigneurs
- Atténuer les contrastes des couleurs des matériaux (noir/blanc);
- S'assurer de la durabilité des matériaux prévus (céramique extérieure).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 21 novembre 2018

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Pierre Corriveau

Le 21 novembre 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1196347003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement du Sud-Ouest par l'ajout, dans la liste des édifices publics d'intérêt, du qualificatif « ancien » à la dénomination « bain Hushion » du bâtiment portant le numéro 757, rue des Seigneurs

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir document ci-joint.

FICHIERS JOINTS

2019-02-25- REG - PU Bain Hushion.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du..... 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle du chapitre 12 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant l'arrondissement du Sud-Ouest est modifiée par le remplacement, dans la catégorie « Les édifices publics », des mots « (Bain Hushion) » par les mots « (Ancien bain Hushion) ».

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2019, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2019 et entre en vigueur à cette date.

GDD 1196347003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CM : 44.01

2019/03/25 13:00

(1)

Dossier # : 1180511003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot.

Recommander au Conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et le Chapitre d'arrondissement, afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes, dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-15 09:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Sud-Ouest
Montréal

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

Tenue le 3028 février 2019, à 18 h 30, à la mairie de l'arrondissement du Sud-Ouest, 815, rue Bel-Air, et portant sur le projet de règlement intitulé :

Projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en œuvre du PDUES Turcot –
dossier numéro 1180511003

Sont présents :

Monsieur Craig Sauvé, conseiller de Ville pour le district de Saint-Henri-Est-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles-Griffintown
Monsieur Philippe Desrosiers, conseiller en aménagement
Madame Daphné Claude, secrétaire-recherchiste et secrétaire d'assemblée

---

L'assemblée de consultation publique sur le premier projet de règlement ci-dessus décrit est ouverte à 18 h 35, sous la présidence de monsieur Craig Sauvé, conseiller de Ville pour le district de Saint-Henri-Est-Petite-Bourgogne-Pointe-Saint-Charles-Griffintown.

À la demande de monsieur Sauvé, monsieur Philippe Desrosiers, conseiller en aménagement, explique, au moyen de la présentation jointe à ce procès-verbal, la procédure d'adoption d'un règlement et l'objet du premier projet de règlement est ensuite présenté.

Monsieur Guy Biron :
Monsieur constate qu'il y a encore du travail à faire pour consolider les zones économiques du secteur. Il explique que des mesures sont à prendre pour permettre une cohabitation viable. Il demande aussi dans quelle catégorie se trouve le secteur Cabot. Il souhaite aussi savoir si la Cour Turcot sera concernée par la modification de zonage pour devenir un secteur diversifié.

Monsieur Desrosiers répond.

Monsieur Derek Robertson :
Monsieur trouve que le développement de l'extrême ouest du secteur est une bonne idée. Il souhaite savoir si la Ville a l'intention d'acheter les terrains, quant ils seront mis à la vente, dans le secteur Cabot. Il constate que le secteur à l'ouest de Saint-Rémi est un secteur mixte. Il demande si des entreprises peuvent s'installer même s'il y a des résidences actuellement. Il aimerait aussi savoir qui est le propriétaire du terrain situé au 780, rue Saint-Rémi.

Le conseiller Sauvé et monsieur Desrosiers répondent.

Madame Gabrielle Richard :
Madame souhaite revoir la carte d'affectations de sol proposée. Elle demande aussi des clarifications quant aux prochaines étapes de la modification règlementaire.

Le conseiller Sauvé et monsieur Desrosiers répondent.

Aucune personne ne manifestant le désir d'intervenir, monsieur Sauvé met fin à l'assemblée de consultation publique à 19 h.

(S) Original signé
_____
Daphné Claude
Secrétaire d'assemblée

Le Sud-Ouest
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 11 février 2019	Résolution: CA19 22 0043

Avis de motion et adoption d'un premier projet - Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot (dossier 1180511003)

La conseillère Anne-Marie Sigouin donne avis de motion qu'un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en Suvre du PDUÉS Turcot sera présenté pour adoption à une séance ultérieure;

Considérant l'avis de motion donné à la présente séance.

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Alain Vaillancourt

ET RÉSOLU :

D'adopter le premier projet de Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en œuvre du PDUÉS Turcot et de le transmettre au conseil municipal pour adoption, conformément à l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

Et que la consultation publique requise soit tenue le 28 février 2019 à 18h30, à la salle du conseil d'arrondissement au 815, rue Bel-Air, salle 02-101.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1180511003

Benoit DORAIS
_____
Maire d'arrondissement

Benoit TURENNE
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 14 février 2019

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 44.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1180511003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot.

Recommander au Conseil municipal d'adopter un Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) et le Chapitre d'arrondissement, afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes, dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot.

Signé par Babak HERISCHI **Le** 2019-01-31 13:21

Signataire : Babak HERISCHI

Directeur d'arrondissement
Le Sud-Ouest , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180511003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot.

CONTENU

CONTEXTE

Dans la foulée de la mise en œuvre du Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS) pour les quartiers aux abords de l'échangeur Turcot, la Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine (DAUP) de l'arrondissement souhaite modifier le Plan d'urbanisme afin de protéger davantage les zones à vocation économique présentes sur le territoire du PDUÉS. Pour ce faire, l'affectation du sol de certaines secteurs mixtes sera modifiée par une affectation de secteur d'activités diversifiées. Cette affectation à dominante économique autorise l'industrie légère, le commerce et les activités de bureau, tout en laissant une ouverture à autoriser l'intégration d'un usage résidentiel à certaines conditions.
Le conseil municipal peut modifier le Plan d'urbanisme en suivant le processus prévu aux articles de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) et de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, C. C-11.4).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0670 – 28 Mai 2018 : Adoption du Plan de développement urbain, économique et social (PDUÉS) pour les quartiers aux abords de l'échangeur Turcot.

DESCRIPTION

Le PDUÉS intègre des orientations et des stratégies d'intervention et s'appuie entre autres sur la vision proposée par l'OCPM : "Un milieu qui réaffirme l'importance de ses zones d'emplois(...) pour stimuler et soutenir le dynamisme économique au bénéfice de tous dans l'esprit du développement durable" ainsi que sur les principes énoncés dans les différentes politiques de la Ville de Montréal. Les différentes stratégies d'intervention visant à orienter le développement sont présentées sous six axes dont le développement économique.
Affectation secteurs d'activités diversifiées

La stratégie d'intervention pour le développement économique repose sur la prémisse que le territoire d'étude comprend deux secteurs d'emplois traditionnels tels que définis au Plan d'urbanisme, soit le secteur Cabot et une partie de la cour Turcot ainsi que plusieurs secteurs à vocation économique implantés au sein des quartiers cohabitant avec des usages résidentiels. Une réflexion s'imposait sur l'avenir de ces secteurs lourdement affectés par les

impacts de la reconstruction de l'échangeur Turcot et le déclin de l'économie manufacturière, forçant la requalification des grands complexes industriels. À cet égard, plusieurs de ces ensembles industriels ont été convertis en complexes multilocatifs qui constituent aujourd'hui des pôles d'emplois majeurs dans le portrait économique de l'arrondissement du Sud-Ouest. Il est à noter que 35 % des emplois dans l'arrondissement du Sud-Ouest sont situés dans ces complexes multilocatifs. Comme plusieurs de ces complexes multilocatifs sont situés dans des secteurs mixtes au Plan d'urbanisme où le développement résidentiel exerce une pression, entraînant une spéculation immobilière sur certains sites à vocation économique, il est impératif de protéger ces pôles d'emplois. Lors de son adoption, le PDUÉS proposait d'affirmer la vocation économique par une modification de l'affectation au Plan d'urbanisme de certains secteurs. Ce sommaire vise donc les modifications pour la protection des zones d'emplois.

Les secteurs d'emplois plus traditionnels sont autorisés lorsque que le Schéma d'aménagement autorise l'affectation Industrie et puisque le territoire est affecté comme dominante résidentielle, il est impossible d'en faire un secteur d'emplois au Plan d'urbanisme. Les seules affectations à vocation économique possible au Plan d'urbanisme dans un secteur d'affectation à dominante résidentielle du Schéma d'aménagement sont donc secteur mixte et secteur d'activités diversifiées. L'affectation secteur d'activités diversifiées est donc une alternative aux zones d'emplois plus traditionnelles où l'habitation est exclue, mais où les usages industriels sont plus lourds. Sans interdire l'activité industrielle, il importe que son intensité soit limitée pour assurer une saine cohabitation. Ceci découle de la situation particulière du tissu urbain montréalais dans le Sud-Ouest où des quartiers se sont développés en relation étroite avec les implantations industrielles.

Dans le cas présent, les secteurs d'activités diversifiées cadraient mieux avec les usages présents (bureaux, services professionnels, etc.) dans les multilocatifs et la vision de développement. De plus, cette affectation revêt un volet économique plus important que l'affectation mixte où l'habitation est autorisée et l'intensification du nombre de logements souhaitée. Ce faisant, diverses zones mixtes sur le territoire voient leur affectation modifiée pour l'affectation secteur d'activités diversifiées. Les secteurs d'activités sont des aires à dominante économique qui peut accueillir, sous certaines conditions, l'intégration d'un usage résidentiel à proximité du réseau de transport collectif. Afin de permettre un usage résidentiel dans une zone, une étude de sa compatibilité doit être effectuée en regard des autres usages, de l'intensité des nuisances et des risques et de la nature du cadre bâti.

Avec cette nouvelle affectation du sol, le Chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme sera modifié afin d'intégrer des dispositions d'encadrement pour les projets résidentiels dans ces secteurs. Ces mesures seront également intégrées dans les règlements d'urbanisme de l'arrondissement pour encadrer les projets.

JUSTIFICATION

La pérennisation des zones d'emplois dynamiques du secteur afin de protéger les complexes multilocatifs qui génèrent un fort pourcentage des emplois de l'arrondissement est prioritaire. D'ailleurs, lorsque le PDUÉS fut présenté au Comité Jacques-Viger, le comité a émis un avis favorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme visant le présent changement d'affectation.
De plus, cette modification s'inscrit également dans la Stratégie de développement économique de Montréal dans laquelle un des défis est la tendance lourde du développement résidentiel exerçant une pression sur les espaces industriels et commerciaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La préservation d'emplois à proximité de milieux de vie est une des facettes d'un quartier complet et durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de règlement par le Conseil d'arrondissement : 11 février 2019
Consultation publique en arrondissement : février-mars 2019
Adoption du règlement par le Conseil municipal : 25 mars 2019
Entrée en vigueur des modifications au PU: avril 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie LINTEAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Monique TESSIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Julie LINTEAU, 21 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe DESROSIERS
Conseiller en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-21

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514-872-7579
Télécop. :

Tél : 514 872-1451
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514 872-1451
Approuvé le : 2019-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180511003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Sud-Ouest , Direction de l'aménagement urbain et du patrimoine , Division de l'urbanisme
Objet :	Recommander au Conseil municipal d'adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme afin de modifier l'affectation de certains secteurs mixtes dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUÉS Turcot.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints

FICHIERS JOINTS

2019-01-29 - REG - 04-047 v.2.docAnnexe A_Schéma_Emplois_Résultante.pdf

Annexe B_Sud-Ouest_Affectation_Résultante.pdf

Annexe C_Secteurs_emplois Résultante.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Véronique BELPAIRE
Avocate, Chef de division
Tél : 514-872-4222
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
04-047- XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du.....2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 2.4.1 intitulée « Le schéma des secteurs d'emplois » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » incluse à la partie I de ce plan est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement du Sud-Ouest, par la carte jointe en annexe B au présent règlement.

3. L'enjeu 2 de la section 12.3 intitulée « Les enjeux locaux d'aménagement » du chapitre 12 de la partie II de ce plan est modifié :

1° par le remplacement de la phrase « Ces sites ou secteurs entrent dans quatre catégories distinctes : sites vacants à développer, sites sous-utilisés à transformer, secteurs mixtes à développer, et secteurs d'emplois traditionnels à redynamiser. » par la phrase suivante :

« Ces sites ou secteurs entrent dans cinq catégories distinctes : sites vacants à développer, sites sous-utilisés à transformer, secteurs mixtes à développer, secteurs d'activités diversifiées et secteurs d'emplois traditionnels à redynamiser. »;

2° par l'ajout, à l'action 7.1, du site stratégique suivant :

« ▪ secteurs d'activités diversifiées. »;

3° par l'ajout, après l'objectif 8, de l'objectif et des actions suivantes :

«

9A	Encadrer le développement des secteurs d'activités diversifiées	9A.1 Préserver la vocation économique de ces secteurs, en particulier celle des immeubles de type multilocatif.
		9A.2 Déterminer des mesures visant à

	encadrer l'intégration d'un usage résidentiel dans les secteurs d'activités diversifiées.

».

4. La carte intitulée « Les secteurs d'emplois » du chapitre 12 de la partie II de ce plan est remplacée par la carte intitulée « Les secteurs à vocation économique » jointe en annexe C au présent règlement.

5. L'action 17.4 de l'enjeu 3 de la section 12.3 intitulée « Les enjeux locaux d'aménagement » du chapitre 12 de la partie II de ce plan est remplacée par la suivante :

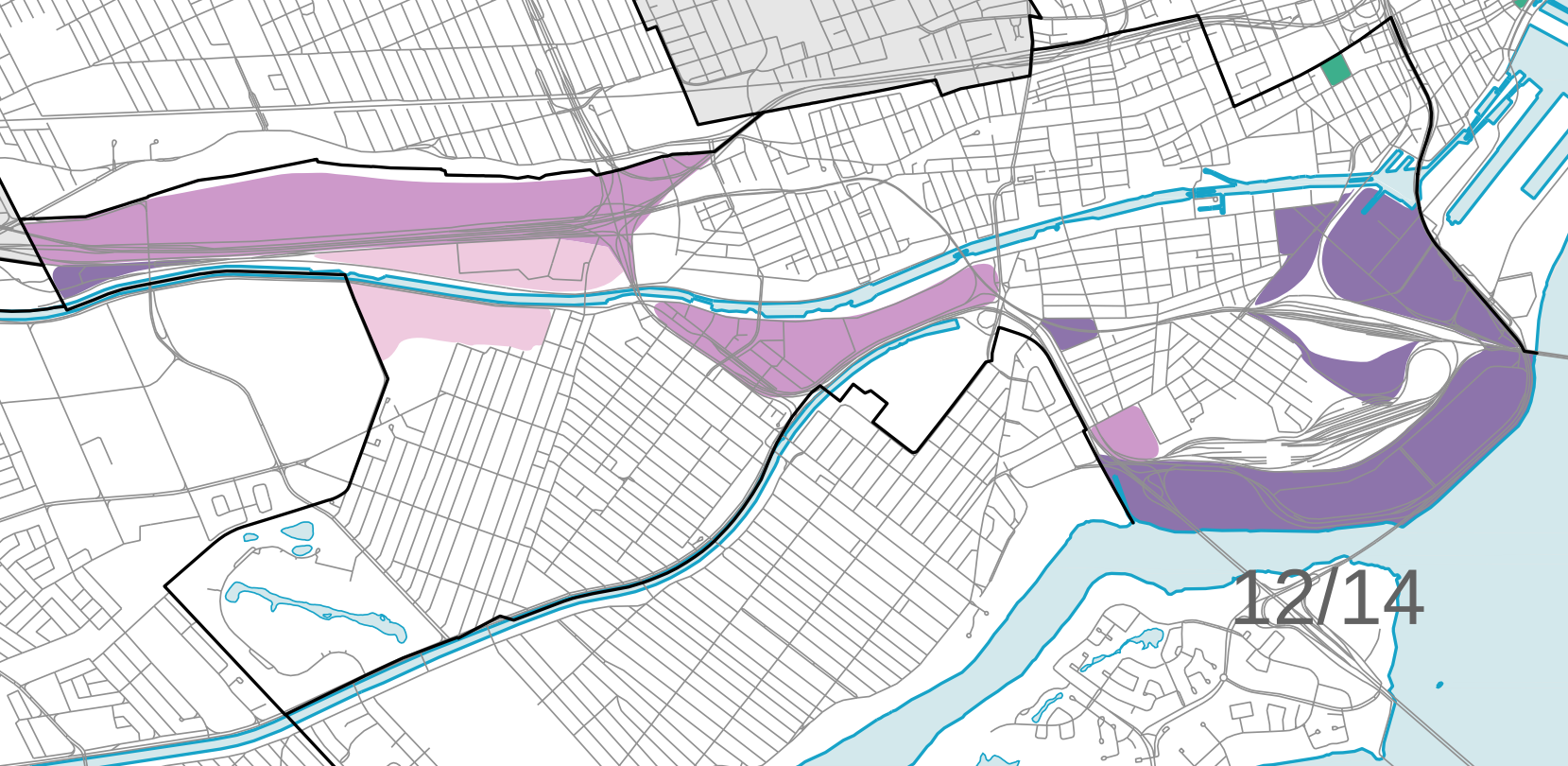
« 17.4 Identifier les zones sensibles au bruit, aux vibrations et à la qualité de l'air en bordure du réseau ferroviaire et routier à débit important (secteur résidentiel, institutionnel ou récréatif), déterminer les mesures d'atténuation des nuisances nécessaires et favoriser la végétalisation des interfaces. ».

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 2.4.1 INTITULÉE « LE SCHÉMA DES SECTEURS D'EMPLOIS »

ANNEXE B
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.1 INTITULÉE « L'AFFECTATION DU SOL »

ANNEXE C
CARTE INTITULÉE « LES SECTEURS À VOCATION ÉCONOMIQUE »

GDD : 1180511003


12/14

Carte résultante

L'affectation du sol

Arrondissement du Sud-Ouest

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique
- Limite d'arrondissement

Voir Tableau 3.1.1 pour la description des catégories d'affectation du sol.

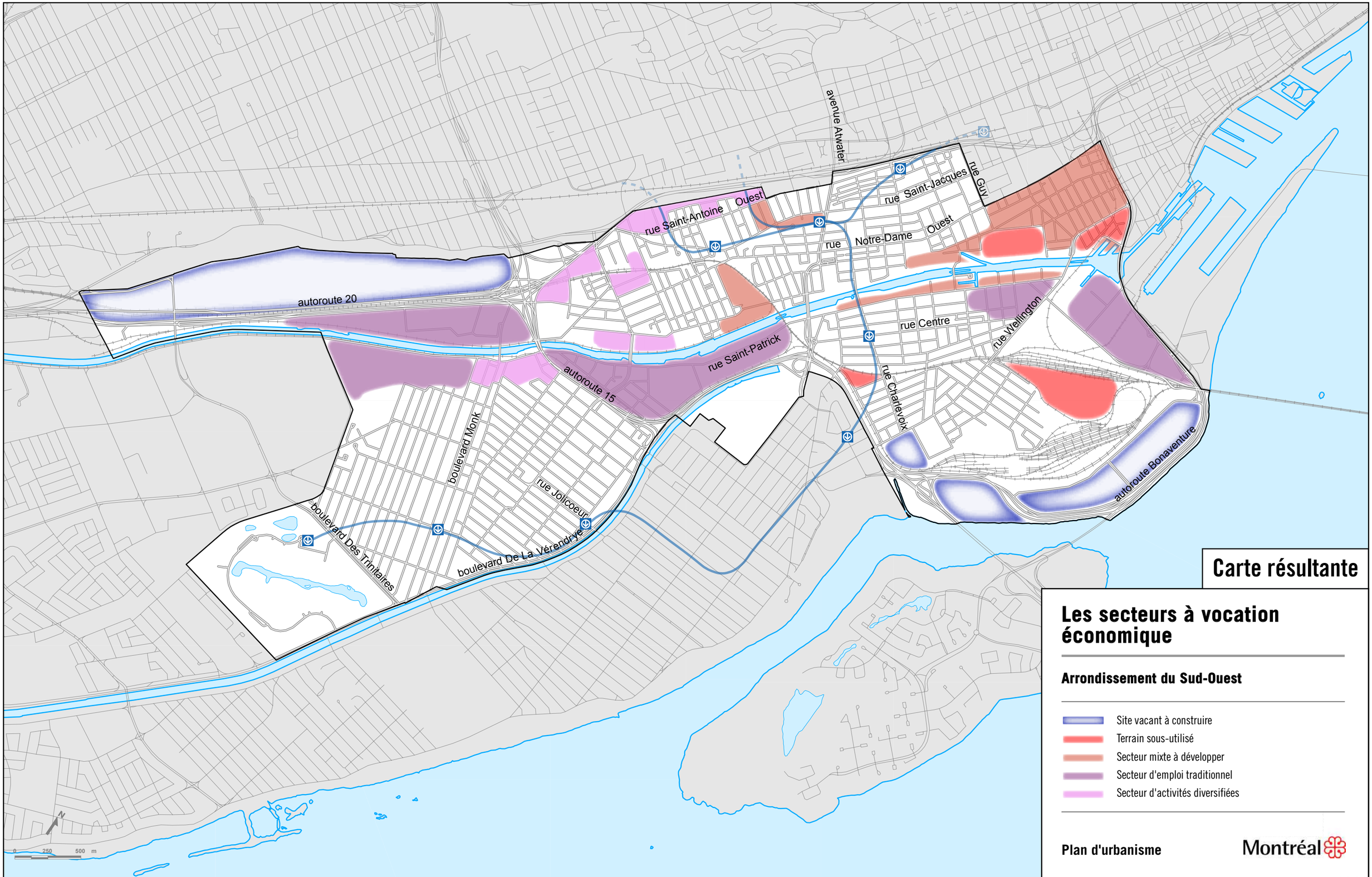
N

0 250 500 m

Plan d'urbanisme

Service de la mise en valeur du territoire

Montréal



Carte résultante

Les secteurs à vocation économique

Arrondissement du Sud-Ouest

- Site vacant à construire
- Terrain sous-utilisé
- Secteur mixte à développer
- Secteur d'emploi traditionnel
- Secteur d'activités diversifiées

Plan d'urbanisme

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CM : 51.01

2019/03/25
13:00

(1)

Dossier # : 1192988001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-02-25 13:17

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192988001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renouveler le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour une durée de 4 ans.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément aux dispositions prévues à la Charte de la Ville de Montréal (art. 57.7) et au règlement municipal 04-061 intitulé *Règlement sur la Commission de la fonction publique de Montréal,* la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) est gérée par un président et deux vice-présidents nommés par le conseil municipal. Le mandat de Mme Marie-Chantal Lamothe est venu à échéance le 24 février 2019. Il convient donc de procéder à son renouvellement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 1024 - 24 septembre 2013 : Renouveler le mandat de M. Florent Francoeur à titre de vice-président de la CFPM et maintenir la rémunération de chacun des vice-présidents à quinze mille dollars (15 000$) par année.
CM15 0228 - 24 février 2015 : Nommer Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal pour un mandat de 4 ans, à compter du 24 février 2015.

CM17 0824 - 13 juin 2017 : Nommer Mme Micheline Van-Erum à titre de vice-présidente de la Commission de la fonction publique de Montréal (CFPM) pour un mandat de 4 ans, à compter du 13 juin 2017.

DESCRIPTION

Il est recommandé de renouveler le mandat Mme Marie-Chantal Lamothe à titre de vice-présidente de la CFPM, et ce, pour une durée de quatre (4) ans.

JUSTIFICATION

Mme Lamothe détient un baccalauréat en administration des affaires des HEC et une maîtrise en administration de la productivité humaine de l'Université de Sherbrooke. Elle est membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés. Elle cumule plus de vingt -trois ans d'expérience en gestion des ressources humaines et en gestion du changement, acquises chez des employeurs tels que la Banque Laurentienne, Deloitte, Bombardier Aéronautique et Ernst & Young. Elle est actuellement Directrice principale - Gestion du changement au Groupe Jean Coutu. Ses compétences et son expérience des quatre

dernières années au sein de la CFPM font d'elle la candidate toute désignée pour ce deuxième mandat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que stipulé dans la résolution CM13 1024, Mme Lamothe aura droit à une rémunération maximale de quinze mille dollars (15 000$) par année.
Le budget est disponible à la Commission de la fonction publique de Montréal. Il n'y a donc pas d'impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BISSONNETTE
secretaire de direction - directeur de premier niveau

Tél : 514-872-8239
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Normand LAPOINTE
Directeur - adjoint au directeur général

Tél : 514 872-6943
Télécop. : 514 872-2896

MARIE-CHANTAL LAMOTHE, M.SC., CRHA

PROFIL

Gestionnaire bilingue possédant plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine de la gestion du capital humain en entreprise et en consultation. Leader dynamique axé sur les résultats, la mise en œuvre d'interventions à valeur ajoutée et la création de partenariats solides avec les clients.

Visionnaire reconnue pour mobiliser et développer des équipes, ayant plusieurs réalisations importantes et diversifiées auprès de nombreuses organisations en matière de transformation des stratégies de ressources humaines, particulièrement au niveau de gestion de la performance, des stratégies de communication, du développement de plans stratégiques, de planification de la relève, de gestion du changement et gestion des talents.

Joueur clé dans la conceptualisation et la concrétisation de nombreux projets de restructuration majeurs, de création de centres de services partagés, de fusions/acquisitions et d'implantation de systèmes.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

GROUPE JEAN COUTU, *Filiale de Metro Inc.*

Vice-présidente, Ressources humaines – Depuis juillet 2015
Gestion d'une équipe de plus de 50 professionnels qui desservent plus de 25 000 employés.

- Relevant du président et chef de la direction, gère les services des ressources humaines, des relations de travail et de la paie de l'entreprise. Siège au Comité de direction, au Comité des ressources humaines et de rémunération du Conseil d'administration à titre d'invitée permanente, au Comité de dons et commandites de l'entreprise et au Comité directeur du regroupement Metro/Jean-Coutu.
- Participe au développement des stratégies d'affaires et des politiques de l'organisation. Élabore un programme de planification de la relève. Développe un plan directeur de formation s'adressant à l'ensemble des postes en pharmacie axé sur l'acquisition de compétences, et un programme de leadership pour l'ensemble des gestionnaires.
- Maintient le programme d'équité salariale tant pour l'entreprise, ses filiales et son réseau d'établissements franchisés. Développe des stratégies de gestion du changement pour les projets stratégiques. Met en place un programme de rémunération compétitif au siège social et dans le réseau. Procède à la mise en œuvre d'un plan stratégique en matière de santé et sécurité. Gère les sept régimes de retraite de l'entreprise et siège sur les différents comités de retraite. Implante un programme flexible d'assurances collectives. Élabore et assure la gestion des programmes de mieux-être. Gère le programme de service à la clientèle pour le réseau de franchises.

Directrice principale, Gestion du changement - Novembre 2013 à juillet 2015
Responsable de la gestion du changement.

- Développe et implante la méthodologie de gestion du changement.
- Responsable de la gestion du changement pour trois projets d'envergure stratégique.

BANQUE LAURENTIENNE – Novembre 2008 à octobre 2013

Vice-présidente, Ressources humaines – Novembre 2011 à octobre 2013
Responsable de l'ensemble du secteur ressources humaines pour la ligne d'affaires Services aux particuliers et aux entreprises. Gestion d'une équipe de plus de 45 professionnels qui desservent plus de 3000 employés.

- Optimisation et implantation de 25 mega-processus RH.

- Gestion d'une restructuration importante au sein du réseau de succursales impactant plus de 300 gestionnaires.
- Membre du comité de négociation de la nouvelle convention collective de 6 ans et de trois comités de gestion.
- Porte-parole avec les médias externes concernant les sujets reliés au capital humain.
- Gestion du programme des hauts potentiels incluant un *bootcamp* et le mentorat.
- Gestion d'une enveloppe budgétaire annuelle de plus de 7M $.

Vice-présidente adjointe, Acquisition et développement du capital humain - Novembre 2008 à octobre 2011
Responsable de tous les programmes corporatifs visant à acquérir et développer le capital humain. Gestion d'une équipe de plus de 42 professionnels.

- Gestion des programmes suivants : performance, relève et développement de profils de compétences, et formation pour l'ensemble des employés.
- Gestion du groupe acquisition des talents et du groupe de développement des systèmes technologiques RH.
- Gestion du centre d'appels ressources humaines.
- Développement et implantation de la marque employeur et d'une méthodologie de gestion du changement afin d'accompagner les projets de transformation organisationnels.
- Implantation d'un logiciel pour le processus d'acquisition de talents (*Taleo*) et de gestion des apprentissages (*Stratégia*).
- Gestion d'une enveloppe budgétaire annuelle de plus de 5M $.

DELOITTE – Février 2005 à novembre 2008

Directrice Principale, Capital humain
Gestionnaire de l'équipe pour les mandats Capital humain en assurant également les relations clients ainsi que la responsabilité du développement des biens livrables selon les standards de qualité et le développement professionnel des membres de l'équipe.

BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE - Juillet 2000 à février 2005

Chef, Gestion du changement - Mai 2004 à février 2005
Spécialiste de la gestion du changement à l'intérieur du projet de transformation des ressources humaines.

Chef d'équipe, Formation ERP (Entreprise Resource Planning) – Mai 2003 à mai 2004
Gestionnaire de l'équipe formation et responsable de la gestion du changement dans le cadre des implantations ERP SAP.

Gestionnaire de projet, Gestion du Changement - Juillet 2000 à mai 2003
Gestionnaire de projet concernant la formation, la gestion du changement et la communication à l'intérieur des implantations SAP pour Bombardier à travers le monde.

ERNST & YOUNG (Capgemini, Ernst & Young depuis le 23 mai 2000) - Novembre 1998 à juillet 2000

Conseillère principale
Expert conseil en matière de gestion du changement et formation dans le cadre d'un projet d'implantation SAP couvrant l'Amérique du nord (Fort-Lauderdale, Dallas et Texas) pour Bombardier aéronautique.

BANQUE LAURENTIENNE - Novembre 1996 à novembre 1998
Conseillère ressources humaines - Mai 1998 à novembre 1998
Conseillère en formation et développement organisationnel - Novembre 1996 à mai 1998

RDS - Février 1995 à novembre 1996
Conseillère en ressources humaines

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT - Mai 1994 à février 1995

Agent, Développement organisationnel

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE - 1993 et 1994

Assistante de recherche - Professeur : Dr. Marcel Laflamme

BANQUE ROYALE DU CANADA – Juin 1991 à août 1993

Directeur - Service à la clientèle (Région Centre-Ville Montréal)

FORMATION ACADÉMIQUE

1993-1995 Maîtrise en Gestion de la productivité humaine
Université de Sherbrooke – (obtention de deux bourses d'excellence)

1988-1991 B.A.A. - Concentration Finance
École des Hautes Études Commerciales (HEC) – Montréal

FORMATION CONTINUE

Complète les 60 heures de formation continue obligatoire par cycle de trois ans de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA) du Québec.

ACTIVITÉS À TITRE DE CONFÉRENCIÈRE

- Cercle des Vice-présidents ressources humaines, Regroupement Metro-Jean Coutu, l'Ordre des CRHA, Juin 2018
- *Taleo World* à San Francisco, *A modern career station located in a Montreal subway station*, Septembre 2011
- Rendez-vous des recruteurs, l'Ordre des CRHA : Intégration des employés : un cas pratique de la Banque Laurentienne, Mars 2011
- PMI, Comment assurer une bonne prise en charge par le client après la livraison d'un projet, Novembre 2004

RÉDACTION D'ARTICLES

- *L'ADN du Leader RH*, Magazine Effectif de l'Ordre des CRHA, Juin 2010
- *L'Académie Banque Laurentienne : un investissement stratégique dans le développement du capital humain*, Magazine Effectif de l'Ordre des CRHA, Février 2009
- *La marque Deloitte : un employeur de choix*, Magazine Effectif de l'Ordre des CRHA, Février 2008

ENTREVUES RÉALISÉES

- Entrevues d'experts sur le portail de l'Ordre des CRHA, *Comment une entreprise avant-gardiste intègre ses employés*, saison 2010-2011
- Affaires RH, *Comment une entreprise avant-gardiste intègre ses employés*, mars 2011
- Journal Le Soleil, *Foire d'emploi : attirer certes, mais surtout retenir*, 2 mars 2011
- Les Affaires.com, *Avoir sa propre Académie d'entreprise*, 5 mai 2009

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Depuis 2019 Membre du comité consultatif de l'Institut de Leadership
Depuis 2016 Membre du comité ressources humaines du conseil d'administration de Détail Québec
Depuis 2015 Membre du conseil d'administration de Détail Québec
Depuis 2015 Vice-présidente de la Commission de la fonction publique de la Ville de Montréal
Depuis 2013 Participation aux rencontres du Cercle des VP RH de l'Ordre des CRHA
Depuis 2011 Membre de divers jurys et comités de l'Ordre des CRHA
2005 à 2010 Élue membre du conseil d'administration et du conseil exécutif de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec
Depuis 1997 Membre de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec
1993 à 1998 Membre du Mouvement québécois de la qualité et responsable de plusieurs comités

Motion de l'Opposition officielle **65.01**
Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Motion appuyant la mise à jour des études sur la santé respiratoire dans l'Est de Montréal et l'application des dispositions pénales relatives au non-respect des normes en vigueur

Attendu qu'en 2018, un rapport rendu public soulignait que la compagnie CCR dépassait depuis longtemps et à de fortes quantités la norme permise d'émissions d'arsenic dans l'air de Montréal-Est, touchant ainsi une population qui, à l'ouest, s'étend jusqu'à l'autoroute 25;

Attendu que selon les données du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, l'espérance de vie dans l'Est de Montréal est de 9 ans plus basse que dans l'Ouest-de-l'Île (2016);

Attendu qu'il est avéré par plusieurs études que les maladies respiratoires sont plus élevées dans l'Est de Montréal, principalement à Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est et Mercier-Est/Anjou, et ce particulièrement chez les enfants et les personnes âgées;

Attendu que les analyses de la qualité de l'air de l'Est de Montréal ont révélé de plus grandes concentrations de dioxyde de soufre (SO_2), d'ozone (O_3), de sulfure d'hydrogène (H_2S) et certains composés organiques volatils (COV) non polaires (notamment le benzène) qu'ailleurs à Montréal à cause de la forte zone industrielle dans le secteur;

Attendu que les principales études concernant la qualité de l'air et l'impact sur la santé respiratoire dans l'Est de Montréal sont :

- *Évaluation des excès de maladies respiratoires dans les secteurs de Pointe-aux-Trembles/Montréal-Est et Mercier-Est/Anjou* en 2004 (avec des données de 1995-2000, études sur les effets à court terme),
- *Études sur la santé respiratoire des enfants montréalais de 6 ans à 12 ans* en 2011 (étude sur l'effet à long terme du SO_2 sur les différents types d'asthme);

Attendu que les maladies respiratoires chez les personnes âgées habitant l'Est de Montréal n'ont pas été étudiées depuis presque 15 ans;

Attendu qu'aucune des deux études n'analysait l'effet de la co-exposition simultanée ou non à diverses substances sur la santé respiratoire des résidents de l'Est de Montréal;

Attendu que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) s'est vu déléguer des pouvoirs de fixation des normes d'émission des substances dans l'air par le gouvernement du Québec;

Attendu que les normes de la CMM telles que présentées dans le *Règlement relatif à l'assainissement de l'air et remplaçant les règlements 44 et 44-1* (Règlement 90) sont parfois plus permissives que les normes du gouvernement du Québec;

Il est proposé par **Francesco Miele, conseiller de la Ville du district de Côte-de-Liesse**
et appuyé par **Suzanne Décarie, conseillère de la Ville du district de Pointe-aux-Trembles, et Karine Boivin-Roy, conseillère de la Ville du district de Louis-Riel**

Que la Ville de Montréal demande à la Direction de la santé publique de mettre à jour les études sur les maladies respiratoires dans l'Est de Montréal en intégrant :

(a) la qualité de l'air et les émanations produites par les industries, notamment le dioxyde de soufre (SO_2), l'ozone (O_3), le sulfure d'hydrogène (H_2S) et certains composés organiques volatils (COV) et les particules acides;

(b) la co-exposition comme variable d'analyse; et

(c) le temps d'exposition des individus à ces substances;

Que la Ville de Montréal demande à la CMM de mettre à jour les normes d'émissions des substances par les industries avec les soucis :

(a) d'uniformiser les unités de mesure dans un esprit de simplification pour les citoyens; et

(b) de tenir compte des nouvelles connaissances en matière d'impact sur la santé et sur l'environnement;

Que la Ville de Montréal demande à la Direction de la santé publique d'évaluer le nombre de bornes de mesure de la qualité de l'air qu'il serait nécessaire d'ajouter à Montréal, et principalement dans l'Est de Montréal, pour avoir une mesure complète;

Que la Ville de Montréal applique les dispositions pénales relatives au non-respect des normes en vigueur telles que définit dans l'article 9.01 du Règlement 90.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle **65.02**

Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Motion visant à modifier la *Loi sur les cités et villes* afin de responsabiliser les villes pour les bris de véhicule liés aux nids-de-poule

Attendu que la Ville de Montréal n'est pas tenue responsable des « *dommages causés par l'état de la chaussée ou de la voie cyclable aux pneus ou au système de suspension d'un véhicule* » tel que précisé à l'article 604.1 de la *Loi sur les cités et villes* (LCV);

Attendu que la LCV n'exclut pas la responsabilité des villes pour des dommages de roue, direction, carrosserie, châssis, système d'échappement et pare-chocs causés par le mauvais état de la voirie;

Attendu que selon CAA-Québec, les dommages aux pneus sont parmi les plus fréquents causés par le mauvais état de la chaussée et la présence de nids-de-poule;

Attendu que la ville-centre a réparé près de 200 000 nids-de-poule en 2018 sur le réseau artériel et plusieurs centaines de milliers d'autres sur le réseau local;

Attendu que les garagistes de la région de Montréal parlent cette année d'un nombre record de bris de véhicules causés par les nids-de-poule, notamment de problèmes de suspension et de crevaisons;

Attendu que selon CAA-Québec, 30 % des automobilistes québécois ont déclaré avoir dû effectuer des réparations sur leur véhicule à cause d'un nid-de-poule au cours des cinq dernières années, et que certains garagistes disent avoir constaté près de 300 crevaisons à Montréal seulement en 30 jours, en 2019;

Attendu que le citoyen qui subit un dommage de la part de la Ville n'a que 15 jours pour réclamer un remboursement à la Ville, un délai que CAA-Québec trouve « extrêmement court » car cette personne peut avoir besoin de ressource ou de conseils et donc de temps pour déposer une réclamation;

Attendu qu'en vertu de la loi et de la jurisprudence, le fardeau de la preuve est exigeant pour condamner les villes pour des dommages liés au mauvais état de la chaussée;

Attendu que l'exonération de responsabilité des villes en matière de voirie va à l'encontre des principes de base de responsabilité civile pour faute et négligence;

Attendu qu'abolir cette exonération de responsabilité des villes en matière de voirie serait une marque d'imputabilité auprès des citoyens et pourrait accélérer la priorisation des ressources financières et humaines nécessaires afin de réduire le nombre de nids-de-poule sur le réseau de voirie de la Ville de Montréal;

Il est proposé par Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville du district de Darlington
Appuyé par Patricia Lattanzio, conseillère de la Ville du district de Saint-Léonard Est

Que la Ville de Montréal demande au gouvernement du Québec de modifier la Loi sur les cités et villes afin que soient enlevées les exceptions du deuxième alinéa de l'article 604.1 concernant les pneus et les suspensions;

Que la Ville de Montréal demande au gouvernement du Québec de modifier l'alinéa 2 de l'article 585 de la LCV afin d'augmenter le délai de 15 jours civils à 30 jours civils pour faire une réclamation aux villes.

Montréal

65. 03

Motion de l'Opposition officielle
Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Motion non-partisane pour assurer l'avenir de la Biosphère

Attendu que la Biosphère, ex-pavillon des États-Unis, est un legs de l'Exposition universelle de 1967;

Attendu que la Biosphère est aujourd'hui l'une des structures les plus emblématiques du patrimoine bâti et représente une partie importante de l'histoire de Montréal;

Attendu que la Biosphère a été transformée en Musée de l'environnement en 1995, avec un bail octroyé au gouvernement fédéral prenant fin le 31 décembre 2019;

Attendu que le Musée de la Biosphère est passé de 45 employés en 1995 à 31 en 2013, puis à 7 aujourd'hui, et que les programmes éducatifs pour la jeunesse ont été abandonnés, faute de financement;

Attendu qu'aucune entente n'est conclue avec le gouvernement fédéral, alors qu'il ne reste qu'un peu moins de 10 mois avant la fin du bail de la Biosphère;

Attendu que lors de la consultation menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur l'avenir du Parc Jean-Drapeau, tenue à l'automne 2018, l'architecte Philippe Lupien a déposé un projet de musée et l'Institut Buckminster Fuller a exprimé sa volonté de voir la Biosphère devenir un « centre d'innovation planétaire de renommée mondiale »;

Attendu que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), Culture Montréal, Héritage Montréal et le Conseil régional en environnement (CRE) de Montréal ont adressé une lettre au premier ministre Justin Trudeau demandant d'assurer l'avenir de la Biosphère;

Il est proposé par Chantal Rossi, conseillère de la Ville du district d'Ovide-Clermont;

et appuyé par Josué Corvil, conseiller de la Ville du district de Saint-Michel;

Que le conseil municipal joigne sa voix à celles des groupes de la société civile, des experts et de la direction de la Biosphère afin de demander au gouvernement fédéral de s'engager à renouveler et bonifier le financement pour la Biosphère et le musée qui l'habite;

Que la Ville de Montréal poursuive une réflexion, en collaboration avec toutes les parties prenantes, sur le rôle de la Biosphère et de Montréal comme plaque tournante dans la lutte contre les changements climatiques et comme lieu d'innovation planétaire.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle **65.04**

Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Motion visant à mandater la Vérificatrice générale de la Ville de Montréal de vérifier la stratégie et la mise en œuvre du Plan directeur de gestion des matières résiduelles

Attendu qu'en 2009, la Ville de Montréal a adopté un *Plan directeur de gestion des matières résiduelles* (PDGMR) afin de respecter à la fois l'orientation de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), mais aussi la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*;

Attendu que dans les grands objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* se trouvent la valorisation de 60 % des matières organiques et le bannissement de leur enfouissement en 2020;

Attendu que pour répondre à ces objectifs, la Ville de Montréal s'est dotée d'un plan pour la construction de quatre CTMO à Saint-Laurent, Montréal-Est, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles et LaSalle, et d'un centre de prétraitement à Montréal-Est;

Attendu que le PDGMR avait comme principes directeurs l'autonomie régionale et l'équité territoriale des centres de traitement des matières organiques (CTMO);

Attendu que les coûts de l'ensemble du projet se chiffraient à 199 M$ en 2010; à 223 M$ en 2012; à 344 M$ en 2017; et finalement à 589 M$ aujourd'hui, ce qui représente 300 % du prix de 2010 ou 171 % du prix de 2017;

Attendu que l'administration a modifié la stratégie du PDGMR en octroyant seulement un contrat pour le CTMO de l'arrondissement de Saint-Laurent, en annulant l'appel d'offres du CTMO de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, et en remettant en question la construction des autres CTMO, sans aucune consultation ou présentation d'une nouvelle stratégie;

Attendu que la Ville de Montréal a procédé avec l'octroi d'un contrat 175 M$ à l'entreprise SUEZ Canada Waste pour la réalisation d'un centre de traitement des matières organiques par compostage dans Saint-Laurent et qu'elle négocie avec la même firme, seule soumissionnaire pour le centre à Montréal-Est;

Attendu que depuis la création de ce projet, les coûts ont explosé, et que la valeur du contrat de Saint-Laurent est 51 % supérieure à la dernière estimation de la Ville;

Attendu que le PTI 2019-2021, adopté en novembre 2018, ne contient pas l'augmentation de coût du CTMO de Saint-Laurent de 29 M$ pour la période 2021-2026, que l'administration connaissait six mois avant lors de l'ouverture des soumissions;

Attendu que des projets majeurs de CTMO construits dans les dernières années coûtent moins cher qu'à Montréal pour un traitement équivalent ou supérieur en tonnes de déchets;

Attendu que selon ses propres projections, la Ville ne respectera pas les objectifs de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles*;

Attendu que le Vérificateur général a déjà exposé dans son rapport de 2017 les manques de la Ville sur la question de la gestion des matières résiduelles et qu'il serait utile d'intégrer les CTMO dans une nouvelle analyse;

Attendu que le rapport de la Vérificatrice générale ne peut qu'améliorer à la fois l'octroi de ce type de contrat, la création des autres centres de traitement et plus généralement les façons de faire à l'interne;

Attendu qu'il est dans l'intérêt des citoyens que le bureau de la Vérificatrice générale soit mandaté afin de vérifier la stratégie de la Ville de Montréal dans le domaine de la gestion des matières résiduelles;

Il est proposé par Francesco Miele, conseiller de la Ville du district de Côte-de-Liesse
Appuyé par Lionel Perez, chef de l'Opposition officielle et conseiller de la Ville du district de Darlington

Que le conseil municipal mandate la Vérificatrice générale, Mme Michèle Galipeau, de vérifier l'ensemble de la stratégie et des plans d'affaires visant à la création des centres de traitement des matières organiques pour respecter le *Plan directeur de gestion des matières résiduelles* et les grands objectifs de gestion des matières résiduelles.

Que le conseil municipal invite le comité exécutif, conformément à la Loi, pour autoriser, le cas échéant, les budgets nécessaires afin que la Vérificatrice générale puisse exécuter ce mandat avec diligence sans que cela n'affecte ses obligations principales au sens de la Loi.

Montréal

Motion de l'Opposition officielle **65.05**

Séance du conseil municipal du 25 mars 2019

Motion visant à modifier la date de l'assemblée ordinaire du conseil de ville du 21 octobre au 28 octobre 2019

Attendu que le 6 novembre 2006, la Chambre des communes a adopté le projet de loi C-16 qui oblige la tenue d'élections générales le 3ème lundi du mois d'octobre, quatre ans après l'élection précédente;

Attendu que l'élection fédérale de 2019 et le conseil ordinaire de la Ville de Montréal d'octobre se dérouleront tous deux le lundi 21 octobre;

Attendu qu'une élection est un événement démocratique important et que la Ville devrait encourager les gens à s'y intéresser et à y participer quelque soit le palier de gouvernement;

Attendu que la tenue d'une période de questions des citoyens durant le conseil municipal est incompatible avec l'incitation à aller voter;

Attendu que toute personne travaillant à la Ville, élue ou fonctionnaire, devrait avoir tout le temps pour voter lors du 21 octobre;

Il est proposé par Karine Boivin-Roy, conseillère de la Ville du district de Louis-Riel
Appuyé par Francesco Miele, conseiller de la Ville du district de Côte-de-Liesse

Que le conseil municipal demande au comité exécutif de réviser la date de l'assemblée ordinaire du conseil de ville du 21 octobre 2019 et qu'elle soit reportée au 28 octobre 2019.

Montréal

Article 65.06

MOTION NON-PARTISANE
Le 25 mars 2019

Motion visant le partage des indicateurs stratégiques mensuels de la STM avec le conseil municipal et l'ensemble de la population.

Attendu que le conseil municipal s'engage à offrir aux Montréalais un système de transport de classe mondiale et appuie les mesures permettant d'augmenter le niveau de service;

Attendu que, s'il était mieux informé, le conseil municipal serait en meilleure position pour évaluer les stratégies qu'il élabore afin de veiller au succès du système de transport en commun de l'agglomération;

Attendu que le conseil municipal prône l'amélioration des connaissances de la population sur le rendement de la Société de transport de Montréal (STM), qui exploite le système de transport en commun sur le territoire de l'agglomération, afin d'éclairer le débat public relatif aux choix que doit faire le conseil dans ses efforts pour accroître la part modale du transport en commun;

Attendu que la STM fournit tous les mois à son conseil d'administration un rapport mensuel résumant ses principaux indicateurs de rendement;

Attendu que ces indicateurs, qui comprennent des renseignements très divers comme la ponctualité des autobus, le nombre de passagers qui arrivent à destination à temps, le nombre d'interruptions de services de plus de 5 minutes du métro, etc. ne comprennent pas de renseignements nécessairement confidentiels;

Attendu qu'un récent débat entre un conseiller et un journaliste concernant certaines des statistiques comprises dans les indicateurs a suscité un important intérêt dans les médias et plusieurs commentaires de la population;

Attendu que le fait de recevoir les indicateurs stratégiques tous les mois aiderait le conseil municipal dans son travail courant;

Attendu que certains des indicateurs stratégiques sont déjà publiés sur le site Web de la STM;

Il est proposé par Marvin Rotrand

Secondé par Alan DeSousa

Que le Conseil municipal invite la STM à fournir ses indicateurs stratégiques mensuels afin qu'ils puissent être déposés chaque mois, lors des séances ordinaires du conseil municipal;

Que la STM soit invitée à publier, tous les mois, tous ses indicateurs de rendement sur son site Web.

Article 65.07

MOTION NON-PARTISANE
Conseil municipal
25 mars 2019

MOTION VISANT À DÉFENDRE LE DROIT DES CITOYENS À PARTICIPER AU PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS EN VEILLANT À CE QUE LES COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL SE CONFORMENT OU DÉPASSENT LES EXIGENCES DES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX EN MATIÈRE D'ASSEMBLÉES PUBLIQUES

Attendu que les commissions du conseil municipal ont été créées par l'administration du maire Jean Doré afin de servir d'outils de consultation publique, dans le but d'encourager une plus grande participation de la population à la vie municipale et pour que les citoyens puissent réellement participer au processus de prise de décisions;

Attendu que, tout en renforçant les relations du conseil avec la population, la nature publique des commissions du conseil municipal a transformé le fonctionnement dudit conseil en permettant aux élus de mieux comprendre l'opinion des citoyens;

Attendu que les commissions du conseil constituent un élément important et apprécié, voire vital, de l'infrastructure démocratique de la Ville de Montréal;

Attendu que le rapport de la Commission de la présidence du conseil déposé à l'article 8:03 de l'ordre du jour de la séance du conseil municipal du 25 février 2019 indiquait que 7 des 11 commissions permanentes du conseil municipal n'avaient pas tenu d'assemblée publique en 2018;

Attendu qu'il convient de noter que deux commissions, la Commission de la sécurité publique et la Commission sur les finances et l'administration ont, à elles seules, tenu 59 des 68 assemblées publiques tenues par l'ensemble des commissions de Montréal en 2018, alors que les 9 autres commissions n'ont, au total, tenu que 9 assemblées publiques.

Attendu que le règlement sur les commissions permanentes du conseil oblige légalement la plupart des commissions à tenir un minimum de 4 assemblées publiques par année;

Attendu qu'en vertu du règlement sur les commissions permanentes du conseil, chaque commission doit, chaque année, dresser un programme de ses activités et le présenter au conseil pour approbation;

Attendu que la ville de Toronto comporte 8 comités permanents (Audit, Board of Health, Civic Appointments, Economic and Community Development, General Government and Licensing, Infrastructure and Environment, Planning and Housing, and Special Committee on Governance), lesquels doivent, en 2019, se réunir entre 4 et 10 fois chacun, que 6 de ces comités doivent se réunir 9 ou 10 fois en 2019, que toutes ces réunions doivent être publiques et que le calendrier de 2019 reflète le rythme des consultations au cours des dernières années;

Il est proposé par Marvin Rotrand

Appuyé par Luis Miranda

Que le conseil municipal exprime son inquiétude au sujet du fait que la plupart des commissions permanentes du conseil municipal ne se sont pas conformées aux exigences du règlement municipal en ce qui concerne le nombre d'assemblées publiques qu'elles devaient tenir en 2018, réduisant d'autant leur rôle en tant qu'organismes de consultation publique;

Que le conseil municipal réitère sa conviction que les commissions du conseil municipal constituent un élément vital de l'infrastructure démocratique de la Ville de Montréal;

Que le conseil municipal demande au Comité exécutif de redonner vie au défunt Chantier sur la démocratie, lequel était responsable, entre autres innovations, de la création de la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et qu'il mandate cet organisme pour faire rapport sur la façon dont les commissions du conseil pourraient devenir des instruments vitaux de consultation publique;

Que l'on donne au Chantier un vaste mandat lui permettant de faire les recommandations qu'il juge nécessaires pour atteindre l'objectif de revitaliser les commissions du conseil, mais que le conseil municipal demande que le rapport final comprenne des recommandations au sujet des questions suivantes :

- de quelle façon les citoyens peuvent-ils communiquer aux commissions les sujets qui, selon eux, devraient faire l'objet d'une consultation publique;

- l'article 2 du règlement sur les commissions permanentes du conseil doit-il être amendé afin d'être plus précis au sujet de l'obligation des commissions de déposer un plan de travail annuel;

- l’article 6 du règlement sur les commissions permanentes du conseil doit-il être amendé pour veiller à ce que les commissions du conseil respectent les exigences du règlement municipal en matière d’assemblées publiques;

- comment pourrait-on renforcer les trois dimensions des commissions telles qu’elles sont définies par l’article 23.1 du règlement sur les commissions permanentes du conseil, à savoir : l’étude publique, l’examen public et la discussion publique;

- les présidents des commissions du conseil devraient-ils devenir membres du conseil municipal, de façon à pouvoir être présents au moment du dépôt des rapports des commissions, afin de pouvoir répondre aux éventuelles questions;

- quelles mesures pourraient faire en sorte que la population soit plus au courant du travail des commissions;

- le salaire des membres des commissions devrait-il être converti en jeton de présence à chaque réunion publique;

- la pratique de la Ville de Toronto qui consiste à publier, sur son site Web, les dates des réunions publiques de chacun de ses comités pour toute l’année au début de chaque année civile devrait-elle servir de modèle pour les commissions du conseil?

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE
DU CONSEIL MUNICIPAL

80 – Conseil d'agglomération - Dossiers pour orientation

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1190720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Quantum Électrique inc. pour le remplacement des moteurs de deux (2) compresseurs de biogaz et travaux connexes au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 596 237,75 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public ENV CESM 2018-02 (#440910) - 2 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Quantum Électrique inc, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour le remplacement de deux (2) moteurs de compresseurs et travaux connexes au CESM, pour une somme maximale de **516 237,75** $ (taxes incluses) conformément aux documents de l'appel d'offres public ENV CESM 2018-02;
2. d'autoriser une dépense de 80 000 $ (taxes incluses) à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 596 237,75 $ (taxes incluses).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-15 16:32

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190720001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Quantum Électrique inc. pour le remplacement des moteurs de deux (2) compresseurs de biogaz et travaux connexes au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 596 237,75 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public ENV CESM 2018-02 (#440910) - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'environnement est responsable des activités du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM). Celui-ci occupe 192 hectares au cœur de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Ce site, qui abritait autrefois la carrière de calcaire Miron, a été converti en 1968 en un site d'enfouissement de 72 hectares. Aujourd'hui, le parc Frédéric-Back est en voie de devenir le deuxième plus grand parc métropolitain de Montréal, après le parc du Mont-Royal.

La dégradation des déchets enfouis au cours des dernières décennies produit un gaz appelé biogaz qui est composé principalement de méthane et de dioxyde de carbone. Il représente un risque pour l'environnement, les usagers du parc ainsi que les résidents périphériques s'il n'est pas capté adéquatement. Tant d'un point de vue législatif que social, le CESM a l'obligation de le capter et de le détruire. Pour réaliser sa mission au niveau du captage et pour la valorisation du biogaz avec notre partenaire Biomont Énergie inc., le CESM utilise des équipements et infrastructures développés dans les années 1990. Afin d'arrimer les besoins actuels et futurs à la quantité décroissante du biogaz produit par les 38 millions de tonnes de déchets enfouis, une révision des besoins à court et moyen termes au niveau de la capacité de soutirage a été réalisée. Cet exercice a permis de déterminer que certains des équipements actuels pouvaient encore contribuer à la mission, mais nécessitaient des modifications et l'ajout de technologie moderne.

Aux fins d'octroi du présent contrat, un appel d'offres public a été publié du 12 novembre au 18 décembre 2018 par la Division gestion de projets et de l'économie de la construction du

Service des infrastructures du réseau routier. La durée de publication a été de 36 jours. L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO). Les soumissions déposées demeurent valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 19 avril 2019.

4 addendas émis portaient sur :

#1 Réponses à des questions techniques et corrections au bordereau;
#2 Retrait de l'exigence à l'autorisation de l'AMF habituellement demandée par la Ville, mais pertinente pour des travaux aqueduc/égouts ou chaussée. L'objectif était de ne pas restreindre davantage le marché;
#3 Report de la date d'ouverture des soumissions du 11 au 18 décembre;
#4 Correction au bordereau et réponses à des questions techniques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Le projet consiste au remplacement de deux moteurs d'ancienne génération de compresseurs de biogaz, par des moteurs plus performants et moins énergivores combiné à l'ajout de variateurs de vitesse. Cette nouvelle configuration permettra de s'adapter à la décroissance anticipée du biogaz produit par les déchets et générera des économies d'électricité.
De plus, ce projet s'inscrit dans un projet plus vaste étalé sur quelques années visant à réduire les infrastructures de gestion du biogaz qui amèneront à l'arrêt et la revente d'une partie des équipements et infrastructures liés à la gestion du biogaz. Les revenus provenant de la revendre des équipements excédentaires seront alors ajoutés à la réserve post-fermeture.

JUSTIFICATION

Le CESM utilise des équipements pour aspirer le biogaz produit dans l'ancien site d'enfouissement, le pressuriser et l'acheminer vers notre partenaire Biomont Énergie inc. pour valorisation. Les équipements actuels sont surdimensionnés et ne permettent pas l'arrimage avec la décroissance de la quantité de biogaz sans gaspillage énergétique évalué à près de 440 000 $ pour les huit (8) prochaines années.
Cinq (5) preneurs du cahier des charges, trois (3) désistements (motif inconnu) et deux (2) soumissions conformes.

Le tableau suivant résume les résultats de l'appel d'offres, l'estimation et l'analyse des écarts :

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION		
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**TOTAL (tx incluses)**
1	**Quantum Électrique inc.** (Licence RBQ # 5738-3523-01) (Attestation Revenu Québec valide du 7 janvier 2019 au 30 avril 2019)	516 237,75 $
2	Filtrum inc.	591 201,45 $

Estimation des professionnels : La répartition est la suivante: 1/3 interne (mécanique) et 2/3 consultant (électrique et contrôle).	**456 450,75 $**
Coût moyen des soumissions reçues ($)	**553 719,60 $**
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	**7,3 %**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme	**74 963,70 $**
	14,5 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation	**59 787,00 $**
	13,1 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse	**-74 963,70 $**
	-14,5 %

L'écart de 13.1% entre la soumission la plus basse et l'estimation représente un montant de 59 787 $ et se résume au seul poste pour la fourniture et installation de nouvelles conduites en acier inoxydable où l'écart est de 67 000 $. Ce fait pourrait s'expliquer par le niveau de risque lié à ces travaux de conduite de gaz qui pourrait avoir été surestimé et aussi le fait que l'entrepreneur sous-traitera sans doute cette partie des travaux qui sont hors de son champs d'expertise.

Pour ce qui est de l'écart entre les deux plus bas soumissionnaires, la différence est surtout significative dans la section contrôle. Elle est de 88 600 $, soit approximativement l'écart entre les montants totaux soumissionnés. Notre expérience récente dans le domaine du contrôle de procédé indique une effervescence du marché et une pénurie de main-d'oeuvre. Nous sommes d'avis que Quantum dispose de la ressource à l'interne et n'en fait pas une spécialité comme son concurrent Filtrum.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de ce contrat de 516 237,75 $, taxes incluses, en plus d'un budget pour les travaux contingents s'élevant à 80 000 $, taxes incluses, seront imputés au budget prévu à cette fin à même la réserve constituée par la Ville de Montréal pour les activités de post-fermeture du site d'enfouissement du CESM au Service de l'environnement.
Pour notre Service, un budget est prévu à cette fin à même la réserve constituée par la Ville de Montréal pour les activités post-fermeture du site d'enfouissement du CESM au Service de l'environnement.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Budget de fonctionnement : 596 237,75 $ taxes incluses :

Contrat :	516 237,75 $
Contingences (15,5 %) :	80 000,00 $
Total :	**596 237,75 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités et le suivi du captage et l'élimination/valorisation du biogaz font partie de la mission principale du CESM sur le plan des engagements réglementaire et social à long

terme. Le projet permet de poursuivre cette mission qui s'inscrit dans la liste des priorités de protection environnementale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service de l'environnement pourra avec les nouveaux moteurs à vitesse variable suivre parfaitement la décroissance du biogaz produit tout en générant une économie d'énergie électrique de l'ordre de 440 000 $ sur un horizon de huit (8) ans.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mars
Conseil municipal : 25 mars
Conseil d'agglomération : 28 mars
Début des travaux : avril 2019
Fin des travaux : août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karine BÉLISLE, 28 janvier 2019
Véronique PARENTEAU, 24 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-01-22

Sylvain LEROUX
Ingénieur

Tél : 872-7684
Télécop. : 872-9571

Éric BLAIN
C/d sout technique infrastructures CESM

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-02-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-02-13

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : Env-CESM-2018-02
Numéro de référence : 1213222
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Remplacement de moteurs, système de gestion et contrôles de deux compresseurs de biogaz et travaux connexes au CESM

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Entreprises Larry 4200, St-Patrick Montréal, QC, H4E 1A5 NEQ : 1163874689	Monsieur DAVID gervais Téléphone : 514 434-8421 Télécopieur :	**Commande : (1512495)** 2018-11-16 9 h 52 **Transmission :** 2018-11-16 10 h 02	3032824 - 440910_Addenda no 1 2018-11-30 14 h 43 - Courriel 3032825 - TABLEAU QUESTIONS RÉPONSES add#1 2018-11-30 14 h 44 - Courriel 3032839 - 440910_Plans_001e_001m 2018-12-03 13 h 04 - Courriel 3032849 - 440910_Addenda NO E-1_M-1 2018-11-30 15 h 49 - Courriel 3032893 - 440910-borderau de soumission (devis) 2018-12-03 9 h 14 - Courriel 3032894 - 440910-borderau de soumission (bordereau) 2018-12-03 9 h 14 - Téléchargement 3033757 - 440910_Addenda no 2 2018-12-04 10 h 33 - Courriel 3033758 - 440910_Section VI liste rappel_add2 2018-12-04 10 h 34 - Courriel 3035934 - 440910_Addenda no 3_incluant report de date 2018-12-07 14 h 52 - Courriel 3035937 - 440910_bordereau de soumission rev2 (devis) 2018-12-07 15 h - Courriel 3035938 - 440910_bordereau de soumission rev2 (bordereau) 2018-12-07 15 h - Téléchargement 3038807 - 440910_Addenda no 4 2018-12-14 11 h 16 - Courriel 3038810 - Photos CCM1 2018-12-14 11 h 17 - Courriel 3038811 - 440910_bordereau de soumission rev3 (devis) 2018-12-14 11 h 19 - Courriel 3038812 - 440910_bordereau de soumission rev3 (bordereau) 2018-12-14 11 h 19 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1510842)** 2018-11-12 14 h 58 **Transmission :** 2018-11-12 17 h 26	3032824 - 440910_Addenda no 1 2018-11-30 14 h 43 - Courriel 3032825 - TABLEAU QUESTIONS RÉPONSES add#1 2018-11-30 14 h 44 - Courriel 3032839 - 440910_Plans_001e_001m 2018-12-03 13 h 59 - Messagerie 3032849 - 440910_Addenda NO E-1_M-1 2018-11-30 15 h 49 - Courriel 3032893 - 440910-borderau de soumission (devis) 2018-12-03 9 h 14 - Courriel 3032894 - 440910-borderau de soumission (bordereau) 2018-12-03 9 h 14 - Téléchargement 3033757 - 440910_Addenda no 2 2018-12-04 10 h 33 - Courriel 3033758 - 440910_Section VI liste rappel_add2 2018-12-04 10 h 34 - Courriel 3035934 - 440910_Addenda no 3_incluant report de date 2018-12-07 14 h 52 - Courriel 3035937 - 440910_bordereau de soumission rev2 (devis) 2018-12-07 15 h - Courriel 3035938 - 440910_bordereau de soumission rev2 (bordereau) 2018-12-07 15 h - Téléchargement 3038807 - 440910_Addenda no 4 2018-12-14 11 h 16 - Courriel 3038810 - Photos CCM1 2018-12-14 11 h 17 - Courriel 3038811 - 440910_bordereau de soumission rev3 (devis) 2018-12-14 11 h 19 - Courriel 3038812 - 440910_bordereau de soumission rev3 (bordereau) 2018-12-14 11 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	Monsieur Louis-Paul Parent Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1515434)** 2018-11-26 8 h 54 **Transmission :** 2018-11-26 8 h 54	3032824 - 440910_Addenda no 1 2018-11-30 14 h 43 - Courriel 3032825 - TABLEAU QUESTIONS RÉPONSES add#1 2018-11-30 14 h 44 - Courriel 3032839 - 440910_Plans_001e_001m 2018-12-03 13 h 04 - Courriel

3032849 - 440910_Addenda NO E-1_M-1
2018-11-30 15 h 49 - Courriel

3032893 - 440910-borderau de soumission (devis)
2018-12-03 9 h 14 - Courriel

3032894 - 440910-borderau de soumission (bordereau)
2018-12-03 9 h 14 - Téléchargement

3033757 - 440910_Addenda no 2
2018-12-04 10 h 33 - Courriel

3033758 - 440910_Section VI liste rappel_add2
2018-12-04 10 h 34 - Courriel

3035934 - 440910_Addenda no 3_incluant report de date
2018-12-07 14 h 52 - Courriel

3035937 - 440910_bordereau de soumission rev2 (devis)
2018-12-07 15 h - Courriel

3035938 - 440910_bordereau de soumission rev2 (bordereau)
2018-12-07 15 h - Téléchargement

3038807 - 440910_Addenda no 4
2018-12-14 11 h 16 - Courriel

3038810 - Photos CCM1
2018-12-14 11 h 17 - Courriel

3038811 - 440910_bordereau de soumission rev3 (devis)
2018-12-14 11 h 19 - Courriel

3038812 - 440910_bordereau de soumission rev3 (bordereau)
2018-12-14 11 h 19 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Ingersoll Rand Hibon Inc
100 rue Voyageur
Pointe-Claire, QC, H9R 6A8
NEQ : 1143736768

Madame Lucie Gagnon
Téléphone : 514 459-4109
Télécopieur :

Commande : (1514828)
2018-11-22 15 h 39
Transmission :
2018-11-22 15 h 39

3032824 - 440910_Addenda no 1
2018-11-30 14 h 43 - Courriel

3032825 - TABLEAU QUESTIONS RÉPONSES add#1
2018-11-30 14 h 44 - Courriel

3032839 - 440910_Plans_001e_001m
2018-12-03 13 h 04 - Courriel

3032849 - 440910_Addenda NO E-1_M-1
2018-11-30 15 h 49 - Courriel

3032893 - 440910-borderau de soumission (devis)
2018-12-03 9 h 14 - Courriel

3032894 - 440910-borderau de soumission (bordereau)
2018-12-03 9 h 14 - Téléchargement

3033757 - 440910_Addenda no 2
2018-12-04 10 h 33 - Courriel

3033758 - 440910_Section VI liste rappel_add2
2018-12-04 10 h 34 - Courriel

3035934 - 440910_Addenda no 3_incluant report de date
2018-12-07 14 h 52 - Courriel

3035937 - 440910_bordereau de soumission rev2 (devis)
2018-12-07 15 h - Courriel

3035938 - 440910_bordereau de soumission rev2 (bordereau)
2018-12-07 15 h - Téléchargement

3038807 - 440910_Addenda no 4
2018-12-14 11 h 16 - Courriel

3038810 - Photos CCM1
2018-12-14 11 h 17 - Courriel

3038811 - 440910_bordereau de soumission rev3 (devis)
2018-12-14 11 h 19 - Courriel

3038812 - 440910_bordereau de soumission rev3 (bordereau)
2018-12-14 11 h 19 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Quantum Électrique inc.
1421 rue Michelin
Laval, QC, h7l 4s2
http://www.quantumelectrique.com
NEQ : 1172558943

Monsieur Benjamin Sauvé
Téléphone : 514 883-1286
Télécopieur :

Commande : (1514768)
2018-11-22 14 h 27
Transmission :
2018-11-22 14 h 27

3032824 - 440910_Addenda no 1
2018-11-30 14 h 43 - Courriel

3032825 - TABLEAU QUESTIONS RÉPONSES add#1
2018-11-30 14 h 44 - Courriel

3032839 - 440910_Plans_001e_001m
2018-12-03 13 h 04 - Courriel

3032849 - 440910_Addenda NO E-1_M-1
2018-11-30 15 h 49 - Courriel

3032893 - 440910-borderau de soumission (devis)
2018-12-03 9 h 14 - Courriel

3032894 - 440910-borderau de soumission (bordereau)
2018-12-03 9 h 14 - Téléchargement

3033757 - 440910_Addenda no 2
2018-12-04 10 h 33 - Courriel

3033758 - 440910_Section VI liste rappel_add2
2018-12-04 10 h 34 - Courriel

3035934 - 440910_Addenda no 3_incluant report de date
2018-12-07 14 h 52 - Courriel

3035937 - 440910_bordereau de soumission rev2 (devis)
2018-12-07 15 h - Courriel

3035938 - 440910_bordereau de soumission rev2 (bordereau)
2018-12-07 15 h - Téléchargement

3038807 - 440910_Addenda no 4
2018-12-14 11 h 16 - Courriel

3038810 - Photos CCM1
2018-12-14 11 h 17 - Courriel

3038811 - 440910_bordereau de soumission rev3 (devis)
2018-12-14 11 h 19 - Courriel

3038812 - 440910_bordereau de soumission rev3 (bordereau)
2018-12-14 11 h 19 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190720001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Accorder un contrat à Quantum Électrique inc. pour le remplacement des moteurs de deux (2) compresseurs de biogaz et travaux connexes au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM), pour une somme maximale de 596 237,75 $ (taxes et contingences incluses) - Appel d'offres public ENV CESM 2018-02 (#440910) - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1190720001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Janet MARCEAU
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1187362001

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Globocam (Anjou) inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture de pièces authentiques de marques Freightliner et Sterling dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville – Appel d'offres public 18-17302 (1 soumissionnaire) (montant estimé des ententes: 1 392 523,90 $, taxes incluses, pour Freightliner, et 316 429,48 $, taxes incluses, pour Sterling).

Il est recommandé :
1- de conclure deux (2) ententes-cadres d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de vingt-quatre (24) mois chacune, valides à compter de leur date d'émission suite à l'adoption de la présente résolution, pour la fourniture, sur demande, de pièces authentiques des marques Freightliner et Sterling, dans le cadre de l'entretien et la réparation des véhicules lourds du parc motorisé de la Ville;

2- d'accorder au seul soumissionnaire Globocam (Anjou) inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, les contrats à cette fin, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17302;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-26 19:38

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187362001**
Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec la firme Globocam (Anjou) inc. deux (2) ententes-cadres d'une durée de soixante (60) mois avec une option de prolongation de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture de pièces authentiques de marques Freightliner et Sterling dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville – Appel d'offres public 18-17302 (1 soumissionnaire) (montant estimé des ententes: 1 392 523,90 $, taxes incluses, pour Freightliner, et 316 429,48 $, taxes incluses, pour Sterling).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion de deux (2) ententes-cadres pour l'acquisition de fourniture de pièces authentiques de marques Freightliner et Sterling. Ces pièces sont requises dans le cadre de l'entretien et de la réparation des véhicules lourds du parc motorisé de la Ville par ses ateliers mécaniques. Les pièces sont offertes uniquement par le biais des concessionnaires autorisés de ces marques.
Le Service de l'approvisionnement a effectué une analyse de marché afin d'établir une stratégie d'approvisionnement efficace et capable de répondre adéquatement au modèle d'affaire du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA). Prenant en considération la variété des pièces et la difficulté de faire des prévisions quant aux quantités nécessaires pour les prochains soixante (60) mois, la méthode d'adjudication retenue est «Formule de prix unitaire calculé selon le taux d'escompte accordé». Cette méthode permet d'adjuger le contrat au plus bas soumissionnaire conforme sur la base du prix unitaire après escompte. Une démarche auprès du fabricant des deux (2) marques a été faite afin d'obtenir la certitude que les prix offerts sont les mêmes pour tous les distributeurs autorisés.

Un appel d'offres public (18-16663) a été lancé par le Service de l'approvisionnement, mais celui-ci, qui s'est tenu du 11 juin au 12 juillet 2018, a dû être annulé puisque la seule soumission reçue ne respectait pas l'obligation de se procurer les documents d'appel d'offres via le système électronique d'appel d'offres (SÉAO), tel qu'indiqué à l'article 1.02.01 de la Régie de l'appel d'offres. Le Service de l'approvisionnement a donc dû reprendre le processus en procédant au lancement de l'appel d'offres public 18-17302 qui s'est tenu du 26 septembre au 30 octobre 2018.

Tel que prescrit par la Loi sur les cités et villes, l'appel d'offres a été publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le journal «Le Devoir».

Le délai de réception des soumissions a été de trente-quatre (34) jours, incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de cent quatre-vingts (180) jours calendaires suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Aucun addenda n'a été produit durant la période de sollicitation dans le cadre de cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0071 – 27 février 2014 - Conclure une entente-cadre d'une durée de trente-six (36) mois, avec option de deux prolongations de douze (12) mois chacune, avec Globocam (Anjou) inc. pour la fourniture de pièces authentiques de marques Freightliner et Sterling dans le cadre de l'entretien des véhicules et appareils du parc motorisé de la Ville - Appel d'offres public 13-12844 (1 soumissionnaire) (montant estimé de l'entente 605 343,38 $, incluant les taxes)
CE09 1944 – 11 novembre 2009 - Conclure avec la firme Globocam (Anjou) inc., deux ententes-cadres collectives d'une durée de deux (2) ans pour la fourniture de pièces authentiques des marques Freightliner et Sterling pour l'entretien du parc de véhicules municipaux suite à l'appel d'offres public 09-11087 (3 soumissionnaires) (montant estimé de l'entente: 519 225,00 $, incluant les taxes)

DESCRIPTION

Les ententes-cadres visent la fourniture, sur demande, de pièces authentiques de marques Freightliner et Sterling. Ces ententes-cadres seront valides pour une période de soixante (60) mois à partir de la date d'entrée en vigueur. À la fin de leur période de validité et à la suite de l'accord entre les deux parties, la Ville pourra exercer une option de prolongation, aux mêmes termes et conditions, pour une période supplémentaire de vingt-quatre (24) mois.
Une clause d'ajustement des prix est prévue au contrat, ce qui permet de convenir d'un contrat de soixante (60) mois, afin d'assurer une stabilité de la gestion contractuelle.

Les montants d'achats prévisionnels mentionnés au bordereau de prix reflètent les historiques de consommation de la Ville, ainsi que les prévisions basées sur l'évolution anticipée du parc automobile de la Ville.

En raison du nombre limité de concessionnaires autorisés à vendre les deux (2) marques de pièces (Freightliner et Sterling) et pour des raisons concurrentielles, la méthode d'adjudication choisie a été par lot au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des deux (2) lots (Lot 1 - Freightliner et Lot 2 - Sterling).

Les présentes ententes-cadres visent l'acquisition d'environ 16 500 pièces, dont 15 000 sont produits par Freightliner et 1 500 sont produits par Sterling.

Le prix de détail est déterminé par le manufacturier Daimler Trucks Canada ltée. et le taux d'escompte est soumis par le concessionnaire autorisé Globocam (Anjou) inc.

Le prix de vente est déterminé selon le prix de détail du manufacturier, inscrit à la liste de prix Corporative de Daimler Trucks Canada ltée., moins le taux d'escompte soumis par le concessionnaire autorisé. Le taux d'escompte de 33 % soumis est applicable pour tous les achats des deux (2) marques. Étant un concessionnaire autorisé, l'adjudicataire sera en mesure de fournir à la Ville la gamme complète des pièces pour ces deux (2) marques.

Les ententes-cadres seront basées sur les prix unitaires des articles calculés en fonction du taux d'escompte accordé.

Les clauses de l'appel d'offres précisent que la Ville se réserve le droit de faire des audits sans préavis, pour des fins de vérification des prix au système informatique de l'adjudicataire afin de valider le taux d'escompte et les prix de vente obtenus. La Ville pourra exiger des pièces justificatives (factures payables ou tout autre document) afin de s'assurer que les prix facturés à la Ville correspondent aux conditions des ententes-cadres.

Tous les ateliers mécaniques de la Ville de Montréal pourront bénéficier des prix et conditions obtenus dans le présent appel d'offres.

JUSTIFICATION

La conclusion des ententes-cadres permet d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement, tout en constituant des volumes d'achat économiques et profitables. Des raisons, comme la sécurité routière et la durée de vie d'un véhicule, justifient l'investissement dans des pièces authentiques auprès du manufacturier d'origine.

Lot 1 - Pièces authentiques de marque Freightliner

Firmes soumissionnaires	**Prix soumis (sans taxes)**	**Autres (à préciser)**	**Total (taxes incluses)**
Globocam (Anjou) inc.	1 211 153,64 $		1 392 523,90 $
Dernière estimation réalisée	1 174 999,80 $		1 350 956,02 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 392 523,90 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			0,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			41 567,88 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			3,1%

Lot 2 - Pièces authentiques de marque Sterling

Firmes soumissionnaires	**Prix soumis (sans taxes)**	**Autres (à préciser)**	**Total (taxes incluses)**
Globocam (Anjou) inc.	275 215,90 $		316 429,48 $
Dernière estimation réalisée	267 000,50 $		306 983,82 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			316 429,48 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,0%

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)	0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	0,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	9 445,66 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	3,1%

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement (direction Planification matérielle et logistique) a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 657 939,84 $, taxes incluses, pour les deux (2) marques (1350 956,02 $, taxes incluses, pour Freightliner et 306 983,82 $, taxes incluses, pour Sterling).

Cet estimé a été établi selon le montant prévisionnel inscrit au scénario d'octroi moins les taux d'escompte accordés au contrat précédent. L'écart entre la dernière estimation réalisée et la plus basse soumission conforme est de 3,1 % pour les deux (2) lots.

Daimler Trucks Canada ltée., le seul manufacturier des deux (2) marques, nous a confirmé que les listes de prix fournies à l'ensemble du réseau des concessionnaires sont identiques pour l'ensemble du Canada.

Afin de stimuler le marché, nous avons informé par courriel tous les distributeurs autorisés des marques Freightliner, Sterling, situés à moins de 200 km de Montréal, qu'un appel d'offres était disponible via le système électronique d'appel d'offres (SÉAO).

Analyse des soumissions et recommandation d'octroi de contrat (Biens et services):

Appel d'offres public no 18-17302
Titre: FOURNITURE DE PIÈCES AUTHENTIQUES DE MARQUES FREIGHTLINER ET STERLING

Date de lancement : 26 septembre 2018
Date d'ouverture : 30 octobre 2018

Preneur du cahier des charges (1):
- Globocam (Anjou) inc.

Malgré notre sollicitation auprès de huit (8) distributeurs, ces derniers n'ont pas pris le cahier des charges pour les raisons suivantes:

- incapacité de répondre à certaines exigences du devis technique en lien avec les délais et les points de livraison;
- le projet est situé à l'extérieur de leur zone géographique d'opération.

Soumissionnaire (1) :
- Globocam (Anjou) inc.

Analyse de la soumission:

Tel que mentionné aux documents d'appel d'offres, la Ville s'assure de la conformité de la soumission et octroie les contrats par lot au plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots (Lot 1 - Freightliner et Lot 2 – Sterling).

Avant d'entamer l'analyse proprement dite de la soumission, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription du soumissionnaire sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de la soumission reçue.

Le soumissionnaire dans ce dossier est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. Il n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles (RENA) et sa soumission est conforme administrativement, ce qui rend cette soumission recevable.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés financiers.

La Ville ayant reçu une seule soumission pour chaque lot, elle devra octroyer les deux (2) contrats au plus bas soumissionnaire conforme.

Montant de l'offre:

Lot 1 - Freightliner:
1 211 153,64 $ + TPS (5 %) 60 557,68 $ + TVQ (9,975 %) 120 812,58 $ = **1 392 523,90 $**

Lot 2 - Sterling:
275 215,90 $ + TPS (5 %) 13 760,80 $ + TVQ (9,975 %) 27 452,79 $= **316 429,48 $**

Total : 1 486 369,54 $ **+** TPS (5 %) 74 318,48 $ + TVQ (9,975 %) 148 265,36 $ = **1 708 953,38 $**

Adjudicataire recommandé:

Le Service de l'approvisionnement recommande de conclure avec la firme **Globocam (Anjou) inc.,** pour les lots 1 et 2, deux (2) ententes-cadres d'une durée de soixante (60) mois, aux montants de 1 392 523,90 $, taxes incluses, pour les pièces authentiques de marque Freightliner et de 316 429,48 $, taxes incluses, pour les pièces authentiques de marque Sterling. Ces deux (2) ententes-cadres sont valides à compter de leur date d'émission, à la suite de l'adoption de la présente résolution, pour la fourniture, sur demande, de pièces authentiques des marques Freightliner et Sterling, à la suite de l'appel d'offres public 18-17302.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit de deux (2) ententes-cadres sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués, sur demande, au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une appropriation de crédit sur l'entente. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des unités requérantes.

	Estimé 60 mois		Estimé prolongation 24 mois
Freightliner	1 350 956,02 $		540 382,41 $
Sterling	306 983,82 $		122 793,53 $
	Montant ententes 60 mois		Montant prolongation 24 mois

Freightliner	1 392 523,90 $		557 009,56 $
Sterling	316 429,48 $		126 571,79 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le non renouvellement de ces ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement quant à la demande des biens en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs via le bulletin Info-Achats pour les informer de la conclusion des deux (2) ententes-cadres ainsi que des modalités convenues. De plus, ces ententes-cadres seront visibles par le moteur de recherche du site Intranet de la Ville ainsi que dans les rapports des ententes valides du système informatique SIMON.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des deux (2) ententes-cadres à la suite de l'adoption de la présente résolution.
Échéancier initial de réalisation du projet:

Début: 2019-03-28
Fin: 2024-03-27

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste que le processus d'appel d'offres public et le présent dossier sont conformes:

· aux politiques, règlements et encadrements administratifs en vigueur à la Ville de Montréal;
· au Règlement sur la Gestion Contractuelle et à la Politique d'approvisionnement de la Ville de Montréal;
· à l'encadrement «Confidentialité des estimations des contrats».

Cet appel d'offres incluait les clauses traitant des dispositions générales visant à favoriser la transparence et à éviter la collusion, les manœuvres frauduleuses ou la malversation.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Normand CHRÉTIEN, Service de l'approvisionnement
Patrick VEILLETTE, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simona RADULESCU TOMESCU
Agent(e) d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-5282
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Pierre GATINEAU
C/d acquisition

Tél : 514-872-0349
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle LAZURE
directrice acquisition
Tél : 514-872-1027
Approuvé le : 2019-02-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur du Service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2019-02-25

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17302

Agent d'approvisionnement
Simona Radulescu

Conformité	Oui

						Données	
Num. du Lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Globocam Anjou inc.	1	1807692	$	1	1 211 153,64 $	1 392 523,90 $
	Total (Globocam Anjou inc.)					1 211 153,64 $	1 392 523,90 $
LOT2	Globocam Anjou inc.	1	410770	$	1	275 215,90 $	316 429,48 $
	Total (Globocam Anjou inc.)					275 215,90 $	316 429,48 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17302
Numéro de référence : 1201129
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : FOURNITURE DE PIÈCES AUTHENTIQUES DE MARQUES FREIGHTLINER ET STERLING

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GLOBOCAM ANJOU INC. 8991 METROPOLITAIN EST Montréal, QC, H1J1K2 NEQ : 1140767535	Monsieur andre lapointe Téléphone : 514 353-4000 Télécopieur : 514 353-0466	**Commande : (1494997)** 2018-09-27 9 h 55 **Transmission :** 2018-09-27 9 h 55	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible
Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1191081001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder à Aréo-Feu, fournisseur unique, le contrat pour la réparation de deux bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 153 057,02 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1- d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Aréo-Feu, fournisseur unique, pour la réparation de deux bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 153 057,02 $, taxes incluses;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-07 15:58

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191081001**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder à Aréo-Feu, fournisseur unique, le contrat pour la réparation de deux bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 153 057,02 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2017, le Service du matériel roulant et des ateliers est responsable de la réparation des bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). À cet effet, le présent dossier vise à obtenir l'autorisation de remplacer 2 moteurs de bateaux qui sont hors d'usage. Le remplacement de ces moteurs permettra de tenir en service ces deux unités.

Le Service de sécurité incendie de Montréal avait cette responsabilité jusqu'au 1er janvier 2017. Il s'agit de la deuxième année pour le Service du matériel roulant et des ateliers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC1323233 - 24 janvier 2019 - Frais de remise en inventaire - Moteurs pour embarcation SIM», pour une somme de 15 000 $ (avant taxes) à Aréo-Feu.
CG18 0273 - 31 mai 2018 - Ratifier l'octroi du contrat pour les travaux reliés à la réparation des bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal à M.G. Marine, fournisseur unique, pour une somme de 117 900 $, avant taxes.

DESCRIPTION

Il s'agit d'un remplacement de deux moteurs de bateaux pour deux embarcations de type Hammerhead, modèle Roseborough. Les deux moteurs ne fonctionnaient plus à la fin de la saison 2018. Nous avons effectué des recherches pour remplacer les moteurs de marque Steyr par des moteurs disponibles en Amérique du Nord. Nous avons avons reçu le résultat à la fin de l'année 2018 à l'effet qu'il est impossible d'adapter un autre type de moteur sur ces embarcations, nous avons regardé la possibilité de remplacer les bateaux ou d'en louer mais il n'y a pas de disponibilité sur le marché selon les critères du SIM. En effet, il est nécessaire d'obtenir une embarcation ayant une conception pour réaliser des sauvetages en

urgence, performance dans des situations difficile , stabilité sur l'eau, accessibilité en eau peu profonde, accessibilité à l'embarcation par les naufragés, instrumentations électroniques, etc.

Le délai de livraison des moteurs au concessionnaire Aréo-Feu est de 13 semaines et l'installation est de 3 semaines.

JUSTIFICATION

Ces réparations doivent être effectuées par une entreprise dont l'expertise est reconnue pour la réparation de moteurs de bateaux, elle doit être un dépositaire autorisée Steyr et doit être en mesure de réparer les deux bateaux dans le délai prescrit. Aréo-Feu est le fournisseur unique autorisé pour les moteurs Steyr au Québec. Le fournisseur a réalisé une évaluation des réparations des deux bateaux. C'est suite à la réception du bon de commande que le fournisseur peut procéder aux réparations. À cet effet, un bon de commande de 15 000 $ (avant taxes) en date du 24 janvier 2019 et ayant comme objet «Soumission -S-00005959 - Frais de remise en inventaire - Moteurs pour embarcation SIM» a été réalisé afin d'assurer la livraison dans les délais. Le concessionnaire exige cette somme pour couvrir les frais de retour si la commande n'est pas réalisée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximum de ce contrat est de 153 057,22 $taxes incluses. Cette dépense est déjà incluse dans le budget de fonctionnement du SMRA et n'entraîne aucune dépense supplémentaire pour l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Service du matériel roulant s'assure de fournir les embarcations et d'être toujours fin prêt à toute éventualité en cas d'urgence. Il est donc capital que les bateaux soient prêts pour le printemps. Puisque les bateaux sont utilisés jusqu’au mois de décembre chaque année, la période pour les réparations de la totalité de la flotte est très restreinte.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mars 2019
Conseil d'agglomération : 28 mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Catherine CUNNINGHAM)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-06

Paul MASSÉ
Directeur - Ateliers mécaniques et de proximité

Tél : 514 872-9003
Télécop. : 514 872-1095

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2019-02-06

MACK
BORING & PARTS CO.

The Power To Go There

November 2, 2017

Re: Areo-feu authorized Steyr-Motors Dealer

To whom it may concern:

I'm writing to certify that Areo-feu, located in Quebec, is an authorized parts and service Dealer for Steyr-Motors. My company, Mack Boring & Parts Co., is the North American Distributor for Steyr-Motors with territory including areas of Eastern Canada and the East Coast and Great Lakes of the United States.

Areo-feu has the needed tools and has attended training to support the sale of Steyr parts and to service Steyr engines for repair and warranty purposes. Mack Boring & Parts Co. provides support to Areo-feu in the form of parts advice, technical materials and training.

Any repair or warranty service of the Steyr-Motors product should only be conducted by an authorized Steyr-Motors Dealer.

Sincerely,

Jonathan Henkin

Director, Operations

Mack Boring & Parts Co.

245 Belmont Drive, Somerset, New Jersey 08873 - T 908-964-0700 F 908-964-8475 www.mackboring.com

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191081001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Accorder à Aréo-Feu, fournisseur unique, le contrat pour la réparation de deux bateaux du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 153 057,02 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1191081001 - Moteurs de bateaux du SIM.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine CUNNINGHAM
Préposée au budget
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Lucie HUARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-1093
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1194922002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec « Équipements Twin inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de diverses bennes avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fournis par la Ville - Appel d'offres public 18-17318 (3 soum.) - (montant estimé de 7 109 069,81 $, taxes et contingences incluses).

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de diverses bennes avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fournis par la Ville;

2. d'accorder à « Équipements Twin inc. », plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18- 17318 et au tableau de prix reçus joint au rapport du directeur; et
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget dédié au remplacement des véhicules du Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA), et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 16:07

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194922002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec « Équipements Twin inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de diverses bennes avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fournis par la Ville - Appel d'offres public 18-17318 (3 soum.) - (montant estimé de 7 109 069,81 $, taxes et contingences incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. À ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des arrondissements et des services centraux et ce, tout en respectant les exigences opérationnelles propres à chacun d'entre eux.
Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation de diverses bennes avec équipements de déneigement sur des châssis de camion de classe 8 fournis par la Ville. La classe 8 est la désignation utilisée pour identifier les camions qui ont un poids à charge totale (i.e le poids du véhicule et de sa charge potentielle) de plus de 33 000 lbs.

Ce besoin d'acquérir diverses bennes et équipements de déneigement pour véhicules lourds a mené au lancement de l'appel d'offres public 18-17318 qui s'est tenu du 28 novembre 2018 au 15 janvier 2019. L'appel d'offres a été publié le 28 novembre 2018 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 49 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Trois addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 6 décembre 2018 : pour apporter des précisions et une modification aux spécifications techniques;
- Addenda no 2 émis le 20 décembre 2018 : pour répondre aux questions des preneurs du cahier des charges; et
- Addenda no 3 émis le 9 janvier 2019 : pour apporter des précisions et une modification aux spécifications techniques;

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 18-17318 est celle d'un octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0351 – 27 septembre 2012 : Conclure avec la firme Michel Gohier ltée, une entente-cadre collective d'une durée de 4 ans, pour la fourniture, et l'installation de diverses bennes et de chasse-neige inter-essieu sur des châssis de camions fournis par la ville, suite à l'appel d'offres public 12-11944 (1 soum.) (Montant estimé: 1 642 612,10 $)
CG11 0299 – 28 septembre 2011 : Résilier deux ententes-cadres collectives octroyées à la firme Les Machineries Tenco (CND) ltée, pour la fourniture et l'installation de systèmes hydrauliques (entente 376873) et pour la fourniture et l'installation de diverses bennes (entente 455286) sur des châssis de camions fournis par la Ville.

CG09 0466 – 3 décembre 2009 : Conclure avec la firme Les Machineries Tenco (CDN) ltée une entente-cadre collective d'une durée de 4 ans pour la fourniture et l'installation de diverses bennes et de chasse-neige inter-essieu sur châssis de camion fourni par la Ville, suite à l'appel d'offres public # 09-11128 (2 soum.).

DESCRIPTION

Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de diverses bennes en acier (bennes fixes, bennes basculantes et bennes-épandeurs) avec équipements de déneigement sur des châssis de camion de classe 8 fournis par la Ville. Le plan d'approvisionnement annuel pour la durée de l'entente est présenté en pièce-jointe.
Les camions munis d'une benne avec ou sans équipements de déneigement sont des appareils dédiés aux activités de voirie telles que le déneigement, les travaux d'excavation, le transport en vrac, etc.

Les bennes et les équipements de déneigement seront sous la garantie de base du fabricant pour une période de 12 mois à partir de la date de mise en service des appareils.

L'appel d'offres a été constitué de 10 items lesquels faisaient référence à des configurations différentes de bennes et d'équipements de déneigement répondant aux critères de standardisation déterminés par un comité d'experts en matériel roulant.

Item	Standard	Description	Quantité prévisionnelle
1	293-A	Devis 29318B22 Benne de 15 pieds et système hydraulique pour sableuse insérée et chasse-neige	14
2	293-B	Devis 29318B22 Benne de 15 pieds et système hydraulique pour benne, saleuse insérée et chasse-neige orientable avec aile de côté	7
3	293-C	Devis 29318C22 Benne basculante de 15 pieds et système hydraulique	6
4	293-D	Devis 29318D22 Benne basculante de 19,5 pieds et système hydraulique	2
5	395-A	Devis 39518A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 11 pieds et système hydraulique pour chasse-neige à section	1

6	395-B	Devis 39518A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 11 pieds et système hydraulique pour chasse-neige orientable avec aile de côté	4
7	396-A	Devis 39618A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 14 pieds et système hydraulique pour chasse-neige à section	14
8	396-B	Devis 39618A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 14 pieds et système hydraulique pour chasse-neige orientable avec aile de côté	9
9	920-A	Devis 92018A11 Chasse-neige de type aile de côté de 11 pieds de longueur	20
10	928-A	Devis 92818A11 Chasse-neige avant orientable de 12 pieds de largeur	20

Les quantités prévisionnelles contenues dans les documents de l'appel d'offres ont été fournies à titre indicatif seulement. Ces quantités sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions en vue de la conclusion d'une entente contractuelle. Pour des considérations administratives, financières ou autres, la Ville pourrait décider de modifier les quantités décrites au bordereau de soumission sans toutefois dépasser le seuil monétaire de l'entente-cadre.

Les délais de livraison exigés à l'appel d'offres sont de 18 semaines pour la première unité avec une cadence moyenne de 3 semaines supplémentaires pour les unités subséquentes. Le contrat prévoit, pour chaque mois de retard de livraison, une pénalité de 2 % de la valeur du bien non livré, excluant les taxes.

Provision – contingences
À l'émission de chaque bon de commande et ce pour la durée du contrat, le prix des bennes et des équipements de déneigement sera indexé, à la hausse ou à la baisse, conformément à la méthode de calcul prévue aux documents de l'appel d'offres. La méthode de calcul qui sera utilisée pour l'indexation des commandes est présentée en pièce jointe. La fabrication et l'installation de bennes et d'équipements de déneigement sur des châssis de camions de classe 8 est un projet susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de réalisation. La modification d'un aménagement en cours d'exécution est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. Pour pallier aux fluctuations liées à l'indexation des prix et aux imprévus de fabrication, le coût de la soumission a été bonifié de 20 %, soit 1 184 844,97 $, taxes incluses.

Résumé des coûts

	Coût sans taxes	**Coût taxes incluses**
Contrat	5 152 620,00 $	5 924 224,85 $
Contingences	1 030 524,00 $	1 184 844,97 $
	6 183 144,00 $	**7 109 069,81 $**

JUSTIFICATION

L'achat de bennes et des équipements de déneigement vise à compléter l'aménagement de châssis de camion de classe 8 lesquels seront acquis via l'entente-cadre 1225677.
Les tableaux ci-dessous présentent les résultats de l'appel d'offres public 18-17318 pour lequel il y a eu 6 preneurs du cahier des charges.

Firmes soumissionnaires	**Prix de base**	**Autre (préciser)**	**Total**

ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	5 924 224,85 $		5 924 224,85 $
W. CÔTÉ & FILS LTÉE	6 046 336,19 $		6 046 336,19 $
SERVICE D'ÉQUIPEMENT G.D. INC.	7 584 297,14 $		7 584 297,14 $
Dernière estimation réalisée	6 749 661,41 $		6 749 661,41 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6 518 286,06 $ 10,03 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			1 660 072,29 28,02 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 825 436,56 $ - 12, 23 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			122 111,34 $ 2,06 %

Pour estimer la dépense de cette entente, le rédacteur du devis technique s’est appuyé sur un historique de consommation des années antérieures. Le volume d’achat pour l’ensemble des 10 items (57 bennes et 40 chasse-neige) a certainement contribué à créer une pression à la baisse sur les prix d’où cet écart de négatif de 12,23 % (825 436,56 $) entre l’estimation et le montant du contrat à octroyer. Ainsi, le prix des 14 bennes de l’item 1 est inférieur à l’estimation de -11,72 % (-154 462,01 $). Il en va de même pour les 14 bennes de l’item 7 où l’écart entre l’estimation et le prix de la soumission est de -10,98 % (-166 904,61 $). L’écart de 2,06 % (122 111,34 $) entre les deux plus basses soumissions confirme que les prix reçus sont compétitifs.

Deux des preneurs du cahier des charges n’ont pas présenté d’offre à la Ville pour les motifs suivants : distributeur des produits mentionnés aux devis techniques et activité en sous-traitance pour un soumissionnaire. Un autre preneur du cahier des charges n’a pas fourni de motif pour ne pas avoir soumissionné.

Aucune soumission n’a été rejetée pour des raisons administratives ou de non-conformités techniques.

Pour protéger la Ville contre les pertes éventuelles, la Ville a exigé une garantie de soumission et une garantie d’exécution représentant respectivement 3 % et 5 % de la valeur des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total estimé du contrat est de 7 109 069,81 $, taxes et contingences incluses.
Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture sur demande de bennes et d'équipements de déneigement qui seront mis à la disposition de l'ensemble des unités d'affaires de la Ville. Des dépenses d'agglomération sont donc possibles.

Comparaison des coûts unitaires avec le contrat précédent
La comparaison des coûts avec le contrat précédent est un exercice difficile considérant que les devis techniques ont été revus et bonifiés de diverses options pour standardiser les appareils ayant un usage similaire. Ainsi, les bennes sont maintenant dotées d'une balance de charge aux essieux, d'un système de détection d'obstacle arrière, d'un système de chauffage de la cabine, de barrières de protection latérale, etc. Il est néanmoins possible d'établir une comparaison des prix sur une base unitaire pour certaines bennes. Cette hausse correspond à une indexation globale sur 7 ans de 21,395 %, soit 2,80 % par année. Le tableau comparatif est présenté en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas car il s'agit d'un aménagement de véhicule.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Début de l'entente : mars 2019
- Fin de l'entente : mars 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Bruno CÔTÉ MARCHAND, Service du matériel roulant et des ateliers

Lecture :

Bruno CÔTÉ MARCHAND, 11 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agent(e) de recherche

Tél : 514 868-3620
Télécop. : 514 8721912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2019-02-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1194922002

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure avec « Équipements Twin inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture et l'installation sur demande de diverses bennes avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fournis par la Ville - Appel d'offres public 18-17318 (3 soum.) - (montant estimé de 7 109 069,81 $, taxes et contingences incluses).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17318_Intervention_«SMRA».pdf 18-17318_TCP.pdf 18-17318_DetrCah.pdf

18-17318_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Division Acquisition de biens et services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17318

No du GDD : 1194922002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation de diverses bennes (bennes basculantes et bennes-épandeurs) avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fourni par la Ville – Entente d'approvisionnement 5 ans

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 11 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Ouverture originalement prévue le : 15 - 1 - 2019

Date du dernier addenda émis : 9 - 1 - 2018

Ouverture faite le : 15 - 1 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 7 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 14 - 7 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ÉQUIPEMENTS TWIN INC.	5 924 224,85 $	√	
W. CÔTÉ & FILS LTÉE	6 046 336,19 $		
SERVICE D'ÉQUIPEMENT G.D. INC.	7 584 297,14 $		

Information additionnelle

Trois des six preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offre à la Ville pour les motifs suivants : distributeur des produits mentionnés aux devis techniques et activité en sous-traitance ou n'a pas fourni de motif de désistement.

Préparé par : Renée Veillette

Le 11 - 2 - 2019

Numéro de l'appel d'offres : 18-17318

Titre : Fourniture et installation de diverses bennes (bennes basculantes et bennes-épandeurs) avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fourni par la Ville – Entente d'approvisionnement 5 ans

Date d'ouverture des soumissions : 15 janvier 2019

Numéro d'item	Description	Quantité	ÉQUIPEMENTS TWIN INC.		W. CÔTÉ & FILS LTÉE		SERVICE D'ÉQUIPEMENT G.D. INC.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1	Fourniture et installation d'une benne basculante de 15 pieds avec système hydraulique pour chasse-neige et épandeur inséré sur un chassis de camion 6X4 fourni par la Ville, selon les caractéristiques de l'article 293A décrites au devis 29318B22	14	72 300,00 $	1 012 200,00 $	75 483,58 $	1 056 770,12 $	95 278,00 $	1 333 892,00 $
2	Fourniture et installation d'une benne basculante de 15 pieds avec système hydraulique pour chasse-neige et épandeur inséré sur un chassis de camion 6X4 fourni par la Ville, selon les caractéristiques de l'article 293B décrites au devis 29318B22	7	97 550,00 $	682 850,00 $	99 252,43 $	694 767,01 $	125 139,00 $	875 973,00 $
3	Fourniture et installation d'une benne basculante de 15 pieds sur un chassis de camion 6X4, selon les caractéristiques décrites au devis 29318C22	6	59 600,00 $	357 600,00 $	63 363,12 $	380 178,72 $	76 557,00 $	459 342,00 $
4	Fourniture et installation d'une benne basculante de 19,5 pieds sur un chassis de camion 8X4, selon les caractéristiques décrites au devis 29318D22	2	63 500,00 $	127 000,00 $	68 716,04 $	137 432,08 $	81 249,00 $	162 498,00 $
5	Fourniture et installation d'une benne-épandeur de type 4 saisons de 11 pieds sur un camion 4X2 fourni par la Ville, selon les caractéristiques de l'article 395A décrites au devis 39518A22	1	78 000,00 $	78 000,00 $	84 537,65 $	84 537,65 $	100 811,00 $	100 811,00 $
6	Fourniture et installation d'une benne-épandeur de type 4 saisons de 11 pieds sur un camion 4X2 fourni par la Ville, selon les caractéristiques de l'article 395B décrites au devis 39518A22	4	103 250,00 $	413 000,00 $	108 400,88 $	433 603,52 $	130 055,00 $	520 220,00 $
7	Fourniture et installation d'une benne-épandeur de type 4 saisons de 14 pieds sur un camion 6X4 fourni par la Ville, selon les caractéristiques de l'article 396A décrites au devis 39618A22	14	84 100,00 $	1 177 400,00 $	87 442,07 $	1 224 188,98 $	108 411,00 $	1 517 754,00 $
8	Fourniture et installation d'une benne-épandeur de type 4 saisons de 14 pieds sur un camion 6X4 fourni par la Ville, selon les caractéristiques de l'article 396B décrites au devis 39618A22	9	109 350,00 $	984 150,00 $	114 178,51 $	1 027 606,59 $	135 665,00 $	1 220 985,00 $
9	Fourniture d'un chasse-neige de type aile de côté de 11' de longueur, selon les caractéristiques décrites au devis 92018A11	20	11 552,00 $	231 040,00 $	3 612,44 $	72 248,80 $	8 750,00 $	175 000,00 $
10	Fourniture d'un chasse-neige avant orientable de 12' de largeur, selon les caractéristiques décrites au devi 92818A11	20	4 469,00 $	89 380,00 $	7 374,67 $	147 493,40 $	11 500,00 $	230 000,00 $

Direction générale adjointe
Service de l'approvisionnement

Montréal

Tableau de vérification

Numéro de l'appel d'offres : 18-17318

Titre : Fourniture et installation de diverses bennes (bennes basculantes et bennes-épandeurs) avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fourni par la Ville – Entente d'approvisionnement 5 ans

Date d'ouverture des soumissions : 15 janvier 2019

Numéro d'item	Description	Quantité	ÉQUIPEMENTS TWIN INC.		W. CÔTÉ & FILS LTÉE		SERVICE D'ÉQUIPEMENT G.D. INC.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
	Total avant taxes			5 152 620,00 $		5 258 826,87 $		6 596 475,00 $
	TPS 5 %			257 631,00 $		262 941,34 $		329 823,75 $
	TVQ 9,975 %			513 973,85 $		524 567,98 $		657 998,39 $
	Montant total			5 924 224,85 $		6 046 336,19 $		7 584 297,14 $
	Signature		Oui		Oui		Oui	
	Achat SEAO		Oui		Oui		Oui	
	Addendas (inscrire N/A ou le nombre)		3, dernier émit 9 janvier 2019		3, dernier émit 9 janvier 2019		3, dernier émit 9 janvier 2019	
	Numéro NEQ		1170813936		1173222382		1160775103	
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)		Oui		Oui		Oui	
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)		Oui		Oui		Oui	
	Vérification de la Liste des personnes ayant contrevenu à la Politique de Gestion Contractuelle		Oui		Oui		Oui	
	Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle		Oui		Oui		Oui	
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)*		Oui		Oui		Oui	
	Liste des sous-contractants jointe à la soumisison		Non, demandé le 18 janvier		Non		Non	
	Avenant de responsabilité civile		Oui		Oui		Oui	
	Garantie de soumisison		Unique Assurance 2786-109		Traite universelle 353515753 - 181390,09$		Intact Auustrance 7710297-19-001	
	Confirmation d'enregistrement auprés de l'AMF		Oui		Non requis		Oui	
	CNESST		Oui		Oui		Oui	

Remarque : En lien avec la standardiusation des véhicules, les devis techniques de l'appel d'offres ont tous été rédigés de façon générique. les soumissionnaires n'avaient pas à fournir de renseignements pour les articles des devis se rapportant à des items qui ne sont pas trequis au Bordereau de prix détaillé.

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date :** 18 janvier 2019

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17318
Numéro de référence : 1217167
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal - Fourniture et installation de diverses bennes (bennes basculantes et bennes-épandeurs) avec équipements de déneigement sur des châssis de camion fourni par la Ville – Entente d'approvisionnement 5 ans

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Bosch Rexroth Canada (CompuSpread) 725 rue Delage Longueuil, QC, J4G 2P8 http://www.boschrexroth.ca/ NEQ : 1143618388	Monsieur Daniel Lépine Téléphone : 450 928-1111 Télécopieur : 450 928-0903	**Commande : (1520146)** 2018-12-10 9 h 25 **Transmission :** 2018-12-10 9 h 25	3035159 - 18-17318_Add-«1» - Modifications et précisions 2018-12-10 9 h 25 - Téléchargement 3040973 - 18-17318_Add-«2» - Questions / réponses 2018-12-20 9 h 53 - Courriel 3044880 - 18-17318_Add-«3» - Modifications 2019-01-09 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.equipementstwin.ca NEQ	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone	**Commande : (1516777)** 2018-11-28 14 h 43	3035159 - 18-17318_Add-«1» - Modifications et précisions

	: 1170813936	: 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Transmission :** 2018-11-28 14 h 43	2018-12-06 11 h 43 - Courriel 3040973 - 18-17318_Add-«2» - Questions / réponses 2018-12-20 9 h 53 - Courriel 3044880 - 18-17318_Add-«3» - Modifications 2019-01-09 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Produits Métalliques AT inc. 160, RUE SAVARD Matane, QC, G4W0J3 http://www.produitsmetalliquesat.com NEQ : 1141097882	Monsieur André Tremblay. Téléphone : 418 566-6772 Télécopieur : 418 566-6672	**Commande : (1517100)** 2018-11-29 10 h 48 **Transmission :** 2018-11-29 11 h 10	3035159 - 18-17318_Add-«1» - Modifications et précisions 2018-12-06 11 h 43 - Télécopie 3040973 - 18-17318_Add-«2» - Questions / réponses 2018-12-20 10 h 25 - Télécopie 3044880 - 18-17318_Add-«3» - Modifications 2019-01-09 14 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Phil Larochelle Equipement Inc. 250 2E Avenue Québec, QC, G1L 3A7 http://www.larochelle.ca NEQ : 1142491480	Monsieur Samuel Laliberté. Téléphone : 418 522-8065 Télécopieur : 418 522-3115	**Commande : (1523107)** 2018-12-18 13 h 48 **Transmission :** 2018-12-18 13 h 48	3035159 - 18-17318_Add-«1» - Modifications et précisions 2018-12-18 13 h 48 - Téléchargement 3040973 - 18-17318_Add-«2» - Questions /

				réponses 2018-12-20 12 h 48 - Télécopie 3044880 - 18-17318_Add-«3» - Modifications 2019-01-10 8 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Service D'Équipement G.D. Inc. 104 rue d,Anvers Saint-Augustin-de-Desmaures, QC, G3A 1S4 http://www.equipementsgd.com NEQ : 1160775103	Madame Marie-Josée Roussel Téléphone : 418 681-0080 Télécopieur : 418 683-0328	**Commande : (1516828)** 2018-11-28 15 h 45 **Transmission :** 2018-11-28 16 h 30	3035159 - 18-17318_Add-«1» - Modifications et précisions 2018-12-06 11 h 43 - Télécopie 3040973 - 18-17318_Add-«2» - Questions / réponses 2018-12-20 9 h 53 - Télécopie 3044880 - 18-17318_Add-«3» - Modifications 2019-01-09 14 h 45 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	W. CÔTÉ & FILS LTÉE. 19 rue Côté Mercier, QC, J6R 2B9 NEQ : 1173222382	Monsieur David Caza Téléphone : 450 691-2967 Télécopieur : 450 691-2830	**Commande : (1518059)** 2018-12-03 12 h 06 **Transmission :** 2018-12-03 12 h 06	3035159 - 18-17318_Add-«1» - Modifications et précisions 2018-12-06 11 h 43 - Courriel 3040973 - 18-17318_Add-«2» - Questions / réponses 2018-12-20 9 h 53 - Courriel 3044880 - 18-17318_Add-«3» - Modifications

		2019-01-09 14 h 45 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- Aide en ligne
- Formation en ligne
- Glossaire
- Plan du site
- Accessibilité
- UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

- Grille des tarifs
- Contactez-nous
- Nouvelles
- Marchés publics hors Québec
- Registre des entreprises non admissibles
- Autorité des marchés financiers

À propos

- À propos de SEAO
- Info sur Constructo
- Conditions d'utilisation
- Polices supportées

Partenaires

© 2003-2019 Tous droits réservés

ANNEXE 2.04.01 - AJUSTEMENT DES PRIX POUR LA DURÉE INITIALE DU CONTRAT

(Le contenu de cette annexe se trouve dans le fichier intitulé « Ajustement des prix pour la durée initiale du Contrat »)

Indexation des prix

À l'émission de chaque bon de commande et ce pour toute la durée du contrat, l'indexation se fera à la hausse ou à la baisse conformément à une méthode de calcul hybride.

1.1 Pour les <u>bennes</u>, l'indexation sera dans une proportion de :

80 % du prix soumis selon un pourcentage de 2% par année d'anniversaire du contrat (pour la variation de l'indice des prix à la consommation);

20 % du prix soumis selon le pourcentage de la variation de l'indice des produits des *Formes primaires et produits semi-ouvrés de fer et d'acier (312)* du derniers mois disponible à l'ouverture des soumissions à celle du dernier mois disponible à la date de la commande publié par Statistique Canada sous la référence *Tableau 18-10-0030-01 Indice des prix des produits industriels, par produits, mensuel (vecteur v79309624)*.

$$P_{1IPC} = 80\% * P_0 * (1 + 2\%)^a$$

$$P_{1IPII} = 20\% * P_0 * (\frac{M_{1\ IPII}}{M_{0\ \ IPII}})$$

$$P_1 = P_{1IPC} + P_{1IPII}$$

Avec :

P_0	Prix en vigueur au début du contrat
P_1	Prix indexé par l'IPC et l'IPII
$P_{1\ IPC}$	Prix indexé par l'IPC (2% par année d'anniversaire du contrat)
a	Exposant selon l'année d'indexation de l'IPC : a=0 pour l'an 1, 1 pour l'an 2, 2 pour l'an 3, 3 pour l'an 4, 4 pour l'an 5
$P_{1\ IPII}$	Prix indexé par l'IPII
$M_{1\ IPII}$	Valeur mensuelle de l'indice des produits de formes primaires et produits semi-ouvrés de fer et d'acier du dernier mois disponible à la date de la commande
$M_{0\ IPII}$	Valeur mensuelle de l'indice des produits de formes primaires et produits semi-ouvrés de fer et d'acier du dernier mois disponible à la date d'ouverture des soumissions

Exemple d'indexation :

Date d'ouverture des soumissions le 16 février 2016 / Date d'octroi le 20 avril 2016 / date de la commande le 13 novembre 2018 (une commande pendant la 3ème année du contrat).

- Prix soumis : 1000,00$
- Indexation de 2% par an (IPC) : l'exposant a = 2 pour le calcul du prix de l'an 3

- Valeur mensuelle de l'indice des produits de formes primaires et produits semi-ouvrés de fer et d'acier disponibles à la date de la commande : septembre 2018 117,3
- Valeur mensuelle de l'indice des produits de formes primaires et produits semi-ouvrés de fer et d'acier disponible à l'ouverture des soumissions : décembre 2015 98,2

Calcul du prix indexé:

80%*1000.00$*(1+2%)^2 + 20%*1000.00$*(117,3/98,2) = 1071,22$

Une augmentation de 7,12% sur le prix soumis le 16 février 2016. C'est +32,32$ pour l'IPC, +38,90$ pour l'IPPI.

1.2 Pour les <u>Chasse-neiges et Ailes</u>, l'indexation sera dans une proportion de :

70 % du prix soumis selon un pourcentage de 2% par année d'anniversaire du contrat (pour la variation de l'indice des prix à la consommation);

30 % du prix soumis selon le pourcentage de la variation moyenne de l'indice des produits des *Formes primaires et produits semi-ouvrés de fer et d'acier (312).*

$$P_{1IPC} = 70\% * P_0 * (1+2\%)^a$$

$$P_{1IPII} = 30\% * P_0 * (\frac{M_{1\ IPII}}{M_{0\ \ IPII}})$$

$$P_1 = P_{1IPC} + P_{1IPII}$$

Exemple d'indexation :

En reprenant un prix soumis de 1000$ et la même date de commande, le prix d'une commande émise le 13 novembre 2018, le prix aurait été de 1086,63$

Plan d'approvisionnement sur 5 ans Quantités prévisionnelles par année						
Devis	**2019 Quantité**	**2020 Quantité**	**2021 Quantité**	**2022 Quantité**	**2023 Quantité**	**Total prévisionnel**
Bennes						
29318B22 (293A)	3	2	1	6	2	14
29318B22 (293B)	1	1	1	1	3	7
29318C22 (293C)	2	2	1	0	1	6
29318D22 (293D)	0	1	1	0	0	2
39518A22 (395A)	0	1	0	0	0	1
39518A22 (395B)	3	0	0	0	1	4
39618A22 (396A	7	0	4	0	3	14
39618A22 (396B)	6	1	0	1	1	9
Équipements de déneigement						
92018A11	10	2	1	2	5	20
92818A11	10	2	1	2	5	20

Description	AO 12-11944 Michel Gohier ltée *	AO 18-17318 Équipements Twin inc.	Écart %	Indexation annuelle moyenne (2012 à 2018)	Quantité prévisionnelle	Moyenne pondérée
Devis 29318B22 Benne de 15 pieds et système hydraulique pour sableuse insérée et chasse-neige	60 849,00 $	72 300,00 $	19%	2,69%	14	2,63
Devis 29318B22 Benne de 15 pieds et système hydraulique pour benne, saleuse insérée et chasse-neige orientable avec aile de côté	Impossible d'établir un comparatif					
Devis 29318C22 Benne basculante de 15 pieds et système hydraulique	43 191,00 $	59 600,00 $	38%	5,43%	6	2,28
Devis 29318D22 Benne basculante de 19,5 pieds et système hydraulique	53 450,00 $	63 500,00 $	19%	2,69%	2	0,38
Devis 39518A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 11 pieds et système hydraulique pour chasse-neige à section	69 264,00 $	78 000,00 $	13%	1,80%	1	0,13
Devis 39518A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 11 pieds et système hydraulique pour chasse-neige orientable avec aile de côté	Impossible d'établir un comparatif					
Devis 39618A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 14 pieds et système hydraulique pour chasse-neige à section	71 359,00 $	84 100,00 $	18%	2,55%	14	2,50
Devis 39618A22 Benne-épandeur de type 4 saisons de 14 pieds et système hydraulique pour chasse-neige orientable avec aile de côté	Impossible d'établir un comparatif					
Devis 92018A11 Chasse-neige de type aile de côté de 11 pieds de longueur	Impossible d'établir un comparatif					
Devis 92818A11 Chasse-neige avant orientable de 12 pieds de largeur	Impossible d'établir un comparatif					
En avril 2015, l'entreprise Michel Gohier ltée a fusionné avec les Équipements Twin inc.					37	7,92
						0,21395

21, 395 % d'indexation globale sur 7 ans
ce qui donne une indexation annuelle de 2,80%

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1193190001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer les deux options d'une année de prolongation, pour la fourniture de travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiment et aux bornes WiFi dans le cadre des contrats accordés à Teltech Télécommunication inc. pour les lots 1 à 5 et à Telecon inc. pour le lot 6 de l'appel d'offres 15-64002, pour la période du 20 mai 2019 au 19 mai 2021 pour les lots 1, 2, 3 et du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour les lots 4, 5, 6 et ce sans ajustements aux enveloppes budgétaires allouées.

Il est recommandé :
1- d'exercer, en vertu des résolutions CG16 0305 et CG16 0177, les deux options d'une année de prolongation du contrat octroyé à la firme Teltech Télécom Inc, pour la fourniture de travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiment et aux bornes WiFi, pour la période du 20 mai 2019 au 19 mai 2021 pour les lots 1, 2, 3 et du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour les lots 4, 5, les dépenses anticipées pour les périodes de prolongations totaliseront un montant maximal de 4 707 269.18$, taxes incluses et ce sans ajustements aux enveloppes budgétaires allouées ;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 09:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193190001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer les deux options d'une année de prolongation, pour la fourniture de travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiment et aux bornes WiFi dans le cadre des contrats accordés à Teltech Télécommunication inc. pour les lots 1 à 5 et à Telecon inc. pour le lot 6 de l'appel d'offres 15-64002, pour la période du 20 mai 2019 au 19 mai 2021 pour les lots 1, 2, 3 et du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour les lots 4, 5, 6 et ce sans ajustements aux enveloppes budgétaires allouées.

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, la Ville de Montréal (Ville) a mis en place un nouveau modèle de télécommunications qui assurait la maîtrise d'oeuvre de son réseau. Cette orientation est appuyée par le déploiement d'une infrastructure réseautique propriétaire composée de fibre optique pour relier les bâtiments de la Ville et fournir de multiples services tel que le Wi-Fi public, la mobilité intelligente et le déploiement de capteurs (internet des objets).
La mise en œuvre du nouveau modèle de télécommunication a requis l'octroi de plusieurs contrats afin de fournir les véhicules contractuels nécessaires pour déployer, exploiter et développer de nouveaux services de télécommunications. Parmi ces derniers, l'octroi et la réalisation du contrat de pose de fibre optique (15-64002) sont réalisés conjointement avec le Service de l'urbanisme et de la mobilité. Les projets de pose de fibre amorcés sont en cours pour les volets WiFi public et requis pour interconnecter plusieurs sites.

Le présent sommaire vise à exercer les deux options d'une année de prolongation, pour la fourniture de travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiment et aux bornes WiFi dans le cadre des contrats accordés à Teltech Télécommunication inc. pour les lots 1 à 5 et Telecon inc. pour le lot 6 de l'appel d'offres 15-64002, pour la période du 20 mai 2019 au 19 mai 2021 pour les lots 1, 2, 3 et du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour les lots 4, 5, 6.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0544 - 25 octobre 2018 - Autoriser l'ajout de services aux catalogues des lots 1 à 6 du contrat de travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments, accordé à Teltech Télécommunication inc. et Télécon inc. (CG16 0177 et CG16 0305), et ce sans ajustement aux enveloppes budgétaires allouées;
CG18 0436 - 23 mars 2018 - Accorder un contrat à Téléfil inc. pour la fourniture et

l'installation de fibres optiques pour les feux de circulation et l'internet des objets - Dépense totale de 1 968 000,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-64008 (4 soum.);

CG16 0305 - 19 mai 2016 - Accorder trois contrats à Teltech Télécommunication inc. pour des travaux de déploiement d'un réseau de fibres optiques inter-bâtiments - Dépenses totales de 2 011 430,30 $ (lot 1), 1 213 828,33 $ (lot 2) et 1 211 942,45 $ (lot 3), taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 (5 soum.);

CG16 0177 - 29 mars 2016 - Accorder trois contrats à Teltech Télécommunication inc. et Telecon inc. pour des travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wi-Fi - Dépenses totales de 631 944,34 $, 813 558,22 $ et 603 707,39 $, taxes incluses - Appel d'offres public 15-64002 (8 soum.) (Lots 4, 5 et 6)

DESCRIPTION

Les contrats octroyés à Teltech Télécommunication inc. visent la pose de fibre optique. Les lots 1 à 3 ciblent des bâtiments corporatifs tandis que les lots 4 et 5 visent la desserte pour les services WiFi.

No du lot	Fournisseurs	Travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wifi
1	Teltech Télécommunication inc.	Pour les besoins corporatifs - zone de déploiement du Centre de l'île Déploiement de 75,5 km de fibre afin de relier 60 sites corporatif
2	Teltech Télécommunication inc.	Pour les besoins corporatifs - zone de déploiement du Centre-est de l'île. Déploiement de 50,4 km de fibre afin de relier 30 sites corporatifs
3	Teltech Télécommunication inc.	Pour les besoins corporatifs - zone de déploiement du Centre-nord de l'île. Déploiement de 50,4 km de fibre afin de relier 30 sites corporatifs
4	Teltech Télécommunication inc.	Pour le déploiement de fibres aux antennes du Wi-Fi grand public - zone de déploiement du Vieux Montréal. Déploiement de 23,5 km de fibre afin de relier 3 sites et 85 antennes WiFi
5	Teltech Télécommunication inc.	Pour le déploiement de fibres aux antennes du Wi-Fi grand public - zone de déploiement du Quartier des spectacles et centre-ville Déploiement de 34 km de fibre afin de relier 6 sites et 80 antennes WiFi

Le contrat octroyé à Telecon inc. vise la pose de fibre optique. Le lot 6 vise la desserte pour les services WiFi.

No du lot	Fournisseurs	Travaux de déploiement de fibres optiques inter-bâtiments et aux bornes Wifi
6	Telecon inc.	Pour le déploiement de fibres aux antennes du Wi-Fi grand public - zone de déploiement du Quartier de l'Innovation. Déploiement de 18 km de fibre afin de relier 2 sites et 55 antennes WiFi

JUSTIFICATION

Les contrats octroyés à la firme Teltech Télécommunication inc. et Telecon inc. arriveront à échéance en 2019 (lots 1, 2 et 3 : le 19 mai 2019, lot 4, 5 et 6: le 24 mars 2019). La continuité de certains projets ainsi que la finalisation des travaux requiert la prolongation des contrats.
Ces contrats peuvent être prolongés selon la clause Délai d'exécution de la SECTION III – PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES du document d'appel d'offre: "Les travaux du présent contrat s'échelonnent sur une période de trois (3) ans à compter de la date d'adjudication, renouvelable à deux reprises pour une période d'un (1) an, si la Ville le juge à propos."

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La prolongation de 24 mois ne requiert aucun ajustement aux enveloppes budgétaires allouées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les prolongations demandées permettront à la Ville de poursuivre les initiatives de déploiement de fibres optiques pour relier les bâtiments et déployer le WI-FI public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE – 13 mars 2019 ;

- Approbation du dossier par le CM – 25 mars 2019 ;
- Approbation du dossier par le CG – 28 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs incluant les nouvelles dispositions du règlement de gestion contractuel.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guy CHARLAND
Chef de section - Projets TI

Tél : 514 872-9624
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Demis NUNES
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-887-9047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail

Tél : 514-280-8521
Approuvé le : 2019-02-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information

Tél :
Approuvé le : 2019-02-28

Montréal

Service des technologies de l'information
CEET – division - Connectivité Dorsale
2116 - 801 Brennan,
Montréal (Québec), H3C 0G4

PAR COURRIEL

Le 7 février 2019

Monsieur François Tessier
Président
Teltech Télécommunication Inc.
345 D Marion,
Repentigny, QC J5Z 4W8
Courriel : ftessier@teltechtelecom.ca

Objet : Prolongation de contrat
Appel d'offres n° 15-64002
Travaux de déploiement de fibres optiques interbâtiments et aux bornes Wifi.

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation de 24 mois des lots 1, 2, 3, 4 et 5 du contrat pour l'appel d'offres n°15-64002. Cette option est définie à la section « III – PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES, sous-section 2- délai d'exécution » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, les prolongations du contrat seront effectives

- pour la période du 20 mai 2019 au 19 mai 2021 pour les lots 1, 2, 3 ;
- pour la période du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour les lots 4, 5 ;

et ce, selon les termes et conditions des contrats dans le cadre de l'appel d'offres 15-64002 pour les lots précédemment mentionnés.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous transmettre votre accusé de réception par courriel au soussigné **au plus tard le 15 février 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné. Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Demis Nunes
Chef de division - Connectivité dorsale

Courriel : demis.nunes@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 887-9047

Prolongation des contrats de l'appel d'offres 15-64002
Benjamin Ouellet
A :
demis.nunes@ville.montreal.qc.ca
2019-02-10 16:13
Cc :
"'msicotte@ville.montreal.qc.ca'", Francis Desgagnés
Masquer les détails
De : Benjamin Ouellet <bouellet@teltechtelecom.ca>
A : "demis.nunes@ville.montreal.qc.ca" <demis.nunes@ville.montreal.qc.ca>,
Cc : "'msicotte@ville.montreal.qc.ca'" <msicotte@ville.montreal.qc.ca>, Francis Desgagnés <fdesgagnes@teltechtelecom.ca>

1 Attachment

Teltech Lettre prolongation 15-64002.pdf

Bonjour M. Nunes,

Par la présente nous accusons réception de la lettre de prolongation de contrat ci-jointe.

Merci et bonne journée

345-D rue Marion
Repentigny, Québec, J5Z 4W8

Benjamin Ouellet
Directeur, gestion de projets

T (450) 657-2000 poste 239
F (450) 657-2727
C (514) 943-0085
Email: bouellet@teltechtelecom.ca

Est-ce nécessaire d'imprimer ce message?
Before printing this e-mail think if it is necessary
Avis de confidentialité : Ce message, transmis par courriel, est confidentiel, peut être protégé par le secret professionnel et est à l'usage exclusif du destinataire dont l'adresse figure ci-dessus. Toute autre personne est par la présente avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, le distribuer ou le reproduire. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, veuillez m'en informer par courrier électronique et détruire immédiatement ce message et toute copie de celui-ci. Merci.
Confidentiality notice: The content of this e-mail is confidential, may be privileged and is intended for the exclusive use of the addressee. Any other person is strictly prohibited from disclosing, distributing or reproducing it. If you have received this e-mail by error, please notify me by e-mail and delete all copies. Thank you.

Montréal

Service des technologies de l'information
CEET – division - Connectivité Dorsale
2116 - 801 Brennan,
Montréal (Québec), H3C 0G4

PAR COURRIEL

Le 11 février 2019

Monsieur André Héroux
Président
Telecon Inc.
13500 boul. Métropolitain E
Pointe-aux-Trembles (Québec) H1A 3W1
Courriel :

Objet : Prolongation de contrat
Appel d'offres n° 15-64002
Travaux de déploiement de fibres optiques interbâtiments et aux bornes Wifi.

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation de 24 mois du lot 6 du contrat pour l'appel d'offres n°15-64002. Cette option est définie à la section « III – PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES, sous-section 2- délai d'exécution » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, les prolongations du contrat seront effectives

- pour la période du 29 mars 2019 au 28 mars 2021 pour le lot 6 ;

et ce, selon les termes et conditions du contrat dans le cadre de l'appel d'offres 15-64002 pour le lot précédemment mentionné.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous transmettre votre accusé de réception par courriel au soussigné **au plus tard le 15 février 2019** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné. Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Demis Nunes
Chef de division - Connectivité dorsale

Courriel : demis.nunes@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 887-9047

CC : Valérie-Eve Cyr, Chargé de projet <Valerie-Eve.Cyr@Telecon.ca>

TR: Tr : Prolongation du contrat lot 6 de l'appel d'offres 15-64002
Lefebvre, Jean-Philippe
A :
msicotte@ville.montreal.qc.ca, gcharland@ville.montreal.qc.ca,
dominic.boutin@ville.montreal.qc.ca
2019-02-24 16:32
Cc :
"Cyr, Valerie-Eve", "Morin, Jonathan"
Masquer les détails
De : "Lefebvre, Jean-Philippe" <jp.lefebvre@Telecon.ca>
A : "msicotte@ville.montreal.qc.ca" <msicotte@ville.montreal.qc.ca>,
"gcharland@ville.montreal.qc.ca" <gcharland@ville.montreal.qc.ca>,
"dominic.boutin@ville.montreal.qc.ca" <dominic.boutin@ville.montreal.qc.ca>,
Cc : "Cyr, Valerie-Eve" <Valerie-Eve.Cyr@Telecon.ca>, "Morin, Jonathan"
<jonathan.morin@Telecon.ca>

2 Attachments

Telecon Lettre prolongation 15-64002 Sign Demis.pdf

Bonjour Messieurs,

Tel que discuté avec Valérie-Ève Cyr de notre équipe, il me fait plaisir de confirmer la réception du document ci-joint.

Merci

Jean-Philippe Lefebvre
Senior Vice President – Infrastructure Quebec & Turnkey solutions
T 514 644-4404 · **C** 514 292-7384
7450, rue du Mile End, Montréal (Québec) H2R 2Z6

De : msicotte@ville.montreal.qc.ca <msicotte@ville.montreal.qc.ca>
Envoyé : 20 février 2019 15:06
À : Cyr, Valerie-Eve <Valerie-Eve.Cyr@Telecon.ca>
Cc : Parent-Sirard, Hugo <hugo.parent-sirard@Telecon.ca>; gcharland@ville.montreal.qc.ca; dominic.boutin@ville.montreal.qc.ca
Objet : Tr : Prolongation du contrat lot 6 de l'appel d'offres 15-64002

Bonjour

Je fais un suivi sur notre demande... Un accusé réception est attendu

Merci

Marc Sicotte , PMP
Conseiller Analyse - Contrôle de gestion
Division Connectivité aux utilisateurs
Direction Centre d'expertise - Espace de travail

Service des technologies de l'information
Ville de Montréal

801, rue Brennan, 2e étage, (2121.07)
Montréal (Québec) H3C 0G4

T: 514 872-4104
C: 514 207-0403
msicotte@ville.montreal.qc.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale.

----- Transféré par Marc SICOTTE/MONTREAL le 2019-02-20 15:03 -----

De : Marc SICOTTE/MONTREAL
A : Valerie-Eve.Cyr@Telecon.ca,
Cc : Guy CHARLAND/MONTREAL@MONTREAL, Demis NUNES/MONTREAL@MONTREAL, Dominic BOUTIN/MONTREAL@MONTREAL
Date : 2019-02-11 15:12
Objet : Prolongation du contrat lot 6 de l'appel d'offres 15-64002

Bonjour

Vous trouverez ci-joint une lettre d'intérêt concernant une prolongation de 24 mois du lot 6 de l'appel d'offres 15-64002

Merci

Marc Sicotte , PMP
Conseiller Analyse - Contrôle de gestion
Division Connectivité aux utilisateurs
Direction Centre d'expertise - Espace de travail
Service des technologies de l'information
Ville de Montréal

801, rue Brennan, 2e étage, (2121.07)
Montréal (Québec) H3C 0G4

T: 514 872-4104
C: 514 207-0403
msicotte@ville.montreal.qc.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1197685001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans avec Confidentiel Déchiquetage de documents Inc. pour les services de déchiquetage de documents confidentiels et de destruction de divers documents et supports - Appel d'offres public 18-16059 (1 soum.) (Montant estimé de l'entente : 383 615,15 $).

Il est recommandé:
1. De conclure une entente-cadre avec la firme Confidentiel Déchiquetage de documents Inc. pour les services de déchiquetage et de destruction de divers documents et supports, pour une durée de cinq (5) ans avec possibilité de prolongation d'un an, aux prix unitaires de leur soumission, conformément à l'appel d'offres public 18-16059 et au tableau des prix reçus.

2. D'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-02-28 17:12

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197685001**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans avec Confidentiel Déchiquetage de documents Inc. pour les services de déchiquetage de documents confidentiels et de destruction de divers documents et supports - Appel d'offres public 18-16059 (1 soum.) (Montant estimé de l'entente : 383 615,15 $).

CONTENU

CONTEXTE

L'appel d'offres 18-16059 a été lancé le 22 octobre 2018 pour retenir les services d'une firme pour assurer la destruction des documents confidentiels générés en majorité par le Service de police de la Ville de Montréal. Toutes les unités d'affaires devront, le cas échéant, utiliser cette entente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1964 - 20 décembre 2017 - Autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Confidentiel Déchiquetage de documents inc. (CE12 2023), pour les services sur demande, de déchiquetage de documents confidentiels et de destruction de divers documents et supports, pour une période additionnelle d'un an, du 9 janvier 2018 au 8 janvier 2019, selon les mêmes termes et conditions stipulés aux documents de l'appel d'offres public 12-11853
CE12 2023 - 12 déc 2012 - Conclure une entente-cadre collective avec Confidentiel Déchiquetage de documents Inc., pour la destruction de documents confidentiels et de destruction de divers documents et supports, pour une durée de 5 ans - Appel d'offres public 12-11853 (4 soum.) (Montant estimé de l'entente: 457 226,83 $ taxes incluses).

CM05 0439 - 22 juin 2005 - Octroyer un contrat à Confidentiel Déchiquetage de documents Inc., pour la destruction de documents confidentiels, pour une période approximative de 7 ans, au prix total approximatif de 1 009 055$ taxes incluses - Appel d'offres public 05-8384 (1 soum.).

DESCRIPTION

Le dernier contrat venait à échéance en janvier 2018. Pour assurer les services jusqu'à l'octroi d'un nouveau contrat, le Service de l'approvisionnement a procédé à la prolongation du contrat jusqu'au 8 janvier 2019, telle que décrite à l'article 5 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 12-11853. La clause stipule que "Sur avis écrit de la

Ville donné à l'adjudicataire au moins trente (30) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de 1 an.".
Il est important de préciser que l'enquête de sécurité de la firme et des délais administratifs expliquent le délai entre la fin du contrat précédent et l'octroi du nouveau.

Les quantités mentionnées au bordereau de soumission sont fournies à titre indicatif seulement, elles sont basées sur des besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions de prix en vue de la conclusion d'une entente seulement.

Toutefois, cette entente sera basée sur les prix unitaires soumis et sa durée sera pour une période de cinq (5) ans selon les exigences du cahier des charges de l'appel d'offres 18-16059, à partir de la date d'émission de l'entente sans limitation quant aux quantités ou valeur monétaire exprimées. Le contrat prévoit une clause de renouvellement pour une prolongation d'un an, puis mensuellement pour une période maximale de six (6) mois, qui respectera l'intégralité des termes du présent appel d'offres 18-16059. Une clause de renouvellement était incluse dans le dernier contrat.

JUSTIFICATION

Élaboration d'une entente cadre pour les services de destruction de documents confidentiels et de supports informatiques par déchiquetage pour l'ensemble des unités d'affaires de la Ville de Montréal. La conclusion de cette entente cadre permet de faire bénéficier d'économie de volume profitable pour l'ensemble des services et des arrondissements tout en assurant qualité et constance des services.
Afin de se conformer aux règles du CRPQ et de préserver la confidentialité des informations policières contenues sur les documents papiers que certaines unités du Service de police disposent, la destruction sécuritaire de ces documents est requise.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 472 096 $, taxes incluses, pour un contrat de cinq (5) ans. Cette estimation était basée sur les prévisions de consommation fournies par les arrondissements et services centraux regroupés et du prix calculé en utilisant les derniers prix du dernier contrat.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
Confidentiel Déchiquetage de documents Inc.	333 651 $		383 615,01 $
Dernière estimation réalisée	410 608 $		472 095,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-88 480,97 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-18,7%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande au fur et à mesure des besoins à combler. Les dépenses de consommation seront imputées aux budgets des services ou des arrondissements participants. Les taxes applicables (TPS et TVQ) seront ajustées selon les taux en vigueur au moment de l'émission des bons de commande. Cette entente pourrait encourir des dépenses d'agglomération.

Les prix unitaires obtenus pour l'appel d'offres 18-16059, présentent une économie moyenne de 18.7 % par rapport au montant total estimé.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La politique environnementale de la firme Confidentiel déchiquetage a une influence bénéfique sur les prix, leurs camions sont équipés de GPS, et une supervision constante est assurée afin de réduire les déplacements au maximum dans leurs routes de travail. De plus, leurs camions seront munis de générateur, ce qui réduira de 50% la consommation d'essence et par le fait même les gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par ailleurs, la destruction des documents contenant des informations personnelles dans le cadre des opérations policières est prescrite par l'article 73 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels du Québec, laquelle stipule que « *Lorsque les fins pour lesquelles un renseignement personnel a été recueilli ou utilisé sont accomplies, l'organisme public* ***doit le détruire*** *, sous réserve de la Loi sur les archives (chapitre A-21.1) ou du Code des professions (chapitre C-26)».*
L'absence d'adoption du présent dossier aurait comme impact, de ne pas se conformer à cette loi, car la prolongation du dernier contrat ne peut être répétée indûment.
De plus, la Ville ne pourrait bénéficier des économies de volumes réalisées par le regroupement des besoins par cet appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Suite à l'octroi du contrat, une opération de communication se retrouvera sur le site intranet de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'octroi du contrat est prévu pour le mois de mars 2019 par le conseil d'agglomération et le début des opérations pour la fin mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Johanne LANGLOIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benoît ROBITAILLE
C/s Archives

Tél : 514 280-2983
Télécop. : 514 280-2985

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-31

Josée BLAIS
inspecteur-chef police

Tél : 514-280-3089
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Line CARBONNEAU
directeur(trice) adjoint(e) au spvm
Tél : 514-280-2003
Approuvé le : 2019-02-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2019-02-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197685001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service de l'administration , -
Objet :	Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq (5) ans avec Confidentiel Déchiquetage de documents Inc. pour les services de déchiquetage de documents confidentiels et de destruction de divers documents et supports - Appel d'offres public 18-16059 (1 soum.) (Montant estimé de l'entente : 383 615,15 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-16059 Intervention 1197685001.pdf
18-16059 Liste preneurs.pdf
18-16059 PV.pdf
18-16059_TCP1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne LANGLOIS
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-6717

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16059 — No du GDD : 1197685001

Titre de l'appel d'offres : Service de destruction de documents confidentiels

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 22 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 22 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 16 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Shred-It International ULC	Non admissible - N'a pas effectué la visite obligatoire

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 21 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Confidentiel Déchiquetage de documents Inc.	383 615,01 $	√	

Information additionnelle

Désistements (6): - Le projet ne se situe pas dans notre secteur d'activités (2) - Clause qui n'autorise pas la sous-traitance (1) - N'ont pas eu le temps de préparer l'appel d'offres (1) - Date de visite manquée (1) - Pas de réponse (1)

Préparé par : Johanne Langlois — Le 31 - 1 - 2019

Tableau comparatif des prix reçus

1	No de l'appel d'offres	18-16059	
2	Agent d'approvisionnement	Johanne Langlois	
3	Nombre de soumissionnaires	2	*(un maximum de 20 soumissionnaires)*
4	Nombre d'items	9	*(un maximum de 1000 items)*

Informations sur les soumissionnaires

#	Soumissionnaires	Commentaires
1	**Confidentiel Déchiquetage de documents Inc.**	**Visite obligatoire effectuée**
2	**Shred-it International ULC**	**N'a pas effectué la visite obligatoire**

Informtions sur les items

#	Num	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Unités de mesure	Quantité par période	Nombre de périodes
1		Service de déchiquetage sur place de documents confidentiels en présence d'un témoin de :	1	Contenu confidentiel dans une poche amovible d'un cabinet verrouillé.	Chaque	42000	1
2			2	Contenu confidentiel d'un bac verrouillé de 360L ou équivalent .	Par LITRE	6480000	1
3			3	Contenu confidentiel d'une boîte de carton de type archivage de dimensions	Chaque	5000	1
4			4	Contenu confidentiel d'une boîte de carton de type archivage de dimensions	Chaque	300	1
5			5	Destruction définitive de contaminants confidentiels dans un bac grande	Par LITRE	36000	1
6			6	Destruction de disque dur confidentiel	Par disque	200	1
7			7	Bac en bois ou bac 360L contenant des cibles dans les salles de tir.	Par LITRE	54000	1
8		Service de récupération à l'usage exclusif du SPVM	8	Bac grande capacité 360L ou équivalent sur roulette de papier non	Par LITRE	36000	1
9			9	Bac grande capacité 360L ou équivalent sur roulette de papier	Par LITRE	36000	1

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-16059

Agent d'approvisionnement
Johanne Langlois

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
Confidentiel Déchiquetage de documents Inc.										
	0 0		2	Contenu confidentiel d'un bac verrouillé de 360L ou équivalent .	6480000	Par LITRE	1	0,02 $	141 264,00 $	162 418,28 $
			3	Contenu confidentiel d'une boîte de carton de type archivage de dimensions 10 poH x 12 po L x 15 po P	5000	Chaque	1	1,45 $	7 250,00 $	8 335,69 $
			4	Contenu confidentiel d'une boîte de carton de type archivage de dimensions 10 poH x 12 po L x 24 po P	300	Chaque	1	1,45 $	435,00 $	500,14 $
			5	Destruction définitive de contaminants confidentiels dans un bac grande capacité 360L ou équivalent, le coût inclut l'équipement requis pour ce type de support.	36000	Par LITRE	1	0,18 $	6 498,00 $	7 471,08 $
			6	Destruction de disque dur confidentiel	200	Par disque	1	2,95 $	590,00 $	678,35 $
			7	Bac en bois ou bac 360L contenant des cibles dans les salles de tir.	54000	Par LITRE	1	0,03 $	1 420,20 $	1 632,87 $
			9	Bac grande capacité 360L ou équivalent sur roulette de papier	36000	Par LITRE	1	0,03 $	946,80 $	1 088,58 $
		Service de déchiquetage sur place de documents confidentiels en présence d'un témoin de :	1	Contenu confidentiel dans une poche amovible d'un cabinet verrouillé.	42000	Chaque	1	4,15 $	174 300,00 $	200 401,43 $
		Service de récupération à l'usage exclusif du SPVM	8	Bac grande capacité 360L ou équivalent sur roulette de papier non confidentiel	36000	Par LITRE	1	0,03 $	946,80 $	1 088,58 $
Total (Confidentiel Déchiquetage de documents Inc.)									**333 650,80 $**	**383 615,00 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-16059
Numéro de référence : 1208237
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Service de destruction de documents confidentiels

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Confidentiel Déchiquetage de Documents Inc. 730, Nobel Saint-Jérôme, QC, J7Z 7A3 NEQ : 1161227955	Madame Lynne Canmore Téléphone : 450 432-7237 Télécopieur : 450 432-7949	**Commande : (1503611)** 2018-10-23 8 h 26 **Transmission :** 2018-10-23 8 h 26	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Courriel 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 30 - Courriel 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement 3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Dechi-Tech Mobile 2180 Desnoyers Saint-Hyacinthe, QC, J2S 8Y9 NEQ : 1144784114	Monsieur Francis Desmarais Téléphone : 450 778-1769 Télécopieur : 450 778-0007	**Commande : (1504296)** 2018-10-24 12 h 11 **Transmission :** 2018-10-24 12 h 11	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Courriel 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 30 - Courriel 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement 3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Docu-Depot Inc 2301 Cannes brules Montréal, QC, h8n 3g1 NEQ : 1142824755	Madame Julie Hachez Téléphone : 514 271-3223 Télécopieur :	**Commande : (1503929)** 2018-10-23 14 h 43 **Transmission :** 2018-10-23 14 h 43	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Courriel 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 30 - Courriel 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement

				3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Iron Mountain 1655 Fleetwood Laval, QC, H7N 4B2 NEQ : 1165289035	Monsieur Eric Provencal Téléphone : 514 805-2351 Télécopieur : 450 667-2038	**Commande : (1504407)** 2018-10-24 14 h 48 **Transmission :** 2018-10-24 14 h 48	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Télécopie 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 31 - Télécopie 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement 3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h 01 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	RécupérAction Marronniers inc 2555 Dollard Bâtiment 1 Montréal, QC, H8N 3A9 NEQ : 1148523807	Monsieur Delia Fanucchi Téléphone : 514 595-1212 Télécopieur : 514 595-9697	**Commande : (1503871)** 2018-10-23 13 h 35 **Transmission :** 2018-10-23 13 h 35	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Courriel 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 30 - Courriel 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement 3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Shred-it/Stericycle 3505 Cote-Vertu Montréal, QC, H4R 1R2 NEQ : 1170061320	Monsieur Fred Zaeim Téléphone : 514 939-7473 Télécopieur : 514 939-3304	**Commande : (1503647)** 2018-10-23 9 h 03 **Transmission :** 2018-10-23 9 h 03	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Courriel 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 30 - Courriel 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement 3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Mont-Saint-Hilaire. 100, rue du Centre Civique Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H 3M8 NEQ :	Madame Lucie Jutras Téléphone : 450 467-2854 Télécopieur : 450 467-6460	**Commande : (1511839)** 2018-11-14 15 h 11 **Transmission :** 2018-11-14 15 h 11	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-11-14 15 h 11 - Téléchargement 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis)

				2018-11-14 15 h 11 - Téléchargement 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-11-14 15 h 11 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Xerox 3400 boulevard de Maisonneuve Ouest suite 900 Montréal, QC, H3Z3G1 NEQ : 1141555566	Monsieur Mathieu Charbonneau Téléphone : 514 939-4262 Télécopieur : 514 939-8128	**Commande : (1503427)** 2018-10-22 14 h 48 **Transmission :** 2018-10-22 14 h 48	3017047 - 18-16059 Addenda 1 2018-10-25 12 h 30 - Courriel 3017905 - 18-16059 Addenda 2 (devis) 2018-10-26 16 h 30 - Courriel 3017906 - 18-16059 Addenda 2 (bordereau) 2018-10-26 16 h 30 - Téléchargement 3026575 - 18-16059 Addenda 3 2018-11-16 15 h - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1198034003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Equipements Twin Inc. pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs pour une somme maximale de 257 939,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17387 - (1 soumissionnaire)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Equipements Twin Inc. pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs pour une somme maximale de 257 939,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17387 ;

2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 10:05

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198034003**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Equipements Twin Inc. pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs pour une somme maximale de 257 939,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17387 - (1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but d'améliorer et optimiser la gestion de son parc de véhicules et équipements municipaux, la Ville de Montréal a procédé au regroupement des ressources humaines et financières dédiées aux activités du matériel roulant. Conséquemment, le Service du Matériel Roulant et des Ateliers (SMRA) est responsable de l'entretien et de l'acquisition des véhicules et équipements qui seront mis à disposition des arrondissements et des services centraux.
Dans le cadre de sa planification d'achat de matériel roulant pour l'année 2019, le SMRA a identifié le besoin d'acquérir et de faire installer un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs sur deux châssis de camion, destinés à être utilisés par le Service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM).

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 18-17387 qui s'est tenu du 19 novembre au 11 décembre 2018. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir et dans le système électronique SÉAO. Le délai de réception des soumissions a été de 23 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

Conformément aux clauses administratives particulières de l'appel d'offres public 18-17387, l'octroi du contrat se fait au plus bas soumissionnaire conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Ce dossier vise l'octroi d'un contrat pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs, selon les critères du devis 39418A22.
Il s'agit d'un appareil à bras de marque et modèle Stellar SL50. Le devis prévoit également la fabrication et l'installation de sirènes, de feux d'urgence, de feux d'éclairage, de compartiments latéraux et d'un pare-chocs arrière spécialement adaptés. Ces équipements seront installés sur les unités 394-19109 et 394-19110 déjà reçues. Ce sont des véhicules d'urgence dédiés au transport de conteneurs aménagés pour transporter certains équipements requis par les équipes spécialisées du Service de Sécurité Incendie de Montréal.

Une présentation de l'appareil et de ses caractéristiques ainsi qu'une formation sur les inspections périodiques, l'entretien, le diagnostique et la réparation de l'appareil à bras, seront fournies par le soumissionnaire. Tous les équipements bénéficient d'une garantie d'une année suivant la mise en service.

JUSTIFICATION

Ce dossier vise l'installation d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs sur les camions 394-19109 et 394-19110.
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 18-17387 pour lequel il y a eu 2 preneurs du cahier des charges :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Autre	Total
Equipements Twin inc	257 939,40		257 939,40
Dernière estimation du SMRA	241 447,50		241 447,50
Écart entre la plus basse et la dernière estimation $ *(la plus basse conforme - la dernière estimation)*			16 491,90
Écart entre la plus basse et la dernière estimation % *((la plus basse conforme - la dernière estimation)/ la dernière estimation)x100*			6,83

Pour estimer la dépense, le rédacteur du devis technique s'est appuyé sur l'historique de consommation des années antérieures. Tel que le démontre le tableau ci-dessus, le faible écart entre les montants de la soumission reçue et de l'estimation initiale (6,83%) confirme que le prix reçu est compétitif.

Un des preneurs du cahier des charges n'a pas présenté d'offres dans les délais requis car il n'a pas eu le temps de préparer sa soumission.

Dans le but de faciliter un bon niveau de concurrence, la Ville n'a exigé aucune garantie de soumission et d'exécution dans le cadre de l'appel d'offres 18-17387.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 257 939,40 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 235 533,05 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 18-022) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71080).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas car il s'agit d'un aménagement de véhicule.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas acquérir et faire installer un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs sur des camions de la ville priverait le Service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM) d'un équipement essentiel à ses opérations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission des bons de commande en avril 2019

- Livraison 175 jours après l'émission du Bon de Commande.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Zoulikha SEGHIR)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed BOUTOUBA
Agent de recherche

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél :	5148726523	**Tél :**	514 872-1080
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2019-02-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198034003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Equipements Twin Inc. pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs pour une somme maximale de 257 939,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17387 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17387 PV.pdf 18-17387_DetCah.pdf 18-17387_TCP.pdf 18-17387_Intervetion.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zoulikha SEGHIR
Agent approvisionnement Niv 2
Tél : 514 872-4313

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17387

No du GDD : 1198034003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et installation sur châssis de camions fournis par la ville d'appareils à bras de chargement, transport et dépose de conteneurs

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 4 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 4 - 2019

Date d'échéance révisée : 10 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Equipement Twin inc.	257 939,40	√	Lot 1

Information additionnelle

La firme ayant retiré les documents d'Appel d'offres et n'ayant pas soumissionné n'a pas eu le temps de préparer son offre dans les délais impartis.

Préparé par : Zoulikha Seghir

Le 11 - 2 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17387

Agent d'approvisionnement
Zoulikha Seghir

Conformité	Oui

									Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
EQUIPEMENT TWIN INC.										
	LOT1	Fourniture et installation sur châssis de camions d'appareils à bras de chargement, transport et	1	Fourniture et installation sur châssis de camions d'appareils à bras de chargement, transport et dépose de conteneurs	2	CH	1	112 171,95 $	224 343,90 $	257 939,40 $
Total (EQUIPEMENT TWIN INC.)									**224 343,90 $**	**257 939,40 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17387
Numéro de référence : 1215135
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fourniture et installation sur châssis de camions fournis par la ville d' appareils à bras de chargement, transport et dépose de conteneurs

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Équipements Twin Inc. 10401 BOUL. PARKWAY Montréal, QC, H1J 1R4 http://www.equipementstwin.ca NEQ : 1170813936	Monsieur Louis Beaulieu Téléphone : 514 353-1190 Télécopieur : 514 353-1119	**Commande : (1513711)** 2018-11-20 13 h 12 **Transmission :** 2018-11-20 13 h 12	3034005 - 18-17387 Addenda N°1 Modifications 2018-12-04 14 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Contenants Durabac inc. 22, Chemin Milton Granby, QC, J2J 0P2 http://www.durabac.ca NEQ : 1141257320	Monsieur Jean-Pierre Beaudry Téléphone : 450 378-1723 Télécopieur : 450 378-1720	**Commande : (1517915)** 2018-12-03 9 h 38 **Transmission :** 2018-12-03 9 h 38	3034005 - 18-17387 Addenda N°1 Modifications 2018-12-04 14 h 12 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198034003

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Equipements Twin Inc. pour la fourniture et l'installation, sur deux châssis de camion fournis par la Ville, d'un appareil à bras pour le chargement, transport et dépose de conteneurs pour une somme maximale de 257 939,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17387 - (1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1198034003 - Acquisition châssis de camion SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1195942001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2019 au 30 avril 2020, pour une somme maximale de 668 702,19 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique), pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2019 au 30 avril 2020, pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 668 702,19 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 4 février 2019;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 09:44

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195942001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2019 au 30 avril 2020, pour une somme maximale de 668 702,19 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) opère un ordinateur central consolidé, communément appelé «Mainframe», pour les besoins de la Ville de Montréal (Ville) et du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Cet ordinateur central est exploité avec un système d'exploitation et des logiciels d'IBM Canada Ltée (IBM) qui permettent d'opérer plusieurs applications corporatives, notamment au niveau de la Cour municipale, du SPVM et pour la taxation. Le système d'exploitation et les logiciels IBM sont essentiels au fonctionnement de l'ordinateur central et IBM demeure la seule firme en mesure de les offrir.
Afin d'éliminer sa dépendance envers ce fournisseur et d'adresser la désuétude technologique, plusieurs projets permettront à la Ville de remplacer progressivement ces applications :

Projet	**Applications à délester**
74250- Programme Transfo RH Système de gestion des ressources humaines	Assiduité des pompiers (APSPIM) Avantages sociaux (AVSOC) Bottin téléphonique (BOTTIN) Gestion des données de temps (GTEMPS) Gestion des menus personnalisés (MENPERS) Système de paie (PAIE) Registre des postes (POSTES) Registre des dossiers (REGDOS) Système interrogation PAIE/PERS (SIPP) Système unifie. PAIE RESS. HUM (SUPERH)
73100- Système de performance budgétaire	Système d'investissement (INVESTI) Système de messages finances (MEFI) Gestion des recettes (RECET) Système budget automatisé (SBA)

70025- Cour municipale et numérique	Gestion cour municipale (GESCOUR) Système offenses pénales (STOP+) Convocation à la cour (COUR)
74551- Système de taxation et d'évaluation foncière	Système de taxation (OASIS)
Autres projets	Carte accès Montréal (CAM) Gestion des encaissements (ENCAISM) Gestion Lots/Encaism (ENCAIST)

Le présent dossier vise donc à octroyer un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels de système d'exploitation pour l'ordinateur central, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2019 au 30 avril 2020, pour une somme maximale de 668 702,19$, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0166 - 14 mars 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2018 au 30 avril 2019, pour une somme maximale de 642 980,58 $, taxes incluses (fournisseur unique).
CG17 0072 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2017 au 30 avril 2018, pour une somme maximale de 773 034,26 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CG16 0127 - 25 février 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2016 au 30 avril 2017, pour une somme maximale de 739 636,41$, taxes incluses.

CG15 0229 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2015 au 30 avril 2016, pour une somme maximale de 715 010,95 $, taxes incluses (fournisseur unique).

CG14 0140 - 27 mars 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, pour une somme maximale de 680 685,11 $, taxes incluses.

CG13 0115 - 25 avril 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée, pour l'acquisition mensuelle de droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, pour une somme maximale de 718 058,43 $, taxes incluses.

CG12 0391 - 25 octobre 2012 - Accorder un contrat à Novipro inc. pour la fourniture d'un système d'ordinateur central, pour une somme maximale de 1 805 107,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-12351 (2 soum.)

CG10 0443 - 16 décembre 2010 - Octroyer un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée. d'une durée de 3 ans pour le remplacement de l'ordinateur central du SPVM, incluant les logiciels IBM, la location et l'entretien de l'ordinateur central, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 1 083 091,12 $ taxes incluses.

CG07 0435 - 29 novembre 2007 - Accorder à IBM Canada Ltée. le contrat pour l'hébergement du centre informatique de la Ville de Montréal, pour une durée de 5 ans, pour

une somme maximale de 18 597 899 $ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres 07-10409.

DESCRIPTION

Une trentaine de systèmes et applications sont opérés sur la plate-forme de l'ordinateur central et nécessitent le renouvellement des logiciels, selon les modalités du contrat d'utilisation mensuelle (MLC : Monthly License Charge), dont principalement :

- La production de 1 357 800 paies, 550 000 comptes de taxes et 65 000 formulaires T4;
- Le bottin téléphonique utilisé par tous les employés;
- Le système de gestion des activités administratives décentralisées (GAAD) utilisé par plus de 5000 policiers du SPVM;
- Le système intégré de gestion des effectifs policiers (SIGEP) utilisé par plus de 5000 employés;
- Le système de convocation à la cour utilisé par plus de 5000 policiers;
- Le système de taxation (OASIS) utilisé par plus de 1200 employés;
- Le registre des postes utilisé par plus de 1000 employés;
- Le système de traitement des offenses pénales (STOP+) utilisé par plus de 900 employés;
- Le système de gestion de la cour municipale (GESCOUR) utilisé par plus de 900 employés.

L'entente d'utilisation des logiciels IBM permet :

- D'utiliser les logiciels IBM installés sur l'ordinateur central :
- D'obtenir le support de spécialistes techniques d'IBM, 24 heures par jour et 365 jours par année, avec un niveau de service adapté selon l'urgence de l'incident pour la Ville sur les versions supportées;
- D'accéder à la banque de connaissances techniques IBM;
- D'obtenir les correctifs et évolutions des logiciels.

JUSTIFICATION

IBM détient tous les droits reliés aux logiciels IBM de l'ordinateur central et ceux-ci sont indispensables pour permettre l'exploitation de l'ordinateur central et, par conséquent, de nombreux systèmes informatiques de la Ville. Pour assurer la compatibilité avec les systèmes existants et maintenir l'opération de l'ordinateur central, un contrat de gré à gré est requis avec IBM, qui est l'unique fournisseur.
La Ville peut octroyer, de gré à gré à IBM Canada Ltée, le contrat qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs tels que les licences exclusives, conformément à l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense, d'un montant maximal de 668 702,19 $, taxes incluses répartie sur une période d'un an et payable mensuellement, sera imputée au budget de fonctionnement 2019 et 2020 du Service des TI, pour la période du 1er mai 2019 au 30 avril 2020.
Le tableau suivant représente une estimation des coûts annuels des logiciels IBM, basée sur

une utilisation potentielle maximale, pour la durée de ce contrat :

	2019 (8 mois)	2020 (4 mois)	Total
Montants estimés pour l'utilisation des logiciels IBM (Taxes incluses)	439 935,65 $	228 766,54$	668 702,19 $

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Cette dépense concerne des systèmes corporatifs tels que STOP+ et GESCOUR utilisés par la Cour municipale, GAAD et SIGEP utilisés par le SPVM, et OASIS utilisé par le Service de l'évaluation foncière, qui sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Pour plus de détails concernant la soumission mensuelle des coûts des logiciels IBM ainsi que les coûts annuels 2019 et 2020, se référer aux pièces jointes du présent sommaire. Les services sont facturés en fonction de la puissance mensuelle utilisée pour les traitements.

Tableau comparatif des années antérieures (coûts des droits d'utilisation):

Périodes	Montants (Taxes incluses)	Écart $	Écart %
2014-2015	680 685,11 $	N/A	N/A
2015-2016	715 010,95 $	34 325,84 $	5,0 %
2016-2017	739 636,41 $	24 625,46 $	3,4 %
2017-2018	773 034,26 $	33 397,85 $	4,5 %
2018-2019	642 980,58 $	(130 053,68) $	(17 %)
2019-2020	668 702,19 $	25 721,61 $	4 %

L'augmentation de 4 % pour la période 2019-2020 est expliqué par une majoration annuelle statutaire du fournisseur à ses clients mondiaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement de cette entente permettra de continuer à offrir le service aux utilisateurs des applications corporatives de la Ville et du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au CE : 2019-03-13;
- Présentation du dossier au CM : 2019-03-25;

- Présentation du dossier au CG : 2019-03-28.
- Octroi du contrat : 2019-05-01

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Secrétaire de direction - Direction CE - Plateformes et infrastructures

Tél : 514-872-6979
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-13

Robert VANDELAC
Chef de division - Infrastructures technologiques

Tél : 514 868-5066
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur - Centre Expertise Plateformes et Infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2019-02-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2019-02-28

IBM Canada Ltée.
1 Place Ville Marie, 22e étage
Montréal (Québec) H3B 2B6

Montréal, le 5 février 2019

Martin Pagé
Directeur Ti - Centre d'Expertise Plateformes et Infrastructures
Service des technologies de l'information
Ville de Montréal
801 rue Brennan, Bureau 10108
Montréal, Canada
H3C 0G4

Objet : Fournisseur unique des droits d'utilisation mensuels pour les logiciels z/OS de l'ordinateur central

IBM Canada Ltée., confirme par la présente que nous sommes le seul vendeur autorisé des droits d'utilisation mensuels de z /OS pour l'ordinateur central.

Nous demeurons disponibles pour toutes précisions additionnelles.

Veuillez agréer l'expression de nos salutations les meilleures,



Mark Menard
Directeur de comptes principal, secteur public
IBM Canada ltée

438-931-0481

Prix IBM (basé sur un modéle 2818-K02)

Fournisseur	Type de tarification	Description	Numéro de programme	Transfert de droit	Utilization MSU planifiée	Total mensuel 2019	Total annuel planifié 2019 (8 mois)	Total mensuel 2020	Total annuel planifié 2020 (4 mois)	Total 1 an
IBM	AEWL	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt	5648A25	S001FGK	25	$1,919.92	$15,359.36	$1,996.72	$7,986.88	$23,346.24
IBM	AEWL	IBM WMQ for z/OS	5655W97	S017F7P	25	$6,086.95	$48,695.60	$6,330.43	$25,321.72	$74,017.32
IBM	AEWL	CICS TS for z/OS V5	5655Y04	S0172DF	25	$16,552.51	$132,420.08	$17,214.61	$68,858.44	$201,278.52
IBM	AEWL	z/OS V1 Base	5694A01	S00T4FR	25	$18,496.47	$147,971.76	$19,236.33	$76,945.32	$224,917.08
IBM	AEWL	z/OS V1 DFSMS dsshsm	5694A01	S00T4G0	25	$2,082.22	$16,657.76	$2,165.51	$8,662.04	$25,319.80
IBM	AEWL	z/OS V1 DFSORT	5694A01	S00T4G3	25	$448.34	$3,586.72	$466.27	$1,865.08	$5,451.80
IBM	AEWL	z/OS V1 JES3	5694A01	S00T4G9	25	$893.03	$7,144.24	$928.75	$3,715.00	$10,859.24
IBM	AEWL	z/OS V1 RMF	5694A01	S00T4GB	25	$727.21	$5,817.68	$756.30	$3,025.20	$8,842.88
IBM	AEWL	z/OS V1 SDSF	5694A01	S00T4GC	25	$622.84	$4,982.72	$647.75	$2,591.00	$7,573.72
Sous-Total						$47,829.49	$382,635.92	$49,742.67	$198,970.68	$581,606.60
TPS 5.0%							$19,131.80		$9,948.53	$29,080.33
TVQ 9.975%							$38,167.93		$19,847.33	$58,015.26
Total							$439,935.65		$228,766.54	$668,702.19

Z MLC le 4 février 2019

Cet est pour l'estimation seulement. Les prix indiques sont pour information seulement et peuvent être modifiées. Les taxes applicables ne sont pas incluses. Programmes sous licence sont disponibles que dans l'accord '' IBM Customer Agreement '', le contrat '' International Program License Agreement '', ou tout autre accord équivalent qui est en vigueur entre le client et IBM.

Client: Ville de Montréal Numéro Client: 188177
Type Installation: Uncoupled

Les prix suivants sont basés sur les prix publiés courant (fevrier 2018) et sont susceptibles de changer.

PID	Program Name	Type	MSUs	Price	Price	Price
Machine No.:	**2818-K02**	**Group: 60**		2019	2020	2021
Desc:	**IBM zEnterprise 114**					
SN:	**0239F97**					
5648A25	COBOL for OS/390 & VM V2-Alt	AEWL	25	$1,919.92	$1,996.72	$2,076.59
5655W97	IBM WMQ for z/OS	AEWL	25	$6,086.95	$6,330.43	$6,583.65
5655Y04	CICS TS for z/OS V5	AEWL	25	$16,552.51	$17,214.61	$17,903.19
5694A01	z/OS V1 Base	AEWL	25	$18,496.47	$19,236.33	$20,005.78
5694A01	z/OS V1 DFSMS dsshsm	AEWL	25	$2,082.22	$2,165.51	$2,252.13
5694A01	z/OS V1 DFSORT	AEWL	25	$448.34	$466.27	$484.92
5694A01	z/OS V1 JES3	AEWL	25	$893.03	$928.75	$965.90
5694A01	z/OS V1 RMF	AEWL	25	$727.21	$756.30	$786.55
5694A01	z/OS V1 SDSF	AEWL	25	$622.84	$647.75	$673.66
				$47,829.49	**$49,742.67**	**$51,732.37**

Prix: canadien
Dates Prix: 04/02/2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1195942001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Infrastructure
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada Ltée (fournisseur unique) pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période maximale d'un an, soit du 1er mai 2019 au 30 avril 2020, pour une somme maximale de 668 702,19 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1195942001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-15

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1198269001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division prévention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec la firme Novem Distribution inc., tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15603, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau aqueduc. Le montant estimé pour la période de prolongation est de 174 876.98 $ (taxes incluses). Le montant octroyé de 390 306.78 $ (taxes incluses) plus un montant pour ajustement de quantité de 58 546.00 $ (taxes incluses) sera majoré jusqu'à concurrence de 623 729.76 $ (taxes incluses).

Il est recommandé :
1. d'autoriser la prolongation de l'entente-cadre conclue avec Novem Distribution inc., tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15603, pour une période de douze (12) mois, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2020. Le montant estimé pour la période de prolongation est de 174 876.98 $ (taxes incluses) ;

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services et arrondissements utilisateurs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-02-21 11:39

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198269001**

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction santé et mieux-être , Division prévention
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec la firme Novem Distribution inc., tel que prévu dans l'appel d'offres 16-15603, soit du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau aqueduc. Le montant estimé pour la période de prolongation est de 174 876.98 $ (taxes incluses). Le montant octroyé de 390 306.78 $ (taxes incluses) plus un montant pour ajustement de quantité de 58 546.00 $ (taxes incluses) sera majoré jusqu'à concurrence de 623 729.76 $ (taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement sur la santé et la sécurité du travail exige qu'une méthode de contrôle des énergies dangereuses telle que le cadenassage soit appliquée lors d'interventions sur le réseau secondaire d'aqueduc. La Ville a une procédure de cadenassage et toutes les unités administratives ont déjà en leur possession les dispositifs de cadenassage requis. Toutefois, l'utilisation fréquente de ces dispositifs, la multiplication des chantiers et l'augmentation potentielle de la fréquence des bris du réseau secondaire d'aqueduc peuvent nécessiter des remplacements ou des acquisitions additionnelles par les unités administratives.
Le contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme est effectif pour une période de vingt-quatre (24) mois à partir du 3 avril 2017. L'appel d'offres prévoyait deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.

Dans le cadre de ce dossier décisionnel, nous désirons nous prévaloir de la première option de prolongation de douze (12) mois à partir du 1er avril 2019, aux mêmes conditions que l'appel d'offres public 16-15603.

Sur avis écrit de la Ville donné à l'adjudicataire, au moins trente (30) jours de calendrier, avant la date présumée de la fin du contrat, et à la suite d'une entente écrite intervenue entre les deux (2) parties, le contrat pourra être prolongé de douze (12) mois, soit du 1er avril 2019 au 30 mars 2020. L'adjudicataire du contrat, la firme Novem Distribution inc., a confirmé son intérêt par écrit. La copie de la lettre peut être consultée en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0180 – 15 février 2017 Conclure une entente avec la firme Novem Distribution inc. pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau d'aqueduc, pour une période de deux ans (24 mois), soit du 3 avril 2017 au 31 mars 2019, avec deux options de prolongation d'une année chacune, soit un maximum de quatre ans. Appel d'offres public 16-15603. Le montant estimé est de 390 306.78 $, taxes incluses, plus un montant pour ajustement de quantité de 58 546.00 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Renouvellement d'un an du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 du contrat avec la firme Novem Distribution inc. pour l'approvisionnement de dispositifs de cadenassage concernant les activités au niveau d'aqueduc tel que prévu à l'appel d'offres 16-15603.
Ce renouvellement porte sur la fourniture de dispositifs de cadenassage sur mesure, développés et éprouvés par la Ville de Montréal. Ces dispositifs de cadenassage servent à empêcher la réalimentation hydraulique du réseau d'eau secondaire lorsque des employés sont exposés et ainsi à préserver leur sécurité.

Une évaluation du nombre de dispositifs additionnels a été réalisée avec la collaboration des unités administratives. Cette évaluation n'est pas un engagement de la Ville envers l'adjudicataire.

Les dix-neuf (19) arrondissements de Montréal et tous les services corporatifs pourront bénéficier des prix et conditions obtenus dans le présent appel d'offres.

JUSTIFICATION

À ce jour, les dix-neuf (19) arrondissements, le Service de l'eau et le Service des ressources humaines se déclarent satisfaits des dispositifs fournis par la firme Novem Distribution inc., notamment au niveau de la qualité des dispositifs offerts, du respect du délai de livraison, ainsi que du service à la clientèle. Les prix de l'entente-cadre, datant d'avril 2017, seront les mêmes prix en vigueur pour la période de prolongation. Aucune indexation ne sera appliquée, ce qui nous permettra une économie de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) de 6.8%. Tout en bénéficiant de ces avantages, la prolongation du contrat permettra d'assurer la continuité des activités de maîtrise des énergies dangereuses du réseau secondaire d'aqueduc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat initial est de 448 852.80 $, incluant les taxes (390 391.65 $ avant taxes). Entre le 1er avril 2017 et le 5 février 2019, le montant total engagé de l'entente est de 317 220.62$, taxes incluses, soit 275 904.00 $, avant taxes. L'entente est engagée à 71%.
Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats effectués par les arrondissements et les services corporatifs seront effectués sur demande.

Il s'agit de 9 items différents développés et éprouvés par la Ville, dont les prix varient entre 126$ et 432$ chaque (boucliers et des bouchons de verrouillage, outils pour les manoeuvrer, couvercles de sécurité et dispositifs de cadenassage pour carré de manoeuvre). Lors de l'appel d'offre initial en 2017, l'adjudicataire actuel avait proposé un prix de -26,8% inférieur à l'estimé de la Ville. Notons que ces produits de cadenassage sont uniques et inexistants dans le marché.

La durée de la prolongation est de douze (12) mois, à partir du 1er avril 2019 pour un montant de 174 876.98 $, taxes incluses, soit 152 100.00 $, avant taxes. Les services corporatifs et les arrondissements de la Ville pourront consommer à même cette entente.

Le montant total du contrat de 448 852.80 $, incluant les taxes (390 391.65 $ avant taxes) sera majoré jusqu'à la concurrence de 623 729.76 $, soit 542 491.65 $, avant taxes.

Estimation des besoins pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 :

Le montant de 174 876.98 $, incluant les taxes, pour la prochaine période est basé sur l'estimation du nombre de dispositifs additionnels par les unités administratives multiplié par le coût unitaire actuel. Le nombre de dispositifs a été estimé en se basant sur les estimations que les unités administratives ont soumises à la Division de la prévention le 25 janvier 2019.

Période	Nombre d'items différents	Quantité	Prix de base (avant taxes)	Prix de base (incluant taxes)
1er avril 2019 au 31 mars 2020	9	582	152 100.00 $	174 876.98 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce renouvellement permettra de s'assurer de la disponibilité des dispositifs de cadenassage en cas de bris de ces dispositifs mêmes ou de multiplication des chantiers sur le réseau d'aqueduc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux directions et services concernés au moment opportun.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 mars 2019 : Comité exécutif
25 mars 2019 : Conseil municipal
28 mars 2019 : Conseil d'agglomération

Fin mars ou début avril 2019 : signature du contrat couvrant la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020.

1er avril 2019 : Début du contrat avec la firme Novem Distribution Inc.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sinarith HENG
Conseiller principal (spécialité)

Tél : 514 872-4485
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Bernard DUFOUR
Chef de division - Prévention

Tél : 514 872-3133
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc-André PEDNEAULT
Directeur santé, sécurité et mieux-être
Tél : 514 280-3739
Approuvé le : 2019-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES
Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2019-02-19

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 15 janvier 2019

Monsieur Amit Hemendra
Vice-président
Novem Distribution Inc.
3405, avenue Broadway
Montréal-Est (Québec) H1B 5B3

Courriel : amit.h@novemdistribution.com et amit@ninebot.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres no 16-15603
Acquisition de dispositifs pour le cadenassage du réseau d'eau secondaire

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er avril 2019 au 31 mars 2020 et ce, selon les termes et conditions du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à francesca.raby@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le** 21 janvier 2019 afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée..

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Amit Hemendra _____ 18 Janvier 2019
Nom en majuscules et signature — Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, nous garderons comme initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de traites bancaires au montant total de 5,000 $.

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

F. Raby

Francesca Raby
Agente d'approvisionnement II
Courriel : francesca.raby@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-4907

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1182675003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la cession du contrat de Produits Chimiques CCC ltée à CCC Chemical Distribution inc. pour la fourniture et la livraison sur demande de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable (CG16 0521) et approuver le projet de convention à cette fin

Il est recommandé :
1. d'autoriser la cession du contrat de Produits Chimiques CCC ltée à CCC Chemical Distribution inc., pour la fourniture sur demande et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable;

2. d'approuver le projet de convention de cession, entre Produits Chimiques CCC ltée et CCC Chemical Distribution inc., aux termes duquel intervient la Ville de Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 09:48

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182675003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la cession du contrat de Produits Chimiques CCC ltée à CCC Chemical Distribution inc. pour la fourniture et la livraison sur demande de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable (CG16 0521) et approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Le 29 septembre 2016, le conseil d'agglomération a conclu huit (8) ententes-cadres (CG16 0521) d'une durée de 36 mois chacune pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval. Une des ententes-cadres a été accordée à la firme Produits Chimiques CCC ltée pour la fourniture de charbon activé d'une valeur de 460 742,19 $, taxes incluses. Ce produit est utilisé aux usines Pointe-Claire et Dorval pour réduire le goût et les odeurs présents dans l'eau durant une certaine période de l'année.
L'entente 1150005 avec Produits Chimiques CCC ltée s'échelonne du 30 novembre 2016 au 9 octobre 2019.

Produits Chimiques CCC ltée souhaite céder l'entente-cadre de fourniture et de livraison de produits chimiques à la firme CCC Chemical Distribution inc. Cette dernière est une nouvelle entité juridique créée à la suite de la vente de Produits Chimiques CCC ltée à Brenntag, le 4 septembre 2018.

En vertu des articles 9.1 et 9.2 des clauses administratives générales du Cahier des charges de l'appel d'offres 16-15090, l'adjudicataire ne peut, sans l'autorisation préalable écrite de l'instance compétente de la Ville de Montréal, céder ses droits et obligations dans le contrat.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0521 - 29 septembre 2016 - Conclure des ententes-cadres d'une durée de 36 mois pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable Atwater, Charles-J.-Des Baillets, Pointe-Claire, Pierrefonds, Lachine et Dorval - Appel d'offres public 16-15090 (1 à 3 soumissionnaires par contrat).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser la cession du contrat de Produits Chimiques CCC ltée à CCC Chemical Distribution inc. pour la fourniture et la livraison de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable de Pointe-Claire et Dorval.
La firme CCC Chemical Distribution inc. s'engage à respecter toutes les conditions de l'entente convenue dans l'appel d'offres 16-15090 entre la Ville et Produits Chimiques CCC ltée.

JUSTIFICATION

Afin de finaliser les conditions pour officialiser les transactions permettant à la firme CCC Chemical Distribution inc. de faire affaires avec la Ville dans la poursuite de l'entente de Produits chimiques CCC ltée, une convention de cession doit être autorisée par la Ville. Le projet de convention de cession est joint à l'intervention du Service des affaires juridiques. Afin de permettre la cession de ce contrat, le cessionnaire a fourni à la Ville les éléments suivants :

1. La convention de cession signée par le cédant et le cessionnaire (voir l'intervention Service affaires juridiques);
2. Le contrat d’assurance responsabilité civile requis.

Les validations requises à l'effet que la firme CCC Chemical Distribution inc. ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ont été faites.

De plus, la firme CCC Chemical Distribution inc. est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Cette firme ne fait pas partie de la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La cession du contrat n'a aucun impact budgétaire pour la Ville, puisque les mêmes conditions contractuelles s'appliquent.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce contrat de produits chimiques vise à assurer une alimentation fiable en eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces produits chimiques sont essentiels aux opérations des usines de production d'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation par le conseil d'agglomération : Mars 2019
- Envoi d'une note aux utilisateurs de l'entente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon D DEMERS
Ingénieur d'usine

Tél : 514.872.0263
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-15

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1182675003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Objet :	Autoriser la cession du contrat de Produits Chimiques CCC ltée à CCC Chemical Distribution inc. pour la fourniture et la livraison sur demande de produits chimiques utilisés dans les usines de production d'eau potable (CG16 0521) et approuver le projet de convention à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

Convention_visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-15

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
15 FEV. 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CESSION

ENTRE : **PRODUITS CHIMIQUES CCC LTÉE,** ayant une place d'affaires au 9999, transcanadienne, Ville Saint-Laurent, H4S 1V1 représentée par Jean Desroches, dûment autorisé à agir aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration;

ci-après désignée le « Cédant »

ET : **CCC CHEMICAL DISTRIBUTION INC.,** ayant une place d'affaires au 9999, transcanadienne, Ville Saint-Laurent H4S 1V1, représentée par Jean Desroches, dûment autorisé à agir aux fins des présentes aux termes d'une résolution de son conseil d'administration;

ci-après désignée le « Cessionnaire »

Ci-après collectivement désignées les « Parties »

À LAQUELLE INTERVIENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

ci-après désignée l'« Intervenante »

ATTENDU QUE suite à l'appel d'offres public no. 16-15090, l'Intervenante a octroyé au Cédant un contrat ayant pour objet la fourniture et la livraison de produits chimiques pour les usines d'eau potable (résolution CG16 0521 du 29 septembre 2016) (ci-après appelé le « Contrat »);

ATTENDU QUE le Cédant a cédé au Cessionnaire certains de ses actifs le 04 septembre 2018 et désire lui céder ses droits dans le présent Contrat;

ATTENDU QU'en vertu des articles 9.1 et 9.2 du Contrat, cette cession doit être autorisée par l'Intervenante, ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour cette dernière et ne peut être accordée à moins que le Cessionnaire respecte intégralement les conditions énoncées à cet article;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal intervient donc aux présentes afin d'accepter cette cession conformément à ce qui précède et aux conditions prévues aux présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement de gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* dont elle a remis copie au Cédant et au Cessionnaire;

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES ET L'INTERVENANTE CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente convention;

2. Le Cédant cède au Cessionnaire toutes ses obligations et responsabilités dans le Contrat;

3. Le Cessionnaire accepte la cession du Contrat et accepte d'être lié par tous ses termes et conditions et déclare être en mesure de fournir les biens faisant l'objet du Contrat selon les termes et conditions prévus à celui-ci;

4. Le Cessionnaire s'engage auprès de l'Intervenante à prendre à sa charge l'ensemble des droits et obligations du Cédant depuis le début du Contrat;

5. L'Intervenante accepte la cession du Contrat au Cessionnaire selon les termes et conditions prévus au Contrat et aux présentes;

6. Par la présente, le Cédant donne quittance complète et finale à l'Intervenante pour toute somme, autre obligation ou réclamation de quelque nature que ce soit découlant du Contrat passé, présent et futur, direct et indirect;

7. Le Cessionnaire déclare avoir fourni tous les cautionnements, garanties et contrats d'assurance prévus au Contrat en date de la signature des présentes;

8. Les Parties aux présentes ainsi que l'Intervenante s'engagent à coopérer et à signer tout autre document accessoire qui pourrait être nécessaire à la cession du Contrat, le cas échéant;

9. La présente convention entre en vigueur à sa date de signature par les Parties et par l'Intervenante;

10. La présente convention sera régie et interprétée en vertu des lois en vigueur dans la province du Québec.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AUX DATES ET LIEUX MENTIONNÉS CI-APRÈS :

CÉDANT

À Toronto, le 14 février 2019

CESSIONNAIRE

À Toronto, le 14 février 2019

Par : _____
M Patrick Haineault
PRODUITS CHIMIQUES CCC LTÉE

Par : _____
M Patrick Haineault
CCC CHEMICAL DISTRIBUTION INC.

INTERVENANTE

À _____, le _____

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier
Ville de Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1187231095

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Construction Camara / 6724114 Canada inc. pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que de travaux civils préparatoires de mise aux normes des conduites pour le chemisage structural futur des conduites. Travaux à réaliser sur le territoire de l'île de Montréal (pour une période de trois (3) années) . Dépense totale de 5 248 245,96 $ (contrat d'un montant maximal de : 4 558 245,96 $, incidences: 690 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 322703 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. de conclure une (1) entente-cadre d'une durée de trois (3) ans ou jusqu'à épuisement du montant maximal de 5 248 245,96 $, pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que pour des travaux civils préparatoires de mise aux normes de conduites pour le chemisage structural futur des conduites sur le territoire de l'île de Montréal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

2. d'accorder à Construction Camara / 6742114 Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 4 558 245,96 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 322703;

3. d'imputer cette dépense à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-02 15:25

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231095**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Construction Camara / 6724114 Canada inc. pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que de travaux civils préparatoires de mise aux normes des conduites pour le chemisage structural futur des conduites. Travaux à réaliser sur le territoire de l'île de Montréal (pour une période de trois (3) années) . Dépense totale de 5 248 245,96 $ (contrat d'un montant maximal de : 4 558 245,96 $, incidences: 690 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 322703 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la conception des travaux souhaite poursuivre la réalisation des fouilles exploratoires et des inspections des infrastructures souterraines (regards d'égouts, chambres de vannes, massifs électriques, type de raccord d'aqueduc, etc.) pour augmenter la précision dans la conception et la définition des ouvrages projetés lors de l'élaboration des plans et devis techniques.
L'objectif de ces travaux est d'optimiser la conception et de minimiser les imprévus et les risques économiques qui sont associés aux inconnus, du point de vue de la localisation et des dimensions des infrastructures souterraines durant la réalisation des travaux. Des éléments seront précisés tels que les dimensions et les élévations des massifs électriques, la présence imprévue de conduites de gaz et/ou autres éléments et infrastructures existantes, car parfois certaines imprécisions sur ces éléments occasionnent des directives de changement, des retards aux chantiers et des coûts directs et indirects.

De plus, l'objectif de réaliser des travaux civils préparatoires de mise aux normes de conduites est requis afin de mieux préparer la réalisation des travaux de réhabilitation. Ces mises aux normes consistent généralement en la réalisation de déviations verticales des conduites d'aqueduc existantes qui traversent actuellement les conduites d'égout existantes en briques. Ces travaux préparatoires permettront d'accélérer les travaux de réhabilitation et éviter certains travaux supplémentaires très coûteux.

Dans ce contexte, un appel d'offres public a été lancé afin d'octroyer une entente-cadre à un entrepreneur en excavation afin de réaliser les travaux.

La Direction des infrastructures a préparé les documents requis au lancement de l'appel d'offres afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0602 - 29 octobre 2015 - Conclure une entente-cadre avec Excavation Loiselle inc., pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements afin de réaliser des fouilles exploratoires, des inspections des infrastructures souterraines ainsi que des travaux civils préparatoires de mise aux normes de conduites pour le chemisage structural futur des conduites sur le territoire de l'île de Montréal, pour une période de 3 ans - Appel d'offres public 322702 (6 soum.) (1154822057).

DESCRIPTION

La Direction des infrastructures désire conclure une (1) entente-cadre pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que des travaux civils préparatoires de mise aux normes de conduites pour le chemisage structural futur des conduites sur le territoire de l'île de Montréal, pour une période pouvant atteindre trois (3) ans et pour un montant total maximal de 4 558 245,96 $ à compter de l'octroi du contrat ou pour l'enveloppe budgétaire maximale, selon la première des deux éventualités.
Les activités payables à taux horaires (responsable de chantier, ouvriers, responsable de l'arpentage, machinerie et équipement) ainsi que les activités payables à l'unité (matériel de remblai, reconstruction des chaussées et des trottoirs) comprennent notamment les services et travaux suivants :ce contrat relié aux activités de fouilles:

1. Services de chantier : un suivi au chantier lors de l'élaboration des fouilles et des inspections (de jour ou de nuit) ainsi que la mise aux normes des conduites d'aqueduc qui comprend la main d'oeuvre, la machinerie, le suivi des travaux pour faciliter la prise des mesures, la coordination des travaux, la signalisation, le prêt des équipements de sécurité au personnel de la Ville pour accéder aux infrastructures souterraines (i.e. trépieds, détecteur 4-gaz, etc.);

2. Services d'arpentage : une équipe d'arpentage (station totale géoréférencée) et des équipements de mesure pour prendre les mesures et les relevés des structures identifiées aux plans et aux projets spécifiques (élévation des massifs électriques, radiers et localisation des conduites d'égouts, d'aqueduc, de gaz, etc.);

3. Production de rapports sur les résultats des relevés et des inspections : l'entrepreneur devra produire un rapport d'inspection par projet relevé illustrant le résultat des fouilles exploratoires et des inspections des massifs, des regards, des raccords d'aqueduc et des chambres de vannes. L'entrepreneur devra fournir les fiches d'inspections complétées avec photos ainsi que les résultats des relevés d'arpentage géoréférencés en format papier et électronique (.dgn et/ou .dwg).

Il est à noter que l'entente-cadre prévoit aussi une enveloppe spécifique de 689 850 $, taxes incluses pour des matériaux, équipements, outils et services spécialisés. Cette enveloppe budgétaire a été fixée par la Ville pour couvrir ces services particuliers. Elle est prévue dans l'éventualité où les services d'un sous-traitant ou des services spécialisés seraient requis pour une étape spéciale des travaux selon les instructions de l'ingénieur de la Ville en charge du projet spécifique. Tous les matériaux et équipements requis pour compléter les travaux selon les règles de l'art, lesquels ne sont pas inclus ailleurs au bordereau de soumission, seront payés aux coûts réels (original de la facture à l'appui) et selon les modalités du cahier des clauses administratives générales - article 5.1.11.4 " Établissement de la valeur d'un changement". Si les travaux sont réalisés par un sous-

traitant, la Ville paiera à l'entrepreneur les coûts réels (original de la facture et des preuves de paiement à l'appui) du sous-traitant et selon les modalités du cahier des clauses administratives générales - article 5.1.11.4.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de chloration des conduites d'eau, de frais de laboratoire et de services professionnels, de contrôle qualitatif des matériaux, ainsi que de surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Le bordereau de soumission à taux horaires a été préparé en fonction des hypothèses de conception, du nombre de projets en cours et de la probabilité des projets à venir pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures prévisionnelles inscrites au bordereau de soumission pour chacun des équipements et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et sont seulement utilisées à des fins de scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse. Prendre note qu'une erreur de calcul de taxes dans la soumission de Construction Camara / 6724114 Canada inc. l'a fait passer du 3e au 1er rang, révisant ainsi le classement de Foraction inc. au 2e rang.
L'estimation de soumission a été établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à cette entente-cadre est de 5 248 245,96 $, taxes incluses, sans imputation budgétaire et comprenant :
- un contrat à Construction Camara / 6742114 Canada inc. pour un montant de 4 558 245,96 $, taxes incluses;
- plus des incidences de 690 000,00 $, taxes incluses.

Aucun montant n'est prévu en contingence dans cette entente-cadre.

Les différents mandats de l'entente-cadre seront effectués sur demande de la Direction des infrastructures qui assurera la gestion desdits services. Le principal requérant et utilisateur de cette entente-cadre est le Service de l'Eau. Cette entente et les dépenses incidentes reliées pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération selon de la nature des projets. Cette entente-cadre ne nécessite pas d'engagement de fonds au préalable.

Chacun des mandats confiés devra faire l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière de l'entente-cadre.

La dépense totale de 5 248 245,96 $, taxes incluses, comprend les montants de l'entente-cadre et des incidences, pour les trois (3) ans et représente un coût maximal de 4 792

348,10 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

La Division de la conception des travaux du Service des infrastructures, de la voirie et des transports s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes budgétaires.

La répartition des coûts de l'entente-cadre et des incidences est présentée en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi de l'entente-cadre est reporté à une date ultérieure au 17 mai 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe du document « Principes de gestion de la mobilité ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication préparée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : avril 2019
Fin des travaux : février 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Kathy DAVID, Service de l'eau
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Jean-François DUBUC, Service de l'eau

Lecture :

Kathy DAVID, 18 février 2019
Jean-François DUBUC, 18 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESPAROIS
Ingénieure - c/E

Tél : 514 872-9409
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique
Tél : 514 872-3921
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-03-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 322703 — No du GDD : 1187231095

Titre de l'appel d'offres : Entente-cadre pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que des travaux civils préparatoires de mise aux normes des conduites pour le chemisage structural futur des conduites. Travaux à réaliser sur le territoire de l'Île de Montréal (pour une période de trois (3) années)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 12 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 10 - 1 - 2019

Ouverture faite le : 17 - 1 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
8 - 1 - 2019	Modifications au Cahier des charges, au formulaire de soumission, aux Cahiers O et V et report de la date d'ouverture des soumissions. Les principales modifications impliquent le retrait de certaines exigences requises au dépôt de la soumission.	-
14 - 1 - 2019	Précisions apportées à l'article 8 du CCAS concernant une modification des clauses du CCAG pour les pourcentages de retenue de garantie d'entretien des travaux.	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 17 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
CONSTRUCTION CAMARA / 6742114 CANADA INC.	4 558 245.96
FORACTION INC.	4 564 507.52
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	4 582 886.25
LOISELLE INC.	4 812 026.71
C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.	4 991 564.89
Estimation — **externe**	4 559 462.66

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **0.0%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **0.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** — **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : CONSTRUCTION CAMARA / 6742114 CANADA INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 4 558 245.96

Montant des contingences ($) :

Montant des incidences ($) : 690 000.00

Date prévue de début des travaux : 1 - 4 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 28 - 2 - 2022

Montréal

SOUMISSION 322703 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	**Entente-cadre pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que des travaux civils préparatoires de mise aux normes des conduites pour le chemisage structural futur des conduites. Travaux à réaliser sur le territoire de l'Île de Montréal (pour une période de trois (3) années.**
Île de Montréal	Les travaux seront exécutés en général dans les rues et intersections où les débits de circulation sont élevés, partout sur le territoire de l'Île de Montréal. L'Entrepreneur doit se conformer en tout point aux exigences du document infrastructure normalisé « Maintien et gestion de la mobilité », édition 2018, ci-après appelé DIN-8A disponible dans la section V « Documents normalisés » du cahier des charges. Il doit également tenir compte que ses travaux doivent se dérouler selon un horaire qui tient compte des impératifs visant à maintenir la mobilité de l'ensemble des usagers. En plus des exigences de l'article 5.2 "Autorisation de débuter les travaux" du DIN-8A et avant la transmission de la planche de signalisation au Directeur, L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir reçu le concept de maintien de la mobilité de sa part. Les travaux, sans être limitatifs, consistent à fournir et à mettre en place la signalisation temporaire, tant verticale qu'horizontale, nécessaire au maintien de la mobilité, au maintien de l'accessibilité universelle et à la protection des travailleurs et des usagers de la route.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route. - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers, cyclistes et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. - L'Entrepreneur doit se munir d'un éclairage adéquat, lorsque requis pour les travaux de fouilles exploratoires, d'inspection, ainsi que les travaux civils préparatoires de mise aux normes, réalisés de nuit à compter d'une demi-heure avant le coucher du soleil, et ce, jusqu'à l'aurore.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 avril 2017

2-1

6742114 CANADA INC.
A/S MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS DUBÉ
1041, RTE HARWOOD, BUREAU 5
VAUDREUIL-DORION (QC) J7V 8P2

N° de décision : 2017-CPSM-1026498
N° de client : 3000275210

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CAMARA CONSTRUCTION et CONSTRUCTION CAMARA, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 6742114 CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 322703
Numéro de référence : 1218632
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Entente-cadre pour la rétention d'une équipe de travail et d'équipements pour la réalisation de fouilles exploratoires et d'inspections des infrastructures souterraines ainsi que des travaux civils...

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1518955)** 2018-12-05 10 h 51 **Transmission :** 2018-12-05 10 h 51	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 34 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Camara 1041-5, route Harwood Vaudreuil-Dorion, QC, J7V 8P2 http://constructioncamara.ca NEQ : 1164339989	Monsieur Alexandre Dubé Téléphone : 450 455-9726 Télécopieur : 450 455-4165	**Commande : (1527457)** 2019-01-10 14 h 51 **Transmission :** 2019-01-10 14 h 51	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-10 14 h 51 - Téléchargement 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-10 14 h 51 - Téléchargement 3044131 - 322703_Devis 2019-01-10 14 h 51 - Téléchargement 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-10 14 h 51 - Téléchargement 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-10 14 h 51 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1518148)** 2018-12-03 14 h 08 **Transmission :** 2018-12-03 14 h 08	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 39 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Foraction inc.. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.foraction.ca NEQ : 1146024444	Madame Monique Ostiguy Téléphone : 450 446-8144 Télécopieur : 450 446-8143	**Commande : (1521521)** 2018-12-13 10 h 18 **Transmission :** 2018-12-13 10 h 18	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 39 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Monsieur daniel paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1518144)** 2018-12-03 14 h 03 **Transmission :** 2018-12-03 14 h 03	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 38 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-

				07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1518964)** 2018-12-05 11 h 02 **Transmission :** 2018-12-05 11 h 03	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 23 - Télécopie 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 31 - Messagerie 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 36 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 55 - Télécopie 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 15 h 18 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1519153)** 2018-12-05 15 h 07 **Transmission :** 2018-12-05 15 h 07	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 41 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1518832)** 2018-12-05 8 h 42 **Transmission :** 2018-12-05 8 h 42	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 40 - Messagerie

				3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1519029)** 2018-12-05 12 h 04 **Transmission :** 2018-12-05 12 h 04	3044127 - 322703_Addenda 1_Avec report de date_2019-01-08 2019-01-08 11 h 22 - Courriel 3044130 - 322703_Cahier charges__R01_AD__2019-01-08 2019-01-08 13 h 04 - Courriel 3044131 - 322703_Devis 2019-01-08 13 h 35 - Messagerie 3044134 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (devis) 2019-01-08 11 h 24 - Courriel 3044135 - 322703_FR_Soumission_R01_AD__2019-01-07 (bordereau) 2019-01-08 11 h 24 - Téléchargement 3046688 - 322703_AD_02_2019-01-14 2019-01-14 12 h 24 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Trois-Rivières 2425, rue Louis-Allyson Direction de l'approvisionnement Rez-de-chaussée Trois-Rivières, QC, G8Z 4G4 NEQ :	Monsieur Pierre-Marc Lincourt Téléphone : 819 379-3735 Télécopieur :	**Commande : (1519008)** 2018-12-05 11 h 46 **Transmission :** 2018-12-05 11 h 46	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1192645002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Boivin et Gauvin inc. et avec Aréo-feu ltée, des ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre (24) mois, avec une option de prolongation pour une année additionnelle, pour la fourniture de bottes de protection pour le combat incendie, à l'usage des pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal, de marque Globe suprême et de marque Cosmas Titan - Appel d'offres public 18-17229 - 2 soumissionnaires - 1 seul conforme pour le lot 1 et 3 soumissionnaires pour le lot 2 - montant estimé de 634 662,00 $ pour la firme Boivin et Gauvin inc. et de 463 924,13 $ pour la firme Aréo-feu ltée, taxes incluses

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder à Aéro-feu ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 2, pour une période de 24 mois, les commandes pour la fourniture de bottes de protection Cosmas Titan, aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales de 463 924,13 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17229 et au tableau de prix reçus;

2. de recommander au conseil d'agglomération :

d'accorder à Boivin et Gauvin inc., seul soumissionnaire conforme pour les bottes de protection Globe suprêmes, pour une période de 24 mois, les commandes pour la fourniture de bottes de protection, aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales de 624 662 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18 -17229 et au tableau de prix reçus;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de sécurité incendie de Montréal, et ce au rythme des besoins à combler. Ces dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-02-28 13:10

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1192645002**
Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec Boivin et Gauvin inc. et avec Aréo-feu ltée, des ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre (24) mois, avec une option de prolongation pour une année additionnelle, pour la fourniture de bottes de protection pour le combat incendie, à l'usage des pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal, de marque Globe suprême et de marque Cosmas Titan - Appel d'offres public 18-17229 - 2 soumissionnaires - 1 seul conforme pour le lot 1 et 3 soumissionnaires pour le lot 2 - montant estimé de 634 662,00 $ pour la firme Boivin et Gauvin inc. et de 463 924,13 $ pour la firme Aréo-feu ltée, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Les présentes ententes-cadres permettront l'acquisition de bottes de protection pour le combat incendie, à l'usage des pompiers du Service de Sécurité Incendie de la Ville de Montréal, pour une période de deux (2) ans, et une année de prolongation aux mêmes termes et conditions.
Dans la poursuite de l'objectif santé et sécurité qui vise la réduction des accidents liés aux chutes et glissades, des critères de performance en matière de glissement et d'adhérence qui tiennent compte des conditions de Montréal ont été établis par le comité santé et sécurité paritaire des pompiers de Montréal pour le choix des bottes de protection. Ainsi, les modèles de bottes de protection retenus rencontrent ces critères de performance et ont fait l'objet d'une évaluation par un laboratoire externe afin d'évaluer leur performance quant à leur coefficient de friction sur différentes surfaces et conditions.

Afin de répondre aux différentes problématiques de confort rencontrées par le passé, un choix pourra être fait pour les pompiers parmi deux modèles de bottes. Ainsi, l'appel d'offres comprend deux (2) lots dans le but d'offrir deux modèles de bottes de protection pour le combat incendie qui permettra aux pompiers de faire un choix de bottes de protection adaptées à leur morphologie.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir et dans le système électronique SÉAO le 19 septembre 2018 pour une ouverture des soumissions le 6 novembre 2018, permettant ainsi 47 jours pour déposer une proposition. La période de validité des soumissions est de 180 jours civils suivant la date d'ouverture des soumissions. Un addenda a été émis le 19 octobre 2018 pour un report de la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Entente-cadre 1245801 - Entreprises Forlini-Division Équipement de sécurité Universel Inc. pour la fourniture de bottes de protection pour le combat des incendies, pour une somme de 78 872,85 $, taxes incluses, pour une période de douze mois - période de validité du 22 décembre 2017 au 21 décembre 2018 - Appel d'offres sur invitation 17-16623.
Entente-cadre 1212340 - Équipements incendies CMP Mayer inc. - pour la fourniture de bottes de protection pour le combat des incendies, pour une somme de 77 358,06 $ - Appel d'offres 17-16187 - période de validité du 4 juillet 2017 au 3 juillet 2018

CG12 0353 - 27 septembre 2012 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 5 ans avec Boivin et Gauvin inc. pour la fourniture de bottes de cuir de marque et modèle Haix Hero - Appel d'offres public 12-11861 (3 soumissionnaires) - montant estimé de l'entente : 1 361 774,53, taxes incluses

DESCRIPTION

Les ententes-cadres pour la fourniture de bottes de protection pour le combat incendie permettront l'offre de deux modèles différents de bottes de protection afin de répondre aux besoins morphologiques des pompiers. Ces deux modèles sont jugés équivalents quant aux critères de performance recherchés en ce qui à trait au glissement et à l'adhérence. Chaque entente-cadre prévoit une quantité prévisionnelle de 1 000 paires de bottes de protection. La durée de vie moyenne des bottes de protection varie de 3 à 5 ans.

Un laboratoire externe a effectué des essais basés sur les critères de performance supérieure recherchée quant au glissement et à l'adhérence. Les résultats de ces tests ont permis d’établir la conformité technique des équivalences proposées lors de l’appel d’offres.

Afin qu’un produit soit jugé équivalent, les résultats des tests devaient être égaux ou supérieurs aux produits de référence.

Le remplacement de la botte actuelle en cuir sera effectué selon l’usure ou besoin particulier.

L’adjudicataire garantit les biens contre tout défaut de fabrication pendant une période minimale de trois (3) ans à partir de la date de l’acceptation de la livraison par la Ville.

Les bottes doivent être conformes et certifiées aux normes suivantes pour le combat des incendies de structure :
· NFPA 1971-2018 « Protective ensembles for structural fire fighting and proximityfire fighting »;
· CSA Z195-14« Canadian Standards Association – Chaussures de protection »;
· NFPA 1851 « Selection, care and maintenance of protective ensembles forstructural fire fighting and proximity fire fighting »;

JUSTIFICATION

Deux (2) soumissions ont été déposées pour le lot 1 et trois (3) soumissions ont été dposés pour le lot 2. La soumission d'Aéro-feu ltée a été déclarée non conforme techniquement pour le lot 1 et celle de Boivin et Gauvin inc. pour le lot 2.
Trois (3) (60 %) des cinq (5) preneurs du cahier des charges ont déposé une soumission. Les motifs de désistement des deux preneurs de cahier de charge n'ayant pas déposé de soumission sont, dans un cas, que la firme n'a pas le personnel requis pour exécuter le contrat et, dans l'autre cas, la firme n'a pas communiqué son motif de non dépôt de soumission.

L'analyse des soumissions atteste de la conformité administrative et technique.

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme - Lot 1 - fourniture de bottes de protection - Modèle de référence Globe suprême avec semelle artic grip

Firmes soumissionnaires - Lot 1	Prix de base (sans taxes) Lot 1	Autres	Total (tx incl.)
Boivin et Gauvin inc.	552 000 $		634 662,00 $
Dernière estimation réalisée	495 000 $		569 126,25 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			65 535,75 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			11,51 %

Contrat octroyé au plus bas soumissionnaire conforme - Lot 2 - Modèle de référence Cosmas Titan

Firmes soumissionnaires - Lot 2	Prix de base (sans taxes)	Autre	Total (taxes inc.)
Aréo-Feu ltée	403 500 $		463 924,13 $
Équipements incendies CMP Mayer	535 000 $		615 116,25 $
Dernière estimation réalisée	495 000 $		569 126,25 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			539 520,19 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			16,29 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			151 192,12 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			32,59 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			-105 202,12 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-18,48 %

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, le Service de l'approvisionnement a procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier ne doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ni être inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

Le présent dossier d'appel d'offres ne requiert pas la présentation d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Ville a effectué une estimation préalable de la dépense.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale de 1 098 586,13 $, taxes incluses, pour les lots 1 et 2 sera entièrement assumée par l'agglomération de Montréal.
Le SIM estime des coûts d'acquisitions pour la période de 24 mois de 1 098 586,13 $, taxes incluses.

Les crédits seront disponibles au budget de fonctionnement du SIM pour couvrir les dépenses au fur et à mesures des besoins.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les modèles de bottes de protection de combat incendie retenus rencontrent des critères de performance supérieurs, particulièrement quant au glissement et adhérence. Ces critères de performance visent la réduction des accidents liés aux chutes et glissades pour les pompières, pompiers et chefs du Service.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à l'octroi de contrat, des commandes seront effectuées au fur et à mesure des besoins à combler de remplacement de bottes de combat incendie pour les pompières, pompiers et chefs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Dana Roxana RACASAN OANCEA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Anjeza DIMO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvie GIRARD
Chef de division

Tél : 514 872-4711
Télécop. : 514 872-7507

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Sylvie GIRARD
Chef de division

Tél : 514 872-4711
Télécop. : 514 872-7507

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard LIEBMANN
Directeur adjoint
Tél : 514 872-8420
Approuvé le : 2019-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Bruno LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-3761
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1192645002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Objet :	Conclure avec Boivin et Gauvin inc. et avec Aréo-feu ltée, des ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre (24) mois, avec une option de prolongation pour une année additionnelle, pour la fourniture de bottes de protection pour le combat incendie, à l'usage des pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal, de marque Globe suprême et de marque Cosmas Titan - Appel d'offres public 18-17229 - 2 soumissionnaires - 1 seul conforme pour le lot 1 et 3 soumissionnaires pour le lot 2 - montant estimé de 634 662,00 $ pour la firme Boivin et Gauvin inc. et de 463 924,13 $ pour la firme Aréo-feu ltée, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17229_Intervention.pdf 18-17229_DetCah.pdf 18-17229_Tableau de prix.pdf
18-17229_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dana Roxana RACASAN OANCEA
Agente d'approvisionnement niv.2
Tél : 514 872-6717

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17229 — No du GDD : 1192645002

Titre de l'appel d'offres : SIM - Bottes de protection pour le combat incendie

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 23 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 6 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 19 - 10 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 3*

Nbre de soumissions rejetées : *

% de réponses : *

% de rejets : *

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 5 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Boivin et Gauvin inc.	634 662,00 $	√	1
Aréo-Feu ltée	463 924,13 $	√	2
Équipement incendies CMP Mayer inc.	615 116,25 $		2

Information additionnelle

* Trois (3) preneurs des cahiers des charges ont deposé une offre.
Nous avons reçu deux (2) soumissions pour le lot 1 et trois (3) soumissions pour le lot 2. Toutes les soumissions sont conformes administrativement.
La soumission d'Aréo-Feu ltée a été déclarée non conforme techniquement pour le lot 1 et celle de Boivin Gauvin inc. pour le lot 2.

Motifs de désistement :
- une firme n'a pas le personnel requis pour effectuer le contrat;
- une firme n'a pas répondu au questionnement.

Préparé par : Roxana Racasan Oancea — Le 27 - 2 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

Appel d'offres	**Agent d'approvisionnement**
18-17229	Roxana Racasan Oancea
Conformité	oui

							Données	
Numero Lot	**Soumissionnaires**	**Numero Item**	**Description Item**	**Qté par période**	**Unité de mesure**	**Prix unitaires**	**Montant sans taxes**	**Montant taxes incluses**
LOT1	Boivin et Gauvin inc.	1	Bottes pour le combat incendie GLOBE SUPRÊME ou équivalent	1000	ch	550,00 $	550 000,00 $	632 362,50 $
		2	Prise de mesure particulière (incluant le déplacement)	50	ch	40,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
	Total (Boivin et Gauvin inc.)						**552 000,00 $**	**634 662,00 $**
LOT2	Aréo-Feu ltée	1	Bottes pour le combat incendie COSMAS TITAN ou équivalent	1000	ch	399,50 $	399 500,00 $	459 325,13 $
		2	Prise de mesure particulière (incluant le déplacement)	50	ch	80,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
	Total (Aréo-Feu ltée)						**403 500,00 $**	**463 924,13 $**
	Équipements incendies CPM Mayer	1	Bottes pour le combat incendie COSMAS TITAN ou équivalent	1000	ch	525,00 $	525 000,00 $	603 618,75 $
		2	Prise de mesure particulière (incluant le déplacement)	50	ch	200,00 $	10 000,00 $	11 497,50 $
	Total (Équipements incendies CPM Mayer)						**535 000,00 $**	**615 116,25 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17229
Numéro de référence : 1200200
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : SIM - Bottes de protection pour le combat incendie

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aréo-feu ltée 5205, J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1G4 NEQ : 1145941218	Madame Melanie Mondoux Téléphone : 450 651-2240 Télécopieur :	**Commande : (1492623)** 2018-09-20 10 h 45 **Transmission :** 2018-09-20 10 h 45	3014817 - 18-17229 Addenda 1 - Report date 2018-10-19 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Boivin & Gauvin inc 162 rue Vachon Trois-Rivières, QC, G8T 1Z7 http://www.1200-degres.com NEQ : 1170146808	Monsieur François Proulx Téléphone : 819 909-9944 Télécopieur :	**Commande : (1492326)** 2018-09-19 14 h 05 **Transmission :** 2018-09-19 14 h 05	3014817 - 18-17229 Addenda 1 - Report date 2018-10-19 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Chaussures Belmont Inc 655 de l'Argon Québec, QC, G2N2G7 http://www.belmont-inc.com NEQ : 1144004109	Monsieur Marquy Dubois Téléphone : 581 888-4245 Télécopieur : 514 721-6961	**Commande : (1498257)** 2018-10-05 15 h 55 **Transmission :** 2018-10-05 15 h 55	3014817 - 18-17229 Addenda 1 - Report date 2018-10-19 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Équipements Incendies CMP Mayer inc. 2250 André-C.-Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1 NEQ : 1142911370	Monsieur Serge Therrien Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur :	**Commande : (1493704)** 2018-09-24 14 h 07 **Transmission :** 2018-09-24 14 h 07	3014817 - 18-17229 Addenda 1 - Report date 2018-10-19 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
HAIX north america 2320 fortune dr ste 120 lexington, KY, 40509 NEQ :	Madame sandy longarzo Téléphone : 866 344-4249 Télécopieur :	**Commande : (1498352)** 2018-10-08 11 h 12 **Transmission :** 2018-10-08 11 h 12	3014817 - 18-17229 Addenda 1 - Report date 2018-10-19 14 h 58 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1192645002

Unité administrative responsable :	Service de sécurité incendie de Montréal , Direction stratégique et de la prévention incendie , Division des services techniques
Objet :	Conclure avec Boivin et Gauvin inc. et avec Aréo-feu ltée, des ententes-cadres d'une durée de vingt-quatre (24) mois, avec une option de prolongation pour une année additionnelle, pour la fourniture de bottes de protection pour le combat incendie, à l'usage des pompiers du Service de sécurité incendie de Montréal, de marque Globe suprême et de marque Cosmas Titan - Appel d'offres public 18-17229 - 2 soumissionnaires - 1 seul conforme pour le lot 1 et 3 soumissionnaires pour le lot 2 - montant estimé de 634 662,00 $ pour la firme Boivin et Gauvin inc. et de 463 924,13 $ pour la firme Aréo-feu ltée, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

ÉJ GDD 1192645002 (Bottes de protection).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anjeza DIMO
Agente de gestion des ressources financières
Division du conseil et du soutien financier
Sécurité publique – SIM
Tél : 514-280-3473

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Hélène DÉRY
Professionnelle (domaine d'expertise) - chef d'équipe

Tél : 514 872-9782
Division : Division du conseil et du soutien financier
Sécurité publique – SIM

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1194087001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes suivantes pour la fourniture de biens et services requis aux usines d'eau potable, aux stations de pompage et aux réservoirs: Contrat 1 (articles 3 et 4) à Groupe Promec inc. pour une somme maximale de 308 428,91 $, taxes et contingences incluses - Contrat 2 (article 5) à Les Entreprises Électriques L.M. inc., pour une somme maximale de 688 165,13 $, taxes et contingences incluses - Contrat 3 (article 7) à Gemitech inc., pour une somme maximale de 1 747 916,96 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public # 18-17231 - (4 ou 5 soumissionnaires).

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, pour la mise à niveau des démarreurs progressifs des usines Dorval et Lachine et le remplacement du CCM4 de l'usine Pierrefonds , aux prix de leur soumission, soit pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 18-17231 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Groupe Promec inc.	3 et 4	308 428,91 $

2. de recommander au conseil d'agglomération :

d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles respectifs, pour le remplacement des moteurs des usines Dorval et Lachine et pour l'inspection sur une période de soixante-douze (72) mois des équipements électriques des usines, des stations et des réservoirs du secteur de l'ouest de la Ville de Montréal, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 18-

17231 ;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
Les Entreprise Électriques LM inc.	5	688 165,13 $
Gemitech inc.	7	1 747 916,96 $

3. d'autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour 2020 et les années subséquentes d'un montant net de taxes de 100 000,00 $ par année;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-04 09:27

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194087001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes suivantes pour la fourniture de biens et services requis aux usines d'eau potable, aux stations de pompage et aux réservoirs: Contrat 1 (articles 3 et 4) à Groupe Promec inc. pour une somme maximale de 308 428,91 $, taxes et contingences incluses - Contrat 2 (article 5) à Les Entreprises Électriques L.M. inc., pour une somme maximale de 688 165,13 $, taxes et contingences incluses - Contrat 3 (article 7) à Gemitech inc., pour une somme maximale de 1 747 916,96 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public # 18-17231 - (4 ou 5 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Les équipements électriques de moyenne et basse tension des installations de l'eau potable du secteur de l'ouest de la Ville de Montréal, installés entre les années 1960 et 1980, commencent à afficher des signes de faiblesse et leur fiabilité est compromise. Pour s'assurer de leur intégrité et de leur disponibilité en tout temps, ils doivent être inspectés périodiquement selon la norme CSA 463 ou selon les exigences des fabricants. Récemment, une expertise externe a diagnostiqué les moteurs des usines de production d'eau potable Lachine et Dorval. L'évaluation a démontré que certains de ces moteurs sont désuets et arrivés à la fin de leur durée de vie utile ; ils doivent être remplacés.

Les démarreurs progressifs des usines de production d'eau potable Dorval et Lachine ont été installés et mis en fonction en 2003. Certains de leurs accessoires connexes, notamment les interfaces personnes-machines (IPM), sont désuets et arrivés à leur fin de vie utile (10-15 ans). En effet, ils ne permettent pas au personnel de visualiser et de programmer les paramètres de fonctionnement des groupes motopompes. À la suite de la mise à niveau, les démarreurs doivent faire l'objet d'essais et d'une inspection, selon la norme CSA 463, pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Le centre de commande de moteurs (CCM4) de l'usine Pierrefonds est également arrivé à sa fin de vie utile et l'aménagement de ses équipements, incluant ses accessoires connexes, ne permet pas au personnel de l'inspecter périodiquement de façon sécuritaire. En effet, les démarreurs associés au CCM4 ne sont pas installés dans des compartiments dédiés et parfaitement isolés les uns des autres. Un des démarreurs de ce CCM de type variateur de vitesse régularise avec précision la vitesse d'entraînement du groupe motopompes (GMP) de 500 HP-600 V pour la distribution de l'eau. Pour corriger la situation, le CCM4 doit être remplacé par un centre de commande de moteurs neuf et conforme.

Les opérations de maintenance préventive et corrective sont complexes et elles nécessitent des outils spécialisés ainsi que des connaissances approfondies des équipements. Il est donc impératif de mandater des entreprises spécialisées d'une part pour remplacer progressivement les moteurs âgés, mettre à niveau les démarreurs progressifs et remplacer le CCM4, et d'autre part pour inspecter périodiquement selon les règles de l'art et les standards en vigueur, et au besoin, réhabiliter et mettre à niveau les équipements électriques afin de s'assurer de leur pérennité.

Ces contrats permettront à la Direction de l'eau potable (DEP) d'assurer la distribution en tout temps d'une eau d'excellente qualité, en quantité suffisante aux citoyens et au service de sécurité incendie de Montréal.

L'appel d'offres no 18-17231 a été publié le 24 octobre 2018 dans le journal *Le Devoir* et une prolongation de délai a été publiée le 29 novembre 2018. Les publications ont eu lieu les 24 octobre et 22 novembre 2018 dans le système SÉAO. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 11 décembre 2018 au Service du greffe. La durée de la publication a été de quarante-sept (47) jours. Les soumissions sont valides durant cent quatre-vingts (180) jours, soit jusqu'au 8 juin 2019.

Dix (10) addendas ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur les mandats :

Addenda	Date d'émission	Description
Addenda 1	le 26 octobre 2018	Préciser que les moteurs 1 à 5 de Lachine seront de type "*inverter duty* "
Addenda 2	le 30 octobre 2018	Modifier certains articles du devis technique et certains items du bordereau des prix
Addenda 3	le 1er novembre 2018	Questions et réponses associées à la génératrice de location incluant ses équipements connexes
Addenda 4	le 2 novembre 2018	Questions et réponses concernant les spécifications des équipements à fournir
Addenda 5	le 8 novembre 2018	Questions et réponses relatives au calendrier des interventions et aux disjoncteurs à inspecter
Addenda 6	le 22 novembre 2018	Report de la date d'ouverture des soumissions et questions et réponse sur les spécifications des moteurs à remplacer
Addenda 7	le 23 novembre 2018	Questions et réponses associées aux variateurs de vitesse et au calendrier des travaux
Addenda 8	le 3 décembre 2018	Questions et réponses relatives à la couleur des nouveaux moteurs et à la puissance du moteur 402 de l'usine Dorval
Addenda 9	le 6 décembre 2018	Questions et réponses concernant les exigences à rencontrer par le soumissionnaire ou son sous-traitant
Addenda 10	le 7 décembre 2018	Questions et réponses relatives aux dessins d'atelier des moteurs

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à conclure trois contrats. Le premier contrat de biens et services avec Groupe Promec inc. (articles 3 et 4), le deuxième contrat de biens et services avec la firme Les Entreprises Électriques L.M. inc. (article 5) et le troisième contrat de services avec la firme Gemitech inc. (article 7).
Les services et les biens fournis dans ces trois contrats sont sommairement décrits ci-dessous :

Groupe Promec inc. (articles 3 et 4) :

1. Mise à niveau des dix (10) démarreurs progressifs de l'usine Dorval;
2. Mise à niveau des quatre (4) démarreurs progressifs de l'usine Lachine;
3. Inspection, essais et mise en service des démarreurs;
4. Remplacement du CCM4 de l'usine Pierrefonds;
5. Mise en service du CCM4, formation et fourniture des manuels.

Les Entreprises L.M. inc. (article 5) :

1. Le démantèlement et la disposition des moteurs désuets;
2. La fourniture, l'installation, le raccordement, les essais et la mise en service des nouveaux moteurs;
3. Le support logistique et la fourniture des plans tels que construits.

Gemitech inc. (Article 7) :

1. L'inspection périodique des équipements électriques;
2. La fourniture des rapports d'inspection;
3. Service d'urgence en cas de besoin 24/24 heures et 7/7 jours.

Tous les travaux ont été coordonnés avec ceux à venir dans le cadre des travaux de maintien aux usines Dorval et Lachine ainsi que ceux prévus dans le cadre du projet de modernisation de l'usine Pierrefonds.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 18-17231, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier. Cinq (5) d'entre eux ont déposé une soumission pour les articles 3 et 4, alors que quatre (4) d'entre eux ont déposé une soumission pour les articles 5 et 7.
L'appel d'offres susvisé comprenait sept (7) articles et chaque firme pouvait soumissionner sur un ou plusieurs articles. Cette stratégie d'approvisionnement visait à permettre l'ouverture du marché à la compétition et favoriser un plus grand nombre d'offres. Le tableau ci-dessous présente une brève description des articles.

Article	Description
1	**Remplacement des variateurs de vitesse du réservoir Michel Jasmin**

2	Remplacement des variateurs de vitesse du réservoir des Sources
3	Remplacement du CCM4 de l'usine Pierrefonds
4	Inspection et mise à niveau des démarreurs progressifs des usines Dorval et Lachine
5	Remplacement des moteurs
6	Reconditionnement des disjoncteurs et fourniture de disjoncteurs et relais neufs (usine Pointe-Claire)
7	Inspection des équipements des usines, des stations et des réservoirs (pour une période de soixante-douze (72) mois)

Compte tenu des montants soumis dans le cadre de cet appel d'offres, l'octroi des contrats pour les articles 1 et 2 a fait l'objet d'une approbation par décision déléguée.

L'analyse des soumissions déposées pour l'article 6 s'est avérée non concluante, par conséquent l'article 6 ne fait pas l'objet d'un octroi de contrat dans le cadre de l'appel d'offres no 18-17231.

Les motifs de désistement des entreprises sont les suivants :

- Une (1) entreprise a évoqué le manque de temps pour monter et déposer des offres dans le délai imparti;
- Une (1) entreprise a indiqué que ses prix ne sont pas compétitifs pour certains articles du bordereau de prix;
- Deux (2) entreprises n'ont pas indiqué les motifs de désistement.

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la DEP du Service de l'eau.

Voici le tableau présentant les offres reçues pour l'article l'article 3 :

Soumissions conformes	Total (taxes incluses)
Groupe Promec inc.	143 480,84 $
Gemitech inc.	180 725,59 $
Le groupe L.M.L ltée	216 253,36 $
Lavytech Électrique inc.	233 272,78 $
Les entreprises électriques L.M inc.	274 946,26 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	180 510,75 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	209 735,76 $ 46,17 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	131 465,42 $ 91,92 %

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	(37 029,91 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	(20,51 %)

L’analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme, Groupe Promec inc., a présenté une soumission avec un écart favorable de 20,51 %, soit 37 029,91 $, taxes incluses, par rapport à l’estimation réalisée à l'interne.

Des dépenses contingentes de 15 % du coût du contrat, soit 21 522,13 $, taxes incluses, ont été prévues afin de couvrir les imprévus qui pourraient être rencontrés durant les travaux.

Voici le tableau présentant les offres reçues pour l'article l'article 4 :

Soumissions conformes	Total (taxes incluses)
Groupe Promec inc.	124 718,21 $
Lavytech Électrique inc.	125 118,09 $
Les entreprises L.M	126 995,06 $
Le groupe L.M.L Ltée	145 426,13 $
Gemitech inc.	153 946,93 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	135 637,85 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	135 240,88 $ 8,43 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	29 228,72 $ 23,43 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	(10 919,64 $) (8,05 %)

L’analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme, Groupe Promec inc., a présenté une soumission avec un écart favorable de 8,05 %, soit 10 919,64 $, taxes incluses, par rapport à l’estimation réalisée à l'interne.
Les prix soumis ont été corrigés, car l'article 4.10 a été annulé lors de l'analyse des soumissions compte tenu qu'il s'agissait d'un doublon de l'article 4.07.

Des dépenses contingentes de 15 % du coût du contrat, soit 18 707,73 $, taxes incluses, ont été prévues afin de couvrir les imprévus qui pourraient être rencontrés durant les travaux.

Nous recommandons d'accorder le contrat pour les articles 3 et 4 à Groupe Promec inc., plus bas soumissionnaire conforme.

Voici le tableau présentant les offres reçues pour l'article l'article 5 :

Soumissions conformes	Total (taxes incluses)

Les Entreprises Électriques L.M inc.	598 404,46 $
Le groupe L.M.L Ltée	713 106,57 $
Lavytech Électrique inc.	784 293,55 $
Gemitech inc.	946 359,44 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	468 175,59 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	760 541,00 $ 27,09 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	347 954,95 $ 58,14 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	130 228,87 $ 27,81 %

L’analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme, Les Entreprises Électriques L.M. inc., a présenté une soumission avec un écart défavorable de 27,81 %, soit 130 228,87 $, taxes incluses, par rapport à l’estimation réalisée à l'interne.

En résumé, cet écart défavorable est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumission :

Article	Description	Montant de l'estimation	Montant du plus bas soumissionnaire	Écart ($)	Écart (%)
5.23	Moteur HP#4 de 400 HP- 2400 Vac (Usine Lachine)	24 747,00 $	58 774,62 $	34 027,62 $	137,50 %
5.24	Moteur HP#5 de 500 HP- 2400 Vac (Usine Lachine)	28 543,00 $	59 353,45 $	30 810,45 $	107,94 %

Considérant les enjeux d’alimentation en eau potable pour les citoyens et le service de sécurité incendie de Montréal, la DEP recommande de conclure le contrat avec le plus bas soumissionnaire conforme, Les Entreprises Électriques L.M. inc., au montant maximal de 688 165,13 $, taxes incluses.

Des dépenses contingentes de 15 % du coût du contrat, soit 89 760,67 $, taxes incluses, ont été prévues afin de couvrir les imprévus qui pourraient être rencontrés durant les travaux.

Voici le tableau présentant les offres reçues pour l'article 7 :

L'analyse de conformité des offres par la DEP et le Service de l'approvisionnement a permis de constater que trois (3) des quatre (4) soumissions déposées sont conformes.

Soumissions conformes	Total (taxes incluses)
Gemitech inc	1 747 916,96 $
Le groupe L.M.L ltée	1 822 069,19 $
Lavytech Électrique inc	1 978 164,48 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	1 623 409,06 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions) Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	1 849 383,54 $ 5,80 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme) Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	230 247,52 $ 13,17 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	124 507,90 $ 7,66 %

La soumission d'une firme a été déclarée non conforme, car l’analyse a démontré que cette firme n’a pas réalisé des contrats de nature similaire et que son personnel ne possède pas l’expérience requise pour fournir les services conformément aux documents contractuels. De plus, le prix soumis indique que cette compagnie n’a pas établi son prix en fonction de la portée réelle des services sollicités et en considérant le calendrier des travaux.

L’analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme, Gemitech inc., a présenté une soumission avec un écart défavorable de 7,66 %, soit 124 507,90 $, taxes incluses, par rapport à l’estimation réalisée à l'interne. Cet écart est à l'intérieur de la marge d'erreur. De ce fait, la DEP recommande de conclure le contrat pour l'article 7 avec le plus bas soumissionnaire conforme, Gemitech inc., au montant de sa soumission soit de 1 747 916,96 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que les soumissionnaires recommandés : Groupe Promec inc. (article 3 et 4), Les Entreprises Électriques L.M. inc. (article 5) et Gemitech inc. (article 7) ne font pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, les soumissionnaires recommandés sont conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Des attestations délivrées par Revenu Québec ont été déposées avec les soumissions des firmes Groupe Promec inc. (12 novembre 2018), Les Entreprises Électriques L.M. inc. (10 décembre 2018) et Gemitech inc. (25 octobre 2018), lesquelles seront revalidées au moment de l'octroi du contrat.

Les firmes Groupe Promec inc., Les Entreprises Électriques L.M. inc. et Gemitech inc. ne sont pas inscrites sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

L'attestation de l'Autorité des marchés financier (AMF) n'est pas requise pour les contrats relatifs aux articles 3, 4 et 5. Le soumissionnaire recommandé pour les biens et services, Les Entreprises Électriques L.M. inc., possède une attestation de l'Autorité des marchés financiers portant le numéro 2017-CPSM-103507 valide jusqu'au 12 juin 2020. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier.

Le soumissionnaire recommandé pour les services, Gemitech inc., possède une attestation de l'Autorité des marchés financiers portant le numéro 2018-CPSM-1056879 valide jusqu'au 14 octobre 2021. Une copie de cette attestation est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder à la firme Groupe Promec inc. (articles 3 et 4) est de 308 428,91 $, taxes incluses, comprenant un montant de 268 199,05 $, taxes incluses, pour les travaux et un montant de 40 229,86 $, taxes incluses, pour les contingences. Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.
Le coût total du contrat à octroyer à la firme Les Entreprises Électriques L.M. inc. est de 688 165,13 $, taxes incluses, comprenant un montant de 598 404,46 $, taxes incluses, pour les travaux et un montant de 89 760,67 $, taxes incluses, pour les contingences. Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

Le coût total du contrat à octroyer à la firme Gemitech inc. est de 1 747 916,96 $, taxes incluses. Une partie de ce montant représentant 1 709 540,46 $ est prévue au budget de fonctionnement de la DEP du Service de l'eau. La balance de 38 376,50 $ sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

Les montants prévus au budget de fonctionnement pour chaque année sont les suivants :

2019 : 181 129,02 $, taxes incluses;
2020 : 193 613,15 $, taxes incluses;
2021 : 278 647,04 $, taxes incluses;
2022 : 206 095,30 $, taxes incluses;
2023 : 287 161,70 $, taxes incluses;
2024 : 210 023,07 $, taxes incluses;
2025 : 352 871,18 $, taxes incluses.

Pour l'année 2019, la DEP absorbera la dépense dans son budget de fonctionnement en procédant à un réaménagement des budgets additionnels liés au nouveau bâtiment administratif étant donné que celui ne sera disponible qu'à partir du troisième trimestre de cette année. Par conséquent, une augmentation à la base budgétaire est demandée pour les années 2020 et subséquentes pour un montant de 100 000 $, taxes incluses, basé sur l'historique des dépenses et un effort d'absorption des coûts correspondant à 50 % de la valeur annuelle moyenne de la dépense. Cette augmentation est requise afin de se conformer au cadre réglementaire électrique applicable (normes Z463) lié aux inspections des équipements électriques.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l’eau potable répond à l’une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l’eau »*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Risque d'affecter la distribution d'eau potable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas de stratégie de communication tel que recommandé par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 28 mars 2019
Durée du contrat pour Groupe Promec inc. : avril 2019 à mars 2021
Durée du contrat pour Les Entreprises Électriques L.M. inc. : avril 2019 à mars 2021
Durée du contrat pour Gemitech inc. : avril 2019 à mars 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie CARRIÈRE
chef de section Gestion d'actifs et projets

Tél : 514 872-7582
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-03-01

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-03-01

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 15 octobre 2018

GÉMITECH INC.
A/S MONSIEUR JEAN-YVES CÔTÉ
500, RUE DU PLATINE
QUÉBEC (QC) G2N 2G6

Nº de décision : 2018-CPSM-1056879
N° de client : 3001627598

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GÉMITECH ÉLECTROTECHNIQUE et GÉMITECH SERVICES, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). GÉMITECH INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 octobre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Directrice des contrats publics et
des entreprises de services monétaires par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 juin 2017

LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES L.M. INC.
A/S MONSIEUR ALEXANDRE FORTIN
3006, RUE SAINTE-CATHERINE E
MONTRÉAL (QC) H1W 2B8

N° de décision : 2017-CPSM-1035307
N° de client : 3000459691

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- C.R. COMPREF
- ENTREPRISES L.M.
- LES ENTREPRISES L.M.

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES L.M. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 juin 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17231
Numéro de référence : 1206766
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services d'inspection, de mise à niveau et d'entretien des équipements électriques, fourniture de variateurs de vitesse, moteurs et pièces diverses pour les usines et les réservoirs du réseau de distribution d'eau potable - 24 à 72 mois

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com	Madame Kristina Bérubé Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1504818)** 2018-10-25 13 h 24 **Transmission :** 2018-10-25 13 h 24	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-26 14 h 22 - Courriel 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 13 h 34 - Courriel 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gémitech Inc. 500, rue du Platine Québec, QC, G2N 2G6	Monsieur Joël Grondines Téléphone : 418 841-1010 Télécopieur : 418 841-0915	**Commande : (1504592)** 2018-10-25 9 h 01 **Transmission :** 2018-10-25 9 h 01	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-26 14 h 22 - Courriel 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 13 h 34 - Courriel 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GROUPE PROMEC INC. 1300, rue Saguenay Rouyn-Noranda, QC, J9X 7C3	Madame Caroline Forget Téléphone : 514 901-7500 Télécopieur : 514 901-7501	**Commande : (1510475)** 2018-11-12 8 h 31	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-11-12 8 h 31 - Téléchargement

		Transmission : 2018-11-12 8 h 31	3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-11-12 8 h 31 - Téléchargement 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-12 8 h 31 - Téléchargement 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-12 8 h 31 - Téléchargement 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-12 8 h 31 - Téléchargement 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lavytech Électrique inc 341 a, rue marion Repentigny, QC, j5z4w8	Monsieur Carl Bouchard Téléphone : 450 581-9595 Télécopieur : 450 581-7627	**Commande : (1506413)** 2018-10-30 16 h 31 **Transmission :** 2018-10-30 16 h 31	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-30 16 h 31 - Téléchargement 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 16 h 31 - Téléchargement 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1509496)** 2018-11-08 8 h 48 **Transmission :** 2018-11-08 8 h 48	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-11-08 8 h 48 - Téléchargement 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-11-08 8 h 48 - Téléchargement 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-08 8 h 48 - Téléchargement 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-08 8 h 48 - Téléchargement 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Entreprises Électriques L.M. 3006 rue Sainte-Catherine Est Montréal, QC, H1W 2B8	Monsieur Olivier Chalifoux-Lauzon Téléphone : 514 904-2947 Télécopieur : 514 523-7882	**Commande : (1504557)** 2018-10-25 8 h 25 **Transmission :** 2018-10-25 8 h 25	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-26 14 h 22 - Courriel 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 13 h 34 - Courriel 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Schneider Electric - Segment Eau 4 Rue Lake Dollard-des-Ormeaux, QC, H9B3H9	Monsieur Vincent Puisor Téléphone : 514 265-1868 Télécopieur :	**Commande : (1505842)** 2018-10-29 14 h 31 **Transmission :** 2018-10-29 14 h 31	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-29 14 h 31 - Téléchargement 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 13 h 34 - Courriel 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Siemens Canada Ltée. (Division Industrie) 155 rue Fortin bureau 180 Québec, QC, G1M3M2 http://www.siemens.ca	Monsieur Christian Couillard Téléphone : 418 687-4528 Télécopieur : 418 687-8054	**Commande : (1505222)** 2018-10-26 10 h 50 **Transmission :** 2018-10-26 10 h 50	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-26 14 h 22 - Courriel 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 13 h 34 - Courriel 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel

			3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Techno-Contact inc 9251, boul. Thimens Montréal, QC, H8Y 0A1 http://WWW.TECHNOCONTACT.CA	Monsieur Marc-André Therrien Téléphone : 514 745-3331 Télécopieur :	**Commande : (1505647)** 2018-10-29 10 h 03 **Transmission :** 2018-10-29 10 h 03	3017781 - 18-17231 addenda 1 2018-10-29 10 h 03 - Téléchargement 3018851 - 18-17231 addenda 2 2018-10-30 13 h 34 - Courriel 3019990 - 18-17231 addenda 3 2018-11-01 11 h 22 - Courriel 3020656 - 18-17231 addenda 4 2018-11-02 13 h 03 - Courriel 3023296 - 18-17231 Addenda 5 2018-11-08 16 h 10 - Courriel 3028844 - 18-17231 addenda 6 2018-11-22 11 h 08 - Courriel 3029420 - 18-17231 addenda 7 2018-11-23 10 h 28 - Courriel 3033255 - 18-17231 addenda 8 2018-12-03 9 h 45 - Courriel 3035097 - 18-17231 addenda 9 2018-12-06 10 h 59 - Courriel 3035769 - 18-17231 Addenda 10 2018-12-07 11 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1194087001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes suivantes pour la fourniture de biens et services requis aux usines d'eau potable, aux stations de pompage et aux réservoirs: Contrat 1 (articles 3 et 4) à Groupe Promec inc. pour une somme maximale de 308 428,91 $, taxes et contingences incluses - Contrat 2 (article 5) à Les Entreprises Électriques L.M. inc., pour une somme maximale de 688 165,13 $, taxes et contingences incluses - Contrat 3 (article 7) à Gemitech inc., pour une somme maximale de 1 747 916,96 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public # 18-17231 - (4 ou 5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18- 17231 Nouvelle Appel D'offres art 3 20190227.pdf

18- 17231 Nouvelle Appel D'offres art 4 20190227.pdf

18- 17231 Nouvelle Appel D'offres art 5 20190227.pdf

18- 17231 Nouvelle Appel D'offres art 7 20190306.pdf

18-17231Tableau de prix (amendé art 5, 6 et 7).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-1998

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17231

No du GDD : 1194087001

Titre de l'appel d'offres : Services d'inspection, de mise à niveau et d'entretien des équipements électiques, fourniture de variateurs de vitesse, moteurs et pièces diverses pour les usines et réservoirs du réseau de distibution d'eau potable - 24-72 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 10

Date du dernier addenda émis : 7 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 55,56

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le contrat est octroyé à la firme cochée pour l'article indiqué

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# article
Les Entreprises LM	274 946,26		
Le Groupe LML ltée	216 253,60		
Lavytech Électrique inc	233 272,78		
Gémitech inc	180 725,59		
Groupe Promec inc	143 480,84	√	3

Information additionnelle

L'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'est pas rendue non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville, L'autorisation de l'AMF n'est pas exigée dans le cadre de cet appel d'offres,

Préparé par : Daniel Léger

Le 27 - 2 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17231 — No du GDD : 1194087001

Titre de l'appel d'offres : Services d'inspection, de mise à niveau et d'entretien des équipements électiques, fourniture de variateurs de vitesse, moteurs et pièces diverses pour les usines et réservoirs du réseau de distibution d'eau potable - 24-72 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 10

Date du dernier addenda émis : 7 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 55,56

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le contrat est octroyé à la firme cochée pour l'article indiqué

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# article
Les Entreprises LM	126 995,06		
Le Groupe LML ltée	145 426,13		
Lavytech Électrique inc	125 118,09		
Gémitech inc	153 946,93		
Groupe Promec inc	124 718,21,	√	4

Information additionnelle

L'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'est pas rendue non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville, L'autorisation de l'AMF n'est pas exigée dans le cadre de cet appel d'offres,

Préparé par : Daniel Léger — Le 27 - 2 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17231 — No du GDD : 1194087001

Titre de l'appel d'offres : Services d'inspection, de mise à niveau et d'entretien des équipements électiques, fourniture de variateurs de vitesse, moteurs et pièces diverses pour les usines et réservoirs du réseau de distibution d'eau potable - 24-72 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 10

Date du dernier addenda émis : 7 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 55,56

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le contrat est octroyé à la firme cochée pour l'article indiqué

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# article
Les Entreprises LM	598 404,46	√	5
Le Groupe LML ltée	713 106,57		
Lavytech Électrique inc	784 293,55		
Gémitech inc	946 359,44		

Information additionnelle

L'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'est pas rendue non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville, L'autorisation de l'AMF n'est pas exigée dans le cadre de cet appel d'offres,

Préparé par : Daniel Léger — Le 27 - 2 - 2019

A/O 18-17231
Services d'inspection, de mise à niveau et d'entretien des équipements électriques, fourniture de variateurs de vitesse, moteurs et pièces diverses pour les usines et réservoirs du réseau de distribution d'eau potable – 24 – 72 mois

Tableau de prix (amendé suite à l'analyse des offres articles 5, 6 et 7)

Soumissionnaires	Gémitech inc	Les Entreprises L.M.	Le Groupe LML ltée	Lavytech Électrique inc	Groupe Promec inc
Montant total article 1 (taxes incluses)	106 750.92$	**71 683.33$**	79 901.88$	81 656.62$	109 582.90$
Montant total article 2 (taxes incluses)	76 463.79$	68 703.36$	**45 725.56$**	51 778.07$	58 759.58$
Montant total article 3 (taxes incluses)	180 725.59$	274 946.26$	216 253.60$	233 272.78$	**143 480.84$**
Montant total article 4 (taxes incluses)	153 46.93$ **suite au retrait de l'article 4.10**	126 995.06$ **suite au retrait de l'article 4.10**	145 426.13$ **suite au retrait de l'article 4.10**	125 118.09$	**124 718.21$**
Montant total article 5 (taxes incluses)	946 359.44$	**598 404.46$**	713 106.57$	784 293.55$	N/A
Annulé Montant total article 6 (taxes incluses)	879 379.14$	643 357.56$	618 119.97$	705 139.38$	N/A
Montant total article 7 (taxes incluses)	**1 747 916.96$**	1 039 544.08$ Non conforme pour l'article 7	1 822 69.19$	1 978 164.48$	N/A

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17231

No du GDD : 1194087001

Titre de l'appel d'offres : Services d'inspection, de mise à niveau et d'entretien des équipements électiques, fourniture de variateurs de vitesse, moteurs et pièces diverses pour les usines et réservoirs du réseau de distibution d'eau potable - 24-72 mois

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 11 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 10

Date du dernier addenda émis : 7 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 55,56

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 9 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le contrat est octroyé à la firme cochée pour l'article indiqué

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# article
Les Entreprises LM (non conforme pour l'article 7)			
Le Groupe LML ltée	1 822 069,19		
Lavytech Électrique inc	1 978 164,48		
Gémitech inc	1 747 916,96	√	7

Information additionnelle

L'entreprise recommandée dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrite au RENA (Registre des entreprises non admissibles) et n'est pas rendue non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville, la firme cochée détient l'autorisation de contracter délivrer par l'AMF. La firme Les Entreprises LM a été déclarée non conforme pour sa proposition à l'article 7 du bordereau de soumission, car elle n'a pas démontrée qu'elle possède l'expérience requise pour les services demandés pour cet article.

Préparé par : Daniel Léger

Le 6 - 3 - 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194087001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Ingénierie d'usine
Objet :	Accorder trois contrats aux firmes suivantes pour la fourniture de biens et services requis aux usines d'eau potable, aux stations de pompage et aux réservoirs: Contrat 1 (articles 3 et 4) à Groupe Promec inc. pour une somme maximale de 308 428,91 $, taxes et contingences incluses - Contrat 2 (article 5) à Les Entreprises Électriques L.M. inc., pour une somme maximale de 688 165,13 $, taxes et contingences incluses - Contrat 3 (article 7) à Gemitech inc., pour une somme maximale de 1 747 916,96 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public # 18-17231 - (4 ou 5 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_GDD1194087001.xlsx Historique famille 55 - Exp. Usines.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Yves COURCHESNE
Directeur de service
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1185318002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction planification matérielles et logistique , Division matériel et planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec PTI Solutions Industrielles Inc. une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de machines distributrices industrielles - Appel d'offres public 18-16688 - 1 soumissionnaire - 557 502.28 $, taxes incluses.

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de machines distributrices industrielles
2. d'accorder à PTI Solutions Industrielles inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 18-16688 et au tableau de prix reçus ci-joint;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-21 16:53

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185318002**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction planification matérielles et logistique , Division matériel et planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec PTI Solutions Industrielles Inc. une entente-cadre d'une durée de 36 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour la fourniture de machines distributrices industrielles - Appel d'offres public 18-16688 - 1 soumissionnaire - 557 502.28 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition de machines distributrices industrielles pour une période de trente-six (36) mois, avec une option de prolongation d'une année, destinées aux arrondissements et services centraux de la Ville de Montréal.
En raison de leurs opérations 24 heures par jour, 7 jours sur 7, les unités d'affaires ont émis le besoin de rendre davantage disponibles certains produits et équipements nécessaires à la prestation de service aux citoyens. Parmi l'éventail de solutions envisagées par le Service de l'approvisionnement pour répondre aux besoins, la machine distributrice industrielle s'est révélée être la plus économique et efficace. Cette machine peut offrir et distribuer différents produits, tels que des équipements de protection individuelle (ex.: gants, lunettes de protection, bouchons, dossards) ainsi que certains consommables (ex.: ruban adhésif, petite quincaillerie, outils) Les produits qui seront distribués par la machine distributrice industrielle seront déterminés en fonction des besoins de chaque unité d'affaires.

Ce type de machine permet de se procurer facilement et rapidement le matériel nécessaire permettant d'effectuer les opérations de la journée, et ce, sans avoir à passer au comptoir du magasin ou au dépôt de l'unité, en plus de permettre un meilleur contrôle sur les équipements distribués aux employés.
Le présent dossier a pour objet de recommander l'octroi d'un nouveau contrat pour l'acquisition de machines distributrices industrielles à la firme PTI Solutions Industrielles Inc., à la suite de l'appel d'offres public numéro 18-16688 lancé par le Service de l'approvisionnement le 20 juin 2018.

Stratégie de sollicitation du marché

L'appel d'offres était composé de deux articles. Le premier article porte sur la fourniture et l'installation des machines distributrices industrielles, la formation et le service après-vente, alors que le deuxième article comprend les frais annuels pour les licences de gestion.

Le contrat est octroyé en entier au plus bas soumissionnaire conforme.

Dates de lancement et d'ouverture des soumissions

Date de lancement : 4 juillet 2018
Date d'ouverture : 4 octobre 2018
L'appel d'offres a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du gouvernement du Québec ainsi que dans le journal Le Devoir.

Addenda

Six addenda ont été produits dans le cadre de cet appel d'offres:

1. 27 juillet 2018: l'addenda répondait à des questions des preneurs du cahier des charges;
2. 3 août 2018: l'addenda reportait la date d'ouverture des soumissions;
3. 13 août 2018: l'addenda reportait la date d'ouverture des soumissions;
4. 31 août 2018: l'addenda répondait à des questions des preneurs du cahier des charges;
5. 14 septembre 2018: l'addenda reportait la date d'ouverture des soumissions ainsi que réponses à des questions;
6. 24 septembre 2018: l'addenda répondait à des questions des preneurs du cahier des charges.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

La Ville de Montréal recherche, par cette entente-cadre, une firme en mesure de lui fournir, pour une période de trente-six (36) mois avec une option de prolongation d'une année à compter de la date d'émission de l'entente-cadre, les machines distributrices industrielles qui y sont décrites, le tout suivant les spécifications et les exigences définies aux documents d'appel d'offres public 18-16688.
La prolongation n'engage aucun budget supplémentaire pour le Ville, Elle sera utilisée uniquement afin de consommer, si requis, les quantités résiduelles déjà prévues au bordereau de soumission

Les clauses de la section "Contrat" qui découle de l'appel d'offres public 18-16688 comprennent, entre autres, les prix unitaires fixes pour les trois années, le respect des spécifications des produits ainsi que le délai de livraison. Le contrat est octroyé au plus bas soumissionnaire conforme.

Spécifications

Qualitatif

Services offerts :
- la fourniture et l'installation de la machine distributrice industrielle;
- la possibilité de moduler la machine selon les besoins locaux;
- la licence pour le logiciel de gestion de la machine (renouvellement annuel);
- la formation sur l'utilisation du logiciel, le paramétrage de la machine et sa maintenance destinée à 5 employés pour chaque machine qui sera achetée;

- le service après-vente comprenant le service à la clientèle, le service d’assistance technique durant les heures de travail et un contact, en cas urgence.

Quantitatif

Suite à la consultation par le Service de l'approvisionnement auprès des unités d’affaires (arrondissements et services centraux), le besoin a été évalué à 35 machines distributrices industrielles sur une période de 36 mois.

Utilisation des biens

La possibilité de se prévaloir de machines distributrices industrielles est offerte à l’ensemble des unités d’affaires. Le Service de l’approvisionnement s’est assuré que l’ensemble des unités d’affaires sollicitées soit en mesure de prendre une décision éclairée sur le choix de se munir ou non de machines, par la tenue de rencontres et présentations aux divers requérants (dont les directeurs d'arrondissements). Lors de ces rencontres, les unités d'affaires ont pu constater tous les bénéfices qu'offre l'utilisation des machines distributrices dans le cadre de leur opération.

JUSTIFICATION

Nombre de preneurs / soumissionnaires
Nous avons eu 7 preneurs du cahier des charges, dont 1 soumissionnaire et 4 preneurs du cahier des charges qui ont remplit le formulaire de désistement. Deux autres preneurs du cahier des charges n'ont pas rempli le formulaire de désistement.

Motifs du non dépôt

Parmi les 4 preneurs du cahier des charges qui ont rempli le formulaire de désistement : (1) a mentionné que le devis est spécialisé, (1) n'offre pas le produit ou le service, (2) les spécifications demandées sont non rencontrées.

Analyse des soumissions

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, le Service de l'approvisionnement a procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction pour la soumission reçue.

Aucun soumissionnaire dans ce dossier doit être déclaré non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ni être inscrit au Registre des entreprises non admissibles.

La soumission reçue a donc été jugée conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (Sans taxes)	Autres (à préciser)	Total (tx incl.)
PTI Solutions Industrielles inc.	484 890 $		557 502,28 $
Dernière estimation réalisée	525 000 $		603 618,75 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			557 502,28 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			0,0%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			0,00 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			0,0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-46 116,47 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-7,6%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			n/a
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			n/a

Justification des écarts

Les écarts sont justifiés par le fait que ce contrat est le premier de ce type à être mis en place à la Ville. Le regroupement des besoins a permis d'obtenir des économies d'échelle plus importantes qu'estimées au départ. Il est à noter que les estimations ont été réalisées en fonction des coûts payés par les unités d'affaires qui se sont procuré ce type de machine au cours des dernières années. La mise en place de cette entente par le Service de l'approvisionnement permettra donc à la Ville de réaliser des économies pour l'ensemble des unités participantes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre collective sans imputation budgétaire. Il est à noter que ces montants ne représentent qu'un potentiel d'approvisionnement et que la dépense réelle sera imputée au budget des divers services ou arrondissements, au fur et à mesure de leur utilisation.

Montant total de l'entente

Montant avant taxes TPS (5%) TVQ (9.975%) Montant, taxes incluses

484 891.00 $ 24 244.50 $ 48 367.78 $ 557 502.28 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'octroi du contrat était refusé, les unités d'affaires ne pourront profiter des bénéfices qu'apporteraient la machine distributrice sur leurs opérations et ils devront continuer à distribuer les produits EPI (gants, dossards, etc.) et autres consommables manuellement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite de l'octroi, l'entente sera disponible aux unités requérantes qui ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition des machines distributrices industrielles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Rencontre de démarrage avec le fournisseur Mars 2019
Publication de l'entente cadre sur l'intranet de la Ville Mars 2019
Début du contrat Mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Étienne LANGLOIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc-André LABELLE, Service de l'approvisionnement
Pierre GATINEAU, Service de l'approvisionnement
Étienne LANGLOIS, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Marc-André LABELLE, 22 novembre 2018
Étienne LANGLOIS, 21 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique ROUSSIN
Chef de section, inventaires municipaux

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Marc-André LABELLE
C/D Logistique

Tél : 514-872-5250
Télécop. :

Tél : 514 872-5204
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maline GAGNÉ-TRINQUE
Directrice
Tél : 514 872-8516
Approuvé le : 2019-02-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dean GAUTHIER
directeur de service - approvisionnement
Tél : 514 868-4433
Approuvé le : 2019-02-18

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16688 — No du GDD : 1185318002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture de machines distributrices industrielles

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 7 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 7 - 8 - 2018

Ouverture faite le : 4 - 10 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 24 - 9 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 91 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 2 - 4 - 2019

Date d'échéance révisée : 2 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PTI Solutions Industrielles inc.	557 502,28 $	√	

Information additionnelle

Raisons des désistements, produit trop spécifique ou produit non offert. Incapacité d'avoir les garanties demandé.

Préparé par : Étienne Langlois — Le 1 - 2 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-16688

Agent d'approvisionnement
Étienne Langlois

Conformité	Oui

				Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
PTI Solutions industrielles inc.					
	LOT1	Machines distributrices industrielle	1	453 740,00 $	521 687,57 $
		Frais de licences	2	31 150,00 $	35 814,71 $
Total (PTI Solutions industrielles inc.)				**484 890,00 $**	**557 502,28 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

GRILLE D'ANALYSE

Un seul soumissionaire

Nombre de preneurs du cahier des charges : 7	**Numéro de l'appel d'offres** :18-16688 **Titre de l'appel d'offres** : Fourniture de machines distributrices industrielles

Motifs des désistements	OUI/NON	COMMENTAIRE(S)
Cahier des charges		
Le devis est spécialisé	Oui	Certains des preneurs de cahier des charges ont mentionnés que le devis technique était trop restrictif et spécialisé.
Délai de soumission et d'octroi		
Les délais de la soumission sont insuffisants	Non	91 jours
La période de soumission ne convient pas à la compagnie	Non	
Longs délais d'octroi de la part de la Ville	Non	
Produit ou service		
Produit ou service non offert	Oui	Certains offrent uniquement la location
Spécifications demandées non rencontrées	Oui	Produit avec spécifications

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Motifs des désistements	OUI/NON	COMMENTAIRE(S)
Délai de livraison Délais de livraison hors d'atteinte	Non	
Les manufacturiers ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu	Non	
Carnet de commandes Le carnet des commandes de la firme est complet présentement	Non	
Autres:	non	
Raisons de l'écart du prix estimé par rapport au prix soumis	Oui	
Estimé Est-il récent?	Oui	
Autres	non	

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-16688
Numéro de référence : 1176350
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Fournisseurs de machines distributrices industrielles

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Fastenal. 275, avenue Saint-Sacrement (suite 120) Québec, QC, G1N3Y1 http://www.fastenal.com	Monsieur Marc-André Busque Téléphone : 514 688-6035 Télécopieur :	**Commande : (1476726)** 2018-08-08 9 h 34 **Transmission :** 2018-08-08 9 h 34	2977628 - Addenda n°1 2018-08-08 9 h 34 - Téléchargement 2980674 - Addenda n°2 2018-08-08 9 h 34 - Téléchargement 2983843 - 18-16688_Add3_REPORT DE DATE 2018-08-13 10 h 12 - Courriel 2994112 - Addenda 4 REPORT DE DATE 2018-08-31 14 h 22 - Courriel 2999873 - 18-16688_Add5_report de date (devis) 2018-09-14 13 h 27 - Courriel 2999874 - 18-16688_Add5_report de date (bordereau) 2018-09-14 13 h 27 - Téléchargement 3003623 - 18-16688_Add6 2018-09-24 12 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Fortin & Fils 119 Sainte-Anne Sainte-Anne-de-Bellevue, QC, H9X 1M3	Monsieur Nelson Fortin Téléphone : 514 972-7555 Télécopieur : 514 457-0934	**Commande : (1465771)** 2018-07-06 6 h 27 **Transmission :** 2018-07-06 6 h 27	2977628 - Addenda n°1 2018-07-27 8 h 41 - Courriel 2980674 - Addenda n°2 2018-08-03 15 h 28 - Courriel 2983843 - 18-16688_Add3_REPORT DE DATE 2018-08-13 10 h 12 - Courriel 2994112 - Addenda 4 REPORT DE DATE 2018-08-31 14 h 22 - Courriel 2999873 - 18-16688_Add5_report de date (devis) 2018-09-14 13 h 27 - Courriel 2999874 - 18-16688_Add5_report de date (bordereau) 2018-09-14 13 h 27 - Téléchargement 3003623 - 18-16688_Add6 2018-09-24 12 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Planiform 1983 Inc 10175 Basile Routhier Montréal, QC, H2C2c5 http://www.planiform.com	Madame Charlotte Girod Téléphone : 450 961-1983 Télécopieur :	**Commande : (1477795)** 2018-08-10 9 h 18 **Transmission :** 2018-08-10 9 h 18	2977628 - Addenda n°1 2018-08-10 9 h 18 - Téléchargement 2980674 - Addenda n°2 2018-08-10 9 h 18 - Téléchargement 2983843 - 18-16688_Add3_REPORT DE DATE 2018-08-13 10 h 12 - Courriel 2994112 - Addenda 4 REPORT DE DATE 2018-08-31 14 h 22 - Courriel 2999873 - 18-16688_Add5_report de date (devis) 2018-09-14 13 h 27 - Courriel 2999874 - 18-16688_Add5_report de date (bordereau) 2018-09-14 13 h 27 - Téléchargement 3003623 - 18-16688_Add6 2018-09-24 12 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PR Distribution.ca 6500 rue Zephirin Pâque Québec Québec, QC, G2C 0M3 http://Www.prdistribution.ca	Monsieur Guy Lord Téléphone : 418 872-6018 Télécopieur : 418 872-6583	**Commande : (1471606)** 2018-07-20 9 h 42 **Transmission :** 2018-07-20 9 h 42	2977628 - Addenda n°1 2018-07-27 8 h 41 - Courriel 2980674 - Addenda n°2 2018-08-03 15 h 28 - Courriel 2983843 - 18-16688_Add3_REPORT DE DATE 2018-08-13 10 h 12 - Courriel 2994112 - Addenda 4 REPORT DE DATE 2018-08-31 14 h 22 - Courriel 2999873 - 18-16688_Add5_report de date (devis) 2018-09-14 13 h 27 - Courriel 2999874 - 18-16688_Add5_report de date (bordereau) 2018-09-14 13 h 27 - Téléchargement 3003623 - 18-16688_Add6 2018-09-24 12 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PTI Solutions Industrielles Inc. 12320, boul. Louis-Loranger Trois-Rivières, QC, G9B0L9	Monsieur Jean Bissonnette Téléphone : 819 384-4590 Télécopieur :	**Commande : (1474984)** 2018-08-03 14 h 31 **Transmission :** 2018-08-03 14 h 31	2977628 - Addenda n°1 2018-08-03 14 h 31 - Téléchargement 2980674 - Addenda n°2 2018-08-03 15 h 28 - Courriel 2983843 - 18-16688_Add3_REPORT DE DATE 2018-08-13 10 h 12 - Courriel 2994112 - Addenda 4 REPORT DE DATE 2018-08-31 14 h 22 - Courriel 2999873 - 18-16688_Add5_report de date (devis) 2018-09-14 13 h 27 - Courriel 2999874 - 18-16688_Add5_report de date (bordereau) 2018-09-14 13 h 27 - Téléchargement 3003623 - 18-16688_Add6 2018-09-24 12 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Services de Distributrices Ventrex Inc. 11875, rue Éthier Montréal, QC, H1H 3H5 http://www.ventrex.ca	Monsieur David Morin Téléphone : 514 991-6757 Télécopieur :	**Commande : (1468458)** 2018-07-12 11 h 46 **Transmission :** 2018-07-12 11 h 46	2977628 - Addenda n°1 2018-07-27 8 h 41 - Courriel 2980674 - Addenda n°2 2018-08-03 15 h 28 - Courriel 2983843 - 18-16688_Add3_REPORT DE DATE 2018-08-13 10 h 12 - Courriel 2994112 - Addenda 4 REPORT DE DATE 2018-08-31 14 h 22 - Courriel 2999873 - 18-16688_Add5_report de date (devis) 2018-09-14 13 h 27 - Courriel 2999874 - 18-16688_Add5_report de date (bordereau) 2018-09-14 13 h 27 - Téléchargement 3003623 - 18-16688_Add6 2018-09-24 12 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Ville de Montréal - Arrondissement Lasalle
7277, rue Cordner
Montréal, QC, H8N 2J7

Monsieur Moris Markarian
Téléphone : 514 367-6000
Télécopieur :

Commande : (1474284)
2018-08-01 9 h 31
Transmission :
2018-08-01 9 h 31

2977628 - Addenda n°1
2018-08-01 9 h 31 - Téléchargement
Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1193190002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser, pour les ententes-cadres conclues avec la firme SC360 Inc (CE17 0007), une dépense totale additionnelle de 283 865,76 $ (141 932,88 $, incluant les contingences et une variation des quantités de l'ordre de 15%, pour chacun des lots 1 et 2 de l'appel d'offres 16-14658), majorant ainsi le montant de ces contrats de 405 522,52$ à 547 455,40$

Il est recommandé :

1. d'autoriser, pour les ententes-cadres conclues avec la firme SC360 Inc (CE17 0007), une dépense additionnelle de 141 932,88 $ incluant les contingences et une variation des quantités de l'ordre de 15%, pour chacun des lots 1 et 2 de l'appel d'offres 16-14658, majorant ainsi le montant de ces contrats de 405 522,52$ à 547 455,40$;

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 09:15

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193190002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser, pour les ententes-cadres conclues avec la firme SC360 Inc (CE17 0007), une dépense totale additionnelle de 283 865,76 $ (141 932,88 $, incluant les contingences et une variation des quantités de l'ordre de 15%, pour chacun des lots 1 et 2 de l'appel d'offres 16-14658), majorant ainsi le montant de ces contrats de 405 522,52$ à 547 455,40$

CONTENU

CONTEXTE

La Ville dessert un réseau de près de 500 sites interconnectés qui permet de relier ses bâtiments, d'offrir différents services informatiques à ses employés et fournir des services à ses citoyens (comme le Wifi public). En 2016, la Ville de Montréal (Ville) a mis en place un nouveau modèle de télécommunication en assurant la maîtrise d'oeuvre de son réseau. Pour soutenir ce modèle, la Ville a publié, en janvier 2017, un appel d'offres afin de se prévaloir de quatre ententes cadres (appel d'offres public 16-14658) pour la fourniture de matériaux et de service en câblage structuré. Ces ententes cadres d'une durée de 3 ans ont été conclues avec SC360 Inc.
Suite à la migration vers le réseau propriétaire de la Ville, les contrats octroyés suite à l'appel d'offres 16-14658 ont permis d'adresser les besoins en infrastructures de câblages requis pour les sites de l'ensemble des lots. De nouveaux sites et des déménagements d'importance (par exemple au 630 boulevard René Lévesque, Ouest, au 700 de la Gauchetière, Ouest, au 5800 Saint-Denis, à l'annexe du 10351 Sherbrooke, Est, au 201 Laurier et au 1000 Émile-Journaux), non anticipés au devis et principalement localisés au centre et à l'est de la Ville ont accéléré la consommation des services.

Un appel d'offres public a été publié récemment afin de solliciter le marché et de conclure une nouvelle entente en fourniture de matériaux et en service de câblage structuré avant l'échéance de 2020. L'objet du présent dossier vise donc à autoriser, pour les ententes-cadres conclues avec la firme SC360 Inc (CE17 0007), une dépense additionnelle de 141 932,88 $ incluant les contingences et une variation des quantités de l'ordre de 15%, pour chacun des lots 1 et 2 de l'appel d'offres 16-14658, majorant ainsi le montant de ces contrats de 405 522,52$ à 547 455,40$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1302 - 8 août 2018 - Autoriser l'ajout de produits et services accessoires aux catalogues des contrats octroyés (4 lots) à SC360 Inc. (CE17 0007) – fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications.
CE17 0007 - 11 janvier 2017 - Conclure avec SC 360 Inc., 4 ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de matériaux et services de câblage en télécommunications - Appel d'offres public 16-14658 - (Cinq soumissionnaires) + (Lot 1: 405 522,52 $, Lot 2: 405 522,52 $, Lot 3: 405 522,52 $, Lot 4: 405 522,52 $)

DESCRIPTION

Chacun des lots couvre :

- L'ajout de prises;
- Le déménagement et l'aménagement du câblage pour les aires de travail et le déploiement du WiFi corporatif;
- La vérification et la réparation des prises défectueuses;
- L'aménagement de salles de télécommunications

Les lots sont regroupés par adresse civique.

JUSTIFICATION

Variation des quantités
Tel que prévu à l'article 18 du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, le besoin est d'autoriser un budget pour les variations des quantités de 15%. Ce budget servira à adresser la consommation accrue des quantités des enveloppes des lots 1 et 2 due aux différents déménagements.

L'ajout des nouveaux sites non connus au moment de l'appel d'offres, à l'intérieur des lots 1 et 2, ont engendrés des coûts contingents de 81 104,50 $ pour chacun des lots. Ces dépenses additionnelles représentent un taux d'augmentation de l'enveloppe de 20% et permettent de répondre aux nouveaux besoins en câblage (WiFi, déménagements, autres solutions numériques) jusqu'à l'octroi du nouveau contrat 18-17411 pour la fourniture de matériaux et de service de câblage en télécommunication, prévu en 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense additionnelle totale de 283 865,76 $ (259 207,28 $ net de taxes) pour les lots 1 et 2 se présente comme suit :

SC360 INC	**Coût 3 premières années**	**Budget additionnel pour variation des quantités (15%)**	**Budget de contingence (20%)**	**Total**
Lot 1	405 522,52 $	60 828,38 $	81 104,50 $	547 455,40 $
Lot 2	405 522,52 $	60 828,38 $	81 104,50 $	547 455,40 $
Lot 3	405 522,52 $			405 522,52 $
Lot 4	405 522,52 $			405 522,52 $
TOTAL		121 656,76 $	162 209,00 $	

Les achats qui seront effectués auprès du soumissionnaire se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses assumées au budget de fonctionnement et/ou au PTI du Service des TI pour la durée des ententes pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s’applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces dépenses additionnelles permettront de poursuivre les projets de déménagement et de déploiement du Wifi, ainsi que toutes autres activités nécessitant des travaux de câblage et ce, jusqu'à la mise en place du prochain contrat 18-17411 pour la fourniture de matériaux et de service de câblage en télécommunication, prévu en 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s’applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE – 13 mars 2019;
Approbation du dossier par le CM – 25 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs incluant les nouvelles dispositions du règlement de gestion contractuel.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic BOUTIN
controleur(euse) de projet

Tél : 514-872-4613
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Demis NUNES
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-887-9047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail

Tél : 514-280-8521
Approuvé le : 2019-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information

Tél :
Approuvé le : 2019-02-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193190002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Autoriser, pour les ententes-cadres conclues avec la firme SC360 Inc (CE17 0007), une dépense totale additionnelle de 283 865,76 $ (141 932,88 $, incluant les contingences et une variation des quantités de l'ordre de 15%, pour chacun des lots 1 et 2 de l'appel d'offres 16-14658), majorant ainsi le montant de ces contrats de 405 522,52$ à 547 455,40$

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis qu'il s'agit de modifications accessoires au contrat. Ces modifications ne changent pas la nature du contrat quant à son objet et est accessoire en valeur, et ce, tel que permis en vertu de l'article 573.3.04 de la Loi sur les cités et villes.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200
Division : Droit contractuel

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1196794001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 225 000 $ pour le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour une période de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019, pour la poursuite de ses actions / Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de soutien financier intervenue avec le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CG18 0115) majorant le montant total du soutien financier de 1 300 000 $ à 1 525 000 $

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 225 000 $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour une période de transition de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019;
2. d'approuver un projet d'addenda modifiant la convention de soutien financier intervenue entre la Ville de Montréal et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CG18 0115), majorant le montant total du soutien accordé de 1 300 000 $ à 1 525 000 $;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-28 08:43

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196794001**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 225 000 $ pour le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour une période de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019, pour la poursuite de ses actions / Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de soutien financier intervenue avec le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CG18 0115) majorant le montant total du soutien financier de 1 300 000 $ à 1 525 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Au cours des dernières années, la Ville de Montréal a constaté que le phénomène de la radicalisation avait beaucoup évolué ainsi que le nombre et la diversité des acteurs qui ont développé une expertise dans ce domaine. Ayant initié la création du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (Centre ou CPRMV) il y a près de quatre ans, la Ville, tout comme le ministère de la Sécurité publique (MSP) qui le soutient également financièrement, souhaitent revoir son mandat en tenant compte de l'expertise du milieu et de l'environnement dans lequel il agit.
La nécessité d'entreprendre une telle démarche de révision du mandat a été soulevée lors des consultations externes ciblées réalisées auprès des partenaires qui agissent dans le domaine de la prévention de la radicalisation ainsi que dans le rapport d'audit du Contrôleur général de la Ville de Montréal, dont les résultats ont été présentés au conseil d'administration du Centre.

Pour la Ville de Montréal, la prévention de la radicalisation est un atout majeur pour prévenir des problèmes sociaux, pour dynamiser la communauté et favoriser la cohabitation harmonieuse pour la population montréalaise. Ce domaine d'intervention nécessite la collaboration de plusieurs acteurs, dont le gouvernement du Québec et c'est en complémentarité avec ces acteurs que la Ville de Montréal souhaite contribuer à la prévention de la radicalisation.

En raison de la révision du mandat, la Ville et le MSP collaboreront pour élaborer un plan d'action transitoire qui permettra à l'organisme d'atteindre les objectifs de révision et d'améliorations souhaités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0115 du 22 février 2018
Accorder un soutien financier de 1,3 M$, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ pour la réalisation de son plan d'action annuel 2018
CG17 0416 du 28 septembre 2017
Accorder un soutien financier de 500 000 $, pour l'année 2017, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence
CG15 0771 du 17 décembre 2015
Accorder un soutien financier de 1 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour la réalisation de son plan d'action 2015-2016 dans le cadre du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal, le ministre de la Sécurité publique et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, soit 1 M$ de la Ville de Montréal et 1 M$ du ministère de la Sécurité publique, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière
CM15 0979 du 17 août 2015
Accorder une avance de fonds de 200 000 $, sur la contribution prévue de 1 million $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence

DESCRIPTION

Le projet d'addenda vise à accorder un soutien financier additionnel de 225 000 $ et à prolonger l'entente 2018 du CPRMV pour une période transitoire de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019. Celle-ci est nécessaire afin d'élaborer le plan d'action transitoire qui permettra d'assurer une efficience optimale de l'organisme et redéfinir l'offre de service du CPRMV.
La redéfinition du mandat de l'organisme visera à répondre aux besoins identifiés, en complémentarité de l'offre de service actuelle et en collaboration avec les acteurs impliqués dans le domaine. Les activités soutenues par la Ville devront par ailleurs être réalisées sur le territoire montréalais et en concordance avec les champs de compétence municipale. La hauteur de l'aide financière octroyée par la Ville sera en adéquation avec ce nouveau mandat.

JUSTIFICATION

L'amélioration d'aspects relatifs à l'efficience ainsi qu'à la révision de son mandat sont nécessaires afin de permettre au CPRMV de continuer de jouer un rôle important en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence au Québec, en particulier à Montréal. La Ville souhaite d'ailleurs revoir le mandat du Centre et son soutien financier en concordance avec les interventions des acteurs institutionnels et communautaires et les besoins sur son territoire. Les travaux entourant la redéfinition du mandat permettront également de déterminer la pertinence des différents domaines portés par le Centre et les responsabilités municipales à cet égard.
Le financement supplémentaire accordé pour la période de transition permettra de poursuivre les activités du Centre et de conserver l'expertise développée au sein de l'équipe du Centre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 225 000 $, est prévu au budget de fonctionnement du SDIS. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations .*

Organisme	Projet	Soutien 2018	Soutien additionnel recommandé en 2019	% soutien du soutien par rapport au budget total de l'organisme
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV)	Réalisation du Plan d'action montréalais	1 300 000 $	**225 000 $**	**64 %**

Le soutien financier que la Ville a versé à cet organisme au cours des dernières années est disponible en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s’inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de la convention avec le CPRMV et le soutien additionnel permettront d'élaborer un plan d'action transitoire et de redéfinir le mandat du Centre. Au terme de cette démarche, la Ville sera en mesure de déterminer le soutien financier à lui accorder au cours des prochaines années tout en évitant, dans l'intervalle, des bris de services significatifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2019 Présentation au comité exécutif
Mars 2019 Présentation pour approbation au conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Luc LORTIE
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 872-3553
Télécop. : 514 872-2610

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-11

Agathe LALANDE
Chef de division - Lutte à la pauvreté et l'itinérance

Tél : 514 872-7879
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité et de l'inclusion sociale
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2019-02-06

Contributions financières versées depuis 2015

NOM_FOURNISSEUR	CENTRE DE PREVENTION DE LA RADICALISATION MENANT A LA VIOLENCE

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER				
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2015	2016	2017	2018	Total
Direction générale	CM15 0979	200 000,00 $				200 000,00 $
Total Direction générale		200 000,00 $				200 000,00 $
Diversité sociale et des sports	CG15 0771		700 000,00 $	100 000,00 $		800 000,00 $
	CG17 0416			500 000,00 $		500 000,00 $
	CG18 0115				977 504,42 $	977 504,42 $
Total Diversité sociale et des sports			700 000,00 $	600 000,00 $	977 504,42 $	2 277 504,42 $
Total		200 000,00 $	700 000,00 $	600 000,00 $	977 504,42 $	2 477 504,42 $

ADDENDA
GDD 119 6794 001
(Modifiant la convention de contribution financière CG18 0115 du 22 février 2018)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « Ville »)

ET : **CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 6e étage, bureau 602, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par M. Herman Deparice-Okomba, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée de son conseil d'administration tenue le 3 juillet 2015;

(ci-après appelé l'« **Organisme** »)

ATTENDU QUE le 22 février 2018 par sa résolution CG18 0115, la Ville a résolu d'accorder une contribution financière **D'UN MILLION TROIS CENT MILLE** dollars (**1 300 000** $), dont **NEUF CENT MILLE** dollars (**900 000** $) à l'Organisme pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2018 (la « **convention** »);

ATTENDU QUE la Ville souhaite **revoir la mission** du CPRMV en tenant comte de l'expertise du milieu et de l'environnement dans lequel agit le Centre

ATTENDU QU'une période de transition est nécessaire pour élaborer un plan d'action transitoire et redéfinir l'offre de service du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, dans un processus concerté avec le ministère de la Sécurité publique;

ATTENDU QUE la Ville doit poursuivre les travaux entrepris avec le ministère de la Sécurité publique pour établir les modalités de collaboration;

ATTENDU QUE la Ville considère nécessaire d'offrir à l'Organisme un soutien transitoire qui permettra la poursuite des actions;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les paragraphes 4.1 de l'article 4 de la Convention sont remplacés par les suivants :

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune de ses obligations en vertu de la présente Convention, la Ville lui verse une contribution financière maximale de **UN MILLION CINQ CENT VINGT-CINQ MILLE** dollars (**1 525 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, dont un montant minimal de **UN MILLION CENT VINGT-CINQ MILLE** dollars (**1 125 000** $) doit être affecté exclusivement à la réalisation du Projet et un montant maximal de **QUATRE CENT MILLE** dollars (**400 000** $) peut être utilisé pour appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.1 une somme maximale de **QUATRE CENT MILLE** dollars (**400 000** $) à la signature de la Convention, conditionnellement à l'approbation par la Ville du Rapport annuel 2017 et des états financiers vérifiés 2017;

4.1.2 une somme maximale de **DEUX CENT CINQUANTE MILLE** dollars (**250 000** $) au plus tard le 31 mai 2018;

4.1.3 une somme maximale de **QUATRE CENT MILLE** dollars (**400 000** $) à l'approbation par le comité de suivi du bilan semestriel tel que mentionné au point 3.10b;

4.1.4 une somme maximale de **DEUX CENT CINQUANTE MILLE** dollars (**250 000 $**) à l'approbation par la Ville du Rapport annuel et des états financiers vérifiés pour l'année 2018;

4.1.5 une somme maximale de **CENT QUATRE-VINGT MILLE** dollars (**180 000** $) à la signature de l'addenda;

4.1.6 une somme maximale de **QUARANTE-CINQ MILLE** dollars (**45 000** $) à l'approbation par la Ville du pan d'action transitoire;

4.1.7 Aucun intérêt ne sera payable par la Ville sur les sommes versées en retard, le cas échéant.

2. Le présent Addenda prend effet rétroactivement à la date d'entrée en vigueur de la Convention et se termine le **31 mars 2019**.

Le présent Addenda est régi par les lois en vigueur du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Tous les autres termes et conditions de la Convention et des Annexes demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2019

CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Par : _____
Herman Deparice-Okomba, directeur général

Cet Addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CG19 …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196794001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 225 000 $ pour le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence pour une période de trois mois, soit jusqu'au 31 mars 2019, pour la poursuite de ses actions / Approuver un projet d'addenda modifiant la convention de soutien financier intervenue avec le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CG18 0115) majorant le montant total du soutien financier de 1 300 000 $ à 1 525 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1196794001_BF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-31

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1188195001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour le réaménagement des secteurs Jarry est et Boisé sud du parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 3 038 213,57 $ taxes incluses. Appel d'offres public (17-6991) - Contrat numéro 17-6991. Autoriser une dépense totale de 3 857 717,23 $ (contrat, contingences, quantités variables et incidences), incluant les taxes - (6 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. D'octroyer un contrat pour le réaménagement des secteurs Jarry est et Boisé sud au parc Frédéric-Back à Bau-Québec Ltée, le plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant maximal de 3 038 213,57 $, incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-6991;

2. D'autoriser une dépense de 3 098 163,83 $ (contrat et incidences), incluant les taxes, pour les travaux de réaménagement des secteurs Jarry est et Boisé sud au parc Frédéric-Back;

3. D'autoriser une dépense de 303 821,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. D'autoriser une dépense de 455 732,04 $, taxes incluses, à titre de variations de quantité;

5. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-24 17:58

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1188195001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour le réaménagement des secteurs Jarry est et Boisé sud du parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 3 038 213,57 $ taxes incluses. Appel d'offres public (17-6991) - Contrat numéro 17-6991. Autoriser une dépense totale de 3 857 717,23 $ (contrat, contingences, quantités variables et incidences), incluant les taxes - (6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent contrat concerne l'aménagement du bloc 2 du parc Frédéric-Back (secteur de la Boucle Jarry est et du Boisé sud) chevauchant la périphérie et le centre du parc, dans le but de le rendre accessible à la population en 2020.
Les travaux consistent principalement en l'aménagement et la réfection de sentiers piétons, de placettes de parc, de travaux de plantation, d'installation d'un système d'éclairage et d'infrastructures souterraines.

Le projet qui s'étend sur 6 hectares est réparti en deux sous secteurs :

- Le secteur de la Boucle Jarry est;
- Le secteur du Boisé sud.

Ces secteurs sont stratégiques puisqu'ils se connectent avec le secteur Boisé ouvert en 2017, à l'entrée de la rue Paul-Boutet, accès principal du parc. Un plan de localisation des secteurs est en pièce jointe.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres nº 17-6991 a été lancé le 12 novembre 2018 et s'est terminé 24 jours plus tard, soit le 6 décembre 2018. Les soumissions ont été ouvertes le 6 décembre

2018 à 13 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir, sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO durant toute la période d'appel d'offres.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 90 jours suivant la date d'ouverture. Les soumissions reçues sont donc valides jusqu'au 5 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

SMCE198074006 – 28 janvier 2019 : Mandat d'exécution – Parc Frédéric-Back – Bloc 2.
CE 17 0030 - 26 janvier 2017 **:** Règlement autorisant un emprunt de 60 700 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement du parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

DESCRIPTION

Les travaux prévus au contrat consistent, sans s'y limiter, à faire :

- l'excavation, le terrassement et la mise en forme du site;
- la réhabilitation environnementale des sols, la gestion de débris de construction;
- les infrastructures civiles et électriques pour l'alimentation future d'une toilette autonettoyante, d'une fontaine à boire et d'un éclairage de sentiers;
- l'aménagement de sentiers piétons, haltes et placettes de repos;
- l'aménagement de fossés de drainage et d'installations pluviales;
- l'installation de mobilier urbain, d'éléments de signalétique, de clôtures et garde -corps;
- la plantation de près de 400 arbres, plus de 800 arbustes, vivaces et graminées et 5 différents types d'ensemencement;
- la coordination avec différents services, dont Hydro-Québec et la Commission des Services Électriques de Montréal.

Les travaux sont divisés en deux étapes afin de ne pas gêner la circulation piétonne sur la boucle. Ainsi, la première étape de travaux qui concerne le secteur Boisé sud sera livrée en 2019; la seconde étape qui concerne le secteur de la Boucle Jarry est sera complétée en 2020.

JUSTIFICATION

Justification des travaux :
L'ouverture du secteur Boisé sud permettra aux citoyens d'accéder à une zone qui jusqu'ici n'était pas accessible au public et répondra aux attentes grandissantes de la population locale qui souhaite enfin pouvoir pénétrer au cœur du site. Ce nouvel accès au parc qui sera aménagé deviendra rapidement une des principales portes d'entrée du parc Frédéric-Back. Le réaménagement de la Boucle Jarry permettra, quant à lui, de bonifier un sentier multifonctionnel déjà prisé par la population.

Analyse des soumissions :

Dans le cadre de l'appel d'offres, sept addendas ont été émis respectivement du 20 novembre 2018 au 3 décembre 2018. Ils visaient à préciser la nature des travaux, à reporter la date de dépôt des soumissions de sept jours, à apporter des corrections au cahier des charges et au bordereau des prix. Les différents addendas ont été envoyés à tous les preneurs de documents de l'appel d'offres.

Le report de la date de dépôt des soumissions a été fait dans le but de répondre aux questions soulevées par les entrepreneurs à la suite de la visite du site.
Ce report de date a été publié dans le journal Le Devoir, sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO.

Sur l'ensemble des 17 preneurs du cahier des charges : six ont déposé une soumission conforme, 11 n'ont pas déposé de soumission ; soit une proportion de 35,29 % et 64,71 % des preneurs du cahier des charges.

Parmi les 11 firmes qui n'ont pas déposé de soumission :

- sept entrepreneurs généraux n'ont pas donné de motif de désistement;
- trois firmes sont connues comme étant des sous-traitants en électricité;
- une firme est connue comme étant la firme responsable de l'estimation de contrôle.

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables et les documents relatifs aux soumissions conformes ont été vérifiés (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, cautionnement, etc.).

Firmes soumissionnaires	**Total (taxes incluses)**
Bau-Québec Ltée	3 038 213,57 $
Lanco Aménagement Inc	3 130 485,26 $
Terrassement Multi-Paysages	3 565 536,66 $
Urbex Construction Inc	3 603 303,74 $
Aménagements Sud-Ouest	3 930 934,80 $
Le Groupe Vespo	4 897 000,03 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	3 353 466,28 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*	3 694 245,68 $ 21,59 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	1 858 786,46 $ 61,18 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 315 252,71 $ - 9,40 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	92 271,69 $ 3,04 %

Après analyse, les facteurs qui peuvent expliquer l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire

et l'estimation de contrôle sont principalement :

- l'intérêt suscité par le parc qui a permis d'avoir plusieurs soumissionnaires;
- la bonne connaissance du site par le plus bas soumissionnaire puisqu'il a déjà réalisé des travaux équivalents quelques années auparavant dans un autre secteur du parc.

Conformité de la soumission :

Ce dossier est assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1), conformément au décret n^{o} 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013.

L'adjudicataire recommandé détient son attestation de l'autorité des marchés financiers (n^{o} de client : 3000264785) et a obtenu son renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public le 19 mars 2018, et ce, jusqu'au 29 juillet 2020.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni même du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Une attestation valide délivrée le 1eroctobre 2018 par Revenu Québec a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire est conforme, en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Étant donné que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle est favorable à la Ville (-9,40 %), l'octroi de contrat est recommandé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximal de 3 857 717,23 $, taxes incluses, incluant le prix de base des travaux ainsi que les budgets des contingences, des quantités variables et des incidences, le tout selon la ventilation financière suivante :

Description	**Montant (taxes incluses)**
Prix de base des travaux	3 038 213,57 $
Contingences (10 %)	303 821,36 $
Quantités variables (15 %)	455 732,04 $
Incidences (1,97 %)	59 950,26 $
Total	**3 857 717,23 $**

- Un montant maximal de 3 522 610,03 $, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération nº RGC-17-006, du Règlement autorisant un emprunt de 60 7000 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement du parc Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

  - Secteur Boisé sud, année 2019 : 1 858 570,95 $
  - Secteur Boucle Jarry est, année 2020 : 1 664 039,08 $

  Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal Durable 2016-2020). Les aménagements prévus contribueront aux objectifs de développement durable notamment en matière de gestion des eaux de surface, de recyclage, de conservation et de protection de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas accordé, la Ville ne pourra connecter ces secteurs du parc à son entrée principale et cela impactera l'échéancier d'ouverture du bloc 2 du parc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera réalisée avant le début des chantiers, comme convenu avec le Service des communications et en collaboration avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et le Service de l'environnement de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 mars 2019
Conseil municipal : 25 mars 2019
Conseil d'agglomération : 28 mars 2019
Octroi du contrat : 1er avril 2019
Début des travaux : 8 avril 2019
Fin des travaux : 30 novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc BORNAIS, Service de l'environnement
Robert GERVAIS, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marco ST-PIERRE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Robert GERVAIS, 25 février 2019
Luc BORNAIS, 6 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin MOTTE
architecte paysagiste

Tél : 5148726162
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-04

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains

Tél : 514 872-0945
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands parcs métropolitains
Tél : 514 872-0945

Le 14 février 2019

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4), je désigne monsieur Clément Arnaud, chef de division - Aménagement des parcs métropolitains, pour me remplacer du 18 au 22 février 2019 inclusivement dans l'exercice de mes fonctions de directrice, Direction - Aménagement des parcs et des espaces publics, et exercer tous les pouvoirs rattachés à mes fonctions.

J'ai signé,

Sylvia-Anne Duplantie
Directrice – Aménagement des parcs et espaces publics
Tél : 514-872-5638

Approuvé le : 2019-02-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456

Approuvé le : 2019-02-22


SECTEUR BOISÉ EST
OUVERT AU PUBLIC
SECTEUR BOISÉ SUD
4,2 hectares
SECTEUR JARRY EST -
2E AVENUE - PAUL-BOUTET
1,8 hectare
ENTRÉE PAUL-BOUTET
TOHU
0 10 50 100m



PARC FRÉDÉRIC-BACK
Localisation des secteurs Jarry est et boisé sud - agrandissement

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU VERDISSEMENT ET DU MONT-ROYAL
JANVIER 2019

Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports
Direction aménagement des parcs er espaces publics
Aménagement des parcs métropolitains et autres parcs
801 Brennan, Pavillon Duke, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 1er février 2019

Monsieur Richard Raymond
Bau-Québec Ltée.
1370 Labadie, Local 1
Longueuil (Québec) J4N 1C7

Courriel: richard@bau-quebec.com

Objet : **Prolongation de la durée validité de soumission**
Appel d'offres n° 17-6991
AMÉNAGEMENT DE LA BOUCLE JARRY EST ET DU BOISÉ SUD - PARC FRÉDÉRIC-BACK

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 30 avril 2019.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse **avant le** 11 février 2019 à l'adresse suivante : appelsdoffres.infos.dgpv@ville.montreal.qc.ca.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur Raymond, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :

4 fev. 2019

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Clément Arnaud
Chef de division

Courriel: clement.arnaud@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-0945

LEW-700
2017-11

REVENU QUÉBEC

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

BAU-QUEBEC LTEE
1370, RUE LABADIE, PORTE 1
LONGUEUIL (QUEBEC) J4N 1C7

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1171182919

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 605110-BZZH-0519014
Date et heure de délivrance de l'attestation : 1er octobre 2018 à 14 h 22 min 53 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 janvier 2019

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca.**

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 19 mars 2018

BAU-QUÉBEC LTÉE
A/S MONSIEUR DENIS HUARD
6952, GRANDE ALLÉE
SAINT-HUBERT (QC) J3Y 1C4

N° de décision : 2018-CPSM-1019126
N° de client : 3000264785

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). BAU-QUÉBEC LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Certificat d'attestation

Loi sur la publicité légale des entreprises (RLRQ, chapitre P-44.1)

J'atteste que l'entreprise portant le nom

BAU-QUÉBEC LTÉE

- est immatriculée depuis le 20 août 2015 ;
- n'est pas en défaut de déposer une déclaration de mise à jour annuelle.
- n'est pas en défaut de se conformer à une demande qui lui a été faite en vertu de l'article 73,
- n'est pas en voie de dissolution.
- n'est pas radiée.

Numéro de certification : 635087782

Le numéro de certification ci-dessus vous permet de consulter en tout temps ce document certifié à l'aide du service en ligne Vérifier un numéro de certification du Registraire des entreprises.

Fait le 9 septembre 2016 pour le numéro d'entreprise du Québec 1171182919.

Registraire des entreprises

Registraire des entreprises Québec

000003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1188195001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Bau-Québec Ltée pour le réaménagement des secteurs Jarry est et Boisé sud du parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 3 038 213,57 $ taxes incluses. Appel d'offres public (17-6991) - Contrat numéro 17-6991. Autoriser une dépense totale de 3 857 717,23 $ (contrat, contingences, quantités variables et incidences), incluant les taxes - (6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1188195001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-08

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1193775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder à Sanexen services environnementaux, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement Saint-Léonard, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 295 768,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10295;
2. d'autoriser une dépense de 129 576,83 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 194 365,24 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 16:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193775001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés. Il s'agit de :
☐ en 2014, les secteurs Côte-Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
☐ en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
☐ en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
☐ en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et de Montréal-Ouest.

En 2018 la ville a produit un appel d'offres couvrant les secteurs de Dollard-des-Ormeaux, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield. Les résultats à l'ouverture n'ont pas été concluants: une faible participation des soumissionnaires et des montants nettement plus élevés que ce qui avait été estimé. L'appel d'offres a donc été annulé. La Ville a fait un

second appel d'offres après avoir diminué l'ampleur du projet en retirant certains ouvrages pouvant être retardés, et en assouplissant l'échéancier, mais les résultats ont été les mêmes.

Il fut donc décidé de revoir plus en profondeur l'appel d'offres pour attirer plus de soumissionnaires, notamment des entrepreneurs habitués à faire des travaux de moins grande envergure. Pour ce faire, la Ville a, dans un premier temps, procédé au pré-achat d'équipements demandant des délais de production plus importants. Ensuite, les travaux qui couvraient l'ensemble de l'île ont été découpés par secteur. Le présent dossier couvre les travaux pour un secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Saint-Léonard. Les autres secteurs font l'objet d'autres appels d'offres et d'autres dossiers décisionnels.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 14 janvier 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 12 février 2019, soit 4 semaines après le lancement.

Un addenda a été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications techniques et répondre à des questions de soumissionnaires :

Addenda no 1	2019-01-31	Clarifications techniques et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 12 juin 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 1 433 572,68 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10285 (4 soum.)
CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc. pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la Ville de Dollard-des-Ormeaux - Dépense totale de 2 474 405,76 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 10286 (5 soum.)

CG17 0154 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à Groupe TNT pour le projet Agglomération de Montréal - Régulation de la pression et mesure du débit - Travaux 2017 - Dépense totale de 11 193 181,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10219 (4 soum.).

CG16 0240 - 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 – 7 soumissionnaires.

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée, pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 -

Dépense totale de 6 609 119 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 - 5 soumissionnaires.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 $, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation d'un secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Saint-Léonard. Ces travaux visent à réguler toute l'eau entrant à Saint-Léonard et ainsi contrôler la pression et établir les bilans de consommation. Le projet comprend :
☐ le réaménagement de 2 chambres de mesure du débit existantes, situées sur des conduites principales, pour en faire des chambres de régulation;
☐ le réaménagement d'une chambre de mesure du débit existante, située sur une conduite secondaire, pour en faire une chambre de régulation;
☐ le réaménagement d'une chambre de vanne existante, située sur une conduite secondaire, pour en faire une chambre de mesure de la pression;
☐ la construction de 2 chambres de mesure de la pression, situées sur des conduites secondaires;
☐ la mise à niveau d'une chambre de mesure du débit existante, située sur une conduite principale, sur Maurice-Duplessis dans l'arrondissement Montréal-Nord.

Les arrondissements concernés par les travaux ont été informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 129 576,83 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc).

Des frais incidents de 194 365,24 $, taxes incluses, soit 15 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais reliés aux activités suivantes :
☐ alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (travaux civils);
☐ déplacement d'utilités publiques;
☐ contrôle qualitatif des matériaux (38 873,05 $, taxes incluses soit 3% des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu treize (13) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, cinq (5) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 38 % des preneurs de documents. Parmi les huit (8) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) étaient un sous-traitant et deux (2) étaient des fournisseurs. Enfin, pour les cinq (5) derniers preneurs, un (1) nous a envoyé son avis de désistement (charge de travail trop élevée). Pour les quatre (4) autres, ils n’ont pas jugé à propos de nous fournir d’explications quant à savoir pourquoi ils n’ont pas déposé d’offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièces jointes.
Lors de l'analyse de conformité, trois (3) soumissions ont été jugées conformes, aucune erreur de calcul n'a été identifiée, l'analyse peut être consultée en pièces jointes. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Sanexen Services Environnementaux	1 295 768,25 $	129 576,83 $	1 425 345,08 $
Construction Bau-Val	1 807 000,00 $	180 700,00 $	1 987 700,00 $
Entreprises Michaudville	2 268 000,00 $	226 800,00 $	2 494 800,00 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	1 133 522,43 $	113 352,24 $	1 246 874,67 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 969 281,69 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			38%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			1 069 454,93 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			75%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			178 470,40 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			14%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			562 354,92 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			40%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 14 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis n'a pas mis en évidence un site ou une discipline, l'écart étant présent sur l'ensemble des prix soumis.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le second est plus important sur les articles pour le maintien de la circulation et sur les travaux de pavage. Un si grand écart entre le plus bas soumissionnaire et le second peut s'expliquer par le fait que, par le passé, Sanexen a soumissionné à plusieurs reprises sur les appels d'offres liées à ces projets et que l'entreprise n'a jamais réussi à obtenir le contrat. L'entreprise a d'ailleurs soumissionné sur les contrats de Dollard-des-Ormeaux et de Plateau-Mont-Royal, qui sont tout deux en processus d'octroi (1183775003 et 1183775004)), et pour lesquels il est arrivé troisième soumissionnaire. Il aurait donc présenté une soumission très compétitive dans le but d'obtenir le contrat.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par

l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour adjudicataire recommandé, l'entreprise Sanexen Services Environnementaux, est valide jusqu'au 14 juillet 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 1 619 710,32 $ taxes incluses, entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 1 479 011,44 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 16-039

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'octroi du contrat soit reporté à une date ultérieure au 12 juin 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 mars 2019
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominic POITRAS, Saint-Léonard
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Dominic POITRAS, 18 février 2019
Jean-François DUBUC, 14 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-02-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 avril 2017

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2017-CPSM-1021694
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10295
Numéro de référence : 1228088
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, Arrondissement Saint-Léonard

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7 NEQ : 1167167742	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1534379)** 2019-01-25 15 h 49 **Transmission :** 2019-01-25 15 h 49	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1529051)** 2019-01-15 10 h 16 **Transmission :** 2019-01-15 14 h 48	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1528757)** 2019-01-14 16 h 13 **Transmission :** 2019-01-15 7 h 39	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Excavation Civilpro inc 84 Riendeau Varennes, QC, J3X 1P7 NEQ : 1168774306	Madame Valérie Laplante Téléphone : 450 652-0986 Télécopieur : 450 652-6012	**Commande : (1530141)** 2019-01-17 7 h 19 **Transmission :** 2019-01-17 8 h 01	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1529087)** 2019-01-15 10 h 41 **Transmission :** 2019-01-15 15 h 07	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1529362)** 2019-01-15 14 h 56 **Transmission :** 2019-01-15 14 h 56	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GROUPE MICHEL LECLERC INC. 855, rue Pépin, bureau 200 Sherbrooke, QC, J1L 2P8 NEQ : 1167111138	Monsieur Karl Harvey Téléphone : 819 575-8238 Télécopieur : 819 562-0720	**Commande : (1529368)** 2019-01-15 14 h 59 **Transmission :** 2019-01-16 9 h 24	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1529153)** 2019-01-15 11 h 38 **Transmission :** 2019-01-15 11 h 38	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3 NEQ : 1169270676	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1530471)** 2019-01-17 12 h 05 **Transmission :** 2019-01-17 16 h 14	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1529327)** 2019-01-15 14 h 33 **Transmission :** 2019-01-15 14 h 33	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1528744)** 2019-01-14 16 h **Transmission :** 2019-01-15 7 h 07	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 15 h 48 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1529036)** 2019-01-15 10 h 07 **Transmission :** 2019-01-15 14 h 35	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Talvi Inc, 3980, boul.Leman Laval, QC, H7E1A1 NEQ : 1141733619	Monsieur Frédéric Pouliot Téléphone : 450 934-2000 Télécopieur :	**Commande : (1528987)** 2019-01-15 9 h 34 **Transmission :** 2019-01-15 9 h 34	3057063 - 10295 Addenda 1 2019-01-31 14 h 46 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**10295**
Titre d'AO :	**Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard**
Date d'ouverture :	**2019-02-12**
Heure d'ouverture :	**13h30**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Sanexen Services Environnementaux
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 295 768,25 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Bau-Val
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 807 000,00 $
Dernière estimation :	1 133 522,43 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	14,3%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	39,5%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Sanexen Services Environnementaux	1 295 768,25 $	Conforme	CONFORME	
2	Construction Bau-Val	1 807 000,00 $	Conforme	CONFORME	/ Erreur dans la transcription du NEQ
3	Groupe Michel Leclerc	1 836 921,08 $	Conforme	NON CONFORME	/ Montant d'assurance inférieur à ce qui est demandé au CCAS
4	Talvi	1 865 030,26 $	Conforme	NON CONFORME	/ Soumission non signée
5	Entreprises Michaudville	2 268 000,00 $	Conforme	CONFORME	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Jean-François Côté	2019-02-13
Vérifiée par :	**Jean Lamarre**	Date :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info comptable DRE 1193775001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Luu Lan LE
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 280-0066
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1197526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Mofax Électrique Ltée pour l'exécution de travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées au montant de 656 419,51 $, taxes incluses – Appel d'offres public SP18115-167032-C – 4 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Mofax Électrique pour l'exécution des travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 656 419,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP18115-167032-C;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 21:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197526003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Mofax Électrique Ltée pour l'exécution de travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées au montant de 656 419,51 $, taxes incluses – Appel d'offres public SP18115-167032-C – 4 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) est responsable des équipements électriques de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte, des intercepteurs, des collecteurs, ainsi que des stations de pompage, édicules et chambres de vannes. Ces infrastructures nécessitent une maintenance rigoureuse pour garder les équipements électriques dans un état optimal de fonctionnement et de disponibilité afin de répondre aux exigences opérationnelles du traitement des eaux usées. Cette maintenance peut être réalisée par des travaux de réparation, de remplacement et de mise à niveau des équipements. De plus, plusieurs de ces équipements sont devenus vétustes et doivent être remplacés ou mis à niveau par des interventions planifiées et/ou d'urgence.

La DEEU a aussi besoin des services d'un entrepreneur en électricité afin de réaliser divers travaux en lien avec différents projets. Les procédés de la DEEU sont en évolution constante et des équipes en réalisation de travaux doivent être disponibles en tout temps afin de répondre aux exigences opérationnelles du traitement des eaux usées.

Des travaux spécialisés effectués par une main-d'oeuvre qualifiée sont aussi nécessaires afin de garder les équipements fonctionnels et d'appuyer le personnel de la Station. L'entrepreneur en électricité demandé dans cet appel d'offres est en mesure de travailler sur tous les équipements électriques de la DEEU.

Un appel d'offres public a été lancé le 10 décembre 2018 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 15 janvier 2019. La validité

des soumissions est de 90 jours.

Deux addendas ont été émis durant la période de l'appel d'offres:

- Addenda 1, en date du 17 décembre 2018: réponse à une question;
- Addenda 2, en date du 19 janvier 2019; réponse à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1947 - 13 décembre 2017 - Accorder un contrat à La Cie Électrique Britton ltée pour des travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 404 897,11 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP17066-167032-C;

CE14 1279 - 13 août 2014 - Accorder un contrat à Mofax Électrique ltée plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, aux prix de sa soumission, soit une somme maximale de 373 692,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 2080-AE

CE12 0037 - 18 janvier 2012 - Accorder à la firme Mofax électrique ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 371 311,42 $, taxes incluses, conformément au document de l'appel d'offres public 2060-AE

DESCRIPTION

Les travaux décrits dans les documents d'appel d'offres comprennent la fourniture de la main-d'œuvre à taux horaire dans différentes disciplines de la construction : contremaître, électricien, électromécanicien, estimateur et chef d'équipe.

Également, un montant forfaitaire au bordereau des prix a été prévu pour le transport des matériaux, la location d'équipements (grue, équipements spécialisés, etc.) l'achat de matériaux (pièces, accessoires électriques etc.), la fourniture d'outillage et de biens non durables (propane, essence, diesel, etc.) ainsi que d'autres biens et services additionnels requis en vertu des conditions des documents d'appel d'offres.

Chaque mandat réalisé en vertu du contrat fait l'objet d'une estimation détaillée par l'entrepreneur, laquelle doit être approuvée par la Ville. Les travaux sont exécutés sur la base de temps et matériel (régie contrôlée) et toutes les feuilles de temps ainsi que les pièces justificatives doivent être approuvées et fournies avec la facture de l'entrepreneur.

Ce contrat ne prévoit aucun budget pour des contingences.

JUSTIFICATION

Cinq entreprises et une association se sont procuré les documents d'appel d'offres et quatre ont présenté une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu de l'entreprise n'ayant pas soumissionné.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)
1- Mofax Électrique Ltée	**656 419,51**	**-**	**656 419,51**
2- La Cie Électrique Britton Ltée	689 470,58	-	689 470,58
3- Quantum Électrique inc.	896 890,08	-	896 890,08
4- La Cie Repentigny Électrique inc.	913 318,28	-	913 318,28
Estimation du professionnel	783 272,64	-	783 272,64
Coût moyen des soumissions reçues			789 024,61 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			20,20%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			256 898,78 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			39,14%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(126 853,14)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-16,20%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			33 051,08
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			5,04%

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission est favorable de 16,20 %. Cet écart est attribuable à des taux horaires moins élevés que prévu à l'estimation interne.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Mofax Électrique Ltée pour la somme de sa soumission, soit 656 419,51 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - Mofax Électrique Ltée, 850, rue Marshall, Laval, Québec H7S 1K1 - NEQ 11429219736. L'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 janvier 2019 avec sa soumission, et une mise à jour de cette attestation valide jusqu'au 30 avril 2019.

L'autorisation à contracter de l'Autorité des marchés financiers n'est pas requise dans le cadre de ce contrat. Toutefois, Mofax Électrique Ltée a fourni une telle autorisation, laquelle est jointe au présent sommaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour l'exécution des travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la DEEU est de 656 419,51 $ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 599 398,51 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera comptabilisée en partie au budget de fonctionnement de la DEEU du Service de l'eau et en partie financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le recours à une main-d'œuvre spécialisée et d'appoint à très court terme pour accomplir divers travaux urgents et non prévisibles, il serait difficile de maintenir les équipements en état et d'assurer un fonctionnement optimal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Octroi du contrat: Mars 2019;

· Fin du contrat : février 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 14 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-28

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP18115-167032-C
Numéro de référence : 1221252
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Exécution de travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Madame Jo Annie De Nobile Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1520432)** 2018-12-10 14 h 57 **Transmission :** 2018-12-10 14 h 57	3039290 - Addenda 1 2018-12-17 13 h 27 - Courriel 3044839 - Addenda 2 2019-01-09 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La Cie électrique Britton Ltée. 8555 chemin Devonshire Montréal, QC, H4P 2L3 http://www.britton.ca	Monsieur André Gagnon Téléphone : 514 342-5520 Télécopieur : 514 342-5108	**Commande : (1520727)** 2018-12-11 11 h 16 **Transmission :** 2018-12-11 11 h 16	3039290 - Addenda 1 2018-12-17 13 h 27 - Courriel 3044839 - Addenda 2 2019-01-09 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
La Cie Repentigny 83 Lajeunesse Repentigny, QC, J6A 8J1	Monsieur Jean-François Durand Téléphone : 450 581-4770 Télécopieur : 450 581-4771	**Commande : (1526259)** 2019-01-08 11 h 58 **Transmission :** 2019-01-08 11 h 58	3039290 - Addenda 1 2019-01-08 11 h 58 - Téléchargement 3044839 - Addenda 2 2019-01-09 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lavytech Électrique inc 341 a, rue marion Repentigny, QC, j5z4w8	Monsieur Carl Bouchard Téléphone : 450 581-9595 Télécopieur : 450 581-7627	**Commande : (1521931)** 2018-12-14 9 h 37 **Transmission :** 2018-12-14 9 h 37	3039290 - Addenda 1 2018-12-17 13 h 27 - Courriel 3044839 - Addenda 2 2019-01-09 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Mofax Electrique Ltée 850 Marshall Laval, QC, H7S 1K1	Monsieur Jean-Sébastien Giguère Téléphone : 450 667-6877 Télécopieur : 450 667-4277	**Commande : (1520810)** 2018-12-11 13 h 34 **Transmission :** 2018-12-11 13 h 34	3039290 - Addenda 1 2018-12-17 13 h 27 - Courriel 3044839 - Addenda 2 2019-01-09 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Quantum Électrique inc. 1421 rue Michelin Laval, QC, h7l 4s2 http://www.quantumelectrique.com	Monsieur Benjamin Sauvé Téléphone : 514 883-1286 Télécopieur :	**Commande : (1524565)** 2018-12-21 13 h 12 **Transmission :** 2018-12-21 13 h 12	3039290 - Addenda 1 2018-12-21 13 h 12 - Téléchargement 3044839 - Addenda 2 2019-01-09 14 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Mofax Électrique Ltée pour l'exécution de travaux électriques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées au montant de 656 419,51 $, taxes incluses – Appel d'offres public SP18115-167032 -C – 4 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197526003nfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-04195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Division Eau - Environnement - Infrastructures du Réseau Routier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1197526006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 211 430,64 $ taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public SP18057-160691-C – 8 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 453 716,77 $, taxes incluses (contrat : 1 211 430,64$, contingences : 242 286,13 $).

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 211 430,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP18057-160691-C;
2. d'autoriser une dépense de 242 286,13 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 09:45

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197526006**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 211 430,64 $ taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public SP18057-160691-C – 8 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 453 716,77 $, taxes incluses (contrat : 1 211 430,64$, contingences : 242 286,13 $).

CONTENU

CONTEXTE

Les pompes d'inondation et d'assèchement situées au point le plus bas de la station de pompage de la station d'épuration de eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station), servent à l'assèchement des puits de captage de l'eau des drains de toiture, de l'eau de service du bâtiment, du drainage des motopompes lors de l'entretien, du drainage du système d'échantillonnage en continu de la Station et finalement, au captage de l'eau suite à un bris potentiel majeur d'équipement de procédé.

Les pompes d'inondation (200hp) sont vieillissantes et deviennent plus difficile à réparer lorsque requis. De plus, elles seraient à risque en cas d'inondations majeures étant donné que leurs moteurs sont ouverts. Pour ces raisons et afin de garantir l'opération en cas d'inondations importantes, la Direction de l'épuration des eaux usées doit acquérir de nouvelles pompes submersibles étanches à l'eau.

Il est à noter qu'une mise à niveau des équipements électriques de la station de pompage a été effectuée en 2018 (résolution CG17 0434), en prévision des travaux sur les équipements mécaniques et de procédés.

Un appel d'offres a été lancé le 2 décembre 2018 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 5 février 2019. Conformément à l'encadrement administratif C-OG-D-18-001, le bordereau de soumission n'inclut pas de

contingences. Compte tenu des imprévus probables dus à l'âge des équipements et des installations faisant l'objet des travaux, un budget de 20% de la valeur du contrat est recommandé pour les contingences. . La validité des soumissions est de 120 jours. Trois (3) addenda ont été émis :

· Addenda 1 en date du 22 janvier 2019 : modifications aux documents d'appel d'offres et réponses à des questions.

· Addenda 2 en date du 23 janvier 2019 : report de date d'ouverture des soumissions
· Addenda 3 en date du 29 janvier 2019 : réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0434 – 28 septembre 2017 – Accorder un contrat à Le Groupe LML ltée pour la mise à niveau de l'électricité et de l'instrumentation des pompes d'inondation et d'assèchement des puits sud et nord de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 505 120,61 $, taxes incluses – Appel d'offres public SP17003-160691-C.

DESCRIPTION

Le contrat visé par le présent dossier consiste à réaliser les travaux suivants :

· le remplacement des quatre (4) pompes d'inondation de 200 hp de la station de pompage par quatre (4) nouvelles pompes de 185 et 250 hp;

· le remplacement et l'installation de quatre (4) pompes de puisard de 20 hp en puits humide, ainsi que 2 pompes de puisard de plancher;

· le déplacement de la tuyauterie et les accessoires (vannes et clapets) des puits humides vers les puits secs permettant ainsi un meilleur entretien;

· la réfection des bases de béton et la peinture de conduites et d'équipements;

· la réparation par injection, des fissures sur les murs de béton ;

· l'installation d'une ventilation dans les 2 puits sec.

JUSTIFICATION

Treize (13) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres, et huit (8) d'entre-elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu des entreprises n'ayant pas déposé de soumissions.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Prix (avec taxes)	Contingences (avec taxes)	Total (avec taxes)

1- Nordmec Construction inc.	**1 211 430,64**	**242 286,13**	**1 453 716,77**
2- Le Groupe LML Ltée	1 217 121,03	243 424,21	1 460 545,23
3- Allen Entrepreneur Général inc.	1 327 832,48	265 566,50	1 593 398,97
4- Deric Construction inc.	1 366 705,53	273 341,11	1 640 046,63
5- Gastier M.P. inc.	1 374 555,04	274 911,01	1 649 466,05
6- Filtrum inc.	1 375 215,98	275 043,20	1 650 259,17
7- Norclair inc.	1 384 896,87	276 979,37	1 661 876,24
8- Tuyauterie Expert inc.	1 791 896,87	358 379,37	2 150 276,25
Estimation du professionnel	1 887 258,56	377 451,71	2 264 710,28
Coût moyen des soumissions reçues			1 724 921,73 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			18,66%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			696 559,48 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			47,92%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(810 993,51)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-35,81%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			6 828,47
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			0,47%

Il est à noter que le bordereau de soumission de la compagnie Tuyauterie Expert inc. comportait une erreur de calcul qui a été corrigée selon les dispositions du cahier des charges. Cette correction n'a pas affecté l'ordre des soumissionnaires.

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission est favorable de 35,81 %.

Une analyse des soumissions montre que la plupart des offres reçues incluaient un prix nettement plus bas que ce qui a été estimé pour l'achat et l'installation des pompes. Dans l'estimation interne, le professionnel s'est basé sur des prix budgétaires plus élevés reçus d'un fournisseur de pompes. Ainsi, il est donc clair que les soumissionnaires ont reçus des prix moins élevés que la Ville pour ces pompes. La moitié de l'écart de 35,81% entre l'estimation interne et la plus basse soumission s'explique par cette différence de prix, alors qu'un autre 41 % de l'écart se situe au niveau des prix soumis pour les frais généraux, les frais d'administration et profit. Nous croyons que l'intérêt élevé du marché pour ce projet a contribué à l'obtention d'un prix très compétitif.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à Nordmec Construction inc. au prix de sa soumission, soit 1 217 121,03 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; Nordmec Construction inc., 3-390 rue Siméon, Mont-Tremblant, Québec J8E 2R2. Nordmec Construction inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 30 avril 2019.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie Nordmec Construction inc. détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la Station est de 1 453 716,77 $ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 1 327 437,18 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce contrat n'était pas octroyé, le bon fonctionnement des pompes serait à moyen terme compromis et les risques d'inondation augmenteraient considérablement.

Également, la gravité des problèmes rencontrés lors d'inondations importantes serait élevée, considérant la vétusté des équipements.

Une inondation non contrôlée des étages inférieurs de la station de pompage pourrait entraîner l'arrêt complet du pompage des eaux usées à la Station.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Octroi du contrat: mars 2019;
· Fin des travaux : avril 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 22 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-22

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2019-02-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-27

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 avril 2017

NORDMEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR JOËL PRUD'HOMME
1998, RUE MICHELIN
LAVAL (QC) H7L 5C2

N° de décision : 2017-CPSM-1026563
N° de client : 3000172170

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LE GROUPE NORDMEC, NORDMEC CONTRÔLE et NORDMEC INSTRUMENTATION, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). NORDMEC CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP18057-160691-C
Numéro de référence : 1222077
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Madame Jo Annie De Nobile Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1521465)** 2018-12-13 9 h 25 **Transmission :** 2018-12-13 9 h 25	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com	Madame Suzanne Hallé Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur :	**Commande : (1524393)** 2018-12-21 9 h 29 **Transmission :** 2018-12-21 9 h 29	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bruneau Électrique Inc. 527 boul Dollard Joliette, QC, J6E 4M5	Monsieur Eric Bruneau Téléphone : 450 759-6606 Télécopieur : 450 759-2653	**Commande : (1521198)** 2018-12-12 13 h 23 **Transmission :** 2018-12-12 13 h 23	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1521180)** 2018-12-12 12 h 06 **Transmission :** 2018-12-12 12 h 06	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1532755)** 2019-01-23 9 h 39 **Transmission :** 2019-01-23 9 h 39	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 9 h 39 - Aucun 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 9 h 39 - Aucun Mode privilégié : Ne pas recevoir
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1522136)** 2018-12-14 14 h 19 **Transmission :** 2018-12-14 14 h 22	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com	Madame Kristina Bérubé Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1521978)** 2018-12-14 10 h 30 **Transmission :** 2018-12-14 10 h 30	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1522259)** 2018-12-17 7 h 14 **Transmission :** 2018-12-17 7 h 14	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel

			3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 http://www.norclair.ca	Monsieur Jean-François Lessard Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123	**Commande : (1522449)** 2018-12-17 10 h 33 **Transmission :** 2018-12-17 13 h 45	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1521982)** 2018-12-14 10 h 30 **Transmission :** 2018-12-14 10 h 36	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ondel Inc. 415 rue Adanac Québec, QC, G1C 6B9 http://www.ondel.ca	Madame Lisiane Tremblay Téléphone : 418 664-1066 Télécopieur : 418 664-1688	**Commande : (1528172)** 2019-01-14 8 h 13 **Transmission :** 2019-01-14 8 h 13	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1523433)** 2018-12-19 9 h 50 **Transmission :** 2018-12-19 9 h 50	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tuyauterie Expert inc. 740, rue Marion Joliette, QC, J6E8S2	Monsieur Benoit Charette Téléphone : 514 365-3663 Télécopieur : 514 365-8693	**Commande : (1521686)** 2018-12-13 14 h 16 **Transmission :** 2018-12-13 14 h 16	3050904 - Addenda 1 (devis) 2019-01-22 10 h 38 - Courriel 3050905 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-22 10 h 38 - Téléchargement 3051904 - Addenda 2 (Report de date) 2019-01-23 13 h 59 - Courriel 3055280 - Addenda 3 2019-01-30 7 h 08 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197526006

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Nordmec Construction inc. pour la mise à niveau des pompes de puisard et d'inondation de la station de pompage de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme maximale de 1 211 430,64 $ taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public SP18057-160691-C – 8 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 453 716,77 $, taxes incluses (contrat : 1 211 430,64$, contingences : 242 286,13 $).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197526006nfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Division Eau - Environnement - Infrastructures du Réseau Routier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1197526007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. entrepreneurs généraux inc. pour la prolongation des services enfouis – Poste électrique 315 KV pour un montant de 1 899 232,93 $, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public DP18129-177070-C – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 563 964,46 $, taxes incluses (contrat : 1 899 232,93 $, contingences : 379 846,59 $, variation de quantités : 94 961,65 $ et frais incidents : 189 923,29 $)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à C.M.S. entrepreneurs généraux inc. pour la prolongation des services enfouis - Poste électrique 315 KV, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 899 232,93 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DP18129-177070-C ;
2. d'autoriser une dépense de 379 846,59 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, et une dépense de 94 961,65 $, à titre de budget de variation de quantités ainsi qu'une dépense de 189 923,29 $, à titre de budget d'incidence;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-28 21:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197526007**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. entrepreneurs généraux inc. pour la prolongation des services enfouis – Poste électrique 315 KV pour un montant de 1 899 232,93 $, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public DP18129-177070-C – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 563 964,46 $, taxes incluses (contrat : 1 899 232,93 $, contingences : 379 846,59 $, variation de quantités : 94 961,65 $ et frais incidents : 189 923,29 $)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) un poste de transformation électrique 315 kV/25 kV est en cours de construction sur le site de la Station pour fournir une alimentation 25 kV aux deux unités prévues d'ozonation et de production d'oxygène. Ce poste sera raccordé au réseau d'Hydro-Québec à travers une ligne haute tension d'une longueur de 250 mètres. Hydro-Québec aura la responsabilité d'installer, opérer et entretenir cette ligne électrique.

Il est maintenant requis de réaliser les travaux de raccordement des lignées hautes tension et des services enfouis (aqueduc, égout, massifs électriques) du poste électrique afin de le desservir adéquatement.

Un appel d'offres a été lancé le 7 janvier 2019 et publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 7 février 2019. Conformément à l'encadrement administratif C-OG-D-18-001, le bordereau de soumission n'inclut pas de contingences. Un montant de 20 % du contrat est prévu pour effectuer des travaux imprévus ou additionnels qui pourraient être nécessaire en cours de chantier. Un budget de 5% de la valeur du contrat est également prévu pour couvrir les variations de quantité des articles à prix unitaires, conformément à l'encadrement administratif C-OG-D-18-001.

Des frais incidents ont été fixés à 10 % du montant des travaux afin de couvrir d'éventuels travaux tels que, les services de laboratoire et les expertises nécessaires en matière de sols contaminés.

Trois (3) addendas ont été émis :

· Addenda 1 en date du 22 janvier 2019 : modifications aux documents d'appel d'offres et réponses à des questions.

· Addenda 2 en date du 23 janvier 2019 : prolongation du délai des visites obligatoires.
· Addenda 3 en date du 31 janvier 2019 : réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0273 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'entente de contribution en haute tension entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal fixant les engagements des deux parties relativement à la réalisation de la nouvelle ligne d'alimentation électrique 315 kV, dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte ;

CG17 0093 - 30 mars 2017 - Accorder à Générale Électrique du Canada International inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la conception et la construction du poste de transformation 315kV/25kV à la station d'épuration Jean-R.-Marcotte (phase I), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 31 140 422,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 7057-AE;

CG15 0380 – 18 juin 2015 - Autoriser la signature de l'Entente d'avant-projet entre Hydro-Québec et la Ville de Montréal fixant les engagements des deux parties relativement à la réalisation de la nouvelle ligne d'alimentation électrique 315 kV dans le cadre du projet de désinfection à l'ozone à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte – 1153334011.

DESCRIPTION

Le présent contrat vise à réaliser les prolongements des services enfouis du poste électrique 315 kV/25 kV actuellement en construction. Les travaux à réaliser comprennent, sans s'y limiter:

· 76 mètres linéaires de conduite d'égout sanitaire ;

· 181 mètres linéaires de conduite d'égout pluvial ;

· 225 mètres linéaires de conduite d'eau potable ;

· 260 mètres linéaires de massifs électriques (2 x 14 conduits PVC bétonnés) ;

· 60 mètres linéaires d'un autre massif électrique (9 conduits PVC bétonnés) ;

· Aménagement de 2400 mètre carré de chaussée;

Afin de préparer le site pour l'installation et à la mise sous tension des lignes électriques

haute tension qui alimenteront le poste électrique, les travaux comprendront aussi l'enlèvement de lampadaires localisés dans l'emprise d'Hydro-Québec et l'installation de portiques limitant la hauteur des véhicules qui circuleront sous ces nouvelles lignes.

JUSTIFICATION

Dix (10) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres, et quatre (4) d'entre elles ont déposé une soumission. Aucun avis de désistement n'a été reçu des entreprises n'ayant pas déposé une soumission.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Variation de quantité** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- C.M.S. entrepreneurs généraux inc.	**1 899 232,93**	**379 846,59**	**94 961,65**	**2 374 041,17**
2- Charex inc.	1 986 830,09	397 366,02	99 341,50	2 483 537,61
3- Les Entreprises Cogenex inc.	1 995 747,55	399 149,51	99 787,38	2 494 684,43
4- E2R inc.	2 161 479,41	432 295,88	108 073,97	2 701 849,26
Estimation du professionnel externe	1 611 236,66	322 247,33	80 561,83	2 014 045,82
Coût moyen des soumissions reçues ($)				2 513 528,12
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)				5,88%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)				327 808,10 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)				13,81%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)				359 995,35
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)				17,87%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)				109 496,44
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				4,61%

L'écart entre l'estimation interne et la plus basse soumission est défavorable de 17,87 %. La majorité de cet écart (79 %) s'explique par une différence dans les prix de fourniture et d'installation des puits d'accès électrique ainsi que des structures de signalisation en porte-à-faux. En révisant son estimé, le professionnel externe s'est rendu compte qu'il avait omis d'inclure le coût pour les équipements de levage requis pour installer les puits et les structures ci-haut mentionnées.

De plus, les quatre soumissions reçues représentent des écarts minimes de prix l'une par rapport à l'autre. Le prix du plus bas soumissionnaire nous apparaît donc être le juste prix.

Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à C.M.S. entrepreneurs généraux inc. au prix de sa soumission, soit 1 899 232,93 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites; C.M.S. entrepreneurs généraux inc., 3828 rue Saint-Patrick, Montréal (Québec) H4E 1A4. C.M.S. entrepreneurs généraux inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion

contractuelle, ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. De plus l'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 30 avril 2019.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, la compagnie C.M.S. entrepreneurs généraux inc., détient une attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la prolongation des services enfouis du poste électrique 315 KV est de 2 563 964,46 $, taxes incluses, incluant 189 923,29 $ pour les frais incidents.

Ceci représente un montant de 2 341 241,30 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce contrat n'était pas octroyé, un retard dans la réalisation des essais de mise en service du poste électrique serait inévitable ce qui engendrerait des frais supplémentaires pour la Ville sous forme de pénalités prévues au contrat pour la construction du poste de transformation 315kV/25kV (GC17 0093). Il est important de noter que sans alimentation en eau, égout et massifs électriques, le poste électrique ne pourrait être utilisé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Octroi du contrat: Mars 2019;
· Fin des travaux : juillet 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 26 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-22

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2019-02-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 12 avril 2017

C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.
A/S MONSIEUR YVAN ST-HILAIRE
3828, RUE SAINT-PATRICK
MONTRÉAL (QC) H4E 1A4

N° de décision : 2017-CPSM-1023076
N° de client : 2700001636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : DP18129-177070-C
Numéro de référence : 1224786
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Prolongation des services enfouis - Poste électrique 315kV

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1528578)** 2019-01-14 13 h 54 **Transmission :** 2019-01-14 13 h 54	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1525782)** 2019-01-07 13 h 19 **Transmission :** 2019-01-07 15 h 47	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 14 h 33 - Messagerie 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1526160)** 2019-01-08 10 h 27 **Transmission :** 2019-01-08 10 h 27	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1531564)** 2019-01-21 10 h 17 **Transmission :** 2019-01-21 15 h 58	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 14 h 28 - Messagerie 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
E2R inc. 11635 6e Avenue Montréal, QC, H1E 1R8	Madame Julie Anne Moquin Téléphone : 514 419-1452 Télécopieur : 514 648-1455	**Commande : (1526786)** 2019-01-09 12 h 10 **Transmission :** 2019-01-09 15 h 42	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 14 h 27 - Messagerie 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1526274)** 2019-01-08 12 h 12 **Transmission :** 2019-01-08 12 h 12	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
G-Tek (8246408 Canada inc.)	Madame Christine Lopez	**Commande : (1526120)**	3050975 - Addenda 1 (devis)

4137 Boul. Industriel Laval, QC, H7L 6G9 http://www.gtek.ca	Téléphone : 450 628-4835 Télécopieur :	2019-01-08 9 h 56 **Transmission :** 2019-01-08 9 h 56	2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1526016)** 2019-01-08 7 h 59 **Transmission :** 2019-01-08 7 h 59	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1530471)** 2019-01-17 12 h 05 **Transmission :** 2019-01-17 16 h 14	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 14 h 28 - Messagerie 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1525899)** 2019-01-07 15 h 12 **Transmission :** 2019-01-07 16 h 43	3050975 - Addenda 1 (devis) 2019-01-23 10 h 03 - Courriel 3050976 - Addenda 1 (plan) 2019-01-23 14 h 29 - Messagerie 3050977 - Addenda 1 (bordereau) 2019-01-23 10 h 03 - Téléchargement 3051724 - Addenda 2 2019-01-23 10 h 42 - Courriel 3057818 - Addenda 3 2019-02-01 12 h 14 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197526007

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. entrepreneurs généraux inc. pour la prolongation des services enfouis – Poste électrique 315 KV pour un montant de 1 899 232,93 $, taxes incluses à la suite de l'appel d'offres public DP18129-177070-C – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 563 964,46 $, taxes incluses (contrat : 1 899 232,93 $, contingences : 379 846,59 $, variation de quantités : 94 961,65 $ et frais incidents : 189 923,29 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197526007nfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Division Eau - Environnement - Infrastructures du Réseau Routier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1187684003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'avenant, et autoriser une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell Ltd (CG16 0408) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 242 012,50 $ à 3 201 079,91 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'avenant, et d'autoriser une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell Ltd (CG16 0408) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 242 012,50 $ à 3 201 079,91 $, taxes incluses.
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,1 % par l'agglomération, pour un montant de 480 492,77$.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 08:57

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187684003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'avenant, et autoriser une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell Ltd (CG16 0408) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 242 012,50 $ à 3 201 079,91 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée, en 2011, d'un système d'administration de régimes de retraite et ce, suite à un appel d'offres public. Le bureau des régimes de retraite de Montréal utilise le logiciel Ariel de la firme Morneau Shepell Ltd (une société de services et de technologie en ressources humaines) et ce, pour administrer les régimes de retraite de la Ville. Actuellement, le progiciel ARIEL de la firme d'actuaires Morneau Shepell supporte l'administration des régimes de retraite pour environ 40 000 participants. Ce progiciel génère les calculs de prestations, de relevés d'événements ainsi que l'information nécessaire à la comptabilité des régimes de retraite.
Des ajustements doivent être intégrés dans la solution Ariel suite aux derniers changements annoncés aux règlements de la Loi sur les Régimes de Retraite du Secteur Municipal (RRSM) depuis décembre 2014 notamment pour la loi sur les Régimes complémentaires de retraite (RCR) qui a été modifiée à deux occasions, soit en septembre 2017 et en février 2018. De plus, les changements aux conventions collectives requièrent d'apporter des ajustements au progiciel. En effet, en mai 2017, l'Association des pompiers de Montréal (APM) et la Ville de Montréal ont paraphé une entente qui venait restructurer de façon importante les dispositions du régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal. De plus, en juillet 2017, le syndicat des cols bleus et la Ville ont paraphé une entente qui venait restructurer les dispositions du régime de retraite des cols bleus de la Ville de Montréal.

L'objet du présent dossier vise donc à approuver un projet d'avenant, et autoriser une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell Ltd (CG16 0408) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 242 012,50 $ à 3 201 079,91 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0408 - 22 juin 2016 - Accorder un contrat de gré à gré à Morneau Shepell Ltd (fournisseur unique) pour des services professionnels pour adapter le logiciel Ariel à la loi RRSM et appliquer des modifications au logiciel, pour une somme maximale de 2 242 012,50 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin. Autoriser les ajustements à la base budgétaire du Service des finances pour un montant total de 157 500 $ (taxes nettes) pour 2017 et maintenir cette augmentation jusqu'en 2020 inclusivement.
CG16 0193 - 24 mars 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 905 928 $, taxes incluses, pour le renouvellement, pour une période de 5 ans, de la convention de services professionnels intervenue avec Morneau Shepell Ltd (CE11 0326), pour un système d'administration des régimes de retraite, majorant ainsi le montant total du contrat de 9 852 279 $ à 13 758 207 $, taxes incluses.

CG12 0479 - 20 décembre 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 192 320 $, taxes incluses, pour des modifications à apporter au système des caisses retraites (Ariel), majorant ainsi le montant total du contrat de 8 659 959 $ à 9 852 279 $, taxes incluses.

CE11 0326 - 16 mars 2011 - Accorder un contrat de services professionnels à Morneau Shepell Ltd pour le paramétrage d'un progiciel et la fourniture de ce progiciel pour une durée de cinq ans, pour une somme maximale de 8 659 959 $, taxes incluses - Appel d'offres public (#10 11362) avec un seul soumissionnaire.

DESCRIPTION

Ce contrat avec le fournisseur externe Morneau Shepell Ltd permettra de modifier la solution informatique utilisée pour se conformer aux lois RRSM et RCR ainsi qu'aux ententes avec les cols bleus et les pompiers. Les changements requis au progiciel ARIEL sont les suivants:

- Ajustement au niveau de la base de données, des rapports, des interfaces de données et des documents relatifs à l'administration du régime (relevés d'événements, relevés annuels, etc.);
- Ajustement au niveau de la comptabilisation, dans le cadre de la production des états financiers des différents régimes de retraite de la Ville. Cette nouvelle obligation de divulgation et de présentation entraîne une complexité importante dans le processus de préparation des résultats financiers. Plusieurs nouveaux rapports sont nécessaires à la réalisation des états financiers des régimes de retraite en conformité avec la nouvelle loi;
- Ajustement au niveau du système d'administration ainsi que des reprises de calculs rétroactifs;
- Ajustements aux restructurations déjà implantées dans Ariel suite aux derniers changements à la Loi RCR ou à l'interprétation d'ententes ou de la Loi (pour 3 régimes, soit les cadres, les professionnels et les cols bleus);
- Paramétrisation de champs additionnels notamment pour les cotisations d'équilibre et cotisations de transfert de déficit;
- Ajustement des interfaces entre le système de paie de la Ville de Montréal et Ariel (ex: ajouts de cotisations d'équilibre et cotisations de transfert de déficit);
- Modification des paramètres de calculs pour les transferts inter-régimes et les transferts individuels (touche l'ensemble des régimes).

JUSTIFICATION

Le contrat va permettre l'intégration des derniers changements à la loi sur les RRSM et les RCR et adapter le progiciel Ariel afin de notamment refléter la restructuration importante des régimes de retraites des pompiers et cols bleus suivants les ententes intervenues entre ces derniers et l'employeur.

La firme Morneau Shepell Ltd a obtenu son autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour conclure des contrats et sous-contrats publics le 8 février 2015, et cette dernière demeure valide.

Ce contrat est accordé de gré à gré à Morneau Shepell Ltd en vertu des exceptions prévues à l'article 573.3 paragraphe 2, et paragraphes 6 (a) et (b) de la Loi sur les cités et Villes, puisque il est le développeur et fournisseur unique du progiciel Ariel et détient les marques et les droits d'auteur s'y rapportant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de cette dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses (875 756,38 $ net de taxes), sera imputée au PTI 2019-2021 du Service des TI au projet #74950 - Réforme TI des régimes de retraite, et sera financée par les règlements d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013 et de compétence locale 17-034.
Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 50,1 %. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes. En effet, le Bureau des régimes de retraite de Montréal agit en tant que délégataire pour les régimes de retraite de la Ville de Montréal et les autres unités de la Ville qui ont des responsabilités liées à l'agglomération, tels le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Service incendie de Montréal (SIM).

En 2016, dans le cadre de dossier 1165260003, le coût total maximal de ce contrat était de 2 242 012,50 $ taxes incluses et est réparti comme suit :

Type de services	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Services professionnels capitalisables	804 825,00 $	574 875,00 $				1 379 700,00 $
Services professionnels non capitalisables	172 462,50 $	172 462,50 $	172 462,50 $	172 462,50 $	172 462,50 $	862 312,50 $
Total	977 287,50 $	747 337,50 $	172 462,50 $	172 462,50 $	172 462,50 $	2 242 012,50 $

Les services professionnels non capitalisables pour un montant totale de 862 312,50 $ c'est pour permettre au Bureau de régimes de retraite de la Ville de bénéficier du support ainsi que l'entretien ainsi d'assurer l'amélioration en continu des processus de calculs des prestations des retraites.

Il y a aussi une autre dépenses de services professionnels capitalisables que nous avons obtenu en 2016, c'est cette dépense que nous avons demandé un montant supplémentaire; donc cette année et dans le cadre du nouveau dossier 1187684003, nous avons demandé une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels capitalisables afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel,

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra de se conformer à la loi sur les RRSM et aux changements de règlements de la loi sur les RCR, et de respecter les conventions collectives de l'APM et des cols bleus. Il permettra également le maintien de l'efficience sur l'administration des régimes de retraite de la Ville, ainsi que la capacité de la Division de la gestion des rentes à remplir son rôle de délégataire auprès des comités de retraite.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE – 13 mars 2019;
- Approbation du dossier par le CM – 25 mars 2019;
- Approbation du dossier par le CG – 28 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphane S GRENIER, Dépenses communes
Gabriel MORIN, Dépenses communes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-11-19
Carl LESSARD conseiller(ere) analyse - controle de gestion	Abdelmalek BOUKHEZAR Chef de division - solutions finances et approvisionnement
Tél : 514-868-8747	**Tél :** 514 872-7307

Télécop. : **Télécop. :** 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
directeur(trice) solutions d'affaires

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2018-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2019-03-01

Tour de la Bourse – Place Victoria
800, rue du Square-Victoria, bureau 4000
C.P. 211, Montréal QC H4Z 0A4

CONFIDENTIEL

Le 15 avril, 2016

CONFIDENTIEL

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec H2& 1C6

Objet : **Fournisseur Unique du Progiciel d'Administration Ariel pour les Régimes de Retraite de la Ville de Montréal**

Madame/Monsieur,

Cette lettre est en réponse à votre demande d'information concernent le progiciel Ariel. La présente est pour confirmer que Morneau Shepell Ltée est le développeur et fournisseur unique du progiciel Ariel. Morneau Shepell Ltée est le propriétaire d'Ariel et détient les marques et les droits d'auteur s'y rapportant.

Si vous désirez des renseignements supplémentaires, veuillez s'il-vous-plait me contacter.

Cordialement,



David Soulière
Directeur
Morneau Shepell
1060, boul. Robert-Bourassa, bureau 900
Montréal, QC H3B 4V3
Canada

Le cœur de votre organisation.

PARTENAIRE EN SANTÉ MENTALE

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS
Avenant no 1 (CG16 0408 – 22 juin 2016)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après nommée : la **« Ville »**

ET :

MORNEAU SHEPELL, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires au 800, rue du Square-Victoria, bureau 4000, C.P. 211, Montréal, Québec, H4Z 0A4, représentée aux présentes par son vice-président exécutif, monsieur Julien Ponce, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelée le
« **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : 11480 7559
N° d'inscription T.V.Q. : 1202670853

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » : le formulaire de demande de changements DDC37 qui comporte la liste des livrables;

« **Annexe 2** » : le formulaire de demande de changements DDC45 qui comporte la liste des livrables;

« **Annexe 3** » : le formulaire de demande de changements DDC_Banque d'heures qui comporte la liste des livrables;

« **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Propriété intellectuelle** » : documents, études et rapports préparés par le Contractant dans le cadre de la présente convention;

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2 et 3 jointes aux présentes, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utile à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l'effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.11 n’entreprendre aucun travail susceptible d’entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l’autorisation écrite de la Ville;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et Annexes 1, 2 et 3;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l’exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s’engage à lui verser une somme maximale de Neuf cent cinquante-neuf mille soixante-sept dollar canadien et quarante et un cents (959 067,41 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. La prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n’engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes.

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8. 3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention;

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération du paiement de toute somme prévue à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert pour exécuter ses obligations aux termes de la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture;

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.3, 6.4, 6.9 et 10.3 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au _____, province de Québec, _____ et tout avis doit être adressé à l'attention du _____. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au _____ à Montréal, province de Québec, _____ et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

13.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le e jour de 20

Morneau Shepell Ltd

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 20__ (Résolution …….).

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2015

MORNEAU SHEPELL LTD
A/S MONSIEUR PIERRE CHAMBERLAND
800, CP 211 SUCC TOUR D/L BOURSE
SUITE 4000
MONTRÉAL (QC) H4Z 0A4

Nº de décision : 2015-CPSM-1027696
N° de client : 2000901810

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AEKILIBRUS GROUPE CONSEIL
- GROUPE AST
- MORNEAU SHEPELL
- SHEPELL.FGI
- MORNEAU SOBECO

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). MORNEAU SHEPELL LTD est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 mai 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

February 7, 2018

MORNEAU SHEPELL LTD
800, CP 211 SUCC TOUR D/L BOURSE
SUITE 4000
MONTRÉAL QC H4Z 0A4

Re: Acknowledgement of receipt Application for renewal of authorization to enter into a public contract/subcontract

We have received your « Application for renewal of authorization to enter into a public contract/subcontract ». See below for important information regarding this application :

Client No. :	2000901810
Application/request No. :	1731622022
Payment confirmation No. :	000229801271

If you have access to AMF E-Services and you have initiated this application, you can consult the status of your application in “Follow up on applications/requests” under « Client File».

Should you have any questions, please call the AMF Information Centre at 1-877-525-0337.

Yours truly,

Autorité des marchés financiers

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187684003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Division Solutions finances et approvisionnement
Objet :	Approuver un projet d'avenant, et autoriser une dépense additionnelle de 959 067,41 $, taxes incluses, pour des services professionnels afin d'adapter le logiciel de gestion des régimes de retraites Ariel, dans le cadre du contrat accordé à Morneau Shepell Ltd (CG16 0408) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 242 012,50 $ à 3 201 079,91 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



1187684003_PTI.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1180749002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels suivant la convention de services professionnels dans le cadre du projet de construction du nouvel immeuble à l'usine Atwater. / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et MDA architectes, Bouthillette Parizeau et Nicolet Chartrand Knoll ltée (CG13 0401) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,17 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, dans le cadre de la convention de services professionnels, pour l'ajustement des honoraires professionnels à la suite de l'augmentation des coûts de travaux et de services supplémentaires requis pour la construction du nouvel immeuble à l'usine Atwater ;
2. d'approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et MDA architectes, Bouthillette Parizeau et Nicolet Chartrand Knoll ltée (CG13 0401), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,17 $, taxes incluses ;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-03-02 13:05

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180749002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels suivant la convention de services professionnels dans le cadre du projet de construction du nouvel immeuble à l'usine Atwater. / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et MDA architectes, Bouthillette Parizeau et Nicolet Chartrand Knoll ltée (CG13 0401) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,17 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de pallier le manque d'espace dans les ateliers et au niveau des bureaux administratifs de la direction de l'eau potable (DEP) et de résoudre les différents problèmes reliés aux installations existantes, un contrat de services professionnels a été octroyé par la Ville de Montréal pour construire un nouvel édifice sur le site du complexe Atwater dans l'arrondissement Le Sud-Ouest situé au 999 rue Dupuis. Le contrat de services professionnels, d'une somme de 2 360 704,64 $, a été octroyé le 26 septembre 2013 (CG13 0401).
Le 22 juin 2016, le conseil d'agglomération a octroyé un contrat à l'entreprise T.E.Q. inc. pour la réalisation des travaux. Ce contrat a été augmenté au CG du 23 août 2018 pour des travaux additionnels imprévus et accessoires.

À la suite de cette dernière augmentation du contrat de travaux, une augmentation du budget des honoraires professionnels est requise et se répartit en deux volets :

· Le premier causé par une augmentation du coût des travaux de construction;
· Le deuxième pour une augmentation des contingences du budget d'honoraires en services professionnels pour travaux accessoires imprévus survenus en chantier et à venir.

Une dépense additionnelle de 188 014,52 $ taxes incluses est demandée afin d'acquitter ces coûts pour permettre de finaliser l'administration du contrat de construction conformément à la convention de services professionnels.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0423 – 23 août 2018 – Autoriser une dépense additionnelle de 1 575 000 $, taxes incluses, pour des travaux accessoires au projet de construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif au site Atwater, dans le cadre du contrat accordé à Entreprise de construction T.E.Q. inc. (CG16 0430), majorant ainsi le montant total du contrat de 30 541 591,08 $ à 32 116 591,08 $, taxes incluses;
CG16 0430 – 22 juin 2016 – Accorder un contrat à Entreprise de construction T.E.Q. inc. pour la construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe Atwater dans l'arrondissement du Sud-Ouest situé au 999 rue Dupuis — Dépense totale de 34 359 289,97 $ taxes incluses — Appel d'offres 5832 (6 soumissionnaires);

CG16 0403 – 22 juin 2016 – Accorder un contrat à Les Pavages Chenail inc. pour la construction d'un nouveau chemin d'accès pour l'usine Siemens, située au 999, rue Dupuis, sur le site du complexe Atwater, dans l'arrondissement du Sud-Ouest — Dépense totale de 2 979 241,24 $, taxes incluses — Appel d'offres public 5833 (2 soum.)

CE16 0158 – 27 janvier 2016 — Autoriser une dépense totale de 452 243,52 $, taxes incluses, pour la construction d'un réseau de conduits souterrains dans le cadre de la construction du nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe Atwater, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

CE15 0737 — 22 avril 2015 — Accorder un contrat de services professionnels à la firme Beaudoin Hurens inc. pour les services en génie civil dans le cadre de la construction d'un nouveau chemin d'accès pour l'usine Rolls Royce (Siemens) pour une somme maximale de 72 060,59 $, taxes incluses — Appel d'offres public 15-14051 — (6 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin;

CE14 1444 — 24 septembre 2014 — Octroyer un contrat à la firme RCM Modulaire inc. pour la location de deux bâtiments modulaires préfabriqués temporaires pour une durée de trois ans avec options de prolongation situés sur le site de l'Usine Atwater au 999, rue Dupuis, pour la cafétéria des cols bleus de la Direction de l'eau potable. Dépense totale de 150 990,49 $, taxes incluses. Appel d'offres public 14-13670 (3 soumissionnaires);

CE14 1443 — 24 septembre 2014 — Octroyer un contrat à la firme Williams Scotsman du Canada inc. pour la location de cinq bâtiments modulaires préfabriqués temporaires pour une durée de trois ans avec options de prolongation situés sur le site de l'Usine Atwater au 999, rue Dupuis, pour la Direction de l'eau potable — Section Distribution réseaux et réservoirs. Dépense totale de 263 481,49 $, taxes incluses. Appel d'offres public 14-13670 (3 soumissionnaires);

CG14 0348 — 21 août 2014 — Octroyer un contrat à la firme ModSpace financial Services Canada Inc. pour la location de huit bâtiments modulaires préfabriqués temporaires pour une durée de trois ans avec options de prolongation situés sur le site de l'Usine Atwater au 999, rue Dupuis, pour la Direction de l'eau potable. Dépense totale de 687 012,54 $, taxes incluses. Appel d'offres public 14-13622 (4 soumissionnaires);

CG13 0401 — 26 septembre 2013 — Accorder un contrat de services professionnels comprenant les services d'une équipe multidisciplinaire en architecture et en ingénierie de bâtiment ainsi que les services en architecture de paysage et des professionnels accrédités LEED aux firmes MDA architectes, Boutillette Parizeau (BPA) et Nicolet Chartrand Knoll ltée

(NCK), dans le cadre de la construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif sur le site du complexe de l'usine de production d'eau potable Atwater, pour une somme maximale de 2 360 704,65 $, taxes incluses — Appel d'offres public 13-12907 — (7 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

L'augmentation du budget d'honoraires pour services professionnels requise se répartit comme suit :

Volet 1 - Augmentation des honoraires due à l'augmentation du coût des travaux (selon l'article 5 de la convention de services professionnels)	
• Évacuation supplémentaire de sol de grade A-B	
• Travaux additionnels de rétention pluviale et aqueduc en cours de négociation	
• Provision pour imprévus en travaux contingents	
• Prolongation des travaux jusqu'en juillet 2019	
• Coordination avec les travaux adjacents pour le chemin Siemens	
Volet 2 - Augmentation des contingences pour honoraires de services supplémentaires non prévus	
• Coordination des impacts sur la conception suite à des études de risques d'incendie et d'explosion	
• Modification d'un mur extérieur pour l'intégration de bornes de recharge pour véhicules électriques	
• Travaux de sécurité de la guérite permanente	
• Provision générale pour des événements potentiels qui pourraient survenir lors de la livraison de l'immeuble, de la mise en service et du démarrage des équipements	

JUSTIFICATION

Le volet 1 de l'augmentation se justifie par l'article 5 de la convention de services professionnels qui précise que les honoraires sont payés suivant le coût réel des travaux. Le volet 2 de l'augmentation pour services supplémentaires non prévus est accessoire en nature et ne modifie pas la portée des travaux.

La majoration recommandée permettra de livrer le nouvel immeuble sans compromettre la portée des travaux et la fonctionnalité globale des installations. La Direction de l'eau potable est en accord avec la majoration recommandée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget global additionnel requis pour couvrir les services supplémentaires dus à l'augmentation du coût des travaux et l'augmentation des contingences en honoraires professionnels totalise 321 691,16 $. Cependant, ce budget est diminué par une somme non utilisée de 133 676,64 $ du contrat de services professionnels pour des services prévus. Les services prévus, mais non requis se détaillent ainsi :

· Pour les services de base à la suite de l'ajustement des honoraires à pourcentage suivant le coût réel, par discipline, du contrat de travaux : 75 361 $;

· Pour un service supplémentaire prévu de surveillance en résidence de travaux de toiture non requis : 6 576 $;

· Pour un service supplémentaire prévu de visites supplémentaires de chantier non utilisées : 51 739 $.

Précisons que ce crédit a été appliqué à 100 % à l'augmentation des honoraires due à l'augmentation du coût des travaux, et non à l'augmentation des contingences pour honoraires de services supplémentaires. La somme requise pour l'augmentation des honoraires due à l'augmentation du coût des travaux a donc été diminuée de 219 438,94 $ à 85 760,31 $.

Une augmentation totale de 188 014,52 $ taxes incluses (ou de 171 682,32 $ net de ristournes de taxes) est requise. Ce montant représente une augmentation globale de 9,16 % du contrat initial avant contingences, ou 7,96 % du contrat initial incluant les contingences (voir Calcul d'augmentation du contrat de SP 13710 en pièce jointe).

Il est donc recommandé d'autoriser la dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, et de majorer ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,17 $, taxes incluses.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération et sera financée via le règlement d'emprunt RCG 14-020 - Travaux d'infrastructure, de mise aux normes, de reconstruction et de réhabilitation des systèmes de production et de distribution de l'eau potable et de collecte et des eaux usées — CG17 0545 (voir intervention du service des finances).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les documents ayant trait au développement durable sont inclus au devis du cahier des charges (gestion des déchets de construction et de démolition, protection de l'environnement).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En autorisant l'augmentation budgétaire demandée, il sera possible de terminer l'immeuble et ses dépendances avec la qualité prévue. Dans le cas contraire, l'échéancier du chantier et la portée des travaux pourraient être affectés par des imprévus et par des changements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense au CG du 28 mars 2019
Réception provisoire de l'immeuble : 29 mars 2019
Fin des travaux du contrat de T.E.Q. inc. : juillet 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André MARSAN, Service de l'eau
Anne-Marie LABERGE, Service de l'eau
Claude BÉDARD, Service des finances
Louise B LAMARCHE, Service des finances

Lecture :

Louise B LAMARCHE, 24 janvier 2019
André MARSAN, 22 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claire DUVAL
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-7827
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-18

Marie-Hélène LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-7826
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-02-28

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-28

Tableau des coûts

Projet :	**Services professionnels en architecture et en ingénierie**				**Mandat :**	**16735-2-001**
	Nouvel atelier et bâtiment administratif Atwater				**Contrat :**	**13710**
Date :	**Janvier 2019**					
Étape :	**Majoration de contrat de services professionnels**					

			Budget	TPS 5,0%	TVQ 9,975%	Total
Contrat :		**%**	**$**			
Contrat initial	Honoraires professionnels initiaux, services de base et supplémentaires		1 785 420,00	89 271,00	178 095,65	2 052 786,65
	Contingences initiales	15,00%	267 813,00	13 390,65	26 714,35	307 918,00
	Sous-Total contrat initial :		2 053 233,00	102 661,65	204 809,99	**2 360 704,64**
Majoration	**Honoraires professionnels supplémentaires additionnels, résultant de l'augmentation du coût réel des travaux**		**74 590,40**	**3 729,51**	**7 440,39**	**85 760,30**
	Contingences additionnelles pour services supplémentaires accessoires	**4,98%**	**88 936,05**	**4 446,80**	**8 871,37**	**102 254,22**
	Total des contingences (307 918,00 $ + 102 254,22 $)	19,98%	356 749,05	17 837,45	35 585,72	410 172,22
	Total - Contrat majoré :		**2 216 759,44**	110 837,97	221 121,75	**2 548 719,17**
	Dépenses générales initales	7,0%	143 726,31			
	Total - Incidences :		**143 726,31**	7 186,32	14 336,70	**165 249,32**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**2 360 485,75**	**118 024,29**	**235 458,46**	**2 713 968,50**
	Coût de la majoration (85 760,31 $ + 102 254,22 $)	**9,16%**	**163 526,44**	**8 176,32**	**16 311,76**	**188 014,52**
Ristournes	TPS	100,00%		8 176,32		8 176,32
de la majoration :	TVQ	50,0%			8 155,88	8 155,88
	Coût de la majoration après ristournes		**163 526,44**		**8 155,88**	**171 682,32**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180749002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels suivant la convention de services professionnels dans le cadre du projet de construction du nouvel immeuble à l'usine Atwater. / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et MDA architectes, Bouthillette Parizeau et Nicolet Chartrand Knoll ltée (CG13 0401) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,17 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

Avenant_visé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
26 FEV. 2019
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Construction d'un nouvel atelier et bâtiment administratif
sur le site du Complexe Atwater

CONVENTION DE MODIFICATION numéro 1
(Convention initiale approuvée par Résolution CG13 0401)

ENTRE : **Ville de Montréal**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MDA architectes INC.** société d'architectes, ayant sa principale place d'affaires au 2030 boul. Pie IX, suite 305, Montréal QC H1V 2C8, agissant et représentée par Monsieur Michel Dallaire, architecte, déclarant lui-même être associé principal et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution de l'associé principal adoptée le 8 janvier 2019;

N° d'inscription T.P.S. : 129519740
N° d'inscription T.V.Q. : 1010533542

Ci-après appelée l' « **Architecte** » ou le « **Coordonnateur** »
et « **Cocontractant** »

ET : **Bouthillette Parizeau INC.** société d'ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 9825 rue Verville, Montréal QC H3L 3E1, agissant et représentée par Monsieur Yvan Côté, ingénieur, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 9 janvier 2019;

N° d'inscription T.P.S. : R130198237
N° d'inscription T.V.Q. : 1011014255

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** » et « **Cocontractant** »

ET : **Nicolet, Chartrand, Knoll Ltée** société d'ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 1200 avenue McGill College, Montréal QC H3B 4G7, agissant et représentée par Monsieur Jacques Chartrand, ingénieur, déclarant lui-même être le secrétaire-trésorier de la société et être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution des associés adoptée le 10 décembre 2018;

N° d'inscription T.P.S. : R103882619
N° d'inscription T.V.Q. : 1000353872

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** » et « **Cocontractant** »

tous les signataires ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE la Ville a octroyé aux Cocontractants un contrat de services professionnels (ci-après la « **Convention initiale** ») par sa résolution CG13 0401 ;

ATTENDU QUE l'article 5 (rémunération) de la **Convention initiale** stipule que les professionnels sont payés suivant le coût réel des travaux. Les coûts de travaux ayant augmenté à la suite de l'avenant au contrat de travaux approuvé par la résolution CG18 0423, les honoraires doivent augmenter afin de respecter la **Convention initiale.**

ATTENDU QUE des services professionnels supplémentaires ont été requis pour des travaux non prévus, accessoires au projet et n'en modifiant pas la portée, le budget de contingences des services professionnels doit être augmenté. Cette augmentation du budget de contingences permettra de terminer le projet sans compromettre la fonctionnalité globale des installations.

CONSIDÉRANT le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Le premier alinéa de l'article 5.1 de la Convention initiale est remplacé par le suivant :

   En contrepartie de l'exécution par l'Architecte et l'Ingénieur de leurs obligations, la Ville s'engage à leur verser un montant maximal de 2 548 719,17 $ (deux millions cinq cent quarante-huit mille sept cent dix-neuf dollars et dix-sept cents), incluant toutes taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.). Ce montant inclut un budget de contingences total maximal de 410 172.22 $, incluant taxes.

2. Les parties conviennent par ailleurs de retirer du mandat les services suivants, qui ne sont plus requis :

   - surveillance en résidence des travaux de toiture (montant de 5 720$, avant taxes;); et
   - visites additionnelles en chantier (montant de 45 000$, avant taxes).

   Les parties conviennent que le montant d'honoraires prévu pour ces services a été déduit du montant maximal d'honoraires payables prévu au paragraphe précédent.

3. Toutes les autres conditions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN QUATRE EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2019

Ville de Montréal

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2019

MDA architectes INC.

Par : _____
Michel Dallaire, architecte

Le e jour de 2019

Bouthillette Parizeau INC.

Par : _____
Yvan Côté, ingénieur

Le e jour de 2019

Nicolet, Chartrand, Knoll Ltée

Par : _____
Jacques Chartrand, ingénieur

Cette convention de modification a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2019 (résolution CG).

1183314

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180749002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 188 014,52 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels suivant la convention de services professionnels dans le cadre du projet de construction du nouvel immeuble à l'usine Atwater. / Approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et MDA architectes, Bouthillette Parizeau et Nicolet Chartrand Knoll ltée (CG13 0401) majorant ainsi le montant total du contrat de 2 360 704,64 $ à 2 548 719,17 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1180749002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2648
Division : Division du conseil et du soutien financier -Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1186310003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Sa Majesté la Reine du chef du Canada concède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans le Collecteur De LaVérendrye, situé sous une partie du lot un million deux cent soixante mille cent quarante et un (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour la somme de 4 841 761,18$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel Sa Majesté la Reine du chef du Canada concède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans le Collecteur De LaVérendrye, situé sous une partie du lot UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE MILLE CENT QUARANTE ET UN (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour la somme de 4 841 761,18$, taxes incluses selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;
2. d'imputer cette dépense, *après avoir opéré le virement budgétaire requis,* conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-25 09:46

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186310003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Sa Majesté la Reine du chef du Canada concède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans le Collecteur De LaVérendrye, situé sous une partie du lot un million deux cent soixante mille cent quarante et un (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour la somme de 4 841 761,18$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Projet du Corridor du Nouveau Pont Champlain, Infrastructure Canada procède à l'élargissement de l'autoroute 15. Cette autoroute, propriété du Canada, est construite au dessus d'une infrastructure importante de la Ville de Montréal, plus précisément une conduite collectrice d'eaux usées appelée « Collecteur de LaVérendrye ». Ce collecteur a été construit par la Ville en 1901 et depuis 1961, en raison de sa situation sous l'autoroute 15, il se trouve enclavé sous cette dernière sous une partie du lot UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE MILLE CENT QUARANTE ET UN (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal propriété de Sa Majesté la Reine du Chef du Canada.
Le Gouvernement du Canada a des droits de propriété sur le collecteur De LaVérendrye suite à la construction initiale de l'autoroute 15 et du pont Champlain sous juridiction fédérale en 1961. Dans le cadre de la reconstruction actuelle de l'autoroute 15, le Gouvernement du Canada et la Ville de Montréal désirent régulariser la situation afin que le collecteur devienne la propriété unique de la Ville. Pour ce faire, il a été convenu que le Gouvernement du Canada concède à la Ville de Montréal tous les droits, titres et intérêts du collecteur pour un montant équivalant à la valeur capitalisable actuelle soit de 4 841 761,18 $ (taxes incluses). La valeur capitalisable de cette portion de collecteur a été établie en tenant compte de la valorisation de l'actif réalisée par Le Gouvernement du Canada en 2018. Ce dernier a investi la somme de 4 841 761,18 $ (taxes incluses) afin de rénover le collecteur par l'insertion de conduites en polyester renforcées de fibres de verre (PRV) maintenues en position dans le collecteur avec un coulis cimentaire, augmentant sa durée de vie utile et permettant de maintenir l'intégrité du collecteur. Suite au transfert de ce montant par la Ville de Montréal, le Gouvernement du Canada émettra l'Acte de concession.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0508 - 2018-04-04 Approuver le projet d'entente de gestion pour la phase de conception-construction du projet de corridor du nouveau pont Champlain entre la Ville de

Montréal et Sa Majesté la Reine du Chef du Canada visant à déterminer les obligations et les modalités de gestion entre la Ville et le Canada, pendant cette phase du projet sur les immeubles, ainsi qu'à prévoir les modalités de collaboration et de transfert des responsabilités des Infrastructures conçues, construites et transférées (CCT) à la Ville;
CG 16 0755 - 2016-12-22 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 500 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du corridor du nouveau pont Champlain;

CM 16 1481 - 2016-12-20 Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 13 560 000 $ afin de financer les interventions municipales afférentes à la réalisation du corridor du nouveau pont Champlain;

CE 15 2367 - 2015-12-23 Approuver, conditionnellement à l'approbation du décret par le Conseil des ministres du Québec, les projets de convention de services professionnels et de premier addenda à intervenir entre Sa Majesté la Reine du Chef du Canada et la Ville de Montréal visant la collaboration en ressources professionnelles municipales relative au projet du corridor du Nouveau Pont Champlain, pour la période de conception-construction, soit du 1er janvier 2015 jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction, pour une somme maximale de 4,2 millions de dollars, plus les taxes applicables;

CA 15 210077 - 2015-04-07 Arrondissement Verdun - Approuver le projet d'entente entre la Ville de Montréal et Sa majesté La Reine du chef du Canada relative à l'occupation du domaine public pour fins de travaux, dans le cadre du projet du corridor du nouveau pont sur le Saint-Laurent;

CA 15 220114 - 2015-04-07 Arrondissement Sud-Ouest Approbation du projet d'entente entre la Ville de Montréal et sa majesté La Reine du chef du Canada relative à l'occupation du domaine public pour fins de travaux dans le cadre du projet du corridor du nouveau pont sur le Saint-Laurent.

DESCRIPTION

Concession des titres de propriété du collecteur De LaVérendrye entre les chaînages 31+656.914 et 31+971.989 du Gouvernement du Canada à la Ville de Montréal pour un montant équivalant à la valeur capitalisable actuelle soit de 4 841 761,18 $ (taxes incluses).

JUSTIFICATION

Régularisation des titres de propriété du collecteur De LaVérendrye entre les chaînages 31+656.914 et 31+971.989 qui fait partie intégrante du réseau des eaux usées de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de la dépense autorisée est de 4 841 761,18 $ (taxes incluses).
Cette dépense représente un coût net de 4 421 173,31 $.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération. Elle est répartie de la façon suivante dans le PTI 2018-2020 du Service de l'eau:

- 100 % est prévu au budget triennal de la DÉEU du Service de l'eau.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non requise

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Non applicable

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

André LEMIEUX, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie T TREMBLAY
Chargé de projet

Tél : 514-627-9126
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-28

James BYRNS
Chef de Divison Grands Projets

Tél : 514 868-4400
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2019-02-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-02-21

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186310003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Sa Majesté la Reine du chef du Canada concède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans le Collecteur De LaVérendrye, situé sous une partie du lot un million deux cent soixante mille cent quarante et un (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour la somme de 4 841 761,18$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

20190212 Acte de concession Vérendrye (2018-09-27).docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division, droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, chef de division, droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division : Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

C A N A D A

LOI SUR LES IMMEUBLES FÉDÉRAUX ET
LES BIENS RÉELS FÉDÉRAUX

CET ACTE DE CONCESSION A LA MÊME VALEUR QUE DES LETTRES PATENTES REVÊTUES DU GRAND SCEAU {PARAGRAPHE 5(7), *LOI SUR LES IMMEUBLES FÉDÉRAUX ET LES BIENS RÉELS FÉDÉRAUX*, L.C. (1991) CHAP. 50}.

ACTE DE CONCESSION fait ce jour du mois de deux mille dix-neuf (/ /2019).

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, ayant son adresse au 66 rue Slater, 8e étage, Ottawa, Ontario, K1A 1M8, dûment habilité par le *Règlement concernant les immeubles fédéraux* (C.P. 1992-1837 du 27 août 1992), lui-même étant représenté par ,Gestionnaire, Stratégies immobilières – Ponts fédéraux de Montréal, aux termes d'une délégation sous seing privé donnée en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux,* le douze août deux mille quatorze (12/08/2014),

ci-après nommée « **Sa Majesté** »,

CONCÈDE à la **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6,

ci-après nommée la « **Cessionnaire** »,

tous les droits, titres et intérêts qu'elle a ou pourrait détenir dans l'immeuble suivant (ci-après désigné l' « **Immeuble** ») :

DÉSIGNATION

Une certaine infrastructure municipale connue comme étant le **Collecteur LaVérendrye**, laquelle infrastructure est construite sous une partie du lot UN MILLION DEUX CENT SOIXANTE MILLE CENT QUARANTE ET UN (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, appartenant et continuant d'appartenir à Sa Majesté.

ORIGINE DES DROITS DE SA MAJESTÉ

Sa Majesté a ou peut avoir des droits dans l'Immeuble à la suite du dépôt d'un plan d'expropriation fait conformément à la *Loi des expropriations*, ch. 106, S.R.C. 1952, et de la description technique l'accompagnant, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 20 janvier 1961, sous le numéro 1 513 499.

PRISE D'EFFET

La présente concession (abandon) prend effet à compter de la date où le Ministre de la Justice contresigne le présent acte.

CONSIDÉRATION

Cette concession est faite pour la somme de QUATRE MILLIONS DEUX CENT ONZE MILLE CENT QUARANTE-DEUX DOLLARS ET CINQUANTE-HUIT CENTS (4 211 142.58$), laquelle a déjà été acquittée par la Cessionnaire, dont quittance totale et finale.

SERVITUDES ACCESSOIRES

Sa Majesté consentira un acte de servitude à la Cessionnaire afin de régulariser l'accès à l'Immeuble, étant le Collecteur LaVérendrye.

CONTRESEING

Le présent acte est constresigné par le Ministre de la Justice, représenté par Me Nathalie Forcier, notaire à la Direction des affaires notariales du Bureau régional du Québec, dûment autorisée aux termes d'une délégation sous seing privée donnée en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* à Ottawa, le vingt avril deux mille quinze (20/04/2015), lequel le contresigne conformément au paragraphe 5(6) de la *Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux* aux seules fins d'en approuver la forme et la teneur juridique.

SIGNÉ en double exemplaire à , province d , le jour du mois de deux mille dix-neuf (/ /2019).

SA MAJESTÉ LA REINE
DU CHEF DU CANADA

par : _____
,

CONTRESIGNÉ en double exemplaire à Ottawa, province d'Ontario, le jour du mois de deux mille dix-neuf (/ /2019).

MINISTRE DE LA JUSTICE

par : _____
Me Nathalie Forcier, Notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186310003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 1
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel Sa Majesté la Reine du chef du Canada concède à la Ville tous ses droits, titres et intérêts dans le Collecteur De LaVérendrye, situé sous une partie du lot un million deux cent soixante mille cent quarante et un (1 260 141) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour la somme de 4 841 761,18$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1186310003_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1184962009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Opération 15 000 logements - 2006 à 2009 et ses suites
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de logement social d'un terrain connu et désigné comme étant le lot 1 381 212 du cadastre du Québec, tel que montré au plan L-18 Saint-Gabriel, situé du côté est de la rue Laprairie entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, dans l'arrondissement du Sud-Ouest et autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion de 1 345 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition de cet immeuble. N/Réf. : 31H05-005-7570-14.

Il est recommandé :

1. de décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen du terrain connu et désigné comme étant le lot 1 381 212 du cadastre du Québec, avec bâtiment dessus érigé sis au 1295, rue Laprairie, entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, à des fins de logement social;

2. de mandater le Service des affaires juridiques pour entreprendre toutes procédures requises à cette fin;

3. d'autoriser un versement du Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels d'un montant de 1 345 000 $, plus les taxes applicables;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel;

5. d'autoriser l'arpenteur-géomètre en chef de la Ville et chef de Division de la géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriant, le cas échéant.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 08:32

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184962009**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Opération 15 000 logements - 2006 à 2009 et ses suites
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de logement social d'un terrain connu et désigné comme étant le lot 1 381 212 du cadastre du Québec, tel que montré au plan L-18 Saint-Gabriel, situé du côté est de la rue Laprairie entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, dans l'arrondissement du Sud-Ouest et autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion de 1 345 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition de cet immeuble. N/Réf. : 31H05-005-7570-14.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de l'arrondissement du Sud-Ouest (l' «Arrondissement»), le Service de l'habitation a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), afin de procéder à l'acquisition d'un terrain pour réaliser un projet de logements sociaux. Ce terrain connu et désigné comme étant le lot 1 381 212 du cadastre du Québec (l' «Immeuble»), a une superficie de 680 m². Il est situé du côté est de la rue Laprairie, entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, sur lequel est érigé le bâtiment 1295, rue Laprairie, tel qu'illustré sur les plans ci-joints. L'Immeuble, vacant depuis plus de dix ans, est propriété de Format Habitat inc. (la « Compagnie »).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 22 0363 - le 21 septembre 2017 - Demander au Service de la gestion et de la planification immobilière et au Service de la mise en valeur du territoire - Direction de l'habitation, d'entamer les procédures en vue de l'acquisition de l'immeuble sis au 1295, rue Laprairie, étant le lot 1 381 212 et une partie du lot 1 381 213 du cadastre du Québec, adjacente à la limite sud du lot 1 381 212, d'une largeur de 16,5 mètres et d'une profondeur de 58,5 mètres, à des fins de logements sociaux et d'espaces communautaires.
CE12 0338 - 14 mars 2012 - D'approuver la création d'un Fonds de contribution à la

Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CE05 1708 - 24 août 2005 - D'adopter la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

CA05 22 0280 - le 2 août 2005 - Adopter en vertu de l'article 89,4 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la transformation et l'agrandissement d'un bâtiment sis au 1295, rue Laprairie- Coopérative O'Meara.

CE02 0095 - 2 février 2002 - Approuver le plan de mise en œuvre de l'opération Solidarité 5 000 logements et notamment la *Politique de cession de terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires.*

DESCRIPTION

Après plusieurs tentatives de négociation avec la Compagnie, il a été impossible d'arriver à une entente de gré à gré pour l'acquisition de l'Immeuble.
De plus, il est à noter que le SGPI est en processus d'acquisition d'une partie de la propriété voisine, soit une partie du lot 1 381 213 du cadastre du Québec, afin de l'assembler à l'Immeuble pour des fins de logement social et régulariser les empiètements de l'Immeuble par ses balcons et escaliers.
Également, l'Immeuble a fait l'objet, en 2005, d'un Règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, visant à permettre son agrandissement dans le but de loger des personnes ayant besoin d'aide. De ce fait, il est souhaité par l'Arrondissement de poursuivre les démarches pour la création de logements sociaux en soutenant la réalisation d'un projet résidentiel destiné à cette fin.

Considérant les aspects ci-dessus mentionnés, le présent sommaire décisionnel vise à obtenir l'aval des autorités municipales afin de décréter l'acquisition de l'Immeuble par expropriation ou par tout autre moyen. L'Immeuble est identifié au plan L-18 Saint-Gabriel, préparé par Gabriel Bélec Dupuis, arpenteur-géomètre, sous sa minute 474 en date du 17 décembre 2018.

La *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiel* (le « Fonds ») adoptée en 2005, vise en priorité l'inclusion des logements sociaux et communautaires sur le site même des grands projets résidentiels, ou hors site, à proximité de ceux-ci. Cependant, lorsque les services corporatifs et d'arrondissement concernés conviennent que l'inclusion de ces logements sur le site ou à proximité, n'est pas appropriée, le recours à une contribution financière versée par le promoteur constitue le moyen d'atteindre les objectifs poursuivis. Ainsi le Fonds a été créé en 2011, afin de gérer les contributions reçues des promoteurs (CE 12 0338). Les sommes qui y sont versées peuvent être utilisées, en priorité, pour l'achat d'immeubles spécifiquement requis pour le développement de nouveaux projets sociaux et communautaires».

Ce sommaire vise également à assurer, par un versement à partir du Fonds, des sommes nécessaires à cette acquisition, dont 1 345 000 $, plus les taxes applicables.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande de décréter l'acquisition de l'Immeuble, par voie d'expropriation ou tout autre moyen, pour les motifs suivants :

· Il a été impossible de négocier de gré à gré avec la Compagnie un prix dans les limites acceptables pour la Ville.

· L'Immeuble sera assemblé avec l'Immeuble adjacent, soit la partie du lot 1 381 213 du cadastre du Québec et sera revendu par la Ville à un organisme pour la réalisation de logements sociaux dans le cadre du programme AccèsLogis;

· La construction d'un projet résidentiel permettra l'ajout d'une cinquantaine de logements sociaux destinés à des familles ayant un revenu faible ou modeste et ainsi répondre à la Stratégie de développement de logements sociaux et abordables du Service de l'habitation;

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon le SGPI, le coût potentiel d'expropriation est estimé à 1 345 000 $, plus les taxes applicables. L'estimation sommaire et préliminaire de ce coût inclut, le cas échéant, le coût d'achat, les frais de caractérisation des sols et des matières préoccupantes, et les dommages potentiels (intérêts, frais d'experts et autres), mais exclut les montants associés à la restauration des sols. Ce coût n'équivaut pas à la valeur marchande de l'Immeuble, ni à la valeur au propriétaire, ni à une fourchette maximale de la valeur pour une acquisition de gré à gré, ni à l'indemnité d'expropriation. Il ne peut donc être utilisé à une fin autre que budgétaire.
Ce coût potentiel d'expropriation proviendra du Fonds dont le solde est présentement de 6 159 370 $, soit un montant suffisant pour compléter la transaction.

L'Immeuble incluant la partie du lot 1 381 213 du cadastre du Québec voisin sera éventuellement vendu à un organisme communautaire selon la *Politique de vente des terrains municipaux pour la réalisation de logements sociaux et communautaires (CE02 0095)* (la « Politique »). La Politique prévoit que le prix de vente des terrains est fixé à 75 % de la valeur marchande, mais avec un plafond de 12 000 $ par logement pour les projets destinés aux familles. Il y a lieu de mentionner que le prix de vente ne peut être établi avant de connaître la nature du projet social (nombre de logements) qui sera réalisé. Toujours selon la Politique ce prix de vente pourra être déduit des coûts reliés aux travaux de décontamination et ceux engendrés par des contraintes géotechniques, qui, à ce stade-ci, restent à être confirmés.

Par ailleurs, lors de la revente de l'Immeuble incluant la partie du lot 1 381 213 du cadastre du Québec, le prix de la transaction fera l'objet d'une demande de transfert au compte du Fonds pour les fins de projets futurs de logements sociaux et communautaires. Cette demande devra être présente au dossier de vente qui sera soumis pour approbation aux instances décisionnelles. Une intervention auprès du Service des finances sera requise pour y préciser les éléments financiers.

La valeur foncière de ce site pour l'année 2018 est de 460 000 $, dont 408 800 $ pour le terrain soit 600 $/m² (55,74 $ le pi²) et un montant de 52 400 $ pour le bâtiment désaffecté, le tout pour une valeur totale de 460 400 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de logements sociaux et communautaires permet de maintenir une offre de logements abordables et de mixité sociale. Ce projet permettra également la consolidation de la trame urbaine ainsi que l'utilisation et l'optimisation des infrastructures municipales et installations communautaires déjà en place ou à proximité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette transaction est nécessaire pour la réalisation d'un projet résidentiel à vocation sociale et pour répondre aux objectifs de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021 du Service de l'habitation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation du présent dossier : mars 2019
Prise de possession de l'Immeuble : août 2019
Assembler l'Immeuble avec le lot voisin (partie du lot 1 381 213 du cadastre du Québec), une fois la transaction complétée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest
Marie PARENT, Service des infrastructures du réseau routier
Marianne CLOUTIER, Service de l'habitation

Lecture :

Marianne CLOUTIER, 3 janvier 2019
Julie NADON, 19 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette HÉBERT
Conseillère en immobilier

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-17

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions

Tél : 514 872-8404
Télécop. : 514-872-8350

Tél : 514-872-0070
Télécop. :

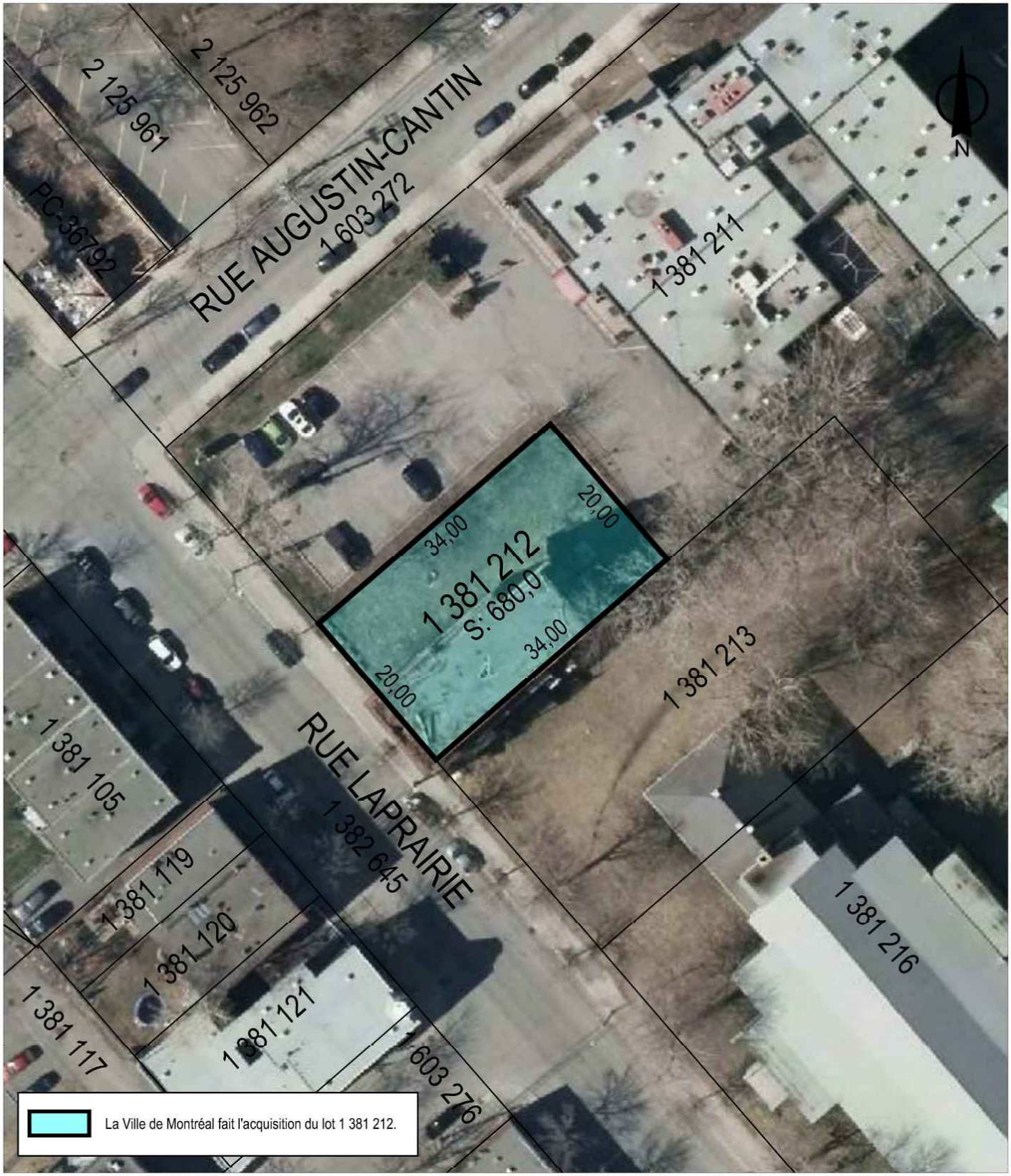
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-03-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières par intérim
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-03-04

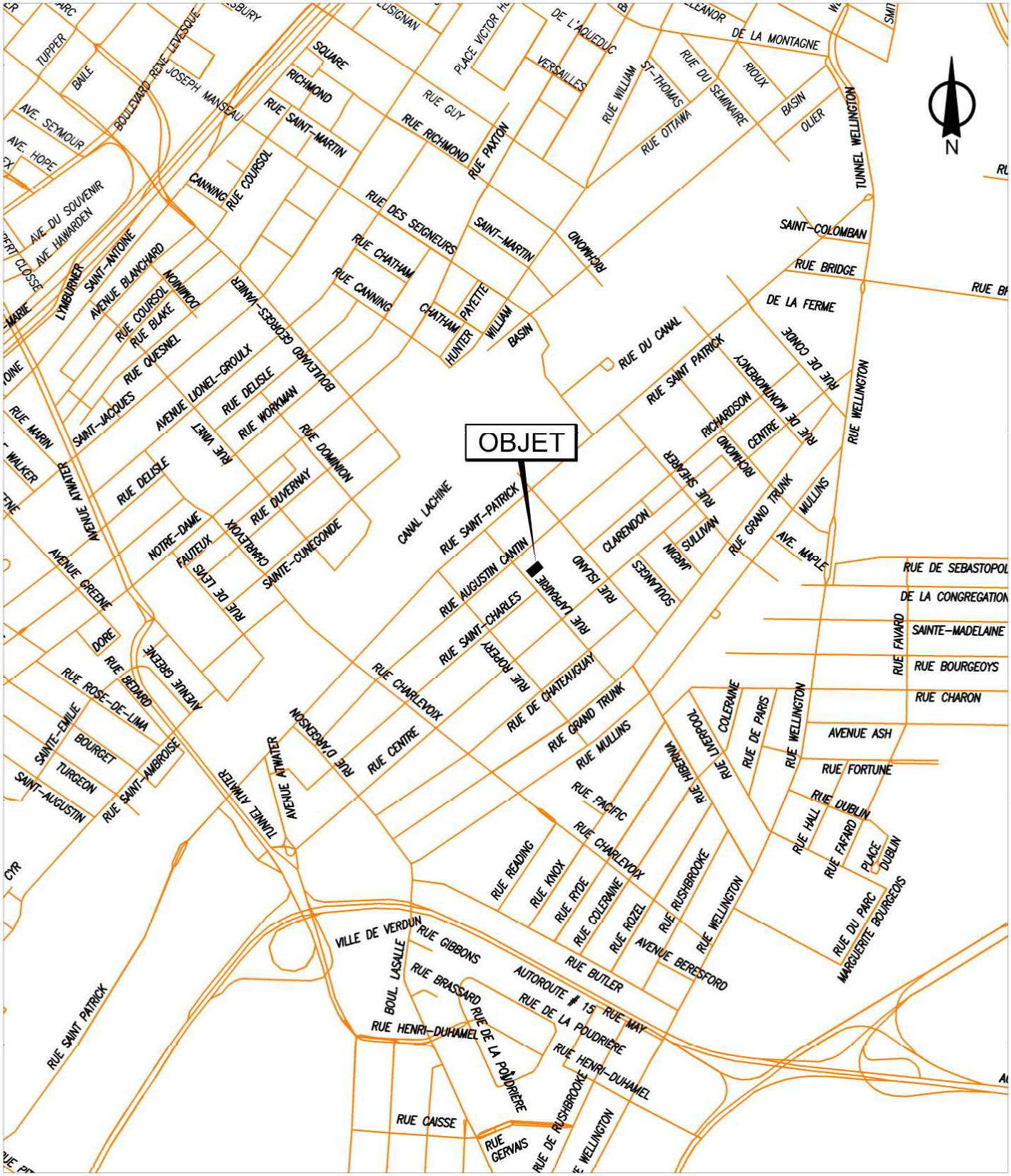


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7570-14
Mandat: 18-0111-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:600
Date: 27-06-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Le Sud-Ouest
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-7570-14
Mandat: 18-0111-T
Dessinateur: JR
Échelle: - - -
Date: 27-06-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	LE LOT 1 381 212
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT	:	LE SUD-OUEST

Ce bien-fonds devant être exproprié et situé au 1295 rue Laprairie entre les rues Augustin-Cantin et du Centre est indiqué par les lettres ABCDA (article 1) sur le plan L-18 Saint-Gabriel préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 17 décembre 2018 dont copie accompagne la présente description technique.

Ledit bien-fonds est décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Le lot UN MILLION TROIS CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE DEUX CENT DOUZE (1 381 212), dudit cadastre :

de figure RECTANGULAIRE;

BORNÉ COMME SUIT :

- Vers le nord-ouest et le nord-est par le lot 1 381 211;
- Vers le sud-est par le lot 1 381 213;
- Vers le sud-ouest par le lot 1 382 645 (Rue Laprairie);

MESURANT :

- Vers le nord-ouest et le sud-est, trente-quatre mètres (34,00 m);
- Vers le nord-est et le sud-ouest, vingt mètres (20,00 m);

contenant en superficie six cent quatre-vingt mètres carrés (680,0 m²).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

Préparé à Montréal, le dix-septième jour du mois de décembre de l'an deux mille dix-huit sous le numéro 474 de mes minutes au dossier 22914 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

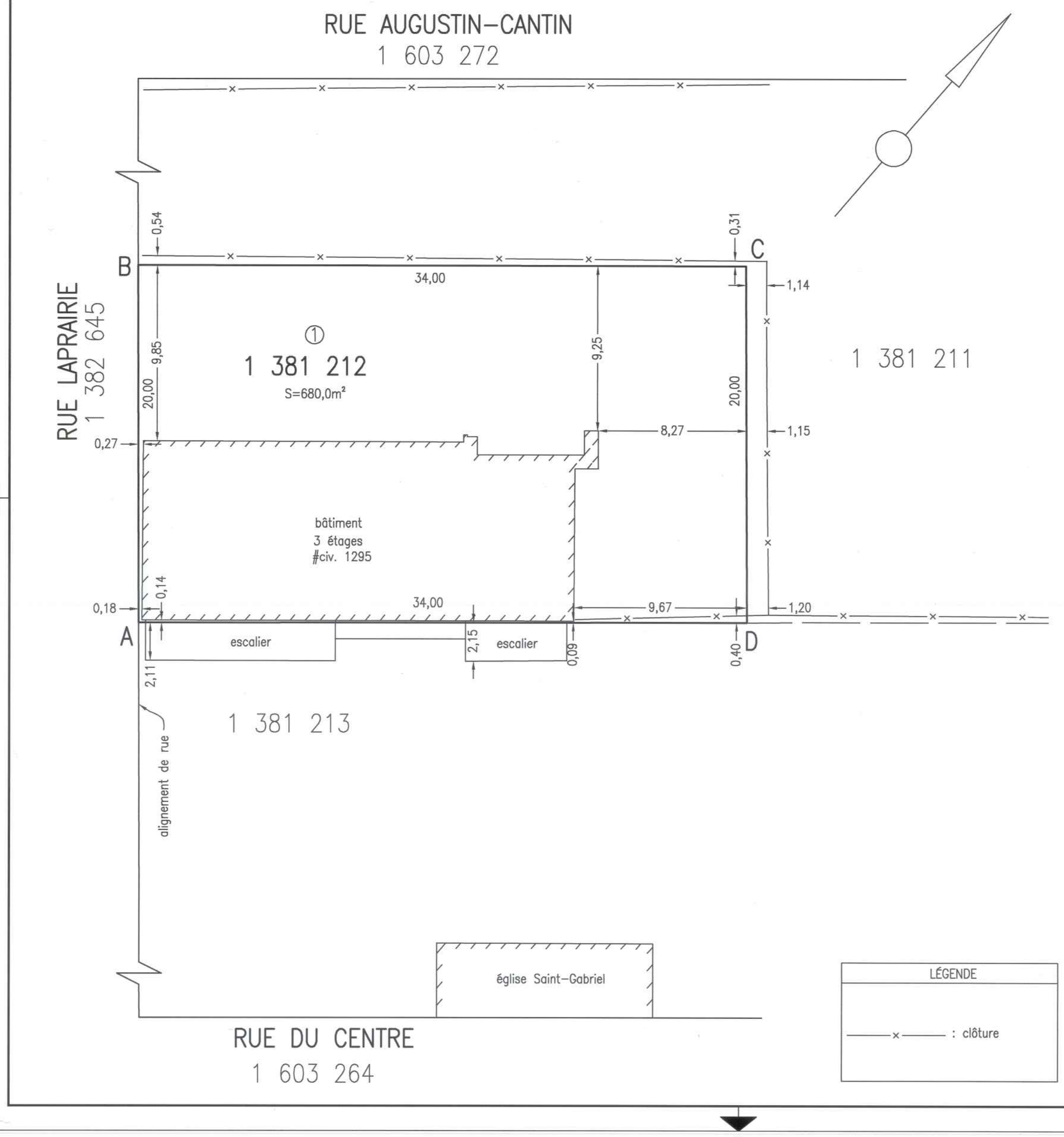
GABRIEL BÉLEC DUPUIS
Arpenteur-géomètre

Dossier : 22914

Copie conforme à l'original
Montréal, le _____

_____
Arpenteur-géomètre

AP26042



LÉGENDE

———x——— : clôture

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Le lot 1 381 212

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé sur la
RUE LAPRAIRIE
entre la
RUE AUGUSTIN-CANTIN
et la
RUE DU CENTRE

FINS DU DOCUMENT:

PLAN D'EXPROPRIATION

NOTES: 1- Le levé a été effectué le 11, 12 et 15 octobre 2018.

2- Le bien-fonds a être exproprié est identifié par les lettres ABCDA (article 1).

3- Les bâtiments voisins sont illustrés qu'à titre indicatif et non pour en décrire leur état actuel.

4- Le lot 1 381 212 appartient à Format Habitat inc. (#insc. 20 060 5990). Il est situé dans la zone 0405 au règlement de zonage 01-280 de l'arrondissement du sud-ouest.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 17 décembre 2018

Préparé par: GABRIEL BÉLEC DUPUIS
Arpenteur-géomètre

Minute Nº 474 Sceau

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-7570 (31H05-010-3835) Dessin: J.Lapierre

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: Daniel Beaumont Pour Simon Vidal a.g.

DOSSIER Nº 22914 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

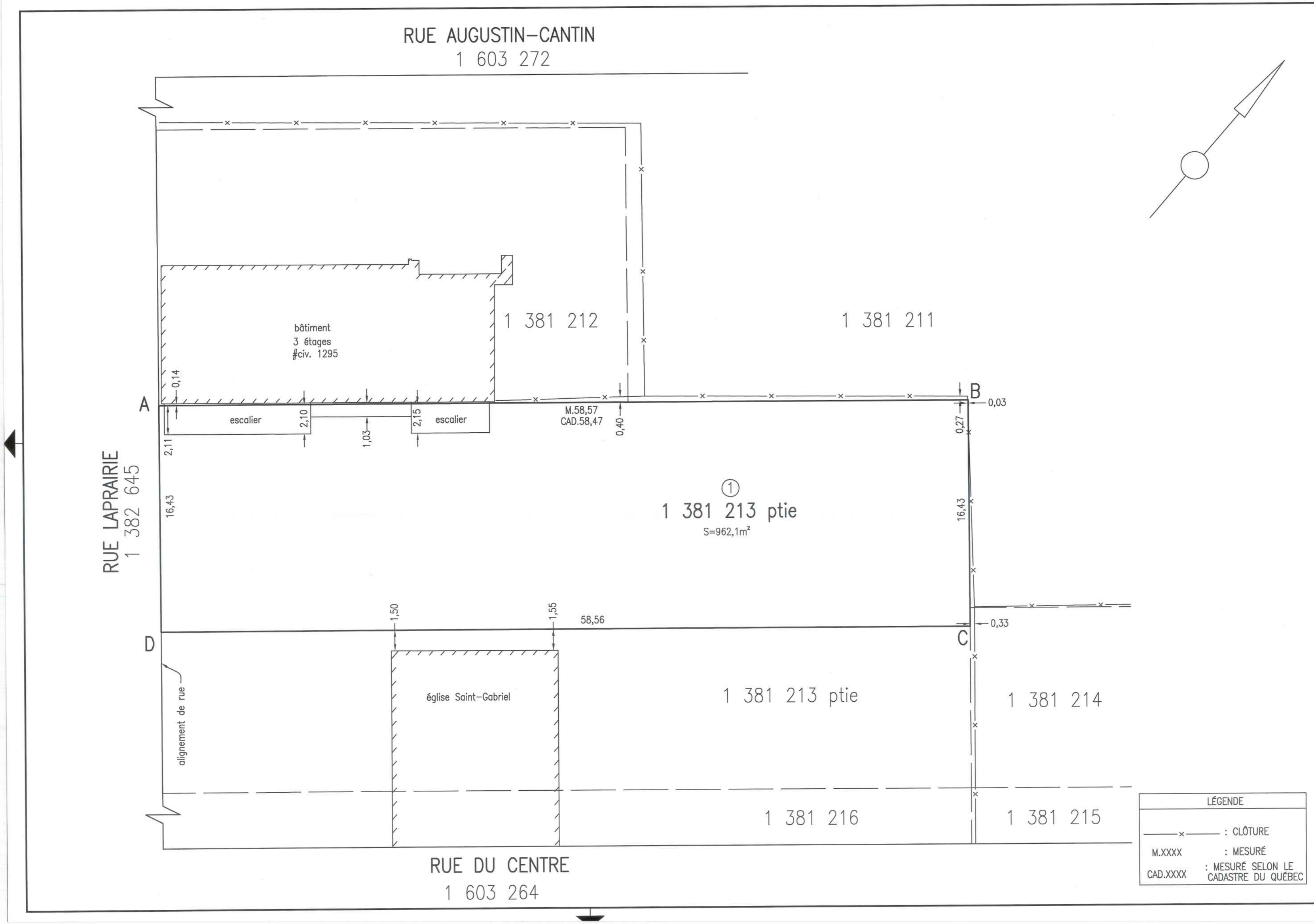
ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Le Sud-Ouest

PLAN Nº L-18 SAINT-GABRIEL

22914AD.DWG

12/15

AP26043



LÉGENDE

——×——	: CLÔTURE
M.XXXX	: MESURÉ
CAD.XXXX	: MESURÉ SELON LE CADASTRE DU QUÉBEC

code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200 (0 2 mètres)

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 1 381 213

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé sur la
RUE LAPRAIRIE
entre la
RUE AUGUSTIN-CANTIN
et la
RUE DU CENTRE

FINS DU DOCUMENT:

PLAN POUR VENTE DE GRÉ À GRÉ

NOTES:
1- Le levé a été effectué le 11, 12 et 15 octobre 2018.
2- Le bien-fonds a être vendu est identifié par les lettres ABCDA (article 1).
3- Les bâtiments voisins sont illustrés qu'à titre indicatif et non pour en décrire leur état actuel.
4- Le lot 1 381 213 appartient à La FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-GABRIEL (#insc. 34669). Il est situé dans la zone 0405 au règlement de zonage 01-280 de l'arrondissement du Sud-Ouest.
5- Une différence de mesure pour la limite Nord-Ouest du lot 1 381 213 a été constaté entre ce que nous constatons et la mesure selon le cadastre du québec. Nous suggérons de corriger cette mesure.

Montréal, le 17 décembre 2018

Préparé par: _____
GABRIEL BÉLEC DUPUIS
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____
_____
Arpenteur(e)-géomètre

Minute Nº 475 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.
Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.
Feuillet(s) cartographique(s) 31H05-005-7570 (31H05-010-3835)Dessin: J.Lapierre

Arpenteur-géomètre chef d'équipe: David Beaucan o.a. pour Simon Vidal.

DOSSIER Nº 22914 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Le Sud-Ouest

PLAN Nº L-19 SAINT-GABRIEL

22914BD.DWG

13/15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1184962009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de logement social d'un terrain connu et désigné comme étant le lot 1 381 212 du cadastre du Québec, tel que montré au plan L-18 Saint-Gabriel, situé du côté est de la rue Laprairie entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, dans l'arrondissement du Sud-Ouest et autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion de 1 345 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition de cet immeuble. N/Réf. : 31H05-005-7570-14.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

La fin pour laquelle l'expropriation est demandée est conforme à la loi.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre AUGER
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-28

Annie GERBEAU
avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184962009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, aux fins de logement social d'un terrain connu et désigné comme étant le lot 1 381 212 du cadastre du Québec, tel que montré au plan L-18 Saint-Gabriel, situé du côté est de la rue Laprairie entre les rues Augustin-Cantin et Saint-Charles, dans l'arrondissement du Sud-Ouest et autoriser un versement du Fonds de contribution à l'inclusion de 1 345 000 $, plus les taxes applicables, en vue de l'acquisition de cet immeuble. N/Réf. : 31H05-005-7570-14.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1184962009 Habitation.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5916

Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion finances
co-auteur
(514) 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél : 514-872-2059

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1184386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et de non-accès consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur trois (3) lots situés sur la rue Jules-Helbronner, laquelle fait partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5675-01

Il est recommandé :

d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et de non-accès consentie en sa faveur, aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, devant M^{e} Jacques Morand, le 21 décembre 2006, sous le numéro 13 921 195, intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur trois (3) lots situés sur la rue Jules-Helbronner, faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, connus et désignés comme étant les lots 4 881 954, 4 881 975 et 4 881 976 tous du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 10:27

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184386004**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et de non-accès consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur trois (3) lots situés sur la rue Jules-Helbronner, laquelle fait partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5675-01

CONTENU

CONTEXTE

Le développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies est situé au sud du boulevard Gouin Est, de part et d'autre de la 94e Avenue, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et représente l'ajout d'environ 1 600 unités d'habitation sur une superficie de terrain totalisant 44,08 hectares, dont une portion fait partie de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est. Ce développement résidentiel a fait l'objet, en 2002 -2003, d'un processus de planification concertée impliquant Les Constructions Fédérales inc., le propriétaire foncier, Groupe Allogio inc./Faubourg Pointe-aux-Prairies inc., le promoteur immobilier, la Ville et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, afin de protéger 9,6 hectares d'espaces naturels riches sur le plan de la biodiversité, dont entre autres, des marécages, un ruisseau avec des rives boisées et une zone de friche en bordure de la Rivière-des-Prairies.
Un redécoupage cadastral incluant une nouvelle trame de rues nécessitant des échanges de terrains entre la Ville et Les Constructions Fédérales inc. a été réalisé pour créer les aires de conservation (les « Aires »). Afin de protéger ces Aires, deux servitudes ont été consenties sur les lots limitrophes à ces Aires, en tant que fonds servant, soit une servitude de non-construction et une servitude réelle et perpétuelle de non-accès, dont les obligations sont énumérées respectivement aux articles 4 et 7 de l'acte reçu devant Me Jacques Morand, notaire, sous sa minute 20 050, et publié le 4 janvier 2007, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 13 921 195 (l'« Acte ») et dont une copie est jointe au présent sommaire.

Les obligations de la servitude de non-construction s'adressant aux entrepreneurs se résument ainsi :

· enfouir les fils des réseaux électriques et de communications;

· ériger, entre le terrain et l'Aire, une clôture de chantier avec barrière à sédiments, lors des travaux de construction;

· remplacer la clôture de chantier par une clôture permanente, érigée à l'intérieur de la limite arrière du terrain, afin d'interdire tout accès aux Aires;

· aménager les côtés et l'arrière du terrain afin d'assurer le drainage des eaux pluviales en direction des Aires;

· installer un réseau d'évacuation des eaux de piscine;

· installer des équipements de contrôle de la qualité des eaux de drainage;

· prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter le piétinement des Aires.

Les obligations de la servitude réelle et perpétuelle de non-accès s'adressant à tout propriétaire se résument ainsi :

· l'obligation de maintenir en bon état la clôture permanente et le cas échéant de la remplacer à ses frais, selon les mêmes spécifications;

· l'interdiction de pratiquer des ouvertures dans la clôture permanente afin d'accéder à l'Aire;

· l'interdiction de modifier la pente du terrain, telle qu'aménagée, afin de maintenir le drainage des eaux pluviales vers le ruisseau;

· l'interdiction d'évacuer les eaux d'une piscine vers l'Aire.

.
Un premier projet d'acte de renonciation partielle à la servitude de non-construction sur six (6) lots a fait l'objet d'une décision antérieure (CG16 0580).

Un deuxième projet d'acte de renonciation partielle à la servitude de non-construction sur soixante-quatre (64) lots et à la servitude de non-accès sur dix (10) lots a également fait l'objet d'une décision antérieure (CG16 0620).

Un troisième projet d'acte de renonciation partielle à la servitude de non-construction sur cent soixante-quatorze (174) lots a fait l'objet d'une décision antérieure (CG18 0055).

Le présent sommaire décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales, pour approbation, un quatrième projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction à l'égard de deux (2) lots limitrophes aux Aires et renonce partiellement à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès à l'égard d'un seul lot non limitrophe aux Aires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0055 - 25 janvier 2018 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et la servitude de non-accès, consenties en sa faveur, sur cent soixante-quatorze (174) lots construits et limitrophes aux Aires, situés sur les rues Jules-Helbronner, Trefflé-Berthiaume et Napoléon-Bourassa faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-Aux-Prairies.
CG16 0620 - 24 novembre 2016 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce

partiellement à la servitude de non-construction et la servitude de non-accès, consenties en sa faveur, sur soixante-quatorze (74) lots non limitrophes aux Aires, situés sur la rue Jules-Helbronner, faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-Aux-Prairies.

CG16 0580 - 27 octobre 2016 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès, consenties en sa faveur, sur six (6) lots non limitrophes aux Aires, situés sur les rues Jules-Helbronner, Trefflé-Berthiaume et Napoléon-Bourassa faisant partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-Aux-Prairies.

CG06 0497 - 13 décembre 2006 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville consent à l'établissement d'une servitude de non-construction et une servitude de non-accès sur les lots limitrophes aux aires de conservation.

RCG06-043 - 6 octobre 2006 - Règlement du conseil d'agglomération pour exclure les terrains composant l'ancienne grille de rues et de parcs de l'écoterritoire de la trame verte de l'Est.

CG06 0387 et CG06 0291 - 31 août 2006 - Adoption du retrait d'équipements d'agglomération.

CM05 0763 - 12 décembre 2005 - Adoption d'une convention avec la Communauté métropolitaine de Montréal pour le projet Faubourg Pointe-aux-Prairies.

CM05 0579 - 29 août 2005 - Adoption d'un règlement sur la fermeture de rues au nord-est de l'avenue Armand-Chaput.

CE04 2463 - 15 décembre 2004 - Mandat de procéder aux transactions immobilières et d'élaborer une proposition de mise en valeur des aires de conservation.

CM04 0861 - 14 décembre 2004 - Adoption de la Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels.

DESCRIPTION

Le présent sommaire est nécessaire afin de:
· Renoncer partiellement à la servitude de non-construction grevant les lots 4 881 975 et 4 881 976, limitrophes aux Aires qui sont le résultat de l'opération cadastrale du lot 3 397 654 du cadastre du Québec.

· Renoncer partiellement à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès sur une partie du lot 4 881 954 non limitrophe aux Aires, et ce dernier est le résultat de l'opération cadastrale du lot 3 397 683 du cadastre du Québec sur lequel était grevé les obligations desdites servitudes.

Lesquels lots, tels que montrés sur les plans en pièces jointes, sont situés sur la rue Jules-Helbronner dans le développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, et inscrits, à titre de fonds servant, dans l'acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, reçu devant M^{e} Jacques Morand, notaire, sous sa minute 20 050, et publié le 4 janvier 2007, au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 13 921 195, dans la seule mesure où sont visés les lots 4 881 954, 4 881 975 et 4 881 976, tous du cadastre du Québec.

JUSTIFICATION

Le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal en accord avec l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles est favorable à cette renonciation partielle de la servitude de non-construction sur les lots 4 881 975 et 4 881 976, construits limitrophes aux Aires, car les obligations qui y sont rattachées ont été rencontrées et complétées à la satisfaction de la Ville.
Le lot 4 881 954 n'est pas assujetti aux obligations de la servitude de non-construction et de non-accès, n'étant pas limitrophe aux Aires.

Considérant ces faits, le Service de la gestion et de la planification immobilière recommande la renonciation partielle de la servitude de non-construction sur les lots 4 881 975 et 4 881 976 et la renonciation partielle de la servitude de non-construction et de non-accès sur le lot 4 881 954.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce dossier n'est pas en lien avec la Politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La non approbation de la présente renonciation partielle aura pour effet d'empêcher toutes futures transactions immobilières sur les immeubles dont les lots sont grevés de la Servitude.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : 28 mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Richard JOSEPH, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Véronique ANGERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Steve BILODEAU BALATTI, 29 janvier 2019
Véronique ANGERS, 4 décembre 2018
Richard JOSEPH, 3 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne BOULANGER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-2009
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-03

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions

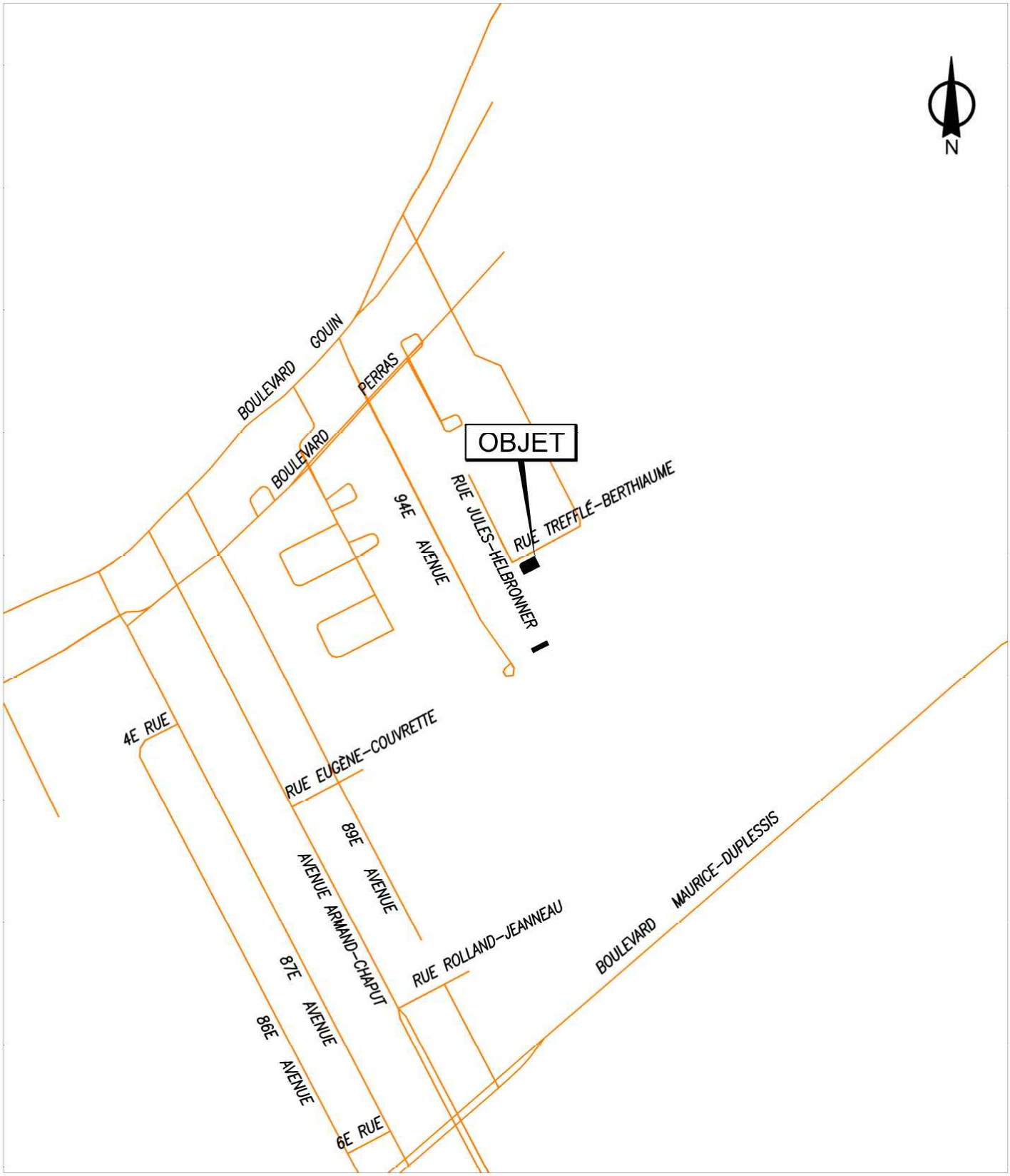
Tél : 514-872-0070
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-02-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-11



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-5675-01
Mandat: 18-0336-T
Dessinateur: LJC
Échelle: - - -
Date: 26-11-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Rivière-des-Prairies -
Pointe-aux-Trembles
Montréal

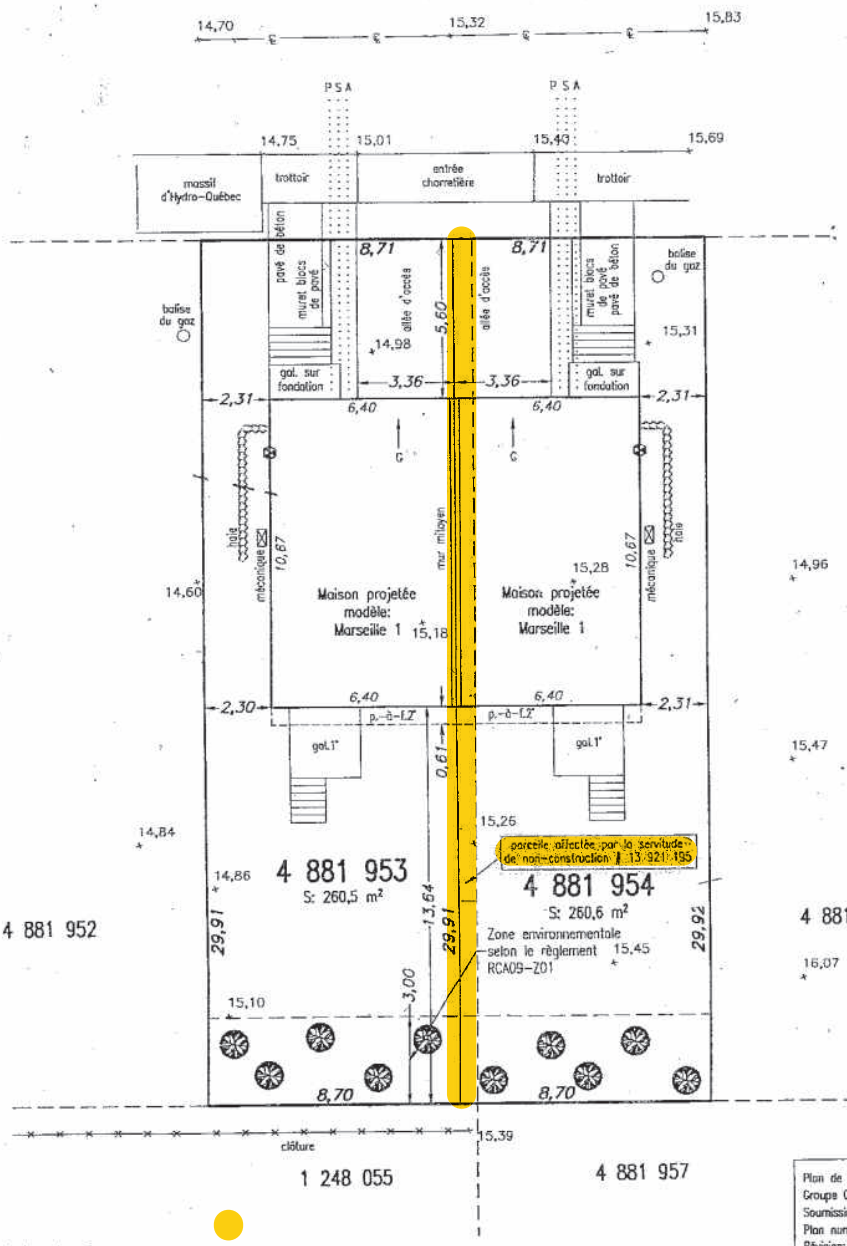
Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-5675-01
Mandat: 18-0336-T
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:1000
Date: 26-11-2018

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Feuillet 1 de 2

RUE JULES-HELBRONNER

3 397 653



= Arbre à planter

Plan de référence:
Groupe Génius
Soumission No.: PRO-ING11-12
Plan numéro: C-01
Révision: 14 mars 2013

: Entrée électrique

N.B. L'implantation physique des maisons sur le terrain ne constitue pas une autorisation pour débuter les travaux de construction. Seule l'émission d'un permis à cet effet, par la ville, confère ce privilège. L'entrepreneur qui transgresse cette règle le fait à ses dépens.

Centre d'Expertise Hydrique du Québec, octobre 2005
Cote de récurrence 0-20ans = 9,20
Cote de récurrence 20-100ans = 9,80

Mandant: Cartierville des Prairies Inc.

PLAN PROJET D'IMPLANTATION DE DEUX MAISONS POUR DEMANDE DE PERMIS

PLG ARPENTEURS GÉOMÈTRES

3285, boul.St-Martin Est
Bureau 104
Laval, Québec
H7E 4T6

Tél.: (450) 661-2360
Télécop.: (450) 661-8855
courriel: plg@arplg.com
www.arplg.com

Lot(s): 4 881 953 et 4 881 954

Cadastre: du Québec

Circonscription Foncière: Montréal

Municipalité: Ville de Montréal

(arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles)

Levé terrain le: 13 juin 2018

Copie conforme à l'original
Le,

Arpenteur-Géomètre

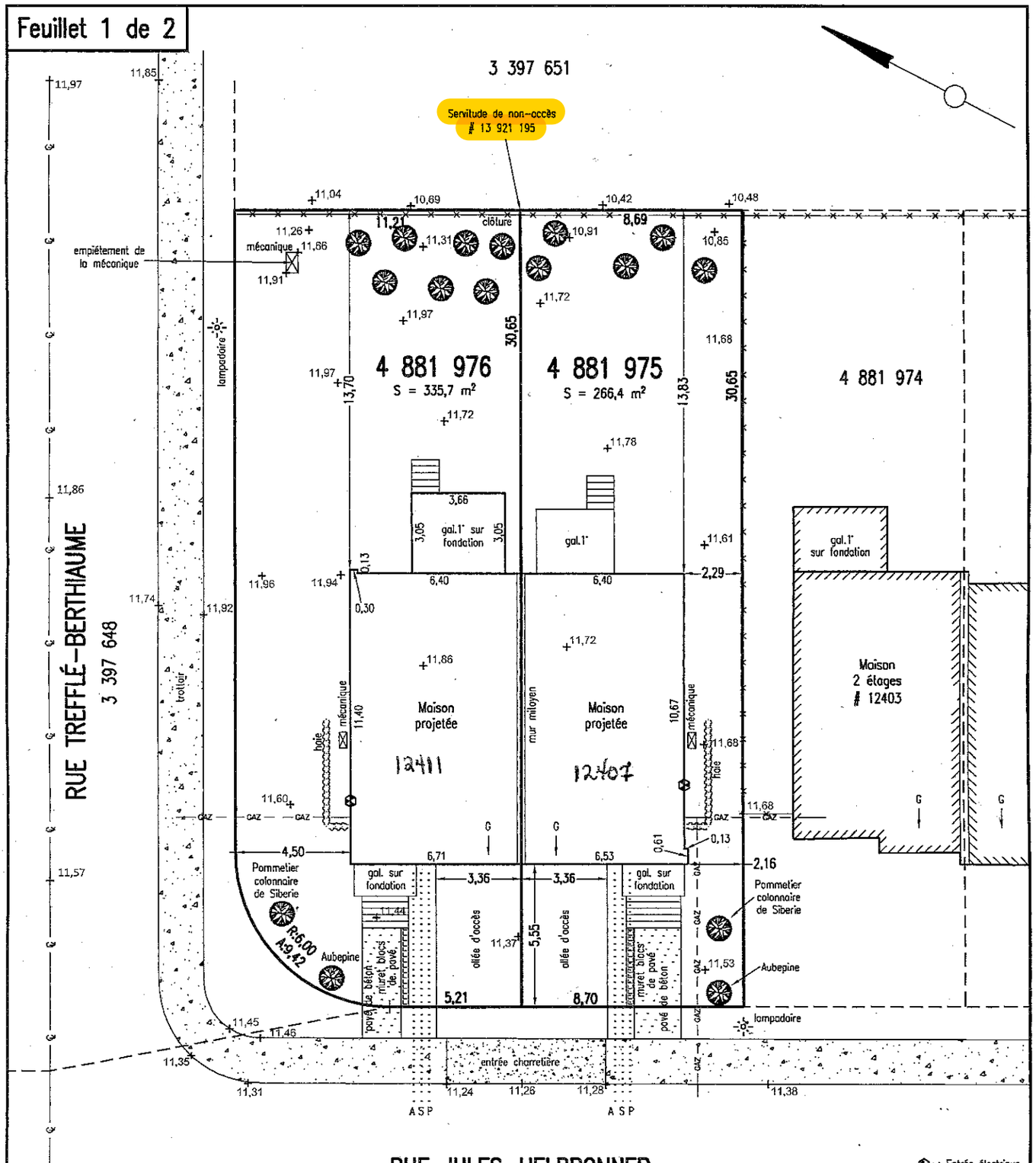
Laval, le 19 juin 2018
Levé & Dressé par:

Jean Girard, a.-g.

Dessin: G4619-4881953-4881954.dwg

Échelle: 1:200	SI	Dessiné par: M.B.	Minute: 18173	Dossier: G-4619

Feuillet 1 de 2



: Entrée électrique
: Arbre à planter

Plan de référence: Planimage
Plan n°: ND-17063
réf.: ND-17046

Plan de référence: Groupe Génius
Soumission n°: PRO-ING11-12
Plan n°: C-01
Révision: 14 mars 2013

N.B. L'implantation physique des maisons sur le terrain ne constitue pas une autorisation pour débuter les travaux de construction. Seule l'émission d'un permis à cet effet, par la ville, confère ce privilège. L'entrepreneur qui transgresse cette règle le fait à ses dépens.

Centre d'Expertise Hydrique du Québec, octobre 2005
Cote de récurrence 0-20ans = 9,20
Cote de récurrence 20-100ans = 9,80

Mandant: Cartierville des Prairies Inc.

Note: Les élévations sont géodésiques.

PLAN PROJET D'IMPLANTATION DE DEUX MAISONS POUR DEMANDE DE PERMIS

PLG INC. ARPENTEURS GÉOMÈTRES

3285, boul.St-Martin Est
Bureau 104
Laval, Québec
H7E 4T6

Tél.: (450) 661-2360
Télécop.: (450) 661-8855
courriel: plg@arplg.com
www.arplg.com

Lot(s): 4 881 975 et 4 881 976

Cadastre: du Québec

Circonscription Foncière: Montréal

Municipalité: Ville de Montréal

Arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Levé terrain le: 8 janvier 2018

Copie conforme à l'original
Le,

Arpenteur-Géomètre

Laval, le 11 janvier 2018
Levé & Dressé par:

Jean Lamarche, a.-g.

Dessin: L4538-4881975+4881976.dwg

Échelle: 1:200 SI	Dessiné par: J.P.	Minute: 30713	Dossier: L-4538

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1184386004

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non-construction et de non-accès consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur trois (3) lots situés sur la rue Jules-Helbronner, laquelle fait partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles. N/Réf. : 31H12-005-5675-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et quant à sa forme, le projet d'acte de renonciation partielle à une servitude de non-construction et à une servitude de non-accès, ci-joint, préparé par Me Yannick Dery, notaire. Nous avons reçu la confirmation de ce dernier à l'effet qu'il n'apportera aucune modification au projet d'acte.

N/D : 19-000071

FICHIERS JOINTS

Acte de renonciation 15-01-19- version finale.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-28

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

Renonciation partielle à une servitude de non-construction
et à une servitude de non-accès

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE

DEVANT Me Yannick DERY, notaire pour la province de Québec, ayant son domicile professionnel en la ville de Montréal,

COMPARAÎT:

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (1er janvier 2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, en la ville de Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisé en vertu:

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro _____ adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____;

une copie conforme de ces résolutions demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après la « **Ville de Montréal** »

LAQUELLE, en sa qualité de propriétaire des fonds dominants étant les lots suivants, savoir :

DESIGNATION

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT TRENTE ET UN (3 397 631),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE ET UN (3 397 641),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE-SEPT (3 397 647),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN (3 397 651),

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT DOUZE (3 398 112) et

le lot numéro TROIS MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX-HUIT MILLE CENT QUINZE (3 398 115),

tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

a) renonce partiellement **à la servitude de non-construction** résultant de l'acte intervenu entre la Ville de Montréal, Les Constructions Fédérales Inc., Groupe Allogio Inc. et Faubourg Pointe-aux-Prairies Inc., reçu devant Me Jacques Morand, notaire, le vingt et un (21) décembre deux mille six (2006) et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 13 921 195 (l' « **Acte** »), dans la seule mesure où sont visés les lots suivants (collectivement les « **Lots Non-Construction**»), savoir :

DESIGNATION

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT SOIXANTE-QUINZE (4 881 975),

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT

SOIXANTE-SEIZE (4 881 976),

tous du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

b) renonce partiellement **à la servitude de non construction et à la servitude de non-accès** résultant de l'Acte, dans la seule mesure où est visé le lot suivant (« **Lot Non-Construction et Non-Accès**»), savoir :

DESIGNATION

le lot numéro QUATRE MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-UN MILLE NEUF CENT CINQUANTE-QUATRE (4 881 954) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Les Lots Non-Construction et le Lot Non-Construction et Non-Accès sont ci-après collectivement les « **Lots** ».

En accordant la présente renonciation à la servitude de non-construction et à la servitude de non-accès sur lesdits Lots, **selon le cas et telle que ci-haut décrite,** la Ville de Montréal se réserve expressément tous les droits de servitude subsistant en sa faveur aux termes dudit Acte et affectant tout autre immeuble y désigné, le tout sans novation ni autre dérogation que celles résultant des présentes.

EN CONSÉQUENCE, la Ville de Montréal requiert l'Officier de la publicité foncière de faire toutes les mentions qui s'imposent afin de donner effet aux présentes.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, la Ville de Montréal signe en présence dudit notaire.

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par:

_____

Me Yannick DERY, notaire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1180783003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquière de madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke, une servitude d'utilités publiques pour le passage d'une conduite d'égout pluvial sur une partie de la propriété sise au 143, rue Dieppe, à Ville de Pointe-Claire, correspondant à une partie du lot 2 527 973 du cadastre du Québec, pour la somme de 140 000 $, avec intérêt au taux de 5 %, à compter de la mise en demeure transmise à la Ville en date du 3 octobre 2018. N/Réf : 31H05-005-6631-01

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquière, de madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke, une servitude d'utilités publiques pour le passage d'une conduite d'égout pluvial sur la propriété sise au 143, rue Dieppe, à Ville de Pointe-Claire, correspondant à une partie du lot 2 527 973 du cadastre du Québec, tel qu'illustré par les lettres A,B,C,D,E,F,G,H,J, et A sur le plan d'arpentage D-3 Pointe-Claire, préparé le 7 décembre 2018, par Christian Viel, arpenteur-géomètre, portant le numéro 482 de ses minutes et le numéro de dossier 22097-2 du greffe commun des arpenteurs de la Ville, pour la somme de 140 000 $, avec intérêt annuel au taux de 5 %, à compter de la date de la mise en demeure transmise à la Ville, soit le 3 octobre 2018, jusqu'à la date de son émission, le tout selon les termes et conditions prévus au projet d'acte.
2. d'autoriser le Service des finances à émettre et transmettre à M^{e} Daphney Saint-Louis du Service des affaires juridiques, le chèque suivant:

Un chèque au montant de 140 000 $, plus intérêts annuels de 5%, calculés à compter du 3 octobre 2018, et ce, jusqu'à la date de son émission;

Le chèque doit être émis à l'ordre de *Alarie Legault, cabinet d'avocats en fidéicommis*

Alarie Legault, cabinet d'avocats

507 place d’Armes, bureau 1210
Montréal (Québec) H2Y 2W8

3. d'imputer cette somme conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense étant assumée par le Service de l'Eau.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 10:28

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180783003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquière de madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke, une servitude d'utilités publiques pour le passage d'une conduite d'égout pluvial sur une partie de la propriété sise au 143, rue Dieppe, à Ville de Pointe-Claire, correspondant à une partie du lot 2 527 973 du cadastre du Québec, pour la somme de 140 000 $, avec intérêt au taux de 5 %, à compter de la mise en demeure transmise à la Ville en date du 3 octobre 2018. N/Réf : 31H05-005-6631-01

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a mandaté, en 2015, le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») pour l'acquisition d'une servitude d'utilités publiques afin de légaliser le passage d'une conduite d'égout pluvial d'un diamètre d'environ 5 pieds sur cinq propriétés de la Ville de Pointe-Claire. Une de ces acquisitions a déjà fait l'objet d'une entente hors cours. La présente acquisition est le deuxième des cinq dossiers pour lequel nous avons eu un mandat d'acquisition de servitude. En raison de son diamètre, cette conduite relève de la compétence du conseil de l'agglomération de la Ville de Montréal. Madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke (les « Propriétaires »), par l'entremise de leur avocat, M^{e} Luc Alarie, ont mis en demeure la Ville de Montréal (la « Ville »), le 3 octobre 2018, afin de se prévaloir des dispositions de l'article 992 du Code civil du Québec, forçant la Ville à se porter acquéreur de la partie de leur propriété où est construite la conduite d'égout pluvial.

Madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke sont propriétaires d'un bâtiment résidentiel unifamilial portant l'adresse civique du 143, rue Dieppe à Pointe-Claire, lequel est construit sur le lot 2 527 973 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Une conduite d'égout pluvial appartenant à la Ville traverse sans droit, en tréfonds, leur immeuble, à partir de la rue Dieppe jusqu'à la partie arrière du terrain sur une distance d'environ 49,68 mètres. Par la suite, la conduite bifurque à l'arrière de leur immeuble et longe la ligne de lot sur une distance d'environ 34,1 mètres. Sans la présence de cette conduite, les propriétaires seraient en droit de subdiviser leur immeuble et de vendre un lot vacant tout en conservant leur maison. La valeur d'un tel immeuble sans servitude est estimée à environ 270 000 $ avant les frais requis pour procéder à une opération cadastrale et autres contraintes de développement.

Le Service de l'Eau estime qu'il est économiquement non rentable de déplacer la conduite et elle est essentielle au réseau municipal. Par conséquent, afin de régulariser la situation, le SGPI recommande d'acquérir une servitude réelle et perpétuelle pour fins d'utilités publiques pour la somme de 140 000 $, plus intérêts annuels au taux légal de 5%, à compter de la date de la mise en demeure, soit la date du 3 octobre 2018, jusqu'à la date de l'émission du chèque.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La propriété de madame Sharon Kelly et de monsieur Kelly Burke porte l'adresse civique du 143, rue Dieppe. Elle est construite sur le lot 2 527 973 du cadastre du Québec, lequel possède une largeur de 34,14 mètres. Le règlement d'urbanisme de ce secteur (Ra39) stipule que la largeur frontale minimale d'un lot est de 16,7 mètres, de sorte que les propriétaires seraient en droit de procéder à une opération cadastrale pour former un second lot qu'ils pourraient vendre.
La présence et l'emplacement de la conduite empêchent une telle opération cadastrale. Le centre de la conduite se retrouve à une distance de 5,9 mètres de la ligne de lot. L'assiette de la servitude à créer possède une largeur de 5,5 mètres sur toute la profondeur du terrain. De plus, comme la conduite bifurque à la ligne de lot arrière du terrain, il faut également créer une servitude de 1,5 mètre de profondeur à la limite arrière du lot sur toute la largeur du terrain.

L'assiette de la servitude est plus amplement illustrée par les lettres A,B,C,D,E,F,G,H,J, et A sur le plan d'arpentage D-3 Pointe-Claire, préparé le 7 décembre 2018, par Christian Viel, arpenteur-géomètre, portant le numéro 482 de ses minutes et le numéro de dossier 22097-2 du greffe commun des arpenteurs de la Ville. Le plan d'arpentage et la description technique sont disponibles en pièces jointes.

En contrepartie la Ville versera aux Propriétaires la somme de 140 000 $ avec intérêt annuel au taux de 5%.

Le projet d'acte comporte les clauses usuelles demandées par la Ville aux fins du maintien d'une telle servitude, de son entretien, de sa réparation et de son remplacement. La lettre confirmant l'accord de la partie adverse et les conditions de la servitude est disponible dans les pièces jointes.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande la présente transaction pour les motifs suivants :
· cette transaction répond au mandat du Service de l'Eau;
· puisqu'il est économiquement non rentable de déplacer la conduite d'égout pluvial et que celle-ci est essentielle au réseau de la Ville, le SGPI recommande d'acquérir une servitude afin d'en légaliser sa présence;
· l'indemnité correspond à la valeur au propriétaire, laquelle est conforme aux conclusions du rapport d'évaluation préparé par les évaluateurs du SGPI;
· le règlement à l'effet que la Ville acquiert une servitude réelle et perpétuelle pour fins d'utilités publiques en contrepartie d'une somme de 140 000 $ avec intérêts au taux de 5% l'an est juste et équitable. Cette valeur tient compte des coûts reliés à la démolition du garage et à la perte de valeur que cela occasionnerait à la propriété principale. De plus, cette transaction respecte les bases convenues par notre Service des affaires juridiques dans le règlement hors cour intervenu pour une propriété comparable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour cette transaction proviennent de la Direction de l'épuration des Eaux usées, Service de l'Eau.
Il y aura donc lieu d'émettre un chèque à l'ordre de *Alarie, Legault* en fidéicommis au montant de 140 000 $, plus intérêts annuels de 5%, calculés à compter de la date de la mise en demeure, soit à compter du 3 octobre 2018, et ce, jusqu'à la date de l'émission du chèque. Le chèque doit être libellé au nom du représentant légal des demandeurs, soit :

Alarie Legault, cabinet d'avocats
507 place d'Armes, bureau 1210
Montréal (Québec) H2Y 2W8

La valeur au rôle 2017-2019 de l'immeuble est de 171 $ / m^2 - (15,89 $ /pi^2).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daphney ST-LOUIS)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvie BLAIS, Service des infrastructures du réseau routier
Émilie PAPILLON, Service de l'eau

Lecture :

Sylvie BLAIS, 26 février 2019
Émilie PAPILLON, 21 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis CHARETTE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-7221
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-02-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directricedu SGPI
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-26

Alarie Legault
▪ CABINET D'AVOCATS ▪

PAR COURRIEL

17 décembre 2018

Monsieur Denis Charrette
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilières
Section des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québe) H2Y 3Y8

OBJET : Sharon KELLY et Kelly BURKE
143, avenue Dieppe
Pointe-Claire H9R 1X6

Monsieur,

Mes clients ci-dessus mentionnés me donnent mandat d'accepter votre offre de consentir à la Ville de Montréal une servitude d'utilité publique pour l'égout pluvial qui traverse leur propriété selon les modalités dont nous avons discutées lors de notre rencontre de ce jour à mon bureau avec M. Kelly Burke.

En contrepartie de la somme de 140 000,00$, plus les intérêts légaux de 5% l'an à compter de la mise en demeure du 3 octobre 2018, mes clients signeront donc un acte de servitude devant le notaire de la Ville de Montréal selon les mêmes modalités que l'acte de servitude publié le 16 mai 2018 sous le numéro 23 831 792 sur la propriété du 130 avenue Dieppe à Pointe-Claire et selon la description technique préparée le 7 décembre 2018 par l'arpenteur-géomètre Christian Viel.

Nous comprenons que vous ferez le nécessaire pour obtenir l'approbation du Conseil d'agglomération dans les meilleurs délais et que la signature de l'acte notarié et le paiement suivront en conséquence dans les quelques mois à venir.

Je vous prie de me confirmer par écrit votre accord à la présente si le tout est conforme à nos discussions.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

LUC ALARIE, avocat
lucalarie@alarielegault.ca

Numéro inscription : 23 831 792 DHM de présentation : 2018-05-16 10:12

2018 -05- 16 10.12
Heure : minute

23 831 792

17-002269 (1180326002)

CODE S0659
Servitude
Minute : 05

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT, le quinze mai (15-05-2018)

DEVANT **M^e Daphney St-Louis**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAISSENT :

Jacqueline Goes, résidant et domicillée au 130, avenue de Dieppe, à Pointe-Claire, province de Québec, H9R 1X6,

Ci-après nommée le « **Cédant** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Emmanuel TANI-MOORE, agissant aux présentes en sa qualité de greffier adjoint de la Ville de Montréal, en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et :

a) le règlement RCE02-004, soit le *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*, adopté par le comité exécutif à sa séance du vingt-six juin deux mille deux (2002) et en vigueur depuis le quinze juillet deux mille deux (2002); et

b) de la résolution numéro CE18 0611 adoptée par le comité exécutif à sa séance du onze (11) avril deux mille dix-huit (2018) et dont copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et la notaire soussignée;

Ci-après nommée le « **Cessionnaire** »

Le Cédant et le Cessionnaire sont également désignés collectivement comme les « **Parties** » dans le présent acte.

LESQUELLES, POUR EN VENIR À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE D'ÉGOUT PLUVIAL FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Cédant, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit, accorde au Cessionnaire, ici présent et acceptant et, stipulant pour lui-

même, ses représentants et ayants droit, des droits de servitudes consistant en :

1. Un droit pour le Cessionnaire de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur et en dessous du fonds servant ci-après décrit, des tuyaux ou des conduits souterrains et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ses réseaux d'égout pluvial.

2. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ledit fonds servant, tous arbres, arbustes, branches ou racines et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien de ses réseaux d'égout pluvial.

3. Un droit de circuler à pied ou en véhicule sur ledit fonds servant et, si nécessaire, en dehors dudit fonds servant, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au fonds servant.

4. Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous dudit fonds servant, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton et autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ce fonds servant, sauf avec le consentement écrit de la part du Cessionnaire.

5. Un droit, au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages ou constructions souterrains s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties :

1. Que le Cessionnaire est et demeure propriétaire des ouvrages ou constructions faits à l'intérieur des limites du fonds servant.

2. Que le Cessionnaire pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu des présentes.

SERVITUDE RÉELLE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés par le Cédant comme servitude réelle et perpétuelle sur le fonds servant, en faveur du fonds dominant ci-après décrit.

Tout propriétaire futur du fonds servant sera assujetti aux droits et obligations du Cédant créés aux termes des présentes, par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du fonds servant. De même, les droits ci-dessus accordés sont établis et créés en faveur du Cessionnaire en tant que propriétaire du fonds dominant. Tout propriétaire futur du fonds dominant sera assujetti aux droits et obligations du Cessionnaire aux termes des présentes, par le simple fait d'acquérir le droit de propriété du fonds dominant.

CONDITIONS

1. Le Cessionnaire prend à sa charge les frais et honoraires relatifs au présent acte, à sa publication et aux copies, dont une pour le Cédant.

2. Le Cessionnaire s'engage avec diligence à réparer la surface du fonds servant et à rétablir les clôtures, barrières, haies décoratives et revêtements dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des travaux respectifs de construction ou d'entretien des réseaux d'égout pluvial.

3. Le Cessionnaire sera responsable des dommages découlant de la servitude et notamment, de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au fonds servant, soit à la propriété du Cédant, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence du Cédant ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de l'existence à cet endroit desdits réseaux d'égout pluvial.

NON-USAGE OU ABANDON

Le non-usage ou l'abandon, par le Cessionnaire des droits réels et perpétuels ci-haut mentionnés, n'affectera en rien les droits réels et perpétuels existant en faveur d'un tiers, le cas échéant, lesquels continueront de subsister intégralement sur le fonds servant ci-après décrit.

CONSIDÉRATION

Cette servitude est consentie pour le prix de **CENT SOIXANTE-SEPT MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-TROIS DOLLARS ET TRENTE CENTS (167 583,30 $)** incluant tout indemnité et frais de justice, que le Cédant reconnaît avoir reçu du Cessionnaire à la signature des présentes. Cette considération constitue le règlement total et final de tout litige entre les Parties, concernant les présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT

L'immeuble décrit comme « fonds servant » et appartenant au Cédant est désigné comme suit :

Un emplacement connu et désigné comme étant une **partie** du lot numéro **DEUX MILLIONS CINQ CENT VINGT-SEPT MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-QUINZE (2 527 695 Ptie)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure trapézoïdale;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord-est par une autre partie du lot 2 527 695;
- Vers le sud-est par le lot 2 527 711;
- Vers le sud-ouest par une autre partie du lot 2 527 695;
- Vers le nord-ouest par le lot 2 526 904 faisant partie de l'avenue de Dieppe.

MESURANT :

- Vers le nord-est et le sud-ouest quarante-huit mètres et vingt-sept centièmes (48,27 m) (quarante-huit mètres et dix-sept centièmes (48,17 m) selon le cadastre rénové);
- Vers le sud-est et le nord-ouest cinq mètres et cinquante centièmes (5,50 m).

Contenant en superficie deux cent soixante-cinq mètres carrés et cinq dixièmes (265,5 m²) (deux cent soixante-quatre mètres carrés et neuf dixièmes (264,9 m²) selon le cadastre rénové).

Le point A, intersection de la limite nord-est de la partie du lot 2 527 695 ci-dessus décrite et de la limite sud-est du lot 2 526 904, faisant partie de l'avenue de Dieppe, est situé à quatre mètres et quatre-vingt-douze centièmes (4,92 m) au sud-ouest du point E, coin nord du lot 2 527 695, le tout mesuré le long de la limite nord-ouest dudit lot 2 527 695.

Le point B, intersection de la limite nord-est de la partie du lot 2 527 695 ci-dessus décrite et de la limite nord-ouest du lot 2 527 711, est situé à cinq mètres et quatre-vingt-dix-sept centièmes (5,97 m) au sud-ouest du point F, coin est du lot 2 527 695, le tout mesuré le long de la limite sud-est dudit lot 2 527 695.

Les limites nord-est et sud-ouest de ladite partie du lot 2 527 695 sont parallèles à une distance de cinq mètres et cinquante centièmes (5,50 mètres).

Les unités de mesure utilisées sont celles du Système International (SI).

Les bornes susmentionnées sont toutes du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Cette partie de lot est identifiée par les lettres ABCDA sur le plan D-2 Pointe-Claire préparé par Johanne Rangers, arpenteure-géomètre, le vingt-huit (28) août deux mille dix-sept (2017), sous le numéro 1102 de ses minutes (dossier 22097-1), dont une copie est annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence de la notaire soussignée.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

L'immeuble décrit comme « fonds dominant » est constitué du réseau de conduites d'égout pluvial de la Ville de Montréal, relevant de la compétence de son conseil d'agglomération, qui correspond à la totalité de l'immeuble qui a fait l'objet de l'établissement de la fiche immobilière numéro **65-B-77 027** au registre des réseaux des services publics de la circonscription foncière de Montréal.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Le Cédant reconnaît avoir reçu et pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle du Cessionnaire adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

DÉCLARATIONS DU CÉDANT

Le Cédant déclare :

1. Que le fonds servant est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- Une hypothèque immobilière en faveur de la banque Toronto-Dominion, reçue devant Me Jennifer McCarthy, notaire, le vingt et un (21) mai deux mille neuf (2009), et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 16 186 790.

- Une hypothèque immobilière en faveur de la banque Toronto-Dominion, reçue devant Me Pierre Dupuy, notaire, le vingt (20) mars de l'an deux mille (2000), et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 5 156 802.

Le Cédant se chargera lui-même d'informer, à toutes fins que de droit, ses créanciers hypothécaires de la servitude consentie aux termes du présent acte, le tout à l'entière exonération du Cessionnaire.

2. Jacqueline Goes déclare être divorcée, à la suite d'un premier mariage, de Stephen Radford en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, en date du vingt-neuf (29) mai deux mille un (2001) (dossier numéro 500-12-253875-003), et qu'elle ne s'est pas remariée ni unie civilement depuis.

DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

La considération ci-dessus mentionnée exclut la taxe sur les produits et services (« TPS ») et la taxe de vente du Québec (« TVQ »). En conséquence, si la présente servitude est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, le Cessionnaire effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

Le Cessionnaire déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : 121364749RT0001
TVQ : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne également les sociétés ou compagnies.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Cette servitude est faite en exécution d'un règlement hors cour d'une action intentée, par le Cédant contre le Cessionnaire, en Cour supérieure du district de Montréal dossier numéro (500-17-094686-162). Sauf incompatibilité, les Parties confirment les ententes qui y sont contenues mais non reproduites aux présentes.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro cinq (05) des minutes de la notaire soussignée.

ET LECTURE FAITE, sauf au représentant du Cessionnaire qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence de la notaire soussignée

(signé Jacqueline Goes)

Jacqueline GOES

VILLE DE MONTRÉAL

(signé Emmanuel Tani-Moore)

Par : **Emmanuel TANI-MOORE**

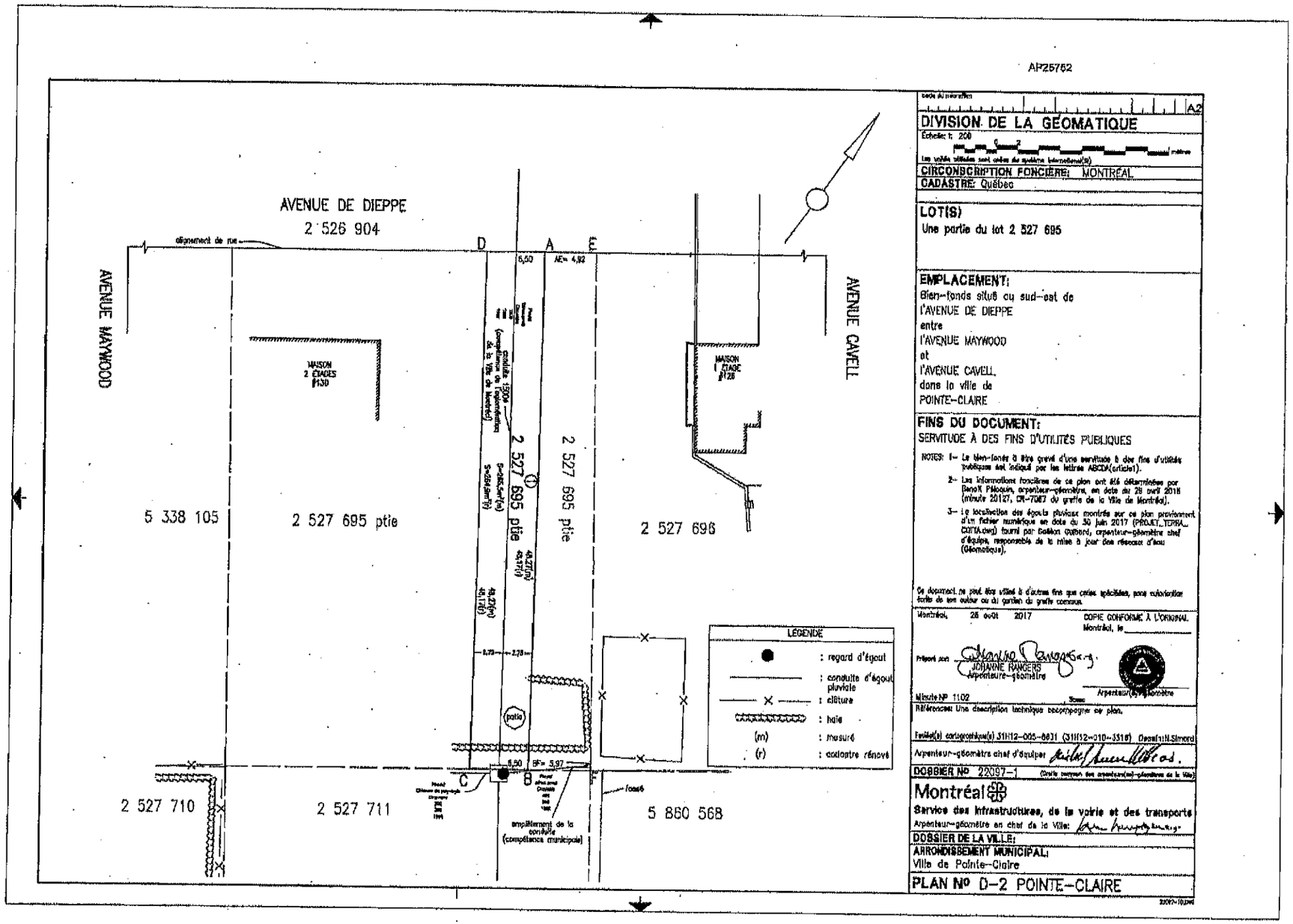
(signé Daphney St-Louis)

M^e^ Daphney ST-LOUIS, notaire

VRAIE COPIE de la minute demeurée en mon étude.

D St-Louis notaire

AP25752



échelle du minutier A2

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200

Les valeurs utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)
Une partie du lot 2 527 695

EMPLACEMENT:
Bien-fonds situé au sud-est de
l'AVENUE DE DIEPPE
entre
l'AVENUE MAYWOOD
et
l'AVENUE CAVELL,
dans la ville de
POINTE-CLAIRE

FINS DU DOCUMENT:
SERVITUDE À DES FINS D'UTILITÉS PUBLIQUES

NOTES: 1- Le bien-fonds à être grevé d'une servitude à des fins d'utilités publiques est indiqué par les lettres ABCDA(articles).

2- Les informations foncières de ce plan ont été déterminées par René K Pilotin, arpenteur-géomètre, en date du 26 avril 2018 (minute 20127, DR-7087 du greffe de la Ville de Montréal).

3- La localisation des égouts pluviaux montrés sur ce plan provient d'un fichier numérique en date du 30 juin 2017 (PROJET_TERRA_COTA.dwg) fourni par Gaétan Guérard, arpenteur-géomètre chef d'équipe, responsable de la mise à jour des réseaux d'eau (Géomatique).

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, 26 avril 2017

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le _____

Préparé par: JOHANNE RANGERS
Arpenteure-géomètre

Arpenteur(e)-géomètre

Minute N° 1102 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-8631 (31H12-010-3516) Dessiné(e) N.Simard

Arpenteur-géomètre chef d'équipe

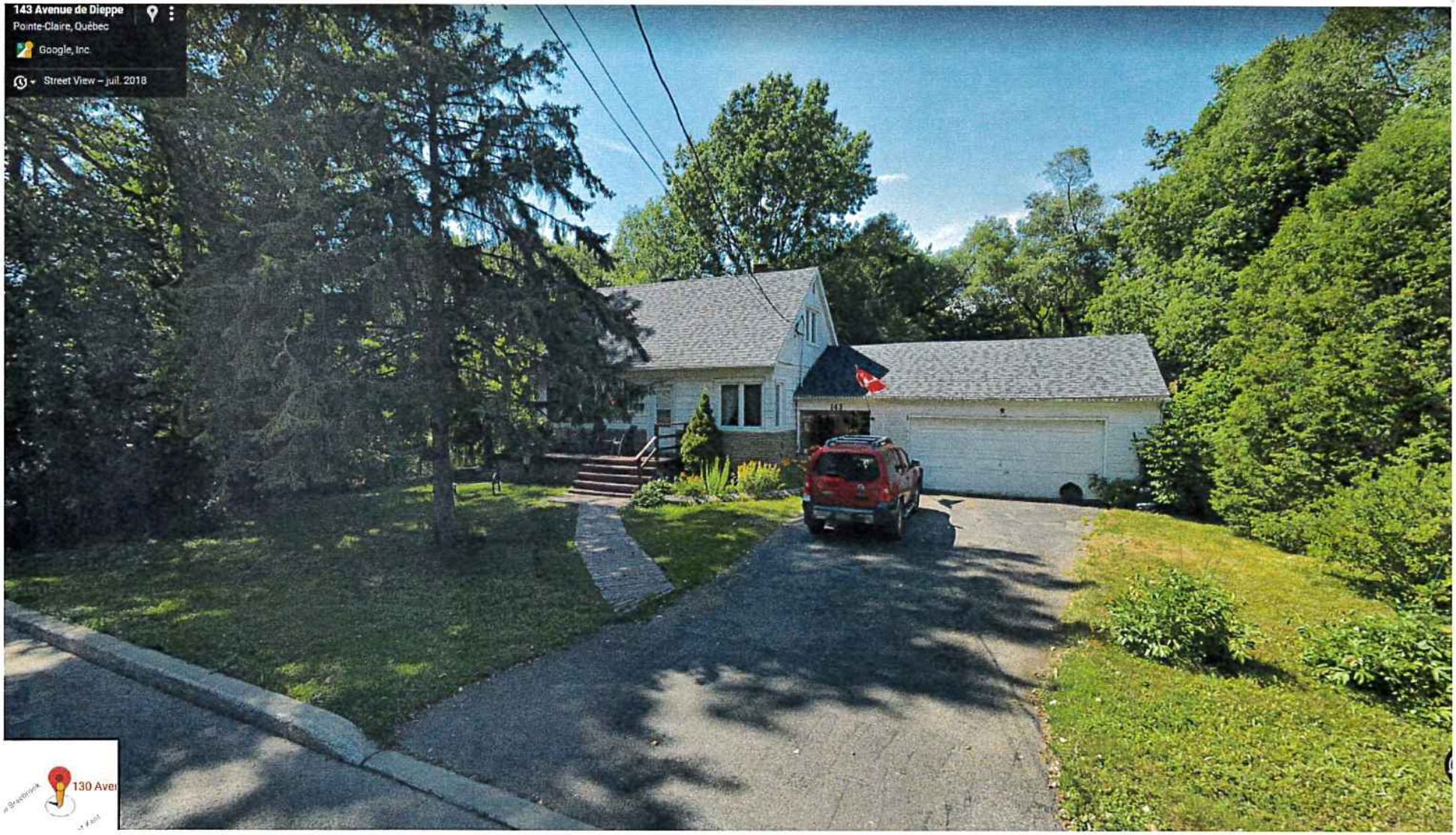
DOSSIER N° 22097-1 (Greffe commun des arpenteur(e)s-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

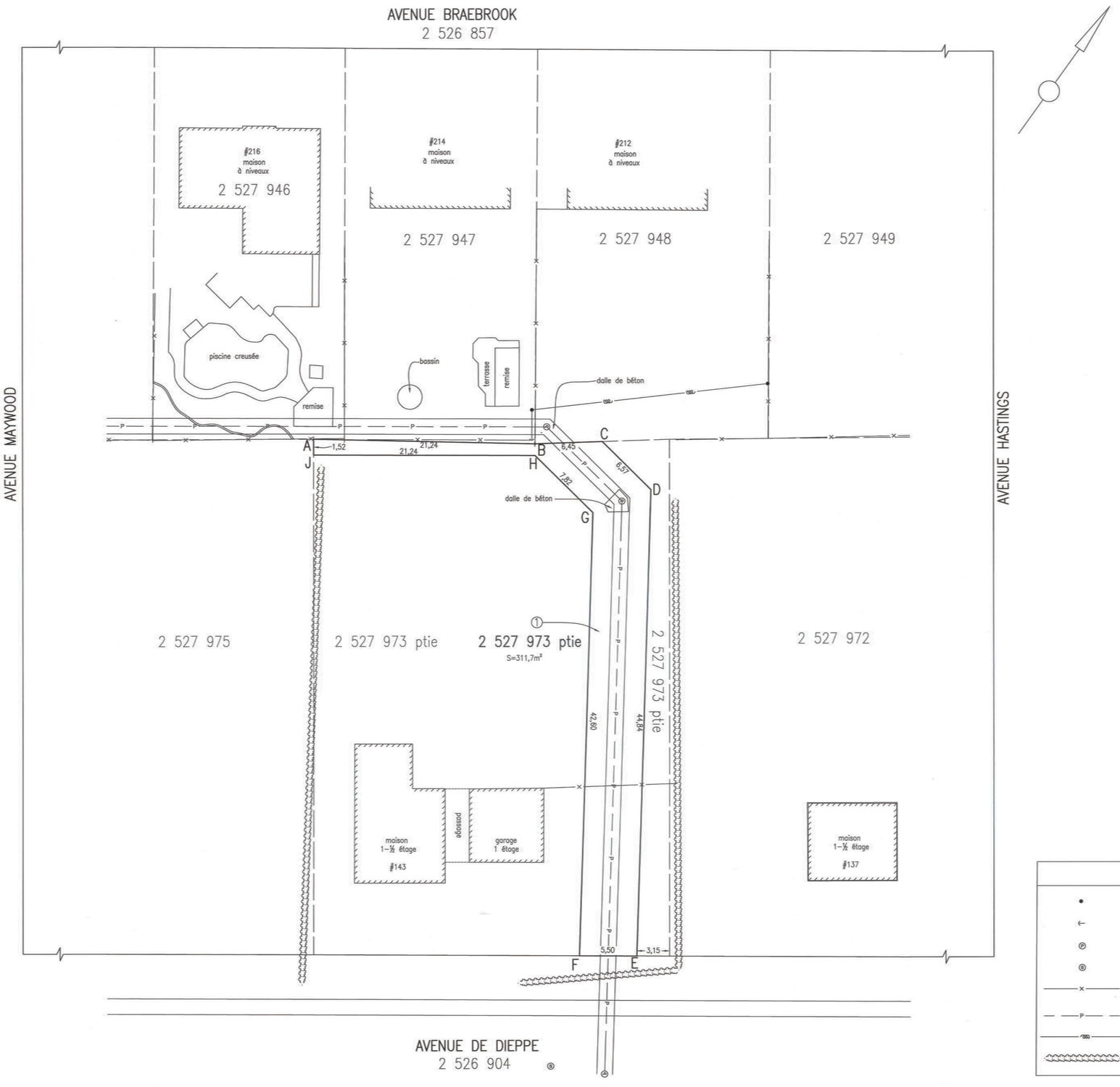
DOSSIER DE LA VILLE:

ARRONDISSEMENT MUNICIPAL:
Ville de Pointe-Claire

PLAN N° D-2 POINTE-CLAIRE


143 Avenue de Dieppe
Pointe-Claire, Québec
Google, Inc.
Street View – juil. 2018
130 Ave

AP26039



LÉGENDE

- : Poteau électricité
- : Hauban
- : Regard d'égout pluvial
- : Regard d'égout sanitaire
- : Clôture
- : Conduite d'égout pluviale
- : Fils aériens
- : haie

code du microfilm A1

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 200 0 2 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S)

Une partie du lot 2 527 973

EMPLACEMENT:

Bien-fonds situé au nord-ouest de
L'AVENUE DE DIEPPE
entre
L'AVENUE MAYWOOD
et
L'AVENUE HASTINGS
dans la ville de
POINTE-CLAIRE

FINS DU DOCUMENT:

SERVITUDE À DES FINS D'UTILITÉS PUBLIQUES

NOTES: 1- Le bien-fonds à être grevé d'une servitude à des fins d'utilités publiques est indiqué par les lettres ABCDEFGHJA (article 1).

2- Les informations foncières de ce plan ont été déterminées par Benoît Péloquin, arpenteur-géomètre, en date du 29 avril 2016 (minute 20127, CR-7087 du greffe de la Ville de Montréal).

3- La localisation des égouts pluviaux montrés sur ce plan provient d'un fichier numérique en date du 30 juin 2017 (PROJET_TERRA_COTTA.dwg) fourni par Gaëtan Guibord, arpenteur-géomètre chef d'équipe, responsable de la mise à jour des réseaux d'eau (Géomatique).

4- La visite des lieux a été effectuée le 6 décembre 2018.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du gardien du greffe commun.

Montréal, le 7 décembre 2018

Préparé par: CHRISTIAN VIEL
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL
Montréal, le 2018-12-12
Arpenteur(e)

Minute Nº 482 Sceau

Références: Une description technique accompagne ce plan.

Feuillet(s) cartographique(s) 31H12-005-6630 (31H12-010-3315) Dessin: J.Lapierre

Arpenteur-géomètre chef d'équipe

DOSSIER Nº 22097-2 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Arpenteur-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

MUNICIPALITÉ:
Ville de Pointe-Claire

PLAN Nº D-3 POINTE-CLAIRE

22097-2D.DWG

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 2 527 973
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE POINTE-CLAIRE

Ce bien-fonds est situé au nord-ouest de l'avenue de Dieppe, compris entre les avenues Maywood et Hastings tel qu'indiqué sur le plan D-3 Pointe-Claire préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 7 décembre 2018, à des fins de servitudes d'utilités publiques.
Ce bien-fonds se décrit comme suit :

1.- Une partie du lot DEUX MILLIONS CINQ CENT VING-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE (2 527 973 ptie), dudit cadastre, délimité par les lettres ABCDEFGHJA :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord et le nord-est par une autre partie du lot 2 527 973;
- Vers le sud-est par le lot 2 526 904, avenue de Dieppe;
- Vers le sud-ouest, le sud et le sud-est par une autre partie du lot 2 527 973;
- Vers le sud-ouest par le lot 2 527 975;
- Vers le nord-ouest par les lots 2 527 946, 2 527 947 et 2 527 948;

CHRISTIAN VIEL 2562 ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

/2

MESURANT :

- Vers le nord, six mètres et cinquante-sept centièmes (6,57 m);
- Vers le nord-est, quarante-quatre mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (44,84 m);
- Vers le sud-est, cinq mètres et cinquante centièmes (5,50 m);
- Vers le sud-ouest, quarante-deux mètres et soixante centièmes (42,60 m);
- Vers le sud, sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (7,82 m);
- Vers le sud-est, vingt et un mètres et vingt-quatre centièmes (21,24 m);
- Vers le sud-ouest, un mètre et cinquante-deux centièmes (1,52 m);
- Successivement vers le nord-ouest, vingt et un mètres et vingt-quatre centièmes (21,24 m) et six mètres et quarante-cinq centièmes (6,45 m);

contenant en superficie trois cent onze mètres carrés et sept dixièmes (311,7 m^2).

Ladite partie de lot est montrée sur le plan D-3 Pointe-Claire annexé à la présente description technique.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/3

Préparé à Montréal, le septième jour du mois de décembre de l'an deux mille dix-huit sous le numéro 482 de mes minutes au dossier 22097-2 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville de Montréal.

CHRISTIAN VIEL
Arpenteur-géomètre

CV/cc

Dossier : 22097-2

Copie conforme à l'original

Montréal, le _____

_____

Arpenteur-géomètre

2018-12-12

CHRISTIAN VIEL
2562
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 2 527 973
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE POINTE-CLAIRE

Ce bien-fonds est situé au nord-ouest de l'avenue de Dieppe, compris entre les avenues Maywood et Hastings tel qu'indiqué sur le plan D-3 Pointe-Claire préparé par l'arpenteur-géomètre soussigné en date du 7 décembre 2018, à des fins de servitudes d'utilités publiques.
Ce bien-fonds se décrit comme suit :

1.- Une partie du lot DEUX MILLIONS CINQ CENT VING-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE (2 527 973 ptie), dudit cadastre, délimité par les lettres ABCDEFGHJA :

de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord et le nord-est par une autre partie du lot 2 527 973;
- Vers le sud-est par le lot 2 526 904, avenue de Dieppe;
- Vers le sud-ouest, le sud et le sud-est par une autre partie du lot 2 527 973;
- Vers le sud-ouest par le lot 2 527 975;
- Vers le nord-ouest par les lots 2 527 946, 2 527 947 et 2 527 948;

/2

MESURANT :

- Vers le nord, six mètres et cinquante-sept centièmes (6,57 m);
- Vers le nord-est, quarante-quatre mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (44,84 m);
- Vers le sud-est, cinq mètres et cinquante centièmes (5,50 m);
- Vers le sud-ouest, quarante-deux mètres et soixante centièmes (42,60 m);
- Vers le sud, sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (7,82 m);
- Vers le sud-est, vingt et un mètres et vingt-quatre centièmes (21,24 m);
- Vers le sud-ouest, un mètre et cinquante-deux centièmes (1,52 m);
- Successivement vers le nord-ouest, vingt et un mètres et vingt-quatre centièmes (21,24 m) et six mètres et quarante-cinq centièmes (6,45 m);

contenant en superficie trois cent onze mètres carrés et sept dixièmes (311,7 m²).

Ladite partie de lot est montrée sur le plan D-3 Pointe-Claire annexé à la présente description technique.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/3

Préparé à Montréal, le septième jour du mois de décembre de l’an deux mille dix-huit sous le numéro 482 de mes minutes au dossier 22097-2 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville de Montréal.

_____
CHRISTIAN VIEL
Arpenteur-géomètre

CV/cc

Dossier : 22097-2

Copie conforme à l'original
Montréal, le _____

_____
Arpenteur-géomètre

Alarie Legault
▪ CABINET D'AVOCATS ▪

PAR COURRIEL

3 octobre 2018

Monsieur Denis Charrette
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilières
Section des transactions immobilières
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québe) H2Y 3Y8

OBJET : Sharon KELLY et Kelly BURKE
143, avenue Dieppe
Pointe-Claire H9R 1X6

Monsieur,

Mes clients ci-dessus mentionnés m'ont consulté concernant votre lettre du 30 septembre 2015 les informant de la demande de la Ville de Montréal pour l'octroi d'une servitude pour la conduite d'égout construite sur leur propriété ci-dessus mentionnée.

Mes clients ont ainsi appris que la Ville de Montréal utilise sans droit leur propriété depuis de nombreuses années et qu'elle ne détient aucun titre ayant autorisé la construction et la présence de cet égout pluvial.

Dans les circonstances, mes clients sont en droit de se prévaloir des dispositions de l'article 992 du Code civil du Québec afin d'exiger de la Ville de Montréal de se porter acquéreur de leur propriété où a été construit l'égout pluvial et dont la dimension gigantesque en empêche totalement la subdivision et le redéveloppement.

Comme alternative et sous toutes réserves, mes clients peuvent considérer votre offre d'acquérir une servitude à des fins d'utilités publiques en autant qu'ils soient pleinement indemnisés tant pour l'acquisition de la servitude que pour l'usage de leur propriété pour la période précédant l'acquisition de cette servitude.

J’attends donc une réponse de votre part au nom de la Ville de Montréal dans les prochains dix (10) jours, le tout vous étant soumis sans admission et sous réserve de tous autres droits et recours de mes clients.

Veuillez agréer, Monsieur, l’expression de mes sentiments distingués.



LUC ALARIE, avocat
lucalarie@alarielegault.ca

cc Me Caroline Proulx

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180783003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquière de madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke, une servitude d'utilités publiques pour le passage d'une conduite d'égout pluvial sur une partie de la propriété sise au 143, rue Dieppe, à Ville de Pointe-Claire, correspondant à une partie du lot 2 527 973 du cadastre du Québec, pour la somme de 140 000 $, avec intérêt au taux de 5 %, à compter de la mise en demeure transmise à la Ville en date du 3 octobre 2018. N/Réf : 31H05-005-6631-01

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous joignons le projet de servitude d'égout pluvial donnant suite à la recommandation du service. Nous avons reçu une confirmation écrite du représentant du Cédant à l'effet qu'il est d'accord avec le projet d'acte ci-joint et qu'il s'engage à le signer sans modification.

19-000046

FICHIERS JOINTS

Final- Servitude.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Daphney ST-LOUIS
Notaire
Tél : 514-872-4159
Division : Division du droit notarial

CODE S0659

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, le (-2019)

DEVANT **M^e^ Daphney St-Louis**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

Servitude

Minute :

COMPARAISSENT :

Sharon KELLY, résidant et domiciliée au 143, avenue de Dieppe, à Pointe-Claire, province de Québec, H9R 1X6,

et

Kelly BURKE, résidant et domicilié au 143, avenue de Dieppe, à Pointe-Claire, province de Québec, H9R 1X6,

Ci-après nommés le « **Cédant** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ,

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG19 □, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du □ deux mille dix-neuf (2019).

Copie certifiée conforme de chacune de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné,

Ci-après nommée le « **Cessionnaire** »

Le Cédant et le Cessionnaire sont également désignés collectivement comme les « **Parties** » dans le présent acte.

LESQUELLES, POUR EN VENIR À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE D'ÉGOUT PLUVIAL FAISANT L'OBJET DES PRÉSENTES, CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

OBJET DU CONTRAT

Le Cédant, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit, accorde au Cessionnaire, ici présent et acceptant et, stipulant pour lui-même, ses représentants et ayants droit, des droits de servitudes consistant en :

1. Un droit pour le Cessionnaire de placer, remplacer, construire, réparer, entretenir, inspecter, maintenir, ajouter et exploiter sur et en dessous du fonds servant ci-après décrit, des tuyaux ou des conduits souterrains et tous autres appareils et accessoires nécessaires ou utiles au bon fonctionnement de ses réseaux d'égout pluvial.

2. Un droit de couper, émonder, enlever et détruire, de quelque manière que ce soit et en tout temps, sur ledit fonds servant, tous arbres, arbustes, branches ou racines et déplacer hors de l'emprise tous objets, constructions ou structures qui pourraient nuire au bon fonctionnement, à la construction, au remplacement ou à l'entretien de ses réseaux d'égout pluvial.

3. Un droit de circuler à pied ou en véhicule sur ledit fonds servant et, si nécessaire, en dehors dudit fonds servant, pour exercer tout droit accordé par les présentes et notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public au fonds servant.

4. Un droit comportant l'interdiction pour toute personne d'ériger quelque construction ou structure sur, au-dessus et en dessous dudit fonds servant, sauf l'érection des clôtures de division et leurs barrières, des haies décoratives ainsi que des revêtements d'asphalte, de béton et autres, et comportant également l'interdiction de modifier l'élévation actuelle de ce fonds servant, sauf avec le consentement écrit de la part du Cessionnaire.

5. Un droit, au cas de désistement ou d'abandon total ou partiel des droits précités, de délaisser et d'abandonner les ouvrages ou constructions souterrains s'y rapportant tels quels et dans l'état du moment.

CONVENTIONS SPÉCIALES

Il est spécialement convenu et entendu entre les Parties :

1. Que le Cessionnaire est et demeure propriétaire des ouvrages ou constructions faits à l'intérieur des limites du fonds servant.

2. Que le Cessionnaire pourra céder, transporter ou autrement aliéner les droits réels et perpétuels qui lui sont consentis en vertu des présentes.

SERVITUDE RÉELLE

Les droits ci-dessus accordés sont aussi établis et créés par le Cédant comme servitude réelle et perpétuelle sur le fonds servant, en faveur du fonds dominant ci-après décrit.

CONDITIONS

1. Le Cessionnaire prend à sa charge les frais et honoraires relatifs au présent acte, à sa publication et aux copies, dont une pour le Cédant.

2. Le Cessionnaire s'engage avec diligence à réparer la surface du fonds servant et à rétablir les clôtures, barrières, haies décoratives et revêtements dans l'état où ils se trouvaient avant l'exécution des travaux respectifs de construction ou d'entretien des réseaux d'égout pluvial.

3. Le Cessionnaire sera responsable des dommages découlant de la servitude et notamment, de ceux causés par les actes ou omissions de ses employés, préposés, consultants ou entrepreneurs, soit au fonds servant, soit à la propriété du Cédant, le tout conformément aux articles 1457 et suivants du *Code civil du Québec*, pourvu que ces dommages ne soient dus à aucune faute ou négligence du Cédant ou de tout autre propriétaire subséquent ou de l'un de ses employés, préposés, consultants, mandataires ou ayants droit et ne soient pas la conséquence inévitable de l'existence à cet endroit desdits réseaux d'égout pluvial.

NON-USAGE OU ABANDON

Le non-usage ou l'abandon, par le Cessionnaire des droits réels et perpétuels ci-haut mentionnés, n'affectera en rien les droits réels et perpétuels existant en faveur d'un tiers, le cas échéant, lesquels continueront de subsister intégralement sur le fonds servant ci-après décrit.

CONSIDÉRATION

Cette servitude est consentie pour le prix de **DOLLARS (,00 $)** incluant toute indemnité que le Cédant reconnaît avoir reçu du Cessionnaire à la signature des présentes. Cette considération constitue le règlement total et final de tout litige pouvant exister entre les Parties concernant les présentes, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉSIGNATION DU FONDS SERVANT

L'immeuble décrit comme « fonds servant » et appartenant au Cédant est désigné comme suit :

Un emplacement connu et désigné comme étant une **partie** du lot numéro **DEUX MILLIONS CINQ CENT VINGT-SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-TREIZE (2 527 973 Ptie**) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, de figure irrégulière;

BORNÉE COMME SUIT :

- Vers le nord et le nord-est par une autre partie du lot 2 527 973;
- Vers le sud-est par le lot 2 526 904;
- Vers le sud-ouest, le sud et le sud-est par une autre partie du lot 2 527 973;
- Vers le sud-ouest par le lot 2 527 975;
- Vers le nord-ouest par les lots 2 527 946, 2 527 947 et 2 527 948.

MESURANT :

- Vers le nord, six mètres et cinquante-sept centièmes (6,57 m);
- Vers le nord-est, quarante-quatre mètres et quatre-vingt-quatre centièmes (44,84 m);
- Vers le sud-est, cinq mètres et cinquante centièmes (5,50 m);
- Vers le sud-ouest, quarante-deux mètres et soixante centièmes (42,60 m);
- Vers le sud, sept mètres et quatre-vingt-deux centièmes (7,82 m);
- Vers le sud-est, vingt et un mètres et vingt-quatre centièmes (21,24 m);
- Vers le sud-ouest, un mètre et cinquante-deux centièmes (1,52 m);
- Successivement vers le nord-ouest, vingt et un mètres et vingt-quatre centièmes (21,24 m) et six mètres et quarante-cinq centièmes (6,45 m).

Contenant en superficie trois cent onze mètres carrés et sept dixièmes (311,7 m²).

Les unités de mesure utilisées sont celles du Système International (SI).

Cette partie de lot est identifiée par les lettres ABCDEFGHJA sur le plan D-3 Pointe-Claire préparé par Christian Viel, arpenteur-géomètre, le sept (7) décembre deux mille dix-huit (2018), sous le

numéro 482 de ses minutes (dossier 22097-2), dont une copie conforme est annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les Parties en présence de la notaire soussignée.

DÉSIGNATION DU FONDS DOMINANT

L'immeuble décrit comme « fonds dominant » est constitué du réseau de conduites d'égout pluvial de la Ville de Montréal, relevant de la compétence de son conseil d'agglomération, qui correspond à la totalité de l'immeuble qui a fait l'objet de l'établissement de la fiche immobilière numéro **65-B-77 027** au registre des réseaux des services publics de la circonscription foncière de Montréal.

RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Le Cédant reconnaît avoir reçu et pris connaissance du *Règlement sur la gestion contractuelle* du Cessionnaire adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

DÉCLARATIONS DU CÉDANT

Le Cédant déclare :

1. Que le fonds servant est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque, à l'exception de :

- Une hypothèque immobilière en faveur de Royal Bank of Canada, reçue devant M^{e} Richard Duchesne, notaire, le vingt-huit (28) août deux mille trois (2003), et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 10 709 196;

Le Cédant se chargera lui-même d'informer, à toutes fins que de droit, son créancier hypothécaire de la servitude consentie aux termes du présent acte, le tout à l'entière exonération du Cessionnaire.

2. Que le fonds servant n'est l'objet d'aucune servitude, à l'exception de :

- Un règlement de zonage de l'aéroport international Pierre-Elliot-Trudeau de Montréal, signé par le ministre des Transports, le vingt-six (26) octobre deux mille dix-sept (2017) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 462 546, interdisant certains usages pouvant nuire à la sécurité aérienne.

3. Sharon KELLY et Kelly BURKE déclarent être mariés ensemble en premières noces sous le régime de la société d'acquêts, aucune convention matrimoniale n'étant intervenue entre eux avant ou après la célébration de leur mariage, le vingt-quatre (24) octobre mil neuf cent

quatre-vingt-douze (1992) dans la province de Québec où ils étaient alors tous deux domiciliés et que leur état civil et leur régime matrimonial n'ont été et ne sont l'objet d'aucun changement depuis.

DÉCLARATION RELATIVE À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

La considération ci-dessus mentionnée exclut la taxe sur les produits et services (« TPS ») et la taxe de vente du Québec (« TVQ »). En conséquence, si la présente servitude est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec*, le Cessionnaire effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

Le Cessionnaire déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

TPS : 121364749RT0001
TVQ : 1006001374TQ0002

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées ni ne sont en voie de l'être.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne également les sociétés ou compagnies.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les Parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes relativement à la présente servitude.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes de la notaire soussignée.

ET LECTURE FAITE, sauf au représentant du Cessionnaire qui a expressément dispensé la notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence de la notaire soussignée.

_____

_____

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par :

_____
M^{e} Daphney ST-LOUIS, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180783003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville acquière de madame Sharon Kelly et monsieur Kelly Burke, une servitude d'utilités publiques pour le passage d'une conduite d'égout pluvial sur une partie de la propriété sise au 143, rue Dieppe, à Ville de Pointe-Claire, correspondant à une partie du lot 2 527 973 du cadastre du Québec, pour la somme de 140 000 $, avec intérêt au taux de 5 %, à compter de la mise en demeure transmise à la Ville en date du 3 octobre 2018. N/Réf : 31H05-005-6631-01

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_GDD1180783003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-25

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Division Eau - Environnement - Infrastructures du Réseau Routier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1198070001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien totalisant 316 000 $ à Défi sportif AlterGo, soit un soutien financier de 60 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur de 256 000 $ pour la tenue de l'événement Défi sportif AlterGo 2019 dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver le projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'organisme Défi sportif AlterGo ainsi qu'un soutien en biens et services et installations estimé à 256 000 $, pour l'année 2019, pour soutenir l'événement Défi sportif AlterGo 2019;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier et du soutien en biens et services et installations;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération et le soutien en biens et services et installations sera entièrement assumé par la ville centre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-24 18:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198070001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien totalisant 316 000 $ à Défi sportif AlterGo, soit un soutien financier de 60 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur de 256 000 $ pour la tenue de l'événement Défi sportif AlterGo 2019 dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver le projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

AlterGo a été créé en 1975 sous l'ancienne dénomination de l'Association régionale pour le loisir des personnes handicapées de l'île de Montréal (ARLPHIM). L'organisme a pour mission de soutenir l'inclusion sociale des personnes ayant une limitation fonctionnelle par l'abolition des obstacles d'accès au loisir, au sport et à la culture. Plus d'une centaine d'organismes ayant comme préoccupation l'accès des personnes ayant une limitation fonctionnelle en sont membres. AlterGo met sur pied la première édition du Défi sportif AlterGo en 1984.
Le Défi sportif AlterGo, un événement annuel de sports adaptés, met de l'avant les capacités et les talents des personnes ayant une limitation fonctionnelle. Unique au monde, il présente simultanément des compétitions de niveau scolaire, développement et élite. Il accueille des athlètes de tous les âges, de tous les types de déficiences et de tous les niveaux de pratique sportive, en provenance de Montréal, du Québec, du Canada et de nombreux pays.

En 2010, Défi sportif AlterGo obtient sa charte en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL). Sa mission est de promouvoir le sport adapté et les saines habitudes de vie. Afin de réaliser sa mission, il organise chaque année l'événement Défi sportif AlterGo (Défi sportif).

La Ville collabore avec AlterGo/Défi sportif AlterGo depuis plus de 25 ans.

La demande de soutien pour le Défi sportif 2019-2021 comprend:

- Un soutien financier annuel de 150 000 $ pour 2019 et 2020;
- Une indexation du soutien financier annuel de 10 000 $ supplémentaire pour 2021 et 2022;
- Un soutien en biens et services : prêt d'installations sportives telles que le complexe sportif Claude-Robillard (CSCR), l'aréna Michel-Normandin et l'aréna Maurice-Richard pour 10 jours (valeur totale estimée à plus de 314 000 $);
- L'achat par la Ville d'un plancher (valeur approximative de 40 000 $) et d'un éclairage aux normes internationales pour le CSCR.

Le soutien demandé par Défi sportif Altergo, financier ainsi qu'en biens et services, totalise 1 916 000 $ sur quatre ans. Par ailleurs, parallèlement un volet concertation (40 000 $) inclus aux conventions précédentes avec AlterGo fera l'objet, de la part d'une autre unité d'affaires, d'une convention distincte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0461 - 28 septembre 2017
Accorder un soutien financier exceptionnel de 70 000 $ à l'organisme à but non lucratif AlterGo pour soutenir la 35^{e} édition de l'événement Défi sportif AlterGo à Montréal en 2018
CG15 0233 - 30 avril 2015
Accorder un soutien financier annuel de 40 000 $ à AlterGo assumé par la ville centre pour soutenir le volet concertation et un soutien financier annuel de 60 000 $ assumé par l'agglomération pour soutenir l'événement Défi sportif AlterGo, pour les années 2015 à 2018 ainsi qu'un soutien en biens et services de 254 652 $ également pour soutenir l'événement
CG12 0041 - 23 février 2012
Accorder un soutien financier de 170 620,50 $ à AlterGo, soit 30 000 $ assumés par la ville centre pour soutenir l'accès des personnes handicapées aux sports et loisirs, 37 000 $ assumés par l'agglomération pour la tenue du Défi sportif, et 103 620, 50 $ en fourniture de biens et services, entièrement assumés par la ville centre, pour les années 2012, 2013 et 2014
CG10 0442 - 16 décembre 2010
Accorder un soutien financier de 67 000 $ pour 2011 à AlterGo, soit 30 000 $ assumés par la ville centre pour soutenir l'accès des personnes handicapées aux sports et loisirs ainsi que 37 000 $ assumés par l'agglomération de Montréal pour le Défi sportif

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'approbation d'une entente d'une durée d'un an (2019) avec Défi sportif AlterGo pour le Défi sportif. Il recommande l'octroi d'un soutien financier de 60 000 $ et la fourniture de biens et services pour sept jours d'utilisation d'installations sportives d'une valeur approximative de 256 000 $. Les montants accordés seraient similaires à la dernière entente. Le soutien financier représenterait environ 2 % du budget global de l'organisme. En combinant le soutien financier à celui en biens et services demandé, la valeur totale du soutien se chiffrerait à environ 12 % du budget. Les autres sources de revenus de l'organisme proviennent, entre autres, des gouvernements du Québec et du Canada, de commandites, de partenaires et de revenus autonomes.
Les biens et services sont principalement des prêts de locaux, de matériel et la mise à disposition du personnel pour le CSCR et les arénas Michel-Normandin et Maurice-Richard. La fourniture des biens et services est détaillée à l'intérieur du présent projet de convention avec l'organisme.

Le soutien financier permettrait la réalisation du Défi sportif en 2019. L'événement d'une durée de sept jours se produit chaque année à la même période à la fin avril. En bref, pour 2018 cela s'est traduit comme suit :

- 7 458 athlètes, dont 6 474 dans le volet scolaire;
- 28 compétitions sportives, dont quatre de niveau international et cinq de niveau national;
- 26 pays représentés;
- 1 204 bénévoles.

Suite à la signature du projet de convention, l'organisme aurait à réaliser le plan d'action déposé ainsi qu'à fournir la reddition de compte prévue à l'Annexe 2.

D'un commun accord avec l'organisme, le soutien d'un an permettra au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) une analyse approfondie de l'événement 2019 afin d'évaluer les demandes en croissance de l'organisme (financières et biens et services) pour les années à venir. Ceci en cohérence avec les grandes orientations de la Ville en matière d'accessibilité universelle et de développement sportif.

Le SGPMRS évalue la possibilité d'accorder un soutien pluriannuel à cet organisme partir de 2020.

JUSTIFICATION

L'appui de la Ville se justifie par la popularité de l'événement, la solide expérience (35 ans) de son organisation et les retombées positives qui en découlent auprès des personnes ayant une limitation fonctionnelle. Par ailleurs, cet événement jouit d'une notoriété importante sur la scène internationale et assure une visibilité régionale, provinciale, nationale et internationale à l'île de Montréal. La participation de plus en plus importante au Défi sportif et la mobilisation du milieu des personnes ayant une limitation fonctionnelle témoignent d'un réel besoin à cet égard. Depuis 10 ans, la participation à l'événement a augmenté de 134 %, passant de 3 188 à 7 458 athlètes. Les coûts ont doublé et les besoins en équipements adaptés et spécialisés sont importants et coûteux.
D'un point de vue social, la pratique du sport est un outil de développement personnel et de rapprochement bien connu. Elle brise l'isolement, une problématique qui touche particulièrement les personnes ayant une limitation fonctionnelle et elle contribue ainsi à mieux les intégrer dans la société. Elle permet également d'augmenter leur qualité de vie. Enfin, les personnes ayant une limitation fonctionnelle ont de manière générale peu ou pas accès aux programmes actuels de saines habitudes de vie. Le Défi sportif permet d'augmenter cette offre.

Pour toutes ces raisons et suite à une évaluation positive de la satisfaction de la qualité des services offerts, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) recommande de poursuivre le soutien au Défi sportif pour une année. Cet événement est en accord avec la Politique municipale en accessibilité universelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 60 000 $ est prévu au SGPMRS. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, en vertu de la compétence « Aide à l'élite sportive et aux événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ».
Le soutien en biens et services estimé à 256 000 $ est accordé par la ville centre.

Organisme Défi sportif AlterGo	Soutien annuel AlterGo 2015-2018	Soutien recommandé pour la convention 2019
Soutien financier	60 000 $	60 000 $
Soutien en biens et services et installations	254 652 $	256 000 $
Pourcentage (%) de la valeur du soutien financier par rapport au projet global	3 %	2 %
Pourcentage (%) de la valeur du soutien financier et de celui en biens et services et installations par rapport au projet global	14 %	12 %

Pour la réalisation du Défi sportif, la Ville mettra gratuitement à la disposition de l'organisme des biens et services et installations, dont la valeur en 2019 est estimée à 256 000 $ et se détaille de la façon suivante :

Biens et services	Complexe sportif Claude-Robillard	Aréna Maurice-Richard	Aréna Michel-Normandin	Total
Installations	99 000 $	12 000 $	52 000 $	**163 000 $**
Personnel	26 000 $			**26 000 $**
Service	7 000 $			**7 000 $**
Matériel	60 000 $			**60 000 $**
			Total	**256 000 $**

L'estimation est basée sur la tarification applicable en vertu du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) adopté par le conseil municipal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020, soit « d'améliorer l'accès aux services et aux équipements municipaux ainsi qu'aux infrastructures ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le soutien financier et le soutien en biens et services et installations, il serait impossible de maintenir le même niveau de services offerts à la population montréalaise. Par conséquent, il s'ensuivrait une diminution de l'offre de services en matière d'accessibilité au sport et au loisir pour les personnes ayant une limitation fonctionnelle sur le territoire de l'île de Montréal, et ce, dans un contexte où la sédentarité touche une partie non négligeable de ces personnes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2019 Présentation au comité exécutif
Mars 2019 Présentation au conseil d'agglomération pour approbation
Mars 2019 Début de la convention et du versement du soutien financier pour 2019
Avril 2019 Tenue du Défi sportif AlterGo
2019 Suivi du respect des obligations définies au projet de convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DULIÈPRE, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Jean-François DULIÈPRE, 14 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

William MOYLAN
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-1617
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Christine LAGADEC
c/d sports et activité physique

Tél : 514-872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2019-02-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-02-22

Secrétariat
à la jeunesse
Québec
Ministère du Conseil exécutif

Québec, le 12 septembre 2018

Objet : Lettre d'appui à la candidature de l'organisme Défi sportif Altergo
à l'attention de la Ville de Montréal

Madame,
Monsieur,

Le Secrétariat à la jeunesse (SAJ), organisme relevant du ministère du Conseil exécutif du gouvernement du Québec, est partenaire financier du Défi sportif Altergo depuis 2016. À titre de partenaire, le SAJ souscrit à l'importance de favoriser les saines habitudes de vie, notamment auprès de la clientèle vivant avec des limitations fonctionnelles.

Le SAJ souligne les succès répétés des éditions passé du Défi sportif Altergo. Le Défi a su, année après année, favoriser une mobilisation d'envergure en faveur des saines habitudes de vie.

À titre de bailleurs de fonds, nous sommes pleinement satisfaits de la collaboration et de la diligence de l'organisme dans ses communications usuelles avec le SAJ, tout comme dans la reddition de comptes exigée.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à cette lettre d'appui, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur des partenariats
et des opérations p. i.,

ALEXANDRE GAGNÉ

875, Grande Allée Est
Québec (Québec) G1R 4Y8
Téléphone : 418 643-8864
Télécopieur : 418 646-8104
www.jeunes.gouv.qc.ca

Contributions financières versées depuis 2014

NOM_FOURNISSEUR	ALTERGO
REP_STATUT_RENV	(Plusieurs éléments)

REP_MONTANT		REP_EXERCICE_FINANCIER					
Service ou arrondissement	NUMERO_RESOLUTION	2014	2015	2016	2017	2018	Total général
Diversité sociale et des sports	CE13 0632	9 800,00 $					9 800,00 $
	CE13 1596	6 400,00 $	1 600,00 $				8 000,00 $
	CE15 0662		43 500,00 $	6 500,00 $			50 000,00 $
	CE15 1243		8 000,00 $	2 000,00 $			10 000,00 $
	CE15 1518		35 000,00 $				35 000,00 $
	CE16 1140			32 000,00 $	8 000,00 $		40 000,00 $
	CE16 1234			8 000,00 $	2 000,00 $		10 000,00 $
	CE16 1315			50 000,00 $			50 000,00 $
	CE17 0910				15 000,00 $		15 000,00 $
	CE17 1097				36 450,00 $	4 050,00 $	40 500,00 $
	CE17 1169				50 000,00 $		50 000,00 $
	CE18 1239					40 000,00 $	40 000,00 $
	CG12 0041	67 000,00 $					67 000,00 $
	CG15 0233		100 000,00 $				100 000,00 $
	CG15 0400		50 000,00 $				50 000,00 $
	CG17 0461				50 000,00 $	20 000,00 $	70 000,00 $
	CM14 0928	48 000,00 $	12 000,00 $				60 000,00 $
	CM15 0408			100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	300 000,00 $
	CM15 0798		360 000,00 $	360 000,00 $	360 000,00 $	360 000,00 $	1 440 000,00 $
	CM16 0946			45 500,00 $	45 500,00 $	45 500,00 $	136 500,00 $
	CM16 0947			90 000,00 $		320 000,00 $	410 000,00 $
Total Diversité sociale et des sports		**131 200,00 $**	**610 100,00 $**	**694 000,00 $**	**666 950,00 $**	**889 550,00 $**	**2 991 800,00 $**
Sud-Ouest	CA14220083B	250,00 $					250,00 $
	CA15220150A		100,00 $				100,00 $
Total Sud-Ouest		**250,00 $**	**100,00 $**				**350,00 $**
Total général		**131 450,00 $**	**610 200,00 $**	**694 000,00 $**	**666 950,00 $**	**889 550,00 $**	**2 992 150,00 $**

CONVENTION – CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS DE GRANDE ENVERGURE
GDD : 1198070001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DÉFI SPORTIF ALTERGO**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 525, rue Dominion, bureau 340, Montréal, Québec, H3J 2B4, agissant et représentée par monsieur Maxime Gagnon, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 762305894RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1222059506DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 118795046RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'organiser l'événement annuel « le Défi sportif AlterGo » (ci-après appelé l'« **Événement** »);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de l'Événement;

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte, le cas échéant, de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des installations et équipements et des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Événement pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme s'est engagé à assumer tous les coûts et risques associés à l'organisation de l'Événement, étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de l'Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme assume l'entière responsabilité du financement, de l'organisation et de la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE l'Organisme a formellement représenté à la Ville qu'il était en mesure, le cas échéant, d'assumer l'entière responsabilité liée à tout dépassement des coûts ou à tout déficit lié à la tenue de son Événement;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Biens et services** » : les ressources matérielles et humaines mises à la disposition de l'Organisme, gracieusement, par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement;

2.2 « **Domaine public** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement, le cas échéant, sur le territoire de la Ville et mis à la disposition de l'Organisme;

2.3 « **Installations et équipements** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville, le cas échéant, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement (Annexe 5);

2.4 « **Responsable** » : la Directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de l'Unité

administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, ou tout autre document exigé par la Responsable dans le cadre de l'Événement, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 1;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville;

2.8 « **Annexe 1** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville et des documents à produire pour la reddition de comptes attendue pour la réalisation de l'Événement;

2.9 « **Annexe 2** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles »;

2.10 « **Annexe 3** » : exigences de la Ville en matière de visibilité, « Protocole de visibilité »;

2.11 « **Annexe 4** » : plan de legs de l'Organisme à la communauté sportive montréalaise, lorsqu'un legs est prévu à la présente convention;

2.12 « **Annexe 5** » : les installations et les équipements de la Ville, nécessaires à l'Organisme pour lui permettre de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention;

2.13 « **Annexe 6** » : les biens et services mis à la disposition de l'Organisme, gracieusement par la Ville, pour permettre à ce dernier de réaliser son Événement, lorsque cela est prévu à la présente convention.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et, le cas échéant, de la mise à la disposition des Installations, équipements et des Biens et services de la Ville pour la réalisation de l'Événement de l'Organisme.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation de l'Événement.

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit :

i. un premier versement d'un montant maximal de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

ii. un deuxième versement d'un montant maximal de quinze mille dollars (15 000 $), après réception et évaluation favorable, par la Ville, du bilan final de l'édition 2019 de l'Événement et d'un bilan financier estimé de l'Événement, au plus tard le 1er août 2019;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 La Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 La Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation de l'Événement. De plus, la Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation de l'Événement ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme, le cas échéant, les Installations et équipements décrits à l'Annexe 5 de la présente convention, d'une valeur maximale estimée de cent soixante-trois mille dollars (163 000 $), pour lui permettre de réaliser son Événement.

4.3 BIENS ET SERVICES

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à octroyer un soutien en biens et services d'une valeur maximale de quatre-vingt-treize mille dollars (93 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectées à la réalisation de l'Événement; lesdits biens et services de même que les conditions sont décrits à l'Annexe 6. Toutefois, le présent article ne peut ni ne doit être interprété comme un engagement de la Ville à fournir tous les services qui pourraient être demandés par l'Organisme.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation de l'Événement, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 2;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation de l'Événement et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu de l'Événement, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.1.4 transmettre au Responsable dès qu'elle est disponible, la programmation officielle de son Événement, incluant notamment les horaires des activités ou des festivités tenues en lien avec ledit Événement, et, le cas échéant, l'informer par écrit, au fur et à mesure où elles surviennent, des modifications qui y sont apportées;

5.1.5 assurer l'invitation et l'accréditation d'un nombre raisonnable, à convenir avec la Responsable, de représentants de la Ville, lesquels auront préalablement été identifiés par la Responsable et divulgués à l'Organisme, pour la tenue de l'Événement et des activités organisées par l'Organisme à Montréal et qui y sont liées.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

5.2.1 faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions du Protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué à l'Événement. La Publication

doit être préalablement approuvée par écrit par la Responsable avant sa diffusion.

5.3 PLAN DE LEGS

5.3.1 respecter entièrement son engagement de donner les avantages et les bénéfices décrits au Plan de legs (Annexe 4) à la population montréalaise de façon à ce que ledit engagement soit entièrement réalisé, à la satisfaction du Responsable, au plus tard 90 jours après la tenue de l'Événement.

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que la Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 1);

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable avant la Date de terminaison;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable avant la Date de terminaison;

5.5.2 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation de l'Événement, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et la Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.4 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 1er août un tableau des revenus et dépenses réelles de l'Événement soutenu par la présente convention;

5.5.7 Dans le cas où le financement recueilli par l'Organisme ne permet pas la réalisation de son Événement selon ce qui a été présenté à la Ville, l'Organisme doit présenter au Responsable, pour information, un budget révisé et réaliser son Événement selon la version modifiée;

5.5.8 présenter les prévisions budgétaires actualisées de l'Événement au Responsable, et ce, dès qu'elles sont disponibles;

5.5.9 aviser promptement la Responsable par écrit s'il prévoit ne pas être en mesure de recueillir les fonds nécessaires à l'organisation ou la tenue de son Événement.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec l'Événement et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où la Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

5.11 INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS

5.11.1 utiliser les Installations et équipements mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;

5.11.2 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 5 relativement aux Installations et équipements qui y sont décrits;

5.11.3 faire connaître au Responsable, dans les soixante (60) jours avant l'Événement, ses besoins en Installations et équipements pour la réalisation de l'Événement;

5.12 **BIENS ET SERVICES**

5.12.1 utiliser les Biens et services mis à sa disposition par la Ville aux seules fins décrites à la présente convention;

5.12.2 respecter toutes les conditions et obligations énoncées à l'Annexe 6 et les directives du Responsable quant aux Biens et services fournis par la Ville;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties selon la date la plus tardive, et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.3, 5.5.4, 5.5.5, 5.9, 5.10 et 9 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, la Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. La Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention

sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'Événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans l'Événement reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
LICENCE

Conformément aux lois applicables, l'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec l'Événement réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et de l'Événement prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par la Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer la Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec l'Événement ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 525, rue Dominion, bureau 340, Montréal, Québec, H3J 2B4, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-directeur général du Défi sportif AlterGo. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le .....e jour de 2019

DÉFI SPORTIF ALTERGO

Par : _____

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution CG).

ANNEXE 1

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DES DOCUMENTS POUR LA REDDITION DE COMPTE ATTENDUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

2019					
État/Suivi	**Actions de suivi VDM**	**Convention Art.**	**Documents attendus**	**Échéance**	**Commentaires**
1er versement de 45 000 $ - À la signature de la convention					
		4.1.2 ii.	Rapport annuel pour l'édition 2019 qui comprend : - Le bilan final de l'événement avec rapport des dépenses allouées au financement de la Ville - Les faits saillants et les recommandations - Le rapport de visibilité - Les retombées économiques	1er août 2019	
2e versement de 15 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2019					

ANNEXE 2

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE, À SAVOIR LA SOMME MAXIMALE DE 60 000 $, DOIT EXCLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE AUX DÉPENSES ADMISSIBLES FIGURANT SUR LA LISTE QUI SUIT :

Dépenses admissibles

- Les frais se rattachant à l'utilisation de plateaux sportifs, de salles et du domaine public
- Le coût du matériel et des équipements nécessaires à la tenue de l'Événement
- Le coût des autorisations, des sanctions et des permis requis pour tenir l'Événement
- Le coût du matériel promotionnel de l'Événement
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue de l'Événement
- Les frais d'assurances reliés à la tenue de l'Événement
- Les frais des officiels
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations pour la tenue de l'Événement

Dépenses non admissibles

- Les dépenses reliées aux services aux spectateurs, notamment les gradins, les services sanitaires, les services alimentaires, les kiosques de vente de souvenirs et la signalisation
- Les dépenses non reliées aux compétitions de l'Événement, notamment les dépenses reliées aux autres activités de l'Événement (ex : conférence de presse, réception des dignitaires, etc.)
- Les cachets, cadeaux, honoraires, prix, récompenses, remboursements offerts ou décernés aux athlètes, aux participants, aux bénévoles, aux experts, aux délégués ou aux organismes sportifs
- Les coûts liés aux visites des experts ou des délégués des fédérations détentrices des droits de l'Événement
- Les frais de déplacement et les frais de représentation des intervenants payés par l'Organisme
- L'achat de nourriture, de boissons et de biens offerts dans le cadre de l'Événement
- Les dépassements de coûts et tout déficit par rapport au budget prévisionnel déposé
- Les frais et coûts déjà remboursés par un autre bailleur de fonds de l'Organisme
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou des honoraires versés par l'Organisme à l'un de ses employés ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille d'un employé
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués)

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité
L'Organisme doit :

- Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications
L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : **Fier partenaire de la Ville de Montréal**
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).
- 2.4. Publicité et promotion
- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
    - Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
    - S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 4

PLAN DE LEGS DE L'ORGANISME À LA COMMUNAUTÉ SPORTIVE MONTRÉALAISE

ANNEXE 5

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations et équipements décrits dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations et équipements sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme s'engage à ne pas diffuser, publier ou exposer publiquement un avis, un symbole ou un signe comportant une forme de discrimination;

3. L'Organisme doit informer la Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations et équipements ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations et équipements;

4. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd, affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

5. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

6. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

7. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations et équipements par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

8. L'Organisme doit respecter les normes et règlements visant à assurer la sécurité du public à l'égard des activités se déroulant dans les Installations de la Ville dans le cadre de l'Événement;

9. L'Organisme doit s'assurer que les Installations et équipements sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements, d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite d'un mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

10. L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

11. Selon la date prescrite à l'entente de réservation des Installations et équipements, l'Organisme doit libérer les Installations et équipements en les laissant dans leur état

original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai;

12. Si les Installations et équipements sont rendus substantiellement inutilisables à la suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations et équipements.

13. L'Organisme doit payer à la Ville, dans les trente (30) jours de la réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de son Événement, tel que ces dommages ont été établis par la Ville.

B - INSTALLATIONS MISES À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME

Jusqu'à une valeur maximale de 163 000 $

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Jours
Aréna Maurice-Richard 2019	2800 Rue Viau	Aire de patinage Bureaux techniques Vestiaires	11 jours
Aréna Michel-Normandin	850 Avenue Émile-Journault	Aire de patinage Salle polyvalentes 1-3	30 jours 30 jours
Complexe sportif Claude-Robillard	1000 avenue Émile-Journault	Piscine intérieure Gymnase double Salle omnisports Hall niveau 2 Piste athlétisme extérieure Terrain synthétique Terrain de balle 2 Salle polyvalente Salon des dignitaires Salle de lutte Salles de réunions Vestiaires Cuisine niveau 2	4 jours 8 jours 8 jours 9 jours 3 jours 3 jours 2 jours 7 jours 7 jours 13 jours 7 jours

ANNEXE 6

BIENS ET SERVICES DE LA VILLE MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DE L'ÉVÉNEMENT

Équipements

Jusqu'à une valeur maximale de 60 000 $

- Équipement de montage de plateaux (Tables, chaises, draperies, etc.)
- Équipement protocolaire (Drapeaux, lutrin, tribune, etc.)

Services

Jusqu'à une valeur maximale de 7 000 $

- Montage de toiles protectrices
- Services électriques
- Gestion des matières compostables
- Espaces de stationnement

Main d'œuvre

Jusqu'à une valeur maximale de 26 000 $

- Préposé au Centre Sportif Claude Robillard
- Préposé à l'aréna
- Préposé à l'entretien
- Surveillant d'installation

Plan de legs

Défi sportif AlterGo 2019

DÉFI SPORTIF
ALTERGO

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières 3
Mise en contexte 4
Objectif des legs 5
Legs sportifs 6
Bénévolat et renforcement de la collectivité 10
Expertise et propriété intellectuelle 13
Retombées sociales 15
Retombées médiatiques 17
Retombées économiques 19

MISE EN CONTEXTE

Le **Défi sportif AlterGo est un évènement annuel d'envergure internationale de sport adapté**. En 2019, il présentera plusieurs compétitions sanctionnées par les fédérations internationales. En marge de ces compétitions, plusieurs compétitions nationales, ainsi que des compétitions scolaires seront présentées, permettant à la relève de côtoyer l'élite.

- **36e édition** de l'évènement annuel (1ère édition en 1984)
- **Tous les types de déficiences** (auditive, intellectuelle, motrice, visuelle, langage/parole, santé mentale et troubles du spectre de l'autisme)
- **3 niveaux de compétition :** haute performance, développement et scolaire
- **Plus de 7 000 athlètes**
- **Près de 700 officiels** majeurs et mineurs
- **23 partenaires sportifs** (fédérations internationales, nationales et provinciales)
- **14 sports** (athlétisme, baseball, basketball, boccia, crossfit, escrime, gymnastique rythmique, hockey, natation, paracyclisme, paratir, rugby, soccer et volleyball)
- **10 jours de compétitions** (26 avril au 5 mai 2019)
- **7 sites** à Montréal et sur la Rive-Sud
- **3 hôtels** pour accueillir les athlètes nationaux et internationaux
- **1 200 bénévoles**
- **30 000 visiteurs**
- **20 pays**
- **10 provinces** du Canada
- **15 régions** du Québec
- **125 établissements scolaires** (plus de **6 000 élèves**)
- **Plusieurs grands évènements d'ampleur internationale,** tels que la **Coupe du monde d'escrime en fauteuil roulant,** le **World Open de boccia** et la **Compétition internationale C1 de paracyclisme**
- **Plusieurs évènements d'ampleur nationale,** tels que les compétitions de **powerchair soccer,** de **basketball** et de **rugby en fauteuil roulant**
- Des **retombées économiques** évaluées à plus de **3 millions $** pour Montréal et à près de **3,5 millions $** pour le Québec

OBJECTIF DES LEGS

Organisation reconnue internationalement, **le Défi sportif AlterGo présente, en partenariat, des compétitions visant le développement du sport scolaire et la pratique sportive de haut niveau.** Il valorise les réussites des athlètes handicapés. Il contribue également au rayonnement de l'accessibilité universelle.

L'évènement vise à:

- permettre aux paralympiens canadiens d'affronter les meilleurs au monde en sol canadien;
- contribuer au développement de la relève du sport adapté en permettant aux athlètes de la relève de participer à des compétitions les préparant à faire partie de l'élite de demain;
- favoriser l'adoption de saines habitudes de vie par les jeunes Québécois ayant une limitation fonctionnelle.

Le Défi sportif AlterGo désire participer activement à la politique canadienne de développement de l'athlète à long terme. Dans ce sens, il tend à poser des actions en matière de participation des athlètes de haut niveau à des compétitions nationales et internationales; de participation des athlètes de la relève à des compétitions provinciales et nationales; de développement de programmes de saines habitudes de vie (mode de vie actif et saine alimentation) destinés aux jeunes ayant une limitation fonctionnelle; de développement de l'expertise sportive et technique, ainsi que de l'amélioration des installations sportives et de l'augmentation des équipements adaptés disponibles. Il contribue également à faire la promotion d'une image positive et dynamique des athlètes handicapés par diverses activités de sensibilisation auprès du grand public et des principaux acteurs de la communauté.

Note : Ce plan de legs sera révisé et modifié au cours de l'année 2018-2019.

LEGS SPORTIFS

PROGRAMMES POUR LES ATHLÈTES
Le Défi sportif AlterGo désire valoriser les performances des athlètes canadiens du sport adapté en participant à leur plein développement. **L'évènement 2019 permettra aux athlètes de haut niveau de se mesurer aux meilleurs au monde en sol canadien et d'obtenir des points internationaux lors de compétitions inscrites dans les calendriers des fédérations internationales.** Il permettra également d'offrir aux athlètes de la relève l'opportunité de participer à quelques compétitions nationales et à plusieurs compétitions à l'échelle provinciale. Il est à noter que la tenue de telles compétitions au Canada permet de minimiser les coûts pour les fédérations et les athlètes canadiens. **Les compétitions sportives de haut niveau présentées dans le cadre du Défi sportif AlterGo 2019 permettront incontestablement de multiplier les opportunités de participation et de classification pour les athlètes de l'élite et de la relève.** Ainsi, une **classification** sera donnée dans la plupart des sports de haut niveau et également pour un sport de développement, le basketball en fauteuil roulant.

Classification 2019 :

- Basketball en fauteuil roulant (sport de niveau développement dans la programmation)
- Boccia
- Escrime
- Paracyclisme (en cours de validation)
- Paranatation (en cours de validation)

Des mesures incitatives seront mises en place afin de favoriser la participation d'un maximum d'athlètes aux différentes compétitions présentées dans le cadre de l'évènement. Par exemple, un remboursement de l'hébergement à hauteur de 1 000 $ par équipe sera assuré par l'organisation pour les athlètes nationaux du basketball en fauteuil roulant de division 1**.**

Des **activités d'initiation à différents sports paralympiques** seront également organisées afin de permettre aux athlètes de découvrir d'autres disciplines sportives que celle qu'ils pratiquent et ainsi favoriser les échanges entre athlètes.

OBJECTIFS – PROGRAMMES POUR LES ATHLÈTES
> Offrir des opportunités de classification aux athlètes lors de compétitions internationales et nationales à Montréal > Offrir des mesures incitatives aux athlètes afin de favoriser leur participation à ces compétitions > Offrir des activités d'initiation aux athlètes afin de leur faire découvrir d'autres sports adaptés
CIBLES MESURABLES
> Nombre d'opportunités de classification: 3 > Nombre de mesures incitatives offertes aux athlètes: 1 > Nombre d'activités d'initiation sportive offertes aux athlètes: 1
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre d'athlètes classifiés > Nombre d'athlètes ayant bénéficié de mesures incitatives > Nombre d'athlètes ayant participé aux activités d'initiation sportive
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Classification: 35 000 $ > Mesures incitatives: 2 500 $ > Activités d'initiation: 3 500 $

PROGRAMMES POUR LES OFFICIELS

Le Défi sportif AlterGo désire permettre le **développement de l'expertise canadienne en matière d'accueil et d'encadrement des grandes compétitions internationales.** Pour ce faire, il collabore avec les fédérations pour recruter de nouveaux officiels. De plus, il offre chaque année, en partenariat avec les différentes fédérations impliquées, des formations spécifiques à chaque sport afin que les normes et standards internationaux soient respectés lors de la tenue des compétitions de haut niveau. En 2019, ces **formations techniques** seront offertes aux responsables en sport et aux officiels mineurs dans le mois précédent l'évènement, ainsi que chaque jour durant toute la durée des compétitions.

Ces formations permettent de transmettre les connaissances et de consolider les compétences. Par ailleurs, les compétitions du Défi sportif AlterGo sont une opportunité pour les classificateurs d'entrer en contact avec une grande variété d'athlètes et d'échanger avec les autres classificateurs. Forts de leur

nouvelle expertise, les bénévoles sont de plus encouragés à s'engager dans des activités de bénévolat au sein des fédérations durant le reste de l'année. Il est à noter que plusieurs Canadiens, dont le parcours est passé par le Défi sportif AlterGo, sont devenus des entraineurs de haut niveau ou des arbitres de niveau international.

Les formations suivantes seront offertes pour les officiels en 2019:

- Athlétisme – Officiels mineurs
- Baseball – Officiels de table
- Basketball – Officiels de table
- Boccia - Officiels de table
- Escrime – Soutien à la compétition
- Hockey balle – Arbitres et officiels de table
- Natation - Chronométreurs
- Paracyclisme - Bénévoles pour la sécurité du parcours
- Powerchair soccer – Officiels mineurs
- Rugby – Officiels mineurs
- Soccer – Officiels de table
- Volleyball – Officiels de table

OBJECTIF – PROGRAMMES POUR LES OFFICIELS
> Offrir des opportunités de perfectionnement aux officiels
CIBLES MESURABLES
> Nombre de sessions de formations offertes: 10
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre d'officiels formés
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Formations: 5 000 $

ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ADAPTÉS

L'acquisition d'équipements sportifs adaptés permet l'utilisation récurrente de ces équipements pour les évènements futurs du Défi sportif AlterGo. Ce parc d'équipements est entreposé grâce au soutien de la Ville de Montréal et entretenu aux frais de l'organisation. Par ailleurs, celle-ci

veille à l'augmenter chaque année. Par exemple, en 2018, les organisateurs ont procédé à l'achat d'un plancher pour les compétitions de rugby et volleyball, ainsi que divers équipements sportifs adaptés pour le volet scolaire.

Le Défi sportif AlterGo tient ce parc d'équipements adaptés à disposition pour les évènements des fédérations, des clubs sportifs, des centres de réadaptation, des écoles et des organismes communautaires. Grâce à la création d'un catalogue de ressources du Défi sportif AlterGo, ces organismes peuvent consulter sur le site Internet de l'organisation la liste des équipements disponibles pour le prêt et même avoir accès à des références pour l'achat d'équipements adaptés. Par exemple, au courant de l'année 2017-2018, le Défi sportif AlterGo a effectué **42 prêts d'équipements** à différentes organisations (fédérations, clubs sportifs, écoles et centres de réadaptation). Les différents équipements adaptés ont été utilisés dans le cadre des évènements et activités de ces organisations. Vous trouverez ci-dessous le lien vers le catalogue de prêt d'équipements sportifs adaptés:

http://www.defisportif.com/fr/defi/equipement_loan.php

OBJECTIF - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ADAPTÉS
> Favoriser les opportunités d'activités sportives pour les personnes ayant une limitation fonctionnelle
CIBLES MESURABLES
> Équipements sportifs adaptés offerts au prêt: Catalogue disponible sur le site Internet du Défi sportif AlterGo
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre de prêts d'équipements
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Valeur des équipements: 150 000 $ > Valeur des prêts: 15 000 $

BÉNÉVOLAT ET RENFORCEMENT DE LA COLLECTIVITÉ

BÉNÉVOLAT

En 2019, plus de **1 200 bénévoles donneront généreusement plus de 20 000 heures de leur temps à l'occasion de l'évènement annuel.** Près de 40 % des bénévoles sont présents depuis plusieurs années. **Les bénévoles bénéficient de formations spécifiques** aux sports qu'ils sont amenés à encadrer ou aux autres fonctions qu'ils sont amenés à endosser, ainsi qu'une formation à l'accueil des personnes ayant une limitation fonctionnelle. Offertes par l'organisation en collaboration avec les fédérations sportives, ces formations permettent la transmission des connaissances et la consolidation des compétences des officiels et des bénévoles afin de respecter les normes internationales en matière de compétitions de haut niveau et d'améliorer ainsi l'expertise à Montréal.

Les formations suivantes seront offertes pour les bénévoles en 2019:

- Formation « Interagir avec une personne ayant une limitation fonctionnelle »
- Formations spécifiques aux différents sports adaptés
- Formation à l'accueil
- Formation de base en hygiène alimentaire et développement durable

Depuis les dernières années, **le bénévolat corporatif, scolaire** et **communautaire** est très présent au Défi sportif AlterGo. Ce type de bénévolat permet de sensibiliser les participants à l'inclusion des personnes ayant une limitation fonctionnelle, en plus de les outiller durablement en matière de sport adapté et d'accueil de compétitions de haut niveau, ce qui entraîne une plus grande implication des bénévoles à l'année dans les clubs sportifs locaux.

L'engagement des bénévoles est souligné à l'occasion d'évènements spéciaux (soirée de reconnaissance, rencontre générale des bénévoles, soirée de clôture,…).

Tout au long de l'année, l'organisation fait **la promotion des autres évènements majeurs tenus à Montréal** auprès des bénévoles inscrits dans sa base de données. Par ailleurs, l'organisation a développé **un ensemble de bonnes pratiques en matière d'encadrement des bénévoles qu'elle**

partage avec les autres organisations dès que l'occasion s'en présente (rencontres, formations,…) afin de soutenir le bénévolat dans la communauté.

OBJECTIF - BÉNÉVOLAT
> Contribuer à développer le bénévolat et l'expertise montréalaise en matière d'accueil d'évènements nationaux et internationaux de sport adapté
CIBLES MESURABLES
> Pourcentage de bénévoles scolaires: 25% > Pourcentage de bénévoles corporatifs: 25%
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre de bénévoles > Nombre de bénévoles formés > Indice de satisfaction des bénévoles
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Activités de recrutement des bénévoles: 50 000 $ > Formations des bénévoles: 5 000 $ > Fidélisation des bénévoles: 15 000 $

RENFORCEMENT DE LA COLLECTIVITÉ

Des **sorties scolaires** (activités de sensibilisation) seront organisées durant la semaine de l'évènement. Ces sorties scolaires permettent de sensibiliser les jeunes aux besoins des personnes handicapées et à l'accessibilité universelle. Elles peuvent aussi occasionner par la suite une demande de prestation pour des activités d'initiation aux sports adaptés dans les écoles.

Des activités corporatives seront également organisées dans le cadre du Défi sportif AlterGo 2019, telles que le Rendez-vous des partenaires du Défi sportif AlterGo, afin de sensibiliser la communauté des gens d'affaires à l'importance de soutenir les athlètes du sport adapté.

OBJECTIF - RENFORCEMENT DE LA COLLECTIVITÉ
> Sensibiliser la population et les décideurs à l'accessibilité universelle
CIBLES MESURABLES
> Nombre d'activités de sensibilisation pour le milieu scolaire: 5 > Nombre d'activités de sensibilisation pour le milieu corporatif: 2
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre de jeunes et d'écoles ayant bénéficié des activités de sensibilisation > Nombre de représentants corporatifs ayant participé aux activités
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Activités de sensibilisation pour le milieu scolaire: 2 500 $ > Activités de sensibilisation pour le milieu corporatif: 8 000 $

EXPERTISE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE

L'équipe du Défi sportif AlterGo a développé une grande expertise en matière d'accessibilité universelle spécifique à l'organisation, l'accueil et le déroulement d'évènements sportifs adaptés. **Cette expertise lui permet d'offrir sur demande des services conseil aux évènements sportifs**, notamment grâce à un outil spécifiquement développé par l'équipe (la grille des évènements accessibles) pour une pleine accessibilité et une pleine participation pour les sportifs ayant une limitation fonctionnelle comme pour les spectateurs ayant une limitation fonctionnelle.

ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE ET INFRASTRUCTURES

Dès qu'il le peut, **le Défi sportif AlterGo conseille les installations sportives qui l'accueillent afin qu'elles puissent apporter des améliorations en matière d'accessibilité universelle.** De plus, comme chaque année, tous les aménagements temporaires nécessaires seront réalisés sur tous les sites de compétition afin de les rendre universellement accessibles et conformes aux normes exigées par les compétitions. Plusieurs de ces adaptations effectuées sur les plateaux sportifs pour la tenue des compétitions seront ensuite léguées aux sites afin d'y favoriser une pratique des sports adaptés durant toute l'année.

PHOTOGRAPHIES ET VIDÉOS

En 36 ans d'existence, grâce à l'implication de photographes professionnels au sein de l'organisation, le Défi sportif AlterGo s'est constitué une impressionnante **banque de photographies illustrant les sports adaptés et rendant hommage aux athlètes handicapés de haut niveau et de la relève.** Ces photos sont publiées sur le site Internet du Défi sportif AlterGo et sur les réseaux sociaux. Elles sont exposées sur le site principal de compétitions durant la semaine de l'évènement et sont également mises à disposition toute l'année pour les organisations à fin d'expositions.

De plus, des **capsules vidéos** sont tournées pendant la semaine de l'évènement et sont diffusées sur les médias sociaux : des **témoignages**

d’athlètes, d’entraîneurs, de bénévoles, de professeurs, de parents et de dignitaires sont recueillis afin de faire la promotion de l’évènement et du sport adapté en général.

Enfin, plusieurs compétitions du volet scolaire et de niveau international sont disponibles en **web diffusion**.

RÈGLEMENTS DES SPORTS SCOLAIRES POUR LES ÉCOLES

En plus de servir à la participation des écoles au Défi sportif AlterGo, **les règlements des sports scolaires** constituent une excellente référence pour les professeurs des écoles et les intervenants des centres de réadaptation afin de connaître les règles régissant les différents sports adaptés et leur permettre d’organiser des activités sportives pour les jeunes ayant une limitation fonctionnelle.

OBJECTIF - EXPERTISE ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
> Partager l'expertise de l'organisme en matière d'organisation d'évènements sportifs accessibles et partager les outils développés > Contribuer à l'amélioration de l'accessibilité universelle dans les installations sportives de l'Île de Montréal
CIBLES MESURABLES
> Nombre d'analyses de l'accessibilité d'installations ou d'évènements: 2 > Nombre de visuels et outils réalisés: 25
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre d'installations ou d'évènements conseillés > Nombre d'aménagements temporaires effectués > Nombre de partages de visuels et outils
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Analyse de l'accessibilité des installations ou évènements: 5 000 $ > Aménagements temporaires: 7 000 $ > Capsules vidéos et photos: 35 000 $ > Outils (ex: règlement des sports scolaires): 10 000 $

RETOMBÉES SOCIALES

CHOISIR DE GAGNER

Créé en 2012, le programme **« Choisir de Gagner »** entrera dans sa **8e année en 2019**. Ce programme vise à sensibiliser et outiller les jeunes ayant une limitation fonctionnelle, les familles et les intervenants afin de favoriser l'adoption de saines habitudes de vie (saine alimentation, activité physique et développement sportif). En effet, il a été démontré que l'incidence de l'obésité et du diabète de type 2 était de 2 à 3 fois plus élevée chez les jeunes ayant une limitation fonctionnelle et que ceux-ci n'étaient pas pour autant inclus dans les programmes de saines habitudes de vie. L'organisation, soutenue par Québec en Forme, a donc créé l'initiative Choisir de Gagner, qui permet de faire bouger les jeunes handicapés et d'outiller les intervenants afin de multiplier les opportunités d'activités physiques pour ces jeunes.

À travers ce programme, le Défi sportif AlterGo offre les activités suivantes:

- **Colloque Choisir de Gagner** (conférences, ateliers et rencontre du milieu scolaire)
- **Tournées** (formations des intervenants et activités d'initiation sportive pour les jeunes dans les régions)
- **Webinaires** (sur différents types d'activités physiques)
- **Parcours Choisir de Gagner** durant l'évènement (ateliers thématiques reliés aux saines habitudes de vie)

Pour exemple, rien qu'en 2017, ce sont **plus de 570 intervenants**, futurs intervenants et gestionnaires qui ont été directement touchés par le programme Choisir de Gagner, et nous évaluons à **25 000 le nombre de jeunes** qui bénéficient de ce transfert de connaissances.

Les impacts du programme sont multiples pour ces jeunes : accès au sport, bienfaits sur la santé (réduction de la prise de médication,…) et aussi sur l'estime de soi et la réussite éducative. En permettant aux jeunes avec des besoins particuliers de s'épanouir et de réaliser pleinement leur potentiel, ce programme favorisera assurément à long terme une meilleure **inclusion et participation sociale** de cette portion de la population.

OBJECTIF - CHOISIR DE GAGNER
> Favoriser l'adoption d’un mode de vie sain et actif par les jeunes ayant une limitation fonctionnelle en outillant les intervenants et les jeunes
CIBLES MESURABLES
> Nombre de colloques pour les intervenants: 1 > Nombre de tournées pour les jeunes: 3 > Nombre de webinaires pour les intervenants: 2
INDICATEURS DE PERFORMANCE
> Nombre de participants au colloque > Nombre de participants aux tournées > Nombre de participants aux webinaires
ESTIMATION DE LA VALEUR DU LEGS
> Colloque Choisir de Gagner: 8 000 $ > Tournées: 10 000 $ > Webinaires: 3 000 $

RETOMBÉES MÉDIATIQUES

Plusieurs partenaires médiatiques appuient le Défi sportif AlterGo depuis de nombreuses années. Ces partenariats permettent au Défi sportif AlterGo de bénéficier d'une visibilité dans plusieurs médias, notamment par la diffusion de la campagne promotionnelle.

Par ailleurs, des démarches poussées auprès des médias traditionnels permettent d'importantes retombées médiatiques. Pour exemple, l'édition 2018 a généré **210 retombées médiatiques**, soit une **augmentation de 25 %** comparativement à l'édition 2017. Ces retombées se sont réparties de la façon suivante:

- **34 dans la presse écrite** (dont 9 dans la presse nationale)
- **40 dans la presse numérique** (11 dans la presse numérique nationale)
- **81 sur les plateformes web** (27 sur les plateformes web des radios et télévisions nationales)
- **3 articles de blogue**
- **23 entrevues radiophoniques** (10 à des radios nationales)
- **32 entrevues et reportages télévisés,** dont 28 diffusés sur les chaînes nationales

En voici quelques exemples :

- Mention de l'évènement **en première page de The Montreal Gazette**
- Reportage dans le cadre du **Téléjournal de Radio-Canada**
- Plusieurs entrevues et reportages réalisés et diffusés sur **RDS**

Les médias électroniques (site Internet et réseaux sociaux) sont également mis à contribution afin de rejoindre le plus grand nombre de personnes possible à travers la planète, notamment par l'entremise de la webdiffusion des compétitions et la diffusion de capsules web quotidiennes.

La **webdiffusion** a permis de rejoindre **8 788 utilisateurs uniques**, soit une **augmentation de 409 %** comparativement à l'année précédente.

Par ailleurs, la portée des médias sociaux ne cesse d'augmenter : **une campagne numérique sur Facebook** a permis de rejoindre **294 000 utilisateurs uniques** alors que la communauté **Facebook** du Défi sportif

AlterGo **a augmenté de 23 %**. La campagne **Twitter** a permis d'augmenter le nombre de membres de la communauté **de 14 %**. Par ailleurs, plus de **8 230 nouveaux internautes** ont visité le site Internet de l'événement entre le 23 et le 29 avril 2018.

Une **campagne numérique,** grâce à l'achat de bannières sur les sites Internet des réseaux de **Radio-Canada**, **CBC** et **Quebecor,** a permis de générer **1,9 million d'affichages** pour un **taux de clics de 0,21 %** (valeur exceptionnelle comparée au taux habituel entre 0,04 et 0,08 %)**!**

Il est certain que les campagnes promotionnelles et médiatiques permettent de **faire rayonner l'événement et par là même le Canada, le Québec et Montréal en tant que haut lieu du sport adapté et tremplin sportif vers l'excellence pour les athlètes handicapés et les organisations sportives**.

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Les retombées économiques du Défi sportif AlterGo 2019 ont été évaluées à plus de **3 millions $ pour Montréal** et à près de **3,5 millions $** pour le Québec. Vous trouverez le document d'évaluation des retombées économiques du Défi sportif AlterGo 2019 en pièce jointe.

Défi sportif AlterGo

525, rue Dominion
Bureau 340
Montréal, Québec
H3J 2B4

514-933-2739

www.defisportif.com
info@defisportif.com



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198070001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien totalisant 316 000 $ à Défi sportif AlterGo, soit un soutien financier de 60 000 $ et un soutien en biens et services d'une valeur de 256 000 $ pour la tenue de l'événement Défi sportif AlterGo 2019 dans le cadre du budget du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver le projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1198070001_BF.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1193931002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-01 16:02

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193931002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa nouvelle planification stratégique 2018-2022 et de l'adoption du plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », le Service du développement économique (SDÉ) a identifié l'axe « Propulser » comme un des cinq axes prioritaires pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat.

Le présent sommaire décisionnel vient répondre à la demande de soutien financier déposée (voir pièces jointes) par l'École des entrepreneurs du Québec (EEQC). Elle concerne la mise en œuvre et la réalisation des éditions 2019 et 2020 du Parcours C3 destinées à développer les compétences entrepreneuriales et celles en gestion des entrepreneurs culturels et créatifs, afin de favoriser la croissance de leur organisation. Il prévoit l'accompagnement de deux cohortes de 15 entreprises à but lucratif et à but non lucratif ayant leur siège social sur le territoire de Montréal, dans les secteurs de la mode, des arts vivants, du design et de l'architecture, des arts visuels et numériques ainsi que les industries culturelles et créatives (ex. : musique, audiovisuel, éditions, projections numériques, installations immersives, etc.). Ce projet est porté par l'EEQC en collaboration avec le Pôle entrepreneuriat culturel et créatif (PECC).

L'École des entrepreneurs du Québec est une organisation à but non lucratif qui a pour mission de développer les compétences entrepreneuriales des entrepreneurs en offrant un milieu d'apprentissage accessible, innovant et collaboratif. L'ÉEQC est une institution d'enseignement post secondaire qui se dédie à former la relève entrepreneuriale. Installée au cœur du centre-ville de Montréal, l'École agit comme institution de formation exclusive du réseau de services PME MTL.

Le présent dossier concerne l'attribution d'une contribution financière non récurrente de 180 000 $ à L'École des entrepreneurs du Québec couvrant les années 2019 et 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0394 (14 mars 2018) - Accorder un soutien financier de 90 542 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la mise en œuvre et la réalisation de la seconde édition du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, destiné à développer les compétences de gestionnaire des entrepreneurs culturels et créatifs afin de favoriser la croissance de leur organisation
CM17 0308 (28 mars 2017) - Accorder un soutien financier de 60 000 $ à l'École des entrepreneurs | MTL pour la mise en oeuvre et la réalisation du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal

DESCRIPTION

Les entreprises culturelles et créatives représentent une part non négligeable de l'économie montréalaise : elles emploient à elles seules 100 000 personnes et elles participent de façon substantielle à la croissance, leurs activités générant plus de 8 milliards de dollars soit 6 % du PIB de la métropole. Par ailleurs, la métropole concentre un grand nombre de ces industries puisque 70 % des emplois du secteur culturel et créatif au Québec se situent à Montréal.

Or, une analyse de la situation des entreprises culturelles et créatives montréalaises issue de l'expérience du terrain a permis de constater les difficultés que ces dernières connaissent quant à la gestion de leur croissance. En effet, si elles incarnent un véritable potentiel économique et d'attrait pour Montréal, elles restent fragiles et ont besoin d'être appuyées afin de soutenir leur développement et leur pérennité. S'il existe une certaine structuration de l'écosystème pour la phase de démarrage de ces entreprises, ces entrepreneurs bénéficient de très peu de ressources pour répondre à leurs défis lors de cette phase délicate que représente la croissance.

Très souvent, le démarrage de ces organisations se fait de façon intuitive et organique autour d'un projet artistique ou créatif. La croissance par conséquent se trouve peu planifiée, ce qui engendre des problématiques à plusieurs niveaux (ressources humaines, financement, production, commercialisation, etc.). La principale cause se situe souvent au niveau de l'entrepreneur lui-même qui ne se perçoit pas toujours comme un entrepreneur et qui n'a pas acquis lors de son parcours de formation les habiletés de gestion nécessaires. Ainsi, si ces organisations ont une analyse fine des enjeux créatifs et d'innovation concernant leur produit, elles ne poursuivent que très rarement leur réflexion sur leurs modèles d'affaires.

Le Parcours C3 est un programme offrant un éventail de formations, d'activités de codéveloppement, d'accompagnement personnalisé visant à stimuler la croissance des entreprises à potentiel dans le secteur culturel et créatif. Il a pour ambition de développer les compétences de gestionnaire des entrepreneurs afin de les aider à faire face à leurs enjeux de croissance. Les entreprises sélectionnées bénéficient de l'apport de partenaires reconnus et d'experts dans un cadre d'accompagnement structuré. Le parcours se positionne comme la « petite sœur » du Parcours Innovation PME Montréal, en s'adressant toutefois plus particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif générant un chiffre d'affaires d'au moins 250 000 $ et de moins de 1 000 000 $. Le parcours C3 encourage la recherche de solutions innovantes afin de faire face aux défis de croissance. De plus, ce programme permet de développer une intelligence et une expertise concernant les enjeux spécifiques à cette clientèle, en vue d'un partage plus large à l'ensemble des acteurs de ce secteur.

Le projet propose aux entreprises sélectionnées un parcours sur 8 mois de mai à décembre de chaque année. Il est prévu pour 2019 et 2020, d'accueillir annuellement une cohorte de 15 organisations. La sélection des entreprises sera réalisée, notamment, à partir de leurs problématiques et leurs enjeux en tant qu'entrepreneur, ainsi que ceux de leur organisation

face à la croissance, sur lesquels ils travailleront pendant l'année. Le processus de sélection s'appuie sur l'expertise d'un comité constitué qui sélectionne les dossiers pertinents. Le recrutement est garanti grâce à un réseau de partenaires tel que PME MTL, ou la Chaire en gestion des arts de HEC.

Chaque participant bénéficie d'un programme composé de 10 formations thématiques en groupe, 15 h de coaching individuel, 3 séances de codéveloppement permettant d'échanger des solutions pratiques entre participants. Un diagnostic de l'organisation et des compétences de ses gestionnaires, un test psychométrique et son interprétation personnalisée et un diagnostic de situation des ressources humaines avec l'outil Portrait RH sont offerts par Services Québec. Enfin, la participation à un événement en lien avec les enjeux de l'entrepreneuriat culturel et créatif (de type C2MTL), des rencontres avec des entrepreneurs du secteur et des événements spéciaux et enfin des événements sociaux de réseautage et partage d'expérience complète l'offre aux participants.

Afin d'assurer une optimisation des apprentissages, d'aider à la mise en action des pistes de solutions identifiées lors de leur passage dans le Parcours C3 l'année précédente et aussi mieux mesurer les impacts du Parcours auprès des participants de la cohorte précédente, un ensemble d'activités leur sera proposé : du coaching entre pairs sous forme de 2 séances de codéveloppement, la participation à 3 ateliers à la carte dans la programmation de l'EEQ, ainsi que des heures de coaching pour des interventions dans les organisations pour résoudre des problématiques critiques. Ces deux derniers services (ateliers à la carte et coaching) seront mis à disposition des participants, qui décideront de s'en prévaloir sur une base volontaire.

Le soutien financier de 180 000 $ qui serait attribué à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation du projet représente 42 % du budget total prévisionnel du projet (424 150 $) et 72 % des contributions totales prévisionnelles anticipées par le promoteur de la part des différents paliers gouvernementaux. La participation financière et en services de plusieurs commanditaires complète le financement du projet.

JUSTIFICATION

Ce projet contribue à positionner Montréal, Ville Créative et Métropole culturelle en tant que leader soutenant activement les entrepreneurs culturels et créatifs. Il contribue également à la reconnaissance de l'apport de ce secteur au développement économique de la ville et en soutenant leur rayonnement et potentiel d'exportation. Il s'inscrit également dans la logique de développement d'un écosystème en construction de soutien à l'entrepreneuriat culturel et créatif.
Le Parcours C3 s'inscrit également dans le chantier transversal « L'entrepreneuriat culturel et créatif afin de pérenniser la création » de la Politique de développement culturel de la Ville, *Conjuguer la créativité et l'expérience citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité.*

Enfin, le Parcours C3 contribue indéniablement au rayonnement de la Ville puisqu'en favorisant l'expansion des organisations culturelles, elles se transforment en véritables ambassadrices de Montréal à l'international.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 180 000 $ sur deux ans.

Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

Contribution

2019	2020	**TOTAL**
90 000 $	90 000 $	**180 000,00 $**

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet permettra de promouvoir de bonnes pratiques de développement durable au sein des entreprises.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La formation offerte par l'École des entrepreneurs du Québec est la composante majeure du projet Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance. Si cette contribution financière n'est pas approuvée, le Parcours sera amputé d'une partie importante de son volet formation et ne pourra pas atteindre ses objectifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Recrutement des candidats – mi-mars 2019 et 2020
Lancement des cohortes – mai 2019 et 2020
Formations et coaching en continu – mai à novembre 2019 et 2020
Événement de clôture – décembre 2019 et 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Emmanuelle HÉBERT, Service de la culture

Lecture :

Emmanuelle HÉBERT, 27 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane DUHAMEL
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-9944
Télécop. : 514 872-6414

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-03-01

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 505, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 510, Montréal, Québec, H2Z 1Y7 agissant et représentée par M. Michel Fortin, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 27 février 2019 dont un extrait est annexé aux présentes pour en attester;

Numéro d'inscription T.P.S. : 866937477
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1022487147

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est une organisation à but non lucratif qui a pour mission de développer les compétences entrepreneuriales des entrepreneurs en offrant un milieu d'apprentissage accessible, innovant et collaboratif.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de la direction Entrepreneuriat de l'unité administrative ou son représentant autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit

versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quatre-vingt mille dollars (180 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2019 :**

5.2.1.1 une somme maximale de quatre-vingt mille dollars (80 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

5.2.1.2 une somme maximale de dix mille dollars (10 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

5.2.2 Pour l'année **2020** :

5.2.2.1 une somme maximale de quatre-vingt mille dollars (80 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

5.2.2.2 une somme maximale de dix mille dollars (10 000 $) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 505, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage sud Montréal (QC) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2019

ECOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC

Par : _____
Michel Fortin, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le..... e jour de..... 2019 (Résolution CG19.....).

ANNEXE 1

PROJET

Le « Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance » est un programme mêlant formation, co-développement et accompagnement personnalisé qui vise à stimuler la croissance des entreprises à fort potentiel de développement du secteur culturel et créatif.

Il s'adresse particulièrement aux entreprises et organisations du secteur culturel et créatif (entreprises privées et OBNL) dans les secteurs de la mode, des arts vivants, du design et de l'architecture, des arts visuels et numériques ainsi que les industries culturelles et créatives ayant un chiffre d'affaires entre 250 000$ et 1M $.

L'objectif principal est de proposer un parcours destiné à stimuler l'innovation dans le modèle d'affaires des organisations culturelles et créatives montréalaises à fort potentiel de croissance et leur transmettre les compétences nécessaires pour impulser un développement accéléré et harmonieux. Les apprentissages et outils développés au sein du parcours sont destinés à être diffusés à l'ensemble des entreprises du secteur.

COMPOSANTES DU PARCOURS
Le projet propose aux entreprises sélectionnées un parcours sur 8 mois, de mai à décembre et il est prévu d'accueillir en 2019 et 2020 des cohortes de 15 sociétés.

Chaque participant bénéficiera d'un programme composé :

- Un diagnostic de l'organisation et des compétences de ses gestionnaires ;
- Un test AtmanPro et son interprétation personnalisée ;
- Un diagnostic de situation des ressources humaines avec l'outil Portrait RH de Services Québec
- 10 formations thématiques en groupe (voir pré-programmation) ;
- 15 h de coaching individuel ;
- 3 séances de codéveloppement permettant d'échanger des solutions pratiques entre participants;
- Un événement ''lunch and learn'' sur les ressources financières et techniques ;
- Deux réseautages avec des entrepreneurs inspirants du secteur ;
- Quatre événements sociaux de réseautage et de partage d'expérience.
- La participation à C2 MTL
- Deux événements de lancement et un événement de clôture en 2019 et 2020.

Activités liées au suivi des cohortes du Parcours C3 2018 et 2019 :

Afin d'assurer une optimisation des apprentissages, d'aider à la mise en œuvre des pistes de solutions identifiées lors de leur passage dans le Parcours C3 l'année précédente et aussi mieux mesurer les impacts du Parcours auprès des participants des cohortes précédentes, un ensemble d'activités sera proposé :

- coaching entre pairs sous forme de 2 séances de codéveloppement,
- participation à 3 ateliers à la carte dans la programmation de l'EEQ,

- des heures de coaching pour des interventions dans les organisations pour résoudre des problématiques critiques.

Ces deux derniers services (ateliers à la carte et coaching) seront mis à disposition des participants, qui décideront de s'en prévaloir sur une base volontaire.

Ainsi, le programme mis à disposition des cohortes 2018 et 2019 sera le suivant :

- La participation à 2 séances de codéveloppement
- La participation à 4 événements de réseautage, en même temps que la cohorte 2019 et 2020
- La participation à 3 ateliers de leur choix dans la programmation de l'EEQ
- Une banque de 20 heures d'accompagnement, pour une utilisation sur demande pour l'ensemble des entreprises

INDICATEURS DE PERFORMANCE

Afin de mesurer la performance et la pertinence de l'offre proposée, nous retiendrons les indicateurs de performance suivants, mesurés tout au long du parcours et durant l'année suivant la fin des activités :

- Évolution des compétences des entrepreneurs en lien avec les thématiques abordées;
- Nombre de participants dans le parcours;
- Taux d'assiduité dans les activités;
- Création d'emplois;
- Augmentation du chiffre d'affaires;
- Augmentation du Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193931002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder un soutien financier de 180 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec pour la réalisation, en 2019 et 2020, des prochaines éditions du Parcours C3 : Culture, Créativité et Croissance / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1193931002 - Certification des fonds..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Isabelle FORTIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1198260004

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 21 juin 2018 (résolution CG 18 0351), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de cinq (5) territoires, pour une période de 24 mois - appel d'offres public 18-16879. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 23 août 2018 (résolution du CG18 0406), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'Écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois, appel d'offres public 18-17092. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 5 août 2015 (résolution du CE15 1363), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois, appel d'offres public 15-14291. Accorder un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié en provenance de 6 territoires d'une somme de 311 950,17 $, taxes incluses, pour une période de 16 mois à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. appel d'offres public 19-17500 - 4 soumissionnaires, 2 conformes. Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 37 657,18 $ en 2020.

Il est recommandé au Comité exécutif :

1. de résilier le contrat 15-14291 accordé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. pour la réception, le tri et la mise en marché du bois en provenance de l'arrondissement de LaSalle;

2. d'accorder à la firme Recyclage Notre-Dame inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 16 mois, pour la réception, le tri et la mise en

marché de bois en provenance de 6 territoires, au prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 311 950,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 19-17500 et au tableau de prix reçus;

2. d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de l'environnement de 37 657,18 $ en 2020;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Il est recommandé au Conseil d'agglomération :

1. de résilier le contrat 18-16879 accordé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié en provenance de cinq (5) territoires.

2. de résilier le contrat 18-17092 accordé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. pour la réception, le tri et la mise en marché du bois en provenance de l'écocentre LaSalle.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-12 16:41

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198260004**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 21 juin 2018 (résolution CG 18 0351), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de cinq (5) territoires, pour une période de 24 mois - appel d'offres public 18-16879. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 23 août 2018 (résolution du CG18 0406), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'Écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois, appel d'offres public 18-17092. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 5 août 2015 (résolution du CE15 1363), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois, appel d'offres public 15-14291. Accorder un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié en provenance de 6 territoires d'une somme de 311 950,17 $, taxes incluses, pour une période de 16 mois à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. appel d'offres public 19-17500 - 4 soumissionnaires, 2 conformes. Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 37 657,18 $ en 2020.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001 - **Loi 75**), la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la Ville a la compétence en matière d'enlèvement, de transport et de dépôt des matières résiduelles. Ainsi, la Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement est responsable de

planifier les contrats de collecte, de transport et de valorisation des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal.

Le Service de l'environnement octroie des contrats permettant aux territoires de transporter leur bois vers des sites de tri autorisés afin d'être valorisé. Centre de tri Mélimax inc. (Mélimax) est l'entreprise responsable de la réception, du tri et de la mise en marché du bois trié pour six (6) territoires, en vertu des trois (3) contrats suivants :

- Appel d'offres public 18-16879 (résolution CG 18 0351)
- Appel d'offres public 18-17092 (résolution du CG18 0406)
- Appel d'offres public 15-14291 (résolution du CE15 1363)

(ci-après les «(3) contrats »)

Or, le 11 janvier 2019, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a inscrit Mélimax au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Conséquemment, à partir du 13 mars 2019, elle est réputée en défaut d'exécuter les 3 contrats (art. 573.3.3.2 *Loi sur les cités et villes* et 21.3.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics).*

À la suite de l'inscription des entreprises Mélimax au RENA, la décision a été prise, afin de prévenir l'interruption des services, de solliciter le marché et de demander l'intervention de la compagnie de cautionnement (Intact Corporation Financière) en parallèle.

Les appels d'offres 19-17500 pour la réception, le tri et la mise en marché du bois en provenance de six (6) territoires et 19-17501 pour la réception, le tri et la mise en marché du bois en provenance de l'écocentre de LaSalle ont été lancés et publiés dans le SEAO le 28 janvier 2019. À noter qu'un territoire initialement couvert par un gré à gré a également été ajouté l'appel d'offres.
L'A/O 19-17499 a été lancé à la même date afin de trouver un entrepreneur pour la fourniture et le transport de conteneurs pour l'écocentre de LaSalle et pour l'écocentre de Saint-Laurent.
Une demande de prix a également été faite auprès de 7 fournisseurs pour obtenir les services de fourniture et de transport de conteneurs en cours de voirie pour onze (11) territoires (contrats de type gré à gré).
Des soumissions en réponse à ces sollicitations du marché ont été obtenues pour l'ensemble des services requis à l'exception des services de fourniture et de transport de conteneurs pour les écocentres de Saint-Laurent et de LaSalle.

La Ville bénéficiait d'un cautionnement d'exécution émis par la compagnie Intact Assurance pour les (3) contrats. La compagnie de cautionnement (Intact Corporation Financière) a également été contactée pour l'aviser que Mélimax serait considérée en défaut à compter du 13 mars 2019 et demander son intervention en vertu des cautionnements.

En conformité avec les clauses contractuelles, la compagnie de cautionnement a confirmé qu'elle paierait à la Ville les montants prévus aux cautionnements dont la Ville est bénéficiaire, et ce, pour les (3) contrats.

À la suite de cette annonce, le Service de l'approvisionnement a demandé à la caution de démontrer que 9386-0120 Québec inc. détenait l'ensemble des autorisations nécessaires afin d'opérer un centre de tri. La caution n'a pas été en mesure de démontrer que cette entreprise détenait un certificat d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). Une vérification auprès du Ministère de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a confirmé cette information. La caution a

ainsi confirmé le 12 mars 2019 qu'elle n'était pas en mesure de reprendre ces contrats et qu'elle paiera les montants prévus aux cautionnements dont bénéficiait la Ville, soit 48 409,95 $ pour les contrats de réception, de tri et de mise en marché du bois. Les orientations prises pour le maintien des activités de réception de tri et de mise en marché du bois (6 territoires et écocentre de LaSalle) font l'objet du présent sommaire décisionnel et ont pris en considération les ententes contractuelles en vigueur (Koncas Recyclage) ainsi que les offres reçues à la suite des appels d'offres lancés. Ces orientations sont décrites dans les sections suivantes.

Pour les contrats de fourniture, de collecte et de transport de conteneurs (clos de voirie et écocentres), le cadre juridique ne permet pas de contester la reprise des activités par la compagnie proposée par la caution, même s'il existerait possiblement des liens entre la compagnie et Mélimax. De plus, aucune soumission n'a été obtenue à la suite du lancement de l'appel d'offres pour la fourniture et le transport de conteneurs pour les écocentres de LaSalle et de Saint-Laurent. L'orientation pour les activités de collecte et de transport de conteneurs a permis la réalisation des travaux par le sous-traitant proposé par la caution et de lancer de nouveaux appels d'offres pour ces services dans les meilleurs délais.

En parallèle, la Ville de Montréal a souhaité souligner officiellement à l'Autorité des marchés publics (AMP) la situation de marché particulière de la gestion des résidus de construction, rénovation et démolition : marché restreint pour des services de l'ampleur de ceux requis pour Montréal et cadre juridique qui ne donne aucun levier pour écarter un fournisseur alternatif qui aurait des liens avec une autre entreprise inscrite au RENA. La lettre qui a été transmise à l'AMP se trouve en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0351 - 23 août 2018 : Accorder un contrat au Centre de tri Mélimax inc pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 22 mois, pour la somme de 781 744,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17092 (2 soum., 1 seul conforme).
CG18 0351 - 21 juin 2018 : Accorder à Centre de tri Mélimax inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié pour 5 territoires, pour une période de 24 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 338 567,51 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16879 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel.

CE15 1363 - 10 août 2015 : Accorder à Centre de tri Mélimax, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié, pour l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 80 296 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 15-14291 - Appel d'offres public 15-14291 (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Considérant que Mélimax est réputée en défaut d’exécuter les (3) contrats, le présent dossier vise à résilier les trois (3) contrats accordés à Centre de tri Mélimax inc. pour la réception, le tri et la mise en marché du bois, obtenus à la suite des A/O publics 18-17092, 18-16879 et 15-14291 et à octroyer un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié en provenance de six (6) territoires d'une somme de 311 950,17 $, taxes incluses, pour une période de 16 mois à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc, plus bas soumissionnaire conforme - A/O 19-17500.
Pour ce qui est de l'écocentre de LaSalle, l'appel d'offres 19-17501 doit être annulé, car la distance du seul soumissionnaire conforme est trop élevée. Le bois de l'écocentre de LaSalle sera traité par l'entreprise Koncas Recyclage dans le cadre du contrat de gestion des CRD en vigueur.

JUSTIFICATION

Les 3 contrats doivent être résiliés puisque, par l'effet de la loi, Mélimax est en défaut d'exécuter les 3 contrats à compter du 13 mars 2019. La résiliation s'effectue conformément à la clause de résiliation pour défaut (appel d'offres 15-14291) et en vertu de l'article 13.04 c) des appels d'offres 18-16879 et 18-17092.
Par ailleurs, l'A/O 19-17500 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO) le 28 janvier 2019. Au terme de l'exercice de sollicitation du marché, qui aura duré 17 jours au total, on a dénombré sept (7) preneurs du cahier des charges et quatre (4) soumissions reçues. Selon les règles d'adjudication du contrat (application d'un facteur d'ajustement en fonction de la distance du centroïde présenté dans l'A/O et du lieu de traitement) et après analyse de la conformité administrative des soumissions, l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

Le prix soumis à la tonne est de 79,80 $, pour un montant maximal de 311 950,17 $, taxes incluses.

Le facteur d'ajustement en fonction de la distance est décisif dans le présent A/O. En effet, bien que le prix soumis par Centre de tri d'Argenteuil inc. soit considérablement plus bas que celui de Recyclage Notre-Dame inc., lui attribuer le contrat représenterait plus de 86 000 km de plus à parcourir et l'équivalent en heures travaillées pour les transporteurs. Ainsi, les coûts indirects pour la livraison des matières (main-d'oeuvre, usure et entretien du matériel roulant, consommation de carburant, etc.) ont été calculés et il a été déterminé qu'il coûterait moins cher globalement à la Ville d'attribuer le contrat à Recyclage Notre-Dame inc. À noter que le calcul du prix ajusté ne sert uniquement qu'à des fins d'adjudications du contrat.

L'estimation du prix par le professionnel interne est basée sur une moyenne des tarifs actuellement en vigueur pour le traitement du bois et des CRD, majoré de 5 % en raison de la perte d'un joueur important dans le marché avec l'inscription de Mélimax inc. au RENA. En effet, il a été estimé que plusieurs municipalités ayant recours à leurs services lanceraient des A/O simultanément, créant un effet de rareté et faisant augmenter les prix.

L'estimation du professionnel est de 84,50 $ la tonne, pour un montant maximal de 330 421,90 $, taxes incluses.

Pour inclure un ajustement en fonction de la distance à parcourir, le professionnel s'est basé sur une moyenne des distances entre le centroïde des territoires à desservir et les adresses de livraisons enregistrées lors des derniers A/O. Ainsi, l'estimation du professionnel est supérieure à la soumission la plus basse conforme à hauteur de **4 %**.

1- PRIX SOUMIS ET PRIX SELON LES RÈGLES D'ADJUDICATIONS		
Soumissions conformes (taxes incluses)	**Prix soumis**	**Prix ajustés***
Centre de tri d'Argenteuil inc.	145 616 $	689 770 $
Recyclage Notre-Dame inc.	311 950 $	483 640 $
Estimation des professionnels	330 421 $	502 091 $
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(18 471) $	(18 451) $
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	- 6 %	- 4 %

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	N/A	21 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	N/A	206 130 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	N/A	43 %
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	N/A	206 130 $
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	N/A	43 %

* comprend l'impact sur les coûts de collecte et de transport

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce contrat, d'une durée approximative de 16 mois, s'étendra sur une période de deux (2) années financières. La somme requise s'élèvera à 311 950,17 $ incluant les taxes. Cette dépense, assumée à 100 % par l'agglomération, sera imputée au budget du fonctionnement du Service de l'environnement poste budgétaire de services techniques – gestion des matières résiduelles.
La répartition des coûts se présente comme suit :

Contrats	**2019**	**2020**	**Total**
6 territoires	194 968,86 $	116 981,31 $	311 950,17 $

Le détail des calculs se trouve en pièce jointe :

- La révision à la hausse de 584 tonnes par rapport à la quantité prévue aux anciens contrats engendre un coût additionnel de 48 910,78 $ taxes nettes;
- Le coût unitaire augmente de 18,29 $/t et s'ajoute au coût actuel (65,49 $/t), ce qui génère un écart défavorable de 51 508,37 $ taxes nettes.

Pour l'année 2019, la dépense additionnelle de 62 761,97 $ sera absorbée par des économies du contrat de traitement des matières recyclables du Service de l'environnement. Elle sera également financée par un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 37 657,18 $ au net en 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le contrat pour le tri, la réception et la mise en marché de bois trié touche le volet : "Pratiquer une gestion responsable des ressources" qui vise à récupérer 80 % de matières recyclables et organiques, des résidus domestiques dangereux (RDD), des résidus de CRD et encombrants d'ici 2019.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'octroyer ce contrat, le bois récolté dans 6 territoires sera acheminé vers d'autres filières qui ne garantissent pas sa pleine valorisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résiliation 15-14291 13 mars 2019
Résiliation 18-16879 28 mars 2019
Octroi du contrat : 13 mars 2019 (conditionnel à la résiliation)
Exécution des travaux : 28 mars 2019 au 30 juin 2020
CE : 13 mars 2019
CM: 25 mars 2019
CG 28 mars 2019
Début du contrat : 28 mars 2019
Fin du contrat : 30 juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carl MOISE, Service de l'environnement
Arnaud BUDKA, Service de l'environnement
Paula URRA, Service de l'environnement
Guillaume DEVIN-DUCLOS, Service de l'environnement
Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Richard DAGENAIS, Service de l'approvisionnement
Guylaine VAILLANCOURT, Service des affaires juridiques
Marie-France MILORD, Service des finances

Lecture :

Guylaine VAILLANCOURT, 11 mars 2019
Paula URRA, 11 mars 2019
Arnaud BUDKA, 8 mars 2019
Richard DAGENAIS, 7 mars 2019
Marie-France MILORD, 7 mars 2019
Karine BÉLISLE, 7 mars 2019

Guillaume DEVIN-DUCLOS, 7 mars 2019
Carl MOISE, 7 mars 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume DEVIN-DUCLOS
Agent de recherche

Tél : 514-872-2236
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-07

Carl MOISE
C/s operations - gestion des matieres residuelles

Tél : 514 872-9108
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-03-12

Montréal

Direction générale
Bureau du directeur général
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105
Montréal (Québec) H2Y 1C6
Téléphone : 514 872-5753
Télécopieur : 514 872-2896

PAR COURRIEL

Le 13 mars 2019

Maître Denis Gallant
Président-directeur général
Autorité des marchés publics
525, boulevard René-Lévesque Est, RC 30
Québec (Québec) G1R 5S9
denis.gallant@amp.gouv.qc.ca

Objet : Inscription au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics des compagnies Centre de tri Mélimax inc. et Mélimax Transport inc.

Monsieur le Président-Directeur général,

Nous désirons porter à votre attention une situation qui entraîne certains questionnements chez les divers intervenants municipaux impliqués dans l'administration de contrats en cours entre la Ville de Montréal et les entreprises mentionnées ci-dessus.

Le 11 janvier 2019, l'Autorité des marchés financiers (AMF) a inscrit les compagnies Centre de tri Mélimax inc. et Mélimax Transport inc. (ci-après désignées collectivement « Mélimax ») au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics* (RENA).

La Ville de Montréal est liée à Mélimax en vertu de trois (3) contrats de fourniture de service pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié ainsi que pour la fourniture de conteneurs et de transport pour divers secteurs.

Conséquemment, à partir du 13 mars 2019, Mélimax est réputée en défaut d'exécuter ses contrats (art. 573.3.3.2 *Loi sur les cités et villes* et 21.3.1 de la *Loi sur les contrats des organismes public).*

Suite à l'inscription de Mélimax au RENA, la décision a été prise rapidement, afin de prévenir l'interruption des services, de solliciter le marché et de demander l'intervention de la compagnie de cautionnement (Intact Corporation Financière).

...2

Des soumissions en réponse à ces sollicitations ont été obtenues pour l'ensemble des services fournis par Mélimax sauf et excepté pour un secteur en particulier, à savoir les services de fourniture et de transport de conteneurs pour les écocentres de Saint-Laurent et de LaSalle.

La Ville de Montréal a alors informé la compagnie de cautionnement Intact Corporation Financière de ce qui précède et a requis son intervention en vertu des cautionnements afin d'éviter une cessation de service pour les écocentres de Saint-Laurent et de LaSalle.

Il faut savoir qu'il fut spécifiquement décidé, préalablement à cette démarche, qu'il fallait éviter les impacts d'un arrêt de service, même partiel, vu les conséquences qu'occasionneraient les délais prévisibles d'octroi, le tout d'un marché incertain.

Conformément à ses obligations, Intact Corporation Financière informa la Ville de Montréal qu'une autre entreprise assurera la continuation du contrat.

Or, il appert que cette entreprise appartiendrait et serait administrée par une personne ayant une certaine proximité avec l'administrateur principal de Mélimax.

À ce stade, force est de constater que la Ville de Montréal ne peut, sous peine de perdre les bénéfices de l'intervention de la compagnie de cautionnement, refuser la continuation du contrat en cause par l'entreprise proposée par la caution, et ce, malgré l'apparence du lien entre les administrateurs.

Nous sommes assurés, après analyse de la situation, que l'intérêt actuel de la Ville de Montréal requiert que nous acceptions cette continuation par l'entreprise proposée.

Pour autant, nous désirons porter à votre attention cette particularité à laquelle la loi actuelle n'apporte aucun remède ni piste de solution pour les administrations publiques.

Nous croyons en fait qu'une réflexion s'impose au sujet des entreprises qui, bien que distinctes, auraient des administrateurs ou des dirigeants apparentés par des liens familiaux, le tout afin d'éviter que d'autres situations de cette nature puissent survenir et possiblement compromettre la perception du public sur l'accomplissement de la finalité de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ chapitre C-65.1).

Étant assuré de votre intérêt et de votre collaboration, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président-Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.

Le directeur général,

Serge Lamontagne, MBA, ASC

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1198260004

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 21 juin 2018 (résolution CG 18 0351), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de cinq (5) territoires, pour une période de 24 mois - appel d'offres public 18-16879. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 23 août 2018 (résolution du CG18 0406), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'Écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois, appel d'offres public 18-17092. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 5 août 2015 (résolution du CE15 1363), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois, appel d'offres public 15-14291. Accorder un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié en provenance de 6 territoires d'une somme de 311 950,17 $, taxes incluses, pour une période de 16 mois à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. appel d'offres public 19-17500 - 4 soumissionnaires, 2 conformes. Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 37 657,18 $ en 2020.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17500 Liste des commandes.pdf
19-17500 Prix ajustés.pdf
19-17500 Intervention.pdf
19-17500 pv.pdf
19-17500_TCP1.pdf
Recyclage Notre Dame Bordereau corrigé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-1998

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-12

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17500 — No du GDD : 1198260004

Titre de l'appel d'offres : Réception, tri et mise en marché de bois trié pour 6 territoires

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 1 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 14 - 2 - 2019

Ouverture faite le : 14 - 2 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 14 - 2 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 57,14

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Ecoservice Tria Inc.	Le NEQ de la soumission n'est pas le même que celui avec lequel les documents d'Appel d'offres ont été achetés sur le SEAO
Koncas Recyclage Inc.	N'a pas fourni de garantie de soumission ni de lettre d'engagement

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 15 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 15 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Centre de tri d'Argenteuil	145 615,84 $		
Recyclage Notre Dame	311 950,17 $	√	

Information additionnelle

La TVQ n'a pas été prise en compte dans le bordereau de Recyclage Notre dame, en corrigeant la coquille le montant soumissionné est de 311 950,17$ et non de 284 886$. Une fois le calcul d'ajustement fait pour le transport, le Centre de tri d'Argenteuil revient à 689 769,52$ comparativement à Recyclage Notre Dame qui nous reviendrait à 483 640,04$. Suite à ce calcul, il deviendrait notre plus bas soumissionnaire conforme selon la méthode d'adjudication présente dans la Régie avec un montant d'octroi de 311 950,17$. Un des preneurs de cahiers de charges a répondu ne pas fournir les services demandés.

Préparé par : Myriem Laklalech — Le 12 - 3 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17500

Agent d'approvisionnement
Myriem Laklalech

Conformité Oui

									Données	
Num. d'Item	Description d'item	Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Prix unitaire	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Réception, tri et mise en ma	0	0	Centre de tri d'Argenteuil	37,25 $	3400	tonnes	1	126 650,00 $	145 615,84 $
				Recyclage Notre Dame	79,80 $	3400	tonnes	1	271 320,00 $	311 950,17 $

Ajustement du prix à la distance AO 19-17500 Réception, tri et mise en marché du bois trié 6 territoires

	Centre de tri d'Argenteuil	Recyclage Notre Dame
PRIX UNITAIRE SOUMIS	37,25	79,80
FA	0,80	0,80
D (A+R)	174,00	54,90
T	3 400,00	3 400,00
Prix unitaire ajusté = PU + (Fa*D)	176,45	123,72

C1 = CU*T	126650	271320
C2 = T*D*Fa	473280	149328
C = C1 + C2	**599 930,00 $**	**420 648,00 $**
TPS	29 996,50 $	21 032,40 $
TVQ	59 843,02	41 959,64
Total avec taxes	**689 769,52 $**	**483 640,04 $**

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	19-17500
Titre de l'appel d'offres	Réception, tri et mise en marché de bois trié pour 6 territoires
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Recyclage Notre-Dame Inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1146231148
Adresse du soumissionnaire	8155 rue Larrey, Anjou, Québec, H1J 2L5

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro de l'item	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Réception, tri et mise en marché du bois trié pour 6 territoires	271 320,00 $	13 566,00 $	- $	284 886,00 $

ML

corrigé

27 064,17 $ 311 950,17 $

14 FEV. 2019

Ils n'ont pas pris le bon bordereau

15/02/19

MS.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17500
Numéro de référence : 1231949
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réception, tri et mise en marché de bois trié pour 6 territoires

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Centre de tri d'Argenteuil inc. 435, montée Cushing Brownsburg-Chatham, QC, J8G1B9 NEQ : 1168616887	Monsieur Martin Lamoureux Téléphone : 450 566-8000 Télécopieur :	**Commande : (1539571)** 2019-02-05 15 h 23 **Transmission :** 2019-02-05 15 h 23	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Centre de tri Melimax Inc. 303 boul. Industriel Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1165093999	Monsieur Mario Landry Téléphone : 450 699-6862 Télécopieur : 450 699-8488	**Commande : (1537816)** 2019-02-01 13 h 37 **Transmission :** 2019-02-01 13 h 37	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 07 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Del Degan, Massé et associés 825, rue raoul-jobin Québec, QC, G1N 1S6 http://www.groupe-ddm.com NEQ : 1173560583	Monsieur Raphael Readman Téléphone : 418 877-5252 Télécopieur : 418 877-6763	**Commande : (1535409)** 2019-01-29 9 h 09 **Transmission :** 2019-01-29 9 h 09	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ecoservice Tria Inc. 1985, Jean-Marie Langlois La Prairie, QC, J5R 5Z8 NEQ : 1142698183	Monsieur Dominic Beaulieu Téléphone : 450 659-9333 Télécopieur :	**Commande : (1536370)** 2019-01-30 12 h 06 **Transmission :** 2019-01-30 12 h 06	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Koncas Recyclage Inc. 10930 Sherbrooke Est Montréal, QC, H1B1B4 NEQ : 1168118421	Madame Alexandra Poitevin Téléphone : 514 717-4873 Télécopieur :	**Commande : (1536605)** 2019-01-30 15 h 54 **Transmission :** 2019-01-30 15 h 54	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
recyclage notre-dame inc 9400, rue de l'innovation Montréal, QC, h1j 2x9 NEQ : 1146231148	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1535282)** 2019-01-29 2 h 58 **Transmission :** 2019-01-29 2 h 58	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 07 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SERVICES SANITAIRES MAJ INC. 225 DU PROGRÊS	Monsieur Michael Lafortune	**Commande : (1538862)** 2019-02-04 16 h 44	3065772 - Addenda 1 2019-02-14 10 h 06 - Courriel

Chertsey, QC, J0K 3K0
NEQ : 1142538520

Téléphone : 450 882-9186
Télécopieur : 450 882-3693

Transmission :
2019-02-04 16 h 44

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198260004

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 21 juin 2018 (résolution CG 18 0351), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de cinq (5) territoires, pour une période de 24 mois - appel d'offres public 18-16879. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 23 août 2018 (résolution du CG18 0406), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'Écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois, appel d'offres public 18-17092. Résilier le contrat octroyé à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. en date du 5 août 2015 (résolution du CE15 1363), un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois, appel d'offres public 15-14291. Accorder un contrat pour la réception, le tri et la mise en marché du bois trié en provenance de 6 territoires d'une somme de 311 950,17 $, taxes incluses, pour une période de 16 mois à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. appel d'offres public 19-17500 - 4 soumissionnaires, 2 conformes. Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 37 657,18 $ en 2020.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD 1198260004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-11

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et tresorier
Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1182357004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité dorsale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Rogers Communications Canada Inc. pour la fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion pour le Service de sécurité incendies de Montréal, pour une période de trois (3) ans - Somme maximale 1 809 091,92 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cet effet / Autoriser des budgets additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour une somme de 133 849,87$.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la Loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et Rogers Communications Canada Inc., pour la fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion et communication pour le Service de sécurité incendies de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour un montant maximal de 1 809 091,92 $ taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'autoriser des budgets additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15%, correspondant à une somme de 133 849,37 $;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 09:36

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1182357004**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité dorsale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Rogers Communications Canada Inc. pour la fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion pour le Service de sécurité incendies de Montréal, pour une période de trois (3) ans - Somme maximale 1 809 091,92 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cet effet / Autoriser des budgets additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour une somme de 133 849,87$.

CONTENU

CONTEXTE

Le Système de Gestion des Interventions (SGI) est au cœur des activités opérationnelles du Service de sécurité Incendie de Montréal (SIM). Le SGI permet d'acheminer aux intervenants du SIM plusieurs types d'informations pertinentes relatives aux interventions, telles que le type de bâtiment, la présence de matières dangereuses, la localisation des bornes d'incendie et le trajet optimal jusqu'au lieu de l'intervention. Son utilisation contribue à la réduction du temps de réponse lors d'un appel d'urgence et à l'amélioration des processus de répartition du SIM, ce qui contribue à assurer la sécurité des citoyens et celle des intervenants du SIM. Il permet la répartition des appels d'urgence ainsi que la gestion des opérations et des communications sur le territoire de l'île de Montréal. Il est actuellement utilisé par près de 2400 pompiers, 24 heures par jour et 365 jours par année. Il soutient la gestion de plus de 127 500 interventions par année.
Le SGI est constitué d'un ensemble de composantes dont une infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires. Depuis 2013, la firme Bell mobilité - division radio (BMR) assure le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du SIM et ce, jusqu'en février 2020. Ce réseau déployé en 2004 est aujourd'hui désuet et opère avec la technologie ''Dataradio'' limitée à des vitesses de faible débit pour transmettre des ordres de mission, coordonnées GPS, changements de statuts, etc., entre le centre de répartition et les pompiers dans leurs casernes ainsi que les pompiers dans les véhicules d'intervention sur le territoire de l'île de Montréal.

Dans le cadre de son projet «Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence», le Service des TI a retenu la technologie LTE pour rehausser le niveau de service des communication dans les véhicules du SIM et pour offrir une évolutivité vers de nouvelles fonctionnalités en développement telle la préemption. Ainsi, le

Service des TI a fait l'acquisition, par l'entremise du Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ), de modems véhiculaires multitâches haute performance dans le but d'adresser la désuétude des équipements et pour offrir de nouvelles fonctionnalités au SGI. Ces modems sont conçus pour offrir une connectivité sécurisée et permanente aux applications critiques dans les services de sécurité publique, de transport en commun et sur le terrain. Rogers Communications Canada Inc dispose d'une exclusivité au Québec pour les services d'installation et de support de ces équipements et outils de gestion.

Cette nouvelle solution LTE offre une plus haute disponibilité, un plus haut débit de transmission, et permet d'assurer la pérennité du service due à sa capacité d'interface avec les nouvelles technologies. Cette solution consiste à remplacer le réseau existant par des réseaux LTE publics (un réseau primaire et un réseau de relève). Le LTE Public désigne le réseau de téléphonie mobile appartenant au fournisseur de télécommunication qui introduit un bon débit pouvant aller jusqu'à plusieurs mégabits de données par seconde (4G/LTE Long Term Evolution).

L'objet du présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Rogers Communications Canada Inc. pour la fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion pour le Service de sécurité incendies de Montréal, pour une période de trois (3) ans, assortie de deux options d'une année de prolongation, pour une somme maximale 1 809 091,92 $, taxes incluses, et à approuver le projet de convention à cet effet. Le présent dossier vise également à autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour une somme de 133 849,87$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1284239 - 29 juin 2018 - Acquisition de 253 MG90 Modem Kit 4 et équipements et services associés via l'entente du CSPQ (voir CG16 0175 ci-dessous) pour le projet 72080.03 Réseau sans fil de transmission de données LTE SIM pour un montant de 794 898,17 $
CG18 0119 - 22 février 2018 - Prolongation du contrat pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat accordé à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses

CG16 0175 - 24 mars 2016 - Conclure une entente avec le Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ) afin d'adhérer au regroupement d'achats pour la fourniture de services cellulaires (voix et transmission de données), pour une durée de quatre (4) ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2020, avec options de renouvellement

CG13 0047 - 28 février 2013 - Accorder un contrat à Bell Mobilité - Division Radio, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er mars 2013 au 28 février 2018, pour une somme maximale de 2 896 176 $, taxes incluses, avec l'option de prolongation pour 3 années additionnelles - Appel d'offres public 12-12413 (2 soumissionnaires. - 1 seul conforme)/Approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

L'objet de ce contrat est le remplacement des modems Gemini PD+ et ses antennes existantes devenus désuets par les modems Sierra Wireless MG90 LTE et ses antennes. Le contrat comprend :

1. la planification des activités d'installation et de configuration;
2. l'installation et la configuration du logiciel de gestion/communication Sierra;
3. la configuration des modems et pré-tests;
4. le remplacement des modems existants et leurs composantes;
5. la gestion des configurations des modems;
6. la gestion de l'inventaire;
7. un guide de démontage général pour l'ensemble de la flotte de véhicule du SIM;
8. des guides de montage détaillés des installations des nouveaux modems et leurs composantes par type de véhicules;
9. les services de gestion et de surveillance des modems Sierra Wireless MG90, via le logiciel de gestion et communication;
10. le service de support et de maintenance des modems véhiculaires et du logiciel de gestion et de communication;
11. les services sur demande.

L'entente est d'une durée de 3 ans, assortie de 2 options d'une année de prolongation.

JUSTIFICATION

Afin de résoudre la problématique de désuétude du réseau, le Service des TI a acquis 259 modems Sierra Wireless MG90 (kit modem 4), incluant la carte SIM (Subscriber Identity Module) et les logiciels AirLink® Mobility Manager (AMM) et ACM AirLink® Connection Manager (ACM) à travers l'entente cadre # 999106936 que le Centre de Services partagés (CSPQ) a mis en place suite à un appel d'offres, et dont Rogers Communications Canada inc. (Rogers) est le fournisseur de service de premier rang.
De plus, de par des ententes d'exclusivité, Rogers est le seul fournisseur autorisé au Québec quant à la vente, la garantie prolongée, l'installation et les services d'entretien et de support des modems Sierra Wireless MG90.

La Ville peut accorder de gré à gré à la firme Rogers communication inc. ce contrat de fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion pour le Service de sécurité incendies de Montréal et ce, en vertu des articles 573.3 paragraphe (9) de la *Loi sur les cités et ville,* puisque Rogers est le seul fournisseur autorisé au Québec quant à la vente, la garantie prolongée, l'installation et les services d'entretien et support des modems Sierra Wireless MG90.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

- La firme Rogers Communications Inc. a obtenu son accréditation le 14 août 2015 et cette dernière est en cours de renouvellement. Rogers est inscrite à l'AMP sous le numéro de client 3000506649 et dispose d'une accréditation valide à ce jour.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense, d'un montant de 1 809 091,92 $, taxes incluses, est répartie sur une période de 3 ans, et se présente comme suit:
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses):

Description	2019 - Année 1	2020 - Année 2	2021 - Année 3	TOTAL (3 ans)	2022 (Option Année 4)	2023 (Option Année 5)	TOTAL (5 ans)

Installation et intégration des modems LTE et du logiciel (PTI)	711 745,23 $			711 745,23 $			711 745,23 $
Maintenance et support des modems LTE et du logiciel (BF)	391 708,33 $	352 819,18 $	352 819,18 $	1 097 346,69 $	352 819,18 $	352 819,18 $	1 802 985,06 $
Total (PTI+BF)	1 103 453,56 $	352 819,18 $	352 819,18 $	1 809 091,92 $	352 819,18 $	352 819,18 $	2 514 730,28 $

Dépenses capitalisables (PTI):

La dépense de 711 745,23 $ taxes incluses (649 918,26 $ net de taxes) sera imputée au PTI 2019-2021 du Service des TI au projet 72080.03 Réseau sans fil de transmission de données LTE SIM du programme 72080 - Mise à niveau et modernisation des systèmes de répartition des interventions d'urgence du SIM. Ladite dépense va servir à couvrir l'acquisition d'équipement de stockage, et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013.

Cette dépense sera financée à 100% par l'agglomération.

Dépenses non capitalisables (BF):

La dépense de 1 097 346,69 $ taxes incluses (1 002 023,79 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera financée à 100% par l'agglomération et le budget nécessaire à ce dossier est déjà prévu au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information.

L'année 2019, qui correspond à l'année de déploiement de la nouvelle solution, verra l'ancienne solution de radiocommunication et la nouvelle solution LTE cohabiter, l'utilisation de la solution de radiocommunication diminuant au fur et à mesure des déploiements de la nouvelle solution. Les tableaux ci-dessous détaillent les dépenses et économies réalisées dans la période 2019-2023, incluant les années d'option.

Budget de fonctionnement pour la solution LTE (avant taxes) :

Année	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Services de Maintenance et Support Rogers (modems + outils de gestion)	(340 690,00 $)	(306 866,00 $)	(306 866,00 $)	(306 866,00 $)	(306 866,00 $)	(1 568 154,00 $)
Consommation Cellulaire	(63 709,80 $)	(122 455,20 $)	(122 455,20 $)	(122 455,20 $)	(122 455,20 $)	(553 530,60 $)

(Entente CSPQ)						
Total Nouvelle solution LTE Rogers	(404 399,80 $)	(429 321,20 $)	(429 321,20 $)	(429 321,20 $)	(429 321,20 $)	(2 121 684,60 $)
Contrat existant avec Bell Mobilité avant, pendant et suite à la transition	(525 151,57 $)	(79 874,11 $)	0 $	0 $	0 $	(605 025,68 $)
Budget de fonctionnement actuel	590 516,94 $	590 516,94 $	590 516,94 $	590 516,94 $	590 516,94 $	2 952 584,70 $
Coût actuel de licences radio Dataradio (inclut dans le budget de fonctionnement actuel)	(15 579,00 $)	(3 894,75 $)	0 $	0 $	0 $	(19 473,75 $)
Impact sur le budget de fonctionnement (avant taxes)	(354 613,43 $)	77 426,88 $	161 195,74 $	161 195,74 $	161 195,74 $	206 400,67 $
Impact sur le budget de fonctionnement (taxes incluses)	(407 713,79 $)	89 032,56 $	185 334,80 $	185 334,80 $	185 334,80 $	237 309,17 $
Impact sur le budget de fonctionnement (montant net)	(372 299,77 $)	81 288,55 $	169 235,38 $	169 235,38 $	169 235,38 $	216 694,90 $

La hausse temporaire des dépenses du budget de fonctionnement en 2019 s'explique par l'utilisation en parallèle des réseaux durant la migration. À noter que sur une période de 5 ans, l'impact au budget de fonctionnement est une réduction de 237 309,17 $ incluant les taxes.

Variation de quantités :

Le Service des TI compte se prévaloir de budgets additionnels pour la durée du contrat. La variation de quantité requise est de 15% sur les éléments admissibles (éléments du bordereau à prix unitaire et non forfaitaire ou annuel), soit une somme de 133 849,87 $, le tout conformément à l'article 18 du règlement de gestion contractuelle, dans le but de répondre aux potentiels besoins additionnels pour la durée du contrat (36 mois), et des 2 options d'une année de prolongation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné que le SGI est directement lié à la protection des citoyens, il est impératif que l'ensemble des composantes utilisées soit opérationnel et supporté 24 heures par jour et 365 jours par année. L'octroi de ce contrat permettra un fonctionnement optimal des modems LTE véhiculaires du SIM achetés via l'entente CSPQ et du logiciel de gestion et communication.
La mise en place de la nouvelle solution véhiculaire permettra une économie de 89 032,56 $ taxes incluses au budget de fonctionnement dès la 2ème année, puis une économie de 185 334,80 $ taxes incluses par année pour les années subséquente, incluant l'augmentation de consommation cellulaire. Le tout, en offrant plus de fonctionnalités telles que la haute disponibilité, des plus grands débits de transmission et l'interopérabilité avec les technologies actuelles.

La technologie LTE permettra, par rapport à la technologie de radiocommunication, d'améliorer le temps de réponse des pompiers et d'augmenter la sécurité des intervenants du SIM. En outre, la technologie LTE permettra un accroissement des fonctionnalités, une augmentation des débits de transmission, une évolutivité et une meilleure interopérabilité avec les nouvelles technologies.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE - 13 mars 2019;

- Approbation du dossier par le CM - 25 mars 2019;
- Approbation du dosiser par le CG - 28 mars 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY); Validation du processus d'approvisionnement :; Service de l'approvisionnement , Direction (xxxxxxxxxxxxxxxxxxx)

Parties prenantes

Gervais THIBAULT, Service des technologies de l'information
Philippe GAUTHIER, Service de sécurité incendie de Montréal
Alexandre MIZOGUCHI, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine BRIEN KILIAN
Conseillère Analyse et Contrôle de Gestion

Tél : 514 872-7078
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-13

Demis NUNES
Chef division reseaux de télécommunications

Tél : 514-887-9047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Directrice Centre d'Expertise - Espace de Travail

Tél : 514-280-8521
Approuvé le : 2019-02-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information

Tél :
Approuvé le : 2019-03-01

Montréal, le 4 juin, 2018

Jean-Frédéric Huard
Spécialiste de Solution IdO (Internet des Objets)
Rogers Communications Canada Inc.
800 rue de la Gauchetière Ouest, 6ième étage
Montréal, QC H5A 1K3

Objet: Entente d'exclusivité

Cher Jean-Frederic,

Par cette lettre Gestion d'objets distants CMO (Cloud Monitored Objects Inc ., ci-après « CMO ») confirme qu' aux termes d'une entente intervenue le 1er avril 2018, à Montréal, elle accorde l'exclusivité de ses services d'installation et de service relatifs aux les appareils Sierra Wireless pour le Service des incendies de Montréal à Rogers Communications Canada Inc. pour les années 2018 et 2019.

En contrepartie, Rogers Communications Canada Inc s'engage également à retenir les services exclusifs de CMO pour les installations de modems, antennes, tablettes et de supports véhiculaires ainsi que les contrats de services sur l'ensemble de ces équipements pour la même période.

Pour plus amples informations, veuillez me contacter aux coordonnées qui apparaissent ci-dessous.

Cordialement,

Jean-François Boivin
Développement des affaires
Gestion d'objets distants CMO / Cloud Monitored Objects Inc.
3026 Rue Anderson, Bureau 201, Terrebonne, Qc, J6Y 1W1
t. (450) 951-1001, 225

SIERRA WIRELESS

October 11, 2018

Gervais Thibault, Directeur
Direction solutions d'Affaires - Sécurité publique et justice
Ville de Montréal, 801, Brennan
Montréal, Qc
H3C 0G4

Subject: Letter of Authorization as Authorized Integrator for Sierra Wireless AirLink Products for City of Montreal

Dear Jean-Francois,

This letter will serve as certification that Cloud Monitored Objects is an Authorized Reseller of Sierra Wireless AirLink hardware, extended warranties, and associated equipment and services.

In addition, CMO is the only Sierra Wireless Authorized Reseller in Quebec authorized to sell all of the airlink products including the MG90 and its supporting software and services.

CMO is the only Sierra Wireless Authorized Reseller in Quebec that has been certified on the deployment and installation of the MG90 solution. In addition, Rogers is a primary provider authorized to resell Sierra Wireless services including hardware, extended warranties, and associated equipment for the deployment and installation of the MG90 solution for the CSPQ contract.

Other contact information is as follows:

Patrick Sweeney
Sierra Wireless
psweeney@sierrawireless.com
703-716-1390

Jean-François Boivin
Cloud Monitored Objects (CMO)
jfboivin@cmo-online.ca
(450) 951-1001 ext. 225

Jean-Frederic Huard
Rogers
800 de la Gauchetiere West
JeanFrederic.Huard@rci.rogers.com
438-993-3478

Should you have any questions, please do not hesitate to contact me. Sincerely,

Patrick Sweeney
Director of Channel Sales, Sierra Wireless

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**
personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, Greffier de la Ville, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après nommée : la **« Ville »**

ET :

CORPORATION : **Rogers Communications Canada inc.,**
personne morale ayant sa principale place d'affaires au 10 FL-333 ST Bloor, Toronto Ontario M4W1G9, Canada, agissant et représentée par Édith Cloutier dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare.

Ci-après nommé : le **« Contractant »**

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 27 février 2019 relatifs à l'acquisition de services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion et communication pour le Service de sécurité incendies de Montréal;

« **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 27 février 2019;

« **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Propriété intellectuelle** » : documents, études et rapports préparés par le Contractant dans le cadre de la présente convention;

« **Unité administrative** » : le Service des Technologies de l'Information.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, pour l'installation, l'intégration, la maintenance et le support de modems LTE véhiculaires et du logiciel de gestion et communication pour le Service de sécurité incendies de Montréal.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utile à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l'effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.11 n'entreprendre aucun travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

ARTICLE 7

PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge non conformes aux dispositions de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million huit cent neuf mille quatre-vingt-onze dollars et quatre-vingt-douze cents (1 809 091,92 $), couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant. La prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes.

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ;

8. 3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention;

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération du paiement de toute somme prévue à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux à l'exclusion du matériel didactique et des cahiers de cours remis aux participants durant les sessions de formation.

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert pour exécuter ses obligations aux termes de la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture;

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.3, 6.4, 6.9 et 10.3 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie, à condition que l'une ou l'autre Partie puisse, sans consentement, céder ses droits et obligations en vertu de la présente convention à une société qu'elle contrôle directement ou indirectement, sa société mère, ou une société sœur, à condition que le cessionnaire assume toutes les obligations de la Partie en vertu de la présente Entente..

13.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 4000-800 rue De La Gauchetière Ouest, Montréal, province de Québec, H5A1K3 Canada et tout avis doit être adressé à l'attention de la Vice-Présidente, Ventes. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au _275 Notre-Dame-Est_ à Montréal, province de Québec, _____ et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

13.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ____e jour de_____ 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Le 27e jour de février 2019

Rogers Communications Canada inc.



Par :_____
Édith Cloutier, Vice-Présidente Ventes

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le ___ e jour de _____ 2019 (Résolution (inscrire l'abréviation de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) ……..).

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 14 août 2015

ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C.
A/S MADAME SHANNON L VALLIANT
333, BLOOR ST E
TORONTO (ON) M4W 1G9

N° de décision : 2015-CPSM-1042758
N° de client : 3000506649

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CÂBLE ROGERS
- CHATR
- CHATR SANS-FILS
- CHATR WIRELESS
- CITYFONE TELECOMMUNICATIONS
- COMMUNICATIONS ROGERS
- FIDO
- FIDO SOLUTIONS
- GROUPE DES SOCIÉTÉS ROGERS
- ROGERS (TRADEMARK ROGERS & MOBIUS DESIGN - REGISTRATION NO. TMA588,468)
- ROGERS BUSINESS SOLUTIONS
- ROGERS CABLE
- ROGERS COMMUNICATIONS
- ROGERS COMMUNICATIONS PARTNERSHIP
- ROGERS GROUP OF COMPANIES
- ROGERS PLUS
- ROGERS RETAIL
- ROGERS SANS FIL
- ROGERS SANS-FIL
- ROGERS WIRELESS
- SERVICES RÉSEAUX ROGERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- SOLUTIONS D'AFFAIRES ROGERS
- SOLUTIONS FIDO
- TÉLÉCOMMUNICATIONS CITYFONE
- VENTE AU DÉTAIL ROGERS

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). ROGERS COMMUNICATIONS S.E.N.C. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 août 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 28 février 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.
Adresse du siège social : 333, BLOOR ST E, , TORONTO, ON, M4W 1G9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000506649
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1171552897

Autres noms d'affaires

- CÂBLE ROGERS
- CÂBLE TV ROGERS
- CHATR MOBILE
- CITYFONE MOBILE
- CITYFONE TELECOMMUNICATIONS
- COMMUNICATIONS CÂBLE ROGERS
- FIDO INTERNET
- FIDO MOBILE
- FIDO SANS-FIL
- FIDO SOLUTIONS
- FIDO TV
- FIDO WIRELESS
- FUTUREWAY
- GROUPE DE COMPAGNIES ROGERS
- INTERNET FIDO
- INTERNET ROGERS
- INTERNETWORKING ATLANTIC
- INTERRÉSEAUTAGE ATLANTIC

- MOBILE CHATR
- MOBILE CITYFONE
- MOBILE FIDO
- RBS
- RCCI
- ROGERS / CHATR
- ROGERS BUSINESS SOLUTIONS
- ROGERS CABLE
- ROGERS CABLE COMMUNICATIONS
- ROGERS CABLE TV
- ROGERS CHATR
- ROGERS CHATR SANS-FIL
- ROGERS CHATR WIRELESS
- ROGERS GROUP OF COMPANIES
- ROGERS INTERNET
- ROGERS RETAIL
- ROGERS SANS-FIL
- ROGERS WIRELESS
- SCR
- SOLUTIONS COMMERCIALES ROGERS
- SOLUTIONS FIDO
- TÉLÉCOMMUNICATIONS CITYFONE
- TV FIDO
- VENTE AU DÉTAIL ROGERS
- VOIE DU FUTUR

- WOW! BOUTIQUE MOBILE
-
- WOW! MOBILE BOUTIQUE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1182357004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité dorsale
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Rogers Communications Canada Inc. pour la fourniture des services d'installation, d'intégration, de maintenance et de support de modems LTE véhiculaires et le logiciel de gestion pour le Service de sécurité incendies de Montréal, pour une période de trois (3) ans - Somme maximale 1 809 091,92 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cet effet / Autoriser des budgets additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour une somme de 133 849,87$.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1182357004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ere) budgétaire
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1185895003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, (2599), arrondissement de LaSalle au montant de 453 585,00 $, taxes incluses. Autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant les contingences et incidences - Appel d'offres public (5982) - (3 soumissionnaires). / Autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 453 585,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (5982);
2. d'autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, soit la somme de 453 585,00 $ pour le contrat de travaux, la somme de 90 717,90 $ pour le budget des contingences et la somme de 43 544,16 $ pour le budget des incidences, le cas échéant;
3. d'autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 12:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185895003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, (2599), arrondissement de LaSalle au montant de 453 585,00 $, taxes incluses. Autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant les contingences et incidences - Appel d'offres public (5982) - (3 soumissionnaires). / Autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière.

CONTENU

CONTEXTE

L'écocentre LaSalle fut construit en 2010-2011 et figure parmi les sites de réemploi et de récupération des matières résiduelles accessibles pour tous les citoyens de l'agglomération montréalaise. La dépense capitalisée fut prévue au programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de l'environnement.
Sur le lot de l'écocentre LaSalle, il est aménagé un bassin de rétention d'eau pluviale situé à environ 3,5 mètres de la ligne de propriété et adjacent à un talus. (voir la photo du site de l'écocentre en pièce jointe n^{o} 1).

En octobre 2017, la Ville de Montréal a été informée d'une problématique d'écoulement des eaux en provenance de l'écocentre. Des interventions d'urgence ont été et sont requises car la situation actuelle s'aggrave avec le temps et menace l'intégrité du site.

En février 2018, la Ville de Montréal a décidé de mandater AXOR, experts-conseils, pour réaliser une étude afin de faire l'analyse de l'état des circonstances, des causes possibles et de proposer des solutions potentielles. L'étude souligne que la problématique serait reliée à la configuration du bassin de rétention, ce qui a entraîné par conséquent la création d'une

zone d'érosion importante. Pour remédier à cette situation, la firme AXOR propose d'utiliser un géotextile, de colmater la brèche avec de l'enrochement et de remblayer avec la terre végétale.

En juin 2018, le mandat s'est poursuivi avec la firme AXOR pour réaliser des études géotechnique et hydraulique complémentaires, puis réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance des travaux liés à la réalisation du projet du bassin de rétention des eaux pluviales et la stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle.

Cette dépense est requise afin de remettre l'actif en état de fonctionnement, sans en accroître sa durée de vie ni sa capacité de production.

Un appel d'offres public pour la réalisation des travaux a été publié dans le Devoir, sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). La durée de la publication a été de 17 jours, soit du 9 octobre au 25 octobre 2018, ce qui représente un délai raisonnable. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Deux (2) addendas ont été émis durant la période de soumission (voir le tableau ci-dessous).

Addenda	Date d'émission	Nature	Impact sur dépôt des soumissions
1	2018-10-12	Des précisions aux documents des plans et devis	Impact sur le coût
2	2018-10-18	De multiples questions de la part des soumissionnaires	Aucun impact sur le coût

Des visites des lieux ont été organisées et se sont déroulées entre les 16-17 et 23 octobre 2018 inclusivement.

La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours calendrier suivant la date de l'ouverture des soumissions. Une prolongation du délai de validité des soumissions a été obtenue jusqu'au 15 juin 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1253026 **-** 30 janvier 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à AXOR Experts-Conseils pour la réalisation des études, des plans et devis et de la surveillance des travaux dans le cadre du projet de la rénovation du bassin de rétention à l'écocentre Lasalle au 7272, rue Saint-Patrick. Le budget a été autorisé par une entente-cadre 16-15643-3-031. Contrat 15404 : Dépense totale de 64 999,97$, taxes incluses.

- CG17 0094 **-** 20 mars 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec CIMA + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16-15643 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et de stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle.

Les travaux du présent mandat consistent principalement à :

- Imperméabiliser un bassin de rétention existant;

- Excaver et remblayer;

- Végétaliser des surfaces auprès de talus.

Au cours de l'appel d'offres public, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO dont un est l'Association de la construction du Québec (ACQ) et un autre est la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval. Un total de trois (3) entrepreneurs ont déposé leur soumission, ce qui représente 30% des preneurs du cahier des charges (en excluant l'ACQ et la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval). Parmi les preneurs du cahier de charge qui n'ont pas déposé de soumission, il y avait un (1) fournisseur d'équipements et six (6) firmes qui n'avaient pas de disponibilité à leur carnet de commandes pour réaliser ce contrat selon les exigences et les délais requis aux documents contractuels.

JUSTIFICATION

En vertu des exigences formulées dans les documents d'appel d'offres #5982, la plus basse soumission a été analysée et jugée conforme (voir tableau d'analyse de conformité en pièce jointe n° 2).

Firmes soumissionnaires	Prix (avant taxes)	Taxes (T.P.S & T.V.Q.)	Total (taxes incluses)
Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.)	394 507,50 $	59 077,50 $	453 585,00 $
Construction Urbex inc.	418 290,65 $	62 639,02 $	480 929,67 $
Les excavations Super inc.	466 405,50 $	69 844,22 $	536 249,72 $
Estimation des professionnels ($)	293 307,50 $	43 922,80 $	337 230,30 $
Coût moyen des soumissions reçues (total du coût des soumissions reçues / nombre de soumissions)			490 254,80
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions – la plus basse) / la plus basse x 100)			8,08%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute – la plus basse)			82 664,73
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute – la plus basse) / la plus basse x 100)			18,22%
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme ($) (la plus basse – estimation des professionnels)			116 354,70
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse – estimation des professionnels) / estimation x 100)			34,50%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			27 344,68
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			6,03%

Le coût déposé par le plus bas soumissionnaire est supérieur à l'estimation des professionnels qui était de 337 230,30 $ (incluant les taxes). Cette différence correspond à 116 354,70 $ (34,50%). Le coût moyen des soumissions conformes reçues est de 490 254,80 $, ce qui représente un écart de 8,08% avec la plus basse conforme. La différence

entre la plus haute et la plus basse soumission s'élève à 82 664,73 $, soit de 18,22%.

Les montants des soumissions reçues sont similaires, ce qui confirme que les documents d'appel d'offres ont été compris et analysés par les soumissionnaires avec la même vision.

Les professionnels ont fait mention d'avoir omis certains items ou travaux lors de la réalisation de leur estimation. Puisque la différence entre le plus bas soumissionnaire et l'estimation des professionnels est importante, ceux-ci ont procédé à l'analyse détaillée de l'origine des principaux écarts :

- Les frais généraux, administratifs et profits sont plus élevés d'environ 25 000,00 $ sous-estimé;
- Les accès au chantier très difficiles, causés par les chantiers Turcot et ceux du secteur;
- L'incertitude concernant les travaux d'excavation et de remblais le talus; le volume réel des vides internes ne pourra pas être déterminé avant l'excavation de la brèche.

Les professionnels sont d'avis qu'il est requis d'effectuer les travaux le plus rapidement possible et de façon permanente afin de ne pas aggraver la situation.

L'analyse des soumissions faite démontre que Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent l'octroi du contrat de travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle. (Voir la lettre de recommandation des professionnels n^{o} 3).

Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de celle du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du secrétariat du Conseil du trésor (RENA) ou des personnes déclarées non conformes en vertu du règlement de gestion contractuelle.

Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) ne doit pas obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans le cadre de ce contrat (communiqué 587). En effet, le communiqué 587 dont il est fait mention dans le sommaire décisionnel précise que l'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'AMF dans le cadre de ce mandat, puisque selon le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014), le contrat visé ne comporte pas une dépense égale ou supérieure à 5 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant :

- Un montant de 453 585,00 $, taxes incluses, relatif au contrat du plus bas soumissionnaire;
- Un montant de 90 717,00 $, taxes incluses, soit 20% du montant du contrat pour le budget des contingences. Ce montant est requis afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux;
- Un montant de 43 544,16 $, taxes incluses, pour le budget des incidences (voir le tableau des coûts en pièce jointe n^{o} 4).

Cette dépense est 100% de nature d'agglomération, un virement au montant de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes d'administration (agglomération) est requis. Les travaux seront réalisés à 100% en 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L’entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les exigences relatives à la gestion et l'élimination des déchets de construction/démolition.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de contrat à Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) devra être complété dans les meilleurs délais afin de débuter la réalisation des travaux dès que possible. Cela permettra d'éviter une aggravation de la situation actuelle, notamment par les fortes précipitations futures potentielles et la fonte des neiges au printemps 2019.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 15404 Mandat : 18984-2-001

Octroi du contrat au CG :	• Mars 2019
Réalisation des travaux :	• Avril - Mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Costas LABOS, Service de la gestion et de la planification immobilière
Carl MOISE, Service de l'environnement
Alix OSSE, Service de l'environnement
Nabil HADDADOU, Service de l'environnement

Lecture :

Nabil HADDADOU, 21 novembre 2018
Éric BLAIN, 20 novembre 2018
Alix OSSE, 20 novembre 2018
Costas LABOS, 20 novembre 2018
Carl MOISE, 20 novembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laurie DESNOYERS
gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-6997
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-19

Biagio ZILEMBO
Cadre en reaffectation

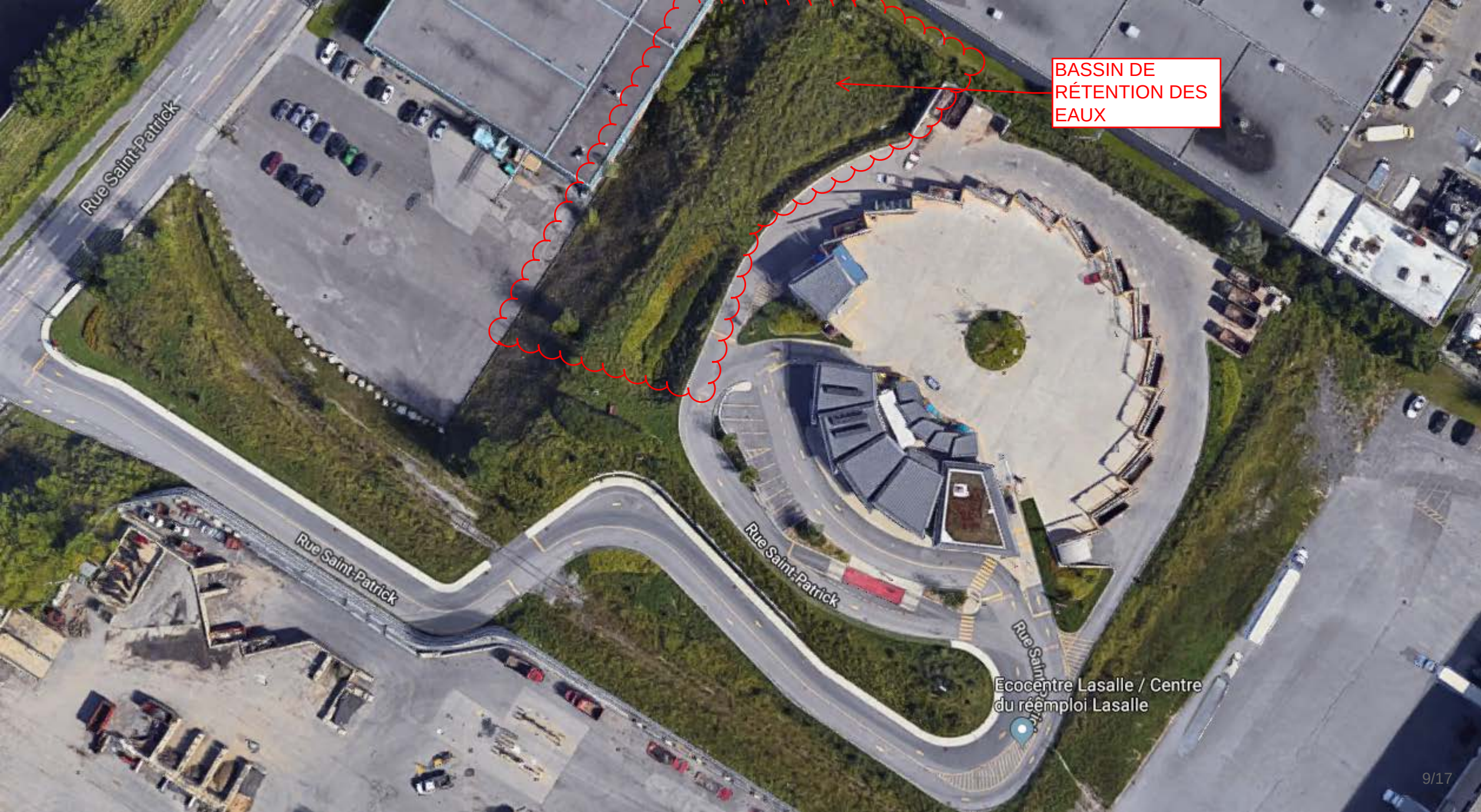
Tél : 514 872-3904
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-02-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-03-01


BASSIN DE RÉTENTION DES EAUX
Rue Saint-Patrick
Rue Saint-Patrick
Rue Saint-Patrick
Rue Saint-Patrick
Ecocentre Lasalle / Centre du réemploi Lasalle

Service de la gestion et de la planification immobilière
Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame est, 3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

PAR COURRIEL

Le 20 février 2019

Monsieur Alain Provost
AMÉNAGEMENT SUD-OUEST (9144-5698 Québec inc.)
320, boulevard Pierre-Boursier
Châteaugay (Québec) J6J4Z2
Courriel : provostalain@hotmail.com

Objet :	**Prorogation de la durée de validité de soumission**
Appel d'offres n°	**5982**
Titre de l'appel d'offres	Étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus – Écocentre LaSalle –arrondissement de LaSalle.

Monsieur,

En lien avec l'appel d'offre ci-haut mentionné et conformément aux :

- Instructions aux soumissionnaires (IAS), notamment l'article 5. et l'addenda 2;

La Ville vous demande de bien vouloir confirmer par écrit que vous acceptez de proroger de 120 jours calendriers additionnels, le délai de 120 jours, et ce, aux mêmes conditions que votre soumission déposée et concernant le projet cité en rubrique. La période de prorogation sera du 15 février 2019 au 15 juin 2019. Dans ce contexte, vous devez obtenir de votre compagnie d'assurance la révision du formulaire 1 – Cautionnement de soumission, et ce, sans frais additionnels pour la Ville et nous la transmettre.

Vous remerciant de l'intérêt que vous témoignez, veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Laurie Desnoyers
Chargée de projets, Division Projets Industriels

c.c.: Biagio Zilembo

• AVENANT •

No. 2

Devant être attaché et faire partie intégrante du cautionnement No. *2221-0223*, émis en faveur de *Ville de Montréal* en tant que "Bénéficiaire", pour *9114-5698 Québec inc. FASLRS Aménagements Sud-Ouest* en tant que "Débiteur principal", par *L'Unique assurances générales inc.*, à titre de "Caution".

Il est par la présente entendu et convenu que *la période de validité du cautionnement de soumission et de la lettre d'engagement est prorogée au 15 juin 2019.*

Les autres termes, conditions et modalités desdits documents demeurent cependant inchangés.

Signé et scellé à *Montréal (Québec)* ce *22 février 2019*.

Témoin
Cassandra Nunez Hausser

L'Unique assurances générales inc.
Lucie Venne, mandataire

Témoin

9114-5698 Québec inc.
FASLRS Aménagements Sud-Ouest

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : 5982
Numéro de référence : 1203852
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9352-1953 Québec inc. 1445 rue Letendre Sherbrooke, QC, J1K 1M2 NEQ : 1172380819	Monsieur Jean-Alexandre Beauchesne Rouleau Téléphone : 819 574-2341 Télécopieur :	**Commande : (1498891)** 2018-10-09 18 h 34 **Transmission :** 2018-10-09 18 h 34	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Madame Geneviève Lacourse Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1498925)** 2018-10-10 7 h 56 **Transmission :** 2018-10-10 7 h 56	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

	Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2 NEQ : 1160680998	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1499015)** 2018-10-10 9 h 21 **Transmission :** 2018-10-10 13 h 06	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Eurovia Québec Construction inc. - Agence Chenail 104, boul. St-Rémi c.p. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1169491884	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur :	**Commande : (1499071)** 2018-10-10 10 h 01 **Transmission :** 2018-10-10 10 h 01	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Gérald Théorêt Inc. 2 Boul. Maple Grove Beauharnois, QC, J6N 1K3 NEQ : 1142185637	Monsieur Jean Théorêt Téléphone : 450 429-7051 Télécopieur : 450 691-1116	**Commande : (1498998)** 2018-10-10 9 h 09 **Transmission :** 2018-10-10 13 h 05	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1 NEQ : 1145668878	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1499631)** 2018-10-11 10 h 32 **Transmission :** 2018-10-11 10 h 59	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Télécopie 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Télécopie 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Membranes F R inc. 33 St-Jean-Baptiste Chartierville, QC, J0B 1K0 NEQ : 1142415448	Monsieur Jack Hladin Téléphone : 819 656-9245 Télécopieur : 819 656-9248	**Commande : (1500734)** 2018-10-15 11 h 40 **Transmission :** 2018-10-15 11 h 40	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-15 11 h 40 - Téléchargement 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-15 11 h 40 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Naxo 1983, Boul. Lionel-Bertrand Boisbriand, QC, J7H 1N8 NEQ : 1166494014	Monsieur Patrice Lacelle Téléphone : 450 818-9714 Télécopieur : 450 818-9715	**Commande : (1500308)** 2018-10-12 15 h 03 **Transmission :** 2018-10-12 15 h 09	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 15 h 03 - Téléchargement 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 15 h 03 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	P.N.G. Projets d'aménagements Inc 200 rue Cormier Sorel-Tracy, QC, J3R 1V2 NEQ : 1144475226	Monsieur Nicolas Guertin Téléphone : 450 742-7888 Télécopieur : 514 508-0908	**Commande : (1499913)** 2018-10-11 16 h 08 **Transmission :** 2018-10-11 16 h 26	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1498939)** 2018-10-10 8 h 18 **Transmission :** 2018-10-10 10 h 12	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 47 - Télécopie 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 54 - Télécopie 3014294 - Addenda 2 (bordereau) 2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1498969)** 2018-10-10 8 h 48 **Transmission :** 2018-10-10 8 h 48	3011551 - Addenda 1 (devis) 2018-10-12 9 h 46 - Courriel 3011552 - Addenda 1 (bordereau) 2018-10-12 9 h 46 - Téléchargement 3014293 - Addenda 2 (devis) 2018-10-18 16 h 53 - Courriel 3014294 - Addenda 2 (bordereau)

				2018-10-18 16 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval 414, avenue Ste-Brigitte Sainte-Brigitte-de-Laval, QC, G0A3K0 http://www.sbdl.net NEQ :	Madame Maude Simard Téléphone : 418 825-2515 Télécopieur : 418 825-3114	**Commande : (1499294)** 2018-10-10 14 h 13 **Transmission :** 2018-10-10 14 h 13	Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185895003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division de protection d'actifs et d'aménagement
Objet :	Accorder un contrat à la firme Aménagement Sud-Ouest (9114-5698 Québec inc.) pour les travaux d'étanchéisation du bassin de rétention des eaux pluviales et stabilisation du talus sur le site de l'écocentre LaSalle, (2599), arrondissement de LaSalle au montant de 453 585,00 $, taxes incluses. Autoriser une dépense totale de 587 846,16 $, taxes incluses, comprenant les contingences et incidences - Appel d'offres public (5982) - (3 soumissionnaires). / Autoriser un virement de 536 783$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence d'agglomération vers le Service de la gestion et de la planification immobilière.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1185895003 - Écocentre LaSalle-22JAN2019-MAJ12032019.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

Co-auteure :
Diane Nguyen
Conseillère budgétaire - Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier
514-872-0549

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-14

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1197231022

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à 4042077 Canada inc. (De Sousa) pour divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure. Dépense totale de 703 729,75$, taxes incluses (contrat: 537 156,30 $ + contingences : 80 573,45 $ + incidences: 86 000$) . Appel d'offres public 214735 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 623 156,30 $, taxes incluses, pour divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder à 4042077 Canada inc.(De Sousa), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 537 156,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 214735 ;

3. d'autoriser une dépense de 80 573,45 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-05 13:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231022**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Voie de circulation artérielle - autoroute Bonaventure, phase 1
Projet :	Autoroute Bonaventure
Objet :	Accorder un contrat à 4042077 Canada inc. (De Sousa) pour divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure. Dépense totale de 703 729,75$, taxes incluses (contrat: 537 156,30 $ + contingences : 80 573,45 $ + incidences: 86 000$) . Appel d'offres public 214735 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Nature du projet
Le tronçon de l'autoroute Bonaventure situé entre le milieu du canal de Lachine et la rue Notre-Dame, où les voies rapides prenaient fin appartenait à la Ville de Montréal jusqu'à sa démolition en 2016. En effet, plutôt que d'investir pour prolonger la vie utile de cette structure sur pilotis construite en 1966, la Ville a choisi de la remplacer par un boulevard urbain au niveau du sol. Cette opération d'envergure, qui constitue le cœur du Projet Bonaventure, a permis de renouveler l'entrée majeure du centre-ville et de retisser les liens entre les secteurs lui étant adjacents.

Historique et état d'avancement du projet - Réalisation des travaux

Les principaux travaux relatifs à la mise en œuvre du projet Bonaventure ont débuté à l'automne 2011. De façon générale, le chantier a été divisé en trois grandes étapes portant respectivement sur :

1. le remplacement de la majorité des infrastructures souterraines du secteur de même que l'ajout d'un égout sanitaire dans certains tronçons de rues ;

2. la réalisation des travaux associés à la construction du nouveau boulevard urbain et à la destruction conséquente de l'autoroute sur pilotis ;

3. le réaménagement des rues est-ouest du secteur d'intervention de même que

l’aménagement en lieux publics des îlots dégagés par la démolition de l'autoroute.

La **première étape** qui consiste au remplacement des infrastructures a été complétée en décembre 2014.

Les travaux de la **seconde étape** qui consiste au parachèvement des rampes de début et de fin d'autoroute ont été finalisés en décembre 2016.

Finalement, la **troisième étape** qui consiste, quant à elle, à l'aménagement des lieux publics a été complétée à temps pour l’inauguration du projet en septembre 2017.

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0505 – 4 avril 2018 - résilier le contrat accordé à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) (CE17 0871) relatif à la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'égout et de voirie, dans la cour de voirie située entre les rues de Nazareth et de La Commune Ouest, accordé à la suite de l’appel d’offres public 214724 et de ratifier la lettre envoyée à l’entrepreneur à cet effet.
CE17 1204 - 2 août 2017 - Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc.(Licence RBQ # 1211-9046-37), pour le montage d'une structure d'acier visant l'installation de l'oeuvre d'art public «Source» de Jaume Plensa, dans le cadre du projet Bonaventure – Dépense totale de 152 868,46 $, taxes incluses. Appel d'offres public 214727 - 2 soumissionnaires

CG17 0276 - 15 juin 2017 - Accorder un contrat à Neolect Inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'alimentation électrique des lampadaires le long des rampes Duke et de Nazareth, entre les rues Wellington et de la Commune. Dépense totale maximale de 337 476,52 $, taxes incluses (travaux et contingences : 311 607,14 $ + incidences 25 869,38 $). Appel d'offres public 214725 - 1 seul soumissionnaire.

CG17 0270 - 15 juin 2017 - Accorder un contrat à Électricité Grimard inc. pour l'implantation de la deuxième et dernière phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure - Dépense totale de 4 147 295,85 $, taxes incluses - Appel d'offres public 214722 (1 soum.)

CE17 0993 - 7 juin 2017 - Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d’aqueduc et de voirie sur la rue Nazareth entre la rue Saint-Jacques et la rue Notre-Dame. Dépense totale de 496 500,00 $, taxes incluses (travaux: 440 000,00 $ + contingences : 44 000,00 $ + incidences : 12 500,00 $). Appel d'offres public 214726 - 5 soumissionnaires conformes.

CE17 0871 - 31 mai 2017 - Accorder un contrat à 9052-1170 Quebec Inc. (Le Groupe Vespo) pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'égout et de voirie dans la cour de voirie situé entre les rues de Nazareth et de La Commune Ouest. Dépense totale de 490 236,36 $, taxes incluses (travaux: 415 454,55 $ + contingences : 41 545,45 $ + incidences : 33 236,36 $). Appel d'offres public 214724 - 5 soumissionnaires conformes.

CE17 0430 - 22 mars 2017 - Accorder un contrat à IGF Axiom inc., pour la fourniture de services en matière de gestion de la santé et de la sécurité au travail - Projet Bonaventure - Dépense totale de 325 379,25 $, taxes incluses.

CG17 0018 - 26 janvier 2017 - Accorder un contrat à Excavation Loiselle Inc. pour la

réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'aménagement de surface et d'infrastructures souterraines, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et de réaménagement des rues Ottawa, William, Notre-Dame et Wellington, entre les rues Duke et de Nazareth. Dépense totale maximale de 15 078 846,35 $, taxes incluses.

CG16 0708 - 22 décembre 2016 - Accorder un contrat à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux d'aménagement de surface de la rue Duke, entre les rues Wellington et Brennan, ainsi que des abords de l'aire d'exercice canin. Dépense totale de 2 746 999,38 $, taxes incluses.

CG16 0610 - 24 novembre 2016 - Accorder un contrat à Excavations Loiselle inc. pour la réalisation, dans le cadre du projet Bonaventure, de travaux de réhabilitation des sols des îlots centraux, entre les rues Duke et de Nazareth, de la rue Saint-Jacques à la rue Brennan et le raccordement d'un égout sanitaire à l'ancienne chute à neige Wellington. Dépense totale de 6 674 854,41$, taxes incluses.

CG16 0526 - 29 septembre 2016 - Accorder un contrat à Électricité Grimard inc. pour l'implantation de la première phase du système de transport intelligent dans le cadre du projet Bonaventure, pour une somme maximale de 1 818 634,09 $, taxes incluses.

CG15 0465 - 20 août 2015 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la construction de la chute à neige Riverside, l'enlèvement du cintrage existant dans l'intercepteur sud et le réaménagement de surface afférent - Projet Bonaventure - Dépense totale de 2 273 000,00 $, taxes incluses.

CG15 0458 - 20 août 2015 - Accorder à Lumca inc. plus bas soumissionnaire conforme, un contrat d'une durée de 36 mois pour la fourniture des lampadaires requis pour assurer l'éclairage des rues et des trottoirs des rues Duke, de Nazareth et des rues transversales - Projet Bonaventure - Dépense totale de 916 324,84 $, taxes incluses.

CG15 0484 - 20 août 2015 - Approuver un protocole d'entente de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) quant au réaménagement de certaines entrées et sorties de l'autoroute Ville-Marie, dans le cadre du Projet Bonaventure

CG15 0413 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour le réaménagement définitif de la rue Duke, entre les rues Wellington et Saint-Jacques, de la rue Notre-Dame, entre les rues de Nazareth et Duke ainsi que de l'entrée et de la sortie de l'autoroute Ville-Marie - Projet Bonaventure - Lots 5A-5C-5D-5E-5H-5J-22-24-25-30C-34A - Dépense totale de 19 114 603,56 $, taxes incluses.

CG15 0395 - 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 875 841,75 $, taxes incluses, pour la prolongation d'une année du contrat intervenu avec Les Consultants S.M. inc. (CG14 0088) pour la réalisation d'activités liées principalement à l'élaboration des plans et devis d'ingénierie et à l'assistance technique relatives aux travaux prévus de 2015 à 2017, dans le cadre du Projet Bonaventure, majorant ainsi le montant total du contrat de 3 569 259,54 $ à 4 445 101,29 $, taxes incluses.

CG15 0267 - 30 avril 2015 - Accorder un contrat à Béton Bolduc inc. pour la fourniture des pavés et dalles de bétons requis pour la réalisation des travaux de trottoirs des rues Duke, de Nazareth et des rues transversales - Projet Bonaventure - Dépense totale de 1 012 646,34 $, taxes incluses.

CG15 0090 - 26 février 2015 - Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour la construction des futures rampes du boulevard urbain, la démolition de la structure actuelle et la réalisation des travaux connexes dans les rues Duke et de Nazareth, entre les rues de

la Commune et William - Projet Bonaventure - Lots 8, 8A, 26A, 27 et 29 - Dépense totale de 24 218 587,47 $, taxes incluses.

CG15 0023 - 29 janvier 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la reconstruction d'infrastructures souterraines et réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de structures et pour les travaux d'éclairage et de feux de signalisation dans les rues de Nazareth et Notre-Dame - Lots 6A, 6D, 6E, 6F, 6G, 20D, 23 et 30A - Projet Bonaventure, dans les arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 10 443 514,69 $, taxes incluses.

CE14 1963 - 17 décembre 2014 - Confirmer, dans le cadre du Projet Bonaventure, l'aménagement de nouveaux lieux publics permanents dans le quadrilatère formé des rues Wellington, de Nazareth, Saint-Paul et Duke / Prendre connaissance du concept d'aménagement élaboré pour l'ensemble des lieux publics prévus dans le cadre du projet.

CE14 1900 – 10 décembre 2014 - Autoriser le lancement d'appels d'offres publics visant l'acquisition des différents éléments de mobilier urbain requis dans le cadre de la réalisation du Projet Bonaventure.

CE14 1538 - 15 octobre 2014 - Autoriser le lancement d'appels d'offres publics pour la réalisation des travaux qui débuteront en 2015 dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE14 1537 - 15 octobre 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels visant la surveillance et l'assistance technique en ingénierie requises pour les travaux qui débuteront en 2015, dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE14 1318 - 27 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public visant à permettre l'acquisition des équipements d'éclairage de rue requis dans le cadre de la réalisation du Projet Bonaventure.

CE14 1032 - 25 juin 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public de services professionnels pour la réalisation d'interventions archéologiques requises en 2014 dans le secteur délimité par les rues Brennan, de la Commune et de Nazareth - Projet Bonaventure - Arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest / Approuver les critères de sélection et leur pondération qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

CG14 0205 - 1er mai 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville Inc., pour la reconstruction de conduites d'égout unitaire (combiné) et de conduites d'eau secondaires, pour la construction de conduites d'égout sanitaires, pour le réaménagement géométrique incluant des travaux de reconstruction de trottoirs, de fourniture et de pose de bordures et de pavés et pour des travaux d'éclairage et de feux de signalisation, dans les rues Ottawa, de Nazareth et Wellington - Lots 1B, 6D, 15, 19 et 21 - Projet Bonaventure. Arrondissements : Ville-Marie et Le Sud-Ouest. Dépense totale de 14 457 641,57 $, taxes incluses (contrat : 12 960 000,00 $ + incidences : 1 497 641,57 $).

CE13 1382 - 11 septembre 2013 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des services professionnels visant la livraison des plans et devis d'ingénierie requis relatifs aux travaux prévus en 2014 et 2015 dans le cadre du Projet Bonaventure.

CE12 1994 - 5 décembre 2012 - Approuver diverses modifications au scénario de référence du Projet Bonaventure, notamment quant aux trajets des autobus métropolitains. Mandater le Bureau de projet mixte Bonaventure (BPMB) et la Direction des transports afin de poursuivre, sur la base de ce scénario de référence révisé, le travail relatif au volet « gestion des déplacements » du Projet Bonaventure.

CG11 0320 - 28 septembre 2011 - Accorder un contrat à Les Constructions et Pavage

Jeskar inc. pour des travaux d'élargissement des rues Duke et de Nazareth, de la rue Wellington à la rue Saint-Paul. Dépense totale de 2 686 783,92 $, taxes incluses.

CE11 0893 - 15 juin 2011 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la réalisation de trois lots de travaux relatifs à l'aménagement de voies temporaires dans une partie des rues Dalhousie, de Nazareth et Duke, et ce, dans le cadre du Projet Bonaventure.

DESCRIPTION

Dans le cadre du projet Bonaventure, le phasage du maintien de la circulation et l'échéancier ne permettaient pas de compléter en pavage permanent certains tronçons de chaussée. Ces travaux sont nécessaires pour s'assurer que les travaux de pavage de la chaussée sur l'ensemble du projet Bonaventure soient effectués en pavage permanent et conformément aux normes de la Ville de Montréal.
Des travaux de planage et pavage sont donc nécessaires :

- Dans l'entrée du tunnel Ville-Marie par le boulevard Robert-Bourassa Nord et sur une partie de la chaussée avant l'entrée du tunnel (SECTEUR B) ;
- Sur une section de la sortie Robert-Bourassa Sud du Tunnel Ville-Marie (SECTEUR C) ;
- Dans l'intersection des rues William et Robert-Bourassa Nord (SECTEUR D) ;
- Dans la rue William, entre les rues Robert-Bourassa Nord à un point à l'ouest de la rue Prince (SECTEUR D) ;
- Dans l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Sud et Ottawa (SECTEUR E) ;
- Dans l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Nord et Wellington (SECTEUR F).

Les plans de localisation et les plans des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 80 573,45 $, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat étant donné les risques liés à la quantité des infrastructures souterraines présentes dans le secteur ainsi que le haut niveau de circulation.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de reproduction de plans, de matériel informatique ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse

soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

L'estimation de soumission a été établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la période d'appel d'offres par une firme externe. Cette estimation a été basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

Suite à l'analyse des professionnels de la firme TetraTech, l'écart entre l'estimation et le prix du plus bas soumissionnaire conforme de 37,8 % est attribuable aux éléments suivants :

- Forte hausse du prix du bitume à l'automne 2018 comparativement aux prix du bitume des phases précédentes du projet Bonaventure (25 %) ;
- Complexité du maintien de la circulation lors des travaux, particulièrement lors des travaux dans l'emprise du MTQ (12,8 %).

Cet écart est également attribuable à la période de soumission moins favorable à l'obtention du meilleur prix possible ainsi qu'aux travaux qui doivent être réalisés de fin de semaine ou de nuit seulement pour réduire les impacts sur la circulation.

Le SUM, à titre de requérant pour le Projet Bonaventure, appuie la démarche du SIRR quant aux travaux en lien avec le présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 703 729,75 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 537 156,30 $, des contingences de 80 573,45 $ et des incidences de 86 000 $.
Cette dépense, entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 642 599,06 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt suivant:

- RCG 11-018 pour un montant de 642 599,06$,

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ensemble des lots en lien avec les travaux du projet Bonaventure aura notamment permis :

- la démolition d'une structure autoroutière sur pilotis qui nuisait au redéveloppement et au retissage des secteurs lui étant adjacents ;
- la transformation en lieux publics de plus de 25 000 m2 de terrain dédié à une infrastructure autoroutière urbaine ;
- l'aménagement de larges trottoirs plantés qui contribuent à augmenter le niveau de confort des piétons circulant dans le secteur ;
- la plantation d'un nombre important d'arbres d'alignement dans des fosses drainées de grande dimension.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adjudicataire recommandé a accepté de maintenir son offre qui venait à échéance le 16 janvier 2019 pour une période supplémentaire de 74 jours, soit jusqu'au 31 mars 2019. Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 31 mars 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, il pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Aurélie OLIVIER, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Pierre SAINTE-MARIE, 1er mars 2019
Aurélie OLIVIER, 27 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-02-27

François HUBERT
Ingénieur chargé de projets

Tél : 514 872-4371
Télécop. :

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-03-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-03-05

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 214735 — No du GDD : 1197231022

Titre de l'appel d'offres : Divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2018 et 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 8 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 18 - 9 - 2018

Ouverture faite le : 18 - 9 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 1 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
30 - 8 - 2018	Modifications au bordereau de soumission	Nul

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 60

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 16 - 1 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 74 jrs — Date d'échéance révisée : 31 - 3 - 2019

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.	537 156.30
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.	609 256.89
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 380 527.82

Estimation	**externe**	389 826.46

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **37.8%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **13.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMF		x	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : DE SOUSA - 4042077 CANADA INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 537 156.30

Montant des contingences ($) : 80 573.45

Montant des incidences ($) : 86 000.00

Date prévue de début des travaux : 1 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 28 - 6 - 2019

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division des Grands Projets
303, rue Notre-Dame Est, SS-1,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

PROJET BONAVENTURE

DIVERS TRAVAUX DE PAVAGE - BOULEVARD ROBERT-BOURASSA ENTRE WELLINGTON ET NOTRE-DAME ET BRETELLE D'ENTRÉE DU TUNNEL VILLE-MARIE

Soumission 214735

ARRONDISSEMENTS : VILLE-MARIE ET LE SUD-OUEST

TRAVAUX PAVAGE 2018-2019

DANS LE CADRE DU PROJET

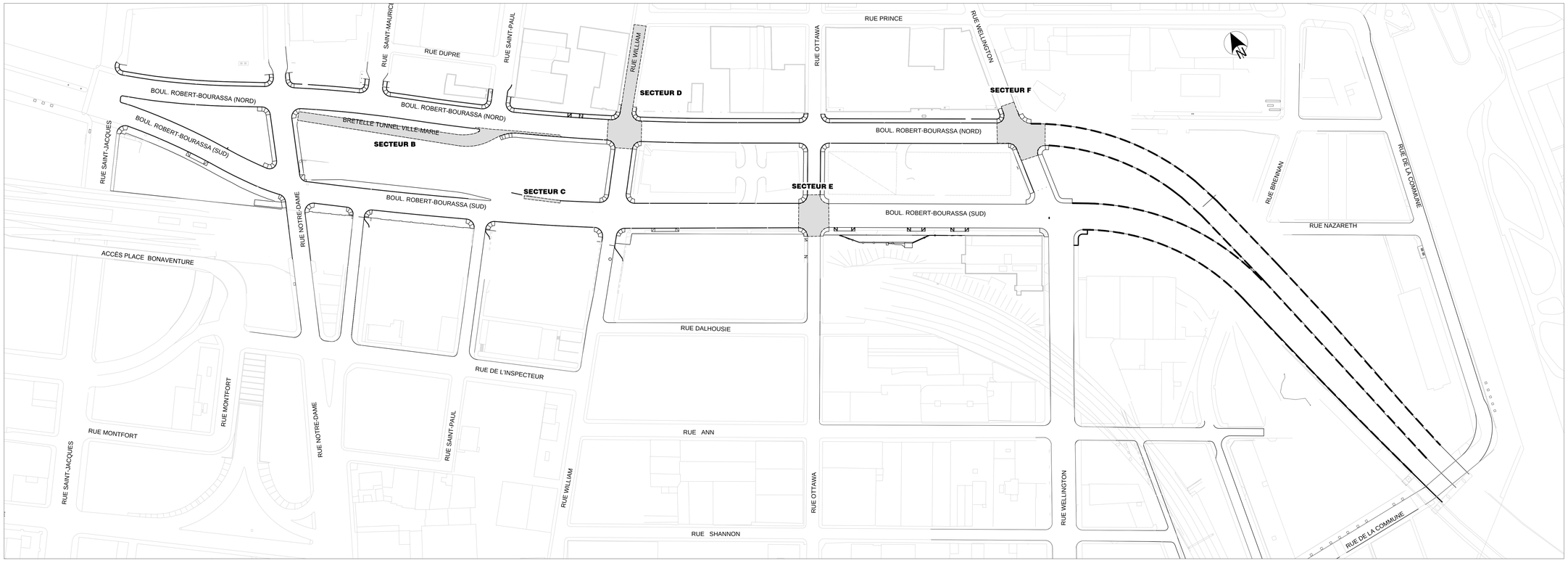
BONAVENTURE

Table des matières

INFRASTRUCTURE

Feuillet	Zone des travaux	Description des travaux	Numéro du plan
01	DIVERS SECTEUR DANS LE CADRE DU PROJET BONAVENTURE	PAGE FRONTISPICE	30554TTB-C001
02	BRETELLE TUNNEL VILLE-MARIE SECTEUR B	VOIRIE	30554TTB-C002
03	BRETELLE TUNNEL VILLE-MARIE SECTEUR B	NIVELLEMENT	30554TTB-C003
04	INTERSECTIONS ROBERT-BOURASSA/OTTAWA ET ROBERT-BOURASSA/WELLIGNTON SECTEUR E ET F	VOIRIE ET NIVELLEMENT	30554TTB-C004
05	RUE WILLIAM ET L'INTERSECTION AVEC LE BOUL. ROBERT-BOURASSSA SECTEUR D	VOIRIE ET NIVELLEMENT	30554TTB-C005
06	BOUL. ROBERT-BOURASSA SORTIE DU TUNNEL VILLE-MARIE SECTEUR C	VOIRIE ET NIVELLEMENT	30554TTB-C006

PLAN DE LOCALISATION



EXISTANT	PROPOSÉ	
		= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
		= ARBRE CONIFÈRE
		= ARBRE FEUILLU
Q BV	Q INV	= BOÎTE DE VANNE
		= BORNE-FONTAINE
Q BC		= BOUCHE À CLÉ
		= CABINE TÉLÉPHONIQUE
Q ES		= ENTRÉE DE SERVICE
		= ESCALIER
		= FEU CIRCULATION DOUBLE
		= FEU CIRCULATION SIMPLE
		= HAUBAN
		= INTERFACE BELL
		= LAMPADAIRE DOUBLE
		= LAMPADAIRE SIMPLE
		= POTEAU ÉLECTRIQUE
		= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
		= PUISARD DE RUE
		= PUISARD DE TROTTOIR
		= REGARD AQUEDUC
		= POTEAU DE SIGNALISATION
		= POTENCE
		= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
		= REGARD BELL
		= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
		= REGARD ÉGOUT
		= REGARD GAZ
		= REGARD HYDRO-QUÉBEC
		= PETIT REGARD HQ
		= REGARD INTERCEPTEUR
Q GAC	Q GAC	= VANNE DE GICLEUR
Q VBF	Q VBF	= VANNE BORNE-FONTAINE
		= CLÔTURE
		= HAIE
		= LIMITE CADASTRALE
		= MURET
		= TALUS
		= BATIMENT
		= LIMITE DES TRAVAUX
		= CONDUIT(S) AQUEDUC
		= CONDUIT(S) DE GAZ
		= MASSIF(S) ÉLECTRIQUE(S) CSEM
		= MASSIF BELL
		= ÉGOUT COMBINÉ
		= DRAIN(S) DE FONDATION
		= ÉGOUT SANITAIRE

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés à construire (MV-260-b)

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE ..... cadre à changer
COUV ..... couvercle à changer
AJUST À NIV ..... ajustable à niveler
AJUST À CHG ..... ajustable à changer

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
TÊTE ..... tête à changer
GRILLE ..... grille à changer
AJUST À NIV ..... ajustable à niveler

Rayon de trottoir proposé R.:X.Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau ×0.000
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau ×P.H. 0.000
Élévation pavage proposé ×+000
Ensemencement hydraulique
Haut de bordure de trottoir proposé H B ×0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant ×D.T. 0.000
Élévation existante ×
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

Note(s) :
1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT,
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 63KM065
RUE BRENNAN ET RUE DUKE
ALTITUDE: 14,399m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Légende - Référence

UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)

INFO-EXCAVATION:
BELL: SYLVAIN RACICOT BUR: 514-870-1237
C.S.E.M: BENOIT CLOUTIER BUR: 514-868-3686
GAZ MÉTRO: PIERRE LEFEBVRE BUR: 514-356-8740
HYDRO-QUEBEC: ALAIN BARABÉ BUR: 514-234-7601
S.T.M: CHANTAL FORTIER BUR: 514-280-5135
VIDÉOTRON:
CIRCULATION:
(BOUCLE DE DÉTECTION): GUY MOISAN BUR: 514-872-3987
(MARQ.+SIGN.+ÉCR.): ALAIN MIVILLE-DESCHENES BUR: 514-872-6594

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE

PLAN(S) DE LA GÉOMATIQUE:
PLAN(S) ET PROFIL(S):
PLAN(S) ÉGOUT(S):
PLAN(S) AQUEDUC(S):

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S)

Plan repère



Émission(s) / Révision(s)

RÉV.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
00	27/08/2018	ÉMISSION POUR SOUMISSION	A.G.	S.R.

Étude(s) hydraulique(s)

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude :
Étude :
DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude :
DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude :

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division des Grands Projets
303, rue Notre-Dame Est, SS-1,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

TETRA TECH
1205, rue Ampère, bureau 310, Boucherville (Québec) J4B 7M6
Téléphone : 450 655-8410 Télécopieur : 450 655-7640
Télécopieur : 450 655-7121

Intervenants

Relevé Terrain : VILLE DE MONTRÉAL
Dessiné par : ALEXANDRE GAUTHIER
Vérifié par : X
Responsable du projet (ville de Montréal) : FRANÇOIS HUBERT, ING.
Responsable du projet (consultant) : SYLVAIN RIOUX, ING.
Égout Aqueduc(s)

PLAN DE SOUMISSION

Ingénieur(e) :
SYLVAIN RIOUX, ING.
Sceau de l'ingénieur(e) :
Date: 06-27
Original signé le :

N° de soumission : 214735

LOCALISATION :
DIVERS SECTEUR
DANS LE CADRE DU PROJET
BONAVENTURE

ARRONDISSEMENT(S): VILLE-MARIE ET LE SUD-OUEST

TITRE DU PLAN :
PAGE FRONTISPICE

NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES
TRAVAUX VOIRIE ET AMÉNAGEMENT

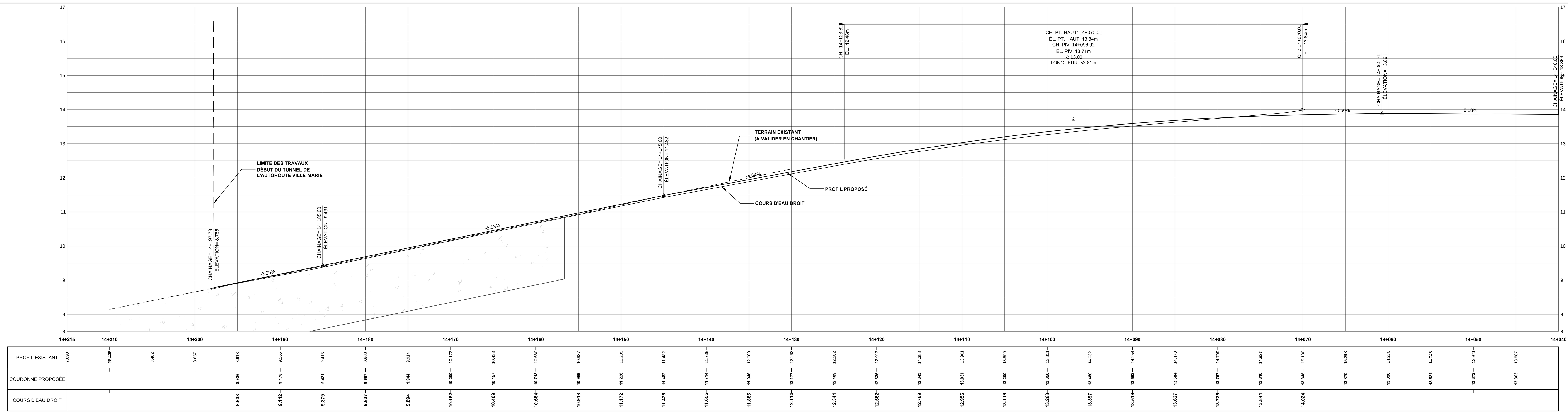
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : NON À L'ÉCHELLE
VERT.: 1:50

Plan no :	Feuillet :	Révision :
30554TTB-C001	01	00

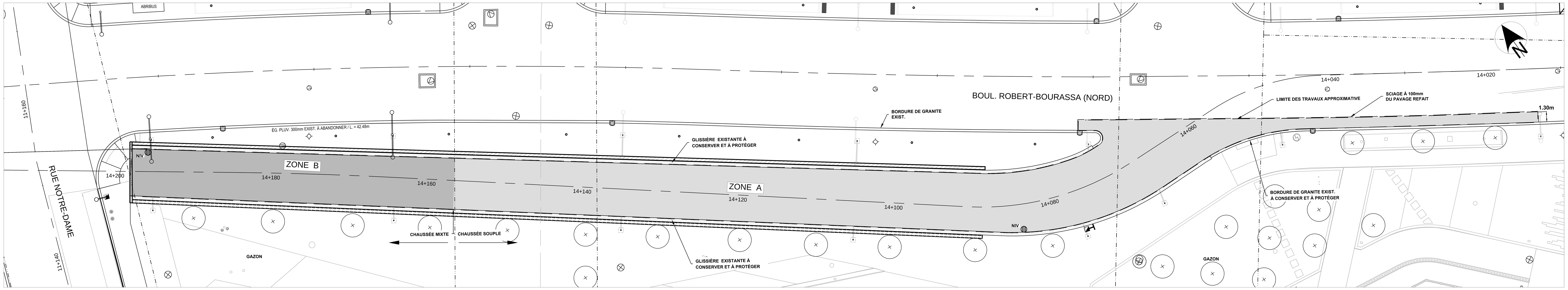
P:\30554TTB\DESIGN\CIV-INFRA\EGOUT ET AQUEDUC\30554TTB-C001.dwg

12/04



PROFIL COURS D'EAU DROIT - BRETELLE DU BOUL ROBERT-BOURASSA

ÉCHELLE V=1:200 H=1:50

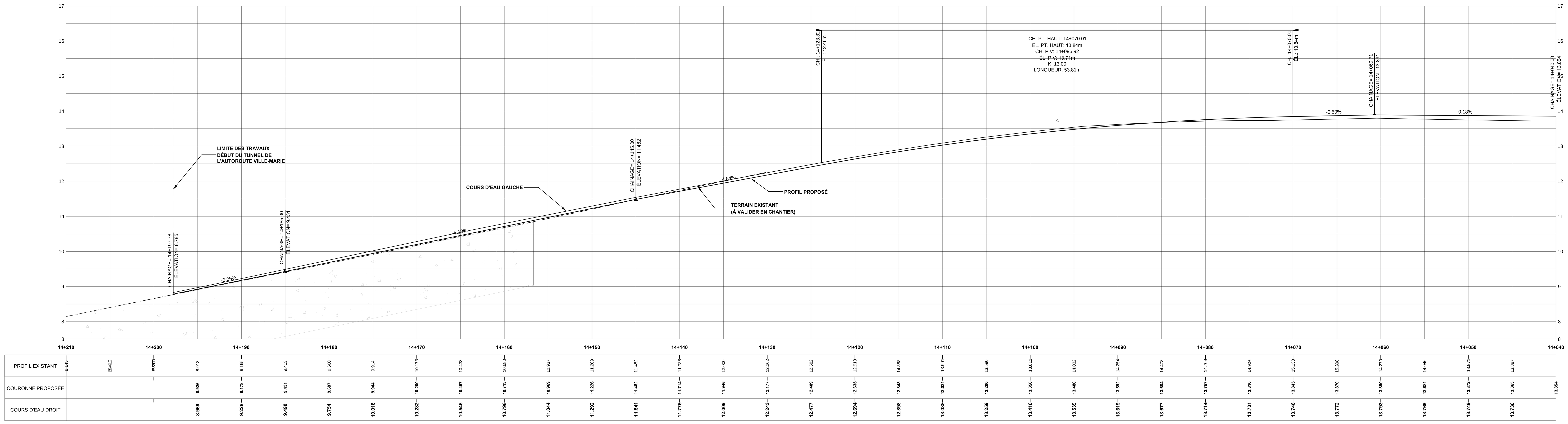


VUE EN PLAN DU PAVAGE PROPOSÉ - BRETELLE DU BOUL ROBERT-BOURASSA

ÉCHELLE V=1:200

CHAUSSÉE SOUPLE PROPOSÉE

CHAUSSÉE MIXTE PROPOSÉE



PROFIL COURS D'EAU GAUCHE - BRETELLE DU BOUL ROBERT-BOURASSA

ÉCHELLE V=1:200 H=1:50

Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 63KM065

RUE BRENNAN ET RUE DUKE

ALTITUDE: 14,399m

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Légende - Référence

UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)

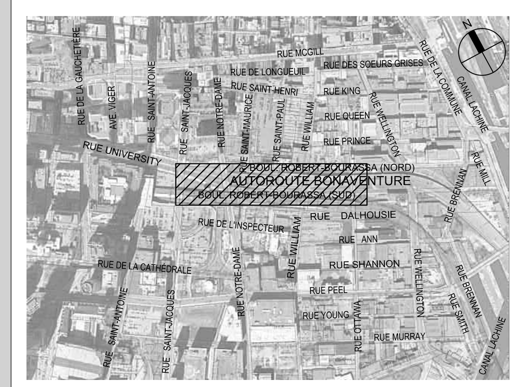
INFO-EXCAVATION:
BELL: SYLVAIN RACICOT BUR: 514-870-1237
C.S.E.M: BENOIT CLOUTIER BUR: 514-868-3686
GAZ MÉTRO: PIERRE LEFEBVRE BUR: 514-356-8740
HYDRO-QUÉBEC: ALAIN BARABÉ BUR: 514-234-7601
S.T.M: CHANTAL FORTIER BUR: 514-280-5135
VIDÉOTRON:
CIRCULATION:
(BOUCLE DE DÉTECTION): GUY MOISAN BUR: 514-872-3987
(MARQ.+SIGN.+ÉCR.): ALAIN MIVILLE-DESCHENES BUR: 514-872-6594

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE

PLAN(S) DE LA GÉOMATIQUE:
PLAN(S) ET PROFIL(S):
PLAN(S) ÉGOUT(S):
PLAN(S) AQUEDUC(S):

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S)

Plan repère



Émission(s) / Révision(s)

RÉV.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
00	27/08/2018	ÉMISSION POUR SOUMISSION	A.G.	S.R.

Étude(s) hydraulique(s)

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude :
Étude :

DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude :

DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude :

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division des Grands Projets
303, rue Notre-Dame Est, 5S-1,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

TETRA TECH

Intervenants

Relevé Terrain : VILLE DE MONTRÉAL
Dessiné par : ALEXANDRE GAUTHIER
Vérifié par : X
Responsable du projet (ville de Montréal) : FRANÇOIS HUBERT, ING.
Responsable du projet (consultant) : SYLVAIN RIOUX, ING.

PLAN DE SOUMISSION

Ingénieur(e) :

Sceau de l'ingénieur(e) :

SYLVAIN RIOUX, ING.

Original signé le :

N° de soumission : 214735

LOCALISATION : SECTEUR B BRETELLE TUNNEL VILLE-MARIE

ARRONDISSEMENT(S) : VILLE-MARIE ET LE SUD-OUEST

TITRE DU PLAN : NIVELLEMENT

NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX DE VOIRIE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : HOR.: 1:200 VERT.: 1:50

Plan no :	Feuillet :	Révision :
30554TTB-C003	03	00

Légende

EXISTANT / PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTIRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= BOUCHE À CLÉ
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= ESCALIER
= FEU CIRCULATION DOUBLE

= FEU CIRCULATION SIMPLE
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD AQUEDUC

= POTEAU DE SIGNALISATION
= POTENCE

= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE CICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

= CLÔTURE
= HAIE
= LIMITE CADASTRALE
= MURET
= TALUS
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) ÉLECTRIQUE(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés à construire (MV-260-b)

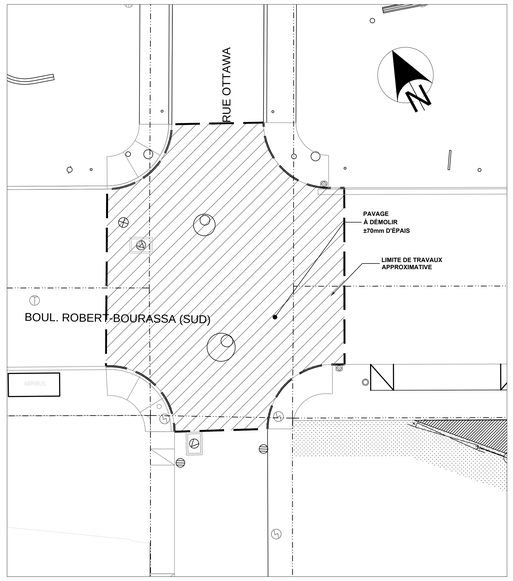
Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP .... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE .... cadre à changer
COUV .... couvercle à changer
AJUST À NIV .... ajustable à niveler
AJUST À CHG .... ajustable à changer

Puisard
T + C .... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G .... tête et grille à changer
T + G + REP .... tête et grille à changer (+ réparation)
TÊTE .... tête à changer
GRILLE .... grille à changer
AJUST À NIV .... ajustable à niveler

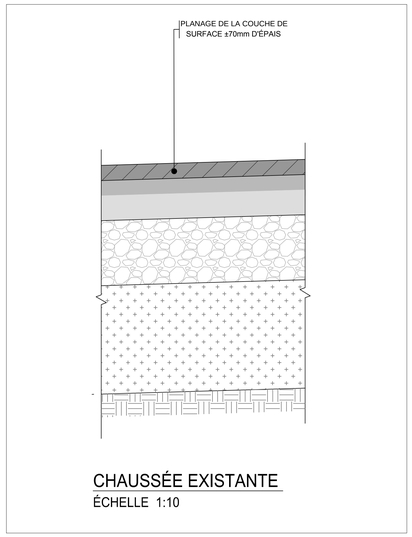
Rayon de trottoir proposé
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau
Élevation pavage proposé
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé
Dos de trottoir proposé
Raccordement à l'existant
Élevation existante
Vestige archéologique à conserver et à protéger

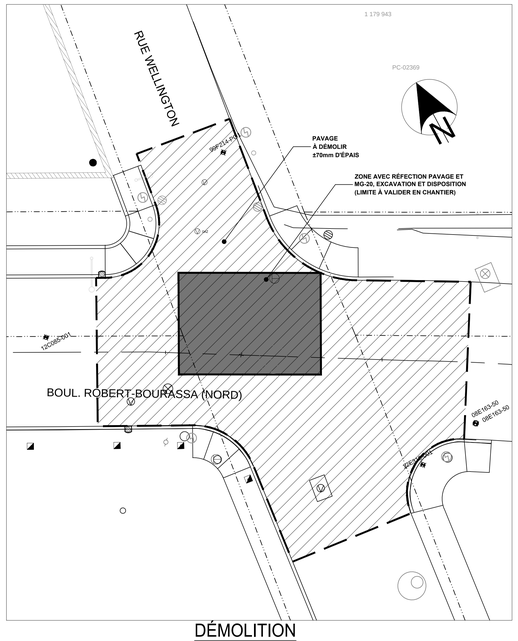
P:\30554TT\DESSIN\CIV-INFRA\EGOUT ET AQUEDUC\30554TTB-C002-007.dwg



DÉMOLITION
ÉCHELLE 1:200



CHAUSSÉE EXISTANTE
ÉCHELLE 1:10



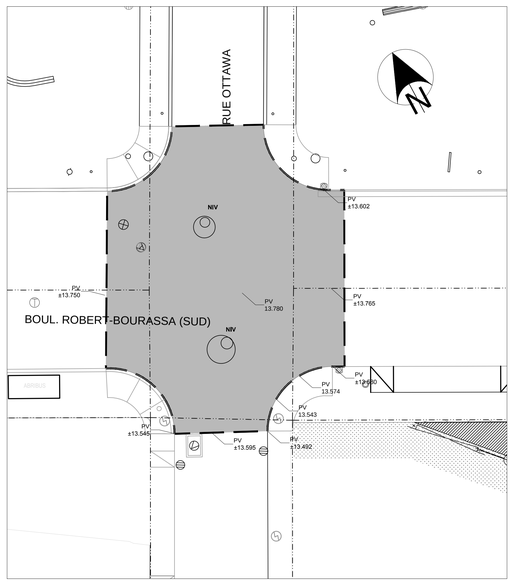
DÉMOLITION
ÉCHELLE 1:200

SECTEUR E

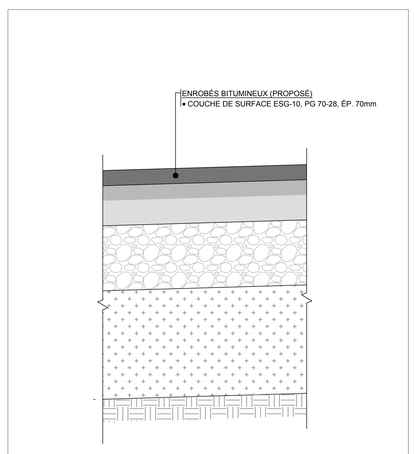
EXISTANT

PROPOSÉ

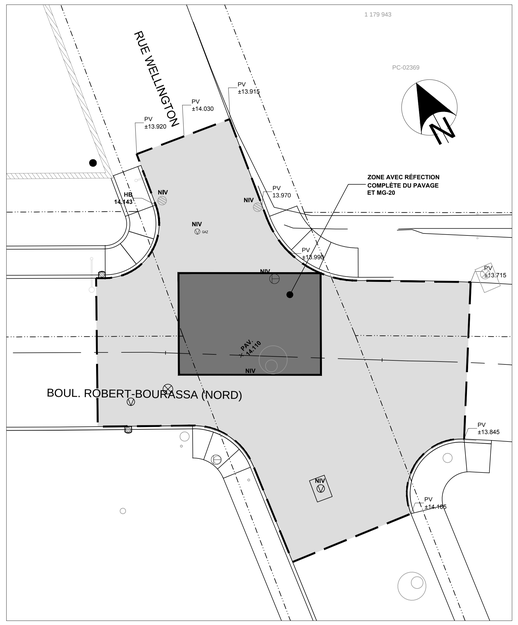
SECTEUR F



NIVELLEMENT - PROPOSÉ
ÉCHELLE 1:200



CHAUSSÉE PROPOSÉE
ÉCHELLE 1:10



NIVELLEMENT - PROPOSÉ
ÉCHELLE 1:200

PAVAGE TEMPORAIRE À ENLEVER

PAVAGE PROPOSÉ

PV 13.421 ÉLÉVATION DU PAVAGE PROPOSÉ

EXISTANT PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= BOUCHE À CLÉ
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= ESCALIER
= FEU CIRCULATION DOUBLE

EXISTANT PROPOSÉ
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD AQUEDUC

EXISTANT PROPOSÉ
= POTEAU DE SIGNALISATION
= POTENCE

EXISTANT PROPOSÉ
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

EXISTANT PROPOSÉ
= CLÔTURE
= HAIE
= LIMITE CADASTRALE
= MURET
= TALUS
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

EXISTANT PROPOSÉ
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) ÉLECTRIQUE(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés à construire (MV-260-b)

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE ..... cadre à changer
COUV ..... couvercle à changer
AJUST À NIV ..... ajustable à niveler
AJUST À CHG ..... ajustable à changer

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
TÊTE ..... tête à changer
GRILLE ..... grille à changer
AJUST À NIV ..... ajustable à niveler

Rayon de trottoir proposé R=X.Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau X.XXX%
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau X.XXX%
Élévation pavage proposé X.XXX
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé H B 0.000
Dos de trottoir proposé
Raccordement à l'existant X.XXX%
Élévation existante
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

P:\30554TTB\DESSIN\CIV-INAR\EGOUT ET AQUEDUC\30554TTB-C002-007.dwg

Note(s) :
1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.

Orientation
REPÈRE GÉODÉSIQUE: 63KM065
RUE BRENNAN ET RUE DUKE
ALTITUDE: 14,399m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

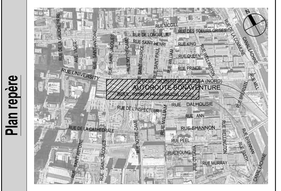
Légende - Référence
UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)

INFO-EXCAVATION:
BELL: SYLVAIN RACICOT BUR: 514-870-1237
C.S.E.M: BENOIT CLOUTIER BUR: 514-868-3686
GAZ MÉTRO: PIERRE LEFEBVRE BUR: 514-306-8740
HYDRO-QUEBEC: ALAIN BARABÉ BUR: 514-234-7601
S.T.M: CHANTAL FORTIER BUR: 514-280-5135
VIDEOTRON:
CIRCULATION:
(BOUCLE DE DÉTECTION): GUY MOISAN BUR: 514-872-3987
(MARQ.+SIGN.+ÉCR.): ALAIN MIVILLE-DESCHENES BUR: 514-872-6594

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE

PLAN(S) DE LA GÉOMATIQUE:
PLAN(S) ET PROFIL(S):
PLAN(S) ÉGOUT(S):
PLAN(S) AQUEDUC(S):

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S)

Plan repère


Émission(s) / Révision(s)
REV.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
00	27/08/2018	ÉMISSION POUR SOUMISSION	A.G.	S.R.

Étude(s) hydraulique(s)
DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude :
Étude :
DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude :
DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude :

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division des Grands Projets
303, rue Notre-Dame Est, SS-1,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

TETRA TECH
1055, rue Ampère, bureau 310, Boucherville (Québec) J4B 7P6
Téléphone : 450 655-8440 Télécopieur : 450 655-7131

Intervenants
Égout / Aqueduc
Relevé Terrain : VILLE DE MONTRÉAL
Dessiné par : ALEXANDRE GAUTHIER
Vérifié par : X
Responsable du projet (ville de Montréal) : FRANÇOIS HUBERT, ING.
Responsable du projet (consultant) : SYLVAIN RIOUX, ING.

PLAN DE SOUMISSION

Ingénieur(e) :
SYLVAIN RIOUX, ING.

Sceau de l'ingénieur(e) :
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
SYLVAIN RIOUX
2018-08-27
Original signé

N° de soumission : 214735

LOCALISATION :
SECTEUR E ET F
INTERSECTION ROBERT-BOURASSA / OTTAWA
INTERSECTION ROBERT-BOURASSA / WELLINGTON

ARRONDISSEMENT(S) VILLE-MARIE ET LE SUD-OUEST

TITRE DU PLAN :
VOIRIE ET NIVELLEMENT

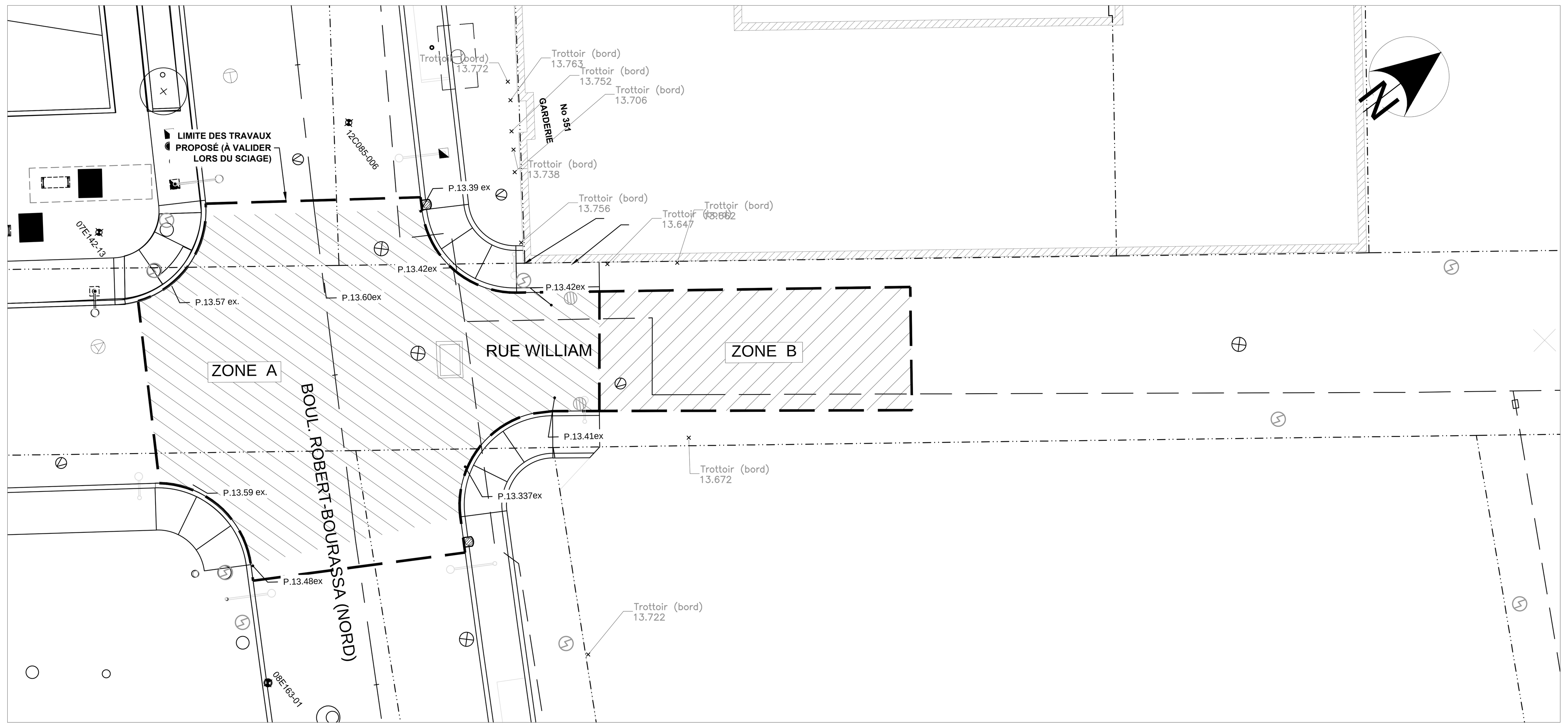
NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX DE VOIRIE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : HOR.: 1:200

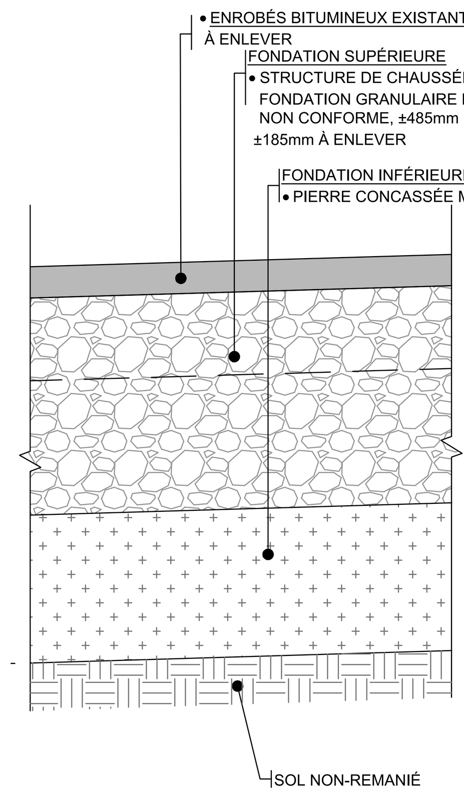
Plan no :	Feuillet :	Révision :
30554TTB-C004	04	00

1424

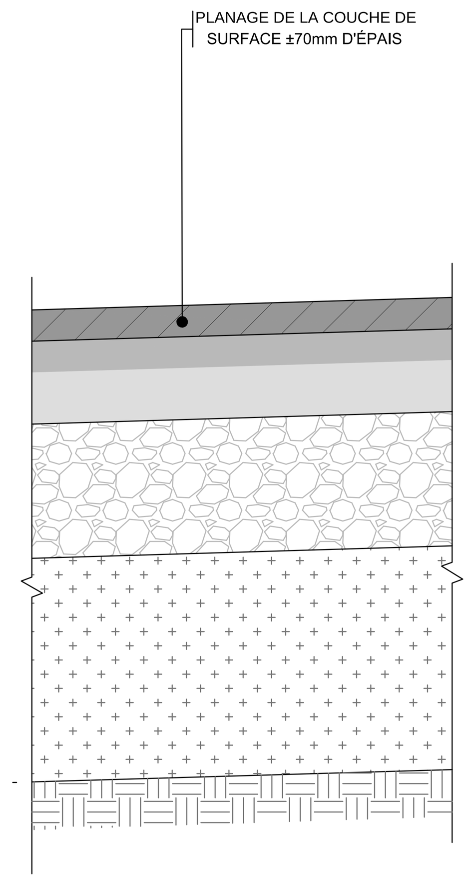


DÉMOLITION
ÉCHELLE 1:200

SECTEUR D



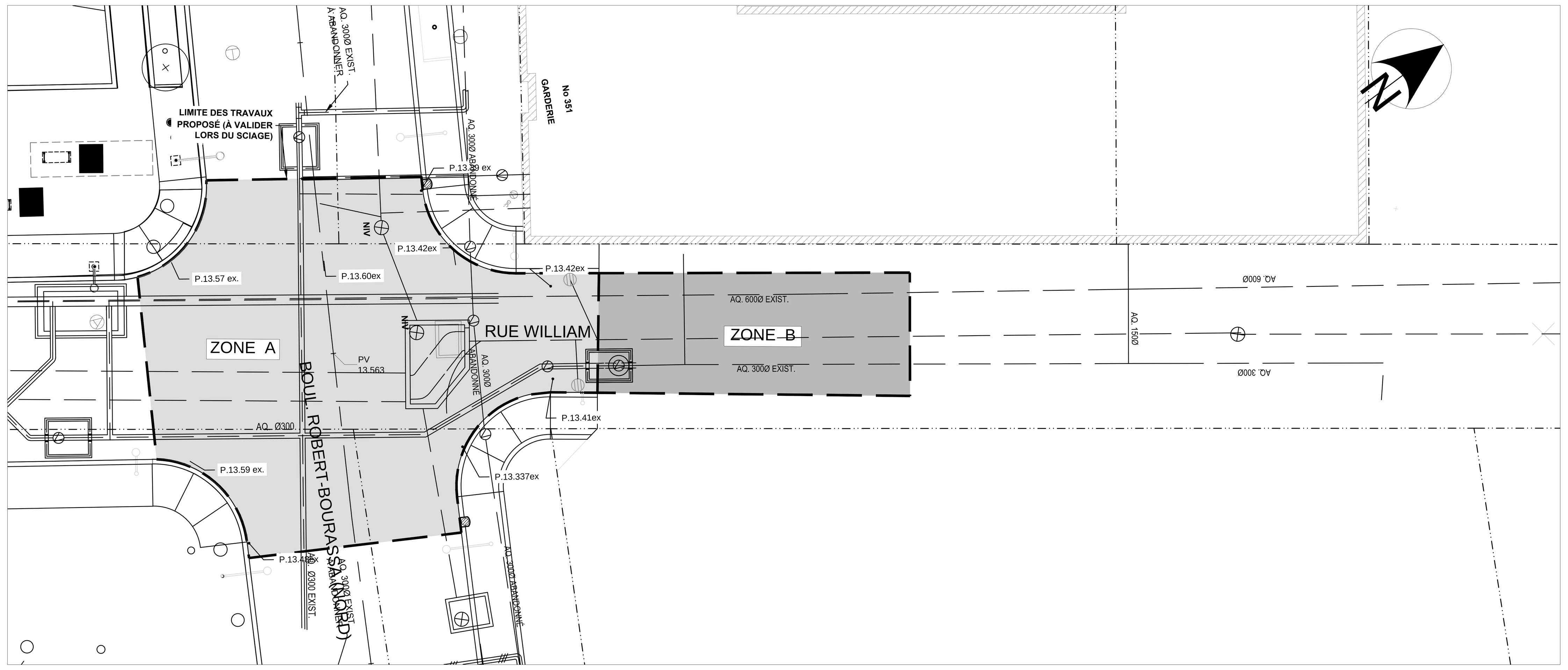
STRUCTURE DE CHAUSSÉE EXISTANTE
ÉCHELLE 1:10



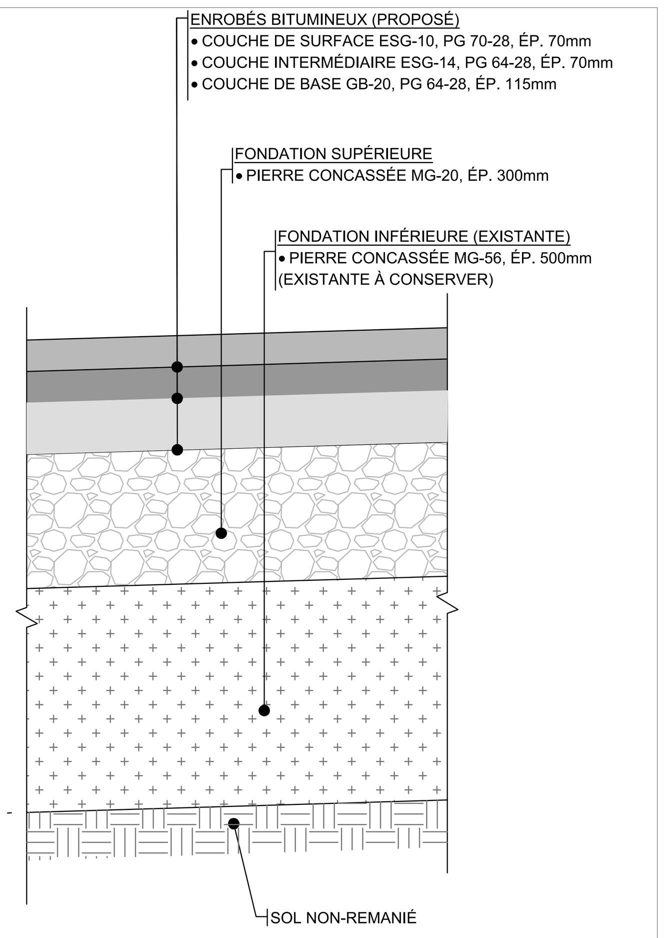
CHAUSSÉE EXISTANTE
ÉCHELLE 1:10

ZONE A

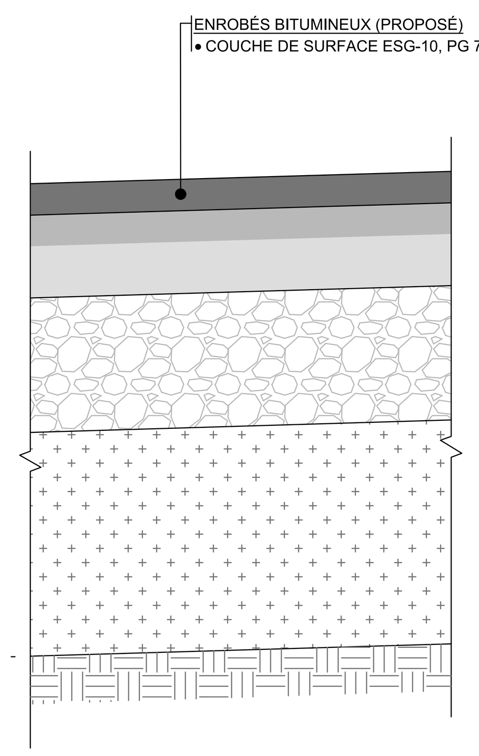
ZONE B



PROPOSÉ - NIVELLEMENT
ÉCHELLE 1:200



STRUCTURE DE CHAUSSÉE SOUPLE PROPOSÉE
ÉCHELLE 1:10



CHAUSSÉE PROPOSÉE
ÉCHELLE 1:10

PAVAGE TEMPORAIRE À ENLEVER
PAVAGE PROPOSÉ
PV 13.421 ÉLÉVATION DU PAVAGE PROPOSÉ

Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 63KM065
RUE BRENNAN ET RUE DUKE
ALTITUDE: 14,399m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Légende - Référence

UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)

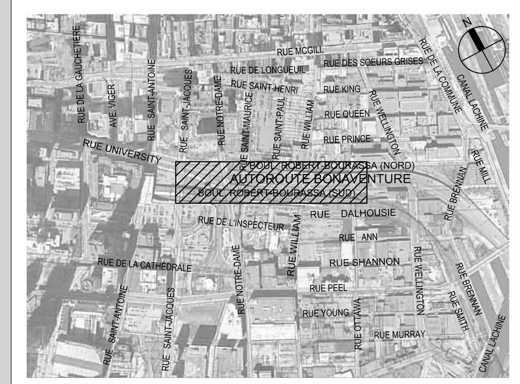
INFO-EXCAVATION:
BELL: SYLVAIN RACICOT BUR: 514-870-1237
C.S.E.M: BENOIT CLOUTIER BUR: 514-868-3686
GAZ MÉTRO: PIERRE LEFEBVRE BUR: 514-356-8740
HYDRO-QUEBEC: ALAIN BARABÉ BUR: 514-234-7601
S.T.M: CHANTAL FORTIER BUR: 514-280-5135
VIDÉOTRON:
CIRCULATION:
(BOUCLE DE DÉTECTION): GUY MOISAN BUR: 514-872-3987
(MARQ.+SIGN.+ÉCR.): ALAIN MIVILLE-DESCHENES BUR: 514-872-6594

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE

PLAN(S) DE LA GÉOMATIQUE:
PLAN(S) ET PROFIL(S):
PLAN(S) ÉGOUT(S):
PLAN(S) AQUEDUC(S):

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S)

Plan repère



Émission(s) / Révision(s)

RÉV.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
00	27/08/2018	ÉMISSION POUR SOUMISSION	A.G.	S.R.

Étude(s) hydraulique(s)

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude :
Étude :
DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude :
DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude :

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division des Grands Projets
303, rue Notre-Dame Est, SS-1,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

TETRA TECH

Intervenants

Relevé Terrain : VILLE DE MONTRÉAL
Dessiné par : ALEXANDRE GAUTHIER
Vérifié par : X
Responsable du projet (ville de Montréal) : FRANÇOIS HUBERT, ING.
Responsable du projet (consultant) : SYLVAIN RIOUX, ING.
PLAN DE SOUMISSION
Ingénieur(e) :
SYLVAIN RIOUX, ING.
Sceau de l'ingénieur(e) :
N° de soumission : 214735
Original signé le : 2018-08-27

Égout Aqueduc

LOCALISATION : SECTEUR D
RUE WILLIAM ET L'INTERSECTION AVEC LE BOUL. ROBERT-BOURASSA (NORD)
ARRONDISSEMENT(S) VILLE-MARIE ET LE SUD-OUEST
TITRE DU PLAN : VOIRIE ET NIVELLEMENT
NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX DE VOIRIE
(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE
Échelle : HOR.: 1:200

Plan no :	Feuillet :	Révision :
30554TTB-C005	05	00

Légende

EXISTANT PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= BOUCHE À CLÉ
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= ESCALIER
= FEU CIRCULATION DOUBLE

EXISTANT PROPOSÉ
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD AQUEDUC

EXISTANT PROPOSÉ
= POTEAU DE SIGNALISATION
= POTENCE

EXISTANT PROPOSÉ
= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

EXISTANT PROPOSÉ
= CLÔTURE
= HAIE
= LIMITE CADASTRALE
= MURET
= TALUS
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

EXISTANT PROPOSÉ
= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) ÉLECTRIQUE(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés à construire (MV-260-b)

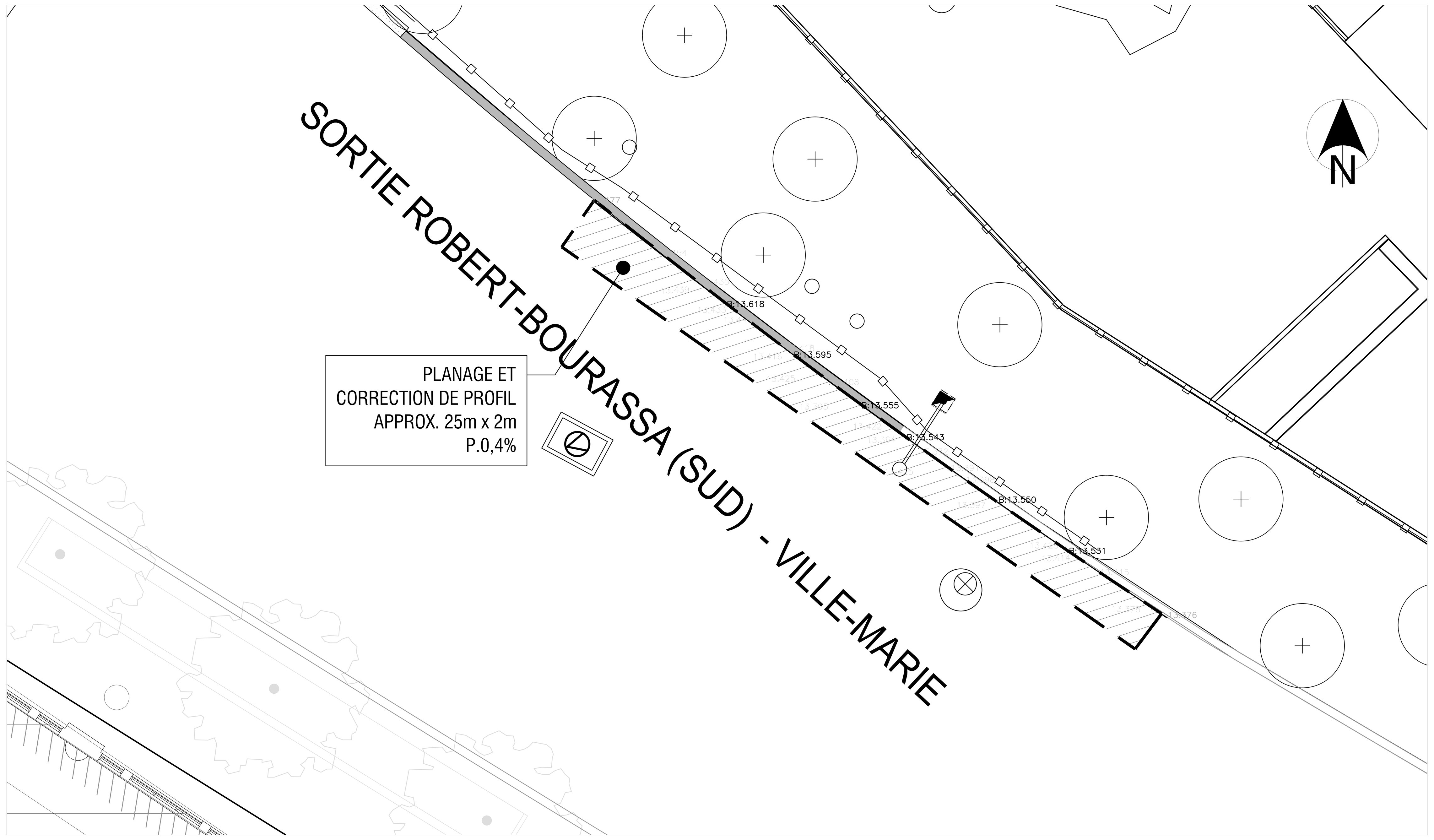
Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ....cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE .... cadre à changer
COUV .... couvercle à changer
AJUST À NIV ....ajustable à niveler
AJUST À CHG ......ajustable à changer

Puisard
T + C .... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G .... tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
TÊTE .... tête à changer
GRILLE .... grille à changer
AJUST À NIV ....ajustable à niveler

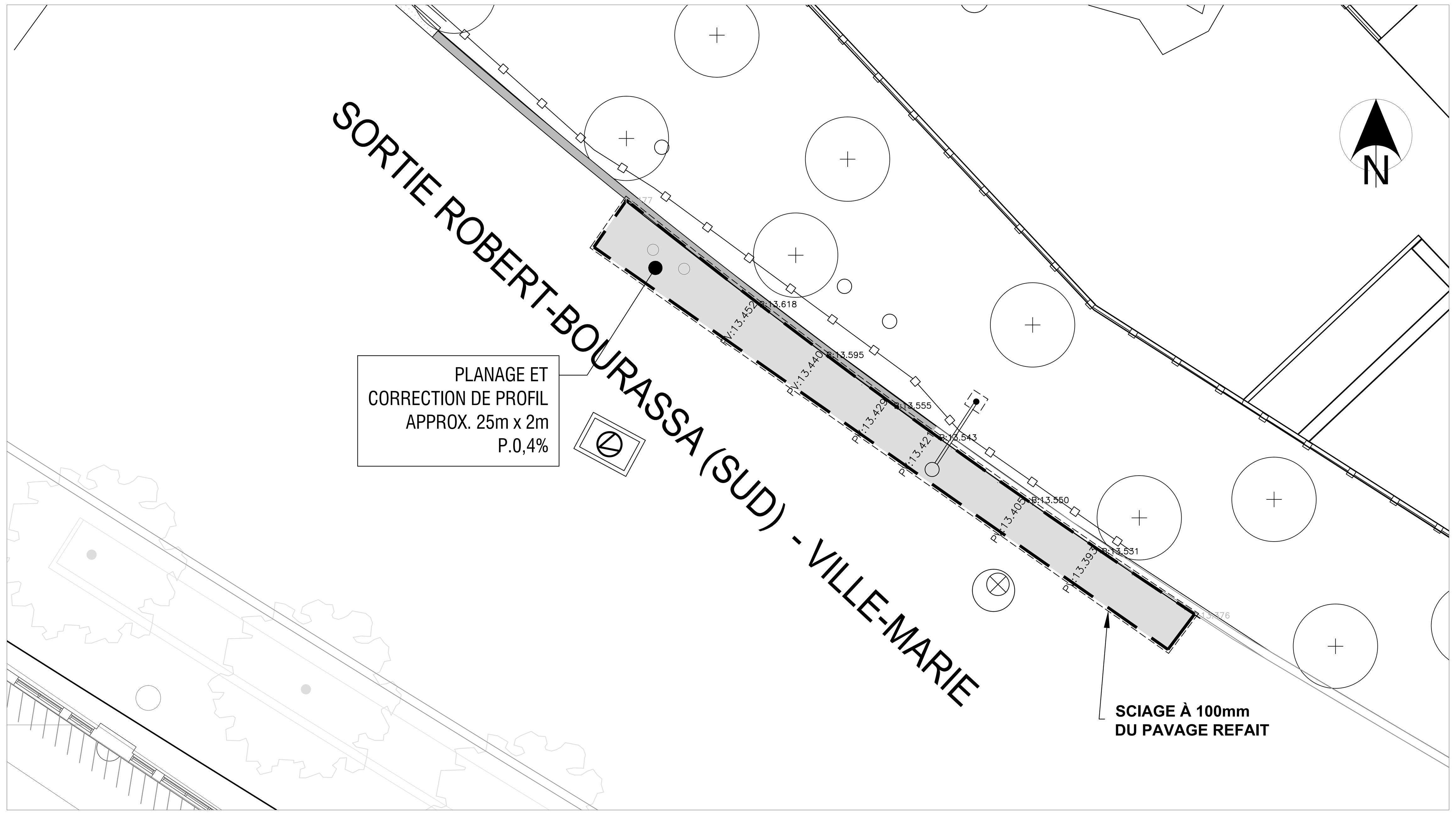
Rayon de trottoir proposé R.:X.Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau CP 0.000
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau PH 0.000
Élevation pavage proposé 0.000
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé HB 0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant DT 0.000
Élevation existante 0.00
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

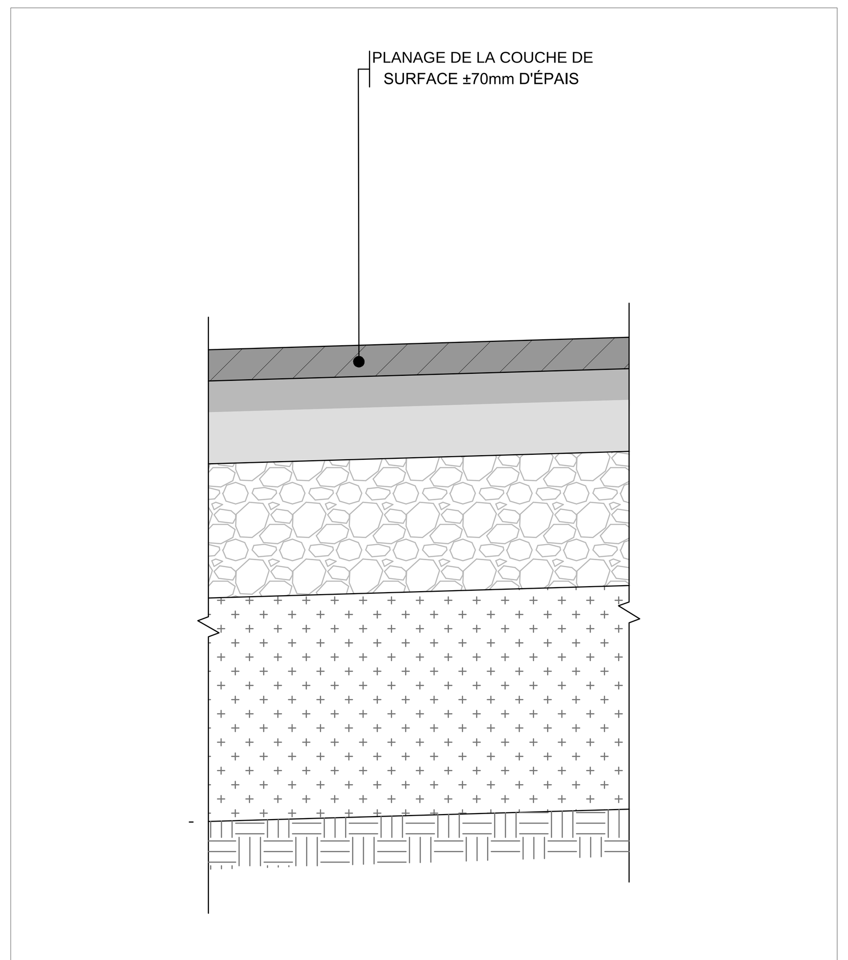
P:\30554TT\DESSIN\CIV-INFRA\EGOUT ET AQUEDUC\30554TTB-C002-007.dwg



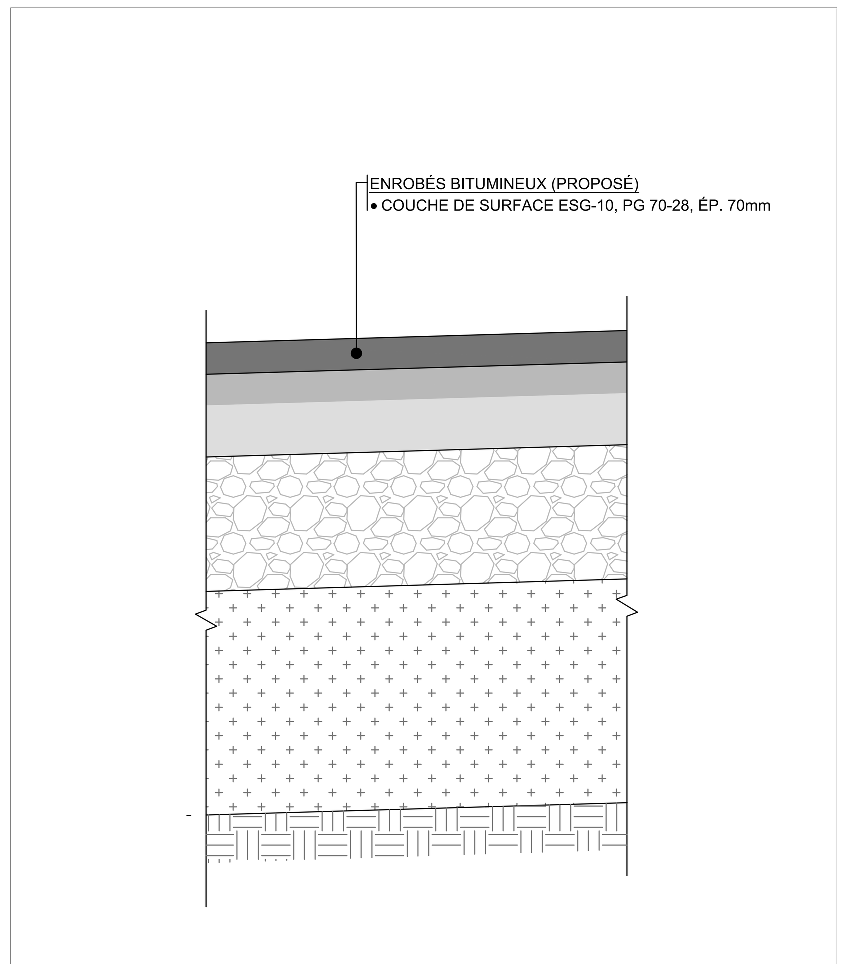
DÉMOLITION
ÉCHELLE 1:100



PROPOSÉ - NIVELLEMENT SECTEUR C
ÉCHELLE 1:100



CHAUSSÉE EXISTANTE
ÉCHELLE 1:10



CHAUSSÉE PROPOSÉE
ÉCHELLE 1:10

PAVAGE À ENLEVER

PAVAGE PROPOSÉ

PV:13.421 ÉLÉVATION DU PAVAGE PROPOSÉ

B:13.421 ÉLÉVATION BORDURE EXISTANTE

Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 63KM065
RUE BRENNAN ET RUE DUKE
ALTITUDE: 14,399m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Légende - Référence

UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)

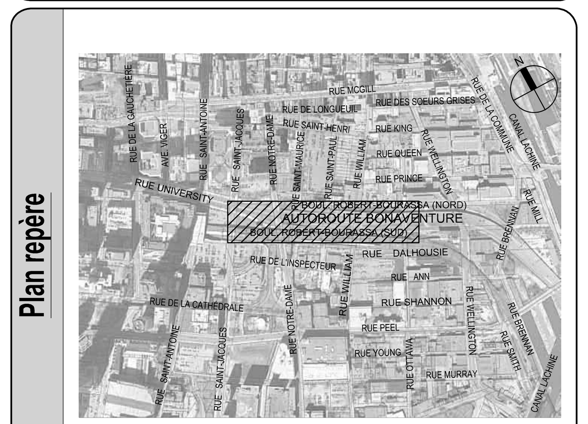
INFO-EXCAVATION:
BELL: SYLVAIN RACICOT BUR: 514-870-1237
C.S.E.M: BENOIT CLOUTIER BUR: 514-868-3686
GAZ MÉTRO: PIERRE LEFEBVRE BUR: 514-356-8740
HYDRO-QUEBEC: ALAIN BARABÉ BUR: 514-234-7601
S.T.M: CHANTAL FORTIER BUR: 514-280-5135
VIDÉOTRON:
CIRCULATION:
(BOUCLE DE DÉTECTION): GUY MOISAN BUR: 514-872-3987
(MARQ.+SIGN.+ÉCR.): ALAIN MIVILLE-DESCHENES BUR: 514-872-6594

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE

PLAN(S) DE LA GÉOMATIQUE:
PLAN(S) ET PROFIL(S):
PLAN(S) ÉGOUT(S):
PLAN(S) AQUEDUC(S):

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S)

Plan repère



Émission(s) / Révision(s)

RÉV.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
00	27/08/2018	ÉMISSION POUR SOUMISSION	A.G.	S.R.

Étude(s) hydraulique(s)

DIRECTION DE LA GESTION STRATÉGIQUE DES RÉSEAUX D'EAU :
Étude :
Étude :
DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES :
Étude :
DIRECTION DE L'EAU POTABLE :
Étude :

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Division des Grands Projets
303, rue Notre-Dame Est, SS-1,
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

TETRA TECH
1205, rue Ampère, bureau 310, Boucherville (Québec) J4B 7M6
Téléphone : 450 655-8440 Téléphone : 450 655-9640
Télécopieur : 450 655-7121

Intervenants

Relevé Terrain : VILLE DE MONTRÉAL
Dessiné par : ALEXANDRE GAUTHIER
Vérifié par : X
Responsable du projet (ville de Montréal) : FRANÇOIS HUBERT, ING.
Responsable du projet (consultant) : SYLVAIN RIOUX, ING.
Égout Aqueduc

PLAN DE SOUMISSION
Ingénieur(e) :
SYLVAIN RIOUX, ING.
Nº de soumission : 214735

Sceau de l'ingénieur(e) :
INGÉNIEUR Sylvain Rioux 38421 QUÉBEC
2018-08-27
Original signé le :

LOCALISATION : SECTEUR C
BOUL. ROBERT-BOURASSA (SUD)
SORTIE DU TUNNEL
ARRONDISSEMENT(S): VILLE-MARIE ET LE SUD-OUEST

TITRE DU PLAN : VOIRIE ET NIVELLEMENT

NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX DE VOIRIE

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE
Échelle : HOR.: 1:100

Plan no :	Feuillet :	Révision :
30554TTB-C006	06	00

Légende

EXISTANT / PROPOSÉ
= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= BOUCHE À CLÉ
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= ESCALIER
= FEU CIRCULATION DOUBLE

= FEU CIRCULATION SIMPLE
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD AQUEDUC

= POTEAU DE SIGNALISATION
= POTENCE

= CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= VANNE DE GICLEUR
= VANNE BORNE-FONTAINE

= CLÔTURE
= HAIE
= LIMITE CADASTRALE
= MURET
= TALUS
= BATIMENT
= LIMITE DES TRAVAUX

= CONDUIT(S) AQUEDUC
= CONDUIT(S) DE GAZ
= MASSIF(S) ÉLECTRIQUE(S) CSEM
= MASSIF BELL
= ÉGOUT COMBINÉ
= DRAIN(S) DE FONDATION
= ÉGOUT SANITAIRE

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet
DFE .... égout
DFD .... drain
DFP .... pavage
DFT .... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet
DP .... pavage
DT .... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE .... égout
ND .... drain
NP .... pavage
NT .... trottoir

Divers
NIV .... à niveler
RPH .... rampe pour handicapés à construire (MV-260-b)

Égout / Aqueduc
C + C .... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ....cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE .... cadre à changer
COUV .... couvercle à changer
AJUST À NIV ....ajustable à niveler
AJUST À CHG ......ajustable à changer

Puisard
T + C .... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G .... tête et grille à changer
T + G + REP ....tête et grille à changer (+ réparation)
TÊTE .... tête à changer
GRILLE .... grille à changer
AJUST À NIV ....ajustable à niveler

Rayon de trottoir proposé R.:X.Xm
Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau CP 0.000
Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau PH 0.000
Élevation pavage proposé 0.000
Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé HB 0.000
Dos de trottoir proposé Raccordement à l'existant DT 0.000
Élevation existante 0.00
Vestige archéologiques à conserver et à protéger

P:\30554TTB\DESSIN\CIV-INFRA\EGOUT ET AQUEDUC\30554TTB-C002-007.dwg

Montréal

SOUMISSION 214735 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Divers travaux de pavage et de marquage à réaliser 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure
Projet Bonaventure	Les travaux sont répartis en plusieurs secteurs : **SECTEUR B** : **<u>Nature des travaux</u>** Les travaux à réaliser dans l'entrée Robert-Bourassa Nord pour l'A-720 est (tunnel Ville-Marie) sont le planage, le pavage et le marquage permanent de la chaussée. **<u>Fermetures autorisées</u>** ➢ L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de fin de semaine, l'entrée Robert-Bourassa Nord au tunnel-Ville-Marie (réseau MTMDET); ➢ L'Entrepreneur est autorisé à fermer une (1) voie de gauche de fin de semaine sur le boulevard Robert-Bourassa Nord entre les rues William et Saint-Paul. Pour ces fermetures de fin de semaine, les plages horaires permises sont de vendredi 22h30 à lundi 5h00; **<u>Chemins de détour et itinéraires facultatifs</u>** ➢ L'Entrepreneur doit implanter un chemin de détour via le boulevard Robert-Bourassa Nord et les rues Notre-Dame, Mc Gill, Saint-Jacques, de la Cathédrale et l'accès à l'autoroute 720 Est. **SECTEUR C** : **<u>Nature des travaux</u>** Les travaux à réaliser dans la sortie Robert-Bourassa Sud sont le planage, le pavage et le marquage permanent de la chaussée. **<u>Fermetures autorisées</u>** ➢ L'Entrepreneur est autorisé à fermer une (1) voie sur deux (2) de nuit, dans la bretelle de sortie de l'A-720 Ouest (tunnel Ville-Marie) pour l'A-10 Est et le pont Champlain (réseau MTMDET); ➢ L'Entrepreneur est autorisé à fermer deux (2) voies sur cinq (5) de nuit sur le boulevard Robert-Bourassa Sud à la hauteur de la rue William; ➢ Pour ces fermetures de nuit, les plages horaires permises sont les suivantes : 1. Du lundi au jeudi de 23h00 à 5h00; 2. Du jeudi au vendredi de 23h00 à 5h00 3. Du vendredi au samedi de 23h59 à 8h00; 4. Du samedi au dimanche de 23h59 à 8h00; 5. Du dimanche au lundi de 23h59 à 5h00. ➢ La fermeture de la sortie de l'A-720 Ouest (tunnel Ville-Marie) pour l'A-10 Est et le pont Champlain ne peut être réalisée en même temps que la fermeture d'une autre intersection ou secteur dont les chemins de détours sont conflictuels.

SECTEUR D :
Nature des travaux

Les travaux à réaliser dans l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Nord et la rue William sont le pavage et le marquage permanent de la chaussée. La reconstruction d'une partie de la fondation de chaussée pourrait être également effectuée.

Fermetures autorisées

- L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de fin de semaine, l'intersection des rues Robert-Bourassa Nord/Wellington et la rue William entre Wellington et Prince selon la plage horaire suivante :
- Vendredi 22h à lundi 5h;
- La fermeture de l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Nord et la rue William ne peut être réalisée en même temps que la fermeture d'une autre intersection ou secteur dont les chemins de détours sont conflictuels.

Chemins de détour et itinéraires facultatifs

L'Entrepreneur doit implanter les trois (3) chemins de détour suivants :

- Pour les usagers du boulevard Robert-Bourassa Nord, implanter un chemin de détour via les rues Wellington, Mc Gill et Saint-Jacques;
- Pour les usagers de la rue William en direction ouest, implanter un chemin de détour via les rues Prince, Wellington et Peel;
- Pour les usagers se dirigeant vers l'A-720 Est et pour les camions du boulevard Robert-Bourassa Nord, implanter un chemin de détour via les rues Wellington, Peel, Notre-Dame et l'entrée de l'A-720 Est à la hauteur de la rue de la Cathédrale.

Signalisation particulière

L'Entrepreneur doit installer un (1) PMVM sur l'autoroute 10 Ouest, tel que spécifié dans la section 5.3 du présent devis, pour annoncer la fermeture de l'intersection Robert-Bourassa Nord et William.

SECTEUR E :
Nature des travaux

Les travaux à réaliser dans l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Sud et la rue Ottawa sont le planage, le pavage et le marquage permanent de la chaussée.

Fermetures autorisées

- L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de nuit, l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Sud et la rue Ottawa;
- L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de nuit, la bretelle de sortie de l'A-720 Ouest (tunnel Ville-Marie) pour l'A-10 Est et le pont Champlain (réseau MTMDET);
- Pour ces fermetures complètes de nuit, les plages horaires permises sont les suivantes :
    1. Du lundi au jeudi de 23h00 à 5h00;
    2. Du jeudi au vendredi de 23h00 à 5h00
    3. Du vendredi au samedi de 23h59 à 8h00;
    4. Du samedi au dimanche de 23h59 à 8h00;
    5. Du dimanche au lundi de 23h59 à 5h00.
- La fermeture de l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Sud et la rue Ottawa ne peut être réalisée en même temps que la fermeture d'une autre intersection ou secteur dont les chemins de détours sont conflictuels.

Chemins de détour et itinéraires facultatifs

L'Entrepreneur doit implanter les quatre (4) chemins de détour suivants :

- Pour les usagers du boulevard Robert-Bourassa Sud, implanter un chemin de détour via les rues William, Peel et Wellington;
- Pour les usagers de la rue Ottawa, implanter un chemin de détour via les rues Ann, Wellington et Queen;
- Pour les camions du boulevard Robert-Bourassa Sud, implanter un chemin de détour via les rues Notre-Dame Ouest, Peel et Wellington;
- Pour les usagers du tunnel Ville-Marie, implanter un chemin de détour via les rues Mansfield, St-Antoine Ouest, Peel et Wellington.

SECTEUR F :
Nature des travaux

Les travaux à réaliser dans l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Nord et la rue Wellington sont le planage, le pavage et le marquage permanent de la chaussée.

Fermetures autorisées

- L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de nuit, l'autoroute Bonaventure (A-10) en direction ouest à la sortie #2 (Pierre-Dupuis/Carrie-Derick) (réseau PJCCI);
- L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de nuit, les entrées Chemin-des-Moulins et Riverside de l'autoroute Bonaventure (A-10) en direction ouest (réseau PJCCI);
- L'Entrepreneur est autorisé à fermer complètement de nuit, l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Sud et la rue Wellington;
- Pour ces fermetures complètes de nuit, les plages horaires permises sont les suivantes :
    1. Du lundi au jeudi de 23h00 à 5h00;
    2. Du jeudi au vendredi de 23h00 à 5h00
    3. Du vendredi au samedi de 23h00 à 8h00;
    4. Du samedi au dimanche de 23h00 à 8h00;
    5. Du dimanche au lundi de 23h59 à 5h00.
- La fermeture de l'intersection du boulevard Robert-Bourassa Sud et la rue Wellington ne peut être réalisée en même temps que la fermeture d'une autre intersection ou secteur dont les chemins de détours sont conflictuels;

Chemins de détour et itinéraires facultatifs

L'Entrepreneur doit implanter les trois (3) chemins de détour suivants :

- Pour les usagers de l'autoroute Bonaventure Ouest, implanter un chemin de détour vers la rue Duke et l'A-720 Est via la sortie #2 de l'autoroute Bonaventure Ouest, le chemin des Moulins, les rues Riverside, Mill, de la Commune, Mc Gill, William et le boulevard Robert-Bourassa Sud;
- Pour les usagers de Wellington Est et du boulevard Robert-Bourassa Sud vers Wellington Est, implanter un chemin de détour vers la rue Wellington via la sortie #2 de l'autoroute Bonaventure Est, le chemin des Moulins, l'avenue Pierre-Dupuis, le chemin des Moulins, les rues Riverside, Mill, de la Commune et Prince;
- Pour les usagers se dirigeant vers Wellington Ouest, implanter un chemin de détour via les rues Queen, William et le boulevard Robert-Bourassa Sud.

L'Entrepreneur doit implanter les deux (2) itinéraires facultatifs suivants :

- Pour les usagers de Wellington Est à Peel, implanter un itinéraire facultatif vers la rue de la Commune;
- Pour les usagers du boulevard Robert-Bourassa Sud à Ottawa, implanter un itinéraire facultatif vers les rues Ottawa et Prince.

	<u>Signalisation particulière</u> ➢ L'Entrepreneur doit installer un (1) PMVM sur l'autoroute 10 Ouest, tel que spécifié dans la section 5.3 du présent devis, pour annoncer la fermeture de l'autoroute Bonaventure (A-10) en direction ouest à la sortie #2 (Pierre-Dupuis/Carrie-Derick).
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Utiliser des repères visuels de type T-RV-10 pour séparer les voies de circulation à contresens, si requis; - Installer des repères visuels de type T-RV-7 pour séparer les voies de circulation de la zone des travaux; - Présence des plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail, si requis; - Maintenir la mobilité, au maintien de l'accessibilité universelle et à la protection des travailleurs et des usagers de la route. - Maintien de l'accès aux bâtiments commerciaux et résidentiels en tout temps lors des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - Protection des aires de travail et des excavations dans la zone de travaux à l'aide de clôtures autoportantes pour éviter l'accès au chantier par des piétons; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 214735
Numéro de référence : 1193535
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2018 et 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1 NEQ : 1160862596	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1483841)** 2018-08-27 10 h 59 **Transmission :** 2018-08-27 11 h 06	2993119 - 214735_ADDENDA 1 2018-08-30 10 h 52 - Courriel 2993122 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (devis) 2018-08-30 10 h 51 - Courriel 2993123 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (bordereau) 2018-08-30 10 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3 NEQ : 1169491884	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	**Commande : (1485354)** 2018-08-30 8 h 38 **Transmission :** 2018-08-30 8 h 38	2993119 - 214735_ADDENDA 1 2018-08-30 10 h 52 - Courriel 2993122 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (devis) 2018-08-30 10 h 51 - Courriel 2993123 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (bordereau) 2018-08-30 10 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6 NEQ : 1144756336	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1487089)** 2018-09-05 10 h 08 **Transmission :** 2018-09-05 10 h 08	2993119 - 214735_ADDENDA 1 2018-09-05 10 h 08 - Téléchargement 2993122 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (devis) 2018-09-05 10 h 08 - Téléchargement 2993123 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (bordereau) 2018-09-05 10 h 08 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com NEQ : 1160427812	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	**Commande : (1484170)** 2018-08-27 19 h 06 **Transmission :** 2018-08-27 20 h 41	2993119 - 214735_ADDENDA 1 2018-08-30 10 h 33 - Télécopie 2993122 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (devis) 2018-08-30 10 h 02 - Télécopie

				2993123 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (bordereau) 2018-08-30 10 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1 NEQ : 1168058395	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1484369)** 2018-08-28 10 h 33 **Transmission :** 2018-08-28 10 h 33	2993119 - 214735_ADDENDA 1 2018-08-30 10 h 52 - Courriel 2993122 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (devis) 2018-08-30 10 h 51 - Courriel 2993123 - 214735_Formulaires de soumission_20180829_ADDENDA 1 (bordereau) 2018-08-30 10 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 mai 2017

4042077 CANADA INC.
A/S MONSIEUR WILSON DE SOUSA
1865, BOUL FORTIN, BUREAU C
LAVAL (QC) H7S 1P1

2_1

N° de décision : 2017-CPSM-1032624
N° de client : 3000324211

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous AMÉNAGEMENT DE SOUSA, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 4042077 CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231022

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Accorder un contrat à 4042077 Canada inc. (De Sousa) pour divers travaux de pavage et de marquage à réaliser en 2019 dans le cadre du Projet Bonaventure. Dépense totale de 703 729,75$, taxes incluses (contrat: 537 156,30 $ + contingences : 80 573,45 $ + incidences: 86 000$) . Appel d'offres public 214735 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197231022 SUM2.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Pascal-Bernard DUCHARME
Chef de section
Tél : 514-872-2059
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2019/03/28
17:00

(2)

Dossier # : 1187540002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation d'une programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives à la TOHU, au parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel, pour une somme maximale de 2 151 533,23 $, répartie de 2019 à 2022. / Approuver un projet de convention à cet effet. / Autoriser un virement budgétaire de 104 471,17 $ de compétence corporative du Service de la culture vers les dépenses contingentes en contrepartie de 104 471,17 $ de compétence d'agglomération des dépenses contingentes vers le Service de la culture pour 2019. / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 836,91 $ à compter de 2020, pour un montant de 7 689,81 $ à compter de 2021 et pour un montant de 11 625,79 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

Il est recommandé :

1. D'approuver, conformément aux dispositions de la Loi, un projet de convention de gré à gré par lequel la Cité des arts du cirque (TOHU) s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour réaliser une programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives à la TOHU, dans le parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel, pour une somme maximale de 2 151 533,23 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 10 octobre 2018 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. D'autoriser un virement budgétaire de 104 471,17 $ de compétence corporative du Service de la culture vers les dépenses contingentes en contrepartie de 104 471,17 $ de compétence d'agglomération des dépenses contingentes vers le Service de la culture pour 2019;
3. D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette

dépense sera assumée à 49,49 % par l'agglomération, pour un montant net de 972 298,62 $;

4. D'autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 836,91 $ à compter de 2020, pour un montant de 7 689,81 $ à compter de 2021 et pour un montant de 11 625,79 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-08 13:06

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187540002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation d'une programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives à la TOHU, au parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel, pour une somme maximale de 2 151 533,23 $, répartie de 2019 à 2022. / Approuver un projet de convention à cet effet. / Autoriser un virement budgétaire de 104 471,17 $ de compétence corporative du Service de la culture vers les dépenses contingentes en contrepartie de 104 471,17 $ de compétence d'agglomération des dépenses contingentes vers le Service de la culture pour 2019. / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 836,91 $ à compter de 2020, pour un montant de 7 689,81 $ à compter de 2021 et pour un montant de 11 625,79 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

CONTENU

CONTEXTE

Un partenaire depuis 15 ans dans le déploiement d'activités de qualité pour la population micheloise et métropolitaine.

La Cité des arts du cirque (TOHU) a été créée en 2004 dans le but de consolider, par l'ajout d'un lieu de diffusion, un pôle culturel dédié aux arts du cirque comprenant de la création (Cirque du Soleil) et de la formation (École nationale de cirque). Sa position au coeur du Complexe environnemental Saint-Michel est alors identifiée comme une opportunité d'élargir sa mission pour y intégrer le développement environnemental et social. La TOHU devient ainsi le pavillon d'accueil du parc Frédéric-Back et offre des activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives pour les résidants de Saint-Michel et l'ensemble de la population métropolitaine.

Depuis 15 ans, à travers trois (3) ententes quinquennales, la TOHU est soutenue dans sa mission et ses activités par la Ville de Montréal. Ce soutien, qui prenait la forme d'un contrat de gré à gré lors de la dernière entente, a été revu pour mieux refléter la nature du partenariat existant entre la Ville et la TOHU. La partie de ce soutien financier relevant des

activités que la Ville souhaite offrir à la population locale et métropolitaine demeure sous la forme de contrat de gré à gré, alors que la partie relevant de la mission de la TOHU prend désormais la forme d'une contribution financière.

Par ce contrat de gré à gré, la Ville réitère sa volonté de poursuivre sa collaboration avec la TOHU afin d'assurer une continuité dans l'offre de programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives à la TOHU, au parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0240 - 15 juin 2017 : Approuver un projet d'addenda numéro 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Cité des arts du cirque (CG13 0102) concernant l'ajout d'activités en lien avec le parc Frédéric-Back et le 375^{e} anniversaire de Montréal ainsi que la prolongation de l'entente jusqu'au 31 décembre 2018 pour un montant de 1 196 892,15 $, taxes incluses.
CG13 0102 - 25 avril 2013 : Accorder un contrat de gré à gré à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation des activités reliées à l'éducation, à l'environnement, à la diffusion d'activités culturelles et à la promotion d'activités récréatives de plein air, pour une somme maximale de 4 713 975 $, répartie de 2013 à 2017.

DESCRIPTION

L'offre de service de la TOHU comprend deux volets : une programmation culturelle de proximité pour les résidants de Saint-Michel et une programmation d'activités diversifiées au parc Frédéric-Back pour la population métropolitaine. Cette programmation contribuera à enrichir l'offre culturelle du quartier et de la métropole et à favoriser l'interprétation, l'animation et la notoriété du parc Frédéric-Back, dont deux secteurs sont maintenant ouverts au public et d'autres ouvriront au cours des quatre prochaines années.
À la demande de la Ville et à la suite des discussions entretenues entre la Ville et la TOHU, cette dernière a présenté à la Ville de Montréal, le 11 octobre 2018, une offre de service complète précisant les activités qui seront réalisées dans le cadre de ce contrat. La présente convention conclue avec la TOHU réfère explicitement à cette offre de service. Celle-ci peut se résumer comme suit.

Programmation culturelle annuelle de proximité :
- 8 expositions d'art visuel ouvertes à tous, dont une extérieure;
- 5 spectacles en arts de la scène gratuits pour les famille et élèves de Saint-Michel;
- 2 000 billets distribués aux Michelois pour 5 spectacles en arts du cirque;
- Plus de 75 activités de médiation culturelle pour les écoles et les familles;
- 5 événements culturels offerts au grand public, dont La Falla et le volet michelois de Montréal Complètement Cirque.

Programmation annuelle au parc Frédéric-Back :
- Activités d'interprétation en continu pour les visiteurs à la TOHU (pavillon d'accueil) et dans le secteur Boisé Est, été comme hiver;
- Plus de 40 visites éducatives axées sur le parc, l'observation de la nature et l'environnement offertes au grand public;
- 7 000 élèves du préscolaire au niveau universitaire participant à des visites éducatives du site;
- Prêt gratuit de centaines de skis, de raquettes, de cerfs-volants et de matériel éducatif;
- Plus de 30 activités culturelles, citoyennes et récréatives en plein air;
- 5 événements dans le parc, dont un festival signature pour le parc, d'envergure internationale, axé sur le cerf-volant : Grain de ciel.

Communications :

- Diffusion de la brochure de saison : 50 000 exemplaires;
- Dépliant des activités estivales : 20 000 exemplaires;
- Campagnes de publicité traditionnelles et numériques;
- Relations de presse.

Le détail des activités programmées, de leur budget et la stratégie de communication pour chaque saison (été et automne/hiver) feront l'objet d'une élaboration conjointe avec la Ville de Montréal par le biais de sous-comités. Ils seront ensuite sujets à approbation par le comité de suivi de l'entente ainsi que par le responsable, tels que définis à la convention.

Le contrat fera l'objet d'une reddition de comptes comprenant plusieurs indicateurs. Annuellement, deux rapports devront être déposés par la TOHU, soit un rapport d'activités annuel comprenant, notamment, les activités réalisées, leur fréquentation, la satisfaction des usagers et les coûts facturés dans le cadre du contrat, et un rapport d'étape. Quatre (4) paiements égaux sont prévus par année, dont deux liés à ces livrables.

Le budget global de l'organisme s'élève à plus de 10 millions de dollars et son principal bailleur de fonds est le Conseil des arts et des lettres du Québec, à hauteur de 2,9 millions de dollars. Le contrat représente ainsi moins de 50 % du budget annuel.

JUSTIFICATION

La Cité des arts du cirque (TOHU) collabore depuis 15 ans avec la Ville de Montréal pour offrir des activités de qualité auprès de plus de 40 000 personnes chaque année. Ses expertises en arts du cirque, en diffusion culturelle et en éducation à l'environnement sont reconnues et permettent à la TOHU de lever des fonds complémentaires à ceux de la Ville pour bonifier les activités offertes, à hauteur de plus de 400 000 $ par année. Sa position unique comme pavillon d'accueil du parc Frédéric-Back et comme infrastructure culturelle et citoyenne pour la communauté de Saint-Michel viennent aussi soutenir son choix. Sa notoriété est également un véritable levier pour la Ville permettant de faire connaître le nouveau parc métropolitain Frédéric-Back.
La Cité des arts du cirque est un organisme à but non lucratif. Dans un contexte d'octroi de contrat de gré à gré avec un tel organisme, cette offre équivaut à l'estimation exigée par l'article 477.4 de la *Loi sur les cités et villes* . Elle a été dûment négociée avec l'organisme et comparée à des contrats similaires, de façon à s'assurer de la justesse des coûts proposés. La Cité des arts du Cirque a reçu son attestation de l'Autorité des marchés financiers le 14 janvier 2019. Elle n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics, ni non-conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution totale de ce dossier, soit 2 151 533,23 $, sera financée par le budget de fonctionnement. Pour l'année 2019, le contrat de service sera financé à même les sommes déjà prévues dans les ententes de service précédentes. Pour les années 2020 à 2022, le contrat de service sera indexé à raison de 1,6 % par année afin de refléter l'augmentation du coût de la vie et d'assurer un maintien du nombre et de la qualité des activités.
Bien que ce dossier ne demande pas d'ajustement du cadre financier en 2019, il présente un impact récurrent sur le cadre financier à compter de l'exercice financier 2020. Ainsi, des ajustements récurrents à la base budgétaire sont requis pour le Service de la culture et le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), à hauteur de 3 836,91 $ à compter de 2020, 7 689,81 $ à compter de 2021 et 11 625,79 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

Tableau 1: Répartition annuelle du contrat de gré à gré par service 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Coût du contrat - hors taxes	456 800,00 $	464 109,27 $	471 449,00 $	478 947,00 $	1 871 305,27 $
Coût du contrat - net de taxes	**479 582,90 $**	**487 256,72 $**	**494 962,52 $**	**502 834,48 $**	**1 964 636,62 $**
Coût du contrat - toutes taxes incluses	**525 205,80 $**	**533 609,63 $**	**542 048,49 $**	**550 669,31 $**	**2 151 533,23 $**
Montant disponible - Service de la culture et SGPMRS	479 582,90 $	479 582,90 $	479 582,90 $	479 582,90 $	1 918 331,60 $
Total (1) avant ajustement	**479 582,90 $**	**479 582,90 $**	**479 582,90 $**	**479 582,90 $**	**1 918 331,60 $**
Ajustement S. de la culture	-	3 836,91 $	7 689,81 $	11 625,79 $	23 152,51 $
Ajustement SGPMRS	-	3 836,91 $	7 689,81 $	11 625,79 $	23 152,51 $
Total (2) ajustement	**-**	**7 673,82 $**	**15 379,62 $**	**23 251,58 $**	**46 305,02 $**
Total (1+2)	**479 582,90 $**	**487 256,72 $**	**494 962,52 $**	**502 834,48 $**	**1 964 636,62 $**

Ce contrat de services s'ajoute à une contribution financière à la mission de la TOHU, qui s'élève à 2 045 228 $ sur une période de quatre (4) ans. Le détail de cette contribution financière se trouve dans le sommaire décisionnel 1187540001 et la répartition annuelle de la contribution et du contrat se trouve en pièce jointe.

Ce contrat de services comprend deux parties : l'offre d'activités culturelles pour la population locale de Saint-Michel, de compétence Ville, et l'offre d'activités variées pour la population métropolitaine au parc Frédéric-Back (parc du Complexe environnemental de Saint-Michel), défini comme parc de compétence d'agglomération. En conséquence, les dépenses assumées par la Ville et par l'agglomération ont été réparties en fonction de l'offre de services déposée par la TOHU, distinguant clairement les activités culturelles locales (Ville) des activités dans le parc Frédéric-Back (agglomération). Cette répartition s'établit comme suit :

Tableau 2 : Répartition annuelle des dépenses entre l'agglomération et la Ville de Montréal 2019-2022

Montants au net	2019	2020	2021	2022	Pourcentage
Compétence d'agglomération	237 345,90 $	241 142,72 $	244 956,52 $	248 853,48 $	49,49 %
Compétence Ville (corporatif)	242 237,00 $	246 114,00 $	250 006,00 $	253 981,00 $	50,51 %
Montant total au net	**479 582,90 $**	**487 256,72 $**	**494 962,52 $**	**502 834,48 $**	100,00 %

Afin de respecter cette répartition, il est demandé de transférer un montant de 104 471,17 $ provenant d'un budget de compétence locale du Service de la culture vers le budget de compétence locale des dépenses contingentes. En contrepartie, un montant identique sera transféré en provenance du budget de compétence d'agglomération des dépenses contingentes vers un budget de compétence d'agglomération du Service de la culture. Ainsi, il n'y a aucun impact quant au montant pour le Service de la culture et les dépenses contingentes. L'échange de budget agglomération-local est requis pour 2019 pour le

Service de la culture seulement. Pour 2020 à 2022, les montants requis agglomération-local seront ajustés lors de la confection budgétaire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La TOHU est reconnue comme un exemple de développement durable par la culture, tant à Montréal (Politique de développement culturel 2017-2022) qu'à l'international (World Cities Culture Forum, 2016). Sa mission de diffusion des arts du cirque est un maillon important dans le développement culturel et économique de Montréal. Son rôle, en tant que pavillon d'accueil et d'interprétation du parc Frédéric-Back, qui constitue le plus important projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris par la métropole, son bâtiment certifié LEED Or et ses nombreuses activités d'éducation environnementales, lui permettent de diffuser les valeurs environnementales auprès d'un large public. Son implication dans le quartier Saint-Michel et ses activités d'intégration en emploi auprès des jeunes du quartier ont un impact socioéconomique majeur, tant pour le quartier que pour l'ensemble de la société (Centre de recherche sur les innovations sociales, UQAM, 2015).
En ce sens, ses actions contribuent aux défis « Montréal exemplaire » et « Montréal équitable » du plan Montréal durable 2016-2020, dont la TOHU est une partenaire active.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La TOHU agit à la fois comme pavillon d'accueil et partenaire principale pour l'animation du parc Frédéric-Back, ainsi qu'infrastructure et diffuseur culturel de proximité pour les citoyens de Saint-Michel. À cet effet, tout arrêt ou diminution du financement du volet culturel aura des impacts majeurs sur les services et l'accès à une offre culturelle de qualité et diversifiée pour la population de Saint-Michel, quartier comptant parmi les plus défavorisés à Montréal et ne bénéficiant d'aucune autre infrastructure culturelle professionnelle. De même, tout arrêt ou diminution du financement du volet parc aura des impacts majeurs sur l'accès au pavillon d'accueil, aux services et à une offre éducative et d'animation de qualité pour les usagers du parc Frédéric-Back, nouveau parc d'envergure métropolitaine ne comptant aucune autre installation officielle d'accueil.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire. Le comité de suivi de l'entente, tel que défini à la convention, a le mandat d'adopter annuellement une stratégie de communication qui sera élaborée conjointement par la TOHU et la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 13 mars 2019
Passage au conseil municipal : 25 mars 2019
Passage au conseil d'agglomération : 28 mars 2019
Signature de la convention par la Ville de Montréal : avril 2019
Début du projet : avril 2019
Fin du projet : 31 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Cédric AGO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève PICHET, Service de la culture
Gina TREMBLAY, Service de la culture
Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture
Elsa MARSOT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Marie-Andrée SIMARD, 17 octobre 2018
Marie-Odile MELANÇON, 15 octobre 2018
Elsa MARSOT, 12 octobre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève DORVAL-DOUVILLE
conseillere en planification

Tél : 514-872-2853
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-12

Clément ARNAUD
Chef de section - gestion de projets / Legs du 375e

Tél : 514 872-0945
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2019-01-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-02-08

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 14 janvier 2019

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE
A/S MONSIEUR STÉPHANE LAVOIE
2345, RUE JARRY E
MONTRÉAL (QC) H1Z 4P3

Nº de décision : 2019-CPSM-1000263
N° de client : 3001611890

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- FESTIVAL INTERNATIONAL DES ARTS DU CIRQUE DE MONTRÉAL
- FÊTE ÉCO-BIO PAYSANNE
- INTERNATIONAL MARKET OF CONTEMPORARY CIRCUS (MICC)
- LA FALLA (PROJET ARTISTIQUE COMMUNAUTAIRE)
- MARCHÉ INTERNATIONAL DE CIRQUE CONTEMPORAIN (MICC)
- MONTRÉAL CIRQUE FESTIVAL
- MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE
- MORDU DE LA TOHU
- OH! COMME DANS TOHU
- RENDEZ-VOUS BOHU
- TOHU
-

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CITÉ DES ARTS DU CIRQUE est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 janvier 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Antoine Bédard
Directeur principal des opérations d'encadrement de la distribution

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de greffier;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE - TOHU**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, agissant et représentée aux présentes par monsieur Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 143 540 979
Numéro d'inscription TVQ : 102 349 0320

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine des arts du cirque et de l'animation et de la diffusion culturelle, environnementale et communautaire de portée locale, nationale et internationale;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE pour exécuter les services prévus à la présente convention, le Contractant doit détenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre autorité qui lui succède;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

1.1 **« Annexe 1 »** : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 **« Annexe 2 »** : Les exigences de la Ville en matière de visibilité

1.3 **« Annexe 3 »** : Les exigences de la Ville en matière de reddition de comptes

1.4 « **Reddition de comptes** »	Les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même les honoraires reçus de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles ils ont été employés de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre des services réalisés, le tout tel que amplement spécifié à l'Annexe 3.
1.5 « **Responsable** » :	La directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports de la Ville ou son représentant dûment autorisé.
1.6 « **Unité administrative** »	Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports de la Ville.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et les Annexes 1, 2 et 3 ci-joint(e)s, à réaliser une programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives en son lieu de diffusion, dans le parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel, auprès d'une population locale et métropolitaine.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1, 2 et 3 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les Parties et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 31 décembre 2022, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2 et 3;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.11 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux millions cent cinquante et un mille cinq cent trente-trois dollars et vingt-trois cents (2 151 533,23 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :

8.2.1 Pour l'année 2019 :

8.2.1.1 une somme maximale de cent trente et un mille trois cent un dollars et quarante-cinq cents (131 301,45 $) trente (30) jours après la signature de la présente Convention;

8.2.1.2 une somme maximale de cent trente et un mille trois cent un dollars et quarante-cinq cents (131 301,45 $) à la remise du rapport d'étape, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable;

8.2.1.3 une somme maximale de cent trente et un mille trois cent un dollars et quarante-cinq cents (131 301,45 $) le 15 août;

8.2.1.4 une somme maximale de cent trente et un mille trois cent un dollars et quarante-cinq cents (131 301,45 $) à la remise du rapport d'activités, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable.

8.2.2 Pour l'année 2020 :

8.2.2.1 une somme maximale de cent trente-trois mille quatre cent deux dollars et quarante et une cents (133 402,41 $) le 31 janvier;

8.2.2.2 une somme maximale de cent trente-trois mille quatre cent deux dollars et quarante et une cents (133 402,41 $) à la remise du rapport d'étape, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable;

8.2.2.3 une somme maximale de cent trente-trois mille quatre cent deux dollars et quarante et une cents (133 402,41 $) le 15 août;

8.2.1.4 une somme maximale de cent trente-trois mille quatre cent deux dollars et quarante cents (133 402,40 $) à la remise du rapport d'activités, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable.

8.2.3 Pour l'année 2021 :

8.2.3.1 une somme maximale de cent trente-cinq mille cinq cent douze dollars et douze cents (135 512,12 $) le 31 janvier;

8.2.3.2 une somme maximale de cent trente-cinq mille cinq cent douze dollars et douze cents (135 512,12 $) à la remise du rapport d'étape, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable;

8.2.3.3 une somme maximale de cent trente-cinq mille cinq cent douze dollars et douze cents (135 512,12 $) le 15 août;

8.2.3.4 une somme maximale de cent trente-cinq mille cinq cent douze dollars et treize cents (135 512,13 $) à la remise du rapport d'activités, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable.

8.2.4 Pour l'année 2022 :

8.2.4.1 une somme maximale de cent trente-sept mille six cent soixante-sept dollars et trente-trois cents (137 667,33 $) le 31 janvier;

8.2.4.2 une somme maximale de cent trente-sept mille six cent soixante-sept dollars et trente-trois cents (137 667,33 $) à la remise du rapport d'étape, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable;

8.2.4.3 une somme maximale de cent trente-sept mille six cent soixante-sept dollars et trente-trois cents (137 667,33 $) le 15 août;

8.2.3.5 une somme maximale de cent trente-sept mille six cent soixante-sept dollars et trente-deux cents (137 667,32 $) à la remise du rapport d'activités, tel que décrit à l'Annexe 3, à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder deux millions cent cinquante et un mille cinq cent trente-trois dollars et vingt-trois cents (2 151 533,23 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général et de la programmation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018,

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2018,

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE - TOHU

Par : _____
Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG .....).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

1. CONDITIONS GÉNÉRALES

Le Contractant et la Ville se sont dotés d'une vision commune afin d'orienter leur travail et leur collaboration.

Voici l'énoncé de cette vision :

Une collaboration de longue date, qui contribue à la qualité de vie des citoyens de Saint-Michel et de la métropole.

La Ville de Montréal et la TOHU travaillent ensemble à développer un pôle unique et innovant qui favorise la qualité du milieu de vie, dans lequel culture, éducation, loisirs et le parc Frédéric-Back sont mis au service de la communauté et du vivre ensemble. C'est un positionnement fort en faveur du développement durable et une occasion majeure de rayonnement pour Montréal, capitale mondiale des arts du cirque et laboratoire d'innovation sociale et environnementale.

2. CONTEXTE DU VOLET CULTUREL

Le Contractant est un partenaire privilégié de la Ville dans le développement d'un pôle culturel de la Ville, soit le pôle de la Cité des arts du cirque qui permet le positionnement international de Montréal comme capitale internationale des arts du cirque et qui contribue également au développement culturel du quartier Saint-Michel par ses programmes de réinsertion sociale et ses collaborations avec les organismes du quartier.

Le Contractant doit présenter à la Ville une programmation culturelle professionnelle diversifiée et pluridisciplinaire, offrant un juste équilibre entre des œuvres destinées à un large public et des œuvres de découverte et d'artistes de la relève, et avec une préoccupation pour intégrer des artistes de la diversité afin de représenter le caractère multiculturel de Saint-Michel.

Le Contractant doit réaliser une programmation de qualité, riche et diversifiée, s'inscrivant dans une dynamique de complémentarité avec l'offre culturelle montréalaise, tant celle proposée par les intervenants privés (l'offre commerciale) que celle des maisons de la culture (l'offre publique), plus particulièrement la maison de la culture Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Le Contractant doit offrir des spectacles gratuits en priorité aux résidants du quartier Saint-Michel, mais qui peuvent être également ouverts aux citoyens du grand Montréal.

Le Contractant doit travailler en étroite collaboration avec les personnes ressources de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et participer activement à la Table Culture de Vivre Saint-Michel en santé.

Le Contractant doit agir, dans la planification et la réalisation de ces activités, spectacles, événements et programmation, en accord avec le comité de suivi.

3. CONTEXTE DU VOLET PARC FRÉDÉRIC-BACK

Le Contractant est un partenaire privilégié de la Ville dans le développement du parc Frédéric-Back. Il agit à titre de pavillon d'accueil et d'interprétation pour les visiteurs du parc, présente une programmation variée et contribue à la notoriété de ce parc. Celui-ci connaîtra une ouverture progressive jusqu'à son ouverture complète, dont l'ajout d'au moins deux nouveaux secteurs d'ici 2022: la Plaine Est et le Boisé Sud.

Le Contractant doit élaborer et offrir, en collaboration avec la Ville, une programmation variée d'activités dans le parc Frédéric-Back. Le Contractant doit y offrir des activités éducatives, environnementales, culturelles et récréatives en adéquation avec les caractéristiques uniques du parc : immensité, expérience hors norme et génie environnemental. Le Contractant doit, pour la durée de la présente Convention, faire

évoluer l'offre d'activités afin de l'adapter aux nouvelles parties du parc qui ouvriront au public au cours des prochaines années.

Le Contractant doit offrir ces activités à la fois pour le bénéfice des résidants des quartiers avoisinants et pour celui des citoyens du grand Montréal, dans un souci de donner à tous une occasion de découvrir ce parc unique.

Le Contractant s'engage à respecter les contraintes du lieu et ses exigences en matière, entre autres, de sécurité, d'accueil, de circulation et de restriction d'installation de matériel lors du déroulement des activités ou de la tenue d'événements prévus dans le parc.

Le Contractant doit agir, dans la planification et la réalisation de ces activités, en accord avec le comité de suivi.

4. COMITÉ DE SUIVI DE LA CONVENTION

Le suivi de la présente Convention sera assuré par un Comité de suivi. Ce Comité est composé de six (6) membres, soit trois (3) représentants du Contractant et trois (3) représentants de la Ville. Les représentants de la Ville sont la directrice du Service de la culture, la directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et la directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, étant entendu que chacun peut se faire représenter par la personne de son Service ou de sa Direction désignée.

Le quorum de ce Comité sera constitué de quatre (4) représentants, dont la directrice du Service de la culture ou son représentant et la directrice du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal ou son représentant et deux (2) représentants du Contractant.

Ce Comité aura pour mandat :

- d'assurer le suivi et le bon fonctionnement général de la Convention et de faciliter la coordination entre le Contractant et les services centraux de la Ville et l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;
- de s'assurer que la programmation établie par le Contractant respecte les termes de l'offre de services de la présente Annexe 1 et d'en recommander l'approbation par le Responsable;
- d'approuver le cadre de visibilité et la stratégie de communication et de promotion des activités financées par la Convention;
- de favoriser des échanges sur la planification et les perspectives de développement;
- d'assurer le suivi et la coopération pour le développement de nouvelles activités dans le cadre de la présente convention;
- de mettre en place et d'assurer le suivi d'un sous-comité programmation selon les modalités établies et détaillées dans la présente Annexe 1;
- de mettre en place et d'assurer le suivi d'un sous-comité communication selon les modalités établies et détaillées dans la présente Annexe 1;
- d'établir les règles de fonctionnement du Comité;
- de s'assurer que les ressources financières fournies par la Ville sont utilisées conformément aux dispositions de la présente Convention et de recommander l'adoption du rapport d'activités et du bilan financier au Responsable.

Le Comité doit se réunir un minimum de trois (3) fois par année :

- 1 rencontre en mars afin de discuter de la programmation de la saison d'été, du budget et de la stratégie de communication et de promotion;
- 1 rencontre en juin afin de discuter du rapport d'étape, de la programmation automne/hiver et du budget;
- 1 rencontre en décembre afin de discuter du rapport d'activités déposé par le Contractant et des perspectives en programmation et communications pour la saison prochaine;
- Le calendrier de ces rencontres peut être modifié avec l'accord des deux parties.

Le Contractant doit déposer au comité de suivi, dans les dix jours ouvrables précédant la rencontre, tous les documents pertinents aux sujets prévus à l'ordre du jour. Cela inclut, notamment, sa programmation détaillée, incluant le budget, et le calendrier d'activités pour les saisons d'été et d'automne/hiver, ainsi que son rapport d'activités ou

d'étape. Ces documents doivent être présentés selon la forme et les paramètres établis à l'Annexe 3 de la présente Convention. Suite à leur approbation par le Comité de suivi, ils seront soumis au Responsable pour approbation conformément à l'article 6.2 de la présente convention.

Le Contractant doit obtenir l'accord du comité de suivi avant d'apporter tout changement majeur à sa programmation détaillée ainsi qu'à son calendrier d'activités approuvé par la Ville conformément à l'article 6.2 de la présente Convention.

Le Comité de suivi établit, dans le cadre de la présente Convention, un mécanisme permettant d'évaluer les activités offertes par le Contractant et de gérer les différends pouvant survenir dans la mise en œuvre de cette Convention. La première étape du mécanisme de conciliation est de convoquer une réunion du Comité de suivi dans les plus brefs délais.

5. SOUS-COMITÉ PROGRAMMATION

Le suivi de la programmation élaborée par le Contractant sera assuré par le sous-comité programmation qui sera formé de représentants de la Ville et du Contactant. Ces représentants varieront selon les éléments traités à l'ordre du jour.

Le Contractant doit participer aux rencontres de ce sous-comité programmation qui établit le mode de collaboration en matière de programmation culturelle, éducative et environnementale, de loisirs et événementielle.

Ce sous-comité aura pour mandat :

- de participer, en collaboration avec le Contractant, à l'établissement des orientations, à l'idéation et à l'élaboration de la programmation;
- d'établir les paramètres selon les besoins exprimés par les services centraux de la Ville, par l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc–Extension et par les organismes du quartier Saint-Michel;
- d'analyser la programmation proposée par le Contractant et de proposer des ajustements au besoin;
- d'adapter la programmation en fonction de l'ouverture des secteurs du parc actuellement en phase d'aménagement;
- de recommander l'adoption de la programmation par le comité de suivi.

Ce sous-comité doit se réunir un minimum de trois (3) fois par année :

- 1 rencontre en janvier afin de discuter de la programmation de la saison d'été;
- 1 rencontre en mai afin de discuter du bilan de la saison automne/hiver et de la programmation de la saison automne/hiver de l'année suivante;
- 1 rencontre en octobre afin de faire le bilan de la saison d'été et l'idéation de la programmation de la saison prochaine;
- Le calendrier de ces rencontres peut être modifié avec l'accord des deux parties.

Les rencontres du sous-comité programmation doivent être tenues un minimum de quatre semaines avant celles du Comité de suivi afin de préparer adéquatement la tenue de ces dernières.

6. SOUS-COMITÉ DE COMMUNICATION

Formé des représentants de la Ville et du Contractant, le sous-comité communication aura pour principale fonction de favoriser les échanges et la collaboration dans les actions de promotion destinées à assurer la notoriété du parc Frédéric-Back, la visibilité de la Ville et à faire connaitre la programmation des activités pour chaque saison.

Ce sous-comité communication sera constitué de représentants de la Ville et du Contractant, dont, au minimum, le responsable des communications pour chacune des deux parties. Il pourrait, selon ses besoins, inviter d'autres représentants de la Ville, des arrondissements ou venant de l'externe à participer à une ou plusieurs des rencontres prévues.

Ce sous-comité aura à examiner la stratégie de communication et de promotion préparée par le Contractant conformément à l'Annexe 2. Il devra aussi élaborer un cadre

de visibilité comprenant, de façon non exhaustive, des points à analyser et sur lesquels statuer et faire des recommandations au Comité de suivi :

- Stratégie de promotion et communication :
    - Contribution de la Ville à la stratégie de promotion des activités élaborée par le Contractant;
    - Contribution du Contractant à la stratégie de notoriété du parc Frédéric-Back élaborée par la Ville;
    - Promotion dans les outils de la Ville et ceux du Contractant;
- Visibilité générale du partenariat Ville-Contractant dans les différents outils de communication développés dans le cadre de la Convention:
    - Identification de la participation de la Ville;
    - Visibilité de la Ville versus celle du Contractant;
    - Utilisation du nom et de l'image du parc;
    - Conformité de l'utilisation du logo de la Ville;
    - Visibilité des autres partenaires et commanditaires du Contractant versus la visibilité de la Ville;
- Normes graphiques générales des outils de communication développés dans le cadre de la Convention;
- Signalétique et pavoisement aux alentours du parc par le Contractant;
- Produits dérivés, véhicules et vêtements;
- Mécanismes d'approbation des outils de communication développés par le Contractant;
- Rôles et responsabilités en matière de communication.

Le Comité doit se réunir un minimum de deux (2) fois par année :

- 1 rencontre en février afin de discuter de la stratégie de promotion et communication de la saison d'été;
- 1 rencontre en octobre afin de faire le bilan des activités de promotion de la saison d'été et planifier la promotion de la saison à venir;
- Le calendrier de ces rencontres peut être modifié avec l'accord des deux parties.

Le sous-comité de communication devra faire approuver les résultats de ses travaux par le Comité de suivi. Il devra aussi recommander au Comité de suivi l'adoption, lorsque terminé, du cadre de visibilité.

7. QUALITÉ ET ACCESSIBILITÉ DES ACTIVITÉS

Le Contractant doit agir, dans la réalisation de ses activités, événements et programmation, en accord avec les standards d'excellence et d'éthique qui prévalent dans ce genre d'activités et de façon à ce que ne soient pas entachés ou ternis l'image et le caractère d'administration publique de la Ville.

L'écran d'interprétation, les expositions et les services d'accueil doivent être accessibles au public pendant les heures d'ouverture régulière du pavillon, soit de 9 h à 17 h tous les jours. L'accès à certaines installations peut être limité après entente avec la Ville. Le Contractant et la Ville s'engagent aussi à entamer une démarche conjointe d'amélioration des standards d'accueil incluant, de façon non limitative, le contenu de formation pour le personnel ayant des contacts avec le public et l'accessibilité au pavillon d'accueil pour les activités.

À moins d'entente avec la Ville, toutes les activités financées dans le cadre du volet culturel de l'entente sont gratuites pour les résidants de Saint-Michel, et toutes celles financées dans le volet parc sont gratuites pour l'ensemble des résidants de l'agglomération de Montréal.

8. OFFRE DE SERVICES DÉTAILLÉE

Document offre de services du Contractant telle que reçue par la Ville de Montréal le 11 octobre 2018.

Budget entente ville 2019-2022

Index des lieux d'activités

Parc Frédéric-Back	Parvis Papineau	**PP**
	Boisé Est	**BE**
	Cube Boisé Est	**CBE**
	Mobile dans le parc	**MDP**
	Pavillon accueil	**PA**
Culture proximité St-Michel	TOHU salle	**TS**
	TOHU Espace Cascade	**TEC**
	TOHU extérieur	**TEx**
	TOHU ateliers	**TA**
	Écoles	**Ec**
	Hors les murs	**HLM**

CONVENTION DE SERVICE

Programmation - Volet parc Frédéric-Back

Catégories	No.	Activités	Description	Date	Clientèle	Fréquentation	Lieux	2019	2020	2021	2022
Éducation/Environnement	1	Écran d'interprétation tactile	Écran d'interprétation du parc Frédéric-Back	À l'année	Grand public	Selon achalandage	PA	2 392,00 $	2 430,27 $	2 467,00 $	2 508,00 $
	2	Guides-animateurs	Chef-guide: 1610 hrs, équipe guides: 2066 hrs	À l'année	Grand public	S/O	PA/MDP	64 500,00 $	65 532,00 $	66 581,00 $	67 646,00 $
	3	Promenades astronomiques	Observation astronomique guidée et commentée (6 à 8 sorties)	À l'année	Grand public	180 à 240 personnes	BE	1 957,00 $	1 988,00 $	2 020,00 $	2 052,00 $
	4	Sorties ornithologiques	Observation ornithologique guidée et commentée (6 à 8 sorties)	À l'année	Grand public	180 à 240 personnes	MDP	1 957,00 $	1 988,00 $	2 020,00 $	2 052,00 $
	5	Buzz printanier	Activité apicole printanière	Mi-mai	Famille	400 personnes	PA/MDP	1 957,00 $	1 988,00 $	2 020,00 $	2 052,00 $
	6	Grande corvée du parc	Corvée de nettoyage citoyenne du parc	Fin avril	Grand public	100 personnes	PA/MDP	1 522,00 $	1 546,00 $	1 571,00 $	1 596,00 $
	7	La réalité augmentée	Ateliers et exposition numérique	Juin à octobre	Scol. et grand public	100 personnes	Ec/BE	1 957,00 $	1 988,00 $	2 020,00 $	2 052,00 $
	8	Capsules et activités éducatives	Conception et production du matériel éducatif	À l'année	Grand public	S/O	CBE/MDP	6 087,00 $	6 184,00 $	6 283,00 $	6 383,00 $
	9	Cube du boisée est et aménagement	Installation et animation du Cube du Boisé	Juin à octobre	Grand public	700 personnes	CBE	3 478,00 $	3 534,00 $	3 591,00 $	3 648,00 $
	10	Conférences et visites ponctuelles	Conférences environnementales et visites CESM	À l'année	Grand public	350 personnes	PA/MDP	2 609,00 $	2 651,00 $	2 693,00 $	2 737,00 $
	11	Camp de jour	Programme destiné aux jeunes inscrits dans les camps de jour	Juin à août	Scolaire	850 personnes	PA/MDP	2 174,00 $	2 209,00 $	2 244,00 $	2 280,00 $
	12	Activités et visites scolaires	Activités et visites adaptées selon le niveau scolaire (préscolaire à universitaire)	À l'année	Scolaire	7000 personnes	PA/MDP	2 174,00 $	2 209,00 $	2 244,00 $	2 280,00 $
	13	Développement de projet	Montant réservé au développement de nouvelles activités et événements	S/O	S/O	S/O		5 521,00 $	5 609,00 $	5 699,00 $	5 790,00 $
							SOUS-TOTAL	**98 285,00 $**	**99 856,27 $**	**101 453,00 $**	**103 076,00 $**
Loisir/Culture	16	Les étoiles au cinoche	Projection de films en plein air (6 projections)	Juin à septembre	Grand public	1200 personnes	PP	9 566,00 $	9 719,00 $	9 875,00 $	10 032,00 $
	17	Activités de loisir	Sessions de yoga, de taï-chi et autres activités en plein air	Septembre à août	Grand public	250 personnes	PP/BE/CBE	4 000,00 $	4 064,00 $	4 129,00 $	4 195,00 $
	18	Animation culturelle	Prestations musicales, parcours théâtral, soirée de contes, etc., en plein air	Septembre à août	Grand public	750 personnes	PP/BE	8 175,00 $	8 306,00 $	8 439,00 $	8 574,00 $
	19	Grain de ciel - prêt et cours d'initiation	Prêt de cerfs-volants et initiation au vol acrobatique	Janvier à mars	Grand public	*Nouveauté*	CBE/BE	2 609,00 $	2 651,00 $	2 609,00 $	2 609,00 $
	20	Prêt skis-raquettes/sorties guidées hivernales	Prêt de skis et de raquettes, parcours guidés et commentés pour le public	Janvier à mars	Grand public	*Nouveauté*	CBE/MDP	3 478,00 $	3 534,00 $	3 591,00 $	3 648,00 $
							SOUS-TOTAL	**27 828,00 $**	**28 274,00 $**	**28 643,00 $**	**29 058,00 $**
Événements	21	Grain de ciel	Festival international annuel de cerfs-volants au parc Frédéric-Back	22-23-24 juin	Grand public	4000 personnes	BE/TEx	34 785,00 $	35 342,00 $	35 907,00 $	36 482,00 $
	22	Les pique-niques citoyens St-Michel	Séries de pique-niques à l'intention des citoyens de St-Michel	Mi-juillet, mi-août, 8 septembre	Grand public	1000 personnes	BE/CBE	15 696,00 $	15 947,00 $	16 202,00 $	16 461,00 $
							SOUS-TOTAL	**50 481,00 $**	**51 289,00 $**	**52 109,00 $**	**52 943,00 $**
							TOTAL VOLET PARC FRÉDÉRIC-BACK	**176 594,00 $**	**179 419,27 $**	**182 205,00 $**	**185 077,00 $**

Programmation - Volet culture de proximité St-Michel

Catégories	No.	Activités	Description	Date	Clientèle	Fréquentation	Lieux	2019	2020	2021	2022
Art visuel/Exposition	23	Expo La comédie du monde de David Farsi	Exposition de peintures grand format	20 août au 4 novembre 2018	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	24	Expo Les œuvres de Frédéric Back (extérieur)	Exposition extérieure d'œuvres de Frédéric-Back	21 août 2018 au 18 août 2019	Grand public	Selon achalandage	TEx	6 087,00 $			
	25	Expo La Dérive de Chloé Beaulac	Exposition de photos	12 novembre au 18 décembre 2018	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	26	Expo 15 ans de médiation culturelle à la TOHU	Exposition de photos, rétrospective des médiations depuis 15 ans et des partenaires	21 décembre 2018 au 20 janvier 2019	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	27	Expo Portrait d'une fin de siècle… de J-F Leblanc	Exposition de photos argentiques	24 janvier au 10 mars 2019	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	28	Expo La prise de risque au cirque du Fonds WJ	Exposition iconographique sur le risque dans les arts du cirque	14 mars au 28 avril 2019	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	29	Expo Les petits papiers de Marie-Josée Gustave	Exposition d'œuvres fait à partir de papier	1er mai au 23 juin 2019	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	30	Expo Œuvres du Cirque du Soleil	Exposition d'œuvres de la collection du Cirque du Soleil	27 juin au 18 août 2019	Grand public	Selon achalandage	TEC	2 348,00 $			
	31	Expos années 2020 à 2022							22 883,00 $	23 249,00 $	23 621,00 $
							SOUS-TOTAL	**22 523,00 $**	**22 883,00 $**	**23 249,00 $**	**23 621,00 $**
Art de la scène	32	Cas public - danse	Spectacle de danse	20 septembre 2018	Grand public/scolaire	560 personnes	TS	9 696,00 $			
	33	Ceux qui n'existent pas - DynamO Théâtre	Spectacle multidisciplinaire	18 et 19 janvier	Grand public/scolaire	700 personnes	TS	9 696,00 $			
	34	Henri Godon - musique (Croque-spec.)	Spectacle musical	5 et 6 avril 2019	5 à 12 ans	700 personnes	TS	8 827,00 $			
	35	Partout ailleurs - Th. de l'avant-pays (Croque-spec.)	Pièce de théâtre	7 et 8 avril 2019	À partir de 7 ans	700 personnes	TS	8 827,00 $			
	36	Festival Petits bonheurs	Spectacles et ateliers d'expérimentation	3 au 12 mai 2019	Petite enfance	80 personnes	HLM	5 348,00 $			
	37	Spectacles en salle gratuits années 2020 à 2022							43 072,00 $	43 761,00 $	44 461,00 $
	38	Billets spectacles ville (St-Michel)	Billets de spectacles gratuits offerts à la population de St-Michel (5 spect. x 400 billets)	Octobre à mai	Grand public	2000 personnes	TS	21 740,00 $	22 088,00 $	22 441,00 $	22 800,00 $
							SOUS-TOTAL	**64 134,00 $**	**65 160,00 $**	**66 202,00 $**	**67 261,00 $**

Médiation	39	Ateliers La comédie du monde - David Farsi	Ateliers créatifs et visite commentée de l'exposition avec l'artiste (4 ateliers)	À venir	Prim. 2e & 3e cycle	100 personnes	TA	487,00 $			
	40	La Falla des enfants	Ateliers d'arts plastiques sur le thème de la Falla (14 ateliers)	Septembre 2018 à mai 2019	Enfants 3 à 12 ans	560 personnes	TA	3 478,00 $	3 534,00 $	3 591,00 $	3 648,00 $
	41	Ateliers sur Cas Public	Ateliers de médiation sur le langage des signes et la chorégraphie (4 x 30 élèves)	10 au 24 septembre 2018	Scolaire et spécialisée	120 personnes	Ec	487,00 $			
	42	Ateliers Les explositions de la marche du crabe	Ateliers de médiation sur le spectacle	19 novembre au 19 décembre	Prim. 2e cycle	300 personnes	Ec/TEC	487,00 $			
	43	Ateliers Ceux qui n'existent pas	Atelier pour les jeunes lors de la résidence de la cie DynamO (11 x 25 élèves)	Novembre 2018 à janvier 2019	Scolaire	275 personne	Ec/ST	487,00 $			
	44	Ateliers Portrait d'une fin de siècle	Atelier créatif et visite commentée de l'exposition avec l'artiste	Dates à venir	Prim. 2e cycle & adulte	50 personnes	TA/TEC	487,00 $			
	45	Ateliers et suivis Henri Godon	Activités préparatoires et de médiation du spectacle (20 classes issues de 5 écoles)	18/25 mars, 1er avril, 8/15 avril 2019	Prim. 2e & 3e cycle	500 personne	Ec/TS	487,00 $			
	46	Ateliers et suivis Partout ailleurs	Activités préparatoires et de médiation du spectacle (20 classes issues de 5 écoles)	18/25 mars, 1er avril, 8/15 avril 2019	Prim. 2e & 3e cycle	500 personnes	Ec/TS	487,00 $			
	47	Ateliers Les petits papiers	Atelier créatifs et exposition de la production des enfants	Mars été avril 2019 (à confirmer)	Prim. 2e & 3e cycle	100 personnes	Ec	487,00 $			
	48	Visite vertige de la TOHU	Visite des endroits en hauteur de la TOHU (coursives, passerelles, toît)	À venir	Famille	50 personnes	TS	487,00 $			
	49	Ateliers de médiation années 2020 à 2022							4 453,00 $	4 524,00 $	4 597,00 $
							SOUS-TOTAL	**7 861,00 $**	**7 987,00 $**	**8 115,00 $**	**8 245,00 $**
Événements	50	Journées de la culture	Activités diverses pour les journées de la culture	29 septembre 2018	Grand public	500 personnes	TOHU	2 174,00 $	2 209,00 $	2 244,00 $	2 280,00 $
	51	Fête des Aînés du quartier Saint-Michel	Fête pour les aînés de St-Michel organisée avec partenaires du milieu	22 septembre 2018	Ainés et familles	500 personnes	TEx/TEC	2 174,00 $	2 209,00 $	2 244,00 $	2 280,00 $
	52	Semaine de relâche	Activités familiales intérieures et extérieures diverses pour la semaine de relâche	5 au 9 mars	Famille	1500 personnes	TOHU	25 250,00 $	25 654,00 $	26 064,00 $	26 481,00 $
	53	Week-end cirque St-Michel	Week-end de cirque pour les gens de St-Michel lors de Montréal complètement cirque	13 et 14 juillet	Grand public	3500 personnes	TOHU	13 044,00 $	13 253,00 $	13 465,00 $	13 680,00 $
	54	La Falla de St-Michel	Grande fête citoyenne annuelle de St-Michel	8, 9 et 10 août	Grand public	5000 personnes	TEx	39 133,00 $	39 759,00 $	40 395,00 $	41 041,00 $
							SOUS-TOTAL	**81 775,00 $**	**83 084,00 $**	**84 412,00 $**	**85 762,00 $**
Ateliers	55	Grain de ciel - ateliers de fabrication	Ateliers de fabrication, encadrement professionnel et vol dans le parc	Février et mars	14 ans et plus	72 personnes	TA	3 913,00 $	3 976,00 $	4 040,00 $	4 104,00 $
							SOUS-TOTAL	**3 913,00 $**	**3 976,00 $**	**4 040,00 $**	**4 104,00 $**
							TOTAL VOLET CULTURE DE PROXIMITÉ ST-MICHEL	**180 206,00 $**	**183 090,00 $**	**186 018,00 $**	**188 993,00 $**

TOTAL DES FRAIS DE LA CONVENTION DE SERVICE

VOLET PARC FRÉDÉRIC-BACK	**176 594,00 $**	**179 419,27 $**	**182 205,00 $**	**185 077,00 $**
VOLET CULTURE DE PROXIMITÉ ST-MICHEL	**180 206,00 $**	**183 090,00 $**	**186 018,00 $**	**188 993,00 $**
COMMUNICATION ET MARKETING	**100 000,00 $**	**101 600,00 $**	**103 226,00 $**	**104 877,00 $**
TOTAL AVANT TAXES	**456 800,00 $**	**464 109,27 $**	**471 449,00 $**	**478 947,00 $**
TPS & TVQ	**68 405,80 $**	**69 500,36 $**	**70 599,49 $**	**71 722,31 $**
GRAND TOTAL DES FRAIS DE LA CONVENTION DE SERVICE	**525 205,80 $**	**533 609,63 $**	**542 048,49 $**	**550 669,31 $**

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES TOHU (PUBLICS OU PRIVÉS)	***424 356,00 $***	***432 843,12 $***	***441 499,98 $***	***450 329,98 $***

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

- Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

- Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

ANNEXE 3

Exigences de la VILLE en matière de reddition de comptes

1. DOCUMENTS DE REDDITION DE COMPTE

Le Contractant s'engage à transmettre annuellement :

- Une programmation automne/hiver, couvrant la période du 1er septembre au 30 avril, et une programmation estivale, couvrant la période du 1er mai au 31 août, avec les objectifs de fréquentation et le budget prévu pour chacune des activités. Cette programmation devra être élaborée avec le sous-comité programmation et comprendre des activités culturelles et d'animation du parc Frédéric-Back, conformément aux orientations énoncées en Annexe 1 – Description de la prestation de service du Contractant. Cette programmation doit être conforme au format déterminé par la Ville et détaillé dans la présente Annexe 3, au point 2 – Programmation. Elle devra être déposée au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la tenue du Comité de suivi où elle sera examinée.

- Un rapport d'activités qui détaille la liste des activités et des services réalisés, les statistiques de fréquentation des activités et des services, le bilan des actions de communication et le bilan financier. Ce rapport d'activités doit couvrir la période entre le 1er septembre d'une année et le 31 août de l'année suivante. Il devra être conforme au format déterminé dans la présente Annexe 3, au point 2 – Rapport d'activités. Il doit être déposé au plus tard le 15 novembre de chaque année.

- Un rapport d'étape, faisant état de la fréquentation pour chacune des activités de la programmation pour la saison automne/hiver, devra être déposé conformément au format déterminé par la Ville et détaillé dans la présente Annexe 3, au point 3 – Rapport d'étape. Ce rapport doit être déposé au plus tard le 15 mai de chaque année.

- Une stratégie de communication et de promotion pour la programmation culturelle et pour la programmation du parc Frédéric-Back, ainsi que pour les activités phares de chaque programmation et ce, à chaque saison : été et automne/hiver. Cette stratégie doit être bonifiée en collaboration avec le sous-comité communication, puis être déposée au moins dix (10 jours) ouvrables avant la tenue du Comité de suivi où elle sera examinée.

- Une revue de presse et le bilan de la visibilité avec évaluation de la stratégie de communication et des exemplaires d'outils promotionnels (publicités, dépliant, etc.). Ces éléments doivent être déposés avant la tenue du sous-comité communication où le bilan sera effectué.

Le dépôt de ces documents est obligatoire et préalable aux versements prévus au point 8.2 de la présente Convention.

2. PROGRAMMATION

Voir tableau 2. Programmation – 1er mai -31 août 2019

3. RAPPORT D'ACTIVITÉS

Voir tableau 3. Rapport d'activités 2019-2010

4. RAPPORT D'ÉTAPE

Voir tableau 4. Rapport d'étape 2019-2020

2. Programmation - 1er mai - 31 août 2019

								Fréquentation		Dépenses prévisionnelles					
						Programmation culturelle		Nombre de personnes		2018-2019	2019-2020		Autres sources de financement prévisionnelles		
Activité	Détail	Dates	Lieux*	Clientèle	Discipline**	%diversité	%relève	Réel 2018-19	Cible 2019-20	Réel	Prévisionnel	%budget	Sources***	Montant	Type de contribution
Programmation - volet parc Frédéric-Back															
Éducation et environnement															
Culture															
Loisirs															
Événements															
Sous-total : parc Frédéric-Back															
Programmation - volet culture de proximité St-Michel															
Art visuel et expositions															
Arts de la scène															
Médiation															
Événements															
Billets gratuits								**Nombre billets**	**Présences**						
Nom des partenaires															
Sous-total : culture de proximité Saint-Michel															

		Équipe				Communications									
Gestion et communication		Période d'emploi	Nombre total d'heures			Nombre d'outils prévus	Nombre d'articles visés								
Équipe éducation / médiation															
Détailler chaque poste															
Communication et marketing															
Dépliant programmation été															
Autres imprimés															
Affichage															
Autres outils (sous-catégories au besoin)															
Réseaux sociaux															
Relations de presse															
Sous-total : gestion et communication															

GRAND TOTAL															

3. Rapport d'activités - 2019-2020

1er septembre 2019 au 31 août 2020

						Résultats								Dépenses								
						Programmation culturelle		Fréquentation			Taux de satisfaction			2018-209	2019-2020			Répartition		Autres sources de financement		
Activité	Détail	Dates	Lieux*	Clientèle	Discipline**	%diversité	%relève	Cible	Réel	%cible	Public	Partenaires	Commentaires	Réel	Prévisionnel	Réel	%budget	2019	2020	Sources***	Montant	Type de contribution
Programmation - volet parc Frédéric-Back																						
Éducation et environnement																						
Culture																						
Loisir																						
Événements																						
Sous-total : parc Frédéric-Back																						
Programmation - volet culture de proximité St-Michel																						
Art visuel et expositions																						
Arts de la scène																						
Médiation																						
Événements																						
Billets gratuits																						
Nom des partenaires																						
Sous-total : culture de proximité																						

		Équipe				Communications																
Gestion et communication		Période d'emploi	Nombre total d'heures			Nombre d'outils diffusés	Nombre d'articles (revue presse)															
Équipe éducation / médiation																						
Détailler chaque poste																						
Communication et marketing																						
Dépliant programmation été	Joindre outils																					
Autres imprimés																						
Affichage																						
Autres outils																						
Réseaux sociaux																						
Relations de presse	Joindre revue de presse																					
Sous-total : gestion et communication																						

GRAND TOTAL																						

4. Rapport d'étape 2019-2020

1er septembre 2019 au 30 avril 2020

					Résultats					
					Fréquentation			Taux de satisfaction		
Activité	**Dates**	**Lieux***	**Clientèle**	**Discipline****	**Cible**	**Réel**	**%cible**	**Public**	**Partenaires**	**Commentaires**
Programmation - volet parc Frédéric-Back										
Éducation et environnement										
Culture et loisirs										
Événements										
Sous-total : parc Frédéric-Back										
Programmation - volet culture de proximité St-Michel										
Art visuel et expositions										
Arts de la scène										
Médiation										
Événements										
Billets gratuits										
Nom des partenaires										
Sous-total : culture de proximité Saint-Michel										
GRAND TOTAL										

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187540002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation d'une programmation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives à la TOHU, au parc Frédéric-Back et dans le quartier Saint-Michel, pour une somme maximale de 2 151 533,23 $, répartie de 2019 à 2022. / Approuver un projet de convention à cet effet. / Autoriser un virement budgétaire de 104 471,17 $ de compétence corporative du Service de la culture vers les dépenses contingentes en contrepartie de 104 471,17 $ de compétence d'agglomération des dépenses contingentes vers le Service de la culture pour 2019. / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 836,91 $ à compter de 2020, pour un montant de 7 689,81 $ à compter de 2021 et pour un montant de 11 625,79 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187540002 TOHU entente de services.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444

Alpha Okakesema
514 872-5872

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-07

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.35

2019/03/28
17:00

(2)

Dossier # : 1197297001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Fujitsu conseil (Canada) inc. pour des prestations de services en Intelligence artificielle, pour une période de 2 ans pour une somme maximale de 2 052 993,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16877- 6 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec Fujitsu Canada, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour la fourniture de prestations de services professionnels requis en intelligence artificielle, pour une somme maximale de 2 052 993,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16877;

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-03-04 09:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197297001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Fujitsu conseil (Canada) inc. pour des prestations de services en Intelligence artificielle, pour une période de 2 ans pour une somme maximale de 2 052 993,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16877- 6 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal effectue un virage technologique sans précédent et investit massivement pour se doter des meilleures technologies et accroître l'efficacité de ses activités notamment en Intelligence Artificielle (IA).
Dans le but de rester à la fine pointe des technologies et des nouvelles tendances du marché en IA, la Ville met en place différents modes de sourçage, tels que des ententes avec des centres de recherches, afin de mener des activités de recherche et de développement de preuves de concept et de solutions logicielles répondant aux besoins de la Ville.

Dans ce contexte la Ville a lancé l'appel d'offres 18-16877, ''Prestations de service en intelligence artificielle IA'', en date du 12 septembre 2018. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir. La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 20 novembre 2018. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier, suivant leur ouverture. Un délai de 68 jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 7 addendas ont été publiés aux dates suivantes :

N° addenda	Date	Portée
1	2018-10-3	Report de date
2	2018-10-5	Modification et ajouts d'articles à l'appel d'offres
3	2018-10-17	Réponses aux questions
4	2018-10-25	Report de date et réponses aux questions.
5	2018-10-29	Réponses aux questions
6	2018-11-2	Réponses aux questions

7	2018-11-08	Nouveau bordereau de prix

L'objet du présent dossier vise donc à conclure une entente-cadre de services professionnels avec Fujitsu conseil (Canada) inc., pour des prestations de service en IA, pour une période de 2 ans et pour une somme maximale de 2 052 993,60 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA187297001 - 8 mars 2018 - Approuver la grille d'évaluation qui sera utilisée dans le cadre du futurs appel d'offres obtenir des prestations de service en intelligence artificielle.

DESCRIPTION

La nature du service, demandé dans le cadre de cet appel d'offres, consiste à accompagner et supporter la Ville de Montréal afin de:

- Développer et mettre en place des solutions logicielles basées sur l'intelligence artificielle;
- Proposer des plans de communication appropriés pour la diffusion des résultats et l'adoption des solutions proposées par les services concernés;
- Recommander des plans d'action pour favoriser l'adoption des technologies reliées à l'intelligence artificielle à l'intérieur des différents services de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Sur un total de 28 preneurs du cahiers des charges, 6 preneurs (21.43 %) ont déposé une offre, alors que les 22 autres (78.57 %) n'ont pas soumissionné. De ces 22 firmes :

- Une firme mentionne que le projet n'est pas dans leur secteur d'activités;
- Une firme mentionne que la demande leur apparaît restrictive (contraintes, légales, taux unique);
- Une firme mentionne ne pas rencontrer certaines des exigences requises;
- Une firme a pris possession du cahier des charges à deux reprises;
- Deux organismes publics ont pris possession de l'appel d'offres.

Toutes les firmes ayant déposé des soumissions sont déclarées conformes d'un point de vue administratif. Quatre firmes ont eu une note de passage inférieure à 70% et 2 firmes supérieure à 70%.

Le tableau suivant présente les deux soumissions conformes retenues :

Tableau des résultats

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Total Avec taxes
Fujitsu Canada	72,90	0,60	2 052 993,60 $	2 052 993,60 $
SIA Partenaires inc,	71,0	0,56	2 152 332,00 $	2 152 332,00 $
Dernière estimation réalisée			2 069 550,00 $	2 069 550,00 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*				(16 556,40) $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				(0,80)%

Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*	99 338,40 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	4,84 %

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Fujitsu conseil (Canada) inc. a obtenu son accréditation le 14 novembre 2013 et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente cadre va permettre d'ajouter un nouveau mode de sourçage qui s'ajoute aux partenariats en place avec d'autres centres de recherche afin de permettre à la Ville d'investir en IA pour améliorer ses opérations et ses services aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au CE : 20 mars 2019;
Présentation du dossier au CM: 25 mars 2019;
Présentation du dossier du CG : 28 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia BEDDER
Conseillère en nalyse et contrôle de gestion

Tél : 438 993-5713
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Jean-Martin THIBAULT
Directeur et architecte en chef TI

Tél : 514 872-0843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2019-02-28

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0259

Québec, le 14 novembre 2013

Fujitsu Conseil (Canada) inc.
À l'attention de : Monsieur David Roy Shearer
1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1400
Montréal (Québec) H3A 3R2

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Fujitsu Conseil (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0259 n° d'identification de l'Autorité : 2700025353

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- FUJITSU CONSULTING (CANADA) INC.
- DMR
- DMR, UNE DIVISION DE FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
- DMR, A DIVISION OF FUJITSU CONSULTING (CANADA) INC.

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la « LCOP »). Fujitsu Conseil (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 novembre 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

VOLUME 18, NUMÉRO 4, JUIN 2016

PRÉCISIONS CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES AUTORISATIONS DE CONTRACTER AVEC L'ÉTAT ÉMISES PAR L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

La Loi sur les contrats des organismes publics [1] prévoit que lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai. L'entreprise demeure donc au Registre des entreprises admissibles (REA), et ce, jusqu'à ce que l'Autorité des marchés financiers (AMF) confirme ou non son renouvellement.

Cependant, si une entreprise dépose sa demande de renouvellement dans un délai inférieur à 90 jours avant l'expiration de son autorisation, elle est alors retirée du REA une fois ce délai expiré. Par conséquent, elle ne pourra plus signer de nouveaux contrats ou sous-contrats publics au-dessus des seuils. Elle pourra cependant poursuivre ceux qui sont en cours d'exécution.

Dans le cadre du processus de renouvellement, l'AMF transmet à l'entreprise, une fois que la demande de renouvellement est dûment soumise, un accusé de réception attestant la date à laquelle ladite demande a été reçue. L'entreprise est alors en mesure de déterminer si sa demande a été déposée dans le délai requis. Par la suite, la décision sur le renouvellement sera transmise à l'entreprise une fois qu'elle sera rendue par l'AMF. Ainsi, entre le moment où l'autorisation initialement délivrée est expirée et celui où la décision sur le renouvellement sera rendue, le REA fait foi de tout.

Il est de la responsabilité de l'organisme public de consulter systématiquement le REA, publié sur le site Web de l'Autorité des marchés financiers, avant de signer un contrat avec une entreprise, afin de s'assurer que celle-ci est bel et bien autorisée à le faire, à la date de signature dudit contrat.

Les entreprises qui souhaitent en savoir plus sur la demande d'autorisation pour conclure un contrat public ou un sous-contrat public peuvent visiter le site Web de l'Autorité des marchés financiers.

Pour présenter une demande de renouvellement

Les entreprises peuvent déposer leur demande dès maintenant auprès de l'Autorité des marchés financiers, qui rend disponibles sur le site www.lautorite.qc.ca les services en ligne nécessaires pour présenter une demande d'autorisation.

Les entreprises québécoises qui souhaitent présenter une demande de renouvellement devront utiliser les services en ligne de l'AMF. Pour accéder aux services en ligne en toute sécurité, elles devront détenir un compte clicSÉQUR-entreprises.

Les entreprises qui obtiennent une autorisation de l'AMF sont inscrites au Registre des entreprises autorisées à contracter avec un organisme public, qui peut être consulté sur le site Web de l'AMF.

Pour de plus amples renseignements :
Direction de l'évaluation de la conformité
418 643-0875, poste 4918

Téléphone sans frais : 1 855 883-7362

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

© Gouvernement du Québec, 2009

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 25 février 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
Adresse du siège social : 7101, AV DU PARC, 102, MONTRÉAL, QC, H3N 1X9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700025353
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143039486

Autres noms d'affaires

- FUJITSU CONSULTING (CANADA) INC.
- DMR
- DMR, UNE DIVISION DE FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
- DMR, A DIVISION OF FUJITSU CONSULTING (CANADA) INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197297001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction technologies_architecture_innovation et sécurité , Direction
Objet :	Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Fujitsu conseil (Canada) inc. pour des prestations de services en Intelligence artificielle, pour une période de 2 ans pour une somme maximale de 2 052 993,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16877- 6 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-16877 PV.pdf 18-16877_DetCah.pdf 18-16877_Intervention.pdf 18-16877_Tableau.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16877

No du GDD : 1197297001

Titre de l'appel d'offres : Prestation de services en Intelligence artificielle-STI

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 9 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 16 - 10 - 2018

Ouverture faite le : 20 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : 21 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Date du dernier addenda émis : 8 - 11 - 201

Délai total accordé aux soumissionnaires : 68 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 28

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de réponses : 21,43

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Irosoft inc.	note de passage sous les 70%
Syntell inc.	note de passage sous les 70%
Stantec Experts-conseils ltée..	note de passage sous les 70%
Stardigi AI	note de passage sous les 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 19 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Fujitsu Canada	2 052 993,60	√	
SIA Partenaires inc,	2 152 332,00		

Information additionnelle

Désistements:
Une (1) firme mentionne que le changement dans les heures du contrat a eu un impact sur le rsique de ne pas livrer dans les délais.
Une firme (1) mentionne que le projet n'est pas dans leur secteur d'activités.
Une firme (1) mentionne que la demande leur apparaît restrictive (contraintes, légales, taux unique).
Une firme (1) mentionne ne pas rencontrer certaines des exigences requises.
Une firme (1) a pris possession du cahier à deux reprises.
Deux (2) organismes publics ont pris possession de l'appel d'offres.

Préparé par : Bernard Boucher Le 5 - 2 - 2019

18-16877 - Prestation de services en Intelligence artificielle-STI

FIRME	Présentation de l'offre de dervices TI 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Description des processus et méthodologies 10%	Expertise du soumissionnaire et de son Coordonnateur des services pour la réalisation de contrats similaires 15%	Qualité du centre d'expertise 30%	Analyse de l'échantillonnage des expertises spécifiques 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Irosoft inc.	3,75	7,50	7,25	10,75	14,75	16,75	60,8			Non conforme
SIA Partenaires inc.	3,25	7,00	7,50	11,25	22,75	19,25	71,0	2 152 332,00 $	0,56	2
Stantec Experts conseils ltée.	3,88	7,00	7,25	11,25	20,25	17,75	67,4			Non conforme
Stradigi AI inc.	1,50	4,50	4,75	6,50	16,25	14,00	47,5			Non conforme
Syntell inc.	3,50	6,75	6,75	10,25	17,25	17,25	61,8			Non conforme
Fujitsu Conseil (Canada) inc.	3,75	7,50	7,25	11,38	22,75	20,25	72,9	2 052 993,60 $	0,60	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	Bernard Boucher / Simona Radulescu									

Comité

Date	lundi 21-01-2019
Heure	13 h 30
Lieu	801 rue Brennan, R_16_5105

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-16877
Numéro de référence : 1198455
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Prestation de services en Intelligence artificielle-STI

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
9172-8766 Quebec Inc. (dba Nexalogy Environics) 5605 Av de Gaspe, Suite 608 Montréal, QC, H2T 2A4	Madame Krista Smyth Téléphone : 514 272-8349 Télécopieur : 514 509-2109	**Commande : (1500129)** 2018-10-12 10 h 40 **Transmission :** 2018-10-12 10 h 40	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-12 10 h 40 - Télécopie 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-12 10 h 40 - Télécopie 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 18 - Télécopie 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 44 - Télécopie 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Télécopie 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 14 h 47 - Télécopie 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 10 h 04 - Télécopie 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alworx 1315 Gaspard-Fauteux Québec, QC, G1T 2E1	Monsieur Simon Savary Téléphone : 418 653-8192 Télécopieur :	**Commande : (1499923)** 2018-10-11 16 h 34 **Transmission :** 2018-10-11 16 h 34	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-11 16 h 34 - Téléchargement 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-11 16 h 34 - Téléchargement 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 10 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Alithya Services-Conseils inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	**Commande : (1491174)** 2018-09-17 10 h 52 **Transmission :** 2018-09-17 10 h 52	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1490281)** 2018-09-13 11 h 40 **Transmission :** 2018-09-13 11 h 40	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMI Groupe Conseil 330,Saint-Vallier Est, bureau 220 Québec, QC, G1K 9C5	Madame Mélanie Brousseau Téléphone : 418 529-5899 Télécopieur : 418 529-9161	**Commande : (1490117)** 2018-09-13 9 h 06 **Transmission :** 2018-09-13 9 h 06	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel

			3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courriel électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Commission scolaire de Montréal 3737, rue Sherbrooke Est 1er étage Nord Montréal, QC, H1X 3B3 http://www.csdm.qc.ca	Madame Liz Urbina Téléphone : 514 596-6418 Télécopieur :	**Commande : (1491633)** 2018-09-18 9 h 45 **Transmission :** 2018-09-18 9 h 45	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1490662)** 2018-09-14 10 h 23 **Transmission :** 2018-09-14 10 h 23	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courriel électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ernst & Young Montréal LLP 900, de Maisonneuve Ouest Bureau 2300 Montréal, QC, H3A 0A8 http://www.ey.com/CA/en/Home	Madame Norma Gaudio Téléphone : 514 879-8166 Télécopieur :	**Commande : (1491465)** 2018-09-17 16 h 53 **Transmission :** 2018-09-17 16 h 53	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 10 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courriel électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Fujitsu Canada (Réception des appels d'offres) 2000, boul. Lebourgneuf	Madame Marjolaine Giguère Téléphone : 418 840-	**Commande : (1489816)** 2018-09-12 13 h 37	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel

Bureau 300 Québec, QC, G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca	5100 Télécopieur : 418 840-5105	**Transmission :** 2018-09-12 13 h 37	3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Google Cloud Canada Inc. 1253, ave McGill College, suite 150 Montréal, QC, H3B2Y5 http://cloud.google.com	Monsieur David Beauchemin Téléphone : 514 884-4742 Télécopieur :	**Commande : (1506311)** 2018-10-30 14 h 19 **Transmission :** 2018-10-30 14 h 19	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-30 14 h 19 - Téléchargement 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-30 14 h 19 - Téléchargement 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-30 14 h 19 - Téléchargement 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-30 14 h 19 - Téléchargement 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-30 14 h 19 - Téléchargement 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1489719)** 2018-09-12 11 h 28 **Transmission :** 2018-09-12 11 h 28	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau)

			2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Institut SAS Canada inc. 70 rue St-Pierre Québec, QC, G1K 3Z9 http://www.sas.com	Madame Chantal Lessard Téléphone : 514 395-4111 Télécopieur : 514 395-8962	**Commande : (1508047)** 2018-11-05 10 h **Transmission :** 2018-11-05 10 h	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-11-05 10 h - Téléchargement 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-11-05 10 h - Téléchargement 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-11-05 10 h - Téléchargement 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-11-05 10 h - Téléchargement 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-11-05 10 h - Téléchargement 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-05 10 h - Téléchargement 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Institut SAS Canada inc. 2001 McGill College Suite 1800 Montréal, QC, H3A 1G1 http://www.sas.com	Madame Chantal Lessard Téléphone : 514 395-4071 Télécopieur : 514 395-8962	**Commande : (1489714)** 2018-09-12 11 h 24 **Transmission :** 2018-09-12 11 h 24	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Irosoft Inc. 3100 Cote-Vertu bureau 510 Montréal, QC, H4R 2J8 http://www.irosoft.com	Monsieur Alain Lavoie Téléphone : 514 920-0020 Télécopieur : 514 920-0028	**Commande : (1489901)** 2018-09-12 14 h 52 **Transmission :** 2018-09-12 14 h 52	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel

			3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Keyrus Canada Inc 387A St Paul Ouest Montréal, QC, H2Y 2A7	Monsieur Antoine Cossé Téléphone : 514 416-4036 Télécopieur :	**Commande : (1492920)** 2018-09-20 20 h 48 **Transmission :** 2018-09-20 20 h 48	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca	Madame Kathy Tremblay Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	**Commande : (1489677)** 2018-09-12 10 h 43 **Transmission :** 2018-09-12 10 h 43	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LORAN Technologie inc. 1751, rue Marais bureau 380 Québec, QC, G1M 0A2 http://www.lorantech.com	Monsieur Shaun McDonnnell Téléphone : 418 576-0977 Télécopieur :	**Commande : (1489721)** 2018-09-12 11 h 29 **Transmission :** 2018-09-12 11 h 29	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel

			3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Microsoft Corporation 100 Queen St., Suite 500 Ottawa, ON, K1P 1J9	Monsieur Patrick Gilligan Téléphone : 613 212-3872 Télécopieur :	**Commande : (1490245)** 2018-09-13 11 h 01 **Transmission :** 2018-09-13 11 h 01	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ministère de la Justice 1200, route de l'Église 8e étage Québec, QC, G1V 4M1	Madame Kathleen Laroche Téléphone : 418 644-4396 Télécopieur : 418 643-4224	**Commande : (1507762)** 2018-11-02 14 h 37 **Transmission :** 2018-11-02 14 h 37	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-11-02 14 h 37 - Téléchargement 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-11-02 14 h 37 - Téléchargement 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-11-02 14 h 37 - Téléchargement 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-11-02 14 h 37 - Téléchargement 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-11-02 14 h 37 - Téléchargement 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 14 h 37 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC. 825, boul. Lebourgneuf, bur. 412 Québec, QC, G2J 0B9 http://www.momentumtechnologies.ca	Monsieur Éric Pronovost Téléphone : 418 681-6363 Télécopieur : 418 681-7720	**Commande : (1490239)** 2018-09-13 10 h 46 **Transmission :** 2018-09-13 10 h 46	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel

			3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 10 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PwC Management Services L.P. 1250, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 2500 Montréal, QC, H3B4Y1	Madame Nadia Bergeron Téléphone : 514 205-5001 Télécopieur :	**Commande : (1489916)** 2018-09-12 15 h 06 **Transmission :** 2018-09-12 15 h 06	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600 De La Gauchetière O. bur. 2000 Montréal, QC, H3B 4L8 http://www.rcgt.com	Madame Annie Givern Téléphone : 514 954-4621 Télécopieur : 514 878-2127	**Commande : (1491183)** 2018-09-17 11 h 02 **Transmission :** 2018-09-17 11 h 02	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

SC Services de gestion KPMG 1500-600, boul. de Maisonneuve Ouest Montréal, QC, H3A 0A3	Monsieur SEAO Robotique Téléphone : 514 840-2626 Télécopieur :	**Commande : (1493363)** 2018-09-23 13 h 21 **Transmission :** 2018-09-23 13 h 21	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sia Partenaires inc. (Sia Partners inc.) 19, rue Le Royer Ouest, bureau 304 Montréal, QC, H2Y 1W4 http://www.sia-partners.com	Monsieur Patrick Robert Téléphone : 514 281-1737 Télécopieur : 514 281-1524	**Commande : (1493238)** 2018-09-21 14 h 24 **Transmission :** 2018-09-21 14 h 24	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SII Canada 1336 rue Notre Dame Montréal, QC, H3C 1K7 http://www.siicanada.com	Madame Stephanie Guilloteau Téléphone : 514 416-3491 Télécopieur :	**Commande : (1491490)** 2018-09-17 21 h 42 **Transmission :** 2018-09-17 21 h 42	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel

			3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1490031)** 2018-09-13 6 h 49 **Transmission :** 2018-09-13 6 h 49	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stradigi AI 1470 Peel Street, Suite 1050 Tower A Montréal, QC, H3A 1T1	Madame Farida El kilany Téléphone : 514 441-2755 Télécopieur :	**Commande : (1494934)** 2018-09-27 8 h 59 **Transmission :** 2018-09-27 8 h 59	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Syntell Inc. 2954 boul, Laurier bureau 060 Québec, QC, G1V 4T2 http://www.syntell.com	Monsieur Mario Audet Téléphone : 418 266-0900 Télécopieur :	**Commande : (1490530)** 2018-09-14 8 h 09 **Transmission :** 2018-09-14 8 h 09	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 11 - Courriel

			3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Via Consultants Informatiques 2000 Inc 261 St-Jacques 5e Étage Montréal, QC, H2Y 1M6 http://www.viaconsultants.com	Monsieur JF Dulude Téléphone : 514 494-3262 Télécopieur :	**Commande : (1489932)** 2018-09-12 15 h 32 **Transmission :** 2018-09-12 15 h 32	3007982 - 18-16877 Report de date 2018-10-03 10 h 11 - Courriel 3009233 - 18-16877 Addenda 2 Questions et réponses 2018-10-05 10 h 38 - Courriel 3013311 - 18-16877 Addenda 3 Question et réponse 2018-10-17 9 h 17 - Courriel 3017254 - 18-16877 Add 4 Report de date et QR 2018-10-25 16 h 10 - Courriel 3018478 - 18-16877 Addenda 5 QR 2018-10-29 17 h 06 - Courriel 3020773 - 18-16886 Addenda 6 QR 2018-11-02 13 h 35 - Courriel 3022958 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (devis) 2018-11-08 9 h 33 - Courriel 3022959 - 18-16877 Add7_ Nouveau Bordereau (bordereau) 2018-11-08 9 h 33 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.36

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1197526005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17405 ;
2. d'autoriser une dépense de 149 715,85 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-18 08:44

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197526005**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme « Chantiers Canada » des gouvernements du Canada et du Québec, il a été décidé de procéder à la construction de quatre ouvrages de rétention sur l'île de Montréal afin d'atteindre les objectifs environnementaux de rejets dans les cours d'eau de l'île fixés par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Un des quatre ouvrages, « l'ouvrage de rétention Leduc », sera positionné à même l'un des plus grands bassins versants de l'île, soit le Décarie-Raimbault et sur le collecteur Leduc dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

C'est dans le cadre de la construction de cet ouvrage de rétention, d'une capacité approximative de 65 000 m^3, que la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) entreprend la conception des plans et l'élaboration des devis nécessaires pour le lancement éventuel d'un appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction.
L'ouvrage de rétention sera constitué :

· d'une structure souterraine de dérivation;

· de deux réservoirs souterrains de rétention;

· d’une conduite de rétention en tunnel d’un diamètre de quatre mètres entre les deux réservoirs;

· d’une structure de régulation adjacente à un des réservoirs de rétention;

· d’une conduite de raccordement en tunnel d’un diamètre de 2,1 m située entre ce réservoir et la structure existante d’inspection.

Étant donné l’envergure du projet, sa complexité et la particularité de ces travaux, la DEEU a mandaté une firme externe détenant l’expertise requise pour l’élaboration de certains documents techniques et pour la surveillance des travaux.

Un appel d’offres, lancé le 3 décembre 2018, a été publié sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L’ouverture des soumissions a eu lieu le 22 janvier 2019. La validité des soumissions est de 180 jours.

Conformément à l’encadrement administratif C-OG-D-18-001, le bordereau de soumission n’inclut pas de contingences. Des imprévus lors de l’exécution des travaux de construction du bassin pourraient affecter les heures prévues pour la surveillance. À ce titre, des contingences de 10 % de la valeur du contrat sont recommandées.

Un addenda a été émis :

· Addenda 1 en date du 11 janvier 2019 : réponses à des questions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Les services professionnels requis dans le cadre de ce contrat consistent en :

· l’élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR) résumant les conditions géotechniques du roc et de l’eau souterraine permettant aux soumissionnaires de prévoir les méthodes de travail et les ressources adéquates pour la réalisation des travaux;

· la préparation des plans et devis d’excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, incluant la surveillance, le contrôle et la gestion des vibrations, du bruit et des surpressions d’air;

· la surveillance des travaux (excavation dans le roc) et le support technique pendant les travaux de construction de l’ouvrage, incluant le contrôle des eaux souterraines, du bruit, des vibrations et des surpressions d’air, ainsi que des mouvements du sol et du roc.

JUSTIFICATION

Sept (7) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et seulement une d’entre

elles a déposé une soumission.

Des six preneurs n'ayant pas déposé d'offre, deux mentionnent un carnet de commandes complet et une d'autre engagement dans les délais requis. Nous n'avons pas de réponse des trois firmes restantes.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	**Note intérimaire**	**Note finale**	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- SNC-Lavalin GEM (Québec) inc.	**80 %**	**0,87**	**1 497 158,46**	**149 715,85**	**1 646 874,31**
Estimation du professionnel			1 590 909,08	159 090,91	1 749 999,99
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)					(103 125,68)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)					-5,89 %

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse de la soumission de SNC-Lavalin.

L'écart entre l'estimation interne et la soumission de SNC-Lavalin GEM (Québec) inc. est favorable de 5,89 %.

Il est à noter que le présent dossier décisionnel répond à deux critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats, soit que le montant du contrat de services professionnels soit supérieur à 1 million $ et qu'il n'y a eu qu'une seule soumission conforme.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites. La firme SNC-Lavalin GEM (Québec) inc. n'est pas inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu du règlement de gestion contractuelle ni dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal. La firme a fourni une attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 31 mars 2019.

Les firmes devaient détenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) pour soumissionner dans le cadre de ce contrat et SNC-Lavalin GEM (Québec) inc. détient une telle attestation. Cette dernière est échue et de ce fait, la firme a présenté la preuve qu'elle est toujours inscrite au registre de l'AMF.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), la préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, la surveillance et soutien technique est de 1 646 874,31 $ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 1 503 815,76 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 1 002 543,84 $ au programme Chantiers Canada – Volet Grands Projets. La portion non subventionnée de 501 271,92 $ sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat de services professionnels n’était pas octroyé, la Ville ne serait pas en mesure de compléter dans les délais les documents d’appel d’offres pour les travaux de construction du bassin Leduc en raison du manque de personnel spécialisé à l’interne. Ceci compromettrait la réalisation du projet de construction selon l’échéancier prévu et la qualité requise et les règles de l’art.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Octroi du contrat : mars 2019

· Fin du contrat : décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Chantale POTVIN, 14 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Bruno HALLÉ
Directeur

Tél : 514 280-3706
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2019-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-15

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 16 janvier 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
Adresse du siège social : 455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, , MONTRÉAL, QC, H2Z 1Z3, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000197288
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166291337

Autres noms d'affaires

- GROUPE QUALITAS
-
- LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.I.C., UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197526005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17405 PV.pdfSEAO _ Liste des commandes.pdf18-17405 tableau.pdf

18-17405 int. d'octroi.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17405

No du GDD : 1197526005

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour l'élaboration du rapport géothecnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage & dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 12 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 1 - 2019

Ouverture faite le : 22 - 1 - 2019

Date du comité de sélection : 28 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 11 - 1 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,29

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 7 - 2019

Date d'échéance révisée : 21 - 7 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SNC Lavalin GEM Québec Inc.	1 497 158,46 $	X	

Information additionnelle

Des six preneurs n'ayant pas déposé d'offre, deux mentionnent un carnet de commandes complet et une d'autre engagement dans les délais requis. Nous n'avons pas de réponse des trois firmes restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier

Le 28 - 1 - 2019

18-17405 - SERVICES PROFESSIONNELS POUR L'ÉLABORATION DU RAPPORT GÉOTECHNIQUE DES PARAMÈTRES (GBR),PRÉPARATION DES PLANS ET DEVIS D'EXCAVATION DU ROC PAR FORAGE ET

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 30%	Expérience et expertise du cahrgé de projet et de son équipe 30%	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
SNC Lavalin GEM (Québec) Inc.	4,33	12,67	15,67	23,00	24,33	80,00	1 497 158,46 $	**0,87**	**1**
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	
0						-		**-**	

Comité	
Date	lundi 28-01-2019
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- **Liste des commandes**
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-17405

Numéro de référence : 1218686

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - S.P. Élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence, plans et devis d'excavation du roc, surveillance et support technique.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1518470)** 2018-12-04 10 h 17 **Transmission :** 2018-12-04 10 h 17	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1518861)** 2018-12-05 9 h 07 **Transmission :** 2018-12-05 9 h 07	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-	**Commande : (1518906)** 2018-12-05 9 h 43 **Transmission**	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié

	5151 Télécopieur : 514 333-4674	: 2018-12-05 9 h 43	(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 8487, 19e Avenue Montréal, QC, H1Z 4J2	Madame Ginette Laplante. Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1518143)** 2018-12-03 14 h 03 **Transmission :** 2018-12-03 14 h 03	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1Z3 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences	Madame Karima Aïnenas. Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1518513)** 2018-12-04 11 h 03 **Transmission :** 2018-12-04 11 h 03	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot. Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1518391)** 2018-12-04 8 h 53 **Transmission :** 2018-12-04 8 h 53	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon. Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1518537)** 2018-12-04 11 h 32 **Transmission :** 2018-12-04 11 h 32	3046163 - 18-17405 Addenda 1 2019-01-11 15 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197526005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1197526005nfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-14

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-04195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier-Division Eau - Environnement - Infrastructures du Réseau Routier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.36

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1197526005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire

Rapport - mandat SMCE197526005.pdf

Dossier # :1197526005

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197526005

Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Vice-présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197526005
Accorder un contrat à SNC-Lavalin GEM Québec inc. pour des services professionnels pour l'élaboration du rapport géotechnique des paramètres de référence (GBR), préparation des plans et devis d'excavation du roc par forage et dynamitage, par tunnelier TBM et par haveuse, surveillance et support technique, pour une somme maximale de 1 497 158,46 $, taxes incluses, dépense totale de 1 646 874,31 $ (dont 149 715,85 $ de contingences) - Appel d'offres public 18-17405 – 1 seul soumissionnaire.

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de l'eau ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien compris que les services professionnels requis visaient à préparer les plans et devis et à confirmer le choix de la méthode pour les travaux d'excavation du roc par divers moyens (forage, dynamitage, tunnelier et haveuse).

Devant la complexité des travaux à venir, les membres ont été rassurés d'apprendre que des clauses de pénalités seraient prévues en cas de retard dans l'avancement des travaux.

Les membres ont aussi bien compris que les objectifs de l'ouvrage de rétention projeté étaient de limiter à six fois par année les débordements d'eaux usées vers la rivière des Prairies.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE197526005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.37

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1185951003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en oeuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense de 4 255 540,94 $, taxes incluses, pour les services professionnels pour le contrôle de la conformité, des projets industriels du Service de l'environnement ;

2. d'approuver un projet de convention à la firme WSP Canada, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 4 255 540,94 $, taxes incluses, conformément aux documents d'appel d'offres public (18-16708) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-18 10:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185951003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en oeuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de l'agglomération de Montréal 2010 -2014 a été adopté par le conseil d'agglomération le 27 août 2009 pour répondre aux obligations et aux exigences du Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) adopté le 22 août 2006. Ce dernier souscrit aux orientations et aux objectifs contenus dans la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008. Le nouveau Plan métropolitain de la CMM 2015-2020, adopté le 29 septembre 2016, reprend les mêmes orientations et tient compte de la plus récente Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et de son plan d'action 2011-2015, adoptés par le gouvernement du Québec en mars 2011.

Rappelons qu'un des grands objectifs de la Politique est de valoriser à court terme 60 % des matières organiques en vue de bannir, d'ici 2020, son enfouissement afin d'éliminer une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime. Pour atteindre cet objectif, un programme de soutien financier a été développé pour la mise en place d'installations de traitement des matières organiques. Le programme s'adresse spécifiquement aux infrastructures de traitement des matières organiques par biométhanisation (digestion anaérobie) et par compostage. La matière organique inclut les matières végétales et animales provenant du secteur résidentiel et des secteurs industriel, commercial et institutionnel (ICI).

Le Plan directeur de l'agglomération a établi que, pour atteindre ses objectifs, la Ville de Montréal doit exploiter des infrastructures de traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires) afin d'atteindre ces objectifs en matière de valorisation et de réduction de l'enfouissement des déchets et de mettre en valeur les matières organiques.

À la suite d'un appel d'offres public et afin d'assurer la qualité des projets, le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) recommande d'octroyer de retenir les

services professionnels à la firme WSP Canada pour effectuer un contrôle de la conformité du travail réalisé par les concepteurs-constructeurs qui auront des mandats à caractère industriel.

Sans faire partie des équipes de concepteurs-constructeurs des infrastructures énumérées ci-haut, le rôle et les services rendus par la firme WSP Canada Inc. permettront d'assurer un contrôle de la qualité des infrastructures, dans le respect des exigences propriétaires de la Ville de Montréal.

Un appel d'offres public a été lancé (no 18-16708) en date du 27 juin 2018. Cet appel d'offres a été annoncé et diffusé sur le site Système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Les soumissions ont été déposées le 14 août 2018. La durée de validité des soumissions était de 180 jours calendrier, soit jusqu'au 14 février 2019. Le processus d'appel d'offres a été assumé par le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal.

Une demande de prorogation a été demandée à la firme WSP Canada Inc. jusqu'au 29 avril 2019. La firme WSP Canada Inc a accepté de proroger leur soumission aux mêmes termes et aux mêmes conditions que leur soumission soumise le 14 août dernier (voir pièce jointe n°4).

Suite à l'ouverture des soumissions, le 14 août 2018, le dossier a été mis en attente, compte tenu dû fait qu'il est tributaire à l'octroi de contrat de l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest et lié à l'obtention du mandat d'exécution du Comité exécutif pour la réalisation des centres de traitement des matières organiques de l'agglomération de Montréal (CTMO).

Un seul addenda a été émis pendant la période d'appel d'offres le 18 juillet 2018, pour apporter :

- des spécifications supplémentaires sur la teneur du mandat.

Suivant le seul addenda, une révision de l'estimation des coûts a été émise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0094 - 14 février 2018 : Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (Volet agglomération).
DA185891001 - 14 mars 2018 : Approbation d'une grille de sélection spécifique pour un contrat d'exécution de travaux en mode conception-construction-exploitation-entretien concernant une infrastructure requise par le Service de l'environnement.

CG17 0446 - 28 septembre 2017 : Accorder un contrat à la firme WSP Canada pour les services professionnels en contrôle de la qualité pour la réalisation de deux projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien, pour une dépense totale de 965 742,56 $.

CG17 0395 - 24 août 2017 : Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

CG16 0652 - 28 novembre 2016 : Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat, à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels spécialisés en contrôle de la qualité des projets à caractères industriels, pour les services professionnels se résumant ainsi, sans s'y limiter :

- analyser et commenter les plans et devis aux différentes étapes de conception ;
- analyser les ordres de changement au besoin ;
- produire des rapports sur l'état d'avancement des projets ;
- identifier les aspects problématiques aux projets ;
- la surveillance en chantier.

Les services de base seront rémunérés selon la méthode à forfait. Les services supplémentaires seront rémunérés sur la base de services à taux horaire.

Tout au long de la prestation, la firme sera encadrée par les professionnels du Service de la gestion et planification immobilière (SGPI).

Des contingences de 6 % sont prévues au contrat du plus bas soumissionnaire conforme pour faire face aux imprévus en cours de réalisation des différents mandats.

Il s'agit d'un contrat d'une durée de cinq (5) ans.

JUSTIFICATION

Pour ce présent appel d'offres, six (6) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres :

1. AXOR Experts Conseils Inc.
2. Les Services Exp Inc.
3. Macogep inc.
4. Stantec Experts-conseils ltée.
5. Terix Enviro-gaz.
6. WSP Canada Inc.

Une (1) seule soumission a été déposée et analysée, soit celle déposée de la firme WSP Canada Inc.

Quatre (4) firmes ont justifié leur désistement : la mission trop spécialisée par rapport à leur domaine de compétence, l'équipe de professionnels non disponible pour la période visée du présent contrat, une (1) firme n'étant pas son domaine d'expertise et une (1) firme n'ayant pas donnée de raison sur le désistement.

La soumission a été analysée en première étape (Évaluation de la conformité et qualification de l'offre de services professionnels sans les honoraires - enveloppes n^{o} 1) et la proposition a obtenu le pointage minimal requis afin d'être admissible à la deuxième étape du processus (Évaluation de l'offre de services professionnels incluant les honoraires - enveloppe n^{o} 2). La soumissionnaire a obtenu un pointage intérimaire total de 79,7 %, lors de l'analyse et de l'évaluation de la soumission en services professionnels, par le comité de sélection.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Taxes	Total
WSP Canada Inc.	79,7	1,32	3 481 056,00 $	521 288,14 $	4 002 344,14 $

Dernière estimation réalisée			2 734 536,00 $	409 496,77 $	3 144 032,77 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					858 311,37 $ 27,3 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					S.O. S.O.

L'écart entre l'estimation interne et la soumission est de 27,3 % (858 311,37 $ taxes incluses) plus élevé que l'estimé du SGPI qui était de 3 144 032,77 $ taxes incluses. L'estimation interne a été basée sur le taux horaire du décret des différents ordres professionnels et d'un mandat comparable octroyé en 2017.

Le montant de la soumission conforme présentée par la firme WSP Canada Inc. était initialement de 36,9% plus élevé que l'estimation interne de la Ville qui était de 3 144 032,77 $ avec taxes. Compte tenu de cet écart et d'un seul soumissionnaire, le SGPI a demandé de rencontrer la firme WSP Canada inc., afin de négocier la soumission à la baisse. Suivant cette rencontre, une soumission révisée à la baisse de 9,59 % a été présentée au SGPI. Permettant un écart de 27,3% entre l'estimation du SGPI et de la firme WSP Canada. Suite aux discussions entre le seul soumissionnaire et le SGPI, l'effort à réaliser par le prestataire a été revu entre les deux partis. La Ville à sous-évaluer le temps et l'effort requis afin d'exécuter les projets à caractères industriels.

Pendant toute la durée de la prestation de services professionnels, le SGPI prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer un suivi rigoureux des services spécifiés dans les documents d'appel d'offres; notamment, les services supplémentaires afin que ceux-ci soient rendus tout en respectant l'enveloppe budgétaire prévue.

L'entreprise n'est pas inscrite sur la liste des entreprises non admissibles en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et celle du Registre des entreprises non admissible aux contrats publics (RENA). Ces vérifications ont été faites par les responsables de la Direction de l'approvisionnement.

Le comité de sélection recommande de retenir l'offre de services de la firme WSP Canada Inc. qui a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis et connus de tous les soumissionnaires (voir intervention du Service de l'approvisionnement).

Ledit contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. La firme WSP Canada Inc. détient une autorisation de l'AMF.

En vertu du Règlement de la commission sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, compte tenu de la seule soumission déposée et un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en oeuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, le montant total à accorder est de 4 255 540,94 $ taxes et contingences incluses.
Le montant à accorder pour les services professionnels de base est de **4 002 344,14 $** taxes incluses,

À ce contrat s'ajoute un montant pour les contingences de **253 196,80** $ taxes incluses.

Le montant total à autoriser est de **4 255 540,94 $** taxes et contingences incluses.

Cette dépense est assumée à 100 % par l'agglomération. Les travaux seront réalisés de 2019 à 2024.

Le coût des services professionnels est prévu au Programme triennal d'immobilisation (PTI) du Service de l'environnement (pièce jointe 3 - Calcul du coût des services professionnels).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par sa vocation, les projets à caractères industriels devront appliquer les principes de développement durable en contribuant d'une part à la protection de l'environnement et en participant à la réalisation du potentiel de développement et d'appropriation de leurs milieux.
La certification LEED de niveau Or du bâtiment est un objectif lié à la *Politique de développement durable des édifices municipaux* à laquelle les projets à caractères industriels sont assujettis. L'adjudicataire du contrat devra s'assurer d'application de la Politique et d'obtenir la certification visée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat permettra d'assurer un contrôle sur la qualité de la mise en oeuvre du projet des projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la présente étape, il n'y a pas d'opération de communication de prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes à venir :

Présentation du dossier à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC)	13 mars 2019
Octroi du contrat au CE	20 mars 2019
Octroi du contrat au CM	25 mars 2019
Octroi du contrat au CG	28 mars 2019
Début du mandat	avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Selon l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Simona RADULESCU TOMESCU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Pierre L'Allier / Service de l'approvisionnement , Direction

Parties prenantes

Éric BLAIN, Service de l'environnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan BEZEAU
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-7249
Télécop. : 514-872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-07

Marie-Hélène LESSARD
Chef de division

Tél : 514 872-7826
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-02-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-15

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 18 janvier 2019

Monsieur Terry Tommason
WSP Canada Inc.
1600, René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3H1P9

Courriel: terry.tommason@wsp.com

Objet : **Prolongation de la durée validité de soumission**
Appel d'offres n° 18-16708
Services professionnels en contrôle de la conformité de conception et de construction

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 29 avril 2019.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 31 janvier 2019**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :



Signature

18/01/19

Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature

Date



Pierre L'Allier
Agent d'approvisionnement II
Courriel: pierre.lallier@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5359

LN86Fbssp

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2018

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 16E ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

Nº de décision : 2018-CPSM-1030358
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AQUAPRAXIS
- CELLMAG
- CONSUMAJ ESTRIE
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- FOCUS CORPORATION
- GENIVAR GPM
- GENIVAR
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE OPTIVERT
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- NAGECO

- PARSONS BRINCKERHOFF HALSALL
- PROBEMES
- PROGEMES CONSULTANTS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1185951003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en oeuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18 -16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-16708 Intervention.pdf 18-16708 tableau.pdf 18-16708 pv.pdf

SEAO _ Liste des commandes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Simona RADULESCU TOMESCU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5282

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-16708 — No du GDD : 1185951003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en contrôle de la conformité de conception et de construction

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 27 - 6 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 14 - 8 - 2018

Ouverture faite le : 14 - 8 - 2018

Date du comité de sélection : 7 - 9 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 13 - 8 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 16,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 79 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 2 - 2019

Date d'échéance révisée : 29 - 4 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada Inc.	4 002 344,14 $	X	

Information additionnelle

Des cinq firmes n'ayant pas soumis d'offre, une est dans le traitement de résidu environnementale, une fait partie de l'équipe des travaux et l'autre trouve la demande trop restrictive. Nous n'avons pas de réponse des deux restantes.

Préparé par : Pierre L'Allier — Le 11 - 2 - 2019

18-16708 - Services professionnels en contrôle de la conformité de conception et de construction

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	Approche proposée 15%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Expérience et expertise du coordonnateur et de son équipe 30%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
WSP Canada Inc.	4,67	13,00	10,67	15,00	12,00	24,33	79,7	4 002 344,14 $	0,32	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier

Comité	
Date	vendredi 07-09-2018
Heure	13h30
Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Avis du jour | Service à la clientèle | Aide | Recherche avancée

Mon SEAO | Mes avis | Rapports | Profil | Organisation | COMMANDES | PANIER

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 18-16708
Numéro de référence : 1177145
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Ville de Montréal - Services professionnels en contrôle de la conformité de conception et de construction

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
AXOR Experts Conseils Inc. 5101 Rue Buchan, bureau 400 Montréal, QC, H4P1S4 http://axorexperts.com	Madame Linda Ménard Téléphone : 514 937-3737 Télécopieur : 514 846-4005	**Commande : (1462687)** 2018-06-28 9 h 10 **Transmission :** 2018-06-28 9 h 10	2974566 - 18-16708 Addenda 1 2018-07-19 14 h 53 - Courriel 2980026 - 18-16708 Addenda 2 2018-08-02 15 h 31 - Courriel 2984040 - 18-16708 : Addenda no. 3 2018-08-13 14 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1462519)** 2018-06-27 16 h 38 **Transmission :** 2018-06-27 16 h 38	2974566 - 18-16708 Addenda 1 2018-07-19 14 h 53 - Courriel 2980026 - 18-16708 Addenda 2 2018-08-02 15 h 31 - Courriel 2984040 - 18-16708 : Addenda no. 3 2018-08-13 14 h 49 -

			Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1469289)** 2018-07-16 8 h **Transmission :** 2018-07-16 8 h	2974566 - 18-16708 Addenda 1 2018-07-19 14 h 53 - Courriel 2980026 - 18-16708 Addenda 2 2018-08-02 15 h 31 - Courriel 2984040 - 18-16708 : Addenda no. 3 2018-08-13 14 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1464162)** 2018-07-03 11 h 18 **Transmission :** 2018-07-03 11 h 18	2974566 - 18-16708 Addenda 1 2018-07-19 14 h 53 - Courriel 2980026 - 18-16708 Addenda 2 2018-08-02 15 h 31 - Courriel 2984040 - 18-16708 : Addenda no. 3 2018-08-13 14 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Terix Enviro-gaz 2170 Rue de la Province Longueuil, QC, J4G 1R7 http://www.terixenvirogaz.com	Monsieur Eric Tremblay Téléphone : 418 627-1272 Télécopieur :	**Commande : (1463239)** 2018-06-29 8 h 16 **Transmission :** 2018-06-29 8 h 16	2974566 - 18-16708 Addenda 1 2018-07-19 14 h 53 - Courriel 2980026 - 18-16708 Addenda 2 2018-08-02 15 h 31 - Courriel 2984040 - 18-16708 : Addenda no. 3 2018-08-13 14 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1462522)** 2018-06-27 16 h 39 **Transmission :** 2018-06-27 16 h 39	2974566 - 18-16708 Addenda 1 2018-07-19 14 h 53 - Courriel 2980026 - 18-16708 Addenda 2 2018-08-02 15 h 31 - Courriel 2984040 - 18-16708 : Addenda no. 3 2018-08-13 14 h 49 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Précédent

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1185951003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en oeuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18 -16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1185951003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.37

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1185951003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en oeuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18 -16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Rapport - mandat SMCE185951003.pdf

Dossier # :1185951003

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE185951003

Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en œuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Émilie Thuillier Vice- présidente	Pierre G. Laporte Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE185951003
Accorder un contrat à la firme WSP Canada Inc. pour les services professionnels en contrôle de la qualité relié à la mise en œuvre de projets à caractère industriels en mode de réalisation conception-construction-entretien-exploitation, pour une dépense totale de 4 255 540,94 $ taxes incluses - Appel d'offres public 18-16708 - (1 soumissionnaire) / Approuver un projet de convention à cette fin.

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait aux critères suivants :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière ont répondu aux questions des membres de la Commission.

À la suite de la présentation du Service, les membres ont discuté de la possibilité d'annuler l'appel d'offres et de reprendre le processus dans la mesure où une seule soumission conforme a été reçue. Ils ont cependant reconnu que les explications du Service étaient satisfaisantes et qu'il n'y avait pas lieu de remettre en question le processus de l'appel d'offres.

Les membres ont bien compris que le Service avait négocié à la baisse le coût du contrat avec le seul soumissionnaire conforme et ils ont salué cette initiative.

Pour la Commission, ce dossier, parce qu'il prévoit une rémunération à taux horaire et qu'il s'étend sur plusieurs années, illustre bien le besoin d'avoir une approche systématique dans l'établissement des taux horaires et leur indexation sur plusieurs années.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE185951003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.38

2019/03/28
17:00

(2)

Dossier # : 1187231085

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 18 498 737,63 $, taxes incluses pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder aux Excavations Lafontaine inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 17 583 352,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 325301 ;

3. d'autoriser une dépense de 1 731 093,70 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 9,97 % par l'agglomération, pour un montant de 2 016 033,89 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-24 17:22

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187231085**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire en brique (installée en 1891) ainsi que la conduite d'eau secondaire en fonte grise (installée en 1888, 1890 et 1910) de l'avenue Papineau, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation par chemisage.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans l'avenue Papineau, La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via son *Programme de réfection du réseau routier artériel* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs.

Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction de la mobilité du SUM a le mandat de réaliser le Programme de réfection de l'éclairage de rue du réseau artériel.

Les principaux objectifs de ce programme sont :

· d'assurer la sécurité des automobilistes et des piétons;
· de maintenir le réseau d'éclairage à son niveau actuel, voire de l'améliorer si possible;
· de consolider et conserver les équipements municipaux;
· de remplacer les actifs qui ont atteint la fin de leur vie utile.

La Direction des réseaux d'eau, la Direction de l'eau potable, la Direction de la mobilité ainsi que la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

La Direction des infrastructures agissant en tant qu'exécutant du projet, devra tenir la DRE informée de l'avancement des travaux et respecter l'enveloppe budgétaire allouée. À la fin des travaux, les plans "tels que construits" devront être fournis en conformité avec l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011. Une copie devra également être transmise à la DRE.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne auront lieu dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal sur une distance d'environ 525 mètres. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de ± 625 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 300 mm et 750 mm,
- la reconstruction de ± 745 mètres de conduites d'eau secondaire de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm,
- la reconstruction de ± 390 mètres de conduites d'eau principale de 400 mm de diamètre,
- la reconstruction complète de la chaussée (± 9 600 m^2),
- la reconstruction complète des trottoirs (± 2 900 m^2),
- la reconstruction et mise aux normes des lampadaires (11 unités),
- la modification et le déplacement de feux de circulation existants (2 intersections),
- la reconstruction de massifs bétonnés, de câblages et de puits d’accès de la CSEM.

De plus, des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents de l'appel d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction

pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Reconstruction de massifs et de puits d'accès de Bell Canada». Le montant total de ce sous-projet est de 1 180 906,50 $ taxes incluses et représente 6,72 % du prix du contrat. Ces travaux seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel pour cette portion des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur. De plus, Bell s'est engagé à assumer un montant additionnel de 226 943,50 $ taxes incluses, soit 6,72 % du coût réel des travaux de maintien et gestion de la mobilité, aussi sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Le plan de localisation ainsi que le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 731 093,70 $, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 10,7 % du coût des travaux assumés par la ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de permis et concessions (CSEM et HQ), de chloration des conduites d'eau existantes, de gestion des impacts, de travaux d'horticulture, ainsi que d'achat de biens matériels pour les feux de circulation. Des frais sont également prévus pour la surveillance des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Une pénalité pour retard dans la réalisation des travaux est prévue à l'article 14 du cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du présent appel d'offres, soit une pénalité de 7 000 $ par jour de calendrier. Cette pénalité est sans plafond. De plus, à l'article 13 des clauses administratives spéciales, un boni de 3 500 $ par jour est prévu jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 105 000 $, pour l'ensemble du contrat si les travaux sont terminés avant le délai d'exécution des travaux. »

JUSTIFICATION

Sur dix-huit (18) preneurs du cahier des charges, trois (3) firmes ont déposé une soumission et quinze (15) n’en ont pas déposé, soit une proportion respective de 17 % et 83 %. Parmi les quinze (15) qui n’en ont pas déposé,
- sept (7) firmes sont connues comme étant sous-traitantes;
- une (1) firme est connu comme étant une firme de génie-conseil;
- une (1) firme a mentionné une surcharge de travail;
- une (1) firme a mentionné que l'équipe d'estimation n'était pas disponible;
- une (1) firme à mentionné qu'elle manquait de temps;
- quatre (4) firmes n'ont pas précisé leur motif de désistement.

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire à titre de maître d'oeuvre est incluse dans les documents de l'appel d'offres #325301 (voir en pièce jointe).

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

L'ÉÉC a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 17,1 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

L'écart se situe principalement dans l'article de « MAINTIEN GLOBAL DE LA MOBILITÉ » (12,3 % de l'écart total). Le prix élevé soumis par le plus bas soumissionnaire pour cet article peut être un indice d'une compréhension ou une approche aux exigences du maintien de circulation différent de celle de l'estimation de soumission. C'est aussi possible que le soumissionnaire ait inclus dans son prix, une provision pour la gestion du risque, étant donné que les travaux se dérouleront sur une artère principale très achalandée de la ville et un accès important à un des principaux ponts, d'autant plus que l'entrepreneur n'a jamais réalisé de travaux sur l'île de Montréal.

L'écart résiduel de 4,8 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Considérant ces informations, et l'état actuel du marché de la construction, la DGPÉC considère que l'écart de 17,1% est acceptable et elle appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le contrat comporte une dépense de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale pour la Ville relative à ce contrat est de 20 229 831,33 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Les Excavations Lafontaine inc. pour un montant de 17 583 352,20 $ taxes incluses;
- moins les travaux sur les infrastructures de Bell Canada et payé par Bell pour un montant de 1 407 850,00 $ taxes incluses, lesquels sont directement payés à l'entrepreneur par Bell Canada;
- plus des incidences de 2 323 235,43 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 1 731 093,70 $ taxes incluses.

La dépense totale de 20 229 831,33 $ taxes incluses est assumée à 9,97 % par l'agglomération pour un montant de 2 016 033,89 $ taxes incluses. La dépense d'agglomération est dédiée à la reconstruction d'une conduite d'eau principale. Cette conduite concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *"Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations".* L'autre portion de la dépense, soit 90,03 %, est assumée par la ville centrale pour un montant de 18 213 797,44 $ taxes incluses.

La portion des coûts du maintien et gestion de la mobilité (évaluée à 492 387,91 $ taxes incluses) attribuable selon la Ville, aux travaux de la CSEM, a été imputée à la DRE. Une fois

les principes et l'entente de collaboration entre la Ville et la CSEM convenus par les instances, il sera alors possible de préciser le partage des coûts et de rétablir les comptes du projet.

Cette dépense totale est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

· 43,23 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 8 745 687,45 $, taxes incluses.
· 32,31 % aux différents PTI de la Direction de la mobilité du SUM pour un montant de 6 537 513,02 $, taxes incluses;
· 14,49 % au PTI de la CSEM pour un montant de 2 930 596,97 $, taxes incluses;
· 9,97 % au PTI de la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau pour un montant de 2 016 033,89 $, taxes incluses.

La dépense totale de 20 229 831,33 $, taxes incluses représente un coût net de 18 407 647,19 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

· # 18-071 « Programme de renouvellement des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout » pour un montant de 7 985 978,34 $;
· # 17-046 « Programme de réfection routière réseau artériel » pour un montant de 5 174 514,77 $;
· # 15-029 « Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage» pour un montant de 575 049,79 $;
· # 15-026 « Feux de circulation et équipements de gestion de la circulation » pour un montant de 177 143,22 $;
· # 17-014 « Feux de circulation et équipements de gestion de la circulation » pour un montant de 42 912,97 $;
· # 18-053 « Conduits souterrains /Enfouissement fils» pour un montant de 2 611 140,45 $;
· # RCG 17-029-1 « Conduites primaires d'aqueduc » pour un montant de 1 840 907,65 $.

Ce projet pourrait être admissible à un programme de subvention.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DRE et la DEP nous informent que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'égout et des conduites d'eau.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 10 mai 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : mars 2019
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Début des travaux : mai 2019
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Claude C - Ext BROUILLARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvain FELTON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Romain BONIFAY, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau
Candy Yu WU, Commission des services électriques
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvain PROVOST, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Isabelle BESSETTE, 21 février 2019
Benoît MALETTE, 19 février 2019
Sylvain FELTON, 19 février 2019
Kathy DAVID, 18 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yvon GAUTHIER
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-9731
Télécop. : 514-872-2874

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-18

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-02-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-02-22

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 325301 — No du GDD : 1187231085

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 11 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 20 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 10 - 1 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
28 - 11 - 2018	Modifications aux art. 25 et 27 du cahier des charges (entrées d'eau en plomb), ajout de références aux devis sur plusieurs articles du bordereau, ajout du plan de localisation des sondages au devis égout et aqueduc, modification de quelques articles dans les devis de voirie et de la CSEM, remplacement complet du devis de maintien et gestion de la mobilité et ajout d'un plan de marquage.	N/A
10 - 12 - 2018	Report de la date d'ouverture, modification du tableau de l'article 16 (classe du bitume) du cahier des charges, ajout de 5 dalles de béton pour les arrêts d'autobus et transmission de la 1ère partie du tableau des questions et réponses aux soumissionnaires.	30 000,00
20 - 12 - 2018	Modification de l'article 34 du cahier V (marquage permanent) et transmission de la 2ème partie du tableau des questions et réponses aux soumissionnaires.	N/A

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18 — Nbre de soumissions reçues : 3 — % de réponses : 17

Nbre de soumissions rejetées : — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 10 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.	17 583 352,20
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	17 657 000,00
DUROKING CONSTRUCTION / 9200 2088 QUÉBEC INC.	19 073 711,34

Estimation — **interne** — 15 010 183,44

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **17,1%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **0,4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

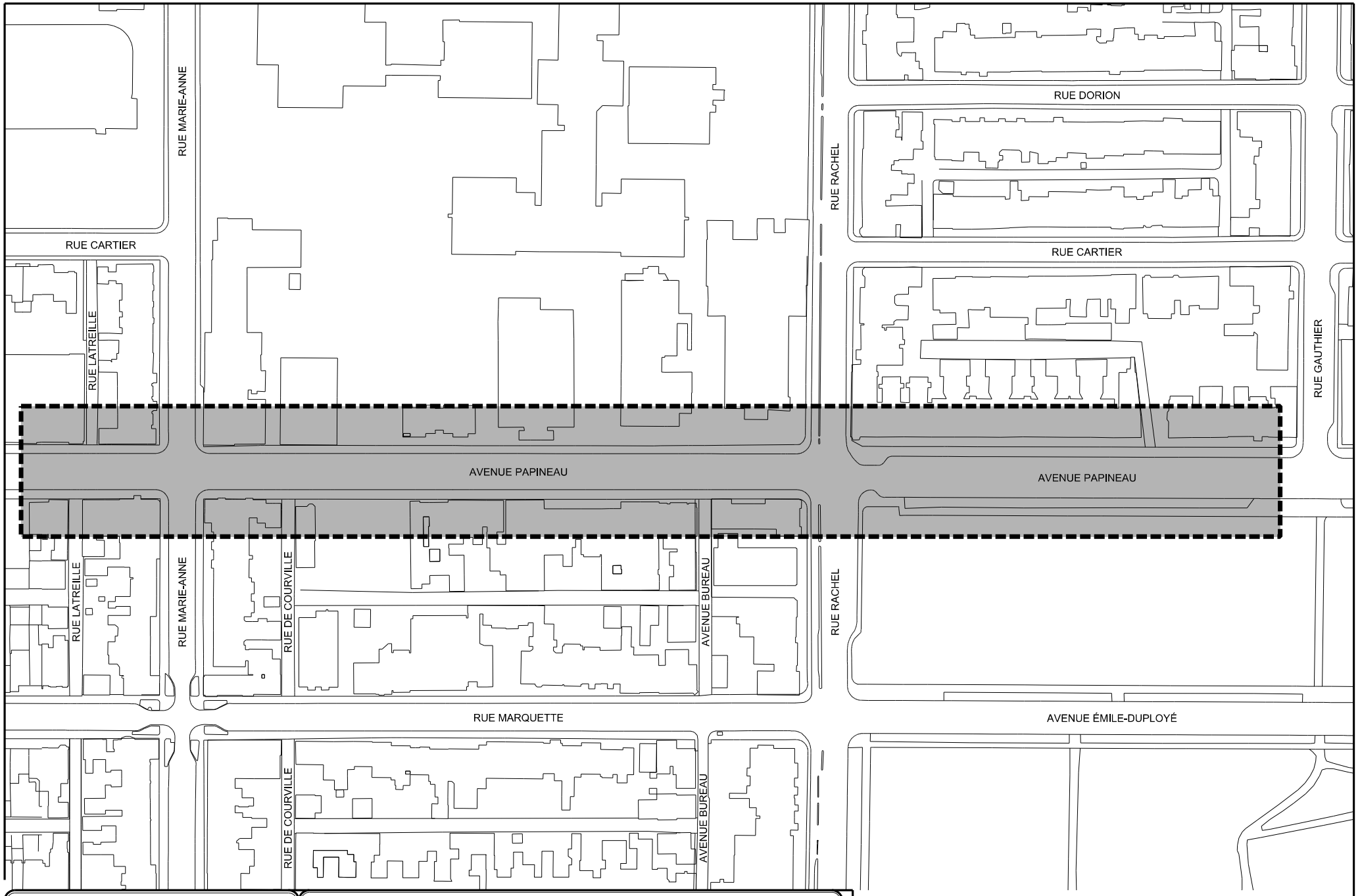
Nom du soumissionnaire : LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 17 583 352,20

Montant des contingences ($) : 1 731 093,70

Montant des incidences ($) : 2 323 235,43

Date prévue de début des travaux : 1 - 5 - 2019 — Date prévue de fin des travaux : 27 - 11 - 2020



Montréal

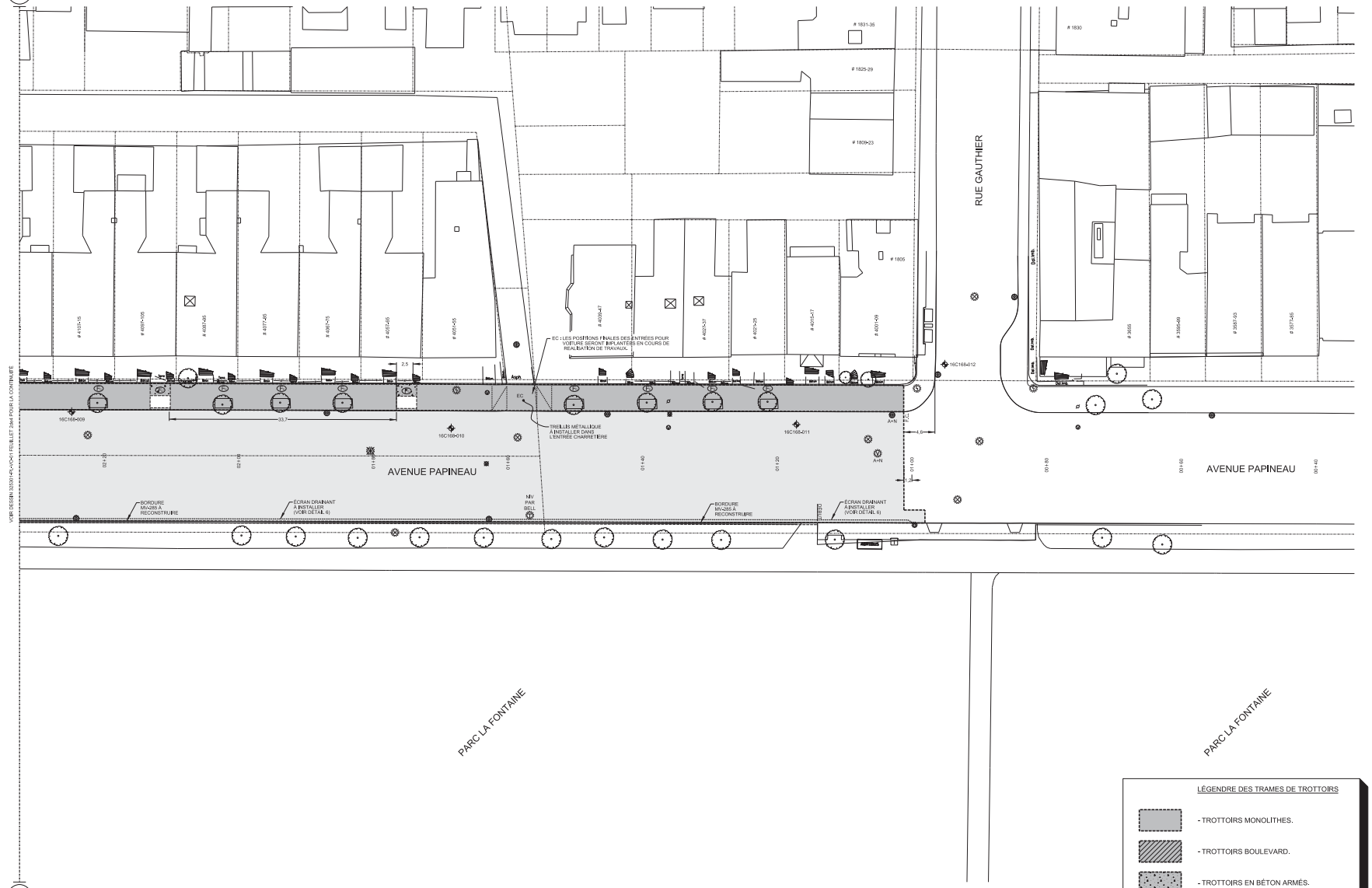
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

AVENUE PAPINEAU
DE LA RUE GAUTHIER À LA RUE MARIE-ANNE

PLAN DE LOCALISATION
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION

SOUMISSION :	DRM :	ARRONDISSEMENT :
325301	3253	PLATEAU-MONT-ROYAL

PRÉPARÉ PAR : TOMMY CARRIER, dess.	DATE : Août 2018
APPROUVÉ PAR : YVON GAUTHIER, ing.	ÉCHELLE : 1:2000
	No PLAN: 325301 - PAPINEAU.dgn



IMPORTANT :

1- FOSSES D'ARBRES:

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE TOUTES LES OUVERTURES DES FOSSES D'ARBRES EXISTANTES DOIVENT ÊTRE AGRANDIES AUX DIMENSIONS DE 2 MÈTRES PAR 3 MÈTRES. CEPENDANT, LA LARGEUR MINIMUM DU TROTTOIR BOULEVARD RESTANT, POUR TOUTES LES FOSSES, NOUVELLES OU EXISTANTES, DOIT ÊTRE DE 1,8 MÈTRE.

2- EMPLACEMENT DES PUISARDS:

LA LOCALISATION DES PUISARDS EST APPROXIMATIVE. L'EMPLACEMENT EXACTE SERA DÉTERMINÉ AU CHANTIER.

LÉGENDE

FOSSES DE PLANTATIONS:

- F_B FOSSE DE PLANTATION DANS LES SAILLIES DE TYPE "B", VOIR DÉTAIL 2.
- F_C FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE DE TYPE "C", VOIR DÉTAIL 3.
- F_D DIMENSIONS TYPIQUES DES BOÎTES D'ARBRES, VOIR DÉTAIL 4.

RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DE L'AVENUE PAPINEAU

- PRÉPARATION DU LIT.
- FOURNITURE ET POSE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GÉO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 550mm D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 275mm).
- FOURNITURE ET POSE D'UNE GÉOGRILLE (BIAXIALE).
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200mm D'ÉPAISSEUR.
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE GB-20, 2B, 2, PG 64E-28 DE 80mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE INTERMÉDIAIRE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28 DE 65mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1 PG 64E-28T DE 60mm D'ÉPAISSEUR.

LÉGENDRE DES TRAMES DE TROTTOIRS

- TROTTOIRS MONOLITHES.
- TROTTOIRS BOULEVARD.
- TROTTOIRS EN BÉTON ARMÉS.

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD 83(empr)

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 64KM101

LOCALISATION : de Lorimier et Rachel

ALTITUDE : 45.159m

ORIENTATION:

Plan de localisation

Références

N°. de plan:	Description:
325301-PL_EGA_R0	Plans Égout et aqueduc
19920746-secrs	Plans Relevé
325301-PMR-SE-CRm (2 Feuillets)	Plans de saillie
325301-PL-BC-01	Plans Bases et conduites
325301-PL-ER-01	Plans Éclairage

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir
Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir
Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir
Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer
Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- F.C. – Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever

★ Symbole grossi pour clarté

Responsables

BELL : 514 870-1237	ÉNERGIR 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686	HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTRI.) 514 385-6886, # 5118
CIRCULATION : (MARIO, HIRON, ECH.), (R ANCIENS ARRONDI.) 514 872-5594	
RESPONS. PARC : – 514 –	RESPONS. ARR. : – 514 –

Émission

N°	Date	Description	Prép. par.	Resp. projet
000	2018/10/19	Émis pour soumission	C.Q.	M.A.

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Relevé au terrain: Caroline Quennevitle, agente technique	2018 / 07 / 26
Dessiné par: Tommy Carrier, dessinateur	2018 / 08 / 06
Préparé par: Caroline Quennevitle, agente technique	2018 / 08 / 07

Sceau de l'ingénieur(e)

Ingénieur(e):
Mourad Achab, ing.

Projet: **Avenue Papineau**
De la rue Gauthier à la rue Marie-Anne

Arrondissement(s): Plateau-Mont-Royal

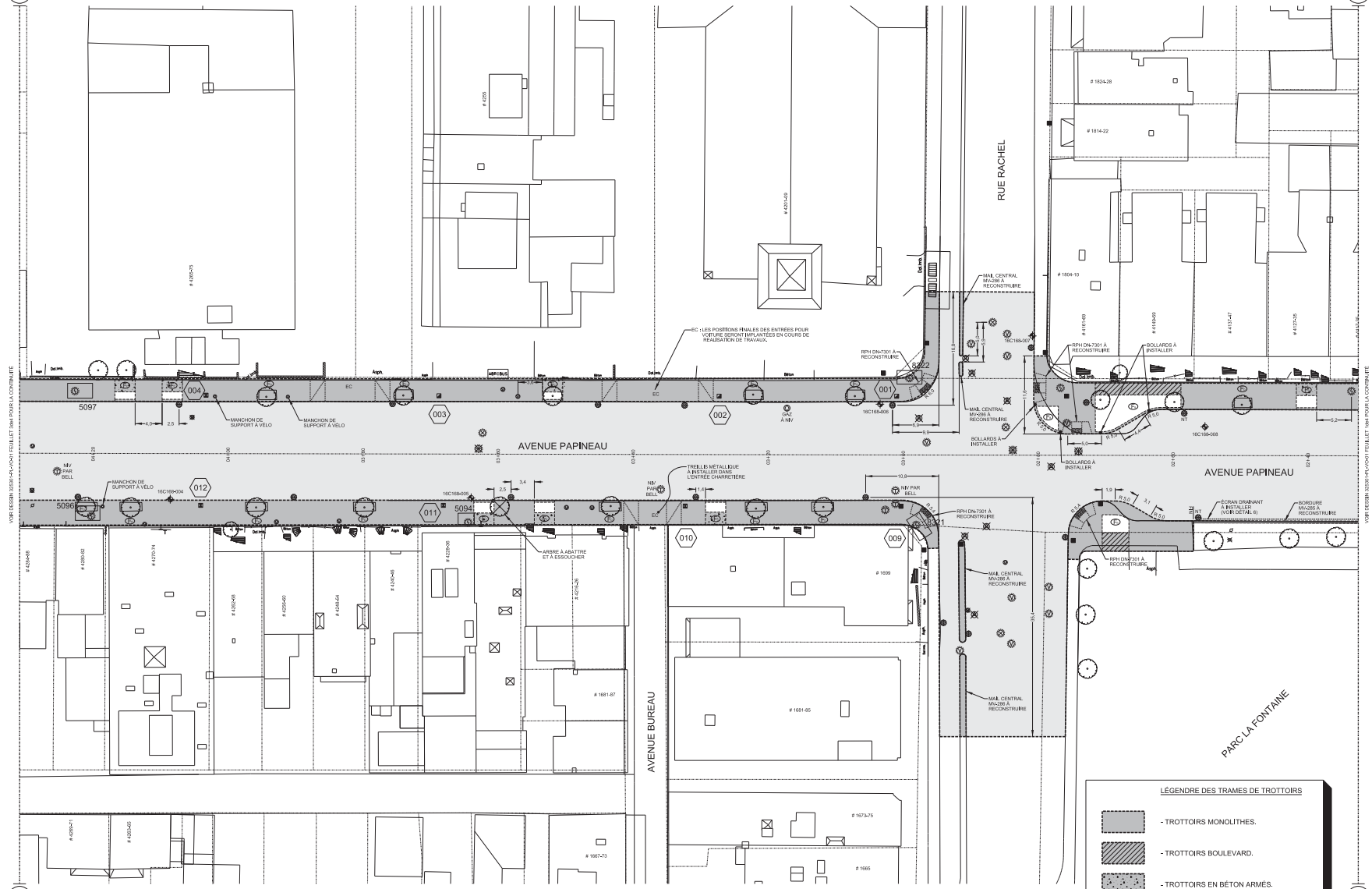
Nature des travaux: **Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation**

Titre du plan: **Construction de trottoirs, de bordures et de la chaussée Ch. 00+40 @ 02+20**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 ; 200

No. AO:	No. du plan:	Feuillet:	Fichier:	Rév.
325301	PL-VO-01	1/4	600	N/A



LÉGENDE DES TRAMES DE TROTTOIRS

- TROTTOIRS MONOLITHES.
- TROTTOIRS BOULEVARD.
- TROTTOIRS EN BÉTON ARMÉS.

IMPORTANT :

1- FOSSES D'ARBRES:

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE TOUTES LES OUVERTURES DES FOSSES D'ARBRES EXISTANTES DOIVENT ÊTRE AGRANDIES AUX DIMENSIONS DE 2 MÈTRES PAR 3 MÈTRES. CEPENDANT, LA LARGEUR MINIMUM DU TROTTOIR BOULEVARD RESTANT, POUR TOUTES LES FOSSES, NOUVELLES OU EXISTANTES, DOIT ÊTRE DE 1,8 MÈTRE.

2- EMPLACEMENT DES PUISARDS:

LA LOCALISATION DES PUISARDS EST APPROXIMATIVE. L'EMPLACEMENT EXACTE SERA DÉTERMINÉ AU CHANTIER.

LÉGENDE

FOSSES DE PLANTATIONS:

- F_B FOSSE DE PLANTATION DANS LES SAILLIES DE TYPE "B", VOIR DÉTAIL 2.
- F_C FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE DE TYPE "C", VOIR DÉTAIL 3.
- F_D DIMENSIONS TYPIQUES DES BOÎTES D'ARBRES, VOIR DÉTAIL 4.

RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DE L'AVENUE PAPINEAU

- PRÉPARATION DU LIT.
- FOURNITURE ET POSE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GÉO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 550mm D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 275mm).
- FOURNITURE ET POSE D'UNE GÉOGRILLE (BIAXIALE).
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200mm D'ÉPAISSEUR.
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE GB-20, 2B, 2, PG 64E-28 DE 80mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE INTERMÉDIAIRE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28 DE 65mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1 PG 64E-28T DE 60mm D'ÉPAISSEUR.

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD 83(ecrs)

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 64KM101

LOCALISATION : de Lorimier et Rachel

ALTITUDE : 45.159m

ORIENTATION:

Plan de localisation

Références

N°. de plan:	Description:
325301-PL_EGA_R0	Plans Égout et aqueduc
19920746-ecrs	Plans Relevé
325301-PM-SE-CRN1 (2 Feuillets)	Plans de saillie
325301-PL-EC-01	Plans Bases et conduites
325301-PL-ER-01	Plans Éclairage

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon
- F.C. — Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- ★ Symbole grossi pour clarté

Responsables

BELL : 514 870-1237	ENERGIR 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686	HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTRI.) 514 385-6886, # 5118
CIRCULATION : (MANO, HENON, ECPL, (R ANCIENS ARRONDI.) 514 872-5594	
RESPONS. PARC : - 514 -	RESPONS. ARR. : - 514 -

Émission

N°	Date	Description	Prép. par.	Resp. projet
000	2018/10/19	Émis pour soumission	C.Q.	M.A.

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Relevé au terrain: **Caroline Quenneville, agente technique** 2018 / 07 / 26
Dessiné par: **Tommy Carrier, dessinateur** 2018 / 08 / 06
Préparé par: **Caroline Quenneville, agente technique** 2018 / 08 / 07
Ingénieur(e): **Mourad Achab, ing.**

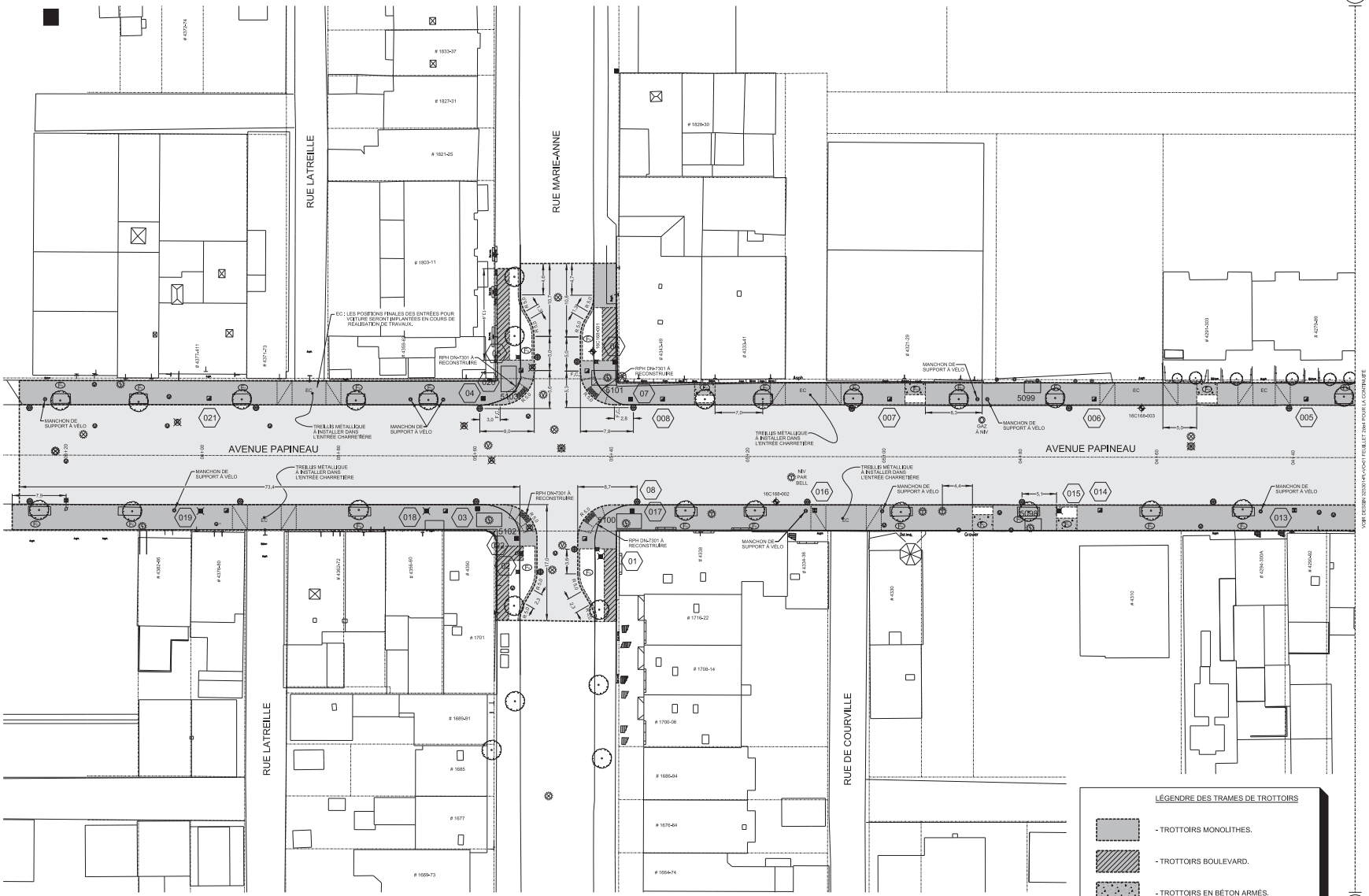
Sceau de l'ingénieur(e)

Projet: **Avenue Papineau**
De la rue Gauthier à la rue Marie-Anne
Arrondissement(s): **Plateau-Mont-Royal**
Nature des travaux: **Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation**
Titre du plan: **Construction de trottoirs, de bordures et de la chaussée Ch. 02+40 @ 04+20**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1 ; 200

No. de dossier:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Révision:
325301	PL-VO-01	2/4	000	N/A



Références

N°. de plan:	Description:
325301-PL_EGA_R0	Plans Égout et aqueduc
19920746-secrs	Plans Relevé
325301-PM-SE-CRm (2 Feuillets)	Plans de saillis
325301-PL-EC-01	Plans Bases et conduites
325301-PL-ER-01	Plans Éclairage

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ..... ajustable à niveler
A + C ..... ajustable à changer
TBV + N ..... tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C ..... tête de boîte de vanne à changer

Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Grille carrée
- Puisard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Chambre transformateur (vieille)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- Manchon F.C.= Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever

★ Symbole grossi pour clarté

Responsables

BELL : 514 870-1237	ÉNERGIR : 514 598-3419
C.S.E.M. : 514 868-3686	HYDRO-QUÉBEC : (RÉSEAU DISTR.) 514 385-6886, # 5118
CIRCULATION : (MANO, HIGH, ECH.) (# ANCIENS ARRONDI.) 514 872-5594	
RESPONS. PARC : - 514 -	RESPONS. ARR. : - 514 -

Émission

N°	Date	Description	Prép. par :	Resp. projet
000	2018/10/19	Émis pour soumission	C.Q.	M.A.

Intervenants

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Relevé au terrain par : **Caroline Quenneville, agente technique** — 2018 / 07 / 26
Dessiné par : **Tommy Carrier, dessinateur** — 2018 / 08 / 06
Préparé par : **Caroline Quenneville, agente technique** — 2018 / 08 / 07
Ingénieur(e) : **Mourad Achab, ing.**

Sceau de l'ingénieur(e)

Projet : **Avenue Papineau**
De la rue Gauthier à la rue Marie-Anne
Arrondissement(s) : **Plateau-Mont-Royal**
Nature des travaux : **Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation**
Titre du plan : **Construction de trottoirs, de bordures et de la chaussée Ch. 04+40 @ 06+20**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle(s) : 1 ; 200

No. de projet :	Feuillet :	Émission :	Révision :
325301	PL-VO-01	3/4	000	N/A

IMPORTANT :

1- FOSSES D'ARBRES:

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE TOUTES LES OUVERTURES DES FOSSES D'ARBRES EXISTANTES DOIVENT ÊTRE AGRANDIES AUX DIMENSIONS DE 2 MÈTRES PAR 3 MÈTRES. CEPENDANT, LA LARGEUR MINIMUM DU TROTTOIR BOULEVARD RESTANT, POUR TOUTES LES FOSSES, NOUVELLES OU EXISTANTES, DOIT ÊTRE DE 1,8 MÈTRE.

2- EMPLACEMENT DES PUISARDS:

LA LOCALISATION DES PUISARDS EST APPROXIMATIVE. L'EMPLACEMENT EXACTE SERA DÉTERMINÉ AU CHANTIER.

LÉGENDE

FOSSES DE PLANTATIONS:

- F_B FOSSE DE PLANTATION DANS LES SAILLIES DE TYPE "B", VOIR DÉTAIL 2.
- F_C FOSSE DE PLANTATION AGRANDIE DE TYPE "C", VOIR DÉTAIL 3.
- F_D DIMENSIONS TYPIQUES DES BOÎTES D'ARBRES, VOIR DÉTAIL 4.

RECONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE DE L'AVENUE PAPINEAU

- PRÉPARATION DU LIT.
- FOURNITURE ET POSE D'UNE MEMBRANE GÉOTEXTILE DE TYPE GÉO-9 OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ.
- MATÉRIAUX RECYCLÉS DE TYPE MR-1 OU MR-2 DE 550mm D'ÉPAISSEUR (MIS EN PLACE EN DEUX COUCHES DE 275mm).
- FOURNITURE ET POSE D'UNE GÉOGRILLE (BIAXIALE).
- PIERRE CONCASSÉE DE TYPE MG-20 DE 200mm D'ÉPAISSEUR.
- COUCHE DE BASE D'UN ENROBÉ DE TYPE GB-20, 2B, 2, PG 64E-28 DE 80mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE INTERMÉDIAIRE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-14, 2B, 2, PG 64E-28 DE 65mm D'ÉPAISSEUR.
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME), AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,2 l/m².
- COUCHE DE SURFACE D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1 PG 64E-28T DE 60mm D'ÉPAISSEUR.

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME : NAD 83(cors)

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 64KM101

LOCALISATION : de Lorimier et Rachel

ALTITUDE : 45.159m

ORIENTATION:

Plan de localisation

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 6 février 2019

Monsieur Fréderic Boucher
Gestionnaire principal approvisionnement de réseau
Bell Canada
3000, boulevard Industriel 1
Laval (Québec) H7L 4C4

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne

Soumission : 325301

Monsieur,

Dans le cadre du projet de construction d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- reconstruction de massifs et de puits d'accès;

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Les Excavations Lafontaine Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : G-TEK

Le coût total des travaux de Bell Canada est évalué à **1 407 850,00 $ (taxes incluses)** et ce, après avoir ajouté une somme de 226 943,50 $ (taxes incluses) qui est demandée par la Ville de Montréal et qui représente 6,72% des coûts théoriques de maintien et gestion de la mobilité (items 122@172 du bordereau – 3 377 135,37 $ taxes incluses) reliés aux travaux de reconstruction de massifs et de puits d'accès de Bell Canada (items 284@297 du bordereau). À cet effet, vous trouverez annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale.

...2

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Yvon Gauthier, ing., chargé de projet au 514 872-9731.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 12 février 2019 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 1840002009.

J'ai signé le 18 Février 2019, à Montréal.

Nom du signataire (en lettres moulées)
Frédéric Boucher, ing.

p. j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 325301.

c. c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
M. Yvon Gauthier, chargé de projet, division de la conception des travaux

15. Expérience du Soumissionnaire

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une valeur de **6 000 000** $ et plus (taxes incluses), en coûts de travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de construction ou de reconstruction :

a) d'égout sanitaire ou unitaire, et
b) d'aqueduc incluant les entrées de service, et
c) de voirie

exécuté dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée où le soumissionnaire aura eu à gérer toutes les disciplines des travaux ainsi que la circulation, les entraves et chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du cahier des charges :

1- l'année de réalisation;
2- la description du projet et la nature des travaux;
3- le nom de l'artère et de la municipalité;
4- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumissions. Dans le cas d'un Contrat en cours, il doit joindre à sa Soumission une confirmation écrite du donneur d'ouvrage du montant des travaux réalisés. La valeur des travaux réalisés doit être de **6 000 000 $** et plus (taxes incluses) à la date d'ouverture des Soumissions;
5- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
6- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « Annexes » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges **dûment complété et accompagné des pièces justificatives référant à deux (2) Contrats qui respectent les critères ci-haut mentionnés ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION.**

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **Adjudicataire du Contrat,**
- **nature des travaux,**
- **année d'exécution des travaux[1],**
- **montant du Contrat,**
- **montant des travaux réalisés et facturés pour chaque nature des travaux décrits aux alinéas a), b) et c).**

Le Soumissionnaire doit donc s'assurer de joindre le formulaire dûment complété, accompagné des pièces justificatives référant à deux (2) Contrats qui respectent ces exigences puisqu'en aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années

Montréal

Soumission 325301 – *Avenue Papineau*.

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts lors des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne.

Arrondissement : Le Plateau Mont-Royal.

Secteur	Mesures de mitigation
Avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne	- Exécution des travaux par phases et selon une séquence spécifique afin de minimiser l'impact sur la fluidité de la circulation; - Interventions adaptés aux heures de pointe et aux contraintes de la circulation spécifique du secteur. De plus, accélération des travaux (plages horaires prolongées); - Aménagements de débarcadères temporaires pour la STM (lorsque requis); - Coordination avec les responsables de la STM, services d'urgence et les autorités locales (*arrondissement du Plateau Mont-Royal*); - Maintien, en tout temps, des voies de circulation fonctionnelles adjacentes aux voies entravées, sur chacun des tronçons, afin de minimiser l'impact des travaux sur la circulation des secteurs touchés par les travaux; - Installation des chemins de détour et/ou itinéraires facultatifs et la mise en fonction avant la mise en place des entraves; - Maintien, le plus longtemps possible, de tous les mouvements permis aux intersections; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou passage pour piétons est entravé dans une direction, l'entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin que les piétons et cyclistes puissent contourner l'obstacle; - Maintien, en tout temps, des accès aux résidents, entreprises et commerces du secteur, aucune fermeture complète des accès n'est permise durant les travaux; - Présence de signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux.
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- Une réunion d'information pour les résidents et commerçants sera organisée avant la tenue des travaux; - Installation, aux approches du chantier de construction, des panneaux d'information générale pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - En plus des communications usuelles, des panneaux à messages variables (PMV) seront installés au moins dix jours avant la tenue des travaux afin d'inciter les usagers de la route à emprunter des itinéraires facultatifs et en conséquence diminuer le trafic en transit dans la zone active des travaux; - Pendant toute la durée des travaux, les résidents et commerçants seront informés, au besoin, des restrictions applicables à la circulation;

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 janvier 2017

LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.
A/S MONSIEUR PIERRE POULIN
872, RUE ARCHIMÈDE
LÉVIS (QC) G6V 7M5

N° de décision : 2017-CPSM-1001434
N° de client : 2700008103

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LAFONTAINE et GROUPE LAFONTAINE, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 325301
Numéro de référence : 1215132
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1512862)** 2018-11-19 8 h 23 **Transmission :** 2018-11-19 8 h 32	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660	**Commande : (1513241)** 2018-11-19 14 h 16 **Transmission :** 2018-11-19 17 h 19	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel

		Télécopieur :		3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1513932)** 2018-11-21 7 h 50 **Transmission :** 2018-11-21 7 h 50	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1514667)** 2018-11-22 12 h 09 **Transmission :** 2018-11-22 12 h 48	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1513205)** 2018-11-19 13 h 36 **Transmission :** 2018-11-19 15 h 59	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel

				3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1513440)** 2018-11-20 7 h 55 **Transmission :** 2018-11-20 7 h 58	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1513797)** 2018-11-20 14 h 55 **Transmission :** 2018-11-20 21 h 58	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel

				3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1518795)** 2018-12-05 7 h 48 **Transmission :** 2018-12-05 7 h 48	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-12-05 7 h 48 - Téléchargement 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-12-05 7 h 48 - Téléchargement 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-12-05 7 h 48 - Téléchargement 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-12-05 7 h 48 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1513318)** 2018-11-19 15 h 32 **Transmission :** 2018-11-19 15 h 32	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L3B Inc 124, rue Huot Notre-Dame-de-l'Ile-Perrot, QC, J7V 7Z8 NEQ : 1173441461	Monsieur Alain Gauthier Téléphone : 514 646-4646 Télécopieur :	**Commande : (1513350)** 2018-11-19 15 h 58 **Transmission :** 2018-11-19 20 h 17	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement

				3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca NEQ : 1142298448	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1513590)** 2018-11-20 10 h 41 **Transmission :** 2018-11-20 10 h 41	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1513920)** 2018-11-21 7 h 24 **Transmission :** 2018-11-21 7 h 24	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement

				3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1519429)** 2018-12-06 11 h 03 **Transmission :** 2018-12-06 11 h 03	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-12-06 11 h 03 - Téléchargement 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-12-06 11 h 03 - Téléchargement 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-12-06 11 h 03 - Téléchargement 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-12-06 11 h 03 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-	**Commande : (1513542)** 2018-11-20 9 h 44 **Transmission :** 2018-11-20 9 h 44	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel

		9933 Télécopieur : 450 446-1933		3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1514597)** 2018-11-22 10 h 31 **Transmission :** 2018-11-22 11 h 24	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 16 - Messagerie 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 17 - Messagerie 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Télécopie 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 25 - Télécopie 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 56 - Télécopie 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 16 h 22 - Télécopie

				3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 16 h 53 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1512910)** 2018-11-19 9 h 10 **Transmission :** 2018-11-19 11 h 01	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9 NEQ : 1142493619	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1513111)** 2018-11-19 11 h 35 **Transmission :** 2018-11-19 14 h 26	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 16 - Messagerie 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 19 - Messagerie 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 16 - Télécopie 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 25 - Télécopie

				3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 18 h - Télécopie 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Télécopie 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 16 h 23 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1512849)** 2018-11-19 8 h 03 **Transmission :** 2018-11-19 8 h 03	3031391 - 325301_AD_01_2018-11-27_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031393 - 325301_Cahier M_R01_2018-11-22_AD 2018-11-28 13 h 11 - Courriel 3031395 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (devis) 2018-11-28 12 h 15 - Courriel 3031396 - 325301_FR_Soumission_R01_2018-11-27_AD (bordereau) 2018-11-28 12 h 15 - Téléchargement 3036581 - 325301_AD_02_avec report ouverture_2018-12-10 2018-12-10 17 h 24 - Courriel 3036584 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (devis) 2018-12-10 17 h 25 - Courriel 3036585 - 325301_FR_Soumission_R02_2018-12-10_AD (bordereau) 2018-12-10 17 h 25 - Téléchargement 3041388 - 325301_AD_03_2018-12-20 2018-12-20 15 h 51 - Courriel 3041390 - 325301_TB_Questions réponses_2018-12-20 2018-12-20 15 h 52 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1187231085

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1441 INTERVENTION- GDD1187231085.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-21

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187231085

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1441 Intervention et Répartition des coûts- GDD1187231085 - AJOUT EXPLICATIONS AB.xls

1187231085 SUM.xlsInfo_comptable_DRE 1187231085.xlsx

Information_comptable_DEP_1187231085.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-Auteure

Marleen Sidney
Préposée au budget
514-872-0893

Safae Lyakhloufi
Préposée au budget
514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-20

Luu Lan LE
Agente de gestion des ressourses financières
Tél : 514-280-0066

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financière

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.38

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1187231085

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires

Rapport - mandat SMCE187231085.pdf

Dossier # :1187231085

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187231085

Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)	*(ORIGINAL SIGNÉ)*
Émilie Thuillier Vice-présidente	Pierre G. Laporte Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187231085

Accorder un contrat aux Excavations Lafontaine inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue Papineau, de la rue Gauthier à la rue Marie-Anne dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 20 229 831,33 $ (contrat: 17 583 352,20 $, contingences: 1 731 093,70 $, incidences: 2 323 235,43 $), taxes incluses. Appel d'offres public 325301 - 3 soumissionnaires.

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien compris que les travaux du présent contrat allaient se dérouler sur une artère passablement achalandée. Ils ont demandé au Service si les coûts dédiés au maintien de la circulation allaient être plus élevés que dans d'autres secteurs de la Ville. Le Service a expliqué que les montants prévus pour le maintien de la circulation sont généralement plus élevés dans des arrondissements comme Ville-Marie et le Plateau Mont-Royal en raison des nombreuses contraintes qu'on y rencontre.

Les membres ont apprécié la précision et la concision des renseignements présentés par le Service.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187231085 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.39

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1183855006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $), SNC -Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $), Solmatech inc. (1 134 437,05 $) et WSP Canada inc. (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires

Il est recommandé :

1. de conclure six (6) ententes-cadres pour la fourniture, sur demande, de services professionnels, afin de réaliser des mandats de caractérisation environnementale, d'études géotechniques et de conception de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville;
2. d'approuver les contrats de services professionnels par lesquels les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public #18-17192;

Firme	Somme maximale	Contrat (Lot)
Groupe ABS inc.	3 688 337,64 $	1
Les Services EXP inc.	2 916 915,75 $	2

FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	2 308 299,50 $	3
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	1 785 750,88 $	4
Solmatech inc.	1 134 437,05 $	5
WSP Canada inc.	962 818,76 $	6

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-18 11:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183855006**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $), SNC -Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $), Solmatech inc. (1 134 437,05 $) et WSP Canada inc. (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

En raison de l'ampleur des travaux de construction et de rénovation des infrastructures municipales ainsi que de l'aménagement de divers terrains, tels que des parcs et des espaces verts, la *Direction des infrastructures* (ci-après DI) du *Service des infrastructures du réseau routier* (ci-après SIRR), les arrondissements et les autres services de la *Ville de Montréal* (ci-après Ville) desservis par le *Service de l'environnement* (ci-après SE) doivent faire appel à des firmes spécialisées pour effectuer des mandats de caractérisation environnementale, d'études géotechniques et de conception de chaussée. Ces mandats doivent être effectués en amont, afin d'intégrer les résultats aux devis de construction ou d'aménagement. L'émission de rapports de sondage et/ou d'essais géotechniques et de certificats d'analyses chimiques uniquement, la formulation de recommandations de mesures de mitigation pour le contrôle des biogaz, l'attestation des études de caractérisation environnementale et des résumés d'études, l'élaboration du plan de réhabilitation environnementale à soumettre au MELCC et des plans et devis de réhabilitation, l'estimation des coûts de gestion des matériaux à excaver ou de réhabilitation, la supervision de la gestion des matériaux excavés et/ou la surveillance de travaux de réhabilitation environnementale peuvent également être nécessaires.
Par ailleurs, le processus d'appel d'offres et d'octroi d'un contrat ponctuel à un consultant spécialisé ne peut être complété à l'intérieur du court délai imposé entre le moment où les crédits deviennent disponibles et le démarrage d'un projet. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison, d'où l'importance d'avoir des ententes-cadres opérationnelles.

Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres conclues en 2014 (CG14 0473) pour la réalisation des projets de la DI du SIRR sont presque totalement engagées et celles de 2016 (CG16 0710) du SE, qui desservent tous les arrondissements et les autres services que la DI, sont épuisées suite à une très forte demande des requérants conséquente aux investissements importants de la Ville dans les projets de construction et de rénovations d'infrastructures municipales ainsi que d'aménagement de divers terrains de même qu'à une complexité accrue de la nature des projets. Pour pallier à cette problématique, il a été décidé de procéder à un appel d'offres public permettant de retenir les services de six (6) firmes, sélectionnées sur la base de leur pointage technique et de leur enveloppe de prix. Il s'agit donc d'une sélection de firmes qui, selon les besoins, auront à réaliser, à la demande de la DI, des arrondissements et des autres services desservis par le SE*,* divers mandats de caractérisation environnementale, d'étude géotechnique et de conception de chaussée. L'ensemble des mandats ne pourra excéder les enveloppes maximales autorisées.

L'appel d'offres no 18-17192 a été publié sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal papier Le Devoir. Le détail du processus est décrit à l'intervention du *Service de l'approvisionnement.*

Quatre (4) addendas ont été publiés le 30 novembre et les 4, 6 et 10 décembre 2018, afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des précisions apportées aux documents d'appel d'offres. Les questions soulevées par les soumissionnaires n’ont eu aucun impact sur le prix des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0710 - 22 décembre 2016 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les cinq (5) firmes suivantes : *Groupe ABS inc* . (779 259,74 $), *Les Consultants S.M. inc.* (628 643,06 $), *Les Services EXP inc.* (548 103,07 $), *GHD Consultants ltée* (445 559,75 $) et *WSP Canada inc.* (310 064,18 $) totalisant une somme maximale de 2 711 629,80 $ (taxes incluses) pour réaliser des études géotechniques et de caractérisation environnementale requises dans le cadre de la réalisation de projets municipaux des arrondissements et des services de la Ville - Appel d'offres public no 16-14761 - Sept (7) soumissionnaires (1166686001)
CG14 0473 - 3 novembre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : *Groupe ABS inc.* (1 856 791,06 $), *Les Services exp inc.* (1 797 086,84 $), *Groupe Qualitas inc.* (1 600 638,84 $) et *LVM, une Division d'EnGlobe Corp.* (1 260 258,58 $) totalisant une somme maximale de 6 514 775,32 $ (taxes incluses) pour réaliser des caractérisations environnementales des sols et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 14-13534 - Sept (7) soumissionnaires (1143855004)

DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels de consultants spécialisés en environnement, géotechnique et chaussée. Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- la réalisation de mandats de caractérisation environnementale;
- la réalisation d'études géotechniques;
- la réalisation de mandats de conception de chaussée.

Les services professionnels suivants pourront également être demandés par la Ville :

- Émission de rapports de sondage et/ou d’essais géotechniques et des certificats d’analyses chimiques uniquement, sans la production de rapports de

caractérisation environnementale de type phase II et/ou d'études géotechniques;
- Émission de recommandations de mesures de mitigation pour le contrôle des biogaz;
- Attestation des études de caractérisation environnementale et des résumés d'études par un expert;
- Préparation du plan de réhabilitation à soumettre au MELCC;
- Préparation des plans et devis de réhabilitation environnementale;
- Estimation des coûts de gestion des matériaux à excaver ou de réhabilitation environnementale ainsi que des coûts liés à des conditions géotechniques défavorables;
- Surveillance des travaux de gestion des matériaux excavés ou de réhabilitation environnementale.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 18-17192, il est recommandé de retenir les services des six (6) firmes suivantes :

CONTRAT (Lot) 1 : Groupe ABS inc.	3 688 337,64 $ (taxes incluses)
CONTRAT (Lot) 2 : Les Services EXP inc. CONTRAT (Lot) 3 : FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) CONTRAT (Lot) 4 : SNC-Lavalin GEM Québec inc. CONTRAT (Lot) 5 : Solmatech inc. CONTRAT (Lot) 6 : WSP Canada inc.	2 916 915,75 $ (taxes incluses) 2 308 299,50 $ (taxes incluses) 1 785 750,88 $ (taxes incluses) 1 134 437,05 $ (taxes incluses) 962 818,76 $ (taxes incluses)
Total :	12 796 559,58 $ (taxes incluses)

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la *Commission permanente sur l'examen des contrats,* le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

JUSTIFICATION

La réalisation des projets de construction et de rénovation d'infrastructures municipales et d'aménagement de divers sites nécessite des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée, afin de préparer les plans et devis des travaux de construction et d'aménagement. La DI, les arrondissements et les autres services desservis par le SE ne disposent pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de réaliser leurs projets, la Ville doit donc constituer une réserve de firmes selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres en vigueur (octroyées en 2014) sont presque totalement engagées sur des projets en cours, alors que celles de 2016 sont épuisées. Il est donc requis de conclure le plus tôt possible de nouvelles ententes-cadres, afin d'assurer la réalisation des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée.
Le processus d'appel d'offres public 18-17192 s'est déroulé du 12 novembre au 13 décembre 2018. Sur seize (16) preneurs du cahier des charges, huit (8) ont déposé une soumission et huit (8) se sont abstenus, ce qui représente une proportion de 50 % dans les deux cas. Certaines firmes ont motivé leur désistement à soumissionner (voir l'intervention du *Service de l'approvisionnemen t*).

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que six (6) contrats (lots) soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. Dans les bordereaux de prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une part à taux horaire par catégorie d'employés et d'autre part selon des prix forfaitaires pour les services professionnels standards (rédaction de rapports de caractérisation environnementale et d'études géotechniques), tandis que les dépenses sont admissibles selon des taux unitaires pour la réalisation des travaux de sondages, les analyses chimiques et les essais de laboratoire et *in situ* .

Estimations

Les estimations internes, préparées au moment de lancer l'appel d'offres, ont été établies en fonction des quantités prévisionnelles inscrites aux différents bordereaux de la soumission. Les quantités indiquées pour les articles du bordereau de chacune des ententes -cadres sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, la moyenne des taux soumis par les adjudicataires pour des contrats de services professionnels de même nature octroyés de 2014 à 2018 a été utilisée.

Analyse des soumissions

Un total de huit (8) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. Chacun des huit (8) soumissionnaires a déposé une soumission pour chacun des six (6) contrats. Elles ont toutes été jugées recevables. Les huit (8) soumissions jugées recevables ont été soumises au comité de sélection, formé de quatre (4) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Le comité de sélection s'est rencontré le mardi, 15 janvier 2019, à 9 h 30 au 255, boulevard Crémazie Est, dans la salle publique 446.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. La Ville procède à l’octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Par ailleurs, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, l'équipe qui remporte un contrat est exclue des propositions subséquentes de la firme et devient non conforme pour la suite des contrats à accorder. Les huit (8) soumissionnaires n'ont présenté qu'une (1) seule équipe.

Contrat (Lot) 1 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Groupe ABS inc.	77,3	0,35	3 688 337,64 $

Les Services EXP inc.	75,4	0,32	3 884 551,10 $
FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	75,3	0,27	4 597 823,52 $
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	76,8	0,27	4 753 066,50 $
WSP Canada inc.	70,9	0,24	5 141 402,04 $
Englobe Corp.	74,6	0,21	5 865 213,93 $
GHD Consultants ltée	76,8	0,19	6 716 120,91 $
Solmatech inc.	70,0	0,17	7 009 646,33 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			3 997 249,59 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)*			-308 911,95 $ -7,7 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)*			196 213,46 $ 5,3 %

Contrat (Lot) 2 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Les Services EXP inc.	75,4	0,43	2 916 915,75 $
FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	75,3	0,36	3 444 979,83 $
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	76,8	0,36	3 566 270,98 $
WSP Canada inc.	70,9	0,32	3 824 232,91 $
Englobe Corp.	74,6	0,28	4 403 099,85 $
GHD Consultants ltée	76,8	0,25	5 037 649,75 $
Solmatech inc.	70,0	0,23	5 249 792,99 $

Groupe ABS inc.	Non conforme : Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			2 996 047,29 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)*			-79 131,54 $ -2,6 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)*			528 064,08 $ 18,1 %

Contrat (Lot) 3 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	75,3	0,54	2 308 299,50 $
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	76,8	0,53	2 380 187,16 $
WSP Canada inc.	70,9	0,47	2 562 445,24 $
Englobe Corp.	74,6	0,45	2 798 847,92 $
GHD Consultants ltée	76,8	0,38	3 371 871,83 $
Solmatech inc.	70,0	0,34	3 522 115,41 $
Groupe ABS inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Les Services EXP inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 999 702,69 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)*	308 596,81 $ 15,4 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)*	71 887,66 $ 3,1 %

Contrat (Lot) 4 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	76,8	0,71	1 785 750,88 $
WSP Canada inc.	70,9	0,63	1 922 312,44 $
Englobe Corp.	74,6	0,62	1 999 595,47 $
GHD Consultants ltée	76,8	0,50	2 524 575,06 $
Solmatech inc.	70,0	0,46	2 633 007,98 $
Groupe ABS inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Les Services EXP inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 499 733,90 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*			286 016,98 $ 19,1 %

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)*	
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)*	136 561,56 $ 7,6 %

Contrat (Lot) 5 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Solmatech inc.	70,0	1,06	1 134 437,05 $
WSP Canada inc.	70,9	0,94	1 284 559,05 $
Englobe Corp.	74,6	0,94	1 327 607,99 $
GHD Consultants ltée	76,8	0,76	1 675 033,41 $
Groupe ABS inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Les Services EXP inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			997 011,46 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)*			137 425,59 $ 13,8 %

Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)*	150 122,00 $ 13,2 %

Contrat (Lot) 6 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
WSP Canada inc.	70,9	1,26	962 818,76 $
Englobe Corp.	74,6	1,25	997 091,94 $
GHD Consultants ltée	76,8	1,01	1 255 420,65 $
Groupe ABS inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Les Services EXP inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.)	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Solmatech inc.	Non conforme: Déjà recommandée pour un contrat		
Dernière estimation réalisée à l'interne			749 378,31 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation x 100)*			213 440,45 $ 28,5 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*			34 273,18 $ 3,6 %

Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)
((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire x 100)

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du *Service de l'approvisionnement.*

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu les meilleurs pointages finaux et les estimations internes sont présentés ci-après.

Contrat (Lot)	Écart ($)	Écart (%)
1	-308 911,95 $	-7,7 %
2	-79 131,54 $	-2,6 %
3	308 596,81 $	15,4 %
4	286 016,98 $	19,1 %
5	137 425,59 $	13,8 %
6	213 440,45 $	28,5 %

Parmi ces huit (8) soumissions recommandées, quatre (4) se situent à plus de 10 % des estimations réalisées :

CONTRAT (lot) 3 (*FNX-INNOV inc.* (anciennement *Les Consultants S.M. inc.*) : + 15,4 %
CONTRAT (lot) 4 (*SNC-Lavalin GEM Québec inc.*) : + 19,1 %
CONTRAT (lot) 5 (*Solmatech inc.*) : + 13,8 %
CONTRAT (lot) 6 (*WSP Canada inc.*) : + 28,5 %

De façon générale, les raisons justifiant les écarts observés pour les contrats (lots) 3 à 6 sont les suivantes :

- Les firmes étant très sollicitées, une augmentation des taux horaires du personnel a été constatée, entraînant également une hausse des prix forfaitaires soumis pour la rédaction des rapports;
- Les adjudicataires n'étant pas propriétaires des équipements dédiés à la signalisation et à l'exécution des sondages et des essais *in situ* , ils doivent avoir recours à des sous-traitants. Cependant, la quantité importante de chantiers de construction à Montréal monopolise les ressources des sous-traitants.

De plus, en ce qui concerne le sixième contrat (lot), une hausse des prix pour la réalisation des essais géotechniques (analyse granulométrique par tamisage et limites de consistance) a été constatée. Le carnet de commandes de l'adjudicataire étant probablement bien rempli, son laboratoire pourrait ne pas être en mesure de répondre à la demande. Par conséquent, l'adjudicataire pourrait devoir requérir aux services de sous-traitants, ce qui serait à l'origine des écarts importants notés entre l'estimé interne et les prix soumis.

Dans le cas des quatrième et cinquième contrats (lots), une augmentation du prix pour l'échantillonnage de l'eau souterraine a été observée. Les prix unitaires varient beaucoup d'un soumissionnaire à l'autre. Dans certains cas, les prix soumis sont trois fois plus élevés que les estimations internes. Ces différences de prix peuvent s'expliquer par le fait que certains soumissionnaires possèdent leurs propres équipements alors que d'autres peuvent avoir recours à des sous-traitants. De plus, l'introduction d'une nouvelle clause pour

l'échantillonnage de l'eau souterraine, qui implique le paiement partiel de cet article si le puits est à sec ou s'il n'y a pas suffisamment d'eau, pourrait également expliquer l'écart important entre les estimations et les prix soumis.

Par ailleurs, des écarts de 18,1 % (528 064,08 $) et 13,2 % (150 122,00 $) ont été observés entre les prix de l'adjudicataire et ceux du deuxième plus bas soumissionnaire pour les contrats (lots) 2 et 5 respectivement. Ces écarts peuvent s'expliquer par les salaires différents, selon le nombre d'années d'expérience, du personnel qui sera affecté à l'exécution des mandats. De plus, certains soumissionnaires possèdent leurs propres équipements alors que d'autres peuvent avoir recours à des sous-traitants pour effectuer les travaux de sondage, les essais *in situ* , l'arpentage et l'échantillonnage de l'eau souterraine.

Pour ces raisons, les écarts de prix obtenus sont acceptables. Les soumissions des firmes *Les Services EXP inc* , *FNX-INNOV inc.* (anciennement *Les Consultants S.M. inc.*), *SNC-Lavalin GEM Québec inc., Solmatech inc.* et *WSP Canada inc.* ont donc été retenues pour les contrats (lots) 2 à 6, puisqu'elles satisfont les exigences requises pour la réalisation des mandats de caractérisation environnementale, d'études géotechniques et de conception de chaussée et permettent, par le fait même, de répondre aux besoins grandissants de la DI, des arrondissements et des autres services desservis par le SE.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de *l'Autorité des marchés financiers.* Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à l'une des conditions préalables à sa présentation devant la *Commission permanente sur l'examen des contrats.* Selon les dépenses prévisionnelles, les Contrats (Lots) 1 et 2 de services professionnels des firmes *Groupe ABS inc.* et *Les Services EXP inc.* sont supérieurs à 1 000 000 $ et les adjudicataires en sont à leur troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats de caractérisation environnementale, d'études géotechniques et de conception de chaussée de plusieurs projets. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du *Règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres* et seront confiés à l'aide de «bons de commande» dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (DI, arrondissements et autres services desservis par le SE).
Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La Division de l'expertise et du soutien technique du SIRR et la Division du soutien technique des infrastructures et du CESM du SE s'assureront de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

La dépense maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses, pour les six (6) ententes-cadres, représente un coût total maximal de 11 684 964,55 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les ententes-cadres permettront une gestion responsable des sols contaminés. En effet, le volet de caractérisation et de surveillance environnementale permettra de s'assurer que les obligations environnementales en matière de gestion des sols contaminés et des matières résiduelles soient rencontrées.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur de cette décision sera d'assurer, par le biais de ces services professionnels, la réalisation des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée nécessaires à la rédaction des plans et devis des travaux de construction des infrastructures et d'aménagement des terrains. Ces études permettront de définir les conditions environnementales et géotechniques préalablement aux travaux et de limiter les risques de coûts imprévus.
Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la DI, les arrondissements et les autres services desservis par le SE ne seront plus en mesure de réaliser des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison.

D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, la DI, les arrondissements et les autres services desservis par le SE devront, pour des mandats inférieurs à 101 100 $ (taxes incluses), procéder via des mandats gré à gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et un délai ne permettant pas de répondre à leurs besoins dans les délais fixés.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 11 juin 2019, soit la date de la validité de la soumission, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : mars 2019
Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier par les instances visées
Début des contrats : avril 2019
Fin du contrat : trente-six (36) mois à partir de la date d’envoi de l’avis d’adjudication aux adjudicataires ou jusqu’à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Robert NORMANDEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thidachanh KEOMANIPHET
Ingenieure

Tél : 514 868-4230
Télécop. : 514 872-0708

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-12

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. : 514-872-0708

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-02-14

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 3 octobre 2014

GROUPE ABS INC.
A/S MONSIEUR DOMINIC STE-MARIE
17, DE L'INDUSTRIE
SAINT-RÉMI (QC) J0L 2L0

N° de décision : 2014-CPSM-1051557
N° de client : 3000144512

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LABORATOIRE A.B.S., LABORATOIRE ABS et SOLUTIONS OCRE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). GROUPE ABS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **2 octobre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Dernière mise à jour : **lundi, 25 juin 2018 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GROUPE ABS INC.
Adresse du siège social : 17, DE L'INDUSTRIE, , SAINT-RÉMI, QC, J0L 2L0, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000144512
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165977969

Autres noms d'affaires

- BÉTON OPTIMAL
- GROUPE ABS
- LABORATOIRE A.B.S.
- LABORATOIRE ABS
- OPTIMAL CONCRETE
- SOLUTIONS OCRE

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 27 juillet 2017

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

N° de décision : 2017-CPSM-1041269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- EXP SERVICES INC.
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 23 juillet 2014

LES CONSULTANTS S.M. INC.
A/S MONSIEUR GUY CHARBONNEAU
2111, BOUL FERNAND-LAFONTAINE
LONGUEUIL (QC) J4G 2J4

N° de décision : 2014-CPSM-1038772
N° de client : 3000156349

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- ENVIRO SOL
- ENVIROSOL
- S.M. CONSULTANTS INC.
- S.M. ENVIRONNEMENT
- SMI MOHAWK ENGINEERING

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). LES CONSULTANTS S.M. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

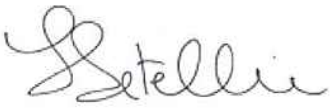
Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 28 mars 2017

LES CONSULTANTS S.M. INC.
2111, BOUL FERNAND-LAFONTAINE
LONGUEUIL QC J4G 2J4

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000156349
N° de demande :	1731360406
N° de confirmation de paiement :	000212091681

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 21 mars 2016

SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
A/S MADAME ARDEN R. FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de décision : 2014-CPSM-1057537
N° de client : 3000197288

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

La présente fait suite au document intitulé « Certificat de modification » daté du 1er janvier 2016 et déposé à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 19 janvier 2016, nous informant du changement de nom de l'entreprise GROUPE QUALITAS INC.

Avec cette correspondance, vous autorisiez l'Autorité à effectuer le changement de raison sociale GROUPE QUALITAS INC., entreprise dument autorisée à contracter/sous-contracter avec un organisme public depuis le 17 novembre 2014, pour SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.

De ce fait, l'Autorité accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- BUREAU D'INGÉNIEURS
- CENTRE DE RECHERCHE ET DE CONTRÔLE APPLIQUÉ À LA CONSTRUCTION
- CENTRE DE RECHERCHE ET DE CONTRÔLE APPLIQUÉ À LA CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC.
- FORTECH QUÉBEC
- FORTECH QUÉBEC, UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC.
- GÉOCONSEIL
- GROUPE QUALITAS
- LABORATOIRE D'ESSAIS
- LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.I.C.
- LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.I.C., UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 novembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 juin 2017

SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

N° de client : 3000197288

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, nous désirons vous fournir de l'information concernant le renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC. pour laquelle vous êtes le répondant.

L'autorisation de votre entreprise est valide jusqu'au **16 novembre 2017** et devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») une demande de renouvellement de votre autorisation au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **19 août 2017**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'Autorité procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

  Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'Autorité. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du registre des entreprises autorisées** (le « REA ») à la date d'expiration de votre autorisation. **Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats/sous-contrats publics à partir de cette date.** Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats/sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'Autorité statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'Autorité.

Il est important de noter que même si vous soumettez une demande de non-renouvellement avant la date anniversaire de votre autorisation, votre droit d'exercice **demeurera valide jusqu'à la date d'expiration prévue.**

Notez que si vous exécutez un contrat/sous-contrat public en tant que contractant/sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat/sous-contrat public au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement/non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca. Veuillez accéder à la section **Autres mandats de l'Autorité**, puis choisir **Contrats publics**. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires au 1 877 525-0337, poste 4848, ou par courriel au direction-lcop-esm@lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires

p.j. Annexe - Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement ou une demande de non-renouvellement

[2] Ibid.; article 21.19

Annexe – Renouvellement / Non-renouvellement de la demande d'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public par le biais des services en ligne

---

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

1. Accédez à votre compte client des services en ligne de l'Autorité. Puis, sélectionnez l'onglet **Dossier client – Gestion des liens d'affaires**. Validez et mettez à jour les liens d'affaires de votre entreprise.

2. Une fois la mise à jour effectuée, validez vos liens d'affaires en cliquant sur le bouton **« Valider »**.

3. Si vous obtenez des messages d'erreur, corrigez l'information demandée. Lorsqu'il n'y aura plus de messages d'erreur, soumettez la mise à jour de vos liens en cliquant sur le bouton **« Prochaine étape »**.

4. Une fois la mise à jour de vos liens transmise, vous pourrez maintenant soumettre votre demande de renouvellement, accompagnée des pièces justificatives et du paiement requis. Cette demande est accessible à partir de l'onglet **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement**. Soumettre votre demande de renouvellement est la dernière étape à faire de votre part.

5. La mise à jour de vos liens ainsi que votre demande de renouvellement seront traités par l'agent assigné à votre dossier.

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE NON-RENOUVELLEMENT

1. Accéder à votre compte client des services en ligne de l'Autorité et sélectionnez la demande de non-renouvellement disponible à l'onglet **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement**.

2. À l'étape 2 du formulaire, sélectionnez l'option **Je ne désire pas renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**.

3. Par la suite, complétez les étapes suivantes, puis soumettez la demande.

4. Une fois reçue, votre demande de non-renouvellement sera traitée par l'agent assigné à votre dossier.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 17 août 2017

SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL QC H2Z 1Z3

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	3000197288
N° de demande :	1731469547

L'analyse de votre demande débutera lorsque tous les documents, paiements ou confirmation d'un tiers requis seront reçus à l'Autorité.

Faites-nous parvenir votre paiement pour le solde à payer dans les plus brefs délais.

Montant de la facture :	421,00 $
Paiement reçu :	0,00 $
Solde à payer :	421,00 $

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 09 décembre 2018 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
Adresse du siège social : 455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, , MONTRÉAL, QC, H2Z 1Z3, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000197288
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1166291337

Autres noms d'affaires

- GROUPE QUALITAS
-
- LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.I.C., UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 9 janvier 2017

SOLMATECH INC.
A/S MONSIEUR PIERRE-OLIVIER VERDON
97, RUE DE LA COURONNE
REPENTIGNY (QC) J5Z 0B3

N° de décision : 2017-CPSM-1001497
N° de client : 2700025594

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous SOLMATECH, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SOLMATECH INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **16 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 mai 2018

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 16E ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

N° de décision : 2018-CPSM-1030358
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AQUAPRAXIS
- CELLMAG
- CONSUMAJ ESTRIE
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- FOCUS CORPORATION
- GENIVAR GPM
- GENIVAR
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE OPTIVERT
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- NAGECO

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

- PARSONS BRINCKERHOFF HALSALL
- PROBEMES
- PROGEMES CONSULTANTS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1183855006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $), Solmatech inc. (1 134 437,05 $) et WSP Canada inc. (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

18-17192 PV.pdf
18-17192_DetCah.pdf
18-17192 TableauRésultat_Contrat 1.pdf
18-17192_Intervention_Contrat1.pdf
18-17192 TableauRésultat_Contrat 2.pdf
18-17192_Intervention_Contrat2.pdf
18-17192 TableauRésultat_Contrat 3.pdf
18-17192 TableauRésultat_Contrat 4.pdf
18-17192_Intervention_Contrat4.pdf
18-17192 TableauRésultat_Contrat 5.pdf
18-17192_Intervention_Contrat5.pdf
18-17192 TableauRésultat_Contrat 6.pdf
18-17192_Intervention_Contrat6.pdf
18-17192_Intervention_Contrat3.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent(e) d approvisionnement niveau 2
Tél : 514-868-3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-13

Richard DAGENAIS
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-2608
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17192

No du GDD : 1183855006

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 8

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Consultants S.M. inc.	4 597 823,52 $		
Solmatech inc.	7 009 646,33 $		
Groupe ABS inc.	3 688 337,64 $	√	1
Englobe Corp.	5 865 213,93 $		
Les Services EXP inc.	3 884 551,10 $		
WSP Canada inc.	5 141 402,04 $		
GHD Consultants ltée	6 716 120,91 $		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4 753 066,50 $		

Information additionnelle

Parmi les organisations s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposées de proposition, on retrouve 3 organismes publics. Les autres firmes ont évoqué le manque de personnel, l'incapacité à répondre aux exigences et la non détention de l'autorisation de l'AMP.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 1 - 2 - 2019

18-17192 - Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arrondissements de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Consultants S.M. inc.	3,50	8,50	22,00	13,50	8,00	19,75	75,3	4 597 823,52 $	0,27	3
Solmatech inc.	3,38	6,25	20,00	14,50	7,25	18,63	70,0	7 009 646,33 $	0,17	8
Groupe ABS inc.	3,38	8,00	23,75	15,25	7,75	19,13	77,3	3 688 337,64 $	0,35	1
Englobe Corp.	3,88	7,25	20,25	15,25	8,50	19,50	74,6	5 865 213,93 $	0,21	6
Les Services EXP inc.	3,88	7,75	22,75	13,25	7,50	20,25	75,4	3 884 551,10 $	0,32	2
WSP Canada inc.	3,75	5,75	23,25	12,50	7,50	18,13	70,9	5 141 402,04 $	0,24	5
GHD Consultants ltée	3,75	7,00	22,50	16,00	8,25	19,25	76,8	6 716 120,91 $	0,19	7
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4,00	8,25	19,50	16,00	8,00	21,00	76,8	4 753 066,50 $	0,27	4
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Matthieu Crôteau

Comité CONTRAT 1

Date	mardi 15-01-2019
Heure	9 h 30
Lieu	255 Crémazie Est, salle 446

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17192

No du GDD : 1183855006

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 12,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe ABS inc.	Adjudicataire Contrat 1*

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Consultants S.M. inc.	3 444 979,83 $		
Solmatech inc.	5 249 792,99 $		
Englobe Corp.	4 403 099,85 $		
Les Services EXP inc.	2 916 915,75 $	√	2
WSP Canada inc.	3 824 232,91 $		
GHD Consultants ltée	5 037 649,75 $		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	3 566 270,98 $		

Information additionnelle

* Tel que prescrit dans les documents d'appel d'offres, une forme ayant obtenu un contrat devient non conforme pour les contrats subséquents. Parmi les organisations s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposées de proposition, on retrouve 3 organismes publics. Les autres firmes ont évoqué le manque de personnel, l'incapacité à répondre aux exigences et la non détention de l'autorisation de l'AMP.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 1 - 2 - 2019

18-17192 - Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arrondissements de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Consultants S.M. inc.	3,50	8,50	22,00	13,50	8,00	19,75	75,3	3 444 979,83 $	0,36	2
Solmatech inc.	3,38	6,25	20,00	14,50	7,25	18,63	70,0	5 249 792,99 $	0,23	7
Groupe ABS inc.	3,38	8,00	23,75	15,25	7,75	19,13	77,3			Adjudicataire contrat 1
Englobe Corp.	3,88	7,25	20,25	15,25	8,50	19,50	74,6	4 403 099,85 $	0,28	5
Les Services EXP inc.	3,88	7,75	22,75	13,25	7,50	20,25	75,4	2 916 915,75 $	0,43	1
WSP Canada inc.	3,75	5,75	23,25	12,50	7,50	18,13	70,9	3 824 232,91 $	0,32	4
GHD Consultants ltée	3,75	7,00	22,50	16,00	8,25	19,25	76,8	5 037 649,75 $	0,25	6
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4,00	8,25	19,50	16,00	8,00	21,00	76,8	3 566 270,98 $	0,36	3
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Matthieu Crôteau

Comité

CONTRAT 2

Date	mardi 15-01-2019
Heure	9 h 30
Lieu	255 Crémazie Est, salle 446

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17192

No du GDD : 1183855006

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe ABS inc.	Adjudicataire Contrat 1*
Les Services EXP inc.	Adjudicataire Contrat 2*

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Consultants S.M. inc.	2 308 299,50 $	√	3
Solmatech inc.	3 522 115,41 $		
Englobe Corp.	2 798 847,92 $		
WSP Canada inc.	2 562 445,24 $		
GHD Consultants ltée	3 371 871,83 $		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	2 380 187,16 $		

Information additionnelle

* Tel que prescrit dans les documents d'appel d'offres, une forme ayant obtenu un contrat devient non conforme pour les contrats subséquents. Parmi les organisations s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposées de proposition, on retrouve 3 organismes publics. Les autres firmes ont évoqué le manque de personnel, l'incapacité à répondre aux exigences et la non détention de l'autorisation de l'AMP.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 1 - 2 - 2019

18-17192 - Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arrondissements de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Consultants S.M. inc.	3,50	8,50	22,00	13,50	8,00	19,75	75,3	2 308 299,50 $	0,54	**1**
Solmatech inc.	3,38	6,25	20,00	14,50	7,25	18,63	70,0	3 522 115,41 $	0,34	**6**
Groupe ABS inc.	3,38	8,00	23,75	15,25	7,75	19,13	77,3			**adjudicataire contrat 1**
Englobe Corp.	3,88	7,25	20,25	15,25	8,50	19,50	74,6	2 798 847,92 $	0,45	**4**
Les Services EXP inc.	3,88	7,75	22,75	13,25	7,50	20,25	75,4			**adjudicataire contrat 2**
WSP Canada inc.	3,75	5,75	23,25	12,50	7,50	18,13	70,9	2 562 445,24 $	0,47	**3**
GHD Consultants ltée	3,75	7,00	22,50	16,00	8,25	19,25	76,8	3 371 871,83 $	0,38	**5**
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4,00	8,25	19,50	16,00	8,00	21,00	76,8	2 380 187,16 $	0,53	**2**
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement **Matthieu Crôteau**

Comité **CONTRAT 3**

Date	**mardi 15-01-2019**
Heure	**9 h 30**
Lieu	**255 Crémazie Est, salle 446**

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17192

No du GDD : 1183855006

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 37,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe ABS inc.	Adjudicataire Contrat 1*
Les Services EXP inc.	Adjudicataire Contrat 2*
Les Consultants S.M. inc.	Adjudicataire Contrat 3*

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solmatech inc.	2633007,98		
Englobe Corp.	1999595,47		
WSP Canada inc.	1922312,44		
GHD Consultants ltée	2524575,06		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	1785750,88	√	4

Information additionnelle

* Tel que prescrit dans les documents d'appel d'offres, une forme ayant obtenu un contrat devient non conforme pour les contrats subséquents. Parmi les organisations s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposées de proposition, on retrouve 3 organismes publics. Les autres firmes ont évoqué le manque de personnel, l'incapacité à répondre aux exigences et la non détention de l'autorisation de l'AMP.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 1 - 2 - 2019

18-17192 - Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arrondissements de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Consultants S.M. inc.	3,50	8,50	22,00	13,50	8,00	19,75	75,3			Adjudicataire contrat 3
Solmatech inc.	3,38	6,25	20,00	14,50	7,25	18,63	70,0	2 633 007,98 $	0,46	5
Groupe ABS inc.	3,38	8,00	23,75	15,25	7,75	19,13	77,3			Adjudicataire contrat 1
Englobe Corp.	3,88	7,25	20,25	15,25	8,50	19,50	74,6	1 999 595,47 $	0,62	3
Les Services EXP inc.	3,88	7,75	22,75	13,25	7,50	20,25	75,4			Adjudicataire contrat 2
WSP Canada inc.	3,75	5,75	23,25	12,50	7,50	18,13	70,9	1 922 312,44 $	0,63	2
GHD Consultants ltée	3,75	7,00	22,50	16,00	8,25	19,25	76,8	2 524 575,06 $	0,50	4
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4,00	8,25	19,50	16,00	8,00	21,00	76,8	1 785 750,88 $	0,71	1
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Matthieu Crôteau

CONTRAT 4

Comité	
Date	mardi 15-01-2019
Heure	9 h 30
Lieu	255 Crémazie Est, salle 446

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17192

No du GDD : 1183855006

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe ABS inc.	Adjudicataire Contrat 1*
Les Services EXP inc.	Adjudicataire Contrat 2*
Les Consultants S.M. inc.	Adjudicataire Contrat 3*
SNC-Lavalin GEM Québec inc.,	Adjudicataire Contrat 4*

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Solmatech inc.	1 134 437,05 $	√	5
Englobe Corp.	1 327 607,99 $		
WSP Canada inc.	1 284 559,05 $		
GHD Consultants ltée	1 675 033,41 $		

Information additionnelle

* Tel que prescrit dans les documents d'appel d'offres, une forme ayant obtenu un contrat devient non conforme pour les contrats subséquents. Parmi les organisations s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposées de proposition, on retrouve 3 organismes publics. Les autres firmes ont évoqué le manque de personnel, l'incapacité à répondre aux exigences et la non détention de l'autorisation de l'AMP.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 1 - 2 - 2019

18-17192 - Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arrondissements de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Consultants S.M. inc.	3,50	8,50	22,00	13,50	8,00	19,75	75,3			Adjudicataire contrat 3
Solmatech inc.	3,38	6,25	20,00	14,50	7,25	18,63	70,0	1 134 437,05 $	1,06	1
Groupe ABS inc.	3,38	8,00	23,75	15,25	7,75	17,13	75,3			Adjudicataire contrat 1
Englobe Corp.	3,88	7,25	20,25	15,25	8,50	19,50	74,6	1 327 607,99 $	0,94	3
Les Services EXP inc.	3,88	7,75	22,75	13,25	7,50	20,25	75,4			Adjudicataire contrat 2
WSP Canada inc.	3,75	5,75	23,25	12,50	7,50	18,13	70,9	1 284 559,05 $	0,94	2
GHD Consultants ltée	3,75	7,00	22,50	16,00	8,25	19,25	76,8	1 675 033,41 $	0,76	4
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4,00	8,25	19,50	16,00	8,00	21,00	76,8			Adjudicataire contrat 4
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Matthieu Crôteau

Comité — **CONTRAT 5**

Date	mardi 15-01-2019
Heure	9 h 30
Lieu	255 Crémazie Est, salle 446

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17192

No du GDD : 1183855006

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 13 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 13 - 12 - 2018

Date du comité de sélection : 15 - 1 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 16

Nbre de soumissions reçues : 8

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 5

% de rejets : 62,5

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Groupe ABS inc.	Adjudicataire Contrat 1*
Les Services EXP inc.	Adjudicataire Contrat 2*
Les Consultants S.M. inc.	Adjudicataire Contrat 3*
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	Adjudicataire Contrat 4*
Solmatech inc.	Adjudicataire Contrat 5*

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 6 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 6 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Englobe Corp.	997 091,94 $		
WSP Canada inc.	962 818,76 $	√	6
GHD Consultants ltée	1 255 420,65 $		

Information additionnelle

* Tel que prescrit dans les documents d'appel d'offres, une forme ayant obtenu un contrat devient non conforme pour les contrats subséquents. Parmi les organisations s'étant procurés les documents et n'ayant pas déposées de proposition, on retrouve 3 organismes publics. Les autres firmes ont évoqué le manque de personnel, l'incapacité à répondre aux exigences et la non détention de l'autorisation de l'AMP.

Préparé par : Matthieu Crôteau

Le 1 - 2 - 2019

18-17192 - Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arrondissements de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du Responsable de contrat et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Consultants S.M. inc.	3,50	8,50	22,00	13,50	8,00	19,75	75,3			Adjudicataire contrat 3
Solmatech inc.	3,38	6,25	20,00	14,50	7,25	18,63	70,0			Adjudicataire contrat 5
Groupe ABS inc.	3,38	8,00	23,75	15,25	7,75	17,13	75,3			Adjudicataire contrat 1
Englobe Corp.	3,88	7,25	20,25	15,25	8,50	19,50	74,6	997 091,94 $	1,25	2
Les Services EXP inc.	3,88	7,75	22,75	13,25	7,50	20,25	75,4			Adjudicataire contrat 2
WSP Canada inc.	3,75	5,75	23,25	12,50	7,50	18,13	70,9	962 818,76 $	1,26	1
GHD Consultants ltée	3,75	7,00	22,50	16,00	8,25	19,25	76,8	1 255 420,65 $	1,01	3
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	4,00	8,25	19,50	16,00	8,00	21,00	76,8			Adjudicataire contrat 4
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement Matthieu Crôteau

Comité — **CONTRAT 6**

Date	mardi 15-01-2019
Heure	9 h 30
Lieu	255 Crémazie Est, salle 446

Multiplicateur d'ajustement
10000

CONTRAT	SOUMISSIONNAIRE	SOUMISSION[1] ($)	ESTIMATION[1] ($)	ÉCART SOUMISSION / ESTIMATION
1	***Groupe ABS inc.***	**3 688 337,64**	**3 997 249,59**	**-7,7 %**
2	***Les Services EXP inc.***	**2 916 915,75**	**2 996 047,29**	**- 2,6 %**
3	*FNX-INNOV inc.* (anciennement *Les Consultants S.M. inc.*)	2 308 299,50	1 999 702,69	15,4 %
4	*SNC-Lavalin GEM Québec inc.*	1 785 750,88	1 499 733,90	19,1 %
5	*Solmatech inc.*	1 134 437,05	997 011,46	13,8 %
6	*WSP Canada inc.*	962 818,76	749 378,31	28,5 %
[1] Taxes incluses		12 796 559,58	12 239 123,24	4,6 %

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17192
Numéro de référence : 1213744
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Services professionnels pour effectuer des études de caractérisation environnementale des sols, des études géotechniques et de la conception de chaussées dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures pour les services et arro

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
8418748 Canada Inc. 8550 Cote de Liesse Montréal, QC, H4T 1H2	Madame Guylaine Parent Téléphone : 514 284-6085 Télécopieur : 514 284-5229	**Commande : (1511680)** 2018-11-14 11 h 38 **Transmission :** 2018-11-14 11 h 38	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 100, rue jean-Coutu, bureau 101 Varennes, QC, J3X 0E1 http://www.englobecorp.com	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1511417)** 2018-11-13 15 h 54 **Transmission :** 2018-11-13 15 h 54	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1516091)** 2018-11-27 10 h 13 **Transmission :** 2018-11-27 10 h 13	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1511688)** 2018-11-14 11 h 44 **Transmission :** 2018-11-14 11 h 44	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel

			3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Monsieur Jean Elie Joseph Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1510809)** 2018-11-12 14 h 30 **Transmission :** 2018-11-12 14 h 30	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe Gesfor, Poirier, Pïnchin inc. 6705, rue Jean-Talon Est Bureau 211 Montréal, QC, H1S 1N2	Monsieur Didier Rorive Téléphone : 514 251-1313 Télécopieur : 514 251-1818	**Commande : (1514173)** 2018-11-21 11 h 40 **Transmission :** 2018-11-21 11 h 40	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Consultants S.M. Inc. (Bureau des Offres) 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.groupesm.com	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur : 450 651-9542	**Commande : (1510841)** 2018-11-12 14 h 58 **Transmission :** 2018-11-12 14 h 58	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 8487, 19e Avenue Montréal, QC, H1Z 4J2	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1510746)** 2018-11-12 13 h 15 **Transmission :** 2018-11-12 13 h 15	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
NCL Envirotek Inc. 12366, rue Lachapelle Montréal, QC, H4J 2M8	Monsieur Philippe Legault-Capozio Téléphone : 514 737-9139 Télécopieur : 514 737-2526	**Commande : (1512076)** 2018-11-15 9 h 56 **Transmission :** 2018-11-15 9 h 56	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel

			3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Revenu Québec - 3800 rue de Marly Secteur 5-4-3 Québec, QC, G1X4A5	Madame Marie-Ève Hébert Téléphone : 418 652-5658 Télécopieur : 418 652-4062	**Commande : (1515043)** 2018-11-23 9 h 55 **Transmission :** 2018-11-23 9 h 55	Mode privilégié : Ne pas recevoir
SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1Z3 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1510942)** 2018-11-12 18 h 24 **Transmission :** 2018-11-12 18 h 24	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592 Télécopieur : 450 585-5500	**Commande : (1511338)** 2018-11-13 14 h 27 **Transmission :** 2018-11-13 14 h 27	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1511145)** 2018-11-13 10 h 31 **Transmission :** 2018-11-13 10 h 31	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de L'Assomption. 399, rue Dorval L'Assomption, QC, J5W 1A1	Monsieur André Boisvert Téléphone : 450 589-5671 Télécopieur : 450 589-4512	**Commande : (1520961)** 2018-12-12 **Transmission :** 2018-12-12	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-12-12 - Téléchargement 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-12 - Téléchargement 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-12 - Téléchargement 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-12 - Téléchargement 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-12 - Téléchargement

			3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-12 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-12 - Téléchargement 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-12 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-12 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Laval 1 Place Du Souvenir, C.P. 422 Laval, QC, H7V 3Z4	Madame Sharon Lopez Téléphone : 450 978-6888 Télécopieur : 450 662-4580	**Commande : (1511325)** 2018-11-13 14 h 09 **Transmission :** 2018-11-13 14 h 09	Mode privilégié : Ne pas recevoir
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1510698)** 2018-11-12 11 h 33 **Transmission :** 2018-11-12 11 h 33	3032831 - 18-17192 Addenda 1 2018-11-30 14 h 51 - Courriel 3033730 - 18-17192 Addenda 2 2018-12-04 9 h 47 - Courriel 3035348 - 18-17192 Addenda 3 2018-12-06 16 h 08 - Courriel 3036619 - 18-17192 Addenda 4 A (devis) 2018-12-10 16 h 22 - Courriel 3036620 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036621 - 18-17192 Addenda 4 A (bordereau) 2018-12-10 16 h 22 - Téléchargement 3036623 - 18-17192 Addenda 4B (devis) 2018-12-10 16 h 24 - Courriel 3036624 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement 3036625 - 18-17192 Addenda 4B (bordereau) 2018-12-10 16 h 24 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.39

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1183855006

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $), Solmatech inc. (1 134 437,05 $) et WSP Canada inc. (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires

Rapport - mandat SMCE183855006.pdf

Dossier # :1183855006

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE183855006

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $), Solmatech inc. (1 134 437,05 $) et WSP Canada inc. (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuillier
Vice-présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE183855006

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les six (6) firmes suivantes : Groupe ABS inc. (3 688 337,64 $), Les Services EXP inc. (2 916 915,75 $), FNX-INNOV inc. (anciennement Les Consultants S.M. inc.) (2 308 299,50 $), SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 785 750,88 $), Solmatech inc. (1 134 437,05 $) et WSP Canada inc. (962 818,76 $) totalisant une somme maximale de 12 796 559,58 $, taxes incluses pour effectuer des caractérisations environnementales, des études géotechniques et des conceptions de chaussée dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 18-17192 - huit (8) soumissionnaires

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lesquels les adjudicataires en sont à leur troisième octroi consécutif pour un contrat récurrent (lots 1 et 2).*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures du réseau routier ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien compris que l'approche retenue par le Service dans ce dossier visait à retenir les services professionnels de plusieurs firmes pour répondre aux demandes d'études et d'expertise pour de nombreux projets, dont plusieurs sont susceptibles de prendre leur envol en même temps. Il fallait donc s'assurer d'avoir les ressources professionnelles nécessaires pour faire en sorte de ne pas retarder la réalisation des projets.

Les membres ont constaté que le marché était plutôt restreint pour les services demandés. Il n'y a donc pas lieu de se surprendre de retrouver souvent les mêmes firmes d'une entente-cadre à l'autre.

Enfin, les membres ont invité le Service à insérer au sommaire décisionnel, à la suite des tableaux représentant les résultats de chacun des lots, le tableau récapitulatif des résultats de l'appel d'offres tel que présenté à la Commission

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lesquels les adjudicataires en sont à leur troisième octroi consécutif pour un contrat récurrent (lots 1 et 2).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE183855006 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.40

2019/03/28
17:00

(2)

Dossier # : 1187833008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres, d'une durée de trois ans, à compter de la date de leur émission pour la fourniture sur demande de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication ;
2. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour les biens mentionnés en regard de leur nom, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17255 ;

Firmes	Description	Montants
Compugen inc.	Lot 1: Serveurs et équipements connexes	1 172 489,82 $
PCD Solutions inc.	Lot 3: Stockage IBM-SAN STORWIZE et accessoires	1 184 890,91 $
ESI Technologies inc.	Lot 4: Commutateurs du réseau Canal de Fibre (FC) pour le stockage des données.	638 311,00 $

Bell Canada	Lot 6: Équipements de télécommunication avec support.	2 840 787,50 $

3. d’autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, soit une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-18 10:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187833008**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2016, le Service des technologies de l'information (Service des TI) a mis en place des efforts considérables pour moderniser, consolider et faire évoluer la gestion des données à la Ville de Montréal (Ville). Ainsi, pour la période de 2011 à 2018, le Service des TI a réduit de 30% l'espace requis pour ses centres de traitement permettant de maintenir un budget de fonctionnement stable malgré une augmentation annuelle de 25% en quantité de données et de 15% en puissance de traitement.
De plus, la Ville a mis en place une orientation pour privilégier l'utilisation de l'infonuagique. Plusieurs logiciels ne sont offerts ou ne seront offerts que dans l'infonuagique dans les années à venir. L'infonuagique offre plusieurs avantages pour la diminution de la désuétude et ces solutions sont souvent plus sécuritaires et offre une plus haute disponibilité.

La sécurité, la confidentialité et la propriété des données de la Ville dans l'infonuagique est traitée par des clauses contractuelles spécifiques pour ce marché et elles ont été développées pour respecter l'ensemble des lois s'appliquant à la Ville, tout en suivant l'évolution du marché de l'infonuagique. En termes d'infratructures et de plateformes infonuagiques, le Service des TI évalue une stratégie de configuration hybride (interne et nuage) utilisant de multiples fournisseurs.

Dans cette optique, l'échéance en mars 2020 du contrat d'hébergement avec IBM (CG17 0464) amène le Service des TI à :

- Déplacer, rehausser et moderniser les équipements existants incluant l'infrastructure actuellement hébergée chez IBM;
- Mettre en place une topologie physique et logique permettant d'introduire l'infonuagique et d'augmenter la flexibilité et la stabilité des infrastructures

Pour y arriver, le Service des TI a mis en place le Programme 70910 - Plateformes et Infrastructures - qui comporte plusieurs projets :

- 70910.01 - Centres de données numérique
- 70910.02 - Traitement Corporatif
- 70910.03 - Stockage de masse
- 70910.04 - Automatisation et Infonuagique

La portée de ces projets consiste notamment à remplacer les équipements désuets par une nouvelle génération d'infrastructure et de plateformes qui répondent aux besoins de l'ensemble des projets du programme triennal d'immobilisation (PTI) 2019-2021 du Service des TI. La disponibilité d'ententes-cadres permettra donc de réduire les délais d'acquisition afin d'accroître l'agilité lors de la mise en place des différentes solutions.

C'est dans ce contexte que la Ville a lancé l'appel d'offres public 18-17255, afin de mettre en place des ententes-cadres pour l'acquisition des serveurs et des équipements informatiques et de télécommunication. Cet appel d'offres a été divisé en six lots distincts dans l'objectif à la fois d'ouvrir le marché et de garantir une compatibilité avec les équipements existants.

Pour chaque lot, la Ville veut conclure une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans à partir de la date d'octroi du contrat.

Cet appel d'offres, publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO, a débuté le 17 octobre 2018 pour se terminer le 29 novembre 2018. Un délai de 42 jours a été accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leurs soumissions. La durée de validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, cinq addendas ont été publiés :

No. addenda	**Date**	**portée**
1	31 octobre 2018	Modification au devis et au bordereau de soumission (retrait de type 3 de serveurs du Lot 1)
2	06 novembre 2018	Réponses aux questions et modifications au bordereau de soumission
3	16 novembre 2018	Réponses aux questions et modifications au bordereau de soumission
4	21 novembre 2018	Réponses aux questions et modifications au bordereau de soumission
5	26 novembre 2018	Réponses aux questions et le retrait de la notion de délais de recouvrement requis en terme de support

Le présent dossier vise donc à conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), et Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication. Le présent dossier vise aussi à autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0448 - 23 août 2018 - Conclure avec Bell Canada Ltée une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Transport/MPLS) incluant formation, support et entretien - Appel d'offres public 17-16250 - Deux soumissionnaires - 4 925 343,02 $ taxes incluses
CG17 0464 - 28 septembre 2017 - Autoriser la prolongation pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, du contrat accordé à IBM Canada ltée (CG13 0011), pour la fourniture de services techniques d'hébergement externe des serveurs du Service des technologies de l'information, pour une somme maximale de 1 707 347,71 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 5 267 921,10 $ à 6 975 268,81 $, taxes incluses

CG17 0234 - 18 juin 2017 - Conclure deux ententes-cadres, pour une période de 3 ans, avec Bell Canada pour la fourniture de matériel informatique, serveurs et équipements connexes, ainsi que pour des équipements de télécommunications - Appel d'offres public 17 -15920 / Famille 1 : 959 796,24 $, taxes incluses (5 soum) / Famille 2 : 547 344,70 $, taxes incluses (4 soum.)

CG15 0277 - 20 avril 2015 - Conclure des ententes-cadres d'une durée de 5 ans avec PCD Solutions inc. et ESI Technologies inc., pour la fourniture de serveurs d'entreprise et stockage - Appel d'offres public 14-13726 (7 soum.)

CE14 1266 - 13 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'acquisition de serveurs d'entreprise Linux et de solutions de stockage d'entreprise.

CG11 0384 - 24 novembre 2011 - Conclure avec Solutions PCD inc. et Novipro inc. des ententes-cadres d'une durée de trois ans pour la fourniture de serveurs d'entreprise, de stockage et de services techniques - Appel d'offres public 11-11709 (3 soum.)

CG08 0530 - 28 octobre 2008 - Conclure avec PCD Solutions inc. une entente-cadre d'une durée de 3 ans pour la fourniture de serveurs et d'équipements de stockage normalisés IBM suite à l'appel d'offres public 08-10775 (3 soum.)

DESCRIPTION

L'appel d'offres public a été subdivisé en plusieurs lots pour représenter les différentes catégories de produits qui couvrent les besoins de traitement et de capacité sur demande. Plusieurs lots permettront une extension de la capacité tout en assurant une compatibilité avec les équipements existants.

Lots	Description des produits
Lot 1: Serveurs et équipements connexes	Serveurs sur rails destinés essentiellement au remplacement de la solution de sauvegarde sur ruban des données de la Ville et pour répondre aux besoins sur les sites distants en arrondissement.

Lot 2: Stockage de masse	Équipements spécialisés en stockage de données massives telles que les fichiers de vidéos de projection pour le Planétarium.
Lot 3: Stockage IBM-SAN STORWIZE et accessoires	Équipements compatibles pour remplacer les équipements désuets et ajouter la capacité pour l'ensemble des applications corporatives
Lot 4: Commutateurs du réseau Canal de Fibre (FC) pour le stockage des données.	Commutateurs compatibles pour le remplacement et l'ajout de capacité des liens de télécommunication en fibre optique spécifiques à l'infrastructure de stockage
Lot 5: Serveurs Cisco- UCS	Serveurs et accessoires compatibles pour l'extension des modules existants destinés au traitement corporatif afin d'en accroître la capacité
Lot 6: Équipements d'extension du réseau Juniper pour la gestion des télécommunications dans le Centre de traitement.	Equipements de télécommunication compatibles requis pour poursuivre l'évolution de l'infrastructure réseau des centres de données ainsi que ses sites sécurisés.

Suite aux résultats de l'appel d'offres, le Service des TI mettra en place quatre nouvelles ententes-cadres qui correspondent aux lots 1, 3, 4 et 6. Les services de soutien technique et d'entretien des équipements sont inclus pendant une période de trois (3) ans après l'acquisition. Ces services permettront d'avoir accès aux correctifs logiciels et mises à jour de sécurité et de bénéficier du service d'assistance nécessaire pour assurer la continuité des opérations.

JUSTIFICATION

Le résultat du processus d'appel d'offres indique qu'il y a eu 19 preneurs de cahier des charges au total pour les six lots. De ce nombre, sept soumissionnaires au total ont déposé des offres sur un ou plusieurs lots, dont cinq firmes (26 %) pour le lot 1, deux firmes (11 %) pour le lot 3, quatre firmes (21 %) pour le lot 4, et une seule firme a déposé une soumission pour le lot 6. Le lot 2 ne sera pas octroyé, car aucune soumission n'a été déposée, alors que le lot 5 a été annulé pour des raisons administratives.
Parmi les preneurs de cahiers de charges, quatre (4) preneurs sont des organismes public soit: un organisme paramunicipal, un établissement d'éducation, ainsi que deux autres municipalités.

Les raisons invoquées par les firmes qui ont transmis un avis de désistement sont les suivantes :

Pour le lot 1:

- une (1) firme juge que les produits qu'elle offre ne répondent pas aux critères demandés;
- trois (3) firmes mentionnent ne pas fournir les produits demandés;
- les autres firmes n'ont pas fourni de réponse.

Pour le lot 3:

- une (1) firme a déposé une soumission à travers son réseau de revente;
- une (1) firme mentionne ne pas fournir les produits demandés;
- une (1) firme mentionne que les prix qu'elle a obtenue de la part des manufacturiers ne sont pas compétitifs. Pour cette raison, elle a décidé de ne pas déposer de soumission;

- une (1) firme juge que, suite a une analyse, elle ne peut répondre aux critères tel que demandé au devis technique;
- les autres firmes n'ont pas fourni de réponse.

Pour le lot 4:

- une (1) firme juge que son niveau d'escompte auprès des manufacturiers ne lui permet pas d'être compétitive et a décidé de ne pas déposer de soumission pour ce lot;
- une (1) firme mentionne ne pas fournir les produits demandés;
- une (1) firme a déposé une soumission à travers son réseau de revente;
- une (1) firme mentionne ne pas être en mesure de répondre aux spécifications demandées;
- les autres firmes n'ont pas fourni de réponse.

Pour le lot 6:

- deux (2) firmes mentionnent ne pas fournir les produits demandés;
- une (1) firme mentionne ne pas être en mesure de répondre aux spécifications demandées;
- une (1) firme mentionne avoir manqué de temps pour déposer une offre;
- les autres firmes n'ont pas fourni de réponse.

Suite à l'analyse des soumissions, voici un tableau qui résume le nombre d'offres reçues pour chacun des lots à octroyer (veuillez noter qu'une firme pouvait soumissionner sur plusieurs lots) :

Famille	Description	Nb soumissions reçues	Nb soumissions conformes administrativement	Nb soumissions conformes techniquement
1	Serveurs et équipements connexes	5	4	3
2	Stockage de masse	0	0	0
3	Stockage IBM-SAN STORWIZE	2	2	2
4	Commutateurs réseau FC –Brocade	4	4	4
6	Équipements de télécommunication avec support	1	1	1

Présentation des résultats

Lot 1 : Serveurs et équipements connexes

Pour ce lot, cinq soumissionnaires ont déposé une offre et deux d'entre elles se sont avérées non conformes, à savoir les offres de PCD Solutions inc., et Bell Canada.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base	Autre	Total
Compugen inc.	1 172 489,09 $		1 172 489,82 $
Informatique Pro-Contact inc.	1 677 963,56 $		1 677 963,56 $
C.P.U. Design inc.	1 743 496,79 $		1 743 496,79 $

Dernière estimation réalisée	1 348 675,15 $		1 348 675,15 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 513 316,72 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			30,60 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			571 006,97 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			48,70 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(176 185,33 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-13,06 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			505 473,74 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			43,11 %

Ce lot concerne des nouvelles configurations de serveurs corporatifs qui sont ouvertes à l'ensemble des manufacturiers. Il s'agit d'un premier appel d'offres de cette envergure pour ce type d'équipement depuis plus de 5 ans. L'écart entre cette estimation et la soumission de l'adjudicataire s'explique par la compétitivité dans ce segment qui occasionne une tendance à la baisse du prix pour ce type d'équipements.

Lot 2 - Stockage de masse:

Ce lot n'est pas octroyé, car il y a eu aucun soumissionnaire. Plusieurs manufacturiers et revendeurs peuvent répondre à cet appel d'offres. Un des requis est que la configuration de l'appareil soit fonctionnel avec les versions les plus récentes des systèmes d'opération Linux et avec le logiciel libre FreeNas, permettant ainsi d'éviter le menottage contractuel. Bien qu'il y ait eu 5 questions en cours d'appel d'offres concernant ce lot, et que les précisions requises eurent été apportées, aucune soumission n'a été déposée pour ce lot. Une analyse plus poussée est actuellement en cours afin de relancer ce lot.

Lot 3 : Stockage IBM-SAN STORWIZE et accessoires

Pour ce lot, deux soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont administrativement et techniquement conformes.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis	Autres	Total normalisé
PCD Solutions inc.	1 184 890,91 $		1 184 890,91 $
R2I inc.	1 225 832,26 $		1 225 832,26 $
Dernière estimation réalisée	1 890 914,91 $		1 890 914,91 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 205 361,59 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1,73%

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*	40 941,35 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	3,46%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	(706 024,00 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-37,34%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	40 941,35 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	3,46%

L'estimation réalisée avant l'appel d'offres pour ce lot est basée sur les prix publics du manufacturier combiné aux taux d'escompte obtenus lors de l'appel d'offres public 14-13726. L'écart en faveur de la Ville entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimation réalisée avant l'appel d'offres pour ce lot s'explique par des taux d'escompte plus élevés que ceux obtenus en 2014.

Lot 4 : commutateurs du réseau Canal de Fibre (FC) pour le stockage des données

Pour ce lot, quatre soumissionnaires ont déposé une offre et elles sont administrativement et techniquement conformes.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis	Prix normalisé	Total normalisé
ESI Technologie	638 310,98 $		638 311,00 $
Compugen inc.	644 147,04 $		644 146,93 $
PCD Solutions inc.	647 399,05 $		647 399,05 $
R2I inc.	951 947,09 $		951 947,13 $
Dernière estimation réalisée	1 289 513,61 $		1 289 513,61 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			720 451,03 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			12,87 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			313 636,13 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*			49,14 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			(651 202,61 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			-50,50 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			5 835,93 $
			0,91 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*

L'estimation réalisée avant l'appel d'offres pour ce lot est basée sur les prix publics des manufacturiers ainsi que sur les taux d'escompte obtenus en 2014 lors de l'appel d'offres public 14-13726. L'écart en faveur de la Ville entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimation réalisée avant l'appel d'offres s'explique par l'ouverture du marché à de multiples manufacturiers contrairement à l'appel d'offres de 2014, et par des taux d'escompte plus élevés que ceux obtenus en 2014.

Lot 5 - Serveurs CISCO-UCS

Ce lot a été annulé pour des raisons administratives et fera l'objet d'une nouvelle publication.

Lot 6 - Équipements de télécommunication avec support

Pour ce lot, un seul soumissionnaire a déposé une offre. Suite à l'analyse, cette soumission a été déclarée conforme d'un point de vue administratif et technique.

Firmes soumissionnaires conformes	Prix de base	Autre	Total
Bell Canada	2 840 787,50 $		2 840 787,50 $
Dernière estimation réalisée	2 715 728,64 $		2 715 728,64 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			2 840 787,50 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			0%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			125 058,86 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			4,60 %

L'estimation réalisée avant l'appel d'offres pour ce lot est basée sur les taux d'escompte obtenus lors des appels d'offres public précédents 17-15920 et 17-16250 où le marché fut ouvert à l'ensemble des manufacturiers ce qui explique le faible écart entre l'estimation et le prix obtenu.

Selon le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite Commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ (lot 6).

Et répondant à la condition suivante :

- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres (lot 6).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les achats qui seront effectués auprès des fournisseurs retenus

se feront au rythme de l'expression des besoins. Les quantités figurant dans l'appel d'offres sont un estimé du potentiel des futures demandes. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets. Ces ententes pourraient donc engager des dépenses d'agglomération.
Variation de quantités :

De par de la nature évolutive des projets touchants aux centres de données, le Service des TI compte se prévaloir de crédits additionnels pour la durée des ententes-cadres. La variation de quantité requise est de 15% pour les lots 3 et 4, soit une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4, le tout conformément à l'article 18 du règlement de gestion contractuelle, dans le but de répondre aux potentiels besoins additionnels pour la durée du contrat en fonction des différents besoins relatifs à la mise en place des projets du PTI 2019-2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les ententes-cadres pour l'acquisition d'équipements d'infrastructures permettront au Service des TI de bénéficier des impacts suivants :
Au niveau du PTI 2019-2021 du Service des TI:

- Réduire les délais d'approvisionnement et accélérer la réalisation des projets;
- Devancer la transformation organisationnelle de la Ville et aligner le portefeuille de projets avec les priorités stratégiques de la Ville par l'entremise d'implantation de systèmes informatiques plus modernes et plus efficients;
- Moderniser plusieurs systèmes informatiques qui sont en appui aux activités administratives de la Ville et à la prestation de services aux citoyens.

Au niveau des opérations courantes à la Ville :

- Mitiger les risques de pannes informatiques et éviter la dégradation du niveau de service des applications et par conséquent de la productivité de leurs utilisateurs;
- Prévenir une hausse des coûts de maintenance et réduire le temps consacré par les ressources internes à la gestion des incidents due à la désuétude des serveurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE – 27 février 2019;
- Présentation du dossier à la Commission d'examen des contrats - 13 mars 2019;
- Retour du dossier au CE - 20 mars 2019;
- Approbation du dossier par le CM – 25 mars 2019;
- Approbation du dossier par le CG – 28 mars 2019;
- Octroi du contrat – 01 avril 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fouzia KHIER
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 5148682550
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-18

Robert VANDELAC
Chef de division - Infrastructures technologiques

Tél : 514 868-5066
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
Directeur - Centre Expertise Plateformes et Infrastructures
Tél : 514 280-3456
Approuvé le : 2019-01-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2019-02-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1187833008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Objet :	Conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

PV 18-17255.pdf
18-17255 Intervention Lot 1 vf.pdf
SEAO _ Liste des commandes.pdf
18-17255 Intervention Lot 4vf.pdf
18-17255 Intervention Lot 3vf.pdf
18-17255_TCP1_Prix VF.pdf
18-17255 Intervention Lot 6v1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-11

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17255 Lot 1

No du GDD : 1187833008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de matériel informatique: Serveurs et élquipements connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 29 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 26 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 26,32

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 40

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
PCD Solutions inc	non-conformité technique
Bell Canada	non-conformité administrative

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 28 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Compugen inc.	1 172 489 ,82	√	1
Informatique Pro-Contact	1 677 963,56		1
C.P.U. Design inc.	1 743 496,79		1

Information additionnelle

Nous devons vous indiquer que cet appel d'offres est attribué par lot. Cet appel d'offres comportait six (6) lots.

Parmi les preneurs de cahiers de charges, nous dénombrons quatre (4) preneurs lesquels n'auraient pas soumissionné de par la nature de leur statut soit: Une (1) firme paramunicipale, un (1) établissement d'éducation, ainsi que deux (2) municipalités.

Conséquemment, le nombre de firmes est de 15.

Voici les raisons des avis de désistement reçus:
Une (1) firme mentionne un problème de conformité avec ce lot.
Trois (3) firmes mentionnent ne pas fournir les produits ou les services demandés.

Préparé par : Bernard Boucher Le 31 - 1 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17255 Lot 3

No du GDD : 1187833008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de matériel informatique: Serveurs et équipements connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 29 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 26 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 10,53

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
PCD Solutions inc.	1 184 890,91	√	3
R2i inc.	1 225 832,24		3

Information additionnelle

Nous devons vous indiquer que cet appel d'offres est attribué par lot. Cet appel d'offres comportait six (6) lots.

Parmi les preneurs de cahiers de charges, nous dénombrons quatre (4) preneurs lesquels n'auraient pas soumissionné de par la nature de leur statut soit: Une (1) firme paramunicipale, un (1) établissement d'éducation, ainsi que deux (2) municipalités.

Conséquemment, le nombre de firmes est de 15.

Voici les raisons des avis de désistement reçus:

Une (1) firme mentionne avoir répondu via un partenaire.
Une (1) firme mentionne ne pas fournir les produits ou les services demandés.
Une (1) firme mentionne que les prix obtenus par les manufacturiers et distributeurs ne semblaient pas compétitif. Pour cette raison nous avons décider de ne pas déposer pour ce lot.
Une (1) firme mentionne que notre demande apparaît restrictive en raison des points suivants: les spécifications n'étaient pas raisonnables et nous avons demandé plusieurs fois à la Ville de les changer. Ce qui a été refusé

Préparé par : Bernard Boucher Le 31 - 1 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17255 Lot 4

No du GDD : 1187833008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de matériel informatique: Serveurs et équipements connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 1 - 2018

Ouverture faite le : 29 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 26 - 1 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 21,05

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 5 - 2019

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 28 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ESI Technologies inc.	638 311,00	√	4
Compugen inc.	644 146,93		4
PCD Solutions inc	647 399,05		4
R2i inc.	951 947,13		4

Information additionnelle

Nous devons vous indiquer que cet appel d'offres est attribué par lot. Cet appel d'offres comportait six (6) lots.
Parmi les preneurs de cahiers de charges, nous dénombrons quatre (4) preneurs lesquels n'auraient pas soumissionné de par la nature de leur statut soit: Une (1) firme paramunicipale, un (1) établissement d'éducation, ainsi que deux (2) municipalités.

Conséquemment, le nombre de firmes est de 15.

Voici les raisons des avis de désistement reçus:

Une (1) firme mentionne que les prix obtenus par les manufacturiers et distributeurs ne semblaient pas compétitif. Pour cette raison nous avons décider de ne pas déposer pour ce lot.
Une (1) firme mentionne avoir déposer via un partenaire d'affaires.
Une (1) firme mentionne que notre demande apparaît restrictive en raison des points suivants: les spécifications n'étaient pas raisonnables et nous avons demandé plusieurs fois à la Ville de les changer. Ce qui a été refusé.
Une (1) firme mentionne ne pas fournir les produits ou les services demandés.

Préparé par : Bernard Boucher Le 31 - 1 - 2019

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 18-17255 Lot 6

No du GDD : 1187833008

Titre de l'appel d'offres : Acquisition de matériel informatique: Serveurs et équipements connexes

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 10 - 2018

Ouverture originalement prévue le : 22 - 11 - 2018

Ouverture faite le : 29 - 11 - 2018

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 26 - 11 - 2018

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 19

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 5,263

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 28 - 5 - 2019

Date d'échéance révisée : 28 - 5 - 2019

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bell Canada	2 840 787 ,50	√	

Information additionnelle

Nous devons vous indiquer que cet appel d'offres est attribué par lot. Cet appel d'offres comportait six (6) lots. (Nous avons recu une seule soumission pour ce lot.)
Parmi les preneurs de cahiers de charges, ces organismes n'auraient pas soumissionné de par la nature de leur statut soit: Une (1) firme paramunicipale, un (1) établissement d'éducation, ainsi que deux (2) municipalités.

Conséquemment, le nombre de firmes est de 15.

Voici les raisons des avis de désistement reçus:

Deux (2) firmes mentionnent ne pouvoir fournir les produits ou les services demandés.
Une (1) firme mentionne que notre demande apparaît restrictive en raison des points suivants: les spécifications n'étaient pas raisonnables et nous avons demandé plusieurs fois à la Ville de les changer. Ce qui a été refuser.
Une (1) firme mentionne mentionne avoir manqué de temps pour déposer une offre.

Conformément au présent article de la Loi sur les Cités et Villes :
573.3.3. Dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.

Nous avons donc transmis au soumsisionnaire une demande et il nous a transmis une nouvelle offre.

Préparé par : Bernard Boucher Le 6 - 2 - 2019

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
18-17255

Agent d'approvisionnement
Bernard Boucher

Conformité	Oui

			Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ESI Technologies de l'information inc.				
	LOT4		555 173,72 $	638 311,00 $
Total (ESI Technologies de l'information inc.)			**555 173,72 $**	**638 311,00 $**
Informatique Pro-Contact inc.				
	LOT1		1 459 416,00 $	1 677 963,56 $
Total (Informatique Pro-Contact inc.)			**1 459 416,00 $**	**1 677 963,56 $**
CPU Design inc.				
	LOT1		1 516 413,80 $	1 743 496,79 $
Total (CPU Design inc.)			**1 516 413,80 $**	**1 743 496,79 $**
Compugen inc.				
	LOT1		1 019 778,05 $	1 172 489,82 $
	LOT4		560 249,56 $	644 146,93 $
Total (Compugen inc.)			**1 580 027,61 $**	**1 816 636,75 $**
Solutions PCD inc.				
	LOT3		1 030 563,96 $	1 184 890,91 $
	LOT4		563 078,10 $	647 399,05 $
Total (Solutions PCD inc.)			**1 593 642,06 $**	**1 832 289,96 $**
R2i inc.				
	LOT3		1 066 172,87 $	1 225 832,24 $
	LOT4		827 960,12 $	951 947,13 $
Total (R2i inc.)			**1 894 132,99 $**	**2 177 779,37 $**
Bell Canada				
	LOT6		2 470 787,16 $	2 840 787,50 $
Total (Bell Canada)			**2 470 787,16 $**	**2 840 787,50 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17255
Numéro de référence : 1207588
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition de matériel informatique: Serveurs et équipements connexes

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Apy-Groupe 5000 Iberville suite 216 Montréal, QC, H2H 2S6	Monsieur Antoine Laroche Téléphone : 514 284-3004 Télécopieur :	**Commande : (1502489)** 2018-10-18 15 h 59 **Transmission :** 2018-10-18 15 h 59	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Commande : (1502614)** 2018-10-19 8 h 41 **Transmission :** 2018-10-19 8 h 41	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau)

			2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7	Madame Marie-Claude Dallaire Projets Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1501975)** 2018-10-17 15 h 57 **Transmission :** 2018-10-17 15 h 57	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Collecto Services regroupés en éducation 945, avenue Newton, bureau 226 Québec, QC, G1P 4M3 http://collecto.ca	Monsieur David Delisle Téléphone : 418 877-0507 Télécopieur : 418 877-1747	**Commande : (1508584)** 2018-11-06 10 h 33 **Transmission :** 2018-11-06 10 h 33	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 10 h 33 - Téléchargement 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 10 h 33 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Compugen inc. (Montréal) 2500 Alfred Nobel Bureau 401	Monsieur Paul Ricard Téléphone : 514 736-5205 Télécopieur : 514 341-0404	**Commande : (1502283)** 2018-10-18 11 h 37 **Transmission :** 2018-10-18 11 h 37	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel

Montréal, QC, H4S 0A9 http://compugen.com			3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CPU DESIGN INC 4803 rue Molson Montréal, QC, H1Y 0A2	Monsieur Sebastien Allaire Téléphone : 514 955-8280 Télécopieur : 514 955-8280	**Commande : (1503625)** 2018-10-23 8 h 44 **Transmission :** 2018-10-23 8 h 44	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ESI Technologies Inc. 1550, rue Metcalfe, bureau 1100 Montréal, QC, H3A1X6	Madame Marie-Pier Lemieux Téléphone : 514 745-3311 Télécopieur : 514 745-3312	**Commande : (1502685)** 2018-10-19 9 h 51 **Transmission :** 2018-10-19 9 h 51	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau)

			2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Hewlett-Packard (Canada) Cie 2344 boul. Alfred Nobel Bureau 200 Montréal, QC, H4S 0A4 http://www.hpe.ca	Madame Johanne Couillard Téléphone : 438 258-0203 Télécopieur :	**Commande : (1502237)** 2018-10-18 10 h 37 **Transmission :** 2018-10-18 10 h 37	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1502523)** 2018-10-18 16 h 48 **Transmission :** 2018-10-18 16 h 48	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Images & Technologie 1583 rue St-Hubert Montréal, QC, h2l3z1 http://www.imagespc.com	Monsieur Mario Duquet Téléphone : 514 934-3209 Télécopieur :	**Commande : (1508589)** 2018-11-06 10 h 40 **Transmission :** 2018-11-06 10 h 40	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 10 h 40 - Téléchargement 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 10 h 40 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Informatique ProContact inc. 1000, ave St-Jean-Baptiste bureau 111 Québec, QC, G2E 5G5 http://www.procontact.ca	Madame Lucie Bérubé Téléphone : 418 871-1622 Télécopieur : 418 871-0267	**Commande : (1502150)** 2018-10-18 9 h 26 **Transmission :** 2018-10-18 9 h 26	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lenovo (Canada) Inc. 1275 Ave des Canadiens de Montréal 5e Etage Montréal, QC, H3B 0G4	Monsieur LenovoDCG Gouv-K12 Téléphone : 514 390-5036 Télécopieur :	**Commande : (1507327)** 2018-11-01 15 h 51 **Transmission :** 2018-11-01 15 h 51	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-01 15 h 51 - Téléchargement 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-01 15 h 51 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement

			3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Novipro 1010, rue De La Gauchetière Ouest, (QC) bureau 1900 Montréal, QC, H3B2N2 http://www.novipro.com	Monsieur Mathis Lorion Téléphone : 514 744-5353 Télécopieur : 514 744-3908	**Commande : (1503481)** 2018-10-22 15 h 37 **Transmission :** 2018-10-22 15 h 37	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
PCD Solution 5929 Transcanadienne Suite #150 Montréal, QC, H4T 1Z6 http://www.pcdsolutions.com	Madame Marie-Josée Bolduc Téléphone : 514 744-1322 Télécopieur :	**Commande : (1502281)** 2018-10-18 11 h 35 **Transmission :** 2018-10-18 11 h 35	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement

			3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
R2I Inc 7880 rue Grenache Montréal, QC, H1J1C3	Monsieur Sylvain Tellier Téléphone : 514 312-3007 Télécopieur :	**Commande : (1502634)** 2018-10-19 8 h 54 **Transmission :** 2018-10-19 8 h 54	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ricoh Canada 825, boul. Lebourgneuf suite 204 Québec, QC, G2J0B9 http://www.ricoh.ca	Monsieur René Gendreau Téléphone : 418 845-6464 Télécopieur : 418 845-6433	**Commande : (1502573)** 2018-10-19 8 h 06 **Transmission :** 2018-10-19 8 h 06	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-10-31 12 h 04 - Courriel 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-10-31 12 h 04 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-06 14 h 42 - Courriel 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-06 14 h 42 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-11-16 10 h 53 - Courriel 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-11-16 10 h 53 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-11-21 15 h 02 - Courriel 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-11-21 15 h 02 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-11-26 16 h 36 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Société de transport de Montréal 8845, boul. St-Laurent 5e étage Montréal, QC, H2N 1M3 http://www.stm.info	Monsieur Essénam Agbanzo Téléphone : 514 350-0800 Télécopieur :	**Commande : (1520924)** 2018-12-11 16 h 22 **Transmission :** 2018-12-11 16 h 22	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement

			3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-12-11 16 h 22 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Université du Québec en Outaouais 283, boul. Alexandre-Taché Porte # 37 Gatineau, QC, J8X 3X7	Monsieur Jean-François Brideau Téléphone : 819 595-3900 Télécopieur : 819 595-3904	**Commande : (1519600)** 2018-12-06 15 h 27 **Transmission :** 2018-12-06 15 h 27	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3026398 - 18-17255 Add 3 QR Report (devis) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3026399 - 18-17255 Add 3 QR Report (bordereau) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3028331 - 18-17255 Addenda 4 QR (devis) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3028332 - 18-17255 Addenda 4 QR (bordereau) 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement 3030217 - 18-17255 Add 1 QR5 2018-12-06 15 h 27 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Gatineau. 476, boul. Saint-René Est, 2 ième étage Gatineau, QC, j8p8a9	Monsieur Vincent Brodeur-Gignac Téléphone : 819 243-2345 Télécopieur : 819 243-2071	**Commande : (1509096)** 2018-11-07 10 h 40 **Transmission :** 2018-11-07 10 h 40	3019438 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-07 10 h 40 - Téléchargement 3019439 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-07 10 h 40 - Téléchargement 3021963 - 18-17255 Add 1 QR (devis) 2018-11-07 10 h 40 - Téléchargement 3021964 - 18-17255 Add 1 QR (bordereau) 2018-11-07 10 h 40 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.40

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1187833008

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Objet :	Conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4

Rapport - mandat SMCE187833008.pdf

Dossier # :1187833008

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Mme Stephanie Watt
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

Le 28 mars 2019

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE187833008

Conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Émilie Thuilier
Vice-présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE187833008

Conclure avec les firmes Compugen inc. (Lot 1 : 1 172 489,82 $, taxes incluses), PCD Solutions inc. (Lot 3 : 1 184 890,91 $, taxes incluses), ESI Technologies inc. (Lot 4 : 638 311,00 $, taxes incluses), Bell Canada (Lot 6 : 2 840 787,50 $, taxes incluses), des ententes-cadres d'une durée de 3 ans, pour la fourniture de serveurs d'entreprise, d'équipements de stockage et d'équipements de télécommunication - Appel d'offres public 18-17255 (7 soumissionnaires) / Autoriser des crédits additionnels pour une variation de quantité de l'ordre de 15% pour les lots 3 et 4, correspondant à une somme de 177 733,63 $ pour le lot 3 ainsi qu'une somme de 95 746,65 $ pour le lot 4.

À sa séance du 27 février 2019, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lot 6).*

Le 13 mars 2019, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien compris que l'adjudicataire et seul soumissionnaire du lot 6, Bell Canada, était un revendeur des équipements d'extension du réseau Juniper. Le Service a expliqué que sept firmes faisaient partie du réseau de revente des produits Juniper au Canada, mais qu'un seul a présenté une offre.

Les membres ont apprécié la clarté de la présentation du Service et des réponses reçues à leurs questions.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la

Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres (lot 6).*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la Commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la Commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la Commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE187833008 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.41

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1187297003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Architecture et sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente de collaboration avec l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), organisme à but non lucratif, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 831 128,00$, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin ainsi que le contrat de sous location en annexe.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), un organisme à but non lucratif, pour la conclusion d'une entente de collaboration dans le domaine de l'intelligence artificielle, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 831 128,00 $ taxes incluses, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-07 08:31

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187297003**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Architecture et sécurité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente de collaboration avec l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), organisme à but non lucratif, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 831 128,00$, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin ainsi que le contrat de sous location en annexe.

CONTENU

CONTEXTE

L'intelligence artificielle (IA) offre un potentiel important pour soutenir des initiatives à la Ville de Montréal (Ville) ayant un impact au niveau citoyen. Déjà, la Ville a débuté l'utilisation de l'IA notamment dans certains projets pour l'analyse de temps de réponse et de risques d'incendies au Service des incendies et pour l'identification des trajets et l'inférence de mode de transport. Il y a de multiples besoins notamment au niveau de la mobilité intelligente (analyse vidéo en temps réel pour détecter les entraves et optimiser la mobilité,...), de la sécurité publique (comptage de foule, détection sonore,...) et plus.

Afin de soutenir ces activités, la Ville a besoin de partenaires et utilise déjà des ententes comme celle conclue avec le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) pour divers besoins en conjonction avec le travail des employés de la Ville, dans le but de bénéficier de services de pointe tout en développant et capitalisant sur l'expertise interne.

Ces ententes, bien que répondant à des besoins spécifiques, n'offrent pas la possibilité d'aller vers une approche plus globale et posent les enjeux suivants :

- Il y a une difficulté à identifier les meilleurs partenaires dans les différents domaines de l'IA selon les problématiques à résoudre;
- Il est difficile d'effectuer les premières activités pour bien cerner les besoins en IA (vigie, …) avant l'utilisation de partenariats;
- L'implication des employés est complexe et limitent la capacité à développer l'expertise interne.

La Ville souhaite donc conclure une convention avec l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), un OBNL, et l'un des plus grands centres de recherche académique au monde, spécialisé en IA. Le MILA met en place un centre de recherche dans le Mile-Ex qui agira comme pôle international et regroupera physiquement plusieurs chercheurs. L'intérêt pour un tel partenariat est partagé avec le MILA, tant pour la diversité des chantiers de la

Ville que de par la mission et la vision sociale du MILA.

Le présent dossier vise donc à conclure une entente de collaboration de 5 ans avec le MILA pour une somme maximale de 831 128,00$, taxes incluses et d'approuver le projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

La convention avec le MILA, d'une durée de 5 ans, inclut les éléments suivants :

- Le versement d'une somme de 100 000$ taxes incluses par an, pour bénéficier des privilèges offerts par le MILA et contribuer à sa mission;
- Un engagement du MILA à évaluer et réaliser certains projets d'IA avec la Ville de Montréal;
- Un accès à la communauté MILA, à la formation et aux événements;
- Un statut de "partenaires du MILA" pendant une période de cinq (5) ans;
- Une visibilité pour la Ville lors d'événements (formation, ateliers, forum annuel, conférences, publications, activités de réseautage, etc.);
- La location d'espace commun au coût de 57 600$ / année, plus taxes, de 750 pieds carrés dans les locaux du MILA pour accueillir 8 employés de la Ville au 6650-6666, rue St-Urbain, incluant des postes de travail et l'utilisation des espaces publics (salles de conférences, etc.).

JUSTIFICATION

Cette convention avec le MILA facilitera la réalisation des initiatives en IA. En effet, elle va fournir un accès privilégié à la communauté MILA et son réseau étendu de chercheurs, d'étudiants, de professeurs et de partenaires dans un lieu de travail et d'échange où les employés de la Ville pourront bénéficier d'un centre regroupant physiquement des chercheurs de pointe et d'autres partenaires. Cela va permettre l'utilisation de l'expertise variée et accrue pour la réalisation de nombreux projets de la Ville en IA.
Cette convention permettra aussi une orientation rapide des projets de la Ville vers les bonnes solutions, en plus de faciliter l'identification des meilleurs types de partenaires potentiels en fonction des problèmes à résoudre. La convention avec le MILA permettra également de simplifier l'implication des équipes de la Ville au bon moment, de réaliser des vigies de marché optimales et de mieux orienter les différents projets en IA.

La Ville peut octroyer cette convention de gré à gré avec l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA) conformément à l'article 573.3 (2.1°) de la Loi sur les cités et villes qui prévoit une telle exception pour les organismes à but non lucratif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette convention est de 831 128,00 $ taxes incluses et sera réparti comme suit:

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Partenariat et adhésion au MILA	100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	100 000,00 $	0$	500 000,00 $
Sous-location	49 669,20 $	66 225,60 $	66 225,60 $	66 225,60 $	66 225,60 $	16 556,40 $	331 128,00 $

d'un laboratoire de 8 postes							
Total	**149 669,20 $**	**166 225,60 $**	**166 225,60 $**	**166 225,60 $**	**166 225,60 $**	**16 556,40 $**	**831 128,00 $**

La dépense de 831 128,00 $, taxes incluses (758 930,64 $ net de taxes), pour les années 2019 à 2024, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information, pour un montant de 136 667,93 $ au net en 2019.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. Cette convention est de compétence mixte car elle est appelée à traiter des initiatives touchant des services de compétence d'agglomération, comme le SIM et le SPVM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La conclusion de cette convention permettra à la Ville de faciliter la réalisation de plusieurs grands projets en IA avec succès, en utilisant dès maintenant l'IA pour produire notamment un impact au niveau citoyen. Elle va permettre de combler les manques technologiques importants dans des domaines 'niches' à la Ville et de mieux exploiter la maturité des technologies en IA notamment au niveau de la captation et de l'analyse de données variées et massives.
En bénéficiant d'une visibilité auprès du marché de l'IA, cette convention va aussi accroître la notoriété et l'implication de la Ville dans le domaine de l'IA afin d'attirer de nouveaux talents dans un domaine hautement compétitif. Cet engagement de la Ville permettra non seulement de contribuer au développement de la relève en TI, mais aussi de promouvoir la Ville en tant qu'employeur de choix pour les talents émergents dans le domaine des TI et tout spécialement en IA.

Finalement, cette convention offre une visibilité auprès d'autres partenaires du MILA avec la signalisation interne et le déploiement de MTLWIFI prévu à l'convention.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaboré en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du dossier au CE : 20 mars 2019;
Présentation du dossier au CM: 25 mars 2019;
Présentation du dossier du CG : 28 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sabrina ZITO, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Sabrina ZITO, 23 août 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia BEDDER
Conseillère en nalyse et contrôle de gestion

Tél : 438 993-5713
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Jean-Martin THIBAULT
Directeur et architecte en chef TI

Tél : 514 872-0843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2019-01-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187297003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Architecture et sécurité
Objet :	Conclure une entente de collaboration avec l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), organisme à but non lucratif, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 831 128,00$, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin ainsi que le contrat de sous location en annexe.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme, la convention à intervenir entre la Ville de Montréal et le MILA, laquelle comprend un contrat de sous-location en annexe.

FICHIERS JOINTS

V finale Sous-bail MILA.DOCX V-8 finale Convention Ville de Montréal-MILA.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-06

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

CONTRAT DE SOUS-LOCATION

Entre : **MILA – INSTITUT QUÉBÉCOIS D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**, organisation sans but lucratif dûment constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (LC 2009, c. 23), ayant son siège social au 2900, boulevard Édouard-Montpetit, bureau H-635-3, en la ville de Montréal, province de Québec, H3T 1J4, représentée et agissant aux présentes par Émélie Brunet, vice-présidente - Talent et Écosystème, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

TPS : 702673120RT0001

TVQ : 1225234156TQ0001

(le « **Sous-locateur »**)

Et : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

TPS : 121364749

TVQ : 1006001374

(le « **Sous-locataire »**)

ATTENDU QU'en vertu d'un bail (le **Bail principal**) daté du 5 décembre 2017 entre 9301-8489 Québec inc. (le **Locateur principal**) et le Sous-locateur, le Locateur principal a loué au Sous-locateur un espace de bureaux d'une superficie d'environ 77 432 pieds carrés (les **Lieux du Sous-locateur**) dans les édifices situés au 6666 et au 6650, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec (l'**Édifice**);

ATTENDU QUE le Sous-locateur souhaite sous-louer une partie des Lieux du Sous-locateur au Sous-locataire selon les modalités et conditions énoncées aux présentes;

ATTENDU QUE le présent contrat de sous-location est conforme à l'article 11.8 du Bail principal.

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES CONVIENNENT PAR LES PRÉSENTES DE CE QUI SUIT :

1. **PRÉAMBULE ET INTERPRÉTATION**

Le préambule qui précède fait partie intégrante du présent contrat de sous-location. Les termes définis dans le présent contrat de sous-location ont le sens qui leur est attribué aux présentes ou dans le Bail principal, dont les extraits pertinents sont joints aux présentes à titre d'annexe A.

2. **DESCRIPTION DES LIEUX SOUS-LOUÉS**

2.1. En contrepartie du paiement du Loyer brut (au sens attribué à ce terme aux présentes) par le Sous-locataire, ainsi que du respect et de l'exécution des ententes et engagements contenus aux présentes, le Sous-locateur sous-loue par les présentes au Sous-locataire un espace des Lieux du

Sous-locateur d'une superficie d'environ sept cent cinquante **(750)** pieds carrés (les **Lieux sous-loués**) dans l'Édifice situé au 6666, rue Saint-Urbain, Montréal, Québec, contenant **huit (8)** postes de travail, comme il est indiqué à l'annexe B.

2.2. L'utilisation et l'occupation des Lieux sous-loués comprennent le droit non exclusif d'utiliser les espaces communs désignés des Lieux du Sous-locateur et les espaces communs de l'Édifice auxquels le Sous-locateur a accès aux termes du Bail principal, en commun avec toutes les autres personnes qui y ont accès et aux fins auxquelles ils sont destinés.

2.3. Les Lieux sous-loués sont fournis au Sous-locataire avec le mobilier et les améliorations locatives décrits à l'annexe C (le **Mobilier** et les **Améliorations locatives**). Le Sous-locataire reconnaît par les présentes qu'il a inspecté les Lieux sous-loués et qu'il est satisfait de leur état et de leur contenu. Tous les travaux de quelque nature que ce soit, sauf en ce qui concerne le Mobilier et les Améliorations locatives, sont effectués exclusivement par le Sous-locataire à ses frais (les **Travaux du Sous-locataire**). Tous les Travaux du Sous-locataire sont soumis à l'approbation préalable écrite du Locateur principal et du Sous-locateur, approbation qu'ils ne peuvent refuser d'accorder sans motif raisonnable. Le Sous-locateur ne peut réclamer de frais pour les Travaux du Sous-locataire, à moins que ces frais soient exigibles aux termes du Bail principal, auquel cas le Sous-locataire doit payer ces frais. Tous les travaux doivent être conformes aux modalités du Bail principal et aux codes du bâtiment, codes de prévention des incendies et règlements gouvernementaux applicables.

3. DURÉE DE LA SOUS-LOCATION

3.1. La durée de la sous-location est de **cinq (5)** ans, à partir du **1er mai 2019** jusqu'au **30 avril 2024** (la **Durée de la sous-location**) sous réserve de la livraison des Lieux du Sous-locateur par le Locateur principal. Dans l'éventualité où les Lieux sous-loués ne sont pas prêts pour occupation le 1er mai 2019, y compris avec le Mobilier et les Améliorations locatives substantiellement complétés à cette date, la date de commencement sera reportée jusqu'à ce que l'occupation des Lieux sous-loués soit possible, et les parties concluront un amendement au présent contrat de sous-location précisant la nouvelle date de commencement.

3.2. Malgré toute disposition contraire, le Sous-locataire convient que la résiliation du Bail principal pour quelque raison que ce soit entraînera la résiliation automatique du présent contrat de sous-location sans recours de quelque nature que ce soit du Sous-locataire contre le Sous-locateur. Le Sous-locateur s'abstient d'exercer tout droit de résiliation à l'égard des Lieux sous-loués prévu dans le Bail principal, s'il en est.

3.3. En outre, le Sous-locataire reconnaît que le présent contrat de sous-location est conditionnel au maintien en vigueur pendant toute la Durée de la sous-location de la convention conclue par le Sous-locateur et le Sous-locataire concurremment aux présentes (l'**Entente**). Par conséquent, si l'Entente est résiliée pendant la Durée de la sous-location pour quelque raison que ce soit, le présent contrat de sous-location sera par le fait même résilié au même moment, sans avis préalable ni procédure judiciaire, l'Entente étant une condition essentielle du présent contrat de sous-location sans laquelle le Sous-locateur ne l'aurait jamais conclu avec le Sous-locataire.

3.4. Le Sous-locataire reconnaît qu'il n'y aura aucune prolongation tacite du présent contrat de sous-location. Le présent contrat de sous-location sera résilié automatiquement et sans avis à

l'expiration de la Durée de la sous-location ou de la Période de renouvellement, selon le cas, et l'occupation des Lieux sous-loués par le Sous-locataire après l'une ou l'autre de ces dates n'aura pas pour effet de renouveler ou de prolonger la Durée de la sous-location pour quelque période que ce soit. Si le Sous-locataire continue d'occuper les Lieux sous-loués, il sera réputé les occuper au mois et paiera au Sous-locateur un loyer correspondant à 150 % du loyer payé durant la période précédente sauf si les parties négocient de bonne foi le renouvellement ou la prolongation du présent contrat de sous-location auquel cas, le Sous-locataire paiera au Sous-locateur le même loyer que celui payé tout au long du présent contrat.

4. LOYER

4.1. Le présent contrat de sous-location est conclu en contrepartie d'un loyer brut annuel de **cinquante-sept mille six cents dollars (57 600 $)**, correspondant à **six cents dollars (600 $)** par mois et par poste de travail pour un total de 8 postes (le **Loyer brut**), payable en douze (12) versement mensuels, égaux et consécutifs de **quatre mille huit cents dollars (4 800 $)** auxquels s'ajouteront les taxes applicables conformément au paragraphe 4.3. Le Sous-locataire doit verser le Loyer brut et toutes taxes de vente applicable au Sous-locateur sans avis, déduction, compensation, réduction ou rabais, d'avance, le premier jour du mois, à l'endroit désigné à l'article 19 des présentes ou à tout autre endroit désigné par le Sous-locateur.

4.2. Pour plus de précision, les parties reconnaissent et conviennent que le présent contrat de sous-location se veut un bail brut comprenant la totalité de l'impôt foncier et municipal, des frais d'exploitation et des coûts d'électricité que le Locateur principal peut facturer au Sous-locateur aux termes du Bail principal.

4.3. Le Sous-locataire doit payer au Sous-locateur une somme équivalente à toute taxe sur les biens et services (y compris la TPS et la TVQ) et taxe de vente applicables au Loyer brut et toute autre somme exigible aux termes du présent contrat de sous-location.

4.4. Le Sous-locataire doit payer toute autre somme que le Sous-locateur doit au Locateur principal aux termes du Bail principal en raison d'actions ou d'inactions de la part du Sous-locataire qui constituent un défaut au présent contrat de sous-location.

5. SERVICES INCLUS DANS LE LOYER BRUT

5.1. Pendant la Durée de la sous-location, les parties reconnaissent et conviennent que les services suivants sont inclus dans le Loyer brut :

(i) **Mobilier et Améliorations locatives** : Le Sous-locataire peut utiliser le Mobilier et les Améliorations locatives et reconnaît et convient que le Mobilier doit rester en tout temps dans les Lieux sous-loués.

(ii) **Accès à Internet** : Le Sous-locataire peut utiliser les services Internet du Sous-locateur en l'état et d'une manière conforme aux exigences et politiques de sécurités établies de temps à autre par le Sous-locateur, notamment les modalités et conditions régissant cette utilisation énoncées à l'annexe C. Le Sous-locataire peut se procurer et installer à ses frais ses propres services Internet dans les Lieux sous-loués.

(iii) **Intranet** : Le Sous-locataire peut utiliser le service Web interne (Intranet) appartenant au

Sous-locateur et administré par celui-ci aux fins de gestion des Lieux sous-loués, notamment pour la réservation de salles et d'équipement et la réception des visiteurs, le tout conformément aux exigences et politiques de sécurités établies de temps à autre par le Sous-locateur, notamment les modalités et conditions régissant cette utilisation énoncées à l'annexe C.

(iv) **Téléphone** : Le Sous-locateur fournit au Sous-locataire une ligne téléphonique exclusive.

(v) **Accès aux salles de conférence** : Sous réserve de leur disponibilité, déterminée par tout processus de réservation géré par le Sous-locateur, et sous réserve d'un usage raisonnable, le Sous-locataire a le droit d'utiliser les salles de réunion, de formation et de conférence désignées dans les Lieux du Sous-locateur, moyennant le respect des exigences de sécurité et des politiques établies de temps à autre par le Sous-locateur.

(vi) **Sécurité et renseignements** : Le Sous-locateur peut placer dans le hall d'entrée des Lieux du Sous-locateur un ou une réceptionniste chargé de fournir des renseignements généraux aux visiteurs et de contrôler les entrées et les sorties des Lieux du Sous-locateur. Le Sous-locateur peut de temps à autre, pour assurer ces services, opter pour des systèmes automatisés et d'autres appareils considérés comme appropriés pour un édifice à bureaux comparables. Le Sous-locataire reconnaît que ces services sont assurés pour le compte des Lieux du Sous-locateur et non pour protéger ou servir autrement le Sous-locataire, ses employés ou les Lieux sous-loués.

(vii) **Services de concierge** : Fournis en dehors des heures normales d'ouverture (sauf les jours fériés) conformément aux services de conciergerie fournis par le Locateur principal aux termes du Bail principal.

(viii) **Services publics** : L'alimentation électrique des Lieux sous-loués est suffisante pour faire fonctionner les luminaires standards.

(ix) **CVC** : Le chauffage, la ventilation ou la climatisation sont fournis durant les heures normales d'ouverture (de lundi à vendredi de 7 h à 21 h et samedi de 7 h à 17 h) (les **Heures normales d'ouverture**).

5.2. Les services qui ne sont pas explicitement énoncés au paragraphe 5.1 ne sont pas compris dans le Loyer brut et le Sous-locataire devra les payer s'ils sont facturés au Sous-locateur aux termes du Bail principal, par exemple, si du chauffage, de la ventilation ou de la climatisation sont fournis en dehors des Heures normales d'ouverture.

6. OBLIGATIONS DU SOUS-LOCATAIRE

6.1. Le Sous-locataire doit s'abstenir de poser, de faire poser ou de permettre que soit posé tout geste qui pourrait faire en sorte que le Bail principal ou les droits du Sous-locateur en tant que locataire aux termes du Bail principal soient compromis, annulés, résiliés, déchus ou abandonnés (collectivement, une **Annulation**) ou que le Sous-locateur soit en défaut aux termes du Bail principal ou responsable de dommages, d'une réclamation ou de pénalités (collectivement, un **Défaut**) aux termes de celui-ci. En cas d'Annulation réelle ou appréhendée du Bail principal ou de

Défaut de la part du Sous-locateur, le Sous-locataire doit corriger la situation y ayant donné lieu dans les 48 heures suivant la remise d'un avis à cet effet par le Sous-locateur.

6.2. En plus de ce qui précède, le Sous-locataire convient de ce qui suit :

(i) **Contrôle des Lieux du Sous-locateur et de l'Édifice** : Les Lieux du Sous-locateur demeurent en tout temps sous l'autorité et le contrôle exclusifs du Sous-locateur et l'Édifice demeure en tout temps sous l'autorité et le contrôle exclusifs du Locateur principal.

(ii) **Modifications par le Sous-locateur** : Le Sous-locateur a le droit, à tout moment, d'ajouter ou de retirer des éléments à toute partie des Lieux du Sous-locateur, ou de les modifier ou réaménager. Dans le cadre de ce qui précède, le Sous-locateur a le droit d'entrer dans les Lieux sous-loués, et l'exercice de ce droit ne constitue pas une réintroduction aux termes des présentes. Le Sous-locataire ne peut réclamer d'indemnisation pour cause d'inconvénients, de dérangement, d'inconfort ou de perte indirecte découlant de telles modifications ou de l'introduction du Sous-locateur. Le Sous-locateur doit apporter ces modifications aussi rapidement que cela est raisonnablement possible.

(iii) **Relocalisation** : Le Sous-locataire convient que le Sous-locateur a le droit, à tout moment et de temps à autre pendant la Durée de la sous-location, de remplacer les Lieux sous-loués par un autre espace comparable dans les Lieux du Sous-locateur. Le Sous-locataire s'engage à libérer les Lieux sous-loués et à se relocaliser dans les autres lieux dans les 30 jours suivant la réception d'un avis à cet effet du Sous-locateur. S'il demande au Sous-locataire de déménager, le Sous-locateur doit lui fournir des lieux de remplacement (déjà existant ou devant être construits) d'une superficie équivalente à celle des Lieux sous-loués et contenant le même nombre de postes de travail ainsi que du mobilier et des améliorations locatives équivalents ou supérieurs sur le plan des normes et de la qualité au Mobilier et aux Améliorations locatives des Lieux sous-loués à la date de l'avis de relocalisation.

(iv) **Droit d'inspection** : Le Sous-locataire autorise le Sous-locateur ou le Locateur principal à entrer dans les Lieux sous-loués moyennant un préavis de 48 heures (sauf en cas d'urgence) pour examiner l'état et l'ordre des Lieux sous-loués et effectuer les réparations, modifications ou améliorations que le Sous-locateur ou le Locateur principal jugent nécessaires à la sécurité, à la conservation, à l'administration ou à l'amélioration des Lieux du Sous-locateur ou de l'Édifice. Si le Sous-locateur ou le Locateur principal effectuent des réparations, des modifications ou des améliorations aux Lieux sous-loués, le Sous-locataire autorise leur exécution sans avoir droit à une indemnité, à une diminution du Loyer ou à toute forme de dommages-intérêts ou de compensation.

(v) **Lois et règlements** : Le Sous-locataire doit s'assurer à ses frais de respecter toutes les lois et ordonnances et tous les règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux applicables à ses engagements énoncés dans le présent contrat de sous-location, ce qui comprend l'obtention de tous les permis et de toutes les licences nécessaires à ses activités et à l'occupation des Lieux sous-loués, notamment un certificat d'occupation.

6.3. Le Sous-locataire s'engage à s'adresser au Sous-locateur en tout temps pour tout ce qui concerne les présentes. Le Sous-locataire doit obtenir du Sous-locateur tous les consentements et toutes les approbations obligatoires aux termes des présentes ou du Bail principal, et ces consentements et approbations seront en tout temps soumis à l'approbation et au consentement du Locateur principal. Le Sous-locateur s'engage à déployer des efforts raisonnables sur le plan commercial pour obtenir ces consentements et approbations.

6.4. Le Sous-locataire reconnaît et convient qu'il ne peut en aucune circonstance exercer contre le Locateur principal les droits et recours dont dispose le Sous-locateur aux termes du Bail principal ou du présent contrat de sous-location.

7. UTILISATION DES LIEUX SOUS-LOUÉS

7.1. Le Sous-locataire doit utiliser les Lieux sous-loués comme bureau pour mener des recherches et des projets de développement dans le domaine de l'intelligence artificielle et des technologies connexes, et pour aucune autre fin.

7.2. Le Sous-locataire ne peut permettre ou tolérer de dommages ou de préjudices aux Lieux sous-loués, aux Lieux du Sous-locateur, à l'Édifice et au Mobilier et aux Améliorations locatives. Le Sous-locataire est responsable, à ses frais, de maintenir les Lieux sous-loués en bon état de réparation et respecter les normes d'entretien énoncées à l'annexe E. Il est également responsable de la réparation et de la restauration des Lieux du Sous-locateur et de l'Édifice qui sont nécessaires du fait de l'utilisation, de l'occupation, de la négligence, de l'imprudence ou de l'utilisation abusive du Sous-locataire ou de ses employés, sous-traitants, mandataires, délégués ou invités. Le Sous-locateur peut remettre au Sous-locataire un avis raisonnable lui demandant d'exécuter ses obligations et dans le cas où le Sous-locataire fait défaut d'y remédier, le Sous-locateur pourra prendre des mesures correctives et imputer les frais découlant de ces mesures au Sous-locataire.

7.3. Le Sous-locataire ne peut installer dans les Lieux sous-loués d'équipement ou de services (y compris l'équipement de télécommunication ou d'autres technologies de l'information) surchargeant les planchers ou les installations électriques ou mécaniques ou de services publics des Lieux du Sous-locateur.

7.4. Le Sous-locataire ne peut effectuer de réparations, de modifications, de remplacements ou d'améliorations dans les Lieux du Sous-locateur ou les Lieux sous-loués sans l'autorisation préalable du Sous-locateur. Ces réparations, modifications, remplacements ou améliorations peuvent, au gré du Sous-locateur, être effectués par le Sous-locateur ou le Locateur principal, aux frais du Sous-locataire, moyennant des frais d'administration de 8 % payés au Locateur principal aux termes du Bail principal pour la supervision ou l'exécution des réparations, modifications, remplacements ou améliorations.

7.5. Le Sous-locataire doit s'abstenir de troubler la jouissance du Sous-locateur, de tout autre sous-locataire des Lieux du Sous-locateur ou des occupants de l'Édifice.

7.6. Le Sous-locataire a accès aux Lieux sous-loués sept jours par semaine, 24 heures par jour.

8. **AFFICHAGE**

Le Sous-locataire ne peut ériger, placer ou installer d'enseigne dans ou sur les Lieux du Sous-locateur ou les Lieux sous-loués ou à proximité de ceux-ci sans l'autorisation préalable du Sous-locateur, qu'il peut refuser sans motif raisonnable. Malgré ce qui précède, le Sous-locataire peut installer, à ses frais, une enseigne d'identification sur la porte d'entrée des Lieux sous-loués ou à proximité du côté extérieur de celle-ci, à condition que l'enseigne ne soit pas visible à l'extérieur des Lieux du Sous-locateur. Les enseignes manuscrites sont interdites. Le Sous-locateur peut à tout moment prescrire un modèle uniforme d'enseigne d'identification pour les sous-locataires. À l'expiration de la Durée de la sous-location ou à la résiliation du présent contrat de sous-location pour quelque raison que ce soit, le Sous-locataire est responsable du retrait de l'enseigne et de la réparation des dommages causés aux Lieux sous-loués, aux Lieux du Sous-locateur ou à l'Édifice par l'installation ou le retrait de l'enseigne.

9. **SÉCURITÉ**

Le Sous-locataire doit respecter toutes les règles du Locateur principal énoncées à l'annexe E ainsi que toutes les politiques et règles et tous les règlements raisonnables établis de temps à autre par le Sous-locateur concernant les Lieux du Sous-locateur ou les Lieux sous-loués. Toutes les mesures de sécurité exigées par le Sous-locataire seront installées à ses frais, sous réserve de l'autorisation écrite préalable du Sous-locateur.

10. **ASSURANCE**

Le Sous-locataire déclare qu'il s'auto-assure et, en conséquence, il ne sera pas tenu de souscrire à aucune assurance de quelques natures que ce soit.

11. **INDEMNISATION**

11.1. Le Sous-locataire reconnaît et convient que ni le Sous-locateur ni le Locateur principal ne peuvent être tenus responsables des préjudices subis par le Sous-locataire ou ses mandataires, dirigeants, employés, invités, préposés ou clients et des dommages aux biens du Sous-locataire ou d'autres personnes se trouvant dans les Lieux du Sous-locateur, les Lieux sous-loués ou l'Édifice, et ce, quelle qu'en soit la cause. Le Sous-locataire libère par les présentes le Sous-locateur, le Locateur principal et les personnes dont ils sont responsables en droit à l'égard des pertes, dommages et réclamations de quelque nature que ce soit et s'engage à indemniser, défendre et tenir à couvert le Sous-locateur et le Locateur principal ainsi que leurs dirigeants, administrateurs, associés, mandataires et employés respectifs à l'égard des réclamations, demandes, frais et dépenses de quelque nature que ce soit, y compris les honoraires d'avocat et les frais de litige, découlant de l'occupation des Lieux sous-loués par le Sous-locataire, de tout manquement ou défaut de sa part dans l'exécution d'une entente ou d'un engagement aux termes du présent contrat de sous-location ou de tout acte ou acte de négligence du Sous-locataire ou de ses mandataires, dirigeants, employés, invités, préposés ou clients dans les Lieux sous-loués ou à proximité de ceux-ci.

11.2. Le Sous-locataire reconnaît que même si le Sous-locateur peut fournir dans les Lieux sous-loués le branchement ou l'accès aux systèmes de technologies de l'information que le Sous-locataire utilise dans le cadre de ses activités, il ne peut déposer aucune réclamation à l'endroit du Sous-locateur

ou du Locateur principal pour cause de défaillance, d'interruption ou de mauvais fonctionnement d'un système ou d'équipement de technologies de l'information, qu'ils soient situés ou non dans l'Édifice. Le Sous-locataire doit adresser toutes les réclamations à ce sujet aux fournisseurs tiers et aux fournisseurs de service et exonère et dégage le Sous-locateur et le Locateur principal de toute réclamation à ce sujet qu'il pourrait avoir déposé à leur endroit.

11.3. Sans limiter la portée générale du paragraphe 11.1, le Sous-locateur n'est pas responsable envers le Sous-locataire de tout défaut, manquement ou retard dans l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat de sous-location qui est attribuable à un défaut du Locateur principal dans l'exécution de ses obligations aux termes du Bail principal.

12. CESSION ET SOUS-LOCATION

Le Sous-locataire ne peut céder le présent contrat de sous-location en tout ou en partie, ni permettre l'utilisation d'une partie ou de la totalité des Lieux sous-loués par une autre personne sans l'autorisation écrite préalable du Sous-locateur, laquelle pourra être accordée à la seule discrétion du Sous-locataire.

13. STATIONNEMENT

Sur demande du Sous-locataire, le Sous-locateur peut, à sa discrétion exclusive, céder au Sous-locataire l'usage de l'une des places de stationnement non réservées qui lui ont été accordées aux termes du Bail principal. Le Sous-locataire s'engage à respecter en tout temps les règles et les règlements du Locateur principal sur l'utilisation du stationnement intérieur ou extérieur de l'Édifice en vigueur de temps à autre. Le Sous-locataire s'engage à signer le bail de l'exploitant du stationnement pour la place de stationnement avant de l'utiliser.

14. DOMMAGES ET DESTRUCTION

En cas de dommages aux Lieux du Sous-locateur ou à l'Édifice, le présent contrat de sous-location sera résilié si le Bail principal est résilié par le Locateur principal. Si le Locateur principal décide de ne pas le résilier, les dispositions de l'article 18 du Bail principal (dont un extrait est joint aux présentes à titre d'annexe A) s'appliqueront.

15. OBLIGATION DE RESTAURATION

Toute amélioration locative supplémentaire apportée aux Lieux sous-loués par le Sous-locataire devient la propriété du Sous-locateur dès son installation, sans compensation au Sous-locataire. À l'expiration de la Durée de la sous-location ou à la résiliation du présent contrat de sous-location, le Sous-locataire doit rendre au Sous-locateur les Lieux sous-loués, le Mobilier et les Améliorations locatives, ainsi que toute amélioration locative supplémentaire en bon état, comme lorsqu'il en a pris possession au début de la Durée de la sous-location, exception faite de l'usure normale. Le Sous-locataire doit remettre au Sous-locateur toutes les clés et cartes d'accès des Lieux du Sous-locateur, des Lieux sous-loués et de l'Édifice.

16. **DROITS DU SOUS-LOCATEUR**

16.1. Si le Sous-locataire omet de corriger un défaut au présent contrat de sous-location dans les cinq (5) jours suivant la réception d'un avis à cet effet du Sous-locateur, celui-ci peut, en plus d'exercer tous les autres droits et recours que lui confèrent le présent contrat de sous-location et la loi :

(i) corriger ce défaut aux frais du Sous-locataire, étant entendu que le Sous-locataire devra rembourser immédiatement à la demande du Sous-locateur tous les frais raisonnables que celui-ci a engagés pour corriger le défaut;

(ii) résilier le contrat de sous-location sans procédures judiciaires sur remise au Sous-locataire d'un préavis écrit de cinq (5) jours;

(iii) réclamer au Sous-locataire la totalité des arrérages et du loyer dû pour la période de neuf (9) mois suivant la résiliation du présent contrat de sous-location;

(iv) réclamer des dommages-intérêts au Sous-locataire, y compris des frais juridiques et tous les frais raisonnables engagés par le Sous-locateur en raison du défaut du Sous-locataire.

16.2. Tout défaut à l'Entente de la part du Sous-locataire est considéré comme un défaut aux modalités et conditions du présent contrat de sous-location de la part du Sous-locataire.

16.3. Tout défaut à l'Entente de la part du Sous-locataire qui n'est pas corrigé dans les délais prévus dans l'Entente sera considérée comme un défaut aux modalités et conditions du présent contrat de sous-location de la part du Sous-locataire, qui n'aura plus droit au délai supplémentaire accordé pour corriger le défaut à l'article 16.1.

17. **CONFIDENTIALITÉ**

17.1. Le Sous-locataire reconnaît et convient qu'il pourrait avoir accès à des Renseignements confidentiels du Sous-locateur dans le cadre de l'utilisation des Lieux sous-loués.

17.2. « **Renseignements confidentiels** » s'entend de toute information de nature non publique, confidentielle ou exclusive, en tout ou en partie, qui est divulguée par le Sous-locateur ou un employé, un participant ou un sous-locataire des Lieux du Sous-locateur, ou des services fournis par le Sous-locateur ou ses employés, participants, sous-locateurs ou mandataires. Les Renseignements confidentiels comprennent également la propriété intellectuelle et les droits de propriété intellectuelle, les renseignements sur les affaires, les activités, le savoir-faire, les secrets commerciaux et la technologie, ainsi que toute connaissance obtenue par l'examen, l'observation ou l'utilisation des installations, des systèmes informatiques et/ou des registres et dossiers du Sous-locateur ou de tout autre document préparé par le Sous-locateur ou autrement dérivée de quelque manière que ce soit des Renseignements confidentiels, et toute information dont le Sous-locataire est tenu d'assurer la confidentialité ou dont il sait ou à des raisons de croire qu'elle doit être traitée comme confidentielle.

17.3. Le Sous-locataire s'engage par les présentes à :

(i) préserver la confidentialité des Renseignements confidentiels;

(ii) ne pas divulguer les Renseignements confidentiels à des tiers;

(iii) ne pas utiliser les Renseignements confidentiels de toute manière pouvant nuire directement ou indirectement à la partie qui les a divulgués ou à qui ils appartiennent.

18. AUCUNE RELATION

Aucune clause du présent contrat de sous-location n'a pour but de créer et ne doit être interprétée comme créant une société de personnes, une coentreprise ou une relation de mandant-mandataire ou d'employeur-employé entre le Sous-locateur et le Sous-locataire, sauf dans la mesure explicitement prévue dans l'Entente de partenariat et dans toute entente de collaboration conclue par les parties.

19. AVIS

Tout avis aux termes du présent contrat de sous-location doit être par écrit et (i) remis en mains propres; (ii) envoyé par service de messagerie port payé avec livraison le lendemain; (iii) transmis par un moyen électronique permettant la remise d'un avis écrit ou imprimé, dans tous les cas, à l'adresse applicable indiquée ci-dessous. Un tel avis est irréfutablement réputé avoir été reçu le jour de sa remise.

Avis au Sous-locateur :

MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle
6666, rue St-Urbain, bureau 200
Montréal (Québec) H2S 3H1

À l'attention de : Stéphane Létourneau
Vice-président, Partenariats et Affaires corporatives

Avec copie électronique à

stephane.letourneau@mila.quebec

Avis au Sous-locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

À l'attention de : Sylvain Perras
Directeur,
Service technologie de l'information

Avec copie électronique à

sylvain.perras@ville.montreal.qc.ca

20. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

20.1. Le présent contrat de sous-location et ses annexes contiennent l'intégralité de l'entente entre les parties relativement à l'objet des présentes. Toute modification au présent contrat de sous-location ne sera valide que si le Sous-locateur et le Sous-locataire y consentent expressément par écrit.

20.2. Les parties aux présentes reconnaissent et conviennent que toute modification apportée au Bail principal, que ce soit avant ou après la date des présentes, sera réputée faire partie du Bail

principal aux fins du présent contrat de sous-location, comme si la modification en avait fait partie en date des présentes.

20.3. En ce qui concerne l'exécution du présent contrat de sous-location, le seul écoulement du temps peut constituer le Sous-locataire en demeure conformément aux articles 1594 et 1600 du *Code civil du Québec*.

20.4. Le présent contrat de sous-location s'applique au profit de chacune des parties aux présentes et de leurs successeurs et ayants droit autorisés respectifs, et les lie.

20.5. Le présent contrat de sous-location est régi conformément aux lois de la province de Québec, et les parties doivent intenter toute procédure le concernant devant un tribunal compétent du district judiciaire de Montréal.

20.6. L'acceptation, la signature et la transmission du présent contrat de sous-location par moyen électronique ou télécopieur sont valides, de même que la signature par l'une ou plusieurs des parties de documents numérisés ou télécopiés portant la signature de l'autre partie ou des autres parties au présent contrat de sous-location.

20.7. Les annexes A, B, C, D et E font partir intégrante du présent contrat de sous-location.

21. PUBLICATION

Ni le Sous-locataire ni aucune autre personne ne peut publier ses droits en vertu du présent contrat de sous-location autrement que sous forme d'un avis de bail, comme prévu à l'article 2999.1 du Code civil du Québec et conformément aux dispositions ci-après mentionnées. Si le Locataire désire publier un document aux fins de donner avis du présent contrat de sous-location, il doit préparer un avis, lequel avis ne devra mentionner que les noms du Sous-locateur et du Sous-locataire, la Durée de la sous-location, les Lieux sous-loués et tout droit de renouvellement, sans aucune référence à quelques dispositions financières contenues dans le Bail, le contenu et la forme de l'avis devant être à la satisfaction du Sous-Locateur et du Locateur principal. À l'expiration ou à la résiliation du présent contrat de sous-location, le Sous-locataire doit, à ses frais, faire immédiatement radier toute publication, à défaut de quoi le Sous-locateur peut le faire aux frais du Sous-locataire, incluant des frais d'administration de quinze pourcent (15 %) et, à cette fin, le Sous-locataire constitue irrévocablement le Sous-locateur comme mandataire et fondé de pouvoir pour signer et publier toute radiation requise.

22. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

Le Sous-locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Sous-locateur.

SIGNÉ en la ville de Montréal, province de Québec, le _____ 20___.

MILA – INSTITUT QUÉBÉCOIS D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

par :

_____

Nom : Émilie Brunet
Titre : Vice-présidente, Talent et Écosystème

VILLE DE MONTRÉAL

par :

_____

Nom : Me Yves Saindon
Titre : Greffier

Ce contrat a été approuvé par le de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution).

ANNEXE A

EXTRAITS DU BAIL PRINCIPAL

« 18. INCENDIE ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

18.1 En cas de destruction ou d'endommagement total ou partiel de l'Édifice par le feu ou toute autre cause, et dans l'éventualité où le Locateur principal décide de ne pas le restaurer ou de ne pas reconstruire un édifice substantiellement de même nature et de même qualité (que les Lieux Loués soient ou non endommagés ou détruits), le Locateur principal devra, dans les cent quatre-vingts (180) jours de l'incendie ou du sinistre, en aviser le Locataire par écrit. Dans une telle éventualité, ce Bail expirera alors immédiatement et le Locataire devra remettre immédiatement les Lieux Loués et tous les intérêts qu'il détient au Locateur principal ou, si ce n'est pas possible pour le Locataire en raison de certaines circonstances, et après communication au Locateur principal desdites circonstances et délais projetés, dans les meilleurs délais possibles du Locataire, pourvu cependant qu'il soit également mis fin à tous les baux des autres lieux loués dans l'Édifice qui ont été affectés de la même façon que les Lieux Loués par l'incendie ou le sinistre. Le Locataire ne sera redevable du Loyer que jusqu'à la date de la remise des Lieux Loués sauf si les Lieux Loués, pendant la période de cent quatre-vingts (180) jours, sont complètement ou partiellement inutilisables par le Locataire, auquel cas il y aura une réduction proportionnelle du Loyer pendant cette période. Cependant, si dans ce délai, le Locateur principal décide de restaurer l'Édifice ou de reconstruire un édifice qui soit substantiellement de même nature et de même qualité, le Locateur principal devra, dans les cent quatre-vingts (180) jours de l'incendie ou du sinistre, en aviser le Locataire par écrit et préciser la durée projetée des travaux de réfection et ce Bail demeurera en vigueur et aura plein effet. Le Locateur principal devra alors exécuter les travaux avec diligence raisonnable et le Loyer sera réduit en fonction de la Durée et de la superficie des Lieux Loués dont le Locataire sera privé. Le Locateur principal ne sera aucunement responsable envers le Locataire pour toute perte ou tout dommage occasionné par un tel incendie ou toute autre cause.

18.2 Si le Locateur principal décide de restaurer l'Édifice ou de le reconstruire comme ci-dessus mentionné, il est expressément entendu et convenu que l'obligation du Locateur principal se limitera à la reconstruction ou à la restauration de l'Édifice et des Lieux Loués afin de les ramener substantiellement dans l'état où ils avaient initialement été remis au Locataire, tels que modifiés conformément aux plans, devis et critères de construction et de décoration choisis par le Locateur principal au moment de la reconstruction pourvu qu'une fois reconstruit, les Lieux Loués aient une configuration et un aménagement similaires, dans la mesure du possible et en conformité avec les lois et règlements régissant telles constructions en vigueur à ce moment, à ceux qui existaient avant la date du sinistre ou de la destruction et que le niveau de construction en termes de qualité et de quantité soit similaire à celui qui existait avant la date du sinistre ou de la destruction et ce, dans la mesure du possible et en conformité avec les lois et règlements régissant telles constructions en vigueur à ce moment. Aucune disposition des présentes ne saurait obliger le Locateur principal à réparer ou reconstruire quelque modification, amélioration ou bien du Locataire que ce soit. Au contraire, la responsabilité relative à toutes les autres améliorations dans et aux Lieux Loués incombera alors entièrement au Locataire qui sera tenu de réparer et de rééquiper les Lieux Loués pour les ramener à des normes au moins équivalentes à celles qui existaient avant la date du sinistre et de la destruction.

*20. **ASSURANCES***

20.1 Pendant la Durée de ce Bail et tout renouvellement ou prolongation de celui-ci, le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur les assurances suivantes :

20.1.1 une assurance responsabilité civile générale pour les activités exercées dans ou à partir des Lieux Loués, leur utilisation et leur occupation, contre toute blessure corporelle, y compris le décès, et tout dommage matériel à des tiers, d'un montant de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour chaque événement, ou tout montant supérieur que le Locateur principal peut à l'occasion exiger;

20.1.1 une assurance dite « formule étendue », y inclus l'incendie, les fuites d'eau du réseau de gicleurs ou de tout autre dispositif de protection contre l'incendie, les tremblements de terre, l'effondrement et l'inondation, pour les meubles, le matériel, les biens en inventaire et les approvisionnements, les équipements installés à demeure, les glaces de vitrage (le cas échéant) et les améliorations du Locataire et tout autre bien situé dans les Lieux Loués ou en faisant partie, notamment les systèmes mécaniques et électriques (ou toute composante) installées par le Locataire dans les Lieux Loués, le tout pour un montant égal à la valeur à neuf (sans l'amortissement) dans chaque cas et incluant une clause de montant stipulé;

20.1.1 une assurance contre les dommages causés par le bris des équipements et machines (sous-pression ou autres) dite « formule combinée » et protégeant, sur les Lieux Loués, contre l'auto-destruction de ces équipements et machines, les dommages causés par tous ces événements aux biens situés dans les Lieux Loués et qui n'appartiennent pas au Locateur principal, et la perte d'exploitation en découlant, pour un montant égal aux dommages totaux prévisibles, sans déduction aucune pour la dépréciation, laquelle assurance devra être dotée des avenants requis par le Locateur principal;

20.1.1 une assurance responsabilité légale du Locataire, d'un montant égal à la valeur à neuf des Lieux Loués ou d'un montant plus élevé, tel que déterminé raisonnablement par le Locateur principal de temps à autre;

20.1.1 toute autre assurance additionnelle que le Locateur principal exigera raisonnablement de temps à autre.

20.2 Toutes les polices d'assurance du Locataire devront (i) satisfaire le Locateur principal dans leur forme celui-ci agissant raisonnablement, (ii) être souscrites auprès d'assureurs jugés acceptables par le Locateur principal, (iii) stipuler qu'elles ne pourront pas être résiliées ou devenir périmées à moins que l'assureur en avise le Locateur principal par écrit au moins trente (30) jours avant la date d'annulation ou de déchéance, et (iv) être des polices principales et non un ajout ou une souscription à toute autre assurance disponible au Locataire ou à toute autre partie assurée par ladite police. Chaque police devra nommer le Locateur principal et sur justificatif raisonnable du Locateur principal, tout tiers désigné par le Locateur principal comme assuré additionnel selon leurs intérêts respectifs. Chaque police d'assurance responsabilité contiendra une clause d'assurance réciproque et une clause de divisibilité des intérêts d'assurance entre le Locateur principal et le Locataire. Le Locataire remettra sur demande du Locateur principal un certificat d'assurance concernant toutes ces polices d'assurance ou leur renouvellement.

20.2 Si le Locataire faisait défaut de prendre et de maintenir en vigueur ces dites assurances, le Locateur principal pourra, sur avis écrit de cinq (5) jours au Locataire, le faire et payer les primes d'assurance requises. Le Locataire devra alors, s'il y a lieu, rembourser au Locateur principal les sommes ainsi payées et des frais d'administration égaux à quinze pour cent (15 %) de ces sommes, à titre de Loyer Additionnel, et ce, sur simple demande.

20.2 Le Locataire s'engage à payer au Locateur principal, sur présentation des pièces justificatives, toute prime d'assurance supplémentaire que les assureurs du Locateur principal pourraient exiger en raison de la nature de l'entreprise ou des activités du Locataire, ainsi que des articles qu'il aurait introduits ou entreposés dans les Lieux Loués. Le Locataire devra en outre tenir le Locateur principal à couvert de toute demande d'indemnisation des autres locataires de l'Édifice en cas de hausse de leurs primes d'assurance pour ces motifs.

20.2 Le Locataire s'engage à ne rien introduire ni entreposer dans les Lieux Loués qui pourrait constituer un motif de résiliation des assurances souscrites par le Locateur principal.

20.2 Le Locataire s'engage à se soumettre aux règles et exigences raisonnables de toute compagnie d'assurance ayant fourni une couverture de quelque nature qu'elle soit qui protège le Terrain 6666 et l'Édifice 6666 ou le Terrain 6650 et l'Édifice 6650, selon le cas. Aucun produit inflammable ni explosif ne devra, en aucun temps, être introduit ni conservé dans les Lieux Loués. »

ANNEXE B

PLAN DES LIEUX SOUS-LOUÉS

Ville de Montréal 8 - places



ANNEXE C

MOBILIER ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

L'image ci-bas est présentée à titre indicatif seulement.

- Le mobilier inclut 8 postes de travail avec 8 chaises
- Une table et 4 chaises pour l'espace réunion
- Un tableau sur le mur
- Le mobilier EXCLUT la télévision qui est sur l'image ci-bas



ANNEXE D

ACCÈS À INTERNET

SERVICES ACCÈS INTERNET (WI-FI) :

Le service d'accès Internet offre au Sous-Locataire une connexion sans fil qui permet une activité régulière, telle que la navigation Web, la possibilité d'envoyer et de recevoir des communications électroniques et autres activités similaires à partir de l'espace sous-loué, et ce, sans aucun système de redondance (le « **Service Internet** »). Le Sous-Locateur se réserve le droit d'utiliser ou de changer ses équipements et installations ainsi que son niveau de service, à son entière discrétion et sans préavis. Ce Service Internet comprend l'assistance pour le bon fonctionnement des équipements et installations du Sous-Locateur durant les Heures normales d'affaires. Le Sous-Locateur ne peut pas garantir qu'un niveau particulier de disponibilité sera possible au Sous-Locataire en lien avec l'utilisation du réseau du Sous-Locateur (ou de l'internet).

Sécurité : Le réseau sera protégé lors de la connexion par le Sous-Locateur, mais ce dernier ne fait aucune déclaration concernant la sécurité de son réseau (ou de l'internet) ni sur aucune information que le Sous-Locataire lui demande. Le Sous-Locataire reconnaît que le Sous-Locateur ne contrôle pas le contenu de l'information transmise par le biais des lignes ou des équipements, qui comprend la télécommunication du Sous-Locateur, mais ne se limite pas à l'accès à Internet. Le Sous-Locataire reconnaît en outre que le Sous-Locateur fournit simplement un conduit pour les transmissions par Internet du Sous-Locataire et que le Sous-Locateur décline toute responsabilité pour le contenu des transmissions par le Sous-Locataire. Le Sous-Locataire devrait adopter toutes les mesures de sécurité (telles que le cryptage) qu'il juge appropriées selon les circonstances. Toutefois, le Sous-Locataire est responsable du maintien de la protection de base de la sécurité de ses postes de travail. Le Sous-Locataire devra minimalement installer un antivirus reconnu qui respecte les standards de l'industrie dans ce domaine offrant une mise à jour automatique, et ce, sur chaque poste de travail (y compris les ordinateurs portables).

Utilisation : Le Service Internet ne peut être utilisé dans un but ou d'une manière contraire à la loi ou de façon abusive dont, notamment, de façon à mettre en péril les installations, de manière à nuire à autrui, de manière à empêcher autrui d'en faire un usage juste et proportionné, pour envoyer de façon massive des courriers non sollicités ou pour envoyer des messages importuns ou offensants. Pour plus de certitude, la capacité maximale permise qui ne sera pas considérée comme abusive par le Sous-Locateur pour le Service Internet est celle nécessaire au Sous-Locataire pour couvrir ses besoins raisonnables d'affaires. De plus, le Sous-Locataire est interdit de se livrer à des violations sécurité du système ou du réseau. Exemples d'activités interdites incluent, sans limitation, le piratage, *cracking*, ou en utilisant des systèmes sans autorisation; analyse des ports; mener des attaques par déni de service; et la distribution de virus ou autres logiciels nuisibles. À cet effet, le Sous-Locateur aura le pouvoir d'examiner tous incidents de sécurité ou les activités reliées qui peuvent potentiellement aller à l'encontre de ses politiques et exigences en la matière. Le Sous-Locateur se réserve le droit de surveiller les activités sur son réseau (piratage, fraude ou utilisation illicite) de tous les usagers de son réseau, y compris le Sous-Locataire, et de suspendre l'accès à Internet des équipements de toute personne qui permet l'exercice de tels cas d'abus.

Il sera de la responsabilité du Sous-Locataire de fournir et maintenir un système qui est compatible avec le Service Internet, y compris le matériel de communication nécessaire pour permettre la réception du Service Internet et d'obtenir les licences pour un tiers logiciel afin de permettre au Sous-Locataire d'utiliser le système. Le Sous-Locateur ne sera pas responsable en aucun cas pour toute perte ou dommage (y compris les pertes ou dommages directs, indirects ou consécutifs) découlant directement ou indirectement de (i) l'incompatibilité ou l'échec du système (y compris, sans limitation, toute incompatibilité ou l'échec de ces lignes de communication et de l'équipement) avec ou en relation avec le Service Internet; ou (ii) l'utilisation du Sous-Locataire de ses logiciels.

Limitation de Responsabilité : Le Sous-Locateur n'est pas responsable de l'interruption, de la défectuosité ou du ralentissement du Service Internet, et ce, même si cela est directement imputable au Sous-Locateur. Le seul recours du Sous-Locataire dans le cas d'un tel manquement par le Sous-Locateur sera que le Sous-Locateur remédie à la défaillance suivant la remise d'un avis écrit. Le Sous-Locateur n'est pas responsable du contenu des communications qu'il transporte ni des violations de droits d'auteur ou de marques de commerce, des fausses représentations ou des actes de concurrence déloyale découlant d'informations transmises ou reçues par le biais des installations. Le Sous-Locateur n'est en aucun cas responsable des pertes économiques ou financières que pourrait subir le Sous-Locataire. Le Sous-Locateur ne garantit pas que le Service Internet correspond à l'utilisation que veut en faire le Sous-Locataire, et ce, considérant notamment les développements technologiques qui peuvent survenir pendant la durée du sous-bail. Le Sous-Locateur n'est pas responsable des dommages causés par des virus ou autre forme de piratage transmis ou posés par le biais des installations.

Révision : Le Sous-Locateur peut modifier ce Service Internet à tout moment, avec ou sans préavis.

ANNEXE E

RÈGLEMENTS DE L'ÉDIFICE

1. Quand il quitte ses lieux loués le jour ou le soir, chaque locataire doit voir à ce que toutes les portes et fenêtres soient fermées pour éviter toute possibilité de dommage par le feu, la pluie, les tempêtes ou le gel.

2. Aucun locataire ne doit faire, apporter, conserver ou tolérer, dans les lieux loués qu'il occupe ou leur voisinage, rien qui puisse contrevenir aux lois et règlements touchant l es incendies, la santé ou l'hygiène, et aux règlements municipaux qui s'appliquent aux Lieux Loués.

3. Le Locateur principal se réserve le droit d'imposer des limites de poids pour les coffres-forts et les machines, d'en désigner l'emplacement et de voir à ce que les charges soient convenablement réparties sur les planchers. Tout dommage qui pourrait être causé à l'Édifice du fait que les planchers ont été surchargés, doit être réparé par le locataire et à ses frais.

4. Aucun locataire ne permettra l'introduction dans ses lieux loués ou dans l'Édifice de machines ou dispositifs mécaniques quelconques susceptibles de créer des bruits ou des vibrations inacceptables, ou d'endommager les lieux loués ou l'Édifice.

5. Sauf autorisation du Locateur principal, un l ocataire ne peut utiliser d'électricité autre que celle provenant du système général installé dans l'Édifice. Tous les câblages électriques, informatiques ou téléphoniques spéciaux autorisés par le Locateur principal doivent être posés aux endroits et de la façon indiquée par lui; en l'absence d'instructions, il est interdit de percer ou de couper des éléments quelconques de l'Édifice.

6. Chaque locataire tiendra les lieux loués qu'il occupe propres et en bon état; il ne doit tolérer l'accumulation d'aucun objet inutile, ni d'aucune ordure. Il est interdit d'avoir des animaux dans les lieux loués ou dans leur voisinage.

7. Tout bris de verre dont un locataire est responsable sera réparé à ses frais.

8. Il est interdit aux locataires, à leurs employés, commis et préposés d'utiliser les lieux loués comme lieux d'habitation ou à des fins immorales ou illégitimes. Il leur est interdit de faire ou de tolérer, dans l'Édifice, des bruits inappropriés, ou de gêner de quelque façon que ce soit le bien -être des autres locataires et des personnes traitant avec eux. Il leur est interdit de jeter quoi que ce soit par les fenêtres, portes ou toutes autres ouvertures, et dans les passages de l'Édifice.

9. Le Locateur principal reste seul maître de l'affectation des trottoirs, entrées, couloirs, antichambres, ascenseurs et escaliers, qui ne doivent en aucun cas être obstrués ni utilisés par les locataires à des fins autres que l'entrée et la sortie de leurs établissements ou locaux.

10. Il est interdit aux locataires de transporter des marchandises ou des ordures par les ascenseurs réservés aux personnes; ces tâches doivent être exécutées exclusivement par les monte-charge.

11. Les portes d'ascenseurs ne doivent pas être indûment tenues ouvertes.

12. Le colportage ou la sollicitation de porte à porte sont interdits dans l'Édifice, et les locataires doivent collaborer à cette fin.

13. Le transport du mobilier, des articles encombrants et des matériaux de construction dont les locataires peuvent avoir besoin à l'occasion pour ériger des cloisons ou effectuer des modifications ou améliorations dans leurs locaux ne peut avoir lieu qu'aux heures et de la façon autorisées par le Locateur principal. Les locataires réparent à leurs frais les dommages que pourrait causer, à l'Édifice ou aux lieux loués qu'ils occupent, le transport de meubles, d'articles encombrants ou matériaux de construction.

14. Les diables, chariots et appareils semblables utilisés pour livrer ou recevoir des marchandises ou du matériel doivent être munis de pneus de caoutchouc, de rails latéraux et de tout autre dispositif de sécurité que le Locateur principal exige.

15. Il est interdit de faire des ventes aux enchères ou à l'encan dans les lieux loués ou ailleurs dans l'Édifice.

16. Il est interdit d'utiliser les toilettes et autres postes d'eau ou d'égout à des fins autres que celles auxquelles ils sont destinés. Il est interdit d'y jeter des ordures, chiffons, cendres, produits chimiques ou autres substances.

17. Aucune bicyclette ni autre véhicule ne doit être introduit dans l'Édifice, sauf aux endroits désignés par le Locateur principal.

18. Les locataires ne devront pas modifier les serrures existantes ou attacher aux portes et/ou fenêtres des serrures supplémentaires ou dispositifs similaires.

19. Tout ajustement à l'équipement mécanique, tel que les thermostats, radiateurs, diffuseurs, etc., ne pourra être effectué que par le personnel du Locateur principal.

20. De temps à autre, le Locateur principal pourra modifier, abroger ou ajouter aux présents règlements et tout locataire devra les respecter, sans recours de sa part pourvu que telle modification ou abrogation ne soit pas contraire aux dispositions du Bail étant entendu que les dispositions du Bail ont préséance sur les dispositions de cette annexe.

21. S'il y a lieu, chaque locataire permettra aux laveurs de vitres de nettoyer les vitres des lieux loués pendant les heures normales d'affaires.

22. Aucun locataire n'installera aucune machine distributrice dans l'Édifice et n'en autorisera pas

l'installation ou l'utilisation.

23. Il est interdit à quiconque de fumer où que ce soit dans l'Édifice, y compris dans les lieux loués. Chaque locataire, ses employés, clients et autres invités doivent faire preuve de civisme et respecter la propreté de l'entrée principale extérieure. Chaque locataire, ses employés, clients et autres invités doivent utiliser les cendriers installés par le Locateur principal, s'il y a lieu.

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(Ci-après nommée la **« VILLE »**)

ET : **MILA – INSTITUT QUÉBÉCOIS D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**, organisation dûment constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (LC 2009, c. 23) ayant son siège social au 6650-6666, rue Saint-Urbain, 2^{e} étage, Montréal, Québec, H2S 3G9, agissant et représentée par Valérie Pisano, présidente et chef de la Direction, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 702673120RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1225234156TQ0001

(Ci-après nommée « **MILA** »)

MILA et la VILLE sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE MILA a développé une expertise de renommée internationale dans le domaine de l'intelligence artificielle (ci-après l'« IA ») et plus spécifiquement dans le domaine de l'apprentissage profond;

ATTENDU QUE MILA a pour mission de promouvoir, coordonner et développer la recherche en matière d'IA et d'apprentissage automatique afin de mobiliser savoirs, expertises et nouvelles technologies dans le but de les appliquer dans tous les domaines de l'activité humaine et de bâtir une société meilleure;

ATTENDU QUE MILA est un chef de file pour le développement de l'IA au Québec;

ATTENDU QUE MILA accueille dans ses espaces une sélection de partenaires en leur offrant des laboratoires corporatifs afin de favoriser les échanges scientifiques par le biais de la proximité des équipes de chercheurs académiques et de l'industrie;

ATTENDU QUE la qualité de partenaire ayant conclu une entente de partenariat avec MILA est une condition préalable obligatoire pour louer des laboratoires corporatifs à MILA;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite être un pôle international de recherches appliquées en IA;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite réaliser plusieurs projets en IA tels que : Exploitation des données vidéos, Analytique des foules, Mobilité intelligente, et autres;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite bénéficier du réseau étendu de la communauté MILA (étudiants, chercheurs, professeurs, partenaires industriels, startups, et autres) pour réaliser ses projets;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite accroître sa visibilité et son implication dans le domaine de l'IA afin d'attirer de nouveaux talents dans un domaine hautement compétitif;

ATTENDU QUE les Parties désirent que la réalisation de projets se fasse dans un mode collaboratif favorisant le transfert de connaissances et de savoir-faire;

ATTENDU QUE les Parties désirent collaborer, échanger sur le plan technique et participer conjointement aux efforts de recherche et de développement de la VILLE en IA;

ATTENDU QUE la Ville désire s'associer au MILA et louer un de ses laboratoires corporatifs;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de *la Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à MILA;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe I** » : Liste des Privilèges offerts à Ville de Montréal par MILA.

« **Annexe II** » : Contrat de sous-location entre MILA et Ville de Montréal.

« **Annexe III** » : Grille de tarifs.

« **Divulgation** » : Signifie le fait de porter à la connaissance de l'autre Partie ou de tiers, ou de laisser porter à leur connaissance toute information confidentielle sur quelque support que ce soit.

« **Information confidentielle** » : Toutes les informations techniques, commerciales, financières, opérationnelles, ou de quelque nature que ce soit, communiquées par une Partie à l'autre Partie, ou à laquelle une Partie a accès dans le cadre de l'exécution de la convention en regard de l'autre Partie, à l'occasion de l'exécution de la convention, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, par remise de documents ou par voie de fourniture de produits, échantillons, matériels, résultats, codes sources,

logiciels, données, ou oralement, en particulier lors de réunions ou d'entretiens avec des employés des Parties ou portées à leur connaissance à l'occasion de démonstrations ou de visites d'unités et d'installations de MILA ou de la VILLE qui concernent l'autre Partie.

« **Intelligence artificielle (IA)** » : représente l'ensemble des théories et des techniques qui permettent aux machines d'imiter une forme d'intelligence humaine comme la reconnaissance de forme et la traduction linguistique.

« **Projet Spécifique** » : projet de recherche appliquée en IA dans un domaine d'intérêt de la VILLE, exécuté dans un mode collaboratif favorisant le transfert de connaissances et de savoir-faire; chaque projet est décrit et visé par une entente distincte devant être conclue entre les Parties.

« **Publication** » : Les mémoires de maîtrise, thèses de doctorat, articles, séminaires et autres présentations orales ou écrites sur quelque support que ce soit produit dans le cadre de la présente convention.

« **Responsable** » : Le directeur du Service des technologies de l'information de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé.

« **Services** » : Services pris en charge par MILA afin de mettre à la disposition de la VILLE l'ensemble des Privilèges énoncés à l'Annexe I.

ARTICLE 2
OBJET

La présente convention établit le cadre de la collaboration entre la VILLE et le MILA et le réseau étendu de sa communauté de chercheurs, d'étudiants, de professeurs, de partenaires industriels, de startups et d'autres entités faisant partie de cette communauté, selon le termes et conditions de la présente convention et ses annexes, pour se doter des meilleurs outils de travail afin de répondre à son objectif de rehaussement de compétences, de connaissances et de maîtrise d'outils en matière d'IA et de traitement avancé de la donnée. Cette collaboration porte notamment sur des Services offerts par MILA à la VILLE, sur la location d'un espace laboratoire dans ses locaux au bénéfice de la VILLE et sur la mise à la disposition, par la VILLE, du réseau MTLWifi au MILA, comme décrit à l'article 5.8.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des annexes I, II et III qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention est d'une durée de cinq (5) ans. Elle prend effet dès son approbation par le conseil d'agglomération de la VILLE (la « Date d'approbation ») et se termine cinq (5) ans après la date de début de la sous-location prévue au Contrat de sous-location (Annexe II) (la « Date de fin »), le tout sous réserve des articles 13 et 15.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par MILA de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la VILLE doit :

5.1 Assurer au MILA la collaboration du Responsable;

5.2 Respecter les obligations prévues aux présentes pendant toute la durée de la location d'espaces de laboratoire corporatif au MILA;

5.3 Respecter les règles de conduite qui peuvent être établies de temps à autre par MILA pour tous ses partenaires;

5.4 Remettre au MILA les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.5 Transmettre au MILA le nom, le titre et les coordonnées des individus qui auront été sélectionnés par la VILLE pour avoir accès aux privilèges décrits à l'Annexe I;

5.6 Communiquer avec diligence au MILA la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par MILA;

5.7 Lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention;

5.8 Mettre à la disposition de MILA, selon les modalités décrites ci-dessous, le réseau d'accès Wifi public MTLWifi, lequel sera accessible à tous les partenaires de MILA et les visiteurs aux conditions d'utilisation prévues et applicables lors de son usage :

5.8.1 Accès continu à l'équivalent de 100 personnes à 10 Mbps par personne;
5.8.2 Couverture des espaces au 6650, rue Saint-Urbain comme suit :

6650 – RDC : Agora/Auditorium/Salle multifonctionnelle : 507m² (5462pi²);
6650 – 2^{e} étage : Salles de conférence (4) : 97m² (1046pi²);
6650 – 2^{e} étage : Auditorium double : 199m² (2146pi²).

ARTICLE 6
OBLIGATIONS de MILA

En considération de la contrepartie versée par la VILLE, MILA s'engage à :

6.1 Exécuter les obligations prévues à la présente convention et décrites à l'Annexe I en collaboration étroite avec le Responsable étant entendu que MILA conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 Reconnaître la VILLE à titre de partenaire et lui octroyer tous les privilèges décrits à l'Annexe I, et ce, pendant toute la durée de la présente convention;

6.3 Soumettre à la VILLE une ou des factures précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.4 Respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.5 Rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention. Le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et MILA s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour coordonner l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 8
PAIEMENT

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par MILA, la VILLE s'engage à lui verser une somme maximale de cinq cent mille dollars (500 000,00 $) taxes incluses ainsi que tous les frais associés aux Services de MILA.

La VILLE s'engage aussi à verser au MILA une somme de six cents dollars (600,00 $) plus les taxes par mois par poste de travail occupé par la VILLE, pour les frais de location d'un espace laboratoire dans les locaux de MILA, et ce, conformément au Contrat de sous-location joint à l'Annexe II.

8.2 Les sommes prévues au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :

8.2.1 Une somme maximale de cent mille dollars (100 000,00 $) dans les trente (30) jours suivant la Date d'approbation, comme définie à l'article 4;

8.2.2 Une somme maximale de cent mille dollars (100 000,00 $) dans les trente (30) jours suivant la date anniversaire de la Date d'approbation, pour les premier, deuxième et troisième anniversaires de la Date d'approbation;

8.2.3 Une somme de cinquante mille dollars (50 000,00 $) dans les trente (30) jours

suivant la date du quatrième anniversaire de la Date d'approbation, et une somme de cinquante mille dollars (50 000,00 $) dans les trente (30) jours suivant la Date de fin, comme définie à l'article 4 des présentes.

Chaque versement est conditionnel à ce que MILA ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

Les factures de MILA sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la VILLE ne versera pas les sommes à MILA si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement des sommes au MILA ne constitue une reconnaissance du fait que l'exécution de ses obligations est satisfaisante ou conforme aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la VILLE pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cinq cent mille dollars (500 000,00 $).

9.2 La prétention de MILA selon laquelle ses Services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la VILLE. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes à MILA. Ce dernier doit prendre fait et cause pour la VILLE et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Les Parties reconnaissent que des Projets spécifiques pourront être réalisés et que des ententes distinctes seront conclues eu égard à chacun des projets.

10.2 Ni le MILA ni la VILLE, n'accorde aucun droit, titre ou intérêt et conserve tous les droits, titres et intérêts à l'égard des droits de propriété intellectuelle dont il est propriétaire (notamment les droits de paternité d'une œuvre, les droits d'auteur et les œuvres pouvant être protégées par droit d'auteur (y compris les programmes informatiques)) et des droits dans des données et des bases de données, des brevets, des présentations de brevet et des inventions (pouvant être protégées par un brevet ou non). Le MILA, et la VILLE, chacun séparément a la propriété des idées, des recherches, des données, des dessins, des devis, des propositions, des analyses, des procédés, des logiciels, des applications, des codes source, des codes objet, des logiciels utilitaires, des méthodes, du savoir-faire, des documents, des renseignements et des habiletés (les « **produits** ») qu'il a acquis ou mis au point pendant la durée des présentes. Les Parties doivent définir les droits de propriété intellectuelle afférents aux travaux résultant d'une collaboration éventuelle entre eux concernant un Projet spécifique aux termes d'une entente distincte de collaboration. En ce qui concerne les produits susceptibles de résulter d'une telle collaboration, le MILA

favorisera les modalités faisant en sorte que les produits en question soient mis à la disposition des milieux de la recherche aux termes d'une licence de logiciel ouvert.

10.3 MILA garantit à la VILLE qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

10.4 MILA tient la VILLE indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
CONFIDENTIALITÉ

11.1 Les Parties reconnaissent que pour faciliter l'échange et pour accomplir les objectifs de la présente convention, que des Informations confidentielles pourraient être échangées entre les Parties. L'Information confidentielle partagée par les Parties peut représenter des actifs importants et des secrets commerciaux appartenant aux Parties qui reconnaissent ainsi l'importance et la sensibilité de ces informations. Ces Informations confidentielles ne peuvent être divulguées par la Partie qui les reçoit, à un tiers, sans l'autorisation écrite et préalable de l'autre Partie.

11.2 La confidentialité ne s'applique toutefois pas aux informations qui :

11.2.1 Sont déjà connues de la Partie à laquelle elles sont divulguées autrement qu'en les ayant obtenues de l'autre Partie sous le couvert de la confidentialité;

11.2.2 Deviennent partie intégrante du domaine public, sans qu'il y ait violation de la présente obligation de confidentialité;

11.2.3 Sont divulguées par un tiers ayant légalement le droit de le faire;

11.2.4 Doivent être divulguées en raison de la loi ou de la réglementation. La Partie qui entend divulguer cette Information confidentielle doit en aviser l'autre Partie afin qu'elle puisse avoir l'opportunité d'entreprendre les démarches pour s'y opposer à temps, si elle le juge à propos.

11.3 Pendant la durée de la présente convention, aucune Partie ne peut émettre de communiqué public en ce qui concerne l'exécution de la convention sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de l'autre Partie qui peut revoir le contenu du communiqué et y apporter les modifications raisonnables qu'elle juge appropriées.

11.4 Les Parties reconnaissent qu'un bris de confidentialité de leur part peut causer des dommages irréparables à l'autre Partie.

11.5 En aucun temps, une Partie ne peut utiliser les signatures, marques de commerce ou logo de l'autre Partie sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de cette Partie.

11.6 Concernant plus précisément l'utilisation du logo de la VILLE par MILA, MILA s'engage à respecter les normes graphiques qui régissent l'utilisation du logo de la Ville.

ARTICLE 12
PUBLICATION-DIVULGATION

La Partie qui souhaite publier ou divulguer des informations découlant de la présente convention, doit demander l'accord préalable et écrit de l'autre Partie et doit mentionner le motif de la Publication ou de la Divulgation dans un avis à l'autre Partie. Les Parties s'entendront pour convenir ensemble du délai requis pour la lecture de tout projet de Publication ou de Divulgation relative à la présente convention.

ARTICLE 13
RÉSILIATION

13.1 À partir de la date du troisième anniversaire de la Date d'approbation, chacune des Parties peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Elle avise l'autre Partie par écrit de son intention de mettre fin à la présente convention.

13.2 Advenant la résiliation de la convention, la VILLE devra à MILA la fraction du montant payable pour l'année en cours correspondant au pro rata sur une année du nombre de mois entamés depuis la dernière date d'anniversaire de la Date d'approbation; et le MILA devra rembourser à la VILLE tout montant payé en trop en conséquence de ce calcul. MILA n'a aucun recours contre la VILLE pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 14
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par MILA aux termes des articles 6.5, 8.2.3, 9.2, 10, 11, 12, et 18 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 15
DÉFAUTS

15.1 Il y a défaut :

15.1.1 Si MILA n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

15.1.2 Si MILA fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

15.1.3 Si l'administration de MILA passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par MILA pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

15.1.4 Si MILA perd son statut d'organisme sans but lucratif.

15.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 15.1.1, le Responsable avise par écrit MILA du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que MILA n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, MILA refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la VILLE pour les dommages occasionnés par ce défaut.

15.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

15.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 15.2 ou 15.3, la VILLE acquittera le coût des Services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. MILA n'a aucun recours contre la VILLE pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 15.2 ou 15.3.

ARTICLE 16
ASSURANCES ET INDEMNISATION

16.1 MILA doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et MILA **s'engage à demander à ses assureurs d'ajouter la VILLE comme co-assurée**.

16.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la VILLE, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par MILA ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la VILLE.

16.3 MILA s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. MILA doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 17
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

17.1 MILA déclare et garantit :

17.1.1 Qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

17.1.2 Que les Services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

17.1.3 Que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

17.1.4 Qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention;

17.1.5 Que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la VILLE n'aurait pas signé celle-ci.

17.2 La VILLE reconnaît que, compte tenu de la nature des Services rendus par MILA, MILA n'émet aucune garantie de résultats.

ARTICLE 18
NON-SOLLICITATION

MILA et la VILLE s'engagent pendant la durée de la présente convention et pour une période de douze (12) mois suivant l'expiration de celle-ci, à ne pas solliciter un employé de l'autre Partie pour des emplois, mandats ou services, sans avoir au préalable obtenu l'approbation écrite de ladite Partie.

ARTICLE 19
RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

19.1 Pendant la durée de la présente convention, la VILLE s'engage à tenir indemne et à dédommager MILA, ses mandataires et ses représentants, de quelque réclamation, dommage ou action occasionné au MILA et résultant directement ou indirectement de la négligence de la VILLE dans l'exécution des obligations lui incombant en vertu de la présente convention, sauf dans la mesure où la réclamation, le dommage ou l'action, selon le cas, est attribuable à la négligence de MILA ou si MILA y a contribué.

19.2 Pendant la durée de la présente convention, MILA prend fait et cause pour la VILLE et s'engage à la tenir indemne et à la dédommager ainsi que ses mandataires et ses représentants, de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcé à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation et résultant directement ou indirectement de la négligence de MILA dans l'exécution des obligations lui incombant en vertu de la présente convention, sauf dans la mesure où la réclamation, le dommage ou l'action, selon le cas, est attribuable à la négligence de la VILLE, ou si la VILLE y a contribué.

ARTICLE 20
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

20.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

20.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

20.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

20.4 **Représentations**

MILA n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

La VILLE n'est pas le mandataire de MILA et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

20.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

20.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

20.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

20.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

20.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui

permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de MILA

MILA fait élection de domicile au 6666, rue Saint-Urbain, bureau 200, Montréal, Québec, H2S 3G9 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Présidente et chef de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, MILA fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 9e étage, Montréal, Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable de cette convention.

20.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(Nom et titre)

Le e jour de 20

MILA

Par : _____
(Nom et titre)

Cette convention a été approuvée par le , le e jour de ……. 20__ (Résolution…….).

ANNEXE I

LISTE DES PRIVILÈGES OFFERTS À VILLE DE MONTRÉAL PAR MILA

1. Visibilité corporative

La VILLE jouit de la visibilité suivante :

a. Son nom ou son logo apparaît sur le site web de MILA;
b. Son nom ou son logo apparaît sur les documents promotionnels présentant la liste des partenaires de MILA;
c. Son nom ou son logo apparaît, à l'intérieur des espaces de MILA, sur le support prévu pour présenter l'ensemble des partenaires de MILA;
d. Puisque la VILLE est aussi un locataire de MILA, son nom ou son logo apparaît sur la façade de son laboratoire corporatif.

Les paramètres graphiques d'affichage sont dans tous les cas déterminés par MILA.

2. Accès à la recherche de MILA

La VILLE est informée des travaux de recherche qui ont cours au MILA :

a. Elle est informée des orientations des travaux de l'heure;

b. Elle est informée des Publications en préparation (thème, titre, auteur, constats principaux); sur demande, elle peut avoir accès au projet de Publication;

c. Elle est informée des publications diffusées;

d. Elle a accès aux présentations scientifiques internes (ateliers, séminaires) des équipes de MILA;

e. Elle est informée des événements scientifiques externes auxquels participe l'équipe de MILA;

f. À la discrétion de MILA, dans une mesure restreinte et raisonnable, elle a accès, au besoin, à des explications et conseils des experts technologiques pour l'assister à comprendre les travaux de recherche précités;

g. Concernant la puissance de calcul en particulier, elle a accès à de l'information et expertise sur les éléments suivants :

- De nouvelles technologies avancées développées pour l'apprentissage profond (dans la mesure où des Publications qui les utilisent sont imminentes);

- L'utilisation massive de centres de calcul de pointe adaptés à l'IA (*on premise* et *cloud*);

- Des retours d’experts sur les éventuels défauts et limites d'utilisation de certaines technologies.

2.1 MILA fera aussi de la recherche qui ne sera pas partagée de la façon décrite ci-dessus :

- Les travaux de recherche appliquée financés par un tiers, les travaux confidentiels des autres partenaires, et les travaux de recherche confidentiels des startups hébergées au MILA, sont exclus du champ d’application de ces dispositions concernant l’accès à la recherche. Par ailleurs, l’accès à la recherche vise une sélection de projets de recherche, car des professeurs de MILA pourraient vouloir conserver leurs travaux confidentiels jusqu’à leur Publication.

3. Accès au talent

La VILLE a accès au talent de MILA :

a. Les offres de stages pour les étudiants de MILA sont diffusées vers eux en priorité;

b. Elle a accès aux événements de recrutement organisés par MILA;

c. Elle est identifiée comme partenaire de MILA par le biais de son logo sur différents médias qui sont portés à l’attention des étudiants de MILA;

d. Elle a un accès privilégié aux offres de formation (exécutive et technologique) que le MILA propose à ses partenaires (par exemple : les « Summer Schools »), sujet parfois aux limites de capacités des installations;

e. Ses besoins sont considérés et communiqués à l’interne du MILA et peuvent donc influencer la recherche;

f. Elle a accès aux offres de services des experts technologiques de MILA;

g. La VILLE reconnaît que ces offres de services sont majoritairement orientées vers la consultation en faveur de la PME québécoise.

3.1 <u>La liberté académique est au cœur de la qualité de la recherche fondamentale à MILA</u>

La VILLE reconnaît que MILA ne peut pas imposer des choix de projets ou des heures de services ou de recherche aux professeurs ou étudiants de MILA qui continuent à jouir au MILA de la liberté académique propre aux institutions universitaires. L’établissement d’une collaboration est en fonction d’une synergie entre des intérêts de recherche des étudiants et professeurs d'un côté et des chercheurs de l'entreprise de l’autre côté.

4. Accès à l'image de marque de MILA

La VILLE a accès à l'image de marque de MILA :

a. Elle peut faire état de l'existence de son partenariat avec MILA dans ses relations avec ses employés, clients, fournisseurs et partenaires;

b. Elle peut, aux fins prévues au paragraphe a ci-dessus, utiliser le nom et/ou les marques de MILA sur les médias suivants : son site web, son matériel promotionnel ou publicitaire général, selon les spécifications énoncées par MILA;

4.1 Autre usage de la marque MILA

Tout autre usage du nom ou des marques MILA devra faire l'objet d'une entente distincte.

5. Accès à l'écosystème MILA

La VILLE a accès à l'écosystème de MILA, sous réserve cependant du respect par la VILLE (et les personnes la représentant) des règles de conduite de MILA en la matière :

a. La VILLE est locataire de MILA, elle œuvre au cœur des espaces de MILA dédiés à créer un « hub » technologique, et peut avoir accès aux salles de réunions de MILA;

b. La VILLE a aussi accès aux espaces communs de MILA, notamment l'agora, les points de café/cuisine ou de détente. Elle peut par ailleurs soumettre des demandes pour tenir des réunions ou des événements dans les espaces de MILA en priorité sur les organisations externes. Les activités académiques ont cependant préséance dans l'emploi de ces espaces;

c. Elle bénéficie d'occasions de se lier à la communauté par des activités scientifiques, d'affaires, de réseautage et de collaboration, permettant de maximiser la valeur des synergies entre les entreprises de toutes tailles, le milieu académique et les investisseurs. En particulier, elle bénéficie de l'ensemble de l'animation de la vie scientifique au MILA, et de la proximité des professeurs et étudiants, experts technologiques et employés de MILA et de la communauté de ses Partenaires et des startups hébergées au MILA;

d. Elle a un accès privilégié aux événements et conférences organisés par MILA (pré-vente ou tarif réduit);

e. Elle bénéficie d'un accès à un « hub » d'IA qui dépasse les murs de MILA puisque le complexe immobilier et le quartier s'animent avec des joueurs de l'écosystème IA local et global. MILA constitue le pôle central de l'écosystème IA et agit comme tremplin pour permettre à ses partenaires de se connecter à d'autres écosystèmes et ainsi favoriser la recherche et la commercialisation éthique de l'IA.

6. Accès aux opportunités d'affaires en lien avec les startups

La VILLE, en plus de les côtoyer physiquement au sein de MILA qui héberge une cohorte de startups, est mise à jour sur les opportunités d'affaires que représentent ces startups, par les efforts de maillage déployés par MILA pour ces entreprises en développement.

ANNEXE II

CONTRAT DE SOUS-LOCATION ENTRE MILA ET LA VILLE DE MONTRÉAL

ANNEXE III

GRILLE DES TARIFS

Item	Description	quantité/ unités	Prix forfaitaire annuelle	Sous Total (5 ans)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Total
1	**Location d'un laboratoire de 8 postes de travail à 600 $/mois/poste**	8 postes/an pendant 5 ans	57 600,00 $	288 000,00 $	14 400,00 $	28 728,00 $	331 128,00 $
2	**Coût annuel d'adhésion**	5 ans	100 000,00 $	500 000,00 $	Exempte	Exempte	500 000,00 $
						Valeur totale du contrat	831 128,00 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187297003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction , Division Architecture et sécurité
Objet :	Conclure une entente de collaboration avec l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), organisme à but non lucratif, pour une période de 5 ans, pour une somme maximale de 831 128,00$, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin ainsi que le contrat de sous location en annexe.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187297003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-31

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.42

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1190637001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 1 013 000$ pour la réalisation du projet de logement social HFAQ Phase V de l'organisme Les Habitations de la Fondation des aveugles du Québec.

Il est recommandé
1. d'approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 1 013 000$ pour la réalisation du projet de logement social HFAQ Phase V de l'organisme Les Habitations de la Fondation des aveugles du Québec.

2. d'imputer cette dépense conformément à l'intervention financière inscrite au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-11 14:16

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190637001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 1 013 000$ pour la réalisation du projet de logement social HFAQ Phase V de l'organisme Les Habitations de la Fondation des aveugles du Québec.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (ci-après " AccèsLogis Québec"), l'organisme "*Les Habitations de la Fondation des aveugles du Québec* " a soumis un projet pour la construction d'un immeuble résidentiel de 39 logements et des espaces communautaires.
Le financement de base des projets provient du programme AccèsLogis Québec auquel contribue la Ville de Montréal (la part de la Ville étant remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal - CMM). Ce programme prévoit qu'une part des fonds doit provenir de prêts d'une institution financière (hypothèque) contractés par l'OBNL.

Une subvention exceptionnelle (au sens du règlement 02-102) devra être consentie pour viabiliser le projet, d'un montant de 1 013 000$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0244 (26 avril 2018) Approbation de l'entente tripartite entre la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec (22,182 M$), en application de l'Entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal.
CE18 0690 (18 avril 2018) Ordonnance pour modifier la liste des cas admissibles à une subvention additionnelle ainsi que le pourcentage maximal prévu au Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (02-102), afin de

permettre l'utilisation des sommes reçues de la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation pour compléter le financement de projets d'habitation dans le cadre du programme AccèsLogis Québec.

CE12 0338 (14 mars 2012) Approbation de la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires et de logements privés abordables ou pour familles.

CE05 1708 (24 août 2005) Adoption de la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

Le coût de construction de l'immeuble s'élève à 7 498 800 $ (taxes non incluses). À ce montant, s'ajoutent les honoraires professionnels, le coût des études et dépenses connexes. Le coût total de réalisation est de 11 556 463$. Malgré les subventions de base et additionnelle prévues et l'hypothèque qui sera contractée selon les normes d'AccèsLogis, il demeure un manque à gagner.
La subvention exceptionnelle de 1 013 000 $, sera ajoutée au montage financier du projet et permettra de rendre viable le projet.

JUSTIFICATION

Le projet répond aux engagements de l'Administration municipale en matière d'habitation sociale;

- le projet a reçu la confirmation de l'engagement conditionnel des subventions dans le cadre du programme AccèsLogis en juillet 2017;
- la SHQ a émis un engagement définitif pour ce projet le 22 février 2019, sous réserve de l'approbation du montage financier incluant l'approbation de la subvention exceptionnelle du présent sommaire;
- L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve est favorable à la réalisation du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 1 013 000 $ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 303 000 $ en provenance du compte de revenu reporté - Contribution logement social (Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables, pour l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve) devra être virée au budget du Service de l'habitation pour ce faire. Le solde requis, soit un montant de 710 000 $, provient du budget additionnel obtenu pour l'entente tripartite sur le financement de projets AccèsLogis et est déjà disponible au budget du Service de l'habitation.
Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

La subvention exceptionnelle de 1 013 000$ a été calculée en tenant compte des normes du programme Accès Logis, notamment pour générer des loyers équivalent à 95 % du loyer médian établi pour Montréal. Ce montant pourrait être revu à la baisse à la fin de la construction, à la date dite d'ajustement des intérêts, advenant que le projet soit viable sans avoir recours au plein montant de la subvention exceptionnelle.

Il est prévu qu'une fois construit, l'immeuble de l'organisme à but non lucratif générera des revenus annuels de taxes foncières estimés à 47 830 $.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne le logement social qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera certifié Novoclimat, ce qui signifie une économie dans l'utilisation de l'énergie pour le bâtiment.
La poursuite des interventions en matière d'habitation permet à la Ville de Montréal d'agir sur plusieurs aspects clé du développement durable, dont la consolidation du territoire urbanisé et sa densification dans les secteurs desservis par le transport collectif, la réponse aux besoins sociaux et, plus largement, le maintien d'une offre résidentielle saine et diversifiée, garante d'une réelle mixité sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce projet ne réussit pas à compléter son montage financier, il n'obtiendra pas l'aide de la SHQ et le projet sera abandonné. L'organisme à but non lucratif (la Fondation des aveugles du Québec) assume les frais de détention du terrain depuis le 11 août 2017. Si l'organisme ne parvient pas à compléter le montage financier du projet, il devra revendre la propriété.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des opérations de communication seront prévues, lors de l'inauguration du projet, conformément au protocole signé entre la Ville et la SHQ pour le programme AccèsLogis. Ce protocole prévoit notamment que les communiqués émis fassent l'objet d'une double validation à la Ville et à la SHQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature du contrat avec l'entrepreneur : avril 2019
Début des travaux : mai 2019
Occupation des bâtiments : mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

François GOULET
Conseiller en aménagement

Tél : (514)872-6064
Télécop. : (514)872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-05

Marthe BOUCHER
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.868.7384
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie AUGY
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.872.2187
Approuvé le : 2019-03-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphanie AUGY
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.872.2187
Approuvé le : 2019-03-11

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1190637001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division du logement social et adaptation de domicile
Objet :	Approuver une subvention exceptionnelle d'un montant maximum de 1 013 000$ pour la réalisation du projet de logement social HFAQ Phase V de l'organisme Les Habitations de la Fondation des aveugles du Québec.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1190637001 Habitation.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-5916

co-auteur

Nathalie Bouchard
Conseillère en gestion -Finances
(514) 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-07

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514-868-3410

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.43

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1187540001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder une contribution financière à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation du plan d'action Cirque-Terre-Humain dans le cadre de sa mission, pour la somme maximale de 2 045 228 $, répartie de 2019 à 2022. / Approuver le projet de convention à cet effet. / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 993,50 $ à compter de 2020, pour un montant de 8 051,00 $ à compter de 2021 et pour un montant de 12 173,50 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation du plan d'action Cirque-Terre-Humain dans le cadre de sa mission, pour la somme maximale de 2 045 228 $, répartie annuellement comme suit :

2019	2020	2021	2022
499 198 $	507 185 $	515 300 $	523 545 $

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versements de ce soutien financier pour une période de 4 ans, se terminant le 31 décembre 2022;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire**.** Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération;

4. d'autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 993,50 $ à compter de 2020, pour un montant de 8 051,00 $ à compter de 2021 et pour un montant de 12 173,50 $ à compter de 2022, et ce pour chaque service.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-08 13:07

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187540001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder une contribution financière à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation du plan d'action Cirque-Terre-Humain dans le cadre de sa mission, pour la somme maximale de 2 045 228 $, répartie de 2019 à 2022. / Approuver le projet de convention à cet effet. / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 993,50 $ à compter de 2020, pour un montant de 8 051,00 $ à compter de 2021 et pour un montant de 12 173,50 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

CONTENU

CONTEXTE

Un partenaire unique qui contribue depuis 15 ans à la revitalisation du quartier Saint-Michel et à la renommée de Montréal et du parc Frédéric-Back.

La Cité des arts du cirque (TOHU) a été créée en 2004 dans le but de consolider, par l'ajout d'un lieu de diffusion, un pôle culturel dédié aux arts du cirque comprenant de la création (Cirque du Soleil) et de la formation (École nationale de cirque). Sa position au coeur du Complexe environnemental Saint-Michel est identifiée comme une opportunité d'élargir sa mission pour y intégrer le développement environnemental et social. La TOHU devient ainsi le pavillon d'accueil du parc Frédéric-Back et une actrice importante de la revitalisation de Saint-Michel. Elle forme un exemple reconnu de développement durable par la culture, avec une mission à trois volets : Cirque-Terre-Humain.

Depuis 15 ans, à travers trois ententes quinquennales, la TOHU est soutenue dans sa mission et ses activités par la Ville de Montréal. Ce soutien, qui prenait la forme d'un contrat de gré à gré lors de la dernière entente, a été revu pour mieux refléter la nature du partenariat existant entre la Ville et la TOHU. La partie de ce soutien financier relevant de la mission de la TOHU prend désormais la forme d'une contribution financière, alors que la partie relevant des activités que la Ville souhaite offrir à la population locale et métropolitaine demeure sous la forme de contrat de gré à gré.

Dans ce cadre, la TOHU sollicite la Ville pour obtenir un soutien financier afin de mettre en

oeuvre son propre plan d'action pour les années 2019 à 2022, basé sur les trois volets de sa mission : Cirque-Terre-Humain.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0240 - 15 juin 2017 : Approuver un projet d'addenda # 1 à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Cité des arts du cirque (CG13 0102) concernant l'ajout d'activités en lien avec le parc Frédéric-Back et le 375^{e} anniversaire de Montréal ainsi que la prolongation de l'entente jusqu'au 31 décembre 2018 pour un montant de 1 196 892,15 $, taxes incluses.
CG13 0102 - 25 avril 2013 : Accorder un contrat de gré à gré à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation des activités reliées à l'éducation, à l'environnement, à la diffusion d'activités culturelles et à la promotion d'activités récréatives de plein air, pour une somme maximale de 4 713 975 $, répartie de 2013 à 2017.

DESCRIPTION

La Ville désire soutenir la TOHU, partenaire de longue date, dans sa volonté de poursuivre le déploiement de sa mission à trois volets (Cirque, Terre, Humain) et de continuer d'ancrer ses actions dans le concept de développement durable par la culture. Son plan d'action s'articule autour des objectifs suivants :
1/Cirque

- Positionner Montréal comme capitale internationale des arts du cirque à travers des activités de formation, de création, de diffusion, de développement de réseaux et de transfert d'expertise.

2/Terre

- Assurer un accès, une expérience et un accueil de qualité aux visiteurs de la TOHU et du parc Frédéric-Back;
- Maintenir des standards de qualité pour les services éducatifs destinés à la promotion du parc Frédéric-Back et de ses valeurs;
- Développer des partenariats favorisant la concertation, la mise en commun d'expertise et l'échange d'information en matière d'activités éducatives, environnementales et récréatives;
- Réduire l'empreinte écologique de la TOHU.

3/Humain

- Augmenter l'impact socio-économique de la TOHU dans le quartier Saint-Michel;
- Renforcer les liens avec le quartier Saint-Michel.

Les fonds demandés serviront à financer une partie des frais d'exploitation du bâtiment de la TOHU ainsi que l'équipe de programmation, de médiation culturelle et d'éducation environnementale responsable de la mise en œuvre du plan d'action proposé.

Un rapport d'activités annuel sera déposé par l'organisme au plus tard le 15 novembre de chaque année, selon les termes prévus à la convention de contribution financière.

Le budget global de l'organisme s'élève à plus de 10 millions de dollars et son principal bailleur de fonds est le Conseil des arts et des lettres du Québec, à hauteur de 2,9 millions de dollars. Les contributions de la Ville représentent moins de 50 % du budget annuel.

JUSTIFICATION

La TOHU participe au rayonnement international de la Ville de Montréal par sa « présence internationale active et remarquée » (Politique de développement culturel de la Ville 2017-2022), sa reconnaissance internationale en tant que projet exemplaire de développement durable par la culture (World Cities Culture Forum, 2016) et son festival Montréal Complètement Cirque (400 000 festivaliers en 2018). La Cité des arts du Cirque a confirmé le positionnement de Montréal comme l'une des capitales mondiales des arts du cirque (Politique de développement culturel 2017-2022). Seule salle de spectacle circulaire en Amérique du Nord, son bâtiment a gagné de nombreux prix et a été l'un des premiers à obtenir la certification environnementale LEED Or au Québec (Conseil du bâtiment durable du Canada, 2005).
La TOHU agit comme pavillon d'accueil pour le parc métropolitain Frédéric-Back et constitue la seule infrastructure culturelle professionnelle dans le quartier Saint-Michel. Elle a accueilli, depuis sa création, plus de 1,65 million de visiteurs. Sa notoriété est un véritable levier pour faire connaître le parc Frédéric-Back. Elle œuvre aussi activement à la revitalisation économique et sociale du quartier Saint-Michel, classé comme l'un des plus défavorisés à Montréal (Montréal en statistiques, 2016). Ses programmes d'employabilité, dont la Falla, apportent notamment un rendement social de 1,85 $ pour chaque dollar investi (Centre de recherche sur les innovations sociales, UQAM, 2015).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution totale de ce dossier, soit 2 045 228,00 $, sera financée par le budget de fonctionnement. Pour l'année 2019, la contribution sera financée à même les sommes déjà prévues dans les ententes de service précédentes. Pour les années 2020 à 2022, la contribution sera indexée à raison de 1,6 % par année afin de refléter l'augmentation du coût de la vie et des salaires.
Bien que ce dossier ne demande pas d'ajustement du cadre financier en 2019, il présente un impact récurrent sur le cadre financier à compter de l'exercice financier 2020. Ainsi, des ajustements récurrents à la base budgétaire sont requis pour le Service de la culture et le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), à hauteur de 3 993,50 $ à compter de 2020, 8 051,00 $ à compter de 2021 et 12 173,50 $ à compter de 2022 et ce, pour chaque service.

Tableau 1 : Répartition annuelle de la contribution financière par service 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Service de la culture et SGPMRS	499 198,00 $	499 198,00 $	499 198,00 $	499 198,00 $	1 876 792,00 $
Total (1) avant ajustement	**499 198,00 $**	**499 198,00 $**	**499 198,00 $**	**499 198,00 $**	**1 996 792,00 $**
Ajustement S. de la culture	-	3 993,50 $	8 051,00 $	12 173,50 $	24 218,00 $
Ajustement SGPMRS	-	3 993,50 $	8 051,00 $	12 173,50 $	24 218,00 $
Total (2) ajustement	**-**	**7 987,00 $**	**16 102,00 $**	**24 347,00 $**	**48 436,00 $**
Total (1+2)	**499 198,00 $**	**507 185,00 $**	**515 300,00 $**	**523 545,00 $**	**2 045 228,00 $**

La convention prévoit deux versements par année, soit 80 % du montant le 31 janvier de chaque année et 20 % sur remise du rapport annuel d'activités à la satisfaction de la Ville.

La contribution financière est complétée par un contrat de service de gré à gré pour la réalisation d'activités culturelles, éducatives, environnementales et récréatives, à hauteur de 2 151 533,23 $ sur quatre ans, toutes taxes incluses. Le détail de ce contrat de service se trouve dans le sommaire décisionnel numéro 1187540002, et la répartition annuelle de la contribution et du contrat se trouve en pièce jointe.

Un tableau récapitulatif de l'ensemble des contributions accordées par la Ville de Montréal à la TOHU au cours des trois dernières années se trouve en pièce jointe.

Cette contribution servira à financer la mission de la Cité des arts du cirque (TOHU), définie comme activité de compétence d'agglomération en vertu du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La TOHU est reconnue comme un exemple de développement durable par la culture, tant à Montréal (Politique de développement culturel 2017-2022) qu'à l'international (World Cities Culture Forum, 2016). Sa mission de diffusion des arts du cirque est un maillon important dans le développement culturel et économique de Montréal. Son rôle en tant que pavillon d'accueil et d'interprétation du parc Frédéric-Back, qui constitue le plus important projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris par la métropole, son bâtiment certifié LEED Or et ses nombreuses activités d'éducation environnementales lui permettent de diffuser les valeurs environnementales auprès d'un large public. Son implication dans le quartier Saint-Michel et ses activités d'intégration en emploi auprès des jeunes du quartier ont un impact socioéconomique majeur, tant pour le quartier que pour l'ensemble de la société (Centre de recherche sur les innovations sociales, UQAM, 2015).
En ce sens, ses actions contribuent aux défis « Montréal exemplaire » et « Montréal équitable » du plan Montréal durable 2016-2020, dont la TOHU est un partenaire actif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La TOHU est le pavillon d'accueil du parc Frédéric-Back et la seule infrastructure culturelle professionnelle du quartier Saint-Michel. En ce sens, toute cessation ou diminution de son financement pourrait mener à l'absence d'accès, pour les citoyens, à un pavillon d'accueil dans ce nouveau parc métropolitain, ainsi qu'à une diminution majeure de l'accès à l'offre culturelle pour les résidants de ce quartier comptant parmi les plus défavorisés à Montréal. La TOHU étant le seul lieu de diffusion spécialisé en cirque contemporain à Montréal et la seule salle circulaire en Amérique du Nord, cela pourrait aussi avoir un impact négatif important sur le développement de ce domaine d'activités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Passage au comité exécutif : 13 mars 2019
Passage au conseil municipal : 25 mars 2019
Passage au conseil d'agglomération : 28 mars 2019
Signature de la convention par la Ville de Montréal : avril 2019
Début du projet : avril 2019
Fin du projet : 31 décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Cédric AGO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Odile MELANÇON, Service de la culture
Gina TREMBLAY, Service de la culture
Geneviève PICHET, Service de la culture
Elsa MARSOT, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Marc LEBEL, Service du greffe

Lecture :

Marc LEBEL, 8 décembre 2018
Julie DOYON, 17 octobre 2018
Marie-Andrée SIMARD, 16 octobre 2018
Geneviève PICHET, 16 octobre 2018
Elsa MARSOT, 12 octobre 2018
Marie-Odile MELANÇON, 11 septembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève DORVAL-DOUVILLE
conseillere en planification

Tél : 514-872-2853
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-10-12

Clément ARNAUD
Chef de section - gestion de projets / Legs du 375e

Tél : 514 872-0945
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - Aménagements des parcs et espaces publics
Tél : 514 872-5638

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456

Approuvé le : 2019-01-22

Approuvé le : 2019-02-08

Récapitulatif de l'ensemble des soutiens accordés par la Ville de Montréal à la TOHU / Cité des arts du cirque au cours des trois dernières années

Services	Projet	2016	2017	2018
S. culture / SGPVMR	Contribution mission	-	-	-
S. culture / SGPVMR	Entente de services	969 633 $	986 755 $	-
Service de la culture / SGPVMR	Addenda à l'entente de services	-	125 000 $	1 071 892 $
Service de la Culture	Soutien de La Falla	30 000 $	30 000 $	30 000 $
Service de la Culture	Festival Montréal Complètement Cirque (MCC)	600 000 $	600 000 $	630 000 $
Service de la Culture	Festival MCC - soutien technique	135 000 $ (estimé)	215 361 $	215 000 $
Service de la Culture	Étude de faisabilité - agrandissement pavillon	-	-	19 154 $
Service de la Diversité sociale et des Sports	Soutien La Falla - volet employabilité	-	-	20 000 $
Arrondissement Ville-Marie	Festival MCC - Ville-Marie	17 000 $	-	-
Arrondissement Ville-Marie	Projet Carpe Diem des Faubourgs	10 000 $	-	-
Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (VSMPE)	Soutien La Falla - VSMPE	14 000 $	14 000 $	14 000 $
Arrondissement VSMPE	Soutien Projet C-Vert	10 000 $	10 000 $	10 000 $
Conseil des arts de Montréal	Soutien au fonctionnement bisannuel	39 000 $	39 000 $	39 000
TOTAL		**1 814 755 $**	**2 020 116 $**	**2 049 046 $**

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de greffier;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CITÉ DES ARTS DU CIRQUE - TOHU**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est située au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, agissant et représentée aux présentes par monsieur Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 143 540 979
Numéro d'inscription TVQ : 102 349 0320

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme lieu de diffusion, de création, d'expérimentation et de convergence entre culture, environnement et engagement communautaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » :	la description du Projet;
2.2 « Annexe 2 » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
2.3 « Projet » :	le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
2.4 « Rapport annuel » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
2.5 « Reddition de compte » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
2.6 « Responsable » :	La directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « Unité administrative » :	Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 novembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 août pour la première année et la période du 1er septembre d'une année au 31 août de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit

versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux millions quarante-cinq mille deux cent vingt-huit dollars (2 045 228 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2019 :**

5.2.1.1 une somme maximale de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille trois cent cinquante-huit dollars (399 358 $) trente (30) jours après la signature de la Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent quarante dollars (99 840 $) à la remise de la Reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année **2020 :**

5.2.2.1 une somme maximale de quatre cent cinq mille sept cent quarante-huit dollars (405 748 $) le 31 janvier 2020;

5.2.2.2 une somme maximale de cent un mille quatre cent trente-sept dollars (101 437 $) à la remise de la Reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année **2021 :**

5.2.3.1 une somme maximale de quatre cent douze mille deux cent quarante dollars (412 240 $) le 31 janvier 2021;

5.2.3.2 une somme maximale de cent trois mille soixante dollars (103 060 $) à la remise de la Reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année **2022 :**

5.2.4.1 une somme maximale de quatre cent dix-huit mille huit cent trente-six dollars (418 836 $) le 31 janvier 2022;

5.2.4.2 une somme maximale de cent quatre mille sept cent neuf dollars (104 709 $) à la remise de la Reddition de compte à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2022.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général et de la programmation. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de ..... 20__

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE - TOHU

Par : _____
Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution CG.....).

TOHU – Cité des arts du cirque

Demande de contribution à la mission
adressée à la Ville de Montréal

La TOHU contribue depuis quatorze ans à faire de la métropole une capitale internationale des arts du cirque et, de concert avec la Ville, à mettre en œuvre des initiatives de revitalisation urbaine et de développement durable uniques au monde. Son projet est porteur d'une vision qui distingue la ville sur la scène internationale. Par sa programmation unique, créative et audacieuse, par son leadership environnemental et par sa politique d'embauche locale visant une intégration socioprofessionnelle durable des jeunes de Saint-Michel, elle s'inscrit comme un projet structurant, procurant un rayonnement sans pareil à la créativité et au savoir-faire montréalais. Le meilleur gage de son succès est encore populaire : 1,65 million de visiteurs ont participé à l'une ou l'autre de ses activités depuis son ouverture.

Ce document constitue une demande de soutien à la Ville de Montréal (services centraux de la culture et des grands parcs – ci-après, SGPVMR), pour un montant annuel non taxable de 499 198 $ du 1er janvier au 31 décembre 2019 puis indexé de 1,6 % par année jusqu'en 2022.

1) RAPPELS HISTORIQUES – UNE MISSION AVANT-GARDISTE, PORTÉE PAR LA VILLE DE MONTRÉAL

En 1999, le milieu montréalais des arts du cirque décide de travailler en commun pour renforcer le potentiel phénoménal du cirque québécois et met en place un ensemble d'infrastructures propres à soutenir tous les aspects de la discipline : formation (École nationale de cirque), création (siège social international du Cirque du Soleil) et bientôt diffusion (future TOHU) se rassemblent dans un secteur unique, au nord-est de la métropole, dans ce qui va devenir la Cité des arts du cirque.

Or, au tournant des années 2000, le quartier Saint-Michel est considérablement dévitalisé, autant d'un point de vue environnemental (ancienne carrière Miron, devenue depuis les années 1960 le plus grand dépotoir municipal) que social : fragmenté par l'autoroute métropolitaine et deux carrières, il est devenu lieu d'accueil de nombreuses vagues d'immigration et présente des indices de défavorisation élevés (chômage, familles monoparentales, décrochage scolaire, etc.). L'espoir n'est toutefois pas absent : le quartier est jeune, dynamique et très multiculturel (62 communautés), tandis que le dépotoir fait l'objet, par la Ville de Montréal, du plus grand projet de réhabilitation environnementale jamais entrepris en milieu urbain.

Rapidement, les promoteurs de la Cité des arts du cirque et la Ville de Montréal conviennent qu'il s'agit d'une opportunité unique : plutôt que de n'être qu'un diffuseur spécialisé en cirque, la TOHU embrassera une mission à trois volets :

1) renforcer la position de Montréal comme capitale mondiale des arts du cirque
2) participer à la réhabilitation du Complexe environnemental de Saint-Michel
3) contribuer à la revitalisation du quartier Saint-Michel par une politique d'employabilité locale audacieuse et une programmation culturelle gratuite accessible à ses résidents

La TOHU devient ainsi un organisme unique, mêlant étroitement culture et environnement au bénéfice d'un quartier. Sa mission se résume en trois mots : **Cirque – Terre – Humain** et elle s'impose comme un pionnier du concept de développement durable par la culture.

Seule salle de spectacle circulaire en Amérique du Nord, la TOHU est aussi le premier bâtiment vert certifié LEED Or Canada au Québec. Elle pallie à l'absence d'installation culturelle professionnelle dans Saint-Michel et vient complémenter l'offre culturelle de l'arrondissement. Elle joue aussi le rôle de pavillon d'accueil et d'interprétation du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM, plus de 125 000 visites guidées en quatorze ans). Elle est la porte d'entrée de la Cité des arts du cirque et du Parc Frédéric-Back, et un lieu d'appartenance et de fierté pour la population du quartier, dont plus de 50 jeunes par an bénéficient d'une première expérience de travail et d'un accompagnement personnalisé.

Cette intégration avant-gardiste du développement durable à la culture en fait aujourd'hui un modèle à l'échelle métropolitaine mais aussi à l'international, offrant un rayonnement unique à Montréal. La TOHU accueille chaque année plusieurs dizaines de délégations d'élus, fonctionnaires, architectes, universitaires et travailleurs des secteurs artistique, environnemental et de l'économie sociale, venus de métropoles aussi variées que Séoul, Mexico, Paris, Bruxelles et Buenos Aires.

2) LE CONTEXTE EN 2018 : UN ALIGNEMENT D'OPPORTUNITÉS INSPIRANTES

Depuis la fin du vingtième siècle, partout sur la planète, initiatives et politiques publiques se multiplient pour intégrer culture, environnement et développement local, rendant incontournable en 2018 la mission et le fonctionnement d'un organisme comme la TOHU.

L'**Agenda 21C**, signé en 2004 à Barcelone, engage les États et villes signataires à « intégrer la culture dans les politiques de développement, à tous les niveaux, afin de créer des conditions propices au développement durable ». Montréal est vice-présidente du mouvement et Québec présente sa propre adaptation en 2011 puis en inclut fermement les principes dans sa nouvelle politique culturelle lancée en 2018. La TOHU a intégré les principes de l'Agenda 21C dès sa création, alors que le concept même de développement durable était encore émergent.

Montréal est également membre du **World Culture Cities Forum**, un réseau de 35 villes influentes sur la scène culturelle internationale, la seule au Canada avec Toronto. Le Sommet 2016, tenu à Moscou, a mis l'emphase sur les enjeux sociaux et environnementaux auxquels font face les villes du 21e siècle, et sur la façon dont la culture peut contribuer à la résilience et au changement. La TOHU y représentait la Ville de Montréal et fait partie d'une vingtaine de lieux engageants sur la planète figurant dans le *Handbook for City Leaders* publié par le WCCF.

En 2017, Montréal adopte une **nouvelle politique de développement culturel** qui fait la part belle à la citoyenneté culturelle et à l'accessibilité dans une perspective de développement durable. Elle rappelle l'importance des modèles d'affaires innovants et l'apport des quelques grands Pôles culturels (dont la Cité des arts du cirque) au bien-être et au vivre ensemble dans tous les quartiers de la métropole. L'un des trois fondements de la Politique est expressément le développement durable ; on y mentionne spécifiquement le projet unique de la TOHU[1].

[1] « La vocation de développement social adoptée par les partenaires de la Cité des arts du cirque et ses programmes de réinsertion sociale, ses projets tels que la Falla impliquant les jeunes et la collaboration avec les écoles du quartier Saint-Michel sont un atout indéniable dans le développement de ce pôle. Sa présence vient en effet bonifier l'aménagement progressif du parc

Parallèlement, après des décennies d'aménagement par la Ville de Montréal, deux nouveaux espaces du Complexe environnemental de Saint-Michel s'ouvrent au public en 2017, sous le nom de **Parc Frédéric-Back**. D'ici à 2025, la totalité des espaces vont ouvrir, offrant des opportunités incroyables d'aménagement, de programmation, de potentiel éducatif, de développement social, d'appropriation citoyenne et de rayonnement international.

Le contexte local pour le **quartier Saint-Michel** est également en ébullition : naissance du Forum annuel de développement économique de St-Michel, efforts importants de réhabilitation urbanistique via le projet particulier d'urbanisme de la rue Jarry Est, réflexion sur l'avenir de la carrière Francon, apparition de nouveaux lieux culturels et sociaux tels que la Maison d'Haïti, etc.

3) VISION : UN LIEU UNIQUE, LA RENCONTRE DE DEUX PARTENAIRES UNIQUES

Inspirées par leurs expériences positives respectives et s'appuyant sur les opportunités existantes, la TOHU et la Ville de Montréal ont rêvé d'une vision conjointe pouvant contribuer au développement du quartier qui se décline ainsi :

La Ville de Montréal et la TOHU travaillent ensemble à développer un pôle unique et innovant qui favorise la qualité du milieu de vie, dans lequel culture, éducation, loisirs et le parc Frédéric-Back sont mis au service de la communauté et du vivre ensemble. C'est un positionnement fort en faveur du développement durable et une occasion majeure de rayonnement pour Montréal, capitale mondiale des arts du cirque et laboratoire d'innovation sociale et environnementale.

Cette vision commune prend appui sur une série d'attributs uniques (cirque, terre, humain), place le citoyen au cœur de la mission et définit un prototype hybride, un laboratoire d'innovation décloisonné, multidisciplinaire et avant-gardiste.

En effet, la Cité des arts du cirque est la plus grande concentration d'artistes et travailleurs culturels consacrés au cirque contemporain sur la planète (2000 personnes y transitent chaque jour pour créer, enseigner, diffuser). Parallèlement, le Parc Frédéric-Back est un projet environnemental unique au Québec : ancienne carrière puis dépotoir municipal, il devient un espace vert hors-norme. Enfin, le quartier Saint-Michel à Montréal se caractérise par un vivre-ensemble unique, sur la base de 62 communautés culturelles (l'un des quartiers les plus diversifiés de la métropole) et d'un historique de tissu communautaire et social fort (tables de concertation, réflexes de mobilisation et de partenariat, etc.).

Un pôle de créativité unique, en bordure d'un parc singulier et dans un quartier différent : la Cité des arts du cirque, avec le soutien de la Ville de Montréal, doit continuer à agir comme pionnier et à offrir au citoyen une expérience qui sort de l'ordinaire.

Les actions de la TOHU continueront d'être décloisonnées, organiques et de favoriser la vitalité culturelle de Saint-Michel, l'éducation relative à l'environnement et le développement économique et social du quartier, tout en consolidant ses teintes résolument circassiennes. La mission à trois volets (cirque – terre – humain) donne naissance à un lieu de vie inspirant pour les citoyens de Saint-Michel autant qu'une destination pour les usagers de quartiers plus lointains, un lieu étonnant, rafraîchissant, générateur de surprises et d'apprentissages, offrant un

---

Frédéric-Back et son approche spécifique du développement sociétal mettra en valeur la vocation de développement social du secteur. »

fourmillement d'activités (diffusion culturelle, médiation artistique, éducation relative à l'environnement, loisirs, événements citoyens festifs et écoresponsables) et mettant de l'avant la diversité, l'audace et le vivre-ensemble.

Voir le document en annexe 3 – Vision Ville-TOHU.

4) SOUTIEN À LA MISSION 2019-2023

La TOHU poursuivra pour les quatre prochaines années le déploiement de sa mission à trois volets : Cirque – Terre – Humain et continuera d'ancrer ses actions dans le concept de développement durable par la culture et dans la vision développée ci-dessus. Elle accentuera son rôle de diffuseur pluridisciplinaire de proximité dans le quartier Saint-Michel et de Pavillon d'accueil et d'interprétation du parc Frédéric-Back, répondant ainsi à une série d'enjeux conjointement identifiés par la TOHU, la Ville de Montréal, l'arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension et les partenaires culturels et communautaires du quartier Saint-Michel.

4.1 CIRQUE

Seul lieu de diffusion spécialisé en cirque contemporain, s'appuyant sur une expertise immense en programmation, production, éducation et mise en marché des arts du cirque, la TOHU souhaite positionner Montréal comme capitale internationale des arts du cirque à travers les activités de formation, de création et diffusion, de développement de réseaux et de transfert d'expertise.

À cette fin, la TOHU va accentuer la teinte circassienne qui prévaut dans ses activités. Elle va s'efforcer d'inclure davantage de petites formes circassiennes à sa programmation culturelle gratuite de proximité et va mettre à disposition de la clientèle du parc Frédéric-Back davantage d'outils liés à la pratique amateur des arts du cirque (slackline, balles de jonglage, monocycles), afin de renforcer l'image circassienne unique qui émane de la Cité des arts du cirque comme porte d'entrée du parc Frédéric-Back. La TOHU entend également créer des liens avec le réseau municipal des maisons de la culture pour favoriser la circulation et l'accès aux arts du cirque à l'échelle de l'île. Ses actions de développement de la discipline seront renforcées avec une offre bonifiées de soutien aux professionnels et des résidences plus ouvertes au public. Enfin, la partie « muséale » de sa mission sera améliorée avec un enrichissement et une meilleure mise en valeur de ses collections liées aux arts du cirque (expositions gratuites, plateforme web…)

(voir les objectifs quantitatifs et qualitatifs dans le tableau en annexe)

4.2 TERRE

Premier bâtiment vert certifié LEED Or au Québec, la TOHU joue depuis 2004 le rôle de pavillon d'accueil du CESM ; elle accueille jusqu'à 10 000 visiteurs par année pour des visites guidées interprétatives ou techniques du bâtiment, du CESM et du parc. L'ouverture de deux nouveaux secteurs du parc Frédéric-Back en 2017 a généré un accroissement de la notoriété et de l'intérêt pour le parc. À travers son **rôle de pavillon d'accueil et d'interprétation du parc Frédéric-Back**, la TOHU continuera dans la voie de la promotion du développement durable, de l'éco responsabilité et des valeurs du parc Frédéric-Back.

La TOHU va poursuivre l'adaptation de son offre et de ses actions à la nouvelle réalité du parc, afin de fusionner et d'équilibrer les rôles de lieu de diffusion culturelle et de pavillon d'accueil d'un grand parc municipal.

Dans ce sens, la TOHU aura pour objectifs :

- d'assurer un accès, une expérience et un accueil de qualité aux visiteurs de la TOHU et du parc Frédéric-Back;
- de maintenir les standards de qualité du service éducatif destiné à la promotion du parc Frédéric-Back;
- de développer des partenariats favorisant la concertation, le mise en commun d'expertise et l'échange d'information;
- de réduire l'empreinte écologique de la TOHU.

Ces objectifs seront mis en action par le maintien de la vocation et du bon état des lieux et des infrastructures d'accueil et par l'amélioration de la qualité des services rendus au public. À cette fin, des mesures seront mises en place afin de compiler certaines données permettant d'évaluer la fréquentation et mieux connaître la clientèle (nombre de visites, demandes d'information, provenance des visiteurs, etc.) L'amélioration de la qualité des services passe également par une formation et un encadrement plus rigoureux du personnel éducatif, des guides, des animateurs et du personnel d'accueil. À cette fin, la mise sur pied d'un groupe de travail réunissant la TOHU (parc Frédéric-Back), Guêpe (Parcs nature) et les Amis de la Montagne (parc du Mont Royal) nous permettra d'échanger sur les meilleures pratiques et de développer des projets communs.

La TOHU va également poursuivre les activités environnementales liées à sa mission, en s'appuyant notamment sur les réflexions de son Comité développement durable. Elle va mettre en place progressivement une politique de développement et de mobilité durable et des indicateurs de suivi pour réduire son empreinte écologique tout en continuant à sensibiliser partenaires, employés et visiteurs sur ses façons de faire.

(voir les objectifs quantitatifs et qualitatifs dans le tableau en annexe)

4.3 HUMAIN

Le volet Humain de la mission de la TOHU se manifeste par la volonté de notre organisation de jouer un rôle positif et significatif au sein de la communauté. La TOHU entend participer au développement social, économique et culturel du quartier St-Michel.

L'augmentation de l'impact socio-économique de la TOHU sur le quartier s'appuie sur deux axes. D'abord, sur une politique d'embauche locale pour combler les besoins en ressources humaines des activités, qu'elles soient liées au parc Frédéric-Back ou à la TOHU. Ensuite, sur le développement et l'application d'une politique favorisant l'achat de biens et services locaux, une politique qui sera complétée par l'établissement d'une liste de fournisseurs locaux écoresponsables.

La participation à la vie du quartier passe également par le renforcement des liens avec les organisations et les acteurs du milieu et par le développement de partenariats chaque fois que la chose est possible. La concertation est à cet égard essentielle. C'est pourquoi la TOHU maintiendra une présence auprès de plusieurs organismes et instances de St-Michel qui ont pour préoccupation la jeunesse et la culture (VSMS, Forum jeunesse St-Michel, CA du Centre Yves-Thériault, etc.). Par ailleurs, pour être au diapason des attentes de la communauté à son égard et aider la TOHU à accomplir sa mission, un comité TOHU/St-Michel, composé de représentants du quartier, sera mis sur pied. Enfin, un comité interne, formé des différents départements de la TOHU (RH, opération, programmation, partenariats, etc.), aura pour tâche de s'assurer que les actions de la TOHU dans le quartier aient le maximum d'efficacité et soient le fruit d'efforts concertés.

(voir les objectifs quantitatifs et qualitatifs dans le tableau en annexe)

BUDGET

La contribution de la Ville de Montréal servira à financer la mission de la TOHU sur trois plans : le bâtiment d'accueil, les ressources humaines et les frais administratifs.

D'abord, le bâtiment d'accueil de la TOHU agit à la fois comme lieu de diffusion culturel de proximité et métropolitain, pavillon d'accueil du parc Frédéric-Back et espace citoyen pour le quartier Saint-Michel. Il est certifié LEED Or Canada, *ICI on recycle niveau 2* et *Scène écoresponsable niveau argent*, est d'une superficie de 4 912 m² (terrain de 26 495 m²). Les coûts d'exploitation et d'entretien, en-dehors de toute activité, sont de 700 000 $ annuellement : électricité, chauffage, concierges, sécurité, connexion wifi accessible au public, équipement de base et améliorations locatives (Bistro, éclairage…), déneigement, aménagement paysager, taxes municipales et assurances, etc.

La contribution non taxable de la Ville de Montréal sert à couvrir une partie de ces frais fixes d'exploitation (voir budgets en annexe).

Les ressources humaines qui bénéficient en partie de cette contribution sont le département de la programmation - culture, éducation, loisirs (un directeur et une agente de programmation), les services éducatifs (qui en relèvent) et les communications.

(le budget détaillé se trouve à l'annexe 2)

CONCLUSION

La mission à trois volets de la TOHU lui permet d'assurer un ensemble de responsabilités d'envergure : moteur du développement de la discipline du cirque, typiquement montréalaise (créative, urbaine, rassembleuse, au-delà des barrières de langue et de couleur), elle est aussi la porte d'entrée physique, citoyenne et éducative autant sur le Parc Frédéric-Back que sur le quartier Saint-Michel.

Elle agit avec un leadership rassembleur et une bonne humeur communicative auprès de tous ses partenaires de proximité, qu'il s'agisse des membres de la Cité des arts du cirque (École nationale, Cirque du Soleil, regroupement En Piste…), des partenaires du pourtour du CESM (Taz, Stade de soccer…) ou des organismes du quartier Saint-Michel (VSMS, Maison d'Haïti, écoles et centres de francisation…) ; le tout en collaboration étroite avec l'Arrondissement et les services centraux de la Ville (culture et grands parcs).

Annexe 1 - Contribution financière - Soutien à la mission

			OBJECTIFS	
VOLETS	**OBJECTIFS**	**ACTIONS**	**QUALITATIFS**	**QUANTITATIFS**
Cirque				
Promouvoir et diffuser les arts du cirque	Positionner Montréal comme capitale internationale des arts du cirque à travers les activités de formation, de création et diffusion, de développement de réseaux et de transfert d'expertise	Inclure davantage de petites formes circassiennes dans la programmation culturelle gratuite		À inclure dans un minimum de 5 événements grand public (ex: Falla, pique-niques, etc.) Cible de 10 000 personnes.
		Créer des liens avec le réseau des maisons de la culture afin de favoriser l'accès au arts du cirque	À moyen terme, trouver une suite au projet Tremplin (financement du CAM se termine à l'été 2019) avec les maisons de la culture	Constituer un réseau de 5 maisons de la culture accueillant 2 artistes en art du cirque en résidence.
		Offrir un service de soutien aux professionnels	Gérer un service de réservation de salles pour l'entrainement libre et mener la concertation pour favoriser l'accueil de résidence d'artistes	Réunir l'École nationale de cirque, les cies Sept doigts de la main, Cirque Éloize et Cirque machin afin de mettre en commun espaces d'entrainement et opportunités de résidence.
		Améliorer la mise en valeur et la diffusion des collections iconographiques, matérielles et archivistiques de la TOHU	Faire connaitre les arts du cirque, leur histoire et leur évolution	Présenter une exposition temporaire par année et une permanente (durée de 5 ans)
Terre				
Promouvoir le développement durable, l'écoresponsabilité et les valeurs du parc Frédéric-Back	Assurer un accès, une expérience et un accueil de qualité aux visiteurs de la TOHU et du parc Frédéric-Back	Maintenir la vocation et le bon état des lieux du pavillon d'accueil certifié Leed Canada Or et de ses infrastructures	Prévoir un rapport sur les interventions et les suivis d'entretien effectués	S/O
		Améliorer la qualité des services rendus au public et mettre en place la compilation des visiteurs et des demandes d'information	Fusionner les fonctions d'accueil et d'information avec celle de la billetterie, préparer une formation à cette fin et la donner à tout le personnel concerné	Nombre de personnes: 1 superviseur, 1 agent principal, 9 agents de billetterie (jusqu'à 12 en période de pointe estivale). Compiler le nombre de visiteurs et les demandes de renseignement en personne, par téléphone et par courriel
	Maintenir des standards de qualité des services éducatifs destinés à la promotion du parc Frédéric-Back et de ses valeurs	Former et encadrer le personnel des services éducatifs, des guides et des animateurs selon les meilleures pratiques du domaine	Préparer une session de formation et la faire suivre à tout le personnel concerné	Nombre de personnes: 1 chef-guide, 5 à 6 guide-animateurs
	Développer des partenariats favorisant la concertation, la mise en commun d'expertise et l'échange d'information	Mise sur pied d'un groupe de travail réunissant la TOHU (Parc-Frédéric-Back), Guêpe (Parcours Gouin et autres) et Les amis de la Montagne (parc du Mont-Royal)	Création du comité et identification d'un projet commun durant l'année	Tenir 3 rencontres par année
	Réduire l'empreinte écologique de la TOHU	Développer et appliquer une politique de développement durable	Réviser et unifier les politiques en développement durable et mettre en place des mesures communes d'évaluation	Déposer la nouvelle politique au cours de l'année
		Développer et appliquer une politique de mobilité durable (employés et visiteurs)		

Humain				
Participer au développement social, économique et culturel du quartier St-Michel	Augmenter l'impact socio-économique de la TOHU sur le quartier St-Michel	Élargir la politique d'embauche locale aux besoins en ressources humaines des activités liées au parc Frédéric-Back	Incorporer des résidents de St-Michel dans l'équipe de guide-animateurs	Recruter et former un(e) guide-animateur (un sur cinq)
		Développer et appliquer une politique d'achat local et établir une liste de fournisseurs écoresponsables locaux	Développer la politiqique. Documenter les achats effectués dans St-Michel chaque année.	
	Renforcer les lien avec le quartier St-Michel	Assurer une présence de la TOHU auprès d'organisations et d'instances dans St-Michel	Maintenir la présence de la TOHU auprès des organismes de St-Michel concernant la culture et la jeunesse	Participation aux tables Famille/Jeunesse, Employabilité et Culture de VSMS (10 rencontres), siège au CA du Centre Yves Thériault (5 réunions), rencontres au besoin avec le Carrefour jeunesse emploi Centre-nord, le Forum jeunesse St-Michel, le Collectif et le Groupe Orientation emploi.
		Développer des partenariats avec des organismes de St-Michel	Mettre sur pied des activités avec le Centre Lasallien St-Michel	Développer 2 projets (un en été, un en hiver)
		Mettre sur pied et animer un comité TOHU/St-Michel	Former un comité de citoyens de St-Michel issus de différents milieux et organismes sur les différentes interventions de la TOHU dans St-Michel (Falla, recrutement du personnel, implication des citoyens, programmation, etc)	Recruter 7 personnes qui constitueront le noyau du comité et tenir un minimum de 5 rencontres annuellement
		S'appuyer sur le Comité Quartier (comité interne à la TOHU)	Réunir les différents départements de la TOHU concernés par les politiques touchants le quartier St-Michel.	Tenir un minimum de 5 rencontres annuellement

Annexe 2 – Budget

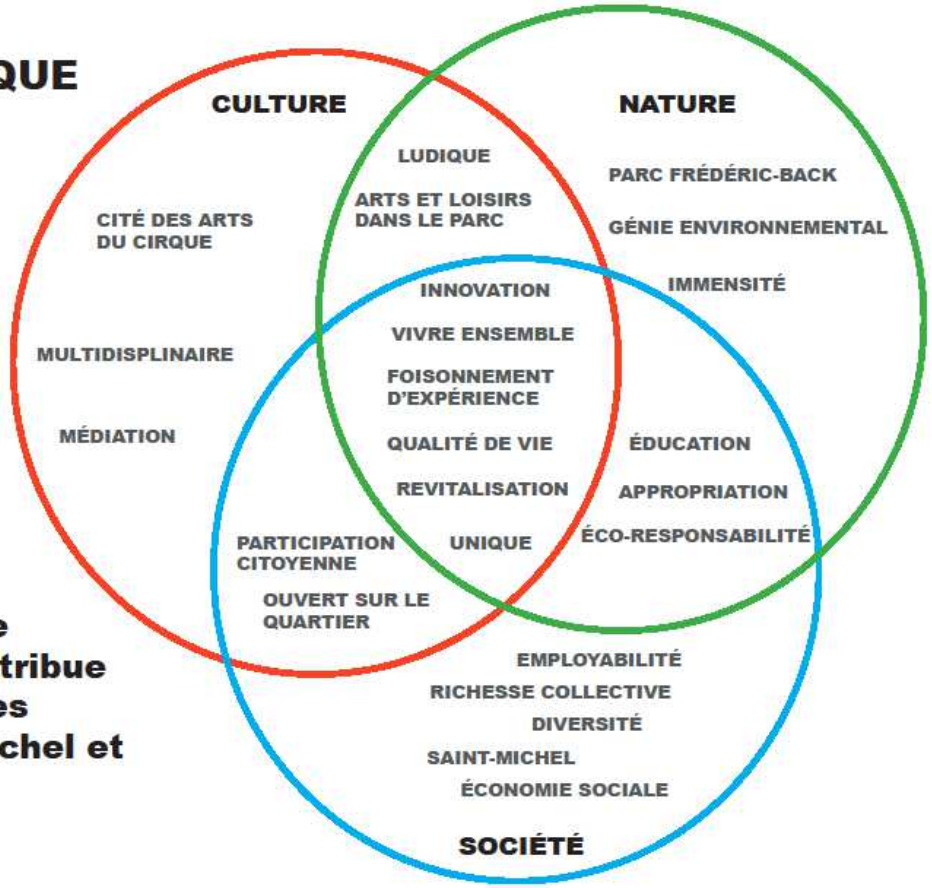
Contribution financière de la ville de Montréal à la TOHU

CONTRIBUTION FINANCIÈRE	Détails	2019	2020	2021	2022
Pavillon d'accueil	Bâtiment - fonctionnement	*67 000 $*	68 072 $	69 161 $	70 268 $
	Énergie	*30 000 $*	30 480 $	30 968 $	31 463 $
	Entretien	*27 000 $*	27 432 $	27 871 $	28 317 $
	Sécurité	*20 000 $*	20 320 $	20 645 $	20 975 $
	Personnel d'accueil/billetterie	*60 000 $*	60 960 $	61 935 $	62 926 $
Directeur programmation - culture, éducation, loisirs	1 poste temps plein	*75 000 $*	76 200 $	77 419 $	78 658 $
Agente de programmation	1 poste temps plein	*55 000 $*	55 880 $	56 774 $	57 682 $
Chargée des communications et des relations publiques	1 poste temps plein	*57 738 $*	58 662 $	59 600 $	60 554 $
Services éducatifs (médiation et éducation environnementale)	2 postes temps plein	88 590 $	90 007 $	91 448 $	92 911 $
Frais administratifs	Impressions, télécommunications, SOCAN etc.	18 870 $	19 172 $	19 479 $	19 790 $
	GRAND TOTAL	**499 198 $**	**507 185 $**	**515 300 $**	**523 545 $**

Annexe 3 - Vision commune TOHU – Ville de Montréal (mai 2018)

UNE VISION UNIQUE DEPUIS 2004

Montréal









Une collaboration de longue date, qui contribue à la qualité de vie des citoyens de Saint-Michel et de la métropole.

La Ville de Montréal et la TOHU travaillent ensemble à développer un pôle unique et innovant qui favorise la qualité du milieu de vie, dans lequel culture, éducation, loisirs et le parc Frédéric-Back sont mis au service de la communauté et du vivre ensemble. C'est un positionnement fort en faveur du développement durable et une ocassion majeure de rayonnement pour Montréal, capitale mondiale des arts du cirque et laboratoire d'innovation sociale et environnementale.

Annexe 4 - Charte d'engagement de l'Agenda 21 C

La *Charte d'engagement de l'Agenda 21 C*, dévoilée en 2011 par le Ministère de la Culture et des communications du Québec, comporte 21 engagements, desquels la TOHU estime en respecter 17 par sa mission et ses actions et ce, spontanément depuis son ouverture.

1. Reconnaître et promouvoir l'identité culturelle québécoise
La TOHU favorise le déploiement du cirque contemporain comme porte-étendard de la culture québécoise et offre un modèle innovant et inclusif représentatif du Québec.

2. Soutenir la création, la production et la diffusion sur tout le territoire
Soutien aux professionnels et à la relève, diffusion et coproductions, développement des publics, en cirque et dans toutes les disciplines, consolidation du réseau de diffusion cirque au Québec.

5. Favoriser la participation à la vie culturelle des citoyens
Efforts de médiation culturelle, activités participatives et citoyennes.

6. Valoriser la place de la culture au sein des établissements d'enseignement
Éducation à la culture, partenariats avec enseignements scolaires et groupes de francisation, accueil régulier de visites scolaires de tous niveaux.

7. Reconnaître le rôle de la culture comme vecteur de cohésion sociale
Revitalisation du quartier Saint-Michel par la culture (Falla, programmation gratuite, ateliers créatifs interculturels et intergénérationnels etc.)

8. Favoriser le dialogue interculturel. Multiplier les occasions d'interactions
La FALLA : trois jours de rencontres interculturelles. Expositions en arts visuels.

9. Favoriser l'accès des familles, des groupes défavorisés, aux lieux culturels
Programmation famille, billets abordables ; billets gratuits pour les résidents de Saint-Michel.

11. Promouvoir la culture comme levier d'un développement économique durable
Cirque – Terre - Humain : dans l'ADN de la TOHU depuis sa création !

12. Miser sur la culture pour accroître l'aménagement du territoire, le tourisme, l'utilisation des technologies de l'information
Impact majeur du Pôle culturel Cité des arts du cirque dans l'aménagement et la revitalisation du secteur Nord-Est ; animation et interprétation du parc Frédéric-Back.

13. Favoriser la collaboration entre milieux culturels et milieux d'affaires
Développement d'une expertise en activations originales de commandites. Accueil de nombreux événements d'affaires.

14. Adapter le secteur des arts à la nouvelle réalité numérique
Déploiement du nouvel écran Simbioz, numérisation du Fonds Jacob-William, blogue *Le Circassien,* audioguides en géolocalisation pour le Parc, etc.

15. Intégrer la réflexion sur territoire et environnement à toute démarche culturelle
Au cœur de la présente proposition.

16. Lutter contre l'uniformisation et la standardisation de la culture
Programmation multidisciplinaire et ancrée dans la diversité du quartier Saint-Michel (Hors-Piste, musiques du monde, relève du quartier etc.).

18. Protéger le patrimoine naturel pour sa valeur culturelle, écologique, économique
Le CESM, un exemple unique de revitalisation du patrimoine naturel à impacts culturels et économiques (récréotouristiques, emploi etc.).

19. Prendre en compte la culture dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement, les études d'impact des grands projets
La TOHU pavillon d'accueil du parc Frédéric-Back et maitre d'œuvre de sa programmation culturelle. Pavillon LEED Or Canada, éducation relative à l'environnement.

20. Intégrer la dimension culturelle dans les processus de développement du territoire, améliorer la qualité de vie des populations, renforcer le sentiment d'appartenance et favoriser l'attractivité des milieux
Pavillon d'accueil du parc, FALLA, grands événements citoyens etc. La TOHU, porte ouverte sur le quartier.

21. Mise en valeur judicieuse du patrimoine, présence significative de l'art public et des paysages distinctifs
La TOHU est devenu une icône dans le quartier Saint-Michel et en bordure de l'A40. Le Parc Frédéric-Back en deviendra une autre.

Annexe 5 - Des lieux qui nous inspirent - quelques comparables en-dehors de Montréal

Modèle et vecteur de rayonnement pour la Ville à l'international, la TOHU regarde elle aussi au-delà des frontières, à l'affut des meilleures pratiques au niveau culturel, social et environnemental. Voici quelques lieux emblématiques sur la planète qui inspirent la TOHU au quotidien.

- **La Villette, Paris (France)**

Bâti sur le site des anciens abattoirs nationaux, La Villette offre un parc de 55 hectares ponctué d'infrastructures culturelles d'ampleur (Zénith, Cité de la musique, Cité des sciences et de l'industrie, Grande Halle, Conservatoire national, Philharmonie). Les orientations marquées vers le cirque, le public jeunesse, la démocratisation culturelle et le numérique en font un allié naturel de la TOHU, d'autant qu'elle assume pleinement son engagement environnemental, avec des actions fortes en lien avec la biodiversité, la revitalisation et les comportements écoresponsables.

En rédigeant son propre Agenda 21, La Villette confirme sa volonté de concilier protection de l'environnement, développement économique et progrès social via sa mission d'animation, de programmation culturelle, d'exploitation et d'aménagement. L'Agenda 21 du Parc foisonne de projets favorisant la biodiversité et 15 000 m² vont être aménagés en espaces verts. Parmi les futurs chantiers figurent l'aménagement d'un couloir écologique jalonnant la promenade cinématique, l'intégration de la darse dans un jardin humide ainsi que l'installation aux abords du passage du tramway d'un verger abritant des variétés anciennes et locales.

La médiation culturelle a pour vocation de réduire la distance entre l'art et le citoyen. A ce titre, La Villette réalise de nombreuses actions destinées à favoriser la diversité des publics autour de deux axes forts : la programmation culturelle, et l'environnement du parc. Des projets de parcours d'éducation artistique sur l'année scolaire sont organisés en lien avec des groupes scolaires ou du champ social. Ces parcours s'articulent autour d'une approche sensible et participative, sur des thématiques pédagogiques originales toujours en écho avec la programmation de La Villette.

https://lavillette.com/

- **Evergreen Brick Works, Toronto (Canada)**

OBNL de portée canadienne dont le mandat est de « faciliter les changements sociaux, urbains et environnementaux par la collaboration et la mise sur pied de solutions collectives », Evergreen ouvre en 2010 le complexe de Brick Works sur un ensemble d'anciennes briqueteries, au cœur du milieu humide de la Don River Valley à Toronto. Ce « pôle de démonstration et d'expérimentation des pratiques durables » se veut à la fois une scène et un incubateur. Sa programmation comporte deux axes principaux : des événements ouverts à tous (artistiques, citoyens, technologiques et écologiques) et le développement d'un parc urbain et écologique de 200 ha.

Plus précisément, ses activités incluent des visites du site (anciennes briqueteries reconverties en laboratoires) et de la vallée (parc nature à haute valeur écologique), des visites scolaires (4500 par an, clientèle très multiculturelle et focus sur l'écologie), des conférences sur les innovations vertes, des expositions d'art contemporain, le plus gros marché fermier hebdomadaire à Toronto, un atelier de réparation de vélos, un café-bistro ouvert tous les jours et des espaces disponibles pour des événements citoyens (village d'hiver, fête des morts etc.).

Le lieu étant assez excentré, une navette gratuite circule toutes les 30 minutes depuis la station de métro la plus proche. Le complexe accueille 200 000 visiteurs par an.

https://www.evergreen.ca/evergreen-brick-works/

- **Parques biblioteca, Medellín (Colombie)**

Un réseau de « parcs de bibliothèques » développés par la Ville afin de revitaliser des quartiers défavorisés et enclavés de la métropole. Chaque parc s'articule autour de trois enjeux majeurs et complémentaires : accès à la culture (bibliothèque + programmation culturelle et éducative accessible et diversifiée), accès à la nature (lieux culturels implantés au cœur de parcs urbains) et accès par les transports en commun. Un plan ambitieux de développement des réseaux de métro et de téléphérique s'assure que chacun des « parcs de bibliothèque » est accessible à tous.

Celle du quartier de Moravia, bâtie sur une ancienne décharge dans un quartier de 48 000 habitants, très défavorisé mais très multiculturel, résonne particulièrement pour la TOHU. On y a créé un grand parc environnemental, des liens piétonniers (passerelles etc.), un centre de soins et un centre culturel, orienté sur le travail de mémoire, l'éducation civique et le développement artistique. Au cœur d'un quartier dense, il est ouvert 365 jours et accueille 560 000 visiteurs par an.

http://www.latinart.com/aiview.cfm?id=433 /// www.centroculturalmoravia.org

- **Freshkills Park, New York (É-U)**

Bâti sur les décombres du plus gros dépotoir au monde, actif sur Staten Island de 1948 à 2001, cet espace sera intégralement reconverti en parc naturel et sportif à l'horizon 2036. D'une superficie totale de 2200 ha (trois fois Central Park), le site accueille encore un site de tri en opération et ses puits de captation du méthane fournissent 25 000 foyers en énergie. La Municipal Arts Society est impliquée depuis le début du processus de transformation. Un centre d' « écoéducation » est en cours de construction, de même qu'un centre d'information aux visiteurs incluant restaurants et espaces pour événements (en construction).

En attendant 2036, la Freshkills Park Alliance organise des activités environnementales, culturelles et de loisir, dont les journées « sneak peak » dans des zones encore non ouvertes au public. Elle se définit comme « le partenaire OBNL de la Ville de NYC dans son travail de développement du parc » et souhaite offrir « un espace pour la vie sauvage, le loisir, la science, l'éducation et les arts ». Elle établit des partenariats avec des organisations artistiques, assure des visites scolaires et

grand public (marche, vélo, kayak), propose des conférences sur l'environnement et des concours de photo naturaliste, afin d'alimenter une mémoire artistique de la transformation du site. L'Alliance a également imaginé une sorte de « Van des curiosités » équipé de microscopes, qui circule sur les terrains fermés et offre des activités scientifiques aux adolescents.

http://freshkillspark.org/tours/tours

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

- Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

- Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

- Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187540001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder une contribution financière à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour la réalisation du plan d'action Cirque-Terre-Humain dans le cadre de sa mission, pour la somme maximale de 2 045 228 $, répartie de 2019 à 2022. / Approuver le projet de convention à cet effet. / Autoriser des ajustements récurrents à la base budgétaire du Service de la culture et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports pour un montant de 3 993,50 $ à compter de 2020, pour un montant de 8 051,00 $ à compter de 2021 et pour un montant de 12 173,50 $ à compter de 2022, et ce, pour chaque service.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187540001 TOHU contribution.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444
Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire 514 872-5872

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-22

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances

Article 20.44

Approuver un projet d'entente tripartite pour 2019 entre la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, la Société d'habitation du Québec et la Ville de Montréal relativement au financement de projets d'habitation, dans le cadre du programme d'AccèsLogis Québec, en application de l'entente relative au transfert des budgets et de la responsabilité en habitation émanant de l'Entente Réflexe Montréal

Ce document vous sera livré dès que possible.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1192612001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Plan d'action Vision Zéro décès et blessé grave 2019-2021

Il est recommandé :

1. d'adopter le Plan d'action Vision Zéro décès et blessé grave 2019-2021;
2. de mandater la Direction générale pour que l'ensemble des services municipaux concernés réalisent les engagements les concernant dans ce Plan d'action; et
3. de mandater la Direction de la Mobilité pour qu'elle coordonne la mise en oeuvre de ce Plan d'action.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-01 12:19

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1192612001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division aménagement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Plan d'action Vision Zéro décès et blessé grave 2019-2021

CONTENU

CONTEXTE

Le plan d'action Vision Zéro, dont l'élaboration a fait l'objet d'un mandat de l'Administration à la direction de la Mobilité (ancienne direction des Transports), traite les enjeux de sécurité routière à Montréal (le problème) en proposant un changement de paradigme (la solution) quant aux façons de faire la sécurité routière. Les jalons de la démarche sont présentés dans l'historique.
Problème de sécurité routière à Montréal, en moyenne annuelle :

- 14 piétons décèdent;
- Au moins 2 cyclistes décèdent;
- 10 occupants de véhicules décèdent;
- Stagnation du bilan routier au cours des dernières années avec la poursuite de l'approche traditionnelle du traitement des accidents.

Solution - Vision Zéro :

- Philosophie: "Il est inacceptable de mourir ou d'être gravement blessé en utilisant le système routier.";
- 0 comme seule cible raisonnable, nécessité de prioriser la sécurité.

Historique:

- **Été-automne 2018**: Démarche de mobilisation auprès des partenaires internes et externes à l'appareil municipal
    - Tournée de l'élu responsable de la mobilité au Comité exécutif, M.Éric Alan Caldwell auprès des partenaires clés;

    - Rencontres de travail avec les équipes directement concernées au sein de l'ancien service des infrastructures, de la voirie et des transports;
    - Concertation des arrondissements.
- **19 novembre 2018**: Premier Sommet des partenaires.
- **Hiver 2018-2019:** Collecte des signatures de la déclaration d'engagement (en pièce jointe).
- **21 janvier 2019**: Première rencontre du Comité Directeur de Vision Zéro.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0633 - 29 novembre 2018 : Adoption du budget de fonctionnement 2019, comprenant 7 nouveaux postes dédiés à la mise en oeuvre du Plan d'action Vision Zéro

- **CG17 0407 - 28 septembre 2017 :** Dépôt de la réponse du conseil d'agglomération concernant le rapport de la Commission sur le transport et les travaux publics (CTTP) sur la Cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la "Vision zéro" en matière de sécurité routière"
- **CM16 1019 - 26 septembre 2016 :** Déclaration marquant l'engagement de la Ville de Montréal à la "Vision Zéro"
- **CE13 1603 - 9 octobre 2013 :** Mise en place du Bureau de la Sécurité des Déplacements (BSD) avec pour mission de proposer les grandes orientations en matière de sécurité des déplacements sur le territoire de l'agglomération de Montréal, de mobiliser l'ensemble des partenaires internes et externes à la Ville, de les soutenir pour le développement de stratégies d'interventions et assurer la coordination des actions en découlant

DESCRIPTION

Le plan d'action 2019-2021 (en pièce jointe) est le fruit d'un important travail de consultation de la collectivité et de co-construction avec toutes les parties prenantes du système routier, travail entamé à l'été 2018.
Le document s'articule comme suit:

- Il débute avec la **déclaration d'engagement** à la Vision Zéro (en pièce jointe) et la liste des partenaires signataires.
- Les tendances du **bilan routier** sont exposées, suivi des **grands enjeux** en sécurité routière.
- La nécessité de changer les façons de faire (**changement de paradigme**) est ensuite démontrée (cf tableau).

Approche traditionnelle	Vision Zéro
Les décès et blessures graves sont une conséquence potentielle inévitable du besoin de se déplacer.	Les décès et blessures graves sont inacceptables; on doit pouvoir se déplacer sans mettre sa vie en danger.
On présuppose, dans la conception même du système routier, un comportement humain irréprochable.	On prend en compte, dans la conception même du système routier, la faillibilité et la vulnérabilité humaines.
Attribue la responsabilité des collisions à l'utilisateur du système.	Partage la responsabilité des collisions entre les concepteurs, les gestionnaires et les usagers du système routier.
Éparpille des ressources d'analyse et de recherche limitées sur toutes les collisions, même les bénignes sans blessés.	Renforce les ressources d'analyse et de recherche, que l'on concentre sur les collisions avec décès ou blessés graves.

Répartit les interventions de sécurité de façon réactive et ponctuelle, en priorisant les lieux réputés « accidentogènes ».	Adopte une approche systémique, en agissant de façon proactive sur l'ensemble des composantes du système routier.

- La structure de **gouvernance** interdisciplinaire et participative proposée est présentée
- **Vingt-deux actions fédératrices** synthétisent les centaines d'initiatives individuelles reçues des partenaires dans un esprit de collaboration et de coordination.
- Le document s'achève en s'ouvrant sur les multiples bénéfices liés à la mise en oeuvre de la Vision Zéro, soit l'amélioration de la **qualité de vie** des Montréalaises et Montréalais.

JUSTIFICATION

Arguments pour le changement:

- La performance en sécurité routière stagne.
  Le bilan routier se stabilise après une réduction de plus de 50% des collisions avec blessures graves ou mortelles par rapport à la moyenne de 2005-2007 et ce grâce aux mesures implantées au cours de la dernière décennie, d'où la nécessité d'amener un nouveau souffle dans les façons de faire. Une nouvelle approche est nécessaire.
- Chaque décès ou blessé grave représente une tragédie inacceptable.
  Les attentes de la société sont par ailleurs de plus en plus élevées quant à la sécurité des rues.
- L'approche Vision Zéro a fait ses preuves à l'international (Suède, New York, San Francisco, Colombie-Britannique, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.)

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption du Plan d'action Vision Zéro n'aura pas d'impact sur le cadre budgétaire de la ville.
Sept (7) nouveaux postes ont été accordés dans le budget de fonctionnement 2019 pour la mise en œuvre de la démarche Vision Zéro à Montréal. Du reste, le financement des actions se fera à même les budgets déjà votés par l'administration.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le plan d'action Vision Zéro s'inscrit dans la lignée du plan Montréal durable. De manière générale, Vision Zéro poursuit des objectifs sociaux, économiques et écologiques durables :

- Éliminer les tragédies sociales que représentent les décès et séquelles incapacitantes de la route pour la communauté affectée.
- Sauver des vies, soit faire des économies en termes de main d'oeuvre, d'assurance invalidité, etc. (bien supérieurs aux coûts de la congestion).
- Réduire les volumes véhiculaires (exposition au risque de blessures), et de la sorte les émissions de GES, en favorisant notamment un report modal vers des moyens sécuritaires et durables de se déplacer, tels que les transports actif et collectif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'engagement de l'Administration municipale en faveur de l'approche Vision zéro remonte à septembre 2016.
Maintenant que les services et les partenaires de la Ville sont mobilisés, l'adoption du Plan d'action Vision Zéro est requise afin de lancer de façon formelle la phase de mise en oeuvre de cette nouvelle stratégie en matière de sécurité routière.
Une décision rapide de la Ville dans ce dossier enverra une message positif aux citoyens et aux partenaires. Cela confirmera en effet un engagement fort de l'Administration pour atteindre la cible ultime de zéro décès et blessé grave en 2040.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication en lien avec l'adoption du Plan d'action est développée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement public du Plan d'action Vision Zéro : 11 mars 2019

- Adoption du Plan d'action par le conseil municipal : 25 mars 2019
- Adoption du Plan d'action par le conseil d'agglomération : 28 mars 2019
- Mise en place des comités et groupes thématiques de travail et démarrage de leurs travaux : avril 2019
- 2e Sommet des partenaires : novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs ou justifier toute dérogation à des règles de régie interne.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guylaine BRISSON, Service de la concertation des arrondissements
Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alexandre MIZOGUCHI, Service de sécurité incendie de Montréal
Bruno LACHANCE, Service de sécurité incendie de Montréal
Claude SAVAGE, Service du matériel roulant et des ateliers
Claude CARETTE, Service des infrastructures du réseau routier
Benoit CHAMPAGNE, Service des infrastructures du réseau routier

Natalia SHUSTER, Service de police de Montréal
Sylvain S DUBOIS, Service de police de Montréal

Lecture :

Natalia SHUSTER, 1er mars 2019
Alexandre MIZOGUCHI, 28 février 2019
Benoit CHAMPAGNE, 28 février 2019
Bruno LACHANCE, 28 février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daphné DETHIER
ingenieur(e)

Tél : 5148727486
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-27

Sylvain FELTON
Chef de division

Tél : 514 872-7593
Télécop. : 514-872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2019-03-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2019-03-01

Plan d'action Vision Zéro
décès et blessé grave 2019-2021

Des assises solides pour mieux travailler ensemble



Table des matières

Vision Zéro : j'y adhère! 4

Les efforts entrepris par Montréal et ses partenaires 5

Déclaration d'engagement de la collectivité montréalaise 6

Liste des organisations ayant signé la déclaration 8

Vie humaine et mobilité urbaine 10

Un bilan routier qui s'améliore, mais des indicateurs qui stagnent 11

Quelques enjeux d'un système routier en mutation 14

L'entretien des infrastructures et la présence des chantiers 14

Des vitesses sécuritaires et crédibles pour des quartiers habitables 14

Un système routier répondant au vieillissement de la population 15

Les nouvelles sources de distraction, la fatigue et les facultés affaiblies 15

L'électrification des transports et les technologies de pointe au service de la sécurité des déplacements 15

Le transfert modal : une stratégie de sécurité routière? 16

Des efforts louables à mieux coordonner 17

Tous vers un réel changement de paradigme 19

Une culture de collaboration à mettre en place 19

Une gouvernance interdisciplinaire et participative 20

Une prise de décision basée sur des faits 22

22 actions fédératrices pour une mobilité sécuritaire 24

Au-delà de la sécurité routière, la qualité de vie! 34

Arrimage avec les autres plans et politiques de la Ville 34

Acronymes 35



Vision Zéro : j'y adhère!

Le **Plan d'action Vision Zéro décès et blessé grave** s'inspire d'une approche qui a apporté des résultats probants dans plusieurs villes du monde qui l'ont appliquée rigoureusement. Il est le fruit d'une concertation entre la Ville de Montréal et tous les acteurs concernés par la sécurité des usagers de la route.

Des représentants de l'industrie du camionnage, des cyclistes, des piétons, des automobilistes et des usagers du transport collectif se sont engagés à travers ce plan à mieux arrimer leurs actions et leurs initiatives afin d'améliorer la sécurité routière à Montréal.

Plus de 30 organisations ont participé à l'élaboration de ce plan d'action, ont signé la Déclaration d'engagement de la collectivité montréalaise et se sont engagées à travailler ensemble pour améliorer la sécurité de nos déplacements.

Cette mobilisation sans précédent, nous y croyons. Elle nous permettra d'atteindre l'objectif ambitieux, mais ô combien nécessaire et attendu, du zéro décès ou blessé grave sur nos routes.

Désormais, plus que jamais, la Vision Zéro guidera chacune de nos initiatives en matière de transport et d'aménagement.

Pour arriver à nos fins et offrir aux Montréalaises et Montréalais un système routier plus sécuritaire, équitable et durable, le présent plan propose 22 actions fédératrices. Des actions pour mieux collaborer, des actions qui visent à changer les mentalités et les façons de faire ainsi que des actions qui visent directement le système routier.

Cette démarche ouverte et évolutive que nous entamons aujourd'hui débutera en rassemblant nos efforts afin d'opérer un changement de paradigme quant à la sécurité routière et à nos choix de mobilité. J'invite l'ensemble des citoyennes et citoyens de Montréal à rejoindre la démarche en signant aussi la Déclaration d'engagement de la collectivité montréalaise.

La Ville de Montréal et ses partenaires prennent ici de multiples engagements qui auront un impact certain sur la performance du réseau, sur l'amélioration du bilan de santé publique et sur l'atteinte de nos objectifs de développement durable.



Mme Valérie Plante
Mairesse de Montréal



Les efforts entrepris par Montréal et ses partenaires

Si Montréal adhère à l'approche Vision Zéro depuis 2016, elle s'y engage aujourd'hui plus concrètement que jamais.

Avec le présent plan d'action et l'engagement de toute la communauté auquel nous assistons, nous aspirons à ce que cette Vision Zéro décès et blessé grave devienne la norme pour tous en matière de transport et d'aménagements futurs.

Nous mettons tout en place afin que les différents partenaires puissent d'abord dresser un bilan routier complet. Nos actions seront désormais guidées par l'identification des dangers, par l'analyse des données et par de nouveaux modèles de collaboration entre les partenaires impliqués. C'est ainsi que nous envisageons d'améliorer notre performance en sécurité routière.

Notre plan d'action prévoit répondre aux enjeux d'un système routier en mutation.

Nous souhaitons voir la cohabitation devenir plus équitable, fluide et harmonieuse.

Par des réaménagements stratégiques, nous entendons améliorer les conditions de mobilité, assurer la sécurité de toutes et tous, et ce tous modes de déplacements confondus.

Notre priorité est d'agir pour la sécurité des plus vulnérables.

Des sommes sont d'ailleurs déjà prévues pour revoir l'aménagement des rues, pour améliorer la sécurité autour des écoles et pour améliorer le réseau cyclable.

Les poids lourds, la traversée des rues et la vitesse sont les trois principaux chantiers identifiés par l'ensemble de la collectivité et sur lesquels nous arrimerons particulièrement nos efforts afin de réduire à zéro les décès et les blessés graves sur notre territoire.

Nous sommes fiers des actions qui seront déployées et persuadés qu'elles auront bientôt un effet significatif dans les rues de la métropole, sur la convivialité des infrastructures et en fin de compte, sur la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais.

La sécurité sur nos routes, c'est l'affaire de tous, et nous comptons développer cette culture. Merci à toutes celles et à tous ceux qui s'y investissent et qui s'y investiront.



M. Éric Alan Caldwell
Responsable de l'urbanisme, du transport et de l'Office de consultation publique de Montréal

VISION ZÉRO EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

DÉCLARATION D'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE

Depuis le début des années 90, un vent de changement a mené la collectivité montréalaise à renouveler la vision de Montréal comme une métropole culturelle, économique et de développement durable (Premier Plan d'urbanisme – 1992).

Ce mouvement s'est ensuite accéléré, notamment lors du Sommet de Montréal de 2002, pour préciser davantage cette vision.

C'est ainsi que plusieurs documents stratégiques et d'orientation furent adoptés :

- **2004** : 2e Plan d'urbanisme définissant Montréal comme une ville à l'échelle humaine offrant une place importante au piéton.
- **2005** : Premier Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise.
- **2006** : Charte du piéton reconnaissant la primauté du piéton dans l'espace urbain.
- **2008** : Premier Plan de transport avec l'engagement à investir dans les modes de transport collectif et actif assorti d'une première cible de réduction de 40 % des accidents de la route.

Ces démarches tendent à définir Montréal comme une métropole économiquement viable tout en étant soucieuse du bien-être et de la qualité de vie de ses citoyens. Elles ont contribué à doter Montréal des outils nécessaires à la transformation de la ville selon cette vision.

Cette dynamique montréalaise n'est pas étrangère au mouvement planétaire qui a mené à la proclamation par l'assemblée générale des Nations Unies de la décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020.

Elle s'inscrit également dans la continuité des efforts de la communauté internationale en matière de développement durable. À cet effet, le dernier rapport spécial du GIEC[1] publié le 8 octobre 2018 souligne la nécessité de transitions « rapides et de grande envergure » dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme.

L'adoption en septembre 2016 par le conseil de la Ville de Montréal d'une résolution d'engagement à la Vision Zéro en matière de sécurité routière fut le coup d'envoi pour élaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de sécurité routière basée sur cette vision.

Au cours des dernières années, les multiples actions mises de l'avant par les divers acteurs de la collectivité montréalaise en matière de mobilité et de sécurité routière ont permis une amélioration significative de la sécurité des usagers du système routier municipal.

Toutefois, la performance de notre système de déplacement routier en matière de sécurité semble dernièrement atteindre un plateau.

Pour assurer un nouvel élan d'amélioration continue de la sécurité routière à la grandeur de son territoire, la collectivité montréalaise adopte la Vision Zéro afin d'éliminer ultimement les décès et blessures graves dus aux collisions routières.

En s'engageant dans cette démarche, la Ville de Montréal, ses partenaires et ses citoyens reconnaissent que :

- Chaque personne, peu importe ses capacités physiques, son âge, son genre, son origine ethnique, ses modes de déplacement et son revenu, a le droit d'utiliser les rues et les routes, dans tous les quartiers montréalais, sans que cela ne constitue une menace à sa vie ou à sa santé.
- Zéro décès et blessé grave sur nos routes est la seule cible éthiquement raisonnable.
- Concepteurs, gestionnaires et usagers du système de transport routier partagent la responsabilité de la sécurité routière.
- L'être humain est vulnérable et il peut commettre des erreurs. Le système de transport routier doit donc être conçu, exploité et entretenu de manière à pardonner ces erreurs, notamment en tenant compte de cette vulnérabilité.
- Pour réussir un tel changement de paradigme, toutes les parties prenantes (concepteurs, gestionnaires et usagers) doivent travailler en collaboration afin de s'entendre sur les objectifs à poursuivre et les mécanismes de coordination et de suivi à mettre en place.

La collectivité montréalaise s'efforce à offrir à ses résidents, travailleurs et visiteurs, des espaces publics de qualité et un système de déplacement sécuritaire, confortable, fiable et équitable. La nouvelle stratégie de sécurité routière devra donc être arrimée aux autres instruments de planification s'appliquant au territoire montréalais (Plan d'urbanisme, Plan de transport, Plan de développement durable, Stratégie de développement économique, etc.).

À titre de municipalité centrale de l'Agglomération montréalaise, la Ville de Montréal doit assumer, dans un esprit de partenariat et de concertation, le leadership dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie Vision Zéro de la collectivité montréalaise. La Ville de Montréal et ses partenaires s'engagent formellement à la Vision Zéro et s'entendent pour :

- Collaborer à la mise en œuvre du premier Plan d'action Vision Zéro 2019-2021 et à l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action subséquents.
- Soutenir une structure multidisciplinaire, comportant divers comités, chargée de piloter les efforts de planification relatifs à la Vision Zéro de la collectivité et participer activement à ses activités.
- Assurer l'équité sociale de la démarche Vision Zéro grâce, notamment, à un processus inclusif et à des indicateurs de performance spécifiques aux divers groupes d'usagers et aux divers secteurs du territoire montréalais.
- Soutenir et améliorer les mécanismes de collaboration et de coopération entre les partenaires.
- Mettre l'emphase sur la coordination, la responsabilité et l'imputabilité de tous.
- Appliquer une approche systémique de gestion de la sécurité routière en portant l'attention sur toutes les failles potentielles de chacunes des composantes du système routier (infrastructures, véhicules et usagers).
- Valoriser l'expertise et l'innovation technologique destinées à l'amélioration continue de la sécurité routière.
- S'appuyer sur des données fiables pour définir et caractériser les problèmes et enjeux de sécurité routière ainsi que pour prioriser les actions et l'utilisation des ressources en fonction de l'évidence des besoins et des impacts escomptés.
- Offrir des opportunités réelles de participation citoyenne pour susciter une implication communautaire significative dans la réalisation des objectifs de sécurité routière.
- Assurer une transparence de la démarche aussi bien pour les données que pour l'état d'avancement des actions et les indicateurs de performance.

Par la présente, la Ville de Montréal et ses partenaires s'engagent à :

- **Adhérer aux principes de la Vision Zéro en sécurité routière et en faire la promotion dans le cadre de leurs activités courantes.**
- **Participer activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des Plans d'actions découlant de la stratégie Vision Zéro.**
- **Mobiliser et déployer toutes les ressources et tous les moyens pour s'acquitter de leurs engagements spécifiques.**
- **Développer et promouvoir l'approche Vision Zéro au sein de la collectivité montréalaise.**

vision zéro

1 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Liste des organisations ayant signé la déclaration

- Association du camionnage du Québec
- Bureau des relations gouvernementales
- Bureau du taxi
- CAA Fondation
- CAA Québec
- Centre d'écologie urbaine de Montréal
- Coalition vélo de Montréal
- Conseil régional de l'environnement – Montréal
- Direction régionale de santé publique
- Équipe Salut Clément
- Ex Aequo
- Fondation David Suzuki
- Piétons Québec
- Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec
- Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain
- Service de la concertation des arrondissements
- Service de l'urbanisme et de la mobilité
- Service de police de la Ville de Montréal
- Service de sécurité incendie de Montréal
- Service des infrastructures du réseau routier
- Service du matériel roulant et des ateliers
- Société de l'assurance automobile du Québec
- Société canadienne du cancer
- Société Logique
- Société de transport de Montréal
- Stationnement de Montréal
- Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
- Trajectoire Québec
- Vélo fantôme
- Vélo Québec
- Vivre en Ville



Vie humaine et mobilité urbaine

Au cours des dernières décennies, les multiples actions entreprises en matière de mobilité et de sécurité routière ont permis une amélioration significative du réseau municipal. D'ailleurs, depuis le dépôt du Plan de transport en 2008, plusieurs mesures et projets ont été implantés afin d'assurer la mise en œuvre d'une vision de mobilité plus durable et sécuritaire en priorisant les modes de déplacement actifs et collectifs.

Les Montréalais souhaitent avoir accès à une diversité de modes de transport. Bien qu'un certain niveau de congestion reste inévitable en milieu urbain, notamment aux heures de pointe, la mobilité des personnes et des biens doit être contrôlée de telle sorte qu'elle soit fiable, prévisible et surtout sécuritaire pour l'ensemble des usagers.

Trop souvent, le privilège des uns de se déplacer rapidement ou plus confortablement se traduit par un malaise et un risque accru de collision pour ceux qu'on appelle les usagers vulnérables du réseau routier, cyclistes et piétons en tête. C'est d'autant plus regrettable qu'il a été démontré que les coûts collectifs associés aux collisions avec décès ou blessés graves sont bien supérieurs à ceux liés à la congestion[1]. En outre, au-delà des centaines de victimes gravement ou mortellement blessées dans les rues de l'agglomération de Montréal, c'est tout l'entourage de ces personnes qui voit sa vie chamboulée par leur disparition, ou bien à cause de l'accompagnement à apporter à titre d'aidant naturel ou du travail supplémentaire à effectuer en raison de l'absence prolongée d'un collègue de travail.

Au cours des dernières années, la couverture médiatique des collisions dénote une baisse de tolérance des Montréalais face aux morts et blessés graves de la route. Le souhait collectif de se déplacer sans craindre pour son intégrité physique est croissant. L'engouement international pour la Vision Zéro en témoigne.

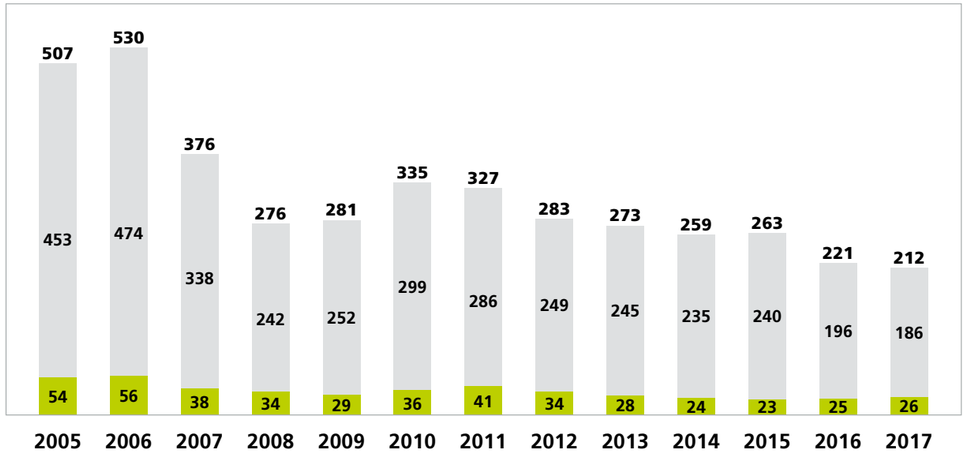
Ce document présente la démarche Vision Zéro montréalaise, fruit d'un important travail de consultation de la collectivité et de co-construction avec toutes les parties prenantes du système routier.

1 AAA (2011), *"Crashes vs. Congestion – What's the Cost to Society"*.

Un bilan routier qui s'améliore, mais des indicateurs qui stagnent

Comme le démontre le graphique ci-dessous, les mesures implantées au cours de la dernière décennie ont contribué à la réduction de plus de 50 % des collisions avec blessures graves ou mortelles par rapport à la moyenne de 2005-2007.

Total des décès et blessés graves dans l'agglomération de Montréal[2]



Toutefois, depuis quelques années, la baisse du nombre de victimes blessées gravement ralentit, tandis que le bilan des décès semble stagner. Le tableau suivant illustre les principaux constats découlant des bilans routiers pour la période 2011-2016, selon le mode de déplacement de la victime.

2 Ce bilan des collisions mortelles ou avec blessés graves a été réalisé avec les données recueillies et compilées par le SPVM à partir de 2005, selon le modèle de rapport de la SAAQ, et exclut le réseau autoroutier, lequel est contrôlé par la Sûreté du Québec. Il ne recense que les collisions où un véhicule routier d'usage réseau était en mouvement au moment de l'impact autant sur que hors le chemin public de l'agglomération montréalaise. Il exclut aussi les blessures graves ou mortelles qui seraient survenues à la suite d'une collision impliquant un cycliste et un piéton ou deux cyclistes, ainsi que celles résultant de la chute d'un piéton ou d'un cycliste seul.

Principaux constats concernant les décès et blessés graves selon le mode de déplacement de la victime de 2011 à 2016[3]

14 piétons décèdent en moyenne par année	**Au moins 2 cyclistes décèdent** en moyenne par année	**10 occupants de véhicule routier décèdent** en moyenne par année
58 % des piétons décédés avaient **65 ans ou plus**	**Une centaine d'emportiérages**[4] déclarés au SPVM par année	Plus de 75 % des conducteurs décédés étaient de sexe masculin et agés de 20 à 24 ans

Scénarios de collision les plus récurrents

Virage à gauche avec piéton qui traverse **10,6 %**	Virage à gauche sens opposé **1,9 %**	Virage à gauche sens opposé **3,7 %**
Virage à droite avec piéton qui traverse **3 %**	Virage à droite avec cycliste qui traverse **2 %**	Angle droit entre deux véhicules **3,2 %**
Véhicule qui avance tout droit et frappe un piéton qui traverse devant, à une intersection ou non **18,6 %**	Angle droit entre cycliste et véhicule[5] **3,5 %**	Véhicule seul qui frappe un objet **6,8 %**

Les chances de survie d'un usager vulnérable sont 3 fois moins élevées lorsqu'un **véhicule lourd** est impliqué dans la collision.

Les 5 principales causes des collisions avec décès ou blessés graves (65 %) sont : inattention, passage sur feu rouge, manquement à céder le passage, comportement négligent et facultés affaiblies.

70 % des collisions avec décès ou blessés graves surviennent sur le réseau artériel.

Plus de 75 % des collisions avec décès ou blessés graves surviennent aux **intersections.**

3 Réseau municipal de l'agglomération de Montréal contrôlé par le SPVM.

4 Sur la base des rapports d'incidents déclarés au SPVM sans égard à la gravité des blessures.

5 La part de ce type de collision est maintenant plus élevée que celle du même type de collision impliquant deux véhicules routiers.

Les usagers vulnérables (piétons et cyclistes) composent près de 60 % des victimes des collisions avec décès ou blessés graves. Les conducteurs et passagers de véhicules composent le 40 % restant. D'autre part, plus de 50 % de ces collisions surviennent selon l'un des neuf scénarios indiqués dans le tableau ci-haut. Cette récurrence signale des facteurs de risque de nature systémique. Ainsi, d'une année à l'autre, les collisions sont réparties de façon aléatoire sur le territoire, suivant certains scénarios précis, plutôt que concentrées sur des sites réputés « accidentogènes ». Ce sont donc des problèmes inhérents au système et touchant l'ensemble du réseau routier, particulièrement le réseau artériel, auxquels il faut s'attaquer.

Quoique partiel, ce bilan permet de faire plusieurs grands constats à propos des cas de décès ou blessures graves survenus sur le réseau municipal au cours des dernières années. L'un d'eux est l'importance de mieux intégrer la vulnérabilité et la faillibilité des divers usagers dans la conception même du réseau. En adoptant la Vision Zéro, la Ville mettra en place les moyens nécessaires pour que ses partenaires puissent contribuer à dresser un diagnostic plus complet de la situation et à améliorer la compréhension des comportements humains dans des environnements urbains de plus en plus complexes.



Quelques enjeux d'un système routier en mutation

La collectivité montréalaise fera face à plusieurs enjeux dans la prochaine décennie. En voici quelques-uns et comment Vision Zéro permet de mieux les aborder.

L'entretien des infrastructures et la présence des chantiers

Les chantiers sur les domaines public et privé, dont le nombre restera important dans les prochaines années, représentent un défi majeur en matière de sécurité des déplacements. En effet, la multiplication des entraves, la complexité des déviations et la présence de véhicules lourds peuvent avoir un impact néfaste sur le niveau de sécurité. Les chantiers doivent donc être adéquatement régulés et coordonnés afin d'éviter de faire augmenter le risque de collisions.

La Ville de Montréal devra garder la cadence des chantiers sur le domaine public dans les années à venir, car il est essentiel de maintenir l'ensemble de nos infrastructures en bon état pour les générations futures. Ces chantiers représentent cependant la meilleure occasion, sous réserve d'une planification stratégique, d'améliorer les conditions de mobilité pour tous les usagers tout en assurant leur sécurité, et ce à moindres coûts, puisque l'on profite de la réalisation des travaux en sous-sol pour repenser les aménagements en surface.

Des vitesses sécuritaires et crédibles pour des quartiers habitables

La gestion de la vitesse est centrale dans Vision Zéro. Les seuils de vitesse sécuritaires maximaux reconnus[6] pour réduire le risque de décès dû à une collision sont :

- de 30 km/h, pour une collision entre une automobile et un usager vulnérable, qu'il soit piéton ou cycliste;
- de 50 km/h, pour une collision à angle droit entre deux véhicules motorisés de masses similaires;
- de 70 km/h, pour une collision frontale entre deux véhicules motorisés de masses similaires.

À l'heure actuelle, dans plusieurs rues, il existe une friction croissante entre divers modes de déplacement, fonctions, cadres bâtis ou usages. La mixité en milieu urbain n'est pas problématique en soi; cependant, elle doit être bien gérée. En planification des transports, le risque de collisions menant à des blessures graves ou à des décès augmente lorsque se croisent certains modes de déplacement avec des masses et des vitesses reconnues incompatibles. Pensons, par exemple, à une rue dépourvue de voie cyclable séparée et où la limite de vitesse permise est de 50 km/h. Deux options s'offrent alors : séparer les divers usagers par des mesures physiques ou réduire la vitesse des véhicules motorisés par des aménagements conséquents.

Un système routier répondant au vieillissement de la population

Plusieurs mesures doivent être prises afin d'assurer la mobilité sécuritaire des aînés, une tranche de la population en forte croissance. Il faudra en effet intégrer, dans l'analyse, la conception et la gestion du système routier, des mesures qui tiennent compte de la plus grande vulnérabilité des aînés, d'autant plus qu'il y a une corrélation directe entre l'âge et l'occurrence des situations de handicap. À l'heure actuelle, c'est 33 %[7] de la population qui déclare vivre avec une ou plusieurs limitations fonctionnelles. C'est une question d'équité, laquelle est au cœur de l'approche Vision Zéro : **en concevant pour les usagers les plus vulnérables** et en intégrant la diversité de leurs besoins dans l'aménagement et l'offre de transport, **on construit un système sécuritaire pour l'ensemble des usagers.**

6 Johansson, R. (2009), "Vision Zero – Implementing a policy for traffic safety", Safety Science 47, pp 826-861.
7 OPHQ (2016).

Les nouvelles sources de distraction, la fatigue et les facultés affaiblies

Les outils électroniques, tels que les montres et les téléphones intelligents, les appareils audio et les appareils photo deviennent autant de sources de distraction pour les usagers du système, qu'ils soient conducteurs, cyclistes ou piétons. La multiplication de ces appareils électroniques et l'intensification de la dépendance souvent observée chez leurs utilisateurs exacerbent le problème de la distraction, devenu un enjeu de sécurité important.

Les travailleurs de la route ainsi que certains citoyens peuvent, pour toutes sortes de raisons, se sentir contraints de prolonger leurs heures d'activité sur la route, au mépris du besoin naturel de se reposer. S'ensuit une inattention due à la fatigue qui peut être fatale.

La conduite avec faculté affaiblie reste, pour sa part, l'une des principales causes de collision avec décès ou blessés graves. Outre l'alcool, il y a la consommation des produits du cannabis, dont la détection est plus complexe. Il existe également une importante gamme de médicaments dont les effets secondaires, tels que des étourdissements ou de la somnolence, peuvent significativement diminuer l'état de vigilance.

L'ensemble de ces situations a un impact important sur le niveau de vigilance et la capacité d'éviter une collision imminente. Les concepteurs du système doivent donc tenir compte de cet aspect de la faillibilité humaine et intégrer des mesures permettant d'atténuer les conséquences d'une collision.

L'électrification des transports et les technologies de pointe au service de la sécurité des déplacements

L'efficacité des nouvelles batteries augmente les perspectives d'électrification et permet l'avènement de nouveaux types de véhicules, tels que les scooters et les planches à roulettes électriques, ou encore les appareils d'aide à la mobilité. Cette nouvelle offre pose des problèmes de cohabitation. L'électrification diminue aussi le bruit généré par les véhicules et réduit par conséquent la possibilité pour un usager vulnérable, notamment une personne avec une déficience visuelle ou auditive, de bien capter les mouvements véhiculaires autour de lui.

Dans un futur rapproché, il y aura aussi une multiplication des technologies de connectivité sans fil de courte portée. Ainsi, les utilisateurs pourront bénéficier de protections supplémentaires en étant « visibles numériquement » durant leurs déplacements. Ces technologies fiables existent aujourd'hui et permettent aux utilisateurs et aux véhicules de communiquer entre eux afin de mieux détecter les conflits possibles, et donc de réduire les risques de collision.

Ces véhicules hautement assistés pourraient, à terme, solutionner certains problèmes de sécurité, mais la cohabitation avec les véhicules conventionnels posera son lot de difficultés pendant plusieurs décennies. La planification efficace de la mobilité demeure donc un défi important pour les villes contemporaines. Les conséquences de scénarios optimistes (mutualisation de véhicules autonomes réduisant la flotte) et pessimistes (véhicules privés roulant à vide) doivent être évaluées et considérées.

Le transfert modal : une stratégie de sécurité routière?

Les conclusions des travaux du Groupe intergouvernemental sur le climat (GIEC) sont implacables : pour la survie des écosystèmes et le maintien de notre qualité de vie, il faut rapidement changer nos habitudes de déplacement et de consommation afin de maintenir le réchauffement planétaire en deçà du seuil critique de 1,5 degré Celsius[8]. Une grande partie de la solution passe par un transfert massif vers les modes de transport durables, principalement actifs et collectifs. Or, le parc automobile de la région métropolitaine de Montréal augmente d'année en année. Le système routier montréalais étant déjà saturé, l'accent doit être mis sur le nombre de personnes s'y déplaçant plutôt que sur le nombre de véhicules. Le transport collectif est non seulement dix fois[9] plus sécuritaire que le transport motorisé individuel, mais il permet également de déplacer un plus grand nombre de personnes en requérant beaucoup moins d'espace et d'énergie.

Les transports actifs constituent un pilier essentiel de la mobilité durable, en plus d'offrir une façon simple d'intégrer l'activité physique au quotidien. Toutefois, le sentiment d'insécurité qui peut émaner de la cohabitation entre les véhicules motorisés et les piétons ou les cyclistes et le manque de convivialité de certaines infrastructures ou environnements sont les raisons les plus souvent invoquées par les Montréalais pour bouder la mobilité active.

Les stratégies qui vont permettre d'atteindre l'objectif de la Vision Zéro, tout en respectant les principes de la mobilité durable, devront s'appuyer sur l'amélioration des infrastructures nécessaires aux transports collectifs et actifs afin de les rendre plus compétitifs et attractifs que l'automobile. Le potentiel de rentabilité et d'efficacité de ces systèmes de transport dépendra directement du niveau de cohérence de l'aménagement du territoire.



8 GIEC (2018), *Global Warming of 1,5 °C*, 32 p.

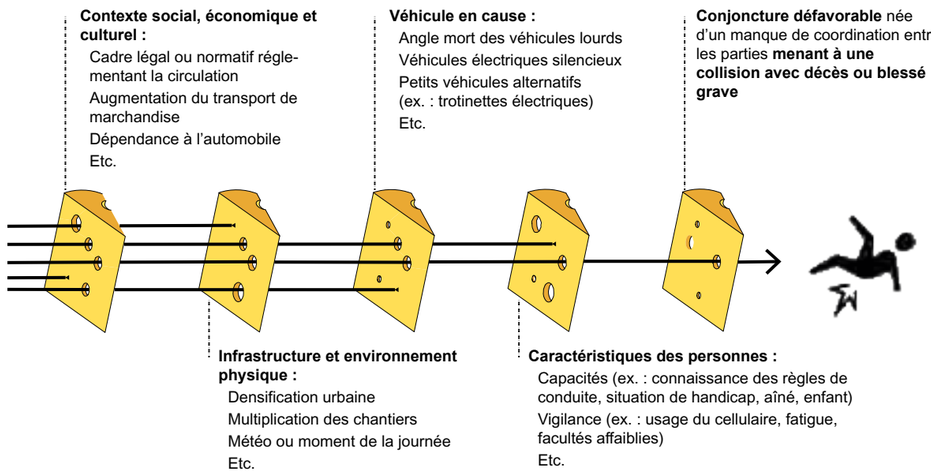
9 Litman, T. (2014), *"A new transit safety narrative"*, *Journal of Public Transportation*, 17(4), 8.

Des efforts louables à mieux coordonner

Comme nous l'avons vu précédemment, depuis 2008, les efforts importants consacrés à la sécurité routière ont produit des résultats encourageants. Cependant, un nouveau souffle s'impose et nous avons maintenant besoin de mieux coordonner le tout. En effet, notre connaissance partielle des diverses interactions entre toutes les composantes du système routier, les lacunes de la coordination entre les équipes et la dispersion des ressources font que la performance stagne.

La métaphore du fromage illustrée ci-dessous permet de mieux comprendre le besoin que tout le monde mette l'épaule à la roue. Chacune des tranches de fromage représente un élément distinct du système routier : l'aménagement de la rue ou du territoire, les types de véhicules y circulant, la grande diversité des usagers ainsi que les contextes social, culturel, économique, légal et politique qui les définissent.

Dans une approche Vision Zéro, il faut questionner l'interrelation des diverses composantes et le rôle de chacune dans la chaîne d'évènements – ou de décisions – qui ont contribué à aggraver les conséquences d'une collision. Ainsi, chaque trou dans les tranches de fromage représente une faille du système qui, dans une mauvaise conjoncture, donnera lieu à des décès ou des blessures graves. Pour déceler les failles et éviter un alignement qui mènerait au pire, il est nécessaire que la collectivité montréalaise développe une culture créative de dialogue et de collaboration permettant l'atteinte de notre objectif collectif de zéro mort ou blessé grave.





Tous vers un réel changement de paradigme

Développée en Suède dans les années 90, l'approche Vision Zéro apporte des résultats probants dans toutes les villes l'ayant appliquée rigoureusement. Cette approche innovante a notamment fait ses preuves en Europe et en Australie, et elle se répand de plus en plus en Amérique du Nord. Elle se base sur un principe fondamental : personne ne devrait mourir ni même être gravement blessé à l'occasion d'un déplacement. Le tableau ci-dessous illustre comment Vision Zéro se distingue de l'approche conventionnelle de la gestion de la sécurité routière.

En bref : l'humain peut faire des erreurs; le système doit lui pardonner.

Une culture de collaboration à mettre en place

Depuis l'été 2018, la Ville de Montréal mobilise ses unités d'affaires et consulte les parties prenantes de la collectivité pouvant avoir un impact réel et positif sur la sécurité des déplacements afin de susciter un changement de paradigme. Ce premier Plan d'action Vision Zéro se voulant rassembleur, le Service de l'urbanisme et de la mobilité a tenu à inviter plusieurs de ses partenaires à faire connaître leurs initiatives, qu'elles soient déjà en cours ou seulement à l'état de projet, pourvu que leur mise en œuvre soit prévue d'ici à 2021. Depuis le début de cet exercice, plus de 430 initiatives ont été répertoriées, ce qui confirme la prise de conscience des partenaires quant au rôle qu'ils ont à jouer dans l'amélioration de la sécurité du système routier.

Approche traditionnelle	Vision Zéro
Les décès et blessures graves sont une conséquence potentielle inévitable du besoin de se déplacer.	**Les décès et blessures graves sont inacceptables; on doit pouvoir se déplacer sans mettre sa vie en danger.**
On présuppose, dans la conception même du système routier, un comportement humain irréprochable.	**On prend en compte, dans la conception même du système routier, la faillibilité et la vulnérabilité humaines.**
Attribue la responsabilité des collisions à l'utilisateur du système.	**Partage la responsabilité des collisions entre les concepteurs, les gestionnaires et les usagers du système routier.**
Éparpille des ressources d'analyse et de recherche limitées sur toutes les collisions, même les bénignes sans blessés.	**Renforce les ressources d'analyse et de recherche, que l'on concentre sur les collisions avec décès ou blessés graves.**
Répartit les interventions de sécurité de façon réactive et ponctuelle, en priorisant les lieux réputés « accidentogènes ».	**Adopte une approche systémique, en agissant de façon proactive sur l'ensemble des composantes du système routier.**

Comme nous l'avons rappelé dans la section précédente, ces actions prises individuellement ne peuvent avoir qu'une portée limitée. Ce premier Plan d'action Vision Zéro vise d'abord et avant tout à prendre appui sur nos bons coups et nos grandes forces afin de nous donner des cibles collectives, de mettre en commun toutes nos ressources et de mieux coordonner notre travail. Voici les grands jalons de la démarche qui ont mené à la livraison de ce plan d'action.

2017	• L'Administration fait de Vision Zéro une priorité • Feuille de route pour la constitution d'un plan d'action en bonne et due forme
Été 2018	• Consultation des Arrondissements • Tournée des partenaires en mobilité et en sécurité routière
Automne 2018	• 1er sommet des partenaires • Synthèse des 430 initiatives de la collectivité montréalaise en 22 actions fédératrices • Mobilisation autour de la Déclaration d'engagement

Cette mobilisation sans précédent à Montréal autour du thème de la sécurité routière ne se terminera pas avec l'adoption du plan d'action. La démarche se voulant ouverte et évolutive, d'autres parties prenantes du système routier, ainsi que le grand public en général, pourront s'y joindre.

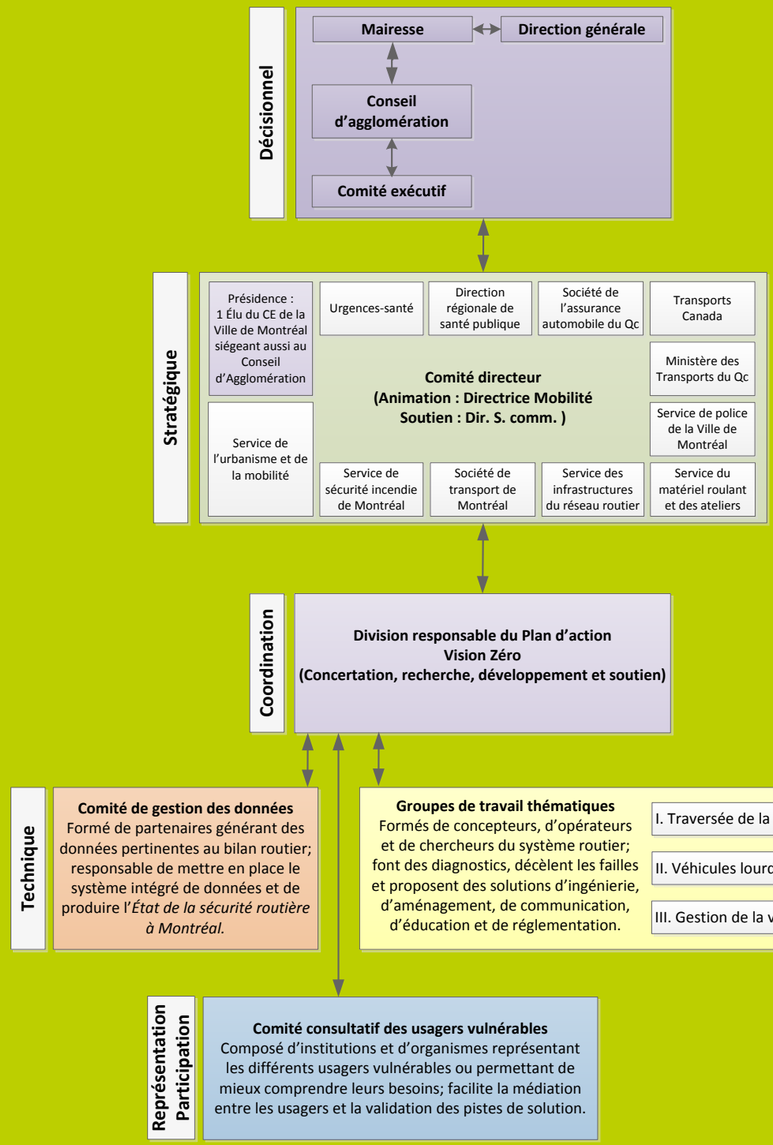
Une gouvernance interdisciplinaire et participative

L'adoption du Plan d'action Vision Zéro constitue un défi de taille compte tenu du grand nombre de parties prenantes et de la gouvernance complexe du système de transport actuel. C'est pourquoi le premier cycle triennal du plan d'action visera en grande partie à :

- rassembler nos efforts afin **d'opérer le changement de paradigme** quant à la sécurité routière et à nos choix d'orientations pour une mobilité durable;
- **améliorer l'état de nos connaissances** en matière de sécurité routière et les partager avec l'ensemble de la collectivité;
- mieux coordonner nos actions individuelles pour atteindre **des objectifs collectifs quantifiables**;
- mettre en valeur **les initiatives déjà bien implantées** des partenaires et appuyer en priorité les plus susceptibles de **répondre efficacement aux grands enjeux** du bilan routier;
- co-construire **une forte culture de sécurité routière** chez tous les Montréalais, des gestionnaires aux concepteurs du réseau routier, en passant par les travailleurs de la mobilité (chauffeurs, livreurs, camionneurs) et les citoyens;
- effectuer **une meilleure évaluation des mesures de sécurité** existantes, notamment en ce qui a trait à l'aménagement des rues, **pour démontrer leur crédibilité** et maintenir la confiance des citoyens.

Pour atteindre ces objectifs, la Ville de Montréal souhaite créer et animer divers forums permanents ou thématiques facilitant la collaboration entre toutes les parties prenantes. Ces espaces d'échange, de savoir et d'innovation s'organiseront aux niveaux technique et stratégique afin de bien orienter la prise de décision en matière de sécurité routière. L'organigramme ci-contre présente le modèle de gouvernance proposé :

Proposition de gouvernance pour la Vision Zéro (cycle 2019-2021)



Une prise de décision basée sur des faits

L'approche traditionnelle de la sécurité routière nous a permis de faire des gains importants avec l'implantation de mesures jugées pertinentes en l'état actuel de nos connaissances. Toutefois, la cadence avec laquelle nous pouvons évaluer l'efficacité de nouvelles mesures reste trop lente, compte tenu du besoin de changer rapidement nos façons d'aménager la rue afin de répondre aux défis de la mobilité de demain. Il devient donc nécessaire de **nous doter de moyens pour mesurer objectivement et rapidement l'impact de nos interventions sur le terrain afin de mieux orienter nos actions futures et utiliser de façon optimale nos ressources limitées.**

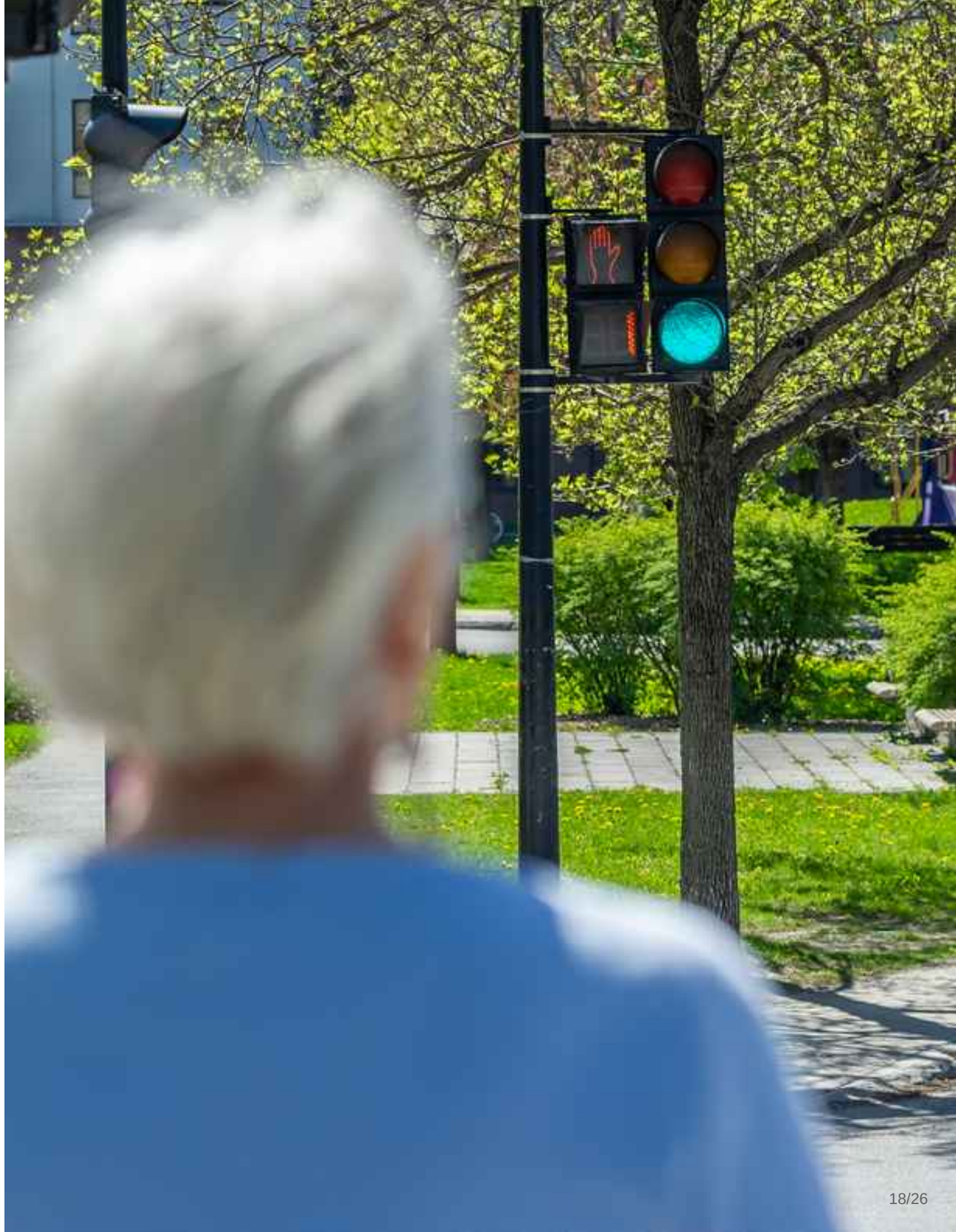
La première année permettra de consolider nos savoirs et de nous entendre sur les indicateurs de performance et de mesure qui nous aideront à bien évaluer les impacts de nos interventions. La mise en commun de nos données aboutira aussi à la production du premier « État de la sécurité routière à Montréal », un portrait qui sera plus complet que celui qui est présenté dans ce document.

En attendant, l'analyse croisée du bilan routier, des 430 initiatives en sécurité routière recensées et des activités consultatives du premier Sommet des partenaires de novembre 2018 fait ressortir trois thématiques urgentes autour desquelles la collectivité montréalaise peut déjà travailler afin d'avoir un impact positif sur le nombre de collisions :

- la traversée de la rue;
- les véhicules lourds;
- la gestion des vitesses.

Dès l'adoption du plan d'action, des groupes de travail interdisciplinaires seront formés pour chacune des thématiques. Ils seront responsables d'effectuer un diagnostic à partir du bilan, de déceler les failles du système routier, de proposer des solutions et de les bonifier avec le soutien d'un comité permanent représentant les usagers vulnérables, puis de proposer leur mise en œuvre. Ces solutions, une fois appliquées, seront à leur tour évaluées.

La complémentarité des rôles des partenaires participants permettra d'agencer plusieurs pistes de solution qui auront un impact conjoint beaucoup plus fort; de fait, en matière de sécurité routière, seule une prise de décision concertée et bien informée peut apporter de bons résultats.



22 actions fédératrices pour une mobilité sécuritaire

Le Plan d'action Vision Zéro propose un travail collaboratif de coordination des initiatives individuelles autour de 22 actions fédératrices se divisant en trois familles : celles qui visent à **mieux collaborer**; à **changer les mentalités et les façons de faire**; ou à **transformer directement le système routier.**

Cette synthèse en 22 actions des centaines de projets individuels portés par la collectivité montréalaise permettra aux partenaires de mieux se situer dans l'ensemble de Vision Zéro et de mieux réseauter.

I. Actions visant à mieux collaborer

1.1 Assurer un leadership qui créera un effet d'entraînement dans l'ensemble de la collectivité montréalaise et fera durer Vision Zéro dans le temps.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Dès 2019, la Ville de Montréal prend le leadership d'une démarche à long terme (horizon 2040).
- L'ensemble des unités administratives de la Ville pouvant avoir un impact sur la sécurité routière s'engagent à changer leurs façons de faire (2019).

1.2 Développer la collaboration pour assurer la pérennité, l'intégrité, l'équité et la transparence de Vision Zéro.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Désigner, au sein du nouveau Service de l'urbanisme et de la mobilité, une équipe de travail enrichie de sept (7) nouveaux postes spécifiquement créés pour soutenir les partenaires dans la mise en œuvre de la Vision Zéro (2019).
- Créer un Comité directeur Vision Zéro (voir le schéma de gouvernance détaillé, p. 18). Présidé par le responsable des transports au sein du comité exécutif, il rassemblera les instances concernées de la Ville et les partenaires les plus influents en matière de sécurité routière, notamment le MTQ, Transports Canada, la DRSP, la STM et la SAAQ (2019).

Exemple d'initiative de partenaires :

- Chaque partenaire désignera au moins un répondant avec qui l'équipe dédiée à Vision Zéro pourra coordonner le travail (2019).

1.3 Développer des canaux de communication efficaces entre la Ville, les partenaires et les citoyens.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Publier annuellement un « État de la sécurité routière à Montréal », dressant le portrait de la situation et de l'avancement des connaissances.
- Faire circuler les données disponibles entre les partenaires et sur le site de la Ville (2019).
- Permettre aux citoyens et aux organismes de signer la déclaration d'engagement, notamment au moyen des campagnes de recrutement des partenaires (2019).
- Mettre en place, en collaboration avec le milieu associatif, un comité consultatif permanent des « usagers vulnérables » afin d'assurer la participation des citoyens à la compréhension du comportement humain, de mieux définir les besoins et de mieux répondre à leurs attentes en matière de sécurité routière (2019).
- Développer des projets pilotes de participation citoyenne portant sur des enjeux de sécurité routière (ex. : Comité citoyen Pie-IX/Beaubien, Marches exploratoires avec des aînés en collaboration avec l'AQDR).

Exemple d'initiative des partenaires :

- Les organisations membres du Comité directeur nommeront deux ambassadeurs pour sensibiliser le grand public à l'enjeu de la sécurité routière (2019).

1.4 Partager entre tous les partenaires la responsabilité de la sécurité du réseau des rues.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Développer une culture d'imputabilité collective afin de travailler ensemble à réduire le risque de décès et de blessures graves.
- Mettre en place une équipe d'analyse postcollision mortelle responsable d'analyser systématiquement les sites et les conditions ayant mené à des collisions.●

Exemple d'initiative des partenaires :

- Encourager les démarches de co-développement des connaissances entre partenaires pour favoriser une meilleure cohabitation entre les usagers (ex. : Conversations piétons-cyclistes de Société Logique).

1.5 Se fixer des cibles communes facilitant l'atteinte de l'objectif global : zéro mort, zéro blessé grave.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Parmi les centaines d'initiatives proposées par la collectivité, sélectionner celles qui doivent être mises sur pied en priorité pour avoir un impact significatif sur la sécurité des déplacements (2019).
- Déterminer, avec le Comité directeur et les groupes de travail thématiques, les cibles à atteindre et se doter d'outils d'évaluation (2019).

II. Actions pour changer les mentalités et les façons de faire

2.1 Mobiliser les concepteurs et les gestionnaires du système routier pour accroître la sécurité et en faire des agents de changement.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Former trois groupes de travail responsables des thématiques suivantes (2019) :
- - la traversée de la rue;
- - les véhicules lourds;
- - la gestion des vitesses.
- Dédier des professionnels de la Division sécurité et aménagement durable de la Direction de la mobilité au développement et à la diffusion des meilleures pratiques au sein de la Ville pour favoriser l'atteinte des objectifs (2019).
- Mieux tester et documenter les résultats des projets routiers innovants par la mise en place d'aménagements transitoires et améliorer les projets permanents, s'il y a lieu (3 à 5 projets par année).

Exemple d'initiative de partenaires :

- Ville-CEUM-DRSP : Accélérer l'aménagement de rues commerciales conviviales et sécuritaires en misant sur la conception participative.

2.2 Favoriser le développement interdisciplinaire et la diffusion de nouvelles connaissances pour mieux comprendre notre environnement, mesurer nos façons de faire et intervenir de façon plus efficace.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Mettre en place une plate-forme de données utiles à une meilleure compréhension des enjeux; indiquer les données manquantes essentielles à une meilleure gestion de la sécurité routière et en lancer la collecte avec les partenaires (2020).
- Donner une place de choix aux universités en finançant annuellement à hauteur de 250 000 $ les recherches proposées par les comités techniques de Vision Zéro; solliciter les autres paliers de gouvernement pour créer un effet de levier.
- Développer de meilleurs outils d'analyse des collisions et de leurs impacts sur la population dans une perspective épidémiologique et de santé publique.

2.3 Accélérer la mise en œuvre des meilleures pratiques de conception du réseau routier par la diffusion de guides et la révision des normes d'aménagement.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Modifier les détails de conception et de construction d'éléments pouvant être améliorés (ex. : saillies de trottoir; bateaux pavés, etc.).
- Enrichir le « Guide d'aménagement durable des rues de Montréal » de deux fascicules portant essentiellement sur la sécurité, soit « Géométrie des rues » (2020) et « Aménagements cyclables » (2021).●

Exemples d'initiative des partenaires :

- Vélo Québec : contribuer à la diffusion de bonnes pratiques d'aménagement avec la publication de l'ouvrage « Aménagements en faveur des piétons et des cyclistes ».
- STM : Actualiser et diffuser le « Guide d'aménagement pour le transport en commun ».

2.4 Mieux coordonner les campagnes de sensibilisation.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Amplifier les campagnes de sensibilisation des clientèles particulièrement vulnérables (ex. : enfants, aînés) organisées conjointement par le SUM, le Service de l'expérience citoyenne et des communications et le SPVM (ex. : campagne dans les écoles et les résidences pour aînés).
- Optimiser le projet « Troque ton Ticket » avec la collaboration des postes de quartier (SPVM).

Exemples d'initiative des partenaires :

- SAAQ, STM et SPVM : Poursuivre les activités de sensibilisation coordonnées, notamment les partenariats pour sensibiliser la population au partage de la route entre les véhicules lourds et les piétons/cyclistes.
- ACQ : Poursuivre les opérations de sensibilisation aux angles morts (séances de démonstration) avec divers partenaires au bénéfice de tous les usagers.
- Vélo Québec : Déployer une campagne visant à améliorer le comportement des cyclistes (« Sur la route, notre sécurité est liée à celle des autres. »).

2.5 Assurer le développement et le maintien des compétences de conduite avec des formations adaptées.

Engagement de la Ville de Montréal :

- Continuer l'amélioration de la formation des chauffeurs (inclusion récente, par exemple, de la portion sur les angles morts).

Exemples d'initiative des partenaires :

- STM : Promouvoir la culture de la sécurité routière, notamment grâce aux programmes de formation à l'intention des nouveaux chauffeurs (23 jours) et de formation continue à l'ensemble des chauffeurs afin de parer aux situations dangereuses.
- Bureau du taxi : Bonifier la formation en sécurité routière des chauffeurs de taxi avec l'inclusion d'un volet spécifique « Vision Zéro ».
- Vélo Québec : Poursuivre le déploiement du programme « Cycliste averti » dans le réseau scolaire montréalais.

III. Actions visant le système routier

3.1 Planifier pour l'ensemble du réseau le partage de la rue entre les différents modes de transport de façon à offrir des options de déplacement accessibles, sécuritaires et efficaces.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Dès 2019, définir les paramètres de compatibilité et de cohabitation de modes de transport aux masses et aux vitesses différentes et définir les critères d'aménagement optimaux (ex. : établir à partir de quel seuil des pistes cyclables en site propre sont nécessaires; dans quel contexte il est opportun d'aménager une rue partagée; comment installer des arrêts de bus en bordure des pistes cyclables, etc.).
- Développer et mettre en œuvre un « Plan directeur de fonctionnalité des rues » permettant de mieux faire cohabiter les différents modes de transport, tout en assurant leur accessibilité et leur efficacité (2021).
- Dès 2019, porter une attention particulière aux neuf scénarios de collision les plus récurrents dans les rues ciblées par le nouveau « Programme d'aménagement des rues.

3.2 Aménager des parcours piétons sécuritaires, conviviaux et accessibles à tous, en portant une attention particulière aux intersections.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Systématiser l'application du « Fascicule 5 : Aménagements piétons universellement accessibles » du « Guide d'aménagement durable des rues de Montréal ».
- Déterminer dans quels contextes les mesures d'aménagement favorisant les déplacements à pied aux intersections complexes (ex.: intersections surélevées, trottoirs continus, saillies, refuges) apportent les meilleurs résultats, en vue de les intégrer dans les projets dès 2020.
- Mettre en place un programme d'aménagement de refuges pour les piétons sur les artères munies de terre-pleins afin de permettre la traversée en deux temps pour les marcheurs moins rapides (enfants, aînés, personnes à mobilité réduite, etc.).
- Travailler avec le « Comité consultatif en accessibilité universelle » pour mieux intégrer cette dimension dans les choix d'aménagement de la Ville.
- Réviser les critères d'installation des traverses piétonnes entre deux intersections afin de les rendre plus sécuritaires.●

Exemples d'initiative des partenaires :

- STM : Collaborer avec les municipalités afin de sécuriser davantage les traverses piétonnes aux arrêts de bus et aux stations de métro.
- Fondation CAA, Société canadienne du cancer : Intensifier l'implantation de programmes d'accompagnement et de promotion des trajets sécuritaires à pied des écoliers (brigades scolaires, « Trottibus », défi « Active tes pieds ») et de leur entourage (famille, personnel des écoles).

3.3 Assurer le respect des limites de vitesse et réduire la circulation de transit sur les rues locales et dans les secteurs sensibles.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Établir un protocole avec les Arrondissements pour harmoniser la réduction de la vitesse sur les rues locales résidentielles à 30 km/h et celle des artères avec une forte présence d'usagers vulnérables à 40 km/h (2021).
- Procéder au suivi des mesures de modération (ex. : dos d'âne, saillies, etc.) implantées en périphérie des parcs et des zones scolaires, répertorier les meilleures pratiques et les généraliser.
- Mettre en place un nouveau « Programme de sécurisation aux abords des écoles » en se basant sur les principes de Vision Zéro.
- SPVM : Optimiser l'utilisation des photo-radars dans le cadre des projets pilotes existants avec le MTQ.

3.4 Améliorer les standards montréalais pour la mise à niveau et le déploiement du réseau cyclable.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Dès 2019, pour réduire les risques d'emportiérage, implanter des zones tampons d'au moins 0,5 m aux abords des nouvelles voies cyclables et de celles qui seront mises à niveau.
- Mettre en œuvre le Réseau Express Vélo (premiers axes en 2019).

Exemple d'initiative des partenaires :

- Vélo Québec : Soutenir les équipes de la Ville dans le développement de solutions novatrices et performantes pour l'amélioration des aménagements cyclables.

3.5 Améliorer l'offre de transport collectif et promouvoir son caractère sécuritaire.

Engagements de la Ville de Montréal conjointement avec la STM :

- Améliorer l'offre de transport collectif, notamment avec l'ajout de 300 nouveaux autobus hybrides, la révision du réseau d'autobus et l'implantation de nouvelles voies réservées.
- Réaliser une étude sur les positionnements optimaux des arrêts d'autobus sur les plans de la sécurité et de l'accessibilité, qu'ils soient en amont ou en aval des intersections, et intégrer les meilleures façons de faire dans la planification des routes et le réaménagement des rues (2021).
- Dès 2019, profiter du déploiement du nouveau « Programme des pôles de mobilité » et de la rénovation des édicules pour sécuriser le pourtour des stations de métro.

3.6 Mieux intégrer les besoins des usagers vulnérables dans la conception et la programmation des feux de circulation.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Réaliser un projet pilote visant à mesurer le niveau de compréhension et le comportement des piétons face à 3 modes de fonctionnement distincts des feux piétons avec décompte du temps restant sur 5 intersections, en consultant les personnes aînées des secteurs visés (2019).
- Dès 2019, accélérer l'implantation des feux pour piétons avec décompte aux intersections munies de feux de circulation.
- Faciliter la traverse aux intersections complexes et achalandées en déployant les mesures les plus adaptées (ex. : phases exclusives pour piétons aux feux de circulation à proximité des écoles et des résidences pour aînés).
- Installer des feux de circulation avec des phases exclusives pour piétons aux intersections aux abords des écoles et des résidences pour personnes âgées afin d'autoriser des traversées en diagonale là où une telle approche est appropriée.

Exemple d'initiative des partenaires :

- RAAMM et INLB : Mieux collaborer avec la Ville dans le cadre des travaux du Comité des partenaires sur les feux sonores, afin de rendre les intersections accessibles et sécuritaires, et installer, au besoin, des signaux sonores aux intersections complexes, notamment les intersections munies de phases exclusives pour piétons.

3.7 Adopter une signalisation et un marquage simples, clairs et durables permettant aux usagers de bien comprendre le message.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Augmenter la taille des plaques odonymiques (noms des rues) et standardiser leur position afin de les rendre plus visibles (projet pilote en 2019 dans Laurentien-Lachapelle); si le résultat est concluant, mettre en place un programme de remplacement (2020).
- Tester et adopter des techniques de marquage au sol plus durables (2020).
- Améliorer le marquage du réseau cyclable et des parcours piétonniers (dès 2019).

3.8 Harmoniser l'éclairage afin d'assurer une meilleure visibilité de tous les usagers de la rue.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Terminer la conversion de l'éclairage au DEL permettant de mieux voir les usagers vulnérables grâce à une meilleure perception des contrastes (130 000 luminaires d'ici à 2021).
- Adopter une politique d'éclairage et tenir des ateliers de formation afin de mieux éclairer le domaine piéton.
- Accroître la sécurité des cyclistes en améliorant l'éclairage de tous les passages sous les ponts et viaducs d'ici à 2021.

3.9 Faire en sorte que le stationnement ne soit plus un obstacle à la mise en place d'aménagements sécuritaires.

Engagement de la Ville de Montréal :

- Assurer une bonne visibilité aux intersections, notamment en interdisant le stationnement à moins de 5 mètres des traverses piétonnes dans au moins 4 nouveaux arrondissements d'ici à 2021.

Exemple d'initiative des partenaires :

- Stationnement de Montréal : Dès 2019, planifier le retrait des espaces tarifés situés à moins de 5 m d'une intersection, en collaboration avec les Arrondissements.

3.10 Assurer une meilleure cohabitation entre les véhicules lourds et les usagers vulnérables.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Réviser la carte de camionnage à l'échelle de l'agglomération, en mettant la sécurité sur le même pied que les critères habituels relatifs à l'économie et à la réduction des nuisances (2021).
- Exiger, dans les appels d'offres nécessitant l'utilisation de véhicules lourds, que les fournisseurs de la Ville s'équipent de barres de protection latérales et de miroirs anteviseurs (2019).
- Participer aux comités de l'industrie du camionnage afin de promouvoir la sécurité des déplacements à Montréal (SPVM).

3.11 Mieux adapter la gestion des chantiers à la réalité des usagers vulnérables.

Engagements de la Ville de Montréal :

- Valider l'efficacité de la signalisation et de la délimitation des chantiers (2020).
- Donner la priorité au maintien des cheminements piétons et cyclables par rapport à la circulation automobile à proximité des chantiers.
- Réaliser cinq projets pilotes de gestion de chantier accordant une attention particulière aux usagers vulnérables, notamment les cyclistes et les piétons à mobilité réduite (ex. : chantier Laurentien-Lachapelle) (2020).
- Réviser les devis de maintien de la circulation aux abords des chantiers en fonction des leçons tirées des projets pilotes et études (2021).

3.12 Participer au développement de dispositifs de sécurité sur les véhicules par des veilles technologiques ou des projets pilotes.

Engagement de la Ville de Montréal :

- Procéder à l'évaluation des résultats du projet « MOBILEYE » visant l'installation de moniteurs et d'écrans sur des camions lourds afin de mieux détecter les usagers vulnérables, notamment dans les angles morts.

Exemples d'initiative des partenaires :

- SAAQ – MTQ : Accompagner la Ville dans ses projets pilotes avec des véhicules autonomes.
- STM : Effectuer l'étude de diverses technologies innovantes (caméras-écrans pour angles morts, détecteurs de piétons, émetteurs de bruits de détection pour véhicules électriques et hybrides silencieux, etc.).



Au-delà de la sécurité routière, la qualité de vie!

Vision Zéro s'inscrit dans un processus de transformation positive de la Ville de Montréal vers un système routier plus sécuritaire, équitable et durable. Les gains découlant de l'adoption de la Vision Zéro, directs ou indirects, sont multiples et de nature variée. Au-delà de l'objectif central de réduire le nombre de victimes de la route, une fois déployée, en concordance avec les autres plans et politiques de l'agglomération montréalaise, Vision Zéro participe pleinement à la performance opérationnelle du réseau (décloisonnement des silos, co-développement et co-design de solutions, transparence de la prise de décision), à l'amélioration du bilan de santé publique (promotion des modes de vie actifs), au développement durable (réduction des GES) ainsi qu'à la qualité générale du domaine public de la ville. Ainsi, il est impératif d'arrimer Vision Zéro aux plans et politiques existants, notamment afin d'assurer la cohérence des diverses interventions municipales.

Arrimage avec les autres plans et politiques de la Ville

Le Plan d'action Vision Zéro a été développé en concordance avec les documents suivants :

- Plan d'urbanisme (2004)
- Charte du piéton (2006)
- Plan de transport (2008)
- Plan d'action canopée (2012-2021)
- Montréal, ville intelligente et numérique – Plan d'action (2015-2017)
- Plan d'action en accessibilité universelle de la Ville de Montréal (2015-2018)
- Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (2015)
- Politique de stationnement (2016)
- Politique de l'enfant (2016)
- Plan Montréal durable (2016-2020)
- Plan d'action Montréal physiquement active (2017-2019)
- Plan d'action intégré en développement social (2017-2021)
- Montréal, ville cyclable, plan-cadre vélo (2017)
- Plan stratégique organisationnel STM 2025 (2017)
- Plan d'action municipal pour les personnes aînées (2018-2020)

Vision Zéro se veut rassembleuse et ambitieuse, bâtie en complément des nombreuses planifications existantes visant à améliorer la qualité de vie des Montréalaises et Montréalais.

Acronymes

ACQ	Association du camionnage du Québec
CEUM	Centre d'écologie urbaine de Montréal
DRSP	Direction régionale de santé publique
RAAMM	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain
SUM	Service de l'urbanisme et de la mobilité
SPVM	Service de police de la Ville de Montréal
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
STM	Société de transport de Montréal
MTQ	Ministère des transports du Québec
AQDR	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et semi-retraitées
INLB	Institut Nazareth et Louis-Braille
OPHQ	Office des personnes handicapées du Québec

Montréal

ville.montreal.qc.ca/visionzero

VISION ZÉRO EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE

DÉCLARATION D'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ MONTRÉALAISE

Depuis le début des années 90, un vent de changement a mené la collectivité montréalaise à renouveler la vision de Montréal comme une métropole culturelle, économique et de développement durable (Premier Plan d'urbanisme – 1992).

Ce mouvement s'est ensuite accéléré, notamment lors du Sommet de Montréal de 2002, pour préciser davantage
cette vision.

C'est ainsi que plusieurs documents stratégiques et d'orientation furent adoptés :

- **2004** : 2e Plan d'urbanisme définissant Montréal comme une ville à l'échelle humaine offrant une place importante au piéton.
- **2005** : Premier Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise.
- **2006** : Charte du piéton reconnaissant la primauté du piéton dans l'espace urbain.
- **2008** : Premier Plan de transport avec l'engagement à investir dans les modes de transport collectif et actif assorti d'une première cible de réduction de 40% des accidents de la route.

Ces démarches tendent à définir Montréal comme une métropole économiquement viable tout en étant soucieuse du bien-être et de la qualité de vie de ses citoyens. Elles ont contribué à doter Montréal des outils nécessaires à la transformation de la ville selon cette vision.

Cette dynamique montréalaise n'est pas étrangère au mouvement planétaire qui a mené à la proclamation par l'assemblée générale des Nations Unies de la décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020.

Elle s'inscrit également dans la continuité des efforts de la communauté internationale en matière de développement durable. À cet effet, le dernier rapport spécial du GIEC[1] publié le 8 octobre 2018 souligne la nécessité de transitions « rapides et de grande envergure » dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme.

L'adoption en septembre 2016 par le conseil de la Ville de Montréal d'une résolution d'engagement à la Vision Zéro en matière de sécurité routière fut le coup d'envoi pour élaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de sécurité routière basée sur cette vision.

Au cours des dernières années, les multiples actions mises de l'avant par les divers acteurs de la collectivité montréalaise en matière de mobilité et de sécurité routière ont permis une amélioration significative de la sécurité des usagers du système routier municipal.

Toutefois, la performance de notre système de déplacement routier en matière de sécurité semble dernièrement atteindre un plateau.

Pour assurer un nouvel élan d'amélioration continue de la sécurité routière à la grandeur de son territoire, la collectivité montréalaise adopte la Vision Zéro afin d'éliminer ultimement les décès et blessures graves dus aux collisions routières.

En s'engageant dans cette démarche, la Ville de Montréal, ses partenaires et ses citoyens reconnaissent que :

- Chaque personne, peu importe ses capacités physiques, son âge, son genre, son origine ethnique, ses modes de déplacement et son revenu, a le droit d'utiliser les rues et les routes, dans tous les quartiers montréalais, sans que cela ne constitue une menace à sa vie ou à sa santé.
- Zéro décès et blessé grave sur nos routes est la seule cible éthiquement raisonnable.
- Concepteurs, gestionnaires et usagers du système de transport routier partagent la responsabilité de la sécurité routière.
- L'être humain est vulnérable et il peut commettre des erreurs. Le système de transport routier doit donc être conçu, exploité et entretenu de manière à pardonner ces erreurs, notamment en tenant compte de cette vulnérabilité.
- Pour réussir un tel changement de paradigme, toutes les parties prenantes (concepteurs, gestionnaires et usagers) doivent travailler en collaboration afin de s'entendre sur les objectifs à poursuivre et les mécanismes de coordination et de suivi à mettre en place.

La collectivité montréalaise s'efforce à offrir à ses résidents, travailleurs et visiteurs, des espaces publics de qualité et un système de déplacement sécuritaire, confortable, fiable et équitable. La nouvelle stratégie de sécurité routière devra donc être arrimée aux autres instruments de planification s'appliquant au territoire montréalais (Plan d'urbanisme, Plan de transport, Plan de développement durable, Stratégie de développement économique, etc.).

À titre de municipalité centrale de l'Agglomération montréalaise, la Ville de Montréal doit assumer, dans un esprit de partenariat et de concertation, le leadership dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie Vision Zéro de la collectivité montréalaise. La Ville de Montréal et ses partenaires s'engagent formellement à la Vision Zéro et s'entendent pour :

- Collaborer à la mise en œuvre du premier Plan d'action Vision Zéro 2019-2021 et à l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action subséquents.
- Soutenir une structure multidisciplinaire, comportant divers comités, chargée de piloter les efforts de planification relatifs à la Vision Zéro de la collectivité et participer activement à ses activités.
- Assurer l'équité sociale de la démarche Vision Zéro grâce, notamment, à un processus inclusif et à des indicateurs de performance spécifiques aux divers groupes d'usagers et aux divers secteurs du territoire montréalais.
- Soutenir et améliorer les mécanismes de collaboration et de coopération entre les partenaires.
- Mettre l'emphase sur la coordination, la responsabilité et l'imputabilité de tous.
- Appliquer une approche systémique de gestion de la sécurité routière en portant l'attention sur toutes les failles potentielles de chacunes des composantes du système routier (infrastructures, véhicules et usagers).
- Valoriser l'expertise et l'innovation technologique destinées à l'amélioration continue de la sécurité routière.
- S'appuyer sur des données fiables pour définir et caractériser les problèmes et enjeux de sécurité routière ainsi que pour prioriser les actions et l'utilisation des ressources en fonction de l'évidence des besoins et des impacts escomptés.
- Offrir des opportunités réelles de participation citoyenne pour susciter une implication communautaire significative dans la réalisation des objectifs de sécurité routière.
- Assurer une transparence de la démarche aussi bien pour les données que pour l'état d'avancement des actions et les indicateurs de performance.

Par la présente, la Ville de Montréal et ses partenaires s'engagent à :

- **Adhérer aux principes de la Vision Zéro en sécurité routière et en faire la promotion dans le cadre de leurs activités courantes.**
- **Participer activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des Plans d'actions découlant de la stratégie Vision Zéro.**
- **Mobiliser et déployer toutes les ressources et tous les moyens pour s'acquitter de leurs engagements spécifiques.**
- **Développer et promouvoir l'approche Vision Zéro au sein de la collectivité montréalaise.**

1 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Signée à Montréal
Ce 19e jour de novembre 2018

Nom et prénom	Organisation	Signature

vision zéro

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2019/03/28
17:00

(1)

Dossier # : 1197586002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le rapport annuel des actions et des projets réalisés en 2018 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022 grâce à l'aide financière de 150 M$ du gouvernement du Québec

Il est recommandé de :
Approuver le rapport annuel des actions et des projets réalisés en 2018 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022 grâce à l'aide financière de 150 M$ du gouvernement du Québec

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-03-01 16:24

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197586002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le rapport annuel des actions et des projets réalisés en 2018 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la Stratégie de développement économique 2018-2022 grâce à l'aide financière de 150 M$ du gouvernement du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a souligné la particularité de Montréal en ratifiant en 2016 la Déclaration sur la reconnaissance du statut particulier de la métropole.

La mise en œuvre de cette reconnaissance s'est notamment exprimée par la signature de l'Entente-cadre Réflexe Montréal et de l'engagement du gouvernement du Québec à verser à la Ville de Montréal une contribution de 150 M$ sur cinq ans pour soutenir sa *Stratégie de développement économique 2018-2022* .

La Ville de Montréal et le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec (MÉI) ont élaboré un plan économique conjoint qui a été entériné par le conseil des ministres le 28 février 2018 et dévoilé en mars 2018. Ce même conseil des ministres a également approuvé une convention qui précise les modalités de versement de l'aide financière de 150 M$.

La stratégie de développement économique 2018-2022, Accélérer Montréal, a été adoptée en avril 2018. Ses huit plans d'action ont été approuvés entre mai et fin juin 2018

Dans le cadre de l'entente de contribution financière, la Ville de Montréal doit déposer auprès du ministre, un rapport annuel des activités réalisées.

Le présent dossier concerne l'adoption, par le conseil d'agglomération, du rapport annuel des activités réalisées du 1er janvier au 31 décembre 2018 dans le cadre de la mise en oeuvre des huit plans d'action de la stratégie "Accélérer Montréal" grâce au soutien du MÉI

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0240 – 16 avril 2018 : Approuver le plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) du Québec / Approuver le projet de convention d'aide financière de 150 M$ entre le MESI et la Ville / Autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel attendu
CG18 0245 – 26 avril 2018 : Approuver la stratégie de développement économique 2018-2022

DESCRIPTION

L'aide financière du MÉI est dotée d'une enveloppe de 10 000 000 $ en 2017-2018, de 20 000 000 $ en 2018-2019, de 30 000 000 $ en 2019-2020, de 40 000 000 $ en 2020-2021 et de 50 000 000 $ en 2021-2022.
Puisque l'entente de contribution financière a été signée en mars 2018, la Ville de Montréal a bénéficié d'une somme de 30 000 000 $ en 2018 (pouvant être reportée), soit les 10 000 000 $ initialement prévus en 2017-2018, additionnées au 20 000 000 $ de l'année 2018-2019.

L'année 2018 a été essentiellement une année de consultation et de planification. En effet, la planification conjointe a été lancée en mars 2018, la stratégie Accélérer Montréal en avril 2018 et les plans d'action entre mai et fin juin 2018. Ainsi, durant cette année, les dépenses imputées de l'enveloppe de 30 000 000 $ ont atteint près de 8 400 000 $. Un total de 21 600 000 $ a donc été reporté à l'année 2019.

JUSTIFICATION

Ce rapport annuel des activités réalisées, présenté par plan d'action, va permettre au MÉI de prendre connaissance, notamment, des principales réalisations et dépenses en 2018 dans le cadre de la planification économique conjointe et de la stratégie Accélérer Montréal 2018-2022. Il présente également les sommes budgétées, par plan d'action, pour la période 2019-2022 et quelques projets à venir en 2019.
L'approbation du présent dossier est nécessaire afin de justifier l'utilisation des sommes versées par le gouvernement du Québec, tel qu'exigé dans l'entente de contribution financière et de mettre en lumière les activités réalisées par le Service de développement économique de la Ville de Montréal en 2018.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tous les dossiers financés par l'enveloppe de 30 000 000 $ et nécessitant des approbations budgétaires ont fait l'objet des interventions pertinentes du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs des projets inclus les huit plans d'action s'inscrivent dans la démarche de développement durable de la Ville de Montréal, qu'il s'agisse de projet en environnement, en développement sociale, en développement économique ou culturel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Démontrer avec transparence le bilan annuel de la planification économique conjointe, de la stratégie Accélérer Montréal et de ses huit plans d'action: les projets mis en place et les sommes dépensées

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maha BERECHID
Conseillère en développement économique

Tél : 514 872-7640
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-01

Valérie POULIN
Chef de division

Tél : 514 872-7046
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-03-01

Montréal

Rapport annuel des activités réalisées 1er janvier au 31 décembre 2018

Planification économique conjointe entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec

31 mars 2019



Table des matières

2
Faits saillants

4
Mot de la mairesse

5
Mot de l'élu responsable du développement économique et commercial ainsi que des relations gouvernementales au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal

6
Introduction

7
Montréal : une métropole qui joue pleinement son rôle de moteur économique

- Montréal : un moteur économique efficace
- Une performance économique record en 2018

10
Contexte général : de nouveaux pouvoirs et une planification économique conjointe afin de mieux développer la métropole

- Le statut de métropole et les nouveaux pouvoirs de Montréal
- Bref rappel de la planification économique conjointe
- L'aide financière et la reddition de compte
- Le rôle de la Ville de Montréal en développement économique

14
Accélérer Montréal : la stratégie de développement économique pour réaliser nos ambitions

- Une démarche inclusive et rigoureuse
- La stratégie Accélérer Montréal en bref
- La restructuration du Service du développement économique et le changement de la culture organisationnelle
- Une forte mobilisation des acteurs montréalais autour de la stratégie Accélérer Montréal et de ses plans d'action

18
Un bilan 2018 positif pour la première année de la planification économique conjointe

- Les huit plans d'action : des mesures concrètes pour réaliser la planification économique conjointe et la stratégie Accélérer Montréal
- Les plans d'action en bref : projets et actions réalisées de juin au 31 décembre 2018
- Un aperçu de quelques projets à venir en 2019

34
Conclusion

36
Annexe
Planification économique conjointe – bilan

Faits saillants

L'année 2018 a été charnière pour le développement économique de Montréal, la métropole du Québec. Elle a été ponctuée par plusieurs faits importants :

- L'économie de Montréal a connu une performance économique record : une croissance du PIB de 3,6 %, un sommet depuis la récession de 2008. Et le nombre d'emplois est le plus important jamais enregistré sur le territoire de l'agglomération, soit 1 058 500
- La conclusion de la première entente de planification économique conjointe avec le gouvernement du Québec depuis la reconnaissance du statut particulier de la métropole. Cette dernière s'articule autour de ces cinq orientations :
  - > Favoriser l'essor des entreprises
  - > Stimuler l'entrepreneuriat privé et collectif
  - > Miser sur le savoir et le talent
  - > Mettre en valeur les pôles économiques territoriaux de la métropole
  - > Faire rayonner la métropole à l'échelle nationale et sur la scène internationale
- Le dévoilement de la première stratégie de développement économique de la Ville de Montréal 2018-2022, Accélérer Montréal, depuis la création du Service du développement économique en 2014
- Le lancement de huit plans d'action qui découlent de la stratégie Accélérer Montréal et qui répondent directement aux orientations de la planification économique conjointe
- La mobilisation des partenaires et de l'ensemble de l'écosystème en développement économique autour de la stratégie de développement économique

La Ville de Montréal dresse un bilan très positif de la première année de la planification économique conjointe. Cette première année a été marquée par :

- Le dévoilement de huit plans d'action qui répondent directement aux besoins des entrepreneurs, à la planification économique conjointe et à la stratégie Accélérer Montréal :
  1. Entreprendre Montréal – Plan d'action en entrepreneuriat
  2. Maximiser Montréal – Plan d'action pour un réseau performant
  3. Inventer Montréal – Plan d'action sur le savoir et le talent
  4. Propulser Montréal – Plan d'action en affaires économiques internationales
  5. Tisser Montréal – Plan d'action en innovation sociale
  6. Vivre Montréal – Plan d'action en commerce
  7. Bâtir Montréal – Plan d'action pour le développement économique du territoire
  8. Créer Montréal – Plan d'action en design
- Le développement et la mise en place de projets et d'initiatives structurantes qui répondent directement aux enjeux économiques de la métropole
- La restructuration du Service de développement économique afin d'optimiser l'impact des interventions de la Ville de Montréal en développement économique et d'assurer un virage client en renforçant l'expertise et la cohésion de l'équipe

Plusieurs projets ont été déployés cette année et des travaux majeurs ont débuté en développement économique. La Ville compte déjà plusieurs réalisations, à peine six mois après le dévoilement de ses plans d'action :

- Diminution du fardeau fiscal des commerçants par la réduction de la taxe foncière pour la première tranche de 500 000 dollars d'évaluation foncière
- Poursuite des paiements du programme en soutien à la vitalité économique de Montréal (PR@M–Industrie)
- Adoption du programme Artère en transformation visant à soutenir les actions collectives et la rénovation des immeubles commerciaux situés sur des artères en chantier
- Adoption d'un programme d'aide financière aux commerces afin de diminuer les impacts financiers dus aux travaux majeurs d'infrastructure
- Poursuite du PR@M – Commerce par la désignation de trois nouveaux secteurs commerciaux bénéficiant du programme en 2019
- Tenue de « SÉRI Montréal » sous le thème logique, éthique, esthétique, dont le but est de mettre en relation les experts des milieux universitaires et d'affaires pour générer l'émergence de partenariats grâce à la valorisation des résultats de la recherche
- Lancement de l'appel de projets « Accélérer l'entrepreneuriat », doté d'une enveloppe de 2 millions de dollars, dont l'objectif est d'appuyer les initiatives les plus innovantes des organismes de soutien à l'entrepreneuriat
- Mise en œuvre du Cabinet créatif, un programme d'accompagnement qui permet à 15 entreprises créatives et culturelles de renforcer leurs capacités en matière d'exportation
- Appui au développement hors Québec d'entreprises montréalaises dans le cadre de : Urbani T à Toronto (Canada), Magic à Las Vegas (États-Unis), SXSW à Austin (États-Unis), WebSummit à Lisbonne (Portugal), Entretiens Jacques Cartier à Lyon (France)
- Organisation d'une mission d'économie sociale au GSEF 2018 à Bilbao (Espagne)
- Ajout de 17 millions de dollars aux Fonds d'investissement PME MTL, ce qui porte les sommes disponibles pour le financement des entreprises à plus de 51 millions de dollars
- Création de 40 postes dans le réseau PME MTL (un investissement de 17 millions de dollars)
- Création d'un premier complexe d'innovation et de commercialisation (CIC) pour les sciences de la vie et les technologies de la santé
- Organisation de plusieurs missions économiques importantes : Japon (multisectorielle), Bilbao (innovation sociale), Chine (multisectorielle), Los Angeles (cinéma et effets visuels), etc.
- Signature d'une entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Los Angeles dans le secteur des transports
- Soutien aux événements internationaux qui favorisent le rayonnement international de la métropole (p. ex. : Movin'On, la Conférence de Montréal, etc.)
- Consultations et mobilisation autour du premier Agenda montréalais pour la qualité en design et en architecture
- Développement et déploiement d'une boîte à outils pour l'aménagement des chantiers afin de mieux « Délimiter », « Diriger » et « Informer »
- Organisation du RDV Accélérer MTL le 24 octobre 2018 pour la mobilisation de l'écosystème en développement économique autour de la stratégie Accélérer Montréal et de ses huit plans d'action (Plus de 700 participants de différents secteurs et domaines d'activité étaient présents)

Deux rapports ont été reçus par la Ville en matière de développement économique :

- Le rapport du Comité consultatif sur l'élaboration du Plan d'action en commerce – les conclusions de ce rapport ont été intégrées au plan d'action sur le commerce
- Le rapport du Comité consultatif sur le développement économique du territoire – qui continuera à alimenter les actions de la Ville de Montréal en matière de développement économique du territoire

L'année 2018 a été essentiellement une année de consultation, de planification et de lancement de quelques projets structurants. Plusieurs projets et travaux, issus de cette planification, démarreront durant la période 2019 à 2022.

Mot de la mairesse



La Ville de Montréal vient de vivre une année 2018 historique sur le plan du développement économique.

En mars dernier, nous avons conclu une entente de planification économique conjointe avec le gouvernement du Québec, une première depuis la reconnaissance de notre statut de métropole.

En avril, nous avons lancé *Accélérer Montréal*, notre stratégie de développement économique 2018-2022, ainsi que les huit plans d'action qui en découlent. Ces plans d'action comportent des initiatives touchant notamment le développement économique du territoire, le savoir et le talent, l'entrepreneuriat et l'internationalisation des entreprises.

Je suis particulièrement fière que nous ayons réussi à mobiliser l'écosystème pour mettre en place ces projets novateurs. Des projets qui répondent aux besoins des Montréalaises et des Montréalais. Des projets qui nous rassemblent.

Cette année, c'est d'une véritable feuille de route économique dont notre administration s'est doté, un pas magistral vers un alignement stratégique de toutes les priorités de la Ville. L'objectif est que la métropole devienne un chef de file dans les secteurs d'avenir, mais aussi une référence en matière de croissance économique inclusive et durable.

Et l'économie de Montréal se porte à merveille ! Le marché du travail continue à afficher des performances records, avec près de 1,1 million de personnes en emploi en décembre 2018, et nous avons attiré des entreprises de renommée mondiale dans des secteurs clés comme l'intelligence artificielle et le jeu vidéo. Nous devons donc profiter de cet élan et continuer à mobiliser l'écosystème pour accélérer le développement économique de la métropole.

La planification économique conjointe a renforcé la collaboration entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. Elle a permis de mieux arrimer nos interventions respectives, en plus de maximiser les retombées économiques.

Je tiens à remercier le gouvernement du Québec ainsi que tous les acteurs qui contribuent de près ou de loin au développement économique de la Ville, et j'en profite pour réitérer mon enthousiasme à l'idée de poursuivre cette étroite collaboration.

La reconnaissance de notre statut de métropole et de nos compétences nous donne des ailes. Montréal peut enfin jouer pleinement son rôle de moteur économique du Québec – et c'est toute la province qui en sort gagnante !



Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal

Mot de l'élu responsable du développement économique et commercial ainsi que des relations gouvernementales au sein du comité exécutif de la Ville de Montréal



C'est avec grande fierté que nous faisons état des nombreux progrès réalisés depuis l'élaboration de la planification économique conjointe et le lancement de la stratégie de développement économique 2018-2022.

Cette stratégie est historique et les plans d'action sont ambitieux et ciblés. Ils sont le fruit d'une démarche rigoureuse, pour laquelle nous avons impliqué et consulté les acteurs de l'écosystème montréalais en développement économique. Nous avions promis de travailler avec ces acteurs afin de répondre à leurs besoins, et nous avons tenu cette promesse.

La dernière année a été déterminante pour mettre en place un cadre de collaboration et de travail avec le gouvernement du Québec et, surtout, pour lancer des projets ambitieux, qui vont faire une différence dans la communauté.

Parmi nos grandes réalisations, je tiens à souligner nos deux nouveaux programmes en commerce. D'abord, un *programme d'aide financière aux commerçants en situation de chantier*, pour diminuer l'impact financier des travaux – une première au pays! Ensuite, un *programme pour les artères en chantier*, qui vise à consolider l'offre commerciale, à maintenir l'achalandage pendant les chantiers et à favoriser la relance économique une fois les chantiers terminés.

Nous avons aussi contribué à l'élaboration du Parcours Développement durable Montréal. Par le biais d'organismes reconnus, cette initiative offre à quelque 75 PME une démarche d'accompagnement structurée de 2018 à 2021.

L'importance primordiale que nous accordons au parcours ainsi qu'à l'expérience client des entrepreneurs se reflète notamment dans le premier appel de projets pour l'écosystème entrepreneurial que nous avons lancé cet été.

Nous avons également conclu une entente avec l'Institut Néomed visant à mettre en œuvre un complexe d'innovation et de commercialisation en sciences de la vie et en technologies de la santé. Une contribution financière de 1,5 million de dollars sera versée sur une période de quatre ans.

Et ce n'est qu'un début, puisque nos plans d'action s'échelonneront jusqu'en 2022.

Si l'année 2018 a permis d'établir un cadre de collaboration, de nous doter d'une vision et d'orientations communes, ainsi que de lancer des projets et des programmes ambitieux, beaucoup de projets continueront de voir le jour… alors le meilleur reste à venir.

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous comptons poursuivre notre collaboration avec le gouvernement, les entreprises et le milieu du développement économique.

Ensemble, nous renforcerons la prospérité des Montréalaises et des Montréalais, et nous rendrons la métropole encore plus dynamique et plus performante.



Robert Beaudry
Élu responsable du développement économique et commercial et des relations gouvernementales au comité exécutif de la Ville de Montréal

Introduction

Montréal a connu une année exceptionnelle en 2018. En effet, la métropole a affiché une performance record en matière de croissance économique et de l'emploi, et ne cesse d'attirer des talents et des investissements internationaux.

Cette année a aussi été celle de la première planification économique conjointe entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, ainsi que de la première stratégie de développement économique depuis la création du Service du développement économique en 2014.

Plus que jamais, Montréal dispose des leviers, des atouts et de la mobilisation des acteurs pour concrétiser son ambition d'être un chef de file dans les secteurs d'avenir et de la croissance économique durable et inclusive.

Plusieurs événements ont eu lieu depuis la conclusion de la planification économique conjointe en mars 2018. La Ville de Montréal a dévoilé huit plans d'action en lien avec les orientations stratégiques. Elle s'est dotée d'une véritable feuille de route en matière de développement économique et a lancé des programmes innovants qui répondent directement aux préoccupations des Montréalais.

Le présent rapport fait état des étapes et des actions que la Ville de Montréal a entreprises depuis la planification économique conjointe et dresse un bilan des activités réalisées, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.

Montréal : une métropole qui joue pleinement son rôle de moteur économique

Montréal : moteur économique efficace

Avec un poids économique qui excède son poids démographique, Montréal est la locomotive économique de l'ensemble de la province. En effet, l'économie de l'agglomération de Montréal représente 35 % de l'ensemble de l'économie du Québec, alors que son poids démographique est évalué à 24 % de la province.

Plus encore, Montréal est une métropole de calibre mondial. Avec ses établissements d'enseignement supérieur, ses centres de recherche, sa population multiculturelle et cosmopolite, Montréal est une pépinière de talents, un pôle économique de savoir et une métropole culturelle.

Ces atouts, conjugués à sa situation géographique stratégique, lui ont également permis de se spécialiser dans des secteurs d'avenir à haute valeur ajoutée, notamment en intelligence artificielle, en technologies propres ainsi qu'en sciences de la vie et en technologies de la santé. Montréal est d'ailleurs l'une des économies les plus diversifiées du Canada.

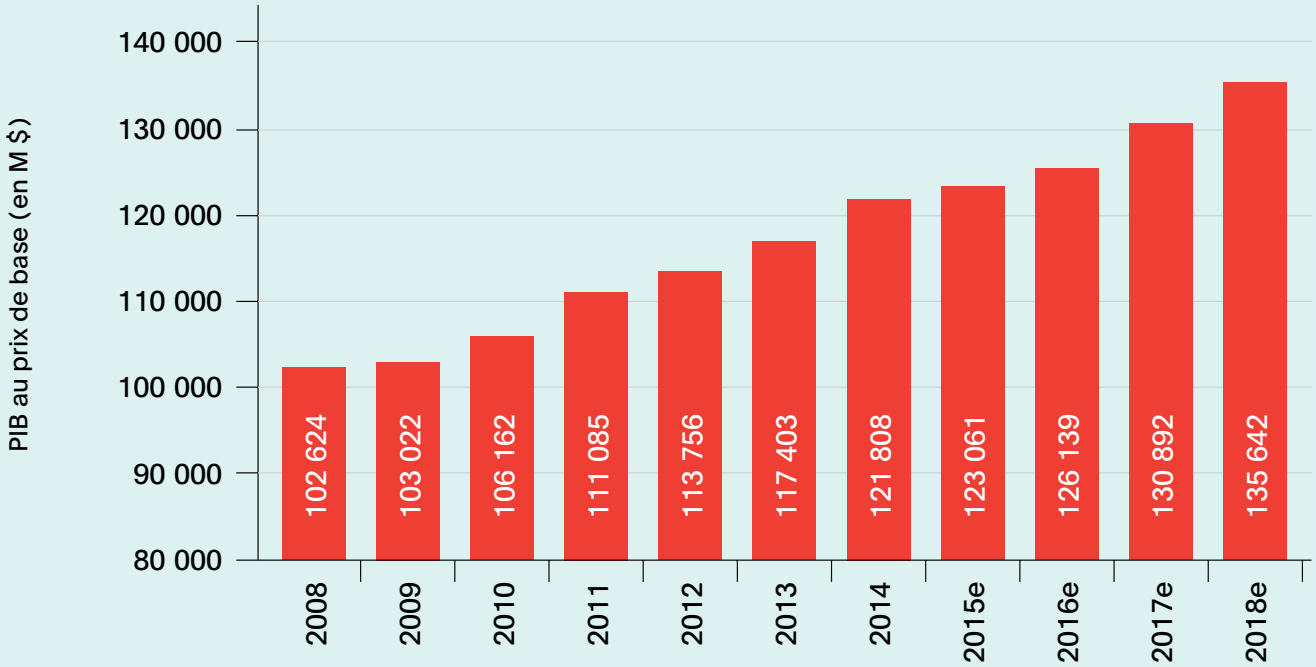
Montréal continue de jouer un rôle clé pour l'attraction des investissements et des activités à haute valeur ajoutée. En effet, plusieurs entreprises ont, en 2018, choisi Montréal pour s'installer ou développer leur expertise dans les secteurs de pointe, comme Google, IBM, Thales, Facebook et Havas Group, pour ne nommer que celles-là. La métropole est devenue l'un des pôles d'intelligence artificielle les plus attractifs au monde grâce à la présence d'une grande concentration de chercheurs en apprentissage profond et constitue une destination de choix pour les investissements dans ce secteur.

Par ailleurs, Montréal continue d'être un pôle d'attraction des talents. Elle a accueilli plus de 60 % des immigrants de la province en 2017 et figure parmi les meilleures villes étudiantes au monde.

La Ville de Montréal travaille étroitement avec les acteurs et les partenaires économiques montréalais afin de renforcer le rôle de la métropole à titre de moteur économique. La collaboration de tous a été déterminante pour le succès et le rayonnement économique de la métropole.

Ainsi, la planification économique conjointe conclue en 2018 entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec a permis à ces acteurs de mieux coordonner leurs actions en matière de développement économique. Et c'est tout le Québec qui en bénéficie.

PIB au prix de base, agglomération de Montréal



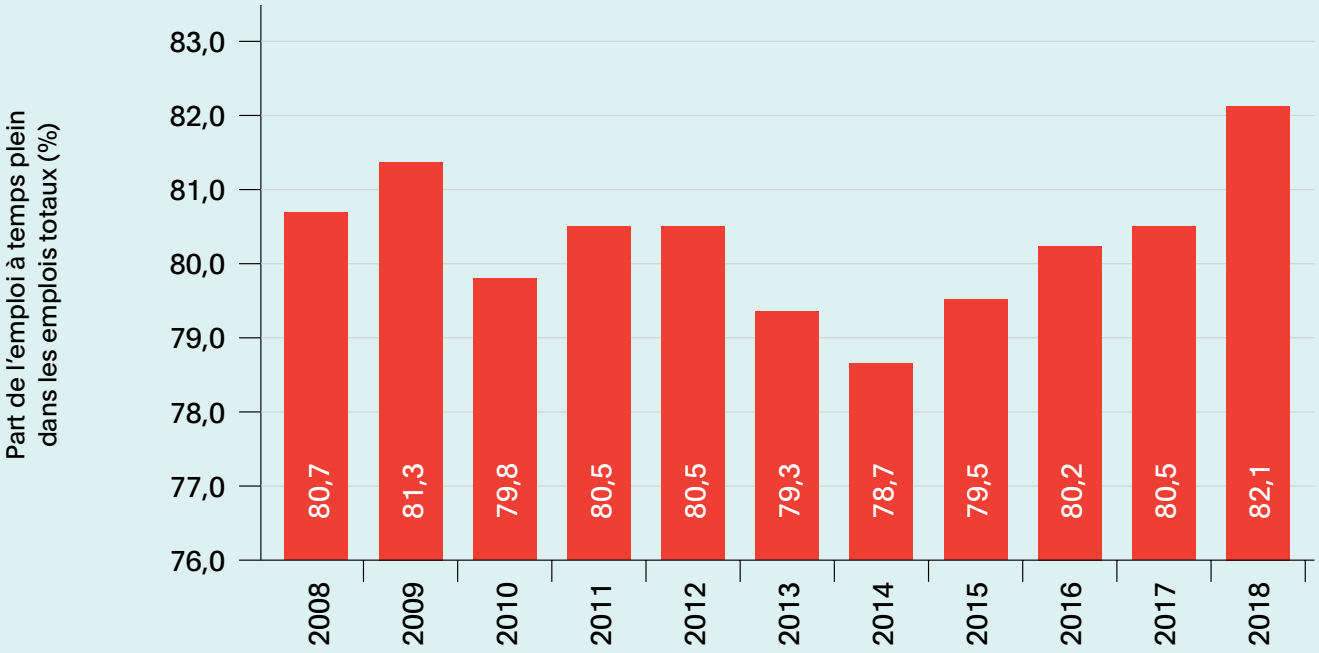
Source : Institut de la statistique du Québec

Une performance économique record en 2018

Montréal a connu une très bonne année 2018 sur le plan économique. L'augmentation du produit intérieur brut (PIB) entre 2017 et 2018 est estimée à 3,6 %, ce qui porte à plus de 135,6 milliards de dollars la valeur totale du PIB : un sommet depuis la récession de 2008.

Le PIB par habitant a aussi affiché une bonne performance puisqu'il a progressé de 2,4 % de 2017 à 2018.

Part de l'emploi à temps plein dans les emplois totaux (%), agglomération de Montréal



Source : Institut de la statistique du Québec

Cette création de richesse s'est aussi traduite par une performance exceptionnelle au chapitre de l'emploi. En effet, le nombre d'emplois est le plus important jamais enregistré sur le territoire de l'agglomération de Montréal depuis que de telles données existent. Avec un total de 1 058 500 personnes au travail, ce sont 22 600 individus de plus qu'en 2017 qui travaillent. De même, 82 % des emplois occupés par les Montréalais en 2018 étaient des emplois à temps plein, soit le plus haut taux atteint depuis 2005.

La population de l'agglomération de Montréal dépasse les 2 millions d'habitants depuis 2016. La croissance démographique, principalement soutenue par l'apport de l'immigration, a atteint un taux de 8,5 % au cours de la dernière décennie, avec quelque 158 425 nouveaux résidants qui se sont établis sur le territoire.

Avec la vigueur du marché du travail, l'enjeu de la disponibilité de main-d'œuvre devient criant. La croissance de l'immigration est certes à l'avantage de Montréal. Il importe toutefois de s'assurer que la main-d'œuvre répond adéquatement aux besoins des employeurs montréalais.

Les actions de la Ville de Montréal découlant notamment du plan d'action sur le savoir et le talent visent à améliorer cette adéquation entre les besoins du marché du travail et la main-d'œuvre disponible au profit de l'ensemble de l'économie.

Contexte général : de nouveaux pouvoirs et une planification économique conjointe afin de mieux développer la métropole

Le statut de métropole et les nouveaux pouvoirs de Montréal

La planification économique conjointe s'est inscrite dans un contexte historique. En effet, le 21 septembre 2017, Montréal a officiellement obtenu son statut de métropole du Québec.

Avec ce statut, Montréal renforce son rôle de moteur économique de l'ensemble de la province.

Montréal bénéficie désormais d'un cadre juridique plus souple qui prend également en compte les particularités de la métropole sur les plans économique et social. Elle obtient ainsi de nouveaux pouvoirs et leviers en matière de développement économique, notamment l'abolition du plafond des subventions aux entreprises et un pouvoir accru pour accorder des crédits et des taxes. La Ville de Montréal exerce également de nouveaux pouvoirs en matière d'immigration – notamment en termes de concertation, de mobilisation et de participation à la définition des besoins de main-d'œuvre sur le territoire de la métropole –, de gestion du patrimoine et d'habitation visant à améliorer le cadre de vie des citoyens.

En parallèle, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ont signé l'entente-cadre « Réflexe Montréal » sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal à l'égard de la reconnaissance du statut particulier de la métropole.

Dans le cadre de cette entente, en plus de l'aide financière qui atteindra 50 millions de dollars pour l'année 2021-2022, les parties ont convenu d'établir une planification économique conjointe afin d'arrimer leurs interventions et d'assurer une meilleure cohérence des initiatives de développement économique sur le territoire. L'objectif ultime de cet arrimage est de maximiser la portée et les leviers des initiatives de développement économique au bénéfice des entreprises et de l'ensemble de l'écosystème.

La Ville de Montréal dispose maintenant d'un peu plus de latitude et de ressources afin de matérialiser sa vision et d'atteindre des ambitions à la hauteur d'une métropole de calibre internationale.

Bref rappel de la planification économique conjointe

En mars 2018, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal ont convenu d'une planification économique conjointe pour la période 2018-2022 relativement à l'aide annuelle versée par le gouvernement du Québec. Il s'agit de la première planification conjointe depuis la reconnaissance du statut de métropole.

L'objectif premier de cet exercice était d'identifier les orientations et les axes de développement économique pour lesquels les parties conviennent de se coordonner et de se concerter en vue du développement de la métropole. Le tout dans le but « d'agir conjointement, de mettre à profit les ressources, de valoriser les talents et d'arrimer les expertises pour contribuer à faire de Montréal un leader mondial en matière de créativité, d'innovation et d'inclusion en vue de créer de la prospérité et un développement durable ».

Dans le cadre de cette planification, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal se sont entendus sur les quatre principes directeurs suivants :

- Cohérence et complémentarité
- Partenariat et concertation
- Effet de levier
- Optimisation et efficience

La planification conjointe s'articule autour de cinq orientations :

1. Favoriser l'essor des entreprises

1.1. Stimuler la croissance des secteurs d'activité suivants : transport et mobilité, industries créatives et culturelles, industries numériques, technologies propres, santé et sciences de la vie

1.2. Répondre efficacement aux besoins des entreprises et les soutenir dans leurs projets par des services efficaces et complémentaires

1.3. Procéder de manière continue à l'évaluation des programmes et des interventions destinés à stimuler la création et la croissance des entreprises ainsi que l'attractivité et la compétitivité des zones d'emploi et des artères commerciales

2. Stimuler l'entrepreneuriat privé et collectif

2.1. Stimuler la création et la croissance des entreprises ainsi que le développement de toutes les composantes de l'écosystème entrepreneurial en accordant une attention particulière à l'entrepreneuriat féminin, à l'entrepreneuriat jeunesse et à l'entrepreneuriat immigrant

2.2. Soutenir le développement de l'économie sociale et faire de Montréal une référence internationale en matière d'innovation sociale

3. Miser sur le savoir et le talent

3.1. Soutenir des initiatives mettant en relation des représentants d'entreprises et des chercheurs autour de thématiques technologiques intersectorielles pour stimuler le développement économique

3.2. Contribuer à la valorisation de la recherche issue du réseau de l'enseignement supérieur et à la création d'un plus grand nombre d'entreprises comme résultat de ces activités

3.3. Instaurer des partenariats stratégiques avec les partenaires institutionnels et gouvernementaux pour relever le défi des besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée

4. Mettre en valeur les pôles économiques territoriaux de la métropole

4.1. Consolider l'attractivité des pôles territoriaux d'emplois et du centre-ville comme centre d'affaires

4.2. Améliorer l'accessibilité des pôles territoriaux d'emplois et le déplacement des marchandises

4.3. Redynamiser les artères commerciales

5. Faire rayonner la métropole à l'échelle nationale et sur la scène internationale

5.1. Collaborer à l'attraction, à l'accueil et à l'accompagnement de projets d'investissements de sociétés locales ou étrangères, en collaboration avec Montréal International et Investissement Québec

5.2. Promouvoir à l'international le talent des designers de Montréal ainsi que son statut de « Ville UNESCO de design » et développer la coopération internationale en tant que membre du Réseau des villes créatives de l'UNESCO

5.3. Soutenir l'internationalisation des entreprises montréalaises

L'aide financière et la reddition de compte

Dans le cadre de cette planification, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la Ville de Montréal une aide annuelle qui atteindra 50 millions de dollars en 2021-2022 pour soutenir sa stratégie de développement économique. Ce fonds est doté d'une enveloppe de 10 millions de dollars en 2017-2018, 20 millions en 2018-2019, 30 millions en 2019-2020, 40 millions en 2020-2021 et 50 millions en 2021-2022.

En contrepartie, la Ville de Montréal dépose chaque année un rapport des activités réalisées, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Le présent rapport met en évidence **les projets et les actions réalisées, les montants dépensés en vertu de l'aide financière (l'entente-cadre « Réflexe Montréal ») et l'impact des mesures, sous forme de cibles et d'indicateurs, qui ont été déployées en fonction des objectifs dans les plans d'action de la Ville, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2018.**

Le rôle de la Ville de Montréal en développement économique

Le Service du développement économique (SDÉ) a pour mission de faire de Montréal un chef de file dans des secteurs d'avenir et une référence en matière de croissance économique durable et inclusive, en collaboration avec les acteurs du milieu.

Le Service du développement économique planifie et élabore les stratégies de développement économique de Montréal.

En fonction de ses priorités, il joue plusieurs rôles, notamment :

1. Il met en place des programmes visant à soutenir et à accompagner les entreprises et les activités commerciales de Montréal ;
2. Il assure un arrimage avec ses partenaires, notamment les autres paliers gouvernementaux, des initiatives en développement économique à Montréal ;
3. Il met en place des partenariats stratégiques et sert de levier aux différentes initiatives des secteurs privé, public et communautaire.



RDV Accélérer MTL ©Sandra Larochelle

Accélérer Montréal : la stratégie de développement économique pour réaliser nos ambitions

Une démarche inclusive et rigoureuse

La stratégie de développement économique 2018-2022 de la Ville de Montréal, Accélérer Montréal, s'est inscrite en continuité avec la planification économique conjointe. Il s'agit de la première stratégie de développement depuis la création du nouveau Service du développement économique en 2014.

En effet, pour concrétiser sa vision et bien soutenir la création de richesse de la métropole, la Ville de Montréal s'est dotée d'une vision claire découlant d'un diagnostic robuste, d'une stratégie et de huit plans d'action. Ces derniers constituent une feuille de route guidant les interventions de la Ville de Montréal en développement économique tout en soutenant et en arrimant les actions des divers intervenants vers le même objectif. Cette démarche constitue également une grande avancée vers un alignement stratégique des priorités de la Ville.

Cette stratégie et les plans d'action sont le fruit d'une démarche méthodologique rigoureuse et de la collaboration entre le gouvernement du Québec, divers entrepreneurs et d'autres acteurs du développement économique de la métropole.

La stratégie Accélérer Montréal en bref

La vision :

Montréal, vecteur d'innovation, de talents et de développement – économique, entrepreneurial, international, durable et social

Cinq orientations :

1. Miser sur le savoir et le talent
2. Stimuler l'entrepreneuriat
3. Dynamiser les pôles économiques
4. Propulser Montréal à l'international
5. Assurer un réseau performant

Cinq secteurs priorisés :

1. Industries culturelles et créatives
1. Sciences de la vie et technologies de la santé
3. Transport et mobilité
4. Industrie numérique
5. Technologies propres

Huit plans d'action :

1. Entreprendre Montréal Plan d'action en entrepreneuriat
2. Maximiser Montréal Plan d'action pour un réseau performant
3. Inventer Montréal Plan d'action sur le savoir et le talent
4. Propulser Montréal Plan d'action en affaires économiques internationales
5. Tisser Montréal Plan d'action en innovation sociale
6. Vivre Montréal Plan d'action en commerce
7. Bâtir Montréal Plan d'action pour le développement économique du territoire
8. Créer Montréal Plan d'action en design

Démarche de la planification économique conjointe et de la stratégie Accélérer Montréal

Avril 2017 à juillet 2017

Réflexion sur la vision

- Consultation des hauts dirigeants d'entreprises et d'organismes montréalais ainsi que de la communauté d'affaires

Juillet 2017 à septembre 2017

Diagnostic et consultation des parties prenantes

- Consultation interne des services de la Ville de Montréal dans un but d'arrimage des priorités
- Consultation d'experts économistes et scientifiques des données, pour le diagnostic économique, les indicateurs et les secteurs prometteurs
- Consultation des partenaires d'affaires et d'entreprises privées
- Consultation et collaboration avec le gouvernement du Québec pour la planification économique conjointe

Septembre 2017 à mars 2018

- Élaboration d'un diagnostic économique (l'état de l'économie de Montréal, les atouts et les défis économiques ainsi que les nouvelles tendances qui transformeront la métropole)
- Analyse des secteurs porteurs (quotient de localisation, potentiel de demande à l'échelle mondiale, croissance de l'emploi, etc.) pour la définition des secteurs prioritaires
- Organisation de cinq ateliers de concertation d'entrepreneurs visant les cinq secteurs prioritaires de la stratégie

Mars 2018

- Diffusion de la planification économique conjointe entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec

Avril 2018

Adoption et dévoilement de la stratégie Accélérer Montréal

- Orientation stratégique, secteurs priorisés et annonce des huit plans d'action en développement
- Mise en place d'un comité consultatif du « Plan commerce » de la Ville de Montréal, présidé par M. Guy Cormier, président et chef de la direction du Mouvement Desjardins
  > Dépôt du rapport le 11 juin 2018

Mai 2018 à juillet 2018

Dévoilement des huit plans d'action en développement économique

- 25 mai 2018 : Plan d'action en entrepreneuriat, plan d'action pour un réseau performant et plan d'action en innovation sociale
- 30 mai 2018 : Plan d'action en design, plan d'action en affaires économiques internationales et plan d'action sur le savoir et le talent
- 13 juin 2018 : Plan d'action en commerce
- 27 juin 2018 : Plan d'action pour le développement économique du territoire

Juillet 2018 à ce jour

Début de la mise en œuvre des plans d'action

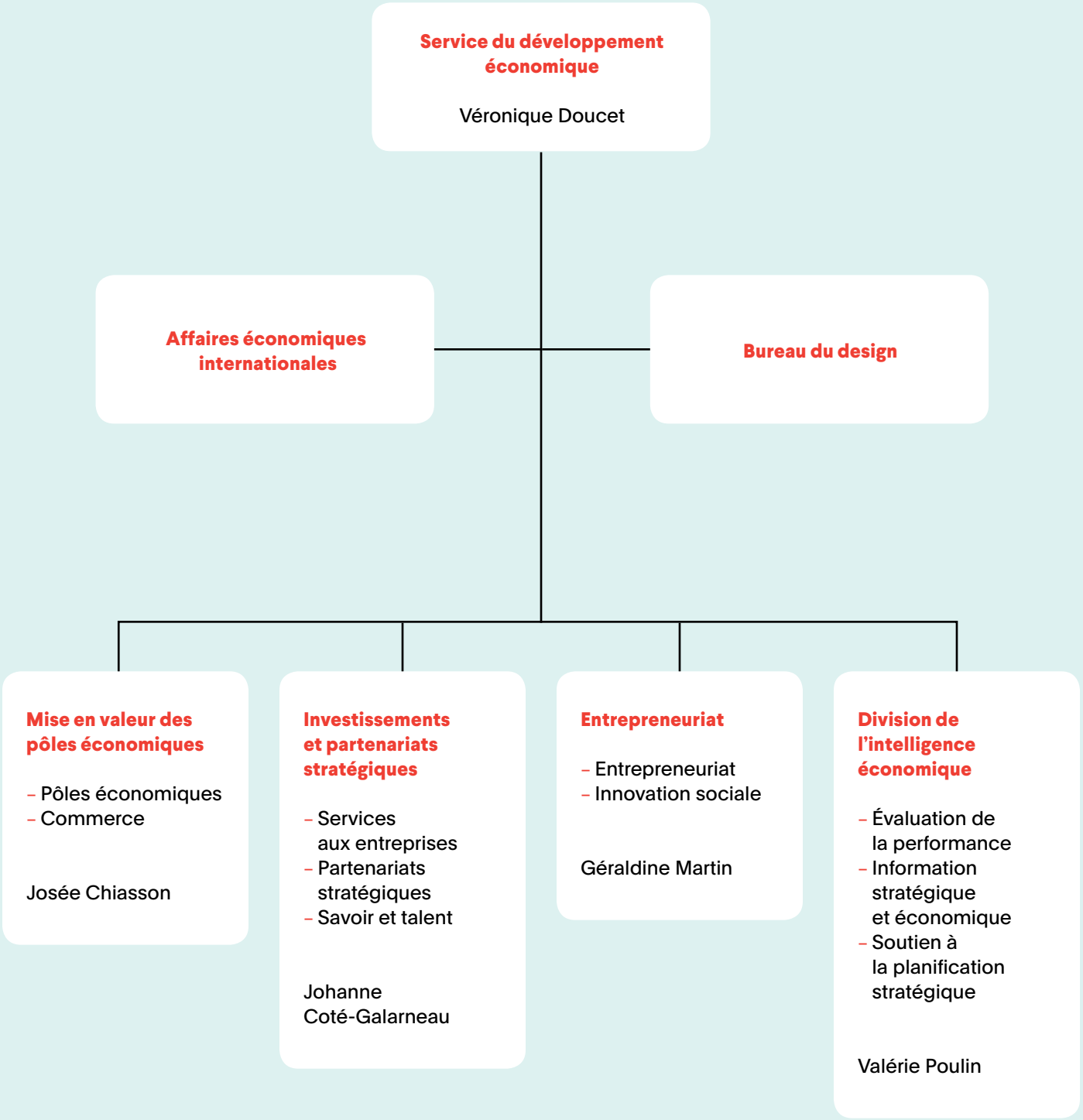
- Mise en place des programmes
- Lancement de projets

RDV

Octobre 2018

Organisation d'un événement de mobilisation de l'ensemble de l'écosystème du développement économique autour de la stratégie Accélérer Montréal et des huit plans d'action : le RDV Accélérer MTL

Structure organisationnelle du Service de développement économique en 2018 et 2019



La restructuration du Service du développement économique et le changement de la culture organisationnelle

Afin de concrétiser la vision et les plans d'action de développement économique, le Service du développement économique a procédé à une transformation organisationnelle. Cette dernière s'est effectuée à deux niveaux : une réorganisation de la structure et un changement de la culture organisationnelle, qui est toujours en cours.

En premier lieu, une analyse des besoins d'expertise et des priorités du développement économique a conduit la direction du Service à créer la **Direction de la mise en valeur des pôles économiques** (novembre 2017) et la **Division de l'intelligence économique** (décembre 2017). Cette réorganisation vise principalement à concentrer les ressources, les énergies et les compétences sur les priorités stratégiques de la direction.

La création de la Direction de la mise en valeur des pôles économiques répond à la nécessité de renforcer l'approche intégrée de développement du territoire pour s'assurer de la cohérence et de la complémentarité des activités économiques au sein des zones industrielles.

La création de la Division de l'intelligence économique vise à accompagner toutes les directions du Service dans la prise de décisions éclairées, notamment par l'analyse de l'économie, l'analyse des meilleures pratiques, la veille stratégique et le suivi de performance de la stratégie et de tous les plans d'action. La division est l'outil de transparence, de cohérence, d'imputabilité et de performance par excellence pour un service aussi primordial à la croissance de la richesse et à la qualité de vie des Montréalais.

Au-delà du changement de structure, un chantier de changement de la culture organisationnelle a été mis en place afin d'assurer le succès de cette transformation organisationnelle.

En effet, la nouvelle vision en développement économique implique une plus grande transversalité entre les directions et nécessite un virage client.

Le but de ce changement organisationnel est d'optimiser l'impact des interventions de la Ville de Montréal en développement économique et d'assurer un virage client en renforçant l'expertise et la cohésion de l'équipe.

La mobilisation et la gestion efficace des talents, de l'information et des processus sont essentielles pour réussir la transformation organisationnelle.

La nouvelle structure organisationnelle s'articule autour des cinq valeurs suivantes :

Leadership
Audace
Professionnalisme
Innovation
Synergie

D'autres initiatives ont été développées en lien avec cette culture organisationnelle, dont la **révision des processus d'accueil et d'accompagnement des projets d'investissements**, et l'élaboration de la **salle de pilotage**, qui vise à assurer la coordination et l'évaluation des actions ainsi qu'une plus étroite collaboration des équipes.

Le Service du développement économique : une équipe forte et soudée pour mettre en œuvre les plans d'action.

Une forte mobilisation des acteurs montréalais autour de la stratégie Accélérer Montréal et de ses plans d'action

Puisque la collaboration de tous est essentielle pour développer l'économie de Montréal et réaliser les plans d'action, le Service du développement économique, en collaboration avec le gouvernement du Québec (Services Québec et le ministère de l'Économie et de l'Innovation) a tenu le 24 octobre 2018 le RDV Accélérer MTL.

Cet événement avait pour objectif de mobiliser l'écosystème du développement économique, de lancer des séances de travail (une quinzaine d'ateliers) autour des huit plans d'action du développement économique de la Ville de Montréal, et de réaffirmer la complémentarité et la collaboration des offres de service de la Ville de Montréal et du gouvernement du Québec.

Plus de 700 participants de différents secteurs et domaines d'activité de l'écosystème du développement économique ont participé aux différentes activités de la journée, permettant de renforcer les collaborations au sein de l'écosystème.

Un bilan 2018 positif pour la première année de la planification économique conjointe

Les huit plans d'action : des mesures concrètes pour réaliser la planification économique conjointe et la stratégie Accélérer Montréal

Les plans d'action dévoilés par la Ville de Montréal répondent directement aux orientations et aux axes contenus dans la planification économique conjointe.
(voir tableau ci-après).

Orientations de la planification économique conjointe	**Axes de la planification économique conjointe**	**Plans d'action du développement économique de la Ville de Montréal**
1 **Favoriser l'essor des entreprises**	Stimuler la croissance des entreprises des secteurs stratégiques	Maximiser Montréal (Plan d'action pour un réseau performant – Volet Partenariats stratégiques)
	Répondre efficacement aux besoins des entreprises et les soutenir dans leurs projets par des services efficaces complémentaires	Maximiser Montréal (Plan d'action pour un réseau performant – Volet Services aux entreprises), Entreprendre Montréal (Plan d'action en entrepreneuriat)
	Procéder de manière continue à l'évaluation des programmes et des interventions destinés à stimuler la création et la croissance des entreprises ainsi que la compétitivité des zones d'emploi et des artères commerciales	Entreprendre Montréal, Maximiser Montréal, Tisser Montréal, Inventer Montréal, Bâtir Montréal, Vivre Montréal, Propulser Montréal, Créer Montréal
2 **Stimuler l'entrepreneuriat privé et collectif**	Stimuler la création et la croissance des entreprises ainsi que le développement de toutes les composantes de l'écosystème entrepreneurial en accordant une attention particulière à l'entrepreneuriat féminin, à l'entrepreneuriat jeunesse et à l'entrepreneuriat immigrant	Entreprendre Montréal (Plan d'action en entrepreneuriat)
	Soutenir le développement de l'économie sociale et faire de Montréal une référence internationale en matière d'innovation sociale	Tisser Montréal (Plan d'action en innovation sociale)
3 **Miser sur le savoir et le talent**	Soutenir des initiatives mettant en relation des représentants d'entreprises et des chercheurs autour de thématiques technologiques intersectorielles	Inventer Montréal (Plan d'action sur le savoir et le talent)
	Contribuer à la valorisation de la recherche issue du réseau de l'enseignement supérieur et à la création d'un plus grand nombre d'entreprises comme résultat de ces activités	Inventer Montréal (Plan d'action sur le savoir et le talent)
	Instaurer des partenariats stratégiques avec les partenaires institutionnels et gouvernementaux afin de relever le défi des besoins croissants en main-d'œuvre qualifiée	Inventer Montréal (Plan d'action sur le savoir et le talent)
4 **Mettre en valeur les pôles économiques territoriaux de la métropole**	Consolider l'attractivité des pôles territoriaux d'emplois et du centre-ville comme centre d'affaires	Bâtir Montréal (Plan d'action pour le développement économique du territoire)
	Améliorer l'accessibilité des pôles territoriaux d'emplois et le déplacement des marchandises	Bâtir Montréal (Plan d'action pour le développement économique du territoire)
	Redynamiser les artères commerciales	Vivre Montréal (Plan d'action en commerce)
5 **Rayonner à l'échelle nationale et sur la scène internationale**	Collaborer à l'attraction, à l'accueil et à l'accompagnement de projets d'investissements de sociétés locales ou étrangères, en collaboration avec Montréal international et Investissement Québec	Propulser Montréal (Plan d'action en affaires économiques internationales)
	Promouvoir à l'international le talent des designers de Montréal ainsi que son statut de « Ville UNESCO de design » et développer la coopération internationale en tant que membre du Réseau des villes créatives	Créer Montréal (Plan d'action en design)
	Soutenir l'internationalisation des entreprises montréalaises	Propulser Montréal (Plan d'action en affaires économiques internationales), Entreprendre Montréal (Plan d'action en entrepreneuriat)

L'année 2018 a été essentiellement une année de consultation et de planification. Les plans d'action en développement économique ont été lancés entre mai et fin juin 2018. La mise en œuvre des plans a donc été entreprise au cours des six derniers mois de l'année. Durant cette période, le SDÉ a lancé plusieurs programmes et projets, dont plusieurs démarreront en 2019. Par conséquent, les rapports d'activité pour les années 2019 à 2022 mettront davantage en lumière les retombées des projets et programmes lancés cette année.

Les plans d'action en bref : projets et actions phares réalisés de juin au 31 décembre 2018

Bâtir Montréal

Plan d'action pour le développement économique du territoire

Un budget initial total de 106,4 millions de dollars et une bonification de l'initiative de développement d'une cellule d'expertise sur le développement économique du territoire, portant le budget total à 115,3 millions de dollars (le financement provient de l'entente-cadre « Réflexe Montréal » et du budget de la Ville de Montréal)

3 axes d'intervention et 35 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Mise en place d'un comité consultatif sur le développement économique du territoire – rapport déposé le 22 octobre 2018
- Soutien au Défi énergie en immobilier de BOMA Québec (Association des propriétaires et des administrateurs d'immeubles)
- Mise en œuvre du Parcours Développement durable PME Montréal
- Poursuite Poursuite des paiements reliés au programme en soutien à la vitalité économique de Montréal (PR@M – Industrie)
- Appui à des organismes (MOBA et Voyagez Futé) pour la mise en place d'un plan de gestion des déplacements et des initiatives de mobilité durable au sein des entreprises montréalaises
- Caractérisation du territoire et identification des secteurs géographiques à haut potentiel de développement



photo : © Olivier Blouin

Parcours Développement durable Montréal

- La Ville de Montréal, l'entreprise Ellio Conseil en stratégie et développement durable et le Conseil des industries durables (CID) se sont associés pour développer le Parcours Développement durable Montréal
- Par le biais d'organismes reconnus, cette initiative offre à des entreprises une démarche d'accompagnement structurée pour les aider à implanter des solutions durables
- Les 15 entreprises sélectionnées en 2018 ont ainsi progressé vers des modèles d'affaires plus durables, pérennes et inspirants
- Du mentorat additionnel a été offert aux 10 femmes entrepreneures participant au Parcours Développement durable. Elles ont pu bénéficier également de l'initiative « Femmes pour le Climat » (Women4Climate) du réseau des villes engagées dans la lutte contre les changements climatiques (C40), présidé par Anne Hidalgo, mairesse de Paris
- Un total de 75 PME seront accompagnées entre 2018 et 2021 grâce à un investissement de 737 000 dollars de la Ville de Montréal

Vivre Montréal

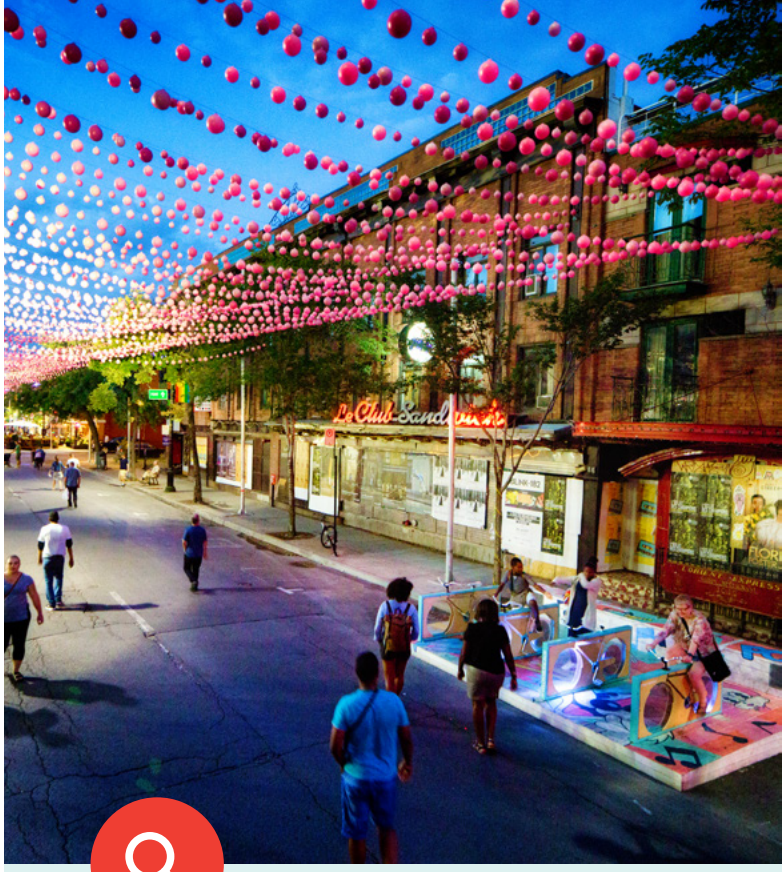
Plan d'action en commerce

Un budget de 74 millions de dollars (le financement provient de l'entente-cadre « Réflexe Montréal » et du budget de la Ville de Montréal)

4 axes d'intervention et 33 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Mise en place d'un comité consultatif sur l'élaboration du Plan d'action en commerce, dont le rapport a été déposé en juin 2018
- Modification de la fiscalité et mise en place d'une politique afin de mieux s'adapter aux modèles d'affaires des commerçants :
  - > Diminution du fardeau fiscal des commerçants par la réduction de la taxe foncière pour la première tranche de 500 000 dollars d'évaluation foncière
  - > Démarrage d'un chantier pour les heures d'exploitation des commerces et une éventuelle politique de la vie nocturne
- Offre d'une solution performante aux commerçants en situation de chantier
- Dynamisation des artères commerciales
  - > Développement de programmes de soutien financier visant la création de sociétés de développement commercial (SDC) et l'amélioration des affaires des SDC
  - > Poursuite du PR@M – Commerce par la désignation de trois nouveaux secteurs commerciaux bénéficiant du programme en 2019
  - > Poursuite du programme d'aide à l'accessibilité universelle afin de rendre les commerces accessibles à tous



Offre d'une solution performante aux commerçants en situation de chantier

- Poursuite du PR@M – Artère en chantier et du PR@M – Sainte-Catherine afin de soutenir les communautés d'affaires dans huit secteurs désignés
- Adoption du programme Artère en transformation visant à soutenir les actions collectives et la rénovation des immeubles commerciaux situés sur des artères en chantier
- Adoption d'un programme d'aide financière aux commerces afin de diminuer les impacts financiers dus aux travaux majeurs d'infrastructure
- Développement d'une boîte à outils pour améliorer l'image et la mitigation des chantiers sur les artères commerciales

Inventer Montréal

Plan d'action sur le savoir et le talent

Un budget de 6,6 millions de dollars (le financement provient de l'entente-cadre « Réflexe Montréal » et du budget de la Ville de Montréal)

4 axes d'intervention et 18 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Tenue de « SÉRI Montréal » sous le thème logique, éthique, esthétique, dont le but est de mettre en relation les experts des milieux universitaires et d'affaires afin de générer l'émergence de partenariats grâce à la valorisation des résultats de la recherche
- Participation à l'organisation du Congrès mondial ICLEI 2018 à Montréal, le rendez-vous international des gouvernements locaux et régionaux pour un développement urbain durable
  - > Présentation, par les partenaires de l'enseignement supérieur, des réalisations technologiques uniques axées sur le développement durable, mettant ainsi en évidence le savoir-faire montréalais en matière d'innovation
- Élaboration d'un diagnostic des services de placement des PME MTL
- Réalisation d'un projet pilote « SÉRI Montréal » dans le cadre du RDV Accélérer Montréal pour répondre aux défis urbains actuels
- Offre d'une formation à une trentaine d'entreprises du réseau PME MTL et à six conseillers PME MTL, afin de promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion des talents



Volet Savoir

Projet pilote dans le cadre du RDV Accélérer Montréal : De l'idée à l'innovation – Transformer Montréal par la recherche

Activité qui vise à présenter un projet de recherche original qui répond à un défi urbain et démontrer sa pertinence pour les décideurs publics

- Onze chercheurs sélectionnés ont exposé des solutions originales aux défis urbains actuels
- Une bourse de 3 000 dollars est remise pour encadrer un(e) étudiant(e) qui développera CarboCount, un projet de recherche visant l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de GES et des polluants de la Ville de Montréal

Volet Talent

Projet d'harmonisation des différentes offres de service en placement du réseau de PME MTL

Dressé un diagnostic des services de placement en emploi de PME MTL pour ensuite établir un plan d'action :

- Cueillette de données et élaboration d'un rapport entériné par les directions du réseau
- Mise en évidence des enjeux et des défis des services de placement
- Élaboration d'un plan d'action commun au sein du réseau PME MTL afin d'alimenter la synergie au sein du réseau PME MTL en matière d'employabilité

Entreprendre Montréal

Plan d'action en entrepreneuriat

Un budget total de 37,6 millions de dollars (le financement provient de l'entente-cadre « Réflexe Montréal » et du budget de la Ville de Montréal)

5 axes d'intervention et 48 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Lancement de l'appel de projets « Accélérer l'entrepreneuriat », doté d'une enveloppe de deux millions de dollars, dont l'objectif est d'appuyer les initiatives les plus innovantes des organismes de soutien à l'entrepreneuriat
- Lancement de la 5e cohorte du Montréal : Parcours innovation PME Montréal et de la 2e cohorte du Parcours C3, des programmes d'accompagnement destinés aux PME montréalaises en croissance
- Mise en œuvre du Cabinet créatif, un programme d'accompagnement qui permet à 15 entreprises créatives et culturelles de renforcer leurs capacités en matière d'exportation
- Appui au développement hors Québec d'entreprises montréalaises dans le cadre de Urbani T à Toronto (Canada), Magic à Las Vegas (États-Unis), SXSW à Austin (États-Unis), WebSummit à Lisbonne (Portugal) et Entretiens Jacques Cartier à Lyon (France).
- Soutien à la création d'un pôle d'innovation pour startups
- Appui à des rendez-vous majeurs comme le Startupfest, C2 Montréal et OSEntreprendre



Lancement de l'appel de projets « Accélérer l'entrepreneuriat »

- Un processus d'appel de projets a été mis en place afin de soutenir les organismes de l'écosystème entrepreneurial pour les projets qui visent à stimuler les clientèles entrepreneuriales prioritaires, ainsi qu'à contribuer à la croissance et à la pérennisation de nos PME

- Le projet pilote réalisé à l'été 2018 a permis de soutenir six projets grâce à l'octroi d'un montant total de 205 000 dollars

- Une enveloppe de deux millions de dollars est maintenant disponible pour des appels de projets qui se dérouleront entre 2019 et 2021, soit une moyenne de deux appels de projets par année

Tisser Montréal

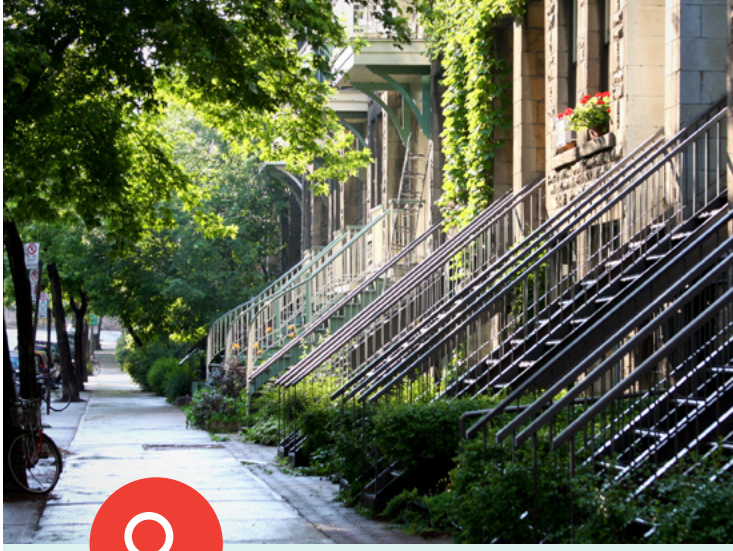
Plan d'action en innovation sociale

Un budget total de 16,9 millions de dollars (le financement provient de l'entente-cadre « Réflexe Montréal » et du budget de la Ville de Montréal)

4 axes d'intervention et 28 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Réalisation de trois ateliers, le Cycle d'échange « Les communs urbains et la Ville » sur la notion des communs et la transformation des pratiques professionnelles à la Ville de Montréal afin de développer une culture commune sur l'économie sociale
- Organisation d'une mission de l'économie sociale au GSEF 2018 à Bilbao, en Espagne
- Soutien à l'organisme Cantine pour tous, afin de mettre en place un projet de mutualisation facilitant la production de repas abordables (80 000 dollars pour 2018-2019)
- Soutien à l'organisme Territoires innovants en économie sociale et solidaire, afin d'étudier le potentiel des fiducies d'utilité sociale pour l'économie sociale (20 000 dollars en 2018)



Organisation d'une mission de l'économie sociale au GSEF 2018 à Bilbao, en Espagne

- Le SDÉ a organisé une mission économique au Global Social Economy Forum (GSEF) 2018 à Bilbao, en Espagne, dans le domaine de l'économie sociale, avec la participation de l'élu responsable du développement économique au comité exécutif, M. Robert Beaudry.

- Grâce au soutien de la Ville de Montréal, près de 20 entreprises montréalaises d'économie sociale ont été associées à cette mission.

- Cela aura notamment eu pour résultat l'obtention par Montréal de la vice-présidence continentale de l'association internationale GSEF, conjointement avec le Chantier de l'économie sociale.
  - > La mise en relation du Partenariat du quartier des spectacles (PQDS) avec le Seoul Metropolitan Government ; à ce jour, les deux parties poursuivent les échanges à propos du modèle du PQDS via le Bureau du Québec à Séoul.
  - > La production de six fiches thématiques sur les bonnes pratiques observées en économie sociale au GSEF 2018.
  - > La mise en relation avec l'Institut national d'économie sociale du Mexique en vue du GSEF 2020 à Mexico.
  - > Enfin, ce sont plus de 80 Québécois qui auront participé au GSEF 2018, ce qui constitue une première.

- Montréal est désormais cofondatrice de la communauté de pratiques en économie sociale au sein de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

- Le SDÉ aura ainsi procédé à la préparation du colloque Économie collaborative et Communs avec l'organisme CITIES en mai 2019 à Séoul.

Maximiser Montréal

Plan d'action pour un réseau performant

Volet Service aux entreprises :

Un budget initial total de 115 millions de dollars, bonifié par la capitalisation du fonds du réseau PME MTL, qui porte le budget global à plus de 133 millions de dollars

4 axes d'intervention et 30 actions sur quatre ans

Volet Partenariats stratégiques :

Un budget total de 28,5 millions de dollars

1 axe et 12 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Capitalisation du fonds d'investissement PME MTL en 2018
  - > Ajout de 17 millions de dollars aux fonds d'investissement PME MTL, ce qui porte les sommes disponibles pour le financement des entreprises à plus de 51 millions de dollars.
- Création de 40 postes dans le réseau PME MTL
- Bonification de l'accompagnement aux entreprises par la création de 40 postes dans le réseau de PME MTL (un investissement de 17 millions de dollars)
- Réalisation de trois études sur l'écosystème des secteurs économiques prioritaires de la stratégie Accélérer Montréal (technologies propres, transport et mobilité, industrie numérique)
- Création d'un premier CIC : Complexe d'innovation et de commercialisation pour les sciences de la vie et les technologies de la santé



Volet Services aux entreprises

Capitalisation du fonds PME MTL

Activité qui vise à présenter un projet de recherche original qui répond à un défi urbain et démontrer sa pertinence pour les décideurs publics

- Onze chercheurs sélectionnés ont exposé des solutions originales aux défis urbains actuels.
- Une bourse de 3 000 dollars est remise pour encadrer un(e) étudiant(e) qui développera CarboCount, un projet de recherche visant l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de GES et des polluants de la Ville de Montréal.

Volet Partenariats stratégiques

Création d'un complexe d'innovation et de commercialisation (CIC) pour les sciences de la vie et les technologies de la santé

- Contribution financière de 1,5 million de dollars sur quatre ans octroyée à l'Institut Néomed pour la mise en œuvre de la phase 1 d'un CIC
- Vise à :
  - > renforcer l'écosystème d'affaires et les réseaux d'innovation afin d'assurer un parcours de développement et de croissance performant aux entreprises et au milieu de la recherche;
  - > répondre aux besoins de l'écosystème en termes de services d'accompagnement, de laboratoires, de bureaux et d'espaces collaboratifs à la fine pointe de la technologie;
  - > soutenir le milieu de la recherche universitaire afin de transformer les innovations en opportunités commerciales.
- L'ensemble du projet est évalué à 23,6 millions de dollars.

Planification économique conjointe entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec

Propulser Montréal

Plan d'action en affaires économiques internationales

Un budget total de 4,3 millions de dollars (le financement provient de l'entente-cadre « Réflexe Montréal » et du budget de la Ville de Montréal)

3 axes d'intervention et 19 actions sur quatre ans

Quelques réalisations en 2018

- Organisation de plusieurs missions économiques importantes : Japon (multisectorielle), Bilbao (innovation sociale), Chine (multisectorielle), Los Angeles (cinéma et effets visuels), etc.
- Signature d'une entente entre la Ville de Montréal et la Ville de Los Angeles dans le secteur des transports
- Soutien aux événements internationaux qui favorisent le rayonnement international de la métropole (p. ex. : Movin'On, la Conférence de Montréal, etc.)



Mission économique à Los Angeles, dirigée par la mairesse, dans les secteurs du cinéma et des effets visuels, en collaboration avec le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ), et dans le secteur de la mobilité durable, lors de l'événement LA CoMotion

- Présentation des atouts de l'industrie montréalaise du cinéma et des effets visuels auprès des principaux décideurs californiens de ces industries :
  > 15 entreprises montréalaises de l'industrie du cinéma et des effets visuels, dont la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), ont rencontré 11 studios majeurs et une vingtaine de producteurs indépendants.
- Présentation de la nouvelle initiative montréalaise pour la réalisation de tournages verts, lancée par le BCTQ, Quebecor et le Conseil québécois des événements écoresponsables (CQEER).
- Participation de la mairesse au panel sur la mobilité durable lors de l'événement international LA CoMotion, à Los Angeles.
- Réception pour la promotion du secteur de l'audiovisuel et des effets spéciaux organisée avec l'aide du BCTQ et de la Délégation du Québec à Los Angeles.

Créer Montréal

Plan d'action en design

Un budget total de 3,8 millions de dollars (le financement provient du budget de la Ville de Montréal seulement)

5 axes d'intervention et 47 actions sur trois ans

Quelques réalisations en 2018

- Consultations et mobilisation autour du premier Agenda montréalais pour la qualité en design et en architecture
- Développement et déploiement d'une boîte à outils pour l'aménagement des chantiers pour mieux « Délimiter », « Diriger » et « Informer »
- Lancement de la 5e édition du catalogue d'objets-cadeaux CODE SOUVENIR MONTRÉAL
- Renforcement du rayonnement international de Montréal et des designers montréalais au sein du Réseau des villes créatives de l'UNESCO, notamment par la diffusion de 17 appels de participation assortis d'incitatifs à y participer
- Accompagnement dans la livraison de quatre concours de design et de quatre panels d'experts



Mobilisation autour du premier Agenda montréalais pour la qualité en design et en architecture

Une année de consultations pour bien définir le concept de qualité en design et en saisir les entraves :

- au sein de la Ville – 300 professionnels et gestionnaires des services centraux et des arrondissements de la Ville de Montréal consultés
- auprès de l'écosystème montréalais en design et en architecture – près de 700 répondants aux sondages en ligne (538) et participants aux ateliers de consultation (150)
- 6 200 visites sur la plateforme de consultation publique RealisonsMtl.ca/qualite



RDV Accélérer MTL ©Sandra Larochelle

Un aperçu de quelques projets à venir en 2019

Si 2018 a jeté les fondations d'un développement économique fort, 2019 sera l'année des déploiements de projets structurants alignés sur les priorités stratégiques de la Ville de Montréal. Cette section présente quelques projets des plans d'action qui seront démarrés en 2019.

Plan d'action pour le développement économique du territoire

Déploiement de la gamme de programmes Accélérer l'investissement durable

– La gamme de programmes Accélérer l'investissement durable vise à soutenir les projets d'investissements durables dans les pôles en misant sur les secteurs à haut potentiel, et ce, en plusieurs volets, notamment :

> La réhabilitation de terrains contaminés (75 millions de dollars disponibles jusqu'en 2023)

Le 26 mars 2018, la Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ont conclu une entente visant l'octroi d'un montant de 75 millions de dollars à la Ville de Montréal dans le but de mettre en œuvre un programme visant à réhabiliter des terrains affectés par des problèmes de contamination des sols et/ou des eaux souterraines. Le programme permet à la Ville de soutenir financièrement la réhabilitation de terrains municipaux et privés situés sur son territoire, et ce, sous la forme de subventions pouvant représenter de 15 % à 70 % des dépenses admissibles des projets, selon le type de technologie de décontamination reconnu par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et retenu par le requérant.

> L'investissement en bâtiments industriels durables (43,6 millions de dollars disponibles jusqu'en 2030)

Le programme vise à offrir aux propriétaires de bâtiments occupés par des activités économiques ciblées la possibilité d'obtenir, chaque année pendant cinq ans, une subvention correspondant à la hausse de la taxe foncière générale reliée à la construction, la rénovation, l'agrandissement ou la démolition-reconstruction. Le bâtiment devra répondre à des exigences de technologies vertes du bâtiment et être situé sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Plan d'action en commerce

Bonification de l'offre de soutien à la création et au développement d'entreprises commerciales

– Dotation du réseau PME MTL de sept nouvelles ressources spécialisées en commerce et en commercialisation des innovations afin de mettre en œuvre des stratégies de rétention et d'attraction de commerces et de développement de l'offre locale

– Offre d'un service d'accompagnement aux entrepreneurs commerciaux afin de soutenir le développement des pratiques d'affaires et de l'approche client

– Création d'un fonds de subvention en soutien aux commerces souhaitant s'adapter aux nouveaux modèles d'affaires

– Promotion de l'offre de service de PME MTL auprès des SDC et des associations de commerçants

– Création d'un cadre de collaboration et d'échange entre les arrondissements, les associations de commerçants et le réseau PME MTL

Plan d'action sur le savoir et le talent

Création d'un espace en recherche urbaine

- Soutien financier à des initiatives de collaboration entre les établissements d'enseignement supérieur (ÉES), la Ville et les entreprises afin de créer une synergie entre les partenaires qui permettra d'accélérer le passage de l'idée au transfert technologique jusqu'à l'implantation

- Trois volets seront couverts :

  > La recherche

  Les projets réalisés se feront en collaboration avec les ÉES, les entreprises et les partenaires du milieu. Les projets bénéficieront aux citoyens, aux entreprises locales et à la Ville de Montréal en offrant des solutions pour améliorer la qualité de vie urbaine.

  > La formation

  Les projets favoriseront la formation de personnel hautement qualifié permettant aux chercheurs et aux étudiants impliqués de travailler dans un contexte réel (Ville et entreprises). Ils permettront de répondre aux besoins exprimés par le marché du travail.

  > Le transfert (des connaissances et des technologies)

  Le transfert des connaissances et des technologies aux communautés réceptrices (la Ville, l'industrie, les citoyens) sera au cœur des préoccupations et des actions des projets soutenus.

- Soutien aux services et arrondissements dans la réalisation des projets de recherche via des outils, des conseils et des pratiques exemplaires pour une meilleure cohérence et efficacité

- Ce projet sera l'occasion d'inclure des entreprises en démarrage issues de la recherche universitaire en lien avec les différents enjeux abordés.

Déploiement de l'appel de projets « Accélérer les talents »

- Dévoilement, le 28 novembre 2018, de l'appel de projets « Accélérer les talents » invitant les acteurs de l'écosystème montréalais des cinq secteurs prioritaires de l'enseignement supérieur et de l'employabilité à proposer des solutions concrètes aux problématiques d'attraction, de rétention, d'intégration, de développement des talents et des compétences du futur rencontrées par les industries de la métropole

- Dépôt, le 25 janvier 2019, des avant-projets

- Dévoilement des projets sélectionnés par un jury composé de membres internes de la Ville et d'autres intervenants (dont le gouvernement du Québec, représenté par Service Québec) prévu pour juin 2019. Les projets pourront être déployés sur une période de deux ans, jusqu'à un montant de 250 000 dollars.

Plan d'action en entrepreneuriat

Lancement d'un fonds d'investissement visant à aider les entreprises montréalaises à réaliser un projet de commercialisation.

- Le financement - sous forme de prêt - viendra par exemple soutenir les tests et les essais d'une innovation, la validation des marchés visés lors du développement de l'innovation, la mise en marché de l'innovation et les premières ventes de l'innovation.
- Les projets provenant des cinq secteurs prioritaires de la stratégie de développement économique seront privilégiés : le transport et la mobilité, les industries créatives et culturelles, les industries numériques, les technologies propres, les sciences de la vie et les technologies de la santé.
- Ce nouveau fonds sera offert par le biais du réseau PME MTL.

Plan d'action en innovation sociale

Soutien « Zones d'innovation sociale » (ZIS)

- Les ZIS ont pour objectif de faciliter l'émergence de projets d'innovation sociale liés au territoire et de contribuer à l'accompagnement de collectifs citoyens porteurs d'innovation sociale. À terme, elles permettront notamment de :
  - > soutenir des projets d'innovation sociale dans les territoires;
  - > soutenir des organisations d'accompagnement de collectifs citoyens porteurs d'innovation sociale.

Plan d'action pour un réseau performant

Refonte de l'offre de service pour mieux répondre aux besoins des entreprises

- Recensement des entreprises du territoire afin d'assurer l'adéquation entre l'offre de service et les besoins des entreprises
- Amélioration du parcours des entreprises en démarrage, en croissance et en transfert par une prise en charge cohérente et performante des entrepreneurs

Conclusion d'une entente de partenariat avec Jalon MTL

- Poursuite de l'entente de partenariat et contribution financière pour soutenir des activités liées à la mission de Jalon MTL, qui vise notamment à :
  - > accélérer l'émergence de solutions nouvelles en transport électrique et intelligent;
  - > mobiliser les acteurs de l'écosystème autour de projets porteurs;
  - > positionner Montréal comme lieu idéal pour développer et tester les technologies émergentes en matière de mobilité.

Plan d'action en affaires économiques internationales

Organisation d'une mission commerciale en Arizona dans les secteurs des véhicules autonomes et du développement économique autochtone

– Cette mission vise notamment à :

> rechercher de nouveaux partenariats et de nouvelles opportunités d'affaires pour les entreprises et les organisations de Montréal dans le secteur de la mobilité autonome ;
> positionner le Montréal économique auprès des leaders politiques et économiques de l'Arizona dans une perspective d'attraction d'investissements, de talents, de touristes, etc.;
> promouvoir le tourisme et l'entrepreneuriat autochtone afin de démontrer l'engagement de Montréal en faveur du processus de réconciliation avec les peuples autochtones.

Plan d'action en design

Déploiement du premier recensement montréalais en design et en architecture et réalisation de portraits statistiques sociodémographiques et socioéconomiques

– Dénombrement des professionnels, des entreprises et des organismes établis sur l'île de Montréal (RealisonsMtl.ca/recensement)

– Sondage et consultation des groupes cibles

– Portraits statistiques

– Présentation et diffusion de l'étude (2020)

Division de l'intelligence économique

Développement d'une offre de service en intelligence économique

– Développement d'outils de reddition de compte pour le Service du développement économique et le réseau PME MTL, permettant la cueillette, le traitement et l'analyse fine de données de l'écosystème

– Développement d'indicateurs macroéconomiques suivant la performance de la stratégie 2018-2022

– Développement d'indicateurs microéconomiques suivant la performance des plans d'action dans un objectif de transparence et d'imputabilité, en plus de créer des outils de prise de décisions.

Conclusion

Les plans d'action, les projets et les programmes lancés cette année sont la preuve concrète du succès de la planification économique conjointe, de la pertinence de la collaboration avec le gouvernement du Québec et de la complémentarité de l'offre de service des deux parties pour assurer un développement économique inclusif et durable de la métropole et de l'ensemble du Québec.

En effet, la Ville de Montréal, par sa capacité à offrir des services de proximité, sa connaissance du milieu et son rôle de locomotive économique, est le partenaire du gouvernement du Québec pour assurer la prospérité de l'ensemble du Québec.

En renforçant le cadre de collaboration et en se dotant d'une feuille de route en développement économique, la Ville de Montréal continuera à travailler activement à concrétiser les plans d'action et à mettre en place des initiatives structurantes.



RDV Accélérer MTL ©Sandra Larochelle



RDV Accélérer MTL ©Sandra Larochelle

Planification économique conjointe

Au total, c'est 360 millions de dollars que nous injectons dans le développement économique de notre métropole de 2018 à 2022, dont 150 millions de dollars du ministère de l'Économie et de l'Innovation

Bilan du 1er janvier au 31 décembre 2018

Plans d'action	Sommes dépensées dans le cadre de la planification économique conjointe, $, 2018	Sommes budgétées dans le cadre de la planification économique conjointe, $, 2019-2020 à 2021-2022
Plan d'action Bâtir Montréal	262,644	31,874,938
Plans d'action Vivre Montréal	256,217	17,278,244
Plan d'action Maximiser Montréal	3,898,000	37,446,941
Plan d'action Créer Montréal	0	0
Plan d'action Inventer Montréal	201,423	5,516,319
Plan d'action Propulser Montréal	476,476	1,841,266
Plan d'action Tisser Montréal	109,155	12,980,351
Plan d'action Entreprendre Montréal	2,185,234	28,172,791
GRAND TOTAL $	**7,389,150 $**	**135,110,851 $**

Dépenses en ressources humaines au Service du développement économique

	Sommes dépensées dans le cadre de la planification économique conjointe, $, 2018	Sommes budgétées dans le cadre de la planification économique conjointe, $, 2019-2020 à 2021-2022
Dans le cadre de l'entente Reflexe Montréal	945,887 $	6,554,113 $

Montréal

ville.montreal.qc.ca/affaires

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2019/03/28 17:00

(2)

Dossier # : 1197579005

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2019

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2019 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Diagnostic du loisir public montréalais;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) (mandat du conseil municipal à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation de tenir une consultation publique conformément à l'article 125 de la LAU);

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Élaboration d'une Politique de reconnaissance des organismes communautaires à Montréal;

- Suivi de l'étude sur la gestion de la diversité religieuse;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Étude du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal;

- Lutte contre les changements climatiques, bonnes pratiques et outils d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES);

- Interdiction des bouteilles d'eau de plastique à usage unique à la Ville de Montréal et élaboration d'une Stratégie de réduction du plastique sur le territoire de la métropole (CM18 0709);

- Motion de l'opposition officielle de l'interdiction du chauffage au mazout à Montréal (CM18 1177);

Commission sur l'examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

- De concert avec le BIG, revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115);

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018;

- Programme triennal d'immobilisations 2020-2022;

- Consultations prébudgétaires 2020;

- Budgets de fonctionnement 2020;

- Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634);

- Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290);

Commission sur l'inspecteur général

- Étude des rapports de l'inspecteur général;

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

Éventuelles modifications au schéma d'aménagement et de développement;

Commission de la sécurité publique

Le projet pilote des caméras portatives;

La sécurité des déplacements entre la maison et l'école (CM18 1052);

Les techniques de désescalade et les clientèles vulnérables;

Le Bilan annuel du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

Le Bilan annuel du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM);

Les activités de prévention incendie et de sensibilisation communautaire;

L'intégrité et les normes professionnelles au SPVM;

Présentation des activités de combat des incendies et de la structure organisationnelle 2019;

Le suivi des indicateurs en matière de lutte contre le profilage racial et social;

Commission sur le transport et les travaux publics

- Facteurs facilitant et freins à la diminution de l'utilisation et de la possession de véhicules personnels à Montréal.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-03-19 09:47

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197579005**

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2019

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 2 du Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), les commissions permanentes doivent, chaque année, dresser un programme d'activités qu'elles présentent au conseil d'agglomération pour approbation.
Le programme d'activités de chaque commission pour l'année 2019 est présenté à la rubrique *Description* .

Il est utile de préciser qu'outre les sujets de consultation publique mentionnés, des mandats ponctuels déjà donnés par les instances décisionnelles ont été intégrés dans la programmation et ce, afin d'illustrer plus fidèlement la charge de travail actuelle des différentes commissions permanentes. D'autres sujets peuvent également être abordés dans le cadre de séances de travail en cours d'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2019 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après:
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Diagnostic du loisir public montréalais;

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

- Étude de l’évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l’économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948);

- Règlement modifiant le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) (mandat du conseil municipal à la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation de tenir une consultation publique conformément à l'article 125 de la LAU);

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

- Élaboration d’une Politique de reconnaissance des organismes communautaires à Montréal;

- Suivi de l’étude sur la gestion de la diversité religieuse;

- Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268);

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

- Étude du Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal;

- Lutte contre les changements climatiques, bonnes pratiques et outils d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES);

- Interdiction des bouteilles d'eau de plastique à usage unique à la Ville de Montréal et élaboration d’une Stratégie de réduction du plastique sur le territoire de la métropole (CM18 0709).

- Motion de l'opposition officielle de l'interdiction du chauffage au mazout à Montréal (CM18 1177);

Commission sur l’examen des contrats

- Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d’examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082;

- De concert avec le BIG, revoir les critères d’examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082 et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115);

Commission sur les finances et l'administration

- Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018;

- Programme triennal d’immobilisations 2020-2022;

- Consultations prébudgétaires 2020;

- Budgets de fonctionnement 2020;

- Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634);

- Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290);

Commission sur l’inspecteur général

- Étude des rapports de l’inspecteur général;

Commission sur le schéma d’aménagement et de développement de Montréal

Éventuelles modifications au schéma d’aménagement et de développement;

Commission de la sécurité publique

Le projet pilote des caméras portatives;

La sécurité des déplacements entre la maison et l'école (CM18 1052);

Les techniques de désescalade et les clientèles vulnérables;

Le Bilan annuel du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);

Le Bilan annuel du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM);

Les activités de prévention incendie et de sensibilisation communautaire;

L’intégrité et les normes professionnelles au SPVM;

Présentation des activités de combat des incendies et de la structure organisationnelle 2019;

Le suivi des indicateurs en matière de lutte contre le profilage racial et social;

Commission sur le transport et les travaux publics

- Facteurs facilitant et freins à la diminution de l'utilisation et de la possession de véhicules personnels à Montréal.

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sujets inscrits au programme d'activités sont diffusés, en prévision de chaque consultation publique, sur le site Internet des commissions permanentes à l'adresse suivante: ville.montreal.qc.ca/commissions ainsi que via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelkrim AIT ABDAIM
Secrétaire de direction

Tél : 514-872 3007
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-18

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-03-19

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1186945001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et travaux pour la construction des conduites d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-24 16:22

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186945001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, adopté par le conseil d'agglomération, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau (SE) prévoit des investissements pour le Plan d'alimentation des réseaux de l'ouest (Lachine et Dorval).
La Ville de Montréal souhaite s’assurer que ces infrastructures de production et de distribution d'eau potable soient optimisées et permettent de répondre aux besoins actuels et futurs en respect des normes en vigueur. Pour ce faire, la DEP entreprend la conception et la réalisation de près de 23 kilomètres de conduites principales en réseaux qui permettront de desservir Lachine et Dorval en quantité et qualité, et ce, au meilleur coût. Au terme de ces ajouts, l'arrondissement de Lachine sera desservi par le réseau Atwater - Charles-J.-Des Baillets en empruntant près de 12 km de nouvelles conduites principales passant par les arrondissements de LaSalle, Lachine et Côte-des-Neiges et par la ville de Montréal-Ouest. Pour ce qui est de la Cité de Dorval, près de 11 km de nouvelles conduites principales achemineront l'eau depuis le réseau de la ville de Pointe-Claire. Au terme des travaux de construction, les usines de production d'eau potable de Lachine et Dorval seront fermées et démantelées.

Ainsi, le présent règlement d'emprunt vise à financer les études, la conception et une partie de la réalisation des conduites principales de diamètre variant entre 450 et 900 mm. L'ingénierie et les travaux de construction s'échelonneront sur une période de dix (10) ans, période au cours de laquelle deux (2) autres règlements d'emprunt seront adoptés pour mener le projet à terme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 - 29 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à adopter le « Règlement autorisant un premier emprunt de 60 000 000 $ afin de financer l'ensemble des honoraires de services professionnels d'ingénierie et une première phase des travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval. Deux autres règlements d'emprunt seront requis pour compléter l'ensemble des travaux pour un total de 172 855 000 $. Le montant total du projet a été augmenté par rapport au montant de 149 133 000 $, annoncé au Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 en raison d'un réajustement des honoraires professionnels requis et pour tenir compte de l'indexation des coûts estimés en 2016.
L'ensemble des travaux comprend :

- la construction de près de 12 km de conduites en réseau de diamètre variant entre 500 et 900 mm pour desservir le réseau de Lachine par le réseau Atwater - Charles-J. -Des Baillets;
- la construction de près de 11 km de conduites en réseau de diamètre variant entre 450 et 900 mm pour desservir le réseau de Dorval par le réseau de Pointe-Claire.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour réaliser l'ingénierie et les travaux requis pour construire les conduites principales en réseau permettant d'assurer la desserte en eau potable de l'arrondissement de Lachine et de la Cité de Dorval. Au terme de la construction des conduites, la DEP procédera à la fermeture des usines de production d'eau potable de Lachine et Dorval.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement permettra de financer les travaux prévus du projet 56038 au Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de l'agglomération de Montréal. La DEP doit réaliser ces travaux pour assurer en tout temps la distribution de l'eau potable sur le territoire de l'agglomération et s'assurer d'une saine gestion de ses actifs.
L'ensemble de ces travaux est de compétence d'agglomération puisqu'il concerne la construction de conduites principales d'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la "Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations".

Certains de ces travaux pourraient bénéficier de subventions dont les taux varient selon les programmes.

Il est important de souligner que ce règlement d'emprunt comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, le règlement d'emprunt prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt et qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec (FCCQ-GV). Les quotes-parts, établies sur la base des dépenses réelles, seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif établi selon l'Arrêté du ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, (2017) 149 G.O. II, 3530. Ces quotes-parts seront assujetties aux mêmes modalités de paiement que celles de la quote-part générale.

Par ailleurs, le règlement d'emprunt prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le

désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal. Les subventions TECQ ou FCCQ-GV ainsi que la réserve locale que la Ville de Montréal inscrit dans ces projets tiennent lieu de paiement comptant pour celle-ci.

Pour les dépenses qui ne sont pas admissibles à ces programmes de subventions, le financement de l'emprunt proviendra des revenus généraux de l'agglomération de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder vingt (20) ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce règlement d'emprunt, il ne sera pas possible de réaliser les travaux requis pour assurer la desserte et la flexibilité d'alimentation des réseaux de Lachine et Dorval et ce qui permettra à terme la fermeture des usines de Lachine et Dorval.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation et avis de motion: Février 2019
Adoption : Mars 2019
Approbation par le ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Mathieu TOUSIGNANT, 17 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

France-Line DIONNE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-4328

Romain BONIFAY
Chef de section
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-17

Jean-François DUBUC
Chef de division
Division Infrastructures réseau principal

Tél : 514 872-4647

Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-01-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-01-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1186945001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1186945001 - Réseaux de Lachine et Dorval-VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-17

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 60 000 000$ AFIN DE FINANCER LES SERVICES PROFESSIONNELS D'INGÉNIERIE ET LES TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION DES CONDUITES PRINCIPALES D'EAU POTABLE VISANT À DESSERVIR LES RÉSEAUX DE LACHINE ET DE DORVAL

Vu les articles 19, 26, 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Aux fins du présent règlement le terme « potentiel fiscal » signifie le potentiel fiscal tel qu'établi par l'Arrêté remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération, (2017) 149 G.O. II, 3530.

2. Un emprunt de 60 000 000 $ est autorisé afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et de Dorval.

3. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

4. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

5. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles d'un emprunt contracté en vertu du présent règlement, il sera perçu, chaque année, relativement aux dépenses qui sont admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ) ou au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds chantiers Canada-Québec, durant le terme de l'emprunt, une quote-part, de chaque municipalité liée, suffisante pour assurer le remboursement de l'emprunt relatif à ces dépenses. La quote-part est répartie entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Cette quote-part sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la quote-part générale.

6. Toute municipalité liée de qui est exigée une quote-part, en vertu de l'article 5, peut :

1° être exemptée de cette quote-part en payant, en un versement, la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt, aurait été fournie par cette quote-part;

2° être exemptée d'une partie de cette quote-part en payant, en un versement, une partie de la part du capital qui, à l'échéance de l'emprunt aurait été fournie par cette quote-part; le pourcentage d'exemption étant égal au pourcentage de la part du capital payée.

La part payable est calculée sur la base du potentiel fiscal tel qu'établi pour l'exercice financier au cours duquel est faite l'offre de paiement comptant visée à l'article 7.

Le paiement fait avant le terme mentionné à l'article 7 exempte la municipalité liée de cette quote-part ou d'une partie de celle-ci pour le reste du terme de l'emprunt, selon la part du capital qu'elle a payée en vertu du 1er alinéa.

Le montant de l'emprunt est réduit d'une somme égale à celle payée en vertu du présent article.

7. La Ville de Montréal transmet aux municipalités liées, suite au dépôt du rapport financier, une offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer faites en vertu du présent règlement au cours de l'exercice financier visé par le rapport.

Le paiement de la part du capital prévu à l'article 6 doit se faire en un versement unique au plus tard le 90e jour qui suit la transmission de l'offre de paiement comptant aux municipalités liées.

8. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement relativement aux dépenses qui ne sont pas admissibles à l'un ou l'autre des programmes mentionnés à l'article 5, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

GDD 1186945001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186945001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les services professionnels d'ingénierie et les travaux pour la construction des conduites principales d'eau potable visant à desservir les réseaux de Lachine et Dorval

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1186945001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget

Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-18

Louise B LAMARCHE
Professionnelle domaine d expertise-Chef d'équipe
Tél : 514.872.6538
Division : Division du conseil et du soutien financier-Point de service Eau - Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1180025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean -Baptiste

Il est recommandé:
1. d'adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG-09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (Saint-Patrick) et pour ajouter les secteur de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-01-21 09:53

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180025003**
Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean -Baptiste

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens sur rue Notre-Dame Ouest et sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste.
Les projets consistent en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications dans les secteurs mentionnés ci-dessus. Ces projets font partie de la programmation établit avec le Bureau d'intégration et de coordination de la Ville (BIC).

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs

d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

Nous modifions des dates pour la présentation d'une demande de subvention pour certains projets (rue Saint-Patrick, chemin de la Côte-Saint-Luc, rue Saint-Grégoire et le Triangle CDN-NDG) pour les ajuster car il y a eu report des travaux.

Nous modifions l'annexe G pour hausser le montant de la subvention d'un des immeubles du projet de la rue Saint-Patrick (1364 Charlevoix) étant donné que les modifications requises sont plus importantes que ce qui a été prévu initialement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CG18 0312 (1183558008): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur des rues Buchan et Paré (Triangle CDN-NDG) (no RCG 09-023-9);
Résolution CG17 0518 (1170025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (no RCG 09-023-8);

Résolution CG16 0748 (1150025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du chemin de la Côte-Saint-Luc (no RCG 09-023-7);

Résolution CG14 0319(1146659001): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick (no RCG 09-023-6);

Résolution CG13 0411 (1120443018) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles) (no RCG 09-023-5);

Résolution CG12 0376 (1123890004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard - Sainte -Geneviève) (no RCG 09-023-4);

Résolution CG11 0332 et CG12 0374 (1122913025) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel Est (Rosemont - La Petite-Patrie) (RCG 09-023-2 et RCG 09-023-3);

Résolutions CG10 0379 et CG14 0597 (1100159001 et 1143809005) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal)(no RCG 09-023-1).

DESCRIPTION

Les projets consistent essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur la rue Notre-Dame Ouest et sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste.

JUSTIFICATION

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces et industries concernés dans les projets de conversion.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets, à toute fins utiles, pour assurer que ces projets se fassent à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour les raccordements est de 261 000 $ (taxes incluses) et n'est pas capitalisable. Cette somme représente la subvention maximale pour les travaux de conversion des entrées électriques d'industries et de commerces existants. Le règlement RCG 09-023 étant de compétence d'agglomération, le financement doit provenir du budget d'agglomération.
Le budget pour ce projet est prévu au chapitre corporatif qui relève du comité exécutif .

Imputation : Le paiement aux bénéficiaires de l'aide financière doit être entériné par le Comité exécutif, et la Direction des Finances indiquera les comptes d'imputation à leur intervention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques et de télécommunications contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image des secteurs concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Selon le secteur les travaux de construction des infrastructures civiles de la C.S.E.M. pourraient être intégrés à des appels d'offres de la Ville qui visent d'autres travaux à réaliser au cours de l'année 2019 et suivantes.
Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-21

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Modification du règlement RCG 09-023

1. La date au paragraphe 2° de l'article 5.5 est remplacée par : 31 décembre 2019;

2. La date au paragraphe 2° de l'article 5.6 est remplacée par : 31 décembre 2019;

3. La date au paragraphe 2° de l'article 5.7 est remplacée par : 31 décembre 2020;

4. La date au paragraphe 2° de l'article 5.8 est remplacée par : 31 décembre 2019;

5. Le Règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.8, des articles suivants :

« **5.9** Le présent règlement s'applique également dans les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest, sur la rue Notre-Dame Ouest, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe K, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe K en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

5.10 Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe N en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. »

6. L'annexe G est modifié en remplaçant le montant de «3 700 $» pour le 1364, rue Charlevoix par «8 650 $»;

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe J, des annexes K et L jointes en annexe au présent règlement

ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DELA RUE NOTRE-DAMS OUEST
ARRONDISSEMENT LACHINE ET SUD-OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
8000	Notre-Dame Ouest	20 000,00 $

ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE
ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
500	Saint-Jean-Baptiste	6 100,00 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1180025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règlement RCG 09-023.docx ANNEXE.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3024
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du XXXXX, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 5.5 du Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par le remplacement de la date « 30 juin 2015 » par la date « 31 décembre 2019 ».

2. L'article 5.6 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2017 » par l'année « 2019 ».

3. L'article 5.7 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2019 » par l'année « 2020 ».

4. L'article 5.8 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2018 » par l'année « 2019 ».

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.8., des articles suivants :

« **5.9.** Le présent règlement s'applique dans les arrondissements de Lachine et Le Sud-Ouest, sur la rue Notre-Dame Ouest, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe K, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe K en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

5.10. Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe L en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

c) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

d) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

6. L'annexe G de ce règlement est modifiée par le remplacement du montant de « 3 700,00 $ », attribué pour le 1364, rue Charlevoix, par le montant de « 8 650,00 $ ».

7. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe J, des annexes K et L jointes en annexe au présent règlement.

ANNEXE

ANNEXE K – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST, ARRONDISSEMENT LACHINE ET LE SUD-OUEST

ANNEXE L – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

XX-XXX/2

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1180025003

XX-XXX/3

ANNEXE

ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST, ARRONDISSEMENT LACHINE ET LE SUD-OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
8000	Notre-Dame Ouest	20 000,00 $

ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

No civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
500	Saint-Jean-Baptiste	6 100,00 $

GDD : 1180025003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet 03501 GDD 1180025003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-04

Maria BARDINA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1181081026

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 14:51

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081026**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules et d'équipements tels que génératrices, embarcations et etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0573 - Le 8 novembre 2018 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG18 0634 - Le 29 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 30 800 000 $ comprenant les années 2019 (18 800 000 $) et 2020 (12 000 000 $) du PTI actuel afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence d'agglomération pour 30 800 000 $ (68102).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement des véhicules et équipements rendus désuets ou non fonctionnels. La Ville possède un parc de 7400 véhicules et équipements d'une valeur globale de 571 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'analyse du bureau des projets et programmes d'immobilisations sur la stratégie d'investissement pour le maintien du parc de véhicules et équipements à Montréal, un budget annuel moyen de 46 M$ doit être prévu.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les remplacements de véhicules et équipements font l'objet d'analyses écoénergétiques afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. De plus, les véhicules et équipements 100 % électriques sont priorisés lors des remplacements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les investissements pour le remplacement des véhicules et équipements permettent de maintenir des services sécuritaires et efficaces aux citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 28 février 2019

Adoption : Le 28 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181081026

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1181081026 - Remplacement véhicules et équipements - agglo_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 30 800 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 30 800 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181081026

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181081026

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181081026 Rég. emprunt Remplacement de véhicules et équipement.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1181081021

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-01 15:46

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081021**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0573 - Le 8 novembre 2018 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG18 0094 - Le 29 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Villes de compétence d'agglomération pour 1 000 000 $ (no 68103)

JUSTIFICATION

La mise en valeur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des

ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses de compétence d'agglomération visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé sécurité et d'efficacité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68103 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CG07 0473.

Cette dépense concerne l'acquisition équipements pour es ateliers du SMRA. Comme le SMRA est une unité de soutien, les dépenses capitalisables sont réparties selon une clé de répartition établie en début d'exercice. La répartition 2019 est de 50,1% pour l'Agglomération et de 49,9% pour le local. L'emplacement des points de service n'a donc pas d'impact sur le taux de répartition.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus écoresponsables possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien de véhicules et des ateliers spécialisés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis de motion : Le 28 février 2019

Adoption : Le 28 mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Liste des équipements mécaniques et spécialisés
• Appareils de levage (vérins à colonne)
• Plates-formes de levage
• Soudeuses
• Machines à laver
• Équipements de réfection d’air climatisé
• Équipements d’aspiration
• Machines à découpage numérique « CNC »
• Projecteurs pour l’hôtel de ville et événements
• Systèmes de lubrification
• Etc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181081021

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1181081021 - Remplacement d'équip mécaniques et specialises - agglo VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 $ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1181081021

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181081021

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1181081021 Rég. emprunt remp. équip. mécan. spéc. agglo..xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1181179011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

Il est recommandé au comité exécutif :
1- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera assumée par l'agglomération;

2- d'autoriser l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel afin de financer le programme à compter de 2022.

Il est recommandé au conseil d'agglomération :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-11-02 14:34

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1181179011**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

CONTENU

CONTEXTE

Le projet soumis s'inscrit dans le cadre du Plan d'action en développement économique du territoire « Bâtir Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal* . Le Plan d'action en développement économique du territoire a été approuvé par le comité exécutif le 27 juin dernier. Le Plan d'action table entre autres sur le retour du secteur manufacturier sur l'île de Montréal, sous une forme plus innovante et met l'accent sur l'accompagnement des projets d'investissement en immobilier durable. Compte tenu de la compétition internationale et également celle des territoires industriels à proximité de Montréal (en termes d'espaces et de coûts), le Plan d'action compte, parmi ses 35 actions, celle visant de mettre en place des incitatifs pour l'investissement immobilier.
Le présent dossier concerne de façon spécifique la mise en oeuvre d'un des volets nouveau Programme Investissements durables, soit le soit le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables qui doit être adopté par le conseil d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1159 (27 juin 2018) : approbation du plan d'action en développement économique du territoire 2018-2022, un des huit plans d'action mettant en oeuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal .*

DESCRIPTION

Les grands objectifs poursuivis par le nouveau programme de subventions relatif aux bâtiments industriels durables sont les suivants :

- favoriser l'investissement immobilier, particulièrement au niveau industriel
- maintenir une structure économique diversifiée
- améliorer la compétitivité de Montréal

- valoriser ou convertir le cadre bâti industriel
- prioriser les secteurs économiques à haut potentiel
- contribuer à l'accroissement de l'assiette fiscale de l'agglomération

Principe général

Le programme vise à offrir aux propriétaires de bâtiments occupés par des activités économiques visées la possibilité d'obtenir, chaque année pendant 5 ans, une subvention correspondant à la hausse de la taxe foncière générale reliée à la construction, la rénovation, l'agrandissement ou la démolition-reconstruction. Le bâtiment devra répondre à des exigences de technologies vertes du bâtiment.

La période d'admissibilité au programme s'étendra jusqu'au 31 décembre 2021. Une fois admissibles, les propriétaires immobiliers auront ensuite 3 ans pour réaliser leurs travaux.

Activités économiques visées

- Fabrication en général
- Entretien, réparation et maintenance d'aéronefs
- Production de films, de vidéos et d'enregistrement sonore
- Architecture, génie et laboratoires d'essai
- Services spécialisés de design
- Conception de systèmes informatiques et services connexes
- Édition de logiciels de série
- Traitement et hébergement de données
- Services conseils en environnement
- Recherche et développement en science physique, en génie et en sciences de la vie
- Sièges sociaux et sièges régionaux
- Culture en serre sur le toit d'un bâtiment
- Logistique à valeur ajoutée

Il est à noter que ses activités économiques peuvent être exercées par des entreprises nonobstant leur statut juridique. Les entreprises d'économie sociale oeuvrant dans ces domaines pourront donc en bénéficier.

Technologies vertes du bâtiment

Pour bénéficier de la subvention, les propriétaires devront obligatoirement rencontrer des exigences de technologie verte du bâtiment.

Ainsi, les bâtiments neufs devront répondre à une des conditions suivantes :

- Obtenir une certification LEED
- Obtenir une certification Living Building Challenge
- Obtenir une certification BREEAM
- Obtenir une certification HQE
- Obtenir une certification Passive House
- Obtenir une certification Bâtiment à carbone zéro
- Répondre aux normes du Code de construction pour bâtiment à charpente de bois

Quant aux bâtiments existants, ils devront répondre à une des conditions suivantes :

- Obtenir une certification BOMA BEST
- Répondre à une ou l'autre des conditions exigées pour un bâtiment neuf

Subventions :

- La subvention principale consiste à verser au propriétaire du bâtiment industriel un montant égal à 100% de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour les 3 premières années, à 80% pour la 4e année, à 60% pour la 5e année avec un plafond annuel fixé à 1 000 000 $

- Une subvention additionnelle permet de porter les versements à 100% de l'augmentation de la taxe foncière générale pour les 4e et 5e années si le bâtiment obtient une certification Bâtiment à carbone zéro ou s'il est situé dans un secteur géographique clé établi dans le cadre de la vision du Plan d'action en développement économique du territoire. Les territoires géographiques clés pourront être identifiés ultérieurement à l'adoption du règlement par ordonnance du comité exécutif.

Il est à noter que les contributions prévues à la section des aspects financiers constituent des enveloppes budgétaires maximales et que toute demande d'admissibilité entraînant potentiellement un dépassement des budgets alloués ne pourra pas être déclarée admissible. De plus, le projet de règlement soumis prévoit que le comité exécutif pourra mettre fin au programme au moyen d'une ordonnance.

Soulignons que le projet de règlement donne des pouvoirs d'ordonnance au comité exécutif, or la délégation d'un pouvoir du conseil d’agglomération au comité exécutif est une décision qui doit être appuyée sur la double majorité des voix, c'est-à-dire, qu'elle doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale (la Ville de Montréal) et la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités reconstituées.

JUSTIFICATION

Plusieurs facteurs motivent l'opportunité d'intervenir pour soutenir l’investissement immobilier, particulièrement dans le domaine industriel. Ils sont :

- de maintenir une structure économique diversifiée, de créer et de maintenir des emplois
- améliorer la compétitivité et l'attractivité de Montréal face aux autres villes de la région et au niveau international
- valoriser ou convertir le cadre bâti industriel afin de les adapter aux besoins actuels des entreprises innovantes
- prioriser les secteurs économiques à haut potentiel identifiés à la Stratégie de développement économique
- contribuer à l'accroissement de l'assiette fiscale de l'agglomération

De plus, le programme répond à plusieurs principes soutenant l'action municipale en développement économique du territoire identifiés au Plan d'action en développement économique du territoire « Bâtir Montréal » et les principaux défis qui y sont considérés, soit :

- soutenir les projets d’investissement durables dans les pôles économiques identifiés en misant sur les secteurs à haut potentiel
- soutenir l’implantation de projets structurants dans les secteurs économiques à haut potentiel
- saisir les opportunités afin d’accélérer le développement des pôles économiques
- mieux intégrer le concept de développement durable dans le développement économique du territoire

- accélérer retour du secteur manufacturier amorcé sur l'île de Montréal, sous une forme plus innovante
- contrer la compétition des territoires industriels à proximité de Montréal (en termes d’espaces et de coûts)

Cette responsabilité serait entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne l'aide à l'entreprise qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contributions de l'agglomération totaliseront au maximum 43 598 000 $ entre 2019 et 2030. La ventilation annuelle est présentée ci-dessous

ANNÉE	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	TOTAL
BUDGET	1,018 M$	2,162 M$	3,958 M$	4,591 M$	8,004 M$	7,235 M $	5,995 M$	4,686 M$	3,136 M$	1,545 M$	1,196 M$	0,072 M$	43,598 M$

En contrepartie, les investissements privés à la rénovation devraient totaliser environ 366 000 000 $ et l'impact foncier du programme devrait être équivalent à ces investissements à terme.

La programmation de l'entente de 150 M$ entre le Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et la Ville de Montréal couvrira la totalité du financement nécessaire jusqu'au 31 décembre 2021. Au delà de cette date, à moins qu'une nouvelle entente avec le Gouvernement du Québec soit conclue, le financement du programme sera assumé par l'utilisation des disponibilités budgétaires restantes libérées par le PR@M-Industrie étant donné l'utilisation qui en a été prévue dans le cadre du financement du volet d'agglomération du Programme de soutien aux artères commerciales en transformation (dossier décisionnel 1181179010).

Ainsi, le financement du programme par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie à compter de 2022 se fera selon les paramètres identifiés ci-dessous. Les disponibilités budgétaires restantes pourront financer d'autres programmes.

ANNÉE	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES AU PR@M-INDUSTRIE APRÈS DOSSIER 1181179010	**5,613 M$**	**8,005 M$**	**11,370 M$**	**11,580 M$**	**12,194 M$**	**13,383 M$**	**14,014 M$**	**14,264 M$**	**14,264 M$**
UTILISATION EN DÉPENSES D'AGGLOMÉRATION	4,591 M$	8,004 M$	7,235 M $	5,995 M$	4,686 M$	3,136 M$	1,545 M$	1,196 M$	0,072 M$
DISPONIBILITÉS BUDGÉTAIRES RESTANTES	1,022 M$	0,001 M$	4,135 M$	5,585 M$	7,508 M$	10,247 M$	12,469 M$	13,068 M$	14,192 M$

Il est à noter que ces subventions ne représentent pas une dépense nette pour la Ville, mais plutôt un manque à gagner. Le programme est conçu de manière à ce que la Ville renonce momentanément aux revenus liés à l'augmentation de la taxe foncière générale tout en récoltant progressivement les produits des taxes spécifiques, des tarifications et des revenus de permis.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que le Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables encourage des investissements dans des initiatives innovantes et durables et puisque les travaux couverts par la subvention devront faire appel à des technologies vertes du bâtiment, le programme s'inscrit dans le principe qui vise la réduction des gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas adopter le règlement aura pour effet de ne pas mettre en application le Programme de subventions relatif aux bâtiments industriels durables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est en cours d'élaboration avec la collaboration du Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre du programme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François-Xavier TREMBLAY, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-10-22

Alain MARTEL
Conseiller en développement économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-11-02

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1181179011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1181179011 - subventions programme investissements durables Modifié 17-12-2018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-17

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 18-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES AU PROGRAMME INVESTISSEMENTS DURABLES, VOLET BÂTIMENTS INDUSTRIELS DURABLES

Vu les articles 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activité industrielle » : toute activité mentionnée dans :

1° le groupe 1114 à condition que l'activité soit exercée sur le toit d'un bâtiment;

2° les secteurs 31 à 33 à l'exclusion des classes 311611 et 311614 sauf la préparation de la viande et des sous-produits de la viande provenant de carcasses, du groupe 3161, du sous-secteur 324, de la classe 32592 et du groupe 3311;

3° les classes 48819 et 48899;

4° le groupe 5112, les classes 51211 et 51219, le groupe 5122 et le sous-secteur 518;

5° les classes 54131 à 54133, la classe 54138, les groupes 5414 à 5415, la classe 54162, la classe 54171 et la classe 56191;

du « Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) » Canada 2017 version 2.0, publiée par Statistique Canada;

« bâtiment industriel » :

1° un bâtiment ou une unité d'évaluation possédé en copropriété divise, occupé par une ou plusieurs entreprises, où sont exercées des activités industrielles, en autant que les règlements d'urbanisme applicables autorisent l'usage existant autrement qu'en vertu de droits acquis;

2° un groupe de bâtiments situés dans un même îlot ou dans des îlots distincts vis-à-vis l'un de l'autre ou de biais l'un par rapport à l'autre, occupés par une même entreprise, et où est exercée une même activité industrielle, en autant que les règlements d'urbanisme applicables autorisent l'usage existant autrement qu'en vertu de droits acquis;

3° un bâtiment ou un groupe de bâtiments situé dans un même îlot ou dans des îlots distincts vis-à-vis l'un de l'autre ou de biais l'un par rapport à l'autre, occupé par une ou plusieurs entreprises et servant à des fins d'administration ou de recherche et développement reliées aux activités industrielles exercées par ces entreprises dans d'autres bâtiments situés dans l'agglomération de Montréal, en autant que les règlements d'urbanisme applicables autorisent l'usage existant autrement qu'en vertu de droits acquis;

4° un bâtiment ou une unité d'évaluation possédé en copropriété divise, occupé par une ou plusieurs entreprises, où sont exercées des activités dont le but principal consiste à fournir à au moins un établissement affilié situé à l'extérieur de l'île de Montréal des services de gestion générale et de soutien administratif;

« certification Bâtiment à carbone zéro » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments faisant la preuve d'un bilan carbone zéro;

« certification BOMA BEST » : certification accordée par l'Association des propriétaires et administrateurs d'immeubles du Canada à des bâtiments respectant des normes de performance et de gestion environnementale;

« certification BREEAM » : certification accordée par BRE Group, BREEAM USA ou BREEAM Canada à des bâtiments respectant des performances environnementales, sociales et économiques;

« certification HQE » : certification Haute Qualité Environnementale accordée par Écobâtiment à des bâtiments respectant des performances environnementales et un système de gestion environnementale de projet;

« certification LEED Canada » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable
du Canada à des bâtiments respectant des normes de performance élevées en matière de responsabilité environnementale et d'efficacité énergétique;

« certification Living Building Challenge » : certification accordée par le Conseil du bâtiment durable du Canada à des bâtiments respectant des normes de durabilité de l'environnement bâti;

« certification Passive House » : certification accordée par le Canadian Passive House Institute à des bâtiments dont la consommation énergétique par unité de surface est très faible;

« Code » : le Code de construction (RLRQ, chapitre B-1.1., r.2);

« démolition-reconstruction » : la démolition complète d'un bâtiment et son remplacement par un bâtiment industriel neuf;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant;

« propriétaire » : propriétaire au sens que lui donne l'article 1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) ainsi que le locataire ou l'occupant d'un bâtiment industriel inscrit au rôle d'évaluation foncière en vertu de l'article 208 de cette Loi;

« taxe foncière générale » : la taxe foncière générale, imposée par le conseil de la ville liée où est situé le bâtiment industriel, applicable sur le bâtiment uniquement, pour chaque exercice financier visé;

« secteur géographique clé » : un secteur désigné en vertu d'une ordonnance dûment adoptée en vertu du présent règlement et auquel s'applique le présent règlement;

« travaux admissibles » : les travaux de construction, de démolition- reconstruction, de reconstruction, de rénovation ou d'agrandissement non visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subvention ou de crédits de taxes de la Ville.

2. Un bâtiment appartenant à la Couronne du chef du Canada ou du chef de la Province ou à l'un de leurs mandataires, ou pris à bail par la Couronne du chef du Canada ou du chef de la Province ou par l'un de leurs mandataires, ne constitue pas un bâtiment industriel au sens de l'article 1 à moins qu'il n'appartienne à un tel mandataire, dûment assujetti au paiement de la taxe foncière générale grevant ce bâtiment, ou ne soit pris à bail par lui.

SECTION II
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOUS-SECTION 1
PRINCIPE GÉNÉRAL

3. Il est octroyé au propriétaire d'un bâtiment industriel :

1° en considération de travaux admissibles effectués sur ce bâtiment, une subvention en argent, si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

a) pour un bâtiment neuf :

i) une certification LEED a été émise à l'égard de ce bâtiment;

ii) une certification Living Building Challenge a été émise à l'égard de ce bâtiment;

iii) une certification BREEAM a été émise à l'égard de ce bâtiment;

iv) une certification HQE a été émise à l'égard de ce bâtiment;

v) une certification Passive House a été émise à l'égard de ce bâtiment;

vi) une certification Bâtiment à carbone zéro a été émise à l'égard de ce bâtiment;

vii) une certification signée par une personne habilité à ce faire par la loi confirmant que ce bâtiment est conforme à la norme CSA086-2014 du Code a été émise.

b) pour un bâtiment existant :

i) une certification BOMA BEST a été émise à l'égard de ce bâtiment;

ii) une certification décrite au sous-paragraphe a) du paragraphe 1° a été émise à l'égard de ce bâtiment.

2° en considération de travaux admissibles effectués sur ce bâtiment, une subvention additionnelle en argent, si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

a) une certification Bâtiment à carbone zéro a été émise à l'égard de ce bâtiment;

b) le bâtiment est situé dans un secteur géographique clé.

3° le montant de la subvention, auquel s'ajoute celui de la subvention additionnelle, le cas échéant, ne peut excéder le coût réel des travaux admissibles.

Pour être admissible, toute demande de subvention visée au présent règlement doit être présentée avant le 1er janvier 2022.

SOUS-SECTION 2
ORDONNANCES

4. Le comité exécutif de Montréal peut, par ordonnance,

1° désigner un ou plusieurs secteurs géographiques clés, au moyen d'un plan ou en indiquant les rues et parties de rues du territoire visé;

2° fixer la date prévue au deuxième alinéa de l'article 3 au-delà du 1er janvier 2022;

3° mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

SOUS-SECTION 3
EXCLUSION

5. Aucune subvention n'est octroyée dans le cadre du présent règlement :

1° pour des travaux qui ont débuté avant la date à laquelle la demande de subvention est déclarée admissible en vertu de l'article 7;

2° pour des travaux visés par d'autres subventions ou par d'autres programmes de subvention de la Ville.

SECTION III
DEMANDE DE SUBVENTION

6. Toute demande, visant l'obtention de toute subvention prévue au présent règlement, doit être présentée, par le propriétaire du bâtiment industriel, au directeur au moyen du formulaire fourni par la Ville. Ce formulaire doit être accompagné des documents suivants :

1° un document établissant qu'il est le dernier propriétaire inscrit au registre foncier de l'immeuble visé par la demande;

2° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

3° une copie de toute demande de permis visant les travaux admissibles.

SECTION IV
ADMISSIBILITÉ DE LA DEMANDE

7. Lorsque les formalités prévues à l'article 6 sont remplies et que l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement, le directeur déclare admissible la demande de subvention. Dans le cas contraire, la demande est refusée.

Le directeur informe le propriétaire, par écrit, de l'approbation ou du refus de sa demande dans les 40 jours ouvrables de la réception de la demande. Si la demande est déclarée admissible, cet avis indique la date de l'avis d'admissibilité.

Le propriétaire dispose de 36 mois pour effectuer les travaux admissibles à compter de la date de l'avis d'admissibilité de la demande.

Aucune subvention n'est versée si elle n'a pas fait l'objet de l'avis prévu au deuxième alinéa.

SECTION V
SUBVENTION

SOUS-SECTION 1
MONTANT DE LA SUBVENTION

8. Sous réserve de l'article 9, la subvention prévue au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 3 consiste à verser au propriétaire du bâtiment industriel :

1° un montant égal à 100 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour les trois premiers exercices financiers;

2° un montant égal à 80 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le quatrième exercice financier;

3° un montant égal à 60 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le cinquième exercice financier;

4° un montant égal à 100 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le sixième exercice financier.

Le sixième versement n'est pas versé au propriétaire du bâtiment industriel lorsque la date de prise d'effet de la modification du rôle foncier reflétant l'augmentation des taxes foncières découlant des travaux admissibles est le 1er janvier.

La subvention est versée sur une période de 5 ou 6 exercices financiers consécutifs, selon le cas, à compter de celui durant lequel l'augmentation des taxes foncières découlant des travaux admissibles survient.

Pour le premier exercice, la subvention est calculée proportionnellement au nombre de jours de cet exercice écoulés depuis la date de la modification du rôle foncier reflétant l'augmentation. Pour le sixième exercice, la subvention est calculée proportionnellement au nombre de jours de cet exercice écoulés jusqu'à la date anniversaire de cette modification.

9. Le montant maximal de subvention qui peut être versé pour un exercice financier est de 1 000 000 $.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS DU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

10. Préalablement au premier versement de toute subvention, le propriétaire doit fournir au directeur les documents suivants :

1° une copie de tout permis visant les travaux admissibles;

2° une attestation de la fin des travaux admissibles par une personne habilitée à ce faire par la loi;

3° un formulaire d'attestation de propriété et d'utilisation du bâtiment fourni par la Ville, dûment rempli et signé par le propriétaire;

4° un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom, le cas échéant;

5° une copie du certificat d'évaluation émis en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

6° une copie de tout document attestant du respect des conditions établies au paragraphe 1° de l'article 3.

Préalablement à chacun des quatre ou cinq versements, selon le cas, suivant le premier, le propriétaire doit se conformer aux paragraphes 3° et 4° du premier alinéa et, à la suite de l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation foncière, il doit fournir au directeur une copie de l'avis d'évaluation expédié en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

11. Après la fin des travaux et sur production de tous les documents exigés à l'article 10, le directeur autorise le versement de la subvention conformément à l'article 8. La date où le directeur autorise le versement de la subvention constitue la date d'échéance pour le versement annuel de la subvention.

SECTION VI
SUBVENTION ADDITIONNELLE

SOUS-SECTION 1
MONTANT DE LA SUBVENTION ADDITIONNELLE

12. La subvention additionnelle prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 3 consiste à verser au propriétaire du bâtiment industriel :

1° un montant égal à 20 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le quatrième exercice financier;

2° un montant égal à 40 % de l'augmentation de la taxe foncière générale découlant de l'exécution des travaux admissibles pour le cinquième exercice financier.

La subvention additionnelle est versée sur une période de deux exercices financiers consécutifs.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS

13. L'article 9, le deuxième alinéa de l'article 10 et l'article 11 s'appliquent à chacun des versements qui font l'objet de cette subvention additionnelle.

SECTION VII
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

14. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de celui-ci, pour lequel une demande de subvention a été déclarée admissible en vertu de l'article 7 ou pour lequel le versement de la subvention a été autorisé en vertu de l'article 11, change de propriétaire, le nouveau propriétaire peut bénéficier des mêmes droits que le propriétaire précédent s'il assume toutes les obligations découlant du présent règlement.

15. La perte de valeur foncière d'un bâtiment industriel résultant de dommages importants au bâtiment industriel, n'entraîne pas l'annulation automatique des versements non échus de toute subvention prévue au présent règlement, en autant que ces dommages ne peuvent être attribuables à une faute du propriétaire.

Les versements non encore échus pourront être versés au propriétaire à compter de la date de prise d'effet d'un nouveau certificat émis en vertu de la la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) démontrant que la valeur foncière du bâtiment reconstruit est égale ou supérieure à la valeur foncière inscrite au certificat d'évaluation remis à la Ville conformément au paragraphe 5° de l'article 10. Le calcul des versements de subvention non encore échus sera basé sur la valeur foncière inscrite à ce certificat d'évaluation remis conformément au paragraphe 5° de l'article 10.

16. Si, au plus tard 3 ans et 6 mois après la date de l'avis d'admissibilité prévu à l'article 7, le propriétaire n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 10, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent règlement, en autant que le retard à fournir les documents requis n'est pas attribuable à la Ville de Montréal ou à un des organismes responsables d'émettre les certifications ou confirmations exigées en vertu du paragraphe 1° de l'article 3.

17. Le versement de toute subvention prévue au présent règlement est suspendu tant que le propriétaire est en défaut de rendre des travaux visés par le présent règlement conformes au Code et aux exigences réglementaires applicables à ces travaux dans le cas où les travaux admissibles ont été exécutés en dérogation de Code et de ces règlements.
Aucun intérêt ni aucune forme de compensation ne peuvent être réclamés à la Ville en compensation de cette suspension de paiement.

18. Si la valeur foncière de l'immeuble visé par toute subvention prévue au présent règlement fait l'objet, après l'émission des comptes de la taxe foncière générale reflétant l'augmentation de la valeur foncière découlant des travaux admissibles, d'une

demande de révision administrative en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), le versement de toute subvention est retardé jusqu'à ce que l'évaluateur ait rendu sa décision ou jusqu'à ce qu'une entente ait été conclue selon la loi ou, le cas échéant, jusqu'à ce que le Tribunal administratif du Québec ait rendu sa décision. En cas d'appel d'une telle décision, le versement est retardé jusqu'à ce qu'un jugement final mette fin à toute contestation de la valeur de l'immeuble visé.

19. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude entraînent l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêts et frais.

20. Le propriétaire d'un bâtiment industriel visé par la demande de subvention ne peut s'opposer à une inspection de ce bâtiment, sous peine de l'annulation définitive de cette demande.

SECTION VIII
DURÉE DU PROGRAMME

21. Le programme de subvention prévu au présent règlement prend fin à celle des dates suivantes qui survient la première :

1° la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés;

2° la date déterminée par ordonnance selon le paragraphe 3° de l'article 4 du présent règlement.

GDD 1181179011

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1181179011

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le Règlement sur le programme de subventions relatives au Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables - Financer le Programme, à compter de 2022, par l'utilisation des disponibilités budgétaires libérées par le PR@M-Industrie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1181179011 Bâtiment durable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

En collaboration avec
Isabelle Fortier
514 872-9366

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-11-01

Yves COURCHESNE
Directeur de service finances et tresorier
Tél : 514-872-6630

Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1188212001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-05 09:48

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1188212001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 adopté par le conseil d'agglomération, l'Administration prévoit des investissements pour la construction de quatre centres de traitement des matières organiques (CTMO) et un centre pilote de prétraitement (CPP) sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Le Service de l'environnement doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin de pouvoir financer une partie de ces infrastructures.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 - 29 novembre 2018 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG17 0395 - 24 août 2017 - Adoption du Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter l'emprunt de 125 000 000 $ pour un total de 295 000 000 $.
CG13 0092 - 21 mars 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt modifiant le règlement d'emprunt RCG 13-006 afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.
Ce règlement permettra notamment de réaliser une portion des dépenses suivantes :

- l'acquisition des terrains;
- l'aménagement des terrains incluant la décontamination, les infrastructures souterraines, l'aménagement d'aire de circulation, l'éclairage, les clôtures, etc.;
- la conception et les travaux de construction d'une partie des CTMO;

- l'acquisition et l'installation des équipements de procédé;
- les services professionnels pour l'ensemble des travaux;
- les travaux d'égouts et d'aqueduc à Montréal-Est;
- la main d'oeuvre capitalisable au projet.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement modifiant le règlement d'emprunt permettra au Service de l'environnement d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour effectuer des dépenses visant la mise en place de centres de traitement des matières organiques (CTMO) sur le territoire de l'agglomération de Montréal. L'augmentation du règlement d'emprunt tient compte de la révision du budget des projets effectuée à la suite de la réception des soumissions pour la conception et la construction de trois des CTMO (projet 50010, projet 51111 et projet 51313).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des projets 50010, 51111, 51313, 51414 et 51212 prévus à la programmation du PTI 2019-2021 (volet agglomération).
Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La construction des centres de traitement des matières organiques permettra de contribuer à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de recyclage des matières organiques stipulés dans le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020. De plus, la mise en place des CTMO permettra de réduire les GES associés à la gestion des matières résiduelles.
Les centres de traitement des matières organiques viseront une certification LEED en respect de la Politique Montréal Durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non respect de l'échéancier, perte des subventions et augmentation des coûts de construction.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE: 20 février 2019
CM: 25 février 2019
CG (Avis de motion) : 28 février 2019
CG (Adoption) : 28 mars 2019
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire : juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karine BÉLISLE, 24 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

François L LAMBERT
Ingénieur

Tél : 514 280-4368
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-16

Éric BLAIN
C/d sout technique infrastructures CESM

Tél : 514 872-3935
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-01-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1188212001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1188212001 - Règl modif Règl RCG 13-006 Centres matière organique-VF2.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 295 000 000 $ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DES CENTRES DE TRAITEMENT DE LA MATIÈRE ORGANIQUE ET UN CENTRE PILOTE DE PRÉTRAITEMENT (RCG 13-006) AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À 330 800 000 $

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) est modifié par le remplacement de « 295 000 000 $ » par « 330 800 000 $ ».

2. L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 295 000 000 $ » par « 330 800 000 $ ».

_____

GDD1188212001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1188212001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM
Objet :	Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1188212001_Info_comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-24

Louise B LAMARCHE
Professionnelle-Chef d équipe
Tél : 514 872-6538
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1192837001

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-05 09:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192837001**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, par le biais de son programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021, prévoit accorder à la Société du parc Jean-Drapeau, 27,9 M$ pour l'année 2019 dont 15 M$ a déjà été accordé lors du précédent règlement d'emprunt et 15,8 M$ pour l'année 2020, pour un total de 28,7 M$, afin d'assurer la pérennité des installations, la sécurité des employés, des usagers et des visiteurs.
Programme de protection de l'actif immobilisé (Maintien d'actifs)

Le parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif. 1,7 million de visiteurs fréquentent annuellement le parc Jean -Drapeau, soit pour ses installations (Complexe aquatique, plage Jean-Doré, La Biosphère, Bassin olympique, circuit Gilles-Villeneuve, etc.), soit pour la tenue de plus de 60 événements et activités (Fête des neiges, Week-ends du Monde, Piknic Électronik, Osheaga, Heavy Mtl, etc.) ou pour ses pistes cyclables et ses espaces verts.

Afin de réaliser sa mission et d'assurer le bon déroulement des activités et des événements majeurs en toute sécurité pour les employés et les usagers, la Société doit offrir des installations et des infrastructures adéquate.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet agglomération)
CG18 0133 Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

CG17 0166 Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet

de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 28,7 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la réalisation du programme de protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour les années 2019 et 2020, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération.
Actuellement trois types d'actifs sont concernés par les travaux visant la sécurité des lieux : les bâtiments et installations, les aménagements extérieurs, le mobilier urbain et les équipements.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de maintien d'actifs de la Société du parc Jean-Drapeau.
La Société doit réaliser ces travaux afin d'assurer la sécurité des sites et le bon déroulement des activités et événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme de maintien de l'actif immobilisé prévu à la programmation du PTI 2019-2021.
Le montant de 28,7 M$ provenant du budget d'investissements dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 se répartit comme suit :

Numéro de Projet	**Numéro de sous-projet**	**Description**	**Numéro de projet Simon**	**Investissement 2019**	**Investissement 2020**
43010	1143010002	Bâtiments	135814	14 300 000 $	5 700 000 $
43010	1143010003	Aménagements	135816	11 950 000 $	8 300 000 $
43010	1143010004	Achats d'équipements	135817	1 650 000 $	1 800 000 $
CG18 0133 Règlement d'emprunt de 48,4 M$			Sous-total	27 900 000 $ (15 000 000 $)	
			Total	12 900 000 $	15 800 000 $

La période de financement ne doit pas excéder vingt (20) ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les techniques, les matériaux et les matériels utilisés respecteront les normes environnementales en vigueur tout en optimisant les aspects sociaux, économiques et de qualité de vie prônés par les politiques de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement d'emprunt est requis pour permettre la réalisation des projets visés, la sécurité des employés et des usagers, ainsi que le bon déroulement des activités et des événements se déroulant au parc Jean-Drapeau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Février 2019
Adoption : Mars 2019
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'ensemble des projets suivra le processus et la réglementation applicable en matière d'appels d'offres et d'octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-01-31
Jean-François J MATHIEU conseiller en gestion des ressources financières	Ronald CYR Directeur	
Tél : 872-2648 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-5574 **Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2019-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1192837001

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1192837001 - Actif immobilisé Jean-Drapeau_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 28 700 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES BÂTIMENTS, AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DU PARC JEAN-DRAPEAU, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 28 700 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1192837001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1192837001

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 28 700 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1192837001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-04

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1192837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ pour le financement de la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-02-05 09:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1192837002**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, la Société du parc Jean-Drapeau a développé un plan maître forestier afin de protéger, améliorer et développer sa canopée. Ce plan de revitalisation est en vigueur depuis 2017 et se déploiera sur plusieurs années et prendra aussi en considération la lutte à l'agrile du frêne.

Le plan maître forestier a pour objectif principal de revitaliser la canopée des Îles et de lutter contre l'agrile du frêne. Ce plan a également pour but de positionner la Société du parc Jean-Drapeau en terme de développement durable ainsi qu'à réduire les impacts des changements climatiques.

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1,2 M $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du Plan maître forestier de la SPJD.

· Plantations sur les Îles de la Société du parc Jean-Drapeau sur le territoire public.

· Protéger, améliorer, développer et revitaliser la canopée selon le Plan maître forestier.

· Lutte à l'agrile du frêne sur le territoire public des Îles du parc Jean-Drapeau.

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à la SPJD d'obtenir les crédits nécessaires pour réaliser les travaux prévus à son Plan maître forestier de 2019, 2020 et 2021. Par ailleurs, l'adoption du règlement d'emprunt permettra d'intensifier les plantations dans les sections les plus sensibles selon les prévisions du Plan maître forestier et de maintenir un couvert forestier dans les milieux boisés où se trouvent des concentrations de frênes. Ceci est essentiel afin d'atteindre l'objectif du Plan de développement durable de la

collectivité montréalaise 2010-2015 reconduit par Montréal durable 2016-2020 de revitaliser la canopée du Parc particulièrement dans un contexte où plane la menace d'un recul de cet indice par la présence de l'agrile du frêne dans la métropole.

La période de financement de cet emprunt est de cinq ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0634 Adoption du programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet agglomération)

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 1,2 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la revitalisation de la canopée du parc Jean-Drapeau pour les années 2019 à 2021, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de revitalisation de la canopée du parc Jean-Drapeau.
La Société doit réaliser ces travaux afin d'assurer la pérennité de son couvert forestier tel que recommandé par le plan maître forestier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme de revitalisation de la canopée prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Numéro de Projet	Descrition	Numéro de projet Simon	Investissement 2019	Investissement 2020	Investissement 2021
43012	Canopée		400 000 $	400 000 $	400 00 $

La période de financement de ce programme ne doit pas excéder vingt (20) ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce Plan a également pour but de positionner la SPJD en terme de développement durable ainsi qu'à réduire les impacts des changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement d'emprunt est requis pour permettre la réalisation du Plan maître forestier du parc Jean-Drapeau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Février 2019
Adoption : Mars 2019
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU
Directeur de l'administration

Tél : 872-7326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-31

Ronald CYR
Directeur

Tél : 514 872-5574
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ronald CYR
Directeur
Tél : 514 872-5574
Approuvé le : 2019-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1192837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1192837002 - Plan maître forestier Jean-Drapeau_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 200 000 $ AFIN DE FINANCER LA REVITALISATION DE LA CANOPÉE DANS LE CADRE DU PLAN MAÎTRE FORESTIER DU PARC JEAN-DRAPEAU

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 200 000 $ est autorisé afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du parc Jean-Drapeau.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1192837002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1192837002

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 1 200 000 $ afin de financer la revitalisation de la canopée dans le cadre du plan maître forestier du Parc Jean-Drapeau".

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1192837002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-04

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Division du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1196213001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-192 autorisant un emprunt de 5 924 374 $ pour financer le projet Véhicules d'atelier – phase 1, pour un terme de 10 ans et modifier le programme d'immobilisations 2019-2028

IL EST RECOMMANDÉ
d'approuver le règlement R-192 autorisant un emprunt de 5 924 374 $ pour financer le projet Véhicules d'atelier - phase 1, pour un terme de 10 ans et de modifier le programme d'immobilisations 2019-2028, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01).

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2019-02-26 12:12

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196213001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-192 autorisant un emprunt de 5 924 374 $ pour financer le projet Véhicules d'atelier – phase 1, pour un terme de 10 ans et modifier le programme d'immobilisations 2019-2028

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Johanne - Ext BERNIER
assistant-secrétariat corporatif

Tél : 514 350-0800-88207
Télécop. : 514 280-6126

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-26

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800-85203
Télécop. : 514 280-6126

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

stm

Recommandation R-192 Véhicules d'atelier - phase 1

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2019-2028, pour ajouter dans la section autorisée du Réseau de bus le projet « Véhicules d'atelier - phase 1 » pour un montant total de 5 944 374 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER un règlement autorisant un emprunt de 5 924 374 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers pour un terme de dix (10) ans pour financer le projet « Véhicules d'atelier - phase 1 ».

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme maximale de 592 437 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : $ –

DE responsable : Planification et finances

Linda Lebrun -- Société de transport de Montréal

Signature numérique de Linda Lebrun -- Société de transport de Montréal
Date : 2019.01.22 09:47:01 -05'00'

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : Sylvain Joly
Secrétaire corporatif
Date : 2019-02-06
Original électronique signé numériquement.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☑ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise

Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs

Maîtriser les finances - Maîtriser la gestion de l'entente de service

Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Modification du Programme des immobilisations 2019-2028
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Véhicules d'atelier - phase 1, pour le Réseau de bus, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2019-2028.

Autorisation d'emprunt
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM dans ses objectifs d'efficacité opérationnelle et de mobilisation de ses employés.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (si requis) :

Vice-président (si requis) :

Directeur général:

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL, 5/fév/2019

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-192 Véhicules d'atelier - phase 1

Processus d'adjudication de contrat ☑ *S/O*
Informations sur les soumissions

☐ Nouveau contrat ☐ De gré à gré ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ Sur invitation ☐ Autre
☐ Prolongation ☐ Public

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres:

Nombre de soumissions déposées :

Annexes jointes

☐ Analyse juridique
☐ Analyse technique
☐ Analyse de qualité
☐ Autres annexes

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: (jj/mm/an) 21 11 2018

Comité : Date: (jj/mm/an)

Démarche, solution proposée et conclusion

La gestion du parc possède 133 véhicules d'atelier d'une valeur approximative de 7,7 millions $. Parmi ceux-ci, nous retrouvons des chariots élévateurs, des laveuses à plancher, des nacelles, des plates-formes élévatrices et des balais-laveurs.

Le programme de remplacement des véhicules d'atelier a pour objectif de maintenir en bon état les actifs du parc des véhicules.

Le programme de remplacement des véhicules phase 1 (2012-2016) qui a pris fin en décembre 2018 planifiait remplacer 55 véhicules d'atelier. De ce nombre, 43 ont été remplacés, 10 véhicules ont été reportés au prochain programme et 2 ont été abandonnés suite à l'optimisation et à une révision des besoins.

Le programme de remplacement des véhicules phase 2 (2017-2021) ne contient pas les véhicules d'atelier car nous avons décidé d'en faire un programme distinct.

Le présent projet Véhicules d'atelier - phase 1 prévoit pour les années 2019 à 2022 remplacer 46 véhicules dans le parc en plus de 17 additions (7 additions connues et 10 en réserve) pour un total de 63 véhicules d'atelier.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 1 - Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques

DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable

DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Portefeuille de projets et investissements

Nom : Yves Jacques Titre : Conseiller corporatif - projets

Service : Portefeuille de projets et investissements

Nom : Étienne Paradis Titre : Chef de division

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-192 Véhicules d'atelier - phase 1

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2019	2020	2021 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.

3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la division Soutien à l'exploitation et aux projets de la direction Finances, ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds, s'il y a lieu

Trésorier : Linda Lebrun -- Société de transport de Montréal

Signature numérique de Linda Lebrun -- Société de transport de Montréal
Date : 2019.01.22 09:47:27 -05'00'

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-192 Véhicules d'atelier - phase 1

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Ces véhicules d'atelier sont nécessaires et essentiels pour le bon maintien des opérations.

Nombre de véhicules	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Remplacement	23	13	2	8	**46**
Addition	7				**7**
Addition réserve	3	3	2	2	**10**
Total	**33**	**16**	**4**	**10**	**63**

La mise en place du projet permettra :

- D'assurer le maintien en bon état des véhicules d'atelier;
- De garder l'âge moyen du parc autour de 8 ans;
- Dans la mesure du possible, de baisser notre empreinte écologique en remplaçant nos véhicules d'atelier par des véhicules électriques ou moins énergivores.

Volet financier :

Le coût complet du projet est de 5 944 374 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 5 924 374 $ et d'un montant de 20 000 $ à l'exploitation.

Dépenses capitalisables	5 913 535 $
Frais financiers	10 839 $
Total RE	**5 924 374 $**
Dépenses à l'exploitation	20 000 $
Coût complet du projet	**5 944 374 $**

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

stm	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	Véhicules d'atelier - phase 1	**Date :**	6 février 2019
Numéro	R-192	**Montant :**	RE : 5 924 374 $

CONTENU

CONTEXTE

La gestion du parc possède 133 véhicules d'atelier d'une valeur approximative de 7,7 millions $. Parmi ceux-ci, nous retrouvons des chariots élévateurs, des laveuses à plancher, des nacelles, des plates-formes élévatrices et des balais-laveurs.

Le programme de remplacement des véhicules d'atelier a pour objectif de maintenir en bon état les actifs du parc des véhicules.

Le programme de remplacement des véhicules phase 1 (2012-2016) qui a pris fin en décembre 2018 planifiait remplacer 55 véhicules d'atelier. De ce nombre, 43 ont été remplacés, 10 véhicules ont été reportés au prochain programme et 2 ont été abandonnés suite à l'optimisation et à une révision des besoins.

Le programme de remplacement des véhicules phase 2 (2017-2021) ne contient pas les véhicules d'atelier car nous avons décidé d'en faire un programme distinct.

Le projet Véhicules d'atelier - phase 1 prévoit pour les années 2019 à 2022 remplacer 46 véhicules dans le parc en plus de 17 additions (7 additions connues et 10 en réserve) pour un total de 63 véhicules d'atelier.

Ces véhicules d'atelier sont nécessaires et essentiels pour le bon maintien des opérations.

STRATÉGIE DE RÉALISATION

À chaque année, l'équipe de la gestion du parc établit une liste de remplacements des véhicules d'atelier selon leur historique de vie respectif connu. La gestion vérifie avec le département d'entretien si le remplacement du véhicule doit être effectué ou repoussé selon son état. Par la suite, on planifie les acquisitions regroupées minimisant les appels d'offres. Chaque direction exécutive utilisatrice donne son autorisation de procéder à l'acquisition d'un véhicule pour un remplacement ou un ajout au parc.

Le processus d'acquisition, géré en mode projet, respecte le budget, le calendrier de réalisation, la conformité des livrables et assure un transfert à l'utilisateur. Il comprend l'intégration et la gestion budgétaire.

DÉCISIONS ANTÉRIEURES

Le projet *Véhicules d'atelier - phase 1* a été présenté le :

- **21 novembre 2018** : Comité GPP – porte 2. Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet pour permettre la réalisation du projet.

DESCRIPTION

Le projet *Véhicules d'atelier - phase 1* prévoit, pour les années 2019 à 2022, remplacer 46 véhicules dans le parc en plus de 17 additions (7 additions connues et 10 en réserve) pour un total de 63 véhicules d'atelier.

Nombre de véhicules	2019	2020	2021	2022	Total
Remplacement	23	13	2	8	**46**
Addition	7				**7**
Addition réserve	3	3	2	2	**10**
Total	**33**	**16**	**4**	**10**	**63**

stm	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	Véhicules d'atelier - phase 1	**Date :**	6 février 2019
Numéro	R-192	**Montant :**	RE : 5 924 374 $

JUSTIFICATION

La mise en place du projet permettra :

- ✓ D'assurer le maintien en bon état des véhicules d'atelier;
- ✓ De garder l'âge moyen du parc autour de 8 ans;
- ✓ Dans la mesure du possible, de baisser notre empreinte écologique en remplaçant nos véhicules d'atelier par des véhicules électriques ou moins énergivores.

ASPECTS FINANCIERS

Le coût complet du projet est de 5 944 374 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 5 924 374 $ et d'un montant de 20 000 $ à l'exploitation.

Dépenses capitalisables	5 913 535 $
Frais financiers	10 839 $
Total RE	**5 924 374 $**
Dépenses à l'exploitation	20 000 $
Coût complet du projet	**5 944 374 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

Suite à une évaluation du dossier par la division Soutien à l'exploitation et aux projets de la direction Finances, ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 4 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise;
- Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs;
- Maîtriser les finances - Maîtriser la gestion de l'entente de service;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 3 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles.

IMPACTS

Les risques si le projet est retardé ou n'est pas réalisé :

- Les coûts d'entretien et de location vont augmenter;
- La valeur de revente des véhicules sera réduite;
- La disponibilité des véhicules d'atelier plus spécialisés sera compromise et engendrera des problèmes opérationnels;
- La fiabilité des véhicules d'atelier diminuera et engendra des bris, des coûts et des pertes de temps.

stm	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	Véhicules d'atelier - phase 1	**Date :**	6 février 2019
Numéro	R-192	**Montant :**	RE : 5 924 374 $

CALENDRIER ET ÉTAPES SUBSÉQUENTES

Étapes	Échéancier
Autorisation du financement RE par le CA-STM	6 février 2019
Autorisation du RE par le MAMH	Juillet / Août 2019
Activités de mise en œuvre (MEO)	Juillet 2019 à février 2022
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Février 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL, 8/fév/2019

RÈGLEMENT R-192

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $) POUR FINANCER LE PROJET « VÉHICULES D'ATELIER- PHASE 1 » POUR UN TERME DE DIX (10) ANS

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre de l'exploitation de son réseau, la Société possède dans son parc de véhicules 133 véhicules d'atelier;

ATTENDU que parmi les véhicules d'atelier, on retrouve notamment des chariots élévateurs, des nacelles automotrices, des plates-formes élévatrices, des balais mécaniques et laveuses à plancher et une mule;

ATTENDU que ces véhicules d'atelier sont nécessaires et essentiels pour le maintien des opérations de la Société;

ATTENDU qu'afin de s'assurer de la disponibilité et du maintien en bon état des véhicules d'atelier, la Société met sur pied le projet « Véhicules d'atelier- phase 1 » (ci-après le : « projet »);

ATTENDU que de façon générale, le projet prévoit pour les années 2019-2022 le remplacement de 46 véhicules d'atelier et l'addition de 17 véhicules (7 additions connues et 10 en réserve) pour un total de 63 véhicules d'atelier;

ATTENDU que de façon spécifique, le projet consiste à maintenir la disponibilité du parc des véhicules d'atelier durant le renouvellement des véhicules, à garder autour de 8 ans l'âge moyen du parc et dans la mesure du possible à baisser l'empreinte écologique en remplaçant les véhicules d'atelier par des véhicules électriques ou moins énergivores;

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « Véhicules d'atelier- phase 1 » doit être ajouté à la rubrique « Réseau des bus » au « Programme des immobilisations 2019-2028 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés à même le présent règlement d'emprunt est estimé à **CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $)** incluant les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au présent règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter cet ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE- QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE-SEPT DOLLARS (592 437 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du présent règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption.

IL EST STATUÉ ET DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-192 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement;

ARTICLE 2 La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée de **DIX (10) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE- QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $),** dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées dans le préambule du présent règlement et à l'Annexe 1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 3 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer, de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée prévue à l'article 2;

ARTICLE 4 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE-SEPT DOLLARS (592 437 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son adoption;

ARTICLE 5 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 6 FÉVRIER 2019

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

PROCHAINE PAGE : ANNEXE 1

COPIE CONFORME
Me FRÉDÉRICK ROUSSEL
SECRÉTAIRE CORPORATIF ADJOINT
MONTRÉAL, 6/fev/2019

ANNEXE 1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-192

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE- QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $) POUR FINANCER LE PROJET

« VÉHICULES D'ATELIER- PHASE 1 » POUR UN TERME DE DIX (10) ANS

	Montant estimé	Total
A) Véhicules d'atelier phase 1		
Achat des véhicules d'atelier, coûts d'ingénierie, support et frais de gestion de projet incluant tous les services professionnels et autres dépenses diverses		
Main-d'œuvre interne :	337 044 $	
Biens et services :	4 613 564 $	4 950 608 $
Sous-total (avant taxes, inflation, contingences et frais financiers) :		**4 950 608 $**
Taxes nettes de ristournes	230 101 $	
Inflation	213 722 $	
Contingences	519 104 $	962 927 $
Sous-total (Taxes nettes de ristournes, contingences et inflation) :		**5 913 535 $**
Frais financiers	10 839 $	10 839 $
Sous-total (Frais financiers) :		**10 839 $**
GRAND TOTAL :		**5 924 374 $**

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 6 février 2019
au siège social de la STM – 800, De La Gauchetière Ouest, Montréal

CA-2019-007 **ADOPTION DU RÈGLEMENT R-192 AUTORISANT UN EMPRUNT DE CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $) POUR FINANCER LE PROJET « VÉHICULES D'ATELIER- PHASE 1 » POUR UN TERME DE DIX (10) ANS ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2019-2028**

ATTENDU que la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») exploite une entreprise de transport en commun de passagers composée d'un réseau d'autobus et d'un réseau de métro;

ATTENDU que dans le cadre de l'exploitation de son réseau, la Société possède dans son parc de véhicules 133 véhicules d'atelier;

ATTENDU que parmi les véhicules d'atelier, on retrouve notamment des chariots élévateurs, des nacelles automotrices, des plates-formes élévatrices, des balais mécaniques et laveuses à plancher et une mule;

ATTENDU que ces véhicules d'atelier sont nécessaires et essentiels pour le maintien des opérations de la Société;

ATTENDU qu'afin de s'assurer de la disponibilité et du maintien en bon état des véhicules d'atelier, la Société met sur pied le projet « Véhicules d'atelier- phase 1 » (ci-après le : « projet »);

ATTENDU que de façon générale, le projet prévoit pour les années 2019-2022 le remplacement de 46 véhicules d'atelier et l'addition de 17 véhicules (7 additions connues et 10 en réserve) pour un total de 63 véhicules d'atelier;

ATTENDU que de façon spécifique, le projet consiste à maintenir la disponibilité du parc des véhicules d'atelier durant le renouvellement des véhicules, à garder autour de 8 ans l'âge moyen du parc et dans la mesure du possible à baisser l'empreinte écologique en remplaçant les véhicules d'atelier par des véhicules électriques ou moins énergivores;

ATTENDU qu'il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels pour la réalisation de ce projet;

ATTENDU que certains frais de main-d'œuvre interne doivent être imputés à ce règlement pour permettre la réalisation du projet;

ATTENDU que le projet « Véhicules d'atelier- phase 1 » doit être ajouté à la rubrique « Réseau des bus » au « Programme des immobilisations 2019-2028 » de la Société;

ATTENDU que l'ensemble des coûts du projet à être financés à même le présent règlement d'emprunt est estimé à **CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE-QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $)** incluant les frais financiers, le tout selon les montants indiqués à l'Annexe 1 jointe au règlement pour en faire partie intégrante;

ATTENDU qu'il est opportun pour la Société de défrayer les coûts de la réalisation du projet prévu au règlement au moyen d'un ou de plusieurs emprunts à long terme;

ATTENDU que des emprunts temporaires devront être contractés dans le cadre de la réalisation du projet et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des intérêts qui seront encourus sur ces emprunts temporaires;

ATTENDU qu'il est aussi nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses accessoires, aux émissions de titres ou aux contrats qui serviront à contracter cet ou ces emprunts, à l'escompte, aux frais de change, aux frais légaux et autres dépenses incidentes;

ATTENDU que les montants indiqués à l'Annexe 1 étant des estimations, si un montant indiqué à cette annexe pour un des éléments y mentionnés s'avère moins élevé que prévu, la différence pourra être utilisée pour le paiement de tout autre élément contenu dans cette annexe, dont la dépense est plus élevée;

ATTENDU que la Société doit, en conséquence, contracter un ou plusieurs emprunts totalisant la somme en principal de **CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE- QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $)** pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins mentionnées ci-dessus et qu'il y a lieu pour elle d'y pourvoir au moyen d'un règlement d'emprunt;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme maximale de **CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE-SEPT DOLLARS (592 437 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre du règlement, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société aux fins du règlement avant son adoption;

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Marie-Andrée Mauger
APPUYÉ par monsieur Craig Sauvé

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° de modifier le livre PI 2019-2028, afin d'ajouter le projet « Véhicule d'atelier- phase 1 », sous la rubrique « Secteur bus» pour un montant total de 5 944 374 $, taxes nettes de ristournes et frais financiers inclus;

2° d'adopter le « Règlement R-192 autorisant un emprunt de **CINQ MILLIONS NEUF CENT VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENT SOIXANTE- QUATORZE DOLLARS (5 924 374 $)** pour financer le projet « Véhicule d'atelier- phase 1» », pour un terme de dix (10) ans, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais pourvu que la durée maximale des emprunts à effectuer, incluant leur refinancement, ne dépasse pas cette durée maximale;

4° que la Société soit autorisée à renflouer son fonds général d'une somme maximale de **CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLE QUATRE CENT TRENTE-SEPT DOLLARS (592 437 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Copie conforme au projet de résolution soumis à l'assemblée.
Seul le texte consigné au procès-verbal de l'assemblée, tel qu'approuvé par le conseil d'administration à sa prochaine assemblée ordinaire, fera foi de son contenu.

Me Frédérick Roussel
Secrétaire corporatif adjoint
Date : 2019-02-07

Original électronique signé numériquement. Vérifiez avec ConsignO Desktop ou Adobe Acrobat Reader.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2019/03/28 17:00

(1)

Dossier # : 1190640001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de MM. Hubert M. Makwanda et M'Baye Diagne à titre de membres du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour un mandat de trois ans; reconduire les mandats de Mme Sylvie Crispo et de M. Christian Champagne à titre de membres du conseil pour une période de trois ans.

Afin d'assurer la continuité du fonctionnement du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation,
je recommande :
- d'approuver la nomination de MM. Hubert M. Makwanda et M'Baye Diagne à titre de membres du conseil d'administration, pour un mandat de trois ans, à compter du 22 avril 2019;
- de reconduire le mandat de Mme Sylvie Crispo et de M. Christian Champagne, pour une période de trois ans, à compter du 22 avril 2019.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-03-05 13:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190640001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de MM. Hubert M. Makwanda et M'Baye Diagne à titre de membres du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour un mandat de trois ans; reconduire les mandats de Mme Sylvie Crispo et de M. Christian Champagne à titre de membres du conseil pour une période de trois ans.

CONTENU

CONTEXTE

L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) est un organisme qui gère et développe du logement social et abordable pour les personnes et familles à faible revenu ou à revenu modéré. Il a été créé par lettres patentes émises le 8 mai 2001, à la requête de la Société d'habitation du Québec (SHQ), au nom de la Ville de Montréal. La mission de l'OMHM est d'améliorer les conditions de vie de ses locataires en offrant des logements et des services de qualité tout en favorisant leur participation citoyenne.

40 000 personnes résident dans les quelque 23 000 logements du parc immobilier HLM et de logements abordables de l'OMHM et environ 15 000 autres dans des logements appartenant à des propriétaires privés ou sans but lucratif, sous convention avec l'OMHM dans le cadre de programmes de supplément au loyer.

Les lettres patentes de l'OMHM prévoient que le conseil d'administration est composé de neuf (9) membres :

- Cinq (5) sont nommés par le conseil d'agglomération;

- Deux (2) sont élus par l'ensemble des locataires de l'Office, conformément à la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., Chapitre S-8) et ses amendements;

- Deux (2) sont nommés par le ministre responsable de la Société d'habitation du Québec (SHQ), après consultation parmi les groupes socio-économiques les plus représentatifs du territoire de l'Office.

Les mandats ont une durée de trois (3) ans. Les statuts et règlements de l'OMHM prévoient que les membres restent en poste malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'au renouvellement de celui-ci ou jusqu'à leur remplacement. Les derniers renouvellements et nominations faites par le conseil d'agglomération de Montréal sont les suivantes :

· Mme Sylvie Guillemette, nommée pour 3 ans en septembre 2017;
· Mme Sylvie Crispo et M. Christian Champagne, nommés pour 3 ans en avril 2016; M. Champagne assume actuellement le mandat de président du conseil d'administration.
· Mme Johanne Goulet et M. Robert Labelle, dont les mandats ont été renouvelés pour 3 ans en avril 2016.

Afin d'assurer une continuité au conseil d'administration tout en assurant l'apport d'une relève, il est proposé de reconduire le mandat de deux administrateurs et d'accepter deux nouvelles candidatures.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions récentes :
CG 17 0524 - 28 septembre 2017 - Nomination de Mme Sylvie Guillemette à titre de membre du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)
CG 16 0284 - 21 avril 2016 - Reconduction des mandats de M. Robert Labelle et Mme Johanne Goulet à titre d'administrateurs de l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) et nomination de trois (3) nouveaux membres, soit Mme Sylvie Crispo, M. Christian Champagne et M. Cheikh Diop.
CG 13 0191 - 30 mai 2013 - Reconduction du mandat de Mme Johanne Goulet à titre de membre du conseil d'administration de l'OMHM.
CG 12 0241 - 21 juin 2012 - Nomination de Mme Myrlande Mayrand et de MM. Robert Labelle et Alain Tassé à titre de membres du conseil d'administration de l'OMHM.

DESCRIPTION

La recommandation est à l'effet de reconduire les mandats de Mme Sylvie Crispo et de M. Chistian Champagne, pour une période de trois ans, et de nommer MM. Hubert M. Makwanda et M'Baye Diagne à titre de membres du conseil d'administration, également pour une période de trois ans.
Le mandat de Mme Lise Guillemette se poursuit par ailleurs jusqu'en 2020 et ne fait donc pas l'objet du présent sommaire.

Les candidatures de MM. Makwanda et Diagne ont été recrutées par le biais de Concertation Montréal, dans la perspective de renforcer la présence de la diversité culturelle au sein de l'organisation. Le choix de ces candidats répond à des attentes exprimées par l'OMHM, à savoir de compléter le profil de compétences des membres du conseil et, notamment, d'apporter une expertise en matière de gestion des ressources humaines.

M. Hubert M. Makwanda cumule plus de 25 années d'expérience dans le domaine du développement organisationnel. Il est titulaire d'une maîtrise en andragogie de l'Université de Montréal et d'un diplôme de 2e cycle des Hautes Études Commerciales de Montréal (HÉC). Il est président de Concilium Capital Humain, une société qui offre des services en

matière de développement organisationnel, et il agit aussi à titre d'accompagnateur et formateur à l'École nationale d'Administration publique (ENAP) au Programme gouvernemental d'apprentissage de gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise. Il siège au conseil d'administration de quelques organismes dont La Fondation Le Pont qui se consacre au développement de l'autonomie
des enfants en Afrique.

M. M'Baye Diagne est Ingénieur en mécanique diplômé de Concordia et professionnel en gestion de projets certifié par le Montreal Project Management Institute. M. Diagne occupe présentement un poste d'ingénieur chargé de projets chez BBA Inc., une firme d'ingénierie conseil dans le secteur des mines. M. Diagne a été sélectionné par la Jeune Chambre de Commerce de Montréal pour participer au "Réseau des Jeunes Administrateurs" en concertation avec le Collège des Administrateurs de Société de l'Université Laval. Il a suivi une formation en matière de gouvernance. En tant que jeune immigrant issu d'une minorité visible, il souhaite notamment mettre au service de l'OMHM ses compétences en gestion de projets et en optimisation des processus.

JUSTIFICATION

Le renouvellement des mandats de Mme Sylvie Crispo et de M. Christian Champagne assure au conseil d'administration le maintien de compétences fortes en matière de gestion d'un parc d'habitat social de grande taille et, plus largement, une connaissance poussée de la gouvernance de l'habitation sociale et communautaire à Montréal et au Québec. Les apports de MM. Makwanda et Diagne renforceront, tel que souhaité, les compétences du conseil en matière de gestion des ressources humaines et la sensibilité aux réalités des nombreuses communautés présentes parmi les locataires de l'OMHM. Il faut rappeler que plusieurs défis se posent au parc immobilier de l'OMHM, notamment au plan de la modernisation des immeubles et de leur adaptation aux besoins des clientèles. Le maintien d'un conseil d'administration en mesure de comprendre et de répondre aux enjeux vécus dans les milieux de vie gérés par l'OMHM est donc essentiel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun. Les membres du conseil reçoivent des allocations de présence pour les séances du conseil ou lorsqu'ils sont délégués à d'autres instances. Cette mesure a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal (résolution 88-05778). La politique actuelle à l'OMHM prévoit des allocations de 200$ par réunion, avec une limite de 5 000 $ par membre. Ces allocations ne s'appliquent pas aux membres du conseil qui sont fonctionnaires, employés de la Ville, conseillers municipaux ou employés de l'OMHM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'offre de logements sociaux et abordables de l'OMHM contribue à maintenir à Montréal une offre résidentielle diversifiée, un élément clé d'un climat social inclusif et d'un développement urbain viable. Au plan immobilier, lla gestion du parc immobilier de l'OMHM s'inscrit également dans une perspective de pérennisation d'un actif social important .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Continuité du fonctionnement du conseil d'administration de l'OMHM

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication a été mis au point en accord avec le Service des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzanne LAFERRIÈRE
Conseillère au développement de l'habitation

Tél : 872-5897
Télécop. : 872-3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-03-05

Marthe BOUCHER
c/d soutien projets logement social et abordable

Tél : 514.868.7384
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2019-03-05

Office municipal
d'habitation
de Montréal

Objet : ODJ 2) Candidatures au conseil d'administration de l'OMHM

Problématique : Le conseil d'administration de l'OMHM devrait entériner le 14 février prochain le dépôt à la Ville de Montréal de quatre candidatures pour combler les mandats de quatre postes d'administrateurs qui viendront à échéance en avril 2019.

Contexte et analyse :

- Le conseil d'administration de l'OMHM est formé de neuf administrateurs :
  - Cinq (5) administrateurs nommés par la Ville de Montréal;
  - Deux (2) administrateurs nommés par le Ministre des Affaires municipales;
  - Deux (2) administrateurs élus par et parmi les locataires.

- En 2019, les mandats de quatre (4) administrateurs nommés par la Ville de Montréal, d'un (1) administrateur nommé par le Ministre des Affaires municipales et des deux locataires viennent à échéance.

- Le 14 février, le conseil sera appelé à entériner une recommandation relative au remplacement des administrateurs nommés par la Ville de Montréal. Afin d'assurer une continuité au conseil d'administration, la recommandation sera de reconduire le mandat de deux administrateurs sortants (M. Christian Champagne, président du conseil d'administration et Madame Sylvie Crispo) et de proposer deux nouvelles candidatures. À la demande du conseil qui souhaite compléter le profil de compétences de ses membres, un des candidats devra apporter une expertise en gestion des ressources humaines.

- Recrutées par le biais de Concertation Montréal tel que convenu, les deux nouvelles candidatures qui seraient recommandées sont celles de messieurs Hubert M. Makwanda, spécialisé en gestion des ressources humaines et président de Concilium Capital Humain et M'Baye Diagne, ingénieur de projets au sein de BBA inc. Une biographie sommaire des deux candidats est disponible au verso de la présente.

- Ces messieurs ont signalé leur grand intérêt à se joindre au conseil d'administration de l'OMHM et les rencontres de ces candidats par la directrice générale et le président du conseil d'administration se sont avérées très positives.

- Après la réunion du conseil d'administration le 14 février prochain, une recommandation formelle sera déposée à la Ville de Montréal.

Recommandation :

- Aucune recommandation – pour information seulement.

Statutaire M. Popeanu – 6 février 2019

Biographie sommaire



Hubert M. Makwanda

Cumulant plus de 25 années d'expérience dans le domaine du développement organisationnel et titulaire d'une maîtrise en andragogie de l'Université de Montréal et d'un 2e cycle des Hautes Études Commerciales de Montréal (HÉC), M. Makwanda est président de Concilium Capital Humain, une société qui offre des services en matière de développement organisationnel. Ses clients incluent notamment : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Société de développement des entreprises culturelles, Ville de Saint-Jérome, SAAQ, SPVM, etc. M. Makwanda a des habiletés en matière de gestion du changement et de la culture organisationnelle. Depuis 2014, il agit aussi à titre d'accompagnateur-coach et formateur à l'ÉNAP au Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise. Il siège au conseil d'administration de quelques organismes dont La Fondation Le Pont qui se consacre au développement de l'autonomie des enfants en Afrique.



M'Baye Diagne

Ingénieur en mécanique diplômé de Concordia et professionnel en gestion de projets certifié par le Montreal Project Management Institute, M. Diagne occupe présentement un poste d'ingénieur chargé de projets chez BBA Inc., une firme d'ingénierie-conseil dans le secteur des mines. M. Diagne a été sélectionné par la Jeune Chambre de Commerce de Montréal pour participer au "Réseau des Jeunes Administrateurs" en concertation avec le Collège des Administrateurs de Société de l'Université Laval et a ainsi suivi une formation en gouvernance. En tant que jeune immigrant issu d'une minorité visible, il souhaite notamment mettre au service de l'OMHM ses compétences en gestion de projets et en optimisation des processus.